

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES).

SOMMAIRE.

	Pages.	Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		
État au 1 ^{er} janvier 1906 des projets et propositions de loi d'intérêt social soumis au Parlement.	1 à XVIII	
Pages.....		
Revue du travail en décembre.....	1	
Situation par industries.....	2	
Grèves en décembre.....	11	
Conciliation et arbitrage en décembre.....	16	
L'hygiène et la sécurité des travailleurs en 1904. (1 ^{er} article.).....	17	
Les associations ouvrières de production et les sociétés coopératives de consommation et de crédit au 1 ^{er} janvier 1905 :		
A. Associations ouvrières de production.....	37	
La caisse nationale d'épargne en 1904.....	41	
Le recensement professionnel du 24 mars 1901 :		
II. Évaluation du nombre des employés et ouvriers et du nombre des petits patrons suivant le sexe et suivant l'âge.....	42	
Salaires moyens, par départements, des ouvriers agricoles à la fin de 1904.....	44	
<i>Jurisprudence.</i>		
Convention syndicale; employeur non syndiqué. — Demande reconventionnelle. — Conseils de prud'hommes; jugement rendu par cinq membres; compagnies de chemins de fer.....	46	
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		
Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves. — L'évacuation des buées dans les teintureries.....	53	
Autriche : Placement. — Grèves. — L'inspection du travail en 1904. — L'évacuation des buées dans les teintureries.....	55	
Belgique : Revue du travail. — Placement. — Grèves.....	61	
Espagne : Avis aux ouvriers verriers français engagés pour l'Espagne.....	62	
États-Unis : Revue du travail. — La durée du travail en 1904.....	63	
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — L'évacuation des buées dans les teintureries. — Le 38 ^e congrès des Trade-Unions.....	67	
Italie : Grèves. — Le mouvement coopératif à la fin de 1901.....	72	
Portugal : L'inspection du travail en 1904.....	74	
Suisse : L'union suisse des sociétés de consommation en 1904.....	75	
<i>Actes et documents officiels.</i>		
Extrait de la circulaire du Ministre des finances, du 23 septembre 1905, concernant l'application de la loi du 19 avril 1905 sur les patentes aux sociétés coopératives de consommation.....	76	
État des travaux législatifs.....	77	
Chronique législative : Les retraites ouvrières....	78	
<i>Renseignements divers.</i>		
Analyse, par département, des renseignements fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc.; 2 ^o par les correspondants.....	79	
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	84	
Mouvement syndical.....	101	
Bibliographie.....	104	

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,

5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an. POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —
----------------------	---

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS.

CONFÉRENCES PUBLIQUES DU DIMANCHE

en 1906

AVEC PROJECTIONS ÉLECTRIQUES.

Ces conférences ont lieu à 2 heures 1/2 de l'après-midi.

14 janvier. — **Zigzags en France.** — **Le Voyage autrefois et aujourd'hui.** — M. Henri BOLAND, délégué au Service des Voyages du Touring-Club de France.

21 janvier. — **Le Japon industriel.** — M. Albert MÉTIN, agrégé de l'Université, examinateur à l'École navale et professeur à l'École coloniale.

28 janvier. — **Expédition antarctique française 1903-1905** (avec 200 projections électriques). — M. le docteur Jean CHARCOT.

28 janvier. — **La prévention de l'Incendie dans les usines et bâtiments.** — M. Félicien MICHOTTE, ingénieur des Arts et Manufactures, président du Comité technique contre l'Incendie.

4 février. — **Les Chemins de fer en Amérique.** — M. E. SAUVAGE, professeur au Conservatoire national des Arts et Métiers et à l'École nationale supérieure des Mines.

11 février. — **Les Médailleurs français.** — M. Fernand MAZEROLLE, archiviste de la Monnaie.

18 février. — **L'Imprimerie en France.** — M. Arthur CHRISTIAN, Directeur de l'Imprimerie nationale.

18 février. — **L'Assurance contre le chômage par la Mutualité.** — M. Eugène MONTET, secrétaire général du Musée social.

25 février. — **L'Eclipse de Soleil du 30 août 1905.** — M. G. BIGOURDAN, membre de l'Institut et du Bureau des longitudes, astronome de l'Observatoire.

4 mars. — **La Lutte pour l'amélioration sociale dans le Nord de la France.** — M. Victor DUBRON, bâtonnier de l'Ordre des avocats près la Cour de Douai, président de l'Alliance d'hygiène sociale du département du Nord.

11 mars. — **La Fonderie de Cuivre et de Bronze.** — M. Léon GUILLET, docteur ès sciences, ingénieur des Arts et Manufactures, lauréat et correspondant de la Société d'encouragement pour l'Industrie nationale, lauréat et membre du Comité de la Société des Ingénieurs civils de France.

18 mars. — **Une Richesse nationale inexploitée: Le Tourisme.** — M. Louis FARGES, secrétaire général de la Fédération des Syndicats d'initiative du Sud-Centre, délégué du Touring-Club de France.

25 mars. — **Les Pierres précieuses et les Perles.** — M. CHAUMET, joillier-lapidaire.

1^{er} avril. — **Les Jouets anciens et modernes.** — M. Léo CLARETTE, docteur ès lettres, président de la Société des Amateurs de Jouets et Jeux anciens.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de décembre le chômage n'a pas sensiblement diminué parmi les ouvriers viticoles du Midi : la mévente des vins persistant, les propriétaires restreignent le plus possible les soins à donner aux vignes en cette saison. Dans les forêts, les travaux d'hiver n'ont encore commencé que dans les deux tiers environ des centres de sorte que la proportion des chômeurs reste assez élevée parmi les bûcherons. Dans l'horticulture l'activité se maintient autant que le permettent les courtes journées de décembre.

Le travail continue à baisser dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile la plupart des centres importants du Nord bénéficient d'une reprise sensible ; l'activité se maintient dans les centres des Vosges, de l'Ouest et du Sud-Ouest, ainsi qu'à Reims ; elle laisse toujours à désirer dans les centres cotonniers de la région de Rouen et de la région de Roanne. Dans la soie la situation reste assez satisfaisante dans la plupart des centres de la Loire ; une bonne activité continue à favoriser la fabrique lyonnaise. Le travail se maintient en général dans les industries du vêtement, sauf à Paris où il a légèrement fléchi.

D'une manière générale la situation est toujours aussi favorable dans les

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de décembre 1905. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève

industries des métaux, en dehors des ferblantiers-boîtiers des côtes de l'Océan dont le chômage a encore augmenté.

Le travail est toujours abondant dans les industries du livre, notamment à Paris. Pas de changement dans la ganterie. Dans la mégisserie les centres de Graulhet et de Mazamet souffrent beaucoup du chômage.

1,367 syndicats, groupant 235,626 ouvriers, ont répondu en décembre 1905, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats 1,196, groupant 201,851 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 21,601, ce qui correspond à une moyenne de 10.7 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier de 10.4 p. 100; elle était de 11.8 p. 100 en décembre 1904.

L'ouvrage, pendant le mois de décembre 1905, a été jugé, par comparaison avec le mois de novembre, plus abondant, par 19 p. 100 des syndicats, groupant 27 p. 100 des syndiqués; équivalent par 49 p. 100 des syndicats groupant 44 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 32 p. 100 des syndicats, groupant 29 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 656 syndicats, groupant 103,571 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 486, groupant 77,375 adhérents, ont répondu pour la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1,380) accusent 5 p. 100 de chômeurs, comme le mois dernier; à Boulogne-sur-Mer (952) tous les marins pêcheurs sont embarqués, mais la pêche du hareng touche à sa fin. Sur les côtes bretonnes, à Douarnenez (1,157 + 320) le poisson manque, les bateaux sont pour la plupart désarmés; il en est de même à Audierne (103), Concarneau (107). A Chatelaillon (1,100) la récolte des huîtres est moins fructueuse que les autres années.

D'après les réponses de 87 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 11,582 membres le nombre des chômeurs syndiqués était à la fin de décembre, de 2,918, soit 25.2 p. 100 contre 26.1 p. 100 le mois dernier et 16.7 p. 100 en décembre 1904; la situation était considérée comme satisfaisante par 28 p. 100 des syndicats et 26 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 2,918 chômeurs, 2,839 sont signalés par les 79 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 6,977 syndiqués : la mévente des vins continue à avoir pour effet de restreindre dans la plupart des centres les travaux à faire en cette saison dans les vignobles (taille, fumure, etc.). A Paris, les jardiniers (1,970) sont toujours tous occupés mais les journées sont moins longues en raison de la saison; le syndicat mixte des horticulteurs (2,177) annonce 67 chômeurs au lieu de 58, la journée est réduite à 9 heures. A Rosandaël (Nord) les jardiniers (140) n'ont pas de chômeurs, mais font seulement 40 heures par semaine. A Angers le syndicat mixte des jardiniers (300) n'accuse que quelques chômeurs.

Les 90 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois de décembre le nombre de leurs chômeurs accusent 2,759 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de

9,346 membres, une proportion de 29.5 p. 100 contre 32.8 p. 100 le mois dernier et 13.7 p. 100 en décembre 1904. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 48 p. 100 des syndicats et 41 p. 100 des syndiqués. Les travaux d'hiver dans les bois ont commencé dans 60 p. 100 des centres forestiers du Cher, dans un peu plus de la moitié de ceux de la Nièvre et dans presque tous ceux de l'Yonne : le chômage atteint 31 p. 100 dans le Cher pour 30 syndicats groupant 3,015 syndiqués, il est de 39 p. 100 pour les 28 syndicats de la Nièvre groupant 2,948 membres et seulement de 12 p. 100 pour 13 syndicats de l'Yonne ayant 1,285 membres.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 68 syndicats, groupant 12,439 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en décembre, soit 1,801, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 14.5 p. 100 contre 19.2 le mois dernier et 23.1 en décembre 1904. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 51 p. 100 des syndicats et 74 p. 100 des syndiqués. En province le chômage est supérieur à la moyenne chez les boulangers de Limoges (130) et d'Auxerre (108), les bouchers (128), les liquoristes (340) et les limonadiers (510) de Marseille, les limonadiers de Grenoble (156), les cuisiniers de Bordeaux (307) et de Nancy (100). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Caen (105), Lille (168), Calais (140), Le Mans (326), les bouchers de Lyon (614), les confiseurs-pâtisseries de Marseille (400), les maîtres d'hôtel du Havre (502), les chocolatiers de Noisiel (240); le chômage n'est plus que de 3.6 p. 100 chez les sardinières de Douarnenez (280). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (740) accusent 12 p. 100 contre 13 le mois dernier; les garçons de cuisine (755), 9 p. 100 contre 11; les pâtisseries (1,035) 18 p. 100 contre 18; les compagnons boulangers du *Nouveau Siècle* (130), 23 p. 100 contre 11; les confiseurs (220) 1.4 p. 100; les biscuitiers (300), 1 p. 100; les garçons limonadiers du syndicat de la rue Tiquetonne (250), 20 p. 100.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de novembre 1905, deuxième mois de la campagne 1905-1906, s'élevait à 834,630 hectolitres contre 744,345 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 90,285. Il y a notamment augmentation sur les alcools de betteraves (652,477 hectolitres au lieu de 581,039). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 30,519 hectolitres, soit une différence en moins de 4,939 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de décembre 1905 (quatrième mois de la campagne 1905-1906), les travaux de défécation étaient en cours d'activité dans 58 fabriques, soit 58 de plus qu'à l'époque correspondante de la campagne 1904-1905; ils étaient terminés dans 234 fabriques seulement contre 270 à la fin de décembre 1904; la quantité de sucre travaillée à la fin de décembre 1905 correspondait à 979,266 tonnes de sucre raffiné, soit une augmentation de 369,654 tonnes sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽²⁾.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur près de 154,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de décembre 1905. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 19 décembre 1905.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 janvier 1906.

du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	91,080	5.59	"	"	"	90.01	9.99
Loire	14,698	5.50	"	"	"	100.00	"
Gard et Hérault	14,635	5.55	"	"	"	98.43	1.57
Tarn et Aveyron	10,716	5.86	"	"	"	68.97	31.03
Provence (lignites)	2,637	5.39	"	"	"	100.00	"
Isère	1,596	5.52	"	"	"	100.00	"
Ouest	280	5.76	"	"	"	100.00	"
Bourgogne et Nord-Est ..	9,694	5.64	"	"	"	73.86	26.14
Centre	8,599	5.76	"	"	"	79.04	20.96
ENSEMBLE pour la France.	153,931	5.61	"	"	"	88.96	11.01

Manquent les renseignements de la Compagnie d'Aniche et de Notre-Dame de Vaulx.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 6.03; il était de 5.82 en décembre 1904. D'après les réponses de 25 syndicats, le chômage serait de 8.2 p. 100 sur un effectif de 11,422 syndiqués⁽¹⁾; il était de 3.6 p. 100 le mois dernier pour 7,735 syndiqués et de 2.2 p. 100 en décembre 1904 pour 14,017 syndiqués. La proportion des chômeurs est, d'après le syndicat de la rue du Nord, de 16 p. 100 à Montceau (5,000) contre 4.8 le mois dernier, de 0.6 p. 100 seulement d'après l'autre syndicat (2,146).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 11.2 p. 100 pour 20 syndicats groupant 1,800 ouvriers contre 10.5 p. 100 le mois dernier et 10 p. 100 en décembre 1904. Il y a 10 p. 100 de chômeurs aux ardoisières d'Haybes-sur-Meuse (301) contre 8 le mois dernier; 46 p. 100 chez les carriers de Fontvielle (130) au lieu de 54, et 6.6 p. 100 à Volvic (150) au lieu de 3.3; tous les syndiqués sont, par contre, occupés dans les carrières de Lérrouville (187), de Chevreuse (140), de Raon-l'Étape (206) et dans les ardoisières de Rimogne (185). A Rochefort-en-Terre (207), les fendeurs chôment par suite de l'inondation de l'ardoisière.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 6 syndicats, groupant 1,638 ouvriers, ressort à 4 p. 100 contre 4.4 p. 100 le mois dernier et 2.2 en décembre 1904. A Paris, les travailleurs du gaz (4,340) n'ont pas répondu. La proportion des chômeurs est de 21 p. 100 au lieu de 16.5 chez les savonniers de Marseille (308). Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'éclairage de Nice (380) et de Toulon (270), les huiliers et pétroliers du Havre (380), les ouvriers de l'usine de produits chimiques de Prémery (250).

Les ouvriers des papeteries d'Essonnes (120), de Brignoud (300) et de Fourneaux (116) sont tous occupés.

⁽¹⁾ Le syndicat du Nord et du Pas-de-Calais, siégeant à Lens, et qui compte 35,000 membres, n'a pas répondu au questionnaire.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 152 pour 81 syndicats groupant 4,197 adhérents, soit 3.6 p. 100; pour Paris, de 104 pour 15 syndicats groupant 6,090 adhérents, soit 1.7 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 3.5 p. 100, et pour Paris de 1.9 p. 100; elle était, pour le mois de décembre 1904, de 2.9 p. 100 pour la province, de 6.4 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 88 p. 100 des syndicats de province groupant 85 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 33 syndicats, équivalent par 31, moins abondant par 7 autres. Il y a 4.3 p. 100 de syndiqués sans travail au lieu de 2.6 chez les imprimeurs lithographes de Marseille (115), 9.1 p. 100 chez les typographes; 7.6 p. 100 à Bordeaux (330) au lieu de 7.6; 5 p. 100 chez les lithographes de Saint-Etienne (180). Pas de chômeurs à Versailles (110) et Lyon (415).

A Paris, le travail est satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (3,500) accuse 25 chômeurs contre 65 le mois dernier et 240 en décembre 1904; Dans la lithographie et la gravure sur bois, les imprimeurs lithographes de la *Résistance* accusent 23 chômeurs, contre 15 le mois dernier et 50 en décembre 1904, sur 516 membres; les graveurs-écrivains (195) 7.7 p. 100 au lieu de 5.3; l'Union lithographique (232) 3 p. 100 contre 1.3 le mois dernier.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 20 syndicats, groupant 3,949 ouvriers, atteint 29 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 16.7 p. 100, elle était de 27.6 p. 100 en décembre 1904. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) accusent 3 p. 100 de sans-travail contre 3 p. 100 le mois dernier et 30 p. 100 en décembre 1904; les mégissiers-palissonneurs accusent (410) 2 p. 100 contre 2 le mois dernier et 22 p. 100 en décembre 1904; à Mazamet les ouvriers des peaux de mouton (800) accusent 50 p. 100 de chômeurs, les mégissiers (100), 40 p. 100; les moutonniers de Graulhet (1,152) ont 52 p. 100 de chômeurs au lieu de 12 le mois dernier. Les ouvriers en pelleteries de Fismes (104) ont 34 p. 100 de chômeurs au lieu de 28 : c'est la morte-saison annuelle.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 15.5 p. 100 pour 16 syndicats groupant 1,396 ouvriers contre 7.5 p. 100 le mois dernier et 4.8 p. 100 en décembre 1904. A Fougères, les coupeurs (360) ont 1.1 p. 100 de sans-travail; les cordonniers d'Angers (200) accusent 0 chômeur comme le mois dernier; ceux du Quesnoy (276) en ont 1.1 p. 100; ceux du Havre (120) sont tous en chômage.

Dans la ganterie, à Millau, l'Union (700) et le syndicat indépendant (110) n'accusent aucun chômeur, le syndicat mixte des dresseurs (400) en accuse 33 p. 100; à Chaumont (110) tous les syndiqués sont occupés; à Saint-Junien (210) il y aurait 50 p. 100 de chômeurs.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 82 syndicats, groupant 28,634 adhérents, était, à la fin de décembre 1905, de 1,557, soit 5.4 p. 100; la proportion était de 5.5 p. 100 le mois dernier, elle était de 5.3 p. 100 en décembre 1904.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait seulement 1.5 p. 100 de chômeurs contre 7.3 le mois dernier et 4.6 p. 100 en décembre 1904, la semaine serait de 60 heures, le travail est plus abondant, surtout dans les tissages où aucun métier ne chôme plus; à Tourcoing, d'après le syndicat textile

(118) la situation est un peu plus satisfaisante, le chômage est seulement de 2 p. 100 au lieu de 4 p. 100; les tapissiers en grosse moquette (350) accusent 3 p. 100 de sans-travail au lieu de 6 et 60 heures par semaine; à Armentières, le syndicat mixte (1,925) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait toujours de 50 à 60 heures; à Houplines (1,800) il y a à peine 2 p. 100 de chômeurs, la situation est estimée assez bonne pour l'époque, la semaine est de 55 à 60 heures; à Hazebrouck (488) il y a 17 p. 100 de chômeurs au lieu de 23, la semaine est de 59 heures; à Halluin (1,000) le chômage est de 5 p. 100 parmi les syndiqués et la semaine est de 60 heures; dans les petits centres de tissage, pas de chômeurs à Saulzoir (168), Bailleul (300); 2 p. 100 à Nieppe (400), 6 p. 100 à Estaires (500).

Dans les Vosges, la semaine est au moins de 60 heures et on ne signale aucun chômeur à Saint-Dié (400), au Thillot (110), à Remiremont (340), Gérardmer (358), Moyenmoutier (320), Saint-Maurice (198) et Châtel-sur-Moselle (100); la proportion des chômeurs est de 1.5 p. 100 à Planfaing (1,750), de 2 p. 100 aux Ajolo (153).

A Rouen (2,000), les ouvriers textiles ne font guère en moyenne que 56 heures par semaine, le chômage est de 15 p. 100. Dans les autres centres cotonniers normands, la semaine est de 47 heures en moyenne à Bolbec (140) sans chômeurs, de 40 à 50 heures à Lillebonne (163) avec 3 p. 100 de sans-travail; elle est de 60 heures à Flers (164), Malaunay (115) et Evreux (165), où tous les syndiqués sont occupés, de 60 également à Condé-sur-Noireau (120) où le chômage est de 2.5 p. 100.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, le chômage est de 1.4 p. 100 à Thizy (185) au lieu de 10.8; la semaine est de 60 heures à Bourg-de-Thizy (750) et le chômage y est de 18 p. 100; à Roanne (1,140) il y a 3.5 p. 100 de chômeurs au lieu de 2.6; la semaine est en moyenne de 48 heures.

Dans l'Aisne, à Saint-Quentin, le travail est très abondant dans le tissage (132). Dans les Ardennes, à Saint-Menges (270), le chômage est de 37 p. 100 au lieu de 13 le mois dernier, la semaine n'est complète ni dans les tissages, ni dans les apprêts; à Floing (196), les tisseurs font de 49 à 60 heures par semaine, et un quart restent inoccupés; à Sedan, tous les tisseurs syndiqués (355) sont occupés. A Reims il n'y a pas de chômeurs dans l'industrie lainière (400), la semaine est de 60 heures et le travail abondant. A Paris (160) les tisseurs sont tous occupés.

Dans l'Ouest, à Romorantin (520), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés et la semaine varie de 60 à 66 heures, la situation est estimée satisfaisante; le travail reste satisfaisant dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres notamment à Cholet (240) et à Mortagne-sur-Sèvre (236) où l'on ne signale aucun chômeur. Dans le Sud-Ouest, le chômage est de 4 p. 100 au lieu de 6 à Lavelanet (508); de 0 p. 100 à la Bastide-Rouairoux (118) où la semaine atteint 72 heures. Les tapissiers d'Aubusson (130) sont tous occupés 60 heures par semaine.

Dans la bonneterie, à Moreuil (400), le chômage est de 25 p. 100 contre 25 le mois dernier et ceux qui travaillent font 10 et 11 heures par jour, le travail est plus abondant pour certains articles; à Troyes le travail est très abondant.

Dans la soie, les syndicats de la région de Saint-Étienne estiment la situation satisfaisante, sauf le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (170) qui signale une baisse de travail; celui de Saint-Genest-Lerpt (150) accuse toujours 5 p. 100. Dans la région lyonnaise une grande activité continue à régner dans les usines de tissage mécanique; à Lyon dans les petits ateliers de tissage mécanique et à la main les commissions reçues assurent le fonctionnement des métiers pendant

plusieurs mois; à la campagne les ateliers à bras sont, comme le mois dernier, très amplement alimentés⁽¹⁾.

Dans le tulle, les ouvriers en guipure de Saint-Quentin (107) ont 6 p. 100 de sans-travail et font de 48 à 51 heures par semaine en légère reprise sur le mois dernier; les tullistes de Caudry (526) n'ont pas de chômeurs et font de 54 à 60 heures; la situation reste assez satisfaisante; ceux de Lyon (280) signalent une légère amélioration sur le mois dernier.

A Roanne les apprêteurs (200) ont 7 p. 100 de chômeurs au lieu de 4 et font 54 heures au lieu de 60; les teinturiers (600) font de 60 à 72 heures avec 16 p. 100 de chômeurs. Les teinturiers de Troyes (250) n'accusent aucun chômeur et font 60 heures en pleine reprise. A Paris les teinturiers-dégraisseurs (336) font 54 heures: certaines maisons ne travaillent pas l'après-midi du lundi.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 8.1 p. 100 pour 23 syndicats groupant 3,640 ouvriers et ouvrières contre 6.7 p. 100 le mois dernier et 9.6 p. 100 en décembre 1904. Le travail est considéré comme plus abondant par 5 syndicats, équivalent par 11, moins abondant par 4. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 63 p. 100 des syndicats et 71 p. 100 des syndiqués; à Paris l'Union des couturières (548) accuse 16 p. 100 de chômeuses au lieu de 0 le mois dernier, les tailleurs et couturières du syndicat de la Bourse du travail (400) 12.5 p. 100, l'Union des coupeurs tailleurs (200) 7.5 p. 100; les coupeurs-chemisiers (270) 4.8 p. 100 de sans-travail contre 4.3 le mois dernier. Les ouvriers de l'habillement de Bourges (150) accusent 40 p. 100; pas de chômeurs chez les coupeurs d'Amiens (138), les ouvriers de l'habillement de Saint-Quentin (208), les ouvriers des syndicats mixtes de Morlaix (348) et de Carcassonne (270).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 9.7 p. 100 pour 14 syndicats groupant 1,089 ouvriers; elle était, le mois dernier, de 12.4 p. 100 et de 3.5 p. 100 en décembre 1904; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (120) ont 0 chômeur; les ouvrières (100) en ont 3, les casquettiers (348) en ont 9 p. 100.

Les blanchisseuses de Boulogne-sur-Seine (113) accusent 22 p. 100 de sans-travail au lieu de 16 le mois dernier; celles de Chaville (115) sont toutes occupées. Les garçons de lavoirs de Paris (200) ont 10 p. 100 de chômeurs.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 42 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment groupant 2,609 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 10.1 p. 100; elle était de 12.5 p. 100 le mois précédent, de 15 p. 100 en décembre 1904: la situation est estimée satisfaisante par 48 p. 100 des syndicats et 42 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de navires du Havre (178) accusent 34 p. 100 de chômeurs; les menuisiers d'Armentières (102), 3 p. 100; ceux de Vannes (107), 5 p. 100; les ouvriers du bois d'Halluin (250) 5 p. 100; ceux de Boulogne-sur-Mer (100) 20 p. 100; les menuisiers d'Angers (108) et de Limoges (125) sont tous occupés. A Paris, les menuisiers de la rue Pernety (217) ont 5 p. 100 de chômeurs contre 4.6 le mois dernier.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans-travail, d'après les réponses de 20 syndicats groupant 1,988 ouvriers, est de 5.4 p. 100 contre 5.2 p. 100 le mois dernier et 7.5 p. 100 en décembre 1904. La situation est considérée comme satisfaisante par 60 p. 100 des syndicats et 71 p. 100 des syndiqués.

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 janvier 1906.

La proportion des sans-travail est de 5 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (420) au lieu de 10 le mois dernier et de 10 p. 100 en décembre 1904 : l'activité est plus satisfaisante. A Paris les ouvriers de l'ameublement (102) accusent 3 p. 100 de chômeurs ; les marbriers du meuble 3.7 p. 100, les scieurs, découpeurs, mouluriers à la mécanique (556) 4 p. 100.

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 6.6 p. 100 pour 6 syndicats groupant 242 ouvriers contre 5.8 p. 100 le mois dernier et 6 en décembre 1904. A Limoges (104), le chômage atteint 12 p. 100.

Chez les tonneliers, le chômage est de 19.2 p. 100 pour 18 syndicats groupant 1,778 ouvriers contre 5.1 p. 100 le mois dernier et 6 p. 100 en décembre 1904 ; le chômage est de 75 p. 100 à Méze (304) au lieu de 33 le mois dernier ; de 46 p. 100 à Dunkerque (130) ; pas de chômeurs à Bussière-Galant (510) ; un seul à Reims (125).

Dans la carrosserie, 9 syndicats, groupant 690 ouvriers annoncent 2.5 p. 100 de chômeurs contre 0.2 le mois dernier, 1.8 en décembre 1904. Les compagnons charrons de Paris (174) n'ont pas de chômeurs ; les frappeurs en voitures de Levallois-Perret (265) 2.6 p. 100.

Les bouchonniers de Lavardac (150), les ouvriers en sparterie de Mâcon (130), les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (150) n'ont pas de chômeurs.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 122 syndicats groupant 26,838 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de décembre, de 1,343, soit 5 p. 100 ; la proportion était de 3.2 p. 100 le mois dernier et de 6.7 p. 100 en décembre 1904.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 2 p. 100 pour 20 syndicats groupant 2,870 ouvriers : le mois dernier elle était de 4.1 ; elle était de 4.2 p. 100 en décembre 1904 ; la situation est considérée comme satisfaisante par 75 p. 100 des syndicats groupant 86 p. 100 des syndiqués ; le chômage est de 8.3 à Bordeaux (120), de 7.7 à Amiens (130). Pas de chômeurs, par contre, à Revin (700), Vrigne-aux-Bois (150), Maubeuge (145), Stenay (180), Rouen (230). A Paris, les fondeurs en fer (600) accusent 4.2 p. de sans-travail au lieu de 2.5.

28 syndicats de métallurgistes groupant 10,193 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 1.6 p. 100 de chômeurs ; la proportion était de 1.7 p. 100 le mois dernier et de 5.2 p. 100 en décembre 1904 ; la situation est estimée satisfaisante par 77 p. 100 des syndicats et 85 p. 100 des syndiqués. Le chômage est de 4 p. 100 à Saint Michel (562), 6.6 p. 100 à Sous-le-Bois (300). Pas de chômeurs au Creusot (5,000), Guérigny (700), Montluçon (1,058), Fumel (320), Nancy (238), Château-Regnault (315), Raucourt (176), Fromelennes (207), Monthermé (200), Lille (184), Argenteuil (129) ; un seul chômeur à Bourges (235).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 1.4 p. 100 pour 30 syndicats groupant 6,934 ouvriers contre 1.7 p. 100 le mois dernier et 5.7 p. 100 en décembre 1904 ; la situation est considérée comme satisfaisante par 73 p. 100 des syndicats et 75 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Revin (306), Corbeil (250), Albert (400) ; un seul chômeur à Ferrière-la-Grande (400), Tarbes (103). La proportion des sans-travail est de 3.3 p. 100 à Sous-le-Bois (120) au lieu de 5 ; de 1.2 à Saint-Étienne (250) ; à Paris, l'Union des mécaniciens accuse 11 chômeurs sur 3,100 syndiqués contre 11 le mois dernier et 65 en décembre 1904 ; les serruriers (596) accusent 8 p. 100 au lieu de 7.2 ; les tourneurs en optique (200) 0.5 p. 100 ; les tourneurs-robinetiers (120), 5 p. 100.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1.750) ont 8 chômeurs contre 15 le mois dernier et 60 en décembre 1904; les ouvriers en instruments de musique (150) en accusent 13 p. 100. Pas de chômeurs chez les horlogers de Badouel (170) et les monteurs de boîtes d'argent de Besançon (150).

Dans la coutellerie pas de chômeurs chez les éboueurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (655). Chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes il y a 60 p. 100 de chômeurs à Concarneau (350), 70 p. 100 à Douarnenez (498), 100 p. 100 à Guilvinec (104) et Ploërmour (110). Pas de chômeurs chez les plombiers-zingueurs de Roanne (207). A Paris, les polisseurs sur métaux (500) accusent 44 p. 100 de chômeurs au lieu de 33; les découpeurs-stampeurs (260) 4 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 169 syndicats, groupant 17.872 adhérents, était, à la fin de décembre, de 25 p. 100; elle était de 20.1 p. 100 le mois précédent et de 36.6 p. 100 en décembre 1904.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 26.4 p. 100 pour 130 syndicats groupant 14.662 ouvriers au lieu de 21.2 le mois dernier et de 43.5 en décembre 1904; le chômage dépasse la moyenne notamment à Bordeaux (183 tailleurs de pierre), Marseille (150 cimentiers), Reims (150), Toulon (100 maçons), Tarascon (102), Perpignan (130), Porcieu-Amblagnieu (280), Parmilieu (120), Montalieu-Vercieu (358), Amiens (192), Mazamet (147), Quimper (400), Concarneau (314), Angers (146), Vannes (335); le travail est par contre satisfaisant à Saint-Servan (359), Auch (320); Vire (171 granitiers), Orléans (120), Hermes (170); à Paris les tailleurs de pierre et ravaleurs (750) accusent 27 p. 100 de chômeurs; dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 45 p. 100 des syndicats et 34 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 21.6 p. 100 pour 27 syndicats groupant 1.779 ouvriers contre 18.3 p. 100 le mois dernier et 27 p. 100 en décembre 1904: le syndicat des peintres de Paris (1.102) n'a pas répondu; celui de Roubaix (204) en accuse 33 p. 100 contre 36 le mois dernier, celui d'Amiens (203) 25 p. 100.

4 syndicats de sculpteurs et marbriers groupant 262 ouvriers accusent 2.3 p. 100 de chômeurs contre 2.6 le mois dernier et 0 en décembre 1904; les marbriers de Jeumont (128) sont tous occupés.

A Paris, les fumistes en bâtiment (923) accusent 16.7 p. 100 de chômeurs.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Chez les chaudières et cimentiers pas de chômeurs à Contes-les-Pins (120); 42 p. 100 chez les plâtriers de Saint-Jean-de-Maurienne (120). Les potiers de Vallauris (204) n'accusent aucun chômeur. A Limoges les journaliers en porcelaine (307) en accusent 1.3 p. 100. Le travail est moins abondant chez les faïenciers de Montereau (300).

Dans l'ensemble des 14 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion des sans-travail est de 9.4 p. 100 pour 780 syndiqués, au lieu de 11.2 le mois dernier; le syndicat des verriers à vitres de Fresnes (300) en accuse toujours 13 p. 100.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries de la manutention, la moyenne du chômage pour 18 syndicats groupant 2.481 membres, ressort à 24.8 p. 100 contre 42.7 p. 100 le mois dernier et 57 p. 100 en décembre 1904; le nombre des chômeurs reste important parmi les ouvriers du port de Saint-Louis-du-Rhône (200 sur 250) il a baissé au Havre où les ouvriers du

port (960) n'accusent plus que 5 p. 100 de chômeurs au lieu de 60 et les charbonniers (117) 15 p. 100 au lieu de 24.

Dans les 36 syndicats de transports (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, des tramways et de la marine, camionneurs, cochers, bateliers, etc.) groupant 10.369 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ces derniers était de 1.7 p. 100 contre 3.7 p. 100 le mois dernier et 2.6 p. 100 en décembre 1904. 38 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs de la marine de Rouen (194).

D'après les réponses de 48 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 6.644 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 356, soit 5.4 p. 100; la proportion était de 3.4 le mois dernier, de 3.6 en décembre 1904; le nombre des chômeurs est particulièrement élevé à Toulon (650) où il atteint 31 p. 100.

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 4.2 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 6,721 membres contre 2.1 p. 100 le mois dernier et 1.5 en décembre 1904. 13 syndicats de coiffeurs groupant 3,094 ouvriers ont 5.8 p. 100 de sans-travail contre 7.4 p. 100 le mois dernier et 10.3 p. 100 en décembre 1904 le syndicat mixte de Paris (2,230) en accuse 4.5 p. 100.

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1905.

60 grèves ont été signalées, en décembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 58 d'entre elles, est de 11,631. Il y avait eu, en décembre 1904, 24 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 42.

Ces 60 grèves, dont 46 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	35
Réduction de salaire.....	1
Contestations diverses relatives au salaire.....	4
Pour la suppression ou contre l'introduction du travail aux pièces.....	5
Contestations relatives aux règlements d'ateliers.....	5
Demandes de diminution du nombre des apprentis.....	2
Demandes de diminution du temps de travail.....	2
Demandes de repos hebdomadaire.....	2
Demande de suppression d'amendes.....	1
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	4
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	7
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	8

Ces grèves ont éclaté dans 35 départements (1 grève d'employés de commerce s'étant étendue sur 6 départements et une grève de métallurgistes sur 2 départements) et on en a compté :

13 dans le Nord, 8 dans la Seine, 5 dans le Rhône, 3 dans la Maine-et-Loire, 2 dans l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan, l'Oise, la Seine-Inférieure, la Seine-et-Oise et les Vosges et 1 dans les 25 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 15; cuirs et peaux, 9; commerce et manutention, 8; travail des métaux, 7; travail des pierres et terres, 6; agriculture, travail du bois, 8; alimentation, carrières, mines, 2; bâtiment, industries chimiques, typographes, 1 grève.

Des 60 grèves commencées en décembre, 45 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Six, 1 jour ou moins de 1 jour; cinq, 2 jours; trois, 3 jours; une, 4 jours; six, 5 jours; deux, 6 jours; quatre, 7 jours; trois, 8 jours; trois, 9 jours; une, 10 jours; deux, 11 jours; trois, 13 jours; deux, 14 jours; une, 17 jours et une, 22 jours.

Si l'on y ajoute 9 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 207 jours, 73 jours, 49 jours, 34 jours, 34 jours, 30 jours, 21 jours, 4 jours et 4 jours, on trouve 52 conflits terminés avec les résultats suivants :

10 réussites,
25 transactions ou réussites partielles,
17 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
15 février.	.....	Arignac.....	Ariège.....	Chaufourniers.....	1	100
25 mai.	18 déc.	Ambialet.....	Tarn.....	Mineurs.....	1	120
11 sept.	.....	Antibes.....	Alpes-Maritimes..	Peintres.....	"	"
9 oct.	22 déc.	Amiens.....	Somme.....	Bijoutiers.....	1	55
18 oct.	.....	Nenvy-Pailloux..	Indre.....	Apiculteurs.....	1	25
3 nov.	.....	Fleury.....	Aude.....	Ouvriers agricoles..	"	500
11 nov.	15 déc.	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures.	1	40
15 nov.	.....	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en meubles..	1	30
16 nov.	20 déc.	Lorient.....	Morbihan.....	Ébénistes.....	"	91
23 nov.	11 janv.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	"	3,082
27 nov.	18 déc.	Lyon.....	Rhône.....	Conducteurs-typographes...	"	110
28 nov.	2 déc.	Paris.....	Seine.....	Bronziers (appareils d'éclairage).	1	70
28 nov.	18 déc.	Paris et Neuilly..	Seine.....	Diamantaires.....	18	230
28 nov.	.....	Lille.....	Nord.....	Ferblantiers.....	1	7
29 nov.	.....	Anduze.....	Gard.....	Terrassiers.....	1	150
30 nov.	4 déc.	Tarare.....	Rhône.....	Appréteurs.....	1	51
GRÈVES COMMENCÉES						
2 déc.	3 déc.	Lorient.....	Morbihan.....	Dockers.....	"	24
2 déc.	4 déc.	Gravelines.....	Nord.....	Dockers.....	1	12
2 déc.	15 déc.	La Neuville-en-Hes.	Oise.....	Boisseliers.....	1	70
3 déc.	8 déc.	Boulogne.....	Pas-de-Calais.....	Dockers.....	1	190
3 déc.	11 déc.	Poitiers.....	Vienne.....	Boulangers.....	23	26
3 déc.	.....	Bellignies.....	Nord.....	Marbriers.....	1	50
4 déc.	11 déc.	Paris.....	Seine.....	Chaudronniers.....	1	200
5 déc.	5 déc.	Saint-Dié.....	Vosges.....	Couturières.....	1	10
5 déc.	9 déc.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	350
5 déc.	16 déc.	Saint-Denis.....	Seine.....	Mégissiers.....	1	300
6 déc.	11 déc.	Angers.....	Maine-et-Loire...	Ouvriers en chaussures..	1	86
6 déc.	15 déc.	Le Quesnoy.....	Nord.....	Cordonniers.....	2	340
6 déc.	19 déc.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	32
6 déc.	28 déc.	Grenoble.....	Isère.....	Teinturiers en peaux et palis- sonneurs.....	7	321
7 déc.	.....	Combrée.....	Maine-et-Loire...	Ardoisiers.....	1	1,200
8 déc.	.....	Paris.....	Seine.....	Teinturiers en peaux..	1	35
9 déc.	11 déc.	Cholet.....	Maine-et-Loire...	Ouvriers du blanchiment de coton.....	1	12
9 déc.	11 déc.	Amplepuis.....	Rhône.....	Baguetteurs (filature).....	1	15
9 déc.	14 déc.	Saint-Denis.....	Seine.....	Débardeurs.....	1	30
9 déc.	18 déc.	Mervent.....	Vendée.....	Bûcherons.....	1	80
9 déc.	.....	Sougy et Saint-Lé- ger.....	Nièvre.....	Chaufourniers.....	4	250
11 déc.	12 déc.	Versailles.....	Seine-et-Oise.....	Typographes.....	1	3
11 déc.	13 déc.	Lyon.....	Rhône.....	Tonnelliers.....	1	3
11 déc.	18 déc.	Villeurbanne.....	Rhône.....	Tullistes.....	1	5
11 déc.	20 déc.	Chantenay.....	Loire-Inférieure..	Ouvriers de raffinerie de sucre.....	1	75
11 déc.	28 déc.	Lorient.....	Morbihan.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	227

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GRÈVES.

RÉSULTATS.

OBSERVATIONS.

8

9

10

U 1^{er} DÉCEMBRE 1905 (1).

1	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
2	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.
3	Demandes : augmentation de salaire; suppression de l'emploi de la céruse et du minium de plomb.....	.....
4	Réduction de salaire.....	Échec.
5	Demande de réintégration de 2 ouvriers syndiqués.....	.....
6	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....
7	Refus de travailler à domicile; demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.
8	Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....
9	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Transaction.
0	Demandes : majoration des heures supplémentaires et du travail de nuit; amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité.....	Transaction.
1	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
2	Demande de renvoi d'un contremaître et de 2 ouvriers..	Réussite.
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
4	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....
5	Demande de réintégration d'ouvriers syndiqués.....	.....
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.

N DÉCEMBRE 1905.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
2	Contre l'embauchage d'ouvriers non syndiqués.....	Transaction.	
3	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
5	Demandes : augmentation de salaire; suppression de certaines corvées.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
6	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
7	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contremaître; suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
8	Demande de suppression d'amendes.....	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
0	Demandes : augmentation de salaire; suppression du marchandage et du travail de nuit.....	Échec.	
1	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
2	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers à la localité.....	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	29 grévistes remplacés.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
5	Demande de réintégration de 2 ouvriers.....	.....	
6	Demande : liberté de sortie pour le casse-croûte.....	.....	
7	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
8	Demande de maintien d'un ouvrier à son ancien poste..	Échec.	Grévistes congédiés.
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
0	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
1	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures; réintégration d'un ouvrier.....	.....	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉE							
11 déc.		Cornil.	Corrèze.	Ouvriers en produits chimi- ques.	1	250	27
11 déc.		Maromme.	Seine-Inférieure.	Tisseurs.	1	100	28
12 déc.	12 déc.	Dunkerque.	Nord.	Bâcheurs.	1	10	29
12 déc.	18 déc.	Arles-sur-Tech.	Pyrénées-Orientales.	Mineurs.	1	80	30
12 déc.	19 déc.	Fougères.	Ille-et-Vilaine.	Coupeurs en chaussures.	1	10	31
12 déc.	26 déc.	Ferrière-la-Grande.	Nord.	Mécaniciens-construteurs.	1	450	32
12 déc.		Bourbon-l'Archambault.	Allier.	Bâcherons.	"	"	33
12 déc.		Raon-l'Étape.	Vosges.	Carriers.	1	220	34
13 déc.	18 déc.	Fougères.	Ille-et-Vilaine.	Coupeurs en chaussures.	1	9	35
13 déc.	19 déc.	Viviers.	Ardèche.	Ouvriers d'une fabrique de carreaux de ciment.	1	21	36
13 déc.	21 déc.	Fanissières.	Loire.	Tisseurs.	1	45	37
13 déc.		Romans.	Drôme.	Ouvriers en chaussures.	"	1,690	38
14 déc.	15 déc.	Recquignies.	Nord.	Mouleurs.	1	18	39
14 déc.	19 déc.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	30	40
15 déc.	22 déc.	Lespignan.	Hérault.	Ouvriers agricoles.	3	150	41
15 déc.	26 déc.	Lyon.	Rhône.	Tisseuses.	1	11	42
15 déc.		Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	160	43
16 déc.	18 déc.	Villerupt.	Meurthe-et-Moselle.	Métallurgistes.	1	12	44
18 déc.	18 déc.	Paulliac.	Gironde.	Dockers.	1	"	45
18 déc.	23 déc.	Lille.	Nord.	Ouvriers en courroies.	1	70	46
18 déc.	28 déc.	Paris et 7 autres localités.	Seine et 5 autres départements.	Employés de commerce.	1	1,900	47
18 déc.		Paris.	Seine.	Mouleurs.	1	50	48
20 déc.	28 déc.	La Châtre.	Indre.	Mécaniciens en voitures.	1	12	49
20 déc.	3 janv.	Rochefort et la Ro- chelle.	Charente-Inférieure.	Ouvriers d'une usine de bri- quettes.	2	80	50
21 déc.		Laval.	Mayenne.	Marbriers.	1	108	51
23 déc.	26 déc.	Paris.	Seine.	Commis-épiceries.	"	800	52
23 déc.	5 janv.	Wattrelos.	Nord.	Tisseurs.	1	145	53
23 déc.		Bayonne.	Basses-Pyrénées.	Arrimeurs.	"	40	54
26 déc.	29 déc.	Lyon.	Rhône.	Tallistes.	1	4	55
27 déc.		Saint-Claude et en- viron.	Jura.	Diamantaires.	"	305	56
27 déc.		Stenay et Jeumont.	Meuse et Nord.	Métallurgistes.	1	650	57
28 déc.		Lavelanet.	Ariège.	Tisseurs.	5	200	58
28 déc.		Paris.	Seine.	Mécaniciens-construteurs.	1	65	59
30 déc.	2 janv.	Bassignac.	Cantal.	Mineurs.	1	40	60

CAUSES DES GRÈVES.

RÉSULTATS.

OBSERVATIONS.

8

9

10

N DÉCEMBRE 1905. (Suite et fin.)

7	Contre le remplacement d'un ouvrier, président du syndicat, par un ouvrier non syndiqué.....	.....	Lock-out.
8	Contre la prolongation du temps de travail et la suppression du repos hebdomadaire.....	.....	
9	Contestation relative au salaire.....	Echec.	Grévistes remplacés.
0	Demandes : limitation du nombre des ouvriers étrangers ; réintégration d'un ouvrier ; renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	L'ouvrier congédié était président du syndicat.
1	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
2	Demandes : augmentation de salaire ; paie à la quinzaine.	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
4	Demandes : augmentation de salaire ; liberté syndicale.....	.....	
5	Demande de remplacement d'outils usés.....	Réussite.	
6	Réduction de salaire.....	Transaction.	Arbitrage.
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
8	Demandes : augmentation de salaire ; limitation du nombre des apprentis.....	.....	
9	Contre l'introduction du travail aux pièces.....	Echec.	Grévistes remplacés après leur huitaine.
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	20 grévistes remplacés.
11	Demande de réintégration d'ouvriers syndiqués.....	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
13	Contestation relative au salaire.....	.....	
14	Demandes : repos fixes dans le travail.....	Transaction.	
15	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	L'ouvrier congédié était président du syndicat.
16	Demande de retrait d'un nouveau règlement relatif aux malfaçons.....	Réussite.	
17	Demande de renvoi de 2 chefs de service.....	Echec.	La grève s'est étendue aux succursales de Meaux, Beauvais, Creil, Versailles, Juvisy, Vernon et Rouen.
18	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
19	Demande : même salaire pour 10 heures que pour 12.....	Echec.	
20	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Echec.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
22	Demandes : repos hebdomadaire ; suppression de l'entretien chez le patron ; augmentation compensatoire du salaire.....	Transaction.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
26	Demandes : suspension de l'apprentissage ; suppression du travail à domicile ; augmentation de salaire.....	.....	
27	Demandes : augmentation de salaire ; renvoi d'un directeur ; suppression du travail aux pièces.....	.....	
28	Contestation relative au salaire.....	.....	
29	Annnonce de fermeture momentanée des ateliers, pour réparations.....	.....	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

8 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en décembre à la Direction du travail.

1° Grève de boulangers à Poitiers. — 26 ouvriers boulangers, occupés chez 23 patrons, cessaient le travail le 3 décembre et adressaient, le 5, un recours au juge de paix. Ils réclamaient une augmentation de salaire et la suppression de la corvée consistant à rentrer et entasser le bois. Un comité de conciliation s'est réuni le 11 décembre. Les délégués du syndicat patronal et du syndicat ouvrier ont élaboré une convention, aux termes de laquelle un nouveau tarif donnant satisfaction partielle aux ouvriers devra être mis en vigueur dans un délai de 3 mois. La corvée du bois est maintenue.

A la suite de la réunion du comité, la reprise du travail a eu lieu le soir même; mais 9 ouvriers seulement sont rentrés chez leurs anciens patrons. Les 17 autres avaient été remplacés au cours de la grève et avaient trouvé du travail ailleurs.

2° Grève d'ouvriers du bâtiment à Lorient. — 227 manœuvres du bâtiment s'étaient mis en grève, le 11 décembre, sur le refus des entrepreneurs de leur accorder le salaire de 35 centimes l'heure, au lieu de 25, et la paie à la quinzaine. Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 18 et le 28. L'entente s'est établie. Il a été décidé que le salaire serait de 30 centimes l'heure à partir du 1^{er} janvier 1906; que la durée du travail serait de 8 heures en hiver et de 10 heures en été et qu'il serait établi un tarif fixe pour les indemnités de déplacement. La convention intervenue est valable jusqu'au 1^{er} janvier 1910.

3° Grève d'ouvriers d'une fabrique de carreaux de ciment à Viviers (Ardèche). — Le 13 décembre, un nouveau tarif de fabrication, comportant réduction de certains prix, avait été communiqué aux ouvriers de la fabrique de carreaux de ciment Blachère et C^{ie}, à Viviers. 21 ouvriers, sur 25, avaient aussitôt cessé le travail. Le juge de paix est intervenu d'office le 14 décembre et un comité de conciliation s'est réuni le 15. Les parties ont décidé de soumettre le différend à l'arbitrage de M. Larmande, ancien patron de l'usine et l'arbitre a proposé un tarif transactionnel qui a été accepté par les patrons et les ouvriers. La reprise du travail s'est effectuée le 19 décembre.

4° Sur l'initiative des juges de paix, des comités se sont réunis, le 15 décembre à l'occasion de la **grève des ouvriers en chaussures de Romans (Drôme)** et les 27 et 28 décembre à l'occasion de la **grève des carriers de Raon-l'Étape (Vosges)**. Les parties n'ont pu être conciliées.

5° Dans une **grève de mégissiers à Saint-Denis (Seine)** les ouvriers avaient adressé un recours au juge de paix le 12 décembre. Les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation et le travail a été repris, aux anciennes conditions, le 15.

6° Le recours à la conciliation ou à l'arbitrage, proposé par le juge de paix a été repoussé, par les ouvriers, dans une **grève de mineurs à Arles-sur-Tech (Pyrénées-Orientales)**, par le patron dans une **grève d'employés de commerce, à Paris**, par les deux parties dans une **grève de boisseliers, à la Neuville-en-Hez (Oise)**.

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

EN 1904 ⁽¹⁾.

(PREMIER ARTICLE.)

CHAPITRE I^{er}. — Établissements assujettis.

Au cours de l'année 1904, les inspecteurs du travail ont pu visiter un assez grand nombre des établissements nouvellement assujettis par la loi du 11 juillet 1903 aux prescriptions de la loi du 12 juin 1893. Les chiffres donnés par les statistiques du service pour 1904, quant au nombre des établissements et du personnel employé, proviennent donc pour une part appréciable de constatations directes, et on peut les considérer comme plus près de la réalité que les évaluations faites à la fin de 1903. Ces statistiques révèlent que les établissements assujettis à la loi des 12 juin 1893-11 juillet 1903, qui étaient, en 1902, de 322,289, ont passé au chiffre de 508,840 en 1904. Quant au personnel protégé, il a passé de 2,888,687 personnes en 1902, à 3,662,167 en 1904.

La comparaison des chiffres de 1904 avec ceux de 1902 donne assez exactement l'accroissement du nombre d'établissements et d'ouvriers soumis au contrôle à la suite des nouvelles prescriptions législatives, ainsi que la mesure du surcroît de travail qui en résulte pour le service de surveillance. Cet accroissement est de 58 p. 100 pour les établissements et de 21 p. 100 pour le personnel : la différence entre ces deux proportions confirme le fait, connu *a priori* et déjà manifesté par les statistiques de l'année dernière, que les établissements nouvellement assujettis ont, en général, un personnel peu nombreux, comparativement aux établissements industriels.

Il a paru utile, en conséquence, d'associer l'action des inspectrices du travail à celle des inspecteurs en vue de développer plus rapidement les effets de la nouvelle réglementation. Les instructions générales du 18 décembre 1892 relatives à l'application de la loi du 2 novembre 1892 avaient confié aux inspectrices, dans les sections où des postes de cette nature ont été établis, la surveillance des ateliers n'employant qu'un personnel féminin et dans lesquels il n'existe aucun moteur mécanique. Mais au moment de la mise en vigueur de la loi du 12 juin 1893, une circulaire de l'un de mes prédécesseurs avait posé ce principe que « les questions soulevées par la mise en vigueur de cette loi étant toutes d'ordre techniques, il appartenait aux inspecteurs seuls de les résoudre et d'exercer le contrôle qu'elles comportent ».

Depuis cette dernière décision, les questions d'hygiène et de sécurité ont pris une importance de plus en plus considérable, en même temps qu'elles entraînent peu à peu dans la pratique courante. Le Ministre du Commerce a donc décidé que désormais les inspectrices surveilleraient, au point de vue de l'application de la loi de 1893-1903, tous les établissements actuellement soumis à leur contrôle dans les conditions prévues par les instructions générales de 1892. Dans le cas où se produiraient des difficultés exigeant une compétence qui ne saurait être exigée de l'in-

⁽¹⁾ D'après le rapport adressé au Président de la République par le Ministre du Commerce et de l'Industrie sur l'application, pendant l'année 1904, de la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. (*Journal officiel*, annexe du 11 décembre 1905. — Pour 1903, voir *Bulletin*, novembre 1904, p. 953.)

spectrice, cette dernière en référerait à l'inspecteur divisionnaire, lequel chargerait spécialement de l'affaire l'inspecteur de la section.

Établissements de l'État. — Un décret du 2 mars 1905 ⁽¹⁾, pris en vertu de l'article 12, § 3, de la loi du 12 juin 1893, modifiée par celle du 11 juillet 1903, a subordonné l'exécution des prescriptions légales dans les établissements de l'État à une entente entre le Ministre intéressé et le Ministre du Commerce. La procédure instituée par ce décret n'a pas encore eu à s'appliquer.

Établissements pénitentiaires. — Au sujet de l'application de la loi dans les établissements publics, le Ministre du Commerce a eu à examiner si le contrôle du service de l'inspection du travail avait à s'exercer dans les maisons centrales pour l'application des lois réglementant le travail. Il résulte d'un avis du Conseil d'État en date du 8 mars 1904 que l'on doit considérer le travail effectué dans les établissements pénitentiaires proprement dits comme ne relevant point de la législation spéciale du travail. Il convient d'envisager ce travail comme constituant un élément de la peine et relevant du contrôle des inspecteurs généraux des services administratifs du Ministère de l'Intérieur, ainsi que de cette administration elle-même. Il résulte, par contre, du même avis, confirmé par un accord intervenu entre le Ministre de l'Intérieur et le département du Commerce, que les colonies publiques d'éducation pénitentiaire de jeunes gens, les écoles de réforme et les écoles de préservation de jeunes filles, dans lesquelles le travail a un caractère non pénal, mais éducatif, sont soumises, sans autre restriction que celle que leur vaut leur caractère d'établissements publics, aux lois sur le travail.

Établissements des chemins de fer. — Des instructions ont été adressées, le 20 janvier 1904, au service de l'inspection du travail, en vue d'organiser la procédure à adopter à l'égard de ces établissements ⁽²⁾.

Cette procédure a déjà heureusement fonctionné pendant l'année 1904. Elle a permis, notamment, de réaliser de sérieuses améliorations par l'installation de dispositifs captant les poussières sur les meules à émeri d'importants ateliers affectés à la construction et à la réparation du matériel.

Comme exemple de l'application des principes exposés sur cette matière dans le rapport de l'année dernière, voici un cas d'espèce signalé par l'inspecteur divisionnaire de la 3^e circonscription (Dijon) :

Une contestation s'est élevée sur le point de savoir si une pompe à vapeur, appartenant à une compagnie de chemins de fer, et placée à une assez grande distance de la voie ferrée et du dépôt des machines, dont elle alimente accidentellement le réservoir, constituait un établissement devant être compris dans les nouvelles catégories visées par les lois sur le travail. Après débats contradictoires, le tribunal de simple police a condamné le prévenu à une amende de 6 francs, pour infraction à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 modifiée ; le tribunal correctionnel, statuant en dernier ressort sur l'appel interjeté par le chef du dépôt, a infirmé le jugement de simple police et déclaré que la pompe alimentaire était assujettie au seul contrôle institué par la loi de 1845 et non à la loi du 11 juillet 1903.

Les instructions du 20 janvier 1904 comportaient une première liste provisoire des ateliers des compagnies de chemins de fer d'intérêt général qu'il convenait de considérer comme de véritables établissements industriels établis par les compagnies sur le domaine public, et par suite formellement soumis avec leurs dépendances à

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, mars 1905, p. 252.

⁽²⁾ *Ibid.*, février 1904, p. 160.

la loi du 11 juillet 1903. Ces mêmes instructions prévoyaient la possibilité d'additions à faire à cette liste. A la suite de propositions motivées adressées à l'Administration par le service de l'inspection, et après accord intervenu entre le Ministère des Travaux publics et le département du Commerce, deux nouveaux établissements ont été ajoutés dernièrement à cette liste.

Chantiers de chargement et de déchargement. — L'inspecteur divisionnaire de la 8^e circonscription (Bordeaux) signale un jugement intéressant prononcé à la suite d'un accident survenu à bord d'un navire à un enfant dont la main fut broyée par un engrenage. Il ajoute :

Cet accident s'étant produit sur le navire, il s'agissait de déterminer si le contrôle de l'inspection s'étendait jusque-là ou si, au contraire, les règlements maritimes étaient applicables. Après entente avec le procureur de la République, il fut considéré que le navire étant ancré dans le port et relié au quai par une passerelle, formait une dépendance inséparable du chantier de chargement et que, tout particulièrement, le travail à l'aide du treuil qui servait au déchargement faisait partie intégrale du chantier soumis à la loi du 11 juillet 1903. Le procès-verbal relevait trois contraventions; il y eut condamnation pour chacune d'elles.

CHAPITRE II. — Application du décret du 10 mars 1894 et du décret du 28 juillet 1904.

I. — Décret du 10 mars 1894.

Le décret du 29 novembre 1904 ⁽¹⁾, qui est venu remplacer le décret du 10 mars 1894, n'a eu qu'une application fort restreinte au cours de l'année écoulée et les inspecteurs n'ont pu noter dans leurs rapports un nombre suffisant d'observations et de faits relatifs à son application. Aussi le présent chapitre sera-t-il encore consacré principalement à l'examen de la situation au point de vue de l'application du décret du 10 mars 1894.

ARTICLE PREMIER. — *Propreté générale, entretien, nettoyages.* — L'exécution des mesures de propreté générale est toujours assez bien assurée dans les établissements importants, qui peuvent la confier à un personnel spécial. Dans les petits ateliers, il en est tout autrement : à Paris, en particulier, bien des petits patrons ont coutume de ne faire balayer qu'une fois par semaine, généralement le samedi; l'obligation de faire effectuer le balayage chaque jour, en dehors des heures de travail, a placé ces industriels dans la nécessité de prendre des hommes de peine pour cette besogne, et beaucoup reculent devant cette dépense.

L'inspecteur de Limoges signale que, dans la Haute-Vienne, certains industriels enduisent les planchers de leurs ateliers d'un produit à base de goudron qui, remplissant les cavités, empêche la poussière de s'y loger. C'est là une heureuse application aux établissements industriels des procédés expérimentés depuis plusieurs années par le service militaire de santé et par le service du génie, en vue de déterminer le meilleur type de plancher à adopter dans les casernes et les hôpitaux. L'imperméabilisation a le double avantage de s'opposer à l'accumulation des poussières et des germes infectieux dans les joints des frises et dans l'entrevoûs, et de permettre un lavage efficace du parquet à la serpillière humide, tout en lui conservant un aspect agréable à l'œil. Ce revêtement imperméable est par suite des plus efficaces au point de vue de la prophylaxie des maladies infectieuses, dont les germes pénètrent plus difficilement dans le parquet.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, décembre 1904, p. 1100.

Des progrès s'accomplissent au point de vue de la suppression des poussières soulevées par le balayage : ils sont accusés notamment par ce fait que les intéressés prennent connaissance de la réglementation sur ce point et s'en émeuvent. L'inspecteur divisionnaire de la 11^e circonscription (Lyon) fait connaître à ce sujet que le service a reçu des plaintes signalant des ateliers où le balayage se faisait à sec pendant les heures de travail.

Une question importante, intéressant l'industrie de la filature, vient de recevoir une solution. Une réclamation avait été adressée au Ministre du Commerce contre une mise en demeure du service interdisant, par application de l'article 1^{er}, d'effectuer, pendant le travail, l'opération qui consiste à enlever les déchets de coton du sol des ateliers. Cette réclamation a été soumise au Comité consultatif des Arts et Manufactures qui a émis l'avis que ce balayage, s'il est effectué uniquement en vue de l'enlèvement nécessaire des déchets au fur et à mesure de leur production, ne constitue pas le nettoyage à fond prévu par l'article 1^{er} du décret. Des instructions en ce sens ont été adressées aux inspecteurs du travail.

Bien que la réglementation actuellement en vigueur ne contienne aucune disposition relative aux crachoirs hygiéniques, il est intéressant de constater, avec l'inspecteur divisionnaire de la 5^e circonscription (Lille), que dans un grand tissage de la banlieue de Lille « des crachoirs sont disposés le long des métiers et que les ouvriers ne font aucune difficulté pour s'en servir ».

ART. 2. — *Travail des matières organiques altérables. — Précautions spéciales.* — Le service rencontre toujours une certaine résistance pour l'application de cet article. L'inspecteur divisionnaire de la 2^e circonscription (Limoges) signale que plusieurs tanneurs, malgré mises en demeure et condamnations, se résolvent difficilement à niveler le sol et à nettoyer les murs des locaux où se travaillent les peaux fraîches.

Par contre, dans d'autres cas, le service a été heureusement secondé par l'industriel dans l'accomplissement de sa mission. L'inspecteur divisionnaire de la 9^e circonscription (Toulouse) expose ainsi l'un d'eux :

L'inspecteur de Castres, à la suite de plusieurs cas de charbon, dont deux mortels, survenus à huit jours d'intervalle, a prescrit et obtenu le lavage complet des murs et plafonds avec une solution désinfectante. La mise en demeure qui, en raison des termes de la loi, ne pouvait donner moins d'un mois de délai, a été exécutée dans les quarante-huit heures grâce à ses instances, et le mal a été enrayé. Dans les cas urgents comme le précédent, et dans bien d'autres encore, le délai d'un mois est beaucoup trop long. Nous demandons donc sa réduction; nous demandons également que le décret permette d'exiger la désinfection des outils, machines et instruments de travail.

ART. 3. — *Émanations provenant d'égouts. — Gaz délétères.* — L'exécution de cet article n'a donné lieu dans le courant de l'année à aucune remarque qui mérite d'être retenue. Il a donné lieu à 102 mises en demeure.

ART. 4. — *Cabinets d'aisances.* — Le service poursuit toujours la suppression de la communication directe entre les cabinets et les locaux de travail. Mais cette suppression ne peut être exigée que si les cabinets communiquent directement avec un local fermé où le personnel est appelé à séjourner. Des réclamations se sont produites à la suite de mises en demeure du service; elles posent la question de savoir quels sont les caractères qui distinguent le local fermé du local en plein air. Cette question est d'ailleurs posée dans les mêmes conditions par l'application de plusieurs autres articles du décret qui visent spécialement les « locaux fermés ».

Le Comité consultatif des Arts et Manufactures, saisi à nouveau de ces réclamations, a persisté dans sa décision primitive de ne point donner de définition géné-

rale des locaux fermés; il a émis l'avis, que le Ministre du Commerce a adopté, que la question de savoir si un local est fermé est une question d'espèce.

A titre d'exemple, dans une espèce dans laquelle il s'agissait d'un atelier clos sur ses quatre faces, mais dont la toiture possédait un lanterneau ouvert, il a été décidé que cet atelier était un local fermé au point de vue de la communication avec les cabinets d'aisances.

L'interdiction de communication directe est formelle; une parfaite aération des cabinets ne pourrait la suppléer. Cette interdiction a été maintenue, notamment dans une usine dont les cabinets d'aisances étaient ventilés par la cheminée des générateurs de vapeurs.

L'inspecteur divisionnaire de la 11^e circonscription (Lyon) expose dans les termes suivants les améliorations obtenues par le service au point de vue de l'application de l'article 4 dans les teintureries de Lyon.

Sous prétexte que les déjections se trouvaient constamment entraînées loin des ateliers par les eaux de lavage chargées de produits chimiques, les teinturiers lyonnais avaient jusqu'ici apporté une résistance regrettable à se conformer aux mesures réclamées par l'article 4. Les cabinets d'aisances que l'on rencontrait chez eux étaient de la forme la plus rudimentaire : au milieu des salles de travail une ouverture circulaire dans le sol au-dessus de l'un des canaux de décharge de l'usine, et un entourage en planches haut d'environ 1 mètre. C'était tout. Profitant d'une réclamation relative à la mauvaise disposition de quelques-uns d'entre eux, le service fit rapidement les mises en demeure nécessaires, et toutes ces vieilles installations ont actuellement disparu pour céder la place à des cabinets plus propres, plus spacieux, situés hors des ateliers.

ART. 5. — *Cube d'air. — Aération. — Chauffage. — Éclairage.* — La question du minimum de cube d'air se pose surtout dans les établissements de la petite industrie, et notamment dans les maisons de couture et de modes des grandes villes.

Un inspecteur de Paris, qui a dans sa section de grandes maisons de couture et de modes, apprécie ainsi la situation à cet égard :

En saison, certains ateliers sont très encombrés, et j'en ai rencontré cette année où les ouvrières ne disposaient que de 3 ou 4 mètres cubes. On est loin des 6 mètres cubes du décret de 1894, et encore plus loin des 7 mètres cubes exigés, dans trois ans, par le décret du 29 novembre dernier. On doit noter cependant, pour rester dans la vérité, que des industriels ont fait, au prix de grands sacrifices, de louables efforts pour assurer à leur personnel un minimum de 6 mètres cubes. Quand on leur appliquera les nouvelles prescriptions du récent décret, il faut s'attendre chez eux à un vif mécontentement qui se traduira par une certaine résistance de nature à créer des difficultés.

Et cependant le chiffre de 7 mètres n'est pas supérieur à ce qui est exigé à l'étranger, et il est encore au-dessous du minimum demandé à plusieurs reprises par le comité Consultatif des Arts et Manufactures.

Les rapports des inspecteurs fournissent peu d'indications sur les locaux pour lesquels le cube d'air doit être de 10 mètres cubes par personne. L'inspecteur divisionnaire de Bordeaux signale seulement l'installation très satisfaisante des chais du commerce des vins et eaux-de-vie, mais celui de la 9^e circonscription (Toulouse) exprime la crainte que les travaux nécessaires pour assurer dans les cuisines des restaurants le cube d'air nécessaire, ne soient rendus très difficiles et très dispendieux dans la plupart des cas par la disposition des locaux.

Il ne suffit pas qu'un local de travail ait des dimensions suffisantes; il faut encore que l'air en soit renouvelé. Le local fermé affecté au travail doit être, aux termes du décret, largement aéré : cette aération s'obtient, dans bien des cas, par la simple ouverture, soit pendant le travail, soit en dehors des heures de travail, des portes,

des fenêtres et des diverses ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors ; les cheminées aussi contribuent efficacement à l'aération qui est parfois activée par des ventilateurs.

Mais il est impossible d'avoir recours à l'aération naturelle quand les variations de température et d'état hygrométrique peuvent nuire au produit fabriqué. Ces influences sont surtout sensibles dans l'industrie textile et les rapports des inspecteurs accusent au sujet de la ventilation mécanique une heureuse continuation des progrès déjà réalisés les années précédentes.

Les industriels s'efforcent de plus en plus de combiner l'humidification, le maintien de la température à un degré convenable et le renouvellement de l'air, dans des conditions satisfaisant à la fois aux exigences de l'industrie et à celles de l'hygiène.

L'inspecteur divisionnaire de la 5^e circonscription (Lille) signale l'adjonction de la ventilation aux humidificateurs dont le principe a été exposé dans les précédents rapports :

Les pulvérisateurs d'eau sous pression installés jusqu'ici, dit-il, satisfaisaient à cette dernière condition (humidification), mais étaient loin de purifier l'atmosphère. Des dispositifs plus rationnels et plus efficaces sont aujourd'hui usités. Nous citerons parmi les plus récentes et les plus parfaites installations, celle d'un grand tissage de la banlieue de Lille dont voici en résumé la description :

Deux puissants ventilateurs refoulent de l'air sur une batterie d'appareils qui pulvérisent de l'eau, chaude en hiver, froide en été. Cet air passe ensuite sur des radiateurs qui le réchauffent, s'il est nécessaire, et vaporisent l'eau entraînée à l'état de gouttelettes. De là, au moyen d'une canalisation souterraine, cet air est distribué dans le tissage par un grand nombre de bouches placées en arrière des métiers.

L'appareil doit être réglé suivant que l'air extérieur est chaud ou froid, sec ou humide, calme ou en mouvement, et, en ce dernier cas, d'après la direction du vent. L'influence de ces multiples causes agissant sur la composition de l'air des salles, rend le réglage très délicat ; mais la souplesse de l'appareil est telle qu'en hiver on a pu maintenir dans les ateliers une température uniforme de 17°, et qu'en été, par les journées les plus chaudes, elle n'a pas dépassé 26°. Quant à l'état hygrométrique, il a oscillé entre 75° et 85°.

L'inspecteur divisionnaire de Rouen signale aussi une installation ayant le même objet :

Dans un tissage de coton, pour maintenir un état hygrométrique constant en même temps qu'une température normale pendant toute l'année, il a été ajouté à la ventilation existante un appareil dit « climatogène » de forme cylindrique, dans lequel l'air extérieur est aspiré par une pulvérisation d'eau à la pression de 12 kilogrammes et refoulé dans la salle de travail par une fente longitudinale placée à sa partie inférieure. Une gouttière, placée audessous de cette fente recueille les gouttelettes d'eau en excès, et renvoie l'air vers les parties hautes des salles de travail où il se mélange à l'air ambiant.

En ce qui concerne le chauffage, les inspecteurs s'accordent à reconnaître que l'emploi des braseros est désormais supprimé dans les locaux fermés. L'inspecteur divisionnaire de Rouen signale cependant l'usage persistant de la chaufferette parmi les ouvrières de l'industrie textile qui travaillent assises, telles que les rentrayeuses, les débarreuses, etc.

Les difficultés déjà signalées dans les précédents rapports pour réaliser le chauffage convenable dans les grands halls des ateliers de construction mécanique se sont renouvelés. Ces difficultés sont du même ordre que celles déjà signalées, à propos de l'article 4, concernant la communication directe des cabinets d'aisances avec les locaux fermés, et elles portent sur le point de savoir si l'atelier considéré constitue un local fermé ou un local non fermé. Ici encore, cette question est avant tout une question d'espèce.

L'un de ces cas a été soumis au Comité consultatif des Arts et Manufactures. Cette assemblée a estimé d'abord que l'atelier considéré complètement ouvert sur un de ses quatre côtés, n'était pas un local fermé auquel l'article 5 du décret pouvait s'appliquer; mais elle a émis l'avis que si des appareils de chauffage dégageaient des gaz toxiques dans un atelier de cette nature, c'est-à-dire même non fermé, il appartenait à l'inspection du travail d'exiger en vertu de l'article 6, § 1^{er}, du décret, que ces gaz soient évacués directement au dehors, c'est-à-dire avant qu'ils se soient diffusés dans le local et que les ouvriers les aient respirés. Des instructions ont été adressées dans ce sens aux inspecteurs du travail.

Dans les triages de chiffons de la 7^e circonscription (Nantes), les industriels se refusent à installer un chauffage quelconque en raison, disent-ils, des dangers d'incendie par échauffement des matières en magasin. Mais cette objection ne peut faire obstacle à l'exécution du règlement, car pour les établissements affectés du risque d'incendie, il existe des moyens de chauffage autres que celui à feu direct, et il en a été installé dans les déliassages de chiffons de la 8^e et de la 11^e circonscription.

L'inspecteur d'Angers estime qu'il serait utile d'étendre aux réfectoires les prescriptions relatives au chauffage des locaux affectés au travail. Dans beaucoup d'établissements de bienfaisance, les enfants et les femmes qui sortent, l'hiver, d'un atelier convenablement chauffé, sont astreints à prendre leur repas dans une grande pièce froide ne contenant aucun appareil de chauffage, sous prétexte que le séjour n'y est pas assez prolongé.

ARTICLES 6 et 7. — 1^o *Buées, vapeurs, gaz.* — C'est dans les opérations de la teinture que les buées se forment avec le plus d'abondance. Le texte porte que, pour les buées, il sera installé des hottes avec cheminée d'appel, ou tout autre appareil d'élimination efficace; ce texte, qui est précis, avait permis jusqu'ici d'obtenir sans contestation de sérieuses améliorations. Mais il a provoqué, au cours de l'année, un incident dont l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Lille rend compte dans les termes suivants :

Un maître teinturier, à la suite d'une mise en demeure, avait installé des hottes avec cheminée d'appel sur tous ses bacs; ce procédé ayant été reconnu insuffisant, et l'industriel s'étant refusé à faire autre chose, procès verbal fut dressé. Condamné en simple police et en appel, il porta l'affaire devant la Cour de cassation qui, par un arrêt du 2 mars 1905, a sanctionné la décision des premiers juges en rejetant le pourvoi.

Cet arrêt très intéressant dont les effets ont une portée considérable se justifie par les considérations suivantes : le législateur, en prescrivant que, pour l'élimination des buées, il sera installé des hottes avec cheminée d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace, a laissé à l'industriel toute latitude pour employer le procédé permettant le mieux d'atteindre le but indiqué; néanmoins, l'établissement des hottes ne saurait, par lui-même, mettre un industriel à l'abri d'une poursuite si les buées ne sont pas évacuées.

Cet arrêt de cassation aura des conséquences d'autant plus heureuses que la solution du problème de la dissipation des buées se précise de plus en plus, grâce à l'effort et aux recherches des inspecteurs. Ce problème se pose de la façon suivante : la buée n'étant que de la vapeur d'eau qui se condense, cette vapeur dégagée dans l'air n'arrive à condensation que lorsque cet air en est saturé. Or l'air peut absorber d'autant plus de vapeur d'eau avant saturation que sa température est plus élevée : c'est ainsi que par les temps chauds et secs de l'été l'atmosphère d'un atelier peut souvent absorber la plus grande partie de la vapeur d'eau émanant des bacs de teinture avant d'arriver à son point de saturation, avant par conséquent que la buée se produise et que la transparence de l'air soit altérée. Il faut donc, tout d'abord,

maintenir l'air de la salle à une température assez élevée; mais il faut, de plus, renouveler cet air chaud, sinon les bacs continuant à produire de la vapeur, l'air arrive à saturation et les buées apparaissent.

Un inspecteur de Lyon expose ainsi les résultats, basés sur ces principes, obtenus dans sa section :

La chaleur est nécessaire, mais elle n'est pas suffisante, car l'air, quelque chaud qu'il soit, arrive fatalement au point de saturation. Il faut assurer, en outre, l'arrivée d'un air neuf et le départ de l'air saturé, les deux actions se produisant d'une manière simultanée, sans quoi les résultats sont nuls. C'est sur ces données qu'est basée l'installation d'une maison de Lyon, copiée d'ailleurs sur des installations identiques existant en Russie. La salle de travail où sont réunis les bacs à eau chaude a été reconstruite entièrement à neuf et de telle façon que les variations de la température extérieure ne puissent influencer sur la température de l'atelier. Trois ventilateurs introduisent, en hiver, de l'air chauffé et en été de l'air frais; trois autres ventilateurs expulseurs à faible vitesse entraînent au dehors l'air saturé. Cette installation, la seule qui réponde à des données scientifiques certaines, est coûteuse, et il est fâcheux qu'elle ne puisse être imposée partout sans risquer de grever les petits établissements de frais de transformation élevés.

Cet exemple, déduit d'expériences précises, vient s'ajouter à ceux signalés dans les rapports précédents et confirme les heureux résultats déjà obtenus dans cet ordre d'idées.

Dans la *fabrication des superphosphates de chaux* la réaction de l'acide sulfurique sur diverses impuretés contenues dans les phosphates donne naissance à des produits gazeux délétères tels que l'acide fluorhydrique, l'acide chlorhydrique, etc.

La fabrication des superphosphates, dit à ce sujet l'inspecteur de Rodez, a été notamment améliorée. Il se formait, pendant le traitement, d'abondantes vapeurs acides qui se répandaient dans l'atmosphère et dont l'action corrosive était très nuisible à la santé des ouvriers. D'ailleurs leur production était telle qu'à la suite des plaintes des voisins, la commission sanitaire avait dû intervenir. Aujourd'hui, les vapeurs acides, avant de se rendre dans la cheminée, sont recueillies dans un long canal de près de 40 mètres où circule un courant d'eau suffisant pour les condenser.

Un inspecteur de Nantes donne des détails intéressants sur une installation d'évacuation de ces vapeurs acides dans la même industrie. Les malaxeurs dans lesquels s'opère la réaction de l'acide sulfurique sur le phosphate sont reliés à un ventilateur; il en est de même des chambres placées sous les malaxeurs, dans lesquelles s'écoule le superphosphate fabriqué; le ventilateur aspire sur les malaxeurs et dans les chambres, et refoule dans les cheminées de l'usine. Un jeu de registres permet d'effectuer l'aspiration alternativement sur les malaxeurs pendant la fabrication, et sur les chambres pendant l'enlèvement du produit.

L'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Marseille signale aussi que le service a exigé l'élimination des vapeurs acides dans une fabrique de superphosphates, et celle des vapeurs nitreuses dans une fabrique de fulminate.

Des mises en demeure, prescrivant l'installation de hottes avec cheminées d'appel au-dessus des fourneaux à gaz ou à charbon servant au chauffage des fers à repasser, ont été faites dans un grand nombre d'établissements, tels que *blanchisseries et fabriques de chapeaux*, qui laissaient encore les produits de la combustion se dégager librement dans les ateliers.

L'inspecteur d'Epinal signale, à ce sujet, un appareil nouveau qui a été l'objet d'une description dans les comptes rendus de l'Académie des sciences (9 janvier 1905) et de l'Académie de médecine (24 janvier 1905) et qui permet de doser l'oxyde de carbone à $1/200,000^e$ près :

L'appareil est simple et transportable et il indique rapidement, sur place, avec 4 litres

d'air seulement, la présence de 1/200,000^e d'oxyde de carbone, ou la présence de fuites de gaz imperceptibles à l'odorat. Dans les ateliers de l'alimentation, il s'en produit beaucoup par la combustion des appareils.

Des constatations de ce genre, permettant de doser les gaz toxiques ou irrespirables et de mesurer la température et le degré hygrométrique, me paraissent de nature à donner une plus grande force probante aux procès-verbaux des inspecteurs, et je me préoccupe de mettre dans ce but à la disposition du service un certain nombre d'instruments.

Un inspecteur de Paris s'est préoccupé tout particulièrement du danger que présente l'emploi de plus en plus répandu des moteurs dits à gaz pauvre. Il indique que ce gaz, obtenu par combustion incomplète de charbons peu riches, est composé en grande partie d'oxyde de carbone et que, si l'appareil de chargement du gazogène n'est pas bien installé, le gaz se dégage au moment du chargement du charbon. Il expose, en outre, les mesures qu'il convient de prendre pour assurer l'application de l'article 5 du décret dans les établissements où la force est donnée par un moteur à gaz pauvre :

La cornue génératrice qui se charge par une trémie devrait, dit-il, être placée hors de l'atelier, dans une pièce constamment aérée, afin que les gaz ne puissent se répandre dans les locaux où travaillent les ouvriers.

Quant au moteur lui-même, s'il se trouve dans l'atelier, l'évacuation des gaz au dehors doit être assurée, car l'oxyde de carbone n'est pas toujours intégralement transformé en acide carbonique.

2° *Poussières.* — Les recherches en vue d'obtenir l'évacuation de plus en plus parfaite des poussières, commencées dès la mise en vigueur du décret du 10 mars 1894, se poursuivent avec un succès croissant sous l'active impulsion du service.

Un inspecteur de Paris signale un établissement d'*apprêt d'étoffes* situé à Arcueil, qui, à la suite de mises en demeure réitérées pour l'évacuation des peluches et duvets provenant de l'apprêt des tissus en flanelle, a réalisé une installation qui donne les meilleurs résultats :

Des appareils puissants d'aspiration ont été établis auprès de chaque carde. Les matières recueillies sont centralisées dans un local hermétiquement clos et voisin de l'atelier des cardes, où elles se déposent. L'industriel se félicite aujourd'hui de cette installation, car la santé de ses ouvriers s'en est heureusement ressentie et la production s'est trouvée augmentée. De plus, les matières recueillies, au lieu d'être perdues, comme par le passé, sont une source de bénéfices appréciables.

Sur la même question de l'économie pouvant résulter pour un patron de la suppression des poussières, l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Lyon s'exprime comme il suit au sujet d'une *teinturerie en peaux pour fourrures* où l'enlèvement des poussières a été réalisé :

Cette dernière installation a eu pour résultat de diminuer dans de notables proportions les frais de la caisse de maladie de l'usine. Avant le fonctionnement de la ventilation, le patron de l'établissement dépensait 2,000 francs chaque année, à titre de remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques occasionnés par les soins donnés au personnel malade; depuis que la ventilation marche, cette dépense est descendue à 900 francs.

De même dans l'*industrie du bois*, la captation des poussières et des copeaux permet de les amener par des conduits, et sans frais supplémentaires de main-d'œuvre, jusqu'aux générateurs où ils sont brûlés.

Enfin, l'évacuation des poussières qui met l'industriel en règle avec le décret du 29 novembre 1904, peut parfois, si on la combine avec une installation d'absorp-

tion, lui éviter les réclamations des propriétaires voisins pour les dégâts causés par les poussières issues de l'usine. Une installation de ce genre actuellement en cours d'exécution dans une *usine électro-métallurgique* est décrite ainsi qu'il suit par l'inspecteur de Chambéry :

Chaque four a été muni d'une hotte spéciale et toutes ces hottes ont été mises en communication avec un grand collecteur cylindrique aérien, disposé directement au-dessus des fours dans toute la longueur de la salle. A chaque extrémité et en dehors de la salle des fours, ce collecteur viendra déboucher avec une direction verticale dans une chambre close dont la partie inférieure contiendra de l'eau jusqu'à une hauteur assez rapprochée de l'extrémité du collecteur. Dans cette même chambre se fera, à la partie supérieure, l'aspiration du ventilateur refoulant dans une des deux cheminées de l'usine. Étant données la direction et la vitesse avec laquelle les fumées viendront se précipiter sur la surface de l'eau, le dépôt des poussières paraît devoir s'effectuer dans de bonnes conditions et leur absorption sera d'ailleurs facilitée encore, s'il y a lieu, par l'installation sur la partie verticale du collecteur aboutissant à la chambre d'aspiration, de buses d'eau sous pression avec jet pulvérisateur.

Des difficultés se sont produites à propos de la détermination même des poussières dans les ateliers où s'opère le *travail du bois à l'aide de machines-outils*. Le Ministre du Commerce a adressé sur ce point aux inspecteurs, après avis conforme du Comité consultatif des Arts et Manufactures, des instructions qui établissent une distinction très nette entre les poussières de bois proprement dites et les sciures ou copeaux. Les poussières de bois doivent être évacuées dans les conditions prescrites par l'article 6 du décret du 29 novembre 1904, tandis que l'évacuation des sciures et copeaux fait partie seulement des prescriptions générales prévues pour le nettoyage dans l'article 1^{er} du même décret.

De plus, si les machines à bois travaillent de façon intermittente et pendant un court espace de temps, le Ministre a estimé qu'un seul encoffrement de la partie inférieure de l'outil pourrait souvent suffire pour empêcher la viciation de l'atmosphère, et qu'il n'y aurait lieu d'exiger spécialement la ventilation localisée que dans les cas où ce dispositif simple serait insuffisant à préserver l'ouvrier des poussières.

Cette interprétation du texte est de nature à faciliter l'application du décret, tout en sauvegardant les principes d'une bonne hygiène. Les inspecteurs signalent que de grands progrès ont été réalisés par l'exécution de mises en demeure anciennes, et que de nouvelles mises en demeure sont continuellement faites.

L'inspecteur divisionnaire de Lyon signale, à ce sujet, que des industriels de la région s'étaient tout d'abord émus des nombreuses mises en demeure à eux signifiées par le service en vue d'assurer l'évacuation des poussières de bois, et qu'ils s'étaient concertés en vue de chercher un terrain de résistance; mais il ajoute qu'ils ont, en étudiant la question, changé d'attitude et décidé, après plusieurs réunions, de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à la loi.

Dans l'industrie textile, les inspecteurs s'appliquent à généraliser les progrès déjà signalés les années précédentes dans les *carderies*, dans les *ateliers de teillage et de peignage du lin* et dans les *effilochages*. L'inspecteur divisionnaire de la 5^e circonscription signale en ces termes un progrès accompli dans les métiers de préparation des filatures du lin :

Le métier, est fermé sur toutes ses faces sauf à la partie supérieure. A l'intérieur, des tubes aspirateurs communiquent avec une canalisation souterraine; les poussières sont aspirées et conduites vers une cheminée au moyen de laquelle le ventilateur les refoule au dehors. L'entrée de l'air pur se fait par la partie supérieure des salles.

En ce qui concerne la captation des poussières au moment du débouillage des cylindres des cardes, j'ai décidé, après avis du Comité consultatif des Arts et Manu-

factures que, dans les cas où ce débouillage produit effectivement des poussières, il y a lieu de prescrire l'évacuation de ces poussières dans les conditions de l'article 6. Des instructions en ce sens ont été adressées au service.

Il convient de signaler ici un jugement du tribunal correctionnel de Lille en date du 1^{er} février 1905, dont certains attendus confirment les instructions contenues dans une circulaire du 6 août 1902, qui invitait les inspecteurs à ne pas faire de distinction, au point de vue de la nécessité de leur élimination, entre les poussières ordinaires et les filaments de laine dégagés par les machines.

Les inspecteurs s'attachent toujours à obtenir l'évacuation des poussières dans les salles de *triage des chiffons* et dans les *papeteries*. L'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Limoges expose ainsi un nouveau procédé d'époussiérage des chiffons :

On défait les balles de chiffons au-dessus d'une trémie qui aboutit à de puissantes bluteries ventilées par aspiration; les chiffons sont longtemps brassés en tous sens dans le blutoir jusqu'à complète disparition des poussières.

D'autres usines se contentent d'effectuer l'aspiration des poussières seulement au moment du défilage, par une ventilation localisée dont les conduites secondaires aboutissent au-dessous de chaque lame de faux. L'inspecteur d'Angoulême signale que ce procédé se généralise dans sa section, et qu'il s'est substitué aux anciennes installations dans lesquelles la ventilation avait lieu *per ascensum* au moyen d'une bouche aspirante placée au-dessus et en avant de la faux. Il ajoute qu'on a donné aux conduites d'aspiration une section croissante de l'extrémité à l'origine, de façon que l'appel d'air soit pratiquement le même à chacune des bouches de chaque conduite particulière. Cet inspecteur fait connaître en outre qu'une installation de ce genre a coûté seulement 1,300 francs pour 40 places, que le ventilateur ne prend en moyenne que 3 chevaux-vapeur, ce qui est insignifiant dans une papeterie qui en comporte de 250 à 300; les résultats obtenus seraient des plus satisfaisants.

Un inspecteur de la circonscription de Lyon décrit une installation analogue effectuée dans deux usines de sa section et qui ont donné d'excellents résultats; il ajoute :

Pour obvier à l'inconvénient qui résulte du refroidissement appréciable causé par l'appel d'air qui s'exerce sur la surface de la grille, on fait arriver dans le haut de la salle de défilage, par une gaine verticale traversant le plancher de la salle, l'air chaud pris au-dessus de la machine à papier qui se trouve juste au-dessous de cette salle; comme cet air est généralement chargé de buées, on a donné à la gaine qui est chargée de le conduire une large surface et on fait ouvrir cette gaine au niveau du plafond de la salle ventilée; de cette façon, l'air a le temps de se désaturer au fur et à mesure que cette buée se dépose, et on parvient à chauffer la salle sans frais supplémentaires, ce qui est appréciable quand il s'agit d'usines importantes. Ce procédé a encore l'avantage d'éloigner de la salle de défilage l'air chargé de poussières et de le remplacer par de l'air neuf.

On ne constate que de lents progrès dans l'évacuation des poussières de *chaux* et *ciments*.

Le procédé de dépoussiérage avec filtrage de l'air poussiéreux aspiré, procédé déjà exposé dans le rapport pour l'année 1902, donne toujours des résultats satisfaisants. Mais les inspecteurs déclarent qu'il reste encore beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne les appareils d'ensachage et d'embarillage. Dans des usines qui temporairement depuis plusieurs années, des procès-verbaux ont été dressés, et suivis généralement de condamnations.

Pourtant l'un de ces procès a été suivi d'un acquittement pour des raisons qui mettent en relief la modification, qui a été apportée à l'article 6 du décret du 10 mars

1894, par celui de 1904. Ces raisons sont exposées dans les termes suivants par l'inspecteur divisionnaire de Lyon :

Le juge de paix a acquitté en se basant sur cette raison que l'article 6 ne réclame l'évacuation des poussières que pour les ateliers fermés, et ne le réclame nullement pour les locaux ouverts à tous les vents, comme le sont généralement ceux qui composent les fabriques de chaux et ciments. Si cette thèse était adoptée le service ne pourrait plus réclamer l'évacuation des poussières dans aucune fabrique de chaux ou ciments où les locaux sont toujours ouverts, précisément à cause de la grande quantité de poussières qui s'y dégage et qui rendrait tout travail impossible dans des locaux fermés.

Le procureur général de Grenoble dont l'attention a été appelée sur ce jugement nous a conseillé de recourir à un nouveau procès-verbal basé sur une mise en demeure signifiée en vertu du décret du 28 novembre 1904. Il estime que le remplacement dans le premier paragraphe de l'article 6 du mot « atelier » qui figurait dans le décret de 1894, par les mots « locaux de travail » qui se trouvent dans le nouveau décret ne peut manquer de faire aboutir un second procès-verbal et nous a donné l'assurance que le nécessaire serait fait en vue d'un pourvoi en cassation dans le cas d'un nouvel acquittement.

En ce qui concerne l'évacuation des poussières dans les *fabriques d'ocre*, dont une installation intéressante était déjà signalée dans le rapport pour l'année 1902, l'inspecteur divisionnaire de Marseille expose que le service a dû sévir contre plusieurs fabricants qui tardaient trop à se soumettre aux prescriptions de l'article 6. Après de longues expertises et de nombreuses remises, des jugements ont été rendus donnant pleine et entière satisfaction au service. Cet inspecteur ajoute que ce résultat amènera de nombreuses améliorations dans ces usines.

L'inspecteur divisionnaire de Limoges signale que les fabricants de porcelaine continuent à installer des systèmes d'élimination des poussières produites par l'opération d'époussetage, dit *essavage*, opération qui a été décrite dans le rapport pour l'année 1903.

Au sujet des poussières des *usines à soufre*, l'inspecteur de Carcassonne signale l'objection faite par certains industriels qui, en raison des dangers d'incendie, affirment ne pouvoir encoffrer ni les meules, ni les tamis métalliques.

Ils prétendent que si le soufre venait à prendre feu par suite de la chaleur dégagée par le frottement de la meule sur une petite pierre siliceuse, il y aurait à craindre, soit un incendie qu'on ne pourrait prévenir, l'enveloppe ne permettant pas d'en voir la cause immédiatement, soit l'éclatement de la meule. Or, l'objection tombe d'elle-même; si, en effet, pareil accident venait à se produire, le feu ne pourrait se propager aussi rapidement qu'on le craint puisque l'atmosphère d'acide sulfureux qui remplirait l'encoffrement serait un obstacle à toute combustion, et, par conséquent, à tout développement d'incendie. Nous avons donc maintenu la mise en demeure.

Et l'inspecteur divisionnaire ajoute qu'il a plusieurs exemples d'usines à soufre où le broyage et le tamisage se font en appareils parfaitement clos.

C'est ici le lieu de remarquer que dans toutes ces usines, la manutention des sacs ayant contenu la matière contribue pour beaucoup à la production des poussières, et de signaler l'installation, dans une usine de superphosphates, d'un appareil à l'aide duquel le battage des sacs ayant contenu de l'engrais se fait mécaniquement dans une caisse close communiquant avec un tube d'aspiration. Cette opération donnait précédemment lieu à d'abondantes poussières très fines et très irritantes.

Dans les *couperies de poils*, l'adoption des éjarreuses mécaniques avait déjà facilité l'aspiration des poussières d'éjarrage. Mais la question demeurait entière pour l'éjarrage à la main auquel certaines maisons ont encore recours de préférence à l'éjarrage mécanique. Un inspecteur de Reims signale que cette question paraît être convenablement résolue dans une usine de sa section par une double ventilation

captant, d'une part, le jarre au fur et à mesure de son arrachement et, d'autre part, les poussières provenant de la manipulation même des peaux. Cette installation est complétée dans la même usine par une ventilation des ateliers de fendage, de triage et de dégalage, obtenue en reliant au ventilateur aspirant une canalisation établie sur toute la longueur des passages et sous la tablette des établis.

En ce qui concerne les *fabriques de peignes en corne*, il a été signalé dans le précédent rapport que l'évacuation directe des poussières produites par les meules et les polissoirs était un fait à peu près accompli, et qu'il ne restait guère à obtenir que la captation des poussières provenant de la taille de la denture, cette poussière étant plus particulièrement nuisible en raison de sa ténuité. L'inspecteur divisionnaire de la 6^e circonscription (Rouen) constate que des progrès se sont manifestés cette année sur ce point; ils résultent, soit de la transformation du travail par l'emploi de la voie humide, soit de l'installation d'orifices d'aspiration placés à l'origine de la production des poussières.

Le travail des *meules et des polissoirs*, qui dégage d'abondantes poussières, est usité dans un grand nombre d'autres industries, dans celles des métaux notamment, et il est toujours une des grandes préoccupations du service. Les rapports des inspecteurs signalent sur ce point plusieurs installations nouvelles des plus intéressantes, dont deux tiennent compte, en particulier, de la difficulté créée par la diminution progressive, par usure, du diamètre de la meule.

L'inspecteur de Creil estime que la ventilation des meules doit être effectuée par ventilateur à fort débit et produisant une faible dépression, cette dernière condition ayant surtout pour objet de ne pas incommoder l'ouvrier, et par un encoffrement bien conçu de la meule. Il cite à l'appui une installation effectuée dans une fabrique d'orèvrerie où l'évacuation complète des poussières provenant des appareils à polir a été réalisée par un capuchon formé d'un fer plat recourbé et de deux flasques métalliques doublées à l'intérieur de joues en bois, qui permet de réduire au minimum l'espace compris entre le capuchon et le plan de travail. Le retour de poussière dans le sens de la rotation est supprimé au moyen d'une baguette de bois mobile autour d'un axe et masquant l'intervalle vide entre les flasques. Enfin, à la partie supérieure, est placé un cuir très épais coulissant dans les rainures des flasques, et pouvant être amené constamment au contact de la meule. Cette installation est complétée par l'emploi du système de dépoussiérage de l'air que j'ai rappelé à propos des poussières de chaux et de ciment.

Sur le même sujet l'inspecteur divisionnaire de Lyon s'exprime ainsi :

Plusieurs installations méritent d'être citées comme ingénieuses et donnant des résultats satisfaisants, et en particulier celle d'un aspirateur électrique destiné à protéger l'ouvrier contre l'éclat des meules, et en même temps à enlever les poussières de cuivre, fonte, etc. Il offre cette supériorité sur les systèmes employés jusqu'à ce jour, que, grâce à une combinaison spéciale, toutes les parties à polir, quelles qu'elles soient sont travaillées sans déplacer le capuchon qui encaisse les meules et que, d'autre part, par un système très simple, la meule, quel que soit son diamètre et son épaisseur, est toujours à la même distance des parois du capuchon.

Enfin l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Dijon décrit comme suit un nouveau dispositif adopté pour éliminer les poussières engendrées par le polissage des grands tambours de cardes :

La difficulté résidait dans la nécessité d'aspirer, au fur et à mesure de leur formation, les poussières produites successivement aux différents points du tambour, par l'action d'une meule à émeri se mouvant horizontalement sur un axe parallèle à l'axe de rotation du tambour. Le problème a été résolu en aspirant les poussières dans une capote dont on a enveloppé la meule, animée d'un double mouvement de rotation et de translation rectiligne, et en

reliant cette capote à une conduite d'aspiration au moyen d'un tube flexible. C'est dans l'emploi de ce tuyau flexible, qui devait être en même temps résistant et indéformable et qu'on est arrivé à constituer d'une série d'anneaux métalliques emboîtés les uns dans les autres, que réside l'innovation que j'ai cru devoir indiquer.

Enfin un dispositif, employé dans une fonderie de cuivre de la circonscription de Lille pour le *tamisage des scories de cuivre broyées*, a donné de bons résultats; cette opération est faite dans des tamis secoués à la main dans un tambour relié à une cheminée d'aspiration : la ventilation par aspiration mécanique devait être évitée, car elle aurait pu avoir le grave inconvénient d'entraîner aussi des poussières de cuivre qui ont une valeur marchande.

ART. 8. — *Interdiction de prendre les repas dans les ateliers. — Soins de propreté individuelle.* — En ce qui concerne les moyens d'assurer la *propreté individuelle*, l'inspecteur divisionnaire de Dijon confirme dans les termes suivants les progrès qui se sont accomplis dans les idées en matière d'hygiène :

Des industriels ne se sont pas contentés cette année de mettre à la disposition de leur personnel des moyens très complets d'assurer l'hygiène et la propreté individuelles : bains, lavabos, visites médicales, etc., mais ils en ont exigé l'emploi complet et régulier par une surveillance rigoureuse et en infligeant des amendes ou des renvois qui n'ont soulevé aucune protestation. C'est ainsi que ces choses se sont passées dans une importante fabrique de biscuits, où un règlement très complet concernant l'hygiène et la propreté individuelles est depuis le mois d'août affiché dans chaque atelier.

De même, l'inspecteur divisionnaire de Lille signale l'aménagement dans une grande usine : 1° De salles de bains-douches avec chauffe-liquide ou mélangeur de sûreté rendant tout danger de brûlure impossible; 2° de vestiaires bien aérés, à plafonds élevés, dans lesquels les vêtements des ouvriers sont suspendus au moyen de crochets et de cordes individuelles montées sur poulies. « Ces installations faites avec tout le confortable possible sont, dit-il, très appréciées des ouvriers qui sont au nombre de 800 ».

Enfin, dans la circonscription divisionnaire de Lyon, des vestiaires où les vêtements sont à l'abri de l'humidité et de la vapeur d'eau ont été mis à la disposition de tout le personnel des usines de teinturerie.

ART. 10. — *Isolement des moteurs. — Installation de barrières, de rampes et de garde-corps.* — Au sujet des *échafaudages* spécialement visés dans cet article, l'inspecteur de Limoges expose qu'un simple garde-corps ne suffit pas à prévenir tout danger. « Il faudrait, dit-il, prescrire en outre la mise en place, à la partie inférieure, d'une plinthe destinée à empêcher la chute des matériaux placés sur l'échafaudage et aussi celle de l'ouvrier, qui glisse parfois par le bas ». Et il ajoute que cette plinthe existe, dans un grand nombre de cas, aux barrières qui entourent les machines, les volants et poulies, notamment, dans lesquelles on pourrait engager le pied si on l'avancait imprudemment.

Le même inspecteur signale, comme l'avait déjà fait, en 1902, un inspecteur de la circonscription de Bordeaux, la gravité des dangers que fait courir aux ouvriers du bâtiment l'usage de ne poser les planchers que lorsque la maison est terminée et couverte. « De plus, ajoute-t-il, de crainte d'abîmer les planchers, les plafonneurs effectuent les plafonds avant que soit posé le plancher du dessous, de sorte que s'ils ne prennent pas eux-mêmes la précaution de placer un faux plancher ils peuvent tomber entre les solives. »

Il semblerait pourtant que cette crainte n'est légitimée qu'en ce qui concerne le revêtement du plancher en carreaux ou en parquet, et qu'il n'y aurait aucun incon-

vénient à poser tout au moins, avant de commencer le plafond supérieur, le hourdis qui garnit le vide entre les poutrelles du plancher.

Une réclamation a été faite contre une mise en demeure du service prescrivant d'établir une barrière sur un massif de *chaudières*; l'industriel demandait s'il appartenait aux inspecteurs du travail de veiller à la sécurité des chauffeurs. Le service des mines de la région, mis au courant de cette réclamation, n'a soulevé aucune objection contre cette intervention du service d'inspection, et j'ai informé l'industriel intéressé que la mise en demeure avait été régulièrement faite et n'était pas en dehors des attributions des inspecteurs du travail.

Un nouveau paragraphe ajouté à cet article par le décret du 29 novembre 1904 dispose que les *ponts volants passerelles* pour le chargement et le déchargement des navires devront, sauf dans les cas exceptionnels prévus par l'article 20, former un tout rigide et être munis de garde-corps des deux côtés.

Cette disposition qui vise les travaux dans les ports avait d'abord soulevé une certaine opposition à Cette. L'inspecteur divisionnaire de la circonscription rapporte à ce sujet :

Certains ouvriers, dit l'inspecteur divisionnaire de la circonscription, prétendaient que la pose du garde-corps était impossible, et voulaient les remplacer par un filet destiné à rendre les chutes inoffensives. Des essais ont été faits à deux reprises en présence de l'inspecteur, mais ils n'ont pas donné les résultats qu'on en attendait, et il a été décidé que les prescriptions de l'article 10, § 6, seraient appliquées.

L'exécution de ces prescriptions sera sans doute facilitée à Cette par les travaux d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers qui s'est constituée dans cette ville en vue de rechercher les moyens de diminuer le nombre des accidents de manutention à bord des navires. Cette commission, dont faisait partie l'inspecteur du travail de Montpellier, a décidé l'adoption d'un certain nombre de mesures d'hygiène et de sécurité, et en particulier de garde-corps aux passerelles et ponts volants.

ART. 11. — *Protection des monte-charges, ascenseurs, élévateurs.* — La question s'est posée, à plusieurs reprises, dans le courant de l'année, de savoir si les dispositions de cet article devaient être appliquées à la clôture des trappes des monte-sacs, plus particulièrement employés dans les moulins et les entrepôts. Le Comité consultatif des Arts et Manufacture s'est estimé que ces trappes présentaient les mêmes dangers de chute dans le vide que les ouvertures de monte-charges, et qu'elles comportaient, par suite, des mesures de protection analogues.

ART. 12. — *Protection contre les parties dangereuses des machines.* — L'application de cet article nécessite toujours un grand nombre de mises en demeure : il en a été fait 6,329 en 1904.

De tous les articles du décret qui ont trait à la sécurité, c'est celui qui exige des inspecteurs la plus grande somme d'efforts. Ils sont d'ailleurs de plus en plus secondés dans leur tâche sur ce point par la bonne volonté des industriels et des ouvriers.

L'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Rouen signale notamment l'initiative d'un directeur d'usine métallurgique qui a fait relever tous les appareils protecteurs existant dans son établissement, depuis le plus simple jusqu'au plus compliqué, et qui a chargé chaque chef de service de veiller à leur bon état d'entretien. Dans ce but il leur est délivré mensuellement une feuille imprimée sur laquelle ils sont tenus de constater les réparations indispensables à tous ces organes de protection.

Les ouvriers de leur côté se montrent de moins en moins réfractaires à l'usage de certains dispositifs protecteurs qui leur paraissent, *a priori*, de nature à les gêner

dans leur travail, et les rapports des inspecteurs continuent à décrire des appareils pratiques et ingénieux, imaginés par des ouvriers ou des contremaîtres.

Les inspecteurs signalent, en outre, comme pouvant diminuer les risques d'accidents, l'apparition de plus en plus fréquente dans les ateliers, de machines dont les parties dangereuses ont été munies, par le constructeur lui-même, de dispositifs protecteurs.

Les transmissions électriques et la commande directe de chaque machine-outil par un moteur électrique remplacent très avantageusement, au point de vue de la sécurité du travail, les organes mécaniques de transmission, engrenages, arbres et courroies. L'inspecteur divisionnaire de Limoges signale qu'une fabrique d'étoffes et une glacerie de sa circonscription ont réalisé des installations de cette nature.

En ce qui concerne les *moteurs à gaz* et à *pétrole* l'inspecteur du Mans signale un dispositif intéressant adopté pour la mise en route :

Il arrive que les ouvriers sont blessés en procédant à cette mise en route par ce que l'on désigne sous le nom de « départ en arrière » du moteur. Le dispositif ordinaire qui actionne la soupape d'échappement à la mise en route du moteur a été alors conjugué à la came qui commande l'allumage, de manière à produire un retard tel que l'explosion ne survienne qu'au moment où le piston a déjà accompli une portion notable de sa course motrice. Cette disposition rend impossible les retours en arrière par avance d'allumage. Lorsque le moteur est lancé, les comes d'échappement et d'allumage sont ramenées à leur position normale. Il y aurait avantage à voir se répandre cet ingénieux dispositif de sûreté, d'autant plus que la conduite des moteurs à gaz ou à pétrole est parfois confiée à des ouvriers inexpérimentés.

A propos d'une réclamation contre une mise en demeure prescrivant la protection du volant d'un moteur, il a été décidé, sur avis du comité Consultatif des Arts et Manufactures, que le fait, pour un moteur, d'être isolée de l'atelier, ainsi que le prescrit l'article 10 du décret, ne fait pas obstacle à l'application de l'article 12, § 1^{er}, qui vise la protection du volant, ces deux prescriptions étant indépendantes l'une de l'autre.

L'inspecteur divisionnaire de la deuxième circonscription (Limoges) expose dans les termes suivants un perfectionnement dans le travail du *laminage de la verge de tréfilerie* :

Un grand établissement de Montluçon a trouvé le moyen, déjà indiqué au rapport de l'année dernière, de reprendre la verge à la sortie du laminoir de tréfilerie au moyen d'un enfilateur mécanique, d'où suppression des ouvriers préposés à cette opération. Ce même enfilateur, perfectionné dans le cours de 1904, a supprimé également l'emploi d'enfants en qualité de démêleurs. Les dangers de la brûlure sont donc largement atténués.

L'inspecteur divisionnaire de Marseille signale l'installation de barres garde-mains à l'avant des machines à cylindre dans les fabriques de chaussures.

Les rapports des inspecteurs fournissent des renseignements très satisfaisants sur l'emploi des *garde-navettes* et *pare-navettes*, dont l'usage serait aujourd'hui presque général.

D'ailleurs un jugement est venu confirmer à nouveau les instructions adressées au service le 18 novembre 1901 relativement à l'installation d'appareils destinés à empêcher le saut des navettes. Ce jugement concerne plus spécialement les tissages des soieries, mais il a une portée générale, et l'inspecteur divisionnaire de Lyon en rend compte dans les termes suivants :

En 1903, le tribunal de simple police de Bourgoin avait condamné deux patrons tisseurs qui n'avaient pas muni leurs métiers à tisser d'appareils destinés à protéger les ouvrières contre le saut des navettes; ces deux patrons avaient interjeté appel du jugement qui les condamnait; l'affaire était alors venue devant le tribunal de première instance de Bourgoin qui, par un jugement rendu au cours de l'année 1903, avait décidé qu'il y avait lieu à no-

mination d'expert dans le but de rechercher si les navettes des tissages de soieries pouvaient être considérées comme dangereuses, et s'il existait des appareils efficaces destinés à protéger les ouvrières contre ce danger. Après une enquête approfondie, l'expert déposait un rapport tendant à la protection de tous les métiers à tisser les grandes et les petites largeurs contre le saut de la navette. Adoptant les conclusions de l'expert, le tribunal de première instance de Bourgoin condamnait en dernier ressort les deux patrons poursuivis, dans son audience du 11 mars 1904, solutionnant ainsi, dans le sens de la protection, une question qui était restée en suspens pendant plus de deux années.

Une décision intéressante a été prise au sujet des *machines à laver* des blanchisseries. Le comité consultatif des arts et manufactures, consulté sur cette question à la suite d'une réclamation, a exprimé l'avis que ces machines sont particulièrement dangereuses parce qu'elles comportent des pièces saillantes qui peuvent saisir les ouvrières par leurs vêtements et les entraîner dans le mouvement de rotation; que, d'autre part, ces machines, dont le poids est de plusieurs centaines de kilogrammes, peuvent encore blesser très grièvement par simple contact, et enfin que des accidents sont d'autant plus à redouter que le sol des blanchisseries est rendu glissant par les eaux savonneuses. Des instructions prescrivant la protection de ces appareils ont été adressées au service.

Au sujet du *sciage des bois en grume* par les grandes scies, l'inspecteur divisionnaire de la 9^e circonscription expose que le service, se reportant aux termes même du décret, a obtenu dans beaucoup de scieries que le banc de scie soit assez élevé et le chariot assez large pour que l'ouvrier ne puisse toucher la scie, involontairement, de son poste de travail.

C'est toujours en matière de protection d'outils à bois que l'esprit d'invention de certains ouvriers ou contremaîtres se manifeste le mieux.

L'inspecteur de Chalon-sur-Saône cite un dispositif imaginé par un ouvrier pour le *travail des bois cintrés à la toupie*, lorsque la forme du bois ne permet pas l'usage des appareils ordinaires de protection et oblige l'ouvrier à exécuter le travail dit « à l'arbre », qui est très dangereux; ce dispositif remplace le guide; l'ouvrier appuie dans sa direction au lieu d'appuyer dans celle de l'arbre, de sorte que, si la main vient à échapper, il y a toute chance qu'elle n'atteigne pas l'outil.

De son côté l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Toulouse fait à ce sujet la remarque suivante :

Nous devons signaler aussi les efforts faits par certains ouvriers ou contremaîtres pour installer, sur les machines-outils dont ils font usage, des appareils de leur invention qui, tout en les garantissant, leur permettent d'exécuter le travail qu'ils ont à faire. Nous avons remarqué notamment un appareil placé sur une toupie dans un atelier nouvellement installé. Cet appareil nous paraît pouvoir être employé à bien des genres de travaux exécutés à cet outil.

Enfin le service a fait installer des grilles sur les cylindres entraîneurs des ha-choirs à écorces dans les tanneries de la circonscription de Marseille.

Les accidents provenant de la rupture des *engins pesants et tournant à grande vitesse* ne sont pas très fréquents, mais ils sont généralement très graves. Le service fait tous ses efforts pour en réduire le plus possible les désastreux effets. De leur côté, certains industriels ont fait des tentatives dont une des plus importantes est signalée par l'inspecteur divisionnaire de Dijon :

Le blindage de quatre meules en grès de 2 m. 30 de diamètre a été effectué, dit-il, au moyen d'enveloppes de tôle de 8 millimètres d'épaisseur et de forts tirants noyés dans le béton d'un massif. L'installation générale, des mieux étudiées, semble ne rien laisser à désirer pour assurer la sécurité.

D'autre part, l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Toulouse signale

qu'un industriel a construit et fait expérimenter au conservatoire des arts et métiers de Toulouse un appareil contre l'éclatement des meules, qui paraît atteindre le but qu'il se proposait.

La question des dispositions réglementaires nouvelles sur ce point, dont le dernier rapport mentionnait la mise à l'étude, n'a pas encore définitivement abouti.

ART. 13. — *Signaux de mise en train et d'arrêt.* — Les rapports des inspecteurs ne fournissent aucune remarque particulière sur l'application de cet article qui a motivé, pendant l'année 1904, 185 mises en demeure et 5 contraventions.

Le décret du 29 novembre 1904 n'a rien changé sur ce point à la réglementation antérieure.

ART. 14. — *Arrêt du moteur et des machines-outils.* — L'inspecteur du Havre signale l'adoption, dans une importante filature de coton, d'un nouvel appareil de débrayage pour les cardes permettant, de part et d'autre de la machine, de débrayer et d'embrayer sans danger à toutes les allures.

ART. 16. — *Précautions contre l'incendie.* — Les inspecteurs signalent des modifications sérieuses apportées aux dispositions de certains établissements pour en permettre la prompté évacuation.

Un inspecteur de Toulouse cite une importante fabrique de chaussures où les ateliers de chaque étage ont été mis en communication par un second escalier qui descend jusqu'au sous-sol. Là, une porte s'ouvrant du dedans au dehors a été ouverte sur la rue. Les portes de cet escalier de dégagement sont, en temps ordinaire, fermées à clé, mais la clé se trouve à côté de chacune d'elles, dans une boîte vitrée dont la vitre doit être brisée en cas d'incendie.

Dans un autre établissement, l'étage supérieur a été relié par une passerelle munie de garde-corps à un autre bâtiment où se trouve l'appartement du chef d'usine.

L'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Lyon expose :

Une société de forces motrices possédait une usine composée de nombreux petits cabinets qu'elle louait séparément à des ouvriers et qui offraient des risques d'incendie d'autant plus grands que ces cabinets étaient séparés les uns des autres par des cloisons en planches.

Sous l'action du service elle a commencé la reconstruction de cette usine. Tout a été prévu dans la nouvelle construction pour obvier au danger d'incendie. Il n'est pas douteux que l'ouverture de cette nouvelle usine constituera un exemple salubre et mettra les maisons concurrentes dans l'obligation d'assurer la sécurité des ouvriers dans la même mesure.

L'application du troisième paragraphe de l'article 16 a motivé une décision ministérielle prescrivant la construction d'un escalier incombustible dans une fabrique de chromolithographies, dont les trois étages étaient desservis par trois escaliers discontinus.

Au mois de novembre 1904 une catastrophe est survenue à la suite d'un incendie dans l'usine du « Ripolin », à Issy-les-Moulineaux. L'inspecteur divisionnaire de Paris fait à ce sujet les réflexions suivantes :

Disons de suite que ce déplorable malheur n'a pu être attribué en quoi que ce soit à la non-observation des prescriptions de l'article 16 qui nous occupe.

Les enquêtes ont démontré que les victimes, empêchées de traverser l'atelier, dont le sol était recouvert par une nappe d'essence enflammée, se sont précipitées du côté des fenêtres donnant sur le quai des Moulineaux. Mais comme ces fenêtres étaient garnies de barreaux en fer, toute fuite devint impossible et c'est là qu'on a relevé le plus grand nombre de victimes. Il est bien certain que, sans l'existence de ces grilles, le personnel aurait pu s'échapper sur le quai.

« En présence de cette circonstance navrante, le conseil municipal a pris une délibération spéciale invitant l'administration à faire enlever tous les systèmes de fermeture susceptibles de gêner, en cas de sinistre, la complète évacuation du personnel des usines et ateliers de Paris et du département de la Seine.

La proposition mérite certainement d'être étudiée. Toutefois, on peut faire remarquer dès à présent qu'une semblable mesure serait inapplicable aux usines situées en banlieue ou dans les quartiers excentriques de la ville. L'insécurité de ces parages exige que les fenêtres du rez-de-chaussée des bâtiments donnant sur la voie publique soient protégées de telle sorte que tout cambriolage devienne difficile, sinon impossible.

A Paris, même dans les quartiers du centre, la plupart des établissements relevant de l'État ou de la ville sont munis de fenêtres grillées, quoique y séjournent non pas des ouvriers, mais une grande quantité d'enfants, de jeunes gens et d'employés : tels les écoles primaires, les lycées de filles et de garçons, tous les ministères, la Banque de France, le Crédit foncier, etc., etc.

On voit quelle serait la portée d'une pareille interdiction inspirée par le triste événement qui s'est produit à Issy.

ART. 20. — *Dispenses.* — Les dispositions de cet article du décret du 29 novembre 1904 sont entièrement nouvelles ; le décret du 10 mars 1894 ne contenait aucune stipulation de cette nature.

Un industriel s'est appuyé sur cet article 20 pour demander l'autorisation de ne faire procéder que deux fois par semaine au nettoyage à fond de son atelier. La disposition qui prévoit ce nettoyage au moins une fois par jour faisant l'objet du deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret, et l'article 20 n'étant applicable, en ce qui concerne l'article 1^{er}, qu'aux prescriptions du troisième alinéa, cette demande n'a pas été accueillie.

II. Décret du 28 juillet 1904 sur le couchage du personnel ⁽¹⁾.

Les lignes suivantes d'un inspecteur de Paris résument l'impression du service dans la 1^{re} circonscription au sujet de l'application du décret du 28 juillet 1904.

Les visites effectuées au sujet du couchage du personnel nous ont démontré que les nouvelles prescriptions étaient encore beaucoup plus nécessaires que nous le supposions. Chez les grands commerçants, le service aura relativement peu de modifications à réclamer. Mais il n'en sera pas de même chez les petits, ne disposant que de locaux insuffisants même pour eux et leur famille, et où les constatations faites ont été absolument navrantes.

De son côté, l'inspecteur divisionnaire de Lille décrit plusieurs des installations existant dans la région du Nord ; on se bornera à citer la suivante :

Les baraques servant à loger les ouvriers (il s'agit d'ateliers de *brigueterie en plein air*) couvrent une surface rectangulaire de 6 mètres de longueur sur 4 mètres de largeur ; elles sont constituées par des paillassons réunis aboutissant à un faite. Le sol est le terrain battu. Au milieu, un brasero dégage des produits toxiques... Au côté opposé à la porte d'entrée est l'emplacement réservé au couchage. Sur des planches fixées au-dessus du sol sont installées des paillasses qui ne sont pas changées durant toute la campagne. Aucun drap n'est fourni au personnel ; on lui livre seulement quelques couvertures... Tout est d'une malpropreté repoussante. Ces baraques sont antihygiéniques et peuvent compromettre pour toujours la santé de personnes que le législateur a voulu entourer de la plus grande protection...

Ces sortes de lit mesurent 1^m80 sur 4 mètres. Sur le premier (baraque du sieur A...), couchent quatre hommes, la femme de l'un d'eux âgée de vingt-cinq ans, un garçon de quinze ans, un enfant de deux ans et demi. Le second (baraque du sieur B...) est occupé par deux jeunes filles de seize à dix-sept ans, quatre hommes, dont le père de l'une des jeunes filles et un garçon de seize ans.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, août 1904, p. 735.

Enfin un inspecteur de la région de Bordeaux fait la description suivante d'un dortoir qu'il a visité et dont il a obtenu la transformation :

Une salle contenant trente lits était placée sous les combles et le cube d'air était de 3 mètres et demi par personne. Le plafond, en pente, se trouvait aux extrémités à une hauteur de 75 centimètres au-dessus du plancher; les enfants placés sur les deux rangées extrêmes ne pouvaient s'asseoir sur leurs lits sans que la tête touchât au plafond; deux petites ouvertures distribuaient l'air et la lumière à tout ce personnel.

Ces citations viennent appuyer celles déjà faites les années précédentes, et, en particulier, pour certains ateliers de Paris et pour la région du Sud-Est où s'exercent les industries de la filature, du moulinage et du tissage de la soie.

Le service a déployé la plus grande activité pour amorcer sans retard l'exécution des dispositions du décret du 28 juillet 1904; sur 21,510 mises en demeure faites en 1904 pour assurer l'application de l'ensemble des dispositions réglementaires, 4,684 ont trait à l'exécution des mesures concernant le couchage du personnel, bien que le décret ne soit entré en application que dans les derniers mois de l'année. Cette proportion est significative; elle confirme l'étendue des besoins, témoigne de l'effort accompli, et permet de fonder, sur les résultats obtenus, les meilleures espérances pour l'avenir.

Toutefois, ces améliorations ne vont pas sans de sérieuses difficultés que les inspecteurs signalent dans leurs rapports. C'est ainsi que l'inspecteur de Troyes fait ressortir la difficulté qui résulte de l'application de l'article 2 du décret en ce qui concerne l'épaisseur des murs :

90 p. 100 des maisons de Troyes ou de la région sont en pans de bois hourdés en carreaux de terre; leur épaisseur ne dépasse guère 18 centimètres.

L'inspecteur de Beauvais fait de même observer que dans les campagnes l'épaisseur de 30 centimètres n'est pas adoptée, qu'elle varie de la largeur d'une brique à sa longueur et que cette dernière dimension est la limite qu'on ne franchit pas.

Le Ministre a été consulté sur le point de savoir si le *couchage en hamac* donnerait satisfaction au décret, et j'ai décidé qu'en présence des termes formels de l'article 3, ce mode de couchage ne serait admis que s'il comporte les objets de literie énumérés, sommier ou pailleasse, matelas, traversin, paire de draps, couverture, le châssis pouvant être considéré en l'espèce, comme constitué par le hamac lui-même.

Un inspecteur trouve insuffisante la disposition de cet article 3 qui, dans l'énumération des fournitures obligatoires de literie ne comprend qu'une couverture. Il a constaté que, dans la saison des grands froids, les personnes logées sont obligées de se couvrir avec leurs vêtements. Mais il ajoute que, ce défaut ayant été signalé aux patrons, ceux-ci promirent d'y remédier.

Enfin, certains inspecteurs prévoient quelques difficultés du fait de la prohibition des papiers de tenture, que le texte de l'article 3 oblige à remplacer soit par un enduit permettant un lavage efficace, soit par une peinture à la chaux.

Bien que la promulgation du décret soit encore toute récente, les rapports des inspecteurs signalent déjà des améliorations réalisées du fait de son application; c'est ainsi que, sur les 4,684 mises en demeure visant ce règlement faites en 1904, il en a été noté 103 comme ayant été suivies d'exécution avant la fin de la même année. Il ne faut pas oublier que le décret prévoit un délai d'exécution d'un an pour l'exécution des travaux de transformation proprement dite, c'est-à-dire pour ceux qui prêtent le plus à contestation.

(A suivre.)

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1905.

A. — Associations ouvrières de production.

La statistique des associations ouvrières de production a été établie sur les états annuels fournis par les préfets. Ces états ont été complétés à l'aide de l'*Annuaire de la Chambre consultative des associations ouvrières de production*, et des renseignements recueillis par la Direction du travail à l'occasion des demandes d'encouragement formées par les associations ouvrières de production : ces renseignements complémentaires ont été d'ailleurs contrôlés par les préfets.

Ont été écartées de cette statistique les sociétés de production agricole (associations vinicoles, brasseries, sucreries, laiteries, etc.).

I. — RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENTS.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1905.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1905.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1905.
Ain	2	Report	56	Report	137
Aisne	1	Gers	2	Puy-de-Dôme	5
Allier	11	Gironde	14	Pyrénées (Basses-)	11
Alpes (Basses-)	11	Hérault	1	Pyrénées (Hautes-)	11
Alpes (Hautes-)	11	Ille-et-Vilaine	5	Pyrénées-Orientales	2
Alpes-Maritimes	1	Indre	3	Rhin (Haut) [Belfort]	11
Ardèche	11	Indre-et-Loire	2	Rhône	21
Ardenes	2	Isère	6	Saône (Haute)	11
Ariège	2	Jura	4	Saône-et-Loire	3
Aube	3	Landes	11	Sarthe	3
Aude	11	Loir-et-Cher	11	Savoie	11
Aveyron	11	Loire	13	Savoie (Haute-)	11
Bouches-du-Rhône	10	Loire (Haute-)	11	Seine	130
Calvados	11	Loire-Inférieure	4	Seine-Inférieure	7
Cantal	11	Loiret	2	Seine-et-Marne	11
Charente	4	Lot	11	Seine-et-Oise	2
Charente-Inférieure	5	Lot-et-Garonne	8	Sèvres (Deux-)	11
Cher	4	Lozère	11	Somme	3
Corrèze	3	Maine-et-Loire	3	Tarn	4
Corse	11	Manche	1	Tarn-et-Garonne	1
Côte-d'Or	11	Marne	11	Var	11
Côtes-du-Nord	2	Marne (Haute-)	11	Vaucluse	11
Creuse	11	Mayenne	11	Vendée	1
Dordogne	11	Meurthe-et-Moselle	11	Vienne	3
Doubs	3	Meuse	11	Vienne (Haute-)	13
Drôme	11	Morbihan	1	Vosges	11
Eure	2	Nièvre	2	Yonne	2
Eure-et-Loir	11	Nord	4	Alger	1
Finistère	6	Oise	5	Constantine	11
Gard	5	Orne	11	Oran	11
Garonne (Haute-)	1	Pas-de-Calais	1		
A reporter	56	A reporter	137	TOTAL	338

41 associations ont été signalées comme ayant été fondées en 1904; 28 ont été signalées comme ayant été dissoutes dans le cours de la nouvelle année.

Les 41 associations créées se répartissent ainsi par département :

Aube, 1; Bouches-du-Rhône, 1; Charente, 2; Cher, 1; Côtes-du-Nord, 1; Doubs, 1; Finistère, 1; Gard, 1; Gironde, 2; Hérault, 1; Loire, 3; Loire-Inférieure, 1; Loiret, 1; Lot-et-Garonne, 3; Manche, 1; Rhône, 2; Sarthe, 2; Seine, 8; Seine-Inférieure, 4; Seine-et-Oise, 1; Somme, 1; Haute-Vienne, 2.

Les 28 associations dissoutes existaient dans les départements suivants :

Loire-Inférieure, 1; Loiret, 1; Meurthe-et-Moselle, 1; Saône-et-Loire, 2; Sarthe, 1; Seine, 21; Haute-Vienne, 1.

II. — LISTE PAR PROFESSIONS.

Par professions les associations ouvrières de production se répartissent de la façon suivante :

Agriculture, forêts, mines et carrières.			Report.....	64
Ardoisières.....	3	15	Cuirs et peaux.	
Bûcherons.....	1		Bourrelliers (colliers anglais).....	1
Carriers.....	3		Chaussonniers.....	1
Carriers et bûcherons.....	1		Cordonniers.....	12
Carriers et tailleurs de pierre.....	2		Cordonniers et galochiers.....	1
Jardiniers.....	2		Corroyeurs.....	2
Mineurs (houille).....	2		Cuir (Fabrique de).....	1
Piqueurs de grès.....	1		Selliers.....	4
			Tanneurs et corroyeurs.....	1
			Équipement et chaussures militaires.....	2
Alimentation.			Textiles et vêtement.	
Ouvriers de l'alimentation.....	2	9	Cordiers.....	1
Bières et eaux gazeuses.....	2		Décatisseurs-apprêteurs.....	1
Boulangers.....	3		Draperie (Fabrique de).....	2
Chocolaterie.....	1		Fournitures militaires.....	2
Vins et bouchons.....	1		Imprimeurs sur étoffes.....	3
			Filature de soie.....	1
Industries chimiques.			Tailleurs d'habits.....	4
Produits chimiques.....	1	7	Tisseurs.....	8
Éclairage au pétrole.....	1		Teinture de filets de pêche.....	1
Blanchiment.....	1		Cotonniers.....	1
Fabrique de produits de peinture.....	1			
Photographies.....	2		Métaux.	
Savonnerie.....	1		Mécaniciens-mouleurs pour la verrerie.....	1
			Appareils de chauffage.....	1
Livre et papier.			Couvreurs-plombiers.....	1
Cartonniers.....	2	33	Couvreurs-zingueurs.....	2
Dessinateurs-chromistes.....	1		Ferblantiers.....	3
Dessin industriel.....	1		Ferblantiers - plombiers - zingueurs.....	2
Graveurs pour impres. d'étoffes et papiers peints.....	1		Fondeurs.....	2
Imprimeurs en général.....	24		Fondeurs de cuivre.....	3
Lithographes.....	1			
Photograpeurs.....	1			
Sacs en papier.....	2			
A reporter.....		64	A reporter.....	
				113

Report.....	113
Fonderies, lamineries, tréfile- ries.....	1
Fumistes.....	1
Grillageurs.....	1
Horlogers.....	2
Horlogers et bijoutiers.....	1
Instruments de précision.....	1
Instruments de musique (cui- vre et bois).....	1
Lanterniers.....	1
Limes (Ouvriers en).....	1
Modeleurs-mécaniciens.....	1
Serruriers.....	6
Tôliers.....	1
Tôliers-fumistes.....	1
Métallurgistes.....	2

Bois.

Ameublement.....	1
Balaitiers.....	1
Bouchonniers.....	1
Boutonniers en os.....	2
Brossiers.....	1
Caisses (Fabriques de).....	2
Charpentiers et foudriers.....	2
Clisseuses.....	1
Doreurs sur bois.....	1
Ébénistes.....	2
Ébénistes et menuisiers.....	1
Manches de parapluie (Fabri- que de).....	1
Peignes (Fabrique de).....	3
Pianos (Facteurs de).....	1
Sabotiers.....	1
Tapissiers.....	1
Tonnelliers.....	1
Tourneurs sur bois.....	1
Vanniers.....	1
Voiture (Industrie de la).....	3

Bâtiment

(y compris charpentiers
et menuisiers).

Bâtiment et ameublement....	2
Charpentiers.....	7
Charpentiers et menuisiers...	4
Menuisiers.....	11
Menuisiers, ébénistes et char- pentiers.....	2
Mouleuriers, scieurs, découp...	1
Parqueteurs.....	2
Rampistes.....	1
Replanisseurs de parquets....	1
Sculpteurs-mouleurs.....	1
Bâtiment en général.....	12
Afficheurs.....	1

A reporter..... 177

Report.....	177
Carreleurs-marbriers.....	1
Casseurs de pierres.....	2
Cimentiers.....	1
Cimenteurs et paveurs.....	2
Construction d'habitations à bon marché.....	2
Constructions maritimes....	3
Couvreurs.....	2
Couvreurs-plafonneurs.....	1
Frotteurs-encaustiqueurs.....	1
Granitiers et poseurs de granit.	2
Maçons.....	8
Maçons et tailleurs de pierre..	4
Paveurs.....	3
Enduiseurs.....	1
Peintres.....	8
Peintres-plâtriers.....	4
Peintres et vitriers.....	3
Peintres décorateurs.....	1
Peinture, décors et vitrerie..	1
Piqueurs de grès.....	1
Plâtriers.....	2
Plâtriers et fumistes.....	1
Plâtriers et plafonneurs.....	1
Puisatiers-cimentiers.....	1
Sculpteurs, décorateurs, orné- manistes.....	1
Tailleurs de pierres.....	3
Terrassiers.....	4
Terrassiers et paveurs.....	3

**Travail des pierres,
verrerie.**

Biseauteurs et polisseurs de glaces.....	5
Diamantaires.....	2
Glaces (Tailleurs de).....	1
Lapidaires.....	1
Lunetiers.....	1
Verriers.....	3

Transports et manutention.

Arrimeurs.....	1
Camionnage.....	1
Charbonniers du port.....	2
Ouvriers du port.....	3
Cochers.....	16
Déménageurs.....	2

Divers.

Employés de commerce, comp- tables.....	4
Coiffeurs.....	3
Chiffonniers.....	2
Théâtre.....	2

TOTAL..... 338

Les 41 sociétés coopératives de production qui ont été signalées à l'Office du travail comme fondées en 1904 se répartissent de la façon suivante :

Alimentation, 1 (Gironde); ardoisiers, 1 (Sarthe), arrimeurs, 1 (Gironde); bâtiment, 4 (Seine-Inférieure, Somme, Seine, Aube); cartonniers, 1 (Rhône); charbonniers, 1 (Seine-Inférieure); chargeurs, 2 (Seine-Inférieure, Loire-Inférieure); charpentiers, 1 (Seine); caisses (fabriques de), 2 (Charente, Lot-et-Garonne); cordonniers, 1 (Manche); Déménageurs, 1 (Seine); ébénistes-menuisiers, 1 (Lot-et-Garonne); enduiseurs, 1 (Seine); ferblantiers, 1 (Bouches-du-Rhône); imprimeurs, 3 (Cher, Sarthe, Haute-Vienne); maçons, 1 (Seine-et-Oise); maçons et plâtriers, 1 (Hérault); mécaniciens, 1 (Seine); menuisiers, 2 (Seine-Inférieure, Haute-Vienne); parqueteurs, 1 (Seine); peintres et vitriers, 1 (Loiret); plâtriers, 1 (Côtes-du-Nord); plâtriers et fumistes, 1 (Finistère); puisatiers, 1 (Seine); sériciculture et filature, 1 (Gard); serruriers, 2 (Rhône, Seine); tailleurs d'habits, 1 (Lot-et-Garonne); tailleurs de pierres, 1 (Doubs); tailleurs de pierres et maçons, 1 (Charente); terrassiers, 2 (Loire); voitures et outillage agricole, 1 (Loire).

Les 28 sociétés coopératives de production qui ont été signalées à l'Office du travail comme dissoutes en 1904, se répartissent ainsi :

Blanchisseurs, 1 (Seine); brossiers, balaitiers, 1 (Seine); ciment et chaux (fabrique de), 1 (Saône-et-Loire); charpentiers, 1 (Seine); coiffeurs, 1 (Seine); construction d'habitations à bon marché, 2 (Seine); cordonniers, 1 (Meurthe-et-Moselle); fumistes, 1 (Seine); graveurs-imprimeurs, 1 (Seine); maçons, 2 (Seine, Loire-Inférieure); mécaniciens, 1 (Loiret); menuisiers, 1 (Seine); métallurgistes, 1 (Sarthe); mineurs (houille), 1 (Saône-et-Loire); peintres, 2 (Seine); photographie (fabrique d'instruments de), 1 (Seine); paveurs et cimentiers, 1 (Seine); plombiers, 1 (Seine); potiers d'étain, 1 (Seine); scieurs-découpeurs, 1 (Seine); serruriers, 2 (Seine); tabletiers en nacre, 1 (Seine); teinturiers-dégraisseurs, 1 (Seine); tailleurs de pierres, paveurs, cimentiers, 1 (Haute-Vienne).

III. — Fédérations d'associations ouvrières de production.

Paris. — Chambre consultative des associations ouvrières de production. — Paris, boulevard Sébastopol, 98; fondée le 26 novembre 1884.

Lyon. — Fédération régionale des associations ouvrières de production de la région du Sud-Est. — Lyon, rue Coste, 7; fondée en 1894.

Bordeaux. — Chambre consultative des associations ouvrières de France, section de Bordeaux. — Bordeaux, Athénée; fondée le 24 mai 1890.

(A suivre.)

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1904 ⁽¹⁾.

Le mouvement ascensionnel des opérations qui avait subi un arrêt à la fin de 1902 et en 1903, par suite de la crise qui a sévi sur les Caisses d'épargne, a repris son cours normal en 1904.

Alors que, en 1903, les retraites avaient excédé les versements de près de 16 millions, les versements, au contraire, ont été, en 1904, supérieurs de 41 millions aux retraits : le nombre de ces versements s'est élevé à 3,586,418 représentant une valeur moyenne de 456,712,543 francs.

La moyenne par versement est de 123 fr. 34 (126 fr. 18 en 1903). Le nombre des remboursements et achats de rentes s'est élevé à 1,944,152, pour un montant total de 415,242,108 fr. 54. La moyenne par remboursement a été de 213 fr. 58 (226 fr. en 1903). L'excédent des versements sur les remboursements s'est élevé à 41,280,460 fr. 86. Le nombre des comptes ou livrets existant au 1^{er} janvier 1904 s'élevait à 4,148,888 ; au 31 décembre 1904 à 4,345,445. L'avoir des déposants, à la même date, se montait à 1,187,348,660 francs. Au 31 décembre 1903, le chiffre correspondant était de 1,117,960,073 francs, ce qui fait ressortir une augmentation de 69,388,587 francs pendant l'exercice.

Ce solde créditeur de 1,187,348,660 francs est représenté à l'actif par :

Valeurs de l'État français appartenant à la Caisse nationale d'épargne.....	1,177,304,094
Solde du compte courant à intérêts avec la Caisse des dépôts et consignations.....	4,248,452
	1,181,552,452
Dans ce chiffre ne figurent pas les opérations applicables à l'exercice 1904 mais réalisées en 1905 seulement par la Caisse des dépôts et consignations, s'élevant à.....	5,796,208
	1,187,348,660
TOTAL ÉGAL à l'avoir des déposants.....	1,187,348,660
Indépendamment des valeurs en portefeuille et du compte courant à la Caisse des dépôts, la Caisse nationale d'épargne possède, à titre de fortune personnelle, un capital de.....	40,252,611
	1,227,601,271
Son actif total s'élève donc à.....	1,227,601,271
Les revenus de la Caisse, pour l'année 1904 se sont élevés à ...	36,835,804
Il convient d'en déduire les intérêts servis aux déposants en 1903 soit	28,108,126
	8,727,678
RESTE.....	8,727,678
Les frais d'administration se sont élevés à	4,591,285
	4,136,393
RESTE un bénéfice de.....	4,136,393

supérieur de 105,728 francs à celui de 1903.

¹⁾ D'après le Rapport officiel.

DU NOMBRE DES EMPLOYÉS ET OUVRIERS ET DU NOMBRE DES PETITS PATRONS, SUIVANT LE SEXE

I. — EMPLOYÉS ET OUVRIERS, CLASSÉS SUIVANT LE SEXE ET L'ÂGE.

NOTA. — Les chiffres du tableau ci-dessous comprennent les personnes dont la profession ou la position n'ont pas été lièrement occupés dans des établissements ou momentanément sans emploi, ils comprennent les travailleurs isolés assis à domicile. Dans la catégorie de l'industrie sont comptés le personnel des mines, celui des chemins de fer (y compris les du recensement. Ils ne comprennent pas les employés et ouvriers de l'Etat, des départements et des communes (sauf le

ÂGES.	TOUTES CATÉGORIES			PÊCHE MARITIME ET MARINS du commerce en cours de navigation.			AGRICULTURE ET FORÊTS.			
	Ensemble.	RÉUNIES.		Sexe masculin.		Fémi- nin.	SALARIÉS À EMPLOI			
		mascu- lin.	fémi- nin.	Pre- sents.	Navi- guants.		régulier.		irrégulier.	
							Sexe		Sexe	
							mascu- lin.	fémi- nin.	mascu- lin.	fémi- nin.
Moins de 18 ans.....	1,927,420	1,159,131	768,289	7,897	2,840	464	566,413	267,517	8,546	4,339
18 à 20 ans.....	1,261,884	767,962	493,922	3,784	1,128	221	326,414	135,326	17,867	10,341
20 à 24 ans.....	1,157,435	647,392	510,043	2,372	3,000	152	236,336	116,175	21,784	15,409
25 à 29 ans.....	1,484,272	1,036,601	447,671	3,455	3,000	116	309,935	80,369	46,049	20,547
30 à 34 ans.....	1,142,507	800,773	341,734	2,212	3,000	67	177,787	46,389	48,658	21,909
35 à 39 ans.....	987,004	690,536	297,368	2,006	2,000	49	125,305	33,351	50,430	24,106
40 à 44 ans.....	827,190	575,040	252,150	1,582	1,176	53	89,090	25,020	46,811	21,696
45 à 49 ans.....	687,820	473,624	214,196	1,186	1,000	29	69,517	21,699	15,168	24,856
50 à 54 ans.....	584,603	390,944	193,659	981	"	35	58,423	20,959	43,319	25,495
55 à 59 ans.....	480,320	315,700	164,620	700	"	20	51,000	20,000	43,000	21,000
60 à 64 ans.....	385,321	256,736	128,585	498	"	14	46,433	17,395	42,882	19,890
65 ans et plus.....	481,944	310,782	171,162	471	"	27	67,826	29,441	67,233	30,598
Dont : Français										
De moins de 60 ans.....	10,085,184	6,540,618	3,544,566	23,816	17,144	1,202	1,976,839	760,189	366,692	193,459
De plus de 60 ans.....	840,658	546,809	293,849	943	"	39	111,758	46,514	108,984	50,090
Étrangers										
Moins de 20 ans.....	84,529	51,227	33,302	84	"	2	7,067	2,484	243	157
de 20 à 59 ans.....	371,642	265,858	105,784	275	"	2	26,314	4,132	4,697	2,082
De plus de 60 ans.....	26,607	20,709	5,898	26	"	2	2,501	322	1,131	398
ENSEMBLE										
De moins de 60 ans.....	10,541,355	6,857,703	3,683,652	26,175	17,144	1,206	2,010,220	766,805	371,632	195,698
De plus de 60 ans.....	867,265	567,518	299,747	969	"	41	114,259	46,836	110,115	50,488
TOTAUX.....	11,408,620	7,425,221	3,983,399	27,144	17,144	1,247	2,124,479	813,641	481,747	246,186

II. — EMPLOYÉS ET OUVRIERS DE CERTAINES INDUSTRIES (1).

ÂGES.	ENSEMBLE.			MINES.			CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS.			NAVIGATION MARITIME.	
	TOTAL.	Masculin.	Féminin.	TOTAL.	Masculin.	Féminin.	TOTAL.	Masculin.	Féminin.	TOTAL.	Masculin.
Moins de 18 ans.....	31,542	29,712	1,830	23,594	21,927	1,667	4,730	4,567	163	3,218	3,218
18 à 20 ans.....	29,427	28,050	1,397	18,390	17,750	640	8,663	7,906	757	2,374	2,374
20 à 24 ans.....	37,667	35,312	2,325	16,305	15,971	334	19,098	17,107	1,991	2,264	2,264
25 à 29 ans.....	91,961	88,137	3,824	30,179	29,957	222	56,746	53,144	3,602	5,036	5,036
30 à 34 ans.....	79,811	75,931	3,880	25,832	25,646	186	49,101	45,407	3,694	4,878	4,878
35 à 39 ans.....	69,447	63,131	4,313	21,929	21,767	162	42,965	38,814	4,151	4,553	4,553
40 à 44 ans.....	62,297	58,395	3,902	17,489	17,338	151	41,068	37,317	3,751	3,710	3,740
45 à 49 ans.....	52,152	49,419	2,733	13,269	13,124	145	36,190	33,692	2,588	2,693	2,693
50 à 54 ans.....	34,571	32,981	1,590	10,273	10,157	116	22,147	20,673	1,474	2,151	2,151
55 à 59 ans.....	18,080	17,500	580	7,080	7,000	80	9,500	9,000	500	1,500	1,500
60 à 64 ans.....	7,500	7,271	319	3,419	3,361	58	3,160	2,899	261	1,011	1,011
65 ans et plus.....	4,979	4,822	157	2,522	2,484	38	1,600	1,490	119	818	818
Dont : Français											
Moins de 60 ans.....	492,707	466,546	26,161	173,351	169,805	3,546	288,491	265,876	22,615	30,865	30,865
Plus de 60 ans.....	12,074	11,605	469	5,618	5,526	92	4,697	4,320	377	1,759	1,759
Etrangers											
Moins de 60 ans.....	1,991	1,889	102	1,692	1,593	99	126	123	3	173	173
De 60 ans à 20 à 59 ans.....	12,257	12,146	111	9,297	9,239	58	1,591	1,538	53	1,369	1,369
60 ans et plus.....	495	488	7	323	319	4	72	69	3	100	100
ENSEMBLE											
Moins de 60 ans.....	506,955	480,581	26,374	184,340	180,637	3,703	290,208	267,537	22,671	32,407	32,407
60 ans et plus.....	12,569	12,093	476	5,941	5,845	96	4,769	4,389	380	1,859	1,859
TOTAL.....	519,524	492,674	26,850	190,281	186,482	3,799	294,977	271,926	23,051	34,266	34,266

(1) Les personnes portées dans ce tableau sont toutes comprises dans le tableau 1, sous la rubrique : Industrie.

TION

ET SUIVANT L'ÂGE, D'APRÈS LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT DU 24 MARS 1901.

PAR GRANDES CATEGORIES PROFESSIONNELLES.

spécifiées d'une manière précise et celles dont l'âge n'a pas été déclaré. Indépendamment des employés et ouvriers réguliers aux employés et ouvriers. Ceux-là ont été répartis en deux groupes : travailleurs à emploi irrégulier, travailleurs chemins de fer de l'État) et le personnel des entreprises de navigation maritime présent sur le territoire français le jour personnel des chemins de fer et tramways).

DOMESTIQUES		ENSEMBLE (INDUSTRIE, commerce et professions libérales).		INDUSTRIE (TRANSPORTS COMPRIS).								COMMERCE ET PROFESSIONS LIBÉRALES.			
ATTACHÉS à la personne.				SALARIÉS À EMPLOI				Ouvriers à domicile.		Salariés à emploi					
				régulier.		irrégulier.				régulier.		irrégulier.			
Sexe		Sexe		Sexe		Sexe		Sexe		Sexe		Sexe			
mascu- lin.	fémi- nin.	mascu- lin.	fémi- nin.	mascu- lin.	fémi- nin.	mascu- lin.	fémi- nin.	mascu- lin.	fémi- nin.	mascu- lin.	fémi- nin.	mascu- lin.	fémi- nin.		
17,328	101,635	556,107	394,334	445,484	326,718	1,913	7,551	1,898	17,346	106,380	42,388	432	331		
11,242	102,823	407,527	245,211	311,982	113,258	6,022	19,925	4,980	40,249	83,453	40,460	1,090	1,319		
11,657	115,689	372,243	262,618	271,141	137,395	13,045	24,715	9,538	51,304	75,828	46,436	2,691	2,768		
25,779	97,560	648,383	249,079	466,758	122,796	36,663	25,860	21,185	54,916	116,646	41,757	6,831	3,720		
22,305	71,361	546,811	202,008	387,704	96,174	41,163	22,603	22,581	18,003	81,429	31,242	7,934	3,984		
19,629	61,288	491,166	178,574	343,732	85,157	47,083	21,256	23,822	44,017	67,901	24,714	8,608	3,430		
16,230	52,384	420,151	149,997	292,972	71,062	42,492	18,217	23,556	37,478	52,917	20,323	8,214	2,917		
13,196	45,288	343,557	122,324	237,294	56,267	37,752	16,018	21,911	31,341	39,354	16,285	7,246	2,413		
10,394	41,871	277,827	105,299	185,218	46,883	36,032	14,496	20,662	28,293	29,311	13,531	6,604	2,096		
8,500	35,000	212,500	85,000	135,000	38,000	32,000	12,000	19,000	23,500	21,000	10,500	5,500	1,600		
7,165	27,500	159,758	63,786	96,826	26,614	27,999	9,472	17,262	18,386	14,717	8,022	3,500	1,292		
8,956	31,415	166,296	79,681	86,786	24,673	35,700	11,480	26,649	24,131	12,976	8,382	4,185	1,415		
148,632	669,497	4,005,493	1,920,219	2,864,169	1,075,856	284,553	179,022	162,015	369,083	642,442	273,949	52,016	22,309		
15,528	56,968	309,596	140,238	171,647	59,937	61,825	20,686	42,806	41,981	25,981	15,941	7,337	2,593		
669	10,432	43,164	20,227	736,071	16,455	288	372	166	760	6,547	2,483	92	157		
6,959	44,970	227,613	54,598	176,765	31,399	12,324	3,249	7,252	6,634	28,230	11,204	3,042	2,112		
593	1,947	16,458	3,229	11,965	1,850	1,874	266	1,105	536	1,166	463	348	114		
156,260	724,899	4,276,272	1,995,044	3,077,305	1,123,710	297,165	182,643	169,433	376,477	677,219	287,636	55,150	24,578		
16,121	58,915	326,054	143,467	183,612	60,887	63,699	20,952	43,911	42,517	27,147	16,404	7,685	2,707		
172,381	783,814	4,602,326	2,138,511	3,260,917	1,184,597	360,864	203,595	213,344	418,994	704,366	304,040	62,835	27,285		

SALAIRES MOYENS, PAR DÉPARTEMENTS, DES OUVRIERS AGRICOLES À LA FIN DE 1904 ⁽¹⁾

Les salaires moyens d'ouvriers agricoles, qui figurent au tableau ci-dessous, ont été établis par les commissions instituées dans les circonstances suivantes en vue de fixer le salaire mensuel des cantonniers.

La commission spéciale instituée par les Ministres de l'Intérieur et des Travaux publics pour faire une enquête sur la situation des cantonniers des routes nationales avait été amenée à reconnaître, en ce qui concerne la fixation des salaires de ces ouvriers, l'impossibilité d'adopter des bases uniformes pour ces salaires, étant données les différences des conditions d'existence d'un département à l'autre et souvent d'une région à une autre dans un même département. La commission estima qu'il convenait de s'en tenir aux principes posés à cet égard dans la circulaire du 12 septembre 1899 qui a prescrit de porter le salaire des cantonniers au même chiffre que celui des ouvriers agricoles de la région. Au surplus, des incertitudes ayant existé dans l'esprit des représentants de l'Administration sur le taux véritable des salaires-types à appliquer aux cantonniers, le ministre des Travaux publics estima avec la commission interministérielle qu'il convenait que le taux de ces salaires fût constaté dans des conditions offrant plus de garanties d'exactitude.

Il était difficile d'appliquer exactement au cas particulier des cantonniers la procédure instituée par le décret du 10 août 1899, pour la fixation des salaires normaux des ouvriers employés pour l'exécution des marchés de travaux et de fournitures passés par l'Etat, les départements et les communes ⁽²⁾. Le ministre des Travaux publics estima toutefois qu'il y avait lieu de retenir, de la procédure du décret du 10 août 1899, le principe de l'intervention de commissions mixtes et décida qu'il convenait de le mettre en pratique en se conformant aux règles suivantes qui furent tracées dans la circulaire ministérielle adressée aux préfets, le 20 mai 1904.

Les commissions doivent, en général, être réunies au chef-lieu du département. Si le département se trouve, au point de vue du tarif des salaires, divisé en plusieurs régions et qu'il soit difficile à une commission unique d'apprécier les chiffres qui conviennent à ces diverses régions, une commission spéciale doit être constituée pour chacune d'elles, soit au chef-lieu d'arrondissement correspondant, soit dans tout autre centre convenablement choisi.

Pleine liberté est laissée aux préfets pour la formation de ces commissions; toutefois, comme il est désirable d'arriver à une certaine unité pour leur constitution sur les différents points du territoire, le ministre indique dans la circulaire précitée, à titre d'exemple, la composition suivante : deux membres des corps élus (conseiller général, conseiller d'arrondissement, maire, etc.), deux représentants de l'agriculture, deux fonctionnaires du Service des ponts et chaussées (un ingénieur et un conducteur) et deux cantonniers. La présidence de la commission est dévolue au préfet ou à son délégué qui peut être, soit un fonctionnaire de l'Administration, soit un membre des corps élus.

Ces commissions ont pour rôle d'indiquer les taux auxquels sont payées les journées des ouvriers agricoles occupés à des travaux semblables à ceux des cantonniers.

⁽¹⁾ D'après des renseignements communiqués par le Ministère des travaux publics.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, août 1899, p.

OUVRIERS AGRICOLES.

DÉPARTEMENTS.	SA- LAIRE MEN- SUEL.	OBSERVATIONS.	DÉPARTEMENTS.	SA- LAIRE MEN- SUEL.	OBSERVATIONS.	DÉPARTEMENTS.	SA- LAIRE MEN- SUEL.	OBSERVATIONS.
AN.	fr. c.		EURE-ET-LOIR.	69 00		NORD.	fr. c.	
AIN.	75 00		FINISTÈRE.	69 00		ORNE.	88 01	
AISSNE.	69 00		GARD.	55 00		ORSE.	72 00	
ALLIER.	69 00		GARONNE (HAUTE-).	69 00		PAS-DE-CALAIS.	75 00	
ALPES (BASSES-).	83 00		GENS.	56 00		PUY-DE-DÔME.	68 00	
ALPES (HAUTES-).	"	3 ^e par jour de travail (1).	GRONDE.	59 00		PYRÉNÉES (BASSES-).	70 00	
ALPES-MARITIMES.	"	Question non résolue.	HERAULT.	69 00		PYRÉNÉES (HAUTES-).	54 00	
ARDÈCHE.	62 50		ILLE-ET-VILAINE.	72 00		PYRÉNÉES-ORIENTALES.	59 00	
ARDENNES.	90 00		INDRE.	57 00		RUONE.	75 00	
ARIÈGE.	56 00		INDRE-ET-LOIRE.	69 00		SAGNE (HAUTE-).	88 00	
AUBE.	88 00		ISÈRE.	73 00		SAGNE (HAUTE-).	71 00	
AUDE.	67 00	Arrond ^{ts} de Narbonne.	JURA.	60 00		SARTHE.	67 00	
	60 00	Arrond ^{ts} de Carcassonne.	LANDES.	72 00		SAVOIE.	69 00	
	56 00	Arrond ^{ts} de Castelnaudary.	LOIRE-ET-CHER.	50 00		SAVOIE (HAUTE-).	72 00	
AVEYRON.	54 00		LOIRE.	75 00	St-Étienne et Rouanne. Montbrison.	SEINE.	"	
BELFORT (TERR. DE).	74 00		LOIRE (HAUTE-).	67 00		SEINE-INFÉRIEURE.	65 00	
BOUCHES-DU-RHÔNE.	80 00		LOIRE-INFÉRIEURE.	62 50		SEINE-ET-MARNE.	85 00	
CALVADOS.	69 00		LOIRET.	62 50		SEINE-ET-OISE.	97 00	
CANTAL.	60 00		LOT.	73 00		SÈVRES (DEUX-).	87 50	
CHARENTE.	56 00		LOT-ET-GARONNE.	62 50		SOMME.	70 00	
CHARENTE-INFÉRIEURE.	62 50		LOZÈRE.	65 00		TAIN.	62 50	
CHER.	68 00		MAINE-ET-LOIRE.	52 00		TARN-ET-GARONNE.	57 00	
CORRÈZE.	58 00		MANCHE.	62 50		VAR.	75 00	
CORSE.	60 00		MARNE.	57 00		VAGGLUS.	75 00	
CÔTE-D'OR.	72 00		MARNE (HAUTE-).	72 00		VENDEE.	75 00	
CÔTES-DU-NORD.	55 00		MAYENNE.	65 00		VIENNE.	60 00	
CREUSE.	62 50		MEURTHE-ET-MOSELLE.	66 00		VIENNE (HAUTE-).	69 00	
DORDOGNE.	53 00		MEUSE.	80 00		VOSGES.	60 75	
DOUBS.	62 50		MORRHAN.	70 00		YONNE.	73 00	
DRÔME.	62 50		NIEVRE.	56 00			75 00	
EURE.	75 00			70 00				

(1) Nombreux jours de chômage pendant l'automne et l'hiver à raison des conditions climatiques.

La circulaire du 20 mai 1904 prescrivait aux préfets de réunir les premières commissions dans un délai assez rapproché pour que les modifications de salaires éventuelles pussent être réalisées à partir du 1^{er} janvier 1905. Dans l'avenir, elles ne devront fonctionner qu'à des intervalles éloignés, lorsque la variation des salaires des ouvriers agricoles semblera nécessiter la revision de ceux des cantonniers. Le délai de 7 ans entre deux convocations a paru au ministre acceptable; il pourra naturellement être augmenté ou diminué si quelque motif l'exige.

Le tableau ci-dessus donne le résultat des travaux des premières commissions qui ont été réunies à la suite de la circulaire du 20 mai 1904. Les salaires mensuels ont été déterminés en multipliant le prix de chaque journée par 25, nombre moyen de jours ouvrables par mois.

JURISPRUDENCE.

**Convention syndicale; employeur non syndiqué; convention contraire;
absence de preuve; application de la convention syndicale ayant force d'usage.**

JUSTICE DE PAIX DE LA VILLE ET DU CANTON DE NARBONNE.

(Jugement du 11 novembre 1905.)

Attendu que pour les causes ramenées dans l'exploit introductif d'instance, en date du 27 septembre 1905, Burlail (Martin), Pour (Henri), Rozier (Anne), épouse Lanet, et autres, tous assistés de M^e Aldy, avocat, demandant paiement à Henry de Martin, pris en sa qualité d'administrateur du domaine du Grand-Condom, dépendant de la succession de Louis de Martin, qualité qui lui est reconnue par toutes parties : 1° de quatre journées et demie de vendanges, faites sur ledit domaine, à raison de 4 fr. 50 l'une, pour les hommes, et pour huit heures de travail et de 2 fr. 25, pour les coupeuses femmes ou enfants, pour les mêmes heures, et en plus, pour une heure supplémentaire faite tous les jours, 0 fr. 50 par jour, pour chaque homme, et 0 fr. 25, pour chaque coupeuse, et 1 fr. 50, pour chaque porteur ayant suivi tous les jours 8 femmes au lieu de 6, et 2° de la somme de 120 francs, pour chaque homme, et de celle de 60 francs, pour chaque coupeuse, à titre de dommages-intérêts, pour le préjudice à eux causé par la rupture du contrat de louage de services, intempestive et avant le terme, occasionnée par la faute de de Martin en refusant de leur payer le travail des vendanges au cours en usage, établi dans l'accord intervenu entre le syndicat des propriétaires et celui des ouvriers agricoles;

Attendu que Henry de Martin, par l'organe de M^e Amigues, avocat, tout en reconnaissant que les demandeurs ont réellement fait quatre journées et demie de travail sur ledit domaine, refuse, comme n'étant pas syndiqué, de les payer au prix demandé par les vendangeurs et offre de les payer tel qu'il a été convenu entre lui et ses ouvriers avant de commencer tout travail, savoir 4 francs l'une, pour les hommes, et 2 fr. 25, pour les coupeuses, la journée devant être de neuf heures et un couple de porteur pour servir 8 coupeuses; que, de plus, il demande reconventionnellement que tous ses vendangeurs, hommes, femmes ou enfants, soient condamnés, conjointement et solidairement entre eux, à lui payer une somme de 1,000 francs, à titre de dommages-intérêts, pour le préjudice qu'ils lui ont causé en cessant le travail;

Sur le premier chef de la demande :

Attendu que le travail des vendanges est un travail agricole spécial dont le mode, les heures et le prix de la journée ont été unifiés dans l'arrondissement de Narbonne par un ancien usage, de telle sorte que les propriétaires d'une même localité payent aux vendangeurs pour le même mode de travail le même salaire journalier; qu'à la suite de difficultés survenues entre ouvriers agricoles et propriétaires, des grèves ont éclaté dans presque toutes les communes de l'arrondissement qui se sont terminées par un accord signé par les membres du syndicat ouvrier et par ceux du syndicat des propriétaires, lequel accord règle dans chaque commune le mode, les heures et le salaire de la journée des vendanges; que, dans l'accord des syndicats de la ville de Narbonne, il est stipulé et accepté par toutes parties que la journée doit être de huit heures et payée à raison de 4 fr. 50 pour les hommes et 2 fr. 25 pour les coupeuses et pour les heures supplémentaires, 0 fr. 50 pour chaque heure et par homme et 0 fr. 25 pour chaque coupeuse, un couple de porteurs devra servir six coupeuses;

Attendu qu'aujourd'hui, cette convention acceptée par les syndicats de Narbonne, c'est-à-dire la presque totalité des propriétaires et des ouvriers agricoles de la ville, doit faire la loi commune des parties et cela en vertu de l'unification établie par l'usage, et même à l'égard des personnes non syndiquées, à moins de conventions contraires entre les propriétaires et les ouvriers;

Attendu que, pour faire échec à la demande de ses vendangeurs, de Martin soutient avoir contracté avec ses ouvriers, avant tout travail, des conditions contraires à leur prétention;

Attendu, en droit, que tout défendeur qui soutient une exception à l'appui de sa défense devient demandeur sur cette exception dont il lui incombe de rapporter la justification par les moyens que la loi met à sa disposition; que faute par lui de ce faire, il doit succomber dans ses prétentions;

Attendu qu'étant donné ces principes, c'est à de Martin à fournir la preuve de sa prétendue convention contraire aux usages de Narbonne;

Attendu que, ne pouvant donner cette preuve par témoins, il ne saurait la faire dériver, ni des conditions qu'il a faites avec ses vendangeurs étrangers, ni d'un prétendu placard contenant les conditions du travail qu'il aurait fait afficher dans un hangar où les vendangeuses prenaient leur repas, ni enfin du fait que les demandeurs avaient fait quatre journées et demie de travail dans des conditions contraires à leurs prétentions et cela sans réclamation aucune de leur part; qu'en effet la convention qu'il a faite avec ses ouvriers étrangers ne saurait démontrer qu'il a fait les mêmes conditions avec les demandeurs, alors surtout que généralement les étrangers sont embauchés, à cause de la nourriture et du logement qu'on leur donne, à des conditions différentes que celles faites aux ouvriers du pays; que le prétendu placard, s'il a été réellement affiché, ce que nient les vendangeurs, prouve surabondamment qu'il n'a pas été fait des conditions avec eux, dans le cas contraire, il eût été inutile de l'afficher; qu'enfin, avant l'accord signé par les syndicats, à la suite de la grève, il était d'usage que les ouvriers attirés chez un propriétaire, le travail des vendanges arrivé, continueraient comme d'ordinaire de travailler, sans se préoccuper des conditions et du salaire de la journée, comptant sur celles de l'année précédente et que les autres ouvriers du pays, loués spécialement pour le travail des vendanges, confiants dans ceux attirés, travaillaient sans avoir fait avant la moindre condition avec le propriétaire, sachant bien qu'ils seraient payés comme ces derniers; que, dans ces conditions, il peut très bien se faire que, suivant cet usage, les vendangeurs de de Martin, comptant sur le même mode de travail et le même salaire que l'année précédente, avaient fait quatre journées et demie de travail sans avoir fait de condition avec le propriétaire et que ce n'est qu'au moment où ils ont connu les prétentions de de Martin, qu'ils ont cessé le travail:

Attendu qu'en l'absence de preuve de toute convention, de Martin doit payer ses vendangeurs selon l'usage du pays et les conditions établies par le syndicat des propriétaires et celui des ouvriers;

Sur le second chef de la demande :

Attendu que, les vendangeurs bien que payés à la journée, sont loués pour un travail déterminé : la vendange; que le contrat de louage de services qui les lie à leur patron ne peut être rompu avant le terme, sans le consentement de toutes parties; que la rupture brusque et intempestive du contrat, avant le terme, entraîne des dommages-intérêts de la part de celui qui, par sa faute, l'a occasionnée, en faveur de la victime de la rupture;

Attendu qu'il y a lieu de rechercher celui qui, ou des demandeurs ou du défendeur, a occasionné la cessation brusque du travail;

Attendu qu'il y a un fait constant, c'est que les vendangeurs ont fait quatre journées et demie de travail sans protestation aucune de leur part; que ce n'est qu'au moment où de Martin a fait connaître ses prétentions de ne les vouloir payer qu'en dessous du cours des journées, tout en exigeant une heure supplémentaire par jour qu'ils ont cessé tout travail, qu'ils n'auraient certainement pas entrepris s'ils avaient connu avant ces conditions, leur étant facile de trouver du travail ailleurs aux conditions d'usage; que c'est donc, à n'en pas douter, de Martin qui, par son attitude, a occasionné la rupture du contrat de louage;

Attendu que, par ce fait, de Martin a occasionné un grand préjudice à ses vendangeurs, en les obligeant à chercher du travail à une époque où il était difficile d'en trouver, les propriétaires ayant tout leur personnel; qu'il y a donc lieu de leur accorder à titre de réparation, des dommages-intérêts, non ceux demandés qui sont exagérés et qu'il y a lieu de réduire à leur juste valeur, ce que les éléments de la cause nous permettent de faire en tenant compte de l'époque de la cessation du travail, le commencement des vendanges, qui a permis aux ouvriers de trouver d'autre travail, et en les fixant à trente-six francs pour chaque homme et à dix-huit francs pour chaque coupeuse;

Sur la demande reconventionnelle;

Attendu qu'il est établi que c'est par la faute de de Martin que le travail a cessé brusquement sur le domaine de Grand-Condom; que, si de ce fait, il a éprouvé un préjudice, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même; qu'au reste, il n'a formulé sa demande reconventionnelle que pour nous enlever notre compétence en dernier ressort; qu'il n'y a donc pas lieu d'y faire droit;

Attendu que, généralement, les vendangeurs disposent de l'argent gagné à cette époque pour payer leurs fournisseurs, boulangers, épiciers et entretenir ainsi leur crédit chez ces derniers, qu'il importe qu'ils soient payés sans retard;

Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe;

Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, condamnons le sieur Henry de Martin, ès-qualités, à payer à chacun des demandeurs, savoir : Burbail Martin, etc., 1° la somme de 22 francs pour quatre journées et demie de travail, à raison de 4 fr. 50 la journée de huit heures et de 0 fr. 50 l'heure supplémentaire; et 2° celle de 36 francs à titre de dommages-intérêts. — Pour Henri, etc., la somme de 29 fr. 25 pour quatre journées et demie de travail de huit heures, 0 fr. 50 pour l'heure supplémentaire et de 1 fr. 50 en plus comme porteurs ayant 8 coupeuses à suivre, et 2° celle de 36 francs à titre de dommages-intérêts, — à Canquil Léon, Anna Rogier, etc., : 1° la somme 11 fr. 25 pour quatre journées et demie de travail à raison de 2 fr. 25 la journée de huit heures et de 0 fr. 25 l'heure supplémentaire, et 2° celle de 18 francs à titre de dommages-intérêts, le tout avec intérêts du jour de la demande; rejetons la demande reconventionnelle de de Martin comme mal fondée, le condamnons en outre en tous les dépens, et,

vu l'urgence, ordonnons que le présent jugement sera exécutoire sur minute, notwithstanding appel et sans qu'il y ait lieu à fournir caution⁽¹⁾.

**Demande reconventionnelle fondée exclusivement sur la demande principale ;
définition.**

TRIBUNAL CIVIL DE NARBONNE.

(Jugement du 7 décembre 1905.)

Attendu que les intimés soutiennent que le jugement rendu le 11 novembre 1905 par M. le juge de paix de Narbonne⁽²⁾, dont est appel, a été mal à propos qualifié de jugement en premier ressort :

Attendu que la part afférente à chacun des demandeurs dans l'action par eux formée collectivement n'était pas supérieure à 300 francs ; que, par suite, la demande principale était de la compétence en dernier ressort de M. le Juge de paix ;

Attendu que de M. . . a, il est vrai, formé une demande reconventionnelle devant le premier juge ; que cette action avait pour but de faire condamner solidairement les demandeurs à lui payer une somme de 1,000 francs de dommages-intérêts ;

Attendu qu'elle était basée sur ce que les demandeurs avaient cessé brusquement la continuation des vendanges le lundi 11 septembre par un concert organisé entre eux ;

Attendu que la demande principale reposait également sur cette même cessation de travail ; que les parties en présence se sont attribué réciproquement la rupture du contrat de travail ; qu'il est dès lors certain que la demande reconventionnelle était exclusivement fondée sur la demande principale ; qu'il convient, par suite, d'appliquer à la cause les dispositions du paragraphe 8 de l'article 11 de la loi sur la compétence civile des juges de paix, ainsi conçu : « Néanmoins, il statuera en dernier ressort si seule, la demande reconventionnelle en dommages-intérêts, fondée exclusivement sur la demande principale, dépasse sa compétence en dernier ressort » ; qu'en effet, on reconnaît ce caractère à une demande reconventionnelle toutes les fois que l'admission de la demande principale entraîne nécessairement le rejet de la demande reconventionnelle ;

Attendu que, dans la cause, suivant que l'on admet que la cessation du travail est imputable au défendeur primitif ou aux demandeurs, la demande reconventionnelle se trouve nécessairement écartée ou accueillie, ce qui démontre bien qu'un lien étroit l'unit à la demande principale sur laquelle elle est exclusivement fondée ;

Attendu que la disposition précitée a été intercalée entre deux paragraphes visant les demandes reconventionnelles ordinaires, dans le but d'empêcher un abus qui s'était vu trop souvent, d'après M. le rapporteur de la loi, de telle sorte qu'aujourd'hui, la demande reconventionnelle est jugée en dernier ressort, quel que soit son taux, si la demande principale n'est pas susceptible d'appel ; que la loi a ainsi mis fin à une pratique qu'il suffit de signaler pour montrer ce qu'elle renferme d'abus ;

Attendu que les dépens suivent le sort du principal ;

Par ces motifs, le tribunal déclare que c'est à tort que M. le juge de paix a qua-

⁽¹⁾ L'appel formé contre ce jugement par M. de Martin a été rejeté par jugement du tribunal de 1^{re} instance de Narbonne du 7 décembre 1905, voir ci-dessous.

⁽²⁾ Voir ci-dessus.

lifié sa décision de jugement en premier ressort, dit qu'aux termes des articles 9 et 10 § 3 de la loi du 12 juillet 1905, le jugement attaqué a été rendu en dernier ressort; déclare, en conséquence, l'appel irrecevable, le rejette; prononce la confiscation de l'amende; condamne l'appelant aux dépens.

**Conseil de prud'hommes; jugement rendu par cinq membres;
Loi du 15 juillet 1905; nombre égal de prud'hommes et patrons; nullité.**

COUR DE CASSATION.

(Arrêt du 27 novembre 1905.)

La Cour,

Où M. le conseiller Ruben de Couder en son rapport et M. l'avocat général Méron en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Rossin frères, contre un jugement du conseil des prud'hommes de Dijon, en date du 9 septembre 1905, lequel a condamné les frères Rossin, solidairement entre eux, à payer aux sieurs André, Alexandre et Barrier (Alfred et Auguste), la somme de 172 fr. 53 qu'ils restent leur devoir sur prix de travail aux pièces et pour solde de tout compte entre eux, les a condamnés en outre aux intérêts de droit et en tous les dépens;

Vu les articles 1^{er} et 6 de la loi du 15 juillet 1905;

Attendu qu'en vertu de ces dispositions, les instances introduites postérieurement à la promulgation de ladite loi, c'est-à-dire au 16 juillet 1905, sont jugées par un nombre toujours égal de prud'hommes patrons et de prud'hommes ouvriers, y compris le président ou le vice-président, et que ce nombre est au moins de deux patrons et de deux ouvriers;

Attendu qu'il appert, tant des qualités du jugement attaqué que du jugement lui-même, que la demande des sieurs André et Barrier frères, a été introduite par citation de Ménétrier, huissier à Dijon, en date du 24 août 1905, postérieure par conséquent, à celle de la promulgation de la loi;

Que, néanmoins, le jugement attaqué a été rendu par cinq membres, à savoir : M. Grimaux, président; MM. Sirodet et Barthélemy, membres patrons; MM. Petit-Urbain et Grapin, membres ouvriers;

Qu'ainsi ce jugement est nul;

Par ces motifs, casse et annule le jugement rendu le 9 septembre 1905, par le Conseil des prud'hommes de Dijon, remet en conséquence la cause et les parties au même et semblable état où elles se trouvaient avant ledit jugement et pour être fait droit, les renvoie devant le Conseil des prud'hommes de Besançon, à ce désigné par délibération spéciale prise en la Chambre du Conseil.

Conseils de prud'hommes; compagnies de chemins de fer; décret d'institution du Conseil; entrepreneurs de transports, marchand-fabricant; incompétence.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE REMIREMONT.

(Jugement du 21 juillet 1905.)

En la forme :

Attendu que l'appel paraît régulier et que sa recevabilité n'est pas contestée;

Au fond :

Attendu qu'aux termes d'un premier jugement rendu le 14 mai 1905, le conseil des prud'hommes de Remiremont, statuant sur le déclinatoire de compétence proposé par la Compagnie appelante, s'est déclaré compétent pour connaître de la

demande intentée contre ladite Compagnie par le sieur Bonnet (Francis), se qualifiant de ci-devant employé à la Compagnie des Chemins de fer de l'Est et actuellement employé, demeurant à Remiremont, ladite demande tendant à l'allocation : 1° d'une somme de 21 francs pour salaires; 2° d'une somme de 150 francs pour congédiement intempestif;

Attendu que, par un second jugement rendu le 14 mai 1905, le conseil des prud'hommes de Remiremont, statuant sur le fond du litige, a fait droit à la demande dont il était saisi par le sieur Bonnet et a condamné par défaut la Compagnie appelante à lui payer le montant intégral de sa réclamation, ordonnant en outre l'exécution provisoire dudit jugement et sans caution;

Attendu que le premier jugement doit être réformé comme ayant été rendu par une juridiction incompétente pour connaître du litige;

Attendu que le second jugement statuant sur le fond doit forcément suivre le sort du premier;

Attendu, en effet, que la juridiction des Conseils de prud'hommes est une juridiction d'exception, dont la compétence et les attributions sont limitativement déterminées par les lois et ne sauraient être étendues à des cas autres que ceux strictement prévus.

Attendu que les lois organiques des prud'hommes n'ont été élaborées qu'en faveur des villes de *fabriques* et qu'il a toujours été admis que les industries qui ne sont pas des fabriques *proprement dites*, ne se trouvent point placées sous leur juridiction;

Attendu que la compétence de cette juridiction spéciale est déterminée tout à la fois par la profession des parties et par la nature de la contestation; que, d'une part, pour être justiciable des prud'hommes, il faut être *marchand-fabricant*, chef d'atelier, contremaitre, ouvrier, compagnon ou apprenti (Décret du 11 juin 1809, art. 10); que, d'autre part, la contestation doit être relative à la branche de l'industrie des plaideurs et aux conventions dont cette branche d'industrie a été, entre eux, l'objet; qu'ainsi, la juridiction prud'homale ne s'étend qu'aux fabriques et manufactures; que les négociants en gros ou en détail, à quelque commerce qu'ils appartiennent, ne sont pas justiciables des prud'hommes, *s'ils ne sont pas en même temps fabricants*; que cette interprétation a déjà été sanctionnée par la Cour de cassation dans un arrêt du 28 avril 1896 (D. P. 1,381) et qu'il est évident que si les mots marchand-fabricants sont, dans le texte, joints par un trait d'union, c'est parce que la qualité de commerçant et celle de fabricant doivent se trouver réunies d'après la volonté du législateur; qu'en d'autres termes, la compétence des conseils de prud'hommes est exclusivement applicable aux différends nés du travail industriel et encore à la condition que le chef d'industrie soit aussi commerçant;

Attendu, en outre, qu'il faut, pour qu'il y ait lieu à la compétence des conseils de prud'hommes, que l'industrie où est né le différend soit spécialement comprise dans le décret d'institution (décret du 11 juin 1809, art. 11);

Attendu que ces principes universellement reconnus mettent évidemment obstacle à ce que les Compagnies de chemins de fer qui ne sont à aucun titre *marchands-fabricants*, puissent être comprises parmi les justiciables des conseils de prud'hommes; que si les Compagnies de chemins de fer sont considérées comme des Sociétés commerciales, il est impossible de leur reconnaître le caractère de fabricants, alors même que pour les besoins de leur exploitation, elles transforment et façonnent des matières premières; qu'en effet, ces produits ne sont pas destinés à la vente et cette mise en œuvre n'est pas faite pour procurer à la Compagnie un bénéfice quelconque; que la Compagnie ne vendant aucun produit, c'est en vain que Bonnet soutient qu'en convertissant de la houille et de l'eau en vapeur procurant force et vitesse pour effectuer ses transports, elle transforme des matières

et en tire profit, tout comme un industriel quelconque ; qu'ainsi donc, les Compagnies de chemins de fer ne peuvent être assimilées à un industriel travaillant pour autrui et tirant profit de sa fabrication ; qu'elles agissent comme de simples particuliers faisant exécuter des travaux pour leur compte personnel ;

Attendu que le décret du 9 février 1902, instituant un conseil de prud'hommes pour le canton de Remiremont, mentionne à la deuxième catégorie, « les camionneurs, entrepreneurs de transports, loueurs de voitures, voituriers, vidangeurs, scieurs, etc. »

Attendu que, si le décret dont s'agit devait être interprété en ce sens que, d'une façon générale, tous les entrepreneurs de transport et notamment les Compagnies de chemins de fer fussent compris parmi les justiciables du conseil des prud'hommes ainsi institué, il s'ensuivrait que ce décret renfermerait un excès de pouvoir qui ne saurait lier les tribunaux ;

Attendu, en effet, qu'un décret ne vaut que pour l'exécution des lois ; que spécialement en matière de conseils de prud'hommes, si la loi du 1^{er} juin 1853 statue que ces sortes de conseils sont établis par décrets rendus en forme de règlements d'administration et si ces décrets déterminent les industries qui composent les conseils, ils ne peuvent cependant se mouvoir hors du cercle tracé par la loi et conférer à certaines professions un droit que la loi leur refuse (Trib. de Douai, 8 janvier 1869. Dalloz, supplément du Répertoire, au mot : *Prud'hommes*, sous le numéro 86) ;

Attendu que le décret prérappelé n'a donc pu viser que les *marchands-fabricants* comme le prescrivent la loi du 18 mars 1806 (art. 1^{er}), le décret du 11 juin 1809 (art. 10), le décret du 3 août 1810 (art. 134), et le décret du 6 juin 1848 (art. 2 et 4) et parmi les entrepreneurs de transports du canton de Remiremont, *ceux-là seuls qui sont en même temps qu'entrepreneurs de transport, marchands-fabricants ou négociants-fabricants* ;

Attendu que c'est sous cette réserve seule que le décret du 9 février 1902 peut recevoir son application intégrale ;

Attendu que la Compagnie des chemins de fer de l'Est s'en trouve donc exclue, puisque, si elle est entrepreneur de transports, elle n'est à aucun titre marchande-fabrique.

Attendu que cette interprétation n'a pas été modifiée par la loi du 1^{er} juin 1853 ; que si cette loi s'est servie seulement du mot *patron* sans y ajouter *fabricant*, elle n'a nullement entendu apporter des innovations ou dérogations aux lois précédentes sur ce point et permettre d'étendre la juridiction des prud'hommes à un patron quel qu'il soit ; qu'il résulte d'une circulaire du ministre du Commerce du 5 juillet 1853 (D. P. 53.4.74, note 1), que le patron est tout industriel qui convertit en produits des *matières à lui appartenant* ;

Attendu qu'en résumé, les textes organiques de la juridiction des prud'hommes, en vigueur actuellement, limitent la compétence de cette juridiction aux contestations entre les ouvriers d'une part et les marchands-fabricants d'autre part, ainsi que l'a décidé la Cour de cassation dans l'arrêt du 28 avril 1896 précité ;

Attendu, d'ailleurs, que cette exclusion n'est nulle part mise en doute, puisque, à Remiremont même, la Compagnie n'est admise ni à l'électorat, ni à l'éligibilité aux élections du conseil des prud'hommes, ce qui implique la reconnaissance formelle qu'elle n'est pas soumise à sa juridiction ;

Attendu au surplus qu'il suffit de se reporter aux divers projets de réforme dont les législateurs ont saisi sur ce point le Parlement depuis une vingtaine d'années pour reconnaître qu'on a toujours considéré, après comme avant la loi de 1853, que les Compagnies de chemins de fer ne pouvaient être soumises à la juridiction des prud'hommes ;

Par ces motifs;

En la forme:

Reçoit et joint l'appel des deux jugements rendus par le conseil de prud'hommes de Remiremont, le 14 mai 1905;

Au fond:

Sur le premier jugement ayant statué sur la compétence,

Dit qu'il a été mal jugé et bien appelé du jugement contradictoirement rendu entre les parties par le conseil de prud'hommes du canton de Remiremont à la date du 14 mai 1905; ce faisant, met ledit jugement à néant, et décharge la Compagnie appelante des condamnations prononcées contre elle;

Sur le deuxième jugement ayant statué sur le fond,

Dit que le conseil des prud'hommes de Remiremont ne pouvait statuer *ratione materiae* sur le litige dont il était saisi; met également ledit jugement à néant; décharge la Compagnie appelante des condamnations prononcées contre elle et des dispositions lui faisant grief; condamne Bonnet en tous les dépens, tant de première instance que d'appel, lesdits dépens liquidés, etc.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en novembre 1905⁽¹⁾. — L'ensemble du marché du travail est resté aussi favorable en novembre que le mois précédent; quelques industries même ont bénéficié d'une nouvelle animation par suite de la saison et de l'approche de Noël; d'autre part, la température clémente de novembre a permis de poursuivre sans interruption les travaux en plein air. L'activité par suite n'a décliné dans le bâtiment que parce que des constructions ont été achevées et que l'on n'en a pas entrepris de nouvelles. L'horticulture et la batellerie ont également profité de ces circonstances favorables. En définitive, la situation générale du marché en novembre, si on la compare avec celle du mois de novembre 1904, peut être considérée comme absolument satisfaisante.

Dans les mines la situation est très satisfaisante et la production n'est arrêtée que par le manque de wagons. Dans l'industrie des métaux et des machines, un léger fléchissement s'est produit comme d'habitude en novembre sans que la situation favorable de cette industrie en ait été sérieusement affectée. L'activité est également satisfaisante dans les industries textiles et électriques.

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt* de décembre 1905.

Placement en novembre 1905⁽¹⁾. — Sur 699 bureaux de placement avec lesquels l'office impérial de statistique est en rapports, 628 ont répondu en novembre. Voici le bilan de leurs opérations :

		DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
1905, ...	{ Nov. {pour 628 bureaux}.	188,000	149,000	115,000
	{ Oct. { — 625 — }.	199,000	144,000	131,000

Grèves en décembre 1905⁽²⁾. — 12 grèves ont commencé en décembre contre 23 en novembre, dont 1 dans les mines, 4 dans les fabriques de machines, 1 dans le travail du bois, 2 dans l'alimentation, 1 dans le bâtiment, 2 dans le commerce, 1 dans une autre industrie.

L'évacuation des buées dans les teintureries⁽³⁾. — Le propriétaire d'une teinturerie sise à Rheydt fut mis en demeure par l'autorité de police d'améliorer les conditions d'hygiène de son établissement, de faire disparaître les buées. Pendant la saison froide, ces buées étaient denses au point que les ouvriers ne pouvaient pas distinguer les organes des machines à un mètre de distance, ce qui n'était pas sans offrir des dangers. Le teinturier ne s'étant pas conformé à la mise en demeure, alléguant que les modifications nécessaires seraient très coûteuses et qu'en ce qui concernait l'insécurité, aucun accident ne s'était jamais produit, le tribunal des échevins l'a condamné à 5 marks d'amende pour contravention au Code industriel (*Gewerbeordnung*).

L'industriel fit appel de ce jugement, et la cause vint devant la Chambre des délits (*Strafhammer*) de Dusseldorf, jugeant en appel. Les inspecteurs du travail de Barmen et de Gladbach, appelés en témoignage, soutinrent que la disparition des buées était chose possible, qu'elle n'avait été menée encore à bien que dans un petit nombre d'usines à cause des dépenses que les travaux à faire occasionnaient et parce que la partie technique de la question n'était pas élucidée depuis longtemps.

Le reviseur de l'association générale de l'industrie textile vint affirmer qu'en ce qui le concernait, depuis quinze ans qu'il était en fonctions, il n'avait pas connaissance d'un seul accident dû à la présence des buées.

Le ministère public concéda que l'application des mesures prévues par les lois sur le travail est quelquefois onéreuse et qu'elle grevait parfois l'industrie de frais élevés; mais en l'affaire, on se trouvait en présence de deux circonstances qui devaient empêcher l'action publique de succomber, à savoir : d'une part, l'autorité compétente réclame à bon droit la disparition des buées; de l'autre, les gens experts affirment que cette disparition est chose faisable.

En conséquence, la Chambre des délits adopta l'interprétation du ministère public et confirma le premier jugement.

(1) D'après le *Reichsarbeitsblatt* de décembre 1905.

(2) D'après l'*Arbeitsmarkt* du 15 janvier 1905.

(3) D'après un article de la *Zeitschrift für Gewerbe-Hygiene*, 1905, page 145.

AUTRICHE.

Placement en octobre et novembre 1905⁽¹⁾. — Le tableau suivant donne le nombre d'offres et de demandes d'emploi ainsi que le nombre de placements effectués par 809 bureaux de placement en octobre et 799 bureaux en novembre :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DES DEMANDES par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Nov. 1905.	Oct. 1905.	Nov. 1904.	Nov. 1905.	Oct. 1905.	Nov. 1904.	Nov. 1905.	Oct. 1905.	Nov. 1904.	Nov. 1905.	Oct. 1905.	Nov. 1904.
Hommes	17,500	25,102	14,810	35,464	38,650	39,274	11,663	16,894	11,177	33	44	28
Femmes	15,949	24,802	13,195	24,153	30,778	22,146	10,858	16,548	9,299	45	54	42
Ensemble	33,449	49,904	28,005	59,617	69,428	61,420	22,521	33,442	20,476	38	48	33

Grèves en octobre 1905. — Ont été signalées en octobre, 34 nouvelles grèves. Le nombre des établissements intéressés, connu pour 32 d'entre elles, est de 48; le nombre des grévistes, connu pour 29 d'entre elles, est de 4,764. Elles se répartissent de la façon suivante entre les diverses industries : pierres et terres (5), métaux (1), machines (1), bois (4), textiles (4); vêtement (7), papier (4), bâtiment (8). Les grèves ont eu pour causes les salaires dans 17 cas, la durée du travail dans 1 cas, les salaires et la durée du travail dans 2 cas, d'autres causes dans 14 cas. Sur les 21 grèves dont on connaît le résultat, il y a eu 5 réussites complètes, 13 réussites partielles, 4 échecs.

L'inspection du travail en 1904⁽²⁾. — Conformément à une ordonnance ministérielle du 2 juillet 1904, la circonscription de Vienne a été partagée en 3 districts d'inspection; celle du Vorarlberg, rattachée jusqu'ici à celle d'Innsbruck, a été érigée en circonscription distincte avec son centre à Bregenz. De la sorte, l'Autriche se trouvait en 1904, divisée en 34 circonscriptions d'inspection, avec un personnel de 75 inspecteurs ainsi répartis : 1 inspecteur « central », 7 inspecteurs « supérieurs » (divisionnaires), 16 inspecteurs de 1^{re} classe, 20 de 2^e classe, 29 commissaires et 2 inspecteurs spéciaux (l'un pour la navigation intérieure, l'autre pour les transports en commun à Vienne).

22,655 (21,266)⁽³⁾ visites ont été effectuées, dont 198 (247) la nuit et 343 (443) le dimanche, dans 21,242 (19,906) établissements nettement industriels comptant un personnel total de 893,463 (789,883) ouvriers se décomposant comme suit : 593,316 ouvriers du sexe masculin, soit les 66.66 (70.36) p. 100, et 246,517 du sexe féminin, soit les 27.60 (29.64) p. 100. Les 94.2 (94.22) p. 100 étaient des adultes (personnes de plus de 16 ans), et les 5.8 (5.78) avaient moins de 16 ans. Cette dernière catégorie comprenait 388 garçons et 265 fillettes au-dessous de 14 ans, formant ensemble une proportion de 0.07 (0.08) p. 100.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, novembre et décembre 1905.

⁽²⁾ *Bericht der K. K. Gewerbe-Inspectoren über ihre Amtstätigkeit im Jahre 1904.*

⁽³⁾ Les nombres entre parenthèses sont les données correspondantes de 1903.

Indépendamment d'une correspondance assez active avec les autorités, les institutions d'ordre public, etc. — 12,275 (11,073) consultations, avis et rapports — l'inspection a été consultée dans 3,399 (3,464) circonstances délicates par les industriels ou leurs représentants. Les ouvriers, de leur côté, se sont adressés au Service dans 5,760 (5,667) cas pour se plaindre ou demander des renseignements. A signaler de plus l'intervention parfois heureuse des inspecteurs, dans 105 (104) grèves et 3 (6) lockouts à la requête des parties ou sur le désir des autorités publiques.

Dix procès-verbaux ont été dressés dans 955 (994) cas, contre 1,235 (1,023) patrons au sujet de 2,372 (2,028) contraventions. Ces procès-verbaux ont abouti dans 278 (279) cas à des mises en demeure; dans 44 (50) à des blâmes dont plusieurs avec menace de pénalités, dans 185 (241) à des amendes pour une somme globale de 7,955 (9,366) francs environ; dans 17 (10) cas à la fermeture de l'établissement; dans 51 (31) à l'exécution dûment contrôlée des mesures réclamées par l'inspection; dans 13 (15) cas à des non-lieu ou acquittements en faveur des chefs d'industrie.

La proportion des travailleurs illicitement occupés a légèrement baissé par rapport à l'année dernière : 0.15 en 1904 contre 0.16 p. 100 en 1903. Parmi eux les enfants de moins de 14 ans représentent presque les 43 (49) et ceux de moins de 12 ans, presque les 6.4 (10) p. 100. On a les a rencontrés surtout dans les briqueteries-tuileries, les petits établissements pour le travail du bois et dans les manufactures d'allumettes. L'emploi des adolescents a donné lieu à des infractions aussi nombreuses que l'an dernier et du même genre : travail de nuit ou bien travail d'un caractère non industriel imposés aux apprentis, besognes pénibles ou dangereuses assignées à des jeunes gens que leurs forces encore trop faibles y rendaient impropres, etc. Quant aux femmes, les illégalités sont provenues la plupart du travail de nuit dans les teintureries, blanchisseries, les tuileries, imprimeries et les fabriques de cellulose et de carton, le bâtiment, etc.

D'une façon générale, la durée du travail journalier dans les fabriques n'a pas été sensiblement modifiée. Dans quelques industries, par suite de la situation troublée du marché, on a fait accidentellement des journées de 11 heures bientôt suivies de journées réduites (ceci notamment dans la construction mécanique). L'agitation syndicale en faveur de la réduction de la journée a porté déjà quelques fruits : les serruriers et les menuisiers de Vienne ont obtenu la journée de 9 heures, soit par suite de grève, soit par une concession volontaire des patrons.

Dans plusieurs cas, les inspecteurs ont rencontré chez les ouvriers une vive résistance au sujet de l'alternance des équipes : le personnel s'obstinait à faire des équipes de 24 heures au lieu de 18 que prescrit la loi. Les 80 ouvriers d'une fabrique de produits chimiques de la Basse Autriche ont même demandé, par pétition, le retour à l'équipe de 24 heures supprimée depuis plusieurs années.

Comme l'an dernier, c'est surtout dans le bâtiment que l'on a dépassé la journée légale, et notamment pour les échafaudeurs et les gâcheurs de mortier; la proposition faite par le service de faire commencer et finir la journée de ces ouvriers 2 heures après les autres, avec inscription au règlement de travail, n'a été acceptée nulle part. A Vienne, on a constaté des journées de 15 heures chez les monteurs d'échafaudage et les ouvrières chargées d'éteindre la chaux qui ne veulent, à aucun prix, renoncer à faire des heures supplémentaires. Les monteurs recherchent les chantiers où l'on a l'habitude de les laisser travailler après l'heure de fermeture, si bien que les entrepreneurs qui veulent observer la journée de 11 heures trouvent difficilement de bons monteurs. Pendant toute l'année, dans le 2^e district de Vienne, le service n'a reçu, à ce sujet et pour cette catégorie d'ouvriers, qu'une seule

demande de prolongation de la journée, de la part d'un entrepreneur du bâtiment : ceci laisse supposer que la grande majorité des patrons préfèrent se passer d'autorisation. Dans les autres industries les infractions à la journée légale n'ont été qu'exceptionnelles.

Malgré le calme du marché, le nombre des demandes d'heures supplémentaires a été plus élevé que l'an dernier. Les patrons semblent d'ailleurs considérer de plus en plus que la demande n'est qu'une pure formalité et qu'elle doit forcément être accordée; c'est ainsi que l'un d'eux sollicitait des heures « en prévision et par précaution pour l'avenir »; un autre parce qu'il lui manquait une machine. Un industriel de Moravie qui avait obtenu des heures à titre temporaire prétendait faire faire régulièrement 2 heures de plus un certain jour de la semaine; un autre, autorisé pour un mois, afficha à l'atelier qu'on ferait des heures pendant trois mois.

Les *pauses* sont en général bien observées, excepté — très fréquemment d'ailleurs — chez les petits serruriers, menuisiers, tailleurs et cordonniers où le travail n'est interrompu que quelques instants pour le repos du midi. A Vienne, le nombre des maisons qui accordent 1 h. 1/2 à midi tend à augmenter; toutefois, dans l'ébénisterie, les ouvriers désirent ne prendre à ce moment qu'une heure de repos afin de quitter l'atelier une demi-heure plus tôt le soir.

Dans la minoterie, la boulangerie, les hôtels et débits, on a dressé de nombreuses contraventions pour infraction au repos du dimanche, ou tout au moins pour refus d'octroyer un jour de repos compensatoire. Dans les autres industries les infractions sont rares; on cite un fabricant de ciment qui força son personnel à travailler plusieurs fois les dimanches, sous peine de renvoi et cela sans vouloir accorder un jour de repos en échange.

La facilité avec laquelle les ouvriers peuvent se procurer plusieurs livrets de travail rend difficile l'application des règlements relatifs à cette question. L'ouvrier, en abandonnant son livret, peut quitter son patron avant la fin de son contrat et s'embaucher ailleurs en présentant un second livret. Pour rendre ces pratiques impossibles, l'arrêté du 11 septembre 1904 pour la Bohême, prescrit que les livrets délivrés en double devront désormais porter la mention « duplicata ».

Les *listes d'ouvriers* restent presque partout incomplètes et ne contiennent souvent qu'une partie des indications exigées; en outre, dans certains districts, la petite industrie continue à les ignorer totalement.

A propos des *règlements de travail*, les inspecteurs ont relevé d'assez nombreuses irrégularités. Beaucoup de règlements affichés étaient depuis longtemps caducs et remontaient à une époque antérieure à la promulgation des lois sur l'assurance ou le repos du dimanche. A Vienne, un atelier fonctionnait encore d'après un règlement datant de 1871.

Les prescriptions relatives au *délai-congé* restent peu observées; les tribunaux industriels ont eu à se prononcer maintes fois à cet égard et il est à espérer que les pénalités prononcées amèneront patrons et ouvriers à spécifier plus clairement leurs obligations réciproques. Dans la métallurgie, la fabrication des machines, le bois et le bâtiment, par suite des fluctuations du marché, on se contente souvent, malgré les contrats existants, de débaucher du jour au lendemain, sans avis préalable.

Le *payement des salaires* enfin a donné lieu à quelques abus, moins nombreux toutefois que l'an dernier : payement quotidien à l'aide de jetons convertis en argent à la fin du mois, mais perdant toute leur valeur si l'ouvrier se présente après le jour fixé; — payements retardés parfois pendant 2 mois; — payement par mandats sur des maisons de commerce qui retiennent une commission en versant la

la somme : — retenue sur les salaires de certaines catégories d'ouvriers quittant le chantier avant la fin de la campagne; — retenues pour frais d'éclairage des ateliers ou pour fourniture de boissons fermentées, etc.

Nature et installation des ateliers. — Plusieurs patrons, après avoir soumis au service les plans d'établissements neufs qu'ils désiraient construire, ont, au cours des travaux, et sans autorisation, modifié complètement les dispositions acceptées : ils ont dû, à grands frais refaire les parties que l'inspection ne pouvait accepter. Dans beaucoup d'ateliers, on constate toujours la même absence de précautions et des installations absolument défectueuses; un industriel loue souvent un local où s'exerçait une industrie absolument différente de la sienne et s'y installe sans se soucier de l'adapter aux travaux qu'il entreprend. Dans les carrières notamment, les voies d'accès restent insuffisantes; les chambres à explosifs sont disposées contrairement aux règlements, encombrées d'objets de toutes sortes et sises trop près des chantiers. Les portes de sortie en cas de danger sont en nombre insuffisant dans les ateliers et souvent si mal disposées qu'elles deviennent inutilisables : dans un magasin occupant 80 employés, les portes de fer étaient fermées avec 4 serrures dont une s'ouvrant du dehors; dans un moulin à 4 étages la clef ouvrant la pièce où donnait l'échelle de sauvetage était enfermée dans un bureau au rez-de-chaussée. En beaucoup de cas, aucune précaution n'a été prise contre l'incendie, — et ce, notamment, dans les établissements employant des moteurs à benzine.

Beaucoup d'ateliers sont encombrés ou trop petits pour le personnel et les machines qu'on y entasse, notamment dans la couture, le polissage du verre, la serrurerie. A Vienne une couturière faisait travailler 21 ouvrières dans une pièce ne cubant pas 60 mètres. Chez un serrurier, le tour était placé derrière la porte d'entrée et les ouvriers, pour gagner leur place devaient se faufiler entre le mur et les courroies de transmission; chez un menuisier la provision de bois encombrait la cour et les pièces avoisinant l'atelier.

Les appareils de ventilation sont souvent mal installés ou mal compris et beaucoup de patrons ne veulent pas admettre qu'ils doivent être adaptés à leur industrie. Dans plusieurs cas, l'inspection a constaté que les dispositions prises allaient juste à l'encontre du résultat cherché (appareils montés à l'envers, fermeture hermétique de l'échappement d'air dans la vitrine d'un moteur à gaz, afin que le moteur pût « chauffer » l'atelier, etc.). Les gaz pernicieux et les poussières sont souvent imparfaitement expulsés : on a relevé divers cas de commencement d'empoisonnement par les vapeurs de benzine dans les ateliers où les ventilateurs sont installés près du plafond : les vapeurs lourdes restant près du sol ne peuvent être entraînées. Les alcools dénaturés à base de pyridine que l'on emploie dans le polissage des meubles, dégagent, quand on les chauffe, des vapeurs dangereuses et donnent aux ouvriers de violents maux de tête et des courbatures; un inspecteur recommande à ce sujet de dénaturer l'alcool avec $1/2$ p. 100 d'essence de térébenthine.

Le service a reçu peu de plaintes au sujet du *chauffage des ateliers*. Il constate que beaucoup de petits ateliers sont mal éclairés le jour; il note avec satisfaction que l'éclairage à l'acétylène et à l'électricité se répand de plus en plus à la campagne.

Les cabinets d'aisance manquent encore ou sont en nombre insuffisant dans les tuileries, le bâtiment, les carrières ou autres chantiers en plein air. Dans plusieurs sucreries ils sont loin des salles de travail, si bien que les ouvriers sortant d'ateliers surchauffés pour aller au grand air sont exposés à gagner du mal. Ailleurs ils sont communs aux ouvriers des deux sexes.

Comme l'an dernier, l'inspection s'est élevée contre la mauvaise installation des *machines à vapeur*, logées parfois aux étages supérieurs dans des locaux mal éclairés, encombrés, dont les parois sont trop minces ou le plafond trop épais, et dont l'accès

est difficile; contre l'aménagement, au-dessus des chaudières, de salles remplies de matières très combustibles, ou servant de séchoirs et de logements; contre l'installation, dans la chambre des machines, de bureaux ou d'ateliers de travail (forges, réparations, séchoirs), etc.; contre l'emploi de surveillants imprudents ou peu qualifiés, etc. Par contre, elle a constaté certaines améliorations : les manomètres manquent moins souvent ou fonctionnent mieux, les soupapes de sûreté sont en meilleur état, les chaudières sont mieux essayées avant leur mise en train et visitées plus souvent.

Les *appareils à vapeur*, faute de prescriptions légales précises, continuent à être installés sans méthode; seuls, quelques grands établissements prennent à cet égard toutes les précautions nécessaires. Dans plusieurs cas les appareils n'avaient pas été essayés ou n'avaient pas de soupapes de sûreté.

Dans les petits établissements — et à titre accessoire dans les moulins — on adopte de plus en plus les moteurs à pétrole, à benzine, à gaz ou à électricité. Le service se félicite de voir se généraliser l'usage des moteurs à gaz parce que les maisons qui les fournissent installent les générateurs et leurs accessoires dans des locaux complètement séparés et prennent toutes les précautions désirables. Les moteurs électriques se multiplient chez les serruriers, menuisiers, tourneurs, imprimeurs, marchands de café en grains; dans certains ateliers ils fonctionnent concurremment avec des machines à vapeur.

Maladies professionnelles. — On ne saurait considérer comme complet le nombre des cas de maladies professionnelles indiqué par les rapports des inspecteurs. Ces derniers en effet n'enregistrent que les cas qu'ils ont pu constater au cours de leurs visites ou que leur ont signalés les autorités industrielles; le fait est vrai même pour la nécrose phosphorique, la seule maladie qui doive obligatoirement être signalée par les chefs d'entreprise (ordonnance du 17 janvier 1885).

L'inspection a relevé 8 cas de *nécrose* (dont un suivi de mort) dans des fabriques d'allumettes. Une fabrique d'allumettes de Silésie a abandonné complètement l'emploi de phosphore blanc pour ne plus fabriquer que des allumettes suédoises.

Le *saturnisme* a fait cette année plus de victimes que l'année précédente, notamment dans la fabrication des peignes à tisser et des matières colorantes. Pourtant, les observations présentées par le service portent leurs fruits et l'on prend des précautions chaque jour plus sérieuses. Une fabrique de câbles et de tuyaux de plomb qui manipule annuellement 1,500 tonnes de plomb n'a signalé aucun cas de saturnisme; une fabrique de limes, invitée par l'autorité à fournir à ses ouvriers du savon et des brosses à ongles, déclara qu'elle préférerait abandonner complètement l'usage du plomb; une autre a promis de remplacer, dans les enduits qu'elle emploie contre la rouille, le minium par des matières non toxiques.

Enfin, dans la circonscription de Prague, on emploie avec succès une nouvelle qualité de savon à base hydrosulfurique dit *akremine*. On applique ainsi pratiquement les conseils de l'inspecteur du district qui recommandait aux ouvriers de se laver les mains avec une faible solution de foie de soufre qui transforme les composés du plomb adhérents à la peau en sulfures de plomb insolubles et par conséquent non dangereux.

On n'a enregistré en 1904 que 5 cas de *septicémie charbonneuse*. Un ouvrier brossier fut contaminé en manipulant des poils insuffisamment désinfectés parce qu'ils avaient été placés en paquets trop gros et trop nombreux dans la chaudière; un ouvrier tanneur atteint de septicémie est mort brusquement dans un atelier tenu si salement qu'on dût en ordonner la fermeture immédiate.

Des cas de *coliques de la paraffine* ont été signalés chez des raffineurs de pétrole ou autres huiles minérales. On les combat par des bains chauds et par une extrême

propreté; d'ailleurs, avec les machines actuelles les ouvriers n'ont presque plus à manipuler la paraffine et cette affection tend à disparaître.

L'inspection a relevé 5 cas de *coliques du sucre* dans des raffineries de sucre et des sucreries.

L'emploi de solutions au bichromate de potasse a occasionné des cas d'*eczéma* chez les polisseuses et laqueuses d'une fabrique de meubles et d'une fabrique de cannes, ainsi que chez des tanneurs travaillant le cuir au chrome. On prévient ce mal avec succès en munissant les ouvriers de gants en caoutchouc.

La même précaution pourrait être prise d'ailleurs pour les ouvriers décapeurs qui contractent à la longue des maladies de peau en retirant les pièces de métal des cuves à morsure. Mais comme ces ouvriers refusent de se servir de gants ou de pinces, on supprime toute immersion de la main dans les cuves en plaçant les pièces métalliques dans une sorte de cage en bois que l'on plonge dans le bain et que l'on en retire désormais sans danger. En outre, on a constaté que les vapeurs s'échappant des cuves attaquaient les dents et qu'en peu d'années certains décapeurs perdaient toute leur dentition; chez d'autres la peau devenait toute jaune; chez d'autres enfin la vue s'affaiblissait et la voix s'entre coupait de violentes quintes de toux.

Chez deux ouvriers occupés à pulvériser de l'*antimoine* (bien que le travail se fit dans des appareils fermés et que les ouvriers fussent munis de masques respiratoires), on a constaté une intoxication aiguë. Le service estime qu'il convient, à ce sujet, d'édicter de nouvelles mesures de précaution et d'insister notamment sur une propreté rigoureuse.

Un inspecteur a constaté d'une façon certaine que la *fièvre des fondeurs* éclatait presque toujours le lundi; on pourrait en conclure que, comme pour l'arsenic, l'immunité est assurée tant que l'on n'interrompt pas le travail — et par suite l'intoxication — pendant un certain temps.

Des cas de *malaria* se sont produits dans des tuileries de Dalmatie; dans un chantier 50 p. 100 du personnel en fut très gravement atteint.

Pour combattre la *tuberculose*, divers patrons (notamment dans les textiles) ont fait afficher dans les ateliers des avis rappelant brièvement les précautions à prendre (*usage et nettoyage hebdomadaire des crachoirs. aérage quotidien des ateliers, nettoyage des planchers à l'humide, etc.*). A Vienne une maison assure par voie d'abonnement la location, le nettoyage et la stérilisation des crachoirs dans les fabriques et lieux publics; beaucoup de patrons dont le personnel se prête mal ou se refuse à ce travail ont accepté avec empressement les offres de ladite maison.

Accidents du travail. — Les accidents professionnels se sont élevés d'après les informations du service à 69,088 (61,244) dont 544 (490) soit les 0.8 p. 100 (0.8 p. 100) ayant eu une issue fatale. A ce propos, l'inspecteur central, dans son rapport, met en garde contre les conclusions que l'on serait tenté de tirer de l'augmentation annuelle du nombre des accidents. On ne doit pas oublier que, pour sauvegarder leur responsabilité, les patrons déclarent comme accidents les moindres blessures n'entraînant pas même une incapacité de travail de quelques heures; que, d'autre part, le nombre des établissements et des ouvriers soumis à l'inspection augmentant chaque année, le total des accidents doit forcément grandir en proportion!

Les accidents les plus nombreux ont été signalés dans le bâtiment (17,017 soit 24.6 p. 100) la métallurgie (12,990 soit 18.8 p. 100) la construction mécanique (10,111 soit 14.6 p. 100) l'alimentation (5,630 soit 8,2 p. 100) le travail des pierres et des terres (5,516 soit 8.0 p. 100). Par contre on en a compté 12 seulement dans les hôtelleries et auberges, 8 chez les tapissiers, etc. Il y a eu 104 accidents mortels dans le travail des pierres et terres, 216 dans le bâtiment, 56 dans l'alimentation et 40 dans le bois.

On a compté 30 accidents collectifs atteignant 115 ouvriers, dont un tiers mortellement.

L'évacuation des buées. — La question de la disparition des buées a fait l'objet de l'article 22 de l'ordonnance récente du 23 novembre 1905, dont voici le texte :

Dans les ateliers où les nécessités de l'industrie entraînent la formation d'une grande quantité de vapeur d'eau, il est prescrit d'éviter autant que possible la formation des buées, afin d'assurer la sécurité du travail. Ce résultat sera atteint par des dispositifs appropriés : installation d'appareils de chauffage, ventilation active et puissante, injection d'air chauffé, fermeture de toutes les issues par lesquelles pourrait s'introduire l'air extérieur, installation de doubles fenêtres et de doubles toitures, etc.

Cette prescription s'adresse surtout aux ateliers où fonctionnent des machines.

BELGIQUE.

Marche du travail en novembre 1905.⁽¹⁾ — 13 offices de placement gratuit — dont 5 organisés par des communes et 4 subsidiés par elles — ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de novembre 1905. Pour 1.035 offres de patrons, il y a eu 1,300 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 125 demandes pour 100 offres. Dans les mêmes établissements, le mois précédent, la moyenne était de 120 demandes pour 100 offres, et l'an passé, à même époque, la moyenne était de 175 demandes pour 100 offres. De ce point de vue, la situation du marché du travail en novembre apparaît donc à peu près égale à celle du mois précédent et sensiblement meilleure qu'en novembre 1904.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 136 unions professionnelles ouvrières groupant 34,264 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de novembre 1905, 651 chômeurs, soit une proportion de 1.9 p. 100 (contre 1.8 p. 100 le mois précédent et 2.3 p. 100 en novembre 1904). La même conclusion se dégage donc de ces données que de celles fournies par les offices de placement.

Grèves en novembre 1905⁽¹⁾. — 23 grèves nouvelles intéressant environ 2,500 grévistes et 1,750 chômeurs forcés ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de novembre

10 ont affecté les industries textiles, 5, l'industrie charbonnière, 2, les carrières, 2, les industries du bois, 2, celles des cuirs et peaux, 1, l'industrie du livre, une, le bâtiment.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, décembre 1905.

13 grèves ont été motivées par des demandes d'augmentation de salaire, 2 par des diminutions de salaire, 4 visaient à la réintégration d'ouvriers congédiés, 1 à la révocation d'un contre-maitre, 3 conflits ont eu pour cause respective un des griefs suivants : demande de réduction des heures de travail, demande d'abolition du travail aux pièces, refus de payer les frais d'entretien des outils.

Des 19 grèves dont l'issue a été signalée pendant la même période, 8, avec 1,271 grévistes, se sont terminées par une réussite complète, 8, avec 234 grévistes, par une réussite partielle et 9, avec 878 grévistes, par un échec.

Au point de vue territorial, les conflits de novembre se répartissent comme suit : Flandre orientale, 8; province de Liège, 8; Hainaut, 5; Brabant, 1; province d'Anvers, 1.

ESPAGNE.

Avis aux ouvriers verriers français engagés pour l'Espagne. — Dans un rapport du 20 décembre 1905 le consul de France à Séville a appelé l'attention de M. le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, sur le danger auquel s'exposent de nombreux ouvriers français en acceptant de venir travailler en Espagne et notamment à la verrerie « La Constancia », à Jerez de la Frontera, sans avoir la précaution d'exiger un contrat préalable en règle et stipulant en leur faveur le droit à une indemnité et au rapatriement, en cas de cessation du travail avant la fin de la campagne.

Voici deux années de suite que des ouvriers venus de France, la plupart avec leur famille, à l'instigation de la fabrique précitée, ont été jetés à l'improviste sur le pavé de Jerez par l'interruption de la marche de l'usine, après quelques semaines de travail, d'ailleurs irrégulier par suite de mauvais conditionnement des fours et de la mauvaise qualité des matériaux employés. Leurs lettres d'engagement étant muettes sur la question de rapatriement, la Direction de la verrerie refusait de se préoccuper de leur sort et il a fallu toute l'influence de notre dévoué agent consulaire, M. Salvador Diez, pour l'amener, après de longs pourparlers, à une plus humaine compréhension de son devoir. Elle n'y a, du reste, consenti, pour la plupart des cas, qu'en prétendant agir à titre gracieux.

A la fin de 1904, 26 ouvriers, accompagnés de 40 personnes de leurs familles, sont arrivés à la verrerie, et, ces jours derniers, onze se sont trouvés dans cette situation et n'ont dû qu'à l'énergique intervention et aussi à la générosité de M. Diez de ne pas attendre plus longtemps, dans la misère et la faim, leur retour en France.

En 1904, 7 ouvriers, avec 14 femmes et enfants, sont demeurés en définitive à la charge du Trésor et ont été rapatriés, d'office, par les soins du consulat. Il en a été de même dans le courant de cette année pour un autre verrier (avec femme et deux enfants) tombé malade de la poitrine.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽¹⁾. — D'après les renseignements fournis par 957 unions affiliées à la Fédération américaine du travail et groupant 92,396 membres, qui ont envoyé des rapports sur le marché du travail, la moyenne des chômeurs était de 1.2 p. 100 en novembre 1905. Cette moyenne était de 0.9 p. 100 en octobre, pour 1,855 unions et 154,118 membres, et de 3.9 p. 100 en novembre 1904, pour 1,237 unions et 84,663 membres.

Au 1^{er} décembre 1905, la Fédération américaine comprenait 113 unions internationales, auxquelles étaient rattachés environ 27,000 syndicats locaux, 36 fédérations d'État, 608 unions de syndicats d'une ville, 1,045 unions et fédérations locales.

La durée du travail en 1904. — Comme on l'a vu dans un précédent numéro du *Bulletin* ⁽²⁾, le Département du travail américain a continué, pour 1904 ⁽³⁾, l'enquête qu'il avait entreprise sur les salaires, la durée du travail et le coût de la vie de 1890 à 1903 ⁽⁴⁾.

L'enquête relative à 1904 n'a porté que sur les 42 industries dans lesquelles le total des salaires payés annuellement dépasse 50 millions; elle s'est étendue à 350 professions, à 3732 établissements répartis dans 42 États et à plus de 235,000 ouvriers. — Bien que, pour être concluante, une enquête de ce genre dût s'étendre à tous les ouvriers du pays, on peut du moins déduire des résultats publiés par le Département du travail américain des indications précieuses sur la moyenne des salaires généralement pratiqués et sur la durée moyenne du travail.

L'enquête a réparti les établissements d'une même industrie, d'après leur situation territoriale, en cinq groupes : États du nord de l'Atlantique aux États du sud de l'Atlantique; États du Nord, du Centre-Nord aux États du Sud, du Centre, États de l'Ouest. Elle a donné des totaux et moyennes par groupe et aussi pour l'Union tout entière, pour chacune des professions de l'industrie étudiée.

En ce qui concerne la durée du travail, elle a totalisé pour chaque groupe d'établissements le nombre des heures faites par semaine par les ouvriers d'une même profession et a divisé ce total par le nombre des ouvriers; elle a établi ainsi la durée moyenne hebdomadaire du travail dans une profession, par groupe d'État et pour l'Union entière.

Si, empruntant les moyennes ainsi obtenues, on totalise par *industrie* les ouvriers travaillant un nombre d'heures égal, on peut se rendre assez exactement compte de la durée moyenne de la semaine — et partant, de la journée de travail — dans les principales industries américaines en 1904. Le tableau suivant indique, pour chaque industrie, le total des ouvriers considérés, le nombre des professions enquêtées et le nombre des ouvriers faisant une moyenne de 40 à 47 heures, 48 heures, 48 à 50, 50 à 55, etc. etc.

⁽¹⁾ D'après l'*American Federationist*, janvier 1906.

⁽²⁾ *Bulletin*, décembre 1905, p. 1097.

⁽³⁾ *Bulletin du Département du travail américain*, juillet 1905.

⁽⁴⁾ 19^e rapport annuel : Salaires et durée du travail; 18^e rapport annuel : Coût de la vie.

INDUSTRIES.	TOTAL des OU- VRIERS soumis à l'en- quête.	NOM- BRE de PROFES- SIONS étu- diées.	NOMBRE DES OUVRIERS TRAVAILLANT,								
			PAR SEMAINE :								
			de 40 à 47 heures.	48 heures.	de 48 à 50 heures.	de 50 à 55 heures.	de 55 à 60 heures.	de 60 à 65 heures.	de 65 à 70 heures.	de 70 à 75 heures.	de 75 à 85 heures.
Machines agricoles.	3,809	8	"	8	"	42	3,632	127	"	"	"
Boulangerie.	1,785	4	"	"	"	"	744	778	263	"	"
Forges, maréchale- rie.	675	5	"	"	"	204	467	4	"	"	"
Chaussure.	3,750	10	"	"	"	"	3,750	"	"	"	"
Briqueterie.	1,964	6	64	"	"	422	1,019	255	"	"	204
Bâtiment.	37,111	19	18,824	683	6,221	8,051	3,332	"	"	"	"
Fabrication du su- cre candi.	1,445	2	"	"	"	"	1,445	"	"	"	"
Tapis.	2,225	8	"	"	"	"	2,225	"	"	"	"
Voitures et cha- riots.	3,130	8	"	"	"	27	3,080	23	"	"	"
Wagons.	26,979	16	"	"	"	6,416	17,960	2,603	"	"	"
Vêtement : confec- tion.	4,408	7	"	8	"	2,218	2,153	29	"	"	"
Vêtement : tail- leurs.	833	4	"	"	"	108	678	14	"	24	9
Cotonnades.	8,300	6	"	"	"	"	6,240	226	1,834	"	"
Teinture et im- pression.	1,095	6	"	"	"	"	1,095	"	"	"	"
Appareils électri- ques.	1,531	5	"	"	"	1,072	459	"	"	"	"
Minoterie.	2,221	5	"	"	"	3	921	1,050	206	41	"
Fonderie, construc- tion mécanique.	23,631	10	"	"	"	2,484	21,147	"	"	"	"
Ameublement.	3,697	9	"	71	23	353	3,069	181	"	"	"
Gaz.	3,685	3	"	"	"	539	2,227	272	"	"	647
Verrerie.	2,086	14	108	"	272	1,163	397	76	"	"	70
Harnachement.	1,298	6	"	"	"	31	1,267	"	"	"	"
Chapellerie, four- rures.	1,650	14	"	"	"	1,644	6	"	"	"	"
Bonneterie.	1,444	7	"	"	"	"	1,379	65	"	"	"
Fer et acier : fer et acier forgé.	723	6	"	"	"	"	"	473	198	52	"
Fer et acier.	205	6	"	30	"	61	26	13	52	23	"
Fer et acier : hauts- fourneaux.	880	5	"	"	"	"	"	"	"	85	795
Cuir.	3,423	10	"	"	"	39	3,002	382	"	"	"
Malterie.	6,669	8	"	232	1,535	2,608	2,027	267	"	"	"
Bois de charpente.	5,974	12	"	"	"	"	218	5,753	3	"	"
Travail des pierres.	4,177	12	1,774	637	301	712	750	3	"	"	"
Papier et pâte de bois.	2,641	16	"	54	158	331	385	1,199	378	136	"
Idem.	5,577	9	"	"	"	671	4,439	466	"	"	"
Poterie.	223	8	11	"	41	143	28	"	"	"	"
Impri- (livres.	4,545	10	20	"	90	4,435	"	"	"	"	"
merie. } journaux.	4,823	4	2,753	5	1,741	324	"	"	"	"	"
Constructions na- vales.	10,286	17	"	"	"	2,827	7,357	102	"	"	"
Soieries.	3,338	12	"	"	"	"	3,338	"	"	"	"
Abattage d'animaux et conserves de viande.	10,299	15	"	"	"	158	"	10,141	"	"	"
Voirie (adjudica- tions).	8,275	1	"	"	"	1,088	7,187	"	"	"	"
Voirie (travaux municipaux).	14,346	1	"	620	4,845	8,881	"	"	"	"	"
Tabacs et cigares.	5,375	7	"	338	610	1,836	1,141	1,450	"	"	"
Laines et lainages.	4,653	9	"	"	"	"	4,515	138	"	"	"
TOTAL.	235,184	350	23,554	2,687	15,837	48,891	113,105	26,090	2,934	361	1,725
Proportion p. 100.	.....	.....	10.01	1.14	6.73	20.78	48.09	11.10	1.24	0.15	0.77

Il ressort de ce tableau que la durée moyenne de la semaine de travail varie pour près de la moitié des ouvriers (113,105, soit 48.09 p. 100 du total) entre 55 et 60 heures; pour 48,891 (soit 20.78 p. 100) entre 50 et 55 heures; et pour 26,090 (soit 11.10 p. 100) entre 65 et 70 heures.

Par contre, 23,554 ouvriers (soit 10.01 pour 100) font de 40 à 47 heures; 2,687 seulement, (soit 1.14 p. 100) 48 heures; et 15,837 (soit 6.73 p. 100) de 48 à 50 heures. Quant aux groupes extrêmes, où l'on fait des semaines de 70 à 75 heures et de 75 à 85, ils ne réunissent qu'une faible proportion d'ouvriers (0.15 et 0.77 p. 100).

Les ouvriers bénéficiant le plus des journées réduites appartiennent aux industries suivantes :

INDUSTRIE.	PERSONNEL de l'industrie enquêté.	PROPORTION P. 100 des ouvriers faisant :			
		de 40 à 47 heures.	48 heures.	de 48 à 50 heures.	plus de 50 heures.
Bâtiment.....	37,111	50.72	1.84	16.76	30.68
Typographie (journaux).....	4,823	57.08	"	36.09	6.83
Travail des pierres.	4,177	42.47	1.52	0.72	55.29
Voirie (municipale).....	14,346	"	4.32	33.77	61.91
Malteries.....	6,669	"	3.45	23.01	73.50
Cigares.....	5,375	"	6.29	11.35	82.36

Si l'on examine les industries où la journée est la plus longue, on obtient les résultats suivants :

INDUSTRIE.	NOMBRE des ouvriers enquêtés par industrie.	PROPORTION P. 100 des ouvriers faisant :							TOTAL.
		75 à 85 heures.	70 à 75 heures.	65 à 70 heures.	60 à 65 heures.	55 à 60 heures.	50 à 55 heures.	moins de 50 heures.	
Briqueteries.....	1,964	10.38	"	"	12.98	51.88	21.40	3.36	100
Hauts fourneaux..	880	90.34	9.66	"	"	"	"	"	100
Gaz.....	3,685	17.56	"	"	7.88	60.44	14.62	"	100
Verreries.....	2,086	3.37	"	"	3.64	19.03	55.75	18.21	100
Tailleurs.....	833	1.08	2.88	"	1.69	81.39	12.96	"	100
Papier, pâte de bois.	2,641	"	5.20	14.38	45.55	14.59	12.58	7.70	100
Fer et acier forgé.	723	"	7.20	27.38	65.42	"	"	"	100
Minoterie.....	2,221	"	1.84	9.27	47.27	41.47	0.15	"	100
Bois de charpente..	5,974	"	"	0.06	96.30	3.64	"	"	100
Conserves de viande	10,299	"	"	"	98.46	"	1.54	"	100
Ameublement. ...	3,697	"	"	"	4.89	83.01	9.54	2.56	100
Confections.....	4,408	"	"	"	0.65	48.84	50.31	0.20	100
Laines.....	4,653	"	"	"	"	97.03	2.97	"	100
Fonderie, construc- tion mécanique.	23,631	"	"	"	"	89.49	10.51	"	100

Les plus hautes durées de travail se rencontrent dans les usines à feu continu (hauts-fourneaux, briqueteries, usines à gaz, verreries) où les ouvriers des fours font de 82 à 84 heures; dans le *vêtement*, où les culottiers, les faiseurs d'habits et les culottières des États du nord de l'Atlantique font respectivement 76, 73 et 84 heures; dans le *papier*, où les presseurs, broyeurs et cuiseurs du Nord font 72 heures; dans le *fer et l'acier forgé*, où dans tous les États du sud du Centre on fait 72 heures; dans la *minoterie*, où les bluteurs et meuniers du Centre font de 70 à 71 heures.

Bien que la journée de 8 heures ou 8 heures $1/2$ soit encore relativement peu fréquente, il ressort néanmoins de l'enquête que, sauf de rares exceptions, la durée du travail hebdomadaire est allée en diminuant depuis 1890, dans toutes les industries.

Si l'on consulte à cet égard le tableau VIII du 19^e rapport annuel qui classe, par industrie, les divers établissements visités, selon la longueur de la journée qu'ils pratiquent. On constate que presque partout la journée de 11 et 12 heures tend à disparaître au profit de journées plus courtes ou que l'on généralise ou augmente le demi-congé du samedi.

Le tableau suivant permet de comparer la proportion pour 100 des établissements qui, en 1890 et en 1903, pratiquaient la journée de 12, 11, 10, 9 et 8 heures ⁽¹⁾.

PROPORTION P. 100
des établissements où la journée était de :

INDUSTRIES.	12 heures		11 heures		10 heures		9 heures		8 heures	
	en	en	en	en	en	en	en	en	en	en
	1890.	1903.	1890.	1903.	1890.	1903.	1890.	1903.	1890.	1903.
Chaussure.....	..	..	..	..	62.7	35.7	5.6	8.8	..	..
Minoterie.....	41.2	40.4	10.1	10.1	41.1	46.0	..	..	..	..
Gaz.....	28.6	21.5	..	..	57.2	50.0	..	..	..	14.3
Papier.....	47.2	44.0	58.6	4.1	38.0	32.4	..	1.3	2.8	7.9
Bois de charpente.....	..	..	28.6	15.2	51.8	67.0	..	..	..	..
Forgerons, maréchaux.....	..	..	69.11	35.3	4.4	21.3	..	..	..	..
Wagons.....	..	..	..	..	53.1	40.8	9.9	20.1	..	..
Voitures.....	..	..	..	..	62.8	44.8	4.7	15.1	..	..
Confections.....	..	..	..	..	50.0	39.3	10.7	25.0	..	..
Tailleurs.....	..	..	..	..	63.2	57.6	20.0	25.0	3.4	8.7
Fonderie, construction mécanique.....	..	..	..	..	63.6	32.2	2.9	32.2	..	..
Ameublement.....	..	..	..	..	50.9	31.1	13.2	12.1	..	5.2
Sellerie.....	..	..	..	..	60.0	46.6	..	11.7	..	..
Voirie (entreprises).....	..	..	..	..	72.2	37.5	8.3	18.1	2.8	25.0
Voirie (régie).....	..	..	..	..	72.4	25.0	8.5	21.9	17.0	45.2
Cuir.....	..	..	..	..	52.9	47.2	5.7	8.3	..	..
Malterie.....	..	..	..	..	85.5	52.2	6.2	25.9	1.9	15.1
Travail des pierres.....	..	..	..	..	30.1	12.8	32.4	13.3	16.4	48.3
Typographie (livres).....	..	..	..	..	51.9	9.7	2.4	49.2	0.5	2.5
Typographie (journaux)....	..	..	..	..	19.0	3.8	13.0	15.1	29.1	38.6
Construction navale.....	..	..	..	..	31.0	5.4	32.4	44.6	10.9	23.0

Repos de l'après-midi du samedi. — Dans les industries où la journée de 8 ou 9 heures n'a pas remplacé les journées plus longues, on a généralisé ou augmenté le demi-congé du samedi. Cette dernière pratique est surtout sensible dans les textiles, les tapis, l'ameublement, la verrerie, la sellerie, la bonneterie, etc., où la journée du lundi ou vendredi n'a presque pas changé depuis 1890, mais où la durée du travail hebdomadaire a diminué de plusieurs heures.

Il est intéressant d'ailleurs, pour évaluer la durée moyenne de la journée de travail, de rechercher dans quelles proportions on accorde le demi-congé du samedi,

⁽¹⁾ Il n'a pas été possible de classer tous les établissements par crainte de multiplier inutilement les subdivisions, beaucoup d'établissements ne faisant pas un nombre entier d'heures. En outre, la réduction se traduit souvent, non pas par jour, mais par semaine, par l'application du demi-congé.

afin d'évaluer ce que dure le travail du lundi au vendredi. On constate qu'en 1903 a journée réduite du samedi était appliquée comme suit :

Dans 100 p. 100 des établissements : laines et tapis;

Dans 75 à 90 p. 100 : machines aratoires (86 p. 100);

Dans 50 à 75 p. 100 : chaussures (72 p. 100), bonneterie (75 p. 100), cotons (88 p. 100), lithographes (58 p. 100), cigarettes (66 p. 100), verre (50 p. 100);

Dans 25 à 50 p. 100 : forgerons (42 p. 100), voitures et wagons (46 p. 100), ameublement (48 p. 100), harnais (40 p. 100), acier Bessemer (42 p. 100), planage (41 p. 100), fonderie (35 p. 100), travail du fer brut (32 p. 100), bois de charpente (25 p. 100), papier (30 p. 100), confection (33 p. 100), journaux (27 p. 100);

Dans moins de 25 p. 100 : cigares (22 p. 100), voirie (17 p. 100), conserves (14 p. 100), livres (5 p. 100), travail des pierres (10 p. 100), lithographes (2 p. 100), tailleurs (10 p. 100), briqueteries (6 p. 100).

Par contre, la journée du samedi est plus longue dans 8 p. 100 des boulangeries et 5 p. 100 des imprimeries de journaux, où l'on prépare le samedi le travail qu'on ne peut exécuter le dimanche.

La demi-journée de congé du samedi est de durée très variable, se réduisant parfois à une demi-heure seulement ou atteignant souvent l'après-midi entière. Dans quelques rares industries, enfin, certains établissements ferment complètement, le samedi.

Dans 2 industries seulement, la fabrication du sucre candi et la fabrication des cigares, la durée hebdomadaire du travail a légèrement augmenté en 1904 par rapport à la moyenne 1890-1899.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en décembre 1905. — Le marché du travail accuse en décembre peu de changement par rapport au mois précédent; comparé à l'année précédente, il accuse au contraire dans presque toutes les principales industries une amélioration considérable; toutefois, la situation n'a pas changé dans le bâtiment.

Dans les 270 trade-unions, ayant un effectif total de 581,630 membres qui ont répondu en décembre, le nombre des chômeurs était de 58,734, soit 4.9 p. 100, contre 4.7 p. 100 à la fin du mois précédent et 7.6 p. 100 à la fin de décembre 1904. Le faible accroissement de la proportion des chômeurs à la fin de décembre, par rapport à la fin de novembre, tient en grande partie aux vacances de Noël.

Le nombre hebdomadaire moyen des journées de travail dans les mines dans les quatre semaines qui ont précédé le 23 décembre est de 5.89 contre 5.28 dans les semaines correspondantes de novembre et 5.30 dans les semaines correspondantes de décembre 1904.

336 hauts-fourneaux étaient en marche à la fin de décembre, avec 23,800 ouvriers, soit un peu plus qu'en novembre et 34 de plus qu'en décembre 1905.

Grèves. — 15 nouvelles grèves ont commencé en décembre, contre 19 en novembre et 6 en décembre 1904. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les grèves qui ont commencé ou se sont poursuivies en décembre a été de 10,996, soit 1,185 de plus qu'en novembre et 7,269 de plus qu'en décembre 1904.

De 15 nouvelles grèves, 6 se sont produites dans les mines et carrières, 2 dans les métaux, 4 dans les textiles et 3 dans les autres industries. 2 ont eu pour cause des demandes d'augmentation de salaire, 3 des diminutions de salaire, 2 d'autres

questions de salaires, 4 des questions de personne, 2 des questions de règlement, 5 d'autres causes.

Sur 16 grèves terminées en décembre, il y a eu 5 réussites complètes, 5 réussites partielles et 6 échecs.

L'évacuation des buées dans les teintureries. — Au début de 1904, l'inspecteur en chef des fabriques de la Grande-Bretagne fit parvenir à ses subordonnés une circulaire dans laquelle il leur rappelait les inconvénients de la buée dans les ateliers et leur demandait de signaler aux industriels la méthode qui consiste à provoquer sa disparition par l'injection d'air chaud. Cette circulaire a provoqué une série de rapports qui figurent en partie dans le compte rendu annuel du fonctionnement du service pendant l'année 1904 ⁽¹⁾. En voici l'analyse :

M. Rogers, inspecteur du Nord Derbyshire, déclare que, depuis plusieurs années, il recommande l'introduction d'air chauffé pour éliminer les buées, méthode dont il avait déjà parlé, dit-il, en 1900. C'est le seul moyen pratique pour dissiper les buées provenant de la condensation de la vapeur d'eau qui se dégage des bacs non couverts.

Il faut absorber cette vapeur en amenant ou en insufflant de l'air chaud et sec et en disposant d'un autre côté des issues de sortie appropriées. Toutes les tentatives d'expulsion par des lanterneaux ou par des ventilateurs sont vouées à l'insuccès, pendant les jours froids, à moins que des dispositions soient prises pour réchauffer l'air remplaçant celui qui est enlevé. Par les anciennes méthodes d'expulsion, on ne tenait pas assez compte de ce fait que de nouvelles buées sont appelées à se former si l'on introduit mécaniquement de l'air froid, moins apte que l'air chaud à absorber la vapeur d'eau.

L'injection d'air chaud est adoptée dans plusieurs teintureries et blanchisseries. Dans ces derniers établissements, l'air chaud provient de la salle de repassage ou des chambres chaudes, et la dépense est peu élevée. Parfois aussi, quand cela est possible, les hottes sont maintenues.

M. Hine, de Leeds, constate que le système d'introduction d'air sec et chaud donne des résultats excellents.

M. Kelett, de la même ville, déclare que, dans une des usines qu'il visite, la buée est si dense qu'on ne peut rien apercevoir au delà de trois pieds. Malheureusement, la maison est en liquidation; toutefois, le successeur a fait connaître que des dispositions seraient prises pour modifier l'état de choses existant.

M. John Law, d'Halifax, fait connaître qu'une teinturerie a adopté la méthode d'introduction d'air chaud et s'en trouve bien; d'autres teinturiers vont suivre son exemple.

Un teinturier de Manchester a fait usage de l'air chaud après diverses tentatives infructueuses pour enlever les buées; l'expérience a parfaitement réussi.

M. Walmslen parle d'une usine de Macclesfield où le système d'injection d'air chaud est admirablement installé et donne des résultats si rapidement visibles que les ouvriers ont immédiatement déclaré que l'air chaud mangeait la buée (*The steam is eaten by the hot air*).

M. Taylor, de Blackburn, cite également diverses maisons où l'on a installé des appareils à injection d'air sec et chaud. De même, M. Crabtree pour la région d'Oldham et de Denton.

A Glasgow, le système est employé depuis plusieurs années; à Dundee, il a également donné de bons résultats.

⁽¹⁾ *Annual Report of the Chief inspector of factories and workshops for the year 1904.*

Le 38^e congrès des Trade-Unions ⁽¹⁾. — Le 38^e congrès des Trade-Unions a eu lieu à Hanley, du 4 au 9 septembre 1905, sous la présidence de M. James Sexton, de l'Union nationale des travailleurs des docks (siège social à Liverpool), président du Comité parlementaire. 205 sociétés, comprenant 1,541,000 membres, s'y étaient fait représenter par 457 délégués; parmi ces organisations, notons celle des mineurs du Durham (75,000 membres) et celle des mécaniciens (90,000 membres), qui, depuis quelques années, n'avaient pas participé aux congrès des Trade-Unions. Le chiffre de 1,541,000 ouvriers représentés est le plus élevé qui ait été atteint depuis la création, en 1868, de ces congrès annuels.

En ouvrant la première séance du Congrès, le président, M. Sexton, a remarqué que les délégués se réunissaient « sous les auspices les plus favorables en ce qui concerne la paix universelle et internationale, et que leur plaidoyer pour le désarmement international leur donnait le droit d'attirer l'attention sur l'heureuse conclusion de la paix entre la Russie et le Japon. » Puis M. Sexton a rappelé que le Comité parlementaire avait, à l'époque, télégraphié au président Roosevelt ses félicitations pour le succès de sa bienfaisante intervention. Dans le même ordre d'idées, il fait l'éloge de l'entente conclue entre la Grande-Bretagne et la France; puis, s'adressant aux travailleurs allemands, il les a conviés, de la part des travailleurs britanniques, à une campagne parallèle pour la réduction des armements après accord entre toutes les nations.

Discours du Président. — La session du Parlement, a déclaré, d'autre part, M. Sexton en commençant le discours présidentiel qui marque le début effectif des travaux de chaque congrès, n'a pas donné les résultats que ses débuts permettaient d'espérer. Le présent Gouvernement n'a fait voter aucune mesure utile au point de vue ouvrier; au contraire, de nombreuses réformes qu'il avait promises sont restées en chemin; tel le bill sur les conflits professionnels (*Trade disputes bill*) qui, voté par une majorité de 122 voix par la Chambre des Communes, a été détruit à l'étape suivante de la procédure parlementaire, devant le Comité de législation, par 21 voix appartenant pour la plupart à des employeurs ⁽²⁾.

Le vote de la loi sur l'immigration étrangère n'a été qu'une manœuvre politique en vue des élections générales. On a soutenu que cette mesure protégerait la main-d'œuvre britannique contre la main-d'œuvre à bon marché venue des autres pays. Mais, pour montrer quelle mauvaise foi se cache derrière cet argument, il suffit de rappeler qu'au même moment le Gouvernement obtenait le vote d'une loi permettant aux sociétés minières sud-africaines de se procurer la main-d'œuvre dont le prix est de beaucoup le plus bas : la main-d'œuvre jaune. En Angleterre la loi nouvelle ne peut être d'aucun secours au travailleur; mais elle peut être employée contre les réfugiés politiques, comme le père Gapone et le prince Kropotkine.

La loi sur les sans-travail est, en un sens, l'œuvre du mouvement ouvrier qui, par une agitation incessante, a imposé la question à l'opinion publique et l'a maintenue au premier rang des problèmes à résoudre; mais telle que cette loi a été établie, elle constitue un danger à nombre de points de vue. Les ministres ne paraissent pas se douter que l'armée des sans-travail constitue pour l'État lui-même un grave danger. Les partis conservateur et libéral n'ont jamais produit jusqu'ici un homme d'État désireux ou capable de résoudre cette difficulté comme elle de-

⁽¹⁾ *Trades-Union Congress, 1905, Thirty-eighth Annual Report, The Victoria Hall, Hanley. London, 1905.*

⁽²⁾ M. Sexton fait allusion à l'amendement de M. Galloway, adopté par 20 voix contre 17; cet amendement tellement le bill que le Comité parlementaire, d'accord avec les députés ouvriers, décida de retirer le projet; la Chambre des Communes y consentit.

vrait être résolue. « Il n'y a qu'une solution, c'est l'abolition du monopole individuel de la terre. Et nous n'avons aucune raison particulière de croire qu'un changement de nos maîtres politiques doive faire surgir l'homme qu'il faudrait. Tous les remèdes, sauf le bon, ont été proposés; en dernier lieu on nous a offert la politique de protection, grâce à laquelle son grand prêtre, M. Chamberlain, prétend de trouver du travail pour tout le monde, y compris les lords, les ducs et les comtes. « Mon unique objet, a dit M. Chamberlain, dans ses meetings pleins d'aristocrates, « est de vous trouver à tous du travail. » Mais Joseph a été rejeté par ses frères. Et sa chute a été retentissante. Cette politique de protection, si elle triomphait, riverait encore plus étroitement les chaînes des travailleurs, car elle renforcerait les privilèges des monopoleurs. Ce n'est pas, du reste, que le libre-échange ait rien fait non plus pour résoudre ce problème social, si grand entre tous, qu'est le problème des sans-travail : en fait, le libre-échange, au vrai sens du mot, n'existe pas; il n'existera que quand les travailleurs auront la liberté de produire, non au profit de quelques-uns, mais pour le bénéfice de toute l'humanité.

Ce n'est donc pas assez de dénoncer la politique fiscale de M. Chamberlain ou celle de M. Balfour. Le Parti du travail réclame autre chose qu'une politique de négation ou une politique antiministérielle; et cependant c'est là tout ce qu'offrent aux ouvriers, jusqu'ici du moins, ceux qui aspirent au pouvoir. Il convient donc que le Parti du travail se tienne à l'écart des autres partis, et se borne à leur apporter son concours pour l'établissement d'une véritable législation de progrès, sans s'occuper du parti qui la proposera.

Voilà près de cinquante ans que le travailleur sert d'instrument aux partis historiques, qui, d'un commun accord, se partagent la puissance politique et industrielle. N'est-il pas absurde de voir les trade-unionistes verser chaque année cinquante millions de francs à leurs sociétés industrielles pour se protéger contre les employeurs, et, en même temps, envoyer ces mêmes employeurs au Parlement et dans les corps locaux pour faire et appliquer des lois destructives du trade-unionisme, maintenu à si grands frais? Car les faits abondent, surtout depuis l'affaire de la Compagnie du Taff Vale, qui montrent que les organisations ouvrières sont systématiquement persécutées.

C'est là une situation qui va changer, car il y a eu déjà un progrès énorme en faveur d'une représentation ouvrière indépendante à la Chambre des Communes. Il y a eu des tâtonnements dans l'organisation du nouveau Parti du travail, car bien des liens anciens ont été difficiles à dénouer; toutes ses forces ne sont pas encore unifiées, ni toutes ses sections fusionnées; mais le moment ne tardera pas à venir, par la force même des choses, où l'organisation politique et l'organisation industrielle du mouvement ouvrier se soumettront à une direction unique.

Personnellement, M. Sexton se déclare hautement convaincu que dans la constitution d'un parti indépendant du travail se trouve le seul moyen de salut du mouvement ouvrier. Il faut que chacun prenne la résolution de se conformer à l'accord conclu en prévision des prochaines élections générales entre les trois comités qui représentent l'ensemble du mouvement ouvrier organisé; que chacun aille au scrutin avec le souvenir précis des justes griefs qu'il possède contre le présent gouvernement. Il serait difficile d'avoir un ministère qui soit pire; d'autre part, il serait puéril de s'imaginer qu'un changement de « maîtres politiques » entraînera l'abrogation des mesures rétrogrades votées par le parti actuellement au pouvoir; mais si les candidats ouvriers entrent en force dans la prochaine Chambre des Communes, on peut compter qu'ils détermineront les destinées de la législature, non pas seulement au point de vue du travail, au sens étroit du mot, mais pour le bien de la société toute entière.

Rapport du Comité parlementaire. — Comme d'habitude, le Comité parlementaire a exposé dans son rapport le détail des moyens qu'il a employés pour mettre à exécution les résolutions du congrès précédent. Il a insisté notamment sur les efforts qu'il a faits pour amener le Parlement à sanctionner le bill relatif aux Trade-Unions et aux conflits professionnels élaboré par le Comité, et sur son intervention dans la détermination des moyens demandés au Parlement par le Gouvernement pour remédier au chômage.

Le rapport donne encore le détail des entrevues qui ont eu lieu entre des députations de membres du Comité parlementaire et différents ministres. Il reproduit le texte de l'accord, réalisé le 16 février 1905, en vue des élections générales, entre le Comité parlementaire, la Fédération générale des Trade-Unions et le Comité pour la représentation du travail; et il donne les renseignements suivants sur les congrès tenus en 1905 par ces deux dernières organisations.

La cinquième conférence annuelle du Comité pour la représentation du travail a eu lieu à Liverpool le 26 janvier; 352 délégués y représentaient 900,000 membres. De nombreuses questions politiques intéressant particulièrement les ouvriers y ont été examinées. Le chiffre des candidats qui doivent être appuyés par le Comité, lors des prochaines élections générales, était alors de 42 (y compris 4 membres de la Chambre des Communes actuelle), et les fonds destinés à les soutenir atteignaient à ce moment 152,065 fr. 30. Quant à la Fédération générale des Trade-Unions, à l'époque de sa sixième conférence annuelle (les 6 et 7 juin 1905, à Cardiff), elle comprenait 99 Trade-Unions, groupant plus de 400,000 membres, et ses ressources disponibles étaient de 3,125,000 francs. Le Comité parlementaire s'était fait représenter à ces deux réunions.

Le précédent congrès des Trade-Unions (tenu à Leeds) avait désigné deux délégués pour assister au Congrès coopératif. Dans leur rapport, ces délégués ont insisté sur la discussion qui a eu lieu entre les délégués des sociétés coopératives au sujet de la représentation parlementaire du travail : une résolution a été votée à l'unanimité en faveur d'une intervention plus active des coopérateurs dans les affaires législatives et administratives du pays, et cela par le moyen des sociétés coopératives et dans l'intérêt du mouvement coopératif; mais une motion ultérieurement proposée, tendant à un accord entre les sociétés coopératives et le Comité pour la représentation du travail, a reçu un accueil des plus froids; son principal adversaire a affirmé que les forces numériques que le Comité s'attribue étaient fictives.

A propos des sociétés coopératives, notons encore que depuis le mois de décembre 1904 fonctionne une commission mixte composée de membres du Comité parlementaire et de membres de l'Union coopérative, dont le but est de prévenir et de régler les conflits survenus entre les sociétés coopératives et leurs employés; le rapport du Comité parlementaire donne des détails sur les travaux de cette Commission.

Questions discutées par le Congrès. — Voici les points les plus importants examinés par le Congrès.

M. Ben Tillett, de l'Union des dockers (établie à Londres), a présenté une proposition tendant à faire voter par le Parlement une loi qui créerait un grand nombre de bureaux industriels de conciliation et d'arbitrage et en organiserait le fonctionnement détaillé; deux régimes seraient établis, entre lesquels les Unions devraient choisir : celui de la conciliation et de l'arbitrage volontaires, celui de la conciliation et de l'arbitrage obligatoires. Critiquée notamment par les délégués de la Fédération des mineurs, cette proposition a été écartée par 765,000 voix contre 673,000.

A propos du libre-échange, M. Ward, des terrassiers, a déposé la motion suivante, qui a été adoptée par 1,253,000 voix contre 26,000 :

Dans l'opinion de ce Congrès, toute atteinte aux principes du libre-échange serait néfaste aux intérêts de la classe ouvrière, sur laquelle pèserait lourdement le fardeau de la protection, et funeste à la prospérité du pays dans son ensemble; les droits protecteurs, qui augmentent le prix des objets de première nécessité, sont injustes à cause de leur incidence, et, au point de vue économique, faux, car ils ont pour effet de subventionner le capital aux frais du travail; et un système de préférence ou de représailles, en facilitant les conflits avec les autres pays, serait, au point de vue international, un obstacle au progrès et à la paix.

Le Congrès a encore adopté une motion relative au bill sur les Trade-Unions et les conflits industriels : il y a condamné l'attitude prise par le solicitor général, au nom du gouvernement, devant le Comité de législation; son intervention a eu, en effet, pour résultat de faire retrancher du bill les articles destinés à rendre aux Trade-Unions la situation légale que, pendant trente ans, on a cru être la leur, articles déjà votés par la Chambre des communes à une forte majorité; puis le Congrès a affirmé à nouveau cette opinion, exprimée par les congrès antérieurs, que, pour satisfaire les trade-unionistes, un bill sur cette matière devra « garantir les fonds des Trade-Unions contre toute poursuite en dommages-intérêts, rendre légal le *picketing* pacifique, et modifier la législation sur les conspirations ». Il a invité enfin le Comité parlementaire à présenter de nouveau le bill à la Chambre des Communes au cours de la prochaine session et à mettre tous les moyens en œuvre pour en assurer le vote.

Il n'y a rien à dire des autres propositions votées par le Congrès; elles ont le plus souvent réédité, avec ou sans variantes, des motions maintes fois adoptées par les congrès précédents : il suffira de rappeler la condamnation de la loi de 1902 sur l'instruction publique, la demande de la journée de huit heures, de la revision de la loi sur la responsabilité en matière d'accidents et de certaines dispositions des lois réglementant le travail, etc.

Le Congrès a, enfin, renouvelé son Comité parlementaire : le président, jusqu'au prochain congrès, qui aura lieu à Liverpool en 1906, est M. Cummings, secrétaire de l'Union des chaudronniers et constructeurs de navires en fer, organisation dont le siège est à Newcastle-on-Tyne; le Comité comprend deux membres du Parlement, MM. Shackleton (Tisserands des comtés du Nord) et Bell (Travailleurs des chemins de fer). M. Woods, secrétaire du Comité depuis 1894, a dû, en raison de son état de santé, abandonner ses fonctions; il a été remplacé par M. Steadman, secrétaire de l'Union des constructeurs de gabares, membre du Conseil de comté de Londres et ancien membre de la Chambre des Communes.

ITALIE.

Grèves en novembre 1905 ⁽¹⁾. — 50 grèves nouvelles ont été signalées en novembre à l'Office du travail d'Italie, dont 35 intéressaient 5,180 ouvriers.

Ces 50 grèves se répartissaient ainsi suivant les industries : textiles, 8; vêtement, 7; agriculture, 5; métallurgie et construction mécanique, 5; bâtiment, 5; travail du bois et de la paille, 4; travail des pierres et terres, 3; papier et livre, 3; transport, 3; mines et carrières, 2; cuirs et peaux, 2; alimentation, 2; industrie chimique, 1.

⁽¹⁾ D'après le *Bolletino dell' Ufficio del lavoro*, décembre 1905.

Les questions de salaire ont été invoquées dans 27 grèves; les questions de durée du travail dans 2 grèves.

Sur les 30 grèves terminées dont le résultat a été connu, 8 se sont terminées par une réussite complète, 9 par une réussite partielle, 13 par un échec.

Le mouvement coopératif à la fin de 1904. — Le mouvement coopératif a pris en Italie, depuis plusieurs années, une grande extension. Des sociétés coopératives ont été organisées non seulement pour la production agricole, pour la fabrication industrielle, pour les banques, mais aussi pour la vente au détail de tous les genres de produits. Il serait fort difficile de se faire une idée exacte des résultats obtenus ni même des efforts tentés dans ce sens; cependant une statistique publiée dans le commencement de l'année 1904 donne des chiffres intéressants.

Au 31 décembre 1901, on comptait 2,872 sociétés coopératives pouvant se diviser en quatre groupes généraux :

- 1° Sociétés coopératives de consommation ;
- 2° Sociétés coopératives de crédit ;
- 3° Sociétés coopératives de production et de travail ;
- 4° Sociétés coopératives diverses.

Sur ce total, 2,199 sociétés coopératives ont été étudiées.

Elles sont réparties dans toute l'étendue de la péninsule, mais principalement dans les provinces du Nord. La liste suivante donne le nombre des sociétés coopératives par rapport à la population.

Emilie, une coopérative par	7.160 habitants.
Marches, —	10,271 —
Ligurie, —	10,625 —
Toscane, —	13,629 —
Piémont, —	14,647 —
Latium, —	21,785 —
Sicile, —	23,947 —
Calabre, —	29,986 —

Le capital total de ces 2,199 sociétés est de L. 74,121,047, soit environ 32 millions pour le Piémont, 12 millions pour la Ligurie et 18 millions pour la Lombardie, tandis que les autres régions possèdent des capitaux beaucoup moins importants engagés dans les affaires coopératives.

Le capital de chaque société est d'ailleurs généralement peu considérable. La moyenne est en Piémont de L. 128,000, en Ligurie de L. 120,000, en Lombardie de L. 45,000, et très inférieure dans les autres régions; ce qui représente, par habitant, en Ligurie, L. 11.49, en Piémont L. 9.37, en Lombardie L. 4.23, et beaucoup moins dans les autres parties de l'Italie.

Ces 2,199 sociétés se divisent, au point de vue de leur but, de la façon suivante :

Sociétés coopératives de consommation.....	860
— travail.....	454
Banques coopératives et caisses rurales.....	350
Sociétés coopératives de production industrielle.....	153
Syndicats agricoles.....	139
Laiteries coopératives.....	89
Sociétés coopératives pour les habitations économiques.....	48
Sociétés coopératives de travaux agricoles.....	29
Boulangeries coopératives.....	25
Sociétés coopératives d'assurances.....	25
Cantines coopératives.....	14
Sociétés coopératives scolaires.....	13

Il faut remarquer que ces sociétés ne sont pas toutes constituées légalement ; beaucoup, surtout dans les plus petites villes, fonctionnent de fait pendant un certain temps au moins sans satisfaire à toutes les conditions requises par les lois et règlements. On estime que plus d'un million de personnes font partie de sociétés coopératives et que cinq millions environ bénéficient des avantages du mouvement coopératif.

PORTUGAL.

L'inspection du travail en 1904⁽¹⁾. — Les conditions du travail dans les établissements industriels sont déterminées au Portugal par plusieurs décrets, notamment ceux en date des 11 et 14 avril 1891, et par un règlement du 16 mars 1893. Le rapport très succinct de l'ingénieur chargé de la direction du service pour Porto, la circonscription la plus importante, fournit les quelques indications intéressantes ci-après.

En général, toutes les prescriptions sont fort bien observées, et des contraventions ont été rarement relevées au cours des visites pourtant très nombreuses. Les infractions les plus importantes ont consisté dans l'absence du registre sur lequel les fabriques occupant plus de dix ouvriers doivent inscrire leur personnel et indiquer au jour le jour tous changements apportés dans sa composition.

On a constaté, d'autre part, que beaucoup de fabriques de l'industrie textile négligeaient de munir les métiers des dispositifs protecteurs prescrits pour empêcher les navettes de sauter et de produire ainsi des blessures fréquentes ; d'autres omettent d'adopter des appareils d'embrayage et de débrayage indépendants du moteur principal et qui, en permettant aux ouvriers d'être les maîtres de leurs machines, évitent les accidents ou en atténuent les suites (mesure préventive rendue obligatoire par un arrêté du 15 juillet 1903).

Enfin, les inspecteurs ont signalé que la plupart des fabriques où travaillent par jour plus de 50 ouvrières, se sont soustraites à l'obligation d'aménager des locaux particuliers, où celles-ci puissent, le cas échéant, donner le sein à leurs enfants, pendant les heures de repos.

Il s'est produit un assez grand nombre d'accidents (44), dont quelques-uns dus à l'imprudence des ouvriers.

En ce qui concerne les salaires, il faut noter l'heureuse intervention du service d'inspection auprès de deux industriels qui, bénévolement, ont continué de payer des ouvriers victimes d'accidents, pendant la durée du traitement. A ce propos, le service souligne la nécessité de rendre obligatoire une telle pratique, et aussi de défendre absolument à n'importe quel chef d'industrie de renvoyer un ouvrier blessé, avant complet rétablissement.

Incidemment, le service rend compte des trois grèves, d'ailleurs insignifiantes, survenues pendant 1904. Motivées toutes par des questions de salaires, elles ont été déclarées par un ensemble de 411 travailleurs et se sont terminées, deux par un succès et la troisième par une transaction. A signaler dans un cas l'exclusion de 17 ouvriers ayant provoqué la cessation du travail.

⁽¹⁾ D'après *Appendice ao diário do governo*, 4 juillet 1905.

SUISSE.

Union suisse des sociétés de consommation en 1904 ⁽¹⁾. — D'année en année, le mouvement coopératif en Suisse prend une plus grande extension. Le rapport de l'« Union suisse des sociétés de consommation », pour l'exercice 1904, contient à cet égard des chiffres significatifs ⁽²⁾.

Cette Union qui a son siège à Bâle et dont l'activité a été signalée à plusieurs reprises par ce Consulat (dépêches des 8 mars et 20 juin 1905) est parvenue à grouper peu à peu la plupart des coopérations suisses. Elle comptait, au 31 décembre 1904, 175 sociétés adhérentes, 35 de plus qu'à l'époque correspondante de 1903, avec 126,698 membres (contre 111,210 en 1903). Ces 175 sociétés ont enregistré un chiffre d'achats de 48,513,942 francs, supérieur de 12,29 p. 100 à celui de l'exercice précédent, et le montant des ristournes distribuées aux sociétaires s'est élevé de 3,122,848 à 3,214,945 francs.

L'Union suisse des sociétés de consommation dirige le mouvement coopératif en Suisse et travaille à son développement au moyen de journaux publiés en français et en allemand, de conférences, de travaux statistiques. Elle tient chaque année une assemblée générale à laquelle assistent des délégués des coopérations étrangères et est en relations avec les groupements analogues des autres pays, notamment avec l'Union coopérative française.

Deux ans après sa création, c'est-à-dire en 1892, elle a institué un bureau central d'achats à Bâle dont les ventes aux sociétés ont atteint rapidement un chiffre important : 6,179,838 francs en 1903, 7,673,238 francs en 1904. D'abord ouvert à toutes les sociétés de consommation adhérentes ou non, ce bureau est fermé depuis le 1^{er} octobre 1904 à celles qui restent en dehors de l'Union. En dépit de cette mesure, le débit des premiers mois de l'année courante est en augmentation considérable sur celui des mêmes mois de l'année dernière.

Surtout utile à la classe ouvrière, la coopération suisse tient néanmoins à ne pas s'aliéner les bonnes dispositions des autres milieux sociaux par une participation même indirecte aux luttes politiques ou aux conflits économiques. C'est ainsi que le Comité directeur de l'Union a, l'an dernier, refusé d'inviter, dans ses organes, les membres des sociétés à créer des syndicats professionnels, vu, dit la décision du comité, « que les sociétés de consommation ne constituent pas l'organisation économique d'une classe sociale distincte et doivent par conséquent rester neutres vis-à-vis des organisations professionnelles et politiques ».

⁽¹⁾ Rapport du consul de France à Bâle, du 23 septembre 1905, communiqué par le Ministère des affaires étrangères.

⁽²⁾ Union suisse des sociétés de consommation, *Rapport annuel et compte rendu financier pour 1904*, Bâle 1905.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Extrait de la circulaire du Ministère des Finances, du 23 septembre 1905, concernant l'application des articles 9 et 10 de la loi du 19 avril 1905, relatifs à l'assujettissement à la patente des sociétés coopératives de consommation, éconômats, etc...

ARTICLES 9 ET 10. — Les articles 9 et 10 règlent la situation, au regard de la patente, des sociétés coopératives de consommation, éconômats et autres organisations analogues.

Sous l'empire de la législation antérieure, la jurisprudence n'admettait l'imposition que pour ceux de ces établissements qui sont constitués de manière à procurer, soit aux organisateurs, soit aux sociétaires, de véritables bénéfices commerciaux. Elle considérait, au contraire, comme n'exerçant pas une profession sujette à patente, les sociétés coopératives ou autres institutions de même nature qui, composées exclusivement d'associés, se bornent à poursuivre, par la suppression des intermédiaires, la diminution des prix de revient et répartissent en fin d'année, entre leurs membres et au prorata du montant des achats, les excédents des recettes sur les dépenses.

La loi du 19 avril 1905 supprime toute distinction à cet égard. Aux termes de l'article 9, les sociétés coopératives de consommation et les éconômats devront être désormais soumis à la patente au même titre et dans les mêmes conditions que les patentables ordinaires, dès l'instant qu'ils posséderont « des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison des denrées, produits ou marchandises ». Il n'est fait exception à cette règle qu'en faveur des syndicats agricoles et des sociétés coopératives de consommation « qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ». L'article 10 explique, au surplus, ce que l'on doit entendre en l'espèce par l'expression « adhérent ».

Pour bien préciser la portée de ces dispositions, il est nécessaire de définir tout d'abord exactement les différentes catégories d'établissements qui s'y trouvent visés.

Les « éconômats » sont des institutions créées par des particuliers ou des sociétés, propriétaires d'importants établissements, en vue de procurer à meilleur compte à leurs ouvriers ou employés les produits, denrées ou marchandises qui leur sont nécessaires. Ces institutions, qui ne comportent point d'association, ne peuvent évidemment prétendre à l'exemption. Tous les éconômats sont donc, sans exception, imposables à la patente.

Les « sociétés coopératives de consommation » sont celles qui ont pour but l'acquisition, la fabrication et la manutention par la société de toutes denrées, marchandises et autres objets destinés aux besoins personnels des sociétaires ou aux besoins de leur profession ou industrie. Beaucoup de sociétés de cette nature comprennent, d'ailleurs, outre les sociétaires, des membres adhérents qui, moyennant le versement d'une somme souvent insignifiante, sont admis à participer aux avantages de l'institution, laquelle devient ainsi un établissement en quelque sorte ouvert au public. Le bénéfice de l'exemption de patente n'est dû, d'après les dispositions combinées des articles 9 et 10, qu'à celles des sociétés de l'espèce qui, ne comprenant d'ailleurs que des sociétaires, n'ont pas de magasin de vente proprement dit et se bornent à grouper et à distribuer dans de simples dépôts les objets provenant de commandes faites à l'avance par les sociétaires.

Enfin, il existe une troisième catégorie d'établissements qui peuvent se trouver atteints, au moins indirectement, par la législation nouvelle. Je veux parler des syndicats régis par la loi du 21 mars 1884, qui, en dehors de leurs attributions telles qu'elles sont définies par cette loi, se chargent de procurer à leurs membres les produits dont ils ont besoin, que ces produits soient destinés à leur usage personnel ou à l'usage de leur profession ou industrie. Mais il y a lieu de remarquer que ces syndicats ne peuvent se livrer à des opérations de cette nature qu'en se constituant en sociétés coopératives de consommation. On devra donc les traiter, soit au point de vue de l'imposition, soit, le cas échéant, au point de vue de l'exemption, suivant les règles applicables aux sociétés dont il s'agit. Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 10, les syndicats agricoles seront admis, en tout état de cause, et sans qu'il y ait lieu d'établir aucune distinction entre les membres qui en font partie, au bénéfice de l'exemption prévue par le deuxième paragraphe de l'article 9.

MM. les Directeurs devront exercer spécialement leur surveillance sur l'application des dispositions contenues dans les articles 9 et 10, ces dispositions pouvant parfois soulever des questions délicates. Au surplus, s'ils se trouvaient en présence de difficultés que les instructions ne leur permettraient pas de résoudre avec certitude, ces chefs de service devraient, avant de prendre une décision, en référer à la Direction générale, en lui fournissant toutes les explications nécessaires pour la mettre à même d'apprécier exactement la situation.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales pendant le mois de décembre 1905.

Coopératives agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 décembre 1905. — 1^{re} délibération sur : 1° le projet de loi autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles; 2° la proposition de loi de MM. Clémentel, Ruau, Dujardin-Baumetz, etc., tendant à la création de sociétés coopératives en vue de la conservation, de la transformation et de la vente des produits agricoles.

Retraites des délégués mineurs. — *Sénat.* — Séance du 15 décembre 1905. — Dépôt, par M. Félix Martin, d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs. — Doc. parl. n° 333.

Retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séances des 5, 6, 7, 12 et 14 décembre 1905. — Suite de la discussion sur les diverses propositions de loi relatives aux retraites ouvrières et portant création de retraites de vieillesse et d'invalidité.

Sociétés d'épargne et de capitalisation. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 décembre 1905. — 1^{re} délibération sur : 1° le projet de loi relatif à la surveillance et au contrôle des sociétés d'épargne et de capitalisation; 2° la proposition Mirman ayant pour objet de prescrire certaines mesures conservatoires pour la sécurité des engagements à longue échéance contractés par les sociétés d'assurances sur la vie, de rentes viagères, de capitalisations et d'épargne; 3° la proposition Mirman, ayant pour objet d'étendre aux opérations des sociétés de capitalisation la loi de 1836 qui prohibe les loteries. — Adoption en première délibération.

Warrants agricoles. — *Sénat.* — Séance du 1^{er} décembre 1905. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles. — Doc. parl. n° 305.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES RETRAITES OUVRIÈRES.

On sait que la Chambre des députés a abordé dans sa séance du 5 juillet 1905, la discussion des diverses propositions de loi relatives aux caisses de retraites ouvrières et portant création de retraites de vieillesse et d'invalidité. Ces diverses propositions de loi ⁽¹⁾ avaient fait l'objet d'un rapport de M. Guieysse au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociales, et le gouvernement s'était mis d'accord avec cette commission sur le texte présenté aux délibérations de la Chambre.

La discussion générale occupa les séances des 5, 8, 10 et 11 juillet 1905 : dans cette dernière séance la Chambre déclarait l'urgence et adoptait, par 560 voix contre 0, le passage à la discussion des articles.

La Chambre a repris ses délibérations au cours de la session extraordinaire dans ses séances des 7, 8, 9, 14, 15, 16, 21, 22, 23, 28, 29 et 30 novembre, 5, 6, 7, 12 et 14 décembre 1905.

Un certain nombre de contre-projets ont été repoussés au scrutin (contre-projet Vaillant, par 447 voix contre 97; contre-projet Fournier par 415 voix contre 117; contre-projet Emile Rey et Lachière, par 550 voix contre 5; contre-projet Congy et Emile Roche, par 482 voix contre 84; contre projet de Gailhard-Baucel, par 396 voix contre 129). D'autres contre-projets ont été retirés par leurs auteurs.

Abordant ensuite l'examen du projet de la commission, la Chambre a voté l'article 1^{er} de la loi qui est ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — Tout ouvrier ou employé, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière, tout domestique attaché à la personne a droit, dans les conditions déterminées par la présente loi à une retraite de vieillesse à soixante ans et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité.

Les mots « tout domestique attaché à la personne » ont été introduits dans cet article par un amendement de M. Gauthier (de Clagny) adopté par 497 voix contre 70.

Un amendement de M. Fournier, tendant à rendre la loi applicable à tous les citoyens français, a été repoussé par 480 voix contre 70.

L'article 2 de la proposition adoptée par la Chambre est ainsi conçu :

ART. 2. — Ces retraites sont assurées conformément aux dispositions des titres I et IV de la présente loi, soit par la caisse nationale des retraites ouvrières ou de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse, soit par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales, les syndicats de garantie solidaire ou les syndicats professionnels sous la garantie de l'État, dans les conditions prévues à l'article 31 ci-après.

Les assurés ont toujours le droit, dans les conditions déterminées par la présente loi, de choisir entre ces diverses caisses.

La discussion de l'article 3, commencée dans la séance du 14 décembre, n'a pas été terminée.

⁽¹⁾ Voir plus haut : *État des projets et propositions de loi*, page XII.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les Chambres de Commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — A Laon, le travail n'a subi aucun changement dans la *meunerie*. A Guise, dans le *bâtiment*, il n'y a eu qu'une diminution dans la durée du travail à cause de la saison.

A Bohain, d'après le conseil de prud'hommes, la situation serait plutôt favorable, grâce à un mouvement de reprise dans l'importante industrie des *tissus*; il n'y a pas de chômeurs, et les ouvriers feraient plutôt défaut. La *broderie* est aussi en progrès dans l'ensemble du canton; et le nombre des métiers tend à augmenter.

Aube. — A Troyes, d'après le conseil de prud'hommes, la situation est particulièrement bonne dans l'industrie de la *bonneterie*, qui compte près de 4,000 ouvriers et plus de 11.500 ouvrières. Le travail a été, en fin d'année, d'une activité telle que depuis 5 ans on n'en avait vu de semblable; les heures supplémentaires s'imposent à presque toutes les fabriques, et il n'y a pas de chômage. La *mécanique* ne paraît pas en aussi grande activité, toutefois la situation est meilleure que pendant le trimestre d'été, et le chômage est peu élevé pour le moment. Par contre, le *bâtiment* chôme beaucoup en raison de la saison.

Calvados. — A Condé-sur-Noireau, d'après le conseil de prud'hommes, la situation générale de l'industrie n'a pas subi de changement appréciable depuis le dernier trimestre : l'industrie *cotonnière*, notamment, continue de chômer un jour par semaine.

Charente. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANGOULÊME (année 1904). — Dans la *minoterie* et la *meunerie*, la situation s'est normalement maintenue; dans l'alimentation, elle s'est améliorée pour les *beurreries* de Montereau et de Barbezieux et celles des environs d'Angoulême; d'autre part, l'abondance des récoltes a permis aux *boulangeries* de s'approvisionner, et l'écoulement de leurs produits s'est fait dans de bonnes conditions. La *carrosserie* a également profité de la chaleur exceptionnelle de l'été de 1904, mais la situation dans son ensemble est restée médiocre. Dans les *distilleries*, la fabrication de l'eau-de-vie a été assez importante, par suite de l'abondance de la récolte.

Dans les produits chimiques, la production des *teintureries* et des *usines à gaz* est toujours satisfaisante. Les *mégisseries* ont maintenu leur production sans variation. Dans les industries extractives, le nombre des ouvriers occupés dans les *carrières* a peu diminué, et en somme la situation restait bonne; dans les usines de chaux *hydraulique* d'Échoisy, de Taponnal, de Chasseneuil et autres centres, les conditions du travail n'ont pas varié. Il en a été de même pour l'extraction de *minerais* dans les communes de Mainzac et de Charras; par contre, la mine concédée de *plomb argentifère* des communes d'Alloue et d'Ambernac n'a pas été exploitée en 1904.

Les *tuileries* et *briqueteries* ont eu une bonne activité, l'écoulement de leurs produits a été facile et rémunérateur; les fabriques de *poterie* ont été également bien occupées.

Dans l'industrie *métallurgique*, le haut-fourneau de la Mothe-Feuillade, éteint en 1903, n'a pas été rallumé. Quelques *fonderies de deuxième fusion*, travaillant seulement pour l'industrie de l'agriculture du département, ont eu une production restreinte, mais qui s'est écoulée facilement. L'établissement national de Ruelle est toujours dans la même situation. Dans les *fabriques de toiles métalliques* et dans les *tréfileries*, le nombre des travailleurs n'a pas varié en 1904; il en a été de même dans les ateliers de *constructions mécaniques*.

Dans le *bâtiment*, il y a eu chômage pour un assez grand nombre d'ouvriers des différentes branches de cette industrie, les constructions ayant été peu nombreuses; la *menuiserie* et l'*ébénisterie* locales ont continué de se ressentir de la concurrence qui leur est faite par la

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1905 et émanent de syndicats patronaux.

capitale et l'étranger. Les fabriques de *caisses pour l'emballage des bouteilles* et les *tonnellerie*s et *cerclerie*s ont eu une plus grande activité en raison de l'abondance des vins. Dans la *carrosserie*, par contre, la situation reste mauvaise.

Dans les industries textiles, la fabrication des *feutres pour la papeterie* était moins favorisée par suite du prix élevé des laines; elle a été assez active dans les *filatures de laine* et de *chanvre*, et, dans la *draperie*, elle s'est maintenue satisfaisante. Dans l'importante industrie de la *papeterie*, qui compte encore 24 usines, l'activité du travail n'a pas sensiblement varié; les établissements annexes des *façonnages des papiers* ont conservé leur bonne situation, et une industrie de *papiers gaufrés pour emballage* était en voie de développement. Même remarque favorable pour les *imprimeries*, *lithographies* et *autographies*.

Cher. — A Bourges, dans la *maçonnerie*, le travail a été moins abondant que l'année dernière et en diminution au point de vue de la durée par rapport au trimestre précédent. Même situation pour la *charpente* et la *serrurerie*. Dans l'*horticulture* et la *culture maraîchère*, le travail est constant, et il n'y a pas de chômage. Dans la *maréchalerie*, il est resté le même; on fait toujours 72 heures par semaine; l'état général de cette industrie est bon, l'outillage en voie d'amélioration, les salaires rémunérateurs et il n'y a pas de chômage. A Jouet-sur-l'Aubois, dans la fabrique de *chaux hydraulique*, le travail a été un peu moins abondant que l'an dernier à pareille époque, et la situation est plutôt calme; le travail n'a lieu que pendant le jour et ne dépasse pas actuellement 54 heures par semaine.

A Vierzon, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement dans la marche de l'industrie au cours de l'année 1905; le taux moyen des salaires varie entre 0 fr. 55 et 0 fr. 60 l'heure.

Hérault. — A Montpellier, dans le *bâtiment*, le travail a été moins actif qu'au 4^e trimestre 1904 et en diminution sur le 3^e trimestre 1905.

A Béziers, d'après le conseil de prud'hommes, les diverses industries souffrent d'un chômage qui atteint 40 p. 100 des effectifs. Dans les *travaux publics* et le *bâtiment*, d'après une réponse patronale, le travail s'est maintenu et les salaires varient entre 4 francs, 5 francs, 5 fr. 50 et 6 francs par jour.

A Cette, d'après le conseil de prud'hommes, on constatait mi-décembre, 25 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers*; 28 p. 100 chez les *menuisiers*, 35 p. 100 chez les *maçons* et *plâtriers*; 30 p. 100 chez les *charpentiers* et *calfats de marine*; par contre, il n'y en avait pas chez les *métallurgistes*, et le travail était très actif chez les *ouvriers du port* et les *charbonniers*.

Dans les travaux de *peinture*, d'après un syndicat patronal, le travail a été moins abondant qu'au dernier trimestre de 1904, et aussi actif par rapport au 3^e trimestre 1905.

Mayenne. — A Laval, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage a complètement disparu dans les *coutils*, et la situation de cette industrie est relativement bonne; malgré la saison d'hiver, le travail ne fait généralement pas défaut dans la plupart des chantiers du *bâtiment*.

Meuse. — A Bar-le-Duc, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité se maintient dans le *bâtiment*; il en est de même dans la *métallurgie* et la *fonderie*, ainsi que dans les *tissages*, qui occupent un nombreux personnel.

Nord. — A Lille, le travail dans le *tissage de jute* est aussi abondant que l'an dernier à pareille époque, qui est celle de l'activité; il y a eu toutefois quelques chômages partiels et momentanés, dus au défaut d'alimentation en fils de jute; la situation de cette industrie est assez précaire du fait de la hausse de la matière première.

A Valenciennes, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité règne dans tous les établissements et il n'y a pas de chômage.

A Tourcoing, d'après des syndicats patronaux, l'alimentation est plus abondante que l'année dernière et les fabriques marchent au complet dans la *filature de laines peignées* et la *retorderie*; cette reprise remonte au mois de juin, toutefois on constate depuis quelques semaines une grande hésitation pour la conclusion de nouveaux contrats sur 1906. Dans la fabrique de *tapis*, le travail est moins abondant que l'an dernier au 4^e trimestre; l'alimenta-

tion est très difficile à cause de la cherté de la matière première, et l'on a enregistré quelques chômeurs.

A Roubaix, dans la *teinturerie* et *apprêts*, qui entrent en bonne saison, le travail a été légèrement plus abondant que l'an dernier à pareille époque, et il y a eu création d'un nouvel établissement d'environ 150 ouvriers; il y a eu également augmentation de la durée du travail par rapport au troisième trimestre, toutefois elle n'est encore que de 42 heures par semaine.

A Haubourdin, dans l'*amidonnerie de maïs*, le travail qui était en baisse au troisième trimestre sur le trimestre correspondant de 1904 est en hausse au quatrième, mais il y a eu dans la durée du travail une légère diminution que l'on prévoit passagère. Les varouleurs gagnent 3 fr. 25 et les hommes de postes 3 fr. 50 à 5 francs.

A Cateau, dans la *fabrique de faconniers tisseurs*, il y aurait eu quelque amélioration au point de vue de la main-d'œuvre. A Armentières, dans la *fabrique de toiles*, le travail serait plus abondant qu'au dernier trimestre de 1904 et plutôt en augmentation sur le troisième de 1905.

A Halluin, d'après le conseil de prud'hommes, la situation du travail est assez bonne pour l'ensemble des principales industries de la région, les salaires varient de 1 fr. 50 à 5 francs par jour.

Basses-Pyrénées. — A Pau, le travail dans l'industrie du transport par *voitures de place* a diminué de 10 p. 100 sur l'an dernier, à pareille époque. A Bayonne, l'activité reste la même chez les *tapissiers*; chez les *tailleurs*, le travail, déjà moins abondant au troisième trimestre par rapport au trimestre correspondant de 1904, est resté stationnaire au quatrième.

Rhône. — A Lyon, dans le *tissage mécanique des soieries*, le travail est très actif et plus abondant, comparativement au quatrième trimestre de 1904, non seulement pour la mousseline et les noirs teints en pièce, mais encore pour tous les autres genres; la journée est complète et les prix de façon se sont élevés d'une manière très appréciable. Dans la *teinturerie* et *apprêts*, le travail a été moins abondant qu'en 1904 et stationnaire comparativement au troisième trimestre 1905; la situation de l'ouvrier se serait plutôt améliorée, et il n'y a presque pas eu de chômeurs cette année. Dans la *teinturerie* et *dégraissage*, il y a diminution de travail depuis novembre en raison de la morte-saison, qui s'étend jusqu'à février-mars; les salaires seraient plutôt en hausse, toutefois le caractère saisonnier de cette industrie crée à chaque reprise des difficultés de main-d'œuvre, les ouvriers et surtout les ouvrières faisant défaut.

Dans la *fabrique de chaussures*, le travail a été à peu près aussi abondant qu'en 1904 à pareille époque, mais il serait en retard sur la saison en raison de la récente grève des *coupeurs*; par rapport au quatrième trimestre 1905, on fait la journée complète et il n'y a pas de chômeurs; l'outillage continue de subir des transformations et les salaires ont été augmentés.

Dans la *serrurerie*, le travail a été moins abondant qu'au quatrième trimestre 1904, l'outillage tend à se transformer par l'emploi de la force motrice, et la main-d'œuvre manque; le personnel ouvrier se portant de préférence vers l'industrie automobile. Dans la *maréchalerie*, le travail a été également moins abondant qu'en 1904 et les salaires seraient en hausse.

Dans la *brasserie*, la consommation ayant été beaucoup moindre pendant le quatrième trimestre qu'en 1904, la production en a diminué d'autant: l'état général de cette industrie laisse toujours à désirer, toutefois son outillage se perfectionne de plus en plus, la situation du personnel est bonne et le chômage peu important.

A Thizy, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y aurait pas eu de modification appréciable dans la marche de l'industrie, et le nombre des chômeurs s'élèverait à 10 p. 100 environ pour l'ensemble de la circonscription.

A Givors, d'après un syndicat patronal, le travail dans la *charpente* et la *menuiserie* a été en diminution sur 1904 au cours du 4^e trimestre, et sa durée journalière, vu la saison, a été réduite de dix à huit heures.

A Tarare, d'après le conseil de prud'hommes, il y a eu une certaine amélioration dans l'état d'activité du travail, et en général la situation de l'industrie est supérieure à celle de

l'an dernier; la durée du travail est actuellement de 10 heures au lieu de huit qu'elle était dans certaines maisons, et le chômage qui atteignait dans d'autres deux ou trois jours par semaine a de beaucoup diminué.

Seine ⁽¹⁾. — A Paris, la situation, dans la *lithographie*, était à peu près semblable à celle de l'année dernière, c'est-à-dire peu brillante, et les salaires tendent à diminuer de plus en plus, toutefois ils seraient assez rémunérateurs si le chômage, par suite de la concurrence, était moins fréquent. Le 3^e trimestre étant particulièrement calme, il y a eu une diminution de travail sur le deuxième.

Dans la fabrique de *papier*, l'activité s'est maintenue sensiblement semblable à celle de l'an passé, et il n'y a pas eu de changement sur le précédent trimestre.

Dans l'industrie du *jute*, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1904 et plutôt en diminution sur le précédent trimestre. Cette industrie est dans un état peu satisfaisant, et 2 établissements d'environ 300 ouvriers sont fermés dans la Somme depuis un an.

Dans la *teinture, blanchiment et apprêts*, le travail a été également moins actif qu'au trimestre correspondant de 1904 et en diminution sensible sur le deuxième trimestre, qui correspond à la morte-saison; la durée du travail n'a été que de 4 jours par semaine et de 7 à 8 heures par jour; un établissement a disparu à Cambrai, comptant 400 ouvriers.

Dans la fabrique de *fleurs artificielles*, le travail tend à diminuer d'année en année et sa durée n'a été que de 40 heures par semaine pendant le deuxième trimestre; les salaires varient entre 3 à 4 francs par jours pour les ouvrières, et entre 6, 12 et 15 francs pour les ouvriers, suivant les spécialités. L'état de cette industrie est en souffrance, bien que l'outillage ait subi une grande transformation et des améliorations sensibles. Il y a eu également diminution du travail sur 1904 dans les *fleurs et plumes* et l'état général de cette industrie va aussi en diminuant, malgré l'amélioration de l'outillage; toutefois les salaires ont été augmentés.

Dans la *fabrique de casquettes*, le travail a été plus abondant qu'en 1904 et aussi actif qu'au 2^e trimestre. Dans la fabrique de *couvertures et molleton*, il a été stationnaire par rapport à 1904 et au trimestre précédent; dans cette industrie la saison bat son plein et toutes les usines font actuellement 60 heures; les salaires sont légèrement en hausse dans le Nord, et sans changement dans le centre et le midi. Dans la *passenterie*, il y a eu augmentation de travail comme tous les ans à pareille époque, et les ouvriers ont fait 70 heures par semaine; la saison a été particulièrement bonne pour les ouvriers de la *passenterie pour dames* et, en général, les salaires sont considérés comme satisfaisants, à part les courts mais fréquents chômages qui se produisent. Dans la *chemiserie* et fabrique de *faux-cols*, il y a eu augmentation sur le trimestre précédent. Dans la *corderie*, il n'y a pas eu de changement appréciable et les affaires restent difficiles.

Dans la *fonderie de fer, acier et aluminium*, le travail a été plus abondant que pendant le trimestre correspondant de 1904, et il n'y a pas eu de changement pendant le troisième de 1905. L'outillage a été amélioré, la morte-saison est assez abondante, il y a peu de chômeurs et les salaires suivent un léger mouvement de hausse; la journée est en général de 10 heures, cependant quelques maisons font de 11 à 12 heures. Dans le *modelage mécanique*, le travail sera plutôt en augmentation sur le trimestre correspondant de l'année dernière, et pour le troisième trimestre 1905 la moyenne est restée de 10 heures; l'augmentation de travail résulte de l'extension de l'automobilisme, et il y aurait plutôt pénurie d'ouvriers. Chez les *tourneurs-décolleteurs* et *fabricants de vis hydrauliques*, le travail a été moins actif qu'en 1904 à pareille époque et stationnaire par rapport au deuxième trimestre, et les salaires sont en hausse.

Dans l'*horlogerie en gros*, les affaires ont été calmes pendant les premiers mois du trimestre et l'on n'a fait que 9 heures; l'activité a repris en septembre. Cette industrie est toujours sous le coup de la concurrence étrangère, sauf pour l'horlogerie monumentale. Dans l'*orfèvrerie-argent*, le travail a été à peu près égal par rapport à l'an passé; la diminution peu sensible constatée sur le précédent trimestre correspond à la morte-saison.

⁽¹⁾ Les renseignements relatifs au département de la Seine se rapportent, sauf indication contraire au troisième trimestre 1905.

Dans l'industrie de l'*acétylène*, il y a eu une assez grosse reprise et la consommation du sulfure de carbure a augmenté dans d'assez sensibles proportions sur le dernier trimestre, qui a été plus actif qu'à la période correspondante de 1904. Même remarque pour la fabrication de *toiles cirées*; toutefois la situation de cette industrie est toujours très difficile par suite de la concurrence étrangère. Dans celle de la *stéarine* et *savonnerie*, il n'y a pas eu de changement, l'activité de cette industrie continue de faiblir à cause du développement des autres éclairages; néanmoins son personnel reste stable et compte beaucoup de vieux ouvriers et, bien que la main-d'œuvre soit peu abondante, il n'y a pas de chômage; les salaires varient de 4 à 7 francs pour les hommes et de 2 à 4 francs pour les femmes. Dans la *raffinerie de sucre*, le travail est assez actif depuis le milieu de septembre, la consommation ayant augmenté par suite de la baisse du prix de vente.

Dans l'entreprise de *ravalements*, il y a eu diminution de la durée du travail due à la précocité du froid l'activité a été moindre qu'au trimestre correspondant de 1904 et qu'au dernier trimestre. Dans celle du *stuc*, d'une façon générale, la main-d'œuvre a diminué, et les salaires ont augmenté d'au moins 13 p. 100.

Dans la fabrique de *parapluies*, le travail a été plus abondant, et bien que l'outillage n'ait subi aucune transformation, la main-d'œuvre est plutôt insuffisante à certaine période; la durée du travail est de 45 heures par semaine et il n'y a pas eu de chômage depuis 6 mois.

Dans la fabrique de *billards*, la concurrence étrangère crée une crise et le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1904, et pour le troisième trimestre il y a diminution d'heures de travail, néanmoins il n'y a pas eu de chômage et les salaires varient de 0 fr. 90 à 1 franc l'heure.

Dans la *tonnellerie*, il n'y a pas eu de changement, mais le travail est actif et le personnel, insuffisant en ce moment, fera probablement défaut jusqu'au mois de mai prochain, il y a eu transformation de l'outillage pour un établissement, qui commence à fabriquer mécaniquement. Dans l'*encadrement*, le changement a été également nul; il y a eu chômage partiel en août et septembre et une partie de juillet, par suite de l'irrégularité des commandes qui oblige à des à-coups. Cette industrie manque parfois de bras et les salaires n'ont pas varié depuis un an. Dans la *cannerie*, le travail abonde, mais il est gêné par la rareté des matières premières.

A Boulogne-sur-Seine, dans la *blanchisserie*, il y a eu une sensible diminution de travail comparativement au trimestre correspondant de 1904 et même activité par rapport au deuxième trimestre : 15 établissements occupant environ 200 ouvrières et ouvriers ont cessé de fonctionner. A Arcueil-Cachan, la période des vacances a eu pour effet de restreindre des deux tiers l'activité du travail, et la moyenne de la durée du travail n'a pas dépassé 25 heures par semaine : l'outillage a subi depuis quelques années des transformations, la main-d'œuvre étant devenue insuffisante.

Seine-et-Oise. — A Versailles, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail a été assez bonne pendant le troisième trimestre, et la proportion des ouvriers en chômage était évaluée à 10 p. 100.

D'après les syndicats patronaux, il n'y a pas eu de changement sensible dans le *bâtiment*, à Pontoise, Corbeil et Enghien au cours des troisième et quatrième trimestre; à Étampes, le travail moins abondant au troisième trimestre par rapport à 1904, était équivalent au quatrième. A Beaumont et à l'Isle-Adam, le manque de constructions s'est traduit par une diminution de travail en 1905.

A Étampes dans le *jardinage* et la *culture maraîchère*, l'activité est restée égale au cours des deux derniers trimestres; dans la *meunerie*, le travail était normal au troisième trimestre; sauf toutefois la disparition d'un petit établissement occupant de 3 à 5 ouvriers et la rareté de plus en plus grande de la main-d'œuvre; les salaires varient de 120 et 150 francs par mois. Dans la région de Rueil, le travail de la *blanchisserie* a été moins abondant qu'en 1904 pour le trimestre correspondant, mais en augmentation sur le troisième trimestre 1905.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.*(Renseignements fournis à la date du 15 décembre.)*

Ain. — A Bourg, 21 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 40 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *tailleurs de pierre, maçons, etc.*; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *plâtriers-peintres*. A Serrières-de-Briord, travail un peu plus actif chez les *tullistes*; 40 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Thoiry, 70 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Oyonnax, travail peu actif, 40 heures, chez les ouvriers en *peignes*. A Gex, travail peu actif, 54 heures, chez les *diamantaires*.

Aisne. — A Laon, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *garçons brasseurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *fileurs-rattacheurs*; travail actif, 60 heures, chez les *tisseurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 à 51 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de cartons*; travail actif chez les ouvrières de l'*habillement*; travail peu actif, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, chez les *couvreurs-zingeurs*; 1 chômeur chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*; travail satisfaisant chez les employés du *commerce et de l'industrie*; travail actif chez les *chauffeurs-conducteurs*. A Château-Thierry, travail peu actif, 50 heures; chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Soissons, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *mouleurs*.

A Guise, travail peu actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'*Hirson*. A Bohéries, travail un peu plus actif, chez les ouvriers de l'*industrie du i ssu*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 60 à 80 heures, chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Commentry, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement, 72 heures, chez les *métallurgistes*; chômage général chez les *maçons*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* de Montvicq; travail peu actif chez ceux de Saint-Hilaire; pas de changement chez ceux de Bézenet. A Bourbon-l'Archambault, 7 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux d'*Ygrande*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Palaisir; moitié de chômeurs chez ceux de Lury-Lévy; un tiers de chômeurs chez ceux des Isles et de Bardais.

A Gannat, travail peu actif chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Yorre, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers *sourciers*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de chômeurs chez les *vermicelliers*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes-sculpteurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tabletiers et graveurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *électriciens-mécaniciens*. A Cannes, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; un quart de chômeurs chez les ouvriers du *port*.

A Antibes, travail actif, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; de même et 54 heures chez ceux de Menton.

A Vallauris, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en poterie*. A Contes, pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

Ardèche. — A Privas, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Annonay, 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*; travail assez actif, 50 à 60 heures, chez les *mégissiers palissonneurs*.

A Serrières, 2 jours de travail par semaine chez les *chapeliers fouteurs*. A Vals, 40 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers et manœuvres* des eaux minérales.

Ardenes. — A Mézières, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Fumay, 2 p. 100 de chômeurs, 4/4 heures, chez les *mineurs*. A Saint-Menges, 37 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *tissus*; un quart de chômeurs, 49 à 60 heures, chez les *tisseurs* de Floing. Pas de chômeurs chez ceux de Sedan. A Francheval, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. A Haybes-sur-Meuse, 10 p. 100 de chômeurs, 44 à 60 heures, chez les *ardoisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Rimogne.

A Vigne-aux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* des Mazures; de même, 60 à 84 heures, chez ceux de Monthermé-Laval-Dieu; de même, 60 à 72 heures, chez ceux de Fromelennes; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Château-Regnault; de même et 72 heures, chez ceux de Bourg-Fidèle. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs* de Revin. A Raucourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferronniers*. A Revin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs-monteurs*.

Arîège. — A Lavelanet, 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Saint-Girons, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*. A Montels, chômage général chez les *mineurs*.

Aube. — A Troyes, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *rebrousseurs* et *commis de bonneterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*.

Aude. — A Narbonne, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de commerce*. A la Nouvelle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Carcassonne, 6 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif, 60 heures, chez les ouvrières de l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs* de Castelnaud-d'Aude; 30 p. 10 de chômeurs chez ceux de Montlaur; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs chez ceux de Villegly, Trausse, Pézens et Trèbes; 9 p. 100 de chômeurs chez ceux de Boutenac; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pennautier; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vinassan; travail actif chez ceux d'Homps; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Ouveillan; un quart de chômeurs chez ceux de Peyriac-de-Mer; un tiers de chômeurs chez ceux de Villemoustausson; travail assez actif chez ceux de Cazilhac et de Marseillette; 18 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montredon; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Durban; 28 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Ornaisons; 26 p. 100 de chômeurs chez ceux de Puichérie; 19 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Bizanet; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Marcourignan; nombreux chômeurs chez ceux de Canet; de Gruissan; de Sigeau; de Peyriac-Minervois; de Fraissé; de la Palme, de Port-La-Nouvelle, de Villedaigne, de Lézignan et de Tourouze; pas de chômeurs chez ceux de Badens et de Nébian; 24 p. 100 de chômeurs chez ceux de Paraza; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Roquefort; 12 p. 100 de chômeurs chez ceux de Rieux-Minervois; 13 p. 100 de chômeurs chez ceux de Moux.

Aveyron. — A Millau, pas de changement chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs* en couleurs; travail actif chez les *teinturiers* en peaux; un tiers de chômeurs, chez les *gantiers* et *dresseurs de gants*; travail très actif, 60 à 70 heures, chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 4 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits maritimes*; pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs*; moitié de chômeurs chez les *cuisiniers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs* et *pâtisseries*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers* et *charcutiers*; pas de chômeurs, chez les *employés de restaurant navigateurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel garçons navigateurs*; travail peu actif chez les *liquoristes*; 21 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *savonniers*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les

lithographes; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières de l'*habillement*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *tonneliers (barriqueurs)*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *forge-rons*.

20 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; nombreux chômeurs chez les *cimentiers et gâcheurs*; travail actif, 54 heures, chez les *mineurs et terrassiers*; pas de changement chez les *mineurs-terrassiers-puisatiers*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *smilleurs de pavés*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres gratteurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-camionneurs*; travail actif chez les *chauffeurs-conducteurs automobiles*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; travail actif dans l'*enseignement primaire privé laïque*; pas de changement chez les *employés de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés marseillais*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de changement chez les *représentants et placiers du commerce*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Aix, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail peu actif chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *commis et employés*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*. A Fontvieille, moitié de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*. Pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs* de Gardanne; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Fuveau; pas de chômeurs, 56 heures, chez ceux de Saint-Savournin; pas de chômeurs chez ceux de Valdonne; 50 heures de travail par semaine chez ceux de Trets.

A Tarascon, travail peu actif, 54 heures, chez les *maçons*; de même chez les *terrassiers*; un tiers de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Arles, deux tiers de chômeurs chez les *inscrits maritimes*; travail peu actif chez les *maçons et tailleurs de pierre*; de même chez ceux d'Aubagne.

A Berre, 20 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*; travail peu actif chez ceux de Martigues. A la Ciotat, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Port-Saint-Louis-du-Rhône, nombreux chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Cassis, trois quarts de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

Calvados. — A Caen, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Guibray, 17 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*. A Condé-sur-Noireau, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *colonniers*. A Allemagne, travail peu actif, 60 heures, chez les *carriers*. A Vire, travail moins actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *granitiers*. A Lisieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Champagnac, travail actif, 60 heures, chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 35 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Ruffec, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *mouleurs*.

A Cognac, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *fabricants de caisses*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; nombreux chômeurs chez les ouvriers des *quais*. A Saint-Même, pas de chômeurs 60 heures, chez les *carriers*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *coiffeurs*. A Châtellillon, travail actif chez les *pêcheurs d'huîtres*.

A la Rochelle, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Cher. — A Bourges, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *toiles civées*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *voitures*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers sur l'*essieu*; 27 p. 100 de chômeurs, 5/4 heures, chez les *travailleurs sur métaux*; travail peu actif chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *employés*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vierzon, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *métaux*.

Nombreux chômeurs, 60 heures, chez les *bûcherons* de Barlieu; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Charenton-du-Cher; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Thaumiers; nombreux chômeurs chez ceux de Grossouvre; nombreux chômeurs chez ceux de Menetou-Couture; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vallenay; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Baudel; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Feux; pas de chômeurs chez ceux d'Arpheuilles, de Bannay, de Brécy, de Chambon, d'Iroy-le-Pré, de Levet, de Mareuil-sur-Arnon, de Méry-ès-Bois, de Barantheaume et de Villabon; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Meillant; 36 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sagonne; pas de chômeurs chez ceux d'Uzay-le-Venon; pas de chômeurs chez ceux d'Apremont; nombreux chômeurs chez ceux de la Chapelle-Hugon; 75 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Flavigny; moitié de chômeurs chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois et de Mornay-Berry; 57 p. 100 de chômeurs chez ceux de Neuvy-le-Barrois.

27 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles* de Saint-Loup-des-Chaumes; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Pierre-les-Étieux. A Jussy-le-Chaudrier, 25 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Saint-Amand, pas de changement chez les *sabotiers* et *galochiers*; travail peu actif chez les ouvriers en *voitures*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*.

A Dun-sur-Auron, nombreux chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Sancergues, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif, 52 heures, chez ceux de Nérondes. A Torteron, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *journaliers*. A la Guerche, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 32 heures, chez les *chaufourniers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Chalvoy-Milon, 22 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

Corrèze. — A Tulle, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *menuisiers-ébénistes*; travail actif, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; deux tiers de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs de pierre*, *maçons* et *manœuvres*.

A Bort, travail peu actif, 18 heures par semaine, chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sabotiers*.

Corse. — A Ajaccio, 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *sordonniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*. A Bastia, pas de chômeurs chez les *garçons de cafés* et *restaurants*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*. A Propriano, moitié de chômeurs chez les *cordonniers*.

Côte-d'Or. — A Dijon, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail peu actif chez les *couvreurs*. A Beaune, 60 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. Pas de chômeurs, 50 heures, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux. A Montaron, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *mécaniciens*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

A Dinan, travail actif, 60 heures, chez les *vanniers*.

Creuse. — A Guéret, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tapisseries d'art*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*. Au Bugue, pas de chômeurs, 36 heures, chez les *chapeliers-appropriers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; travail actif chez les *tailleurs*; pas de changement chez les ouvriers d'*art*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs de boîtes d'argent*; pas de chômeurs chez les *employés en pharmacie*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers sur *bois*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Monthéliard, pas de chômeurs, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Bavevel, travail peu actif, 60 heures, chez les *horlogers*.

Drôme. — A Valence, travail peu actif, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*. A Saint-Uze, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*. A Vernon, 7 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Pont-Audemer.

Eure-et-Loir. — A Chartres, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Finistère. — A Brest, travail peu actif, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Morlaix, pas de chômeurs chez les ouvrières de l'*habillement*. A Landerneau, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez ceux de Concarneau. A Guilvinec, chômage général chez les *ferblantiers-boitiers*; de même chez ceux d'Audierne; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Concarneau; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Guérolé.

A Quimper, 15 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; deux tiers de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Douarnenez, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail un peu plus actif chez les *sardinières*; 70 p. 100 de chômeurs chez les *soudeurs-boitiers*. A Audierne, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*, de même chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif, 50 heures, chez les *carrossiers*.

A la Grand-Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Alais; 14 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez ceux de Graissesac. A Anduze, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *vanniers*.

A Bessèges, pas de chômeurs, travail actif, 54 heures, chez les *verriers à vitres*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*. A Sauve, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *bonneterie*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, travail assez actif, 50 heures, chez les *monteurs de galoches*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de

chômeurs, 66 heures, chez les *sténo-dactylographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 48 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *terrassiers* et *hommes de peine*.

Gironde. — A Bordeaux, 27 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons limonadiers*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *couturières*; 7 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *manceuvres* et *lisseuses en teinture*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des constructions maritimes*; 11 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les *ouvriers travaillant le bois mécaniquement*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers-décorateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; travail peu actif chez les *scieurs de long*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail actif chez les *maréchaux-ferrants*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons* et chez les *ravaleurs*; pas de changement chez les *peintres en bâtiment*; travail peu actif chez les *couvreurs*; travail satisfaisant chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; travail peu satisfaisant chez les *sacquiers en grains*.

A Arcachon, pas de chômeurs chez les *chauffeurs* et *marins* inscrits.

A Libourne, 40 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *tonneliers*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*. A Dagnac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; de même et 70 heures, chez ceux de Cénac.

A Vayres, pas de chômeurs, travail actif, 60 à 72 heures, chez les *tonneliers*; de même et 60 heures chez ceux de Saint-Pardon et de Pauillac; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux d'Ambarès; de même et 84 heures chez ceux de Caudrot. A Preignac, travail peu actif, 60 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*. A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*. A Lormont, grève chez les *verriers*.

Hérault. — A Montpellier, pas de changement chez les *litho-typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *ordonniers*; pas de changement chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Agde, chômage général chez les *marins* et *pêcheurs*; nombreux chômeurs, 36 heures, chez les *ouvriers agricoles* et *terrassiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; nombreux chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Pézenas, 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bouzigues, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marins-pêcheurs*. A Saint-Geniès-de-Mourgues, chômage général chez les *carriers*. A Marsillargues, moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Béziers, 6 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *bourelliers*.

A Cette, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; moitié de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs chez les *horlogers-bijoutiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens brevetés* de la marine de commerce; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Mèze, 65 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *ouvriers agricoles*; 75 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; moitié de chômeurs chez les *portefaix*.

Pas de chômeurs chez les *ouvriers cultivateurs* d'Aspiran; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nizas; pas de chômeurs chez ceux de Maraussan; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mauguis; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Maureilhan; un tiers de chômeurs chez ceux de Quarante; nombreux chômeurs chez ceux de Cazouls-lès-Béziers, de Florensac, de Gignac et de Servian; 28 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez ceux de Sérignan; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Cournonterral; nombreux chômeurs chez ceux d'Antignac, de Loupian et de Villeneuve-lès-Béziers; 24 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vias; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Valros; 37 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Adissan; 20 p. 100

de chômeurs chez ceux de Beaufort; un tiers de chômeurs chez ceux de Fabrègues; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nissan; 18 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nézignan-l'Évêque; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Oupia; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pérols; pas de chômeurs chez ceux de Lansargues et de Marseillan; un tiers de chômeurs chez ceux de Saint-Just et de Saint-Félix-de-Lodez; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Georges-d'Orgues.

A Bédarieux, moitié de chômeurs chez les *cultivateurs-terrassiers*; un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers-mineurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*, *maçons*, *plâtriers*, etc.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 69 heures, chez les *écrivains-graveurs-lithographes*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers des industries du cuir; 60 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Saint-Servan, travail actif, 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Coësmes, travail peu actif chez les *ardoisiers*.

A Fougères, travail assez actif, 60 heures, chez les *coupeurs en chaussures*; pas de changement, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Indre. — A Issoudun, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *draps*; 45 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en chaussures*; 25 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*. A Châteaurenault, nombreux chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

A Amboise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Isère. — A Grenoble, 30 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; travail peu actif chez les *tailleurs et couturiers*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et *manœuvres*. A Gières, travail très abondant chez les *gantiers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers-chaufourniers*. A Parmilieu, moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *carriers*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Montalieu-Vercieu; deux tiers de chômeurs chez ceux de Porcieu-Amblagnieu.

A Voiron, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A la Chapelle du Bard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

A Montalieu-Vercieu, travail peu actif, 45 heures, chez les ouvrières en *soie*.

A Voiron, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Brignoud, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *papetiers*.

Jura. — A Falletans, travail peu actif, 72 heures, chez les *bûcherons*. A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Landes. — A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 28 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*. A Romorantin, un tiers de chômeurs chez les *bûcherons*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les ouvriers en *draps*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Loire. — A Saint-Étienne, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *battandiers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *tisseurs*; 1 p. 100 de chômeurs, travail actif, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens-électriciens*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *aiguiseurs* et *polisseurs*; travail peu actif chez

les *cochers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabriques de rubans*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *instituteurs et institutrices*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*.

A Roanne, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *gareurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *apprêteurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Firminy, travail assez actif, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *serruriers*; travail passable chez les *maçons*.

Pas de changement chez les *métallurgistes* du Chambon-Feugerolles; pas de chômeurs, 64 heures, chez ceux de Saint-Martin-la-Plaine. A la Gresse, pas de changement chez les *lisseurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Cergne.

A Saint-Genest-Lerpt, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *rubanniers*; A Chazelles, 3 jours de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Rive-de-Gier, 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *mineurs* de la Talaudière. A Sail-sous-Couzan, travail peu actif, 45 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; travail très peu actif, chez les *charpentiers de navires*; travail peu actif chez les *musiciens*.

A Châteaubriant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs sur métaux*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens-navigateurs*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*. A Chantenay, 8 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*. A Trignac, travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Loiret. — A Orléans, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Gien et de Paucourt; deux tiers de chômeurs chez ceux d'Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs chez ceux de Thou et de Bucy-Saint-Liphard. A Montargis, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *cultivateurs, terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Souillac, travail peu actif, 69 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif chez les *typographes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*; travail actif, 48 heures, chez les *peintres et colleurs de papier*.

A Villeneuve-sur-Lot, travail actif, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Casteljaloux, travail actif, 56 heures, chez les *charpentiers*.

A Marmande, 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*.

A Tonneins, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de changement chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *chaussure*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *menuisiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; nombreux chômeurs, chez les *manœuvres* et *terrassiers*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisserands*; de même chez ceux de la Tessoualle, de Saint-Philbert, de la Séguinière et de Saint-Léger.

Manche. — A Cherbourg, 16 p. 0/0 de chômeurs chez les *jardiniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Granville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*.

Marne. — A Reims, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *trieurs de laine*; 15 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *charpentiers scieurs de long*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers ébénistes*; 47 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; travail actif, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *caissiers*; un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et chez les *tailleurs de pierre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *livre*.

A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *cahistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *bûcherons*.

A Épernay, travail actif, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; travail actif, 60 heures, chez les *bouhonnières*; un tiers de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Fismes, 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *pelletterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers-paillassonneurs*; travail normal chez les *gantiers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 30 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*habillement*; travail satisfaisant chez les *employés de commerce*. A Lunéville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail assez actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Bouxières-aux-Dames, pas de changement, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez ceux de Frouard-Pompey; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Ludres; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Neuves-Maisons; pas de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Bouxières-aux-Chênes; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Chavigny; travail assez actif, 63 heures, chez ceux d'Homécourt; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Golbranches; pas de chômeurs, 55 heures, chez ceux de Maxéville.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Cousances-aux-Forges, pas de changement, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Stenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même chez ceux d'Olizy. A Lérrouville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers, terrassiers et mineurs*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *zingueurs*; travail peu actif, 48 heures, chez les *peintres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Rochefort-en-Terre, chez les *carriers*, chômage pour les ouvriers *fendeurs*.

A Auray, travail peu actif, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

A Ploëmeur, chômage général chez les *ferblantiers-boitiers*; de même chez ceux de Sauzon. A Pontivy, travail actif, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A la Perrière, pas de chômeurs chez les *galochiers*. A Plouhinec, 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *sabotiers-galochiers*. A Saint-Pierre-le-Moutier, chômage général chez les *ouvriers du bâtiment*; travail actif, 48 à 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment* de Cosne; deux tiers de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Cercy-la-Tour; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Decize; 25 p. 100 de chômeurs, chez ceux de la Charité.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la Chapelle-Saint André, d'Oudan et de Sardylès-Epiry, de Nolay, de Bitry, de Billy-sur-Oisy et de Champlemy; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Entrains; 75 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Fermeté; travail peu actif chez ceux de Ville-Langy; pas de chômeurs chez ceux d'Arquian; nombreux chômeurs chez ceux de la Celle-sur-Nièvre et de la Machine; travail peu actif chez ceux de Nannay et de Sichamps; un tiers de chômeurs chez ceux de Cessy-les-Bois; pas de chômeurs chez ceux de Giez; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montaron; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Trois-Vèvres; 24 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez ceux d'Aunay; nombreux chômeurs chez ceux de Châteauneuf, de La Charité et de Nolay; pas de chômeurs chez ceux de Coulantre, de Menou, de Pazy, de Perroy, de Sainte-Colombe et de Saint-Sulpice; pas de changement chez ceux de Colméry.

A Prémy, pas de chômeurs chez les *ouvriers en produits chimiques*; 48 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Moulins-Engilbert, nombreux chômeurs chez les *maçons*; trois quarts de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A Guérigny, travail actif chez les *ouvriers des forges*.

Nord. — A Lille, travail actif chez les *boulangers*; travail peu actif chez les *cuisiniers*; un tiers de chômeurs chez les *limonadiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez les *lithographes*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail très actif chez les *ouvriers en métaux*.

A Dunkerque, travail peu actif chez les *voiliers*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; nombreux chômeurs chez les *plafonneurs*.

A Cambrai, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *mouleurs*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Roubaix, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *brodeurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers du lisage*; nombreux chômeurs chez les *maçons*; un tiers de chômeurs, 40 heures, chez les *peintres*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Valenciennes, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Armentières, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

A Tourcoing, travail actif, 55 à 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapis moquette*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers en grosse moquette*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *domestiques du roulage*.

A Douai, travail peu actif, 54 heures, chez les *menuisiers*.

A Halluin, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du bois*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; de Briastre; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles* d'Houplines; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Hazebrouck; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Halluin; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Souplet, de Roncq et de Seclin; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez ceux d-Estaires; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nieppe; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Bailleul.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tisseurs*.

A Comines, travail peu actif, 60 heures, chez les *rubaniers*; travail actif, pas de chômeurs chez les *tisserands* d'Haspres et de Saulzoir. A Caudry, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tullistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *tulles* unis et grecs.

A Gommegnies, 2 p. 100 de chômeurs, travail assez satisfaisant, 48 heures, chez les *scieurs*. A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*. A Jeumont, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *marbriers*; grève partielle chez ceux de Bellignies.

A Walincourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers et orfèvres*.

A Quesnoy, 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers en *chaussures*.

A Ferrière-la-Grande, travail actif chez les *mécaniciens*; de même, 60 à 72 heures, chez ceux de Sous-le-Bois et de Jeumont. Travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes* d'Onnaing; 7 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez ceux de Sous-le-Bois. A Fresnes, 13 p. 100 de chômeurs chez les *verriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez ceux d'Escautpont. Au Cateau, travail assez actif chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Rosendaël, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *jardiniers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Maubeuge, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Méru et de Senlis.

A Béthisy-Saint-Pierre, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *scieurs à la mécanique*; 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Feugnières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*. A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*.

Orne. — A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A la Chapelle-Montligeon, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Tinchebray, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Pas-de-Calais. — A Calais, travail actif chez les *boulangers-pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, travail assez actif chez les *marins pêcheurs*; travail actif, 60 heures, chez les *tailleurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bois et du bâtiment*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *employés*. A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Rinxent, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, moitié de chômeurs chez les *cuisiniers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *typographes*; travail peu actif chez les ouvriers de l'*habillement*; 35 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*.

A Thiers, pas de chômeurs, 68 heures, chez les *employés*. A Saint-Eloy, pas de chômeurs, 68 heures, chez les *mineurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez ceux de Bressac-les-Mines. A Saint-Rémy-sur-Durolle, travail actif, 66 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*. A Volvic, 7 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *carriers*. A Besse, chômage général chez les travailleurs de la *pierre et du bâtiment*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bayonne, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail plus actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs*; 12 p. 100 de chômeurs,

60 heures, chez les *ébénistes*; 12 p. 100 de *chômeurs*, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Bida-
dache, 50 p. 100 de *chômeurs* chez les *tailleurs de pierre*. A Billère, pas de *chômeurs* chez
les *camionneurs*. A Guétary, 22 p. 100 de *chômeurs* chez les *gens de mer*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *typographes*;
pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *tour-
neurs-sciéurs*; 1 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *mécaniciens*; 20 p. 100 de *chô-
meurs*, 48 heures, chez les *peintres*; 13 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *plâtriers*;
travail actif, 40 heures, chez les *maçons*; 2 p. 100 de *chômeurs* chez les *employés de com-
merce*; pas de *chômeurs* chez les *coiffeurs*.

A Bagnères-de-Bigorre, un tiers de *chômeurs*, 48 heures, chez les *peintres*; pas de *chô-
meurs*, 48 heures, chez les *marbriers polisseurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de *chômeurs* chez les *pâtisseries-confiseurs*;
pas de *chômeurs*, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de *chômeurs*, 45 à
50 heures, chez les *charpentiers*; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de
chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; travail actif, 60 heures, chez les *plombiers-fer-
blantiers*; 40 p. 100 de *chômeurs* chez les *marchands ferrants*; 60 p. 100 de *chômeurs* chez
les *maçons*; pas de *chômeurs*, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre*; travail actif, 60 heures,
chez les *peintres*; 3 p. 100 de *chômeurs* chez les *employés*.

A Coustouges, pas de *chômeurs*, 80 heures, chez les *espadrilliers et trépointeurs*.

18 p. 100 de *chômeurs* chez les *ouvriers agricoles* de Canet; 15 p. 100 de *chômeurs* chez
ceux d'Alénuya; 19 p. 100 de *chômeurs* chez ceux de Canohès; nombreux *chômeurs* chez
ceux d'Estagel; 5 p. 100 de *chômeurs* chez ceux de Villeneuve-de-la-Baho; nombreux *chô-
meurs* chez ceux de Pezilla-de-la-Rivière et de Saint-Laurent-de-la-Salanque; 18 p. 100 de
chômeurs chez ceux du Soler; moitié de *chômeurs* chez ceux de Montner et de Vingrau;
13 p. 100 de *chômeurs* chez ceux de Théza; un tiers de *chômeurs* chez ceux de Rivesaltes;
38 p. 100 de *chômeurs* chez ceux de Salses; 40 p. 100 de *chômeurs* chez ceux de Tou-
louses.

Belfort (Territoire de). — A Belfort, pas de changement, 60 heures, chez les *em-
ployés de commerce*.

Rhône. — A Lyon, 44 p. 100 de *chômeurs* chez les *cuisiniers*; travail actif, 60 heures,
chez les *typographes*; 9 p. 100 de *chômeurs* chez les *garçons bouchers*; 40 p. 100 de *chô-
meurs* chez les *minervistes-pointeurs*; pas de changement chez les *ouvrières de l'aiguille*; légère
reprise chez les *tullistes à la chaîne*; 13 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *céramistes*;
travail actif chez les *tuiliers*; 2 p. 100 de *chômeurs* chez les *sténographes commerciaux*; pas
de changement chez les *employés de la soierie*; pas de changement chez les *dames employées
de commerce*; 6 p. 100 de *chômeurs* chez les *comptables*; 7 p. 100 de *chômeurs* chez les *coif-
feurs*.

A Thizy, 13 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *tisseurs*; nombreux *chômeurs*,
60 heures, chez ceux de Bourg-de-Thizy. A Grigny, travail moins actif, pas de *chômeurs*
chez les *chapeliers*. A Villefranche, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *typographes*. A
Amplepuis, nombreux *chômeurs* chez les *maçons*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *typographes*.
A Saint-Loup-sur-Semouse, travail actif, 80 à 85 heures, chez les *cordonniers*; 5 p. 100 de
chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*. A Gouhenans, pas de change-
ment chez les *verriers*.

Saône-et-Loire. — A Chalon, travail peu actif, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*;
A Mâcon, travail très actif, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *ouvriers en parterie*; tra-
vail satisfaisant chez les *métallurgistes*. A Coublanc, nombreux *chômeurs* chez les *tisseurs*. Au
Creusot, travail très actif, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Montchanin, 3 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *mineurs*. A Montceau-les
Mines, environ 11 p. 100 de *chômeurs*, 54 à 60 heures, chez les *mineurs*; 17 p. 100 de
chômeurs chez les *maçons*.

Sarthe. — Au Mans, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 49 heures, chez les *charpentiers*; travail peu actif, 54 heures, chez les *menuisiers*; travail moins actif chez les *galochiers*; travail actif, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *constructions mécaniques*; travail peu actif, 35 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 28 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *plâtriers*; travail actif, 48 heures, chez les *couvreur*s; 9 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vihaye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les travailleurs du *cuir*; travail assez actif, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*. A Moutiers, pas de chômeurs, 36 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez ceux de Chamonix.

A Saint-Michel, travail peu actif, 50 à 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les travailleurs de l'*alimentation*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, 40 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers des *plâtrières*. A Fourneaux, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *papetiers*.

Savoie (Haute-). — A Thonon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Taninges, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

Seine. — A Paris, 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *horticulteurs*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *jardiniers*; travail actif, 1 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; pas de changement chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs environ chez les *cuisiniers*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 1 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *biscuitiers en pain d'épices*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; pas de chômeurs chez les employés du commerce et de l'industrie de la *glace*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; travail moins actif chez les *sommeliers*.

Chez les *typographes*, 1 p. 100 de chômeurs environ, travail actif, 60 heures; 2 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs-écrivains lithographes*; pas de chômeurs, travail actif chez les *graveurs de la photogravure*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs pour impressions*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-chromistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*; travail très actif, 54 heures, chez les *fondeurs typographes*.

Pas de chômeurs chez les *tisseurs en tous genres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chefs *bardeurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *tailleurs et couturières*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs de cols et cravates*; 16 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *couturières*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières en *chapeaux de soie et feutre*; travail actif chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; 16 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvrières en *chapeaux mécaniques*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *casquettiers*; morte-saison, 54 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 25 p. 100 de chômeurs, morte-saison chez les ouvrières en *cravates*; un quart de chômeurs chez les *confectionneuses-couturières*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; 10 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *couleurs et garçons de lavo*ir.

Travail peu actif, 56 heures environ, chez les *charpentiers*; de même et 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *charrons*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers du meuble*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs-découpeurs-mouluriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *spécialistes en tables de nuit*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 17 p. 100 de chômeurs,

50 heures, chez les *mosaïstes marqueteurs*; pas de chômeurs, 58 heures, travail actif, chez les ouvriers de la *brosserie en soie*; travail actif, 66 heures, chez les *layetiers emballeurs*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *contremaitres métallurgistes*; 1 p. 100 de chômeurs, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers de la *métallurgie*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs en fer*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 4 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *polisseurs sur métaux*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *découpeurs-stampeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs en tubes de cuivre*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs robinetiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; travail actif, 60 heures, chez les *tourneurs en optique*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de la bijouterie*; travail actif chez les *nacriers en jumelles*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*.

Pas de changement chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *paveurs en bois*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *colleurs de papiers peints*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *funistes en bâtiment*; travail assez actif, 42 heures, chez les *peintres du 1^{er} arrondissement*; 27 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre-ravaleurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-modelleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *biseautiers, argentiers, polisseurs de glaces*; pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *façonniers graveurs sur cristal*.

Pas de changement chez les *employés de commerce et d'industrie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs automobilistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *clerks d'huissiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de changement chez les *dames employées aux écritures*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la Bourse du commerce*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs en broderies*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; pas de changement chez les *placiers en fleurs et plumes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*, 12 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *artistes lyriques*, 3 p. 100 de chômeurs chez les *artistes dramatiques*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; pas de chômeurs chez les *instituteurs libres*, peu de chômeurs chez les *professeurs de l'enseignement libre*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *membres et employés de l'enseignement privé*; travail peu actif chez les *coiffeurs*.

A Levallois-Perret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons et frappeurs en voitures*; 6 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*. A Alfortville, travail actif, 60 à 72 heures, chez les ouvriers en *pompes*. A Saint-Denis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois*. A Vanves, pas de chômeurs chez les *blanchisseurs*; 22 p. 100 de chômeurs chez ceux de Boulogne. A Clamart, un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Asnières, 30 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*. A Maisons-Alfort, 12 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *distillateurs*. A Boulogne, 10 p. 100 de chômeurs; 45 heures, chez les *maçons*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, travail peu actif chez les *corroyeurs et tanneurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-chocolatiers*; travail assez actif chez les *maîtres d'hôtel garçons restaurateurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *lithographes-papetiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs et brocheurs de la cordonnerie*; travail très peu actif chez les *travailleurs de l'industrie textile*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs en fer*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *dessinateurs*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*.

Au Havre, 5 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins*; travail satisfaisant, 5 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; pas de chômeurs chez les *huiliers, pétroliers et savonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif, chez les *cordonniers*; un tiers de chômeurs chez les *charpentiers de navires*, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modelleurs pour fonderies*; travail peu actif chez les *cochers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; moitié de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers des docks*.

A Villequier, pas de chômeurs chez les *marins*.

A Elbeuf, travail peu actif chez les *maçons*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*.
A Deville-lès-Rouen, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Arques, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers à la mécanique*.

A Lillebonne, 3 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *cotonniers*; pas de changement, 60 heures, chez ceux de Malaunay; pas de chômeurs, 47 heures, chez ceux de Bolbec. Au Tréport, pas de chômeurs chez les *verriers*; pas de chômeurs chez ceux de Nesle-Normandeuse, de Varimpré-Essarts, d'Incheville, d'E'u et d'Aumale. A Maulévrier, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*. A Lagny, pas de chômeurs, travail actif, chez les *typographes*. A Nanteuil-lès-Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-plâtriers*. A Corbeil, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*. A Montereau, travail peu actif, 40 à 45 heures, chez les *faienciens*. Au Moulin-Foulon, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 40 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *serruriers et mécaniciens*; pas de chômeurs 48 heures, chez les *maçons tailleurs-scieurs de pierre*; 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs-scieurs de pierre-marbriers*; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Étampes, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Orsay, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Chevreuse, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*; travail peu actif, 54 heures, chez ceux de Méry-sur-Oise.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même chez ceux de Meulan. Aux Mesnils, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *bûcherons*. A Chaville, pas de chômeurs chez les *blanchisseurs*. A Argenteuil, travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Corbeil, pas de chômeurs, travail actif, chez les *mécaniciens*; de même et 60 heures, chez ceux de Persan.

A Essonnes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *papetiers*; pas de changement, chez les *chapeliers*. A Bonnières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*. A Mantes, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Parthenay, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers et mécaniciens*; travail actif chez les *employés de commerce*. A Thouars, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Somme. — A Amiens, travail actif, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs et tailleurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*. A Moreuil, 25 p. 100 de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez ceux de Villers-Bretonneux; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Méharicourt. A Abbeville, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; travail satisfaisant, 70 heures, chez les *commis aux écritures*.

A Albert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Tarn. — A Albi, un quart de chômeurs chez les *boulangers*; moitié de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*; 36 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers approprieurs*; pas de changement chez les *maçons*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers et manœuvres*.

A Lavalur, travail peu actif, 48 heures, chez les *maçons*; 13 p. 100 de chômeurs chez ceux de Rabastens.

A Carmaux, pas de changement chez les *ouvriers en habillement*; de même chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les *ouvriers du bâtiment* et chez les *employés de commerce*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Castres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail moins actif, 48 heures, chez les *mouleurs*. A Graulhet, moitié de chômeurs, 25 heures, chez les *moutonniers*; moitié de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*. A Saint-Juéry, travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Mazamet, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; moitié de chômeurs, 50 heures, chez les *moutonniers*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de filature*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *délaineurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et *cimentiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-camionneurs*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers de l'industrie lainière*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; travail peu actif chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *menuisiers-ébénistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Castelsarrasin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Draguignan, 40 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Toulon, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *travailleurs de terre*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *confiseurs-pâtisseries*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 37 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; travail peu actif, 42 heures, chez les *carrossiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *aides-maçons*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; moitié de chômeurs chez les *chargeurs et déchargeurs* de navires. A la Seyne, travail peu actif chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers* sur fer et bois; travail peu actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Saint-Raphaël, 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de La Garde.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 4 p. 100 de chômeurs, 47 heures, chez les *tonneliers*. A Villeneuve-d'Avignon, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Apt, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. Aux Sables-d'Olonne, pas de changement chez les *marins-pêcheurs*. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Aux Epesses, travail actif, 60 heures, chez les *tisserands*; de même chez ceux de Saint-Malo-du-Bois; pas de chômeurs, travail très actif, chez ceux d'Évrunes, de Mortagne-sur-Sèvre et de Saint-Laurent-sur-Sèvre. A la Chaume, chômage général chez les *boitiers*. A Mervent, pas de chômeurs chez les *ouvriers forestiers*.

Vienne. — A Poitiers, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 42 à 45 heures, chez les *vitriers-peintres*.
A Châtelleraut, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-doreurs*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *batteurs et marcheurs de pâte*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*habillement*; 12 p. 100 de chômeurs, travail peu actif chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin emballeurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers porcelainiers*.

A Saint-Junien, moitié de chômeurs chez les *gantiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Bussière-Galant, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *feuilleardiens*.

Vosges. — A Épinal, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *chapeliers*. A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les ouvriers *textiles*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail assez actif, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Estival, travail actif chez les *papetiers*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles* de Saint-Maurice-sur-Moselle, de Moyennoutier, de Maxonchamp, du Thillot et de Bussang; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Plainfaing; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Ajols; travail peu actif chez ceux de Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Gérardmer; pas de chômeurs, 70 heures, chez ceux de Golbey; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Laurent.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Laneuville-les-Raon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 3 p. 100 de chômeurs environ, 48 à 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Yonne. — A Auxerre, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Sens, 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Pas de chômeurs chez les *forestiers* de Sommechaize, de Domats, de Perreux, de Septfonds et de Saint-Martin-des-Champs; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Fontenailles-sous-Andryes. A Saint-Fargeau, pas de chômeurs chez les *forestiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Sauveur; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Privé; pas de chômeurs chez ceux de Lavau, de Prunoy et de Mézilles; 9 p. 100 de chômeurs chez ceux de Moutiers.

Algérie. — A Bône, pas de chômeurs chez les *élèves et aides en pharmacie*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les employés en *quincaillerie*.

A Constantine, travail assez satisfaisant chez les employés de *commerce*.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de décembre 1905, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 12 syndicats patronaux comptant 465 membres;
- 28 syndicats ouvriers comptant 1,963 membres;

et de la dissolution de :

- 7 syndicats patronaux comptant 330 membres;
- 1 syndicat ouvrier comptant 10 membres;
- 1 union de syndicats patronaux.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

9 en décembre, 10 en novembre, 10 en octobre, 2 en septembre, 2 en juillet, 1 en juin, 3 en mai, 1 en avril, 1 en mars et 1 antérieurement au 1^{er} janvier 1905. Total : 40.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Aube [2 novembre 1905]. — Syndicat des **bouilleurs de crû** du département de l'Aube (20 membres). Siège social : rue de la Paix, 11, TROYES.

Bouches-du-Rhône [15 octobre 1905]. — Syndicat de défense des agents d'**assurances** de l'arrondissement d'Arles (20 membres). Siège social : rue Balechon, ARLES. — [23 septembre 1905]. — Union **foraine marseillaise** (36 membres). Siège social : plaine Saint-Michel, 36. MARSEILLE.

Drôme [28 mai 1905]. — Syndicat des agents généraux des compagnies et sociétés d'assurances françaises de la Drôme, à primes fixes et mutuelles contre l'incendie, la grêle, les accidents sur la vie et autres risques (40 membres). Siège social : rue Madier-Montjau, VALENCE.

Ille-et-Vilaine [7 octobre 1905]. — Syndicat du commerce en gros des **vins** et spiritueux du département d'Ille-et-Vilaine (73 membres). Siège social : rue Coetquen, 5 RENNES.

Marne [16 décembre 1905]. — Chambre syndicale des **pharmaciens** de Châlons-sur-Marne (10 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, CHÂLONS-SUR-MARNE.

Marne (Haute) [10 octobre 1905]. — Syndicat des entrepreneurs et maîtres-ouvriers du **bâtiment** du département de la Haute-Marne (60 membres). Siège social : rue Mareschal, CHAUMONT.

Nord [1^{er} décembre 1905]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiments** des cantons de Cambrai est, ouest, Carnières et Marcoing (75 membres). Siège social : salle des prud'hommes, CAMBRAI.

Rhône [27 octobre 1905]. — Syndicat des marchands de **chiffons** ambulants de la ville de Lyon (40 membres). Siège social : Rue Rabelais, 90, LYON.

Seine [14 novembre 1905]. — Union syndicale de la **chapellerie** de détail (36 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{re}. — [9 novembre 1905]. — Chambre syndicale de la **flanelle** manufacturée (12 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, PARIS-1^{re}. — [2 décembre 1905]. — Association syndicale de la **presse** théâtrale française (44 membres). Siège social : rue Vivienne, 19, PARIS-1^{re}.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [28 novembre 1905]. — Chambre syndicale des **cantonniers** et parties similaires de la ville de Nice (32 membres). Siège social : rue Foncet, 1, NICE. — [12 juin 1905]. — Syndicat des ouvrières de l'aiguille (**couture**) [104 membres]. Siège social : place Sasserne, 3, NICE.

Aube [19 octobre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers**, meuniers et parties similaires de l'Aube (135 membres). Siège social : Bourse du travail. TROYES. — [16 janvier 1903]. — Syndicat des ouvriers du **port** de la ville de Port-la-Nouvelle (150 membres). Siège social : Café de Paris, PORT-LA-NOUVELLE.

Bouches-du-Rhône [3 décembre 1905]. Union syndicale des ouvriers main-d'œuvre exceptionnelles des **postes**, télégraphes et téléphones (24 membres). Siège social : rue Colbert, 2 et 4, MARSEILLE.

Cher [1^{er} octobre 1905]. — Syndicat des **typographes** et des industries similaires de Saint-Amand. Siège social : SAINT-AMAND.

Corrèze [21 novembre 1905]. — Syndicat des ouvriers de l'**ameublement** de Tulle (22 membres). Siège social : rue de la Barrière, 20, TULLE. — [18 novembre 1905]. — Chambre syndicale de l'union des ouvriers **boulangers** de Tulle (24 membres). Siège social : Bourse du travail, TULLE. — [18 novembre 1905]. — Syndicat des **mécaniciens** et parties similaires de Tulle (25 membres). Siège social : Bourse du travail, TULLE.

Côte-d'Or [2 décembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers travaillant dans l'industrie des **cycles** et motocyclettes (140 membres). Siège social : rue de Longvic, 2, DIJON.

Côtes-du-Nord [7 mai 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de la ville de Lannion (47 membres). Siège social : LANNION.

Ile-et-Villaine [16 novembre 1905]. — Chambre syndicale de la **sellerie** militaire rennaise (30 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Indre-et-Loire [18 décembre 1905]. — Union syndicale des employés de **tramways** de la ville de Tours (70 membres). Siège social : salle Augereau, à la barrière de Grammont, TOURS.

Loire-Inférieure [1^{er} mai 1905]. — Union syndicale des **pêcheurs** et marins de l'arrondissement de Saint-Nazaire (180 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-NAZAIRE.

Lot [9 juillet 1905]. — Syndicat des ouvriers **agriculteurs** de Souillac (38 membres). Siège social : place du Puits, SOUILLAC.

Marne. [25 octobre 1905]. — Syndicat professionnel des **musiciens** de Châlons (57 membres). Siège social : rue de Vaux, 22, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [2 avril 1905.] —

Chambre syndicale des ouvriers en papiers peints (parties similaires), (44 membres.) Siège social : rue d'Orfeuill, 1, CHÂLONS-SUR-MARNE.

Meurthe-et-Moselle [31 octobre 1905]. — Syndicat de placement des garçons **limonadiers**, restaurateurs et assimilés de la ville de Nancy et de la région de l'Est (53 membres). Siège social : rue Saint-Georges, 52, NANCY.

Nord [19 mars 1905]. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Jeumont (450 membres). Siège social : mairie, JEUMONT. — [10 novembre 1905]. — **Chambre syndicale des loueurs et cochers** de Lille (70 membres). Siège social : Grande-Place, 10, LILLE.

Oise [11 novembre 1905]. — **Chambre syndicale des ouvriers galochiers** réunis de Saint-Pierre-ès-Champs et de Neuf-Marché (16 membres). Siège social : SAINT-PIERRE-ÈS-CHAMPS.

Pas-de-Calais [1^{er} octobre 1905]. — Syndicat des **menuisiers**, charpentiers et parties similaires de Lens et environs (55 membres). Siège social : rue de Paris, 50, LENS.

Rhône [2 juillet 1905]. — Association des préposés de la manufacture des **tabacs** de Lyon (24 membres). Siège social : manufacture des tabacs, cours du Midi, LYON.

Seine [16 décembre 1905]. — Union amicale des ouvriers **boulangers** du 13^e arrondissement et communes environnantes (23 membres) Siège social : rue de Villejuif, 17, PARIS-XIII^e. — [15 décembre 1905]. — Association amicale des employés et ouvriers du secteur (**électrique**) des Champs-Élysées (? membres). Siège social : avenue des Ternes, 2, PARIS-XVII^e. — [1^{er} décembre 1905]. — Syndicat **ménager** de Paris-ouest (? membres). Siège social : rue Théophile-Gautier, 66, PARIS-XVI^e.

Tarn [1^{er} septembre 1905]. — Syndicat « L'avenir **typographique** d'Albi » (13 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, ALBI.

Vosges [21 octobre 1905]. — Syndicat des ouvriers **textiles** de Ventron (105 membres). Siège social : mairie, Ventron.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [4 novembre 1898]. — **Chambre syndicale des constructeurs de bateaux** en tout genre et des industries qui s'y rattachent (25 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{er}. — [20 juin 1904]. **Chambre syndicale des casinos** de France (40 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{er}. — [31 décembre 1902]. — **Chambre syndicale du commerce des fumiers** (15 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{er}. — [3 octobre 1902]. — Syndicat du commerce de la **machine** à coudre (125 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{er}. — [19 janvier 1899]. — Union des **représentants** en liqueurs et spiritueux du département de la Seine (49 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{er}. — [27 janvier 1904]. — **Chambre syndicale des teintures** et produits capillaires hygiéniques et de toilette de France (24 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 255, PARIS-1^{er}. — [1^{er} janvier 1903]. — Union syndicale des entrepreneurs de **voitures** de place de Paris-Levallois (52 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{er}.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [19 janvier 1902]. — Union des chauffeurs-mécaniciens des **étuves** municipales (10 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, Paris-x^e.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [26 septembre 1891]. — Syndicats réunis des commerces de **bois à brûler**, de bois à œuvrer et de charbon de bois par eau du département de la Seine (3 syndicats adhérents), Siège social : quai de la Rapée, 38, PARIS-XII^e.

BIBLIOGRAPHIE.

ÉTATS-UNIS. — IOWA. — *11^e rapport biennal du bureau des statistiques ouvrières, 1903-1904.* — [1 vol. in-8° de 460 pages. Des Moines, 1905. Imprimerie officielle Murphy.]

Les divers chapitres du rapport sont consacrés à l'inspection des fabriques, aux salaires, aux industries nouvelles, aux syndicats, aux employés des chemins de fer et aux lois ouvrières de l'état d'Iowa.

Un autre étudie le mouvement de l'immigration aux États-Unis de 1902 à 1905.

Le total des étrangers débarqués dans l'Union avec le projet de s'y fixer s'est élevé, du 30 juin 1903 au 30 juin 1904, à 812,870 et, de cette dernière date au 30 juin 1905, à 1,026,499; il y a donc eu augmentation de 213,629 en 1905. Ce chiffre est le plus fort que l'on ait jamais enregistré.

Pour cette dernière année on a compté parmi les immigrants les plus nombreux : 221,480 Italiens, 167,900 Russes, 163,700 Hongrois, 64,709 Anglais, 52,945 Irlandais, 16,977 Écossais, 40,574 Allemands, 10,163 Français, etc.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — <i>Compte rendu des séances. — Rapports : Bureaux de placement</i> (M. Thévenet). — <i>Protection des salaires</i> (M. Martelin). — <i>Création d'un office du travail</i> (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25.	Épuisé.
2 ^e SESSION (1892). — <i>Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire</i> (MM. Labeyrie et Delahaye). — <i>Sociétés coopératives de crédit</i> (M. Lyon-Caen). — <i>Habitations ouvrières</i> (M. Siegfried). — <i>Musée d'économie sociale</i> (M. Linder). — <i>Règlements d'atelier</i> (M. Keufer). — <i>Pétition des typographes de Lyon</i> . — 1 vol. in-4° 252 p.	3 fr.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — <i>Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire</i> (M. Many). — 1 vol. in-4°, 341 p.	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — <i>Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail</i> (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p.	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — <i>Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières</i> (M. Paulet). — <i>La question du chômage</i> (MM. Moron, Finance et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p.	1 fr. 80.
<i>Rapport sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail.</i> — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60.	Épuisé.
<i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail].</i> 1 broch. in-4° de 23 p. (1899). 1 fr.	1 fr.
7 ^e SESSION (1897). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications</i> (M. Keufer). — <i>Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics.</i> — 1 vol. in-4°, 299 p.	3 fr.
8 ^e SESSION (1898). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le marchandage</i> (M. Goy). — <i>Note de l'Office du travail sur le marchandage.</i> — 1 vol. in-4°, 127 p.	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in 4°, 525 p. 4 fr. 50.	Épuisé.
<i>Les conseils de prud'hommes</i> (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p.	3 fr. 60.
<i>Enquête sur la législation des conseils des prud'hommes</i> (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p.	1 fr.
10 ^e SESSION (1901). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, de 175 p. 2 fr. 25.	Épuisé.
<i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p.	3 fr.
<i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest.</i> — 1 broch. in-4°, 28 p.	1 fr.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 147 p.	1 fr. 80.
<i>Apprentissage : enquête et documents</i> (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p.	4 fr. 50.
<i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.	1 fr.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 224 p.	2 fr. 70.
<i>Les caisses de chômage.</i> — 1 vol. in-4° de 113 p.	1 fr. 80.
<i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p.	1 fr. 50.
<i>Enquête et documents sur le délai-congé.</i> — 1 vol. in-4°, 104 p.	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 233 p.	1 fr. 80.
<i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{re} Blondelu). — 1 vol. in-4°, 73 p.	1 fr. 50.
<i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p.	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 135 p.	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>L'enseignement professionnel</i> (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p.	2 fr. 25.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

<i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.</i> — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893). 8 fr.	Épuisé.
<i>Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques.</i> — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).	1 fr. 50.
<i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.</i> — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr.	Épuisé.
<i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des arts et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.</i> — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 50.	Épuisés.
<i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1^{er} : Seine.</i> — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893). — <i>Tomes II et III : Départements.</i> — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — <i>Tome IV : Résultats généraux.</i> — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50.	Épuisés.
<i>Manufactures de l'État et chemins de fer.</i> — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique.</i> — 29 planches in-8° (1897). 4 fr.	Épuisés.
<i>La petite industrie (salaires, durée du travail).</i> — <i>Tome 1^{er} : L'alimentation à Paris.</i> — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — <i>Tome II : Le vêtement à Paris.</i> — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr.	Épuisés

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}. (Suite.)

L'Industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisés.
Salaire-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers.</i> — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail.</i> — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — <i>En Autriche.</i> — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : <i>Accidents.</i> — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). 1 fr. 50..... 2 ^e partie : <i>Maladie, invalidité, Vieillesse.</i> — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.	Épuisé. Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (Industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.</i> — (1899). — Tome II : <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — (1901). — Tome III : <i>Métaux, céramique et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses.</i> — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.</i> — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).....	1 fr. 50.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1899-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur.</i> (1900). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques.</i> (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. <i>Dénombrement général.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr..... <i>Dénombrement des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	Épuisé. 7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50.	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome 1 ^{er} épuisé). Chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente; régions de Paris, du Nord et de l'Est.</i> — 1 vol in-4°, 870 p.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle. Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892.</i> — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun..... <i>Années 1893 à 1898.</i> — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr. — 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903. 1 ^{er} volume : <i>Mouvement de la population.</i> — 4 vol. in-8° de 313, 289, 105 et 384 p. (épuisés sauf 1902 et 1903). Chacun..... <i>Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903.</i> 2 ^e volume : <i>Institutions d'assistance.</i> — 4 vol. in-8° de 211, 105, 103 et 103 p. (épuisés sauf 1902 et 1903). Chacun.....	7 fr. 50. Épuisés. 5 fr. 5 fr.
Annuaire statistique — <i>Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 644, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p.</i> — (Épuisés : années 1886, 1888 et 1890 à 1902, sauf 1901.) Chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1904). — 14 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902 et 1903). Chacun..... 3 fr. et 1904.....	3 fr. 50. 4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — 1 broch. in-8° de 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — <i>Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905.</i> — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905.) Chacun.....	5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6°;
MUZARD et EBIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{er};
Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7°;
CHEVALIER et RIVIERE, rue Jacob, 30, à Paris-6°.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES).

SOMMAIRE.

	Pages.	Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		
Revue du travail en janvier 1906	105	Espagne : Les grèves pendant le 4 ^e trimestre 1905. 164
Situation par industries	106	États-Unis : Revue du travail. — Les salaires de 1890 à 1904..... 165
Grèves en janvier..... 115		Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves... 170
Conciliation et arbitrage en janvier	120	Italie : Grèves en décembre 1905..... 170
Les sociétés coopératives de consommation et de crédit au 1 ^{er} janvier 1905. 124		Norvège : Revue du travail..... 170
Le recensement professionnel du 24 mars 1901 : III. Établissements. 135		
L'hygiène et la sécurité des travailleurs en 1904. (Suite et fin.)..... 139		<i>Actes et documents officiels.</i>
Statistique des travaux de secours en cas de chômage pendant l'année 1904. 147		Loi du 29 décembre 1905, sur la caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents..... 171
		État des travaux législatifs..... 179
		Chronique législative : Les retraites ouvrières. — Les accidents dans l'agriculture. — Les retraites des délégués mineurs..... 180
<i>Jurisprudence.</i>		
Sociétés coopératives de consommation ; personnalité civile distincte des adhérents. — Convention syndicale ; inexécution. — Contrat de travail ; initiative de la rupture. — Placement ; débitant de boissons. 156		<i>Renseignements divers.</i>
		Analyse, par département, des renseignements fournis : par les associations patronales, etc. ; 2 ^e par les correspondants..... 183
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières..... 187
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		Adjudications ; prix courants divers ; commerce extérieur ; transports ; faillites ; autorisations de bâtir..... 204
Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves..... 161		Placement gratuit pendant le 4 ^e trimestre 1905 (syndicats ouvriers et mixtes)..... 207
Autriche : Placement. — Grèves..... 162		Mouvement syndical..... 220
Belgique : Revue du travail. — Grèves. — Création d'un Office des classes moyennes..... 162		Errata..... 224
Danemark : Les grèves et lock-outs en 1904..... 163		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires. On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	{	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
		POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS.

CONFÉRENCES PUBLIQUES DU DIMANCHE

en 1906

AVEC PROJECTIONS ÉLECTRIQUES.

Ces conférences ont lieu à 2 heures 1/2 de l'après-midi.

14 janvier. — **Zigzags en France.** — **Le voyage autrefois et aujourd'hui.** — M. Henri BOLAND, délégué au Service des voyages du Touring-Club de France.

21 janvier. — **Le Japon industriel.** — M. Albert MÉTIN, agrégé de l'Université, examinateur à l'École navale et professeur à l'École coloniale.

28 janvier. — **Expédition antarctique française 1903-1905** (avec 200 projections électriques). — M. le docteur Jean CHARCOT.

28 janvier. — **La prévention de l'incendie dans les usines et bâtiments.** — M. Félicien MICHOTTE, ingénieur des Arts et Manufactures, président du Comité technique contre l'incendie.

4 février. — **Les chemins de fer en Amérique.** — M. E. SAUVAGE, professeur au Conservatoire national des Arts et Métiers et à l'École nationale supérieure des Mines.

11 février. — **Les médailleurs français.** — M. Fernand MAZEROLLE, archiviste de la Monnaie.

18 février. — **L'imprimerie en France.** — M. Arthur CHRISTIAN, directeur de l'Imprimerie nationale.

18 février. — **L'assurance contre le chômage par la mutualité.** — M. Eugène MONTET, secrétaire général du Musée social.

25 février. — **L'éclipse de soleil du 30 août 1905.** — M. G. BIGOURDAN, membre de l'Institut et du Bureau des longitudes, astronome de l'Observatoire.

4 mars. — **La lutte pour l'amélioration sociale dans le Nord de la France.** — M. Victor DUBRON, bâtonnier de l'Ordre des avocats près la Cour de Douai, président de l'Alliance d'hygiène sociale du département du Nord.

11 mars. — **La fonderie de cuivre et de bronze.** — M. Léon GUILLET, docteur ès sciences, ingénieur des Arts et Manufactures, lauréat et correspondant de la Société d'encouragement pour l'Industrie nationale, lauréat et membre du Comité de la Société des Ingénieurs civils de France.

18 mars. — **Une richesse nationale inexploitée: Le tourisme.** — M. Louis FARGES secrétaire général de la Fédération des Syndicats d'initiative du Sud-Centre, délégué du Touring-Club de France.

25 mars. — **Les pierres précieuses et les perles.** — M. CHAUMET, joaillier-lapidaire.

1^{er} avril. — **Les Jouets anciens et modernes.** — M. Léo CLARETIE, docteur ès lettres, président de la Société des Amateurs de Jouets et Jeux anciens.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Direction du Travail,

PARIS (vir').

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A Monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de février la mévente des vins, s'ajoutant au mauvais temps, a maintenu encore à un niveau élevé le chômage parmi les ouvriers viticoles du Midi. Dans l'horticulture les ouvriers ne peuvent faire que de courtes journées, vu la saison, mais sont à peu près tous occupés. Les coupes de bois sont entrées en exploitation dans la très grande majorité des centres forestiers.

Le chômage a encore augmenté dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile la reprise signalée le mois dernier dans le Nord s'est encore accentuée; la situation continue à être satisfaisante dans les Vosges, à Reims et à Belfort, ainsi que dans les centres de l'Ouest; elle laisse toujours à désirer dans les régions de Rouen et de Roanne. Dans la soie le travail a baissé à Saint-Étienne; il est toujours actif dans la fabrique lyonnaise.

Les ouvriers du vêtement, de la chapellerie et de la chaussure sont, dans la plupart des centres, en morte-saison.

La situation est toujours aussi satisfaisante dans l'ensemble des industries des métaux exception faite pour les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de janvier 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

Dans la mégisserie les centres de Graulhet et de Mazamet continuent à souffrir du chômage.

Le travail reste satisfaisant pour l'époque dans les industries du livre, surtout à Paris. Il a baissé dans l'industrie du meuble.

1,430 syndicats, groupant 254,702 ouvriers, ont répondu en janvier 1906, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats 1,251, groupant 208,221 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 24,114, ce qui correspond à une moyenne de 11.6 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier de 10.7 p. 100; elle était de 13.8 p. 100 en janvier 1905.

L'ouvrage, pendant le mois de janvier 1906, a été jugé, par comparaison avec le mois de décembre, plus abondant, par 14 p. 100 des syndicats, groupant 19 p. 100 des syndiqués; équivalent par 52 p. 100 des syndicats groupant 45 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 34 p. 100 des syndicats, groupant 36 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 696 syndicats, groupant 122,661 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 495, groupant 83,518 adhérents, ont répondu pour la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1,400) accusent 5 p. 100 de chômeurs, comme le mois dernier; à Boulogne-sur-Mer (935) il y a 6.4 p. 100 de marins pêcheurs inoccupés; la pêche du hareng est terminée. Sur les côtes bretonnes, à Douarnenez (1,181) le poisson manque, la mer est mauvaise, les bateaux sont pour la plupart désarmés; il en est de même à Audierne (103), Guilvinec (150) et Concarneau (400). A Chatelaillon (1,100) les pêcheurs d'huîtres sont tous occupés; la situation est devenue satisfaisante.

D'après les réponses de 82 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 12,208 membres le nombre des chômeurs syndiqués était, à la fin de janvier, de 2,947, soit 24.1 p. 100 contre 25.2 p. 100 le mois dernier et 25.4 en janvier 1905; la situation était considérée comme satisfaisante par 36 p. 100 des syndicats et 40 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 2,947 chômeurs, 2,812 sont signalés par les 71 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 7,171 syndiqués: la mévente des vins, s'ajoutant au mauvais temps, continue à maintenir le chômage à un taux très élevé parmi les journaliers viticoles. A Paris, les jardiniers (1,990) sont toujours tous occupés, mais les journées sont moins longues en raison de la saison; le syndicat mixte des horticulteurs (2,089) annonce 65 chômeurs au lieu de 67, la journée est toujours de 9 heures. A Rosendaël (Nord) les jardiniers (150) n'ont pas de chômeurs, et font 60 heures par semaine. A Angers le syndicat mixte des jardiniers (350) n'accuse que dix chômeurs.

Les 86 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois de janvier le nombre de leurs chômeurs accusent 1,915 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 7,855 membres, une proportion de 24.4 p. 100 contre 29.5 p. 100 le mois dernier et 10.8 en janvier 1905. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 63 p. 100 des syndicats et 60 p. 100 des syndiqués. Les travaux

d'hiver dans les bois sont en cours dans 75 p. 100 des centres forestiers du Cher, dans plus de 80 p. 100 de ceux de la Nièvre et dans presque tous ceux de l'Yonne : le chômage atteint 26.5 p. 100 dans le Cher pour 26 syndicats groupant 2,794 syndiqués, il est de 26.6 p. 100 pour les 29 syndicats de la Nièvre groupant 3,221 membres et seulement de 7 p. 100 pour 11 syndicats de l'Yonne ayant 1,031 membres.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 75 syndicats, groupant 12,029 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en janvier, soit 1,840, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 15.3 p. 100 contre 14.5 le mois dernier et 20.6 en janvier 1905. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 52 p. 100 des syndicats et 61 p. 100 des syndiqués. En province le chômage est supérieur à la moyenne chez les boulangers de Toulouse (106) et de Limoges (113), les bouchers (132), les liquoristes (340) et les limonadiers de Marseille (510), les ouvriers des abattoirs de Bordeaux (145), les distillateurs de Maisons-Alfort (205), les limonadiers de Grenoble (154), les cuisiniers de Bordeaux (332). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Lille (180) et du Mans (355), les bouchers de Lyon (636), les confiseurs-pâtisseries de Marseille (450), les pâtisseries de Bordeaux (335), les maîtres d'hôtel du Havre (507), les vermicelliers de Valence (325), les chocolatiers de Noisiel (273), les ouvriers de l'alimentation de Saint-Michel-de-Maurienne; le chômage est de nouveau général chez les sardinières de Douarnenez (287). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (745) accusent 11 p. 100 contre 12 le mois dernier; ceux de la Bourse du travail (950) 23 p. 100; les garçons de cuisine (760), 10.5 p. 100 contre 9; les pâtisseries (1,039) 19 p. 100 contre 18; les confiseurs (220) 7.3 au lieu de 1.4 p. 100; les biscuitiers (306), 1.3 p. 100; les garçons limonadiers du syndicat de la rue Tiquetonne (250) 24 p. 100 contre 20 p. 100 le mois dernier; les compagnons boulangers du boulevard Richard-Lenoir (136), 15 p. 100 contre 23; l'Abeille de la rue Grégoire-de-Tours (145) 11 p. 100.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de décembre 1905, troisième mois de la campagne 1905-1906, s'élevait à 1,242,801 hectolitres contre 1,054,040 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 188,761. Il y a notamment augmentation sur les alcools de betteraves (930,808 hectolitres au lieu de 774,725) et de mélasses (94,138 hectolitres au lieu de 47,634). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 48,172 hectolitres, soit une différence en moins de 9,033 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de janvier 1906 (cinquième mois de la campagne 1905-1906), les travaux de défécation étaient encore en cours d'activité dans 6 fabriques, soit 6 de plus qu'à l'époque correspondante de la campagne 1904-1905; ils étaient terminés dans 286 fabriques contre 270 à la fin du mois de janvier 1905; la quantité de sucre, travaillée à la fin de janvier 1906, correspondait à 1,017,939 tonnes de sucre raffiné, soit une augmentation de 400,497 tonnes sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽²⁾.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 160,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 janvier 1906.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 février 1906.

personnel ouvrier des mines, pendant le mois de janvier 1906. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	96,081	6.00	"	"	"	"	100.00
Loire	16,141	5.99	"	"	"	1.33	98.67
Gard et Hérault	14,545	6.00	"	"	"	"	100.00
Tarn et Aveyron	10,490	5.93	"	"	"	27.54	72.46
Provence (lignites)	2,381	5.86	"	"	"	30.00	70.00
Isère	1,624	6.00	"	"	"	"	100.00
Ouest	280	6.00	"	"	"	"	100.00
Bourgogne et Nord-Est ..	9,728	6.04	"	"	"	2.91	97.09
Centre	9,753	5.94	"	"	"	11.58	88.42
ENSEMBLE pour la France.	161,023	5.99	"	"	"	3.26	96.74

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.61; il était de 5.81 en janvier 1905. D'après les réponses de 27 syndicats, le chômage serait de 2.5 p. 100 sur un effectif de 11,838 syndiqués⁽¹⁾; il était de 8.2 p. 100 le mois dernier pour 11,422 syndiqués et de 4.9 p. 100 en janvier 1905 pour 8,909 syndiqués. La proportion des chômeurs est, d'après le syndicat de la rue du Nord, de 5 p. 100 à Montceau (4,997) contre 16 le mois dernier, de 0.8 p. 100 seulement d'après l'autre syndicat (2,148).

La production houillère des bassins du Nord et du Pas-de-Calais, déduction faite des déchets de triage, s'est élevée en 1905 à 24,272,071 tonnes (chiffres approximatifs) contre 22,713,003 tonnes (chiffres définitifs) en 1904, accusant ainsi une augmentation de 1,559,068. Sur cette production totale, 17,542,235 tonnes reviennent en 1905 aux compagnies du Pas-de-Calais contre 16,303,515 tonnes en 1904, et 6,729,836 tonnes aux compagnies du Nord contre 6,409,488 en 1904. Pendant la même année 1905 la production en cokes des usines appartenant aux compagnies houillères du Pas-de-Calais et du Nord s'est élevé à 1,772,785 tonnes contre 1,543,343 en 1904, soit en plus 229,442 tonnes. La production en agglomérés des mêmes usines s'est élevée à 971,068 tonnes contre 913,250 en 1904, soit en plus 57,548 tonnes.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 12.7 p. 100 pour 18 syndicats groupant 1,323 ouvriers contre 11.2 p. 100 le mois dernier et 36.4 p. 100 en janvier 1905. Il y a 23 p. 100 de chômeurs chez les carriers de Fontvielle (130) au lieu de 46, et 4.6 p. 100 à Volvic (150) au lieu de 6.6; 15 p. 100 à Saint-Raphaël (100); tous les syndiqués sont, par contre, occupés dans les carrières de Léroutville (187), Saint-Restitut (148), Chevreuse (150). A Rochefort-en-Terre (210), les fendeurs chôment toujours par suite de l'inondation de l'ardoisière.

⁽¹⁾ Le syndicat du Pas-de-Calais (et non du Nord et du Pas-de-Calais, comme il a été imprimé par erreur dans les précédents Bulletins), siégeant à Lens, et qui compterait, d'après le dernier *Annuaire des syndicats*, 35,000 membres, n'a pas répondu au questionnaire.

PRODUITS CHIMIQUES. — GAOUTCHOU. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 5 syndicats, groupant 1,130 ouvriers, ressort à 8.1 p. 100 contre 4 p. 100 le mois dernier et 2.8 en janvier 1905. A Paris, les travailleurs du gaz (4,340) n'ont pas répondu. La proportion des chômeurs est de 19 p. 100 au lieu de 21 chez les savonniers de Marseille (400); de 4.6 p. 100 chez les tordeurs d'huiles de Dunkerque (330).

Les ouvriers des papeteries d'Étival (740) et de Brignoud (310) sont tous occupés. Les relieurs-papetiers de Lille (260) accusent 2.7 p. 100 de chômeurs.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 182 pour 90 syndicats groupant 5,184 adhérents, soit 3.5 p. 100; pour Paris, de 131 pour 10 syndicats groupant 5,746 adhérents, soit 2.3 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 3.6 p. 100, et pour Paris de 1.7 p. 100; elle était, pour le mois de janvier 1905, de 3.9 p. 100 pour la province, de 6.5 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 79 p. 100 des syndicats de province groupant 76 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 10 syndicats, équivalent par 42, moins abondant par 20 autres. Il y a 2.6 p. 100 de syndiqués sans travail au lieu de 4.2 chez les imprimeurs lithographes de Marseille (115), 4.2 p. 100 chez les typographes (190); 12 p. 100 à Bordeaux (335) au lieu de 7.6; 11 p. 100 à Grenoble (140), 12 p. 100 à Nantes (125), 1.6 p. 100 à Nancy (253), 4.8 p. 100 à Lille (520), 1.2 p. 100 à Lyon (415) contre 0 le mois dernier, 9 p. 100 à Versailles (110) contre 0 le mois dernier. Pas de chômeurs à Dijon (130), Montpellier (105).

A Paris, le travail reste satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (3,500) accuse 50 chômeurs contre 25 le mois dernier. Dans la lithographie et la gravure sur bois, les imprimeurs lithographes de la *Résistance* accusent 50 chômeurs, contre 23 le mois dernier et 35 en janvier 1905, sur 508 membres; les graveurs-écrivains (190) 10.5 p. 100 au lieu de 7.7; l'*Union lithographique* (232) 3 p. 100 contre 3 le mois dernier.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 18 syndicats, groupant 4,031 ouvriers, atteint 23.2 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 29 p. 100, elle était de 28.9 p. 100 en janvier 1905. Les tanneurs-corroyeurs de Châteaurenault (115) n'ont aucun chômeur et font 66 heures par semaine. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) accusent 2 p. 100 de sans-travail contre 3 p. 100 le mois dernier, la semaine est de 50 heures; elle est de 59 heures pour les mégissiers-palissonneurs (410) qui accusent 2.4 p. 100 contre 2 le mois dernier et 24 p. 100 en janvier 1905; à Mazamet les ouvriers des peaux de mouton (800) accusent 25 p. 100 de chômeurs contre 50 le mois dernier, les mégissiers (100), 15 p. 100 au lieu de 40; les moutonniers de Graulhet (1,150) ont 52 p. 100 de chômeurs au lieu de 52 le mois dernier et 33 en janvier 1905. Les ouvriers en pelleteries de Fismes (104) ont 45 p. 100 de chômeurs au lieu de 34 : la semaine est seulement de 48 heures; la situation est assez satisfaisante pour la morte-saison.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 17.2 p. 100 pour 17 syndicats groupant 3,073 ouvriers contre 15.5 p. 100 le mois dernier et 22.4 p. 100 en janvier 1905. A Fougères, les cordonniers (1,000) ont 1 p. 100 de sans-travail et estiment la situation satisfaisante; les cordonniers de Limoges (803) accusent 15 p. 100 de chômeurs; ceux de Bordeaux (260) 7.7 p. 100; ceux de Toulouse (164) 6.7 p. 100; ceux du Havre (420) 83 p. 100.

Dans la ganterie, à Millau, l'Union (800) et le syndicat indépendant (110) n'accusent aucun chômeur; à Saint-Junien (260) il y aurait 50 p. 100 de chômeurs comme le mois dernier.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 84 syndicats, groupant 27,444 adhérents, était, à la fin de janvier, de 1,230, soit 4.5 p. 100; la proportion était de 5.4 p. 100 le mois dernier, elle était de 8.7 en janvier 1905.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait 3.1 p. 100 de chômeurs contre 1.5 le mois dernier et 4.6 p. 100 en janvier 1905, la semaine serait de 60 heures, et la situation serait satisfaisante; à Tourcoing tous les syndicats estiment également le travail satisfaisant: d'après le syndicat textile (117), le chômage serait de 0 p. 100 au lieu de 2 p. 100; d'après celui de l'industrie du tissu (847), de 2 p. 100; d'après celui des trieurs de laine (200), de 10 p. 100; à Armentières, le syndicat mixte (1,940) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait toujours de 50 à 60 heures; à Houplines (1,500) il y a 1.3 p. 100 de chômeurs au lieu de 2, la situation est estimée assez bonne pour l'époque, la semaine est de 55 à 60 heures; à Hazebrouck (487) il y a 17 p. 100 de chômeurs au lieu de 17, la semaine est toujours de 59 heures; à Halluin (1,000) le chômage est de 2 p. 100 au lieu de 5 et la semaine est de 60 heures; à Dunkerque (500) il y a 5 p. 100 de chômeurs, la situation est satisfaisante; dans les petits centres de tissage, pas de chômeurs à Villers-en-Cauchies (145), Comines (153), Avesnes-les-Aubert (235); 2 p. 100 à Nieppe (425), 5 p. 100 à Estaires (600). Pour l'ensemble des 19 syndicats du Nord groupant 14,497 syndiqués, la proportion des chômeurs est seulement de 2.9 p. 100.

Dans les Vosges, la semaine est au moins de 60 heures et on ne signale aucun chômeur au Thillot (123), à Remiremont (330), Gérardmer (350), Saint-Maurice (199) et Saulxures (150); la proportion des chômeurs est de 1.5 p. 100 à Plainfaing (1,750) contre 1.5 le mois dernier, de 0.7 p. 100 aux Ajolo (153) contre 2; de 2 p. 100 à Saint-Dié (450) contre 0; de 3.3 p. 100 à Granges. Pour l'ensemble des 19 syndicats des Vosges groupant 4,383 ouvriers, le chômage atteint seulement 1.3 p. 100.

Dans les centres cotonniers normands, à Rouen (2,000), les ouvriers textiles ne font guère en moyenne que 36 heures par semaine; ils font 47 heures en moyenne à Bolbec (140) sans chômeurs, 50 heures à Lillebonne (163) avec 2.5 p. 100 de sans-travail au lieu de 3; la semaine est de 54 heures au Houlme (110) avec 27 p. 100 de chômeurs. A Evreux, le syndicat indépendant (155) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier, la *Fraternité ouvrière* (141) en accuse 1 seul; la situation est estimée satisfaisante en général. La semaine est de 60 heures et le chômage nul à Condé-sur-Noireau (120) et Flers (164).

Dans les tissages de coton de la région roannaise, la semaine est de 60 heures à Bourg-de-Thizy (760) et le chômage y est de 5.3 au lieu de 18; à Roanne (1,140) il y a 2 p. 100 de chômeurs au lieu de 3.5; la semaine est en moyenne de 48 heures.

Dans l'Aisne, à Saint-Quentin, le travail est très abondant pour les tisseurs (140) qui n'accusent aucun chômeur. Dans les Ardennes, à Saint-Menges (260), le chômage est de 20 p. 100 au lieu de 37 le mois dernier, la semaine varie de 35 à 40 heures; à Floing (196), les tisseurs ont un tiers de chômeurs; à Sedan (355) 42 p. 100. A Reims il n'y a pas de chômeurs dans l'industrie lainière (400), la semaine est de 60 heures. Pas de chômeurs également et semaine normale à Belfort (200). A Paris les tisseurs (150) sont tous occupés.

Dans l'Ouest, à Romorantin (520), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers

syndiqués sont occupés, la situation est estimée satisfaisante; le travail reste satisfaisant dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres : les tisserands à la main (395) et les autres tisserands (660) de Cholet ainsi que ceux de Mortagne-sur-Sèvre (236) ne signalent aucun chômeur. Les tapissiers d'Aubusson (137) sont tous occupés 60 heures par semaine par suite des commandes à l'occasion du 1^{er} janvier.

Dans la bonneterie, à Moreuil (400), le chômage est de 25 p. 100 contre 25 le mois dernier et ceux qui travaillent font 10 heures par jour, le travail est satisfaisant.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (120) accuse 4 p. 100 de chômeurs et estime le travail moins abondant, le syndicat de la soie stéphanoise (195) accuse 10 p. 100; les passementiers de Saint-Didier-la-Seauve n'accusent aucun chômeur; les rubaniers de Saint-Genest-sur-Lerpt en ont toujours 5 p. 100. Dans la région lyonnaise les usines de tissage mécanique sont toujours largement alimentées par la mousseline soie, les unis teints en pièce et toutes les étoffes de grande consommation; à Lyon les petits ateliers de tissage mécanique et à la main demeurent aussi abondamment pourvus que le mois dernier; à la campagne, dans les ateliers à bras, le travail s'est non seulement maintenu, mais encore a gagné une nouvelle animation ⁽¹⁾.

Dans le tulle, les ouvriers en guipure de Saint-Quentin (104) ont 6 p. 100 de sans-travail et font de 48 à 54 heures par semaine en reprise sensible sur le mois dernier; les tullistes de Caudry (536) n'ont pas de chômeurs et font 60 heures, la situation reste assez satisfaisante; ceux de Lyon (280) ne signalent aucun changement sur le mois dernier. Les passementiers à la main de Paris (140) n'ont pas de chômeurs.

A Roanne les apprêteurs (219) ont 3 p. 100 de chômeurs au lieu de 7 et font 60 heures au lieu de 54; les teinturiers (603) font 60 heures avec 12 p. 100 de chômeurs au lieu de 16; ceux de Saint-Étienne (118) n'ont pas de chômeurs et font 60 heures; ceux de Reims ont 3 p. 100 de sans-travail et font seulement 50 heures. A Paris les teinturiers-dégraisseurs (300) font de 44 à 50 heures : c'est la morte-saison habituelle; les teinturiers-apprêteurs (150) ont 8 p. 100 de chômeurs et font 56 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 16.2 p. 100 pour 24 syndicats groupant 2,475 ouvriers et ouvrières contre 8.1 p. 100 le mois dernier et 17.1 en janvier 1905. Le travail est considéré comme plus abondant par 1 syndicat, équivalent par 11, moins abondant par 13. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 56 p. 100 des syndicats et 71 p. 100 des syndiqués; à Paris l'*Union des couturières* (548) accuse 27 p. 100 de chômeuses au lieu de 16 le mois dernier; l'*Union des coupeurs tailleurs* (220) 10 p. 100 au lieu de 7.5; les coupeurs-chemisiers (270) 4.4 p. 100 de sans-travail contre 4.8 le mois dernier. Les ouvriers de l'habillement de Bourges (150) accusent 40 p. 100; le syndicat mixte de Saint-Brieuc (137) 74 p. 100; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'habillement de Saint-Quentin (233), les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (258).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 15.4 p. 100 pour 7 syndicats groupant 816 ouvriers; elle était, le mois dernier, de 9.7 p. 100 et de 10.7 en janvier 1905; à Paris, le travail a baissé : les ouvriers en chapeaux de soie (120) ont 1 chômeur; les ouvrières (100) 4, les casquettiers (348) en accusent 24 p. 100 au lieu de 9.

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 février 1906.

Les blanchisseuses de Boulogne-sur-Seine (113) accusent 0 p. 100 de sans-travail au lieu de 22 le mois dernier, le travail est plus abondant; celles de Chaville (115) sont toutes normalement occupées.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 46 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment groupant 2,932 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 16.7 p. 100; elle était de 10.1 p. 100 le mois précédent, de 17 p. 100 en janvier 1905: la situation est estimée satisfaisante par 48 p. 100 des syndicats et 33 p. 100 des syndiqués. Les menuisiers d'Armentières (104) accusent 2 p. 100; les charpentiers de Lille (120) 10 p. 100; les scieurs de Chambéry (200) 50 p. 100; les ouvriers du bois d'Halluin (300) 10 p. 100; les menuisiers d'Angers (110) sont tous occupés. A Paris, les menuisiers de la rue Pernety (202) ont 6 p. 100 de chômeurs contre 5 le mois dernier; les charpentiers (250) 50 p. 100.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 28 syndicats groupant 1,528 ouvriers, est de 10.7 p. 100 contre 5.4 p. 100 le mois dernier et 18 p. 100 en janvier 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 52 p. 100 des syndicats et 43 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 20 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (420) au lieu de 5 le mois dernier: l'activité est redevenue moins satisfaisante.

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 0.6 p. 100 pour 5 syndicats groupant 157 ouvriers contre 6.6 p. 100 le mois dernier et 14 en janvier 1905. Le syndicat de Limoges n'a pas répondu.

Chez les tonneliers, le chômage est de 18.2 p. 100 pour 20 syndicats groupant 1,833 ouvriers contre 19.2 p. 100 le mois dernier et 25 p. 100 en janvier 1905; le chômage est de 78 p. 100 à Mèze (305) au lieu de 75 le mois dernier et 50 p. 100 en janvier 1905; pas de chômeurs à Bussière-Galant (520); un seul à Reims (125).

Dans la carrosserie, 10 syndicats, groupant 741 ouvriers annoncent 1.5 p. 100 de chômeurs contre 2.5 le mois dernier, et 1.2 en janvier 1905. Les compagnons charrons de Paris (172) ont un seul chômeur; les frappeurs en voitures de Levallois-Perret (240) 2 p. 100.

Les bouchonniers de Lavardac (150) et les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (120) n'ont pas de chômeurs. Les ouvriers en jouets de Lunéville (110) en accusent 55 p. 100.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 119 syndicats groupant 25,788 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de janvier, de 1,205, soit 4.7 p. 100; la proportion était de 5 p. 100 le mois dernier et de 6.4 p. 100 en janvier 1905.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 1 p. 100 pour 19 syndicats groupant 2,458 ouvriers: le mois dernier elle était de 2; elle était de 3 p. 100 en janvier 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 74 p. 100 des syndicats groupant 80 p. 100 des syndiqués; le chômage est de 7.1 à Amiens (140) au lieu de 7.7 le mois dernier. Pas de chômeurs, par contre, à Revin (700), Maubeuge (150), Rouen (307). A Paris, les fondeurs en fer (600) accusent 2 p. 100 de sans-travail au lieu de 4.2 le mois dernier et 5.5 en janvier 1905.

33 syndicats de métallurgistes groupant 10,664 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 1.4 p. 100 de chômeurs; la proportion était de 1.6 p. 100 le mois dernier et de 3.9 p. 100 en janvier 1905; la situation est estimée satisfaisante par 72 p. 100 des syndicats et 86 p. 100 des syndiqués. Le

chômage est de 3 p. 100 à Hautmont (900), 4.4 à Amiens (43), 1.8 à Saint-Michel-de-Maurienne (570), 2 p. 100 au Mans (100). Pas de chômeurs au Creusot (5,000), Commeny (300), Fumel (350), Château-Regnault (320), Bourg-Fidèle (100), Lille (201), Sous-le-Bois (300), Saint-Amand-les-Eaux (309), Argenteuil (146); deux chômeurs seulement à Nancy (245).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.9 p. 100 pour 26 syndicats groupant 6,071 ouvriers contre 1.4 p. 100 le mois dernier et 3.2 p. 100 en janvier 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats et 93 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Nice (120 serruriers), Corbeil (250). La proportion des sans-travail est de 0.9 p. 100 à Jeumont (550), 1 p. 100 à Ferrière-la-Grande (400), 1.6 à Sous-le-Bois (120), 1.3 à Reims (158), 8.3 à Marseille (142 serruriers), 5 à Saint-Étienne (200 électriciens); à Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 34 chômeurs sur 2,920 syndiqués contre 11 le mois dernier et 54 en janvier 1905; les serruriers (610) accusent 9.8 p. 100 au lieu de 8; les tourneurs-robinetiers (120), 5 p. 100.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,754) ont 4 chômeurs contre 8 le mois dernier et 57 en janvier 1905; les ouvriers en instruments de musique (116) en accusent 0 contre 1.3 p. 100 le mois dernier. Pas de chômeurs chez les monteurs de boîtes d'argent de Besançon (160); 5 p. 100 chez les horlogers de Cluses (176).

Dans la coutellerie pas de chômeurs chez les émouleurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (655); 3 p. 100 chez les monteurs de Thiers (610). Chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes, il y a 70 p. 100 de chômeurs à Concarneau (350), 30 p. 100 à Douarnenez (505), 100 p. 100 à Guilvinec (104). 20 p. 100 de chômeurs chez les ferblantiers-zingueurs de Lyon (200). A Paris, les polisseurs sur métaux (500) accusent 2.4 p. 100 de chômeurs au lieu de 4.4; les tôliers (112), 16 p. 100; les potiers d'étain (107), 2.9 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 194 syndicats, groupant 21,045 adhérents, était, à la fin de janvier, de 27.9 p. 100; elle était de 25 p. 100 le mois précédent et de 40.4 p. 100 en janvier 1905.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 30.4 p. 100 pour 139 syndicats groupant 15,609 ouvriers au lieu de 26.4 p. 100 le mois dernier et de 44 en janvier 1905; le chômage dépasse la moyenne notamment à Bordeaux, Marseille, Reims (105), Rochefort (160), Quimper (400), Cette (150), Porcieu-Amblagnieu (287), Parmilieu (120), Montalieu-Vercieu (281), Mazamet (140), Vichy (200), Beausoleil (120); le travail reste par contre satisfaisant pour l'époque à Calais (450), Aix-les-Bains (200), Amiens (170), Saint-Servan (428), Châteauroux (100), Auch (320), Vire (176 granitiers); à Paris les tailleurs de pierre et ravaleurs (950) accusent 25 p. 100 de chômeurs au lieu de 27 le mois dernier; dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 39 p. 100 des syndicats et 30 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 28.9 p. 100 pour 39 syndicats groupant 3,205 ouvriers contre 21.6 p. 100 le mois dernier et 36.5 p. 100 en janvier 1905; le syndicat des peintres de Paris (897) accuse 17 p. 100 de chômeurs; celui de Roubaix (210), 36 p. 100 contre 33 le mois dernier; celui d'Amiens (100) 50 p. 100; celui de Rouen (203) 74 p. 100.

4 syndicats de sculpteurs et marbriers groupant 160 ouvriers accusent 4.4 p. 100 de chômeurs contre 2.3 le mois dernier et 9 en janvier 1905.

A Paris, les fumistes en bâtiment (927) accusent 11.7 p. 100 de chômeurs au lieu de 16.7 le mois dernier; les plombiers-couvreurs (880) 4.2 p. 100 seulement et ils estiment la situation satisfaisante pour l'époque.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Chez les chauxfourniers et cimentiers pas de chômeurs à Contes-les-Pins (120) et Beffes (120), 15 p. 100 à Saint-Léger-le-Petit (138); 12.5 p. 100 chez les ouvriers des plâtrières de Saint-Jean-de-Maurienne (160) au lieu de 42. Les potiers de Vallauris (204) n'accusent aucun chômeur; il en est de même des porcelainiers de Mehun-sur-Yèvre (200); les tourneurs, mouleurs en porcelaine de Saint-Vallier (136) en accusent 4.4 p. 100. A Limoges, les peintres en porcelaine (450) en accusent 5.1 p. 100. Le travail est assez satisfaisant chez les faïenciers de Montereau (300).

Dans l'ensemble des 12 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion des sans-travail est de 10.3 p. 100 pour 834 syndiqués, au lieu de 9.4 le mois dernier; le syndicat des verriers à vitres de Fresnes (300) en accuse toujours 15 p. 100 au lieu de 13 les mois derniers; celui de Paris (150) en accuse 26 p. 100.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries de la manutention, la moyenne du chômage pour 27 syndicats groupant 6,611 membres, ressort à 45.5 p. 100 contre 21.8 p. 100 le mois dernier et 48 p. 100 en janvier 1905; le nombre des chômeurs reste important parmi les ouvriers du port de Dunkerque (2,000 sur 4,008) et de Saint-Louis-du-Rhône (100 sur 250), les arrimeurs des bois du nord de Bordeaux (150 sur 200) et les chargeurs arrimeurs d'Oran (250 sur 350); par contre les charbonniers déchargeurs du Havre (118) accusent seulement 12.7 p. 100; les porteurs des Halles de Paris (200) sont tous occupés; les laveurs de voitures (250) accusent 6 p. 100 de sans-travail.

Dans les 41 syndicats de transports (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, des tramways et de la marine, camionneurs, cochers, bateliers, etc.) groupant 9,022 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ces derniers était de 3.4 p. 100 contre 1.7 p. 100 le mois dernier et 3.6 p. 100 en janvier 1905. 33 p. 100 de chômeurs au lieu de 38 chez les chauffeurs de la marine de Rouen (194); 72 p. 100 chez les charretiers de Bédarieux (200).

D'après les réponses de 51 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 6,590 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 344, soit 5.2 p. 100; la proportion était de 5.4 le mois dernier, de 6.3 en janvier 1905; le nombre des chômeurs est particulièrement élevé à Toulon (631) où il atteint 24 p. 100 contre 31 le mois dernier; à Paris, l'*Union des comptables* (517) accuse 5.2 p. 100.

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 2.1 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,748 membres contre 4.2 p. 100 le mois dernier et 1.2 en janvier 1905. 14 syndicats de coiffeurs, groupant 2,694 ouvriers, ont 6.4 p. 100 de sans-travail contre 5.8 p. 100 le mois dernier et 19.3 p. 100 en janvier 1905; le syndicat mixte de Paris (2,065) en accuse 4.8 p. 100 au lieu de 4.5 le mois dernier; le syndicat ouvrier de Lyon (215) en accuse 9.3 p. 100.

LES GRÈVES EN JANVIER 1906.

54 grèves ont été signalées, en janvier, à la direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 52 d'entre elles, est de 10,052. Il y avait eu, en janvier 1905, 56 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 58.

Ces grèves, dont 49 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	23
Réductions de salaire	3
Contestations diverses relatives au salaire	9
Demandes de suppression du travail aux pièces	7
Demande de réintégration d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	12
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	3
Demandes de diminution du temps de travail	4
Demande de limitation du nombre des apprentis	1
Contestation relative au travail à la machine	1
Demande de suppression d'une retenue pour l'assurance	1
Demandes de suppression des amendes	2
Contestations relatives à l'outillage	2
Contestations relatives au délai-congé	2
Réglementation du travail	2
Règlement d'atelier	2

Ces grèves ont éclaté dans 26 départements, et on en a compté :

13 dans le Nord, 9 dans la Seine, 4 dans la Somme, 3 dans l'Isère, 2 dans la Haute-Garonne, la Loire-Inférieure et la Meurthe-et-Moselle et 1 dans les 19 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 18; travail de métaux, 13; industrie du bois, 4; mineurs, transports, et manutention, typographes, 3; cuirs et peaux, produits chimiques, 2; diamantaires, ouvriers en papiers, pêcheurs, ouvriers de raffinerie de sucre, terrassiers, verriers, 1 grève.

Des 54 grèves commencées en janvier, 40 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Sept, 1 jour ou moins de 1 jour; cinq, 2 jours; six, 3 jours; deux, 4 jours; quatre, 5 jours; deux, 7 jours; une, 8 jours; une, 9 jours; quatre, 10 jours; une, 12 jours; une, 13 jours; une, 14 jours; une, 15 jours; une, 20 jours; une, 23 jours; une, 24 jours, et une, 26 jours.

Si l'on y ajoute 11 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 83 jours, 46 jours, 46 jours, 42 jours, 32 jours, 31 jours, 31 jours, 30 jours, 28 jours, 16 jours et 6 jours, on trouve 61 conflits terminés avec les résultats suivants :

9 réussites.
28 transactions ou réussites partielles.
14 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
3 nov. . .	25 janv. . .	Fleury.	Aude.	Ouvriers agricoles.	"	500	1
3 déc. . .		Bellignies.	Nord.	Marbriers.	1	50	2
7 déc. . .	22 janv. . .	Combrée.	Maine-et-Loire.	Ardoisiers.	1	1,200	3
8 déc. . .		Paris.	Seine.	Teinturiers en peaux.	1	35	4
9 déc. . .		Sougy et Saint-Léger.	Nièvre.	Chaufourniers.	4	250	5
11 déc. . .		Cornil.	Corrèze.	Ouvriers en produits chimiques.	1	250	6
11 déc. . .	22 janv. . .	Maromme.	Seine-Inférieure.	Tisseurs.	1	100	7
13 déc. . .	10 janv. . .	Montigny - aux-Amognes.	Nièvre.	Bûcherons.	1	70	8
13 déc. . .	12 janv. . .	Romans.	Drôme.	Ouvriers en chaussures.	"	1,690	9
15 déc. . .	30 janv. . .	Tourcoing.	Nord.	Tisseurs.	1	110	10
18 déc. . .	3 janv. . .	Paris.	Seine.	Mouleurs.	1	50	11
18 déc. . .		Lavelanet.	Ariège.	Tisseurs, fileurs et teinturiers.	47	583	12
21 déc. . .		Laval et Sablé.	Mayenne et Sarthe.	Marbriers.	4	220	13
27 déc. . .	2 janv. . .	Toulouse.	Haute-Garonne.	Ébénistes.	1	46	14
27 déc. . .	22 janv. . .	Saint-Claude et environs.	Jura.	Diamantaires.	"	215	15
27 déc. . .	22 janv. . .	Stenay et Jeumont.	Meuse et Nord.	Métallurgistes.	1	1,080	16
28 déc. . .	29 janv. . .	Paris.	Seine.	Mécaniciens-constructeurs.	1	65	17
GRÈVES COMMENCÉES							
2 janv. . .	3 janv. . .	Annonay.	Ardèche.	Mégissiers de rivière.	1	54	1
2 janv. . .	3 janv. . .	Marq-en-Barœul.	Nord.	Tisseurs.	1	250	2
3 janv. . .	6 janv. . .	Toulouse.	Haute-Garonne.	Menuisiers.	1	16	3
3 janv. . .		Paris.	Seine.	Casquetiers.	1	12	4
5 janv. . .	8 janv. . .	Yzengremer.	Somme.	Mouleurs.	1	10	5
5 janv. . .		Foncine-le-Haut.	Jura.	Diamantaires.	2	90	6
5 janv. . .		Panissières.	Loire.	Brodeuses de rideaux.	1	42	7
6 janv. . .	8 janv. . .	Alais.	Gard.	Mineurs.	1	175	8
6 janv. . .	28 janv. . .	Toulouse.	Haute-Garonne.	Verriers.	1	26	9
6 janv. . .		Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	250	10
8 janv. . .	10 janv. . .	Vizille.	Isère.	Métallurgistes.	1	115	11
8 janv. . .	17 janv. . .	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	87	12
8 janv. . .		Nantes.	Loire-Inférieure.	Typographes.	1	9	13
8 janv. . .		Watrelos.	Nord.	Tisseurs.	1	160	14
9 janv. . .	12 janv. . .	Paris.	Seine.	Plombiers-canalisateurs.	1	45	15
9 janv. . .		Paris.	Seine.	Ouvriers en meubles.	43	2,000	16
10 janv. . .	15 janv. . .	Lunéville.	Meurthe-et-Moselle.	Mécaniciens-constructeurs.	1	1,750	17
10 janv. . .	24 janv. . .	Roubaix.	Nord.	Fileurs.	1	60	18
10 janv. . .	30 janv. . .	Béthencourt - sur-Mer.	Somme.	Serruriers.	1	40	19
11 janv. . .	16 janv. . .	Asnières.	Seine.	Typographes.	1	60	20

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} JANVIER 1906 (1).

1	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
3	Demande de réintégration de 2 ouvriers.	Échec.	
4	Demande : liberté de sortie pour le casse-croûte.		
5	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 10 heures ; réintégration d'un ouvrier.		
6	Contre le remplacement d'un ouvrier, président du syndi- cat, par un ouvrier non syndiqué.		Lock-out.
7	Contre la prolongation du temps de travail, avec réduction de salaire.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
8	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
9	Demandes : augmentation de salaire ; limitation du nombre des apprentis.	Transaction.	
10	Contestation relative au salaire.	Transaction.	
11	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.		
13	Demande d'augmentation de salaire.		
14	Réduction de salaire.	Échec.	
15	Demandes : suspension de l'apprentissage ; suppression du travail à domicile ; augmentation de salaire.	Transaction.	
16	Demandes : augmentation de salaire ; suppression du tra- vail aux pièces ; renvoi d'un directeur.	Transaction.	
17	Annnonce de fermeture momentanée des ateliers, pour ré- parations.	Échec.	

EN JANVIER 1906.

1	Demandes : augmentation de salaire ; paye pendant le tra- vail ; réintégration d'un ouvrier.	Réussite.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
3	Demande de suppression de la feuille de présence.	Transaction.	
4	Contre l'introduction de machines actionnées par des femmes.		
5	Demandes : suppression d'une retenue ; remplacement d'une machine. — Contestation relative au salaire.	Transaction.	
6	Demandes : augmentation de salaire ; limitation du nombre des apprentis.		
7	Demande de réintégration de 3 ouvrières.		
8	Demande de diminution du temps de travail.	Transaction.	
9	Contestation relative à l'outillage.	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.		
11	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
13	Demande : journée de 9 heures à partir du 1 ^{er} mai 1906.		
14	Demande d'augmentation de salaire.		
15	Demande de réintégration de 2 ouvriers.	Échec.	
16	Contre la mise en chômage de 2 ouvriers ; demande de suppression du travail aux pièces.		Au 1 ^{er} février, 68 ouvriers d'un établisse- ment restaient seuls en grève.
17	Demandes : augmentation de salaire ; réintégration d'ou- vriers.	Transaction.	
18	Demande de suppression du travail aux pièces.	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire (retour à un ancien tarif)	Transaction.	
20	Contestation relative au salaire.	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établissements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
11 janv...	24 janv...	Hardricourt	Seine-et-Oise	Typographes	1	10	21
12 janv...	24 janv...	Paris	Seine	Camionneurs en vins	"	672	22
13 janv...	16 janv...	Nantes-en-Rattier	Isère	Terrassiers	1	300	23
13 janv...	23 janv...	Paris	Seine	Chaudronniers	1	22	24
13 janv...	6 février.	Roubaix	Nord	Fileurs	1	50	25
17 janv...	18 janv...	Lyon	Rhône	Ouvrières de raffinerie de sucre	1	88	26
17 janv...	1 ^{er} fév. .	Paris	Seine	Ferblantiers	1	15	27
17 janv...	12 février.	Couéron	Loire-Inférieure	Ouvriers de fonderie	1	800	28
17 janv...	...	Arras	Pas-de-Calais	Mécaniciens-constructeurs	1	35	29
19 janv...	19 janv...	Hussigny	Meurthe-et-Moselle	Mineurs	1	200	30
19 janv...	20 janv...	Amiens	Somme	Tisseurs	1	100	31
19 janv...	26 janv...	Aubervilliers	Seine	Ouvriers d'une fabrique de colles	1	40	32
19 janv...	29 janv...	Modane	Savoie	Ouvriers en papiers	1	140	33
19 janv...	...	Déville-les-Rouen	Seine-Inférieure	Ouvriers d'aciéries	1	50	34
30 janv...	...	Escaro et Vernet- les-Bains	Pyrénées-Orientales	Mineurs	1	"	35
21 janv...	...	Arles	Bouches-du-Rhône	Ouvriers d'une fabrique de soude	1	400	36
22 janv...	23 janv...	Nice	Alpes-Maritimes	Employés de magasin	1	164	37
22 janv...	29 janv...	Lille et Roubaix	Nord	Coupeurs en confection	33	450	38
23 janv...	25 janv...	Amiens	Somme	Ouvriers d'une fabrique de tresses	1	15	39
23 janv...	27 janv...	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	105	40
23 janv...	31 janv...	Saint-Loup-sur-Se- mouse	Haute-Saône	Ouvriers en meubles	1	110	41
23 janv...	2 février.	Tinchebray	Orne	Ouvriers en peignes	1	18	42
23 janv...	...	Halluin	Nord	Tisseurs	1	"	43
25 janv...	30 janv...	Roubaix	Nord	Fileurs, rattacheurs et bâ- cleurs	1	34	44
26 janv...	29 janv...	Lille	Nord	Fileurs	1	85	45
27 janv...	1 ^{er} fév. .	Olizy	Meuse	Mouleurs	1	100	46
28 janv...	1 ^{er} fév. .	Reims	Marne	Employés de tramways	1	150	47
29 janv...	30 janv...	Gespunsart	Ardennes	Forgerons et frappeurs	1	14	48
29 janv...	8 février.	Cette	Hérault	Pêcheurs	"	400	49
29 janv...	...	Paris	Seine	Ferblantiers	1	35	50
30 janv...	1 ^{er} fév. .	Tourcoing	Nord	Tisseurs	1	120	51
30 janv...	2 février.	Armentières	Nord	Calendriers	1	9	52
31 janv...	2 février.	Troyes	Aube	Bonnetiers-rebrousseurs	1	29	53
31 janv...	...	Fontaine	Isère	Palissonneurs	1	41	54

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JANVIER 1906. (Suite et fin.)			
21	Demandes : augmentation de salaire; réintégration de 4 ouvriers	Échec.	Grévistes remplacés et embauchés ailleurs.
22	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail; suppression de la retenue pour l'assurance.	Transaction.	Arbitrage.
23	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
24	Demande de suppression du travail aux pièces	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
26	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
27	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces	Réussite.	
28	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail à la tâche; augmentation du personnel	Transaction.	
29	Contre le changement des jours de paye .....	.....	
30	Contestation relative au salaire	Réussite.	
31	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
32	Demande : plus de politesse de la part d'un chef de fabrication	Transaction.	
33	Demande de réintégration de 3 ouvriers	Transaction.	
34	Demande de suppression du travail aux pièces .....	.....	
35	Demande : augmentation de salaire; réintégration de 6 ouvriers .....	.....	
36	Demande de réintégration d'un ouvrier .....	.....	
37	Demandes : réintégration du directeur; renvoi du nouveau directeur	Transaction.	
38	Demandes : augmentation de salaire; suppression des heures supplémentaires; paiement au mois; délai-congé d'un mois	Réussite.	
39	Demandes : augmentation de salaire; suppression des amendes	Transaction.	
40	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
41	Réduction de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
42	Réduction de salaire	Transaction.	
43	Contestation relative au salaire .....	.....	
44	Demande de délai-congé de huitaine	Échec.	
45	Demande de réintégration d'un ouvrier	Réussite.	
46	Renvoi d'un ouvrier	Échec.	
47	Demandes : réintégration d'un employé; suppression des amendes	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
48	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
49	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
50	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
51	Demande de maintien d'un ouvrier à son ancien poste	Échec.	
52	Demande de diminution du temps de travail	Réussite.	
53	Demande de suppression du travail aux pièces (pour certains articles)	Transaction.	
54	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

14 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalés, en janvier, à la Direction du travail :

1° Dans une grève de tisseurs, à Maromme (Seine-Inférieure), les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 14 décembre. Un comité de conciliation s'est réuni le 16 janvier. Une transaction est intervenue et le travail a été repris le 22 janvier.

2° La grève des pêcheurs de l'art trainant de Cette (Hérault), motivée par une contestation relative au partage du poisson, a fait l'objet d'un recours des ouvriers au juge de paix dès le premier jour, 29 janvier. Un comité de conciliation s'est réuni le 30 janvier et les 1^{er} et 6 février. Une transaction est intervenue et le travail a été repris le 7 février.

3° Dans la grève des métallurgistes de Vizille (Isère), les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 9 janvier. Avant l'expiration du délai de trois jours prévu par la loi pour la réponse des parties, les ouvriers, abandonnant leur demande de renvoi d'un contremaître, ont repris le travail le 10 janvier.

4° Grève des employés des tramways de Reims. — Les employés de tramways de Reims s'étaient mis en grève, le 28 janvier, à la suite du renvoi d'un receveur. Le directeur de la Compagnie a adressé un recours au juge de paix et un comité s'est réuni le 31 janvier. Il a été décidé que le receveur en cause serait réintégré le 12 février. Quant aux diverses revendications que les grévistes avaient présentées après la déclaration de grève, une seule, relative à la suppression des amendes, a été admise, mais le représentant de la Compagnie a promis que les autres demandes seraient examinées avec bienveillance dès la reprise du travail.

5° Grève des camionneurs en vins de Paris et de la banlieue. — Les camionneurs en vins de Paris et de la banlieue avaient, dans les premiers jours du mois de janvier, soumis aux patrons une liste de revendications comportant : diminution de la durée du travail journalier, augmentation de salaire et fixation d'un jour de repos hebdomadaire. N'ayant pas reçu satisfaction, ils cessaient le travail, au nombre de 672, le 12 janvier. Sur intervention du juge de paix du XII^e arrondissement, un comité de conciliation s'est réuni les 16 et 21 janvier. L'accord n'ayant pu s'établir, les parties désignèrent des arbitres. Les arbitres désignés, MM. Charton, secrétaire-conseil de la chambre syndicale patronale, pour les patrons, et Moreau, secrétaire général de la Fédération nationale des transports, pour les ouvriers, dans une réunion tenue le 22 janvier, ne purent s'entendre que sur un certain nombre de chefs de revendications :

1° Le présent arbitrage, en ce qui touche les salaires, ne distingue point la qualité de l'ouvrier, mais seulement le type du véhicule ;

2° Le camionneur ou charretier aura droit à un jour de repos par semaine ; ce jour de repos commencera au plus tard à minuit, pour se terminer, en été, le surlendemain à 5 heures du matin, et, en hiver, à 6 heures du matin au plus tôt. Toutefois, les ouvriers devront, un dimanche par quinzaine, faire une corvée de deux heures, de 8 à 10 heures du matin, pour les seuls soins des matériels vif et roulant ;

3° La durée du travail des camionneurs ou charretiers sera de quatre-vingt-dix heures pour six jours de la semaine ;

4° Aucun renvoi ne pourra avoir lieu pour fait de grève ou pour cause syndicale. Toute mise à pied devra être portée la veille à la connaissance de l'intéressé;

5° (Proposition faite par la partie ouvrière.) Les patrons constituant la Chambre syndicale des entrepreneurs de transports de vins et spiritueux devront signer la délibération prise par cette Chambre syndicale, délibération annexée au procès-verbal de conciliation, munie seulement des signatures des membres du bureau. (Sur ce point, l'accord n'a pu s'établir.)

6° Salaire (proposition ouvrière):

Le haquet à deux chevaux sera payé à la journée 7 francs.

Le haquet à un cheval sera payé à la journée 6 francs.

Le camion à un cheval sera payé à la journée 6 francs.

Les camions et flèches à deux chevaux seront payés à la journée 7 francs.

A ces chiffres, le patronat a répondu par les propositions suivantes :

Pour le haquet à deux chevaux, 7 francs.

Pour le haquet à un cheval, 6 francs.

Sur ces deux types de véhicules, les arbitres se mettent d'accord pour les salaires de 7 et 6 francs ainsi définis.

Pour le camion à un cheval, l'arbitre patronal déclare que le salaire de 5 francs ne peut être dépassé. — L'arbitre ouvrier déclare ne pouvoir concéder au-dessous du chiffre de 5 fr. 75.

En ce qui concerne les camions et flèches à deux chevaux, l'arbitre patronal ne peut que consentir le chiffre de 5 fr. 50. — L'arbitre ouvrier estime que, par analogie avec le haquet à deux chevaux, le salaire doit être de 7 francs. (Désaccord).

7° Le traité qui résultera de l'arbitrage ne pourra être modifié que par le consentement des deux parties.

8° Les parties contractantes, ouvrière et patronale, seront toujours les bureaux des deux chambres syndicales, quelles que soient les modifications qui peuvent survenir, en tout ou en partie, dans la constitution de ces chambres.

Pour trancher le différend touchant les points sur lesquels l'accord n'avait pu s'établir, il fut décidé de faire appel à un arbitre départiteur. L'arbitre, désigné par ordonnance du président du tribunal civil en date du 22 janvier, fut M. Arthur Fontaine, directeur du travail au ministère du Commerce.

L'arbitre départiteur, conjointement avec les deux premiers arbitres, rendit, le lendemain, la sentence suivante :

Les soussignés,

Arthur Fontaine, nommé tiers-arbitre par M. Ditte, président du tribunal civil de la Seine, conformément à l'article 8 de la loi du 27 décembre 1892,

Lucien Charton, secrétaire-conseil de la Chambre syndicale des entrepreneurs de transport de vins et spiritueux du département de la Seine, arbitre désigné par les délégués patrons,

A. Moreau, secrétaire général du Syndicat des omnibus et de la Fédération nationale des transports, arbitre désigné par les délégués ouvriers;

Chargés de trancher le différend survenu entre la Chambre syndicale des entrepreneurs de transport de vins et spiritueux du département de la Seine, dont le siège est à Paris, rue de Lancry, n° 10, et la Chambre syndicale des camionneurs du département de la Seine, dont le siège est à Paris, à la Bourse du travail, rue du Château-d'Eau, n° 3;

Vu la délibération prise par la Chambre syndicale des entrepreneurs de transports de vins et spiritueux du département de la Seine, dans son assemblée générale du 21 janvier 1906, déléguant ses pouvoirs à MM. Théodore, Bréda, Leroux, Miraillet, Clerjeau, pour la représenter devant le juge de paix du XI^e arrondissement dans le différend qu'elle a actuellement avec la Chambre syndicale ouvrière;

Vu l'ordre du jour voté par les camionneurs et charretiers, réunis au nombre de 2.000, donnant mandat (au nom de la Chambre syndicale des camionneurs du département de la Seine, sans distinction de transports), à MM. Jacquot, Flory, Grohmann, Julienne, Bordarias, de solutionner le conflit près du juge de paix du XI^e arrondissement;

Vu le procès-verbal de la réunion du comité de conciliation, en date du 21 janvier 1906, portant désignation d'arbitres par les parties;

Vu le procès-verbal de la réunion du comité d'arbitrage, en date du 22 janvier 1906, signé de MM. Charton et Moreau;

Vu l'ordonnance de M. Ditte, président du tribunal civil de la Seine, en date du même jour;

Constatant que l'accord s'est établi entre les parties, par leurs délégués ou leurs arbitres, sur les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 6^e (sauf en ce qui concerne le salaire des ouvriers conduisant les camions à un cheval et les flèches à deux chevaux), 7^e et 8^e chefs des revendications ouvrières;

Après avoir pris acte que les deux arbitres déclarent être d'accord pour expliquer que « la durée du travail prévue par l'article 3^e du procès-verbal d'arbitrage est comptée du moment où l'ouvrier est à la disposition du patron au moment où il quitte le service, quels que puissent être les travaux accessoires auxquels il peut être appelé »;

Attendu que le différend ne porte plus que sur le 5^e et sur partie du 6^e chefs des revendications ouvrières;

En ce qui concerne le 5^e chef :

Attendu que l'arbitre des ouvriers demande que les patrons constituant la Chambre syndicale des entrepreneurs de transports de vins et spiritueux du département de la Seine signent la délibération prise par cette Chambre syndicale le 21 janvier 1906, délibération revêtue seulement des signatures des membres du bureau;

Attendu que, si les signatures des membres du bureau suffisent à engager la Chambre syndicale tout entière, il n'en est pas moins nécessaire, pour que la convention puisse être observée, que soient connus les établissements pour lesquels cette convention est établie;

Décident :

La liste des patrons qui, à la date du 21 janvier 1906, adhéraient à la Chambre syndicale des entrepreneurs de transports de vins et spiritueux du département de la Seine, liste certifiée exacte par le bureau de ladite Chambre syndicale, sera annexée à la convention.

En ce qui concerne le salaire des ouvriers conducteurs de camions à un cheval et de flèches à deux chevaux (6^e chef des revendications ouvrières),

Décident :

Le salaire des ouvriers conduisant les camions à un cheval est fixé à 5 fr. 50 par jour;

Le salaire des ouvriers conduisant des flèches à deux chevaux est fixé à 6 francs par jour.

(Suivent les signatures.)

La reprise du travail s'est effectuée le 24 janvier.

6^e Grève d'ouvriers en meubles, à Saint-Loup-sur-Semouse (Haute-Saône). — 110 ouvriers de la fabrique de meubles Walser, à Saint-Loup-sur-Semouse, s'étaient mis en grève, le 23 janvier, pour protester contre une réduction des prix de main-d'œuvre. Un comité de conciliation s'est réuni, sur l'initiative du juge de paix, le 30 janvier. Le patron a consenti à rétablir l'ancien tarif pour toutes les catégories d'ouvriers, à l'exception des ébénistes, auxquels est imposée une réduction de 5 p. 100, qui sera compensée par une amélioration de l'outillage rendant le travail plus rapide et plus facile.

7^e Grève des mineurs d'Escaro et Vernet-les-Bains (Pyrénées-Orientales). — Les ouvriers de la mine de fer d'Escaro se sont mis en grève, le 20 janvier, à la suite du renvoi de 2 mineurs et de 4 aides-mineurs. Sur l'initiative du juge de paix, un comité devait se réunir le 25 janvier. Les délégués ouvriers seuls se sont présentés; le patron a téléphoné au juge de paix sa réponse aux demandes des ouvriers. Les ouvriers ayant modifié leurs revendications, il lui était impossible de leur donner satisfaction et il repoussait tout arbitrage. En effet, les ouvriers qui, au début, ne réclamaient que la réintégration des 2 mineurs congédiés, demandaient la réintégration des 4 aides et une augmentation de salaire.

La mine d'Escaro a été fermée le 26 janvier et 22 ouvriers, qui n'avaient pas participé à la grève, ont été transférés aux mines de Vernet-les-Bains, exploitée par la même Compagnie (Société anonyme des Mines de Réols). Les ouvriers de Vernet, par solidarité avec leurs collègues d'Escaro, ont alors cessé le travail le 27 janvier et la grève s'est étendue, le 2 février, aux mines de Fillols, Ria et Taurinya.

8° Dans la **grève des ouvriers de la fabrique de soude de Salin-de-Giraud, à Arles (Bouches-du-Rhône)**, l'accord n'a pu s'établir au sein du comité de conciliation, réuni, sur l'initiative du juge de paix, le 26 janvier.

9° Le juge de paix est intervenu d'office, le 31 janvier, dans une **grève d'ouvriers de fonderie, à Couéron (Loire-Inférieure)**. Un comité de conciliation s'est réuni le 2 février; l'accord n'a pu s'établir entre les parties.

10° Les parties n'ont pu être conciliées au sein du comité réuni, le 25 janvier, sur l'initiative du juge de paix, à l'occasion d'une **grève d'ouvriers en peignes, à Tinchebray (Orne)**.

11° Dans une **grève de fleurs, à Roubaix (Nord)**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 31 janvier. Les patrons ont refusé de soumettre le différend à un comité de conciliation.

12° A **Roubaix** également, dans une **grève de tisseurs**, les ouvriers ont proposé au patron d'accepter la médiation du juge de paix. Cette proposition a été repoussée par le patron.

13° Dans la **grève des tisseurs, fleurs, teinturiers et foulons de Lavelanet (Ardèche)**, le juge de paix a proposé, à trois reprises différentes, le recours à la conciliation. Cette offre a été repoussée par les patrons.

14° Le juge de paix est également intervenu d'office, le 22 janvier, dans une **grève d'ouvriers d'aciérie, à Maromme (Seine-Inférieure)**. Le patron a refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT

AU 1^{er} JANVIER 1905.

(SUITE) ⁽¹⁾

B. — Sociétés coopératives de consommation.

La statistique des sociétés coopératives de consommation a été établie à l'aide des états annuels des préfets. On a utilisé, en outre, en contrôlant ses indications auprès des préfets, la statistique publiée par l'*Almanach de la coopération française de 1905* ⁽²⁾.

Ont été écartés de cette statistique, quand les renseignements ont permis de les reconnaître :

- 1° Les économats et autres magasins de vente fondés par des employeurs à l'usage de leur personnel;
- 2° Les sociétés commerciales qui accordent des remises aux acheteurs ⁽³⁾;
- 3° Les sociétés pour l'achat en commun de matières premières ⁽⁴⁾;
- 4° Les syndicats agricoles ou autres qui n'ont pas constitué de sociétés coopératives de consommation distinctes ⁽⁵⁾.

Le nombre des sociétés coopératives de consommation de France et d'Algérie, dont l'existence avait été signalée à la Direction du travail, s'élevait, au 1^{er} janvier 1905, à 1,967, dont 765 s'occupaient exclusivement de boulangerie et 1,202 de ventes diverses. Au 1^{er} janvier 1904, le nombre total des sociétés connues de la Direction du travail était de 1819 dont 718 s'occupant exclusivement de boulangerie et 1,101 de ventes diverses.

Le tableau ci-après donne la répartition, par département, des sociétés s'occupant exclusivement de boulangerie et des sociétés de ventes diverses avec l'indication des sociétés, dont la création ou la dissolution en 1904 a été signalée à la Direction du travail.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, janvier 1906, p. 37.

⁽²⁾ Cet almanach est publié par le Comité central de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation et le Secrétariat de l'Union suisse des sociétés de consommation.

⁽³⁾ Tel est le cas des « Sociétés économiques d'alimentation » de Villeurbanne et de Reims qui ont été créées par des capitalistes réunis en société dont le siège est à Reims.

Il n'a pas été tenu compte dans les tableaux de la Société de consommation de Bernay qui a pour objet de procurer à ses adhérents des remises sur les achats qu'ils font chez certains commerçants.

⁽⁴⁾ Deux sociétés coopératives ont été signalées comme ayant pour objet de procurer à des artisans les matières premières dont ils ont besoin : la *Solidarité* des cordonniers de Dijon (vente de cuirs et crêpins) et la Société coopérative de Caudan (Morbihan), ayant pour objet « l'acquisition des marchandises nécessaires à l'industrie de ses adhérents, si toutefois ces industries ne sont pas soumises à la patente ».

⁽⁵⁾ C'est ainsi que l'on n'a pas fait figurer dans la statistique le Syndicat des employés des tramways O.-T.-L. qui centralise les commandes faites par les membres du syndicat sans réaliser de bénéfices et qui n'a pas constitué de société coopérative distincte.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS.	TOTAL DES SOCIÉTÉS AU 1 ^{er} JANVIER 1905.	SOCIÉTÉS NE S'OCCUPANT que de boulangerie.			SOCIÉTÉS S'OCCUPANT de ventes diverses.			SOCIÉTÉS			
			TOTAL des socié- tés au 1 ^{er} janvier 1905.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Socié- tés dont on ne connaît pas le nombre des memb- res au 1 ^{er} janvier 1905.	TOTAL des socié- tés au 1 ^{er} janvier 1905.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Socié- tés dont on ne connaît pas le nombre des memb- res au 1 ^{er} janvier 1905.	FON- DÉES en 1904.	DIS- SOUTES en 1904.
				Nom- bre de socié- tés.	Nom- bre de mem- bres.			Nom- bre de socié- tés.	Nom- bre de mem- bres.			
1	AIN.	16	3	1	110	2	13	4	1,218	9	1	"
2	AINSE.	41	24	11	2,122	13	17	3	2,171	14	3	2
3	ALLIER.	12	"	"	"	"	12	9	6,225	3	"	1
4	ALPES (BASSES).	1	"	"	"	"	1	1	393	"	"	"
5	ALPES (HAUTES).	2	"	"	"	"	2	"	"	2	"	"
6	ALPES-MARITIMES.	5	"	"	"	"	5	1	39	4	1	1
7	ARDÈCHE.	14	5	3	455	2	9	2	393	7	1	3
8	ARDENNES.	73	29	6	1,427	14	53	12	2,417	41	3	"
9	ARIÈGE.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
10	AUBE.	19	3	1	287	2	16	2	978	14	"	"
11	AUDE.	5	4	2	409	2	1	"	"	1	1	"
12	AVEYRON.	12	11	5	1,619	6	1	"	"	1	1	1
13	BOUCHES-DU-RHÔNE.	29	12	3	526	9	17	3	503	14	2	1
14	CALVADOS.	4	"	"	"	"	4	"	"	4	1	"
15	CANTAL.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
16	CHARENTE.	24	16	3	375	13	8	3	1,915	5	"	"
17	CHARENTE-INFÉRIEURE.	165	160	48	8,559	112	5	1	430	4	4	"
18	CHER.	26	5	2	479	3	21	"	"	21	11	1
19	CORRÈZE.	3	3	2	773	1	"	"	"	"	"	"
20	CORSE.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
21	CÔTE-D'OR.	10	2	2	228	"	8	3	1,047	5	"	"
22	CÔTES-DU-NORD.	3	"	"	"	"	3	"	"	3	"	"
23	CREUSE.	1	"	"	"	"	1	1	800	"	"	"
24	DORDOGNE.	6	6	5	2,886	1	"	"	"	"	"	"
25	DOUBS.	38	4	2	578	2	34	9	3,723	25	"	2
26	DRÔME.	13	2	1	388	1	11	1	115	10	1	1
27	EURE.	7	"	"	"	"	7	6	1,186	1	"	"
28	EURE-ET-LOIR.	6	"	"	"	"	6	3	4,080	3	"	"
29	FINISTÈRE.	10	"	"	"	"	10	1	256	9	1	"
30	GARD.	26	15	8	1,346	7	11	6	1,098	5	1	"
31	GARONNE (HAUTE-).	1	"	"	"	"	1	"	"	1	"	"
32	GERS.	7	6	5	837	1	1	"	"	1	"	"
33	GIROUDE.	57	42	12	5,655	"	15	13	4,324	2	2	2
34	HÉRAULT.	14	7	6	1,279	1	7	5	1,229	2	1	"
35	ILLE-ET-VILAINE.	3	"	"	"	"	3	"	"	3	1	1
36	INDRE.	6	2	"	"	2	4	1	195	3	"	"
37	INDRE-ET-LOIRE.	31	24	14	2,353	10	7	"	"	7	1	"
38	ISÈRE.	64	"	"	"	"	64	13	4,163	51	2	1
39	JURA.	22	"	"	"	"	22	3	1,262	19	1	"
40	LANDES.	4	2	"	"	2	2	1	260	1	"	"
41	LOIR-ET-CHER.	9	5	1	192	4	4	1	610	3	"	"
42	LOIRE.	58	8	6	2,533	2	50	15	6,361	35	2	"
43	LOIRE (HAUTE-).	6	2	1	200	1	4	1	192	3	"	"
44	LOIRE-INFÉRIEURE.	19	2	"	"	2	17	3	1,203	14	1	1
A reporter ..		872	395	180	35,627	215	477	127	48,786	350	43	18

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS.	TOTAL DES SOCIÉTÉS AU 1 ^{er} JANVIER 1905.	SOCIÉTÉS NE S'OCCUPANT que de boulangerie.				SOCIÉTÉS S'OCCUPANT de ventes diverses.				SOCIÉTÉS						
			TOTAL des socié- tés au 1 ^{er} janvier 1905.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Socié- tés dont on ne connaît pas le nombre des memb- res au 1 ^{er} janvier 1905.	TOTAL des socié- tés au 1 ^{er} janvier 1905.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Socié- tés dont on ne connaît pas le nombre des memb- res au 1 ^{er} janvier 1905.	FON- DÉES en 1904.	DIS- SOUTES en 1904.					
				Non- bre de socié- tés.	Non- bre de mem- bres.			Non- bre de socié- tés.	Non- bre de mem- bres.								
	Report.	872	395	180	35,627	215	477	127	48,780	350	43	18					
45	LOIRET.	7	3	1	731	2	4	2	466	2	1	"					
46	LOT.	1	1	1	230	"	"	"	"	"	"	"					
47	LOT-ET-GARONNE.	4	1	"	"	1	3	"	"	3	1	"					
48	LOZÈRE.	1	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"					
49	MAINE-ET-LOIRE.	17	5	2	205	3	12	1	774	11	1	"					
50	MANCHE.	10	"	"	"	"	10	4	3,992	6	"	"					
51	MARNE.	5	"	"	"	"	5	2	779	3	2	"					
52	MARNE (HAUTE-) . . .	16	1	1	151	"	15	2	1,450	13	2	"					
53	MAYENNE.	3	1	"	"	1	2	1	75	1	"	"					
54	MEURTHE-ET-MOSELLE.	20	1	1	100	"	19	6	2,021	13	2	"					
55	MEUSE.	8	3	3	226	"	5	1	379	4	1	1					
56	MORRHAN.	20	18	8	2,470	10	2	1	338	1	2	"					
57	NIÈVRE.	15	7	4	698	3	8	6	3,267	2	"	1					
58	NORD.	183	43	12	6,278	31	140	18	7,568	122	15	1					
59	OISE.	14	4	"	"	4	10	"	"	10	"	"					
60	ORNE.	3	"	"	"	"	3	"	"	3	"	"					
61	PAS-DE-CALAIS.	66	3	1	774	2	63	10	2,101	53	4	6					
62	PUY-DE-DÔME.	7	4	1	120	3	3	"	"	3	1	"					
63	PYRÉNÉES (BASSES-) . .	4	3	1	1,021	2	1	1	786	"	1	"					
64	PYRÉNÉES (HAUTES-) . .	5	"	"	"	"	5	"	"	5	"	"					
65	PYRÉNÉES-ORIENTALES . .	5	"	"	"	"	5	"	"	5	"	"					
66	RUIN (H ^{ts} -) (BELFORT) . .	13	3	1	420	2	10	5	1,371	5	2	"					
67	RUÔNE.	91	31	11	2,728	20	60	11	5,871	49	3	1					
68	SAÔNE (HAUTE-) . . .	12	"	"	"	"	12	3	1,243	9	"	"					
69	SAÔNE-ET-LOIRE.	101	65	32	3,396	33	36	13	2,172	23	1	2					
70	SARTHE.	11	9	4	931	5	2	"	"	2	"	"					
71	SAVOIE.	5	"	"	"	"	5	2	882	3	"	"					
72	SAVOIE (HAUTE-) . . .	3	"	"	"	"	3	"	"	3	"	"					
73	SEINE.	114	"	"	"	"	114	8	12,186	106	12	14					
74	SEINE-INFÉRIEURE.	32	2	1	302	1	30	3	2,006	27	2	"					
75	SEINE-ET-MARNE.	21	10	7	1,193	3	11	"	"	11	1	"					
76	SEINE-ET-OISE.	38	4	2	643	2	34	5	1,178	29	1	"					
77	SÈVRES (DEUX-) . . .	71	60	26	5,942	34	11	1	75	10	5	"					
78	SOMME.	21	7	"	"	7	14	2	3,364	12	1	1					
79	TARN.	11	3	"	"	3	8	2	297	6	"	"					
80	TARN-ET-GARONNE.	3	1	"	"	1	2	"	"	2	"	"					
81	VAR.	10	3	1	42	2	7	1	65	6	"	"					
82	VAUCLUSE.	14	8	3	212	5	6	1	251	5	"	"					
83	VENDÉE.	40	34	15	3,257	19	6	2	705	4	3	"					
84	VIENNE.	10	7	2	1,117	5	3	"	"	3	1	"					
85	VIENNE (HAUTE-) . . .	9	5	1	170	4	4	"	"	4	1	1					
86	VOSGES.	22	"	"	"	"	22	8	1,848	14	"	"					
87	YONNE.	24	18	11	1,917	7	6	2	368	4	1	1					
	ALGER.	3	1	"	"	1	2	"	"	2	"	"					
	CONSTANTINE.	1	"	"	"	"	1	"	"	1	"	"					
	ORAN.	1	"	"	"	"	1	"	"	1	1	"					
	TOTAUX.	1,967	765	333	70,901	432	1,202	251	106,664	951	111	47					

Répartition des sociétés s'occupant de ventes diverses. — Parmi les 951 sociétés s'occupant de ventes diverses, on peut en distinguer un certain nombre ayant un objet nettement spécifié.

63 se livrent à la *vente du pain et de denrées diverses* (épicerie, charbon, bière, vin). Elles se répartissent entre les départements de la manière suivante : Ain [3], Ardèche [1], Ardennes [4], Cher [5], Gard [4], Gironde [2], Loiret [1], Maine-et-Loire [1], Meuse [1], Nièvre [2], Nord [12], Pas-de-Calais [1], Haut-Rhin (Belfort) [3], Saône-et-Loire [17], Seine-Inférieure [2], Seine-et-Marne [1], Somme [2], Yonne [1].

31 sociétés ont pour objet exclusif la *vente du charbon*. Elles se répartissent ainsi : Aisne [1], Ardennes [5], Aveyron [1], Drôme [1], Loire [1], Loiret [1], Nord [12], Rhône [7], Saône-et-Loire [1], Seine-et-Marne [1].

23 sociétés s'occupent exclusivement de *boucherie*. Elles se répartissent ainsi : Ain [1], Aisne [1], Doubs [1], Gard [1], Gironde [1], Landes [1], Loire [1], Meurthe-et-Moselle [1], Meuse [1], Nord [12], Rhône [1], Vendée [1].

41 sociétés se livrent à la *vente du vin* et se répartissent ainsi : Ardennes [1], Charente [2], Cher [10], Gard [2], Gironde [1], Hérault [1], Ille-et-Vilaine [1], Loire [4], Haute-Marne [3], Nièvre [1], Nord [6], Rhône [6], Deux-Sèvres [1], Tarn [1], Vendée [1]. Quelques-unes de ces sociétés joignent à la vente du vin celle des *spiritueux*. 10 sociétés, celles du Cher, sont des *sociétés de tempérance*.

Il y a, en outre, 52 *brasseries coopératives* dans les départements suivants : Aisne [5], Nord [44], Pas-de-Calais [2], Somme [1].

A signaler, enfin, 5 *restaurants coopératifs* ainsi répartis : Cher [1], Seine [3], Seine-Inférieure [1].

Quant aux 736 autres sociétés coopératives s'occupant de ventes diverses, elles ont pour objet le commerce de l'épicerie, de la mercerie, du charbon, des chaussures, des étoffes communes.

Mouvement des sociétés et de leurs adhérents en 1904. — Les deux dernières colonnes du tableau ont pour objet de montrer le mouvement des sociétés coopératives de consommation dans les divers départements pendant l'année 1904. Ces colonnes ne figuraient pas dans les tableaux publiés antérieurement par le *Bulletin de l'Office du travail*. Elles ont été introduites pour la raison suivante : Chaque année, dans leurs rapports, les préfets mentionnent, pour la première fois, des sociétés coopératives qui fonctionnent depuis plusieurs années et qui ne leur avaient pas encore été signalées. Le chiffre global des sociétés coopératives dans un département donné peut donc augmenter d'une année à l'autre sans que, cependant, aucune société n'ait été fondée dans ce département. La comparaison de deux années consécutives ne saurait donc donner aucune indication sur le mouvement dans la dernière année : Les chiffres portés dans le dernier tableau ont pour but de remédier à cette lacune.

Pendant l'année 1904, 111 sociétés coopératives de consommation ont été fondées et 47 dissoutes. Parmi les 111 sociétés nouvelles, 38 se trouvent dans les départements du Cher [11], du Nord [15] et de la Seine [12].

Aucune société n'a été créée dans les départements qui n'en avaient pas encore ou dans lesquels il y en avait auparavant moins de 3.

Parmi toutes les sociétés figurant au tableau statistique, 584 ont fait connaître le nombre de leurs adhérents dans le quatrième trimestre de 1904. Elles groupent 177,565 membres. En 1903, 614 sociétés (soit 30 de plus) avaient indiqué le nombre de leurs membres. Elles groupaient 168,381 sociétaires, soit une différence de 9,184 membres. Comme ces renseignements ont été, dans presque tous les cas, fournis par les mêmes sociétés, ces chiffres peuvent être comparés. On peut

remarquer, en outre, que dans aucune société, il n'a été enregistré une forte augmentation de membres. Cette différence de 9,184 sociétaires est faite d'un grand nombre de petites augmentations réparties sur toutes les sociétés.

Les sociétés coopératives de consommation dans le département de la Seine. — Les 114 sociétés coopératives de consommation du département de la Seine se partagent entre Paris et la banlieue de la manière suivante : Il y a, à Paris, 57 sociétés coopératives de consommation, parmi lesquelles 3, groupant 6,785 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs membres. 11 sociétés ont été fondées à Paris en 1904 et 11 dissoutes. Il a été signalé dans la banlieue 57 sociétés coopératives de consommation. 5 sociétés, groupant 5,428 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs membres. Pendant l'année 1904, 1 société a été fondée et 3 dissoutes.

Le tableau ci-contre (p. 129) donne, par département, le nombre des sociétés coopératives d'employés de chemins de fer avec l'effectif de celles qui l'ont fait connaître.

Parmi les 99 sociétés coopératives d'employés de chemins de fer, 18 ont pour objet la boulangerie; elles se répartissent ainsi : Ardèche [1], Aveyron [2], Charente [1], Corrèze [2], Dordogne [2], Loiret [1], Lot [1], Saône-et-Loire [1], Sarthe [1], Tarn-et-Garonne [1], Vaucluse [2], Vendée [1], Haute-Vienne [1]. Les autres sociétés s'occupent de ventes diverses.

En dehors des sociétés coopératives d'employés des compagnies de chemins de fer, les plus importantes des sociétés à caractère professionnel sont celles qui groupent les *employés et ouvriers de l'État*.

Le nombre total de ces sociétés, dont l'existence a été signalée à la Direction du travail, est de 9, réparties comme suit dans les départements : 2 dans les Bouches-du-Rhône; 1 dans la Charente avec 875 adhérents; 2 dans le Finistère, dont 1 groupait 256 adhérents; 1 dans le Gers avec 330 adhérents; 2 dans la Gironde avec 490 adhérents; 1 dans l'Indre-et-Loire.

Fédérations nationales de sociétés coopératives de consommation.

Il existait au 1^{er} janvier 1905 deux fédérations nationales : l'*Union coopérative des sociétés françaises de consommation* et la *Bourse des coopératives socialistes de France*.

1° L'**Union coopérative des sociétés françaises de consommation** a son siège à Paris, 1, rue Christine. Voici, sur son fonctionnement, quelques renseignements dus à l'obligeance de son secrétaire général, M. Daudé-Bancel :

L'*Union* comprend deux sections bien différentes et bien distinctes l'une de l'autre : le *Comité central* et l'*Office coopératif*.

1° Le *Comité central*. — C'est une organisation née du premier Congrès des sociétés françaises de consommation, tenu à Paris le 25 juillet 1885. — Il a pour objet de renseigner les coopératives sur les questions administratives ou juridiques; de fournir tous les documents nécessaires à la création de coopératives; de représenter la coopération distributive auprès des pouvoirs publics; d'organiser la propagande et les congrès coopératifs.

Ses organes de propagande sont : l'*Union coopérative*, journal bi-mensuel (10^e année); l'*Almanach de la coopération française* (depuis 1893), suisse (depuis 1905) et canadienne (à partir de 1906); des brochures et des tracts répandus à plusieurs centaines de mille d'exemplaires.

Le Comité central se tient en dehors des questions politiques ou confessionnelles.

Voici la progression du nombre de ses sociétés : 1885, 36; 1890, 59; 1895,

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'EMPLOYÉS DE CHEMINS DE FER.

DÉPARTEMENTS.	NOM- BRE TOTAL de sociétés au 1 ^{er} jan- vier 1904.	SOCIÉTÉS AYANT fait connaître le nombre de leurs membres.		SOCIÉ- TÉS DONT on ne connaît pas le nombre des mem- bres.	DÉPARTEMENTS.	NOM- BRE TOTAL de sociétés au 1 ^{er} jan- vier 1904.	SOCIÉTÉS AYANT fait connaître le nombre de leurs membres.		SOCIÉ- TÉS DONT on ne connaît pas le nombre des mem- bres.
		Nombre de sociétés.	Nombre de mem- bres.				Nombre de sociétés.	Nombre de mem- bres.	
AIN.....	3	3	1,088	"	Report.....	53	31	13,361	22
AISNE.....	3	1	392	2	LOT.....	1	1	230	"
ALLIER.....	4	4	890	"	LOT-ET-GARONNE.....	"	"	"	"
ALPES (BASSES).....	"	"	"	"	LOZÈRE.....	"	"	"	"
ALPES (HAUTES).....	"	"	"	"	MAINE-ET-LOIRE.....	1	1	774	"
ALPES-MARITIMES.....	"	"	"	"	MARCHE.....	"	"	"	"
ARDÈCHE.....	2	2	538	"	MARNE.....	2	1	646	1
ARDENNES.....	2	1	700	1	MARNE (HAUTE).....	1	"	"	1
ARIÈGE.....	"	"	"	"	MAYENNE.....	"	"	"	"
AUBE.....	2	"	"	2	MEURTHE-ET-MOSELLE.....	3	"	"	3
AUDE.....	"	"	"	"	MEUSE.....	2	1	379	1
AVERYON.....	2	"	"	2	MORBIHAN.....	"	"	"	"
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	2	1	113	1	NIÈVRE.....	3	1	133	2
CALVADOS.....	"	"	"	"	NORD.....	1	"	"	1
CANTAL.....	"	"	"	"	OISE.....	"	"	"	"
CHARENTE.....	1	"	"	1	ORNE.....	"	"	"	"
CHARENTE-INFERIEURE.....	2	1	430	1	PAS-DE-CALAIS.....	1	1	541	"
CHER.....	1	"	"	1	PUY-DE-DÔME.....	1	"	"	1
CONDEZE.....	2	2	773	"	PYRÉNÉES (BASSES).....	"	"	"	"
CORSE.....	"	"	"	"	PYRÉNÉES (HAUTES).....	"	"	"	"
CÔTE-D'OR.....	2	2	927	"	PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	"	"	"	"
CÔTES-DU-NORD.....	"	"	"	"	RHIN (H ¹) [BELFORT].....	1	1	365	"
CREUSE.....	"	"	"	"	RHÔNE.....	5	3	1,350	2
DORDOGNE.....	2	2	1,828	"	SAÔNE (HAUTE).....	1	1	872	"
DOUBS.....	2	"	"	2	SAÔNE-ET-LOIRE.....	5	2	224	3
DRÔME.....	4	"	"	4	SARTHE.....	2	"	"	2
EURE.....	"	"	"	"	SAVOIE.....	2	2	882	"
EURE-ET-LOIR.....	"	"	"	"	SAVOIE (HAUTE).....	1	"	"	1
FINISTÈRE.....	"	"	"	"	SEINE.....	"	"	"	"
GARD.....	1	"	"	1	SEINE-INFERIEURE.....	"	"	"	"
GARONNE (HAUTE).....	"	"	"	"	SEINE-ET-MARNE.....	1	"	"	1
GENS.....	3	3	1,790	"	SEINE-ET-OISE.....	"	"	"	"
GERONDE.....	2	2	510	"	SÈVRES (DEUX).....	1	"	"	1
HÉRAULT.....	"	"	"	"	SOMME.....	"	"	"	"
ILLE-ET-VILAINE.....	"	"	"	"	TARN.....	"	"	"	"
INDRE.....	"	"	"	"	TARN-ET-GARONNE.....	1	"	"	1
INDRE-ET-LOIRE.....	1	"	"	1	VAR.....	"	"	"	"
ISÈRE.....	1	"	"	1	VAUCLUSE.....	4	1	251	3
JURA.....	2	2	497	"	VENDÉE.....	1	"	"	1
LANDES.....	"	"	"	"	VIENNE.....	1	1	964	"
LOIR-ET-CHER.....	"	"	"	"	VIENNE (HAUTE).....	"	"	"	"
LOIRE.....	3	1	1,063	2	VOSGES.....	2	2	708	"
LOIRE (HAUTE).....	1	1	192	"	YONNE.....	1	"	"	1
LOIRE-INFERIEURE.....	1	1	573	"	CONSTANTINE.....	1	"	"	1
LOIRET.....	2	2	1,057	"					
A reporter.....	53	31	13,361	22	TOTAUX.....	99	50	21,680	49

190; 1900, 307; 1905 (3 mai) 328. En mai 1905, ces sociétés groupaient environ 183,054 familles, soit une moyenne de 558 familles par société.

2° *L'Office coopératif de renseignements commerciaux et d'achats en commun pour les fédérations et sociétés coopératives de consommation.* — Cette organisation est bien définie par son titre. Elle a été fondée en novembre 1900 par le Comité central à la suite du Congrès coopératif international de juillet 1900.

L'Office coopératif vise à créer les éléments matériels et moraux nécessaires à la vie d'un magasin coopératif de gros.

Il a commencé par donner des renseignements commerciaux, puis il a fait passer des marchés pour achats en commun à ses sociétés. Son organe de renseignements commerciaux est un supplément mensuel de l'*Union coopérative* (organe du Comité central).

A l'heure actuelle, il se substitue aux sociétés et aux fédérations régionales pour l'achat de certaines denrées. Par conséquent, pour certains articles, il joue déjà le rôle de magasin de gros.

L'Office coopératif achète même, depuis quelques mois, des marchandises pour certaines coopératives coloniales et les leur expédie. Il a fait cela pour l'*Orléansvil-loise*, d'*Orléansville*; la *Pénitenciaire*, de Cayenne; la *Coopérative*, de Saïgon et la *Société civile de boulangerie et d'épicerie* de Nouméa, à la satisfaction de ces sociétés.

Voici la progression de l'Office coopératif :

ANNÉES.	SOCIÉTÉS.	OPÉRATIONS.
1900.....	28	„
1901.....	64	70,000 ¹
1902.....	100	300,000
1903.....	180	457,650
1904.....	235	675,101

L'exercice (octobre 1904-octobre 1905) se traduira sans doute par un chiffre d'opérations voisin de 1,000,000 de francs. Actuellement, fin août, l'Office coopératif groupe 255 sociétés comptant environ 100,074 familles, soit une moyenne de 392 familles par société.

2° **La Bourse des coopératives socialistes de France** ⁽¹⁾. — Cette organisation qui a été fondée le 1^{er} décembre 1895 a son siège social au Palais du travail, place Duplex, à Paris. A côté de sociétés coopératives de consommation, elle comprend également d'autres organisations, telles qu'associations ouvrières de production, syndicats.

D'après le rapport, présenté au 5^e Congrès national de la coopération socialiste, qui s'est tenu à Nantes du 23 au 25 avril 1905, 122 sociétés comprenant 45,316 sociétaires, adhéraient à la Bourse, dont 1 fédération comprenant 25 sociétés, 19 sociétés de production et 1 syndicat.

D'après le même rapport l'actif net de la Bourse à la fin du second semestre de 1904 se montait à 2,766 fr. 91. Les recettes pendant ce semestre s'étaient élevées à 4,041 fr. 60, et les dépenses à 4,023 fr. 25. Pendant le même semestre la Bourse avait reçu pour son fonds de grèves la somme de 317 fr. 50 qui avait été intégralement versée pour des grèves. La Caisse nationale de solidarité, créée par le 4^e congrès national tenu à Sotteville en 1904, et destinée à venir en aide aux sociétés dans le besoin avait encaissé à la fin de décembre 1904 la somme de 787 francs, sur laquelle 560 francs avaient été prêtés à diverses sociétés.

⁽¹⁾ Les renseignements qui suivent sont extraits du compte rendu du 5^e Congrès de la coopération socialiste, Nantes, 23, 24, 25 avril 1905, publié par la Bourse.

La Bourse des coopératives socialistes de France fournit aux sociétés qui en font la demande, des renseignements de toute nature, elle tient à leur disposition des conférenciers pour leurs réunions générales, fêtes, etc., elle édite des brochures de propagande, des modèles de statuts, les comptes rendus de congrès coopératifs; elle publie tous les mois environ un bulletin intitulé *Bulletin de la Bourse nationale des sociétés coopératives socialistes de consommation de France*, qui tire à 4,000 exemplaires.

A la suite du Congrès d'Amiens, la fondation d'une assurance coopérative au capital de 200,000 francs avait été décidée, mais au moment du Congrès de Rouen il n'avait été encore souscrit que 339 parts de 100 francs, soit 33,900 francs, par 27 sociétés. La Bourse a obtenu d'une compagnie d'assurances des conditions de faveur pour les employés des coopératives assurés par son intermédiaire contre les accidents du travail; d'après le rapport sur la gestion de la Bourse au Congrès de Nantes (avril 1905), elle assurait, à ce moment, pour près de 2 millions de salaires.

Fédérations régionales de sociétés coopératives de consommation. — Voici les onze fédérations régionales dont l'existence au 1^{er} janvier 1905 était connue de la Direction du travail ⁽¹⁾ :

ARDENNES. — *Union des coopératives ardennaises*, à Fumay, fondée en 1896. Cette fédération a pour but de « centraliser tous les achats et d'obtenir des maisons de premier ordre les avantages accordés aux acheteurs en gros » (art. 1^{er} des statuts). Elle comprenait, au commencement de 1905, 22 sociétés.

Fédération des boulangeries coopératives des Ardennes, à Château-Regnault. Objet : Achats en commun.

AUBE. — *Fédération coopérative de l'Aube et des départements limitrophes*, à Troyes, rue de Preize, n° 16. Fondée en 1902, sans constitution légale, elle englobait, au commencement de 1905, 9 sociétés ayant plus de 6,000 adhérents.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — *Fédération des coopératives du Midi*, à Marseille. Fondée le 16 avril 1893, dissoute en 1901 et reconstituée la même année.

CHER. — *Fédération des sociétés coopératives de la ville de Bourges*, à Bourges, rue de Lazenay. Fondée le 23 décembre 1904. Cette société passe les marchés de vins pour les sociétés coopératives adhérentes.

INDRE-ET-LOIRE. — *Syndicat des sociétés coopératives de Tours*, à Tours, impasse des Docks. Fondée en 1901, sous la forme d'une société à capital et à personnel variables, cette société a pour objet la vente du charbon aux sociétés adhérentes. Au début de 1905, 14 sociétés, dont 6 seulement étaient actionnaires, se fournissaient au syndicat. Le syndicat possède un magasin de gros à Tours.

LOIRE-INFÉRIEURE. — *Fédération des sociétés coopératives ouvrières de Bretagne*, à Nantes, quai de Turenne, n° 9. Créée le 1^{er} janvier 1903 sans but déterminé et réorganisée le 15 février 1905 sous la forme d'une société anonyme à capital et à personnel variables. Elle a pour objet les achats en commun et se propose la création d'une minoterie à vapeur. Elle comptait, au commencement de 1905, 33 sociétés adhérentes, dont 10 boulangeries coopératives.

⁽¹⁾ Les renseignements qui suivent concernent les diverses fédérations, sauf celles de Marseille et de Bourges, sont extraits du compte rendu précité du 5^e Congrès national de la Coopération socialiste.

NORD. — *Fédération des sociétés coopératives de la région du Nord* (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, etc.). Fondée le 22 juillet 1900, sous la forme d'une société anonyme au capital de 500 francs, elle a pour objet l'achat en commun de farines et autres denrées alimentaires. De 1901 à 1904, ses achats de farines se sont élevés à 5,927,673 francs et ses achats d'autres denrées (café, chicorée, cristaux, savons, beurre, margarine, balais, chocolats, bleu, sucre, amidon), à 270,000 francs. La Fédération a mis à l'étude la fondation d'un magasin de gros. En avril 1905, les 13 sociétés adhérentes à la Fédération groupaient plus de 18,000 sociétaires. Les sociétés adhérentes doivent adhérer aux principes fondamentaux du parti socialiste.

SEINE. — *Fédération coopérative régionale parisienne*, à Paris, rue Barrault, n° 84. Fondée le 28 septembre 1902, sous la forme d'une société anonyme à capital et à personnel variables, la Fédération comptait, au commencement de 1905, 57 coopératives affiliées. Elle a pour objet de centraliser et de transmettre les commandes des sociétés adhérentes. Elle a constitué en 1904 un entrepôt pour les bières.

Il existe en outre, dans le département de la Seine, une fédération de la banlieue ouest de Paris.

SEINE-INFÉRIEURE — *Fédération des sociétés coopératives du Nord-Ouest*, à Sotteville-lès-Rouen. Cette société, quoique fonctionnant depuis 1901, n'est pas encore légalement constituée.

Les adhérents des coopératives de consommation appartiennent le plus souvent aux professions les plus diverses, certaines sociétés, cependant, ne s'adressent qu'aux personnes appartenant à une profession déterminée.

C. — Sociétés de crédit populaire.

Voici, d'après les rapports des préfets, les banques populaires urbaines existantes au 1^{er} janvier 1905; 20 seulement avaient été signalées par les rapports des préfets au 1^{er} janvier 1904 :

1° BANQUES POPULAIRES.

Alpes-Maritimes....	4	Loire.....	1	Pyrénées (Hautes-).	1
Bouches-du-Rhône..	2	Loire (Haute-)...	1	Rhône.....	2
Charente.....	1	Loire-Inférieure...	2	Alger.....	1
Garonne (Haute-)...	2	Morbihan.....	1		
Gers.....	1	Nord.....	3	TOTAL.....	22

2° CAISSES RURALES.

Voici, d'après le rapport du ministre de l'Agriculture sur le fonctionnement des caisses de crédit agricole en 1904⁽¹⁾, la répartition par départements des caisses locales de crédit agricole mutuel en 1904, avec le nombre de leurs adhérents.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 18 mai 1905, p. 3206 et 3207.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE		DÉPARTEMENTS.	NOMBRE	
	des caisses locales.	des adhérents.		des caisses locales.	des adhérents.
Ain.....	8	165	Lot.....	#	#
Aisne.....	9	244	Lot-et-Garonne.....	#	#
Allier.....	2	37	Lozère.....	#	#
Alpes (Basses-).....	#	#	Maine-et-Loire.....	7	121
Alpes (Hautes-).....	1	21	Manche.....	#	#
Alpes-Maritimes.....	13	792	Marne.....	9	1,123
Ardèche.....	2	47	Marne (Haute-).....	14	1,061
Ardennes.....	6	317	Mayenne.....	8	239
Ariège.....	#	#	Meurthe-et-Moselle...	9	280
Aube.....	17	876	Meuse.....	3	70
Aude.....	27	2,012	Morbihan.....	17	607
Aveyron.....	#	#	Nièvre.....	3	81
Bouches-du-Rhône...	6	225	Nord.....	14	1,012
Calvados.....	#	#	Oise.....	15	432
Cantal.....	#	#	Orne.....	#	#
Charente.....	61	1,522	Pas-de-Calais.....	6	1,569
Charente-Inférieure...	11	930	Puy-de-Dôme.....	5	127
Cher.....	1	7	Pyrénées (Basses-)....	70	1,579
Corrèze.....	#	#	Pyrén. (Hautes-).....	42	1,188
Corse.....	#	#	Pyrénées-Orientales...	31	2,967
Côte-d'Or.....	10	707	Terr. de Belfort.....	#	#
Côtes-du-Nord.....	13	351	Rhône.....	9	282
Creuse.....	#	#	Saône (Haute-).....	38	752
Dordogne.....	#	#	Saône-et-Loire.....	9	216
Doubs.....	68	2,332	Sarthe.....	7	483
Drôme.....	12	526	Savoie.....	10	231
Eure.....	3	289	Savoie (Haute-).....	4	256
Eure-et-Loir.....	6	1,622	Seine.....	1	33
Finistère.....	#	#	Seine-Inférieure.....	8	365
Gard.....	19	554	Seine-et-Marne.....	8	374
Garonne (Haute-).....	14	440	Seine-et-Oise.....	13	269
Gers.....	66	1,555	Sèvres (Deux-).....	3	286
Gironde.....	21	791	Somme.....	#	#
Hérault.....	46	2,875	Tarn.....	3	55
Ille-et-Vilaine.....	3	137	Tarn-et-Garonne.....	1	23
Indre.....	20	1,187	Var.....	10	466
Indre-et-Loire.....	11	460	Vaucluse.....	2	110
Isère.....	19	459	Vendée.....	19	566
Jura.....	17	1,289	Vienne.....	#	#
Landes.....	14	927	Vienne (Haute-).....	#	#
Loir-et-Cher.....	8	582	Vosges.....	5	549
Loire.....	11	341	Yonne.....	8	312
Loire (Haute-).....	3	20			
Loire-Inférieure.....	#	#			
Loiret.....	4	62			
			TOTAUX.....	963	42,783

Le capital versé de ces 963 caisses locales s'élevait, au total, à 2,405,846 francs. L'intérêt des parts est de 2 francs, 2 fr. 50, 3 francs, 3 fr. 50 ou 4 francs p. o/o. Elles avaient consenti, en 1904, des prêts pour la somme totale de 30,235,068 francs. Le taux de ces prêts est de 2 fr. 50, 3 francs, 3 fr. 50, 3 fr. 75, 4 francs, 4 fr. 25, 4 fr. 50, 4 fr. 75, 5 francs et 6 francs p. o/o. Sur ces 963 caisses, 33 appartenant aux départements suivants : Côtes-du-Nord (13), Ille-et-Vilaine (3), Morbihan (17), n'avaient pas fonctionné en 1904.

Il convient de remarquer que le tableau précédent ne tient compte que des caisses locales rattachées aux caisses régionales.

Ces caisses régionales de crédit agricole mutuel étaient en 1904 au nombre de 54. En voici la liste avec l'indication des départements dans lesquels se trouvent leurs caisses locales affiliées et le nombre de celles-ci :

DÉNOMINATIONS des caisses régionales.	DÉPARTEMENTS dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.	DÉNOMINATIONS des caisses régionales.	DÉPARTEMENTS dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.
Avignon.....	Vaucluse..... Bouches-du-Rhône..... Gard.....	3	Lille.....	Nord.....	5
Aixoise.....	Bouches-du-Rhône.....	5	Loir-et-Cher....	Loir-et-Cher....	7
Aube.....	Aube.....	17	Maine.....	Sarthe.....	7
Alpes-Maritimes..	Alpes-Maritimes..	13	Maine et Anjou..	Mayenne.....	7
Basses-Pyrénées..	Basses-Pyrénées..	64	Marne, Aisne et Ardennes.....	Marne..... Aisne..... Ardennes.....	23
Beauce et Perche.	Eure-et-Loir..... Eure..... Seine-et-Oise....	8	Midi.....	Aude..... Gard..... Hérault..... Pyrénées-Orient.	76
Bourgogne et Fran- che-Comté....	Côte-d'Or..... Doubs..... Jura.....	82	Morbihan.....	Morbihan.....	17
Brie.....	Seine-et-Marne..	4	Nyons.....	Drôme.....	4
Briey.....	Meurthe-et-Mosel ^{le}	3	Ouest.....	Maine-et-Loire.. Mayenne..... Vendée.....	8
Cambrésis.....	Nord.....	9	Pas-de-Calais...	Pas-de-Calais...	6
Centre.....	Loiret.....	12	Puyméras.....	Vaucluse.....	1
	Loir-et-Cher....		Puy-de-Dôme....	Puy-de-Dôme....	5
	Nièvre.....		Pyrénées-Orient ^{les}	Pyrénées-Orient.	29
	Cher.....		Roannaise.....	Loire.....	9
	Allier.....		Saône-et-Loire..	Saône-et-Loire..	3
Cévennes.....	Indre..... Gard..... Haute-Loire.....	16	Sud-Est.....	Ain..... Drôme..... Isère..... Loire..... Loire (Haute-)... Saône-et-Loire.. Rhône..... Savoie..... Savoie (Haute-)... Ardèche..... Alpes (Hautes-)... Landes..... Gers.....	71
Charente.....	Charente.....	61	Sud-Ouest.....	Pyrénées (Basses-) Gironde.....	37
Charente-Infér ^{re} ..	Charente-Infér ^{re} ..	11	Tarbes.....	Pyrénées (Hautes-)	42
Côtes-du-Nord...	Côtes-du-Nord...	13	Tarn.....	Tarn.....	4
Côte-d'Or.....	Côte-d'Or.....	7	Tarn-et-Garonne..	Tarn-et-Garonne..	4
Deux-Sèvres.....	Deux-Sèvres.....	3	Toulouse.....	Aude..... Garonne (Haute-)	16
Doubs.....	Doubs.....	6	Var.....	Var.....	10
Est (Nancy).....	Meurthe-et-Moselle	9	Vendée.....	Vendée.....	17
Est (Épinal)....	Meuse..... Vosges..... Haute-Marne....		7	Vexin.....	Eure..... Oise.....	5
Gâtinais.....	Aisne.....	4	Yonne.....	Yonne.....	8
Gers.....	Seine-et-Marne..	4	TOTAUX.....		963
Gironde.....	Gers.....	50			
Gray et H ^{te} -Saône.	Gironde.....	20			
Haute-Marne....	Haute-Saône....	38			
Haute-Normandie.	Haute-Marne....	13			
	Seine-Inférieure..	8			
Ile-de-France....	(Seine.....)	25			
	Seine-et-Oise....				
Indre.....	Oise.....	19			
Indre-et-Loire et Maine-et-Loire.	Indre..... Indre-et-Loire.. Maine-et-Loire.. Vendée.....	13			
Ile-et-Vilaine....	Ile-et-Vilaine....	3			

Il existe deux fédérations de sociétés de crédit : le *Centre fédératif de crédit populaire de France* dont le siège est à Marseille et l'*Union des caisses rurales* dont le siège est à Lyon.

Des renseignements fournis par le *Centre fédératif de crédit populaire de France*, il ressort que cette organisation groupait, au 1^{er} janvier 1905, 459 sociétés et, au 1^{er} juillet 1905, 551 sociétés existant tant en France qu'en Algérie et en Tunisie.

Au 1^{er} janvier 1905, 760 sociétés étaient affiliées à l'*Union des caisses rurales* et ouvrières à responsabilité illimitée.

LE RECENSEMENT PROFESSIONNEL DU 24 MARS 1901 ⁽¹⁾.

III. — Établissements.

Par établissement on entend, dans les statistiques qui suivent, la réunion de deux ou plusieurs personnes travaillant habituellement en commun en un lieu déterminé, sous la direction d'un ou de plusieurs représentants d'une même raison sociale qui constituent le ou les chefs de l'établissement. Un individu travaillant seul et n'étant, lorsqu'il travaille, soumis à la direction de personne, n'est pas compté comme établissement, mais comme travailleur isolé. Par contre, un mari et sa femme, deux frères, deux associés, travaillant ensemble sans aides, constituent un établissement.

Un établissement, un chantier d'exploitation, dont le siège principal se trouve dans une autre commune que celle où il est lui-même situé, constitue un établissement distinct et n'est pas rattaché à l'établissement principal ⁽²⁾.

Dans une même commune, des ateliers situés dans des bâtiments différents, un magasin de vente en gros séparé de la fabrique, mais relevant de la même raison sociale, ne constituent qu'un établissement, si les opérations qui s'y accomplissent sont connexes, c'est-à-dire si elles s'appliquent au même objet. Par exemple, une filature de laine, un tissage de laine, une teinturerie appartenant au même industriel dans la même ville ne composent qu'un seul établissement. Au contraire, constituent deux établissements distincts un moulin à blé et une scierie de bois appartenant au même propriétaire ⁽³⁾.

Le nombre de personnes occupées dans chaque établissement est déclaré par le chef d'établissement sur son bulletin individuel. Cette déclaration est contrôlée par le rapprochement des bulletins d'employés et d'ouvriers qui ont déclaré être attachés à l'établissement. S'il y a désaccord, les instructions prescrivent de procéder à une vérification ⁽³⁾.

Ceci posé, on a relevé, en 1901, environ 3,185,000 établissements dans lesquels deux ou plusieurs personnes travaillent en commun, chiffre notablement supérieur

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, décembre 1905, p. 1068 et janvier 1906, p. 42.

⁽²⁾ Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 24 mars 1901, tome 1^{er}, 1904, p. 26.

⁽³⁾ *Ibidem*, p. 48.

à celui de 1896 : 2,983,000, parce que les conditions nouvelles du dépouillement ont permis de compter beaucoup d'établissements familiaux qui n'avaient point été enregistrés en 1896. Si on laisse de côté les établissements composés uniquement du mari et de la femme (surtout nombreux dans l'agriculture) ou d'associés travaillant sans aides, le sens du mouvement se trouve renversé : le nombre des établissements occupant au moins un employé ressort au chiffre de 2,256,000 en 1901 au lieu de 2,390,000 en 1896 ; ce sont encore les établissements de famille, surtout ceux de l'agriculture, qui expliquent cet écart de sens contraire au précédent. En 1896, on a compté dans les exploitations agricoles un assez grand nombre d'enfants de cultivateurs qui, en 1901, ont été laissés en dehors de la population active. Pour éviter l'effet de ces interprétations divergentes, il convient d'examiner les chiffres par catégories professionnelles.

Le tableau suivant donne la répartition des établissements en 1901 et 1896 d'après le nombre des employés et ouvriers par grandes catégories professionnelles.

ÉTABLISSEMENTS.		NOMBRE d'établissements.		POUR 100,000	
		1901.	1896.	1901.	1896.
Pêche, forêts et agricul- ture.....	1 à 20 employés et ouvriers	1,337,949	1,482,419	99,834	99,845
	21 à 100 employés et ouvriers.....	2,198	2,277	164	153
	Plus de 100 employés et ouvriers..	31	33	2	2
TOTAL.....		1,340,178	1,484,729	100,000	100,000
Industrie... {	1 à 20 employés et ouvriers	594,326	573,377	96,456	96,752
	21 à 100 employés et ouvriers....	17,570	15,583	2,851	2,629
	Plus de 100 employés et ouvriers...	4,268	3,668	693	619
TOTAL.....		616,164	592,628	100,000	100,000
Commerce.. {	1 à 20 employés et ouvriers	246,553	230,995	99,008	99,101
	21 à 100 employés et ouvriers....	2,279	1,953	915	838
	Plus de 100 employés et ouvriers...	192	143	77	61
TOTAL.....		249,024	233,091	100,000	100,000
Professions libérales.. {	1 à 20 employés et ouvriers	38,459	32,851	96,172	96,555
	21 à 100 employés et ouvriers....	1,399	1,098	3,498	3,227
	Plus de 100 employés et ouvriers,...	132	74	330	218
TOTAL.....		39,990	34,023	100,000	100,000
Ensemble... {	1 à 20 employés et ouvriers	2,217,287	2,319,642	98,750	98,941
	21 à 100 employés et ouvriers....	23,446	20,911	1,044	892
	Plus de 100 employés et ouvriers..	4,623	3,918	206	167
ENSEMBLE.....		2,245,356	2,344,471	100,000	100,000

En ce qui concerne l'agriculture, on remarquera que le nombre des établissements occupant plus de 20 salariés a diminué depuis 1896 de 2,310 à 2,229.

Dans l'industrie, au contraire, le nombre des établissements de toute grandeur a

augmenté. 573,000 environ occupaient de 1 à 20 ouvriers ou employés en 1896, on en compte 594,000 en 1901 ; le nombre des établissements de 21 à 100 ouvriers s'est élevé de 15,583 à 17,570 et celui des grands établissements occupant plus de 100 ouvriers s'est accru de 600 unités, passant de 3,668 à 4,268. Sur 10,000 établissements on en comptait 619 de plus de 100 ouvriers en 1896, on en trouve 693 en 1901.

Le tableau suivant, donne, pour chaque groupe d'industrie et pour les deux recensements de 1896 et de 1901 la répartition des établissements, d'après le nombre des employés et ouvriers.

INDUSTRIES.	RECENSEMENT DE 1901.				RECENSEMENT DE 1896.			
	Établissements classés				Établissements classés			
	d'après le nombre des employés et ouvriers.				d'après le nombre des employés et ouvriers.			
	1 à 10.	11 à 20.	31 à 100.	Plus de 100.	1 à 10.	11 à 20.	21 à 100.	Plus de 100.
Mines et minières..	75	56	112	159	111	46	90	124
Carrières	5,478	618	509	58	5,301	456	431	60
Alimentation.....	81,571	1,561	1,198	142	83,693	1,370	1,045	133
Industries chimiques	3,541	620	700	174	3,504	488	571	118
Caoutchouc, papier, etc.....	1,341	297	435	159	1,324	259	373	120
Polygraphie.....	4,614	681	692	117	4,453	603	569	93
Industries textiles...	33,073	1,641	2,642	1,491	26,424	1,705	2,960	1,463
Travail des étoffes..	130,937	3,023	1,987	216	122,787	2,438	1,493	142
Pailles, plumes et crins	4,277	159	108	9	3,709	135	94	11
Cuir et peaux....	36,115	918	917	155	36,537	958	968	157
Industries du bois...	103,889	2,829	1,774	155	101,762	2,383	1,484	105
Métallurgie.....	16	12	32	97	24	4	45	88
Métaux ordinaires..	72,212	2,297	2,366	653	70,750	1,841	1,909	503
Métaux fins.....	2,013	233	173	15	2,111	227	122	14
Taille des pierres précieuses	490	24	13	1	438	14	19	"
Taille des pierres, moulage.....	5,960	274	181	14	5,920	204	133	10
Terrassement, construction	62,708	3,604	2,281	181	61,834	3,444	2,094	173
Céramique, verrerie.	7,860	735	809	287	8,645	758	734	219
Manutention	564	56	45	7	576	44	32	"
Transport	16,998	671	556	106	15,330	635	402	77
Industries mal désignées.....	84	"	1	"	94	2	"	"
TOTAUX	1,583,826	20,309	17,531	4,296	755,327	16,014	15,368	3,610

Le nombre des grands établissements, c'est-à-dire de ceux occupant plus de cent ouvriers et employés, n'accuse de diminution qu'en ce qui concerne le groupe des carrières (58 en 1901 contre 60 en 1896); celui des pailles, plumes et crins (9 en 1901 contre 11 en 1896), celui des cuirs et peaux (155 en 1901 contre 157 en 1896). En ce qui concerne tout au moins ce dernier groupe, la diminution n'est qu'apparente, parce que beaucoup d'ouvriers à domicile qui avaient été classés à tort en 1896 comme faisant partie de l'établissement qui leur fournit de l'ouvrage ont été comptés en 1901 comme travailleurs isolés.

Le tableau suivant donne, pour les autres groupes, l'accroissement en nombre absolu et pour 100 de l'ensemble des établissements, d'une part, et des grands établissements d'autre part, du recensement de 1896 au recensement de 1901.

GROUPES D'INDUSTRIES.	ACCROISSEMENT du nombre des établissements de toute nature de 1896 à 1901.		ACCROISSEMENT du nombre des établissements de plus de 100 salariés de 1896 à 1901.	
	En nombre absolu.	p. 100.	En nombre absolu.	p. 100.
Mines.....	+ 31	+ 8.3	+ 35	+ 28.2
Alimentation.....	— 1,769	— 2.0	+ 9	+ 6.7
Industries chimiques.....	+ 444	+ 9.6	+ 56	+ 47.4
Caoutchouc, papier.....	+ 2,156	+ 1.0	+ 39	+ 32.5
Polygraphie.....	+ 386	+ 6.7	+ 24	+ 25.8
Industries textiles.....	+ 6,295	+ 19.3	+ 28	+ 1.9
Travail des étoffes.....	+ 9,303	+ 7.3	+ 74	+ 52.1
Bois.....	+ 2,913	+ 2.7	+ 50	+ 47.6
Métallurgie.....	— 4	— 2.4	+ 9	+ 10.2
Métaux ordinaires.....	+ 2,525	+ 3.3	+ 150	+ 29.8
Métaux fins.....	+ 40	+ 1.6	+ 1	+ 6.9
Taille des pierres précieuses.....	+ 57	+ 12.1	+ 1	+ 100.0
Taille des pierres, moulage.....	+ 162	+ 2.5	+ 4	+ 40.0
Terrassement, construction.....	+ 1,229	+ 1.8	+ 8	+ 4.6
Céramique, verrerie.....	+ 665	+ 6.4	+ 68	+ 31.0
Manutention.....	+ 20	+ 3.0	+ 7	(1)
Transport.....	+ 1,887	+ 11.4	+ 29	+ 37.6

Dans le commerce, même mouvement; le nombre des petits établissements a augmenté de 231,000 à 246,000; celui des moyens, de 1,953 à 2,279; celui des grands, de 143 à 192. Sur 10,000 établissements occupant du personnel, 61 occupaient plus de 100 employés en 1896, on en compte 77 en 1901.

Dans les professions libérales, catégories où sont classés les écoles privées et les hôpitaux, l'accroissement a été plus rapide encore, le nombre des petits établissements s'est accru de 33,000 à 38,000; celui des moyens établissements, de 1,100 à 1,400; celui des grands, de 74 à 132. Sur 10,000 établissements, 132 ont plus de 100 employés en 1901 au lieu de 74 en 1896.

Il est particulièrement intéressant de comparer, d'un recensement à l'autre, le nombre des très grands établissements, ceux qui occupent plus de 500 ouvriers. Dans l'ensemble des catégories professionnelles, on en comptait 472 en 1896 dont 305 de 501 à 1,000 ouvriers, 116 de 1,001 à 2,000, 38 de 2,001 à 5,000 et 13 de plus de 5,000. Ces nombres ont tous augmenté en 1901 : 566 ont plus de 500 ouvriers, dont 346 de 501 à 1,000, 151 de 1,001 à 2,000, 50 de 2,001 à 5,000, 19 plus de 5,000. Rappelons que l'on n'a pas compté d'établissements pour les compagnies de chemins de fer ni pour les services non industriels de l'Etat, des départements et des communes.

En 1901, les 19 établissements de plus de 5,000 ouvriers ou employés se distribuent entre les industries suivantes : mines de combustibles (9) usine à gaz (1), construction de machines et forges (1) entreprises de voitures (2), transports maritimes (1), magasin de nouveautés (1), arsenaux de la marine (4).

(1) Il n'avait pas été relevé en 1896 d'établissements de plus de 100 employés ou ouvriers dans le groupe de la manutention.

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS EN 1904.

(SUITE ET FIN)⁽¹⁾.

CHAPITRE III. — Décrets spéciaux. — Industries insalubres et maladies professionnelles.

Décrets des 18 juillet 1902 et 15 juillet 1904 réglementant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture. — Les inspecteurs constatent assez généralement que ces décrets ont reçu une application assez étendue au cours de l'année écoulée. Cette application a donné lieu, en 1904, à 248 nouvelles mises en demeure, et il a été reconnu que 305 mises en demeure faites en 1904 et dans les années précédentes avaient été suivies d'exécution; 8 contraventions seulement ont été relevées pour inexécution de mises en demeure.

Il est à peu près établi que les entrepreneurs de peinture en bâtiment n'emploient plus la céruse qu'à l'état de pâte; ils la reçoivent, toute broyée à l'huile, des usines de fabrication. Quelques carrossiers employant encore la céruse en poudre ont été mis en demeure de se conformer à l'article 1^{er} du décret. Certains inspecteurs signalent même que les peintres en bâtiment de leur région semblent avoir renoncé à l'emploi de la céruse et qu'ils l'auraient remplacée, dans la plupart des cas, par le blanc de zinc.

Aucune difficulté particulière n'est signalée en ce qui concerne le graissage et le ponçage à sec, l'usage des surtouts exclusivement affectés au travail et les soins de propreté.

Mais l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Paris expose que l'application du décret dans les travaux de peinture en bâtiment est toujours difficile à obtenir en ce qui concerne l'interdiction d'employer directement avec la main les produits à base de céruse :

Quoique les entrepreneurs fournissent aux ouvriers des palettes pour manier le mastic, ceux-ci refusent de s'en servir, les considérant comme gênantes et inconfortables.

Il convient d'ajouter ici que cette remarque s'applique surtout aux travaux d'enduisage : ce travail, plus particulièrement réservé aux peintures soignées, est peu répandu en province; mais il est très fréquent à Paris, où son exécution est généralement confiée à des spécialistes.

Les dispositions des deux décrets dont il s'agit n'étant applicables qu'aux travaux exécutés avec emploi de céruse, certains inspecteurs ont procédé sur place à des analyses sommaires d'échantillons de peinture soupçonnés de contenir ce produit. Les réactifs employés ont été le sulfhydrate d'ammoniaque et le sulfure de sodium. Dans quelques cas où cette analyse avait laissé subsister des doutes sur la présence du plomb dans la composition de la couleur, des échantillons ont été prélevés et adressés au laboratoire des expertises au ministère du Commerce. Cette nouvelle analyse a décelé la présence du plomb, mais dans des proportions inférieures à celles qui sont admises comme existant couramment dans les blancs de zinc du commerce considérés comme les plus purs.

Saturnisme. — Les divers composés du plomb et le plomb lui-même sont employés dans un grand nombre d'industries autres que celle de la peinture.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, janvier 1906, p. 17.

A propos du *mastic au minium de plomb* pour joints et lutage, un inspecteur de la Seine signale une usine de sa section qui fabrique un mastic en usage depuis quelque temps dans la marine, dans la métallurgie, etc. :

Ce n'est pas un produit exempt de plomb, il en contient encore 11 p. 100 calculé eu protoxyde, c'est-à-dire beaucoup moins que le mastic ancien ; cela suffit à le rendre intéressant, d'autant plus que l'industriel laisse espérer qu'il pourra réduire encore la teneur en plomb.

L'inspecteur de Beauvais expose, de son côté, les mesures qui avaient été prises dans une fabrique de *minium incendiée* tout récemment :

Le sol de l'usine avait été entièrement refait et carrelé, avec pente pour l'écoulement des eaux par des regards bien distribués. Un réservoir continuellement alimenté et très élevé permettait le nettoyage par jets à la lance au moyen de plusieurs prises d'eau et d'une canalisation bien étudiée. Chaque façade de four à oxydation de la litharge était surmontée d'une hotte suffisante pour l'évacuation des vapeurs pendant le brassage et le défournement du minium ; le dessus des fours, servant de sécherie, était traversé par la trémie de chargement, et quand on débouchait cette dernière pour faire tomber la litharge à griller, on la surmontait d'une hotte mobile circulant sur galets pour que les vapeurs s'échappant sortent tout directement par la cheminée construite au-dessus. Le broyage était fait en vase clos, et le tamisage aussi ; mais l'embarillage laissait à désirer, car la table à secousses, sur laquelle on plaçait le baril pour y tasser la matière, laissait échapper de la poudre de minium qui chargeait l'atmosphère. Les masques étaient prescrits pour tous ces travaux. Tout le monde devait passer, chaque quinzaine, à la visite médicale, et ceux dont le diagnostic était suspect étaient écartés quelques semaines, ou bien changés de service. Les bains devaient être pris chaque semaine dans la salle de bains de l'usine. Les hommes devaient se laver tous les jours aux lavabos pourvus d'eau chaude et d'eau froide à volonté. Le relevé des malades soignés à l'hôpital, au compte de l'usine, a été de 4 en 1902, de 3 en 1903 et de 5 en 1904. L'effectif normal était d'une trentaine d'ouvriers.

L'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Nantes expose ce qui suit :

Dans une importante usine métallurgique où l'on traite des minerais de plomb, la direction a, depuis deux années, interdit de fumer pendant le travail. Cette mesure a eu un excellent résultat au point de vue des cas de saturnisme. Il est bon d'ajouter que le remplacement des anciens fours à grillage, où la matière était remuée par les ouvriers à l'aide de grands ringards, par des fours à sole tournante, où toutes les opérations se font mécaniquement, doit avoir contribué également à la diminution des cas de saturnisme. Le tableau ci-après résume l'amélioration obtenue :

Nombre moyen d'ouvriers occupés	670
Nombre de cas en 1901.....	26
Nombre de cas en 1902.....	42
Nombre de cas en 1903.....	9
Nombre de cas en 1904.....	3

Les cas qui ont été constatés en dernier lieu se produisent aux fours à manche, bien que des hottes installées à la demande du service entraînent la plus grande partie des gaz et vapeurs, ce qui constitue un progrès.

Enfin, l'inspecteur de Valenciennes signale un essai intéressant ayant pour objet de diminuer la dispersion des poussières plombiques des caractères d'imprimerie par l'emploi de casses à double fond, le fond supérieur étant ajouré pour tamiser ces poussières. Cet essai aurait donné des résultats satisfaisants.

Infection charbonneuse. — Les cas de charbon ne sont pas très fréquents, mais ils ont généralement des suites graves. Un inspecteur de la Seine en signale deux, dont un suivi de mort, dans une fabrique de chevreau pour chaussures. J'ai déjà exposé plus haut, à propos de l'application de l'article 2 du décret du 10 mars 1894, les mesures prises par le service de la circonscription de Toulouse à la suite de l'appa-

rition de plusieurs cas de charbon, dont deux mortels, survenus à huit jours d'intervalle, dans un délainage de peaux de moutons. Le lavage complet des murs et des plafonds avec une solution désinfectante, prescrit et exécuté aussitôt, a permis d'enrayer le mal.

Intoxication mercurielle. — L'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Marseille cite les progrès réalisés dans une fabrique d'amorces de fulminate de mercure, dans laquelle il avait été constaté plusieurs cas de stomatite. Le service a demandé et obtenu des surtouts pour les ouvrières de cette fabrique, ainsi que l'installation de lavabos; une mise en demeure a été faite pour que, chaque soir, il soit procédé, à l'aide de linges humides, au lavage et au nettoyage du sol, qui est imperméable.

Sulfocarbonisme. — L'inspecteur de Creil signale un cas d'intoxication par le sulfure de carbone, qui s'est produit dans une fabrique de pneumatiques de sa section. Un ouvrier a été atteint de troubles gastriques prononcés, de céphalalgie violente, puis ultérieurement d'un commencement de paralysie des membres inférieurs. Il convient de dire à ce sujet que cet établissement était de création récente, et que sa fondation n'avait pas été portée à la connaissance du service, qui, dès lors, n'avait pas pu prescrire des mesures préventives. Mais dès que l'inspecteur a eu connaissance de cette situation, il a pris toutes les mesures nécessaires, et aucun cas nouveau ne s'est produit.

Autres maladies professionnelles. — En ce qui concerne la *dermatose chlorique électrolytique* ou *acné chlorique*, M. l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Rouen expose ce qui suit :

La dermatose électrolytique paraît en décroissance. L'inspecteur a examiné le carnet du médecin attaché à l'établissement tout dernièrement, et le nombre de cas est très restreint. Le changement de poste de l'ouvrier dès qu'il est atteint, même légèrement, le bain complet obligatoire tous les jours, la visite médicale obligatoire chaque semaine, le bris des cellules à l'extérieur, et surtout enfin la transformation opérée dans la confection des électrodes, ont contribué à enrayer la maladie. Cette transformation ne sera complète qu'à la fin de l'année, et alors seulement on pourra voir si, comme en Allemagne, son efficacité est absolue.

Le même inspecteur signale aussi une décroissance dans la maladie dénommée *gale de la paraffine*, qui a été constatée surtout dans les raffineries de pétrole. Cette amélioration proviendrait de ce que les ouvriers sont astreints au maximum de précautions et de soins personnels.

L'inspecteur de Rouen expose que, dans une usine de créosotage de traverses de chemins de fer, tous les ouvriers travaillant à l'étuve pour l'injection de la créosote ont sur les avant-bras, quelquefois sur la poitrine et le dos, des boutons appelés par eux *gale de la créosote* :

Cette maladie, qui paraît avoir de grandes analogies avec la gale de la paraffine, n'a jamais occasionné d'interruptions de travail aux ouvriers qui en sont atteints. Dès qu'ils ont la plus petite gerçure, ou lorsque l'un des boutons déterminés par la créosote commence à s'enflammer, les ouvriers enduisent la partie blessée d'une pommade spéciale, mise à leur disposition par la direction de l'usine. Un des ouvriers qui avait négligé cette précaution dut, il y a quelques années, subir l'amputation du membre blessé.

L'inspecteur de Creil a recherché les origines d'une maladie professionnelle assez caractéristique, quoique fort peu développée, qu'il a constatée chez les *vernisseurs de meubles*; cette maladie se traduit par une violente poussée d'eczéma sur les mains, les bras, la figure. Après avoir songé d'abord à incriminer les chiffons dont se ser-

vent les vernisseurs, et qui proviennent des hôpitaux, il a écarté cette hypothèse, incompatible avec le fait que dans certaines maisons on ne se sert que de chiffons blancs désinfectés, et il ajoute :

Nous avons acquis la conviction que c'était dans l'alcool du vernis qu'il fallait chercher la source du mal. En approfondissant la question, il nous apparaît que c'est le procédé de dénaturation qui joue le principal rôle : est-ce le méthylène impur ? C'est probable. Mais pour l'affirmer scientifiquement, il nous faudrait des preuves plus certaines, des constatations plus précises.

Le même inspecteur expose, ainsi qu'il suit, la particulière insalubrité d'une espèce de nacre :

A côté de la vraie nacre, dont la poussière ne provoque que de l'irritation, il existe d'autres espèces de mollusques avec lesquels on fabrique des produits à meilleur marché, qui provoquent de forts saignements de nez, des picotements des yeux. Les ouvriers les reconnaissent vite et ne tiennent pas à les travailler. Une forte irritation des bronches et aussi une inflammation de l'estomac se fait vite sentir.

Dans la 7^e circonscription, un inspecteur de Nantes signale une maladie professionnelle spéciale aux ouvriers occupés dans les imprimeries sur métaux, et qui serait due à l'emploi des acides chromique et phosphorique employés pour l'impression initiale sur le zinc :

Il semble, cependant, que l'emploi de ces acides n'est pas indispensable, puisque dans une imprimerie on les a remplacés par une autre composition ne présentant pas les mêmes dangers et dans laquelle entre seulement en très faible quantité un seul de ces deux produits. Disons de suite que l'industriel qui l'emploie ne veut pas en révéler la composition. Ces acides, dilués dans l'eau en proportion variable, sont étendus à l'aide d'éponges sur la surface des feuilles de zinc. L'acide phosphorique seul ne présenterait pas, paraît-il, beaucoup de danger, mais il n'en est pas de même de l'acide chromique, qui agit sur l'organisme de certains ouvriers, en provoquant des abcès ou des érosions de la peau aux mains, aux bras, et même au visage et sur le cou. Quelques ouvriers sont tellement sensibles à l'action de ce produit qu'ils doivent renoncer à ce travail au bout de peu de temps. Le nombre d'ouvriers occupés à ce genre de travail peut être évalué à 45 environ dans la troisième section, où une enquête a fait constater que 7 ouvriers sur 45 avaient été atteints, soit une proportion d'environ un sixième du personnel occupé.

Dans certains établissements, des gants de caoutchouc sont mis à la disposition des ouvriers, auxquels on recommande, en outre, de manipuler à l'aide d'un bâton les éponges imprégnées du liquide ; mais ces mesures sont peu pratiques et en partie inefficaces. Il serait à désirer que toutes les imprimeries sur métaux employassent le nouveau produit précité, qui n'offre pas les mêmes inconvénients.

L'attention de l'administration a été appelée à nouveau, à la suite d'un vœu émis par la commission départementale du travail de la Gironde, sur les dangers auxquels sont exposés les ouvriers employés, dans certaines industries, au triage et au cardage des ouates et cotons provenant des hôpitaux. Les rapports des inspecteurs divisionnaires de Toulouse et de Lyon exposent que l'emploi de ces matières, quand elles sont utilisées sans désinfection préalable, est un danger permanent pour les ouvriers qui les manipulent.

Les affections que l'on vient d'examiner sont des maladies professionnelles proprement dites, c'est-à-dire qui prennent naissance dans l'usine elle-même par le fait des matières mises en œuvre. Il convient de réserver à leur côté une mention aux industries qui, tout en demeurant inoffensives par elles-mêmes, peuvent, par certains modes de travail, par certains engins, favoriser éminemment la transmission de toutes les maladies contagieuses. On peut citer, à titre d'exemple, la fabrication du verre, dans laquelle la canne des souffleurs, lorsque ceux-ci ne disposent pas d'un embout personnel, est un véhicule de contagion particulièrement actif.

Travaux dans l'air comprimé. — A la suite de cette revue des industries particulièrement dangereuses au point de vue de l'hygiène, il faut citer un mode de travail qui expose les ouvriers à des accidents graves et nombreux, et dont plusieurs inspecteurs se sont spécialement occupés cette année. Il s'agit des travaux effectués dans l'air comprimé.

L'inspecteur divisionnaire de la 2^e circonscription expose, à ce sujet, que dans les travaux de la construction d'un pont sur la Loire, à Orléans, où les fondations ont été effectuées à l'air comprimé, il y a eu 72 accidents dus à la compression de l'air, et il déplore qu'on ne soumette pas les ouvriers à un examen médical pour s'assurer s'ils ont le cœur sain avant de les faire descendre dans les caissons.

Sur cette même question, l'inspecteur du Havre fait les observations et remarques suivantes :

Ces accidents ont été surtout graves et fréquents; il y a quelques années, au cours du fonçage de deux grands caissons de 2,600 mètres carrés devant servir d'assises aux fondations d'une écluse à sas. Ces accidents provenaient, paraît-il, de la nature même du sol creusé d'où s'échappaient des gaz qui se mélangaient à l'air du caisson et en viciaient l'atmosphère. La compression de cet air impur atteignait davantage l'organisme des ouvriers, diminuait la force de résistance de ceux-ci et les prédisposait aux coups de pression.

En 1904, il y a eu 15 accidents dont 1 a occasionné une incapacité permanente partielle et 3 ont eu des suites indéterminées. En septembre dernier, un accident est résulté de l'envahissement du caisson par l'eau ambiante dans l'entreprise de la nouvelle jetée du Havre. Cet accident provenait de l'ouverture intempestive de la porte de communication d'une bétonnière avec le caisson. Comme celui-ci était petit, la perte instantanée de pression fut très forte et l'eau monta rapidement à l'intérieur de l'ouvrage. Les ouvriers qui y étaient occupés se précipitèrent vers l'orifice de la cheminée d'accès, mais l'un d'eux n'en eut pas le temps et fut retrouvé noyé.

Tous ces faits font ressortir la gravité des dangers inhérents à ces travaux pour lesquels il serait bon de rechercher les moyens susceptibles d'en faciliter l'exécution dans de meilleures conditions.

CHAPITRE IV. — Relevé des accidents du travail.

La loi du 11 juillet 1903, qui assujettit à la déclaration prescrite par la loi du 12 juin 1893 les accidents survenus à un certain nombre de catégories nouvelles de travailleurs qui ne bénéficient pas encore de la loi du 9 avril 1898, n'est entrée en application que le 23 octobre de la même année; son plein effet n'a donc commencé à se manifester qu'en 1904. Ainsi, le nombre des accidents déclarés dans la catégorie professionnelle « commerce, banque », qui avait été de 12,941 en 1902, de 12,935 en 1903, s'est élevé, en 1904, à 15,284. L'accroissement n'est pas aussi grand qu'on aurait pu le croire, mais il convient de considérer, d'une part, que le grand nombre de déclarations faites dans cette catégorie, avant 1903, n'est guère explicable que par l'empressement qu'apportaient certains commerçants à faire des déclarations sans y être obligés par la loi, et, d'autre part, que le régime des déclarations est d'institution encore trop récente pour fonctionner normalement dans les établissements nouvellement assujettis.

L'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Nantes s'exprime ainsi à propos des contraventions relevées pour défaut de déclaration d'accident :

Les contrevenants ont été le plus souvent induits en erreur par des agents des compagnies d'assurance, qui disent à leurs assurés vouloir se charger de toutes les formalités, y compris la déclaration à la mairie, qu'ils négligent ensuite de faire lorsqu'ils croient y avoir intérêt. Ce n'est que dans les cas graves ou lorsque la victime fait ultérieurement une réclamation pour obtenir réparation du préjudice qui lui a été causé, que le service a connaissance de ces accidents non déclarés par l'entreprise.

Le *Bulletin* a déjà donné la statistique, par catégorie professionnelle, des déclarations d'accidents transmises au service de l'inspection du travail ⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne la statistique des accidents rapprochés de leurs causes matérielles :

CAUSES MATÉRIELLES.	NOMBRE D'ACCIDENTS DÉCLARÉS			
	en 1901 ⁽²⁾ .	en 1902.	en 1903.	en 1904.
Moteurs.....	658	683	556	525
Transmissions.....	2,279	1,910	1,761	1,792
Machines-outils, métiers, etc.....	17,873	18,576	18,756	18,892
Ascenseurs, grues, appareils de levage, puits d'extraction.....	1,886	2,020	1,890	2,114
Chaudières à vapeur, autoclaves, etc....	336	358	287	275
Explosifs, poudres, dynamite, explosions de gaz, etc.....	364	314	336	384
Matières incandescentes, brûlantes, cor- rosives.....	12,681	11,881	11,822	12,674
Éboulements, chutes d'objets.....	35,439	32,327	31,474	33,109
Chute de l'ouvrier du haut d'une échelle, d'un échafaudage, d'un escalier, dans des excavations, etc.....	44,108	40,227	37,476	38,275
Manutention des fardeaux.....	41,226	41,179	41,431	44,574
Conduite des voitures, accidents causés par les animaux.....	14,818	16,814	15,600	17,787
Outils à main (marteaux, haches, scies, etc.).....	17,447	17,904	17,214	17,431
Causes diverses.....	28,022	35,077	32,372	32,686
Causes inconnues.....	12,025	4,016	1,478	1,606
TOTAUX.....	229,162	223,286	212,753	222,124

La diminution des accidents dus à des causes inconnues, déjà constatée par les rapports des années précédentes, s'est maintenue cette année malgré l'augmentation du nombre d'accidents, et surtout malgré l'assujettissement d'établissements nouveaux plus exposés à des déclarations incomplètes. Le progrès persistant dans le libellé des déclarations est ainsi nettement accusé.

Dans la circonscription de Toulouse, les inspecteurs ont repris en collaboration avec M. Imbert, le distingué professeur de la faculté de médecine de Montpellier, l'intéressante étude, commencée l'année dernière, sur l'influence de la fatigue dans la production des accidents. En ce qui concerne les heures où les accidents se produisent le plus fréquemment, les résultats obtenus confirmeraient jusqu'à présent ceux de l'année dernière, à savoir que le maximum du nombre d'accidents se produit le matin entre dix et onze heures, et le soir entre quatre et cinq heures, c'est-à-dire vers la fin de chaque période de travail.

On a également recherché, dit ensuite l'inspecteur divisionnaire dans son rapport, quels étaient les jours où ces accidents étaient les plus nombreux. Là, nous avons des différences d'appréciation suivant les sections. Alors que le nombre des accidents, presque constant pendant cinq jours, est le plus élevé le samedi dans la 2^e section, le maximum se produit le lundi dans la 4^e section, quoique ce jour soit celui où les ouvriers au travail soient le moins nombreux, car on a conservé dans le département du Tarn l'habitude de faire le lundi.

⁽¹⁾ *Bulletin*, juin 1905, p. 518.

⁽²⁾ Déduction faite des accidents ayant occasionné une incapacité de 4 jours et moins.

Et il ajoute qu'il n'est pas encore possible de tirer une conclusion certaine de ces remarques, sinon que la fatigue accumulée pendant la semaine dans le premier cas, et, dans le deuxième, la fatigue résultant des excès probables de la veille sont des facteurs importants du nombre d'accidents.

Le tableau qui suit donne le pourcentage des accidents par années, depuis 1901, en ce qui concerne les catégories professionnelles soumises aux lois sur le travail, dont le nombre d'ouvriers était connu du service de l'inspection :

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES,	NOMBRE D'ACCIDENTS PAR 1,000 OUVRIERS.			
	en 1901.	en 1902.	en 1903.	en 1904.
Industrie de l'alimentation.....	69.9	61.4	45.1	42.8
Industries chimiques.....	108.4	96.2	93.1	96.9
Caoutchouc, papier, carton.....	59.4	50.8	47.5	50.8
Industries du livre.....	27.6	25.3	23.7	25.7
Industries textiles proprement dites....	26.3	24.9	23.0	22.7
Travail des étoffes, vêtements.....	4.8	4.9	4.8	4.6
Travail des pailles, plumes, crins.....	14.3	11.9	13.9	9.7
Cuirs et peaux.....	29.9	28.1	24.6	24.8
Industries du bois.....	69.6	64.4	54.6	54.1
Métallurgie.....	201.1	186.6	190.7	213.0
Travail des métaux ordinaires.....	102.8	99.9	95.2	97.8
Travail des métaux fins.....	13.7	19.6	17.0	16.3
Travail des pierres précieuses.....	22.3	18.6	35.1	18.9
Taille et polissage des pierres.....	68.3	46.9	49.9	50.1
Terrassement, construction en pierre...	139.4	126.2	116.3	108.7
Travail des pierres et terres au feu....	57.8	59.2	54.8	55.9
Commerce, banque.....	"	"	"	(1) 35.9
Pour l'ensemble des professions....	63.4	77.1	54.9	52.8

Ce tableau accuse une amélioration sensible depuis l'année 1901.

(1) Le taux relativement élevé des accidents de cette catégorie provient de ce qu'aux établissements compris sous la rubrique « Commerce et banque », sont parfois rattachés des ateliers relevant de catégories professionnelles où les accidents sont plus fréquents. Exemple : ateliers de réparation annexés à des magasins de vente, etc.

Il ressort aussi de ce tableau que le risque professionnel actuel des diverses industries varie **considérablement**, allant de 4.6 pour le travail des étoffes à 213.0 pour la métallurgie. Les catégories à risque élevé, dont le pourcentage est supérieur à celui de l'ensemble des professions, sont l'industrie chimique, l'industrie du bois, la métallurgie, le travail des métaux ordinaires, le terrassement et la construction en pierre, le travail des pierres et des terres au feu. C'est donc vers ces industries que le service doit porter son principal effort, et, **en particulier**, vers la métallurgie qui, en même temps qu'elle est affectée du coefficient le **plus élevé**, paraît présenter une progression de ce coefficient. Par contre, il est intéressant de souligner la **décroissance** du pourcentage dans la catégorie « terrassement et construction en pierre ».

L'état ci-après donne, pour chacune des catégories professionnelles soumises au contrôle de l'inspection du travail, le pourcentage des accidents dont la suite a été indiquée sur les déclarations transmises au service comme ayant entraîné la mort, l'incapacité permanente ou l'incapacité temporaire de plus de quatre jours.

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE.	MORTS.		INCAPACITÉ			
			permanente.		temporaire de plus de quatre jours.	
	Nombre.	Pour 1,000.	Nombre.	Pour 1,000.	Nombre.	Pour 1,000.
Industrie de l'alimentation,.....	100	0.3	209	0.7	12,809	41.0
Industries chimiques.....	52	0.5	122	1.1	10,120	93.7
Caoutchouc, papier, carton.....	13	0.2	116	1.6	3,430	48.3
Industries du livre.....	5	0.1	53	0.7	1,975	24.6
Industries textiles proprement dites ..	33	0.1	414	0.7	13,921	21.7
Travail des étoffes, vêtements.....	7	"	22	0.1	1,659	4.2
Travail des pailles, plumes, crins....	"	"	4	0.3	161	9.1
Cuirs et peaux.....	7	0.1	83	0.7	2,954	23.5
Industries du bois.....	81	0.3	616	2.2	14,564	50.6
Métallurgie.....	55	0.7	100	1.2	17,174	209.4
Travail des métaux ordinaires	92	0.2	788	1.7	44,215	94.6
Travail des métaux fins.	1	0.1	8	0.4	292	15.3
Taille des pierres précieuses.....	"	"	"	"	32	17.9
Taille et polissage des pierres,.....	2	0.1	18	0.9	958	47.9
Terrassement, construction en pierre.	307	1.1	638	2.4	27,466	102.9
Travail des pierres et terres au feu...	34	0.2	136	0.9	8,256	53.9
Commerce, banque.....	103	0.2	196	0.5	14,702	34.5

Les mentions portées au tableau qui précède proviennent des certificats médicaux fournis dans un délai de cinq jours après l'accident. Elles constituent donc de simples prévisions et doivent être considérées comme des probabilités, sauf en ce qui concerne les accidents mortels qui se sont élevés, en 1904, à 892. En déduisant de ce nombre le contingent de 103 accidents mortels fourni par la catégorie « commerce, banque », il reste, pour 1904, 789 accidents mortels pour l'industrie, soit une augmentation de 39 sur les 750 de 1903. Si on rapporte ces nombres à celui des ouvriers, on trouve en 1904 : 0.261 accidents mortels pour 1,000 ouvriers, contre 0,255 en 1903, soit une différence à peu près négligeable ⁽¹⁾.

Les industries les plus éprouvées par les accidents mortels sont le terrassement et la construction en pierre, la métallurgie, l'industrie chimique, l'industrie du bois et celle de l'alimentation. Les indications de ce tableau confirment donc celles du tableau précédent pour attribuer un risque particulièrement élevé à la métallurgie, au terrassement et à la construction en pierre, aux industries du bois et aux industries chimiques.

STATISTIQUE

DES TRAVAUX DE SECOURS EN CAS DE CHÔMAGE

PENDANT L'ANNÉE 1904.

Le nombre des départements dans lesquels des travaux de secours contre le chômage ont été organisés en 1904 par les communes est de 66. En 1903 ce nombre était de 62 ⁽²⁾.

Le montant des dépenses s'est élevé à 2,048,527 fr. 56 pour les 64 départements dont les chiffres ont été fournis. Cette somme est très supérieure à celle de l'année précédente qui était de 1,744,785 fr. 54.

Les départements dans lesquels les municipalités n'ont pas organisé de travaux de secours sont les suivants :

Alpes (Basses-); Alpes-Maritimes; Ariège; Cantal; Corrèze; Corse; Creuse; Dordogne; Doubs; Loir-et-Cher; Loire (Haute-); Lot; Lozère; Marne (Haute-); Pas-de-Calais; Rhin (Haut-); Savoie; Savoie (Haute-); Seine-et-Marne; Vosges.

⁽¹⁾ Ce coefficient de mortalité ne saurait être comparé à celui qu'on déduit, en Allemagne ou en Autriche, de l'ensemble de la population soumise aux lois d'assurance contre les accidents. Il ne comprend ni le groupe des mines ni celui des transports, qui ont des coefficients élevés de mortalité par accident. Le chiffre moyen ne peut servir qu'à comparer, d'une année à l'autre, l'ensemble des établissements contrôlés par l'inspection. Seuls, les chiffres donnés pour les diverses industries ont une valeur comparative et peuvent être mis en regard des statistiques étrangères.

⁽²⁾ *Bulletin de l'Office du travail*, novembre 1904.

*Départements dans lesquels les municipalités ont organisé des travaux
de secours contre le chômage.*

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
AIN	Bourg	8,300 00	15 à 20 chômeurs employés; salaire : 0 fr. 18 l'heure.
AISNE	Laon	2,768 30	1,662 journées faites; salaire de 1 fr. 20 à 2 francs la journée.
	Moulins	39,892 35	250 chômeurs et vieillards de plus de 60 ans.
	Cusset	1,690 30	32 chômeurs; salaire journalier : 1 fr. 25.
	Vichy	47,600 00	80 chômeurs et vieillards de plus de 60 ans.
	Cérilly	1,200 00	28 chômeurs.
	Escurolles	1,729 87	
ALLIER	Lavault-S ^{te} -Anne ..	1,041 00	18 chômeurs.
	Montluçon	3,500 00	120 —
	Montmarault	1,727 00	15 —
	Quinissaines	2,321 79	46 —
	12 communes di- verses	4,448 40	95 —
ALPES (HAUTES-).	Embrun	266 90	19 chômeurs; 94 journées faites.
	Gap	4,127 27	267 — 1,661 —
ARDÈCHE	Annonay	1,403 10	636 journées.
ARDENNES (1)	Douzy	674 50	36 chômeurs employés; 337 journées faites.
	Mezières	2,002 15	21 — 572 —
AUBE		"	La Société de patronage des libérés de l'Aube s'est constituée en société d'assistance par le travail et a admis 27 ouvriers en 1904. Cette société a reçu les subventions suivantes : du Conseil général, 100 francs, des communes, 227 francs.
	Bages	1,099 50	50 chômeurs employés; 517 journées.
	Berbaira	1,100 00	14 — 440 —
	Bizanet	3,650 00	48 — 1,400 —
	Bize	3,600 00	59 — 1,860 —
	Boutenac	1,094 00	23 — 527 —
	Conques	2,098 00	34 — 1,049 —
	Coursan	6,380 00	103 — 3,190 —
	Lézignan	10,800 00	280 — 5,400 —
AUDE	Marcorignan	3,442 80	25 — 1,377 —
	Moussan	8,739 40	33 — 3,200 —
	Onveillan	8,500 00	75 — 3,400 —
	Saint-Nazaire	1,030 00	35 — 412 —
	Salles-d'Aude	4,500 00	45 — 2,000 —
	Seissac	3,600 00	55 — 1,800 —
	59 communes di- verses	23,344 90	1,029 — 11,266 —
AVEYRON	Millau	5,416 25	401 chômeurs employés; 2,166 journées, salaire moyen : 2 fr. 50.
	Rodez	3,202 00	102 chômeurs employés; 1,601 journées, 8 heures de travail par jour, salaire 2 francs.
BOUCHES-DU-RHÔNE	Tarascon	1,800 00	122 chômeurs employés du 2 au 10 décembre.
	3 communes diver- ses	1,263 00	36 chômeurs employés; 518 journées.

(1) La Société de patronage des libérés de Charleville a créé dans cette ville un atelier d'assistance par le travail pour ses patronés; cette société a obtenu en 1904, de la municipalité, une allocation de 100 francs. L'assistance par le travail lui coûte 1,000 francs par an, environ.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
CALVADOS ⁽¹⁾	Falaise	9,068 75	74 chômeurs employés; 11,068 journées.
	Lisieux	1,508 78	" — 1,207 —
	4 communes diverses.....	1,325 00	" — 1,024 —
CHARENTE	Angoulême	31,325 00	87 chômeurs employés; 25,475 journées.
	Barbezieux.....	1,136 50	13 — 1,203 —
	Cognac.....	2,015 00	111 — 1,612 —
	Confolens.....	3,087 00	49 — 2,058 —
	Jarnac.....	846 00	12 — 423 —
CHARENTE-INFER ^{re}	Marennes.....	405 50	10 chômeurs employés pendant 333 journées à 1 fr. 50.
	Rochefort	6,108 75	" — 2,715 — 2 fr. 25.
	Royan.....	875 00	45 — 500 — 1 fr. 75.
CHER.....	12 communes diverses.....	6,681 00	296 chômeurs employés; 2,978 journées
CÔTE-D'OR.....	Dijon.....	26,783 37	En outre, la ville de Dijon a réparti une somme de 4,000 francs entre les caisses de chômage de 13 syndicats ouvriers.
CÔTES-DU-NORD...	Quintin.....	410 00	18 chômeurs employés; 328 journées.
	Saint-Brieuc.....	24,521 00	190 — 17,815 —
DRÔME.....	Romans.....	4,500 00	200 — " —
	6 communes diverses.....	1,896 25	96 — 1,002 —
EURE.....	Évreux	"	Des ateliers communaux emploient toute l'année 30 à 40 chômeurs pour un salaire de 1 fr. 50 par jour.
EURE-ET-LOIR.....	Chartres ⁽²⁾	14,627 00	207 chômeurs employés sur 347; 8,242 journées, salaires de 0 fr. 80 à 1 fr. 50.
	Bazoche-Gouët(La).....	1,500 00	12 chômeurs employés.
	Boiville-la-St-Père.....	1,100 00	7 —

⁽¹⁾ « La Solidarité sociale pour l'amélioration du sort des classes ouvrières » de Caen, a organisé, comme les années précédentes, un atelier de travail pour les hommes; 3,581 francs ont été distribués par elle pour un nombre de journées sensiblement égal au chiffre ci-dessus, le travail étant rétribué non à la journée mais par bons de 1 fr. Cette société ne reçoit pas de subvention de la ville de Caen. Elle a organisé, en 1904, un service de travail à domicile pour les femmes, qui a distribué 602 fr. 75 de salaires. — A Vire a fonctionné une « œuvre des neiges » qui a occupé quotidiennement pendant 3 semaines 10 ouvriers à raison de 1 franc par jour.

⁽²⁾ La Société de secours et de patronage de l'arrondissement de Chartres a créé en 1896 une maison d'assistance par le travail qui a recueilli, pendant l'année 1904, journellement 30 hospitalisés. Le chiffre des salaires cette même année s'est élevé à 14,210 fr. 43 pour 9,613 journées de travail.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
EURE-ET-LOIR.... (Suite.)	Bonneval.....	6,070 00	45 chômeurs employés; 1,937 journées, salaire : 1 franc à 2 francs.
	Brou.....	2,495 00	19 chômeurs employés; 1,100 journées, salaire : 1 fr. 25 à 2 francs.
	Châteaudun.....	3,120 00	74 chômeurs employés sur 87 inscrits; 1,332 journées, salaire de 1 fr. 20 à 3 fr. 10.
	Cloyes.....	1,099 00	8 chômeurs employés sur 10; 680 journées, salaire de 1 fr. 25 à 1 fr. 50.
	Dreux.....	5,860 00	15 chômeurs employés; 3,678 journées à 1 fr. 50.
	Ferté-Vidame (La).....	1,112 00	12 chômeurs employés; 160 journées de 2 fr. 25 à 3 francs.
	Francourville....	1,995 00	7 chômeurs employés; 449 journées à 2 francs.
	Frazé.....	1,069 00	6 — 165 — 2 fr 50.
	Illiers.....	1,099 00	27 — 350 à 1 franc la journée, 2 francs le mètre cube de pierres cassées.
	Mainvilliers.....	1,200 00	12 chômeurs employés; 1,200 journées à 2 fr. 50.
	Nogent-le-Rotrou....	13,755 38	24 chômeurs sur 38; 6,250 journées à 1 fr. 50 en moyenne.
	86 communes diverses.....	25,275 00	359 chômeurs employés; 5,154 journées.
FINISTÈRE.....	Brest.....	40,000 00	110 chômeurs.
	Lambézellec....	4,500 00	13 —
	Landerneau.....	1,660 00	12 —
	Quimper.....	3,911 00	48 —
GARD.....	Aigues-Mortes....	1,500 00	100 chômeurs, 750 journées.
	Nîmes ⁽¹⁾	21,190 00	710 — 8,476 —
	Vauvert.....	2,232 00	40 — 1,116 —
	8 communes diverses.....	1,630 00	983 — 11,169 —
GARONNE (HAUTE-).	Toulouse.....	67,150 00	550 — 26,330 —
GERS.....	Auch.....	5,000 00	Ce crédit est ouvert au budget de la commune sous la rubrique « Ateliers de charité » et il permet d'exécuter pendant la mauvaise saison des travaux par voie de régie économique.
GIRONDE ⁽²⁾	Teich (Le).....	1,799 35	27 chômeurs employés; 850 journées.
	4 communes diverses.....	2,421 25	77 — 983 —
	Agde.....	4,000 00	
HÉRAULT ⁽³⁾	Alignan-du-Vent..	5,838 75	
	Aumes.....	1,096 00	
	Bassan.....	1,546 00	
	Béziers.....	6,800 00	
	Canet.....	2,543 00	
	Capestang.....	10,845 25	
	Castelnau-de-Guers	1,646 00	
	Caux.....	5,377 00	

⁽¹⁾ L'Œuvre nîmoise d'assistance par le travail a distribué en 1904 une somme de 3,060 fr. 40 de salaires à des assistés non logés et dépensé 3,905 fr. 80 pour la nourriture des assistés logés. Cette œuvre reçoit à titre de subvention 400 francs de la ville de Nîmes, 300 francs du conseil général du Gard.

⁽²⁾ Il existe à Bordeaux une société d'assistance par le travail qui a reçu, en 1904, une subvention de 1,500 fr. du département et, de la ville de Bordeaux, une autre subvention de 1,000 francs.

⁽³⁾ Il existe à Montpellier une société d'assistance par le travail qui ne reçoit aucune subvention.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
	Cazouls-les-Béziers	5,030 50	
	Cruzy.....	4,534 00	
	Fabregues.....	1,286 50	
	Florençac.....	14,094 85	
	Gigean.....	1,918 75	
	Lansargues.....	4,000 00	
	Lespignan.....	3,100 00	
	Lézignan-la-Cebe..	2,435 00	
	Loupian.....	3,320 50	
	Lunel.....	11,066 00	
	Marsillargues.....	12,349 00	
	Maugnio.....	3,088 30	
	Maureilhan.....	1,150 00	
	Mtze.....	4,424 50	
	Montbazin.....	1,360 50	
	Montblanc.....	2,479 75	
	Mudaison.....	1,735 00	
	Nellies.....	8,497 80	
	Nissan.....	2,872 50	
	Nizas.....	4,256 00	
HÉRAULT.....	Pinet.....	2,104 00	
(Suite.)	Pomerols.....	1,825 00	
	Poussan.....	2,450 00	
	Poujolles.....	2,497 50	
	Roujan.....	3,362 85	
	Saint-Bauzille-de- la-Sylve.....	1,200 00	
	Saint-Chinian.....	1,000 00	
	Saint-Just.....	2,300 00	
	Saint-Pargoire.....	2,468 75	
	Saint-Thibéry.....	4,998 00	
	Sauvian.....	1,329 75	
	Sérignan.....	7,214 70	
	Servian.....	3,000 00	
	Valros.....	1,445 00	
	Vendres.....	3,902 10	
	Vias.....	7,387 50	
	Villeneuve-les-Bé- ziers.....	6,337 50	
	Villeveyrac.....	2,800 00	
	25 communes di- verses.....	12,242 17	
	Fougères.....	2,025 63	Ouvriers âgés et infirmes.
	Guerche (L.).....	1,000 00	— et nécessiteux.
	Hédé.....	210 00	140 journées de travail.
ILLE-ET-VILAINE..	Rennes.....	29,618 51	Du 2 janvier au 28 mai et du 5 au 31 décembre, la ville a employé 1,435 chômeurs sur 1,844 inscrits; 418 n'ont pas répondu à la convocation; 17,114 journées faites.
	Vitré.....	15,051 99	L'atelier permanent occupe 40 chômeurs environ surtout des vieillards pendant la belle saison, pendant la mauvaise saison les 78 chômeurs qui se sont présentés ont été employés pendant 2 mois; au total : 11,550 journées à 1 fr. 25.
INDRE.....	Châteauroux.....	9,327 75	378 chômeurs employés; 5,388 journées.
	Issoudun (1).....	5,141 37	266 — 2,062 —
INDRE-ET-LOIRE..	Tours.....	60,800 00	464 chômeurs employés; 14,974 journées de 10 heures à 0 fr. 405 l'heure.

(1) Les syndicats ouvriers d'Issoudun ont fondé une caisse de secours contre le chômage à laquelle la commune alloue une subvention annuelle de 500 francs.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT	OBSERVATIONS.
		des DÉPENSES.	
		fr. c.	
ISÈRE	La Mure.....	125 07	6 chômeurs employés; 83 journées de 1 fr. 50 en moyenne. 429 chômeurs employés sur 751; 2,889 journées.
	Vienne.....	7,493 00	
JURA	Poligny.....	980 53	
LANDES.....	Arrondissements de:		Dans ces chiffres généraux sont comprises deux subventions l'une de 2,500 francs du ministère de l'Intérieur, l'autre de 8,000 francs votée par le Conseil général.
	Dax.....	50,077 00	
	Mont-de-Marsan..	35,942 00	
	Saint-Sever.....	7,295 00	
LOIRE.....	Roanne.....	16,663 94	1,718 chômeurs employés; 4,825 journées. 1,561 chômeurs employés; 89,140 journées de 8 heures à 2 fr. 50.
	Saint-Etienne....	222,852 40	
LOIRE-INFÉRIEURE.	Chantenay-s-Loire	5,850 00	250 chômeurs employés sur 325 inscrits; 2,925 journées à 2 francs. 3,892 journées de terrassiers à 2 fr. 30. 1,239 journées de casseurs de pierres à 2 fr. 30. 251 chômeurs employés sur 295 inscrits; 3,314 journées à 3 fr. 50.
	Nantes.....	13,858 00	
	Saint-Nazaire....	11,573 00	
LOIRET (1).....	Orléans.....	15,000 00	228 chômeurs employés sur 295 inscrits; 9,228 journées à 3 fr. 50. 8 chômeurs employés; 1,509 journées. 52 chômeurs employés; 365 journées.
	Pithiviers.....	2,782 55	
	8 communes diverses.....	2,377 92	
LOT-ET-GARONNE..	Agen.....	3,000 00	1,330 journées à 2 fr. 25.
MAINE-ET-LOIRE (2)	Angers.....	22,295 35	345 chômeurs employés; 14,154 journées. 39 chômeurs dont 15 vieillards employés régulièrement. 27 chômeurs, 3,235 journées. 7 vieillards employés.
	Beaufort.....	5,891 75	
	Chemillé.....	4,043 75	
	Trélazé.....	612 80	
MANCHE.....			10 communes de ce département ont inscrit à leur budget de 1904, pour travaux de secours en cas de chômage, diverses sommes s'élevant au total à 38,975 francs. Ces communes sont : Avranches, Cherbourg, Coutances, Granville, Montibourg, Périers, Saint-Lô, Thoiry-sur-Vire, Valogne, Villedieu.
MARNE.....	Châlons-sur-Marne	6,787 00	40 chômeurs employés; 2,424 journées. 77 — — — 2,987 — 245 — — — 23,534 —
	Épernay.....	9,110 35	
	Reims.....	52,951 61	

(1) Il existe dans la commune de Férolles une société d'assistance par le travail qui a fait exécuter 20 journées de travail.

(2) Il existe dans le Maine-et-Loire une société d'assistance par le travail qui reçoit environ 6,000 francs de subventions et qui a employé à la Maison du Travail établie dans la propriété départementale des Fourches, 120 ouvriers chômeurs.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.			
		fr. c.				
MAYENNE.....	Ambrières.....	267 00	15	chômeurs employés;	178	journées.
	Ernée.....	2,654 65	63	—	2,300	—
	Laval.....	39,865 35	456	—	21,225	—
	Mayenne.....	14,406 42	202	—	9,570	—
MEURTHE-ET-MOS ^{ne}	Nancy.....	14,770 00	885	—	1,470	— à 1 franc.
MEUSE.....	Bar-le-Duc.....	4,081 44				
	4 communes di- verses.....	600 00				
MORBIHAN.....	Auray.....	1,510 00	190	—	950	— à 1 fr. 70.
	Lorient.....	5,499 65	"	—	3,666	—
	Palais.....	3,901 87	10	—	2,601	— à 1 fr. 50.
	Vannes.....	10,870 25	255	—	7,646	—
	2 communes di- verses.....	730 83	24	—	513	—
NIÈVRE.....	Cosne.....	1,228 00	15	—	409	—
	Fligny.....	1,000 00	20	—	500	—
	Nevers.....	1,625 00	124	—	812	—
	32 communes di- verses.....	8,605 33	695	—	4,060	—
NORD.....	Le Cateau.....	2,254 00	20	—	1,126	—
	13 communes di- verses.....	2,843 00	62	—	1,299	—
OISE.....	Beauvais.....	21,072 00	53	—	10,134	—
	Senlis.....	3,935 00	45	—	3,150	—
	2 communes di- verses.....	1,697 20	33	—	237	—
ORNE.....	Mortagne.....	1,087 95	32	—	850	—
PY-DE-DÔME.....	Clermont-Ferrand.	7,400 00	100	—	1,900	—
PYRÉNÉES (BASSES)	Pau.....	15,977 55	D'autre part, la société « l'Union d'assistance » de Pau a distribué en 1904, 273 bons de travail de 0 fr. 60 et l'assistance par le travail de couture a occupé une centaine d'ouvrières qui ont touché un salaire de 0 fr. 40 à 1 fr. 25 par semaine. 25 chômeurs employés; 225 journées.			
	Nay.....	472 00				

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
PYRÉNÉES (Hautes)	Bagnères - de - Bigorre.....	2,301 00	40 chômeurs employés ; salaire 1 fr. 50 à 2 francs par jour.
	Lourdes.....	8,267 40	193 chômeurs employés ; 2,276 journées.
	Luz.....	150 00	76 — 76 —
	Tarbes.....	1,204 00	43 — 602 —
PYRÉNÉES-ORIENT.	Boulan (Le).....	20,000 00	140 — 6,666 —
	Canet.....	1,200 00	100 — 400 —
	Elne.....	3,764 63	128 — 1,254 —
	Estagel.....	1,144 00	102 — 381 —
	Perpignan.....	15,300 00	593 — 5,100 —
	Saint-Cyprien.....	1,926 57	140 — 642 —
	Saint-Félin-d'A-mont.....	1,767 50	48 — 589 —
	Saint-Hippolyte.....	1,197 50	21 — 399 —
	Saint-Laurent-de-la-Salanque.....	3,925 75	101 — 1,308 —
	Sainte-Marie-la-Mer.....	2,400 00	67 — 800 —
	Salses.....	1,800 00	29 — 600 —
	Toulonges.....	1,340 00	60 — 447 —
RHÔNE.....	Villeneuve-de-la-Raho.....	1,929 90	43 — 643 —
	5 communes diverses.....	2,605 59	180 — 867 —
	Lyon.....	.....	La Ville de Lyon a inscrit à son budget pour 1905 une somme de 25,000 francs destinée à subventionner les caisses de chômage fondées par les syndicats ouvriers. L'Œuvre lyonnaise de l'hospitalité de nuit et d'assistance par le travail a dépensé 17,792 fr. 72 spécialement pour l'assistance par le travail et employé 1,642 hommes.
SAÔNE (Haute-)..	Tarare.....	6,038 55	160 chômeurs employés sur 205 inscrits ; 1,725 journées de 10 heures.
	10 communes diverses.....	3,665 00	196 chômeurs employés sur 201 inscrits ; 1,705 journées de 10 heures
SAÔNE-ET-LOIRE..	Autun.....	3,000 00	1,200 journées à 2 fr. 50.
	Charolles.....	2,400 00	600 chômeurs employés ; 1,200 journées.
	Le Creusot.....	9,000 00	50 chômeurs employés sur 65 inscrits ; 3,015 journées.
	Pouilloux.....	2,000 00	18 — 618 journées.
SARTHE.....	4 communes diverses.....	.....	Ont organisé les quelques travaux qu'a nécessité le chômage d'une partie de leur faible population.
	Mamers.....	3,217 52	58 chômeurs employés sur 66 inscrits ; 3,220 journées.
	Le Mans.....	18,498 36	310 — 414 — 7,840 —
	2 communes diverses.....	684 80	14 — 14 — 850 —
SEINE-INFÉRIEURE.	Barentin.....	2,598 00	47 — 1,299 — à 2 francs,
	Graville-Sainte-Honorine.....	1,700 00	
	Le Havre.....	.....	La Société d'assistance par le travail a dépensé 20,615 fr. 35 de salaires pour 2,341 chômeurs ayant fait 18,552 journées. En outre, elle a occupé 49 femmes auxquelles elle a payé 4,220 francs de salaires.
	Offranville.....	1,245 00	21 chômeurs ont été employés aux carrières communales de pierres pendant 820 journées.
	2 communes diverses.....	1,080 90	En outre quelques travaux ont été organisés à La Frenaye et Rolleville.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
SEINE-ET-OISE....	35 communes di- verses.	17,606 28	323 chômeurs employés sur 330 inscrits, 8,944 jour- nées. Deux communes ont accordé des subventions se montant à 400 francs, à des caisses de chômage syndi- cales.
DEUX-SÈVRES....	177 communes di- verses.	84,906 35	1,023 chômeurs employés sur 2,337 inscrits; 46,421 journées.
SOMME.....	Amiens.....	.....	L'Œuvre amiénoise de l'assistance par le travail qui reçoit 600 francs de subvention de la ville et 400 du département, a employé 1,013 chômeurs qui ont reçu 19,677 fr. 70 de salaires pour 13,258 journées à 1 fr. 48 en moyenne.
TARN.....	Albi.....	10,000 00	150 chômeurs employés; 6,558 journées.
	Castres.....	1,000 00	84 — 565 —
	Gaillac.....	2,415 00	55 — 1,610 —
	Lavaur.....	2,440 00	94 — 270 —
	12 communes di- verses.....	3,820 20	175 — 2,237 —
TARN-ET-GARONNE.	Beaumont-de-Lo- magne.	2,300 00	14 chômeurs employés; journée moyenne 1 franc.
	Montauban.....	19,000 00	127 chômeurs employés; journée moyenne de 1 franc à 2 fr. 25.
	Valence.....	1,200 00	37 chômeurs employés; journée moyenne de 1 fr. 50 à 2 francs.
VAR.....	53 communes di- verses.....	8,410 00	591 chômeurs employés; journée variant de 1 fr. 50 à 2 fr. 50.
	Coilobrières.....	2,153 71	Aux sommes votées par ces 4 communes il convient d'ajouter une somme de 15,000 francs votée par le Conseil général et destinée à être répartie entre elles.
	La Garde.....	365 25	
	Toulon.....	7,000 00	
	La Seyne.....	10,500 00	
VAUCLUSE.....	Perthuis.....	285 70	155 chômeurs employés; 155 journées.
VENDÉE.....	Fo tenay-le-Comte	1,523 25	58 — 1,015 —
	La	1,000 00	59 — 588 —
	La Roche-sur-Yon.	3,990 00	50 — 1,995 —
	Sables-d'Olonne..	34,307 85	110 — 20,846 —
	6 communes di- verses.....	4,114 50	201 — 2,651 —
VIENNE.....	Châtellerault....	975 75	150 — 650 —
	Loudun.....	2,091 82	12 — 585 —
	Montmorillon....	1,116 75	74 — 329 —
	Poitiers.....	9,000 00	400 — 3,419 —
VIENNE (HAUTE-).	Limoges.....	25,432 64	
	Saint-Junien....	8,573 55	
YONNE.....	Bléneau.....	3,000 00	108 — 951 —
	Lavau.....	12,600 00	144 — 4,230 —
	Pont-sur-Yonne...	1,293 80	27 — 580 —
	Rogny.....	2,700 00	67 — 1,080 —
	Saint-Forgeau...	9,497 00	40 — 2,710 —
	Saint-Martin-des- Champs.....	2,931 00	35 — 977 —
	Saint-Privé.....	2,339 00	91 — 618 —
	Sens.....	2,456 50	64 — 852 —
	2 communes di- verses.	1,623 00	82 — 596 —

JURISPRUDENCE.

Sociétés coopératives de consommation; personnalité civile distincte de ses membres; livraison aux membres, de médicaments achetés en gros; acte de vente et de débit interdit par l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI.

COUR DE CASSATION.

(Arrêt du 22 avril 1901.)

Vu l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI; — Attendu que cet article interdit le débit et la vente des médicaments à toute personne qui n'est pas munie d'un diplôme régulier de pharmacien;

Attendu qu'il résulte, tant de l'arrêt attaqué que du jugement dont il a adopté les motifs, que la société de consommation de Trignac achète en gros des médicaments qu'elle livre à ceux de ses sociétaires qui en ont besoin, moyennant la remise d'un jeton, dont la valeur représente, outre le prix de revient, une somme destinée « à couvrir les frais généraux, à amortir ceux d'installation et à constituer un fonds de réserve »;

Attendu que la Cour d'appel a vu à tort dans cette opération un simple partage déclaratif de propriété; qu'il ne s'agit pas d'une acquisition faite par des communistes, avec des ressources collectives, et suivie d'une répartition faite entre eux; en proportion de leurs droits, d'objets achetés pour leur compte; que la société coopérative est, aux termes de l'article 53 de la loi du 24 juillet 1867, une personne civile distincte de ses membres, et qui acquiert et possède pour elle-même, qu'en cédant au détail, moyennant un prix convenu, à ceux des sociétaires qui s'adressent à elle, les médicaments qu'elle a achetés avec ses ressources, elle leur en transmet la propriété, ce qui constitue à la fois une vente et un débit, en contravention de la loi; qu'en décidant le contraire, l'arrêt attaqué a violé l'article de loi susvisé;

Par ces motifs, casse... et renvoie devant la cour d'Angers.

(*Dalloz, Recueil périodique, 1905, I. 475.*)

Convention syndicale à la suite de grèves; inexécution; condamnation à des dommages-intérêts envers le syndicat ouvrier, partie à la convention⁽¹⁾.

JUSTICE DE PAIX DU CANTON OUEST DE PERPIGNAN.

(Jugement du 2 décembre 1905.)

Attendu que la convention du 29 mars 1904, qui mit fin à la grève des travailleurs agricoles d'Elne, constituait la loi des parties contractantes en ce qui concerne le mode d'emploi et le salaire des ouvriers; que l'article ainsi conçu : « Les propriétaires s'engagent à employer de préférence des ouvriers de la commune d'Elne; au cas de pénurie des ouvriers de cette commune, les propriétaires, après publications préalables et au cas où il ne se présenterait pas d'ouvriers de la commune, seront autorisés, seulement alors, à employer des ouvriers étrangers à la commune. »

interdisait au défendeur l'emploi de toute main-d'œuvre étrangère à la commune avant d'avoir constaté, à la suite de publications, le défaut d'ouvriers de la commune; que Pourxet reconnaît n'avoir point fait précéder de publications l'engagement d'ouvriers pris en dehors de la commune, mais qu'il prétend avoir été dégagé de toute obligation envers eux par l'attitude du syndicat, qui, au moment des vendanges, proclama la grève pour obtenir un relèvement de salaires supérieur à celui de la convention du 29 mars (art. 1^{er}); qu'en outre, il allègue que les personnes prises hors d'Elne étaient ses parentes ou ses employées;

Attendu, sur le premier point, que les deuxième et troisième témoins de l'enquête, le quatrième témoin de la contre-enquête, et les déclarations de M. le maire d'Elne établissent que la grève, survenue au début des vendanges, a eu pour cause l'emploi, par les propriétaires, d'ouvriers étrangers à la commune; que, si les réclamations des grévistes ont aussi porté sur le salaire, elles paraissent n'avoir été qu'accessoires, soit que leur prétention eût été admise par la majorité des propriétaires, conformément à la précédente décision du 21 février 1904 adoptée par les délégués patrons, au nombre desquels Pourxet, et les délégués ouvriers, soit qu'elle tendit à combler un oubli de la convention du 29 mars, qui reproduisait la décision du 21 février, dans laquelle le prix de la journée de vendange était fixé à 4 francs; qu'en outre, Pourxet ne peut se prévaloir d'une prétendue violation du contrat de travail par les ouvriers, puisque, antérieurement à toute grève, il avait à son service, pour les vendanges, au moins neuf femmes de la commune de Taurinya (Dépositions des 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e témoins de l'enquête, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e témoins de la contre-enquête);

Attendu, sur le second point, que Pourxet démontre bien qu'en appelant au travail de ses vendanges des femmes et des enfants de Taurinya, il n'a fait que suivre des errements anciens; mais, attendu que c'est précisément pour les faire cesser que les ouvriers d'Elne avaient introduit l'article 8 dans le procès-verbal de leurs accords avec les propriétaires; que l'on pourrait toutefois admettre la légitimité de l'emploi de personnes appartenant à la maison du propriétaire ou à son entourage immédiat, mais qu'on ne saurait leur assimiler des alliés ou des travailleurs du dehors, occupés moyennant salaire (Déclaration du maire de Taurinya);

Attendu, dès lors, que, par l'inexécution, sans cause licite, de son obligation vis-à-vis de Salettes et du syndicat, Pourxet s'est rendu passible de dommages-intérêts envers eux (art. 1142 et 1147 du Code civil); que le préjudice causé aux demandeurs n'est pas douteux et qu'il nous appartient d'en faire l'évaluation;

Par ces motifs, le tribunal, statuant contradictoirement et en premier ressort, fixe à 50 francs le chiffre de dommages-intérêts dus par Pourxet; le condamne à payer ladite somme et, le déboutant de sa demande reconventionnelle, le condamne en tous les dépens.

Contrat de travail ; initiative de la rupture du contrat.

JUSTICE DE PAIX DE BLANGY-SUR-BRESLE.

(Jugement du 28 juillet 1905.)

Attendu que Levillain a fait citer Dumont en paiement de la somme de cent cinquante francs à titre de dommages-intérêts pour l'avoir congédié brusquement, immédiatement et sans motifs le 30 mai dernier.

Attendu que Dumont repousse cette demande par ces motifs que la cessation du travail a été non son fait, mais celui de ses ouvriers, qui, en suite du coup de sifflet donné par Levillain, président du syndicat, ont rangé leurs articles; que le fait d'avoir fait boucher les pots sans les faire couvrir d'argile ne peut être considéré

comme une cessation de travail; que, dans tous les cas, il n'a pas refusé, ni à son adversaire ni à ses autres ouvriers, de laisser faire un mois comme le veut la coutume.

Attendu que Levillain soutient de son côté n'avoir donné aucun coup de sifflet alors que les ouvriers se sont joints à lui pour demander à Dumont l'entretien qu'il leur a refusé; que les ouvriers n'ont rangé leurs outils qu'après le bouchage de tous les pots par Gosset, le directeur, et sur l'ordre de Dumont et que, par suite, il a été congédié arbitrairement et sans motifs.

Attendu qu'il résulte des débats que les parties sont d'accord pour reconnaître que les faits qui se sont passés dans la matinée du 30 mai dernier sont tels qu'ils sont articulés dans la citation introductive d'instance; qu'il ne reste donc à examiner que ceux qui ont eu lieu à partir de la reprise du travail, à une heure de l'après midi;

Attendu qu'à la rentrée des ouvriers à la verrerie, Dumont ayant donné l'ordre aux apprentis de faire des tabagies, Levillain, à la tête des ouvriers, en sa qualité de Président du syndicat, demanda à ce sujet un entretien à Dumont, qui le lui refusa, sous prétexte que le travail ne devait pas être interrompu;

Attendu qu'il est de toute évidence que Levillain n'a pu instantanément grouper près de lui tous les ouvriers qu'à l'aide d'un signal qui pût être entendu de tous en même temps, puisqu'en raison de la place qu'ils occupaient autour du four, les voisins seuls pouvaient se voir; qu'au demeurant, les déclarations hésitantes et embarrassées des témoins, ne laissent aucun doute à ce sujet;

Attendu qu'en l'absence d'une coutume bien établie ou d'un règlement déterminant à quel moment les ouvriers peuvent présenter leurs demandes ou leurs réclamations, Dumont eût pu, sans perte de temps préjudiciable, à ses intérêts, faire droit à la requête de Levillain en engageant les ouvriers à ne pas interrompre leur travail pendant l'entrevue, et, au besoin, en leur en donnant l'ordre;

Attendu que sur les 21 témoins, — 7 à la requête du demandeur, 14 à celle du défendeur, — 7, savoir : 4 de l'enquête, 3 de la contre-enquête, ont déclaré que les ouvriers n'avaient rangé leurs outils qu'après le bouchage des pots par le directeur Gosset sur les ordres de Dumont; attendu que ce fait n'ayant été contredit que par deux témoins de la contre-enquête, Gosset le directeur et un apprenti âgé de 14 ans, il y a lieu de le tenir pour exact;

Attendu que les témoins de l'enquête, Riquier, Bailly, Darragon, Thiebault, Grosjean et Lemagnau de la contre-enquête ont déclaré avoir entendu les propos suivants, savoir : que Dumont mettrait ses livres entre les mains de ses créanciers; que s'il arrêta aujourd'hui ce ne serait pas pour recommencer demain; et ce au moment où, après avoir fait boucher les pots, l'un lui avait fait remarquer qu'après avoir maintenu ses intérêts, il les chassait; d'autres, que s'ils portaient les pots étant pleins, c'était de sa bonne volonté, puisqu'il venait de les faire boucher; un autre encore que les ouvriers ne demandaient qu'à travailler;

Attendu que ces propos, qui n'ont pas été contredits, tenus par Dumont, alors que les pots avaient été bouchés sur son ordre, et ce antérieurement au rangement des outils par les ouvriers, joints à ces faits : que le jour même, 30 mai, à 7 heures du soir, il écrivait au maire de Rétonval pour lui faire savoir qu'il le rendait responsable de la verrerie (Déposition Levillain, témoin, de la contre-enquête); que le lendemain 31, les gendarmes étaient installés à la verrerie (déposition Parisy et Lemoine, témoins de la contre-enquête) démontrent à l'évidence que c'est lui, Dumont, qui, brusquement, et sans motifs plausibles a rompu le contrat de travail qui le liait à ses ouvriers;

Attendu qu'aux termes de la loi du 27 décembre 1890, le louage de travail fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties

contractantes, et que la résiliation de contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts; qu'enfin, pour la fixation de l'indemnité à allouer, il doit être tenu compte de l'usage;

Attendu que le fait d'avoir bouché les pots sans les marger est suffisant, vu les circonstances de la cause, pour démontrer que Dumont a eu la volonté de faire cesser le travail;

Attendu que Levillain, se considérant à bon droit comme congédié, n'avait pas à offrir à Dumont de faire un mois (ainsi que le veut la coutume, lorsque le patron ou l'ouvrier veut faire cesser le contrat de louage de travail); qu'au reste, Dumont avait moyen de protester contre l'arrêt de travail de son ouvrier tout au moins en lui refusant le paiement de son salaire, ce qu'il n'a pas fait;

Attendu que l'indemnité allouée suivant l'usage établi dans la verrerie de Rétonval et celle de la région pour le congédiement immédiat des ouvriers verriers est équivalente à un mois de salaire.

Attendu qu'il résulte des renseignements fournis que le salaire mensuel de Levillain a été, en 1905; savoir: pour 12 jours de travail en janvier, 127 francs; pour 20 jours de travail en février, 170 francs; pour 25 jours de travail en mars, 198 francs; pour 21 jours de travail en avril, 187 francs; soit en moyenne, 9 francs par jour; que, par suite, l'indemnité de 150 francs réclamée par Levillain n'est pas exagérée;

Par ces motifs,

Condamnons Dumont à payer à Levillain la somme de 150 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice qu'il lui a causé en le congédiant brusquement et sans motifs plausibles, le 30 mai dernier; le condamnons, en outre, aux dépens.

Placement; débitant de boissons gérant le bureau de placement d'un syndicat patronal; application de l'article 8 de la loi du 14 mars 1904; disposition obligatoire dès la promulgation de la loi.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 10 novembre 1905.)

A l'audience publique de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, tenue au Palais de Justice, à Paris, le 10 novembre 1905,

Sur le pourvoi de Boucher (Charles), en cassation d'un arrêt, rendu le 7 mars 1905, par la Cour d'appel de Douai, Chambre correctionnelle, qui l'a condamné à 100 francs d'amende ⁽¹⁾,

Est intervenu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Où M. le conseiller Eugène Duval, en son rapport; M^e Cordero, avocat, en ses observations; M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions;

Sur le moyen pris de la fausse application de l'article 8 et de l'article 9 de la loi du 14 mars 1904, en ce que l'arrêt attaqué a condamné le demandeur à l'amende pour avoir joint un bureau de placement à son café-restaurant, alors que, d'une part, le bureau de placement dont il s'agit a été créé et administré par la Chambre syndicale des patrons hôteliers, cafetiers et restaurateurs de Lille, conformément à l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, et alors que, d'autre part, il a été expressé-

(1) Voir *Bulletin*, avril 1905, p. 327.

ment reconnu, lors de la discussion de la loi du 14 mars 1904, devant la Chambre des Députés, que l'article 8 de cette loi ne prohibait pas l'existence dans un café-restaurant ou hôtel, d'un bureau de placement créé par un syndicat professionnel;

Attendu que l'article 8 de la loi du 14 mars 1904 dispose : « Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement. »;

Attendu que si cet article ne défend pas aux syndicats professionnels, qui font du placement, conformément à l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, d'avoir leur siège chez une des personnes visées à l'article 8, il ne saurait être permis aux personnes, auxquelles la tenue d'un bureau de placement gratuit est interdite, de transformer leur établissement en bureau de placement, sous le couvert de la société dont elles font partie;

Attendu que le demandeur soutenait qu'il n'était pas tenancier du bureau de placement, dont le titulaire serait le syndicat des patrons hôteliers, cafetiers et restaurateurs de Lille, et que lui-même ne serait qu'un intermédiaire entre le syndicat et les garçons des patrons, en qualité de gérant;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'il n'est pas contesté que le cabaret de Boucher puisse être le siège du syndicat; mais qu'en réalité Boucher continue à exploiter dans son café le bureau de placement dont il est directeur, exerçant en fait, quoique cabaretier, le métier de placeur; qu'ainsi l'arrêt attaqué ne conteste pas que le cabaret de Boucher puisse être le siège du syndicat, mais qu'il distingue le syndicat, qui a le droit d'exercer par lui-même le métier de placeur, et Boucher qui, en sa qualité de cabaretier, n'a pas ce droit et pourtant l'exerce en fait, en continuant à diriger le bureau de placement;

D'où il suit que le moyen manque en fait et doit être rejeté;

Sur le moyen pris de la violation et fausse application des articles 1, 8, 9, 11 de la loi du 14 mars 1904, violation de l'article 2 du Code civil, en ce que la défense, édictée par l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, de joindre un bureau de placement à un café-restaurant ou débit, doit dans tous les cas demeurer étrangères aux commerçants qui ont joint un bureau de placement à leurs cafés-restaurants ou débits, antérieurement à la promulgation de la loi nouvelle, et ont ainsi doté ces établissements de consommation d'un achalandage spécial qui ne saurait leur être enlevé que par un arrêté pris à la suite d'une délibération du Conseil municipal de la commune intéressée et à charge d'indemnité :

Attendu que les dispositions nouvelles de l'article 8 précité s'imposaient à Boucher, dès lors que la loi était devenue obligatoire par sa promulgation; qu'il lui appartenait de prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer; qu'il n'échet, dès lors, de rechercher si un arrêté pris à la suite d'une délibération du Conseil municipal de la commune intéressée serait nécessaire pour enlever au demandeur l'autorisation qu'il aurait précédemment détenue; qu'il suffit de constater que Boucher ne s'est pas conformé aux prescriptions de l'article 8 précité; qu'ainsi le moyen n'est pas fondé;

Et, attendu que l'arrêt est régulier en la forme,

Par ces motifs, REJETTE le pourvoi.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en décembre 1905 ⁽¹⁾. — Le présent mois a été caractérisé, surtout dans sa seconde moitié, par une forte raréfaction de la besogne, principalement en suite de l'achèvement pur et simple — vu la saison avancée — des constructions entreprises par le bâtiment, et aussi de la diminution habituelle du chiffre des affaires dans toute une série d'industries, après la Noël et le nouvel an. A signaler, cependant, l'activité inusitée de plusieurs autres branches industrielles qui se sont empressées d'exporter en masse avant l'application des nouveaux traités de commerce. Somme toute, la situation générale a été franchement meilleure qu'en décembre 1904.

Conditions très favorables pour les *mines de combustibles*, dont la capacité productive est néanmoins paralysée encore quelque peu par le nombre insuffisant des waggonnets. Situation toujours satisfaisante dans la *sidérurgie* et l'*industrie des machines*, ainsi que dans la fabrication des *produits chimiques*, les *textiles* et l'*industrie électrique*. Mais un certain ralentissement a été observé pour le *bâtiment*, l'*imprimerie* (vacances parlementaires), la *confection*, la *lingerie*, la *chapellerie*, la fabrication des *jouets* et les diverses branches du *commerce*.

Placement en décembre 1905 ⁽¹⁾. — Sur 696 bureaux de placement avec lesquels l'office impérial de statistique est en rapports, 623 ont répondu au questionnaire sur leurs opérations. En voici le bilan :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS.
1905..... {			
Déc. (pour 623 bureaux).	148,000	115,000	87,000
Nov. (— 628 —).	188,000	149,000	115,000

Grèves en janvier 1906 ⁽²⁾. — 49 grèves ont été signalées comme ayant commencé en janvier, contre 12 en décembre. De ces 49 grèves, 6 se sont produites dans les mines, 3 dans les pierres et terres, 7 dans les métaux et machines, 5 dans les textiles, 2 dans les industries chimiques, 1 dans le papier, 1 dans les cuirs et peaux, 2 dans les industries du bois, 3 dans l'alimentation, 7 dans le vêtement, 2 dans les industries polygraphiques, 4 dans les transports, 6 dans d'autres professions.

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt* de janvier 1906.

⁽²⁾ D'après l'*A-beitmarkt* du 15 février 1906.

AUTRICHE.

Placement en décembre 1905⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 826 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DES DEMANDES par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Déc. 1905.	Nov. 1905.	Déc. 1904.	Déc. 1905.	Nov. 1905.	Déc. 1904.	Déc. 1905.	Nov. 1905.	Déc. 1904.	Déc. 1905.	Nov. 1905.	Déc. 1904.
Hommes	12,838	17,500	10,202	32,056	35,464	35,924	256	202	352	26	33	22
Femmes	11,403	15,949	10,242	14,345	24,153	14,739	125	151	143	46	45	41
Ensemble	25,530	36,139	22,373	50,270	62,790	53,546	196	173	239	"	"	"

Les grèves en 1905. — D'après une statistique provisoire du mouvement gréviste pendant l'année 1905 les grèves ont été au nombre de 641. Elles se sont produites dans 2,610 établissements avec un personnel de 136,503 ouvriers, sur lesquels 89,185 (65,3 p. 100) ont cessé le travail. A citer parmi les provinces le plus atteintes : la Basse-Autriche, la Bohême, la Moravie, la Galicie et la Styrie. On compte : 139 succès, 277 transactions et 167 échecs⁽²⁾. Causes : Salaires : 450 cas ; durée du travail, 212 cas ; autres motifs, 361 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en décembre 1905⁽³⁾. — Quatorze offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de décembre 1905. Pour 882 offres des patrons, il y a eu 1,382 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 157 demandes pour 100 offres. Dans les mêmes établissements, le mois précédent, la moyenne était de 125 demandes pour 100 offres et, l'an passé, à même époque, elle était de 180 demandes pour 100 offres. De ce point de vue, la situation du marché du travail en décembre apparaît donc un peu inférieure à celle du mois précédent, meilleure cependant qu'en décembre 1904.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 121 unions professionnelles ouvrières, groupant 29,420 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de décembre 1905, 645 chômeurs, soit une proportion de 2.2 p. 100 (contre 1.9 p. 100 le mois précédent et 2.8 p. 100 en novembre 1904).

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, janvier 1906.

⁽²⁾ Résultat inconnu dans 58 cas.

⁽³⁾ *Revue du travail* du 31 janvier 1906.

Grèves en décembre ⁽¹⁾. — Dix-sept grèves nouvelles, intéressant environ 1,800 grévistes et 560 chômeurs forcés et un lockout intéressant 1,200 ouvriers, ont été signalés à l'Office du travail.

On a compté 7 grèves dans les textiles, 3 dans l'industrie charbonnière, 2 dans l'industrie des peaux et des cuirs, 2 dans l'industrie du bois, 1 dans le travail du marbre, 1 dans les produits chimiques, 1 dans l'abatage du bétail.

Causes : demande d'augmentation des salaires, 14 cas; diminution des heures de travail, 1 cas; refus d'accepter une diminution de salaire, 1 cas, et solidarité avec d'autres grévistes, 1 cas.

Des 20 grèves dont l'issue a été signalée pendant le mois écoulé, 10, comprenant 1,679 grévistes, ont échoué; 5, avec 73 grévistes, ont réussi; 5, avec 414 grévistes, ont été terminées par des transactions. Dans 4 cas, 54 grévistes ont été définitivement congédiés.

Au point de vue territorial, les grèves de décembre se répartissent en quatre provinces : Hainaut (5), province de Liège (5), Flandre orientale (4) et province d'Anvers (3).

Création d'un Office des classes moyennes ⁽¹⁾. — Un arrêté royal du 15 janvier 1906 a décidé l'institution, au ministère de l'Industrie et du Travail, d'un Office des classes moyennes.

Cet Office aura pour mission :

1° De recueillir et de coordonner des renseignements sur les conditions où s'exercent les petits métiers et négoces, et, d'une manière générale, sur la situation économique des personnes appartenant aux classes moyennes, d'étudier les effets des lois qui les concernent, tant en Belgique qu'à l'étranger, et de concourir à la préparation de lois ou de mesures nouvelles;

2° De veiller à l'exécution des lois et règlements existants.

Les services de l'enseignement industriel, professionnel, ménager, ont été rattachés par le même arrêté au nouvel Office.

DANEMARK.

Les grèves et lockouts en 1904 ⁽²⁾. — Les grèves et lockouts ont été particulièrement nombreux en 1904; ils ont atteint le chiffre de 87 contre 60 seulement en 1903, 65 en 1902 et 56 en 1901.

Le nombre des patrons intéressés, pour les conflits où il est connu, est de 274; le nombre des ouvriers est de 2,464, dont 1,766 grévistes et 698 congédiés par suite de lockouts. En 1903, le nombre des patrons intéressés était de 89, celui des ouvriers de 997. La diminution du nombre des salariés impliqués dans les conflits coïncidant avec l'augmentation du total même des conflits et des patrons intéressés montre qu'en 1904 les grèves et lockouts se sont surtout produits dans des entreprises de médiocre importance.

⁽¹⁾ D'après la *Revue du travail* du 31 janvier 1906.

⁽²⁾ D'après un rapport du chargé d'affaires de France à Copenhague, communiqué par le ministère des Affaires étrangères, le 9 janvier 1905. — Pour les conflits de 1903, voir *Bulletin*, février 1905, p. 134.

Les conflits se répartissent ainsi suivant les professions :

PROFESSIONS.	NOMBRE de conflits.	NOMBRE de patrons intéressés ⁽²⁾	NOMBRES D'OUVRIERS ⁽¹⁾	
			grévistes.	congrédiés (lockouts).
Terrassement et bétonnage.....	12	10	364	120
Menuisiers.....	10	9	95	"
Maçons (compagnons et ouvriers).....	7	14	35	"
Charpentiers.....	5	17	108	"
Manœuvres.....	5	5	236	13
Boulangerie.....	4	23	32	"
Cigares et tabacs (fabriques de).....	3	1	8	"
Scieries.....	3	3	47	"
Forgerons, mécaniciens.....	3	3	156	15
Peintres.....	3	61	95	"
Reliure.....	1	101	"	536
Divers.....	31	27	590	14
TOTAL.....	87	274	1,766	698

La durée des conflits n'est connue que pour 59 conflits : sur ces 59 conflits, 25 ont duré une semaine au plus, 30 ont duré de une à treize semaines, 4 se sont prolongées pendant plus de treize semaines. Le nombre total des journées chômées, pour les conflits pour lesquels ce nombre est connu, est de 63,445 contre 15,831 en 1903.

Quant aux causes des conflits, elles auraient été les suivantes :

Questions de salaires.....	43
Durée du travail.....	4
Réglementation du travail.....	6
Questions de personnes.....	10
Questions syndicales.....	2
Causes autres ou inconnues.....	22

Enfin, on a enregistré, en 1904, 22 conciliations et 3 arbitrages, contre 7 conciliations et 5 arbitrages en 1903.

ESPAGNE.

Les grèves pendant le 4^e trimestre 1905 ⁽¹⁾. — Durant le 4^e trimestre de 1905, 40 grèves ont été signalées à l'Institut des réformes sociales; 5 avaient éclaté avant le 1^{er} octobre 1905. Des renseignements complets ont été fournis sur 36 de ces conflits.

Sur ces 36 grèves intéressant 5,937 grévistes, 11 ont éclaté dans le bâtiment, 2 dans l'ameublement, 5 dans le vêtement et la chaussure, 3 dans les mines, 6 dans l'alimentation, 4 dans la métallurgie, 1 dans l'agriculture et 4 dans les in-

⁽¹⁾ Le nombre des patrons et des ouvriers intéressés dans les conflits n'est pas donné pour tous les conflits.

⁽²⁾ *Bolletín del instituto de reformas sociales*, janvier 1906.

dustries diverses. Au point de vue territorial ces grèves se répartissent comme suit : La Corogne 3, Barcelone 12, Madrid 4, Biscaye 4, etc.

17 grèves ont duré de 1 à 5 jours ; 7 de 5 à 10 ; 3 grèves ont duré de 100 à 140 jours.

Dans 25 cas, les revendications concernaient une question de salaire, dans 10 le contrat de travail, dans 7 la réduction de la journée de travail, etc.

Résultats : 10 succès, 7 transactions, 19 échecs.

Dans 9 cas les grévistes ont reçu des subsides de leurs syndicats.

Sont intervenus pour le règlement des difficultés : Autorités civiles, 13 cas ; syndicats, 4 cas ; particuliers, 2 cas ; grèves terminées sans intervention, 14.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en décembre 1905 ⁽¹⁾. — D'après les rapports fournis par 1,245 unions affiliées à la Fédération américaine du travail et groupant 83,900 membres, la moyenne des chômeurs était de 1.3 p. 100. Cette moyenne était de 1.2 p. 100 en novembre dans 957 unions groupant 92,396 membres.

Les salaires de 1890 à 1904 ⁽²⁾. — I. *Mouvement général des salaires.* — L'enquête sur les salaires ⁽³⁾ a porté, pour la période de 1890-1902, sur 62 industries et 519 professions exercées dans 3,429 établissements, et, pour les années 1903 et 1904, sur 42 industries, 350 professions, 3,732 établissements avec 235,158 ouvriers.

Afin de pouvoir établir un terme de comparaison, tous les salaires ont été ramenés au salaire-heure ; dans chaque profession on a totalisé par année, par groupe d'États d'abord et pour l'union ensuite, tous les salaires payés, et on a divisé ce total par le nombre des ouvriers intéressés. La moyenne obtenue indique donc, aussi exactement que possible en pareil cas, le salaire courant dans une profession et permet de se rendre compte des fluctuations survenues au cours de la période 1890-1904 considérée par l'enquête.

En outre, afin de présenter ces diverses fluctuations d'une façon plus sensible, l'enquête a rapporté au chiffre 100, correspondant à la moyenne générale de la période 1890-99, la moyenne établie pour chaque année ; on peut ainsi constater, à l'aide de ces chiffres relatifs, dans quelles proportions pour 100 il y a eu augmentation ou diminution pour une année donnée par rapport à la moyenne de la période considérée d'abord dans chaque profession et ensuite dans chaque industrie.

L'enquête a évalué comme suit le mouvement des salaires dans l'industrie tout entière pour la période 1890-1904.

Il résulte que, de 1890 à 1893, la moyenne était supérieure de 0.3 à 0.8 p. 100 à la moyenne générale de la période 1890-99 alors que de 1894 à 1898, elle tombait de 0.3 à 0.9 p. 100 en dessous ; à partir de 1898, les salaires augmen-

⁽¹⁾ *American federationist*, février 1906.

⁽²⁾ 19^e rapport annuel du Commissaire du travail américain, 1905. *Bulletin du bureau du Travail*, n° 59, juillet 1905.

⁽³⁾ Voir *Bulletin* de décembre 1905, p. 1097 et de janvier 1906, p. 63.

tent sans interruption jusqu'en 1904, année où ils dépassent de 17 p. 100 cette même moyenne. Si l'on compare l'année 1904, non plus à la période 1890-99, mais à diverses années de la période, on constate les augmentations suivantes : 16.7 p. 100 sur 1890, 19.5 p. 100 sur 1894 et 0.6 p. 100 seulement sur 1903.

Toutefois, comme au cours de la période considérée la durée du travail est allée en diminuant, il y a lieu de rechercher si les salaires à l'heure ont augmenté suffisamment pour compenser la diminution de la durée quotidienne du travail. A cet effet, l'enquête a établi que le salaire individuel hebdomadaire qui était, en 1890, de 1 p. 100 au-dessus de la moyenne générale de la période 1890-99, tombait de 2.3 p. 100 au-dessous en 1894; en 1903, il remontait de 12.3 p. 100 au-dessus et lui était encore supérieur de 12.2 en 1903. L'année 1904, comparée aux années précédentes, accusait une augmentation de 11.1 p. 100 sur 1890, de 14.8 p. 100 sur 1894, de 2.7 p. 100 sur 1902 et une diminution de 0.1 p. 100 sur 1903.

Si l'on considère, non plus le salaire moyen individuel, mais le total des salaires gagnés par semaine par tous les ouvriers des établissements soumis à l'enquête, on constate que ce total était, en 1890, de 4.3 p. 100 inférieur à la moyenne générale de la période 1890-99 (1.9 p. 100 en 1891, 8.1 p. 100 en 1894), mais qu'il la dépassait de 35 p. 100 en 1902, de 42.8 p. 100 en 1903 et de 41 p. 100 en 1904⁽¹⁾. L'année 1904, comparée aux années précédentes, accuse une augmentation de 47.3 p. 100 sur 1890, 53.4 p. 100 sur 1894, 4.4 p. 100 sur 1902 et une diminution de 0.8 p. 100 sur 1903.

En résumé, la moyenne individuelle des salaires des ouvriers soumis à l'enquête était, en 1904, de 12.2 p. 100 au-dessus de la moyenne 1890-99; celle des salaires totaux hebdomadaires lui était supérieure de 41 p. 100.

Pour se rendre plus exactement compte de l'importance de l'augmentation des salaires, il convient de mettre en regard les renseignements relatifs au nombre des ouvriers employés, à la durée du travail, au coût de la vie, ainsi qu'à la valeur réelle, des salaires comparée aux prix des articles d'alimentation. Le tableau suivant qui rapporte les moyennes de chaque année à la moyenne des années 1890-1899 représentée par l'index 100 donne ces divers renseignements :

ANNÉES.	NOMBRE d'ou- vriers.	HEURES par semaine.	SALAIRES à l'heure.	SALAIRE individuel hebdo- madaire.	TOTAL des salaires par semaine.	PRIX au détail des articles d'alimen- tation.	VALEUR réelle des salaires hebdoma- daires par rapport aux prix de détail.
Moyenne générale 1890-99.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1890.....	94.8	100.7	100.3	101	95.7	102.4	98.6
1895.....	96.4	100.1	98.3	98.4	94.9	97.8	100.6
1900.....	115.6	98.7	105.5	104.1	120.3	101.1	103
1901.....	119.1	98.1	108.0	105.9	126.1	105.2	100.7
1902.....	123.6	97.3	112.2	109.2	135	110.9	98.5
1903.....	126.5	96.6	116.3	112.3	142.1	110.3	101.8
1904.....	125.7	95.9	117.0	112.2	141.0	111.7	100.4

⁽¹⁾ Il convient de rappeler que le nombre des ouvriers employés en 1904 dans les établissements recensés était de 25.7 p. 100 supérieur à la moyenne 1890-99.

Il ressort de ces chiffres que, si l'on compare dans les établissements soumis à l'enquête, l'année 1904 à la période 1890-99, le nombre des ouvriers avait augmenté de 25.7 p. 100, que les heures avaient diminué de 4.1 p. 100 par semaine et que les salaires avaient augmenté comme suit : 17 p. 100 (salaire-heure), de 12.2 p. 100 (salaire individuel hebdomadaire) et 41 p. 100 (total des salaires par semaine); en outre, tandis que le prix de détail des articles de consommation augmentait de 11 p. 100 la valeur *réelle* du salaire hebdomadaire croissait de 0.4 p. 100.

Au cours des 5 dernières années, l'augmentation des salaires a donc largement compensé les effets de la réduction de la journée (excepté toutefois en 1904), et le gain individuel hebdomadaire s'est accru progressivement. La baisse constatée en 1904 est relativement légère, mais par suite de l'augmentation du coût de la vie, la valeur *réelle* du salaire hebdomadaire est, en 1904, inférieure de 1.4 p. 100 à celle de 1903; elle reste cependant supérieure de 1.9 p. 100 à celle de 1902.

Le prix au détail des articles d'alimentation ⁽¹⁾ qui, en 1900, dépassait de 1 p. 100 seulement la moyenne 1890-1899, augmentait de 10 p. 100 en moyenne en 1902 pour revenir en 1903 et 1904 à peu près au niveau de 1902.

Sur les 30 articles de consommation étudiés, 15 ont augmenté et 15 diminué en 1904, comparés à 1903; la farine a augmenté de 18.4 p. 100 et le pain de 3.7 p. 100, le sucre de 6 p. 100, les œufs de 4.4 p. 100 et les pommes de terre de 5.7 p. 100.

II. *Les salaires dans quelques industries.* — Le tableau suivant permet de comparer ce qu'étaient, en 1890 et 1904, les salaires de certains ouvriers, dans 7 grandes villes de l'Union.

	CHICAGO.		KANSAS-CITY.		NEW-YORK.		PHILADELPHIE.		SAINT-LOUIS.		SAN-FRANCISCO.		WASHINGTON.	
	1890	1904	1890	1904	1890	1904	1890	1904	1890	1904	1890	1904	1890	1904
Bequeteurs.....	2.50	3.00	2.50	3.12	2.35	3.25	2.23	3.00	2.00	3.27	3.18	3.85	2.52	2.82
Charpentiers.....	1.75	2.50	1.44	1.97	2.16	2.64	1.47	2.00	1.52	2.61	1.81	2.50	"	2.18
Manœuvres (bâtiment)...	1.83	1.40	"	"	"	0.83	0.78	0.77	0.84	1.00	"	"	1.03	1.06
Peintres.....	1.52	2.25	1.29	2.00	1.98	2.32	1.46	1.88	9.52	2.25	1.67	2.18	1.51	2.00
Plâtriers.....	2.21	2.81	"	"	2.50	3.40	1.95	2.25	2.50	3.75	3.10	3.75	"	"
Plombiers.....	2.30	2.82	2.00	2.82	2.15	2.80	1.70	2.18	2.05	3.12	2.27	3.16	2.37	2.50
Forgerons.....	1.45	1.16	"	"	1.36	1.88	1.43	1.56	1.45	1.55	1.72	1.95	"	1.50
Chaudronniers.....	1.16	1.70	"	"	1.33	1.70	"	1.19	"	"	1.73	1.96	"	"
Mécaniciens.....	1.35	1.50	"	"	1.11	1.51	1.22	1.42	1.29	1.52	1.58	1.77	"	1.56
Mouleurs (fer).....	1.34	1.68	"	"	"	1.68	1.25	1.59	1.30	1.60	1.77	1.93	"	"
Ebénistes.....	"	1.25	"	"	1.25	2.08	1.18	1.22	1.10	1.31	1.30	2.18	"	"
Typographes (journaux)...	1.50	3.03	1.25	1.60	2.45	2.88	1.74	2.11	2.41	2.72	2.37	3.33	"	2.90
Lynotypeurs.....	"	3.45	"	"	2.80	3.01	"	2.96	"	"	"	3.34	"	2.92
Stereotypeurs.....	1.85	2.31	"	"	3.37	3.23	1.90	2.05	1.50	2.22	1.45	2.70	"	2.40
Voirie (entreprise).....	"	2.15	0.75	"	"	0.79	"	0.77	0.75	"	1.00	1.40	0.70	"
— (régie).....	0.75	0.87	"	"	1.14	1.30	0.75	1.10	0.93	0.94	1.25	1.56	0.93	0.96
Raboteurs à la mécanique...	1.15	1.35	"	"	1.41	1.55	1.21	1.47	1.25	1.30	1.68	2.40	"	"

Partout il y a eu augmentation, excepté chez les manœuvres de Chicago et de Philadelphie, et chez les stéréotypeurs de New-York.

Le salaire le plus haut relevé par l'enquête est celui de 4 francs l'heure pour les

⁽¹⁾ L'enquête a consulté 5,802 prix courants fournis par 814 marchands en détail pour la période 1890-1902, 5,293 prix courants (811 marchands) pour 1903, 6,760 prix courants (1,064 marchands) pour 1904.

souffleurs de verre dans les États du centre Nord et le plus bas, celui de 0 fr. 30 l'heure pour les fileurs des États de l'Atlantique Sud.

Si l'on examine comment se répartissent, par classe de salaires, les 235,158 ouvriers enquêtés, on constate que :

171,356	(soit 72.8 p. 100)	gagnent moins de 1 fr. 50 l'heure.
39,245	(soit 16.7 p. 100)	gagnent de 1 fr. 50 à 2 francs.
13,459	(soit 5.7 p. 100)	gagnent de 2 francs à 2 fr. 50.
10,422	(soit 4.5 p. 100)	gagnent de 2 fr. 50 à 3 francs.
676	(soit 0.3 p. 100)	gagnent plus de 3 francs.
<u>235,158</u>	<u>100</u>	

L'enquête a relevé des salaires supérieurs à 1 fr. 50 l'heure dans 22 industries occupant 156.636 ouvriers.

Le tableau suivant fait connaître, pour ces diverses industries, le nombre des ouvriers gagnant 1 fr. 50 et plus; il indique en outre la proportion p. 100 des ouvriers soumis à l'enquête dans ces mêmes industries gagnant ces mêmes salaires.

INDUSTRIE.	NOMBRE DES OUVRIERS GAGNANT :					NOMBRE des ouvriers soumis à l'enquête.	PROPORTION p. 100 de ces ouvriers gagnant plus de 1 fr. 60.
	1 fr. 50 à 2 francs.	2 francs à 2 fr. 50.	2 fr. 50 à 3 francs.	3 francs et plus.	Total.		
	—	—	—	—	—		
Bâtiment.....	12,887	7,773	6,598	„	27,258	37,111	73.3
Wagons.....	8,946	„	„	„	8,946	26,979	33.1
Vêtement (fabriques et tailleurs).....	1,016	„	170	„	1,186	5,241	19.4
Verrerie.....	267	54	602	567	1,490	2,086	71.4
Chapellerie.....	385	32	„	„	417	1,650	25.2
Fer brut et acier Bes- semer.....	111	258	149	109	627	928	67.6
Malterie.....	2,187	„	„	„	2,187	6,669	32.8
Bois de charpente..	28	150	„	„	178	5,974	3.9
Pierres et terres....	102	1,538	984	„	2,624	4,177	62.8
Poterie.....	41	150	4	„	195	223	93.3
Typo- { livres... 3,051		203	„	„	3,254	4,545	71.7
graphie { journaux 39		3,034	1,752	„	4,823	4,823	100.
Fonderie.....	4,343	„	„	„	4,343	23,631	18.3
Tabacs.....	1,830	„	157	„	1,987	5,375	37.0
Autres industries ⁽¹⁾ ..	4,012	267	6	„	4,285	27,224	15.8
	<u>39,245</u>	<u>13,459</u>	<u>10,422</u>	<u>676</u>	<u>63,802</u>	<u>156,636</u>	<u>40.73</u>

Ainsi, dans 22 industries, 63,802 ouvriers touchent des salaires variant entre 1 fr. 50 et plus de 3 francs l'heure. Rapporté au total des ouvriers de ces 22 industries soumis à l'enquête (156.636) ce chiffre donne une moyenne de 40.73 p. 100 et rapporté au total de *tous* les ouvriers enquêtés (235.184) une moyenne de 27.13 p. 100.

3° *Rapport des salaires et de la durée du travail.* — Si l'on recherche le rapport

⁽¹⁾ Forgerons, teinture, appareils électriques, constructions navales, soieries et conserves.

entre la durée du travail hebdomadaire et les salaires supérieurs à 1 fr. 50 l'heure, on obtient les résultats suivants, classés selon la durée du travail par semaine :

DURÉE DE LA SEMAINE.	NOMBRE DES OUVRIERS GAGNANT PAR HEURE				
	1 fr. 50	2 francs	2 fr. 50	3 francs	Total.
	à	à	à	à	
	2 francs.	3 fr. 50.	3 francs.	3 fr. 50.	
48 heures au moins.....	"	6,278	9,177	54	15,509
De 48 à 55 heures.....	22,857	6,588	926	513	30,884
De 55 à 60 heures.....	16,249	267	170	41	16,727
De 60 à 65 heures.....	139	326	149	68	682
TOTAUX.....	39,245	13,459	10,422	676	63,802

Ainsi, sur un total de 63,802 ouvriers gagnant plus de 1 fr. 50 à l'heure, 15,509 (24.3 p. 100) travaillent 48 heures ou moins par semaine, 30,884 (48.4 p. 100) de 48 à 55 heures, 16,727 (26.3 p. 100) de 55 à 60 heures et 682 (1.0 p. 100) de 60 à 65 heures. Sur 39,245 gagnant de 1 fr. 50 à 2 francs, plus de la moitié (58 p. 100) fait de 48 à 55 heures; sur 13,459 gagnant de 2 francs à 2 fr. 50, 6,278 et 6,588 (soit 47.17 et 48.9 p. 100) font respectivement 48 heures au plus et de 48 à 55 heures; enfin, pour 10,422 gagnant de 2 fr. 50 à 3 francs 9,177 (soit 88 p. 100) font 48 heures au moins.

Si l'on rapproche ces résultats des chiffres établis précédemment⁽¹⁾ pour la durée du travail de tous les ouvriers soumis à l'enquête (235,184) on constate que les ouvriers gagnant de 1 fr. 50 à plus de 3 francs à l'heure se répartissent comme suit :

Sur 26,241	faisant 48 heures au plus, ou en compte	15,509, soit 59.1 p. 100.
Sur 64,728	— de 48 à 55 heures, —	30,884 soit 47.7 p. 100.
Sur 113,105	— de 55 à 60 heures, —	16,727 soit 14.8 p. 100.
Sur 26,090	— de 60 à 65 heures, —	682 soit 2.6 p. 100.
<u>230,164⁽²⁾</u>		<u>63,802</u>

Il semblerait donc, d'après ces chiffres, que les hauts salaires se rencontrent surtout chez les ouvriers bénéficiant de la journée réduite.

Toutefois, il convient de faire remarquer à ce propos, que les 14,509 ouvriers gagnant plus de 1 fr. 50 et faisant 48 heures au plus appartiennent à 5 industries seulement (bâtiment, compositeurs, poterie, verre, pierres et terres); encore faut-il ajouter que ceux du bâtiment et les compositeurs de journaux forment à eux seuls les 92.8 p. 100 de ce total alors que ceux des 3 autres ne figurent que pour les 8.2 p. 100 restant. De même, parmi les 30,834 ouvriers gagnant plus de 1 fr. 50 et faisant de 48 et 55 heures, on retrouve encore 16,888 ouvriers du bâtiment, 789 compositeurs de journaux et 3,254 typographes (soit plus des deux tiers du total pour 3 professions seulement).

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, janvier 1906, p. 64.

⁽²⁾ La différence entre le total 230,134 et le total 235,184 des ouvriers soumis à l'enquête, soit 5,024, représente le nombre des ouvriers faisant plus de 65 heures.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en janvier 1906 ⁽¹⁾. — L'allure générale du marché s'est légèrement améliorée depuis le mois dernier. A signaler toutefois une reprise sensible dans la construction navale et l'industrie mécanique et une bonne activité dans la métallurgie et l'industrie cotonnière. La situation est partout plus favorable qu'en janvier 1905 excepté dans le bâtiment.

4.7 p. 100 de chômeurs dans 271 tradé's Unions, groupant 583,121 membres contre 4.9 p. 100 en décembre 1905 et 6.8 p. 100 en janvier 1905.

5.01 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers contre 5.39 en décembre 1905 et 4.92 en janvier 1905.

338 hauts fourneaux en marche à la fin de janvier 1906 avec 24,000 ouvriers contre 336 en décembre 1905 et 306 en janvier 1905

Grèves. — 17 nouvelles grèves en janvier 1906 avec 2,465 chômeurs (15 en décembre 1905 et 21 en janvier 1905). Sur 18 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 3,106 grévistes : 2 succès, 9 échecs, 7 transactions.

ITALIE.

Grèves en décembre 1905 ⁽²⁾. — 41 grèves ont été signalées en décembre à l'office du travail, 34 d'entre elles intéressaient 7,040 grévistes.

Ces 34 conflits se répartissent comme suit : agriculture 2, mines et carrières 1, métallurgie 3, travail des pierres et des terres 1, bâtiment 5, cuir 1, textiles 10, typographie 3, vêtement 1, alimentation 2, transports 4, industries chimiques 1.

Causes : pour une augmentation de salaire 23, contre une réduction de salaire 2, causes diverses 9, inconnues 7.

Résultats : 5 succès, 8 transactions, 16 échecs ; grèves non terminées ou résultats inconnus 11.

NORVÈGE.

Revue du travail en décembre 1905 ⁽³⁾. — La moyenne des chômeurs constatée en décembre 1905 dans les maisons groupant 11,309 membres, s'élevait à 8.8 p. 100, contre 5.6 p. 100 en novembre pour 12,439 syndiqués. On comptait 48 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment, 11.2 p. 100 chez les boulangers, 11.4 p. 100 chez les ébénistes et 2.5 p. 100 dans la métallurgie, et 1.1 p. 100 dans la chaussure.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, février 1906.

⁽²⁾ *Bolletino del l'ufficio del lavoro*, janvier 1906.

⁽³⁾ Rapport du Bureau central de statistique.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.**Loi du 29 décembre 1905 sur la Caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession.****TITRE I^{er}.****CONSTITUTION, RESSOURCES, CHARGES DE LA CAISSE.**

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au profit des marins français une caisse nationale de prévoyance contre les risques et accidents de leur profession, annexée à la caisse des invalides de la marine, mais ayant son existence indépendante.

Sont obligatoirement et exclusivement partie de cet établissement tous les inscrits maritimes, à partir de l'âge de 10 ans, ainsi que le personnel non inscrit embarqué sur tous les bâtiments de mer français autres que les navires de guerre ou ceux exclusivement affectés à un service public.

ART. 2. — La caisse est revêtue de la personnalité civile.

Elle est alimentée :

1° Par la taxe que versent les propriétaires ou armateurs de navires ou de bateaux ;

2° Par la cotisation des participants ;

3° Par des dons ou legs de particuliers et par des subsides éventuels des départements, des communes, des établissements publics et des associations ;

4° Par une subvention accordée sur les fonds provenant de la retenue du 6 p. 100 sur les primes de la marine marchande et fixée annuellement par le ministre de la marine, dans la limite des deux tiers du montant de ces fonds ;

5° Par une retenue qui ne pourra pas dépasser, dans aucun cas, 50 centimes pour 100 francs sur les marchés à passer pour les dépenses de matériel de la marine ;

6° Par les intérêts des capitaux de la caisse ;

7° En cas d'insuffisance de ces ressources, par des avances de l'État, non productives d'intérêts, remboursables au moyen de ressources ultérieures annuellement versées.

Les dons, legs et subsides peuvent être acceptés, alors même qu'ils ont pour affectation spéciale la concession d'indemnités, secours ou pensions supplémentaires, dans des cas déterminés ou au profit des régions expressément désignées.

ART. 3. — La cotisation individuelle à verser par les inscrits et les non-inscrits est fixée comme suit :

1° Pour les inscrits ou non-inscrits naviguant au long cours, au cabotage international ou aux grandes pêches :

Personnel officier ou assimilé, 1 franc pour 100 francs des salaires portés sur le rôle d'équipage ;

Personnel non officier, 75 centimes pour 100 francs des salaires portés sur le rôle d'équipage.

Exception est faite pour les capitaines commandant les navires de commerce qui payeront en outre la même cotisation sur tous les profits accessoires, tels que, notamment, chapeau, remise sur les primes. La cotisation des chefs mécaniciens s'étendra également aux remises qui leur sont attribuées pour économies de charbon. En cas de dissimulation ou de fausse déclaration, les cotisations seront portées au triple du montant des omissions constatées ;

2° Pour les inscrits ou non inscrits pratiquant le cabotage français, la pêche au large, le pilotage, le bornage ou la petite pêche.

Capitaine, maître, officier ou assimilé, 75 centimes par mois;

Patron et pilote ou assimilé, 40 centimes par mois;

Matelot ou assimilé, 30 centimes par mois;

Novice ou assimilé, 20 centimes par mois;

Mousse ou assimilé, 10 centimes par mois.

ART. 4. — Les propriétaires ou armateurs de navires ou bateaux armés pour le long cours, le cabotage, la grande pêche, la pêche au large et la petite pêche, le pilotage et le bornage, ainsi que les propriétaires de bâtiments de plaisance munis de rôles d'équipage ou de permis de navigation, sont assujettis au versement d'une taxe égale à 3 fr. 50 pour 100 francs des salaires portés sur le rôle d'équipage pour les inscrits ainsi que pour les non-inscrits indiqués à l'article 1^{er}.

Les propriétaires ou armateurs dont les navires ou bateaux sont armés à la part, sont astreints au versement d'une taxe égale aux sommes fixes mensuelles payables à la caisse des invalides en conformité de l'article 6 de la loi du 11 avril 1881.

Par exception, les patrons propriétaires de bateaux se livrant à la pêche au large, à la petite pêche, au pilotage ou au bornage, qui montent eux-mêmes lesdits bateaux, sont exonérés de la taxe prévue au précédant paragraphe et ne sont assujettis qu'au versement de leur cotisation individuelle prévue à l'article 3.

Les veuves et les orphelins des patrons de cette catégorie jouissent de la même exonération.

Les orphelins en profitent jusqu'à l'âge de seize ans et tant que le plus jeune n'a pas atteint cet âge.

ART. 5. — Les participants qui sont atteints de blessures ou de maladies, ayant leur cause directe dans un accident ou un risque de leur profession survenu pendant la durée d'un embarquement sur un navire français ou s'y rattachant étroitement, ont droit, soit à une pension viagère d'infirmité, soit à une indemnité journalière, fixée, conformément au tarif annexé à la présente loi, dans les conditions ci-après : savoir :

Si l'incapacité de travail qui en résulte est absolue et permanente, ils reçoivent une pension d'infirmité du 1^{er} degré;

Si l'incapacité de travail, tout en étant permanente, n'est que partielle, ils reçoivent une pension d'infirmité du 2^e degré;

Si l'incapacité de travail n'est que temporaire, les intéressés reçoivent, pendant toute sa durée, une indemnité journalière calculée d'après le taux prévu au susdit tarif pour la pension d'infirmité du 1^{er} degré.

Les mêmes participants peuvent, pendant deux ans à compter de leur débarquement et nonobstant un ou plusieurs embarquements ultérieurs, conserver leurs droits et ceux de leurs ayants cause, en faisant constater, avant chacun de ces nouveaux embarquements, leur état de santé par le médecin que leur désigne l'autorité maritime.

Si l'incapacité permanente partielle dégénère, dans les deux ans, en incapacité permanente et absolue par suite des conséquences de l'accident primitif, elle donne droit à revision et à l'allocation d'une pension d'indemnité du 1^{er} degré.

Aucune pension ni indemnité n'est due au participant qui a intentionnellement provoqué l'accident ou la maladie, la preuve devant être faite par la partie qui allègue la fraude.

ART. 6. — Ont également droit à une pension fixée conformément au tarif sus-

visé : les veuves des participants qui sont tués ou périssent par suite des causes et dans les conditions prévues à l'article précédent ou qui meurent des conséquences des blessures ou des maladies énoncées audit article, pourvu que le mariage soit antérieur à l'origine desdites blessures ou maladies.

Si la femme titulaire de la pension instituée par le présent article se remarie et redevient veuve, elle ne peut prétendre, du chef de son second mari, à une deuxième pension de même nature que la première, à moins qu'elle ne renonce à celle dont elle jouissait déjà.

Ont droit à la même pension les veuves des participants mort en possession d'une des pensions déterminées par l'article 5, si le mariage est antérieur à l'accident ou à la maladie qui a déterminé l'octroi de cette pension.

La pension n'est jamais acquise à la femme divorcée ou contre laquelle a été prononcée la séparation de corps.

ART. 7. — Après le décès du père et de la mère, ou lorsque la mère veuve se trouve, conformément au dernier paragraphe de l'article 6, déchuée de ses droits à la pension, les orphelins des participants décédés dans les conditions susdéfinies ou en possession d'une pension d'infirmité reçoivent, quel que soit leur nombre et jusqu'à ce que le plus jeune ait accompli l'âge de seize ans, un secours annuel unique de taux égal à celui de la pension que leur mère avait ou aurait obtenu.

Est également, et dans les mêmes conditions, dévolue, comme secours annuel, aux orphelins du père, la pension de veuve demeurée libre par suite de l'option exercée conformément au paragraphe 2 de l'article précédent. Toutefois, les arrérages du secours annuel sont, dans ce cas, payables à la mère tutrice des orphelins.

Les enfants naturels reconnus avant l'origine de la blessure ou de la maladie d'où procède le droit participent au secours dans la même mesure que les enfants légitimes.

A mesure que les aînés atteignent l'âge de seize ans, leur part est reversée sur les plus jeunes.

En cas de coexistence d'orphelins de différents lits venant en concurrence entre eux ou avec la veuve, la division du secours a lieu comme en matière de demi-solde, sous la réserve de la disposition énoncée au deuxième paragraphe du présent article.

ART. 8. — Il est alloué aux participants et aux veuves titulaires de pensions et indemnités accordées en vertu des articles 5 et 6 ci-dessus; pour chacun de leurs enfants âgés de moins de seize ans, un supplément annuel fixe de 50 francs.

ART. 9. — Lorsque les participants ne laissent après eux ni veuves ni orphelins un secours annuel et viager dont le taux est déterminé par le tarif annexé à la présente loi est accordé à chacun de leurs ascendants au 1^{er} degré.

En cas de prédécès de l'un des ascendants ou de décès consécutif des deux ascendants au 1^{er} degré, le secours qui aurait été ou a été attribué à chacun des ascendants décédés est reporté sur les ascendants de degrés supérieurs de la même branche, s'il en existe; il est partagé également entre ces derniers, avec réversion sur le ou les survivants.

Les secours déterminés par le présent article ne sont payés qu'aux ascendants âgés d'au moins soixante ans et qui auraient eu droit à une pension alimentaire. En outre, le même ascendant ne peut être titulaire de plus d'un des secours accordés en vertu du présent article.

ART. 10. — Les pensions et allocations accordées en vertu des articles pré-

cédents sont indépendantes des pensions militaires ou civiles, des pensions dites demi-soldes ou dérivées de la demi-solde, ainsi que des secours d'orphelins accordés sur les fonds de l'Etat ou sur ceux de la caisse des invalides de la marine.

Toutefois, les pensions d'infirmité pourront être réduites ou supprimées par le ministre de la marine, sur avis du conseil d'administration spécial de la caisse de prévoyance, si des abus ou des fraudes étaient reconnus.

Le titulaire d'une pension d'infirmité du 2° degré qui, ayant continué à naviguer professionnellement, n'aura pu parvenir à réunir, à l'âge de cinquante-cinq ans accomplis, le temps de navigation exigé par la loi du 11 avril 1881 pour avoir droit à une pension dite demi-solde sur la caisse des invalides de la marine, aura droit à la transformation de sa pension d'infirmité du 2° degré en une pension d'infirmité du 1^{er} degré.

ART. 11. — Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à ce que les participants, leurs ayants cause ou la caisse nationale de prévoyance subrogée à leurs droits, poursuivent les personnes responsables, aux termes de la loi, de l'accident ou de la maladie.

Par dérogation aux articles 1384 du Code civil et 216 du Code de commerce, l'armateur ou le propriétaire du navire est affranchi de la responsabilité civile des fautes du capitaine ou de l'équipage. Il ne répond que de sa faute personnelle, intentionnelle ou inexcusable, et sous déduction des indemnités et pensions dues par la caisse de prévoyance.

Cette déduction s'opère également en faveur de tout participant déclaré personnellement responsable envers un autre participant.

Les indemnités dues par les tiers viennent, au contraire, en déduction des sommes à payer par la caisse de prévoyance.

Les participants, capitaines ou hommes d'équipage, ne sont tenus à réparation que dans la mesure et dans les conditions indiquées ci-dessus pour l'armateur ou le propriétaire.

ART. 12. — Les pensions et autres allocations accordées en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables.

Elles prennent cours :

Pour les participants embarqués sur des bateaux dont les patrons ou leurs veuves sont propriétaires, du jour de leur mise à terre ;

Pour les autres participants, du jour où ils ont cessé de recevoir leurs salaires, conformément à l'article 262 du Code de Commerce ;

Pour les veuves, les orphelins et leurs ascendants, du jour du décès qui y ouvre des droits ou, en cas de disparition à la mer, du jour des dernières nouvelles.

Toute condamnation à une peine infamante ou à une peine correctionnelle de plus de six mois d'emprisonnement entraîne, pendant sa durée, la suspension du paiement de la pension ou autre allocation. Le paiement est rétabli en cas de réhabilitation ou de grâce ou à l'expiration de la peine.

Pendant la suspension du paiement de la pension ou autre allocation, la femme ou les enfants de l'ayant droit reçoivent, à sa place, le montant des arrérages correspondant à la période de suspension.

ART. 13. — Le paiement des pensions et secours annuels à la charge de la caisse de prévoyance est garanti au moyen :

1° De cinq premières espèces de recettes prévues à l'article 2 et afférentes à l'année, à l'exclusion toutefois des dons, legs et subsides ayant une affectation spéciale et complémentaire ;

2° S'il y a eu lieu, d'un prélèvement sur le fonds de réserve constitué en vertu de l'article 14 de la présente loi;

3° En cas d'insuffisance de ces ressources, d'avances remboursables de l'État égales au déficit.

ART. 14. — Lorsque le produit des ressources annuelles de la caisse dépasse le chiffre nécessaire au service des pensions et secours, l'excédent constitue une réserve destinée à couvrir, jusqu'à due concurrence, les déficits qui pourraient se produire ultérieurement et à rembourser les avances de l'État.

Dans le cas où, par suite de l'élévation du fonds de réserve, la situation économique et la prospérité assurée de la caisse de prévoyance le permettraient, les cotisations des participants pourront être réduites, ainsi que les taxes correspondantes, dans les formes indiquées à l'article 16 ci-après.

ART. 15. — Si le produit des ressources annuelles énumérées aux alinéas numérotés 1^{er} et 2^o de l'article 13 ne suffisent pas pour équilibrer les dépenses de l'année et que l'État soit obligé de parfaire le déficit au moyen d'avances, ces avances devront être remboursées à l'État lorsque les recettes viendront à l'emporter sur les charges.

ART. 16. — Le taux des réductions prévues à l'article 14 de même que le montant des remboursements à l'État seront fixés par décret rendu sur la proposition des ministres de la Marine et des Finances, sur avis conforme du conseil d'administration institué par l'article 18. Les modifications de taux sont applicables à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit le décret qui les prononce.

TITRE II.

ADMINISTRATION DE LA CAISSE. — DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 17. — Le ministre de la Marine est chargé de la gestion de la caisse de prévoyance, avec le concours des fonctionnaires et agents ayant l'administration et la gestion de la caisse des invalides de la Marine.

Le contrôle financier de l'institution appartient à la commission supérieure de l'établissement des invalides de la Marine.

ART. 18. — Il est créé au ministère de la Marine un conseil d'administration spécial de la caisse de prévoyance.

Ce conseil est composé :

1° De deux sénateurs et de deux députés, dont l'un président, nommés par le ministre de la Marine;

2° De deux représentants du conseil supérieur de l'établissement des invalides, désignés par ce conseil;

3° D'un conseiller d'État et d'un conseiller à la cour des comptes nommés par le ministre de la Marine;

4° Du directeur de la marine marchande et de l'administrateur de l'établissement des invalides, membres de droit;

5° De cinq représentants de l'armement et de cinq représentants des participants, nommés par leurs comités ou syndicats respectifs, à raison d'un capitaine au long cours, un représentant des officiers mécaniciens, un inscrit du pont ou de la machine, un agent du service général et un pêcheur.

Les membres désignés aux paragraphes 1, 2, 3 et 5 sont nommés pour trois ans.

Il est spécialement consulté sur l'emploi et le placement des fonds de la caisse de prévoyance et donne son avis sur les questions et projets relatifs à l'organisation et à la réglementation de l'institution.

ART. 19. — Le calcul des taxes et cotisations à percevoir en conformité des articles 3 et 4 a pour base les rôles de désarmement des navires et embarcations dressés par l'administration de la marine.

La réglementation relative au recouvrement des droits dus à la caisse des invalides de la Marine est appliquée pour la perception des taxes et cotisations.

ART. 20. — Pour faire valoir ses droits à l'une des allocations prévues à l'article 5, le participant doit, sous peine de déchéance, adresser à l'administrateur de l'inscription maritime, dans le délai de six mois qui suit son débarquement ou son retour en France, s'il est débarqué à l'étranger ou aux colonies, une demande écrite ou verbale dont il lui est donné récépissé.

La même demande, dont il est donné également récépissé, doit, sous peine de déchéance, être adressée dans le délai d'un an à partir du jour de la mort du participant ou dans le délai de deux ans à partir du jour de ses dernières nouvelles, s'il a disparu en mer, par les veuves, orphelins, ascendants ou tuteurs qui invoquent le bénéfice des articles 6 à 10.

Dans le cas de disparition, la demande est instruite dès la décision du ministre de la marine établissant la disparition du marin ou la perte corps et biens du bâtiment ou de l'embarcation qu'il montait.

Un règlement d'administration publique déterminera les justifications à produire pour l'établissement du droit, ainsi que les délais dans lesquels ces justifications devront être présentées. En ce qui concerne la pension d'infirmité et la revision prévue à l'article 5, l'instruction comportera la visite par la commission spéciale instituée par l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1881 et la constatation par cette commission que l'état de l'impétrant provient des causes et produit les conséquences spécifiées à l'article 5.

ART. 21. — Les pensions d'infirmité, les pensions de veuves et les secours aux orphelins ou ascendants qui en dérivent sont accordés suivant la procédure en vigueur pour la concession de la pension dite demi-solde.

L'indemnité journalière est accordée sans délai par décision de l'administrateur du quartier, sauf recours au Ministre de la Marine, après enquête administrative effectuée d'urgence et pour une durée qui ne pourra excéder quatre mois.

Au delà de ce terme, elle peut, sur un avis conforme de la commission de visite instituée par l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1881, être transformée, par décision du Ministre, en une indemnité renouvelable de six mois en six mois, chaque renouvellement ayant lieu après enquête. Au bout de trois années à partir de la décision ministérielle spécifiée au précédent paragraphe, cette indemnité renouvelable est supprimée ou convertie, après une nouvelle visite, en pension d'infirmité, conformément à l'article précédent.

Le recours du Ministre dont il est parlé au paragraphe 2 du présent article devra avoir lieu dans la huitaine de la notification de la décision prise par l'administrateur du quartier.

ART. 22. — Les fonds de la Caisse nationale de prévoyance sont employés en rentes sur l'État, en valeurs du Trésor et en obligations garanties par l'État.

Les fonds constituant, au moment de la promulgation de la présente loi, le capital de garantie créé sous le régime de la loi du 21 avril 1898, sont versés tels

qu'ils seront alors représentés, c'est-à-dire en rentes sur l'État, valeurs du Trésor ou obligations garanties par l'État, au fonds de réserve institué par l'article 14 ci-dessus indiqué.

ART. 23. — Il est tenu, à l'Administration centrale de l'établissement des Invalides de la Marine, un Grand-Livre sur lequel sont enregistrés les pensions et secours annuels au fur et à mesure de leur constitution.

Un certificat d'inscription formant titre est délivré à l'ayant droit.

ART. 24. — Les arrérages des pensions viagères et des secours annuels de la Caisse nationale de prévoyance sont payés par trimestre sur la production d'un certificat de vie.

ART. 25. — Les pensions et secours annuels sont rayés du Grand-Livre après trois ans de non-réclamation des arrérages, sans que leur rétablissement donne lieu à aucun rappel d'arrérages antérieur à la réclamation.

La même déchéance est applicable aux héritiers ou ayants cause des pensionnaires qui n'auront pas produit les justifications de leurs droits dans les trois ans qui suivront la date du décès de leurs auteurs.

Les arrérages de pensions non payés, mais réclamés dans les trois ans qui ont suivi le décès du pensionnaire, ne sont plus passibles que de la prescription quinquennale.

ART. 26. — Les actes de l'état civil, les certificats de notoriété et autres pièces relatives à l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement par les maires ou par les syndics de gens de mer et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 27. — Les règles en vigueur en ce qui concerne la liquidation et le payement des pensions dites demi-solde sont applicables aux pensions et secours annuels concédés sur la Caisse nationale de prévoyance pour tout ce qui n'est pas spécifié par la présente loi,

ART. 28. — La Caisse nationale de prévoyance supporte les dépenses spéciales d'administration qu'entraîne son fonctionnement. Toutefois, les frais de personnel et de matériel concernant le service central à Paris ne peuvent dépasser 1 p. 100 du montant des ressources moyennes de la caisse durant les trois années précédentes de son fonctionnement.

ART. 29. — Les pensions et les suppléments y afférents, ainsi que les secours annuels concédés antérieurement à la promulgation de la présente loi, seront unifiés aux taux des nouveaux tarifs qui l'accompagnent.

Les pensions et allocations qui ont été réduites de la moitié, en exécution de l'article 10 de la loi du 21 avril 1898, seront rétablies pour la totalité et unifiées aux taux des nouveaux tarifs.

ART. 30. — La présente loi est applicable à l'Algérie, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, à la Guyane, aux îles Saint-Pierre et Miquelon et à toutes autres colonies où serait légalement exercée l'inscription maritime.

Elle deviendra exécutoire à partir du 1^{er} janvier qui suivra la date de sa promulgation.

ART. 31. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

Est également abrogé le paragraphe 1^{er} de l'article 81 de la loi de finances du 30 mars 1902.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

TARIF DES PENSIONS D'INFIRMITÉ, DES PENSIONS ET DES SECOURS ANNUELS
POUR L'EXÉCUTION DE LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1905.

DÉSIGNATION.	PENSION D'INFIRMITÉ. — (Art. 5.)		PENSIONS de veuves ou secours annuels aux orphelins.	SECOURS annuel aux ascendants.	SUPPLÉMENT annuel pour enfant âgé de moins de 16 ans.
	1 ^{er} degré.	2 ^e degré.	(Art. 6 et 7.)	(Art. 9.)	(Art. 8.)
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Capitaines au long cours titulaires du brevet supérieur. — Mécaniciens de 1 ^{re} classe dirigeant, pendant leur dernier embarquement, une machine de 4,000 chevaux effectifs et au delà....	2,200	1,430	1,100	550	
Capitaines au long cours non titulaires du brevet supérieur. — Mécaniciens de 1 ^{re} classe dirigeant, pendant leur dernier embarquement, une machine d'une force inférieure à 4,000 chevaux effectifs. — Docteurs-médecins..	1,600	1,040	800	400	
Maîtres au cabotage, officiers de la marine marchande. — Mécaniciens de 1 ^{re} classe. — Mécaniciens de 2 ^e classe dirigeant une machine pendant leur dernier embarquement. — Commissaires. — Officiers de santé.....	1,320	840	720	360	
Inscrits maritimes titulaires du brevet de pilote d'une station de mer, de patron breveté pour la pêche d'Islande, de mécanicien de 2 ^e classe. — Médecins des grandes pêches non pourvus du brevet d'officier de santé. — Économes. — Comptables et sous-commissaires.....	1,000	650	600	300	50
Inscrits maritimes non titulaires de l'un des brevets ci-dessus et embarqués en dernier lieu comme officiers au cabotage, ou à la grande pêche, ou comme patrons d'embarcations pratiquant la pêche au large, ou exerçant en mer la petite pêche, ou le bornage, ou le pilotage. — Agents de service des deux sexes ayant une paye mensuelle supérieure à 75 francs.....	800	520	480	240	
Inscrits maritimes ne se trouvant dans aucune des catégories ci-dessus. — Agents de service des deux sexes ayant une paye mensuelle de 75 francs et au-dessous.....	600	390	360	180	

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales pendant le mois de janvier 1906.

Assistance aux enfants. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 janvier 1906. — Dépôt, par M. Émile Rey, d'un 2^e rapport sur la proposition de loi de M. Émile Rey ayant pour objet l'institution et l'organisation de l'assistance aux enfants des familles indigentes.

Assistance médicale gratuite. — *Chambre des députés.* — Séance du 24 janvier 1906. — Dépôt, par M. Plichon, d'une proposition de loi portant modification à la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 2933.)

Assurance aux vieillards. — *Chambre des députés.* — Séance du 25 janvier 1906. — Dépôt, par M. Quilbeuf, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 27 de la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources. — Urgence déclarée. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 2936.)

Contrôle de la durée du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 31 janvier 1906. — Dépôt, par M. Chambon, d'un rapport sur le projet de loi relatif au contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels. (Doc. parl. n° 2950.)

Coopératives agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 janvier 1906. — Suite de la délibération sur : 1^o le projet de loi autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles; 2^o la proposition de loi de MM. Clémentel, Reau, Dujardin-Baumetz, tendant à la création de sociétés coopératives en vue de la transformation et de la vente des produits agricoles. — Déclaration de l'urgence. — Séance du 29 janvier 1906. — Adoption.

Habitations à bon marché. — *Sénat.* — Séance du 23 janvier 1906. — Dépôt, par M. Paul Strauss, d'un rapport supplémentaire sur : 1^o la proposition de loi de M. Paul Strauss, tendant à modifier et à compléter la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché; 2^o le projet de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. (Doc. parl. n° 3.)

Hygiène publique. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 janvier 1906. — Dépôt, par M. Féron, d'un rapport sur la proposition de loi modifiée par le Sénat, tendant à modifier les articles 20 et 25 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique. (Doc. parl. n° 2892.) — Séance du 22 janvier. — Adoption⁽¹⁾.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 25 janvier 1906. — Dépôt, par M. Levraud, d'un rapport sur le projet de loi portant modification de l'article 26 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique. (Doc. parl. n° 2937.) — Séance du 30 janvier. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

Retraites des délégués mineurs. — *Sénat.* — Séance du 23 janvier 1906. — Délibération sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs. — Déclaration de l'urgence. — Adoption avec modifications.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 26 janvier 1906. — Transmission de la proposition modifiée par le Sénat. (Doc. parl. n° 2941.)

⁽¹⁾ Loi du 29 janvier 1906, *J. o.* du 6 février, p. 817.

Retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séances des 18, 23, 24, 25, 30 et 31 janvier 1906. — Suite de la discussion sur les diverses propositions de loi relatives aux caisses de retraites ouvrières et portant création de retraites de vieillesse et d'invalidité.

Sociétés d'épargne et de capitalisation. — *Chambre des députés.* — Séance du 26 janvier 1906. — Dépôt, par M. Bonnevey, d'un rapport supplémentaire sur les projets et propositions de loi relatifs à la surveillance et au contrôle des sociétés d'épargne et de capitalisation. (Doc. parl. n° 2940.)

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 janvier 1906. — Dépôt, par le Ministre de l'Intérieur, d'un projet autorisant certaines dérogations à la loi du 1^{er} avril 1898 en faveur des sociétés de secours mutuels constituées dans les corps de troupe des armées de terre et de mer. (Doc. parl. n° 11.)

-CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES RETRAITES OUVRIÈRES ⁽¹⁾.

La Chambre des députés a continué la discussion de la proposition de loi sur les retraites ouvrières dans ses séances des 18, 23, 24, 25, 30 et 31 janvier 1906.

L'article 3 adopté par la Chambre est ainsi conçu :

ART. 3. — La retraite est constituée par un prélèvement sur le salaire des assurés par un versement égal des employeurs et par des majorations de l'État. Le versement des employeurs doit demeurer à leur charge exclusive, toute convention contraire étant nulle de plein droit.

Le prélèvement sur le salaire des assurés, comme le versement des employeurs, est de 2 p. 100 du salaire, y compris le salaire en nature, évalué dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique. Toutefois, les salaires quotidiens inférieurs à 1^{er} fr. 50 sont exemptés de prélèvement.

La présente loi ne s'applique aux employés recevant des salaires supérieurs à 2,400 francs que jusqu'à concurrence de cette somme.

Tout assuré âgé de moins de 60 ans reçoit gratuitement un livret individuel ou une carte annuelle d'identité, où doivent être inscrits les versements, ou apposés les timbres-retraite correspondants, dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique. Lors de chaque paye, à intervalles qui ne peuvent excéder seize jours pour les ouvriers et un mois pour les employés, cette inscription doit être requise de la caisse qui assure la retraite, ou bien cette opposition doit être faite par les soins des employeurs débiteurs du salaire.

Un amendement de M. Paul Constans, tendant à ce que les retraites soient constituées par un impôt spécial et progressif sur tous les revenus dépassant 3,000 francs, a été repoussé au scrutin par 430 voix contre 133.

L'article 4 de la proposition vise l'application de la loi aux ouvriers étrangers :

ART. 4. — Les ouvriers et employés étrangers, immatriculés en conformité de la loi du 8 août 1893 et résidant en France, sont soumis au même régime que les ouvriers français.

Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des versements patronaux ou des majorations budgétaires que si les dispositions de la présente loi à cet égard leur sont rendues en tout ou

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, janvier 1906, p. 78.

partie applicables par des traités avec les pays d'origine garantissant à nos nationaux des avantages équivalents ou bien s'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis leur immatriculation....

Un amendement de M. Vaillant, tendant à supprimer la restriction apportée par le deuxième alinéa et à assimiler complètement les ouvriers étrangers aux ouvriers français, a été repoussé par 426 voix contre 98.

On sait, à ce propos, que le traité de travail franco-italien, signé à Rome le 15 avril 1904 ⁽¹⁾, a prévu l'admission des ouvriers de nationalité italienne au bénéfice des retraites ouvrières, dans le paragraphe c de son article 1^{er}, qui est ainsi conçu :

L'admission des ouvriers et employés de nationalité italienne à la constitution des retraites de vieillesse et peut-être d'invalidité, dans le régime général des retraites ouvrières actuellement élaboré par le Parlement français, ainsi que la participation des ouvriers et employés de nationalité française au régime des retraites ouvrières en Italie, seront réglées aussitôt après le vote de dispositions législatives dans les pays contractants.

L'article 5, relatif à l'âge auquel est liquidée la retraite, est ainsi conçu :

ART. 5. — Sous réserve des dispositions spéciales qui seront adoptées à titre transitoire, la retraite produite par les versements visés à l'article 3 ci-dessus, est liquidée à l'âge de 60 ans et la majoration de l'État est définitivement arrêtée à ce moment. Néanmoins, les assurés ayant atteint l'âge de 60 ans ont le droit de proroger l'entrée en jouissance de leur retraite d'année en année et de continuer à subir le prélèvement de 2 p. 100 sur leur salaire; dans ce cas, le versement corrélatif de leurs employeurs continue également à être effectué à leur compte; dans le cas contraire, il est affecté au fonds de bonifications.

L'âge normal d'entrée en jouissance de la retraite, avec droit aux majorations spécifiées par l'article 8, est fixé à 55 ans pour les ouvriers et employés des exploitations minières. Il peut être abaissé au-dessous de 60 ans, jusqu'à 55 ans inclusivement, par règlement d'administration publique, pour les ouvriers et employés des compagnies et administrations de chemins de fer, ainsi que des industries reconnues particulièrement insalubres, d'après les statistiques spéciales établies à ce point de vue par le Ministre du Commerce.

Tout assuré peut, avant l'âge prévu aux alinéas précédents et à partir de l'âge de 50 ans, réclamer la liquidation anticipée de sa retraite dès qu'elle atteint 360 francs. En ce cas, s'il continue à travailler, les versements de l'employeur sont affectés au fonds de bonifications.

L'article 6 institue la Caisse nationale des retraites ouvrières, dont la gestion administrative sera placée sous l'autorité du ministre du Commerce et dont la gestion financière sera confiée à la Caisse des dépôts et consignations.

L'article 7 est relatif au calcul du taux des retraites. L'article 8 accorde une majoration destinée à élever jusqu'à 360 francs les retraites qui, liquidées à l'âge prévu par l'article 5, n'atteindraient pas cette somme, pourvu toutefois que les versements aient été opérés pendant trente années à raison de 250 jours de travail au minimum par année.

L'article 9 prévoit le cas d'invalidité :

Les assurés qui seront atteints, en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant incapacité absolue et permanente de travail, auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite.

La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par règlement d'administration publique. La retraite liquidée sera bonifiée par le ministre du Commerce, sous les conditions fixées par ce règlement, dans la limite des crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par la loi de finances, sans qu'elle puisse devenir supérieure au triple de la liquidation ni excéder 360 francs, bonification comprise.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juin 1904, p. 518.

La Chambre a commencé, dans sa séance du 31 janvier, l'examen de l'article 10.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE.

On sait ⁽¹⁾ que la Chambre, dans sa séance du 9 juin 1904 avait adopté un projet de résolution de M. Mirman invitant le Gouvernement à présenter un projet de loi étendant aux travailleurs agricoles les principes généraux de la loi du 9 avril 1898.

A la suite de l'adoption de ce projet de résolution, une Commission interministérielle, comprenant des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et du ministère du Commerce, a été instituée pour préparer ce projet de loi.

Dans la séance de la Chambre du 13 décembre 1905, M. Émile Chauvin a posé une question au ministre du Commerce pour lui demander à quelle époque il pensait pouvoir déposer le projet devant le Parlement.

Le ministre du Commerce a répondu par la déclaration suivante :

Le Gouvernement est d'accord avec l'auteur de la question sur le principe de l'adaptation de la loi du 9 avril 1898 à la réparation des accidents agricoles. Pour remplacer les engagements pris jusqu'à présent, sans date certaine, par des engagements tout à fait précis, je déclare que les travaux de la Commission sont assez avancés et l'entente avec le département de l'Agriculture assez près d'être réalisée pour me permettre de prendre aujourd'hui l'engagement qu'avant la fin de la législature le projet de loi sera déposé sur le bureau de la Chambre.

Dans la séance du 30 janvier 1906, répondant à une question sur le même objet, qui lui était posée par M. Paul Constans, le ministre de l'Agriculture a fait une déclaration analogue à celle du ministre du Commerce.

RETRAITES DES DÉLÉGUÉS-MINEURS.

Dans sa séance du 23 janvier 1906, le Sénat a adopté, avec modifications, la proposition de loi concernant la participation des délégués-mineurs aux caisses de retraite et de secours des ouvriers mineurs, qui avait été adoptée par la Chambre des députés le 12 juillet 1905.

On sait qu'au sujet de la participation des délégués-mineurs aux caisses de secours la Chambre des députés avait fait disparaître toute distinction entre les délégués-mineurs travaillant comme ouvriers dans la mine et les délégués-mineurs ne travaillant pas comme ouvriers ⁽²⁾.

La Commission du Sénat a rétabli cette distinction : pour les délégués-mineurs travaillant dans la mine, la cotisation serait calculée d'une part sur le salaire qu'ils reçoivent comme ouvriers et d'autre part sur le montant des indemnités qu'ils reçoivent pour leurs visites ; pour les délégués-mineurs ne travaillant pas comme ouvriers dans la mine, la cotisation, au lieu d'être calculée uniquement sur le montant des indemnités, comme le décidait le texte adopté par la Chambre, serait fixée d'après le salaire moyen des ouvriers du fond.

La proposition de loi, ainsi modifiée par le Sénat, a été transmise à la Chambre le 26 janvier 1906.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juillet 1904, p. 650.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, novembre 1905, p. 1919. — Voir également dans le *Bulletin* de janvier 1906 l'état des projets et propositions de loi, page XIV.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les Chambres de Commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants (1).

Charente-Inférieure. — D'après le conseil de prud'hommes de Rochefort, le travail a été peu abondant en raison de la saison d'hiver. Pour les diverses industries le chômage varie de 10 à 15 p. 100; pour les ouvriers des *quais* et *docks*, il est de 30 p. 100 environ.

Finistère. — A Brest, dans la *menuiserie*, le travail a été moins abondant en 1905 qu'en 1904, pendant le 4^e trimestre, et la journée est tombée à 54 heures; les salaires moyens ont été majorés de cinquante centimes par jour.

A Morlaix, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement depuis le 3^e trimestre; le travail a été assez actif et le chômage à peu près nul, sauf dans les professions du *bâtiment*, où, depuis un mois environ, il y a une moyenne de 25 p. 100 de chômeurs. Dans la *tonnellerie*, le travail a été un peu plus satisfaisant.

A Quimper, dans le *bâtiment*, le travail qui était normal au 4^e trimestre 1904, est absolument nul cette année, et le chômage atteint les 8/10^e des ouvriers de la région; sa durée varie entre 7 heures et demie et 8 heures et demie par jour et les salaires sont payés pour 9 heures. A Douardenez, dans la *menuiserie* et l'*ébénisterie*, le travail aurait été plutôt moins abondant comparativement au 4^e trimestre 1904, et la journée est réduite à 45 heures.

Ille-et-Vilaine. — D'après le conseil de prud'hommes de Fougères, le travail est normal dans la plupart des industries de la région, sauf pour le *bâtiment*, qui compte 10 p. 100 de chômeurs; il est particulièrement actif dans la *chaussure*, qui n'en compte que 2 p. 100. Dans cette dernière industrie la journée est complète, et certaines maisons font des heures supplémentaires; dans le *bâtiment*, la durée hebdomadaire n'excède pas 48 heures.

Isère. — A Grenoble, dans l'*ameublement*, la situation est restée la même qu'au précédent trimestre. A Vienne, le chômage est toujours nul dans l'*industrie drapière*. A Montalieu-Vercieu, dans la *taille des pierres* et *carrières*, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1904, et sa durée hebdomadaire n'est actuellement que de 48 heures.

A la Tour du Pin, d'après le conseil de prud'hommes, l'*industrie des tulles*, après un long marasme, est redevenue très active, mais les prix ont baissé d'au moins 15 p. 100; les fabriques de *passenteries*, comme chaque année à pareille époque, sont en recrudescence de travail, et il n'y a pas moins d'activité dans les *soieries*, où le chômage est nul, mais les salaires diminuent pour les ouvriers aux pièces.

Loire. — A Saint-Étienne, la situation de l'*horticulture*, n'a pas changé depuis l'année dernière. A Roanne, dans les *travaux publics*, et il y a une légère augmentation de travail sur le trimestre correspondant de 1904, et la semaine est de 48 heures. Le travail a été un peu plus abondant dans l'*industrie cotonnière*, mais on ne fait encore que de 45 à 48 heures par semaine.

Également à Roanne, d'après le conseil de prud'hommes, les ouvriers des *tissages mécaniques de cotonnades* ont travaillé 48 heures par semaine en novembre et décembre, et il n'y a pas eu de chômeurs; les *apprêteurs* en ont compté 10 p. 100 et ont travaillé 60 heures; les *teinturiers* ont aussi travaillé la journée entière, mais 80 d'entre eux n'ont pas été repris depuis la cessation de la grève, commencée en juillet et terminée fin novembre. La journée a été également piteuse pour les *mouleurs sur métaux*, *tourneurs en poterie*, *carrossiers* et *sabotiers*. Les *menuisiers* n'ont fait que 54 heures et les autres corporations du *bâtiment* seulement 48 heures.

A Montbrison, le travail du *bâtiment*, dans son ensemble, a peu varié comparativement

(1) Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1905 et émanent de syndicats patronaux.

au trimestre correspondant de 1904; les *maçons* font 10 heures par jour et les autres corporations 8 heures. La situation des ouvriers est bonne, ainsi que les salaires et il y a peu de chômage, sauf chez les *maçons*, vu la saison. A Firminy, dans l'*ameublement*, le travail est de 60 heures, mais il a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1904. A Chambon-Feugerolles, dans la fabrique de *limes*, il n'y a pas eu de changement.

A Charlieu, d'après le conseil de prud'hommes, la situation s'est améliorée au cours du 4^e trimestre pour l'ensemble des industries de la région; il y a très peu de chômeurs, mais les salaires moyens sont toujours minimes.

Haute-Loire. — Au Puy, dans l'*horticulture*, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1904, et sa durée est actuellement de 48 heures.

A Saint-Didier-la-Séauve, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail, depuis le 3^e trimestre, a sensiblement augmenté; le salaire n'a pas varié : il est de 4 francs par jour pour l'ouvrier travaillant sur son métier et de 2 francs pour l'ouvrier travaillant sur un métier de patron. Les prix de façon sont toujours de 4 et 2 francs. Le chômage qui était de 15 p. 100 est descendu à 10 p. 100, et l'on espère encore un peu plus d'activité dans un prochain délai.

Orne. — A la Ferté-Macé, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité générale est restée stationnaire; il n'y a pas de chômage, et il y a eu reprise dans un établissement de tissages.

Pas-de-Calais. — D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Omer, la situation de l'industrie n'a pas subi de changement : toutes les usines sont en pleine activité, et il n'y a eu ni chômage ni grève.

Dans la *brasserie*, à Arras, d'après un syndicat patronal, le travail a été moins important que pendant le trimestre correspondant de 1904.

Puy-de-Dôme. — D'après le conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand, la situation générale de l'industrie a été assez satisfaisante comparativement au trimestre précédent, notamment dans l'industrie du *caoutchouc*, dont les trois usines de la région agrandissent leurs locaux; la journée moyenne a été de 9 à 10 heures de travail, pour un salaire variant de 3 fr. 25 à 4 fr. 50. Dans le *bâtiment* et l'*entreprise*, environ 10 p. 100 des ouvriers sont restés en chômage.

A Thiers, dans le *bâtiment*, d'après un syndicat patronal, le travail a eu la même activité qu'en 1904, et la durée actuelle du travail est de 48 heures par semaine.

Rhône. — A Lyon, dans la *métallurgie*, le travail a été plus abondant comparativement au 4^e trimestre 1904. Le nombre des établissements est stationnaire, sauf pour les automobiles et les industries qui s'y rattachent, telles que les fonderies d'aluminium; la journée est de 8 à 10 heures en cette saison, avec tendance régulière à atteindre la journée pleine de 10 heures. Les salaires sont en hausse permanente, par suite des hauts salaires pratiqués dans l'automobile. La reprise actuelle, bien qu'importante, n'arrive pas à rendre la situation bien brillante, sauf pour l'automobile; l'électricité, qui tend à se généraliser, nuit à la construction des machines à vapeur, des moteurs à gaz, etc. La *chaudronnerie* aurait également souffert beaucoup si une compensation ne lui était venue par suite du développement de l'industrie du gaz d'éclairage.

Dans la fabrique de *bijouterie-horlogerie*, l'activité a été à peu près égale à celle du 4^e trimestre 1904; pendant les mois d'octobre, novembre et décembre, les ateliers, en général, ont travaillé au complet, et certains ont même fait des heures supplémentaires. Dans la *carrosserie-charronnerie*, la situation a été également la même qu'au trimestre correspondant de 1904, sauf pour la carrosserie automobile dont les établissements existants se sont agrandis, et qui en compte un nouveau d'environ 40 à 50 ouvriers; la durée du travail est de 8 à 9 heures l'hiver et de 10 heures pendant les autres saisons; les salaires, variant de 5 fr. 50 à 7 francs, sont en progression constante, quoique légère.

Dans la *teinture et apprêts*, l'état général est plutôt bon, bien que, du fait de la concurrence, les prix soient peu rémunérateurs; les salaires sont en hausse et le travail constant et régulier, tant par rapport au trimestre correspondant de 1904 qu'au 3^e trimestre 1905.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. (3^e trimestre 1905). — Par suite du maintien du prix élevé des matières premières, qui a eu pour effet un relèvement des prix de vente, la situation de la *filature de coton* est toujours mauvaise, la marge étant insuffisante et l'entente qu'une partie des filateurs normands a réussi à conclure ne s'est pas encore étendue à un nombre de brochets suffisant pour améliorer notablement l'état de cette industrie. Dans les *tissages, rouenneries et mouchoirs*, la situation continue à s'aggraver de jour en jour, la hausse inattendue des cotons étant venue arrêter les affaires, et l'on a dû réduire la fabrication. Les mêmes causes ont engendré les mêmes effets dans l'industrie de l'indienne; l'alimentation des usines devient difficile, toutefois il n'y a pas eu jusqu'à présent de chômage.

Dans la *tannerie*, la hausse des cuirs bruts se traduit par de fortes pertes pour les fabricants; les affaires ont été nulles en juillet et août et les commandes qui ont marqué la reprise de septembre ont été faites à des prix trop peu rémunérateurs.

Dans les *produits chimiques* et les *ateliers de construction*, il n'y a pas eu de changement. D'après des syndicats patronaux de Rouen, la *menuiserie* a conservé son activité normale, malgré la fermeture de deux établissements et l'incendie d'un autre. Dans l'industrie *cidricole*, le travail a été très réduit cette année comparativement à l'année dernière, les matières premières ayant sextuplé de prix; l'écoulement est en outre rendu difficile non seulement par suite du prix élevé des cidres mais encore de la concurrence des boissons artificielles.

Dans la *sevrerie en bâtiment*, le travail est resté stationnaire, comparativement au quatrième trimestre 1904; il y a eu création d'un petit établissement de 3 ouvriers, et dans certains l'outillage a été perfectionné; la semaine est actuellement de 54 à 60 heures, suivant les ateliers, et il n'y a pas eu de chômage.

Dans l'*imprimerie*, il n'y a pas eu de changement; dans l'*ameublement* le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1904. La *teinture en cotons filés* se ressent naturellement de la crise cotonnière; toutefois il n'y a pas de chômage appréciable, et la main-d'œuvre serait plutôt insuffisante.

Au Havre, dans le *bâtiment*, il y a eu moins d'activité qu'au quatrième trimestre de l'année dernière; à Dieppe, dans la même industrie, il n'y a pas de changement sensible; en général, le personnel a été employé régulièrement pendant le quatrième trimestre, et l'on prévoit la même activité pour le premier trimestre 1906. A Saint-Saens, dans la *tannerie*, le travail a été un peu moins abondant que l'an dernier à pareille époque. A Fécamp, dans la *grande pêche*, l'activité a été à peu près semblable, toutefois le nombre des navires a été inférieur à celui de la précédente saison.

A Darnétal, d'après le Conseil de prud'hommes, la situation est restée la même qu'au troisième trimestre dans les *tissage et filature*; la journée est de 10 heures et les salaires vont de 2 francs à 3 fr. 50 par jour; mais le chômage persiste et atteint 2 jours par semaine. Dans la *teinturerie*, la situation est la même que dans le *tissage*, notamment au point de vue du chômage. L'industrie du *grattage des tissus de coton* et les *apprêts des mêmes tissus* continuent à occuper, en bonne activité, plusieurs centaines d'ouvriers; même remarque favorable pour l'*impression sur étoffes*. Pour ces trois dernières spécialités les salaires varient de 0 fr. 30 à 0 fr. 45 l'heure.

Dans les industries diverses, y compris la construction et le bâtiment, le chômage atteint jusqu'à 60 p. 100. Il en est de même dans les petits métiers, où les salaires ne dépassent pas 0 fr. 20 à 0 fr. 25 l'heure.

Deux-Sèvres. — A Niort, d'après le Conseil de prud'hommes, l'état général est normal pour la saison et le travail relativement actif dans les principales industries, telles que la *chemiserie, ganterie, vêtement et bâtiment*; et la proportion des ouvriers en chômage serait plutôt au-dessous de la moyenne.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS. (Premier semestre 1905). — Le faible rendement des lins bruts en lin peigné n'a fait qu'accroître les difficultés dans lesquelles se trouve la *filature de lin* en augmentant le prix de revient du lin peigné, et la situation reste précaire pour cette industrie, l'écoulement de ses produits n'étant pas suffisant par suite de la mévente de la toile et la préférence accordée aux toiles fil et coton. La plupart des tissages de toiles dites de ménage, aussi bien en ce qui concerne les toiles pur lin que les mélasses en fil et coton, ont dû non seulement arrêter un certain nombre de métiers,

mais encore chômer plusieurs jours par semaine. La situation du tissage mécanique de *velours de coton* n'a pas été favorable pendant le premier semestre par suite des continuelles oscillations dans les cours du coton, et il en a été de même pour les *velours teints*, et les *velours lisses*. Les *teintures*, d'autre part, ont eu à subir un chômage plus prononcé que pendant les années précédentes, et cette industrie a vu diminuer sa production.

Dans l'industrie *lainière*, la hausse sur les laines brutes a continué, se faisant surtout sentir sur les laines communes, et les laines peignées ont naturellement profité de cette situation. La filature a été plus facilement alimentée que les prévisions de la fin de l'année 1904 ne le laissaient supposer, mais les prix de façon, qui ont progressé dans le Nord de 3 à 4 p. 100, sont restés stationnaires dans la région de la Somme, où ils étaient déjà plus élevés. Les *filts fantaisie* ont été plus demandés, mais à des prix très discutés, en raison de la concurrence étrangère.

La grande chaleur de l'été 1903 avait laissé prévoir un beau début de saison, notamment pour les vêtements d'été; mais cet espoir ne s'est pas réalisé à cause de la baisse sur les cotons survenue en décembre dernier. Néanmoins, après le premier trimestre il y a eu une reprise sensible qui s'est accentuée de plus en plus, cette baisse ayant été non seulement enrayée, mais s'étant bientôt changée en une hausse sérieuse. Ce changement de cours et la température estivale ont donné une activité à la vente des confections, et les coupeurs comme les ouvrières ont été abondamment occupés. Par contre, la confection de draps n'a pas donné ce qu'on était en droit d'attendre, cependant les demandes de vêtements de coutil ont été bien suivies, et le complet d'enfant paraît prendre une place plus importante en draperie et en coutil, surtout dans ce dernier article. La veste de travail en croisé fort et en moleskine est très demandée, et écoule une quantité de tissus et emploie beaucoup d'ouvrières. Il en est de même de la confection de chemises, laquelle se développe de plus en plus; elle occupe les ouvrières dont la santé laisse à désirer, car les tissus pour chemises sont moins pénibles à travailler. En somme, la saison faible dans le début a été bonne dans la seconde moitié du semestre et il y a eu peu de chômage. L'activité de l'industrie de la *bonneterie de laine* du Santerre a été médiocre, toutefois les deux derniers mois ont apporté une certaine amélioration et les chômages ont été restreints. De même pour la *bonneterie de coton*, qui a eu un surcroît d'activité à l'époque des livraisons, et pour l'ensemble du semestre une marche relativement bonne; toutefois cette industrie est plutôt stationnaire.

Dans l'industrie de la *chaussure* la cherté de la matière première a obligé les fabricants à augmenter leurs prix, et la clientèle, réservée au début, a fini par donner des ordres d'hiver relativement importants; la demande de réassortissements a été très active et les commissions pour l'été prochain abondantes, en considération de la nouvelle hausse qui semblait devoir se produire avant peu.

Dans l'industrie métallurgique, la *fonderie* a reçu beaucoup d'ordres durant les premiers mois et travaillé à pleine marche; et son courant d'affaires était encore bon à la fin de juin.

Dans les forges, la fabrication a été fort active pour les *essieux*, et modérée pour le reste. L'industrie des *fers à cheval* est prospère et va encore en se développant; l'usine d'Amiens verra augmenter sa production grâce à des installations nouvelles. La *chaudronnerie en fer*, également, a été bien occupée; plusieurs maisons d'automobiles et quelques usines de la région ont fait d'importantes commandes de générateurs à vapeur. Même constatation favorable pour la *chaudronnerie en cuivre* et les *constructions mécaniques*. En résumé le premier semestre 1905 a été sensiblement meilleur que le dernier de 1904.

Dans l'industrie chimique, la fabrication des grands produits a été normale dans son ensemble, notamment pour les sodes et les cristaux, les acides sulfurique et chlorhydrique ont été pratiqués à des prix très réduits, que l'on n'avait pas encore vus jusqu'ici. Par contre, les chlorures se sont mieux tenus, et les blanchisseurs ont eu un peu plus de travail que l'an dernier. Pour les engrais et les superphosphates en particulier, les usines, malgré une marche intensive, ont eu leurs stocks épuisés au printemps par les demandes très actives de l'Agriculture. Malheureusement les prix sont à peine rémunérateurs pour de nombreuses fabriques.

En *teinture*, le semestre a été mauvais, et les chômages fréquents; une légère reprise constatée depuis peu laisse espérer une meilleure fin d'année. La *savonnerie* a travaillé d'une façon modérée, et cette industrie continue d'être peu avantagée du fait de la concurrence.

Dans le *bâtiment*, aucun chantier important ne s'est ouvert au cours du premier semestre 1905, et la reprise des travaux, à l'ouverture de la saison, a été à peine marquée. Toutefois

la construction d'un ensemble de petites maisons dites ouvrières ont permis d'occuper un certain nombre d'ouvriers et de réduire un peu le chômage.

A Friville-Escarbotin, d'après le Conseil de prud'hommes, le travail est en pleine activité dans la *fonderie de fer et cuivre*, et le nombre des chômeurs ne dépasse pas 2 p. 100. Par contre, dans la *serrurerie*, le personnel est difficilement occupé; on y compte 6 p. 100 de chômeurs, et un atelier à Ault, est actuellement fermé.

Yonne. — A Auxerre, d'après le Conseil de prud'hommes, l'activité du travail, en général, est très satisfaisante; sa durée est de dix heures, en moyenne, et il n'y a pas de chômage.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 janvier.)

Ain. — A Bourg, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*; nombreux chômeurs, 36 heures, chez les *tailleurs de pierre*, *maçons*, etc.; 50 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *plâtriers-peintres*. A Serrières-de-Briord, travail assez actif chez les *tullistes*. A Thoiry nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Gex, travail peu actif, 54 heures, chez les *diamantaires*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *garçons brasseurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *tisseuses*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de cartons*; travail actif chez les ouvrières de l'*habillement*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement, 40 heures, chez les *mouleurs*; 2/3 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 7 p. 100 de chômeurs, chez les *couvreurs-zingueurs*; pas de chômeurs chez les *voyageurs*, *employés* et *dessinateurs*; travail satisfaisant chez les employés du *commerce* et de l'*industrie*; travail actif chez les *chauffeurs-conducteurs*. A Château-Thierry, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Soissons, pas de changement chez les *typographes*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* d'Hirson; pas de changement, 60 heures, chez ceux de Guise. A Bohéries, travail peu actif, chez les ouvriers de l'*industrie du tissu*.

Allier. — A Moulins, nombreux chômeurs chez les *maçons*, 37 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres plâtriers*. A Montluçon, travail peu actif, 50 à 60 heures, chez les *mouleurs*. A Commentry, pas de changement, 72 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *métallurgistes*; 1/3 de chômeurs chez les *maçons*. Pas de changement chez les *mineurs* de Montvicq; travail moins actif chez ceux de Saint-Hilaire; pas de changement, 56 heures, chez ceux de Doyet. A Buxières-les-Mines, pas de changement chez les ouvriers *agricoles*. A Bourbon-l'Archambault, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *bûcherons*; 1/4 de chômeurs chez ceux d'Ygrande; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Plaisir; moitié de chômeurs chez ceux de Lurcy-Lévy; 17 p. 0/0 de chômeurs chez ceux des *Isles* et *Bardais*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Cerilly; 25 p. 0/0 de chômeurs chez ceux de Thionne.

A Gannat, 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Yorre, 10 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers *sourciers*. A Vichy, moitié de chômeurs environ chez les *limonadiers*; nombreux chômeurs, 45 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 60 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *terrassiers-mineurs*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vermicelliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes-sculpteurs*; 5 p. 100 de chômeurs,

55 heures, chez les *tabletiers* et *graveurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-serruriers*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*. A Cannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 37 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port; 28 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Antibes, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*. A Menton, 40 p. 100 de chômeurs chez les *débardeurs du port*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers de poterie*. A Contes, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*. A Beausoleil moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

Ardèche. — A Annonay, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*; travail actif, 3 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*.

A Vals, deux tiers de chômeurs chez les *terrasiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

Ardennes. — A Mézières, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Fumay, 1 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*. A Saint-Menges, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *tissus*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs de Floing*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Ily; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sedan. A Francheval, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. Pas de changement, 60 heures, chez les *ardoisiers* de Rimogne.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* des Mazures; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Château-Regnault; de même et 72 heures, chez ceux de Bourg-Fidèle. A Signy-l'Abbaye, travail peu actif chez les *bûcherons*; travail un peu plus actif, 55 heures, chez ceux de Braux; travail satisfaisant, 60 heures, chez ceux d'Haraucourt. A Raucourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferronniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs* de Revin.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*. A Sentein, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Aube. — A Troyes, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; travail peu actif, 30 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; 70 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *terrasiers*. A Remilly, travail actif, 50 heures, chez les *bûcherons*.

Aude. — A Narbonne, 60 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers *cultivateurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *jardiniers-maraîchers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; nombreux chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A la Nouvelle, 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; 50 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; nombreux chômeurs chez les *maçons* et les *peintres*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Carcassonne, 6 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif, 60 heures, chez les ouvrières de l'*habillement*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs* de Castelnaud-d'Aude; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montlaur; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs chez ceux de Trausse et Trèbes; 14 p. 100 de chômeurs chez ceux de Boutenac; travail actif chez ceux d'Homp; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Peyriac-de-Mer; travail assez actif chez ceux de Cazilhac; travail peu actif chez ceux d'Ornaïsons; 37 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bizanet; nombreux chômeurs chez ceux de Canet, de Gruissan, de Sigean, de Fraissé et de Lézignan; pas de chômeurs chez ceux de Moux; travail actif chez ceux de Badens, de Marseillette; 37 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Argeliers; 24 p. 100 de chômeurs chez ceux de Capendu; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Durban; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fabrezan; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Marcorignan;

20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzols; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Salles-d'Aude; 18 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Laurent; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Marcel; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Tourouzelles; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Armissan; pas de chômeurs chez ceux de Névian. A Courson, nombreux chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; de même chez les ouvriers du bâtiment.

Aveyron. — A Millau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs* en couleurs; travail actif chez les *teinturiers* en peaux; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *gan- tiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en meubles.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs* et *pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers* et *boyaudiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *crins*; 19 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *savonniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *voiliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 48 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tonneliers (barriqueurs)*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *serriers*.

28 p. 100 de chômeurs, 40 heures chez les *maçons* limousinant; pas de changement chez les *manœuvres* et *aides-maçons*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierres tendres*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 60 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *cimentiers* et *gâcheurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs* et *ter- rassiers*; nombreux chômeurs chez les *peintres-décorateurs*; pas de chômeurs chez les *cochers*; travail moins actif chez les *moëllonniers du port*; travail peu actif chez les *tailleurs céramistes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-camionneurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs automobilistes*; pas de changement chez les *employés de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 1 p. 100 de chômeurs dans l'enseignement *primaire laïque*.

A Aix, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *commis* et *em- ployés*. A Fontvieille, 13 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*. Pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs* de Gardanne; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Fu- veau; pas de chômeurs, 56 heures, chez ceux de Saint-Savournin; pas de chômeurs chez ceux de Valdonne; travail actif, 50 heures chez ceux de Trets.

A Arles, deux tiers de chômeurs chez les *inscrits maritimes*; pas de changement chez les *boulangers*.

A Berre, 20 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*; travail peu actif chez ceux de Mar- tiques. A la Ciotat, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Port-Saint-Louis-du-Rhône, 40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Cassis, nombreux chômeurs chez les *ouvriers du port*.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cotonniers*. A Allemagne, travail peu actif, 60 heures, chez les *carriers*. A Vire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *granitiers*. A Lisieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cou- vreurs-zingueurs*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chô- meurs, 65 heures, chez les *galochiers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâti- ment.

Charente. — A Angoulême, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, 11 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 37 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Ruffec, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cognac, 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *fabricants de caisses*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; nombreux chômeurs chez les ouvriers des *quais*. A Saint-Même, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 37 p. 100 de chômeurs, 45 à 55 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *musiciens*. A Châtelailлон, travail actif chez les *pêcheurs d'huîtres*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *toiles cirées*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *voitures*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers sur l'*essieu*; 18 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres*; travail peu actif chez les *maçons*; 28 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Vierzon, pas de chômeurs, 54 à 72 heures, chez les *métallurgistes*; travail actif chez les ouvriers en *métaux*.

Nombreux chômeurs, 54 heures, chez les *bûcherons* de Barlieu; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Charenton-du-Cher; pas de chômeurs chez ceux de Thaumiers; travail peu satisfaisant chez ceux de Grossouvre; nombreux chômeurs chez ceux de Menetou-Couture; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vallenay; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Baudel; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; pas de chômeurs chez ceux de Feux; pas de chômeurs chez ceux d'Arpheuilles, de Bannay, de Brécy, de Chambon, de Lévet, de Barantheaume et de Meillant; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sagonne; pas de chômeurs chez ceux d'Uzay-le-Venon; pas de chômeurs chez ceux d'Apremont; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Chapelle-Hugon; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Flavigny; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois. 6 p. 100 de chômeurs chez ceux de Forges-en-Septaine; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mornay-Perré; moitié de chômeurs chez ceux de Venesmes; 43 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bannay.

Moitié de chômeurs chez les ouvriers *agricoles* de Saint-Loup-des-Châumes; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Pierre-les-Étieux; moitié de chômeurs chez ceux de Nérondes.

A Saint-Amand, pas de changement chez les *sabotiers* et *galochiers*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*.

A Torteron, 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *journaliers*. A la Guérchière, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*. A Chalvoy-Milon, deux tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Mehun-sur-Yèvre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *porcelainiers*. A Jussy-le-Chaudrier, un quart de chômeurs, 54 heures, chez les *bûcherons*; travail actif, 54 heures, chez les *chaufourniers*; de même chez ceux de Beffes et Saint-Léger-le-Petit.

Corrèze. — A Tulle, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; chômage presque général chez les *peintres* et *plâtriers*.

A Bort, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *sabotiers*.

Corse. — A Ajaccio, moitié de chômeurs chez les *manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*. A Bastia, 16 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cafés* et *restaurants*.

Côte-d'Or. — A Dijon, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *laveuses* et *blanchisseuses*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 27 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *manœuvriers* et *hommes de pêne*; travail assez actif chez les *couvreurs*. A Beaune, 60 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. Pas de chômeurs

48 heures, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux. A Comblanchien, travail actif; 48 heures, chez les *carriers*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; nombreux chômeurs dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; pas de chômeurs, 45 à 50 heures chez les *courréurs*.

A Dinan, travail moins actif chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; travail actif, 60 heures, chez les *vanniers*.

Creuse. — A Guéret, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; deux tiers de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Aubussou, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tapisseries d'art*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *boulangers*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*. Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-appropriers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; travail actif chez les *tailleurs*; 10 p. 10 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs de boîtes*. A Valentigney, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur *bois*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail assez satisfaisant chez les ouvriers du *bâtiment*. A Badevel, travail peu actif, 60 heures, chez les *horlogers* et ouvriers sur *métal*.

A Bourg-de-Péage, morte-saison chez les *chapeliers*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *carriers*. A Saint-Vallier, 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *porcelainiers*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vermicelliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Vernon, 4 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*; travail actif chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, travail stationnaire dans l'*imprimerie*.

Finistère. — A Brest, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif chez les *garçons de magasins*; nombreux chômeurs chez les *coiffeurs*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

A Morlaix, pas de changement chez les ouvrières de l'*habillement*. A Landerneau, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guilvinec, chômage général chez les *ferblantiers-boitiers*; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux de Concarneau.

A Quimper, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *cuirs* et *peaux*; trois quarts de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 28 p. 100 de chômeurs chez ceux de Guilvinec. A Douarnenez, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; chômage général chez les *sardinières*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *soudeurs-boitiers*. A Audierne, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*, de même chez ceux de Concarneau, de Guilvinec et de Saint-Guénolé.

Gard. — A Nîmes, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs,

60 heures, chez les *typo-lithographes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs de commerce*.

A la Grand'Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Graissessac. A Anduze, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *trépointeurs*; pas de changement chez les *menuisiers en fauteuils*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mécaniciens*; 15 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *bijoutiers-horlogers*; 6 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs, 35 à 45 heures, chez les *terrassiers*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sténo-dactylographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers* et *hommes de peine*.

Gironde. — A Bordeaux, pas de changement chez les *marins du commerce*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries* et *glaciers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *abattoirs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; 75 p. 100 de chômeurs, chez les *tailleurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *manœuvres* et *lisseuses en teinture*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 11 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers travaillant le *bois mécaniquement*; nombreux chômeurs, 36 heures, chez les *scieurs de long*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers en navires*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers-décorateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; travail moins actif chez les *boitiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; 60 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *mineurs* et *terrassiers*; pas de changement chez les *paveurs* et *cimentiers*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons* et chez les *ravauteurs*; pas de changement chez les *peintres* en bâtiment; travail peu actif chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 38 heures, chez les *verriers*; travail satisfaisant chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; travail peu actif chez les *sacquiers en grains*; travail peu actif chez les *déménageurs-emballeurs*; trois quarts de chômeurs chez les *arrimeurs* et *manœuvres de bois du Nord*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés de l'épicerie*.

A Arcachon, pas de chômeurs chez les *chauffeurs* et *marins* inscrits.

A Libourne, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tonneliers*.

A Vayres, pas de chômeurs, travail actif, 60 à 72 heures, chez les *tonneliers*; de même et 60 heures chez ceux de Saint-Pardon et de Pauillac; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux d'Ambarès; de même et 84 heures chez ceux de Caudrot. A Podensac, 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Lormont, grève chez les *verriers*; 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez ceux de Bouscat.

Au Verdon, 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 40 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez ceux de Soulac-sur-Mer.

A Cénac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; travail peu actif chez ceux de Dagnac.

Hérault. — A Montpellier, travail actif, 54 heures, chez les *litho-typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *cordonniers*.

A Agde, 40 p. 100 de chômeurs chez les *marins* et *pêcheurs*; nombreux chômeurs, 30 heures, chez les ouvriers *agricoles* et *terrassiers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les

ouriers du port; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; nombreux chômeurs chez les *plâtriers*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Marseillan, deux tiers de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Pézenas, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Saint-Geniès-de-Mourgues, chômage général chez les *carriers*. A Marsillargues, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Béziers, plus de moitié de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs* et *terrassiers*; un tiers de chômeurs chez les *cuisiniers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bourreliers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *doreurs sur bois*; 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *chais*.

A Cette, travail peu actif chez les *menuisiers* et *ébénistes*; nombreux chômeurs chez les *plâtriers* et *maçons*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens brevetés* de la marine du commerce; 15 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Mèze, nombreux chômeurs, 36 heures, chez les ouvriers *agricoles*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; moitié de chômeurs chez les *portefaix*.

15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs* d'Aspiran; pas de chômeurs chez ceux de Nizas; pas de chômeurs chez ceux de Maraussan; un tiers de chômeurs chez ceux de Mauguis; 13 p. 100 de chômeurs chez ceux de Maureilhan; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Quarante; nombreux chômeurs chez ceux de Cazouls-lès-Béziers, 27 p. 100 de chômeurs chez ceux de Courmonterral; nombreux chômeurs chez ceux de Villeneuve-lès-Béziers; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Adissan; travail actif chez ceux d'Abcailhan et du Bousquet-d'Orb; 65 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nissan; 18 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nézignan-l'Évêque; 18 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pérois; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Lansargues; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Félix-de-Lodez; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Georges-d'Orgues; moitié de chômeurs chez ceux d'Aligent; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Capestang; nombreux chômeurs chez ceux de Lodève; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Marsillargues; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Olonzac; 12 p. 100 de chômeurs chez ceux de Beaufort; 23 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vendres. A Marseillan, nombreux de chômeurs chez les *bateliers*.

A Bédarieux, nombreux chômeurs chez les *charretiers*, *maçons*, *plâtriers*, etc.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *écrivains-graveurs-lithographes*; travail normal, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers des industries du *cuir*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Servan, 60 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Coësmes, travail peu actif chez les *ardoisiers*.

A Fougères, travail actif, 60 à 63 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *draps*; 25 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en chaussures*. A Châteaurenault, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

A Amboise, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

Isère. — A Grenoble, 30 p. 100 de chômeurs environ chez les *limonadiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et *manœuvres*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers-chaufourniers*. A Parmilieu, 30 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *carriers*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez ceux de Montalieu-Vercieu; deux tiers de chômeurs chez ceux de Porcieu-Amblagnieu.

A Bourgoin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Allevard, pas de chômeurs, 78 heures, chez les ouvriers en *soieries*.

A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*.

A Montalieu-Vercieu, travail peu actif, 40 heures, chez les ouvrières en *soie*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Brignoud, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

Jura. — A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Champagnole, pas de chômeurs chez les *fromagers*. A Salins, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *manœuvres*.

Landes. — A Mont-de-Marsau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Romorantin, un tiers de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *draps*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail assez actif chez les ouvriers du *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bâtisseurs*; travail peu actif, 60 heures, chez les *tisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les ouvriers de la *soie*; travail peu actif chez les *couturières*; 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *lingères*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; travail actif chez les *mécaniciens-électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *aigiseurs et polisseurs*; moitié de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabriques de rubans*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*.

A Roanne, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers *textiles*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *moteurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingeurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 14 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Montbrison, 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *maçons*.

Pas de chômeurs, 64 heures, chez les *métallurgistes* de Saint-Martin-la-Plaine. A la Gresle, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *tisseurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Cergne.

A Saint-Genest-Lerpt, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *rubanniers*. A Chazelles, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*.

Pas de chômeurs chez les *mineurs* de la Talaudière; de même chez ceux de Villais et de La Ricamarie. A Sail-sous-Couzan, travail peu actif, 44 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Saint-Didier-la-Scave, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *passementiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers de l'*habillement*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; un

tiers de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; travail peu actif chez les *musiciens*.

A Châteaubriant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs sur métaux*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens-navigateurs*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*. A Chantenay, 12 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

Loiret. — A Orléans, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *limonadiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 45 à 60 heures, chez les *menuisiers*; travail actif, 42 heures, chez les *maçons*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *terrasiers-puisatiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Gien et de Paucourt; nombreux chômeurs chez ceux d'Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs chez ceux de Thou et de Bucy-Saint-Liphard.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cultivateurs, terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du fer*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 29 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 36 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et colleurs de papier*.

A Lavardac, pas de chômeurs chez les *bouhonniers*.

A Villeneuve-sur-Lot, 19 p. 100 chez les *boulangers*; travail actif, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Casteljaldoux, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Marmande, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tonneliers*.

A Tonneins, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs et apprêteurs*; pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux de la Tessoualle, de Saint-Philbert et de la Séguinière.

Manche. — A Cherbourg, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 17 p. 0/0 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Granville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers-zingeurs*.

Marne. — A Reims, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie lainière*; moitié de chômeurs, 42 heures, chez les *trieurs de laine*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *teinturiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers scieurs de long*; 4 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 47 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; travail actif, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mécaniciens*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et chez les *tailleurs de pierre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; travail peu actif, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *caigistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *terrasiers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *bûcherons*.

A Épernay, travail assez actif, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; travail actif, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

A Fismes, 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *pelletterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*. A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 1 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les ouvriers du *vêtement*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*habillement*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*, pas de chômeurs chez les *garçons de magasin*; travail assez satisfaisant chez les *employés de commerce*. A Lunéville, 55 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les ouvriers en *jouets*.

A Bouxières-aux-Dames, pas de changement, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez ceux de Frouard-Pompey; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Ludres; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Neuves-Maisons; pas de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Bouxières-aux-Chênes; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Chavigny; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez ceux d'Homécourt; travail actif, 50 heures, chez ceux de Maxéville.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Cousances-aux-Forges, travail moins actif chez les *métallurgistes*. A Olizy, pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Lérouvillle, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*, *terrassiers* et *mineurs*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *zingueurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 43 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Lorient, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Rochefort-en-Terre, pas de changement chez les *carriers*.

A Auray, morte-saison, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*.

A Sauzon, chômage général chez les *ferblantiers-boitiers*. A Pontivy, travail actif, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A la Perrière, pas de chômeurs chez les *galochiers*. A Plouhinec, 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*.

Nièvre. — A Nevers, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *sabotiers-galochiers*. A Saint-Pierre-le-Moutier, chômage général chez les ouvriers du *bâtiment*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Cosne; nombreux chômeurs chez ceux de Cercy-la-Tour et de Decize; 16 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez ceux de la Charité; chômage général chez ceux de la Machine.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la Chapelle-Saint-André, d'Oudan, de Sardylles-Epiry, de Bitry et de Champlemy; travail plus actif chez ceux d'Entrains; nombreux chômeurs chez ceux de Ville-Langy; pas de chômeurs chez ceux d'Arquian, de Giry, de Menestreau, de Sanzay et de la Celle-sur-Nièvre; travail actif chez ceux de Sichamps; pas de chômeurs chez ceux de Cessy-les-Bois; pas de chômeurs chez ceux de Giez; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montaron; 90 p. 100 de chômeurs chez ceux de Trois-Vèvres; pas de chômeurs chez ceux de Châteauneuf et de Nolay; pas de chômeurs chez ceux de Menou, de Pazy, de Perroy, de Sainte-Colombe et de Saint-Sulpice; pas de changement chez ceux de Colméry; chômage général chez ceux de Saint-Aubin-les-Forges; nombreux chômeurs chez ceux de la Fermeté.

A Prémery, nombreux chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Moulins-Engilbert, chômage général chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail très actif chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A Guérigny, pas de changement, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*.

Nord. — A Lille, travail actif chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-papetiers*; travail actif, 59 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *selliers-malletiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; 12 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *dragueurs*; travail très actif chez les ouvriers en *métal*.

A Dunkerque, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tordeurs d'huiles*; travail actif chez les *voiliers*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs; 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; nombreux chômeurs chez les *plafonneurs*; moitié de chômeurs chez les ouvriers du *port*.

A Cambrai, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Douai, travail actif, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif, 48 heures, chez les *menuisiers*.

A Roubaix, pas de chômeurs, travail actif chez les *boulangers*; travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *brodeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *lisage*; nombreux chômeurs chez les *maçons*; 35 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *peintres*.

A Valenciennes, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

A Armentières, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; 2 p. 100 de chômeurs, 47 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

A Tourcoing, travail actif, 60 à 65 heures, chez les *ouvriers textiles*; 10 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *trieurs de laine*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Halluin, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du bois*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*, de Briastre; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles* d'Houplines; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Hazebrouck; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Halluin; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Souplet et de Seclin; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nieppe; travail actif chez ceux d'Avesnes; 6 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Gorgue.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Comines, pas de chômeurs chez les *ouvriers textiles*. A Caudry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*. A Villers-en-Cauchies, pas de chômeurs, travail assez actif, chez les *tisserands*.

A Gommegnies, 23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs*. A Cousolre, 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*. A Jeumont, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *marbriers*; grève partielle chez ceux de Bellignies.

A Walincourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers* et *orfèvres*.

A Ferrière-la-Grande, travail un peu plus actif, 66 heures, chez les *mouleurs*; travail actif chez les *mécaniciens*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez ceux de Sous-le-Bois. Travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes* d'Onnaing; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Hautmont; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 75 heures, chez ceux de Sous-le-Bois. A Fresnes, travail actif, 40 heures, chez les *verriers à bouteilles*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *verriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez ceux d'Escautpont. Au Cateau, trois quarts de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Rosendaël, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jardiniers*; 24 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*. A Gravelines, 23 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Maubeuge, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Jeumont, 1 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens*.

Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même chez ceux de Méru; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux de Senlis.

A Béthisy-Saint-Pierre, travail assez actif chez les *brossiers*.

A Creil, grève chez les ouvriers des industries du *bois*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *junelliers*.

A Hermes, travail actif, 63 heures, chez les *scieurs à la mécanique*; 22 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; travail assez actif chez les *employés*.

A Feuignières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*. A Mony, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A la Chapelle-Montligeon, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Tinchebray, travail moins actif, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de chômeurs, travail actif chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *ourdisseurs*; travail peu actif chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers en *métaux*; 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Boulogne-sur-Mer, 6 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les *marins* et *pêcheurs*; travail actif, 60 heures, chez les *cordonniers*, *tanneurs* et *corroyeurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *employés*. A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 37 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *terrasiers*.

A Thiers, 30 p. 100 de chômeurs chez les *monteurs en coutellerie*; 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Auzat-sur-Allier, travail actif chez les *mineurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez ceux de Brassac-les-Mines. A Saint-Rémy-sur-Durolle, travail actif, 66 heures, chez les *é mouleurs en coutellerie*. A Volvic, 5 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *carriers*. A Besse, chômage général chez les travailleurs de la *pierre* et du *bâtiment*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de chômeurs chez les *bouchers* et *tripiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*.

A Bayonne, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*. A Biarritz, 12 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*. A Bidache, 37 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Guéthary, 22 p. 100 de chômeurs chez les *gens de mer*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-scieurs*; travail actif, 50 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bagnères-de-Bigorre, travail peu actif, 48 heures, chez les *marbriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *marbriers-polisseurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de changement chez les *pâtisseries-confiseurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; deux tiers de chômeurs chez les *serruriers-mécaniciens*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux ferrants*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Coustouges, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *espadrilliers* et *trépointeurs*.

16 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles* de Canet; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Alénuya; nombreux chômeurs chez ceux d'Estagel; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-de-la-Baho; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Laurent-de-la-Salanque; 11 p. 100 de chômeurs chez ceux du Soler; moitié de chômeurs chez ceux de Montner et de Vingrau; 13 p. 100 de chômeurs chez ceux de Théza; 34 p. 100 de chômeurs chez ceux de Salses; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Toulouges; pas de chômeurs chez ceux de Vingrau; chômage général chez ceux de Latour-de-France.

Belfort (Territoire de). — A Belfort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes, lithographes et relieurs*, de même chez les *ouvriers textiles*.

Rhône. — A Lyon, nombreux chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *minicistes-peinteurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-régleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *doreurs et relieurs*; pas de changement chez les *ouvrières de l'aiguille*; légère reprise chez les *tullistes à la chaîne*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; travail actif, 54 heures, chez les *céramistes*; travail actif chez les *tailliers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; pas de changement chez les *employés de la soierie*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; pas de changement chez les *comptables*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Thizy, travail peu actif, 50 heures, chez les *tisseurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Bourg-de-Thizy. A Grigny, travail moins actif, chez les *chapelières*. A Villefranche, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Amplepuis, nombreux chômeurs. 40 heures, chez les *maçons*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, 20 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*. A Gouhenans, pas de changement chez les *verriers*.

Saône-et-Loire. — A Chalon, travail satisfaisant, 42 heures, chez les *plâtriers-peintres*; A Mâcon, 25 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Coublanc, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*. Au Creusot, travail très actif, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Montchanin, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*. A Montceau-les-Mines, environ 4 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mineurs*.

A Saint-Gengoux, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *piqueurs de grès*; travail normal chez ceux de Saint-Émiland.

Sarthe. — Au Mans, travail peu actif chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* (Union); pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; travail actif, 54 heures, chez les *menuisiers*; travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers des constructions mécaniques*; à Sablé, grève chez les *marbriers*; travail actif, 45 à 50 heures, chez les *couvreurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 et 72 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; travail assez actif, 54 heures, chez les *menuisiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*. A Aix-les-Bains, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Moutiers; pas de changement chez ceux de Chamonix.

A Saint-Michel, 2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de l'alimentation*; 2 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, 12 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers des plâtrières*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; à Thonon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Cluses, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

Seine. — A Paris, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *horticulteurs*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *jardiniers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 13 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; 40 p. 100 de chômeurs environ chez les *pâtisseries-cuisiniers*; 18 p. 100 de chômeurs environ chez les *cuisiniers*; travail actif, 60 à 66 heures, chez les *biscuitiers en pain d'épices*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; travail plus actif chez les *employés de l'alimentation*; pas de chômeurs chez les employés du commerce et de l'industrie de la *glace*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de changement chez les *sommeliers*.

Chez les *typographes*, 1 p. 100 de chômeurs environ, travail actif, 60 heures; 2 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *lithographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs-écrivains lithographes*; travail actif, 60 heures, chez les *graveurs d'écritures françaises*; 6 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les *graveurs de la photogravure*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*; travail actif, 54 heures, chez les *fondeurs typographes*.

4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *passementiers à la main*; moitié de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *couturières*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières en *chapeaux de soie et feutre*; travail actif chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; 24 p. 100 de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *casquettiers*; morte-saison, 44 à 50 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; un tiers de chômeurs chez les *confectionneuses-couturières*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers apprêteurs*.

Moitié de chômeurs environ, 48 à 56 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs et 54 heures, chez les *menuisiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charrons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *spécialistes en tables de nuit*; 2 p. 100 de chômeurs, 67 heures, chez les *mosaïstes marqueteurs*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *bouchonniers*; travail actif, 66 heures, chez les *layetiers emballeurs*.

7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *contremaitres métallurgistes*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serriers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs en fer*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *polisseurs sur métaux*; 16 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tôliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *comptoirs d'étain*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *potiers d'étain*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs en tubes de cuivre*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-robotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; travail actif chez les *nacriers en jumelles*.

4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers-couvreurs*; chômage général chez les *plombiers « colonnards »*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *chefs bardeurs*; 15 p. 100 de chômeurs environ chez les *peintres*; 37 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *stucateurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *funistes en bâtiment*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre-ravaleurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-modelleurs*; 27 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *verriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *biseautiers, argenteurs, polisseurs de glaces*, pas de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *façonners graveurs sur cristaux*.

Pas de changement chez les *employés de commerce et d'industrie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs automobilistes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *cochers de grande remise*; de même chez les *cochers (coopératives)*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *employés du commerce et des industries du livre*; travail plus actif chez les *dames sténographes*; pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la Bourse du commerce*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; pas de changement chez les *placiers en fleurs et plumes*; 4 p. 100 de

chômeurs chez les *musiciens*; pas de changement chez les *artistes lyriques*, 3 p. 100 de chômeurs chez les *artistes dramatiques*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; pas de chômeurs chez les *instituteurs libres*, pas de chômeurs chez les *professeurs de l'enseignement libre*; pas de chômeurs chez les membres et employés de l'enseignement privé; travail actif chez les *coiffeurs*.

A Levallois-Perret, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons et frappeurs en voitures*; 14 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*. A Alfortville, travail actif, 60 à 72 heures, chez les ouvriers en *pompes*. A Villemonble, pas de chômeurs chez les *jardiniers*. A Clichy, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des industries du papier. A Vanves, pas de chômeurs chez les *blanchisseurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bagneux. A Clamart, un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Asnières, 20 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres*. A Maisons-Alfort, 24 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *distillateurs*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, travail peu actif chez les *corroyeurs et tanneurs*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-chocolatiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers*; travail peu actif, 36 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *constructeurs mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs en fer*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaudronniers*; nombreux chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *dessinateurs*; 32 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *mariniers* de la Basse-Seine.

Au Havre, 5 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif, 36 heures, chez les *cordonniers*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs pour fonderies*; travail peu actif chez les *cochers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *aides pharmaciens*.

A Saint-Nicolas-d'Aliermont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Elbeuf, travail peu actif chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*. A Deville-lès-Rouen, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Arques, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *menuisiers à la mécanique*.

A Lillebonne, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cotonniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Malaunay; pas de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Bolbec; 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers *textiles* de La Houltme. Au Tréport, pas de changement chez les *verriers*; pas de chômeurs chez ceux de Courval, de Nesle-Normandeuse, d'Eu et d'Aumale; chômage général chez ceux d'Incheville. A Mau-lévrier, 4 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; 50 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez ceux de Sahures.

Seine-et-Marne. — A Meaux, travail peu actif chez les *boulangers*; travail actif chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*. A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Nanteuil-lès-Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

A Fontainebleau, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*. A Montereau, travail actif, 50 à 60 heures, chez les *faïenciers*. Au Moulin-Foulon, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 30 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaureurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *scieurs-découpeurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 49 heures, chez les *maçons tailleurs scieurs de pierre*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs-scieurs de pierre-marbriers*; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Étampes, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs

chez les *menuisiers-ébénistes*; travail actif, pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Orsay, travail actif, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Chevreuse, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*; travail actif, 60 à 65 heures, chez ceux de Méry-sur-Oise.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même chez ceux de Meulan. A Chaville, pas de chômeurs chez les *blanchisseurs*. A Argenteuil, travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Corbeil, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Germain, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 22 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Persan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*. A Meudon, 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Melle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Parthenay, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers* et *mécaniciens*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif chez les *employés de commerce*. A Thouars, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

Somme. — A Amieas, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; moitié de chômeurs, 36 heures, chez les *peintres*; 25 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*. A Moreuil, travail actif, 60 heures, chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez ceux de Villers-Bretonneux; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Méharicourt. A Abbeville, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 70 heures, chez les *commis aux écritures*.

A Albert, travail actif, pas de chômeurs, chez les *mouleurs*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*, nombreux chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*; un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Lavaur, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*; 18 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez ceux de Rabastens; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Briatexte.

A Carmaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *habillement*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; travail moins actif chez les ouvriers du *bâtiment* et chez les *employés de commerce*.

A Dougne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Castres, pas de changement chez les *tourneurs sur bois*; travail assez actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, *plâtriers*. A Graulhet, moitié de chômeurs, 25 heures, chez les *moutonniers*; moitié de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de changement, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Mazamet, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; 25 p. 100 de chômeurs, travail un peu plus actif, chez les *moutonniers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *délaineurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de *filature*; un tiers de chômeurs, 30 heures, chez les *charpentiers*; 50 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et *cimentiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-camionneurs*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; travail peu actif chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *menuisiers-ébénistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures,

chez les *zingueurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; un tiers de chômeurs chez les *plâtriers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Castelsarrasin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Toulon, travail peu actif, 48 à 54 heures, chez les *travailleurs de terre*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *charpentiers*; travail peu actif, 48 heures, chez les *carrossiers*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; 32 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail peu actif chez les *chargeurs et déchargeurs* de navires. A Hyères, travail peu actif chez les *cochers*. A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*. A la Seyne, travail moins actif chez les *pêcheurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *perceurs-riveurs*; travail peu actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Saint-Raphaël, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A La Garde, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Vaucluse. — A Avignon, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 7 p. 100 de chômeurs, 46 heures, chez les *tonneliers*; travail peu satisfaisant chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*. A Caderousse, travail actif, 48 heures, chez les *balaitiers*. A Villeneuve-d'Avignon, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Apt, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs chez les *charpentiers et menuisiers*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 23 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *vitriers-peintres*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. Aux Sables-d'Olonne, pas de changement chez les *marins-pêcheurs*; travail peu actif chez les *ouvriers boîtiers*. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Aux Epesses, travail actif, 60 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs, travail actif, chez ceux d'Evrunes, de Mortagne-sur-Sèvre et de Saint-Laurent-sur-Sèvre. A Mervent, pas de chômeurs chez les *ouvriers forestiers*.

Vienna. — A Poitiers, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 36 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cimentiers*.

A Châtelleraut, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

Vienna (Haute-). — A Limoges, un quart de chômeurs chez les *boulangers*; 9 p. 100 chômeurs, travail actif chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *typographes*; travail peu actif chez les *batteurs et marcheurs de pâte*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; 27 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-plafonneurs*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *peintres-céramistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de changement chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Saint-Junien, moitié de chômeurs chez les *gantiers*. A Bussière-Galant, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *feuilleardiens*.

Vosges. — A Épinal, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Saint-Dié, 2 p. 100 de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers textiles*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles* de Saint-Maurice-sur-Moselle, de Val-d'Ajol, de Saulcelay, de Moyennoutier, de Maxonchamp, du Thillot et de

Bussang; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Plainfaing; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Ajols; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Gérardmer; pas de chômeurs, 70 heures, chez ceux de Golbey; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Laurent; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez ceux de Saulxures; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Granges.

A Raon-l'Étape, grève chez les *carriers*. A Étival, pas de chômeurs, travail actif chez les *papetiers*. A Laneuveville-les-Raon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *bois*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers sur *bois*. A Sens, 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Pas de chômeurs chez les *forestiers* de Sommechaie, de Domats, de Perreux, des Ormes, de Saint-Privé et de Septfonds; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Fontenailles-sous-Andryes. A Saint-Fargeau, pas de changement chez les *forestiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Sauveur; pas de chômeurs chez ceux de Lavau et de Mézilles; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Moutiers; travail satisfaisant chez ceux de Brosses. A Treigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Algérie. — A Alger, travail actif, 9 p. 100 de chômeurs, chez les *mécaniciens brevetés* de la marine; pas de chômeurs, 66 heures, chez les employés en *quincaillerie*. A Bône, pas de chômeurs chez les *élèves et aides en pharmacie*.

A Constantine, morte-saison chez les *tailleurs*; 55 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; travail assez satisfaisant chez les *employés de commerce*.

A Oran, nombreux chômeurs chez les *chargeurs et arrimeurs du port*.

Adjudications importantes en janvier, février et mars 1905.

ROUTES ET CHEMINS.

8 janvier. — ALGÉRIE. — Philippeville; trav. s. routes et chemins..	375,000 ^f
Philippeville; entr. ch. de grande com-	
mun.	140,000
9 janvier. — LOIRE. — Roanne; entr. chem. de grande commun.	
p. 6 a.	174,000
19 — CHARENTE-INFÉRIEURE. — Entr. des routes nation. p.	
5 a.	623,730
20 janvier. — SEINE-ET-OISE. — Rambouillet; entr. chem. vici-	
naux.	Mont. ann.
22 janvier. — ALGÉRIE. — Bougie; entr. chem. vicin.	301,700
24 — CRARENTE-INFÉRIEURE. — Entr. des routes nation. p.	
5 a.	271,000
26 janvier. — CALVADOS. — Entr. des routes nation. p. 5 a.	355,155
31 — SEINE-ET-OISE. — Pontoise; trav. s. chem. vicin.	941,375
3 février. — NORD. — Dunkerque; entr. chem. vicin. Mont. ann.	158,644
8 — ALGÉRIE. — Bône; trav. de pavage.	65,915
10 — LOT-ET-GARONNE. — Nérac; entr. des chem. vicin. p.	500,000
3 a.	
15 février. — CREUSE. — Entr. des chem. vicin. p. 6 a.	123,840
17 — SEINE. — Trav. de viabilité dans le Champ-de-Mars..	241,638
20 — Vincennes; pav. et bitum. des trottoirs p.	
5 a.	547,808
22 février. — PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Ent. des routes nation. p.	
5 a.	120,000
23 et 24 février. — GERS. — Entr. des rout. départ. p. 5 a.	1,040,000
	252,744

2 et 3 mars. — MAYENNE. — Entr. des chem. d'int. comm. p. 5 a.	421,650
10 mars. — MAYENNE. — Entr. des routes nation. et départem. p. 5 a.	626,725

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

2-janvier. — INSTRUCTION PUBLIQUE. — Paris; entr. des bâtim. civils p. 3 a.	725,000
25 janvier. — GUERRE. — Hussein-Dey; constr. d'une caserne du génie.	1,350,100
27 janvier. — FINISTÈRE. — Reconstr. des travaux de la préfet.	623,809
5 février. — GUERRE. — Toul; renforçem. du fort de Domgermain.	700,000
10 février. — GUERRE. — Toul; renforçem. du fort d'Écrouves.	575,000
17 ——— MONT-DE-PIÉTÉ. — Reconstr. d'un bâtim., rue Servan.	536,442
18 février. — PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Pézilla-la-Rivière; constr. d'un gr. scol.	120,000
19 février. — HÉRAULT. — Montpellier; trav. des nouveaux casernements.	231,800
19 février. — SARTHE. — Mamers; agrand. de l'hospice.	121,800
20 ——— DOUBS. — Trav. commun.	129,502
24 ——— SEINE. — Courbevoie; constr. d'un gr. scolaire.	188,605
——— FINISTÈRE. — Reconstr. des bureaux de la préfet. (terrasse, maçonn.)	244,000
28 février. — GUERRE. — Chambéry; entr. des bât. milit. Mont. ann.	62,200
1 ^{er} mars. — GUERRE. — Toul; entr. des bâtim. milit. p. 6 a.	191,000
8 mars. — SEINE. — Entr. des édif. départ. p. 3 a.	722,920

CANALISATION ET ÉGOUTS.

17 janvier. — BOUCHES-DU-RHÔNE. — Trav. d'alimentation d'eau.	141,000
10 février. — SEINE. — Déviation d'égouts.	414,205
1 ^{er} mars. — AUBE. — Sainte-Savine; distr. d'eau.	124,180

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

20 janvier. — PAS-DE-CALAIS. — Calais; trav. d'amélioration.	440,000
21 ——— NORD. — Dunkerque; entr. du port p. 5 a.	595,000
25 ——— SEINE. — Trav. de dragages et transports par eau. Mont. ann.	160,000
27 ——— LOIRE-INFÉRIEURE. — Saint-Nazaire; pavages et empierr.	125,000
31 janvier. — SEINE-INFÉRIEURE. — Havre; constr. d'une écluse.	5,700,000
10 février. — ÉTRANGER. — Monaco; constr. d'un tunnel.	190,000
28 ——— ALGÉRIE. — Alger; achèv. du canal de Chélif.	174,000

CHEMINS DE FER.

8 janvier. — CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — Paris; constr. des bâtim. et stations.	597,671
13 janvier. — MEURTHE-ET-MOSELLE. — Lig. Thiaucourt-Toul; infrast.	830,000
20 janvier. — FINISTÈRE. — Constr. de la lig. de Pont-l'Abbé à Saint-Guénolt.	250,000
1 ^{er} février. — CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — Paris; constr. d'un hall à voyageurs.	217,266
1 ^{er} février. — PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Chem. de fer électriq. de Villofranche à Bourg-Madame; constr. du 4 ^e lot.	500,000
19 février. — ARDENNES. — Ligne de Wassigny à Signy-l'Abbaye; bâtim. et halles.	125,000

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Janv. 1905.	Déc. 1905.	Janv. 1906.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	43 ^f 875	23 ^f 75	24 ^f 00
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	47 875	38 625	39 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	45 00	55 50	60 625
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	38 625	44 25	48 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	60 00	66 00	66 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	45 00	74 62	71 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ...	157 00	#	205 00
Soies grèges Cévennes, 1 ^{re} ordre, le kilogr.....	40 00	49 00	49 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	181 00	222 50	218 00
Étain Banka, idem.....	352 00	436 50	442 00
Plomb, idem.....	38 00	50 00	48 50
Zinc, bonnes marques, idem.....	61 87	72 81	68 75
Blé à Paris, idem.....	23 60	23 37	23 87
Blé à Nantes, idem.....	23 55	23 00	23 20
Blé à Dijon, idem.....	22 50	23 25	23 00
Viande bœuf moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 40	1 34	1 29
Viande veau, idem.....	1 94	1 96	1 96
— mouton, idem.....	1 92	1 92	1 93
— porc, idem.....	1 26	1 39	1 48

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant l'année 1905.

IMPORTATIONS.	1905.	1904.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1905.	en 1905.
Objets d'alimentation.....	800,335	817,218	#	16,883
Matières nécessaires à l'industrie.....	3,026,224	2,853,035	173,189	#
Objets fabriqués.....	847,304	832,060	15,244	#
TOTAUX.....	4,673,863	4,502,313	188,433	16 883
AUGMENTATION en 1905.....			171,550	
EXPORTATIONS.	1905.	1904.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1905.	en 1905.
Objets d'alimentation.....	778,262	693,261	85,001	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,261,483	1,220,872	40,611	#
Objets fabriqués.....	2,379,090	2,220,212	158,878	#
Colis postaux.....	342,889	310,611	26,278	#
TOTAUX.....	4,761,724	4,450,956	310,768	#

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 127,928,400 francs du 1^{er} janvier au 23 février 1906 contre 121,236,600 francs pendant la période correspondante de 1905, soit une augmentation de 5.51 p. 100.

Faillites. — 129 faillites et 10 liquidations judiciaires en janvier 1906 (contre 120 et 8 en janvier 1905) [117 et 9 en décembre 1905].

Autorisations de bâtir à Paris. — 123 demandes en janvier 1906, dont 101 pour des constructions neuves, contre 112 et 99 en janvier 1905 (115 et 89 en décembre 1905).

PLACEMENT GRATUIT.

SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL
(4^e TRIMESTRE 1905.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.			NOVEMBRE.			DÉCEMBRE.		
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS à demeure en extra.	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS à demeure en extra.	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS à demeure en extra.
PÊCHE, AGRICULTURE, FORÊTS, MINES ET CARRIÈRES.										
Roquefort-des-Corbères...	Ouvriers cultivateurs....	"	"	"	"	"	"	20	0	"
Saint-Plaisir...	Bûcherons fondeurs....	42	4	"	"	"	"	"	"	"
Touronzelle...	Ouvriers cultivateurs....	"	"	"	"	2	"	16	"	"
Badens...	Agriculteurs.....	"	"	"	"	"	"	5	0	"
Cuxac-d'Aude...	Id.....	30	35	30	40	0	"	80	0	30
Roubia...	Travailleurs agricoles....	2	2	"	30	30	"	"	"	"
Marcorignan...	Ouvriers agricoles.....	"	"	"	"	"	"	12	0	"
La Palme...	Cultivateurs.....	"	"	"	10	0	"	20	0	"
Rieux - Minervois...	Ouvriers agricoles.....	"	"	"	"	"	"	90	6	6
Sallèles-d'Aude	Id.....	"	"	"	40	6	2	"	"	"
Ouveilhian...	Id.....	"	"	"	"	"	"	10	0	"
Canet...	Agriculteurs.....	"	"	"	"	"	"	30	0	"
Peyriac - Minervois...	Cultivateurs.....	"	"	"	"	"	"	46	0	"
Trets...	Mineurs.....	9	0	"	"	"	"	"	"	"
Marseille...	Mar., pêch., chauff., etc.	"	"	"	"	"	"	37	11	10
St-Savournin...	Journaliers et mineurs....	"	"	2	"	2	"	1	"	1
Méry-ès-Bois...	Bûcherons.....	25	10	15	25	15	"	25	19	6
Sagonne...	Id.....	20	18	"	"	"	"	25	0	"
Bordeaux...	Jardiniers.....	"	"	"	13	4	"	"	"	"
Vias...	Ouvr. agric. et terras....	"	"	"	"	"	"	60	0	"
Cournonterral...	Travailleurs de terre....	"	"	"	28	0	"	15	0	"
Nissan...	Ouvriers agricoles.....	"	"	"	"	"	"	50	0	"
Bédarieux...	Carriers, mineurs, etc....	"	"	"	10	"	"	10	0	"
Id.....	Cultivateurs terrassiers....	"	"	"	"	"	"	15	0	"
Aspiran...	Travailleurs de terre....	"	"	"	"	"	"	3	5	"
Romorantin...	Bûcherons.....	55	25	30	15	50	15	20	40	20
Cahors...	Cultivat., terras., etc....	"	"	"	"	"	"	4	"	5
Angers...	Jardiniers (mixte).....	25	7	4	2	90	10	4	2	50
Maxéville...	Mineurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	14
Bidache...	Carriers et tail. de pierre.	20	0	"	"	"	"	"	"	"
Estagnel...	Travailleurs de terre....	"	"	"	208	0	"	320	0	"
Pézilla-de-la-Rivière...	Id.....	0	50	"	55	0	"	"	"	"
Villeneuve-de-la-Baho...	Travailleurs agricoles....	8	"	6	2	5	0	4	0	"
Rivesaltes...	Travailleurs de terre....	"	"	"	250	"	"	"	"	"
Salces...	Id.....	"	"	"	92	0	"	19	0	"
Théza...	Travail. agric. et vitic....	"	"	"	"	"	"	2	5	0
Montceau - les-Mines...	Mineurs.....	"	"	"	"	"	"	46	"	18
Paris...	Horticulteurs, jardiniers, cultivateurs.....	173	146	132	14	87	27	27	136	69
Id.....	Jardiniers.....	48	57	57	45	54	45	25	30	25
Le Havre...	Pêch. et marins du com ^{ce} .	"	"	11	"	25	"	"	32	0
TOTAUX.....		15 synd.)	252	78	(19 synd.)	174	16	(32 synd.)	213	91

INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.

Bourg.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	6	1	1	"
Marseille...	Confiseurs et pâtisseries..	"	"	"	"	"	150	130	85	30
Caen.....	Boulangers indépendants..	"	"	"	"	20	24	70	20	12
Cognac...	Boulangers.....	"	"	"	8	0	"	1	8	3
La Rochelle...	Id.....	13	12	12	23	3	0	12	6	14
Carcassonne...	Cuisiniers.....	"	1	"	12	1	1	3	1	1
Marseille...	Cuisiniers navigateurs....	"	"	"	10	6	6	15	10	5

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	ou extra.			à demeure	ou extra.			à demeure	ou extra.
INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION. (Suite.)													
Marseille.....	Confiseurs et pâtisseries.....	40	10	4	6	58	14	6	8	"	"	"	"
Id.....	Limonadiers-restaurateurs	"	1,394	145	1,749	"	1,156	76	1,080	"	1,035	45	990
Id.....	Cuisiniers (terre et mer).....	100	35	20	45	62	25	8	14	60	8	0	11
Id.....	Garçons boucl. et charcut.	38	71	27	25	58	84	49	23	45	36	14	18
Id.....	Liquoristes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	137	74	12	62
Aix.....	Cuisiniers.....	10	8	8	2	8	5	5	2	5	4	4	1
Bourges.....	Boulangers.....	"	"	"	"	23	18	16	2	30	21	21	"
Ajaccio.....	Garç. de café et restaur.	"	"	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"
Périgueux.....	Id. (l'Union).....	2	8	2	"	3	2	2	"	"	"	"	"
Nîmes.....	Boulangers.....	"	"	"	"	17	9	7	14	23	14	14	12
Bordeaux.....	Pâtisseries-glacières.....	40	29	38	163	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons limonad. restaur.	"	"	20	109	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	76	51	19	115	61	34	13	71
Libourne.....	Boulangers (Union).....	"	4	4	4	"	4	3	29	8	4	2	28
Béziers.....	Cuisiniers.....	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Pâtisseries-confiseurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	2	2	"
Agen.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	3	"	"	"	6	3	1	4
Grenoble.....	Empl. limonad. restaur. et d'hôtels.....	"	"	"	"	60	40	5	35	42	26	16	35
Romorantin... ..	Boulangers.....	4	3	3	"	2	0	"	1	1	0	"	"
Nancy.....	Cuisiniers et pâtisseries.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	0	"	"
Nantes.....	Boulangers.....	15	8	"	23	"	"	"	"	"	"	"	"
Orléans.....	Garçons limonadiers, res- taurateurs d'hôtels.....	"	"	"	"	15	6	5	"	"	"	"	"
Tonneins.....	Boulangers.....	"	"	"	1	0	4	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Cuisiniers.....	"	"	"	4	3	1	4	"	"	"	"	"
Id.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	0	"	3
Nevers.....	Id.....	"	"	"	"	10	2	5	"	"	"	"	"
Lille.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	24	152
Id.....	Garç. limonad. restaur.	23	0	"	"	"	"	"	"	11	0	1	"
Roubaix.....	Boulangers.....	12	2	2	4	8	3	2	4	8	2	2	6
Clermont - Fer- rand.....	Cuisiniers.....	"	10	4	25	"	"	"	"	24	12	"	12
Id.....	Garç. limonad. restaurat.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	15	5	10
Biarritz.....	Cuisiniers-pâtisseries.....	"	"	"	"	15	3	3	6	"	"	"	"
Perpignan.....	Garç. limon. d'hôt., etc.	12	3	3	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Pâtisseries-confiseurs.....	"	"	"	4	1	2	2	"	"	"	"	"
Lyon.....	Cuisiniers.....	"	"	2	51	"	"	"	"	6	3	2	9
Id.....	Bouchers.....	38	55	23	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Confiseurs, pâtisseries.....	"	"	"	24	18	8	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons bouchers.....	"	"	"	"	"	"	92	25	"	92	92	25
Paris.....	Pâtisseries-cuisin. (Union centrale).....	"	"	"	"	"	"	"	"	240	170	93	847
Id.....	Travail. de la boulangerie et porteurs de pain.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	18
Id.....	Employés d'hôtels des deux sexes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Boulangers (l'Abeille).....	150	125	"	96	89	14	75	130	100	80	20	"
Id.....	Boulangers (mixte).....	90	74	11	63	73	55	15	40	"	"	"	"
Id.....	Boulang. (Les compagn.)	102	94	55	39	113	98	78	20	"	"	"	"
Id.....	Confiseurs.....	18	6	"	"	"	"	"	"	5	2	2	"
Id.....	Pâtisseries de la Seine.....	"	"	"	187	18	18	830	189	1,011	21	830	"
Id.....	Association ouv. de la pâ- tisserie françai e.....	35	40	"	50	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers (rue Mandar.)	"	"	114	727	"	"	72	294	"	"	35	295
Id.....	Cuisiniers de Paris.....	150	740	45	695	175	204	25	179	"	"	"	"
Id.....	Garçons de cuisine.....	"	"	65	680	"	"	77	439	"	"	32	358
Id.....	Garçons limonadiers res- taurateurs (l'Aurore).....	400	500	120	154	500	40	10	30	300	20	5	15
Id.....	Sommeliers et garçons marchands de vins.....	"	290	192	253	"	482	151	196	"	103	83	176
Id.....	Employés et assimilés de l'alimentation (mixte).....	"	"	223	1,396	"	940	178	771	"	"	"	"
Id.....	Employés des brasseries de la Seine.....	"	"	"	"	3	"	3	"	"	"	"	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure	en extra.			demeure	en extra.			demeure	en extra.
INDUSTRIES DU LIVRE. (Suite.)													
Belfort.....	Typographes, lithographes et relieurs.....	"	"	"	"	2	2	1	1	"	"	"	"
Lyon.....	Imprimeurs et conducteurs typographes.....	2	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Minervistes, pointeurs et margeurs typographes.	5	2	1	1	4	0	"	"	20	4	2	1
Id.....	Relieurs et doreurs.....	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Typographes (rue de Savoie).....	154	30	"	"	250	150	"	"	280	160	"	"
Id.....	Typographes (rue des Petits-Carreaux).....	33	22	26	"	30	40	34	"	47	52	47	"
Id.....	Typ. indépendants.....	22	14	11	3	41	34	34	"	29	31	29	"
Id.....	Fondeurs typographes...	2	1	"	1	2	2	1	1	1	"	"	"
Id.....	Conducteurs typographes (Gutenberg).....	"	"	"	"	30	27	12	15	"	"	"	"
Id.....	Correcteurs.....	"	"	"	"	"	4	2	2	"	"	"	"
Id.....	Union lithographique...	38	31	20	11	19	16	12	4	21	14	10	4
Id.....	Lithographes indépend.....	62	56	56	"	83	79	79	"	99	95	95	"
Id.....	Imprimeurs lithographes.	90	50	20	30	87	70	8	62	75	60	20	47
Id.....	Graineurs lithographes.	7	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Dessinateurs, écrivains et graveurs-lithographes.	"	9	1	8	"	16	5	11	20	17	5	12
Id.....	Dessinateurs-chromistes..	"	"	"	"	5	2	"	"	6	4	"	"
Rouen.....	Lithographes, papetiers, écrivains, relieurs....	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Havre.....	Typographes.....	"	"	"	"	3	2	"	2	3	"	"	3
Meaux.....	Id.....	1	0	"	"	1	1	1	"	1	1	1	"
Versailles.....	Id.....	10	0	"	"	5	5	"	5	10	10	"	10
Melan.....	Ouv. de l'ind. du livre.	"	"	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"
Thouars.....	Ouv. de l'imprimerie....	"	"	"	"	"	1	1	"	1	"	"	1
Montauban.....	Typographes.....	"	"	"	"	5	6	5	"	4	3	3	"
Id.....	Typo-lithographes.....	"	"	"	"	"	2	2	"	"	"	"	"
Limoges.....	Typographes.....	12	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Relieurs et doreurs.....	8	C	"	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Id.....	Batteurs et marcheurs de pâte «Le Fil».....	8	0	"	2	14	0	"	"	13	0	"	"
Auxerre.....	Typographes.....	2	0	"	2	1	1	"	1	"	2	"	"
TOTAUX.....		(44 synd.)	148	66		(45 synd.)	218	129		(36 synd.)	243	115	
CUIRS ET PEAUX.													
Millars.....	Gantiers.....	"	"	"	"	18	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Selliers-bourreliers.....	6	4	"	"	10	6	"	"	10	2	"	"
Propriano.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	0	"	"
Brest.....	Id.....	"	4	1	3	2	0	"	1	"	"	"	"
Béziers.....	Selliers-bourreliers.....	"	"	"	"	"	2	"	3	3	2	2	1
Fougères.....	Coupeurs en chaussures..	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	2	"
Blois.....	Ouv. et ouv ^{es} en chaus.	102	30	23	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Cordonniers (mixte)....	15	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Auray.....	Ouvriers en chaussures..	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Saint-Loup-sur-Semouse.....	Cordonniers.....	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Mâcon.....	Cordonniers (mixte)....	15	"	2	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Selliers-harnacheurs.....	"	4	2	2	3	3	2	1	"	"	"	"
Id.....	Selliers et mécaniciennes de l'article de chasse..	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Rouen.....	Corroyeurs et tanneurs..	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Le Havre.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	120	1	"	3
Mazamet.....	Ouvriers délaineurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	"	27	3
Villeneuve-sur-Avignon....	Fourreurs et corroyeurs..	4	0	"	"	3	2	"	"	2	0	"	"
TOTAUX.....		(8 synd.)	28	9		(8 synd.)	2	5		(8 synd.)	31	7	

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure en	extra.			demeure en	extra.			demeure en	extra.
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.													
Saint-Quentin .	Fileurs rattacheurs.	13	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Tullistes en guipures (Union).	"	"	"	"	8	1	1	"	"	"	"	"
Marseille.	Ouvrières de l'habillement.	"	"	"	"	"	"	"	"	7	8	3	2
Troyes.	Rebrousseurs et commis de bonneterie.	"	"	"	"	"	"	"	"	10	6	3	"
Angoulême.	Tailleurs d'habits.	1	2	1	"	2	"	2	"	3	0	"	"
Sauve.	Ouvriers en bonneterie.	"	"	"	"	2	0	"	"	2	0	"	"
Bordeaux.	Tailleurs d'habits.	"	"	"	"	63	57	50	7	15	45	1	14
Montpellier.	Id.	5	"	"	6	24	35	15	5	"	"	"	"
Cette.	Habillement (mixte) . . .	"	"	"	"	2	"	2	"	"	"	"	"
Cholet.	Tisserands à la main . . .	9	7	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saumur.	Tailleurs.	9	2	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Reims.	Industrie lainière.	32	7	16	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.	Ouvriers d'habillement. .	"	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Tailleurs d'habits.	"	"	"	"	4	10	4	"	"	"	"	"
Tourcoing.	Tapissiers en grosse moquette.	20	0	"	"	24	"	21	3	10	"	10	"
Id.	Ouvriers en tapis moquette.	"	"	"	"	7	"	3	"	2	0	2	"
Villiers-en-Cauchies.	Tisserands.	"	"	"	"	40	"	"	40	"	"	"	"
Boulog.-s.-Mer.	Tailleurs.	"	8	7	1	"	"	"	"	6	10	1	"
Lyon.	Coupeurs-tailleurs.	6	3	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Travailleurs de la teinturerie.	500	"	350	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.	Couturiers.	209	60	"	"	123	47	"	"	87	"	87	"
Id.	Coupeurs de cols-cravates.	4	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Coupeurs, chemisiers, faux-cols.	15	12	10	2	17	14	10	4	20	16	14	2
Id.	Industrie florale.	15	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Ouvriers en chapeaux de soie.	2	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Teinturiers et dégraisseurs.	"	"	50	41	"	"	53	41	"	"	29	23
Id.	Blanchisseurs et blanchisseuses.	"	"	15	"	"	10	"	5	"	"	"	"
Id.	Passementiers à la main.	12	18	12	"	"	"	"	"	7	5	5	2
Id.	Habillement.	"	"	"	"	"	"	"	"	28	3	28	"
Id.	Coupeurs-taill. (Union).	"	"	"	"	"	"	"	"	50	20	"	28
Id.	Tailleurs et couturiers. .	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Ouvrières en cravates, etc.	"	"	"	"	"	"	"	"	20	5	4	"
Id.	Couleurs et garçons de lavoir.	"	"	"	"	"	"	"	"	40	"	15	10
Id.	Ouvriers en chapeaux mécaniques.	"	"	"	"	"	"	"	"	9	0	"	"
Id.	Casquettiers.	"	"	"	"	"	"	"	"	68	0	"	"
Amiens.	Couturiers.	35	2	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Coupeurs et tailleurs. . .	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	"	"
Mazamet.	Délaineurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	25	2	"	"
Limoges.	Ouvriers et ouvrières tailleurs.	56	3	"	14	"	"	"	"	52	20	52	2
Remiremont. . .	Ouvriers et ouvrières de l'industrie textile . . .	"	"	"	"	68	42	29	"	78	8	19	"
TOTAUX.		(21 synd.)	477	76		(15 synd.)	190	105		(22 synd.)	260	83	

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure en	extra.			demeure en	extra.			demeure en	extra.
BOIS.													
Nice.....	Ébénistes, sculpteurs, tourneurs sur bois...	24	3	5	"	"	"	1	"	10	"	3	"
Id.....	Tabletters, graveurs...	"	"	"	"	1	1	1	"	1	"	1	"
Antibes.....	Menuisiers du bâtiment..	"	"	"	"	5	7	5	"	3	"	"	"
Marseille.....	Ouv. calfat et perceurs..	50	14	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Caen.....	Menuisiers.....	1	1	1	"	1	3	1	"	"	"	"	"
Bourges.....	Id.....	"	"	"	"	3	10	3	"	"	"	"	"
Sancoins.....	Ouvriers en voitures.....	"	"	"	"	1	1	1	"	1	2	"	"
Tulle.....	Menuisiers et ébénistes..	10	1	1	"	0	4	"	"	2	5	2	3
Brive.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	5	"	5	10	"	"	"	"
Ajaccio.....	Travailleurs du bois (mixte).....	"	"	"	"	"	"	30	8	"	"	"	"
Saint-Brieuc...	Menuisiers et charpen- tiers.....	1	"	1	"	"	"	"	"	6	"	"	6
Aubusson.....	Menuisiers-ébénistes.....	"	"	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"
Alais.....	Menuisiers et ébénistes..	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Charrons.....	8	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Monteurs de galoches...	2	0	"	"	"	5	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Tapissiers-décorateurs...	6	5	1	4	9	10	1	8	10	2	1	1
Id.....	Scieurs de long.....	50	2	"	2	40	0	"	"	20	0	"	"
Preignac.....	Ouvriers des scieries mé- caniques.....	34	2	20	14	"	"	"	"	"	"	"	"
Cette.....	Menuisiers et ébénistes..	16	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Charrons, forgerons et carrossiers.....	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marmande.....	Tonnelliers.....	"	"	"	"	5	5	5	"	"	"	"	"
Casteljaloux...	Ouvriers charpentiers...	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Orléans.....	Menuisiers en bâtiment..	"	"	"	"	"	"	"	10	6	"	4	"
Cahors.....	Menuisiers-ébénistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	"	"
Perpignan....	Charpentiers et scieurs de long.....	"	"	"	"	"	"	"	6	0	"	"	"
Bayonne.....	Corporation des ébénistes	"	"	"	"	"	"	"	"	15	6	8	2
Lyon.....	Tonnelliers.....	12	25	10	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Charpentiers.....	9	0	"	"	"	"	23	7	0	"	"	"
Id.....	Menuisiers.....	19	19	5	14	18	8	1	7	22	11	1	10
Id.....	Marbriers du meuble...	8	10	1	6	15	7	10	3	14	10	6	4
Id.....	Scieurs, découpeurs, mou- luriers à la mécanique.	23	21	21	"	27	19	18	"	25	23	21	"
Id.....	Compagnons charrons...	58	69	43	15	34	37	23	11	28	30	12	16
Id.....	Ouvriers layetiers-embal- leurs.....	6	14	6	"	"	"	"	"	2	3	1	1
Id.....	Monteurs en sièges de cuir.....	"	"	"	"	4	3	1	2	"	"	"	"
Id.....	Coffretiers.....	"	"	"	"	4	1	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvr. de l'ameublement.	"	"	"	"	"	"	"	"	6	3	3	2
Levallois-Perret	Ouvriers ind. de la voi- ture.....	"	"	"	"	35	35	35	"	"	"	"	"
Id.....	Forgerons et frappeurs en voiture.....	"	"	"	"	"	"	"	"	18	"	15	"
Amiens.....	Tapissiers.....	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvr. de l'ameublement.	"	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"
Castres.....	Charpentiers.....	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tourneurs sur bois.....	"	"	"	"	30	0	"	"	"	"	"	"
Fontenay - le- Comte.....	Sabotiers et galochiers...	7	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bussières - Ga- lant.....	Feuillardiens.....	13	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Tonnelliers.....	0	1	"	"	10	5	5	"	"	"	"	"
TOTAUX.....		(25 synd.)	117	57		(24 synd.)	147	72		(20 synd.)	76	49	

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.			NOVEMBRE.			DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS à demeure en extra.	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS à demeure en extra.	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS à demeure en extra.	
MÉTAUX.											
Nice.....	Serruriers et mécaniciens.	30	40	30	"	4	7	4	"	"	"
Id.....	Electriciens-mécaniciens.	"	"	"	"	10	7	"	10	5	5
Marseille.....	Ferblantiers, plombiers, zingueurs.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Mécaniciens.....	11	0	"	5	8	3	4	"	"	"
Caen.....	Monteurs en métaux.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Maréchaux et forgerons..	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"
Bourges.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	17	0	"	"	"	"
Toulouse.....	Monteurs en fer et cuivre.	"	"	"	"	"	"	"	7	6	"
Issoudun.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	6	2	"	"	"	"
Chantenay.....	Ferblantiers boîtiers.....	"	"	"	"	14	2	"	2	8	3
Orléans.....	Mouleurs en métaux.....	"	"	"	"	11	0	"	"	"	"
Reims.....	Serruriers, chauff., con- ducteurs mécaniciens..	3	1	1	"	2	0	"	"	"	"
Nancy.....	Métallurgistes.....	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Stenay.....	Mouleurs et parties simi- laires.....	"	"	"	"	1	"	1	"	"	"
Saint - Amand (Nord)....	Métallurgistes.....	10	44	8	"	"	"	"	"	"	"
Maubeuge....	Mécaniciens.....	4	"	3	"	"	"	"	4	"	3
Hautmont (Nord)....	Id.....	"	"	"	"	22	0	"	5	"	"
Tarbes.....	Mécaniciens.....	2	"	2	"	"	"	"	1	"	1
Perpignan....	Plombiers, ferblantiers, zingueurs.....	"	"	"	"	1	3	"	1	"	"
Id.....	Maréchaux-ferrants.....	"	"	"	"	18	3	5	12	0	"
Pau.....	Serruriers-mécaniciens.....	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"
Perpignan....	Plombiers, ferblantiers, zingueurs.....	"	"	"	"	"	"	"	2	1	1
Paris.....	Chefs de service et contre- maîtres métallurgistes.	8	13	9	"	16	16	6	"	17	12
Id.....	Ouvriers de la métallur- gie.....	"	"	"	"	"	"	"	20	15	12
Id.....	Soudeurs et apprêteurs en tubes de cuivre....	2	2	"	"	"	"	"	2	0	"
Id.....	Potiers d'étain.....	9	4	"	"	4	9	4	"	8	12
Id.....	Ouvriers en instruments de musique.....	2	1	1	"	"	"	"	2	0	"
Id.....	Ouvriers en instruments de précision.....	34	15	30	1	27	14	26	"	17	14
Id.....	Trav. de la bijouterie.	"	"	"	"	"	"	"	"	6	3
Id.....	Industrie du bijou.....	68	9	22	3	"	"	"	"	"	2
Id.....	Serruriers.....	30	20	"	40	60	"	8	"	60	7
Id.....	Découpeurs, estampeurs et outilleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	17	10	6
Id.....	Plombiers, couvreurs, zingueurs.....	"	"	"	"	44	27	"	27	"	"
Id.....	Tôliers.....	"	"	"	"	"	"	"	20	5	8
Id.....	Polisseurs sur tous mé- taux.....	"	"	"	"	40	21	"	"	58	19
Id.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	45	10	28	"	"	20
Id.....	Fondeurs en fer.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	"
Id.....	Tourneurs en optique....	"	"	"	"	"	"	"	3	1	2
Id.....	Tourneurs robinetiers.....	"	"	"	"	"	"	"	10	4	2
Clamart.....	Treillageurs-rustiqueurs.	14	0	"	"	10	0	"	"	15	0
Petit-Quevilly.	Chaudronniers.....	11	0	"	"	8	0	"	"	12	0
Argenteuil....	Métallurgistes.....	6	1	1	"	"	"	"	"	"	"
Corbeil.....	Mécaniciens.....	10	"	10	"	"	"	"	"	10	"
Toulon.....	Ferblantiers.....	11	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Dié.....	Mécaniciens.....	2	"	1	"	4	"	4	"	4	1
TOTALS.....		(23 synd.)	120	51	(23 synd.)	96	39	(26 synd.)	93	33	

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENT.													
Bourg.....	Plâtriers, peintres.....	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"
Id.....	Tail. de pierre, maçon, peintres et plâtriers...	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Saint-Quentin.	Couvreurs, zingueurs, plombiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	"	"
Gannat.....	Ouvriers du bâtiment....	"	"	"	"	12	0	"	"	"	"	"	"
Nice.....	Ouvriers peintres.....	"	"	"	"	"	10	"	"	"	"	"	"
Id.....	Maçons.....	"	"	"	"	300	4	"	"	"	"	"	"
Cannes.....	Maçons indépendants...	"	"	"	"	18	0	"	"	"	"	"	"
Beausoleil.....	Maçons.....	"	"	"	"	40	0	"	"	"	"	"	"
Carcassonne...	Peintres et ouvriers du bâtiment.....	"	"	"	"	2	3	2	"	"	"	"	"
Marseille.....	Manœuvres et aides- maçons.....	10	10	8	"	40	11	8	"	"	"	"	"
Id.....	Maçons limousinant....	5	"	3	"	7	3	"	3	18	"	"	"
Ajaccio.....	Maçons.....	"	"	"	"	30	1	"	"	"	"	"	"
Cognac.....	Maçons et tailleurs de pierre.....	"	15	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tailleurs de pierres et maçons.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	20	"	20
Rochefort.....	Tailleurs de pierre.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	0	"	"
Dijon.....	Couvreurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	8	1	7
Brest.....	Ouvriers du bâtiment...	"	"	"	"	200	80	65	12	"	"	"	"
Bordeaux.....	Tailleurs de pierre et maçons.....	"	"	"	"	150	2	2	"	140	3	"	"
Id.....	Mineurs et terrassiers...	"	"	"	"	100	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Couvreurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	31	9	"	"
Bédarieux.....	Ouv. charretiers, maçons, plâtriers, tail. de pierre	"	"	"	"	8	0	"	"	"	"	"	"
Rennes.....	Industries du bâtiment (mixte).....	"	"	"	"	510	485	440	"	"	"	"	"
Porcieu-Ambla- gnieu.....	Tailleurs de pierres et carriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	150	0	"	"
Rive-de-Gier..	Ouvriers du bâtiment...	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Orléans.....	Couvreurs.....	"	3	5	"	"	"	"	"	3	"	1	"
Agen.....	Peintres et colleurs de papiers.....	5	10	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Manœuvres et terrassiers.	"	"	"	"	700	0	"	"	134	0	"	"
Cherbourg.....	Peintres et décorateurs...	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Plouhinec.....	Maçons du canton de Port- Louis.....	10	10	4	6	22	22	24	2	8	3	7	4
Groix.....	Ouvriers du bâtiment...	20	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Roubaix.....	Maçons.....	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Peintres.....	"	"	"	"	70	2	2	"	64	1	1	"
Rosendael.....	Id.....	12	0	"	"	"	"	"	"	25	0	"	"
Besse (P.-de-D.)	Travailleurs de la pierre et du bâtiment.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	0	"	"
Perpignan.....	Peintres et ouvriers des arts décoratifs.....	"	3	"	"	1	2	5	"	3	1	3	"
Id.....	Tailleurs de pierre.....	"	2	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Id.....	Maçons, plâtriers et ci- mentiers.....	58	0	"	"	"	"	"	"	88	0	"	"
Lyon.....	Sculpteurs sur pierres, statuaires, modeleurs..	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Chalon - sur - Saône.....	Maçons et tailleurs de pierres, etc.....	"	"	"	"	32	12	4	6	"	"	"	"
Le Mans.....	Plâtriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7	1	2	"
Paris.....	Peintres en bâtiment...	82	70	"	105	325	175	"	203	"	"	"	"
Id.....	Ornemanistes en carton- pierre, plâtre et stoff.	20	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Fumistes en bâtiment...	94	53	"	"	"	"	"	"	154	7	"	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS.		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS.		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS.	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENT. (Suite.)													
Paris.....	Peintres du g ^e	"	"	"	"	22	16	"	16	24	"	"	"
Id.....	Sculpteurs-modelleurs...	"	"	"	"	6	0	"	"	6	0	"	"
Id.....	Ouvriers du bâtiment...	"	"	"	"	"	"	"	"	20	6	5	1
Id.....	Paveurs en bois, béton- niers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	97	38	21	17
Id.....	Plombiers, couvreurs-zin- gucurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	197	58	"	54
Boulogne-sur- Seine.....	Maçons, tail. et sciurs de pierres.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	5	"	7
Levallois-Perret	Peintres en bâtiment...	"	"	"	"	2	0	"	"	2	3	"	2
Asnières.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3	"	3
Rouen.....	Maçons et plâtriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	100	8	"	7
Versailles....	Tailleurs, sciurs de pierres et marbriers...	"	"	"	"	30	0	"	"	"	"	"	"
Meudon.....	Maçons, tailleurs de pierre et terrassiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	44	"	23	7
Mantes.....	Maçons.....	2	10	"	2	6	6	"	"	4	1	2	"
Saint-Leu.....	Ouvriers du bâtiment...	"	"	"	"	75	12	"	"	"	"	"	"
Niort.....	Plâtriers.....	"	"	"	"	"	5	2	3	"	"	"	"
Lavaur.....	Maçons.....	"	"	"	"	1	3	"	"	"	"	"	"
Rabastens....	Maçons et charpentiers...	4	0	"	5	0	"	"	"	3	0	"	"
Mazamet.....	Bâtimet.....	42	"	10	7	"	"	"	"	72	0	15	8
Id.....	Maçons et cimentiers.....	"	"	"	"	5	0	"	"	15	0	"	"
Montauban....	Plâtriers.....	"	"	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"
Draguignan...	Maçons.....	"	"	"	3	"	"	"	4	"	"	"	5
Remiremont...	Ouvriers du bâtiment...	1	0	"	4	0	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....		(20 synd.)	38	123	(37 synd.)	558	250	(33 synd.)	82	142			
TRAVAIL DES TERRES ET PIERRES AU FEU.													
Paris.....	Biseauteurs, argentiers et polisseurs de glaces...	"	"	"	"	"	"	"	"	3	2	2	"
Limoges.....	Ouvriers de la peinture céramique.....	13	"	"	3	37	0	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....		(1 synd.)	"	3	(1 synd.)	"	"	(1 synd.)	2	"			
MANUTENTION ET TRANSPORTS.													
Cannes.....	Ouvriers du port.....	"	3	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Charbonniers du port...	"	"	"	"	39	3	38	39	"	"	"	"
Marseille.....	Charretiers, camionneurs et chargeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	18	16	4	12
Aix.....	Cochers.....	"	"	"	"	11	0	"	"	12	0	"	"
Caen.....	Débardeurs et dockers...	5	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nîmes.....	Charretiers et camion- neurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Bédarieux....	Charretiers, maçons, plâ- triers, tail. de pierres.	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"
Saint-Étienne..	Commissionnaires publics	"	"	"	"	"	"	"	12	"	"	"	"
Nancy.....	Garçons de magasins, li- vres.....	6	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Billerie.....	Travailleurs du Gave, camionneurs, etc.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7	11	"	"
Lyon.....	Emballleurs.....	5	3	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"

		OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure en extra.				demeure en extra.				demeure en extra.	
MANUTENTION ET TRANSPORTS. (Suite.)													
Paris.....	Ouvriers et employés du métropolitain.....	"	48	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Afficheurs.....	"	"	"	"	4	10	"	10	"	"	"	"
Rouen.....	Chauffeurs et mécaniciens de la Marine.....	75	0	"	"	70	0	"	"	70	0	"	"
Le Havre.....	Pilotes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	0	"	"
Alger.....	Mécaniciens brevetés de la Marine.....	"	"	"	"	4	1	1	2	"	"	"	"
TOTAUX.....		(6 synd.)		8	2	(6 synd.)		39	63	(7 synd.)		4	12

EMPLOYÉS DE COMMERCE.													
Carcassonne...	Comptables et employés de commerce.....	1	2	1	"	1	2	1	2	"	"	"	"
Marseille.....	Employés indépendants Sténographes de commerce.....	3	6	2	"	11	7	4	2	12	8	5	2
Id.....	Employés marseillais.....	2	7	2	"	"	"	"	"	0	8	"	"
Id.....	Comptables professionnels	"	"	"	"	"	"	"	"	9	6	"	2
Cognac.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	"	"	"	"	6	3	3	"
Dijon.....	Employés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	"	"
Besançon.....	Employés en pharmacie et droguerie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"
0		0	1	"	"	1	1	1	0	"	"	"	"
Toulouse.....	Employés de commerce des deux sexes.....	"	"	"	"	20	"	20	"	"	"	"	"
Id.....	Steno-dactylographes....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	2	2	"
Id.....	Comptables.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	1	"
Bordeaux.....	Employés de l'épicerie et droguerie.....	"	"	"	"	50	40	40	"	"	"	"	"
Pezzenas.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	1	1
Dax.....	Id.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1	2	"	"
Tours.....	Id.....	"	"	"	"	5	4	2	"	"	"	"	"
Dax.....	Id.....	"	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Saint-Etienne..	Commissionnaires publics	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4
Saint-Nazaire..	Comptables et employés des deux sexes.....	2	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Employés de commerce de toutes les spécialités	"	"	"	"	5	1	1	"	"	"	"	"
Angers.....	Employés de magasin et de bureau.....	37	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Châlons - sur-Marne	Employés.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Id.....	2	1	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Employés de commerce et comptables.....	3	7	3	"	4	9	4	"	10	9	6	"
Creil.....	Employés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	1
Pau.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	5	6	5	"	"	"	"	"
Tarbes.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	1	"
Lyon.....	Comptables, teneurs de livres.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	3	"	"
Id.....	Sténographes commer-ciaux.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	8	7	1
Paris.....	Union des comptables..	30	23	11	"	30	19	8	"	25	22	11	"
Id.....	Employés de serrurerie..	11	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Clercs d'huissiers de la Seine.....	6	"	2	4	7	5	4	"	5	"	2	"
Id.....	Alliance sténographique.	3	11	3	1	6	13	7	1	2	7	4	"
Id.....	Caissières, comptables et employées aux écritures.	"	"	15	"	"	"	"	"	"	"	"	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
EMPLOYÉS DE COMMERCE. (Suite.)													
Paris	Employés du commerce et de l'industrie.....	"	"	"	"	230	288	101	"	204	188	69	7
Id.....	Employés à la Bourse du commerce.....	"	"	"	"	"	"	"	"	16	7	7	"
Id.....	Dessinateurs en broderie.	"	"	"	"	"	"	"	"	30	40	30	"
Id.....	Commis en maçonnerie..	"	"	"	"	"	"	"	"	9	3	2	"
Id.....	Employés (Union fraternelle).....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	4	2	"
Id.....	Laveurs de voitures.....	"	"	"	"	"	"	"	"	14	2	2	2
Versailles.....	Employés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	"	2	"
Parthenay.....	Employés de commerce, d'industrie et de bureau des deux sexes.....	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Abbeville.....	Commis aux écritures, employés, etc.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Montauban.....	Employés de commerce..	6	0	"	"	"	"	"	"	2	"	1	"
Limoges.....	Id.....	14	8	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons de magasin, emballleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	"	3	"
Épinal.....	Employés de commerce..	2	1	1	"	6	1	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Employés en quincaillerie.....	4	4	4	"	6	6	6	"	3	3	3	"
Constantine.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	"	"
TOTAUX.....		(20 synd.)	60	6		(17 synd.)	205	5		(30 synd.)	174	19	
COIFFEURS.													
Carcassonne...	Coiffeurs.....	5	3	1	2	2	2	2	5	"	"	"	"
Marseille.....	Patrons et ouvriers coiffeurs	7	"	"	"	"	"	"	"	70	64	52	72
Bourges.....	Coiffeurs	"	"	"	"	"	"	"	"	3	11	3	"
Bordeaux.....	Id.....	"	"	"	"	52	40	6	34	"	"	"	"
Montpellier...	Id.....	20	10	"	15	"	"	"	"	"	"	"	"
Cette.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	5	3	6
Pezenas.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	"	1	"
Tarbes.....	Id.....	"	"	"	"	7	9	6	1	"	"	"	"
Valenciennes..	Id.....	"	"	"	"	6	4	2	"	3	2	1	1
Perpignan.....	Id.....	5	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	55	517	"	"	"	"
Lyon.....	Coiffeurs (mixte).....	"	"	"	"	"	"	"	"	25	5	3	2
Le Mans.....	Coiffeurs	"	7	7	9	5	2	2	"	11	2	1	1
Paris.....	Association professionnelle de la coiffure (mixte).	"	"	"	"	"	"	"	"	100	10	2	90
Versailles.....	Coiffeurs	"	"	"	"	"	"	"	"	57	63	43	9
TOTAUX.....		(4 synd.)	8	28		(6 synd.)	71	557		(9 synd.)	109	181	
GENS DE MAISON.													
Caen.....	Gens de maison, limonadiers et similaires....	62	37	25	6	211	82	36	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Gens de maison et femmes employées de commerce	49	62	26	4	49	71	27	7	69	83	35	8
Cette.....	Servantes.....	"	"	"	"	15	35	9	2	"	"	"	"
Paris.....	Gens de maison (rue Maignon).....	26	44	16	8	30	79	26	4	32	56	26	9
Id.....	Personnel des maisons bourgeoises.....	6	10	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
GENS DE MAISON. (Suite.)													
Paris.....	La Protectrice des gens de maison.....	2	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés d'hôtels des deux sexes.....	"	73	39	9	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Gens de maison (Petits- Carreaux.....	"	"	"	"	"	"	"	"	225	131	102	7
	TOTAUX.....	(6 synd.)		112	27	(4 synd.)		98	13	(3 synd.)		163	24
DIVERS.													
St-Quentin....	Chauffeurs-conducteurs..	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	2	"
Nice.....	Infirmiers et infirmières..	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille....	Chauffeurs, conducteurs- mécaniciens-automobi- listes.....	16	3	"	4	11	0	"	"	"	1	"	1
Id.....	Enseignement primaire laïque privé (mixte)..	"	"	"	"	4	2	2	"	5	2	2	"
Toulouse....	Artistes musiciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	40	"	20	12
Bordeaux....	Elèves et étudiants en pharmacie.....	2	0	"	"	"	3	"	"	0	2	"	"
Saint-Étienne.	Aides pharmacien.....	"	"	"	"	5	4	2	2	2	2	1	1
Id.....	Instituteurs et institu- trices.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	3	1	"
Lyon.....	Chauffeurs-mécaniciens..	11	3	5	"	5	1	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Chauffeurs, conducteurs- mécaniciens, automobi- listes.....	6	1	1	3	4	3	2	1	5	0	"	"
Id.....	Professeurs de l'enseigne- ment libre de France et de l'étranger.....	5	13	10	3	19	18	14	3	19	18	14	3
Id.....	Membres et employés de l'enseignement privé..	12	15	7	"	7	6	3	"	14	6	1	1
Id.....	Institutions libres.....	43	37	34	"	"	7	4	"	7	6	2	"
Id.....	Artistes musiciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	350	340	300	40
Id.....	Artistes dramatiques.....	76	"	44	"	"	"	"	"	46	28	28	"
Id.....	Infirmiers et infirmières.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7	7	"
Id.....	Artistes lyriques.....	"	"	"	"	"	"	"	"	150	115	91	34
Le Havre....	Aides en pharmacie.....	"	"	"	"	8	7	6	2	"	"	"	"
Bône.....	Elèves et aides en phar- macie.....	"	"	"	"	"	2	2	"	"	"	"	"
	TOTAUX.....	(9 synd.)		101	6	(11 synd.)		35	6	(15 synd.)		539	92

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 3^e TRIMESTRE 1905,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la dénomination portée au tableau; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilogr.)	VIANDE (au kilogr.)	LARD (au kilogr.)	BEURRE (au kilogr.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal.)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne	0 31	1 75	"	3 01	"	0 30	"	3 75
Ardennes	0 29	2 00	1 46	3 18	10 00	0 35	"	2 65
Charente-Inférieure ..	0 26	1 80	"	2 04	"	"	0 29	"
Doubs	0 30	1 80	1 83	2 80	10 00	0 24	"	"
Gironde	0 30	"	"	"	"	"	"	"
Isère	0 34	1 81	1 71	2 50	8 32	0 26	0 30	2 75
Loire	0 31	1 79	"	3 56	"	0 24	"	3 58
Marne	0 30	2 00	1 30	3 20	10 00	0 32	0 25	"
Marne (Haute-)	0 32	1 40	1 80	2 60	7 00	0 26	0 20	2 49
Meurthe-et-Moselle ..	0 31	1 89	1 78	3 02	8 44	0 23	"	3 40
Nièvre	0 27	1 80	1 40	"	"	0 21	"	"
Nord	0 31	1 87	1 92	2 96	12 00	0 59	"	2 52
Pas-de-Calais	0 31	"	1 45	2 99	"	"	"	"
Rhône	0 33	"	"	"	8 00	0 20	"	4 55
Saône-et-Loire	0 29	"	1 33	"	"	0 27	"	3 14
Seine	0 35	1 76	1 86	2 97	13 77	0 32	0 21	4 72
Seine-inférieure	0 32	"	1 60	2 78	10 00	0 63	"	4 47
Seine-et-Oise	0 31	"	1 63	3 37	11 00	0 30	"	4 50
Sèvres (Deux-)	0 26	"	"	"	"	"	"	"
Vosges	0 30	1 54	1 80	2 83	"	0 31	"	"
ENSEMBLE du terri- toire	0 29	1 71	1 64	2 85	11 82	0 27	0 21	2 90
Quantités vendues par l'ensemble des 575 sociétés	kil. 17,796,737	kil. 358,593	kil. 96,230	kil. 80,469	quint. 1,606	lit. 4,107,460	lit. 86,232	quint. 120,081
RAPPEL du 2 ^e trimestre 1905.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 644 sociétés	20,631,480	396,822	158,755	104,879	3,896	4,751,828	273,047	114,161
Prix moyen	0 29	1 73	1 63	2 71	11 25	0 31	0 22	3 61
RAPPEL DU 3 ^e TRIMESTRE 1904.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 544 sociétés	18,441,518	377,750	124,734	96,368	2,193	4,373,262	223,549	226,408
Prix moyen	0 28	1 70	1 64	2 68	13 04	0 36	0 22	3 01

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 3^e trimestre 1905 résultent du dépouillement des rapports de 575 sociétés, dont 528, qui ont donné le nombre de leurs adhérents, groupaient 148,771 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 575 sociétés.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de janvier 1906, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 8 syndicats patronaux comptant 447 membres;
- 38 syndicats ouvriers comptant 3,182 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 80 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers;
- 1 bourse du travail.

et de la dissolution de :

- 6 syndicats patronaux comptant 393 membres;
- 4 syndicats ouvriers comptant 399 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

17 en décembre, 12 en novembre, 7 en octobre, 4 en septembre, 3 en août, 1 en juillet, 1 en juin, 1 en mai, 2 en avril, 1 en mars et 3 antérieurement au 1^{er} janvier 1905. Total : 52.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [21 juillet 1905]. — Syndicat des entrepreneurs de **monuments** funéraires de la ville de Marseille (21 membres). Siège-social : chemin de Saint-Jean-du-Désert, 12. MARSEILLE.

Hérault [28 décembre 1905]. — Syndicat des **épicières** et épiciers au détail de la ville de Cette (200 membres). Siège social : rue Gambetta, 37, CETTE.

Loiret [9 décembre 1905]. — Association mutuelle des **maraichers** de Pithiviers (18 membres). Siège social : demeure du Président, PITHIVIERS.

Marne (Haute) [4 décembre 1905]. — Association syndicale des agents d'**assurances** de la Haute-Marne (62 membres). Siège social : rue de Chamarandes, 11, CHAUMONT.

Morbihan [30 octobre 1905]. — Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie de Lorient (40 membres). Siège social : Hôtel de ville, LORIENT.

Nord [8 novembre 1868]. — Société régionale des **architectes** du Nord de la France (60 membres). Siège social : rue Nationale, 87, LILLE.

Seine [11 octobre 1904]. — Syndicat des artistes femmes **peintres** et sculpteurs (24 membres). Siège social : Bourse du Commerce, PARIS 1^{er}.

Seine-et-Marne [20 novembre 1905]. — Syndicat des **médecins** de l'arrondissement de Melun (22 membres). Siège social : avenue Thiers, 4, Melun.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [2 septembre 1905]. — Chambre syndicale internationale des ouvriers **marbriers** du canton de Cannes (21 membres). Siège social : Bourse du travail, CANNES.

Bouches-du-Rhône [3 décembre 1905]. — Syndicat indépendant des **blanchisseuses** de Marseille (40 membres). Siège social : place de la Joliette 5, MARSEILLE. — [17 décembre 1905]. — Chambre syndicale internationale des ouvriers en **chapellerie** de paille, feutre et parties similaires (62 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Calvados [30 novembre 1905]. — Syndicat des ouvrières **couturières** et modistes de Lisieux (11 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, LISEUX.

Côtes-du-Nord [5 novembre 1905]. — Syndicat fraternel des industries du **bâtiment** (? membres). Siège social : boulevard Charner, 24, SAINT-BRIEUC. — [13 décembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiment des Côtes-du-Nord (18 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, SAINT-BRIEUC.

Doubs [1^{er} novembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **monteurs** de boîtes d'argent et similaires de Besançon (150 membres). Siège social : BESANÇON. — [17 mars 1904]. — Syndicat des ouvriers en **métaux** de Pontarlier (50 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, PONTARLIER.

Hérault [17 décembre 1905]. — Union syndicale des Inscrits maritimes (**marins** du commerce, pêcheurs) de Cette (115 membres.) Siège social : Bourse du travail, CETTE.

Loire [?]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** et similaires de la ville de Saint-Étienne (80 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure [30 avril 1905]. — Chambre syndicale des Inscrits **maritimes** et pêcheurs du canton du Croisic (92 membres). Siège social : LE CROISIC. — [2 décembre 1905]. — Syndicat ouvrier des **coiffeurs** de Saint-Nazaire (15 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-NAZAIRE. — [10 août 1905]. — Syndicat indépendant « La Vérité » des ouvriers **dockers** de la ville de Saint-Nazaire et de ses cantons (400 membres). Siège social : rue Marceau, 12, SAINT-NAZAIRE.

Loiret [19 novembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvrières en **corset** de la ville d'Orléans (49 membres). Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — [15 décembre 1905]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de la manufacture des **tabacs** d'Orléans (? membres). Siège social : ORLÉANS.

Morbihan [8 décembre 1905]. — Syndicat des **matelots** groisillons (237 membres). Siège social : GROIX. — [23 décembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **dockers**, débardeurs du port de commerce de Lorient (103 membres). Siège social : Bourse du travail, LORIENT. — [26 novembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** des cantons de Vannes (26 membres). Siège social : rue Bois-Moreau, 14, VANNES. — [3 décembre 1905]. — Syndicat des **marins-pêcheurs** de Belle-Ile-en-Mer (104 membres). Siège social : LE PALAIS.

Nièvre [19 novembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Beaumont-la-Ferrière (11 membres). Siège social : BEAUMONT-LA-FERRIÈRE. — [1^{er} novembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Narcy (33 membres). Siège social : aux Bertins, NARCY.

Nord [4 octobre 1905]. — Union syndicale ouvrière des **faïenciers** et parties simi-

laire de Lille (70 membres). Siège social : rue Pierre-Légrand, 266, LILLE. — [21 novembre 1905]. — Syndicat roubaisien du **vêtement** et de l'habillement (55 membres). Siège social : Grande rue, 59, ROUBAIX.

Pas-de-Calais [1^{er} octobre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **déchargeurs** réguliers de Boulogne-sur-Mer (216 membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — [9 octobre 1905]. — Syndicat des **pilotes** et aspirants-pilotes de Calais (15 membres). — Siège social : Poste des pilotes, quai de Marée, CALAIS.

Savoie [4 mai 1905]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** et similaires d'Albertville (62 membres). Siège social : chez M. Truffy, restaurateur, ALBERTVILLE.

Seine [17 décembre 1905]. — Syndicat ouvrier du **bâtiment** et parties similaires de Champigny-sur-Marne (2 membres). Siège social : rue de Varennes, 19, CHAMPIGNY-SUR-MARNE. — [21 novembre 1905]. — Chambre syndicale de l'union des **cochers** de 1^{re} classe (40 membres). Siège social : rue Boissy-d'Anglas, 24, PARIS-8^e. — [4 novembre 1905]. — Syndicat fédéré des ouvrières et ouvriers civils des magasins administratifs de la **guerre** (section de Paris) [68 membres]. Siège social : rue Malar, 17, PARIS-VII^e. — [30 avril 1905]. — Syndicat général des travailleurs de la **peau** du département de la Seine (2 membres). Siège social : boulevard Arago, 17, PARIS-XIII^e. (Ce syndicat a été formé par la fusion des chambres syndicales suivantes : chevreau glacé; chèvre, maroquin, mouton; mégissiers de la Seine; mégissiers du mouton; palissonneurs; drayeurs à la machine et teinturiers en peaux). — [1^{er} décembre 1905]. — Union corporative amicale des **sculpteurs** du bâtiment (30 membres). Siège social : rue Papin, 1, PARIS-III^e.

Sèvres (Deux) [2 mars 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** de Niort (17 membres). Siège social : Bourse du travail, NIORT.

Tarn-et-Garonne [2 août 1905]. — Syndicat des ouvriers **cordonniers** de la ville de Montauban (13 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTAUBAN.

Vosges [17 septembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **textiles** de Cornimont et de la Haute-Moselle (752 membres). Siège social : chez M. Pierel, président, CORNIMONT. — [21 octobre 1905]. — « L'Égalité », chambre syndicale des ouvriers des deux sexes de l'industrie **textile** et similaires pour **Cornimont** et les environs (30 membres). Siège social : chez M. Pernel, président, CORNIMONT. — [18 septembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **textiles** de Travexin, Maison Chagué et C^{ie} (121 membres). Siège social : salle Choffel, CORNIMONT-TRAVEXIN. — [14 octobre 1905]. — Association syndicale et mutuelle des ouvriers du **bâtiment** de la Neuveville-lès-Raon et environs (46 membres). Siège social : place Carnot, LA NEUVEVILLE-LÈS-RAON. — [20 novembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **textiles** de Saint-Léonard (section de Contramoulin) [30 membres]. Siège social : SAINT-LÉONARD.

3° SYNDICAT MIXTE.

Morbihan [3 décembre 1905]. — Syndicat des **pêcheurs** et armateurs de l'île de Groix (80 membres). Siège social : GROIX.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [22 octobre 1905]. — Fédération départementale des agents généraux **d'assurances** de l'Allier (3 syndicats adhérents). Siège social : Hôtel de ville, MOULINS.

Loire-Inférieure [26 décembre 1905]. — Union fédérative de la **boucherie** de l'Ouest (1 syndicat adhérent). Siège social : rue Joanne-d'Arc, 8, NANTES.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Gironde [25 septembre 1905]. — Fédération nationale des syndicats de l'enseignement libre (3 syndicats adhérents). Siège social : rue des Trois-Conils, 53, BORDEAUX.

Lot-et-Garonne [12 août 1905]. — Union des syndicats ouvriers de la Bourse du travail de Marmande et de l'arrondissement (5 syndicats adhérents). Siège social : salle Rigaud, MARMANDE.

6° BOURSE DU TRAVAIL.

Seine [2 juin 1905]. — Bourse du travail de Puteaux (9 syndicats adhérents). Siège social : boulevard Richard-Wallace, 33, PUTEAUX.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [15 février 1898]. — Chambre syndicale des fabricants de chaises en cuir (114 membres). Siège social : avenue Daumesnil, 14, PARIS-XII^e. — [20 octobre 1902]. — Chambre syndicale des **chansonniers** (62 membres). Siège social : boulevard Saint-Denis, 19, PARIS-II^e. — [8 décembre 1900]. — Chambre syndicale des **cochers** loueurs du département de la Seine (80 membres). Siège social : boulevard de l'Hôpital, 18, PARIS-V^e. — [5 juillet 1898]. — Syndicat des **jardinières**, maraîchères et revendeuses des Halles de Paris (150 membres). Siège social : rue Pierre-Lescot, 14, PARIS-I^{er}. — [4 septembre 1897]. — Union syndicale des **mandataires** pour la vente en gros du poisson, moules et coquillages, aux Halles centrales de Paris (50 membres). Siège social : rue Turbigo, 2, PARIS-I^{er}. — [16 décembre 1901]. — Syndicat pour la défense de la petite industrie **vélocipédique** (40 membres). Siège social : rue du Louvre, 20, PARIS-I^{er}.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [29 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **jardiniers** d'Asnières et de la banlieue Ouest (35 membres). Siège social : Hôtel de ville, ASNIÈRES. — [23 novembre 1892]. — Syndicat des travailleurs de l'air comprimé et de l'électricité (152 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS-X^e. — [18 août 1902]. — « L'Alliance », chambre syndicale des **marchands ambulants** non autorisés sur la voie publique du département de la Seine (192 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS-X^e. — [20 janvier 1904]. — Union syndicale des ouvriers **charpentiers** du département de la Seine (20 membres). Siège social : rue d'Alésia, 178, PARIS-XIV^e.

ERRATA.

BULLETIN DE JANVIER 1906.

Page 13, sous la rubrique : *Grèves non terminées au 1^{er} décembre 1905*, repère n° 4, colonne 9, au lieu d'*Échec*, lire : *Transaction*.

En conséquence, page 11, *in fine*, la répartition des résultats des grèves terminées en décembre 1905 doit être modifiée comme suit :

10 réussites;

26 transactions ou réussites partielles;

16 échecs.

Page 42, tableaux I et II, colonne des « Ages », 3^e ligne à partir du haut, lire : 21 à 24 (au lieu de : 20 à 24) ans.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — <i>Compte rendu des séances. — Rapports : Bureaux de placement</i> (M. Thévenet). — <i>Protection des salaires</i> (M. Martelin). — <i>Création d'un office du travail</i> (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25.	Épuisé.
2 ^e SESSION (1892). — <i>Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire</i> (MM. Labeyrie et Delahaye). — <i>Sociétés coopératives de crédit</i> (M. Lyon-Caen). — <i>Habitations ouvrières</i> (M. Siegfried). — <i>Musée d'économie sociale</i> (M. Linder). — <i>Règlements d'atelier</i> (M. Keufer). — <i>Pétition des typographes de Lyon</i> . — 1 vol. in-4° 252 p.	3 fr.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — <i>Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire</i> (M. Many). — 1 vol. in-4°, 341 p.	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — <i>Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail</i> (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p.	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — <i>Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières</i> (M. Paulet). — <i>La question du chômage</i> (MM. Moron, Finance et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p.	1 fr. 80.
<i>Rapport sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail.</i> — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60.	Épuisé.
<i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail].</i> 1 broch. in-4° de 23 p. (1899). 1 fr.	1 fr.
7 ^e SESSION (1897). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications</i> (M. Keufer). — <i>Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics.</i> — 1 vol. in-4°, 299 p.	3 fr.
8 ^e SESSION (1898). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le marchandage</i> (M. Goy). — <i>Note de l'Office du travail sur le marchandage.</i> — 1 vol. in-4°, 127 p.	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 525 p. 4 fr. 50.</i>	Épuisé.
<i>Les conseils de prud'hommes</i> (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p.	3 fr. 60.
<i>Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes</i> (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p.	1 fr.
10 ^e SESSION (1901). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4° de 175 p. 2 fr. 25.</i>	Épuisé.
<i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p.	3 fr.
<i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest.</i> — 1 broch. in-4°, 28 p.	1 fr.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 147 p.</i>	1 fr. 80.
<i>Apprentissage : enquête et documents</i> (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p.	4 fr. 50.
<i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.	1 fr.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 224 p.</i>	2 fr. 70.
<i>Les caisses de chômage.</i> — 1 vol. in-4°, de 148 p.	1 fr. 80.
<i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p.	1 fr. 50.
<i>Enquête et documents sur le délai-congé.</i> — 1 vol. in-4°, 104 p.	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 233 p.</i>	1 fr. 80.
<i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 vol. in-4°, 73 p.	1 fr. 50.
<i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p.	
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 135 p.</i>	1 fr. 20.
15 ^e SESSION (novembre 1905). <i>L'enseignement professionnel</i> (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p.	2 fr. 25.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

<i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.</i> — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893). 8 fr.	Épuisé.
<i>Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques.</i> — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).	1 fr. 50.
<i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.</i> — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr.	Épuisé.
<i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des arts et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.</i> — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 50.	Épuisés.
<i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française.</i> — Tome 1 ^{er} : <i>Seine</i> . — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893). — Tomes II et III : <i>Départements</i> . — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — Tome IV : <i>Résultats généraux</i> . — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'Etat et chemins de fer.</i> — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique.</i> — 29 planches in-8° (1897) 4 fr.	Épuisés.
<i>La petite industrie (salaires, durée du travail).</i> — Tome 1 ^{er} : <i>L'alimentation à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — Tome II : <i>Le vêtement à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr.	Épuisés.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}. (Suite.)

L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisés.
Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers</i> . — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail</i> . — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : <i>En Allemagne</i> . — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — <i>En Autriche</i> . — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : <i>Accidents</i> . — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
2 ^e partie : <i>Maladie, invalidité, Vieillesse</i> . — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.....	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique</i> . — (1899). — Tome II : <i>Cuirs et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois</i> . — (1901). — Tome III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses</i> . — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université</i> . — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).....	1 fr. 50.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1903). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques</i> . — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. <i>Dénombrement général</i> . — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Épuisé.
<i>Dénombrement des étrangers</i> . — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50.....	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux</i> . — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé). chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est</i> . — 1 vol. in-4° de 870 p.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle. Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892</i> . — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
<i>Années 1893 à 1898</i> . — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr. — 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1 ^{er} volume <i>Mouvement de la population</i> . — 4 vol. in-8° de 313, 283, 105 et 384 p. (épuisés sauf 1902 et 1903), chacun.....	Épuisé.
<i>Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 2^e volume : Institutions d'assistance</i> . — 4 vol. in-8° de 211, 105, 103 et 103 p. (épuisés sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
Annuaire statistique. — Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 633, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p. — (Épuisés : années 1886, 1888, et 1890 à 1902, sauf 1901), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1904). — 14 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902 et 1903), chacun.....	3 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	4 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905. — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905), chacun.....	1 fr. 50.
	5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e.
MUZARD ET EBIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{er}.
GÉORGES ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7^e.
CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, à Paris-6^e.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL).

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Autriche : Placement. — Les grèves et lock-outs</i>	
Revue du travail en février.....	235	en 1904.....	269
Situation par industries.....	226	Belgique : Grèves.....	273
Grèves en février.....	235	États-Unis : Revue du travail.....	273
Conciliation et arbitrage en février.....	240	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —	
Les sociétés de secours mutuels en 1902.....	242	Les accidents mortels dans les mines, de 1873 à	
Les accidents dans les mines et autres exploitations		1904.....	273
minérales en 1904.....	247	Italie : Grèves. — Les caisses d'épargne postales	
Les accidents de chaudières et de récipiènts à va-		en 1899, 1900 et 1901.....	274
peur en 1904.....	250	Norvège : Statistique industrielle à la fin de 1904.	276
Les subventions de l'État, des départements et			
des communes aux caisses de chômage.....	251		
Les filatures de soie en 1904.....	256		
<i>Jurispudence.</i>		<i>Actes et documents officiels.</i>	
Contrat de travail à durée déterminée; congédie-		Arrêté du ministre du Commerce, du 28 février	
ment avant l'expiration du contrat. — Régle-		1906, fixant le taux des subventions de l'État	
ment d'atelier; délai-congé. — Syndicat profes-		aux caisses de secours contre le chômage invo-	
sionnel; dissolution à la suite de condamnation.		lontaire.....	277
— Décret du 10 août 1899; salaires payés infé-		État des travaux législatifs.....	277
rieurs aux salaires prévus au cahier des charges.		Chronique législative : Les retraites ouvrières. —	
— Accidents du travail; transformation de vieux		Conditions du travail des marins.....	278
pavés; abattoir.....	257		
<i>Mouvement social international.</i>		<i>Renseignements divers.</i>	
Les caisses d'épargne des principaux pays d'Europe		Analyse, par département, des renseignements	
en 1902.....	263	fournis : par les associations patronales, etc.;	
Les chemins de fer de l'Europe au 1 ^{er} janvier 1905.	264	2 ^e par les correspondants.....	282
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		Analyse, par département, des renseignements	
Allemagne : Revue du travail. — Placement. —		fournis par les associations ouvrières.....	287
Grèves. — L'assurance contre la maladie en		Adjudications; prix courants divers; commerce	
1903.....	265	extérieur; transports; faillites; autorisations de	
		bâtir.....	303
		Mouvement syndical.....	306
		Bibliographie.....	311
		Erratum.....	312

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

PUBLICATIONS

DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (*Décembre 1904*). Un volume in-8 de 334 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 60.

N° 2. — Loi du 9 avril 1898 (*modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905*) et Règlement d'administration publique du 28 février 1899. Brochure de 32 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60

N° 3. — Jurisprudence (*I. Mars 1902*). Un volume de 937 pages.

Prix : 10 francs — Franco 11 francs.

N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (*modifiée par la loi du 22 mars 1902*) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

N° 6. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (*Mars 1902*). Brochure de 63 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 10.

N° 7. — Jurisprudence (*II. Mars 1903*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages.

Prix : 5 francs — Franco 5 fr. 75.

N° 8. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages.

Prix : 1 fr. 30 — Franco 1 fr. 40.

N° 9. — Jurisprudence. (*III. Novembre 1903*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages.

Prix : 4 francs — Franco 4 fr. 50.

N° 10. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Brochure in-8° de 95 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 11. — Jurisprudence (*IV. Mars 1904*). Avec *Table analytique* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages.

Prix : 3 fr. 25 — Franco 3 fr. 75.

N° 12. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Brochure de 96 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 13. — Maladies professionnelles. *Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail*. 1904. Brochure in-8° de 48 pages.

Prix : 0 fr. 20 — Franco 0 fr. 30.

N° 14. — Législation sur les accidents, *annotée* des décisions de jurisprudence. 1904. Un volume de 116 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 1904. Brochure de 34 pages.

Prix : 0 fr. 35 — Franco 0 fr. 45.

N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Février 1905*). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs.

Prix : 2 fr. 75 — Franco 3 fr. 15.

N° 17. — Jurisprudence. (*V. Mars 1905*). Un volume de 147 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 3 francs.

N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

Les Caisses d'épargne. (*Législation et statistique*). 1903. Brochure in-8° de 34 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 44 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Projet de loi sur le contrat d'assurance. *Rapport et documents*. 1903. Volume de 247 pages.

Prix : 0 fr. 85 — Franco 1 fr. 20.

L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

Les capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages.

Prix : 1 fr. 20 — Franco 1 fr. 35.

Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages.

Prix : 1 franc. — Franco 1 fr. 15.

Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. *Statistiques et graphiques*. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (*vote par la Chambre des députés, le 15 avril 1905*). Brochure de 61 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Les assurances sociales en France, de 1889 à 1905. *Rapport au Congrès international de Vienne (1905)*, par le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. Brochure de 28 pages.

Prix : 0 fr. 50. — Franco 0 fr. 60.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail,
Direction du travail,
PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de février le chômage est resté aussi intense que les mois précédents parmi les ouvriers viticoles du Midi, en raison de la mévente persistante des vins. Le travail a repris dans l'horticulture. Dans les forêts, les coupes d'hiver sont déjà terminées dans quelques centres.

Par suite de la rigueur de la température, le chômage n'a pas encore diminué dans l'industrie du bâtiment.

Dans l'industrie textile la situation laisse toujours à désirer dans les régions de Rouen et de Roanne; elle reste, au contraire, satisfaisante dans le Nord et les Vosges, ainsi qu'à Reims et dans les centres de l'Ouest. Dans la soie les commandes font défaut dans la rubanerie stéphanoise; l'activité est toujours aussi grande dans la fabrique lyonnaise.

Le travail commence à reprendre dans les industries du vêtement, de la chaussure et de la chapellerie.

La situation est toujours aussi satisfaisante dans les industries des métaux sauf en ce qui concerne les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes qui continuent à souffrir d'un chômage intense.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de février 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

L'activité est sensiblement la même dans les industries du livre. Dans la mégisserie le chômage reste considérable dans les centres du Tarn; le travail est au contraire un peu plus abondant à Annonay.

1,362 syndicats, groupant 238,710 ouvriers, ont répondu en février 1906, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats 1,204, groupant 196,337 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 22,517, ce qui correspond à une moyenne de 11.5 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier de 11.6 p. 100; elle était de 11 p. 100 en février 1905.

L'ouvrage, pendant le mois de février 1906, a été jugé, par comparaison avec le mois de janvier, plus abondant, par 17 p. 100 des syndicats, groupant 26 p. 100 des syndiqués; équivalent par 55 p. 100 des syndicats groupant 48 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 28 p. 100 des syndicats, groupant 26 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 665 syndicats, groupant 118,835 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 487, groupant 74,483 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1,420) accusent 5 p. 100 de chômeurs, comme le mois dernier; à Boulogne-sur-Mer (952) il y a 30 p. 100 de marins pêcheurs inoccupés, par suite de la fin de la saison de la pêche du hareng. Sur les côtes bretonnes, à Douarnenez (1,218) le mauvais temps empêche les bateaux de sortir, le poisson est rare; à Concarneau (400) tous les matelots sont embarqués, la pêche du sprat a commencé, mais elle est contrariée par le mauvais temps; la pêche a également recommencé à Guilvinec (150). A Châtaillonn (1,200) les pêcheurs d'huîtres sont tous occupés; la situation est tout à fait satisfaisante.

D'après les réponses de 76 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 11,471 membres le nombre des chômeurs syndiqués était, à la fin de février, de 3,176, soit 27.7 p. 100 contre 24.1 p. 100 le mois dernier et 16 en février 1905; la situation était considérée comme satisfaisante par 33 p. 100 des syndicats et 48 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 3,176 chômeurs, 3,088 sont signalés par les 66 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 6,642 syndiqués: la mévente des vins continue à maintenir le chômage à un taux très élevé parmi les journaliers viticoles. A Paris, les jardiniers (2,002) sont toujours tous occupés, la semaine varie de 50 à 60 heures; le syndicat mixte des horticulteurs (2,153) annonce 22 chômeurs au lieu de 65, la journée est de 10 heures au lieu de 9, les travaux horticoles ont repris. A Angers le syndicat mixte des jardiniers (350) n'accuse aucun chômeur contre 10 le mois dernier; la semaine varie de 66 à 72 heures.

Les 94 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois de février le nombre de leurs chômeurs accusent 1,808 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 9,749 membres, une proportion de 18.5 p. 100 contre 24.4 p. 100 le mois dernier et 20 en février 1905. La situation est considérée comme satisfaisante pour

l'époque par 63 p. 100 des syndicats et 52 p. 100 des syndiqués. Les coupes sont encore en pleine exploitation dans un peu plus de la moitié des centres du Cher; elle est terminée dans un peu plus du quart; il n'y a de chômeurs dans la Nièvre que dans quatre centres sur 33; les travaux d'hiver dans les bois sont terminés déjà dans la moitié des centres de l'Yonne: le chômage atteint 26.8 p. 100 dans le Cher pour 33 syndicats groupant 3,331 syndiqués, il est de 8.8 p. 100 pour 33 syndicats de la Nièvre groupant 4,057 membres et de 26.6 p. 100 pour 10 syndicats de l'Yonne ayant 1,099 membres.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 69 syndicats, groupant 12,039 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en février, soit 1,838, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 15.3 p. 100 contre 15.3 le mois dernier et 20.7 en février 1905. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 53 p. 100 des syndicats et 56 p. 100 des syndiqués. En province le chômage est supérieur à la moyenne chez les boulangers de Nice (140), Caen (110), Saint-Étienne (210) et Toulouse (100), les bouchers (142), les cuisiniers (100) et les limonadiers de Marseille (520), les limonadiers de Grenoble (151) et de Lyon (122), les maîtres d'hôtel de Rouen (535), les mareyeurs de Boulogne-sur-Mer (200). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Lille (182) et du Mans (361), les bouchers de Lyon (658), les tripiers (140) et les confiseurs-pâtisseries de Marseille (450), les pâtisseries de Bordeaux (250), les maîtres d'hôtel du Havre (506). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (770) accusent 11.3 p. 100 contre 11 le mois dernier; les garçons de cuisine (783), 10.2 p. 100 contre 10.5; les pâtisseries (1,084) 25 p. 100 contre 19; les confiseurs (218) 7.8 au lieu de 7.3 p. 100; les biscuitiers (289), 1 p. 100 contre 1.3; les garçons limonadiers du syndicat de la rue Tiquetonne (200) 25 p. 100 contre 24 p. 100 le mois dernier; les employés d'hôtel (220) 23 p. 100; chez les boulangers, les compagnons du boulevard Richard-Lenoir (140) accusent 18 p. 100 contre 15; le syndicat mixte de la rue Aumaire (750) 5.3 p. 100.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de janvier 1906, quatrième mois de la campagne 1905-1906, s'élevait à 1,507,440 hectolitres contre 1,258,205 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 249,235. Il y a notamment augmentation sur les alcools de betteraves (1,047,424 hectolitres au lieu de 820,968) et de mélasses (166,079 hectolitres au lieu de 97,481). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 57,394 hectolitres, soit une différence en moins de 12,766 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de février 1906 (sixième mois de la campagne 1905-1906), les travaux de défécation étaient terminés dans la totalité des fabriques qui ont été en activité dans la campagne, soit dans 292 fabriques; il n'y en avait eu que 270 dans la précédente campagne. La quantité de sucre, travaillée à la fin de février 1906, correspondait à 1,030,440 tonnes de sucre raffiné, soit une augmentation de 407,927 tonnes sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽²⁾.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 150,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de février 1906. Dans le courant

(1) *Journal officiel* du 18 février 1906.

(2) *Journal officiel* du 13 mars 1906.

de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais (1).	92,722	5.94	"	"	"	33.20	66.80
Loire (2)	14,822	5.82	"	"	"	80.20	19.80
Gard et Hérault.....	15,247	6.00	"	"	"	"	100-00
Tarn et Aveyron (3).....	7,197	6.00	"	"	"	"	100.00
Provence (lignites).....	2,615	5.60	"	"	"	100.00	"
Isère (4).....	"	"	"	"	"	"	"
Ouest.....	280	6.00	"	"	"	"	100.00
Bourgogne et Nord-Est..	9,722	6.40	"	"	"	12.60	87.20
Centre.....	9,701	5.95	"	"	"	14.20	85.80
ENSEMBLE pour la France.	152,306	5.93	"	"	"	31.50	68.50

(1) Manquent les renseignements pour Aniche.
(2) Manquent les renseignements pour la Chazotte.
(3) Manquent les renseignements pour Carmaux.
(4) Manquent les renseignements pour toutes les mines.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.99; il était de 5.95 en février 1905. D'après les réponses de 27 syndicats, le chômage serait de 2.6 p. 100 sur un effectif de 11,280 syndiqués⁽¹⁾; il était de 2.5 p. 100 le mois dernier pour 11,838 syndiqués et de 3.3 p. 100 en février 1905 pour 11,496 syndiqués. La proportion des chômeurs est, d'après le syndicat de la rue du Nord, de 5 p. 100 à Montceau (4,997) contre 5 le mois dernier, de 0.4 p. 100 seulement d'après l'autre syndicat (2,239).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 10.5 p. 100 pour 18 syndicats groupant 1,688 ouvriers contre 12.7 p. 100 le mois dernier et 17.6 p. 100 en février 1905. Il y a 23 p. 100 de chômeurs chez les carrières de Fontvielle (130) contre 23 le mois dernier et 3.3 p. 100 à Volvic (150) au lieu de 4.6; tous les syndiqués sont, par contre, occupés dans les ardoisières de Rimogne (192) et d'Haybes-sur-Meuse (300) et dans les carrières de Lérrouville (173), Saint-Restitut (134), Chevreuse (160). A Rochefort-en-Terre (212), les fendeurs chôment toujours par suite de l'inondation de l'ardoisière.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 1,752 ouvriers, ressort à 4.3 p. 100 contre 8.1 p. 100 le mois dernier et 3.5 en février 1905. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Paris (4,340) n'ont pas répondu, ceux de Marseille (262), Bordeaux (340), Toulon (240) sont tous occupés. Les savonniers de Marseille (325) accusent 23 p. 100 de chômeurs contre 19 le mois dernier.

Les ouvriers des papeteries d'Essonnes (175) et de Brignoud (300) sont tous

⁽¹⁾ Le syndicat du Pas-de-Calais siégeant à Lens et qui compterait, d'après le dernier *Annuaire des syndicats*, 35,000 membres, n'a pas répondu au questionnaire.

occupés; ceux d'Étival (725) accusent 0.6 p. 100 contre 0 le mois dernier. Les relieurs-papetiers de Lille (256) accusent 3.1 p. 100 de chômeurs au lieu de 2.7.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 180 pour 90 syndicats groupant 4,661 adhérents, soit 3.9 p. 100; pour Paris, de 132 pour 10 syndicats groupant 5,767 adhérents, soit 2.3 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 3.5 p. 100, et pour Paris de 2.3 p. 100; elle était, pour le mois de février 1905, de 2.8 p. 100 pour la province, de 3 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 83 p. 100 des syndicats de province groupant 77 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 10 syndicats, équivalent par 47, moins abondant par 14 autres. Il y a 3.5 p. 100 de syndiqués sans travail au lieu de 2.6 chez les imprimeurs lithographes de Marseille (115), 10.8 p. 100 chez les typographes à Bordeaux (325) au lieu de 11; 10 p. 100 à Grenoble (150) au lieu de 11; 6.1 p. 100 à Nantes (165) au lieu de 12; 0.3 p. 100 à Nancy (290) au lieu de 1.6; 6.1 p. 100 à Lille (490) au lieu de 4.8; 1.5 p. 100 à Dijon. Pas de chômeurs à Montpellier (105), Clermont-Ferrand (105).

À Paris, le travail reste satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (3,500) accuse 60 chômeurs contre 50 le mois dernier et 71 en février 1905. Dans la lithographie, les imprimeurs lithographes de la *Résistance* accusent 32 chômeurs sur 508 membres, contre 50 le mois dernier et 38 en février 1905; les graveurs-écrivains (188) 5 p. 100 au lieu de 10.5 le mois dernier et 9 en février 1905; l'*Union lithographique* (225) 5.8 p. 100 contre 3 le mois dernier.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 18 syndicats, groupant 4,711 ouvriers, atteint 25 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 23.2 p. 100, elle était de 22.5 p. 100 en février 1905. Les tanneurs-corroyeurs de Millau (700) ont 33 p. 100 de sans-travail. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) accusent 3 p. 100 de sans-travail contre 2 p. 100 le mois dernier et 20 en février 1905, la semaine est de 54 heures; elle est de 59 et de 60 heures pour les mégissiers-palissonneurs (410) qui accusent 2.4 p. 100 contre 2.4 le mois dernier et 23 p. 100 en février 1905; à Mazamet les ouvriers des peaux de mouton (800) accusent 25 p. 100 de chômeurs contre 25 le mois dernier, les mégissiers (100), 15 p. 100 au lieu de 15; les moutonniers de Graülhet (1,150) ont 54 p. 100 de chômeurs au lieu de 52 le mois dernier et 22 en février 1905; la semaine est de 25 heures. Les pelletiers, lustreurs, fourreurs de Paris (200) sont tous occupés, mais la semaine est seulement de 40 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 14.4 p. 100 pour 21 syndicats groupant 2,395 ouvriers contre 17.2 p. 100 le mois dernier et 7.2 p. 100 en février 1905. Les cordonniers de Limoges (830) accusent 4.8 p. 100 de chômeurs contre 15 le mois dernier; les coupeurs de Bordeaux (280), 7.9 p. 100 contre 7.7; les cordonniers de Bastia (350), 43 p. 100; ceux d'Angers (200) sont tous occupés.

Dans la ganterie, à Millau, l'*Union* (900) et le syndicat indépendant (110) n'accusent aucun chômeur; les gantiers de Chaumont (110) sont également tous occupés.

Les ouvriers de la sellerie militaire de Paris (120) n'ont pas de chômeurs.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage,

d'après les réponses de 86 syndicats, groupant 29,233 adhérents, était, à la fin de février, de 1,607, soit 5.5 p. 100; la proportion était de 4.5 p. 100 le mois dernier, elle était de 8.1 en février 1905.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait 2.3 p. 100 de chômeurs contre 3.1 le mois dernier et 4.6 p. 100 en février 1905, la semaine serait de 60 heures et la situation serait satisfaisante; à Tourcoing, d'après le syndicat textile (127), le chômage serait de 6 p. 100 au lieu de 0 p. 100; d'après le syndicat de l'industrie du tissu (274), de 5 p. 100 au lieu de 2; d'après celui des tapissiers en grosse moquette (320) de 11.6 p. 100; le syndicat mixte de l'industrie du fil à Lille (1,404) estime la situation satisfaisante; à Armentières, le syndicat mixte (1,849) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait toujours de 50 à 60 heures; le syndicat ouvrier (1890) accuse 3 p. 100 de sans-travail avec une semaine de 59 heures et estime la situation satisfaisante; à Houplines (1,500) il y a 2.7 p. 100 de chômeurs au lieu de 1.3, la situation est estimée satisfaisante pour l'époque, la semaine est de 60 heures; à Hazebrouck (460) il y a 17.6 p. 100 de chômeurs au lieu de 17, la semaine est toujours de 59 heures; à Halluin (1,000) le chômage est de 5 p. 100 au lieu de 2 et la semaine est de 60 heures; les tisseurs d'Haspres (360) chôment de 1 à 2 jours par quinzaine; dans les autres petits centres de tissage pas de chômeurs à Avesnes-les-Aubert (470), Saulzoir (172); 2.7 p. 100 à Nieppe (450), 10 p. 100 à Villers-en-Cauchies (148), 7 p. 100 à la Gorgue-Estaires (547). Pour l'ensemble des 19 syndicats du Nord groupant 16,030 syndiqués, la proportion des chômeurs est seulement de 3.1 p. 100 contre 2.9 le mois dernier.

Dans les Vosges, les 14 syndicats d'ouvriers textiles, groupant 1,845 ouvriers, qui ont répondu à la question concernant le chômage, n'accusent aucun chômeur.

Dans les centres cotonniers normands, à Rouen (2,000), les ouvriers textiles ne font guère en moyenne que 36 heures par semaine et accusent 15 p. 100 de chômeurs; 49 heures en moyenne à Bolbec (150) sans chômeurs, 50 heures à Lillebonne (163) avec 2.5 p. 100 de sans-travail au lieu de 2.5. A Evreux, le syndicat indépendant (154) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier, la *Fraternité ouvrière* (121) en accuse 1 seul: la situation est estimée satisfaisante en général; la semaine est de 60 heures et le chômage nul à Flers (165).

Dans les tissages de coton de la région roannaise, la semaine est de 60 heures à Bourg-de-Thizy (704) et le chômage y est de 11 p. 100 au lieu de 5.3; à Roanne (1,200) il y a 2 p. 100 de chômeurs contre 2; la semaine est en moyenne de 54 heures.

Dans l'Aisne, à Saint-Quentin, les tisseurs (300) accusent 12 p. 100 de chômeurs. Dans les Ardennes, à Saint-Menges (260), le chômage est de 23 p. 100 au lieu de 20 le mois dernier, la semaine varie de 35 à 40 heures; à Floing (195), les tisseurs ont un tiers de chômeurs et la semaine varie de 40 à 60 heures. A Reims il n'y a pas de chômeurs dans l'industrie lainière (400), la semaine est de 60 heures; le travail a repris dans les peignages. A Paris (150) les tisseurs sont tous occupés normalement.

Dans l'Ouest, à Romorantin (520), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés 60 et 66 heures, il y a un peu de chômage au tissage, la situation est autrement satisfaisante; pas de chômeurs à Laval (700); le syndicat mixte d'Angers (224) accuse 0.9 p. 100, le travail serait plus abondant; la situation reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: les tisserands à la main de Cholet (396), de Saint-Léger (109) et de Mortagne-sur-Sèvre (236) ne signalent aucun chômeur. Les tapissiers d'Aubusson (126) sont tous occupés 60 heures par semaine.

Dans la bonneterie, à Moreuil (400), le chômage est de 25 p. 100 contre 25 le

mois dernier et ceux qui travaillent font 10 heures par jour, le travail est satisfaisant; à Aix-en-Othe (145) il n'y a qu'un chômeur et les ouvriers font des heures supplémentaires.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (120) accuse 4 p. 100 de chômeurs: les commandes manquent en rubanerie; les ouvriers en soieries de Charlieu (135) n'accusent aucun chômeur. Dans la région lyonnaise les usines de tissage mécanique sont toujours largement alimentées par la mousseline soie et presque tous les genres d'étoffes; à Lyon les petits ateliers de tissage mécanique et à la main demeurent aussi abondamment pourvus que le mois dernier; à la campagne, dans les ateliers à bras, le travail continue à se maintenir ⁽¹⁾. Le syndicat du tissage mécanique de Lyon (500) n'accuse aucun chômeur et se montre très satisfait.

Dans le tulle, les tullistes de Caudry (545) n'ont pas de chômeurs et font 60 heures, la situation reste assez satisfaisante; ceux de Lyon (400) signalent 12.5 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier.

A Roanne les apprêteurs (222) ont 1.4 p. 100 de chômeurs au lieu de 3 et font 60 heures; les teinturiers (300) font 60 heures avec 11 p. 100 de chômeurs au lieu de 12; ceux de Saint-Étienne (120) n'ont pas de chômeurs et font 60 heures; ceux de Troyes (250) n'ont pas de chômeurs et font 60 heures; les blanchisseurs et apprêteurs de Cholet (124) sont tous occupés 60 heures. A Paris les teinturiers-dégraisseurs (320) font 48 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 9.9 p. 100 pour 19 syndicats groupant 2,385 ouvriers et ouvrières contre 16.2 p. 100 le mois dernier et 24 en février 1905. Le travail est considéré comme plus abondant par 3 syndicats, équivalent par 12, moins abondant par 4. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 65 p. 100 des syndicats et 68 p. 100 des syndiqués; à Paris l'*Union des couturiers* (548) accuse 14.6 p. 100 de chômeuses au lieu de 27 le mois dernier; les tailleurs et couturières de la Bourse du travail (480) 10.4 p. 100; les coupeurs-chemisiers (270) 3.3 p. 100 de sans-travail contre 4.4 le mois dernier. Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'habillement de Bourges (200) contre 40 p. 100 le mois dernier, les tailleurs de Calais (106), les ouvriers du syndicat mixte de Carcassonne (257).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 11.4 p. 100 pour 11 syndicats groupant 1,060 ouvriers; elle était, le mois dernier, de 15.4 p. 100 et de 7,6 en février 1905; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (120) n'ont aucun chômeur; les ouvrières (100) 5, les casquettiers (368) en accusent 17.1 p. 100 au lieu de 24. Les chapeliers de Chazelles-sur-Lyon (139) en accusent 2.1 p. 100.

Les blanchisseuses de Chaville (115) sont toutes normalement occupées. A Paris, les blanchisseuses (115) accusent 17.6 p. 100 de chômeurs.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 49 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment groupant 2,881 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 16.7 p. 100; elle était de 16.7 p. 100 le mois précédent, de 15.5 p. 100 en février 1905: la situation est estimée satisfaisante par 40 p. 100 des syndicats et 30 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de navires du Havre (178) accusent 32 p. 100 de sans-travail; les autres charpentiers (110) 32 p. 100. également; les calfats et perceurs de Marseille (120) 50 p. 100; les

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 mars 1906.

menuisiers d'Armentières (104) accusent toujours 2 p. 100; les ouvriers du bois d'Halluin (260) 5 p. 100 au lieu de 10 le mois dernier. A Paris, les menuisiers de la rue Pernety (202) ont 1.5 p. 100 de chômeurs contre 6 le mois dernier.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 24 syndicats groupant 1,508 ouvriers, est de 7.4 p. 100 contre 10.7 p. 100 le mois dernier et 15 p. 100 en février 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 50 p. 100 des syndicats et 71 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 5 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (420) au lieu de 20 le mois dernier : l'activité est redevenue satisfaisante. Les sculpteurs-mouleuriers du meuble de Lyon (110) accusent 18 p. 100. A Paris, les marbriers du meuble accusent 5.7 p. 100.

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 6.3 p. 100 pour 7 syndicats groupant 239 ouvriers contre 0.6 p. 100 le mois dernier et 41 en février 1905. Le syndicat de Limoges (104) accuse seul 13.4 p. 100 de sans-travail.

Chez les tonneliers, le chômage est de 17 p. 100 pour 16 syndicats groupant 1,716 ouvriers contre 18.2 p. 100 le mois dernier et 12 p. 100 en février 1905; le chômage est de 68 p. 100 à Mèze (308) au lieu de 78 le mois dernier; il est de 46 p. 100 à Dunkerque (130); pas de chômeurs à Bussière-Galant (530); un seul à Reims (125); deux à Saint-Macaire (185).

Dans la carrosserie, 9 syndicats, groupant 664 ouvriers annoncent 6.2 p. 100 de chômeurs contre 1.5 le mois dernier, et 10 en février 1905. A Paris, l'Union de la voiture (6,240) accuse 6.3 p. 100 de sans-travail; les autres syndicats de province ainsi que les compagnons-charrons de Paris (142) n'accusent aucun chômeur.

Les bouchonniers de Lavardac (150), les tourneurs en bois de Felleries (104), les ouvriers en jouets et broserie de Gerardmer (103) n'ont pas de chômeurs. Par contre, les layetiers-emballeurs de Paris (235) en accusent 4.3 p. 100; les ouvriers en peignes d'Oyonnax (180) 11.7 p. 100.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 126 syndicats groupant 26,284 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de février, de 1,628, soit 6.2 p. 100; la proportion était de 4.7 p. 100 le mois dernier et de 6.3 p. 100 en février 1905.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 2 p. 100 pour 21 syndicats groupant 2,266 ouvriers : le mois dernier elle était de 1; elle était de 1.6 p. 100 en février 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 82 p. 100 des syndicats groupant 92 p. 100 des syndiqués; le chômage est de 11.5 à Amiens (140) au lieu de 7.1 le mois dernier, de 4.5 p. 100 à Montluçon (155), de 7.7 p. 100 à Bordeaux (130). Pas de chômeurs, par contre, à Revin (750), Ferrière-la-Grande (200), Vrigne-aux-Bois (150). A Paris, les fondeurs en fer (600) n'ont pas répondu.

28 syndicats de métallurgistes groupant 10,315 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 1.9 p. 100 de chômeurs; la proportion était de 1.4 p. 100 le mois dernier et de 5.9 p. 100 en février 1905; la situation est estimée satisfaisante par 77 p. 100 des syndicats et 89 p. 100 des syndiqués. Le chômage est de 6.6 p. 100 à Sous-le-Bois (300), au lieu de 0 le mois dernier; de 3.9 p. 100 à Saint-Michel-de-Maurienne (592), contre 1.8; de 5 p. 100 à Chambon-Feugerolles, de 3.5 p. 100 à Raucourt (115), 5.4 p. 100 à Troyes (130), de 1.7 p. 100 à Argenteuil (120) contre 0. Pas de chômeurs au Creusot (5,000), Guérigny (520), Commentry (200), Fumel (360), Château-Regnault (320), Bourg-Fidèle

(120), Fromelennes (210), Lille (205), Bourges (300), Nancy (245); un chômeur seulement à Sens (128).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans-travail est de 2.4 p. 100 pour 35 syndicats groupant 7,485 ouvriers contre 2.9 p. 100 le mois dernier et 3.1 p. 100 en février 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats et 89 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Sous-le-Bois (132), Jeumont (850), Revin (450), Luneville (105), le Mans (128), Corbeil (249). La proportion des sans-travail est de 1 p. 100 à Ferrière-la-Grande (400), 1.2 p. 100 à Tourcoing (250), 1.3 à Reims (159), 1.7 à Marseille (290), 10 à Saint-Etienne (200 électriciens), 1 p. 100 à Tarbes (101). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 21 chômeurs sur 2,830 syndiqués contre 24 le mois dernier et 53 en février 1905; les serruriers (620) accusent 15 p. 100 au lieu de 9.8.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1.761) ont 10 chômeurs contre 4 le mois dernier et 41 en février 1905; les ouvriers en instruments de médecine (154) en accusent 2.6 p. 100. Pas de chômeurs chez les monteurs de boîtes d'argent de Besançon (170); 3 p. 100 chez les horlogers de Cluses (176) au lieu de 5.

Dans la coutellerie pas de chômeurs chez les émouleurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (655). Chez les ferblantiers-boitiers des côtes bretonnes, il y a 57 p. 100 de chômeurs à Concarneau (350), 91 p. 100 à Douarnenez (504), 100 p. 100 à Guilvinec (104) et Ploëmeur (110). 8.3 p. 100 de chômeurs contre 20 le mois dernier chez les ferblantiers-zingueurs de Lyon (180). A Paris, les polisseurs sur métaux (550) accusent 2.2 p. 100 de chômeurs au lieu de 2.4; les tôliers (120), 3.3 p. 100 contre 16.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 175 syndicats, groupant 17,484 adhérents, était, à la fin de février, de 27.8 p. 100; elle était de 27.9 p. 100 le mois précédent et de 29 p. 100 en février 1905.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 28.8 p. 100 pour 125 syndicats groupant 13,507 ouvriers au lieu de 30.4 le mois dernier et de 34 en février 1905; le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (345 maçons), Bordeaux (183 tailleurs de pierre), Lyon (180 terrassiers), Reims (170), Épernay (300), Amiens (198), Rochefort (130), Quimper (400), Vannes (236), Concarneau (265), Châteauroux (100), Porcieu-Amblagnieu (288), Parmilieu (120), Montalieu-Vercieu (281), Mazamet (140), Auch (325), Beausoleil (133); le travail reste par contre satisfaisant pour l'époque à Calais (450), Aix-les-Bains (100), Mantes (144); dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 39 p. 100 des syndicats et 19 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 27.5 p. 100 pour 35 syndicats groupant 3,246 ouvriers contre 28.9 p. 100 le mois dernier et 28.7 p. 100 en février 1905: le syndicat des peintres de Paris (1,048) accuse 24 p. 100 de chômeurs contre 17 le mois dernier; celui de Roubaix (210), 50 p. 100 contre 36; celui de Rouen (203) 23 p. 100 contre 74; celui d'Arignac (120) 42 p. 100.

8 syndicats de sculpteurs et marbriers groupant 531 ouvriers accusent 6.2 p. 100 de chômeurs contre 4.4 le mois dernier et 2.4 en février 1905. Les marbriers de Jeumont (130) sont tous occupés; les granitiers de Vire (176) n'ont qu'un chômeur.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les

chaufourniers de Contes-les-Pins (120), Beffes (120), ni chez les cimentiers de Boulogne-sur-Mer (580); 6.7 p. 100 chez les ouvriers des plâtrières de Saint-Jean-de-Maurienne (150) au lieu de 12.5. Les potiers de Vallauris (208) n'accusent aucun chômeur; les tourneurs, mouleurs en porcelaine de Saint-Vallier (142) en accusent 2.1 p. 100 contre 4.4 le mois dernier. A Limoges, les peintres en porcelaine (450) en accusent 6.4 p. 100 contre 5.1; les journaliers (288) 1 p. 100. Le travail n'est pas satisfaisant chez les faïenciers de Montereau (300).

Dans l'ensemble des 12 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion des sans-travail est de 8.3 p. 100 pour 870 syndiqués, au lieu de 10.3 le mois dernier; le syndicat des verriers à vitres de Fresnes (300) en accuse 13 p. 100 au lieu de 15 les mois derniers; celui de Paris (150) en accuse 20 p. 100 contre 26.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries de la manutention, la moyenne du chômage pour 30 syndicats groupant 4,327 membres, ressort à 40.9 p. 100 contre 45.5 p. 100 le mois dernier et 43 p. 100 en février 1905; le nombre des chômeurs reste important parmi les ouvriers du port de Marseille (500 sur 1,000), de Dunkerque (2,000 sur 4,008) Gravelines (28 sur 130), le Havre (640 sur 800); les arrimeurs des bois du nord de Bordeaux (50 sur 250); les charbonniers déchargeurs du Havre (118) en accusent 14.4 p. 100 contre 12.7 p. 100 le mois dernier; les porteurs des Halles de Paris (205) ont 49 p. 100 de sans-travail; les laveurs de voitures (247) 4 p. 100 contre 6 le mois dernier; les nettoyeurs de carreaux (189) 26 p. 100.

Dans les 34 syndicats de transports (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, des tramways et de la marine, camionneurs, cochers, bateliers, etc.) groupant 3,220 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ces derniers était de 7.8 p. 100 contre 3.4 p. 100 le mois dernier et 1.8 p. 100 en février 1905. 40 p. 100 de chômeurs chez les charretiers de Toulon (203).

D'après les réponses de 43 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 6,317 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 245, soit 3.9 p. 100; la proportion était de 5.2 le mois dernier, de 5.6 en février 1905; à Paris, l'*Union des comptables* (525) accuse 5.7 p. 100 contre 5.2 le mois dernier, l'*Alliance sténographique* 8 p. 100; à Saint-Denis les employés (260) en accusent 31 p. 100.

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 1 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,627 membres contre 2.1 p. 100 le mois dernier et 4.9 en février 1905. 10 syndicats de coiffeurs, groupant 2,864 ouvriers, ont 6.7 p. 100 de sans-travail contre 6.4 p. 100 le mois dernier et 11 p. 100 en février 1905; le syndicat mixte de Paris (2,305) en accuse 4.4 p. 100 au lieu de 4.8 le mois dernier; le syndicat ouvrier du Mans (108) 6.5 p. 100.

LES GRÈVES EN FÉVRIER 1906.

68 grèves ont été signalées, en février, à la direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 62 d'entre elles, est de 12,950. Il y avait eu, en février 1905, 79 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 57.

Ces grèves, dont 57 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	32
Réductions de salaire	4
Contestations diverses relatives au salaire	8
Demandes de suppression du travail aux pièces	1
Demandes de réintégration d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	10
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	7
Demandes de diminution du temps de travail	3
Contestations relatives à l'embauchage d'ouvriers syndiqués	2
Demandes de suppression des amendes	1
Règlement d'atelier	3
Grèves par solidarité	3

Ces grèves ont éclaté dans 32 départements (la grève des tullistes de la région lyonnaise s'étant étendue sur 4 départements), et on en a compté :

8 dans la Seine, 7 dans le Nord, 5 dans la Meurthe-et-Moselle et dans le Rhône, 4 dans l'Isère, 3 dans la Savoie et la Seine-Inférieure, 2 dans les Alpes-Maritimes, l'Ardèche, l'Aude, les Bouches-du-Rhône, la Charente-Inférieure, les Landes, le Pas-de-Calais et les Pyrénées-Orientales et 1 dans les 17 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 17; travail des métaux, 8; mineurs, 7; cuirs et peaux, transports et manutention, 6; bâtiment, travail des terres et pierres, produits chimiques, 4; agricoles, industrie du bois, 3; alimentation, 2; musiciens, ouvriers en papiers, pêcheurs, typographes, 1 grève.

Des 68 grèves commencées en février, 50 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Douze, 1 jour ou moins de 1 jour; sept, 2 jours; trois, 3 jours; une, 4 jours; cinq, 5 jours; cinq, 6 jours; deux, 7 jours; une, 8 jours; une, 9 jours; trois, 11 jours; une, 12 jours; une, 13 jours; une, 14 jours; deux, 15 jours; une, 16 jours; une, 17 jours; une, 20 jours et une 25 jours.

Si l'on y ajoute 7 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 377 jours, 92 jours, 65 jours, 56 jours, 53 jours, 41 jours et 26 jours, on trouve 57 conflits terminés avec les résultats suivants :

16 réussites.

24 transactions ou réussites partielles.

17 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
1905.							
15 fév...	27 fév...	Arignac.....	Ariège.....	Ouvriers de plâtriers.....	1	80	1
3 déc. ..	5 mars ..	Bellignies.....	Nord.....	Marbriers.....	1	50	2
8 déc. ..	2 fév.	Paris.....	Seine.....	Tisseries en peaux.....	1	35	3
9 déc. ..	12 fév.	Saint-Léger-des-Vignes.	Nièvre.....	Ouvriers de plâtriers.....	5	172	4
11 déc. ..		Cornil.....	Corrèze.....	Ouvriers en produits chimiques.	1	250	5
12 déc. ..	3 fév.	Raon-l'Étape.....	Vosges.....	Carriers.....	1	207	6
8 déc. ..		Lavelanet.....	Ariège.....	Tisseurs, fleurs et teinturiers.	47	583	7
21 déc. ..		Laval.....	Mayenne.....	Marbriers.....	2	108	8
1906.							
3 janv...		Paris.....	Seine.....	Casquetiers.....	1	12	9
5 janv...		Panissières.....	Loire.....	Brodeuses de rideaux.....	1	42	10
6 janv...	16 fév.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	264	11
9 janv...		Paris.....	Seine.....	Ouvriers en meubles.....	43	2,000	12
19 janv...		Deville-les-Rouen.	Seine-Inférieure..	Ouvriers d'aciérie.....	1	50	13
20 janv...		Escaro et Vernet-les-Bains.	Pyrénées-Orientales	Mineurs.....	"	"	14
21 janv...		Arles.....	Bouches-du-Rhône	Ouvriers d'une fabrique de soude.	1	400	15
23 janv...		Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	"	16
29 janv...	24 fév.	Paris.....	Seine.....	Ferblantiers.....	1	35	17
31 janv...		Fontaine.....	Isère.....	Palissonneurs.....	2	41	18

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} fév.	6 fév.	Cublize.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	8	1
1 ^{er} fév.	12 fév.	Revin.....	Ardennes.....	Polisseurs.....	1	19	2
1 ^{er} fév.	21 fév.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Peintres en bâtiment.....	240	1,500	3
1 ^{er} fév.	22 fév.	Paris.....	Seine.....	Cordonniers.....	2	24	4
1 ^{er} fév.		Neuves-Maisons.	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	450	5
2 fév.	3 fév.	Moussan.....	Aude.....	Ouvriers agricoles.....	1	150	6
2 fév.	4 fév.	Faymoreau.....	Vendée.....	Mineurs.....	1	280	7
2 fév.	13 fév.	Frévent.....	Pas-de-Calais.....	Tisseurs.....	1	116	8
2 fév.	27 fév.	Voiron.....	Isère.....	Tisseurs.....	2	209	9
3 fév.	5 fév.	Roubaix.....	Nord.....	Typographes.....	1	33	10
5 fév.	6 fév.	Tourcoing.....	Nord.....	Peigneurs.....	1	19	11
5 fév.	8 fév.	Roanne.....	Loire.....	Tisseurs.....	1	200	12
5 fév.	13 fév.	Rouen.....	Seine-Inférieure..	Ouvriers de raffinerie de pétrole.	1	17	13
6 fév.	12 fév.	Saint-Memmie....	Marne.....	Peaussiers.....	1	20	14
6 fév.	12 fév.	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en chaussures.....	1	40	15
6 fév.	22 fév.	Ludres.....	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	152	16
8 fév.	23 fév.	Ivry.....	Seine.....	Mécaniciens-construteurs.....	1	90	17
8 fév.	23 fév.	Deville-les-Rouen.	Seine-Inférieure..	Mouleurs.....	1	180	18
9 fév.	13 fév.	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Biscuitiers.....	1	35	19
9 fév.	22 fév.	Paris.....	Seine.....	Bijoutiers.....	1	10	20
10 fév.	12 fév.	Venthon.....	Savoie.....	Ouvriers en papiers.....	1	213	21
11 fév.	13 fév.	Boulogne.....	Pas-de-Calais.....	Dockers.....	1	56	22

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} FÉVRIER 1906 (1).

1	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
3	Demande : liberté de sortie pour le casse-croûte.....	Échec.	
4	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 10 heures ; réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
5	Contre le remplacement d'un ouvrier, président du syndicat, par un ouvrier non syndiqué.....	.....	Lock-out.
6	Demandes : liberté syndicale ; augmentation de salaire...	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
9	Contre l'introduction de machines actionnées par des femmes.....	.....	
10	Demande de réintégration de 3 ouvrières.....	.....	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
12	Contre la mise en chômage de 2 ouvriers ; demande de suppression du travail aux pièces.....	.....	
13	Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....	
14	Demandes : réintégration de 6 ouvriers : augmentation de salaire.....	.....	
15	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
16	Contestation relative au salaire.....	.....	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

EN FÉVRIER 1906.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
2	Réduction de salaire.....	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
5	Demande de réintégration du contrôleur ouvrier à la bascule.....	.....	
6	Demande de travail à pleine journée.....	Réussite.	
7	Demandes : renvoi d'un contremaître ; levée d'une mise à pied.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
10	Contestation relative aux malfaçons.....	Réussite.	
11	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
13	Réduction de salaire.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
15	Règlement d'atelier.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
16	Solidarité avec les grévistes de Neuves-Maisons.....	Échec.	
17	Baisse de travail.....	Échec.	
18	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
19	Protestation contre le licenciement de 65 ouvriers syndiqués.	Échec.	
20	Demandes : augmentation de salaire ; suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
21	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
22	Demandes : travail aux pièces ; emploi exclusif d'ouvriers syndiqués.....	Réussite.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPARÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
12 fév....	19 fév....	Saint-Pierre-Mont- limar.	Maine-et-Loire...	Mineurs.....	1	80	23
12 fév....	23 fév....	Paris.....	Seine.....	Diamantaires.....	20	225	24
12 fév....	1 ^{er} mars.	Lyon et région...	Rhône, Ain, Isère et Savoie.	Tullistes.....	"	4,500	25
12 fév....	.....	Brest.....	Finistère.....	Garçons de cafés.....	"	"	26
12 fév....	.....	Issoudun.....	Indre.....	Ouvr. d'une fabr. de guêtres.	1	16	27
13 fév....	13 fév....	Paris.....	Seine.....	Orfèvres.....	1	40	28
13 fév....	15 fév....	Antibes et Cannes.	Alpes-Maritimes	Ouvriers d'usines à gaz.....	2	65	29
14 fév....	23 fév....	Bellegarde.....	Ain.....	Ferblantiers.....	1	11	30
14 fév....	28 fév....	Moirans.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	150	31
14 fév....	.....	Roubaix.....	Nord.....	Chaudronniers.....	1	25	32
15 fév....	16 fév....	Annonay.....	Ardèche.....	Mégissiers.....	1	34	33
15 fév....	22 fév....	Céret.....	Pyrénées-Orientales	Bouhonniars.....	1	23	34
16 fév....	16 fév....	Rouen.....	Seine-Inférieure	Dockers.....	1	"	35
16 fév....	.....	Lyon.....	Rhône.....	Mégissiers.....	1	90	36
17 fév....	19 fév....	Fournies.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	25	37
19 fév....	20 fév....	Annonay.....	Ardèche.....	Mégissiers.....	1	28	38
19 fév....	20 fév....	Vinay.....	Isère.....	Tisseuses.....	1	95	39
19 fév....	20 fév....	Lyon.....	Rhône.....	Ouvriers d'une fabrique de tiges pour chaussures.	1	40	40
19 fév....	.....	Halluin.....	Nord.....	Chaisiers.....	1	"	41
19 fév....	.....	Paris.....	Seine.....	Corroyeurs.....	"	500	42
20 fév....	22 fév....	Cette.....	Hérault.....	Pêcheurs.....	"	"	43
20 fév....	.....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Ouvriers de plâtrières.....	1	30	44
21 fév....	22 fév....	Paris.....	Seine.....	Ebénistes.....	1	34	45
21 fév....	24 fév....	Saint-Frichoux...	Aude.....	Ouvriers agricoles.....	1	20	46
21 fév....	24 fév....	Hem.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	51	47
21 fév....	26 fév....	Tonnay-Charente	Charente-Inférieu ^{re}	Arrimeurs.....	3	20	48
21 fév....	26 fév....	Homécourt.....	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	280	49
21 fév....	26 fév....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	250	50
21 fév....	.....	Nice.....	Alpes-Maritimes	Artistes-musiciens.....	1	"	51
21 fév....	.....	Arles.....	Bouches-du-Rhône	Ouvriers d'une fabrique de souda.	1	400	52
21 fév....	.....	Valence.....	Drôme.....	Terrassiers.....	1	12	53
21 fév....	.....	Veyrins.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	40	54
23 fév....	1 ^{er} mars.	Marans.....	Charente-Inférieu ^{re}	Dockers.....	1	"	55
24 fév....	1 ^{er} mars.	Limoges.....	Haute-Vienne...	Décalqueuses sur porcelaine..	1	20	56
24 fév....	.....	Bourges.....	Cher.....	Ouvriers d'une usine de ci- ment.	1	29	57
24 fév....	.....	Lyon.....	Rhône.....	Mouleurs.....	1	10	58
25 fév....	.....	Les Echelles.....	Savoie.....	Tisseuses.....	1	180	59
26 fév....	26 fév....	Paris.....	Seine.....	Palefreniers.....	1	16	60
26 fév....	27 fév....	Cerbère.....	Pyrénées-Orientales	Transbordeuses d'oranges....	"	200	61
26 fév....	28 fév....	Aire.....	Landes.....	Terrassiers.....	1	60	62
26 fév....	10 mars.	Lesperon.....	Landes.....	Résiniers.....	1	60	63
26 fév....	.....	Orléans.....	Loiret.....	Ouvrières des tabacs.....	1	20	64
27 fév....	5 mars.	Saint-Michel-de- Maurienne.	Savoie.....	Mineurs.....	1	20	65
28 fév....	6 mars..	Flers.....	Orne.....	Tisseurs.....	1	30	66
28 fév....	.....	Jœuf.....	Meurthe-et-Moselle	Mineurs et métallurgistes....	1	1,200	67
28 fév....	.....	Tlemcen.....	Oran.....	Terrassiers.....	1	200	68

N ^{OS} REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN FÉVRIER 1906. (Suite et fin.)			
23	Demande de réintégration de 2 ouvriers.....	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demande d'augmentation des tarifs de fabrication.....	Transaction.	
26	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
27	Contre la limitation du nombre d'ouvriers syndiqués.....	Transaction.	
28	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
32	Contestation relative au délai-congé.....	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
35	Réduction de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
36	Demandes : renvoi d'un contremaître; réintégration d'un ouvrier.....		
37	Contestation relative au salaire.....	Réussite.	
38	Contestation relative au règlement d'atelier.....	Réussite.	
39	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
40	Contre la désignation d'un contremaître.....	Réussite.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....		
42	Demande d'augmentation de salaire.....		
43	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
44	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.....		
45	Demande de renvoi du contremaître et de l'aide contremaître.....	Réussite.	
46	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
48	Règlementation du travail.....	Échec.	
49	Demandes : cessation de l'envoi du minerai à Neuves-Maisons; augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
50	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
51	Contestation relative au salaire.....		
52	Demande de réintégration d'un ouvrier.....		
53	Demande d'augmentation de salaire.....		
54	Demande d'augmentation de salaire.....		
55	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
56	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
57	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier.....		
58	Demande de renvoi d'un nouveau contremaître.....		
59	Demande d'augmentation de salaire.....		
60	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
61	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
62	Contestation relative au salaire.....	Échec.	
63	Demande de réintégration d'ouvriers syndiqués.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
64	Contestation relative au salaire.....		
65	Demande de congé à l'occasion du mardi-gras.....	Échec.	
66	Demandes : suppression des amendes; augmentation de salaire.....	Transaction.	
67	Solidarité avec les mineurs de Neuves-Maisons.....		
68	Réduction de salaire.....		

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

6 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à la direction du travail :

1° Grève des ouvriers des plâtrières de Saint-Léger-des-Vignes (Nièvre). — Le 9 décembre 1905, 19 ouvriers de la fabrique de plâtre Journot, à Saint-Léger-des-Vignes, avaient cessé le travail, sur le refus du patron de réintégrer un ouvrier et d'augmenter les salaires. Le patron ayant annoncé son intention d'abandonner son exploitation, les ouvriers des autres plâtrières demandèrent à leurs patrons d'embaucher les ouvriers sans travail de la fabrique Journot. Sur le refus des patrons de faire droit à cette demande, une liste générale de revendications, comportant réduction de la durée du travail de onze heures et demie à dix heures, suppression du travail à la tâche et augmentation des salaires, leur fut soumise. Les patrons ne répondirent pas à la demande d'entrevue qui leur fut adressée et les 153 ouvriers des 4 plâtrières de la localité se mirent en grève, à leur tour, le 2 janvier 1906. Après un mois de grève, ils firent parvenir, le 5 février, au juge de paix un recours à la conciliation et la liste de leurs revendications.

Trois patrons seulement étaient présents à la réunion du comité de conciliation, le 10 février, les deux autres ayant définitivement fermé leurs chartiers et leur usine. Un accord s'est établi. Les ouvriers ont obtenu la journée de dix heures, la suppression du travail à la tâche pour certains travaux, et des augmentations de salaire portant le gain moyen des ouvriers de l'extraction de 3 à 4 francs par jour et celui des ouvriers d'usine de 2 fr. 50 à 3 francs. Le travail a été repris le 12 janvier par les ouvriers des 3 patrons signataires de l'accord. Les ouvriers des deux autres exploitations ont, pour la plupart, trouvé du travail ailleurs.

2° Dans une grève d'ouvriers en chaussures à Nancy, le juge de paix est intervenu d'office le 9 février. Un comité de conciliation s'est réuni le même jour et une transaction a mis fin au conflit. Les ouvriers demandaient qu'une deuxième rentrée eut lieu, à 2 heures de l'après-midi, pour les ouvriers qui ne seraient pas présentés à l'atelier à l'heure réglementaire (1 h. 1/2). Les patrons ont consenti à rouvrir les portes à 1 h. 3/4; mais la sortie du soir, qui avait lieu à 6 h. 50, aura lieu désormais à 7 heures.

3° Grève de résiniers à Lesperon (Landes). — Les ouvriers résiniers syndiqués de Lesperon se plaignaient que certains propriétaires eussent donné à exploiter à ceux de leurs ouvriers qui avaient adhéré au syndicat une quantité de pins moindre que l'année précédente et que d'autres propriétaires eussent renvoyé leurs ouvriers membres du syndicat, en vue de se soustraire aux conditions du contrat passé, le 28 janvier 1906, entre le Syndicat des propriétaires et le syndicat ouvrier. 60 ouvriers avaient cessé le travail le 26 février. Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 3 et le 9 mars. L'entente s'est établie. Un nouveau contrat, valable pour 3 ans, a été élaboré. Les résiniers ont repris le travail le 10 mars.

4° Grève de tisseurs à Cublize (Rhône). — Les 8 tisseurs de la fabrique de cotonnades Rabichon, à Cublize, s'étaient mis en grève, le 1^{er} février, en réclamant une augmentation de salaire et l'emploi d'un rouleau métrique pour le

mesurage des pièces. Le juge de paix est intervenu d'office le 5 février. Un comité de conciliation s'est réuni le même jour et les ouvriers ont obtenu satisfaction. Leur salaire moyen a passé de 2 fr. 50 par jour à 2 fr. 75.

5° Dans la **grève des mineurs d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle)**, le juge de paix est intervenu d'office. Un comité de conciliation s'est réuni le 24 février.

Les revendications des ouvriers étaient les suivantes :

- 1° Que la Compagnie n'envoie plus de minerai aux mines du Val de Fer pour le compte de la Compagnie de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons;
- 2° Suppression de la prime;
- 3° Augmentation de 10 centimes par tonne de minerai;
- 4° 5 centimes en plus par tonnage pour le roulage au-dessus de 100 mètres;
- 5° Diminution de la poudre (que cette dernière soit payée à raison de 1 fr. 80 le kilogr. la mèche, 30 centimes la couronne, le papier, 20 centimes la main);
- 6° Suppression des amendes;
- 7° Tous les hommes de régie soient augmentés de 5 centimes l'heure;
- 8° Les charretiers soient payés à raison de 6 francs par jour au minimum;
- 9° Un contrôleur à la bascule payé et nommé par les ouvriers;
- 10° Aucun renvoi pour faits de grève.

L'accord s'est établi aux conditions suivantes :

La Compagnie concède la suppression des envois de minerai d'Homécourt aux usines de Neuves-Maisons pendant la durée de la grève de ladite usine;

Elle maintient la prime de présence à la mine en limitant le bénéfice de cette prime à 22 journées par mois; il est également entendu que les jours de maladie dûment constatée ne donneront pas lieu à la suppression de la prime;

Elle concède 5 centimes en plus par tonnage pour le roulage au-dessus de 100 mètres de la sortie du chantier, ou de donner un manoeuvre supplémentaire;

Elle concède de ramener le prix de la poudre à 1 fr. 80 par kilogramme, la mèche à 30 centimes la couronne, le papier à 20 centimes la main;

La Société maintient le principe des amendes, dont l'application sera réduite dans la mesure la plus large possible;

La Société accorde la nomination d'un basculeur payé et nommé par les ouvriers, pris parmi le personnel ouvrier de la mine et agréé par la Société;

La Société s'engage à ne faire aucun renvoi pour faits concernant la présente grève;

Il est entendu entre les parties que le travail reprendra lundi matin 26 février.

6° Dans la **grève des mineurs de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle)**, deux réunions de conciliation ont eu lieu, sur l'initiative des juges de paix, le 24 et le 26 février. L'entente n'a pu s'établir.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS PENDANT L'ANNÉE 1902 ⁽¹⁾.

Au 31 décembre 1902, il existait en France 15,568 sociétés de secours mutuels, dont 12,379 approuvées ou reconnues comme établissements d'utilité publique ⁽²⁾ et 3,189 sociétés libres. Au 31 décembre 1901, on comptait en tout 14,872 sociétés, dont 11,719 sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique, et 3,153 sociétés libres. Le nombre des sociétés libres qui ont demandé en 1902 leur transformation en sociétés approuvées a été de 112; il y en avait eu 121 en 1901, 178 en 1900, 55 en 1899, 30 en 1898, 24 en 1897, 29 en 1896.

Sur les 15,568 sociétés existantes en 1902, 14,921 ont fait parvenir au ministre de l'Intérieur le compte de leurs opérations.

Voici quel était, par âge et par sexe, l'effectif de ces 14,921 sociétés au 31 décembre 1902 :

		NOMBRE de sociétés.	NOMBRE de membres honoraires.	NOMBRE DE MEMBRES PARTICIPANTS			TOTAUX.
				hommes.	femmes.	enfants.	
Sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique	d'adultes..	10,239	297,797	1,329,260	303,964	56,158	1,987,179
	scolaires..	1,731	46,480	"	" ⁽³⁾	522,089	568,569
Sociétés libres.....		2,951	37,705	314,897	59,135	10,155	421,892
TOTAUX		14,921	381,982	1,664,157	363,099	588,402	2,977,640

Le personnel moyen est de 194 membres, dont 29 honoraires et 165 participants, pour les sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique d'adultes; de 330 membres dont 27 honoraires et 303 participants pour les sociétés scolaires; et de 143 membres, dont 13 honoraires et 130 participants pour les sociétés libres. La proportion des membres honoraires est de 15 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, de 8,2 pour les sociétés scolaires et de 8,6 pour les sociétés libres.

Le tableau suivant indique le mouvement du personnel dans les différentes sortes de sociétés au 31 décembre de chacune des années 1871, 1880, 1890, 1901 et 1902 :

	SOCIÉTÉS APPRUVÉES ou reconnues d'utilité publique ⁽⁴⁾ .			SOCIÉTÉS LIBRES.		
	nombre de sociétés.	membres honoraires.	membres participants.	nombre de sociétés.	membres honoraires.	membres participants.
1871.....	4,263	96,885	489,006	1,524	11,042	194,968
1880.....	4,790	129,857	640,613	1,987	18,179	279,045
1890.....	6,863	179,197	884,604	2,470	25,102	320,112
1901.....	11,719	281,569	1,525,875	3,153	34,220	365,607
1902.....	12,379	297,797	1,689,382	3,189	37,705	384,187

⁽¹⁾ D'après le *Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1902*, présenté à M. le Président de la République par M. Eug. Étienne, ministre de l'Intérieur, le 31 mars 1905. Melun, Imprimerie administrative, 1905. — Voir pour 1901, *Bulletin*, 1905, page 113.

⁽²⁾ Le nombre des sociétés reconnues d'utilité publique est de 18. Les sociétés scolaires, qui sont comprises dans les sociétés approuvées sont au nombre de 1,895.

⁽³⁾ Dont 312,512 garçons et 209,577 filles.

⁽⁴⁾ Non compris les sociétés scolaires dont le développement est tout récent. En 1896, on n'en comptait que 21, il y en avait 55 en 1897, 181 en 1898; c'est à partir de cette époque qu'elles se sont multipliées, leur nombre total a passé successivement à 768 en 1899, 1,389 en 1900, 1,758 en 1901, 1,895 en 1902.

STATISTIQUE DE LA MORBIDITÉ ET DE LA MORTALITÉ.

Le nombre des journées de maladie ayant donné lieu en 1902 à une indemnité pécuniaire s'est élevé à 5,673,829 pour 265,162 malades dans les sociétés approuvées ou reconnues, à 1,230,734 pour 59,419 malades dans les sociétés scolaires, et à 1,453,968 pour 75,045 malades dans les sociétés libres.

Voici comment se répartissent les journées de maladie entre les personnes de l'un et l'autre sexe dans les différentes sociétés.

	NOMBRE DE JOURNÉES de maladie affectées		NOMBRE MOYEN de journées de maladie par membre participant (1).		de l'un et l'autre sexe.
	aux hommes.	aux femmes.	hommes.	femmes.	
Sociétés approuvées ou reconnues d'adultes.....	4,968,708	705,121	5,36	7,03	5,52
Sociétés scolaires.....	719,292	511,442	//	//	2,95
Sociétés libres.....	1,290,373	163,595	5,67	5,64	5,66

La proportion générale des malades, par rapport au total des membres participants des sociétés allouant des secours de maladie, a été, en 1902, de 25.81 p. 100 dans les sociétés approuvées ou reconnues, de 14.23 p. 100 dans les sociétés scolaires et de 29.24 p. 100 dans les sociétés libres. Le nombre annuel de journées payées par malade dans les sociétés approuvées ou reconnues a été de 24.63 dans l'ensemble et de 24.40 pour les hommes, de 24.62 pour les femmes; dans les sociétés libres, de 19.37 dans l'ensemble et de 19.37 pour les hommes, de 19.42 pour les femmes; dans les sociétés scolaires, de 20.71.

Le nombre de décès ayant donné lieu à paiement de frais funéraires s'est élevé à 17,620 dans 5,463 sociétés approuvées ou reconnues, à 161 dans les sociétés scolaires et 3,099 dans 1,161 sociétés libres.

RECETTES ET DÉPENSES.

Le tableau suivant donne pour 1902 la répartition des recettes dans chaque catégorie de sociétés de secours mutuels :

NATURE DES RECETTES.	SOCIÉTÉS approuvées ou reconnues d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Cotisations des membres { honoraires..	3,031,453	137,776	468,708
{ participants..	22,559,233	2,406,077	5,479,868
{ enfants.....	355,922		
Droits d'entrée.....	496,765	3,542	124,779
Amendes.....	571,183	202	141,679
Subventions, dons et legs.....	3,223,669	167,074	614,463
Intérêts des fonds placés.....	5,796,828	66,481	1,571,472
Recettes diverses.....	3,029,064	124,381	1,546,321
TOTAUX.....	39,064,117	2,905,533	9,986,566

Les cotisations des membres participants entrent, dans le total des recettes, pour

(1) Défalcation faite des sociétés n'allouant pas de secours de maladie. — Le nombre total des membres participants des sociétés ayant accordé en 1902 des secours de maladie est de 1,027,284, dont 926,936 hommes et 100,348 femmes.

une proportion qui s'élève à 58.66 p. 100 pour les sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique, à 82.82 p. 100 pour les sociétés scolaires et à 55.27 p. 100 en ce qui concerne les sociétés libres.

Les dépenses correspondantes dans les trois catégories de sociétés de secours mutuels en 1902 sont données dans le tableau qui suit :

NATURE DES DÉPENSES.	SOCIÉTÉS approuvées ou reconnues d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Honoraires des médecins.....	3,737,552 ^f	4,484 ^f	633,285 ^f
Frais pharmaceutiques.....	4,693,298	5,263	783,509
Indemnités de maladie.....	7,586,103	670,988	2,210,195
Frais funéraires.....	1,189,720	3,531	214,631
Secours aux veuves et aux orphelins.....	850,562	"	1,086,563
Secours aux vieillards infirmes et incurables.	531,903	"	185,108
Pensions.....	3,920,618 ⁽¹⁾	"	1,267,165 ⁽²⁾
Versements faits sur livrets individuels....	"	1,036,753	"
Versements aux fonds communs de retraites.	3,823,067	391,667	"
Frais de gestion.....	1,488,716	99,541	502,048
Dépenses diverses.....	2,143,042	77,722	1,073,576
TOTAUX.....	29,964,581 ^f	2,189,949 ^f	7,956,080 ^f

Les trois premiers articles représentent ensemble les dépenses de maladie. Ces frais s'élèvent à 53.45 p. 100 des dépenses totales pour les sociétés approuvées ou reconnues, à 26.52 pour les sociétés scolaires, et à 45.59 pour les sociétés libres. Cette proportion était, en 1901, de 53.60 pour les sociétés approuvées ou reconnues, de 26.72 pour les sociétés scolaires et de 46.36 pour les sociétés libres.

Quant aux frais de gestion, ils entrent dans le total des dépenses dans la proportion de 4.96 p. 100 pour les sociétés approuvées ou reconnues, de 4.55 pour les sociétés scolaires et de 6.31 p. 100 pour les sociétés libres. Ces proportions étaient en 1901 de 5.28 pour les premières, de 5.44 pour les secondes et de 6.11 p. 100 pour les dernières.

Les frais de maladie moyens (frais médicaux, pharmaceutiques et indemnité) par membre participant se sont élevés en 1902, dans les sociétés approuvées ou reconnues : à 15 fr. 33 pour les hommes, à 16 fr. 91 pour les femmes, à 15 fr. 59 pour l'ensemble; dans les sociétés libres : à 17 fr. 48 pour les hommes, à 15 fr. 76 pour les femmes, à 17 fr. 31 pour l'ensemble.

Le montant moyen de l'indemnité de maladie s'est élevé : dans les sociétés approuvées ou reconnues, à 28 fr. 56 par malade, à 1 fr. 33 par jour de maladie et à 7 fr. 37 par membre participant; dans les sociétés libres, à 29 fr. 33 par malade, à 1 fr. 51 par jour de maladie et à 8 fr. 57 par membre participant; dans les sociétés scolaires, à 9 fr. 61 par malade, 0 fr. 464 par jour de maladie et à 1 fr. 37 par membre participant.

Des secours aux veuves et aux orphelins, en cas de décès des membres participants, ont été alloués, en 1902, par 1,786 sociétés approuvées ou reconnues, et 422 sociétés libres. Le montant moyen des secours a été de 102 fr. 29 dans les premières et de 116 fr. 28 dans les secondes.

⁽¹⁾ Pensions et suppléments de pensions payés sur les fonds libres.

⁽²⁾ Pensions viagères de retraites.

Des secours aux vieillards, infirmes et incurables ont été alloués par 1,091 sociétés approuvées et par 254 sociétés libres. La moyenne des secours aux vieillards est de 56 fr. 44 pour les sociétés approuvées et de 37 fr. 53 pour les sociétés libres; la moyenne des secours aux infirmes ou incurables est de 66 fr. 05 dans les sociétés approuvées et de 65 fr. 36 dans les sociétés libres.

La moyenne des indemnités pour frais funéraires ressort à 67 fr. 52 par décès dans les sociétés approuvées, à 69 fr. 26 dans les sociétés libres et à 21 fr. 93 dans les sociétés scolaires.

FONDS DE RETRAITES ET PENSIONS.

Au 31 décembre 1902, 5,846 sociétés approuvées ou reconnues d'adultes, comprenant 1,360,139 membres participants, possédaient à la Caisse des dépôts et consignations un fonds commun de retraites dont le montant total s'élevait à 166,141,919 francs. Au 31 décembre 1901, il était de 158,038,435 francs pour 5,470 sociétés. Si l'on compare le chiffre de 5,846 sociétés au nombre indiqué plus haut des sociétés approuvées ou reconnues, on constate que 47.22 p. 100 de ces associations possèdent un fonds commun de retraites.

En 1902, les 5,846 sociétés approuvées ont effectué à leur fonds commun de retraites des versements dont le montant total est de 4,356,492 francs. Les dons et legs affectés aux fonds communs ont atteint, la même année, le chiffre de 180,333 francs. D'autre part, conformément à l'arrêté du 28 avril 1900, il a été versé par les soins de la Caisse des dépôts, en 1902, au crédit du compte fonds de retraite des sociétés approuvées ayant effectué des versements à ce compte en 1901, des subventions proportionnelles à ces versements pour la somme de 1,616,904 fr. Enfin, en vertu de la loi du 20 juillet 1895, les 3/5^e des fonds prescrits au 1^{er} janvier 1902 à l'égard des déposants des caisses d'épargne, soit 190,551 francs, ont été répartis, en 1902, entre les sociétés approuvées possédant un fonds commun de retraites.

Au 31 décembre 1902, le nombre des pensionnaires payés sur le fonds commun par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse s'élevait à 46,808; au 31 décembre 1901, il était de 46,077, soit une augmentation de 731.

Le montant des arrérages payés en 1902 sur le fonds de retraites atteint le chiffre de 3,293,724 contre 3,246,771 en 1901, y compris les bonifications accordées par l'État depuis 1898 et qui s'élèvent à une somme de 340,008 francs.

Il en résulte que l'arrérage moyen par pensionné, servi sur le fonds de retraites, a été en 1902 de :

$$\frac{3,293,724}{\frac{1}{2}(46,808 + 46,077)} = 70 \text{ fr. } 92.$$

Sur les 292 sociétés servant des rentes viagères supérieures à 100 francs sur leur fonds commun de retraites, 101 servaient des pensions de 101 à 199 francs, 23 de 201 à 299 francs, 3 de 300 à 400 francs, 1 de 500 francs, 1 de 682 francs.

Il y a lieu de remarquer que certaines sociétés allouent sur leurs fonds libres des suppléments de pensions à leurs membres jouissant d'une rente liquidée sur le fonds commun. Ces suppléments s'étant élevés, en 1902, à 460,101 fr. 32, il en résulte que la pension moyenne s'élève en réalité à 80 fr. 83. D'autre part, il a été payé sur les fonds libres 45,416 pensions, dont le montant a atteint 3,460,517 francs, soit 76 fr. 20 par pension.

Quant aux sociétés scolaires⁽¹⁾, 678 avaient constitué un fonds de retraites à la fin de décembre 1902. Le montant des sommes ainsi placées était de 1,778,979 francs ; à la fin de 1901 il était de 1,108,114 francs pour 489 sociétés. Les subventions proportionnelles aux versements effectués en 1901 par les sociétés scolaires et portées en 1902 au crédit de leur compte se sont élevées à 215,964 francs. Le total des sommes inscrites à leur compte se montait ainsi, au 31 décembre 1902, à 2,595,733 francs.

En 1902, 308 sociétés libres ont servi 9,677 pensions, dont le montant total s'élevait à 1,267,165 francs. En 1901, 332 sociétés avaient servi 21,490 pensions dont le montant total s'élevait à 1,438,925 francs. La diminution constatée provient de ce qu'une société libre, qui comptait à elle seule 12,320 pensionnés, a été approuvée en 1902.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1902.

A la fin de décembre 1902, les sociétés approuvées ou reconnues d'adultes possédaient 311,414,365 francs, savoir : au fonds de réserve (capitaux placés soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit aux caisses d'épargnes ou détenus par les trésoriers) 147,051,425 francs et au fonds de retraites 164,362,940 francs, ce qui constitue une augmentation de 23,289,994 francs sur l'exercice 1901.

Les mutuelles scolaires possédaient à la même date 4,740,816 francs ; savoir : au fonds de réserve 2,961,837 francs, et au fonds commun de retraites 1,778,979 francs, soit une augmentation globale de 1,392,520 francs sur l'exercice 1901.

Enfin, le capital des sociétés libres se montait, à la même date (31 décembre 1902), à 42,747,325 francs, soit une diminution de 5,769,477 francs sur l'exercice précédent. Cette diminution provient de ce qu'une société libre qui possédait à elle seule un avoir de plus de 7 millions a obtenu l'approbation en 1902.

L'avoir total de l'ensemble des sociétés est donc de 358,902,506 francs, se décomposant ainsi :

Sociétés approuvées ou reconnues d'adultes.....	311,414,365 francs.
Sociétés scolaires	4,740,816 —
Sociétés libres.....	42,747,325 —
TOTAL	<u>358,902,506 —</u>

UNIONS DE SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

Il existait, au 31 décembre 1902, 31 unions de sociétés de secours mutuels, dont 12 ayant été fondées au cours de l'exercice n'ont pu fournir de statistique complète de 1902.

Les 19 autres unions comprenaient 16 unions proprement dites et 3 caisses de réassurance ayant pour but principal d'accorder des secours aux membres qui, atteints de maladie de longue durée, ne reçoivent plus d'indemnité de leurs sociétés respectives.

Les 16 unions proprement dites comptaient, au 31 décembre 1902, 1,637 membres honoraires et 75,091 membres participants. Leurs recettes formaient un total de 47,175 francs dont 612 francs provenant des membres honoraires ; 38,250 francs, des membres participants ; et 3,091 francs, de subventions, dons ou legs. Leurs dépenses avaient atteint 36,900 francs dont 8,795 pour les soins médicaux ou la

(1) Les chiffres relatifs aux fonds de retraites des sociétés scolaires sont compris dans ceux concernant les fonds de retraites de l'ensemble des sociétés approuvées.

fourniture des médicaments donnés par des unions médicales ou des pharmacies mutualistes. Leur avoir s'élevait, au 31 décembre à 26,946 francs.

Les 3 caisses de réassurance comptaient, au 31 décembre 1902, 2,945 membres participants; leurs recettes se montaient à 7,563 francs; leurs dépenses, à 6,119 francs dont 4,814 représentaient les indemnités de maladie. Elles possédaient, au 31 décembre 1902, un avoir social de 35,496 francs.

LES ACCIDENTS DANS LES MINES ET AUTRES EXPLOITATIONS MINÉRALES EN 1904 ⁽¹⁾.

La statistique des accidents survenus, tant dans les mines que dans les carrières, en 1904, a été dressée sur les mêmes bases que celle de 1903 ⁽²⁾.

Les accidents survenus dans les diverses exploitations minérales en 1904 se répartissent comme suit :

	NOMBRE D'ACCIDENTS.	NOMBRE d'accidents.
Mines de charbon	{ au fond.....	20,664
(houille, anthracite, lignite)	{ à la surface.....	3,275
Autres mines	{ au fond.....	1,638
(fer et autres substances)	{ à la surface.....	247
Carrières souterraines.....	{ au fond.....	1,271
	{ à la surface.....	415
Carrières à ciel ouvert.....		3,342
TOTAL.....		30,852

Ces 30,852 accidents ont fait 30,992 victimes. La différence entre ces deux chiffres vient des accidents collectifs; le tableau suivant résume ces accidents, y compris ceux causés par le grisou.

	ACCI- DENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.	TOTAL des victimes.
Accidents individuels.....	30,777	308	30,469	30,777
Accidents { 2 à 5 victimes.....	71	66	104	170
collectifs { 6 à 10 victimes.....	3	4	20	24
ayant fait { plus de 10 victimes.....	1	#	21	21
TOTAUX.....	30,852	378	30,614	30,992

La moyenne des victimes atteint 0.9 mort et 1.9 blessés par accident collectif (contre 0.6 mort et 2.2 blessés en 1903).

⁽¹⁾ D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour l'année 1904*; Paris, 1905 (Ministère des Travaux publics).

⁽²⁾ Voir *Bulletin* de mai 1904, p. 429.

Le tableau suivant indique le nombre des victimes d'accidents dans les mines et carrières souterraines, rapproché du nombre des ouvriers employés :

		NOMBRE DE VICTIMES.				Proportion p. 100 des ouvriers employés.
		NOMBRE d'ouvriers employés.	Tués.	Blessés.	TOTAL.	
Mines de charbon (houille, anthracite, lignite).	Au fond.....	123,201	153	20,593	20,746	16.80
	A la surface.....	48,591	31	3,249	3,280	6.75
Autres mines (fer et autres substances).	Au fond.....	12,218	36	1,612	1,648	1.34
	A la surface.....	5,262	5	242	247	4.69
Carrières souterraines.....	Au fond.....	14,519	40	1,249	1,289	8.87
	A la surface.....	10,005	1	414	415	4.14
Carrières à ciel ouvert.....		108,295	112	3,255	3,367	3.00
TOTAUX.....		322,091	378	30,614	39,992	12.41

Le nombre des tués a été dans les mines de 225 et dans les carrières de 153 (contre 215 et 144 en 1903).

Le nombre des blessés dans les mines a été de 25,696 et dans les carrières de 4,918.

Au point de vue des suites de leurs blessures, les ouvriers blessés se répartissent comme suit :

	INCAPA- CITÉ perma- nente.	INCAPACITÉ temporaire de plus de quatre jours.	SUITES inconnues.
Mines.....	399	24,721	576
Carrières.....	69	4,778	71
TOTAUX.....	468	29,499	647

Accidents au fond. — Voici comment s'établissent les proportions des accidents et des victimes tuées et blessées *au fond* par 10,000 ouvriers employés souterrainement.

DÉSIGNATION.	MINES DE CHARBON.			AUTRES MINES.			CARRIÈRES SOUTERRAINES.		
	Proportion pour 10,000 ouvriers,			Proportion pour 10,000 ouvriers,			Proportion pour 10,000 ouvriers,		
	des acci- dents.	des tués.	des blessés.	des acci- dents.	des tués.	des blessés.	des acci- dents.	des tués.	des blessés.
Éboulements.....	621.7	5.8	616.7	423.1	18,0	406.8	207.1	19.0	195.2
Grisou.....	0.5	0.2	0.3	"	"	"	"	"	"
Puits { Chutes dans les puits.....	20.5	1.6	19.8	26.2	4.1	22.1	42.8	2.1	40.7
	0.3	"	1.9	"	"	"	4.2	2.1	2.8
Goup de mine.....	5.8	1.4	6.2	31.9	4.9	33.6	12.6	0.7	14.0
Exploitation des voies ferées souterraines...	475.9	2.6	474.0	284.8	1.6	283.2	23.4	"	23.4
Travaux manuels.....	264.9	"	264.9	268.5	"	268.5	310.4	"	311.7
Causes diverses.....	287.5	0.8	288.7	306.1	0.8	305.3	287.2	4.2	285.8
TOTAUX.....	1,677.1	12.4	1,672.5	1,340.6	29.4	1,319.5	887.7	28.1	873.6

La proportion des morts s'élève donc, pour 1904, à 12.4 dans les houillères, à 29.4 dans les autres mines et à 28.1 dans les carrières souterraines.

Sur les 6 accidents de grisou, 3 ont été causés par inflammation au contact d'une lampe à feu nu, 1 par suite du tirage d'un coup de mine, 1 par dégagement instantané ayant causé l'asphyxie et 1 par l'accumulation du grisou. Les 6 accidents de grisou ont fait 7 victimes dont 3 morts.

Les éboulements constituent la cause la plus ordinaire des accidents mortels dans les exploitations minérales, aussi bien dans les mines que dans les carrières.

Les accidents dus aux coups de mine présentent presque toujours de la gravité; dans les mines ils ont fait 140 victimes, dont 23 morts; dans les carrières souterraines, le nombre des ouvriers atteints par les accidents de cette nature a été de 21, dont 1 mort.

Les accidents dans les puits comprennent deux catégories: les chutes, généralement d'ouvriers isolés, et les ruptures de câbles, chutes de bennes, etc. Les premières ont été plus nombreuses dans les mines que dans les carrières; au contraire, les ruptures de câbles se sont produites moins fréquemment dans les mines.

L'exploitation des voies ferrées souterraines, qui a lieu surtout dans les mines de charbon, a déterminé comme toujours un grand nombre d'accidents dont quelques-uns ont été mortels.

L'emploi des outils n'a entraîné en aucun cas la mort des victimes.

Les cas d'asphyxie, qui sont englobés dans la rubrique *Causes diverses*, ont été rares. Un de ces accidents, produit par suite d'un dégagement instantané de gaz irrespirable, a causé la mort de 5 ouvriers.

Accidents à la surface. — Pour l'ensemble des exploitations souterraines (mines et carrières souterraines), sur 10,000 ouvriers employés à la surface en 1904, on a relevé 719 victimes: 7 tués et 712 blessés. Il y a eu proportionnellement six fois moins de tués dans les travaux accessoires exécutés au jour que dans les travaux souterrains.

Dans les carrières à ciel ouvert, comme dans les exploitations souterraines, les accidents sont dus surtout aux éboulements. Sur 10,000 ouvriers, on compte 6.8 tués et 50 blessés par éboulement, 1.2 tués et 4.2 blessés par les coups de mine, 2.2 tués et 246.8 blessés par des causes diverses, soit en tout 10.2 tués et 301 blessés.

Accidents en Algérie. — En Algérie, il y a eu dans les mines 4 tués et 11 blessés sur un total de 3,600 ouvriers. Dans les carrières souterraines, sur 1,100 ouvriers, on compte 1 mort et 4 blessés, et dans les carrières et minières à ciel ouvert, 7 morts et 7 blessés sur 6,200 ouvriers. On a donc signalé, en 1904, dans les exploitations minérales de toutes sortes, 12 morts et 22 blessés sur un total de 10,900 individus.

LES ACCIDENTS DE CHAUDIÈRES ET RÉCIPIENTS À VAPEUR EN 1904 ⁽¹⁾.

On a relevé, en 1904, 29 accidents occasionnés par l'emploi de la vapeur : 10 n'ont causé que des blessures légères ou des dégâts matériels; aux 19 autres correspondent 18 tués et 26 blessés ayant eu plus de 20 jours d'incapacité de travail. On a compté 3 accidents de moins, 2 tués de plus et 5 blessés de moins qu'en 1903.

Si l'on rapproche le nombre des accidents de celui des victimes, on obtient les moyennes suivantes par 10,000 appareils, pour les deux dernières années :

	ACCIDENTS.		TUÉS.		BLESSÉS.	
	1904.	1903.	1904.	1903.	1904.	1903.
Chaudières à vapeur	2.0	2.4	1.4	1.1	2.1	2.4
Récipients	2.0	1.7	0.7	1.0	0.7	1.3

On constate en 1904, par rapport à 1903, une diminution de 0.4 dans le nombre des accidents de chaudières et une augmentation de 0.3 dans le nombre correspondant de morts.

Pour les accidents de récipients, il y a diminution de 0.3 tué et 0.6 blessé.

En examinant la période 1885-1904, on constate que la fréquence des accidents n'a pas sensiblement diminué, mais que ceux-ci font moins de victimes. Le tableau suivant montre que la proportion des morts est allée en diminuant et s'est réduite, de 1900 à 1904, à presque la moitié de ce qu'elle était en 1885-89. Ces résultats montrent la continuité des progrès réalisés dans les conditions de sécurité des appareils à vapeur.

La proportion des blessés est demeurée à peu près la même.

Nombre d'accidents rapportés à 10,000 appareils en activité :

PÉRIODES.	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.
1885-1889	3.1	2.7	2.1
1890-1894	2.9	1.8	1.6
1895-1899	3.3	1.9	2.0
1900-1904	2.3	1.4	2.2

⁽¹⁾ D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour l'année 1904*, Paris, 1905. (Ministère des Travaux publics.)

LES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT, DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES AUX CAISSES DE CHÔMAGE.

Subventions de l'État.

On sait que la loi de finances du 22 avril 1905 ⁽¹⁾ a ouvert au ministre du Commerce un crédit pour subventions contre le chômage involontaire et que, par application de l'article 55 de ladite loi, l'emploi de ce crédit a été réglé par un décret en date du 9 septembre 1905 ⁽²⁾.

La commission des caisses de chômage, prévue par l'article 20 du décret précité, a été formée par arrêté ministériel du 10 novembre dernier ⁽³⁾.

La commission a tout d'abord arrêté le texte des divers états que les caisses de chômage, selon leur catégorie, ont à remplir et à envoyer au ministère. Un état a été ensuite adressé à chacune des caisses ayant fait une demande de subvention.

Dans sa réunion du 2 février dernier, la commission a préparé la répartition de la première moitié du crédit affecté aux indemnités de chômage et aux secours de route versés par les caisses au cours du premier semestre de l'année 1905.

S'appuyant sur l'article 23 du décret, la commission a émis l'avis que les articles 6 et 7 du même décret, prescrivant l'insertion de diverses clauses dans les statuts de chaque caisse, ne devaient pas être appliqués dès cette première répartition, sous réserve que les caisses seraient invitées à se conformer, dans un délai aussi court que possible, aux dispositions du décret visant leurs statuts ou règlements.

71 caisses de chômage ont adressé une demande de subvention. Sur ce nombre, 5 caisses ont déclaré qu'elles ne remplissaient pas les conditions établies par le décret; 1 caisse a retiré sa demande; 23 caisses n'ont pas renvoyé l'état réglementaire ou n'ont pas fourni les explications complémentaires qui leur ont été demandées; 1 caisse a vu sa demande rejetée parce que, pendant le semestre, elle ne comptait que 48 membres en moyenne, et 6 caisses ont été écartées parce qu'elles n'ont versé aucune indemnité au cours du semestre.

Des subventions ont été proposées pour les 35 autres caisses, dans les limites fixées par les articles 9, 10 et 12 du décret.

Par application de l'article 12 du décret, et sur la proposition de la commission, un arrêté ministériel en date du 28 février 1906 ⁽⁴⁾ a fixé le taux des subventions :

A 16 p. 100 du montant des indemnités versées pendant le semestre par les diverses catégories de caisses locales;

A 24 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses fédérales de chômage ou de secours de route, c'est-à-dire par les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres au minimum.

Il a été décidé que la somme allouée devait, dans tous les cas, former un

⁽¹⁾ Et non du 22 avril 1904, comme il a été imprimé par erreur dans le *Bulletin* de juin 1905, p. 523.

⁽²⁾ Voir *Bulletin de l'Office du travail* de septembre 1905, p. 820.

⁽³⁾ La commission est composée ainsi qu'il suit : Président : M. Milleraud, député; — membres : MM. Strauss, sénateur; Arthur Fontaine, directeur du travail; Georges Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales; Martin, directeur adjoint de la comptabilité publique; Desforges, inspecteur des finances; Isidore Finance, sous-directeur du travail; Aubriot, Bonnet, Lavillat, Malfait, administrateurs de caisses de chômage; — secrétaire : M. Fagnot, enquêteur à l'office du travail.

⁽⁴⁾ Voir le texte de cet arrêté ministériel dans le présent *Bulletin*, p. 277.

nombre entier et que, par suite, lorsque le calcul donne une division du franc, les centimes seraient annulés et la subvention uniformément majorée d'un franc.

Sur ces bases et par arrêté ministériel en date du 23 mars 1906, il a été alloué 13,482 francs de subventions pour les indemnités versées par 35 caisses de chômage au cours du premier semestre de 1905. Le total des subventions se décompose comme suit :

7,610 francs à 2 caisses fédérales, y compris les subventions allouées à raison de 16 p. 100 pour les indemnités complémentaires versées par les sections de ces caisses fédérales;

5,872 francs à 33 caisses locales dont : 27 caisses professionnelles comptant chacune au moins 100 membres; 2 caisses professionnelles subventionnées par la commune et comptant chacune au moins 50 membres; 2 caisses interprofessionnelles comptant chacune 50 membres au moins et subventionnées par des communes ayant moins de 20,000 habitants; 1 caisse de secours de route formée par une union d'associations et une caisse subventionnée, à titre exceptionnel, par application de l'article 23 du décret.

La commission a examiné les diverses difficultés soulevées par la mise en vigueur du nouveau service, tel qu'il est réglé par le décret du 9 septembre 1905. Sauf en ce qui concerne l'exercice financier, sur lequel la dépense devait être imputée, la commission a été d'avis qu'avant de modifier le régime établi, il convenait d'attendre les résultats du second semestre.

Les 35 caisses admises à participer aux subventions de l'État recevront prochainement les états à remplir en vue de la répartition des subventions pour le second semestre de 1905. Toute autre caisse de chômage qui croit remplir les conditions énumérées par le décret du 9 septembre 1905, peut dès maintenant adresser une demande au ministre du Commerce en vue de participer aux subventions de l'État. En ce qui concerne les subventions afférentes aux indemnités versées pendant le second semestre de l'année 1905, les demandes seront reçues jusqu'au 20 avril 1906.

Subventions départementales.

En dehors du département du Cher ⁽¹⁾, l'office du travail a été informé qu'un autre département, celui de Tarn-et-Garonne, avait alloué une subvention de 100 francs au service de secours de route aux chômeurs organisé par la bourse du travail de Montauban.

Subventions municipales.

12 municipalités, à la connaissance de l'office du travail, accordent des subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire : ce sont celles d'Agen, Asnières, Castres, Châlons-sur-Marne, Dijon, Issoudun, Limoges, Lyon, Mâcon, Reims, Vierzon-Ville, Vierzon-Village. Le *Bulletin* a déjà donné des indications sur les subventions accordées par les municipalités de Dijon, Limoges ⁽¹⁾, Lyon et Reims ⁽²⁾. Voici en ce qui concerne les autres municipalités, les indications recueillies par l'office du travail.

Agen. — Par une délibération en date du 29 novembre 1905, le conseil municipal d'Agen a accordé, sur l'exercice 1906, une subvention de 200 francs à la caisse de chômage de la bourse du travail d'Agen. Par une autre délibération du

⁽¹⁾ Octobre 1903, p. 823 et 824.

⁽²⁾ Juin 1905, p. 523.

20 décembre 1905, une subvention de 100 francs a été accordée à la société de secours mutuels l'« Union du commerce » pour sa caisse de chômage.

Asnières. — La chambre syndicale des ouvriers peintres d'Asnières ayant constitué dans son sein une caisse de chômage adressa une demande de subvention au maire d'Asnières en invoquant l'exemple des villes de Dijon et de Limoges. La subvention demandée, du montant de 300 francs, était destinée à « parfaire les sommes versées par les cotisations des membres du syndicat et assurer le fonctionnement régulier de la caisse de chômage ». Le syndicat s'engageait « à fournir à la fin de chaque année un rapport détaillé sur l'emploi des fonds alloués » et à se soumettre aux « conditions contenues dans le Bulletin municipal de la ville de Dijon, du 27 février 1900 ». Sur le rapport de la commission du budget, le conseil municipal d'Asnières, dans sa séance du 28 septembre 1904, accorda une allocation de 300 francs à la caisse de chômage des ouvriers peintres d'Asnières.

Castres. — La chambre syndicale des mouleurs et celle des métallurgistes de Castres ayant créé une caisse de chômage demandèrent au conseil municipal une subvention, afin de pouvoir remplir la condition imposée par l'article 2 du décret du 9 septembre 1905 aux caisses de chômage locales de plus de 50 membres de même profession, qui veulent participer aux subventions de l'État. Dans sa séance du 27 décembre 1905, le conseil municipal accorda une subvention de 30 francs à chacune des deux caisses de chômage, sur l'exercice 1906.

Châlons-sur-Marne. — Sur le rapport de MM. Gelin et Chapron, conseillers, et sur la proposition de M. Drelon, maire, le conseil municipal de Châlons a ouvert, dans sa séance du 6 novembre 1905, un crédit de 500 francs sur l'exercice 1906, destiné à favoriser et à développer l'assurance contre le chômage involontaire par des subventions aux caisses de chômage syndicales.

Le mode de répartition de ce crédit entre les caisses syndicales, a été fixé par un règlement dont les dispositions ont été empruntées au règlement adopté par le conseil municipal de Reims⁽¹⁾.

Il n'y a de différence entre les deux règlements qu'en ce qui concerne le chiffre du crédit ouvert et l'article 2 qui est ainsi conçu dans le règlement de Châlons-sur-Marne :

L'emploi de cette subvention sera fait comme suit :

Il sera alloué à chaque chômeur affilié à une caisse de chômage syndicale une majoration de l'indemnité journalière touchée à sa propre caisse.

La durée maximum sera fixée à six semaines par an pour le même participant.

Toutefois, la Ville accordera une allocation quotidienne supplémentaire de 0 fr. 20 par tête d'enfant âgé de moins de 16 ans à la charge réelle du chômeur sans qu'elle puisse dépasser le montant de la majoration.

Au cas où, pour une raison quelconque, la caisse syndicale de chômage ne payerait pas l'indemnité à ses membres, la majoration, ni l'allocation éventuelle ne pourraient également être perçues.

En ce qui concerne l'allocation supplémentaire, M. le maire indiquait en ces termes la raison de cette innovation :

Nous avons pensé qu'il était utile de faire une distinction entre les ouvriers célibataires et les ouvriers chargés de famille et d'allouer à chaque membre, sur les ressources municipales, une somme de 0 fr. 20 par tête d'enfant âgé de moins de 16 ans.

⁽¹⁾ Bulletin, juin 1905, p. 525.

C'est une innovation, aucune ville en France n'ayant encore pris cette mesure, mais elle est mise en pratique à l'étranger et je citerai la ville de Berne qui a établi des distinctions entre ouvriers célibataires et ceux qui ont des charges de famille. Les premiers touchent 1 fr. 50 et les seconds 2 francs.

D'un autre côté, il y a une gradation à établir suivant le nombre d'enfants, c'est pour cette raison que nous avons fixé le chiffre de 20 centimes à allouer quotidiennement par tête d'enfant à la charge réelle du chômeur.

Issoudun. — Dans sa séance du 23 octobre 1897, le conseil municipal, sur la proposition de sa commission des finances, inscrit au budget de 1898 la somme de 500 francs à titre de subvention à la caisse de chômage de l'Union des syndicats d'Issoudun. Depuis cette époque, ladite somme n'a cessé de figurer au budget de la commune : aucune condition n'est exigée pour son versement.

Macon. — Sur la proposition du maire et sur le rapport de sa commission des finances, le conseil municipal, dans sa séance du 16 janvier 1904, a accordé à la caisse de chômage créée par la chambre syndicale des ouvriers en cuivre une subvention de 60 francs à prélever sur les fonds libres de l'exercice 1904.

Tarbes. — Sur la proposition de MM. Lacoste, Carrère, Tardis, Boyer et Hugonet, le conseil municipal, dans sa séance du 2 décembre 1904, vota sur l'exercice 1905 un crédit de 500 francs destiné à subventionner les caisses syndicales de chômage.

Un règlement pour l'emploi de cette subvention fut voté le 17 février 1905. Le règlement est à peu près la reproduction de celui de Reims⁽¹⁾. Voici le texte des articles dont la rédaction est un peu différente. (Les passages qui offrent des différences sont en italiques) :

ART. 3. Auront droit à la majoration communale, les syndicats d'ouvriers et d'employés qui, possédant depuis trois mois au moins une caisse de chômage, *spécialement administrée dans le but de délivrer des secours à leurs membres, au cas de chômage involontaire*, adresseront à l'administration municipale une demande d'admission et déclareront en même temps connaître et approuver les dispositions du présent règlement.

A l'article 6 c'est avec l'assentiment du bureau de son syndicat et non pas s'il le veut que le trésorier de chaque caisse syndicale pourra faire l'avance de la majoration. Le bordereau prévu par le second paragraphe du même article ne doit pas être remis au secrétaire général de la bourse du travail, il doit être *soumis à l'approbation de l'administration municipale pour être payé par le receveur municipal*.

L'article 9 est ainsi conçu :

Il sera formé une commission de surveillance composée de trois conseillers municipaux choisis par le conseil et de trois délégués élus par les représentants des syndicats adhérents, *chaque syndicat ayant droit à un seul représentant (à une voix) pour cette triple nomination*.

Ces trois délégués devront faire partie de corporations différentes.

Cette commission se réunira à la mairie au moins une fois par trimestre et toutes les fois qu'il sera nécessaire pour s'assurer du bon emploi de la subvention et de l'observation des dispositions du règlement.

Elle sera présidée par le maire ou son délégué.

Deux membres de la commission auront les fonctions de contrôleurs.

A la fin de l'article 12 est ajoutée la phrase suivante relative aux fonctionnaires des caisses qui auront agi de connivence avec les fraudeurs :

Ces fonctionnaires ne pourront plus faire nécessairement partie de l'administration d'une caisse de chômage.

(1) Voir Bulletin, juin 1905, p. 525.

Enfin, le règlement comprend deux articles supplémentaires relatifs à l'institution d'une caisse centrale de chômage.

ART. 13. Il sera créé une caisse centrale de chômage alimentée par le solde de la subvention municipale non employée à la fin de chaque exercice, par un prélèvement d'un dixième pris sur l'excédent de recettes de la caisse de chômage de chaque syndicat et par des dons volontaires.

ART. 14. Cette caisse centrale sera administrée par la commission de surveillance et les fonds seront déposés à la recette municipale.

Cette caisse est destinée à constituer une réserve pour les périodes de chômages très prolongées qui pourraient ruiner la caisse particulière d'un syndicat⁽¹⁾.

Dans sa séance du 25 novembre 1905, le conseil municipal de Tarbes a maintenu au budget de 1906 la subvention de 500 francs allouée l'année dernière aux caisses de chômage.

Vierzon-Ville et Vierzon-Village. — Il est ouvert au budget communal de Vierzon-Ville un crédit de 200 francs à titre de subvention à la caisse de secours contre le chômage instituée par les chambres syndicales ouvrières de Vierzon adhérentes à la bourse du travail. Ce crédit a été inscrit pour la première fois au budget supplémentaire de 1904.

La commune de Vierzon-Village a alloué également en 1904 une subvention de 200 francs à la même caisse. Par délibération du 13 août 1905, le conseil municipal a renouvelé cette subvention en 1905 et a décidé d'inscrire la même somme au budget primitif de 1906.

⁽¹⁾ *Ville de Tarbes.* — *Subvention aux caisses de chômage*, Tarbes, imprimerie J.-A. Lescamela, 1905.

LES FILATURES DE SOIE EN 1904 ⁽¹⁾.

La loi du 2 avril 1898 a alloué aux filateurs de soie, jusqu'au 31 mai 1908, des primes proportionnelles au travail annuel des bassines qu'ils emploient.

Le tableau qui suit donne pour l'année 1904 et par département : 1° le nombre des filatures qui ont bénéficié de la prime prévue par la loi du 2 avril 1898; 2° le nombre et la nature des bassines qu'elles emploient; 3° la quantité de soie française et étrangère ⁽²⁾.

Toutes les filatures en activité bénéficiant de la prime et toutes les bassines ayant été transformées en vue de l'obtention de la prime, aussitôt la promulgation de la loi du 2 avril 1898, il s'ensuit que le tableau donne la totalité de la production des filatures de soie françaises.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de filatures.	NOMBRE DE BASSINES			QUANTITÉ DE SOIE FILÉE		MONTANT des PRIMES.	
		à plus de 3 BOUTS.	ACCES- SOIRES.	à 1 BOUT, cocons doubles.			fr.	c.
					française.	étrangère.		
					en kilogr.	en kilogr.		
ARDÈCHE.....	16	2,468	676	"	152,381 616	36,033 150	925,782	37
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	2	109	36	"	5,931 555	4,285 485	53,159	81
CORSE.....	1	32	10	"	69 820	"	343	35
DRÔME.....	21	1,305	300	"	72,970 716	19,586 410	467,101	62
GARD.....	109	5,211	790	"	235,950 718	63,974 268	1,678,636	05
HÉRAULT.....	14	794	95	"	33,830 510	14,967 995	277,009	12
ISÈRE.....	3	41	14	"	3,793 060	"	21,653	13
LOZÈRE.....	4	168	48	"	9,897 355	1,497 430	72,312	90
RHÔNE.....	"	"	"	"	"	"	"	"
TARN-ET-GARONNE.....	2	102	12	"	1,900 340	5,046 430	36,782	00
VAR.....	1	81	27	"	3,525 500	2,193 500	32,987	35
VAUCLUSE.....	23	612	206	"	34,465 179	13,848 005	260,146	87
TOTAUX. { Bassines à plus de 3 bouts.....	227	10,923	2,214	"	554,716 369	161,432 733	3,825,914	57
	2	"	"	92	17,161 424	279 774	11,316	43
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	229	10,923	2,214	92	571,877 793	161,712 507	3,837,231	00
					733,590 300			

(1) D'après le compte-rendu définitif de l'exercice 1904, annexe n° 4, ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, 1^{re} section : commerce et industrie, exercice 1904. — Primes à la filature de la soie.

(2) En ce qui concerne les bassines filant des cocons étrangers, une réduction de 0 fr. 25 par kilogr. de cocons est opérée sur la prime pour satisfaire aux prescriptions de la loi du 2 avril 1898.

JURISPRUDENCE.

Contrat de travail à durée déterminée; congédiement avant l'expiration du contrat; insuffisance ou inanité des griefs invoqués pour justifier cette mesure; faute; résiliation du contrat au profit de l'employé congédié; dommages-intérêts.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 10 janvier 1906.)

La Cour,

Où M. le conseiller Michel-Jaffard en son rapport, M^e Robiquet, avocat, en ses observations et M. l'avocat général Feuilloley en ses conclusions;

Sur les deux moyens du pourvoi, tirés de la violation et de la fausse application des articles 1.184, 1.780 et 1.382, Code civil, ainsi que de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu qu'il résulte de divers jugements confirmés par l'arrêt attaqué qu'après une courte période d'essai à durée indéterminée, Villard entra, le 15 février 1895, dans la maison de Bonnaffous en qualité d'ingénieur, aux appointements mensuels de 350 francs avec participation de 20 p. o/o aux bénéfices, pour cinq années consécutives, et qu'avant l'expiration de ce contrat il intervint entre parties de nouvelles conventions qui fixèrent la durée de l'engagement à quatorze années commençant le 1^{er} janvier 1899 pour finir le 1^{er} janvier 1913, et portèrent le traitement à 400 francs et la participation à 25 p. o/o; que de plus Villard fut autorisé à fournir une part du capital à concurrence de 10 p. o/o, avec rémunération correspondante;

Attendu que dans le courant du mois d'avril 1902, Bonnaffous introduisit une demande en résiliation de ces conventions et en règlement de compte et qu'après examen des griefs par lui allégués, le Tribunal de commerce de la Seine, aux termes de son jugement du 13 décembre 1902, déclara ces griefs insuffisants pour rompre un pareil contrat et débouta le susnommé de la première partie de sa demande, tout en renvoyant les parties devant arbitre — rapporteur pour le surplus ainsi que pour l'examen de la demande reconventionnelle de Villard en paiement de sommes; que ledit Bonnaffous, qui venait d'interjeter appel de cette décision, ayant brusquement congédié Villard, le 5 janvier 1903, celui-ci forma à son tour une demande en résiliation et en dommages-intérêts à laquelle il a été fait droit par le jugement du 22 octobre 1903, lequel déclare que cette mesure absolument injustifiée n'a été inspirée à son auteur que par « des considérations personnelles » et le désir qu'il avait « de se séparer à tout prix de Villard »; qu'enfin ces jugements ont été purement et simplement confirmés, avec adoption de motifs, par l'arrêt attaqué, qui rejette les conclusions à fin d'enquête prises en appel par Bonnaffous, sur le motif que les documents versés aux débats suffisent pour permettre à la Cour de statuer, et que les faits articulés sont ou non pertinents ou contredits par les éléments du procès;

Attendu que vainement le pourvoi reproche à cet arrêt d'avoir méconnu les règles du contrat de louage d'industrie; que, d'une part, s'agissant dans l'espèce d'un pacte à durée déterminée, il ne pouvait dépendre de la volonté d'une des parties contractantes d'en suspendre les effets; que, d'autre part, les juges du fond, ayant constaté l'insuffisance ou l'inanité des griefs invoqués par Bonnaffous pour justifier sa conduite, ont par là même établi à sa charge et à l'encontre du défendeur éventuel l'existence d'une faute susceptible d'entraîner au profit de ce dernier la résiliation de son traité et l'allocation d'une indemnité en réparation du préjudice souffert,

que pour le décider ainsi, ils se sont fondés sur les faits et circonstances de la cause, qu'une telle appréciation est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de cassation; qu'il suit dès lors de ce qui précède que l'arrêt n'a ni violé, ni faussement appliqué les articles du Code civil visés au premier moyen;

Attendu que le pourvoi n'est pas mieux venu à prétendre que l'arrêt attaqué a enfreint les prescriptions de la loi du 20 avril 1810; qu'en s'appropriant, sur le fond du litige, les motifs des jugements qui n'ont rien de contradictoire, et en rejetant comme il a été dit plus haut l'offre de preuve de l'appelant principal, la Cour a légalement et suffisamment motivé le dispositif dudit arrêt et n'a point violé par conséquent l'article 7 de la loi prémentionnée;

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris en date du 6 janvier 1904.

Règlement d'atelier; délai-congé; suppression par règlement d'atelier⁽¹⁾.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 15 janvier 1906.)

La Cour,

Oùï M. le conseiller Dupont, en son rapport; M^e Devin, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Heyndrickx, fabricant de tissus, contre un jugement du Tribunal civil de Lille en date du 2 novembre 1905⁽¹⁾, statuant comme juge d'appel d'une décision du Conseil des prud'hommes de Roubaix;

Donne défaut contre le défendeur;

Attendu que, pour repousser l'application du règlement d'atelier qui supprimait tout délai de prévenance, Vermeire soutenait que ce règlement n'avait pas été porté à sa connaissance lors de la formation du contrat de travail;

Attendu que, sans contester ces faits, Heyndrickx prétendait et offrait subsidiairement de prouver que le règlement était ostensiblement affiché dans toutes les salles de son tissage, ajoutant que « de cette publicité résultaient des présomptions graves, précises et concordantes que Vermeire, qui travaillait dans l'usine depuis le 31 mai 1902, a parfaitement connu ce règlement et l'a tacitement accepté »;

Attendu qu'en cet état des conclusions, le jugement déclare, d'une part, que Heyndrickx ne prouve pas que « Vermeire a eu connaissance du règlement affiché dans l'usine et qu'il l'a, par suite, tacitement accepté »;

Que, d'autre part, il rejette comme non pertinente la preuve de l'affichage, lequel n'était d'ailleurs pas contesté, et maintient, par suite, le délai de prévenance établi par les usages locaux;

Qu'en se livrant ainsi à l'appréciation, soit de la force probante des présomptions de fait invoquées par le demandeur en cassation, soit de la pertinence du fait articulé en preuve, le jugement qui est motivé a usé du pouvoir souverain qui lui appartenait et n'a violé aucun des articles de loi invoqués par le pourvoi;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre un jugement rendu le 2 novembre 1905 par le Tribunal civil de Lille, statuant sur appel d'une décision du Conseil des prud'hommes de Roubaix.

⁽¹⁾ Voir Bulletin, décembre 1905, p. 1087.

Syndicat professionnel ; dissolution à la suite d'une condamnation prononcée contre le syndicat ; action en responsabilité intentée personnellement aux administrateurs du syndicat ; recevabilité ; nécessité de prouver la part active et personnelle prise par les administrateurs aux faits qui ont entraîné la condamnation du syndicat.

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE LA SEINE (1^{re} CHAMBRE).

(Jugement du 5 décembre 1905.)

Le tribunal, ouï en leurs conclusions et plaidoiries : Vantrop, avocat, assisté de Goirand, avoué de Henri Charles Bonissent ; Ducos de la Haille, avocat, assisté de Dallery, avoué de Velter, Bonnard, Houdard, Pradal, Terrier, Robillard, Poupot, Verrier et Harlay ; le ministère public entendu et après en avoir délibéré conformément à la loi ; jugeant en matière ordinaire et en premier ressort ; adjugeant le profit du défaut prononcé par jugement de cette chambre en date du 17 novembre 1902, donne de nouveau défaut contre Andrieux faute par lui d'avoir constitué avoué quoique régulièrement réassigné, et statuant contradictoirement à l'égard de toutes les parties en cause par un seul et même jugement ;

Attendu qu'un jugement rendu par cette chambre, le 4 juillet 1895, confirmé par arrêt de la Cour d'appel du 31 mars 1896, a condamné les présidents, directeurs et administrateurs de la chambre syndicale des ouvriers fondeurs en cuivre à payer à Bonissent père la somme de quatre mille cinq cents francs et à son fils celle de cinq cents francs, à titre de dommages-intérêts pour la réparation du préjudice que la chambre syndicale leur avait causé par ses agissements, consistant à les avoir mis à l'index et à les avoir en outre inscrits pendant dix années dans son journal *La Fonderie* sous le titre infamant de pilori corporatif, les réduisant ainsi à ne pas toujours trouver du travail dans leur métier ;

Attendu que la chambre syndicale des fondeurs en cuivre s'étant dissoute et ayant été remplacée par la chambre syndicale des mouleurs en cuivre, Bonissent n'a pu exécuter les condamnations rendues à son profit ; qu'il soutient que la loi du 21 mars 1884 a laissé subsister contre les ouvriers, patrons ou entrepreneurs personnellement les dispositions de l'article 1.382 du code civil, et qu'elle n'a pas entendu laisser cette responsabilité à la personnalité instable du syndicat ; que ce sont les anciens membres mêmes du syndicat des fondeurs en cuivre qui, par leurs manœuvres, lui auraient causé préjudice ; qu'il demande en conséquence que, conformément aux dispositions de l'article 1.382 du code civil, ils soient tenus personnellement des condamnations prononcées contre la chambre syndicale par le jugement précité ; qu'il articule subsidiairement et offre de prouver deux faits tendant à établir le bien fondé de sa demande ;

Attendu qu'à cette demande les défendeurs opposent tout d'abord une fin de non-recevoir tirée de ce que Bonissent n'ayant assigné, lors de la première instance, aucun des membres de la chambre syndicale comme personnellement responsables, reconnaissait ainsi qu'il n'avait d'action que contre la chambre syndicale seule et que la cause, par suite des jugement et arrêt ci-dessus visés, était définitivement jugée ; qu'ils concluent subsidiairement au mal fondé de la demande ;

Mais attendu que si, en principe, les directeur et administrateurs d'un syndicat ne répondent pas personnellement vis-à-vis des tiers des actes accomplis par eux, en cette qualité, dans les limites des statuts, il n'en saurait être de même si ce fait qui leur est reproché, même prévu par les statuts, est un fait illicite ; que dans ce cas, leur responsabilité individuelle demeure engagée vis-à-vis des tiers qui éprouvent un préjudice du fait de leurs agissements ;

Attendu que l'action introduite contre la chambre syndicale des fondeurs en cuivre par Bonissent et qui a donné lieu aux jugement et arrêt précités n'a pu

avoir pour conséquence de faire disparaître la responsabilité personnelle des anciens administrateurs du syndicat des fondeurs en cuivre, au cas où ils se seraient rendus coupables, en cette qualité, d'une faute, et de priver Bonnissent du droit de leur demander aujourd'hui, comme il aurait pu le leur demander en même temps qu'à la chambre syndicale, lors de la première instance, la réparation du préjudice qu'ils lui auraient causé; que décider autrement aboutirait à rendre inefficaces des décisions de justice en présence d'un syndicat, personne morale, qui, pour se soustraire aux condamnations qu'il a encourues, aurait recours à la dissolution au lendemain même du jugement qui les aurait prononcées et se transformerait en changeant de nom en un syndicat nouveau, refusant, par suite, de prendre à sa charge le passif de l'ancien syndicat; qu'un pareil résultat serait contraire à toute équité comme à l'intérêt bien entendu des syndicats eux-mêmes; que la fin de non-recevoir opposée par les défendeurs ne saurait donc être accueillie;

Attendu, au fond, que Bonnissent, à l'appui de sa demande qui, en l'état, n'est pas suffisamment établie, articule subsidiairement et offre de prouver deux faits;

Mais attendu que le premier, pris isolément, tendant à établir que les défendeurs étaient membres de l'ancienne chambre syndicale des fondeurs en cuivre, chargés de l'administration du syndicat, n'est pas pertinent; que le deuxième est formulé dans des termes dénués de toute précision; qu'il est, en outre, incomplet; que Bonnissent n'indique pas en effet par quels actes et sous quelle forme se serait traduite la part active et personnelle qu'auraient prise à la mise à l'index que le jugement de 1895 a retenue comme une faute lourde, les anciens membres du syndicat, chargés de l'administration; que les défendeurs ne sauraient, dans ces conditions, utilement répondre dans une contre-enquête à une articulation aussi peu précise; qu'en outre, Bonnissent n'offre pas de rapporter la preuve de la part qu'ils auraient prise à l'exécution de la mise à l'index, c'est-à-dire à l'inscription au pilori dans le journal *La Fonderie*, qui a été également retenue comme une faute lourde constituant un deuxième élément de préjudice; que cette articulation ainsi formulée n'est ni pertinente ni admissible;

Par ces motifs, déclare Bonnissent recevable, mais mal fondé dans sa demande tant principale que subsidiaire, l'en déboute et le condamne aux dépens, dont distraction est faite au profit de Dallery, avoué, qui l'a requise aux offres de droit.

Décret du 10 août 1899, sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des communes; salaires payés inférieurs aux salaires prévus au cahier des charges; irrecevabilité de l'action formée par la commune.

CONSEIL DE PRÉFECTURE DE MOULINS.

(Arrêté du 11 mai 1904.)

Où à l'audience du 12 mai dernier,

M. Trimoulier, vice-président, en son rapport; en leurs explications orales, M^e Régnier, avocat, pour la ville de Vichy, M^e Auboïs, avocat, pour le sieur Balitrand; M. le Commissaire du Gouvernement en ses conclusions;

Vu la loi du 28 pluviôse, an VIII, celle du 22 juillet 1889, le décret du 10 août 1899;

Après en avoir délibéré, conformément à la loi;

Considérant que l'article 4 du décret du 10 août 1899, auquel se réfère l'article 79 du cahier des charges de la ville de Vichy, donne aux communes qui constatent une différence entre le salaire courant et le salaire effectivement payé aux ouvriers, le droit d'indemniser directement les ouvriers lésés, au moyen de retenues

sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement⁽¹⁾; que, dans le cas de contestation de la part de l'entrepreneur, l'exercice de ce droit par la commune amène nécessairement celui-ci à demander aux tribunaux compétents la solution du litige; qu'ainsi, dans une instance de ce genre, la commune ne peut être que défenderesse; qu'elle n'a, au contraire, aucun intérêt à introduire une action contre l'entrepreneur; que c'est actuellement le cas de la ville de Vichy, à laquelle il doit être fait application du principe de droit suivant lequel l'intérêt est la raison des actions; qu'ainsi le Conseil ne saurait examiner au fond la demande qui lui est soumise par la Ville;

Par ces motifs, statuant contradictoirement,

ARRÊTE :

La demande formée par la ville de Vichy contre le sieur Balitrand est irrecevable, pour défaut d'intérêt.

Accidents du travail; transformation de vieux pavés en poudre de grès; transport de gravats et de mâchefer pour le compte de tiers; entreprises assujetties à la loi du 9 avril 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 31 janvier 1905.)

La Cour,

Donne défaut contre le défendeur;

Et statuant sur le premier moyen du pourvoi :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Tavernier transforme dans son établissement de vieux pavés en poudre de grès; qu'il fait ainsi acte industriel; qu'il fait aussi des charrois de gravats et de mâchefer pour le compte de tiers; qu'il est à cet égard un entrepreneur de transports; qu'il en conclut à ce double point de vue qu'il est assujéti aux prescriptions de la loi du 9 avril 1898 et qu'en le décidant ainsi, ledit arrêt, d'ailleurs motivé, n'a violé aucun des articles visés au moyen;...

Par ces motifs :

Rejette...

Accidents du travail; abattoir; ouvrier boucher blessé dans l'échaudoir réservé à son patron; application de la loi du 9 avril 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 5 juin 1905.)

La Cour,

Où M. le conseiller Zeys en son rapport, M^e Raynal, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Feuilloley en ses conclusions;

Sur les deux moyens réunis du pourvoi, pris de la violation des articles 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, 1351 du Code civil et 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que Jamard blessé le 6 avril 1902, alors qu'il travaillait pour le compte

⁽¹⁾ L'article 4 du décret du 10 août 1899 est ainsi conçu : « Lorsqu'une clause relative au salaire courant aura été insérée dans le cahier des charges, ledit cahier stipulera que l'administration, si elle constate une différence entre ce salaire courant et le salaire effectivement payé aux ouvriers, indemniserà directement les ouvriers lésés au moyen de retenues sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement. »

de Lajeunesse, son patron, est décédé le 18 du même mois des suites de sa blessure ;

Attendu que la Cour d'appel de Paris a alloué à sa veuve la rente viagère déterminée par la loi ;

Attendu que Lajeunesse critique cette décision à un double point de vue : 1° parce que la Cour s'est fondée sur la chose jugée par un jugement interlocutoire pour admettre l'assujettissement de la profession de boucher à la loi de 1898 sans motiver autrement son opinion ; 2° parce qu'elle n'a donné aucun motif pour établir que l'accident qu'elle considérait comme la cause du décès de Jamard avait eu lieu par le fait ou à l'occasion du travail dont il était chargé ;

Attendu, sur le premier point, que le jugement du 14 novembre 1902 a déclaré à bon droit que Lajeunesse, qui possédait à l'abattoir un échaudoir, était soumis à la loi de 1898, à raison des accidents auxquels la tuerie pouvait donner lieu ; que ce jugement avait acquis de ce chef l'autorité de la chose jugée, ce qui dispensait les juges du second degré de motiver leur décision à cet égard ;

Attendu, sur le second point, que la Cour s'est appuyée sur ce que des pièces versées aux débats, il était résulté la preuve que le décès de Jamard avait eu pour cause un accident dont il avait été victime, alors qu'il travaillait à l'abattoir de Reims, dans l'échaudoir réservé à Lajeunesse ;

Attendu qu'il suit de là que l'arrêt attaqué, suffisamment motivé, n'a violé aucun des textes visés aux deux moyens proposés ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu, le 23 janvier 1904, par la Cour d'appel de Paris.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

Les caisses d'épargne des principaux pays d'Europe en 1902⁽¹⁾. — Le tableau suivant permet de comparer quelle était, à la fin de l'année 1902, la situation des caisses d'épargne dans douze pays d'Europe et de se rendre compte de l'importance des dépôts par habitant :

	NOMBRE DE LIVRETS		MONTANT DES DÉPÔTS		
	TOTAL.	Par 100 habitants.	TOTAL.	Par habitant.	Par livret.
			millions de francs.	fr. c.	fr. c.
France.....	11,298,474	29.00	4,444,63	114 07	393 38
Prusse.....	9,372,930	26.28	8,409,63	235 82	897 22
Belgique.....	1,989,943	29.73	749,81	112 02	376 80
Danemark.....	1,254,821	50.91	1,030,75	418 18	821 43
Angleterre.....	10,803,555	25.97	5,033,70	120 97	465 92
Italie.....	6,390,755	19.39	2,385,14	72 36	373 21
Pays-Bas.....	1,335,594	24.98	391,72	73 26	293 30
Norvège.....	718,823	32.09	470,32	209 97	654 30
Autriche.....	4,995,208	18.70	4,587,70	171 72	918 28
Russie.....	4,357,196	3.09	2,480,83	17 60	569 36
Suède.....	1,859,290	35.76	773,47	148 95	416 00
Hongrie.....	1,326,606	6.89	1,609,56	83 60	1,213 28

Le total des sommes déposées dans ces douze pays s'élevait donc, à la fin de 1902 à 31 milliards 767,26 millions.

Au point de vue de l'importance de l'épargne par tête d'habitant, le Danemark vient en tête avec 418 fr. 18, puis viennent la Prusse (235 fr. 82), la Norvège (209 fr. 97), l'Autriche (171 fr. 72), la Suède (148 fr. 95), l'Angleterre (120 fr. 97) et la France (114 fr. 07). Au point de vue de l'importance des dépôts par livret, c'est la Hongrie qui se place au premier rang (1,213 fr. 28), puis viennent l'Autriche, la Prusse, le Danemark, la Norvège, la Russie, l'Angleterre, la Suède et la France.

⁽¹⁾ *Bulletin de statistique et de législation comparée*, octobre 1905.

LES CHEMINS DE FER DE L'EUROPE AU 1^{er} JANVIER 1905⁽¹⁾.

DÉSIGNATION DES ÉTATS.	LONGUEURS des CHEMINS DE FER livrés à l'exploitation		ACCROIS- SEMENT en 1905.	LONGUEURS au 1 ^{er} JANVIER 1905	
	au 1 ^{er} janvier 1904.	au 1 ^{er} janvier 1905.		par myriamètre carré.	par 10,000 habitants.
	kilom.	kilom.		kilom.	kilom.
Allemagne.....	54,426	55,564	1,138	10.3	9.9
Autriche-Hongrie.....	38,818	39,168	350	5.8	8.3
Belgique.....	6,819	7,041	222	23.9	10.2
Danemark.....	3,159	3,288	129	8.5	13.4
Espagne.....	13,851	14,134	283	2.8	7.9
France.....	45,222	45,773	551	8.5	11.7
Grande-Bretagne et Irlande.....	36,148	36,297	149	11.7	8.8
Grèce.....	1,035	1,118	83	1.7	4.6
Italie.....	16,039	16,117	78	5.6	4.9
Luxembourg.....	466	512	46	19.7	21.6
Norvège.....	2,344	2,439	95	0.8	10.9
Pays-Bas.....	2,906	2,921	15	9.0	5.7
Portugal.....	2,404	2,494	90	2.7	4.6
Roumanie.....	3,177	3,177	"	2.4	5.4
Russie et Finlande.....	53,258	54,708	1,450	0.9	4.7
Serbie.....	578	578	"	1.2	2.2
Suède.....	12,388	12,577	189	2.8	24.5
Suisse.....	4,145	4,249	104	10.2	12.7
Turquie, Bulgarie et Roumélie.....	3,142	3,142	"	1.2	3.2
Malte, Jersey et Man.....	110	110	"	10.0	3.0
TOTAUX ET MOYENNES.....	300,435	305,407	4,972	3.0	7.6

Les chiffres indiqués dans le tableau ci-dessus représentent, pour chaque État, la longueur des chemins de fer situés sur son territoire, y compris les lignes à voie étroite affectées aux transports publics.

(1) Statistique publiée par le ministère des Travaux publics, *Journal officiel* du 27 novembre 1905.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en janvier 1906⁽¹⁾. — Le ralentissement général qu'on observe d'ordinaire au début de chaque année a été peu accentué dans le présent mois, surtout pendant sa seconde moitié, grâce à la température exceptionnellement douce qui a permis d'exécuter sans interruption les travaux de plein air, et aux nouveaux traités de commerce dont la mise en vigueur imminente a continué de stimuler l'activité de nombreuses industries.

Travail abondant pour les *mines de combustibles*, où d'ailleurs l'augmentation du matériel roulant, devenue enfin possible, a favorisé l'extraction et le débit. De même, beaucoup de commandes au profit de l'industrie *métallurgique* et, en particulier, de la *sidérurgie*, puis aussi des industries *électrique* et *chimique*. Situation toujours satisfaisante dans les *textiles*, malgré une certaine inquiétude causée par les fluctuations du cours des matières premières.

Placement en janvier 1906⁽¹⁾. — Sur 705 bureaux de placement avec lesquels l'office impérial de statistique est en rapport, 639 ont répondu au questionnaire sur leurs opérations. En voici le bilan :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Janvier 1906 (pour 639 bureaux).....	203,000	157,000	112,000
Décemb. 1905 (— 623 —).....	148,000	115,000	87,000

Comparativement à janvier 1905, le nombre des demandes a augmenté de 7,000; celui des emplois vacants, de 22,000 et celui des places procurées, de 13,000, en chiffres ronds.

Grèves en février 1906⁽²⁾. — 49 grèves nouvelles contre 49 en janvier 1906 et 23 en février 1905. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans l'industrie *métallurgique* et des *machines* (8); les *transports* (6); le *vêtement* (5); les *textiles* (5); et l'industrie *chimique* (4).

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt*, février 1906.

⁽²⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*, 15 mars 1906.

L'assurance contre la maladie en 1903. ⁽¹⁾. — Le nombre moyen des caisses de maladie ayant fonctionné pendant l'année 1903 s'élève à 22,842 (22,747 en 1902); le nombre des personnes affiliées à ces caisses est de 10,224,297 (9,858,066 en 1902, soit une augmentation de 3.7 p. o/o).

Les recettes se sont montées à 244.234.284 marks (226.137.585 marks en 1902) et les dépenses à 231,787,370 marks (214,154,106 marks en 1902).

Le compte des recettes se décompose comme suit :

	marks.	PROPORTION p. 100.
En caisse au début de l'exercice.....	11,835,114	4.5
Intérêts.....	5,865,605	2.4
Droits d'entrée.....	1,802,496	0.7
Cotisations des assurés et des patrons.....	191,150,824	78.3
Suppléments de cotisations pour les soins médicaux aux familles des assurés.....	588,620	0.3
Recouvrement d'avances prévues par la loi.....	1,626,051	0.7
Indemnités versées par des tiers pour les caisses de maladie.....	1,776,640	0.7
Indemnités versées par les corporations.....	2,023,998	0.8
Produits de la vente de valeurs.....	19,517,160	8.0
Recouvrement d'emprunts divers.....	3,250,605	1.3
Recettes diverses.....	80,265	1.4
[Provenant principalement des établissements d'assu- rance contre l'invalidité et la vieillesse].....	[1,316,906]	0.5
TOTAL des recettes.....	244,234,284	100.0

Voici, en second lieu, le détail du compte des dépenses :

	marks.	PROPORTION p. 100.
Honoraires des médecins.....	40,765,699	17.6
Médicaments, appareils, etc.....	28,905,813	12.5
Secours pécuniaires { aux assurés malades.....	77,078,181	33.3
aux ayants-droit.....	2,035,496	0.9
Secours aux femmes en couches.....	2,851,355	1.2
Frais funéraires.....	5,388,897	2.3
Frais de traitement dans les hôpitaux.....	23,658,831	10.2
Secours aux convalescents.....	157,405	0.1
TOTAL des frais de maladie...	180,841,677	78.1
Remboursements { à des tiers pour soins à des ma- lades.....	2,300,314	1.0
d'avances.....	785,005	0.3
de cotisations et de droits d'en- trée.....	274,800	0.1
Achats de titres, placements, versements au fonds de réserve.....	26,563,532	11.5
Remboursements d'emprunts divers.....	3,275,770	1.4
Frais d'administration.....	11,826,331	5.1
[Provenant principalement des établissements d'assu- rance contre l'invalidité et la vieillesse].....	[1,266,340]	0.5
Dépenses diverses.....	4,653,601	2.0
TOTAL des dépenses.....	231,787,370	100.0

⁽¹⁾ D'après le rapport officiel.

Statistique de la morbidité. — Le nombre des journées de maladie indemnisées a été de 71,726,598 (en 1902 : 67,377,057). Le nombre des cas de maladie a été de 3,782,620 (en 1902 : 3,578,410). La durée moyenne des cas de maladie s'est élevée à 19 jours (18 j., 8 en 1902). La moyenne correspondant à la période 1888-1903 est de 17 j., 4.

Rapportés au nombre moyen des assurés, les nombres de jours et de cas de maladie indiquent la morbidité annuelle. Voici les chiffres relevés, pour l'ensemble des caisses, depuis l'année 1894 :

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an.		DURÉE MOYENNE des cas de maladie.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	Jours.	—	Jours.
1894.....	6,0	0,34	17,5
1895.....	6,2	0,35	17,2
1896.....	6,0	0,35	17,2
1897.....	6,2	0,36	17,4
1898.....	6,1	0,34	17,7
1899.....	6,6	0,38	17,4
1900.....	6,8	0,39	17,6
1901.....	6,9	0,37	18,4
1902.....	6,8	0,36	18,8
1903.....	7,0	0,37	19,0
MOYENNE (1888-1903).	6,2	0,36	17,4

Les moyennes varient beaucoup suivant les catégories de caisses. Voici, à cet égard, les résultats constatés en 1903 :

CATÉGORIES DE CAISSES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an, en 1903.		DURÉE MOYENNE des cas de maladie en 1903.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	Jours.	—	Jours.
Caisses communales.....	4,6	0,26	18,0
— locales.....	7,3	0,37	19,6
— de fabriques.....	7,7	0,43	18,0
— d'entreprises de constructions	10,2	0,65	15,7
— de corporations.....	6,8	0,35	19,3
— libres enregistrées.....	7,1	0,36	19,6
— libres d'États particuliers...	6,1	0,29	20,8
ENSEMBLE des caisses	7,0	0,37	19,0

Ces différences proviennent des différences correspondantes dans la morbidité de la clientèle des diverses catégories de caisses, et aussi, en ce qui concerne le nombre de jours de maladie par tête et la durée moyenne des cas de maladie, des différences dans la durée statutaire d'allocation des secours.

En 1903, les caisses, classées d'après la durée statutaire des secours, se groupaient de la manière suivante :

CATÉGORIES DE CAISSES.	DURÉE STATUTAIRE DES SECOURS.			
	13 semaines.	Plus de 13 semaines jusqu'à 26 semaines.	Plus de 26 semaines jusqu'à 52 semaines.	Plus de 52 semaines.
Caisses communales.....	8,475	73	#	#
— locales.....	3,447	1,151	116	#
— de fabriques.....	4,705	2,436	514	#
— d'entreprises de construction	41	4	1	#
— de corporations.....	432	224	11	#
— libres enregistrées.....	534	651	239	12
— d'États particuliers..	62	75	55	12
NOMBRE TOTAL des caisses ayant fonctionné dans l'exercice..	17,696	4,614	936	24

La durée moyenne statutaire pour chaque catégorie de caisses et pour l'ensemble des caisses est donnée par le tableau ci-dessous (période 1894-1903) :

ANNÉES.	CAISSES communales.	CAISSES locales.	CAISSES de fabriques.	CAISSES d'entreprises de construction.	CAISSES de corporations.	CAISSES libres enregistrées.	CAISSES d'États particuliers.	ENSEMBLE des CAISSES.
	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.
1894.....	13,0	15,7	18,3	14,4	16,1	23,5	32,3	16,2
1895.....	13,0	15,6	18,4	14,5	16,0	23,5	31,9	16,2
1896.....	13,0	15,6	18,0	14,8	16,1	23,5	32,0	16,1
1897.....	13,0	15,7	18,3	14,5	16,0	23,6	32,0	16,2
1898.....	13,0	15,9	18,4	14,7	16,2	23,8	31,5	16,3
1899.....	13,0	16,0	18,4	14,6	16,5	24,3	31,2	16,4
1900.....	13,0	16,2	18,4	14,8	16,9	24,3	31,1	16,4
1901.....	13,0	16,2	18,5	15,4	17,1	24,1	31,3	16,5
1902.....	13,0	16,2	18,5	15,3	17,1	24,1	31,0	16,4
1903.....	13,1	16,6	19,0	14,7	17,6	24,5	31,2	16,8

La dépense moyenne par cas de maladie a été de 47 marks 81 (46 m. 89 en 1902)

L'ensemble des frais de maladie, par jour de maladie, représente une dépense moyenne de 2 m. 52 (2 m. 49 en 1902).

Le secours en argent est, d'après la loi, au moins égal à la moitié du salaire, mais un grand nombre de caisses allouent une indemnité supérieure.

Voici la répartition des caisses au point de vue du taux du secours en argent :

CATÉGORIES DE CAISSES.	SECOURS PÉCUNIAIRES DE CHÔMAGE en cas de maladie :		
	égaux à la moitié du salaire.	supérieurs à la moitié et au plus égaux aux 2/3 du salaire.	supérieurs aux 2/3 et au plus égaux aux 3/4 du salaire.
Caisses communales..	8,533	13	2
— locales.....	3,993	584	138
— de fabriques.....	6,246	1,070	339
— d'entreprises de constructions.....	43	1	2
— de corporations.....	530	112	25
TOTAUX.....	19,345	1,780	506

Le renseignement fait défaut en ce qui concerne les caisses libres. On sait néanmoins que la plupart d'entre elles dépassent le taux légal de la moitié du salaire.

Enfin les caisses prélèvent des cotisations plus ou moins élevées, en rapport avec le taux des secours. Le taux légal de la cotisation est de 1,5 p. o/o du salaire. Mais dans un grand nombre de caisses la cotisation dépasse 2 p. o/o et même 3 p. o/o du salaire. Voici de même la répartition en 1903 des caisses d'après le taux des cotisations.

CATÉGORIES DE CAISSES.	COTISATIONS			
	jusqu'à 1 1/2 p. o/o du salaire.	de plus de 1 1/2 p. o/o à 2 p. o/o du salaire.	de plus de 2 p. o/o à 3 p. o/o du salaire.	de plus de 3 p. o/o du salaire.
Caisses communales.....	5,907	2,641	#	#
— locales.....	164	1,071	2,936	544
— de fabriques.....	1,003	1,478	4,389	785
— d'entreprises de constructions	7	8	29	3
— de corporations.....	114	270	253	30
TOTAUX.....	7,195	5,468	7,607	1,361

Pour ce qui est des caisses libres, qui ne figurent pas au tableau ci-dessus, il y a lieu de faire une remarque analogue à la précédente. La cotisation y dépasse presque toujours 1,5 p. o/o du salaire.

AUTRICHE.

Placement en janvier 1906⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 825 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			PROPORTION P. 100 DES DEMANDES par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Janv. 1906.	Déc. 1905.	Janv. 1905.	Janv. 1906.	Déc. 1905.	Janv. 1905.	Janv. 1906.	Déc. 1905.	Janv. 1905.	Janv. 1906.	Déc. 1905.	Janv. 1905.
Hommes	17,841	12,338	10,663	38,861	32,956	37,174	217	267	348	33	26	22
Femmes.....	26,637	11,403	25,271	25,918	14,345	25,700	97	125	101	61	46	58
Ensemble ...	44,478	23,741	35,934	64,779	47,301	62,874	145	199	174	44	32	37

⁽¹⁾ D'après la *Soziale Rundschau*, février 1906.

Les grèves et lock-outs en 1904 ⁽¹⁾. — On a compté 414 grèves avec 64,227 grévistes ayant chômé environ 606,000 journées. Les établissements atteints ont été au nombre de 2,704. Les chiffres correspondants des cinq années précédentes sont rappelés ci-dessous.

ANNÉES.	NOMBRE			PROPORTION P. o/o des grévistes par rapport au personnel des maisons intéressées.	NOMBRE de journées de travail perdues.
	de gréves.	d'établis- sements intéressés.	de grévistes.		
1899.....	311	1,330	54,763	60.2	1,029,937
1900.....	303	1,003	105,128	67.3	3,483,963
1901.....	270	719	24,870	38.5	157,744
1902.....	264	1,184	37,471	44.0	284,046
1903.....	324	1,731	46,215	60.5	500,567
1904.....	414	2,704	64,227	64.3	606,000

Ainsi, le nombre des grèves, après un mouvement régressif continu pendant 1899-1902, n'a pas cessé de s'élever depuis l'année 1903, dans une forte mesure, avec augmentation concomitante, par rapport surtout à 1901, du nombre des exploitations affectées et des grévistes. Ces conflits ont été signalés principalement dans la Basse-Autriche, la Bohême et la Galicie, pour le *bâtiment*, la *métallurgie*, le *travail du bois*, l'*industrie des pierres et terres*, de l'*argile* et du *verre*, les *textiles*, les *mines*, le *vêtement* et les *modes* et l'*industrie de l'alimentation*.

Le tableau suivant fait ressortir l'importance des grèves de 1904 dans les principaux groupes industriels et la proportion des grévistes par rapport aux ouvriers de l'industrie :

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE		PRO- PORTION P. o/o du nombre des grévistes (414).	NOMBRE des grévistes.	PRO- PORTION P. o/o du nombre total des grévistes (64,227).	NOMBRE des ouvriers de l'industrie ⁽²⁾ .	PROPORTION p. 100 des grévistes par rapport au total des ouvriers de l'industrie.
	de gréves.	de nombre des gréves (414).					
1	2	3	4	5	6	7	
Bâtiment.....	80	19.3	15,947	24.8	325,780	4.89	
Métallurgie.....	44	10.6	4,211	6.6	225,306	1.86	
Travail du bois.....	41	9.9	1,756	2.7	181,892	0.96	
Pierres et terres, argile et verre.	38	9.2	4,788	7.5	151,632	3.15	
Textiles.....	37	8.9	3,483.	5.4	410,716	0.84	
Mines.....	36	8.7	19,614	30.5	187,845	1.04	
Vêtement et modes.....	35	8.5	2,582	4.0	346,411	0.74	
Alimentation.....	31	7.5	1,408	2.2	169,939	0.82	

⁽¹⁾ D'après : *Arbeitseinstellungen und Aussperrungen in Oesterreich während des Jahres 1904*. (Ministère du Commerce; service de la statistique du travail, Vienne, 1906; A. Hölder.)

⁽²⁾ Ces chiffres sont ceux établis par le recensement professionnel du 31 décembre 1900 et comprennent les totaux des ouvriers proprement dits, des journaliers et des membres de la famille (ces derniers figurant pour 101,493 dans le total général des travailleurs industriels, qui est de 2,470,218).

Classées d'après leurs causes, les grèves se répartissent ainsi ⁽¹⁾ :

CAUSES DES GRÈVES.	NOMBRE de cas où la cause a été invoquée.	PRO- PORTION p. o/o du nombre total des grèves (414).	NOMBRE des grévistes.	PRO- PORTION p. o/o du nombre total des grévistes (64,227).
1	2	3	4	5
Questions de salaires.	235	56.8	47,125	73.4
Questions relatives à la durée du travail.	93	22.5	28,396	44.2
Autres motifs.	172	41.5	48,892	76.1

Plus spécialement, les conflits ont été provoqués par les trois causes principales ci-après :

	NOMBRE de cas.	P. 100 du total des grèves.
Salaires jugés insuffisants.	213	51.4
Temps de travail estimé trop long.	91	22.0
Renvoi d'ouvriers.	68	16.4

Quant aux résultats, ils peuvent se classer, dans l'ensemble, comme suit :

	NOMBRE de grèves.	P. 100 du total (414).	NOMBRE de grévistes.	P. 100 du total (64,227).
Réussite.	101	24.4	11,925	18.6
Transaction.	184	44.4	26,563	41.4
Échec.	129	31.2	25,739	40.0

Par rapport aux revendications essentielles formulées, les résultats se présentent ainsi :

NOMBRES ABSOLUS et proportions p. o/o des cas où l'on a enregistré :							
		Réussite.		Trans- action.		Échec.	
Demandes relatives	aux salaires.....	80	27.7	124	42.9	85	29.4
	à la durée du travail.....	64	48.5	28	21.2	40	30.3
	à divers autres objets.....	81	32.1	74	29.4	97	38.5

⁽¹⁾ Les mêmes grèves et les mêmes grévistes se rapportant à plusieurs causes, les totaux des colonnes 2 et 4 ne donnent pas les nombres absolus de grèves (414) et de grévistes (64,227); mais c'est par rapport à ces nombres absolus que sont calculés les p. o/o des colonnes 3 et 5.

Enfin, voici en particulier quel sort a été réservé aux revendications les plus fréquentes, ressortissant à ces trois rubriques :

	NOMBRE des grévistes.	P. 100 du nombre des grévistes.	NOMBRES ABSOLUS ET PROPORTIONS P. o/o des grèves où l'on a enregistré :		
			Réussite.	Trans- action.	Échec.
Augmentation du salaire journalier ou du taux des prix pour travail à la tâche ⁽¹⁾ ...	40,066	62.4	72 28.2	104 40.8	79 31.0
Réduction de la journée de travail ⁽²⁾	24,034	37.4	61 53.0	17 14.8	37 32.2
Modifications aux règlements de travail.....	37,310	58.1	50 41.3	20 16.5	51 42.2

En ce qui concerne les pertes de toute nature supportées par les employeurs et les ouvriers, la statistique se borne pour les premiers à indiquer le nombre de journées de travail perdues dans l'ensemble des industries, soit 606,000, sans en déterminer — ce qui est certes bien difficile — la valeur pécuniaire même approximative, au point de vue patronal. Quant à la somme totale que les travailleurs ont manqué de gagner, elle a été évaluée à 2,310,000 francs environ⁽³⁾, contre 1,605,000 francs en 1903. A signaler d'autre part, comme conséquence matérielle des grèves, le renvoi définitif de 2,494 participants (3.9 p. 100 du total) et le départ volontaire de 2,782 grévistes (4.4 p. 100); les autres — soit les 91,7 p. o/o — reprirent le travail.

Les grèves de 1904 ont entraîné 274 arrestations, dont 126 non maintenues, 21 interdictions de séjour, 1 expulsion et 158 condamnations, motivées le plus souvent par des infractions à la loi de « coalition » (de réunion et d'association).

LOCK-OUTS. — Il en a été déclaré 6. Ils ont atteint 605 établissements et 23,742 ouvriers sur un personnel total de 23,944 travailleurs, soit une proportion de 99.2 p. 100.

Le relevé ci-dessous permet la comparaison de ces données avec celles des cinq années précédentes.

ANNÉES.	NOMBRE de lock-outs.	ÉTABLISSE- MENTS atteints.	PER- SONNEL.	OUVRIERS renvoyés.	P. o/o du personnel.
1899.....	5	38	5,671	3,457	60.9
1900.....	10	58	5,324	4,036	75.8
1901.....	3	3	429	302	70.4
1902.....	8	9	2,104	1,050	49.9
1903.....	8	71	2,576	1,334	51.8
1904.....	6	605	23,944	23,742	99.2

Le lock-out de beaucoup le plus important a été celui prononcé par 573 entreprises du bâtiment à Vienne, contre tous leurs ouvriers (23,305), en réponse à une grève. Le conflit aboutit d'ailleurs à une transaction qui tint compte de la plupart des revendications des travailleurs.

⁽¹⁾ Les augmentations de salaires obtenues ont oscillé entre 3 et 50 p. 100.

⁽²⁾ Les ouvriers ont cherché à obtenir dans 25 p. 100 des cas la journée de dix heures et dans plus de 50 p. 100, une durée du travail encore plus courte.

⁽³⁾ Nombre de chômeurs involontaires : 9,301, qui perdirent environ 133,350 francs.

BELGIQUE.

Les grèves en janvier 1906 ⁽¹⁾. — 26 grèves nouvelles, intéressant environ 3,276 grévistes et 1,725 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de janvier 1906. S'est en outre continuée durant ce même mois une grève commencée en décembre et intéressant 50 grévistes et 56 chômeurs forcés.

Elles se répartissent comme suit par industrie : textiles, 10 ; cuirs et peaux, 6 ; charbonnages, 4 ; industries du livre, 2 ; tonnellerie, 1 ; verrerie, 1 ; taillerie de diamants, 1 ; petite construction mécanique, 1.

L'augmentation des salaires a été réclamée dans 10 grèves ; la réintégration d'ouvriers congédiés, dans 6 ; la garantie d'un minimum de salaire, dans 3. Les autres grèves ont eu pour cause les revendications suivantes : diminution d'heures de travail, opposition à la réduction des salaires, à l'introduction d'apprentis et à une réorganisation du travail, demande de suppression des contremaitres.

Des 25 grèves dont l'issue a été signalée pendant le mois écoulé, 13, comprenant 2,231 grévistes, ont échoué ; 11, avec 826 grévistes, ont réussi ; 1, avec 44 grévistes, a été terminée par transaction. Dans 3 cas, 85 grévistes ont été définitivement congédiés.

Au point de vue territorial, les grèves de janvier se répartissent comme suit : province de Liège, 17 ; Hainaut, 5 ; Flandre orientale, 2 ; Brabant, 1 et province d'Anvers, 1.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en janvier 1906 ⁽²⁾. — D'après les renseignements fournis par 1,755 unions affiliées à la Fédération américaine du travail et groupant 98,544 membres, qui ont envoyé des rapports sur le marché du travail, la moyenne des chômeurs était de 7.8 p. 100 en janvier 1906. Cette moyenne était de 1.3 p. 100 en décembre pour 1,245 unions groupant 83,900 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en février 1906 ⁽³⁾. — Le marché du travail s'est relevé et est meilleur que le mois précédent. On signale une certaine amélioration dans le bâtiment, la métallurgie, la construction des navires et l'industrie lainière.

4.4 p. 100 de chômeurs dans 271 trades-unions, groupant 586,956 membres contre 4.7 p. 100 en janvier 1906 et 6.2 p. 100 en février 1905.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, février 1906.

⁽²⁾ *American federationist*, mars 1906.

⁽³⁾ *Labour gazette*, mars 1906.

5.54 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers contre 5.33 en février 1905 et 337 hauts fourneaux en marche à la fin de février 1906, avec 24,200 ouvriers environ contre 338 en janvier 1906 312 en février 1905.

Grèves. — 29 grèves nouvelles en février 1906 avec 22,804 chômeurs contre 17 avec 2,369 en janvier 1906 et 18 en février 1905.

Sur 32 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 1,055 grévistes : 10 succès, 10 échecs et 12 transactions.

Le total des journées de travail perdues en février (grèves anciennes et nouvelles), s'est élevé à 193,400 contre 213,000 en janvier 1906, et 73,500 en février 1905.

Les accidents mortels dans les mines de 1873 à 1904 ⁽¹⁾. — Tandis que le nombre des ouvriers employés dans les mines du Royaume-Uni augmente chaque année, il est intéressant de constater que le chiffre des accidents mortels suit une marche décroissante. C'est ainsi que alors qu'en 1873 on comptait 1160 accidents mortels environ pour 580,000 ouvriers, on n'en relevait plus que 1100 en 1904 pour 880,000 mineurs. Le chiffre maximum a été atteint en 1878 (plus de 1,500 pour 720,000 ouvriers) et le chiffre minimum, en 1897, (moins de 1,000 pour 500,000 ouvriers).

Si l'on considère seulement les ouvriers du fond, cette diminution est plus sensible encore : on ne compte plus en 1904 que 1.3 décès pour 1,000 ouvriers contre 2.4 en 1873 (la plus haute moyenne se rencontre en 1878 avec 3.6 p. 1,000 et la plus basse en 1903, avec 1,2 p. 100).

Au point de vue des causes on constate qu'en 1904, les éboulements figurent pour 48.2 p. 100 dans le total des décès, les accidents à la surface pour 13.6 p. 100, les accidents de puits pour 8.1 p. 100, les explosions pour 2 p. 100 et les accidents divers au fond pour 28.1 p. 0/0.

ITALIE.

Grèves en janvier 1906 ⁽²⁾. — 53 grèves nouvelles ont été signalées à l'*Office du travail*. Sur ces divers conflits, 36 intéressaient 5,315 ouvriers.

De ces 36 grèves commencées en janvier, 3 ont éclaté dans l'agriculture, 2 dans les souffrrières, carrières et mines, 3 dans la métallurgie, 8 dans les textiles, 4 dans les terres et la verrerie, 2 dans le bâtiment, 2 dans le bois, 5 dans les transports, 1 dans la pêche, 2 dans les services publics, 1 dans les ateliers de l'État et 1 dans le commerce de détail.

22 grèves ont eu pour origine une question de salaire, 4 la durée du travail, 11 des causes diverses et 16 une cause inconnue.

Sur 33 grèves anciennes et nouvelles terminées dans le mois, 7 ont fini par un succès, 8 par un échec, 18 par une transaction.

⁽¹⁾ *Mines and quarries ; general report for 1904.* Londres, 1905.

⁽²⁾ *Bolletino dell'ufficio del lavoro*, février 1906.

Les caisses d'épargne postales en 1899, 1900 et 1901 ⁽¹⁾. — Le nombre des bureaux de poste autorisés à faire les opérations d'épargne, qui était de 5,029 en 1899, s'est élevé à 5,143 en 1900 et à 5,233 en 1901 (sur 5,245 bureaux existants). En outre, le nombre des perceptions de 1^{re} classe qui ont servi d'intermédiaires entre les déposants et les bureaux de poste est passé successivement de 1434 à 1439 et à 1463. Ces perceptions qui ne peuvent faire des opérations supérieures à 100 francs par jour et par livret ont encaissé de 1,500,000 à 1,600,000 francs et remboursé de 5 à 600,000 francs pour chacune des 3 années considérées.

Le tableau suivant fait connaître quelles ont été les opérations des caisses postales pendant ces 3 années.

	VERSEMENTS.		REMBOURSEMENTS.		TOTAL des dépôts en caisse en fin d'année.
	Nombre.	Sommes.	Nombre.	Sommes.	
1899.....	3.095.559	367.913.860	2.098.394	326.626.306	628.503.606
1900.....	3.233.216	400.039.169	2.289.267	364.767.174	682.136.036
1901.....	3.170.060	391.838.296	2.407.375	373.425.682	719.758.657

Le montant des dépôts effectués par les sociétés et les manufactures a diminué pendant la période considérée; par contre le total de ceux effectués par des sociétés de bienfaisance et par les Italiens résidant à l'étranger a augmenté sensiblement.

Le 16 octobre 1899, les caisses postales ont commencé à recevoir les versements pour la caisse nationale pour l'invalidité et la vieillesse: bien que les versements de ce genre soient souvent minimes, les caisses ont encaissé de ce chef 80,421 francs en 1900 et 335,896 francs en 1901.

Le tableau suivant fait connaître le nombre total et moyen des livrets en cours, leur valeur moyenne et le nombre moyen des opérations par bureau; il indique aussi le nombre (et la valeur) des livrets par 1000 habitants.

	NOMBRE de livrets en cours.	NOMBRE moyen de livrets par bureau.	CRÉDIT moyen par livret.	NOMBRE moyen des opérations par bureau.	NOMBRE ET MONTANT des livrets par 1000 habitants.	
					Nombre.	Montant.
1899.....	3.633.063	722	173	1032	115	19.965
1900.....	3.990.983	776	171	1073	121	20.691
1901.....	4.318.612	825	166	1065	131	21.833

Le taux de l'intérêt qui était de 2 fr. 88 en 1899 et 1900 a été réduit à 2 fr. 76 en 1901.

Les bureaux de poste italienne à l'étranger ont encaissé au cours de ces 3 années, 708,600, 806,403 et 554,798 francs; ils ont remboursé 590,604, 586,592 et 869,068 francs.

7 navires de guerre ont reçu des dépôts d'épargne s'élevant à 130,058, 138,355 et 101,230 francs.

Le nombre des livrets délivrés à des Italiens résidant à l'étranger a été de 4,088 en 1899, 6,811 en 1900 et 7,755 en 1901; le crédit total à la fin de cette dernière année atteignait 20,329,737 francs.

Le total des dépôts d'épargne recueillis dans les écoles a atteint 357,302 francs en 1899, 368,465 francs en 1900 et 347,760 francs en 1901.

La moyenne des frais d'administration a été de 1,649,050 francs par an.

⁽¹⁾ Rapport statistique sur le service des postes et télégraphes (1899-1902) et le service des caisses d'épargne postales (1899-1901), publié par le ministère des Postes. — Rome, 1905.

NORVÈGE.

Statistique industrielle à la fin de 1904⁽¹⁾. — A la fin de l'année 1904, on comptait 3,571 établissements industriels occupant 82,756 ouvriers, dont 67,076 du sexe masculin et 15,680 du sexe féminin. Au point de vue de l'âge, on comptait 542 ouvriers de 12 à 14 ans (429 garçons et 113 filles), 8,218 de 14 à 18 ans (5,808 garçons et 2,410 filles), 73,996 ouvriers de plus de 18 ans (60,839 hommes et 13,157 femmes).

Les établissements et les ouvriers se répartissent de la manière suivante par catégories professionnelles :

INDUSTRIES.	NOMBRE d'établisse- ments.	NOMBRE d'enfants de 12 à 18 ans.	NOMBRE d'ouvriers de plus de 18 ans.	TOTAL des ouvriers.
Industries se rattachant à l'agriculture et à l'exploitation des bois.....	45	72	230	302
Entreprises de transport. — Sciage de la glace.....	11	1	178	179
Mines et usines métallurgiques.....	42	309	3,877	4,186
Carrières et industrie céramique.....	176	586	5,238	5,824
Construction de machines et métaux....	331	1,761	15,758	17,519
Industries chimiques.....	176	331	3,173	3,504
Production et transmission de l'électri- cité.....	71	12	498	510
Industries textiles.....	205	1,349	7,147	8,496
Papier.....	118	479	8,155	8,634
Cuir et caoutchouc.....	64	92	682	774
Bois, corne, os, écume.....	999	1,577	15,041	16,618
Alimentation.....	1,050	1,414	9,335	10,749
Confection et nettoyage de vêtements...	61	377	2,077	2,454
Industries polygraphiques.....	213	394	2,063	2,457
Autres industries.....	9	6	544	550
TOTAUX.....	3,571	8,760	73,996	82,756

La force motrice totale utilisée dans l'ensemble des établissements s'élevait à 253,557 chevaux, dont 185,649 pour les moteurs hydrauliques et 60,665 pour les moteurs à vapeur.

Le tableau suivant donne, pour les cinq dernières années, le nombre total des établissements industriels et des ouvriers pour l'ensemble du royaume de Norvège, avec l'évaluation en chevaux de la force motrice qui y est employée :

	NOMBRE d'établisse- ments.	NOMBRE d'ouvriers.	NOMBRE de chevaux.
1904.....	3,571	82,756	253,557
1903.....	3,488	81,813	244,237
1902.....	3,433	82,177	233,354
1901.....	3,330	80,704	223,164
1900.....	3,173	79,457	199,388

⁽¹⁾ D'après le *Statistisk Aarboeg for Kongeriget Norge*, Kristiania, 1905 (Annuaire statistique de la Norvège, édité par le Bureau central de statistique).

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Arrêté du ministre du Commerce, du 28 février 1906, fixant le taux des subventions de l'État aux caisses de secours contre le chômage involontaire ⁽¹⁾

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Vu la loi de finances du 22 avril 1905 ouvrant un crédit pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire;

Vu le décret du 9 septembre 1905 et spécialement ses articles 12 et 13;

Vu l'avis émis par la Commission des caisses de chômage, dans sa séance du 2 février 1906;

Sur la proposition du directeur du travail,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des subventions à allouer, dans les limites déterminées par les articles 9 et 10 du décret du 9 septembre 1905, aux caisses de secours contre le chômage involontaire, pour les indemnités versées par elles au cours du premier semestre de l'année 1905, est fixé à 16 p. 0/0 du montant des indemnités versées par les caisses locales et à 24 p. 0/0 du montant des indemnités versées par les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres actifs au minimum.

ART. 2. — Le directeur du travail est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin de l'office du travail*.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales pendant le mois de février 1906.

Accidents du travail dans les établissements de commerce. — *Sénat.* — Séance du 26 février 1906. — Dépôt, par M. Cordelet, d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'étendre à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 60.)

Bien de famille insaisissable. — *Chambre des députés.* — Séance du 7 février 1906. — Dépôt, par M. Louis Martin, d'un rapport sur : 1° le projet de loi; 2° la proposition de loi de M. Lemire; 3° la proposition de loi de M. Louis Martin; 4° la proposition de loi de M. Paul Lebaudy, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable.

Code du travail. — *Sénat.* — Séance du 22 février 1906. — Dépôt, par le Ministre du commerce, d'un projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre VI du Code du travail). — Renvoi à la Commission, déjà saisie des livres I, II, III, IV et V).

Conditions du travail des marins. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 février 1906. — Adoption, après la déclaration de l'urgence, du projet de loi relatif à la réglementation des effectifs et du travail à bord des navires de commerce.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 4 mars 1906.

Conditions du travail des marins. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 février 1906. — Dépôt, par M. Ed. Vaillant, d'une proposition de loi sur la sécurité et la salubrité des navires de commerce et sur la sécurité, l'hygiène et les conditions du travail des marins. — Renvoi à la Commission de la Marine. (Doc. parl. n° 3030.)

Coopératives agricoles. — *Sénat.* — Séance du 6 février 1906. — Transmission du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant des avances aux Sociétés coopératives agricoles. (Doc. parl. n° 21.)

Habitations à bon marché. — *Sénat.* — Séances des 8 et 13 février 1906. — Suite de la première délibération sur : 1° les propositions de loi de M. Paul Strauss, tendant à modifier et à compléter la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché; 2° le projet de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. — Adoption en première délibération.

Hygiène publique. — *Sénat.* — Transmission du projet de loi adopté par la Chambre des députés portant modification de l'article 26 de la loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique. (Doc. parl. n° 22.)

Mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 8 février 1906. — Dépôt par M. Basly, d'un rapport au nom de la Commission chargée de rechercher les causes des conflits et les conditions d'exploitation dans le domaine minier français.

Retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séance des 1^{re}, 6, 7, 8, 13, 14, 15, 20, 21, 22 et 23 février 1906. — Suite de la discussion des propositions de loi relatives aux caisses de retraites ouvrières et portant création de retraites de vieillesse et d'invalidité. — Adoption.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES RETRAITES OUVRIÈRES ⁽¹⁾.

La Chambre des Députés a terminé, dans ses séances des 1^{re}, 6, 7, 8, 13, 14, 15, 20, 21, 22 et 23 février, la discussion de la proposition de loi sur les retraites ouvrières.

L'article 10 adopté est ainsi conçu :

Si un assuré décède en laissant soit une veuve non pourvue d'une retraite de vieillesse, soit un ou plusieurs orphelins de père et de mère âgés de moins de seize ans, il est attribué, par le ministre du commerce sur le fonds de bonifications, soit à la veuve, soit à l'ensemble des orphelins, une allocation mensuelle de 50 francs, pendant six mois à compter du décès.

Cet article 10 termine le Titre premier de la loi, qui prend pour titre : « De la retraite obligatoire de vieillesse et d'invalidité ».

Le Titre II de la loi vise les retraites assurées par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales et les syndicats de garantie.

Aux termes de l'article 11 :

Toute société ou union de sociétés de secours mutuels, libre ou approuvée, qui a été préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition du ministre du commerce, après avis du ministre de l'intérieur, est admise soit à concourir aux encaissements et aux paiements de la Caisse nationale des retraites, moyennant attribution de

(1) Voir *Bulletin*, janvier 1906, p. 78 et février 1906, p. 180.

remises imputables sur le fonds de bonifications, soit à assurer directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi.

Lorsqu'il existe des sociétés de secours mutuels ainsi agréées dans l'arrondissement où sont payables les salaires, l'employeur est tenu de verser à ces sociétés les sommes spécifiées au titre précédent, pour tous les assurés qui lui en font la demande, en désignant la société à laquelle ils sont affiliés.

Au moyen de ces versements, la société doit assurer, à l'âge prévu par la présente loi, des retraites garanties au moins égales à celles que produiraient lesdits versements, d'après les tarifs en vigueur pour la Caisse nationale des retraites ouvrières au moment des versements.

D'après l'article 12, « si la société de secours mutuels réalise, en même temps que l'assurance contre la vieillesse, l'assurance contre la maladie et, le cas échéant, contre l'invalidité, les assurés pourront affecter... au paiement de leur cotisation d'assurance contre la maladie et l'invalidité soit le quart, soit la moitié des retenues opérées sur leur salaire en vue de la retraite ».

L'article 13 prévoit des allocations annuelles de l'État aux sociétés de secours mutuels visées à l'article 12 proportionnellement au montant des retenues subies par chaque sociétaire affilié pendant l'année précédente pour la retraite.

Les articles 16, 17 et 19 sont relatifs aux institutions patronales ou syndicales de retraites. Ces institutions, soumises à un contrôle de la part de l'État, devront assurer des retraites au moins égales à celles de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

Le dernier alinéa de l'article 18 est ainsi conçu :

En ce qui concerne les ouvriers et employés de l'État, actuellement régis au point de vue de la retraite par des lois spéciales et quittant le service avant liquidation de pensions, des règlements d'administration publique rendus sur la proposition des ministres du commerce et des finances et des ministres intéressés déterminent, sur des bases analogues, le mode de liquidation à la charge de l'État des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de leur valeur actuelle à une des caisses visées par la présente loi.

Le Titre III (articles 20 à 30) vise certaines dispositions générales. Les retraites seront incessibles et insaisissables (art. 21).

L'article 25 prévoit le règlement des contestations :

Toutes les contestations relatives à la quotité des salaires servant de base à la retraite, aux retenues illicites de salaires, aux appositions de timbres-retraite ou aux versements exigibles ainsi qu'à la liquidation des retraites, sont jugées en dernier ressort, au chef-lieu du canton où doit avoir lieu le paiement du salaire, par un tribunal arbitral composé du juge de paix, président, de trois membres élus par les assurés et de trois membres élus par les employeurs...

L'article 27 prévoit l'institution d'un conseil supérieur des retraites.

Le Titre IV (articles 31 à 33) règle les dispositions transitoires. L'article 32 est ainsi conçu :

Les ouvriers, employés ou domestiques et les anciens ouvriers, employés ou domestiques visés à l'article premier, qui seront, depuis cinq ans au moins, de nationalité française, recevront une allocation viagère annuelle, s'ils sont âgés de plus de soixante ans au moment de la mise en vigueur de la loi et au fur et à mesure qu'ils atteindront cet âge, s'ils justifient de trente années de travail à raison de deux cent cinquante journées par an, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres du commerce et des finances. La durée du service militaire est réputée à cet égard équivalente à une même durée de travail.

Cette allocation sera de cent vingt francs.

Le Titre V (articles 34 à 36) vise les retraites des ouvriers et employés de l'agriculture :

ART. 34. — Les dispositions des titres précédents sont applicables aux ouvriers et employés de l'agriculture, ainsi qu'aux colons partiaires ou métayers et fermiers, toutes les fois qu'ils travailleront seuls ou n'emploieront que des membres de leur famille et un domestique et qu'ils ne seront pas imposés à l'une des contributions directes pour une somme supérieure à 20 francs.

Aux termes de l'article 36, les retraites pourront être assurées par les syndicats professionnels agricoles.

Le Titre VI (articles 37 et 38 : « De la retraite facultative ») accorde le bénéfice de la loi aux ouvriers et employés qui ne se trouvent plus soumis à l'obligation, ainsi qu'à « toutes personnes de nationalité française qui ne sont pas imposées à l'une des contributions directes pour une somme supérieure en principal à 20 francs ». Ces personnes peuvent opérer des versements et se constituer une retraite qui pourra être bonifiée.

Enfin le Titre VII est relatif aux moyens financiers.

Telles sont les principales dispositions de la proposition qui a été adoptée par la Chambre des députés, le 23 février 1906. Cette proposition a été transmise au Sénat le 6 mars.

CONDITIONS DU TRAVAIL DES MARINS.

La Chambre des députés a adopté un projet de loi portant réglementation des effectifs et du travail à bord des navires de commerce.

Ce projet de loi, déposé le 3 juillet 1903, avait été renvoyé à la Commission de la marine, qui décida de procéder à une enquête, au cours de laquelle furent entendus des représentants de l'armement, du commandement, ainsi que des groupements d'inscrits maritimes. Les procès-verbaux de cette enquête ont été déposés le 26 janvier 1904 sur le bureau de la Chambre des députés. Le 13 juillet 1905, M. Louis Martin déposait un rapport au nom de la commission; le texte du projet proposé par la commission a été adopté sans discussion par la Chambre des députés, le 27 février 1906.

Ce projet concerne trois points principaux : la réglementation des effectifs, l'hygiène et la sécurité et enfin la durée du travail.

Le projet prévoit l'établissement, dans chaque chef-lieu de sous-arrondissement maritime, d'une commission chargée de proposer, pour chaque navire de commerce d'une jauge brute supérieure à 25 tonneaux l'effectif minimum nécessaire à la sécurité de l'équipage et des passagers. Ces commissions comprennent, entre autres membres, des officiers de marine, un ingénieur du génie maritime, l'administrateur du quartier, un médecin, des représentants de la chambre de commerce, des représentants élus des inscrits maritimes, etc. Les propositions de ces commissions seront examinées par une commission supérieure, qui comprendra un représentant des inscrits maritimes. Après avis de cette commission, le Ministre de la marine fixera l'effectif minimum de chaque navire. (Art 1 à 3.)

Dans chaque sous-arrondissement maritime serait constituée une commission de surveillance chargée non seulement de constater que les effectifs ne sont pas inférieurs à l'effectif minimum du navire, mais encore de se rendre compte si les précautions édictées par la loi du 10 mars 1891 sur les accidents et collisions en mer et le décret du 26 juin 1903 relatif aux moyens de sauvetage ont été prises et si les installations sont acceptables au point de vue sanitaire. (Art. 4.)

Enfin, voici le texte des articles adoptés, relatifs à la durée du travail à bord des navires :

ART. 6. — A la mer, aucun homme de l'équipage ne pourra refuser ses services, quelle que soit la durée des heures de travail qui lui sont commandées.

Mais, hors les cas où le salut du navire ou de la cargaison serait en jeu, toute heure de travail commandée au delà de douze heures pour les hommes de pont et de huit heures pour le personnel de la machine, donnera lieu à une allocation supplémentaire égale au huitième de la solde journalière.

ART. 7. — Au mouillage, en rade et dans les ports, il est interdit d'exiger, par jour, des matelots de pont, plus de neuf heures de travail, et du personnel de la machine plus de huit heures.

Toutefois le jour de l'arrivée au port et le jour du départ, les périodes cumulées de service à la mer et de service de rade pourront atteindre douze heures sans donner lieu à rémunération supplémentaire.

Sauf le cas de nécessité absolue, les hommes de l'équipage ne pourront être astreints à des travaux étrangers à leur spécialité professionnelle; l'exécution de ces travaux entraînera une rémunération supplémentaire sur les bases fixées à l'article 6.

Ce projet de loi a été transmis au Sénat le 20 mars 1906.

Après l'adoption de ce projet de loi, M. Vaillant et un grand nombre de ses collègues ont déposé une proposition de loi sur la sécurité et la salubrité des navires de commerce, et sur la sécurité, l'hygiène et les conditions du travail des marins. Cette proposition, déposée le 27 février 1906, tend à apporter un certain nombre de modifications au projet de loi adopté par la Chambre. Elle demande un certain nombre de précautions supplémentaires de sécurité et d'hygiène; elle introduit, dans les commissions prévues par le projet de loi, un nombre de délégués élus des syndicats ouvriers de marins et mécaniciens égal au nombre des autres membres; elle prévoit l'application à tous les membres et à toutes les catégories du personnel, de la législation concernant le travail et les travailleurs, pour les accidents, les retraites, les conseils de prud'hommes, les conditions du travail, etc.; le contrat de travail serait opéré par l'entremise et sous le contrôle du syndicat ouvrier marin ou mécanicien; la durée du travail serait fixée à huit heures; les salaires seraient fixés d'après un tarif syndical, etc. Cette proposition de loi a été renvoyée à la Commission de la marine.

On peut signaler également, au sujet des conditions du travail des marins, les dispositions suivantes, qui constituent les articles 18 et 19 du projet de loi sur la marine marchande, adopté par la Chambre des députés le 16 février 1906.

ART. 18. — Les infractions aux prescriptions concernant les conditions de travail, la sécurité et l'hygiène à bord, relevées par les autorités compétentes, pourront entraîner, suivant leur gravité et dans les cas de récidive, la suppression ou la réduction, par fractions de un ou plusieurs vingtièmes, de la compensation d'armement.

Ces retenues pourront être exercées indépendamment des poursuites qui seraient intentées contre les délinquants pour infractions aux lois et règlements en vigueur.

ART. 19. — Les constructeurs ne bénéficieront de la prime établie par la présente loi que si l'ensemble des ateliers, usines et chantiers français ayant contribué à la confection du navire ne comprend pas plus de 10 % d'ouvriers étrangers.

Toutes les prescriptions de sécurité et d'hygiène auxquelles sont assujettis les navires français seront appliquées aux navires étrangers dans les ports français.

Enfin, on rappellera que la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins français ⁽¹⁾ a apporté un certain nombre de modifications à la loi du

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, février 1906, p. 171.

21 avril 1898 relative aux risques et accidents des marins. La principale de ces modifications a été d'admettre à bénéficier de cette loi les navigateurs civils ou personnel non inscrit (médecins, commissaires, garçons, cuisiniers, etc.). On a également substitué à l'unique pension d'infirmité prévue par l'article 5 de la loi du 21 avril 1898, deux catégories de pensions : pension viagère d'infirmité absolue et pension viagère d'infirmité partielle. Ces pensions seront distinctes des pensions militaires ou civiles ou des pensions de la demi-solde. En outre, le tarif des pensions se trouve augmenté.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE (2° semestre 1905). — Dans la *minoterie et semoulerie*, le nombre des établissements a augmenté d'une usine de 150 chevaux-vapeur, occupant 35 ouvriers; l'outillage a été récemment perfectionné, la main-d'œuvre est abondante, et les salaires sont stationnaires; la durée du travail n'a pas changé, mais certaines améliorations ont été apportées dans la distribution des heures de travail et de remplacement. Dans la *rizerie*, il y a également affluence de main-d'œuvre, et les salaires tendent à croître. Même remarque pour la *brasserie*, dont la production et la vente restent faibles par suite de l'abaissement du prix du vin.

Dans la *stéarinerie*, l'activité est stationnaire, la lutte étant toujours difficile sur les marchés d'exportation contre la bougie de paraffine. Dans la *raffinerie de sucre*, deux usines auraient été fermées; la vente a été très active à l'exportation, au cours du 2° semestre, une forte demande étant venue simultanément du Maroc et du Golfe persique; la main-d'œuvre est abondante, et il n'y a pas de réclamation de la part du personnel ouvrier.

Dans la *construction mécanique*, le nombre des établissements n'a pas augmenté, mais, en général, ils occupent un plus grand nombre d'ouvriers que pendant le 1^{er} semestre; il y a tendance à remplacer les machines outils anciennes par de plus rapides pour réduire le prix de revient. Cette industrie, localement, ne fournit aux ateliers qu'un aliment toujours faible, mais les mauvais temps de l'automne dernier ont procuré de nombreuses réparations de navires; en somme, bonne tendance, la main-d'œuvre disponible étant à peu près nulle et les salaires plutôt en augmentation.

Dans les *cuirs et peaux*, la production diminue par suite du manque de peaux brutes; toutefois il n'y a pas eu de chômage durant le 2° semestre, la main-d'œuvre répond sans excès aux besoins, et les salaires actuels tendent plutôt à donner satisfaction au plus grand nombre d'ouvriers travaillant aux pièces.

Dans les *produits chimiques*, la production est active et la main-d'œuvre normale, et les salaires augmenteraient, surtout pour les manœuvres et les charretiers. Par contre, la production a été faible et le travail peu actif dans la *raffinerie de soufre*, par suite de la mévente des vins. Dans la *savonnerie*, il y a eu perfectionnement de l'outillage de fabrication des glycérines et une meilleure utilisation de la vapeur; mais la production a été en diminution sensible. Les salaires n'ont pas subi de changement, sauf pour les camionneurs, au profit desquels ils ont été relevés. Dans l'industrie du *sel marin*, l'activité est stationnaire et la main-d'œuvre suffisante.

Dans la *céramique*, la production et la vente ont été actives par suite des facilités d'exportation.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1905 et émanent de syndicats patronaux.

tation. Même remarque favorable pour la *verrière*, de nouveaux débouchés s'étant ouverts pour les eaux minérales, et l'outillage spécial à la fabrication mécanique des bouteilles allant en se développant.

D'après des réponses de syndicats patronaux, le travail dans la *menuiserie* a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1904, et il y aurait eu une légère diminution dans le nombre des établissements. Dans la fabrique de *chaussures*, la situation est restée identique à celle du 3^e trimestre.

Calvados. — A Vire, d'après le conseil de prud'hommes, la situation n'a pas varié comparativement au 3^e trimestre 1905 et au 4^e trimestre de 1904; la proportion des ouvriers en chômage est restée la même.

D'après le conseil de prud'hommes de Lisieux, la situation générale de l'industrie a été meilleure qu'au précédent trimestre; le chômage a été nul dans l'industrie *lainière*, il a été de 10 p. 100 environ dans l'industrie *linière* et le *bâtiment*; il a été également de 10 p. 100 dans les *cuirs et chaussures*, où la journée a été de onze heures, au lieu de dix dans les autres industries.

Eure. — A Évreux, le travail a été moins abondant dans le *bâtiment* que l'an dernier à pareille époque, et en diminution sur le précédent trimestre, les serruriers et menuisiers n'ayant fait que 54 heures et les maçons, peintres et couvreurs 48; en outre 4 établissements ont disparu, qui occupaient ensemble 50 ouvriers. Dans la *maréchalerie*, la situation subit une modification par suite de l'extension de l'automobilisme; l'outillage s'améliore pour soulager la main-d'œuvre, et l'emploi des fers fabriqués s'étend, l'apprentissage étant long et les ouvriers de cette corporation se faisant rares. Un maréchal ferrant gagne de 60 à 70 francs par mois, nourri et couché, et un teneur de pieds de 40 à 55 francs, également nourri et couché. A Bernay, dans le *bâtiment*, il y a eu diminution sur le trimestre précédent en raison de la saison; la durée du travail est en moyenne de huit heures pour les ouvriers du dehors et de onze heures et demie pour ceux de l'intérieur. A Ezy, il n'y a pas eu de changement dans la fabrique de *peignes*, et les salaires sont bons.

D'après le conseil de prud'hommes de Brionne, la situation pendant le 4^e trimestre est restée la même, tant par rapport à l'an dernier qu'au trimestre précédent.

Hérault. — D'après le conseil de prud'hommes de Montpellier, le travail industriel aurait été moins actif que pendant le trimestre précédent et à peu près semblable à celui de la période correspondante de 1904. Chez les plâtriers, les terrassiers, les maçons, les tailleurs de pierre, les paveurs, les couvreurs, les charpentiers et les ferblantiers, la proportion des ouvriers chômeurs peut être évaluée à 35 p. 100; elle est au moins de 15 p. 100 chez les serruriers, les menuisiers, les peintres en bâtiment, les ébénistes, les imprimeurs, les charrons et carrossiers, les tonneliers et les forgerons, et de 25 p. 100 chez les tailleurs et coupeurs d'habits. Chez les ouvriers de l'alimentation, exception faite des garçons charcutiers, pour qui cette saison est active, le chômage a atteint environ 10 p. 100: la cause principale de ce fort chômage est attribuée à la mévente des vins du pays.

A Lodève, d'après le conseil de prud'hommes, la situation ne s'est pas améliorée, le travail faisant toujours défaut aux ouvriers de fabrique, par suite de la forte réduction des commandes des ministères de la Guerre et de la Marine.

A Cette, dans la *menuiserie*, d'après un syndicat patronal, le travail a été bien moins abondant que l'an dernier à pareille époque, et aussi abondant qu'au 3^e trimestre 1905. Le nombre des établissements n'a pas changé, mais, vu le peu de travail, celui des ouvriers a diminué dans la proportion de 40 p. 100; les salaires varient de 5 à 5 fr. 50 par jour.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS (2^e semestre 1905). — Les peignages, après trois mois de morte-saison absolue, ont repris leur travail normal.

Dans la *filature*, les laines peignées ont été alimentées d'une façon régulière, et à la fin de décembre, toutes les filatures à façon avaient du travail pour deux à trois mois d'avance. Même remarque favorable pour les filatures à façon de laine cardée, qui sont surchargées et alimentées pour plusieurs mois. Dans celle de Schappe, l'alimentation est régulière et normale, sans aucun chômage.

La fabrication des flanelles en tous genres a été alimentée partiellement par des ordres

antérieurs. Dans les *feutres*, l'alimentation a été bonne malgré la hausse des matières premières, et la production normale et régulière.

Dans la *minoterie* et la *brasserie*, le 2^e semestre n'a pas été favorable, la première de cette industrie ayant souffert de la médiocrité de la récolte en blé dans les départements de la Marne et des Ardennes, et la seconde de la tempête et de l'abaissement du prix des vins et aussi de la mauvaise qualité de l'orge champenoise.

Dans le commerce des *vins de champagne*, le 2^e semestre a présenté un notable progrès sur la période correspondante de 1904, aussi bien pour les expéditions faites en France qu'à l'étranger.

Les industries accessoires ont largement profité de la reprise des affaires, et celles qui se rattachent à l'emballage et à l'expédition ont été extrêmement actives. Par contre, dans la *verrerie*, le calme a succédé à l'animation de la campagne précédente. La fabrication est réduite dans la plupart des établissements, et ceux-ci s'attachent, par des modifications dans le roulement des équipes, à conserver du travail à leurs ouvriers en attendant une période plus favorable.

Le *bâtiment*, au contraire, a été assez favorisé; il y a eu plusieurs constructions neuves et un certain nombre de travaux de transformation et d'entretien, qui ont permis aux entrepreneurs de conserver tout le personnel.

D'après des syndicats patronaux, la *meunerie*, à Châlons-sur-Marne, a eu plus d'activité qu'au 3^e trimestre, par suite des pluies qui ont rendu aux rivières leur débit normal. À Épernay, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant que pendant la période correspondante de 1904, et actuellement le travail n'est que de 42 heures. Le salaire moyen s'élève à 0 fr. 50 l'heure, alors que, dans la même industrie, il ne dépasse pas 0 fr. 45 à Châlons, et 0 fr. 42 à Reims.

Nord. — D'après l'inspecteur divisionnaire du travail, le nombre des établissements industriels aura sensiblement augmenté pendant l'année 1905 par suite d'une activité plus grande dans presque toutes les branches d'industrie, mais particulièrement dans l'industrie textile, dans la métallurgie et les ateliers de construction.

Ainsi, dans l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing qui constitue un groupe d'industrie textiles très important, il est certain que l'activité a été nettement plus grande en 1905 qu'en 1904. Cette activité ne s'est pas fait sentir indistinctement dans toutes les usines; c'est ainsi que dans la plupart des peignages, l'année écoulée a été plutôt médiocre, tandis que dans les tissages de drap et d'étoffes pour robes, elle a été au contraire particulièrement brillante. Les filatures de laine peignée ont été également plus actives en 1905; quant aux filatures de laine cardée, elles ne paraissent pas avoir jamais autant produit. Dans les filatures de coton, l'ensemble ne présente pas de grandes différences avec 1904. Les filatures de lin au mouillé traversent une période prospère, mais il n'en est pas de même pour le fil au sec.

Dans le groupe Armentières, le nombre des tisseurs de toile a légèrement fléchi, mais l'inspecteur de la 5^e section en attribue la cause à l'extension de la méthode qui consiste à faire conduire plusieurs métiers par un seul ouvrier.

Les usines classées dans les groupes métallurgie et travail des métaux ont été, en général, dans une bonne situation. L'inspecteur de la 5^e section fait remarquer que l'activité a été toute particulière dans les branches industrielles ayant trait à la construction du matériel de chemins de fer. Certains établissements ont accru leur personnel de plus de 30 p. 100 dans le dernier semestre. A ce sujet, l'inspecteur de Valenciennes se fait l'écho du désir manifesté par les chefs d'industrie de sa section, de voir le département des travaux publics, au lieu d'autoriser le renouvellement du matériel en même temps et dans toutes les grandes Compagnies à la fois, laisser passer les commandes d'une manière successive. Cette façon d'opérer éviterait l'absence presque complète de commandes pendant plusieurs années et leur nombre excessif à un moment donné; d'où chômages plus ou moins prolongés succédant à des périodes par trop actives.

Pyrénées-Orientales. — CHAMBRE DE COMMERCE DE PERPIGNAN. (Année 1905). — Dans les usines de fer, l'importance de cette exploitation dans les Pyrénées Orientales place ce département au deuxième rang comme production de minerai de fer, et immédiatement après celui de Meurthe-et-Moselle. Le nombre des concessions exploitées s'est élevé à onze, auxquelles il convient d'ajouter une concession de lignite. Cette industrie a pris, pendant

les huit dernières années, un développement considérable, et il est permis d'espérer, grâce à la création d'un quai de déchargement économique à Port-Vendres, dont le fonctionnement donne toute satisfaction, et aux demandes toujours croissantes des mines métallurgiques du Nord de la France et de l'Angleterre, qu'elle augmentera encore rapidement, les disponibilités ne faisant pas défaut. En outre, des recherches de mines de zinc, de fer, de cuivre, de manganèse de plomb, sont entreprises depuis déjà longtemps sur les contre-forts du Canigou et notamment dans les environs de Glorianes, Ricarda, Prats-de-Molle, Palalda, Tauls, Boule-d'Amont.

Dans les carrières de *marbres*, l'activité a été croissante, grâce à l'emploi de plus en plus étendu de ces matériaux, tant pour la construction ordinaire que pour les travaux d'embellissement. L'extraction du *talc*, d'autre part, ne s'est pas ralentie, l'importance de ce produit ayant augmenté depuis qu'il a été associé au sulfate de cuivre pour le traitement des maladies cryptogamiques.

L'industrie *séricole* est limitée à quelques centres et sa production, qui a atteint une bonne moyenne, s'est élevée à 28,980 kilogrammes contre 26,830 en 1904.

Les *merrains* et les *douelles* ont acquis une plus grande valeur, les propriétaires s'étant, par suite de la baisse des vins, décidés à approvisionner directement la clientèle. La fabrication de la petite futaile augmente et les bois de châtaigniers en ont acquis une certaine plus-value. La fabrication des *bouchons* est toujours très florissante. Les plantations de chène-liège, qui avaient augmenté dans le département des Pyrénées-Orientales, commencent à donner leurs premières récoltes et fournissent des qualités supérieures.

L'industrie des *espadrilles*, dont les progrès sont incessants, a grandement bénéficié de la sécheresse de l'été 1904, qui a eu pour effet d'épuiser tous les stocks en magasin, et les maisons qui fabriquent les tissus et les tresses se sont trouvées dans l'impossibilité de donner satisfaction à la clientèle, tout en augmentant leur personnel.

La même activité a marqué la fabrication du *papier à cigarettes*, qui occupe un très grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières de Perpignan, et la vente de cet article est largement assurée et rémunératrice.

D'autre part, la *pêche* a été très abondante sur les côtes de la Méditerranée, mais les prix se sont ressentis de cette abondance, malgré la qualité exceptionnelle du poisson. La récolte du *vin* a été inférieure de 4 à 500,000 hectolitres à l'année 1904; actuellement, les achats sont presque nuls; il en résulte un état de choses qui oblige le propriétaire à restreindre par tous les moyens ses dépenses d'entretien et même à supprimer une partie de la main-d'œuvre, ce qui réduit le travail de l'ouvrier à un nombre de journées limité.

Seine⁽¹⁾. — Dans les fabriques de *moutarde*, le travail est aussi resté le même, mais deux usines fermées au cours du trimestre ont été remplacées par deux nouvelles moins importantes, et il en est résulté une diminution d'une vingtaine d'ouvriers; dans cette industrie il y a peu de chômage, les fabricants s'efforçant de conserver au complet leur personnel l'hiver, afin de l'avoir à leur disposition l'été, qui est l'époque où le travail est le plus actif. La durée du travail est de 11 à 12 heures par jour pour les hommes; de 8 h. 1/2 à 9 heures pour les femmes; les salaires varient de 4 fr. 50 à 7 francs pour les hommes, de 2 francs à 2 fr. 50 pour les femmes, et de 1 fr. 50 à 1 fr. 75 pour les enfants.

Dans la *stéarinerie*, le travail aurait été plutôt moins abondant. Cette industrie, prospère à l'étranger, périclité en France, la bougie étant concurrencée par une grande nombre de modes d'éclairage contre lesquels son prix élevé ne lui permet pas de lutter. Malgré son malaise, cette industrie ne compte pas de chômage, le personnel étant ancien et dévoué, et les salaires varient de 3 fr. 50 à 7 francs par jour, suivant la région et la spécialité.

Dans la fabrique de *colle* et *gélatine*, une légère reprise s'est produite depuis la fin de 1905, mais aux établissements déjà disparus, s'en est ajouté un nouveau à Mont-sous-Vaudrey. Dans la *confiserie*, le travail a été plus abondant qu'à la période correspondante de 1904.

Chez les *tailleurs*, la saison correspondant au 4^e trimestre a été à peu près pareille à

⁽¹⁾ Les renseignements qui suivent, émanant de syndicats patronaux qui ont leur siège à Paris, mais dont les adhérents sont répartis dans toute la France, ne se rapportent pas exclusivement au département de la Seine.

celle de 1904, et le chômage n'a pas augmenté. Dans la *broderie*, le travail a été moins abondant que l'an dernier pour les 3^e et 4^e trimestres. Dans la fabrique de *tapis moquette*, le travail a été moins actif qu'au 4^e trimestre 1904, la main-d'œuvre est abondante, mais il y a peu de chômage.

Dans le papier *fantaisie*, le travail a été le même, sauf pour le papier couché blanc, dont la fabrication se développe. Dans les *toiles cirées*, il n'y a pas eu de changement depuis le précédent trimestre.

Dans la *brosserie*, deux établissements ont disparu, l'un à Paris, de 15 ouvriers, l'autre dans l'Oise, de 25. Dans la *sparterie*, où le nombre des établissements est le même depuis 30 ans, le travail demeure régulier et n'a pas varié depuis l'an dernier; les bons ouvriers gagnent de 4 à 5 francs par jour en province et de 6 à 7 francs à Paris; l'outillage mécanique est appelé à remplacer, dans 5 établissements sur 7, tout le tissage fait encore à la main; la main-d'œuvre n'est pas en excès et le chômage plutôt rare, cette industrie ne comptant pas d'ouvriers spécialistes et ne produisant qu'au fur et à mesure des besoins. Dans la *vannerie*, le travail a été moins abondant que pendant la période correspondante de 1904. Même remarque pour la *dorure sur bois* et *miroiterie*.

Chez les *modeleurs-mécaniciens*, le travail n'a pas subi de variation sensible depuis l'an passé; l'outillage est toujours le même, et les machines-outils ne donnent guère plus d'un dixième que le façonnage à la main; les salaires varient entre 0 fr. 80 et 1 fr. 10 l'heure. Dans les *industries électriques*, il y a toujours pénurie d'affaires. Dans la fabrique d'*horlogerie*, qui est une industrie essentiellement saisonnière, l'activité du travail a été sensiblement la même que l'an passé à pareille époque. Dans la *dorure en bijouterie*, il y a eu une légère reprise depuis le 1^{er} juin 1901 et le 4^e trimestre a été meilleur, mais l'article religieux fait complètement défaut; l'outillage est constamment perfectionné, surtout en ce qui concerne la production de l'énergie électrique, les piles étant remplacées par les dynamos; les manœuvres gagnent 36 francs par semaine, et les ouvriers 48 à 60 francs; les ouvrières apprenties 2 francs par jour, les ouvrières moyennes 3 fr. 50 à 4 francs, et les bonnes ouvrières 5 francs.

Dans la *teinturerie en plumes*, il y a eu augmentation comparativement au trimestre correspondant de 1904 et la situation est jugée favorable pour la main-d'œuvre. Dans l'industrie du *jute*, il n'y a pas eu de changement depuis le 3^e trimestre. Dans l'industrie de la *chaussure*, le travail a été beaucoup plus abondant; les salaires augmentent d'une façon sensible.

Dans l'industrie de *déménagements* et *transports parisiens*, l'activité s'est maintenue égale; dans celle des *ravalements*, le travail a été moins abondant, les arrondissements soumis à cette formalité ayant été de moindre importance que l'an passé.

A Meudon, dans le *jardinage*, le travail a été le même qu'en 1904: dans les établissements horticoles, les ouvriers travaillent six jours par semaine et font 11 heures par jour pour un salaire moyen de 35 francs; les ouvriers employés chez les entrepreneurs de jardins font 54 heures par semaine et gagnent 0 fr. 45 l'heure.

A Arcueil-Cachan, dans la *blanchisserie*, le travail aurait été plutôt en baisse sur la période correspondante de 1904, mais il y a eu augmentation sur le 3^e trimestre en raison de la rentrée de la clientèle.

A Vannes, dans la même industrie, il n'y a pas eu de changement par rapport à 1904 et il y a eu également augmentation sur le trimestre précédent.

Seine-et-Oise. — Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Versailles, l'activité du travail a été assez bonne; la proportion du chômage est évaluée à 20 p. 100 en moyenne; la durée moyenne de la journée de travail est 9 heures.

Également à Versailles, dans le *bâtiment*, d'après un syndicat patronal, la moyenne de la journée de travail a été de 9 heures au cours du 4^e trimestre, qui correspond à la mort-saison. Dans la même industrie, à Meulan, il n'y a pas eu de changement relativement à la période correspondante de 1904, et la durée du travail n'a été que de 48 heures pour le trimestre. A l'Isle-Adam, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1904 et en diminution sur le trimestre précédent. A Étampes, dans la *meunerie*, il a été identique.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CASTRES. (2^e semestre 1905). — La fabrique de

tissus a marché d'une façon aussi satisfaisante que pendant les 6 premiers mois; la production a plutôt augmenté. La *teinture*, la *filature* et *apprêts* ont suivi le bon mouvement de la fabrique des *tissus*, et le personnel de tous les ateliers a été constamment occupé.

Dans les *fonderies* et *ateliers de constructions métalliques*, l'irrégularité dans la répartition du travail, déjà constatée au précédent semestre, continue à se faire sentir; c'est ainsi que dans un atelier les heures de travail ont été provisoirement réduites, tandis que dans un autre, on faisait des heures supplémentaires. Un établissement, aujourd'hui en reconstruction, a été détruit par un incendie, mais il n'y a pas eu de chômage, les ouvriers ayant été embauchés ailleurs. D'autre part, la construction et la réparation des automobiles, qui occupe à Castres de plus en plus d'ouvriers, rend plus difficile le recrutement des ateliers ordinaires de constructions mécaniques.

Dans l'*ébénisterie*, c'est la même irrégularité de travail, qui tient à la différence des articles fabriqués; dans les bois *tournés ou ouvrés*, *meubles de jardin*, *petits meubles*, *menus objets* et *articles de bazar*, la production est très active et le personnel constamment occupé.

A Graulhet, la situation de la *mégisserie* est devenue très critique à cause de la rareté du cuir sur le marché d'approvisionnement de Mazamet et à la hausse considérable qui en résulte. Malgré tous les efforts des industriels à maintenir le travail, on peut évaluer que la production a été réduite au tiers; il s'en est suivi un grand chômage; la main-d'œuvre aura probablement à souffrir encore de cet état de choses pendant une longue période.

A Albi, dans le *bâtiment*, d'après un syndicat patronal, le travail a été plus abondant pendant le 3^e trimestre de 1905 que pendant le trimestre correspondant de 1904.

Vienne (Haute-). — A Limoges, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage est considérable chez une grande partie des ouvriers du *bâtiment*, surtout chez les tailleurs de pierre. Pour la plupart des autres industries, la situation est considérée comme normale, avec un chômage estimé de 8 à 10 p. 100, sauf chez les *porcelainiers* et similaires, où le chômage est général pour cause d'inventaire.

D'après des syndicats patronaux, l'activité a été à peu près la même qu'au trimestre correspondant de 1904 dans la fabrique de *chaussures*; dans la fabrique de *galoches*, la situation serait plutôt moins bonne, mais l'incendie d'un établissement a mis momentanément en chômage une cinquantaine d'ouvriers. Dans la *maréchalerie*, l'activité est restée normale et la main-d'œuvre est plutôt rare; la durée du travail est actuellement de 68 heures par semaine, les salaires de 3 francs. 3 fr. 60 et 4 francs par jour; il y a eu création de deux petits établissements.

A Saint-Junien, dans la *mégisserie*, le travail a été moins abondant qu'au 4^e trimestre 1905; la durée de la journée est en diminution sur le 3^e trimestre, et chez certains industriels cette diminution atteint la moitié de la semaine; les salaires sont en hausse constante et l'ouvrier a été augmenté de 0 fr. 25 par jour.

Vosges. — Dans le ressort de Remiremont, d'après le conseil des prud'hommes, la situation est meilleure dans l'industrie *textile*, et le chômage, qui était d'un sixième, a disparu. Dans le *bâtiment*, il y a toujours un peu de ralentissement, dû à l'arrêt de construction d'usines, mais on prévoit mieux pour 1906. L'industrie du *bois* marche normalement celle du *fer* souffre un peu et les heures de travail sont réduites; il en est de même dans la *peinture*, vu la saison.

A Épinal, d'après un syndicat patronal, le *tissage* est bien occupé, la *filature* de Jumel est en bonne situation; par contre, la filature d'Amérique reste en mauvaise posture, malgré un chômage considérable qui remonte à 6 mois.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 février.)

Ain. — A Bourg, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Oyonnax, 12 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers en *peignes*. A Serrières-de-Briord, arrêt complet du

travail chez les *tullistes*. A Gex, travail normal chez les *diamantaires*; deux tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *garçons brasseurs*; pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs et tisseuses*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; travail peu satisfaisant, 48 heures, chez les *mouleurs*; 2/3 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 28 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couveurs-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Soissons, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mécaniciens*. A Hirson, pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Guise. A Bohéries, travail moins actif, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*.

Allier. — A Moulins, 42 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*, travail peu satisfaisant, 42 heures, chez les *peintres*.

A Commentry, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *métallurgistes*; travail peu actif chez les *maçons*.

A Montluçon, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A Gannat, travail peu actif chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *sourciers* de Saint-Yorre.

Travail actif chez les ouvriers *agricoles* de Buxières-les-Mines; pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Isles et Barlais, de Thionne, de Saint-Plaisir et d'Ygrande; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mézangy; 75 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bourbon-l'Archambault, 80 p. 0/0 de chômeurs chez ceux de Lurcy-Lévy.

Travail moins actif chez les *mineurs* de Saint-Hilaire; pas de changement chez ceux de Bézenet et de Doyet.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *garçons de magasins*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*, pas de chômeurs chez les *choristes*.

A Cannes, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; travail peu actif, 54 heures, chez les *maçons*; 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port.

A Beausoleil, 55 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *maçons*; 54 p. 100 de chômeurs chez les *peintres* d'Antibes; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments* de Contes-les-Pins.

A Menton, travail peu actif, 54 heures, chez les *peintres*; 70 p. 100 de chômeurs chez les *débardeurs du port*. A Vallauris, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en poterie*.

Ardèche. — A Privas, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Annonay, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *maçons*.

A Serrières, 3 jours seulement de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

Ardennes. — A Mézières, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

A Revin, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ajusteurs*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Vrigne-au-Bois; 63 heures par semaine chez ceux de Monthermé-Laval-Dieu; pas de changement chez ceux de Renwez; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferronniers* de Raucourt. A Braux, travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Raucourt; pas de chômeurs, 60 à 72 heures chez ceux de Fromelennes et de Bourgy-Fidèle.

A Fumay, 1 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; 1 jour de chômage par semaine chez les *ardoisiers*; travail assez actif, 60 heures, chez ceux de Rimogne; pas de chômeurs chez ceux d'Haybes. A Châteauregnault, pas de changement chez les *carriers*.

A Floing, un tiers de chômeurs, 40 à 60 heures, chez les *ouvriers* et *ouvrières en tissus*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Illly; 40 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez ceux de Saint-Menges. A Francheval, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers* et *ouvrières de l'industrie lainière*.

Ariège. — A Sentein, chômage général chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* de Saint-Girons; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers* d'Arignac.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *métallurgistes*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*.

Aude. — A Carcassonne, 6 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs chez les *maçons et plâtriers*; 60 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *terrassiers*; moitié de chômeurs chez les *charretiers*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Pas de changement chez les *ouvriers agricoles* d'Argeliers, de Badens et de Cazilhac; pas de chômeurs chez ceux de Moux, de Trèbes, de Névian et de Castelnau-d'Aude; travail un peu plus actif chez ceux de Trausse; 35 heures par semaine chez ceux de Marseillette; 26 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sallèles-d'Aude; deux tiers de chômeurs chez ceux de Villegaigne; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Salles-d'Aude; 60 p. 100 chez ceux de Sigeau; un tiers de chômeurs chez ceux de Roubia; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Peyriac-de-Mer; 14 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pennautier; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Marcorignan; 70 p. 100 chez ceux de Montlaur; 40 p. 100 chez ceux de Gruissan; 17 p. 100 chez ceux de Fabrezen; 40 p. 100 chez ceux de Fraissé-de-Corbières; 8 p. 100 chez ceux de Beaufort; 30 p. 100 chez ceux de Durban; 13 p. 100 chez ceux de Cuxac-d'Aude; 37 p. 100 chez ceux de Canet; 25 p. 100 chez ceux de Capendu; 60 p. 100 chez ceux de Bizanet; 30 p. 100 chez ceux de Boutenac; 80 p. 100 chez ceux de Lézignan.

Aveyron. — A Millau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs en couleurs*; 55 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers* et *chamoiseurs*; un tiers de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; travail peu actif chez les *teinturiers en peaux*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *gantiers*; quelques chômeurs, 75 à 80 heures, chez les *gantiers* et *dresseurs de gants*; travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*.

A Saint-Affrique, travail actif, 60 à 70 heures, chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 11 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 64 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers (terre et mer)*; pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers-charcutiers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-tripiers-boyaudiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 23 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *savonniers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs automobilistes*.

4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes* et chez les *imprimeurs et clicheurs*; 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*; 15 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *voiliers, tentiers, bâchières*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers et calfats*; moitié de chômeurs chez les *calfats et perceurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *modeleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens*.

Moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 23 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons limousinaux*; pas de changement chez les *manœuvres* et *aides-maçons*; 7 p. 100

de chômeurs, 54 heures, chez les mineurs et terrassiers; pas de changement chez les mineurs, terrassiers, puisatiers et boiseurs; 14 p. 100 de chômeurs, chez les cureleurs.

4 p. 100 de chômeurs chez les comptables; de même chez les employés; pas de chômeurs chez les commis et employés; de même chez les sténographes; moitié de chômeurs chez les ouvriers des ports et docks; un tiers de chômeurs chez les moellonniers des ports; deux tiers de chômeurs chez les déménageurs; travail peu actif chez les cochers de place.

A Aix, 4 p. 100 de chômeurs chez les cuisiniers; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les mécaniciens. A Arles, un tiers de chômeurs chez les mineurs; 45 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les maçons; pas de changement chez ceux d'Aubagne. A Cassis, 14 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port. A Salins-de-Giraud, grève chez les ouvriers en produits chimiques. A La Ciotat, 5 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les carriers.

A Berre, travail assez satisfaisant chez les pêcheurs; travail peu actif chez ceux de Martigues. Pas de chômeurs, 48 heures, chez les mineurs de Gardanne; de même, 54 heures, chez ceux de Fuveau; de même, 55 à 60 heures, chez ceux de Peypin; de même, 60 heures chez ceux de Saint-Savournin; 5 jours et demi de travail par semaine chez ceux de Trets; 23 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les carriers de Fontvieille.

Calvados. — A Caen, 20 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; travail actif, 60 heures, chez les typographes; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les menuisiers et charpentiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les mouleurs; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les mécaniciens; pas de chômeurs, 60 heures, chez les couvreurs-zingueurs.

A Allemagne, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les carriers. A Vire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les granitiers. A Guibray, 17 p. 100 de chômeurs chez les bonnetiers.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 63 heures, chez les galochiers; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Champagnac, travail actif, 60 heures, chez les mineurs.

Charente. — A Angoulême, travail peu actif, 45 heures, chez les tailleurs.

A Cognac, 7 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; pas de chômeurs, 70 heures, chez les typographes; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les imprimeurs-lithographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les tonneliers et chez les caissiers; travail satisfaisant, 54 heures, chez les tailleurs de pierre; pas de chômeurs chez les employés de commerce.

A Ruffec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les mouleurs; de même chez les carriers de Saint-Même.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 10 p. 100 de chômeurs, chez les boulangers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes.

A Rochefort, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes; 38 p. 100 de chômeurs chez les tailleurs de pierre; pas de chômeurs chez les musiciens. A Châtellillon, travail actif chez les pêcheurs d'huîtres.

Cher. — A Bourges, 7 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers en toiles cirées; de même, 60 heures, chez les ouvriers des cuirs et peaux; travail actif chez les selliers; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'habillement et chez les travailleurs sur métaux; pas de changement, 48 heures, chez les maçons; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les tailleurs de pierre; de même, 48 heures, chez les plâtriers; 40 p. 100 de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les peintres.

A Vierzon, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en métaux. A Torteron, pas de chômeurs, 55 heures, chez les journaliers. A Sancoins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en voitures; nombreux chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux de la Guerche; pas de chômeurs chez ceux de Nérondes et de Gracay; travail peu actif chez ceux de Dun-sur-Auron; travail peu actif, 54 heures, chez les carriers de Chalvoy-Milon.

A Saint-Amand, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de changement

chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*; nombreux chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Belles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufourniers*; travail actif, 66 heures, chez ceux de Jus-y-le-Chaudrier.

Moitié de chômeurs chez les *ouvriers agricoles* de Nérondes et de Saint-Loup-des-Chaumes. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Apremont, Arpheuilles, Brécly, Barantheaume, Chambon, Charenton-du-Cher, la Chapelle-Saint-André, la Chapelle-Hugon, Levet, la Guerche, Meillant, Méry-ès-Bois, Menetou-Couture, Saint-Pierre-les-Étieux et Taumiers; travail assez satisfaisant chez ceux de Grossouvre; 75 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villiers; trois quarts de chômeurs chez ceux de Venesmes; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Uzay-le Venon; 38 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sagonne; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 22 p. 100 de chômeurs chez ceux de Septfonds; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vallenay; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mornay-Berry; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jussyle-Chaudrier; 57 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Germigny-l'Exempt; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Ivry-le-Pré; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Flavigny; moitié de chômeurs chez ceux de Cours-les-Barres et de Mornay-sur-Ailier; 43 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bannay; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux de Barlieux; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Baudel.

Corrèze. — A Tulle, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 60 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; travail actif, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; travail un peu plus actif, 40 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Bort, morte-saison chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *sabotiers*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*. A Bastia, 43 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*.

Côte-d'Or. — A Dijon, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *jardiniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *employés*. A Beaune, travail peu actif dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *mécaniciens* de Montaron; pas de changement chez les *tâcherons agricoles* de Villiers-le-Duc; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* et chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 51 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*. A Dinan, travail assez actif, 60 heures, chez les *typographes*.

Créuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *ouvriers en tapisseries d'art*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *boulangers*. Au Bugue, pas de chômeurs, chez les *chapeliers-appropriers*. A Sarlat, travail actif, 78 heures, chez les *boitiers*.

Doubs. — A Besançon, travail actif chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *ouvriers d'art*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *monteurs de boîtes d'argent*; pas de chômeurs chez les *employés en pharmacie*. A Montbéliard, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail assez actif, 54 heures, dans le *bâtiment*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles* et chez les *ouvriers sur bois*. A Badevel, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *horlogers*.

Drôme. — A Valence, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et plâtriers*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, mais 20 heures seulement par semaine chez les *carriers*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *porcelainiers* de Saint-Vallicr.

Eure. — A Evreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers textiles*. A Vernon, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* et chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Dreux, 14 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* de Châteaudun.

Finistère. — A Quimper, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 80 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Brest, pas de chômeurs, 48 à 72 heures, chez les *cordonniers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Landerneau; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Guilvinec; nombreux chômeurs chez ceux de Concarneau. A Morlaix, pas de changement chez les *ouvrières de l'habillement*. A Douarnenez, 5 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *soudeurs-boîtiers*. A Concarneau, Guilvinec et Douarnenez, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; chômage général chez les *ferblantiers-boîtiers* de Guilvinec et Douarnenez; 55 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; travail peu actif chez les *tailleurs*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers* et *mineurs*. A Bes-sèges, pas de chômeurs chez les *mécaniciens*; travail actif, 54 heures, chez les *verriers à vitres*. A Alais, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de la Grand'Combe. A Alais, 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *cordonniers*; 36 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*.

A Sauve, travail actif, 60 heures, chez les *bonnetiers*. A Aramon, travail actif, 60 à 70 heures, chez les *vanniers*. A Anduze, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *chapeliers-fouleurs-appropriers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; travail peu actif, 48 heures, chez les *charrons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; de même, 60 heures, chez les *mouleurs* et chez les *mécaniciens*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *bijoutiers-horlogers*; travail peu satisfaisant chez les *peintres* et chez les *dockers*.

Gers. — A Auch, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 58 et 60 heures, chez les *terrassiers* et *hommes de peine*.

Gironde. — A Bordeaux, 12 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 3 p. 100 chez les *bouchers-charcutiers*; 23 p. 100 chez les *limonadiers-restaurateurs*; 11 p. 100 chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs-typographes* et chez les *papetiers-relieurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers* et *coupeurs en chaussures*; 8 p. 100, 45 heures, chez les *manœuvres* et *lisseuses en teinture*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; 20 p. 100, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; travail peu actif, 30 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des constructions maritimes*; 45 p. 100, 60 heures, chez les *tapissiers-décorateurs*; travail peu actif, 72 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 60 p. 100 de chômeurs, chez les *boîtiers*; 20 p. 100, 54 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *arri-meurs de bois merrains*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cénac et à Daignac pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Soulac-sur-Mer, un tiers de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *verriers* du Bouscat; grève chez ceux de Lormont. A Podensac, 30 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*.

A Vayres, et à Saint-Pardon pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *tonneliers*; 13 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez ceux de Caudrot; travail satisfaisant chez ceux de Saint-Macaire; pas de chômeurs chez ceux de Pauillac et de Paillot. A Libourne, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

Hérault. — A Montpellier, travail actif, 54 heures, chez les *litho-typographes*; 58 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*.

A Béziers, nombreux chômeurs chez les *cultivateurs et terrassiers*; 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bourelriers*; nombreux chômeurs, chez les *serruriers-mécaniciens*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *chais*. A Bédarieux, chômage général chez les *carriers*; travail peu actif, 48 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail peu satisfaisant chez les *charretiers*.

A Agde, moitié de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; 80 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et terrassiers*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; chômage général chez les *tailleurs de pierre* et chez les *plâtriers*; moitié de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Mèze, 60 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; deux tiers de chômeurs chez les *tonneliers*; moitié de chômeurs chez les *portefaix*. A Graissessac, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; 65 p. 100 de chômeurs, chez les *carriers* de Saint-Geniès-de-Mourgues.

A Cette, 37 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *barquiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens brevetés de la marine*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Pézenas, 55 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Marsillargues, chômage général chez les *tailleurs de pierre et maçons*; nombreux chômeurs chez les *bateliers et portefaix* de-Marseillan.

A Abeilhan, travail satisfaisant chez les *travailleurs de la terre*; pas de chômeurs chez ceux de Maraussan, Lieuran-lès-Béziers, Lamargues, La Lavinière et Aspiran; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Adissan, 90 p. 100 chez ceux de Bédarieux, 60 p. 100 chez ceux de Cazouls-lès-Béziers, 40 p. 100 chez ceux de Courmouteau et de Fabrègues, 55 p. 100 chez ceux de Mauguis, 45 p. 100 chez ceux de Nizas, 10 p. 100 chez ceux de Nézignan-l'Évêque, 15 p. 100 chez ceux d'Oupia, 60 p. 100 chez ceux de Sérignan, 64 p. 100 chez ceux de Valros, 43 p. 100 chez ceux de Villeneuve-lès-Béziers, 55 p. 100 chez ceux du Bousquet-d'Orb; un tiers de chômeurs chez ceux de Capestang; moitié de chômeurs chez ceux de Nissan, Saint-Félix-de-Lodez et Saint-Georges-d'Orgues.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Fougères, travail peu actif chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*. A Coësmes, travail peu actif, 60 heures, chez les *carriers*.

Indre. — A Châteauroux, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *draps*; 30 p. 100 chômeurs, 35 heures, dans le *bâtiment*.

A Issoudun, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement, 36 heures, chez les *chapeliers*; travail assez actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* de Buzançais.

Indre-et-Loire. — A Tours, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *cordonniers-galochiers*; travail satisfaisant, 60 chômeurs, dans le *bâtiment*. A Amboise, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; travail satisfaisant, 48 heures, dans le *bâtiment*. A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

Isère. — A Grenoble, 20 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers-galochiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Gières, travail toujours très actif chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers* de Brignoud. A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; travail peu actif chez les *métallurgistes*.

A Allevard et à Montalien-Vercieu, travail actif, 60 heures, chez les ouvrières en *soierie*. A Porcieu-Amblagnieu, moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*; un tiers de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Montalien-Vercieu; deux tiers de chômeurs, 25 heures, chez ceux de Parmilieu. A Bonvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers-châufourniers*.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *mouleurs*; travail peu actif, 60 heures, chez les *métallurgistes* de Fraisans.

A Salins, pas de chômeurs chez les *manœuvres*; travail normal chez les *bûcherons* de La Vieille-Haye.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Loire. — A Saint-Étienne, 19 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *battandiers* et chez les *teinturiers*; moitié de chômeurs chez les *couturiers*; 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens* et *électriciens*; travail actif chez les *aiguiseurs* et *polisseurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; deux tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de fabriques de rubans*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*.

A Roanne, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 64 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers textiles*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers* et chez les *mouleurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreur*s; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Charlieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soieries*; pas de changement chez les *tisseurs* de La Gresle; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Cergne. A Chazelle-sur-Lyon, 3 jours seulement de travail par semaine chez les *chapeliers*.

A La Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* du Chambon-Feugerolles; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Saint-Martin-la-Plaine.

A Firminy, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *menuisiers*; 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; deux tiers de chômeurs chez les *maçons*. A Sail-sous-Couzan, travail actif chez les *ouvriers des eaux minérales*. A Rive-de-Gier, un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Montbrison.

Loire (Haute-). — Au Puy, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif chez les *charpentiers de navires*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Saint-Nazaire, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs* et chez les *mécaniciens navigateurs*.

A Châteaubriant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 19 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ferblantiers-boitiers* de Chantenay.

Loiret. — A Orléans, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreur*s; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Montargis, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Romorantin, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers en draps*; travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Paucourt, Ouzouer-sur-Trézé, Bucy-Saint-Liphard et Faverelles; travail peu actif chez ceux de Thou.

Lot. — A Cahors, 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

A Souillac, pas de chômeurs, 46 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 44 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et colleurs de papier*.

A Tonneins, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières de Lavardac*; un tiers de chômeurs chez les *charpentiers* de Casteljaloux; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de Fumel. A Marmande, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; nombreux chômeurs chez les *manœuvres et terrassiers*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Saumur, 9 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tailleurs*. A Cholet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs et apprêteurs*; travail actif chez les *tisserands*; de même chez ceux de Gresté, Saint-Philbert-en-Mauges et la Séguinière; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Léger et la Tessoualle.

Manche. — A Cherbourg, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même et 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *caïstes*; travail peu actif chez les *brossiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs chez les *employés* et chez les *musiciens*.

A Reims, pas de changement, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; 17 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *trieurs de laine*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers-scieurs de long*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail actif, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; travail peu actif chez les *caïssiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *serruriers*; 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 37 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *cochers*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; travail actif, 60 heures, chez les *bouhonnières*; près de moitié de chômeurs dans le *bâtiment*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*; travail normal, 45 heures, chez les *gantiers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *bûcherons*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, travail actif, chez les *typographes*, chez les ouvriers en *chaussures* et chez ceux de l'industrie *cotonnière*; 7 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*; travail satisfaisant chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas

de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *tailleurs*; travail peu satisfaisant, 54 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 23 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *sculpteurs*, pas de chômeurs chez les *garçons de magasin*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; un tiers de chômeurs, 51 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *jouets*; travail actif chez les *mécaniciens*.

Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Frouard-Pompey et de Bouxières-aux-Dames; de même et 48 heures, chez ceux de Bouxières-aux-Chênes; un tiers de chômeurs, 63 heures, chez ceux d'Homécourt; travail actif, 50 heures, chez ceux de Maxéville.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Gousances-aux-Forges, 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Olizy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Lérouvillle, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

Morbihan. — A Lorient, 27 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *galochiers*.

A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 et 72 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*.

A Rochefort-en-Terre, travail peu actif chez les *ardoisiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *maçons* de Port-Louis; pas de chômeurs, 54 à 58 heures, chez ceux de Pontivy.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; chômage presque général chez les ouvriers *botteurs* de Plœmeur et de Sauzon.

Nièvre. — A Nevers, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *sabotiers* et *galochiers*. 70 p. 100 de chômeurs, 40 et 48 heures, chez les *couvreurs*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A La Charité, travail satisfaisant, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Decize; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier; 37 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Cercy-la-Tour, nombreux chômeurs chez ceux de Prémery et de Moulins-Engilbert.

A Guérigny, travail actif, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *limes* de Cosne.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Trois-Vèvres, Ville-Langy, Saint-Sulpice, Sichamps, Sardy-les-Epiry, Sainte-Colombe, Corvol-l'Orgueilleux, Perroy, Pazy, Oudan, Nolay, Nannay, Menau, Menestreau, Cessy-les-Bois, la Celle-sur-Nièvre, Châteauneuf Val-de-Bargis, Giez, Giry, la Fermeté, Entrains, Dompierre, Champlemy et Bitry; pas de changement chez ceux de Colméry; moitié de chômeurs chez ceux de Saint-Sauve et d'Arquian; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montaron; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Annay.

Nord. — A Lille, travail satisfaisant chez les *boulangers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; moitié de chômeurs chez les *cuisiniers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *relieurs-papetiers*; travail satisfaisant chez les ouvriers de l'industrie du *fil*; travail actif chez les ouvriers en *métaux*.

A Douai, travail actif, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*. A Jeumont, pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *marbriers*; 40 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez ceux de Bellignies. A Fresnes, 13 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitres*; travail actif, 48 heures, chez les *verriers à bouteilles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers* de Feuguères; pas de chômeurs, 48 heures, chez ceux d'Escautpont.

A Cambrai, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *mouleurs*. Travail satisfaisant chez les *métallurgistes* de Sous-le-Bois et d'Onnaing. A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *mouleurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez ceux de Sous-le-Bois et de Jeumont.

A Roubaix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, travail actif,

chez les ouvriers *textiles* et chez les ouvriers du *lisage*; travail assez satisfaisant chez les *maçons*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*. A Valenciennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Gravelines, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port.

A Tourcoing, 7 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapisseries en grosse maquette*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Dunkerque, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *voiliers*; pas de changement chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 46 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 57 p. 100 de chômeurs, 48 à 51 heures, chez les *plafonneurs*; moitié de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*. A Console, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *marbriers à la pendule*. A Rosendaël et au Cateau, morte-saison chez les *maçons*.

A Armentières, travail actif 50 à 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*. A Halluin, 5 p. 100 de chômeurs, 45 à 60 heures, chez les travailleurs du *bois*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs de Gammegnies*; travail actif chez les *tourneurs sur bois* de Fellerie. A Walencourt, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers* et *orfèvres*.

A Avesnes-les-Aubert, travail assez satisfaisant chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail très actif chez ceux de Briastre; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Hazebrouck; 6 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Estaires; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Halluin; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Houplines.

A Caudry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands* de Villers-en-Cauchies; travail normal chez ceux d'Haspres; travail assez satisfaisant chez ceux de Saulzoir.

Oise. — A Beauvais, travail moins actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Compiègne et de Méru.

A Béthisy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; de même chez les *coupeurs, bracheurs et conseurs en chaussures* de Mouy. A Hermes, travail actif, 63 heures, chez les *scieurs à la mécanique*; 36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bois*; 12 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jumelliers*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même chez ceux de la Chapelle-Montligeon.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* et chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*. A Tinchebray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, 30 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *mareyeurs* et *saleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Calais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; de même, 65 à 70 heures, chez les *ourdisseurs*; travail peu actif chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers en *métaux*; 5 à 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 45 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrasiers*.

A Riom, 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*; travail peu actif chez ceux de Thiers. A Saint-Rémy-sur-Durolle, travail satisfaisant, 65 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*.

Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Messeix; travail actif, 66 heures, chez ceux de Saint-Éloy; 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Brassac-les-Mines. A Volvic, un tiers de chômeurs, 55 heures, chez les *carriers* et *tailleurs de pierre*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*.

A Bayonne, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Billère, pas de chômeurs chez les *camionneurs*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *carriers* de Bidache.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *tourneurs-scieurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bagnères-de-Bigorre, travail peu actif, 48 heures, chez les *marbriers-tailleurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *marbriers-polisseurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 32 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers* et *scieurs de long*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; travail peu actif chez les *serruriers-mécaniciens*; un tiers de chômeurs chez les *plombiers-ferblantiers* et chez les *maréchaux ferrants*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; travail peu actif, 60 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Coustouges, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *espadrilleurs* et *trépointeurs*.

A Alénuya, 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; 16 p. 100 chez ceux de Canet; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Canohès; un tiers de chômeurs chez ceux de Clairà; 85 p. 100 chez ceux d'Estagel; 50 p. 100 chez ceux de Montner; 55 p. 100 chez ceux de Pézilla-de-la-Rivière et de Rivesaltes; 90 p. 100 chez ceux de Salses; 35 p. 100 chez ceux de Théza; 20 p. 100 chez ceux de Toulouges; un tiers de chômeurs chez ceux de Vingrau; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-de-la-Baho.

Rhône. — A Lyon, moitié de chômeurs chez les *cuisiniers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 16 p. 100 chez les *limonadiers-restaurateurs*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *minervistes*, *pointeurs* et *margeurs typographes*; travail peu actif chez les *graveurs pour impressions*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs à la mécanique*; pas de changement chez les ouvrières de la *soie*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes*; pas de changement chez les ouvrières de l'*aiguille*.

20 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs mécaniciens*; 18 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *sculpteurs* et *mouleurs du meuble*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *électriciens*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *bijouiers*; nombreux chômeurs, 50 heures, chez les *terrasiers-puisatiers-mineurs*; travail peu satisfaisant chez les *cimentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *céramistes*; pas de changement chez les *dames employées*, chez les *comptables* et les *employés de la soierie*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*.

A Villefranche, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Neuville-sur-Saône, 12 p. 100 de chômeurs chez les travailleurs *manouvriers*. A Bourg-de-Thizy, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*. A Amplepuis, chômage général chez les *maçons*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, travail actif, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Froideconche, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*. A Gray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*. A Saint-Loup-sur-Semouze, 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *ameublement*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, travail actif, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Coublanc, travail peu actif, chez les *tisseurs*. Au Creusot, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *metallurgistes*. A Montceau-les-Mines, 18 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs*; travail assez satisfaisant, 54 heures, chez les *maçons*; 4 p. 100 de chômeurs environ, 54 à 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Montchanin.

Sarthe. — Au Mans, 50 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, chez les *tanneurs-corroyeurs* et chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; travail actif, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures* et chez les *constructeurs mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; travail actif, chez les *plâtriers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; travail assez satisfaisant chez les *menuisiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers et mécaniciens*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *plâtriers et peintres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Saint-Michel, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons* d'Arvillard.

A Aix-les-Bains, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Moutiers; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers des *plâtrières* de Saint-Jean-de-Maurienne; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de *l'ameublement* de La Bridoire.

Savoie (Haute-). — A Annecy, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

A Thonon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Cluses, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *horlogers*; travail peu actif, 54 heures, chez les *diamantaires*.

Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *jardiniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs-jardiniers*; 9 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisiers de la Seine*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *biscuitiers en pain d'épices*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtel* des deux sexes.

1 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs-écrivains* et *graveurs lithographes*; travail actif, 60 heures, chez les *graveurs d'écritures françaises*; travail assez satisfaisant, 54 heures, chez les *fondeurs typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chromistes* de la *photogravure*.

Pas de chômeurs, 40 heures, chez les *pelletiers-lustreurs*; 6 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *cordonniers-bottiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciens de l'article de chasse*; pas de chômeurs chez les *selliers*; 1 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; travail moins actif chez les *gantiers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; pas de changement, 48 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; moitié de chômeurs, 66 heures, chez les *passementiers à la barre*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *casquettiers*; travail actif, 50 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières en *chapeaux de soie et feutre*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; moitié de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; travail satisfaisant chez les *couturières*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseuses*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoir*.

Travail moins actif, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement, 56 à 63 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *sapiniers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *spécialistes en tables de nuit*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *marbriers du meuble*; 6 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *mosaïstes marqueteurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *monteurs en sièges de cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les compagnons *charrons*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la

voiture; pas de chômeurs chez les *bouclonniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *layetiers emballleurs*.

7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *contremaitres métallurgistes*; 1 p. 100 de chômeurs environ, travail satisfaisant, 60 à 76 heures chez les *mécaniciens*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *serruriers*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *polisseurs sur tous métaux*; chômage général chez les *plombiers colonnards*; travail satisfaisant chez les ouvriers en *comptoirs d'étain*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tôliers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; travail satisfaisant, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; pas de chômeurs chez les *nacriers en jumelles*.

Travail peu actif, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre-ravailleurs*; pas de chômeurs chez les *chefs bardeurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *paveurs en bois*; 18 p. 100 de chômeurs environ chez les *peintres*; 37 p. 100 de chômeurs, 54 et 63 heures, chez les *stucateurs*; travail assez satisfaisant, 17 p. 100 de chômeurs, chez les *sculpteurs praticiens*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs modeleurs*.

20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*; travail satisfaisant chez les *façonniers graveurs sur cristaux*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boucheurs à l'émeri*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les employés du commerce et de l'industrie de la *glace*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *dames sténographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs en broderies*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissier*; pas de changement chez les *placiers en fleurs et plumes*, les employés de la *bijouterie* et les employés de commerce et d'industrie; 5 p. 100 de chômeurs chez les employés.

4 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; 25 p. 100 de chômeurs environ chez les *nettoyeurs de carreaux*; pas de chômeurs chez les *cochers* (coopératives et de grande remise); travail peu satisfaisant chez les *porteurs aux halles*.

Pas de chômeurs chez les *instituteurs libres* et chez les *membres et employés de l'enseignement privé*; travail assez actif chez les *coiffeurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-automobilistes*.

A Villemonble, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *jardiniers*. A Saint-Denis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois*; 30 p. 100 de chômeurs chez les employés. A Puteaux, 30 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bagneux. A Alfortville, travail satisfaisant chez les ouvriers en *pompes*. A Clamart, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Levallois-Perret, 6 p. 100 de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Asnières, 12 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 19 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel, garçons-restaurateurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers*; travail peu actif, chez les *confectionneuses et couturières*; 65 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers* et les *chaudronniers*; 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs-mécaniciens*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'équipe-mécaniciens du port*.

Au Havre, 5 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; pas de chômeurs chez les *huiliers, pétroliers et savonniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 54 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; de même et 54 heures, chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs-plombiers-zingueurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les employés de magasin; 80 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*. 15 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; pas de changement chez les *cochers*.

A Elbeuf, 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *menuisiers à la mécanique*; 42 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *maçons-plâtriers*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Deville-lès-Rouen, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers* de Saint-Nicolas-d'Aliermont. A Sabure, moitié de chômeurs chez les *bûcherons*.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *verriers* de Nesle-Normandeuse; travail satisfaisant chez ceux de Varimpré-Essarts; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Blangy; pas de chômeurs, 50 heures, chez ceux du Tréport.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Montereau, travail peu satisfaisant, 50 heures, chez les *faïenciers*. A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 10 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaureurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; 36 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Germain, pas de changement chez les *typographes*; 60 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *menuisiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Essonne, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *papetiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

A Étampes, 20 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *mouleurs*. A Corbeil, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *mécaniciens*. A Argenteuil, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Meulan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Mantes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 26 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 10 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez ceux de Meudon. A Orsay, travail satisfaisant, 48 heures, dans le bâtiment. A Chaville, pas de chômeurs chez les *blanchisseurs*. A Bonnières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; de même et 50 heures chez ceux de Chevreuse.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*. A Parthenay, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le bâtiment; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Melle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Bressuire, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Thouars, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Somme. — A Amiens, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'ameublement; 11 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du bâtiment; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

A Moreuil, travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *bonnetiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Méharicourt; pas de chômeurs, travail actif, chez ceux de Villers-Bretonneux.

Tarn. — A Albi, un tiers de chômeurs chez les *boulangers*; moitié de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*; 35 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; 55 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers et manœuvres*.

A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers de l'habillement, chez les *menuisiers-ébénistes*, le bâtiment et chez les *employés de commerce*.

A Castres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*, chez les *menuisiers-ébénistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail assez actif

chez les *mouleurs*; un tiers de chômeurs chez les *plâtriers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Graulhet, moitié de chômeurs, 25 heures, chez les *moutonniers*. A Lavaur, travail assez actif, 54 heures, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Rabastens. A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Mazamet, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mégissiers*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *moutonniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *délaineurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *filateurs*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*; moitié de chômeurs, 40 heures, dans le bâtiment; 22 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-camionneurs*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; travail peu actif chez les *menuisiers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

Var. — A Draguignan, 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Toulon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs de la terre*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 18 p. 100 de chômeurs, 30 et 36 heures, chez les *charpentiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carrossiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A la Seyne, 17 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*, 3 p. 100 de chômeurs chez les *marins*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers sur fer et sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*. -

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villeneuve-d'Avignon, 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Caderousse, travail actif, 54 heures, chez les *balaitiers*. A Apt, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons*; 54 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. Aux Sables-d'Olonne, travail assez satisfaisant chez les ouvriers *botliers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Pas de chômeurs, travail actif, chez les *tisserands* d'Évrunes, des Epesses, de Mortagne-sur-Sèvre, de Saint-Laurent-sur-Sèvre et de Saint-Malo-du-Bois.

Vienne. — A Poitiers, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers* et chez les *ferblantiers-zingueurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *ravailleurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*.

A Châtellerault, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gazetiers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *batteurs et marcheurs de pâte*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *chaussures*; un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *sabotiers*; chômage presque général chez les *tailleurs de pierre*; un quart de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-plafonneurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en porcelaine*; 7 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvrières de la *peinture céramique*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Bussière-Galant, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *feuilleardiens*.

Vosges. — A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers textiles*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *mécaniciens*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Neuville-les-Raon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers sur bois*.

A Remiremont, travail assez actif, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés*. A Gérardmer, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers en jouets*. A Etival, 6 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *papetiers*.

Pas de chômeurs chez les *ouvriers textiles* de Bussang, de Gérardmer, de Remiremont, de Saint-Maurice-sur-Moselle et du Thillot; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Val-d'Ajol et de Saint-Laurent; travail assez actif chez ceux de Moyenmoutier; travail peu satisfaisant chez ceux de Saulceray, de Maxonchamp, de Golbey et de Châtel-sur-Moselle.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sens, 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*. A Treigny, travail assez actif, 60 heures, chez les *potiers*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Lavan, Sommeceaise, Perreux, les Ormes et Domats; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Sauveur; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Fargeau et de Treigny; 13 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fontenailles-sous-Andryes.

Algérie. — A Alger, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés en quincaillerie*.

A Bône, pas de chômeurs chez les *élèves et aides en pharmacie*.

Adjudications importantes en mars et avril 1906.

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

22 mars. — ALGÉRIE. — Sidi-Bel-Abbès; const. de maisons forestières.....	128,171 ^f
24 mars. — SEINE-INFÉRIEURE. — Barentin; constr. d'un gr. scol....	115,232
25 ——— GIRONDE. — Langon; constr. de l'hôpital-hospice.....	153,161
29 ——— SEINE. — Trav. d'entr. aux asiles de Ville-Evrard et Maison-Blanche.....	152,000
2 avril. — GUERRE. — Toul; constr. de l'ouvrage du Mordant.....	400,000
5 ——— AUDE. — Const. d'une caserne de gendarm.....	117,000
9 ——— ALGÉRIE. — Oran; install. du centre des Abdely.....	142,000

ROUTES ET CHEMINS.

13 mars. — VIENNE. — Loudun; entr. de chem. vic. ordin. p. 5 a....	132,000
22 ——— HAUTE-VIENNE. — Trav. s. chem. vicin. ordin.....	91,400
24 ——— ALGÉRIE. — Entr. s. rout. nation. p. 5 a.....	720,000
—————— Philippeville; entr. de chem. vicin. ordin.	
p. 5 a.....	160,000
27 mars. — ALGÉRIE. — Constantine; cylindr. de chaussée p. 7 a....	318,150
—————— Constantine; cylindr. s. rout. nat. pour 6 a....	92,700
28 ——— VENDÉE. — Entr. s. rout. nation. p. 5 a.....	768,000
31 ——— CANTAL. — Trav. s. chem. de grande comm.....	226,620

2 avril. — YONNE. — Cylindr. des rout. nation. p. 5 a.	105,000
4 ——— SEINE-INFÉRIEURE. — Entr. des rout. nation. p. 5 a.	250,000
6 ——— ALGÉRIE. — Oran; entr. de rout. nation. p. 6 a.	612,000
7 ——— PUY-DE-DÔME. — Restauration d'un pont.	106,000

CANALISATION ET ÉGOUTS.

17 mars. — SAVOIE. — Saint-Jean-de-Maurienne; trav. d'adduct. d'eau.	216,800
24 mars. — AISNE. — Soissons; amélior. de la distrib. d'eau.	280,000
31 ——— SEINE. — Déviation d'égouts.	817,297

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

22 mars. — CORSE. — Port d'Ajaccio; prolong. de la jetée.	920,000
24 ——— HAUTE-MARNE. — Canal de la Marne à la Saône; const. d'une mais. éclus. et empierr.	157,000
30 avril. — ALGÉRIE. — Oran; agrand. du port d'Arzew.	1,200,000

CHEMINS DE FER.

23 mars. — ARDENNES. — Lig. d'int. local; bâtiments des stations et haltes.	133,000
--	---------

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Fév. 1905.	Janv. 1906.	Fév. 1906.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	41 ^f 625	24 ^f 00	24 ^f 625
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	43 50	39 25	39 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.	54 00	60 625	58 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.	43 75	48 50	46 625
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	60 00	66 50	65 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	47 25	71 75	67 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	161 50	205 00	#
Soies grèges Cévennes, 1 ^{er} ordre, le kilogr.	46 00	49 00	50 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).	182 25	218 00	216 00
Étain Banka, idem.	353 25	442 00	441 50
Plomb, idem.	37 00	48 50	46 00
Zinc, bonnes marques, idem.	59 37	63 75	62 50
Blé à Paris, idem.	23 10	23 87	23 87
Blé à Nantes, idem.	22 85	23 20	22 95
Blé à Dijon, idem.	22 60	23 00	22 50
Viande bœuf, moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.	1 40	1 29	1 29
Viande veau, idem.	1 96	1 96	2 00
— mouton, idem.	1 94	1 93	1 96
— porc, idem.	1 32	1 48	1 54

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant l'année 1906.

	1906.	1905.	AUGMENTATIONS en 1906.	DIMINUTIONS en 1906.
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	119,632	120,132	#	500
Matières nécessaires à l'industrie.....	630,319	555,966	74,353	#
Objets fabriqués.....	135,268	131,722	3,546	#
TOTAUX.....	885,219	807,820	77,899	500
AUGMENTATION en 1906.....			77,399	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	91,910	77,944	13,966	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	194,925	186,044	8,881	#
Objets fabriqués.....	397,874	351,367	46,507	#
Colis postaux.....	65,243	54,094	11,149	#
TOTAUX.....	749,952	669,449	80,503	#
AUGMENTATION en 1906.....			80,503	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 237.331,900 francs du 1^{er} janvier au 23 mars 1906 contre 227.069.200 francs pendant la période correspondante de 1905, soit une augmentation de 4.52 p. 100.

Faillites. — 102 faillites et 10 liquidations judiciaires en février 1906 (contre 126 et 10 en février 1905).

Autorisations de bâtir à Paris. — 131 demandes en février 1906, dont 98 pour des constructions neuves, contre 145 et 111 en février 1905.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de février 1905, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 20 syndicats patronaux comptant 563 membres;
- 40 syndicats ouvriers comptant 4,145 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers;
- 2 bourses du travail.

et de la dissolution de :

- 6 syndicats patronaux comptant 115 membres;
- 27 syndicats ouvriers comptant 2,604 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

26 en janvier, 5 en février et 33 antérieurement au 1^{er} janvier 1906.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

EN 1905.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Doubs [3 décembre 1905]. — Syndicat des **libraires** de la région de l'Est (39 membres).
Siège social : BESANÇON.

Jura [1^{er} décembre 1905]. — Chambre syndicale des patrons **diamantaires** de Saint-Claude (8 membres). Siège social : boulevard de la République, SAINT-CLAUDE.

Loire-Inférieure [7 septembre 1905]. — Chambre syndicale des marchands de **poissons** de la ville de Nantes et banlieue (48 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES.

Seine [1^{er} décembre 1905]. — Chambre syndicale de la Compagnie des **hommes** d'affaires des cantons d'Ivry et de Villejuif (7 membres). Siège social : rue Voltaire, IVRY.

Seine-Inférieure [17 décembre 1905]. — Syndicat des **bouilleurs** de cru du canton de Saint-Romain (3 membres). Siège social : SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC.

Tarn [5 décembre 1905]. — Chambre syndicale de la **boucherie** de Castres (18 membres).
Siège social : café des Négociants, place Nationale, CASTRES.

Vienne [26 juin 1905]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de l'arrondissement de Montmorillon (21 membres). Siège social : Hôtel de Ville, MONTMORILLON.

Vosges [10 décembre 1904]. — Chambre syndicale des **coiffeurs** d'Épinal (18 membres).
Siège social : café Parisien, rue de la Comédie, ÉPINAL. — [21 février 1905]. — Syndicat des groupes des **filateurs** de l'Est (25 membres). Siège social : rue Jeanne-d'Arc, 16, ÉPINAL.

Oran [19 novembre 1905]. — Syndicat des **marchands-tailleurs** d'Oran (11 membres).
Siège social : ORAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [12 octobre 1905]. — Chambre syndicale internationale des ouvriers **carrossiers-charrons** et parties similaires de Cannes (32 membres). Siège social : Bourse du travail, CANNES. — [10 décembre 1905]. — Syndicat international des ouvriers **jardiniers** agricoles et horticoles du canton de Cannes (73 membres). Siège social : Bourse du travail, CANNES. — [14 septembre 1905]. — Syndicat des **receveurs** et contrôleurs des maisons de crédit de Cannes et ses environs (21 membres). Siège social : CANNES.

Aube [1^{er} octobre 1905]. — Syndicat des rebrousseurs et commis de **bonneterie** (204 membres). Siège social : rue Petite-Tannerie, 7, TROYES. — [31 décembre 1905]. — Chambre syndicale des **charretiers** et camionneurs du département de l'Aube (37 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 54, TROYES.

Cher [22 décembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **cimentiers** et assimilés des ciments de laitiers de la ville de Bourges (28 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — [24 décembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **maçons** du canton du Châtelet (27 membres). Siège social : mairie, CHÂTELET.

Haute-Garonne [17 septembre 1905]. — Chambre syndicale des **verriers** de Toulouse (24 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Hérault [31 décembre 1905]. — Union syndicale des ouvriers main-d'œuvre exceptionnelle des **postes**, télégraphes et téléphones (section de Montpellier) [31 membres]. Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER.

Isère [1^{er} décembre 1905]. — Union syndicale des **cochers** de place de Grenoble (42 membres). Siège social : place Granette, 13, GRENOBLE.

Lot-et-Garonne [6 mai 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **layetiers** de la ville de Marmande (30 membres). Siège social : Bourse du travail, MARMANDE.

Marne [1^{er} décembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **vignerons** et similaires de Verzenoy (150 membres). Siège social : mairie, VERZENAY.

Nièvre [5 mars 1905]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires (80 membres). Siège social : SAINT-PARIZE-LE-CHÂTEL.

Nord [7 août 1905]. — Union syndicale des **lamaneurs** de Dunkerque (49 membres). Siège social : rue de l'Écluse-de-Bergues, 9, DUNKERQUE..

Pyrénées (Basses-) [14 décembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Pau (85 membres). Siège social : Bourse du travail, PAU.

Pyrénées-Orientales [10 décembre 1905]. — Syndicat des vendeurs de **journaux** de la ville de Perpignan (12 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN. — [26 novembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **mineurs** et agricoles de Sahorre et ses environs (580 membres). Siège social : SAHORRE.

Vosges [19 décembre 1905]. — Syndicat des **instituteurs** privés de l'Est (? membres). Siège social : rue des Jardiniers, ÉPINAL. — [19 décembre 1905]. — Syndicat des **institutrices** privées des Vosges (? membres). Siège social : rue des Jardiniers, ÉPINAL.

Alger [1^{er} juillet 1905]. — Ligue algérienne du personnel des maisons de **draperies**, tailleurs et confections (57 membres). Siège social : rue Mogador, 13, ALGER.

Oran [24 mai 1905]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières des manufactures de **tabac** de la ville d'Oran (578 membres). Siège social : Bourse du travail : ORAN.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Vosges [1^{er} janvier 1905]. — Fédération des syndicats patronaux des entrepreneurs de travaux publics et du **bâtiment** du Nord-Est de la France (15 syndicats adhérents). Siège social : rue des Petites-Boucheries, 2 EPINAL.

BOURSE DU TRAVAIL.

Loire-Inférieure [10 décembre 1905]. — Bourse indépendante de Nantes (4 syndicats indépendants). Siège social : rue de L'Hérosnière, 2, NANTES.

EN 1906.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aube [? 1906]. — Syndicat des débitants de **tabacs** de Troyes et de la région de l'Aube (30 membres). Siège social : Hôtel de Ville, TROYES.

Bouches-du-Rhône [22 janvier 1906]. — Syndicat des **électriciens** de Marseille (26 membres). Siège social : rue Cannebière, 12. MARSEILLE.

Calvados [19 janvier 1906]. — Chambre syndicale de la **boucherie** de la ville de Lisieux (23 membres). Siège social : rue Pont-Mortain, 52, LISIEUX.

Cher [11 janvier 1906]. — Chambre syndicale des marchands de **fromages** (11 membres). Siège social : rue du Chevreau, 18, BOURGES.

Indre-et-Loire [20 février 1906]. — Syndicat des négociants en **cycles** et automobiles de la ville de Tours (26 membres). Siège social : café du Palais-de-Justice, TOURS. — [27 janvier 1906]. — Syndicat des **huileries** du Centre-Ouest (16 membres). Siège social : rue des Halles, 89, TOURS.

Marne [4 janvier 1906]. — Syndicat des **vignerons** de Nancy (37 membres). Siège social : mairie, NANCY.

Pyrénées-Orientales [21 janvier 1906]. — Union syndicale des **armateurs** et patrons pêcheurs de Banyuls-sur-mer (100 membres). Siège social : BANYULS-SUR-MER.

Seine [23 janvier 1906]. — Association syndicale des **pharmaciens** de la Seine (64 membres). Siège social : rue Sedaine, 56, PARIS 11°.

Seine-Inférieure [9 janvier 1906]. — Chambre syndicale des **marchands-revendeurs** (35 membres). Siège social : rue aux Ours, 10, ROUEN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [14 janvier 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** de Deneuille-les-Mines (75 membres). Siège social : salle Fontbonnat, DENEUILLE-LES-MINES.

Alpes (Hautes-) [9 février 1906]. — Syndicat des **ardoisiers** de la commune de Châteauroux (15 membres). Siège social : quartier de l'Aubergerie, CHÂTEAUXROUX.

Alpes-Maritimes [4 janvier 1906]. — Chambre syndicale des comptables et employés de banque de la ville de Nice (54 membres). Siège social : avenue Beaulieu, 21, NICE.

Doubs [19 janvier 1906]. — Syndicat ouvrier des papeteries bisontines (264 membres). Siège social : Bourse du travail, BESANÇON.

Drôme [18 janvier 1906]. — Chambre syndicale indépendante des membres des corporations de l'industrie de la chaussure de Romans (600 membres). Siège social : café des Négociants, Place Carnot, ROMANS.

Hérault [24 janvier 1906]. — Chambre syndicale des matelots pêcheurs de l'art traînant de la ville de Cette (225 membres). Siège social : Bourse du travail, CETTE.

Isère [26 janvier 1906]. — Syndicat des employés en pharmacie de Grenoble et de la région (41 membres). Siège social : Place Granette, 13, GRENOBLE.

Lot-et-Garonne [1^{er} février 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers manœuvres terrassiers d'Agen (? membres). Siège social : Bourse du travail, AGEN.

Marne [17 février 1906]. — Syndicat des ouvriers du parc à fourrages de Reims (12 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS.

Nièvre [10 janvier 1906]. — Syndicat des ouvriers bûcherons, agricoles et travaux similaires de Champvoux (48 membres). Siège social : au Grand-Soury, CHAMPVOUX.

Pyrénées-Orientales [7 janvier 1906]. — Syndicat des ouvriers mineurs des mines de fer de Fillols (210 membres). Siège social : TAURINYA.

Sarthe [5 janvier 1906]. — Chambre syndicale des cochers de voitures de place et de remise du département de la Sarthe (? membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS.

Seine [1^{er} janvier 1906]. — *La France*, syndicat d'ouvriers limonadiers, restaurateurs et assimilés des deux sexes (60 membres). Siège social : rue de la Verrerie, 54, PARIS-IV^e. — [18 février 1906]. — Syndicat des monteurs, levageurs et riveurs du département de la Seine (63 membres). Siège social : rue Letellier, 43, PARIS-XV^e. — [5 février 1906]. — Syndicat des peintres en bâtiment et parties similaires *La Rive Gauche* (21 membres). Siège social : boulevard de Grenelle, 115, PARIS-XV^e. — [15 janvier 1906]. — Chambre syndicale des conducteurs de voitures automobiles du département de la Seine (200 membres). Siège social : rue de Courcelles, 3, PARIS-VIII^e. — [11 janvier 1906]. — Chambre syndicale des vermicelliers et similaires d'Ivry-sur-Seine (50 membres). Siège social : quai du Port-à-l'Anglais, 167, VITRY-SUR-SEINE.

Seine-Inférieure [30 janvier 1906]. — Syndicat des employés du restaurant, navigateurs du Havre (50 membres). Siège social : rue Scudéry, 3, LE HAVRE.

Tarn-et-Garonne [10 janvier 1906]. — Syndicat montalbanais des employés (17 membres) Siège social : rue de la République, 53, MONTAUBAN.

3° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [1^{er} janvier 1906]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer de l'Ouest (170 membres). Siège social : rue Lantiez, 24, PARIS-XVII^e.

4° BOURSE DU TRAVAIL.

Cher [22 janvier 1906]. — Bourse du travail de La Guerche (8 syndicats adhérents). Siège social : LA GUERCHE.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Isère [1^{er} janvier 1898]. — Syndicat des **limonadiers**, restaurateurs, hôtels et cafés de Montalieu-Vercieu (25 membres). Siège social : MONTALIEU-VERCIEU. — [26 novembre 1894]. — Chambre syndicale des marchands en gros de **vins** et spiritueux (22 membres). Siège social : place Miremont, 2, VIENNE.

Marne (Haute-) [3 juin 1901]. — Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie de Nogent-en-Bassigny (6 membres). Siège social : NOGENT-EN-BASSIGNY.

Vienne [24 février 1904]. — Union syndicale et mutuelle des **restaurateurs** et limonadiers de la ville de Poitiers (25 membres). Siège social : Hôtel de Ville, POITIERS.

Seine [25 juillet 1902]. — Chambre des **mines** de l'Afrique occidentale française (20 membres). Siège social : place Vendôme, 16, PARIS-1^{er}.

Vosges [9 octobre 1901]. — Syndicat des **épiciers** de Remiremont (17 membres). Siège social : REMIREMONT.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ardennes [1^{er} novembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires de Château-Regnault Bogny (135 membres). Siège social : Mairie, CHÂTEAU-REGNAULT. — [11 juin 1903]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Mézières-Charleville-Mohon (25 membres). Siège social : quai Mialaret; 9, MÉZIÈRES. — [80 juin 1902]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** et parties similaires de Mézières (40 membres). Siège social : MÉZIÈRES. — [20 mai 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers et ouvrières en **tissus** de l'arrondissement de Sedan (403 membres). Siège social : place Turenne, 3, SEDAN.

Corrèze [16 novembre 1903]. — Union syndicale des ouvriers **boulangers** de Brive (22 membres). Siège social : avenue de Paris, 27, BRIVE. — [21 janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **chapeliers-appropriateurs** et parties similaires de Brive (10 membres). Siège social : avenue de Paris, 27, BRIVE.

Isère [29 avril 1899]. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** et similaires de Rives (6 membres). Siège social : RIVES. — [28 avril 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'**ameublement** de la ville de Vienne (19 membres). Siège social : rue des Clercs, 2, VIENNE. — [29 mars 1900]. — Union syndicale des ouvriers **boulangers** de Vienne et de la région (41 membres). Siège social : rue des Clercs, 3, VIENNE. — [12 décembre 1897]. — Syndicat fédéral des ouvriers **chapeliers** et similaires de Vienne (18 membres). Siège social : rue des Clercs, 3, VIENNE. — [12 mars 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Vienne (18 membres). Siège social : Café des Arcades, VIENNE. — [19 mai 1900]. — Syndicat des conducteurs de renvideurs de Vienne et de la région (**industrie textile**) [17 membres]. Siège social : rue des Clercs, 3, VIENNE. — [9 avril 1892]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières indépendantes de l'**industrie textile** de Vienne (50 membres). Siège social : rue Jacquard, 10, VIENNE.

Seine [17 janvier 1901]. — Union syndicale des **cantonniers** du service municipal et similaires de la ville de Paris (189 membres). Siège social : avenue de la Grande-Armée, 4, PARIS-XVII^e. (A fusionné avec la Chambre syndicale des cantonniers, ouvriers et ouvrières

des services réunis de la Direction des travaux de la ville de Paris (service municipal). — [13 août 1902]. — Syndicat des **concierges** de Paris et de la banlieue parisienne (432 membres). Siège social : rue du Four, 50, PARIS-VI^e. — [25 mars 1898]. — Syndicat général des **masseurs** et des masseuses de France (45 membres). Siège social : avenue de la Grande-Armée, 70, PARIS-XVII^e.

Vienne [2 mai 1894]. — Syndicat de la manufacture d'**armes** de Châtellerault (440 membres). Siège social : Hôtel de Ville, CHÂTELLERAULT. — [26 octobre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés libres de la manufactures d'**armes** de Châtellerault (226 membres). Siège social : Hôtel de Ville, CHÂTELLERAULT. — [6 juillet 1900]. — Chambre syndicale ouvrière du **bâtiment** de Châtellerault (45 membres). Siège social : Hôtel de Ville, CHÂTELLERAULT. — [18 décembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs** de Poitiers (25 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS. — [14 juillet 1901]. — Union syndicale des **employés** représentants, voyageurs de commerce, d'industrie et de bureau de la Vienne (60 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS. — [14 septembre 1903]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** de Poitiers (40 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS.

Vosges [20 mai 1899]. — Syndicat des **cafetiers**, débitants et restaurateurs de la région d'Épinal (43 membres). Siège social : rue de la Gare, 54, ÉPINAL. — [1^{er} octobre 1904]. — Syndicat des **typographes**, lithographes et ouvriers similaires de Remiremont (6 membres). Siège social : Hôtel de Ville, REMIREMONT. — [1^{er} décembre 1904]. — Syndicat de l'usine de **tissage** des Ajols (103 membres). Siège social : SAINT-AURICE. — [2 décembre 1904]. — Syndicat de l'usine de **tissage** du Brochot (53 membres). Siège social : SAINT-AURICE. — [15 mars 1905]. — Syndicat des usines des Édelots et du village de Saint-Maurice-sur-Moselle (**tissages** Levêque frères) [93 membres]. Siège social : SAINT-AURICE-SUR-MOSELLE.

BIBLIOGRAPHIE.

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — *Annuaire statistique (1904, tome XXXV)*. [1 vol. in-4° de 477 pages. Bruxelles, 1905; Mertens et fils.]

DANEMARK. — BUREAU DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1905)*. [1 vol. in-8° de 195 pages. Copenhague, 1906; Thiele.]

NORVÈGE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1905)*. [1 vol. in-8° de 178 pages. Kristiania, 1905; Aschehoug et C^{ie}.]

PAYS-BAS. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (Métropole, 1904)*. [1 vol. in-4° de 306 pages. La Haye, 1905; Belinfante frères.]

————— BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Statistique des caisses d'épargne et de prêt (1903)*. [1 vol. gr. in-4° de 283 pages. La Haye, 1905; Belinfante frères.]

SERBIE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE D'ÉTAT. — *Annuaire statistique* (1902, tome VII). [1 vol. in-8° de 751 pages. Belgrade, 1905; impr. officielle.]

SUÈDE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Compte rendu de la gestion et des opérations de la Caisse d'épargne postale* (1904). [1 fascic. gr. in-4° de 37 pages. Stockholm, 1905; Beckman.]

ERRATUM.

BULLETIN DE FÉVRIER 1906, PAGE 137.

Tableau donnant la répartition des établissements d'après le personnel occupé : par suite de rectification et d'addition des employés des services publics industriels (compris dans la rubrique *Industrie* du tableau de la page 136), lire les totaux comme suit :

INDUSTRIES.	RECENSEMENT DE 1901.				RECENSEMENT DE 1896.			
	Établissements classés				Établissements classés			
	d'après le nombre des employés et ouvriers.				d'après le nombre des employés et ouvriers.			
	1 à 10.	11 à 20.	21 à 100.	Plus de 100.	1 à 10.	11 à 20.	21 à 100.	Plus de 100.
Services publics in- dustriels.....	175	26	39	72	29	7	15	58
TOTAUX	573,991	20,335	17,570	4,268	555,356	18,021	15,583	3,668

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — <i>Compte rendu des séances. — Rapports : Bureaux de placement</i> (M. Thivenet). — <i>Protection des salaires</i> (M. Martelin). — <i>Création d'un office du travail</i> (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
2 ^e SESSION (1892). — <i>Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire</i> (MM. Labeyrie et Delahaye). — <i>Sociétés coopératives du crédit</i> (M. Lyon-Caen). — <i>Habitations ouvrières</i> (M. Siegfried). — <i>Musée d'économie sociale</i> (M. Linder). — <i>Règlements d'atelier</i> (M. Keufer). — <i>Pétition des typographes de Lyon.</i> — 1 vol. in-4° 252 p.....	3 fr.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — <i>Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire</i> (M. Many). — 1 vol. in-4°, 341 p.....	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — <i>Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail</i> (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p.....	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — <i>Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières</i> (M. Paulet). — <i>La question du chômage</i> (MM. Moron, Financé et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p.....	1 fr. 80.
<i>Rapport sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail.</i> — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60.....	Épuisé.
<i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail].</i> 1 broch. in-4° de 23 p. (1899). 1 fr.....	1 fr.
7 ^e SESSION (1897). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications</i> (M. Keufer). — <i>Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics.</i> — 1 vol. in-4°, 299 p.....	3 fr.
8 ^e SESSION (1898). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le marchandage</i> (M. Goy). — <i>Note de l'Office du travail sur le marchandage.</i> — 1 vol. in-4°, 127 p.....	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 525 p. 4 fr. 50.....	Épuisé.
<i>Les conseils de prud'hommes</i> (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p.....	3 fr. 60.
<i>Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes</i> (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p.....	1 fr.
10 ^e SESSION (1901). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4° de 175 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
<i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p.....	3 fr.
<i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest.</i> — 1 broch. in-4°, 28 p.....	1 fr.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 117 p.....	1 fr. 80.
<i>Apprentissage : enquête et documents</i> (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p.....	4 fr. 50.
<i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.....	1 fr.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 224 p.....	2 fr. 70.
<i>Les caisses de chômage.</i> — 1 vol. in-4°, de 148 p.....	1 fr. 80.
<i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p.....	1 fr. 50.
<i>Enquête et documents sur le délai-congé.</i> — 1 vol. in-4°, 104 p.....	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 233 p.....	1 fr. 80.
<i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondel). — 1 vol. in-4°, 73 p.....	1 fr. 50.
<i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p.....	
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 135 p.....	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). <i>L'enseignement professionnel</i> (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p.....	2 fr. 25.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

<i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.</i> — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893). 8 fr.....	Épuisé.
<i>Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques.</i> — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).....	1 fr. 50.
<i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.</i> — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr.....	Épuisé.
<i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép. du travail des États-Unis. — Des ateliers et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.</i> — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 50.....	Épuisés.
<i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française.</i> — Tome I ^{er} : <i>Seine.</i> — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893). — Tomes II et III : <i>Départements.</i> — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — Tome IV : <i>Résultats généraux.</i> — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer.</i> — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique.</i> — 29 planches in-8° (1897) 4 fr.....	Épuisés.
<i>La petite industrie (salaires, durée du travail).</i> — Tome I ^{er} : <i>L'alimentation à Paris.</i> — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — Tome II : <i>Le vêtement à Paris.</i> — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr.....	Épuisés.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{IE}. (Suite.)

L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Saisie-arrest sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers</i> . — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail</i> . — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : <i>En Allemagne</i> . — 1 vol. in-8° de 132 p. (1893). — <i>En Autriche</i> . — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : <i>Accidents</i> . — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse</i> . — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.....	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique</i> . — (1899). — Tome II : <i>Cuir et peau, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois</i> . — (1901). — Tome III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses</i> . — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université</i> . — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).....	1 fr. 50.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques</i> . — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. <i>Dénombrement général</i> . — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Épuisé.
<i>Dénombrement des étrangers</i> . — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50.....	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux</i> . — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé). chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est</i> . — 1 vol. in-4° de 870 p.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle. Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892</i> . — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
<i>Années 1893 à 1898</i> . — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr. — 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1 ^{er} volume <i>Mouvement de la population</i> . — 4 vol. in-8° de 313, 289, 105 et 384 p. (épuisés sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
<i>Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903</i> , 2 ^e volume : <i>Institutions d'assistance</i> . — 4 vol. in-8° de 211, 105, 103 et 103 p. (épuisés sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
Annuaire statistique. — Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p. — (Épuisés : années 1886, 1888, et 1890 à 1902, sauf 1901), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1904). — 14 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902 et 1903), chacun.....	3 fr. 50.
1904.....	4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905. — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905), chacun.....	5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRULT ET C^{IE}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6.

MUZARD ET EBIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{re}.

Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7^e.

CHEVALIER et RIVIERE, rue Jacob, 30, à Paris-6.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>			
Revue du travail en mars.....	313	L'état en 1903. — Les accidents sur les chemins de fer en 1903.....	362
Situation par industries.....	314	Canada : Revue du travail. — Grèves. — Les accidents du travail en 1905.....	364
Grèves en mars.....	323	Etats-Unis : Revue du travail.....	365
Conciliation et arbitrage en mars.....	328	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves... ..	366
L'application des lois ouvrières en Algérie.....	331	Russie : Les grèves de 1895 à 1904.....	366
Statistique des accidents du travail en 1905 :		<i>Actes et documents officiels.</i>	
1 ^o D'après les déclarations d'accidents.....	336	Décret du 1 ^{er} mars 1905 sur la réglementation du travail des enfants et l'hygiène et la sécurité des travailleurs en Algérie. — Décret du 22 mai 1904, appliquant à l'Algérie les dispositions relatives au marchandage. — Loi du 2 avril 1906, concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours.....	370
2 ^o D'après les ordonnances et jugements.....	337	État des travaux législatifs.....	376
L'industrie minière en France en 1904 et dans les principaux pays.....	339	Chronique législative : Extension de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Les habitations à bon marché. — Les retraites des délégués mineurs. — La législation internationale du travail.....	377
Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit en 1905.....	341	<i>Renseignements divers.</i>	
<i>Jurisprudence.</i>			
Contrat de travail à durée indéterminée; délai de prévenance; règlement d'atelier; maladie. — Saisie-arrest; indemnité de congédiement. — Accidents du travail; pustule charbonneuse; tuberculose pulmonaire; ouvrier marinier tombé à l'eau; ouvrier blessé en jouant.....	343	Analyse, par département, des renseignements fournis : par les associations patronales, etc.; 2 ^o par les correspondants.....	380
<i>Mouvement social international.</i>			
Arrangement franco-italien du 20 janvier 1906, relatif au transfert de dépôts entre les caisses d'épargne ordinaires des deux pays.....	348	Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	385
La Grande-Bretagne et la conférence internationale de Berne.....	350	Adjudications; prix courants divers; commerce extérieur; transports; faillites; autorisations de bâtir.....	402
Statistique comparée des accidents mortels dans les houillères des différents pays.....	351	Placement gratuit des bureaux municipaux, bourses du travail, syndicats patronaux et sociétés diverses (4 ^e trimestre 1905).....	405
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>			
Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves. — L'inspection du travail dans les fabriques en 1903.....	352	Mouvement syndical.....	414
Autriche : Placement.....	362	Bibliographie.....	424
Belgique : Revue du travail. — Caisses de retraites et de secours des ouvriers des chemins de fer de			

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

PUBLICATIONS

DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1.** — Lois, Règlements et Circulaires (*Décembre 1904*). Un volume in-8 de 334 pages.
Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 60.
- N° 2.** — Loi du 9 avril 1898 (*modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905*) et Règlement d'administration publique du 28 février 1899. Brochure de 32 pages.
Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60
- N° 3.** — Jurisprudence (*I. Mars 1902*). Un volume de 937 pages.
Prix : 10 francs — Franco 11 francs.
- N° 4.** — Loi du 9 avril 1898 (*modifiée par la loi du 22 mars 1902*) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages.
Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.
- N° 5.** — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages.
Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.
- N° 6.** — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (*Mars 1902*). Brochure de 63 pages.
Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 10.
- N° 7.** — Jurisprudence (*II. Mars 1903*). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages.
Prix : 5 francs — Franco 5 fr. 75.
- N° 8.** — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages.
Prix : 1 fr. 30 — Franco 1 fr. 40.
- N° 9.** — Jurisprudence. (*III. Novembre 1903*). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages.
Prix : 4 francs — Franco 4 fr. 50.

- N° 10.** — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Brochure in-8° de 95 pages.
Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.
- N° 11.** — Jurisprudence (*IV. Mars 1904*). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages.
Prix : 3 fr. 25 — Franco 3 fr. 75.
- N° 12.** — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Brochure de 96 pages.
Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.
- N° 13.** — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages.
Prix : 0 fr. 20 — Franco 0 fr. 30.
- N° 14.** — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 1904. Un volume de 116 pages.
Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.
- N° 15.** — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 1904. Brochure de 34 pages.
Prix : 0 fr. 35 — Franco 0 fr. 45.
- N° 16.** — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Février 1905*). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix : 2 fr. 75 — Franco 3 fr. 15.
- N° 17.** — Jurisprudence. (*V. Mars 1905*). Un volume de 147 pages.
Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.
- N° 18.** — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne.** (*Législation et statistique.*) 1903. Brochure in-8° de 34 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- Applications de la législation française sur les habitations à bon marché.** 1903. Brochure de 52 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne,** par Édouard FUSTER 1903. Brochure de 78 pages.
Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie,** par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages.
Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel,** par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 44 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents.** 1903. Volume de 247 pages.
Prix : 0 fr. 85 — Franco 1 fr. 20.
- L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne.** 1905. Volume de 156 pages.
Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

- Les capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi,** par Édouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages.
Prix : 1 fr. 20 — Franco 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne,** par Édouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages.
Prix : 1 franc. — Franco 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques.** 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes.
Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.
- Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des députés, le 15 avril 1905).** Brochure de 61 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- Les assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905),** par le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. Brochure de 28 pages.
Prix : 0 fr. 50. — Franco 0 fr. 60.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail,
Direction du travail.
PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de mars les ouvriers viticoles du Midi, en temps normal, sont presque tous occupés ; cette année, comme l'année précédente, les travaux dans les vignes étant réduits au strict nécessaire en raison de la mévente des vins, beaucoup de journaliers sont restés inoccupés, de sorte que le chômage, bien qu'accusant une diminution sensible, reste encore très élevé. Dans les centres forestiers, bien que les travaux d'hiver soient terminés à peu près partout, la proportion des sans-travail a diminué, beaucoup d'ouvriers bûcherons trouvant à s'occuper aux champs. L'horticulture est en pleine activité.

Le travail commence à reprendre dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile la situation reste satisfaisante dans les Vosges et dans le Nord, ainsi qu'à Reims et dans les centres de l'Ouest. Le chômage a diminué dans les tissages de coton de la région de Roanne. Dans la soie, le travail a baissé à Saint-Étienne ; dans la région lyonnaise l'approche de la morte-saison ne se fait sentir encore que dans les petits ateliers de la ville de Lyon.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de mars 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

Dans les industries des métaux la situation reste, dans l'ensemble, aussi satisfaisante que les mois précédents, sauf toujours en ce qui concerne les ferblantiers-boitiers qui alimentent les usines de conserves des côtes bretonnes.

Le travail est très abondant dans l'industrie de la voiture à Paris. L'activité se maintient dans les industries du livre. Le chômage n'a pas sensiblement diminué dans les centres de mégisserie du Tarn.

1,379 syndicats, groupant 255,269 ouvriers, ont répondu en mars 1906, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats 1,202, groupant 220,316 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 20,629, ce qui correspond à une moyenne de 9.4 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier de 11.5 p. 100; elle était de 10.9 p. 100 en mars 1905.

L'ouvrage, pendant le mois de mars 1906, a été jugé, par comparaison avec le mois de février, plus abondant, par 25 p. 100 des syndicats, groupant 25 p. 100 des syndiqués; équivalent par 55 p. 100 des syndicats groupant 46 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 20 p. 100 des syndicats, groupant 29 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 729 syndicats, groupant 122,447 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 440, groupant 86,851 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1,440) accusent 3 p. 100 de chômeurs, contre 5 le mois dernier et 5 en mars 1905; à Boulogne-sur-Mer (500) il y a 14 p. 100 de marins pêcheurs inoccupés pour cause de réparation de bateaux. Sur les côtes bretonnes, à Concarneau (400) tous les matelots sont embarqués, la pêche est meilleure; elle est également assez satisfaisante à Guilvinec (150). A Châtelailon (1,100) les pêcheurs d'huîtres sont tous occupés, mais la pêche est moins abondante. Les pêcheurs des Sables-d'Olonne (900) sont tous occupés. Sur la Méditerranée les marins et pêcheurs de Cette (100) travaillent tous, mais la pêche est contrariée par le mauvais temps.

D'après les réponses de 79 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 11,452 membres le nombre des chômeurs syndiqués était, à la fin de mars, de 2,203, soit 19.2 p. 100 contre 27.7 p. 100 le mois dernier et 21.3 en mars 1905 et 6 p. 100 en mars 1904; la situation était considérée comme satisfaisante par 41 p. 100 des syndicats et 55 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 2,203 chômeurs, 2,140 sont signalés par les 66 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 6,165 syndiqués: la proportion est respectivement dans les trois départements de 26.5, 36.2 et 43.7 p. 100; la taille est terminée; les travaux de labour, de déchaussage et d'échaudage des vignes, qui occupent en temps normal presque tous les bras disponibles, ont commencé; mais cette année comme l'année précédente, par suite de la mévente des vins, les pro-

priétaires ont réduit les travaux au strict nécessaire, de sorte que le chômage reste encore à un niveau très élevé. A Paris, les jardiniers (2,007) sont toujours tous occupés, la semaine est de 60 heures; le syndicat mixte des horticulteurs (2.178) annonce 23 chômeurs au lieu de 22, la journée est de 10 heures. A Angers le syndicat mixte des jardiniers (355) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; la semaine varie de 66 à 72 heures. A Rosendaël (150) les jardiniers sont également tous occupés. Il en est de même à Nice (110), où les jardiniers fleuristes font au maximum 60 heures par semaine.

Les 83 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois de mars le nombre de leurs chômeurs accusent 1,203 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 8,066 membres, une proportion de 14.9 p. 100 contre 18.5 p. 100 le mois dernier et 22.7 en mars 1905. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 71 p. 100 des syndicats et 44 p. 100 des syndiqués. Les travaux dans les bois sont terminés à peu près partout, mais beaucoup de bûcherons trouvent à s'employer dans les champs; on ne signale aucun chômeur dans la moitié des centres du Cher, dans les deux tiers de ceux de l'Yonne et dans 28 centres sur 30 dans la Nièvre; le chômage, dans l'ensemble, atteint 20.7 p. 100 dans le Cher pour 24 syndicats groupant 2,319 syndiqués, il est de 7.4 p. 100 pour 30 syndicats de la Nièvre groupant 3,294 membres et de 18.5 p. 100 pour 12 syndicats de l'Yonne ayant 1,235 membres.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 135,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mars 1906. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de Calais (1).	71,713	3.89	"	71	7	1	21
Loire.....	14,703	5.49	"	"	"	26	74
Gard et Hérault.....	14,815	5.98	"	"	"	6	94
Tarn et Aveyron (2).....	7,554	6.00	"	"	"	"	100
Provence (lignites).....	2,648	5.93	"	"	"	9	91
Isère.....	1,658	6.00	"	"	"	"	100
Ouest.....	280	6.00	"	"	"	"	100
Bourgogne et Nord-Est..	9,663	5.97	"	"	"	3	97
Centre.....	9,602	5.93	"	"	"	20	80
ENSEMBLE pour la France.	135,636	4.69	"	39	4	6	51

(1) Manquent les renseignements pour Aniche et Courrières.

(2) Manquent les renseignements pour Carmaux.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.93; il était de 5.84 en mars 1905. La diminution sensible accusée, pour le mois de mars 1906, provient de l'arrêt de la production dans les mines du Pas-de-Calais et du Nord par suite de l'explosion des mines de Courrières et de la grève qui suivit. D'après les réponses de 19 syndicats, le chômage serait de 1.9 p. 100

sur un effectif de 11,220 syndiqués⁽¹⁾; il était de 2.6 p. 100 le mois dernier pour 11,280 syndiqués et de 3.5 p. 100 en mars 1905 pour 11,909 syndiqués. La proportion des chômeurs est, d'après le syndicat de la rue du Nord, de 3.5 p. 100 à Montceau (5,103) contre 5 le mois dernier et 6.7 en mars 1905, de 0.2 p. 100 seulement d'après l'autre syndicat (2,248).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 8 p. 100 pour 23 syndicats groupant 2,405 ouvriers contre 10.5 p. 100 le mois dernier et 8.1 en mars 1905. Il y a 19 p. 100 de chômeurs chez les carriers de Fontvielle (105) contre 23 le mois dernier, 9.5 p. 100 à Raon-l'Étape (200), 0.6 à Ravières (180), 3 à Saint-Raphaël (107), 28 à Saint-Restitut (126), 40 à Comblanchien (108) et 3.3 p. 100 à Volvic (150) au lieu de 3.3; tous les syndiqués sont, par contre, occupés dans les ardoisières de Rimogne (198), dans les carrières de Lérrouville (187), Chevreuse (160) et parmi les granitiers de Vire (176). A Rochefort-en-Terre (212), les fendeurs chôment toujours par suite de l'inondation de l'ardoisière; 1.8 p. 100 de chômeurs aux ardoisières de Fumay (330).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 65 syndicats, groupant 9,484 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en mars, soit 1,500, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 15.8 p. 100 contre 15.3 le mois dernier et 17.9 en mars 1905. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 56 p. 100 des syndicats et 60 p. 100 des syndiqués. En province le chômage est supérieur à la moyenne chez les boulangers de Nice (140), les bouchers (115), les cuisiniers (100) et les limonadiers de Marseille (400), les cuisiniers de Bordeaux (328), les limonadiers de Grenoble (157) et de Lyon (150 + 120); le chômage est général chez les sardinières de Douarnenez (250). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Caen (105), Calais (140), Meaux (291) et du Mans (365), les bouchers de Lyon (670), les confiseurs-pâtisseries de Marseille (450), les maîtres d'hôtel du Havre (500). A Paris, les garçons de cuisine (780) accusent 9 p. 100 contre 10.2 le mois dernier; les pâtisseries (1,044) 16 p. 100 contre 25; les confiseurs (246) 15.5 au lieu de 7.8 p. 100; les biscuitiers (296), 0.6 p. 100 contre 1; les garçons limonadiers du syndicat de la rue Réaumur (150) 16 p. 100; les garçons laitiers en gros (130) 9 p. 100; chez les boulangers, les compagnons du boulevard Richard-Lenoir (150) accusent 12 p. 100 contre 18; l'*Abeille* de la rue Grégoire-de-Tours (160) 5 p. 100.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de février 1906, cinquième mois de la campagne 1905-1906, s'élevait à 1,695,847 hectolitres contre 1,424,130 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 271,717. Il y a notamment augmentation sur les alcools de betteraves (1,089,256 hectolitres au lieu de 829,170) et de mélasses (243,036 hectolitres au lieu de 154,068). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 60,858 hectolitres, soit une différence en moins de 16,280 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽²⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de mars 1906 (septième mois de la campagne 1905-1906), la quantité de sucre travaillée correspondait à 1,039,963 tonnes de sucre raffiné, soit une augmentation de 413,390 tonnes sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽³⁾.

⁽¹⁾ Aucun syndicat du Nord ou du Pas-de-Calais n'a répondu au questionnaire.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 18 mars 1906.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 13 avril 1906.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 8 syndicats, groupant 1,704 ouvriers, ressort à 5.6 p. 100 contre 4.3 p. 100 le mois dernier et 5 en mars 1905. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, les ouvriers du périmètre de Paris (118) accusent 25 p. 100; ceux de Toulon (240) sont tous occupés. Les savonniers de Marseille (325) accusent 18 p. 100 de chômeurs contre 23 le mois dernier. Les huiliers, pétroliers et savonniers du Havre accusent 70 p. 100 pour les huiliers, 0 p. 100 pour les autres.

Les ouvriers des papeteries d'Essonnes (175) et de Brignoud (300) sont tous occupés; ceux d'Étival (725) accusent 0.8 p. 100 contre 0.6 le mois dernier.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 159 pour 97 syndicats groupant 4 992 adhérents, soit 3.2 p. 100; pour Paris, de 138 pour 11 syndicats groupant 6,126 adhérents, soit 2.3 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 3.9 p. 100, et pour Paris de 2.3 p. 100; elle était, pour le mois de mars 1905, de 3.1 p. 100 pour la province, de 2.4 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 81 p. 100 des syndiqués de province groupant 75 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 13 syndicats, équivalent par 47, moins abondant par 14 autres. Il y a 2.6 p. 100 de syndiqués sans travail au lieu de 3.5 chez les imprimeurs lithographes de Marseille (115), 5 p. 100 chez les typographes (185), 11.4 p. 100 chez les typographes à Bordeaux (325) au lieu de 10.8; 7.1 p. 100 à Grenoble (140) au lieu de 10; 1.2 p. 100 à Nantes (170) au lieu de 6.1; 2.6 p. 100 à Lille (470) au lieu de 6.1; 0.9 p. 100 à Clermont-Ferrand (110) au lieu de 0; 1.6 p. 100 à Saint-Étienne (125); 2.6 p. 100 à Limoges (117). Pas de chômeurs à Montpellier (105), Dijon (131), le Havre (100).

A Paris, le travail reste satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (3,700) accuse 40 chômeurs contre 60 le mois dernier et 0 en mars 1905. Dans la lithographie, les imprimeurs lithographes de la *Résistance* accusent 28 chômeurs sur 510 membres, contre 32 le mois dernier et 40 en mars 1905; l'*Union lithographique* (204) 3.4 p. 100 contre 5.8 le mois dernier; les conducteurs (128) 8 p. 100.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 19 syndicats, groupant 3,835 ouvriers, atteint 24.3 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 25 p. 100, elle était de 14.1 p. 100 en mars 1905. Les tanneurs-corroyeurs de Lyon (320) ont 2.8 p. 100 de sans-travail contre 4 en mars 1905. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) accusent 2 p. 100 de sans-travail contre 3 p. 100 le mois dernier, la semaine est de 50 heures; à Mazamet les ouvriers des peaux de mouton (800) accusent 25 p. 100 de chômeurs contre 25 le mois dernier, les mégissiers (100), 15 p. 100 au lieu de 15; les moutonniers de Graulhet (1,152) ont 52 p. 100 de chômeurs contre 54 le mois dernier et 23 en mars 1905; la semaine est de 35 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 8.2 p. 100 pour 17 syndicats groupant 1,723 ouvriers contre 14.4 p. 100 le mois dernier et 26.5 p. 100 en mars 1905. Les coupeurs de Fougères (342) font tous 50 heures par semaine; ceux de Bordeaux (280) accusent 7.9 p. 100 contre 7.9 le mois dernier; les cordonniers de Nîmes (175) en ont 51 p. 100; ceux d'Angers (210) sont tous occupés; ceux du Quesnoy (274) ont 2 chômeurs seulement.

Dans la ganterie, à Millau, l'Union (1,000) et le syndicat indépendant (110) n'accusent aucun chômeur; les gantiers de Chaumont (110) sont également tous occupés; ceux de Saint-Junien (210) accusent 20 p. 100 de sans-travail.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 83 syndicats, groupant 24,086 adhérents, était, à la fin de mars, de 1,084, soit 4.5 p. 100; la proportion était de 5.5 p. 100 le mois dernier, elle était de 8.3 en mars 1905.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait 3.1 p. 100 de chômeurs contre 2.3 le mois dernier et 4.6 p. 100 en mars 1905, la semaine serait de 60 heures, le travail est un peu moins abondant, mais la situation reste satisfaisante; à Tourcoing, d'après le syndicat textile (118), le chômage serait de 7 p. 100 au lieu de 6 p. 100 et la semaine de 50 à 60 heures; la situation est estimée satisfaisante pour l'époque; à Armentières, le syndicat mixte (1,806) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait toujours de 50 à 60 heures; à Houplines (1,500) il y a 2 p. 100 de chômeurs au lieu de 2.7, la situation est estimée satisfaisante pour l'époque, la semaine est de 60 heures; à Hazebrouck (450) il y a 17.8 p. 100 de chômeurs au lieu de 17.6, la semaine est toujours de 59 heures; à Halluin (1,000) le chômage est de 5 p. 100 au lieu de 5 et la semaine varie de 50 à 60 heures; dans les petits centres de tissage pas de chômeurs, à Comines (300 + 150), Bailleul (250), Saulzoir (172); 4 p. 100 au lieu de 0 à Avesnes-les-Aubert (530), 5.2 p. 100 au lieu de 7 à la Gorgue-Estaires (541); 5 p. 100 à Haspres (342). Pour l'ensemble des 19 syndicats du Nord groupant 14,616 syndiqués, la proportion des chômeurs est seulement de 2.9 p. 100 contre 3.1 le mois dernier.

Dans les Vosges, les 15 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0.4 p. 100 de chômeurs sur 2,104 syndiqués contre 0 le mois dernier, seul le syndicat de Saint-Dié (450) accuse 9 chômeurs.

Dans les centres cotonniers normands, les ouvriers textiles ne font que 50 heures à Bolbec (150) sans chômeurs, 60 heures dans les tissages et filatures à Malaunay (119) avec 1.6 p. 100 de chômeurs. A Evreux, le syndicat indépendant (154) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier, la *Fraternité ouvrière* (129) n'en accuse également aucun: la semaine est de 60 heures dans deux établissements, de 69 dans un troisième; la situation est estimée satisfaisante à Flers (168) où la semaine est de 60 heures et le chômage nul.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, la semaine est de 60 heures à Bourg-de-Thizy (686) et le chômage y est de 6.7 p. 100 au lieu de 11; à Roanne (1,200) il y a 0 p. 100 de chômeurs contre 2; la semaine est en moyenne de 54 heures.

Dans les Ardennes, à Saint-Menges (260), le chômage est de 19 p. 100 au lieu de 23 le mois dernier, la semaine varie de 40 à 45 heures; A Reims il n'y a pas de chômeurs dans l'industrie lainière (400), la semaine est de 60 heures. A Paris (150) les tisseurs sont tous occupés normalement.

Dans l'Ouest, à Romorantin (500), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés 60 et 66 heures, le travail est plus abondant au tissage; le syndicat mixte d'Angers (224) accuse un seul chômeur contre 2 le mois dernier; la situation reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: en particulier les tisserands à la main de Saint-Léger (112) et de Mortagne-sur-Sèvre (239) ne signalent aucun chômeur. Les tapissiers d'Aubusson (127) sont tous occupés 60 heures.

Dans la bonneterie, à Moreuil (400), le chômage est de 25 p. 100 contre 25 le

mois dernier et ceux qui travaillent font 10 heures par jour, le travail est satisfaisant; à Aix-en-Othe (122) il n'y a qu'un chômeur et les ouvriers font des heures supplémentaires.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (125) accuse 8 p. 100 de chômeurs contre 4 le mois dernier: les commandes manquent en rubanerie; les ouvriers en soieries de Charlieu (140) n'accusent toujours aucun chômeur; les chefs d'ateliers de Saint-Genest-Lerpt (150) en ont 10 p. 100. Dans la région lyonnaise dans les usines de tissage mécanique le travail ne s'est nullement ralenti, malgré l'approche de la morte-saison; à Lyon dans les petits ateliers de tissage mécanique et à la main l'activité est moins grande que le mois passé et c'est sur un nombre de métiers réduit que s'achèvent les commissions; à la campagne, les ateliers à bras sont mieux alimentés que de coutume à cette époque de l'année ⁽¹⁾.

Dans le tulle, les ouvriers en guipures de Saint-Quentin (105) accusent 7.6 p. 100 de sans-travail; les ouvriers en tulles unis et grecs de Caudry (160) 2.5 p. 100 avec 66 heures par semaine; les autres tullistes de Caudry (545) sont tous occupés de 54 à 60 heures. Les passementiers à la main de Paris (140) font 40 heures et ont 1.3 p. 100 de chômeurs.

A Roanne les apprêteurs (220) ont 1.4 p. 100 de chômeurs contre 1.4 le mois dernier et font 60 heures; les teinturiers (300) font 60 heures avec 8.8 p. 100 de chômeurs contre 11; ceux de Saint-Étienne (153) ont 2.6 p. 100 de chômeurs et font 60 heures; ceux de Troyes (195) en ont 52 p. 100 et font 40 heures au lieu de 60 le mois dernier; les blanchisseurs et apprêteurs de Cholet (124) sont tous occupés 60 heures. A Paris les teinturiers-dégraisseurs (300) accusent une légère reprise.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 5.1 p. 100 pour 30 syndicats groupant 3,423 ouvriers et ouvrières contre 9.9 p. 100 le mois dernier et 5.7 en mars 1905. Le travail est considéré comme plus abondant par 17 syndicats, équivalent par 10, moins abondant par 3. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 75 p. 100 des syndicats et 59 p. 100 des syndiqués; à Paris l'Union des couturières (549) accuse 0 p. 100 de chômeuses au lieu de 14.6 le mois dernier; les tailleurs et couturières de la Bourse du travail (480) 4.2 p. 100 contre 10.4; les coupeurs-chemisiers (270) 3.7 p. 100 de sans-travail contre 3.3 le mois dernier; les fleuristes (120) 2.5 p. 100. Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'habillement de Bourges (200) comme le mois dernier, ni chez les ouvriers du syndicat mixte de Limoges (105); ceux du syndicat mixte de Carcassonne (250) en accusent 0.8 p. 100; les ouvriers tailleurs de Limoges (184) 2.8 p. 100; les coupeurs de Lyon (121) 1.6 p. 100.

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 4.8 p. 100 pour 8 syndicats groupant 607 ouvriers; elle était, le mois dernier, de 11.4 p. 100 et de 8.5 en mars 1905; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (120) accusent 3.3 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier; les ouvrières (100) 2 contre 5; les chapeliers en fantaisie (100) 1 p. 100. Les chapeliers de Chazelles-sur-Lyon (139) en accusent 1.4 p. 100 contre 2.1.

A Paris, les blanchisseurs (115) accusent 8.7 p. 100 de chômeurs contre 17.6 le mois dernier; les couleurs garçons de lavoirs (220) 4.5; les blanchisseurs de Boulogne-sur-Seine (127) 3 p. 100.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 45 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment groupant 2,733 ouvriers qui ont indiqué le nombre de

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 avril 1906.

leurs adhérents sans travail est de 12.5 p. 100 ; elle était de 16.7 p. 100 le mois précédent, de 18.7 p. 100 en mars 1905 : la situation est estimée satisfaisante par 50 p. 100 des syndicats et 40 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de navires du Havre (178) accusent 29 p. 100 de sans-travail contre 32 le mois dernier ; les callats et perceurs de Marseille (150) 60 p. 100 contre 50 ; les menuisiers d'Armentières (104) 0 p. 100 contre 2 ; les ouvriers du bois d'Halluin (300) 5 p. 100 contre 5 ; les menuisiers de Cannes (118) 16 p. 100. A Paris, les menuisiers de la rue Pernety (202) ont 2 p. 100 de chômeurs contre 1.5 le mois dernier.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 24 syndicats groupant 1,548 ouvriers, est de 6.9 p. 100 contre 7.4 p. 100 le mois dernier et 9 p. 100 en mars 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 52 p. 100 des syndicats et 44 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 15 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (420) au lieu de 5 le mois dernier : l'activité est moins satisfaisante ; pas de chômeurs chez les tourneurs de Felleries (104) et les marbriers à la pendule de Cousolre (120). A Paris, les ébénistes en photographie (120) accusent 6.6 p. 100 ; le syndicat de l'ameublement de la rue des Petits-Carreux (103) 4 p. 100.

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 3.4 p. 100 pour 8 syndicats groupant 288 ouvriers contre 6.3 p. 100 le mois dernier et 37 en mars 1905. Le syndicat de Limoges (104) accuse 5.8 p. 100 de sans-travail contre 13.4 le mois dernier.

Chez les tonneliers, le chômage est de 20.8 p. 100 pour 18 syndicats groupant 1,786 ouvriers contre 17 p. 100 le mois dernier et 6 p. 100 en mars 1905 ; le chômage est de 82 p. 100 à Mèze (305) au lieu de 68 le mois dernier ; il est de 28 p. 100 à Dunkerque (130) au lieu de 4.6, de 4 p. 100 à Barsac (114), de 5 p. 100 à Béziers (150) ; pas de chômeurs à Bussière-Galant (436).

Dans la carrosserie, 6 syndicats, groupant 6,614 ouvriers annoncent 0.3 p. 100 de chômeurs contre 6.2 le mois dernier pour 6,640 syndiqués ⁽¹⁾, et 1 en mars 1905. A Paris, l'Union de la voiture (6,287) accuse 0.3 p. 100 de sans-travail, contre 4.3 le mois dernier.

Les ouvriers en jouets et broserie de Gerardmer (108) n'ont pas de chômeurs. Par contre, les layetiers emballeurs de Paris (240) en accusent 1.7 p. 100 contre 4.3 le mois dernier.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 118 syndicats groupant 28,102 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de mars, de 1,191, soit 3.2 p. 100 ; la proportion était de 6.2 p. 100 le mois dernier et de 4.6 p. 100 en mars 1905.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 1.2 p. 100 pour 20 syndicats groupant 2,938 ouvriers : le mois dernier elle était de 2 ; elle était de 1.7 p. 100 en mars 1905 ; la situation est considérée comme satisfaisante par 90 p. 100 des syndicats groupant 98 p. 100 des syndiqués ; le chômage est de 2.2 p. 100 au Havre (180), de 3.3 p. 100 à Vigne-aux-Bois (150) contre 0, de 3 p. 100 à Bordeaux contre 7.7. Pas de chômeurs, par contre, à Revin (800), Ferrière-la-Grande (202), Maubeuge (145), Lille (400), Stenay (230). A Paris, les deux syndicats fédérés des mouleurs en fer et en cuivre n'ont pas répondu.

32 syndicats de métallurgistes groupant 12,455 ouvriers de toutes les professions

⁽¹⁾ Et non 664 comme il a été imprimé par erreur dans le dernier *Bulletin*.

se rapportant aux métaux accusent 3.1 p. 100 de chômeurs ; la proportion était de 1.9 p. 100 le mois dernier et de 2.1 p. 100 en mars 1905 ; la situation est estimée satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats et 86 p. 100 des syndiqués. Le chômage est de 3 p. 100 à Sous-le-Bois (300), au lieu de 6.6 le mois dernier ; de 1.4 p. 100 à Commentry (420) au lieu de 0 ; de 1 p. 100 à Lille (208) au lieu de 0 ; de 4 p. 100 à Hautmont (300) ; de 5.7 p. 100 à Saint-Michel-de-Maurienne (650) contre 3.9 p. 100, 3 p. 100 à Troyes (130) au lieu de 5.4 ; de 1.5 p. 100 à Paris (613) ; de 5 p. 100 à Levallois-Perret (207). Pas de chômeurs au Creusot (5,000), Guérigny (600), Château-Regnault (310), Bourg-Fidèle (130), Fromelles (210), Saint-Amand-les-Eaux (335).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans-travail est de 1.4 p. 100 pour 24 syndicats groupant 5,835 ouvriers contre 2.4 p. 100 le mois dernier et 5.7 p. 100 en mars 1905 ; la situation est considérée comme satisfaisante par 60 p. 100 des syndicats et 86 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Sous-le-Bois (180) et Jeumont (900). La proportion des sans-travail est de 1 p. 100 à Ferrière-la-Grande (100) contre 1 le mois dernier, 5 à Reims (180) contre 1.3, 2.5 à Marseille (240) contre 1.7 ; 1 p. 100 à Bordeaux (190) A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 8 chômeurs sur 2,800 syndiqués contre 21 le mois dernier et 102 en mars 1905 ; les tourneurs-décolleteurs (305) n'ont qu'un chômeur.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1.769) ont 22 chômeurs contre 10 le mois dernier et 34 en mars 1905 ; les ouvriers en instruments de musique (127) sont tous occupés. Pas de chômeurs chez les monteurs de boîtes d'or de Besançon (122) ; 0 p. 100 chez les horlogers de Cluses (160) au lieu de 3.

Dans la coutellerie pas de chômeurs chez les émouleurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (650) ; 2.8 chez les monteurs de Thiers (612). Chez les ferblantiers-boitiers des côtes bretonnes, il y a 57 p. 100 de chômeurs à Concarneau (350), 19 p. 100 à Douarnenez (506), 100 p. 100 à Guilvinec (120). A Paris, les polisseurs sur métaux (550) accusent 55 p. 100 de chômeurs au lieu de 2.2 le mois dernier ; les tôliers (121), 5.8 p. 100 contre 3.3 ; les ouvriers en coffres-forts (450) 1.1 p. 100 ; les potiers d'étain (124) 4 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 175 syndicats, groupant 18,560 adhérents, était, à la fin de mars, de 21.9 p. 100 ; elle était de 27.8 p. 100 le mois précédent et de 23.7 p. 100 en mars 1905.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 25.1 p. 100 pour 127 syndicats groupant 13,719 ouvriers au lieu de 28.8 le mois dernier et de 25 en mars 1905 ; le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (388 maçons), Toulon (250), Bordeaux (185 tailleurs de pierre), Reims (173), Épernay (340), Dunkerque (130), Rouen (885), Rochefort (150), Quimper (400), Vannes (336), Concarneau (280), Porcieu-Amblagnieu (285), Montaliu-Vercieu (281), Beausoleil (140), Cette (110) ; le travail reste par contre satisfaisant pour l'époque à Grenoble (115), Saint-Servan (359), Mantes (160), Tarbes (150). A Paris les maçons (1,580) accusent 19 p. 100, les tailleurs de pierre et ravaleurs (1,000) 33 p. 100. Dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 52 p. 100 des syndicats et 37 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 12.9 p. 100 pour 31 syndicats groupant 3,147 ouvriers contre 27.5 p. 100 le mois dernier et 27 p. 100 en mars 1905 : le syndicat des peintres de Paris (914) accuse 13.7

p. 100 de chômeurs contre 24 le mois dernier et 25 p. 100 en mars 1905; celui de Roubaix (200), 25 p. 100 contre 50; celui d'Arignac (120) 0 p. 100 contre 42.

8 syndicats de sculpteurs et marbriers groupant 523 ouvriers accusent 9,3 p. 100 de chômeurs contre 6,2 le mois dernier et 15 en mars 1905. Les marbriers de Bellignies (120) et de Jeumont (125) sont tous occupés.

Les fumistes de Paris (927) accusent 16,2 p. 100 de sans travail.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauxfourniers de Contes-les-Pins (130), 5,7 p. 100 contre 14 en mars 1905 chez ceux de Saint-Léger-le-Petit (137); 3,7 p. 100 chez les ouvriers des plâtrières de Saint-Jean-de-Maurienne (160) au lieu de 6,7 le mois dernier. A Limoges, les peintres en porcelaine (450) en accusent 2,9 p. 100 contre 6,4 le mois dernier et 10 en mars 1905; les journaliers (295) 0,3 p. 100 contre 1 p. 100 le mois dernier.

Dans l'ensemble des 12 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion des sans-travail est de 5,3 p. 100 pour 804 syndiqués, au lieu de 10,3 le mois dernier; le syndicat des verriers à vitres de Fresnes (300) en accuse 13 p. 100 au lieu de 13 le mois dernier par suite de la suppression d'un établissement.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries de la manutention, la moyenne du chômage pour 24 syndicats groupant 4,952 membres ressort à 49,4 p. 100 contre 40,9 p. 100 le mois dernier et 42 p. 100 en mars 1905; le nombre des chômeurs reste important parmi les ouvriers du port de Marseille (500 sur 1,150), Saint-Louis-du-Rhône (90 sur 250), Nice (500 sur 800), du Havre (688 sur 1,147); les charbonniers déchargeurs du Havre (118) en accusent 20 p. 100 contre 14,4 p. 100 le mois dernier; les sacquiers de Bordeaux (150) 80 p. 100.

Dans les 33 syndicats de transports (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, des tramways et de la marine, camionneurs, cochers, bateliers, etc.) groupant 19,054 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ces derniers était de 7,5 p. 100 contre 7,8 p. 100 le mois dernier et 3,3 p. 100 en mars 1905. 16,5 p. 100 de chômeurs chez les marins du commerce de Marseille (6,083), 19 p. 100 chez les mécaniciens-chauffeurs des chemins de fer et de l'industrie de Paris (9,250), 0 p. 100 chez les mécaniciens-chauffeurs de Toulouse (1,150).

D'après les réponses de 46 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 6,874 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 210, soit 3,1 p. 100; la proportion était de 3,9 le mois dernier, de 3,6 en mars 1905; à Paris, l'*Union des comptables* (544) accuse 5,8 p. 100 contre 5,7 le mois dernier, l'*Alliance sténographique* (233) 6 p. 100, les dessinateurs du bâtiment (1,001) 0 p. 100; à Saint-Denis les employés (203) en accusent 12 p. 100 contre 31 le mois dernier; à Amiens (297) 4,3 p. 100; à Toulouse (289) 0,3 p. 100.

DIVERS. — 6 syndicats de gens de maison accusent 4,9 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 6,847 membres contre 1 p. 100 le mois dernier et 4,5 en mars 1905. 12 syndicats de coiffeurs, groupant 2,877 ouvriers, ont 7,2 p. 100 de sans-travail contre 6,7 p. 100 le mois dernier et 8,7 p. 100 en 1905; le syndicat mixte de Paris (2,072) en accuse 3,9 p. 100 au lieu de 4,4 le mois dernier; celui de Marseille (297) 14 p. 100; le syndicat ouvrier du Mans (107) 6,5 p. 100 comme le mois dernier.

LES GRÈVES EN MARS 1906.

96 grèves, dont une de patrons pêcheurs et une de revendeurs de marché, ont été signalées, en mars, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 93 d'entre elles, est de 86,364. Il y avait eu, en mars 1905, 92 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 50.

Ces grèves, dont 67 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	65
Contestations diverses relatives au salaire	5
Demandes de diminution du temps de travail	9
Contestations relatives à la réglementation du travail	2
Demande de suppression du travail aux pièces	1
Demandes de suppression d'amendes	2
Demandes de réintégration d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	5
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	10
Demandes de repos hebdomadaire	2
Questions syndicales	2

Ces grèves ont éclaté dans 35 départements (2 grèves s'étant étendues sur 2 départements), et on en a compté :

15 dans la Seine, 11 dans le Nord, 7 dans le Rhône, 6 dans la Meurthe-et-Moselle, 5 dans les Bouches-du-Rhône, 4 dans la Drôme et le Pas-de-Calais, 3 dans la Charente-Inférieure, l'Isère, la Loire et la Seine-et-Oise, 2 dans l'Aisne, les Alpes-Maritimes, le Finistère, l'Indre-et-Loire, la Marne, la Savoie, la Seine-Inférieure, le Tarn, la Haute-Vienne et Oran, et 1 dans les 14 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 21 ; commerce et manutention, 16 ; travail des métaux, 11 ; bâtiment, 9 ; industries du bois, 8 ; cuirs et peaux, imprimerie, 6 ; mineurs, 5 ; travail des terres au feu, 4 ; industries chimiques, 3 ; alimentation, carrières, 2 ; jardiniers, pêcheurs, ouvriers en papiers, 1 grève.

Des 96 grèves commencées en mars, 67 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Dix, 1 jour ou moins de 1 jour ; huit, 2 jours ; douze, 3 jours ; trois, 4 jours ; quatre, 5 jours ; trois, 6 jours ; quatre, 7 jours ; cinq, 8 jours ; trois, 9 jours ; quatre, 10 jours ; trois, 12 jours ; deux, 13 jours ; une, 14 jours ; une, 18 jours ; une, 20 jours ; une, 21 jours ; une, 23 jours et une 34 jours.

Si l'on y ajoute 12 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 75 jours, 45 jours, 31 jours, 28 jours, 26 jours, 20 jours, 18 jours, 15 jours, 9 jours, 6 jours, 6 jours et 4 jours, on trouve 79 conflits terminés avec les résultats suivants :

16 réussites.
38 transactions ou réussites partielles.
25 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPECIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7	
3	4	5	6	7			

GRÈVES NON TERMINÉES							
1905.							
11 déc.		Cornil.	Corrèze.	Ouvriers en produits chimi- ques.	1	250	1
8 déc.		Lavelanet.	Ariège.	Tisseurs, fileurs et teinturiers.	47	583	2
21 déc.	6 mars ..	Laval.	Mayenne.	Marbriers.	2	108	3
1906.							
3 janv.		Paris.	Seine.	Casquettiers.	1	12	4
9 janv.		Paris.	Seine.	Ouvriers en meubles.	1	68	5
19 janv.	5 mars ..	Déville-les-Rouen.	Seine-Inférieure.	Ouvriers d'aciérie.	1	260	6
30 janv.		Escaro et Vernet- les-Bains.	Pyrénées-Orientales	Mineurs.	3	800	7
23 janv.		Halluin.	Nord.	Tisseurs.	1	35	8
1 ^{er} fév.		Neuves-Maisons.	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.	1	450	9
12 fév.	15 mars ..	Issoudun.	Indre.	Ouvr. d'une fabr. de guêtres.	1	10	10
16 fév.		Lyon.	Rhône.	Mégissiers.	1	90	11
17 fév.	7 mars ..	Paris.	Seine.	Tailleurs de pierre.	1	8	12
19 fév.		Halluin.	Nord.	Chaisiers.	1	3	13
19 fév.		Paris.	Seine.	Corroyeurs.	"	500	14
20 fév.	20 mars ..	Fougères.	Ille-et-Vilaine.	Ouvriers de plâtreries.	1	32	15
24 fév.	16 mars ..	Bourges.	Cher.	Ouvriers d'une usine de ci- ment.	1	29	16
24 fév.		Lyon.	Rhône.	Mouleurs.	1	10	17
25 fév.	3 mars ..	Linze.	Landes.	Résiniers.	20	150	18
25 fév.	12 mars ..	Les Echelles.	Savoie.	Tisseuses.	1	180	19
26 fév.	2 mars ..	Orléans.	Loiret.	Ouvrières des tabacs.	1	53	0
26 fév.	24 mars ..	Paris.	Seine.	Ouvriers en instruments de musique.	1	11	21
28 fév.	6 mars ..	Tlemcen.	Oran.	Terrassiers.	1	200	22
28 fév.	9 mars ..	Jœuf.	Meurthe-et-Moselle	Mineurs et métallurgistes.	1	360	23

GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} mars.	1 ^{er} mars.	Paris.	Seine.	Typographes.	1	5	1
1 ^{er} mars.	2 mars ..	Lyon.	Rhône.	Emballleurs.	30	120	2
1 ^{er} mars.		Voiron.	Isère.	Tisseurs.	23	3,500	3
2 mars.	4 mars ..	Tlemcen.	Oran.	Boulangers.	10	37	4
2 mars.		Cérilly.	Allier.	Maçons et charpentiers.	"	38	5
3 mars.	6 mars ..	Paris.	Seine.	Laveurs de voitures.	1	100	6
3 mars.	12 mars ..	L'Arbresle.	Rhône.	Tisseurs.	1	125	7
3 mars.		Paris.	Seine.	Palefreniers.	1	11	8
5 mars.	6 mars ..	Paris.	Seine.	Ouvriers en coffres-forts.	1	3	9
5 mars.	8 mars ..	Saint-Quentin.	Aisne.	Dentelliers.	1	45	10
5 mars.	8 mars ..	Ayguatobia.	Pyrénées-Orientales	Terrassiers.	1	16	11
5 mars.	12 mars ..	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Terrassiers.	2	400	12
5 mars.	12 mars ..	Marseille.	Bouches-du-Rhône	Chaudronniers.	1	8	13
5 mars.	12 mars ..	Le Mans.	Sarthe.	Mécaniciens-constructeurs.	1	321	14
6 mars.	7 mars ..	Boulogne.	Pas-de-Calais.	Dockers.	1	30	5
6 mars.	12 mars ..	Marans.	Charente-Inférieure	Ouvriers de plâtreries.	1	60	16
6 mars.	18 mars ..	Bastia.	Corse.	Patrons pêcheurs.	"	300	17
6 mars.	19 mars ..	Lunéville.	Meurthe-et-Moselle	Mécaniciens-constructeurs.	1	120	18

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} MARS 1906 (1).			
1	Contre le remplacement d'un ouvrier, président du syndicat, par un ouvrier non syndiqué.....		Lock-out.
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....		
4	Contre l'introduction de machines actionnées par des femmes.....		Grève terminée le 22 mars dans une des exploitations atteintes.
5	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
6	Demande de suppression du travail aux pièces.....		
7	Demandes : réintégration de 6 ouvriers : augmentation de salaire.....	.....	
8	Contestation relative au salaire.....	.....	
9	Demande de réintégration du contrôleur ouvrier à la bascule.....	.....	
10	Contre la limitation du nombre d'ouvriers syndiqués.....	Transaction.	
11	Demandes : renvoi d'un contremaître ; réintégration d'un ouvrier.....	.....	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....		
15	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 10 heures.....	Échec.	
16	Demandes : augmentation de salaire ; réintégration d'un ouvrier.....		
17	Demande de renvoi d'un nouveau contremaître.....		Conciliation devant le juge de paix.
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Contestation relative au salaire.....	Réussite.	
21	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
22	Demandes : augmentation de salaire ; suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
23	Demandes : renvoi d'un contremaître ; suppression des amendes ; augmentation de salaire.....	Transaction.	
EN MARS 1906.			
1	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes remplacés.
2	Demandes : réintégration d'un ouvrier ; renvoi d'un ouvrier.....	Réussite.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....		Grévistes remplacés.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
5	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 10 heures.....	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
13	Demande de retrait d'une amende.....	Échec.	Grévistes remplacés, embauchés ailleurs.
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
15	Renvoi d'un ouvrier vice-président du syndicat.....	Échec.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
17	Réglementation du travail.....	Réussite.	
18	Demandes : augmentation de salaire ; renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
7 mars..	8 mars..	Sidi-bel-Abbès....	Oran.....	Revendeurs de marché.....	"	"	19
7 mars..	12 mars..	Grenoble.....	Isère.....	Ouvriers de chantiers de char- bons.	2	57	20
7 mars..	12 mars..	Pré-Saint-Gervais..	Seine.....	Facteurs de pianos.....	1	80	21
7 mars..	15 mars..	Étampes.....	Seine-et-Oise....	Typographes.....	1	12	22
7 mars..	16 mars..	Lyon.....	Rhône.....	Tullistes.....	1	6	23
8 mars..	8 mars..	Lillebonne.....	Seine-Inférieure..	Tisseurs.....	1	270	24
8 mars..	9 mars..	Brive.....	Corrèze.....	Menuisiers.....	24	50	25
8 mars..	11 avril..	Bouxières-aux-Da- mes.	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	403	26
8 mars..	.....	Lille.....	Nord.....	Tapissiers.....	1	50	27
9 mars..	12 mars..	Huez.....	Isère.....	Mineurs.....	1	30	28
9 mars..	.....	Niort.....	Deux-Sèvres....	Gantiers.....	6	60	29
11 mars..	19 mars..	Paris et banlieue..	Seine.....	Treillageurs-rustiqueurs....	"	"	30
12 mars..	14 mars..	Privas.....	Ardèche.....	Typographes.....	1	9	31
12 mars..	14 mars..	Paris.....	Seine.....	Camionneurs.....	1	13	32
12 mars..	16 mars..	Nice.....	Alpes-Maritimes..	Tailleurs pour dames.....	1	10	33
12 mars..	16 mars..	Lunéville.....	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en confection.....	1	42	34
12 mars..	24 mars..	Mont-de-Marsan..	Landes.....	Charpentiers.....	"	35	35
12 mars..	4 avril..	Paris et banlieue et Versailles.	Seine et Seine-et- Oise.	Jardiniers, maraichers et fleu- ristes.	44	260	36
13 mars..	15 mars..	Gouezec.....	Finistère.....	Ardoisiers.....	3	115	37
13 mars..	21 mars..	Albertville.....	Savoie.....	Cordonniers.....	9	22	38
14 mars..	19 mars..	La Basse-Indre....	Loire-Inférieure..	Métallurgistes.....	1	00	39
14 mars..	22 mars..	Lyon.....	Rhône.....	Chapelliers.....	48	250	40
14 mars..	.....	Bassins du Nord et du Pas-de-Calais.	Nord et Pas de-Ca- lais.	Mineurs.....	20	71,000	41
15 mars..	21 mars..	Scionzier.....	Haute-Savoie....	Ouvriers en horlogerie.....	1	25	42
15 mars..	28 mars..	Angers.....	Maine-et-Loire...	Tisseurs et fleurs.....	1	600	43
15 mars..	2 avril..	Lille.....	Nord.....	Peintres.....	"	800	44
16 mars..	19 mars..	Chaillac.....	Haute-Vienne....	Ouvriers en produits chimi- miques.	1	9	45
16 mars..	20 mars..	Saint-Chamond....	Loire.....	Ouvriers en tresses et lacets.	1	300	46
16 mars..	22 mars..	Paris.....	Seine.....	Palefreniers.....	50	250	47
16 mars..	.....	Romans et Bourg- de-Péage.	Drôme.....	Plâtriers-peintres.....	10	21	48
16 mars..	.....	Saint-Paul-Trois- Châteaux.	Drôme.....	Carriers.....	1	28	49
16 mars..	26 mars..	Outreau.....	Pas-de-Calais....	Céramistes.....	1	220	50
17 mars..	20 mars..	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Menuisiers et charpentiers..	1	350	51
17 mars..	20 mars..	Saint-Denis.....	Seine.....	Orfèvres.....	1	230	52
17 mars..	.....	Clichy et Paris....	Seine.....	Typographes.....	1	470	53
17 mars..	.....	Puteaux et Saint- Denis.	Seine.....	Électriciens.....	1	182	54
17 mars..	.....	Lyon.....	Rhône.....	Tullistes.....	1	50	55
19 mars..	19 mars..	Rochefort.....	Charente-Inférieu ^{re}	Dockers.....	1	45	56
19 mars..	21 mars..	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Dockers.....	2	126	57
19 mars..	28 mars..	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en limes.....	20	127	58
19 mars..	29 mars..	Lannilis.....	Finistère.....	Charpentiers et menuisiers..	"	"	59
19 mars..	2 avril..	L'Horme.....	Loire.....	Métallurgistes.....	1	27	60
19 mars..	9 avril..	Champigneulles..	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	185	61
19 mars..	.....	Valence.....	Drôme.....	Ebénistes.....	1	68	62
19 mars..	.....	Messein.....	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	129	63
20 mars..	21 mars..	Étrœungt.....	Nord.....	Fileurs.....	1	120	64
20 mars..	22 mars..	Roubaix.....	Nord.....	Ouvriers de retorderie.....	1	38	65

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MARS 1906. (Suite.)			
19	<i>Demands : modifications au règlement du marché; réparation des bâtiments.</i>	Transaction.	
20	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Échec.	
21	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
22	<i>Demande de renvoi d'un ouvrier.</i>	Échec.	Grévistes remplacés.
23	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Réussite.	
24	<i>Contre une réduction du personnel.</i>	Réussite.	
25	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
26	<i>Demands : diminution du prix de la poudre; nomination d'un contrôleur ouvrier à la bascule; augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
27	<i>Demands : augmentation de salaire; renvoi de 2 ouvriers.</i>	Transaction.	
28	<i>Demande de renvoi d'un ingénieur.</i>	Transaction.	
29	<i>Contestation relative à la réglementation du travail.</i>		
30	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Réussite.	
31	<i>Demands : réintégration de 2 ouvriers syndiqués; journée de 9 heures.</i>	Transaction.	
32	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
33	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Réussite.	
34	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Échec.	
35	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Réussite.	Arbitrage.
36	<i>Demands : journée de 9 heures; augmentation de salaire.</i> ..	Transaction.	
37	<i>Demande : journée de 10 heures.</i>	Réussite.	
38	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
39	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
40	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
41	<i>Demands : augmentation de salaire; double fiche de paie; maintien des veuves et des orphelins dans les corons.</i> ...		
42	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
43	<i>Demande de réintégration d'un ouvrier.</i>	Échec.	
44	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
45	<i>Demande de réintégration d'un ouvrier.</i>	Échec.	Grévistes remplacés.
46	<i>Demands : renvoi du sous-directeur; réintégration d'un employé. — Contestation relative au salaire.</i>	Transaction.	
47	<i>Demands : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.</i>	Échec.	
48	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>		
49	<i>Demands : augmentation de salaire; déplacement d'un directeur.</i>		
50	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
51	<i>Demands : réintégration de 3 ouvriers syndiqués; augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
52	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
53	<i>Demands : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.</i>		
54	<i>Demande de diminution du temps de travail.</i>		
55	<i>Demande d'application du nouveau tarif.</i>		
56	<i>Demande de réintégration d'un ouvrier.</i>	Transaction.	
57	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Échec.	
58	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Réussite.	
59	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Échec.	
60	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
61	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Transaction.	
62	<i>Demands : augmentation de salaire; réglementation du travail.</i>		
63	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>		
64	<i>Demande d'augmentation de salaire.</i>	Réussite.	
65	<i>Demande de renvoi d'un contremaître.</i>	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
20 mars..	23 mars..	Jeumont	Nord.....	Mécaniciens-constructeurs...	1	55	66
20 mars..	28 mars..	Châteaurenault...	Indre-et-Loire...	Mégissiers.....	1	15	67
20 mars..	9 avril..	Saint-Quen.in...	Aisne.....	Typographes.....	1	14	68
20 mars..	.....	Tours	Indre-et-Loire...	Céramistes	1	9	69
20 mars..	.....	Paris	Seine.....	Ouvriers d'une fabrique de câbles électriques.	1	60	70
21 mars..	2 avril..	Notre - Dame - de- Briançon.	Savoie.....	Ouvriers d'une usine de car- bure de calcium.	1	55	71
21 mars..	.....	Romans	Drôme.....	Tanneurs	1	8	72
21 mars..	.....	Mazamet.....	Tarn.....	Cordonniers	10	12	73
22 mars..	.....	Rive-de-Gier....	Loire.....	Verriers	1	365	74
23 mars..	2 avril..	La Pallice-Rochelle	Charente-Inférieu ^{re}	Dockers	"	150	75
23 mars..	.....	Persan	Seine-et-Oise ..	Tisseurs	1	25	76
24 mars..	27 mars..	Marseille	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers d'huilerie.....	1	120	77
25 mars..	4 avril..	Cannes	Alpes-Maritimes.	Employés de tramways.....	1	100	78
25 mars..	.....	Toulon	Var.....	Garçons de cafés.....	"	150	79
26 mars..	28 mars..	Mazamet.....	Tarn.....	Charretiers.....	"	200	80
26 mars..	2 avril..	Armentières	Nord.....	Tisseurs	1	96	81
26 mars..	.....	Aubagne	Bouches-du-Rhône.	Charretiers.....	"	25	82
26 mars..	.....	Lyon	Rhône.....	Chapeliens.....	1	11	83
26 mars..	.....	Vénissieux	Rhône.....	Ouvriers d'une fabrique de toile cirée.	1	210	84
26 mars..	.....	Paris	Seine.....	Selliers.....	1	26	85
27 mars..	30 mars..	Dunkerque	Nord.....	Dockers	1	80	86
27 mars..	30 mars..	Saint-Léonard....	Haute-Vienne....	Ouvriers en papiers.....	1	57	87
28 mars..	30 mars..	Reims	Marne.....	Tisseurs	1	144	88
28 mars..	.....	Douai	Nord.....	Métallurgistes.....	1	65	89
29 mars..	30 mars..	Saint-Firmin.....	Oise.....	Terrassiers	1	135	90
29 mars..	3 avril..	Tourcoing	Nord.....	Peigneurs	1	300	91
30 mars..	.....	Saint Claude.....	Jura.....	Pipiers	1	160	92
30 mars..	.....	Boulogne.....	Pas-de-Calais....	Dockers	1	450	93
31 mars..	3 avril..	Tiercelet.....	Meurthe-et-Moselle	Terrassiers.....	1	180	94
31 mars..	5 avril..	Reims	Marne.....	Typographes.....	"	114	95
31 mars..	.....	Douai	Nord.....	Terrassiers	1	400	96

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

10 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en mars, à la direction du travail :

1° **Grève des résiniers de Linxe (Landes).** — Les résiniers de Linxe avaient réclamé l'unification des tarifs des divers propriétaires et l'augmentation de la part attribuée à l'ouvrier dans le prix de vente de la « gemme ». Ce prix était, jusqu'à concurrence de 60 francs la barrique, partagé par moitié entre l'ouvrier et l'exploitant. Au-dessus de 60 francs, le surplus appartenait au propriétaire. En outre le transport était à la charge du résinier. Les ouvriers demandaient 25 p. 100 de la portion

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
66	Demande de suppression de la retenue pour usure d'outils	Transaction.	
67	Contestation relative au salaire	Transaction.	
68	Demande d'augmentation de salaire pour la conduite de la machine à composer	Échec.	12 grévistes remplacés.
69	Demandes : réintégration d'un ouvrier; journée de 8 heures .....	.....	
70	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
71	Demande de réintégration de 2 ouvriers	Transaction.	
72	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier .....	.....	
73	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
74	Contre le licenciement du personnel d'un four éteint .....	.....	
75	Demande de diminution du temps de travail	Transaction.	
76	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
77	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
78	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
79	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail; repos hebdomadaire .....	.....	
80	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
81	Demande de réintégration de 3 ouvriers	Échec.	
82	Demandes : augmentation de salaire; repos hebdomadaire .....	.....	
83	Demande de renvoi d'un contremaître et de 3 ouvriers .....	.....	
84	Demandes : augmentation de salaire; reconnaissance du syndicat .....	.....	
85	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
86	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
87	Demandes : augmentation de salaire; prolongation du repos de 4 heures	Transaction.	
88	Demande de suppression d'une amende	Transaction.	
89	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
90	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
91	Demande de renvoi du directeur	Échec.	
92	Demande d'adhésion de 2 ouvriers au syndicat .....	.....	
93	Demande de réintégration d'un ouvrier .....	.....	
94	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
95	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire	Transaction.	
96	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	

du prix supérieur à 60 francs et le transport aux frais du propriétaire. Sur demande adressée au juge de paix par le syndicat ouvrier le 25 février, un comité de conciliation s'est réuni le 2 mars et a arrêté comme suit les conditions du travail :

1° Pour les amasses dont le prix n'atteindra que le chiffre de 60 francs la barrique, il sera perçu 30 francs par le propriétaire et 30 francs par le résinier. Au dessus de ce prix, la répartition sera faite ainsi : un quart pour le résinier et les trois autres quarts pour le propriétaire. Il sera prélevé, sur le prix de la vente, la somme de 2 francs pour le transport des résines à l'usine. Au-dessus de cette somme de 2 francs, dont moitié pour chacune des parties, le surplus du transport sera supporté totalement par le propriétaire;

2° Pour les pins ruinés à 2 carres au moins par pièce, entièrement gemmée ainsi et dont les arbres auront un minimum de 90 centimètres de circonférence, il sera fait par le propriétaire, sur le prix total de la vente, une retenue à son profit de 5 p. 100;

3° Il demeure entendu que les prix ci-dessus s'appliquent à la barrique marchande de la contenance de 340 litres. Propriétaires et résiniers auront le soin de s'assurer que les barri-

ques livrées à l'exploitation ne contiendront pas une contenance au-dessus de celle de 340 litres. 5 litres en plus ne pourront faire l'objet d'une contestation;

4° Les propriétaires prennent l'engagement de reprendre à leur service les ouvriers résiniers qui, jusqu'à ce jour, auraient pu être renvoyés pour cause de grève ou de membres syndiqués;

5° Un cours moyen sera établi à chaque amasse par les négociants en résineux de la commune de Linxe et c'est sur la base de ces prix que la répartition sera opérée entre propriétaires et résiniers;

6° MM. les propriétaires prennent l'engagement de ne pas augmenter les prix de fermages, locations et redevances, moyens pris de ce que leurs colons ou fermiers sont syndiqués ou se sont mis en grève;

7° Les présentes conventions auront une durée de 3 ans, c'est-à-dire pour les années 1906, 1907, 1908.

Tous les résiniers ont repris leurs opérations le 3 mars.

2° Grève des charpentiers de Mont-de-Marsan. — Les 35 charpentiers de Mont-de-Marsan s'étaient mis en grève le 12 mars. Payés, pendant l'été, pour 11 heures de travail, 2 fr. 50, 2 fr. 75 et 3 francs suivant les catégories, et l'hiver 25 centimes et 30 centimes l'heure, ils réclamaient le paiement à l'heure en toute saison, à raison de 30 centimes pour les aides et 35 centimes pour les ouvriers. Les patrons offraient 27 centimes 1/2 pour les aides, 30 centimes pour les ouvriers, 35 centimes pour les chefs de chantier, conditions devant entrer en vigueur après un mois de travail aux anciens tarifs.

Le juge de paix est intervenu d'office le 15 mars. Un comité de conciliation s'est réuni le 17. Les parties ont décidé de recourir à l'arbitrage. Les arbitres désignés ont rendu, le 21 mars, une sentence donnant pleine satisfaction aux demandes des ouvriers.

La reprise du travail s'est effectuée le 24 mars.

3° Dans une grève d'ouvriers en pignons d'horlogerie à Scionzier (Haute-Savoie), à la suite de l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni les 16, 17 et 20 mars. L'entente s'est établie. Les ouvriers, qui demandaient 25 à 50 centimes de plus par 100 douzaines de pignons, suivant les articles, ont obtenu une augmentation uniforme de 25 centimes.

4° Dans une grève de tisseurs, aux Échelles (Savoie), le juge de paix est intervenu le 28 février. Un comité s'est réuni le 2 mars. Les parties n'ont pu être conciliées et ont refusé de recourir à l'arbitrage. Le 10 mars, les ouvriers ont décidé d'accepter les propositions transactionnelles faites par les patrons en comité de conciliation.

5° Le juge de paix est intervenu d'office, le 26 mars, dans la grève des tisseurs de Voiron (Isère). Des réunions du comité de conciliation ont eu lieu les 30 et 31 mars. Les parties n'ont pu se mettre d'accord pour l'adoption d'un tarif général des façons.

6° Dans une grève d'ouvriers mécaniciens-constructeurs au Mans, un comité de conciliation s'est réuni, sur l'initiative du juge de paix, le 17 mars. L'entente n'a pu s'établir.

7° Dans une grève de plâtriers-peintres à Romans et Bourg-de-Péage (Drôme), les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix. Les patrons n'ont pas répondu à la convocation lancée par le magistrat.

8° Dans une **grève d'ouvriers en toile cirée, à Vénissieux (Rhône)**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 28 mars. Par lettre en date du 30, les patrons ont fait connaître qu'ils refusaient de se prêter à la tentative de conciliation.

9° Dans la **grève des jardiniers, maraîchers et fleuristes de Seine et Seine-et-Oise**, une tentative de conciliation a été faite par le juge de paix d'Ivry, le 20 mars. Les patrons ont refusé de soumettre le différend à un comité de conciliation.

10° L'offre de recourir à la conciliation, faite par le juge de paix le 21 mars, à l'occasion d'une **grève d'ébénistes à Valence**, a été également repoussée par les patrons, pour cette raison que « la grève est due à des raisons d'organisation et de préparation de travail qui ne permettent aucune transaction ».

L'APPLICATION DES LOIS OUVRIÈRES À L'ALGÉRIE (1).

Les lois promulguées en France postérieurement à l'ordonnance du 22 juillet 1834 qui a prononcé l'annexion de l'Algérie ne sont applicables en Algérie que si une disposition spéciale y a été insérée à cet effet ou si une loi ou un décret ultérieur a déclaré expressément ces lois applicables à l'Algérie. Il en est de même des règlements d'administration publique et des décrets rendus dans la métropole depuis cette même date. La loi ou le décret qui étend à l'Algérie l'application d'un texte législatif ou réglementaire en vigueur dans la métropole peut, d'ailleurs, restreindre cette application à telles ou telles dispositions ou même modifier dans une certaine mesure ces dispositions en vue de les mettre en harmonie avec les conditions particulières de la colonie.

La nécessité de tenir compte de ces conditions particulières a longtemps retardé l'extension à l'Algérie de la plupart des lois ouvrières en vigueur dans la métropole. On ne saurait, en effet, sans danger, appliquer les lois métropolitaines à l'industrie et à la population ouvrière de la colonie.

L'industrie algérienne, réduite presque uniquement aux entreprises de transport, aux exploitations minières, aux arts du bâtiment et de la construction, aux transformations du premier degré de certains produits agricoles, est, pour ainsi dire, encore en enfance. Elle est, en tout cas, très loin de posséder la stabilité et la puissance de l'industrie métropolitaine.

D'autre part, la répartition même de la population ouvrière de la colonie commande des précautions spéciales. Elle est formée tout d'abord d'une main-d'œuvre autochtone qui manque, à un haut degré, d'homogénéité et de fixité. Un très petit nombre d'indigènes constituent en effet des ouvriers réguliers. Ce sont les manouvriers et portefaix des ports, et par ailleurs, quelques israélites et quelques musulmans employés à demeure dans les industries urbaines. La très grande majorité ne trouve, dans la location de leurs bras, qu'une occupation temporaire et un supplément de moyens pour une existence qui n'a, en elle-même, rien de commun avec la vie industrielle. Le type de ces ouvriers, c'est le Marocain qui travaille quelques

(1) D'après les documents officiels et des notes obligeamment communiquées par M. de Peyerimhoff, directeur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie du Gouvernement général de l'Algérie.

mois par an dans les mines, ou le Kabyle qui s'emploie pendant la période d'été dans la Mitidja. A côté d'eux, un grand nombre d'indigènes offrent, sur place, dans les industries (moulins, crin végétal, etc.) leur main-d'œuvre irrégulière et discontinue, sans cesser pour cela de mener leur vie normale de cultivateurs ou de pasteurs.

C'est ensuite une population nombreuse de naturalisés ou d'étrangers, présentant des origines, des types et des conditions très diverses et spécialisés le plus souvent dans une aire géographique et dans des modes d'occupation déterminés. Les uns sont fixés à demeure : Espagnols et Mahonnais adonnés aux exploitations agricoles dans les départements d'Alger et d'Oran; Maltais, dans les industries urbaines et dans les transports; Italiens du Sud, dans le bâtiment et dans les mines de l'est. Les autres immigrants temporaires, défricheurs ou moissonneurs andalous ou valenciens dans l'ouest, terrassiers piémontais et sardes du côté de Constantine, travaillent loin des leurs à la saison ou à la tâche.

Étrangers ou indigènes, ces ouvriers ont ceci de commun qu'ils excluent complètement leur concurrent français des emplois non qualifiés. Au taux de salaires dont se contente un manœuvre kabyle ou sicilien, un Français ne peut pas vivre. L'ouvrier français conserve les emplois de surveillance, les industries d'art, les travaux spéciaux. Dans les corps de métier proprement dits, sa situation reste difficile, et il suffirait parfois de bien peu pour qu'elle devint intenable, en face de rivaux, d'un niveau de vie et d'un développement social certainement inférieurs, mais plus sobres, plus vite acclimatés et à qui leurs moindres exigences permettent d'accepter de moindres salaires.

Jusqu'en 1902, les lois ouvrières métropolitaines applicables à l'Algérie étaient en très petit nombre. En dehors des textes antérieurs à l'ordonnance de 1834, tels que les dispositions du Code civil relatives au contrat de louage de services, l'article 15 de la loi du 22 germinal an xi, relatif à la durée de ce contrat, seuls les lois et décrets suivants étaient applicables en Algérie :

1° La loi sur le contrat d'apprentissage, du 22 février-4 mars 1851, rendue applicable à l'Algérie par décret du 17 mars 1851;

2° La législation sur la prud'homie, rendue applicable à l'Algérie avec quelques modifications par le décret du 23 février 1881;

3° La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, applicable à l'Algérie en vertu de son article 10, § 1^{er};

4° Le décret du 4 juin 1888 relatif à la participation des sociétés d'ouvriers français aux marchés de travaux et de fournitures passés par l'État, rendu applicable à l'Algérie par le décret du 18 janvier 1889; — la loi du 29 juillet 1893, qui a étendu les dispositions du décret du 4 juin 1888 aux marchés de travaux et de fournitures passés par les communes, est appliquée de fait en Algérie;

5° La loi du 27 décembre 1902 sur la conciliation et l'arbitrage en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 7 septembre 1893;

6° La loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrest sur les salaires et petits traitements des employés et des ouvriers, applicable à l'Algérie en vertu de l'article 18.

Toutes les autres lois et notamment toutes les lois réglementant le travail étaient inapplicables à l'Algérie.

La question de l'application à l'Algérie des lois réglementant le travail fut posée pour la première fois en 1895: par une lettre en date du 1^{er} mars 1893, M. de Saint-Germain, alors député d'Oran, demanda au ministre du Commerce de rechercher s'il n'y aurait pas lieu de faire appliquer à l'Algérie la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes. Le gouverneur général de l'Algérie,

consulté, se prononça, conformément à l'avis du Conseil de gouvernement, contre cette application pour des raisons tirées de la diversité ethnique de la population de la colonie, de son climat et de son état industriel. Le Comité consultatif des arts et manufactures émit à son tour l'avis, le 1^{er} mai 1895, que la loi du 2 novembre 1892 ne pourrait être appliquée qu'à la condition d'être complètement remaniée. Tel fut également l'avis de la Commission supérieure du travail. A la suite de ces consultations, la question fut écartée.

Elle fut posée à nouveau par la bourse du travail d'Alger qui demanda, en juillet 1899, l'application à la colonie de la loi du 2 novembre 1892 et de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Le 25 novembre 1899, la bourse du travail de Constantine demandait en outre l'extension à la colonie des décrets du 10 août sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics, des arrêtés réglementant le travail des employés de chemins de fer et de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents du travail. Enfin, le 24 février 1900, la Bourse du travail émettait un nouveau vœu tendant à la représentation des travailleurs syndiqués de l'Algérie au Conseil supérieur du travail.

Il parut que le moment était venu de reprendre la question. Dès le 3 août 1899, le gouverneur général avait institué une commission spéciale chargée d'étudier s'il y avait lieu d'appliquer à l'Algérie les dispositions législatives et réglementaires de la métropole sur le travail dans l'industrie. Cette étude devait être suivie de la consultation des conseils généraux et des chambres de commerce de la colonie, et de l'avis du Conseil de gouvernement. Ces différentes consultations retardèrent l'élaboration par le gouvernement général, des projets qui aboutirent aux quatre décrets du 21 mars 1902, dont le premier avait trait à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et les trois autres, aux conditions du travail dans les marchés de travaux publics.

A partir de cette date, les dispositions législatives ou réglementaires qui ont étendu à l'Algérie le bénéfice de tout ou partie des lois ouvrières métropolitaines se sont multipliées. En voici la liste :

1° Décret du 21 mars 1902 appliquant à l'Algérie, avec certaines modifications, la plupart des dispositions de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes, et de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs ⁽¹⁾;

2° Trois décrets du 21 mars 1902 appliquant partiellement à l'Algérie les décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics passés au nom de l'État, des départements, des communes et des établissements publics ⁽¹⁾;

3° Décret du 28 mars 1903 étendant à l'Algérie la loi du 18 juillet 1901 relative à la rupture de contrat de travail en cas d'appel pour une période d'instruction militaire ;

4° Décret du 11 décembre 1903 portant application à l'Algérie des lois des 7 décembre 1874 et 19 avril 1898 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes ;

5° Loi du 14 mars 1904 sur le placement, déclarée applicable à l'Algérie par son article 13 ;

6° Décret du 22 mai 1904 portant application à l'Algérie de l'article 2 du décret du 2 mars 1848 sur le marchandage ;

7° Décret du 5 août 1904 étendant à l'Algérie l'application de la loi du 29 décembre 1900 sur les sièges des dames employées dans les établissements commerciaux ;

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, p. 262 et suiv.

8° Décrets du 11 août 1904 modifiant l'article 1^{er} des trois décrets précités du 21 mars 1902 qui avaient appliqué partiellement à l'Algérie les décrets du 10 août 1899;

9° Décret du 1^{er} mars 1905 appliquant partiellement à l'Algérie la loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs et complétant à cet effet le décret primitif du 21 mars 1902 ⁽¹⁾.

En outre, un arrêté du gouverneur général de l'Algérie, du 16 juin 1903, a rendu applicable, sous certaines réserves, l'arrêté ministériel du 10 octobre 1901 réglementant la durée de travail effectif du personnel des chemins de fer d'intérêt général ⁽²⁾. Enfin, une circulaire du ministre de la Guerre, du 12 mai 1902, a étendu au personnel indigène le bénéfice du décret du 26 février 1897 sur le personnel civil d'exploitation dans les établissements militaires, sauf en ce qui concerne les versements de l'État à la Caisse nationale des retraites.

Tel est actuellement l'état de la législation ouvrière en Algérie.

* *

Pour étudier les progrès dont cette législation pourrait être susceptible, le gouverneur général, par arrêté du 17 octobre 1903, a institué auprès de lui une Commission consultative du travail, dont la composition est analogue à celle du Conseil supérieur du travail. Elle comprend des membres des délégations financières, des chambres de commerce, des bourses du travail, des conseils de prudhommes, et des fonctionnaires du gouvernement général.

Cette commission a déjà tenu deux sessions en avril 1904 et en avril 1905. Dans la première, la commission a émis un avis favorable à l'application de la loi du 29 décembre 1900, à la modification du décret du 21 mars 1902 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs en Algérie et des décrets en date du même jour qui ont étendu à l'Algérie certaines dispositions du 10 août 1899. Tous ces vœux ont reçu satisfaction par les décrets précités des 5 et 11 août 1904 et du 1^{er} mars 1905. La commission a également dans la même session adopté le principe de la création d'un office du travail et d'inspecteurs du travail.

Dans la session d'avril 1905, la commission a émis un vœu en faveur de l'extension à l'Algérie des dispositions restrictives à l'emploi de la céruse et des composés du plomb, qui ont fait l'objet du projet de loi actuellement soumis au Parlement métropolitain, et a adopté le texte d'un projet d'arrêté étendant à l'Algérie les dispositions des décrets du 18 juillet 1902 et du 15 juillet 1904 sur l'emploi de la céruse dans les industries du bâtiment. En ce qui concerne le repos hebdomadaire, la commission a émis le vœu « que le législateur se borne à étendre à la colonie le principe du repos hebdomadaire et s'en remette à l'exécutif pour la fixation par décret des conditions et modalités d'application qui correspondent aux exigences spéciales de la vie économique et sociale du pays ».

* *

Actuellement, les lois en vigueur qui n'ont pas été encore rendues applicables, même en partie, à l'Algérie, sont les suivantes :

⁽¹⁾ Voir p. 370.

⁽²⁾ Précédemment, un arrêté du ministre des Travaux publics, en date du 24 février 1896, avait appliqué à l'Algérie les principales dispositions du décret du 30 mai 1895 sur l'organisation du service du contrôle des chemins de fer d'intérêt général, notamment celles qui ont pour but d'assurer la sécurité et la bonne hygiène des travailleurs, en laissant de côté celles relatives aux questions de personnel.

Décret-loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail des hommes adultes dans les usines et manufactures ;

Loi du 7 mars 1850, modifiée par la loi du 21 juillet 1856, sur les livrets de compte pour le tissage et le bobinage, ainsi que pour la coupe du velours de coton ;

Décret du 25 mars 1852 sur les bureaux de placement, en ce qui concerne les dispositions qui n'ont pas été abrogées par la loi du 14 mars 1904 ;

Loi du 2 juillet 1890 ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers et qui contient en outre des dispositions sur la forme des contrats de travail et des certificats que les employés peuvent exiger des employeurs dont ils quittent le service ;

Loi du 8 juillet 1890, modifiée par celles du 25 mars 1901 et du 9 mai 1905, sur les délégués à la sécurité des travailleurs ;

Loi du 27 décembre 1890 sur le contrat de louage et sur les rapports des agents des chemins de fer avec les compagnies ;

Loi du 25 juillet 1891, dont le § 3 de l'article unique accorde un privilège aux sommes dues aux ouvriers pour salaires sur les sommes dues aux entrepreneurs de travaux ;

Loi du 9 avril 1898, modifiée par celles du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905, concernant les responsabilités à raison des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

En ce qui concerne cette dernière loi, son article 34 porte qu'« un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies ».

L'application de la loi de 1898 à l'Algérie a été réclamée dès la fin de 1899 par les bourses de travail de l'Algérie. Le conseil général d'Alger, dans sa séance du 13 octobre 1899, émit l'avis que des modifications profondes devaient être apportées à la loi de 1898 avant d'être rendue applicable à la colonie, et dans une séance ultérieure du 20 avril 1901, il se prononça contre l'application de la loi. Les chambres de commerce é mirent un avis analogue. Par contre, les groupements ouvriers ne cessèrent de réclamer unanimement l'application de la loi.

Le Conseil de gouvernement elabora en juillet 1903 un projet de décret qui, outre un certain nombre de modifications de détail, prévoyait une réglementation spéciale en ce qui concerne les indemnités dues dans le cas d'un accident survenu à un ouvrier étranger, et remettait à un décret ultérieur le soin de déterminer les conditions d'application de la loi à l'ouvrier indigène.

Le projet de décret fut transmis par le ministre du Commerce au Conseil d'État, mais la haute assemblée estima que certaines des dispositions du projet dépassaient, en s'écartant un peu du texte de loi, la délégation donnée par le législateur au Gouvernement.

En conséquence, après avoir pris l'avis d'une commission chargée spécialement des questions relatives à la main-d'œuvre indigène, le gouverneur général a élaboré le texte d'un projet de loi qu'il a transmis au ministre du Commerce et dont il y a lieu d'espérer qu'il sera prochainement soumis au Parlement.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DÉCLARÉS EN 1905

DANS LES PROFESSIONS SOUMISES À LA LOI DU 9 AVRIL 1898,

SAUF LES MINES ET LES CHEMINS DE FER⁽¹⁾.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	MORTS.	INCAPACITÉ		SUITES INCON- NUES.	TOTAUX.
		PERMA- NENTE.	TEMPORAIRE de plus de quatre jours.		
Pêche.....	1	"	117	"	118
Forêts, agriculture.....	83	161	2,525	111	2,880
Industries extractives (A).....	3	5	291	4	303
Industries de l'alimentation.....	66	222	14,819	169	15,276
Industries chimiques.....	57	126	12,670	186	13,039
Caoutchouc, papier, carton.....	17	107	4,302	65	4,491
Industries du livre.....	6	67	2,365	17	2,455
Industries textiles proprement dites.....	28	493	15,802	214	16,537
Travail des étoffes, vêtements.....	6	37	2,129	25	2,197
Travail des pailles, plumes, crins.....	"	3	172	2	177
Cuirs et peaux.....	6	91	3,548	52	3,697
Industries du bois.....	88	708	16,897	269	17,962
Métallurgie.....	85	154	21,725	37	22,001
Travail des métaux ordinaires.....	102	910	53,265	519	54,796
Travail des métaux fins.....	"	10	354	3	367
Taille des pierres précieuses.....	"	"	30	"	30
Taille et polissage des pierres.....	6	18	1,030	30	1,084
Terrassement, construction en pierre.....	342	585	33,284	539	33,750
Travail des pierres et terres au feu.....	36	142	9,655	106	9,939
Manutention et transports.....	403	506	37,094	489	38,492
Commerce, banque.....	106	188	16,651	273	17,218
Professions libérales.....	1	2	132	3	138
Soins personnels, service domestique.....	5	1	141	4	151
Service de l'État, des départements et des communes.	23	53	2,651	57	2,784
TOTAUX.....	1,470	4,589	250,649	3,174	259,882

(A) Les déclarations d'accidents survenus dans les mines et carrières et leurs dépendances légales sont transmises aux ingénieurs des mines. (Voir pour la statistique des accidents dans les mines et carrières en 1904, *Bulletin*, mars 1906, p. 247.)

⁽¹⁾ D'après les avis de déclaration transmis au service de l'Inspection du travail en vertu de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 22 mars 1902. Le nombre des déclarations correspond au nombre des victimes. — Voir pour l'année 1904, *Bulletin*, juin 1905, p. 518.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

PAR BRANCHES D'INDUSTRIE,

D'APRÈS LES ORDONNANCES ET JUGEMENTS RENDUS EN 1905

EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898⁽¹⁾.

BRANCHES D'INDUSTRIE.	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS de MORT.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE pour LE CAS DE MORT,		
	Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
I. — AGRICULTURE ET FORÊTS.....	5	275	"	7	287	58	4	225	37	59	20
II. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.											
a) Mines, minières et salines.....	61	1,564	1	16	1,642	274	17	1,351	197	465	93
b) Carrières.....	7	702	"	7	716	89	12	615	69	110	17
III. — INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.											
a) Meuneries et mino- teries.....	"	196	"	"	196	33	3	160	23	34	13
b) Sucreries et raffine- ries.....	2	152	1	1	156	15	3	138	12	12	5
c) Distilleries.....	2	130	"	6	138	20	1	117	10	8	11
d) Brasseries et malte- ries.....	"	160	"	3	163	9	"	154	8	19	"
e) Autres industries de l'alimentation...	14	358	1	28	401	25	"	376	15	43	8
IV. — INDUSTRIES CHIMIQUES.											
a) Industries chimi- ques en général.	1	348	6	40	395	39	3	353	30	45	8
b) Usines à gaz.....	"	116	"	"	116	6	1	109	5	4	"
c) Teintures, blanchi- ment, apprêt, nettoyage.....	13	146	6	23	188	15	2	171	11	15	4
V. — PAPIER, CAOUTCHOUC, ETC.											
a) Caoutchouc et suc- cédanés.....	1	44	"	9	54	"	"	54	"	"	"
b) Papier et carton...	16	215	3	20	254	20	2	232	17	30	2
c) Industries du livre et industries po- lygraphiques...	26	148	2	21	197	9	"	188	7	5	2
VI. — TEXTILES.											
a) Industries textiles proprement dites.	67	548	47	249	911	25	8	878	20	33	3
b) Travail des étoffes et vêtements....	15	195	16	83	309	8	"	301	8	19	"
VII. — CUIRS ET PEAUX.											
a) Préparation des cuirs et peaux...	1	121	"	1	123	17	1	105	14	21	2
b) Fabrication d'ob- jets en cuir et peau.....	9	111	1	29	150	3	"	147	3	5	"

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 mars 1906. — Pour l'année 1904, voir *Bulletin*, décembre 1905, p. 1088.

BRANCHES	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS de MORT.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE pour LE CAS DE MORT,		
	Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	par- tielle.	des con- joint.	des en- fants.	des as- ten- dants.
	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
D'INDUSTRIE.											
VIII. — INDUSTRIE DU BOIS.											
a) Travaux de bâti- ment, charpente en bois, menui- serie.....	6	836	"	"	842	70	6	766	58	96	15
b) Autres gros ouvra- ges en bois.....	12	884	"	4	900	75	10	815	60	85	11
c) Ébénisterie et ta- bletterie.....	11	235	1	15	262	15	"	247	12	11	1
IX. — MÉTAUX.											
a) Métallurgie du fer, de l'acier, fer- ronnerie.....	68	1,818	2	25	1,913	121	13	1,779	88	107	43
b) Charpente en fer et serrurerie....	29	336	"	1	366	28	5	333	21	28	6
c) Chaudronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et con- structions méca- niques.....	72	1,542	"	10	1,624	69	7	1,548	44	73	25
d) Métallurgie, fon- derie et travail des métaux ordi- naires autres que le fer et l'acier..	10	177	"	9	196	15	"	181	12	12	3
e) Mécanique fine....	2	77	"	30	109	7	"	102	6	7	"
f) Métaux précieux..	"	25	3	11	39	1	"	38	"	"	2
X. — TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENT.											
a) Distri- { 1 ^o Electri- butions { cité	3	275	"	"	278	22	5	251	15	19	3
urbaines. { 2 ^o Autres distribu- { distribu- tions ...	"	15	"	"	15	"	"	15	"	"	"
b) Autres entreprises de travaux pu- bliques et de bâti- ment.....	24	2,745	"	1	2,770	321	31	2,418	250	374	55
XI. — TRAVAIL DES PIERRES ET DES TERRES AU FEU.											
a) Chaufournerie et briqueterie.....	9	410	"	9	428	53	2	373	35	46	8
b) Céramique.....	10	101	5	11	127	17	"	110	14	14	3
c) Verrerie.....	16	146	"	8	170	11	"	159	8	11	3
XII. — MANUTENTION ET TRANSPORTS.											
a) Entreprises de char- gement et déchar- gement. Entre- pôts et magasins.	7	417	"	17	441	41	"	400	23	29	10
b) Transports par terre	"	1,411	"	"	1,411	264	8	1,139	209	262	40
c) Transports par voie fermée.....	1	965	"	9	975	293	19	663	257	327	37
d) Transports par eau.	4	478	"	"	482	47	8	427	35	48	10
XIII. — INDUSTRIES INSUFFISAMMENT DÉ- SIGNÉES.....	1	57	"	"	58	3	"	55	2	2	"
TOTAUX.	525	18,479	95	703	19,802	2,138	171	17,493	1,635	2,478	463

L'INDUSTRIE MINÉRALE EN FRANCE

PENDANT L'ANNÉE 1904.

D'après la *Statistique de l'industrie minière et des appareils à vapeur*, publiée par le Ministère des travaux publics.
(Cf. statistique pour 1903, *Bulletin* de 1905, p. 226 et suivantes.)

I. — CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE HOULIÈRE.

ANNÉES.	CONSUMATION DE LA FRANCE.	PRODUCTION.	NOMBRE				NOMBRE DE MINES EN GAIN.	BÉNÉFICES DES MINES (Revenu net imposé.)	NOMBRE DE MINES EN Perte.	DÉFICIT DES MINES EN Perte. (Admis par les comités d'évaluation.)		BÉNÉFICE RESTANT.	VALBUR MOYENNE DE LA TONNE SUR LE CORREAU DE LA mine.	SALAIRE TOTAL DISTRIBUÉ PAR TONNE EXTRAITE.	BÉNÉFICE ($\frac{C-D}{A}$) PAR TONNE EXTRAITE.	PRODUCTION ANNUELLE ($\frac{A}{B}$) PAR OUVRIER.	SALAIRE MOYEN ANNUEL PAR OUVRIER.	BÉNÉFICE ANNUEL ($\frac{C-D}{B}$) PAR OUVRIER EMPLOYÉ.
	millions de tonnes.	millions de tonnes.	MOYEN d'ouvriers employés.	DE CONCESSIONS existant au total.	DE CONCESSIONS exploitées dans la période.		millions de francs.	millions de francs.		millions de francs.	(C-D)	millions de francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	francs.	francs.
1881-1890.....	31.8	21.5	108	636	301	179	41.4	4.9	122	36.5	11 50	36.5	11 50	5 45	1 70	199	1 090	338
1891.....	36.6	26.1	132	635	296	176	65.0	5.0	120	60.0	13 25	60.0	13 25	6 10	2 30	197	1 203	455
1892.....	36.5	26.2	133	636	298	158	46.6	7.3	136	39.3	12 40	39.3	12 40	6 20	1 50	197	1 221	295
1893.....	36.4	25.7	133	636	298	151	34.0	8.9	150	25.0	11 50	25.0	11 50	5 95	1 00	193	1 146	190
1894.....	38.0	27.4	135	634	312	133	36.0	9.8	177	26.1	11 20	26.1	11 20	5 80	0 95	204	1 181	194
1895.....	38.6	28.0	137	636	301	146	36.4	6.9	152	29.5	11 01	29.5	11 01	5 69	1 05	201	1 161	215
1896.....	39.9	29.2	140	634	294	146	34.5	8.2	144	26.3	10 81	26.3	10 81	5 66	0 90	208	1 178	188
1897.....	41.8	30.8	143	634	287	135	35.2	8.9	147	26.3	10 81	26.3	10 81	5 56	0 85	215	1 194	181
1898.....	43.3	32.4	149	634	281	144	42.9	7.4	138	35.5	11 22	35.5	11 22	5 63	1 10	217	1 228	238
1899.....	45.2	32.9	154	637	292	161	61.5	6.6	134	51.9	12 41	51.9	12 41	5 90	1 70	214	1 261	350
1900.....	48.8	33.4	162	640	301	174	105.3	8.1	141	97.2	14 95	97.2	14 95	5 59	2 59	206	1 333	600
1901.....	46.7	32.3	164	642	350	176	88.6	11.6	181	77.0	15 69	77.0	15 69	7 08	2 41	197	1 396	479
1902.....	44.8	29.9	165	642	381	157	58.0	11.6	245	46.4	14 55	46.4	14 55	6 89	1 43	182	1 241	284
1903.....	48.2	34.9	167	644	376	226	85.3	18.0	338	67.2	14 01	67.2	14 01	6 05	1 93	208	1 347	403
1904.....	47.0	34.1	171	650	339	216	62.1	25.0	319	37.1	13 30	37.1	13 30	6 56	4 08	199	1 309	216

II. — COMPARAISON DE LA PRODUCTION HOULIÈRE ET MÉTALLURGIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.

ANNÉES.	PAYS.	HOUILLE et LIGNITE.	FONTE.	FER.	ACIER.	OR.	ARGENT.	CUIVRE.	PLOMB.	ZINC.	ÉTAIN.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	kilogr.	kilogr.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1904	France.....	34,168,000	2,974,000	660,000	1,410,000	"	8,960	6,900	18,860	41,600	"
1904	Algérie.....	110	"	"	"	"	334	"	"	"	"
1904	Colonies françaises et protector.	(1) 302,000	"	"	"	4,394	"	"	"	"	"
1904	Grande-Bretagne et Irlande.....	236,147,000	8,833,000 (4)	966,000	(4) 5,034,000	541	"	50,300	27,200	30,600	13,800
1904	Allemagne.....	179,449,000	8,860,000	818,000	(5) 8,360,000	97	180,736	30,300	138,000	103,000	4,200
1904	Luxembourg.....	"	1,198,000	"	"	"	"	"	"	"	"
1904	Belgique.....	22,761,000	1,288,000	355,000	630,000	"	"	"	23,500	137,000	"
1904	Autriche.....	33,850,000	988,000	"	"	86	39,065	890	12,600	9,200	38
1903	Hongrie et Croatie-Slavonie.....	6,398,000	416,000	"	"	3,173	19,458	45	2,000	"	"
1903	Italie.....	317,000	75,000	177,080	154,000	66	23,978	11,200	22,100	126	15
1902	Russie.....	16,406,000	2,398,000	311,000	218,000	36,621	5,147	8,300	225	8,300	858
1901	Suède.....	320,000	528,000	165,000	269,000	61	739	137	988	"	"
1903	Norvège.....	"	500	avec l'acier.	"	10	6,920	1,400	"	"	"
1904	Espagne.....	3,005,000	284,000	43,000	187,000	"	117,418	37,000	186,000	8,800	"
1904	Portugal.....	8,000	"	"	"	"	"	"	15,700	"	"
1902	Grèce.....	8,500	"	"	"	"	26,795	"	254,000	144,400	"
1903	État-Unis.....	321,133,000	18,207,000	"	14,726,000	110,731	1,689,270	317,000	17,060	217	"
1904	Canada.....	6,811,000	275,000	"	"	24,675	115,051	19,300	"	"	"
1904	Turquie.....	"	"	"	"	61	23,406	"	"	"	"
1903	Australie.....	7,100,000	"	"	"	111,661	319,526	24,100	141,000	"	3,180
1904	Serbie.....	"	"	"	"	81	"	"	"	"	"
1903	Nouvelle-Zélande.....	1,443,000	"	"	"	94,439	"	"	"	"	"
1903	Le Cap et poss. angl. en Afrique.	3,005,000	"	"	"	17,308	54,745	"	1,760	"	50,700
1903	Indes et poss. anglaises en Asie.	7,558,000	"	"	"	3,131	58,602	33,200	"	"	19
1903	Japon.....	10,089,000	34,000	"	"	220	5,011	30,900	"	"	"
1903	Chili.....	"	"	"	"	18,996	1,893,174	50,500	57,000	"	"
1903	Mexique.....	"	"	"	"	226	"	2,000	"	"	"
1903	Belgique.....	"	"	"	"	1,930	5,761	"	"	"	"
1903	Indes orientales néerlandaises.	"	"	"	"	4,502	17,599	"	"	"	18,400
1903	Brazil.....	"	"	"	"	10,207	476,985	"	"	"	15,450
1903	Centre et Sud-Amérique.....	"	"	"	"	9,779	"	"	"	"	"
1903	Chine.....	"	"	"	"	3,781	"	"	"	"	"
1904	Corée.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	TOTAUX.....	884,381,000	46,643,000	3,495,000	32,984,000	456,383	5,024,375	587,000	918,000	573,000	106,000

(1) Production de l'Indo-Chine. (2) Production de la Guyane française et le Madagascar. (3) On a groupé, pour la production des métaux précieux, les pays du Centre et du Sud-Amérique, excepté la Guyane française, le Chili, la Bolivie et le Brésil. (4) Fer puddlé, acier Bessemer et Martin en lingots. (5) Fer et acier fondus.

ENCOURAGEMENTS

ACCORDÉS AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET DE CRÉDIT

QUI ONT FORMULÉ DES DEMANDES EN 1905.

1^o Subventions accordées aux Associations.

ARDENNES. — Association ouvrière des Ardoisières de Rimogne.....	20,000 ^f
AUBE. — Les coopérateurs du bâtiment, à Troyes, rue Viardin, n° 9.....	2,000
BOUCHES-DU-RHÔNE. — Marseille-Plomberie, à Marseille, boulevard de la Cor-	
derie, n° 19.....	1,000
————— Coopérative ouvrière des plombiers-zingueurs réunis de la	
ville de Marseille, boulevard de la Corderie, n° 119...	500
CHARENTE. — L'Espérance, fabrique de caisses en tous genres, à Cognac.....	500
CÔTES-DU-NORD. — Association coopérative des ouvriers plâtriers de Saint-Brieuc...	500
CREUSE. — Imprimerie centrale, à Guéret.....	1,000
DOUBS. — L'Union, société industrielle des tailleurs de pierres de Besançon.....	1,000
EURE. — Émancipation des chaussonniers, à Pont-de-l'Arche.....	2,000
FINISTÈRE. — La Laborieuse, société coopérative ouvrière d'entreprise générale de	
peinture, à Morlaix.....	1,000
————— L'Abeille (bâtiment et travaux publics), à Pont-l'Abbé.....	1,000
————— La Quimpéroise, société coopérative des couvreurs, à Quimper...	1,000
HAUTE-GARONNE. — Société coopérative toulousaine des ouvriers selliers de l'équipe-	
ment militaire, à Toulouse.....	1,000
GIRONDE. — La Fraternelle, association des ouvrières clisseuses, à Bordeaux....	500
LOIRE. — L'Association ouvrière, société coopérative anonyme des ouvriers en voi-	
tures et outillage agricole de Roanne et le Coteau, à Roanne....	1,000
————— L'Union des terrassiers et maçons, à Saint-Étienne.....	1,000
LOIRE-INFÉRIEURE. — Société coopérative anonyme des carrières de Nozay.....	1,000
LOIRET. — La Fraternelle, société d'ouvriers peintres, à Orléans.....	1,000
LOT-ET-GARONNE. — L'Ébénisterie-menuiserie, à Agen.....	500
NIEVRE. — La Fraternelle, cordonnerie ouvrière, à Nevers.....	500
NORD. — Marbrerie coopérative des penduliers de Cousolre.....	2,000
PUY-DE-DÔME. — L'Hirondelle, coopérative d'ouvriers charpentiers, à Clermont-	
Ferrand.....	500
RHÔNE. — Banque coopérative des associations ouvrières de production du Sud-Est,	
à Lyon.....	5,000
————— Coopérative lyonnaise de cartonnage, à Lyon.....	1,000
————— L'Émancipation, association coopérative de production d'ouvriers ser-	
riuriers, à Lyon.....	1,000
SAÔNE-ET-LOIRE. — L'Avenir des piqueurs de grès de Saint-Gengoux-le-National...	500
SARTHE. — Association ouvrière des ardoisières de Parennes.....	3,000
SEINE. — Société coopérative d'ouvriers selliers français La Selle, à Champigny...	2,000
————— L'Horticulture ouvrière, à Fontenay-aux-Roses.....	1,000
————— Banque coopérative des associations ouvrières de production de France,	
à Paris.....	25,000
————— La Fraternelle, société à base communiste d'ouvriers boulangers syn-	
diqués, à Paris, rue Doudeauville, n° 33.....	2,000
————— Chambre consultative des associations ouvrières de production, à Paris...	5,000
————— Association ouvrière des coiffeurs de France, à Paris, rue Saint-Maur,	
n° 102.....	1,000
————— Association ouvrière des applications électriques, à Paris, rue du Pré-	
Saint-Gervais, n° 56.....	1,000
————— La Semeuse, association ouvrière de production (entreprise générale	
de nettoyage de glaces, devantures, etc.), à Paris, villa de Belle-	
vue, n° 29.....	500

SEINE-INFÉRIEURE. — <i>Ménagerie coopérative fédérale</i> , à Elbeuf.....	1,000 ^f
————— <i>Société coopérative de production des anciens ouvriers des docks</i> , au Havre.....	500
SEINE-ET-OISE. — <i>Union des ouvriers maçons</i> , à Rueil.....	1,000
HAUTE-VIENNE. — <i>Imprimerie ouvrière</i> , à Limoges.....	2,000
TOTAL.....	93,000

2° Avances délivrées à la Banque coopérative des associations ouvrières de production de France, pour être reversées aux associations ouvrières de production suivantes ⁽¹⁾ :

ARDENNES. — <i>Association ouvrière des Ardoisières</i> de Rimogne.....	10,000 ^f
BOUCHES-DU-RHÔNE. — <i>Imprimerie nouvelle</i> de Marseille.....	7,000
CHER. — <i>Imprimerie ouvrière du Centre</i> , à Bourges.....	6,000
CORRÈZE. — <i>Association coopérative des menuisiers et charpentiers</i> de Brive.....	2,000
FINISTÈRE. — <i>La Fraternelle</i> , société coopérative de production d'ouvriers plâtriers, à Morlaix.....	1,500
ISÈRE. — <i>La Fourmi</i> , société des tailleurs de pierres, carriers, etc., de Porcieu-Amblagnieu.....	5,000
JURA. — <i>La Tournierie ouvrière</i> , à Lavans-les-Saint-Claude.....	5,000
RHÔNE. — <i>L'Émancipation</i> , association coopérative de production d'ouvriers ser- ruriers, à Lyon.....	1,000
SEINE. — <i>Les Jardiniers de Paris</i> , à Boulogne-sur-Seine.....	2,000
————— <i>L'Horticulture ouvrière</i> , à Fontenay-aux-Roses.....	1,000
————— <i>L'Alimentation</i> , association ouvrière de restaurants et cafés, à Paris, rue Caumartin, n° 75.....	2,000
————— <i>Les casseurs de pierres parisiens</i> , à Paris, rue d'Hautpoul, n° 35.....	1,000
————— <i>Les Charpentiers réunis</i> , à Paris, rue de Tolbiac, n° 177.....	5,000
————— <i>Aux professionnels réunis</i> , association ouvrière de déménagements et transports, à Paris, place Denfert-Rochereau, n° 12.....	5,000
————— <i>La Maçonnerie parisienne</i> , à Paris, rue de Vouillé, n° 62.....	5,000
TARN-ET-GARONNE. — <i>Société ouvrière coopérative des ouvriers fabricants de balais</i> , à Grisolles.....	6,000
VIENNE. — <i>Association coopérative des ouvriers menuisiers charpentiers</i> de Poitiers..	5,000
HAUTE-VIENNE. — <i>Société des ouvriers charpentiers de Limoges</i> , La Concorde, avenue de Naugeat, n° 22.....	5,000
————— <i>Imprimerie ouvrière</i> , à Limoges.....	3,000
TOTAL.....	77,500
TOTAL des subventions et des avances.....	170,500

3° État, au 31 décembre 1905, des recouvrements opérés sur les avances consenties aux associations, en exécution de l'arrêté du 15 novembre 1902.

Depuis le 23 décembre 1902, les avances consenties aux sociétés sont au nombre de 45 pour une somme totale de 210,000 francs, dont 7,000 n'étaient pas encore délivrés au 31 décembre 1905.

A cette dernière date, les remboursements s'élevaient à 53,788 fr. 45; et les retards à 24,341 fr. 25, dont 21,450 fr. 85 par 5 sociétés déclarées en faillite et ayant reçu des avances pour une somme de 23,000 francs.

⁽¹⁾ Voir le décret du 15 novembre 1902, *Bulletin*, décembre 1902, p. 908.

JURISPRUDENCE.

**Contrat de travail à durée indéterminée; délai de prévenance;
suppression par un règlement d'atelier; caractère licite de cette clause.**

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE CIVILE.

(Arrêt du 15 janvier 1906.)

La Cour,

Vu l'article 1780 du Code civil;

Attendu que, dans le contrat de louage de services fait sans détermination de durée, les parties sont libres de fixer le délai qui devra exister entre la déclaration du congé ou du départ et la cessation effective du travail; qu'elles peuvent même convenir qu'il ne sera observé, de part et d'autre, aucun délai de prévenance et écarter ainsi l'application d'usages contraires; que la convention que l'article 1780 déclare nulle est celle par laquelle les parties renonceraient par avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en cas d'exercice abusif du droit de résiliation du contrat, de la part d'un des contractants;

Attendu que le jugement constate qu'en réponse à l'action en dommages-intérêts intentée pour brusque congédiement contre Parra, par son ancien ouvrier Mazoyer, lequel avait été engagé pour un temps indéterminé, le demandeur en cassation a excipé des dispositions d'un règlement d'atelier affiché à la porte de son usine et aux termes duquel chacune des parties était libre de rompre le contrat de travail sans aucun préavis;

Attendu que, sans rechercher si l'allégation de Mazoyer qui prétendait n'avoir pas connu ce règlement était exacte et sans relever aucune faute à la charge de Parra, le Conseil des prud'hommes a repoussé le système de défense de ce dernier et l'a condamné à des dommages-intérêts pour inobservation du préavis de huitaine en usage dans l'industrie des parties, par l'unique motif de droit que la clause dont il se prévalait serait nulle aux termes de l'article 1780 du Code civil, en quoi le jugement attaqué a faussement appliqué et par suite violé le texte de loi susénoncé;

Par ces motifs,

Casse...;

**Louage de services; durée indéterminée; maladie; résiliation;
abus de droit à établir.**

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE CIVILE.

(Arrêt du 7 juin 1905.)

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu qu'aux termes de l'article 1780, C. civ., le contrat de louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'un seul des contractants; que l'auteur de la résiliation ne peut donc être condamné à des dommages-intérêts envers l'autre partie que si l'on prouve contre lui, outre un préjudice subi, l'existence d'une faute légalement imputable; attendu que, d'après les constatations du jugement attaqué, le contrat intervenu entre Bulot et Leduc, son ouvrier, n'avait pas de durée déterminée; que, le 23 avril 1903, Leduc, pour cause de maladie, interrompit son travail; que, s'étant présenté à l'atelier après sa gué-

raison, il demanda vainement à y être employé de nouveau; mais qu'il n'établît pas que, en refusant de le prendre, Bulot ait abusé de son droit et commis une faute de nature à engager sa responsabilité; attendu que, dans ces circonstances, le tribunal, en repoussant la demande, n'a violé aucun des textes visés par le pourvoi;

Rejette le pourvoi formé contre le jugement rendu, le 1^{er} octobre 1903, par le tribunal de commerce de la Seine, etc. . .

(Sirey, 1906, 1.20.)

**Saisie-arrêt; loi du 12 janvier 1895; indemnité de congédiement;
inapplicabilité.**

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE DES REQUÊTES.

(Arrêt du 18 décembre 1905.)

La Cour,

Sur les deux moyens du pourvoi tirés : le premier, de la violation des articles 1^{er} et suivants, 6 et suivants de la loi du 12 janvier 1895, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, ainsi que des articles 1350 et 1351 C. civ.; le deuxième, de la violation des articles 580, 581 C. pr. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu, d'une part, que la somme de 400 francs, saisie-arrêtée à la requête du défendeur éventuel, avait été allouée à Boulard, par jugement du 25 novembre 1904, à titre de dommages-intérêts en réparation du préjudice résulté pour lui du brusque congédiement dont il avait été l'objet de la part du sieur Denis, chez lequel il était employé, aux appointements annuels de 1,000 francs; que le jugement attaqué constate qu'elle ne représentait pas le prix d'un travail effectué, mais avait pour but d'indemniser le susnommé des frais du déplacement par lui subi et ne constituait ni un salaire ni un traitement;

Attendu, dès lors, que la saisie n'en pouvait être soumise à la procédure spéciale instituée par la loi du 12 janvier 1895; qu'en le décidant ainsi, le tribunal de Châteaudun n'a ni violé les divers articles de ladite loi visés au moyen, ni méconnu l'autorité qui s'attachait à son précédent jugement du 25 novembre 1904;

Attendu, d'autre part, que la somme dont il s'agit ne rentrait dans aucune des catégories de celles déclarées insaisissables par les articles 580 et 581 C. pr. civ., et qu'en reconnaissant qu'elle avait pu être valablement saisie-arrêtée, le jugement attaqué a implicitement mais nécessairement considéré qu'elle n'avait point le caractère alimentaire; qu'une telle appréciation constituait un motif suffisant et que, par suite, le deuxième moyen est dépourvu de fondement;

Rejette.

(Gazette du Palais, 19 janvier 1906.)

**Accidents du travail; pustule charbonneuse;
déclaration en vertu de la loi du 9 avril 1898.**

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE SAINT-AMANS-SOULT.

(Jugement du 26 février 1906.)

Le tribunal, après avoir entendu les conclusions du ministère public,

Attendu que la pustule charbonneuse dont le sieur Assemat, ouvrier sabreur à l'usine de Lestrade, commune de Saint-Amans-Valtoret, appartenant à M. Alley, a été victime, à la suite et en conséquence de laquelle il est décédé, le 24 novembre

1905, n'a pas fait l'objet par ledit M. Alley, patron, conformément à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, de la déclaration de l'accident, prescrite;

Attendu que dans le sens compris par les législateurs de la loi de 1898, il est évident que le charbon constitue un accident du travail; que si, aux termes de ladite loi, les maladies professionnelles auxquelles on ne saurait assigner une origine et une date déterminées et qui ne sont que la conséquence de l'exercice d'une certaine profession, ne relèvent pas de cette loi, il n'en est pas de même des affections pathologiques contractées, comme le charbon, dans l'accomplissement d'un travail industriel;

Attendu que le charbon externe, caractérisé par la pustule maligne, est le produit du virus charbonneux, consécutif à une excoaration superficielle du derme de l'ouvrier; qu'ainsi l'assimilation s'impose entre la pustule, résultat d'une cause extérieure agissant d'une façon subite, imprévue, à laquelle il est impossible de se soustraire, et l'accident du travail défini une lésion corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure, — assimilation d'ailleurs établie par M. le Garde des sceaux, dans sa circulaire du 10 juin 1899;

Attendu que si, juridiquement et pathologiquement, la pustule maligne est un véritable accident de travail, son caractère professionnel ne peut être contesté en l'espèce, puisque à la fin de sa journée de travail Assemat s'est aperçu du bouton, forme initiale de la pustule qui a occasionné sa mort;

Attendu que le fait reproché au prévenu constitue une contravention à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, ainsi conçu :

« Article 11. Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal »;

Par ces motifs,

Le tribunal statuant en dernier ressort, faisant application au prévenu de l'article 14 de la même loi, ainsi conçu :

« Article 14. Sont punis d'une amende de un à quinze francs les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 11 »;

Condamne le sieur Alley à un franc d'amende, le condamne en outre aux dépens.

Accidents du travail; tuberculose pulmonaire aggravée par un accident du travail; inapplicabilité de la loi de 1898.

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE CIVILE.

(Arrêt du 27 juillet 1905.)

La Cour,

Où en l'audience publique du 26 juillet 1905 M. le conseiller Reynaud en son rapport, M^e Chabrol, avocat de la demanderesse, en ses observations, et, en l'audience publique de ce jour, M^e Pérouse, avocat de la défenderesse, en ses observations, ainsi que M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement que Gauthier, ouvrier au service de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, est mort d'une tuberculose pulmonaire « qui ne peut être considérée comme une conséquence de l'accident du travail dont il a été victime »; qu'il en conclut que la veuve de Gauthier, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs de 16 ans, ne peut invoquer contre la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest le bénéfice de la loi du 9 avril 1898;

Attendu, il est vrai, que ledit arrêt reconnaît que l'accident, « en diminuant les forces du blessé et en le retenant au lit », a déterminé « une évolution plus rapide de la maladie et hâté un dénouement fatal », mais que cette reconnaissance elle-même prouve que la mort de Gauthier n'est pas la suite directe et immédiate de l'accident;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu, le 13 juin 1903, par la Cour d'appel de Paris.

Accidents du travail; ouvrier marinier tombé à l'eau du pont d'un bateau en satisfaisant un besoin naturel; risque professionnel.

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE CIVILE.

(Arrêt du 26 juillet 1905.)

La Cour,

Où en l'audience publique de ce jour M. le conseiller Reynaud en son rapport, MM^e Perrin et de Ranel, avocats des parties en leurs observations respectives, ainsi que M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que la responsabilité que la loi du 9 avril 1898 met à la charge des chefs de certaines entreprises est en corrélation avec les obligations que le contrat de louage de services impose à leurs ouvriers ou employés; que le travail au sens de cette loi commence dès que l'ouvrier est à la disposition du patron, qu'il ne prend fin que lorsque l'ouvrier recouvre sa liberté;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que le cadavre de Cochaux, marinier à bord d'un bateau appartenant à la Compagnie de navigation « Le Havre-Paris-Lyon-Marseille », a été trouvé, le 9 mai 1903, dans le canal de Roanne à Digoin, tout auprès du bateau et du côté du large, sur le territoire de la commune de Cornillon où le bateau avait été amarré la veille au soir; qu'il ne conteste pas que Cochaux ne soit tombé à l'eau du pont du bateau, comme l'avaient admis les premiers juges, mais qu'il déclare que, s'il est possible que l'accident soit arrivé au moment où Cochaux cherchait à se rendre compte de la violence du vent, c'est-à-dire par le fait du travail, il est plus probable que ledit accident est survenu alors que Cochaux voulait satisfaire un besoin naturel; que l'arrêt considère implicitement que, dans cette seconde hypothèse, la loi du 9 avril 1898 serait inapplicable; qu'il en conclut que la veuve de Cochaux ne fait pas la preuve qui est à sa charge, qu'il repousse en conséquence sa demande de pension;

Mais attendu qu'il importait peu que l'accident fût arrivé dans l'une ou l'autre des hypothèses envisagées par l'arrêt; que si dans la seconde hypothèse il n'était pas survenu par le fait du travail, ce même travail, qui obligeait Cochaux à vivre à bord et l'exposait ainsi à tous les dangers de la vie de marinier, en avait été l'occasion;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a violé l'article susvisé;

Par ces motifs, casse l'arrêt rendu, le 23 novembre 1903, par la Cour d'appel de Lyon et renvoie devant la Cour d'appel de Chambéry.

Accidents du travail; ouvrier blessé en jouant avec ses camarades après la fin de la journée de travail; inapplicabilité de la loi de 1898.

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE DES REQUÊTES.

(Arrêt du 28 mars 1905.)

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que Berton a été, le 10 janvier 1903, victime d'un accident du travail dans les circonstances suivantes : que vers 5 h. 45 du soir, sa journée finie, il jouait avec ses camarades en leur lançant des déchet de plomb; que, poursuivi par l'ouvrier clicheur Chanez, lequel se trouvait dans l'atelier, au rez-de-chaussée, il se réfugia au premier étage, traversa un petit cabinet et se suspendit à une passerelle pour sauter dans la cour; que, au lieu de tomber sur le sol, il se laissa choir sur la porte alors ouverte de l'écurie et se blessa grièvement;

Attendu que pour repousser la demande d'indemnité formée par Berton, le juge du fond a déclaré à bon droit qu'il n'y avait dans ces circonstances aucune relation de cause à effet entre l'accident, dont Berton avait été la victime et le travail dont il était chargé; qu'il est constant, en effet, que l'accident ne s'est produit ni sur le lieu, ni dans le temps du travail, ni par l'outillage de l'établissement de Roussel: d'où il suit que la décision attaquée échappe au grief d'avoir violé le texte susvisé au moyen;

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé contre le jugement rendu, le 2 novembre 1903, par le tribunal civil de la Seine.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

ARRANGEMENT FRANCO-ITALIEN DU 20 JANVIER 1906

RELATIF AU TRANSFERT DE DÉPÔTS

ENTRE LES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES DES DEUX PAYS ⁽¹⁾.

La convention franco-italienne du 15 avril 1904 ⁽²⁾ porte, dans son article 1^{er}, paragraphe a), que « les fonds versés à titre d'épargne, soit à la Caisse nationale d'épargne de France, soit à la Caisse d'épargne postale d'Italie, pourront, sur la demande des intéressés, être transférés sans frais de l'une des caisses à l'autre, chacune de ces Caisses appliquant aux dépôts ainsi transférés les règles générales qu'elle applique aux dépôts effectués chez elles par les nationaux. Un régime de transfert, sur des bases analogues, pourra être institué entre diverses caisses d'épargne privées de France et d'Italie ayant leur siège dans de grandes agglomérations industrielles ou dans des villes-frontières; sans comporter la gratuité absolue des transferts, ce régime stipulera le concours des administrations postales, soit gratuit, soit à tarif réduit ».

L'arrangement relatif à la Caisse nationale d'épargne de France et à la Caisse d'épargne postale d'Italie fut annexé à la convention et ratifié avec elle. Le régime de transfert relatif aux caisses d'épargne ordinaires a fait l'objet de négociations ultérieures qui ont abouti, le 20 janvier 1906, à la signature de l'arrangement dont le texte suit :

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, désirant assurer des facilités nouvelles aux déposants aux caisses d'épargne ordinaires, conformément aux principes énoncés dans l'article 1^{er}, paragraphe a) de la convention signée à Rome, le 15 avril 1904, entre la France et l'Italie, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. — L'autorité compétente de chacun des deux États contractants notifiera à l'autorité compétente de l'autre la liste des caisses d'épargne ordinaires, qui, ayant leur siège dans de grandes agglomérations industrielles ou dans des villes-frontières, seront chargées, sur leur demande, d'effectuer les transferts des dépôts aux conditions et avec les facilités indiquées dans les articles suivants.

Les modifications à la liste initiale seront notifiées de même avec indication des dates auxquelles elles commenceront ou cesseront d'avoir effet.

ART. 2. — Les sommes versées à titre d'épargne à une des caisses d'épargne susvisées existant en Italie pourront, sur la demande de l'intéressé et jusqu'à concurrence de 1,500 francs, être transférées sans frais à une caisse d'épargne susvisée existant en France, et réciproquement.

La demande de transfert sera rédigée par l'intéressé en triple exemplaire dans la forme qui devra être concertée entre les Administrations compétentes des deux pays. Elle sera remise ou adressée à la Caisse d'épargne dépositaire ou bien à ses succursales ou Caisses filiales.

ART. 3. — Les fonds transférés seront soumis, notamment en ce qui concerne le taux et

⁽¹⁾ D'après l'exposé des motifs du projet de loi portant approbation de l'arrangement déposé par le gouvernement à la Chambre des députés, le 3 avril 1906.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, juin 1904, p. 518 et octobre 1904, p. 875 et 897.

le calcul des intérêts, ainsi que les conditions de remboursement, aux lois, décrets, instructions et statuts régissant à cet égard la Caisse à laquelle les fonds auront été transférés.

ART. 4. — A chaque transfert de fonds, la caisse expéditrice devra transmettre à la caisse destinataire un des exemplaires de la demande formulée par l'intéressé. Elle lui fera parvenir en même temps la somme correspondante par mandat de poste international.

ART. 5. — Par application de l'article 8 de l'arrangement international de Washington du 15 juin 1897 sur le service des mandats de poste, il est entendu que les mandats de poste délivrés pour le transport des fonds entre les caisses ordinaires d'épargne en France et en Italie seront considérés comme « mandats d'office », exempts de toute taxe. L'Administration du pays d'origine n'aura pas à tenir compte à l'Administration du pays destinataire de la part des droits prévus au paragraphe 2 de l'article 3 de l'arrangement susmentionné.

ART. 6. — Les demandes de transfert sont envoyées aux caisses destinataires par les caisses expéditrices et à leur charge, sans frais pour les intéressés.

ART. 7. — La caisse destinataire, dès qu'elle aura reçu la somme et la demande mentionnée dans l'article 4, devra en informer la caisse expéditrice par l'envoi d'un avis dont la forme sera concertée entre les Administrations compétentes des deux pays. Elle devra pourvoir immédiatement au remboursement, s'il a été régulièrement demandé, ou bien à la délivrance du livret.

ART. 8. — Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets du présent arrangement.

Avis devra en être donné à l'Administration compétente de l'autre État par la voie diplomatique. L'avis fixera la date à partir de laquelle les dispositions qui font l'objet du présent arrangement cesseront d'avoir effet.

ART. 9. — Les Administrations compétentes des deux pays arrêteront d'un commun accord, après entente avec les Administrations postales, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution dudit arrangement.

ART. 10. — Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont les Administrations compétentes des deux États conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États. Sauf le cas prévu à l'article 5 de la convention du 15 avril 1904, le présent arrangement demeurera obligatoire pendant une durée de cinq années.

Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme.

A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

Lorsqu'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière pendant les douze premiers mois.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Un projet de loi portant approbation de cet arrangement a été déposé le 3 avril 1906 par le gouvernement français sur le bureau de la Chambre des députés et renvoyé le même jour à la commission du budget.

A l'encontre de la convention du 15 avril 1904 et de l'arrangement annexe qui ont pu être ratifiés par le Président de la République, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 8, premier alinéa, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, l'intervention du Parlement est nécessaire, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de cet article, pour approuver l'arrangement du 20 janvier 1906, en raison des conséquences financières qu'il peut entraîner, si minime d'ailleurs que soit leur importance.

Dans son article 5, en effet, cet arrangement accorde la franchise aux mandats de poste envoyés par une caisse d'épargne d'un pays à une caisse d'épargne de l'autre pays contractant. Le régime des mandats de poste internationaux est réglé par la convention de Washington du 15 juin 1897, approuvée par le Parlement français. En même temps qu'elle fixe, dans son article 3, la taxe générale à payer

par l'expéditeur pour chaque envoi de fonds et qu'elle crée une catégorie spéciale de mandats, dits « mandats d'office », exemptés de tous frais, cette convention autorise, par son article 8, certaines dérogations aux stipulations qu'elle prévoit. L'article 5 de l'arrangement franco-italien du 20 janvier 1906 introduit dans le régime postal établi entre la France et l'Italie une de ces exceptions, ayant pour objet de considérer comme « mandats d'office » les mandats de poste échangés entre les caisses d'épargne ordinaires des deux pays. A ce point de vue, cet arrangement apporte une dérogation aux dispositions de l'article 19 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne ordinaires, qui ne prévoit pas cette exemption, et il ne peut devenir définitif qu'après avoir été soumis à l'approbation du Parlement.

Dans l'ensemble de ses dispositions, au surplus, l'arrangement du 20 janvier se conforme aux principes essentiels de la loi susvisée du 20 juillet 1895 relative aux caisses d'épargne. Il adopte, quant à la procédure que devront suivre les intéressés, les règles qui figurent dans l'arrangement du 15 avril 1904 relatif aux transferts entre la Caisse nationale d'épargne française et la Caisse d'épargne postale italienne.

LA GRANDE-BRETAGNE

ET LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE BERNE.

On sait qu'à la conférence internationale qui s'est tenue à Berne, du 8 au 16 mai 1905, les bases de deux conventions internationales concernant l'une, l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, l'autre, l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, ont été adoptées par les délégués de la grande majorité des gouvernements représentés⁽¹⁾. Les délégués de la Grande-Bretagne s'abstinrent dans le vote final sur les deux textes. En ce qui concerne le phosphore blanc, le chef de la délégation britannique déclara que ce que son gouvernement considérerait comme nécessaire, ce n'était pas « la prohibition complète de l'usage du phosphore jaune », mais « l'application des règlements et spécialement la visite obligatoire des dents des ouvriers ». En ce qui concerne le travail de nuit des ouvrières, il déclara que « la délégation britannique n'était pas munie de pouvoirs lui permettant d'engager la Grande-Bretagne dans cette question » ; que cela n'était d'ailleurs pas nécessaire, les lois anglaises actuelles assurant à toutes les ouvrières un temps de repos excédant onze heures »⁽²⁾.

Dans la séance de la Chambre des communes, du 5 mars 1905, en réponse à Sir Charles Dilke qui avait critiqué l'attitude du dernier cabinet à l'égard des conférences internationales, et notamment de celle de Berne, le secrétaire d'État à l'Intérieur, M. Gladstone, fit la déclaration suivante⁽³⁾ :

Je reconnais très volontiers, avec mon très honorable ami, Sir Ch. Dilke, qu'en ce qui concerne les conférences internationales, les autres pays nous ont de beaucoup distancés. Quand je suis arrivé au pouvoir, mon honorable prédécesseur allait faire certaines propositions que sa chute l'a empêché de mener à bien.

Nous avons répondu au gouvernement suisse que le gouvernement de Sa Majesté acceptait en principe de se faire représenter à la Conférence internationale⁽⁴⁾ et qu'il était prêt,

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juin 1905, p. 533 et suivantes.

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 535 et 537.

⁽³⁾ *Times*, 6 mars 1906, p. 6.

⁽⁴⁾ Il s'agit de la conférence diplomatique qui sera chargée d'arrêter définitivement le texte des conventions internationales dont les bases ont été élaborées par la Conférence de Berne.

sous certaines conditions, à prendre part à la discussion des questions ouvrières et industrielles. (*Applaudissements.*) Ces conférences ne peuvent avoir que de bons résultats, et l'on ne peut guère comprendre pourquoi nous avons attendu si longtemps avant d'admettre le principe de notre participation. (*Applaudissements.*)

STATISTIQUE COMPARÉE DES ACCIDENTS MORTELS SURVENUS DANS LES HOUILLÈRES DE DIFFÉRENTS PAYS

(PRUSSE, GRANDE-BRETAGNE, BELGIQUE, FRANCE) ⁽¹⁾.

1^o Par 1,000 ouvriers.

ANNÉES.	PRUSSE.	GRANDE-BRETAGNE ⁽²⁾	BELGIQUE.	FRANCE.
1866-1870.....	3,04	"	2,50	2,97
1871-1880.....	2,88	2,28	2,45	2,22
1881.....	3,11	1,92	2,92	1,64
1882.....	3,40	2,23	2,06	1,43
1883.....	3,26	2,05	2,13	1,52
1884.....	2,97	1,81	2,23	1,56
1885.....	3,58	2,21	1,83	1,68
1886.....	2,55	1,83	1,31	1,30
1887.....	2,68	1,88	2,84	1,73
1888.....	2,73	1,65	1,75	1,77
1889.....	2,59	1,92	1,36	3,01
1890.....	2,63	1,89	1,56	2,57
1881-1890.....	2,94	1,94	2,00	1,83
1891.....	2,89	1,55	1,41	1,66
1892.....	2,21	1,48	2,84	0,95
1893.....	2,62	1,55	1,12	0,93
1894.....	2,21	1,61	1,62	0,85
1895.....	2,54	1,49	1,33	1,20
1896.....	2,58	1,48	1,14	1,30
1897.....	2,35	1,35	1,05	1,07
1898.....	2,86	1,28	1,42	1,07
1899.....	2,31	1,25	0,99	1,35
1900.....	2,25	1,29	1,05	1,42
1891-1900.....	2,47	1,44	1,39	1,18
1901.....	2,34	1,37	1,17	1,21
1902.....	1,99	1,25	1,07	1,09
1903.....	1,92	1,28	1,14	1,02
1904.....	1,80	1,25	0,93	1,07

2^o Par million de tonnes.

1891-1900.....	9,17	5,1	8,02	5,7
1901.....	9,43	4,6	7,08	6,1
1902.....	8,15	4,5	6,28	6,00
1903.....	7,58	4,7	6,69	4,1
1904.....	7,15	4,6	5,65	5,4

⁽¹⁾ D'après la circulaire n° 3085 du Comité central des houillères de France, 28 mars 1906.

⁽²⁾ Depuis 1873 seulement.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en février 1906⁽¹⁾. — En général, le marché du travail s'est trouvé dans des conditions nettement favorables, d'ailleurs pour les mêmes causes que celles expliquant le regain d'activité signalé le mois dernier : imminence du nouveau régime douanier, douceur de la température.

Pour le *bâtiment* et les industries tributaires, la « saison » du printemps a commencé relativement plus tôt que les années précédentes, surtout dans le Nord où les chantiers se sont multipliés. Les *mines de combustibles* ont atteint leur maximum d'extraction journalière. Affaires abondantes à l'actif de la *métallurgie* et de la *construction mécanique*, ainsi que des industries *électrique*, *chimique* et *textile*. Quant aux autres branches industrielles d'un caractère purement saisonnier (*confection*, *livre*, etc.), on a enregistré, selon leur nature spéciale, une augmentation ou une diminution de la besogne:

Placement en février 1906⁽¹⁾. — Sur 706 bureaux de placement avec lesquels l'office impérial de statistique est en rapport, 642 ont répondu au questionnaire sur leurs opérations. En voici le bilan :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
1906 { Février (pour 642 bureaux).....	195,000	166,000	112,000
Janvier (— 639 —).....	203,000	157,000	112,000

Comparativement à février 1905, le nombre des demandes est resté stationnaire; mais celui des emplois vacants a augmenté de 24,000 et celui des places procurées, de 14,000, en chiffres ronds.

Grèves en mars 1906⁽²⁾. — 78 grèves nouvelles contre 49 en février 1906 et 49 en mars 1905. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans l'industrie *métallurgique* et des *machines* (14); le travail du *bois* (10); le *bâtiment* (10); le *vêtement* (8); les *transports* (6); les *mines* et *hauts fourneaux* (6); et les *textiles* (5).

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt*, mars 1906.

⁽²⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*, 15 avril 1906.

L'inspection du travail dans les fabriques et les établissements assimilés, en 1903 ⁽¹⁾. — *Service de l'inspection.* — Les modifications apportées à l'organisation du service depuis 1902 ⁽²⁾ se réduisent au remaniement de quelques-unes des circonscriptions, dont le total n'a d'ailleurs pas varié et reste fixé à 75. D'autre part, par la création de postes d'inspecteurs et d'inspectrices auxiliaires, surtout en Bavière, dans le Wurtemberg et à Hambourg, le nombre des fonctionnaires de tous rangs qui participent à l'inspection des fabriques s'est trouvé porté de 371 à 388.

Il a été procédé à 167,341 (154,734) ⁽³⁾ visites, dont 2,418 (2,734) la nuit et 4,332 (3,726) les dimanches et jours fériés, dans 94,508 (87,878) établissements nettement industriels, occupant 4,025,807 (3,822,959) travailleurs. A ces visites on doit ajouter celles effectuées dans les maisons relevant, non pas de la *Gewerbeordnung*, mais seulement d'ordonnances du Conseil fédéral, soit un chiffre approximatif de 12,337.

Les relations du service avec l'élément patronal et ouvrier ont été, des meilleures, sauf de rares exceptions. C'est ainsi que quelques inspecteurs signalent des marques de mécontentement de la part des employeurs et des travailleurs lors de la stricte application du temps de travail de neuf heures pour les ouvriers du grès dans les carrières; il y a eu également des difficultés pour l'accès de nombreuses fabriques du district d'Annaberg. En général, la confiance dans le corps de l'inspection ne fait qu'augmenter partout : c'est ainsi qu'inspecteurs et inspectrices ont été souvent priés de présider ou de faire des conférences sur des questions de travail (par exemple, sur les obligations légales des directeurs et des contremaîtres, sur la législation et l'hygiène ouvrières, la prévention des accidents, l'introduction de la main-d'œuvre des femmes dans l'industrie). D'autres ont été priés de régler par arbitrage des différends susceptibles de provoquer des grèves; de mettre fin aux grèves déclarées; de pratiquer des visites de concert avec les agents de surveillance technique des diverses corporations; de déposer à titre d'experts dans les conflits portés devant les tribunaux; de faire partie des jurys d'expositions spéciales. De son côté, le service n'a perdu aucune occasion d'entrer en contact avec les patrons et les ouvriers, et ses efforts ont, somme toute, été couronnés de succès. Cependant, on signale encore, surtout de la part des travailleurs, une répugnance assez grande à s'adresser de vive voix aux inspecteurs, dans leurs bureaux.

Nature et installation des ateliers. — Les conditions matérielles des lieux de travail ont encore prêté trop souvent à la critique. On signale notamment, à ce point de vue, des boucheries mal aérées et éclairées, certains locaux n'y mesurant guère plus de 2 mètres de haut (région de Potsdam); des maisons d'articles de mode, des fabriques de bonnets et de chapeaux de dames, des ateliers de repassage, où les ouvrières sont confinées dans de véritables réduits, d'ailleurs surpeuplés lors de la pleine saison (Berlin et environs, pays de Bade); des boulangeries installées dans les caves (région d'Arnsberg), ou servant concurremment de cuisines, de réfectoires et de dortoirs (Souabe); des filatures et des tissages, où l'exiguïté des couloirs et des issues offre un réel danger; des carrières et des ateliers de taille des pierres, qui manquent des toits protecteurs et des baraquements prescrits; des tuileries-briqueteries, surtout celles établies en campagne, dont l'état général de délabrement et de malpropreté est parfois tout à fait déplorable (région

⁽¹⁾ *Jahresberichte der Gewerbe-Aufsichtsbeamten und Bergbehörden für das Jahr 1903*, 4 vol., Berlin, 1904; R. von Decker, éditeur.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1904, p. 884.

⁽³⁾ Les chiffres entre parenthèses sont les données correspondantes et définitives de 1902.

de Dresde); des ateliers de tailleurs, où il n'est pas rare que le lieu de travail serve d'habitation à toute la famille (Stuttgart); des manufactures de cigares, dans lesquelles beaucoup d'ateliers n'ont pas la hauteur requise (Lippe).

On signale également l'insalubrité des pièces affectées dans certaines boulangeries au couchage du personnel et qui n'ont quelquefois point de fenêtres; le manque total ou le mauvais état des cabinets d'aisances, en particulier dans les carrières, les tuileries-briqueteries (Lippe); la malpropreté des établis dans les délissoirs de chiffons; l'accumulation des poussières dans les ateliers d'aiguillage et de polissage, dans les ateliers de broyage de scories Thomas, dans les ateliers de tapisiers et de rembourreurs (Hambourg); l'absence de tous dispositifs pour les soins de propreté corporelle dans les fonderies, les imprimeries, les briqueteries-tuileries, les manufactures de cigares et les ateliers de polissage de meubles (Lippe); l'humidité des abris et leur exposition à tous les vents dans les carrières et les chantiers de taille des pierres, les baraquements étant, de plus, utilisés souvent comme forges ou écuries; l'absence, dans les carrières également, d'eau potable (Franconie moyenne); le manque ou l'inutilisation, parce que inaccessibles, des crachoirs réglementaires dans les manufactures de cigares (Bautzen); la prise des repas dans les locaux des blanchisseries, où est entassé le linge sale (Bade).

Mais, d'autre part, nombre d'industriels se sont efforcés, et souvent avec succès, d'améliorer sous le rapport hygiénique les conditions du travail. Ainsi, l'évacuation mécanique des *poussières*, des *gaz* ou des *vapeurs* a été réalisée dans une série d'établissements de l'industrie du bois, de fabriques d'engrais et de produits chimiques, de maisons pour la fabrication du feutre, de fabriques de ciments, de fonderies, d'ateliers pour le lainage du drap, d'ateliers de menuiserie et de tonnelerie (Basse-Franconie), de fabriques de bijouterie (Wurtemberg). A mentionner comme dispositifs ingénieux : un appareil pour recueillir, sans aucun dégagement dans l'atelier, l'acide nitrique concentré fumant ⁽¹⁾; un autre pour débarrasser de leur poussière les sacs à ciment ⁽²⁾. Il faut citer également l'institution de primes dans une céramerie de la circonscription d'Offenbach pour les ouvriers observant scrupuleusement les prescriptions d'hygiène, ainsi que l'établissement, dans une porcelainerie de Anhalt, d'une infirmerie pour les ouvriers atteints de quelque *malaise*.

Durée du travail et repos. — Comme en 1902, on a observé une tendance très accentuée à réduire au moins jusqu'à dix heures la durée du travail journalier dans les industries les plus diverses, les patrons se convaincant chaque jour davantage que cette mesure n'a point pour effet, en dernière analyse, de diminuer la production. Pratiquent dès maintenant le temps de travail de dix heures : des fabriques de papier et les industries polygraphiques (Berlin et environs, Bautzen), les fabriques de meubles et les ateliers d'ébénisterie de Glogau (Liegnitz) et de Reuss branche aînée, des tissages (Münster, Chemnitz, Reuss branche aînée), les entreprises de maçonnerie de Dortmund, les fabriques de chaussures de Pirmasens et environs (Palatinat), des ateliers de constructions mécaniques (Bautzen, Wurtemberg), des fabriques de poteries (Anhalt), etc. Dans les endroits où les travailleurs ne font pas tous dix heures, cette durée de travail prédomine au moins en général. Ainsi, on la constate dans la région de Sigmaringen pour 41 exploitations sur 59 occupant des ouvrières adultes; dans le district de Freiberg (capitainerie de Dresde) pour les 75 p. 100 des établissements à personnel ouvrier féminin; dans celui de Mayence,

⁽¹⁾ Voir description, Tome I, p. 366.

⁽²⁾ *Idem*, Tome II, Bavière, p. 94.

pour les 90 p. 100 de ces mêmes établissements et les 69 p. 100 de toutes les exploitations sans distinction de catégories de travailleurs. Cette réduction, qui s'observe surtout pour les ouvrières, n'a d'ailleurs entraîné nulle part la moindre diminution du salaire; un tissage de coton de Ubingen (Wurtemberg) a même élevé les salaires de 5 à 10 p. 0/0, en égard aux économies réalisées en hiver sur le chauffage et l'éclairage, et, toute l'année, sur la force motrice.

Une durée de travail journalière moins longue encore se rencontre aussi un peu partout, en suite parfois de l'établissement de doubles ou de triples équipes alternantes et, le plus souvent, de l'introduction du « temps de travail anglais » qui, du reste, a l'avantage de prendre fin de bonne heure dans l'après-midi, grâce à la diminution ou suppression des repos et pauses, opérée de commun accord entre patrons et ouvriers. C'est ainsi qu'on a établi la journée de neuf heures trois quarts dans des fabriques de gants (Wurtemberg); de neuf heures et demie dans des manufactures de chaussures (Cassel), des fabriques de meubles (Bautzen); de neuf heures un quart dans des ateliers de chemins de fer (Palatinat), des imprimeries (Saxe-Meiningen); de neuf heures dans des usines d'électricité (Berlin et environs, Cologne), des manufactures de cigares (Palatinat), des tissages (Franconie supérieure); de huit heures dans une fabrique de toiles cirées (Dresde), l'usine à gaz de Stuttgart; et même de sept heures et demie seulement dans une céramerie d'Offenbach (Hesse). Voici, au surplus, des tableaux indiquant pour deux régions la répartition proportionnelle pour 100 des établissements par rapport à la durée du travail pratiquée :

	Plus de 12 h.	12 h.	11 h. 1/2.	11 h.	10 h. 1/2.	10 h.	9 h. 1/2.	9 h.	8 h. 1/2.	8 h.
FRANCONIE MOYENNE.										
a) Ouvrières.....	"	"	"	6.0	21.6	37.0	20.4	7.8	2.4	4.8
b) Ensemble des travailleurs...	2.3	4.4	3.6	17.3	16.9	35.2	10.8	7.8	2.0	"

	12 à 13 h.	11 à 12 h.	10 à 11 h.	9 à 10 h.	8 à 9 h.
DISTRICT DE MAYENCE (HESSE).					
Ensemble des travailleurs.....	0.9	7.0	23.0	55.0	15.0

Les temps de travail excessifs sont tout naturellement pratiqués dans les branches d'industrie encore privées d'une réglementation légale en la matière, surtout dans les modes, où les ouvrières, pendant la « saison » particulièrement, travaillent plus de douze heures, jusque fort avant dans la soirée, le samedi notamment, et dans la couture (Wurtemberg). Des ouvriers occupés au nettoyage des chaudières à vapeur ont fourni jusqu'à 18, 20 heures et même davantage (circonscription de Brême, Berlin et environs, Stettin); et d'autres employés, dans les fromageries d'Elbing (Prusse occidentale), 16 h. 4 en moyenne.

Des dépassements de la durée du travail se sont produits également dans les industries protégées. C'a été le cas principalement pour les scieries, où les chauffeurs surtout sont surmenés (Bromberg, Souabe, Wurtemberg); les moulins (Liegnitz, Palatinat, Souabe, Wurtemberg, Brunswick); les tuileries-briqueteries (Liegnitz, Basse-Bavière); les boulangeries et confiseries (Liegnitz, Franconie moyenne, Zwickau, Wurtemberg, Lorraine); les carrières et les chantiers de taille de pierres (Magdebourg, Bielefeld, Wisrbade, Haute-Bavière, Haute et Moyenne Franconie, Chemnitz, Wurtemberg, Bade, Hesse, Basse-Alsace); les auberges, restaurants, cafés, etc. (Lorraine). Le service a pu constater, entre autres exemples

typiques, un temps de travail de 54 heures dans une chauxfournerie du Hanovre, de 33 heures pour les livreurs attachés à des brasseries du Palatinat, de 32 heures dans des minoteries du Palatinat, de 36 heures dans un moulin de la Haute-Alsace, voire même une durée de présence de 84 heures dans un moulin de la Souabe, le garçon meunier en question étant relevé toutes les quatre nuits par son patron, qui d'ailleurs se contentait de lui donner une journée de liberté pleine et entière, un dimanche sur trois. Il faut bien dire aussi que parfois les ouvriers eux-mêmes se montrent hostiles aux efforts de l'inspecteur pour réprimer un tel abus. Dans deux circonstances, des carriers ont été jusqu'à s'opposer ouvertement à la réduction du temps de travail que l'administration avait obtenue du chef d'entreprise.

L'inobservation des *pauses* ou *repos* de rigueur — qui constitue une prolongation indirecte du temps de travail — a été fréquente dans les boulangeries (Prusse, Haute-Bavière, Chemnitz); les moulins (Basse-Bavière, Haute-Franconie); les auberges, restaurants, cafés, etc. (Zwickau, Hesse, Saxe-Weimar, Saxe-Cobourg-Gotha), où le personnel lui-même refuse de prendre le repos de 24 heures prescrit. Ils ont été réduits dans 220 cas et supprimés dans 430 environ. A ces dérogations, il faut en ajouter environ 290, mais celles-là permises par l'administration, presque toujours, d'ailleurs, sous réserve de certaines compensations, comme, par exemple, une légère diminution de la durée totale du travail journalier, une prolongation de la pause de midi. D'un autre côté, plusieurs patrons se sont déclarés volontiers prêts à augmenter les pauses et repos en échange de tel ou tel menu avantage, comme la faculté de modifier la distribution du temps de travail en vue d'une meilleure exploitation; cette tendance s'est affirmée en particulier dans les circonscriptions de Dresde (à Dresde même, à Meissen et à Freiberg) et de Mayenne, où la pause de midi atteint jusqu'à deux heures, surtout pour les ouvrières. Dans la seconde circonscription précitée, cette pose était de plus d'une heure dans les 66 p. 100 des entreprises à personnel féminin. A noter, finalement, que des pauses ont été simplement déplacées, avec la permission du service, dans 45 cas, et illicitement, de la propre autorité des industriels, dans 10 environ.

Le travail supplémentaire autorisé en semaine a été, somme toute, aussi abondant que les années antérieures. Y ont eu recours, principalement : l'industrie des articles d'alimentation et autres objets de consommation (fabriques de pain d'épices, de confiserie, de chocolat, de conserves en tous genres, manufactures de cigares, fabriques de sucre, boulangeries); le travail du bois (fabriques de jouets); le vêtement (ateliers de lingerie, fabriques de corsets, de fleurs artificielles, blanchisseries, manufactures de chaussures); le travail des métaux (fabriques de machines à coudre, de vélocipèdes, d'épingles); les textiles (filatures, tissages, etc.); l'industrie du papier (cartes de luxe, cartonnages); les pierres et terres (carrières, verreries), — du reste pour les motifs habituels : presse extraordinaire dans la « saison » ou aux environs des grandes fêtes comme la Noël; force majeure (conditions atmosphériques défavorables, crues, grèves); accidents d'exploitation (bris de machines, incendies); suspension périodique du travail pour vérifier la quantité disponible d'énergie motrice; raisons d'intérêt public (travaux pour chemins de fer). Là aussi, l'autorisation administrative a été subordonnée quelquefois à l'accomplissement de certaines conditions, par exemple : obligation de ne pas dépasser un maximum d'heures ni un moment déterminé de la soirée, de ne point occuper les ouvriers le dimanche qui suit les jours de travail supplémentaire, d'accorder au personnel une pause suffisante pour le repas du soir. Comme les autres années, les divers rapports pour 1903 n'indiquent d'une façon complète l'étendue du travail supplémentaire licite que pour les ouvrières : 213,075 (216,752)⁽¹⁾ femmes, réparties entre 3,125

(1) Les chiffres entre parenthèses sont ceux de 1902.

(3,202) exploitations, ont fourni approximativement 3,015,228 (3,001,326) heures en plus de la journée normale.

Repos du dimanche et des jours fériés. — Le travail illicite du dimanche et des jours fériés a été fréquent, surtout dans les minoteries, les fabriques de papiers, de gants, les briqueteries-tuileries, les hauts fourneaux, les brasseries et malteries, les carrosseries (spécialement pour les vernisseurs de voitures), les abattoirs, les ateliers de tailleurs, d'ébénistes, de modistes, les boulangeries. Des ouvriers ont travaillé entre 14 et 22 heures, le dimanche (fromageries d'Elbing, Prusse occidentale; briqueteries-tuileries de Coblenze). On a compté à peu près 460 contraventions. D'autre part, il faut signaler sur quelques points (Basse-Franconie, Wurtemberg, Oldenbourg) les louables efforts de certains industriels pour supprimer ou réduire par une meilleure organisation le travail des dimanches et jours fériés, soit de leur seule initiative, soit d'accord avec les ouvriers, si bien qu'il est parfois fait peu ou point usage des autorisations délivrées. Mais cette tendance est encore très isolée, et des inspecteurs estiment qu'il convient de se montrer de plus en plus rigoureux dans l'octroi des dérogations au repos dominical et férié, institué par la *Gewerbeordnung*. Aussi bien le nombre total des heures fournies, un dimanche ou un jour de fête, en vertu d'une autorisation administrative, a-t-il été sensiblement moindre qu'en 1902 : 1,632,271 (contre 2,472,651 7/12) pour 155,537 (140,081) travailleurs des deux sexes et 2,262 (1,920) établissements. Au surplus, la faculté en question a été assez souvent concédée sous conditions : octroi en semaine d'un repos complémentaire plus ou moins long (de 24 heures en général), arrêt de la besogne durant le principal office religieux, etc. Les exploitations bénéficiaires, qui ont fait valoir des raisons identiques à celles invoquées pour le « travail supplémentaire », ont été en première ligne : les fabriques de sucre, de pâte de bois (pour la papeterie); de bijouterie, de papier, de cartons, de machines, de conserves en tous genres, de jouets; les hauts fourneaux; les forges et laminaires; les verreries; les imprimeries; les établissements de foulage et de teinturerie; les ateliers de l'industrie du vêtement et des nettoyages dans son ensemble; enfin les chantiers du bâtiment.

Règlements de travail. — *Livrets.* — *Carnets de paye.* — *Affichage.* — Les règlements de travail sont encore souvent rédigés — quand ils ne sont pas totalement défaut — au détriment du personnel, et il a fallu un examen minutieux de la part du service pour en élaguer toute une série de dispositions arbitraires, parfois très habilement introduites, en contradiction avec la *Gewerbeordnung*.

Voici quelques-unes des clauses qui ont été relevées, en ce qui concerne les amendes : répartition entre les seuls ouvriers non punis; versement de la moitié dans la caisse de l'entreprise; amendes pour « conduite inconvenante » en dehors de l'exploitation; — en ce qui concerne les salaires : absence de rétribution pour les ouvriers embauchés qui n'ont travaillé qu'un jour; retenues pour l'éclairage et le nettoyage des locaux de l'exploitation; retenue de la première journée de travail, sans indication sur l'emploi du fonds ainsi constitué; — en ce qui concerne la durée du travail : fixation de la journée de 11 heures dans les carrières au lieu du maximum légal de 10 heures; obligation de nettoyer après la fin du travail normal; — en ce qui concerne le délai-congé : inégalité du délai pour l'employeur et l'employé; renvoi immédiat pour affiliation à un syndicat; — en ce qui concerne la solution des différends : exclusion de la compétence des conseils de prud'hommes et des tribunaux ordinaires au profit d'une commission d'arbitrage instituée par le patron seul. — À signaler finalement une tendance assez générale à prévoir de moins en moins dans le règlement intérieur un délai-congé quelconque et à reconnaître par contre aux deux parties le droit de rompre sur-le-champ le contrat de travail.

Les contraventions pour non-affichage du règlement intérieur et non-distribution d'un exemplaire à chaque ouvrier ont été nombreuses, en particulier dans la Prusse occidentale et le Wurtemberg.

Les irrégularités sont toujours nombreuses en ce qui regarde les *livrets*. Dans plusieurs exploitations ils manquaient même tout à fait. Les lacunes et les inexactitudes les plus graves ont porté, comme par le passé, sur l'âge des jeunes ouvriers, qui n'était point mentionné ou l'était faussement afin de permettre leur emploi dans des conditions illicites. Ces diverses infractions ont été relevées notamment dans les ateliers à moteurs, dans les boulangeries et les tuileries-briqueteries recrutant leur personnel parmi les Italiens, dans les ateliers de couturières et de modistes et, d'une manière générale, dans les métiers exercés par des artisans à leur compte ainsi que dans la petite industrie.

L'expérience tentée avec les *carnets de paye* n'a pas non plus donné en 1903 des résultats favorables. Cette institution, qui procède d'une excellente idée — tenir les parents au courant de ce que gagnent les jeunes ouvriers et éviter ainsi que ces derniers gaspillent leurs salaires — se heurte dans la pratique à de multiples inconvénients. Les patrons et leurs représentants, obligés les uns ou les autres de signer eux-mêmes le carnet de paye, lui reprochent surtout de leur causer, abstraction faite des frais d'établissement assez considérables, une perte de temps appréciable et nullement proportionnée au but poursuivi, d'autant que les familles ne sont point tenues d'en prendre connaissance; ils leur reprochent aussi de favoriser la concurrence grâce aux indications détaillées sur le prix de la main-d'œuvre; de ne pas être obligatoire pour les travailleurs, si bien que plus d'un refuse de l'emporter à la maison. Plus spécialement, dans la confection et la lingerie, où le travail se paye aux pièces et selon des tarifs très divers, on se plaint du nombre insuffisant des rubriques prévues sur le carnet en usage et de la nécessité de conserver ainsi, concurrentement, le « livret de décompte », d'où une complication fâcheuse.

Salaires. — Des retenues illicites ont encore été très fréquemment opérées, sous les prétextes les plus divers : pour nettoyage des ateliers, pour garantie, au delà de la limite permise, contre la rupture du contrat d'apprentissage; pour paiement de la totalité de la cotisation ouvrière au lieu des deux tiers admis par la loi; pour coût de l'exemplaire du règlement intérieur délivré lors de l'embauchage. Parfois même, le motif des prélèvements n'était pas du tout indiqué, ou bien telle déduction devenue sans objet ne continuait pas moins d'être pratiquée. Mais les retenues de beaucoup les plus courantes se sont produites par application du « trucksystém », consistant à retrancher du salaire les sommes dues par les travailleurs pour certaines denrées, surtout de consommation (pain, eau-de-vie, bière, tabac, explosifs — dans les carrières —, vêtements), prises à crédit et comptées d'ordinaire au-dessus du prix de revient, parfois d'ailleurs sans contrôle possible de la quantité pour le débiteur. Cette pratique condamnable est répandue dans les entreprises de terrassements, les briqueteries-tuileries, les manufactures de cigares, les forges et laminiers, les carrières, les verreries, les fabriques de vannerie, de chaussures.

Le mode de règlement des salaires a aussi, dans maint cas, prêté à la critique. Certains industriels obligeaient leur personnel à recevoir tout ou partie de la paye en nature, lui délivrant du pain, de la viande, etc.; d'autres faisaient des avances sous forme de jetons qui n'étaient pris en paiement que dans des cantines montées ou exploitées par le chef d'industrie; plusieurs enfin s'en remettaient aux travailleurs adultes du soin de payer les jeunes ouvriers.

L'arbitraire patronal s'est aussi exercé dans la façon de calculer les salaires. Les plus grands abus règnent dans l'industrie de la taille des pierres en Basse-Franconie, où les ouvriers sont engagés à la tâche, sans que le patron leur donne même la

moindre indication sur le taux et le mode d'établissement des salaires, avant le jour de la paye. En revanche, le « Norddeutsche Lloyd » de Brême fait connaître longtemps à l'avance aux ouvriers le montant du salaire qui se trouve revenir à chacun d'eux, si bien qu'ils peuvent, en cas de désaccord, réclamer avant règlement. Mais la meilleure mesure, dans cet ordre d'idées, est encore l'institution de conventions de tarifs entre employeurs et travailleurs, telles qu'on les rencontre dans l'industrie du Livre (Basse-Franconie) et les grandes maisons de tailleurs de Wurzburg.

Souvent aussi, on a justement critiqué l'usage de faire la paye dans un lieu inapproprié (par exemple dans des auberges et débits de boissons, dans des dépôts affermés par le patron pour la vente de tabac, cigares, spiritueux, etc., ou un endroit éloigné du chantier ou de l'atelier) ou bien à des intervalles de temps trop longs (tous les quinze jours, toutes les quatre et même toutes les six ou huit semaines) ou enfin à un mauvais moment : le vendredi, le dimanche.

Maladies professionnelles. — On a enregistré pour tout l'Empire environ 700 cas de *saturnisme*, dont à peu près 160 assez graves; 1 seul a entraîné la mort. Ils se sont déclarés, comme d'habitude, en premier lieu dans les entreprises de peinture, les fabriques de couleurs de plomb (minium, jaune de Naples, etc.), les céruseries, les imprimeries et les fonderies de caractères, les fabriques de fours, de couvertes pour la céramique, les fonderies de plomb; puis, avec une fréquence moindre, dans les fabriques d'accumulateurs, de couleurs minérales, les carrosseries (chez les peintres et vernisseurs en voitures), les maisons pour la taille des limes, les fabriques de capsules et de bouchons en porcelaine pour la fermeture des bouteilles (à bière, par exemple), les ateliers de polissage des marbreries, etc. Spécialement, on signale une recrudescence de l'intoxication saturnine dans plusieurs fonderies de plomb d'Oppeln, où 142 ouvriers sur 875, soit les 16.22 p. 100 du personnel, ont été atteints (contre 9.93 p. 100, en 1902). Une proportion assez inquiétante est également fournie par les fabriques de produits de plomb dans la circonscription de Cologne : 17 saturnins sur une moyenne de 34 travailleurs. Cette maladie, dont les symptômes les plus courants ont été la « colique de plomb », des paralysies locales et diverses affections d'estomac, a ému maints industriels, qui ont fait de louables efforts pour l'enrayer par une meilleure hygiène des ateliers ou d'heureuses modifications des procédés d'exploitation : application non plus au sec mais au mouillé des lettres et dessins avec des couleurs plombiques sur les bouchons de porcelaine; pose de hottes d'appel des vapeurs et buées au-dessus des cuves à fusion pour le plomb et ses alliages (fonderies de caractères); remplacement du transport à la main par le transport mécanique pour les crasses d'oxyde de plomb à diriger sur les séchoirs (fonderies de plomb); substitution aux « blocs » de plomb des blocs formés d'un alliage d'étain, de zinc et d'antimoine (taille des limes); adoption de succédanés de la céruse comme le lithopone, le blanc de zinc, le sulfure de zinc précipité sur de la baryte artificielle (peinture en bâtiment). Mérite aussi d'être mentionnée une ordonnance de police interdisant pour des minoteries de Hesse « l'emploi de meules dont les nilles ou toutes autres parties sont fixées avec du plomb ou des alliages plombiques, ou dans lesquelles des trous sont remplis par du plomb ou des alliages plombiques ⁽¹⁾ ».

La *septicémie charbonneuse* est apparue 37 fois — en causant 8 décès, — surtout dans les tanneries et mégisseries, les fabriques d'engrais et de gélatine d'os, les filatures de crins de cheval et les pincauteries. Cette affection devient, en somme, de moins en moins fréquente, grâce aux excellentes mesures prophylactiques de l'or-

(1) Voir le texte complet, T. III, Hesse, p. 219.

donnance fédérale de 1902, généralement bien observée par les industriels, à tel point que la plupart des cas sus-relatés sont imputables à l'imprudence des ouvriers, qui n'ont pas toujours pris les soins de propreté leur incombant ou conservent la mauvaise habitude de se gratter au moindre chatouillement provoqué par les poils en suspension dans l'atelier, et de se faire ainsi des égratignures par où s'introduisent les germes pathogènes. Mais, souvent aussi, l'infection a été déterminée par le mode de préparation antihygiénique adopté par les pays étrangers pour conserver les peaux. Celles originaires du Maroc, par exemple, arrivent tout enduites des matières, plus ou moins en putréfaction, retirées de l'estomac des animaux abattus.

Malgré la suppression de l'emploi du phosphore blanc, on a relevé 6 cas de *nécrose phosphorée* (contre 7 en 1902), dont 2 ont rendu nécessaire l'ablation de tout ou partie de la mâchoire attaquée. Il faut mentionner, d'autre part, une nécrose provoquée par les vapeurs nitreuses chez les ouvriers d'une grande fabrique de celluloid (Bade).

10 cas de *sulfocarbonisme* ont été enregistrés dans des fabriques d'articles en caoutchouc (région de Leipzig), et plusieurs autres dans une maison de même nature de la Basse-Alsace, ces derniers causés par la négligence des travailleurs, qui omettaient, en pénétrant dans les locaux de vulcanisation, d'actionner les ventilateurs.

L'*arsenicisme* a fait 5 victimes dans des fabriques de produits chimiques (Wiesbade, Hambourg), où les ouvriers se trouvaient inspirer par moments des quantités excessives d'hydrogène arsenié.

De même, l'inspiration de gaz *nitreux* a amené la mort de quelques ouvriers et provoqué des troubles graves chez beaucoup, principalement dans les fabriques d'acide nitrique, de dynamite et dans les cartoucheries. On recommande comme antidote le chloroforme administré à raison de 3 à 5 gouttes dans un verre d'eau, toutes les dix minutes, et, comme moyen préventif, l'aménagement de puissants aspirateurs.

La *tuberculose*, en tant que maladie professionnelle bien caractérisée, a sévi dans les manufactures de tabac, les chantiers de taille des pierres et les établissements pour le déliassage des chiffons, favorisée par la nature même du travail et souvent aussi, concurremment, par une mauvaise hygiène générale. Ainsi, ce fléau prend des proportions inquiétantes parmi les cigariers et cigarières du district d'Alzenau (Bavière); chez les ouvriers des tabacs d'Oranienbaum (Anhalt), où les tuberculeux figurent sur les tableaux de la mortalité annuelle relevée dans les fabriques et dans le travail à domicile, respectivement pour 66 et 71 p. 100; parmi les tailleurs de pierre du district de Leipzig (23 cas, dont 8 mortels, sur un effectif de 196 hommes). L'introduction de nouvelles machines, certes plus perfectionnées mais exigeant des soigneurs une capacité de travail au delà des forces ordinaires, a rendu également tributaires du terrible mal quelques autres industries, par exemple celle de la chaussure, depuis l'adoption de la « Leveling », machine américaine pour les formes. Toutefois, dans l'ensemble, les ravages sont moins considérables que l'année précédente; la Prusse, en particulier, est restée absolument indemne.

Les inspecteurs ont observé un peu partout une série d'*affections cutanées* revêtant des formes multiples et dont plusieurs ne sont pas encore bien connues. Ces dernières, qui consistent dans de petits boutons, de légers abcès sur les parties du corps à nu pendant la besogne, ont été rencontrées notamment chez les fumeurs de drap et les teinturiers, dans les fabriques de tuiles artistiques, où les produits sont plongés dans du goudron chaud, l'industrie chimique (fabrication des acides sulfurique et fluorhydrique, pesage et emballage des préparations opiacées), chez les polisseuses sur bois, les tanneuses, etc. Quant aux maladies de peau classées

depuis longtemps par spécialités, les inspecteurs ont constaté : l'*acné du chrome*, qui s'attaque à la cloison nasale et serait, paraît-il, efficacement combattue par l'usage du tabac à priser; la *gale du sucre*, suppuration pustuleuse sur les bras et les jambes des raffineurs, qui est capable, si le mal est négligé, d'entraîner une assez longue incapacité de travail; comme traitement, on recommande les douches et bains tièdes; comme moyens préventifs, des gants et des bas de forte toile, avec semelles en cuir; — la *gale des polisseurs* ⁽¹⁾, qui a atteint des ébénistes et, d'une façon générale, les travailleurs du bois.

Enfin, les rapports signalent plusieurs cas de *fièvre de la fonte* ⁽²⁾ dans les fonderies de laiton, en préconisant, pour l'enrayer, une ventilation bien comprise.

Prévention des accidents. — On a relevé environ 189,783 accidents professionnels (contre à peu près 180,050 en 1902), dont 1,326 (1,197) mortels, soit approximativement les 0.69 (0.66) p. 100. Très nombreux surtout dans le bâtiment, le travail du bois, les transports, l'industrie métallurgique et des machines, les pierres et terres et les textiles, ils ont été causés principalement par les ascenseurs et monte-charges, les navettes des métiers à tisser, les calandres, les scies circulaires, les machines à blanchir et moulurer le bois, les fraiseuses, les diverses presses et machines à estamper.

A part quelques cas isolés où des chefs d'industrie et des ouvriers se sont montrés hostiles, par esprit de routine ou de peur d'un surcroît de besogne, aux mesures et dispositifs préconisés ou prescrits pour éviter des catastrophes, travailleurs et employeurs ont secondé de leur mieux l'œuvre de la prévention-accidents, faisant même preuve parfois d'initiative et d'ingéniosité. Ainsi, des associations ouvrières ont demandé aux inspecteurs de faire à leurs membres des conférences sur la matière; certains ouvriers ont inventé des appareils protecteurs, dont quelques-uns primés par les corporations professionnelles; des patrons ont fait peindre en une couleur voyante les dispositifs de sûreté; d'autres ont donné de véritables leçons de choses à leur personnel, en prenant texte des accidents survenus au dehors ou dans leur propres maisons; d'autres encore ont apposé dans les ateliers des affiches spéciales signalant aux ouvriers les risques de l'exploitation et édictant les mesures de précaution nécessaires; un autre, enfin, a institué des conférences trimestrielles, où chefs d'atelier, contremaîtres et ouvriers sont invités à échanger leurs vues et à présenter des projets dont les meilleurs sont réalisés le plus promptement possible. On peut citer comme appareils de protection efficaces, d'invention récente : des manivelles pour la mise en marche des moteurs explosants; un système de fermeture automatique pour portes d'ascenseurs et de monte-charges ⁽³⁾; un obturateur instantané pour les robinets de chaudières à vapeur en cas d'éclatement du verre du niveau d'eau ⁽⁴⁾; des cordages pour attacher les carriers dans les travaux de taille dangereux ⁽⁵⁾; des lunettes pour les casseurs de cailloux et les piqueurs de pierres; un dispositif écartant des presses excentriques, dans les fabriques de lampes, et des presses à platine, dans les imprimeries, les mains du soigneur au moment dangereux; un appareil pour empêcher que les ouvriers ne tombent des lucarnes en montant des marchandises par treuils ⁽⁶⁾.

Contraventions relatives aux ouvrières et aux jeunes ouvriers. — Très fréquentes

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1904, p. 888.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, février 1903, p. 109.

⁽³⁾ Voir description, Tome I, p. 108.

⁽⁴⁾ *Idem*, Tome I, p. 300.

⁽⁵⁾ *Idem*, Tome I, p. 326.

⁽⁶⁾ *Idem*, Tome III, Hambourg, p. 19.

dans les tuileries-briqueteries, les verreries, les hauts fourneaux et les petits ateliers à moteurs de presque tous les groupes d'industries, elles se sont élevées à 23,262 (contre 22,269 en 1902), dont 19,059 et 4,203 concernaient respectivement des jeunes ouvriers et des ouvrières, et ont entraîné diverses peines pour 1,834 (1,402) patrons, directeurs ou contremaîtres. Les infractions les plus graves se décomposent comme suit :

OBJET.	JEUNES OUVRIERS.	OUVRIÈRES.
Genre de travail illicite.....	514	78
Durée du travail.....	1,429	281
Pauses, repos, alternance des équipes, etc.....	1,076	237
Travail de nuit.....	115	98
Emploi les dimanches et jours fériés.....	224	"
Emploi le samedi et les veilles de jours fériés....	"	671
Emploi de femmes en couches.....	"	18

AUTRICHE.

Placement en février 1906⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 837 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			PROPORTION P. 100 DES DEMANDES par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Fév. 1906.	Janv. 1906.	Fév. 1905.	Fév. 1906.	Janv. 1906.	Fév. 1905.	Fév. 1906.	Janv. 1906.	Fév. 1905.	Fév. 1906.	Janv. 1906.	Fév. 1905.
Hommes	16,347	17,868	11,784	37,198	33,001	38,143	227	218	323	28	32	22
Femmes	28,691	28,583	23,936	30,306	28,092	28,021	105	98	117	56	60	53
Ensemble	45,038	46,451	35,720	67,504	67,093	66,164	149	144	185	41	44	35

BELGIQUE.

Revue du travail en février 1906⁽²⁾. — Douze offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de février 1906. Pour 757 offres d'emploi, il y a eu 1,037 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 137 demandes pour 100 offres. Dans les mêmes établissements, le mois précédent, la moyenne était de 199 demandes pour 100 offres et, l'an passé, à même époque, de 146 demandes pour 100 offres. La situation du marché du travail en février apparaît donc bien supérieure à celle du mois dernier et à peu près égale à celle de février 1905.

⁽¹⁾ D'après la *Sociale Rundschau*, mars 1906.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 15 mars 1906.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 151 unions professionnelles ouvrières, groupant 32,678 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de février, 832 chômeurs, soit une proportion de 2.5 p. 100 (contre 2.6 p. 100 le mois précédent et 2.8 pour 100 en février 1905).

Caisse de retraites et de secours des ouvriers des chemins de fer de l'État en 1903. — Le total des recettes encaissées en 1903 par cette caisse de retraites et de secours s'est élevé, en 1903, à 3,665,927 francs, et le total des dépenses (pensions, secours, traitements, etc.) à 3,697,142 francs, soit un excédent de dépenses de 31,215 francs (contre un excédent de recettes de 139,142 fr. en 1902). Déduction faite de ce déficit et en tenant compte des annuités dues par l'État et de la valeur de la cotisation supplémentaire due par les membres, l'avoir, au 31 décembre 1903, s'élevait à 20,238,233 francs.

Toutefois, du chef des pensions et des secours annuels restant à servir, cet avoir est grevé de charges représentées par les sommes suivantes : pour pensions (23,290,565 fr.), secours annuels (39,619 fr.), divers (242,881 fr.), soit ensemble 23,573,070 francs.

Il en ressort que la dotation des pensions et secours annuels présente un excédent de charges de 3,334,836 francs.

Le nombre des ouvriers affiliés à la caisse, en 1903, s'élevait à 53,498 ⁽¹⁾ contre 51,838, en 1902.

Le nombre des pensions en cours, en 1903, s'élevait à 6,189 contre 5,709, en 1902, savoir :

Ouvriers.....	2,685
Veuves.....	3,301
Orphelins.....	168
Ascendants.....	35

Les accidents sur les chemins de fer en 1903 ⁽²⁾. — Les accidents de personnes sur les chemins de fer de l'État et les réseaux des Compagnies sont classés ci-dessous :

DÉSIGNATION des catégories de victimes.	NOMBRE DE PERSONNES					
	tuées			Messées		
	Collisions et dérail- lements.	par im- prudence ou autres causes.	Total.	Collisions et dérail- lements.	par im- prudence ou autres causes.	Total.
Voyageurs et personnes étrangères.....	"	75	75	101	270	71
Agents des chemins de fer.....	"	37	37	55	697	752
TOTAUX GÉNÉRAUX...	"	112	112	156	967	1,123

⁽¹⁾ Ce chiffre comprend les ouvriers des chemins de fer, des postes, des télégraphes, de la marine et les ouvriers civils de la guerre.

⁽²⁾ Chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones et marine; Compte rendu des opérations pendant l'année 1901; Ministère des chemins de fer, postes et télégraphes.

Le nombre total des accidents mortels parmi le personnel des chemins de fer s'élève à 37. D'un autre côté, le personnel, au 31 décembre 1903, se composait comme suit :

1) ÉTAT.

	NOMBRE d'agents.
Service général	257
Voies et travaux	18,004
Traction et matériel	27,276
Exploitation	15,956
Perception des recettes et contrôle	1,015
TOTAL du personnel	62,508

2) COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES.

Fonctionnaires et employés de tous grades	1,350
Agents divers et ouvriers	4,340
TOTAL du personnel	5,690
PERSONNEL TOTAL des chemins de fer	68,198

Dans ce total de 68,198, le personnel de l'Administration centrale et des bureaux (Service général, perception des recettes et contrôle) entre pour 2,085 individus. Il reste donc un chiffre de 66,113 agents formant le personnel qu'on peut considérer comme directement exposé aux accidents. Si l'on en rapproche le nombre d'accidents donné plus haut (37), la proportion des cas de mort, par 1,000 agents des services actifs, ressort à 0.55.

CANADA.

Revue du travail en décembre 1905 et janvier 1906 ⁽¹⁾. — Grâce à la douceur de la température, les travaux à l'extérieur (bâtiment, forêts, pêche, transports, etc.) ont été pendant ces deux mois beaucoup plus actifs que les années précédentes à pareille époque. Par contre, l'absence presque totale de neige a privé d'emploi beaucoup d'ouvriers dans l'industrie du bois d'Ontario comme aussi dans le pelletage des neiges et le coupage des glaces. L'activité a été générale dans les manufactures et notamment dans la métallurgie, la chaussure et la confection. La production des houillères, qui s'était ralentie en décembre, a repris en janvier; on escompte une bonne année par suite de la grande activité des industries du fer et de l'acier.

Grèves en décembre 1905. — 4 grèves nouvelles ont été signalées au département du travail, intéressant 279 ouvriers : les ouvriers demandaient, dans un cas,

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, décembre 1905 et janvier 1906.

la journée de 8 heures, dans un autre le paiement aux pièces; dans un cas ils s'opposaient au renvoi d'un employé et dans le dernier, à l'adoption d'un nouveau système de contrôle.

Résultats: 2 succès, 1 échec, 1 résultat inconnu.

Grèves en janvier 1906. — 12 grèves nouvelles intéressant 544 ouvriers et 27 établissements, à savoir: 5 dans l'imprimerie, 3 dans le bâtiment, 1 dans les mines, 1 dans l'alimentation, 2 dans des métiers divers.

Causes: questions de salaire 3, heures de travail 2, questions de personnes 3, questions diverses 4. Résultats: sur 8 grèves: terminées 3 succès, 4 échecs, 1 transaction.

Les accidents du travail en 1905 ⁽¹⁾. — Le nombre des accidents mortels signalés au département du travail en 1905 s'est élevé à 931 (contre 894 en 1904); et celui des accidents graves mais non mortels, à 2,414. contre 2,095 en 1904.

Le tableau suivant fait connaître les industries où l'on a compté le plus grand nombre de victimes.

INDUSTRIES.	VICTIMES	
	d'accidents mortels.	d'accidents graves.
Agriculture.....	135	242
Chemins de fer.....	216	341
Navigation.....	101	85
Bois.....	75	194
Mines.....	70	136
Métallurgie.....	69	439
Journaliers.....	58	141
Bâtiment.....	46	201
Divers.....	161	316
TOTAUX.....	931	2,095

Dans les mines on compte 15 tués et 39 blessés par suite d'explosion, dans la métallurgie 7 tués et 147 blessés par des machines, dans le bâtiment 20 tués et 78 blessés par suite de chute d'échafaudage, etc. Les accidents les plus nombreux se sont produits en octobre (103 et 253), août (79 et 246), novembre (103 et 243), etc.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽²⁾. — D'après les renseignements fournis par 877 unions affiliées à la Fédération américaine du travail et groupant 60,900 membres, qui ont envoyé des rapports sur le marché du travail, la moyenne des chômeurs était de 4.6 p. 100 en février 1906. Cette moyenne était de 7.8 p. 100 en janvier pour 1,755 unions et 98,540 membres.

⁽¹⁾ Gazette du travail, janvier 1906.

⁽²⁾ American federationist, avril 1906.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mars 1906 ⁽¹⁾. — Le marché du travail a été assez actif en mars; légère amélioration dans le bâtiment, le bois et l'ameublement.

3.8 p. 100 de chômeurs dans 271 trade-unions groupant 585,376 membres contre 4.4 p. 100 en février 1906 et 5.6 p. 100 en mars 1905.

5.50 journées de travail par semaine en moyenne, dans divers puits houillers contre 5.54 en février 1906 et 5.10 en mars 1905.

339 hauts fourneaux en marche à la fin de mars 1906 avec 24.200 ouvriers contre 338 en février 1906 et 316 en mars 1905.

Grèves. — 20 nouvelles grèves en mars 1906 avec 7,893 chômeurs contre 20 en février 1906, et 23 en mars 1905; 4 dans les mines, 5 dans les textiles, 6 dans la métallurgie, 4 dans les transports. Sur 21 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 5,224 grévistes : 8 succès, 3 échecs, 10 transactions.

Le nombre total des journées de travail perdues dans le mois s'est élevé à 181.800 contre 193,400 en février 1906 et 183.800 en mars 1905.

RUSSIE.

Les grèves de 1895 à 1904 ⁽²⁾. — Le Département des affaires industrielles au ministère du Commerce a publié récemment une statistique des grèves constatées en Russie de 1895 à 1904. C'est au professeur Warsar, inspecteur du travail, qu'est due cette étude.

Cette statistique, encore que d'une portée assez vaste, ne comprend pas toutes les branches industrielles russes; le docteur Warsar a résolument laissé de côté : les établissements de la couronne, où, affirme-t-il, la condition des ouvriers se rapproche de celle des fonctionnaires, les usines qui ont en Russie un régime de travail tout particulier et les fabriques qui emploient moins de 15 personnes. En un mot, cette statistique ne s'applique qu'à la grande industrie, et qu'à l'industrie privée. Les observations de M. Warsar se sont étendues à 18,000 usines occupant une population ouvrière de 1,500,000 personnes environ.

De 1895 à 1904, 1,765 de ces établissements ont été atteints par des grèves, ce qui donne une proportion de 0.98 p. 100 par an, entraînant le chômage de 431,254 ouvriers, soit chaque année 2.7 p. 100 du chiffre global.

De 1895 à 1898, les grèves ne sont ni fréquentes ni importantes. Le travail, déclare M. le docteur Warsar, est supérieur à l'offre. On construit le transsibérien, les grandes usines métallurgiques s'outillent, les industries textiles sont en pleine croissance. Les salaires s'élèvent lentement au gré des ouvriers qui cherchent à profiter en 1899 de la surabondance des commandes et de l'intérêt qu'ont les patrons à ne point suspendre leur fabrication, pour améliorer leur sort. En 1899,

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, avril 1906.

⁽²⁾ D'après un rapport du 9 mars 1906, de l'Ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, communiqué par le ministère des Affaires étrangères.

les grèves sont courtes, mais multipliées et presque toujours victorieuses; elles immobilisent 57,498 ouvriers, alors que le chiffre moyen des grévistes pendant les trois années précédentes n'était que de 41,000.

Trois années de calme, de 1900 à 1902, succèdent à cette courte période de lutte. La crise des industries métallurgiques en 1903 a comme conséquence une chute de salaires; les ouvriers essayent à coup de grèves d'entraver cette baisse et d'interdire les réductions du personnel. Aussi est-ce en 1903 que le docteur Warsar a observé la plus forte proportion de chômeurs : 450 usines ont suspendu leur production, immobilisant 86,832 ouvriers.

En 1904, la lassitude d'une lutte jugée inutile, et l'activité industrielle qui renaît des commandes faites pour les armées, pour les flottes de la Baltique à équiper, pour l'accroissement du matériel roulant sur le transsibérien, toutes ces causes différentes s'associent pour amener une période de calme : 68 établissements seuls sont atteints par des grèves qui ne s'étendent qu'à 24,904 ouvriers.

C'est pendant l'été, mai, juin et juillet, que les grèves sont le plus fréquentes et le plus importantes. La statistique démontre que, pendant ces trois mois, le nombre des grèves est le triple de celui constaté pendant le reste de l'année entière; durant ces trois mois, le chiffre des chômeurs a été deux fois plus élevé que celui observé de janvier à mai, et cinq fois supérieur aux chiffres indiqués pour la période août-décembre. « C'est que, pendant l'été, les patrons ne peuvent faire appel à la population agricole pour remplacer les ouvriers grévistes. Ceux-ci profitent de cette époque où la main-d'œuvre est recherchée et fait prime, pour présenter leurs réclamations et exiger des améliorations dans la salaire ou les conditions du travail. »

Il est inutile de remarquer que c'est dans les grandes villes, dans les centres d'industrie intense, que se sont produites les grèves les plus longues et les plus graves. C'est à Batoum et dans la province de Kalisch (Pologne) qu'elles ont été le plus fréquentes; dans ces régions, à plusieurs reprises, la population ouvrière tout entière a chômé. En général, c'est dans les districts voisins des frontières que les grèves ont été le plus multipliées. C'est, affirme le docteur Warsar, que, dans les centres, le long de la frontière, la population ouvrière est d'origine immigrée, allemande, turque, perse, ou bien encore qu'elle appartient aux races indigènes-allogènes, polonaises, arméniennes, etc.

Les premiers, les étrangers, n'ont point pour les grèves les mêmes appréhensions que les Russes. Quant aux seconds, les indigènes, ils sont dans un état de mécontentement qui a été le résultat de cette politique de russification à outrance que le gouvernement impérial a adoptée depuis le règne d'Alexandre III. C'est donc un terrain tout préparé pour l'éclosion des grèves.

C'est dans les régions frontières que les statistiques signalent le plus grand nombre de ces grèves collectives; qui paralysent toutes les branches industrielles à la fois, et auxquelles toute la population ouvrière prend part, sans distinction d'industrie ou d'usine. Ce sont les grèves collectives qui ont entraîné le chômage des masses ouvrières les plus imposantes. Sur le chiffre total des ouvriers chômeurs constaté de 1894 à 1905, 60 p. 100 ont quitté le travail à l'occasion de grèves collectives. « C'est que ces grèves collectives sont contagieuses, les ouvriers ont plus de difficultés à se détacher d'un mouvement général; d'autre part, la population présentant ses revendications en bloc, pêle-mêle, incite les patrons à opposer coalition contre coalition, rend les concessions moins aisées parce qu'elles deviennent plus importantes. Le plus souvent, ce sont les intransigeants et les violents qui, d'un côté comme de l'autre, prennent la direction des deux partis en lutte. »

La proportion des grèves varie beaucoup avec les industries. Comme dans la plupart des autres pays, c'est surtout dans les industries textiles, métallurgiques et

mécaniques qu'elles se sont le plus multipliées. Ainsi, les filatures ont eu à subir 592 grèves (33.4 p. 100) entraînant le chômage de 236,812 ouvriers (54.9 p. 100); les industries métallurgiques et mécaniques ont enregistré 336 grèves (16 p. 100) qui ont immobilisé 116,973 ouvriers (27.1 p. 100); la proportion du nombre des grèves constatées dans ces trois branches industrielles s'élève à 52.4 p. 100 du chiffre total, et la population ouvrière qui y prit part représente les 82 centièmes de la masse globale des grévistes. Les raisons de l'importance et de la fréquence des grèves dans ces industries ont été indiquées depuis longtemps. L'accumulation d'ouvriers dans un petit nombre d'usines surpeuplées, la concentration des établissements dans des régions déterminées, la similitude des conditions de travail et de production, l'analogie des salaires, tout prépare l'entente entre les divers groupements ouvriers, tout facilite la cohésion, tout rapproche, tout unit.

Il est curieux de constater que dans les industries textiles en Russie, les grèves tendent à diminuer; la concurrence est de jour en jour plus intense, les ouvriers le savent et modèrent leurs exigences. En regard de cette proportion décroissante, on observe une recrudescence des grèves dans les industries métallurgiques et mécaniques. C'est, à en croire M. Warsar, que les progrès mêmes de ces industries, leur prospérité incitent les ouvriers à réclamer une part de bénéfice qu'ils exagèrent. Une seule branche des industries mécaniques a échappé jusqu'à présent à la contagion des grèves : l'industrie mécanique appliquée à l'agriculture : (sucreries, minoteries, distilleries, scieries). C'est que ces usines sont disséminées à des distances considérables les unes des autres; elles sont situées dans des régions très différentes où les conditions du travail, et les salaires n'ont aucune analogie. Rien ne rapproche donc les ouvriers, et tout les sépare. «En outre, dit M. Warsar, comme dans ces industries, de petites industries après tout, la main-d'œuvre est loin de jouer dans le coût de la production relativement le même rôle que dans les industries textiles par exemple, les patrons acceptent sans longue résistance les propositions de leurs ouvriers. Dans aucune catégorie d'usines de la section mécanique, les grèves n'ont été aussi rares que dans les scieries; nulle part elles n'ont été aussi souvent victorieuses. La lutte a presque toujours été courte.

En Russie, la durée moyenne des grèves dépasse rarement 10 jours; sur 1,765 grèves constatées en 10 années, 307 seulement ont franchi cette limite; la grande majorité, 1,456, soit 62 p. 100 environ, l'a juste atteinte ou est restée en deçà. Ces grèves courtes ont fait perdre aux ouvriers 1,429,358 jours de travail, soit 68.7 p. 100 du chiffre total des journées chômées. L'ouvrier russe est le moins tenace des ouvriers européens; il est résigné et mou; il n'a pas de réserves, il a un besoin urgent de son salaire, et les syndicats, même quand ils existent sous la forme de sociétés secrètes, sont bien plus des associations politiques que des fédérations de travailleurs groupés pour la défense de leurs intérêts économiques. Aussi est-ce en Russie que la moyenne des jours de grève dans l'année ouvrière tombe le plus bas, à 4 jours 1/10: en Angleterre, elle s'élève à 34.2; en France, à 14.3; en Autriche, à 12.1; en Italie, à 10.3. C'est dans les filatures de tissus en laine et dans les industries du cuir qu'en Russie le nombre des journées de grèves est le plus haut; chaque ouvrier a perdu chaque année 7.7 jours de travail.

Le docteur Warsar s'est efforcé d'établir le bilan des pertes causées par les grèves, tant aux patrons qu'aux salariés; elles se chiffrent pour les fabricants par 10,427,000 roubles, et pour les employés par 1,597,000 roubles pour le décennat tout entier. Si l'on compare à ces chiffres des pertes entraînées par les grèves, la valeur moyenne des produits usinés chaque année en Russie — 2 milliards 1/2 de roubles environ — et la somme moyenne des salaires versés, — 310 millions de roubles, — il faut bien reconnaître que les dommages entraînés par les grèves n'ont

rien d'alarmant. On peut même faire une distinction pour les chiffres correspondant aux pertes subies par les patrons : les frais de combustibles et le versement des salaires ont été suspendus pendant la durée de la grève; les dépenses globales ont donc été réduites de ces deux chefs. Après des calculs trop ingénieux, peut-être, M. Warsar aboutit à la conclusion que les pertes des patrons, au sens étroit du mot *pertes*, ont égalé celles des ouvriers.

Un long chapitre de la statistique est consacré aux causes des grèves : en général, elles naissent de contestations relatives aux salaires; la proportion des grèves de de cette origine s'élève à 68 p. 100. La durée du travail (4.7 p. 100) est également une source importante de difficultés. Le plus souvent, c'est pour l'augmentation du salaire (42.8 p. 100) et la réduction des heures de présence (16.1 p. 100) que l'ouvrier russe entame la lutte. Le mode de paiement a aussi soulevé de violentes grèves (10.7 p. 100). Le nombre des grèves dites de solidarité, des grèves politiques, des grèves générales au moins localement, est aussi relativement élevé (10 p. 100); nulle part, elles n'ont été plus fréquentes que dans les industries métallurgiques. Par contre, les conflits avec les contremaîtres et les directeurs, les contestations relatives à l'assistance, aux questions des économats, aux indemnités pour accidents, n'ont été que rarement (7.4 p. 100) la cause déterminante de mouvements grévistes. L'ouvrier russe passif et discipliné ne proteste guère contre les amendes (1.4 p. 100), contre la répartition nouvelle des heures de présence (4.4 p. 100), contre les heures supplémentaires (2.3 p. 100).

Si on examine les résultats obtenus, ils sont relativement favorables aux ouvriers : 28.2 p. 100 des grèves ont été pour eux des triomphes complets; 21.8 p. 100, des victoires partielles; les patrons l'ont emporté dans 45.4 des cas. Si on compare ces résultats avec ceux que nous fournissent les statistiques dans le reste de l'Europe, on constate que l'ouvrier russe a moins souvent fait aboutir ses revendications que ses confrères allemands, anglais, italiens, autrichiens et français; c'est que le prolétariat n'est point organisé. En général, ce sont les grèves entreprises pour obtenir une augmentation de salaire (49.6 p. 100) ou une réduction des heures de travail (48 p. 100) qui ont le mieux réussi pour les chômeurs. Par contre, ils ont presque toujours dû capituler quand ils ont voulu lutter pour des amendes infligées pour malfaçon, quand ils ont réclamé le renvoi de contremaîtres, ou protesté contre une répartition nouvelle des heures de travail. En moyenne, ils ont dû renoncer à toutes leurs revendications 69 fois sur 100.

La statistique du docteur Warsar a très soigneusement noté le caractère, des grèves constatées. La plupart du temps (930 grèves sur 1,765), elles ont gardé pendant toute leur durée une allure nettement pacifique. Dans les 835 autres, au contraire, les patrons ont fait appel à l'intervention de l'État; dans 269 cas, ils ont réclamé l'envoi de troupes, dans 190, l'établissement de mesures policières de rigueur; dans 104 cas, les gouverneurs ont eu recours aux incarcérations et aux renvois dans des lieux d'origine; dans 31 cas, à des poursuites devant les tribunaux de répression. Dans 44 grèves, les ouvriers ont envahi et saccagé les usines. C'est à Bakou et à Batoum, dans les industries du pétrole, et à Tsaritzin, dans les industries mécaniques, que les grèves ont revêtu un caractère violent, presque insurrectionnel.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 1^{er} mars 1905, sur la réglementation du travail des enfants et sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs en Algérie ⁽¹⁾.

ART. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions du présent décret les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque les établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Ces dispositions sont applicables en Algérie aux théâtres, cirques et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

Elles sont également applicables aux laboratoires, cuisines d'alimentation, magasins, boutiques et bureaux et leurs dépendances, sauf en ce qui concerne les prescriptions des articles 2, 3, 4, 5 et 6.

Les mines et carrières ne sont assujetties aux dispositions du présent décret qu'en ce qui concerne les prescriptions spéciales au travail des enfants.

Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, ces établissements sont soumis aux mesures de sécurité et d'hygiène inscrites au présent décret.

ART. 2. — Les enfants de nationalité française ou européenne ne peuvent être employés par les patrons ni admis dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, avant l'âge de 13 ans révolus.

Toutefois, les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 peuvent être employés à partir de l'âge de 12 ans.

Les enfants indigènes ne peuvent être occupés avant l'âge de 12 ans révolus dans les établissements industriels énumérés à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}. Au cas où la production d'une pièce officielle précisant la date de naissance ne pourrait être faite, il y sera suppléé par un certificat émanant d'un médecin assermenté indiquant que le développement physique de l'enfant correspond à l'âge de 12 ans et lui permet de supporter le travail industriel.

ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures (au lieu de dix heures et demie) par jour.

Un arrêté du Gouverneur général détermine les conditions spéciales du travail des enfants de moins de 18 ans dans les travaux souterrains des mines.

ART. 4. — Les enfants âgés de moins de 18 ans ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi.

ART. 5. — Les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être levées en cas de nécessité absolue, par le fonctionnaire chargé du contrôle, sans que cette tolérance puisse jamais dépasser un mois pour une même autorisation; ni excéder le chiffre total de 60 jours par an. L'obligation du repos hebdomadaire peut également être levée par le fonctionnaire chargé du contrôle jusqu'à concurrence d'un maximum de

(1) Journal officiel du 9 mars 1905. — Les additions ou modifications apportées par ce décret au décret antérieur du 21 mars 1902 sont en italiques.

15 jours par an. Au delà de ces divers délais, aucune autorisation ne peut être accordée que par décision spéciale du Gouverneur général.

Les enfants des deux sexes, âgés de moins de 13 ans, ne pourront être employés comme acteurs ou figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés concerts sédentaires. Les fonctionnaires chargés du contrôle pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou de plusieurs enfants de moins de 13 ans dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées.

ART. 6. — Les chefs d'industrie ou patrons devront tenir un registre sur lequel seront portés les noms ou prénoms des enfants âgés de moins de 18 ans, ainsi que la date de leur entrée dans l'atelier et celle de leur départ. Ils seront tenus, en outre, de représenter, à toute réquisition, le bulletin de naissance de ces enfants, ou à défaut de pièces de l'état civil, le certificat médical prévu à l'article 2.

Dans les établissements dans lesquels le travail ne se fait pas à l'aide d'un moteur mécanique ou qui n'emploient pas plus de dix ouvriers, la tenue du registre ne sera pas obligatoire.

ART. 7. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, courroies, les engrenages ou tous autres organes pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

Les machines, mécanismes, appareils de transmissions, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

ART. 8. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes, au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche.

ART. 9. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes dans les ateliers où se trouvent des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique, dont les parties dangereuses ne sont point couvertes de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs.

ART. 10. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de 16 ans à faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale.

Il est également interdit de les employer à faire tourner des roues horizontales.

ART. 11. — Les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront être employés à tourner des roues verticales que pendant la durée d'une demi-journée de travail, divisée par un repos d'une demi-heure au moins.

Il est également interdit d'employer les enfants au-dessous de 16 ans à actionner au moyen de pédales les métiers dits « à la main ».

ART. 12. — Les enfants au-dessous de 16 ans ne peuvent travailler aux scies circulaires ni aux scies à ruban.

ART. 13. — Les enfants au-dessous de 16 ans ne peuvent être employés au travail des cisailles et autres lames tranchantes mécaniques.

ART. 14. — Il est interdit de préposer des enfants au-dessous de 16 ans au service des robinets à vapeur.

ART. 15. — Il est interdit d'employer des enfants de moins de 16 ans à des travaux exécutés à l'aide d'échafaudages volants pour la réfection ou le nettoyage des maisons.

ART. 16. — Les jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de 18 ans, employés dans l'industrie, ne peuvent porter, trainer ou pousser, tant à l'intérieur qu'à l'ex-

térieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers, des fardeaux d'un poids supérieur à l'usage normal de leurs forces.

ART. 17. — Il est interdit d'employer des filles au-dessous de 14 ans au travail des machines à coudre mues par des pédales.

ART. 18. — Il est interdit d'employer des enfants, des filles mineures ou des femmes à la confection d'écrits imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou autres objets dont la vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution sont réprimés par les lois pénales comme contraires aux bonnes mœurs.

Il est également interdit d'occuper des enfants au-dessous de 16 ans et des filles mineures dans les ateliers où se confectionnent des écrits, imprimés, affiches, gravures, peintures, emblèmes, images et autres objets qui, sans tomber sous l'application des lois pénales, sont cependant de nature à blesser leur moralité.

Les patrons ou chefs d'établissements doivent en outre veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique.

ART. 19. — L'atmosphère des ateliers et de tous les autres locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fossés, puisards, fosses d'aisances ou de toute autre source d'infection.

Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères, ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace. Les ouvriers appelés à travailler dans ces conditions seront attachés par une ceinture de sûreté.

Les cabinets d'aisances ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où seront employés les ouvriers.

ART. 20. — *Les patrons mettront à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle, notamment un lavabo, ainsi que de l'eau potable pour la boisson.*

ART. 21. — Les poussières ainsi que les gaz incommodés, insalubres ou toxiques, seront évacués directement en dehors de l'atelier, au fur et à mesure de leur production.

L'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

Les locaux fermés ne seront jamais encombrés ; le cube d'air par ouvrier ne pourra pas être inférieur à 6 mètres cubes.

Les ouvriers ne prendront jamais leurs repas dans les locaux où sont manipulées des substances toxiques.

ART. 22. — Les moteurs à vapeur, à gaz, les moteurs électriques, les roues hydrauliques, les turbines ne seront accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance ; ils seront isolés par des cloisons ou barrières de protection.

Les passages entre les machines, mécanismes, outils mus par ces moteurs auront une largeur d'au moins 80 centimètres, le sol des intervalles sera nivelé.

Les escaliers seront solides et munis de fortes rampes.

Les puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds seront pourvus de solides barrières ou garde-corps.

Les échafaudages seront munis sur toutes leurs faces de garde-corps de 90 centimètres de haut.

ART. 23. — Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er}, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise, ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse de la victime ainsi que des

témoins de l'accident, et fera connaître autant que possible ses causes et son degré de gravité. Elle sera, dans les vingt-quatre heures, adressée par le patron au juge de paix, qui en accusera réception et avisera aux mesures à prendre.

S'il existe un médecin résidant dans un rayon de 10 kilomètres, le patron devra faire appel aux soins de l'homme de l'art, dans le délai maximum de quarante-huit heures à partir de l'accident, et adresser au juge de paix, dans les vingt-quatre heures de sa délivrance, un certificat médical indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Le juge de paix accusera réception du certificat.

Une copie de la déclaration et du certificat médical sera envoyée par le juge de paix au fonctionnaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

ART. 24. — Les ingénieurs et contrôleurs des mines sont chargés de surveiller l'application du présent décret.

Ils sont placés, pour ce service, sous l'autorité du Gouverneur général de l'Algérie. Ils ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er}.

Ils peuvent se faire représenter le registre et les bulletins de naissance prescrits par l'article 6.

Toutefois, le Gouverneur général pourra, dans le cas où cette mesure lui paraît trait nécessaire, dispenser des visites du service les ateliers où sont exercées certaines industries indigènes.

Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des ingénieurs et contrôleurs qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au Gouverneur général, et l'autre déposé au parquet.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles en vigueur en Algérie quant à la constatation et à la poursuite des infractions au présent décret.

ART. 25. — Le Gouverneur général de l'Algérie adressera, chaque année, au ministre du Commerce et de l'Industrie, un rapport sur l'exécution du présent décret et les modifications dont il serait susceptible.

ART. 26. — En ce qui concerne l'application des dispositions contenues dans les articles 7 à 22 inclus du présent décret et dans les arrêtés du Gouverneur général prévus à l'article 27, les ingénieurs et contrôleurs, avant de dresser procès-verbal, mettront le chef d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements ou arrêtés.

Cette mise en demeure sera faite par écrit sur un registre qui devra être tenu constamment à la disposition du service; elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois.

Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Gouverneur général. Ce dernier peut, après avoir pris, s'il y a lieu, l'avis du conseil d'hygiène du ressort, modifier la mise en demeure ou proroger le délai imparti pour son exécution.

Notification de la décision est faite à l'industriel dans la forme administrative. Avis en est donné à l'ingénieur.

ART. 27. — Au fur et à mesure des nécessités constatées, des arrêtés pris par le Gouverneur général après avis des conseils d'hygiène détermineront les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail.

ART. 28. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés par le présent décret, qui auront contrevenu à ses dispositions, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

Aucune peine ne sera appliquée s'il est établi que l'industriel a été induit en erreur sur l'âge de la personne employée.

Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 29. — En cas de récidive, le contrevenant sera toujours condamné au maximum de l'amende. Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention de même nature.

En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, *lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention de même nature*, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

ART. 30. — Les peines prononcées par les deux articles qui précèdent ne font pas obstacle aux autres peines encourues, notamment en vertu des articles 319 et 320 du Code pénal, non plus qu'à toute responsabilité civile.

ART. 31. — Les patrons ou chefs d'industrie seront tenus de faire afficher le présent décret d'une manière apparente dans leur établissement; néanmoins, en cas d'infraction à cette disposition particulière, l'amende sera de 1 à 5 francs sans pouvoir excéder ce dernier chiffre, même en cas de récidive.

ART. 32. — Le présent décret ne sera exécutoire que trois mois après sa promulgation. *L'abrogation du décret du 21 mars 1902 prendra date à l'expiration de ce délai.*

Décret du 22 mai 1904 appliquant à l'Algérie les dispositions du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du 21 mars 1848 sur le marchandage.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Vu le décret du 2 mars 1848 et l'arrêté du 21 mars 1848 sur le marchandage;

Le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

L'avis du garde des sceaux, ministre de la Justice, en date du 7 janvier 1904;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — L'article 2 du décret du 2 mars 1848 est déclaré applicable à l'Algérie.

ART. 2. — Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois, de 100 à 200 francs en cas de récidive, et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois.

ART. 3. — Le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, le garde des sceaux, ministre de la Justice, le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, le ministre des Travaux publics et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Loi du 2 avril 1906, concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs ⁽¹⁾.

ART. 1^{er}. — Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, titulaires et suppléants, bénéficient, dans les conditions déterminées ci-après, des caisses de retraites et de secours établies dans leurs circonscriptions en exécution de la loi du 29 juin 1894.

ART. 2. — Tout délégué, qu'il soit ou non occupé comme ouvrier dans la mine où il exerce ses fonctions, à la seule condition de notifier préalablement au préfet et à l'exploitant qu'il est en possession d'un livret individuel délivré par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, bénéficiera sur ce livret de versements effectués par l'exploitant à raison de quatre pour cent (4 p. 0/0) de son indemnité de délégué; moitié sera prélevé sur ladite indemnité et moitié sera fournie par l'exploitant lui-même.

L'exploitant sera tenu d'effectuer à la Caisse nationale des retraites le versement ci-dessus indiqué de 4 p. 100 dans le mois de l'avertissement à lui adressé par le directeur des contributions directes pour le recouvrement des indemnités de délégués.

La somme à payer sur mandat délivré au délégué, conformément à l'article 16 de la loi du 8 juillet 1890, et celle à recouvrer par le Trésor sur l'exploitant, seront l'une et l'autre diminuées de deux pour cent (2 p. 100).

ART. 3. — Lorsqu'un ouvrier travaillant dans une mine y remplit les fonctions de délégué, l'indemnité qu'il reçoit pour les journées effectivement consacrées à ses visites entre en compte, concurremment avec son salaire, pour le calcul de ses charges et avantages dans la société de secours dont il fait partie.

Il est tenu de verser la cotisation statutaire, qui correspond au montant desdites journées, directement à la caisse de secours, dans la huitaine de la réception du mandat mensuel qui lui est délivré par le préfet.

Sur l'avis à lui notifié par les représentants statutaires de la caisse de secours, l'exploitant doit opérer de son côté, dans la huitaine, le versement statutaire correspondant.

ART. 4. — Tout délégué, qui n'est pas actuellement occupé dans la mine, participe à la caisse de secours de sa circonscription sur sa demande, qu'il doit adresser au conseil d'administration de ladite caisse et notifier à l'exploitant.

Lorsque la circonscription correspond à plusieurs sociétés de secours, ce délégué a le droit de choisir celle à laquelle il sera inscrit pendant la durée de ses fonctions.

Pour le calcul de ses charges et avantages, le délégué est assimilé à un sociétaire qui recevrait un salaire égal au salaire moyen des ouvriers du fond; ce salaire moyen sera fixé, chaque année, par le préfet, dans les conditions de l'article 16 de la loi du 8 juillet 1890.

Le délégué doit verser la totalité de la somme due à la caisse de secours directement et aux époques fixées par les statuts.

Aux mêmes époques, l'exploitant est tenu de verser à la caisse de secours une somme égale à la moitié de la cotisation statutaire du délégué.

L'article 11 de la loi du 29 juin 1894 est applicable aux délégués qui participent à une caisse de secours en vertu du présent article.

ART. 5. — Les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus ne sont pas applicables

⁽¹⁾ Journal officiel du 7 avril 1906.

au délégué qui est occupé comme ouvrier dans une circonscription autre que celle où il exerce ses fonctions.

ART. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires à l'application de la présente loi.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales

pendant le mois de mars 1906.

Accidents du travail. — Exploitations commerciales. — *Sénat.* — Séance du 27 mars 1906. — Discussion de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'étendre à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

Accidents du travail. — Pupilles de l'assistance. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 mars 1906. — Dépôt par M. Baudon, d'une proposition de loi relative aux accidents dont sont victimes les pupilles de l'assistance. — Renvoi à la Commission de l'assurance et de la Prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 3067.)

Code du travail. — *Sénat.* — Séance du 6 mars 1906. — Dépôt par M. Strauss, d'un rapport sur 1° le projet de loi adopté par la Chambre des députés portant codification des lois ouvrières. (Livres I, II, III, IV et V du Code du travail et de la prévoyance sociales; 2° le projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre VI du Code du travail et de la prévoyance sociales) [doc. parl. n° 86]. — Séance du 30 mars 1906: Discussion. — Ajournement.

Crédit maritime. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 mars 1906. — Dépôt par le Ministre de la marine d'un projet de loi sur la création de sociétés de crédit maritime. (Doc. parl. n° 3106.)

Enseignement professionnel. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 mars 1906. — Dépôt par M. Astier, d'un projet de loi concernant l'enseignement technique industriel et commercial.

Habitations à bon marché. — *Sénat.* — Séance du 6 mars 1906. — 2° délibération sur 1° les propositions de loi de M. Paul Strauss tendant à modifier et à compléter la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché; 2° le projet de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. — Séances des 14 et 20 mars; suite de la 2° délibération. — Séance du 27 mars: adoption en 2° délibération.

Hygiène publique. — *Sénat.* — Séance du 27 mars 1906. — Dépôt, par M. Cordelet, d'un rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés portant modification de l'article 26 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique. (Doc. parl. n° 149.)

Réglementation du travail à bord des navires. — *Sénat.* — Séance du 20 mars 1906. — Transmission du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la réglementation des effectifs et du travail à bord des navires de commerce. (Doc. parl. n° 107.)

Repos hebdomadaire. — *Sénat.* — Séance du 20 mars 1906. — Dépôt, par M. Prevet, d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des

députés tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers. (Doc. parl. n° 108.)

Retraites des délégués mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 20 mars 1906. — Dépôt, par M. Pierre Baudin, d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, modifiée par le Sénat, concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs. — (Doc. parl. n° 3091.) — Séance du 21 mars 1906: adoption.

Retraites des ouvriers de la Monnaie. — *Chambre des députés* — Séance du 1^{er} mars 1906. — Dépôt, par le Ministre des finances, d'un projet de loi tendant à abaisser la durée des services exigés des ouvriers de l'administration des Monnaies et médailles pour l'obtention d'une pension de retraite proportionnelle en cas d'invalidité.

Retraites ouvrières. — *Sénat.* — Séance du 6 mars 1906. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés sur les retraites ouvrières. (Doc. parl. n° 69.)

Travail des femmes enceintes. — *Sénat.* — Séance du 23 mars 1906. — Dépôt, par M. Strauss, d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi de M. Strauss sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons. (Doc. parl. n° 124.)

Warrants agricoles. — *Sénat.* — Séance du 8 mars 1906. — Dépôt par M. Louis Legrand d'une proposition de loi adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles. (Doc. parl. n° 97.) — Séance du 29 mars: déclaration de l'urgence. — Adoption.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

EXTENSION DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

La Chambre des députés avait adopté, le 9 juin 1904⁽¹⁾, une proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Le Sénat a adopté cette proposition de loi, en la modifiant, le 27 mars 1906.

L'article 1^{er}, voté par la Chambre, interprétait l'article 1^{er} de la loi de 1898 en disposant que « la loi du 9 avril 1898 est applicable aux industries de l'alimentation et aux ateliers comme à toutes les exploitations industrielles, ainsi qu'aux chantiers de manutention ou de dépôt ». La Commission du Sénat a pensé que cette interprétation s'imposerait aux tribunaux pour le passé comme pour l'avenir, et n'a pas voulu admettre la rétroactivité attachée à cette partie de la proposition. Elle a, en conséquence, écarté les dispositions précédentes.

D'autre part, l'article 1^{er} de la proposition de loi adoptée par la Chambre étendait la loi de 1898 à toutes les entreprises soumises à la patente. La Commission du Sénat n'a pas adopté cette formule, qui comprenait les professions libérales.

Enfin, la Commission du Sénat a également écarté du bénéfice de la loi de 1898 les coupes et exploitations de forêts.

L'article 1^{er} voté par le Sénat s'est trouvé ainsi réduit à la disposition suivante :

La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue à toutes les entreprises commerciales.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, février 1906, p. 181.

Les autres articles de la proposition de loi ont été adoptés avec de légères modifications.

Le texte voté par le Sénat a été adopté sans modifications par la Chambre des députés dans sa séance du 10 avril 1906.

Au cours de cette séance, M. Louis Debaune a demandé au Ministre du commerce de faire connaître les intentions du Gouvernement au sujet de l'extension du principe de la loi de 1898 aux travailleurs agricoles ⁽¹⁾.

M. Gaston Doumergue, Ministre du commerce, de l'industrie et du travail, a fait la réponse suivante :

Je ne fais aucune difficulté pour renouveler l'engagement pris par mon prédécesseur. Ainsi que l'a exposé l'honorable M. Debaune, une commission interministérielle s'est réunie pour étudier dans quelles conditions on pourrait appliquer aux exploitations agricoles les principes qui régissent la législation sur les accidents du travail.

Cette Commission interministérielle a terminé ses travaux. Son rapport est parvenu au Ministre de l'agriculture, qui a aussitôt élaboré un projet. Ce projet a été soumis à mon département ; il y a encore quelques mises au point à faire.

Je m'entendrai très prochainement avec M. le Ministre des finances pour signer ce projet ; je ferai mes efforts pour le déposer avant la fin de la législature actuelle. Dans tous les cas, il sera déposé dès les premiers jours de la prochaine législature. La Chambre comprendra qu'il ne peut d'ailleurs y avoir aucun retard dans le vote de ce projet puisque, fût-il déposé aujourd'hui, il serait tout à fait impossible qu'il fût voté avant la séparation des Chambres.

LES HABITATIONS À BON MARCHÉ

Le 17 mars 1904, le Ministre du commerce avait déposé sur le bureau du Sénat un projet de loi tendant à modifier la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. La Commission sénatoriale chargée d'examiner ce projet, ainsi que deux propositions de loi dont le Sénat avait été saisi par M. Paul Strauss, a fait une étude d'ensemble de la question et a abouti à la rédaction d'un projet de loi qui modifie sur plusieurs points essentiels la loi de 1894.

Le projet, adopté successivement en première et en deuxième délibération par le Sénat les 13 février et 27 mars 1906, a été adopté sans modifications par la Chambre des députés le 6 avril 1906.

Les principales dispositions du projet sont les suivantes :

L'article 1^{er} du projet prévoit, dans chaque département, la création obligatoire, au lieu de facultative qu'elle était, d'un ou plusieurs comités de patronage des habitations à bon marché, qui deviennent des « comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale » ayant pour mission d'encourager toutes les manifestations de la prévoyance sociale.

Le projet étend les encouragements fiscaux accordés aux constructeurs d'habitations à bon marché, notamment en relevant les maxima de valeur locative prévus pour l'application aux maisons de la loi du 30 novembre 1894 et en portant de cinq à douze ans la durée d'exemption des contributions foncières et des portes et fenêtres.

Il accroît l'action des bureaux de bienfaisance, hospices et hôpitaux et donne aux communes et aux départements la faculté d'intervenir dans la construction des habitations à bon marché.

Enfin, le projet assimile à la construction d'habitations à bon marché, en ce qui concerne les facultés d'emploi de la fortune personnelle des caisses d'épargne, l'établissement de bains-douches et la création de jardins ouvriers.

(1) Voir *Bulletin*, février 1906, p. 182.

LES RETRAITES DES DÉLÉGUÉS MINEURS.

On sait ⁽¹⁾ que le 23 janvier 1906, le Sénat avait adopté, en la modifiant, une proposition de loi concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs.

Cette proposition de loi a été adoptée sans modifications par la Chambre des députés, dans sa séance du 21 mars 1906. Le texte ainsi adopté par les deux chambres est devenu la loi du 2 avril 1906 ⁽²⁾.

LA LÉGISLATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

Au cours de la discussion du budget des Affaires étrangères, à la Chambre des députés, en réponse à M. Gervais, rapporteur, qui lui avait demandé de prendre l'initiative de conférences internationales touchant la réglementation des conditions du travail, M. Léon Bourgeois, ministre des Affaires étrangères, a fait la déclaration suivante :

Lorsqu'un gouvernement prend l'initiative de la réunion d'une conférence internationale, il doit d'abord mesurer les difficultés de l'entreprise et les chances de succès.

Je vous demande donc la permission de dire que j'examinerai dans quelles conditions il est possible d'obtenir le consentement des autres nations à une conférence ayant pour but d'étudier la réglementation du travail, et, d'une manière générale, les questions dont vous parlez. C'est mon devoir. Le ministre des Affaires étrangères ne doit pas prendre, au nom de la France, une initiative qui aboutirait à un échec.

Ces réserves nécessaires et de forme faites, je n'ai pas besoin de dire que je suis tout à fait favorable à l'idée de M. Gervais. Je crois, en effet, que dans toutes ces questions qui touchent à l'organisation et à la durée du travail, aux conditions du fonctionnement de la vie économique, une des plus grosses difficultés du progrès social est précisément l'inégalité de situation et de traitement qui existe entre les conditions de la production des différents pays. Il y a là des questions de concurrence qu'il est extrêmement difficile de régler sans une entente. Un pays qui désire lui-même faire pour ses ouvriers certains efforts, consentir certains sacrifices, diminuer les heures de travail, ne manque pas de faire observer que s'il entreprend chez lui cette modification de sa législation intérieure, il en résultera une aggravation des conditions de la production, une augmentation des prix de revient et que, par conséquent, il ne peut le faire tant que le voisin ne le fera pas.

Cette aggravation se manifestera, non pas seulement au point de vue du capital qui sera moins rémunéré, mais même au point de vue de la main-d'œuvre ouvrière qui sera moins bien payée. Tout le monde est intéressé à ce que, sur ces questions, des tentatives d'accord et des accords, si possible, se produisent. Je pense donc sur le fond comme M. le rapporteur. Il serait très heureux que l'on pût causer, chercher à s'entendre sur l'organisation des conditions du travail.

Par conséquent, sous la réserve que j'indiquais, d'une enquête préalable afin de savoir quel accueil une proposition de ce genre trouverait auprès des autres nations, je suis tout disposé à étudier et à examiner cette question et tout prêt à en poursuivre la solution si j'estime que les conditions sont favorables.

A une observation de M. Ferdinand Buisson, qui demandait au ministre d'entreprendre, dès maintenant, les études techniques nécessaires à la préparation des conventions de réciprocité prévues par le projet de loi sur les retraites ouvrières voté par la Chambre des députés ⁽²⁾, M. Léon Bourgeois a répondu en ces termes :

M. Buisson a fait lui-même à l'avance ma réponse à sa question. Il a dit ou il a laissé

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, février 1906, p. 182.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, mars 1906, p. 278.

entendre que ce n'était qu'après le vote par le Parlement français d'une législation sur les retraites ouvrières, qu'une base existerait pour pouvoir discuter avec d'autres pays sur les conditions de réciprocité au sujet de cette question de retraites.

Quant à présent, M. Buisson ne me demande en somme qu'une préparation dans nos services, une étude préalable de la question. Je la ferai volontiers, d'autant plus que j'estime que la solution du problème des retraites, comme du problème d'organisation du travail, présente un intérêt international, une réciprocité; une similitude de traitement est utile entre les travailleurs des différents pays.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Ain. — A Oyonnax, le travail a été abondant dans la fabrique de *peignes*, mais le manque de matière première, notamment de camphre, cause un peu de chômage, et les salaires s'en sont ressentis.

Aisne. — A Saint-Quentin, dans l'*ameublement*, le travail a eu la même activité qu'au trimestre correspondant de 1904; la main-d'œuvre ferait défaut.

Allier. — Dans le *bâtiment*, à Moulins, le travail a été moins actif qu'en 1904, à l'époque correspondante, et en diminution, vu la saison, sur le 3^e trimestre 1905.

Alpes-Maritimes. — A Vallauris, dans l'industrie des *poteries culinaires*, le travail n'a pas varié au cours des 3^e et 4^e trimestres.

Ardennes. — A Charleville, dans l'*horlogerie-bijouterie-orfèvrerie*, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1904.

Ariège. — A Lavelanet, dans la *filature*, le travail a été moins abondant qu'aux 3^e et 4^e trimestres 1904, et pour ce dernier trimestre il y aurait eu chômage à la suite d'une demande d'augmentation de salaires. A Saint-Girons, dans la *taille de pierre*, le travail a été plus abondant que l'an dernier au 4^e trimestre, et les salaires ont été augmentés de 0 fr. 50 par jour depuis le mois de juillet 1905.

Aude. — A Narbonne, au cours du 3^e trimestre, le travail, dans la *menuiserie* et l'*ébénisterie*, a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1904, la mévente du vin ayant entraîné du chômage dans le bâtiment; la journée est de dix heures pour des salaires variant entre 4 et 5 francs.

Côte-d'Or. — A Dijon, dans la fabrique de *chaussures*, le travail a été plutôt abondant au cours du 4^e trimestre; l'outillage mécanique s'étend de plus en plus pour lutter contre la concurrence étrangère; les salaires sont rémunérateurs et il n'y a pas de chômage.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, dans le *bâtiment*, le travail est resté sensiblement aussi abondant que pendant le trimestre correspondant de 1904; les salaires n'ont pas varié et se maintiennent entre 0 fr. 35 et 0 fr. 45 l'heure pour les ouvriers qualifiés, et entre 0 fr. 25 et 0 fr. 27 pour les manœuvres; la durée du travail est tombée à dix heures dans certains

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1905 et émanent de syndicats patronaux.

ateliers, et à huit dans le bâtiment proprement dit, où les salaires sont toutefois payés sur le pied de neuf heures.

Creuse. — A Guéret, dans le *bâtiment*, les travaux de la ligne de la Châtre à Guéret occupent beaucoup de bras, mais la journée n'est que de huit heures, à cause de la mauvaise saison.

Doubs. — A Besançon, dans le *bâtiment* et les *travaux publics*, le travail a été un peu plus abondant qu'à l'époque correspondante de 1904, et les salaires sont légèrement en hausse. A Morteau, dans la fabrique d'*horlogerie*, le travail a été beaucoup plus abondant qu'au 4^e trimestre 1904, une reprise sérieuse s'étant manifestée dans cette industrie depuis le mois de septembre; la main-d'œuvre s'est faite plutôt rare par suite de la stagnation antérieure des affaires, et les salaires, pour certaines catégories d'ouvriers, ont tendance à augmenter dans une proportion évaluée à 15 p. 100.

Au Lac-ou-Villers, dans l'*élevage*, il y a eu équivalence de travail par rapport au trimestre correspondant de 1904; toutefois, les bœufs et vaches ont baissé de prix, mais grâce aux progrès réalisés les bénéfices sont plus grands pour les cultivateurs avec les produits de race pure dite la « Montbéliarde ». Les salaires varient selon les saisons et ne sont actuellement que de 25 francs par mois; ils atteignent le double aux mois de juillet et d'août.

Drôme. — A Valence, dans les *travaux publics*, il n'y a pas eu de changement depuis le 3^e trimestre, et le travail était de 60 heures.

Haute-Garonne. — A Toulouse, dans la *brasserie*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1904, et il y a eu diminution dans le nombre des établissements depuis le précédent trimestre.

Gironde. — A Bordeaux, dans l'entreprise de *peinture et vitrerie*, le travail a été un peu moins abondant qu'au 4^e trimestre 1904, et les heures de travail sont tombées entre 42 et 48 heures, vu la mauvaise saison; la main-d'œuvre, en raison de la pénurie de travaux importants, a été en excès, et il en est résulté de nombreux chômages. Dans l'entreprise de *couverture*, le travail a été plutôt moins abondant que l'an dernier à pareille époque, et les ouvriers n'ont fait que 9 heures par jour au cours du trimestre; toutefois, le chômage a été peu sensible et les salaires sont rémunérateurs. Dans l'*ébénisterie* et l'*ornementation*, le travail a été également moins abondant que l'an dernier et n'a pas changé depuis le trimestre précédent. Dans la *maréchalerie*, il y a eu diminution sur le trimestre correspondant de 1904, ainsi que sur le 3^e trimestre 1905.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *tannerie*, l'activité du travail a été à peu près équivalente à celle constatée au 4^e trimestre 1904, et il n'y a pas eu de changement dans la durée du travail sur le 3^e trimestre 1905; toutefois, un établissement occupant 20 ouvriers a disparu. Dans la *menuiserie*, il y aurait eu également équivalence de travail comparative-ment au 4^e trimestre 1904, et la journée de travail, vu la saison, n'a été que de huit à neuf heures au cours du 4^e trimestre 1905; un petit établissement de 4 à 8 ouvriers a cessé de produire; les salaires, qui varient entre 0 fr. 40 à 0 fr. 55 l'heure, n'ont pas subi de modification. Dans la *maréchalerie*, il n'y a pas eu de changement au point de vue de l'activité du travail, mais les salaires augmentent en raison de la rareté de la main-d'œuvre. A Loches, chez les *sabotiers*, il y a eu également la même activité, et le travail a été de 72 heures par semaine.

Jura. — A Lons-le-Saunier, dans le *bâtiment*, le travail a été beaucoup moins abondant que l'année dernière; le nombre des établissements n'a pas varié; le travail manque.

Loir-et-Cher. — A Blois, dans la *meunerie*, le travail a conservé la même importance qu'en 1904, et il a été complet au cours du 4^e trimestre 1905; les conducteurs gagnent de 120 à 130 francs par mois, et les hommes de peine entre 90, 100 et 110 francs. Dans cette industrie, l'outillage s'est complètement transformé depuis quelques années, le recrutement de la main-d'œuvre y est facile et il n'y a que très peu de chômage.

Haute-Loire. — PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE (2^e semestre 1905). — Au Puy, dans la manufacture de *dentelles et passementeries*, l'activité a été particulièrement bonne au cours du 2^e semestre 1905; l'article, en faveur, a permis d'occuper toutes les ouvrières à façon, et il y a même eu manque de main-d'œuvre. Dans la manufacture de *bonneterie*, le nombre des établissements augmente et l'outillage continue de recevoir des améliorations; la production a été assez active, et la main-d'œuvre a fait parfois défaut. Dans la manufacture de *casquettes*, il n'y a pas eu de chômage, la production et la vente ont été normales et le nombre des machines a augmenté de 6 unités. Même remarque pour la manufacture de *coiffes de chapeaux*, où le nombre de machines nouvelles s'élève à une trentaine. Dans la *mâtellerie franco-suisse*, il n'y a pas eu de changement; la main-d'œuvre est abondante et les salaires tendent à croître.

A Brioude, dans la *passementerie*, la production a été très active en raison des demandes américaines; la main-d'œuvre fait défaut et les salaires ont une forte tendance à la hausse; les ouvrières gagnent jusqu'à 2 fr. 50 et 4 fr. 50 par jour, suivant que le travail est fort à domicile ou à l'atelier. Dans la *verrerie de bouteilles de verre noir*, la production, qui ne répond qu'aux besoins de la Société de Vichy, a été stationnaire et il y a afflux de main-d'œuvre. Dans les *mines de houille*, la production a été très active en raison des nombreuses demandes de l'industrie, notamment de l'industrie métallurgique; il y a abondance de main-d'œuvre et les ouvriers jouissent d'avantages particuliers à la région. Dans le *traitement de l'antimoine*, la production et la vente ont été très actives par suite de l'emploi de l'oxyde d'antimoine à la préparation de produits tinctoriaux; une ancienne usine vient d'être réouverte, portant à 5 le nombre des établissements en activité dans l'arrondissement de Brioude.

A Yssingeaux, dans la *rubanerie et passementerie*, la production et la vente ont été peu actives; la main-d'œuvre est suffisante et les salaires se maintiennent très bas. Dans la *serurerie*, la production et la vente sont actives, les prix avantageux et la main-d'œuvre également suffisante. Dans l'industrie des *fauux et faucilles*, il n'y a pas eu de changement appréciable.

A Espaly-Saint-Marcel, l'activité a été bonne dans les *confections*, mais la main-d'œuvre fait défaut et les salaires ont tendance à croître. Dans la *papeterie*, il n'y a pas eu de changement sur le 1^{er} semestre, et la main-d'œuvre répond aux besoins, dans la fabrique de *chaux*, la production et la vente ont été faibles et le nombre des établissements a diminué d'une unité. Dans la *mâtellerie*, il y a eu bonne activité et la main-d'œuvre a été régulièrement employée.

A Vals, dans le *moulinage de la soie et la lingerie*, le nombre des établissements est toujours de 2 et l'activité du travail est demeurée sensiblement la même. Même remarque pour la *tannerie*, dont l'outillage s'améliore. A Brives-Charensac, dans la *minoterie, draperie, papeterie et tuilerie*, la production s'est maintenue; il y a eu défaut de main-d'œuvre et les salaires ont tendance à croître. A Monastier, dans le *moulinage et dévidage de soies*, la production et la vente ont été normales et la main-d'œuvre suffisante.

Loire-Inférieure. — A Nantes, dans l'industrie des *cuir et peaux*, le travail qui semblait devoir reprendre au 3^e trimestre s'est trouvé paralysé par la hausse du cuir en poils; toutefois, un nouvel établissement s'est installé, pouvant occuper de 20 à 30 ouvriers; pendant le 4^e trimestre, le travail a été plus abondant et le chômage de moins en moins fréquent; les salaires varient entre 3 fr. 25 et 4 fr. 50 pour les tanneurs et entre 5 francs et 6 fr. 50 pour les corroyeurs. Dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1904 et en diminution, vu la saison, sur le 3^e trimestre.

Loiret. — A Orléans, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant d'un tiers sur le 4^e trimestre 1904. Dans la *charpente*, il a été aussi actif et l'on constate une tendance à introduire de plus en plus l'outillage mécanique.

Lot. — A Cahors, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant en raison de la construction des magasins de tabacs; mais la main-d'œuvre s'y fait de plus en plus rare.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans les *pêcheries*, le dernier trimestre n'a donné lieu à aucune observation.

Maine-et-Loire. — A Cholet, dans les *industries textiles*, il n'y a pas eu de changement

appréciable comparativement au 4^e trimestre 1904, et la durée du travail est de 10 heures par jour.

Manche. — A Granville, dans la *grande pêche*, les résultats de la pêche à la morue sont mauvais depuis trois ans; les armements pour la prochaine campagne ont été commencés comme d'usage au mois de janvier, et il y aurait plutôt diminution des navires armés par suite des mauvaises campagnes précédentes.

Haute-Marne. — A Saint-Dizier, dans la *fonderie en fer*, le travail a été plus abondant qu'en 1904 à la même époque, une reprise s'étant manifestée notamment dans la fabrication des tuyaux de conduite en fonte; au cours du trimestre, dans certains ateliers, on a travaillé onze et même douze heures par jour, et dix heures dans les autres. L'année 1906 a mieux fini qu'elle n'avait commencé, et l'année 1906 s'annonce avec une certaine facilité.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, dans l'imprimerie, le travail augmente, suivant en cela la marche progressive de l'industrie et du commerce dans les départements de l'Est. La carte postale illustrée, notamment, qui se fabrique en grande quantité à Nancy, a vu ses cours relevés depuis peu, par suite de la fusion de trois importants établissements en une société par actions. La simple main-d'œuvre est concurrencée par les progrès de l'outillage, mais les bons ouvriers sont payés de plus en plus cher, surtout dans les travaux artistiques du livre.

Morbihan. — A Lorient, dans l'entreprise de *peinture*, le travail a été momentanément plus abondant que pendant la période correspondante de 1904. Dans les *travaux publics*, il a été moins actif qu'en 1904 au 4^e trimestre, et il est tombé à 48 heures par semaine au cours du même trimestre 1905; il y a eu abondance de main-d'œuvre, et il en est résulté du chômage; toutefois les salaires ont augmenté dans la proportion d'un cinquième, et l'on annonçait une nouvelle hausse pour les manœuvres dès 1906.

A Hennebont, dans la même industrie, le travail était encore en baisse sur 1904 à la même époque, et sa durée hebdomadaire était de 54 heures.

Nièvre. — A Nevers, dans l'industrie *forestière*, l'activité a été la même qu'en 1904 à pareille époque; toutefois l'écoulement des produits des taillis, en particulier du charbon de bois, est toujours difficile par suite de l'extension des différents systèmes de chauffage, à gaz, à pétrole, électrique, etc.; les salaires sont en hausse, la corde de charbonnette étant payée 3 francs au lieu de 2 fr. 50, 2 fr. 75 et 2 fr. 80, qui étaient les prix de l'an dernier. A Cosne, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant qu'en 1904 à la même époque; relativement au 4^e trimestre 1905, le travail n'a été que de 48 heures pour les ouvriers du dehors et de 60 heures pour ceux de l'atelier, et il y a eu peu de chômeurs.

Nord. — A Lille, dans la *confection en gros*, le travail a été plus abondant qu'en 1904, pendant le trimestre correspondant; cette industrie dont l'état est assez satisfaisant doit sa prospérité à la multiplicité des genres et aux progrès apportés dans la fabrication; les salaires augmentent: l'ouvrier gagne en moyenne de 5 à 8 francs par jour; l'ouvrière de 3 francs à 3 fr. 50 à l'atelier, de 2 francs à 2 fr. 50 à domicile.

A Roubaix, dans le *bâtiment*, le travail, constamment en baisse depuis cinq ans, semblait reprendre à la fin du trimestre: les ouvriers faisaient 54 heures et les salaires sont stationnaires.

Oise. — A Beauvais, dans le *bâtiment*, il n'y a pas eu de différence sensible comparativement au 3^e trimestre de 1904, et la semaine était encore de 60 heures. Au 4^e trimestre, elle avait diminué, vu la saison, et le travail restait sensiblement équivalent à celui du trimestre correspondant de l'an dernier. A Compiègne, dans le *bâtiment* et les *travaux publics*, le travail était un peu plus abondant qu'en 1904, pour le 3^e trimestre, et la main-d'œuvre locale insuffisante; au 4^e trimestre, il était moins abondant qu'en 1904 à la même époque; toutefois le travail permettait d'occuper encore tous les ouvriers du pays et même une petite partie des étrangers encore présents, la durée n'étant alors que de 35 heures par semaine. Dans les *féculs* le travail était encore de 12 heures par jour, mais il allait être réduit de

50 p. 100, comme l'an dernier à pareille époque; les salaires sont toujours de 3 fr. 50 à 4 fr. 50, selon la nature du travail.

A la Croix-Saint-Ouen, dans les fabriques de *boîtes*, le travail était normal pour la saison.

Orne. — A Alençon, dans le *bâtiment*, le travail n'a pas varié d'une année à l'autre par rapport au 4^e trimestre. A Laigle, dans le commerce de l'*horlogerie*, *bijouterie*, *joaillerie* et *orfèvrerie*, les affaires sont toujours très difficiles et le travail mal rétribué.

Haut-Rhin. — A Belfort, dans l'*horlogerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1904 à la même époque.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, dans l'*imprimerie*, il n'y a pas de changement. A Vesoul, dans le *bâtiment*, l'activité du travail est également restée stationnaire, les salaires varient de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 l'heure pour les maçons, et de 0 fr. 30 à 0 fr. 40 pour les terrassiers. A Tournus, dans la même industrie, la situation est aussi la même qu'en 1904 à pareille époque.

Savoie. — A Chambéry, dans le *bâtiment*, le travail a été stationnaire au 3^e trimestre, comparativement à 1904 et les salaires ont été augmentés de 10 p. 100.

Haute-Savoie. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANNECY (2^e semestre 1905). — Dans les *filatures* et *tissages de coton*, on ne constate aucune amélioration; toutefois, il n'y a pas eu de chômage et les salaires ont aussi subi une augmentation partielle de 10 p. 100. Dans la *chapellerie feutre et coton*, le travail est très peu actif, la cherté de la matière première rendant fort difficile l'écoulement des produits fabriqués; les chômages ont atteint la proportion de 50 p. 100.

Pour les mêmes raisons, la situation est restée stationnaire, c'est-à-dire peu active, dans la *papeterie*. à cette différence près qu'il n'y a pas eu de chômage.

Dans la *métallurgie*, le travail a été plus abondant, surtout en ce qui concerne les fers laminés et les tôles. On attribue cette reprise aux besoins de la grande industrie et des chemins de fer, à l'état satisfaisant de la métallurgie à l'étranger et à la réfection du matériel de guerre. Dans l'importante industrie de l'*horlogerie*, qui occupe à Bonneville 3,000 ouvriers, l'état reste stationnaire, mais il n'y a pas de chômage. Même remarque pour la fabrication de *carbure de calcium* et de *produits électro-métallurgiques*, de l'usine du Pont-de-Giffre, ainsi que pour la fabrication de chlorates et perchlorates alcalins de l'usine Chedde, dont l'activité est également stationnaire.

Dans la *tannerie* et la *corroirie*, le travail a été plus actif. Dans la *bonneterie*, au contraire, par suite de la cherté des matières premières, l'activité reste stationnaire, sans chômage. Dans l'usine de *charpenterie*, *menuiserie* et *parqueterie* d'Annemasse, le travail a été plus actif qu'au semestre précédent: la journée a été portée de 9 heures à 9 h. 1/2. Dans la fabrication de *bois de galoches*, l'activité est restée la même, c'est-à-dire très faible.

Dans la fabrique de *pâtes alimentaires* de Thonon, qui compte une centaine d'ouvriers, la même activité se maintient, mais avec tendance au ralentissement; les salaires ont augmenté dans la proportion de 5 p. 100 et il n'y a pas eu de chômage.

Seine. — D'après le syndicat siégeant à Paris, le travail, dans la fabrication du *papier*, a été plus abondant qu'en 1904, à la même époque, surtout pour certaines spécialités; les salaires ont une tendance à la hausse, et l'on annonce la mise en activité de nouvelles usines.

Seine-et-Marne. — A Melun, dans le *bâtiment*, la situation est la même qu'au trimestre correspondant de 1904, et n'a varié par rapport au 3^e trimestre 1905 que sous le rapport du chômage qu'entraîne la saison d'hiver. A Lagny, dans la même industrie, même constatation de régularité dans le travail.

Var. — A Hyères, dans le *jardinage*, l'activité s'est maintenue aussi active que l'an dernier et qu'au trimestre précédent; la situation de l'ouvrier est bonne, les salaires variant

entre 3 fr. 50 à 4, 5 et 6 francs par jour, selon les travaux, et le chômage étant nul pour les ouvriers des deux sexes. A Vidauban, dans l'exploitation des *forêts*, l'activité n'a pas été moindre qu'au trimestre correspondant de 1904, et la durée du travail a atteint le maximum au cours du 4^e trimestre 1905. L'outillage se transforme par la substitution aux scies circulaires et alternatives de la scie à rubans, laquelle occasionne moins d'accidents.

Vaucluse. — A Avignon, dans la *menuiserie*, le travail a été moins important qu'en 1904 à la même époque, et aussi actif qu'au trimestre précédent; toutefois, le chômage était un peu plus accentué et deux petits ateliers occupant une vingtaine d'ouvriers avaient cessé de produire. A Orange, dans les *travaux publics* et le *bâtiment*, le travail a été moins actif qu'en 1904, par suite de l'achèvement de travaux extraordinaires, notamment de la construction d'une ligne de chemin de fer d'Orange au Buis. A Isle-sur-la-Sorgne, dans la *meunerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1904, à pareille époque, et stationnaire par rapport au précédent trimestre; la main-d'œuvre est plus abondante par suite de la prospérité de l'agriculture locale et les salaires sont en légère hausse, la moyenne étant passée, pour les hommes de peine, notamment, de 3 fr. 50 à 4 francs par jour.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, dans le *bâtiment*, l'activité est restée la même, ainsi que les salaires qui, depuis 1897, varient de 0 fr. 32 à 0 fr. 35 et quelquefois 0 fr. 38 l'heure. A Fontenay-le-Comte, dans l'*horlogerie-bijouterie*, il n'y a pas eu de changement. Aux Sables-d'Olonne, même constatation pour l'*ostréiculture*.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 mars.)

Ain. — A Bourg, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Oyonnax, 12 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers en *peignes*. A Serrières-de-Briord travail actif chez les *tullistes*. A Gex, travail peu actif, 54 heures, chez les *diamantaires*; travail peu actif, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, travail actif, chez les garçons *brasseurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de cartons*; 18 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *tullistes en guipures*; 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement, 58 heures, chez les *mouleurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et employés de commerce*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Soissons, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *mécaniciens*. A Hirson, pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement, chez ceux de Guise.

Allier. — A Moulins, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Commentry, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *métallurgistes*; travail actif, 60 heures, chez les *maçons*.

A Vichy, moitié de chômeurs, chez les *restaurateurs-limonadiers*.

A Gannat, travail peu actif, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sourciers* de Saint-Yorre.

Travail actif chez les ouvriers *agricoles* de Buxières-les-Mines; 28 p. 100, pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Isles et Bardais, 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-

Mézangy; 80 p. 100 de chômeurs chez ceux de Lurcy-Lévy; travail assez actif, chez ceux de Saint-Plaisir; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez ceux de d'Ygrande.

Travail peu actif chez les mineurs de Saint-Hilaire; pas de changement chez ceux de Bézenet, de Doyet et de Montvicq.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de chômeurs, travail actif, chez les *jardiniers-fleuristes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vermicelliers*; 14 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tabletiers graveurs*; 60 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers du port; 39 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*, pas de changement chez les *choristes*.

A Cannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port.

A Beausoleil, 50 p. 100 de chômeurs 65 heures, chez les *maçons*; nombreux chômeurs chez les *peintres* d'Antibes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments* de Contes-les-Pins.

A Menton, travail assez actif, 54 heures, chez les *peintres*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *débardeurs du port*. A Vallauris, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en poterie*.

Ardèche. — A Privas, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Annonay, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*; travail actif, 54 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, chez les *maçons*.

A Serrières, 3 jours seulement de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

Ardennes. — A Mézières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Revin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Vrigne-au-Bois; pas de changement chez ceux de Renwez; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferronniers* de Raucourt. A Braux, pas de changement, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures chez ceux de Fromelennes et de Bourg-Fidèle; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux des Mazures et de Château-Regnault; travail actif, 60 heures, chez ceux de Raucourt.

A Fumay, travail assez actif, 44 heures, chez les *mineurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 44 à 48 heures chez les *ardoisiers*; pas de chômeurs 60 heures, chez ceux de Rimogne; pas de chômeurs chez ceux d'Haybes.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tissus* d'Illy; 19 p. 100 de chômeurs, 40 à 45 heures, chez ceux de Saint-Menges. A Francheval, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie *lainière*.

A Charleville, travail actif, 60 heures, chez les *verriers*.

Ariège. — Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers* d'Arignac. A Lavelanet, chômage général chez les ouvriers *textiles*.

Aube. — A Troyes, travail peu actif, 40 heures, chez les *teinturiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *débardeurs*. A Aix-en-Othe, 1 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *bonnetiers*. A Rumilly-les-Vaudes, travail peu actif, 65 heures, chez les *bûcherons*.

Aude. — A Carcassonne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, travail peu satisfaisant chez les *jardiniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *maçons* et *plâtriers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Pas de changement chez les *ouvriers agricoles* de Trausse et de Sigeau; pas de chômeurs chez ceux d'Argeliers, Badens, Castelnau-d'Aude, Homps, Marseillette, La Palme, Trèbes et

Villeghy; 16 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Villemoustaussan; 11 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Tourouzelle; 12 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Pouzols; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Azille; nombreux chômeurs chez ceux de Villedaigne; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Salles-d'Aude; un tiers de chômeurs chez ceux de Roubia; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Peyriac-de-Mer; 11 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pennautier; 21 p. 100 de chômeurs chez ceux de Marcorignan; 15 p. 100 chez ceux de Montlaur; 50 p. 100 chez ceux de Gruissan, 17 p. 100 chez ceux de Fabrezen; 30 p. 100 chez ceux de Durban; 17 p. 100 chez ceux de Cuxac-d'Aude; 60 p. 100 chez ceux de Bizanet; 14 p. 100 chez ceux de Boutenac; 80 p. 100 chez ceux de Lézignan.

A La Nouvelle, travail peu actif, chez les *tonneliers*. A Coursan, travail peu actif chez les ouvriers du *bâtiment*.

Aveyron. — A Rodez, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Millau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs* en couleurs; 30 p. 100 de chômeurs, chez les *palissonneurs-mégissiers*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *gantiers*; quelques chômeurs, 72 à 75 heures, chez les *gantières* et *dresseuses de gants*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*.

A Saint-Affrique, pas de chômeurs, travail actif, 70 heures, chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 48 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers (terre et mer)*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers navigateurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les garçons *bouchers-charcutiers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-tripiers-boyaudiers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de changement chez les *limonadiers d'hôtel restaurant*, 19 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *savonniers*.

4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; travail actif, 54 heures, chez les *cartonniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *crins*; travail actif chez les *blanchisseuses*; 14 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *voiliers, tentiers, bâchiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail actif, 60 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers plombiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *calfat*s et *perceurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens*.

45 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *manœuvres* et *aides-maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* et *terrassiers*; 14 p. 100 de chômeurs, chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*, de même et 54 heures, chez les *cimentiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; nombreux chômeurs chez les *peintres décorateurs*; 54 heures, chez les *peintres gratteurs*.

1 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; moitié de chômeurs chez les ouvriers des *ports et docks*, 17 p. 100 de chômeurs chez les *marins du commerce*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; deux tiers de chômeurs chez les *moellonniers des ports*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *déménageurs*; travail peu actif chez les *cochers de place*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Aix, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *commis* et *employés*. A Arles, pas de chômeurs, 50 heures chez les *mineurs*; un tiers de chômeurs chez ceux d'Aubagne. A Cassis, 12 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Port-Saint-Louis, 35 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *port*. A La Ciotat, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Berre, un quart de chômeurs chez les *pêcheurs*; deux tiers de chômeurs chez ceux d'Arles. Pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs* de Gardanne; de même, 42 heures, chez ceux de Fuveau; de même, 58 heures chez ceux de Saint-Savournin; travail actif, 60 heures, chez ceux de Trets; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez ceux de Valdonne; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers* de Fontvieille.

Calvados. — A Caen, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif,

60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*.

A Vire, pas de chômeurs. 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*. A Guibray, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Charente. — A Angoulême, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre*; travail actif, 50 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cognac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 50 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 35 heures, chez les *caissiers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Ruffec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même chez les *carriers* de Saint-Même.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 13 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Rochefort, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 27 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *musiciens*. A Châtelaillon, travail actif chez les *pêcheurs d'huîtres*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *toiles cirées*; travail assez actif, 60 heures, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 66 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *terrassiers*.

A Vierzon, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *métaux*. A Torteron, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *journaliers*. A Sancoins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 57 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez ceux de la *Guerche*; pas de chômeurs chez ceux de Nérondes, de Châteaumeillant et de Graçay; travail actif, 50 heures, chez ceux de Dun-sur-Auron; travail peu actif, 60 heures, chez les *carriers* de Chalvoy-Milon.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 44 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Saint-Léger-le-Petit, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*; travail actif, 60 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; pas de chômeurs chez ceux de la *Guerche-sur-l'Aubois*.

Travail assez actif, 72 heures, chez les *ouvriers agricoles* de Nérondes; moitié de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Loup-des-Chaumes. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Apremont, Arpheuilles, Brécy, Barantheaume, Chambon, Charenton-du-Cher, la Chapelle-Hugon, Levet, Méry-ès-Bois, Menetou-Couture, Saint-Pierre-les-Étieux et de Bengy-sur-Craon; travail satisfaisant chez ceux de Meillant; travail peu actif chez ceux de Thaumiers; 19 p. 100 de chômeurs chez ceux de Feux; pas de changement chez ceux de Grossouvre; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Venesmes; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Uzay-le-Venon; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sagonne; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vallenay; un tiers de chômeurs chez ceux de Mornay-Berry; un quart de chômeurs chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois; deux tiers de chômeurs chez ceux de Germigny-l'Exempt; 4 p. 100 de chômeurs chez ceux de Flavigny; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux de Barlieu.

Corrèze. — A Tulle, 2 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *cordonniers sur mesure*;

travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bort, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *sabotiers*. A Brive, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons tailleurs de pierre*.

Corse. — A Ajaccio, travail assez actif, 60 heures, chez les *employés de commerce*. A Bastia, pas de chômeurs chez les *garçons de café et restaurant*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-doreurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *chaussure*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *tapissiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés*. A Beaune, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *carriers* de Comblanchien.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; chez les *menuisiers et charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *couvreurs*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*. A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les ouvriers en *tapisseries d'art*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*. A Sarlat, travail actif, 73 heures, chez les *boîtiers*.

Doubs. — A Besançon, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *tailleurs*; pas de changement chez les ouvriers d'*art*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *monteurs de boîtes d'argent*; travail moins actif chez les *repasseurs en horlogerie*; pas de chômeurs, 40 à 48 heures, chez les *monteurs de boîtes d'or*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*; travail actif, 54 heures, dans le *bâtiment*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles* et chez les ouvriers sur *bois*. A Badevel, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *horlogers*. A Valentigney, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *métallurgistes*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs* et chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*. A Saint-Remès, 27 p. 100 de chômeurs, 30 heures chez les *carriers*.

Eure. — A Evreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 à 69 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Vernon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* et chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Dreux, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*.

Finistère. — A Quimper, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Brest, un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*. Nombreux chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Concarneau. A Douarnenez, 40 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; travail peu actif, chez les *sardinières*. A Audierne et à Concarneau, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; travail passable chez ceux de Saint-Guénolé; travail satisfaisant chez ceux de

Guilvinec; chômage général chez les *ferblantiers-boîtiers* de Guilvinec et d'Audierne; 57 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Concarneau; 19 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez ceux de Douarnenez.

Gard. — A Nîmes, moitié de chômeurs environ, 60 heures, chez les *cordonniers*. A Bes-sèges, travail actif, 45 heures, chez les *verriers à vitres*. Pas de chômeurs chez ceux de la Grand'Combe. A Alais, 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*.

A Sauve, travail actif, 60 heures, chez les *bonnetiers*. A Aramon, travail actif, 70 heures, chez les *vanniers*. A Anduze, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *chapeliers-fouleurs-appropriers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 10 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres* et chez les *dockers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; morte-saison pour les *employés de commerce*.

Gironde. — A Bordeaux, 12 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *bouchers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 11 p. 100 chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs-typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers* et *coupeurs en chaussures*; 35 p. 100 de chômeurs, chez les ouvrières de la *couture*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; 20 p. 100, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; travail peu actif, 34 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 36 p. 100, 60 heures, chez les *tapisseries-décorateurs*; travail actif, 60 heures, chez les *charrons* et *forgerons*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 16 p. 100, 54 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*; 20 p. 100 de chômeurs, chez les *ferblantiers* en articles de ménage; nombreux chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre et maçons*; nombreux chômeurs chez les *sacquiers*; travail peu actif, chez les *déménageurs-emballeurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*.

A Cénac et à Daignac pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Soulac-sur-Mer, pas de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Verdon, travail peu actif, chez les *maçons*. A Podensac, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Preignac.

A Vayres, et à Saint-Pardon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux d'Ambarès; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Barsac; 7 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez ceux de Caudrot; pas de chômeurs chez ceux de Paillet. A Libourne, 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, pas de changement, chez les *litho-typographes*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; morte-saison chez les *tailleurs*.

A Béziers, 45 p. 100 de chômeurs chez les *cultivateurs* et *terrassiers*; pas de chômeurs, chez les *pâtisseries-confiseurs*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bourelriers*; 5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *tonneliers*; 35 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers des *chais*.

A Agde, moitié de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; 70 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers agricoles et *terrassiers*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; chômage général chez les *tailleurs de pierre* et chez les *plâtriers*; moitié de chômeurs chez les ouvriers du port. A Mèze, 68 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers agricoles; nombreux chômeurs, chez les *tonneliers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *portefaix*. A Graisses-

sac, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; nombreux chômeurs, chez les *carriers* de Saint-Geniès-de-Mourgues.

A Cette, pas de chômeurs chez les *marins pêcheurs*; 60 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers maçons*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *barquiers*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens brevetés de la marine*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Pézenas, 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Marsillargues, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Marseillan, 40 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

Pas de chômeurs, chez les travailleurs de la terre de Maraussan, de Lieuran-lès-Béziers, de Mauguais, Vendres, Lansargues, Fabrègues, Beaufort et Aspiran; chômage général chez ceux de Vingrau; un tiers de chômeurs, chez ceux de Vias; moitié de chômeurs, chez ceux de Saint-Georges-d'Orgues; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Adissan, 20 p. 100 chez ceux de Cazouls-lès-Béziers, 7 p. 100 chez ceux de Nézignan-l'Évêque; 30 p. 100 chez ceux de Sérignan, 60 p. 100 chez ceux de Villeneuve-lès-Béziers, 36 p. 100 chez ceux du Bousquet-d'Orb; 13 p. 100 de chômeurs chez ceux de Capetang; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Félix-de-Lodez; 28 p. 100 chez ceux de Courmonterrat; moitié de chômeurs chez ceux de Nissan; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Quarante; 90 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Pézenas; 23 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pérols; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Maurcilhan. A Bouzègues, travail peu actif, chez les *marins pêcheurs*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; de même chez les ouvriers du *cuir*; 55 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs*.

A Fougères, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs en chaussures*; grève chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Coësmes, travail peu actif, 60 heures, chez les *carriers*. A Saint-Servan, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Indre. — A Châteauroux, 5 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *drap*; 10 p. 100 de chômeurs, 45 heures, dans le *bâtiment*.

A Issoudun, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif, 36 heures, chez les *chapelières*; travail assez actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *cordonniers-galochiers*; travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Amboise, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; travail satisfaisant, 54 heures, dans le *bâtiment*. A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

Isère. — A Grenoble, 16 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Bourgoin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A La Chapelle-du-Bard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*. A La Motte-d'Aveillan, travail actif, chez les *mineurs*.

A Gières, travail toujours très actif chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *papetiers* de Brignoud. A Voiron, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *menuisiers*.

A Alleverd et à Montaliou-Vercieu, travail peu actif, 60 heures, chez les ouvrières en *soierie*. A Porcieu-Amblagnieu, un tiers de chômeurs, 45 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *carriers*; 28 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez ceux de Montaliou-Vercieu; 20 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Parmilieu. A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-chaufourniers*.

Jura. — A Dôle, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 à 67 heures, chez les *mouleurs*.

Travail peu satisfaisant chez les *bûcherons* de La Vieille-Haye. A Poligny, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*.

A Romorantin, travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail assez satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les ouvriers du *draps*;

Loire. — A Saint-Étienne, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 20 p. 100 de chômeurs, chez les *employés des fabriques de rubans*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *battandiers*; pas de chômeurs chez les *couturières* et les *lingères*; 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; travail actif, 55 à 60 heures, chez les *aiguiseurs* et *polisseurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*.

A Roanne, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers *textiles*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* et chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Charlieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *soieries*; pas de changement chez les *tisseurs* de La Gresle; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Cergne; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Rambert. A Saint-Genest-Lerpt. 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'atelier *rubaniers*. A Chazelle-sur-Lyon, morte-saison dans la *chapellerie feutre*; travail très actif dans la *chapellerie paille*.

A La Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de La Ricamarie. 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* du Chambon-Feugerolles; pas de chômeurs, 64 heures, chez ceux de Saint-Martin-la-Plaine.

A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Sail-sous-Couzan, travail actif chez les ouvriers des *eaux minérales*. A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Montbrison.

Loire (Haute-). — Au Puy, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les ouvriers de l'*habillement*; travail peu actif chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs* du bâtiment et de l'industrie; 16 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de changement chez les *musiciens*.

A Saint-Nazaire, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs* et chez les *mécaniciens navigateurs*.

A Châteaubriant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 19 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *ferblantiers-bottiers* de Chantenay.

Loiret. — A Orléans, travail actif chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *charpentiers*;

7 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *menuisiers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Romorantin, 35 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Paucourt, Ouzouer-sur-Trézé, Thou, Gien et Favrelles.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cultivateurs-terrasiers*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Souillac, 38 p. 100 de chômeurs chez les *agriculteurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 28 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers* de Casteljaloux. A Marmande, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 1 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

A Saumur, 15 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tailleurs*. A Cholet, 20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs et apprêteurs*. Travail actif chez les *tisserands* de Gesté, Saint-Philbert-en-Mauges et la Seguinère; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Léger et la Tessoualle.

Manche. — A Cherbourg, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes-menuisiers et charpentiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Granville, travail actif, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même et 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *cagistes*; travail peu actif, 60 heures, chez les *brossiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers*; pas de chômeurs chez les *employés* et chez les *musiciens*.

A Reims, 1 chômeur, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; pas de de chômeurs, 54 heures, chez les *trieurs de laine*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers-scieurs de long*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail actif, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*, 35 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *cochers*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Fismes, un-tiers de chômeurs environ chez les ouvriers en *pelleterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *boucheonniers*; nombreux chômeurs dans le bâtiment.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*; travail normal, 40 heures, chez les *gantiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *bûcherons*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail actif, 66 heures, chez les ouvriers du vêtement; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 66 heures,

chez les *menuisiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*, 6 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *jouets*; travail actif chez les *mécaniciens*.

A Chavigny, grève chez les *mineurs*.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Cousances-aux-Forges, travail actif, chez les *métallurgistes*. A Olizy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Stenay. A Lérrouville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Morbihan. — A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*.

A Vannes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *zingueurs*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Rochefort-en-Terre, pas de changement, 63 heures, chez les *ardoisiers*. A Hennebont, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* de Pontivy.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; chômage presque général chez les ouvriers *boitiers* de Sauzon.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers* et *galochiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A La Charité, travail satisfaisant, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Decize; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier; 45 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Cercy-la-Tour; 40 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Prémery; travail actif, 60 heures, chez ceux de Cosne.

A Guérigny, travail actif, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*.

Pas de chômeurs chez les *bâcherons* de Trois-Vèvres, Ville-Langy, Saint-Sulpice, Sichamps, Arquian, Annay, Beaumont, La Chapelle-Saint-André, Narcy, Sardy-les-Epiry, Sainte-Colombe, Corvol-l'Orgueilleux, Perroy, Pazy, Oudan, Nolay, Nannay, Menou, Menestreau, Cessy-les-Bois, la Celle-sur-Nièvre, Châteauneuf Val-de-Bargis, Giez, la Fermeté, Entrains, Dompierre, Champlemy et Bitry; pas de changement chez ceux de Colméry; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montaron; un tiers de chômeurs chez ceux de Giry.

Nord. — A Lille, travail satisfaisant chez les *limonadiers*; travail actif chez les ouvriers de l'*habillement*; moitié de chômeurs chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *fonderies*; 2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Douai, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*; de même chez ceux de Bellignies. A Fresnes, 13 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitres*; travail actif, 48 heures, chez les *verriers à bouteilles*.

A Cambrai, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *mouleurs*; de même, 60 heures, chez ceux de Maubeuge. Travail satisfaisant chez les *métallurgistes* de Sous-le-Bois, d'Haumont et d'Onnaing. A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez ceux de Sous-le-Bois et de Jeumont.

A Roubaix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 33 heures, chez les *brodeurs*; travail peu satisfaisant chez les *maçons*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*. A Valenciennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs,

66 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *métallurgistes*; 13 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*. A Saint-Amand, travail normal, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Gravelines, 8 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Tourcoing, 6 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 45 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; un tiers de chômeurs, 57 à 60 heures, chez les *plafonneurs*. A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*. A Rosendaël, travail actif, 60 heures, chez les *jardiniers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

Au Quesnoy, 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Armentières, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*. A Halluin, 5 p. 100 de chômeurs, 40 à 60 heures, chez les *travailleurs du bois*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs de Gommegnies*; travail actif chez les *tourneurs sur bois* de Fellerie. A Walincourt, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers* et *orfèvres*.

A Avesnes-les-Aubert, 4 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail très actif chez ceux de Briastre; 18 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez ceux d'Hazebrouck; 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez ceux d'Estaires; 5 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez ceux d'Halluin; travail actif, 60 heures, chez ceux de Rieux; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Bévillers et de Bailleul; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Houplines.

A Caudry, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tullistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en tulles unis*. A Comines, travail actif, 60 heures, chez les *rubanniers* et chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Souplet et de Seclin; pas de changement chez les *tisserands* de Villers-en-Cauchies; 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez ceux d'Haspres; pas de chômeurs chez ceux de Saulzoir.

Oise. — A Beauvais, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Compiègne et de Méru; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Senlis.

A Saint-Pierre-ès-Champs, pas de chômeurs chez les *galochiers*.

A Béthisy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et couseurs en chaussures* de Mouy.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers* de Feugnières.

Orne. — A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* et chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*; travail actif, 63 heures, chez les *monteurs*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*. A Tinchebray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, 14 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; travail peu actif, 60 heures, chez les *cordonniers, tanneurs et corroyeurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*; travail assez actif, 48 heures, chez les *ouvriers en bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Calais, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *ourdisseurs*; travail actif chez les *tailleurs*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en métaux*; 3 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 8 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*.

A Thiers, 3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *monteurs en coutellerie*; un tiers de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Besse.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*.

Pas de changement chez les mineurs de Messeix; travail actif, 66 heures, chez ceux de Saint-Éloy; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Bressac-les-Mines. A Volvic, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les carriers et tailleurs de pierre.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, 13 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les menuisiers; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les serruriers mécaniciens.

A Bayonne, 15 p. 100 de chômeurs environ chez les boulangers; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 50 heures, chez les tailleurs; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ébénistes; pas de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les manœuvres et terrassiers.

A Billère, pas de chômeurs chez les camionneurs; 38 p. 100 de chômeurs chez les carriers de Bidache.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les tourneurs-scieurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les peintres; pas de chômeurs chez les coiffeurs.

A Bagnères-de-Bigorre, travail peu actif, 48 heures, chez les marbriers-tailleurs; pas de chômeurs, 48 heures, chez les marbriers-polisseurs.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 36 p. 100 de chômeurs chez les cuisiniers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 1/3 de chômeurs, 60 heures, chez les tonneliers; travail peu actif chez les serruriers-mécaniciens; 24 p. 100 de chômeurs chez les maréchaux ferrants; 20 p. 100 de chômeurs chez les tailleurs de pierre; travail peu actif, 60 heures, chez les peintres; 3 p. 100 de chômeurs chez les employés.

A Coustouges, pas de chômeurs, 80 heures, chez les espadrilliers et trépointeurs. A Fillols, grève chez les mineurs.

A Alénça, 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers agricoles; 19 p. 100 chez ceux de Canet; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Canohès; 90 p. 100 chez ceux d'Estagel; 50 p. 100 chez ceux de Montner; 55 p. 100 chez ceux de Rivesaltes; 45 p. 100 chez ceux de Salses; 10 p. 100 chez ceux de Toulouges; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Ville-neuve-de-la-Baho; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pézilla-de-la-Rivière; 34 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pollestres.

Rhône. — A Lyon, moitié de chômeurs chez les cuisiniers; 13 p. 100 de chômeurs chez les confiseurs pâtisseries; 5 p. 100 de chômeurs chez les garçons bouchers; un tiers de chômeurs, chez les limonadiers d'hôtels; 17 p. 100 de chômeurs chez les limonadiers restaurateurs; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les imprimeurs typographes; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les papetiers régleurs; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les minervistes, pointeurs et margeurs typographes; pas de changement chez les ouvrières de l'aiguille; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les coupeurs tailleurs; travail actif chez les ouvriers de l'habillement; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tanneurs et corroyeurs; pas de chômeurs chez les ramoneurs; travail actif, 60 heures, chez les céramistes; pas de changement chez les dames employées et chez les comptables; légère reprise pour les employés de la soierie; 16 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs; 1 p. 100 de chômeurs chez les sténographes.

A Villefranche, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes. A Neuville-sur-Saône, pas de chômeurs, 60 heures, chez les horticulteurs; 52 p. 100 de chômeurs chez les travailleurs manouvriers. A Bourg-de-Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tisseurs. A Amplepuis, un quart de chômeurs, 50 à 60 heures, chômage général chez les maçons.

Saône (Haute-). — A Vesoul, travail actif, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes.

A Gouhenans, pas de chômeurs, travail actif chez les verriers. A Saint-Loup-sur-Semouze, pas de chômeurs, 85 à 90 heures, chez les cordonniers; 15 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les ouvriers en ameublement.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, travail actif, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Coublanc, travail peu actif, chez les *tisseurs*. Au Creusot, travail très satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Nanton, travail assez actif chez les *carriers*. A Montceau-les-Mines, 2 p. 100 de chômeurs environ, 54 à 60 heures, chez les *mineurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *maçons*; un quart de chômeurs chez les *bûcherons*. A Macon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *métallurgistes*.

Sarthe. — Au Mans, 4 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, chez les *tanneurs-corroyeurs* et chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; travail actif, 57 heures, chez les *menuisiers*; morte-saison chez les *galochiers*; 18 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en voitures* et chez les *constructeurs mécaniciens*; travail peu actif, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluies*.

A Sablé, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *marbriers*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même et 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; travail peu satisfaisant, 54 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers et mécaniciens*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *plâtriers et peintres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Saint-Michel, travail peu actif, 54 et 60 heures, chez les *mineurs*; nombreux chômeurs chez les *travailleurs de l'alimentation*; 6 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons d'Arvillard*.

Travail peu actif, 60 heures, chez ceux de *Moutiers*; 38 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *ouvriers des plâtrières* de Saint-Jean-de-Maurienne; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*. A La Bridoire, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*.

Savoie (Haute-). — A Chamonix, travail plus actif, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Thonon, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Cluses, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *horlogers*; travail actif, 54 heures, pas de chômeurs chez les *diamantaires de Taninges*.

Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jardiniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs-jardiniers*; 10 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries de la Seine*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *biscuitiers en pain d'épices*; pas de changement chez les *cuisiniers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries cuisiniers*; 9 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons laitiers*; pas de changement chez les *sommeliers*; travail actif chez les *ouvriers de l'alimentation*.

1 p. 100 de chômeurs environ, 50 à 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs lithographes*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*, 20 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs* (papier peint et étoffe); pas de changement chez les *graveurs de musique*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypistes galvano-plastes*; travail actif, 60 heures, chez les *graveurs d'écritures françaises*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *fondeurs typographes*.

1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; travail assez actif chez les *gantiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers et bottiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *fleuristes feuillagistes*; 5 p. 100 de chômeurs environ chez les *ouvriers de l'habillement*; 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la bretelle et de la ceinture*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; légère reprise, chez

les *teinturiers-dégraisseurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *passemmentiers à la barre*, 1 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *passemmentiers à la main*; travail normal chez les *confectionneuses*; travail actif, 50 heures, chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvrières en chapeaux de soie et feutre*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; travail satisfaisant chez les *couturières*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseuses*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *couleurs et garçons de lavoir*.

Travail moins actif, 54 heures, chez les *ménisiers*; travail peu actif, 56 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *sapiniers*; 4 p. 100, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ébénistes en photographie*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *spécialistes en tables de nuit*; travail actif, 60 heures, chez les *mosaïstes marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compagnons charrons*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers de la voiture*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *layetiers emballeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*.

Travail assez actif, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail normal, 60 heures, chez les *fondeurs en fer*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *contremaîtres métallurgistes*; 3 p. 100 de chômeurs environ, travail satisfaisant, 60 à 76 heures chez les *mécaniciens*; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *polisseurs sur tous métaux*; travail assez satisfaisant chez les *ouvriers en comptoirs d'étain*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en coffres-forts*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs en tubes*; travail actif, 60 heures, chez les *tourneurs-décolleteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de la bijouterie*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de précision*.

Un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre-ravaleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs bardeurs*; 10 p. 100 de chômeurs environ, 48 à 54 heures, chez les *peintres*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 et 70 heures, chez les *stucateurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs modeleurs*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs* du bâtiment; pas de changement chez les *graveurs des cimetières*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *funistes en bâtiment*.

6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 20 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *maçons*; travail peu actif, 50 heures, chez les *scieurs de pierre*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *biseauteurs polisseurs de glaces*; travail peu satisfaisant chez les *façonniers graveurs sur cristaux*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boucheurs à l'émeri*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie de la glace*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; pas de changement chez les *placiers en fleurs et plumes* et les *employés de la bijouterie et les employés de commerce et d'industrie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

11 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *employés à la Bourse du commerce*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *dames employées de commerce*; travail peu actif chez les *employés de la bijouterie*; pas de chômeurs chez les *clercs d'huissier*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; travail peu satisfaisant chez les *porteurs aux halles*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *instituteurs privés*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *institutrices privées*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *instituteurs libres* et chez les *membres et employés de l'enseignement privé*; 2 p. 100 de chômeurs environ chez les *coiffeurs*; 5 p. 100 de chômeurs environ chez les *gens de maison*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *artistes*; travail assez actif chez les *artistes musiciens*; moitié de chômeurs chez les *artistes dramatiques*.

A Saint-Denis, 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés*. A Ailfortville, travail satisfaisant chez les *ouvriers en pompes*. A Clamart, travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Levallois-Perret, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Asnières, pas de chômeurs chez les *peintres*.

A Champigny, 19 p. 100 de chômeurs, dans le bâtiment. A Boulogne, 23 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseurs*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers*; travail peu actif, chez les *tailleurs*; 65 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *constructeurs-mécaniciens*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *maçons* et *plâtriers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs-plombiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *chaudronniers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs* et *mécaniciens de la marine*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'équipe* et *mécaniciens du port*.

Au Havre, 3 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; pas de chômeurs chez les *pétroliers et savonniers*; 70 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *huiliers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif chez les *cordonniers*; 80 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs-plombiers-zingueurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de magasin*; 60 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; travail moins actif chez les *cochers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*.

A Elbeuf, 72 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *plâtriers*.

A Deville-lès-Rouen, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Malaunay, 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Bolbec.

A Arques, travail peu actif, 51 heures, chez les *menuisiers à la mécanique*. A Sahures, 60 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *verriers* de Nesle-Normandeuse; travail peu satisfaisant chez ceux de Varimpré-Essarts; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Blangy; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux du Tréport; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Eu.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 1 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail actif chez les *tailleurs de pierre* du Moulin-Foulon. A Noisiel, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs chez les *carriers-plâtriers*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, moitié de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; 58 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs, scieurs de pierre, marbriers*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Essonnes, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *papetiers*; pas de changement, 60 heures, chez les *chapeliers*.

A Étampes, 28 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du livre; travail actif chez les *mouleurs*. A Corbeil, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Argenteuil, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *chapeliers*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*. A Orsay, travail satisfaisant, 70 heures, dans le bâtiment. A Chaville, travail très actif chez les *blanchisseurs*. A Bonnières, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers* de Chevreuse.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

nombreux chômeurs chez les *gantiers*. A Parthenay, 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; travail actif chez les *employés*.

A Melle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Thouars, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *bijouterie*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Abbeville, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *commis aux écritures* et *employés de commerce*.

A Moreuil, un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Méharicourt; pas de chômeurs, travail actif, chez ceux de Villers-Bretonneux.

Tarn. — A Albi, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 35 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *chapeliers-appropriés*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de changement chez les *verriers*, chez les *menuisiers-ébénistes*, le *bâtiment* et chez les *employés de commerce*.

A Castres, travail peu actif, 50 heures, chez les *tourneurs sur bois*, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Graulhet, moitié de chômeurs, 35 heures, chez les *moutonniers*; 60 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Lavaur, travail actif, 66 heures, chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Rabastens. A Dourgne, travail actif, 48 heures, chez les *ardoisiers*. A Carmaux, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Mazamet, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mégissiers*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *moutonniers*; un tiers de chômeurs, 50 heures, chez les *délaineurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de *filature*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *cimentiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; travail peu actif chez les *menuisiers*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Toulon, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; travail peu actif chez les *menuisiers* et chez les *charpentiers*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; moitié de chômeurs, 60 heures, chez les *aide-maçons*.

A Hyères, nombreux chômeurs chez les *cochers*.

A Saint-Raphaël, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A La Garde, un tiers de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Seyne, travail peu actif chez les *marins-pêcheurs*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Vaucluse. — A Avignon, un tiers de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Villeneuve-d'Avignon, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Apt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. Aux Sables-d'Olonne, pas de changement chez les *marins-pêcheurs*; travail assez satisfaisant, 36 heures, chez les ouvriers *boitiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Pas de chômeurs, travail actif, chez les *tisserands* d'Evrunes, des Epesses, de Mortagne-sur-Sèvre et de Saint-Laurent-sur-Sèvre. A Mervent, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *forestiers*.

Vienne. — A Poitiers, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serriers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cimentiers*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gazetiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *batteurs* et *marcheurs de pâte*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; 29 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs*; travail peu actif chez les ouvriers de l'*habillement*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *sabotiers*; nombreux chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *terrasiers* et *manœuvres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-plafonneurs*; travail actif, 60 heures, chez les *journaliers en porcelaine*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les ouvrières de la *peinture céramique*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Saint-Junien, 20 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.

A Bussière-Galant, travail actif, 84 heures, chez les *feuillardiers*.

Vosges. — A Saint-Dié, 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *mécaniciens*; 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Épinal, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Raon-l'Étape, 9 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A La Neuveville-les-Raon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *bois*.

A Remiremont, travail assez actif, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés*. A Gérardmer, pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers en *jouets*. A Étival, 8 p. 100 de chômeurs, 60 et 84 heures, chez les *papetiers*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles* de Bussang, de Gérardmer, de Remiremont, de Saint-Maurice-sur-Moselle, du Thillot, de Ban-de-Laveline, de Fresnoy-sur-Moselle, de Maxonchamp, de Golbey, Provenchère, de Saulcéray, Venteron et du Val-d'Ajol; travail peu actif chez ceux de Moyenmoutier; travail peu satisfaisant chez ceux de Châtel-sur-Moselle.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les ouvriers du *bois*.

A Sens, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pelletiers* et *fourreurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Ravières, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-tailleurs de pierre*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Lavau, Sommechaie, Perreux, les Ormes, Brosses, Fontenailles-sous-Andryes et Domats; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Sauveur; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Fargeau et de Treigny; chômage général chez ceux de Moutiers; 22 p. 100 de chômeurs chez ceux de Septfonds; pas de chômeurs chez les *forestiers* et *agriculteurs* chez ceux de Saint-Fargeau.

Algérie. — A Alger, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés en quincaillerie*.

A Bône, 6 p. 100 de chômeurs chez les *élèves* et *aides en pharmacie*.

A Constantine, 55 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Adjudications importantes en avril et mai 1906.**CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.**

21 avril. — TARN. — Riv. du Tarn; allongem. d'écluses.....	94,000 ^f
9 mai. — MARINE. — Brest; établ. d'une nouvelle cale.....	245,000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

7 avril. — DOUBS. — Montbéliard; const. d'écoles.....	278,507
9 ——— SOMME. — Doullens; agrand. d'écoles.....	90,000
14 ——— MAINE-ET-LOIRE. — Saumur; const. d'écoles.....	120,772
18 ——— MEURTHE-ET-MOSELLE. — Briey; const. d'un gr. scol. et d'une mairie.....	175,660
19 ——— SEINE. — Pavillons-sous-Bois; const. d'écoles.....	146,308
21 ——— LOT-ET-GARONNE. — Restaur. et agrand. de la préfet....	594,235
——— PAS-DE-CALAIS. — Bully; const. d'une école.....	152,280
22 ——— HÉRAULT. — Graissessac; constr. d'un gr. scol. et d'une mairie.....	151,268
23 ——— JURA. — Poligny; const. d'écol. et prolong. d'un égout...	91,817
10 mai. — SEINE. — Const. d'un pavillon à l'asile de Villejuif.....	144,543
17 ——— FINANCES. — La Réole; const. d'un magas. de tabacs en feuilles.....	555,298

ROUTES ET CHEMINS.

7 avril. — YONNE. — Joigny; trav. s. chem. vicin. ordin.....	92,660
11 ——— DRÔME. — Trav. s. rout. et chem.....	111,000
17 ——— HAUTE-LOIRE. — Brioude; const. de chem. vicin. ordin...	113,300
19 ——— CREUSE. — Trav. s. chem. vicin.....	104,989
——— PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Trav. s. chem. vicin.....	262,900
20 ——— ARDÈCHE. — Trav. s. chem. vicin.....	120,565
21 ——— SAVOIE. — Trav. s. chem. vicin.....	146,050
——— AUDE. — Trav. s. chem. vicin.....	172,956
27 ——— ALGÉRIE. — Oran; entr. des rout. nation. p. 5 a.....	685,000
30 ——— BASSES-ALPES. — Trav. s. chem. vicin.....	197,500
2 mai. — SEINE-INFÉRIEURE. — Trav. s. chem. de grande comm.....	243,000

CANALISATION ET ÉGOUTS.

23 avril. — ARDENNES. — Mohon; trav. d'aliment. d'eau potable.....	322,000
--	---------

CHEMINS DE FER.

19 avril. — ÉTAT. — Établ. d'une 2^e voie entre Aigrefeuille et Rochefort..... 167,388^f

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Mars 1905.	Fév. 1906.	Mars 1906.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	41 ^f 62 5	24 ^f 62 5	25 ^f 37 5
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	47 00	39 50	40 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	50 50	58 50	57 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	42 62 5	46 62 5	46 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	60 00	65 50	66 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	49 25	67 37	72 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ...	164 50	"	198 00
Soies grêges Cévennes, 1 ^{re} ordre, le kilogr.....	46 50	50 00	50 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	180 75	216 00	222 75
Étain Banka, <i>idem.</i>	370 50	441 50	448 50
Plomb, livr. Paris, <i>idem.</i>	37 25	46 00	46 25
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	64 50	62 50	62 50
Blé à Paris, <i>idem.</i>	23 60	23 87	23 87
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	22 85	22 95	22 95
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	22 85	22 50	22 75
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 40	1 29	1 34
Viande veau, <i>idem.</i>	1 82	2 00	1 99
— mouton, <i>idem.</i>	1 94	1 96	1 99
— porc, <i>idem.</i>	1 37	1 54	1 57

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations du 1^{er} janvier au 31 mars 1906.

	1906.	1905.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1906.	en 1906.
IMPORTATIONS.			1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	181,110	179,282	1,828	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	915,605	803,557	107,048	"
Objets fabriqués.....	219,243	212,635	6,708	"
TOTAUX.....	1,316,058	1,200,474	115,584	"
AUGMENTATION en 1906.....			115,584	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	143,781	134,353	9,428	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	308,203	281,890	26,313	"
Objets fabriqués.....	623,554	579,700	63,854	"
Colis postaux.....	102,257	85,118	17,139	"
TOTAUX.....	1,177,795	1,061,061	116,734	"
AUGMENTATION en 1906.....			116,734	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 351,155,000 francs du 1^{er} janvier au 20 avril 1906 contre 337,175,900 francs pendant la période correspondante de 1905, soit une augmentation de 4.14 p. 100.

Faillites. — 156 faillites et 8 liquidations judiciaires en mars 1906 (contre 158 et 4 en mars 1905).

Autorisations de bâtir à Paris. — 156 demandes en mars 1906, dont 126 pour des constructions neuves, contre 175 et 138 en mars 1905.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 4^e TRIMESTRE 1905.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demourer	en extra.			à demourer	en extra.			à demourer	en extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement)...	167	157	129	"	126	111	90	"	111	97	78	"
— (IV ^e —)...	868	783	702	12	609	539	469	17	397	339	295	5
— (V ^e —)...	143	513	121	"	113	370	129	"	85	226	111	"
— (VI ^e —)...	466	925	315	"	372	562	203	"	236	337	127	"
— (IX ^e —)...	231	789	119	54	216	552	93	59	147	343	78	8
— (XII ^e —)...	100	234	66	"	91	181	69	"	55	108	38	"
— (XIII ^e —)...	388	409	327	"	351	343	296	"	327	298	268	"
— (XIV ^e —)...	254	460	121	"	238	302	93	"	226	211	97	"
— (XVII ^e —)...	380	864	299	"	331	693	217	"	379	624	294	"
— (XIX ^e —)...	397	654	299	"	299	536	267	"	288	328	178	"
— (XX ^e —)...	186	525	201	"	296	370	217	"	186	296	140	"
Alençon.....	10	6	4	"	11	7	3	"	18	3	3	"
Amiens.....	52	56	5	"	51	29	6	"	27	32	4	"
Auxerre.....	72	67	50	2	51	43	33	1	53	30	27	1
Bordeaux.....	954	1,198	661	"	702	748	522	"	576	515	401	"
Boulogne-sur-Mer.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bourges.....	72	66	15	"	91	82	10	"	59	41	10	"
Caen.....	19	13	7	1	21	10	6	1	13	4	4	"
Charleville.....	26	53	2	"	45	17	4	"	14	9	"	"
Chauny (Aisne).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cherbourg.....	187	128	92	1	90	55	33	4	51	48	28	"
Chelet.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Coulommiers.....	"	"	"	"	"	1	"	"	1	"	"	"
Donai.....	14	21	"	"	17	9	"	"	14	8	"	"

LOCALITÉS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Épinal.....	"	"	"	"	3	2	1	"	2	1	1	"
Joigny (Yonne).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Laon.....	25	17	4	"	35	10	1	"	36	10	1	"
La Rochelle.....	85	51	23	"	78	59	18	"	75	42	18	"
Le Mans.....	347	196	25	1	369	203	19	2	365	134	21	"
Le Puy.....	19	15	"	"	29	6	"	"	22	7	"	"
Lille.....	129	46	"	"	65	38	"	"	135	51	"	"
Lisieux.....	215	125	74	4	164	118	61	3	174	130	58	2
Lyon.....	400	400	173	153	311	253	123	87	326	252	84	119
Mâcon.....	75	25	"	"	"	61	44	23	89	36	19	2
Montargis.....	46	32	13	"	43	32	13	"	34	28	11	"
Moulins.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	98	41	24	"	90	38	17	"	"	"	"	"
Nantes.....	83	34	34	"	111	58	45	"	55	33	23	"
Nevers.....	9	2	"	"	5	"	"	"	8	"	"	"
Nîmes.....	91	57	51	"	86	31	27	"	43	22	14	"
Orléans.....	5	4	4	"	5	4	4	"	8	2	2	"
Pau.....	212	76	36	"	172	47	21	"	100	41	20	"
Rouen.....	68	243	"	"	126	71	"	"	128	247	"	"
Saint-Brieuc.....	32	87	27	"	58	53	52	"	31	13	13	"
Saint-Dié.....	86	60	27	3	85	55	30	1	92	60	27	2
St-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).....	130	131	68	2	75	78	53	1	51	51	40	"
Saint-Nazaire.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Quentin.....	103	104	50	2	159	51	24	1	116	25	10	"
Senones (Vosges).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Sens.....	60	21	15	1	47	12	10	"	37	11	8	"
Soissons.....	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Troyes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles.....	1	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Vienne.....	77	35	12	2	56	28	5	2	21	12	2	1
Alger (Algérie).....	65	17	"	"	"	"	"	"	18	7	"	"
Refuges municipaux.....	"	"	78	366	"	"	63	174	"	"	58	330

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (4^e TRIMESTRE 1905.)

LOCALITÉS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demander	en extra.			à demander	en extra.			à demander	en extra.
Agen	"	"	"	"	116	36	22	12	"	"	"	"
Aix (Bouches-du-Rhône)	81	41	37	"	78	37	34	"	78	40	37	"
Amiens	134	82	73	8	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers	225	198	106	"	154	72	72	"	152	45	45	"
Blois	94	20	15	"	76	24	12	"	"	"	"	"
Boulogne-sur-Mer	96	25	22	"	60	28	22	"	36	21	19	"
Bourges	"	"	"	"	427	319	256	4	"	"	"	"
Carcassonne	"	"	"	"	"	"	"	"	2,083	1,734	1,231	156
Châteauroux	"	"	"	"	"	21	9	4	"	"	"	"
Cherbourg	93	27	16	5	54	20	14	3	30	17	11	2
Clermont-Ferrand	108	91	79	6	71	59	48	8	60	45	36	8
Fougères	31	15	15	"	54	47	42	"	34	16	16	"
Narbonne	"	"	"	"	104	47	34	22	252	32	30	132
Orléans	226	85	62	"	249	57	46	2	296	41	18	7
Périgueux	"	"	"	"	247	311	116	"	"	"	"	"
Perpignan	75	30	22	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Roanne	91	17	15	8	64	19	16	24	42	23	19	7
Saint-Étienne	386	166	90	76	422	170	124	44	291	129	51	38
Toulon	170	80	54	13	145	47	26	6	140	59	42	7
Tulle	"	"	"	"	"	"	"	"	12	7	"	"
Valence	233	96	67	"	214	77	51	"	115	46	29	"
Vierzon-Ville	109	64	60	"	73	28	28	"	65	49	37	"
Voiron	46	55	63	"	38	18	17	"	24	10	10	"
Alger	"	"	"	"	43	36	"	4	"	"	"	"
Constantine (Algérie)	"	"	"	"	69	31	49	"	55	48	57	"

C. — SYNDICATS PATRONAUX (4° TRIMESTRE 1905).

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
Angers	Pharmaciens	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Beaumont (Sei- ne-et-Oise) ..	Entrepr. du bâtiment...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux	Bouch. et de la charcut.	59	36	36	"	17	22	17	"	24	15	15	"
Id.	Cordonnerie	"	"	"	"	166	70	70	"	"	"	"	"
Id.	Coiffeurs	85	180	43	140	"	"	"	"	"	"	"	"
Carcassonne ..	Mixte des patrons et ou- vriers du bâtiment	11	10	8	"	9	9	7	"	11	11	5	1
Chartres	Charcuterie	14	20	14	"	14	17	14	"	11	12	11	"
Évreux	Des patrons boulangers ..	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Havre	Du comm. de l'épicerie ..	25	14	11	"	9	12	9	"	8	6	4	"
Mâcon	Pharmaciens	"	"	"	"	6	4	3	2	5	4	3	"
Nîmes	Société d'hortic. du Gard ..	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	1	"
Niort	Pharm. des Deux-Sèvres ..	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris	Boulangerie	2,511	1,238	319	842	2,514	995	299	663	2,484	1,063	259	771
Id.	Du commerce et de la fa- brication de la quincaill.	"	41	31	"	"	34	31	"	"	21	19	"
Id.	Constr. et n°goc. en in- struments d'optique ..	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Couteliers de Paris	19	22	17	"	26	21	18	"	"	"	"	"
Id.	Entrepr. des travaux pu- bles de France	25	"	"	"	"	"	"	"	16	"	"	"
Id.	Épicerie française	863	1,081	854	"	762	1,020	748	"	576	774	570	"
Id.	Épiciers en détails de Pa- ris et de la Seine	311	324	295	"	311	324	295	"	429	435	421	"
Id.	Général des pharmaciens de France	27	9	4	"	25	8	2	"	14	6	2	"
Id.	Gérants de débits de tabac	33	5	2	1	20	6	5	1	18	6	4	2
Id.	Maîtres tailleurs de Paris ..	113	215	"	"	78	131	"	"	71	49	"	"
Id.	Marchands de beurre, œufs, fromages et crê- miers	"	"	"	"	613	411	375	14	"	"	"	"
Id.	Marchands et fabricants- papetiers de France	38	8	2	3	34	10	5	3	17	7	"	3
Id.	Massieurs et infirmiers de France	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Menuiserie française	33	12	12	"	36	10	10	"	35	9	9	"
Id.	Négoc. commissionnaires et du comm. extérieur ..	33	5	2	"	16	3	2	"	12	0	2	"
Id.	Papier et industries qui le transforment	46	44	30	"	90	90	76	"	80	47	47	"
Id.	« La Parisienne » (limon- adiers-restaurateurs) ..	"	"	501	1,819	"	"	369	1,691	"	"	291	2,603
Id.	Produits alimentaires	69	32	32	"	7	4	2	"	"	3	1	"
Id.	Reliure	79	42	42	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Usines d'électricité	1	5	"	"	3	5	"	"	3	5	3	"
Id.	Union syndicale des débits de vins et liquoristes ..	960	826	332	196	470	514	227	160	170	169	78	65
Id.	Union synd. et mutuelle des restaur. et limonad.	"	"	386	1,126	"	"	261	910	"	"	231	1,224
Id.	Teinture et du nettoyage ..	79	52	30	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Périgueux	Pharmaciens	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Reims	Associat. professionnelle des pharmaciens	1	"	"	"	2	"	"	"	2	"	"	"
Id.	Boulangerie rémoise	13	13	12	1	15	8	6	2	"	"	"	"
Rennes	Charcutiers	"	"	"	"	9	4	4	"	17	2	2	"
Id.	Patrons relieurs	1	1	"	1	3	1	1	"	2	"	"	1
Rouen	Épicerie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	95	63	"
Saint-Étienne ..	Bâtiment	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"
Tours	Charcuterie	48	49	33	"	39	33	26	"	30	11	8	"
Id.	Office des travailleurs	129	75	62	"	162	83	73	"	131	67	57	"
Versailles	Assoc. synd. des coiffeurs ..	6	5	3	1	4	4	3	1	"	"	"	"

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (4^e TRIMESTRE 1905).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
Arcueil (Seine).	« Les Robustes ».....	13	"	1	2	27	2	2	3	"	"	"	"
Avignon.....	Compagnons maréchaux du Devoir.....	1	"	"	"	"	3	"	"	1	"	"	"
Bayonne.....	Association amicale des employés de commerce.	5	6	5	"	"	"	"	"	5	2	1	"
Belfort.....	Les employés de com- merce.....	5	3	5	"	4	4	4	"	6	5	6	"
Id.....	« La Jeanne d'Arc »....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Besançon.....	Union fraternelle des em- ployés de commerce...	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Id.....	« La Régionale ».....	36	40	33	63	38	34	32	56	42	33	30	74
Cambrai.....	Voyageurs et employés de commerce.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Charleville....	Association des employés de Charleville.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cornimont (Vos- ges).....	Association amicale des anciens élèves de l'école industrielle d'Epinal..	11	6	4	2	9	8	4	4	1	4	1	
Dunkerque....	« L'Abeille ».....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Elbeuf.....	Fileurs.....	"	"	"	"	12	3	4	"	8	2	1	1
Le Havre.....	Coiffeurs.....	104	88	18	75	93	86	11	50	83	79	5	76
Id.....	École pratique d'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Vésinet (Sei- ne-et-Oise)..	« La Prévoyance ».....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Sociétés des garçons de salle et de chambre...	520	309	67	232	445	236	46	190	505	357	107	250
Id.....	Employés de la soierie lyonnaise.....	5	6	3	"	6	5	1	"	4	8	1	"
Marseille.....	« Le Vatel des cuisi- niers.....	30	48	16	48	35	49	20	49	115	118	95	20
Montbéliard....	Association des employés de commerce.....	1	1	1	"	2	1	1	"	1	1	"	"
Montpellier...	Institut mutualiste des commis et employés..	70	12	35	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Fédération des mécani- ciens et chauffeurs de France.....	3	"	"	"	4	2	2	2	3	"	2	"
Nevers.....	Employés de commerce et de bureau.....	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Nîmes.....	Compagnons cordonniers du Devoir.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	6	"	4
Paris.....	Association amicale des anciens élèves de l'école municipale Colbert....	10	20	5	"	2	14	2	"	5	16	4	"
Id.....	Association amicale des anciens élèves de l'école Lavoisier.....	8	14	4	"	7	11	4	"	4	9	2	"
Id.....	Association amicale des anciens élèves de l'école Turgot.....	17	59	15	1	16	38	15	"	11	33	10	"
Id.....	Association des comptab- les.....	209	81	52	20	186	59	43	8	"	"	"	"

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris	Association sténographi- que unitaire.....	111	125	68	"	159	173	100	"	142	156	88	"
Id.....	Société amicale des cuisiniers-limonadiers	"	"	782	2,833	"	"	643	2,650	"	"	701	2,052
Id.....	Association générale des patrons et employés coiffeurs	"	"	"	"	"	"	"	"	135	45	45	95
Id.....	Association nationale de prévoyance et de secours des jardiniers de France	"	"	"	"	"	"	"	"	400	"	350	"
Id.....	Anciens sous-officiers des armées de terre et de mer	"	"	"	"	30	24	11	"	"	"	"	"
Id.....	Aspirants et compagnons bourelriers	"	"	"	"	"	"	"	"	9	14	"	"
Id.....	Société des charpentiers indépendants.....	30	15	"	"	30	14	14	"	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs-conducteurs de machines à vapeur....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cochers de maison bourgeoise.....	35	31	19	3	53	22	14	2	23	15	6	2
Id.....	Commis chapeliers de Paris	"	"	"	"	"	15	7	"	"	"	"	"
Id.....	Commis d'entrepreneurs de peinture.....	5	8	3	"	1	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	Compagnons et aspirants bottiers et cordonniers.	6	10	"	4	2	4	2	"	6	5	3	1
Id.....	Compagnons boulangers.	560	415	163	252	"	"	"	"	575	382	158	224
Id.....	Compagnons bourelriers harnacheurs.....	4	1	1	"	3	1	1	"	3	5	3	"
Id.....	Compagnons charpentiers	14	8	2	"	"	"	"	"	15	5	1	"
Id.....	Compagnons charpentiers indépendants.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	10	10	"
Id.....	Compagnons charrons	34	37	23	11	28	30	12	16	24	23	11	12
Id.....	Compagnons maréchaux ferrants	"	79	61	18	"	59	42	17	"	77	57	20
Id.....	Compagnons passants charpentiers.....	29	40	"	"	46	32	"	"	18	15	"	"
Id.....	Concierges-gérants.....	20	18	14	"	25	13	12	"	23	18	14	"
Id.....	Cuisiniers.....	345	"	120	225	"	411	126	"	"	519	121	398
Id.....	Ex-militaires	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Gens de maison	"	102	24	2	"	56	18	3	"	37	6	5
Id.....	Groupe amical ouvrier..	"	"	"	"	224	183	35	122	244	163	41	99
Id.....	Mécaniciens de la Seine.	2	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers pâtisseries et cuisiniers.....	102	98	98	638	100	75	67	503	100	72	66	1,152
Id.....	Sommeliers d'hôtels	43	39	28	24	35	27	21	14	21	16	12	33
Id.....	L'« Amitié » des chauffeurs-conducteurs-mécaniciens	2	"	18	"	2	"	18	"	2	"	18	"
Id.....	« L'Avenir » (limonadiers).	65	1,210	342	868	"	"	"	"	66	1,973	239	1,734
Id.....	« Le Bâtiment »	26	7	2	"	22	10	2	"	11	6	1	"
Id.....	« Bonne-Nouvelle » (limonadiers).....	"	280	80	200	"	254	54	200	"	290	40	250

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure en	extra.			demeure en	extra.			demeure en	extra.
Paris	La « Continentale »	"	"	144	55	"	"	76	25	"	"	52	12
Id.	« La Couturière »	14	15	14	"	17	17	15	"	5	4	4	"
Id.	« L'Étoile »	"	"	153	1,014	"	"	95	901	"	"	85	1,302
Id.	« La Fidélité »	"	"	"	"	2	1	1	"	1	"	"	"
Id.	« La Franc-Comtoise »	2	"	"	"	"	"	"	"	2	2	1	"
Id.	« La Fraternelle »	720	682	164	518	224	865	101	704	247	623	92	431
Id.	« La Gênoise »	88	43	39	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	« Les vrais amis »	"	673	250	51	"	464	214	56	"	355	200	78
Id.	« L'Indépendante »	4,060	1,065	405	660	3,980	925	375	550	4,180	939	395	544
Id.	« La Quincaillerie »	"	"	"	"	"	"	"	"	54	44	23	10
Id.	« La Sécurité de la vieillesse »	1	2	2	"	2	"	"	1	"	"	"	"
Id.	La « Saint-Michel »	70	635	499	452	63	465	362	301	23	456	363	1,050
Id.	« La Solidarité »	152	148	"	21	162	83	"	26	191	96	"	33
Id.	« Le Soleil »	40	57	20	140	"	51	17	90	"	54	15	144
Id.	Union amicale de la Porte-Saint-Martin	350	210	104	106	250	180	60	100	"	"	"	"
Id.	« Union de l'Avenir » des garçons marchands de vins-limonadiers.	"	"	30	110	"	"	"	"	"	"	10	150
Id.	L'Union des chauffeurs-conducteurs - mécaniciens-électriciens	4	2	2	"	5	3	2	1	6	5	4	1
Id.	Union des coiffeurs	97	25	24	153	32	13	11	135	11	5	4	166
Id.	Union des employés de commerce	13	22	5	"	8	21	4	"	15	20	1	"
Id.	Union franco-suisse	267	93	71	16	207	86	59	21	143	73	40	24
Id.	Union générale des gantiers	3	4	4	"	7	6	6	"	3	4	4	"
Id.	« Union Helvétia » des employés d'hôtels	"	"	129	44	"	"	93	22	"	"	63	58
Id.	Union mutuelle de l'épicerie	112	101	94	"	152	118	114	"	155	114	104	"
Roubaix	Association des anciens élèves de l'école nationale des arts industriels de Roubaix	7	11	10	"	3	4	4	"	"	"	"	"
Rouen	Assoc. des secrétaires et employés de mairie	3	"	"	"	4	"	"	"	3	"	"	"
Saint-Étienne	Assoc. des comptables et employés de banque	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Troyes	Assoc. amicale des comptables et teneurs de livres	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes	Académie de comptabilité	3	2	2	"	8	6	6	"	7	4	4	"
Id.	Anciens élèves de l'école	3	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Société de prévoyance des employés	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vierzon	Soc. amicale des anc. élèv. de l'École nouvelle	8	3	3	"	7	3	3	"	5	5	4	"
Vincennes (Seine)	Union amicale des ouvriers boulangers	170	142	30	41	71	65	28	37	72	68	36	32

E. — SOCIÉTÉS DIVERSES (4^e TRIMESTRE 1905).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Angers.....	Société de patronage des libérés.....	"	"	1	2	"	"	2	2	"	"	"	2
Id.....	Sœurs du Bon Pasteur...	"	"	"	"	7	5	5	"	"	"	"	"
Besançon.....	Société de patronage des détenus.....	1	1	1	1	2	"	2	"	"	"	"	"
Blaye.....	Société de patronage des prisonniers libérés....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	« Le Travail ».....	"	"	17	41	"	"	6	11	"	"	22	2
Bourges.....	Patronage des prisonniers libérés.....	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"
Clermont-Ferrand	Sœurs de l'Immaculée Conception.....	"	"	16	2	"	"	22	3	"	"	12	2
Cluses.....	École nation ^{le} d'horlogerie	2	2	2	"	1	1	1	"	1	1	1	"
Couzon (Rhône).	Asile Saint-Léonard....	"	"	"	"	"	1	1	"	"	1	1	"
Die.....	Asile-orphelinat.....	4	6	4	"	3	6	2	"	2	4	"	"
Dreux.....	Patronage des prisonniers libérés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dunkerque.....	Maison du marin.....	"	"	145	"	"	"	250	"	"	"	171	"
Grand-Quevilly.	Refuge.....	3	2	2	"	1	1	1	"	2	"	"	"
La Chalmelle (Marne).....	Colonie agricole d'assis- tance de la ville de Paris.....	22	"	10	2	1	"	2	"	8	"	7	3
La Rochelle....	Maison du marin.....	110	"	65	"	134	"	91	"	120	"	73	"
Le Havre.....	Assistance par le travail.	"	"	"	"	"	"	"	"	60	9	"	"
Le Mans.....	Sœurs servantes de Marie.	22	"	"	"	14	"	"	"	19	"	"	"
Le Puy.....	Maison des filles.....	14	"	"	"	20	"	"	"	20	"	"	"
Libourne.....	Orphelinat de Saint-Paul.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Office central.....	129	208	69	9	81	151	35	8	94	142	36	9
Id.....	Patronage des libérés....	11	"	7	"	5	"	4	"	10	"	7	"
Lyon.....	Asile protestant.....	29	90	12	"	26	38	14	"	20	19	9	"
Id.....	Société philanthropique savoisienne.....	67	59	46	4	66	47	35	5	"	"	"	"
Id.....	Œuvre lyonnaise d'assis- tance par le travail....	174	"	"	33	173	"	"	34	146	"	"	39
Id.....	Société de patronage des prisonniers libérés....	36	"	25	"	37	"	27	"	53	"	47	"
Id.....	Société philanthropique savoisienne.....	"	"	"	"	"	"	"	"	62	37	31	2
Mainvilliers....	Assistance de Saint-Jean.	"	28	2	28	"	15	"	15	"	"	1	1
Marseille.....	« La Préservation ».....	123	101	64	2	86	76	52	3	55	50	27	3
Id.....	Assistance par le travail.	64	15	23	1	62	14	22	"	47	15	19	"
Id.....	Œuvre des servantes protestantes.....	"	"	20	"	"	"	30	"	"	"	"	"
Melun.....	Assistance par le travail.	80	38	2	36	"	"	"	"	"	"	"	4
Moulins.....	Atelier de la Charité....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Maison Sainte-Marie....	70	195	60	2	50	116	40	3	54	130	44	4
Nantes.....	Sacré-Cœur.....	"	18	5	"	"	16	4	"	"	10	4	"
Nice.....	« Le Foyer ».....	103	214	84	"	99	143	74	"	"	"	"	"

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en	ex- tra.			à demeure en	ex- tra.			à demeure en	ex- tra.
Paris	Asile de l'œuvre de l'hospitalité de nuit.	"	"	"	94	"	"	"	4	"	"	"	19
Id.....	Société d'assistance par le travail du viii ^e arrondissement.....	16	3	"	3	"	"	"	"	15	4	"	4
Id.....	Société d'assistance par le travail du iii ^e arrondissement.....	64	31	64	11	55	28	7	60	65	15	6	64
Id.....	Association de l'amie de la servante.....	"	"	835	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Association générale, d'Alsace-Lorraine.....	184	292	124	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	British et American mission Home.....	159	197	20	11	128	144	15	10	"	"	"	"
Id.....	Bureau philanthropique de placement gratuit du quartier St-Merri...	"	"	"	"	40	21	8	1	32	46	14	19
Id.....	Cercle commercial suisse.	33	23	14	"	21	17	8	"	8	9	2	"
Id.....	Union d'assistance par le travail du vi ^e arrondis.	37	"	23	"	30	"	16	"	38	"	29	"
Id.....	« Home allemand ».....	"	35	60	"	"	16	24	"	"	6	12	"
Id.....	« Home français ».....	"	"	"	"	"	"	16	"	"	"	"	"
Id.....	Le « Toit familial ».....	"	"	16	30	"	"	4	35	"	"	4	19
Id.....	Patronage des libérés.....	242	"	54	"	290	"	68	"	298	"	43	"
Id.....	Œuvre des pauvres honteuses.....	21	15	2	"	14	5	1	"	"	"	"	"
Id.....	Société philanthropique de Paris.....	214	124	61	75	181	165	32	104	300	150	65	59
Id.....	Patronage de la Providence.....	8	2	"	"	"	"	"	"	10	8	6	2
Id.....	Société philanthropique savoisiennne.....	191	328	249	8	147	251	172	"	"	"	"	"
Quimper.....	Enfants de l'Adoration.....	"	"	3	"	"	"	3	"	"	"	1	"
Remiremont....	Orphelinat de l'Enfant-Jésus.....	"	8	"	"	"	4	"	"	"	2	"	"
Rochefort.....	Fourneau économique.....	10	"	10	"	7	"	7	"	"	"	"	"
Rouen.....	École professionnelle et ménagère.....	9	5	5	"	3	3	3	"	2	2	2	"
Saint - Germain (Eure).....	Orphelinat.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
St-Hilaire(Maine- et-Loire)....	École de réforme.....	"	17	3	"	14	3	"	"	"	15	2	"
Toulouse.....	Société de patronage des libérés.....	30	7	7	10	15	4	4	4	10	3	3	2
Tours.....	Société de patronage des prisonniers libérés....	7	1	8	"	8	2	10	"	6	4	2	4
Troyes.....	Société de patronage des condamnés libérés....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes...	Œuvre du patronage des libérés.....	1	"	"	1	3	"	3	"	"	"	"	"
Versailles.....	Société de patronage des libérés.....	"	"	"	"	118	"	2	5	112	"	3	8
Yzeure (Allier).	École professionnelle ménagère des pupilles de la Seine.....	"	"	8	11	"	"	"	"	"	"	"	"

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mars 1906, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 36 syndicats patronaux comptant 1,717 membres;
- 53 syndicats ouvriers comptant 3,908 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 13 syndicats patronaux comptant 759 membres;
- 61 syndicats ouvriers comptant 3,497 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 486 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

11 en mars, 24 en février, 18 en janvier et 39 antérieurement au 1^{er} janvier 1906.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [14 janvier 1906]. — Syndicat des planteurs de choux à choucroute de la région lyonnaise (223 membres). Siège social : RILLIEUX.

Alpes-Maritimes [7 mars 1906]. — Chambre syndicale des chevillards, commissionnaires et marchands en bestiaux de la ville de Nice (20 membres). Siège social : café de l'Univers, boulevard Mac-Mahon, NICE.

Ardennes [30 décembre 1905]. — Syndicat des marchands de bois des Ardennes (50 membres). Siège social : avenue de Mézières, 38, CHARLEVILLE.

Calvados [21 février 1906]. — Syndicat de la boucherie et de la charcuterie d'Honfleur et environs (27 membres). Siège social : rue du Puits, 15, HONFLEUR.

Cantal [2 mars 1906]. — Syndicat des maîtres-imprimeurs d'Aurillac (7 membres). Siège social : rue Marie-Mairel, 6, AURILLAC.

Charente-Inférieure [27 juillet 1905]. — Syndicat des agents généraux d'assurances de l'arrondissement de Saintes (19 membres). Siège social : cours Lemercier, 18,

SAINTES. — [2 décembre 1904]. — Syndicat de la **boulangerie** de la ville de Saintes et des communes environnantes (27 membres). Siège social : café de la Bourse, cours National, SAINTES. — [13 décembre 1904]. — Syndicat patronal des **coiffeurs** (20 membres). Siège social : rue de Laire, 11, SAINTES.

Cher [26 novembre 1905]. — Syndicat des **maîtres-imprimeurs** du département du Cher (15 membres). Siège social : BOURGES.

Dordogne [19 septembre 1905]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux et de **bâtiments** de la ville de Périgueux (70 membres). Siège social : PÉRIGUEUX. — [23 février 1905]. — Syndicat des **pharmaciens** de Périgueux (15 membres). Siège social : chez le président, PÉRIGUEUX. — [23 juillet 1905]. — Syndicat des agents généraux des compagnies **d'assurances** à primes fixes de l'arrondissement de Sarlat (18 membres). Siège social : place des Noix, SARLAT.

Drôme [1^{er} février 1906]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Montélimar et ses environs (35 membres). Siège social : Grande rue, 146, MONTÉLIMAR.

Eure [18 novembre 1905]. — Syndicat des **médecins** de l'arrondissement de Louviers (14 membres). Siège social : chez le docteur Ducheme, ACQUIGNY.

Haute-Garonne [15 février 1905]. — Syndicat des **pharmaciens** de Toulouse et de la région (42 membres). Siège social : café des Américains, boulevard Carnot, TOULOUSE.

Hérault [5 février 1906]. — Syndicat des marchands de **bois** en gros de Cette (14 membres). Siège social : quai du Nord, 4, CETTE.

Indre [30 avril 1905]. — Syndicat des **assureurs** de l'Indre à primes fixes et mutuelles contre l'incendie, la grêle, les accidents, sur la vie et autres risques (50 membres). Siège social : rue Diderot, 17, CHÂTEAUXROUX. [12 décembre 1905]. — Syndicat professionnel des débitants de **boissons** (47 membres). Siège social : Hôtel de ville, ISSOUDUN.

Indre-et-Loire [15 mars 1906]. — Chambre syndicale des **maîtres teinturiers-dégraisseurs** du Centre (30 membres). Siège social : rue de Constantine, 1, TOURS. — [23 décembre 1905]. — Chambre syndicale des patrons **tonneliers** d'Indre-et-Loire (81 membres). Siège social : boulevard Béranger, 6, TOURS.

Jura [22 janvier 1906]. — Syndicat des fabricants **d'horlogerie** de Morez et Morbier (27 membres). Siège social : Hôtel de ville, MOREZ.

Loire-Inférieure [25 février 1906]. — Syndicat pour la défense des intérêts professionnels des **paludiers** et sauniers de la presqu'île de Guérande (110 membres). Siège social : domicile du président, GUÉRENDE.

Nord [2 mars 1906]. — Comité général pour la défense des intérêts maritimes et commerciaux du **port** de Dunkerque (98 membres). Siège social : rue des Arbres, 9, DUNKERQUE.

Haute-Saône [10 novembre 1904]. — Chambre syndicale des entrepreneurs en **bâtiments**, de travaux publics et maîtres ouvriers du département de la Haute-Saône (75 membres). Siège social : rue Carnot, LURE.

Saône-et-Loire [10 décembre 1905]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics du Creusot et ses environs (72 membres). Siège social : rue des Écoles, LE CREUSOT. — [28 février 1906]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de Tournus (7 membres). Siège social : café du Quai, TOURNUS.

Haute-Savoie [28 septembre 1900]. — Syndicat des **hôteliers** de Chamonix (23 membres). Siège social : Hôtel de ville, CHAMONIX.

Seine [14 mars 1906]. — Groupe syndical des **chanteurs** musiciens marchands de chansons (51 membres). Siège social : faubourg-du Temple, 19, PARIS 11°. — [21 mars 1906]. — Union des **diamantaires** et bijoutiers et des industries qui s'y rattachent (129 membres). Siège social : rue de la Grange-Batelière, 10, PARIS 10°. — [28 janvier 1906]. — Chambre syndicale des **distributeurs** automatiques de jetons et bons de consommation de Paris et des départements (? membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS 10°. — [27 février 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs aux **expositions** et aux fêtes (charpente, menuiserie, décoration, tapisserie, peinture, installation, etc.), commission et représentation aux expositions (29 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS 1°.

Seine-Inférieure [6 février 1906]. — Syndicat des courtiers et représentants de commerce patentés de l'alimentation de la ville du Havre et de l'arrondissement (26 membres). Siège social : rue de Paris, 118, LE HAVRE. — [11 mars 1906]. — Chambre syndicale des **maîtres imprimeurs** de la ville du Havre (22 membres). Siège social : quai d'Orléans, 9, LE HAVRE. — [25 février 1906]. — Syndicat professionnel des **hommes d'affaires** du ressort de la Cour d'appel de Rouen (17 membres). Siège social : rue aux Ours, 10, ROUEN.

Deux-Sèvres [22 janvier 1906]. — Chambre syndicale des fabricants de **gants** de Niort (7 membres). Siège social : rue du Faisan, 18, NIORT.

Alger [5 février 1906]. — Syndicat général algérien des débitants de **tabacs** non fabricants (200 membres). Siège social : passage du Commerce, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [2 janvier 1906]. — Syndicat des **cochers** d'omnibus de la ville de Nice (35 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE.

Ardennes [20 février 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **mouleurs** et métallurgistes (90 membres). Siège social : chez M^{me} veuve Viot-Pissemont à HIRAUMONT-EN-ROCROI.

Aube [31 décembre 1905]. — Chambre syndicale des **charretiers** et camionneurs du département de l'Aube (37 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 54, TROYES. — [21 janvier 1906]. — Syndicat des marchands **forains** du marché de Troyes (48 membres). Siège social : rue Claude-Huez, 24, TROYES.

Charente-Inférieure [10 février 1906]. — Chambre syndicale des **quais** et docks de Marans (? membres). Siège social : MARANS. — [21 janvier 1904]. — Syndicat des **marins** et pêcheurs de Mortagne-sur-Gironde (112 membres). Siège social : MORTAGNE-SUR-GIRONDE.

Cher [21 février 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'usine à **gaz** de Bourges (50 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — [1^{er} janvier 1906]. — Syndi-

cat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de la commune de Groises (37 membres). Siège social : GROISES. — [1^{er} janvier 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Morlac (36 membres). Siège social : Mairie, MORLAC.

Dordogne [30 janvier 1905]. — Chambre syndicale des **employés** de Bergerac (75 membres). Siège social : BERGERAC.

Doubs [25 janvier 1906]. — Chambre syndicale **ameublement** et parties similaires de Montbéliard (70 membres). Siège social : ancien hôpital, rue du Château, MONTBÉLIARD.

Drôme [11 mai 1905]. — Chambre syndicale des **sculpteurs** sur bois de Die (16 membres). Siège social : DIE. — [10 février 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers en **cuirs** et peaux, chaussures et parties similaires de Romans, Bourg-de-Péage et ses environs (600 membres). Siège social : Bourse du travail, ROMANS.

Haute-Garonne [26 novembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers en **meubles** de Revel (62 membres). Siège social : boulevard de la République, 10, REVEL. — [15 novembre 1905]. — Syndicat des employés et ouvriers des services **municipaux** de Toulouse (150 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [26 juin 1905]. — Chambre syndicale des **représentants** de commerce de Toulouse (20 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [13 novembre 1905]. — Syndicat des employés de **trésoreries** générales et de recettes des finances (31 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [14 octobre 1905]. — Syndicat des ouvriers **verriers** de Toulouse (24 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Gironde [1^{er} octobre 1905]. — Union syndicale des **choristes** — section de Bordeaux — (58 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [4 novembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **selliers-bourrelliers-harnacheurs** de la ville de Bordeaux et banlieue (52 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Hérault [1^{er} janvier 1906]. — Union syndicale des **pêcheurs** réunis de France — section de Palavas — (147 membres). Siège social : Mairie, PALAVAS.

Ille-et-Vilaine [6 décembre 1905]. — Association professionnelle des **musiciens** de l'orchestre du théâtre de Rennes (34 membres). Siège social : Hôtel de ville, RENNES.

Indre [8 janvier 1905]. — Syndicat des ouvriers **carriers** et journaliers de la commune d'Ambrault et autres (47 membres). Siège social : Bois-Ramier, AMBRAULT. — [1^{er} mai 1905]. — Union syndicale des **employés de commerce** et parties similaires (29 membres). Siège social : Bourse du travail, ISSOUDUN. — [4 janvier 1904]. — Union syndicale des ouvriers de **moulin** d'Issoudun (33 membres). Siège social : rue des Écoles, 24, ISSOUDUN. — [10 octobre 1904]. — Syndicat des **chemisières** et parties similaires de Niherne (40 membres). Siège social : NIHERNE.

Isère [13 février 1906]. — Syndicat des travailleurs **municipaux** de la ville de Grenoble (62 membres). Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE. — [4 mars 1906]. — Union syndicale des ouvriers **tullistes** réunis de Saint-Clair et de la Tour-du-Pin (62 membres). Siège social : café Moulin, SAINT-CLAIR-DE-LA-TOUR.

Jura [20 janvier 1906]. — Syndicat régional des **diamantaires** de Saint-Claude (56 membres). Siège social : au Marché couvert, SAINT-CLAUDE.

Loire-Inférieure [1^{er} février 1906]. — Syndicat des maîtres d'hôtel et garçons **navi-gateurs** (120 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-NAZAIRE.

Loiret [19 février 1906]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** d'Orléans et du Loiret (17 membres). Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS.

Lot-et-Garonne [14 janvier 1906]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières du service des **tabacs** de Marmande (96 membres). Siège social : café de la Garonne, à Lestang, MARMANDE.

Marne [1^{er} mars 1906]. — Chambre syndicale des garçons **bouchers**, charcutiers, tripiers, ouvriers des abattoirs et professions similaires (70 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [18 février 1906]. — Syndicat des ouvriers et employés de la Compagnie du gaz de Reims (50 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS.

Mayenne [22 février 1905]. — Syndicat indépendant *La Liberté* des ouvriers et ouvrières des ateliers de **tissage**, filature et professions connexes de Laval (206 membres). Siège social : rue de Rennes, 3, LAVAL.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} janvier 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiment et parties similaires (108 membres). Siège social : rue Clodion, 6, NANCY.

Morbihan [12 février 1906]. — Syndicat des **marins** pêcheurs du Bono (103 membres). Siège social : Le Bono, commune de PLOUGONMELEN.

Nièvre [14 janvier 1906]. — Syndicat libéral des ouvriers **bûcherons** des Amognes (30 membres). Siège social : MONTIGNEY-AUX-AMOGNES.

Puy-de-Dôme [26 février 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiment** réunis de Thiers (34 membres). Siège social : rue de la Sous-Préfecture, 10, THIERS.

Pyrénées-Orientales [7 janvier 1906]. — Chambre syndicale des travailleurs **agri-coles** et viticoles de la commune de Trouillas (38 membres). Siège social : TROUILLAS.

Seine [2 janvier 1906]. — Syndicat mixte et général des gens de maison et employés de commerce réunis à l'**alimentation** (2 membres). Siège social : rue du Bouloi, 20, PARIS-I^{er}. — [1^{er} mars 1906]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de l'administration générale de l'assistance publique de Paris (40 membres). Siège social : boulevard de l'Hôpital, 111, PARIS-XIII^e. — [26 février 1906]. — Syndicat des **caissières** de la boucherie (45 membres). Siège social : rue Coquillière, 8, PARIS-I^{er}. — [1^{er} mars 1906]. — *Le Ménage*, syndicat des **gens** de maison, femmes (40 membres). Siège social : rue de l'Abbaye, 3 bis, PARIS-VI^e. — [26 novembre 1905]. — Syndicat ouvrier des **maçons** des travaux d'art, assainissement et leurs aides de la Seine (1,591 membres). Siège social : rue de l'Orillon, 43, PARIS-XI^e. — [10 février 1906]. — L'action corporative des **préparateurs en pharmacie** (26 membres). Siège social : rue d'Alençon, 3, PARIS-XV^e. — [19 mars 1906]. — Syndicat indépendant des ouvriers **plombiers** et similaires du département de la Seine (67 membres). Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS-III^e.

Seine-et-Marne (10 février 1906). — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers **briquettiers**, tuiliers et parties similaires (50 membres). Siège social : Mairie, SALINS.

Seine-Inférieure (11 février 1906). — Union syndicale des ouvriers du **bâtiment** de

Dieppe et de l'arrondissement (70 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 19, DIEPPE. — (17 février 1906). — Syndicat des **capitaines** au cabotage et officiers de la marine marchande du Havre (21 membres). Siège social : rue Scudéry, 3, LE HAVRE.

Vienne (17 novembre 1905). — Union des ouvriers commissionnés de la manufacture d'armes de Châtellerault (300 membres). Siège social : Hôtel de Ville, CHÂTELLERAULT.

Vosges (26 février 1905). — Syndicat professionnel des ouvriers du tissage du clos de Lell (90 membres). Siège social : Maison Briot, FRESSE-SUR-MOSELLE. — [4 février 1906]. — Chambre syndicale des travailleurs du livre (15 membres). Siège social : rue Concorde, 23, SAINT-DIÉ.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [23 décembre 1905]. — Fédération nationale du **bâtiment** et des travaux publics. — Union des fédérations syndicales françaises (5 fédérations adhérentes). Siège social : rue de Lutèce, 3, PARIS-IV°.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Pyrénées-Orientales [14 août 1903]. — Fédération des travailleurs agricoles de la région du Midi (4 fédérations départementales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN.

Vaucluse [25 janvier 1906]. — Fédération départementale des syndicats ouvriers de Vaucluse (6 syndicats adhérents). Siège social : rue Banasterie, AVIGNON.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [22 août 1888]. — Chambre syndicale de la **meunerie** de l'Aisne (36 membres). Siège social : Hôtel de Ville, LAON.

Aube [19 mai 1903]. — Chambre syndicale des **coiffeurs** de l'Aube (30 membres). Siège social : rue de Turenne, 40, TROYES.

Charente-Inférieure [16 mai 1902]. — Chambre syndicale de la **carrosserie** et parties similaires de Rochefort-sur-Mer (20 membres). Siège social : Bourse du travail, ROCHFORT-SUR-MER. — [21 mai 1889]. — Union syndicale des **coiffeurs** de l'arrondissement de La Rochelle (29 membres). Siège social : place Lacaille, LA ROCHELLE. — [3 avril 1892]. — Syndicat de défense du commerce des **eaux-de-vie** de Cognac du département de la Charente-Inférieure (40 membres). Siège social : SAINTES.

Drôme [20 août 1887]. — Syndicat médical de l'arrondissement de Montélimar et des contrées limitrophes (13 membres). Siège social : Grande-Rue, 26, MONTÉLIMAR. — [12 février 1903]. — Syndicat des agents et négociants en automobiles (80 membres). Siège social : place Madier-de-Montjau, 27, VALENCE.

Haute-Garonne [1^{er} mai 1887]. — Syndicat de la quincaillerie (19 membres). Siège social : rue du Taur, 2, TOULOUSE.

Indre [14 avril 1898]. — Syndicat patronal des mégissiers et parcheminiers d'Issoudun (25 membres). Siège social : ISSOUDUN.

Loire-Inférieure [15 octobre 1897]. — Syndicat des intérêts industriels, représentants de commerce (247 membres). Siège social : boulevard de Sébastopol, 24, NANTES.

Puy-de-Dôme [15 novembre 1894]. — Syndicat médical de l'arrondissement d'Amber (20 membres). Siège social : AMBERT.

Haute-Savoie [20 décembre 1896]. — Syndicat de la tannerie des zones franches (15 membres). Siège social : rue du Commerce, ANNEMASSE.

Seine [2 mai 1898]. — Société des artistes lithographes français (185 membres). Siège social : rue Grange-Batelière, 16, PARIS-IX^e.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [14 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers en voitures de Bourg (15 membres). Siège social : rue de la République, 16, BOURG.

Aisne [2 août 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment et parties similaires du canton de Chauny (6 membres). Siège social : rue de la Chaussée, 6, CHAUNY. — [17 février 1901]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en chaussures et professions similaires de Château-Thierry (38 membres). Siège social : Grande-Rue, 70, CHÂTEAU-THIERRY. — [12 décembre 1894]. — Union typographique de Château-Thierry adhérent à la Fédération française des travailleurs du livre (14 membres). Siège social : café Lourdez, rue Carnot, CHÂTEAU-THIERRY. — [16 janvier 1904]. — Syndicat des apprêteurs et tisseurs indépendants Saint-Quentinoise (4 membres). Siège social : rue de Cambrui, 61, SAINT-QUENTIN. — [16 janvier 1904]. — Syndicat des brodeurs indépendants (15 membres). Siège social : rue du Coteau, 17, SAINT-QUENTIN. — [16 septembre 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers de l'arrondissement de Saint-Quentin (32 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-QUENTIN. — [29 décembre 1905]. — Chambre syndicale des employés de la ville de Soissons (25 membres). Siège social, rue du Commerce, 25, SOISSONS. — [1^{er} juin 1898]. — Chambre syndicale des mouleurs et parties similaires de Tergnier-Fargnier (5 membres). — Siège social : rue Marceau, 2, TERGNIER.

Aube [28 janvier 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers du département de l'Aube (80 membres). Siège social : rue Thiers, 40, TROYES. — [2 novembre 1899]. — Syndicat général des ouvriers boulangers, meuniers et parties similaires du département de l'Aube (290 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 54, TROYES. — [4 juin 1903]. — Union syndicale des compagnons boulangers du département de l'Aube (45 membres). Siège social : place de la préfecture, 3, TROYES. — [22 septembre 1902]. — Syndicat des ouvriers coiffeurs de l'Aube (10 membres). Siège social : rue Champeaux, 20, TROYES.

Charente-Inférieure [28 décembre 1904]. — Chambre syndicale des **charretiers** de La Pallice (15 membres). Siège social : LA PALLICE. — [20 septembre 1904]. — Syndicat des ouvriers **bouchers**, charcutiers, tripiers et professions similaires de Rochefort-sur-Mer (30 membres). Siège social : Bourse du travail, ROCHEFORT-SUR-MER. — [21 février 1901]. — Association syndicale des **jardiniers**, maraîchers et horticulteurs du département de la Charente-Inférieure (300 membres). Siège social : ROCHEFORT-SUR-MER. — [1^{er} janvier 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bois** (32 membres). — Siège social : Bourse du travail, SAINTES. — [1^{er} janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers de la **métallurgie** de Saintes (217 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINTES.

Dordogne [11 avril 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de la fabrique de **chaussures** de Neuvic-sur-l'Isle (265 membres). Siège social : NEUVIC-SUR-L'ISLE. [1^{er} novembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et ébénistes de la ville de Périgueux (20 membres). Siège social : rue de la Nation, 2, PÉRIGUEUX. — [13 novembre 1898]. Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** de Périgueux (26 membres). Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX.

Drôme [22 septembre 1902]. Syndicat des ouvriers **boulangers** de la ville de Montélimar [15 membres]. Siège social : rue Aleyrac, 29, MONTÉLIMAR. — [14 août 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** de Montélimar (37 membres). Siège social : rue Saint-Pierre, 8, MONTÉLIMAR. — [3 avril 1901]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en métaux de Romans (9 membres). Siège social : Bourse du travail, ROMANS. — [9 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **tuiliers** et aides-tuiliers de Romans et de la région (10 membres). Siège social : Bourse du travail, ROMANS. — [1^{er} mai 1904]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **bâches** de Valence et Bourg-lès-Valence (48 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE. — [1^{er} mai 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **chapellerie** (7 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE. — [10 novembre 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **monteurs** en galoches de Valence (14 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE. — [4 novembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **vermicelliers** et similaires réunis de Valence (138 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE.

Eure [5 mai 1902]. — Union syndicale des ouvriers **métallurgistes** de Louviers et des environs (20 membres). Siège social : Hôtel de ville, LOUVIERS. — [23 décembre 1903]. Syndicat des ouvriers **verriers** de Romilly-sur-Andelle (? membres). Siège social : ROMILLY-SUR-ANDELLE.

Haute-Garonne [1^{er} août 1901]. — Association syndicale des employés civils techniques et administratifs des établissements et services militaires du ministère de la **guerre** (39 membres). Siège social : place du Capitole, TOULOUSE. — [1^{er} mars 1902]. — Chambre syndicale des **journalistes**, correspondants, reporters et hommes de science de la ville de Toulouse (4 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [24 octobre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **machinistes** des théâtres de Toulouse (35 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [2 janvier 1904]. — Syndicat des ouvriers **paveurs** de la ville de Toulouse (40 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [1^{er} décembre 1880]. — Chambre syndicale des ouvriers **tapissiers** sur meubles de la ville de Toulouse (40 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [15 juillet 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **vanniers** de Toulouse (38 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Loire-Inférieure [2 décembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **paveurs** de la ville de Nantes (6 membres). Siège social : rue de la Convention, 18, CHANTENAY-SUR-LOIRE. — [1^{er} mars 1895]. — Syndicat de la **batellerie** de la Loire-Inférieure (4 membres). Siège social : quai de la Fosse, 41, NANTES. — [1^{er} mars 1903]. — Chambre syndicale des manœuvres du **bâtiment** de la ville de Nantes (150 membres). Siège social : Bourse du tra-

vail, NANTES. — [2 mai 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **brossiers**, brossières et assimilées de la ville de Nantes (8 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES. — [1^{er} septembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **charbonniers** du port de Nantes (20 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES. — [26 octobre 1891]. — Syndicat des **tourneurs** sur métaux (37 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-NAZAIRE.

Puy-de-Dôme [7 août 1902]. — Syndicat des employés de l'**artillerie** et du génie de Clermont-Ferrand (9 membres). Siège social : place Saint-Georges, 14, CLERMONT-FERRAND. — [22 juillet 1903]. — Syndicat des travailleurs des Gravanches — artillerie — (6 membres). Siège social : rue Saint-Robert, CLERMONT-FERRAND. — [10 septembre 1900]. — Chambre syndicale des employés de l'**épicerie** de Clermont-Ferrand (25 membres). Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND. — [23 juillet 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** et similaires du Mont-Dore-les-Bains (63 membres). Siège social : salle Guérin, MONT-DORE-LES-BAINS. — [4 juin 1900]. — Syndicat des ouvriers **monteurs de ciseaux** (8 membres). Siège social : rue d'Alger, 16, THIERS. — [2 juillet 1900]. — Syndicat des polisseurs en **coutellerie** (46 membres). Siège social : rue de la Sous-Préfecture, 10, THIERS. — [17 février 1901]. — Syndicat des ouvriers **maçons** et aides-maçons de Thiers (55 membres). Siège social : rue de la Sous-Préfecture, 10, THIERS. — [27 janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** en bâtiments de la ville de Thiers (12 membres). Siège social : rue de la Sous-Préfecture, 10, THIERS. — [15 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de la ville de Thiers (14 membres). Siège social : rue de la Sous-Préfecture, 10, THIERS. — [8 février 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **papetiers** de la ville de Thiers (18 membres). Siège social : rue de la Sous-Préfecture, 10, THIERS. — [10 février 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers-peintres** de la ville de Thiers (4 membres). Siège social : rue de la Sous-Préfecture, 10, THIERS.

Haute-Saône. [20 octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **balanciers, métallurgistes** et métiers similaires de l'arrondissement de Vesoul (31 membres). Siège social : PORT-SUR-SAÔNE.

Haute-Savoie [17 mai 1905]. — Syndicat professionnel des garçons **coiffeurs** de l'arrondissement d'Annecy (10 membres). Siège social : Bourse du travail, ANNECY.

Seine [22 octobre 1905]. — Union syndicale du personnel ouvrier des **secteurs électriques** de Paris et banlieue dépendant de Paris (209 membres). Siège social : boulevard Barbès, 9, PARIS-18°. — [7 janvier 1896]. — Fédération des préposés (hommes et femmes) des manufactures des **Tabacs**, magasins et des manufactures d'allumettes (section du Gros-Caillou) [60 membres]. Siège social : rue Jean-Nicot, 10, PARIS-7°. — [16 février 1903]. — Syndicat de l'avenir des préposés de la manufacture des **Tabacs** de Paris (Gros-Caillou) [4 membres]. Siège social : avenue de la Bourdonnais, 43, PARIS-7°. — [16 septembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **talons** du département de la Seine (67 membres). Siège social : boulevard de Magenta, 1 bis, PARIS-10°. — [3 mars 1888]. — Syndicat central des **voyageurs** et représentants de commerce de France et des colonies (658 membres). Siège social : rue de Normandier, 3, PARIS-3°.

3° SYNDICATS MIXTES.

Aisne [29 avril 1892]. — Syndicat professionnel des patrons et ouvriers de l'industrie de la **chaussure** (26 membres). Siège social : SAINT-MICHEL.

Seine [20 septembre 1899]. — Association générale des **artistes dramatiques et lyriques** de France (405 membres). Siège social : rue Grange-Batelière, 17, PARIS 9°. —

[13 juillet 1886]. — Chambre syndicale des marchands, marchandes et employés du **Temple** (55 membres). Siège social : cité Dupetit-Thouars, 5, PARIS 3^e.

4^e UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [22 décembre 1898]. — Union syndicale de la **boulangerie** de la banlieue de Paris (4 syndicats adhérents). Siège social : rue Jean-Jacques-Rousseau, 23-25, PARIS 1^{er}.

5^e UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Puy-de-Dôme [20 juin 1901]. — Union fédérale des ouvriers en **bâtiments** de Thiers (4 syndicats adhérents). Siège social : rue de la Sous-Préfecture, 10, THIERS.

BIBLIOGRAPHIE.

ÉTATS-UNIS. — IOWA. — *Bureau de statistiques ouvrières; 11^e RAPPORT ANNUEL, 1903-1904.* — Des Moines, imprim. Murphy, 1905. — In 8° 456 pages. Sommaire : inspection des fabriques; salaires, nouvelles industries, syndicats, employés de chemins de fer, fabriques, conventions industrielles et lois ouvrières dans l'État d'Iowa; — l'immigration aux États-Unis, etc.

WISCONSIN. — *Bureau du travail et des statistiques ouvrières.* — 11^e RAPPORT BIENNAL, 1903-1904. — Madison, imprimerie officielle, 1904. — in 8° 555 pages. — Sommaire : inspection des fabriques; les effets de l'inspection des fabriques; le sweating dans l'industrie du vêtement; statistiques industrielles (personnel, heures de travail, salaires et production); la réparation des accidents du travail aux États-Unis et en Angleterre.

FINLANDE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1905)* [1 vol. in-4° de 408 pages, Helsingfors, 1905; Imp. du Sénat].

JAPON. — BUREAU DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE. — *Annuaire statistique (1904)* [1 vol. grand in-4° de 871 pages, Tokio, 1905; Imp. officielle].

MARYLAND. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *14^e rapport annuel (1905)* [1 vol. in-8° de 375 pages, Baltimore, 1906; King Bros].

MEXIQUE (RÉPUBLIQUE DU). — DIRECTION GÉNÉRALE DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1903)*. [1 vol. grand in-4° de 628 pages, Mexico, 1905; Imp. officielle].

NORVÈGE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1905)* [1 vol. in-4° de 178 pages, Christiania, 1905; Aschehong et C^{ie}].

PAYS-BAS. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *Rapports de l'inspection du travail (1903 et 1904)* [2 vol. in-4°, La Haye, 1905; Belinfante frères].

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — <i>Compte rendu des séances. — Rapports : Bureaux de placement</i> (M. Thévenet). — <i>Protection des salaires</i> (M. Martelin). — <i>Création d'un office du travail</i> (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
2 ^e SESSION (1892). — <i>Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire</i> (MM. Labeyrie et Delahaye). — <i>Sociétés coopératives de crédit</i> (M. Lyon-Caen). — <i>Habitations ouvrières</i> (M. Siegfried). — <i>Musée d'économie sociale</i> (M. Linder). — <i>Règlements d'atelier</i> (M. Keufer). — <i>Pétition des typographes de Lyon</i> . — 1 vol. in-4° 252 p.....	3 fr.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — <i>Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire</i> (M. Many). — 1 vol. in-4°, 341 p.....	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — <i>Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail</i> (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p.....	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — <i>Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières</i> (M. Paulet). — <i>La question du chômage</i> (MM. Moron, Finance et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p.....	1 fr. 80.
<i>Rapport sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail.</i> — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60.....	Épuisé.
<i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail].</i> 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	1 fr.
7 ^e SESSION (1897). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications</i> (M. Keufer). — <i>Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics.</i> — 1 vol. in-4°, 299 p.....	3 fr.
8 ^e SESSION (1898). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le marchandage</i> (M. Goy). — <i>Note de l'Office du travail sur le marchandage.</i> — 1 vol. in-4°, 127 p.....	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 525 p. 4 fr. 50.....	Épuisé.
<i>Les conseils de prud'hommes</i> (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p.....	3 fr. 60.
<i>Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes</i> (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p.....	1 fr.
10 ^e SESSION (1901). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4° de 175 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
<i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p.....	3 fr.
<i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest.</i> — 1 broch. in-4°, 28 p.....	1 fr.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 157 p.....	1 fr. 80.
<i>Apprentissage : enquête et documents</i> (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p.....	4 fr. 50.
<i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.....	1 fr.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 224 p.....	2 fr. 70.
<i>Les caisses de chômage.</i> — 1 vol. in-4°, de 148 p.....	1 fr. 80.
<i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p.....	1 fr. 50.
<i>Enquête et documents sur le délai-congé.</i> — 1 vol. in-4°, 104 p.....	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 233 p.....	1 fr. 80.
<i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 vol. in-4°, 73 p.....	1 fr. 50.
<i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p.....	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 135 p.....	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 168 p.....	2 fr. 25.
<i>L'enseignement professionnel</i> (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p.....	2 fr. 25.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

<i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.</i> — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893). 8 fr.....	Épuisé.
<i>Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques.</i> — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).....	1 fr. 50.
<i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.</i> — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr.....	Épuisé.
<i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des arts et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.</i> — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 30.....	Épuisé.
<i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1^{er} : Seine.</i> — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893) — <i>Tomes II et III : Départements.</i> — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — <i>Tome IV : Résultats généraux.</i> — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer.</i> — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique.</i> — 29 planches in-8° (1897) 4 fr.....	Épuisés.
<i>La petite industrie (salaires, durée du travail). — Tome 1^{er} : L'alimentation à Paris.</i> — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — <i>Tome II : Le vêtement à Paris.</i> — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr.....	Épuisés.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{IE}. (Suite.)

L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Salaire-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers.</i> — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail.</i> — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — <i>En Autriche.</i> — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : <i>Accidents.</i> — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse.</i> — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.....	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.</i> — (1899). — Tome II : <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — (1901). — Tome III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses.</i> — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.</i> — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).....	1 fr. 50.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques.</i> — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. <i>Dénombrement général.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Épuisé.
<i>Dénombrement des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50.....	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé). chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est.</i> — 1 vol. in-4° de 870 p.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle. Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892.</i> — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
<i>Années 1893 à 1898.</i> — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr.	Épuisé.
<i>1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1^{er} volume Mouvement de la population.</i> — 4 vol. in-8° de 313, 289, 105 et 384 p. (épuisés sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
<i>Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 2^e volume : Institutions d'assistance.</i> — 4 vol. in-8° de 211, 105, 103 et 103 p. (épuisés sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
Annuaire statistique. — Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p. — (Épuisés : années 1886, 1888, et 1890 à 1902, sauf 1901), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1904). — 14 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902 et 1903), chacun.....	3 fr. 50.
1904.....	4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905. — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905), chacun.....	5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRULT ET C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e.
MUZARD ET EBIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{er}.
Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7^e.
CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, à Paris-6^e.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL)

SOMMAIRE.

	Pages.	Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		
Revue du travail en avril	425	
Situation par industries	426	
Grèves en avril	435	
Conciliation et arbitrage en avril	446	
Les grèves et les recours à la conciliation et à l'arbitrage en 1905	454	
La journée de huit heures dans l'industrie privée, au commencement de 1906	462	
Les manufactures de tabacs et d'allumettes de l'Etat en 1904. (Personnel et salaires.)	471	
Élection des représentants des syndicats ouvriers au Conseil supérieur du travail	477	
<i>Jurisprudence.</i>		
Refus d'engager des ouvriers et des artistes syndiqués. — Grève; faute contractuelle antérieure du patron non établie. — Retenue sur les salaires; convention alléguée par le patron; preuve. — Loi du 7 mars 1850 sur le tissage et le bobinage; non-inscription sur le livret, du poids des fils en chaîne et en trame.	479	
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		
Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves. — L'inspection des mines en 1903	485	
Australasie : Le chômage à la fin de 1905	487	
Autriche : Placement	488	
Belgique : Revue du travail	488	
Canada : Grèves et lock-outs en 1905	489	
Etats-Unis : Revue du travail	491	
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Les trade-unions et fédérations en 1904	492	
Italie : Grèves	500	
New-York (Etat de) : Revue du travail	500	
Suède : L'inspection du travail en 1904	501	
<i>Actes et documents officiels.</i>		
Loi du 12 avril 1906, étendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Décret du 22 mars 1906, concernant les précautions à prendre contre l'incendie dans les établissements industriels et commerciaux. — Décret du 20 avril 1906, modifiant le décret du 9 septembre 1905 relatif aux subventions aux caisses de chômage. — Circulaire du 5 avril 1906, sur l'ingérence des agents d'affaires en matière d'accidents du travail. — Circulaire du 14 avril 1906, sur l'application de la loi de 1893-1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. — Circulaire du 19 avril 1906 sur les précautions à prendre contre l'incendie dans les établissements industriels et commerciaux	502	
Etat des travaux législatifs	509	
<i>Renseignements divers.</i>		
Analyse, par département, des renseignements fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc.; 2 ^o par les correspondants	511	
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières	518	
Adjudications; prix courants divers; commerce extérieur; transports; faillites; autorisations de bâtir	534	
Mouvement syndical	537	

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,

5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires. On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE	3 fr. 50 —

PUBLICATIONS

DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Décembre 1904). Un volume in-8 de 334 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 60.

N° 2. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905) et Règlement d'administration publique du 28 février 1899. Brochure de 32 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60

N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). Un volume de 937 pages.

Prix : 10 francs — Franco 11 francs.

N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Dusseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 10.

N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages.

Prix : 5 francs — Franco 5 fr. 75.

N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages.

Prix : 1 fr. 30 — Franco 1 fr. 40.

N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages.

Prix : 4 francs — Franco 4 fr. 50.

N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Brochure in-8° de 95 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages.

Prix : 3 fr. 25 — Franco 3 fr. 75.

N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Brochure de 96 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages.

Prix : 0 fr. 20 — Franco 0 fr. 30.

N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 1904. Un volume de 116 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 1904. Brochure de 34 pages.

Prix : 0 fr. 35 — Franco 0 fr. 45.

N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs.

Prix : 2 fr. 75 — Franco 3 fr. 15.

N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco : 1 fr. 40.

L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 44 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1903. Volume de 247 pages.

Prix : 0 fr. 85 — Franco 1 fr. 20.

L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

Les capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages.

Prix : 1 fr. 20 — Franco 1 fr. 35.

Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages.

Prix : 1 franc. — Franco 1 fr. 15.

Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Les assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. Brochure de 28 pages.

Prix : 0 fr. 50. — Franco 0 fr. 60.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail,
Direction du travail,
PARIS (vir').

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois dernier le chômage a sensiblement augmenté parmi les ouvriers viticoles du Midi, les pluies continuelles et les gelées ayant arrêté les travaux dans les vignes, déjà restreints au strict nécessaire par suite de la mévente des vins. Dans les forêts, les coupes étant terminées et l'écorçage n'étant encore commencé que dans un petit nombre d'endroits, un assez grand nombre d'ouvriers bûcherons, qui n'ont pu trouver de l'occupation dans les champs, sont réduits au chômage. Les travaux horticoles sont en pleine activité.

La reprise s'accroît dans le bâtiment et les industries qui en dépendent, mais l'activité n'a pas encore atteint partout son niveau normal.

Dans l'industrie textile, le travail reste satisfaisant dans le Nord, bien qu'il ait baissé dans quelques centres; l'activité reste normale dans les Vosges ainsi qu'à Reims, Evreux et dans les centres de l'Ouest. La situation reste stationnaire dans la Seine-Inférieure et la région de Roanne. Dans la soie, les tissages de Saint-Étienne bénéficient d'une reprise sensible; dans la région lyonnaise le travail a baissé dans les usines de tissage mécanique et dans les

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'avril 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

ateliers de la ville de Lyon; il reste abondant dans les ateliers à bras de la campagne.

Les industries du vêtement sont en pleine activité, notamment à Paris.

Dans les industries des métaux la situation, dans l'ensemble, est toujours aussi satisfaisante; le chômage reste toutefois aussi intense parmi les ferblantiers-boîtiers des ports bretons.

Le travail est toujours très abondant dans l'industrie de la voiture, notamment à Paris. La situation ne s'est pas modifiée dans les industries du livre. Le chômage n'a pas sensiblement diminué dans les centres de mégisserie du Tarn. Le travail est en général assez abondant dans l'industrie de la chaussure.

1,227 syndicats, groupant 213,369 ouvriers, ont répondu en avril 1906, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats 1,061, groupant 187,089 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 15,995, ce qui correspond à une moyenne de 8.5 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier de 9.4 p. 100; elle était de 9.3 p. 100 en avril 1905.

L'ouvrage, pendant le mois d'avril 1906, a été jugé, par comparaison avec le mois de mars, plus abondant, par 32 p. 100 des syndicats, groupant 32 p. 100 des syndiqués; équivalent par 50 p. 100 des syndicats groupant 46 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 18 p. 100 des syndicats, groupant 22 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 672 syndicats, groupant 113,595 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 373, groupant 59,394 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1,472) accusent 2 p. 100 de chômeurs, contre 3 le mois dernier et 5 en avril 1905; à Boulogne-sur-Mer (950) il y a 3.7 p. 100 de marins pêcheurs inoccupés contre 14 le mois dernier; la saison d'été a commencé. Sur les côtes bretonnes, à Douarnenez (1,297) les divers poissons (maquereaux, raies, sprats, etc.) sont plus abondants; à Concarneau (400) tous les matelots sont embarqués, la pêche est meilleure; elle est également satisfaisante à Guilvinec (150); à l'île de Groix les pêcheurs (270) sont mécontents. A Châtelailon (1,100) les pêcheurs d'huîtres sont tous occupés, mais la pêche est moins abondante par suite de l'avancement de la saison.

D'après les réponses de 81 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 10,657 membres le nombre des chômeurs syndiqués était, à la fin d'avril, de 2,323, soit 21.8 p. 100 contre 19.2 p. 100 le mois dernier et 20.8 p. 100 en avril 1905; la situation était considérée comme satisfaisante par 38 p. 100 des syndicats et 57 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 2,323 chômeurs, 2,288 sont signalés par 67 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 5,666 syndiqués: la proportion est respec-

tivement dans les trois départements de 29, 45.5 et 45.8 p. 100; déjà réduits au strict nécessaire par suite de la mévente des vins, les travaux urgents à faire dans cette saison dans les vignes ont été encore entravés par les pluies continuelles et, dans certains endroits, par les gelées qui ont signalé dans le Midi le mois d'avril. A Paris, les jardiniers (2,022) sont toujours tous occupés, la semaine est de 60 à 70 heures; le syndicat mixte des horticulteurs (2,207) annonce 10 chômeurs au lieu de 23, la saison est très favorable. A Angers le syndicat mixte des jardiniers (360) estime le travail plus abondant, la semaine est de 72 heures. A Rosendaël (150) les jardiniers sont tous occupés 60 heures par semaine.

Les 72 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois d'avril le nombre de leurs chômeurs accusent 1,524 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 7,296 membres, une proportion de 20.8 p. 100 contre 14.9 p. 100 le mois dernier et 16.6 en avril 1905. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 68 p. 100 des syndicats et 55 p. 100 des syndiqués. Les travaux d'hiver étant terminés à peu près partout et l'écorçage n'étant commencé que dans un petit nombre d'endroits, le chômage est assez important dans les centres où tous les bûcherons n'ont pu trouver à s'occuper dans les champs aux semailles, aux betteraves, au roulage et à l'épandage des engrais de printemps, etc.; on ne signale aucun chômeur dans un peu moins d'un tiers des centres du Cher, dans les deux tiers de ceux de l'Yonne et dans 21 centres sur 26 dans la Nièvre; le chômage, dans l'ensemble, atteint 29.7 p. 100 dans le Cher pour 21 syndicats groupant 2,495 syndiqués, il est de 18.2 p. 100 pour 26 syndicats de la Nièvre groupant 2,614 membres et de 13.6 p. 100 pour 7 syndicats de l'Yonne ayant 846 membres.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, ne portent, en raison des grèves, que sur 82,000 ouvriers environ, soit moins de la moitié du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'avril 1906. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE MOYEN HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais (1).	19,225	4.92	"	36	"	"	64
Loire.....	14,470	5.69	"	"	"	67	33
Gard et Hérault (2).....	14,635	5.69	"	12.5	"	1.5	86
Tarn et Aveyron.....	10,433	5.85	"	"	"	28	72
Provence (lignites).....	2,464	6.09	"	"	"	"	100
Isère.....	1,695	5.75	"	"	"	100	"
Ouest.....	280	3.50	"	"	"	100	"
Bourgogne et Nord-Est..	9,679	5.95	"	"	"	29	71
Centre (3).....	8,796	5.21	"	23	4	21	52
ENSEMBLE pour la France.	81,777	5.41	"	13	0.5	24.5	62

(1) Grève presque complète dans la plupart des Compagnies. — Manquent les renseignements pour La Claurance et Flines-les-Racines.

(2) Grève de Rochebelle.

(3) Grève dans plusieurs mines.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 4.69; il était de 5.91 en avril 1905. D'après les réponses de 21 syndicats, le chômage serait de 2.5 p. 100 sur un effectif de 9,095 syndiqués⁽¹⁾; il était de 1.9 p. 100 le mois dernier pour 11,220 syndiqués et de 5.84 p. 100 en avril 1905 pour 9,305 syndiqués. La proportion des chômeurs est, d'après le syndicat de la rue du Nord, de 3.8 p. 100 à Montceau (5,007) contre 3.5 le mois dernier et 5 en avril 1905.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 2.2 p. 100 pour 25 syndicats groupant 2,518 ouvriers contre 8 p. 100 le mois dernier et 6.1 en avril 1905. Dans les carrières il y a 2 p. 100 de sans travail à Volvic (150), contre 3.3 le mois dernier; pas de chômeurs à Lérrouville (187), Raon-l'Étape (150), Chevreuse (160), Saint-Raphaël (123) et Saint-Restitut (132). Dans les ardoisières 1.8 p. 100 de sans travail à Fumay (332), comme le mois dernier; pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (300), Rimogne (194); à Rochefort-en-terre (210), l'eau commençant à se retirer du fond, les fendeurs ont repris le travail.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 56 syndicats, groupant 10,208 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en avril, soit 1,526, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 14.9 p. 100 contre 15.8 le mois dernier et 16.5 en avril 1905. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 54 p. 100 des syndicats et 52 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les bouchers (122), les confiseurs-pâtisseries (450) et les limonadiers (410) de Marseille, les cuisiniers de Bordeaux (328), et de Toulouse (150), les pâtisseries-glacières de Bordeaux (258), les maîtres d'hôtel de Rouen (414). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Caen (125), Nice (140), Saint-Étienne (200), Meaux (303) et du Mans (365), les maîtres d'hôtel du Havre (502), les garçons de café de Nancy (190). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (830) accusent 11.3 p. 100 de chômeurs; ceux de la Bourse du travail (950) 10.5 p. 100; les pâtisseries (1,047) 16 p. 100 contre 16 le mois dernier; les confiseurs (228) 14 au lieu de 15.5 p. 100; les biscuitiers (206) 1.9 p. 100 contre 0.6; les garçons limonadiers du syndicat de la rue Réaumur (150) 33 p. 100; chez les boulangers, le syndicat mixte de la rue Aumaire (820) accuse 3.6 p. 100 de chômeurs.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de mars 1906, sixième mois de la campagne 1905-1906, s'élevait à 1,849,044 hectolitres contre 1,585,542 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 263,502. Il y a notamment augmentation sur les alcools de betteraves (1,099,879 hectolitres au lieu de 829,957) et de mélasses (331,396 hectolitres au lieu de 219,415). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 70,490 hectolitres, soit une différence en moins de 10,268 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽²⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois d'avril 1906 (huitième mois de la campagne 1905-1906), la quantité de sucre travaillée correspondait à 1,046,716 tonnes de sucre raffiné, soit une augmentation de 416,448 tonnes sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Aucun syndicat du Nord ou du Pas-de-Calais n'a répondu au questionnaire.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 19 avril 1906.

PRODUITS CHIMIQUES. — GAOUTCHOU. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 5 syndicats, groupant 1,378 ouvriers, ressort à 3.9 p. 100 contre 5.6 p. 100 le mois dernier et 7.6 en avril 1905. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Bordeaux (541), Nice (380) sont tous occupés. Les savonniers de Marseille (320) accusent 14 p. 100 de chômeurs contre 18 le mois dernier.

Les ouvriers des papeteries de Brignoud (300) sont tous occupés; ceux d'Étival (730) accusent 0.7 p. 100 de chômeurs contre 0.8 le mois dernier. Les relieurs-papetiers de Toulouse (220) n'en accusent aucun.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 108 pour 73 syndicats groupant 3,867 adhérents, soit 2.8 p. 100; pour Paris, de 195 pour 12 syndicats groupant 6,718 adhérents, soit 2.9 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 3.2 p. 100, et pour Paris de 2.3 p. 100; elle était, pour le mois d'avril 1905, de 3.6 p. 100 pour la province, de 2.2 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 78 p. 100 des syndicats de province groupant 77 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 24 syndicats, équivalent par 28, moins abondant par 8 autres. Il y a 2.6 p. 100 de syndiqués sans travail contre 2.6 le mois dernier chez les imprimeurs lithographes de Marseille (115), 9.4 p. 100 chez les typographes à Bordeaux (350) au lieu de 11.4; 1.8 p. 100 à Lyon (341); 1.3 p. 100 à Lille (450) au lieu de 2.6; 0.9 à Limoges (117) contre 2.6. Pas de chômeurs à Clermont-Ferrand (110).

A Paris, le travail reste satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (4,200) accuse 85 chômeurs contre 40 le mois dernier et 29 en avril 1905. Dans la lithographie, les imprimeurs lithographes de la *Résistance* accusent 48 chômeurs sur 510 membres, contre 28 le mois dernier et 43 en avril 1905; l'*Union lithographique* (225) 4.9 p. 100 contre 3.4 le mois dernier; les dessinateurs écrivains (180) 4.4 p. 100; les graveurs (101) 2 p. 100.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 18 syndicats, groupant 3,635 ouvriers, atteint 25.8 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 24.3 p. 100, elle était de 5.2 p. 100 en avril 1905. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) accusent 2 p. 100 de sans-travail contre 2 p. 100 le mois dernier, la semaine est de 50 heures; les mégissiers et chamoiseurs de Millau (105) ont 9 p. 100 de sans travail; à Mazamet les ouvriers des peaux de mouton (800) accusent 31.3 p. 100 de chômeurs contre 25 le mois dernier, les mégissiers (100), 0 p. 100 au lieu de 15 avec une durée de travail hebdomadaire de 48 à 60 heures; les moutonniers de Graulhet (1,249) ont 50 p. 100 de chômeurs au lieu de 52 le mois dernier et 5 en avril 1905; la semaine varie de 32 à 40 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 2.7 p. 100 pour 17 syndicats groupant 1,504 ouvriers contre 8.2 p. 100 le mois dernier et 17.5 p. 100 en avril 1905. Les cordonniers de Bordeaux (260), Toulouse (150) sont tous normalement occupés; ceux d'Angers (200) ne font que 48 heures par semaine; ceux de Limoges (565) accusent 2.1 p. 100 de chômeurs.

Dans la ganterie, à Millau, l'*Union* (1,100) et le syndicat indépendant (110)

(1) *Journal officiel* du 13 mai 1906.

n'accusent aucun chômeur; les gantiers de Chaumont (110) sont également tous occupés.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 73 syndicats, groupant 23,425 adhérents, était, à la fin d'avril, de 1,128, soit 4.8 p. 100; la proportion était de 4.5 p. 100 le mois dernier, elle était de 8.8 en avril 1905.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait 4.6 p. 100 de chômeurs contre 3.1 le mois dernier et 6.9 p. 100 en avril 1905, la semaine serait de 60 heures, le travail est stationnaire, mais la situation reste assez satisfaisante; à Tourcoing, d'après le syndicat textile (117), le chômage serait de 0 p. 100 au lieu de 7 p. 100 et la semaine de 60 à 70 heures; d'après le syndicat de l'industrie du tissu (347), le chômage serait de 5 p. 100 et le travail aurait un peu baissé, la semaine serait de 60 heures; à Armentières, le syndicat mixte (1,795) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait toujours de 50 à 60 heures; à Houplines (1,500) il y a 1.3 p. 100 de chômeurs au lieu de 2, la situation est estimée satisfaisante pour l'époque, la semaine est de 60 heures; à Hazebrouck (450) il y a 17.8 p. 100 de chômeurs au lieu de 17.8, la semaine est toujours de 59 heures; à Halluin (1,000) le chômage est de 5 p. 100 au lieu de 5 et la semaine serait de 60 heures; dans les petits centres de tissage pas de chômeurs, à Comines (300 + 180), Bailleul (250), Saulzoir (170); 8 p. 100 au lieu de 4 à Avesnes-les-Aubert (530), 5.2 p. 100 au lieu de 5.2 à la Gorgue-Estaires (537); 2.4 p. 100 à Nieppe (420); beaucoup de chômeurs à Haspres (346) à cause de la pénurie de la trame. Pour l'ensemble de 19 syndicats du Nord groupant 14,456 syndiqués, la proportion des chômeurs est seulement de 3.8 p. 100 contre 1.3 le mois dernier.

Dans les Vosges, les 14 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 1.3 p. 100 de chômeurs sur 1,748 syndiqués contre 0.4 le mois dernier; la semaine est partout de 60 heures au moins; seul le syndicat de Saint-Dié (450) accuse 22 chômeurs contre 9 le mois dernier.

Dans les centres cotonniers normands, les ouvriers textiles ne font toujours que 50 heures à Bolbec (150) sans chômeurs; les tisseurs et fileurs font 60 heures, les indienneurs 50 heures à Malaunay (115) avec 1.8 p. 100 de chômeurs contre 1.6 le mois dernier. A Évreux, le syndicat indépendant (160) et l'autre syndicat (124) n'accusent aucun chômeur comme le mois dernier; la semaine est de 60 heures, tous les métiers marchent. Le travail est normal à Condé-sur-Noireau (120) où la journée est de 10 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, la semaine est de 50 heures à Bourg-de-Thizy (682) et le chômage y est de 6.7 p. 100 contre 6.7 le mois dernier; il est de 18 p. 100 à Thizy (115); à Roanne (1,200) il y a 0.9 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier; la semaine est en moyenne de 54 heures: les ouvriers pareurs (200) sont également tous occupés.

Dans les Ardennes, à Saint-Menges (260), le chômage est de 7.7 p. 100 au lieu de 19 le mois dernier et de 11 en avril 1905, la semaine varie toujours de 40 à 45 heures; à Floing (195) 25 p. 100 des tisseurs chôment, mais le travail commence à reprendre. A Reims il n'y a pas de chômeurs dans l'industrie lainière (400), la semaine est de 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (500), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés 60 et 66 heures, le travail est satisfaisant; le syndicat mixte d'Angers (205) accuse 0 chômeur contre 1 le mois dernier; la situation reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: en particulier les tisserands de Cholet (670), de Saint-Léger (112) et de Mortagne-sur-Sèvre

(238) ne signalent aucun chômeur. Les tapissiers d'Aubusson (129) sont tous occupés 60 heures.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (120) accuse 0 chômeur contre 8 le mois dernier et signale une reprise très sensible; les ouvriers en soieries de Charlieu (141) accusent 23 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier; les chefs d'ateliers de Saint-Genest-Lerpt (150) en ont 5 p. 100 contre 10. Dans la région lyonnaise, les usines de tissage mécanique commencent à ressentir les effets du ralentissement des ordres pour la mousseline et l'alimentation des métiers devient moins facile que le mois dernier; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique et à la main la fabrication est en décroissance encore plus marquée que le mois dernier; à la campagne, dans les ateliers à bras, l'activité reste toujours soutenue ⁽¹⁾.

Dans le tulle, les ouvriers en guipures de Saint-Quentin (108) accusent 7.4 p. 100 de sans-travail contre 7.6 le mois dernier avec 56 heures par semaine; les ouvriers en tulles unis et grecs de Caudry (160) 2.5 p. 100 comme le mois dernier avec 66 heures par semaine; les autres tullistes de Caudry (561) sont tous occupés de 50 à 60 heures; les maîtres tullistes de Lyon (210) sont tous occupés d'une façon satisfaisante.

À Roanne les apprêteurs (220) ont 1.4 p. 100 de chômeurs contre 1.4 le mois dernier; les teinturiers (220) ont 15 p. 100 de chômeurs contre 8.8; les blanchisseurs et apprêteurs de Cholet (126) sont tous occupés 60 heures. À Paris les teinturiers-dégraisseurs (310) sont tous occupés d'une façon très satisfaisante.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 3.4 p. 100 pour 18 syndicats groupant 2,946 ouvriers et ouvrières contre 5.1 p. 100 le mois dernier et 3.3 en avril 1905. Le travail est considéré comme plus abondant par 16 syndicats, équivalent par 3, moins abondant par 2. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 74 p. 100 des syndicats et 57 p. 100 des syndiqués; à Paris l'*Union des couturières* (591) accuse 0 p. 100 de chômeuses contre 0 le mois dernier; les tailleurs et couturières de la Bourse du travail (600) 0 p. 100 contre 4.2; les tailleurs de la rue Trétaigne (475) 5.7 p. 100; les coupeurs-chemisiers (270) 2.6 p. 100 de sans-travail contre 3.7 le mois dernier. Pas de chômeurs chez les ouvriers du syndicat mixte de Limoges (110); ceux du syndicat mixte de Carcassonne (250) en accusent 1.2 p. 100 contre 0.8 le mois dernier; les coupeurs de Lyon (135) 7.4 p. 100 contre 1.6; les couturières d'Amiens (118) 40 p. 100.

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 12.5 p. 100 pour 9 syndicats groupant 979 ouvriers; elle était, le mois dernier, de 4.8 p. 100 et de 14.2 en avril 1905; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (120) accusent 1.7 p. 100 de chômeurs contre 3.3 le mois dernier; les ouvrières (100) 2 contre 2; les chapeliers en fantaisie (100) 0 p. 100 contre 1; les casquettiers (458) 22 p. 100.

À Boulogne-sur-Seine, le syndicat indépendant des blanchisseurs (256) n'accuse aucun chômeur; l'autre syndicat (109) en accuse 23 p. 100.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 32 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment groupant 1,895 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 8.8 p. 100; elle était de 12.5 p. 100 le mois précédent, de 13.2 p. 100 en avril 1905: la situation est estimée satisfaisante par 69 p. 100 des syndicats et 76 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de navires

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 mai 1906.

de Dunkerque (104) accusent 36 p. 100 de sans-travail; les calfats et perceurs de Marseille (120) 16.6 p. 100 contre 60; les menuisiers d'Armentières (100) 2 p. 100 contre 0; les ouvriers du bois d'Halluin (270) 3 p. 100 contre 5; les menuisiers de Cannes (118) 12.7 p. 100 contre 16.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 23 syndicats groupant 1,599 ouvriers, est de 9.3 p. 100 contre 6.9 p. 100 le mois dernier et 10 p. 100 en avril 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 48 p. 100 des syndicats et 63 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 4.9 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (450) au lieu de 15 le mois dernier : l'activité est satisfaisante; 2.5 p. 100 de chômeurs au lieu de 0 chez les marbriers à la pendule de Cousolre (120). A Paris, les ébénistes en photographie (130) accusent 6.2 p. 100 contre 6.6 le mois dernier; les marbriers du meuble (106) sont tous occupés.

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 0.8 p. 100 pour 5 syndicats groupant 117 ouvriers contre 3.4 p. 100 le mois dernier et 15 en avril 1905. Le syndicat de Limoges (104) n'a pas répondu.

Chez les tonneliers, le chômage est de 22.1 p. 100 pour 17 syndicats groupant 1,708 ouvriers contre 20.8 p. 100 le mois dernier et 9 p. 100 en avril 1905; le chômage est de 81 p. 100 à Méze (308) au lieu de 82 le mois dernier et de 25 p. 100 en avril 1905; il est de 34.6 p. 100 à Dunkerque (130) au lieu de 28, de 3.5 p. 100 à Barsac (114); pas de chômeurs à Reims (125).

Dans la carrosserie, 10 syndicats groupant 6,753 ouvriers annoncent 1.7 p. 100 de chômeurs contre 0.3 le mois dernier et 1.7 en avril 1905. A Paris, l'Union de la voiture (6,401) accuse 1.8 p. 100 de sans-travail, contre 0.3 le mois dernier, les compagnons charrons (151) sont tous occupés.

Les ouvriers en jouets et broserie de Gerardmer (108) ont 11 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier; les bouchonniers de Lavardac (150) et les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (150) sont tous occupés.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 101 syndicats groupant 24,457 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin d'avril, de 1,041, soit 4.3 p. 100; la proportion était de 3.2 p. 100 le mois dernier et de 5.7 p. 100 en avril 1905.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 0.7 p. 100 pour 17 syndicats groupant 3,179 ouvriers : le mois dernier, elle était de 1.2; elle était de 2.7 p. 100 en avril 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 88 p. 100 des syndicats groupant 99 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Revin (900), Ferrière-la-Grande (220), Vrigne-aux-Bois (150), Lille (450), Amiens (140), Bordeaux (140). A Paris, le syndicat des fondeurs en cuivre (650) accuse 3.1 p. 100 de chômeurs.

23 syndicats de métallurgistes groupant 8,089 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux accusent 0.8 p. 100 de chômeurs; la proportion était de 3.1 p. 100 le mois dernier et de 3.3 p. 100 en avril 1905; la situation est estimée satisfaisante par 76 p. 100 des syndicats et 85 p. 100 des syndiqués. Le chômage est de 2.7 p. 100 à Hautmont (295); de 2.3 p. 100 à Troyes (130) au lieu de 3; de 4 p. 100 à Pontarlier (150); de 1.4 p. 100 à Levallois-Perret (211); de 6.6 p. 100 à Saint-Denis (150). Pas de chômeurs au Creusot (5,000), Guérigny (500), Château-Regnault (315), Bourg-Fidèle (110), Raucourt (117), Saint-Amand-les-Eaux (335), Sous-le-Bois (300).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans-travail est de 2.9 p. 100 pour 28 syndicats groupant

6,461 ouvriers contre 1.4 p. 100 le mois dernier et 3.6 p. 100 en avril 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 62 p. 100 des syndicats et 86 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Sous-le-Bois (120), Jeumont (850) et Tarbes (102); un seul chômeur à Revin (400) et Ferrière-la-Grande (400). La proportion des sans-travail est de 2.9 p. 100 à Marseille (240) contre 2.5 le mois dernier; de 35 p. 100 au Mans (150). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 32 chômeurs sur 2,800 syndiqués contre 8 le mois dernier et 37 en avril 1905; les serruriers (650) en ont 5.4 p. 100.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1.684) ont 18 chômeurs contre 22 le mois dernier; les ouvriers en instruments de musique (140) sont tous occupés.

Dans la coutellerie pas de chômeurs chez les émouleurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (650); 2.8 p. 100 comme le mois dernier chez les monteurs de Thiers (600). Chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes, il y a 28.6 p. 100 de chômeurs à Concarneau (350) contre 57 le mois dernier, 83 p. 100 à Douarnenez (512) contre 19, 100 p. 100 à Guilvinec (120). A Paris, les polisseurs sur métaux (550) accusent 0 p. 100 de chômeurs au lieu de 5.5 le mois dernier; les tôliers (148), 5.4 p. 100 contre 5.8; les potiers d'étain (150) 2.7 p. 100 contre 4; les ferblantiers-ornemanistes (900) 6.6 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 148 syndicats, groupant 10,870 adhérents, était, à la fin d'avril, de 13.5 p. 100; elle était de 21.9 p. 100 le mois précédent et de 15.1 p. 100 en avril 1905.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 17.4 p. 100 pour 101 syndicats groupant 7,234 ouvriers au lieu de 25.1 le mois dernier et de 16.3 en avril 1905; le chômage dépasse la moyenne notamment à Angers (123), Angoulême (100), Rochefort (150), Parmilieu (120), Porcieu-Amblagnieu (284), Montalieu-Vercieu (281), Auch (300), Perpignan (130), Mazamet (148), Saint-Raphaël (175), Beausoleil (184); le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Marseille (388 + 250), Grenoble (120), Mantes (162), Châteauroux (100). A Paris, les paveurs en bois et bétonniers (203) accusent 23 p. 100 de chômeurs. Dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats et 53 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 5.3 p. 100 pour 31 syndicats groupant 2,702 ouvriers contre 12.9 p. 100 le mois dernier et 8.6 p. 100 en avril 1905; le syndicat des peintres de Paris (925) accuse 1.8 p. 100 de chômeurs contre 13.7 le mois dernier.

7 syndicats de sculpteurs et marbriers groupant 603 ouvriers accusent 3.2 p. 100 de chômeurs contre 9.3 le mois dernier et 7 en avril 1905. Les marbriers de Nice (170), Bellignies (120) et Jeumont (130) sont tous occupés.

Les monteurs, levageurs et riveurs de Paris (104) accusent 14 p. 100 de sans travail.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauxfourniers de Contes-les-Pins (130) et de Beffes (142), ni chez les cimentiers de Boulogne-sur-Mer (600); 6.7 p. 100 chez les ouvriers des plâtrières de Saint-Jean-de-Maurienne (150) au lieu de 3.7 le mois dernier. A Limoges, les peintres en porcelaine (450) accusent 1.6 p. 100 de chômeurs contre 2.9 le mois dernier. Les faïenciers de Lille (250) sont tous occupés. Les potiers de Vallauris (208) accusent 1 p. 100 de sans travail.

Dans l'ensemble des 10 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion des sans-travail est de 0.4 p. 100 pour 504 syndiqués, au lieu de 5.3 le mois dernier; le syndicat des verriers à vitres (300) et celui des verriers à bouteilles (230) de Fresnes estiment le travail satisfaisant sans indiquer le nombre de leurs chômeurs.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries de la manutention, la moyenne du chômage pour 20 syndicats groupant 3,953 membres ressort à 51.8 p. 100 contre 49.4 p. 100 le mois dernier et 36 p. 100 en avril 1905; le nombre des chômeurs est surtout important parmi les ouvriers du port de Marseille (1,000 sur 1,500), Saint-Louis-du-Rhône (200 sur 280), Nice (400 sur 800), Gravelines (100 sur 130); les charbonniers déchargeurs du Havre (118) en accusent 34 p. 100 contre 20 p. 100 le mois dernier; les sacquiers de Bordeaux (200), 70 p. 100 contre 80. Les manœuvres de Vals-les-Bains (120) accusent 8 p. 100 de sans travail; les garçons de magasin de Limoges (181) 4 p. 100; les journaliers de Vierzon (140) sont tous occupés.

Dans les 36 syndicats de transports (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, des tramways et de la marine, camionneurs, cochers, bateliers, etc.) groupant 4,841 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ces derniers était de 7.2 p. 100 contre 7.5 p. 100 le mois dernier et 0.9 p. 100 en avril 1905. 0.8 p. 100 chez les employés du métropolitain de Paris; 0 p. 100 chez les mécaniciens-chauffeurs de Toulouse (1,105); 37 p. 100 chez les chauffeurs-mécaniciens de Rouen (194).

D'après les réponses de 42 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 5,585 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 215, soit 3.8 p. 100; la proportion était de 3.1 le mois dernier, de 3.4 en avril 1905; à Paris, l'*Union des comptables* (546) accuse 6 p. 100 contre 5.8 le mois dernier, l'*Alliance sténographique* (205) 4.4 p. 100; à Saint-Denis les employés (254) en accusent 21 p. 100 contre 12 le mois dernier; à Amiens (297) 4.3 p. 100; au Havre (316) 3 p. 100; à Reims (180) 2.2 p. 100; à Saint-Quentin (375) 0.3 p. 100; à Marseille (146) 1.4 p. 100; à Toulouse (282) 2.1 p. 100; à Montpellier (379) 0.5 p. 100; à Dax (111), Saint-Nazaire (132), Chambéry (158) 0 p. 100.

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 1 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,553 membres contre 4.9 p. 100 le mois dernier et 2.8 en avril 1905. 10 syndicats de coiffeurs, groupant 2,806 ouvriers, ont 3 p. 100 de sans-travail contre 7.2 p. 100 le mois dernier et 6.4 p. 100 en avril 1905; le syndicat mixte de Paris (2,404) en accuse 2.1 p. 100 au lieu de 3.9 le mois dernier.

LES GRÈVES EN AVRIL 1906.

222 grèves ont été signalées, en avril, à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 189 d'entre elles, est de 58,734. Il y avait eu, en avril 1905, 85 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 90. Sur ces 222 grèves, 45, qui se sont produites parmi les typographes affiliés à la Fédération française des Travailleurs du Livre, réclamant la réduction de la durée du travail à 9 heures avec maintien ou augmentation du salaire, doivent être considérées comme constituant un mouvement unique.

Ces 222 grèves, dont 121 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	130
Réduction de salaire.....	1
Contestations diverses relatives au salaire.....	19
Demandes de diminution du temps de travail.....	97
Demandes de suppression du travail aux pièces ou du marchandage.....	10
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	11
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	15
Demandes de repos hebdomadaire ou bi-mensuel.....	4
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	4
Demandes de reconnaissance des syndicats ouvriers.....	3

Ces grèves ont éclaté dans 60 départements (1 grève de facteurs des postes s'étant étendue sur 2 départements), et on en a compté :

37 dans le Nord, 34 dans la Seine, 17 dans le Rhône, 7 dans le Morbihan, 6 dans la Meurthe-et-Moselle, la Savoie, la Seine-Inférieure, 5 dans les Bouches-du-Rhône, le Cher, la Corrèze, le Pas-de-Calais, la Somme, 4 dans l'Allier, l'Isère, la Loire, la Maine-et-Loire, la Marne, la Seine-et-Oise, le Var, 3 dans l'Aube, le Gard, la Gironde, la Loire-Inférieure, le Puy-de-Dôme, 2 dans les Ardennes, le Finistère, le Jura, le Lot, la Nièvre, l'Oise, la Saône-et-Loire, les Vosges et 1 dans les 28 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Imprimerie et papiers, 54; bâtiment, 43; travail des métaux, 33; industries textiles, 26; transport et manutention, 17; travail du bois, 13; mines, 8; cuirs et peaux, 7; travail des pierres et terres au feu, 5; carrières, travail des étoffes et nettoyage, 4; alimentation, produits chimiques, 3; musiciens d'orchestre, résiniers, 1 grève.

Des 222 grèves commencées en avril, 145 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Trente-deux, 1 jour ou moins de 1 jour; dix-huit, 2 jours; dix-sept, 3 jours; quinze, 4 jours; sept, 5 jours; six, 6 jours; sept, 7 jours; quatre, 8 jours; cinq, 9 jours; quatre, 10 jours; cinq, 11 jours; quatre, 12 jours; sept, 14 jours; cinq, 15 jours; une, 16 jours; deux, 17 jours; deux, 18 jours; deux, 19 jours; une, 20 jours et une 21 jours.

Si l'on y ajoute 17 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 127 jours, 127 jours, 99 jours, 80 jours, 76 jours, 54 jours, 49 jours, 30 jours, 28 jours, 28 jours, 24 jours, 24 jours, 21 jours, 19 jours, 16 jours, 6 jours et 4 jours, on trouve 162 conflits terminés, avec les résultats suivants :

45 réussites.

65 transactions ou réussites partielles.

52 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
1905.							
11 déc. . .	17 avril . .	Cornil.	Corrèze.	Ouvriers en produits chimi- ques.	1	250	1
18 déc. . .	24 avril . .	Lavelanet	Ariège.	Tisseurs, fileurs, teinturiers. . .	47	583	2
1906.							
6 janv. . .	15 avril . .	Panissières	Loire	Brodeuses de rideaux.	1	35	3
9 janv. . .	.....	Paris.	Seine.	Ouvriers en meubles	1	68	4
20 janv. . .	.....	Escaro et Vernet- les-Bains.	Pyrénées-Orientales	Mineurs.	2	500	5
23 janv. . .	.....	Halluin.	Nord.	Tisseurs	1	35	6
1 ^{er} fév. . .	18 avril . .	Neuves-Maisons . .	Meurthe-et-Moselle	Mineurs	1	426	7
16 fév. . .	7 mai . . .	Lyon.	Rhône.	Mégissiers	1	90	8
19 fév. . .	.....	Paris.	Seine.	Corroyeurs	"	500	9
24 fév. . .	.....	Lyon.	Rhône.	Mouleurs.	"	500	10
1 ^{er} mars. . .	.....	Voiron.	Isère	Tisseurs	23	3,500	11
9 mars. . .	27 avril . .	Niort.	Deux-Sèvres	Gantiers	6	60	12
14 mars. . .	7 mai . . .	Bassins du Nord et du Pas-de-Calais. . .	Nord et Pas de-Ca- lais.	Mineurs.	20	71,000	13
16 mars. . .	.....	Romans et Bourg- de-Péage.	Drôme.	Plâtriers-peintres	10	21	14
16 mars. . .	.....	Saint-Paul-Trois- Châteaux.	Drôme.	Carriers.	1	28	15
17 mars. . .	7 avril . .	Puteaux et Saint- Denis.	Seine	Électriciens.	1	182	16
17 mars. . .	.....	Clichy et Paris. . .	Seine	Typographes.	1	470	17
17 mars. . .	.....	Lyon.	Rhône.	Tullistes.	1	50	18
19 mars. . .	12 avril . .	Valence.	Drôme	Ébénistes	1	68	19
19 mars. . .	18 avril . .	Messein	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.	1	129	20
21 mars. . .	9 avril . .	Romans	Drôme	Tanneurs.	1	8	21
22 mars. . .	.....	Rive-de-Gier. . . .	Loire	Verriers.	1	365	22
23 mars. . .	.....	Persan	Seine-et-Oise. . . .	Tisseurs	1	25	23
25 mars. . .	.....	Toulon	Var.	Garçons de cafés.	"	150	24
26 mars. . .	11 avril . .	Aubagne	Alpes-Maritimes. . .	Charretiers.	"	25	25
26 mars. . .	23 avril . .	Lyon.	Rhône.	Chapeliers.	1	11	26
26 mars. . .	23 avril . .	Vénissieux.	Rhône.	Ouvriers en toile cirée.	1	210	27
26 mars. . .	.....	Paris.	Seine.	Selliers.	1	26	28
28 mars. . .	.....	Douai	Nord.	Métallurgistes.	1	65	29
30 mars. . .	5 avril . .	Boulogne.	Pas-de-Calais. . . .	Dockers.	6	450	30
30 mars. . .	23 avril . .	Saint-Claude. . . .	Jura	Pipiers.	1	160	31
31 mars. . .	4 avril . .	Douai	Nord.	Terrassiers.	1	400	32
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} avril. . .	3 avril . .	Bourges.	Cher	Facteurs-commissionnaires . . .	4	38	1
1 ^{er} avril. . .	5 avril . .	Versailles	Seine-et-Oise. . . .	Typographes.	5	236	2
2 avril . .	2 avril . .	Berck	Pas-de-Calais. . . .	Maçons.	1	40	3
2 avril . .	3 avril . .	Paris.	Seine	Terrassiers	1	250	4

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la direction du Travail.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} AVRIL 1906 (1).

1	Contre le remplacement d'un ouvrier, président du syndicat, par un ouvrier non syndiqué.....	Échec.	Lock-out.
2	Contestation relative au salaire.....	Réussite.	
3	Demandes : renvoi d'une contremaîtresse; réintégration de 3 ouvrières.....	Échec.	20 grévistes remplacés.
4	Demande de suppression du travail aux pièces.....		
5	Demandes : réintégration de 6 ouvriers; augmentation de salaire.....		
6	Contestation relative au salaire pour la conduite de métiers multiples.....		
7	Demande de réintégration du contrôleur ouvrier à la bascule.	Échec.	88 grévistes congédiés.
8	Demandes : renvoi d'un contremaître; réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....		
10	Demandes : augmentation de salaire; journée de 8 heures; renvoi d'un contremaître.....		La grève déclarée dans 1 établissement s'est étendue, le 16 mars, à tous les mouleurs en fonte et, le 2 mai, aux mouleurs en cuivre et en aluminium.
11	Demande d'augmentation de salaire.....		
12	Réglementation du travail.....	Réussite.	
13	Demandes : augmentation de salaire; double fiche de paie; maintien des veuves et orphelins dans les corons.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....		
15	Demandes : augmentation de salaire; déplacement d'un directeur.....		
16	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
17	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.....		
18	Demande d'augmentation de salaire.....		
19	Réglementation du travail; demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
21	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
22	Contre le licenciement du personnel d'un four éteint.....		
23	Demande d'augmentation de salaire.....		
24	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail; repos hebdomadaire.....		
25	Demandes : augmentation de salaire; repos hebdomadaire.	Échec.	
26	Demande de renvoi d'un contremaître et de 3 ouvriers.....	Échec.	Grévistes remplacés.
27	Demandes : augmentation de salaire; reconnaissance du syndicat.....	Transaction.	
28	Demande d'augmentation de salaire.....		
29	Demande d'augmentation de salaire.....		
30	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
31	Demande d'adhésion de 2 ouvriers au syndicat.....	Échec.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

EN AVRIL 1906.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
2	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
4	Demande : plus value pour travaux malsains.....	Réussite.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉ- SENT.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
2 avril ..	4 avril ..	Reims	Marne	Feutriers	1	37	5
2 avril ..	4 avril ..	Lyon	Rhône	Sculpteurs-mouleuriers	1	12	6
2 avril ..	7 avril ..	St-Mars-la-Jaille ..	Loire-Inférieure ..	Maçons	4	31	7
2 avril ..	9 avril ..	La Madeleine	Nord	Chaudronniers	1	124	8
2 avril ..	10 avril ..	Brest	Finistère	Taillleurs de pierre	1	48	9
2 avril ..	13 avril ..	Tourcoing	Nord	Fileurs	1	12	10
2 avril ..	13 avril ..	Compiègne	Oise	Plombiers-zingueurs	6	30	11
2 avril ..	20 avril ..	Nantes	Loire-Inférieure ..	Dessinateurs-industriels	1	15	12
2 avril ..	20 avril ..	Chambéry	Savoie	Vermicelliers	1	22	13
3 avril ..	4 avril ..	Brive	Corrèze	Camionneurs	5	16	14
3 avril ..	4 avril ..	Sancoins	Cher	Ouvriers en voitures	1	100	15
3 avril ..	4 avril ..	Fresneville	Somme	Serruriers	1	300	16
4 avril ..	4 avril ..	Paris	Seine	Terrassiers	1	200	17
4 avril ..	5 avril ..	Chartres-lès-Lan- gres	Haute-Marne	Terrassiers	1	75	18
4 avril ..	5 avril ..	Rouen	Seine-Inférieure ..	Tisseurs	1	50	19
4 avril ..	7 avril ..	Rouen	Seine-Inférieure ..	Dockers	8	750	20
4 avril ..	19 avril ..	Fourmies	Nord	Fileurs et rattacheurs	9	450	21
5 avril ..	6 avril ..	Romilly	Anbe	Ouvriers en tissus élastiques ..	1	15	22
5 avril ..	7 avril ..	Puteaux	Seine	Mécaniciens-constructeurs	1	400	23
5 avril ..	9 avril ..	Chalonnnes	Maine-et-Loire	Mineurs	1	19	24
5 avril ..	11 avril ..	Tullins	Isère	Tisseurs	1	30	25
6 avril ..	6 avril ..	Paris	Seine	Cochers-postiers	1	100	26
6 avril ..	7 avril ..	Paris	Seine	Terrassiers	1	130	27
6 avril ..	9 avril ..	Saint-Quentin	Aisne	Terrassiers	1	400	28
6 avril ..	9 avril ..	Paris	Seine	Débardeurs	1	10	29
6 avril ..	11 avril ..	Billancourt	Seine	Mécaniciens-constructeurs	1	1,100	30
6 avril ..	13 avril ..	Saint-Jouin	Deux-Sèvres	Maçons	"	20	31
6 avril ..	17 avril ..	Lyon	Rhône	Sculpteurs-mouleuriers	1	6	32
6 avril ..	23 avril ..	Cette	Hérault	Dockers	"	600	33
6 avril ..	23 avril ..	Lille	Nord	Faïenciers	1	260	34
6 avril ..	.....	Voiron	Isère	Appréteurs de tulles	1	"	35
6 avril ..	.....	Nancy	Meurthe-et-Moselle	Typographes et lithographes ..	2	172	36
7 avril ..	8 avril ..	Paris	Seine	Musiciens d'orchestre	1	22	37
7 avril ..	11 avril ..	Paris	Seine	Terrassiers	1	120	38
7 avril ..	19 avril ..	Bastia	Corse	Employés de chemins de fer ..	1	270	39
8 avril ..	9 avril ..	Lille	Nord	Mécaniciens-constructeurs	1	"	40
9 avril ..	11 avril ..	Moliets et Maâ	Landes	Résiniers	27	72	41
9 avril ..	11 avril ..	Roubaix	Nord	Peintres	2	17	42
9 avril ..	12 avril ..	Bordeaux	Gironde	Peigneuses de chanvre	1	8	43
9 avril ..	12 avril ..	Grenoble	Isère	Camionneurs	5	69	44
9 avril ..	23 avril ..	Alais	Gard	Mineurs	2	1,157	45
9 avril ..	23 avril ..	Mortagne-sur-Sèvre	Vendée	Maçons	4	20	46
9 avril ..	24 avril ..	Calais	Pas-de-Calais	Tullistes	8	83	47
9 avril ..	.....	Comines	Nord	Rubaniens	1	"	48
9 avril ..	.....	Lyon	Rhône	Cordonniers	38	200	49
9 avril ..	.....	Paris	Seine	Mécaniciens-constructeurs	1	600	50
9 avril ..	.....	Paris	Seine	Facteurs de pianos	1	14	51
10 avril ..	11 avril ..	Paris	Seine	Maçons	1	30	52

RÉFÉREES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AVRIL 1906. (Suite.)			
5	Demandes : augmentation de salaire; journée de 8 heures au 1 ^{er} mai 1906	Échec.	34 grévistes congédiés.
6	Demandes : suppression du travail aux pièces; réintégration d'un ouvrier	Transaction.	6 grévistes congédiés.
7	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Cconciliation devant le juge de paix.
8	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
10	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier	Transaction.	
11	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces; repos hebdomadaire	Transaction.	Arbitrage.
12	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
15	Demandes : augmentation de salaire; suppression du marchandage		
16	Demande de réintégration de 2 ouvriers syndiqués		
17	Demande : plus value pour travaux malsains	Réussite.	
18	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
20	Demandes : augmentation de salaire; paiement des chefs d'équipe à la charge des patrons	Transaction.	Cconciliation devant le juge de paix.
21	Demandes : augmentation de salaire; suppression des primes	Transaction.	Série de grèves échelonnées.
22	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
23	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
24	Règlement d'atelier	Réussite.	
25	Demandes : renvoi de 2 ouvrières; augmentation de salaire	Transaction.	Cconciliation devant le juge de paix.
26	Demandes : réintégration de 2 cochers; journée de 12 heures; fourniture de l'équipement	Transaction.	
27	Demande : plus value pour travaux malsains	Réussite.	
28	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
29	Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	
30	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
31	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Cconciliation devant le juge de paix.
32	Demande : suppression du travail aux pièces; réintégration de 6 ouvriers	Transaction.	
33	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire	Transaction.	Cconciliation devant le juge de paix.
34	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contremaître	Transaction.	
35	Demandes : augmentation de salaire; prolongation des repos pour les repas; renvoi d'un contremaître		
36	Demande de réintégration de 5 ouvriers		
37	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
38	Demande : plus value pour travaux malsains	Réussite.	
39	Demandes : réintégration d'un employé; augmentation de salaire; organisation des retraites	Transaction.	
40	Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	
41	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	Cconciliation devant le juge de paix.
42	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire	Transaction.	
43	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes congédiées.
44	Demandes : augmentation de salaire; repos bi-mensuel	Transaction.	
45	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire; reconnaissance du syndicat	Transaction.	
46	Demandes : journée de 11 heures; augmentation de salaire	Échec.	
47	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
48	Demande d'augmentation de salaire		
49	Demande d'augmentation de salaire (dans 3 établissements)		Lockout dans 35 établissements le 20 avril.
50	Demandes : journée de 10 heures; renvoi d'un contremaître		
51	Demande d'augmentation de salaire		
52	Demande : plus value pour travaux malsains	Réussite.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
10 avril ..	11 avril ..	Paris	Seine	Tôliers	1	41	53
10 avril ..	13 avril ..	Saint-Etienne	Loire	Mineurs	2	2,850	54
10 avril ..	13 avril ..	Paris	Seine	Terrassiers	1	160	55
10 avril ..	18 avril ..	Bourg-de-Péage	Drôme	Chapelliers-fouleurs	1	28	56
10 avril ..	19 avril ..	Marseille	Bouches-du-Rhône	Huiliers	1	90	57
10 avril ..	.....	Clermont - Ferrand et Châtellugnon	Puy-de-Dôme	Ouvriers du bâtiment	"	970	58
11 avril ..	20 avril ..	Paris et Lyon	Seine et Rhône	Facteurs des postes	1	1,500	59
11 avril ..	23 avril ..	Agen	Lot-et-Garonne	Sciens à la mécanique	1	18	60
11 avril ..	26 avril ..	Brive	Corrèze	Charpentiers	7	16	61
11 avril ..	.....	Nîmes	Gard	Lithographes	"	60	62
11 avril ..	.....	Sceaux	Seine	Typographes	1	450	63
13 avril ..	14 avril ..	Ugine	Savoie	Métallurgistes	1	54	64
13 avril ..	17 avril ..	Brive	Corrèze	Sabotiers	1	15	65
13 avril ..	19 avril ..	Paris	Seine	Terrassiers	1	467	66
13 avril ..	20 avril ..	Epinal	Vosges	Typographes	2	50	67
13 avril ..	2 mai ..	Épernay et Châlons	Marne	Typographes et lithographes	3	126	68
13 avril ..	.....	Scaër	Finistère	Carriers	"	"	69
13 avril ..	.....	Lorient	Morbihan	Ouvriers du bâtiment et de di- verses professions	"	3,000	70
14 avril ..	14 avril ..	Lille	Nord	Mécaniciens-constructeurs	1	24	71
14 avril ..	14 avril ..	Toulon	Var	Typographes	"	70	72
14 avril ..	18 avril ..	Bordeaux	Gironde	Cartonniers	2	24	73
14 avril ..	19 avril ..	Cannes	Alpes-Maritimes	Typographes	2	17	74
14 avril ..	20 avril ..	Dainville	Pas-de-Calais	Terrassiers	1	140	75
14 avril ..	30 avril ..	Senlis	Oise	Typographes	3	24	76
16 avril ..	7 mai ..	Souillac	Lot	Tanneurs	2	45	77
17 avril ..	17 avril ..	Lyon	Rhône	Mécaniciens-constructeurs	1	120	78
17 avril ..	18 avril ..	Trioux	Meurthe-et-Moselle	Terrassiers	1	100	79
17 avril ..	18 avril ..	Saint-Dié	Vosges	Ebénistes	1	8	80
17 avril ..	19 avril ..	Laval	Mayenne	Typographes	2	96	81
17 avril ..	24 avril ..	Montiers	Savoie	Ouvriers du bâtiment	8	180	82
17 avril ..	25 avril ..	Lille	Nord	Ouvr. d'une fabr. de céruse	1	80	83
17 avril ..	26 avril ..	Riscle	Gers	Tuiliers	1	15	84
17 avril ..	2 mai ..	Angers	Maine-et-Loire	Ouvriers en voitures	"	83	85
17 avril ..	7 mai ..	Armentières	Nord	Peintres	14	"	86
17 avril ..	.....	Brive	Corrèze	Maçons et tailleurs de pierre	"	80	87
17 avril ..	.....	Vannes	Morbihan	Ouvriers du bâtiment	"	400	88
17 avril ..	.....	Dunkerque	Nord	Boueurs	1	"	89
17 avril ..	.....	Valenciennes	Nord	Typographes	"	"	90
17 avril ..	.....	Saint-Eloy	Puy-de-Dôme	Mineurs	2	1,941	91
17 avril ..	.....	Biarritz	Basses-Pyrénées	Plâtriers	8	50	92
17 avril ..	.....	Paris	Seine	Ouvriers d'imprimerie (typo- graphes, conducteurs, pa- petiers, fondeurs)	"	6,500	93
18 avril ..	18 avril ..	Chalon-sur-Saône	Saône-et-Loire	Typographes	2	40	94
18 avril ..	18 avril ..	Le Mans	Sarthe	Typographes	8	120	95
18 avril ..	19 avril ..	Dunkerque	Nord	Typographes	"	"	96
18 avril ..	21 avril ..	Bourges	Cher	Typographes	1	25	97
18 avril ..	24 avril ..	Belfort	Haut-Rhin	Typographes	3	30	98
18 avril ..	26 avril ..	Le Havre	Seine-Inférieure	Typographes	2	16	99
18 avril ..	28 avril ..	Saumur	Maine-et-Loire	Typographes	2	12	100
18 avril ..	2 mai ..	Châteauroux et Bu- zançais	Indre	Typographes	6	165	101
18 avril ..	3 mai ..	Cambrai	Nord	Typographes	"	44	102
18 avril ..	.....	Charleville et Mé- zières	Ardennes	Typographes	3	12	103
18 avril ..	.....	Vendôme	Loir-et-Cher	Typographes	4	41	104
18 avril ..	.....	Saint-Etienne	Loire	Typographes	"	1,200	105
18 avril ..	.....	Cahors	Lot	Typographes	2	15	106

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AVRIL 1906. (Suite.)			
53	Demande de réintégration d'un contremaître.....	Réussite.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
55	Demande : plus value pour travaux malsains.....	Réussite.	
56	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
57	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
58	Demande : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.....		
59	Demandes : liberté syndicale ; augmentation de salaire ; suppression de l'avancement au choix.....	Échec.	400 grévistes remplacés.
60	Réduction de salaire ; demande : journée de 10 heures.....	Transaction.	
61	Demandes : journées de 10 heures ; augmentation de salaire ; repos hebdomadaire.....	Réussite.	
62	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.....		
63	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.....		
64	Demandes de réintégration d'un ouvrier syndiqué.....	Transaction.	
65	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
66	Demande : plus value pour travaux malsains.....	Réussite.	
67	Demandes : journée de 9 heures ; renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	Arbitrage.
68	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.....	Échec.	
69	Demande d'augmentation de salaire.....		
70	Demandes : diminution du temps de travail ; augmentation de salaire.....		
71	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
72	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
73	Demandes : journée de 9 heures ; suppression du travail aux pièces pour les femmes.....	Échec.	Grévistes remplacés.
74	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	
75	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
76	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	10 grévistes remplacés.
77	Demande : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.....	Échec.	25 grévistes congédiés.
78	Demande de renvoi d'un nouveau contremaître.....	Réussite.	
79	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
80	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
81	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
82	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
83	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
84	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire.....	Échec.	
85	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
86	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
87	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire.....		
88	Demandes : diminution du temps de travail ; augmentation de salaire.....		
89	Contre l'embauchage d'un ouvrier non syndiqué.....		
90	Demande : journée de 9 heures.....		
91	Demande d'augmentation de salaire.....		
92	Demande d'augmentation de salaire.....		
93	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.....		
94	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
95	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
96	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
97	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
98	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
99	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
100	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
101	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
102	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.....	Échec.	26 grévistes remplacés par des linotypistes.
103	Demande : journée de 9 heures.....		
104	Demande : journée de 9 heures.....		
105	Demande : journée de 9 heures.....		
106	Demande : journée de 9 heures.....		

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
18 avril..		Lorient.....	Morbihan.....	Typographes.....	"	40	107
18 avril..		Vannes.....	Morbihan.....	Typographes.....	"	24	108
18 avril..		Nevers.....	Nièvre.....	Typographes.....	"	130	109
18 avril..		Douai.....	Nord.....	Typographes.....	5	57	110
18 avril..		Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	35	111
18 avril..		Lille.....	Nord.....	Mécaniciens-constructeurs.....	1	520	112
18 avril..		Lille et environs..	Nord.....	Typographes et lithographes.....	15	800	113
18 avril..		Arras et Calais..	Pas-de-Calais.....	Typographes.....	"	25	114
18 avril..		Valréas.....	Vaucluse.....	Typographes, lithographes et papetiers.....	"	200	115
19 avril..	19 avril..	St-Nicolas-du-Port.	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers de salines.....	1	18	116
19 avril..	20 avril..	Gardanne.....	Bouches-du-Rhône.	Mineurs (galibots).....	1	150	117
19 avril..	21 avril..	Périgueux.....	Dordogne.....	Typographes.....	"	75	118
19 avril..	23 avril..	Troyes.....	Aube.....	Typographes.....	1	28	119
19 avril..	24 avril..	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	400	120
19 avril..	28 avril..	Saint-Amand.....	Cher.....	Typographes.....	3	65	121
19 avril..	30 avril..	Aurillac.....	Cantal.....	Typographes.....	5	63	122
19 avril..	7 mai..	Albertville.....	Savoie.....	Ouvriers du bâtiment.....	10	90	123
19 avril..		Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Typographes.....	"	"	124
19 avril..		Pionsat.....	Puy-de-Dôme.....	Maçons.....	"	10	125
19 avril..		Argenteuil.....	Seine-et-Oise.....	Typographes.....	1	7	126
19 avril..		Maisons-Laffite..	Seine-et-Oise.....	Typographes.....	1	20	127
20 avril..	20 avril..	Lille.....	Nord.....	Maçons.....	1	20	128
20 avril..	21 avril..	Digoin.....	Saône-et-Loire.....	Terrassiers.....	1	100	129
20 avril..	9 mai..	La Madeleine.....	Nord.....	Cartonniers.....	2	200	130
20 avril..		Roubaix et Tour- coing.....	Nord.....	Typographes.....	24	300	131
20 avril..		Brignais.....	Rhône.....	Maçons.....	"	26	132
21 avril..	3 mai..	Le Saint.....	Morbihan.....	Carriers.....	2	50	133
21 avril..		Angers.....	Maine-et-Loire..	Typographes.....	5	117	134
21 avril..	2 mai..	Croix.....	Nord.....	Typographes.....	1	"	135
23 avril..	24 avril..	Lille.....	Nord.....	Charretiers.....	1	17	136
23 avril..	24 avril..	Auxerre.....	Yonne.....	Charpentiers en fer.....	1	19	137
23 avril..	25 avril..	Paris.....	Seine.....	Ouvrières en chaussures.....	1	25	138
23 avril..	26 avril..	Montluçon.....	Allier.....	Verriers (gamins).....	1	50	139
23 avril..	26 avril..	Pons.....	Charente-Inférieure	Maçons et tailleurs de pierres.....	"	32	140
23 avril..	27 avril..	Bar-le-Duc.....	Meuse.....	Typographes.....	5	105	141
23 avril..	27 avril..	Elbeuf.....	Seine-Inférieure..	Typographes.....	2	12	142
23 avril..	2 mai..	La Madeleine.....	Nord.....	Balanciers.....	1	30	143
23 avril..	3 mai..	Fourmies.....	Nord.....	Tisseurs.....	5	"	144
23 avril..		Imzinzac.....	Morbihan.....	Ouvriers de la fabrication du fer-blanc.....	1	1,600	145
23 avril..		Cosne.....	Nièvre.....	Ouvriers en limes.....	1	"	146
23 avril..		Halluin.....	Nord.....	Chromolithographes.....	4	250	147
23 avril..		Lyon.....	Rhône.....	Tullistes (gamins).....	1	20	148
23 avril..		Paris.....	Seine.....	Bijoutiers.....	"	2,000	149
23 avril..		Paris.....	Seine.....	Taillieurs de pierres et rava- leurs.....	"	7,000	150
23 avril..		Amiens.....	Somme.....	Serruriers.....	1	8	151
24 avril..	26 avril..	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Chaudfleurs de rivets.....	1	28	152
24 avril..	26 avril..	Vénissieux.....	Rhône.....	Ouvriers en sacs en papier..	1	"	153
24 avril..	28 avril..	Lille.....	Nord.....	Garçons de machines (fila- ture de lin).....	1	30	154

N ^{OS} RÉFÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AVRIL 1906. (Suite.)			
107	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
108	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
109	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
110	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de sa- laire.....	.....	
111	Contestation relative au salaire pour la conduite de mé- tiers multiples.....	.....	
112	Demande de désignation de délégués d'ateliers.....	.....	
113	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de sa- laire.....	.....	
114	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
115	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
116	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
117	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
118	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de sa- laire.....	Réussite. Échec.	
119	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
120	Demande de paiement des plus-values pour travaux mal- sains exécutés depuis juin 1905.....	Réussite.	
121	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
122	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
123	Demandes : diminution du temps de travail; augmenta- tion de salaire.....	Transaction.	
124	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
125	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
126	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de sa- laire.....	.....	
127	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
128	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
129	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
130	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	
131	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
132	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
133	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de sa- laire; suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
134	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
135	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
136	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contre- maître.....	Échec.	
137	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
138	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
139	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
140	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
141	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
142	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	Grévistes remplacés.
143	Demande : journée de 10 heures.....	Réussite.	
144	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
145	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
146	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
147	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
148	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
149	Demande : journée de 8 heures.....	.....	
150	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de sa- laire; repos hebdomadaire; suppression du marchandage.....	.....	
151	Demande : journée de 8 heures.....	.....	
152	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
153	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
154	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de sa- laire.....	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
24 avril..	8 mai..	Moulins.....	Allier.....	Maçons.....	"	300	155
24 avril..	8 mai..	Lyon.....	Rhône.....	Ouvriers de raffinerie de sucre.	1	170	156
24 avril..	.....	Doyet et Nérès..	Allier.....	Mineurs.....	1	760	157
24 avril..	.....	Pantin.....	Seine.....	Balayeurs et boueurs.....	1	20	158
25 avril..	26 avril..	Lille.....	Nord.....	Garçons de machines (fila- ture de lin).	2	57	159
25 avril..	27 avril..	Revin.....	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	30	160
25 avril..	27 avril..	Dôle.....	Jura.....	Tanneurs.....	2	37	161
25 avril..	29 avril..	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	450	162
25 avril..	2 mai..	Grenoble.....	Isère.....	Cordonniers.....	1	15	163
25 avril..	2 mai..	Corbeil.....	Seine-et-Oise.....	Typographes.....	1	140	164
25 avril..	9 mai..	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Typographes.....	"	800	165
25 avril..	9 mai..	Tourcoing.....	Nord.....	Moulineuses.....	"	"	166
25 avril..	.....	Saint-Étienne.....	Loire.....	Mineurs.....	1	100	167
25 avril..	.....	Reims.....	Marne.....	Peintres.....	"	140	168
26 avril..	27 avril..	Rouen.....	Seine-Inférieure..	Tisseurs.....	1	80	169
26 avril..	29 avril..	Lille.....	Nord.....	Garçons de machines (filature de lin).	1	17	170
26 avril..	29 avril..	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	140	171
26 avril..	2 mai..	Lyon.....	Rhône.....	Sculpteurs-mouleuriers.....	1	4	172
26 avril..	.....	Dives.....	Calvados.....	Lamineurs.....	1	150	173
26 avril..	.....	Saint-Jean-de-Mau- rienne.....	Savoie.....	Ouvriers de plâtrières.....	1	75	174
27 avril..	30 avril..	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Garçons de cafés.....	"	"	175
27 avril..	4 mai..	Toulon.....	Var.....	Ouvriers d'usine à gaz.....	1	280	176
27 avril..	.....	Reims.....	Marne.....	Caissiers et menuisiers.....	"	106	177
27 avril..	.....	Lille.....	Nord.....	Fileurs.....	1	184	178
27 avril..	.....	Gentilly.....	Seine.....	Méglissiers.....	2	100	179
27 avril..	.....	Neuilly.....	Seine.....	Menuisiers en voitures.....	1	55	180
27 avril..	.....	Paris.....	Seine.....	Casquettiers.....	1	15	181
27 avril..	.....	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens-constructeurs.....	1	200	182
27 avril..	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	400	183
28 avril..	28 avril..	Flers.....	Orne.....	Typographes.....	2	35	184
28 avril..	30 avril..	Bellegarde.....	Ain.....	Corroyeurs.....	1	45	185
28 avril..	30 avril..	La Courneuve....	Seine.....	Mécaniciens-constructeurs.....	1	406	186
28 avril..	2 mai..	Saint-Étienne.....	Loire.....	Armuriers.....	1	80	187
28 avril..	8 mai..	Saint-Claude.....	Jura.....	Papiers.....	1	25	188
28 avril..	8 mai..	Dunkerque.....	Nord.....	Employés de tramways.....	1	56	189
28 avril..	.....	Romilly.....	Aube.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	177	190
28 avril..	.....	Nîmes.....	Gard.....	Garçons coiffeurs.....	"	"	191
28 avril..	.....	Saint-Michel-de- Maurienne.....	Savoie.....	Métallurgistes.....	"	"	192
28 avril..	.....	Aubervilliers.....	Seine.....	Mécaniciens-constructeurs.....	1	350	193
28 avril..	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	325	194
29 avril..	4 mai..	Vannes.....	Morbihan.....	Blanchisseuses.....	"	60	195
29 avril..	5 mai..	Créancy.....	Cher.....	Terrassiers.....	1	160	196
29 avril..	11 mai..	Toulon.....	Var.....	Terrassiers et maçons.....	"	300	197
29 avril..	.....	Villerupt.....	Meurthe-et-Moselle	Métallurgistes et mineurs.....	2	5,000	198
30 avril..	1 ^{er} mai..	Darnétal.....	Seine-Inférieure..	Teinturiers.....	1	40	199
30 avril..	2 mai..	Loos.....	Nord.....	Peigneurs de lin.....	1	47	200

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AVRIL 1906. (Suite.)			
155	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps du travail.	Transaction.	
156	Demandes : renvoi d'un chef de service; réintégration d'un contremaître.	Transaction.	
157	Demande d'augmentation de salaire.		
158	Demande d'augmentation de salaire.		
159	Demande : journée de 9 heures.	Échec.	
160	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
161	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
162	Demande : plus-value pour travaux malsains.	Réussite.	
163	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
164	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
165	Demande : journée de 9 heures.	Transaction.	
166	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
167	Demande d'augmentation de salaire.		
168	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.		
169	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
170	Demande : journée de 9 heures.	Échec.	
171	Demande de renvoi d'un chef de chantier.	Réussite.	
172	Demande de suppression du travail aux pièces.	Transaction.	
173	Demande de renvoi de 2 chefs d'atelier.		
174	Demande d'augmentation de salaire.		
175	Demandes : augmentation de salaire; suppression des frais.	Transaction.	
176	Demande : journée de 8 heures.	Transaction.	
177	Demande d'augmentation de salaire.		
178	Demande d'augmentation de salaire.		
179	Demande d'introduction du travail aux pièces.		
180	Demande : journée de 8 heures.		
181	Demande d'augmentation de salaire.		
182	Menace de sabotage.		Lock out.
183	Demande : plus-value pour travaux malsains.		
184	Demande : journée de 9 heures.	Réussite.	
185	Demandes : augmentation de salaire; reconnaissance du syndicat.	Transaction.	
186	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.	Échec.	
187	Demande de renvoi d'un contremaître.	Réussite.	
188	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
189	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
190	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.		
191	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.		
192	Demandes : journée de 8 heures; renvoi des ouvriers non syndiqués.		
193	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.		
194	Demandes : journée de 8 heures; plus-value pour la poudre.		
195	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
196	Demandes : augmentation de salaire; suppression de la retenue pour l'outillage.	Transaction.	
197	Demande : journée de 8 heures.	Échec.	
198	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.		
199	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
200	Demande : journée de 8 heures.	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPERES.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7	
3	4				5	8	
GRÈVES COMMENCÉES							
30 avril..	2 mai...	Aire-sur-la-Lys...	Pas-de-Calais....	Maçons.....	1	"	201
30 avril..	2 mai...	Amiens.....	Somme.....	Fileurs.....	1	500	202
30 avril..	3 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Lithographes et papetiers..	1	100	203
30 avril..	3 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Ouvriers en sacs en papiers..	1	12	204
30 avril..	3 mai...	Amiens.....	Somme.....	Outilleurs.....	1	40	205
30 avril..	3 mai...	Amiens.....	Somme.....	Ouvriers en paniers métal- liques.....	1	50	206
30 avril..	4 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Verriers.....	1	70	207
30 avril..	4 mai...	Lille.....	Nord.....	Fileuses.....	1	68	208
30 avril..	4 mai...	Lille.....	Nord.....	Frappeurs.....	1	13	209
30 avril..	4 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Tisseurs de velours.....	2	230	210
30 avril..	5 mai...	Brive.....	Corrèze.....	Carriers.....	"	30	211
30 avril..	5 mai...	Avesnes.....	Nord.....	Fileurs.....	2	"	212
30 avril..	11 mai...	Prignac.....	Gironde.....	Tonneliers.....	"	30	213
30 avril..	.....	Montluçon.....	Allier.....	Métallurgistes, verriers, etc.	"	"	214
30 avril..	.....	Longwy.....	Meurthe-et-Moselle	Typographes.....	1	12	215
30 avril..	.....	Hellemmes.....	Nord.....	Fileurs.....	1	"	216
30 avril..	.....	Givors.....	Rhône.....	Maçons.....	"	60	217
30 avril..	.....	Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers-zingueurs.....	"	300	218
30 avril..	.....	Paris.....	Seine.....	Tisseurs de tapis.....	1	28	219
30 avril..	.....	Lacaune.....	Tarn.....	Ardoisiers.....	1	32	220
30 avril..	.....	Toulon.....	Var.....	Employés de tramways.....	1	"	221
30 avril..	.....	Limoges.....	Haute-Vienne....	Boulangers.....	"	"	222

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

25 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, à la direction du travail :

1° **Grève des résiniers de Moliets et Maâ (Landes)** ⁽¹⁾. — Le dimanche 8 avril, le président du syndicat ouvrier des résiniers de Moliets et Maâ informait le juge de paix que « l'état de grève régnait parmi les ouvriers résiniers syndiqués de la commune » ; il adressait en conséquence au magistrat, avec la liste des revendications ouvrières, un recours à la conciliation ou à l'arbitrage.

Les ouvriers résiniers n'avaient pas repris le travail le lundi 9 avril et, le même jour, un comité de conciliation se réunissait. L'entente s'établit aux conditions suivantes.

a) Demandes des ouvriers.

1° Il sera perçu par barrique de 340 litres 30 francs pour le résinier, 30 francs pour le propriétaire, si la barrique atteint le prix de 60 francs. Au-dessus de 60 francs la répartition sera : un quart pour le résinier et le restant pour le propriétaire. Le prix du trans-

⁽¹⁾ Comparer grève des résiniers de Linxe, *Bulletin*, avril 1906, p. 328.

REFÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AVRIL 1906. (Fin.)			
201	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
202	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
203	Demande de retrait d'un nouveau règlement d'atelier...	Réussite.	
204	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
205	Demande : journée de 10 heures.....	Transaction.	
206	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	
207	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
208	Demandes : augmentation de salaire; suppression des primes.....	Échec.	
209	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
210	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
211	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
212	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
213	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
214	Demande : journée de 8 heures.....		
215	Demande d'augmentation de salaire.....		
216	Demande de renvoi d'un ouvrier.....		
217	Demande d'augmentation de salaire.....		
218	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.....		
219	Demande d'augmentation de salaire.....		
220	Demande de diminution du temps de travail.....		
221	Demande : journée de 8 heures.....		
222	Demandes : diminution du temps de travail; suppression de corvées.....		

port des résines à l'usine sera supporté par moitié par le propriétaire et par le résinier. Au-dessus de 2 francs, la plus-value de transport sera supportée par le propriétaire;

2° Les résines communales seront payées par moitié jusqu'à 80 francs, c'est-à-dire 40 francs pour le résinier et 40 francs pour la commune. Au-dessus de ce prix, la répartition sera : un quart pour le résinier et le reste pour la commune. Les transports des résines resteront à la charge de la commune. Les prix des résines communales auront pour base les prix d'adjudication des résines des communes avoisinantes;

3° Les prix ci-dessus, soit pour les propriétaires, soit pour la commune, s'appliquent pour la barrique de 340 litres; 5 litres en plus ne pourront être l'objet d'une contestation;

4° Les propriétaires prennent l'engagement de ne pas augmenter le prix des fermages, locations et redevances, moyens employés par eux parce que leurs colons ou fermiers se sont syndiqués ou mis en grève;

5° Les propriétaires prennent l'engagement de reprendre à leur service les ouvriers résiniers qui, jusqu'à ce jour, auraient pu être renvoyés pour cause de grève ou de membres syndiqués;

6° Le colon ou résinier jouira des mêmes droits que par le passé pour les bois périssables, c'est-à-dire, pour le bois de chauffage, tant pour la commune que chez le propriétaire;

7° Les présentes conventions auront une durée de trois ans, c'est-à-dire, pour les années 1906, 1907, 1908, à partir de ce jour.

b) Conditions de l'accord.

1° La barrique de résine de 340 litres récoltée dans une pièce de pins dits « pins de place », sera payée au taux suivant : par moitié jusqu'à 60 francs et le quart en sus. Les frais de transport seront supportés : 1 fr. 50 par barrique (ce prix étant celui du transport de la

barrique du temps où il existait un atelier dans la commune) par le résinier, et le surplus par le propriétaire;

2° La barrique de résine provenant de pins ruinés sera partagée, la moitié jusqu'à 60 francs; une somme de 3 francs sera prélevée au profit du propriétaire et le résinier touchera un quart du surplus. Sont considérés comme pins à ruine la pièce de pins uniformément résinée à trois carrés;

3° La barrique de résine récoltée dans les forêts communales sera payée ainsi qu'il suit : par moitié jusqu'à 60 francs et le quart des sommes au-dessus au profit du résinier; le transport restera à la charge de la commune;

4° Le prix de la barrique de la commune aura pour base les prix payés dans les communes de Soustons, Azur et Messanges;

5° (Revendication abandonnée par les ouvriers);

6° D'un commun accord, les délégués sont d'avis de donner une durée de trois ans (c'est-à-dire ayant force de loi) aux conventions qu'ils viennent de discuter, années 1906, 1907 et 1908, à dater de ce jour.

La reprise du travail s'est effectuée le 11 avril.

2° Grève de dockers (charbonniers) à Rouen. — Les 680 dockers occupés aux travaux de chargement et déchargement du charbon sur le port de Rouen pour le compte de 8 patrons ont fait grève du 4 au 7 avril. Après accord direct, les deux parties se sont présentées le 6 avril chez le juge de paix pour faire dresser procès-verbal de leur accord.

Les demandes des ouvriers étaient les suivantes :

1° Augmentation de 10 centimes par tonne pour les charbons fins (soit 45 centimes au lieu de 35);

2° Augmentation de 5 centimes par tonne pour les charbons gros (soit 50 centimes au lieu de 45);

3° Que les équipes, pour les charbons fins, soient portées de 6 à 8 hommes;

4° Que le commandeur de chaque équipe, jusqu'à présent payé par les ouvriers, soit payé par les patrons;

5° Que le prix de la journée des commandeurs, des déclancheurs et des déchargeurs soit porté de 5 francs à 6 francs ou 3 francs par demi-journée.

La transaction intervenue stipulait :

A partir de ce jour, le déchargement des navires charbonniers sera opéré sur les bases suivantes :

1° Charbon : fines, grains, noisettes et tout venant, 40 centimes par tonne, pour 8 hommes;

2° Gros charbon, 50 centimes par tonne, pour 8 hommes;

3° Le commandeur et le déclancheur seront payés par les employeurs, sans arrêt, sauf le temps du déjeuner de midi, à raison de 55 centimes de l'heure, avec un minimum de quatre heures par demi-journée;

Les manœuvres des grues seront payés par les employeurs. Pour les veillées, les hommes aux pièces recevront un supplément comme suit : de 7 h. 30 à 10 heures, 2 francs; de 7 h. 30 à minuit, 3 francs; de 7 h. 30 à passé minuit, 5 francs.

Le chef de bordée, désigné par le chef d'équipe, choisira son commandeur et son déclancheur. Le paiement sera fait par tonne anglaise, poids porté aux connaissements, lesquels connaissements seront produits par les employeurs, si demandés. Pour les connaissements où figurera le poids en kilogrammes, ce poids sera diminué de 1.5 p. 100, pour l'assimiler au poids anglais.

Les heures de travail seront : en été, de 7 heures à 6 heures 1/2; en hiver, de 7 heures à 6 heures avec les arrêts habituels.

Les présentes conventions sont acceptées de part et d'autre pour un délai ferme de trois années, de demain 7 avril 1906.

Six mois avant l'expiration du présent contrat, une nouvelle réunion aura lieu entre les employeurs et les délégués des ouvriers du port, pour décider s'il y aura lieu de renouveler ou de modifier le présent contrat.

Les employeurs s'engagent à ne faire aucun renvoi pour la cessation de travail qui vient de se produire.

Toute contestation sur l'exécution des conventions qui précèdent sera portée devant M. Ernest Deshayes (président de la Société de défense des intérêts de la vallée de la Seine), qui servira d'arbitre entre les parties intéressées.

Le présent accord est fait en triple expédition : un exemplaire sera remis à la Chambre de commerce, un autre restera au siège de la Société de défense des intérêts de la vallée de la Seine, à la disposition des employeurs, et le troisième sera déposé au Syndicat des débardeurs du port de Rouen.

3° Grève de plombiers à Compiègne (Oise). — 30 ouvriers, sur 80 occupés par les 6 entrepreneurs de plomberie de Compiègne, s'étaient mis en grève le 2 avril. Ils réclamaient la suppression du travail aux pièces, le repos hebdomadaire et une augmentation de salaire. Sur intervention du juge de paix le 5 avril, un comité de conciliation s'est réuni le 10. L'accord s'est établi sur les points suivants :

1° Suppression du travail aux pièces. — La suppression du travail aux pièces pour les ouvriers plombiers est acceptée, sous la réserve qu'elle ne s'étendra pas aux terrassiers pour tranchées, terrassements ou travaux analogues ;

2° Repos hebdomadaire. — Accordé le dimanche. Néanmoins, en cas de nécessité, les ouvriers devront travailler tout ou partie de la journée ; mais alors ils auront le droit, dans la semaine qui suivra, de réclamer une durée de congé égale à celle où ils auraient travaillé le dimanche précédent ;

3° Paie à la quinzaine. — Acceptée, mais suppression de tout acompte, sous quelque prétexte que ce soit. Le rôle de paie sera arrêté tous les jeudis soir de quinzaine et la paie se fera le surlendemain samedi ;

4° Suppression de toutes les retenues. — Il est reconnu d'un commun accord que, dans la plomberie-zinguerie à Compiègne, aucune retenue, hors celles pouvant découler de la loi (saisies arrêts sur petits salaires) n'a jamais été faite ;

5° Indemnités de déplacement pour les travaux au dehors. — I) La journée de l'ouvrier travaillant au dehors lui sera comptée depuis l'heure effective de son départ de l'atelier jusqu'à l'heure effective de son départ du chantier ; II) Si l'horaire des trains force l'ouvrier à quitter son chantier avant l'heure de la fin de la journée ouvrable, son salaire lui sera dû jusqu'à ladite heure ; III) S'il fait sa journée complète, il aura droit au salaire pour le temps passé depuis la fin de sa journée jusqu'à l'heure effective du départ du train qui le ramène à Compiègne ; IV) Si l'ouvrier se rend à son chantier à pied, il devra au retour faire 3 kilomètres sans indemnité. Au delà, son salaire lui sera payé pour le temps qu'il mettra au retour, calculé à raison de 5 kilomètres à l'heure. L'ouvrier qui emploiera des moyens personnels de transport (bicyclette) sera réglé de la même façon ; V) Les modes de transport sont au gré exclusif du patron, qui fera les avances des déboursés du transport ;

6° Logement, nourriture des ouvriers travaillant au dehors. — Pendant deux mois de ce jour, les patrons assureront à leurs ouvriers travaillant dans un chantier permanent au dehors la nourriture et le coucher.

Dans cet intervalle, les patrons et ouvriers, chacun en ce qui les concerne, feront les démarches nécessaires pour obtenir des architectes d'adjoindre à la série en vigueur un article fixant le chiffre de nourriture et coucher à accorder pour l'ouvrier, et qui sera porté dans les mémoires de travaux présentés par les entrepreneurs. Les ouvriers acceptent, dès à présent, le chiffre à intervenir, s'il en est fixé et s'il n'est pas inférieur à 2 francs. Dans cette éventualité, ou à défaut par les architectes de vouloir rien ajouter à la série, et après ce délai de deux mois, les ouvriers acceptent, dès à présent, le chiffre de 2 francs que leur offrent les patrons.

Le désaccord subsistait sur la question des salaires. Les ouvriers réclamaient, pour les couvreurs et plombiers 70 centimes l'heure, au lieu de 55, et pour les aides, 45 centimes au lieu de 35. Les patrons déclaraient ne pouvoir accorder aucune augmentation de salaire, tant que la série actuelle ne serait pas modifiée.

Ils prétendent que cette série, réglant leurs rapports avec les propriétaires, ne leur alloue que 75 centimes l'heure;

Que ces 75 centimes doivent faire face :

- 1° Au salaire réel de l'ouvrier;
- 2° Aux frais généraux et avances de fonds, évalués à 22 p. 100;
- 3° A l'assurance, qui est de 5.40 p. 100;
- 4° Et à leur bénéfice, fixé à 10 p. 100;

Leur décompte s'établirait donc comme suit :

Base : heure.....	0 ^f 75
1° Salaire réel de l'ouvrier.....	0 ^f 55
2° Frais généraux, 22 p. 100.....	0 128
3° Assurance, 5.40 p. 100.....	0 031
4° Bénéfice, 10 p. 100.....	0 075
TOTAL.....	0 784

D'où, par soustraction inverse il semble résulter qu'ils doivent perdre 3 cent. 4 sur leurs frais généraux et sur leur bénéfice pour payer à l'ouvrier le salaire actuellement en vigueur.

Les parties désignèrent des arbitres qui, n'ayant pu se mettre d'accord, désignèrent comme arbitre départiteur le juge de paix lui-même. La décision arbitrale, rendue le 12 avril, stipulait :

Les délégués ouvriers s'engagent, tant en leur nom qu'en celui de ceux qui les ont désignés, à reprendre, à partir de demain vendredi 13 avril, le travail aux conditions de salaire actuellement établies, à la charge par les patrons, auxquels les délégués ouvriers s'engagent à prêter leurs concours, de faire, auprès des architectes de Compiègne, toutes démarches nécessaires pour faire augmenter la série au mètre, dans les mêmes conditions que ces derniers ont déjà consenties pour le travail à l'heure;

Après ce délai d'un mois de ce jour, si les démarches susindiquées aboutissent au résultat demandé, les patrons s'engagent à faire à leurs ouvriers un rappel de paie le jour de la reprise du travail sur les bases nouvelles du tarif consenti par les architectes;

Les patrons s'engagent (sauf toutefois la réduction des besoins de leur industrie) à reprendre sans distinction tous les ouvriers actuellement en grève;

Le présent accord, ainsi que celui résultant du précédent procès-verbal, ne portent pas préjudice, pour l'avenir, au droit des patrons de stipuler avec tout nouvel ouvrier les conditions de son embauchage, de façon à ce que les présentes conventions ne fassent la loi des parties qu'à défaut de conventions spéciales entre elles.

4° Grève de typographes à Épinal. — 50 ouvriers (sur 65) de l'imprimerie Klein et C^{ie}, à Épinal, s'étaient mis en grève sur le refus des patrons d'accorder la journée de neuf heures avec maintien du salaire de dix. Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'était réuni les 16 et 17 avril. L'entente n'avait pu s'établir : d'une part les ouvriers réclamaient le renvoi d'un de leurs collègues non gréviste; d'autre part, les patrons prétendaient exclure de leurs ateliers un certain nombre d'ouvriers ayant pris part à la grève, notamment l'ouvrier B... et son fils « en raison de motifs graves et spéciaux ». Les parties ayant désigné comme arbitre unique le juge de paix, ce magistrat a rendu, le 20 avril, la sentence suivante :

La journée de neuf heures est accordée à tous les ouvriers de l'imprimerie Klein et C^{ie}, à partir du 1^{er} mai.

Le travail reprendra aujourd'hui 20 avril, à 1 heure 1/2.

Aucun renvoi, motif pris de la grève.

Le cas de l'ouvrier B... est réservé jusqu'à lundi 23 avril inclusivement. L'arbitre recevra ses explications, entendra tous témoins utiles, et décidera s'il y a lieu, ou non, de le maintenir, ainsi que son fils, à l'imprimerie Klein.

Le 21 avril, l'arbitre a complété sa sentence, en ce qui touche le cas de l'ouvrier B... et de son fils :

L'arbitre soussigné a décidé que l'ouvrier B... et son fils reprendraient le travail lundi matin, 23 avril, les faits reprochés à B... n'étant pas établis.

5° Grève des maçons de Saint-Jouin et environs (Deux-Sèvres). — Le 1^{er} avril, les entrepreneurs de maçonnerie de Saint-Jouin, Châtillon, Moulins et Northais avaient spontanément porté de 2 fr. 25 à 2 fr. 50 (hiver) et de 2 fr. 50 à 3 francs (été) le salaire journalier des aides-maçons. Les maçons, payés 3 francs par jour, réclamèrent également une augmentation de 50 centimes, qui leur fut refusée, et cessèrent le travail le 6 avril. Le juge de paix intervint d'office le 7 avril. Un comité s'est réuni le 11. L'entente s'est établie : les patrons ont donné satisfaction à la demande d'augmentation formulée par les ouvriers et une transaction est intervenue sur les revendications secondaires des grévistes. Le travail a été repris le 13 avril.

6° Grève de tisseuses à Tullins (Isère). — La cause déterminante de la grève de 30 tisseuses, sur 38, de la fabrique de soieries Scherb, à Tullins, était le refus du patron de congédier deux ouvrières qui avaient introduit des jeunes gens dans le dortoir. Les grévistes avaient ensuite présenté une demande d'augmentation de salaire et de modification des heures d'entrée et de sortie.

Le juge de paix est intervenu d'office le 6 avril. Un comité s'est réuni le 10 ; la transaction suivante a été acceptée par les parties :

- 1° Une augmentation d'un demi-centime par mètre est acceptée par M. Scherb et les déléguées à partir de ce jour ;
- 2° La rentrée de l'usine aura lieu à 6 heures $1/2$ du matin et à 1 heure $1/2$ du soir, pour la fermeture être effectuée à 6 heures du soir ;
- 3° Aucun renvoi pour fait de grève.

7° Grève des ouvriers du bâtiment de Moutiers. — Les ouvriers du bâtiment de Moutiers, au nombre de 180, occupés par 8 patrons, réclamaient la journée de 10 heures (au lieu de 12) et des salaires de 50 centimes l'heure pour les ouvriers proprement dits (au lieu de 38 à 45 centimes pour les maçons et plâtriers-peintres, 35 à 45 centimes pour les menuisiers, 35 à 50 centimes pour les serruriers) et 34 à 38 centimes pour les aides (au lieu de 28 à 32 centimes). Ils s'étaient mis en grève le 16 avril. Sur intervention du juge de paix, le 18, un comité de conciliation s'est réuni le 20 et le 23. La convention suivante a mis fin au conflit :

1° En ce qui concerne les maçons, la première catégorie sera payée à raison de 46 centimes l'heure ; la deuxième catégorie, 42 centimes ;

En ce qui concerne les manœuvres, le minimum du prix est fixé, pour la première catégorie, à 34 centimes ; deuxième catégorie, 32 centimes ; troisième catégorie, 26 centimes ;

3° Pour les carriers-mineurs, 35 centimes ;

4° Les apprentis et porte-mortier traiteront directement avec les patrons ;

5° En ce qui concerne les maçons de la première et de la deuxième catégorie, les manœuvres des trois catégories et les carriers-mineurs, le présent contrat n'aura d'effet que pour les ouvriers de 18 à 60 ans ;

6° En ce qui concerne les ouvriers serruriers, ces ouvriers sont divisés en 4 catégories, suivant leurs capacités professionnelles, avec les prix minima suivants pour chaque catégorie :

La première catégorie sera payée à raison de 55 centimes l'heure ;

La deuxième catégorie sera payée à raison de 45 centimes l'heure ;

La troisième catégorie sera payée à raison de 40 centimes l'heure ;

La quatrième catégorie sera payée à raison de 32 centimes l'heure.

7° En ce qui concerne les ouvriers menuisiers, ces ouvriers sont divisés en trois catégories suivant leurs capacités professionnelles, avec les prix minima suivant chaque catégorie; La première catégorie sera payée à raison de 50 centimes l'heure; La deuxième catégorie sera payée à raison de 43 centimes l'heure; La troisième catégorie sera payée à raison de 45 centimes l'heure.

Conditions générales :

1° La paie aura lieu tous les 15 jours, le samedi soir, avec retenue de cette dernière journée qui sera reportée à la quinzaine suivante (ceci afin de permettre aux patrons de faire leur état de paie);

2° La première paie aura lieu le premier samedi qui suivra la reprise du travail;

3° Aucune obligation n'est faite aux patrons sur la question d'embauchage des ouvriers syndiqués ou non; ils ne feront donc aucune différence et surtout n'écarteront pas les syndiqués. — De leur côté, les ouvriers syndiqués ne feront aucune réclamation concernant ce fait, ayant toutes facilités de propagande pour amener à eux les dissidents;

4° Les ouvriers auront la liberté de se servir où bon leur semblera pour leurs provisions, logement, pension, etc.;

5° La journée est de 10 heures de travail;

6° Les heures supplémentaires sont payées aux mêmes prix que les heures ordinaires, sauf celles faites la nuit, de 8 heures du soir à 5 heures du matin, qui seront payées avec 50 p. 100 d'augmentation. Les équipes de nuit n'auront pas droit à ladite augmentation. Les heures supplémentaires seront faites en conformité de la loi;

7° La journée de repos hebdomadaire est fixée au dimanche;

8° Les déplacements de 3 à 6 kilomètres seront payés 1 franc par jour. Pour les déplacements de 3 à 6 kilomètres qui dureront plus de 8 jours, l'indemnité sera débattue entre l'ouvrier et le patron, ainsi que pour ceux excédant 6 kilomètres. L'ouvrier faisant usage de bicyclette aura droit au déplacement complet au delà du troisième kilomètre, en rapport avec la distance. Les ouvriers en déplacement sont tenus de se trouver au chantier et de ne le quitter qu'aux heures réglementaires, sauf pour le cas où, le patron payant le voyage, le service des transports ne le permettrait pas;

9° Les ouvriers pourront manquer au travail le 1^{er} mai, sans qu'il puisse leur être fait grief par le patron;

10° Aucun ouvrier ne sera renvoyé pour fait de grève;

11° Le présent contrat est applicable dès le 1^{er} mai 1906, et il est établi pour une période de 3 ans sans modifications, à partir de cette date. Si, 3 mois avant l'expiration de cette période, aucune des parties contractantes ne l'a dénoncé, il est tacitement renouvelé pour une période d'une année, et ainsi de suite pour toutes les années suivantes.

Les ouvriers ont regagné les chantiers le 25 avril.

8° Dans la **grève des maçons de Saint-Mars-la-Jaille (Loire-Inférieure)**, le juge de paix est intervenu d'office le 2 avril; un comité de conciliation s'est réuni le 4. L'entente s'est établie: les ouvriers, qui demandaient 5 centimes de plus par heure (soit 30 centimes pour les maçons et 25 pour les aides) ont obtenu satisfaction et ont renoncé à réclamer une indemnité de déplacement de 30 centimes par jour pour le travail en campagne. Le travail a été repris le lundi 7 avril.

9° **Différend entre dockers de Cette et réceptionnaires et expéditeurs de marchandises.** — Le contrat passé entre le syndicat des réceptionnaires et expéditeurs et le syndicat des portefaix de Cette le 11 avril 1904, arrivait à sa première échéance le 11 avril 1906. Conformément aux dispositions de l'article 24 de ce contrat, stipulant préavis de 2 mois pour toute demande de modification au contrat, le syndicat des réceptionnaires avait, le 11 janvier, dénoncé le contrat et préparé un nouveau projet, comportant notamment la journée de 9 heures, au lieu de 8, et le salaire de 6 francs par jour au lieu de 8. Le juge de paix était intervenu le 20 mars. Une première réunion du comité avait eu lieu le 26; les pourparlers devaient se poursuivre les jours suivants; mais, les délégués patronaux s'étant cru injuriés et menacés par certains ouvriers à la sortie de la première réunion, firent

connaître au juge de paix qu'ils ne se prêteraient à de nouvelles négociations que si le syndicat ouvrier désavouait les auteurs de ces injures et de ces menaces.

Les pourparlers ne furent repris que le 5 avril. On décida que le contrat de 1904 serait prorogé afin de permettre de discuter à loisir les projets en présence.

Une grève s'étant produite, le 6 mai, parmi les dockers déchargeurs de bois merrains, de sapins et de bois du nord (spécialités distinctes des portefaix proprement dits) la fédération ouvrierie et le juge de paix durent s'employer à résoudre ce conflit et les négociations furent provisoirement ajournées.

Cette grève ayant pris fin le 23 avril, les travaux de préparation du nouveau contrat ont été repris et, le 26, le contrat de travail à forfait pour les portefaix et les Compagnies marseillaises de navigation a été complètement élaboré et accepté par devant le juge de paix. Les agents de Cette ont soumis ce contrat, pour ratification, à leurs compagnies respectives, à Marseille et le contrat définitif sera signé dès réception de la réponse des diverses compagnies.

Pendant toute la durée de ce différend, les portefaix n'ont pas suspendu le travail.

10° Grève de dockers (bois merrains, bois du Nord et sapins) à **Cette (Hérault)**. — Les dockers en bois du Nord et sapins de Cette avaient, le 4 avril, soumis aux négociants en bois un projet de contrat, comportant la journée de 8 heures, au lieu de 9 et le salaire de 8 francs, au lieu de 6. Ils menaçaient de faire grève s'ils ne recevaient satisfaction dans les 48 heures et cessèrent, en effet, le travail le 6 avril. Le même jour, les ouvriers en bois merrains donnèrent un délai de 48 heures à leurs patrons en réclamant les mêmes conditions de salaire et de durée du travail. Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation se réunit, pour les ouvriers en bois merrains, les 9 et 10 avril. A la seconde réunion, l'entente ne s'établissant pas, les délégués ouvriers rompirent brusquement les négociations et déclarèrent la grève, le jour même, à 4 heures de l'après-midi.

Ce fut seulement le 17 avril que, sur nouvelle invitation du juge de paix, le comité se réunit une seconde fois; mais le désaccord persista. Le 18, un comité se réunit pour les ouvriers en bois du nord et sapins : l'accord s'établit sur tous les points, sauf sur la question de la journée de 8 heures, et cette question ne put être résolue au cours des réunions qui eurent lieu le 19 et le 20. Le 21 avril, deux réunions eurent lieu, l'une pour les ouvriers en bois merrains, l'autre pour les ouvriers des bois du Nord et sapins. Le prix de 8 francs par jour ayant été finalement accepté par les patrons, la question de la journée de 8 heures a été réservée, pour être réglée après le 1^{er} mai.

A ces conditions, les ouvriers ont repris le travail le lundi 23 avril.

11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 16°. Sur intervention du juge de paix, des comités de conciliation se sont réunis, le 18 mai, dans la **grève des ouvriers du bâtiment de Vannes**; le 19, dans la **grève des typographes et lithographes de Valréas (Vaucluse)**; le 21, dans la **grève des ouvriers du bâtiment d'Albertville**; le 25 avril, à l'occasion de la **grève des plâtriers de Biarritz (Basses-Pyrénées)**; le 28 avril, dans la **grève des carriers du Saint (Morbihan)**; les 2 et 3 mai, dans la **grève des typographes de Nevers**. Au cours de ces réunions, les parties n'ont pu être conciliées.

17° Dans la **grève des dessinateurs des ateliers et chantiers de la Loire, à Nantes**, le juge de paix est intervenu le 13 avril, invitant les parties à se réunir en comité de conciliation le 16. A la date fixée, les délégués des grévistes seuls se sont présentés et le juge de paix leur a donné acte du silence du patron, constituant,

aux termes de la loi, un refus. Cependant, le patron, n'ayant reçu la lettre de convocation du juge de paix que le 17 avril, fit immédiatement savoir au magistrat qu'il se tenait à sa disposition pour une nouvelle tentative de conciliation. Un comité devait se réunir le 21 ; mais, dès le 19, la grève était terminée à la suite de l'intervention du préfet.

18°, 19°, 20°. Dans la grève des maçons de Moulins, dans la grève des ouvriers du bâtiment et de diverses professions de Lorient et dans la grève des mineurs de Nérès (Allier), des recours ont été adressés aux juges de paix par les ouvriers. Les patrons ont refusé de soumettre les différends à un comité de conciliation ou d'arbitrage.

21°, 22°, 23°, 24°, 25°. Les juges de paix sont intervenus d'office, mais les patrons ne se sont pas prêtés à la tentative de conciliation dans une grève d'ouvriers en voitures, à Sancoins (Cher), dans la grève des employés de chemins de fer de Bastia, dans la grève des lithographes de Nîmes, dans une grève de tanneurs, à Souillac (Lot), dans une grève de scieurs à la mécanique, à Agen.

LES GRÈVES

ET LES RECOURS À LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE EN FRANCE

EN 1905 ⁽¹⁾.

I. — Grèves.

Il y a eu, en 1905, 830 grèves, comprenant 177,666 grévistes (144,127 hommes, 26,606 femmes et 6,933 jeunes gens), occupés dans 5,302 établissements; elles ont entraîné 2,746,684 journées de chômage, dont 214,654 jours chômés par 18,146 ouvriers non grévistes, et 2,522,030 chômés par les grévistes.

Les 1,026 grèves de l'année 1904 avaient occasionné 3,934,884 journées de chômage, dont 3,227,537 pour les 271,097 grévistes proprement dits, ce qui faisait une perte moyenne de 11 jours par gréviste. En 1905, la moyenne des jours chômés a été de 14 par gréviste.

Après les industries textiles, qui ont fourni 130 grèves avec 25,446 grévistes, viennent les industries du bâtiment avec 121 grèves et 32,352 grévistes; le travail des métaux, avec 112 grèves et 26,540 grévistes; les cuirs et peaux, avec 94 grèves et 16,234 grévistes, les industries du transport, avec 87 grèves et 15,386 grévistes.

⁽¹⁾ D'après la *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1905*. Paris, Imprimerie nationale, 1906. — Pour les grèves de 1890 à 1899, voir *Bulletin*, octobre 1900, p. 996 et pour la conciliation et l'arbitrage de 1893 à 1901, voir *Bulletin*, mars 1903, p. 197. — Pour les années 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904, voir *Bulletin*, avril 1901, p. 258, mars 1903, p. 187, juillet 1903, p. 570, juillet 1904, p. 605, mai 1905, p. 412.

Dans 677 grèves, sur 830, les ouvriers étaient, en tout ou en partie, membres du syndicat de leur profession; l'existence d'un syndicat patronal a été relevée dans 337 grèves; 34 syndicats ouvriers (dont 4 syndicats dissidents ou *jaunes*) et 9 syndicats patronaux ont été constitués au cours des grèves ou immédiatement après. 1 grève a entraîné la disparition du syndicat ouvrier fondé à l'issue d'une grève précédente; 1 autre grève a provoqué la dissolution du syndicat patronal. Dans 2 grèves, les ouvriers, après la reprise du travail, ont adhéré en masse au syndicat déjà existant. Une grève a entraîné la fusion de plusieurs syndicats d'industries similaires ou connexes en un syndicat unique. Les syndicats ou fédérations de syndicats ouvriers ont assuré des secours réguliers à leurs adhérents (et parfois aux grévistes non syndiqués) dans 56 grèves. Dans 3 grèves, les ouvriers qui n'avaient pas suspendu le travail versaient une part de leur salaire au syndicat chargé de secourir les grévistes.

Dans 2 grèves, où les ouvriers avaient réclamé le paiement des journées chômées volontairement, cette revendication a reçu en partie satisfaction; l'un des patrons a versé 100 francs au syndicat ouvrier; l'autre a payé aux 25 grévistes les salaires de 6 journées de grève (sur 9). Dans une grève qui a duré 1 jour et demi, le salaire intégral du temps de grève a été versé aux ouvriers et, dans une grève de 3 jours, le patron a payé le salaire et a consenti à faire travailler le dimanche qui a suivi la reprise du travail. Un industriel, durant les 11 jours de grève, a fait distribuer une livre de pain par jour et par tête aux enfants de ses ouvriers grévistes et aux vieillards; le même industriel, à l'issue d'une grève survenue dans une autre succursale de ses établissements, a versé aux grévistes 6 journées de salaire (sur 13 jours ouvrables de grève).

Dans 148 grèves, soit 17.83 p. 100, auxquelles ont pris part 30,590 ouvriers (17.22 p. 100), les grévistes ont, en tout ou en partie, trouvé du travail, pendant le conflit, soit dans d'autres établissements de leur profession, soit dans d'autres industries. Ces 148 grèves, dont 6 ont duré un jour ou moins d'un jour et dont 8 se sont prolongées pendant plus de 100 jours, ont eu une durée moyenne de 34 jours. Elles ont entraîné 879,699 journées de chômage, soit 32.03 p. 100.

Dans 343 grèves, les ouvriers travaillaient au temps (à l'heure, à la journée, à la semaine ou au mois); dans 209, ils travaillaient aux pièces, et dans les 278 autres grèves, les uns étaient au temps et les autres aux pièces.

Au point de vue des résultats les grèves et les grévistes se répartissent comme suit :

	NOMBRE de grèves en 1905.	PROPORTION p. 100.	NOMBRE de grévistes en 1905.	PROPORTION p. 100.
Réussite.....	184	22.17	22,872	12.87
Transaction ou réussite partielle.....	361	43.50	125,016	70.37
Échec.....	285	34.33	29,778	16.76

Si l'on fait la moyenne des 10 dernières années (1895-1904), on obtient les proportions suivantes :

	PROPORTION p. 100 des grèves.	PROPORTION p. 100 des grévistes.
Réussite.....	23.65	14.29
Transaction ou réussite partielle.....	36.11	60.62
Échec.....	40.24	25.09

Le tableau suivant donne la répartition des grèves et grévistes dans les divers groupes professionnels :

GROUPES DE PROFESSIONS.		NOM- BRE de GRÈVES.	PROPOR- TION p. 100 du total des grèves.	NOM- BRE de gré- vistés.	PROPOR- TION p. 100 du total des gré- vistés.	RÉSULTATS. PROPORTION P. 100 des grévistes de chaque groupe ayant obtenu		
						réussite.	transac- tion.	échec.
I..	Agriculture, forêts et pêches.....	30	3.61	3,649	2.05	14.44	58.29	27.27
II. {	Mines.....	17	2.05	5,165	2.90	4.63	75.08	20.29
	Carrières.....	20	2.41	4,726	2.66	33.18	24.94	41.88
III.	Produits alimentaires.....	28	3.37	2,892	1.62	4.67	57.99	37.34
IV.	Industries chimiques.....	34	4.10	6,693	3.76	25.77	53.03	21.20
V..	Industries polygraphiques.....	32	3.86	2,891	1.62	43.93	38.29	17.78
VI.	Cuir et peaux.....	94	11.33	10,234	9.13	26.96	52.72	20.32
VII. {	Industries textiles proprement dites..	130	15.66	25,446	14.38	11.07	73.57	15.36
	Travail des étoffes, nettoyage.....	28	3.37	2,033	1.14	15.83	55.68	28.49
VIII. {	Industries du bois, tabletterie.....	46	5.54	14,918	8.39	1.38	94.18	4.44
	Industrie du bois, bâtiment.....	18	2.17	1,297	0.73	53.51	28.22	18.27
IX. {	Usines métallurgiques.....	14	1.69	5,551	3.12	15.06	39.25	45.69
	Travail des métaux ordinaires.....	112	13.49	26,540	14.94	11.96	74.75	13.29
	Travail des métaux fins.....	4	0.48	90	0.05	11.11	61.11	27.78
X.. {	Taille et polissage des pierres, travail des pierres et terres au feu.....	33	3.98	13,100	7.37	3.17	94.59	2.24
	Construction.....	103	12.41	31,055	17.48	9.70	82.45	7.85
XI.	Transport et manutention, chargement et déchargement.....	87	10.48	15,386	8.66	10.05	55.09	34.26
TOTAUX ET MOYENNES.....		830	100.00	177,666	100.00	14.29	60.62	25.09

Le tableau suivant donne la répartition des grèves entre les diverses causes qui les ont provoquées, ainsi que le nombre de grévistes correspondant et la proportion, pour chacune des causes, des réussites, des transactions ou réussites partielles et des échecs ⁽¹⁾.

CAUSES PRINCIPALES DES GRÈVES ou réclamations des grévistes.	NOM- BRE de GRÈVES.	PROPOR- TION P. 100 du total des grèves (830).	NOM- BRE de gré- vistes.	PROPOR- TION P. 100 du total des grévistes 177.666	RÉSULTATS. PROPORTION P. 100 des grévistes ayant obtenu pour chaque cause		
					réussite.	transac- tion.	échec.
a) Demandes d'augmentation de salaire . . .	471	56.74	123,972	69.78	11.25	74.61	14.14
b) Réductions de salaire	11	4.94	3,396	3.04	37.27	24.18	38.55
c) Demandes de diminution du temps de tra- vail, avec maintien ou augmentation des salaires	133	16.02	52,918	29.79	39.58	51.05	9.35
d) Contestations diverses relatives au salaire (modes d'établissement, de payement, etc.)	133	16.02	31,721	17.85	37.04	20.54	42.42
e) Contestations relatives à la réglementation de travail	56	6.75	14,673	8.26	16.76	63.06	20.17
f) Pour la suppression ou contre l'introduction du travail aux pièces	67	8.07	34,382	19.35	65.21	11.41	23.38
g) Contestations relatives aux règlements d'atelier	67	8.07	33,649	18.94	50.52	26.50	22.98
h) Demandes de suppression ou de diminution des amendes	26	3.13	21,241	11.95	72.19	15.73	12.08
i) Renvois d'ouvriers, demandes de réinté- gration d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	142	17.11	40,337	22.70	12.89	13.60	75.51
j) Demandes de renvoi d'ouvriers, de contre- maîtres ou de directeurs	129	15.54	53,622	30.18	20.78	2369.	55.26
k) Demandes de renvoi des femmes	"	"	"	"	"	"	"
l) Limitation du nombre des apprentis . . .	7	0.84	10,961	6.17	41.46	"	58.54
m) Retenues pour l'assurance et caisse de secours	16	1.93	5,621	3.16	77.48	13.64	8.88
n) Causes diverses ne rentrant pas dans les rubriques ci-dessus	58	6.99	34,979	19.69	22.32	47.37	30.31

10 grèves ont atteint plus de 100 établissements : une grève de coiffeurs à Marseille, 200 établissements; la grève des ouvriers du bâtiment et de diverses professions de Pont-l'Abbé, 173 établissements; la grève des jardiniers de Lyon et la grève des ouvriers du bâtiment et de diverses professions de Quimper, 150 établissements; la grève des ouvriers agricoles de Fleury, 140 établissements; la grève des ouvriers du bâtiment et de diverses professions de Douarnenez, 130 établissements; une grève d'ouvriers en voitures à Paris, 122 établissements; une grève de boulangers, à Nantes, 116 établissements; la grève des ferblantiers-zingueurs de Lyon, 110 établissements; la grève des maçons de Nice, 107 établissements. Dans une grève de commis épiciers, à Paris, il n'a pas été possible de déterminer exactement le nombre des établissements atteints.

486 grèves, sur 830, ont duré une semaine ou moins d'une semaine, et parmi elles, 79 ont duré de 1 à 2 jours, 145 n'ont duré qu'une journée ou moins d'une journée.

8 grèves ont duré plus de 100 jours : à Arignac, ouvriers des plâtrières, 379

⁽¹⁾ Il résulte des renseignements donnés par ce tableau que, pour 830 grèves constatées, il a été invoqué 1,346 causes principales de grèves. Le nombre de grèves et de grévistes a été répété pour chaque cause, mais la proportion a été calculée par rapport aux totaux réels, soit 830 grèves et 177,666 grévistes.

jours; à Châtillon-sur-Indre, maçons, 224 jours; à Ambialet, mineurs, 167 jours; à Cublize, tisseurs, 145 jours; à Pamiers, métallurgistes, 120 jours; à Roanne, teinturiers, 119 jours; à Vizille, tisseurs, 116 jours; à Plainfaing, tisseurs, 105 jours.

Le lock-out des verriers de Rétonval s'est prolongé pendant 145 jours; l'usine de produits chimiques de Cornil est demeurée fermée pendant 127 jours.

Les demandes d'augmentation de salaire, seules ou associées à d'autres demandes, ont motivé 471 grèves (52.75 p. 100 du nombre total) avec 123,972 grévistes (69.78 p. 100); elles ont causé 2,025,595 journées de chômage, y compris celles des ouvriers qui n'ont pu travailler par suite de la grève. 113 de ces demandes ont été suivies de réussite, pour 13,941 grévistes; 225 ont fait l'objet d'une transaction, pour 92,502 grévistes; et 133, avec 17,529 grévistes, ont échoué. 98 de ces grèves se sont produites dans les industries du bâtiment, 63 dans l'industrie textile, 54 dans le travail des métaux, 46 dans les industries du transport et 44 dans les cuirs et peaux.

Les réductions de salaire ont motivé 41 grèves, pour 5,396 grévistes; 13 d'entre elles, avec 2,080 grévistes, ont échoué.

Le tableau ci-après donne, pour l'ensemble des grèves de 1905 causées par des questions de salaires pour lesquelles le calcul a pu être fait, l'évaluation des pertes supportées par les ouvriers ainsi que des avantages pécuniaires qu'ils ont obtenus lorsque la grève a été suivie de réussite totale et partielle.

On a adopté, pour mesurer les gains réalisés par les grévistes, une période de 300 jours de travail, d'une durée normale, aux conditions fixées à la fin de la grève. ⁽¹⁾

RÉSULTATS des GRÈVES.	NOMBRE		SALAIRE MOYEN		NOMBRE DE JOURS chômés par les grévistes proprement dits.	MONTANT des SALAIRES perdus.	APRÈS 300 JOURS DE TRAVAIL.		NOMBRE de JOURS néces- saires pour com- penser les pertes.
	de GRÈVES.	des GRÉ- VISTES.	avant la grève.	après la grève.			Bénéfice brut.	Bénéfice net.	
			fr. c.	fr. c.		francs.	francs.	francs.	
1° DEMANDES D'AUGMENTATION DE SALAIRE.									
Réussite	85	11,844	4.22	4.72	70,848	299,279	2,084,833	1,785,554	51
Transaction	119	29,525	3.61	4.17	307,824	1,112,126	4,920,603	3,808,477	67
Échec	96	8,017	3.50	3.50	96,953	339,263	.....	.....	.....
TOTAL	300	49,386	3.68	4.15	475,625	1,750,668	7,500,436	5,254,768	75
2° RÉDUCTIONS DE SALAIRES (A).									
Réussite	9	1,141	3.05	3.91	13,704	41,818	294,300	252,182	43
Transaction	2	538	3.02	3.13	8,070	24,347	17,776	.....	411
Échec	5	351	2.67	2.67	2,187	6,629	.....	.....	.....
TOTAL	16	2,050	3.00	3.51	24,261	72,794	312,076	239,282	70
TOTAL GÉNÉRAL	316	51,416	3.65	4.12	499,886	1,823,462	7,317,512	5,494,050	75
(A) Dans le groupe des réductions de salaires, ce n'est pas le salaire payé avant la grève qui figure dans cette colonne, mais le salaire réduit proposé.									

⁽¹⁾ Sur le choix de ce nombre de 300 jours, voir *Bulletin*, mai 1905, p. 416.

Le calcul n'a été effectué que pour 316 grèves, avec 51,416 grévistes et on a dû écarter 196 grèves (36 réussites, 115 transactions, 45 échecs), comptant 77,952 grévistes pour les raisons suivantes : dans quelques-unes de ces grèves, la demande n'a porté que sur le prix des heures supplémentaires, du travail de nuit, ou sur la majoration des primes à la production; dans un grand nombre, le différend ne concernait que le prix de façon d'un article fabriqué en même temps que d'autres dont le prix n'a pas varié, fabriqué aussi d'une façon intermittente, de sorte qu'il n'a pas été possible de déterminer l'influence de la variation du prix de cet article sur le salaire journalier moyen; dans d'autres grèves, l'augmentation du prix de l'heure ou de la tâche a été obtenue en même temps qu'une diminution de la durée du travail, de sorte que le salaire par jour n'a pas été changé, les grévistes ayant gagné simplement du loisir; enfin, dans un certain nombre de grèves auxquelles plusieurs spécialités d'ouvriers ont pris part, on a bien les salaires avant et après la grève, mais il n'a pas toujours été possible d'obtenir le nombre de grévistes de chaque spécialité à salaire différent et le calcul exact des pertes et des gains n'a donc pas pu être établi. Il en est de même pour les grèves de cochers de place : les différends, dans cette profession, portent soit sur le prix de location de l'équipage, soit sur la part allouée au cocher dans les recettes journalières et l'on ne peut déterminer le montant des sacrifices supportés par les grévistes d'après leurs journées de chômage, attendu qu'il n'y a aucun moyen pratique de connaître leur salaire réel.

Après les questions de salaire, celles qui ont causé le plus grand nombre de grèves et dont les résultats ne peuvent se traduire en argent, sont les questions de personnes; demandes de réintégration d'ouvriers congédiés ou demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaitres. On en a compté 271, soit 32.65 p. 100.

Les demandes de diminution de la durée du travail journalier ont été formulées dans 133 grèves, dont 35 dans le bâtiment, 24 dans le transport, 23 dans le travail des métaux et les cuirs et peaux. 48 de ces demandes, intéressant 20,947 grévistes, ont été suivies de réussite; 47, avec 27,019 grévistes, ont abouti à une transaction, et 38, avec 4,952 grévistes, à un échec. Sous cette rubrique ont été classées les grèves au cours desquelles les ouvriers ont réclamé le repos hebdomadaire (24 grèves, 8 réussites, 12 transactions, 4 échecs), le repos bi-mensuel (2 grèves, 2 échecs), le repos mensuel (1 grève, échec).

6 départements (Hautes-Alpes, Côtes-du-Nord, Eure-et-Loir, Lozère, Hautes-Pyrénées, Haut-Rhin) n'ont pas eu de grève en 1905.

Les chiffres les plus élevés de grévistes ont été fournis par : la Seine : 32,872; la Haute-Vienne, 14,540; le Finistère, 14,492; le Nord, 14,383; le Rhône, 9,232; les Vosges, 9,038; la Meurthe-et-Moselle, 7,240; le Var, 6,855.

Les poursuites correctionnelles, exercées au cours de 55 grèves, ont abouti à 398 condamnations, amende ou prison, 35 de ces condamnations ont été prononcées pendant une grève de mouleurs, à Revin; 30 à l'occasion d'une grève de mineurs et métallurgistes, à Neuves-Maisons et d'une grève d'ouvriers en papiers, à Saint-Junien; 29, à l'occasion d'une grève de porcelainiers, à Limoges; 27, au cours de la grève des métallurgistes de Longwy et Mont-Saint-Martin; 20, au cours de la grève des coupeurs de poils de Limoges; 19, au cours de la grève des ouvriers du bâtiment et de diverses professions à Concarneau; 17, dans une grève de dockers à Brest; 16, dans une grève de cigariers à Oran; 15, dans la grève des ouvriers agricoles de Fleury et dans une grève de tisseurs à Plainfaing; 12, à l'occasion de la grève des terrassiers de Lyon.

II. — La conciliation et l'arbitrage en 1905.

I. *Application de la loi du 27 décembre 1892.* — L'application de la loi du 27 dé-

cembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage a été, au cours de l'année 1905, constatée dans 246 différends : dans 16 d'entre eux, avant toute cessation de travail. Le nombre des grèves de l'année ayant été de 830, la proportion des recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a donc été de 29.64 p. 100. Cette proportion avait été de 24.07, en 1904, et de 23.97 en moyenne pour les douze premières années d'application de la loi.

L'initiative des recours a été prise dans 88 grèves par les ouvriers, dans 4 par les patrons, dont 6 par les patrons et les ouvriers réunis; le juge de paix est intervenu d'office dans 148 grèves. Dans une grève de lithographes, à Nîmes, le patron a adressé un recours au juge de paix; les ouvriers, après avoir refusé de se prêter à la tentative de conciliation ont, à leur tour, un mois plus tard, adressé un recours au juge de paix. Dans une grève de métallurgistes et d'ouvriers de diverses professions à Saint-Michel-de-Maurienne, le juge de paix est intervenu d'office auprès du patron et des ouvriers d'un des établissements atteints; dans un autre établissement, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix, 2 comités distincts ont été réunis et les parties ont été conciliées. Dans la grève des métallurgistes de Longwy et Mont-Saint-Martin, il y a eu également double procédure, mais les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation. Les grèves d'ouvriers du bâtiment et de diverses professions, qui se sont produites dans le Finistère, ont donné lieu à la réunion de nombreux comités : à Pont-l'Abbé, 16 comités; à Quimper, 9; à Concarneau, 12; à Douarnenez, 13; à Quimperlé, 4; à Brest, 12. Dans la grève des mineurs de Hussigny et des environs, 5 comités distincts ont été réunis.

La tentative de conciliation a été repoussée 68 fois, dont 51 fois par les patrons, 8 fois par les ouvriers et 9 fois par les deux parties.

A la suite des refus de la tentative de conciliation, 10 différends ont pris fin, 1, après négociations directes avec action officieuse du juge de paix (transaction); 3 par un accord direct (3 transactions); 3 par l'abandon des demandes faites et 3 par remplacement des ouvriers en cause; 7 autres différends se sont terminés par la conciliation directe, aussitôt après le premier acte de la procédure et avant que les parties eussent répondu à l'invitation du juge de paix. Ces 7 différends ont eu pour résultat 1 réussite, 3 transactions et 3 échecs. Dans 58 cas, la grève a été continuée ou déclarée après les refus d'entrer en pourparlers en présence du juge de paix.

Il reste 171 différends pour la solution desquels des comités de conciliation ont été constitués : 96 d'entre eux ont été terminés directement par ces comités. La proposition de recourir à un arbitrage a été faite 34 fois, après l'échec de la conciliation; elle a été acceptée 8 fois et repoussée 26 fois, dont 14 par les patrons, 2 par les ouvriers et 10 par les deux parties.

Dans la grève des ouvriers de la fabrique d'acide gallique de Volpajola et dans une grève de tisseurs à Bussang et Fresse-sur-Moselle, les parties, après désaccord entre leurs arbitres, ont refusé de désigner un arbitre départiteur; la première de ces grèves a pris fin, après accord direct, par une réussite; la seconde, par acceptation de la transaction proposée en comité de conciliation. Dans une grève de tourneurs-décolleteurs, à Saint-Florent, après conciliation au sein du comité, la société a refusé de ratifier l'accord signé par son représentant; dans une grève d'ouvriers en carreaux de ciment, à Viviez, les parties ont recouru immédiatement à l'arbitrage sans tenter la conciliation.

Aux 103 différends terminés par les comités de conciliation ou par l'arbitrage, il y a lieu d'en ajouter 14 autres qui ont pris fin, sinon par les soins du comité de conciliation, du moins presque aussitôt après la réunion et sous l'influence des explications qui y avaient été échangées.

En résumé, il semble qu'on peut porter à l'actif de la loi du 27 décembre 1892

la fin des différends suivants dont elle a précipité la solution, directement ou indirectement : 1° ceux, au nombre de 7, terminés dès le début de la procédure; 2° après refus de se prêter à la tentative de conciliation, 10, dont 9 après refus des patrons (3 transactions, 6 échecs) et 1 après refus des ouvriers (transaction); 3° 96 conciliations par les comités; 4° 7 arbitrages; 5° 14 différends terminés après la réunion des comités. Total, 134.

Quant aux 16 recours formés avant toute cessation de travail, 3 ont abouti à une réussite, 3 à une transaction, 4 à un échec et la grève a été évitée, bien que, dans 3 cas, les patrons aient refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

Dans 2 cas, sur refus des patrons de se présenter, la grève a été déclarée (1 transaction, 1 échec).

Dans les 4 autres cas, un comité a été constitué, mais il y a eu grève après désaccord au sein du comité; 3 de ces grèves ont pris fin par des transactions (2 après nouvelles réunions du comité, 1 après accord direct); la quatrième a pris fin par un échec.

Conciliation et arbitrage en dehors de la loi du 27 décembre 1892. — Il faut ajouter qu'à côté des résultats dus à l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, 87 grèves ont été terminées par l'intervention des préfets (15), secrétaires généraux de préfecture (2), sous-préfets (18), maires (44), commissaires de police (5), et par intervention officieuse des juges de paix (3).

114 grèves (13.73 p. 100), avec 41.242 grévistes (23.21 p. 100), ont été solutionnées par les syndicats ou unions de syndicats professionnels : 21 de ces grèves ont pris fin après entente entre le syndicat patronal et le syndicat ouvrier. Ces conflits, dont 5 ont duré moins de un jour (deux, 2 heures; deux, 5 heures; un, 7 heures) et dont un s'est prolongé pendant 87 jours, ont eu une durée moyenne de 13 jours: ils ont eu pour résultats 38 réussites, 68 transactions, 8 échecs. En 1904, 66 grèves (6. 43 p. 100) avec 46,642 grévistes (17. 20 p. 100) avaient été terminées par l'intervention des syndicats professionnels (51) ou par accord entre syndicats patronal et ouvrier (15). Ces grèves avaient eu pour résultats 38 réussites, 25 transactions, 3 échecs.

Enfin 14 grèves ont été solutionnées par l'intervention de diverses personnes (ministres et sous-secrétaires d'État, députés, conseillers généraux ou d'arrondissement, etc.).

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES DANS L'INDUSTRIE PRIVÉE AU COMMENCEMENT DE 1906.

Au commencement de novembre 1905, la Direction du travail a procédé auprès des inspecteurs du travail à une enquête sur les établissements où la journée de huit heures a été adoptée comme base du régime de travail. Les réponses des inspecteurs se sont échelonnées de la fin de novembre 1905 au commencement de février 1906.

Les données qui suivent ont été, sauf indication contraire, empruntées à cette enquête. D'une manière générale, elles se rapportent exclusivement aux industries de transformation proprement dites. Les industries extractives (mines et carrières) et les industries de transport, notamment, qui ne sont pas soumises au contrôle de l'inspection du travail, n'ont pas été comprises dans l'enquête. Les ouvriers des ports et docks et, en général, les ouvriers des industries de manutention ont été également laissés en dehors, bien que la journée de travail de huit heures paraisse relativement répandue dans ces professions; les inspecteurs du travail qui ne surveillent les chantiers où sont occupés ces ouvriers qu'au point de vue de l'hygiène et de la sécurité, ne possèdent pas sur leur durée du travail suffisamment de renseignements pour qu'on puisse en faire état⁽¹⁾. Pour la même raison, les petites industries de l'alimentation (boulangers, pâtisseries, charcutiers, etc.) ont été laissées de côté⁽²⁾.

Enfin, l'enquête n'a porté que sur les établissements industriels où la journée de huit heures est appliquée à tout ou partie du personnel d'une manière normale et non accidentellement, en raison d'une baisse momentanée du travail, par exemple.

Produits chimiques.

Les rapports des inspecteurs du travail signalent les fabriques de produits chi-

⁽¹⁾ L'inspecteur divisionnaire de la 6^e circonscription (Rouen) signale cependant au Havre trois catégories d'établissements se rattachant à ces professions, où la journée de huit heures effectives a été adoptée depuis quelque temps déjà. Ce sont :

1^o Les chantiers de chargement et de déchargement de navires, dont le plein fonctionnement a lieu en hiver et qui occupent exclusivement des hommes adultes. Le nombre de ceux-ci, journaliers du port, est essentiellement variable; mais son maximum est d'environ 2,800.

2^o Les chantiers de manutention de marchandises dans les docks et entrepôts ainsi que dans les magasins des compagnies de navigation et des agents maritimes, sur lesquels ne sont occupés également que des hommes adultes, au nombre maximum de 2,000. Il y a toutefois un certain nombre d'enfants, en tout 70, qui sont employés aux docks-entrepôts et aux docks du Port Rouge à la réparation des emballages;

3^o Les entreprises de voilerie du port, dites «voileries du dehors», dans lesquelles le personnel travaille sur les quais à l'échantillonnage, au classement et au marquage des marchandises et parfois aussi à la réparation des emballages, surtout en ce qui concerne les balles de coton. Ce personnel comprend 135 hommes adultes et 62 enfants répartis sous les ordres de 16 patrons différents.

Dans ces trois catégories d'entreprises, la journée de travail est la même pour tout le personnel; elle commence à 7 h. 1/2, est coupée par un repos de 11 h. 1/2 à 1 h. 1/2 et finit à 5 h. 1/2 du soir.

⁽²⁾ L'inspecteur divisionnaire de la 8^e circonscription (Bordeaux) signale la boulangerie syndicale ouvrière d'Angoulême, où les 8 personnes qui y sont employées feraient huit heures; celui de la 5^e circonscription (Lille) signale la boulangerie coopérative *La Paix*, de Roubaix, où 40 hommes adultes répartis en 3 équipes successives ne font que huit heures par vingt-quatre heures.

miques suivantes dans lesquelles la journée de huit heures est appliquée à une partie des ouvriers adultes :

SIEGE DES ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE d'hommes adultes faisant huit heures.	PROPORTION sur l'ensemble du personnel.
		p. 100.
Rassuen (Bouches-du-Rhône).....	18	12
Salindres (Gard).....	59	7
Livet et Gavet (Isère).....	48	64
Notre-Dame-de-Briançon (Savoie).....	42	18
TOTAL.....	<u>167</u>	

Dans tous ces établissements, les ouvriers qui font huit heures sont répartis en trois équipes qui se succèdent au travail : dans les deux premiers établissements elles sont occupées aux opérations continues que nécessite la fabrication du chlorure de chaux, le troisième établissement est une fabrique de sodium, le quatrième une fabrique de carbure. Le reste du personnel de ces établissements ne travaille que de jour et fait dix heures.

En outre, dans une fabrique de bougies de Marseille, le personnel de la coulerie comprenant 551 ouvriers (30 hommes adultes, 500 femmes et 21 enfants) soit 35 p. 100 du personnel total, fait huit heures. Ces ouvriers sont répartis en trois équipes, la première, travaillant de 5 heures du matin à 1 heure du soir, la seconde de 1 heure à 9 heures du soir, la troisième de 9 heures du soir à 5 heures du matin : le travail de chaque équipe est coupé par un repos d'une demi-heure. L'équipe de nuit est composée exclusivement d'ouvriers adultes. Avant 1900, le travail de jour était organisé par relais et chaque ouvrière fai-ait neuf heures et demie de travail par 24 heures. Le mode de travail actuel par équipes a été introduit à la suite de la loi du 30 mars 1900 qui a interdit les relais à partir du 1^{er} juillet 1900. Les autres ouvriers font dix heures.

Imprimerie.

A Paris, les équipes de linotypistes qui composent les journaux quotidiens font par vingt-quatre heures sept ou huit heures d'un travail à peu près continu. D'après une enquête faite auprès de la chambre syndicale typographique parisienne, la journée de sept heures était pratiquée par 190 hommes adultes, répartis en 13 équipes composant la nuit à la machine 14 journaux quotidiens⁽¹⁾ ; celle de huit heures, par 28 hommes adultes répartis en 3 équipes composant le jour à la machine 4 journaux⁽²⁾. En dehors des compositeurs de journaux, la journée de huit heures est en outre appliquée dans 3 maisons par 34 linotypes ; dans une de ces maisons, ces linotypistes représenteraient à peine 2 p. 100 du personnel, dans une autre 40 p. 100.

Quant aux équipes des journaux quotidiens qui se composent encore à la main, le temps passé par elles à la composition proprement dite ne dépasse guère huit heures, mais il faut compter le temps passé à la distribution, qui représente de 20 à 30 p. 100 du temps passé à la composition, de sorte que la durée totale de leur journée ressort à huit heures et demie ou neuf heures.

En province, l'inspecteur divisionnaire du travail de Marseille signale dans cette dernière ville cinq imprimeries qui emploient à la composition des journaux avec la

(1) Deux de ces journaux sont composés par la même équipe.

machine à composer 102 ouvriers, dont 58 hommes et 44 femmes, qui font huit heures par jour. Ces ouvriers représentent une proportion du personnel total, qui varie suivant les établissements de 9 à 66 p. 100. Le reste du personnel fait normalement 10 heures.

A Lille, 3 journaux sont composés à la machine : un de ces journaux est composé par deux équipes, l'une de jour, l'autre de nuit, qui alternent. Le contrat passé avec ces équipes fixe la durée du travail à sept heures et demie; l'équipe de jour ferait huit heures, celle de nuit sept heures; pour les autres journaux, bien que la durée du travail soit en principe de sept heures un quart à sept heures trois quarts suivant les équipes, elle dépasserait en fait huit heures, d'après les renseignements fournis par le syndicat ouvrier.

Industries textiles proprement dites.

Département du Nord. — La loi du 30 mars 1900 ayant réduit successivement à onze heures, dix heures et demie et dix heures le maximum de la journée de travail des enfants, des femmes ainsi que des adultes travaillant avec eux, un filateur de laine cardée eut l'idée de répartir une partie de ses ouvrières en deux équipes travaillant successivement huit heures consécutives sans repos, la première de 5 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, la seconde de 1 heure à 9 heures du soir. Cette organisation avait l'avantage de faire fonctionner l'usine pendant seize heures, tout en restant dans les limites du travail de jour, telles qu'elles sont définies par la loi. Le service de l'inspection du travail estima ce mode de travail illégal, d'abord parce que les ouvrières ne jouissaient d'aucun repos interruptif du travail; en second lieu, parce qu'elles ne se reposaient pas en même temps que les autres ouvrières de l'usine qui continuaient à faire la journée normale coupée par deux heures de repos. La Cour de cassation, par les deux arrêts du 2 janvier et du 23 octobre 1901, n'admit pas la thèse de l'inspection et déclara légale l'organisation adoptée par l'industriel ⁽¹⁾.

A la suite de ces arrêts, l'exemple de ce filateur a été suivi par plusieurs de ses confrères. Au commencement de 1906, l'organisation décrite ci-dessus était en vigueur dans 8 établissements textiles du département du Nord, dont 6 à Roubaix, 1 à Watrelos et 1 au Breucq par Croix. Le tableau suivant donne, par établissement, le nombre des ouvriers dont le travail était ainsi organisé :

NATURE DES ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE d'établisse- ments.	NOMBRE D'OUVRIERS FAISANT HUIT HEURES			
		Hommes.	Femmes.	Enfants.	TOTAL.
Peignage de laine.....	1	2	88	„	90
Filature et retorderie.....	1	2	350	„	352
Filature et peignage.....	1	2	121	„	123
Filature de laine peignée.....	1	2	30	3	35
Filatures de laine cardée.....	3	21	118	52	191
Filature de coton.....	1	2	33	49	84
TOTAUX.....	8	31	740	104	875

(1) Voir sur ces deux arrêts : *Bulletin*, novembre 1903, p. 906-907.

Dans les filatures de laine cardée, les deux équipes comprennent des renvideurs, des soigneuses et des canneteuses; les autres ouvrières, qui travaillent seulement huit heures et qui entrent à peine pour 16 p. 100 dans le total du personnel, sont occupées aux mélanges, aux magasins, aux ateliers de réparation, etc. La proportion est à peu près la même dans les autres établissements.

Autres départements. — La journée de huit heures est encore pratiquée dans une fabrique de tapis à Nice, occupant 3 hommes et 2 femmes; dans une fabrique de bas pour varices, à Romilly (Aube), occupant 16 hommes et 2 femmes; dans une fabrique mécanique de bonneterie à Dinan (Côtes-du-Nord), occupant 1 homme, 32 femmes et 31 jeunes filles; et dans deux fabriques de tissus élastiques de la Loire, l'une à Saint-Chamond, l'autre à Saint-Martin-en-Coailleux, occupant ensemble 53 hommes, 62 femmes et 27 enfants, soit 142 personnes.

Dans la fabrique de bonneterie de Dinan, c'est l'industriel qui a pris l'initiative de réduire progressivement la journée de travail de douze heures à onze, puis à dix, puis à huit. Il estime que la journée de huit heures est celle qui lui assure non seulement le meilleur rendement à l'heure, mais aussi le meilleur rendement quotidien. Les salaires des ouvrières, toutes payées aux pièces, malgré la réduction du temps de travail, n'auraient pas varié, bien que le tarif des pièces soit resté le même⁽¹⁾.

Dans les deux fabriques de tissus élastiques de la Loire, les ouvriers qui font huit heures sont répartis, comme dans les établissements cités plus haut du département du Nord, en deux équipes faisant chacune huit heures de travail consécutives sans repos.

Industries du vêtement.

Les inspecteurs signalent dans ces industries les établissements suivants qui pratiquent la journée de huit heures : un atelier de couture à Nice, occupant 3 femmes; un atelier de modes, à Bastia, occupant 1 femme; une manufacture de vêtements militaires à Chamalières (Puy-de-Dôme), occupant 39 femmes et 18 enfants; et en outre, un certain nombre d'orphelinats. C'est ainsi que l'inspecteur divisionnaire de la 10^e circonscription (Sud-Est) signale 35 orphelinats qui occupent 450 femmes et 870 enfants à divers travaux de couture et de lingerie.

Industries du bois.

Les rapports des inspecteurs du travail ne signalent dans ces industries que trois fabriques de petits balais au Puget-sur-l'Argens (Var), occupant ensemble 50 personnes, dont 2 hommes et 48 femmes.

Industries des métaux.

La journée de huit heures est pratiquée pour les ouvriers occupés aux trains de laminoir et aux fours à souder et à réchauffer dans les laminoirs à verge de tréfilerie de Lods (Doubs) et Pont-de-Navoy (Jura) et dans les tôleries de Bourg-de-Sirod et

⁽¹⁾ Voir *Étude sur l'influence de la réduction de la journée de travail sur le rendement industriel*, par M. Grillet, inspecteur du travail à Rennes, dans le *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1902, n° 5-6, p. 434.

de Pont-de-Poitte (Jura) appartenant à la Société anonyme des forges de Franche-Comté.

Le tableau suivant donne pour chacune de ces usines le nombre des ouvriers qui font huit heures et leur proportion sur l'ensemble du personnel.

SIÈGE DE L'ÉTABLISSEMENT.	OUVRIERS FAISANT HUIT HEURES.				PROPORTION sur l'ensemble du personnel. p. 100.
	Hommes.	Femmes.	Enfants.	Total.	
Lods (Doubs)	24	"	"	24	44
Pont-de-Navoy (Jura)	40	"	11	51	61
Pont-de-Poitte (<i>Id.</i>)	39	"	"	39	32
Bourg-de-Sirod (<i>Id.</i>)	60	"	8	68	55
TOTAL	235	"	19	182	47

Autrefois, les ouvriers des trains de laminoirs étaient divisés en 2 équipes qui faisaient chacune douze heures; c'est vers 1895 qu'ils ont été répartis en 3 équipes de huit heures chacune. Si l'on compte qu'une heure est consacrée par l'équipe à décrasser les fours et à nettoyer les abords des laminoirs, la durée exacte du travail productif de chaque équipe a été ainsi réduite de onze à sept heures. Malgré cette réduction, la production de chaque équipe serait restée sensiblement la même. Ce résultat a été obtenu, disent les rapports, en donnant une plus grande vitesse de rotation aux laminoirs. Ces machines étant aujourd'hui mises en mouvement par 3 équipes par jour au lieu de 2, il en résulte que la production quotidienne aurait été augmentée de moitié environ.

Les ouvriers étant payés aux pièces, et leur production étant restée la même, leurs salaires quotidiens n'ont subi aucune réduction du fait de la diminution de leur durée de travail. D'après le directeur de l'usine de Lods, il y eut bien, au début, quelque malaise; pour recruter la troisième équipe, il avait fallu dégarnir les deux anciennes de quelques bons ouvriers et prendre de nouveaux sujets; il en résulta d'abord un fléchissement de la production et des salaires; mais comme ces ouvriers sont payés aux pièces, ils s'ingénierent à regagner le temps perdu. Leurs gains sont aujourd'hui ce qu'ils étaient autrefois, bien que la Compagnie n'ait pas modifié ses tarifs et paie pour 1,000 kilogrammes de produits ouvrés exactement le même prix qu'il y a dix ans. Les ouvriers reconnaissent également que, travaillant plus vite, leurs salaires moyens sont restés ce qu'ils étaient il y a dix ans, bien que les tarifs n'aient pas été augmentés ⁽¹⁾.

La répartition du travail entre les trois équipes est la suivante : la première travaille de minuit à 8 heures du matin, la seconde de 8 heures du matin à 4 heures du soir, la troisième de 4 heures du soir à minuit. Les ouvriers qui ne sont pas

⁽¹⁾ Ces déclarations du directeur et des ouvriers ont été rapportées par M. Francis Delaisi : *Les Huit heures dans les forges du Jura*, dans le numéro du 28 avril 1906 de *Pages libres*, rue Ségulier, n° 17, Paris.

employés aux travaux des laminoirs et aux fours à souder et à réchauffer, notamment les tréfileurs, font dix heures par poste. A Lods, cependant, les enfants et les deux chefs lamineurs sont divisés en deux équipes travaillant de midi à minuit et de minuit à midi. La durée de leur travail effectif ne dépasse pas neuf heures par jour; 24 adultes seulement ne font que huit heures.

Dans 4 fabriques d'objets en fer étamé, galvanisé et émaillé, situées à Bart et à Dampierre les-Bois (Doubs), occupant un total de 1,882 ouvriers, 123, dont 69 hommes adultes et 54 enfants, soit 6.5 p. 100 du personnel, sont répartis en trois équipes successives travaillant chacune huit heures.

Ces 123 ouvriers sont occupés aux fours à cuire l'émail; les hommes adultes (cuiseurs) introduisent dans le four sur une pelle spéciale, au moyen d'une fourche à long manche montée sur chariot, les objets préalablement émaillés, et ils les y laissent le temps voulu pour fondre l'émail, en moyenne cinq minutes; les enfants (tire-portes) soulèvent et abaissent, par l'intermédiaire d'un levier, la porte qui ferme la bouche du four, au moment de l'introduction ou du retrait des pièces par le cuiseur. Toutefois, dans une des quatre usines, en raison du poids des ustensiles mis en œuvre, tels que baignoires, éviers, etc., et du mode d'émaillage qui se fait au poudré sur la fonte portée au rouge, les enfants ne sont pas admis dans le local de l'émaillage, et la manœuvre des portes est effectuée par l'un des ouvriers adultes de l'équipe. C'est en raison de la chaleur rayonnante des fours et des pièces au rouge qu'ils manipulent au sortir des fours, que la journée de ces ouvriers a été réduite à huit heures; toutefois, dans l'une des usines, par suite de manque de travail aux fours à cuire l'émail, une des trois équipes de cuiseurs a été supprimée, et les deux autres équipes, réparties en 24 heures, font chacune dix heures; seuls, dans cette usine, 6 gaziers (chauffeurs de gazogènes), répartis en trois équipes, font huit heures.

Le reste du personnel de ces usines, soit 1,759 personnes, fait dix heures; le plus grand nombre sont occupés exclusivement de jour; les autres (chauffeurs du foyer des fours, étameurs, broyeurs d'émaux, porteurs de pièces) travaillent jour et nuit, répartis en deux équipes qui font douze heures de présence et dix heures de travail effectif.

Enfin l'Association des ouvriers en instruments de précision de Paris, qui occupe dans ses ateliers 55 ouvriers environ, pratique depuis avril 1905 la journée de 8 heures avec maintien du salaire payé auparavant pour dix heures (9 fr. 50). Cette diminution de la durée du travail a coïncidé avec une augmentation des bénéfices qui ont passé de 33,000 francs en 1904 avec la journée de dix heures à 71,000 francs en 1905 avec la journée de huit heures. Le délégué de l'Association attribue ce résultat à plusieurs causes: d'abord les ouvriers perdraient moins de temps dans la journée; leur production serait d'autre part meilleure, parce qu'ils seraient moins fatigués et qu'ils ne travailleraient plus à la lumière artificielle; enfin, les frais généraux auraient diminué par suite de la moindre dépense de force motrice et de la suppression complète de l'éclairage⁽¹⁾.

Verreries.

Département du Nord. — Au début de 1906, la journée de huit heures était pratiquée, pour une partie tout au moins des ouvriers, dans 18 verreries, sur 3/4 existant

(1) L'Association ouvrière, organe de la chambre consultative des associations ouvrières de production à Paris, 15 avril 1906, p. 5.

dans le Nord. Le tableau ci-après donne la répartition de ces 18 verreries avec le nombre et la proportion du personnel qui y pratique la journée de huit heures :

NATURE de la fabrication.	NOMBRE d'établisse- ments.	PERSONNEL FAISANT HUIT HEURES ENVIRON.				Proportion sur l'ensemble du personnel.
		Hommes.	Femmes.	Enfants.	Total.	
						p. 100.
Vitres.....	10 ⁽¹⁾	926	17	196 ⁽⁵⁾	1,139	45
Bouteilles.....	4 ⁽²⁾	564	#	423 ⁽⁷⁾	987	67
Vitres et bouteilles..	1 ⁽³⁾	428	4	168 ⁽⁸⁾	600	76
Vitres et gobeletterie.	1 ⁽⁴⁾	82	#	15	97	27
Glaces et verres spé- ciaux.....	2 ⁽⁵⁾	229	#	78	307	23
TOTAUX....	18	2,229	21	880	3,130	49

La journée de huit heures n'était pas en usage, même partiellement, dans 4 verreries à bouteilles, 7 gobeletteries, 2 verreries à flacons et 3 fabriques de glaces et verres spéciaux. Dans l'ensemble des verreries à vitres, 1,139 ouvriers sur 2,158, soit 45 p. 100 du personnel, bénéficiaient d'une journée de huit heures environ; dans les verreries à bouteilles, 987 sur 2562, soit 38 p. 100; dans les fabriques de glaces et verres spéciaux, 307 sur 2,590, soit 12 p. 100, et, dans l'ensemble des 34 verreries, 3,130 sur 10,697, soit 29 p. 100.

Dans les verreries à vitres du Nord, la journée de huit heures n'est pratiquée, en général, que par le personnel des fours à bassin ou à fusion. Ce personnel est divisé en trois équipes qui se relaient de neuf en neuf heures. Des neuf heures de présence, il faut déduire deux repos d'une demi-heure, de sorte que la durée de travail effectif ressort à huit heures par vingt-sept heures. En général, le premier repos est pris après la quatrième heure de travail; quant au second repos, les ouvriers préfèrent ne pas le prendre au cours du travail et quittent l'établissement une demi-heure plus tôt, de sorte qu'il y a une demi-heure d'intervalle entre le travail de chaque équipe. Le personnel des étenderies est également divisé en trois équipes, mais ces équipes font douze heures de présence coupées par deux heures de repos, de sorte qu'elles fournissent un travail effectif de dix heures par vingt-quatre heures. Seule, une verrerie à vitres et à bouteilles d'Escautpont a adopté pour tout le personnel des étenderies la même organisation que pour le personnel des fours à bassin, soit huit heures de travail effectif par poste de neuf heures de présence. Quant au personnel des services accessoires (magasins et ateliers de coupage, manœuvres, etc.), il n'est occupé que de jour et fait généralement dix heures de travail effectif pour douze heures de présence.

Dans les verreries à bouteilles du Nord, où existe la journée de huit heures, le personnel des fours à fusion est divisé en trois équipes qui travaillent chacune huit heures par vingt-quatre heures. Dans les autres verreries à bouteilles, ce personnel,

(1) 5 à Aniche, 2 à Bruay, 1 à Fresnes, 1 à Marchiennes, 1 à Quiévrechain.

(2) 1 à Anor, 1 à Denain, 1 à Doriginies, 1 à Masnières.

(3) A Escautpont.

(4) A Aniche.

(5) 1 à Aniche, 1 à Jeumont.

(6) Dont 3 filles.

(7) Dont 43 filles.

(8) Dont 59 filles.

réparti en deux équipes, fait dix heures de travail effectif par vingt-quatre heures. Quant aux ouvriers employés au triage des bouteilles et au magasin, il fait généralement dix heures de travail effectif pour douze heures de présence.

Dans les fabriques de glaces et verres spéciaux où existe la journée de huit heures, la personnel est réparti en trois équipes qui font huit heures par vingt-quatre ou vingt-sept heures, selon les établissements; dans les autres, il est reparti en deux équipes qui fournissent dix heures de travail effectif par vingt-quatre heures.

Autres départements. — La journée de huit heures dans les départements autres que celui du Nord est en usage dans 29 verreries qui se répartissent de la manière suivante, d'après la nature des objets qu'ils fabriquent :

NATURE DE LA FABRICATION.	NOMBRE des établisse- ments.	OUVRIERS FAISANT 8 HEURES			
		Hommes.	Femmes.	Enfants.	TOTAL.
Bouteilles.....	19 ⁽¹⁾	4,202	125	1,945	6,272
Vitres.....	3 ⁽²⁾	302	"	92	394
Vitres et bouteilles.....	1 ⁽³⁾	213	"	52	265
Verres de lampes.....	1 ⁽⁴⁾	28	"	18	46
Glaces et verres spéciaux.....	3 ⁽⁵⁾	263	"	"	263
Gobeletteries et bouteilles....	2 ⁽⁶⁾	188	"	161	349
TOTAUX.....	29	5,196	125	2,305	7,626

Dans les verreries à bouteilles de l'Aisne et de la Marne, le personnel qui fait 8 heures comprend uniquement des adultes (souffleurs, grands garçons, gamins et bas ouvriers) et des garçons de moins de 18 ans (porteurs). Ils sont répartis en trois équipes qui se succèdent au travail en 24 heures; les autres ouvriers employés au triage et à l'emballage des bouteilles et à des travaux divers (forge, charonnage, etc.) ne travaillent que de jour et font 10 ou 11 heures. La proportion des ouvriers qui font 8 heures, varie dans ces verreries, de 58 à 68 p. 100. Dans les verreries à bouteilles d'Albi, de Carmaux et du Bousquet d'Orb, le régime des trois équipes de huit heures s'applique aux ouvriers employés au chargement des fours à bassin, au cueillage et au soufflage du verre, à la présentation des outils, au transport aux fours à recuire, au déchargement de ces fours et au triage des bouteilles: la proportion de ces ouvriers varie de 76 à 86 p. 100 selon les établissements. Dans les verreries des autres départements, la proportion varie de 70 à 90 p. 100.

Dans les verreries à vitres, la proportion des ouvriers qui font 8 heures par trois équipes varie de 50 à 70 p. 100. Dans la verrerie à vitres et à bouteilles, elle est de 80 p. 100; dans la fabrique de verres de lampes, de 60 p. 100.

Dans la manufacture de glaces et de verres spéciaux de Montluçon, le régime des trois équipes de 8 heures est appliqué à l'atelier des verres de toiture, verres imprimés et verre armé. A la glacière, les ouvriers travaillant à la matière fondue (hommes de coulée, équarrisseurs et chauffeurs de carcaises) ne font que 8 heures

⁽¹⁾ 3 dans l'Aisne (Cuffies, Hirson, Folembray), 1 dans l'Allier (Montluçon), 1 dans l'Ardèche (Labégude), 1 dans les Bouches-du-Rhône (Marseille), 1 dans l'Hérault (Le Bousquet d'Orb), 3 dans la Marne (Courcy, La Neuville, Reims), 3 dans la Loire (Rive-de-Gier, Veauche, Saint-Romain-le-Puy), 1 dans la Haute-Loire (Sainte-Florine), 1 dans la Nièvre (Saint-Léger-des-Vignes), 1 dans le Rhône (Givors), 1 en Saône-et-Loire (Chalon), 2 dans le Tarn (Carmaux et Albi).

⁽²⁾ 1 dans le Gard (Bessèges), 2 dans la Loire (Rive-de-Gier, Givors).

⁽³⁾ A Rive-de-Gier (Loire).

⁽⁴⁾ A Larnac, par Saint-Hilaire-de-Brethmas (Gard).

⁽⁵⁾ 1 dans l'Aisne (Saint-Gobain), 1 dans l'Allier (Montluçon), 1 en Seine-et-Marne (Bagneaux).

⁽⁶⁾ Dans les Bouches-du-Rhône (Marseille).

parce que la coulée dure environ 8 heures par jour, tantôt un peu plus, tantôt un peu moins. A Saint-Gobain, les ouvriers de la fabrication des glaces font 8 heures; le reste du personnel de la manufacture, soit 84 p. 100, fait 10 heures. Enfin, dans la fabrique de verres spéciaux pour optique et globes de pendules de Bagneux, les ouvriers qui font 8 heures travaillent aux fours dits à pots de 5 heures du matin à 1 heure du soir, les fours sont ensuite abandonnés jusqu'au lendemain matin; le reste du personnel de l'établissement fait 10 heures par 24 heures.

A la demande des ouvriers, la journée de 8 heures avait été mise en pratique à partir du 30 avril 1906 dans la verrerie blanche (fabrication de petites bouteilles en verre blanc) de Quiquengrogne par Wimy (Aisne). Les deux équipes de verriers qui faisaient auparavant dix heures n'en firent plus que huit : la première de 3 heures et demie du matin à midi et demi, avec un repos d'une heure, la seconde, de 1 heure à 10 heures du soir avec également un repos d'une heure; le reste du personnel (journaliers, magasiniers, boucheurs, potiers, fletteuses) continuait à faire dix heures de 6 h. 1/2 du matin à 6 heures du soir avec une heure et demie de repos. Le 11 mai, le patron avisait l'inspecteur du travail que ces ouvriers lui avaient demandé de revenir à l'ancienne organisation du travail qui a été établie à partir du 14 mai 1906.

RÉSUMÉ. — Dans l'ensemble de la France, la journée de huit heures était appliquée dans 47 verreries occupant 10,756 ouvriers se répartissant ainsi :

NATURE de la fabrication.	NOMBRE d'établisse- ments.	OUVRIERS FAISANT HUIT HEURES.			
		Hommes.	Femmes.	Enfants.	Total.
Bouteilles.....	23	4,766	125	2,368	7,259
Vitres.....	13	1,228	17	288	1,533
Gobeletteries.....	2	188	„	161	349
Vitres et bouteilles.....	2	641	4	230	865
Vitres et gobeletteries.....	1	82	„	15	97
Glaces et verres spéciaux.....	5	492	„	115	607
Verres de lampes.....	1	28	„	18	46
TOTAUX.....	47	7,425	146	3,185	10,756

Résumé général.

En résumé, au commencement de 1906, les inspecteurs connaissaient en France, en dehors des exploitations de l'État, 140 établissements industriels où la journée de huit heures était appliquée à tout ou partie du personnel ouvrier.

Sur les 14,744 ouvriers qui bénéficiaient de ce régime, on comptait 8,346 hommes adultes, 2,069 femmes, 4,329 enfants. Ils se répartissaient ainsi par industries :

INDUSTRIES.	NOMBRE d'établisse- ments.	Hommes.	Femmes.	Enfants.	Total.
Verreries.....	47	7,425	146	3,185	10,756
Textiles.....	13	104	838	162	1,104
Vêtement.....	38	„	493	888	1,381
Produits chimiques.....	5	197	500	21	718
Imprimerie.....	25	331	44	„	375
Métaux.....	9	287	„	73	360
Bois.....	3	2	48	„	50
TOTAUX.....	140	8,346	2,069	4,329	14,744

Sur ces 14,744 ouvriers, 11,454, soit 78 p. 100, travaillaient la nuit (8,060 adultes, 146 femmes, 3,248 enfants), 11,185 de ces ouvriers (7,791 hommes adultes, 146 femmes, 3,248 enfants), soit 76 p. 100, occupés dans des établissements travaillant jour et nuit, étaient répartis en trois équipes qui se succédaient au travail de huit heures en huit heures.

1,017 ouvriers (84 hommes adultes, 802 femmes, 131 enfants), soit 7 p. 100, étaient répartis en deux équipes successives travaillant en tout seize heures par jour.

Enfin, 1,945 ouvriers (395 hommes adultes, 621 femmes, 929 enfants) n'étaient pas organisés par équipes; sur ces ouvriers, 354 linotypistes de journaux quotidiens travaillaient la nuit, les autres travaillaient le jour.

Enfin, sur les 14,744 qui faisaient huit heures, 11,082 (7,824 hommes et 3,258 enfants), soit 75 p. 100, étaient employés dans le voisinage de fours ou de foyers à haute température (fours de verrerie, fours de laminaires, fours à souder, fours à cuire l'émail, etc.).

LES MANUFACTURES DE TABACS ET D'ALLUMETTES DE L'ÉTAT EN 1904.

(PERSONNEL ET SALAIRES).

I. — TABACS ⁽¹⁾.

Les manufactures de tabacs sont au nombre de 20. Elles appartiennent toutes à l'État, qui possède en outre, à Limoges, des ateliers spéciaux chargés de la confection d'une partie de l'outillage des divers établissements.

Le personnel total employé tant dans les manufactures que dans les services annexes était, au 31 décembre 1904, de 16,723 personnes qui se décomposent ainsi :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Fonctionnaires et employés commissionnés des manufactures et services annexes (Service central des constructions, école d'application, expertise, ateliers de Limoges).....	164	„	164
Préposés (chefs-mécaniciens et conducteurs des travaux, chefs de section, contremaîtres et contremaîtresses, surveillants et surveillantes, concierges et garçons de bureau).....	607	153	760
Ouvriers	1,818	13,981	15,799
TOTAUX	2,589	14,134	16,723

⁽¹⁾ Direction générale des manufactures de l'État. Comptes en matières et en deniers de l'exploitation du monopole des tabacs pour l'année 1904 (achat, fabrication et vente). Paris, Imprimerie nationale, 1905. — Pour l'année 1903, voir *Bulletin*, février 1905, p. 117.

Les 15,799 ouvriers se répartissaient ainsi dans les 21 manufactures : Bordeaux, 880; Châteauroux, 1,271; Dieppe, 839; Dijon, 452; Le Havre, 393; Le Mans, 511; Lille, 875; Limoges, 88; Lyon, 501; Marseille, 986; Morlaix, 938; Nancy, 760; Nantes, 1,053; Nice, 743; Orléans, 344; Pantin, 761; Paris (Gros-Caillou), 1,221; Paris (Reilly), 769; Riom, 561; Tonneins, 771; Toulouse, 1,081.

Au 31 décembre 1903, le nombre des préposés était de 755 et celui des ouvriers de 16,250; il y avait en plus, au 31 décembre 1904, 5 préposés, dont 4 hommes et une femme, et 52 ouvriers. Il y avait par contre 503 ouvrières de moins qu'au 31 décembre 1903.

Au cours de l'année 1904, les 20 manufactures ont mis en œuvre 41,684,884 kilogrammes de matières contre 42,462,740 kilogrammes en 1903. Les fabrications ont atteint la quantité totale de 38,585,682 kilogrammes contre 40,038,388 kilogrammes en 1903. Les quantités fabriquées des différents produits en 1904 et en 1903 sont les suivantes :

	1904. — kilogr.	1903. — kilogr.	DIFFÉRENCES	
			en plus. — kilogr.	en moins. — kilogr.
Cigares.....	2,939,016	3,145,775	"	206,749
Cigarettes.....	2,143,753	2,127,801	15,952	"
Scaferlatis.....	27,757,345	28,882,619	"	1,125,274
Rôles.....	597,315	571,660	25,655	"
Carottes.....	586,181	587,439	"	1,258
Poudre.....	4,562,072	4,723,095	"	161,023
TOTAUX.....	38,585,682	40,038,388	41,607	1,494,304

Durée du travail. — La durée réglementaire de la journée du travail est restée fixée en 1904 à dix heures comme précédemment.

Salaires. — Le tableau suivant donne les traitements et salaires afférents aux diverses catégories de personnel en 1904.

CATÉGORIES DE PERSONNEL.	NOMBRE DE PERSONNES.	TRAITEMENTS ET SALAIRES TOTAUX.
Fonctionnaires et employés commissionnés.....	164	781,805 ^f 29 ^c
Préposés.....	760	1,457,905 79
Ouvriers.....	15,799	16,592,635 71
TOTAUX.....	16,723	18,832,346 ^f 79 ^c

Les salaires des ouvriers présentent, sur l'année précédente, une diminution de 177,267 fr. 96, qui provient de ce que les cigarières sorties n'ont pas été remplacées.

Les salaires payés correspondent, pour dix heures de travail, à un gain moyen

de 5 fr. 91 pour les ouvriers et de 3 fr. 94 pour les ouvrières. Le taux général des salaires a varié de la manière suivante au cours des dix dernières années :

ANNÉES.	OUVRIERS.	OUVRIÈRES.
En 1895.....	5.15	3.23
En 1896.....	5.27	3.30
En 1897.....	5.32	3.39
En 1898.....	5.36	3.34 ⁽¹⁾
En 1899.....	5.44	3.33 ⁽¹⁾
En 1900.....	5.51	3.55
En 1901.....	5.60	3.59
En 1902.....	5.69	3.75
En 1903.....	5.79	3.85
En 1904.....	5.91	3.94

Indemnités diverses et retraites. — Les institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers ont donné lieu, dans les manufactures de tabacs, aux dépenses suivantes :

Service	{ Majorations des gages et des salaires.....	726,705 ^f 54 ^c
des retraites.	{ Compléments de pensions et secours annuels.....	628,725 91
Indemnités, secours accidentels, gratifications.....		159,104 67
Service médical, assistance aux malades, hygiène, écoles, crèches, bibliothèques, etc.....		326,636 95
représentant plus de 10 p. 0/0 des gages et salaires.		

La dépense totale, soit 1,841,173 fr. 07 représente plus de 10 p. 100 des gages et salaires.

Les chiffres suivants donnent, pour les dix dernières années, le total des dépenses de cette nature en y comprenant d'ailleurs les dépenses similaires faites en faveur du personnel des magasins :

En 1895.....	1,370,863 ^f 13 ^c
En 1896.....	1,459,731 03
En 1897.....	1,507,405 70
En 1898.....	1,551,958 54
En 1899.....	1,626,866 18
En 1900.....	1,788,285 28
En 1901.....	1,800,012 68
En 1902.....	1,815,750 50
En 1903.....	1,883,362 14
En 1904.....	1,882,318 70

Personnel des magasins. — L'État, en outre des manufactures, possède ou tient en location, tant en France qu'en Algérie, 32 magasins de matières premières, dont 5 affectées plus spécialement aux tabacs exotiques.

Dans les magasins de culture, les tabacs livrés par les planteurs dans un état de dessiccation imparfaite sont livrés à des manutentions et à des fermentations en masse qui ont pour but de leur enlever l'eau qu'ils contiennent en excès, de leur

⁽¹⁾ Recrutement d'apprenties.

donner une teinte uniforme et d'en assurer le maintien en bon état jusqu'au moment de leur emploi dans les manufactures où ils sont envoyés sous toiles et cordes. Dans les magasins de tabacs en feuilles exotiques et de transit, les mains-d'œuvre se bornent à peu près à l'échantillonnage et au reconditionnement des codis, balles ou boucauts.

Les 32 magasins employaient, au 31 décembre 1904, 66 agents commissionnés, 106 préposés, chefs d'atelier, surveillants, concierges, garçons de bureau, et 532 ouvriers, dont 204 hommes et 328 femmes. Les dépenses pour gages et salaires se sont élevées à 1,000,464 fr. 82, dont 324,640 fr. 67 pour les agents commissionnés, 180,186 fr. 97 pour les préposés et 495,637 fr. 18 pour les ouvriers.

II. — ALLUMETTES ⁽¹⁾.

Les manufactures d'allumettes sont au nombre de six, appartenant toutes à l'État; elles sont situées à Pantin-Aubervilliers, Marseille, Trélazé (Maine-et-Loire), Bègles (Gironde), Aix-en-Provence, Saintines (Oise). Des ateliers de constructions à Limoges sont chargés de la confection d'une partie de l'outillage de ces établissements.

Le personnel des manufactures se décomposait, au 31 décembre 1904, de la façon suivante :

CATÉGORIES.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Personnel commissionné.....	22	»	22
Préposés (chefs de section, contremaîtres et contremaîtresses, surveillants et surveillantes, concierges et garçons de bureau) ..	82	20	102
Ouvriers.....	646	1,429	2,075
TOTAUX.....	750	1,449	2,199

Le personnel ouvrier proprement dit est en augmentation de 10 ouvriers et de 1 ouvrière sur l'effectif de l'année précédente; le nombre des préposés est également supérieur de trois unités (2 hommes et 1 femme).

Voici comment se répartissent les préposés et les ouvriers entre les différentes manufactures :

MANUFACTURES.	PRÉPOSÉS.	OUVRIERS.			ENSEMBLE.
		Hommes.	Femmes.	Total.	
Aix.....	12	43	112	155	167
Bègles.....	9	50	132	182	191
Marseille.....	25	93	391	484	509
Pantin-Aubervilliers.....	30	224	489	713	743
Saintines.....	15	135	97	232	247
Trélazé.....	11	101	208	309	320
TOTAUX.....	102	646	1,429	2,075	2,177

⁽¹⁾ Direction générale des manufactures de l'État. Compte en matières et en deniers de l'exploitation du monopole des allumettes chimiques pour l'année 1904 (achat, fabrication et vente). Paris, Imprimerie nationale, 1905. — Pour l'année 1903, voir *Bulletin*, février 1905, p. 119.

Il a été fabriqué durant l'année 1904 une quantité de 35,669,601,250 allumettes, supérieure de 332,015,130 à la fabrication de l'année précédente. Le tableau suivant en donne la répartition entre les diverses catégories :

		FABRICATIONS		DIFFÉRENCES.
		de 1904.	de 1903.	
		en millions.	en millions.	en millions.
Allumettes en bois	au sesquisulfure de phosphore..	20,101	20,408	— 307
	au phosphore { soufrées.....	11,537	10,827	+ 710
	{ suédoises.....	1,717	1,847	— 130
	{ tisons.....	780	755	+ 25
Allumettes en cire.....		1,534	1,500	+ 34
TOTAUX.....		35,669	35,337	+ 332

Il a été confectionné, en outre, en 1903, par la manufacture de Pantin, 25,200 frotoirs et 11,520 flacons de poudre spéciale pour alimenter les frotoirs.

Pour ces fabrications, il a été employé :

39,267,845,000 allumettes blanches, dont 7,948,670,000 ont été produites à la manufacture de Saintines par le débitage de 4,974^{m3} 720 de bois en grume; 774,572 kilogrammes de soufre; 24,171 kilogrammes de sesquisulfure de phosphore; 12,481 de phosphore amorphe; 194,273 kilogrammes de chlorate de potasse; 57,462 kilogrammes de colle forte; 29,930 kilogrammes de gomme du Sénégal; 54,234,388 mètres linéaires de bougie filée préparée à la manufacture de Marseille qui, en 1904, a employé à cet usage 35,974 kilogr. 100 de coton et 119,370 kilogr. 100 de stéarine et de cire.

Durée. — La durée réglementaire de la journée du travail est restée fixée, en 1904, à dix heures.

Salaires. — Le tableau suivant donne le total des gages et salaires afférents à chacune des catégories de personnel.

	NOMBRE.	SALAIRES TOTAUX.
Personnel commissionné.....	22	93,579 ^f 57 ^c
Préposés.....	102	195,868 57
Ouvriers.....	2,075	2,857,363 52
TOTAUX.....	2,199	3,146,811 66

Les salaires des ouvriers proprement dits sont en augmentation de 40,828 fr. 17 sur les salaires payés en 1903.

Les salaires payés en 1904 correspondent, pour dix heures de travail, à un gain moyen journalier de 6 fr. 68 pour les ouvriers, de 5 francs pour les ouvrières, en augmentation, sur 1903, de 0 fr. 11 pour les premiers et de 0 fr. 08 pour les secondes.

Voici d'ailleurs les variations annuelles du taux moyen journalier des salaires, depuis que l'État exploite directement le monopole :

ANNÉES.	OUVRIERS.	OUVRIÈRES.
1890.....	4 ^f 36°	2 ^f 78°
1891.....	4 36	2 91
1892.....	4 52	2 92
1893.....	4 77	3 25
1894.....	5 02	3 46
1895.....	5 06	3 75
1896.....	5 39	4 02
1897.....	5 65	4 22
1898.....	5 90	4 33
1899.....	6 09	4 41
1900.....	6 44	4 60
1901.....	6 58	4 76
1902.....	6 55	4 83
1903.....	6 57	4 92
1904.....	6 68	5 00

Indemnités diverses et retraites. — Le fonctionnement des institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers du service des allumettes a donné lieu aux dépenses suivantes qui représentent 10.21 p. 100 des gages et salaires :

Service des retraites.....	168,131 ^f 71°	} 311,820 ^f 51°
Indemnités, secours, gratifications.....	65,041 89	
Service médical, assistance aux malades, bains, boissons hygiéniques, crèches, etc.....	78,646 91	

Voici d'ailleurs comment se sont successivement chiffrées, depuis l'origine, les dépenses relatives aux institutions humanitaires dont il s'agit :

ANNÉES.	ALLOCACTIONS aux ouvriers mis au repos pour soins de la bouche ou licenciés.	AUTRES DÉPENSES faites en faveur du personnel des préposés et des ouvriers.	TOTAL.
1890.....	685 ^f 36°	51,327 ^f 18°	52.012 ^f 54°
1891.....	622 00	88,132 57	88,754 57
1892.....	740 92	101,749 77	102,490 69
1893.....	3,737 86	126,414 05	130,151 91
1894.....	18,559 15	156,083 80	174,642 95
1895.....	67,027 48	222,063 81	289,091 29
1896.....	390,900 51	226,872 06	617,772 57
1897.....	118,717 73	221,583 01	340,300 74
1898.....	93,534 77	244,130 80	337,665 57
1899.....	15,738 55	252,926 89	268,665 44
1900.....	4,654 35	312,201 04	316,855 39
1901.....	2,992 60	266,309 48	269,302 08
1902.....	4,010 66	274,999 89	279,010 55
1903.....	2,916 09	298,512 03	301,428 12
1904.....	205 83	311,614 68	311,820 51

ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DES SYNDICATS OUVRIERS AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Les élections générales auront lieu cette année pour le renouvellement des représentants des syndicats ouvriers au Conseil supérieur du travail.

Liste électorale provisoire.

Conformément à l'article 12 du décret du 14 mars 1903, modifié par les décrets des 27 janvier et 4 août 1904, le Ministère a dressé la liste électorale provisoire qui contient, pour chaque groupe professionnel, le nom de chaque syndicat électeur et l'évaluation du nombre de ses membres.

On sait que chaque syndicat dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre de ses membres au 1^{er} janvier 1906, à raison d'une voix par 25 membres et fraction supplémentaire de 1 à 25. Le syndicat ayant moins de 25 membres dispose d'une voix.

L'évaluation est faite en appliquant les statuts du syndicat. Toutefois, il n'est, en aucun cas, tenu compte des membres n'ayant pas payé de cotisation dans les six mois précédant le 1^{er} janvier 1906.

Un exemplaire de la liste électorale provisoire a été déposé par les soins des préfets à la mairie de chacune des communes où ladite liste mentionne des syndicats électeurs. Un exemplaire a été également adressé aux présidents des conseils de prud'hommes et aux secrétaires de bourses du travail. Ces exemplaires doivent être tenus à la disposition des intéressés jusqu'au 15 juin prochain.

Réclamations.

Les réclamations contre les indications ou omissions de la liste électorale provisoire doivent être adressées aux préfets. Elles ne sont recevables que jusqu'au **15 juin, délai de rigueur.**

La division des syndicats ouvriers en 19 groupes professionnels, dont 10 sont réunis deux à deux, entraîne la formation de 14 collèges électoraux entièrement indépendants les uns des autres. Il ne sera donc tenu compte d'une protestation qu'autant qu'elle visera la constitution du collège électoral du syndicat protestataire. Les réclamations des unions de syndicats ne seront de même admises que si elles concernent la constitution du collège électoral d'un ou de plusieurs de leurs syndicats adhérents.

Il n'y aurait pas lieu d'admettre les protestations individuelles, même si elles émanaient d'ouvriers syndiqués appartenant au collège électoral intéressé. Dans une procédure qui doit aboutir à la représentation des syndicats ouvriers au Conseil supérieur du travail, c'est aux seuls représentants légaux des syndicats et des unions de syndicats qu'il appartient d'intervenir. Les ouvriers qui auraient individuellement des réclamations à présenter auraient donc à les faire agréer et transmettre par les syndicats dont ils font partie.

Tout syndicat intéressé aura le droit de réclamer contre la classification d'un syndicat dans telle ou telle catégorie professionnelle. Les syndicats auxquels peut nuire un classement inexact ne peuvent être que les suivants : a) les syndicats qui se plaindraient d'une erreur dans leur propre classement ; b) les syndicats qui voudraient exclure de leur collège électoral tel syndicat qui s'y trouve classé ; c) les

syndicats qui revendiquent dans leur collège électoral d'autres syndicats qui n'y seraient pas inscrits.

Les mêmes règles s'appliquent aux réclamations formulées par les unions de syndicats; elles ne peuvent donc être admises que si le classement contre lequel elles protestent est de nature à nuire à un ou plusieurs de leurs syndicats adhérents.

Tout syndicat et toute union de syndicats pourront réclamer la rectification du nombre des membres d'un syndicat porté sur la liste. Ils pourront également demander l'inscription de ce nombre lorsqu'il ne figurera pas sur la liste.

Instruction des réclamations.

Les réclamations sont instruites par le préfet du département dans lequel se trouve le syndicat visé par la réclamation.

Pour l'instruction des réclamations portant sur le nombre des membres d'un syndicat, les préfets pourront recourir aux bons offices et à la compétence spéciale d'un ou plusieurs représentants des syndicats ouvriers, résidant, autant que possible, au siège même du syndicat visé par la protestation.

La vérification à faire, le cas échéant, est des plus simples. Dans le but de tenir compte uniquement, dans la représentation au Conseil supérieur, du nombre de membres chez lesquels le lien syndical existait avec évidence au 1^{er} janvier 1906, l'article 11 du décret a décidé qu'il ne serait pas tenu compte, dans le calcul du nombre des membres d'un syndicat, de ceux qui n'auraient pas payé de cotisations dans les six mois précédant le 1^{er} janvier de l'année où ont lieu les élections.

C'est à cette simple constatation matérielle que se bornera l'enquête. Aucun syndicat n'est obligé de s'y soumettre, sous réserve de l'application du 4^e alinéa de l'article 11 du décret du 14 mars 1903 modifié, laquelle entraîne la réduction de son droit de suffrage soit au nombre de voix indiqué par le réclamant, soit même à une seule voix, suivant les circonstances.

Liste électorale définitive.

Les réclamations sont jugées par le Ministre du commerce.

Les modifications apportées à la liste électorale provisoire, à la suite de réclamations reconnues fondées, sont inscrites sur un état rectificatif déposé à la mairie des communes où la liste mentionne des syndicats électeurs et adressé aux présidents des conseils de prud'hommes et aux secrétaires des bourses du travail pour être tenu à la disposition des intéressés dans les mêmes conditions que la liste électorale provisoire, à laquelle cet état rectificatif doit être joint. La liste ainsi rectifiée devient définitive.

Élections.

Lorsque la liste électorale est définitive, le Ministère du commerce fait parvenir à chaque syndicat un bulletin de vote indiquant le groupe auquel il appartient et le nombre de voix dont il dispose.

Il doit s'écouler au moins dix jours entre la date d'envoi de ces bulletins aux syndicats et celle à laquelle ils doivent être renvoyés au Ministère du commerce. Ces deux dates sont annoncées par le *Journal officiel*.

Chaque syndicat adresse, dans le délai ci-dessus indiqué, sous le couvert du Ministère du commerce, son bulletin de vote renfermé dans une enveloppe portant la mention : « Élection au Conseil supérieur du travail ».

L'élection des représentants des syndicats a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où dans l'un quelconque des groupes énumérés à l'article 10

aucun candidat n'obtient la majorité absolue, il est procédé dans un délai d'un mois et dans les mêmes forme à un deuxième tour de scrutin. Cette fois l'élection a lieu à la majorité relative. En cas de partage, le bénéfice du vote est acquis au candidat le plus âgé.

La Commission permanente du Conseil supérieur du travail dépouille les bulletins et recense les votes des chambres de commerce, des chambres consultatives et des syndicats ouvriers. Elle procède à la vérification de toutes les opérations électorales.

Les résultats des élections sont publiés au *Journal officiel*.

Les réclamations relatives aux élections doivent être faites dans le délai de quinze jours qui suit leur insertion au *Journal officiel*. Elles sont jugées par le Ministre.

En cas d'annulation, il est procédé à une nouvelle élection.

JURISPRUDENCE.

Refus d'embaucher des ouvriers syndiqués; esprit de malveillance à l'égard du syndicat; faute ⁽¹⁾.

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE DES REQUÊTES.

(Arrêt du 13 mars 1905.)

La Cour,

Où M. le conseiller Henry Loubers en son rapport, l'avocat du pourvoi en ses observations et M. l'avocat général Bonnet en ses conclusions;

Sur le moyen unique du pourvoi tiré de la fausse application et de la violation des articles 1382 et 1384 du code civil, du principe de la liberté du commerce et de l'industrie et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que le jugement attaqué n'a point, ainsi que le prétend le pourvoi, considéré comme une faute le seul fait d'avoir refusé d'embaucher des ouvriers faisant partie de l'Union syndicale défenderesse éventuelle; qu'en effet, le tribunal a déclaré que ce refus d'embauchage s'était produit dans des circonstances qui lui donneraient le caractère d'une faute, si les faits imputés au demandeur étaient établis; que cette faute se serait manifestée par l'esprit de malveillance qui aurait présidé aux agissements du sieur Baccanère préposé dudit demandeur et à l'approbation que ce dernier leur a donnée;

D'où il suit qu'en confirmant la sentence du juge de paix qui avait ordonné la preuve des éléments constitutifs de la faute imputée à Canis, le jugement attaqué, d'ailleurs motivé, n'a point violé les textes invoqués;

Par ces motifs, rejette la requête formée contre un jugement rendu, le 14 décembre 1903, par le tribunal civil de Bordeaux ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juillet 1904, p. 620.

**Refus d'engager des artistes syndiqués; abus de droit; préjudice moral
causé au syndicat; dommages-intérêts.**

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ÉPERNAY.

(Jugement du 28 février 1906.)

Le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en dernier ressort :

Attendu que les assignations données à M. Enger et à M. Hubert, ès-qualité, tendent au même but, concernent la même cause et intéressent les mêmes parties,

Joint les causes, vu leur connexité, et statuant par un seul et même jugement,

Attendu que les défendeurs ne comparaissent ni en personne ni par fondé de pouvoir; qu'il y a lieu, aux termes de l'article 434 du Code de procédure civile, de donner défaut contre eux et d'adjudger au demandeur les conclusions de sa demande, si elles se trouvent justes et bien vérifiées;

Attendu que l'Union syndicale des artistes lyriques, agissant poursuites et diligence de son secrétaire général, M. Favard, a formé contre Enger, directeur de la Brasserie lyrique à Épernay, une demande en paiement de mille francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé par ce fait que Enger refuserait formellement et systématiquement d'engager dans ses concerts aucun des membres faisant partie de l'Union syndicale; qu'il demande, en outre, à titre de supplément de dommages-intérêts, à être autorisé à faire paraître des insertions dans un certain nombre de journaux;

Attendu que Enger ayant été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, l'Union syndicale a assigné aux mêmes fins M. Hubert, en sa qualité de liquidateur: qu'enfin, la liquidation judiciaire a été convertie en faillite et que M. Hubert a été nommé syndic de cette faillite, et que celle-ci a été close pour insuffisance d'actif,

Attendu qu'il résulte des lettres ci-après citées qu'à diverses reprises Enger a affirmé d'une façon très nette sa volonté de ne traiter aucune affaire avec les syndiqués, sous le seul prétexte qu'ils faisaient partie de l'Union syndicale, et qu'aux refus d'engagement qu'il opposait, il ne donnait aucune autre raison; que c'est ainsi qu'il écrivait, le 4 février 1906, à M. Blanchard, faisant partie du syndicat : « Je vous avertis que je ne traiterai aucune affaire avec les syndiqués. J'ai en mains une liste partielle qui, je l'espère, par la suite se complètera. Nous nous syndiquons à notre tour, et aucun directeur de la région ne répondra aux demandes de syndiqués connu. »; qu'il écrivait également, le 12 février 1906, à M. Béjuy : « Je regrette beaucoup que vous fassiez partie du syndicat, car nous sommes aussi syndiqués entre plusieurs directeurs et nous ne pouvons engager des syndiqués... J'ai donné ma parole et, quoi qu'il m'en coûte, je ne puis donner suite à votre demande »;

Attendu que, ces faits ainsi nettement établis, il y a lieu pour le tribunal de rechercher si, en agissant ainsi qu'il l'a fait, Enger a commis une faute et causé un préjudice à l'Union syndicale, comme celle-ci le prétend, ou si, au contraire, il n'a fait qu'user d'un droit;

Attendu qu'il est loisible sans aucun doute à un patron de refuser d'embaucher ou ouvrier quel qu'il soit, quand celui-ci ne lui paraît pas dans les conditions voulues pour remplir un emploi déterminé;

Mais attendu que le fait de refuser de prendre un employé, un ouvrier, ou d'engager un artiste sans examen et sous le seul prétexte qu'il fait partie d'un syndicat, constituée, à n'en pas douter, non plus l'exercice naturel et normal d'un droit, mais un véritable abus engendrant une faute réelle; que la loi du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats professionnels est égale pour tous; qu'elle reconnaît, sans

distinction, aussi bien les syndicats patronaux que les syndicats ouvriers, qu'elle les réglemente, leur crée des obligations et des devoirs et leur reconnaît, par là même, des droits; que ce serait menacer gravement la formation et l'existence même des syndicats ouvriers que de laisser passer, sans répression, le fait par un patron de se refuser systématiquement à embaucher un ouvrier par cette seule raison qu'il fait partie d'un syndicat; qu'on doit y voir, au contraire, une atteinte manifeste et grave, tant à la liberté de la constitution syndicale reconnue expressément par l'article 2 de la loi précitée, qu'au travail lui-même; qu'en décider autrement amènerait à sanctionner comme possible et légal ce fait, manifestement contraire à l'ordre public et aux nécessités de l'existence, qu'un syndicat patronal pourrait exclure du droit au travail toute une catégorie d'ouvriers, par cette seule raison que ceux-ci, usant d'un droit qui leur appartient, se seraient syndiqués, et qu'on arriverait ainsi à les priver d'une partie de leur liberté;

Attendu qu'en mettant de la sorte à l'index un syndicat créé pour défendre les intérêts de la corporation qu'il représente et en refusant d'embaucher les membres syndiqués, sans qu'il ait jamais eu d'autre motif d'exclusion que leur qualité de syndiqués, Enger a causé un préjudice au syndicat lui-même;

Attendu, il est vrai, que le syndicat ne justifie pas d'un préjudice matériel important, soit par la diminution d'un certain nombre de ses membres, soit par des refus caractérisés d'adhésion, mais que le préjudice, pour moral qu'il soit, n'en est pas moins réel; qu'il y a lieu de faire droit à la demande dans son principe, tout en restreignant le chiffre des condamnations;

Par ces motifs,

Donne défaut contre Enger et contre Hubert, ès-qualités; et, pour le profit, condamne Enger et Hubert, ès-qualités, à payer à l'Union syndicale des artistes lyriques une somme de un franc à titre de dommages-intérêts; autorise, en outre, l'Union syndicale des artistes lyriques à faire paraître, aux frais d'Enger, une insertion dans chacun des journaux suivants : *Le Nouvelliste des concerts publics à Paris*, *Le Réveil de la Marne* et *Le Champenois*, publiés à Épernay, sans que le coût de chaque insertion puisse dépasser 20 francs; condamne enfin Enger et Hubert, ès-qualités, aux dépens de l'instance.

Grève; faute contractuelle antérieure du patron non établie; inobservation du délai-congé; faute de l'ouvrier; affichage des ouvriers congédiés; absence d'appréciations abusives ou malveillantes; absence de faute.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE D'ÉPINAL.

Jugement du 15 novembre 1905.

Attendu que par exploit du 28 octobre 1904, la société Péters et C^o a interjeté appel d'un jugement de M. le juge de paix du canton de Châtel, en date du 18 octobre 1904⁽¹⁾, qui l'a condamnée à payer à Ferret le montant de sa quinzaine, soixante francs de dommages-intérêts, l'a déboutée de sa demande reconventionnelle et condamnée aux dépens;

Attendu qu'un contrat de louage d'ouvrage intervenu entre les parties aux conditions insérées dans le règlement de l'usine de l'appelante, qui sera enregistré avec les présents, a été brusquement rompu, en cours d'exécution, le seize septembre 1904; que l'intimé prétend que la rupture a été causée par une modification des

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, novembre 1904, p. 993.

conditions du travail aggravant les obligations de l'ouvrier et qui était imposée par le patron; mais que les allégations qu'il produit à ce sujet, et que dénie l'adversaire, ne sont pas établies; qu'elles sont même démenties par une lettre en date du 17 septembre 1904, adressée par Ferret et ses camarades au patron, lettre qui sera enregistrée avec le présent, et où les ouvriers indiquent les conditions qu'ils mettent à la cessation du conflit : 1° Rentrée de tous les ouvriers sans aucun renvoi pour fait de grève; 2° que M. le directeur tienne la promesse qu'il nous a faite. . . . qu'il avait trois collages et qu'il les renverrait. . . . »;

Attendu que le règlement de l'usine accepté et exécuté par les parties, dont il fait la loi, prévoit : « Art. 2 . . . l'ouvrier ne peut quitter l'établissement qu'après un avertissement préalable d'une quinzaine. De son côté, le directeur ne peut renvoyer l'ouvrier qu'après un pareil avertissement d'une quinzaine à moins de motifs justifiant le renvoi immédiat, . . . l'ouvrier qui a dénoncé ou auquel on a dénoncé doit travailler pendant les quinze jours complets qui précèdent son départ »;

Attendu que Ferret a cessé le travail sans donner cet avis; que, pour ce fait, il a été à bon droit considéré comme démissionnaire par le patron, qui, d'ailleurs, l'avait prévenu à l'avance, ainsi que les ouvriers qui se trouvaient dans la même situation, de l'interprétation qu'il donnerait à leur refus de reprendre le travail dans un délai déterminé;

Attendu que, vainement, Ferret excipe de ce qu'il aurait abandonné le travail pour se mettre en grève avec d'autres ouvriers; qu'en effet, cette grève a été voulue et non subie par lui, et que c'est de propos délibéré qu'il a refusé de travailler comme le patron le lui offrait;

Attendu qu'il importe de distinguer le droit et l'obligation à l'exécution d'un contrat réglé par les dispositions du droit commun, articles 1134 et suivants du Code civil, du droit de grève que la loi consacre; que le droit de grève qui ne peut s'exercer qu'en dehors du contrat de louage et pour le détruire, ne peut constituer l'exécution de ce contrat; qu'il faut, dès lors, considérer seule et en elle-même cette exécution à laquelle l'exercice du droit de grève est resté étranger, puisqu'il n'a commencé que quand celle-ci a pris fin;

Attendu que la brusque cessation du travail au mépris d'une convention expresse ou tacite a le même caractère de violation de cette convention, qu'il s'agisse d'un acte individuel ou d'un acte collectif ou corporatif, si bien qu'une grève laisse l'ouvrier dans les liens de l'engagement qu'il a pris d'observer vis-à-vis du patron le délai ordinaire de prévenance avant la cessation du travail;

Attendu que Ferret, qui ne peut prouver une faute contractuelle antérieure du patron, ayant causé la cessation du travail, a, au contraire, manqué, lui, à ses obligations contractuelles en abandonnant le travail sans avoir donné l'avis de prévenance; qu'il a ainsi commis une faute qu'il doit réparer et qui fonde l'appelante à demander des dommages intérêts;

Attendu que le quantum de ces dommages-intérêts doit être déterminé conformément à la clause pénale du règlement de l'usine qui prévoit que, pour le cas de brusque cessation du travail en la matière envisagée de contrat de louage d'ouvrage sans durée déterminée : « Tout ouvrier quittant l'établissement sans avoir satisfait à la dénonciation exigée perd de ce fait le salaire qui pourrait lui revenir »;

Attendu, d'autre part, que c'est encore en violation du contrat qui a stipulé : « Art. 28. — Tout ouvrier, occupant un logement de l'établissement, doit en sortir en même temps qu'il quitte l'établissement, qu'il le quitte après dénonciation ou par suite de renvoi immédiat »; que Ferry a continué, après la cessation du travail, alors qu'il n'était plus ouvrier de l'établissement, à occuper le logement qui lui était fourni par l'usine; qu'il doit, pour cette jouissance indue, des dommages-intérêts que les éléments des débats permettent d'évaluer à 20 francs;

Attendu que le fait, par le patron, d'afficher dans son usine les noms des ouvriers qui cessent d'en faire partie parce qu'ils n'ont pas accepté sa décision sur leurs réclamations n'est que l'exercice d'un droit légitime quand il ne s'y joint, comme au cas actuel, aucune expression ou appréciation abusive ou malveillante;

Attendu qu'en l'état, les mesures d'avant faire droit sollicitées sont d'ores et déjà inutiles;

Par ces motifs, le tribunal, oui en ses conclusions et plaidoiries, pour la demanderesse, M^e Merigus, avocat au barreau de Nancy, assisté de M^e Dhiver, son avoué, et le ministère public, qui s'en est rapporté à prudence, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant en matière sommaire et en dernier ressort;

Donne défaut contre le défendeur en présence de M^e Crochet, son avoué, qui ne se présente pas pour conclure, et, pour le profit, reçoit la société Péters et C^o, appelante d'un jugement de M. le juge de paix de Châtel, le 18 octobre 1904; Met, en conséquence, ledit jugement à néant, émandant et faisant ce que le premier juge aurait dû faire et, statuant à nouveau, déclare Ferret non recevable dans ses demandes et l'en déboute, et recevant ladite Société Péters et C^o, reconventionnellement demanderesse, dit que, par application du règlement, Ferret n'ayant pas averti de son départ quinze jours à l'avance, le salaire qui pourrait lui revenir au moment de la rupture du contrat est acquis à la société demanderesse; Condamne ledit Ferret en vingt francs de dommages-intérêts pour indue jouissance du logement qu'il tenait de l'appelante et qu'il n'a pas évacué comme il le devait, aussitôt après la rupture du contrat; Ordonne la restitution de l'amende consignée; condamne Ferret en tous les dépens de première instance ⁽¹⁾.

**Retenue sur les salaires; convention alléguée par le patron;
preuve à la charge du patron.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 24 janvier 1906.)

La Cour,

Oui en l'audience publique de ce jour M. le conseiller Dupont en son rapport, M^e Boulard, avocat du demandeur en ses observations et M. Mérillon avocat général en ses conclusions, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi,

Donne défaut contre Guénin et C^o;

Vu les articles 1315 du Code civil, et 341 du Code de procédure civile;

Attendu d'une part que, pour justifier le refus de paiement de la somme de 15 fr. 60 réclamée par Decourcelle pour salaire, Guénin et C^o alléguaient qu'une convention intervenue entre eux et leur ouvrier et distincte du contrat de louage de travail, les autorisait à opérer une retenue proportionnelle sur son salaire; que le jugement attaqué accueille cette prétention par le motif que « c'était à Decourcelle, qui était demandeur, de prouver que les retenues avaient une cause illicite »;

Mais attendu que Guénin et C^o qui ne méconnaissaient point n'avoir pas payé à leur ouvrier l'intégralité de son salaire, devaient aux termes de l'article 1315, § 2, du Code civil, établir le fait qui avait produit l'extinction de leur obligation; que c'était dès lors à eux qu'incombait la preuve de l'existence de la convention alléguée et de sa cause; que le jugement ne constate pas que cette preuve ait été faite

⁽¹⁾ Opposition n'ayant pas été faite à ce jugement par défaut par Ferret, qui accomplissait son service militaire au moment où il a été rendu, la décision est devenue définitive.

par eux; que, cependant, il déboute Decourcelle de sa demande parce que celui-ci n'a pas établi le caractère illicite des retenues opérées par ses patrons; qu'en statuant ainsi, il a déplacé le fardeau de la preuve et violé l'article 13-15 du Code civil;

Attendu, d'autre part, que, pour repousser la demande de Decourcelle, le jugement attaqué s'appuie sur l'article 541 du Code de procédure civile qui interdit la revision des comptes; «qu'il y avait bien compte, dit-il, puisque Decourcelle ne recevait qu'une balance»;

Mais attendu que l'article 541 précité suppose un compte proprement dit, comprenant les différents éléments du crédit et du débit, discuté et approuvé dans des conditions telles qu'elles impliquent une véritable reddition de compte; que le jugement attaqué ne constate que le paiement partiel reçu par Decourcelle ait été accompagné d'un compte détaillé et approuvé; qu'il déduit l'existence d'un compte de ce seul fait que Decourcelle a reçu sans protestation une partie de ce qui lui était dû; qu'en statuant ainsi, il a faussement appliqué l'article 541 précité;

Par ces motifs, casse le jugement rendu le 1^{er} juillet 1903 par le tribunal de commerce d'Amiens et renvoie devant le tribunal de commerce d'Abbeville.

Loi du 7 mars 1850 sur le tissage et le bobinage; introduction dans la chaîne d'un nombre de fils supérieur à celui indiqué sur les listes des ouvriers; absence d'infraction; non-inscription sur le livret, du poids des fils en chaîne et en trame; contravention à l'article premier.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE CARNIÈRES (NORD).

(Jugement du 25 janvier 1906.)

Le tribunal, statuant en premier ressort, où le contrevenant en ses explications et moyens de défense; où également le ministère public en ses conclusions;

Attendu que s'il est établi, par l'ensemble des dépositions des témoins entendus, que le prévenu a introduit dans la chaîne un nombre de fils sensiblement supérieur à celui indiqué par lui sur les livrets de ses ouvriers, il ne peut être retenu de ce chef, ce fait ne constituant aucune contravention à sa charge, la loi du 7 mars 1850 n'exigeant pas de la part des fabricants l'inscription sur les livrets de compte, du nombre de fils à introduire dans la chaîne;

Mais, attendu qu'il résulte en outre des mêmes dispositions et de l'examen des livrets de compte des ouvriers Mairesse et Ramette, que le prévenu a négligé d'inscrire sur lesdits livrets le poids des fils en chaîne et en trame; que c'est en vain qu'il soutient que ce poids y est régulièrement représenté par le numéro des fils; qu'en effet, cette indication, alors même qu'elle serait admise, serait néanmoins inexacte, étant établi que le nombre de fils porté sur les livrets est sensiblement inférieur à celui réellement délivré;

Attendu dès lors que le fait reproché aux prévenus constitue deux contraventions aux dispositions de l'article premier de la loi du 7 mars 1850, portant : « Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livrera des fils pour être tissés, sera tenu d'inscrire, au moment de la livraison, sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains : 1° le poids et la longueur de la chaîne; 2° le poids de la trame et le nombre de fils à introduire par unité de surface de tissus; 3° les longueur et largeur de la pièce à fabriquer; 4° le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu »;

Attendu que le contrevenant à l'article 1^{er} de la loi précitée est passible des

peines édictées par l'article 8 de la loi du 7 mars 1850, ainsi conçu : Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs : 1° les contraventions aux articles 1, 2, 3, 5 et 6; 2° les contraventions à la disposition finale de l'article 4 et aux arrêtés pris en exécution de l'article 7. Il sera prononcé autant d'amendes qu'il aura été commis de contraventions distinctes »;

Faisant application audit prévenu, tant de l'article 8 de la loi du 7 mars 1850 que de l'article 162 du code d'instruction criminelle, et des lois des 22 juillet 1867 et 19 décembre 1871, dont lecture a été donnée à l'ouvrier, condamne le sieur Nicolas Moniez Noyelles à deux amendes de onze francs chacune; le condamne en outre aux dépens.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mars 1906 ⁽¹⁾. — Situation générale très satisfaisante, malgré le grand mouvement d'exportation qui précéda l'application (le 1^{er} du mois) du nouveau tarif douanier et d'assez nombreux traités de commerce internationaux, et auquel aurait pu succéder un ralentissement correspondant des affaires, — malgré aussi plusieurs grèves étendues.

Reprise en plein des travaux du *bâtiment*. — Extraction active dans les mines de *combustibles*, avec augmentation corrélative des salaires. — Conditions excellentes à l'actif de l'industrie *métallurgique* et des *machines*. — Bon courant dans les *textiles*, où les fortes fluctuations du prix des matières premières n'influent plus guère sur la rémunération de la main-d'œuvre, ainsi que dans les industries *électrique* et *chimique*. — Regain d'activité dans beaucoup d'industries saisonnières (surtout la *confection*), concordant avec le commencement du printemps.

Placement en mars 1906 ⁽¹⁾. — Opérations très actives, où se marque l'amélioration générale constatée sur le marché du travail.

Pour tout l'Empire, le nombre des demandes, par rapport à mars 1905, a augmenté de 100; celui des emplois vacants, de 18,000, et celui des places procurées, de 12,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 635 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de février :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
1906 { Mars (pour 635 bureaux).....	215,000	217,000	33,109
{ Févr. (— 642 —).....	195,000	157,000	112,000

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt*, avril 1906.

Grèves en avril 1906 ⁽¹⁾. — 78 grèves nouvelles contre 78 en mars 1906 et 51 en avril 1905. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans les *textiles*; le travail du *bois*; la *métallurgie* et la *construction des machines*; le *bâtiment*; et les *mines*.

L'inspection des mines en 1903. — Le Service a effectué 39,531 visites, dont 790 la nuit et 647 les dimanches et jours fériés, dans 3,477 exploitations minières (mines proprement dites, hauts fourneaux, salines et tourbières), occupant 829,708 ouvriers, et n'a eu qu'à se louer de l'attitude des exploitants et des travailleurs. On souhaiterait seulement, de la part de ces derniers, plus d'empressement à profiter du passage des inspecteurs pour formuler leurs requêtes et réclamations. L'Administration est intervenue presque toujours utilement dans les trop rares circonstances où son concours a été sollicité, par exemple, en procurant du travail aux ouvriers des mines dont l'exploitation se trouvait suspendue, en aidant au recouvrement de salaires indûment contestés ou arriérés, en modifiant des règlements intérieurs, en obtenant la réadmission de mineurs congédiés.

L'installation des mines n'a guère laissé à désirer au point de vue hygiénique. La plupart des exploitants ont tenu compte des prescriptions sanitaires et plusieurs ont même réalisé de leur propre initiative d'heureuses améliorations en ce qui concerne surtout l'aération (remplacement de la ventilation naturelle par une ventilation mécanique plus puissante); l'évacuation des poussières (établissement d'un système d'irrigation); les soins de propreté (installation de bains et de douches, de lavabos, de cabinets d'aisances).

La durée normale des postes a été couramment de huit heures pour les travaux du fond, y compris en général la descente et la remonte, et de douze heures pour ceux du jour; la journée de six heures seulement n'est pratiquée çà et là que pour les besognes d'un genre difficile (Dortmund). Quant au travail journalier des femmes, des jeunes ouvriers et des enfants, il a comporté en moyenne respectivement huit heures et demie, sept heures et demie et cinq heures et demie.

Dans quelques cas seulement, les *pauses* ont été réduites, voire supprimées sans autorisation. D'autre part, on a accordé en la matière plusieurs dérogations, mais toujours sous condition, le travail devant commencer plus tard ou finir plus tôt qu'à l'ordinaire.

La nécessité du *travail supplémentaire* s'est fait peu sentir, et partout les demandes en autorisation de prolonger des postes étaient dûment motivées par des circonstances majeures. De même, peu de mineurs ont travaillé les *dimanches* ou *jours fériés*, avec ou sans la permission administrative; dans le premier cas, le nombre des heures fournies en sus du poste normal ressort à 100,686, réparties entre 7,917 ouvriers occupés par 41 exploitations.

Les *règlements intérieurs* et les *livrets de travail*, les diverses *affiches* et *listes* de rigueur ont donné lieu de la part des autorités minières aux mêmes observations que celles faites par l'inspection des fabriques, mais relativement bien moins souvent.

Les dispositions sur les *salaires* ont été en général respectées. On n'a relevé des plaintes assez nombreuses, en ce qui concerne le mode de calcul et de paiement, que dans le bassin minéralogique de Bonn. A signaler, d'autre part, sur deux points, une bonne mesure consistant dans l'octroi de suppléments de salaire aux mineurs

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*, 15 mai 1906.

qui montrent de la régularité (10 pfennigs par poste; 10 p. 100 en plus du gain mensuel).

Comme *maladies professionnelles*, on a relevé en première ligne l'ankylostomiase, qui a sévi dans beaucoup de bassins. Le nombre des malades a atteint, à Dortmund, pour différents puits, les 30.5, 38.7 et jusqu'aux 42 p. 100 du personnel des équipes occupées au fond. Mais grâce à une prophylaxie énergique (amélioration des conditions sanitaires générales; en particulier, augmentation et meilleur aménagement des tinettes; éducation spéciale des ouvriers par des conférences et la distribution de notices sur la nature de la maladie et les précautions à prendre; visites médicales fréquentes, avec examen microscopique des déjections), grâce au traitement immédiat des cas constatés et à des mesures radicales (par exemple, exclusion d'ouvriers étrangers, surtout d'Italiens, ayant amené le mal de leur pays), l'affection a notablement diminué d'intensité sur tous les points. Le Service a d'autre part constaté, mais à un degré moindre, des cas de tuberculose, de fièvre typhoïde et de « trachom » (maladie d'yeux contagieuse).

Les *accidents* se sont élevés environ à 60,312 (contre 54,955 en 1902), dont 1,064 (984) mortels, soit une proportion approximative de 1.76 (1.79) p. 100.

Les efforts des exploitants pour éviter les catastrophes se poursuivent avec ardeur. À signaler, entre autres mesures ou dispositifs intéressants, la pratique chaque jour plus répandue des remblais de sable effectués par chasse d'eau au lieu de l'être à la main, l'éclairage par des lampes à l'acétylène des piliers élevés, le mesurage périodique de la quantité des gaz délétères sur les points où ils s'accumulent d'habitude; l'adoption de crochets de sûreté pour empêcher que les berlines démarrent sur les plans inclinés. Par ailleurs, l'institution, en Saxe, d'« hommes de sûreté »⁽¹⁾ a continué de donner d'excellents résultats. Il faut mentionner aussi l'organisation en maint endroit de cours faits par des médecins aux ouvriers et aux agents de l'exploitation sur les premiers soins à donner en cas d'accidents, et même le recrutement d'un corps spécial de « secouristes » parmi les hommes de bonne volonté.

Les *contraventions dans l'emploi des jeunes ouvriers et des ouvrières* se sont élevées à 81 (respectivement à 64 et 17) contre 20 environ en 1902.

AUSTRALASIE.

Le chômage à la fin de 1905 dans les différents États d'Australie ⁽²⁾. — Un recensement des chômeurs a eu lieu dans les différents États d'Australie à la fin de 1905, et les résultats en ont été publiés en conformité d'un vote du Sénat fédéral.

L'État de Nouvelles-Galles du Sud compte de 1,500 à 1,600 chômeurs; celui de Victoria, 1,000; celui de Queensland, 300; celui du Sud-Australie, 800; celui d'Australie occidentale, 500.

L'État de Tasmanie n'a pas fait parvenir ses statistiques au gouvernement fédéral, mais on sait qu'il n'existe pas de sans-travail dans cet État.

Bien que le nombre des chômeurs soit relativement faible à Sydney, environ 800 sur une population de 600,000 âmes, de nombreux meetings des sans-travail ont lieu à la Queen's place, au pied de la statue de la reine Victoria.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1904, p. 891.

⁽²⁾ D'après un rapport du consul général de France, du 1^{er} décembre 1905, communiqué par le ministère des Affaires étrangères.

AUTRICHE.

Les grèves pendant le 1^{er} trimestre 1906. — On a compté, pendant les trois premiers mois de la présente année, 157 grèves. Le nombre des établissements intéressés, connu pour 147 conflits, a été de 304, et celui des grévistes, connu pour 152, de 24,565. Elles se répartissent de la façon suivante entre les industries les plus importantes : pierres et terres (18), métaux (14), machines (15), bois (18), textiles (28), vêtement (16), bâtiment (11). Les grèves ont eu pour causes les salaires dans 76 cas, la durée du travail dans 9 cas, les salaires et la durée du travail dans 27 cas, d'autres causes dans 44 cas. Sur les 93 grèves dont on connaît le résultat, il y a eu 25 succès, 40 transactions, 28 échecs.

BELGIQUE.

Revue du travail en avril ⁽¹⁾. — Treize offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations. Pour 1,408 offres d'emploi, il y a eu 1,331 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 95 demandes pour 100 offres. Dans les mêmes établissements, le mois précédent, la moyenne était de 131 demandes pour 100 offres et, l'an passé, à même époque, elle était de 78 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, la situation du marché du travail continue donc à se montrer supérieure à celle du mois précédent, mais inférieure à celle de l'an passé, à même époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis par 119 unions professionnelles ouvrières, groupant 26,163 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de mars, 397 chômeurs, soit une proportion de 1.5 p. 100 (contre 2.1 p. 100 le mois précédent et 1.5 p. 100 en avril 1905).

Grèves en mars ⁽²⁾. — Vingt-cinq grèves nouvelles, intéressant environ 2,400 grévistes et 670 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de mars 1906. Se sont en outre continués pendant partie au moins de ce même mois, huit grèves et un lock-out commencés antérieurement et intéressant environ 2,800 ouvriers.

Ces grèves se répartissent comme suit : textiles, 7; tabacs, 4; transports, 3; mines, 2; bâtiment, 2; vêtement, 2; peaux et cuirs, 1; alimentation, 1; papier, 1; livre, 1; métaux, 1.

Les revendications émises étaient : augmentation de salaires (15 cas); réintégra-

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, 15 mai 1906.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, 30 avril 1906.

tion d'ouvriers congédiés (6 cas); abolition d'une catégorie d'amendes (1 cas).

Résultat : 2 succès, 8 échecs, 10 transactions.

Au point de vue territorial, les grèves de mars se répartissent entre six provinces : la province de Liège (neuf); la Flandre orientale (sept); la province d'Anvers (quatre); le Hainaut et le Brabant (chacun deux); la Flandre occidentale (une).

CANADA.

Revue du travail en février ⁽¹⁾. — Le travail a repris activement dans le bois, les manufactures, les transports, l'agriculture et le bâtiment.

On escompte pour les mois qui vont suivre une activité du précédent dans presque toutes les branches de l'industrie. L'hiver a été, d'une façon générale, favorable à l'agriculture, et l'on annonce l'ouverture de grands chantiers de construction; en outre, on vient d'adjuger la construction de près de 2,000 kilomètres de chemin de fer. Sous peu, l'on doit en adjuger 1,800 autres kilomètres. Ces entreprises assurent un travail abondant non seulement aux ouvriers qu'elles emploieront directement à la construction, mais encore à tous ceux qui, dans diverses industries, sont occupés à préparer les matériaux nécessaires à ces constructions.

Grèves. — 6 grèves nouvelles ont été signalées en février, intéressant environ 850 ouvriers et 6 établissements : 2 grèves ont éclaté dans la métallurgie, 1 dans les textiles et 3 dans le vêtement. 2 grèves avaient pour cause une question de salaires, 1 l'unionisme, 3 des questions de personnes. Sur les 8 différents réglés en février, 7 l'ont été en faveur des patrons et 3 en faveur des ouvriers; 1 s'est terminée par une transaction.

Grèves et lockouts en 1905 ⁽²⁾. — Le nombre des grèves et lockouts signalés au département du travail en 1905 s'est élevé à 87 contre 103 en 1904 et 160 en 1903.

Le tableau suivant permet de comparer comment se classent, par importance, les grèves de ces trois dernières années :

NOMBRE DES INTÉRESSÉS.	NOMBRE DE GRÈVES.		
	1905.	1904.	1903.
Plus de 2,000.....	#	2	5
De 1,000 à 2,000.....	4	3	5
De 500 à 1,000.....	5	2	10
De 300 à 500.....	4	9	9
De 200 à 300.....	5	2	18
De 100 à 200.....	15	10	23
De 50 à 100.....	17	15	19
De 25 à 50.....	16	23	34
Moins de 25.....	21	35	36
Inconnu.....	#	2	1
TOTAUX.....	87	103	160

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, mars 1905.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, janvier 1906.

Le nombre des personnes atteintes directement ou indirectement par les grèves s'est élevé à 16,127 (contre 15,665 en 1904), le total des journées de travail perdues à 284,140 (contre 278,956 en 1904). Les seules difficultés importantes ont été un lockout de houilleurs à Navaïmo (700 ouvriers), et la grève des mécaniciens du chemin de fer du grand tronc (500 grévistes).

Si l'on classe les difficultés par métier en comparant les chiffres de 1905 à ceux des 2 années précédentes on obtient les résultats suivants :

MÉTIERS.	NOMBRE DE GRÈVES.		
	1905.	1904.	1903.
Agriculture	2	#	#
Bâtiment.....	19	29	44
Métaux	13	16	17
Bois, scieries.....	2	3	9
Tissus, habillement.....	12	15	16
Tabacs, alimentation.....	4	11	6
Cuir, chaussures	4	1	#
Typographie.....	7	5	3
Transports.....	4	2	18
Mines.....	12	6	9
Pêche.....	#	2	1
Manœuvres, déchargeurs.....	3	3	13
Divers.....	9	10	20
TOTAUX.....	87	103	160

Il ressort de ces chiffres que le nombre des conflits va en diminuant dans le bâtiment; dans les métaux ces proportions s'établissent à 22.1, 25.2 et 10.6 p. 100 et dans le vêtement à 9.6, 7.3 et 6.9 p. 100.

Au point de vue de leur répartition par provinces, les grèves ont été les plus nombreuses dans Ontario 32, Québec 21, Colombie anglaise 10, Manitoba 9, Nouvelle-Écosse 7.

En 1905 les grèves ont été les plus fréquentes en juillet (13), juin (12), mai (11) et rares en novembre (3), décembre (4), janvier (6).

Par suite de la prospérité générale de toutes les branches de l'industrie du Dominion, bon nombre de grèves ont été faites pour obtenir une augmentation de salaire.

Voici comment elles se répartissent au point de vue des causes pour ces 3 dernières années :

	NOMBRE DE GRÈVES.		
	1905.	1904.	1903.
Augmentation de salaire.....	30	36	60
Contre une réduction.....	8	7	7
Diminution de la journée.....	3	3	8
Diminution de la journée et augmentation de salaire.....	4	8	18
Contre l'emploi de certaines classes de personnes....	9	16	13
Unionisme.....	1	4	5
Grèves de sympathie.....	1	3	10
Diverses.....	31	25	34
TOTAUX	87	102	152

Le département a obtenu des renseignements sur les résultats de 86 grèves réglées en 1905; comparés à ceux des 2 années précédentes ces résultats se répartissent comme suit :

	1905.	1904.	1903.
Réussite complète.....	24	24	45
— partielle.....	15	34	46
Échec.....	37	34	46
TOTAUX.....	76	92	137
Conditions inconnues ou non réglées.....	11	9	10

Il convient de noter que, comme la tendance générale pendant ces deux années était à l'augmentation des salaires, dans beaucoup de conflits indiqués comme s'étant terminés par une réussite partielle le résultat ne différait d'un succès complet que par le degré de l'augmentation obtenue.

Près de la moitié des grèves a été réglée à la suite de négociations directes entre les parties ou leurs représentants, 2 par l'entremise du département du travail et 1 par l'intermédiaire du secrétaire d'un conseil d'arbitrage.

La conciliation a réussi dans 3 cas, ainsi que le montre le tableau suivant qui permet de comparer 1903 avec les deux années précédentes :

MÉTHODE DE RÈGLEMENT.	1905.	1904.	1903.
Arbitrage.....	„	4	6
Conciliation.....	3	5	14
Négociations entre parties.....	41	37	77
Reprise du travail aux conditions des grévistes.....	10	25	26
Remplacement des grévistes.....	24	10	15
Règlement inconnu ou non obtenu.....	2	15	13
TOTAUX.....	87	103	160
Demandes des grévistes accordées sans négociations..	5	7	19

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽¹⁾. — D'après les renseignements fournis par 2.090 unions affiliées à la Fédération américaine du travail et groupant 165,671 membres, qui ont envoyé des rapports sur le marché du travail, la moyenne des chômeurs était de 1.9 p. 100 en mars 1906. Cette moyenne était de 4.6 p. 100 en février pour 877 unions groupant 60,930 membres.

⁽¹⁾ *American federationist*, mai 1906.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en avril 1906 ⁽¹⁾. — Le marché du travail a montré une certaine amélioration en avril par rapport au mois précédent dans la plupart des industries importantes; léger ralentissement dans l'industrie du livre et de la ferblanterie.

3.6 p. 100 de chômeurs dans 271 trade-unions groupant 582,200 membres contre 3.8 p. 100 en mars 1906 et 5.6 p. 100 en avril 1905.

5.08 journées de travail par semaine en moyenne, dans divers puits houillers avec 582,000 contre 5.50 en mars 1906 et 4.95 en avril 1905.

342 hauts fourneaux en marche à la fin d'avril 1906 avec 24,500 ouvriers contre 339 en mars 1906 et 314 en avril 1905.

Grèves. — 30 nouvelles grèves en avril 1906 avec 9,297 chômeurs, contre 20, avec 4,595, en mars 1906, et 28, avec 7,890 en avril 1905; 3 grèves dans le bâtiment, 4 dans les mines, 6 dans les textiles, 12 dans la métallurgie, et 5 dans d'autres industries. Sur 32 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 2,687 grévistes: 13 succès, 8 échecs, 11 transactions.

Les trade-unions et fédérations en 1904 ⁽²⁾. — *Effectif.* — Le mauvais état du marché qui dure depuis 1902 a fait baisser chaque année le total des syndiqués et a amené ainsi une diminution de 74,119 (soit 3.8 p. 100) depuis 1901. La diminution a été sensible surtout dans les petites unions et particulièrement dans celles qui ne possèdent pas d'institutions de secours bien organisées: elle a atteint principalement le bâtiment, les mines et le vêtement. En dépit de ces diminutions, le total des unionistes a augmenté de 1895 à 1904 de 32 p. 100. Cette augmentation est générale à toutes les industries — le vêtement excepté; — dans les mines elle atteint 74 p. 100.

Le montant du fonds de réserve total des unions à la fin de 1904 était le plus élevé que l'on ait enregistré jusqu'ici. Comme aucun conflit important ou de longue durée n'a éclaté en 1904, les unions n'ont eu à verser que 3,192,761 francs en secours de grève; elles ont pu augmenter leurs secours de chômage et payer de ce chef 3,435,000 francs de plus qu'en 1903. De la sorte, si les secours de grève forment le 6.2 p. 100 du total des dépenses, les autres secours (maladie, chômage, accidents, etc.) en constituent environ les 71 p. 100.

On comptait, à la fin de 1904, 1,148 unions avec 16,213 branches ou loges ⁽³⁾, groupant 1,866,755 membres contre 1,184 avec 1,904,560 adhérents en 1903; il y a donc eu diminution de 36 dans le nombre d'unions et de 37,805 (soit 2 p. 100 en moins) dans le nombre des membres.

Le tableau suivant fait connaître l'effectif syndical à la fin de chacune des années

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, mai 1906.

⁽²⁾ 15th Report on trade Unions 1902-1904. Board of trade (Labour department) London. Darling and son, Bacon street 34-40 (1906).

Les renseignements relatifs aux années 1886-1901 ont été publiés chaque année dans un volume spécial; ceux relatifs à 1902 et 1903 ont été résumés simplement dans la *Labour gazette*. Le rapport actuel (15^e) réunit les renseignements relatifs aux trois années 1902-1904 avec rappel de chiffres relatifs à la période 1895-1901. (Voir au Bulletin, année 1905, l'analyse de ces documents.)

⁽³⁾ Y compris les branches organisées en dehors du Royaume et groupant 16,119 membres.

de la période 1895-1904 en indiquant l'augmentation ou la diminution moyenne survenue; il groupe en outre séparément les 100 unions principales.

ANNÉES.	TOUTES LES UNIONS		100 UNIONS PRINCIPALES.	
	Nombre d'unionistes.	Accroisse- ment ou diminution p. 100.	Nombre d'unionistes.	Accroisse- ment ou diminution p. 100.
1895.....	1,415,846	— 2.3	907,496	— 1.5
1896.....	1,503,739	+ 6.2	957,010	+ 5.5
1897.....	1,624,035	+ 8.0	1,056,617	+ 10.4
1898.....	1,661,360	+ 2.3	1,031,297	— 2.4
1899.....	1,821,666	+ 9.6	1,107,724	+ 7.4
1900.....	1,928,894	+ 5.9	1,149,937	+ 3.8
1901.....	1,940,874	+ 0.6	1,155,133	+ 0.5
1902.....	1,926,617	— 0.7	1,152,834	— 0.2
1903.....	1,904,560	— 1.1	1,139,559	— 1.2
1904.....	1,866,755	— 2.0	1,127,529	— 1.1

Il ressort de ces chiffres qu'il y a eu, au cours de ces deux dernières années, diminution aussi bien dans les 100 principales unions que dans les autres.

Le nombre des membres féminins inscrits dans 148 unions s'élevait en 1904 à 125,094 (soit 6.7 p. 100 du total) contre 119,416 en 1903; l'accroissement ici est surtout sensible pour les unions d'employés de magasins. 87.8 p. 100 des femmes syndiquées appartiennent aux textiles.

Si l'on examine comment se décomposent, par industrie, les divers totaux des unions, des branches et des syndiqués, on obtient les résultats suivants :

INDUSTRIES.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de branches.	NOMBRE de membres.
Bâtiment.....	109	3,310	225,481
Mines.....	69	2,197	501,248
Métallurgie.....	237	2,778	335,908
Textiles.....	248	519	221,694
Vêtement, chaussure.....	36	591	58,525
Transports.....	57	1,380	154,206
Typographie.....	41	387	62,428
Bois.....	99	633	39,571
Industries chimiques.....	41	129	15,278
Alimentation, tabacs.....	27	286	17,294
Chauffeurs.....	25	187	10,567
Manœuvres, hommes d'équipe.....	18	1,010	97,676
Fonctionnaires.....	45	1,408	62,335
Autres unions.....	96	1,396	64,544
TOTAL.....	1,148	16,213	1,866,755

On constate que les petites unions sont de plus en plus absorbées par les unions plus importantes; de 1901 à 1904, 54 d'entre elles ont été amenées à fusionner. Le nombre des unions diminue régulièrement chaque année depuis 1896; en 1904, il était inférieur de 91 à celui de 1901.

Sur les 1,074 unions existant en 1901 et 1904, 632 ou 59 p. 100 ont perdu des membres alors que 393 ou 37 p. 100 en ont gagné. Les 49 autres n'ont pas changé. Toutes les principales industries — excepté les textiles — accusent une perte en 1904; les mines perdent 5.5 p. 100 de leurs membres, les transports 7 p. 100, le bâtiment 9.6 p. 100 (les manœuvres 30 p. 100), le vêtement 11 p. 100

(tailleurs 18 p. 100), le bois 2.9 p. 100 et la métallurgie 0.8 p. 100 seulement. Par contre, il y a augmentation de 7.1 p. 100 dans l'imprimerie, de 23.6 p. 100 chez les employés d'administration publique, et de 60 p. 100 chez les employés de magasins. Comme par le passé, les unions qui payent les secours les plus nombreux et les plus importants, sont celles qui ont perdu le moins de membres.

Les 4 premiers groupes du tableau précédent réunissent à eux seuls 69 p. 100 du personnel total et les 6 premiers plus de 80 p. 100.

On comptait en 1904 550 unions enregistrées contre 598 non enregistrées; parmi ces dernières figurent surtout les petites. Les unions enregistrées comprennent à elles seules 78.9 p. 100 du total des membres et la moyenne des membres de ces unions s'élève à 2,676 contre 660 pour les unions non enregistrées.

Principales unions. — La plupart des grandes unions englobent des membres répartis sur tout le territoire ou dans une partie assez étendue du territoire : le plus souvent, d'ailleurs, elles sont divisées en sections (*branches*), de sorte que les unions de ce genre correspondent assez bien aux syndicats nationaux français, du type du syndicat national des chemins de fer en France.

Voici la liste des principales de ces unions avec la date de leur fondation, le nombre de leurs branches et celui de leurs membres :

NOMS DES UNIONS.	NOMBRE de branches ou sections.	NOMBRE de membres.
Durham Miners (Mineurs de Durham) [1869].....	195	89,914
Yorkshire Miners (Mineurs du Yorkshire) [1858].....	147	56,690
Nottinghamshire Miners (Mineurs du Nottinghamshire) [1880].....	50	20,982
Northumberland Miners (Mineurs du Northumberland).	65	23,364
Derbyshire Miners (Mineurs du Derbyshire) [1880]....	73	24,429
Lancashire and Cheshire Miners' Federation (Mineurs du Lancashire et Cheshire) [1897].....	97	33,301
South Wales Miners Federation (Mineurs du Sud du Pays de Galles).....	331	117,097
Amalgamated Engineers (Mécaniciens) [1851].....	660	(1) 96,106
United Boiler Makers and Iron and Steel Ship Builders (constructeurs de navires) [1834].....	295	(2) 48,776
Amalgamated Carpenters and Joiners (Charpentiers)[1860]	816	(3) 70,763
Amalgamated Railways Servants (Employés de chemin de fer) [1871].....	616	56,690
Gas Workers and General Labourers (Gaziers et ma- nœuvres) [1889].....	324	(4) 29,631
Operative Bricklayers (Maçons de briques) [1848].....	376	35,488
Bristol, W. of England and S. Wales Operatives (Ouvriers de Bristol, de l'Angleterre occidentale et du Sud du pays de Galles) [1873].....	330	37,269
National Union of Boot and Shoe Operatives (Ouvriers de la chaussure) [1874].....	54	(5) 26,572
Postmen's Federation (Employés des postes) [1891]....	774	(6) 29,178
National Amalgamated Union of labour (Manœuvres) [1889].....	187	17,173

(1) Dont 6,703 en dehors de la Grande-Bretagne.

(2) Dont 449 en dehors de la Grande-Bretagne.

(3) Dont 8,551 en dehors de la Grande-Bretagne.

(4) Dont 1,026 femmes.

(5) Dont 1,206 femmes.

(6) Dont 28 femmes.

Conseils de métiers (Trades councils) ⁽¹⁾. — A la fin de 1904, il y avait en tout 228 conseils de métiers représentant 874,959 unionistes, chiffre inférieur au nombre réel des unionistes dans les unions représentées, une union de 1,000 membres ne payant le plus souvent que pour 800 ou moins.

Sur les 20 conseils groupant plus de 10,000 unionistes, 12 ont été institués avant 1874 et groupaient à eux seuls 432,038 membres, soit près de la moitié des unionistes représentés dans les 228 conseils. Sur les 87 conseils représentant moins de 1,000 membres, 60 ont été constitués après 1874.

On comptait 8 fédérations de conseils de métiers fondées entre 1893 et 1900 et réunissant 95 conseils; la plus importante, celle du Lancashire et Cheshire groupait 33 conseils avec 140,636 unionistes.

Fédérations ⁽²⁾. — A la fin de 1904, il existait 93 fédérations, groupant 1,851,378 membres.

Voici les principales fédérations nationales, c'est-à-dire s'étendant sur tout le territoire de la Grande-Bretagne, avec la date de leur fondation, le nombre de leurs unions affiliées et celui de leurs membres :

	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de membres.
Fédération générale des unions (General Federation of Trade Unions) [1899].....	91 ⁽³⁾	396,226
Fédération des mineurs (Miners Federation of Great Britain) [1889].....	13	326,618
Fédération des mécaniciens et constructeurs de navires (Federation of Engineering and Shipbuilding trades of the United Kingdom) [1889].....	26	344,208
Association unifiée des ouvriers des fabriques textiles (United Textile Factory Workers Association) [1883]	6	103,181
Fédération nationale de l'imprimerie (1891).....	17	52,610
Association des ouvriers cardeurs (Amalgamated Association of Card and Blowing-room operatives) [1886]	16	22,994
Fédération internationale des ouvriers des transports (International Transport Workers) [1896].....	2	19,000
Fédération des postes et télégraphes (National joint committee of postal and telegraph Association) [1898]..	5	45,388
Fédération des ouvriers de l'Etat (United Government Workers' Federation) [1895].....	23	11,000
Fédération des ouvriers du blanchiment, de la teinture et similaires (National Bleachers, Dyers and kindred Trades) [1896].....	6	11,934

Le nombre des adhérents de la Fédération générale des Unions a diminué de 24,380 depuis 1901. La majorité de cette Fédération est constituée par les unions

⁽¹⁾ Pour la définition et le rôle des conseils de métiers (trades councils), voir *Bulletin*, février 1903, p. 123.

⁽²⁾ Sur la nature et le rôle de ces fédérations, voir *Bulletin*, février 1903, p. 124.

⁽³⁾ Dont 4 fédérations.

des métaux (98,000 membres), des textiles et du vêtement (82,000 membres). Viennent ensuite les unions des transports et des manœuvres avec 46,000 membres. Les mineurs n'y sont pas représentés; le bâtiment l'y est très peu. Des 91 unions adhérentes à la Fédération générale, à la fin de 1904, 64, avec les trois quarts des membres, étaient classées dans la première classe au point de vue des contributions et des subventions éventuelles et payaient 60 centimes par membre et par trimestre; les 27 autres unions étaient rangées dans la seconde classe et payaient 30 centimes par membre.

Recettes des 100 principales unions. — Les principales sources de revenu des trade-unions sont, dans une année ordinaire, les contributions hebdomadaires de leurs membres, telles qu'elles sont fixées par leurs statuts. A cela s'ajoutent les droits d'entrée, les amendes, le produit de la vente des statuts, des brochures, des cartes de membres, etc., l'intérêt des fonds placés, et, dans certains cas, les revenus de leurs propriétés. Ce revenu peut être augmenté par des contributions extraordinaires, qui sont levées certaines années, lorsque les grèves sont nombreuses et importantes ou bien lorsque l'industrie est dans un état de dépression tel qu'un grand nombre de membres sont en chômage. Le revenu des unions ne varie donc pas seulement en raison du nombre de leurs membres, mais aussi en raison des besoins auxquels elles ont à faire face.

Les chiffres qui suivent se rapportent aux 100 principales unions qui groupent à elles seules 1,127,529 membres, soit 60 p. 100 du total.

La cotisation moyenne annuelle de chaque membre a été en 1904 la plus élevée que l'on ait enregistrée depuis 1889 (39 fr. 75 en 1895, 37 fr. 80 en 1900 et 41 fr. 78 en 1904). Cette cotisation, d'ailleurs, varie selon les unions : elle était, en 1904, inférieure à 25 francs dans 38 unions (329,302 membres), variait de 25 à 50 francs dans 40 autres (465,516 membres) et de 50 à 100 francs dans 22 (332,711 membres).

Le revenu total des 100 principales unions s'est élevé en 1904 à 52,961,417 fr., contre 51,840,300 francs en 1903 et 38,922,925 en 1895.

De la sorte, en 10 ans, ce revenu a augmenté de 14,038,492 francs. Les réserves en fin d'année qui s'élevaient à 43,221,258 francs (soit 46 fr. 25 par tête) en 1895, atteignaient 116,559,807 francs ou 102 fr. 30 par tête en 1904. L'augmentation constante des fonds de réserve ne s'est ralentie qu'en 1897, où, à la suite de la grande grève de la construction mécanique, les unions ne purent à la fin de l'année ajouter que 1,850,000 à leurs dépôts, subissant ainsi une perte de 3 fr. 75 par tête de syndiqué.

Dépenses des 100 principales unions. — Les dépenses des 100 principales unions se sont élevées en 1904 à 51,564,666 francs : ce total est le plus élevé que l'on ait jamais enregistré (34,736,800 fr. en 1895, 48,116,021 fr. en 1903). La dépense moyenne par tête de membre a atteint 45 fr. 27, contre 38 fr. 75 en 1902 et 41 fr. 77 en 1903. Les dépenses ont augmenté plus fortement que les recettes.

La nature des dépenses varie beaucoup suivant les unions. Les 100 principales unions payent à leurs membres des secours de grève; plusieurs d'entre elles payent en outre des indemnités de chômage ou des secours de route (ce qui est une autre forme de l'indemnité de chômage), des secours d'accidents ou de maladie, des pensions de retraite et des allocations pour frais funéraires. En 1904, 81 unions ont payé des secours de chômage, 75 des secours de maladie ou d'accident, 40 des secours de retraite et 87 des secours funéraires. 36 unions ont payé ces 4 formes de secours; 80 enfin ont payé des secours de grève.

Le tableau suivant donne pour 1904 la somme totale payée par ces sociétés pour ces divers secours et les autres dépenses ainsi que le coût moyen par membre.

	NOMBRE des unions.	TOTAL des secours.	PROPORTION p. 100 de la dépense totale.	COÛT par tête de membre.
Secours de grèves	80	3,192,761	6.2	2 ^f 80
Secours de chômage	81	16,354,980	31.7	14 35
Secours en cas de maladie ou d'accident	75	9,709,104	18.8	8 48
Pensions de retraite	40	6,751,749	13.1	12 03
Secours en cas de décès	87	2,415,011	4.7	2 07
Autres secours	48	1,239,118	2.4	
TOTAL des secours		39,662,723	76.9	
Versements à des sociétés ou fédérations	96	1,367,541	2.6	
Frais d'administration	100	10,534,402	20.5	
TOTAL		13,901,943	23.1	
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses		51,564,666	100.0	

Le montant des sommes payées pour ces divers secours varie naturellement beaucoup selon les unions et selon les industries; le tableau suivant indique comment se répartissent les sommes ainsi payées pour la période 1895-1904 pour les 100 principales unions :

	TOTAL des sommes payées.	PROPORTION P. 100 DES SOMMES PAYÉES EN SECOURS					FRAIS d'adminis- tration.
		de grève.	de chômage.	de maladie.	de retraites.	de décès, etc	
Bâtiment	79,837,495	12.9	17.5	26.4	9.9	10.7	22.6
Mines	44,780,471	28.6	15.0	19.2	—	12.0	25.2
Métallurgie	164,176,237	14.0	25.4	20.0	19.1	8.4	13.1
Textiles	35,093,510	10.8	38.8	5.5	2.4	18.6	23.9
Vêtement	15,230,194	21.4	3.1	37.1	8.4	10.4	19.6
Transport	22,631,777	5.8	5.5	12.6	3.5	17.0	55.8
Imprimerie	18,366,016	4.4	45.0	4.9	17.5	11.0	17.2
Bois	10,206,933	11.5	29.1	12.1	15.1	9.9	22.3
Manœuvre et divers	15,314,630	18.0	14.4	10.1	2.2	10.3	45.0
100 unions	405,511,010	14.6	22.5	18.9	11.6	10.9	21.5
63.9							

Ainsi, pendant ces 10 dernières années, les principales unions ont payé plus de 405 millions de francs en secours divers; sur ce total les 3 premiers groupes figurent à eux seuls pour plus de 288 millions.

Secours de grève. — Le total des secours de grève a été en 1904 le moins élevé que l'on ait enregistré depuis 1895 (1899 excepté); il a atteint 1,173,089 francs dans les mines (soit 36.7 p. 100 du total) et 516,352 francs dans le bâtiment. Dans cette dernière industrie il y a diminution sensible sur les années précédentes et le coût moyen par membre est tombé en 1902-1904 à 4.40 contre 8.83 en 1899-1901.

Secours de chômage. — Sous le titre « secours de chômage », les unions payent en dehors des secours hebdomadaires, des secours de voyage, des allocations en cas d'incendie des ateliers, de faillite du patron, d'arrêt momentané des usines, de crise industrielle, d'émigration⁽¹⁾, etc. En 1904, 83 unions groupant 84 p. 100 du total des membres ont payé ces secours sous une forme ou sous une autre, pour une somme totale de 16,354,980 francs. Voici comment se répartit ce total par industrie.

	NOMBRE D'UNIONS		NOMBRE DE MEMBRES		MONTANT des secours.	PROPOR- TION p. 100 de la dépense totale.	CÔÛT moyen par membre.
	Total.	ayant payé des secours.	Total.	des unions ayant payé des secours.			
Bâtiment.....	12	10	187,722	177,593	3,469,148	31.4	19.53
Mines.....	15	11	261,102	187,329	1,191,547	20.5	6.36
Métallurgie.....	15	13	245,879	234,611	7,689,483	36.4	32.77
Textiles.....	22	21	119,926	118,142	1,808,859	43.8	15.31
Vêtement.....	4	4	42,240	42,240	45,071	3.6	1.06
Transport.....	10	4	117,118	79,781	111,100	4.6	1.39
Imprimerie.....	7	7	45,847	45,847	1,022,423	42.2	22.30
Bois.....	4	4	20,822	20,822	620,039	43.6	29.77
Divers.....	12	7	84,873	42,458	397,310	20.7	9.35
TOTAUX.....	100	81	1,127,539	948,823	16,354,980	31.7	17.23

Le total des secours de chômage payés en 1904 est le plus élevé que l'on ait jamais enregistré; celui des trois années 1902-1904 (39,931,385 fr.) est presque égal au total des six années précédentes.

Les secours de chômage ont augmenté presque sans interruption dans la métallurgie, la construction mécanique et navale depuis 1899 et dans le bâtiment depuis 1898; ils ont un peu diminué dans les textiles depuis 1902. C'est ainsi que le coût par membre a atteint 53 fr. 25 chez les fondeurs d'Angleterre, 43 fr. 65 chez les mouleurs d'Écosse, 31 fr. 60 chez les mécaniciens, 24 fr. 50 chez les ouvriers en machines à vapeur, 42 fr. 60 chez les chaudronniers, 32 fr. 60 chez les charpentiers et menuisiers réunis et 52 fr. 35 chez les filateurs de coton réunis (contre 77 fr. 50 en 1903). Dans les mines, le vêtement et les transports, les secours de chômage sont peu élevés. Dans l'imprimerie et le bois, le coût moyen par membre a atteint 21 fr. 50 pour la période 1902-1904 contre 20 fr. 80 en 1900-1901 et 17 fr. 30 en 1895-1899.

Secours en cas de maladie ou d'accident. — 75 des principales unions, groupant 78 p. 100 du total des membres, ont payé des secours de maladie ou d'accident, soit sous forme d'allocations hebdomadaires ou d'indemnité globale, soit en honoraires de médecin ou frais d'hospitalisation. Le total des secours payés s'est élevé à 9,709,104 francs en 1904 contre 9,147,317 francs en 1903 et 6,507,202 francs en 1895. Au cours des cinq dernières années la dépense moyenne par membre a augmenté de 1 fr. 80 et s'élevait en 1904 à 8 fr. 45. Cette augmentation provient de l'accroissement du nombre des membres et de l'augmentation de l'indemnité dans certaines unions. Mais elle tient surtout à la mauvaise situation du marché. Il semble que les dépenses de chômage et de maladie ont tendance à augmenter ensemble. « La dépense de maladie, dit le secrétaire général de l'union des briquetiers, varie

(1) En 1904, 15 unions ont payé des secours d'émigration s'élevant ensemble à 34,617 francs.

avec l'état des affaires. Beaucoup de nos membres ne peuvent épargner; lorsqu'ils sont sans travail pendant un certain temps, ils s'affaiblissent par manque de nourriture convenable; ils doivent s'adresser au médecin et, par suite, se font inscrire à la caisse de maladie ».

Pensions de retraites. — Des pensions de retraites ne sont payées que par un petit nombre d'unions, qui comptent d'ailleurs parmi les plus anciennes et les plus importantes du pays. Les 40 unions qui ont payé des pensions en 1904, groupaient, à elles seules, 49 p. 100 des membres de l'ensemble des 100 principales unions, soit 554,428. Les unions de mineurs ne payent pas, en général, de pensions, qui sont servies dans cette corporation par des sociétés spéciales.

Les pensions sont généralement payées par semaine. Il ne suffit pas, d'ordinaire, d'avoir atteint un certain âge pour avoir droit à une pension; les règlements de la plupart des unions exigent aussi que le pensionnaire ne soit plus capable de travailler de son métier ou de gagner un plein salaire. En général, les pensionnés reçoivent par semaine entre 5 et 10 shellings (6 fr. 25 et 12 fr. 50); le minimum est de 2 shellings (2 fr. 50), le maximum 12 shellings (15 francs). En 1904, 6,751,750 francs ont été payés de ce chef par 40 unions; la dépense moyenne par membre s'est élevée à 12 francs.

Secours funéraires. — 87 unions groupant 90 p. 100 du total des membres des unions payent des secours funéraires; le coût moyen par membre s'est élevé en 1904 à 2 fr. 10 et la dépense totale à 2,415,011 francs.

Enfin, les principales unions ont dépensé une somme de 2,606,658 francs en allocations à leurs membres, allocations à d'autres unions, versements à des fédérations, congrès, etc. Elles ont acquitté en outre 10,534,400 francs pour frais divers d'administration.

Le total des secours de chômage, maladie, accidents, vieillesse, frais funéraires et secours divers payé en 1904 forme le 70.7 p. 100 du total des dépenses, alors que celui de secours de grève n'en constitue que le 6.2 p. 100; cette moyenne est la moins élevée que l'on ait enregistrée depuis 1892 (la plus élevée a été en 1897, année où elle a atteint 34.5 p. 100).

Fonds de réserve. — A la fin de 1904, les fonds de réserve s'élevaient pour les 100 principales unions et dans chaque groupe d'industrie aux sommes suivantes :

INDUSTRIES.	MONTANT total des fonds disponibles.	MONTANT par membre.
Bâtiment.....	10,280,815	54 20
Mines et carrières.....	27,978,010	106 05
Métallurgie.....	38,506,527	155 05
Textiles.....	17,715,955	146 25
Vêtements.....	2,578,328	57 70
Transports.....	12,354,826	104 40
Autres industries.....	7,145,346	45 80
TOTAUX.....	116,559,807	102 30

En 1895, le montant moyen par membre s'élevait à 46 fr. 25. La plus riche de ces unions, celle des fileurs de coton, possédait une réserve moyenne de 570 francs par membre et comptait 18,534 membres. 20 unions possédaient plus de 1,250,000 francs et à elles seules 79 p. 100 de la réserve totale.

ITALIE.

Grèves en mars 1906 ⁽¹⁾. — 95 grèves nouvelles ont été signalées à l'Office du travail ; 70 intéressaient 19,743 ouvriers.

Sur ces 95 grèves, 14 ont éclaté dans l'agriculture (2 intéressaient 1,100 ouvriers), 3 dans les mines, 10 dans la métallurgie, 3 dans l'industrie du bois, 8 dans le bâtiment, 2 dans les industries polygraphiques, 1 dans les cuirs, 2 dans les vêtements, 17 dans les textiles, 6 dans l'alimentation, 5 dans les transports, 1 dans les services publics et 16 dans le travail des terres et des pierres.

48 grèves ont eu pour origine une question de salaire, 6 la durée de travail.

Sur 55 grèves anciennes et nouvelles intéressant 19,743 ouvriers, 12 ont fini par un succès, 20 par un échec et 23 par une transaction ; dans 17 cas le résultat est inconnu.

ÉTAT DE NEW-YORK.

Revue du travail pendant le 4^e trimestre de 1905 ⁽²⁾. — La situation du marché du travail a continué d'être très satisfaisante. Sur 92,000 ouvriers appartenant à 85 corps de métier, une proportion de 111 pour 1,000 seulement étaient réduits au chômage à la fin du mois de décembre, alors que l'on en comptait 196 à la fin de l'année précédente et 231 à la même époque en 1903. Toutes les industries de l'État de New-York ont fait preuve d'une activité inaccoutumée, mais ce sont surtout celles qui se rattachent à l'industrie du bâtiment et les industries mécaniques qui ont profité de cette prospérité. C'est ainsi qu'au cours de l'année 1905, le service municipal de la ville de New-York, chargé d'accorder les autorisations de construire, a délivré des permis pour la construction de bâtiments d'une valeur de 266,000,000 dollars, la valeur des immeubles élevés en une seule année n'ayant encore atteint que la somme de 160,000,000 dollars.

Comme le fait se produit toutes les fois que la situation des affaires est particulièrement prospère, les immigrants sont arrivés en nombre plus considérable que d'habitude ; 165,540 nouveaux venus ont été autorisés à pénétrer sur le territoire des États-Unis pendant les trois derniers mois de 1905, soit 9,000 unités de plus que l'an dernier à semblable époque. Comme on le sait, ce sont les Italiens qui forment actuellement l'élément prédominant de cette immigration ; par contre, l'immigration des israélites, si active il y a quelques mois encore, et celle des Irlandais et des Anglais, autrefois facteur essentiel, ont singulièrement diminué ; les Polonais, Magyars et Slovaques forment actuellement avec les Allemands et les Italiens, les éléments les plus importants de cette invasion pacifique de l'Amérique. Si la quantité des immigrants a une tendance à s'accroître de plus en plus, il est à noter que la qualité semble inférieure à ce qu'elle était autrefois. C'est ainsi que

⁽¹⁾ *Bolletino del l'Ufficio del lavoro*, avril 1906.

⁽²⁾ D'après le *Bulletin* du département du travail de l'État de New-York, de mars 1906, et le rapport du consul général de France à New-York, du 17 avril 1906, communiqué par le ministère des Affaires étrangères.

25,728 individus, soit un quart des 160,000 immigrants reçus pendant les mois d'octobre, novembre et décembre derniers par la station d'Ellis Island, ne savaient ni lire ni écrire.

En ce qui concerne les rapports du capital et du travail, bien que le « Bureau de médiation et d'arbitrage » de l'État de New-York ait enregistré 26 conflits ouvriers pendant le dernier trimestre de 1905, un seul différend ayant une certaine importance s'est terminé par un arrangement amiable. Le *Bulletin* du département du travail consacre en outre quelques lignes à la grève des imprimeurs qui a éclaté au début de 1906. Ces ouvriers ayant réclamé la journée de 8 heures de travail, 226 sur les 284 imprimeries visées par cette demande y ont fait droit, mais, par contre, 58 établissements ayant refusé de l'accueillir, 1,163 compositeurs ont abandonné leur ouvrage, contraignant par contre-coup 244 apprentis et manœuvres au chômage.

Enfin, le Bureau de l'Inspecteur du travail s'est occupé spécialement, au cours du dernier trimestre de 1905, du travail de nuit des femmes et des mineurs, mais il se déclare mal armé pour faire respecter les dispositions de l'article 77 de la loi sur le travail et réclame d'ailleurs un remaniement de la législation en la matière.

SUÈDE.

L'inspection du travail en 1904⁽¹⁾. — Le Service, au fonctionnement duquel aucune modification essentielle n'a été apportée depuis l'année précédente⁽²⁾, a visité 2,037 (2,094)⁽³⁾ ateliers occupant au total 75,513 (68,940) travailleurs, dont 60,634 hommes et 14,879 femmes. Les 99.61 p. 100 étaient des adultes (personnes de plus de 13 ans), et les 0.39 p. 100 avaient moins de 13 ans. Cette dernière catégorie comprenait 26 garçons au-dessous de 12 ans.

5,220 (5,447) mises en demeure ont été signifiées dans 2,037 (1,629) lieux de travail, pour infractions diverses à la loi du 10 mai 1889 sur l'hygiène et la sécurité des établissements industriels. Les plus nombreuses concernaient : les transmissions, 1,241 ; les machines à travailler le bois, 1,060 ; la chute d'objets, 345 ; l'affichage d'instructions préventives, 305 ; le dégagement des vapeurs et des gaz, 247 ; l'entretien des locaux en état de propreté, 208 ; les moteurs, 182 ; les machines à travailler les métaux, 166 ; les ascenseurs et monte-charges, 158 ; le cube d'air et l'aération des ateliers, 118. Spécialement, les chaudières à vapeur ont donné lieu à 1,298 (1,439) injonctions aux chefs d'industrie.

D'autre part, on relève 375 (366) poursuites judiciaires intentées pour manquements aux dispositions de la loi du 17 octobre 1900⁽⁴⁾ sur le travail des femmes et des enfants occupés au nombre de 55,180 (52,832) environ, dans 3,473 (3,257) ateliers. Les contraventions les plus graves visaient l'absence de la déclaration obligatoire, 20 ; le travail supplémentaire illicite, 113 ; l'emploi en sous-âge, 52 ; la non-production de certificats, 71. Par ailleurs, après l'examen médical réglemen-

⁽¹⁾ *Yrkesinspektionens verksamhet, år 1904*. Stockholm, 1905. Beckman.

⁽²⁾ Voir *Bulletin* de février 1905, p. 141.

⁽³⁾ Les nombres entre parenthèses sont les données correspondantes de 1903.

⁽⁴⁾ Cette loi et celle précitée doivent être soumises prochainement à une commission qui décidera de l'opportunité de plusieurs modifications proposées par les inspecteurs.

taire subi par 35,442 (35,039) mineurs de l'un et l'autre sexe, 77, (463) ont dû cesser tout travail et 396 (109), prendre une besogne plus facile.

Les accidents se sont élevés à 3,186 (2,827), dont 89 (66) mortels, en dépit des multiples efforts déployés pour diminuer les risques professionnels : création de nouveaux dispositifs protecteurs; organisation d'un musée de prévention des accidents, sur le modèle de celui de Charlottenbourg (Allemagne), par les soins de l'« Association pour la protection des travailleurs » et bientôt avec le concours financier de l'Etat; institution de conférences périodiques où tous les inspecteurs se concertent notamment sur les mesures les plus propres à sauvegarder la vie des ouvriers ⁽¹⁾.

Comme *maladies professionnelles*, on a signalé seulement la nécrose du phosphore dans 6 (2) cas, tous bénins. Au cours des conférences susmentionnées, l'inspection a arrêté les termes d'une circulaire comportant des prescriptions d'hygiène en vue de prévenir l'inflammation maxillaire chez les allumettiers, et émis l'avis qu'il conviendrait d'adjoindre pour les femmes et enfants occupés par les manufactures d'allumettes, des dentistes aux médecins qui font passer les visites de rigueur.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 12 avril 1906 étendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ⁽²⁾.

ART. 1^{er}. — La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue à toutes les entreprises commerciales.

ART. 2. — A partir de la promulgation du décret prévu à l'article 4 et pendant les trois mois qui suivront, les contrats d'assurance contre les accidents, souscrits antérieurement à cette promulgation pour des entreprises visées à l'article 1^{er} et ne garantissant pas le risque prévu par les lois des 9 avril 1898, 2 mars 1902 et 31 mars 1905, pourront être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré.

La dénonciation s'effectuera, soit au moyen d'une déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il sera donné récépissé, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée. Le contrat se trouvera ainsi intégralement résilié le dixième jour, à midi, à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte extrajudiciaire ou du dépôt à la poste de la lettre recommandée,

Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises, et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risque au maximum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui; le surplus sera restitué à l'assuré.

ART. 3. — Les contrats mixtes par lesquels l'assureur s'est engagé, d'une part, à garantir l'assuré contre le risque de la loi de 1898, si celle-ci était déclarée ap-

⁽¹⁾ C'est ainsi qu'a été élaboré le projet d'une circulaire relative à la construction, l'armature et l'entretien des chaudières.

⁽²⁾ Journal officiel du 15 avril 1906. — Voir Bulletin, avril 1906, p. 377.

plicable, et, dans le cas contraire, à le couvrir du risque de la responsabilité civile, seront intégralement résiliés, s'ils ont été dénoncés dans les formes et délais prévus à l'article précédent. La dénonciation de l'assuré restera toutefois sans effet si, dans la huitaine de cette dénonciation, l'assureur lui remet un avenant garantissant expressément, sans aucune augmentation de prime, le risque défini par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905.

A l'expiration du délai de trois mois visé à l'article précédent, le silence des deux parties aura pour effet, sans autres formalités, de rendre le contrat applicable au risque déterminé par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905.

ART. 4. — La taxe prévue par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 continuera à être perçue pour les exploitations assujetties par ladite loi, y compris tous les ateliers.

Elle sera réduite à un centime et demi pour les exploitations exclusivement commerciales, y compris les chantiers de manutention ou de dépôt. La liste desdites exploitations sera arrêtée dans les six mois de la promulgation de la présente loi par décret rendu sur la proposition des Ministres du Commerce et des Finances, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Elle sera soumise tous les cinq ans à la sanction législative.

Des décrets rendus dans la même forme pourront modifier le taux de la taxe spécifiée à l'alinéa précédent; dans les limites du maximum prévu à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 ou fixé par la loi de finances: ils devront être publiés au *Journal officiel* au moins trois mois avant l'ouverture de l'exercice à partir duquel la modification deviendrait applicable.

ART. 5. — Les exploitations régies par les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899 qui ne sont pas soumises à l'impôt des patentes contribueront au fonds de garantie dans les conditions ci-après.

Il sera perçu annuellement sur chaque contrat d'assurance une contribution dont le montant sera fixé tous les cinq ans par la loi de finances en proportion des primes, et sera recouvré, en même temps que les primes; par les sociétés d'assurances, les syndicats de garantie ou la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, qui en opéreront le versement au fonds de garantie.

En ce qui concerne les exploitants non assurés; il sera perçu, lors des liquidations de rentes mises à leur charge, une contribution dont le montant sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif desdites rentes et sera recouvré, pour le compte du fonds de garantie, par les soins de l'Administration de l'Enregistrement.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront effectués les versements des sociétés d'assurances, des syndicats de garantie ou de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents et les recouvrements de l'Administration de l'Enregistrement, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

Toute contravention aux prescriptions de ce règlement sera punie d'une amende de 100 francs à 1,000 francs.

ART. 6. — Les syndicats de garantie prévus à l'article 24 de la loi du 9 avril 1898 doivent, qu'il s'agisse d'entreprises industrielles ou commerciales, comprendre au moins 5,000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprises adhérents, dont 5 ayant au moins 300 ouvriers, ou bien 2,000 ouvriers assurés et 300 chefs d'entreprises adhérents, dont 30 ayant au moins chacun 3 ouvriers.

Ces syndicats sont autorisés par décrets rendus en Conseil d'État, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Ils peuvent être autorisés par arrêtés ministériels, lorsque leurs statuts sont conformes à des

statuts types approuvés par décret rendu en Conseil d'État, après avis du Comité susvisé.

ART. 7. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

ART. 8. — La présente loi entrera en vigueur trois mois après la promulgation du décret prévu au deuxième alinéa de l'article 4.

Décret du 22 mars 1906, concernant les précautions à prendre contre l'incendie dans les établissements industriels et commerciaux⁽¹⁾.

ART. 1^{er}. — L'article 16 du décret du 29 novembre 1904⁽²⁾ est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 16 § a. *Sorties*. — Les portes des ateliers, des magasins ou des bureaux devront s'ouvrir de dedans en dehors, soit qu'elles assurent la sortie sur les cours, vestibules, couloirs, escaliers et autres dégagements intérieurs, soit qu'elles donnent accès à l'extérieur. Dans ce dernier cas, la mesure ne sera obligatoire que lorsqu'elle aura été jugée nécessaire à la sécurité.

Si les portes s'ouvrent sur un couloir ou sur un escalier, elles devront être disposées de façon à se développer sans faire saillie sur ce dégagement. Les sorties seront assez nombreuses pour permettre l'évacuation rapide de l'établissement ; elles seront toujours libres et ne devront jamais être encombrées de marchandises, de matières en dépôt ni d'objets quelconques.

Dans les établissements importants, des inscriptions bien visibles indiqueront le chemin vers la sortie la plus rapprochée.

Dans les ateliers, magasins ou bureaux où sont manipulées des matières inflammables, si les fenêtres sont munies de grilles ou grillages, ces grilles et grillages devront céder sous une légère poussée vers l'extérieur pour servir éventuellement de sorties de secours.

§ b. *Escaliers*. — Les escaliers desservant les locaux de travail seront construits en matériaux incombustibles ou en bois hourdé plein en plâtre.

Le nombre de ces escaliers sera calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des ateliers puisse se faire immédiatement.

Une décision du ministre du Commerce, prise après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, pourra toujours, si la sécurité l'exige, prescrire un nombre minimum de deux escaliers.

Tout escalier pouvant servir à assurer la sortie simultanée de vingt personnes au plus aura une largeur minimum de 1 mètre; cette largeur devra s'accroître de 15 centimètres pour chaque nouveau groupe du personnel employé, variant de une à cinquante unités.

Les passages ménagés à l'intérieur des pièces, ainsi que les couloirs conduisant aux escaliers, auront les mêmes largeurs que ceux-ci et seront libres de tout encombrement de meubles, sièges, marchandises ou matériel.

§ c. *Éclairage et chauffage*. — Il est interdit d'employer pour l'éclairage et le chauffage aucun liquide émettant des vapeurs inflammables au-dessous de 35 degrés, à moins que l'appareil contenant le liquide ne soit solidement fixé pendant le tra-

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 3 avril 1906.

⁽²⁾ Voir le décret du 29 novembre 1904, *Bulletin*, décembre 1904, p. 1100.

vail ; la partie de cet appareil contenant le liquide devra être étanche, de manière à éviter tout suintement de liquide.

Aux heures de présence du personnel, le remplissage des appareils d'éclairage ainsi que des appareils de chauffage à combustible liquide, soit dans les ateliers, soit dans les passages ou escaliers servant à la circulation du personnel, ne pourra se faire qu'à la lumière du jour et à la condition qu'aucun foyer n'y soit allumé.

Les tuyaux de conduite amenant le gaz aux appareils d'éclairage ou de chauffage seront en métal ou enveloppés de métal.

Les flammes des appareils d'éclairage ou des appareils de chauffage portatifs devront être distantes de toute partie combustible de la construction, du mobilier ou des marchandises en dépôt, d'au moins 1 mètre verticalement, et d'au moins 30 centimètres latéralement ; des distances moindres pourront être tolérées en cas de nécessité en ce qui concerne les murs et plafonds, moyennant l'interposition d'un écran incombustible qui ne touchera pas la paroi à protéger.

Les appareils d'éclairage portatifs auront une base stable et solide.

Les appareils d'éclairage fixes ou portatifs devront, si la nécessité en est reconnue, être pourvus d'un verre, d'un globe, d'un réseau de toile métallique, ou de tout autre dispositif propre à empêcher la flamme d'entrer en contact avec des matières inflammables.

Tous les liquides inflammables, ainsi que les chiffons et cotons imprégnés de ces substances ou de substances grasses, seront enfermés dans des récipients métalliques, clos et étanches.

Ces récipients, ainsi que les gazomètres et les récipients pour l'huile et le pétrole lampant, seront placés dans des locaux séparés et jamais au voisinage des passages ou des escaliers.

§ d. *Consignes pour le cas d'incendie.* — Les chefs d'établissement prendront les précautions nécessaires pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement et efficacement combattu.

Une consigne affichée dans chaque local de travail indiquera le matériel d'extinction et de sauvetage qui doit s'y trouver et les manœuvres à exécuter en cas d'incendie avec le nom des personnes désignées pour y prendre part.

La consigne prescrira des essais périodiques destinés à constater que le matériel est en bon état et que le personnel est préparé à en faire usage.

Cette consigne sera communiquée à l'inspecteur du travail ; le chef d'établissement veillera à son exécution.

ART. 2. — Le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Décret du 20 avril 1906, modifiant le décret du 9 septembre 1905, relatif aux subventions aux caisses de chômage ⁽¹⁾.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
PRÉSENTÉ PAR LES MINISTRES DU COMMERCE ET DES FINANCES.

Paris, le 13 avril 1906.

Nous avons l'honneur de soumettre à votre sanction le projet de décret ci-joint, tendant à modifier les articles 13 et 14 du décret du 9 septembre 1905, relatif aux subventions aux caisses de chômage.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 25 avril 1906. — Voir le décret du 9 septembre 1905, *Bulletin*, septembre 1905, p. 820.

Les dispositions actuelles de ce décret ne permettraient pas de payer les subventions du second semestre d'un exercice avant la clôture de cet exercice, et les formalités nécessaires aux paiements sur exercices clos entraîneraient chaque année un retard considérable dans le versement de ces subventions qu'il importe cependant de payer aussi vite que possible.

La nouvelle rédaction, en évitant les lenteurs des paiements sur exercices clos, sans rien changer au fond des choses, permet d'effectuer les versements aussitôt que toutes les vérifications et formalités prescrites par le décret susvisé seront achevées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre respectueux dévouement.

DÉCRET.

Le Président de la République Française,

Vu l'article 55 de la loi de finances du 22 avril 1905;

Vu le décret du 9 septembre 1905, relatif aux subventions aux caisses de chômage, notamment les articles 13 et 14;

Sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, et du ministre des Finances,

Décète :

ARTICLE PREMIER — Les articles 13 et 14 du décret du 9 septembre 1905 sont modifiés de la manière suivante :

Art. 13. — Le crédit alloué par la loi de finances est divisé en deux parties égales afférentes à chaque répartition semestrielle.

Pour chacune de ces répartitions, le ministre du Commerce fixe, conformément à l'article 12, le taux d'après lequel le crédit est réparti entre les caisses. La décision ministérielle est insérée au *Journal officiel* et au *Bulletin de l'Office du Travail*.

Art. 14. — Le montant des subventions est fixé par arrêté ministériel dans les six mois qui suivent le dernier jour du semestre auquel elles s'appliquent.

L'imputation de la dépense correspondante est déterminée par la date de l'arrêté ministériel visé au présent article.

ART. 2. — Le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Circulaire du ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, en date du 5 avril 1906, adressée aux secrétaires de bourses du travail, sur l'ingérence des agents d'affaires en matière d'accidents du travail.

L'attention de mon Département a été appelée sur les agissements auxquels continuent à se livrer les agents d'affaires qui, malgré les dispositions formelles de l'article 30 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905, offrent leurs services aux ouvriers victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants-droit, prélèvent de ce chef au préjudice de ces derniers d'onéreuses commissions et font obstacle à ce qu'ils recueillent le bénéfice normal des avantages que le législateur a voulu leur réserver.

J'ai cru devoir, dans ces conditions, faire imprimer une affiche dont vous trouverez ci-joints quelques exemplaires et qui pourrait utilement renseigner les ouvriers, si vous jugiez convenable de la faire apposer au siège de votre Bourse.

Je vous serai obligé de m'en accuser réception, sous le timbre de la présente communication.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.

Ingérence des agents d'affaires en matière d'accidents du travail.

Le ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail croit devoir rappeler à tous les intéressés qu'aux termes de la loi du 31 mars 1905, les agents d'affaires et autres intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, de procurer aux victimes ou à leurs ayants-droit les indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898, sont passibles de poursuites devant le tribunal correctionnel.

Circulaire du ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, du 14 avril 1906, sur l'application de la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements publics.

L'assujettissement des établissements publics aux prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs a soulevé dans un certain nombre de circonscriptions, depuis la mise en vigueur de la loi du 11 juillet 1903⁽¹⁾, des difficultés d'interprétation qu'il importe de résoudre.

Ces difficultés ont porté principalement jusqu'ici sur les bureaux administratifs.

L'article 1^{er} de la loi mentionnant expressément les *bureaux* dans son énumération, la question se pose de savoir si tous les bureaux de l'État, des départements et des communes sont assujettis à la loi, ou bien s'il ne faut considérer comme soumis à ses prescriptions que les bureaux des établissements ayant un caractère industriel ou commercial, ce dernier terme étant pris d'ailleurs dans son sens le plus étendu. Si la première alternative était admise, les bureaux des ministères, des préfectures, des mairies, etc., seraient assujettis à la loi. Ils échapperaient au contraire à ses prescriptions dans la seconde.

Il n'est pas douteux que le législateur n'a nulle part exprimé l'intention de soumettre la puissance publique agissant comme telle au contrôle de l'Inspection du travail et aux prescriptions de la loi du 11 juillet 1903. Ce principe vous permettra de discerner, dans presque tous les cas, les locaux qui échappent à votre contrôle.

Deux exemples permettront de préciser l'application de ce principe.

D'une part, je vous rappellerai que la légitimité de l'intervention de l'Inspection du travail dans les bureaux du service d'exploitation des Postes et des Télégraphes a été notifiée par une circulaire du sous-secrétaire d'État adressée à son personnel le 10 mai 1904 et dont je vous ai donné connaissance par circulaire du 6 juin suivant.

D'autre part, l'assujettissement à la loi de 1893-1903, des bureaux des trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers, percepteurs, etc., a été formellement écarté par M. le ministre des Finances qui s'exprime ainsi dans une lettre du 24 février dernier, adressée à mon prédécesseur :

« Par lettre du 4 janvier dernier, vous avez bien voulu, à l'occasion d'incidents consécutifs à une mise en demeure signifiée au receveur des finances de V... par le service de l'Inspection du travail, me faire connaître votre manière de voir au sujet de l'application des dispositions des lois des 12 juin 1893 et 11 juillet 1903 aux comptables de deniers publics dépendant du ministère des Finances.

« Tout en reconnaissant que les prescriptions législatives rappelées ci-dessus ne sont pas applicables aux bureaux de l'État agissant comme puissance publique, vous n'en estimez pas moins que les bureaux de comptables et, en particulier, ceux des receveurs des finances et des percepteurs peuvent, dans une certaine mesure, être assimilés aux installations appartenant à des entrepreneurs de services publics et

⁽¹⁾ Voir la loi du 11 juillet 1903, *Bulletin*, août 1903, p. 609.

doivent, dès lors, être assujettis aux vérifications de l'Inspection du travail. Toutefois, pour éviter le retour de difficultés analogues à celles qui se sont produites, vous émettez l'avis qu'on pourrait étendre à ces vérifications les règles spéciales concernant les établissements de l'État, et décider que les constatations faites par les Inspecteurs seraient, le cas échéant, transmises au ministre des Finances qui déciderait de la suite à donner à l'affaire.

« Je ne puis, en ce qui me concerne, partager l'opinion que vous avez bien voulu exprimer, ni me rallier par suite à vos conclusions.

« Il me suffira, à cet égard, de m'en rapporter à l'interprétation que vous donnez à la loi de 1903. Après avoir indiqué que les établissements publics ayant un caractère nettement industriel et commercial sont assujettis à la loi, sous les modalités déterminées par le décret du 2 mars 1905, vous ajoutez que, par contre, les établissements n'ayant aucun de ces caractères et n'ayant pas de similaire dans l'industrie échappent sans aucun doute au contrôle du service de l'Inspection.

« Or les bureaux des comptables directs du Trésor, trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers des finances ou percepteurs, rentrent évidemment dans cette dernière catégorie; ils constituent, en réalité, des bureaux de l'État agissant en tant que puissance publique. »

Vous aurez donc à considérer les bureaux des comptables de l'État comme échappant à votre contrôle, les attributions de ces fonctionnaires, chargés de percevoir l'impôt, pouvant être considérées comme une délégation de la puissance publique, et n'ayant pas d'équivalent parmi les entreprises privées.

Au cas où vous rencontreriez, au cours de vos visites de contrôle, des établissements sur la nature desquels un doute pourrait s'élever sur la question de leur assujettissement à la loi, vous auriez à m'en référer aussitôt.

Je vous adresse ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire, pour être distribués au personnel placé sous vos ordres.

Circulaire du ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, du 19 avril 1906, sur les précautions à prendre contre l'incendie dans les établissements industriels et commerciaux.

Vous trouverez ci-contre le texte d'un décret en date du 22 mars 1906, qui a modifié les prescriptions du décret du 29 novembre 1904, relatives aux précautions à prendre contre l'incendie dans les établissements industriels et commerciaux.

Il est indispensable que le service de l'Inspection du travail apporte la plus grande diligence et beaucoup de fermeté dans l'application de ces nouvelles dispositions dont la méconnaissance pourrait être la cause d'accidents collectifs très graves où la responsabilité du personnel de contrôle ne manquerait pas d'être mise en cause.

Je vous prie de donner à ce sujet des instructions très formelles aux inspecteurs placés sous vos ordres; si quelques difficultés d'application venaient à se produire, vous auriez à m'en rendre compte sans délai.

Je dois cependant vous signaler dès à présent une disposition du décret dont l'interprétation strictement littérale pourrait être de nature à soulever des difficultés. Il s'agit de la disposition de l'article 16, § a, d'après laquelle, « si les portes ouvrent sur un couloir ou sur un escalier, elles doivent être disposées de façon à se développer sans faire saillie sur ce développement ».

Cette disposition est évidemment connexe à celle du § b, d'après laquelle « tout escalier pouvant servir à assurer la sortie simultanée de 20 personnes au plus aura une largeur d'un mètre au minimum, etc. »

La combinaison de ces deux dispositions permettrait évidemment, dans un escalier d'une largeur supérieure au minimum exigible, l'installation de portes en saillie, pourvu que le plus grand développement de ces portes laisse une largeur de dégagement au moins égale à celle prévue par le décret. Il en serait de même des portes ouvrant sur des couloirs.

Je vous adresse ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire, dont vous assurerez l'envoi au personnel placé sous vos ordres.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales pendant le mois d'avril 1906.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 avril 1906. — Transmission de la proposition de loi adoptée avec modifications par le Sénat, ayant pour objet d'étendre à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 3129. *J. O.* p. 332.) — Séance du 5 avril 1906 : dépôt d'un rapport par M. Puech. (Doc. parl. n° 3177. *J. O.* p. 410.) — Séance du 10 avril 1906 : discussion. — Adoption ⁽¹⁾.

Agents des dépôts de chemins de fer. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 avril 1906. — Dépôt par M. Fleury-Ravarin d'une proposition de loi tendant à accorder au Ministre des travaux publics le droit de réglementer les conditions du travail des agents attachés aux dépôts des compagnies de chemins de fer. — Renvoi à la commission du travail. (Doc. parl. n° 3126. *J. O.* p. 365.)

Bien de famille insaisissable. — *Chambre des députés.* — Séance du 13 avril 1906. — Discussion sur 1° le projet de loi ; 2° la proposition de loi de M. Lemire ; 3° la proposition de loi de M. Martin (Var) ; 4° la proposition de loi de M. Paul Lebaudy, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

Caisses d'épargne. — Arrangement franco-italien. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 avril 1906. — Dépôt, par les Ministres des Affaires étrangères et des Finances, d'un projet de loi portant approbation d'un arrangement signé le 20 janvier 1906 entre la France et l'Italie et relatif aux transferts de dépôts entre les Caisses d'épargne ordinaires des deux pays. (Doc. parl. n° 3154. *J. O.* p. 395.) — Séance du 12 avril 1906 : Dépôt, par M. Léon Janet, d'un rapport sur ce projet de loi. (Doc. parl. n° 3235.) — Séance du 13 avril 1906 : délibération, déclaration de l'urgence, adoption.

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 3 avril 1906. — Dépôt, par M. Paul Strauss, d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, déterminant la juridiction des conseils prud'hommes en ce qui concerne le contrat de louage dans le commerce et l'industrie. (Doc. parl. n° 168.)

Crédit maritime. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 avril 1906. — Dépôt par M. Le Hérissé, d'un rapport sur le projet de loi relatif à la création des sociétés de crédit

⁽¹⁾ Loi du 12 avril 1906 ; voir dans le présent bulletin, page 502.

maritime (Doc. parl. n° 3198. *J. O.* p. 420.). — Séance du 10 avril 1906 : Délibération ; déclaration de l'urgence. — Adoption.

Sénat. — Séance du 12 avril 1906. — Transmission du projet de loi adopté par la Chambre des députés. — Séance du 13 avril : Dépôt et lecture d'un rapport, par M. Delebau. — Discussion immédiate. — Adoption ⁽¹⁾.

Grèves. — Gendarmerie mobile. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 avril 1906. — Dépôt, par les Ministres de la Justice, de l'Intérieur, des Finances et de la Guerre, d'un projet de loi portant création d'un corps de gendarmerie mobile. (Doc. parl. n° 3147. *J. O.* p. 392.). — Séance du 10 avril 1906 : dépôt d'un rapport par M. Henrique Duluc. (Doc. parl. n° 3221. *J. O.* p. 430.)

Habitations à bon marché. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 avril 1906. — Transmission de la proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à modifier et à compléter la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. (Doc. parl. n° 3128. *J. O.* p. 332.) — Rapport Renoult déposé dans la même séance. (Doc. parl. n° 3139. *J. O.* p. 386.) — Séance du 6 avril 1906 : Déclaration de l'urgence, adoption ⁽²⁾.

Ouvriers et employés de l'État. — Remboursement des retenues. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 avril 1906. — Dépôt et lecture, par M. Jules Auffray, d'une proposition de loi tendant à assurer aux employés et ouvriers de l'État, en cas de révocation, le remboursement des retenues opérées sur leur traitement. — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du travail.

Participation aux bénéfices des concessions et monopoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 avril 1906. — Dépôt, par MM. Émile Coutant et Cazauvieilh, d'une proposition de loi tendant à régler la répartition des bénéfices réalisés par l'exploitation des concessions ou monopoles accordés par l'État et constitués en sociétés. (Doc. parl. n° 3149. *J. O.* p. 393.) — Renvoi à la Commission du travail.

Repos hebdomadaire. — *Sénat.* — Séances des 3 et 5 avril 1906. — Suite de la première délibération. Sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers.

Secours de chômage. — Bateliers du Berry. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 avril 1906. — Dépôt, par M. Paul Constans, d'une proposition de loi tendant à accorder un secours de 200,000 francs aux bateliers victimes d'un chômage prolongé sur le canal du Berry. (Doc. parl. n° 3166. *J. O.* p. 404.)

Travail des marins. — Marine marchande. — *Sénat.* — Séance du 8 avril 1906. — Dépôt, par M. Cabart-Danneville, d'un rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, sur la marine marchande. (Articles 18 et 19.) [*Doc. parl. n° 192.*] — Rapport supplémentaire Cabart-Danneville déposé le 10 avril (*Doc. parl. n° 205*). — Séance du 13 avril 1906 : Adoption.

Chambre des députés. — Séance du 13 avril 1906. — Transmission du projet de loi adopté par le Sénat. — Dépôt et lecture d'un rapport par M. Pierre Baudin. — Adoption ⁽³⁾.

Travail à bord des navires. — *Chambre des députés.* — Séance du 13 avril 1906. — Dépôt par M. Louis Martin, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Vaillant sur la sécurité et la salubrité des navires de commerce et sur la sécurité, l'hygiène et les conditions du travail des marins.

⁽¹⁾ Loi du 23 avril 1906 créant des sociétés de crédit maritime.

⁽²⁾ Loi du 12 avril 1906.

⁽³⁾ Loi du 19 avril 1906, sur la marine marchande. — Voir : *Bulletin*, mars 1906, p. 281

Warrants agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 avril 1906. — Transmission de la proposition de loi, adoptée avec modification par le Sénat, ayant pour objet de modifier la loi du 18 juillet 1898 sur les Warrants agricoles (Doc. parl. n° 3136. *J. O.* p. 385.) — Séance du 6 avril 1906 : Dépôt d'un rapport, par M. Chaigne (Doc. parl. n° 3199. *J. O.* p. 420) ; Séance du 13 avril 1906 : Adoption ⁽¹⁾.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽²⁾.

Finistère. — A Morlaix, d'après le conseil de prud'hommes, la situation générale des industries pendant le 1^{er} trimestre 1906, a été la même qu'au trimestre correspondant de 1905 ; les chômages s'élèvent à 25 p. 100 chez les *menuisiers*, les *maçons*, les *tailleurs de pierres* ; à 10 p. 100 chez les *peintres*, et à 15 p. 100 chez les *tonneliers* ; pour les autres professions, le travail est demeuré satisfaisant.

A Quimper, dans le *bâtiment*, il y a tendance à reprise pour les travaux administratifs, mais les travaux particuliers sont nuls, et la moitié du personnel subit un chômage persistant. A Brest, dans la *menuiserie*, le travail a été moins abondant que l'an dernier au 1^{er} trimestre et stationnaire par rapport au dernier trimestre 1905.

Hérault. — A Montpellier, dans le *bâtiment*, la durée du travail a été de 63 heures par semaine, et son activité est restée la même que l'an dernier à pareille époque.

A Béziers, d'après le conseil de prud'hommes, l'ensemble des corporations souffre d'un fort chômage causé par la mévente des vins, et en général le commerce et l'industrie sont paralysés. Dans les *travaux publics* et le *bâtiment*, d'après un syndicat patronal, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque, et sa durée de 60 heures au cours du trimestre.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CETTE (Année 1905). — Dans la *raffinerie de pétrole*, les trois établissements de la région ont conservé leur activité normale, et leur personnel, d'environ 500 ouvriers, n'a pas diminué.

La *tonnellerie* a eu une marche normale, mais vers la fin de l'année la hausse sur les merrains, entre autres causes, a produit un arrêt.

Le *mouvement général du port* de Cette, en 1905, a fléchi dans des proportions considérables ; la diminution pour les entrées et sorties s'est élevée à 203,419 tonnes de jauge, portant entièrement sur le pavillon étranger ; seul le pavillon français a été en augmentation de 105 navires et 55,256 tonnes. Le *mouvement général des marchandises* n'a pas été plus favorisé : la diminution a également porté sur les entrées et les sorties ; les premières ont fléchi de 157,535 tonnes, et les secondes de 40,822 tonnes. Au point de vue du *mouvement avec les ports étrangers*, le port de Cette est en diminution, à l'entrée, avec tous les pays.

⁽¹⁾ Loi du 30 avril 1906, modifiant la loi du 18 juillet 1898, sur les warrants agricoles (*J. O.* du 4 mai 1906).

⁽²⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1906 et émanent de syndicats patronaux.

notamment avec l'Angleterre, par suite de la diminution des importations de charbons et de bitume. Qui, vu les prix élevés de débarquement, donnent la préférence au port de Bordeaux. Le mouvement avec l'Espagne a suivi le fléchissement de l'année précédente, l'abondance de la récolte et les bas prix des vins du pays ne permettent pas l'entrée de ceux de la Péninsule. Il y a bien eu un mouvement de transit des vins espagnols pour la Suisse, fin décembre 1905, mais cette activité n'a été que de très courte durée. Le *cabotage*, sans avoir regagné le terrain perdu l'an dernier, a eu un relèvement assez sensible, qui s'est traduit par une augmentation de 72 navires et 39,252 tonnes sur 1904. Le produit de la *pêche* n'a pas varié, si ce n'est pour les huîtres de l'étang dont la production considérable est passée de 1,450,000 en 1904 à 3 millions en 1905.

D'après des syndicats patronaux, le travail dans les *travaux publics* et le *bâtiment*, a été moins abondant que pendant la période correspondante de 1905; au cours du trimestre, il a varié entre 45 et 54 heures, et les salaires sont de 4 et 5 francs. Dans l'entreprise de *peinture*, le travail a été également moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1905, et seulement de 9 heures par jour en moyenne au cours du 4^e trimestre; il est d'ailleurs insuffisant par suite de la rareté des travaux de réparation des immeubles. Dans la *menuiserie*, au cours du 1^{er} trimestre, la durée du travail a été de 50 à 60 heures pour des salaires variant de 4 à 5 francs; l'outillage tend à se perfectionner en vue de concurrencer la production mécanique. Dans la *serrurerie*, l'activité a été encore moins grande qu'en 1905; actuellement, le travail est de 10 heures par jour pour un salaire de 5 francs; mais la main-d'œuvre se fait rare; les ouvriers du *bâtiment* ayant tendance à abandonner le métier pour grossir le rang des dockers, dont le travail est mieux rétribué et la journée moins longue.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE (Année 1905). — Pour la première fois depuis quelques années, on constate un réveil dans certaines branches des industries de la région. La *filature de coton*, pour éviter l'accumulation excessive des stocks et par suite le chômage qui en aurait résulté, a profité du fait que des *filateurs étrangers* avaient à répondre à la forte demande du tissage travaillant pour l'Extrême-Orient, pour écouler dans les pays voisins l'excès de sa fabrication; aujourd'hui les stocks sont réduits à leur état normal, la situation est redevenue saine, et la consommation intérieure semble devoir absorber de nouveau la production. Dans la *filature de Jumei*, la situation des filés peignés s'est particulièrement améliorée, et l'année 1905 s'est terminée de façon à donner aux filateurs l'espoir que l'année 1906 sera enfin rémunératrice. Dans la *filature Sea Island*, la demande des filés simples et retors pour articles classiques a été très modérée, mais les besoins de la place de Calais pour les fils fins destinés à la dentelle ont été considérables et la filature s'est trouvée, de ce fait, très engagée; mais il s'agit d'un article mode, dont la fabrication peut se réduire dans une grande proportion d'une saison à l'autre, et il est à craindre que la production de ce fil spécial, qui a augmenté dans les filatures déjà existantes et qui augmentera encore d'une façon considérable par la mise en route de nouvelles filatures en construction ou en projet, n'amène des déceptions aux filateurs de numéros fins. Dans les *cotons retors et fils à coudre*, il s'est produit une sérieuse reprise, mais plusieurs retorderies ayant simultanément disparu, le matériel n'a pu suffire. De son côté, par suite de la mode qui tend à consommer de plus en plus le fil de couleur, l'industrie de la *teinture* a dû se développer, sa production ne permettant pas d'alimenter les demandes.

Dans l'*industrie linière*, l'année 1905 a été pour la filature au sec une année mauvaise succédant à une année désastreuse. Au contraire, la filature au mouillé a trouvé un écoulement de ses produits de tous genres, et pour les fils fins la demande a dépassé la production; il est toutefois à remarquer que cette situation, particulière aux fils fins, est due à une question de mode pour des tissus spéciaux, car la consommation habituelle et courante de ce genre de fils est plutôt en décroissance.

Le tissage de toiles a travaillé dans un calme parfait; son activité a été normale sans égaler cependant celle qui s'est manifestée, vers la fin de l'année, dans d'autres branches d'industrie.

Dans l'*industrie métallurgique*, le second semestre a été très favorisé sous le rapport des travaux; la fin d'année, aussi bien pour les ateliers de mécanique que pour les fonderies et chaudronneries, laisse espérer une reprise sérieuse dans toutes les branches de la construction: machines à vapeur, chaudières et autres *mécaniques industrielles*. Les constructions métalliques qui sont subordonnées à l'industrie du bâtiment, ont été moins favorisées, mais

l'industrie du pays est venue apporter une suite importante d'affaires qui ont permis de conserver le personnel des ateliers ; et l'on prévoyait une bonne reprise dans toute l'industrie du bâtiment et principalement du bâtiment industriel, qui est le grand débouché des usines de constructions métalliques.

Dans la *grande industrie chimique*, l'année 1905 a vu le développement de nouvelles usines, mais l'une d'elles a dû liquider à l'amiable. La fabrication du sulfate de cuivre employé pour le traitement de la vigne se développe dans le Nord et tient aujourd'hui une place notable dans la fabrication française, mais elle est encore bien faible par rapport à la consommation. La production du superphosphate s'est beaucoup accrue et les quantités fabriquées sont aisément enlevées, la consommation ayant pris un très grand développement par suite des bas prix. Dans l'industrie de la céruse, dont le siège principal est à Lille, la situation reste la même.

Dans la *serrurerie*, la production de 1905-1906 sera très importante. La *distillerie de mélasse*, de son côté, laisse espérer un sensible relèvement de la production pour la campagne en cours, en relation avec celle des sucres qui sera considérable. Dans l'*amidonnerie*, il y a eu une légère augmentation comparativement à 1904.

L'*imprimerie* n'a pas subi de modifications sensibles, toutefois plusieurs maisons ont eu à souffrir du chômage. Dans le *bâtiment*, il n'y a eu qu'un faible courant de constructions particulières et de transformations d'immeubles, en dehors de l'entretien général ; cependant on a créé quelques nouvelles filatures de lin et de coton et l'on prévoit l'édification de quelques autres pour 1906.

D'après des syndicats patronaux, à Lille, dans la *filature de lin, chanvre et étoupe*, il n'y a pas eu de changement au point de vue de l'activité du travail. Dans le *tissage de jute*, le travail a été moins actif que l'an dernier à pareille époque ; à Tourcoing, dans la *filature de laines peignées*, le travail est plus abondant que l'an dernier au trimestre correspondant ; le travail est de 10 heures et régulier. Dans le *peignage des laines*, le travail a été aussi un peu plus abondant que l'an dernier au 1^{er} trimestre ; actuellement, il est au complet. Même remarque pour la *retorderie*. Dans la *fabrique de tapis*, le travail est également plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1905, et la journée est entière. Au Cateau, chez les *fabricants et façonniers tisseurs*, le travail est plus abondant qu'à la période correspondante de 1905 et la situation générale des affaires meilleure. La demande en tissus élastiques est très active, et l'on met en marche 2 établissements nouveaux qui peuvent occuper au complet 220 ouvriers des deux sexes et enfants ; la journée est pleine et le travail régulier. L'outillage s'améliore lentement, les fabricants apportant tous leurs soins à l'augmentation de production par unité de métier, grâce à un travail fait avec de meilleures matières qui permettent aux ouvriers de produire plus et avec moins de mal, la main-d'œuvre « tisseurs » faisant défaut dans toute la région.

A Haubourdin, dans l'*amidonnerie*, la situation est normale comparativement au 1^{er} trimestre 1905 ; toutefois, la journée est tombée à 10 heures au lieu de 10 heures 1/2 au trimestre précédent. A Avesnes, dans la *brasserie*, l'activité est la même que l'an dernier à pareille époque ; actuellement le travail est de 60 heures par semaine, et les salaires varient entre 100 et 150 francs par mois.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX (2^e semestre 1905). — Le nombre des établissements industriels en activité a été réduit d'une unité depuis 1904, par suite de la fermeture d'une filature de laine ; par contre, deux peignages de laine ont été agrandis. La production a été très active, surtout en *fantaisie*, aussi bien pour la draperie que pour la robe. Les salaires tendraient plutôt à croître, leur montant global ayant été plus élevé en 1905 qu'en 1904, mais le chômage a été fréquent au cours de l'année, notamment dans les peignages ; dans les tissages, il ne s'est produit qu'au commencement de l'année, et à la fin du trimestre, on manquait d'ouvriers tisserands. En résumé l'année 1905, surtout vers les derniers mois, a été meilleure que 1904.

Dans la *teinturerie et apprêts*, d'après un syndicat patronal, l'état est resté stationnaire comparativement au 1^{er} trimestre 1905 et au trimestre précédent ; la saison en marche est considérée comme bonne et tend à se prolonger ; toutefois la situation de cette importante industrie est précaire, la production excédant les besoins de la consommation.

Seine. — RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LA PRÉFECTURE DE POLICE (2^e semestre 1905). — Le tableau suivant donne, pour les principaux établissements de chaque industrie, l'effectif

des ouvriers employés à la fin des 2°, 3° et 4° trimestres de 1905 avec l'indication de la durée courante et des salaires pendant le 2° semestre de 1905.

	NOMBRE d'établis- sements consi- dérés.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS			DURÉE du travail quotidien en heures.	SALAIRES quo- tidien en (hommes)
		fin juin. 1905.	fin sep- tembre 1905.	fin dé- cembre 1905.		
Grands ateliers de chemin de fer.....	5	8,448	8,498	3,498	10	5 à 10.
Gaz.....	5	1,940	2,190	2,430	10 et 11.	4 à 9.
Constructions mécaniques.....	26	5,411	5,475	5,596	10	10 ⁽¹⁾ .
Charpentes en fer.....	8	540	555	515	10 et 11.	4,50 à 9.
Serrurerie.....	13	1,446	1,445	1,449	10	9 à 10.
Chaudronnerie et ferblanterie.....	12	1,420	1,450	1,470	10	5 à 7.
Fonderies.....	17	1,830	1,840	1,875	10	8,50 ⁽¹⁾ .
Chemin de fer métropolitain.....	1	500	„	450	10	5 à 9.
Compagnie générale des voitures à Paris....	1	400	400	400	„	„
Compagnie générale des omnibus.....	1	356	356	356	„	„
Vélocipédie.....	6	1,984	1,950	2,029	10 et 11.	12 ⁽¹⁾ .
Automobilisme.....	12	7,380	7,470	7,525	11	9 à 12.
Bronzes d'art et d'ameublement.....	8	590	550	545	10	6,50 à 8.
Horlogerie, mécanique de précision.....	12	2,420	2,405	2,432	10	10 ⁽¹⁾ .
Bijouterie en doublé.....	6	660	670	670	10	5,50 à 9.
Joaillerie et orfèvrerie.....	3	475	490	475	10 et 11.	6 à 9.
Menuiserie et scieries mécaniques (ameuble- ment).....	11	375	320	350	10	5 à 9.
Ébénisterie.....	8	905	879	881	10	8 à 9.
Tapisserie.....	5	602	602	572	10	6 à 8,50 ⁽²⁾ .
Pianos et orgues.....	6	1,170	1,180	1,180	10	6 à 9,50.
Papiers peints.....	4	820	830	830	10	6,50 à 8,50
Couleurs, vernis, produits chimiques.....	3	372	385	390	10	5 à 7,50.
Chapellerie.....	6	510	520	430	10	⁽³⁾ .
Vêtements sur mesure.....	7	260	239	239	10	7 à 8.
Couture et confection.....	23	5,190	5,689	5,710	10 et 11.	4 à 6,60 ⁽⁴⁾ .
Lingerie et chemiserie.....	10	1,272	1,305	1,332	10	5 à 6,50 ⁽²⁾ .
Fleurs et plumes.....	4	572	597	722	10 et 11.	4 à 6 ⁽⁴⁾ .
Passenteries et câblés à coudre.....	5	1,020	1,020	1,020	10	4,50 à 7.
Boutons.....	6	565	600	615	10 et 11.	⁽⁵⁾ .
Teinture et blanchisserie.....	5	872	872	872	10	7,50 ⁽⁶⁾ à 8,60 ⁽²⁾ .
Typographie et lithographie.....	17	4,725	4,638	4,724	10	6 à 10.
Reliure et brochage.....	5	1,435	1,420	1,465	10	7
Fonderies de caractères.....	6	595	570	590	10	6 à 8.
Carrosserie.....	10	690	630	585	10	7 à 8,50.
Sellerie.....	3	107	112	112	10 et 11.	8.
Charronnerie.....	4	510	515	530	10	7,50 ⁽⁶⁾ .
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	13	1,120	1,170	1,228	10	8 ⁽⁶⁾ .
Chaussures.....	10	3,200	3,215	2,870	10 et 11.	7 ⁽⁷⁾ .
Caoutchouc et jouets.....	3	390	450	400	10	5 à 8 ⁽⁸⁾ .
Raffineries.....	5	4,650	4,070	3,995	10	5 à 6 ⁽⁹⁾ .
Confiseries, chocolateries et conserves alimen- taires.....	10	4,136	4,195	4,125	10 et 11.	6,50 ⁽⁶⁾ .
Emballage et cartonnage.....	9	570	560	550	10	9 ⁽¹⁾ .
Chiffons en gros.....	4	860	910	925	10	⁽¹⁰⁾ .

Dans l'industrie du bâtiment, l'ensemble des opérations pour le semestre a été assez favorable, principalement pour les terrassements et les fouilles, qui ont occupé bon nombre

(1) Maximum. (2) Femmes : 3 à 4 fr. 50. (3) Travailleurs aux pièces. (4) Ouvrières. (5) Ouvriers. 40 francs par semaine; ouvrières : 20 francs par semaine. (6) Moyenne pour les hommes. (6 bis) Les femmes : 3 fr. 50 (moyenne). (7) Les femmes : 3 francs environ. (8) Les femmes : 2 fr. 50 (moyenne). (9) Les femmes : 2 et 3 francs. (10) Ouvriers : 6 francs (moyenne); ouvrières : 2 et 3 fr. 50.

d'ouvriers. Les travaux du Métropolitain comptent pour beaucoup dans cette constatation, bien qu'à deux reprises la grève en ait paralysé la marche. Les demandes en autorisation de bâtir se sont élevées à 444 contre 438 au premier semestre.

Les ateliers des grandes compagnies de *chemins de fer* sont toujours dans un état satisfaisant. Dans les ateliers du chemin de fer *métropolitain* le nombre des ouvriers a un peu fléchi comparativement au semestre précédent. Par contre, la Compagnie parisienne du gaz a augmenté assez sensiblement sa main-d'œuvre, mais cette augmentation n'est que saisonnière.

Dans la *mécanique*, les constructeurs ont occupé très facilement leur personnel, et quelques-uns ont augmenté leur effectif; toutefois celui d'une maison est tombé à 850 ouvriers au lieu de 900 à la fin du précédent semestre; une autre a cessé les travaux, et les ouvriers, au nombre de 38, ont été licenciés. Dans la *charpente en fer* le travail a été très suivi, et dans la *serrurerie d'art et du bâtiment* les ateliers ont été très pourvus, et l'année s'est terminée dans de bonnes conditions.

Dans la *chaudronnerie* et *ferblanterie* le travail a été diversement réparti, et le résultat du semestre a été jugé favorable. Les *fonderies de divers métaux* ont été très animées, et leurs effectifs étaient fin décembre plus élevés qu'à la fin du semestre précédent.

Dans les *bronzes d'art* et d'ameublement la situation a été satisfaisante, et de fortes commandes auraient été faites vers la Noël dans certaines maisons. Toutefois l'une d'elles a dû, dans les trois derniers mois, licencier une cinquantaine d'ouvriers. La même remarque s'applique aux maisons fabriquant les objets dits «de piété»: leur situation est peu satisfaisante et il en est résulté une diminution sensible du nombre de leurs ouvriers.

Dans les diverses branches de l'*horlogerie*, *mécanique de précision*, *appareils électriques* et *instruments de chirurgie*, la fabrication a été très suivie durant tout le semestre et les effectifs étaient encore au complet fin décembre. Dans la *bijouterie en doublé* le courant d'affaires a été très bon et le travail très régulier dans les branches de la *joaillerie* et *orfèvrerie*.

Dans l'industrie des *véloçipèdes*, *cycles* et *tricycles*, on a enregistré la même activité productive. Même activité florissante dans l'*automobile*, où l'on travaille sans relâche; toutes les maisons ont conservé leur personnel au complet, à l'exception d'une seule, qui a dû réduire le sien d'un quart, soit de 50 ouvriers; par contre, deux des plus importantes maisons ont augmenté le leur dans de notables proportions: pour l'une, en août, l'effectif a été porté de 1,600 à 1,700 ouvriers, et pour l'autre il a passé de 700 ouvriers, fin juin, à 800, fin décembre.

La *location des chevaux et voitures de grande remise* a donné d'assez bons résultats.

Dans la *menuiserie* et la *scierie mécanique* le mouvement a été assez productif et les effectifs n'ont subi que de légères fluctuations. Même constatation dans l'*ébénisterie*, où on ne relève qu'une diminution insignifiante pour l'ensemble du personnel ouvrier. Chez les *tapissiers* et les facteurs de *pianos*, d'*orgues* et d'*harmoniums* le semestre est envisagé comme favorable aux intéressés.

Dans les manufactures de *papiers peints* l'activité et les effectifs sont restés stationnaires. Dans les *couleurs*, *vernissés* et *produits chimiques*, il y a eu un bon courant d'affaires et une légère augmentation de la main-d'œuvre.

Dans la *chapellerie*, la diminution a été sensible dans l'ensemble des effectifs chez les apprêteurs en matières premières; une maison a cessé momentanément le travail pour deux mois, et ne prévoyait pas de reprise avant mars; néanmoins le second semestre aurait été plutôt favorable à la plupart des intéressés. Chez les *tailleurs sur mesure* et les *tailleurs confectionneurs* on n'a pas remarqué beaucoup d'empressement, et les résultats du semestre seraient moins satisfaisants que pour le précédent. Par contre, chez les *couturières* et *confectionneuses*, le trimestre a été excellent, et plusieurs maisons ont dû augmenter leur personnel dans d'assez fortes proportions. De leur côté, les *lingères* et les *chemisiers* ont occupé facilement leur nombreuse main-d'œuvre.

Dans l'industrie des *fleurs* et *plumes artificielles* les commandes ont continué de se succéder sans interruption et les conditions du travail sont restées aussi bonnes qu'à la fin du premier semestre. La même remarque favorable s'applique aux *passementiers* et aux *fabricants de fils et câblés à coudre* ainsi qu'aux manufactures de *boutons*. Chez les *teinturiers* et *blanchisseurs*, il n'y a pas eu de changement et l'élément ouvrier a été constamment pourvu de besogne.

Dans la *typographie*, la *lithographie*, la *reliure* et le *brochage*, les affaires ont été excellentes, et les effectifs de certaines maisons ont été en augmentation sur le trimestre précédent, sans toutefois accuser de différences sensibles sur le premier trimestre. Dans les *fonderies de ca-*

ractères, l'activité est toujours grande, et la fin du trimestre accuse une augmentation dans le total des effectifs.

Dans la *carrosserie*, les travaux ont été assez soutenus, mais un léger ralentissement se serait produit en fin d'année; et une maison de Paris, occupant 65 ouvriers, a transféré ses ateliers, magasins et bureaux à Puteaux. Dans la *sellerie-harnachement*, le travail n'a pas fait défaut et l'activité s'est maintenue égale au trimestre précédent, qui lui-même avait accusé une légère augmentation sur la fin de juin; cette augmentation a été encore plus sensible dans la *charronnerie*.

Dans la *tannerie*, *mégisserie* et *maroquinerie*, l'amélioration signalée au premier semestre s'est continuée pendant toute la durée du second, et les affaires ont été très prospères pour les intéressés. Même remarque favorable pour les manufactures de *chaussures*, dont quelques ateliers ont fait des heures supplémentaires dans certaines spécialités. Une importante maison de Paris, qui occupait une moyenne de 450 ouvriers, a transféré ses ateliers à Reims.

Dans les manufactures de *caoutchouc* et *jouets*, le semestre a été satisfaisant, les commandes ayant été très nombreuses, notamment chez les *fabricants de jouets*, pendant les trois derniers mois de l'année. Dans l'*emballage* et *cartonnage*, les commandes ont été très régulières et les affaires très bonnes, toutefois on remarque une légère diminution dans les effectifs sur la semaine précédente. Dans les *chiffons en gros*, au contraire, ils ont augmenté dans une assez bonne proportion.

Dans les *raffineries*, le travail continue d'être très actif, et les résultats sont qualifiés d'excellents. Le semestre a été également satisfaisant dans les diverses branches de l'*alimentation*, telles que confiseries, chocolateries et fabriques de conserves alimentaires, et les fluctuations des effectifs y ont été peu sensibles.

Dans le commerce proprement dit, le semestre a été assez bon pour la *draperie*. Dans le *blanc*, le gros a eu un courant à peu près satisfaisant, mais le demi-gros et le détail auraient laissé à désirer. Dans la *bonneterie*, les transactions ont été très animées, tant avec les départements qu'avec la place de Paris. Dans la *mercerie*, l'activité des affaires a été favorable à certaines maisons, et en général on paraît satisfait des opérations. Les *soieries* ont traité de grosses opérations dans le gros, et le demi-gros a donné un assez bon courant. Dans les *nouveautés pour dames*, les transactions avec la place de Paris auraient été moins bonnes que par le passé.

Dans le commerce de détail les grands magasins de *nouveautés* ont fait de belles recettes journalières, particulièrement en août, septembre et octobre.

Dans les *hôtels* et *maisons meublées* de la capitale, la situation a été excellente pendant le semestre; le mouvement des voyageurs arrivés de la province et surtout de l'étranger a été encore plus accentué que pendant la période correspondante de 1904. Le plus fort mouvement s'est produit en octobre avec 77,815 voyageurs français pour une moyenne mensuelle d'environ 63,855; et en septembre avec 53,669 pour une moyenne mensuelle de 37,745 voyageurs étrangers.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN (4^e trimestre 1905). — Dans les *produits chimiques* la fabrication du celluloid continue à être très active.

Dans la *construction mécanique* la situation, qui n'a pas changé depuis le trimestre dernier, n'est plus représentée, dans la région de Rouen, que par 2 ou 3 ateliers qui, malgré la réduction considérable de leur personnel, éprouvent de très grandes difficultés à s'alimenter et sont fréquemment contraints au chômage.

Dans la *tannerie*, la reprise d'affaires signalée en septembre s'est accentuée.

Le mouvement du port a atteint pour les entrées un total de 702,622 tonnes pendant le 4^e trimestre, soit en plus 127,383 tonnes pendant le trimestre correspondant de 1904, et 66,636 tonnes sur le 3^e trimestre 1905, compensant heureusement le tonnage du 1^{er} trimestre qui avait été très faible. Les sorties n'ont été que de 71,502 tonnes, c'est-à-dire inférieures de 11,078 tonnes à celles du trimestre correspondant de 1904, et de 15,510 tonnes aux sorties constatées pendant le 3^e trimestre 1905. Pour l'ensemble de l'année les entrées ont accusé un total de 2,256,249 tonnes de marchandises, soit une augmentation de 166,540 tonnes sur 1904, et les sorties 303,960 tonnes, soit une diminution de 49,054 sur l'année 1904, portant pour une large part sur les expéditions de sucres.

A Darnétal, d'après le conseil de prud'hommes, dans le *tissage* et la *filature*, la situation ne s'était pas améliorée: le chômage était de 2 jours par semaine et tendrait plutôt à aug-

menter pour un ensemble de 1,500 à 1,600 ouvriers et ouvrières, et les salaires ne sont que de 2 francs à 3 fr. 50 par jour. Même situation défavorable dans la *teinturerie*, *impressions*, *grattages* et *apprêts*, qui continuent néanmoins à occuper des centaines d'ouvriers; la journée est de 10 heures et les salaires varient entre 0 fr. 30 et 0 fr. 45 l'heure. Dans les autres industries la situation serait de plus en plus mauvaise, notamment pour la *construction des machines* et le *bâtiment*, et le chômage dépasse 60 p. 100 de l'effectif. Dans les petits métiers, le chômage est toujours persistant, et les salaires varient entre 0 fr. 20 et 0 fr. 45 l'heure.

Seine-et-Oise. — A Versailles, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail a été assez bonne, ainsi que la situation générale de l'industrie; la moyenne des heures de travail a été de 10 heures par jour et la proportion des ouvriers en chômage de 10 p. 100.

D'après des syndicats patronaux, à Étampes, le *bâtiment* a été beaucoup plus abondant au cours du 1^{er} trimestre; les heures de travail ont augmenté et sont actuellement de 70 heures; l'abondance des travaux de construction fait craindre que la main-d'œuvre ne fasse défaut, surtout pour les maçons. Dans la *meunerie*, le travail est resté identique comparative-ment au 1^{er} trimestre de 1905; actuellement on fait 56 heures. Même remarque pour le *jardinage*, mais la semaine est maintenant de 65 heures; les salaires varient, suivant les capacités, de 0 fr. 30 à 0 fr. 40 pour les hommes, et de 0 fr. 15 à 0 fr. 35 pour les femmes.

A Enghien, dans le *bâtiment*, le travail n'a pas varié, comparative-ment au 1^{er} trimestre 1905; actuellement on fait 60 heures. A Beaumont, dans la même corporation, l'activité a été moins grande que l'an dernier; actuellement le travail n'est que de 7 à 10 heures par jour. Les maçons gagnent de 0 fr. 60 à 0 fr. 65 l'heure, et les charpentiers et couvreurs de 0 fr. 50 à 0 fr. 60. A l'Isle-Adam, également dans le *bâtiment*, le travail est plus abondant dans une région et nul dans l'autre, et la durée du travail quotidien est en rapport de ces deux situations.

A Rueil, dans la *blanchisserie*, il y a augmentation de travail quotidien, et même activité comparative-ment au 1^{er} trimestre 1905. Cette industrie, dont l'outillage se transforme de plus en plus, se plaint vivement du manque de main-d'œuvre; la cause en est attribuée à l'installation de grandes usines avoisinantes.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE DE PÉRONNE (2^e semestre 1905). — A Assewillers, dans l'industrie *sucrière*, le travail a été plus actif qu'à l'époque correspondante de 1905, mais il y a eu abondance de main-d'œuvre. Le travail a été également plus abondant, surtout dans la deuxième partie du semestre, dans l'industrie des *alcools*, et la situation du personnel ouvrier s'est améliorée.

A Albert, dans la *métallurgie*, il s'est produit, vers la fin de novembre, un mouvement de reprise dont il n'était pas encore possible de prévoir la durée. Il n'y avait pas beaucoup de chômage, mais un certain nombre d'ouvriers faisaient moins de 10 heures, et les salaires étaient susceptibles de fléchir dans un laps de temps relativement court, par suite du transfert définitif à Rueil des usines Deligéon.

A Péronne, dans la même industrie, le travail a été assez abondant en septembre et octobre, mais en novembre et décembre, comme chaque année à pareille époque, il tendait déjà à diminuer, et le chômage était de 20 à 25 p. 100. Dans la *menuiserie*, le travail a été moins abondant qu'au 4^e trimestre 1904 et il y a eu diminution de la durée de travail sur le semestre précédent; les grandes usines ont fait environ 120 heures par semaine, et les petites de 70 à 80 heures. Dans la *brasserie*, l'augmentation sur la période correspondante de 1904 n'a été que légère, et il n'y a pas eu de changement sur le 3^e trimestre 1905. A Moritain, dans l'industrie des *tissus*, le travail, presque nul en été, est très abondant en hiver, mais le personnel ouvrier est insuffisant, et pour cette raison les prix de façon tendent à augmenter. A Templeux, dans l'industrie *phosphatière*, de nouveaux chantiers ont été ouverts et chaque usine a augmenté sa production. La consommation destinée, soit à la fabrication du superphosphate, soit à la culture, s'élargit de plus en plus, et il en résulte pour cette industrie un développement considérable qui ne peut que s'étendre encore. Il n'y a pas eu de chômage, et la main-d'œuvre, très rare en été, est, par contre, très abondante les derniers mois de l'année.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des bourses du travail.*(Renseignements fournis à la date du 15 avril.)*

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs chez les *employés*. A Gex, travail normal, 54 heures, chez les *diamantaires*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, travail actif, chez les *garçons brasseurs*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de cartons*, 8 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *tullistes en guipures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 1 chômeur, 60 heures, chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*; à Boheries, travail peu actif, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Soissons, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement, chez ceux de Guise.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Commentry, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail actif chez les *maçons*.

A Vichy, moitié de chômeurs, 65 heures, chez les *serruriers*. A Montluçon, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Gannat, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sourciers* de Saint-Yorre.

Pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers *agricoles* de Buxières-les-Mines et de Chézy; 3/4 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons* d'Isles et Bardais, 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mézangy; 80 p. 100 de chômeurs chez ceux de Lurcy-Lévy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez ceux d'Ygrande et de Saint-Séverin; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bourbon-l'Archambault; pas de chômeurs chez ceux de Thionne.

Travail peu actif chez les *mineurs* de Saint-Hilaire; pas de changement chez ceux de Bézenet, pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Montvicq.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vermicelliers*; moitié de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *marbriers*; 50 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers du *port*; pas de chômeurs chez les *comptables*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*, pas de chômeurs chez les *choristes*.

A Cannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *port*. A Antibes, pas de changement chez les *maçons*; travail actif chez les *peintres*.

A Beausoleil, 27 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments* de Contes-les-Pins.

A Menton, travail assez actif, 60 heures, chez les *peintres*. A Vallauris, 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en poterie*.

Ardèche. — A Annonay, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*.

A Serrières, 2 jours et demi seulement de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

Ardennes. — A Mézières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Revin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Virgine-au-Bois. A Braux, travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures chez ceux de Fromelennes et de Bourg-Fidèle; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux des Mazures et de Château-Regnault; travail actif, 60 heures, chez ceux de Raucourt.

A Fumay, travail assez actif, 44 heures, chez les *mineurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 44 à 50 heures chez les *ardoisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Rimogne; pas de chômeurs chez ceux d'Haybes.

13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tissus* d'Illy; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Menges; un quart de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Floing. A Francheval, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières de l'industrie lainière*.

Ariège. — A Saint-Girons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Lavelant, grève chez les *ouvriers textiles*. A La Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

Aube. — A Troyes, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *terrasiers*.

Aude. — A Carcassonne, pas de changement chez les *cuisiniers*; travail actif dans l'habillement; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; moitié de chômeurs chez les *terrasiers*.

Pas de changement chez les *ouvriers agricoles* de Cazillac; pas de chômeurs chez ceux de Névian, Willegny, Trèbes, Pézens, Moux, Homps, Capendu, Castelnaud-d'Aude, et Boutenac; 17 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Villemoustausson; 11 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Tourouzelles; moitié de chômeurs chez ceux de Villedaigne; 22 p. 100 de chômeurs chez ceux de Peyriac-de-Mer; 11 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pennautier; un tiers de chômeurs chez ceux de Marcorignan; moitié de chômeurs chez ceux de Montlaur; 33 p. 100 chez ceux de Gruissan, 13 p. 100 chez ceux de Cuxac-d'Aude; nombreux chômeurs chez ceux de Lézignan; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Argeliers et de Bizanet; 40 p. 100 chez ceux de Durdan et de Fraissé-des-Corbières; 32 p. 100 chez ceux de La Palme; 20 p. 100 chez ceux de Paraza; 23 p. 100 chez ceux de Pépieux; 57 p. 100 chez ceux de Roquefort-de-Corbières; 15 p. 100 chez ceux de La Redorte.

A Coursan, travail peu actif, 57 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Aveyron. — A Millau, pas de changement chez les *teinturiers en peau*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers* et *chamoiseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs* en couleurs; 35 p. 100 de chômeurs chez les *palissonneurs-mégissiers*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*.

A Saint-Affrique, pas de chômeurs, travail actif, 70 heures, chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, nombreux chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers (terre et mer)*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers-charcutiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-tripiers-boyaudiers*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *savonniers*.

3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; travail actif, 54 heures, chez les *cartonniers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en crins*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*; travail actif chez les *blanchisseuses*; 2 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *voiliers, tentiers, bâchiers*; travail assez actif, 60 heures, chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *calfat*s et *perceurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *mécaniciens*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*.

15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *manœuvres* et *aides-maçons*; pas de chômeurs, chez les *mineurs* et *terrassiers*; pas de chômeurs, chez les *carreleurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers* et *gâcheurs*; pas de chômeurs chez les *peintres* et chez les *gratteurs de carènes*; travail actif, 54 heures, chez les *peintres gratteurs*; travail actif, 60 heures, chez les *tuiliers*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; deux tiers de chômeurs chez les *ouvriers des ports et docks*; 70 p. 100 de chômeurs chez les *déménageurs*; travail peu actif chez les *cochers de place*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-automobilistes*.

A Aix, 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *commis* et *employés*. A Arles, 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures chez les *mineurs*. A Aubagne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Cassis, nombreux chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Port-Saint-Louis, nombreux chômeurs chez les *ouvriers du port*. A La Ciotat, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Berre, travail assez actif chez les *pêcheurs*. Pas de changement chez les *mineurs* de Gardanne; de même, 42 heures, chez ceux de Fuveau; de même, 58 heures chez ceux de Saint-Savournin; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez ceux de Valdonne; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers* de Fontvieille.

Calvados. — A Caen, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 et 65 heures, chez les *mécaniciens*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*. A Allemagne, 40 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Condé-sur-Noireau, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*.

A Vire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Guibray, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*. A Champagnac, travail actif, 60 heures, chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; travail actif, 50 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cognac, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 32 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 36 heures, chez les *caissiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Travail actif chez les *carriers* de Saint-Même.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Rochefort, 12 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *musiciens*. A Marennnes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en produits chimiques*. A Châtellailon, travail actif chez les *pêcheurs d'huîtres*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en toiles cirées*; travail assez actif, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'essieu*; pas de changement chez les *ouvriers en métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Vierzon, pas de changement chez les *ouvriers en métaux*; travail satisfaisant chez les *journaliers*. A Torteron, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *journaliers*. A Sancoins

grève chez les ouvriers en voitures. A Gracay, travail actif chez les ouvriers du bâtiment; 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez ceux de la Guerche; pas de chômeurs chez ceux de Nérondes; travail actif, 55 à 60 heures, chez ceux de Dun-sur-Auron; travail actif, 60 heures, chez les carriers de Chalvoy-Milon.

A Saint-Amand, travail assez actif, 54 heures, chez les travailleurs de la bijouterie. A Beffes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*; travail actif, 66 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; pas de chômeurs chez ceux de la Guerche-sur-l'Aubois.

Pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers agricoles de Nérondes; moitié de chômeurs, 78 heures, chez ceux de Saint-Loup-des-Chaumes; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Pierre-lès-Etieux. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Apremont, Brécy, Chambon, Charenton-du-Cher, Levet, Menetou-Couture; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Thaumiers, 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Feux; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 19 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vallenay; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mornay-Berry; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois; deux tiers de chômeurs chez ceux de Germigny-l'Exempt; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux de Barlieu; 14 p. 100 de chômeurs chez ceux de Meillant; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Bandel; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Yvoy-le-Pré; moitié de chômeurs chez ceux de la Guerche; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Chapelle-Hugon; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bengy-sur-Craon; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Arphenilles.

Corrèze. — A Tulle, 11 p. 100 de chômeurs, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; travail actif, 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail peu actif, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

Corse. — A Ajaccio, travail actif, 60 heures, chez les *employés de commerce*. A Bastia, pas de chômeurs chez les *garçons de café et restaurant*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relicurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés*. Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Montaron, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *mécaniciens*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Dinan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même et 60 heures chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *couvreurs*. A Lannion, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Creuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les ouvriers en *tapisseries d'art*.

Dordogne. — A Périgueux, moitié de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Sarlat, travail actif, 72 heures, chez les *boitiers*. Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

Doubs. — A Besançon, travail actif chez les *tailleurs*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *monteurs de boîtes d'argent*; travail assez actif chez les *repasseurs en horlogerie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Pontarlier, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers en *métaux*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*; travail actif, 54 heures, dans le bâtiment. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles et chez les ouvriers sur bois*. A Badevel, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *horlogers*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 40 heures chez les *carriers*.

Eure. — A Evreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles* de Gravigny. A Vernon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, travail actif, 60 heures, chez les *typographes* et chez les *mécaniciens*. A Dreux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

Finistère. — A Quimper, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Brest, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bois*. A Douarnenez, 19 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Guilvinec et à Concarneau, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*; travail passable chez ceux de Douarnenez; 44 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers* d'Audierne; 26 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Concarneau; 80 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez ceux de Douarnenez; chômage général chez ceux de Guilvinec. A Landerneau, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Gard. — A Nîmes, 14 p. 0/0 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif chez les *tailleurs*; 20 p. 0/0 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Bessèges, travail actif, 43 heures, chez les *verriers à vitres*. A la Grand'Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Alais, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*.

A Sauve, travail actif, 60 heures, chez les *bonnetiers*. A Aramon, travail assez actif, 65 heures, chez les *vanniers*. A Anduze, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *chapelières-fouleurs-appropriers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 22 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-distillateurs*; 40 p. 0/0 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 30 p. 0/0 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-papetiers* et chez les *ouvriers en chaussures*, travail peu actif chez les *canneurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *camionneurs*; 7 p. 100 de chômeurs, chez les *sténo-dactylographes*; travail assez actif chez les *employés de commerce*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers*.

Gironde. — A Bordeaux, 16 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; moitié de chômeurs chez les *cuisiniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-graveurs-lithographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers* et *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; travail peu actif, 48 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des constructions maritimes*; 40 p. 100, 54 heures, chez les *tapissiers-décorateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 16 p. 100, 54 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*; 13 p. 100 de chômeurs, chez les *ferblantiers en articles de ménage*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*; travail peu actif, 60 heures, chez les *couvreurs*; nombreux chômeurs chez les *sacquiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cénac et à Daignac pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Souillac-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Lormont, grève chez les *verriers*. A Podensac, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Preignac.

A Vayres, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *tonneliers*; 4 p. 100 de chômeurs,

72 heures, chez ceux de Barsac; 7 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez ceux de Caudrot; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Paillet et de Pauillac. A Libourne, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

Hérault. — A Montpellier, pas de chômeurs chez les *cordonniers*, reprise chez les *tailleurs*.

A Béziers, moitié de chômeurs chez les *cultivateurs* et *terrassiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *typo-lithographes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bourelliers*; 35 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers des *chais*.

A Agde, moitié de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; chômage général chez les ouvriers *agricoles* et *terrassiers*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; chômage général chez les *tailleurs de pierre* et chez les *plâtriers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Mèze, nombreux chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*; nombreux chômeurs, chez les *tonneliers*; deux tiers de chômeurs chez les *portefaix*. A Graissessac, 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Bédarieux, 60 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *charvetiers*, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cette, 40 p. 100 de chômeurs, chez les *linonadiers*; travail peu actif, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens brevetés de la marine*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Pézenas, 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Marsillargues, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Marseillan, 40 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; nombreux chômeurs chez les *bateliers*.

Pas de chômeurs, chez les travailleurs de la *terre* de Beaufort, Lieuray-lès-Béziers, Saint-Félix-de-Lodez et du Bousquet d'Orb, pas de changement chez ceux de Vic-les-Étangs, travail actif chez ceux de Maraussan, travail peu satisfaisant chez ceux d'Abeilhan; 12 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Sérignan, 90 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Pézenas; 11 p. 100 chez ceux d'Olonzac; 16 p. 100 chez ceux d'Oupia; 30 p. 100 chez ceux de Nefles; 60 p. 100 chez ceux de Nizas; un quart de chômeurs chez ceux de Mauguio, 60 p. 100 chez ceux de Bédarieux; 25 p. 100 de chômeurs, chez ceux d'Aspiran; chômage général chez ceux de Lansargues; 20 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Saint-Georges-d'Orgues; 70 p. 100 chez ceux de Cazouls-lès-Béziers, 60 p. 100 chez ceux de Nézignan-l'Évêque; 30 p. 100 chez ceux de Villeneuve-lès-Béziers, 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Capetang; 40 p. 100 chez ceux de Courmonterral; moitié de chômeurs chez ceux de Nissan; un tiers de chômeurs chez ceux de Maureilhan.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; de même chez les ouvriers du *cuir*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Fougères, grève chez les *plâtriers*, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*. A Coësmes, travail peu actif, 60 heures, chez les *carriers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 50 à 55 heures, dans le *bâtiment*.

A Issoudun, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs* et *brocheurs en chaussures*.

A Châteaurenault, travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Amboise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; travail assez satisfaisant, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les *coiffeurs*.

A Bourgoin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Brignoud, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, travail toujours très actif chez les *gantiers* la main-d'œuvre fait défaut. A Vizille pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Montalieu-Vercieu, travail actif, 60 heures, chez les ouvrières en *soierie*. A Porcieu-Amblagnieu, deux tiers de chômeurs, 52 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*; 50 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Montalieu-Vercieu; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Parmilieu. A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-chaufourniers*.

Jura. — A Dôle, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *bûcherons*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 à 67 heures, chez les *mouleurs*. A Fraissans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Poligny, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *peintres*.

A Romorantin, 38 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *bûcherons*; travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les ouvriers du *drap*.

Loire. — A Saint-Étienne, 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers textiles*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés des fabriques de rubans*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez les *couturières* et chez les *lingères*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *aiguiseurs et polisseurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*.

A Roanne, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* et chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingeurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couveurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Charlieu, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *soieries*; pas de changement chez les *tisseurs* de La Gresle; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Cergne. A Saint-Genest-Lerpt, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'atelier *rubaniers*. A Chazelle-sur-Lyon, morte-saison, 36 heures, dans la *chapellerie*.

A La Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de La Ricamarie et de Villars, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* du Chambon-Feurolles; pas de chômeurs, 64 heures, chez ceux de Saint-Martin-la-Plaine.

A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *serruriers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Sail-sous-Couzan, travail peu actif, 54 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*. A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Loire (Haute-). — Au Puy, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Saint-Didier-la-Seauve, 10 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les *passementiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, travail actif chez les ouvriers de l'*habillement*; travail peu actif chez les *charpentiers de navires*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs* du bâtiment et de l'industrie; pas de changement chez les *musiciens*.

A Saint-Nazaire, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs* et chez les *mécaniciens navigateurs*.

Au Croisic, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; 19 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers* de Chantenay.

Loiret. — A Orléans, 20 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Montargis, travail actif, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Paucourt, Ouzouer-sur-Trézé, Gien et Bucy-Saint-Liphard.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cultivateurs-terrasiers*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Souillac, 25 p. 100 de chômeurs chez les *agriculteurs*; grève chez les *tanneurs et corroyeurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, un tiers de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 35 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers* de Casteljaloux. A Marmande, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*. A Larvadac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, travail actif, 72 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail assez actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *terrasiers*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs et apprêteurs*. Travail actif chez les *tisserands* de Gesté et Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs chez ceux de la Seguinère, Saint-Léger et la Tessoualle.

Manche. — A Cherbourg, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *menuisiers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *brossiers*; travail actif, 60 heures, chez les *terrasiers*.

A Reims, 1 chômeur, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers-relicieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail actif, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Fismes, 27 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *pelletterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers-paillassonneurs*; travail actif, 46 heures, chez les *gantiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *bûcherons*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 10 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; travail actif, 66 heures, chez les ouvriers du *vêtement*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les

tailleurs; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *menuisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les ouvriers de l'*amcublement*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre rava- leurs*.

A Maxéville, travail actif chez les *mineurs*, pas de chômeurs chez ceux de Gobbanches et d'Homécourt.

Meuse. — A Cousances-aux-Forgés, travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Olizy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Stenay. A Lérouvillle, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

Morbihan. — A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*.

A Vannes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; très satisfaisant chez les *menuisiers et ébénistes*; 15 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *zingueurs*.

A Rochefort-en-Terre, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ardoisiers*. A Hennebont, travail très peu satisfaisant, 45 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* de Pontivy.

A Auray, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; A Port-Louis, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Groix, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

Nièvre. — A Nevers, un quart de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers et galochiers*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A La Charité, pas de changement, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Decize; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Cercy-la-Tour; 80 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Prémery; travail actif, 66 heures, chez ceux de Cosne.

A Guérigny, travail actif, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Sulpice, Sichamps, Sessy-les-Bois, Arquian, Annay, Sardy-les-Epiry, Sainte-Colombe, Corvol-l'Orgueilleux, Perroy, Pazy, Oudan, Nolay, Nannay, la Celle-sur-Nièvre, Châteauneuf Val-de-Bargis, Giez, Entrains, Champlemy et Bitry; pas de changement chez ceux de Colméry; deux tiers de chômeurs chez ceux de Montaron; pas de chômeurs chez ceux de Giry; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Beaumont; travail peu actif chez ceux de Cessy-les-Bois; chômage général chez ceux de Menou; moitié de chômeurs chez ceux de Narcy.

Nord. — A Lille, nombreux chômeurs chez les *limonadiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez les *typographes*; travail très actif, 66 à 72 heures, chez les ouvriers en *métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *fonderies*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

A Douai, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*; de même 55 heures chez ceux de Bellignies. A Fresnes, travail actif chez les *verriers à vitres* et chez les *verriers à bouteilles* de même et 48 heures chez les *verriers* d'Escaupont.

A Cambrai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *mouleurs*. Travail satisfaisant chez les *métallurgistes* de Saint-Amand, de Sous-le-Bois, d'Haumont et d'Onnaing. A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *mouleurs*; 1 chômeur, 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail actif, 60 à 72 heures, chez ceux de Sous-le-Bois et de Jeumont.

A Roubaix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 4 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les ouvriers *textiles*. A Valenciennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Saint-Amand, pas de chômeurs travail actif chez les *bûcherons*; A Gravelines, nombreux chômeurs chez les ouvriers du *port*.

A Tourcoing, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les ouvriers *textiles*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tissus*.

A Dunkerque, 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; pas

de changement chez les *charpentiers* et *menuisiers*; $\frac{1}{3}$ de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; moitié de chômeurs chez les *marbriers*; 5 p. 100 de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *plafonneurs*. A Cousolre, 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *marbriers* à la *pendule*. A Rosendaël, travail actif, 60 heures, chez les *jardiniers*.

A Armentières, pas de changement, 50 à 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; 1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *pareurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*. A Halluin, 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les travailleurs du *bois*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs* de Gommegnies. A Walincourt, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers* et *orfèvres*. Au Cateau, travail actif 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Avesnes-les-Aubert, 8 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail très actif chez ceux de Briastre; 18 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez ceux d'Hazebrouck; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Estaires; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Halluin; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez ceux de Bévillers et de Bailloul; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Houplines; travail assez actif chez ceux de Nieppe.

A Caudry, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *tullistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *tulles unis*. A Comines, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail peu actif, 60 heures, chez les *rubaniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles* de Seclin; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Souplet; pas de changement, 72 heures, chez ceux d'Haspres; pas de chômeurs chez ceux de Saultzoir.

Oise. — A Beauvais, travail actif, 60 et 70 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Pierre-ès-Champs, pas de chômeurs 60 heures chez les *galochiers*. A Méru, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

A Béthisy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers* de Fenquières.

Orne. — A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Tinchebray, travail actif pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, travail très satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; travail peu actif, 54 heures, chez les *cordonniers*, *tanneurs* et *corroyeurs*; pas de chômeurs, 78 heures chez les *cimentiers*.

A Lens, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Calais, travail satisfaisant 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *employés*.

A Thiers, 3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *monteurs en coutellerie*; pas de chômeurs, chez ceux de Besse.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*.

9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* de Bressac-les-Mines. Grève chez ceux de Saint-Éloy. A Volvic, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers* et *tailleurs de pierre*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Salies-de-Béarn, travail satisfaisant chez les *hommes de peine*.

A Billère, pas de chômeurs chez les *camionneurs*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *carriers* de Bidache. A Guéthary, travail assez satisfaisant chez les *gens de mer*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 30 heures, chez les *peintres*; travail actif, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *marbriers-polisseurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de changement chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; travail peu actif chez les *serruriers-mécaniciens*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-ferblantiers*; moitié de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons-plâtriers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; travail actif, 60 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Coustouges, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *espadrilleurs* et *trépointeurs*. A Fillols, grève chez les *mineurs*.

Moitié de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et viticoles* de Toulouges, Pézilla-de-la-Rivière et Montner; un tiers de chômeurs chez ceux de Théza, 11 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-de-la-Raho; 21 p. 100 chômeurs chez ceux du Soler; 78 p. 100 chez ceux de Rivesaltes; 60 p. 100 chez ceux Pollestres; 16 p. 100 chez ceux de Canet, 12 p. 100 chez ceux de Canohès; nombreux chômeurs chez ceux de Salses; chômage général chez ceux de Clairà et de Vingrau.

Rhône. — A Lyon, 16 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs pâtisseries*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers régleurs*; pas de changement chez les *ouvrières de la soie* et de l'*aiguille*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *tullistes à la chaîne*; travail actif, 60 heures, chez les *maîtres-tullistes*; 7 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *coupeurs tailleurs*; travail actif, 60 heures, chez les *céramistes*; pas de changement chez les *dames employées*; pas de changement chez les *employés de la soierie*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; 1 chômeur chez les *sténographes*.

A Neuville-sur-Saône, travail peu actif chez les *travailleurs manouvriers*. A Bourg-de-Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*; 17 p. 100 chez ceux de Thizy. A Amplepuis, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Sain-Bel, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *mineurs*.

A Grigny, pas de chômeurs, travail un peu plus actif, chez les *chapeliers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Loup-sur-Semouze, pas de chômeurs, 74 heures, chez les *cordonniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *ouvriers en ameublement*.

Saône-et-Loire. — A Coublanc, travail peu actif, chez les *tisseurs*. Au Creusot, travail très satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Nanton, travail assez actif chez les *carriers*. A Montceau-les-Mines, 4 p. 100 de chômeurs environ, 54 à 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sciurs*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Montchanin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Martigny-le-Comte, 5 p. 100 de chômeurs, chez les *carriers*.

Sarthe. — Au Mans, 2 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, chez les *tanneurs-corroyeurs*; travail actif, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; un tiers de chômeurs chez les *constructeurs mécaniciens*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluies*.

A Sablé, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marbriers*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même et 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *serruriers* et *mécaniciens*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Saint-Michel, travail assez actif, 54 et 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *travailleurs de l'alimentation*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons* d'Arvillard.

A Moutiers, 13 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers* des *plâtrières* de Saint-Jean-de-Maurienne. A La Bridoire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers* de *l'ameublement*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*

A Thonon, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Chamonix, pas de changement dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires* de Taninges.

Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *jardiniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs-jardiniers*; 4 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries de la Seine*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-cuisiniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de Paris; 11 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de la Seine; 2 p. 100 de chômeurs chez les *biscuitiers en pain d'épices*; un tiers de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de changement chez les *sommeliers*; travail peu actif chez les *ouvriers de l'alimentation*.

2 p. 100 de chômeurs environ, 50 à 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *lithographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graineurs lithographes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *imprimeurs à la planche*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs lithographes*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *opérateurs et bitumiers de la photogravure*; travail peu actif, 60 heures, chez les *graveurs d'écritures français*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *fondeurs typographes*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; travail actif chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *finisseuses en chaussures*; travail actif, 60 heures, chez les *selliers* et *mécaniciens* de l'article de chasse; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers* de la *bretelle* et de la *ceinture*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; travail peu actif, 50 heures, chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvrières en chapeaux de soie et feutre*; pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; 22 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *casquetiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; travail satisfaisant chez les *couturières*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*.

Travail peu actif, 70 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *sapiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers du meuble*; travail actif chez les *nacriers en jumelles*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes en photographie*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *spécialistes en tables de nuit*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compagnons charrons*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers de la voiture*.

Travail actif, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs en fer*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-ornemanistes*; 1 p. 100 de chômeurs environ, travail assez satisfaisant, 60 et 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *polisseurs sur tous métaux*; travail assez satisfaisant chez les *ouvriers en comptoirs d'étain*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs en tubes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; travail assez satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de précision*.

Pas de changement, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre-ravaleurs*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les chefs *bardeurs*; 2 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *peintres*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 et 70 heures, chez les *stucateurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs modeleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *scieurs de pierre*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs en bois*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *monteurs lérageurs riveurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boucheurs à l'émeri*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les employés du commerce et de l'industrie de la *glace*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; travail assez satisfaisant chez les *caissières comptables*; pas de changement chez les *dames employées aux écritures*; 9 p. 100 de chômeurs chez les employés.

9 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissier*.

Pas de chômeurs chez les *cochers de grande remise*; travail peu satisfaisant chez les *porteurs aux halles*. 1 p. 100 de chômeurs chez les *instituteurs libres* et 2 p. 100 chez les *membres et employés de l'enseignement privé*; 2 p. 100 de chômeurs environ chez les *coiffeurs*; 1 p. 100 de chômeurs environ chez les *gens de maison*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-automobilistes*; travail assez actif chez les *artistes musiciens*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *artistes dramatiques*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *artistes lyriques*.

A Boulogne, 7 p. 100 de chômeurs environ chez les *blanchisseurs*.

A Saint-Denis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois*; 7 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *métallurgistes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les employés. A Alfortville, travail satisfaisant chez les *ouvriers en pompes*. A Clamart, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Levallois-Perret, travail actif, 59 heures, chez les *ouvriers de la voiture*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Asnières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, travail un peu plus actif chez les *maîtres d'hôtel garçons restaurateurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *corroyeurs et tanneurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs et brocheurs de la cordonnerie*; travail peu actif chez les *confectionneuses couturières*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 29 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs-plombiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 36 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*.

Au Havre, 2 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; travail satisfaisant chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; deux tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de magasin*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; travail peu actif chez les *cochers*.

A Elbeuf, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

A Deville-lès-Rouen, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Malaunay, 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Bolbec.

A Arques, travail peu actif, 52 heures, chez les *menuisiers à la mécanique*. A Sahures, 40 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *verriers* de Nesle-Normandeuse; travail peu satisfaisant chez ceux de Vauimpré-Essarts; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Blangy et d'Aumale; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux du Tréport; pas de chômeurs, 57 heures, chez ceux d'Eu.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail assez actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Meaux, pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre* du Moulin-Foulon. A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; 50 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs, scieurs de pierre, marbriers*; travail actif, 66 heures, chez les *peintres*.

A Meulan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez ceux de Saint-Germain. A Persan, travail peu actif, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Essonnes, pas de changement, 60 heures, chez les *chapeliers*.

A Étampes, 6 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *mouleurs*. A Corbeil, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *maçons*. A Orsay, travail satisfaisant, 70 heures, dans le *bâtiment*. A Bonnières, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*. Pas de chômeurs, 70 heures, chez les *carriers* de Chevreuse.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*. A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Bressuire, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Melle, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Thouars, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; travail satisfaisant chez les *couturières*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Moreuil, pas de changement chez les *bonnetiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Méharicourt; pas de chômeurs, travail actif, chez ceux de Villers-Bretonneux.

Tarn. — A Albi, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif, 30 heures, chez les *chapeliers-appropriers*.

A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de changement chez les *verriers*, chez les *menuisiers-ébénistes*, le *bâtiment* et chez les *employés de commerce*.

A Castres, travail peu actif, 60 heures, chez les *tourneurs sur bois*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Lavaur, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Graulhet, moitié de chômeurs, 32 à 40 heures, chez les *moutonniers*; 50 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*. A Carmaux, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Mazamet, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; pas de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mégissiers*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *moutonniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de *filature*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileurs*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; travail peu actif chez les *menuisiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Draguignan, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif chez les *menui-*

siers; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; un tiers de chômeurs chez les *machinistes*.

A Hyères, nombreux chômeurs chez les *cochers*.

A Saint-Raphaël, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *carriers*; 38 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*. A La Garde, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Seyne, travail peu actif chez les *marins-pêcheurs*.

Vaucluse. — A Avignon, un tiers de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Villeneuve-d'Avignon, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Apt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. Aux Sables-d'Olonne, pas de changement chez les *marins-pêcheurs*; travail satisfaisant, 42 heures, chez les ouvriers *boitiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Pas de chômeurs, travail actif, chez les *tisserands* d'Evrunes, des Epesses, de Mortagne-sur-Sèvre et de Saint-Laurent-sur-Sèvre. A Mervent, pas de chômeurs, 85 heures, chez les *forestiers*.

Vienne. — A Poitiers, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; travail actif, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de changement chez les *serriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cimentiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *vitriers peintres*. A Chatellerault, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *batteurs et marcheurs de pâte*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; travail actif chez les ouvriers de l'*habillement*; 35 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-plafonneurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *porcelainiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvrières de la *peinture céramique*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin* et *emballeurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bussière-Galant, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *feuilleardiers*.

Vosges. — A Saint-Dié, 5 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *mécaniciens*; 17 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Épinal, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A La Neuveville-les-Raon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail peu actif, 66 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant chez les *employés*. A Gérardmer, 11 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les ouvriers en *jouets*. A Étival, 1 p. 100 de chômeurs, 60 et 84 heures, chez les *papetiers*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles* de Bussang, de Gérardmer, de Cornimont, de Saint-Léonard, de Saint-Maurice-sur-Moselle, du Thillot, de Ban-de-Laveline, de Golbey, Provenchère et de Saulceray; travail assez actif chez ceux de Moyenmoutier; travail peu

satisfaisant chez ceux de Châtel-sur-Moselle et du Val-d'Ajol; pas de changement chez ceux de Nentron de Saint-Laurent.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Ravières, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *carriers-tailleurs de pierre*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Lavau, Sommechaie et Domats; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Sauveur; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Fargeau et de Treigny; 13 p. 100 de chômeurs chez ceux de Moutiers; pas de chômeurs chez ceux de Septfonds.

Algérie. — A Constantine, pas de chômeurs chez les *tailleurs*; 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Adjudications importantes en mai et juin 1906.**MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.**

10 mai. — SEINE. — Const. de la deuxième partie de l'asile de Maison-Blanche.....	167,177 ^f
12 ——— SEINE. — L'Hay; constr. d'un gr. scol. et d'une mairie..	111,944
26 ——— HÉRAULT. — Béziers; constr. d'un hôpit.....	124,867
28 ——— BASSES-PYRÉNÉES. — Bayonne; transf. des terrains des casemates.....	100,000
——— GUERRE. — Tarbes; const. d'un atelier d'usinage.....	512,648
31 ——— FINANCES. — Constr. de nouv. bâtim. à la manuf. d'allum. de Marseille.....	195,000
14 juin. — SEINE. — Entr. du chauffage du Palais de justice.....	280,000

ROUTES ET CHEMINS.

14 mai. — BASSES-ALPES. — Préf.; trav. s. rout. nat.....	320,050
17 ——— SEINE. — Maisons-Alfort; trav. de viabilité et d'assainiss.	114,000
22 ——— ARDÈCHE. — Tournon; trav. s. chem. vicin.....	129,200
——— VENDÉE. — Sallertaine; reconst. de l'église.....	115,000
26 ——— SEINE. — Établ. d'un parc au Champ de Mars.....	733,690
31 ——— CORRÈZE. — Trav. départem.....	108,000
7 juin. — PUY-DE-DÔME. — Constr. d'un chem. d'int. comm.....	646,604
13 ——— NORD. — Trav. s. rout. nation.....	101,300
——— HAUTES-PYRÉNÉES. — Trav. s. rout. nationales.....	115,000
15 ——— GIRONDE. — Trav. s. rout. nation.....	93,500

CANALISATION ET ÉGOUTS.

22 mai. — SOMME. — Amiens; constr. d'un égout.....	220,000
10 juin. — ALGÉRIE. — Djelfa; trav. de can. d'eau.....	118,000

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

30 mai. — LOT. — Entr. des ouvrages de la navigat. du Lot p. 5 a..	177,000
7 juin. — CORSE. — Ajaccio; prolong. de la jetée.....	920,000

CHEMINS DE FER.

7 juin. — JURA. — Tramw. de Clairvaux à Foncine-le-Haut; superstruct.....	222,600
---	---------

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

15 juin. — GUERRE. — Versailles; bateaux métalliques.....	108,750
---	---------

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Avril 1905.	Mars 1906.	Avril 1906.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	37 ^f 00	25 ^f 375	25 ^f 625
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	49 00	40 25	40 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	51 00	57 50	57 125
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	46 25	46 75	48 125
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	60 00	66 00	66 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	48 75	72 00	71 12
Laines au suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	159 50	198 00	197 50
Soies grèges Cévennes, 1 ^{er} ordre, le kilogr.....	47 00	50 00	52 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	177 75	222 75	224 75
Étain Banka, <i>idem.</i>	371 50	448 50	470 75
Plomb, livr. Paris, <i>idem.</i>	37 25	46 25	45 50
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	60 00	62 50	66 56
Blé à Paris, <i>idem.</i>	23 85	23 87	23 87
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	22 60	22 95	22 95
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	23 50	22 75	23 00
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 47	1 34	1 29
Viande veau, <i>idem.</i>	1 94	1 99	1 94
— mouton, <i>idem.</i>	2 06	1 99	2 02
— porc, <i>idem.</i>	1 48	1 57	1 59

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations du 1^{er} janvier au 30 avril 1906.

IMPORTATIONS.	1906.	1905.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1906.	en 1906.
Objets d'alimentation.....	250,859	249,106	1,753	„
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,257,951	1,112,402	145,549	„
Objets fabriqués.....	307,597	295,143	12,454	„
TOTAUX.....	1,816,407	1,656,651	159,756	„
AUGMENTATION en 1906.....			159,756 ^f	
EXPORTATIONS.	1906.	1905.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1906.	en 1906.
Objets d'alimentation.....	198,472	201,442	„	2,970
Matières nécessaires à l'industrie.....	437,127	422,730	14,397	„
Objets fabriqués.....	828,330	763,278	65,052	„
Colis postaux.....	140,358	120,253	20,105	„
TOTAUX.....	1,604,287	1,507,503	99,554	2,970
AUGMENTATION en 1906.....			96,584 ^f	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 501,088,700 francs du 1^{er} janvier au 25 mai 1906 contre 484,269,900 francs pendant la période correspondante de 1905, soit une augmentation de 3.50 p. 100.

Faillites. — 124 faillites et 11 liquidations judiciaires en avril 1906 (contre 104 et 10 en avril 1905).

Autorisations de bâtir à Paris. — 148 demandes en avril 1906, dont 117 pour des constructions neuves, contre 158 et 127 en avril 1905.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'avril 1906, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 20 syndicats patronaux comptant 598 membres;
- 66 syndicats ouvriers comptant 4,927 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 52 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers;
- 1 bourse du travail;

et de la dissolution de :

- 9 syndicats patronaux comptant 201 membres;
- 41 syndicats ouvriers comptant 1,790 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 80 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

11 en avril, 25 en mars, 16 en février, 15 en janvier et 24 antérieurement au 1^{er} janvier 1906.
Total: 91.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aube [15 septembre 1905]. — Syndicat des accoucheuses de l'Aube (18 membres).
Siège social : rue Champeaux, 35, TROYES.

Aude [1^{er} février 1906]. — Syndicat de la corporation des bouchers et charcutiers (2 membres). Siège social : café du Marché, place d'Espagne, NARBONNE.

Landes [24 mars 1904]. — Syndicat médical des Landes (138 membres). Siège social : rue de la Poste, 20, MONT-DE-MARSAN. — [28 novembre 1904]. — Syndicat professionnel des représentants de commerce à la commission, patentés du département des Landes (40 membres). Siège social : café Massy, MONT-DE-MARSAN.

Marne [8 avril 1906]. — Groupement des commissionnaires en fruits et primeurs, approvisionneurs et producteurs en gros de la place des marchés de Reims (88 membres).
Siège social : café de la Banque, place de l'Hôtel-de-Ville, REIMS.

Meuse [14 mars 1906]. — Chambre syndicale de la charcuterie de Bar-le-Duc (14 membres). Siège social : café des Oiseaux, rue Rousseau, BAR-LE-DUC. — [27 mars 1906]. — Union syndicale des maîtres d'hôtels, restaurateurs, cafetiers et débitants de l'arrondissement de Bar-le-Duc (28 membres). Siège social : Hôtel de ville, BAR-LE-DUC. —

[6 avril 1904.] — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises **d'assurances** à primes fixes du département de la Meuse (26 membres). Siège social : rue Chaussée, 5, VERDUN.

Nièvre [3 mai 1902.] — Syndicat du commerce de **bois** en gros de la région de Clamecy (41 membres). Siège social : scierie de Saint-Roch, CLAMECY.

Rhône [2 janvier 1906]. — Syndicat du commerce en gros de la **boucherie** de Lyon (22 membres). Siège social : place des Cordeliers, 3, LYON.

Saône-et-Loire [25 mars 1906]. — Syndicat des patrons **plombiers**, ferblantiers, zingueurs de la ville de Mâcon et de ses cantons (12 membres). Siège social : Hôtel de ville, MÂCON.

Seine [14 mars 1906]. — Chambre syndicale pour la fourniture générale pour **fleurs** et plumes (25 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS 10°. — [4 février 1906]. — Union syndicale des **tailleurs** de France (2 membres). Siège social : galerie Vivienne, 29, 31, 33, PARIS 2°. — [2 avril 1906]. — Syndicat général des **timbres-primés** commerciaux (2 membres). Siège social : rue des Messageries, 9, PARIS 10°.

Deux-Sèvres [7 décembre 1905]. — Syndicat de **défense des intérêts pharmaceutiques** des Deux-Sèvres (19 membres). Siège social : Hôtel de ville, NIORT.

Somme [2 mars 1906]. — Syndicat de la **boulangerie** de l'arrondissement de Péronne et des régions limitrophes (14 membres). Siège social : hôtel Saint-Claude, Grand'Place, PÉRONNE. — [9 décembre 1905]. — Syndicat des **laitiers** d'Amiens (70 membres). Siège social : place Gambetta, 17, AMIENS. — [3 février 1906]. — Syndicat picard des industries textiles (15 membres). Siège social : rue de Noyon, 29, AMIENS.

Vosges [15 mars 1906]. — Comité d'essais **liniers** des Vosges (8 membres). Siège social : bureau de la Société Garnier-Thiébaud et C^{ie}, GÉRARDMER. — [25 février 1906]. — Syndicat des négociants en **vins** et spiritueux en gros de Raon-l'Étape et des environs (20 membres). Siège social : place de la République, RAON-L'ÉTAPE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [16 octobre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de **l'habillement** de Bourg et de la région (17 membres). Siège social : rue de la République, 18, BOURG.

Allier [4 mars 1906]. — Syndicat des **mineurs** et similaires de Doyet (25 membres). Siège social : café Bernard, rue de la République, DOYET. — [1^{er} mars 1906]. — Union syndicale des ouvriers en **cuir** de la ville de Montluçon (20 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTLUÇON.

Alpes-Maritimes [1^{er} février 1906]. — Association syndicale des préparateurs en **pharmacie** des Alpes-Maritimes (50 membres). Siège social : avenue de la Gare, 1, NICE.

Ariège [24 avril 1905]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Saverdun (70 membres). Siège social : SAVERDUN.

Aude [21 mars 1906]. — Syndicat professionnel des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires de Port-Lanouvelle (25 membres). Siège social : PORT-LANNOUVELLE.

Cher [1^{er} mars 1906]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers confectionneurs en **chaussures** de Bourges (39 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES. —

[2 mars 1906]. — Chambre syndicale des **facteurs-express**, déménageurs et camionneurs de la ville de Bourges (70 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES.

Corse [1^{er} juin 1894]. — Syndicat des **fendeurs** de pierre de la ville d'Ajaccio (32 membres). Siège social : Hôtel de ville, AJACCIO.

Drôme [10 mars 1906]. — Syndicat des **voyageurs** et représentants de commerce de Valence et de la région (54 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE.

Eure-et-Loir [24 septembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Chartres (10 membres). Siège social : Cloître Notre-Dame, 5, CHARTRES. — [13 juin 1905]. — Union syndicale drouaise des industries du **livre** (8 membres). Siège social : DREUX.

Gard [14 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **charretiers** de la ville de Beaucaire (38 membres). Siège social : café Tournaire, rue de Nîmes, BEAUCAIRE.

Haute-Garonne [10 avril 1906]. — Chambre syndicale des employés des **omnibus** et tramways de la ville de Toulouse (2 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Gironde [18 février 1906]. — Syndicat des ouvriers et employés de la station d'énergie **électrique** des boulevards (19 membres). Siège social : boulevard de Caudéran, 1, BORDEAUX. — [24 février 1906]. — Syndicat des ouvriers de l'**équipement** militaire (31 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Landes [1^{er} janvier 1906]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (100 membres). Siège social : HERM. — [1^{er} janvier 1906]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (141 membres). Siège social : LESPERON. — [7 janvier 1906]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (150 membres). Siège social : LINXE. — [2 décembre 1905]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (149 membres). Siège social : LIT-ET-MIXE. — [11 novembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers-ébénistes** et parties similaires de la ville de Mont-de-Marsan (40 membres). Siège social : rue Lacataye, 11, MONT-DE-MARSAN. — [1^{er} février 1906]. — Union syndicale des **résiniers** du Marensin (210 membres). Siège social : RION. — [1^{er} janvier 1906]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (148 membres). Siège social : SAINT-JULIEN-EN-BORN. — [1^{er} janvier 1906]. — Syndicat des **résiniers** du Marensin (101 membres). Siège social : VIELLE-SAINT-GIRONS. — [1^{er} février 1906]. — Syndicat des ouvriers **résiniers** de la commune de Saint-Vincent-de-Paul (46 membres). Siège social : SAINT-VINCENT-DE-PAUL.

Marne [10 mars 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**, tailleurs de pierre et similaires de la ville de Châlons-sur-Marne (30 membres). Siège social : rue d'Orfeuil, 1, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [1^{er} février 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** et professions similaires de la ville de Châlons-sur-Marne (30 membres). Siège social : Bourse du travail, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [1^{er} février 1906]. — Section syndicale des ouvriers **plombiers**, zingueurs, couvreurs, aides et professions similaires de Châlons-sur-Marne (28 membres). Siège social : rue d'Orfeuil, 1, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [23 février 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **pelleterie** et industries similaires (25 membres). Siège social : rue d'Orfeuil, 1, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [8 avril 1906]. — Union syndicale des employés de **tramways** de la ville de Reims (26 membres). Siège social : avenue de Laon, 121, REIMS.

Haute-Marne [13 décembre 1903]. — Syndicat des ouvriers **vanniers** de la région de Fayl-Billot (193 membres). Siège social : Hôtel de ville, FAYL-BILLOT.

Meurthe-et-Moselle [3 août 1905]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **céramistes** et parties similaires de Lunéville (163 membres). Siège social : rue des Bosquets, 8, LUNÉVILLE.

Morbihan [6 mars 1906]. — Syndicat des ouvriers **plâtriers** de Lorient (32 membres). Siège social : Bourse du travail, LORIENT.

Nièvre [29 janvier 1906]. — Chambre syndicale des **bûcherons** de la commune de Montaron et communes limitrophes (25 membres). Siège social : Creule, commune de MONTARON. — [28 janvier 1906]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Prémery (40 membres). Siège social : PRÉMERY.

Nord [22 novembre 1905]. — Syndicat des employés des **tramways** électriques de Cambrai (30 membres). Siège social : rue Cantimpré, 29, CAMBRAI. — [18 mars 1906]. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières de l'École nationale d'arts et métiers de Lille (47 membres). Siège social : rue Léon-Gambetta, 31, LILLE. — [29 novembre 1905]. — Chambre syndicale des vendeurs de **journaux** et articles de librairie de Lille et de la région (64 membres). Siège social : rue Saint-Nicolas, 12, LILLE. — [1^{er} janvier 1906]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Villers-sire-Nicole (42 membres). Siège social : Mairie, VILLERS-SIRE-NICOLE.

Oise [10 juin 1905]. — Syndicat général du **bâtiment** et de l'industrie de Compiègne et de l'Oise (318 membres). Siège social : rue de la Justice, 48, COMPIÈGNE. — [15 janvier 1905]. — Association syndicale des **comptables** et employés du département de l'Oise (25 membres). Siège social : villa Schoffner, rue Ribot, 8, CREIL. — [1^{er} avril 1905]. — Union syndicale des ouvriers du **bois** et parties similaires de l'Oise (80 membres). Siège social : Mouy. — [16 avril 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers de la **brosserie** fine et parties similaires ou connexes de Mouy et des environs (35 membres). Siège social : MOUY.

Puy-de-Dôme [25 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs**, zingueurs, plombiers de Clermont-Ferrand (45 membres). Siège social : Bourse du travail, CLERMONT FERRAND.

Pyrénées-Orientales (16 février 1906). — Chambre syndicale des ouvriers du **liège** de Cérét (37 membres). Siège social : Hôtel de ville, CÉRÉT.

Rhône [2 janvier 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **graveurs**, moletteurs, releveurs, décalqueurs et pantographistes de Lyon et de la banlieue (41 membres). Siège social : place du Pont, 14, LYON. — [12 mars 1906]. — Union professionnelle des **infirmiers**, infirmières et garde-malades de Lyon et de la région (17 membres). Siège social : rue Vendôme, 274, LYON. — [20 janvier 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers, ouvrières et emplois similaires de la **raffinerie** de sucre de Lyon (150 membres). Siège social : LYON. — [28 janvier 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **ravaleurs** de la ville de Lyon (30 membres). Siège social : place du Pont, 13, LYON.

Savoie [17 mars 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers de la **papeterie** de Venthon (232 membres). Siège social : salle Truffy, place Charles-Albert, ALBERTVILLE.

Haute-Savoie [1^{er} avril 1906]. — Syndicat des **mineurs** et similaires aux mines et usines d'asphalte de la commune de Lovagny (38 membres). Siège social : Mairie LOVAGNY. — [1^{er} avril 1906]. — Syndicat professionnel des ouvriers du **bâtiment** de la ville de Rumilly et ses environs (36 membres). Siège social : salle des Sociétés, RUMILLY.

Seine [28 janvier 1906]. — Syndicat batignollais du **bâtiment** (19 membres). Siège social : rue des Moines, 93, PARIS-17^e. — [15 mars 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **ornemanistes** sur métaux pour l'architecture et des parties similaires (60 membres). Siège social : place Voltaire, 3, PARIS-11^e. — [29 mars 1906]. — Syndicat des **scieurs** de pierre tendre (310 membres). Siège social : avenue du Maine, 32, PARIS-14^e.

Seine-Inférieure [1^{er} avril 1906]. — Chambre syndicale des **marins** lamaneurs de la station du Havre (36 membres). Siège social : rue des Viviers, 33, LE HAVRE. — [3 mars

1906]. — Chambre syndicale des similaires **verriers** de Romesnil (33 membres). Siège social : NESLE-NORMANDEUSE. — [8 mars 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **parqueteurs** de Rouen et ses environs (26 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — (13 février 1906). — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Rouen et de la région (57 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Deux-Sèvres [2 mars 1906]. — Syndicat des ouvriers **ponceurs** et manœuvres de la ville de Niort (58 membres). — Siège social : Bourse du travail, NIORT.

Somme [4 mars 1906]. — Syndicat des ouvriers de l'**habillement** d'Amiens (62 membres). Siège social : rue Antonin, 22, AMIENS. — [23 février 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** de Martainneville-Saint-Maxent (64 membres). Siège social : salle Berthe, MARTAINNEVILLE.

Vosges [1^{er} mai 1905]. — Syndicat ouvrier des **papeteries** d'Anould (636 membres). Siège social : ANOULD. — [9 mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'**industrie textile** de la Petite-Raon et des environs (37 membres). Siège social : LA PETITE-RAON.

Alger [18 février 1906]. — Groupe l'Indépendance des **tailleurs de pierre** d'Alger (15 membres). Siège social : chemin Vermont, SAINT-EUGÈNE.

Oran [25 mars 1906]. — Syndicat des **mécaniciens**, chauffeurs et parties similaires (63 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN.

3° SYNDICAT MIXTE.

Seine-Inférieure [21 mars 1906]. — Syndicat des marins et armateurs de la petite **pêche** du quartier maritime du Havre (52 membres). Siège social : rue Michel-Yvon, 2, LE HAVRE.

4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Nièvre [3 décembre 1905]. — Fédération des maîtres **imprimeurs** de la région du centre (8 syndicats adhérents). Siège social : NEVERS.

Nord [28 janvier 1906]. — Union des syndicats de la **boulangerie** de l'arrondissement de Valenciennes (8 syndicats adhérents). Siège social : Grande-Place, 47, VALENCIENNES.

5° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [1^{er} mars 1906]. — Fédération française et indépendante du **théâtre** (8 syndicats adhérents). Siège social : rue Turbigo, 75, PARIS-3^e.

6° BOURSE DU TRAVAIL.

Charente-Inférieure [23 février 1906]. — Bourse du travail de Marans (2 syndicats adhérents). Siège social : MARANS.

B. SYNDICATS DISSOUS.

([la date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Pyrénées-Orientales [23 avril 1896]. — Chambre syndicale des **jardiniers** d'Elne et des communes environnantes (86 membres). Siège social : ELNE.

Savoie [1^{er} janvier 1904]. — Syndicat des **limonadiers**, hôteliers et restaurateurs du canton de Saint-Pierre-d'Albigny (10 membres). Siège social : SAINT-PIERRE-D'ALBIGNY.

Somme [25 janvier 1900]. — Syndicat des **médecins** de l'arrondissement d'Amiens (29 membres). Siège social : Hôtel du Rhin, place Saint-Denis, AMIENS.

Tarn [2 mai 1903]. — Syndicat des patrons de l'**ébénisterie** et de la menuiserie artistique de Mazamet (17 membres). Siège social : rue de la Bourse, MAZAMET. — [17 avril 1903]. — Syndicat professionnel des **entrepreneurs** de travaux publics de Mazamet, café du Commerce (17 membres). Siège social : café du Commerce, MAZAMET. — [1^{er} mai 1898]. — Syndicat des courtiers en **laines** et cuirs de Mazamet (20 membres). Siège social : rue Neuve, MAZAMET. — [10 janvier 1887]. — Syndicat des négociants en **laines** et cuirs de Mazamet (? membres). Siège social : café Caraguel, MAZAMET.

Haute-Vienne [27 mars 1904]. — Syndicat des marchands de **bois** (8 membres). Siège social : BUSSIÈRE-GALANT. — [14 mars 1895]. — Syndicat professionnel des fabricants de **papier** du centre de la France (14 membres). Siège social : Chambre de commerce, LIMOGES.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ardèche [1^{er} septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvrières **tisseuses** en soie de Boulieu-lès-Annonay et de la région (50 membres). Siège social : BOULIEU-LÈS-ANNONAY. — [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat des ouvriers **tailleurs de pierres**, carriers et similaires de Chomérac (15 membres). Siège social : CHOMÉRAC. — [3 janvier 1905]. — Chambre syndicale des **tisseurs** et tisseuses de Satillien et de la région (94 membres). Siège social : SATILLIEN.

Ariège [12 janvier 1904]. — Syndicat professionnel des ouvriers et ouvrières des **mines** d'Alzen et Montels (100 membres). Siège social : maison Barbe, MONTELS.

Corse [26 février 1905]. — Syndicat des **dockers** charbonniers et ouvriers similaires du port d'Ajaccio (46 membres). Siège social : Hôtel de ville, AJACCIO. — [5 avril 1905]. — Syndicat des **débardeurs** des forêts de la Corse (40 membres). Siège social : GATTI-DIVIVARO.

Landes (5 septembre 1902). — Chambre syndicale de l'union des ouvriers **boulangers** de Mont-de-Marsan et du département des Landes (28 membres). Siège social : rue Alsace-Lorraine, 19, MONT-DE-MARSAN. — [23 novembre 1900]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Mont-de-Marsan (15 membres). Siège social : avenue de Grenade, 5, MONT-DE-MARSAN.

Lot-et-Garonne [14 mai 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **carrossiers** de la ville (21 membres). Siège social : Bourse du travail, AGEN. — [17 février 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** d'Agen (25 membres). Siège social : Bourse du

travail, AGEN. — [20 avril 1893]. — Syndicat de l'**ameublement** de l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot (18 membres). Siège social, VILLENEUVE-SUR-LOT. }

Marne [28 janvier 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Reims et de la région (70 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [6 septembre 1903]. — Chambre syndicale de la **confection** militaire de la ville de Reims (7 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — (20 décembre 1903). — Syndicat des ouvriers **tailleurs d'habits** de la ville de Reims (26 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS.

Meurthe-et-Moselle [2 mai 1905]. — Syndicat ouvrier de l'industrie **textile** de Lunéville (? membres). Siège social : rue de Saint-Maur, 5, LUNÉVILLE. — [10 novembre 1904]. — Syndicat des ouvriers **débardeurs** réunis de Nancy et environs (18 membres). Siège social : rue Drouin, 2, NANCY. — [10 juin 1904]. — Syndicat ouvrier des industries du livre de Nancy (**typographes**) (12 membres). Siège social : rue de la Boubière, 2, NANCY. — [27 mai 1901]. — Syndicat ouvrier des industries **chimiques** et branches similaires de Meurthe-et-Moselle (25 membres). Siège social : rue de la Paroisse, 7, SAINT-NICOLAS.

Meuse [28 juin 1898]. — Syndicat professionnel des ouvriers **boulangers** de Verdun et de la banlieue (20 membres). Siège social : rue des Gros-Degrés, 35, VERDUN.

Orne [9 juin 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **passementiers** à la main de la ville d'Alençon (8 membres). Siège social : Bourse du travail, ALENÇON. — [11 décembre 1904]. — Syndicat général des ouvriers en **chaussures** de Flers (18 membres). Siège social : rue de Domfront, 22, FLERS.

Pas-de-Calais [27 janvier 1903]. — Syndicat indépendant des **charpentiers** de navires (5 membres). Siège social : rue Nationale, 123, BOULOGNE-SUR-MER. — [10 août 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers **jardiniers** (? membres). Siège social : rue Nationale, 123, BOULOGNE-SUR-MER. — [15 octobre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiment de Boulogne-sur-Mer (40 membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — [18 mars 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers **tonneliers** (23 membres). Siège social : rue Nationale, 123, BOULOGNE-SUR-MER. — [16 décembre 1904]. — Syndicat des **employés** de Calais (20 membres). Siège social : boulevard Jacquard, 26, CALAIS. — Section de Calais de l'union syndicale des **mécaniciens** navigateurs (20 membres). Siège social : rue de la Mer, 21, CALAIS. — [1^{er} février 1899]. — Syndicat d'ouvriers **mineurs** «La conciliation» (200 membres). Siège social : rue Demarquette, 30, HÉNIN-LIÉTARD. — [1^{er} août 1889]. — Syndicat **typographique** de Montreuil-sur-Mer (5 membres). Siège social : café Harley, MONTREUIL-SUR-MER.

Basses-Pyrénées [30 juin 1901]. — Syndicat des corporations ouvrières des **forges** de l'Adour et de ses dépendances (315 membres). Siège social : rue de la Barre, LE BOUCAU.

Savoie [22 août 1903]. — Syndicat des employés d'**hôtels**, limonadiers, restaurateurs, parties similaires et des deux sexes (102 membres). Siège social : café Cavelin, AIX-LES-BAINS. — [30 juillet 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la Savoie (18 membres). Siège social : CHAMBERY. — [20 avril 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers **chapeliers-fouleurs** de Pont-de-Beauvoisin (8 membres). Siège social : PONT-DE-BEAUVOISIN.

Seine [2 juillet 1884]. — Chambre syndicale des artistes **lithographes**, dessinateurs, graveurs, écrivains, chromistes et autographes (? membres). Siège social : rue du Château-d'Eau, 27, PARIS-10^e.

Somme [21 septembre 1905]. — Syndicat des employés et ouvriers chrétiens des **chemins de fer** français (25 membres). Siège social : chemin des Granges, 22, AMIENS.

— [1^{er} juin 1903]. — Chambre syndicale ouvrière des **cuisiniers** et pâtissiers du département de la Somme (30 membres). Siège social : rue Delambre, 30, AMIENS. — [20 juin 1903]. — Syndicat des **hommes** de peine de la ville d'Amiens (32 membres). Siège social : Bourse du travail, AMIENS. — [3 mars 1887]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et parties similaires d'Amiens et des environs (10 membres). Siège social : Bourse du travail, AMIENS. — [29 novembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires du Ponthieu (180 membres). Siège social : SAILLY-LE-BEC.

Tarn [18 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers-mécaniciens** Mazamet (26 membres). Siège social : Grande-Rue, MAZAMET.

Haute-Vienne [27 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **talonniers** parties similaires (84 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES.

3° SYNDICAT MIXTE.

Somme [16 novembre 1890]. — Syndicat professionnel des patrons et des ouvriers des industries **textiles** (80 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, 49, AMIENS.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — <i>Compte rendu des séances.</i> — <i>Rapports</i> : Bureaux de placement (M. Thévenet). — Protection des salaires (M. Martelin). — Création d'un office du travail (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
2 ^e SESSION (1892). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapports</i> : Organisation du crédit populaire (MM. Labeyrie et Delahaye). — Sociétés coopératives de crédit (M. Lyon-Caen). — Habitations ouvrières (M. Siegfried). — Musée d'économie sociale (M. Linder). — Règlements d'atelier (M. Keufer). — Pétition des typographes de Lyon. — 1 vol. in-4° 252 p.....	3 fr.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapport</i> sur l'organisation du crédit populaire (M. Many). — 1 vol. in-4°, 341 p.....	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapport</i> sur la création de chambres de travail (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p.....	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapports</i> : L'insaisissabilité des pensions ouvrières (M. Pualet). — La question du chômage (MM. Moron, Finance et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p.....	1 fr. 80.
<i>Rapport</i> sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail. — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60.....	Épuisé.
<i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898)</i> [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	1 fr.
7 ^e SESSION (1897). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapport</i> sur le système actuel des adjudications (M. Keufer). — Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-4°, 299 p.....	3 fr.
8 ^e SESSION (1898). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapport</i> sur le marchandage (M. Goy). — Note de l'Office du travail sur le marchandage. — 1 vol. in-4°, 127 p.....	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 525 p. 4 fr. 50.....	Épuisé.
<i>Les conseils de prud'hommes</i> (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p.....	3 fr. 60.
<i>Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes</i> (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p.....	1 fr.
10 ^e SESSION (1901). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4° de 175 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
<i>Rapport</i> et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p.....	3 fr.
<i>Rapports</i> sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrêt. — 1 broch. in-4°, 28 p.....	1 fr.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 147 p.....	1 fr. 80.
<i>Apprentissage</i> : enquête et documents (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p.....	4 fr. 50.
<i>Rapport</i> sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.....	1 fr.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 224 p.....	2 fr. 70.
<i>Les caisses de chômage.</i> — 1 vol. in-4°, de 148 p.....	1 fr. 80.
<i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p.....	1 fr. 50.
<i>Enquête</i> et documents sur le délai-congé. — 1 vol. in-4°, 104 p.....	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 233 p.....	1 fr. 80.
<i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 vol. in-4°, 73 p.....	1 fr. 50.
<i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p.....	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 135 p.....	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 168 p.....	2 fr. 25.
<i>L'enseignement professionnel</i> (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p.....	2 fr. 25.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

<i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.</i> — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893). 8 fr.....	Épuisé.
<i>Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques.</i> — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).....	1 fr. 50.
<i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.</i> — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr.....	Épuisé.
<i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis.</i> — Des arts et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 50.....	Épuisé.
<i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française.</i> — Tome 1 ^{er} : Seine. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893). — Tomes II et III : Départements. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — Tome IV : Résultats généraux. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer.</i> — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique.</i> — 29 planches in-8° (1897) 4 fr.....	Épuisés.
<i>La petite industrie (salaires, durée du travail).</i> — Tome 1 ^{er} : L'alimentation à Paris. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — Tome II : Le vêtement à Paris. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr.....	Épuisés.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{ie}. (Suite.)

L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 332 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Saïste-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers.</i> — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail.</i> — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — <i>En Autriche.</i> — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : <i>Accidents.</i> — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse.</i> — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.....	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.</i> — (1899). — Tome II : <i>Cuirs et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — (1901). — Tome III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses.</i> — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.</i> — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).....	1 fr. 50.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques.</i> — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. <i>Dénombrement général.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Épuisé.
<i>Dénombrement des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50.....	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé), chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est.</i> — 1 vol. in-4° de 870 p.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle. Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892.</i> — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
<i>Années 1893 à 1898.</i> — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr.	Épuisé.
— 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1 ^{er} volume <i>Mouvement de la population.</i> — 4 vol. in-8° de 313, 289, 105 et 384 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun....	5 fr.
<i>Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 2^e volume : Institutions d'assistance.</i> — 4 vol. in-8° de 211, 105, 103 et 103 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
Annuaire statistique. — Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p. — (Épuisés : années 1886, 1888, et 1890 à 1902, sauf 1901), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1904). — 14 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902 et 1903), chacun.....	3 fr. 50.
1904.....	4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905. — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905.), chacun.....	5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRULT ET C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6°.
MUZARD ET EBIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{er}.
GÉORGES ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7°.
CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, à Paris-6°.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		États-Unis : Revue du travail.....	609
Revue du travail en mai.....	543	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves...	609
Situation par industries.....	546	Italie : Grèves en 1902 et 1903.....	609
Grèves en mai.....	554	Norvège : Salaires moyens de 1885 à 1900. — Le	
Cconciliation et arbitrage en mai.....	570	choïmage chez les ouvriers syndiqués en 1904-	
Le contrôle du travail des agents de chemin de fer		1905.....	614
en 1904.....	575		
Tables de mortalité de la population française		<i>Actes et documents officiels.</i>	
d'après le recensement du 24 mars 1901.....	587	Articles 59, 65 et 66 de la loi de finances du	
La journée de neuf heures dans les manufactures		17 avril 1906, concernant : 1 ^o la modification de	
de l'Etat (tabacs, allumettes, monnaies et mé-		la loi du 22 mars 1902 sur les accidents du tra-	
dailles).....	592	vail ; 2 ^o l'incessibilité et l'insaisissabilité des pen-	
Les sociétés de secours mutuels des mineurs en		sions de retraite ; 3 ^o l'amélioration des retraites	
1903 et 1904.....	595	des ouvriers mineurs. — Articles 18 et 19 de la	
		loi du 19 avril 1906, concernant les conditions	
<i>Jurisprudence.</i>		du travail des marins à bord. — Loi du 23 avril	
Syndicat ; démission. — Convention syndicale ;		1906, créant des sociétés de crédit maritime. —	
absence de détermination de durée. — Délai-		Lettre du ministre des Finances, du 17 février	
congé ; indemnité. — Accidents du travail ; tra-		1905, sur l'assujettissement à la patente, des so-	
vail à forfait en dehors de la direction du pa-		ciétés coopératives de consommation.....	617
tron ; charretier attaché à une scierie à vapeur.	598	Chronique législative : L'incessibilité et l'insaisis-	
		sabilité des pensions de retraite. — Le repos heb-	
		domadaire.....	620
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		<i>Renseignements divers.</i>	
Allemagne : Revue du travail. — Placement. —		Analyse, par département, des renseignements	
Grèves.....	601	fournis : 1 ^o par des associations patronales ;	
Autriche : Placement. — Grèves. — L'assurance-		2 ^o par des syndicats ouvriers.....	625
maladie et l'assurance-accidents en 1903.....	602	Adjudications ; prix courants divers ; commerce	
Belgique : Revue du travail. — Placement. —		extérieur ; transports ; faillites ; autorisations de	
Grèves.....	605	bâtir.....	646
Canada : Revue du travail. — Grèves.....	606	Placement gratuit (1 ^{er} trimestre 1906) : syndicats	
Danemark : Salaires et durée du travail des ou-		professionnels ouvriers et mixtes.....	648
vriers agricoles.....	606	Mouvement syndical.....	660

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

PUBLICATIONS

DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (*Décembre 1904*). Un volume in-8 de 334 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 60.

N° 2. — Loi du 9 avril 1898 (*modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905*) et Règlement d'administration publique du 28 février 1899. Brochure de 32 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 3. — Jurisprudence (*I. Mars 1902*). Un volume de 937 pages.

Prix : 10 francs — Franco 11 francs.

N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (*modifiée par la loi du 22 mars 1902*) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

N° 6. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (*Mars 1902*). Brochure de 63 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 10.

N° 7. — Jurisprudence (*II. Mars 1903*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages.

Prix : 5 francs — Franco 5 fr. 75.

N° 8. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages.

Prix : 1 fr. 30 — Franco 1 fr. 40.

N° 9. — Jurisprudence. (*III. Novembre 1903*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages.

Prix : 4 francs — Franco 4 fr. 50.

N° 10. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Brochure in-8° de 95 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 11. — Jurisprudence (*IV. Mars 1904*). Avec *Table analytique* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages.

Prix : 3 fr. 25 — Franco 3 fr. 75.

N° 12. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Brochure de 96 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 13. — Maladies professionnelles. *Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail*. 1904. Brochure in-8° de 48 pages.

Prix : 0 fr. 20 — Franco 0 fr. 30.

N° 14. — Législation sur les accidents, *annotée des décisions de jurisprudence*. 1904. Un volume de 116 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 1904. Brochure de 34 pages.

Prix : 0 fr. 35 — Franco 0 fr. 45.

N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Février 1905*). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs.

Prix : 2 fr. 75 — Franco 3 fr. 15.

N° 17. — Jurisprudence. (*V. Mars 1905*). Un volume de 147 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

Les Caisses d'épargne. (*Législation et statistique*). 1903. Brochure in-8° de 34 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 44 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Projet de loi sur le contrat d'assurance. *Rapport et documents*. 1903. Volume de 247 pages.

Prix : 0 fr. 85 — Franco 1 fr. 20.

L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

Les capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages.

Prix : 1 fr. 20 — Franco 1 fr. 35.

Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 15.

Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. *Statistiques et graphiques*. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (*voité par la Chambre des députés, le 15 avril 1905*). Brochure de 61 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Les assurances sociales en France, de 1889 à 1905. *Rapport au Congrès international de Vienne (1905)*, par le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. Brochure de 28 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

*Monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail,
Direction du travail,
PARIS (vii^e).*

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de mai, les ouvriers viticoles du Midi étant occupés au sulfatage et au soufrage des vignes, la proportion de leurs chômeurs a légèrement diminué, bien que restant encore très au-dessus du niveau normal en cette saison. L'embauchage pour l'écorçage a également réduit d'une façon sensible le chômage des ouvriers bûcherons. Le travail continue à être satisfaisant dans l'horticulture de la région parisienne.

L'activité est maintenant normale dans le bâtiment et les industries qui en dépendent, sauf à Paris en raison des grèves.

Dans l'industrie textile, le travail a baissé dans plusieurs centres du Nord ainsi qu'à Reims; il est au contraire un peu plus abondant à Rouen; il reste satisfaisant dans les centres des Vosges. Dans la soie, les fabriques de rubans de la région de Saint-Étienne bénéficient d'une reprise sensible; dans la région lyonnaise, le travail continue à baisser dans les usines de tissage mécanique et dans les ateliers de la ville de Lyon; il reste abondant dans les ateliers à bras de la campagne.

Les industries du vêtement sont en pleine saison.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de mai 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

Dans les industries des métaux la situation, d'une manière générale, est toujours satisfaisante, mais le chômage reste important chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

L'activité continue à baisser en province dans les industries du livre. Le chômage est toujours important parmi les ouvriers moutonniers de Graulhet.

1,281 syndicats, groupant 249,646 ouvriers, ont répondu en mai 1906, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats 1,071, groupant 197,614 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 15,249, ce qui correspond à une moyenne de 7.7 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier de 8.5 p. 100; elle était de 9.5 p. 100 en mai 1905.

L'ouvrage, pendant le mois de mai 1906, a été jugé, par comparaison avec le mois d'avril, plus abondant, par 29 p. 100 des syndicats, groupant 29 p. 100 des syndiqués; équivalent par 52 p. 100 des syndicats groupant 45 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 19 p. 100 des syndicats, groupant 26 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 684 syndicats, groupant 98,004 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 352, groupant 62,004 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1,580) accusent 3 p. 100 de chômeurs contre 2 le mois dernier et 5 en mai 1905 : il y a une recrudescence d'armements; à Boulogne-sur-Mer (952) il y a 0 p. 100 de marins pêcheurs inoccupés contre 3.7, le mois dernier; le travail est assez satisfaisant. Sur les côtes bretonnes, à Douarnenez (1,337) la pêche au maquereau et à la sardine est meilleure, les autres poissons donnent aussi un peu; à Concarneau (400) tous les matelots sont embarqués, le temps est favorable et la pêche est meilleure; elle est également satisfaisante à Guilvinec (150); à Audierne (205) et au Palais (104) les pêcheurs sont mécontents. A Châtelailon (1,100) les pêcheurs d'huîtres sont tous occupés, mais la saison est à peu près terminée. A Marseille le syndicat indépendant des inscrits (200) accuse 3 p. 100 de chômeurs.

D'après les réponses de 71 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 10,339 membres le nombre des chômeurs syndiqués était, à la fin de mai, de 1,862, soit 18 p. 100 contre 21.8 p. 100 le mois dernier et 22.2 p. 100 en mai 1905; la situation était considérée comme satisfaisante par 41 p. 100 des syndicats et 56 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 1,862 chômeurs, 1,804 sont signalés par 61 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 5,760 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 21, 36.5 et 39.2 p. 100 contre 29, 45.5 et 45.8 le mois dernier : cette diminution du chômage a pour cause le sulfatage et le soufrage des vignes, ainsi que la fenaison, qui occupent toujours en cette saison beaucoup de bras; néanmoins le chômage reste plus élevé qu'il devrait l'être par suite de la mévente des vins qui sévit depuis deux ans. A Paris, les jardiniers

(2,036) sont tous occupés, la semaine est de 60 à 70 heures; le syndicat mixte des horticulteurs (2,207) annonce 22 chômeurs au lieu de 10, la saison est toujours favorable. A Angers le syndicat mixte des jardiniers (2,60) estime le travail moins abondant par suite des orages fréquents, la semaine est de 69 heures.

Les 83 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois de mai le nombre de leurs chômeurs accusent 1.055 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 8,393 membres, une proportion de 12.6 p. 100 contre 20.8 p. 100 le mois dernier et 15.1 en mai 1905. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 85 p. 100 des syndicats et 80 p. 100 des syndiqués. L'écorçage qui était en cours dans la grande majorité des centres et accessoirement les travaux des champs (binage des légumes, betteraves, etc.), ont donné beaucoup d'occupation en mai aux ouvriers bûcherons; on ne signale aucun chômeur dans 15 sur 26 des centres du Cher, dans 8 sur 9 de ceux de l'Yonne et dans 27 centres sur 29 dans la Nièvre; le chômage, dans l'ensemble, atteint 17.2 p. 100 dans le Cher pour 26 syndicats groupant 2,948 syndiqués, il est de 2.3 p. 100 pour 29 syndicats de la Nièvre groupant 2,766 membres et de 1.3 p. 100 pour 9 syndicats de l'Yonne ayant 774 membres.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, ne portent, que sur 146,000 ouvriers environ, soit les trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mai 1906. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMADAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais (1).	93,406	5.38	"	"	21.4	78.6	"
Loire.....	15,613	5.37	"	"	39.1	52.3	8.6
Gard et Hérault.....	14,391	5.57	"	11.33	"	88.67	"
Tarn et Aveyron.....	10,418	5.67	"	"	"	87.3	12.7
Provence (lignites).....	2,572	5.45	"	"	"	100	"
Isère (2).....	"	"	"	"	"	"	"
Ouest.....	280	5.77	"	"	"	100	"
Bourgogne et Nord-Est..	9,721	5.44	"	16	"	64.45	19.55
Centre (2).....	"	"	"	"	"	"	"
ENSEMBLE pour la France.	146,401	5.41	"	2.18	17.81	76.90	3.11

(1) Manquent les renseignements pour la compagnie de Dourges.
(2) Par défaut de renseignements.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.41; il était de 5.88 en mai 1905. D'après les réponses de 17 syndicats, le chômage serait de 3.4 p. 100 sur un effectif de 7,319 syndiqués⁽¹⁾; il était de 2.5 p. 100 le mois dernier pour 9,095 syndiqués et de 5.82 p. 100 en mai 1905 pour 8,926 syndiqués. La proportion des chômeurs est, d'après le syndicat

⁽¹⁾ Aucun syndicat du Nord ou du Pas-de-Calais n'a répondu au questionnaire.

de la rue du Nord, de 4 p. 100 à Montceau (4.979) contre 3.8 le mois dernier et 5 en mai 1905.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 5.6 p. 100 pour 23 syndicats groupant 3,696 ouvriers contre 2.2 p. 100 le mois dernier et 6.5 en mai 1905. Dans les carrières il y a 13.6 p. 100 de sans travail à Fontvielle (110), 8.5 à Saint-Raphaël (118); pas de chômeurs à Lérrouville (187), Chevreuse (363) et Saint-Resitut (125). Dans les ardoisières 6.9 p. 100 de sans travail à Trélazé (1,781); pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (300), Rimogne (201), Rochefort-en-terre (110).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 52 syndicats, groupant 8,738 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en mai, soit 1,577, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 18 p. 100 contre 14.9 le mois dernier et 23.3 en mai 1905. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 56 p. 100 des syndicats et 54 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Toulouse (120), les bouchers, charcutiers (124), les confiseurs-pâtisseries (450) et les limonadiers (500) de Marseille, les cuisiniers de Bordeaux (329). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Caen (130), Nice (140) et du Mans (365), les maîtres d'hôtel du Havre (503) et de Rouen (446). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (851) accusent 8.8 p. 100 de chômeurs contre 11.3 le mois dernier; ceux de la Bourse du travail (960) 15.6 p. 100 contre 10.5; les pâtisseries de la rue de la Lingerie (480), 31 p. 100; les confiseurs (250) 10 au lieu de 14 p. 100; les biscuitiers (203) 2.5 p. 100 contre 1.9 les employés d'hôtel de la Bourse du travail (200) 20 p. 100; chez les boulangers, les compagnons du *Nouveau siècle* accusent 16.2 p. 100 de chômeurs.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'avril 1906, septième mois de la campagne 1905-1906, s'élevait à 1,981,003 hectolitres contre 1,731,515 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 249,488; l'augmentation porte sur les alcools de betteraves (1,100,892 hectolitres au lieu de 830,193) et de mélasses (415,296 hectolitres au lieu de 276,717). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 83,163 hectolitres, soit une différence en plus de 524 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1904-1905 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de mai 1906 (neuvième mois de la campagne 1905-1906), la quantité de sucre travaillée correspondait à 1.055,846 tonnes de sucre raffiné, soit une augmentation de 420,884 tonnes sur la période correspondante de la campagne 1904-1905 ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 2,673 ouvriers, ressort à 11.9 p. 100 contre 3.9 p. 100 le mois dernier et 3.9 en mai 1905. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, 12.5 p. 100 de sans travail à Toulon (240); ceux de Bordeaux (541) et de Reims (120) sont tous occupés. Les savonniers de Marseille (325) accusent 14 p. 100 de chômeurs contre 14 le mois dernier; les huiliers et pétroliers du Havre (385) 40 p. 100; les tordeurs

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 mai 1906.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 juin 1906.

d'huile de Dunkerque (360) 5.5 p. 100; les ouvriers en matières tannantes et colorantes de Cornil (190) 32 p. 100; pas de chômeurs par contre chez les ouvriers en produits chimiques de Prémery (250).

Les ouvriers des papeteries d'Etival (750) accusent 1 p. 100 de chômeurs contre 0.7 le mois dernier. A Lyon, les cartonniers (150) en accusent 73 p. 100; les papetiers-régisseurs (110) 5.5 p. 100.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 138 pour 75 syndicats groupant 3,160 adhérents, soit 4.4 p. 100; pour Paris, de 108 pour 9 syndicats groupant 6,227 adhérents, soit 1.7 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 2.8 p. 100, et pour Paris de 2.9 p. 100; elle était, pour le mois de mai 1905, de 4.3 p. 100 pour la province, de 3.4 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 79 p. 100 des syndicats de province groupant 68 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 22 syndicats, équivalent par 30, moins abondant par 16 autres. Il y a 12.3 p. 100 de syndiqués sans travail contre 9.4 le mois dernier chez les typographes à Bordeaux (350); 1 p. 100 au Havre (100); 4 p. 100 à Limoges (125) contre 0.9; 4 p. 100 à Grenoble (150); 8.8 p. 100 à Nantes (160); 0.9 p. 100 contre 0 le mois dernier à Clermont-Ferrand (110).

A Paris, le travail reste satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (4,680) accuse, en dehors des grévistes, 62 chômeurs contre 85 le mois dernier et 78 en mai 1905. Dans la lithographie, grève générale depuis le 1^{er} mai : le syndicat indépendant (556) n'accuse aucun chômeur contre 1.5 p. 100 le mois dernier.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 15 syndicats, groupant 4,954 ouvriers, atteint 18.3 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 25.8 p. 100, elle était de 17 p. 100 en mai 1905. Les tanneurs-corroyeurs de Lyon (400) accusent 4 p. 100 de sans travail. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) accusent 2 p. 100 de sans travail contre 2 p. 100 le mois dernier, la semaine est de 50 à 54 heures; les mégissiers-palissonneurs (417) n'ont pas de chômeurs et font 60 heures; les mégissiers et chamoiseurs de Millau (100) ont 20 p. 100 de sans travail; à Mazamet, les mégissiers (100) sont tous occupés 60 heures; les moutonniers de Graulhet (1,150) ont 50 p. 100 de chômeurs au lieu de 50 le mois dernier et 3.5 en mai 1905; la semaine varie de 30 à 35 heures. A Paris, les travailleurs de la peau (1,500) ont 13.3 p. 100 de chômeurs et font 54 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 1.5 p. 100 pour 14 syndicats groupant 1,662 ouvriers contre 2.7 le mois dernier et 26 en mai 1905. Les cordonniers de Romans (620) sont tous normalement occupés; ceux d'Angers (200) n'ont pas de chômeurs, mais ne font que 50 heures par semaine; ceux de Limoges (550) accusent 2.1 p. 100 de chômeurs le mois dernier; la semaine moyenne est de 45 heures.

Dans la ganterie, à Millau, l'Union (1,000), le syndicat mixte (360) et le syndicat indépendant (100) n'accusent aucun chômeur.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 70 syndicats, groupant 26,093 adhérents, était, à la fin de mai, de 1905, soit 7.3 p. 100; la proportion était de 4.8 p. 100 le mois dernier, elle était de 6.3 en mai 1905.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait 4.6 p. 100 de chômeurs contre 4.6 le mois dernier et 6.9 p. 100 en mai 1905, la semaine serait de 60 heures, le travail est stationnaire, mais la situation reste assez satisfaisante; à Tourcoing, d'après le syndicat textile (127), le chômage serait de 2 p. 100 au lieu de 0 p. 100 et la semaine de 55 à 60 heures; d'après le syndicat de l'industrie du tissu (377), le chômage serait de 4 p. 100 contre 5 le mois dernier, le travail serait un peu plus abondant, la semaine serait de 60 heures, mais 15 p. 100 des ouvriers ne travailleraient que sur un métier au lieu de deux; à Armentières, le syndicat mixte (1,790) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait de 55 à 60 heures; à Houplines (1,500) il y a 1.3 p. 100 de chômeurs contre 1.3, la situation est estimée satisfaisante pour l'époque, la semaine est de 60 heures; à Lille, dans la filature de lin, chanvre et jute (500), il y aurait 40 p. 100 de chômeurs; à Hazebrouck (433) il y a 15.2 p. 100 de chômeurs contre 17.8, la semaine est toujours de 59 heures; à Halluin (1,000) le chômage est de 6 p. 100 au lieu de 5 et la semaine serait de 60 heures; dans les petits centres de tissage pas de chômeurs à Fourmies (260), Bailleul (250); 5.3 p. 100 au lieu de 5.2 à la Gorgue-Estaires (529); 2.8 p. 100 au lieu de 2.4 à Nieppe (425); 3 p. 100 de chômeurs à Haspres (344); 5.5 p. 100 au lieu de 0 à Comines (180). Pour l'ensemble de 17 syndicats du Nord groupant 13,874 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 5.2 p. 100 contre 3.8 le mois dernier.

Dans les Vosges, les 11 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 1,022 syndiqués contre 1.3 le mois dernier; la semaine est partout de 60 heures au moins.

Dans les centres cotonniers normands, le syndicat de Rouen (2,000) accuse 3 p. 100 de chômeurs et 60 heures par semaine: le travail est plus abondant; les ouvriers cotonniers de Bolbec (150) ne font toujours que 50 heures sans chômeurs. Le travail est normal à Condé-sur-Noireau (120) et à Flers (164) où la journée est de 10 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, la semaine est de 50 heures à Bourg-de-Thizy (662) et le chômage y est de 6.9 p. 100 contre 6.7 le mois dernier; il est de 24 p. 100 au lieu de 18 à Thizy (105); à Roanne (1,200) il y a 3.5 p. 100 de chômeurs contre 0.9 le mois dernier; la semaine est en moyenne de 48 heures: les ouvriers pareurs (250) accusent 0.8 p. 100 de sans travail et 60 heures par semaine.

Dans les Ardennes, à Saint-Menges (260), le chômage est de 7.7 p. 100 au lieu de 7.7 le mois dernier et de 18 en mai 1905, la semaine varie de 42 à 50 heures; à Floing (196) il y a 16 p. 100 de tisseurs en chômage contre 25 le mois dernier, la reprise s'est affirmée. A Reims il n'y a pas de chômeurs dans l'industrie lainière (400), la semaine est de 60 heures; mais la fin de la saison se fait sentir. A Amiens, les tisseurs (300) font tous 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (500), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés 60 et 66 heures, le travail est satisfaisant pour l'époque, bien que le chômage soit assez intense au tissage; le syndicat mixte d'Angers (223) accuse 1.3 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier et 60 heures par semaine; la situation reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: en particulier les tisserands de Cholet (660), de Saint-Léger (112) et de Mortagne-sur-Sèvre (244) ne signalent aucun chômeur. Les tapissiers d'Aubusson (135) sont tous occupés 60 heures. A Lavelanet (1,200), les ouvriers textiles, dont la grève est terminée, accusent 50 p. 100 de chômeurs contre 3 en mai 1905; à la Bastide-Rouairoux, dans l'industrie lainière (117), tous les ouvriers sont occupés 60 heures.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (125)

accuse o chômeur contre o le mois dernier et signale une reprise très sensible dans le ruban; les ouvriers en soieries de Charlieu (148) accusent 10 p. 100 de chômeurs contre 10 le mois dernier; les chefs d'ateliers de Saint-Genest-Lerpt (150) en ont 5 p. 100 contre 5; le travail est plus satisfaisant. Dans l'Isère, les ouvrières à soie de Montalieu-Vercieu (150) se montrent également satisfaites. Dans la région lyonnaise, beaucoup d'usines de tissage mécanique ont arrêté une partie de l'outillage plutôt que d'accepter les bas-prix des ordres qui leur sont offerts; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique et à la main le travail va toujours en diminuant; à la campagne, les ateliers à bras ne tendent nullement à se dégarnir et ont plutôt gagné en activité ⁽¹⁾. Les ouvriers du tissage mécanique de Lyon (500) n'accusent aucun chômeur et font 60 heures.

Dans le tulle, les ouvriers en guipures de Saint-Quentin (108) accusent 7.4 p. 100 de sans-travail contre 7.4 le mois dernier avec 54 heures par semaine, la morte-saison a commencé; les ouvriers en tulles unis et grecs de Caudry (165) accusent 2.4 p. 100 contre 2.5 le mois dernier avec 66 heures par semaine; les autres tullistes de Caudry (580) n'ont qu'un chômeur, mais la semaine n'est que de 50 à 55 heures: la morte-saison se fait sentir. Les tullistes réunis de Lyon (700) ont 2.8 p. 100 de chômeurs et ne font que 50 heures.

Dans la teinture, à Saint-Étienne, le syndicat indépendant (120) n'accuse aucun chômeur. A Roanne, les teinturiers (260) en ont 16 p. 100 contre 15; les apprêteurs (218) ont 0.5 p. 100 de chômeurs contre 1.4 le mois dernier; à Troyes, les teinturiers (250) ont 0.8 p. 100 de sans-travail et font 60 heures: le travail est satisfaisant. Les blanchisseurs et apprêteurs de Cholet (126) sont tous occupés 60 heures. A Paris les teinturiers-dégraisseurs (325) sont tous occupés normalement.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 3.3 p. 100 pour 21 syndicats groupant 2,075 ouvriers et ouvrières contre 3.4 p. 100 le mois dernier et 3 en mai 1905. Le travail est considéré comme plus abondant par 7 syndicats, équivalent par 9, moins abondant par 2. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 68 p. 100 des syndicats et 47 p. 100 des syndiqués; à Paris les ouvrières de l'habillement de la rue de l'Abbaye (230) accusent 1.7 p. 100 de chômeuses; les coupeurs-tailleurs de la Bourse du travail 4.7 p. 100; les coupeurs-chemisiers (270) 2.1 p. 100 de sans-travail contre 2.6 le mois dernier. Pas de chômeurs chez les ouvriers du syndicat mixte de Limoges (102), ni à Bourges (210) et Roubaix (176); ceux du syndicat mixte de Carcassonne (250) en accusent 1.3 p. 100 contre 1.2 le mois dernier; les coupeurs de Lyon (135) 11.1 p. 100 contre 7.4.

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 10.2 p. 100 pour 13 syndicats groupant 1,463 ouvriers; elle était, le mois dernier, de 12.5 p. 100 et de 10 en mai 1905; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (120) accusent 0.9 p. 100 de chômeurs contre 1.7 le mois dernier; les ouvrières (100) 1 contre 2; les chapeliers en fantaisie (100) 6 p. 100 contre 0; les casquettiers (458) 14 p. 100 contre 22. A Lyon, les chapeliers (280) accusent 2.7 p. 100; à Chazelles-sur-Lyon (140) 7.1 p. 100.

A Boulogne-sur-Seine, le syndicat indépendant des blanchisseurs (260) n'accuse aucun chômeur.

Bors. — La moyenne de chômage accusée par 31 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment groupant 2,140 ouvriers qui ont indiqué le nombre de

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 juin 1906.

leurs adhérents sans travail est de 7.2 p. 100; elle était de 8.8 p. 100 le mois précédent, de 16.6 p. 100 en mai 1905: la situation est estimée satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats et 62 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de navires du Havre (178) accusent 32.6 p. 100 de sans-travail; ceux de Dunkerque (138) accusent 37 p. 100 de sans-travail; les ouvriers du bois d'Halluin (300) 4 p. 100 contre 3 le mois dernier; les menuisiers de Cannes (121) 4 p. 100 contre 12.7; ceux de Nice (155) et de Nancy (116) sont tous occupés.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 24 syndicats groupant 1,735 ouvriers, est de 8 p. 100 contre 9.3 p. 100 le mois dernier et 7.9 en mai 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 48 p. 100 des syndicats et 61 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 6 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (450) au lieu de 4.9 le mois dernier et de 5 p. 100 en mai 1905: l'activité reste satisfaisante; 20 p. 100 de chômeurs chez les sculpteurs-mouluriers de Lyon (120). A Paris, les ébénistes en photographie (130) accusent 9 p. 100 contre 6.2 le mois dernier.

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 1.7 p. 100 pour 5 syndicats groupant 120 ouvriers contre 0.8 p. 100 le mois dernier et 8.3 en mai 1905. Le syndicat de Limoges (104) n'a pas répondu.

Chez les tonneliers, le chômage est de 36.5 p. 100 pour 9 syndicats groupant 858 ouvriers contre 22.1 p. 100 le mois dernier et 25 p. 100 en mai 1905; le chômage est de 62.5 p. 100 à Cette (400), de 3.5 p. 100 à Barsac (116).

Dans la carrosserie, 7 syndicats groupant 316 ouvriers annoncent 0.3 p. 100 de chômeurs contre 1.7 le mois dernier et 1 en mai 1905. A Paris, l'Union de la voiture (6,520) est en grève générale; les compagnons charrons (158) sont tous occupés.

Les layetiers-emballeurs de Paris (255) ont 2 p. 100 de chômeurs; les bouchonniers de Lavardac (150) et les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (150) sont tous occupés.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 96 syndicats groupant 22,396 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de mai, de 1,138; soit 5.1 p. 100; la proportion était de 4.3 p. 100 le mois dernier et de 4.2 p. 100 en mai 1905.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 1.7 p. 100 pour 17 syndicats groupant 1,373 ouvriers: le mois dernier, elle était de 0.7; elle était de 4 p. 100 en mai 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 81 p. 100 des syndicats groupant 95 p. 100 des syndiqués; 10 p. 100 de sans-travail à Amiens (150) contre 0 le mois dernier: pas de chômeurs à Ferrière-la-Grande (202), Stenay (250), Hiraumont-en-Rocroi (100).

23 syndicats de métallurgistes groupant 9,305 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux accusent 1.6 p. 100 de chômeurs; la proportion était de 0.8 p. 100 le mois dernier et de 2.9 p. 100 en mai 1905; la situation est estimée satisfaisante par 77 p. 100 des syndicats et 90 p. 100 des syndiqués. Le chômage est de 0.9 p. 100 à Fromelennes (214); 2 p. 100 à Sens (103); de 2.8 p. 100 à Troyes (130) au lieu de 2.3; de 2.7 p. 100 à Argenteuil (148); 5.5 p. 100 à Saint-Michel-de-Maurienne. Pas de chômeurs au Creusot (5,000), Bourges (225), Fumel (340), Saint-Amand-les-Eaux (335), Lille (165). A Guérigny (499) tous les ouvriers sont occupés 48 heures par semaine sauf aux aciéries où l'on fait 60 heures.

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la pro-

portion des syndiqués sans-travail est de 2 p. 100 pour 25 syndicats groupant 6,073 ouvriers contre 2.9 p. 100 le mois dernier et 2.8 p. 100 en mai 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats et 73 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Jeumont (1,100), Ferrière-la-Grande (380), Tarbes (108); un seul à Sous-le-Bois (120). La proportion des sans-travail est de 2.9 p. 100 à Marseille (245) contre 2.9 le mois dernier; de 6.6 p. 100 contre 3.5 au Mans (150); de 3 p. 100 à Revin contre 0.2. A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse, en dehors des grévistes, 43 chômeurs sur 2,850 syndiqués contre 32 le mois dernier et 22 en mai 1905.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,596) ont 140 chômeurs contre 18 le mois dernier; les ouvriers en instruments de musique (132) en ont 1.5 p. 100. Les monteurs de boîtes d'argent de Besançon (160) sont tous occupés.

Dans la coutellerie pas de chômeurs chez les éboueurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (660); 8.3 p. 100 contre 2.8 le mois dernier chez les monteurs de Thiers (600). Chez les ferblantiers-boitiers des côtes bretonnes, il y a 34 p. 100 de chômeurs à Concarneau (350) contre 28.6 le mois dernier. A Paris, les polisieurs sur métaux (600) accusent 66 p. 100 de chômeurs au lieu de 0 le mois dernier; les ouvriers en coffres-forts (420) sont tous occupés; les potiers d'étain (140) accusent 2.8 p. 100 contre 2.7.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 152 syndicats, groupant 13,428 adhérents, était, à la fin de mai, de 10.8 p. 100; elle était de 13.5 p. 100 le mois précédent et de 19.7 p. 100 en mai 1905.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 11.2 p. 100 pour 108 syndicats groupant 9,996 ouvriers au lieu de 17.4 le mois dernier et de 22 en mai 1905; le chômage dépasse la moyenne notamment à Rouen (985), Angers (123), Rochefort (167), Aurillac (100), Chambéry (200), Parmilieu (120), Porcieu-Amblagnieu (287), Montalieu-Vercieu (281), Auch (300), Saint-Dié (120); le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Marseille (388 + 250 + 120), Nice (643), Cannes (225), Beausolcil (137), Bourges (105), Saint-Servan (359), Grenoble (120), Orléans (105), Dunkerque (120), Limoges (130), Mantes (103), Orsay (100), Vire (183). Dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 68 p. 100 des syndicats et 68 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 9 p. 100 pour 29 syndicats groupant 2,687 ouvriers contre 5.3 p. 100 le mois dernier et 12.5 p. 100 en mai 1905: le syndicat de Bordeaux en accuse 19 p. 100; celui de Lille (800) 9.4; pas de chômeurs à Nancy (195), Rouen (154).

9 syndicats de sculpteurs et marbriers groupant 579 ouvriers accusent 11.9 p. 100 de chômeurs contre 3.1 le mois dernier et 7 en mai 1905. Les marbriers de Bellignies (120) et Jeumont (128) sont tous occupés.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chausfourniers de Contes-les-Pins (130), Saint-Léger-le-Petit (143) et de Beffes (146), ni chez les cimentiers de Boulogne-sur-Mer (620). A Limoges, les peintres en porcelaine (450) accusent 4 p. 100 de chômeurs contre 1.6 le mois dernier. Les potiers de Vallauris (212) accusent 2.4 p. 100 de sans travail contre 1 le mois dernier.

Dans l'ensemble des 12 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion des sans-travail est de 9.6 p. 100 pour 1,033 syndiqués, au lieu de 0.4 le mois dernier; le syndicat des verriers à vitres de Fresnes (300) et accuse 17 p. 100 de chômeurs; les verriers de Paris (150) 27 p. 100; pas

pas de chômeurs chez les verriers en verre noir de Bordeaux (110) et les bouchers à l'éméri de Paris (116).

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries de la manutention, la moyenne du chômage pour 22 syndicats groupant 4,780 membres ressort à 39.3 p. 100 contre 51.8 p. 100 le mois dernier et 15.6 p. 100 en mai 1905; le nombre des chômeurs est surtout important parmi les ouvriers du port de Marseille (900 sur 1,800), Saint-Louis-du-Rhône (200 sur 280), Nice (300 sur 800); les charbonniers déchargeurs du Havre (118) en accusent 20 p. 100 contre 34 p. 100 le mois dernier. Les manœuvres de Vals-les-Bains (120) accusent 12.5 p. 100 de sans travail; les journaliers de Saint-Denis (700) 10 p. 100; les porteurs des halles de Paris (216) sont tous occupés.

Dans les 38 syndicats de transports (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, des tramways et de la marine, camionneurs, cochers, bateliers, etc.) groupant 15,441 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ces derniers était de 1.4 p. 100 contre 7.2 p. 100 le mois dernier et 4.4 p. 100 en mai 1905. 0.2 p. 100 chez les employés du métropolitain de Paris (1187); 0 p. 100 chez les mécaniciens-chauffeurs de chemins de fer de Toulouse (1,103); 35 p. 100 chez les chauffeurs-mécaniciens de Rouen (194).

D'après les réponses de 53 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 9,368 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 276, soit 2.9 p. 100; la proportion était de 3.8 le mois dernier, de 2.8 en mai 1905; à Paris, l'*Union des comptables* (557) accuse 5 p. 100 contre 6 le mois dernier, l'*Alliance sténographique* (203) 7 p. 100 contre 4.4, les dessinateurs du bâtiment (1,051) 0.5; à Amiens (314) les employés accusent 4.7 p. 100 contre 4.3; au Havre (316) 2 p. 100 contre 3; à Saint-Quentin (317) 0.3 p. 100; à Marseille (148) 3.3 p. 100; à Toulouse (540) 3.7 p. 100; à Montpellier (392) 0.8 p. 100, à Limoges (390) 1.5 p. 100; à Dax (111), Saint-Nazaire (130), Chambéry (158) 0 p. 100.

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 1.2 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,700 membres contre 1 p. 100 le mois dernier et 5.2 en mai 1905. 12 syndicats de coiffeurs, groupant 3,396 ouvriers, ont 7.4 p. 100 de sans-travail contre 3 p. 100 le mois dernier et 6.1 p. 100 en mai 1905; le syndicat mixte de Paris (2,455) en accuse 1.6 p. 100 au lieu de 2.1 le mois dernier; le syndicat ouvrier de Lyon (150) 13 p. 100; celui du Mans (110) 6.3 p. 100.

LES GRÈVES EN MAI 1906.

247 grèves ont été signalées, en mai, à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 226 d'entre elles, est de 154,055. Il y avait eu, en mai 1905, 92 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 67.

Ces 247 grèves, dont 214 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	155
Réduction de salaire.....	1

Demandes de diminution du temps de travail.....	136
Contestations diverses relatives au salaire.....	10
Demandes de suppression du marchandage ou du travail aux pièces.....	22
Contestations relatives à la réglementation du travail	2
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	6
Demandes de suppression d'amendes	3
Demandes de repos hebdomadaire ou mensuel.....	12
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	10
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	10

Ces grèves ont éclaté dans 57 départements (2 grèves d'ouvriers agricoles s'étant étendues, l'une à 2 départements, l'autre à 3 départements) et on en a compté :

32 dans la Seine, 30 dans le Rhône, 22 dans le Nord, 11 dans les Bouches-du-Rhône, 10 dans la Seine-et-Oise, 9 dans le Jura, 8 dans le Gard, la Loire et la Seine-Inférieure, 7 dans la Vienne, 6 dans l'Ain, 5 dans les Ardennes et le Puy-de-Dôme, 4 dans les Alpes-Maritimes, l'Hérault, les Landes, le Morbihan, les Basses-Pyrénées, la Savoie, la Somme et Orléans, 3 dans la Charente-Inférieure, le Doubs, l'Isère, le Lot-et-Garonne, le Pas-de-Calais, la Haute-Savoie et le Var, 2 dans les Côtes-du-Nord, la Creuse, le Finistère, la Meurthe-et-Moselle, les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales et la Saône-et-Loire, et 1 dans les 22 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries du bâtiment, 65; travail des métaux, 58; industries textiles, 32; industries du bois, 22; imprimerie et papiers, 12; commerce et manutention, 11; travail des terres et des pierres, 9; cuirs et peaux, produits chimiques, 8; alimentation et mines, 7; agriculture, 5; carrières, 3.

Des 247 grèves commencées en mai, 188 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Vingt-deux, 1 jour ou moins de 1 jour; quinze, 2 jours; huit, 3 jours; onze, 4 jours; treize, 5 jours; quatorze, 6 jours; dix-neuf, 7 jours; dix, 8 jours; cinq, 9 jours; neuf, 10 jours; quatre, 11 jours; quatre, 12 jours; neuf, 13 jours; six, 14 jours; trois, 15 jours; quatre, 16 jours; trois, 18 jours; sept, 19 jours; quatre, 20 jours; une, 21 jours; une, 22 jours; trois, 23 jours; une, 24 jours; trois, 26 jours; une, 27 jours; deux, 29 jours; une, 30 jours; trois, 31 jours; une, 34 jours et une, 36 jours.

Si l'on y ajoute 49 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 137 jours, 125 jours, 118 jours, 91 jours, 86 jours, 77 jours, 66 jours, 51 jours, 45 jours, 44 jours, 43 jours, 42 jours, 41 jours, 40 jours, 38 jours (2 grèves), 37 jours, 35 jours, 34 jours (2 grèves), 31 jours, 30 jours, 29 jours (2 grèves), 28 jours (2 grèves), 24 jours, 21 jours (3 grèves), 20 jours, 19 jours, 18 jours, 17 jours (3 grèves), 15 jours, 14 jours (2 grèves), 13 jours (2 grèves), 10 jours (3 grèves), 9 jours, 7 jours, 6 jours (2 grèves), 4 jours, on trouve 237 conflits terminés, avec les résultats suivants :

30 réussites.
100 transactions ou réussites partielles.
107 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7	
3	4	5	6	7	8	9	10
GRÈVES NON TERMINÉES							
9 janv...	14 mai...	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en meubles.....	1	68	1
30 janv...	6 juin...	Escaro et Vernet- les-Bains.	Pyrénées-Orientales	Mineurs.....	2	500	2
23 janv...	21 mai...	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	36	3
19 fév...	14 mai...	Paris.....	Seine.....	Corroyeurs.....	17	500	4
24 fév...	26 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Mouleurs.....	"	500	5
1 ^{er} mars...		Voiron.....	Isère.....	Tisseurs.....	23	3,500	6
16 mars...		Romans et Bourg- de-Péage.	Drôme.....	Plâtriers-peintres.....	10	21	7
17 mars...	22 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Tullistes.....	1	50	8
17 mars...		Clichy et Paris...	Seine.....	Typographes.....	1	470	9
20 mars...	5 juin...	Tours.....	Indre-et-Loire...	Céramistes.....	1	9	10
22 mars...		Rive-de-Gier...	Loire.....	Verriers.....	1	365	11
28 mars...		Douai.....	Nord.....	Métallurgistes.....	1	65	12
2 avril...	10 mai...	Chambéry.....	Savoie.....	Vernicelliers.....	1	22	13
2 avril...	14 mai...	Sancoins.....	Cher.....	Ouvriers en voitures.....	1	95	14
3 avril...		Fressenneville...	Somme.....	Serruriers.....	1	300	15
6 avril...		Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Typographes et lithographes.	2	172	16
9 avril...	23 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Cordonniers.....	38	200	17
9 avril...		Comines.....	Nord.....	Rubanniers.....	1	"	18
9 avril...		Paris.....	Seine.....	Facteurs de pianos.....	1	14	19
10 avril...	14 mai...	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme...	Ouvriers du bâtiment.....	150	1,452	20
11 avril...	1 ^{er} juin	Nîmes.....	Gard.....	Lithographes.....	6	108	21
11 avril...		Seaux.....	Seine.....	Typographes.....	1	450	22
13 avril...	26 mai...	Lorient.....	Morbihan.....	Ouvriers du bâtiment et de di- verses professions.	"	3,000	23
13 avril...		Scaër.....	Finistère.....	Carriers.....	"	"	24
17 avril...	4 mai...	Vendôme.....	Loir-et-Cher.....	Typographes.....	4	41	25
17 avril...	15 mai...	Saint-Eloy.....	Puy-de-Dôme...	Mineurs.....	2	1,911	26
17 avril...	18 mai...	Brive.....	Corrèze.....	Maçons et tailleurs de pierre.	16	133	27
17 avril...		Vannes.....	Morbihan.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	400	28
17 avril...		Dunkerque.....	Nord.....	Boueurs.....	1	"	29
17 avril...		Biarritz.....	Basses-Pyrénées	Plâtriers.....	8	50	30
17 avril...		Paris.....	Seine.....	Ouvriers d'imprimerie.....	"	6,500	31
18 avril...	2 mai...	Valréas.....	Vaucluse.....	Typographes et lithographes.	9	150	32
18 avril...	3 mai...	Maisons-Laffite...	Seine-et-Oise...	Typographes.....	1	20	33
18 avril...	17 mai...	Vannes.....	Morbihan.....	Typographes.....	"	124	34
18 avril...	28 mai...	Nevers et Clamecy.	Nièvre.....	Typographes.....	6	120	35
18 avril...	29 mai...	Lille.....	Nord.....	Mécaniciens-construteurs....	1	520	36
18 avril...		Charleville et Mé- zières.	Ardennes.....	Typographes.....	3	12	37
18 avril...		Saint-Etienne...	Loire.....	Typographes.....	"	1,200	38
18 avril...		Cahors.....	Lot.....	Typographes.....	2	18	39
18 avril...		Lorient.....	Morbihan.....	Typographes.....	"	40	40
18 avril...		Douai.....	Nord.....	Typographes.....	5	57	41
18 avril...		Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	35	42
18 avril...		Lille et environs.	Nord.....	Typographes et lithographes.	15	800	43
19 avril...	2 mai...	Argenteuil.....	Seine-et-Oise...	Typographes.....	1	12	44
19 avril...		Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Typographes.....	"	"	45
20 avril...	8 mai...	Brignais.....	Rhône.....	Maçons.....	5	25	46
20 avril...	10 mai...	Rive-de-Gier.....	Loire.....	Typographes.....	3	44	47
20 avril...		Roubaix et Tour- coing.	Nord.....	Typographes.....	24	300	48

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la direction du Travail.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} MAI 1906 (1).			
1	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Échec.	58 grévistes remplacés.
2	Demandes : réintégration de 6 ouvriers ; augmentation de salaire.....	Transaction.	
3	Contestation relative au salaire (métiers multiples).....	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
5	Demandes : renvoi d'un contremaître ; journée de 8 heures ; augmentation de salaire.....	Échec.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Conciliation devant le juge de paix.
9	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 9 heures.....	.....	
10	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
11	Contre le licenciement du personnel d'un four éteint.....	.....	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
14	Demandes : augmentation de salaire ; suppression du marchandage.....	Échec.	
15	Demande de réintégration de 2 ouvriers syndiqués.....	.....	
16	Demande de réintégration de 5 ouvriers.....	.....	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
20	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire.....	Transaction.	
21	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.....	Échec.	
22	Demandes : réintégration de 5 ouvriers ; journée de 9 heures.....	.....	
23	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
25	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
27	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire.....	Réussite.	
28	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.....	.....	
29	Contre l'embauchage d'un ouvrier non syndiqué.....		Au 1 ^{er} juin, 1,450 typographes seuls restaient en grève.
30	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
31	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.....	.....	
32	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	
33	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
34	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	
35	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
36	Demande de désignation de délégués d'ateliers.....	Réussite.	
37	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
38	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
39	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
40	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
41	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.....	.....	
42	Contestation relative au salaire (métiers multiples).....	.....	
43	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.....	.....	
44	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
45	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
46	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
47	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
48	Demande : journée de 9 heures.....		17 grévistes remplacés.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
21 avril ..	.....	Angers	Maine-et-Loire ..	Typographes	5	117	49
21 avril ..	.....	Croix	Nord	Typographes	1	"	50
23 avril ..	7 mai ..	Saint-Etienne ..	Loire	Glaceuses de fil	2	30	51
23 avril ..	14 mai ..	Halluin	Nord	Lithographes	3	215	52
23 avril ..	28 mai ..	Lyon	Rhône	Tullistes	1	20	53
23 avril ..	30 mai ..	Paris	Seine	Bijoutiers	"	2,000	54
23 avril ..	.....	Inzinac	Morbihan	Ouvriers de la fabrication du fer-blanc	1	1,600	55
23 avril ..	.....	Paris	Seine	Taillleurs de pierres et rava- leurs	"	7,000	56
24 avril ..	15 mai ..	Doyet et Nérès ..	Allier	Mineurs	1	924	57
24 avril ..	28 mai ..	Cosne	Nièvre	Ouvriers en limes	1	180	58
24 avril ..	1 ^{er} juin ..	Seignosse	Landes	Resiniers	"	"	59
25 avril ..	25 mai ..	Reims	Marne	Peintres	"	140	60
25 avril ..	.....	Saint-Etienne ..	Loire	Mineurs	1	100	61
26 avril ..	2 mai ..	Dives	Calvados	Lamineurs	1	150	62
26 avril ..	.....	Saint-Jean-de-Man- rienne	Savoie	Ouvriers de plâtrières	1	75	63
27 avril ..	7 mai ..	Paris	Seine	Casquettiers	1	15	64
27 avril ..	10 mai ..	Romilly	Aube	Ouvriers du bâtiment	"	177	65
27 avril ..	14 mai ..	Gentilly	Seine	Mégissiers	2	100	66
27 avril ..	18 mai ..	Lille	Nord	Fileurs	1	184	67
27 avril ..	21 mai ..	Reims	Marne	Caisiers et menuisiers	"	100	68
27 avril ..	9 juin ..	Saint-Michel-de- Maurienne ..	Savoie	Métallurgistes	2	780	69
27 avril ..	.....	Neuilly	Seine	Menuisiers en voitures	1	55	70
27 avril ..	.....	Paris	Seine	Mécaniciens-constructeurs ..	1	200	71
28 avril ..	.....	Aubervilliers ..	Seine	Mécaniciens-constructeurs ..	1	350	72
29 avril ..	28 mai ..	Villerupt	Meurthe-et-Moselle	Métallurgistes et mineurs ..	2	5,000	73
30 avril ..	4 mai ..	Tourcoing	Nord	Fuseautiers	1	8	74
30 avril ..	6 mai ..	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme ..	Selliers	6	15	75
30 avril ..	7 mai ..	Saint-Brieuc	Côtes-du-Nord ..	Couvreurs	5	25	76
30 avril ..	9 mai ..	Lacaune	Tarn	Ardoisiers	1	32	77
30 avril ..	10 mai ..	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme ..	Mécaniciens et mouleurs ..	2	148	78
30 avril ..	10 mai ..	Limoges	Haute-Vienne ..	Boulangers	"	"	79
30 avril ..	17 mai ..	Levallois-Perret ..	Seine	Mécaniciens-électriciens	1	"	80
30 avril ..	19 mai ..	Toulon	Var	Employés de tramways	1	300	81
30 avril ..	28 mai ..	Montluçon	Allier	Métallurgistes, etc.	"	"	82
30 avril ..	.....	Longwy	Meurthe-et-Moselle	Typographes	1	12	83
30 avril ..	.....	Hellemmes	Nord	Fileurs	1	"	84
30 avril ..	.....	Givors	Rhône	Maçons	"	60	85
30 avril ..	.....	Lyon	Rhône	Ferblantiers-zingueurs	"	300	86
30 avril ..	.....	Paris	Seine	Tisseurs de tapis	1	28	87

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} mai ..	2 mai ..	Verdun	Meuse	Typographes	1	49	1
1 ^{er} mai ..	3 mai ..	Marseille	Bouches-du-Rhône	Marbriers	1	11	2
1 ^{er} mai ..	3 mai ..	Chartres	Eure-et-Loir ..	Typographes	3	98	3
1 ^{er} mai ..	3 mai ..	Saint-Léger-du- Bourg-Denis ..	Seine-Inférieure ..	Appréteurs	1	22	4
1 ^{er} mai ..	3 mai ..	Dours	Somme	Fileurs	1	50	5
1 ^{er} mai ..	3 mai ..	La Mékerre	Oran	Terrassiers	1	130	6

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} MAI 1906. (Suite.)			
49	Demande : journée de 9 heures .....	.....	
50	Demande : journée de 9 heures .....	.....	
51	Demande : journée de 9 heures	Échec.	
52	Demande : journée de 9 heures	Transaction.	
53	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
54	Demande : journée de 8 heures	Échec.	
55	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
56	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de sa- laire; repos hebdomadaire; suppression du marchandage.	.....	
57	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
58	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
59	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
60	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	Échec.	
61	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
62	Demande de renvoi de 2 chefs d'atelier	Échec.	60 grévistes congédiés.
63	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
64	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
65	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	Échec.	
66	Demande d'introduction du travail aux pièces	Transaction.	
67	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
68	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
69	Demandes : journée de 8 heures; renvoi des ouvriers non syndiqués	Transaction.	Lock-out.
70	Demande : journée de 8 heures .....	.....	
71	Menace de <i>subotage</i> .....	.....	
72	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de sa- laire .....	.....	
73	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de sa- laire	Échec.	
74	Demandes : augmentation de salaires; repos dans le tra- vail	Échec.	
75	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de sa- laire	Transaction.	
76	Demande de réintégration d'ouvriers	Échec.	
77	Demande de diminution du temps de travail	Échec.	
78	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.	Échec.	
79	Demandes : diminution du temps de travail; suppression de corvées	Échec.	
80	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de sa- laire	Échec.	Grévistes congédiés.
81	Demande : journée de 8 heures	Transaction.	
82	Demande : journée de 8 heures	Échec.	
83	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
84	Demande de renvoi d'un ouvrier .....	.....	
85	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
86	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	.....	
87	Demande : journée de 8 heures .....	.....	

EN JUIN 1906.

1	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de sa- laire	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
3	Demande : journée de 9 heures	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
5	Demande : journée de 8 heures	Échec.	
6	Demande de paiement de salaires arriérés	Réussite.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} mai..	4 mai...	Lons-le-Saunier...	Jura.....	Tanneurs.....	"	28	7
1 ^{er} mai..	4 mai...	Poitiers.....	Vienne.....	Typographes.....	1	47	8
1 ^{er} mai..	5 mai...	Toulouse.....	Haute-Garonne...	Typographes et lithographes.	1	250	9
1 ^{er} mai..	5 mai...	Darnétal.....	Seine-Inférieure..	Scieurs à la mécanique.....	1	15	10
1 ^{er} mai..	7 mai...	Rumilly.....	Haute-Savoie....	Maçons et charpentiers.....	7	35	11
1 ^{er} mai..	7 mai...	Saint-Chéron et Souzy-la-Briche.	Seine-et-Oise....	Carriers.....	4	450	12
1 ^{er} mai..	7 mai...	Amiens.....	Somme.....	Tisseurs.....	1	80	13
1 ^{er} mai..	8 mai...	Grasse.....	Alpes-Maritimes..	Maçons et peintres.....	15	202	14
1 ^{er} mai..	8 mai...	Agen.....	Lot-et-Garonne..	Tailliers.....	1	70	15
1 ^{er} mai..	8 mai...	Melrand.....	Morbihan.....	Ouvriers en papiers.....	1	94	16
1 ^{er} mai..	8 mai...	Amiens.....	Somme.....	Métallurgistes.....	1	130	17
1 ^{er} mai..	10 mai...	Bussang.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	55	18
1 ^{er} mai..	11 mai...	Volvic.....	Puy-de-Dôme....	Taillieurs de pierres.....	21	305	19
1 ^{er} mai..	14 mai...	Clermont-Ferrand.	Puy-de-Dôme....	Ferblantiers.....	1	90	20
1 ^{er} mai..	21 mai...	Firminy.....	Loire.....	Tisseuses.....	7	495	21
1 ^{er} mai..	.....	Groix.....	Morbihan.....	Ouvriers du bâtiment.....	3	55	22
1 ^{er} mai..	.....	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	150	23
1 ^{er} mai..	.....	Pau.....	Basses-Pyrénées..	Garçons boulangers.....	"	10	24
2 mai...	2 mai...	Clermont-Ferrand.	Puy-de-Dôme....	Terrassiers.....	1	120	25
2 mai...	3 mai...	Ambronay.....	Ain.....	Terrassiers.....	1	38	26
2 mai...	3 mai...	Givonne.....	Ardennes.....	Fileurs.....	1	20	27
2 mai...	3 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Menuisiers.....	200	800	28
2 mai...	3 mai...	Pontarlier.....	Doubs.....	Mécaniciens-constructeurs...	1	109	29
2 mai...	3 mai...	Alais.....	Gard.....	Maçons.....	10	200	30
2 mai...	3 mai...	Dunkerque.....	Nord.....	Huiliers.....	1	36	31
2 mai...	4 mai...	Gespunsart.....	Ardennes.....	Feronniers.....	1	8	32
2 mai...	4 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Dockers (charbonniers).....	2	400	33
2 mai...	4 mai...	Ronchin.....	Nord.....	Chaudronniers.....	1	30	34
2 mai...	4 mai...	Watrelos.....	Nord.....	Ouvr. d'une fabr. de colles.	1	15	35
2 mai...	4 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Mécaniciens-électriciens.....	1	108	36
2 mai...	5 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Ouvriers en chaussures.....	500	1,050	37
2 mai...	5 mai...	Oran.....	Oran.....	Maçons.....	"	100	38
2 mai...	6 mai...	Paris.....	Seine.....	Boueurs.....	"	330	39
2 mai...	7 mai...	La Ciotat.....	Bouches-du-Rhône	Cordonniers.....	"	22	40
2 mai...	7 mai...	Quimper.....	Finistère.....	Ouvriers du bâtiment et de diverses professions.	"	600	41
2 mai...	7 mai...	Alais.....	Gard.....	Bricquetiers.....	1	25	42
2 mai...	7 mai...	Firminy et Unieux.	Loire.....	Métallurgistes.....	7	4,498	43
2 mai...	7 mai...	Dunkerque.....	Nord.....	Dockers.....	"	4,500	44
2 mai...	7 mai...	Mâcon.....	Saône-et-Loire...	Robinetiers.....	2	100	45
2 mai...	7 mai...	Saint-Valéry.....	Somme.....	Terrassiers et carriers.....	1	22	46
2 mai...	8 mai...	Gap.....	Hautes-Alpes....	Maréchaux-ferrants.....	9	11	47
2 mai...	8 mai...	Montpellier.....	Hérault.....	Ouvriers du bâtiment.....	209	600	48
2 mai...	8 mai...	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens.....	1	140	49
2 mai...	9 mai...	Villeneuve.....	Basses-Alpes....	Mineurs.....	1	125	50
2 mai...	9 mai...	La Rochelle.....	Charente-Inférieu ^{re}	Ouvriers du bâtiment.....	95	664	51
2 mai...	9 mai...	Rive-de-Gier.....	Loire.....	Verriers.....	1	250	52

RÉFÉREES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
7	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
8	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
9	Contestation relative aux heures d'entrée et de sortie. . .	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
11	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
13	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire; renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
14	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire. . .	Échec.	
15	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
17	Demande de diminution du temps de travail. . .	Échec.	
18	Réduction de salaire.....	Réussite.	
19	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
21	Demandes : augmentation de salaire; suppression de retenues.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
22	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.....	.....	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
27	Demande : journée de 10 heures.....	Réussite.	
28	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
29	Demandes : réintégration d'un ouvrier; augmentation de salaire par suite de diminution du temps de travail. . .	Réussite.	
30	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
32	Demande : journée de 10 heures.....	Réussite.	
33	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
36	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
37	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
38	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
39	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
40	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Réussite.	
41	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
42	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
43	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
44	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
45	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
46	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
47	Demandes : journée de 10 heures; repos hebdomadaire.	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
48	Demande : journée de 8 heures.....	Transaction.	
49	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
50	Demandes : suppression d'amendes infligées pour chômage du 1 ^{er} mai; journée de 9 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
51	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	Arbitrage.
52	Demande : journée de 8 heures.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
2 mai . . .	9 mai . . .	Arras	Pas-de-Calais . . .	Couvreur	7	29	53
2 mai . . .	9 mai . . .	Oullins	Rhône	Verriers	1	50	54
2 mai . . .	9 mai . . .	Rouen	Seine-Inférieure . .	Teinturiers	1	50	55
2 mai . . .	10 mai . . .	Brest	Finistère	Ouvriers du bâtiment et de di- verses professions.	"	"	56
2 mai . . .	12 mai . . .	Lyon	Rhône	Sculpteurs-mouleuriers	1	3	57
2 mai . . .	12 mai . . .	Lyon	Rhône	Teinturiers	"	1,200	58
2 mai . . .	14 mai . . .	Alais	Gard	Mineurs	1	1,600	59
2 mai . . .	14 mai . . .	Lyon	Rhône	Chaudronniers en fer	"	800	60
2 mai . . .	14 mai . . .	Lyon	Rhône	Ouv. en confection de vête- ments.	10	1,500	61
2 mai . . .	15 mai . . .	Arles et Fouques . .	Bouches-du-Rhône et Gard	Ouvriers agricoles	350	1,000	62
2 mai . . .	15 mai . . .	Saint-Julien-de-Maurienne .	Savoie	Maçons et terrassiers	1	200	63
2 mai . . .	15 mai . . .	Saint-Germain-n-Laye .	Seine-et-Oise	Ouvriers du bâtiment	28	350	64
2 mai . . .	16 mai . . .	Lyon	Rhône	Mécaniciens-construteurs (au- tomobiles).	1	950	65
2 mai . . .	16 mai . . .	Poitiers	Vienne	Brossiers	1	41	66
2 mai . . .	18 mai . . .	Lille	Nord	Fileuses et rattacheuses	1	345	67
2 mai . . .	18 mai . . .	Lyon	Rhône	Chaudronniers en cuivre	"	150	68
2 mai . . .	21 mai . . .	Lavaveix	Creuse	Mineurs	1	700	69
2 mai . . .	21 mai . . .	Dôle	Jura	Mécaniciens et mouleurs	4	287	70
2 mai . . .	21 mai . . .	Lille	Nord	Fileuses et varouleuses	1	346	71
2 mai . . .	21 mai . . .	Lille	Nord	Maçons	16	1,100	72
2 mai . . .	21 mai . . .	Lyon	Rhône	Litiers en fer	7	200	73
2 mai . . .	21 mai . . .	Paris	Seine	Peintres	"	5,500	74
2 mai . . .	22 mai . . .	Lyon	Rhône	Ferblantiers-lampistes	"	150	75
2 mai . . .	22 mai . . .	Lyon	Rhône	Plâtriers-peintres	"	1,500	76
2 mai . . .	22 mai . . .	Lyon	Rhône	Robinetiers	"	600	77
2 mai . . .	25 mai . . .	Perpignan	Pyrénées-Orientales .	Maçons	36	250	78
2 mai . . .	28 mai . . .	Besançon	Doubs	Ferblantiers	14	20	79
2 mai . . .	28 mai . . .	Paris	Seine	Menuisiers	"	5,500	80
2 mai . . .	28 mai . . .	Paris	Seine	Serruriers et charpent. en fer . .	"	6,000	81
2 mai . . .	29 mai . . .	Toulon	Var	Ouvriers du bâtiment et de diverses professions.	"	5,500	82
2 mai . . .	31 mai . . .	Paris	Seine	Ouvriers en voitures	"	4,460	83
2 mai . . .	1 ^{er} juin . . .	Lyon	Rhône	Polisseurs-nickleurs	20	300	84
2 mai . . .	2 juin . . .	Paris	Seine	Charpentiers	"	2,500	85
2 mai . . .	5 juin . . .	Paris	Seine	Ferblantiers-lanterniers	"	1,500	86
2 mai . . .	7 juin . . .	Paris	Seine	Terrassiers	"	3,938	87
2 mai . . .	11 juin . . .	Paris	Seine	Lithographes	140	2,000	88
2 mai . . .		Aigues-Mortes	Gard	Terrassiers	"	"	89
2 mai . . .		Cette	Hérault	Ouvriers d'une fabrique d'acide tartrique.	1	40	90
2 mai . . .		Cette	Hérault	Ouvriers du bâtiment et de diverses professions.	"	"	91
2 mai . . .		Le Chambon-Feu- gerolles	Loire	Métallurgistes	"	3,300	92
2 mai . . .		Quiberon	Morbihan	Ouvriers du bâtiment	"	100	93

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MAI 1906. (Suite.)			
53	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
55	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
56	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire ; repos hebdomadaire ; suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
57	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Réussite.	
58	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
59	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	200 grévistes congédiés.
60	Demandes : journée de 8 heures ; suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
61	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire ; suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
62	Demandes : journée de 8 heures ; renvoi d'ouvriers étrangers.....	Échec.	
63	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire.....	Transaction.	
64	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
65	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.....	Transaction.	
66	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
67	Demande de suppression des primes et des amendes.....	Transaction.	
68	Demandes : journée de 8 heures ; suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
69	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire ; suppression des tâcherons.....	Transaction.	Arbitrage.
70	Demande : journée de 10 heures.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
71	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
72	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.....	Transaction.	
73	Demandes : journée de 8 heures ; suppression de travail aux pièces.....	Échec.	
74	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire ; repos hebdomadaire ; suppression de l'emploi de la céreuse.....	Transaction.	
75	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.....	Échec.	
76	Demandes : journée de 8 heures ; suppression du marchandage.....	Échec.	
77	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	150 grévistes congédiés.
78	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.....	Échec.	
79	Demande : journée de 8 heures.....	Transaction.	
80	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire ; repos hebdomadaire.....	Échec.	
81	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.....	Échec.	
82	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire ; repos hebdomadaire.....	Transaction.	
83	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
84	Demandes : journée de 8 heures ; suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
85	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire ; repos hebdomadaire.....	Échec.	
86	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.....	Échec.	
87	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
88	Demandes : journée de 8 heures ; suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
89	Demande d'augmentation de salaire.....		
90	Demande : journée de 8 heures.....		
91	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire ; suppression du travail aux pièces.....		
92	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.....		
93	Demande d'augmentation de salaire.....		

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		DÉPÈRES.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7	
3	4				5	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
2 mai		Pau	Basses-Pyrénées	Ouvriers du bâtiment	32	220	91
2 mai		Saint-Julien-de-Maurienne.	Savoie	Maçons	"	50	95
2 mai		Paris	Seine	Chaudronniers	4	300	96
2 mai		Paris	Seine	Cordonniers	1	14	97
2 mai		Paris	Seine	Maçons	"	20,000	98
2 mai		Paris	Seine	Mécaniciens-construteurs	"	25,000	99
2 mai		Paris	Seine	Ouvriers en meubles	"	6,500	100
2 mai		Paris	Seine	Modelleurs-mécaniciens	"	500	101
2 mai		Paris	Seine	Mouleurs (cuivre)	"	2,000	102
2 mai		Oran	Oran	Gargons de cafés	"	40	103
2 mai		Oran	Oran	Peintres	"	140	104
3 mai	4 mai	Marseille	Bouches-du-Rhône	Cuisiniers	100	150	105
3 mai	8 mai	Cherbourg	Manche	Terrassiers	1	52	106
3 mai	11 mai	Saint-Souplet	Nord	Tisseurs	1	250	107
3 mai	12 mai	Poitiers	Vienne	Ouvriers en sacs en papiers	1	24	108
3 mai	22 mai	Lyon	Rhône	Modelleurs-mécaniciens	17	80	109
3 mai		La Courneuve	Seine	Serruriers	1	65	110
3 mai		Paris	Seine	Décolleteurs	"	513	111
4 mai	4 mai	Nesle-Normandeuse	Seine-Inférieure	Verriers	1	10	112
4 mai	7 mai	Amfreville-la-Mi-Voie.	Seine-Inférieure	Tisseurs	1	380	113
4 mai	10 mai	Ronchin	Nord	Mécaniciens-construteurs	1	60	114
4 mai	14 mai	Saint-Michel-de-Maurienne.	Savoie	Vermicelliers	1	128	115
4 mai	17 mai	Paris	Seine	Tailleurs-pompier	"	700	116
4 mai	18 mai	Lille	Nord	Rattacheurs	1	55	117
4 mai	19 mai	Lyon	Rhône	Appréteurs de tulles	"	500	118
4 mai	26 mai	Lyon	Rhône	Mécaniciens-construteurs	"	2,000	119
4 mai	28 mai	Monthermé	Ardennes	Mouleurs	1	78	120
4 mai	29 mai	Rouen	Seine-Inférieure	Tisseurs	1	490	121
4 mai		Marseille	Bouches-du-Rhône	Démolisieurs de navires	"	120	122
4 mai		La Madeleine	Nord	Facteurs de pianos	1	20	123
4 mai		Lyon	Rhône	Décolleteurs	"	"	124
5 mai	9 mai	Auxerre	Yonne	Scieurs à la mécanique	1	80	125
5 mai	10 mai	Saint-Etienne	Loire	Mineurs	2	1,200	126
5 mai	11 mai	Villefranche	Alpes-Maritimes	Carriers	"	50	127
5 mai	14 mai	Lyon	Rhône	Tôliers-fumistes	50	200	128
5 mai	21 mai	Alais	Gard	Menuisiers	11	40	129
5 mai	23 mai	Châlons	Marne	Brossiers	1	15	130
7 mai	11 mai	Bellegarde	Ain	Mécaniciens-construteurs	1	35	131
7 mai	11 mai	Lille	Nord	Mécaniciens-construteurs	2	240	132
7 mai	14 mai	Guingamp	Côtes-du-Nord	Couvreurs	3	18	133
7 mai	14 mai	Lyon	Rhône	Serruriers	"	2,000	134
7 mai	14 mai	Issy-les-Moulineaux.	Seine	Ouvriers d'une fabrique de couleurs.	1	40	135
7 mai	15 mai	Saint-Claude	Jura	Viroleurs	5	237	136
7 mai	15 mai	Lyon	Rhône	Garçons boulangers	"	200	137
7 mai	17 mai	Chamborigaud	Gard	Fileuses	1	50	138
7 mai	18 mai	Rueil	Seine-et-Oise	Mécaniciens-construteurs	1	60	139
7 mai	19 mai	Ronchamp	Haute-Saône	Mineurs	1	1,200	140
7 mai	21 mai	Pau	Basses-Pyrénées	Camionneurs et charretiers.	10	72	141

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MAI 1906. (Suite.)			
94	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps du travail.	.....	
95	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.	.....	
96	Demande : journée de 8 heures.	.....	
97	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
98	Demande : journée de 8 heures	.....	
99	Demande : journée de 9 heures	.....	
100	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	.....	
101	Demande : journée de 8 heures	.....	
102	Demandes : journée de 9 heures; repos hebdomadaire.	.....	
103	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
104	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	.....	
105	Demandes : diminution du temps de travail; repos mensuel.	Transaction.	
106	Demandes : renvoi d'un contremaître; repos dans le travail.	Transaction.	
107	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
108	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
109	Demande : journée de 9 heures.	Transaction.	
110	Demandes : augmentation de salaire; participation aux bénéfices; suppression du marchandage.	.....	
111	Demande : journée de 8 heures.	.....	
112	Demande de paiement d'une demi-journée de travail faite le 1 ^{er} mai.	Transaction.	
113	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
114	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
115	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.	Échec.	
116	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
117	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
118	Demande : journée de 8 heures.	Échec.	
119	Demande : journée de 9 heures.	Échec.	500 grévistes congédiés.
120	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
121	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Après reprise du travail le 8 mai, nouvelle grève le 10.
122	Demande : journée de 9 heures.	.....	
123	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contremaître.	.....	
124	Demande : journée de 9 heures.	.....	
125	Demandes : journée de 11 heures; augmentation de salaire.	Réussite.	
126	Demande : journée de 8 heures.	Échec.	
127	Demande : journée de 8 heures.	Échec.	
128	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
129	Demande : journée de 8 heures.	Échec.	
130	Demande de suppression d'une retenue.	Échec.	
131	Demandes : journée de 8 heures; reconnaissance du syndicat.	Transaction.	
132	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Conciliation devant le juge de paix.
133	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
134	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.	.....	
135	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.	Échec.	Conciliation devant le juge de paix.
136	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
137	Demandes : journée de 10 heures; suppression du travail de nuit.	Échec.	
138	Demande de renvoi d'une surveillante.	Échec.	
139	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.	Échec.	
140	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
141	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commencement. 1	de la fin. 2				d'établissements. 6	de grévistes. 7	
GRÈVES COMMENCÉES							
7 mai...	28 mai...	Cantons de Gonesse, Meaux et Senlis.	Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise.	Ouvriers agricoles.	"	1,000	142
7 mai...	5 juin...	Argenteuil.	Seine-et-Oise.	Mécaniciens-construteurs.	2	300	143
7 mai...	5 juin...	Bezons.	Seine-et-Oise.	Caoutchoutiers.	1	80	144
7 mai...		Lyon.	Rhône.	Bronziers.	17	300	145
7 mai...		Lyon.	Rhône.	Relieurs-doreurs.	"	"	146
7 mai...		Paris.	Seine.	Briqueurs-jointoyeurs.	"	500	147
8 mai...	10 mai...	Le Faouët.	Morbihan.	Ouvriers du bâtiment.	"	50	148
8 mai...	14 mai...	Dôle.	Jura.	Peintres.	7	46	149
8 mai...	14 mai...	Saint-Colomban-des-Villards.	Savoie.	Ardoisiers.	2	90	150
8 mai...	14 mai...	Châtellerault.	Vienne.	Mécaniciens et ébénistes.	29	58	151
8 mai...	16 mai...	Montbéliard.	Doubs.	Ébénistes.	1	126	152
8 mai...	23 mai...	Marmande.	Lot-et-Garonne.	Tonneliers.	9	65	153
8 mai...		Tourcoing.	Nord.	Trieurs de déchets de laine.	1	20	154
8 mai...		Paris.	Seine.	Fondeurs en fer.	1	350	155
8 mai...		Paris.	Seine.	Mécaniciens-électriciens.	"	"	156
9 mai...	11 mai...	Le Muy.	Var.	Scieurs à la mécanique.	"	"	157
9 mai...	14 mai...	Menton.	Alpes-Maritimes.	Maçons.	23	200	158
9 mai...	19 mai...	Lunéville.	Meurthe-et-Moselle.	Mécaniciens constructeurs.	1	1,800	159
9 mai...	1 ^{er} juin.	Paris.	Seine.	Scieurs de long.	"	190	160
10 mai...	14 mai...	Le Puy.	Haute-Loire.	Typographes.	1	27	161
10 mai...	16 mai...	Cerbère.	Pyrénées-Orientales.	Transbordeuses d'oranges.	"	276	162
10 mai...	19 mai...	La Ciotat.	Bouches-du-Rhône.	Maçons.	"	"	163
10 mai...	26 mai...	Paris.	Seine.	Robinetiers.	63	120	164
10 mai...		Lunery-Rosières.	Cher.	Métallurgistes.	1	700	165
10 mai...		Bosmoreau.	Creuse.	Mineurs.	1	140	166
10 mai...		Saint-Étienne.	Loire.	Mouleurs.	30	900	167
10 mai...		Paris.	Seine.	Ouvriers en instruments de précision.	1	205	168
11 mai...	12 mai...	Tourcoing.	Nord.	Rattacheurs et bûcheurs.	1	66	169
11 mai...	19 mai...	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Garçons bouchers et charcutiers.	50	200	170
11 mai...	21 mai...	Meudon.	Seine-et-Oise.	Cartouchiers.	1	"	171
11 mai...	22 mai...	Tourcoing.	Nord.	Teinturiers.	1	22	172
12 mai...	14 mai...	Alais.	Gard.	Coiffeurs.	"	"	173
12 mai...	16 mai...	Tavaux-Pontséricourt.	Aisne.	Terrassiers.	1	"	174
12 mai...	18 mai...	Marmande.	Lot-et-Garonne.	Maçons.	8	30	175
12 mai...	27 mai...	Charleville.	Ardennes.	Mouleurs.	1	35	176
12 mai...		Guingamp.	Côtes-du-Nord.	Typographes.	1	7	177
12 mai...		Roubaix.	Nord.	Trieurs de déchets de laine.	1	43	178
14 mai...	15 mai...	Grenoble.	Isère.	Ouvriers en chaussures.	1	65	179
14 mai...	15 mai...	Sain-Bel.	Rhône.	Terrassiers.	1	18	180
14 mai...	18 mai...	Mézos.	Landes.	Résiniers.	"	144	181
14 mai...	31 mai...	Montpellier.	Hérault.	Employés de chemins de fer.	1	80	182
14 mai...	23 mai...	Tébessa.	Constantine.	Phosphatiers.	1	"	183
15 mai...	19 mai...	Tonnay-Charente.	Charente-Inférieure.	Tuilliers.	2	21	184
15 mai...	22 mai...	Lyon.	Rhône.	Ouvriers en limes.	5	30	185

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MAI 1906. (Suite.)			
142	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
143	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.	Échec.	
144	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.	Échec.	
145	Demandes : journée de 9 heures; suppression de travail aux pièces; limitation du nombre des apprentis.		
146	Demandes : journée de 9 heures.....		
147	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire; suppression des tâcherons.....		
148	Demande : journée de 10 heures.....	Échec.	
149	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
150	Demandes : diminution du temps de travail; paie mensuelle.....	Transaction.	
151	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
152	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
153	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Conciliation devant le juge de paix.
154	Demande d'augmentation de salaire.....		
155	Demande : journée de 8 heures.....		
156	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.		
157	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
158	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
159	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	180 grévistes congédiés.
160	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	Échec.	
161	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
162	Demande de réintégration de deux ouvrières syndiquées.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
163	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
164	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail; repos hebdomadaire.....	Transaction.	
165	Demande : journée de 8 heures.....		
166	Demande d'augmentation de salaire.....		
167	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.....		
168	Demande : journée de 9 heures.....		
169	Demande : rétablissement des repos pour les petits repas.	Réussite.	
170	Demandes : journée de 12 heures; augmentation de salaire; repos hebdomadaire.....	Transaction.	
171	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Échec.	
172	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
173	Demandes : diminution du temps de travail; repos hebdomadaire.....	Transaction.	
174	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
175	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
176	Demandes : renvoi d'un contremaître; augmentation de salaire; suppression de travail aux pièces.....	Échec.	Atelier fermé.
177	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.		
178	Contre l'embauchage de personnel féminin.....		
179	Menace de grève contre l'embauchage de personnel supplémentaire.....	Échec.	Lock out.
180	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Échec.	
181	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
182	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire; 6 jours de congé payés par an.....	Échec.	
183	Demandes : diminution des prix de la cantine; renvoi du cantinier.....	Transaction.	
184	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Échec.	
185	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉ- RENCES.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7	
		3	4	5			
GRÈVES COMMENCÉES							
15 mai...	28 mai...	Salon.....	Bouches-du-Rhône.	Garçons boulangers.....	"	43	186
15 mai...	28 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Sculpteurs-mouleurs.....	1	25	187
15 mai...	28 mai...	Paris.....	Seine.....	Polisseurs-nickelateurs.....	"	"	188
16 mai...	17 mai...	Saint-Priest.....	Isère.....	Chapeliers.....	1	17	189
16 mai...	22 mai...	L'Arbresle.....	Rhône.....	Maçons.....	"	40	190
16 mai...	24 mai...	Soustons.....	Landes.....	Résiniers.....	"	"	191
17 mai...	18 mai...	Calais.....	Pas-de-Calais.....	Dockers.....	1	150	192
17 mai...	22 mai...	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle.....	Ouvriers des tabacs.....	1	700	193
17 mai...	22 mai...	Chamonix.....	Haute-Savoie.....	Terrassiers.....	1	200	194
17 mai...	25 mai...	Oyonnax.....	Ain.....	Plâtriers et charpentiers.....	"	100	195
17 mai...	28 mai...	Thiers.....	Puy-de-Dôme.....	Menuisiers et zingeurs.....	21	61	196
17 mai...	30 mai...	Bordeaux.....	Gironde.....	Terrassiers.....	1	130	197
17 mai...	5 juin...	Fraisais.....	Jura.....	Mécaniciens constructeurs.....	1	320	198
17 mai...	.....	Châtellerault.....	Vienne.....	Maçons.....	19	65	199
18 mai...	19 mai...	Nœux-les-Mines.....	Pas-de-Calais.....	Terrassiers.....	1	97	200
18 mai...	25 mai...	Loos.....	Nord.....	Dévidieuses.....	1	60	201
18 mai...	29 mai...	Bellegarde.....	Ain.....	Tanneurs.....	1	50	202
18 mai...	31 mai...	Dôle.....	Jura.....	Ouvriers du bâtiment.....	8	80	203
19 mai...	20 mai...	Tours.....	Indre-et-Loire.....	Employés de tramways.....	1	35	204
19 mai...	23 mai...	Revin.....	Ardenne.....	Mouleurs.....	1	20	205
19 mai...	8 juin...	Morez.....	Jura.....	Scieurs à la mécanique.....	8	37	206
19 mai...	.....	Cannes et Antibes.....	Alpes-Maritimes.....	Ouvriers d'usine à gaz.....	1	96	207
19 mai...	.....	Indret.....	Loire-Inférieure.....	Bateliers-passeurs.....	2	"	208
20 mai...	21 mai...	Chamonix.....	Haute-Savoie.....	Terrassiers-mineurs.....	1	150	209
21 mai...	23 mai...	Lille.....	Nord.....	Mouleurs.....	1	9	210
21 mai...	28 mai...	Poitiers.....	Vienne.....	Cimentiers.....	4	26	211
21 mai...	31 mai...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	90	212
21 mai...	31 mai...	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en appareils photo- graphiques.....	1	102	213
21 mai...	.....	Vienne.....	Isère.....	Maçons.....	13	280	214
21 mai...	.....	Saint-Chamond.....	Loire.....	Maçons.....	"	"	215
21 mai...	.....	Saint-Étienne.....	Loire.....	Mécaniciens-constructeurs.....	"	2,000	216
21 mai...	.....	Paris et Bicêtre.....	Seine.....	Maroquins.....	2	100	217
22 mai...	29 mai...	Bellegarde.....	Ain.....	Mécaniciens.....	2	"	218
22 mai...	5 juin...	Moriagne-du-Nord.....	Nord.....	Briquetiers.....	1	250	219
22 mai...	5 juin...	Bagnères-de-Bigor- re.....	Hautes-Pyrénées.....	Tisseurs.....	1	70	220
22 mai...	9 juin...	Châtellerault.....	Vienne.....	Typographes.....	1	6	221
23 mai...	24 mai...	Sannois.....	Seine-et-Oise.....	Briquetiers.....	1	50	222
23 mai...	.....	Tartas.....	Landes.....	Résiniers.....	"	"	223
24 mai...	.....	Lyon.....	Rhône.....	Charpentiers.....	"	350	224
25 mai...	.....	Saint-Jean-d'An- gély.....	Charente-Inférieure.....	Maçons et tailleurs de pierres.....	"	"	225
25 mai...	.....	Chalon-sur-Saône.....	Saône-et-Loire.....	Typographes.....	1	7	226
25 mai...	.....	Boulogne.....	Seine.....	Blanchisseurs.....	"	100	227
25 mai...	.....	Versailles.....	Seine-et-Oise.....	Couvreurs-plombiers.....	"	162	228
26 mai...	29 mai...	Oloron.....	Basses-Pyrénées.....	Terrassiers.....	1	200	229
26 mai...	.....	Oyonnax.....	Ain.....	Maçons et charpentiers.....	"	500	230
28 mai...	29 mai...	Bagnères-de-Bi- gorre.....	Hautes-Pyrénées.....	Terrassiers.....	1	25	231

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MAI 1906. (Suite.)			
186	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
187	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Réussite.	
188	Demande : journée de 9 heures.....		
189	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
190	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
191	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
192	Contestation relative à l'embauchage.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
193	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
194	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
195	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
196	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
197	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
198	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
199	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire; suppression de la retenue pour l'assurance; repos hebdomadaire.....		
200	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
201	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
202	Demandes de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	12 grévistes congédiés.
203	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
204	Demande de réintégration d'un employé.....	Transaction.	
205	Contestation relative au salaire.....	Réussite.	
206	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire; emploi exclusif de syndiqués.....	Transaction.	
207	Demandes : réintégration de 2 ouvriers; renvoi d'un contremaître.....		
208	Demande d'augmentation de salaire.....		
209	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
210	Contestation relative au salaire.....	Échec.	
211	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Échec.	
212	Demandes : suppression d'amendes; renvoi du directeur.....	Échec.	
213	Demandes : semaine de 54 heures; augmentation de salaire.....	Échec.	30 grévistes congédiés.
214	Demande d'augmentation de salaire.....		
215	Demande d'augmentation de salaire.....		
216	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.....		
217	Demande d'augmentation de salaire.....		
218	Solidarité avec les tanneurs en grève.....	Échec.	
219	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
220	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
221	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
222	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
223	Demande d'augmentation de salaire.....		
224	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire; repos hebdomadaire.....		
225	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....		
226	Demande de retrait d'un nouveau règlement d'atelier.....		
227	Demandes : journée de 9 heures; augmentation du salaire; repos hebdomadaire.....		
228	Demande d'augmentation de salaire.....		
229	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
230	Demande de réintégration d'un ouvrier.....		
231	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
28 mai...	5 juin...	Riom.....	Pay-de-Dôme....	Ouvriers du bâtiment.....	"	150	232
28 mai...	5 juin...	Versailles.....	Seine-et-Oise....	Maçons.....	"	90	233
28 mai...	.....	Saint-Clément.....	Jura.....	Ferblantiers et mécaniciens..	"	62	334
28 mai...	.....	Chaumont.....	Haut-Marne.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	80	235
28 mai...	.....	Fiers.....	Orne.....	Peintres.....	"	85	236
28 mai...	.....	Cublize.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	10	237
29 mai...	1 ^{er} juin..	Les-Arcs-sur-Ar- gens.....	Var.....	Terrassiers.....	1	150	238
29 mai...	5 juin...	Saint-Claude.....	Jura.....	Pipiers.....	1	36	239
29 mai...	.....	Villeurbanne.....	Rhône.....	Tullistes.....	1	5	240
30 mai...	31 mai...	Dieppe.....	Seine-Inférieure..	Mécaniciens-constructeurs.....	1	100	241
30 mai...	2 juin...	Rouen.....	Seine-Inférieure..	Dockers.....	"	600	242
30 mai...	.....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	220	243
31 mai...	2 juin...	Lyon.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	"	244
31 mai...	5 juin...	Charleville.....	Eure.....	Terrassiers.....	1	120	245
31 mai...	.....	Aire.....	Landes.....	Terrassiers.....	1	50	246
31 mai...	.....	Lyon.....	Rhône.....	Sculpteurs-mouluriers.....	1	"	247

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

52 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en mai, à la direction du travail :

1° Dans la grève des ouvriers du bâtiment de Clermont-Ferrand, de nombreux comités de conciliation ont été réunis. Sur recours des ouvriers scieurs de long, adressé au juge de paix, le 20 avril, un comité s'est réuni les 27, 28 et 30 avril. L'accord s'est établi : les ouvriers, qui demandaient 20 centimes de plus par heure, ont obtenu 5 centimes. Les autres conflits ont été résolus à la suite de l'intervention du juge de paix. Sur convocation lancée par ce magistrat, le 18 avril, un comité s'est réuni les 26, 27, 28 avril, les 3, 11 et 12 mai, pour les maçons, qui ont obtenu la journée de dix heures au lieu de onze, avec un salaire de 50 centimes l'heure, au lieu de 45 pour les ouvriers, et 40 centimes au lieu de 35 pour les aides. Pour les zingueurs-plombiers, l'intervention du juge de paix s'est produite le 22 avril. Après réunions du comité le 24 avril et le 1^{er} mai, les ouvriers ont obtenu la journée de dix heures et un salaire de 50 centimes l'heure, au lieu de 45. Les patrons et ouvriers menuisiers, convoqués par lettres et affiches, le 26 avril, se sont réunis en comité les 27, 28 avril, 3 et 7 mai. Les patrons ont accordé la journée de dix heures, 50 centimes l'heure, au lieu de 45, et la suppression du travail aux pièces. Pour les serruriers, le juge de paix est intervenu le 28 avril ; l'accord s'est établi au sein du comité réuni le 30 : les ouvriers obtiennent la journée de dix heures et 45 centimes l'heure au lieu de 40.

La reprise du travail était complète le 14 mai.

RÉFÉRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MAI 1906. (Fin.)			
232	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
233	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
234	Demandes : augmentation de salaire; embauchage exclusif d'ouvriers syndiqués.....	.....	
235	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	.....	
236	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	.....	
237	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
238	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
239	Demande de réintégration de 2 ouvrières.....	Réussite.	
240	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
241	Demandes : paie à la quinzaine et augmentation des acomptes hebdomadaires.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
242	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
243	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
244	Demande de réintégration d'une ouvrière.....	Échec.	
245	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
246	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
247	Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....	

2° et 3° Les grèves de résiniers de Seignosse et Soustons (Landes), ont pris fin, la première, le 1^{er} juin, la seconde, le 24 mai, après conciliation devant le juge de paix. Les conditions des accords intervenus sont à peu près les mêmes que celles des conventions antérieurement passées entre propriétaires et résiniers de Linxe (*Bulletin*, avril 1906, p. 328) et Moliets-et-Maâ (*Bulletin*, mai 1906, p. 446).

4° Dans la grève des tisseuses de Firminy (Loire), le juge de paix est intervenu d'office le 3 mai. Quatre comités distincts se sont réunis les 5, 7, 10 et 19 mai. Les parties ont été conciliées; mais un seul patron a fait droit à la demande de suppression de la retenue pour détérioration du matériel. La demande d'augmentation de 25 centimes par jour a été abandonnée par les grévistes.

5° Dans une grève de mécaniciens constructeurs à Dieppe (Seine-Inférieure), le juge de paix est intervenu dès le premier jour du conflit, 30 mai. Un comité s'est aussitôt réuni et les parties se sont mises d'accord. Le patron a accepté de payer ses ouvriers à la quinzaine et d'augmenter légèrement le taux des acomptes hebdomadaires.

6° Le juge de paix est intervenu, le 13 mai, dans la grève des couvreurs de Guingamp. Un comité s'est réuni le même jour. Les ouvriers, qui demandaient 3 fr. 50 par jour, au lieu de 2 fr. 50, ont obtenu 3 francs.

7° Dans la grève des maréchaux-ferrants et forgerons de Gap, les ouvriers ont obtenu la journée de dix heures et le repos hebdomadaire, à la suite de la réunion d'un comité de conciliation, le 5 mai, sur initiative du juge de paix.

8° Le juge de paix a pris, le 11 mai, l'initiative d'une tentative de conciliation, avant toute cessation du travail, dans un différend entre patrons et ouvriers boulangers de Gap. Au cours de la réunion du comité, le 15, le repos hebdomadaire a été accordé aux ouvriers et la grève a été évitée.

9° Une grève de terrassiers à Saint-Valéry-sur-Somme (Somme), a été rapidement terminée par l'intervention du juge de paix. Un comité s'est réuni, le 3 mai; les ouvriers, qui demandaient 40 centimes par heure au lieu de 30 à 32, ont obtenu 35 centimes.

10° Quatre comités de conciliation ont été réunis, sur initiative prise par le juge de paix, le 7 mai, à l'occasion de la grève des ouvriers du bâtiment de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise). Ces comités se sont réunis, le 10 mai, pour les menuisiers, le 11, pour les maçons, le 12, pour les charpentiers et les couvreurs. Seuls, les maçons n'ont pu être conciliés et ont repris le travail aux anciennes conditions; les autres ouvriers ont obtenu la journée de dix heures au lieu de onze et le repos hebdomadaire.

11° Sur initiative prise, le 3 mai, par le juge de paix, deux comités de conciliation ont été réunis à l'occasion de la grève des métallurgistes de Firminy (Loire). L'entente s'est établie aux conditions suivantes: reconnaissance du syndicat ouvrier, majoration des heures supplémentaires de 25 p. 100 (demande 50 p. 100) mise à l'étude de la diminution de la journée du travail et du relèvement des salaires.

12° Dans la grève des mineurs de Lavaveix (Creuse), sur intervention du juge de paix, un comité s'est réuni les 10, 16, 17 et 21 mai. Le travail a été repris après accord partiel, étant entendu que la question de l'augmentation de salaire sera résolue par un arbitrage. Les arbitres des parties ont été désignés le 5 juin.

13° Dans la grève des peintres de Dôle, le juge de paix est intervenu le 9 mai. L'entente s'est faite au sein du comité réuni le 11. Les ouvriers, qui demandaient la journée de dix heures et le salaire de douze, ont obtenu onze heures payées comme douze.

14° Dans la grève des tonneliers de Marmande, le juge de paix était intervenu le 11 mai. Un comité s'était réuni le 15, mais l'accord n'avait pu s'établir. Les parties, après accord direct et reprise du travail, ont fait confirmer leur convention par un procès-verbal de conciliation, le 25 mai.

15° Le juge de paix était intervenu d'office, le 15 mai dans la grève des maçons de Marmande; mais, avant expiration du délai de trois jours prévu par la loi pour la réponse des parties, patrons et ouvriers se sont mis d'accord.

16° Dans une grève d'ébénistes à Montbéliard, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix, le 10 mai. Un comité s'est réuni le 12 et le 14. La reprise du travail a été décidée, le patron ayant accordé un relèvement de tarif sur certains articles.

17° Dans la grève des ouvriers du bâtiment de la Rochelle, sur recours adressé par les ouvriers au juge de paix le 3 mai, un comité s'est réuni le 6. Après

accord partiel sur les conditions générales du travail, les ouvriers ont abandonné leur demande d'application de la journée de huit heures et les patrons ont déclaré reconnaître que le salaire des ouvriers était insuffisant. En conséquence, il a été décidé de s'en remettre à l'arbitrage de l'ingénieur ordinaire des ponts et chaussées pour l'estimation de l'augmentation de salaire. La sentence arbitrale, rendue le 7 mai, a accordé aux diverses catégories d'ouvriers une augmentation moyenne de 5 centimes par heure.

18° Les ouvriers **charpentiers de Châtellerault** ont adressé, le 1^{er} mai, **avant grève**, un recours au juge de paix. Ils demandaient le salaire de 45 centimes l'heure (au lieu de 40), promis par les patrons, en comité de conciliation, le 12 mars 1904. Satisfaction leur a été accordée au cours de la réunion du comité de conciliation, le 3 mai, et la grève a été évitée.

19° Dans la **grève des menuisiers et ébénistes de Châtellerault**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix, le 8 mai. Ils demandaient la journée de dix heures payée comme douze. Il a été décidé, le 9, en comité de conciliation, que ces conditions de travail seraient adoptées à partir du 15 juin 1906.

20° Dans une **grève de ferblantiers à Clermont-Ferrand**, les ouvriers ont fait appel à la médiation du juge de paix, le 8 mai. Deux réunions du comité ont eu lieu, le 11 et le 12. L'accord s'est établi : les ouvriers, qui demandaient 65 centimes l'heure, au lieu de 40, ont obtenu 42 cent. 5.

21° Sur recours adressé par les ouvriers au juge de paix, le 1^{er} mai, la **grève des charpentiers et maçons de Rumilly (Haute-Savoie)** a pris fin après conciliation au sein d'un comité réuni le 5. Les ouvriers ont obtenu la journée de dix heures (au lieu de onze à douze) 4 fr. 50 par jour au lieu de 4 francs et des indemnités de déplacement.

22° Dans la **grève des viroleurs de Saint-Claude (Jura)**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 10 mai. Un comité s'est réuni le 11. Les ouvriers ont obtenu une augmentation immédiate de 20 p. 100 sur les tarifs en vigueur; les patrons ont promis d'appliquer, à partir du 1^{er} juin, les tarifs nouveaux proposés par les ouvriers; ils ont en outre pris l'engagement de n'embaucher, à l'avenir, que des ouvriers syndiqués, étant entendu que les ouvriers non-syndiqués présentement occupés dans les ateliers ne seront pas congédiés.

23° Le juge de paix du IV^e arrondissement de Paris a été saisi, le 10 mai, d'une demande de réunion d'un comité de conciliation émanant des **employés du « Bazar de l'Hôtel-de-Ville »**. Le comité s'est réuni le 16. La grève a été évitée : le directeur a fait connaître les raisons qui justifiaient le renvoi de l'employé dont la réintégration était demandée et a offert de verser à cet employé une somme de 344 francs représentant le montant de son compte et une indemnité égale à un mois de salaire. Ces offres ont été acceptés par la délégation ouvrière.

24° Dans la **grève des mécaniciens de Dôle**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix, le 7 mai. Les parties ont été conciliées en comité le 11. Les ouvriers demandaient la journée de dix heures avec maintien du salaire antérieurement payé pour onze heures. Un patron a donné pleine satisfaction; un autre a accordé la journée de dix heures à partir du 1^{er} septembre 1906; le troisième a adopté la journée de dix heures et demie.

25° Un recours a été adressé au juge de paix par les deux parties dans la **grève des transbordeuses d'oranges de Cerbère (Pyrénées-Orientales)**. Un comité s'est réuni le 15 mai. Il a été décidé que toutes les ouvrières seraient reprises par leurs patrons et que les deux ouvrières dont la réintégration était demandée seraient embauchées par un autre patron.

26° **Grève de tisseurs à Rouen.** — Les ouvriers des deux tissages Lemarchand, à Rouen, s'étaient mis en grève le 4 mai, en réclamant une augmentation de salaire, et avaient adressé un recours au juge de paix le 5. Le 7, le patron avait fait connaître au juge de paix que son personnel avait décidé de reprendre provisoirement le travail, sur promesse que la demande serait examinée avec bienveillance. Le 10 mai, les ouvriers suspendaient à nouveau le travail, les offres du patron n'ayant pas été jugées satisfaisantes. Sur recours adressé au juge de paix par les ouvriers, le 15, un comité s'est réuni le 19 et le 21. L'accord n'a pu s'établir. Les ouvriers ont cependant repris le travail, le 29 mai, après avoir accepté le relèvement de deux articles du tarif, proposé par le patron en comité de conciliation.

27°, 28°, 29°, 30°, 31°, 32°, 33°, 34°. Des comités se sont réunis, mais l'accord n'a pu s'établir entre les parties à l'occasion d'une **grève de mécaniciens à Clermont-Ferrand** (recours des ouvriers le 4 mai; comités réunis les 7, 8 et 9), d'une **grève de tisseurs à Bussang (Vosges)** (intervention du juge de paix le 5 mai, comité le même jour, refus par les deux parties de recourir à un arbitrage), de la **grève des cimentiers de Poitiers** (intervention du juge de paix le 23 mai, comité le 24), de la **grève des tailleurs de pierre de Volvic (Puy-de-Dôme)** (intervention du juge de paix le 6 mai, comité le 7, refus des patrons de recourir à l'arbitrage), de la **grève des ferblantiers de Besançon** (intervention du juge de paix le 9 mai, comité réuni le même jour), d'une **grève de métallurgistes de l'usine de Rosières à Lunery (Cher)** (intervention du juge de paix le 5 mai, comité le 6, refus par le directeur de recourir à l'arbitrage), d'une **grève de terrassiers à Oloron (Basses-Pyrénées)**; de la **grève des ouvriers du bâtiment de Montpellier** (intervention du juge de paix le 5 mai, comité réuni le 7).

35°, 36°, 37°, 38°, 39°, 40°, 41°, 42°, 43°, 44°, 45°. Des recours ont été adressés par les ouvriers, le 1^{er} mai, dans une **grève de scieurs à la mécanique à Darnétal (Seine-Inférieure)** et dans une **grève d'apprêteurs à Saint-Léger-du-Bourg-Denis (Seine-Inférieure)**; le 2 mai, dans une **grève d'ouvriers agricoles à Fourques (Gard)**; le 3 mai, dans la **grève des ouvriers du bâtiment et de diverses professions de Cette (Hérault)** et dans la **grève des maçons et peintres de Grasse**; le 7 mai, dans une **grève de serruriers à la Courneuve (Seine)**; le 9 mai, dans la **grève des ouvriers du bâtiment de Dôle** et dans une **grève de broisseurs à Poitiers**; le 12 mai, dans la **grève des typographes de Roubaix (Nord)**; le 23 mai, dans la **grève des typographes de Douai**, et le 31 mai, dans une **grève de dockers à Rouen**. Dans ces conflits, les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

46° Dans la **grève des maçons de Châtellerault**, une tentative de conciliation avait eu lieu, avant grève. Un comité s'était réuni le 16 mai. L'accord n'ayant pu s'établir, les ouvriers ont cessé le travail le 17. Invités à une nouvelle réunion le 18, les patrons ont refusé de se présenter.

47°, 48°, 49°, 50°, 51°, 52° Le juge de paix est intervenu d'office dans une **grève**

des tuiliers à Agen, le 2 mai (refus des deux parties), dans la grève des mineurs de Ronchamp (Haute-Saône), le 11 mai (refus des patrons), dans la grève des métallurgistes d'Inzinzac (Morbihan), le 11 mai (refus de la Compagnie), dans la grève des typographes de Paris, le 20 mai (refus des patrons), dans une grève de tisseurs à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) (refus des ouvriers) et dans la grève des mécaniciens et ferblantiers de Saint-Claude (Jura) (refus des ouvriers).

LE CONTRÔLE DU TRAVAIL DES AGENTS DE CHEMINS DE FER EN 1904⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne l'état numérique du personnel des compagnies soumis en 1904 aux diverses réglementations dont la surveillance est confiée au service du contrôle.

COMPAGNIES.	NOMBRE D'AGENTS DONT LE TRAVAIL EST RÉGLEMENTÉ				Totaux par compagnie.
	par les arrêtés du 4 nov. 1899 et 20 mai 1902 ⁽²⁾ .	par le 2 ^e arrêté du 4 nov. 1899 ⁽³⁾ .	par l'arrêté du 23 nov. 1899 ⁽⁴⁾ .	par l'arrêté du 10 oct. 1901 ⁽⁵⁾ .	
Nord.....	4,326	2,799	6,990	8,374	22,489
Est.....	2,669	2,205	7,365	4,285	16,524
Ouest.....	3,467	2,990	9,995	5,468	21,920
Orléans.....	2,809	2,504	6,247	6,036	17,596
P.-L.-M.....	4,829	4,877	13,204	12,279	35,009
Midi.....	1,209	1,236	5,386	2,506	10,337
État.....	848	834	2,472	1,875	6,029
Ceintures.....	75	244	654	372	1,345
TOTAUX.....	20,232	17,689	52,153	41,195	131,249

Section I. — Durée du travail et des repos des agents.

1. — MÉCANICIENS ET CHAUFFEURS.

Durée et conditions du travail. — L'importance du travail moyen journalier varie, comme en 1903, suivant les compagnies et, dans chaque compagnie, suivant les

⁽¹⁾ Extraits et analyse du rapport sur le fonctionnement du contrôle du travail des agents de chemins de fer pendant l'année 1904, présenté par M. E. Mussat, ingénieur en chef des ponts et chaussées, chef du service (*Journal officiel* du 3 décembre 1905). — Pour l'organisation du service et son fonctionnement jusqu'à la fin de 1903, voir *Bulletin*, janvier 1905, p. 15.

⁽²⁾ Mécaniciens, chauffeurs et divers.

⁽³⁾ Chefs de trains, contrôleurs de route, sous-inspecteurs, etc.; conducteurs et gardes-freins et divers.

⁽⁴⁾ Chefs et sous-chefs de gare; receveurs, facteurs enregistraants, chefs comptables; etc; aiguilleurs de gare, hommes d'équipe, manœuvres, visiteurs, nettoyeurs, laveurs, etc.

⁽⁵⁾ Agents de la surveillance et de l'entretien des voies; gardes-sémaphores, bloqueurs, aiguilleurs de pleine voie; gardes-barrières en faction permanente et divers.

régions. On peut, à ce point de vue, diviser le personnel affecté aux machines en trois grandes catégories :

1° Les agents affectés au service des trains réguliers prévus dans les roulements soumis au contrôle, ou service normal;

2° Ceux affectés d'une part aux réserves, destinées à assurer les secours et les besoins imprévus et, d'autre part, aux trains facultatifs mis en marche suivant les exigences momentanées du service;

3° Le personnel chargé spécialement des manœuvres dans les grandes gares ou sur les voies des quais des ports.

Pour les roulements du service normal, le travail effectif journalier maximum a varié, suivant chaque roulement :

Au Nord, entre 7 h. 21 et 11 h. 52; à l'Est, entre 8 h. 12 et 11 h. 55; à l'Ouest, entre 6 h. 57 et 11 h. 47; à l'Orléans, entre 6 h. 2 et 11 h. 55; au Paris-Lyon-Méditerranée, entre 6 h. 11 et 11 h. 53; au Midi, entre 8 h. 23 et 11 h. 49; à l'État, entre 6 h. 4 et 11 h. 59; et sur la Petite Ceinture, entre 10 h. 35 et 11 h. 30.

Sur la Grande Ceinture, le service des machines est assuré par la compagnie de l'Ouest et les trains sont incorporés dans les roulements des dépôts de cette compagnie.

Le travail effectif journalier minimum oscille :

Au Nord, entre 1 h. 30 et 9 h. 10; à l'Est, entre 1 h. 29 et 10 h. 21; à l'Ouest, entre 2 h. 11 et 9 h. 45; à l'Orléans, entre 1 h. 25 et 10 h. 58; au Paris-Lyon-Méditerranée, entre 1 h. 17 et 10 h. 25; au Midi, entre 3 h. 27 et 10 h. 44; à l'État, entre 1 h. 2 et 10 h. 42; sur la Petite Ceinture, entre 6 h. 45 et 8 h. 10.

Si, d'autre part, on prend, pour chacun des roulements du service normal, la moyenne du travail effectif journalier, cette moyenne s'étend :

Au Nord, entre 6 h. 12 et 9 h. 30; à l'Est, entre 6 h. 19 et 10 heures; à l'Ouest, entre 5 h. 32 et 9 h. 46; à l'Orléans, entre 5 h. 41 et 10 heures; au Paris-Lyon-Méditerranée, entre 5 h. 52 et 9 h. 58; au Midi, entre 7 h. 26 et 9 h. 56; à l'État, entre 5 h. 31 et 9 h. 59 et sur la Petite Ceinture, entre 8 h. 33 et 9 h. 14.

On voit, d'après les chiffres qui précèdent, que, comme l'année dernière, les journées effectives du service normal s'écartent suffisamment des limites réglementaires pour que, dans la pratique, les irrégularités inévitables de l'exploitation n'entraînent pas nécessairement des dérogations.

Dans la plupart des cas, les services facultatifs et de réserve sont prévus et incorporés dans les roulements du service régulier ainsi que les services de manœuvres; mais quelquefois ces derniers font l'objet de roulements spécialisés; les agents qui en sont chargés font, en général, 10 heures de service effectif réparties sur une amplitude de 12 heures coupée par un repos de 2 heures pour le repas.

La moyenne du travail journalier dans le service facultatif varie :

Pour le Nord, entre 6 heures et 10 heures; pour l'Est, entre 6 h. 20 et 9 h. 36; pour l'Ouest, entre 4 h. 30 et 8 h. 57; pour l'Orléans, entre 6 h. 50 et 10 heures; pour le Paris-Lyon-Méditerranée, entre 4 h. 45 et 9 h. 40; pour le Midi, entre 6 h. 50 et 9 h. 53; pour l'État, entre 5 h. 10 et 9 h. 50.

A la Petite Ceinture, il n'y a pas de service de réserve et les trains facultatifs sont, avec les trains réguliers, incorporés dans les roulements; le personnel n'assure d'ailleurs que la traction des trains de marchandises et les services de manœuvres, les trains de voyageurs étant remorqués par les soins de la compagnie du Nord et compris dans les roulements de cette compagnie.

On voit qu'en général la moyenne journalière du travail facultatif est sensiblement inférieure à la moyenne journalière du service régulier,

Mode d'attribution et durée des repos. — Les repos des agents peuvent se diviser en deux grandes catégories : les repos quotidiens intercalés entre les périodes journalières de travail et les grands repos périodiques alloués en moyenne et suivant les cas tous les dix ou tous les quinze jours.

Les durées de ces repos comme celles des périodes de travail sont très variables.

La durée minimum des repos quotidiens descend très rarement au chiffre réglementaire de 7 heures ; leur durée moyenne oscille :

Sur le Nord, entre 10 h. 25 et 12 heures ; sur l'Est, entre 10 h. 12 et 14 h. 11 ; sur l'Ouest, entre 10 h. 5 et 16 h. 33 ; sur l'Orléans, entre 10 h. et 13 h. 56 ; sur le Paris-Lyon-Méditerranée, entre 10 h. 3 et 18 h. 29 ; sur le Midi, entre 10 h. 6 et 12 h. 15 ; sur l'État, entre 10 h. 2 et 15 heures ; sur la Ceinture, entre 10 h. 28 et 10 h. 54.

Quant aux grands repos périodiques qui, comme nous l'avons expliqué en 1903, doivent être au minimum de 30 heures tous les 10 jours en moyenne ou de 24 heures tous les 15 jours suivant que le service de l'agent comporte ou ne comporte pas de repos hors de leur résidence, leurs variations sont les suivantes :

1° *Pour les services comportant des découchers hors la résidence* : au Nord, entre 30 h. 17 et 40 heures ; à l'Est, entre 30 h. 6 et 43 h. 31 ; à l'Ouest, entre 30 h. 17 et 43 h. 18 ; à l'Orléans, entre 30 heures et 44 h. 4 ; au Paris-Lyon-Méditerranée, entre 30 h. 3 et 42 h. 3 ; au Midi, entre 30 h. 13 et 36 h. 15 ; à l'État, entre 30 h. 10 et 44 h. 15 ; à la Ceinture, aucun service ne comporte de découchers hors la résidence.

2° *Pour les services qui n'entraînent aucun découcher hors la résidence* : au Nord, entre 24 heures et 36 h. 11 ; à l'Est, entre 24 heures et 48 heures ; à l'Ouest, entre 24 heures et 40 h. 31 ; à l'Orléans entre 24 heures et 41 h. 55 ; au Paris-Lyon-Méditerranée, entre 24 heures et 43 h. 20 ; au Midi, entre 24 heures et 35 h. 49 ; à l'État, entre 24 h. 36 et 40 heures ; à la Ceinture, entre 29 h. 40 et 30 h. 30.

On voit, par ces indications que la durée des repos périodiques reste supérieure aux limites fixées par les arrêtés réglementaires. Ajoutons que, dans bien des cas, l'intervalle séparant deux grands repos consécutifs n'atteint pas la durée de dix jours fixée par l'arrêté du 4 novembre 1899. C'est ainsi qu'à l'Est cet intervalle est de six jours seulement pour certains roulements des dépôts de la Villette et de Longuyon, de huit jours pour les machines 2,400 de Noisy-le-Sec et les machines des séries 1 et 2 de Sézanne ; dans d'autres services, à Sézanne et à Longuyon, les grands repos reviennent tous les neuf jours ; ils se renouvellent deux fois par quinzaine dans l'un des services de Nancy.

À l'Ouest, certains services de Chartres, Argenteuil, Dreux, Sotteville, Granville, Le Mans, Laval comportent des repos décennaires tous les 6, 7, 8 ou 9 jours.

À l'Orléans, certains roulements de Tours, Poitiers, Vierzon, Cahors prévoient de grands repos tous les 7, 8 ou 9 jours.

Au Paris-Lyon-Méditerranée, l'intervalle descend même à 5 jours pour quelques services. Il reste de 7, 8 ou 9 jours dans nombre de roulements à Paris, Montereau, Clamecy, Laroche, Nevers, Badan, Paray-le-Monial, Lyon-Vaise, Lyon-Mouche, Ambérieu, Bellegarde, Saint-Rambert, Avignon, Lons-le-Saunier, Mouchard, Nîmes, etc.

Au Midi, le grand repos revient tous les 6 jours aux machines 801 de Paulhan, tous les 7 jours aux 801 de Quillan ; tous les 8 jours aux 801 de Carcassonne ; l'un des roulements de Bordeaux comporte deux grands repos par décade.

À l'État, certains services de Chartres, Château-du-Loir, Tours, Loudun, Thouars, Paimbœuf, Nantes, la Possonnière, prévoient un grand repos tous les

7 jours. L'intervalle varie de 7 à 9 jours dans les services de Niort, Saintes, Saint-Mariens. Le personnel des manœuvres de nuit a trois repos de vingt-quatre heures par mois, au lieu des deux prescrits par l'arrêté réglementaire.

On a spécialement signalé l'année dernière l'intérêt qui s'attache à ce que le nombre des repos à la résidence soit aussi élevé que possible. La proportion de ces repos a varié : de 60 à 86 p. 100 au Nord; de 60 à 83 p. 100 à l'Est; de 65 à 75 p. 100 à l'Ouest; de 58 à 77 p. 100 à l'Orléans; de 55 à 72 p. 100 au Paris-Lyon-Méditerranée; de 51 à 86 p. 100 au Midi; de 60 à 73 p. 100 à l'État. Ces résultats constituent une notable amélioration sur l'année dernière.

Dérogations. — Les dérogations aux prescriptions réglementaires peuvent se diviser en deux catégories bien distinctes : 1° les dérogations prévues et autorisées par l'administration supérieure ou par le service; 2° les dérogations accidentelles.

Les dérogations prévues et approuvées sont, pour l'ensemble des services de mécaniciens et chauffeurs, au nombre de 22; elles étaient au nombre de 33 en 1903.

Les dérogations autorisées sont d'ailleurs dans tous les cas de très minime importance et ne sont admises que dans des roulements ne comportant qu'un travail très faible.

Quant aux dérogations accidentelles directement portées à la connaissance du contrôle, elles se sont élevées en 1904 au chiffre de 5,130, un peu supérieur à celui de 4,830 signalé en 1903.

Il faut d'ailleurs attribuer cette légère augmentation, non à une moins exacte observation des arrêtés réglementaires par les compagnies, mais à ce fait que les agents éprouvent moins de répugnance à déclarer les dérogations qu'ils ont subies.

Presque toutes ces dérogations sont dues à des causes fortuites ou à des accidents ou incidents survenus en cours de route; 25 p. 100 environ ont été occasionnées par des déraillements, détresses, secours, retards accidentels; 20 p. 100 sont dues à des pertes de temps dans les gares; 10 p. 100 à des prévisions trop serrées des roulements; 15 p. 100 à des prolongements de manœuvres à l'arrivée; enfin, 30 p. 100 à des marches irrégulières de trains.

Pour les deux premières catégories, le service recherche si la dérogation est bien due à un cas de force majeure et si toutes les précautions ont été prises pour en atténuer les effets; s'il y a eu faute du personnel, la seule sanction est l'application de mesures disciplinaires. Dans les troisième et quatrième cas, le service invite les compagnies à modifier les roulements, de manière à faire disparaître les principales causes des dérogations qui présentent un certain caractère de permanence. Enfin, dans le cinquième cas, lorsque les constatations faites ont permis de se rendre compte que l'irrégularité de certains trains devient en quelque sorte chronique, la situation est signalée à la compagnie qui prend les mesures nécessaires pour en éviter le retour : modifications des roulements, remplacements dans les manœuvres en cours de route ou à l'arrivée, modification des horaires, etc.

C'est ainsi que, à la suite de l'intervention du service, plus de soixante-dix trains facultatifs de marchandises ont été régularisés.

Considérations diverses. — Le service a réussi à amener la compagnie du Midi à renoncer à l'usage qu'elle avait adopté de faire assurer la préparation et la rentrée des machines par plusieurs équipes de mécaniciens et chauffeurs en roulement régulier, se remplaçant successivement. Actuellement, ces opérations sont effectuées, à défaut des titulaires, par des agents des dépôts non incorporés dans les roulements.

Le service s'est également efforcé d'obtenir que le nombre des nuits consécutives

passées en service ne dépassât jamais trois. On n'a pu encore arriver dans tous les roulements à ce résultat.

Enfin le service a demandé aux compagnies d'indiquer sur les roulements les stationnements pendant lesquels le personnel pouvait prendre un repas. La plupart d'entre elles ont acquiescé à notre désir et ont fait figurer ces indications sur les roulements des services d'été de 1905.

II. — AGENTS DES TRAINS.

Durée et conditions de travail. — La journée de travail des agents des trains a, comme pour les mécaniciens et chauffeurs, varié suivant les réseaux et les régions.

La durée normale journalière maximum a subi les fluctuations suivantes ; elle a varié ;

Au Nord, entre 9 h. 2 et 12 h. 15 ; à l'Est, entre 4 h. 15 et 12 h. 20 ; à l'Ouest, entre 6 h. 7 et 12 h. 26 ; à l'Orléans, entre 7 h. 21 et 12 h. 29 ; au Paris-Lyon-Méditerranée, entre 7 h. 30 et 12 h. 29 ; au Midi, entre 7 h. 42 et 12 h. 11 ; à l'État, entre 3 h. 25 et 12 h. 23 ; sur les Ceintures, entre 8 h. 8 et 11 24.

D'après les dispositions réglementaires de l'arrêté du 4 novembre 1899, la journée moyenne de travail effectif ne doit pas dépasser 10 heures dans les services qui comportent des découchers hors de la résidence ; cette moyenne peut être portée à 11 heures dans les services ne comportant pas de découchers.

En considérant les chiffres donnés par les roulements du service normal, la journée effective oscille :

1° *Pour les services comportant des découchers hors la résidence :* au Nord, entre 7 h. 20 et 9 h. 40 ; à l'Est, entre 6 h. 42 et 9 h. 46 ; à l'Ouest, entre 5 h. 8 et 9 h. 55 ; à l'Orléans, entre 7 h. 26 et 9 h. 56 ; au Paris-Lyon-Méditerranée, entre 7 h. 28 et 10 heures ; au Midi, entre 6 h. 48 et 9 h. 48 ; à l'État entre 6 h. 18 et 10 heures ; sur la Grande Ceinture, entre 6 h. 20 et 8 h. 43 (les services de la Petite Ceinture ne comportent aucun découcher hors de la résidence).

2° *Pour les services ne comportant pas de découchers :* au Nord, entre 8 h. 10 et 10 h. 25 ; à l'Est, entre 5 h. 50 et 10 h. 13 ; à l'Ouest, entre 4 h. 05 et 10 h. 45 ; à l'Orléans, entre 6 h. 51 et 10 h. 58 ; au Paris-Lyon-Méditerranée, entre 7 h. 7 et 10 h. 50 ; au Midi, entre 7 h. 14 et 10 h. 14 ; à l'État, entre 3 h. 28 et 10 h. 19 ; sur les Ceintures, entre 7 h. 30 et 9 h. 17.

Les services facultatifs et de réserve qui sont assurés par des agents à disposition, en dehors des prévisions des roulements, fournissent pour la valeur de la journée, des chiffres variant de la façon suivante :

1° *Dans les services comportant des découchers hors de la résidence :* pour le Nord, entre 5 heures et 10 heures ; pour l'Est, entre 2 heures et 10 heures ; pour l'Ouest, entre 3 h. 30 et 8 h. 50 ; pour l'Orléans, entre 4 h. 56 et 9 h. 11 ; pour le Paris-Lyon-Méditerranée, entre 6 heures et 10 heures ; pour le Midi, entre 6 h. 20 et 9 h. 55 ; pour l'État, entre 3 heures et 10 heures ; pour la Grande Ceinture, entre 3 heures et 9 heures.

2° *Dans les services ne comportant pas de découchers :* pour le Nord, entre 8 heures et 10 h. 10 ; pour l'Est, entre 5 h. 15 et 10 h. 4 ; pour l'Ouest, entre 4 h. 5 et 10 h. 30 ; pour l'Orléans, entre 6 h. 15 et 11 heures ; pour le Paris-Lyon-Méditerranée, entre 6 heures et 10 h. 45 ; pour le Midi, entre 6 h. 20 et 9 h. 50 ; pour l'État, entre 6 heures et 11 heures ; pour les Ceintures, entre 6 heures et 10 h. 50.

Ces chiffres font ressortir suffisamment que les prévisions des roulements des agents des trains, comme celles des roulements des mécaniciens et chauffeurs, s'éloignent suffisamment des maxima et des minima fixés par les arrêtés réglementaires pour que les aléas inévitables de l'exploitation n'entraînent que rarement des dérogations.

Mode d'attribution et durée des repos. — Les repos, tant quotidiens que périodiques ont été largement réparateurs; les chiffres qui suivent vont en donner une idée suffisante.

La durée minimum des repos quotidiens varie :

Pour le Nord entre 7 heures et 7 h. 5; pour l'Est, entre 7 h. 1 et 7 h. 4; pour l'Ouest, entre 7 heures et 7 h. 11; pour l'Orléans, entre 7 h. 3 et 7 h. 13; pour le Paris-Lyon-Méditerranée, entre 7 h. 3 et 8 h. 47; pour le Midi, entre 7 h. 5 et 7 h. 12; pour l'État, entre 7 h. 2 et 7 h. 11; pour les Ceintures, entre 7 h. 9 et 9 h. 3.

La durée moyenne des mêmes repos ne peut être inférieure à dix heures dans les services avec découchers et ne peut descendre au-dessous de neuf heures dans les services sans découchers.

Cette moyenne s'étend :

Dans les services avec découchers : pour le Nord, de 10 h. 15 à 14 h. 29; pour l'Est, de 10 h. 20 à 15 h. 5; pour l'Ouest, de 10 h. 29 à 16 h. 46; pour l'Orléans, de 10 heures à 15 h. 33; pour le Paris-Lyon-Méditerranée, de 10 h. 2 à 18 h. 33; pour le Midi, de 10 h. 17 à 14 h. 39; pour l'État, de 10 h. 21 à 15 h. 20; pour la Grande Ceinture, de 10 h. 15 à 12 h. 49.

Dans les services sans découchers : pour le Nord, de 10 heures à 10 h. 40; pour l'Est, de 10 h. 3 à 14 h. 17; pour l'Ouest, de 9 h. 10 à 16 h. 13; pour l'Orléans, de 9 h. 4 à 14 h. 56; pour le Paris-Lyon-Méditerranée, de 9 h. 5 à 19 h. 33; pour le Midi, de 9 h. 38 à 13 h. 23; pour l'État, de 9 h. 10 à 19 h. 2; pour les Ceintures, de 9 h. 30 à 12 h. 30.

Quand aux repos périodiques, leur ensemble pour tous les arrondissements de contrôle de chaque réseau donne des chiffres variant :

Pour le Nord, de 24 h. 30 à 49 h. 43; pour l'Est, de 24 h. 30 à 41 h. 15; pour l'Ouest, de 24 h. 18 à 47 h. 40; pour l'Orléans, de 24 h. 10 à 57 h. 43; pour le Paris-Lyon-Méditerranée, de 24 h. 6 à 39 h. 37; pour le Midi, de 24 h. 10 à 38 h. 36; pour l'État, de 24 h. 27 à 38 h. 58; pour les Ceintures, de 24 h. 44 à 32 h. 10.

En outre, ces grands repos qui, réglementairement doivent être en moyenne accordés tous les quinze jours sont assez souvent alloués à des intervalles moindres, parfois même fort réduits quand les services sont très chargés.

Les agents des trains ne sont d'ailleurs pas moins bien partagés que les agents de la traction au point de vue de la proportion des repos pris à la résidence. Cette proportion varie au Nord de 60 à 74 p. 100; à l'Est, de 60 à 63 p. 100; à l'Ouest, de 67 à 76 p. 100; à l'Orléans, de 59 à 77 p. 100; au Paris-Lyon-Méditerranée, de 80 à 99 p. 100; au Midi de 63 à 79 p. 100; à l'État, de 60 à 68 p. 100; à la Grande Ceinture elle est de 72 p. 100, et à la Petite Ceinture elle atteint, comme nous l'avons déjà dit, 100 p. 100, le service de cette ligne ne comportant pas de repos hors résidence.

Déroations. — Les dérogations autorisées par l'administration supérieure ou par le service dans les roulements réguliers des agents des trains s'élèvent pour 1904 au nombre de 36 (le détail par compagnie figure au tableau annexe n° III); elles étaient en 1903 de 50, soit donc une diminution en faveur de 1904 de 28 p. 100. Le Nord, l'État et les Ceintures n'ont demandé l'approbation d'aucune dérogation.

Les dérogations accidentelles connues en 1904 s'élèvent au nombre de 3,136, alors que les chiffres correspondants de 1903 n'étaient que de 2,978.

Pour les agents des trains comme pour les mécaniciens, il faut surtout attribuer cette légère augmentation dans le nombre des dérogations connues, à ce que les

agents des trains, comme ceux de la traction ont moins de répugnance à signaler les dérogations dont leur travail a été l'objet.

D'ailleurs, la plupart de ces dérogations sont dues à des cas fortuits ou de force majeure ; les autres sont généralement dues à des retards de trains ; leur fréquence, dans ce dernier cas, dénote des défauts d'organisation que le service ne manque pas de signaler aux compagnies qui, le plus souvent, prennent des mesures propres à les atténuer.

D'autre part, la vérification des bulletins de service poursuivie régulièrement par les contrôleurs du travail en vue de rechercher, par sondages, les dérogations non signalées, a permis de découvrir certains usages defectueux qui, bien que ne pouvant être considérés comme constituant des infractions aux prescriptions réglementaires, n'en étaient pas moins regrettables. C'est ainsi que furent mises en évidence de longues périodes sans repos à la résidence ; à Auray, par exemple, ces périodes variaient de 69 à 400 heures ; sur l'intervention du service, des instructions ont été données aux gares pour faire cesser ces errements.

III. — AGENTS DES GARES.

La moyenne de la journée de travail des agents des gares a varié, en 1904, entre neuf heures et douze heures, mais cette dernière durée n'est atteinte que rarement et seulement dans des petites stations à service de peu d'intensité. Dans beaucoup de gares, le service des aiguilleurs qui intéresse au premier chef la sécurité des trains et des manœuvres a été réduit à dix heures, souvent à huit heures et, parfois même, à six heures, dans certains postes exceptionnellement chargés.

Les repos, qu'ils soient bi-mensuels, mensuels, semi-mensuels ou d'alternement, ont été régulièrement attribués ; nous avons remarqué que les repos bi-mensuels, c'est-à-dire d'une demi-journée par quinzaine, avaient une tendance à disparaître et n'étaient plus guère usités que sur la demande des agents eux-mêmes.

Une seule dérogation a été autorisée sur le réseau Paris-Lyon-Méditerranée à la gare d'Attignat ; le chef de gare, qui est seul et logé à la gare n'a qu'un repos journalier de 7 h. 55 au lieu de 8 heures, mais le service est très peu chargé.

Les dérogations accidentelles se sont élevées au nombre de 3,615 au lieu de 2,754 en 1903 ; il convient d'attribuer cette augmentation à la cause déjà signalée au sujet des dérogations des agents de la traction et des trains.

Pour 52,133 agents des gares soumis à l'arrêté du 23 novembre 1899, travaillant environ trois cents jours par an, le nombre de dérogations susvisé représente une proportion approximative de 0,023 p. 100 par rapport au nombre total de journées effectuées. La faiblesse de cette proportion démontre bien que la réglementation a été convenablement appliquée.

Ces dérogations sont généralement causées par des retards de trains dans des stations où la durée de présence normale est voisine du maximum en raison de la faiblesse du trafic. Cependant certaines dérogations, à cause de leur fréquence, ont provoqué notre intervention auprès des compagnies qui ont fait le nécessaire pour en éviter le retour, soit en serrant un peu plus la marche des trains, soit en augmentant les petits repos pris par les agents au cours de la journée.

Les contrôleurs du travail ont tenu la main à ce que les tableaux de service soient affichés dans des endroits tels que les agents puissent les consulter facilement et notamment à ce que des extraits en soient placés dans les différents locaux isolés où certains agents sont spécialisés. Ils ont vérifié le plus souvent possible que ces tableaux de service étaient bien en concordance avec la réalité des faits et ont fait munir de registres de dérogations quelques stations ou haltes qui n'en possédaient pas.

IV. — AGENTS DE LA VOIE.

Il n'y a rien de bien important à signaler sur le service des agents dont le travail est réglementé par l'arrêté ministériel du 10 octobre 1901.

Les dérogations, dans la grande majorité des cas sont impossibles à prévoir et à éviter, car elles sont dues à des incidents d'exploitation (collisions, déraillements, éboulement, etc.) exigeant l'intervention immédiate de tout le personnel disponible; elles se sont élevées au nombre de 5,788. Ce chiffre est en diminution sur celui de 1903, qui était de 6,606. Cette diminution provient notamment des compagnies du Nord et de l'Ouest ainsi que des Ceintures où, en 1903, les dérogations avaient été assez nombreuses.

A noter spécialement la mesure prise dans certaines régions par les Compagnies d'Orléans et du Midi à l'égard des agents travaillant sur les voies; il leur est accordé pendant les grandes chaleurs de l'été un repos supplémentaire d'une heure après le repas de midi, afin de leur éviter les dangereuses fatigues résultant de la haute température.

SECTION II. — Hygiène des installations affectées au personnel.

Le tableau suivant donne la statistique des installations affectées au personnel sur lesquelles s'étend la surveillance du service.

COMPAGNIES.	DORTOIRS.			RÉFÉCTORAIRES.			NOMBRE DE LITS à la disposition.			INSTALLATIONS diverses.
	des mécani- ciens et chauf- fours.	des agents des trains.	Totaux.	des mécani- ciens et chauf- fours.	des agents des trains.	Totaux.	des mécani- ciens et chauf- fours.	des agents des trains.	Totaux.	
Nord	72	67	139	73	68	141	1,205	1,081	2,286	176
Est.	93	86	179	96	99	195	980	665	1,645	28
Ouest	79	89	168	111	96	207	605	804	1,409	167
Orléans.	137	125	262	139	139	278	876	1,045	1,915	109
P.-L.-M.	262	247	509	218	217	435	1,938	2,174	4,112	167
Midi.	86	74	160	83	78	161	565	459	1,024	48
État.	70	66	136	72	67	139	459	478	937	44
Ceintures.	2	2	4	5	6	11	6	8	14	4
TOTAUX	801	756	1,557	797	770	1,567	6,628	6,714	13,342	743

En dehors de la surveillance des conditions d'établissement et d'entretien de ces installations, le service a encore à examiner les projets de transformation et de construction dressés par les compagnies. Voici quelques indications sur les principes dont il s'inspire dans cet examen.

Les dortoirs des mécaniciens, comme d'ailleurs ceux des agents des trains doivent remplir deux conditions essentielles : assurer aux agents les meilleures conditions d'hygiène et leur permettre d'y prendre un repos efficace.

Au point de vue de l'hygiène, il importe avant tout que les agents soient protégés contre les dangers de propagation de maladies contagieuses et notamment de la tuberculose.

Les agents sains peuvent être contaminés par leur collègues malades, soit en séjournant en même temps qu'eux, soit en leur succédant dans un même local. Pour éviter la contamination directe, la précaution évidente est un isolement sinon

absolu, au moins aussi complet que possible, d'où le principe de la répartition des lits dans des chambres distinctes ne réunissant, dans une même pièce, que le plus petit nombre possible d'occupants. Pour éviter la contamination des agents par les malades qui peuvent les avoir précédés dans un même local, il faut, dans l'intervalle, avoir pu assainir ce local. Cet assainissement ne peut être pratiquement obtenu que par deux procédés : l'insolation et le nettoyage humide.

L'insolation, facile à réaliser dans une chambrette largement éclairée par une fenêtre de dimensions suffisantes, est nécessairement défectueuse dans un dortoir de grandes dimensions dont les fenêtres, toujours trop espacées ne laissent jamais pénétrer la lumière dans tous les points de la pièce et restent d'ailleurs à peu près constamment voilées, ces dortoirs étant presque continuellement occupés; quant au nettoyage, il est, par ce dernier motif, toujours bien moins assuré dans les dortoirs à lits nombreux.

En même temps que l'isolement et l'insolation, un cube d'air aussi grand que possible et une bonne ventilation sont indispensables. La répartition des lits en chambrettes nécessairement assez exiguës, ne s'y prête pas facilement si ces chambrettes sont entièrement closes.

Comme, d'autre part, c'est sur le sol que se trouvent principalement les poussières nocives; comme d'ailleurs, dans un local bien entretenu, on peut admettre que le nettoyage humide les a fait disparaître avant leur dessiccation et leur dissémination dans l'atmosphère, on peut concilier les avantages de l'isolement et ceux de l'aération en répartissant dans un même local plusieurs chambrettes séparées par des cloisons s'étendant jusqu'au sol, mais laissant un vide entre leur partie supérieure et le plafond. La ventilation est meilleure et toutes les chambrettes n'étant pas en général, simultanément occupées, un plus grand volume d'air, est rendu disponible pour les occupants.

C'est ce système qu'a recommandé la commission permanente de la tuberculose, dont nous faisons partie, et à laquelle nous avons soumis la question. C'est à sa généralisation que le service travaille et ses efforts dans ce sens sont aujourd'hui secondés par l'adhésion des compagnies aux principes que l'on vient d'indiquer.

La nécessité d'assurer aux agents un repos vraiment réparateur est d'autant plus importante que les durées des repos hors résidence sont réduites le plus souvent au strict minimum. Dans certains cas, ils ne dépassent guère les sept heures prescrites par les règlements. Dès que le repos est suffisant, mieux vaut évidemment, à tous égards, que le séjour des agents hors de leur résidence ne dépasse pas le temps nécessaire aux repas et au sommeil et que les repos les plus longs soient donnés dans leurs familles; mais il n'en est pas moins certain que, lorsque sur un repos de sept heures, l'agent a prélevé le temps nécessaire à son repas, il ne lui reste qu'un nombre d'heures de sommeil strictement suffisant pour réparer ses forces. Il est donc de toute nécessité qu'il en puisse profiter sans dérangement et, à cet égard encore, le système des chambrettes est bien préférable à celui des grands dortoirs d'autrefois, dans lesquels l'agent était constamment réveillé par les allées et venues de ses compagnons de chambre, entrant ou sortant suivant les nécessités du service.

Au surplus, il nous faut, dans bien des cas, dans l'intérêt même des agents, transiger quelque peu avec les principes que nous venons d'exposer. Le plus grand nombre des locaux existants remonte à une époque à laquelle on se souciait moins qu'aujourd'hui de l'hygiène, et où on en connaissait mal les règles. On ne peut songer à faire du jour au lendemain table rase du passé et à tout réédifier sur de nouvelles bases. Mieux vaut améliorer autant que possible une ancienne installation en utilisant les bâtiments existants que d'attendre qu'il soit possible de reconstruire ceux-ci. Or ces bâtiments ne se prêtent pas, dans bien des cas, à une répartition en

chambrettes. Chaque fois qu'une modification est à l'étude, le service s'efforce d'ailleurs d'obtenir des dispositions satisfaisant, autant que les circonstances le permettent, aux principes exposés plus haut. De très importantes améliorations ont pu ainsi être réalisées.

Les installations diverses, c'est-à-dire les nombreux locaux autres que ceux spécialement destinés aux mécaniciens et chauffeurs ainsi qu'aux agents des trains n'ont donné lieu, en 1904, à aucune critique sérieuse.

SECTION III. — Examen des règlements des caisses de retraites, de prévoyance et de secours.

Le nouveau règlement de caisse de retraites présenté par la Compagnie d'Orléans, le 6 février 1903, en vue de satisfaire à une décision ministérielle du 30 octobre 1902, a été homologué par décision ministérielle du 21 octobre 1904. Il comporte trois parties : l'une est applicable aux agents commissionnés avant le 1^{er} janvier 1905, la seconde concerne les agents commissionnés ou à commissionner postérieurement à cette date; la troisième regarde les agents non commissionnés et les ouvriers.

Voici quelques explications sur le régime applicable aux nouveaux agents :

Aucune retenue n'est opérée sur les salaires. Les retraites sont uniquement constituées par des allocations patronales. A partir du commissionnement, des versements égaux à 10 p. 100 du salaire servent à constituer à chaque agent un livret à la caisse de la vieillesse, livret qui, quoi qu'il arrive, reste sa propriété. En outre, à partir de la dixième année suivant le commissionnement, des versements supplémentaires sont faits au profit de chaque participant en service; de la dixième à la quinzième année, ces versements supplémentaires sont égaux à 5 p. 100 du salaire; au delà de la quinzième année, ils sont portés à 8 p. 100. L'ensemble de ces versements constitue un capital appartenant à l'ensemble des participants; il répartit pour ordre entre chacun d'eux, au prorata des versements faits en son nom.

Les intérêts de ce capital sont annuellement distribués proportionnellement entre les divers comptes individuels établis comme il vient d'être dit; ces intérêts sont d'ailleurs, avant répartition, majorés du montant des comptes des agents ayant quitté le service sans avoir droit à la retraite, et diminués des secours alloués aux orphelins, ainsi que des capitaux constitutifs de rentes de survie aux veuves des retraités comptant plus de vingt années de service; ces rentes de survie sont égales à la moitié des retraites des maris.

Lorsqu'un agent est mis à la retraite, le montant du capital inscrit à son compte, majoré d'une allocation de licenciement directement versée par la compagnie et variant, suivant l'ancienneté, du quart à la totalité du dernier traitement, est converti en rente viagère. La somme de cette rente et du produit du livret individuel, constitue la pension de retraite.

Les veuves des agents décédés en service reçoivent une rente viagère constituée par la part du capital acquise au mari, majorée d'une somme égale à la moitié de l'allocation de licenciement qui eût été acquise au mari s'il eût été mis à la retraite au jour de son décès. Cette somme complémentaire est fournie par la Compagnie en dehors du capital commun au même titre que l'allocation de licenciement.

Ce régime est fort intéressant tout en ne comportant aucun aléa dans les sacrifices, d'ailleurs élevés, de la Compagnie; il tient compte équitablement de l'ancienneté des services; il conduit, dans les cas normaux, à l'attribution de retraites très satisfaisantes; il assure à tout agent, par l'attribution d'un livret sur la caisse de la vieillesse, des droits correspondant à ses services, alors même qu'il quitte la Com-

pagnie à une époque quelconque et pour un motif quelconque, avant d'avoir atteint les conditions normales de la retraite.

Un nouveau règlement de retraites pour les agents de la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France, a été également homologué, après une assez longue instruction, par décision ministérielle du 30 décembre 1904.

Le principe de ce règlement consiste dans l'attribution à chaque participant d'un livret sur la caisse nationale de la vieillesse, livret alimenté par des versements égaux de l'agent et de la Compagnie. Le taux est de 4 p. 100 du salaire, aussi bien pour les versements ouvriers que pour la contribution patronale. Celle-ci ne se montait antérieurement qu'à 1 p. 100 du salaire. Il y a donc très notable amélioration dans le régime des agents. Il a d'ailleurs été décidé que, pour les agents non encore adhérents à la caisse qui consentiraient à opérer rétroactivement des versements de 4 p. 100 de leur salaire à partir d'une époque quelconque pouvant remonter jusqu'à leur commissionnement, la Compagnie verserait de son côté la contribution correspondante de 1 p. 100 prévue par l'ancien règlement, cette contribution rétroactive pouvant remonter jusqu'au 1^{er} janvier 1897, date de l'origine de ce dernier règlement.

Quant au règlement des retraites du personnel de la Compagnie du Médoc, auquel l'homologation avait été refusée par décision ministérielle en date du 30 octobre 1902, on n'a pu, en raison de la situation financière de la Compagnie, qu'ajourner la solution définitive de la question jusqu'au jour où la Compagnie se trouverait dans des conditions financières moins défavorables.

SECTION IV. — Réclamations des agents et observations présentées par le service.

Les nombreuses réclamations qui ont donné lieu à ouverture de dossiers d'instruction peuvent être divisées en quatre catégories, suivant qu'elles ont été présentées : 1^o directement par les intéressés, soit à l'administration supérieure; 2^o par les syndicats, fédérations, associations ou groupements corporatifs quelconques; 3^o soit verbalement, soit sous forme d'articles de journaux, soit par un intermédiaire quelconque; 4^o enfin, on peut grouper dans une quatrième catégorie les observations présentées sur l'initiative propre du service agissant, soit directement auprès des compagnies, soit par l'intermédiaire de l'administration supérieure.

Le tableau suivant donne la statistique des réclamations formulées, en 1904, par les agents et les groupements corporatifs divers.

NATURE DE LA RÉCLAMATION.	RÉCLAMATIONS FORMULÉES		
	par les agents.	par les groupements corporatifs.	Ensemble.
Travail et repos.....	164	86	250
Institutions de retraite, de prévoyance et de secours	7	„	7
Installations affectées au personnel.....	83	26	109
Diverses.....	43	33	76
ENSEMBLE.....	297	145	442

De ces 442 réclamations 23 visaient la Compagnie du Nord, 24 l'Est, 100 l'Ouest, 70 l'Orléans, 105 le P.-L.-M., 54 le Midi, 61 l'Etat et 5 les Ceintures.

Le tableau suivant donne la statistique des observations présentées directement aux compagnies, en 1904, sur l'initiative de service.

COMPAGNIES.	NATURE DES OBSERVATIONS.			
	Travail et repos.	Instal- lations.	Diverses.	Ensemble.
Nord	11	34	2	47
Est.	28	35	2	65
Ouest.	81	88	3	172
Orléans.	76	173	27	276
P.-L.-M.	64	72	24	160
Midi	20	42	#	62
État	38	99	11	148
Ceintures.	1	#	#	1
TOTAUX	319	543	69	931

Le nombre total des réclamations, en y comprenant les observations présentées par notre service, a sensiblement diminué depuis l'année dernière (1,373 au lieu de 1,636). Il est à remarquer que cette diminution a porté exclusivement sur les réclamations proprement dites formulées par les agents: de 743, le nombre en est descendu à 442. — Par contre, le nombre des observations directement introduites par les agents de notre service a légèrement augmenté. Il est passé de 893 à 931. Ajoutons que sur celles de ces réclamations et observations qui ont pu être solutionnées dans l'année, 85 p. 100 ont reçu satisfaction. — Ces chiffres démontrent mieux que tout commentaire l'efficacité de l'action exercée par le contrôle du travail.

Ces résultats n'ont pu être obtenus sans un effort considérable de la part des fonctionnaires du service. Les contrôleurs du travail, au nombre de 26, ont parcouru au cours de l'année, près de 600,000 kllomètres, dont 5,500 à pied sur les voies, 82,000 en machine et 115,000 dans les fourgons; plus de 24,000 visites ont été faites dans les dortoirs, réfectoires, gares, haltes, maisons de garde, bureaux et ateliers.

TABLES DE MORTALITÉ DE LA POPULATION FRANÇAISE

D'APRÈS LE RECENSEMENT DU 24 MARS 1901.

Ces tables ont été calculées, par le Service du Recensement, en combinant les résultats du recensement du 24 mars 1901 avec les relevés des décès enregistrés de 1898 à 1903.

Aux nombres de personnes présentes en France le jour du recensement, on a ajouté les nombres de militaires, marins et transportés, hors de France en 1901, dont les décès, lorsqu'il s'en produit, sont transcrits sur les registres de l'état-civil au lieu du dernier domicile. Ensuite, les chiffres de population par âge ont été ramenés à la date du 31 décembre 1890, et les résultats ont été rectifiés à l'aide d'un tracé graphique, afin de neutraliser la tendance de la population à arrondir les âges. On a de même rectifié les chiffres des décès pour chacune des années 1898 à 1903. Enfin, du tableau des vivants au 31 décembre 1900, en tenant compte des décès, on a déduit les vivants de chaque âge au 31 décembre de chacune des années 1898 à 1903. Ces résultats ont permis de calculer les quotients de mortalité pour chacune des années 1898 à 1903, moyennant les corrections habituelles. Les quotients portés pour chaque âge au tableau ci-après sont les moyennes des quotients relatifs aux six années.

Pour les enfants de 0 à 1 an, on a utilisé seulement les nombres de naissances et le classement par âge des enfants décédés. Au-dessus de 85 ans, les nombres des décès à chaque âge ont été évalués d'après les statistiques de 1903-1904.

Les chiffres de population portés dans les trois dernières colonnes représentent à chaque âge l'effectif de la population que formeraient 100,000 naissances *annuelles* d'enfants vivants répartis suivant le sexe comme les enfants nés de 1898 à 1903 et dont la mortalité aux différents âges suivrait les lois des tables P^M et P^F. Entre deux âges ronds (de n ans à $(n+1)$ ans) cet effectif est égal au nombre des survivants à l'âge inférieur diminué du nombre des décès survenus depuis le moment où cet âge est atteint jusqu'au moment du dénombrement. Il est à peu près égal à la demi-somme des survivants aux deux âges, sauf une correction analogue à celle qui a été nécessaire pour tenir compte de la variation de la mortalité au cours d'une année, lorsque l'on a calculé le nombre de têtes soumises au risque de mort, dans la constitution des tables P^M et P^F ⁽¹⁾.

Le nombre des individus de 0 à 1 an n'est pas inscrit sur les tables; il est la somme des nombres inscrits aux quinze premières lignes, soit 88,148, dont 43,842 du sexe masculin et 44,306 du sexe féminin. Il est décomposé dans les tables en ses éléments: nombre d'individus ayant de 0 à 5 jours, de 5 à 10 jours, etc.

On trouvera d'ailleurs des renseignements plus détaillés sur le mode de construction de ces tables à la page 56 du tome IV des *Résultats statistiques du recensement de la population en 1901* qui paraîtra prochainement.

⁽¹⁾ Pour un âge donné en années, cette correction a été supposée égale à $1/25$ de la différence entre les décès enregistrés à l'âge supérieur et les décès enregistrés à l'âge inférieur.

TABLES DE MORTALITÉ DE LA POPULATION DE LA FRANCE
D'APRÈS LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT DU 24 MARS 1901
COMBINÉS AVEC LES RELEVÉS DE L'ÉTAT-CIVIL DE 1898 À 1903.

ÂGES.	FM (SEXE MASCULIN).			PF (SEXE FÉMININ).			PMF (POPULATION TOTALE).					
	Survi- vants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Survi- vants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Survi- vants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Population aux divers âges pour 100,000 naissances annuelles.		
		par période pour 1,000.	Moyen- ne par jour pour 1,000,000		par période pour 1,000.	Moyen- ne par jour pour 1,000,000		par période pour 1,000.	Moyen- ne par jour pour 1,000,000	En- semble.	Sexe masculin.	Sexe féminin.
0 jour..	100,000			100,000			100,000					
5 jours..	97,906	20.94	4,187	98,329	16.71	3,342	98,113	18.87	3,774	1,356	691	665
10 —	96,952	9.74	1,949	97,568	7.74	1,547	97,253	8.76	1,753	1,337	680	657
15 —	96,058	9.22	1,845	97,568	7.17	1,433	97,253	8.22	1,643	1,327	675	652
1 mois..	94,292	18.38	1,149	96,869	14.66	916	96,454	16.55	1,103	3,984	2,021	1,963
2 —..	92,400	20.07	669	95,449	16.11	537	94,858	18.11	604	7,712	3,848	3,864
3 —..	90,744	17.92	597	93,911	14.61	487	93,140	16.28	543	7,582	3,776	3,806
4 —..	89,515	13.54	451	92,539	10.78	359	91,624	12.18	406	7,474	3,717	3,757
5 —..	88,445	11.96	398	91,541	9.82	327	90,508	10.89	363	7,389	3,670	3,719
6 —..	87,532	10.33	344	90,642	8.84	295	89,522	9.60	323	7,314	3,629	3,685
7 —..	86,714	9.34	311	89,841	8.10	270	88,663	8.74	291	7,245	3,594	3,651
8 —..	85,961	8.68	289	89,113	7.51	250	87,888	8.10	270	7,186	3,561	3,625
9 —..	85,283	7.89	263	88,443	6.86	229	87,176	7.38	246	7,131	3,532	3,599
10 —..	84,679	7.08	236	87,836	6.16	205	86,533	6.62	221	7,079	3,505	3,574
11 —..	84,143	6.31	210	87,295	5.66	189	85,960	5.99	200	7,036	3,482	3,554
1 an....	83,674	5.57	186	86,801	5.18	173	85,445	5.37	179	6,996	3,461	3,535
2 ans...	83,039	33.88	93	86,351	31.66	87	84,986	32.78	90	83,367	41,838	41,529
3 —...	80,839	18.91	52	83,617	17.54	48	82,200	18.24	50	81,380	40,802	40,578
4 —...	79,310	11.91	33	82,150	11.57	32	80,701	11.75	32	80,195	40,190	40,005
5 —...	78,365	8.59	24	81,200	8.67	24	79,753	8.63	24	79,393	39,786	39,607
6 —...	77,692	6.35	17	80,496	6.49	18	79,065	6.42	18	78,799	39,491	39,308
7 —...	77,199	5.06	14	79,974	5.26	14	78,557	5.16	14	78,349	39,269	39,080
8 —...	76,808	4.29	12	79,553	4.45	12	78,152	4.36	12	77,978	39,086	38,892
9 —...	76,478	3.70	10	79,199	3.88	11	77,811	3.79	10	77,660	38,930	38,730
10 —...	76,195	3.30	9	78,892	3.50	10	77,516	3.39	9	77,383	38,795	38,588
11 —...	75,944	3.03	8	78,616	3.28	9	77,253	3.14	9	77,132	38,674	38,458
12 —...	75,714	2.86	8	78,358	3.23	9	77,010	3.04	8	76,893	38,560	38,333
	75,497	2.84	8	78,105	3.34	9	76,776	3.09	8	76,658	38,451	38,207

ÂGES.	PM (SEXE MASCULIN).			PF (SEXE FÉMININ).			PMF (POPULATION TOTALE).					
	Survivants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Survivants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Survivants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Population aux divers âges pour 100,000 naissances annuelles.		
		pour période par 1,000.	Moyenne par jour pour 1,000,000		par période pour 1,000.	Moyenne par jour pour 1,000,000		par période pour 1,000.	Moyenne par jour pour 1,000,000	Ensemble.	Sexe masculin.	Sexe féminin.
13 ans...	75,283			77,844			76,539					
14 — ...	75,062	2.91	8	77,561	3.63	10	76,288	3.28	9	76,415	38,340	38,075
15 — ...	74,818	3.25	9	77,248	4.03	11	76,012	3.62	10	76,153	38,223	37,930
16 — ...	74,537	3.75	10	76,903	4.47	12	75,700	4.10	11	75,860	38,091	37,769
17 — ...	74,211	4.37	12	76,527	4.89	13	75,350	4.62	13	75,528	37,936	37,592
18 — ...	73,837	5.04	14	76,124	5.27	14	74,961	5.16	14	75,159	37,758	37,401
19 — ...	73,416	5.70	16	75,696	5.62	15	74,536	5.67	16	74,751	37,555	37,196
20 — ...	72,948	6.37	17	75,246	5.95	16	74,076	6.17	17	74,309	37,328	36,981
21 — ...	72,438	6.99	19	74,774	6.27	17	73,585	6.63	18	73,834	37,078	36,756
22 — ...	71,894	7.51	21	74,285	6.54	18	73,068	7.03	19	73,328	36,809	36,519
23 — ...	71,333	7.80	21	73,780	6.80	19	72,534	7.31	20	72,801	36,526	36,275
24 — ...	70,775	7.82	21	73,261	7.03	19	71,995	7.43	20	72,265	36,241	36,024
25 — ...	70,230	7.70	21	72,732	7.22	20	71,458	7.46	20	71,727	35,959	35,768
26 — ...	69,702	7.52	21	72,197	7.35	20	70,927	7.43	20	71,193	35,686	35,507
27 — ...	69,190	7.35	20	71,661	7.42	20	70,403	7.30	20	70,666	35,421	35,245
28 — ...	68,683	7.33	20	71,129	7.42	20	69,883	7.39	20	70,144	35,161	34,983
29 — ...	68,172	7.44	20	70,599	7.45	20	69,362	7.45	20	69,623	34,901	34,722
30 — ...	67,653	7.61	21	70,068	7.52	21	68,837	7.57	21	69,100	34,638	34,462
31 — ...	67,121	7.86	22	69,536	7.59	21	68,305	7.73	21	68,572	34,370	34,202
32 — ...	66,575	8.14	22	69,002	7.68	21	67,764	7.92	22	68,035	34,095	33,940
33 — ...	66,012	8.46	23	68,465	7.78	21	67,214	8.12	22	67,490	33,812	33,678
34 — ...	65,434	8.76	24	67,923	7.92	22	66,653	8.35	23	66,934	33,521	33,413
35 — ...	64,839	9.09	25	67,377	8.06	22	66,082	8.57	23	66,368	33,222	33,146
36 — ...	64,228	9.42	26	66,825	8.20	22	65,499	8.82	24	65,791	32,914	32,877
37 — ...	63,601	9.76	27	66,269	8.32	23	64,907	9.04	25	65,203	32,598	32,605
38 — ...	62,959	10.09	28	65,709	8.45	23	64,306	9.26	25	64,607	32,275	32,332
39 — ...	62,306	10.37	28	65,147	8.56	23	63,697	9.47	26	64,002	31,945	32,057
40 — ...	61,641	10.68	29	64,583	8.65	24	63,082	9.66	26	63,390	31,609	31,781
41 — ...	60,960	11.04	30	64,015	8.79	24	62,457	9.91	27	62,770	31,266	31,504
42 — ...	60,261	11.47	31	63,441	8.96	25	61,819	10.21	28	62,139	30,914	31,225
43 — ...	59,541	11.94	33	62,859	9.18	25	61,167	10.55	29	61,494	30,552	30,942
44 — ...	58,799	12.16	34	62,266	9.44	26	60,498	10.94	30	60,633	29,979	30,654
		13.03	36		9.71	27		11.36	31	60,156	29,796	30,360

ÂGES.	PM (SEXE MASCULIN).			PF (SEXE FÉMININ).			PMF (POPULATION TOTALE).					
	Survivants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Survivants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Survivants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Population aux divers âges pour 100,000 naissances annuelles		
		par	Moyen-		par	Moyen-		par	Moyen-	En-	Sexe	Sexe
		période	ne		période	ne		période	ne			
		pour	par		pour	par		pour	par	semble.	masculin.	féminin.
		1,000.	1,000,000		1,000.	1,000,000		1,000.	1,000,000			
45 ans...	58,033			61,661			59,811					
46 — ...	57,242	13.63	37	61,043	10.03	27	59,105	11.80	32	59,460	29,399	30,061
47 — ...	56,424	14.29	39	60,409	10.39	28	58,377	12.31	34	58,773	28,989	29,754
48 — ...	55,580	14.96	41	59,757	10.79	30	57,627	12.85	35	58,004	28,565	29,439
49 — ...	54,711	15.64	43	59,084	11.27	31	56,854	13.43	37	57,241	28,127	29,114
50 — ...	53,818	16.32	45	58,385	11.83	32	56,057	14.02	38	56,457	27,678	28,779
51 — ...	52,903	17.01	47	57,659	12.44	34	55,234	14.68	40	55,647	27,217	28,430
52 — ...	51,965	17.73	49	56,904	13.10	36	54,386	15.35	42	54,811	26,744	28,067
53 — ...	51,005	18.48	51	56,119	13.80	38	53,511	16.10	44	53,950	26,260	27,690
54 — ...	50,020	19.31	53	55,302	14.56	40	52,609	16.86	46	53,062	25,765	27,297
55 — ...	49,004	20.32	56	54,452	15.37	42	51,675	17.75	49	52,144	25,255	26,889
56 — ...	47,949	21.53	59	53,563	16.32	45	50,702	18.83	52	51,193	24,728	26,465
57 — ...	46,847	22.99	63	52,629	17.44	48	49,682	20.12	55	50,196	24,178	26,018
58 — ...	45,689	24.72	68	51,640	18.80	52	48,606	21.61	59	49,149	23,602	25,547
59 — ...	44,473	26.61	73	50,572	20.48	56	47,468	23.42	64	48,042	22,996	25,046
60 — ...	43,199	28.64	78	49,441	22.36	61	46,264	25.37	69	46,871	22,361	24,510
61 — ...	41,867	30.84	84	48,237	24.36	67	44,994	27.45	75	45,634	21,696	23,938
62 — ...	40,479	33.16	91	46,960	26.48	73	43,659	29.68	81	44,332	21,002	23,330
63 — ...	39,036	35.64	98	45,609	28.78	79	42,261	32.03	88	42,965	20,280	22,685
64 — ...	37,542	38.28	105	44,187	31.18	85	40,802	34.53	95	41,537	19,531	22,006
65 — ...	35,998	41.14	113	42,694	33.79	93	39,282	37.26	102	40,047	18,756	21,291
66 — ...	34,403	44.30	121	41,130	36.64	100	37,702	40.25	110	38,498	17,956	20,542
67 — ...	32,754	47.93	131	39,493	39.79	109	36,059	43.59	119	36,882	17,129	19,753
68 — ...	31,049	52.04	143	37,771	43.61	119	34,346	47.51	130	35,208	16,274	18,934
69 — ...	29,287	56.76	155	35,958	48.01	132	32,558	52.06	143	33,459	15,390	18,069
70 — ...	27,465	62.20	170	34,053	52.97	145	30,696	57.20	157	31,633	14,476	17,157
71 — ...	25,589	68.32	187	32,061	58.50	160	28,763	62.98	173	29,735	13,533	16,202
72 — ...	23,669	75.05	206	29,989	64.63	177	26,768	69.36	190	27,770	12,563	15,207
73 — ...	21,722	82.28	225	27,850	71.32	195	24,727	76.25	209	25,750	11,576	14,174
74 — ...	19,774	89.69	246	25,665	78.44	215	22,662	83.52	229	23,696	10,582	13,114
75 — ...	17,815	99.08	271	23,454	86.15	236	20,579	91.92	252	21,621	9,586	12,035
76 — ...	15,879	108.70	298	21,237	94.54	259	18,521	100.00	274	19,550	8,600	10,950
		119.40	327		103.60	284		110.50	303	17,496	7,630	9,866

ÂGES.	PM (SEXE MASCULIN).			PF (SEXE FÉMININ).			PMF (POPULATION TOTALE).							
	Survivants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Survivants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Survivants sur 100,000 nés vivants.	Quotients de mortalité		Population aux divers âges pour 100,000 naissances annuelles.				
		par période pour 1,000.	Moyenne par jour pour 1,000,000.		par période pour 1,000.	Moyenne par jour pour 1,000,000.		par période pour 1,000.	Moyenne par jour pour 1,000,000.	Ensemble.	Sexe masculin.	Sexe féminin.		
77 ans..	13,984			19,036			16,474							
78 —..	12,152	131.00	359	16,878	113.40	311	14,481	121.00	331	15,473	6,675	8,798		
79 —..	10,403	113.90	394	14,787	123.90	339	12,562	132.40	363	13,515	5,759	7,756		
80 —..	8,771	156.60	429	12,789	135.10	370	10,750	144.30	395	11,647	4,894	6,753		
81 —..	7,302	167.80	460	10,913	146.70	402	9,079	155.40	426	9,903	4,100	5,803		
82 —..	6,005	177.60	487	9,194	157.60	432	7,573	165.90	455	8,314	3,393	4,921		
83 —..	4,871	188.90	518	7,638	169.20	464	6,231	177.20	486	6,889	2,772	4,117		
84 —..	3,885	202.30	554	6,253	181.40	497	5,019	189.70	520	5,628	2,231	3,397		
85 —..	3,037	218.20	598	5,037	194.40	533	4,020	203.80	558	4,522	1,763	2,759		
86 —..	2,337	230.50	632	3,996	206.70	566	3,152	215.90	592	3,573	1,367	2,206		
87 —..	1,778	239.20	655	3,143	213.40	585	2,448	223.40	612	2,788	1,046	1,742		
88 —..	1,337	248.00	679	2,451	220.20	608	1,884	230.40	631	2,157	792	1,365		
89 —..	993	257.20	705	1,895	227.00	622	1,435	238.30	653	1,651	591	1,060		
90 —..	728	266.90	731	1,452	233.90	641	1,083	245.30	672	1,253	437	816		
91 —..	526	276.80	758	1,103	240.60	659	809	253.00	693	942	319	623		
92 —..	375	287.70	788	830	247.40	678	598	260.80	715	701	231	470		
93 —..	263	299.50	820	619	254.20	696	438	267.60	733	517	164	353		
94 —..	181	312.20	855	457	261.10	716	317	276.30	757	376	114	262		
95 —..	122	326.10	894	334	268.40	735	227	284.00	778	271	78	193		
96 —..	80	341.50	936	242	275.70	755	160	295.20	809	193	52	141		
97 —..	51	358.20	981	173	283.30	776	111	306.30	839	136	34	102		
98 —..	32	376.80	1,036	123	292.00	800	76	315.30	864	94	21	73		
99 —..	19	400.00	1,096	86	302.00	827	52	315.80	865	64	13	51		
100 —..	11	425.00	1,164	59	314.00	853	35	327.00	896	44	8	36		
101 —..	6	460.00	1,260	40	329.00	901	22	371.50	1,018	29	5	24		
102 —..	3	500.00	1,370	26	350.00	959	13	386.40	1,059	18	2	16		
103 —..	1	620.00	1,699	16	380.00	1,041	8	437.00	1,197	11	1	10		
104 —..	0.2	780.00	2,137	9	460.00	1,260	4	486.60	1,333	5	0	5		
105 —..	0	1,000.00	2,740	3	600.00	1,644	1	615.40	1,686	3	0	3		
106 —..	"	"	"	0	1,000.00	2,740	0	1,000.00	2,740	1	0	1		
TOTAUX											4,695,276	2,309,519	2,385,757	

LA JOURNÉE DE NEUF HEURES
DANS LES MANUFACTURES DE L'ÉTAT
(TABACS, ALLUMETTES, MONNAIES ET MÉDAILLES)⁽¹⁾.

I. — Manufactures des tabacs et allumettes.

On sait qu'une loi du 14 novembre 1905 a ouvert au Ministre des Finances sur l'exercice 1905 un crédit supplémentaire de 508,200 francs pour faire face aux dépenses occasionnées par la réduction de la journée de travail dans les manufactures de tabacs et d'allumettes⁽²⁾.

A la suite du vote de cette loi, la journée de travail qui était autrefois de dix heures dans ces manufactures a été abaissée à neuf heures à partir du 16 décembre 1906.

Des augmentations de crédits, dont le total s'élève à 1,968,380 francs, ont été prévues au budget de 1906 (loi de finances du 17 avril 1906) pour parer aux répercussions de la réduction de la journée de travail dans les manufactures de tabacs et d'allumettes.

L'Administration a admis que la réduction de 1/10^e de la durée du travail entraînerait, d'une part, une diminution de production exactement proportionnelle, et, d'autre part, une diminution également proportionnelle du salaire journalier pour les ouvriers et ouvrières payés aux pièces, qui forment la grande majorité du personnel des manufactures, si ces ouvriers continuaient à être payés au même tarif.

Or, ni la production, ni les salaires ne devaient souffrir de la réduction de la durée de travail.

Pour éviter toute répercussion sur les salaires journaliers, toutes les bases servant à la rémunération de la main-d'œuvre ont été majorées de 10 p. 100.

Pour obtenir, d'autre part, le maintien de la production au taux antérieur, l'Administration a eu recours à plusieurs moyens.

Tabacs. — En ce qui concerne les manufactures de tabacs, deux sortes de mesures ont été proposées par l'Administration.

En premier lieu, l'augmentation du personnel. La production horaire des ouvriers étant supposée la même, le renforcement de la consistance du personnel ouvrier dans la proportion de 10 p. 100 s'imposait en effet pour compenser la réduction de 10 p. 100 de la journée de travail. La dépense totale en salaires ayant été en 1901 de 16,390,800 francs pour le personnel employé avec la journée de dix heures, il faudrait prévoir de ce fait une augmentation, en chiffres ronds, de 1,600,000 francs. Mais l'Administration possédant un stock de cigares qui lui permettait de laisser sans inconvénients la confection de ces produits descendre pendant quelque temps au-dessous de la normale, l'augmentation de 10 p. 100 du nombre des cigarières ne s'imposait pas dès 1906. L'Administration a donc proposé et le Parlement a accepté de ne porter en 1906 que la moitié de l'excédent prévu, soit 800,000 francs.

Toutefois, l'augmentation de 1/10^e du personnel ne serait pas encore suffisante pour maintenir la production au taux antérieur, même en utilisant le plus complè-

⁽¹⁾ Pour la durée du travail dans les autres établissements industriels de l'État, voir *Bulletin*, novembre 1902, p. 783; janvier 1903, p. 58; mars 1904, p. 208 et 210.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, décembre 1904, p. 1107 et 1120.

tement possible le matériel existant et en montant des appareils de renfort dans les locaux susceptibles de recevoir des compléments d'installation. D'après les prévisions de l'Administration, les manufactures, avec ces additions, n'obtiendraient encore qu'une fabrication de scaferlatis inférieure de plus de 200,000 kilogrammes aux expéditions de 1904. En outre, on se trouverait en présence d'ateliers encombrés par des installations supplémentaires, d'un matériel utilisé à son extrême limite de puissance, c'est-à-dire rapidement surmené.

Pour faire face à cette situation, l'Administration a proposé deux mesures :

1° L'adaptation à la fabrication des scaferlatis des locaux de la 2^e section actuellement affectés à celle de la poudre à priser dans la manufacture de Toulouse ;

2° La reconstruction, avec agrandissement, sur un terrain appartenant à l'État, de la manufacture de Lyon.

Le Parlement a admis la première de ces mesures, qui entraîne une dépense totale de 400,000 francs dont 100,000 imputables sur 1905 et le surplus sur le budget de 1906, à savoir 200,000 francs sur le chapitre 98 (Matériel) et 100,000 francs sur le chapitre 99 (Bâtiments).

Quant à la reconstruction de la manufacture de Lyon, la commission du budget de la Chambre des députés a estimé que le projet devait être ajourné, la dépense qu'il doit entraîner étant excessive. D'autre part, il lui a semblé prudent d'attendre le résultat de l'application de la journée de neuf heures pour se rendre compte du déficit qu'elle doit entraîner dans le rendement des manufactures. Les présomptions peuvent en effet être trompées et de nouvelles dispositions peuvent être prises en vue de l'augmentation de la production dans les manufactures existantes. La proposition, ajournée par la Chambre des Députés, n'a pas été reprise par l'Administration devant le Sénat.

Allumettes. — Dans les manufactures d'allumettes, en raison de l'extension projetée de la fabrication mécanique des allumettes, le renforcement de la consistance du personnel n'a pas été jugé nécessaire.

L'Administration s'est borné à proposer l'installation à Aix de 16 machines à fabrication continue du système Sévène-Cahen. Elle estime, en effet, s'appuyant sur les résultats obtenus à la manufacture d'Aubervilliers⁽¹⁾, que ces machines permettront, avec la journée réduite et sans augmentation du prix de revient, de porter à 9 milliards d'allumettes la production annuelle de cet établissement qui n'en fabrique actuellement que 3 milliards 250 millions : ce qui compenserait largement la diminution de production résultant de la réduction de la durée du travail. L'installation des seize machines S.-C. à la manufacture d'Aix entraînerait la construction de nouveaux ateliers et nécessiterait une dépense totale de 1,100,000 francs dont 500,000 francs pour les constructions nouvelles. La consistance du personnel resterait sensiblement la même. La dépense serait répartie sur plusieurs exercices.

La proposition de l'Administration ayant été adoptée par le Parlement, il a été inscrit à cet effet au budget de 1906 un crédit supplémentaire de 200,000 francs au chapitre du matériel et un autre de même somme au chapitre des constructions nouvelles.

En attendant l'installation des machines S.-C. à la manufacture d'Aix, le Parlement a accepté la proposition de l'Administration de parer provisoirement par des achats à l'étranger à la diminution de production résultant de la journée de neuf heures, diminution qui est évaluée à plus de 3 milliards d'allumettes par an. Un

⁽¹⁾ La manufacture d'Aubervilliers a été récemment reconstruite avec un outillage total de 16 machines S.-C. Le coût moyen en salaires du milliard d'allumettes fabriqué avec ces machines en 1905 est ressorti à 38 francs environ : le coût correspondant est de 80 francs à l'usine de Pantin.

crédit supplémentaire de 553,500 francs a été inscrit de ce chef au chapitre des achats et transports. Par contre, le fléchissement de la production entrainera une économie de fournitures diverses (papiers, cartonnages, colles fortes, produits chimiques, caisses d'emballage, etc.) qui a été évaluée par les services compétents à 85,120 francs et dont il a été tenu compte au chapitre du matériel.

II. — Monnaies.

La loi du 14 novembre 1905 portant ouverture de crédits supplémentaires ayant pour objet la réduction de la journée de travail dans les manufactures de l'Etat ne s'appliquait qu'aux manufactures de tabacs et d'allumettes. Les ouvriers de l'Administration des monnaies et médailles ne bénéficiaient pas de cette réduction ⁽¹⁾.

C'est la loi du 20 décembre 1905, portant ouverture sur l'exercice de 1906 des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et de février 1906 ⁽²⁾ qui a permis d'étendre la journée de neuf heures aux ouvriers des monnaies et médailles. Le rapport fait au nom de la Commission du budget de la Chambre des députés sur le projet présenté par le Gouvernement s'exprimait ainsi à ce sujet ⁽³⁾ :

Les crédits de salaires de l'Administration des monnaies et médailles ont été majorés de 1/10^e en vue de l'extension à ses ateliers de la journée de neuf heures récemment autorisée par le Parlement pour les ouvriers des manufactures de l'Etat, extension prévue d'ailleurs dans les chiffres que nous vous proposons d'adopter pour le budget de 1906.

En exécution de la loi du 20 décembre 1905, la journée de neuf heures a été appliquée aux ouvriers des monnaies et médailles à partir du 2 janvier 1906.

Avant le 2 janvier 1906, la durée de la journée retribuée était, à la Monnaie, de dix heures. Mais, en fait, la durée du travail effectif ne dépassait pas neuf heures vingt. Il fallait déduire en effet des dix heures de présence les délais extrêmes de retard de dix minutes aux entrées du matin et de l'après-midi, et les dix minutes données aux ouvriers avant la sortie pour se nettoyer et s'habiller. Depuis le 2 janvier 1906, la journée rétribuée est de neuf heures et la journée de travail de huit heures 20.

Pour empêcher toute répercussion sur les salaires, le taux du salaire par heure de tous les ouvriers a été majorée du 1/10^e. Ainsi le salaire par heure des mécaniciens, qui allait de 0 fr. 65 à 0 fr. 85 va maintenant de 0 fr. 723 à 0 fr. 945. La somme de salaires payée pour neuf heures est la même que pour dix heures, mais lorsqu'il y a des heures de travail supplémentaires, ces heures sont décomptées à 0 fr. 723 au lieu de 0 fr. 65 ou à 0 fr. 945 au lieu de 0 fr. 85. Même observation pour les ouvriers autres que de métier qui reçoivent par jour de 5 francs à 6 fr. 50 et, par heure, de 0 fr. 556 à 0 fr. 723 au lieu de 0 fr. 50 et 0 fr. 65.

Le taux du salaire à l'heure étant majoré du dixième, le Gouvernement a jugé nécessaire de demander un crédit de salaires également majoré du 1/10^e, pour le cas où le rendement horaire du travail ne serait pas augmenté.

Le chapitre 6 (Salaires) du budget de l'Administration des monnaies et médailles a été en conséquence majoré de 28,920 francs pour l'exercice 1906.

Y a-t-il lieu de s'attendre à une réduction de la production proportionnelle à la diminution de la durée du travail ?

Le syndicat des ouvriers des monnaies et médailles, qui avait réclamé depuis longtemps la réduction de la journée de travail, a pris, il est vrai, l'engagement de fournir dans la journée réduite la même quantité de travail que précédemment.

(1) Voir *Bulletin*, décembre 1905, p. 1110.

(2) *Journal officiel* du 22 décembre 1905.

(3) Rapport Pierre Baudin (Chambre des députés, doc. parl. 1905, session extraordinaire, p. 432).

Mais l'Administration a la conviction que les ouvriers d'art et de métier ne pourront pas augmenter leur production horaire dans une proportion aussi forte, et, tout en estimant que les autres ouvriers pourraient rigoureusement produire autant en neuf heures qu'en dix, elle n'est pas certaine que ce résultat puisse être obtenu.

Après dix semaines d'expérience de la journée de neuf heures, voici, d'après le rapporteur au Sénat du budget des monnaies et médailles, les constatations faites par l'Administration ainsi que l'indication des mesures qu'elle proposait de prendre pour maintenir la production au niveau antérieur ⁽¹⁾ :

L'Administration est obligée de renforcer immédiatement l'atelier des machines et de l'entretien. Elle pense que la même mesure s'imposera à l'atelier de gravure, si les commandes de coins y sont aussi importantes et pressées que l'an dernier. Au total, il faudra recruter cinq ou peut-être même six mécaniciens ou graveurs. Au salaire moyen de 7 fr. 41 par jour, la dépense est de 2,223 francs par an, soit de 11,000 à 13,000 francs par an.

Pour les ouvriers ordinaires, le nombre de ceux qui sont affectés au service des travaux pourra peut-être suffire. Mais les constatations n'ont pu être faites que pour les coupures monétaires actuellement en fabrication. D'un autre côté, le rendement unitaire des presses est moindre à l'atelier de monnayage, tout au moins pour une coupure. A l'atelier de vérification, le débit des balances automatiques et le sonnage de l'or sont réduits. On ne peut encore affirmer qu'il n'en sera pas de même pour d'autres tâches. Le salaire de début des ouvriers ordinaires est de 5 francs par jour ou 1,500 francs par an. Il ne faudrait que seize ouvriers de plus pour absorber ce qui restera disponible sur la majoration du crédit, après le recrutement de six ouvriers de métier.

L'Administration ajoutait :

Toutes les appréciations qui peuvent être tentées ont nécessairement à l'heure actuelle un caractère conjectural. C'est seulement à la fin de l'année que l'on pourra porter un jugement sur les conséquences budgétaires de la réduction de la journée de travail.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS DE MINEURS

EN 1903 ET 1904 ⁽²⁾.

Les sociétés de secours mutuels organisées obligatoirement par la loi du 29 juin 1894 en faveur du personnel des exploitations minières ont continué à se développer.

On sait que ces sociétés ont pour objet principal de donner à leurs membres malades ou infirmes des secours en argent, des soins médicaux et pharmaceutiques et en cas de décès de venir en aide à leurs familles.

Elles peuvent accorder aussi des secours aux femmes, enfants et ascendants des membres, et des allocations exceptionnelles et renouvelables aux veuves et orphelins des participants.

Ces caisses sont alimentées : 1° par un prélèvement sur le salaire, fixé par le conseil d'administration, sans pouvoir dépasser 2 p. 0/0 du salaire, ni 48 francs

⁽¹⁾ Rapport de M. Ernest Boulanger (Sénat, doc. parl. n° 158, session ordinaire de 1906, p. 479).

⁽²⁾ *Statistique de l'industrie minière*, publiée par le ministère des Travaux publics, années 1903 et 1904, Paris 1904 et 1905.

par an; 2° par un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des participants; 3° par les sommes allouées par l'État; 4° par les dons et legs; 5° par le produit des amendes.

Les renseignements statistiques qui suivent portent sur les années 1903 et 1904; les chiffres entre parenthèses sont relatifs à l'année 1903.

On a compté en 1904, 199 sociétés (202 en 1903) fonctionnant dans 33 départements et réunissant 193,548 (188,972) participants, dont 186,556 (182,313) ouvriers et 6,992 (6,659) employés. L'effectif moyen s'établissait à 972 (935) membres par société. Quelques milliers seulement de mineurs sont privés de l'assistance mutuelle soit par suite d'abstention volontaire soit parce que l'exploitation n'est pas assez importante pour constituer une société de secours.

Le plus souvent, tout le personnel d'une même entreprise est groupé en une société; dans quelques grandes exploitations les ouvriers sont divisés en plusieurs sociétés correspondant à des fosses distinctes.

Au point de vue de l'effectif, les 199 sociétés se groupent comme suit :

	NOMBRE de sociétés.	
	1904.	1903.
Moins de 100 membres.....	34	33
De 100 à 500.....	81	84
De 500 à 1,000.....	29	33
De 1,000 à 2,000.....	30	29
De 2,000 à 5,000.....	18	16
Plus de 5,000.....	7	7

Si l'on considère la nature de la mine, les sociétés se distribuent de la façon suivante :

	1904.		1903.	
	Sociétés.	Membres.	Sociétés.	Membres.
Mines de combustibles.....	143	179,893	144	175,512
— de fer.....	36	8,598	37	7,533
— métalliques.....	12	3,879	13	4,718
— de sel.....	4	531	4	526
— de schiste ou de soufre.....	4	647	4	683
TOTAUX.....	199	193,548	202	188,972

Le nombre des malades a été en 1904 de 128,722 (123,067) [soit en moyenns 66 (65) malades par 100 sociétaires] et le nombre des jours de maladie de 2,188,652 (2,035,627) [soit 17 jours (16.5) par malade et 11.31 (10.77) jours par sociétaire]. Le nombre des jours de maladie secourus s'est élevé seulement — par suite de la diversité des dispositions statutaires des sociétés — à 2,056,832 (1,915,479).

Le nombre des membres des sociétés morts par suite d'accidents du travail s'est élevé à 207 (193) et celui des participants décédés pour une autre cause à 1,574 (1,481) [soit 0.81 et 0.107 p. o/o en 1904 et 0.78 et 0.102 en 1903].

En 1904, les ouvriers du fond ont compté en moyenne 2.68 jours de maladie de plus que ceux du jour (2.65 en 1903); d'autre part, leurs maladies durent environ 2.07 jours de moins par an (2.35 en 1903). Pour les femmes le nombre moyen annuel et la durée des maladies sont plus grands.

Résultats financiers. — Les recettes réalisées en 1903 et 1904 par les sociétés de secours mutuels sont détaillées ci-dessous :

	1904.			1903.		
	Montant.	Proportion p. 100.	Par membre partici- pant.	Montant.	Proportion p. 100.	Par membre partici- pant.
Retenues sur les sa- laires.....	4,131,400	59.34	21,35	4,182,164	59.62	22,13
Versement de l'exploit- tant.....	2,075,660	29.81	10,72	2,094,614	29.86	11,08
Allocations de l'Etat ..	2,484	0.04	0,01	2,267	0.03	0,01
Amendes	476,142	6.84	2,46	459,745	6.56	2,43
Intérêts et divers.....	276,285	3.97	1,43	275,989	3.93	1,46
TOTAUX	6,961,974	100.00	35,97	7,014,780	100.00	37,11

Les dépenses des sociétés ont atteint 6,887,216 francs en 1904 et 6,454,913 en 1903; elles se décomposent comme suit:

	1904.	1903.
Frais médicaux.....	810,538	781,646
Frais pharmaceutiques.....	1,986,399	1,869,159
Frais d'hospitalisation.....	86,053	73,238
Secours aux malades.....	2,893,212	2,681,177
Frais funéraires.....	116,958	110,780
Versements à la caisse nationale des retraites	100,416	96,153
Secours divers.....	679,437	581,040
Indemnités et frais d'administration.....	214,200	261,720

L'année 1904 se solde par un excédent de recette de 74,757 francs (en 1903 l'excédent atteignait 559,866 francs); la réserve en caisse s'élevait en fin d'exercice à 3,024,282 francs en 1904 (2,967,776 en 1903).

JURISPRUDENCE.

Syndicat ; démission ; affranchissement de toute obligation syndicale. Convention patronale en vue de la fermeture générale des magasins le dimanche ; absence de détermination de durée ; convention révocable à la volonté des contractants.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST.

(Jugement du 7 avril 1906).

Le tribunal,

Où les parties en leurs moyens et conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi,

Attendu que, par exploit de M^e Feuillard, huissier à Brest, en date du 28 octobre 1905, enregistré, le syndicat des patrons boulangers et des environs en la personne de son président, M. Guyader, boulanger, demeurant rue de Paris, en Lambazellec, a donné assignation à M. Le Hir, boulanger, demeurant à Brest, rue de Kléber, à comparaître devant le tribunal de commerce de Brest pour . . .

Attendu que le sieur Le Hir a contrevenu à l'entente verbale intervenue entre tous les boulangers de Brest et des environs, entente relative à la fermeture des magasins le dimanche ; qu'il a fait vendre du pain le dimanche ainsi qu'il sera prouvé en cas de dénégation ; que, pour cette contravention, il est passible d'une pénalité de cinquante francs ;

Par ces motifs ; s'entendre le sieur Le Hir condamner à payer la somme de cinquante francs ;

Attendu qu'en 1904, les boulangers de Brest et des environs fondèrent un syndicat destiné à défendre les intérêts de la corporation dont la durée était déclarée illimitée (art. 3, § 6 des statuts) ;

Attendu que le 20 juillet 1905, Le Hir adressa au bureau du syndicat sa démission de membre du syndicat des boulangers, ce qui n'est pas contesté ;

Attendu que si le sieur Le Hir, comme membre du syndicat devait respecter ses engagements, c'est-à-dire ne pas ouvrir ses magasins le dimanche et ne pas vendre de pain, qu'il n'en était plus de même après l'envoi de sa démission, qu'il reprend sa liberté ;

Attendu que l'article 30 des statuts est absolument formel à ce sujet : « Tout sociétaire pourra se retirer du syndicat quand bon lui semblera » ; qu'il découle de ces dispositions que le sociétaire reprend sa liberté d'action ;

Attendu que nonobstant l'envoi et l'acceptation de cette démission, le syndicat des boulangers vient dire au sieur Le Hir : c'est convenu, vous êtes démissionnaire du syndicat, mais vous n'êtes pas moins lié par le contrat du 1^{er} mai 1905, contrat distinct de la convention syndicale et qui peut être assimilé à une société ayant un but déterminé ;

Attendu que le contrat du 1^{er} mai 1905 est fait sans détermination de durée puisque sa rédaction ne comporte aucun terme d'engagement ; qu'il n'est pas douteux cependant que les signataires n'ont jamais eu l'intention de s'engager pour toute la durée de leur existence, des événements de toutes sortes pouvant survenir et modifier les circonstances économiques de leur industrie ; que de nouveaux boulangers peuvent venir créer de nouvelles installations et qu'il serait inadmissible qu'ils aient par avance renoncé à toute lutte avec les nouveaux arrivés ; que le contrat devient donc révocable par la volonté du contractant et qu'il n'y a pas lieu

d'admettre la prétention du syndicat des boulangers, prétentions qui auraient pour objet d'aliéner pour toujours la liberté individuelle d'un membre quelconque ;

Attendu que de pareils engagements seraient contraires à la loi, par les raisons exposées ci-dessus (art. 1865, du Code civil) ; que dès lors, il est juste de rejeter les conclusions du syndicat des boulangers.

Par ces motifs,

Le tribunal, statuant par jugement en dernier ressort, déboute le syndicat des patrons boulangers de toutes ses fins et conclusions, le condamne aux dépens.

Délai-congé ; règlement d'atelier ; indemnité convenue en cas de brusque départ ; refus d'application ; cassation.

COUR DE CASSATION.

(Arrêt du 17 janvier 1906.)

La Cour,

Où M. le conseiller Dupont, en son rapport, M^e Brugnon, en ses observations, et M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi,

Donne défaut contre le défendeur ;

Vu l'article 1134 du Code civil ;

Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} du règlement de police intérieure des ateliers de Japy frères, invoqué par le demandeur en cassation et non contesté, tout ouvrier qui rompt son engagement sans avertissement préalable doit « au profit de la caisse de secours, une indemnité fixée à une somme égale à celle gagnée dans son plus fort mois » ;

Attendu qu'en l'espèce, Japy réclamait à Monnier, pour brusque départ, une somme de 133 fr. 59, suivant lui le mois le plus fort de cet ouvrier ;

Attendu que, malgré les termes précis du règlement, le jugement attaqué, sans contester que Monnier ait, dans un mois, gagné la somme ci-dessus indiquée, déclare que « l'ouvrier qui n'a pas donné congé deux mois à l'avance perd un mois de salaire » ; qu'il ajoute que « depuis janvier 1905, les gains mensuels de Monnier ont considérablement varié et que la retenue d'un mois à faire à l'ouvrier doit être fixée à 90 francs » ;

Qu'en statuant ainsi et en substituant à l'indemnité fixée par le règlement et représentant le plus fort mois de l'ouvrier, une indemnité égale seulement au salaire moyen de celui-ci, le jugement attaqué a refusé de donner effet à une clause claire et précise du contrat et a par suite, violé l'article de loi ci-dessus visé ;

Par ces motifs, casse, etc.

Accidents du travail ; travail à forfait en dehors de la direction et du contrôle du patron ; inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898.

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE DES REQUÊTES.

(Arrêt du 7 novembre 1904.)

La Cour,

Où M. le conseiller Duboin en son rapport, M^e Bresselles, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Bonnet en ses conclusions ;

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation des articles 1 et suivants

et 30 de la loi du 9 avril 1898, 1134, 1779 et 1780 du Code civil, et 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué, d'une part, qu'en fait le montage d'Ebseghem avait été entrepris expressément à forfait par Hauwelle, moyennant une prime sur le montant des sommes à payer par le client, d'autre part, que la surveillance de Lecomte n'avait à s'exercer qu'à la fin du travail et consistait uniquement dans la vérification de la bonne exécution du montage; qu'Hauwelle travaillait d'une façon indépendante en dehors de la direction et du contrôle de Lecomte et à ses risques et périls;

Attendu qu'il suit de là que pour un travail déterminé, exécuté en Belgique, alors que Lecomte a ses ateliers à Lille, Hauwelle était devenu lui-même chef d'entreprise; qu'en tous cas, Hauwelle avait cessé d'être sous la surveillance et la direction du défendeur éventuel; qu'en décidant dans ces conditions que le demandeur au pourvoi n'était pas avec Lecomte, au moment où est survenu l'accident, dans les rapports d'ouvrier à patron, définis par l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, la Cour d'appel de Douai, loin de violer les textes de loi visés au moyen, en a fait une juste application;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu, le 3 novembre 1902, par la Cour d'appel de Douai.

Accidents du travail; charretier attaché à une scierie à vapeur; chargement, dans un pré appartenant à l'entrepreneur, du foin destiné à la nourriture de ses chevaux; applicabilité de la loi de 1898.

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE DES REQUÊTES.

(Arrêt du 4 janvier 1905).

La Cour,

Où M. le conseiller Lardenois en son rapport, M^e Aubert, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Bonnet en ses conclusions;

Sur le moyen de cassation pris de la violation des articles 1^{er} et suivants de la loi du 9 avril 1898 et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu qu'il est constant en fait : 1° que la scierie à vapeur exploitée par la dame Descours est une usine assujettie à l'application de la loi du 9 avril 1898; 2° qu'Evieux était attaché à cette scierie comme charretier conduisant les chevaux ordinairement occupés au transport des matériaux et des marchandises de l'usine; 3° que l'accident qui a donné lieu à la demande s'est produit pendant qu'Evieux chargeait, dans un pré appartenant à la dame Descours, du foin destiné à la nourriture de ces chevaux et à l'occasion de ce travail;

Attendu qu'en décidant, en l'état de ces constatations, qu'Evieux était fondé à invoquer le bénéfice de la loi du 9 avril 1898, l'arrêt attaqué, qui est dûment motivé, n'a violé ni les articles de cette loi, ni l'article 7 de la loi du 20 avril 1810;

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé contre un arrêt rendu, le 11 mars 1903, par la Cour d'appel de Lyon.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en avril 1906 ⁽¹⁾. — Situation du marché industriel toujours excellente, bien que le présent mois accuse un mouvement gréviste accentué (houillères, métaux et machines, textiles) et qu'un assez grand nombre d'ouvriers de fabrique aient été pris par les travaux agricoles.

Plein courant à l'actif des mines de *combustibles*. Commandes abondantes dans l'industrie *métallurgique* et des *machines*. Conditions satisfaisantes dans l'industrie *électrique*. Bonne activité dans les *textiles* et le *bâtiment*. Seule, l'industrie *chimique* fléchit légèrement sous le coup de grèves et lock-outs importants et répétés.

Placement en avril 1906 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes, par rapport à avril 1905, a augmenté de 9,000; celui des emplois vacants, de 32,000, et celui des places procurées, de 17,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 624 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de mars :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
1906 { Avril (pour 624 bureaux).....	203,000	207,000	135,000
{ Mars (— 635 —).....	215,000	217,000	33,109

Grèves en mai 1906 ⁽²⁾. — 60 grèves nouvelles contre 78 en avril 1906 et 64 en mai 1905. Les grèves les plus importantes se sont produites dans le *bâtiment* (14); les industries *polygraphiques* (11); les *pierres et terres* (7); les *textiles* (6) et le travail du *bois* (5).

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt*, mai 1906.

⁽²⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*, 15 juin 1906.

AUTRICHE.

Placement en avril 1906⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 855 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			PROPORTION P. 100 DES DEMANDES par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Avril 1906.	Mars 1906.	Avril 1905.	Avril 1906.	Mars 1906.	Avril 1905.	Avril 1906.	Mars 1906.	Avril 1905.	Avril 1906.	Mars 1906.	Avril 1905.
Hommes	29,063	27,717	19,841	43,161	46,053	40,738	65	60	48	40	39	35
Femmes	28,768	31,234	20,227	27,113	32,829	25,216	167	95	80	55	58	50
Ensemble	60,997	62,262	42,832	73,843	82,727	69,283	82	70	61	"	"	"

Grèves en avril 1906. — 61 nouvelles grèves, avec 22,540 grévistes; 7 lock-outs. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour le *bâtiment*, les *textiles*, le *vêtement* et l'industrie des *pierres et terres* que les conflits du premier ordre ont été le plus nombreux. On compte : 14 succès, 7 transactions, 16 échecs⁽²⁾. Causes : insuffisance des salaires, 26 cas; questions relatives à la durée du travail; 35 cas; ces deux motifs réunis, 17 cas; divers, 13 cas.

Les lock-outs se sont produits surtout en Bohême, dans les *textiles* et le *bâtiment*. Ils ont atteint tous deux 3,523 ouvriers au total. Causes : déclaration de grèves, 5 cas; revendications ouvrières, 2 cas.

L'assurance contre la maladie en 1903⁽³⁾. — Le nombre des caisses d'assurance contre la maladie ayant fonctionné pendant l'année 1903 a été de 2,935 (2,915 en 1902); le nombre moyen des personnes assurées s'est élevé à 2,660,623 (2,595,474 en 1902). Il y a eu, par conséquent, augmentation de 0.7 p. o/o sur le nombre des caisses et de 2.5 p. o/o sur le nombre des assurés. Depuis 1890, début de l'institution, ce dernier chiffre a augmenté dans la proportion de 71.8 p. o/o, car on ne comptait à cette époque que 1,549,000 assurés.

Statistique de la morbidité. — Pendant l'année 1903, les caisses ont indemnisé 24,472,135 journées de maladie; le nombre des cas de maladie s'est élevé à 1,312,454.

Ces chiffres représentent une moyenne de 9.20 jours de maladie par membre assuré et de 0.49 cas de maladie (8.01 et 0.49 en 1890, 8.98 et 0.47 en 1902); la durée moyenne des cas de maladie ressort à 17.6 jours (15.2 en 1890 et 17.7 en 1902).

Le coefficient de morbidité varie suivant les catégories de caisses, tant en raison de la morbidité réelle de leur clientèle qu'à cause de la diversité des dispositions statutaires en ce qui concerne la durée maxima des secours.

Situation financière. — Le montant total des recettes en 1903, pour l'ensemble

⁽¹⁾ D'après la *Soziale Rundschau*, mai 1906.

⁽²⁾ Résultat inconnu dans 24 cas.

⁽³⁾ *Die Gebarung und Ergebnisse der Krankheitsstatistik im Jahre 1903.* — Vienne 1906.

des caisses de maladie, s'est élevé à 53,950,995 couronnes (51,763,353 en 1902) et le total des dépenses a atteint le chiffre de 51,551,271 couronnes (48,361,482 en 1902). Il y a eu, par suite, un excédent de recettes égal à 2,399,724 couronnes. La somme produite par les cotisations s'élève à 50,509,648 couronnes (48,183,350 en 1902).

La cotisation moyenne, par tête d'assuré, ressort à 18.99 couronnes, les parts du patron et de l'ouvrier étant respectivement de 5.94 couronnes et de 13.05 couronnes. (En 1902, ces chiffres s'établissaient ainsi; cotisation totale 18.56 couronnes, part du patron 5.77, part de l'assuré 12.79.

Le total des dépenses se décompose comme suit :

	MONTANT.	P. o/o du total.
	—	—
	couronnes.	
Secours en argent	26,485,561	51.4
Frais médicaux	8,185,196	15.9
Frais pharmaceutiques	6,138,580	11.9
Frais de traitement à l'hôpital	3,148,400	6.1
Frais funéraires	1,222,937	2.4
TOTAL des frais de maladie	45,180,674	87.7
Frais d'administration	4,245,911	8.2
Divers	2,124,686	4.1
TOTAL des dépenses	51,551,271	100.0

Les frais d'administration forment 8.2 p. o/o seulement des dépenses. Cette proportion ne varie presque pas depuis plusieurs années. Par rapport aux cotisations, ils ne représentent que 8.4 p. o/o; leur montant moyen par assuré est de 1.60 couronnes.

Les frais de maladie atteignent donc 45,180,674 couronnes.

Les divers éléments des frais de maladie, rapportés au nombre de journées et de cas de maladie, donnent des moyennes ci-dessous (pour l'ensemble des caisses) :

	PAR JOURNÉE de maladie.		PAR CAS de maladie.	
	1902.	1903.	1902.	1903.
	—	—	—	—
	cour.	cour.	cour.	cour.
Secours en argent	1.06	1.08	19.25	19.41
Frais médicaux	0.33	0.33	6.07	6.00
Frais pharmaceutiques	0.24	0.25	4.34	4.50
Frais de traitement à l'hôpital	0.12	0.12	2.18	2.31
TOTAL	1.75	1.78	31.84	32.22

Les frais de maladie absorbent, en moyenne, 89 p. o/o de la cotisation totale. Or, comme la cotisation de l'assuré n'est que les deux tiers de la cotisation totale, il s'ensuit que l'assuré ne supporte en réalité qu'une partie des dépenses affectées directement aux secours et au traitement des malades; l'excédent, ainsi que tous les frais de gestion, étant couvert par la contribution patronale.

L'assurance contre les accidents en 1903 ⁽¹⁾.

I. — STATISTIQUE DES ACCIDENTS.

L'assurance contre les accidents s'est étendue, en 1903, à 2,621,929 personnes, occupées dans 372,251 entreprises. Ces totaux se décomposent en :

A. Industrie : Personnes assurées.....	1,775,803
Entreprises assurées.....	105,332
B. Agriculture et forêts : Personnes assurées.....	846,126
Entreprises assurées.....	266,919

Le total des accidents déclarés aux établissements d'assurance s'élève, pour l'année 1903, à 88,155 (84,003 en 1902), parmi lesquels 25,459 ont motivé indemnité, en vertu de la loi d'assurance obligatoire contre les accidents.

Les accidents motivant indemnité se divisent comme suit :

Cas de mort.....	909, soit.....	3.5 p. o/o du total.
Cas d'incapacité de travail permanente.....	5,309, soit.....	20.9 —
Cas d'incapacité de travail temporaire (de plus de 4 semaines).....	19,241, soit.....	75.6 —

II. — RÉSULTATS FINANCIERS.

Le montant total des recettes encaissées par les établissements d'assurance (régionaux et corporatifs) s'est élevé en 1903 à 34,529,213 couronnes ; l'ensemble des sommes qui ont été payées à titre d'indemnités, capitaux de pensions, frais d'administration et autres, s'est élevé à 45,039,178 couronnes. Il y a donc eu encore cette année un excédent de dépenses de 10,509,965 couronnes. (En 1902, les recettes avaient été de 34,462,503 couronnes et les dépenses de 41,398,720 couronnes, avec un excédent de dépenses de 6,934,217 couronnes.)

Le montant total des cotisations payées pour l'exercice est de 29,635,169 couronnes. Comme, d'autre part, les salaires assurés représentent une somme de 1,260,365,655 couronnes, le taux moyen de la cotisation, par 1,000 unités de salaire, ressort à 23.51. Par tête assurée, la cotisation moyenne a été de 11 cour. 30.

Depuis 1890 ces deux moyennes sont allées en augmentant progressivement ; elles étaient de 5.34 et 13.96 en 1890, de 7.18 et 15.20 en 1895 et de 9.75 et 20.24 en 1900.

Cette augmentation progressive a été motivée par l'augmentation parallèle des dépenses. Celles-ci, du reste, continuent à dépasser les recettes et, chaque année, l'ensemble des établissements d'assurance se trouve en déficit. L'accroissement continu de la fréquence des accidents en est la cause, car les prévisions, basées nécessairement sur les statistiques des années antérieures, sont toujours insuffisantes.

Voici le détail des dépenses des établissements d'assurances :

	1903. — couronnes.	1902. — couronnes.
Indemnités.....	18,732,454	17,203,466
Frais d'enquête, d'inspection et de gestion....	3,106,119	2,963,730
Dépenses diverses.....	418,310	405,290
Constitution de capitaux de couverture.....	22,473,109	19,757,066
Versements au fonds de réserve.....	309,186	1,069,168
TOTAL.....	45,039,178	41,398,720

⁽¹⁾ D'après le rapport officiel. — Vienne 1905.

Le total 18,732,454 couronnes, représentant les indemnités, se décompose comme suit :

	1903.	1902.
	couronnes.	couronnes.
Frais funéraires.....	43,366	43,278
Rentes payées... { aux veuves.....	1,200,397	1,077,886
{ aux enfants.....	1,176,401	1,093,886
{ aux ascendants.....	97,846	89,984
Rentes payées aux { pendant le traitement...	3,168,912	3,074,925
victimes..... { après le traitement.....	12,587,418	11,315,886
Liquidation faite aux veuves remariées et divers.	458,874	507,621
TOTAL.....	18,732,454	17,203,466

Il a été accordé pendant l'exercice pour les ayants droit de victimes d'accident mortel 2,246 nouvelles rentes, comprenant :

745 rentes de veuves, pour.....	152,228 couronnes de rente.
1,412 rentes d'orphelins, pour.....	182,163 —
89 rentes d'ascendants, pour.....	11,482 —

Le montant total des rentes aux ayants droit accordées pendant l'année se monte, par conséquent, à 345,873 couronnes.

Les cas d'incapacité permanente ont, d'autre part, motivé l'allocation de 7,746 rentes, pour une somme de 1,660,174 couronnes, ce qui porte à 9,992 le nombre des rentes constituées au cours de l'exercice et à 2,006,047 couronnes leur montant.

BELGIQUE.

Grèves en avril ⁽¹⁾. — Vingt-six grèves nouvelles intéressant environ 6,750 grévistes et 4,000 chômeurs forcés, ont été signalées à l'*Office du Travail* pendant le mois d'avril 1906. L'une d'elles a de plus entraîné un lock-out de solidarité patronale.

Les groupes les plus éprouvés sont : celui des mines (trois grèves), et celui des textiles (huit grèves et un lock-out).

Dans 14 cas les ouvriers demandaient une augmentation de salaire. Les autres revendications émises par les grévistes étaient les suivantes : réduction des heures de travail (2 cas), réintégration d'ouvriers congédiés (3 cas), renvoi d'ouvriers et de contremaîtres (4 cas), abolition d'amendes (1 cas), opposition à l'introduction du travail sur six métiers (1 cas), refus d'exécuter du travail pour un établissement étranger atteint par la grève (1 cas).

Des vingt-neuf grèves dont l'issue a été signalée depuis le mois dernier, vingt-deux ont échoué ; quatre ont réussi complètement ; trois se sont terminées par des

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 31 mai 1906.

transactions ou un succès partiel. Dans treize cas, les grévistes ont été congédiés définitivement (273 au total).

Au point de vue territorial, les grèves d'avril se répartissent comme suit : Liège (9), la Flandre orientale (7), le Hainaut (4), le Brabant (2), la Flandre occidentale (2), Anvers (1) et Namur (1).

CANADA.

Revue du travail en mars 1906 ⁽¹⁾. — La reprise brusque du froid en fin de mars a ralenti tous les travaux du bâtiment, de l'agriculture et de construction des chemins de fer. Par contre, dans les bois, les transports et les manufactures le travail est resté très actif.

Malgré l'affluence des immigrants, il y a place encore et à de bonnes conditions pour les bons ouvriers agricoles.

Grèves. — 8 grèves nouvelles ont été signalées en mars, à savoir : 2 dans les mines, 4 dans le bâtiment, 1 dans la métallurgie et 1 dans les transports.

3 avaient pour cause une question de salaire, 1 la durée du travail, 2 l'unionisme, 1 les conditions de l'emploi et une enfin était une grève par sympathie.

Résultats : Sur 3 grèves terminées, 1 succès et 2 règlements provisoires.

DANEMARK.

Salaires et durée de la journée de travail des ouvriers agricoles ⁽²⁾. — Le bureau royal de statistique vient de publier les résultats d'une enquête à laquelle il a été procédé par ses soins en vue de déterminer le taux des salaires ainsi que la durée des heures de travail des ouvriers agricoles en Danemark.

Dans l'introduction, le bureau royal indique tout d'abord que les chiffres, publiés par lui des salaires et des heures de travail ont été établis d'après des informations recueillies non seulement auprès des syndicats de propriétaires ruraux, mais encore auprès des associations d'ouvriers agricoles. Un certain nombre d'employeurs ou d'employés isolés (800 environ) ont été également interrogés. Sur 108 syndicats de propriétaires existant en Danemark, 104 ont répondu aux questions posées par le bureau; 231 associations d'ouvriers agricoles sur 240 ont également renvoyé, remplies, les fiches qui leur avaient été adressées. L'enquête présente donc des conditions d'exactitude toutes particulières.

Le bureau distingue au point de vue des salaires trois classes d'ouvriers agricoles; 1° les ouvriers employés en permanence; 2° les journaliers employés de façon fixe; 3° les ouvriers temporaires,

Le tableau suivant indique la valeur moyenne d'après les syndicats de proprié-

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, avril 1906.

⁽²⁾ D'après un rapport du chargé d'affaires de France à Copenhague, du 16 mai 1906, communiqué par le ministère des Affaires étrangères.

taires et d'après les associations d'ouvriers, des salaires payés en 1905 aux ouvriers permanents.

SALAIRES pendant la saison d'été.	SALAIRES pendant la saison d'hiver.	VALEUR de la nourriture fournie aux ouvriers par l'employeur.	VALEUR totale du salaire et de la nourriture.
—	—	—	—
couronnes ⁽¹⁾ .	couronnes.	couronnes.	couronnes.

Ouvriers du sexe masculin.

D'après les syndicats de proprié- taires	187	94	232	513
D'après les associations ouvrières ..	182	96	228	506

Ouvrières du sexe féminin.

D'après les syndicats de proprié- taires	105	75	204	384
D'après les associations ouvrières ..	98	68	190	356

Cette statistique montre tout d'abord que malgré la divergence naturelle des points de vue, les renseignements fournis par les propriétaires touchant le salaire de leurs ouvriers concordent très sensiblement avec les indications recueillies auprès des employés eux-mêmes. C'est une garantie de plus de l'exactitude des documents publiés par le bureau.

En moyenne, les chiffres reproduits ci-dessus font voir que l'ouvrier agricole danois gagne annuellement, salaire et nourriture réunis, un peu plus de 500 couronnes (700 francs) en ce qui concerne les ouvriers du sexe masculin et 360 ou 380 couronnes (550 francs environ) pour les femmes. Si l'on envisage le salaire seul, abstraction faite de la nourriture fournie par l'employeur, on obtient le chiffre de 280 couronnes (un peu moins de 400 francs) pour les hommes et 180 couronnes (250 francs) pour les femmes. Ces chiffres représentent un progrès très considérable par rapport aux salaires qui avaient été relevés lors des enquêtes précédentes et dont on trouvera ci-après le tableau :

ANNÉES.	SALAIRES ANNUELS SEULS (non compris la nourriture) en couronnes.	
	Hommes.	Femmes.
1872	126	69
1892	199	126
1897	229	144
1905	280	180

Pour donner à ce tableau toute sa valeur, il eût fallu en rapprocher les index des prix des principaux objets consommés par les ouvriers agricoles. Le bureau royal de statistique ne l'a pas fait. Mais quelques corrections qu'il convienne peut-être de faire de ce chef pour avoir la mesure exacte de l'augmentation *réelle* du bien-être matériel de l'ouvrier des campagnes, il n'en est pas moins certain que le progrès depuis 1872 est énorme.

(1) La couronne vaut au pair 1 fr. 3888g.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽¹⁾. — Sur 28,300 membres groupés dans les 470 unions qui ont fourni des renseignements, 2.3 p. 100 étaient sans emploi en avril; cette moyenne n'était que de 1.9 p. 100 en mars 1906 pour 2,090 unions avec 165,671 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mai 1906 ⁽²⁾. — 3.6 p. 100 de chômeurs dans 271 trade-unions groupant 590,919 membres contre 3.6 p. 100 en avril 1906 et 5.1 p. 100 en mai 1905.

5.37 journées de travail par semaine en moyenne, dans divers puits houillers avec 586,084 ouvriers contre 4.94 en mai 1905.

342 hauts fourneaux en marche à la fin de mai 1906 avec 24,500 ouvriers contre 342 en avril 1906 et 322 en mai 1906.

Grèves. — 42 grèves nouvelles en mai 1906 avec 41,948 chômeurs, contre 30 en avril dernier et 26 en mai 1905. Sur 38 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 50,767 grévistes : 14 succès, 15 échecs et 9 transactions.

Le total des chômeurs intéressés dans les grèves anciennes ou nouvelles s'est élevé à 48,122 contre 12,712 en avril, et le nombre des journées de travail perdues à 330,500 contre 128,500 le mois précédent.

ITALIE.

Les grèves en 1902 et 1903 ⁽³⁾ (chiffres définitifs). — Le *Bulletin* de décembre 1904 ⁽⁴⁾ a publié, d'après le *Bulletin de l'office du travail italien*, les résultats provisoires des grèves de 1902 et 1903. Nous donnons aujourd'hui les chiffres définitifs que vient de publier la direction de la statistique du Ministère de l'agriculture dans son compte rendu annuel.

Vu l'importance du mouvement gréviste dans les campagnes, la statistique italienne a classé séparément les grèves dans l'industrie et les grèves de l'agriculture. Voici comment s'établissent, pour les deux dernières années, les totaux des

⁽¹⁾ *American federationist*, juin 1906.

⁽²⁾ *Labour Gazette*, juin 1906.

⁽³⁾ *Statistica degli scioperi (industria e agricoltura)*, années 1902 et 1903.

A partir de 1904 la statistique des grèves sera préparée et publiée par l'*Office du travail* volume actuel clôt donc la série des rapports statistiques sur les grèves publiés annuellement depuis 1892 par la direction générale de la statistique.

⁽⁴⁾ *Bulletin* de décembre 1904, p. 1091.

grèves, des grévistes et des journées de travail perdues pour ces deux catégories d'ouvriers :

	INDUSTRIE.			AGRICULTURE.			TOTAL.		
	Grèves.	Grévistes.	Journées perdues.	Grèves.	Grévistes.	Journées perdues.	Grèves.	Grévistes.	Journées perdues.
1902...	810	197,514	2,539,331	221	146,592	2,024,833	1,031	344,106	4,564,164
1903...	549	109,327	1,539,298	47	22,507	341,847	596	131,834	1,881,145

Dans l'industrie, le nombre des grèves de 1902 et 1903 est inférieur à celui de 1901 (1,042) ; par contre, le nombre moyen des grévistes par grève (244 en 1902 et 199 en 1903) est supérieur à celui de 1901 (189). Le nombre absolu des grévistes en 1902 est le plus élevé que l'on ait jamais enregistré en Italie.

Enfin le total des grèves survenues dans les trois années 1901-1903 dans l'industrie égale presque la moitié du total des grèves relevées de 1879 à 1903.

Dans l'agriculture, le total des grèves est, en 1902 comme en 1903, inférieur au total de 1904.

Industrie. — Les totaux des grévistes pour ces deux dernières années se décomposent comme suit au point de vue de la catégorie à laquelle ils appartiennent :

	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	TOTAL.
1902.....	140,487	36,218	20,809	197,514
1903.....	80,138	18,759	10,430	109,327

Les grèves se répartissent comme suit selon les saisons :

	MARS à MAY.	JUN à AOÛT.	SEPTEMBRE à NOVEMBRE.	AUTRES mois.
1902.....	315	231	125	139
1903.....	176	164	96	113
Période 1879-1903.....	1,627	1,710	1,078	852

Si l'on classe les grèves par *industrie* on obtient les résultats suivants :

	NOMBRE de grèves.		NOMBRE DE GRÉVISTES.	
	1902.	1903.	1902.	1903.
Mines.....	52	58	14,899	17,894
Métallurgie, industrie mécanique.....	77	46	16,940	13,970
Pierre et terre, bâtiment.....	220	125	41,482	27,729
Bois.....	27	22	2,247	1,301
Industries polygraphiques.....	21	21	1,176	1,783
Textiles.....	160	117	41,127	14,347
Cuir et peaux.....	19	16	1,941	1,044
Vernis et dorures (bois et métaux).....	8	7	1,080	200
Teinture de peaux.....				
Vêtements.....	44	22	5,781	10,220
Alimentation.....	54	41	5,716	4,871
Transports.....	49	28	15,836	5,295
Industries diverses.....	79	46	49,289	10,653
TOTAL.....	810	549	197,514	109,327

On a compté en 1902 9 grèves dans les services publics (voirie, gaz, chemins de fer, tramways) avec 9,508 grévistes et 7 grèves dans les industries exercées pour le compte de l'Etat (tabacs, sel et arsenaux) avec 4,327 grévistes ; en 1903 ces chiffres s'établissent à 6 (1,420 grévistes) et 4 (10,129 grévistes).

Contrairement aux années précédentes, les grèves ont été, en 1902, plus nombreuses dans le bâtiment et la métallurgie et moins fréquentes dans les textiles. Par contre, en 1903 les conflits ont été surtout nombreux dans les textiles. Pour la période 1892-1903, la proportion des grèves s'établit à 24.7 p. 100 dans les textiles, 18 p. 100 dans le bâtiment, 10 p. 100 dans les mines, 5 p. 100 chez les mécaniciens, etc. Le grand nombre des grèves dans les textiles s'explique par ce fait que dans le Piémont, la Lombardie et la Vénétie où plus de 60 p. 100 des établissements appartiennent à cette industrie, les salaires sont encore bas et que les ouvriers s'y montrent très fermes dans leurs revendications.

Au point de vue des causes, les grèves des deux dernières années peuvent se classer comme suit :

CAUSES DES GRÈVES.	1902.				1903.				PROPOR- TION pour 100 des grèves pour la période 1879-1903.
	GRÈVES.		GRÉVISTES.		GRÈVES.		GRÉVISTES.		
	TOTAL.	Pour 100.	TOTAL.	Pour 100.	TOTAL.	Pour 100.	TOTAL.	Pour 100.	
Pour une augmenta- tion de salaire...	469	58	123,397	62	264	48	55,995	51	53
Contre une réduction de salaire.....	30	4	4,607	2	46	8	4,602	4	9
Pour une réduction des heures de tra- vail	39	5	7,115	4	38	7	4,836	4	6
Contre une augmen- tation de la jour- née	8	1	1,684	1	8	2	644	1	1
Causes diverses	264	32	60,711	31	193	35	43,250	40	31
TOTAL	810	100	197,514	100	549	100	109,327	100	100

Il ressort du tableau ci-dessus que les grèves faites pour obtenir une augmentation formaient en 1902 le 58 p. 100 et en 1903 le 48 p. 100 du total contre 63 p. 100 en 1901. Par contre, la proportion des grèves faites pour empêcher une réduction est passée de 3 p. 100 en 1901 à 4 p. 100 en 1902 et 8.4 p. 100 en 1903.

La moyenne des conflits n'ayant pas duré plus de trois jours, qui était descendue progressivement de 70 p. 100 à 48 p. 100 de 1890 à 1897 pour remonter à 60 p. 100 et 62 p. 100 en 1898 et 1899, s'établit à 40 p. 100 en 1902 et 1903. Ces fluctuations semblent intimement liées au développement du mouvement syndical qui, arrêté à la suite des troubles de 1898 par la dissolution de plusieurs associations et bourses du travail, a repris un nouvel essor depuis 1900. Voici d'ailleurs quelle a été la proportion p. 100 des grèves d'après leur durée, pour les années 1902 et 1903.

	MOINS de 3 jours.	De 4 à 10 jours.	De 11 à 30 jours.	PLUS de 30 jours.
1902.....	40	31	21	8
1903.....	40	31	22	7

Le nombre des journées de travail perdues a été de 2,539,331 (soit 13 par gréviste) et de 1,539,298 en 1903 (14 par gréviste).

Au point de vue des résultats obtenus, les grévistes peuvent se classer comme suit par cause principale de grève :

CAUSES DES GRÈVES.		NOMBRE DE GRÉVISTES AYANT OBTENU :					
		Réussite complète.		Réussite partielle.		Échec.	
		TOTAL.	Pour 100.	TOTAL.	Pour 100.	TOTAL.	Pour 100.
Augmentation	1902.....	15,434	13	76,524	62	31,439	25
de salaires.	1903.....	9,025	16	33,573	60	13,397	24
Réduction	1902.....	1,087	15	2,471	35	3,557	50
de la journée.	1903.....	2,142	44	1,106	23	1,588	33
Maintien	1902.....	187	4	3,732	81	688	15
du salaire.	1903.....	459	10	1,960	43	2,183	47
Maintien	1902.....	70	4	144	9	1,470	87
de la journée.	1903.....	22	3	36	6	586	91
Causes diverses.	1902.....	7,425	12	23,574	40	28,613	48
	1903.....	4,239	11	13,421	35	21,003	54
Toutes causes	1902.....	24,203	12	106,445	54	65,767	34
réunies.	1903.....	15,887	15	50,096	48	38,757	37

La proportion des ouvriers ayant obtenu un succès complet a donc varié au cours de ces deux ans entre 12 p. 100 et 15 p. 100, alors que celle des grévistes ayant échoué passait de 34 p. 100 à 37 p. 100 ; la proportion pour les transactions a été successivement de 54 p. 100 et 48 p. 100. Les ouvriers ont réussi surtout dans les grèves faites pour réduire la journée ; les transactions ont été surtout nombreuses dans les questions de salaires.

Les grèves les plus nombreuses ont éclaté en Lombardie (248 et 153, en Piémont (105 et 95), en Toscane (80 et 39) ; puis viennent la Sicile, la Ligurie, l'Émilie, la Vénétie, l'Ombrie, etc.

Dans 3.7 p. 100 des grèves en 1902 et 5.1 p. 100 en 1903, des grévistes ont été poursuivis pour violences ou désordres.

Agriculture. — L'agitation qui éclata en 1884 parmi les ouvriers des campagnes et qui devint très vive dès 1885, est allée en diminuant jusqu'en 1896 ; elle a repris à cette dernière date, augmentant d'intensité jusqu'en 1901, année où elle était devenue presque générale dans plusieurs provinces du royaume. En 1902 et 1903 le mouvement gréviste s'est notablement ralenti ainsi que le prouve le tableau suivant :

	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	TOTAL.
1901.....	629	145,000	52,000	223,000
1902.....	221	103,772	29,163	146,592
1903.....	47	22,507	14,977	22,507

Il est à noter toutefois que le nombre moyen des grévistes par grève est resté supérieur à celui de 1901 ; il atteint 663 en 1902 et 479 en 1903.

Le nombre des journées de travail perdues est tombé à 2,024,833 en 1902 et à 341,847 en 1903 (2,931,766 en 1901).

Au point de vue des causes les grèves se classent comme suit :

	GRÈVES.		GRÉVISTES.	
	Nombre.	Proportion pour 100.	Nombre.	Proportion pour 100.
Pour une augmentation de salaire..	193	72.0	137,684	81.4
Maintien du salaire.....	3	1.1	294	0.2
Pour une diminution des heures du travail.....	13	4.9	2,078	1.2
Autres causes.....	59	22	29,043	17.2
TOTAL.....	268		169,099	

Quant à leur durée, les 268 grèves de 1902-1903 se décomposent comme suit :

De 1 à 3 jours.....	138
De 4 à 10 —	76
De 11 à 30 —	35
Plus de 30 —	19
TOTAL.....	268

La proportion des ouvriers qui ont triomphé totalement ou partiellement dans les grèves atteint 75 p. 100 en 1902-1903 (contre 81 p. 100 en 1901). Si l'on examine les résultats par causes, on obtient les chiffres suivants :

NOMBRE DE GRÉVISTES AYANT OBTENU :							
		Réussite complète.		Réussite partielle.		Échec.	
		TOTAL.	Pour 100.	TOTAL.	Pour 100.	TOTAL.	Pour 100.
Pour une augmentation de salaire.	1902-1903.....	25,434	18	83,668	61	28,582	21
Pour le maintien du salaire.	1902-1903.....	240	82	54	18	"	"
Pour la réduction de la journée.	1902-1903.....	"	"	1,630	78	448	22
Autres causes	1902-1903.....	2,788	10	12,253	44	13,101	46
Toutes causes réunies.	1902-1903.....	28,462	17	97,605	58	42,131	25

En 1902-1903, 28 grèves (soit 9.5 p. 100 du total) ont donné lieu à des désordres entraînant des poursuites contre des grévistes. 7 p. 100 des grèves seulement ont été soutenues pécuniairement par les caisses syndicales.

Les grèves les plus nombreuses ont éclaté dans les provinces suivantes : Lombardie (75.9), Émilie (59.22), Vénétie (27.0), Piémont (13.3), Ombrie (12), Toscane (11).

Lock-outs. — On a compté en 1902 22 lock-outs intéressant 6,283 ouvrier

contre 21 avec 4,283 ouvriers en 1903, entraînant respectivement la perte de 25,956 et 60,152 journées de travail.

5 lock-outs se sont terminés en faveur des patrons, et 2 par une transaction.

Les conseils de prud'hommes sont intervenus dans le règlement de 9 conflits seulement (6 en 1902 et 3 en 1903).

NORVÈGE.

Salaires moyens de 1885 à 1900 ⁽¹⁾. — Le tableau suivant donne, en couronnes ⁽²⁾, les variations des salaires moyens pour un certain nombre de professions dans les communes rurales du royaume de Norvège :

PROFESSIONS.	SALAIRES JOURNALIERS MOYENS en couronnes.				AUGMENTA- TION ou diminution p. o/o de 1885 à 1900.
	1885.	1890.	1895.	1900.	
Tenanciers ⁽³⁾	1.05	1.17	1.31	1.45	+ 38.00
Journaliers... { Hommes ⁽⁴⁾ ..	1.68	1.73	1.84	2.10	+ 25.00
Femmes ⁽⁵⁾ ..	0.98	1.02	1.14	1.19	+ 21.40
Bûcherons.....	1.66	1.98	2.11	2.60	+ 56.60
Mineurs.....	2.01	2.11	2.32	2.82	+ 40.20
Tuiliers.....	2.08	2.24	2.34	2.79	+ 34.10
Verriers.....	3.73	#	3.00	3.18	- 17.29
Mécaniciens.....	2.34	2.69	2.66	3.11	+ 32.90
Charpentiers.....	2.36	2.41	2.54	2.94	+ 24.56
Charpentiers de navires.....	2.34	2.47	2.47	2.84	+ 21.36
Scieurs.....	2.07	2.19	2.29	2.55	+ 23.18
Fileurs.....	1.87	2.05	2.08	2.22	+ 18.71
Fileuses.....	1.25	1.19	1.14	1.24	- 0.80
Tisserands.....	1.89	2.09	2.08	2.54	+ 34.39
Tisserandes.....	1.50	1.27	1.31	1.32	- 13.63

Pour les domestiques payés à l'année, le salaire moyen était, pour les hommes, de 163 couronnes en 1885, 169 en 1890, 180 en 1895, 218 en 1900.

On remarquera que le salaire moyen de toutes les catégories considérées s'est accru notablement de 1885 à 1900; il n'y a d'exception que pour les verriers, les fileuses et les tisserandes : il est remarquable que seules les fileuses et tisserandes des communes rurales ont subi une diminution de salaire; le tableau suivant, qui

⁽¹⁾ D'après l'Annuaire statistique de la Norvège pour 1905.

⁽²⁾ La couronne vaut environ 1 fr. 40.

⁽³⁾ Pour les tenanciers nourris, le salaire moyen était de 0.52 en 1885, 0.58 en 1890, 0.72 en 1895, 0.86 en 1900.

⁽⁴⁾ Pour les journaliers nourris, le salaire moyen était de 0.99 en 1885, 1.04 en 1890, 1.08 en 1895, 1.37 en 1900.

⁽⁵⁾ Pour les journalières nourries, le salaire moyen était de 0.52 en 1885, 0.55 en 1890, 0.61 en 1895, 0.72 en 1900.

donne les salaires moyens journaliers dans les villes, montre, en effet, qu'il n'en est pas de même pour les fileuses et tisserandes des villes :

PROFESSIONS.	SALAIRES MOYENS JOURNALIERS.				AUGMENTA- TION ou diminution p. 100 de 1885 à 1900.
	1885.	1890.	1895.	1900.	
Journaliers... { Hommes ...	1.92	2.11	2.26	2.58	+ 34.37
Journaliers... { Femmes....	1.14	1.16	1.30	1.52	+ 33.33
Boulangers.....	2.50	2.70	2.82	3.27	+ 30.80
Bouchers.....	2.20	2.50	2.54	2.88	+ 30.90
Ouvriers meuniers.....	2.22	2.46	2.40	2.74	+ 23.42
Ouvriers brasseurs.....	2.03	2.24	2.36	2.67	+ 31.53
Tuiliers.....	2.36	2.49	2.54	2.83	+ 19.90
Fondeurs en fer.....	2.83	2.92	3.16	3.52	+ 24.38
Mécaniciens.....	2.36	2.73	2.80	3.29	+ 39.40
Ouvriers forgerons.....	2.49	2.82	2.71	3.27	+ 31.32
Fileurs.....	2.09	2.15	2.45	2.61	+ 24.88
Fileuses.....	1.04	1.03	1.28	1.28	+ 23.07
Tisserands.....	2.01	2.12	2.78	2.87	+ 42.78
Tisserandes.....	1.05	1.09	1.32	1.48	+ 40.95
Ouvriers teinturiers.....	1.79	1.90	2.11	2.49	+ 39.10
Ouvriers tailleurs.....	1.97	1.98	2.27	2.58	+ 30.96
Ouvriers chapeliers.....	2.00	2.12	2.02	3.17	+ 0.58
Ouvriers cordonniers.....	1.74	1.88	2.02	2.29	+ 31.60
Charpentiers de navires.....	2.27	2.54	2.64	3.05	+ 34.36
Charpentiers.....	2.42	2.86	2.86	3.36	+ 38.83
Ouvriers menuisiers.....	2.16	2.23	2.25	2.89	+ 33.79
Ouvriers maçons.....	2.22	2.45	2.65	3.28	+ 0.48
Ouvriers peintres.....	2.19	2.19	2.46	2.74	+ 34.24
Ouvriers scieurs.....	2.15	2.44	2.61	2.79	+ 29.76
Ouvriers raboteurs.....	2.42	2.61	2.86	2.87	+ 18.59
Imprimeurs.....	2.79	2.88	2.86	3.46	+ 24.01
Relieurs.....	2.56	2.67	2.68	3.23	+ 16.17
Arrimeurs... { Été.....	2.43	2.60	2.70	3.09	+ 27.16
Arrimeurs... { Hiver.....	1.79	2.11	2.20	2.76	+ 54.18
Ouvriers des magasins de bois. { Été.....	2.17	2.54	2.49	2.85	+ 31.33
Ouvriers des magasins de bois. { Hiver.....	1.70	2.10	2.23	2.45	+ 34.11

Pour les domestiques payés à l'année, le salaire moyen était, pour les hommes, de 224 couronnes en 1885, 239 en 1890, 265 en 1895, 303 en 1900; pour les femmes, de 85 couronnes en 1885, de 91 en 1890, de 100 en 1895, de 130 en 1900.

L'augmentation du salaire moyen, de 1885 à 1900, est donc au moins aussi sensible dans les villes que dans les communes rurales, et, dans les premières, il n'y a d'exception pour aucune profession. L'augmentation ne se répartit pas également sur toute la période considérée. Dans la majorité des professions, elle est beaucoup moins sensible de 1890 à 1895 que de 1885 à 1890 et de 1895 à 1900.

Le chômage chez les ouvriers syndiqués, de septembre 1904 à septembre 1905⁽¹⁾. — Le tableau suivant donne, à la fin de chaque mois de la période considérée : 1° le nombre des ouvriers appartenant aux syndicats qui ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs; 2° le nombre de ces chômeurs; 3° le nombre total des journées de chômage du mois pour l'ensemble des chômeurs :

MOIS.		NOMBRE des ouvriers syndiqués.	NOMBRE des chômeurs.	PROPORTION p. o/o.	NOMBRE total de journées de chômage.
1904	Septembre.....	11,096	257	2.3	7,095
	Octobre.....	11,307	434	3.8	10,117
	Novembre.....	11,302	573	5.1	13,627
	Décembre.....	11,078	1,024	9.2	20,435
	Janvier.....	11,898	933	7.8	27,057
1905	Février.....	12,248	864	7.1	22,035
	Mars.....	12,345	655	5.3	19,645
	Avril.....	12,411	532	4.3	12,607
	Mai.....	12,495	221	1.8	8,126
	Juin.....	13,020	199	1.5	5,362
	Juillet.....	12,116	215	1.8	6,693
	Août.....	11,650	205	2.6	8,632
	Septembre.....	11,283	287	2.5	8,417

Le tableau suivant donne le pourcentage du chômage à la fin de chaque trimestre pour les métiers les plus importants :

PROFESSIONS.	PROPORTION P. 100 DES CHÔMEURS à la fin de				
	Septembre 1904.	Décembre 1904.	Mars 1905.	Juin 1905.	Septembre 1905.
Ouvriers en fer et métal.....	1.2	4.8	2.8	1.4	1.8
Typographes.....	5.4	6.2	4.5	3.8	4.1
Boulangers.....	6.5	7.8	10.1	1.1	5.2
Scieurs, raboteurs, etc.....	1.9	43.4	40.5	0.7	„
Maçons et manœuvres.....	14.7	55.2	39.3	6.3	15.8
Peintres.....	3.0	36.6	5.6	1.3	4.9

⁽¹⁾ D'après l'Annuaire statistique de la Norvège pour 1905.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Article 59 de la loi de finances du 17 avril 1906, modifiant l'article 22 de la loi du 22 mars 1902 sur les accidents du travail ⁽¹⁾.

(J. O. du 18 avril 1906.)

ART. 59. — Le troisième paragraphe de l'article 22 de la loi du 22 mars 1902 sur les accidents du travail est modifié ainsi qu'il suit :

« Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel et, le cas échéant, à l'acte par lequel est signifié le désistement de l'appel. Le premier président de la Cour, sur la demande qui lui sera adressée à cet effet, désignera l'avoué près de la Cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel et mettra un huissier pour le signifier. »

Article 65 de la loi de finances du 17 avril 1906, relatif à l'incessibilité et à l'insaisissabilité des pensions de retraites ⁽²⁾.

(J. O. du 18 avril 1906.)

ART. 65. — Toutes pensions de retraites servies aux ouvriers, employés, à leurs veuves et à leurs orphelins par une caisse spécialement constituée à cette fin dans l'administration ou l'établissement auquel ils sont attachés, sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs.

Pour le surplus, ces pensions et les rentes viagères de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ne sont cessibles et saisissables que dans les limites prévues par la loi du 12 janvier 1895 pour les salaires et traitements.

Il n'est en rien dérogé aux dispositions des lois spéciales qui font bénéficier certaines pensions d'une incessibilité ou d'une insaisissabilité plus étendues.

Article 66 de la loi de finances du 17 avril 1906, relatif à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.

(J. O. du 18 avril 1906.)

ART. 66. — La majoration et l'allocation prévues par l'article 84 de la loi de finances du 30 mars 1903 ⁽³⁾ sont réversibles par moitié sur la tête du conjoint survivant et non remarié.

Un règlement d'administration publique précisera les conditions d'application de cette réversibilité.

Le règlement prévu à l'article 29 de la loi du 29 juin 1894 déterminera, tant à l'égard des exploitants qu'à l'égard des bénéficiaires, les mesures de contrôle nécessaires pour assurer l'exécution de ladite loi.

⁽¹⁾ Voir la loi du 22 mars 1902, *Bulletin*, avril 1902, p. 259.

⁽²⁾ Voir ci-après, *Chronique législative*, p. 620.

⁽³⁾ Voir la loi du 30 mars 1903, *Bulletin*, juin 1903, p. 519.

Articles 18 et 19 de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande et sur les conditions du travail à bord des navires et dans les ateliers et chantiers de construction de navires ⁽¹⁾.

ART. 18. — Les infractions aux prescriptions concernant les conditions de travail, la sécurité et l'hygiène à bord, relevées par les autorités compétentes, pourront entraîner, suivant leur gravité et dans les cas de récidive, la suppression ou la réduction, par fractions de un ou plusieurs vingtièmes, de la compensation d'armement.

Ces retenues pourront être exercées indépendamment des poursuites qui seraient intentées contre les délinquants pour infractions aux lois et aux règlements en vigueur.

ART. 19. — Les constructeurs ne bénéficieront de la prime établie par la présente loi que si l'ensemble des ateliers, usines et chantiers français ayant contribué à la confection du navire ne comprend pas plus de 10 p. 100 d'ouvriers étrangers.

Toutes les prescriptions de sécurité et d'hygiène auxquelles sont assujettis les navires français seront appliquées aux navires étrangers dans les ports français.

Loi du 23 avril 1906 créant des sociétés de crédit maritime ⁽²⁾.

ART. 1^{er}. — Des sociétés de crédit maritime peuvent être constituées par la totalité ou une partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels. Elles ont exclusivement pour objet de faciliter ou de garantir les opérations concernant les industries maritimes et effectuées par ces syndicats ou par des membres de ces syndicats. Ces sociétés peuvent recevoir des dépôts de fonds en comptes courants, avec ou sans intérêts, se charger, relativement aux opérations concernant les industries maritimes, des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour leurs membres. Elles peuvent notamment contracter des emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leurs fonds de roulement.

Le capital social ne peut être formé par des souscriptions d'actions. Il pourra être constitué à l'aide de souscriptions des membres de la société.

Ces souscriptions formeront des parts qui pourront être de valeurs inégales; elles seront nominatives et ne seront transmissibles que par voie de cession et avec l'agrément de la société. A la dissolution de la société, le fonds de réserve et le reste de l'actif seront partagés entre les sociétaires proportionnellement à leur souscription, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt maritime.

ART. 2. — Ces sociétés de crédit maritime seront soumises aux conditions et bénéficieront des avantages portés aux articles 1^{er} (§§ 4 et 5), 2, 3 (§§ 1, 2 et 3), 4, 5, 6 (modifié par la loi du 20 juillet 1901) et 7 (§ 1^{er}) de la loi du 5 novembre 1894, relative à la création de sociétés de crédit agricole.

Un décret fixera les moyens de contrôle et de surveillance à exercer par le Ministre de la Marine sur ces sociétés.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 20 avril 1906.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 15 avril 1906. — Voir *Bulletin*, mars 1906, p. 280.

**Lettre du ministre des Finances, du 17 février 1905,
sur l'assujettissement à la patente des sociétés coopératives de consommation ⁽¹⁾.**

Vous avez bien voulu appuyer de votre recommandation une pétition par laquelle les membres du Conseil d'administration de la Société coopérative de consommation des employés du P.-L.-M. et de l'État, à Bellegarde (Ain) demandent l'insertion, dans le projet de loi sur les patentes, d'une disposition exonérant de l'impôt « les sociétés coopératives de consommation et les syndicats agricoles qui ne font pas acte de commerce en limitant à leurs membres seuls la livraison des denrées et marchandises ».

J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette pétition ne me paraît susceptible d'aucune suite.

En l'état actuel de la législation, les sociétés coopératives et les syndicats agricoles ne sont imposables à la patente qu'autant qu'ils peuvent être considérés comme exerçant un commerce au sens de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1880, c'est-à-dire qu'autant qu'ils cherchent à réaliser des bénéfices. L'exemption de patente accordée de ce chef à un grand nombre de sociétés coopératives a suscité des plaintes très vives de la part du commerce. Aussi, la commission nommée en 1890 par la Chambre pour examiner diverses propositions de loi relatives à la réforme de la législation des patentes, proposa de soumettre à la patente « les éconômats, « sociétés coopératives de consommation et syndicats analogues, lorsqu'ils possèdent « des emplacements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison des denrées, « produits ou marchandises. » (Rapport de M. Terrier, député, 12 juillet 1892, annexe n° 2309).

Lors de la discussion du projet, cette question fut disjointe, sur la proposition de M. Doumer (séance du 22 février 1893), pour être rattachée au projet de loi spécial concernant les sociétés coopératives; puis, à l'occasion du vote de ce dernier projet, la Chambre, dans sa séance du 27 avril 1893, décida que les sociétés coopératives ne seraient soumises à aucune autre taxe que celles imposées aux particuliers non commerçants.

Mais au cours de la discussion à laquelle donna lieu devant le Sénat le projet de loi spécial sur les sociétés coopératives, cette assemblée adopta, (séance du 13 mars 1896), un amendement de M. Nioche tendant à assujettir les sociétés coopératives à « tous impôts et droits fiscaux sans aucune exception. » Ce vote entraîna la démission du rapporteur et l'abandon du projet.

La question fut cependant reprise à la Chambre, à l'occasion du projet de révision de la loi sur les patentes. Dans son rapport du 16 novembre 1897 (annexe n° 2810), M. Moret proposa de ne faire bénéficier de l'exemption des droits de patente que les « sociétés coopératives de consommation et éconômats, constitués « régulièrement, lorsque, étant administrés gratuitement, ils ne vendent qu'à des « associés dont la contribution personnelle mobilière, en ce qui concerne la part de « l'État, n'excède pas 20 francs, et entre lesquels les bonis se répartissent au prorata « de leurs acquisitions ». Cette proposition fut encore disjointe par la Chambre, sur la demande de M. Cochery, ministre des Finances (première séance du 11 mars 1898), et renvoyée au projet de loi spécial sur les sociétés coopératives.

Malgré cette disjonction, la Commission des patentes du Sénat (rapport de M. Gauthier, du 4 avril 1900, annexe n° 141) proposa une disposition ainsi conçue : « Les sociétés coopératives de consommation et les éconômats, lorsqu'ils possèdent « des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison des den-

⁽¹⁾ Adressée à un député.

« rées, produits ou marchandises, sont passibles des droits de patente, au même titre que les sociétés ou particuliers exerçant des professions similaires. »

Cette disposition fut votée par le Sénat dans sa séance du 24 janvier 1902.

Le même texte fut présenté à la Chambre des députés par sa Commission des patentes (rapport de M. Merlou, du 21 novembre 1902, annexe n° 477) et, après une très vive discussion, adopté par elle dans sa séance du 17 décembre 1903. Toutefois, sur la proposition de sa Commission, cette assemblée substitua aux mots « au même titre que les sociétés ou particuliers exerçant des professions similaires » les mots « au même titre que les sociétés ou particuliers possédant des établissements, boutiques ou magasins similaires » ; elle décida en outre que « les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation, qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes, ne sont pas soumis à la patente ».

Le Sénat a adopté sans modification le nouveau texte voté par la Chambre (séance du 27 mai 1904).

De l'exposé qui précède, il résulte que la situation des sociétés coopératives de consommation et des syndicats agricoles, au regard de la patente, a été mûrement examinée par la Chambre et par le Sénat et que leur imposition a été décidée en toute connaissance de cause.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

INCESSIBILITÉ ET INSAISSISABILITÉ DES PENSIONS DE RETRAITE.

L'article 65 de la loi de finances du 17 avril 1905⁽¹⁾ a déclaré incessibles et insaisissables, jusqu'à concurrence de 360 francs, toutes pensions de retraites servies aux ouvriers, employés, à leurs veuves et à leurs orphelins, par une caisse spécialement constituée à cette fin dans l'administration ou l'établissement auquel ils sont attachés.

Cette disposition a été introduite dans la loi de finances par la commission du budget, qui avait déjà, en 1905, sur la proposition de M. Paul Bauregard, rapporteur du budget des chemins de fer de l'Etat, adopté une disposition analogue. Le texte alors adopté étendait le bénéfice de l'insaisissabilité et de l'incessibilité à « toute pension de retraite quels que soient le mode et la date de sa constitution ».

La Direction des affaires civiles et du sceau, consultée au sujet de cet article, fit observer que la formule rendait à peu près impossible la distinction entre la retraite proprement dite et la rente viagère, et estima que la proposition devait être restreinte. « Il serait possible dès maintenant, disait cette note, de déclarer incessibles et insaisissables les pensions de retraite payées aux ouvriers ou employés par une caisse spécialement constituée à cette fin dans les entreprises auxquelles ils sont attachés. Cette demi-mesure donnerait satisfaction, notamment, aux employés des compagnies de chemins de fer, sur l'initiative desquels M. Beauregard a présenté sa proposition de loi, et ne soulèverait aucune objection. Sans doute elle établirait une différence injustifiée, en équité, entre la catégorie des travailleurs qui seraient appelés à en bénéficier et tous les autres. Mais cette situation, qui existe déjà à l'heure ac-

⁽¹⁾ Voir dans le présent *Bulletin*, p. 617.

tuelle serait momentanée, parce qu'il serait possible de donner satisfaction à ces derniers dans la loi sur les retraites ouvrières. »

Le rapporteur général, M. Pierre Baudin, fait observer ensuite « que les travailleurs qui resteront en dehors du bénéfice de la disposition dont il s'agit sont beaucoup moins nombreux que l'on ne pourrait le croire, les retraites constituées à la caisse nationale des retraites jouissant du bénéfice de l'incessibilité et de l'insaisissabilité aux termes de la loi du 20 juillet 1886 (art. 8) ».

LE REPOS HEBDOMADAIRE.

On sait que le 26 mai 1905⁽¹⁾, au cours de la première délibération sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés relative au repos hebdomadaire, le Sénat avait renvoyé à la Commission un contre-projet Monis. M. Prevet, rapporteur, déposa le 20 mars 1906 un rapport supplémentaire qui présentait, au nom de la Commission, un texte sensiblement différent de celui que la commission sénatoriale avait primitivement adopté. Cette proposition a été discutée en première délibération par le Sénat dans ses séances des 3, 5 avril, 12 et 15 juin 1906.

Voici quelles sont les dispositions principales du texte adopté :

L'article 1^{er} pose le principe du repos hebdomadaire :

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit d'occuper plus de 6 jours par semaine un même ouvrier ou employé dans un établissement industriel et commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Le repos hebdomadaire devra avoir une durée de 24 heures consécutives.

L'article 2 fixe en principe le repos hebdomadaire au dimanche, mais prévoit néanmoins que, dans certains cas, le repos pourra être donné par roulement :

ART. 2. — Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche ou exceptionnellement du dimanche midi au lundi midi; toutefois il peut, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement, ou bien être donné un autre jour à tout le personnel de l'établissement ou bien être donné par roulement à tout ou partie du personnel, lorsqu'il est établi que le repos simultané le dimanche de tout le personnel serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement.

L'article 3 prévoit les industries qui pourront établir ce repos hebdomadaire par roulement :

ART. 3. — Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement les établissements appartenant aux catégories suivantes :

- 1° Fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate;
- 2° Industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide;
- 3° Hôtels, restaurants, débits de boissons;
- 4° Débits de tabacs et magasins de fleurs naturelles;
- 5° Pharmacies, drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux et cliniques;
- 6° Établissements de bains;
- 7° Entreprises de journaux, d'informations et de spectacles, musées et expositions;
- 8° Entreprise de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion;
- 9° Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau et de force motrice;
- 10° Entreprises de transports par terre autres que les chemins de fer, travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations;
- 11° Industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication;

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juin 1905, page 554.

Un règlement d'administration publique, pris sur l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures énumérera les autres catégories d'établissements qui pourront bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire, soit par roulement, soit collectivement un autre jour que le dimanche.

Un règlement d'administration publique, pris sur l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, déterminera également des dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu, telles que les hauts fourneaux.

Dans le texte proposé par la Commission, les coiffeurs figuraient au nombre des industries admises à donner le repos hebdomadaire par roulement. Mais le rapporteur, M. Prevet, au cours de la séance du 15 juin 1906, demanda lui-même en ces termes la suppression du mot coiffeurs :

Après une nouvelle enquête les coiffeurs changeant d'avis, il semble qu'il vaut mieux les laisser sur le droit commun qui leur permettra de fermer le dimanche, en suivant la règle commune, ou d'être admis, en vertu d'un règlement d'administration publique, à fermer un autre jour à leur choix.

Le Sénat a partagé cette manière de voir et les coiffeurs ne figurent pas parmi les industries admises au roulement.

D'autre part, le texte proposé par la Commission demandait que le règlement d'administration publique fût pris, non seulement sur avis du Comité consultatif des arts et manufactures, mais aussi « après enquête et avis de la commission permanente du Conseil supérieur du travail ». Sur la demande de M. Touron, faite par voie d'amendement, le Sénat n'a pas adopté ce membre de phrase.

L'article 4 prévoit les dérogations rendues nécessaires pour l'exécution de travaux urgents :

ART. 4. — En cas de travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire pourra être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents. Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première.

Cet article a été adopté sous la réserve que, entre les deux délibérations, la Commission examinera une proposition faite par le Gouvernement et tendant à ce qu'un repos compensateur soit accordé dans la même semaine à l'ouvrier qui, en vertu de la dernière disposition de l'article 4 aura travaillé un jour de repos.

L'article 5 prévoit, dans certains cas, le repos d'une demi-journée :

ART. 5. — Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des ateliers, magasins ou bureaux.

Dans tout établissement de vente de denrées alimentaires au détail, qui aura fixé le repos au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée.

Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers et employés, et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée, représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail.

Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé s'il coïncide avec un jour de fête locale ou de quartier.

Ces jours seront désignés par des arrêtés municipaux approuvés par le préfet.

L'article 6 apporte des dérogations au régime du repos hebdomadaire en ce qui concerne les industries dans lesquelles le travail n'est pas régulier :

ART. 6. — Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront, au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire.

Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

Celles qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre à certains moments à un surcroît extraordinaire de travail et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais, pour ces dernières, l'ouvrier ou employé devra jouir au moins de deux jours de repos par mois.

Art. 7. — Dans les établissements soumis au contrôle de l'État ainsi que dans ceux où sont exécutés les travaux pour le compte de l'État et dans l'intérêt de la défense nationale, les ministres intéressés pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

L'article 8 détermine la procédure à la suite de laquelle les établissements pourront bénéficier des exceptions prévues au paragraphe 2 de l'article 2 :

Art. 8. — Lorsqu'un établissement quelconque voudra bénéficier de l'une des exceptions prévues au paragraphe 2 de l'article 2, il sera tenu d'adresser une demande au préfet du département.

Celui-ci devra demander d'urgence les avis de la chambre de commerce et des syndicats patronaux et ouvriers de la région. Ces avis devront être donnés dans le délai d'un mois.

Le préfet statuera ensuite par un arrêté motivé qu'il notifiera dans la huitaine.

L'autorisation accordée à un établissement devra être étendue aux établissements similaires de la même localité.

Un amendement de M. Flaissières, aux termes duquel le conseil municipal de la localité et les bourses du travail du ressort devraient être également consultées, a été repoussé.

L'article 9 est relatif au recours au conseil d'État :

Art. 9. — L'arrêté préfectoral pourra être déféré au conseil d'État, dans la quinzaine de sa notification aux intéressés.

Le conseil d'État statuera dans le mois qui suivra la date du recours, qui sera suspensif.

Les articles 10 et 11 sont relatifs au contrôle de l'application de la loi :

Art. 10. — Des règlements d'administration publique organiseront le contrôle des jours de repos pour tous les établissements, que le repos hebdomadaire soit collectif ou qu'il soit organisé par roulement.

Ils détermineront également les conditions du préavis qui devra être adressé à l'inspecteur du travail par le chef de tout établissement qui bénéficiera des dérogations.

Art. 11. — Les inspecteurs et inspectrices du travail ont entrée dans tous les établissements visés par la présente loi, dont ils seront chargés d'assurer l'exécution.

Les dispositions des articles 10 et 11 ne figuraient pas dans le texte de la commission. Celui-ci spécifiait que les poursuites devaient avoir lieu à la requête du ministère public et qu'elles ne pourraient être intentées que sur la plainte directe des intéressés.

M. Monis reprit à titre d'amendement les dispositions de son contre-projet relatives au contrôle de l'application de la loi, d'après lesquelles ce contrôle doit être exercé par les inspecteurs du travail. Après intervention de M. le Ministre du Commerce, qui défendit l'amendement Monis, le premier paragraphe de l'article 10 fut adopté au scrutin par 196 voix contre 85.

Art. 12. — Dans les établissements soumis au contrôle du ministre des travaux publics,

l'exécution de la loi est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du ministre du commerce et de l'industrie. Les délégués mineurs signalent sur leur rapport les infractions à la présente loi.

Les contraventions sont constatées dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Art. 13. — Les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes occupées dans des conditions contraires à la présente loi, sans toutefois que le maximum puisse dépasser 500 francs.

Art. 14. — Les chefs d'entreprises seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

Art. 15. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

Il y a récidive, lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions, sans toutefois que le maximum puisse dépasser 1,000 francs.

Art. 16. — Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur.

En cas de récidive dans les délais spécifiés à l'article précédent, l'amende sera portée de 500 francs à 1,000 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article et des articles 13, 14 et 15.

Art. 17. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux employés et ouvriers des entreprises de transports par eau, aux mécaniciens, chauffeurs et agents des trains de chemins de fer, aux agents des gares et de la voie, dont les repos quotidiens et périodiques sont réglés par des dispositions spéciales.

Art. 18. — Les employés et ouvriers dont les professions s'exercent exclusivement la nuit auront droit à treize jours de repos tous les trois mois à prendre en une fois ou par fractions, suivant accord avec les patrons.

Au sujet de cet article, M. Doumergue, Ministre du Commerce, est intervenu, pour signaler que les ouvriers qui paraissaient être visés par cet article (boulangers, typographes) pourraient courir le danger, s'ils changeaient de maison avant trois mois écoulés, de ne jamais avoir leur congé. M. Prevet, rapporteur, a répondu que d'une enquête faite par la commission sénatoriale auprès des patrons et ouvriers boulangers il résultait que la majorité des intéressés ne désirait pas le repos hebdomadaire et préférerait voir grouper les jours de congé. Le ministre du Commerce a alors présenté les observations suivantes :

Messieurs, je demande à présenter une courte observation de ma place. L'honorable M. Prevet vient de vous donner connaissance d'une enquête qui a été faite, et il vous a indiqué que c'est sur le vu de cette enquête que la commission a rédigé son texte. Or, cette enquête ne m'est pas connue ; j'ignore absolument dans quelles conditions elle a été faite et quels résultats elle a donnés. Il faudrait par conséquent que je fusse renseigné sur ce point avant de me prononcer sur le texte de la commission.

Je suis donc obligé de faire toutes mes réserves à l'égard de l'article 13. Le Sénat peut le voter ; mais je demande qu'il me soit laissé la liberté de revenir sur ce point au moment de la 2^e délibération et de fournir à la commission toutes les explications nécessaires.

Le rapporteur répondit que la commission était d'accord sur ce point avec le gouvernement et qu'elle n'avait voulu d'ailleurs, en ce moment, que poser un

principe, se réservant d'instituer, s'il était accepté par le Sénat, une discussion plus complète avec M. le ministre entre les deux délibérations».

Art. 19. — Il n'est pas dérogé, en ce qui concerne les enfants de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge protégés par la loi du 2 novembre 1892 aux dispositions spéciales de ladite loi.

M. Tournon déposa, au sujet de cet article, un amendement qui permettrait d'appliquer au travail des femmes et des enfants les dérogations inscrites à l'article 6. L'article 19 n'a été voté qu'avec cette réserve que la commission examinera, entre les deux délibérations, l'amendement présenté par M. Tournon.

Le Sénat a décidé de passer à une seconde délibération.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — A Bohain, d'après le conseil de prud'hommes, la situation de l'industrie, dans son ensemble, n'a pas sensiblement varié depuis le dernier trimestre. On constate, toutefois, une légère reprise dans la fabrication des *tissus*, où le chômage a été nul; d'autre part, celle de la *broderie* prend de l'extension.

A Saint-Quentin, d'après des syndicats patronaux, la fabrication des *fil* et *tissus* a été plus active qu'au trimestre correspondant de 1905 : actuellement on fait 60 heures par semaine, et les ouvriers, travaillant aux pièces, gagneraient davantage, le travail étant abondant et rémunérateur. Dans l'*ameublement*, il n'y a pas eu de changement. A Guise, dans le *bâtiment*, le travail a été encore moins abondant qu'en 1905, au 1^{er} trimestre : la semaine est de 66 heures. La filature et le tissage ont une bonne marche, ainsi que la *fonderie*.

Calvados. — A Vire, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail n'a pas subi de modifications comparativement au trimestre correspondant de 1905 et au précédent trimestre; la durée du travail est celle fixée par la loi, il n'y a pas eu de chômage. Même constatation, d'après les conseils de prud'hommes de Falaise et de Condé-sur-Noireau, pour les industries dépendant de leurs ressorts.

Cher. — A Bourges, dans la *maçonnerie*, le travail n'était que de 54 heures en fin de trimestre, et moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1905. Dans la *fabrique de chaux hydraulique*, à Jouet-sur-l'Aubois, la situation serait plutôt défavorable; la durée hebdomadaire du travail n'est que de 54 heures. Dans la *maréchalerie*, à Bourges, le travail s'est maintenu aussi actif, et sa durée actuelle atteint 72 heures par semaine; les salaires varient entre 3 à 4 francs par jour, la situation du personnel ouvrier est satisfaisante, la main-d'œuvre abondante, et il n'y a pas de chômage.

D'après le conseil de prud'hommes de Bourges, le travail, en général, est très actif, le chômage nul, et beaucoup d'industries manqueraient de bras, par suite de la grande activité des établissements militaires. La situation est donc considérée comme meilleure que l'an dernier à pareille époque.

(1) Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1906 et émanent de syndicats patronaux.

Corrèze. — A Tulle, d'après le conseil de prud'hommes, l'état du travail en général est assez bon, et la manufacture d'armes nationale, en pleine activité; une usine, toutefois, située à proximité du chef-lieu, subit un chômage par suite de grève. Dans les autres industries importantes, le personnel n'a pas diminué. Par contre, le chômage atteint 5 p. 100, se rapportant principalement à la cordonnerie, à la peinture et à la plâtrerie; les salaires n'ont pas varié et vont, suivant les métiers, de 4 à 5 francs par jour.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, dans les *cuirs et peaux*, l'activité a été la même qu'au 1^{er} trimestre 1905; on fait actuellement 60 heures; l'outillage se transforme, et la situation de l'ouvrier est meilleure; il n'y a pas de chômage et les salaires quotidiens varient entre 3 et 4 francs.

D'après le conseil de prud'hommes de Rennes, le travail est plus actif que l'an dernier à pareille époque, et aucune modification n'est survenue dans la situation générale de l'industrie. Il n'y a pas de chômage, et l'on travaille une heure de plus que pendant le trimestre précédent. A Fougères, également d'après le conseil de prud'hommes, le travail est normal dans le *bâtiment*, la journée étant complète et le chômage nul. Dans la *chaussure*, le travail diminue, quatre maisons occupant un ensemble de 120 ouvriers ne font plus que 20 et 24 heures par semaine. ce fort chômage serait dû à l'extension du machinisme et à la hausse du cuir.

Isère. — A Grenoble, l'industrie de l'*ameublement* se plaint de la concurrence des grands magasins et des salles de vente. A Vienne, dans la même industrie et pour les mêmes raisons, la situation n'est pas meilleure, le travail étant de moins en moins abondant; il y a diminution des heures de travail, la moyenne n'étant plus que de 8 heures par jour. Par contre, dans le *bâtiment*, la marche du travail est bonne, grâce à l'activité de la *draperie*, qui se maintient sans chômage.

A Montalieu-Vercieu, dans la *taille de pierres*, la situation se ressent désavantageusement du tarif douanier avec la Suisse, et le chômage atteignait 15 p. 100 en fin de trimestre, entraînant un abaissement des salaires de 10 p. 100.

Loire. — A Roanne, dans les *travaux publics* et *bâtiment*, le travail a été moins abondant comparativement à l'époque correspondante de 1905, et en diminution sur le précédent trimestre. Dans l'industrie *colonnaire*, il est resté sensiblement aussi actif comparativement à l'an passé à pareille époque et au 4^e trimestre 1905, mais il n'est encore que de 40 à 45 heures par semaine; l'outillage n'a pas subi de transformation et les transactions restent difficiles, à cause de la cherté des cotons et des tarifs de fabrication, qui seraient plus élevés dans cette région qu'ailleurs.

D'après le conseil de prud'hommes, les *apprêteurs* ont fait 60 heures par semaine en janvier et février, et le chômage a été de 10 p. 100; en mars, la durée hebdomadaire du travail a été la même, mais il n'y a pas eu de chômeurs. Les *charpentiers* ont fait 48 heures en janvier et février, avec 15 p. 100 de chômeurs, et 54 heures en mars, avec 5 p. 100 de chômeurs, les *maçons*, 48 heures, avec 30 p. 100 de chômeurs en janvier et février, et 54 heures en mars, avec 20 p. 100 de chômeurs; les *couvreurs*, 48 heures en janvier et février, avec 10 p. 100 de chômeurs, et 54 heures en mars, avec 3 p. 100 de chômeurs; les *menuisiers*, 48 heures, avec 7 p. 100 de chômeurs en janvier et février, et 54 heures en mars, avec 3 p. 100 de chômeurs; les *plâtriers-peintres*, 48 heures, avec 25 p. 100 de chômeurs en janvier et février, et 54 heures en mars, avec 10 p. 100 de chômeurs; les *plombiers-zingueurs*, 48 heures, avec 5 p. 100 de chômeurs en janvier et février, et 54 heures en mars, sans chômeurs; les *tailleurs de pierres*, 48 heures en janvier et février, avec 10 p. 100 de chômeurs, et 54 heures en mars, avec 2 p. 100 de chômeurs; les *métallurgistes*, 60 heures, avec 2 p. 100 de chômeurs en janvier et février, et 54 heures en mars, avec 3 p. 100 de chômeurs; les ouvriers *textiles*, 60 heures, avec 20 p. 100 de chômeurs; les *teinturiers*, 60 heures, avec 40 p. 100 de chômeurs, non repris à la suite de grève; les *galochiers*, 60 heures, avec 2 p. 100 de chômeurs en janvier et février, et 60 heures en mars, sans chômeurs. Les *potiers*, les *mouleurs sur métaux*, et les *charrons et carrossiers*, 60 heures, sans chômeurs, et le personnel fixe des tramways, de 60 à 70 heures. A Montbrison, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1905; actuellement il est de 10 et 11 heures par jour, et les salaires varient entre 4 et 4 fr. 50.

A Charlieu, d'après le conseil de prud'hommes, le travail est plutôt en baisse, et la proportion des chômeurs est évaluée à 15 p. 100.

Loire-Inférieure. — A Nantes, dans les *cuirs et peaux*, le travail a été plus abondant que pendant le 1^{er} trimestre 1905 malgré la hausse des cuirs; actuellement, les ouvriers font la journée complète, soit 55 à 60 heures par semaine; les tanneurs gagnent de 3 fr. 25 à 4 fr. 50 et les corroyeurs de 4 fr. 50 à 6 fr. 50, pour 10 heures de travail. Dans l'*horticulture*, l'activité est restée égale à celle de l'an dernier; l'ouvrier gagne 3 francs à la journée, et au mois, 35 francs, nourri, couché et blanchi. La culture vitrée tend à se généraliser en vue de la production des légumes d'exportation; mais la main-d'œuvre fait plutôt défaut, les ouvriers préférant l'usine aux travaux de l'industrie horticole et maraîchère.

A Saint-Nazaire, d'après le conseil de prud'hommes, la situation industrielle, considérée dans son ensemble, a été satisfaisante, grâce aux *constructions navales* qui ont été très actives et aux *déchargements du port*, qui ont été assez nombreux. Les travaux du *bâtiment* n'ont pas été aussi importants que les années précédentes, toutefois le chômage n'excédait pas 12 p. 100 à la fin du trimestre; il y a eu également une forte débauche à la suite de la livraison d'un transatlantique, mais elle n'a pas été de longue durée.

Meuse. — A Bar-le-Duc, d'après le conseil de prud'hommes, les travaux du *bâtiment* sont toujours dans une assez bonne situation. Même remarque pour la *métallurgie*, les *fonderies* et les *tissages* dont le nombreux personnel est occupé.

Oise. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BEAUVAIS (Année 1904). — Dans l'industrie *métallurgique* et *constructions mécaniques*, une nouvelle fabrique de verres d'optique s'est installée à Nogent-les-Vierges, occupant 50 ouvriers et ouvrières; mais en raison de l'importance de son emplacement et de son matériel, elle pourra en occuper 300. Par contre, une fonderie de cuivre, à Creil, a fermé, mais les ouvriers ont trouvé à s'occuper dans d'autres usines. Il n'y a eu chômage que dans un établissement, à Nogent-les-Vierges, par suite d'une grève, qui a duré deux mois; les rentrées n'ont été que partielles, un certain nombre d'ouvriers n'ayant pas été réintégrés. La journée est de 10 heures dans la plupart des établissements; toutefois, dans certains, on construit des ateliers séparés à l'usage des apprentis, pour pouvoir faire 12 heures, en cas de presse. En général, la production, dans la *métallurgie*, n'a été que moyenne.

Dans la construction des *machines agricoles*, l'outillage continue à se transformer d'une façon sensible; les affaires ont été actives, surtout pour les instruments aratoires. Dans les *paillons métalliques*, la production a une légère tendance à s'améliorer.

Dans l'industrie *lainière*, l'outillage a subi quelques améliorations peu importantes; la production a été assez active dans le 2^e trimestre, par suite de la reprise des commandes que l'on attendait depuis plusieurs années. Dans la *passenterie*, la production a été faible, la mode tendant de plus en plus à un emploi moindre de l'étoffe et de la passenterie dans l'ameublement. Dans les *tapis* et *étoffes d'ameublement*, une nouvelle fabrique s'est établie à Mouy; la production et la vente ont été assez actives par suite des commandes intérieures et de la grève des usines similaires de Tourcoing. Dans la *bonneterie de laine*, la température de l'hiver n'a pas favorisé la production.

A Ourscamp, dans la *filature et tissage de velours de coton*, la production, qui avait baissé en 1904, par suite d'une trop grande variation des cours et d'un stock que l'on dut écouler dans de mauvaises conditions, est redevenue plus normale, et le travail a repris son cours.

Dans les *papiers peints*, l'usine de Balagny-sur-Thérain a été obligée de transformer une partie de son outillage et de renouveler ses modèles pour pouvoir lutter contre la concurrence étrangère. Dans les fabriques de *produits céramiques* de la vallée de Bray, on est arrivé à livrer des produits remarquables comme dureté et pureté, et cette industrie a vu sa production augmenter, grâce au développement des constructions modernes; mais l'écoulement des produits artistiques est plus difficile, à cause de la concurrence des produits similaires étrangers. Dans la *chaussure*, la situation qui était déjà mauvaise en 1903 tend plutôt à s'aggraver, et l'on craint la disparition d'un établissement. La *boutonnerie de nacre* tend également à diminuer, mais seulement pour les établissements secondaires; l'outillage a subi une transformation spéciale en vue d'effectuer le travail de la nouvelle nacre *Trocas*. Les *boutons de corozo* sont maintenant fabriqués par un outillage extrêmement perfectionné, mais l'écou-

lement est difficile. La même remarque s'applique aux *boutons d'or*, très concurrencés par les produits similaires de l'Amérique du Nord. La *brosserie* et *tabletterie* a eu une production assez active, mais la petite tabletterie de Méru est dans le plus complet marasme. De son côté, la fabrication des *mesures linéaires* subit un assaut redoutable de la part de la concurrence étrangère. Dans l'*éventail*, la production a été faible, par suite de la concurrence active des produits similaires d'Espagne, d'Autriche et même du Japon, et à la préférence donnée aux modèles riches. Dans les *instruments d'optique*, il y a eu d'importantes transformations dans l'outillage de l'optique de précision, qui nécessite des machines perfectionnées; la production, faible au début de l'année, a repris sa marche normale dans le dernier trimestre. Dans la *lunetterie*, où presque tout le travail se fait à la main, la production a été active, la clientèle revenant aux articles bien faits qui sont la spécialité de la fabrication de Songeons.

Dans les *grains et farines*, le travail des moulins a été régulier et l'écoulement des produits normal; la situation de la meunerie est d'ailleurs satisfaisante.

L'industrie *sucrière*, par suite de cours plus avantageux, commence à se refaire de la crise de l'année 1903; la main-d'œuvre adulte fait défaut et les patrons sont parfois obligés d'avoir recours à la main-d'œuvre étrangère. L'industrie des *produits chimiques et engrais* subit toujours les effets de la concurrence étrangère, le prix des matières premières étant plus élevé en France. Les *superphosphates* ont particulièrement souffert d'une baisse de plus de 15 p. 100, par suite d'une rupture entre les fabricants; on craignait même que les fabriques moyennes ne disparaissent.

A Compiègne, d'après un syndicat patronal, l'activité du *bâtiment* a été à peu près la même qu'à l'époque correspondante 1905. Actuellement le travail est de 60 heures par semaine; les salaires varient entre 0 fr. 50 et 0 fr. 60 l'heure pour les ouvriers de métier, et entre 0 fr. 30 et 0 fr. 40 pour les manœuvres et terrassiers.

Orne. — A Alençon, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1905; actuellement, la journée est de 10 h. 1/2 et la main-d'œuvre relativement abondante, les chantiers n'étant pas encore en pleine activité,

A la Ferté-Macé, d'après le conseil de prud'hommes, la situation générale de l'industrie n'a pas subi de modifications au cours du 1^{er} trimestre 1906; il n'y a pas de chômage, mais les ouvriers doivent attendre assez fréquemment que le travail préparatoire soit fait; les salaires n'ont pas varié, notamment dans l'industrie textile dont la situation est plutôt précaire sous le rapport des bénéfices.

Puy-de-Dôme. — D'après le conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand, la situation générale de l'industrie, dans les 4 cantons de son ressort, a été satisfaisante. L'industrie du *caoutchouc* est toujours en grande prospérité. Le chômage, pour l'ensemble des corporations, est évalué à 10 p. 100; la journée du travail varie de 8 à 10 heures et les salaires de 3 à 4 fr. 50.

Rhône. — A Lyon, le travail, dans l'importante industrie du *tissage mécanique à façon* a été plus abondant que pendant la période correspondante de 1905 dans presque tous les genres de soieries, mais une hausse sur la soie et sur le coton, qui paraît devoir se maintenir, oblige les patrons à supporter la plus grande partie de la différence qui résulte de la majoration des prix correspondant à la hausse des matières premières. La surproduction, d'autre part, engendre sur tous les marchés un commerce qui avilit le prix de l'étoffe et conduit à l'abaissement des prix de façon. Dans la *teinturerie* et *apprêts*, l'activité ne s'est pas modifiée mais une grève générale a éclaté. Chez les *guimpiers* et *fleurs d'or*, le travail est à peu près le même qu'en 1905 à pareille époque; mais les salaires quotidiens ne sont plus que de 4 fr. 50 au lieu de 5 francs, et quelques ateliers sont inoccupés par suite du manque de travail, tandis que d'autres, assez nombreux, ne font faire que des demi-journées à leur personnel. Cette situation a pour cause la mode, qui oblige à un travail rapide, et par suite, peu fréquent. Dans les fabriques d'*articles de voyage*, le travail est égal à celui de 1905, à la même époque, qui est celle de la morte-saison; on fait actuellement 60 heures par semaine, et un petit établissement de 3 ouvriers a disparu. Dans l'*horticulture*, l'abondance du travail a été moindre qu'en 1905; on fait 70 heures, et les salaires seraient en hausse du fait de la diminution des heures de travail.

A Givors, dans la *charpente, menuiserie et ébénisterie*, le travail est un peu plus abondant qu'en 1905; les travaux du *bâtiment* s'améliorent sensiblement : pour le premier trimestre correspondant de 1906, il y a augmentation d'heures de travail, sa durée étant maintenant de 60 heures par semaine.

A Tarare, d'après le conseil des prud'hommes, l'activité du travail est plus satisfaisante que l'an dernier, la situation générale de l'industrie s'étant améliorée, notamment dans les *broderies et apprêts*, et le chômage ayant diminué dans les principales industries. A Thizy, également d'après le conseil des prud'hommes, le trimestre n'a apporté aucun changement sensible dans l'état du travail; le chômage est d'environ $1/10^e$ pour l'ensemble des effectifs industriels.

Seine. — A Paris, dans les *travaux publics*, il n'y a pas eu de changement comparative-ment au trimestre correspondant de 1905; les salaires ont augmenté pour certaines catégories d'ouvriers, ainsi que les heures de travail en raison de la saison. Chez les *tourneurs, décolleteurs et fabricants de vis*, le travail était, au commencement de l'année, plus abondant que l'an dernier, mais par suite d'une grève de 3 semaines beaucoup de commandes auraient été retirées. La façon, qui était de 0 fr. 60 l'heure, il y a 2 ou 3 ans, est maintenant de 0 fr. 80 en moyenne, et de 1 fr. 10 aux pièces. Il y a augmentation d'établissements, et surtout du nombre d'ouvriers travaillant à leur propre compte. Le personnel qui faisait une moyenne de 10 heures par jour, n'en font plus que neuf. Dans l'*automobile*, le travail a été plus abondant, comparativement à l'époque correspondante de 1905. Actuellement on fait 60 heures environ par semaine; les salaires sont en hausse et atteignent une moyenne qui dépasse 1 franc l'heure; il y aurait manque de main-d'œuvre, et par suite pas de chômage. Dans la *maréchalerie*, le travail serait en légère décroissance sur l'année dernière, à pareille époque, et actuellement on travaille 60 heures par semaine; les salaires sont toujours de 0 fr. 85, 0 fr. 80 et 0 fr. 75 l'heure. La main-d'œuvre est largement suffisante; l'état général de cette industrie étant peu satisfaisant, notamment par suite de la concurrence de l'*automobile*, qui a entraîné la fermeture de plusieurs établissements, et un préjudice évalué à 60 p. 100 pour la *maréchalerie* de luxe et 40 p. 0/0 pour la *maréchalerie* ordinaire.

Dans les *instruments d'optique et précision*, l'état du travail est stationnaire, la semaine de 60 heures, et le chômage rare, mais cette industrie, où le machinisme tient peu de place, souffre du manque d'ouvriers habiles malgré l'élévation des salaires, le fini des appareils dépendant surtout de la conception du constructeur et de l'habileté de l'ouvrier. Dans les *fabriques d'orfèvrerie argent*, l'abondance du travail est la même qu'au premier trimestre 1905; actuellement, on fait 60 heures, et les salaires, en hausse constante, atteignent près de 1 franc l'heure en moyenne; l'activité très grande en fin d'année est, comme de coutume, normale en ce moment, mais elle ira en décroissant progressivement jusqu'en juillet et août. Dans la *bijouterie imitation et fantaisie*, le travail serait un peu plus abondant qu'à l'époque correspondante de 1905; actuellement, on fait 60 heures, et les salaires varient entre 5 et 10 francs par jour. L'état général de cette industrie, sans être florissant, semble un peu plus favorable que l'an dernier, l'outillage s'améliore sans cesse, l'abondance de la main-d'œuvre est beaucoup moins appréciable, le nombre des bons ouvriers diminuent et les ouvriers inférieurs sont plus facilement utilisés. Dans le *nickel*, la situation n'a pas varié, les salaires sont fortement en hausse, et la main-d'œuvre fait défaut.

Dans la *confection pour hommes et enfants*, il n'y a pas eu de changement comparative-ment au trimestre correspondant de 1905; les mois de février, mars, avril et mai sont très actifs et la production généralement insuffisante pendant cette période, mais passé cette époque, la diminution de travail amène du chômage. Dans la *fabrique de casquettes*, le travail a diminué depuis le dernier trimestre, les ouvriers ne faisant plus qu'une moyenne de 42 à 45 heures par semaine.

Dans les *fleurs artificielles* le travail a été moins abondant qu'en 1905 à la même époque, et stationnaire par rapport au précédent trimestre; toutefois les mois de janvier, février et mars n'ayant pas permis d'écouler la totalité de la production, sauf pour un seul article, la situation générale de cette industrie laisserait plutôt à désirer. L'exportation a bien donné quelques résultats satisfaisants pour les articles de haute mode et nouveauté, mais ils ont été contrebalancés par les résultats de la vente à l'intérieur, où les produits étrangers accaparent de plus en plus le marché.

Dans la *broderie*, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à pareille époque et qu'au précédent trimestre; la cause en est à la mode, la broderie dite à la machine étant délaissée au profit de la broderie main et de la broderie mécanique.

Dans la *corderie*, le travail a été beaucoup moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1905; actuellement on fait 60 heures par semaine, et les salaires ont tendance à augmenter. Dans les fabriques de *papier*, le travail est très actif, mais les grèves ont entravé sa marche et en partie arrêté. Dans les *toiles cirées et linoléum*, il n'y a pas eu de changement, et l'on fait de 60 à 66 heures par semaine. Dans la *fabrique de colle et gélatine*, la situation est restée la même qu'au précédent trimestre. Dans la *sparterie*, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à pareille époque, et il ne dépasse pas actuellement 55 à 60 heures par semaine; les salaires sont de 6 francs en moyenne à Paris et 5 francs en province, et le chômage est plutôt rare. Dans l'industrie des *billards*, le travail reste régulier, toutefois la durée qui est de 50 à 60 heures par semaine a un peu augmenté au cours du premier trimestre 1906; les salaires sont de 0 fr. 90 l'heure et ce prix est dépassé pour les travaux aux pièces. Dans la *vannerie*, le travail est stationnaire. Même remarque pour l'*encadrement et assemblage* et pour l'industrie du *jut*.

Dans la *stéarinerie et savonnerie*, le travail a été beaucoup moins important qu'en 1905 à la même époque, et stationnaire comparativement au quatrième trimestre 1905; une maison occupant 75 ouvriers, vient d'arrêter; le nombre des stéariniers qui était de 60 en 1873 n'est plus aujourd'hui que d'une vingtaine. Dans la *fabrique d'acide carbonique*, le travail est aussi abondant; on signale l'ouverture d'une nouvelle usine occupant 10 ouvriers; actuellement on fait 60 heures par semaine, mais cette industrie n'est que saisonnière et son activité ne va que de mai à octobre. Dans les *fabriques d'eaux gazeuses*, le travail a été moins abondant comparativement au trimestre correspondant de 1905 et stationnaire par rapport au précédent trimestre. Cette industrie subit les fluctuations de la saison. Dans l'industrie de l'*acétylène*, qui atteint son maximum d'activité entre juillet et février, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1905, le nombre des installations ayant augmenté et la soudure autogène par le chalumeau acétylénique prenant un développement considérable. Dans la *photographie*, le travail a été en diminution sensible sur l'année dernière, pour l'époque correspondante, ainsi que sur le précédent trimestre; cet état de choses est attribué aux tarifs douaniers et à l'exigence de la main-d'œuvre.

A l'He Saint-Denis, dans la *batellerie*, la situation laisse beaucoup à désirer par suite de la grève des mineurs du Nord, et des interruptions qui ont marqué la période d'hiver.

A Vanves, dans la *blanchisserie*, le travail a été identique à celui de l'an dernier à pareille époque; actuellement, il est normal; la semaine étant de 60 heures; c'est d'ailleurs la pleine saison; les ouvriers sont payés 0 fr. 55 l'heure et les femmes 0 fr. 35. Dans la *blanchisserie d'Arcueil-Cachan*, la semaine est également de 60 heures; le travail n'a pas subi de changement.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MAZAMET (année 1905). — La production des *tissus*, tels que molletons, draperie et flanelles, a été constamment active.

Dans le *délainage des cuirs et peaux*, les prévisions pessimistes de l'an dernier, où l'on constatait un déficit dans les arrivages de peaux en laine de plus de 12,000,000 de kilogrammes sur 1903, se sont réalisées, le recul s'étant encore accentué de plus de 3 millions; la cause en est attribuée au développement progressif de l'industrie du délainage dans le nord de l'Europe, aux États-Unis et plus particulièrement en Australie et à La Plata; par contre les arrivages de laines sont en constant progrès, mais n'offrent qu'une compensation encore très insuffisante du déficit en peaux de mouton. D'autre part, les expéditions qui étaient en progression l'an dernier sur celles de 1903, ont accusé une très forte diminution sur 1904. Toutefois, l'année reste moyenne comme résultat acquis, les laines et les cuirs de Mazamet ayant trouvé, sauf en Russie, leur placement normal dans le cercle mondial des relations commerciales. Une amélioration sans doute prochaine semble s'indiquer par les achats que font actuellement plusieurs peignages français de Lodz; les divers centres industriels du Yorkshire et Bradford en particulier se sont intéressés aux lavés à dos pour peignes, la demande ayant été plus active, durant le premier semestre, en laines croisées communes, et plus suivie, durant le deuxième semestre, en laine mérinos et croisés fins. Avec Roubaix-Tourcoing, les transactions ont été importantes, et l'on y voit un signe de grande prospérité industrielle pour les fabricants du Nord.

La *bonneterie*, de création relativement récente dans la circonscription de Mazamet, semble s'y être définitivement adaptée; néanmoins, son développement serait encore stationnaire.

Dans la *mégisserie*, les expéditions ont été aussi en diminution, conséquence de la rareté de la peau de mouton et des prix sans cesse en hausse de la matière première; il en est résulté pour la production une forte diminution, et les ateliers ont été de longs mois en chômage. La fabrication a repris une certaine activité, qui ne pourra retrouver toute son allure que quand la peau brute sera plus abondante et moins disputée. La confiance est d'ailleurs entière pour l'avenir de cette industrie on ne peut mieux placée aux portes mêmes des usines de délainage.

Vienne. — D'après le conseil de prud'hommes de Châtelleraut, l'activité du travail a été normale, et il n'y a eu ni grève, ni chômage au cours du trimestre.

Vosges. — A Épinal, d'après un syndicat patronal, il n'y a plus de chômage dans l'importante industrie de la *filature de coton*, et la situation est sensiblement meilleure qu'il y a 3 mois, ainsi que l'an passé à pareille époque, où le chômage avait été d'un jour par semaine. Même remarque favorable pour les *filatures de Jumel*, mais la gêne subsiste à cause de l'exagération des cours du coton.

Le *tissage*, de son côté, s'est fort amélioré depuis quelques semaines, et les industriels sont actuellement bien engagés.

A Remiremont, d'après le conseil de prud'hommes, il y a eu une reprise sérieuse dans l'ensemble des industries, et le chômage est nul; on construit de nouvelles usines destinées à l'industrie textile, dont le marché est très favorable. Seule, la *menuiserie en bâtiment*, n'a pas encore tout son essor.

Yonne. — A Auxerre, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas de chômage et l'état d'activité du travail est satisfaisant; sa durée est en moyenne de 10 heures et les salaires varient entre 0 fr. 40 et 0 fr. 50 l'heure.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 mai.)

Ain. — A Gex, travail normal, 54 heures, chez les *diamantaires*. A Thoiry, travail plus actif, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, chez les *garçons brasseurs*; grève partielle chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de cartons*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement, 64 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 1 chômeur, 60 heures, chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*. A Bohéries, travail un peu plus actif, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Soissons, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *mécaniciens*. A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez ceux de Guise.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Commentry, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Gannat, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sourciers* de Saint-Yorre.

Pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers *agricoles* de Buxières-les-Mines;

4 p. 100 de chômeurs chez ceux de Chézy; 39 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons* d'Isles et Bardais, 33 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Ygrande; pas de chômeurs chez ceux de Lurcy-Lévy; pas de chômeurs chez ceux de Bourbon-l'Archambault et de Saint-Plaisir.

Travail peu actif chez les *mineurs* de Saint-Hilaire; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de Doyet; pas de chômeurs, 57 heures, chez ceux de Montvicq; 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Denenille-les-Mines.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vermicelliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tabletliers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*; 37 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *port*; pas de chômeurs chez les *comptables*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *choristes*.

A Cannes, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *cordonniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail actif, 60 heures, chez les *maçons*; 50 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *port*. A Antibes, pas de changement chez les *maçons*; travail peu actif chez les *peintres*.

A Beausoleil, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments* de Contes-les-Pins.

A Menton, travail actif, 60 heures, chez les *peintres*. A Vallauris, 2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en poterie*.

Ardèche. — A Annonay, 2 p. 100 de chômeurs, 50 et 54 heures, chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers palissonneurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Serrières, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

Ardennes. — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Revin, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même et 66 heures chez ceux d'Hiraumont. A Braux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 et 72 heures, chez ceux de Fromelennes; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux des Mazures. A Raucourt, travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *façonniers*.

A Fumay, travail assez actif, 44 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers* de Rimogne; pas de chômeurs chez ceux d'Haybes.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tissus* d'Illy; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Menges; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Floing. A Francheval, travail plus actif, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie *lainière*.

Arrière. — A Saint-Girons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Lavelanet, moitié de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Arignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*. A La Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*. A Sentein, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

Aude. — A Troyes, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *terrasiers*; travail peu actif, chez les *débardeurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*.

A Rumilly-les-Vaudes, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*.

Aude. — A Carcassonne, pas de changement chez les *cuisiniers*; pas de changement dans l'*habillement*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *terrassiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Pas de changement chez les *ouvriers agricoles* de Cazilhac; pas de chômeurs chez ceux de Durban, Névian, Willeghy, Trèbes, Pézens, Moux, Capendu, Castelnau-d'Aude, et Boutenac; un tiers de chômeurs chez ceux de Villemoustaussou; 14 p. 100 de chômeurs chez ceux de Tourouzelle; moitié de chômeurs chez ceux de Villedaigne; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Peyriac-de-Mer; travail satisfaisant chez ceux de Pennautier; 14 p. 100 de chômeurs chez ceux de Marcorignan; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montlaur; 7 p. 100 chez ceux de Gruissan, 6 p. 100 chez ceux de Cuxac-d'Aude; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bizanet; moitié de chômeurs chez ceux de Coursan; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vinassan; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Salles-d'Aude; 20 p. 100 chez ceux de Sallèles-d'Aude et de Ginestas; 80 p. 100 chez ceux de Port-la-Nouvelle; 25 p. 100 chez ceux de Fobrezan, 10 p. 100 chez ceux d'Argeliers.

A Coursan, travail peu actif, 57 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Aveyron. — A Millau, pas de changement chez les *teinturiers en peaux*; pas de changement chez les *tanneurs-corroyeurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *mégissiers* et *chamoiseurs*; travail actif, 55 à 60 heures, chez les *gantiers* et *dresseurs de gants*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *gantiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 30 p. 100 de chômeurs chez les *marins, chauffeurs, pêcheurs*, etc.; nombreux chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers (terre et mer)*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers-charcutiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *savonniers*.

4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs et clicheurs*; nombreux chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*; travail actif chez les *blanchisseuses*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *voiliers, tentiers, bâchiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; travail actif, 60 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de changement chez les *ferblantiers-plombiers*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *manœuvres et aides-maçons*; pas de changement chez les *mineurs terrassiers*, pas de chômeurs chez les *carrelers*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *cimentiers et gâcheurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; travail actif, 54 heures, chez les *peintres gratteurs*, chez les *peintres décorateurs*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; moitié de chômeurs chez les *ouvriers des ports et docks*, travail peu actif chez les *cochers de place*; nombreux chômeurs chez les *machinistes*.

A Aix, 27 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Arles, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*. A Aubagne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Cassis et Port-Saint-Louis, nombreux chômeurs chez les *ouvriers du port*. A La Ciotat, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Berre, travail assez actif chez les *pêcheurs*. Pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs* de Gardanne et de Fuveau; de même, 60 heures, chez ceux de Saint-Savournin; pas de chômeurs chez ceux de Valdonne; travail actif, chez ceux de Trets; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers* de Fontvieille.

Calvados. — A Caen, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Allemagne, 24 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Condé-sur-Noireau, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*.

A Vire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *granitiers*. A Guibray, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cognac, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, chez les ouvriers des *quais* et *marins*.

Travail assez actif, 65 heures, chez les *carriers* de Saint-Même.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Rochefort, pas de changement, chez les *boulangers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *musiciens*. A Marennnes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*. A Châtellailon, travail actif chez les *pêcheurs d'huîtres*. A Saint-Séverin, moitié de chômeurs chez les *bûcherons*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *terrasiers*.

A Vierzon, travail actif, chez les ouvriers en *métaux*. A Torteron, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *journaliers*. A Sancoins, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Graçay, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de la *Guerche*; pas de chômeurs chez ceux de *Nérondes*; travail actif, 60 heures, chez ceux de *Dun-sur-Auron*; travail actif, 66 heures, chez les *carriers* de *Chalvoy-Milon*.

A Saint-Amand, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les travailleurs de la *bijouterie*; 44 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Beffes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*; travail actif, 66 heures, chez ceux de *Jussy-le-Chaudrier*; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de *Saint-Léger-le-Petit*.

37 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *agricoles* de *Nérondes*; un tiers de chômeurs, 78 heures, chez ceux de *Saint-Loup-des-Chaumes*; pas de chômeurs chez ceux de *Saint-Pierre-les-Étieux*. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de *Brécé*, *Chambon*, *d'Arpheuilles*, *Barantheaume*, la *Chapelle-Hugon*, *Grossouvre*, *Groises*, *Meillant*, *Mornay-Berry*, *Morlac*, *Sancergues*, *Thaumiers*, *Uzay-le-Venon*; pas de changement chez ceux d'*Apremont*; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Villiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Torteron*; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Venesme*; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Jouet-sur-l'Aubois*, *Charenton-du-Cher*, et *Menetou-Couture*; 14 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Feux*; un tiers de chômeurs chez ceux de *Vallenay*; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Jussy-le-Chaudrier*; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Germigny-l'Exempt*; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Barlieu*; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux d'*Yvoy-le-Pré*; et de la *Guerche*; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Bengy-sur-Craon*.

Corrèze. — A Tulle, 11 p. 100 de chômeurs, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; travail actif, 60 heures, chez les *mécaniciens*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres* et *plâtriers*. A Cornil, travail plus actif, 60 heures, chez les ouvriers en *matières tannantes* et *colorantes*. A Bort, pas de chômeurs chez les *sabotiers*.

Corse. — A Ajaccio, travail actif, 60 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs chez les *employés*. Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *bûcherons* de *Corcelles-les-Cîteaux*. A Villiers-le Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Beaune, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment. A Dinan, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*, A Lannion, 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les ouvriers en *tapisseries d'art*.

Dordogne. — A Périgueux, travail actif, 60 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*. A Bergerac, pas de changement chez les employés.

Doubs. — A Besançon, travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *monteurs de boîtes d'argent*; travail peu actif chez les *repasseurs en horlogerie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; grève chez les *couvreurs*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, dans le bâtiment. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles* et chez les ouvriers sur *bois*. A Badevail, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *horlogers*.

Drôme. — A Valence, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, chez les *peintres et plâtriers*. A Saint-Resitut, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*. A Romans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, travail actif, 54 et 60 heures, chez les *typographes* de même et 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de changement, 72 heures, dans le bâtiment. A Dreux, pas de chômeurs 66 heures, chez les ouvriers *mouleurs*, A Chateaudun, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Finistère. — A Quimper, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment. A Brest, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bois*. A Douarnenez, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *sardinières*. A Guilvinec et à Concarneau, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*; travail passable chez ceux de Douarnenez. 44 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers* d'Audierne; 34 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, travail peu actif chez les *tailleurs*; 12 p. 0/0 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A la Grand'Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Beaucaire, travail peu actif chez les *agriculteurs*.

A Sauve, travail actif, 60 heures, chez les *bannetiers*. A Aramon, travail très actif, 65 heures, chez les *vanniers*. A Anduze, travail actif chez les *chapeliers-fouleurs-appropriateurs*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *menuisiers en fauteuils*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *moteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; travail peu actif chez les employés de commerce; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *comptables*. A Revel, pas de chômeurs 56 heures, chez les ouvriers en *meubles*.

Gers. — A Auch, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail assez satisfaisant chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

Gironde. — A Bordeaux, 13 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-graveurs-lithographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *selliers-bourreliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres et lisseurs en*

teinture; travail peu actif, 30 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de haute futaie*; 44 p. 100, 60 heures, chez les *tapissiers-décorateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; travail actif, 60 heures, chez les *ajusteurs*; 12 p. 100, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*; un tiers de chômeurs, chez les *ferblantiers* en articles de ménage; pas de changement, chez les *paveurs et cimentiers*; pas de chômeurs chez les *verriers*; travail peu satisfaisant chez les *mariniers* et chez les *déménageurs-emballleurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Cénac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Lormont, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers*. A Podensac, travail assez actif, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.

A Vayres, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *tonneliers*; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Barsac; 7 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez ceux de Caudrot; pas de chômeurs, chez ceux de Pauillac; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Paillet. A Libourne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

Hérault. — A Montpellier, travail peu actif, 54 heures, chez les *litho-typographes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*, reprise chez les *tailleurs*; travail peu satisfaisant chez les *tailleurs de pierre*.

A Béziers, nombreux chômeurs chez les *cultivateurs et terrassiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers *coiffeurs*.

A Agde, 80 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et terrassiers*; 65 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; chômage général chez les *tailleurs de pierre* et chez les *plâtriers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Mèze, nombreux chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; deux tiers de chômeurs chez les *portefaix*. A Graissessac, 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Bédarieux, travail peu actif chez les *cultivateurs et terrassiers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; un tiers de chômeurs chez les *charretiers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bouzigues, travail moins actif chez les *pêcheurs*. A Saint-Geniès-de-Mourgues, chômage général chez les *carriers*.

A Cette, grève chez les ouvriers de *lameublement*; nombreux chômeurs chez les *tonneliers*. A Pézenas, 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Marsillargues, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Marseillan, nombreux chômeurs chez les *bateliers*.

Pas de chômeurs, chez les travailleurs de la terre de Beaufort, Lieuran-lès-Béziers, Montblanc et d'Abeilhan; travail actif chez ceux de Maraussan, 20 p. 100 chez ceux d'Oupia; 60 p. 100 chez ceux de Nizas; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mauguio, 10 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Aspiran; 36 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Saint-Georges-d'Orgues; moitié de chômeurs chez ceux de Cazouls-lès-Béziers, 30 p. 100 chez ceux de Nézignan-l'Évêque; 30 p. 100 chez ceux de Villeneuve-lès-Béziers, 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Capestang; 27 p. 100 chez ceux de Courmonterral; nombreux chômeurs chez ceux de Fabrègues, du Bousquet d'Orb; 24 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Abissan.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; de même chez les ouvriers du cuir; pas de changement chez les ouvriers en cuirs et peaux; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Fougères, pas de changement chez les *charpentiers*; grève chez les *plâtriers*, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*. A Saint-Servan, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *drap*.

A Issoudun, travail peu actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs chez les *employés*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; travail actif, 66 heures, chez les *ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Amboise, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 11 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 16 p. 100 de chômeurs, chez les *employés en pharmacie*.

A Gières, travail toujours très actif chez les *gantiers*. A Vizille, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tullistes*.

A Montalieu-Vercieu, travail actif, 60 heures, chez les ouvrières en *soierie*. A Porcieu-Amblagnieu, un tiers de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*; de même et 60 heures, chez ceux de Montalieu-Vercieu; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Parmilieu. A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-chaufourniers*. A La Motte d'Aveillans, travail très actif chez les *mineurs*. A La Chapelle-du-Bard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

Jura. — A Dôle, travail satisfaisant chez les *bûcherons*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, travail peu satisfaisant, 70 à 80 heures, chez les *mouleurs*. A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Salins, 7 p. 100 de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *briquetiers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *ma-nœuvres*.

A Poligny, travail actif chez les *vignerons*. A Saint-Claude, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *diamantaires*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*; 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *peintres*.

A Romorantin, 34 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *bûcherons*; travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 60 et 66 heures, chez les ouvriers du *drap*.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* et chez les *teinturiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés des fabriques de rubans*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *aiguiseurs et polisseurs*; nombreux chômeurs chez les *chaudronniers en fer*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *instituteurs et institutrices privés*.

A Roanne, 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers *textiles*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*, chez les *mouleurs* et chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tour-neurs en poterie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Charlieu, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soieries*; pas de changement chez les *tisseurs* de La Gresle; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Cergne.

A Saint-Genest-Lerpt, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'atelier *rubaniers*.
A Chazelle-sur-Lyon, morte-saison dans la *chapellerie*.

A La Talaudière, travail assez actif chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de La Ricamarie et de Villars. Grève chez les *métallurgistes* du Chambon-Feugerolles; pas de chômeurs, 64 heures, chez ceux de Saint-Martin-la-Plaine.

A Firminy, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*. A Sail-sous-Couzan, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*. A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Loire (Haute-). — Au Puy, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de changement dans l'*habillement*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs* du bâtiment et de l'industrie; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de changement chez les *musiciens*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs chez les *dessinateurs* et chez les *mécaniciens navigateurs*.
5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-bottiers* de Chantenay. A Château-briant, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs chez les *limonadiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; travail assez actif, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montargis, travail actif, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Paucourt, Ouzouer-sur-Trézé, Bucy-Saint-Liphard et Thou.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

A Souillac, 25 p. 100 de chômeurs chez les *agriculteurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 21 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres* et *terrasiers*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers* de Casteljaloux. A Marmande, 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; grève chez les *tonneliers*. A Villeneuve-sur-Lot, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, travail peu actif, 69 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail assez actif, 60 heures, chez les *vanniers*; travail actif, 60 heures, chez les *monleurs*; nombreux chômeurs chez les *terrasiers*.

A Trélazé, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*; à Saumur, pas de chômeurs chez les *menuisiers*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs* et *apprêteurs*. Travail actif chez les *tisserands* de Gesté et Saint-Philbert-en-Mauge; pas de chômeurs chez ceux de la Seguinère, Saint-Léger et la Tessoualle.

Manche. — A Cherbourg, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papier peint*; travail actif, 65 heures, chez les *cagistes*; grève chez les *brossiers*; travail actif, 72 heures, chez les *terrasiers*.

A Reims, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers-relieurs*; pas

de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie lainière; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *caissiers*.

A Epernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caristes-tunneliers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *boucheonniers*. A Fismes, 21 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *pelletterie*.

Marne (Haute-). — A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, 90 heures, chez les *bûcherons*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 8 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; travail actif chez les ouvriers du *vêtement*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *menuisiers*; travail peu actif, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre ravauteurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mineurs* de Marbach.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Olizy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Stenay. A Lérrouville, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

Morbihan. — A Lorient, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Vannes, grève chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Rochefort-en-Terre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ardoisiers*. Au Palais, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers des *constructions navales*. A Pontivy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. Au Bons, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; de même chez ceux de Belle-Isle-en-Mer.

Nièvre. — A Nevers, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers* et *galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Prémery, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A La Charité, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Decize; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Cercy-la-Tour; travail actif, 60 heures, chez ceux de Moulins-Engilbert.

A Guérigny, travail actif, 48 et 60 heures, chez les ouvriers des *forges*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Sulpice, Sichamps, Cessy-les-Bois, Arquian, Annay, Beaumont-la-Ferrière, La Chapelle-Saint-André, Giry, Menou, Narcy, Ville-Langy, Sauzay, Trois-Vèvres, Sardy-les-Epiry, Sainte-Colombe, Perroy, Pazy, Ôudan, Nolay, Nannay, la Celle-sur-Nièvre, Châteauneuf Val-de-Bargis, Giez, Entrains, Champlemy et Bitry; pas de changement chez ceux de Colméry; un tiers de chômeurs chez ceux de Montaron; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montigny-aux-Amognes.

Nord. — A Lille, travail peu satisfaisant chez les *cuisiniers*; grève partielle, 60 heures, chez les *typographes*; travail très actif, 60 heures, chez les ouvriers en *métaux*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *filatures*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Jeumont, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*; de même, 45 à 55 heures chez ceux de Bellignies. A Fresnes, travail actif chez les *verriers à vitres* et chez les *verriers à bouteilles*; pas de chômeurs, 48 heures chez les *verriers* d'Escaupont.

A Cambrai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*. Travail satisfaisant chez les *métallurgistes* de Saint-Amand, de Sous-le-Bois, d'Haumont et d'Onnaing. A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail actif, 60 à 72 heures, chez ceux de Sous-le-Bois.

A Roubaix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les ouvriers *textiles*; travail peu actif chez les *maçons*; travail satisfaisant chez les *peintres*. A Valenciennes, 5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Saint-Amand, pas de chômeurs travail actif chez les *bûcherons*.

A Tourcoing, 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tissus*.

A Dunkerque, 6 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *tordeurs d'huiles*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; pas de changement chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*, 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*. A Cousolre, pas de chômeurs; 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*. A Rosendaël, travail actif, 60 heures, chez les *maçons*.

A Armentières, pas de changement, 55 à 60 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Fellerries, travail actif, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Halluin, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de Gommegnies*. A Walincourt, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers* et *orfèvres*. Au Cateau, travail actif 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Briastres, pas de chômeurs, 60 heures, travail très actif chez les *tisseurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez ceux d'Hazebrouck; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Estaires; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Halluin; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez ceux de Bévillers et de Bailleul; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Houplines; travail actif, 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nieppe; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez ceux d'Haspres; travail normal, 60 heures, chez ceux de Fourmies.

A Caudry, 20 p. 100 de chômeurs environ chez les *perceurs de cartons*; pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *tullistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *tulles unis*. A Comines, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*.

Oise. — A Beauvais, travail actif, 60 et 80 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Compiègne.

A Saint-Pierre-ès-Champs, pas de chômeurs 60 heures chez les *galochiers*. A Méru, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bou tonniers*.

A Béthisy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*.

A Mouy, pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. A Hermes, travail très satisfaisant chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Cuisse-la-Motte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jumelliers*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *colonnaire*; travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Tinchebray, travail actif pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, travail assez satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; travail peu actif, 54 heures, chez les *cordonniers*, *tanneurs* et *corroyeurs*; pas de chômeurs, 78 heures chez les *cimentiers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Lens, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

A Calais, travail satisfaisant chez les *boulangers*; travail satisfaisant 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 1 chômeur, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Thiers, 8 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *monteurs en coutellerie*; travail peu actif chez les ouvriers du *bâtiment*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*.

20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* de Bressac-les-Mines. A Volvic, travail actif, 60 heures, chez les *carriers* et *tailleurs de pierre*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 18 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Pau, grève chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*.

A Billère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *camionneurs*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-scieurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; travail actif, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *marbriers-polisseurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 30 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*; travail peu actif chez les *serruriers-mécaniciens*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-ferblantiers*; grève chez les *maçons-plâtriers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; travail peu actif, 60 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Coustouges, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *espadrilliers* et *trépointeurs*. A Fillols, grève chez les *mineurs*.

20 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et viticoles* de Toulouges, 55 p. 100 chez ceux de Pézilla-de-la-Rivière, 62 p. 100 chez ceux de Rivesaltes; 50 p. 100 chez ceux de Pollestres; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Espira de l'Agly et de Clairà; 65 p. 100 de chômeurs chez ceux de Salses; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Trouillas; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-de-la-Raho; moitié de chômeurs chez ceux de Villeneuve-de-la-Rivière et de Pollestres; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Canet; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Estagel.

Rhône. — A Lyon, 13 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* (mécanique); 19 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs* et *doreurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers réglers*; pas de changement chez les *ouvrières* de la *soie* et de l'*aiguille*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *guimpiers*; pas de chômeurs, 66 à 70 heures, chez les *passemmentiers à la barre*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tullistes réunis*, pas de changement chez les *tullistes à la chaîne*; travail actif, 60 heures, chez les *maîtres-tullistes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs tailleurs*; travail actif, 60 heures, chez les *céramistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *minervistes-pointeurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs*; travail peu actif, 50 heures, chez les *cartonniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs-mouluriers* du meuble; grève chez les *chaudronniers*; pas de changement chez les *dames employées*; chez les *comptables* et chez les *employés de la soierie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Tarare, deux tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Villefranche, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Amplepuis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *travailleurs manouvriers*. A Bourg-de-Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*; 24 p. 100 chez ceux de Thizy.

A Grigny, travail assez actif, chez les *chapelières*.

Saône (Haute-). — A Gouhenans, travail actif chez les *verriers*.

A Saint-Loup-sur-Semouze, 4 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *cordonniers*; 6 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers en ameblement*.

Saône-et-Loire. — A Chalon, travail actif, 60 heures, chez les *plâtriers peintres*. A Coublanc, travail peu actif, chez les *tisseurs*. Au Creusot, travail très satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Montceau-les-Mines, 4 p. 100 de chômeurs environ, 54 à 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Montchanin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Martigny-le-Comte, 5 p. 100 de chômeurs, chez les *piqueurs de grès*; pas de chômeurs chez les *carriers* de Nanton.

Sarthe. — Au Mans, 2 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, travail actif, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *constructeurs mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ferblantiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluies*.

A Sablé, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *marbriers*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers et mécaniciens*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 0 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Saint-Michel, travail peu actif, chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons* d'Arvillard.

A Moutiers, 13 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*; grève chez les *ouvriers des plâtriers de Saint-Jean-de-Maurienne*. A La Bricoire 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers tullistes*.

Savoie (Haute-). — A Thonon, travail actif, 50 heures, chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *jardiniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs-jardiniers*; 17 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries de la Seine*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-cuisiniers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de Paris; 9 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de la Seine; 3 p. 100 de chômeurs chez les *biscuitiers en pain d'épices*; un tiers de chômeurs chez les *limonadiers-restaureurs*; pas de changement chez les *sommeliers*; travail peu actif chez les *ouvriers de l'alimentation*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtel*.

2 p. 100 de chômeurs environ, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *lithographes*; grève chez les *graveurs lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs pour impression (papier peint)*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypistes galleoplastes*; travail peu actif, 55 heures, chez les *graveurs d'écritures français*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *fondeurs typographes*.

13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la peau*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; travail toujours actif chez les *gantiers*; travail actif, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciens* de l'article de chasse; grève chez les *tisseurs en tous genres*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la bretelle et de la ceinture*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; travail peu actif chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvrières en chapeaux de soie et feutre*; pas de changement chez les *chapeliers en fantaisie*; 22 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *casquiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; travail satisfaisant chez les *couturières*.

Travail peu actif, grève chez les *charpentiers* et les *menuisiers*; pas de chômeurs, travail moins actif chez les *sapiniers*; travail peu actif chez les *nacriers en jumelles*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes en photographie*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *monteurs en sièges cuir*; 9 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *ouvriers de la*

marqueterie; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *layetiers emballeurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *spécialistes en tables de nuit*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les compagnons *charrons*; grève chez les ouvriers de la *voiture*.

Grève partielle, 60 heures, chez les *serruriers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *polisseurs sur tous métaux*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs en tubes*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *potiers d'étain*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 8 p. 100 de chômeurs, chez les *contremaîtres métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *coffres-forts*; travail plus actif, chez les travailleurs de la *bijouterie*.

Grève chez les *maçons*, chez les *tailleurs de pierre-ravaleurs-appareilleurs*, chez les *monteurs laveurs*, chez les *chefs bardeurs*; 1 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *peintres*; 45 p. 100 de chômeurs, 60 et 70 heures, chez les *stucateurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs modelers*; nombreux chômeurs chez les *scieurs de pierre*; nombreux chômeurs chez les *sculpteurs en bâtiment*; travail satisfaisant chez les *boucheurs à l'émeri*; 27 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *verriers*, travail peu actif, 20 heures, chez les *façonniers sur cristaux*; travail satisfaisant chez les *graveurs sur cristaux*.

22 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les employés du commerce et de l'industrie de la *glace*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; pas de changement chez les *dames employées aux écritures*; 6 p. 100 de chômeurs chez les employés.

14 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *dames employées de commerce*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissier*; 5 p. 100 de chômeurs chez les employés à la Bourse du commerce; 10 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs en bâtiment*; 7 p. 100 de chômeurs environ chez les *coiffeurs*.

Travail satisfaisant chez les *cochers*; travail satisfaisant chez les *porteurs aux halles*; pas de chômeurs chez les *instituteurs libres*; pas de changement chez les *membres et employés de l'enseignement privé*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *institutrices privées*; 1 p. 100 de chômeurs environ chez les *gens de maison*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 7 p. 100 de chômeurs environ chez les *chauffeurs-automobilistes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs de voitures automobiles*.

A Saint-Denis, 11 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers et manœuvres*. A Alfortville, travail satisfaisant chez les ouvriers en *pompes*. A Asnières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, travail actif chez les *maîtres d'hôtel garçons restaurateurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs et brocheurs de la cordonnerie*; travail assez actif, 60 heures, chez les *brossiers*, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs-plombiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 18 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; travail actif, 60 heures, chez les *peintres*; un tiers de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*.

Au Havre, 3 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; travail satisfaisant chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés de *restaurant navigateurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *huiliers pétroliers*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *cordonniers*; un tiers de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *modelers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *granitiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs plombiers*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'équipes, mécaniciens et employés du port*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *voiliers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés de *magasin*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; travail peu actif chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *aides pharmaciens*.

A Elbeuf, 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

A Deville-lès-Rouen, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. Pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Bolbec.

A Arques, travail peu actif, 51 heures, chez les *menuisiers à la mécanique*. A Sahurs, 10 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *verriers* de Nesle-Normandeuse; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Blangy et d'Aumale; pas de chômeurs, 48 heures, chez ceux du Tréport; pas de chômeurs, 52 heures, chez ceux d'Eu.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail assez actif, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre* du Moulin-Foulon. A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Saint-Germain, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; grève dans le *bâtiment*.

A Argenteuil, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Meulan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Persan, travail actif, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Essonnes, pas de changement chez les *chapeliers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *mouleurs*. A Corbeil, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *maçons*. A Orsay, travail satisfaisant, 70 heures, dans le *bâtiment*. A Bonnières, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*. Pas de chômeurs, 70 heures, chez les *carriers* de Chevreuse; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Méry-sur-Oise.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*. Pas de chômeurs, travail actif, chez les *gantiers*. A Parthenay, travail actif, 60 et 72 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Bressuire, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Melle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Thouars, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Somme. — A Amiens, travail passable, 60 heures, chez les *tisseurs*; travail satisfaisant chez les *couturières*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail peu actif, 54 heures, chez les *serruriers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail assez actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

Tarn. — A Albi, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers*.

A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*, chez les *menuisiers-ébénistes*, dans le *bâtiment* et chez les *employés de commerce*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* et chez les *mouleurs*; nombreux chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Lavaur, pas de chômeurs chez les *maçons*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*industrie lainière*.

A Graulhet, moitié de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *moutonniers*. A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Mazamet, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers de *filatures*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers* et chez les *menuisiers* et *ébénistes*; travail peu actif chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* et chez les *zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et les *plâtriers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Draguignan, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Toulon, travail peu actif, chez les *travailleurs de terre*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; grève chez les *charpentiers* et chez les *menuisiers* et *ébénistes*; grève chez les *ferblantiers*; 29 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*; grève chez les *tailleurs de pierre*; nombreux chômeurs chez les *chargeurs-déchargeurs charbonniers*; travail satisfaisant chez les *coiffeurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*.

A Hyères, travail peu satisfaisant chez les *cochers*.

A Saint-Raphaël, 9 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *carriers*. A la Garde, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Seyne, travail assez satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*.

Vaucluse. — A Avignon, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Caderousse, travail actif, 60 heures, chez les *balaitiers*.

A Villeneuve-d'Avignon, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Apt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Pas de chômeurs, travail actif, chez les *tisserands* d'Evrunes, des Epesses, de Mortagne-sur-Sèvre et de Saint-Laurent-sur-Sèvre. A Mervent, pas de chômeurs, 96 heures, chez les *forestiers*.

Vienne. — A Poitiers, travail peu actif, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail actif, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment* et les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vitriers peintres*. A Châtelleraut, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, un quart de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 13 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *batteurs et marcheurs de pâte*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourrelliers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons* et chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-plafonneurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers de la *peinture céramique*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *gazetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Chalus, travail assez satisfaisant, chez les *feuillardiers*. A Saint-Junien, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*.

Vosges. — A Saint-Dié, travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *mécaniciens*; 40 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Épinal, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*.

A Raon-l'Étape, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A la Neuveville-les-Raon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail peu actif dans le *bâtiment*; travail satisfaisant chez les *employés*. A Gérardmer, 10 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les ouvriers en *jonets*. A Étival, 1 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les *papetiers*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles* de Bussang, de Gérardmer, de Cornimont, de Fresse-sur-Moselle, de Golbey, de Maxonchamps, du Thillot, de Ban-de-Laveline et de Moyenmoutier; travail peu satisfaisant chez ceux de Châtel-sur-Moselle et du Val-d'Ajol; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Léonard.

Yonne. — A Auxerre, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Sens, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Lavau, de Sommechaize de Domats; de Fontenailles-sous-Andryes, des Ormes, de Perreux, de Septfonds, et chez ceux de Saint-Sauveur; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Moutiers.

Algérie. — A Alger, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *mécaniciens de la marine*; pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie* et chez les *employés en denrées coloniales*. A Constantine, travail peu actif, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Bône, pas de chômeurs chez les *élèves et aides en pharmacie*.

Adjudications importantes en juillet et août 1906.

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

1 ^{er} juillet.	— HÉRAULT.	— Gigan; Const. et agrand d'asiles.....	109,523 ^f
2	— GUERRE.	— Nice; extens. d'un baraquem..	185,000
4	— —	— Courtine; install. d'un camp.....	323,350
7	— ASSIST. PUBLIQUE.	— constr. d'habit. économiques.....	2,596,951
10	— SEINE	— Mairie du XX ^e ; consolid. et répar.....	138,357
10	— MARINE.	— Nantes; const. d'un bâtim.....	200,000
15	— GUERRE.	— Nancy; const. d'un nouvel hôpital.....	542,600

ROUTES ET CHEMINS.

3 juillet.	— LOZÈRE.	— Trav. ss. chem. vicin	207,000
5	— SEINE.	— Travaux de rout. et chem	500,000
6	— HÉRAULT.	— Béziers; pavage	175,500

CHEMINS DE FER.

9 juillet.	— ARDENNES.	— Lig. d'Aefeld à Mont-Cornet, const. du 2 ^e lot	110,000
13	— GERS.	— Lig. Éauze; Auch; const. du 4 ^e l.	540,000
19	— CH. DE F. ÉTAT.	— Paris; ballastage et pose de voies...	525,331

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Mai 1905.	Avril 1906.	Mai 1906.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	34 ^f 625	25 ^f 625	24 ^f 75
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	55 875	40 75	41 625
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	49 75	57 125	59 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	46 75	48 125	45 25
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	60 00	66 50	66 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	54 87	71 12	72 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ...	175 50	197 50	203 00
Soies grèges Cévennes, 1 ^{er} ordre, le kilogr.....	45 00	52 00	49 50
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	175 50	224 75	229 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	369 00	470 75	522 50
Plomb, livr. Paris, <i>idem.</i>	37 75	45 50	48 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	58 90	66 56	69 37
Blé à Paris, <i>idem.</i>	24 13	23 87	23 87
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	23 05	22 95	22 80
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	23 05	23 00	23 00
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 51	1 29	1 40
Viande veau, <i>idem.</i>	1 84	1 94	1 87
— mouton, <i>idem.</i>	2 04	2 02	1 93
— porc, <i>idem.</i>	1 49	1 59	1 63

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les cinq premiers mois de 1906.

IMPORTATIONS.	1906.	1905.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1906.	en 1906.
Objets d'alimentation.....	324,534	365,814	#	41,280
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,549,890	1,375,283	174,607	#
Objets fabriqués.....	385,684	323,482	62,202	#
TOTAUX.....	2,260,108	2,064,579	236,809	41,280
AUGMENTATION en 1906.....			195,529^f	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	252,689	269,544	#	16,855
Matières nécessaires à l'industrie.....	561,229	533,101	28,128	#
Objets fabriqués.....	1,044,151	971,250	72,901	#
Colis postaux.....	169,969	146,495	23,474	#
TOTAUX.....	2,028,038	1,920,390	124,503	16,855
AUGMENTATION en 1906.....			107,648^f	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — , , francs du 1^{er} janvier au 22 juin 1906 contre , francs pendant la période correspondante de 1905, soit une augmentation de . p. 100.

Faillites. — 91 faillites et 11 liquidations judiciaires en mai 1906 (contre 34 et 13 en mai 1905).

Autorisations de bâtir à Paris. — 148 demandes en mai 1906, dont 99 pour des constructions neuves, contre 141 et 109 en mai 1905.

PLACEMENT GRATUIT.

SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL.
(1^{er} TRIMESTRE 1906.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure en extra.				demeure en extra.				demeure en extra.	
PÊCHE, AGRICULTURE, FORÊTS.													
Argeliers.	Ouvriers agricoles.	15	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Capendu.	Id.	24	"	"	24	15	0	"	"	"	"	"	"
Cuxac-d'Aude.	Agriculteurs.	40	0	"	"	25	0	"	"	25	"	"	18
Lézignan.	Travailleurs agricoles.	250	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Salles-d'Aude.	Terrassiers et cultivateurs.	70	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Roubia.	Travailleurs agricoles.	30	"	30	"	23	"	23	"	"	"	"	"
Canet.	Agriculteurs.	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"
Trausse.	Id.	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Azille.	Cultivateurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
S ^t -Savournin.	Journaliers et mineurs.	4	"	4	"	"	0	"	"	"	"	"	"
Sagone.	Bûcherons.	50	0	"	"	30	0	"	"	45	0	"	"
Méry-ès-Bois.	Id.	"	"	"	"	"	25	19	6	"	25	19	6
Dijon.	Jardiniers.	"	"	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"
Pacy-sur-Eure.	Agriculteurs.	50	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Aligeant - du Vent.	Travailleurs de terre.	20	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Aspiran.	Id.	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Coormonterral.	Id.	10	0	"	"	15	0	"	"	10	0	"	"
Bédarieux.	Cultivateurs terrassiers.	"	"	"	"	9	0	"	"	"	"	"	"
Le Bousquet-d'Orb.	Ouvriers agricoles.	"	"	"	"	4	2	"	3	"	"	"	"
Pézenas.	Travailleurs de terre.	"	"	"	"	"	"	"	100	0	"	"	"
Romorantin.	Bûcherons.	45	20	"	15	15	5	5	"	"	"	"	"
Angers.	Jardiniers (mixte).	150	10	8	1	90	15	10	1	120	"	35	10
Sichamps.	Bûcherons.	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Montaron.	Bûcherons et agriculteurs.	"	"	"	"	20	10	"	"	"	"	"	"
Estagel.	Travailleurs de terre.	227	0	"	"	65	0	"	"	210	0	"	"
Salles.	Id.	17	0	"	"	50	0	"	"	47	0	"	"
Théza.	Travailleurs agricoles et viticole.	5	0	16	4	8	0	"	"	"	"	"	"
Villeneuve-de-la-Babo.	Travailleurs agricoles.	2	0	"	1	4	0	"	"	10	"	5	"
Neuville - sur-Saône.	Horticulteurs, jardiniers et agriculteurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	2	10	2	"
Paris.	Jardiniers.	22	28	22	0	25	40	"	"	10	60	10	"
Id.	Horticulteurs, jardiniers, cultivateurs.	89	24	"	24	83	61	61	"	217	194	194	4
Le Havre.	Pêcheurs et marins du commerce (Union).	"	"	13	"	"	"	23	"	"	"	31	"
TOTAUX.		(22 synd.)	97	69	(22 synd.)	141	10	(14 synd.)	277	10			
MINES ET CARRIÈRES.													
S ^t -Savournin.	Journal. et mineurs de la société de charbonnages.	"	"	"	"	2	"	"	2	1	"	"	1
Bédarieux.	Carriers, mineurs, terrassiers, manœuvres.	"	"	"	"	25	0	"	"	"	"	"	"
Raon-l'Étape.	Carriers.	100	0	10	7	25	0	"	"	10	0	"	"
Montceau-les-Mines.	Mineurs.	22	4	4	"	12	4	4	"	8	"	4	"
TOTAUX.		(2 synd.)	10	7	(4 synd.)	4	2	(3 synd.)	4	1			

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.													
Bourg.....	Boulangers.....	5	0	"	"	4	1	1	1	2	0	"	"
Montluçon.....	Id.....	"	"	"	"	20	10	10	10	15	0	"	"
Nice.....	Confiseurs, pâtisseries, gla- ciers.....	15	11	11	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Carcassonne.....	Cuisiniers.....	"	3	"	7	2	2	1	7	2	2	1	7
Marseille.....	Pâtisseries-glaciers.....	"	"	"	"	30	23	13	83	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers (terre et mer).....	"	"	"	"	130	14	5	9	75	17	9	8
Id.....	Confiseurs et pâtisseries.....	70	65	20	45	100	60	30	12	37	17	16	1
Id.....	Cuisiniers navigateurs.....	10	6	6	"	10	6	6	"	15	5	5	"
Id.....	Garçons bouch. et charcut.....	46	40	14	20	52	26	13	8	53	43	19	20
Id.....	Employés limonadiers.....	"	"	"	"	1,153	16	1,107	"	964	37	1,001	"
Aix.....	Cuisiniers.....	5	2	2	3	5	4	4	"	5	3	3	1
Caen.....	Boulangers indépendants.....	"	"	"	"	25	18	15	40	28	20	22	45
Cognac.....	Boulangers.....	5	4	4	1	7	3	1	2	"	"	"	"
Angoulême.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	15	8	"
La Rochelle.....	Boulangers (l'Émancipa- tion).....	"	"	"	"	6	4	2	12	4	6	2	4
Bourges.....	Boulangers.....	10	11	6	4	19	15	15	"	"	"	"	"
Tulle.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	21	"
Valence.....	Ouvriers et ouvrières de l'indust. vermicellière.....	"	4	6	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Nîmes.....	Boulangers.....	10	1	4	12	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Id.....	30	50	20	80	20	10	5	30	"	"	"	"
Libourne.....	Id.....	10	"	6	4	20	3	1	17	4	5	2	44
Bordeaux.....	Pâtisseries et glaciers.....	35	25	25	61	"	"	"	"	40	17	13	44
Id.....	Cuisiniers.....	64	34	13	50	"	"	"	"	40	29	10	79
Id.....	Garçons limonad. restaur.....	"	"	5	52	"	"	"	"	"	"	"	"
Béziers.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	"	"	"	12	5	"	"	2
Grenoble.....	Empl. limonad. restaur. et d'hôtels.....	49	17	8	27	30	11	9	26	26	14	12	32
Romorantin.....	Boulangers.....	2	2	2	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Saint-Étienne.....	Id.....	"	"	"	"	40	10	3	7	"	"	"	"
Orléans.....	Id.....	12	"	8	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons limonadiers res- taurateurs, etc.....	25	10	"	"	"	"	11	"	"	"	6	"
Marmande.....	Boulangers.....	8	5	5	"	8	7	5	2	"	"	"	"
Villeneuve-sur- Lot.....	Id.....	7	3	2	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Cuisiniers.....	6	4	2	3	8	4	1	4	15	4	2	4
Lorient.....	Boulangers.....	"	30	"	18	20	2	0	"	"	"	"	"
Nevers.....	Id.....	"	"	"	6	3	3	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Id.....	"	"	30	190	"	"	33	160	"	"	"	4
Id.....	Pâtisseries.....	"	"	"	40	30	10	20	"	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	30	2	1	5	30	3	1	2	"
Roubaix.....	Boulangers.....	"	11	1	10	12	7	11	1	"	10	9	1
Clermont-Fer- rand.....	Cuisiniers.....	9	0	"	2	10	1	1	"	8	7	7	27
Biarritz.....	Cuisiniers-pâtisseries.....	6	3	3	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Bayonne.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	1	4
Perpignan.....	Pâtisseries-confiseurs.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	8	1	"	1	9	0	"	"	"
Lyon.....	Id.....	35	4	4	20	40	3	2	15	4	6	5	25
Id.....	Garçons bouchers.....	"	"	23	25	"	"	87	23	"	"	"	"
Id.....	Garçons limonadiers res- taurateurs l'« Avenir ».....	"	"	"	"	"	"	3	14	"	"	9	17
Id.....	Garçons limonadiers, d'hô- tels, restaurateurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10	10	"
Paris.....	Union philanthropique de l'alimentation (mixte).....	"	"	"	"	"	"	"	"	34	805	132	673
Id.....	Boulangers du xiii ^e arr.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	12
Id.....	Boulangers de Paris.....	"	"	"	"	"	"	3	20	"	"	"	"
Id.....	Confiseurs.....	16	4	4	"	17	5	4	2	50	10	12	4
Id.....	Coupag. et aspir. boulan- gers.....	"	"	"	"	400	310	118	232	"	"	"	"
Id.....	Boulangers l'« Abeille ».....	"	"	20	125	"	"	"	"	"	"	"	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	ou extra.			à demeure	ou extra.			à demeure	ou extra.
INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION. (Suite.)													
Paris.....	Union amicale des bou- langers.....	"	"	"	"	7	5	3	9	"	"	"	"
Id.....	Boulang. (Compagn. du nouveau siècle).....	136	115	100	15	140	115	100	15	150	132	98	31
Id.....	Travail. de la boulangerie, etc.....	"	"	"	"	"	"	2	4	"	"	2	4
Id.....	Pâtisseries-cuisin. (Union centrale).....	"	"	243	3,472	"	"	"	"	"	"	142	1,177
Id.....	Biscuitiers, pain d'épice, etc.....	8	10	"	"	8	5	5	"	5	2	2	"
Id.....	Garçons de cuisine.....	506	"	31	609	"	"	35	348	"	"	36	318
Id.....	Pâtisseries de la Seine.....	194	1,074	26	1,048	274	214	56	158	172	1,626	18	1,608
Id.....	Cuisiniers de Paris.....	220	150	20	130	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Id. (rue Mandar).....	"	"	34	344	"	"	55	322	"	"	54	283
Id.....	Employés et assimilés de l'alimentation (mixte).....	"	851	80	771	"	745	111	634	"	"	"	"
Id.....	Sommeliers et garçons marchands de vins.....	135	"	80	155	"	132	116	197	"	172	137	169
Id.....	Limonaillers restaurateurs l'«Aurore».....	200	25	10	15	300	50	15	25	200	25	10	15
Id.....	Employés d'hôtels des deux sexes.....	"	"	"	"	"	"	30	15	"	"	"	"
Rouen.....	Maîtres d'hôtels, garçons restaurateurs.....	"	"	"	"	102	"	70	875	"	"	"	"
Meaux.....	Boulangers.....	18	13	8	5	16	16	11	5	25	33	20	13
Corbeil.....	Id.....	2	10	2	8	"	2	2	"	4	6	1	5
Saint-Germain.....	Id.....	12	3	2	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles.....	Empl. limonad. restaur.....	25	20	7	13	10	18	6	4	"	"	"	"
Albi.....	Boulangers.....	4	0	"	"	11	1	1	2	4	2	"	2
Avignon.....	Garç. limonad. restaur.....	"	"	"	"	"	"	"	15	"	"	"	10
TOTAUX.....		(48 synd.)	895	7,364	(52 synd.)	1,062	6,501	(43 synd.)	899	4,985			

INDUSTRIES DU LIVRE.

Saint-Quentin.....	Typographes.....	3	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Imprimeurs lithographes.....	16	11	11	"	8	4	4	"	4	1	1	"
Id.....	Imprimeurs cli-yeurs.....	"	"	"	"	3	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	0	"	"
Cognac.....	Imprimeurs lithographes.....	"	"	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"
La Rochelle.....	Industries du livre.....	"	"	"	"	0	6	"	"	"	"	"	"
Aurillac.....	Typographes.....	"	1	"	1	"	"	"	"	1	1	1	"
Tulle.....	Id.....	1	1	1	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Dijon.....	Id.....	15	22	4	11	5	5	6	3	8	6	2	7
Beaune.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	3	"	"
Saint-Brieuc.....	Id.....	"	1	"	"	"	2	1	"	"	"	"	"
Guéret.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Périgueux.....	Typographes f.dérés.....	3	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Montbéliard.....	Typographes.....	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Quimper.....	Id.....	3	1	"	1	2	"	"	1	3	2	1	2
Bordeaux.....	Dessin. chromites, écriv. et grav. lithographes.....	3	0	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Id.....	Papet., relieurs et carton.....	2	0	"	"	1	1	"	1	2	1	"	1
Id.....	Typographes.....	"	"	"	"	40	"	"	"	7	"	"	"
Buzançais.....	Id.....	"	"	"	"	"	5	"	5	"	"	"	"
Grenoble.....	Id.....	15	0	"	15	0	"	"	10	0	"	"	"
Id.....	Imprimeurs lithographes.....	"	"	"	10	0	"	"	14	0	"	"	"
Dôle.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	"	"
Mont-de-Marsan.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"
Le Pay.....	Id.....	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Saint-Etienne.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	3	3	"	"	"
Nantes.....	Id.....	15	8	"	8	12	8	0	8	2	0	"	"
Saint-Nazaire.....	Id.....	2	1	"	1	"	"	"	"	2	"	"	1
Cahors.....	Id.....	"	"	"	"	1	0	"	"	"	4	1	1

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
INDUSTRIES DU LIVRE. (Suite.)													
Cherbourg. . .	Typographes.	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"
Châlons - sur- Marne.	<i>Id.</i>	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Épernay.	Lithographes, papetiers et relieurs.	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Reims.	<i>Id.</i>	"	"	"	"	2	0	"	"	2	1	1	"
Saint-Dizier. . .	Ouvriers du livre. . . .	"	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"
Nancy.	Typographes.	8	8	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Bar-le-Duc. . . .	<i>Id.</i>	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nevers.	<i>Id.</i>	2	3	2	1	"	"	"	"	2	2	"	"
Beauvais.	<i>Id.</i>	"	"	"	"	0	1	"	"	"	"	"	"
Alençon.	<i>Id.</i>	3	"	"	3	4	"	"	7	4	"	"	4
La Chapelle- Montligeon. . .	Ouv. des ind. du livre. .	"	"	2	"	1	0	"	"	"	"	1	1
Clermont-Fer- rand.	Typographes.	"	"	"	"	2	3	2	"	2	1	1	"
Bayonne.	<i>Id.</i>	4	0	3	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Pau.	<i>Id.</i>	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tarbes.	<i>Id.</i>	1	0	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Belfort.	Typographes, lithogra- phes et relieurs.	"	"	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.	Minervistes, pointeurs et margeurs typographes.	"	2	2	"	"	2	"	2	8	2	1	1
<i>Id.</i>	Papetiers et règleurs. . .	4	2	2	1	"	"	"	"	8	1	1	1
<i>Id.</i>	Doreurs et relieurs. . . .	3	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
<i>Id.</i>	Imprimeurs et conducteurs typographes.	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Chalon-sur-Saô- ne.	Typographes.	"	"	"	"	"	"	"	"	10	10	6	4
Vesoul.	<i>Id.</i>	"	"	"	"	2	"	2	"	"	"	"	"
Anancy.	<i>Id.</i>	"	4	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Thonon - les- Bains.	<i>Id.</i>	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	"
Paris.	Typographes (rue de Savoie).	260	250	"	"	300	140	"	"	268	163	"	"
<i>Id.</i>	Typographes (rue des Petits-Carreaux).	35	32	33	4	32	48	24	2	37	65	24	3
<i>Id.</i>	Typ. indépendants. . . .	36	34	19	15	41	35	22	13	37	35	21	14
<i>Id.</i>	Lithographes indépend. .	81	77	77	"	52	46	46	"	53	47	47	47
<i>Id.</i>	Union lithographique. . .	27	20	13	7	46	33	20	13	29	22	18	4
<i>Id.</i>	Imprimeurs lithographes.	70	39	15	24	78	59	20	59	44	47	18	46
<i>Id.</i>	Dessinateurs, écrivains et graveurs-lithographes.	"	9	1	8	15	8	2	6	"	"	"	"
<i>Id.</i>	Fondeurs typographes. .	2	1	"	1	1	1	"	1	1	0	"	"
<i>Id.</i>	Stérotyp. galvanoplastes.	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Clichy.	Ouv. et ouvrières de l'in- dustrie du papier. . . .	5	"	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	2	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Havre.	Typographes.	1	"	"	1	1	1	"	1	2	2	"	2
Meaux.	<i>Id.</i>	"	"	"	"	2	1	"	1	2	1	"	1
Versailles. . . .	<i>Id.</i>	7	4	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Melle.	<i>Id.</i>	2	2	2	"	5	3	"	3	5	3	"	3
Thouars.	Ouv. de l'imprimerie. . .	"	"	"	"	"	"	"	"	3	7	2	1
Montauban. . . .	Typo-lithographes. . . .	2	0	"	"	2	0	"	"	2	0	"	"
Toulon.	Typographes.	"	"	"	"	"	2	2	"	1	1	1	1
Fontenay - le- Comte.	<i>Id.</i>	"	"	"	"	"	2	1	1	"	3	2	1
Limoges.	Imprimeurs-lithographes.	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
<i>Id.</i>	Typographes.	5	1	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"
<i>Id.</i>	Batteurs et marcheurs de pâte.	"	"	"	"	9	0	"	"	"	"	"	"
Raon-l'Étape. . .	Travailleurs du livre. . .	"	"	"	"	1	0	"	"	1	0	"	"
Auxerre.	Typographes.	1	1	1	"	1	2	"	1	2	4	1	1
TOTAUX.		(15 synd.)	198	79		(45 synd.)	153	138		(47 synd.)	157	147	

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à domicile	en extra.			à domicile	en extra.			à domicile	en extra.
CUIRS ET PEAUX.													
Narbonne.....	Cordonniers	4	0	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Millau	Ouvriers gantiers.....	"	25	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Selliers-harnacheurs.....	12	2	"	"	9	2	"	"	"	"	"	"
Tulle.....	Cordonniers sur mesure ..	"	"	"	"	8	0	"	"	8	0	"	"
Brest.....	Cordonniers	2	"	"	2	"	2	"	"	"	"	"	"
Nîmes.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	90	0	"	"
Alais.....	Id.....	"	"	"	"	43	10	15	"	"	"	"	"
Reims.....	Bourrelliers	3	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Béziers.....	Id.....	"	"	"	"	2	0	"	"	4	0	"	"
Blois.....	Ouv. et ouv ^{es} en chaus.	"	"	"	"	"	"	"	"	150	20	10	"
Paris.....	Selliers et mécaniciens de l'article de chasse..	"	"	"	"	1	2	"	"	"	"	"	"
Id.....	Selliers-harnacheurs.....	5	"	"	2	5	3	4	"	2	4	1	1
Id.....	Ouvriers en pelleterie, lustrateurs, etc.....	"	"	"	"	30	30	20	10	"	"	"	"
Id.....	Compagnons et aspirants cordonniers et bottiers..	"	"	"	"	"	"	"	"	15	10	"	"
Le Havre.....	Cordonniers	"	"	1	6	"	"	"	"	"	"	1	11
Mazamet.....	Ouvriers delaineurs.....	"	"	"	"	7	0	"	"	12	0	"	"
Villeneuve-sur- Avignon.....	Tanneurs-corroyeurs	3	0	"	"	9	0	"	"	10	0	"	"
TOTAL.....		(8 synd.)		2	11	(11 synd.)		40	10	(9 synd.)		12	12
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.													
Saint-Quentin ..	Tullistes en guipures... ..	7	1	1	"	"	"	"	"	8	1	"	"
Lavelanet.....	Ouv. du textile.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1,500	0	"	"
Carcassonne.....	Patronnes et ouvrières de l'habillement.....	3	5	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Angoulême.....	Tailleurs d'habits.....	2	0	"	"	1	2	1	"	1	2	1	"
Saint-Brieuc.....	Patronnes et ouvrières du vêtement.....	15	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Évreux.....	Tisseurs (Union indép.) ..	"	"	"	"	"	"	"	"	1	5	1	"
Besançon.....	Taill. et tailleurs d'hab.	"	"	"	"	"	"	"	"	1	2	"	"
Sauve.....	Ouvriers en bonneterie.....	"	"	"	"	2	0	"	"	3	3	1	2
Toulouse.....	Coupeurs, chemisiers, etc.	"	"	"	"	3	0	"	"	5	0	"	"
Bordeaux.....	Tailleurs d'habits.....	60	4	3	1	60	3	3	"	45	32	31	"
Id.....	Coupeurs-tailleurs.....	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Montpellier.....	Tailleurs d'habits.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	6	3	"
Saint-Étienne.....	Couturières.....	20	0	"	"	"	"	"	"	8	10	8	"
Saumur.....	Tailleurs.....	"	"	"	"	7	1	1	"	8	2	1	"
Cholet.....	Tisserands à la main.....	"	5	"	"	0	5	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Tailleurs d'habits.....	4	"	1	"	"	"	"	"	5	"	5	"
Id.....	Ouvriers du vêtement.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Boulog.-s.-Mer.	Ouvr. et ouvrières taill.	16	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Belfort.....	Ouvriers de deux sexes de l'industrie textile..	17	13	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Coupeurs-tailleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	4	1	3
Paris.....	Id.....	22	0	14	"	15	6	10	12	20	3	2	1
Id.....	Couturières.....	148	"	"	132	339	275	"	275	143	102	"	143
Id.....	Coupeurs et chemisiers, faux-cols, etc.....	17	15	12	3	19	17	12	5	17	13	10	3
Id.....	Teinturiers et apprêteurs.....	"	"	5	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Teinturiers et dégraisseurs ..	"	"	26	16	"	"	32	23	"	"	35	21
Id.....	Ouvrières en chapeaux de soie et de feutre.....	4	"	"	"	5	0	"	"	2	0	"	"
Id.....	Passementiers à la main.....	2	4	2	"	"	"	"	"	2	1	1	"
Id.....	Passementiers à la barre.....	20	0	"	"	40	8	5	2	14	7	3	4
Id.....	Casqueters.....	"	"	"	"	84	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tailleurs et couturières.....	"	"	"	"	50	10	"	16	10	6	"	15
Id.....	Blanchisseuses.....	"	"	"	"	30	15	"	25	15	10	15	102
Id.....	Garçons de lavoir.....	10	6	4	6	10	6	4	6	"	"	"	"
Id.....	Couleurs et garçons de lavoir.....	"	"	"	"	"	"	"	"	50	"	35	11
Id.....	Ouvr. de l'habillement.....	"	"	"	"	"	"	"	"	11	5	4	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT. (Suite.)													
Boulogne - sur-Seine.....	Ouvriers et ouvrières blanchisseuses.....	"	138	37	38	"	"	"	"	106	220	"	"
Limoges.....	Ouvr. et ouvrières tailleurs	"	"	"	"	"	"	"	"	64	5	"	5
Remiremont...	Ouvr. des deux sexes de l'industrie textile « La Fraternité ».....	"	"	"	"	76	57	"	43	"	"	"	"
TOTAUX.....		(21 synd.)	119	200		(17 synd.)	68	407		(27 synd.)	157	310	
BOIS.													
Nice.....	Ébénistes, sculpteurs et tourneurs sur bois....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tabletters, graveurs....	1	1	1	"	"	"	"	"	6	0	"	"
Narbonne.....	Menuisiers, ébénistes....	9	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tonnelliers.....	40	5	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	4	1	"
Bourges.....	Menuisiers.....	20	6	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Sancoins.....	Ouvriers en voitures....	0	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tulle.....	Menuisiers et ébénistes..	"	"	"	4	2	2	1	"	"	"	"	"
Saint-Brieuc...	Menuisiers et charpentiers	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Alois.....	Menuisiers et ébénistes..	"	"	"	12	3	3	"	4	1	1	"	"
Toulouse.....	Charrons.....	"	"	"	10	0	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Tapissiers-décorateurs...	22	15	"	"	18	0	"	"	18	0	"	"
Id.....	Scieurs de long.....	16	0	"	"	40	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers travaillant le bois mécaniquement.....	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tonnelliers.....	15	2	4	9	"	"	"	"	10	2	2	4
Caudrot (Giron-de).....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Bersac.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Marsaillan.....	Id.....	20	0	"	"	"	"	"	"	12	0	"	"
Bédarieux.....	Menuisiers, ébénistes, charpentiers, etc.....	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Béziers.....	Tonnelliers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7	0	"	"
Nantes.....	Menuisiers en bâtiment..	8	7	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Orléans.....	Id.....	8	2	"	4	"	"	"	"	5	7	3	2
Id.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	"	4
Cahors.....	Menuisiers-ébénistes....	0	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marmande.....	Menuisiers et ébénistes..	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Id.....	Tonnelliers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	2	1	"
Nancy.....	Ouvr. de l'ameublement.	10	2	4	2	2	"	"	1	"	"	"	"
Vannes.....	Ouvriers en voitures....	"	"	"	"	9	3	3	1	"	"	"	"
Lille.....	Charpentiers et menuis..	20	"	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Hermes.....	Ouvr. de l'ind. du bois..	"	"	"	"	13	1	2	6	"	"	"	"
Clermont - Fer-rand.....	Ouvriers en voitures....	6	5	3	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Bayonne.....	Corporation des ébénistes.	4	"	"	4	3	0	"	"	4	0	"	"
Lyon.....	Ouvr. des scieries mécan..	"	"	"	"	15	5	3	2	"	"	"	"
Le Mans.....	Charpentiers.....	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en voiture....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	"	"
Paris.....	Ouvriers de la marquete-rie, etc.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Id.....	Menuisiers.....	17	5	1	4	19	16	3	13	11	7	1	6
Id.....	Charpentiers du départe-ment de la Seine....	70	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Charpent. « La Solidarité »	"	"	"	8	6	"	"	11	"	"	"	"
Id.....	Compagnons charrons....	24	23	11	12	19	21	17	8	27	33	17	10
Id.....	Ouvr. de l'ameublement.	"	"	"	"	"	"	"	"	7	3	3	1
Id.....	Ouvriers de l'ébénisterie photographique.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	6	6	"
Id.....	Ouvriers de la voiture....	"	"	"	"	512	83	166	"	98	36	83	2
Id.....	Monteurs en sièges de cuir.	"	"	"	"	3	2	"	2	"	"	"	"
Id.....	Layetiers-emballleurs....	1	"	1	"	10	7	7	"	4	2	1	2
Id.....	Marbriers du meuble....	"	"	"	"	6	10	4	2	"	"	"	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure en extra.	en extra.			à demeure en extra.	en extra.			à demeure en extra.	en extra.
BOIS. (Suite.)													
Levallois-Perret	Forgerons et frappeurs en voiture.....	25	"	23	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Castres.....	Menuisiers-ébénistes....	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Rouen.....	Charpent. en bâtiment..	"	"	"	"	75	0	"	"	"	"	"	"
Saint-Germain-en-Laye....	Menuisiers.....	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Avignon.....	Tonnelliers.....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Limoges.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	30	0	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....		(27 synd.)	72	45		(22 synd.)	210	47		(22 synd.)	119	31	

MÉTAUX.

Nice.....	Serruriers et mécaniciens.	14	14	14	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	5	1	"	1	"	"	"	"
Marseille.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	5	2	"	4	6	"	2	3
Id.....	Ferblantiers plombiers, zingueurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Caen.....	Monteurs en métaux....	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Bourges.....	Travailleurs sur métaux.	"	"	"	"	17	12	"	"	"	"	"	"
Thiers.....	Monteurs en coutellerie..	22	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Sarlat.....	Ouvriers boîtiers.....	"	"	"	"	2	"	2	"	"	"	"	"
Guilvinec.....	Ferblantiers boîtiers....	104	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Mécaniciens.....	4	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Ouvriers boîtiers.....	"	"	"	"	14	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ferblantiers, plombiers, zingueurs.....	"	"	"	"	6	6	1	5	6	2	"	2
Béziers.....	Serruriers, mécaniciens et ajusteurs.....	"	"	"	"	40	"	6	"	"	"	"	"
Issoudun.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	"	"	"	20	"	"	"	"
Firminy.....	Serruriers.....	"	"	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"
Chantenay.....	Ferblantiers-boîtiers....	"	"	"	"	15	0	"	"	15	0	"	"
Angers.....	Mécaniciens-ajusteurs sur métaux.....	4	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cherbourg.....	Mécaniciens.....	28	1	1	"	21	"	1	1	"	"	"	"
Reims.....	Mécaniciens et similaires.	2	0	"	"	2	1	1	"	8	0	"	"
Nancy.....	Métallurgiste.....	2	1	1	"	0	1	"	"	"	"	"	"
Saint - Amand les-Eaux.....	Ouvriers de la métallurgie.	0	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1
Sous - le - Bois (Nord)....	Mécaniciens de France..	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tourcoing.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	3	1	"	"	"	"	"	"
Thiers.....	Monteurs en coutellerie..	"	"	"	"	"	"	"	"	32	0	"	"
Pau.....	Serruriers-mécaniciens..	3	1	1	"	"	"	"	1	0	"	"	"
Perpignan.....	Id.....	20	0	"	"	22	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Maréchaux ferrants.....	14	0	"	"	12	0	"	"	12	2	1	"
Id.....	Plombiers, ferblantiers, zingueurs.....	"	"	"	"	10	0	"	"	"	"	"	"
Sarlat.....	Boîtiers.....	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"	"
Lyon.....	Electriciens.....	"	"	"	"	3	1	"	1	"	"	"	"
Id.....	Ferblantiers-zingueurs..	"	"	"	"	50	8	5	4	10	0	"	"
Id.....	Ouvriers de la bijouterie.	"	"	"	"	4	"	2	"	"	"	"	"
Paris.....	Tourneurs - décolleteurs sur métaux.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	4	10	"
Id.....	Ouvriers de la métallurgie	"	"	"	"	"	"	"	"	15	10	8	2
Id.....	Chefs de service et contre- maîtres des industries métallurgiques.....	16	12	4	"	9	23	2	"	10	16	6	"
Id.....	Ouvriers en instruments de précision.....	14	12	14	"	16	"	16	"	32	17	24	1
Id.....	Ouvriers en instruments de musique.....	4	5	"	"	"	"	"	"	3	3	3	"
Id.....	Tourneurs-roboticiens....	7	2	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en instruments de médecine.....	"	"	"	"	11	7	7	"	"	"	"	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENT. (Suite.)													
Rosendaël	Peintres.....	19	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes ..	Couvreurs-zingueurs ..	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Hermes	Ouvriers du bâtiment ..	4	1	"	1	2	"	1	"	"	"	"	"
Perpignan	Taillleurs de pierre	1	1	"	"	3	1	"	"	5	1	"	"
Id.	Peintres et ouvriers des arts décoratifs.....	6	1	1	"	15	0	"	"	10	1	1	"
Paris.....	Ouvriers de la maçonnerie	"	"	"	"	"	"	"	"	300	18	"	15
Id.....	Ouvriers du bâtiment....	"	"	"	"	"	"	"	"	9	6	6	"
Id.....	Peintres du 1 ^{er} arrondis..	22	3	"	"	21	8	"	8	17	9	"	9
Id.....	Peintres en bâtiment....	247	78	"	59	375	25	"	47	174	45	"	72
Id.....	Plombiers, tourneurs, zingueurs.....	65	28	"	28	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Fumistes en bâtiment....	127	16	"	"	"	"	"	"	150	12	"	"
Id.....	Sculpteurs-modèleurs....	4	0	"	"	4	0	"	"	"	1	"	"
Id.....	Paveurs en bois, béton- niers.....	"	"	"	"	38	21	8	13	"	"	"	"
Id.....	Employés et ouvriers du métropolitain.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	0	"	"
Champigny-sur- Marne.....	Bâtiment.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	"	"	2
Levallois-Perret	Peintres en bâtiment....	7	3	"	3	4	5	"	4	"	"	"	"
Le Havre.....	Couvreurs, plombiers, zingueurs.....	"	"	"	"	8	0	"	"	8	0	"	"
Rouen.....	Peintres en bâtiment....	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Elbeuf.....	Id.....	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Fontainebleau..	Ouvriers du bâtiment....	6	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Mantes.....	Maçons.....	"	"	"	"	45	0	"	"	"	"	"	"
Mendon.....	Ouvr. de la maçonn., de la pierre et terrassiers.	22	"	15	6	11	2	1	5	"	"	"	"
Castres.....	Maçons et ailleurs de pierres, etc.....	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Mazamet.....	Ouvriers en bâtiment....	42	"	14	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Maçons et cimentiers....	13	0	"	"	3	1	"	1	10	0	"	"
Rabastens.....	Maçons et charpentiers..	4	0	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Lavaur.....	Maçons.....	"	"	"	"	2	0	"	"	2	0	"	"
Montauban....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7	2	2	"
Draguignan....	Id.....	"	"	"	4	"	"	"	4	"	"	"	2
Poitiers.....	Ouvriers en bâtiment....	"	"	"	"	"	"	"	"	45	0	"	"
TOTAL.....		(38 synd.)	34	123		(26 synd.)	10	57		(26 synd.)	12	107	
TRAVAIL DES TERRES ET PIERRES AU FEU.													
Saint-Jean-de- Maurienne..	Ouvriers de plâtriers....	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Biseautiers, argentiers et polisseurs de glaces...	5	5	3	2	"	"	"	"	8	8	6	2
Id.....	Verriers.....	"	"	"	"	40	0	"	"	"	"	"	"
Limoges.....	Ouvrières de la peinture céramique.....	"	"	"	"	20	0	"	"	13	0	"	"
TOTAL.....		(1 synd.)	3	2		(3 synd.)	"	"		(2 synd.)	6	2	
MANUTENTION ET TRANSPORTS.													
Nice.....	Ouvriers du port.....	"	"	"	"	"	"	"	"	600	200	100	150
Menton.....	Débardeurs du port....	"	"	"	"	50	0	"	"	30	0	"	"
Vals-les-Bains..	Terrassiers et manœuvres des eaux minérales...	"	"	"	"	"	"	"	"	15	0	"	"
Narbonne.....	Charretiers.....	10	1	1	8	"	4	1	3	"	"	"	"
Marseille.....	Charretiers, camionneurs et chargeurs.....	5	2	"	2	"	"	"	"	16	4	"	4
Id.....	Contrôl. des railways...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	15	"
Bédarieux.....	Charretiers, maçons, plâ- triers et tail. de pierres.	105	0	"	"	"	20	"	"	"	"	"	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
MANUTENTION ET TRANSPORTS. (Suite.)													
Nantes.....	Camionneurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Id.....	Id.....	8	0	"	"	7	0	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Cochers.....	"	"	"	"	5	"	1	2	8	5	5	"
Nancy.....	Garçons de magasin, li- vres.....	1	1	1	"	4	2	"	"	2	"	1	"
Montceau - les- Mines.....	Bateliers de la Cie des mines de Blanz.....	"	"	"	"	"	"	"	"	37	0	"	"
Paris.....	Ouv. et empl. du ch. de fer métropolitain.....	15	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Id. (rue d'Avron).....	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Laveurs de voitures.....	22	"	10	50	25	"	18	"	"	"	"	"
Id.....	Mécaniciens, chauffeurs, électriciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	85	29	17	12
Rouen.....	Chauffeurs et mécaniciens de la Marine.....	75	0	"	"	75	0	"	"	78	0	"	"
Toulon.....	Charretiers-camionneurs..	"	"	"	"	100	0	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Mécaniciens brevetés de la Marine.....	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....		(9 synd.)	15	62	(9 synd.)	20	5	(12 synd.)	138	166			
EMPLOYÉS DE COMMERCE.													
Saint-Quentin..	Comptables et employés de commerce.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	"	2	"
Carcassonne...	Id.....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Employés indépendants.....	15	6	4	1	19	8	3	2	13	6	4	7
Id.....	Sténographes de com- merce.....	7	2	2	"	3	7	3	"	10	9	9	"
Id.....	Comptables professionnels (Association).....	"	"	"	"	5	1	"	"	2	2	1	"
Dijon.....	Employés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	"	3	"
Besançon.....	Employés en pharmacie et droguerie.....	"	"	"	"	2	"	1	"	"	"	"	"
Nîmes.....	Voyageurs et représen- tants de commerce....	9	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Comptables.....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés des deux sexes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"
Bordeaux.....	Employés de l'épicerie et droguerie.....	42	22	22	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Dessinateurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	1	"
Pézenas.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	2	0	"	"	2	0	"	"
Tours.....	Employés de commerce des deux sexes.....	"	"	"	"	23	"	8	"	"	"	"	"
Dax.....	Employés de commerce..	1	0	"	"	1	0	"	"	1	0	"	"
Nantes.....	Dessinateurs du bâtiment et de l'industrie.....	3	"	1	1	1	"	1	"	"	"	"	4
Saint-Nazaire..	Dessinateurs.....	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Châlons - sur- Marne.....	Employés.....	4	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Id.....	5	0	"	"	4	0	"	"	6	3	3	"
Chaumont....	Employés et employées de commerce d'industrie et voyageurs.....	2	0	"	"	"	"	"	"	3	2	1	"
Nancy.....	Employés de commerce et comptables.....	1	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Hermes.....	Employés du département de l'Oise.....	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Tarbes.....	Employés de commerce..	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Dessinateurs.....	15	4	"	4	16	"	5	8	11	"	1	8
Id.....	Sténograp. commerciaux.....	2	1	1	"	2	5	"	"	3	7	"	6
Paris.....	Union des voyag. du cycle et de l'automobile.....	2	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
EMPLOYÉS DE COMMERCE. (Suite.)													
Paris	Union des comptables...	27	12	4	2	30	14	6	1	31	12	5	"
Id.....	Union fraternelle des em- ployés.....	4	1	1	"	2	3	2	"	4	5	2	"
Id.....	Employés du commerce et de l'industrie.....	100	163	39	4	112	220	76	"	122	232	56	4
Id.....	Alliance sténographique.	2	14	2	"	4	20	3	"	8	14	6	"
Id.....	Employés de la Bourse du commerce.....	18	1	1	"	"	"	"	"	11	5	5	"
Id.....	Clercs d'huissiers de la Seine.....	7	3	5	"	5	1	2	"	5	2	5	"
Id.....	Dames sténographes....	6	8	6	"	10	5	"	1	"	"	"	"
Id.....	Commis et maçonnerie....	7	4	4	"	"	"	"	"	15	5	6	"
Id.....	Dessinateurs en broderies.	"	"	"	"	10	4	4	"	"	"	"	"
Saint-Denis...	Employés.....	"	"	"	"	318	205	205	"	141	56	56	"
Versailles....	Id.....	8	2	2	"	2	22	10	"	8	4	4	"
Abbeville....	Commis aux écritures, em- ployés de commerce....	1	0	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Employés en quincail- lerie.....	1	1	1	"	3	1	1	"	"	"	"	"
Constantine...	Employés de commerce..	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....		(30 synd.)		104	13	(22 synd.)		329	13	(23 synd.)		171	29

COIFFEURS.

Nice.....	Coiffeurs.....	32	17	17	43	43	25	22	62	33	2	2	23
Narbonne....	Id.....	5	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille....	Patrons et ouvriers coif- feurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	43	45	43	112
Cette.....	Coiffeurs.....	8	5	5	13	5	0	"	"	7	1	1	3
Nantes.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	50	"	50	20
Tarbes.....	Id.....	"	"	"	"	2	3	2	"	2	3	2	"
Perpignan...	Id.....	5	3	3	"	10	5	5	"	"	"	"	"
Lyon.....	Id.....	39	12	"	37	"	"	"	"	25	25	15	10
Macon.....	Id.....	4	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Mans.....	Id.....	"	"	"	"	7	9	9	4	19	25	25	4
Paris.....	Association professionnelle de la coiffure (mixte).	"	"	30	55	"	"	40	200	50	20	20	56
Id.....	Coiffeurs (La Solidarité)	"	"	"	"	100	"	60	100	45	18	10	90
Montauban...	Coiffeurs.....	"	"	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....		(8 synd.)		59	151	(7 synd.)		138	366	(9 synd.)		168	318

GENS DE MAISON.

Carcassonne...	Gens de maison.....	2	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux....	Id.....	58	65	24	3	54	116	27	6	71	97	19	4
Paris.....	Gens de maison (rue des Petits-Carreaux).....	"	"	"	"	"	"	"	"	271	189	162	9
Id.....	Gens de maison (rue Ma- tignon).....	35	24	16	4	38	68	23	12	55	55	22	12
Id.....	Employés d'hôtels des deux sexes.....	"	20	15	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Syndicat ménager de Pa- ris-Ouest.....	"	"	"	"	4	8	2	"	"	"	3	"
TOTAUX.....		(4 synd.)		55	9	(3 synd.)		52	18	(4 synd.)		206	25

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.	en extra.			à demeure en extra.	en extra.				
DIVERS.													
S ^t -Quentin. . .	Chauffeurs-conducteurs. . .	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille . . .	Chauffeurs, conducteurs- mécaniciens - automobi- listes.	"	"	"	1	5	1	1	1	"	"	"	"
Id.	Enseignement primaire laïque (mixte)	2	1	1	"	"	"	"	"	2	2	2	"
Bordeaux. . . .	Élèves et étudiants en pharmacie	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Préparateurs en pharma- cie.	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	2	"
Saint-Étienne.	Aides pharmaciens.	5	6	2	3	2	5	2	"	1	6	1	"
Paris.	Artistes	"	"	"	"	"	"	"	"	35	15	"	"
Id.	Artistes lyriques	98	21	"	13	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Artistes dramatiques	52	20	"	"	48	22	"	"	300	30	8	"
Id.	Association profession- nelle des artistes musi- ciens	15	10	10	"	"	"	"	"	170	160	160	"
Id.	Artistes musiciens	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	69
Id.	Instituteurs libres	5	4	2	1	7	4	1	1	6	3	2	"
Id.	Instituteurs privés	"	"	"	"	"	"	"	"	12	8	8	"
Id.	Membres et employés de l'enseignement privé.	7	2	2	"	3	3	1	2	11	3	2	"
Id.	Professeurs de l'enseigne- ment libre de France et de l'étranger.	8	11	8	3	7	9	8	1	3	5	3	2
Id.	Chauffeurs, conducteurs- mécaniciens, automobi- listes	4	1	1	"	5	1	1	2	2	1	1	1
Id.	Préparateurs en pharma- cie.	"	"	"	"	"	"	"	"	72	28	39	16
Le Havre. . . .	Aides pharmaciens de la Seine-Inférieure et de la Normandie.	6	4	"	4	"	"	"	"	6	4	4	0
Amiens	Préparateurs en pharma- cie.	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bône.	Élèves et aides en phar- macie.	"	"	"	"	1	0	"	"	1	0	"	"
TOTAUX.		(14 synd.)	251	25	(8 s. nd.)	14	7	(15 synd.)	227	90			
TOTAUX GÉNÉRAUX.		(305 synd.)	2,013	8,211	(284 synd.)	2,359	7,600	(306 synd.)	2,698	6,277			

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mai 1906, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 37 syndicats patronaux comptant 2,064 membres;
- 58 syndicats ouvriers comptant 7,474 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 1 bourse du travail;

et de la dissolution de :

- 24 syndicats patronaux comptant 752 membres;
- 52 syndicats ouvriers comptant 3,637 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 159 membres.
- 1 union de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

16 en mai, 28 en avril, 18 en mars, 8 en février, 6 en janvier et 21 antérieurement au 1^{er} janvier 1906. Total : 97.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [18 février 1906]. — Chambre syndicale des **horlogers**, bijoutiers orfèvres du département de l'Aisne (60 membres). Siège social : rue de la Sellerie, 17, SAINT-QUENTIN.

Alpes-Maritimes [13 avril 1906]. — Syndicat des gérants de débits de **tabac** des Alpes-Maritimes (31 membres). Siège social : avenue de la Gare, 49, NICE.

Aude [2 1903]. — Syndicat professionnel **horticole** de Carcassonne (62 membres). Siège social : rue des Jardins, CARCASSONNE. — [13 janvier 1906]. — Syndicat départemental des **médecins** de l'Aude (183 membres). Siège social : rue Barbaroux, 111, CARCASSONNE. — [19 avril 1906]. — Chambre syndicale de la **boucherie** et charcuterie de Narbonne et de l'arrondissement (17 membres). Siège social : café de Paris, rue du Pont, NARBONNE. — [1^{er} février 1906]. — Syndicat de la **tonnellerie** de l'Aude et des Pyrénées-Orientales (36 membres). Siège social : avenue de l'Hérault, 4, NARBONNE.

Aveyron [30 juin 1905]. — Chambre syndicale de la **ganterie** de Millau (22 membres). Siège social : Hôtel de ville, MILLAU.

Bouches-du-Rhône [11 mai 1906]. — Syndicat des patrons **charpentiers** de la ville de Marseille (22 membres). Siège social : brasserie du Chapitre, MARSEILLE.

Doubs [6 avril 1906]. — Syndicat des agents généraux des compagnies d'assurances de l'arrondissement de Besançon, à primes fixes contre l'incendie (3 membres). Siège social : BESANÇON. — [30 avril 1906]. — Syndicat d'élevage de Montperreux (25 membres). Siège social : MONTPERREUX.

Gard [1^{er} février 1905]. — Syndicat des agents généraux du département du Gard des Compagnies anonymes françaises d'assurances à primes fixes, incendie, vie, grêle et accidents (48 membres). Siège social : rue Pradier, 8, NÎMES. — [14 décembre 1905]. — Syndicat de l'épicerie du département du Gard (30 membres). Siège social : rue des Halles, 4, NÎMES.

Gironde [27 mars 1906]. — Syndicat bordelais du commerce des caoutchoucs (41 membres). Siège social : BORDEAUX. — [1^{er} mai 1906]. — Chambre syndicale des facteurs municipaux agréés aux halles de Bordeaux (10 membres). Siège social : place des Capucines, 56, BORDEAUX.

Indre-et-Loire [26 mai 1906]. — Syndicat des laiteries industrielles de la Touraine (19 membres). Siège social : place du Palais, 7, TOURS.

Loire-Inférieure [25 février 1906]. — Syndicat des producteurs de lait de Saint-Julien, de Concelles, Basse-Goulaine et des communes limitrophes (422 membres). Siège social : Mairie, BASSE-GOULAINE. — [25 mars 1906]. — Union maraîchère nantaise (6 membres). Siège social : maison Bardoul, rue de Clisson, NANTES.

Loiret [12 février 1906]. — Chambre syndicale des architectes de la ville d'Orléans et du département du Loiret (3 membres). Siège social : Chambre de commerce, ORLÉANS.

Marne [8 mai 1906]. — Syndicat dentaire du Nord-Est (16 membres). Siège social : rue Tronsson-du-Coudray, 2, REIMS.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} janvier 1906]. — Chambre syndicale des jardiniers-producteurs, maraîchers de Lunéville et des environs (68 membres). Siège social : rue de Villers, 1, LUNÉVILLE. — [24 février 1906]. — Syndicat des agents généraux d'assurances contre l'incendie du département de Meurthe-et-Moselle (40 membres). Siège social : rue Dom-Calmet, 1, NANCY.

Morbihan [8 avril 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment de Lorient et des environs (65 membres). Siège social : cours des Quais, 18, LORIENT. — [10 avril 1906]. — Syndicat lorientais des négociants des quais (24 membres). Siège social : Chambre de commerce, quai Rohan, LORIENT.

Nord [1^{er} janvier 1906]. — Chambre syndicale des débitants de tabac de Lille et environs (55 membres). Siège social : rue Jean-Roisin, 17, LILLE.

Pyrénées-Orientales (23 avril 1906). — Union syndicale des limonadiers et débitants du département des Pyrénées-Orientales (200 membres). Siège social : Hôtel de ville, PERPIGNAN.

Rhône [8 janvier 1906]. — Chambre syndicale des fabricants de corsets de Lyon (12 membres). Siège social : rue de la Poulaille, 2, LYON. — [23 mars 1906]. — Syndicat du commerce des fers, métaux, machines-outils et ferronnerie (120 membres). Siège social : rue du Bât-d'Argent, 1, LYON. — [2 mars 1906]. — Syndicat des négociants en marchandises et matériel d'occasion de la ville de Lyon et de la banlieue (40 membres). Siège social : place de l'Hôpital, 2, LYON.

Saône-et-Loire [1^{er} mai 1906]. — Syndicat des horlogers de Saône-et-Loire (85 membres). Siège social : rue du Châtelet, 29, CHALON-SUR-SAÔNE.

Seine [15 mai 1906]. — Union syndicale des **charcutiers** (20 membres). Siège social : rue Montmartre, 15, PARIS-1^{er}. — [19 avril 1906]. — Syndicat des **commissionnaires** en fonds de boucherie (16 membres). Siège social : rue des Deux-Écus, 23, PARIS-1^{er}. — [25 avril 1906]. — Chambre syndicale de la **ferblanterie**, de la tôlerie et de la cuivrierie pour automobiles (18 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, Paris-10^e. — [19 mai 1906]. Syndicat des négociants en gros en accessoires de **pharmacie** (9 membres). Siège social : place des Vosges, 9, PARIS-4^e. — [14 mars 1906]. — Syndicat des représentants et voyageurs en **alimentation** de la région de Paris (30 membres). Siège social : rue Chevreul, 11, SAINT-MAUR-DES-FOSSES.

Tarn [8 avril 1906]. — Syndicat de défense commerciale des marchands **épiciers** au détail de Castres et des environs (111 membres). Siège social : rue Henri-IV, 26, CASTRES.

Alger [15 avril 1906]. — Syndicat des entrepreneurs de **camionnage** (45 membres). Siège social : rue de Lyon, 24, ALGER. — [26 mai 1905]. — Syndicat des patrons réunis (**voitures de place**) [56 membres]. Siège social : rue de Constantine, 4, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [23 mars 1906]. — Union syndicale et amicale des artistes **musiciens** de Saint-Quentin (42 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-QUENTIN. — [11 février 1906]. — Syndicat des travailleurs du **bois** et parties s'y rattachant (110 membres). Siège social : VILLERS-COTTERETS.

Allier [1^{er} avril 1906]. — Syndicat des travailleurs de la **terre** de Besson (36 membres). Siège social : Besson. — [21 février 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **cultivateurs** et agriculteurs de la commune de Gennetines (37 membres). Siège social : GENNETINES. — [27 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'**ameublement** et similaires (38 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTLUÇON. — [22 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'**habillement** de Montluçon (249 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTLUÇON.

Alpes-Maritimes [13 avril 1906]. — Syndicat international des employés d'**hôtels**, limonadiers, restaurateurs et parties similaires de la ville de Cannes (? membres). Siège social : rue Rostan, 12, CANNES (*reconstitution*).

Aude [22 janvier 1906]. — Syndicat indépendant des ouvriers **agricoles** de Bages (25 membres). Siège social : BAGES. — [octobre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs** de la ville de Carcassonne (24 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE (*reconstitution*). — [4 mars 1906]. — Syndicat de l'union indépendante des **maçons-plâtriers** et tailleurs de pierre réunis de la ville de Narbonne (25 membres). Siège social : rue Émile-Zola, NARBONNE. — [26 février 1906]. — Syndicat des ouvriers **agriculteurs** de Saint-Frichoux (20 membres). Siège social : Mairie, SAINT-FRICHOUX.

Aveyron [1^{er} juillet 1905]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Millau (35 membres). Siège social : Maison du peuple, MILLAU. — [1^{er} juin 1905]. — Syndicat mixte et indépendant des **tanneurs-corroyeurs** et parties similaires de Millau (60 membres). Siège social : Maison du Peuple, MILLAU.

Bouches-du-Rhône [1^{er} avril 1906]. — Syndicat de l'aiguille arlésienne (**habillement**) [106 membres]. Siège social : rue du Port, 25, ARLES. — [13 mai 1906]. — Syndicat international des ouvriers et ouvrières de la **vermicellerie** et parties similaires de Marseille (65 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Charente [3 décembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **tuiliers-céramistes** (14 membres). Siège social : BOUTIERS.

Cher [4 avril 1906]. — Chambre syndicale des **charretiers** de Bourges (80 membres).

Siège social : Bourse du travail, **BOURGES**. — [25 mars 1906]. — Syndicat des ouvriers **chaufourniers**, carriers, bluteurs et travaux similaires de Jouet-sur-l'Aubois (43 membres).
Siège social : JOUET-SUR-L'AUBOIS. — [25 mars 1906]. — Syndicat des ouvriers **chaufourniers**, carriers, bluteurs et travaux similaires de Torteron (60 membres). **Siège social :** TORTERON. — [1^{er} mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **carriers**, terrassiers et travaux similaires (31 membres). **Siège social :** VALLENAY.

Côtes-du-Nord [1^{er} mars 1906]. — Chambre syndicale des **employés** et voyageurs de commerce et parties similaires des deux sexes de la ville de Saint-Brieuc (? membres). **Siège social :** Bourse du travail, SAINT-BRIEUC.

Drôme [15 avril 1906]. — Chambre syndicale des travailleurs du **gaz** de Valence et Bourg-les-Valence (23 membres). **Siège social :** Bourse du travail, VALENCE.

Hérault [12 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux ferrants** de Montpellier (19 membres). **Siège social :** Bourse du travail, MONTPELLIER.

Ile-et-Vilaine [23 mars 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Rennes (48 membres). **Siège social :** Bourse du travail, RENNES. — [13 mai 1906].
 Chambre syndicale des ouvriers **manœuvres** de Rennes (60 membres). **Siège social :** Bourse du travail, RENNES.

Isère [2 janvier 1905]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers du **tissage** mécanique lyonnais et de la région (section de Voiron) [2,000 membres]. **Siège social :** Bourse du travail, VOIRON.

Loiret [25 mars 1906]. — Syndicat des **jardiniers** de Montargis (? membres). **Siège social :** café du Théâtre, place du Pâtis, MONTARGIS.

Lot-et-Garonne [4 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés du **gaz** (22 membres). **Siège social :** Bourse du travail, AGEN.

Marne [21 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **vignerons** champenois (51 membres). **Siège social :** rue d'Herbès, 1, AY.

Marne (Haute-) [27 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **teinturiers** et manœuvres (41 membres). **Siège social :** Bourse du travail, CHAUMONT.

Meurthe-et-Moselle [29 juin 1905]. — Association syndicale et professionnelle des ouvriers de la société de Senelle-Maubeuge (**métallurgie**) [210 membres]. **Siège social :** HERSERANGE. — [19 mai 1905]. — Association syndicale et professionnelle des ouvriers **métallurgistes** et mineurs de la société des aciéries de Longwy (1,700 membres). **Siège social :** LONGVILLÉ. — [7 juillet 1905]. — Association syndicale et professionnelle des ouvriers de la société des **faïenceries** de Longwy (300 membres). **Siège social :** LONGWY-BAS. — [24 juillet 1905]. — Association syndicale et professionnelle des ouvriers de la société F. de Saintignon et C^e de Longwy-Bas (**métallurgie**) [172 membres]. **Siège social :** LONGWY-BAS. — [7 juillet 1905]. — Association syndicale et professionnelle des ouvriers de la société des produits **réfractaires** de Longwy-Bas (134 membres). **Siège social :** LONGWY-BAS. — [1^{er} février 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et charpentiers de Nancy (74 membres). **Siège social :** rue Clodion, 6, NANCY. — [7 juillet 1905]. — Association syndicale et professionnelle des ouvriers **métallurgistes** et mineurs de la société des hauts fourneaux de Saulnes (180 membres). **Siège social :** SAULNES.

Morbihan [23 avril 1906]. — Syndicat des **marins-pêcheurs** locmiquélicains (? membres). **Siège social :** Locmiquélic, commune de RIANTEC.

Nièvre [12 novembre 1905]. — Syndicat des **bûcherons** de Cervon (115 membres). **Siège social :** Mairie, CERVON.

Nord [15 avril 1906]. — Chambre syndicale des garçons **boulangers** de la ville de Cambrai (30 membres). Siège social : Grande rue Saint-Martin, 8, CAMBRAI.

Oise [3 juin 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de l'arrondissement de Compiègne (45 membres). Siège social : rue de Montataire, 1, CREIL.

Pyrénées-Orientales [10 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **espadrilleurs** et trépointeurs de la commune de Lamanère (51 membres). Siège social : Mairie, LAMANÈRE.

Rhône [24 mars 1906]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'ornement d'église (160 membres). Siège social : rue Romain, 18, LYON. — [15 décembre 1905]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **sparterie** et similaires de Lyon et de la région (280 membres). Siège social : cours Morand, 39, LYON. — [1^{er} mars 1906]. — Syndicat des ouvriers **tulistes** en dentelle de Lyon (90 membres). Siège social : place de la Croix-Rousse, 3, LYON.

Savoie [1^{er} avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** d'Ugine (55 membres). Siège social : UGINE.

Seine [20 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **souffleurs**, rodeurs, graveurs sur verre (12 membres). Siège social : quai d'Asnières, 105, ASNIÈRES. — [28 mai 1906]. — « Syndicat jaune » des employés du **Bazar** de l'Hôtel-de-Ville (17 membres). Siège social : rue Dareau, 68 bis, PARIS-14^e. — [19 mai 1906]. — Chambre syndicale des **enduseurs** français du département de la Seine (20 membres). Siège social : rue du Roi-de-Sicile, 62, PARIS-4^e. — [1^{er} mai 1906]. — Chambre syndicale professionnelle des **mécaniciens-électriciens** et parties similaires de la Seine (140 membres). Siège social : rue Lamarck, 80, PARIS-18^e. — [25 mars 1906]. — Syndicat ouvrier de l'**orfèvrerie** et parties similaires (2 membres). Siège social : rue de la Boulangerie, 15, SAINT-DENIS.

Seine-Inférieure [21 mars 1906]. — Chambre syndicale des similaires-**verriers** du Vieux-Rouen-sur-Bresle (30 membres). Siège social : VIEUX-ROUEN-SUR-BRESLE.

Seine-et-Marne [11 mars 1906]. — Chambre syndicale ouvrière des **carriers** et parties s'y rattachant (70 membres). Siège social : route de Montereau, 121, NEMOURS. — [8 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **diamantaires** de Nemours (44 membres). Siège social : rue Paul-Jozon, 1, NEMOURS.

Seine-et-Oise [27 janvier 1906]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires de Sèvres et environs (24 membres). Siège social : Hôtel de ville, SÈVRES. — [28 mars 1906]. — Syndicat professionnel des ouvriers **jardiniers** de Sèvres et Ville-d'Avray (38 membres). Siège social : Hôtel de ville, SÈVRES.

Tarn [8 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers des **chaux** et ciments de la ville d'Albi et du département du Tarn (122 membres). Siège social : Bourse du travail, ALBI.

Vienne (Haute-) [1^{er} avril 1906]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Bellac (7 membres). Siège social : rue du Coq, BELLAC.

3° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [16 avril 1906]. — Syndicat général des **détaillants** des pavillons des halles centrales de Paris (6 syndicats adhérents). Siège social : rue Vauvilliers, 47, PARIS-1^{er}.

4° BOURSE DU TRAVAIL.

Allier [15 mai 1905]. — Bourse du travail de Vichy (17 syndicats adhérents). Siège

social : place de la République, 12, VICHY (se confond avec la Fédération des syndicats ouvriers de Vichy).

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [1^{er} novembre 1894]. — Chambre syndicale des **coiffeurs** de Montluçon (17 membres). Siège social : boulevard de Courtais, 52, MONTLUÇON.

Aude [19 mars 1898]. — Syndicat des **minotiers** du département de l'Aude (14 membres). Siège social : Café de la Bourse, rue des Halles, CARCASSONNE. — [28 janvier 1905]. — Syndicat professionnel des **vendeurs** agricoles de l'Aude (50 membres). Siège social : Hôtel de ville, CARCASSONNE. — [2 décembre 1884]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Narbonne (45 membres). Siège social : Café Paris, rue du Pont, NARBONNE. — [6 avril 1905]. — Syndicat des représentants et courtiers en **farines** (22 membres). Siège social : Café Not, cours de la République, NARBONNE. — [26 mars 1903]. — Syndicat des négociants en **vins** de l'arrondissement de Narbonne vendant exclusivement au commerce de gros (50 membres). Siège social : rue Tonnellerie, 5, NARBONNE.

Ardèche [25 juillet 1890]. — Syndicat des batteurs de **blé** d'Annonay (6 membres). Siège social : rue de la Vallée, 9, ANNONAY. — [10 mars 1900]. — Chambre syndicale des **hôteliers**, restaurateurs, limonadiers, débitants et négociants en vins et spiritueux du département de l'Ardèche (74 membres). Siège social : hôtel Imbert Clément, PRIVAS.

Calvados [22 janvier 1903]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **peinture** et de vitrerie de la ville de Caen (15 membres). Siège social : rue de Vaucelles, 82, CAEN. — [16 janvier 1900]. — Syndicat des **coiffeurs** et parfumeurs des arrondissements de Lisieux et de Pont-l'Évêque (41 membres). Siège social : Hôtel de ville, LISIEUX. — [1^{er} août 1899]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** de Trouville-Deauville (30 membres). Siège social : Mairie, TROUVILLE-SUR-MER.

Charente [20 juin 1900]. — Syndicat des négociants en **épicerie** et droguerie de la ville d'Angoulême (14 membres). Siège social : rue de Limoges, 3, ANGOULÊME. — [7 février 1904]. — Chambre syndicale des maîtres-**imprimeurs** typographes et lithographes du département de la Charente (16 membres). Siège social : avenue Gambetta, 64, ANGOULÊME. — [7 janvier 1886]. — Chambre syndicale du commerce en gros des **vins** et spiritueux d'Angoulême (24 membres). Siège social : port de l'Houmeau, 95, ANGOULÊME.

Côte-d'Or [3 mai 1899]. — Syndicat des constructeurs **mécaniciens**, fondeurs et industriels métallurgistes de Dijon (25 membres). Siège social : Bourse du commerce, DIJON.

Doubs [24 juin 1902]. — Chambre syndicale des patrons de **cafés** et cafés-brasseries de Besançon (32 membres). Siège social : café de la Bourse, BESANÇON. — [1^{er} juillet 1902]. — Syndicat des **maraîchers** des Chaprais (40 membres). Siège social : BESANÇON. — [8 novembre 1900]. — Chambre syndicale des entrepreneurs en **bâtiments** de la ville de Montbéliard et de son arrondissement (23 membres). Siège social : rue de Belfort, 55, MONTBÉLIARD.

Gard [25 septembre 1901]. — Syndicat des **camionneurs**, loueurs de voitures, laitiers et toutes autres personnes occupant industriellement des chevaux (92 membres). Siège social : rue Nationale, 8, Nîmes. — [29 septembre 1904]. — Syndicat des **charbonniers** de la ville de Nîmes (29 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [17 mars

1898]. — Société **vétérinaire** du Gard (22 membres). Siège social : à la Préfecture, NÎMES. [2 avril 1903]. — Syndicat des loueurs de **voitures** et entrepreneurs de transports publics du département du Gard (36 membres). Siège social : buvette du Printemps, NÎMES.

Seine [5 novembre 1902]. — Syndicat d'initiative pour la vulgarisation des **machines** agricoles de fabrication française (20 membres). Siège social : rue Bonaparte, 80, PARIS-6°.

Seine-et-Oise [2 mai 1901]. — Syndicat des ouvriers **tisseurs** de Persan (15 membres). Siège social : Mairie, PERSAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [27 janvier 1903]. — Chambre syndicale des **musiciens** de bals de Moulins (11 membres). Siège social : boulevard de Courtais, MOULINS. — [15 juin 1904]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de la commune de Saint-Pourçain-sur-Sioule (20 membres). Siège social : café Masson-Moreau, SAINT-POURÇAIN-SUR-SIOULE. — [17 mai 1899]. — Union syndicale des ouvriers **menuisiers**, ébénistes et parties similaires de Vichy (21 membres). Siège social : avenue des Célestins, 99, VICHY.

Aude [2 février 1904]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Blomac (65 membres). Siège social : café Tesseyie, BLOMAC. — [1^{er} février 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **camionneurs** et charretiers (21 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [18 juin 1905]. — Syndicat des ouvriers **camionneurs** et charretiers de Carcassonne (90 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [28 juillet 1903]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Carcassonne (28 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [15 août 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers de la partie des **cuirs** et peaux (12 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [2 juillet 1904]. — Syndicat des **commis-épiciers** (14 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [8 mai 1904]. — Syndicat des ouvriers **ferblantiers**, plombiers-zingueurs de Carcassonne (25 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [21 mars 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **limonadiers**, restaurateurs et assimilés de Carcassonne (17 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [1^{er} février 1900]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** (10 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — [31 janvier 1904]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Douzens (61 membres). Siège social : café Lautier, DOUZENS. — [21 janvier 1905]. — Syndicat des employés des **tramways** à vapeur de l'Aude (109 membres). Siège social : Mairie, LÉZIGNAN. — [29 janvier 1904]. — Syndicat des travailleurs **agricoles** de Luc-sur-Orbieu (50 membres). Siège social : LUC-SUR-ORBIEU. — [9 avril 1900]. — Syndicat des ouvriers **cordonniers** de Narbonne (12 membres). Siège social : Hôtel de ville, NARBONNE. — [2 mars 1904]. — Syndicat professionnel des ouvriers **maréchaux ferrants** de la ville de Narbonne et des environs (20 membres). Siège social : bar des Corbières, boulevard Voltaire, NARBONNE. — [20 janvier 1904]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de La Palme (85 membres). Siège social : café Inaudy, LA PALME. — [22 avril 1904]. — Syndicat des ouvriers **manœuvres** des mines de Salsigues (22 membres). Siège social : SALSIGUES. — [24 janvier 1904]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Ventenac-d'Aude (80 membres). Siège social : VENTENAC-D'AUDE.

Charente [26 septembre 1898]. — Syndicat des ouvriers **ferblantiers**, plombiers, zingueurs et similaires d'Angoulême (21 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME. — [1^{er} janvier 1900]. — Syndicat des ouvriers **sabotiers** d'Angoulême (14 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME. — [1^{er} juin 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Cognac (18 membres). Siège social : Bourse du travail, COGNAC. — [15 septembre 1900]. — Syndicat des **tisseurs** en métaux de la Couronne (14 membres). Siège social : LA COURONNE.

Cher [23 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et ouvriers agricoles de Blancfort (40 membres). Siège social : BLANCFORT. — [5 mars 1904]. — Chambre syndicale du personnel civil libre du dépôt de matériel d'**artillerie** de Bourges (67 membres). Siège

social : Bourse du travail, BOURGES. — [1^{er} octobre 1904]. — Chambre syndicale des garçons **limonadiers**, restaurateurs, marchands de vins et assimilés du département du Cher (30 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — [26 décembre 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers** et galochiers de Bourges et de la région (15 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — [1^{er} février 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et charpentiers de la ville de Saint-Amand (21 membres). Siège social : rue des Victoires, SAINT-AMAND. — [22 octobre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles** et travaux similaires (22 membres). Siège social : SAINT-AMÉROISE. — [10 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et agricoles de la commune de Savigny-en-Septaine (27 membres). Siège social : SAVIGNY-EN-SEPTAINE. — [18 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles**, bûcherons et similaires de la commune de Vailly (5 membres). Siège social : café Roy, VAILLY. — [2 mars 1903]. — Union syndicale des ouvriers en **bâtiments** et parties similaires de Vierzon (120 membres). Siège social : Bourse du travail, VIERZON. — [20 décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** du canton de Vierzon (28 membres). Siège social : Bourse du travail, VIERZON. — [23 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles**, bûcherons et similaires (20 membres). Siège social : VILLEGENON.

Seine [3 mai 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** d'Asnières et de banlieue-ouest (90 membres). Siège social : Hôtel de ville, ASNIÈRES. — [9 janvier 1905]. — Syndicat des **forgerons** et frappeurs en voitures (115 membres). Siège social : Bourse du travail, LEVALLOIS-PERRET. — [7 juillet 1903]. — Syndicat des ouvriers **ébénistes** en lavabos et parties similaires (36 membres). Siège social : rue de Charenton, 85, PARIS-12^e. — [17 avril 1896]. — Syndicat des ouvriers fabriquant la toilette anglaise, **ébénistes** (35 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS-10^e. — [8 février 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **fourniers** spécialistes du département de la Seine (140 membres). Siège social : quai des Célestins, 12, PARIS-4^e. — [6 novembre 1901]. — Union syndicale ouvrière des alsaciens-lorrains **limonadiers-restaurateurs** (44 membres). Siège social : rue Poissonnière, 7, PARIS-2^e. — [2 1886]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et aides du département de la Seine (534 membres). Siège social : rue de la Montagne-Sainte-Genève, PARIS-5^e. — [9 septembre 1891]. — Syndicat des ouvriers **maçons**, tailleurs et scieurs de pierre du département de la Seine (383 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS-10^e. (A fusionné avec la Chambre syndicale de la maçonnerie de la pierre et parties similaires du département de la Seine). — [29 janvier 1899]. — « L'amical », syndicat général des ouvriers **maçons** et professions connexes du département de la Seine (365 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS-10^e. — [12 février 1902]. — « Les Égaux », syndicat des ouvriers **maçons** et similaires de la Seine (120 membres). Siège social : boulevard de Belleville, 86, PARIS-20^e. — [1^{er} octobre 1904]. — Syndicat des transporteurs de la **photogravure** (25 membres). Siège social : rue Vercingétorix, 4, PARIS-14^e. — [7 août 1887]. — Chambre syndicale des ouvriers **replanisseurs** de parquets (40 membres). Siège social : rue Vieille-du-Temple, 28, PARIS-4^e. — [1^{er} mai 1900]. — Syndicat national des ouvriers des salles et assimilés des **restaurants** et cafés (134 membres). Siège social : rue Montmartre, 167, PARIS-2^e. — [21 juillet 1901]. — Chambre syndicale ouvrière de la **serrurerie** et cuivrierie pour meubles (49 membres). Siège social : rue de Charonne, 25, PARIS-11^e. — [1^{er} août 1899]. — Syndicat des ouvriers des ateliers de constructions mécaniques et d'entretien des manufactures de **tabacs** (43 membres). Siège social : rue de l'Université, 151, PARIS-7^e. — [15 août 1898]. — Syndicat général des **tailleurs de pierre** et maçons de France (152 membres). Siège social : rue des Grands-Degrés, 5, PARIS-5^e. — [10 septembre 1900]. — Syndicat des **tailleurs de pierres** des cimetières du département de la Seine (77 membres). Siège social : rue du Repos, 23, PARIS-20^e.

3° SYNDICATS MIXTES.

Allier [10 avril 1902]. — Syndicat professionnel des patronnes, employées et ouvrières de l'**habillement**, métiers similaires et connexes (35 membres). Siège social : rue de Berwick, 14, MOULINS.

Corse [20 juin 1905]. — Chambre syndicale des patrons et ouvriers travaillant le **bois**

de la ville d'Ajaccio (59 membres). Siège social : Hôtel de ville, Ajaccio. — [15 mai 1905].
— Syndicat des **cordonniers** sartenais (65 membres). Siège social : salle de la Société de secours mutuels, SARTENE.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [2 1895]. — Union générale des syndicats patronaux des **hôteliers**, restaurateurs, limonadiers et débitants de boissons de France et d'Algérie (15 syndicats adhérents). Siège social : rue Meslay, 41, PARIS-3°.

5° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Doubs [17 juin 1903]. — Union régionale des ouvriers du **bâtiment** de Besançon et de Franche-Comté (2 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, BESANÇON.

Seine [13 février 1904]. — Fédération des travailleurs des deux sexes de l'Administration générale de l'**assistance** publique (2 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, PARIS-10°.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — <i>Compte rendu des séances. — Rapports : Bureaux de placement</i> (M. Thévenet). — <i>Protection des salaires</i> (M. Martelin). — <i>Création d'un office du travail</i> (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
2 ^e SESSION (1892). — <i>Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire</i> (MM. Labeyrie et Delahaye). — <i>Sociétés coopératives de crédit</i> (M. Lyon-Caen). — <i>Habitations ouvrières</i> (M. Siegfried). — <i>Musée d'économie sociale</i> (M. Linder). — <i>Règlements d'atelier</i> (M. Keufer). — <i>Pétition des typographes de Lyon</i> . — 1 vol. in-4° 252 p.....	3 fr.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — <i>Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire</i> (M. Many). — 1 vol. in-4°, 341 p.....	3 fr. 30.
5 ^e SESSION (1895). — <i>Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail</i> (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p.....	2 fr. 25.
6 ^e SESSION (1896). — <i>Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières</i> (M. Paulet). — <i>La question du chômage</i> (MM. Moron, Finance et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p.....	1 fr. 80.
<i>Rapport sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail.</i> — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60.....	Épuisé.
<i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail].</i> 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	1 fr.
7 ^e SESSION (1897). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications</i> (M. Keufer). — <i>Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics.</i> — 1 vol. in-4°, 299 p.....	3 fr.
8 ^e SESSION (1898). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le marchandage</i> (M. Goy). — <i>Note de l'Office du travail sur le marchandage.</i> — 1 vol. in-4°, 127 p.....	1 fr. 80.
9 ^e SESSION (1900). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 525 p. 4 fr. 50.....</i> <i>Les conseils de prud'hommes</i> (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p.....	Épuisé.
<i>Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes</i> (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p.....	3 fr. 60.
10 ^e SESSION (1901). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4° de 175 p. 2 fr. 25.....</i> <i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p.....	1 fr.
<i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest.</i> — 1 broch. in-4°, 28 p.....	Épuisé.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 147 p.....</i> <i>Apprentissage : enquête et documents</i> (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p.....	3 fr.
<i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p.....	1 fr. 80.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 224 p.....</i> <i>Les caisses de chômage.</i> — 1 vol. in-4°, de 148 p.....	4 fr. 50.
<i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p.....	1 fr.
<i>Enquête et documents sur le délat-congé.</i> — 1 vol. in-4°, 104 p.....	2 fr. 70.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 233 p.....</i> <i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondel). — 1 vol. in-4°, 73 p.....	1 fr. 80.
<i>Le délat-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p.....	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 135 p.....</i>	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 168 p.....</i> <i>L'enseignement professionnel</i> (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p.....	2 fr. 25.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

<i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.</i> — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893). 8 fr.....	Épuisé.
<i>Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques.</i> — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).....	1 fr. 50.
<i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.</i> — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr.....	Épuisé.
<i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép. du travail des États-Unis. — Des artels et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.</i> — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 50.....	Épuisé.
<i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1^{er} : Seine.</i> — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893) — <i>Tomes II et III : Départements.</i> — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — <i>Tome IV : Résultats généraux.</i> — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'Etat et chemins de fer.</i> — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896). 1 fr. 50. — <i>Album graphique.</i> — 29 planches in-8° (1897) 4 fr.....	Épuisé.
<i>La petite industrie (salaires, durée du travail). — Tome 1^{er} : L'alimentation à Paris.</i> — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — <i>Tome II : Le vêtement à Paris.</i> — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr.....	Épuisé.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}. (Suite.)

L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers.</i> — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail.</i> — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — <i>En Autriche.</i> — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : <i>Accidents.</i> — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse.</i> — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.....	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.</i> — (1899). — Tome II : <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — (1901). — Tome III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses.</i> — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.</i> — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).....	1 fr. 50.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques.</i> — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. <i>Dénombrement général.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Épuisé.
<i>Dénombrement des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50.....	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé), chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est.</i> — 1 vol. in-4° de 870 p.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle. Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892.</i> — 3 vol. in-8° de 341, 175, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
<i>Années 1893 à 1898.</i> — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr.	Épuisé.
<i>Années 1899 et 1901, 1901, 1902, 1903, 1^{er} volume Mouvement de la population.</i> — 4 vol. in-8° de 113, 289, 105 et 384 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun....	5 fr.
<i>Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 2^e volume : Institutions d'assistance.</i> — 4 vol. in-8° de 211, 105, 103 et 103 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
Annuaire statistique. — Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p. — (Épuisés : années 1886, 1888, et 1890 à 1902, sauf 1901), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1904). — 14 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902 et 1903), chacun.....	3 fr. 50.
1904.....	4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905. — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905), chacun.....	5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e.

MUZARD ET EMIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{er}.

Georges ROUTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7^e.

CHEVALIER ET RIVIÈRE, rue Jacob, 30, à Paris-6^e.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>			
Revue du travail en juin.....	669	Belgique : Marché du travail. — Grèves. — Sociétés de secours mutuels en 1905.....	721
Situation par industries.....	670	Canada : Revue du travail.....	723
Grèves en juin.....	679	Danemark : Les grèves et lock-outs de 1897 à 1904. — Les subventions aux caisses de chômage....	724
Conciliation et arbitrage en juin.....	686	États-Unis : Revue du travail.....	729
Enquête sur les modifications à apporter à la loi de 1850 sur le tissage et le bobinage.....	689	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves...	730
Les subventions de l'État, des départements et des communes aux caisses de chômage.....	695	Sud-Australie : L'application de la loi sur la fermeture des boutiques.....	730
Le recensement professionnel du 24 mars 1901 : IV. Chômage.....	699	<i>Actes et documents officiels.</i>	
L'application, en 1904, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	701	Loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. — Arrêté du 9 mai 1906 sur la durée du travail et des repos des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains de chemins de fer. — Arrêté du 29 juin 1906 fixant le taux des subventions aux caisses de chômage pour le second semestre 1905.....	732
Les accidents de mer.....	707	État des travaux législatifs.....	738
<i>Jurisprudence.</i>		Chronique législative : Le repos hebdomadaire ...	742
Conseil de prud'hommes; ouvrier ciseleur travaillant chez un fabricant de meubles; compétence; partage des voix; présidence du juge de paix le plus ancien en fonctions; présence des membres patrons et ouvriers. — Privilège des ouvriers sur les sommes dues aux entrepreneurs de travaux publics. — Accidents du travail; agent de chemins de fer blessé à son domicile.....	709	<i>Renseignements divers.</i>	
<i>Mouvement social international.</i>		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	743
Conventions internationales concernant l'application aux ouvriers étrangers, des législations nationales sur les accidents du travail.....	714	Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	749
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		Adjudications; prix courants divers; commerce extérieur; transports; faillites; autorisations de bâtir.....	764
Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves.....	720	Placement gratuit : bureaux municipaux, bourses du travail, syndicats patronaux, sociétés diverses (1 ^{er} trimestre 1906).....	766
Autriche : Placement. — Grèves.....	721	Mouvement syndical.....	775

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

PUBLICATIONS

DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (*Décembre 1904*). Un volume in-8 de 334 pages.
Prix : 1 fr. 35 — Franco 1 fr. 60.
- N° 2. — Loi du 9 avril 1898 (*modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905*) et Règlements d'administration publique du 28 février 1899. Brochure de 32 pages.
Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.
- N° 3. — Jurisprudence (*I. Mars 1902*). Un volume de 937 pages.
Prix : 10 francs — Franco 11 francs.
- N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (*modifiée par la loi du 22 mars 1902*) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages.
Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.
- N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. -- Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages.
Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.
- N° 6. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (*Mars 1902*). Brochure de 63 pages.
Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 10.
- N° 7. — Jurisprudence (*II. Mars 1903*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages.
Prix : 5 francs — Franco 5 fr. 75.
- N° 8. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages.
Prix : 1 fr. 30 — Franco 1 fr. 40.
- N° 9. — Jurisprudence. (*III Novembre 1903*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages.
Prix : 4 francs — Franco 4 fr. 50.

- N° 10. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Brochure in-8° de 95 pages.
Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.
- N° 11. — Jurisprudence (*IV. Mars 1904*). Avec *Table analytique* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages.
Prix : 3 fr. 25 — Franco 3 fr. 75.
- N° 12. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Brochure de 96 pages.
Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.
- N° 13. — Maladies professionnelles. *Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail*. 1904. Brochure in-8° de 48 pages.
Prix : 0 fr. 20 — Franco 0 fr. 30.
- N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 1904 Un volume de 116 pages.
Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.
- N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 1904. Brochure de 34 pages.
Prix : 0 fr. 35 — Franco 0 fr. 45.
- N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Février 1905*). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix : 2 fr. 75 — Franco 3 fr. 15.
- N° 17. — Jurisprudence. (*V. Mars 1905*). Un volume de 147 pages.
Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.
- N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (*Législation et statistique*). 1903. Brochure in-8° de 34 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages.
Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages.
Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 44 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance, *Rapport et documents*. 1903. Volume de 247 pages.
Prix : 0 fr. 85 — Franco 1 fr. 20.
- L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 186 pages.
Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

- Les capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages.
Prix : 1 fr. 20 — Franco 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages.
Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. *Statistiques et graphiques*. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes.
Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.
- Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (*voté par la Chambre des députés, le 15 avril 1905*). Brochure de 61 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- Les assurances sociales en France, de 1889 à 1905. *Rapport au Congrès international de Vienne (1905)*, par le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. Brochure de 28 pages.
Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail,
Direction du travail,
PARIS (vir').

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de juin le chômage a sensiblement diminué parmi les ouvriers agricoles du Midi qui ont trouvé à s'employer en grand nombre soit aux vignes, soit aux champs pour la fenaison ou la moisson. La fenaison a également fourni beaucoup de travail aux ouvriers bûcherons rendus disponibles par la fin de l'écorçage dans la plupart des forêts. Les horticulteurs de la région parisienne sont toujours normalement occupés.

L'activité se maintient dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile la situation reste stationnaire dans le Nord, sauf dans les petits centres de tissage qui bénéficient d'une reprise sensible. L'activité est toujours normale dans les Vosges et dans les petits centres de Maine-

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de juin 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

et-Loire et des Deux-Sèvres. Le travail a baissé à Roanne. Dans la soierie pas de changement notable dans la Loire ; dans la région lyonnaise, on signale une légère reprise. L'activité se maintient encore dans les industries du vêtement.

Dans les métaux la situation reste, dans l'ensemble, aussi satisfaisante ; toutefois le chômage s'est encore accentué chez les ferblantiers-boîtiers des côtes de l'Océan.

Le travail a encore baissé dans les industries du livre. Le chômage reste important chez les ouvriers mégissiers du Tarn et les ouvriers tonneliers du Midi.

1,273 syndicats, groupant 240,773 ouvriers, ont répondu en 1906 au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats 1,085, groupant 197,584 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16,786, ce qui correspond à une moyenne de 8.5 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier de 7.7 p. 100 ; elle était de 8.8 p. 100 en juin 1905.

L'ouvrage, pendant le mois de juin 1906, a été jugé, par comparaison avec le mois de mai, plus abondant, par 27 p. 100 des syndicats, groupant 29 p. 100 des syndiqués ; équivalent par 54 p. 100 des syndicats groupant 54 p. 100 des syndiqués ; moins abondant par 19 p. 100 des syndicats, groupant 17 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 731 syndicats, groupant 113,515 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 314, groupant 62,891 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1,635) accusent 2 p. 100 de chômeurs contre 3 le mois dernier et 3 en juin 1905 : le travail est plus abondant, c'est la saison de la pêche au maquereau ; à Boulogne-sur-Mer (1,204) il y a 3.5 p. 100 de marins pêcheurs inoccupés contre 0 le mois dernier ; le travail est assez satisfaisant. Sur les côtes bretonnes, à Douarnenez (1,371) la pêche est plus abondante ; elle est également satisfaisante par suite du beau temps à Concarneau (400), Guilvinec (150), Le Bono (125) ; par contre, les bateaux de l'île de Groix étaient tous désarmés depuis le 1^{er} mai et ne devaient reprendre la mer que vers le 20 juin pour la pêche aux thons. A Châtelailon (1,100) les pêcheurs d'huîtres sont tous occupés, mais la saison est terminée.

D'après les réponses de 63 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 9,908 membres le nombre des chômeurs syndiqués était, à la fin de juin, de 1,398, soit 14.1 p. 100 contre 18 p. 100 le mois dernier et 19.6 p. 100 en juin 1905 ; la situation était considérée comme satisfaisante par 52 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 1,398 chômeurs, 1,384 sont signalés par 52 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 5,136 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 14.6, 35, 25.2 p. 100 contre 21, 36.5 et

39.2 le mois dernier : les ouvriers sont occupés dans ces départements soit aux travaux urgents que réclame la vigne en cette saison (soufrage, sulfatage, etc.), soit à la fénaison ou à la moisson ; le chômage, bien qu'en diminution sur le mois dernier, reste encore supérieur à ce qu'il était il y a deux ans en raison de la mévente des vins qui persiste depuis deux ans ; 21 syndicats sur 52 n'accusent aucun chômeur. A Paris, les jardiniers (2,040) sont tous occupés, la semaine est de 60 à 70 heures ; le syndicat mixte des horticulteurs (2,207) annonce 12 chômeurs au lieu de 22 le mois dernier, la saison est toujours favorable. Pas de chômeurs chez les vigneronns (100) de Poligny, ni chez les cultivateurs de Cahors (130).

Les 89 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois de juin le nombre de leurs chômeurs accusent 402 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 8,698 membres, une proportion de 4.6 p. 100 contre 12.6 p. 100 le mois dernier et 14.9 en juin 1905. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 82 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués. En dehors de l'écorçage qui n'était pas encore terminé dans quelques centres, c'est surtout à la fénaison que les ouvriers bûcherons ont trouvé à s'occuper en juin ; on ne signale aucun chômeur dans 3 centres sur 7 dans l'Allier ; dans 17 sur 25 dans le Cher ; dans 8 sur 9 dans l'Yonne et dans 26 sur 29 dans la Nièvre ; le chômage, atteint 11.8 p. 100 dans l'Allier pour 7 syndicats groupant 557 syndiqués ; il est de 7.2 p. 100 dans le Cher pour 25 syndicats groupant 2,435 syndiqués, de 4.6 p. 100 pour 29 syndicats de la Nièvre groupant 2,652 membres et de 2.7 p. 100 pour 9 syndicats de l'Yonne groupant 1,100 membres. Enfin 6 syndicats de résiniers de Landes groupant 891 membres n'accusent aucun chômeur.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 61 syndicats, groupant 11,813 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en juin, soit 1,523, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 12.9 p. 100 contre 18 le mois dernier et 17.2 en juin 1905. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 58 p. 100 des syndicats et 62 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Bordeaux (680), les bouchers, charcutiers (134), les confiseurs-pâtisseries (450) et les limonadiers (550) de Marseille, les cuisiniers de Bordeaux (332), les maîtres-d'hôtel de Rouen (458), les limonadiers de Grenoble (203). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Calais (140), Nice (140), Toulouse (110) et du Mans (365), les pâtisseries de Bordeaux (260), les cuisiniers de Nancy (150), les tripiers de Marseille (150), les limonadiers de Nancy (198) et de Lyon (185), les maîtres-d'hôtel du Havre (513). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (875) accusent 9.4 p. 100 de chômeurs contre 8.8 le mois dernier et 11 en juin 1905 ; ceux de la Bourse du travail (960) 10.4 p. 100 contre 15.6 le mois dernier et 20 en juin 1905 ; les pâtisseries de la Seine (2,048), 15.7 p. 100 ; les confiseurs (252) 13.8 au lieu de 10 p. 100, avec 40 à 45 heures seulement par semaine ; les employés d'hôtel de la Bourse du travail (200) 25 p. 100 au lieu de 20 ; l'*Aurore* des limonadiers (175), 14.3 p. 100 ; chez les boulangers, le syndicat de la rue Richard-Lenoir (165) accuse 9 p. 100 ; le syndicat mixte de la rue Aumaire (795) 3.8 p. 100.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de mai 1906, huitième mois de la campagne 1905-1906, s'élevait à 2,113,493 hectolitres contre 1,873,392 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 240,101 : l'augmentation porte sur les alcools de betteraves (1,100,892 hectolitres au lieu de 830,240) et de mélasses (506,634 hectolitres au lieu de 328,559). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 98,881 hectolitres, soit une

différence en plus de 6,926 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1904-1905 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de juin 1906 (dixième mois de la campagne 1905-1906), la quantité de sucre travaillée correspondait à 1.065,688 tonnes de sucre raffiné, soit une augmentation de 426,040 tonnes sur la période correspondante de la campagne 1904-1905 ⁽²⁾.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur 140,000 ouvriers environ, soit les trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de juin 1906. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	90,733	5.75	"	"	"	91	9
Loire	15,344	5.54	"	"	"	100	"
Gard et Hérault	14,397	5.76	"	"	"	100	"
Tarn et Aveyron	6,519	5.76	"	"	"	100	"
Provence (lignites)	2,548	5.43	"	"	9	91	"
Isère (1)	"	"	"	"	"	"	"
Ouest	280	5.76	"	"	"	100	"
Bourgogne et Nord-Est ..	9,760	5.73	"	"	"	100	"
Centre	302	5.58	"	"	"	97	3
ENSEMBLE pour la France.	139,883	5.66	"	"	0.55	93.25	6.20

(1) Manquent les renseignements.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.41; il était de 5.44 en juin 1905. D'après les réponses de 21 syndicats, le chômage serait de 3.3 p. 100 sur un effectif de 3,732 syndiqués ⁽²⁾; il était de 3.4 p. 100 le mois dernier pour 7,316 syndiqués et de 4.8 p. 100 en juin 1905 pour 7,839 syndiqués.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 3.1 p. 100 pour 19 syndicats groupant 1,873 ouvriers contre 5.6 p. 100 le mois dernier et 5.3 en juin 1905. Dans les carrières il y a 15 p. 100 de sans travail à Saint-Raphaël (200) au lieu de 8.5; pas de chômeurs à Lérrouville (187), Chevreuse (442). Dans les ardoisières 9.4 p. 100 de sans travail à Rimogne (212); pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (300).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 8 syndicats,

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 20 juin 1906.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 juillet 1906.

⁽³⁾ Aucun syndicat du Nord ou du Pas-de-Calais n'a répondu au questionnaire.

groupant 1,334 ouvriers, ressort à 5.1 p. 100 contre 1.9 p. 100 le mois dernier et 3.7 en juin 1905. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, 14 p. 100 de sans travail au lieu de 21 le mois dernier à Toulon (240); ceux de Reims (145) sont tous occupés. Les savonniers de Marseille (325) accusent 13.2 p. 100 de chômeurs contre 14 le mois dernier; les huiliers et pétroliers du Havre (378) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Essonnes (200) et d'Arnould (625) sont tous occupés. A Lyon, les papetiers-régisseurs (120) en accusent 5.8 p. 100; les relieurs de Toulouse (220) 0.5 p. 100.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 155 pour 72 syndicats groupant 3,623 adhérents, soit 4.3 p. 100; pour Paris, de 251 pour 9 syndicats groupant 7,195 adhérents, soit 3.5 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 4.4 p. 100, et pour Paris de 1.7 p. 100; elle était, pour le mois de juin 1905, de 3 p. 100 pour la province, de 2.8 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 77 p. 100 des syndicats de province groupant 80 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 5 syndicats, équivalent par 31, moins abondant par 21 autres. Il y a 2.9 p. 100 de chômeurs chez les imprimeurs (135) et 0 chez les lithographes (120) de Marseille; 8.6 p. 100 contre 12.3 le mois dernier chez les typographes à Bordeaux (350); 5 p. 100 contre 4 p. 100 à Grenoble (140); 1.2 p. 100 à Nancy (340); 4.6 p. 100 chez les lithographes de Lille (218); 5.5 p. 100 chez ceux de Lyon (180); 5 p. 100 chez les typographes d'Alger (120).

A Paris, le travail est moins satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (4,610) accuse, en dehors des grévistes, 110 chômeurs contre 60 le mois dernier et 49 en juin 1905; les conducteurs de la *Gutenberg* (462) accusent 15.8 p. 100 de chômeurs; les imprimeurs de journaux (243) 16 p. 100. Dans la lithographie le syndicat indépendant (756) n'accusait aucun chômeur.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 19 syndicats, groupant 3,993 ouvriers, atteint 25.9 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 18.3 p. 100, elle était de 19.9 p. 100 en juin 1905. Les ouvriers en cuirs et peaux de Lyon (427) accusent 1.8 p. 100 de sans travail. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) accusent 2 p. 100 de sans travail contre 2 p. 100 le mois dernier, la semaine est de 50 heures; les mégissiers et chamoiseurs de Millau (100) ont 15 p. 100 de sans travail contre 20 le mois dernier; les palissonneurs de Grenoble (142) sont tous occupés 55 à 58 heures par semaine; à Mazamet, les ouvriers des peaux et moutons (800) ont 18.7 p. 100 de chômeurs; les moutonniers de Graulhet (1,150) ont 68 p. 100 de chômeurs contre 50 le mois dernier et 6.3 en juin 1905; la semaine est de 60 heures pour les autres.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 8.7 p. 100 pour 16 syndicats groupant 1,852 ouvriers contre 1.5 le mois dernier et 2.8 en juin 1905. Les cordonniers de Romans (800) sont tous normalement occupés; ceux de Nîmes (150) accusent 60 p. 100 sans travail avec une semaine de 30 heures; les espadrilleurs de Coustouges (260) sont tous occupés d'une façon satisfaisante.

Dans la ganterie, à Millau, l'*Union* (1,000) et le syndicat indépendant (110) n'accusent aucun chômeur.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 74 syndicats, groupant 26,209 adhérents, était, à la fin de juin, de 1,448, soit 5.5 p. 100; la proportion était de 7.3 p. 100 le mois dernier, elle était de 8.8 en juin 1905.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait 4.6 p. 100 de chômeurs contre 4.6 le mois dernier et 7.7 p. 100 en juin 1905, la semaine serait de 60 heures, le travail est stationnaire, mais la situation reste assez satisfaisante; à Tourcoing, d'après le syndicat textile (127), le chômage serait de 0 p. 100 au lieu de 2 p. 100 et la semaine de 55 à 65 heures; d'après le syndicat de l'industrie du tissu (274), le chômage serait de 10 p. 100 contre 4 le mois dernier, le travail serait moins abondant, la semaine serait de 60 heures; les tapissiers en grosse moquette (310) accusent 6.4 p. 100 de chômeurs et 60 heures par semaine; à Lille (1,905) la semaine est également de 60 heures; à Armentières, le syndicat mixte (1,790) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait de 55 à 60 heures; à Houplines (1,522) il y a 0.9 p. 100 de chômeurs contre 1.3, la situation est estimée satisfaisante pour l'époque, la semaine est de 60 heures; à Hazebrouck (409) il y a 14.7 p. 100 de chômeurs contre 15.2, la semaine est toujours de 59 heures; à Halluin (1,000) le chômage est de 6 p. 100 contre 6 et la semaine varie de 55 à 60 heures; dans les petits centres de tissage pas de chômeurs à Avesnes-les-Aubert (530), Haspres (348), Fourmies (250), Comines (200) au lieu de 5.5 p. 100, Bailleul (250); 2.3 p. 100 au Cateau (1,328); 5.7 p. 100 à la Gorgue-Estaires au lieu de 5.3 p. 100; 2 p. 100 au lieu de 2.8 à Nieppe (425). Pour l'ensemble de 20 syndicats du Nord groupant 16,090 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 3.4 p. 100 contre 5.2 le mois dernier.

Dans les Vosges, les 11 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 1.5 p. 100 de chômeurs sur 1,081 syndiqués contre 0 le mois dernier; la semaine est partout de 60 heures au moins; 2 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié (400).

Dans les centres normands, à Lillebonne (160) tous les ouvriers cotonniers sont occupés, mais la semaine varie de 40 à 60 heures; à Malaunay (112) un seul chômeur, les tisseurs font 60 heures; les ouvriers cotonniers de Bolbec (160) font 49 heures sans chômeurs. A Évreux, la *Fraternité* (135) et le syndicat indépendant (161) accusent 0 chômeur et 60 heures par semaine. A Condé-sur-Noireau (120) la journée est également de 10 heures et le chômage nul.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, la semaine est de 50 heures à Bourg-de-Thizy (655) et le chômage y est de 6.1 p. 100 contre 6.9 le mois dernier; il est de 0 p. 100 au lieu de 2.4 à Thizy (150) où la semaine est de 50 heures; à Roanne (1,200) il y a 16.6 p. 100 de chômeurs contre 3.5 le mois dernier, la semaine est en moyenne de 40 heures; les ouvriers pareurs (180) accusent 1.1 p. 100 de sans travail contre 0.8 et 60 heures par semaine.

Dans les Ardennes, à Saint-Menges (265), le chômage est de 7.5 p. 100 au lieu de 7.7 le mois dernier, la semaine est de 54 heures, le travail est plus abondant; à Floing (196) il y a 20 p. 100 de tisseurs en chômage contre 16 le mois dernier, la semaine varie de 50 à 60 heures, la reprise persiste. A Reims il n'y a pas de chômeurs dans l'industrie lainière (380), la semaine est de 60 heures; la situation est satisfaisante pour l'époque; au Val-des-Bois (560) on ne signale également aucun chômeur.

Dans l'Ouest, à Romorantin (500), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés 60 et 66 heures, le travail est satisfaisant pour l'époque; à Laval (706) le chômage atteindrait 50 p. 100; la situation reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres : en particulier les tisserands

de Saint-Léger (109) et de Mortagne-sur-Sèvre (243) ne signalent aucun chômeur. Les tapissiers d'Aubusson (125) sont tous occupés 60 heures. A Lavelanet (1,200), les ouvriers textiles accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 50 le mois dernier et 1.6 en juin 1905 avec 70 heures par semaine.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (125) accuse 0 chômeur contre 0 le mois dernier et 60 heures par semaine; les ouvriers en soieries de Charlieu (148) accusent 15 p. 100 de chômeurs contre 10 le mois dernier; les chefs d'ateliers de Saint-Genest-Lerpt (150) en ont 0 p. 100 contre 5; le travail est satisfaisant. Dans l'Isère, les ouvrières en soie de Montaliou-Vercieu (150) se montrent également satisfaites. Dans la région lyonnaise, l'alimentation des usines de tissage mécanique n'a pas diminué depuis le mois dernier et quelques genres, momentanément délaissés, sont remplacés sur les métiers par d'autres étoffes plus favorisées; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique et à la main la fabrication a cessé de décroître et semble plutôt en progrès; à la campagne, les ateliers à bras continuent à travailler sans arrêt⁽¹⁾. Les ouvriers du tissage mécanique de Lyon (500) n'accusent aucun chômeur et font 60 heures.

Dans le tulle, les ouvriers en guipures de Saint-Quentin (108) accusent 3.7 p. 100 de sans-travail contre 7.4 le mois dernier avec 40 heures par semaine; c'est la morte-saison; les tullistes de Caudry (580) ont 2 chômeurs au lieu de 1, la semaine est toujours de 50 à 55 heures.

Dans la teinture, à Saint-Étienne, le syndicat indépendant (180) n'accuse aucun chômeur avec 60 heures par semaine. À Roanne, les teinturiers (200) accusent 20 p. 100 contre 16; les apprêteurs (220) ont 0.9 p. 100 de chômeurs contre 0.5 le mois dernier; à Troyes, les teinturiers (250) ont 1.6 p. 100 de sans-travail contre 0.8 et font 60 heures; ceux de Reims (100) accusent 10 p. 100, c'est la bonne saison. Les blanchisseurs et apprêteurs de Cholet (126) sont tous occupés 60 heures. A Paris les teinturiers-dégraisseurs (327) sont tous abondamment occupés.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 3.8 p. 100 pour 16 syndicats groupant 1,728 ouvriers et ouvrières contre 3.3 p. 100 le mois dernier et 3.9 en juin 1905. Le travail est considéré comme plus abondant par 4 syndicats, équivalent par 8, moins abondant par 5. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 63 p. 100 des syndicats et 76 p. 100 des syndiqués; à Paris les coupeurs-tailleurs de la Bourse du travail ont 0 p. 100 de sans-travail contre 4.7, les coupeurs-chemisiers (275) 2.2 p. 100 contre 2.1 le mois dernier. Pas de chômeurs à Bourges (210); le syndicat mixte de Limoges (110) ne signale aucun chômeur; celui de Carcassonne (250) en accuse 0.8 p. 100 contre 1.3; celui de Montpellier (218) 9.2; les coupeurs de Lyon (135) 18.5 p. 100 contre 11.1.

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 7.8 p. 100 pour 11 syndicats groupant 1,185 ouvriers; elle était, le mois dernier, de 10.2 p. 100 et de 32.3 en juin 1905; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (120) accusent 2.5 p. 100 de chômeurs contre 0.9 le mois dernier; les ouvrières (100) 2 contre 1; les chapeliers en fantaisie (100) 4 p. 100 contre 6; les casquettiers (464) 6.5 p. 100 contre 14. A Chazelles-sur-Lyon (140) les chapeliers accusent 0.7 p. 100 au lieu de 7.1; le travail est plus abondant.

A Boulogne-sur-Seine, le syndicat indépendant des blanchisseurs (201) n'accuse aucun chômeur. A Paris les blanchisseuses (100) en accusent 20 p. 100; les cou- leurs (170) 6 p. 100.

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 juillet 1906.

BOIS. — La moyenne de chômage accusée par 32 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment groupant 2,360 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 9.2 p. 100; elle était de 7.2 p. 100 le mois précédent, de 8.1 p. 100 en juin 1905: la situation est estimée satisfaisante par 69 p. 100 des syndicats et 55 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers d'Armentières (115) accusent 0 p. 100 de chômeurs; les ouvriers du bois d'Halluin (300) 5 p. 100 contre 4 le mois dernier; les menuisiers de Cannes (137) 0 p. 100 contre 4; ceux de Nancy (137) 7.7 contre 0; les menuisiers de Limoges (120) 50 p. 100. A Paris les scieurs-découpeurs (350) en ont 14.3 p. 100.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 20 syndicats groupant 1,673 ouvriers, est de 6.4 p. 100 contre 9.3 p. 100 le mois dernier et 4.9 en juin 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 60 p. 100 des syndicats et 44 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 10 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (420) au lieu de 6 le mois dernier et de 10 p. 100 en juin 1905: l'activité a baissé; 10.7 p. 100 chez les ébénistes de Bordeaux (140); 0 p. 100 contre 20 chez les sculpteurs-mouluriers de Lyon (120); pas de chômeurs chez les tourneurs en bois de Fellerries (106) et les marbriers à la pendule de Cousolre (100). A Paris, les ébénistes en photographie (130) accusent 7 p. 100 contre 9 le mois dernier.

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 0.9 p. 100 pour 6 syndicats groupant 223 ouvriers contre 1.7 p. 100 le mois dernier et 8.2 en juin 1905. Le syndicat de Limoges (104) n'accuse aucun chômeur.

Chez les tonneliers, le chômage est de 29.6 p. 100 pour 13 syndicats groupant 1,255 ouvriers contre 36.5 p. 100 le mois dernier et 13.8 p. 100 en juin 1905; le chômage est de 81 p. 100 à Méze (309), 4.7 p. 100 à Narbonne (150), 26.7 à Perpignan (150), 2.5 contre 3.5 à Barsac (120), 0.8 à Reims (125).

Dans la carrosserie, 8 syndicats groupant 6,691 ouvriers annoncent 15 p. 100 de chômeurs contre 0.3 le mois dernier et 1.1 en juin 1905. A Paris, l'Union de la voiture (6,522) au 17 juin, quelques jours après la fin de la grève, accusait 15.3 p. 100 de sans-travail.

Les layetiers-emballeurs de Paris (259) ont 2.3 p. 100 de chômeurs contre 2; les malletiers (190) 0 p. 100; les bouchonniers de Lavardac (150), les vanniers de Fayl-Billot (207) et les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (150) sont tous occupés.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 91 syndicats groupant 27,480 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de juin, de 1,489, soit 5.4 p. 100; la proportion était de 5.1 p. 100 le mois dernier et de 3.7 p. 100 en juin 1905.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 5.7 p. 100 pour 17 syndicats groupant 2,967 ouvriers: le mois dernier, elle était de 1.7; elle était de 0.9 p. 100 en juin 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 81 p. 100 des syndicats groupant 73 p. 100 des syndiqués; 3.8 p. 100 de sans-travail à Bordeaux (132), 6.1 à Vigne-aux-Bois (130), 3.1 à Monthermé (160); pas de chômeurs à Ferrière-la-Grande (200), Stenay (250); à Paris, le syndicat des fondeurs en fer (600) accuse 25 p. 100 de chômeurs.

26 syndicats de métallurgistes groupant 12,925 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux accusent 1.5 p. 100 de chômeurs; la proportion était de 2.6 p. 100 le mois dernier et de 3.5 p. 100 en juin 1905; la situation est estimée satisfaisante par 85 p. 100 des syndicats et 97 p. 100 des syndiqués. Le

chômage est de 2.9 p. 100 à Lille (2,000); de 7.7 p. 100 à Douai (783); de 9.4 p. 100 à Pontarlier (180); 6.4 p. 100 à Saint-Michel-de-Maurienne (580) contre 5.5 le mois dernier. Pas de chômeurs au Creusot (5,000), Bourges (238), Fromelles (217), Château-Regnault (316), Bourg-Fidèle (140), Fumel (340), Saint-Amand-les-Eaux (355), Sous-le-Bois (300), Argenteuil (147) et Sens (120). A Gué-rigny (493) tous les ouvriers sont occupés 48 heures par semaine sauf aux laminoirs où l'on fait 60 heures.

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans-travail est de 4.2 p. 100 pour 19 syndicats groupant 5,625 ouvriers contre 2 p. 100 le mois dernier et 2.1 p. 100 en juin 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 76 p. 100 des syndicats et 37 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Sous-le-Bois (120); 1 p. 100 à Jeumont (1,100) contre 0 le mois dernier; 0.4 à Ferrière-la-Grande (230) contre 0; 2.8 au Mans (142) contre 6.6; 6.8 à Marseille (220) contre 2.9. A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 138 chômeurs sur 2,720 syndiqués contre 43 le mois dernier et 27 en juin 1905.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,662) ont 60 chômeurs contre 148 le mois dernier et 17 en juin 1905; les ouvriers en instruments de musique (150) en ont 2 p. 100 contre 1.5. Les balanciers de Lyon (148) ne signalent aucun chômeur.

Dans la coutellerie pas de chômeurs chez les émouleurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (665); 3.1 p. 100 contre 8.3 le mois dernier chez les monteurs de Thiers (700). Chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes, il y a 74 p. 100 de chômeurs à Concarneau (350) contre 34 le mois dernier; 69 p. 100 à Douarnenez (505); 50 p. 100 à Guilvinec (110). Les aiguiseurs-polisseurs de Saint-Étienne (120) accusent 2 p. 100. A Paris, les polisseurs sur métaux (600) accusent 3.3 p. 100 de chômeurs au lieu de 66 le mois dernier; les tôliers (103) sont tous occupés.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 152 syndicats, groupant 12,539 adhérents, était, à la fin de juin, de 11.2 p. 100; elle était de 10.8 p. 100 le mois précédent et de 13.2 p. 100 en juin 1905.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 13.5 p. 100 pour 106 syndicats groupant 9,185 ouvriers au lieu de 11.2 le mois dernier et de 13.5 en juin 1905; le chômage dépasse la moyenne notamment à Rouen (988), Marseille (150 cimentiers), Bordeaux (210), Quimper (420), Vichy (180), Cette (150), Saint-Raphaël (217), Porcieu-Amblagnieu (280), Montalieu-Vercieu (281); le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Toulouse (217), Marseille (388 maçons), Cannes (225), Bourges (120), Saint-Servan (498), Saint-Brieuc (200), Laval (200), Dieppe (236), Dunkerque (110), Amiens (192), Limoges (130), Versailles (105), Saint-Germain (286), Orsay (100). Dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 69 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 5.5 p. 100 pour 31 syndicats groupant 2,494 ouvriers contre 9 p. 100 le mois dernier et 9 p. 100 en juin 1905; le syndicat de Bordeaux (110) en accuse 0 p. 100 contre 19 le mois dernier; 0 p. 100 également à Rouen (167). A Paris, le syndicat de la bourse du travail (825) en accuse 7.5 p. 100.

11 syndicats de sculpteurs et marbriers groupant 703 ouvriers accusent 1.4 p. 100 de chômeurs contre 11.9 le mois dernier et 5.6 en juin 1905. Les marbriers de Bellignies (120) sont tous occupés.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudières de Contes-les-Pins (130), Beffes (146), Saint-Léger-le-Petit (143), ni chez les plâtriers d'Arignac (120). A Limoges, les peintres en porcelaine (450) accusent 2.9 p. 100 de chômeurs contre 4 le mois dernier, mais ils ne font que 40 heures par semaine. Les potiers de Vallauris (212) accusent 2.8 p. 100 de sans travail contre 2.4 le mois dernier.

Dans l'ensemble des 12 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion des sans-travail est de 7.5 p. 100 pour 760 syndiqués, au lieu de 9.6 le mois dernier; le syndicat des verriers à vitres de Fresnes (300) accuse 17 p. 100 de chômeurs comme le mois dernier; les boucheurs à l'émeri de Paris (116) sont tous occupés.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries de la manutention, la moyenne du chômage pour 23 syndicats groupant 4,744 membres ressort à 53.5 p. 100 contre 39.3 p. 100 le mois dernier et 18.5 p. 100 en juin 1905; le nombre des chômeurs est surtout important parmi les ouvriers du port de Marseille (900 sur 1,800), Saint-Louis-du-Rhône (120 sur 280), Nice (700 sur 1,000), Cette (245 sur 292), Ajaccio (37 sur 126), Rouen (600 sur 800), le Havre (676 sur 1,041). Les manœuvres de Vals-les-Bains (120) accusent 0 p. 100 de sans travail contre 12.5 le mois dernier; les porteurs des halles de Paris (212) sont tous occupés.

Dans les 37 syndicats de transports (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, des tramways et de la marine, camionneurs, cochers, bateliers, etc.) groupant 4,923 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ces derniers était de 4 p. 100 contre 1.4 p. 100 le mois dernier et 2.3 p. 100 en juin 1905. 0 p. 100 chez les employés du métropolitain de Paris (1195); 0 p. 100 chez les mécaniciens-chauffeurs de chemins de fer de Toulouse (1,103); 36 p. 100 chez les chauffeurs-mécaniciens de Rouen (194).

D'après les réponses de 57 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 9,472 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 276, soit 3.3 p. 100; la proportion était de 2.9 le mois dernier, de 3.9 en juin 1905; à Paris, l'*Union des comptables* (572) accuse 4.7 p. 100 contre 5 le mois dernier, l'*Alliance sténographique* (204) 7 p. 100 contre 7; à Amiens (309) les employés accusent 4.8 p. 100 contre 4.7; au Havre (300) 1.3 p. 100 contre 2; à Saint-Quentin (352) 0.6 p. 100 contre 0.3; à Marseille (143) 2 p. 100 contre 3.3; à Toulouse (520) 0.4 p. 100 contre 3.7; à Montpellier (392) 1 p. 100 contre 0.8; 2.2 p. 100 à Reims (180); 0.6 p. 100 à Nancy (518); 1.1 p. 100 à Lyon (1,420); 12 p. 100 à Toulon (654); 1.4 p. 100 à Tours; 0 p. 100 à Dijon (103), Chambéry (161).

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 1.1 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,613 membres contre 1.2 p. 100 le mois dernier et 10.2 en juin 1905. 10 syndicats de coiffeurs, groupant 3,084 ouvriers, ont 2.4 p. 100 de sans-travail contre 7.4 p. 100 le mois dernier et 10.8 p. 100 en juin 1905; le syndicat mixte de Paris (2,495) en accuse 1.6 p. 100 au lieu de 1.6 le mois dernier; le syndicat ouvrier de Lyon (220) 6.8 p. 100 contre 13.

LES GRÈVES EN JUIN 1906.

95 grèves ont été signalées, en juin, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 89 d'entre elles, est de 17,796. Il y avait eu, en juin 1905, 72 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 66.

Ces grèves, dont 72 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	68
Réduction de salaire	1
Demandes de diminution du temps de travail	7
Contestations diverses relatives au salaire	6
Demande de suppression du travail aux pièces	1
Demandes de réintégration d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	13
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	5
Réglementation du travail	3
Demandes de reconnaissance du syndicat	3

Ces grèves ont éclaté dans 35 départements et on en a compté :

18 dans le Nord, 9 dans la Seine-Inférieure, 7 dans les Landes, 6 dans le Rhône, 5 dans la Seine, 4 dans la Loire-Inférieure, 3 dans les Bouches-du-Rhône, dans l'Isère, dans le Jura, dans les Basses-Pyrénées et dans la Haute-Vienne, 2 dans la Charente-Inférieure, le Doubs, la Haute-Garonne, la Loire, la Meurthe-et-Moselle, la Haute-Savoie et les Deux-Sèvres et 1 dans les 17 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Transports et manutention, 20; industries du bâtiment, 19; industries textiles, 18, travail des métaux, 9; agriculture, 6; cuirs et peaux, typographes, 4; céramique, produits chimiques, mines, 3; travail du bois, 2; ouvriers de fabriques de ciments, diamantaires, meuniers, 1.

Des 95 grèves commencées en juin, 74 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Seize, 1 jour ou moins de 1 jour; onze, 2 jours; huit, 3 jours; dix, 4 jours; six, 5 jours; quatre, 6 jours; une, 7 jours; trois, 8 jours; deux, 10 jours; deux, 11 jours; trois, 12 jours; une, 13 jours; une, 14 jours; une, 15 jours; trois, 21 jours; une, 24 jours; et une, 31 jours.

Si l'on y ajoute 40 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 109 jours, 87 jours, 83 jours, 71 jours, 69 jours, 67 jours, 66 jours, 53 jours, 49 jours, 48 jours, 47 jours, 46 jours (2 grèves), 43 jours, 41 jours (2 grèves), 40 jours, 38 jours, 37 jours (4 grèves), 36 jours, 35 jours, 34 jours, 31 jours, 30 jours, 28 jours, 21 jours, 20 jours (3 grèves), 17 jours, 15 jours, 14 jours, 13 jours, 11 jours, 10 jours (3 grèves), on trouve 114 conflits terminés, avec les résultats suivants :

18 réussites.

55 transactions ou réussites partielles.

41 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉ- SENTÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
1 ^{er} mars.	18 juin.	Voiron.	Isère.	Tisseurs.	23	3,500	1
22 mars.		Rive-de-Gier.	Loire.	Verriers.	1	365	2
23 mars.		Douai.	Nord.	Métallurgistes.	1	65	3
1 ^{er} avril.	27 juin.	Perpignan.	Pyrénées-Orientales.	Charpentiers.	4	13	4
3 avril.		Fresseuveville.	Somme.	Serruriers.	1	300	5
6 avril.		Nancy.	Meurthe-et-Moselle.	Typographes et lithographes.	2	172	6
9 avril.	1 ^{er} juil.	Paris.	Seine.	Facteurs de pianos.	1	14	7
9 avril.		Comines.	Nord.	Rubriers.	1	"	8
11 avril.		Sceaux.	Seine.	Typographes.	1	450	9
17 avril.		Vannes.	Morbihan.	Ouvriers du bâtiment.	"	400	10
17 avril.	2 juin.	Biarritz.	Basses-Pyrénées.	Plâtriers.	8	50	11
17 avril.		Paris.	Seine.	Ouvriers d'imprimerie.	"	6,500	12
18 avril.	3 juin.	Soissons.	Aisne.	Typographes.	3	15	13
18 avril.	10 juin.	Saint-Étienne.	Loire.	Typographes.	"	1,200	14
18 avril.	26 juin.	Lille et environs.	Nord.	Typographes et lithographes.	15	800	15
18 avril.		Charleville - Mézières.	Ardennes.	Typographes.	3	12	16
18 avril.		Cahors.	Lot.	Typographes.	2	18	17
18 avril.		Lorient.	Morbihan.	Typographes.	"	40	18
18 avril.		Douai.	Nord.	Typographes.	5	57	19
18 avril.		Halluin.	Nord.	Tisseurs.	1	35	20
19 avril.		Nancy.	Meurthe-et-Moselle.	Typographes.	6	102	21
20 avril.	26 juin.	Roubaix et Tourcoing.	Nord.	Typographes.	24	300	22
23 avril.	3 juillet.	Paris.	Seine.	Taillleurs de pierres et rava- leurs.	"	7,000	23
23 avril.		Inzinzac.	Morbihan.	Ouvriers de la fabrication du fer-blanc.	1	1,600	24
26 avril.		Saint-Jean-de-Mau- rienne.	Savoie.	Ouvriers de plâtrières.	1	75	25
27 avril.		Paris.	Seine.	Mécaniciens-constructeurs.	1	200	26
30 avril.	12 juin.	Givors.	Rhône.	Maçons.	"	60	27
30 avril.		Longwy.	Meurthe-et-Moselle.	Typographes.	1	12	28
30 avril.		Hellemmes.	Nord.	Fileurs.	1	"	29
30 avril.		Lyon.	Rhône.	Ferblantiers-zingueurs.	"	300	30
30 avril.		Paris.	Seine.	Tisseurs de tapis.	1	28	31
1 ^{er} mai.	18 juin.	Valence.	Drôme.	Ebénistes.	1	9	32
1 ^{er} mai.	19 juin.	Halluin.	Nord.	Tisseurs.	1	150	33
1 ^{er} mai.	6 juillet.	Groix.	Morbihan.	Ouvriers du bâtiment.	3	55	34
2 mai.	5 juin.	Paris.	Seine.	Ferblantiers-lanterniers.	"	1,500	35
2 mai.	8 juin.	Paris.	Seine.	Chaudronniers.	4	300	36
2 mai.	8 juin.	Paris.	Seine.	Mouleurs (cuivre).	"	2,000	37
2 mai.	9 juin.	Paris.	Seine.	Mécaniciens-constructeurs.	"	25,000	38
2 mai.	11 juin.	Paris.	Seine.	Modelleurs-mécaniciens.	"	500	39
2 mai.	12 juin.	Paris.	Seine.	Cordonniers.	1	14	40
2 mai.	12 juin.	Paris.	Seine.	Maçons.	"	20,000	41
2 mai.	18 juin.	Le Chambon - Feu- gerolles.	Loire.	Métallurgistes.	41	3,772	42
2 mai.		Paris.	Basses-Pyrénées.	Ouvriers du bâtiment.	62	220	43
2 mai.		Paris.	Seine.	Ouvriers en meubles.	"	6,500	44
4 mai.		Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Démolisseurs de navires.	"	120	45
4 mai.		La Madeleine.	Nord.	Facteurs de pianos.	1	20	46
7 mai.	11 juin.	Lyon.	Rhône.	Bronziers.	17	200	47

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} juin 1906, a pu être déjà signalée dans le précédent

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} JUIN 1906 (1).			
1	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
2	Contre le licenciement du personnel d'un four éteint....	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
5	Demande de réintégration de 2 ouvriers syndiqués.....		
6	Demande de réintégration de 5 ouvriers.....		
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
8	Demande d'augmentation de salaire.....		
9	Demandes : réintégration de 5 ouvriers; journée de 9 heures.....		
10	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....		
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
12	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire..		
13	Demande : journée de 9 heures.....	Réussite.	
14	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
15	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
16	Demande : journée de 9 heures.....		
17	Demande : journée de 9 heures.....		
18	Demande : journée de 9 heures.....		
19	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.		
20	Contestation relative au salaire (métiers multiples).....		
21	Demande : journée de 9 heures.....		
22	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
23	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de sa- laire; repos hebdomadaire; suppression du marchandage.	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....		
25	Demande d'augmentation de salaire.....		
26	Menace de sabotage.....		Lock out.
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Congélation devant le juge de paix.
28	Demande d'augmentation de salaire.....		
29	Demande de renvoi d'un ouvrier.....		
30	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.		
31	Demande : journée de 8 heures.....		
32	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
34	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
35	Demandes : augmentation de salaire; journée de 8 heures.	Échec.	
36	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
37	Demandes : journée de 9 heures; repos hebdomadaire...	Échec.	
38	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
39	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
41	Demande : journée de 8 heures.....	Échec.	
42	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	Transaction.	
43	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....		
44	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.		
45	Demande : journée de 9 heures.....		
46	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contre- maître.....		
47	Demandes : journée de 9 heures; suppression du travail aux pièces; limitation du nombre des apprentis.....	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPARÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
7 mai ...	12 juin...	Paris.....	Seine.....	Briquetiers-jointoyeurs.....	"	500	48
7 mai ...		Lyon.....	Rhône.....	Relieurs-doreurs.....	"	"	49
8 mai ...	8 juin...	Paris.....	Seine.....	Fondeurs en fer.....	1	350	50
10 mai ...		Lunery-Rosières.....	Cher.....	Métallurgistes.....	1	700	51
10 mai ...		Bosmoreau.....	Creuse.....	Mineurs.....	1	140	52
10 mai ...		Saint-Étienne.....	Loire.....	Mouleurs.....	30	900	53
12 mai ...	18 juin...	Roubaix.....	Nord.....	Trieurs de déchets de laine..	1	43	54
12 mai ...		Guingamp.....	Côtes-du-Nord...	Typographes.....	1	7	55
17 mai ...	14 juin...	Châtellerault.....	Vienne.....	Maçons.....	19	65	56
19 mai ...		Cannes et Antibes.....	Alpes-Maritimes..	Ouvriers d'usine à gaz.....	1	96	57
19 mai ...		Indret.....	Loire-Inférieure..	Bateliers-passeurs.....	2	"	58
21 mai ...	11 juin...	Saint-Étienne.....	Loire.....	Maréchaux-ferrants.....	"	"	59
21 mai ...	11 juin...	Saint-Étienne.....	Loire.....	Mécaniciens-construteurs....	"	2,000	60
21 mai ...	12 juin...	Vienne.....	Isère.....	Maçons.....	13	345	61
21 mai ...	18 juin...	Paris et Bicêtre.....	Seine.....	Maroquiniers.....	2	100	62
21 mai ...		Saint-Chamond.....	Loire.....	Maçons.....	"	"	63
22 mai ...	5 juin...	Toulouse.....	Haute-Garonne...	Colleurs de papiers peints...	28	75	64
23 mai ...		Tartas.....	Landes.....	Résiniers.....	28	75	65
24 mai ...		Lyon.....	Rhône.....	Charpentiers.....	"	350	66
25 mai ...	5 juin...	Boulogne.....	Seine.....	Blanchisseurs.....	"	100	67
25 mai ...	5 juin...	Versailles.....	Seine-et-Oise.....	Couvreurs-plombiers.....	"	162	68
25 mai ...		Chalon-sur-Saône.....	Saône-et-Loire...	Typographes.....	1	7	69
26 mai ...	13 juin...	Oyonnax.....	Ain.....	Maçons.....	"	500	70
28 mai ...	11 juin...	Cublize.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	10	71
28 mai ...	18 juin...	Chaumont.....	Haut-Marne.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	80	72
28 mai ...		Saint-Claude.....	Jura.....	Ferblantiers et mécaniciens..	"	62	73
28 mai ...		Flers.....	Orne.....	Peintres et menuisiers.....	"	136	74
29 mai ...	8 juin...	Villeurbanne.....	Rhône.....	Tullistes.....	1	5	75
30 mai ...	6 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	220	76
31 mai ...	11 juin...	Aire.....	Landes.....	Terrassiers.....	1	50	77
31 mai ...	15 juin...	Lyon.....	Rhône.....	Sculpteurs-mouluriers.....	1	"	78

GRÈVES NON TERMINÉES

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} juin ..	7 juin...	Condé.....	Nord.....	Ouvriers d'un chantier de bois.	1	"	1
1 ^{er} juin ..	11 juin...	Rixent.....	Pas-de-Calais...	Taillieurs de pierres.....	4	685	2
1 ^{er} juin ..	13 juin...	La Rochelle.....	Charente-Inférieu ^{re}	Ouvriers en voitures.....	5	30	3
1 ^{er} juin ..	25 juin...	Lyon.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	80	4
1 ^{er} juin ..	2 juillet.	Roubaix et Tour- coing.....	Nord.....	Maçons.....	"	750	5
2 juin... ..	2 juin...	Rochefort.....	Charente-Inférieu ^{re}	Dockers.....	"	300	6
2 juin... ..	5 juin...	Saint-Etienne.....	Jura.....	Diamantaires, etc.....	"	"	7
2 juin... ..	6 juin...	Villers-Ecalles.....	Seine-Inférieure..	Fileurs.....	1	15	8
2 juin... ..	10 juin...	Capbreton.....	Landes.....	Résiniers.....	1	14	9
2 juin... ..	23 juin...	Saint-Claude.....	Jura.....	Camionneurs.....	"	70	10
4 juin... ..	5 juin...	Choisy-le-Roi.....	Seine.....	Débardeurs.....	1	10	11
4 juin... ..	7 juin...	Soorts.....	Landes.....	Résiniers.....	19	42	12
4 juin... ..	8 juin...	Lespéron.....	Landes.....	Résiniers.....	70	420	13
4 juin... ..	8 juin...	Lévignac.....	Landes.....	Résiniers.....	1	26	14

RÉFÉREES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JUIN 1906. (Suite.)

48	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire ; suppression des tâcherons	Transaction.	
49	Demande : journée de 9 heures	Échec.	
50	Demande : journée de 8 heures	Échec.	
51	Demande : journée de 8 heures		
52	Demande d'augmentation de salaire		
53	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire ; suppression du travail aux pièces		
54	Contre l'embauchage du personnel féminin	Transaction.	
55	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire		
56	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire ; suppression de la retenue pour l'assurance ; repos hebdomadaire	Réussite.	
57	Demande : réintégration de deux ouvriers ; renvoi d'un contremaître		
58	Demande d'augmentation de salaire		
59	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
60	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire	Transaction.	
61	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
62	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
63	Demande d'augmentation de salaire		
64	Contestation relative au salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
65	Demande d'augmentation de salaire		
66	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire ; repos hebdomadaire		
67	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire ; repos hebdomadaire	Échec.	
68	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
69	Demande de re'seil d'un nouveau règlement d'atelier		
70	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
71	Demandes : augmentation de salaire ; rectification du rou- leau métrique	Échec.	Grévistes remplacés.
72	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire	Échec.	
73	Demandes : augmentation de salaire ; embauchage exclu- sif d'ouvriers syndiqués		
74	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail		
75	Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	
76	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
77	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
78	Demande de suppression du travail aux pièces	Réussite.	

EN JUIN 1906.

1	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
2	Demandes : augmentation de salaire ; paye à la quinzaine	Transaction.	
3	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 10 heures	Échec.	
4	Contestation relative au salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
5	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
6	Question syndicale	Échec.	
7	Protestation contre la condamnation de grévistes	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	5 grévistes congédiés.
9	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Reprise conditionnelle du travail le 3 juin, nouvelle grève le 8.
11	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
12	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
13	Demandes : réintégration de 2 ouvriers ; augmentation de salaire	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
5 juin...	6 juin...	Rennes	Ile-et-Vilaine....	Ouvriers de chemins de fer..	1	44	15
5 juin...	7 juin...	Lille	Nord	Terrassiers	1	40	16
5 juin...	11 juin...	Saint-Chamas	Bouches-du-Rhône	Maçons	"	20	17
5 juin...	11 juin...	Sabres	Landes	Scieurs à la mécanique	1	12	18
5 juin...	13 juin...	Hellemmes	Nord	Tisseurs	1	12	19
5 juin...	19 juin...	Apt	Vaucluse	Maçons	11	50	20
6 juin...	8 juin...	Roubaix	Nord	Trieurs de déchets de laine ..	1	5	21
6 juin...	11 juin...	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	190	22
6 juin...	11 juin...	Toulouse	Haute-Garonne ..	Charpentiers	"	367	23
7 juin...	8 juin...	Reims	Marne	Fileurs	1	70	24
7 juin...	8 juin...	Etrepilly	Seine-et-Marne ..	Ouvriers agricoles	"	"	25
7 juin...	12 juin...	Foncine-le-Bas ..	Jura	Lunettiers	1	30	26
7 juin...	.....	Saint-Étienne	Loire	Employés de tramways.	1	"	27
8 juin...	11 juin...	Lovagny	Haute-Savoie....	Mineurs	1	40	28
8 juin...	11 juin...	Rouen	Seine-Inférieure ..	Concasseurs de charbons....	1	68	29
9 juin...	20 juin...	Marq en-Barœul ..	Nord	Tanneurs	1	80	30
9 juin...	.....	Cannes	Alpes-Maritimes ..	Menuisiers	"	150	31
10 juin...	14 juin...	Roanne	Loire	Terrassiers	1	42	32
11 juin...	12 juin...	Trioux	Meurthe-et-Moselle	Terrassiers	1	80	33
11 juin...	12 juin...	Chambéry	Savoie	Camionneurs	3	15	34
11 juin...	13 juin...	Longpré-les-Corps-Saints ..	Somme	Terrassiers	1	75	35
12 juin...	14 juin...	Marseille	Bouches-du-Rhône	Huiliers	1	50	36
12 juin...	27 juin...	Limoges	Haute-Vienne	Porcelainiers	18	6,000	37
12 juin...	3 juillet.	Jarville	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en limes	1	60	38
12 juin...	.....	Lille	Nord	Mécaniciens-constructeurs....	1	2,000	39
13 juin...	15 juin...	Rouen	Seine-Inférieure ..	Dockers (charbons)	1	74	40
13 juin...	18 juin...	Ollioules	Var	Jardiniers	"	300	41
14 juin...	16 juin...	Gruchet-le-Valasse ..	Seine-Inférieure ..	Teinturiers	1	30	42
14 juin...	.....	Lyon	Rhône	Conducteurs-typographes ..	1	4	43
14 juin...	.....	Chalon-sur-Saône ..	Saône-et-Loire ..	Typographes	1	20	44
15 juin...	18 juin...	Saint-Amand	Nord	Faïenciers	1	100	45
15 juin...	18 juin...	Boucau	Basses-Pyrénées ..	Dockers	"	"	46
15 juin...	19 juin...	Agen	Lot-et-Garonne ..	Maçons	21	91	47
15 juin...	20 juin...	Tarnos	Landes	Débardeurs	1	30	48
15 juin...	25 juin...	Saint-Nazaire	Loire-Inférieure ..	Typographes	1	4	49
15 juin...	27 juin...	Grenoble	Isère	Maçons	"	300	50
18 juin...	19 juin...	Pont-Maug's	Ardennes	Fileurs et rattacheurs	1	25	51
18 juin...	19 juin...	Communay	Isère	Mineurs	1	50	52
18 juin...	19 juin...	Grenoble	Isère	Teinturiers en peaux et palis-sonneurs ..	1	46	53
18 juin...	20 juin...	Rouelle	Seine-Inférieure ..	Terrassiers	1	39	54
18 juin...	21 juin...	Creissels	Aveyron	Mégissiers	1	15	55
18 juin...	23 juin...	Saint-Nazaire	Loire-Inférieure ..	Marins et chauffeurs	1	84	56
18 juin...	9 juillet.	Vénissieux	Rhône	Ouvriers d'une fabrique de toiles cirées ..	1	195	57
20 juin...	21 juin...	Nantes	Loire-Inférieure ..	Commissionnaires - déménageurs ..	4	58	58
20 juin...	21 juin...	Lyon	Rhône	Terrassiers	1	40	59
20 juin...	27 juin...	Tourcoing	Nord	Trieurs de déchets de laine ..	1	27	60
20 juin...	2 juillet.	Limoges	Haute-Vienne	Tourneurs en porcelaine	1	8	61
20 juin...	.....	Lille	Nord	Casquettiers	1	30	62
20 juin...	.....	Lyon	Rhône	Chapelliers	1	7	63
20 juin...	.....	Passy	Haute-Savoie	Ouvr. en produits chimiques ..	1	262	64

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
N JUIN 1906. (Suite.)			
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	15 grévistes concédés.
16	Demande de renvoi de 4 ouvriers belges.....	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Échec.
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Transaction.
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
21	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	Échec.
22	Demande de réintégration d'un contremaître.....	Échec.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	Échec.
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Échec.
26	Demandes : augmentation de salaire; exclusion d'ouvriers italiens.....	Échec.	
27	Demandes : réintégration d'employés; reconnaissance du syndicat.....	.....	Transaction.
28	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire; reconnaissance du syndicat.....	Échec.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Conciliation devant le juge de paix.
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	Échec.
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	13 grévistes congédiés.
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Réussite.
36	Demande : 2 hommes de plus par équipe.....	Transaction.	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Transaction.
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
39	Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un contremaître.....	.....	Réussite.
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Transaction.
42	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
43	Protestation contre une réprimande.....	.....	Réussite.
44	Contre le remplacement du linotypiste par une femme.....	.....	
45	Demande de suppression des retenues pour malfaçons.....	Réussite.	Transaction.
46	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
48	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
49	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	L'ouvrier congédié était président du syndicat.
50	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
51	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Transaction.
52	Demandes : augmentation de salaire; fourniture gratuite du charbon aux familles.....	Transaction.	
53	Demande d'adhésion de 2 ouvriers au syndicat.....	Réussite.	Transaction.
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
55	Demandes : augmentation de salaire; suppression de retenues pour malfaçons.....	Transaction.	Transaction.
56	Demandes : non désarmement des navires; journée de 8 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
57	Demandes : réintégration d'un contremaître; reconnaissance du syndicat.....	Transaction.	Transaction.
58	Demande : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
59	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Échec.
60	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
61	Réglementation du travail.....	Réussite.	.....
62	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
63	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
64	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
20 juin...		Bressuire.....	Deux-Sèvres.....	Maçons.....	"	32	65
21 juin...	22 juin...	Épernon.....	Eure-et-Loir.....	Meuniers.....	1	22	66
21 juin...	23 juin...	Hellemeux.....	Nord.....	Fileurs.....	1	"	67
21 juin...	23 juin...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	36	68
21 juin...	25 juin...	Rouen.....	Seine-Inférieure...	Déchargeurs de bateaux.....	2	124	69
21 juin...	4 juillet.	Mont-de Marsan..	Landes.....	Mouleurs.....	1	57	70
21 juin...		Boucau.....	Basses-Pyrénées..	Dockers.....	1	20	71
22 juin...	25 juin...	Chantenay.....	Loire-Inférieure..	Dockers.....	1	36	72
22 juin...	30 juin...	Cambrai.....	Nord.....	Couvreurs.....	"	"	73
22 juin...		Firminy.....	Loire.....	Métallurgistes.....	1	2,700	74
22 juin...		Anglet.....	Basses-Pyrénées..	Marins-chauffeurs.....	1	28	75
22 juin...		Rouen.....	Seine-Inférieure..	Débardeurs.....	1	"	76
23 juin...	27 juin...	Lugard et envi- rons.	Cantal.....	Taillieurs de pierres.....	1	8	77
23 juin...	28 juin...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	"	78
25 juin...	26 juin...	Berbignières.....	Dordogne.....	Ouvriers d'une fabrique de ci- ments.	1	65	79
25 juin...	27 juin...	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	64	80
25 juin...	29 juin...	Paris.....	Seine.....	Cartonniers.....	1	8	81
25 juin...	29 juin...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	30	82
25 juin...	29 juin...	Dieppe.....	Seine-Inférieure..	Terrassiers.....	1	200	83
25 juin...		Besançon.....	Doubs.....	Graveurs et guillocheurs.....	1	100	84
25 juin...		Paris.....	Seine.....	Boueurs.....	1	20	85
26 juin...	7 juillet.	Besançon.....	Doubs.....	Ouvriers en confection de vête- ments militaires.	1	75	86
26 juin...		Lille.....	Nord.....	Briquetiers.....	1	120	87
26 juin...		Lyon.....	Rhône.....	Typographes.....	1	14	88
27 juin...	29 juin...	Graville-Sainte-Ho- norine.	Seine-Inférieure..	Métallurgistes.....	1	23	89
27 juin...		La Chapelle - Lar- geaud.	Deux-Sèvres.....	Tisseurs.....	1	30	90
28 juin...	29 juin...	Limoges.....	Haute-Vienne.....	Garçons de café.....	1	5	91
28 juin...	4 juillet.	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	70	92
28 juin...		Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	100	93
29 juin...	30 juin...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Boitiers.....	1	12	94
29 juin...		Toulouse.....	Haute-Garonne...	Fondeurs.....	1	16	95

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

18 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en juin, à la direction du travail :

1° Dans la grève des maçons et tailleurs de pierre d'Oyonnax (Ain), les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 28 mai. Un comité de conciliation s'est réuni le 13 juin et l'entente s'est établie. Les ouvriers, qui demandaient 60 centimes l'heure, au lieu de 50, n'ont pas obtenu satisfaction sur ce point ; mais

RÉPÉTÉS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JUIN 1906. (Fin.)			
65	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
66	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
67	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
68	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
69	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
70	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contre- leur; paie hebdomadaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
71	Demande de suppression du travail aux pièces .....	.....	
72	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
73	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
74	Demandes : augmentation de salaire; réintégration de 2 ou- vriers .....	.....	
75	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire.	.....	
76	Contre la réduction de l'effectif des équipes .....	.....	
77	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
78	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
79	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
80	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
81	Demande de renvoi d'un ouvrier.	Échec.	Tous les ouvriers sont rentrés, sauf le contre- maître auteur de la demande de renvoi.
82	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
83	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
84	Annonce de congédiement pour une huitaine avec réem- bauchage à de nouvelles conditions .....	.....	
85	Demande : plus de politesse de la part du maître charre- tier. ....	.....	
86	Demande de renvoi de 3 chefs de service.	Transaction.	
87	Demande d'augmentation du temps de travail ou augmen- tation du prix de l'heure. ....	.....	
88	Demandes de réintégration d'un ouvrier. ....	.....	
89	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
90	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
91	Contestation relative au salaire.	Échec.	Grévistes remplacés.
92	Demandes : réintégration de 4 ouvriers; augmentation de salaire.	Transaction.	
93	Réduction de salaire. ....	.....	
94	Demande de majoration du prix des heures supplémen- taires.	Échec.	
95	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	

leurs autres revendications (augmentation de 50 p. 100 pour le travail dans l'eau, suppression des cantines patronales, paye à la quinzaine au lieu de paye au mois) ont été admises.

2° Dans une grève de résiniers à Lévigac (Landes), sur recours adressé par les ouvriers au juge de paix le 4 juin, un comité s'est réuni le 8. Les patrons visés par la grève ont accepté, avec de légères modifications, le tarif établi par le syndicat ouvrier, tarif admis par les autres patrons de la localité.

3° Dans une grève de résiniers à Soorts (Landes), les ouvriers ont, le 3 juin, adressé un recours au juge de paix ; mais le comité ne s'est réuni que le 12,

après reprise du travail, pour enregistrement des conditions de l'accord intervenu entre les parties.

4° Dans la **grève des mouleurs de Mont-de-Marsan**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 23 juin. Un comité s'est réuni les 30 juin et 3 juillet. L'accord s'est établi. Les ouvriers demandaient 1/2 heure de liberté pour le déjeuner du matin, la paye le samedi de quinzaine, la suppression du râpage et une augmentation de salaire. Il a été décidé que la paye aurait lieu du 3 au 5 et du 18 au 20 de chaque mois, avec acomptes facultatifs tous les samedis, que le râpage serait fait aux frais du patron et que certains travaux aux pièces bénéficieraient d'une augmentation de tarif de 10 p. 100.

5° Dans la **grève des maçons de Givors (Rhône)**, les deux parties se sont présentées, le 11 juin, devant le juge de paix, pour faire dresser procès-verbal de l'accord intervenu. Les maçons, qui demandaient 6 francs par jour au lieu de 5, ont obtenu 5 fr. 50; les aides-maçons, qui demandaient 4 fr. 50 au lieu de 3 fr. 50 ont obtenu 4 francs.

6° De même, dans une **grève de cimentiers à Berbiguières (Dordogne)**, les parties se sont présentées devant le juge de paix le 27 juin pour faire constater par un procès-verbal les conditions de leur entente. Les ouvriers avaient demandé 3 francs par journée de 10 heures, au lieu de 2 fr. 80; ils obtiennent 31 centimes par heure, pour 11 heures de travail.

7° Le juge de paix est intervenu d'office dans la **grève des couvreurs de Versailles**. Un comité s'est réuni le 1^{er} juin. Les ouvriers demandaient 50 centimes l'heure (au lieu de 35 à 40) pour les garçons et 75 centimes (au lieu de 70) pour les compagnons. Il a été accordé une augmentation générale de 5 centimes par heure.

8° Le juge de paix est également intervenu d'office dans la **grève des colleurs de papiers peints de Toulouse**. Un comité s'est réuni le 2 juin. Il a été reconnu à l'unanimité qu'un des patrons ne s'était pas conformé aux dispositions d'un des articles du tarif du 10 mai 1905. Il a été décidé qu'une commission de 3 patrons et 3 ouvriers serait chargée de trancher désormais les difficultés d'interprétation que pourraient présenter les articles du tarif. En cas de désaccord, il serait fait recours à la médiation du juge du paix.

9° Dans la **grève des maçons et tailleurs de pierre d'Agen**, le juge de paix est intervenu le 16 juin. Un comité s'est réuni le 18. Les ouvriers ont obtenu pleine satisfaction. Les salaires ont été portés de 4 francs à 4 fr. 50 pour les maçons et de 4 fr. 50 à 5 francs pour les tailleurs de pierre.

10° Au cours de la **grève des peintres et menuisiers de Flers**, les ouvriers menuisiers ont adressé un recours au juge de paix le 5 juin, mais l'entente n'a pu s'établir entre les parties, réunies en comité le 11. Les menuisiers ont repris le travail, le 25 juin, après avoir obtenu la journée de 10 heures avec maintien du salaire de 11.

11° Dans une **grève des résiniers à Capbreton (Landes)**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix : avant réunion d'un comité, les parties se sont mises directement d'accord.

12° De même, dans une **grève de chauffeurs et soutiers** de la Compagnie transatlantique à **Saint-Nazaire**, les parties, invitées par voie d'affiches, le 20 juin, à recourir à la conciliation, se sont mises d'accord avant la réunion d'un comité.

13° Dans une **grève de terrassiers et maçons-tubistes** occupés aux travaux du port à **Dieppe (Seine-Inférieure)**, le juge de paix est intervenu le 25 juin. Un comité s'est réuni le 28. Les tubistes ont obtenu satisfaction, soit un salaire de 6 fr. 20 à 6 fr. 50, au lieu de 5 francs par jour. Les terrassiers, qui demandaient 5 centimes de plus par heure, n'ont pas vu leur salaire relevé, mais ont reçu promesse de garantie d'un salaire égal à 6 heures de travail en cas d'interruption des travaux pour cause de mauvais temps.

14° Dans une **grève de teinturiers à Gruchet-le-Valasse (Seine-Inférieure)**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 15 juin. Il n'a pas été constitué de comité de conciliation, mais la grève a pris fin à la suite de démarches officieuses du juge de paix auprès des patrons.

15°, 16°, 17° Dans une **grève de tisseurs à Cublize (Rhône)**, dans la **grève des ouvriers en voiture de la Rochelle** et dans la **grève des maçons d'Apt**, des recours ont été adressés au juge de paix par les ouvriers, mais les patrons ne se sont pas prêtés à la tentative de conciliation.

18° Le juge de paix était intervenu d'office, le 1^{er} juin, dans la **grève des ouvriers du bâtiment de Chaumont**; mais les patrons ont repoussé l'offre de recourir à la conciliation ou à l'arbitrage.

ENQUÊTE

RELATIVE AUX MODIFICATIONS À APPORTER

À LA LOI DU 7 MARS 1850

SUR LE TISSAGE ET LE BOBINAGE.

I.

La loi du 7 mars 1850, sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers, en matière de tissage et de bobinage, a établi à l'égard du fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être tissés ou bobinés, l'obligation d'inscrire sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier, diverses mentions destinées à constater les conventions intervenues. Ces mentions sont relatives, en ce qui concerne le tissage, au poids et à la longueur de la chaîne, au poids de la trame et au nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu, à la longueur et à la largeur de la pièce à fabriquer et au prix de façon.

Diverses organisations, tant patronales qu'ouvrières, ont demandé, à plu-

sieurs reprises, au Ministère du Commerce, que certaines modifications fussent apportées à cette loi, en ce qui concerne les mentions à écrire sur les livrets de tissage.

Avant d'exposer les modifications proposées, on a pensé qu'il ne serait pas inutile de rappeler les circonstances dans lesquelles fut présentée et adoptée la loi du 7 mars 1850.

On sait que cette loi s'applique également au bobinage et qu'elle a été étendue, par la loi du 21 juillet 1856, à la coupe de velours de coton et à la teinture, blanchiment et apprêt des étoffes. Mais les réclamations dont il s'agit ne visant que le tissage, il ne sera fait état, dans ce qui suit, que de ce qui a trait à cette seule industrie.

II.

Le Gouvernement avait été saisi, notamment au cours des années 1848 et 1849, d'un très grand nombre de pétitions et de réclamations au sujet du mode suivi pour le règlement du prix du tissage effectué à domicile par les ouvriers.

Ces réclamations étaient très générales, émanaient des organes les plus divers, chambres de commerce, chambres consultatives des arts et manufactures, conseils de prud'hommes, ouvriers, conseils municipaux, maires, conseils généraux, préfets, etc., et provenaient de presque tous les centres de tissage.

L'objet principal de ces réclamations était l'allongement des chaînes, qui était pratiqué par un grand nombre de fabricants. Sous l'empire de l'ancienne législation sur les fabriques, arts et métiers, des règlements très précis déterminaient la longueur des pièces, la quantité de fils à mettre dans la largeur, et leur finesse en raison de la qualité de l'étoffe fabriquée. Il n'y avait alors aucun inconvénient à payer le prix du tissage « à la pièce » : tous les éléments du travail étaient connus.

Mais lorsque les anciens règlements industriels eurent été abrogés, un certain nombre de fabricants allongèrent peu à peu les chaînes qu'ils confiaient aux ouvriers pour être tissées, sans prévenir ceux-ci et sans augmenter les prix de façon.

« Là où elles étaient de 80 mètres, on les a portées à 100; là où elles étaient de 120, on les a portées à 140, et quelquefois même, dit-on, à 160, 180 et jusqu'à 200 mètres. Le prix du travail a continué cependant à être réglé sur la foi des anciens usages. » (Exposé des motifs du projet de loi déposé le 5 octobre 1849.)

Cette pratique ne tarda pas à soulever des protestations aussi bien du côté des fabricants que du côté des ouvriers.

Les ouvriers tisserands se plaignaient de voir s'abaisser le taux de leurs salaires : les pièces étant plus longues et payées le même prix, l'unité de travail se trouvait moins rémunérée. D'autre part, on faisait remarquer que l'ouvrier, ignorant la longueur de la pièce qu'il avait à tisser, et devant effectuer son travail dans un délai donné, sous peine de retenue, se trouvait

obligé de se livrer à un travail très rapide, au cours duquel les malfaçons étaient plus fréquentes et donnaient lieu à des retenues élevées.

De leur côté, les fabricants se plaignaient que, par suite de cet état de choses, les conditions de la concurrence étaient troublées. « Ceux qui abusent de leur position pour augmenter le travail sans prévenir l'ouvrier produisent à meilleur marché que leurs rivaux : les autres se trouvent placés dans cette alternative, ou d'imiter leurs concurrents, ou de succomber dans la lutte. » (Exposé des motifs du projet de loi.)

« C'est cette unité des intérêts qui a conduit les patrons et les ouvriers à réclamer avec une égale insistance des mesures législatives propres à faire cesser le mal qu'ils ont signalé. » (*Idem.*)

Parmi les vœux exprimés pour remédier à cette situation, les uns demandaient une réglementation uniforme de la longueur des chaînes, d'autres tendaient à imposer aux parties de régler le prix du tissage au mètre; d'autres enfin demandaient que le fabricant soit tenu d'inscrire sur un bulletin ou livret spécial un certain nombre d'indications permettant de constater les conditions du travail à effectuer par l'ouvrier, ainsi que le prix convenu.

Le Gouvernement, après étude de la question, déposa, le 5 octobre 1849, un projet de loi « sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage ». C'est à la dernière catégorie des vœux exposés ci-dessus, que ce projet donnait satisfaction. L'article 1^{er} portait en effet :

« Tout fabricant ou commissionnaire qui livrera des fils pour être tissés sera tenu de remettre au tisserand un bulletin énonçant : 1° le poids de la chaîne et le numéro de son fil; 2° le poids de la trame et le numéro de son fil; 3° le compte du tissu; 4° la longueur et la largeur de la pièce à fabriquer; 5° le prix de façon. » Une note indiquait que le compte du tissu doit exprimer les numéros des fils de chaîne et de trame et le nombre de ces fils par unité de surface de tissu.

La commission à laquelle fut renvoyé le projet de loi apporta d'importantes modifications au texte du Gouvernement. Le projet, en effet, en ce qui concerne le prix de façon, prescrivait seulement l'inscription de ce prix de façon sur le livret, sans indiquer quelle devait en être la base. La commission stipula que le prix de façon devrait être indiqué *au mètre de tissu fabriqué*, donnant ainsi satisfaction à un très grand nombre de vœux exprimés par les intéressés qui proposaient cette mesure comme seule capable de mettre fin aux abus.

La commission modifia en outre l'énumération des mentions à inscrire sur le livret. Elle remplaça « le poids de la chaîne et le numéro de son fil » par « le poids et la longueur de la chaîne »; elle remplaça également « le poids de la trame et le numéro de son fil » par « le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu ».

Au cours de la discussion, le projet subit encore quelques modifications. La principale fut apportée pour donner satisfaction aux fabricants des régions d'Elbeuf et de Louviers qui déterminaient le prix de façon en raison de la quantité de fils de trame que le tisserand introduit dans la chaîne. C'est pourquoi au paragraphe 4° de l'article 1^{er}, après les mots « le prix de façon

au mètre de tissu fabriqué » on ajouta « soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu » (1).

Telles sont les origines des prescriptions contenues dans l'article 1^{er} de la loi du 7 mars 1850.

Il résulte, en résumé, de l'examen des travaux préparatoires et des discussions, que cette loi a eu, en ce qui concerne le tissage, un triple objet :

1° Permettre la constatation des quantités de matières livrées à l'ouvrier et dont celui-ci est responsable vis-à-vis du fabricant, de façon à éviter les contestations;

2° Permettre à l'ouvrier, grâce aux mentions inscrites, de se rendre compte exactement des conditions du travail qu'il aura à effectuer en faisant nettement ressortir « les éléments qui, ayant une influence sur le travail doivent en avoir sur son prix » (Rapport Cunin-Gridaine.);

3° Rendre obligatoire le paiement d'après une unité légale (le mètre ou le kilogramme), de façon que le salaire soit proportionnel au travail effectué, tout en laissant aux parties entière liberté pour régler entre elles le salaire afférent à cette unité de travail.

III.

La loi du 7 mars 1850, réclamée à la fois par les fabricants et les ouvriers, reçut son application dans les régions intéressées, aussitôt après sa promulgation. Mais, au bout de quelques années, les rapports des préfets commencent à signaler qu'un grand nombre de fabricants revenaient peu à peu aux anciens errements, payaient leurs ouvriers à la pièce et négligeaient d'inscrire sur les livrets, quand ils existaient encore, les mentions exigées par la loi.

De nombreux conflits s'élevèrent à nouveau entre les fabricants et les ouvriers tisserands au sujet du paiement à la pièce, et l'inapplication de la loi de 1850 provoqua, dans ces dernières années, des réclamations analogues à celles qui avaient amené en 1849 la préparation de cette loi.

En présence de ces faits, M. Mirman déposa à la Chambre des députés, le 6 décembre 1904, un projet de résolution invitant le Gouvernement à assurer la stricte application de la loi du 7 mars 1850; ce projet de résolution, accepté par le Gouvernement, fut adopté par la Chambre.

D'autre part, le même jour, le Ministre du Commerce, dans le but de permettre une application plus étendue de la loi, déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi « tendant à charger les inspecteurs du travail de l'application de la loi du 7 mars 1850 ». Le projet, adopté par la Chambre le 9 février 1905, a été transmis au Sénat le 21 février.

Il apparaît donc comme très probable que la loi de 1850 recevra dans l'avenir une application plus rigoureuse que par le passé, et le moment semble opportun d'étudier quelles sont les modifications qui pourraient être utilement apportées à cette loi : c'est l'objet de la présente enquête.

(1) Il est à remarquer que la loi, qui autorise le paiement au mètre de la trame introduite dans le tissu, n'exige pas l'inscription de cette longueur sur le livret

IV.

Les modifications que l'on propose d'apporter à la loi de 1850 sont relatives aux mentions que l'article 1^{er} oblige d'inscrire sur le livret de compte. Ces modifications ne supprimeraient aucune des dispositions actuellement existantes; elles tendent seulement à opérer des additions au texte de l'article 1^{er}.

L'une de ces modifications est relative au nombre des fils de chaîne du tissu et la seconde est relative au paiement d'après la longueur de chaîne.

*1° Inscription sur le livret du nombre des fils de chaîne
introduits dans la largeur du tissu.*

Les syndicats des ouvriers tisseurs de la région de Cambrai-Valenciennes, réunis en congrès régional le 4 mars 1906 à Villers-en-Cauchies, ont exprimé le vœu que la loi rende obligatoire l'inscription sur le livret du nombre de fils de chaîne introduits dans la largeur du tissu.

A l'appui de ce vœu, les syndicats font valoir que, toutes choses égales d'ailleurs, le travail à fournir par l'ouvrier tisserand varie avec le nombre des fils de chaîne introduits dans la largeur du tissu. Pour une même largeur de tissu, le travail est plus difficile, plus délicat lorsque le nombre des fils de chaîne est plus élevé. Le nombre des fils de chaîne se trouve être ainsi un des éléments que l'ouvrier doit connaître pour évaluer le prix de son travail; il est donc pour lui du plus haut intérêt que la loi en rende la constatation obligatoire, sur le livret de compte, comme elle le fait pour les autres éléments du travail.

La première question soumise à l'enquête est donc la suivante :

Y a-t-il lieu de rendre obligatoire, sur le livret, l'inscription du nombre de fils de chaîne introduits dans la largeur du tissu?

Dans l'affirmative, le commencement de l'article 1^{er} de la loi du 7 mars 1850 se présenterait avec l'addition suivante :

ARTICLE PREMIER.

(Actuel.)

Tout fabricant, etc.
sera tenu d'inscrire.

1° Le poids et la longueur de la chaîne.

ARTICLE PREMIER.

(Avec la modification proposée.)

Tout fabricant, etc.
sera tenu d'inscrire.

1° Le poids et la longueur de la chaîne, ainsi que le nombre de ses fils.

2° Paiement de l'ouvrier tisserand au mètre de chaîne.

Aux termes du paragraphe 4° de l'article 1^{er} de la loi du 7 mai 1850, on doit écrire sur le livret : « 4° Le prix de façon soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu. »

Le paiement du prix de façon, en raison de la longueur ou du poids de la trame introduite n'est en usage que dans quelques centres; le plus géné-

ralement, c'est d'après la longueur de la pièce tissée que la rémunération de l'ouvrier tisserand est effectuée.

Or, la Chambre syndicale des fabricants de toile de Bailleul, dans une délibération en date du 31 janvier 1905, a émis le vœu « qu'à côté des modes de règlement prévus par le paragraphe 4° de l'article 1^{er}, il soit également permis de payer les tisserands *d'après la longueur de la chaîne* ».

A l'appui de ce vœu, la Chambre syndicale fait valoir que, dans certains cas, c'est la longueur de la chaîne confiée à l'ouvrier qui importe seule; qu'en serrant plus ou moins son travail l'ouvrier peut, avec une même chaîne, produire une pièce plus ou moins longue; que, d'ailleurs, la loi a imposé l'inscription, sur le livret de la longueur de la chaîne, et que rien ne s'oppose à ce que la rétribution puisse être effectuée d'après cette longueur.

La seconde question soumise à l'enquête est donc la suivante :

Y a-t-il lieu d'autoriser le paiement au mètre de chaîne à côté du paiement au mètre de tissu fabriqué?

Dans l'affirmative, le paragraphe 4 de l'article 1^{er} de la loi du 7 mars 1850 se présenterait comme suit :

ARTICLE PREMIER.

(\$ 4 actuel.)

Tout fabricant, etc.....
sera tenu d'inscrire.....

4° Le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu.

ARTICLE PREMIER.

(\$ 4 avec la modification proposée.)

Tout fabricant, etc.....
sera tenu d'inscrire.....

4° Le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de chaîne, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu.

A côté des deux questions très précises qui viennent d'être exposées, il a paru utile d'en poser deux autres plus générales relatives aux autres mentions qu'il pourrait y avoir lieu d'inscrire sur le livret de compte ainsi qu'aux autres modes de rémunération qui pourraient être prévus.

C'est pourquoi le questionnaire porte encore les deux questions suivantes :

Y a-t-il lieu de rendre obligatoire l'inscription d'autres mentions sur le livret de compte?

Y a-t-il lieu de prévoir d'autres modes de fixation du prix de façon?

SUBVENTIONS DE L'ÉTAT ET DES COMMUNES AUX CAISSES DE CHÔMAGE ⁽¹⁾.

Subventions de l'État.

La Commission des caisses de chômage, nommée par arrêté ministériel du 25 juin 1906 ⁽²⁾, s'est réunie le 28 juin dernier et a préparé la répartition de la première moitié du crédit ouvert au budget de 1906 pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire. Les subventions sont afférentes aux indemnités versées par les caisses au cours du second semestre de 1905.

77 caisses avaient reçu un état à remplir. 38 caisses n'ayant pas retourné ledit état, la Commission a procédé à l'examen individuel des pièces fournies par les 39 autres caisses.

En ce qui concerne l'application du décret à chacune de ces 39 caisses, la Commission s'est conformée aux mesures adoptées, le 28 février dernier, par la précédente Commission.

La Commission a rejeté la demande de 2 caisses et a proposé d'accorder une subvention à chacune des 37 autres, dans les limites fixées par les articles 9, 10 et 12 du décret du 9 septembre 1905 ⁽³⁾.

Par application de l'article 12 du décret et sur la proposition de la Commission, un arrêté ministériel, en date du 29 juin 1906 ⁽⁴⁾, a fixé le taux des subventions.

A 16 p. 100 du montant des indemnités versées pendant le semestre par les diverses catégories de caisses locales.

A 24 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses fédérales de chômages et de secours de route, c'est-à-dire par les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres au minimum.

Sur ces bases et par arrêté ministériel, en date du 30 juin 1906, il a été alloué 14,208 francs de subventions pour les indemnités versées par 37 caisses de chômage au cours du second semestre de 1905. Le total des subventions se décompose comme suit :

9,064 francs à 2 caisses fédérales, y compris les subventions allouées (à raison de 16 p. 100) pour les indemnités complémentaires versées par certaines sections de ces caisses fédérales ;

5,144 francs à 35 caisses locales dont : 21 caisses professionnelles comptant chacune 100 membres au moins ; 3 caisses professionnelles subventionnées par la commune et comptant chacune 50 membres au moins ; 2 caisses interprofessionnelles comptant chacune 50 membres au moins et subventionnées par des communes ayant moins de 20,000 habitants ; 4 caisses de route formées par les Bourses du travail ou unions d'associations et 5 caisses subventionnées, à titre exceptionnel, par application de l'article 23 du décret.

Les 37 caisses auxquelles une subvention vient d'être allouée en seront avisées très prochainement.

Il est rappelé aux caisses de chômage que, pour l'exercice 1906, leurs statuts devront être conformes aux prescriptions des articles 6 et 7 du décret du 9 septembre 1905.

(1) Voir *Bulletin*, mars 1906, p. 251.

(2) *Journal officiel*, du 26 juin 1906.

(3) *Bulletin* de septembre 1905, p. 820.

(4) Voir ci-après, p. 787.

Les caisses de chômage proprement dites et les caisses de secours de route formées par les Bourses du travail peuvent dès maintenant adresser au Ministre du Commerce une demande de subvention pour les indemnités versées par elles au cours du premier semestre de 1906.

Subventions départementales.

Dans le *Bulletin* de mars 1906 ⁽¹⁾ le département de Tarn-et-Garonne avait été signalé comme accordant une subvention au service de secours de route aux chômeurs organisé par cette bourse. Il résulte d'une communication du préfet, en date du 24 mars 1906, que l'allocation de 300 francs votée le 13 avril 1904 par le Conseil général en faveur de la Bourse du travail, allocation qui a été portée à 500 francs et qui figure pour la même somme au budget de 1906, a été attribuée à cette Bourse sans affectation spéciale.

Subventions municipales.

Aux 12 municipalités citées dans le *Bulletin* de mars 1906 ⁽²⁾ comme ayant subventionné des caisses de secours contre le chômage involontaire, il y a lieu d'ajouter celles d'Albert (Somme), Cherbourg et la Rochelle.

D'après des renseignements fournis le 31 mars dernier par la municipalité de Boulogne-sur-Mer, le Conseil municipal de cette ville a bien été saisi l'année dernière d'un rapport de sa commission d'assistance sociale en vue de la création d'une caisse de chômage, dont il a adopté les conclusions tendant au renvoi de la proposition à la Bourse du travail pour être étudiée par les organisations ouvrières; mais la question n'avait pas fait un pas depuis cette époque, la municipalité attendant les communications de la Bourse du travail pour un examen au fond de la proposition.

Le Conseil municipal de Paris a également été saisi, le 12 novembre 1905, par un de ses membres, M. Bussat, d'un projet de décret tendant à inscrire un crédit de 100,000 francs pour subventionner les caisses de secours contre le chômage involontaire. Cette proposition a été renvoyée à l'examen d'une commission spéciale.

Voici, en ce qui concerne les villes d'Albert, Cherbourg et la Rochelle, les conditions dans lesquelles les subventions municipales sont accordées aux caisses de chômage.

Albert (Somme). — Le 15 novembre 1904, sur la demande de M. Reimann, conseiller municipal et membre du comité de direction de la caisse de chômage des ouvriers albertins, instituée à Albert pour la distribution de secours aux familles victimes du chômage involontaire, le Conseil municipal a voté à cette caisse une subvention de 200 francs, prélevée sur le crédit des dépenses imprévues du budget de 1904. La délibération a été approuvée par le Préfet de la Somme le 3 février 1905. Aucune condition n'a été imposée par le Conseil municipal pour l'octroi de cette subvention.

Cette subvention est la seule qui ait été accordée à la caisse de chômage par la commune d'Albert ⁽³⁾.

Cherbourg. — Dans sa séance du 19 juin 1905, sur le rapport du maire, le Conseil municipal a décidé de subventionner les différentes causes de chômage dépendant des syndicats adhérents à la Bourse du travail de Cherbourg.

(1) P. 252.

(2) P. 252.

(3) Lettre du maire d'Albert du 15 mai 1906.

Les conclusions du rapport du maire, adoptées par le Conseil et qui ont été sanctionnées par le Préfet le 7 juillet suivant, sont ainsi conçues⁽¹⁾ :

1° Une somme sera inscrite annuellement au budget primitif de la ville de Cherbourg pour subventionner les différentes caisses de chômage dépendant des syndicats adhérents à la Bourse du travail de notre ville.

Au cas où le crédit primitivement prévu deviendrait insuffisant en cours d'année, il serait pourvu à cette insuffisance par tous moyens de droits, de telle façon que les engagements pris par la ville vis-à-vis des caisses de chômage soient toujours strictement exécutés.

Mais en aucun cas, les subventions allouées par la Ville aux caisses de chômage ne seront pour une année, supérieures au montant des cotisations versées par les syndiqués.

2° La gestion des caisses de chômage appartient entièrement aux syndicats organisateurs. Mais, pour participer aux subventions municipales, ces caisses devront stipuler dans leurs statuts qu'elles ne garantissent de secours qu'en cas de chômage involontaire.

3° La caisse de chômage organisée par un syndicat aura une existence entièrement distincte de celle de ce syndicat en tant que comptabilité.

Des carnets à souche serviront à enregistrer les versements faits par les syndiqués à la caisse de chômage. A la fin de chaque trimestre, il sera relevé sur les talons de ces carnets à souche le montant des versements effectués durant le trimestre. A cet effet, les talons porteront la formule : « Versé . . . par . . . » et seront revêtus de la signature du versant.

La caisse de chômage après décompte fait, recevra de la Ville une somme égale au total des versements effectués à son profit durant le trimestre par les membres du syndicat.

4° A chaque fin de trimestre, l'Administration municipale aura le droit de réclamer de la caisse de chômage justification de l'emploi des fonds provenant de la subvention et un rapport annuel sera fourni sur cet emploi par les soins de la Commission administrative de la Bourse au Conseil municipal.

5° Conformément aux décisions prises par la Commission administrative de la Bourse du travail, en date du 27 février 1905, les documents nécessaires pour le contrôle municipal seront centralisés par le secrétaire général de la Bourse, — et remis par lui à l'Administration.

Ce sera également au nom du secrétaire général de la Bourse que seront établis les mandats de paiement — dont il reversera le montant à chaque caisse de chômage d'après le compte établi d'accord avec l'Administration municipale.

6° Le droit à la subvention communale commencera à courir pour chaque caisse de chômage existante, huit jours après l'approbation préfectorale, et pour les caisses nouvelles, le jour de leur création.

Chaque caisse de chômage existante devra remettre le jour même où la subvention commencera pour elle à courir, un état de caisse que l'Administration municipale vérifiera d'accord avec le trésorier.

La subvention inscrite au budget primitif de l'exercice 1905 a été de 2,000 francs, sur laquelle il n'a été mandaté que 445 fr. 20. Pour l'année 1906, le conseil municipal, d'accord avec le secrétaire générale de la bourse du travail, a estimé qu'un crédit de 1,000 francs serait suffisant pour 1906.

La Rochelle. — Dans ses séances des 23 novembre 1905 et 25 janvier 1906, le conseil municipal de la Rochelle a voté la création, à partir du 1^{er} janvier 1906, d'un fonds de secours contre le chômage involontaire analogue à celui qui fonctionne à Gand⁽²⁾. A cet effet un crédit de 3,000 francs à titre de subvention à ce fonds a été inscrit au budget préventif de 1906.

Voici le règlement adopté pour l'organisation et le fonctionnement du fonds de chômage :

ARTICLE 1^{er}. — Il est institué à la Rochelle un fonds spécial destiné à favoriser l'assurance contre le chômage.

⁽¹⁾ Bulletin municipal officiel de la ville de Cherbourg du 1^{er} juillet 1905.

⁽²⁾ Bulletin, octobre 1903, p. 821.

Ce fonds recevra de l'administration municipale des subsides annuels dont le montant sera fixé par l'assemblée communale suivant les nécessités et les circonstances.

Chaque subvention sera payée dans le courant du mois de janvier et la ville prendra, en outre, à sa charge, les frais d'administration du fonds.

ART. 2. — Ce fonds sera administré par un comité de dix membres élus par le conseil municipal à raison de cinq délégués pris dans son sein en dehors des membres de la municipalité et de cinq autres délégués choisis par le conseil tant sur une liste de quinze personnes désignées par les caisses de chômage adhérentes que parmi les ouvriers ou employés ayant adhéré individuellement au fonds de chômage.

Le conseil municipal pourvoira sur ces bases à toutes vacances qui viendrait à se produire dans le comité pour une cause quelconque.

La présidence du comité appartiendra de droit au maire ou à l'un de ses adjoints. Le président a voix prépondérante mais seulement en cas de partage.

ART. 3. — Les fonds mis à la disposition du comité pourront être majorés par des souscriptions, donations ou produits de fêtes.

Ils seront employés exclusivement à aider les ouvriers à obtenir des indemnités de chômage suffisantes.

ART. 4. — Le fonds spécial interviendra, à cet effet, de trois manières :

1° En majorant les indemnités accordées par les caisses de chômage adhérentes à leurs membres sans travail ;

2° En accordant à chacune des caisses une majoration de l'excédent de recettes réalisé chaque année égale à la moitié de la majoration précédente jusqu'à ce que le fonds de réserve ainsi constitué s'élève à 25 francs par adhérent ;

3° En augmentant l'efficacité de l'épargne destinée à combattre les conséquences financières du chômage.

ART. 5. — Le fonds spécial majorera les indemnités d'assurance accordées par les associations professionnelles en allouant aux chômeurs une subvention proportionnelle au montant de l'indemnité de chômage.

Les indemnités de chômage ne pourront jamais être majorées de plus de 100 p. 100 ni être portées en compte à un même membre pour plus de 60 jours par an.

Les indemnités allouées par les caisses augmentées de la majoration communale ne pourront, dans aucun cas, dépasser la somme de 2 francs par jour.

Les grèves et les lock-outs ou leur conséquences, les maladies et les incapacités physiques de travail provenant d'accidents, de vieillesse ou d'invalidité ne pourront donner lieu à indemnités de chômage.

ART. 6. — Les associations qui désirent voir leurs membres participer aux subventions du fonds de chômage devront indiquer mensuellement le nombre et le montant des indemnités qu'elles ont payées et remettre annuellement le bilan de leurs opérations, ainsi que communiquer leurs statuts et leur règlement d'ordre intérieur.

Elles devront, en outre, se conformer aux instructions qui leur seront donnés par le comité pour la tenue de leurs livres de comptabilité.

ART. 7. — Le comité nommera un vérificateur chargé de contrôler la véracité des indications fournies par les associations et les particuliers.

Ce vérificateur aura le droit de contrôler tous les livres des associations participantes relatifs à l'assurance contre le chômage et de communiquer les renseignements ainsi obtenus au comité.

ART. 8. — Toute association ou personne qui refuserait de se soumettre aux stipulations des présents statuts et du règlement d'ordre intérieur qui sera voté cessera immédiatement de participer aux subventions.

Le comité a le droit d'imposer des mesures de contrôle auxquelles toutes les associations ou personnes affiliées au fonds doivent immédiatement se soumettre. Il peut aussi prendre des mesures d'ordre général destinées à faire disparaître les abus qui lui auraient été signalés.

ART. 9. — Les ouvriers et employés ne faisant pas partie d'une association affiliée au fonds pourront, néanmoins, participer aux subventions accordées aux épargnants en vue du chômage.

ART. 10. — Tout ouvrier ou employé chômant, résidant depuis six mois au moins dans la commune, inscrit depuis trois mois au moins sur un registre spécial au secrétariat de la

mairie, se soumettant aux mesures de contrôle indiquées par le règlement intérieur et opérant des retraits sur un livret de caisse d'épargne pourra obtenir les mêmes majorations que les ouvriers affiliés aux caisses de chômage.

ART. 11. — Le chômeur qui refuserait un emploi qui lui serait indiqué par le comité sera exclu de la distribution des secours.

Le comité se mettra, à cet effet, en rapports avec les autres institutions officielles ou privées qui entreprendraient la lutte contre le chômage.

ART. 12. — Toute fraude relevée à la charge d'un membre participant pour obtenir indûment la majoration, fera perdre tout droit à la majoration pendant une année à celui qui s'en sera rendu coupable, l'intéressé entendu ou dûment appelé.

S'il est établi que le ou les fonctionnaires de la caisse de chômage ont agi de connivence avec le fraudeur, la caisse du syndicat pourra être privé pendant une année du bénéfice de la subvention.

ART. 13. — Le comité fixera chaque mois le montant de la majoration qui sera allouée en cas de chômage sur le montant des indemnités et des retraits d'épargne.

ART. 14. — Le comité adressera tous les ans au conseil municipal un rapport détaillé sur l'activité et les résultats obtenus par l'assurance contre le chômage.

ART. 15. — Le comité aura dans sa première séance à voter un règlement d'ordre intérieur indiquant les détails d'organisation, les conditions exactes de la participation et les formalités auxquelles seront assujettis les paiements.

A la date du 10 février 1906, le maire a envoyé individuellement une lettre à tous les ouvriers de la commune pour leur expliquer le fonctionnement du fonds de chômage. Ils les engageait : s'ils étaient déjà affiliés à une association professionnelle ayant une caisse de chômage régulièrement constituée, à provoquer l'adhésion de cette caisse au fonds de chômage ; dans le cas contraire, à joindre leurs efforts à ceux des ouvriers de la même corporation pour en fonder une, qui adhérerait ensuite au fonds communal ; enfin, s'ils ne croyaient pas devoir s'affilier à une association professionnelle, de se faire inscrire au secrétariat de la mairie sur le registre des ouvriers et employés isolés qui désirent participer aux avantages du fonds de chômage.

A la suite de l'envoi de cette circulaire, le secrétariat de la mairie avait reçu, au 31 mars 1906, 16 adhésions individuelles. A la même date la section rochelaise de la Fédération du livre allait demander son adhésion et le syndicat des boulangers procédait à une revision de ses statuts pour lui permettre également d'adhérer au fonds communal.

LE RECENSEMENT PROFESSIONNEL DU 24 MARS 1901.

(Suite⁽¹⁾.)

IV. — Chômage.

EMPLOYÉS ET OUVRIERS SANS EMPLOI.

Le recensement de 1901, comme celui de 1896, a fourni des indications sur le chômage des ouvriers. Mais les résultats ne s'appliquent pas à toutes les formes de chômage, notamment on ne s'est pas occupé ni du manque de travail des personnes qui s'occupent à leur domicile pour leur compte ou au compte d'autrui, ni des interruptions de travail des ouvriers à emploi irrégulier, lesquels ont été classés parmi

(1) Voir *Bulletin*, décembre 1905, p. 1068, et janvier 1906, p. 42.

les travailleurs isolés. Le recensement a seulement fait connaître le nombre des individus qui, pourvus ordinairement d'un emploi régulier, se trouvaient, en mars 1901, momentanément sans emploi; de plus, les ouvriers en chômage dans leur emploi habituel, mais occupés dans une autre profession, ont été classés dans cette profession et par suite n'ont point été comptés comme chômeurs.

Dans ces conditions, le nombre des employés et ouvriers sans emploi ressort à 315,000 (exactement 314,530) en mars 1901; il était de 267,000 (exactement 266,875) en mars 1896. Sur 1,000 habitants on a donc compté 8 chômeurs en 1901 au lieu de 7 en 1896. Ici encore, il est bon de ne pas s'en tenir à ces chiffres d'ensemble qui s'appliquent à un ensemble de catégories professionnelles où les conditions du chômage sont trop différentes. Ainsi, il n'y a pas lieu de s'arrêter aux chiffres spéciaux à la pêche et à l'agriculture, parce que, dans ces catégories, les ouvriers à poste fixe ne forment qu'une minime partie de l'ensemble du personnel et que, d'autre part, le travail est très irrégulier au cours de l'année.

Le tableau suivant donne la proportion des chômeurs dans chacune des catégories professionnelles en 1896 et en 1901. Le nombre total des ouvriers et employés dans chacune des catégories considérées a été obtenu en ajoutant au nombre des personnes ayant au 24 mars 1901 un emploi dans les établissements, les ouvriers et employés momentanément sans emploi lors du recensement. La proportion du chômage a été calculée en divisant le total ainsi obtenu par le nombre des chômeurs.

INDUSTRIES OU PROFESSIONS.	NOMBRE TOTAL des OUVRIERS et employés.		EMPLOYÉS ET OUVRIERS sans emploi.		PROPORTION P. 100.	
	1901.	1896.	1901.	1896.	1901.	1896.
Profession mal spécifiée	18,337	30,512	10,647	8,934	58.06	29.28
Pêche.....	30,689	24,609	870	630	2.83	2.56
Forêts.....	32,015	36,477	538	687	1.68	1.88
Culture, élevage.....	2,903,807	3,261,079	46,639	37,244	1.27	1.14
Mines et minières.....	190,281	155,581	877	1,329	0.46	0.85
Carrières.....	60,686	55,340	909	554	1.85	10.01
Industries mal désignées.....	7,811	6,778	3,721	1,700	47.63	2.50
Alimentation.....	287,968	274,740	9,534	8,436	3.31	3.07
Industries chimiques.....	102,339	77,023	438	401	0.42	0.52
Gaoutchouc, papier.....	66,309	54,283	1,115	1,076	1.68	1.98
Polygraphie.....	87,549	71,092	3,310	3,126	3.81	4.39
Industries textiles.....	653,760	637,471	16,996	14,889	2.59	2.33
Travail des étoffes.....	490,960	430,171	32,051	29,472	6.52	6.85
Pailles, plumes et crins.....	18,195	15,974	831	466	4.56	2.91
Cuir et peaux.....	163,036	168,980	6,973	8,000	4.27	4.73
Industries du bois.....	376,682	334,081	19,405	16,576	5.15	4.96
Métallurgie.....	75,420	55,717	235	102	3.11	1.83
Métaux ordinaires.....	519,206	415,936	23,823	16,931	4.58	4.07
Métaux fins.....	23,361	20,428	945	1,169	4.09	5.72
Taille des pierres précieuses.....	2,400	2,035	68	56	0.28	0.27
Taille des pierres, moulage.....	33,415	29,373	4,027	3,290	12.05	11.20
Terrassement, construction.....	377,575	342,596	28,511	23,882	0.75	0.69
Céramique et verrerie.....	146,195	139,211	1,644	1,736	1.12	1.333
Manutention.....	314,590	273,065	33,612	29,491	10.6	10.79
Transport.....	431,825	351,741	9,443	7,701	2.18	2.18
Commerces divers.....	701,135	601,108	32,635	25,750	4.65	4.28
Commerce forain, agences, etc.....	21,356	21,754	545	398	2.551	1.829
Banque, assurances, etc.....	51,566	41,806	383	351	7.42	8.304
Professions libérales.....	206,760	164,624	4,456	3,512	2.15	2.153
Soins personnels.....	24,203	20,183	1,472	1,195	6.08	5.83
Services domestiques.....	956,195	779,380	17,791	17,198	1.86	2.206
Services publics et généraux.....	1,221,216	1,159,036	38	375	0.0031	0.0032
Services publics industriels.....	76,353	56,460	18	218	0.023	0.038
TOTAUX.....	10,673,195	10,099,944	314,530	266,875	2.94	2.42

Sur 4,429,563 ouvriers et employés de l'industrie⁽¹⁾, on en comptait 198,499 momentanément sans emploi, soit 4.48 p. 100 au lieu de 4.37 en 1896. Si l'on fait abstraction des mines, minières et carrières, la proportion s'élève, pour 1901, à 4.70 p. 100 contre 4.56 en 1896.

Sur les 774,007 ouvriers et employés du commerce⁽²⁾, on en a relevé 33,763 momentanément sans emploi, soit une proportion de 4.36 p. 100, pour 1901, contre 3.98 en 1896.

L'APPLICATION DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN 1904⁽³⁾.

1^{re} PARTIE. — Application générale de la loi.

CHAPITRE 1^{er}. — *Interprétations judiciaires.*

Les arrêts de la Cour de cassation, particulièrement nombreux durant les derniers mois écoulés, constituent, dès à présent, un corps de jurisprudence assez complet pour offrir, sur presque tous les points de quelque importance, un solide appui à l'interprétation, un peu flottante à l'origine, des tribunaux et des cours d'appel.

L'action de la Cour suprême a continué de s'exercer dans le sens déjà indiqué au précédent rapport.

Certains de ses arrêts, sans doute, laissent place à des tendances différentes et à la consécration de solutions où les principes nouveaux introduits par le législateur de 1898 se heurtent à des règles de droit commun pour aboutir à des décisions quelque peu inattendues. Mais il semble permis, à certains égards, de les considérer comme transitoires et de retenir que, dans son ensemble, la dernière jurisprudence de la Cour de cassation n'a pas trompé les prévisions de ceux qui attendaient d'un droit nouveau des conséquences nouvelles.

Par arrêt du 17 février 1902, signalé au précédent rapport, la Cour (chambre civile), dégagant les éléments constitutifs du risque professionnel, avait considéré comme survenu par le fait du travail tout accident causé par l'outillage ou par les forces qui l'actionnent et arrivé dans les lieux et pendant le temps où l'ouvrier était soumis à la direction du chef d'entreprise. Elle a eu, au cours de ces deux dernières années, occasion de faire application de cette définition :

Au cas de l'employé d'un chef d'industrie envoyé en course par son patron et blessé en nettoyant la bicyclette dont il se servait et qui faisait partie de l'outillage industriel de l'entreprise (req. rej., 11 mai 1904); plus récemment, au cas d'un marinier tombé, pendant la nuit, de son bord, où l'obligeait à vivre son contrat de

⁽¹⁾ Dans l'industrie sont comprises les catégories professionnelles portées au tableau qui précède, depuis les mines et minières jusqu'au transport inclus.

⁽²⁾ Dans le commerce sont comprises les catégories professionnelles suivantes : commerces divers; commerce forain, agences, etc.; banque, assurances, etc.

⁽³⁾ Extraits du rapport présenté au Président de la République, le 7 mars 1906, par le ministre du Commerce sur l'application générale de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail, sur la situation des sociétés d'assurances admises à pratiquer les assurances régies par ladite loi et sur le fonctionnement du fonds de garantie (*Journal officiel* du 25 mars 1906). — Pour l'application de la loi du 9 avril 1898, de 1899 à 1903, voir *Bulletin*, mars 1905, p. 206 et avril 1905, p. 299.

travail, l'exposant à tous les dangers de sa profession (civ. cass., 26 juillet 1905).

De la définition précédemment rappelée de l'accident professionnel doivent être rapprochées les solutions données par deux arrêts de rejet de la chambre des requêtes. Le premier, du 28 mars 1905, écarte l'application de la loi du 9 avril 1898 à l'accident dont a été victime un jeune ouvrier tombé d'une fenêtre en jouant dans les bâtiments attenant à l'atelier, sa journée finie, avec plusieurs de ses camarades. Le second, du 4 juillet 1905, admet que les juges du fond ont pu considérer comme s'étant produit en dehors des heures de travail et dans un lieu qui ne pouvait être considéré comme une dépendance du lieu du travail, l'accident survenu à un ouvrier chargé d'effectuer à distance certains travaux et qui, ces travaux achevés et après avoir été à la poste pour l'annoncer à ses patrons, avait été, au retour, sur la voie publique, renversé et blessé par un cycliste.

La Cour de cassation (chambre civile) a eu également à se prononcer, le 27 juillet 1905, sur le cas d'un ouvrier mort de tuberculose pulmonaire, les juges du fait n'ayant pas admis que le décès fût en relation directe et immédiate avec un accident dont cet ouvrier avait été la victime, tout en reconnaissant cependant que l'accident, en diminuant les forces du blessé et en le retenant au lit, avait déterminé une évolution plus rapide de sa maladie et hâté un dénouement fatal, et elle a rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt incriminé. La Cour a fait état, en l'espèce, de l'affirmation initiale de l'arrêt que la *maladie* du blessé, cause directe de sa mort, ne pouvait être considérée comme une conséquence de l'accident du travail dont il avait été la victime.

Par ailleurs, la Cour de cassation n'a pas cessé d'affirmer sa jurisprudence antérieure qui maintient, en matière d'accidents du travail, l'application des règles de l'article 1315 du Code civil et impose à l'ouvrier, à l'employé ou à ses représentants, demandeurs en indemnité, de prouver tout à la fois, outre leur qualité et l'assujettissement de l'industrie dans laquelle s'effectuait le travail, l'accident et la relation de cause à effet entre l'accident et le travail (req. rej., 29 février 1904, 4 mai 1904, 22 juin 1905). L'arrêt du 4 mai 1904, sans s'opposer à l'arrêt de la Chambre civile du 26 juillet 1905, précédemment rappelé, a ainsi pu écarter comme insuffisamment justifiée la demande de l'ayant-droit d'un batelier dont le corps avait été trouvé noyé dans le port où son bateau était stationné, mais sans qu'il fût établi que cet événement ait été le résultat d'un accident survenu pendant que la victime était en service sur ledit bateau.

En matière d'assujettissement, la Cour de cassation a eu occasion d'affirmer que les dispositions de la loi du 9 avril 1898 s'appliquaient uniquement aux industriels ou commerçants énumérés à l'article 1^{er} de ladite loi, à l'exclusion des personnes qui n'exercent aucune profession ou qui exercent une profession non assujettie, lorsqu'elles font, par exception, exécuter par des ouvriers de leur choix et sous leur direction, des travaux qui rentrent dans la catégorie de ceux que vise la loi (civ. rej., 6 janvier 1904).

Elle a décidé, par contre, au cas d'une entreprise assujettie, qu'un accident survenu au cours de travaux d'une catégorie non visée donne droit aux indemnités légales lorsqu'il frappe un ouvrier attaché à cette entreprise et les exécutant à son profit (req. rej., 4 janvier 1905).

La Cour de cassation a confirmé d'autre part sa jurisprudence antérieure relative au non-assujettissement des « travaux et chantiers forestiers » qu'elle considère comme des exploitations purement agricoles auxquelles la loi du 9 avril 1898 ne serait applicable qu'au cas d'emploi de machines mues par des moteurs inanimés et seulement pour les accidents occasionnés par l'emploi de ces machines ou moteurs (req. rej., 8 février 1904; civ. cass., 19 avril 1904).

Entin elle a continué de condamner les solutions de certains tribunaux qui, faisant un départ selon leur importance entre les divers établissements énumérés à l'article 1^{er} de la loi, tendaient à limiter arbitrairement l'application du principe du risque professionnel soit à l'industrie dangereuse, soit à la grande industrie (civ. cass., 15 mars 1904; 5 juillet et 2 août 1905); et elle a jugé à nouveau, englobant tous les ateliers industriels dans les termes « usines et manufactures » de l'énumération légale : que tous les métiers qui comportent transformation des objets auxquels ils s'appliquent, ce qui est le propre des métiers industriels, sont assujettis aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 (civ. cass., 2 arrêts, 5 juillet 1904). Les juges du fait doivent, précise-t-elle, en chaque espèce, spécifier les conditions dans lesquelles s'effectue le travail qui a été la cause ou l'occasion de l'accident.

En se réclamant de cette jurisprudence, la chambre des requêtes a déclaré non assujetti le boulanger qui n'emploie pas pour faire son pain de moteur inanimé, et dont l'industrie, qui consiste à pétrir et à faire cuire de la farine, utilise simplement la matière première sans opérer de transformation industrielle (req. rej., 26 avril 1904, 10 avril et 6 juillet 1905); au contraire, la chambre civile, statuant sur le cas de bouchers, a jugé que le fait de convertir un animal vivant en viande de boucherie d'une part, et en déchets divers (suifs, cornes, pieds et peaux) de l'autre, constituait une transformation de la marchandise et par suite une opération industrielle de la part de celui qui s'y livre, assujettie au régime légal du risque professionnel (civ. cass., 24 octobre 1904, 2 et 3 août 1905).

A son interprétation large des mots « usines et manufactures », la Cour de cassation a continué d'opposer une interprétation plus étroite des autres termes de l'énumération des entreprises assujetties et notamment du mot « chantier ». La chambre des requêtes a jugé à nouveau en ce sens (req. rej., 13 mars 1905) que les chais et les caves d'un marchand de vins en gros ne sauraient être considérés, quel que soit le nombre des fûts qui y sont manipulés ou des ouvriers qui y travaillent, comme un chantier au sens de la loi du 9 avril 1898, et qu'il en était de même de l'établissement d'un négociant en fer qui ne fait subir aux pièces emmagasinées dans ses entrepôts aucune appropriation industrielle proprement dite (req. rej., 25 juillet 1904).

De ces deux décisions doivent être rapprochés deux arrêts, l'un de la chambre civile, du 24 octobre 1904, l'autre de la chambre des requêtes, du 12 décembre 1904, qui déclarent non assujetties comme ne rentrant dans aucun des termes de l'énumération de l'article 1^{er} de la loi, les entreprises de balayage des rues ou d'enlèvement des immondices dans une ville.

Dans le même ordre d'idées encore doit être signalée la solution d'un arrêt de la chambre civile du 11 juillet 1905 qui décide, s'appuyant sur la terminologie du Code de commerce, que les mots « entreprises de transport par terre et par eau » ne s'appliquent pas aux transports maritimes et que les accidents survenus à bord des bâtiments de mer sont, en ces conditions, exclusivement régis par l'article 1382 du Code civil.

La Cour de cassation a eu également à se prononcer sur le cas d'établissements où l'opération industrielle n'apparaît qu'exceptionnelle ou tout accessoire et où le caractère dominant, sinon exclusif, de la profession considérée est proprement commercial (toute mise en œuvre de substances explosives ou tout emploi de moteurs réservés), et elle a rejeté, dans deux espèces particulières, dont celle du négociant en fer faisant accidentellement couper ou percer les pièces de métal par lui mises en vente, les pourvois formés contre les décisions de débouté des juges du fait (Req. 27 avril et 25 juillet 1904).

Lorsqu'un même chef d'entreprise exerce deux professions dont une seulement est assujettie, la Cour de cassation restreint naturellement le bénéfice de l'applica-

tion de la loi du 9 avril 1898 aux accidents survenus par le fait ou à l'occasion de la profession assujettie (Civ. cass., 24 juillet 1905), mais à bon droit elle ne déclare opposable à la victime la distinction à établir entre les deux professions que si celle-ci ressort nettement du travail au cours duquel l'accident s'est produit (Civ. rej., 12 juillet 1905) et, à cet égard, elle a admis qu'un arrêt statuant sur le cas d'un employé d'un marchand de fourrages-entrepreneur de transports avait pu faire état de la confusion des deux professions dudit chef d'entreprise pour appliquer à un des ouvriers de l'entreprise, blessé en conduisant une voiture de foin, le bénéfice de la loi du 9 avril 1898.

Pendant ces deux dernières années, la Cour de cassation eut à faire plusieurs applications du principe antérieurement posé par elle (Req. rej., 2 décembre 1901) « que le risque professionnel établi par la loi du 9 avril 1898 implique nécessairement l'existence d'une convention préalable de louage d'ouvrage entre le chef de l'entreprise et les ouvriers qu'il emploie ». Elle a ainsi écarté l'action d'un ouvrier que les circonstances de la cause, pour un travail assumé à forfait, permettaient de considérer comme devenu momentanément chef d'entreprise, le lien de droit à dégager cessant d'être en l'espèce celui de louage d'ouvrage pour devenir celui de louage d'industrie (Req. rej., 7 novembre 1904; et, en sens inverse, elle a considéré qu'avait été à bon droit traité comme ouvrier, bénéficiaire des dispositions légales, un chef d'entreprise temporairement chargé, moyennant un salaire, d'un travail à effectuer pour le compte d'un industriel assujetti, sous la surveillance des agents ou préposés de ce dernier (Civ. rej., 6 mai 1905).

Un arrêt de la chambre civile, intéressant à d'autres titres (Civ. cass., 14 mars 1904) a également déclaré, au cas de prêt d'un de ses ouvriers par un industriel à un autre, que le chef d'entreprise responsable de l'indemnité était celui qui avait loué les services de l'ouvrier et seul contracté avec lui.

Deux arrêts des 5 janvier 1904 (Req. rej.) et 24 juin 1905 (Civ. cass.) ont affirmé à nouveau le caractère impératif et forfaitaire des indemnités légales; le second casse et annule comme ne justifiant pas suffisamment la légalité de ses fixations, un arrêt qui accordait à la victime d'un accident de travail une rente viagère égale aux deux tiers du salaire annuel, sans avoir constaté que l'incapacité était à la fois permanente et absolue.

Plusieurs arrêts ont eu à se prononcer sur la question de la fixation de l'indemnité lorsque les conséquences de l'accident se sont trouvées aggravées du fait de l'état physique de la victime (prédispositions morbides ou infirmités antérieures) [Civ. cass., 25 juillet et 24 octobre 1904; 18 juillet 1905 (2 arrêts)]. Les arrêts précités statuent respectivement, le premier et le troisième, au cas de faiblesse préexistante de l'œil non atteint par l'accident; le deuxième au cas de prédisposition herniaire; le quatrième au cas d'arthritisme et d'habitudes d'intempérance. Conformément à une jurisprudence heureusement établie, la Cour de cassation a décidé de ne pas tenir compte de ces prédispositions ou infirmités, le rôle du juge devant se borner, dans l'application de la loi du 9 avril 1898, à constater matériellement le préjudice souffert et à en assurer la réparation forfaitaire, à l'aide de calculs dont les données lui sont imposées (salaire effectif de l'ouvrier blessé, d'une part; facultés de travail ravies par l'accident, d'autre part).

D'un arrêt de rejet de la chambre des requêtes, en date du 18 janvier 1905, il est permis de tirer une définition de l'incapacité permanente absolue qui doit s'entendre, non de l'incapacité du travail de la profession, mais de l'incapacité de tout travail, les juges du fait ayant à apprécier, à cet égard, les conséquences de l'accident.

Enfin, la chambre des requêtes (Req. rej., 16 janvier 1905) a fait à juste titre découler, du caractère d'insaisissabilité et d'incessibilité des rentes d'accidents inscrit

à l'article 3 de la loi, l'impossibilité pour le chef d'entreprise débiteur de se payer lui-même par voie de compensation légale, sur le montant de sa dette, des sommes que pourrait lui devoir l'ouvrier, et notamment des frais exposés pour défendre en appel à l'action de ce dernier.

L'article 10 de la loi du 9 avril 1898 prévoit pour le calcul du salaire de base deux modes de computation, selon que l'ouvrier victime d'accident a été occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, ou pendant moins de douze mois. La Cour de cassation a eu à faire de ce texte une application au cas d'un ouvrier blessé qui avait pris part au cours des douze mois écoulés avant l'accident à une grève survenue dans l'entreprise. Conformément à sa jurisprudence générale, d'après laquelle la grève n'est pas seulement une suspension, mais une rupture du contrat de travail, de sorte qu'un nouveau contrat est formé lorsque, la grève terminée, l'ouvrier reprend le travail, la Cour a décidé (Civ. cass., 4 mai 1904), que, pour le calcul du salaire de base, l'ouvrier en pareil cas devait être considéré comme n'ayant point été pendant les douze mois écoulés avant l'accident occupé dans l'entreprise.

Parmi les éléments constitutifs du salaire servant de base au calcul de la rente, la Cour (Civ. cass., 15 mars 1904) a fait rentrer le pourboire, pour les entreprises où le pourboire est d'usage. Cette solution est d'ailleurs conforme à sa jurisprudence qui, pour la fixation du salaire, base du calcul de la rente, distingue parmi les allocations autres que le salaire proprement dit, entre celles qui sont la rémunération d'un travail et qu'elle fait entrer en ligne de compte et celles qui constituent seulement le remboursement d'une dépense que le travail a occasionnée à l'ouvrier, et dont elle ne fait point état.

La loi du 31 mars 1905, sanctionnant l'interprétation administrative qui s'était heurtée à la divergence de nombreux tribunaux et aux solutions mêmes de la Cour suprême, ne permet plus de douter que l'indemnité dont l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 autorise la révision, ne soit aussi bien celle qui est accordée à la victime d'un accident du travail en réparation d'une incapacité qui paraît ne devoir être que temporaire, que celle qui lui est allouée, sous forme de rente viagère, lorsque l'incapacité est considérée comme permanente. En déclarant que, s'il n'y a pas eu attribution de rente, le délai pendant lequel l'action en révision pourra être exercée courra à compter de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, la loi nouvelle interprète en effet l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 de façon définitive et implique nécessairement que le législateur a entendu permettre la révision de l'une et de l'autre indemnités. La Cour de cassation a fait elle-même, à la date du 12 avril 1905, une prompte application de ce nouveau texte en déclarant que la loi nouvelle interprète à cet égard l'article 19 et précise, sans les modifier, la portée des dispositions initiales de la loi du 9 avril 1898.

En matière de prescription, où la Cour de cassation s'est refusée au contraire à considérer comme interprétatives les précisions apportées au texte de l'article 18 par la loi du 22 mars 1902, la rigueur persistante de ses solutions, qui ne font état, comme causes d'interruption ou de suspension de la prescription, ni de la minorité de la victime, ni de son interdiction ni de l'ignorance où elle était des suites de l'accident, ni de l'inaction des magistrats chargés de mettre en œuvre la procédure, ni même, au cas d'action à fin de rente, du paiement antérieur par le patron de l'indemnité journalière, commence cependant à se tempérer par une jurisprudence qui, d'une part, reconnaît le caractère interruptif à la convocation en conciliation adressée aux parties par le président du tribunal et qui surtout donne en toute hypothèse, à la victime ou à ses représentants, le droit de citer directement le chef d'entreprise devant le tribunal compétent, sauf au tribunal à ordonner avant jugement l'accomplissement des formalités omises.

Il est à remarquer d'ailleurs qu'au cas où la Cour suprême admet l'interruption de la prescription, elle n'en subordonne pas les effets à une assignation subséquente formée dans le délai prévu à l'article 57 du Code de procédure civile et qu'elle applique à l'instance liée par la convocation du président les délais de prescription du droit commun.

Certaines décisions rendues par la Cour de cassation en matière de compétence et de procédure, qui eussent été intéressantes à signaler sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, n'offrent plus, depuis la mise en application de la loi du 31 mars 1905, qu'un intérêt rétrospectif. Au contraire doivent être encore retenus et signalés les arrêts par lesquels la Cour de cassation : a) s'est pour la première fois prononcée sur la question du cumul de la rente d'accident avec une pension de retraite servie par le chef d'entreprise; b) a délimité et précisé le rôle du magistrat conciliateur appelé à homologuer l'accord des parties; c) a déterminé, sous le deuxième alinéa de l'article 23, à quelles créances de la victime ou de ses ayants-droit s'applique le bénéfice de la garantie de la caisse nationale des retraites organisée à l'article 26.

En ce qui touche la question délicate du cumul de la pension de retraite que s'engage à servir un chef d'entreprise à ses ouvriers ou aux ayants-droit de ces derniers avec la rente allouée en cas d'accident par la loi du 9 avril 1898, la Cour de cassation (Civ. cass.), par trois arrêts en date des 21 juillet 1904, 24 juin et 27 juillet 1905, s'est nettement prononcée en faveur du cumul. Elle estime en pareil cas que les créances des intéressés ont chacune une cause juridique distincte, l'une dérivant du contrat de travail et constituant une des conditions de sa formation et de son maintien, l'autre ayant sa source dans les dispositions de la loi du 9 avril 1898, qui impose au chef d'entreprise la charge intégrale des indemnités forfaitaires qu'elle établit. Il y a lieu de noter, au surplus, que, sur ce point, la jurisprudence du Conseil d'État s'est pleinement accordée avec celle de la Cour de cassation, ainsi qu'en témoigne la solution de son arrêt du 18 novembre 1904, le premier qu'il ait rendu sur cette importante question. Mais la Cour de cassation ne statue ainsi que s'il s'agit d'une pension de retraite *d'âge* ou d'ancienneté de services, et l'ouvrier blessé ne saurait prétendre cumuler avec les indemnités légales la retraite anticipée que lui réserverait, pour le cas de *blessures* , son contrat de travail (Civ. cass., 13 décembre 1905).

A plusieurs reprises l'attention du ministère du Commerce avait été appelée sur la teneur d'ordonnances où le magistrat conciliateur sanctionnait l'accord des parties sur l'allocation d'un capital après avoir reconnu avec elles que la loi de 1898 n'était pas applicable. Il lui avait semblé que la mission du juge en pareil cas était terminée avec la constatation de la non-application de la législation spéciale sur les accidents du travail; qu'il n'appartenait pas au juge de couvrir des accords de cette nature, qui risquaient de prêter à des collusions pour échapper à la loi, et qu'en en donnant acte, dans les formes prévues à l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, le président du tribunal ou le magistrat appelé à le suppléer excédait ses pouvoirs.

Son interprétation paraît confirmée, en même temps que ses appréhensions dissipées, par un arrêt de la Chambre des requêtes en date du 26 avril 1904 qui, incidemment, dans doute, mais très nettement, déclare les présidents des tribunaux incompétents pour exercer leurs pouvoirs de juges conciliateurs à l'égard des actions en dommages-intérêts basées sur l'article 1382 du Code civil.

Appelée enfin à interpréter les articles 23, 24 et 26 de la loi du 9 avril 1898 en ce qui touche l'étendue de la *garantie*, la Cour de cassation (ch. civ.) a, par son arrêt du 1^{er} août 1905, limité cette garantie aux seules rentes ou pensions allouées à la victime ou à ses représentants, à l'exclusion des indemnités temporaires de demi-salaire, ces dernières, calculées sur un salaire de base particulier, accordées

par un juge spécial, servies jusqu'à la consolidation de la blessure, conservant, dit-elle, leur caractère propre, quelle que soit l'issue de la maladie et lors même que le blessé serait finalement atteint d'une incapacité permanente.

Si ce dernier arrêt et quelques autres laissent place à des réserves, il importe de constater que, dans l'ensemble des solutions qu'elle a consacrées, la Cour de cassation a remarquablement fait progresser l'interprétation de la loi de 1898 : il est maintenant loisible d'espérer que tous les tribunaux, en se pénétrant de l'esprit qui l'anime et de l'unité qui se dégage de ses arrêts, voudront contribuer à l'application intégrale de la législation sur les accidents du travail. (A suivre.)

LES ACCIDENTS DE MER PENDANT L'ANNÉE 1904⁽¹⁾.

Bâtiments français. — L'Administration de l'établissement des invalides de la marine a enregistré, au cours de l'année 1904, 271 naufrages, échouements et autres accidents de navigation survenus sur les côtes de France, d'Algérie, des autres colonies et pays de protectorat, ou pertes de bâtiments *français* sur les autres points du globe. Ce total comprend 26 bâtiments à vapeur, 244 voiliers armés au commerce ou à la pêche et 1 bâtiment de l'État. Ce total est de beaucoup le plus faible que l'on ait enregistré depuis 10 ans.

76 bâtiments mis en péril ont pu continuer leur route ou être renfloués; 170 ont été perdus complètement, 24 se sont perdus corps et biens.

Le tableau suivant permet de comparer comment se répartissent, par genre de navigation et par espèce, les bâtiments naufragés, avariés ou échoués; il donne en outre, par genre de navigation, la situation numérique des bâtiments français ayant pris la mer en 1904 avec le chiffre de leur équipage et la proportion des sinistres par genre.

	VOILIERS.			ÉQUIPAGE.	VAPEURS.			ÉQUIPAGES Mécaniciens et chauffeurs.
	sinistres.	ayant pris la mer.	pro- portion p. o/o.		sinistres.	ayant pris la mer.	pro- portion p. o/o.	
Long cours.....	12	277	4.33	6,052	2	226	0.88	6,853
Grande pêche.....	35	545	6.42	13,594	12	12	1.00	51
Cabotage.....	40	657	6.08	3,524	16	534	2.99	5,262
Bornage.....	40	3,687	1.08	9,401	3	335	0.89	782
Pilotage.....	5	320	1.56	1,623	16	16	1.00	40
Petite pêche.....	108	29,033	0.37	87,304	4	179	2.23	521
Plaisance.....	4	10,397	0.03	6,915	1	123	0.81	182
État.....	1	1	1.00	1	1	1	1.00	1
TOTAL.....	244	41,916	0.54	128,413	27	1,425	1.82	18,454

Comme précédemment, c'est la navigation à la voile qui a été la plus éprouvée. Sur 41,916 voiliers, avec 128,413 hommes d'équipage, ayant pris la mer, 244 ont été sinistres. Sur ce total 97 jaugeaient moins de 10 tonneaux, 84 de 10 à 50, 32 de 50 à 100, 22 de 100 à 500 et 9 de plus de 500 tonneaux.

⁽¹⁾ D'après la *Statistique des naufrages et autres accidents de mer pour 1904*, publiée par le Ministère de la Marine, 1904.

Les 271 accidents de mer se répartissent comme suit, d'après les causes et circonstances matérielles qui les ont produits :

Perdus corps et biens sans nouvelles	24
Échouements	126
Abordages	41
Accidents divers	49
Voies d'eau	31
(Plus 5 bâtiments de l'État.)	
	271

Dans 65 cas, l'accident est imputable soit à de mauvaises conditions de navigabilité, soit au commandement à bord, soit aux équipages; dans 206 autres à des cas de force majeure ou de navigation.

Bâtiments étrangers. — 27 bâtiments de nationalité étrangère ont fait naufrage ou subi des accidents dans les eaux françaises ou dans celles des pays soumis à notre protectorat, dont 23 sur les côtes de France et d'Algérie. Ces 27 bâtiments sinistrés comprenaient 16 vapeurs et 11 voiliers, montés par 296 hommes d'équipage.

Pertes d'existences. — Le total des pertes d'existences (matelots et passagers), entraînées par les sinistres, s'élève à 487 contre 505 en 1903.

Au point de vue du genre de navigation, les pertes d'existences éprouvées par nos nationaux se répartissent comme suit :

Long cours	44
Grande pêche	40
Cabotage	245
Bornage	12
Pilotage	3
Petite pêche	88
Plaisance	8
Bâtiments de l'État	47
TOTAL	487

En dehors des accidents dus aux sinistres maritimes, on a enregistré 596 décès à bord des bâtiments français, dont 518 dans la marine de commerce et la pêche, et 78 sur les bâtiments de l'État, à savoir :

	MARINE du commerce.	MARINE de l'État.	TOTAL.
Submersion pour causes autres que naufrages	207	12	219
Accidents autres que submersions	71	17	88
Décès survenus à bord par maladie	240	49	289
TOTAL	518	78	596

Si on ajoute ce total de 596 à celui des pertes d'existences à la suite de naufrages et abordages des bâtiments français, soit 487, on obtient un total général de 1,083 décès survenus à bord de notre flotte pendant l'année 1904, contre 1,172 en 1903.

En dehors de son fonds de secours ordinaire, qui s'élevait en 1904 à 932,000 fr., l'Administration des invalides de la marine a pu, avec les ressources réalisées par

le prélèvement de 4 p. 100 sur les primes à la marine marchande, distribuer 528,250 francs à 3,811 marins, veuves, ascendants ou orphelins de marins.

L'Administration des invalides de la marine a enfin concédé une somme de 343,975 francs à titre de subventions à des sociétés de toutes natures : maisons et abris de marins, hôpitaux, maisons de retraites, sociétés de sauvetage, écoles de pêche, bureaux de placement des syndicats, sociétés d'assurance ou d'assistance mutuelles entre pêcheurs, etc. Au sujet de ces sociétés d'assurance mutuelles constituées à l'effet d'indemniser les participants des pertes de matériel, il convient de rappeler que leur nombre s'est légèrement accru grâce au changement de réglementation consacré par la circulaire du 31 décembre 1899, aux termes de laquelle le département de la marine n'accorde plus d'indemnités individuelles aux marins qui ont éprouvé des pertes de matériel de pêche. Le fonds d'indemnités est actuellement réparti entre les sociétés d'assurances mutuelles de marins et c'est à ces derniers à s'affilier à l'une des sociétés subventionnées, s'ils veulent être indemnisés de leurs pertes.

JURISPRUDENCE.

Conseil de prud'hommes; ouvrier ciseleur travaillant chez un fabricant de meubles; application du délai-congé en usage dans la catégorie à laquelle appartient l'industrie exercée par le patron.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (7^{me} CHAMBRE).

Jugement du 6 décembre 1905.

Le tribunal, ouï en ses conclusions et plaidoirie Leymarie, avocat de Jémont; en ses dires et observations, Villemain comparaissant en personne; le ministère public entendu et après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en matière sommaire et en dernier ressort;

En la forme :

Déclare l'appel recevable;

Au fond :

Attendu que Jémont prétend que le conseil des prud'hommes était incompétent pour statuer sur la demande de brusque renvoi; attendu qu'il s'agissait bien en l'espèce d'une contestation entre patron et ouvrier et que le conseil des prud'hommes était compétent;

Sur les salaires :

Attendu que Jémont ne méconnaît pas de ce chef devoir la somme de quatre vingt douze francs;

Sur l'indemnité de brusque renvoi :

Attendu que c'est à tort que le conseil a attribué ladite indemnité à Villemain; que celui-ci, quoique ouvrier ciseleur, travaillait pour le compte de Jémont, fabricant de meubles, dont l'industrie est classée dans celle du bâtiment; que l'industrie du patron déterminant la catégorie à laquelle appartient l'ouvrier, Villemain étant considéré comme ouvrier du bâtiment n'avait le droit de réclamer aucune indemnité puisqu'il n'existe ni délai-congé ni indemnité pour les ouvriers de cette catégorie;

Sur la demande reconventionnelle :

Attendu que les faits de scandale et de trouble allégués par Jémont ne sont pas établis; qu'il ne justifie pas d'un préjudice causé par le dépôt des outils de l'ouvrier après son départ,

Par ces motifs :

Au fond, confirme le jugement sur le chef des salaires; dit que le jugement ne sortira son effet que jusqu'à concurrence de quatre-vingt-douze francs; décharge Jémont du surplus des condamnations; dit Jémont mal fondé dans sa demande reconventionnelle, l'en déboute; fait masse des dépens et dit qu'ils seront supportés chacun par moitié.

Conseil de prud'hommes; partage; renvoi de l'affaire à une audience ultérieure sous la présidence du juge de paix; absence de mention de la présence à cette audience, des membres patrons et ouvriers; nullité.

COUR DE CASSATION.

(Arrêt du 13 février 1906.)

La Cour,

Sur le premier moyen du pourvoi :

Vu l'article 141 du Code de procédure civile et l'article 1^{er}, § 4, de la loi du 15 juillet 1905;

Attendu que, les membres du bureau de jugement du conseil de prud'hommes de Calais s'étant partagés sur la demande en paiement de salaires dirigée par la dame Lenclos-Macker contre Busch, et aucune délibération du bureau n'ayant pu être prise à la majorité absolue des membres présents, l'affaire a été renvoyée, conformément à la disposition du paragraphe 4 de l'article 1^{er} de la loi précitée du 15 juillet 1905, devant le même bureau, sous la présidence de M. Le Sur, juge de paix du canton Nord-Ouest de Calais, désigné à cet effet;

Attendu que, s'il est constaté, dans les qualités du jugement attaqué (Conseil des prud'hommes de Calais, 2 novembre 1905), qu'à l'audience du mercredi 25 octobre 1905, dans laquelle la cause a été appelée, les conclusions et moyens des parties posés et développés, et l'affaire mise en délibéré pour le jugement être rendu à une audience ultérieure, le bureau de jugement était composé de MM. Léon Dagbert et Camille Van Gerdiele, membres patrons, Gaston Gast et Louis Averlant, membres ouvriers, sous la présidence de M. Le Sur, juge de paix du canton Nord-Ouest de Calais, et assistés de M. Eugène Debette, secrétaire du conseil, aucune constatation de la composition dudit bureau n'existe pour l'audience du 2 novembre 1905, dans laquelle le jugement a été prononcé; qu'il n'est fait aucune mention, à cette audience, de la présence des membres patrons et des membres ouvriers; qu'en effet, on lit dans la copie du jugement, vérifiée conforme à la minute : au commencement, « la cause ayant été appelée à l'audience de ce jour, M. Le Sur, juge de paix, a rendu le jugement suivant. . . » ; à la fin, « ainsi fait et rendu par M. Le Sur, juge de paix, assisté de M. Eugène Debette, secrétaire du conseil » ; qu'ainsi le jugement, ne portant pas en lui-même la preuve de sa régularité, est nul et doit être cassé;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le deuxième moyen du pourvoi, casse. . .

Conseil de prud'hommes; partage des voix; présidence du juge de paix le plus ancien en fonctions de la circonscription du conseil; nécessité de mentionner dans le jugement l'aptitude légale du juge de paix appelé à la présidence.

COUR DE CASSATION.

(Arrêt du 13 février 1906.)

La Cour,

Vu l'article 1^{er}, § 5 de la loi du 15 juillet 1905;

Attendu qu'aux termes de cet article, en cas de partage des voix, l'affaire doit, lorsque la circonscription du conseil des prud'hommes comprend plusieurs cantons ou arrondissements de juges de paix, être renvoyée devant le bureau de jugement présidé par le juge de paix le plus ancien en fonctions, ou, s'il y a égalité dans la durée des fonctions, par le plus âgé;

Attendu que cette prescription est d'ordre public et que son accomplissement doit, à peine de nullité, être expressément constaté par le jugement lui-même, lequel doit porter avec lui la preuve de sa régularité;

Attendu qu'en l'espèce, les jugements attaqués ont été rendus à Lyon (le 3 octobre 1905) par le conseil de prud'hommes « pour le bâtiment et les industries diverses »; que la circonscription de ce conseil comprend plusieurs cantons;

Attendu, d'autre part, que, pour vider le partage déclaré le 29 septembre 1905, aux procès entre Comte, Bernadet et Magaud, le conseil des prud'hommes a appelé M. Bal; que le jugement se borne à déclarer que celui-ci est « juge de paix à Lyon », mais ne constate pas qu'il est le plus ancien des juges de paix de la circonscription du conseil; que, par suite, en laissant incertaine l'aptitude légale de ce magistrat à concourir au jugement de la cause, le conseil des prud'hommes a violé l'article de loi ci-dessus visé;

Par ces motifs, casse...

Privilege des ouvriers sur les sommes dues aux entrepreneurs de travaux publics; entreprise exécutée par une association coopérative d'ouvriers; absence de qualité de l'association pour invoquer le privilege.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 24 janvier 1906.)

M. Abadie, entrepreneur, créancier de l'Association coopérative des ouvriers du bâtiment réunis de la ville de Bordeaux et de la banlieue, a fait opposition entre les mains du percepteur de Castets sur les fonds dus à l'Association par la commune de Saint-Julien-en-Born, à raison de la construction d'une église dans cette commune.

L'Association, assignée en validité devant le tribunal de Bordeaux, en a demandé la nullité en se fondant sur les dispositions des lois du 26 pluviôse an II et 25 juillet 1891, aux termes desquelles les créanciers étrangers à une entreprise de travaux publics ne peuvent saisir, au préjudice des ouvriers et fournisseurs de cette entreprise, les sommes dues à l'entrepreneur par la caisse publique chargée de payer les travaux.

Le tribunal civil de Bordeaux ayant accueilli ce moyen par jugement du 7 juillet 1902, M. Abadie s'est pourvu devant la Cour de cassation, qui a statué comme suit :

La Cour,

Sur la première branche du moyen :

Vu l'article unique de la loi du 25 juillet 1891;

Attendu que, pour invalider la saisie-arrêt pratiquée par Abadie aux mains du percepteur de Castets es qualités de receveur municipal de la commune de Saint-

Julien-en-Born, sur les fonds déposés dans sa caisse et dus à l'association défendresse à raison de travaux publics par elle exécutés pour le compte de cette commune, le jugement attaqué s'est fondé sur ce que la loi précitée, qui étend à tous les travaux publics le décret du 26 pluviôse an II, et dont se prévalait ladite association, ne permettait pas à Abadie, son créancier particulier, de faire une saisie-arrêt au cours desdits travaux ;

Mais attendu qu'il résulte du texte même de la loi susvisée qu'elle n'interdit les saisies-arrêts sur les sommes dues aux entrepreneurs de travaux publics qu'autant qu'elles sont faites « au préjudice des ouvriers et fournisseurs » desdits entrepreneurs ; que cette prohibition n'est que relative ; qu'édictee dans l'intérêt des ouvriers, elle ne peut être invoquée que pour eux, et que les entrepreneurs ne sauraient s'en prévaloir dans leur intérêt personnel à l'encontre d'un créancier particulier ;

D'où il suit qu'en décidant le contraire et en annulant, sur la demande et dans l'intérêt de l'adjudicataire des travaux, la saisie-arrêt litigieuse, le jugement attaqué a violé la disposition de loi ci-dessus visée ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la seconde branche du moyen ,

Casse

Accidents du travail ; agent de chemins de fer blessé par l'explosion d'un pétard d'alarme qu'il avait emporté chez lui, agissant ainsi au vu et au su de ses chefs ; application de la loi de 1898.

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE CIVILE.

(Arrêt du 24 juin 1905.)

La Cour,

Où en l'audience publique de ce jour M. le Conseiller Reynaud en son rapport ; MM^{es} Jean Labbé et Dufourmantelle, avocats des parties, en leurs observations respectives, ainsi que M. l'avocat général Melcot en ses conclusions, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi ;

Sur le premier moyen du pourvoi :

Attendu que le moyen manque en fait ; que la minute de l'arrêt attaqué constate que « M^e Millevoye, avocat le plus ancien en ordre de ceux présents à la barre, a été appelé pour compléter en remplacement de MM. Moreau et Gratuze, légitimement empêchés, et de tous les autres conseillers de la Cour aussi légitimement empêchés » ;

Sur le quatrième moyen du pourvoi :

Attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'il résulte des circonstances de la cause que la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée avait accepté que, dans l'affaire pendante entre elle et Benoit Pardon, les significations qui devaient lui être faites fussent délivrées au domicile de son Inspecteur principal demeurant à Saint-Étienne, rue Denfert Rochereau ; que cette appréciation de l'intention des parties est souveraine ; qu'il suit de là que c'est à bon droit que l'arrêt a refusé de prononcer la nullité de l'acte d'appel signifié à la requête de Pardon au domicile convenu ;

Sur le troisième moyen du pourvoi :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Pardon, brigadier wagonnier au service de la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée a eu la main gauche mutilée par suite de l'explosion d'un pétard d'alarme qu'il cherchait à fixer à la poignée de sa lanterne au moment où il quittait son domicile pour aller prendre son service ; qu'il n'est pas établi que Pardon eut à la gare de Saint-Étienne un endroit sûr où il put déposer le matériel dont il était responsable, et qu'en emportant chez lui le

matériel et notamment les pétards, il avait agi, comme le faisaient ses camarades, au vu et au su de ses chefs;

Attendu que, dans les circonstances de fait ci-dessus énumérées, ledit arrêt a pu, sans violer les articles visés au moyen, considérer l'accident dont Pardon avait été victime comme étant survenu à l'occasion du travail;

Par ces motifs,

Rejette les premier, quatrième et troisième moyens du pourvoi;

Mais sur le second moyen du pourvoi :

Vu l'article 3 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que la rente allouée à la victime d'un accident du travail doit courir du jour où le caractère de l'incapacité permanente est devenu certain et non de l'époque où intervient une décision définitive sur le règlement de l'indemnité;

Attendu que l'arrêt attaqué, sans rechercher la date à laquelle s'était consolidée la blessure de Pardon, condamne la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée à payer à cet ancien ouvrier le demi-salaire jusqu'au jour même où il était rendu et une rente de 450 francs à partir de ce jour;

Qu'en statuant ainsi, ledit arrêt a violé l'article susvisé;

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt rendu entre les parties par la Cour d'appel de Lyon, le 14 juin 1902, mais seulement en ce qui concerne le point de départ de la rente allouée à Pardon;

Renvoie devant la Cour d'appel de Dijon.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

CONVENTIONS INTERNATIONALES CONCERNANT L'APPLICATION AUX OUVRIERS ÉTRANGERS DES LÉGISLATIONS NATIONALES SUR LA RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Beaucoup de législations nationales sur la réparation des accidents du travail attribuent aux ouvriers étrangers victimes d'accidents ou à leurs ayants droit des indemnités inférieures à celles qu'elles attribuent aux nationaux.

Le traité de travail franco-italien du 15 avril 1904 a le premier prévu un arrangement ayant pour objet d'assurer un traitement plus équitable aux ouvriers italiens travaillant en France ainsi qu'aux ouvriers français travaillant en Italie ⁽¹⁾.

A l'exemple de ce traité les récents traités de commerce italo-suisse, italo-allemand et austro-allemand ont prévu la conclusion d'arrangements ultérieurs dans le but réciproquement aux ouvriers d'un des pays contractants travaillant dans l'autre pays un traitement autant que possible équivalent au point de vue des assurances ouvrières ⁽²⁾.

Depuis un certain nombre d'arrangements de cette nature ont été conclus entre la Belgique et le Grand-duché de Luxembourg, entre l'Empire allemand et le Grand-duché de Luxembourg, entre la France et la Belgique entre, l'Empire allemand et la Belgique. On trouvera ci-après l'historique et les principales dispositions de ces arrangements.

Arrangement du 15 avril entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg ⁽³⁾.

La loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents du travail contient à l'égard des entreprises étrangères et des ouvriers étrangers certaines dispositions dérogoires au droit commun. C'est aussi que les entreprises étrangères occupant passagèrement du personnel dans le Grand-duché peuvent être dispensées de l'application de la loi si ce personnel est garanti qu'en cas d'accident il jouira d'une protection identique ou similaire à celle accordée par la loi. L'application de la loi peut être suspendue à l'égard des nationaux des États dont la législation refuse aux Luxembourgeois le bénéfice de la protection similaire qu'elle accorde à leurs propres citoyens (art. 12). De même le

⁽¹⁾ Voir ce traité *Bulletin*, juin 1904, p. 518 et octobre 1904, p. 875. — L'arrangement prévu par le traité est en cours de négociations.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, février 1905, p. 128.

⁽³⁾ *Mémorial du Grand-duché de Luxembourg* du 31 octobre 1905 et *Moniteur Belge* des 30 et 31 octobre 1905.

droit de toucher est suspendu pendant tout le temps que l'ayant droit étranger ne réside pas dans le Grand-duché, à moins que le gouvernement ne suspende l'effet de cette disposition (art. 48, § 2^e). Enfin les étrangers qui quittent le Grand-duché sans esprit de retour peuvent être désintéressés par le paiement unique et intégral d'un capital égal au triple de la rente annuelle, à moins que le Gouvernement ne suspende l'application de cette disposition (art. 49, § 4). D'autre part une loi du 12 mai 1905 a autorisé le gouvernement luxembourgeois à consacrer, dans les arrangements internationaux à conclure en vue de régler, à titre de réciprocité, l'exécution des lois concernant la réparation des accidents du travail des dérogations aux lois luxembourgeoises sur l'avis conforme du Conseil d'État (art. 14). L'article 2 de cette même loi dispose que l'indemnisation des personnes occupées passagèrement dans le Grand-duché par des entreprises étrangères désireuses, en vertu de l'article 3 de la loi de 1902 de l'application de cette loi est réglée par les lois d'assurances ouvrières du vigueur dans le pays auquel ressort l'entreprise ⁽¹⁾.

La loi belge du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail ne fait aucune différence entre les nationaux et les étrangers en ce qui concerne le droit aux indemnités et la prestation des garanties.

À la suite de la mise en vigueur de cette loi le gouvernement belge entama avec le gouvernement luxembourgeois des négociations qui aboutirent le 15 avril 1905 à l'arrangement suivant dont les ratifications furent échangées à Bruxelles le 25 octobre 1905.

ARTICLE PREMIER. — Les ouvriers belges victimes d'accidents du travail dans le Grand duché de Luxembourg, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties que les sujets luxembourgeois. Par réciprocité, les ouvriers luxembourgeois victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties que les sujets belges.

ART. 2. — Il sera cependant fait exception à la règle précédente lorsqu'il s'agira d'ouvriers, sans distinction de nationalité, qui sont occupés passagèrement, c'est-à-dire pendant six mois au plus, sur le territoire de celui des deux États contractants où l'accident est survenu, mais qui sont attachés à une entreprise située sur le territoire de l'autre État, auquel cas la législation de ce dernier État sera seule applicable.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 48, n° 2, et de l'article 49, alinéa 4 ⁽²⁾, de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 sont suspendues expressément au profit des ayants droit de nationalité belge.

ART. 4. — Les dispositions des articles 1, 2 et 3 de la présente Convention seront semblablement applicables aux personnes que les lois de chacun des États contractants assimilent aux ouvriers, en ce qui concerne la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 5. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement, et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail, sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi luxembourgeoise. Réciproquement les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation grand-ducale sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation et qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

ART. 6. — Les autorités belges et luxembourgeoises se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 7. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur dix jours après la publication dans les formes prescrites par la

⁽¹⁾ *Mémorial du Grand-duché*, 1905, n° 35, p. 322.

⁽²⁾ Voir dans l'exposé ci-dessus de la loi luxembourgeoise la portée de ces dispositions.

législation des deux pays, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Arrangement du 2 septembre 1905 entre l'Empire allemand et le Grand-duché de Luxembourg ⁽¹⁾.

On a vu plus haut les dispositions restrictives de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 à l'égard des ouvriers étrangers et de leurs ayants droit.

L'article 94, § 3, de la loi allemande du 30 juin 1900 sur les assurances contre les accidents du travail dans l'industrie, dispose que le droit au bénéfice de la pension est suspendu aussi longtemps que l'étranger bénéficiaire n'a pas, en Allemagne, sa résidence habituelle. D'autre part, l'article 95 dispose que l'étranger bénéficiaire d'une pension peut, dans le cas où il cesse d'habiter l'empire allemand, être désintéressé sur sa demande par le paiement d'une somme égale au triple de la pension annuelle. Des décisions du Conseil fédéral peuvent supprimer l'application de ces deux dispositions pour les territoires frontières déterminés ou pour les États étrangers dont la législation garantit une assistance équivalente aux ouvriers allemands victimes d'un accident du travail.

Enfin, l'article 4 donne le pouvoir au Chancelier de l'Empire, avec l'assentiment du Conseil fédéral, de conclure avec les Gouvernements des États qui ont réalisé en faveur des ouvriers et employés une assistance correspondant à l'assurance allemande contre les accidents, des traités de réciprocité par lesquels l'application de la présente loi est : 1° écartée pour des exploitations situées sur le territoire allemand, qui font partie d'une exploitation étrangère; 2° étendue à des exploitations, situées à l'étranger, qui font partie d'une exploitation allemande assujettie à l'obligation de l'assurance. Une disposition analogue se trouve dans les lois spéciales sur les assurances contre les accidents du travail dans l'agriculture et l'exploitation forestière (art. 3) et dans le bâtiment (art. 3).

La conclusion de tels accords est nécessaire quand la différence des législations nationales des divers États conduit soit à la conclusion de contrats d'assurance qui font double emploi et, par suite, entraîne des charges doubles pour les chefs d'entreprise, soit à l'exclusion de certaines catégories de personnes des bénéfices de l'assurance, soit à d'autres anomalies. En l'absence de semblables raisons péremptoires, il est souvent désirable de déterminer, dans des conditions plus judicieuses, le régime d'assurance des exploitations qui débordent d'un État sur un autre. De pareilles conventions présentent une importance toute spéciale à l'égard des entreprises de transports : chemins de fer, entreprises de navigation, maisons d'expéditions et de camionnage, qui font régulièrement le service entre deux localités situées dans des États différents, ainsi qu'à l'égard des entreprises de montage et autres entreprises similaires.

La condition à laquelle est subordonnée au point de vue allemand la conclusion de semblables accords est que la législation étrangère, sous le rapport de la réparation des accidents soit équivalente à la législation allemande.

C'est avec le Luxembourg que l'Empire allemand a conclu le premier accord de cette nature. La législation luxembourgeoise, par décision du Chancelier de l'Empire en date du 23 septembre 1905 ⁽²⁾, a été en effet reconnue équivalente à la législation allemande, excepté en ce qui concerne l'agriculture et l'exploitation forestière. L'accord, auquel le Conseil fédéral a donné son approbation et qui a été

⁽¹⁾ Reichsharbeitsblatt du 21 octobre 1905 et Mémorial du Grand-duché de Luxembourg du 26 septembre 1905.

⁽²⁾ Reichsgesetzblatt, p. 756.

ratifié par le Chancelier de l'Empire et le Gouvernement luxembourgeois, est daté du 2 septembre 1905. En voici le texte :

ARTICLE PREMIER. — A défaut d'autres accords intervenus entre les assureurs compétents des deux États et ratifiés par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Chancelier de l'Empire allemand, les exploitations assurées obligatoirement d'après les lois d'assurance-accident des deux États (exception faite pour les exploitations agricoles et forestières), sont soumises en ce qui concerne les personnes employées dans la partie de l'exploitation qui étend passagèrement son activité sur le territoire de l'autre État et pour la durée de leur emploi, à l'assurance-accident de l'État dans lequel se trouve le siège de la principale entreprise ou de l'entreprise totale.

N'est considérée au sens de l'arrangement comme « partie d'exploitation étendant passagèrement son activité » que celle dont la durée probable ne dépasse pas six mois. Pour chaque partie de l'exploitation, ce laps de temps est compté séparément.

Doivent être aussi considérés comme passagèrement occupés : le personnel des chemins de fer qui franchit la frontière avec les trains qui la traversent et les personnes qui, sans changer le siège de leurs fonctions, sont, en cas d'urgence, envoyées moins de six mois dans le domaine de l'autre État, pour les besoins du service des chemins de fer.

ART. 2. — S'il élève des doutes sur le point de savoir si, d'après les dispositions de l'article 1, les lois d'assurance contre les accidents de l'un ou de l'autre État, doivent être appliquées, — à défaut d'entente entre les assureurs des deux pays entre eux et avec l'entrepreneur de l'exploitation et aussi au cas de procédure d'indemnité avec l'ayant droit — les autorités de l'État dans lequel auront été accomplis les travaux de l'exploitation, cause du différend — en l'occurrence pour le Luxembourg, le Gouvernement, — pour l'Empire allemand, l'Administration impériale des assurances — tranchent la difficulté avec compétence exclusive et en dernier ressort.

La décision rendue conformément au paragraphe 1 s'applique aux assureurs dans l'autre État — et sert de règle sans effet rétroactif pour la procédure à suivre et notamment aux questions de contribution, d'indemnité et pour savoir si les organisations dans l'un ou l'autre pays sont compétentes pour le traitement ultérieur de l'affaire.

Avant la décision dont il est question au paragraphe 1, l'assureur intéressé, l'entrepreneur, et, en cas de procédure d'indemnité, l'ayant droit, peuvent être entendus; la décision intervenue doit être signifiée à l'intéressé.

ART. 3. — S'il s'agit d'un accident donnant sans aucun doute lieu à indemnité, mais que des difficultés subsistent sur le point de savoir s'il incombe aux assureurs de l'un ou de l'autre État, le premier assureur, saisi de l'affaire conformément aux prescriptions légales valables pour lui, doit, en attendant, prendre soin de l'ayant droit.

La charge définitive en incombe à l'assureur désigné à bref délai comme tenu d'indemniser.

ART. 4. — Si, d'après les principes de cet arrangement, des exploitations isolées ou des parties d'exploitation ont à passer de l'assurance-accident d'un pays à celle d'un autre, cette mutation n'a lieu qu'à la fin de l'exercice courant. S'il y a entente entre les assureurs des deux États, la mutation avec effets de droit pour tous les intéressés peut être reportée au moment de l'entrée en vigueur du présent arrangement (art. 7).

Les obligations résultant d'accidents qui se sont produits avant l'époque de la mutation, doivent être remplies par celui des assureurs chez lequel l'exploitation était assurée avant la mutation.

ART. 5. — Dans l'application des règles de l'assurance-accident — en particulier dans les constatations d'accidents qui incombent à l'assurance-accidents d'un pays, mais qui se produisent sur le territoire de l'autre État — les organisations et juridictions compétentes se prêteront une aide mutuelle, sans préjudice de leurs obligations de constater d'office ces accidents.

ART. 6. — Les mesures précédentes sont applicables à ceux des employés de l'Empire d'Allemagne, de l'un des États de l'Union allemande, ou d'une circonscription administrative allemande, employés dans les exploitations assurées obligatoirement et de l'espèce désignée à l'article 1, pour lesquels existent toutefois (à la place de l'assurance-accident allemande), des mesures de secours au cas d'accidents, au sens du paragraphe 7 de la loi allemande d'assurance contre les accidents industriels.

Dans ces cas, à la place de l'Administration impériale d'assurance appelée à décider aux

termes de l'article 2, — prennent la décision pour les employés impériaux le Chancelier impérial, pour les employés d'Etat et les employés des circonscriptions administratives l'autorité centrale des Etats particuliers.

Dans l'application des lois allemandes de protection contre les accidents, les prescriptions de ces lois concernant la mise en valeur de tous autres droits nés d'accidents et fondés d'après les lois allemandes sont aussi valables pour les recours provoqués par un accident arrivé en territoire luxembourgeois et fondés d'après les lois du Luxembourg.

ART. 7. — Cet arrangement entrera en vigueur au commencement du mois qui suivra sa conclusion. Il peut, de part et d'autre, être dénoncé le 1^{er} janvier de chaque année, pour ladite dénonciation produire son effet à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante.

Arrangement franco-belge du 21 février 1906 ⁽¹⁾.

D'après la loi française du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905, sur les accidents du travail, les ouvriers étrangers victimes d'accidents qui cessent de résider sur le territoire étranger, reçoivent pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur a été allouée. Il en est de même pour les ayants droit étrangers qui cessent de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif établi par la Caisse nationale des retraites en tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit. Les représentants étrangers ne reçoivent aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résident pas sur le territoire français (art. 3).

Toutes ces dispositions peuvent toutefois être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues pour les ouvriers français, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

Quant à la loi belge du 24 décembre 1903 on a déjà dit qu'elle ne faisait aucune différence entre les nationaux et les étrangers en ce qui concerne le droit aux indemnités et la prestation des garanties.

A la suite de négociations entre M. Rouvier, président du conseil, ministre des Affaires étrangères, pour la France et M. Alfred Leghait, ministre plénipotentiaire belge à Paris, pour la Belgique, une convention a été conclue le 21 février 1906 ⁽²⁾ fixant les conditions dans lesquelles serait assuré à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail dans les deux pays.

Les ratifications ayant été échangées le 7 juin 1906, la convention a été rendue exécutoire par un décret du Président de la République française du 12 juin 1906, publiée au *Journal officiel* du 14. Le même jour, le *Moniteur belge* publiait un décret du Roi des belges portant promulgation en Belgique de ladite convention dont voici le texte :

ARTICLE PREMIER. — Les sujets belges, victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur la responsabilité des accidents du travail.

Par réciprocité, les citoyens français, victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets belges par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 2. — Il sera toutefois fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des

⁽¹⁾ *Journal officiel* et *Moniteur belge* du 14 juin 1906.

⁽²⁾ Et non le 27, ainsi qu'il a été imprimé par erreur à la fin de la convention au *Journal officiel* du 14 juin 1906.

deux États contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre État. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier État.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transports et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

ART. 3. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation, qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi française.

Réciproquement, les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation française sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation, qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

ART. 4. — Les autorités françaises et belges se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 5. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris, le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur en France et en Belgique un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays, suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Ordonnance du Conseil fédéral allemand du 22 février 1906 en faveur des sujets belges ⁽¹⁾.

On a exposé plus haut quelle était la situation faite par les législations allemande et belge aux ouvriers étrangers victimes d'accidents.

A la suite de la mise en vigueur de la loi belge du 24 décembre 1903 et sur la demande du Gouvernement belge, le Conseil fédéral de l'Empire allemand, par ordonnance du 22 février 1906, a décrété, en faveur des sujets belges, l'abrogation des dispositions restrictives de la législation allemande concernant les ouvriers étrangers victimes d'accidents et leurs ayants droit.

Voici le texte de cette ordonnance :

1. — Les dispositions du paragraphe 94, n° 2, de la loi d'assurance contre les accidents dans l'industrie, et du paragraphe 37, alinéa 1^{er}, de la loi d'assurance contre les accidents dans les entreprises de construction, relatives à la suspension de la rente à l'égard des étrangers qui n'ont pas leur résidence habituelle dans le pays, ne s'appliquent pas aux ressortissants du royaume de Belgique, même lorsque les titulaires de rentes n'ont pas leur résidence habituelle dans les districts du royaume de Belgique qui, en vertu de la résolution du Conseil fédéral en date du 13 octobre 1900 (voir ordonnance du 16 octobre 1900, *Zentralblatt*, p. 540), doivent être considérés comme territoire frontière au sens des dispositions précitées ⁽²⁾.

Le droit de toucher la rente est subordonné toutefois à la condition que le titulaire, aussi longtemps qu'il ne réside pas en territoire allemand ou dans un arrondissement étranger considéré, en vertu d'une résolution du Conseil fédéral, comme territoire frontière au sens des dispositions susvisées, se conforme aux prescriptions décrétées ou à décréter pour les nationaux par l'Office impérial des assurances, d'après le paragraphe 94, n° 3, de la loi d'assurance contre les accidents dans l'industrie. A l'égard de ces titulaires de rentes, le jour de l'entrée en vigueur de la présente résolution est considéré comme jour d'entrée en vigueur des prescriptions de l'Office impérial des assurances, en date du 5 juillet 1901.

2. — Les dispositions du paragraphe 21 de la loi d'assurance contre les accidents dans l'industrie et du paragraphe 9 de la loi d'assurance contre les accidents dans les entreprises

⁽¹⁾ *Moniteur belge* du 20 avril 1906 et *Zentralblatt für das deutsche Reich*, édité par le Ministère impérial de l'Intérieur, 34^e année, 26 février 1906, n° 11.

⁽²⁾ Les districts belges considérés comme territoires frontières sont : les arrondissements de Liège, Verviers, Marche et Bastogne.

de construction, relatives à l'exclusion du droit à la rente pour les survivants (ayants droit), ne s'appliquent pas aux ressortissants du royaume de Belgique, même lorsqu'ils n'ont pas au moment de l'accident, leur résidence habituelle dans les districts du royaume de Belgique considérés comme territoire frontière, en vertu de la résolution du Conseil fédéral, en date du 13 octobre 1900.

3. — Les dispositions qui précèdent ont un effet rétroactif à partir du 1^{er} juillet 1905, pour autant que la demande d'indemnité n'ait pas fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée, lors de l'entrée en vigueur de la présente résolution.

4. — La présente résolution entre en vigueur le 1^{er} mars 1906.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juin 1906 ⁽¹⁾. — Le marché est influencé, comme tous les ans, par les demandes de bras que rendent nécessaires la fenaison et le commencement des déplacements estivaux. Dans l'ensemble la situation reste aussi favorable; le calme qui se manifeste dans certaines professions est dû à la saison (typographie et confections) ou aux grèves (relieurs, lithographes, etc.). Parmi les grandes industries, celle de l'extraction du charbon est très occupée, de sorte qu'elle ne peut satisfaire qu'avec peine aux demandes qui continuent à lui être adressées par l'industrie des métaux et des machines, qui se trouve toujours dans une très bonne condition. La situation dans les industries électriques et textiles, ainsi que dans l'industrie est absolument satisfaisante. Elle n'a pas varié sensiblement dans le bâtiment. Les autres industries sont surtout influencées par les facteurs énumérés plus haut (saison, grèves, voyages, fenaison).

Le chômage dans les organisations professionnelles allemandes qui ont envoyé un rapport à l'Office impérial de statistique, et qui comprenaient environ 1,300,000 membres, s'élevait à 1.3 p. 100, soit un peu plus qu'en mai (1.1 p. 100), mais cependant moins qu'au mois de juin des années précédentes (1903: 3.2; 1904: 2.1; 1905: 1.5).

Placement en juin 1906 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes, par rapport à juin 1905, a augmenté de 9,000; celui des emplois vacants, de 18,000, et celui des places procurées, de 12,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 624 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de mars :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
1906 { Juin (pour 639 bureaux).....	210,000	197,000	131,000
{ Mai (— 632 —).....	216,200	216,200	144,400

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt* de juillet 1906.

AUTRICHE.

Placement en mai 1906⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 863 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Mai 1906.	Avril 1906.	Mai 1905.	Mai 1906.	Avril 1906.	Mai 1905.	Mai 1906.	Avril 1906.	Mai 1905.
Hommes.	34,045	29,063	20,341	48,367	43,164	46,717	44	40	40
Femmes.	33,309	28,768	24,129	27,272	27,113	26,352	64	55	58
Ensemble.	67,354	57,831	44,470	75,639	70,277	73,069	51	46	46

Grèves en mai 1906. — 85 nouvelles grèves, avec 7,754 grévistes; 10 lock-outs. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour le *bâtiment* (14), les *textiles* (17), le *vêtement* (10) et l'industrie des *pierres et terres* (8) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 18 succès, 13 transactions, 10 échecs. Causes : insuffisance des salaires, 34 cas; questions relatives à la durée du travail, 6 cas; ces deux motifs réunis, 30 cas; divers, 15 cas.

Les lock-outs se sont produits surtout en Basse-Autriche (4) et en Bohême (3), dans les *métaux*, les *textiles* et le *bâtiment*. Ils ont atteint 40,605 ouvriers au total. Causes : déclaration de grèves, 3 cas; revendications ouvrières, 1 cas; fête du 1^{er} mai, 5 cas.

BELGIQUE.

Marché du travail en mai 1906⁽²⁾. — Treize offices de placement gratuit — dont cinq organisés par des communes et quatre subsidiés par elles — ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de mai 1906. Pour 1,183 offres d'emploi, il y a eu 1,280 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 108 demandes pour 100 offres. Dans les mêmes établissements, la moyenne était de 95 demandes pour 100 offres le mois précédent, ainsi qu'en mai 1905. De ce point de vue, la situation du marché du travail apparaît donc un peu moins favorable tant par rapport au mois d'avril dernier, que comparativement à l'an passé.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 140 unions professionnelles ouvrières, groupant 30,968 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau* de juin 1906.

⁽²⁾ *Revue du travail*, 15 juin 1906.

de mai, 392 chômeurs, soit une proportion de 1,3 p. 100 (contre 1,5 p. 100 le mois précédent et 1,5 p. 100 en mai 1905).

De ce second point de vue, la situation actuelle apparaît donc plus favorable que ne le représentent les offices de placement : il y aurait encore accroissement général d'activité industrielle depuis le mois d'avril, de même que par rapport au mois de mai 1905.

Grèves en mai 1906 ⁽¹⁾. — Vingt-deux grèves nouvelles, intéressant environ 1,520 grévistes et 190 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de mai 1906. En outre, trois grèves, commencées en mars ou en avril et intéressant 268 grévistes et 111 chômeurs forcés, ont été continuées en mai.

Les principaux groupes d'industries affectés par les nouveaux conflits de mai sont celui des textiles (6 grèves et 166 grévistes), les charbonnages (3 grèves et 606 grévistes) et le travail des métaux (4 grèves et 142 grévistes).

Parmi les causes de conflits, plus variées que de coutume, la plus fréquente est toujours (7 cas) l'augmentation de salaire demandée par les ouvriers. Les autres revendications émises par les grévistes sont les suivantes : refus d'accepter une réduction de salaire (3 cas), réduction des heures de travail (1 cas), réintégration d'ouvriers congédiés (4 cas), abolition d'amendes (1 cas), congé du 1^{er} mai (1 cas), modifications diverses au régime intérieur de l'établissement (5 cas).

Des dix-sept grèves dont l'issue a été signalée depuis le mois dernier, 9 comprenant 931 grévistes, ont échoué ; 3, comprenant 223 grévistes, ont réussi complètement ; 5, comprenant 228 grévistes, se sont terminées par des transactions ou un succès partiel. Dans 4 cas, des grévistes ont été congédiés définitivement (55 au total).

Au point de vue territorial, les grèves de mai se répartissent comme suit entre six provinces : Liège (8) ; la Flandre orientale (6) ; la province d'Anvers (5) ; le Brabant et le Hainaut (2), la province de Namur (1).

Les sociétés de secours mutuels en 1905 ⁽²⁾. — Le nombre de sociétés de secours mutuels reconnues au 31 décembre 1905 s'élevait à 7,079. Sur ce total on comptait 2,400 sociétés d'assurance maladie, 4,562 sociétés de retraites et 117 sociétés spéciales.

Le nombre des fédérations mutualistes s'élevait, à la même date à 84.

Le tableau suivant permet de comparer pour les six dernières années quel a été le développement de ces sociétés et de ces fédérations reconnues.

ANNÉES.	NOMBRE.	
	de sociétés.	de fédérations
31 décembre 1900.....	4,996	26
— 1901.....	5,807	39
— 1902.....	6,166	47
— 1903.....	6,447	58
— 1904.....	6,766	76
— 1905.....	7,079	84

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*. 30 juin 1906.

⁽²⁾ *Ibidem*, 15 mars 1906.

Au point de vue territorial, les sociétés et les fédérations se répartissent comme suit en 1905.

PROVINCES.	SOCIÉTÉS.	FÉDÉRATIONS.
Anvers.....	577	8
Brabant.....	1,034	12
Flandre Occidentale.....	621	11
— Orientale.....	1,124	18
Hainaut.....	1,385	17
Liège.....	935	9
Limbourg.....	311	2
Luxembourg.....	470	1
Namur.....	622	6
TOTAUX	7,079	84

CANADA.

Revue du travail en mai 1906. — Le travail a été très actif en mai et, à la fin du mois, la saison s'annonçait comme très prospère. Les semences sont finies dans l'agriculture et l'on a signalé partout une forte demande de main-d'œuvre. Dans le bois, les travaux de flottage ont donné de l'emploi à un grand nombre de bras dans l'Est, et dans la Colombie anglaise les chantiers et les scieries ont fonctionné au complet. Il y a eu une activité exceptionnelle dans l'industrie minière. Plusieurs milliers d'hommes sont déjà activement employés aux travaux de construction des chemins de fer projetés pour l'année courante. L'industrie manufacturière a été plus occupée qu'en aucun temps auparavant au Canada, et l'on prévoit que la quantité des constructions qui seront faites en 1906 excédera celle des années précédentes.

L'immigration a été très forte et la colonisation dans l'Ouest a été exceptionnellement rapide.

Grèves en mai 1906. — 28 nouveaux conflits ont été signalés en mai intéressant 180 établissements occupant 3,230 ouvriers. Sur ces 28 conflits, 10 ont éclaté dans le bâtiment; 3 dans les métaux, l'habillement et les transports; 2 dans les mines, les textiles, les produits alimentaires; 1 dans les forêts et scieries, les industries du bois et les cuirs et peaux. 15 de ces conflits avaient pour cause une question de salaire, 1 la durée du travail, 5 des questions de personnes, 1 la reconnaissance d'une union, 1 avait pour causes à la fois la reconnaissance d'une union et une question de salaire; les causes de 3 conflits ne sont pas déterminées.

Sur les 19 grèves terminées en mai on a compté 11 réussites, 2 transactions et 6 échecs.

DANEMARK.

Les grèves et lock-outs, de 1897 à 1904 ⁽¹⁾. — Le bureau royal de statistique recueille régulièrement depuis le 1^{er} janvier 1897 des renseignements aussi circonstanciés que possible sur les conflits ouvriers survenant en Danemark.

Dès que, par la voie de la presse ou de toute autre manière, il est informé soit d'une grève, soit d'un lock-out, le Bureau envoie au Syndicat des patrons et aux Unions ouvrières des formules imprimées, avec prière d'y porter tous les renseignements et éclaircissements désirables. Quand il s'agit d'employeurs ou d'employés se trouvant en dehors de toute organisation syndicale, on s'adresse directement aux intéressés. Dans la plupart des cas, la procédure a donné des résultats satisfaisants. Sur 710 questionnaires ainsi envoyés, 99 seulement, soit 14 p. o/o, sont sans réponse. Pour 282 (40 p. o/o), les renseignements demandés ont été fournis à la fois par les patrons et par les ouvriers. Dans 417 cas (59 p. o/o), ceux-ci ont seuls répondu. Les patrons l'ont fait pour 476 conflits (69 p. o/o). Dans les cas où le Bureau n'a pu obtenir directement par cette voie les renseignements nécessaires, il s'est efforcé d'y suppléer par les indications publiées dans les journaux spéciaux, ou de toute autre manière.

Ainsi qu'on vient de le voir, le nombre des conflits ouvriers constatés pendant la période 1897-1904 a atteint 710. Ce chiffre correspond à une moyenne de 90 environ par an.

Ils se répartissent ainsi, suivant les années et les localités où ils se sont produits :

ANNÉES.	COPENHAGUE et communes voisines.	VILLES de province.	COMMUNES rurales.	TOUT le pays.	TOTAUX.
1897.....	29	51	30	1	111
1898.....	63	62	22	#	147
1899.....	45	30	22	1	98
1900.....	36	27	8	1	82
1901.....	27	22	8	#	57
1902.....	26	24	16	2	68
1903.....	28	16	17	#	61
1904.....	40	31	14	1	86
TOTAL pour 1897-1904..	294	273	137	6	710

Le total le plus élevé a été relevé en 1898 (147), le minimum (57) en 1901.

La diminution que le tableau signale à partir de 1899 dans le nombre des conflits paraît devoir être attribuée pour partie à ce fait que, à la suite des grandes grèves et lock-outs de 1897, une sorte d'équilibre s'était établi entre les exigences réciproques du capital et du travail.

Ce doit être aussi dans une assez large mesure la conséquence de la dépression économique survenue pendant les années 1900-1903, et qui s'est traduite d'autre part par une diminution sensible du nombre des ouvriers syndiqués (88,000 seulement en 1903 contre 96,000 en 1900). La dernière année du tableau (1904),

⁽¹⁾ D'après : 1° le rapport du 6 avril 1906 du chargé d'affaires de France à Copenhague, communiqué, par le ministère des Affaires Étrangères; 2° *Strækjer og lock-outs i Danmark 1900* (1897-1904) édité par le bureau statistique de l'État; Copenhague, 1906.

laquelle correspond à une période de reprise, a vu au contraire progresser à la fois le nombre des ouvriers syndiqués (90,000) et celui des grèves (86 contre 57 en 1901, époque à laquelle la crise industrielle a atteint le maximum d'intensité.)

Les 710 conflits constatés de 1897 à 1904 se divisent en 558 grèves proprement dites, 48 lock-outs et 104 cas mixtes.

Dans 432 espèces (60 p. o/o), le conflit provenait d'une question de salaire; 56 grèves ou lock-outs avaient été causés par des difficultés concernant le règlement du travail, 54 par des « relations personnelles », 31 par des questions syndicales.

Les industries dans lesquelles se sont produits plus de 20 conflits, de 1897 à 1904, sont les suivantes :

Terrassement, bétonnage.....	53
Taillleurs.....	40
Menuiserie.....	39
Forgerons mécaniciens.....	35
Boulangerie confiserie.....	28
Cordonnerie.....	25
Maçonnerie.....	25
Peinture.....	23
Tabacs et cigares.....	21
Ferblanterie.....	21
Ouvriers ruraux.....	21
Tissage.....	20

La plupart des conflits (exactement 365, soit près de 75 p. o/o de ceux dont la durée précise a pu être constatée) ont duré moins d'un mois; 56 seulement, soit à peine 10 p. o/o, se sont prolongés au delà de trois mois.

Dans 515 cas, près de 80 p. o/o, la grève ou le lock-out a été localisé à un seul établissement. Les conflits s'étendant à 20 patrons et plus ne se sont élevés, de 1897 à 1904, qu'au chiffre de 38.

Les grèves d'importance secondaire, c'est-à-dire celles qui ont entraîné le chômage de 1 à 5 ouvriers, ont atteint durant cette même période le total de 143. Celles où 100 ouvriers et plus se sont trouvés impliqués, ont été au nombre de 66.

Le bureau royal de statistique a pu dans 371 cas se procurer des renseignements précis sur les conséquences matérielles résultant du chômage des ouvriers. Ces indications montrent que, par suite du seul non-paiement des salaires, les 371 considérés ont occasionné aux grévistes ou aux ouvriers congédiés une perte directe d'environ 14,150,000 couronnes (20 millions de francs), dont 12 millions de couronnes pour l'année 1899 qui a été marquée par des grèves et lock-outs d'une intensité particulière.

Il semble qu'il y ait une sorte de rapport entre l'importance des conflits ouvriers et l'élévation moyenne des salaires. Le taux le plus élevé de ceux-ci : 4 couronnes 33 (la couronne vaut 1 fr. 3889), correspond à l'année 1899, celle aussi où les grèves et lock-out ont atteint le maximum d'intensité, sinon par leur nombre même, du moins par le total des jours chômés; les salaires les plus faibles se rencontrent au contraire durant les années 1901, 1902 et 1903 pendant lesquelles les conflits ont eu le moins d'étendue.

En moyenne, si l'on tient compte, d'autre part, de la totalité des grèves ou lock-outs, non plus ces cas seuls pour lesquels des renseignements précis ont pu être recueillis, et si, d'autre part, on fait abstraction des chiffres anormaux de 1899, les calculs auxquels s'est livré le bureau royal de statistique semblent permettre de conclure que la population ouvrière du Danemark perd, chaque année, environ un demi-million de couronnes (700,000 francs) du chef de non-paiement de salaires par suite de conflits entre travail et capital.

Il résulte de cette statistique que les solutions amiables se sont, durant la période considérée, maintenues à un chiffre à peu près constant, avec peut-être une légère tendance à la diminution en ce qui concerne les recours à l'arbitrage.

Les subventions aux caisses de chômage⁽¹⁾. — Jusqu'ici le gouvernement, en Danemark, n'est venu en aide aux ouvriers victimes de chômage que dans des cas exceptionnels et pour des périodes très courtes. C'est ainsi que les lois des 27 novembre 1853, 15 février 1855 et 15 janvier 1856 ont fourni à certaines communes ou districts ruraux les moyens de secourir pendant quelques mois les ouvriers qui, par suite de la « dureté des temps » s'étaient trouvés sans travail, partant, sans moyen de subvenir à leurs besoins.

Dans ces dernières années, spécialement depuis 1880, de nombreux projets de loi émanant soit de l'initiative parlementaire, soit du Gouvernement, ont été présentés au Rigsdag en vue de garantir les ouvriers contre les conséquences du chômage. Aucun de ces projets ne put cependant aboutir.

Jusqu'ici, par suite, les ouvriers danois, en cas de chômage, ne pouvaient compter sur d'autres subsides que ceux qui leur étaient assurés, soit par les caisses privées fondées spécialement à cet effet dans certaines corporations, soit par les caisses générales ouvrières de secours. Les institutions dont il s'agit, quoique constituées sans aucun secours de l'État, ont d'ailleurs pris, dans ces derniers temps, une extension remarquable. De 1897 à 1904, les sommes versées par ces diverses caisses aux ouvriers sans travail ont plus que décuplé. Le tableau suivant montre d'ailleurs la progression des secours dont il s'agit :

SOMMES VERSÉES AUX OUVRIERS SANS TRAVAIL, TANT PAR LES CAISSES DE CHÔMAGE
QUE PAR LES CAISSES GÉNÉRALES DE SECOURS.

ANNÉES.	SOMMES.
	francs.
1897.....	45,640
1898.....	105,240
1899.....	166,325
1900.....	332,324
1901.....	485,766
1902.....	577,179
1903.....	512,474
1904.....	576,766

Si importants que soient devenus les secours, ils ne suffisent pas à subvenir aux besoins d'une population ouvrière où le chômage semble malheureusement avoir fait depuis quelque temps de très sensibles progrès, à en juger par les statistiques qui montrent notamment que les journées de chômage se sont élevées de 123,216 pour l'exercice 1899-1900 à 270,861 deux ans plus tard, en 1901-1902.

La Commission extraparlamentaire chargée de l'enquête sur les assurances contre l'invalidité et les incapacités résultant de la vieillesse, fut, par suite, tout naturellement amenée à étudier ce qu'il conviendrait de faire pour venir également en aide aux ouvriers sans travail.

Son examen a tout d'abord porté sur ce qui a été fait ou est projeté à l'étranger en la matière. Le rapport contient à ce sujet un exposé d'ensemble très complet.

⁽¹⁾ Rapport du chargé d'affaires de France à Copenhague, du 19 mai 1906, communiqué par le ministre des Affaires étrangères.

La commission a également interrogé différentes personnalités compétentes : des présidents de syndicats patronaux, des ouvriers, directeurs de caisses de secours, etc., qui paraissaient le mieux à même de donner un avis utile.

À la suite de cette enquête, la Commission a été amenée à poser comme un principe admis par l'unanimité des membres la composant, que « le devoir de la Société était d'empêcher que n'importe lequel de ses membres vint à mourir de faim ou de besoin ». Mais pour que la certitude d'un secours de l'État n'atrophieât pas le ressort de l'énergie individuelle, une sorte de déchéance, d'un caractère plus ou moins accentué devait être attachée à l'octroi de la subvention dans le cas où le bénéficiaire se trouverait dans le besoin, soit par sa faute immédiate, soit à la suite d'une longue inaction plus ou moins volontaire qui l'aurait réduit à un état habituel d'indigence.

Le chômage ne pouvant, en règle générale, être imputable à l'ouvrier, l'assistance au sans travail devait être maintenue strictement distincte de l'assistance aux indigents.

Ce principe admis, la Commission a recherché les moyens les plus propres à assurer l'application des conséquences qui en découlent.

La Commission a écarté tout d'abord, comme condamné par l'expérience qui en a été faite, le système d'assurance obligatoire contre le chômage, adopté, il y a quelque temps, dans le canton de Saint-Gall, ainsi que le principe du « droit au travail », qui a conduit, il y a cinquante-huit ans en France à la construction d'ateliers nationaux. Elle a également rejeté l'idée de recourir à la création de « colonies de sans-travail », ces institutions qui fonctionnent actuellement en Allemagne et en Hollande, lui ayant paru rentrer plutôt dans la catégorie des mesures sanitaires en faveur d'ouvriers débiles et ne pas convenir aux adultes valides auxquels son but était précisément de venir en aide.

Après un examen approfondi (le travail de la Commission a duré près de trois ans), l'accord unanime s'est fait sur le principe de « l'aide à qui s'aidera », c'est-à-dire de favoriser au moyen d'un complément d'allocation servi par l'État, le développement des caisses à peu près indépendantes, dont les premiers fonds et les principales ressources seraient fournis par des cotisations volontaires d'ouvriers. Un assez grand nombre de ces institutions, on l'a vu plus haut, existent déjà en Danemark; on n'aura donc, en adoptant le système recommandé par la Commission, qu'à encourager et compléter ces organismes déjà existants, sans recourir à des créations de toutes pièces, souvent difficiles à faire subsister.

C'est en s'inspirant de ces principes ainsi que de la double préoccupation de limiter les charges de l'État et d'éviter la mainmise des partis politiques sur les futures caisses d'assurance contre le chômage, que la Commission a élaboré son projet de loi ⁽¹⁾.

Aux termes de ce document, l'État reconnaît toute association d'ouvriers formée en vue de s'assurer mutuellement par le paiement de cotisations régulières, contre le chômage « et qui remplit d'ailleurs les conditions prescrites par la loi pour obtenir de l'État sa reconnaissance comme « caisse de chômage ».

Les caisses de chômage doivent en principe compter au moins cinquante membres. Une fois reconnues, elles peuvent s'adjoindre des membres honoraires qui payent des cotisations sans participer à la distribution éventuelle des secours. La direction d'une caisse d'assurance est tenue d'admettre comme membre participant tout ouvrier qui en fait la demande, du moment où l'intéressé remplit les condi-

⁽¹⁾ Forslag til lov om anerkendte arbejdsløshedsjasser (Projet de loi sur les caisses de chômage reconnues), Copenhague 1905.

tions prescrites par la loi (ces conditions, destinées à réserver le bénéfice de l'assurance contre le chômage aux véritables ouvriers, sont spécifiées notamment aux articles 5 et 6 du projet de loi). Personne ne peut être membre de plus d'une caisse d'assurance contre le chômage.

Les caisses dont il s'agit ne doivent pas avoir d'autre objet que l'assistance aux ouvriers victimes du chômage. L'Etat répartira chaque année entre les diverses caisses reconnues une allocation égale au tiers des cotisations versées par les membres, sans que le montant total puisse dépasser 250,000 couronnes, environ 350,000 francs par an. A ces subsides, les municipalités pourront, sans avoir besoin d'une autorisation spéciale du pouvoir central, ajouter une annuité égale au plus à la moitié des sommes allouées par le Trésor public. Les caisses d'assurance pourront fournir aux ouvriers victimes du chômage les avantages suivants :

Secours de voyage (pour permettre aux intéressés de se rendre dans une contrée où il leur serait possible de trouver de l'ouvrage); secours pour logement; secours quotidien en argent; secours quotidien en nature.

Le montant des trois dernières catégories d'allocation ne doit pas dépasser les deux tiers du salaire habituel de la corporation à laquelle appartient l'ouvrier. Ces secours ne pourront, en tout cas, ni descendre au-dessous de cinquante ares (70 centimes), ni s'élever au-dessus de deux couronnes (2 fr. 80 par jour). Aucun secours ne peut être distribué par les caisses régulières reconnues à des ouvriers impliqués dans une grève ou un lock-out ou dans le chômage résultant soit de maladie, soit d'incapacité de travail (la législation danoise prescrit des secours spéciaux pour ces catégories d'individus), ni à ceux qui ont quitté leur emploi sans motif valable, qui se livrent à l'ivrognerie, qui se sont rendus coupables de manquements à l'égard de leurs employeurs ou de leurs camarades, qui purgent une condamnation judiciaire, qui reçoivent des secours fixes à titre d'indigents, ni enfin à ceux qui refusent d'accepter une place à eux offerte par l'administration de la caisse et répondant à leurs aptitudes. Les caisses d'assurance contre le chômage régulièrement reconnues sont placées sous le contrôle d'un inspecteur de l'Etat et auquel ces institutions auront notamment à communiquer chaque année un extrait de leur comptabilité. Toute caisse qui contreviendrait aux prescriptions de la loi pourra, sur l'avis conforme de l'inspecteur, se voir retirer le caractère d'institution reconnue et subventionnée par l'Etat.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽¹⁾. — Sur 90,079 membres groupés dans les 888 unions affiliées à l'*American Federation of labor*, qui ont fourni des renseignements, 0.9 p. 100 étaient sans emploi en mai; cette moyenne n'était que de 2.3 p. 100 en avril 1906 pour 470 unions avec 28,300 membres; elle était de 1.2 p. 100 en mai 1905 pour 843 unions groupant 61,300,

⁽¹⁾ *American federationist*, juillet 1906.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juin 1906 ⁽¹⁾. — Le marché du travail, dans l'ensemble, n'a pas montré de changement marqué sur le mois précédent. Les industries du fer, de l'acier et des machines continuent à progresser. Il y a une petite baisse dans le fer-blanc, les chaussures, et les industries de la laine.

Par comparaison à l'année précédente le travail est plus abondant dans les principales industries.

Dans les 272 unions, comprenant 593,830 membres, ayant répondu, 21,785, soit 3.7 p. 100 de leurs membres, étaient signalés comme chômeurs à la fin de juin, contre 3.6 p. 100 à la fin de mai et 5.2 p. 100 à la fin de juin 1905.

Grèves en juin 1906 ⁽¹⁾. — 27 grèves ont été signalées comme ayant commencé en juin. Elles intéressaient 36,170 ouvriers. 23 grèves terminées en juin se répartissaient ainsi au point de vue de leur résultat : 9 réussites, 9 échecs et 5 transactions ou réussites partielles.

SUD-AUSTRALIE.

L'application de la loi sur la fermeture des boutiques (2^e trimestre 1904) ⁽²⁾. — Par suite des modifications qui lui ont été successivement apportées par les lois de 1901 ⁽³⁾ et de 1902, la loi de 1900 sur la fermeture des boutiques l'après-midi, certains jours de la semaine, est devenue pratiquement inapplicable, on la tourne avec la plus grande facilité sans qu'il soit possible d'établir le délit.

Depuis que la loi de 1902 a exempté les boutiquiers n'employant pas de commis, beaucoup de petits commerçants ont congédié leurs employés pour les remplacer par des membres de leur famille; d'autres ont fait semblant de les congédier, ou du moins s'arrangent pour qu'on ne puisse les surprendre en train de vendre ⁽⁴⁾. Partout excepté dans les grandes maisons, la loi est devenue lettre morte, et ce, bien que l'opinion publique lui soit de plus en plus favorable et qu'elle en réclame l'application stricte.

L'inspecteur en chef estime que l'on devrait obliger toutes les boutiques à fermer complètement une demi-journée par semaine.

Il rappelle que lors de la mise en vigueur de la loi de 1900, on réclamait une dérogation en faveur des bouchers; or, les bouchers, après avoir fermé rigoureusement le samedi après-midi pendant trois mois, se sont trouvés si bien de la mesure qu'ils déclarent aujourd'hui que si la loi avait pu atteindre les quelques-uns d'entre eux qui y contreviennent, la fermeture des étals serait actuellement générale. Dans

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, juillet 1906.

⁽²⁾ *Early closing Act, Report of chief inspector of factories*, 2^e semestre 1904.

⁽³⁾ Pour l'analyse des lois de 1900 et 1901, voir *Bulletin* de janvier 1903, p. 53.

⁽⁴⁾ Les tribunaux considèrent comme employé toute personne vendant effectivement dans un magasin; il est donc difficile de forcer le boutiquier à fermer ou à accorder un demi-jour de congé sans prouver au préalable qu'il emploie des aides pour la vente.

d'autres industries, on ne travaille que peu le samedi et encore n'y sert-on que les retardataires incorrigibles.

Quant à dire que l'ouvrier est obligé de faire ses achats à une heure tardive, c'est, d'après l'inspecteur en chef, méconnaître la réalité des faits, car neuf fois sur dix, c'est sa femme, sa fille ou sa sœur qui procède, dans le courant de la semaine aux emplettes nécessaires. Il suffit pour s'en convaincre de constater que parmi les clients habituels du samedi après-midi, c'est à peine si l'on compte 3 p. 100 d'hommes. La vérité est que, en réclamant la fermeture facultative du samedi ou l'ouverture jusqu'ici à une heure tardive, certains boutiquiers veulent attirer chez eux les clients qui se heurtent aux magasins fermés. L'inspecteur en chef estime donc qu'il faut modifier la loi dans un sens très précis si l'on ne veut pas la voir devenir lettre morte. 99 p. 100 des boutiquiers consultés sont favorables au demi-jour de congé obligatoire à condition que la fermeture soit *effective et générale*.

D'autre part, les boutiques bénéficiant d'une dérogation vendent plus ou moins des marchandises non comprises dans la dérogation, au grand détriment des boutiquiers obligés de fermer. Il faudrait leur interdire d'exposer ou de vendre ces marchandises ou leur retirer leur autorisation.

Il conviendrait en outre d'obliger ces boutiquiers à prouver qu'ils accordent bien un demi-jour de congé à leurs employés, car ces derniers ne peuvent se plaindre sans risquer de perdre leur place et l'inspecteur ne peut d'autre part visiter tous les jours une boutique pour constater si l'on y accorde les libertés prescrites.

Il n'y aurait pas grand inconvénient à autoriser les boutiquiers à vendre après les heures de fermeture les autres jours que celui fixé pour le demi-congé; il faudrait toutefois qu'il ne fut aidé par aucun commis ni même par les membres de sa famille.

Le nombre des boutiques soumises à la loi s'élevait, en 1904 à 2,590, 1,758 fermaient le mercredi à une heure et 832 le même jour à 6 heures; ces dernières doivent fermer le samedi à 1 heure. Le tableau suivant fait connaître comment ces totaux se décomposent pour les principales industries :

	FERMANT LE MERCREDI		TOTAL.
	à 1 heure.	à 6 heures.	
Boulangers-pâtisseries.....	91	18	109
Chaussure.....	112	68	180
Bouchers.....	138	42	180
Drapiers.....	115	36	151
Articles de fantaisie.....	166	25	191
Épiciers.....	673	87	760
Denrées alimentaires, laiterie etc.....	50	71	121
Tailleurs.....	53	38	91
Autres commerces.....	960	447	1,047
TOTAUX.....	1,758	832	2,590

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.**Loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers ⁽¹⁾.**

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives.

ART. 2. — Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche.

Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement, ou bien :

- a) Un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement;
- b) Du dimanche midi au lundi midi;
- c) Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine;
- d) Par roulement à tout ou partie du personnel.

Des autorisations nécessaires devront être demandées et obtenues, conformément aux prescriptions des articles 8 et 9 de la présente loi.

ART. 3. — Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement, les établissements appartenant aux catégories suivantes :

- 1° Fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate;
- 2° Hôtels, restaurants et débits de boissons;
- 3° Débits de tabac et magasins de fleurs naturelles;
- 4° Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux;
- 5° Établissements de bains;
- 6° Entreprises de journaux, d'informations et de spectacles, musées et exposition;
- 7° Entreprises de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion;
- 8° Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice;
- 9° Entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer, travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations;
- 10° Industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide;
- 11° Industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication.

Un règlement d'administration publique énumérera la nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous les numéros 10 et 11, ainsi que les autres catégories d'établissements qui pourront bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 14 juillet 1906.

Un autre règlement d'administration publique déterminera également des dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu, telles que hauts fourneaux.

ART. 4. — En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire pourra être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents. Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier devra jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé.

ART. 5. — Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges.

Dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos pourra être donné le dimanche après-midi, avec un repos compensateur, par roulement et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de vingt et un ans et logés chez leurs patrons, et, par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés.

Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée, représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail.

Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par un arrêté municipal.

ART. 6. — Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront, au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire.

Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

Celles qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail, et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais pour ces deux dernières catégories d'industrie, l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois.

ART. 7. — Dans les établissements soumis au contrôle de l'État, ainsi que dans ceux où sont exécutés les travaux pour le compte de l'État et dans l'intérêt de la défense nationale, les ministres intéressés pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

ART. 8. — Lorsqu'un établissement quelconque voudra bénéficier de l'une des exceptions prévues au paragraphe 2 de l'article 2, il sera tenu d'adresser une demande au préfet du département.

Celui-ci devra demander d'urgence les avis du conseil municipal, de la chambre de commerce de la région et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Ces avis devront être donnés dans le délai d'un mois.

Le préfet statuera ensuite par un arrêté motivé qu'il notifiera dans la huitaine.

L'autorisation accordée à un établissement devra être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle.

ART. 9. — L'arrêté préfectoral pourra être déféré au conseil d'État, dans la quinzaine de sa notification aux intéressés.

Le conseil d'État statuera dans le mois qui suivra la date du recours, qui sera suspensif.

ART. 10. — Des règlements d'administration publique organiseront le contrôle des jours de repos pour tous les établissements, que le repos hebdomadaire soit collectif ou qu'il soit organisé par roulement.

Ils détermineront également les conditions du préavis qui devra être adressé à l'inspecteur du travail par le chef de tout établissement qui bénéficiera des dérogations.

ART. 11. — Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, de constater les infractions à la présente loi.

Dans les établissements soumis au contrôle du ministre des travaux publics, l'exécution de la loi est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du ministre du commerce et de l'industrie. Les délégués mineurs signalent les infractions sur leur rapport.

ART. 12. — Les contraventions sont constatées dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

ART. 13. — Les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de cinq à quinze francs (5 à 15 fr.).

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes occupées dans des conditions contraires à la présente loi, sans toutefois que le maximum puisse dépasser cinq cents francs (500 fr.).

ART. 14. — Les chefs d'entreprises seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 15. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.).

Il y a récidive lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions, sans toutefois que le maximum puisse dépasser trois mille francs (3,000 fr.).

ART. 16. — Est puni d'une amende de cent à cinq cents francs (100 à 500 fr.) quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur.

En cas de récidive dans les délais spécifiés à l'article précédent, l'amende sera portée de cinq cents à mille francs (500 à 1,000 fr.).

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article et des articles 13, 14 et 15.

ART. 17. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux employés et ouvriers des entreprises de transport par eau, non plus qu'à ceux des chemins de fer, dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales.

ART. 18. — Sont abrogées les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 en ce qui touche le repos hebdomadaire.

Les dérogations prévues à l'article 4 et au premier paragraphe de l'article 5 de

la présente loi ne sont pas applicables aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures.

Les dérogations prévues au paragraphe 3 de l'article 5 ne sont pas applicables aux personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892.

Un règlement d'administration publique établira la nomenclature des industries particulières qui devront être comprises dans les catégories générales énoncées à l'article 6 de la présente loi en ce qui concerne les femmes et les enfants.

Arrêté du Ministre des Travaux publics du 9 mai 1906, modifiant les deux arrêtés du 4 novembre 1899 sur la durée du travail et des repos : 1^o des mécaniciens et des chauffeurs ; 2^o des agents des trains ⁽¹⁾.

ART. 1^{er}. — Les dispositions de l'arrêté du 4 novembre 1899, modifié par l'arrêté du 20 mai 1902, sur la durée du travail et des repos des mécaniciens et chauffeurs, sont modifiées de la manière suivante :

Le premier alinéa de l'article 2 est remplacé par les dispositions ci-après :

« La journée de travail doit contenir, en moyenne, dix heures de travail effectif au plus et dix heures de grand repos au moins, de telle sorte que neuf jours consécutifs quelconques d'un roulement, comptés de minuit à minuit, ne contiennent pas plus de quatre-vingt-dix heures de travail effectif et renferment un total de grand repos au moins égal à quatre-vingt-dix heures. »

Les deux derniers alinéas de l'article 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Pour les mécaniciens et chauffeurs de route, il doit y avoir, tous les dix jours en moyenne, un grand repos de trente heures au moins. Ces jours de repos seront comptés pour leur valeur diminuée de vingt heures dans le total de quatre-vingt-dix heures par neuf jours fixé à l'article 2.

« Lorsque le service ne comporte pas de découchers hors de la résidence, le nombre des repos de trente heures ci-dessus défini peut être réduit à un par quinzaine, en moyenne.

« Seront seuls considérés comme ne comportant pas de découchers hors la résidence, les services pour lesquels il y aura, chaque jour, dix heures consécutives de repos à la résidence comprises entre six heures du soir et midi.

« Pour les mécaniciens et chauffeurs de manœuvre, il doit y avoir un repos de trente heures tous les quinze jours en moyenne ou de vingt-quatre heures tous les dix jours en moyenne, lorsque le mécanicien est assisté d'un chauffeur, et, dans le cas où il est seul, un repos de trente heures tous les douze jours en moyenne ou de vingt-quatre heures tous les huit jours en moyenne. Ces jours de repos seront comptés pour leur valeur diminuée de vingt heures ou de quatorze heures, suivant les cas, dans le total de quatre-vingt-dix heures par neuf jours fixé à l'article 2.

« Pour toutes les catégories d'agents, l'intervalle entre deux grands repos consécutifs ne peut être supérieur à vingt jours. Durant les grands repos, les agents sont dispensés de tout service et peuvent s'absenter de leur résidence. »

Le troisième alinéa de l'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« En ce qui concerne les réserves, on distinguera les périodes de réserve-secours,

(1) *Journal officiel* du 10 mai 1906. — Voir les deux arrêtés du 4 novembre 1899, *Bulletin*, novembre 1899, p. 1029 et 1030. — Sur l'application de ces arrêtés, voir *Bulletin*, janvier 1905, p. 15 et juin 1906, p. 575.

pendant lesquelles les agents sont uniquement tenus de rester constamment présents au dépôt, sans y être occupés, et les périodes de réserve à disposition, pendant lesquelles les agents peuvent être employés à divers travaux, au dépôt ou en gare.

« On comptera comme travail les laps de temps nécessaires pour les opérations que les mécaniciens et chauffeurs peuvent avoir à effectuer pour la préparation de la machine de réserve, et ces laps de temps doivent être indiqués sur les roulements.

« Toute période de réserve-secours, déduction faite, s'il y a lieu, des laps de temps ci-dessus indiqués, sera comptée pour un quart de sa durée dans le total du travail par neuf jours et, si sa durée, diminuée de ces laps de temps, est de plus de sept heures ininterrompues, elle pourra être considérée comme repos hors résidence, mais elle ne sera comptée que pour trois quarts de sa valeur dans le total du repos par neuf jours.

« Lorsque des périodes de réserve-secours seront immédiatement précédées ou suivies de battements tels que, ces battements étant cumulés avec la durée de la période de réserve — diminuée, s'il y a lieu, du temps de préparation — les agents puissent se reposer pendant sept heures ininterrompues au moins, ces périodes pourront être ajoutées aux battements pour former un repos hors résidence, mais elles ne compteront que pour trois quarts de leur valeur ainsi diminuée, dans le total des repos par neuf jours.

« Les périodes de réserve-secours qui, soit seules, soit annulées avec des battements, ne peuvent constituer un repos de plus de sept heures, doivent compter pour leur valeur entière dans l'amplitude de la journée de travail comprise entre deux repos consécutifs.

« L'amplitude de la journée de travail qui suit un repos constitué par une période de réserve-secours, seule ou cumulée avec des battements, ne dépassera pas douze heures.

« La réserve-secours à la résidence sera toujours précédée d'un repos pris au domicile; elle pourra être coupée par des périodes de travail, mais à la condition que ces périodes soient prévues dans les roulements.

« La réserve à disposition est entièrement comptée comme travail. »

ART. 2. — Les dispositions de l'arrêté du 4 novembre 1899 sur la durée du travail et des repos des agents des trains, sont modifiées de la manière suivante :

Le premier alinéa de l'article 2 est remplacé par les dispositions ci-après :

« La journée de service doit contenir en moyenne dix heures de service effectif au plus et dix heures de grand repos au moins, de telle sorte que quatorze jours consécutifs quelconques d'un roulement comptés de minuit à minuit ne contiennent pas plus de cent quarante heures de service effectif et renferment un total de grand repos, au moins égal à cent quarante heures. »

A la fin du deuxième alinéa de l'article 2, les mots : « toutefois la durée du service effectif peut être augmentée d'une demi-heure au maximum à la condition que la durée du grand repos suivant soit portée à douze heures au moins », sont remplacés par les suivants :

« Toutefois la durée du service effectif peut être augmentée d'une demi-heure au maximum, à la condition qu'elle soit suivie d'un grand repos à la résidence, de douze heures au moins. Ce grand repos devra suivre immédiatement, soit la période de travail ainsi prolongée, soit la période de travail qui viendra immédiatement

après ; dans le second cas, la durée de cette dernière période de travail ne devra pas dépasser huit heures. »

Le troisième alinéa de l'article 2 est modifié comme il suit :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, pour les agents dont le service ne comporte pas de découchers hors de la résidence, la durée moyenne du service effectif est fixée à onze heures au plus. Sont seuls considérés comme ne comportant pas de découchers hors la résidence, les services pour lesquels il y a chaque jour au moins neuf heures ininterrompues de grand repos à la résidence comprises entre six heures du soir et midi. »

La dernière phrase du second alinéa de l'article 3 est remplacée par la suivante :

« Ces jours de repos seront comptés pour leur valeur diminuée de quatorze heures dans le calcul de la moyenne par quatorze jours fixée à l'article 2. »

Le troisième alinéa de l'article 4 est remplacé par le suivant :

« 2° La durée du parcours des trains prévue à l'horaire, toutefois pour les trains désignés au livret de marche comme trains rapides de voyageurs et trains rapides ou directs de marchandises G. V. et P. V., ainsi que pour les parcours haut-le-pied, le temps du parcours est compté avec une réduction de 10 p. 100, afin de tenir compte du service moins chargé. »

ART. 3. — Le présent arrêté devra être mis complètement en vigueur dans un délai de six mois.

Arrêté du 29 juin 1906 fixant le taux des subventions à allouer aux caisses de chômage pour le second semestre de 1906 ⁽¹⁾.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et du travail ;

Vu la loi de finances du 17 avril 1906, ouvrant un crédit pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire ;

Vu le décret du 9 septembre 1905 et spécialement ses articles 12 et 13 ;

Vu le décret du 20 avril 1906 modifiant les articles 13 et 14 du décret ci-dessus visé ;

Vu l'avis émis par la Commission des caisses de chômage dans sa séance du 28 juin 1906 ;

Sur la proposition du directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}. — Le taux des subventions à allouer dans les limites déterminées par les articles 9 et 10 du décret du 9 septembre 1905, aux caisses de secours contre le chômage involontaire, pour les indemnités versées par elles au cours du second semestre de l'année 1905, est fixé à 16 p. 0/0 du montant des indemnités versées par les caisses locales et à 24 du montant des indemnités versées par les caisses fonctionnant dans 3 départements au moins et comptant 1,000 membres au minimum.

ART. 2. — Le directeur du travail est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin de l'Office du travail*.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 20 juillet 1906.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant les mois de juin et de juillet 1906.

Accidents du travail dans l'agriculture. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1906. — Dépôt, par M. Paul Constans, d'un projet de résolution tendant à inviter le gouvernement à présenter un projet de loi pour l'assurance des ouvriers de l'agriculture contre les accidents dont ils sont victimes dans leur travail. (Doc. parl. n° 101). — Séance du 11 juillet 1906: dépôt d'un rapport, au nom de la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociale, par M. Thivrier.

Accidents du travail. — Ouvriers de l'État. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1906. — Dépôt, par le Ministre du Commerce, d'un projet de loi concernant l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail aux ouvriers et employés des exploitations de l'État. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 86.)

Assistance médicale gratuite. — *Chambre des députés.* — Séance du 26 juin 1906. — Dépôt, par M. Plichon, d'une proposition de loi portant modification de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite. (Doc. parl. n° 142.)

Bien de famille. — *Sénat.* — Séance du 12 juin 1906. — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable. (Doc. parl. n° 287.)

— *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1906. — Dépôt, par M. Lemire, d'une proposition de loi établissant un emprunt de 500 millions pour combattre le paupérisme en procurant un coin de terre aux familles qui n'en ont pas. — Renvoi à la Commission du budget.

Caisses d'épargne. — Arrangement franco-italien. — *Sénat.* — Séance du 8 juin 1906. — Transmission d'un projet de loi adopté par Chambre des députés portant approbation d'un arrangement signé le 20 janvier 1906 entre la France et l'Italie et relatif aux transferts de dépôts entre les caisses d'épargne ordinaires des deux pays. (Doc. parl. n° 285.) — Séance du 11 juillet 1906: Dépôt d'un rapport, par M. Vagnat (Doc. parl. n° 350.) — Séance du 13 juillet 1906. — Adoption.

Chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1906. — Reprise du rapport Mas, déposé pendant la précédente législature, sur la proposition de loi de M. Engerand relative au chômage et à la crise du travail rural. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 109.)

Composés du plomb. — *Sénat.* — Séance du 8 juin 1906. — Dépôt, par M. Pédebidou, d'un rapport supplémentaire sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés sur l'emploi des composés du plomb dans les travaux de la peinture en bâtiment. (Doc. parl. n° 282.) — Séance du 11 juin 1906: ajournement de la 1^{re} délibération à une séance ultérieure.

Concessions minières. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1906. — Dépôt, par M. Basly, d'une proposition de loi tendant à annexer au domaine public les concessions minières ou portions de concessions non encore exploitées. (Doc. parl. n° 31.)

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 10 juillet 1906. — Dépôt, par M. Strauss, d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés concernant les conseils de prud'hommes.

Conseils de prud'hommes mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1906. — Dépôt, par M. Basly, d'une proposition de loi tendant à créer des conseils de prud'hommes mineurs. — Séance du 11 juillet 1906 : Dépôt d'un rapport par M. Bouvier.

Contrat d'assurances. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1906. — Dépôt, par M. le Ministre du commerce, d'un projet de loi relatif au contrat d'assurances. — Renvoi à la Commission de l'assurance et prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 89.)

Contrat de travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 juillet 1906. — Dépôt, par le Ministre du Commerce d'un projet de loi sur le contrat de travail. — Renvoi à la commission du travail. (Doc. parl. n° 158.)

Contrôle de la durée du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 juillet 1906. — Reprise du rapport Chambon, déposé pendant la précédente législature sur le projet de loi relatif au contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels.

Coopération ouvrière de production et participation aux bénéfices. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 juin 1906. — Dépôt, par M. Paul Doumer, d'une proposition de loi sur les coopératives ouvrières de production et le contrat de participation aux bénéfices.

Délégués mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1906. — Dépôt, par M. Basly d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 mai 1905 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° 30.) — Séance du 10 juillet 1906 : Dépôt d'un rapport, par M. Basly.

Différends entre patrons et ouvriers. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1906. — Dépôt et lecture par M. Millerand, d'une proposition de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail. — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 14.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 13 juillet 1906. — Dépôt, par M. Ruelle d'une proposition de loi portant règlement amiable des différends collectifs entre pa-ouvriers. — Renvoi à la Commission du travail.

Droit de grève. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet 1906. — Dépôt, par M. Paul Constans, d'une proposition de loi tendant à organiser le droit de grève. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 184.)

Économats. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet 1906. — Dépôt, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 195.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 5 juillet 1906. — Dépôt, par M. Flayelle, d'une proposition de loi ayant pour objet la suppression des économats patronaux et l'interdiction de la vente habituelle directe ou indirecte de marchandises quelconques faites par les employeurs à leurs ouvriers. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 200.)

Enseignement professionnel. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1906. — Reprise du rapport Astier, déposé pendant la précédente législature, sur le projet de loi relatif à l'enseignement technique industriel et commercial.

Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. — *Sénat.* — Séance du 8 juin 1906. — Dépôt, par M. Émile Chautemps, d'une proposition de loi tendant à la révision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. (Doc. parl. n° 283.) — Séance du 8 juin 1906 : Dépôt d'un rapport sommaire, par M. Guillier.

Doc. parl. n° 307.) — Séance du 10 juillet 1906 : Prise en considération de cette proposition de loi.

Femmes en couches. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 juillet 1906. — Dépôt, par M. Engerand, d'une proposition de loi sur la protection et l'assistance des femmes avant et après l'accouchement. — Renvoi à la Commission du travail.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 13 juillet 1906 : Dépôt, par M. J. L. Breton, d'une proposition de loi concernant la protection et l'assistance des femmes enceintes et nouvellement accouchées et des enfants du premier âge. — Renvoi à la Commission d'hygiène publique.

Hygiène publique. — *Sénat.* — Séance du 8 juin 1906. — Délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 26 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique. — Déclaration de l'urgence. — Adoption ⁽¹⁾.

Journée de huit heures dans les mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1906. — Dépôt, par M. Basly, d'une proposition de loi tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines. (Doc. parl. n° 32.)

Liberté du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet 1906. — Dépôt, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi tendant à l'abrogation des articles 414 et 415 du code pénal (atteinte à la liberté du travail). — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 194.)

Lock-out patronaux. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet 1906. — Dépôt, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi ayant pour objet de prévenir les lock-out patronaux (fermeture des usines, chantiers, manufactures ou magasins). — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 196.)

Maladies professionnelles. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1906. — Dépôt, par le Ministre du Commerce, d'un projet de loi sur les maladies professionnelles. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 88.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 13 juillet 1906. — Dépôt, par M. J. L. Breton, d'une proposition de loi ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1906. — Dépôt, par M. Paul Constans, d'une proposition de loi ayant pour but : 1° l'annulation des contrats qui ont aliéné la propriété nationale des mines ; 2° L'exploitation des mines par les travailleurs et employés. — Renvoi à la Commission des mines. (Doc. parl. n° 102.)

Ministère du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 13 juillet 1906. — Dépôt, par M. Abel Bernard, d'une proposition de loi sur la création d'un ministère du travail et de la prévoyance. — Renvoi à la Commission du travail.

Organisation professionnelle. — *Chambres des députés.* — Séance du 6 juillet 1906. — Dépôt, par M. de Castelnau, d'une proposition de loi sur l'organisation professionnelle. — Renvoi à la Commission du travail.

Ouvriers étrangers. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1906. — Dépôt, par M. Jules Coutant et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi relative aux

⁽¹⁾ Loi du 22 juin 1906 modifiant l'article 26 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique. (*Journal officiel* du 24 juin 1906, page 4273).

salaires des ouvriers étrangers et ayant pour but de prévenir la dépression de la main-d'œuvre ouvrière. (Doc. parl. n° 108.)

Participation aux bénéfices. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 juin 1906. — Dépôt, par M. Ballande, d'une proposition de loi tendant à propager l'application du principe de la participation des salariés aux bénéfices des entreprises qui les emploient. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 117.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 22 juin 1906. — Dépôt, par M. Guillemet d'une proposition de loi relative à la participation aux bénéfices dans les entreprises et concessions de l'État. (Doc. parl. n° 126.)

Réglementation du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juillet 1906. — Dépôt, par le Ministre du Commerce, d'un projet de loi relatif à la réglementation du travail. (Doc. parl. n° 235.)

Repos hebdomadaire. — *Sénat.* — Séance du 12 juin 1906. — Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers. — Séance du 15 juin : Adoption en 1^{re} délibération; Séances des 26, 29 juin, 3 et 5 juillet : 2^e délibération, adoption.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 6 juillet 1906. — Transmission de la proposition de loi adoptée par le Sénat. — Dépôt d'un rapport par M. Zévaès. — Séance du 10 juillet : Déclaration de l'urgence, adoption⁽¹⁾.

Retraites pour la vieillesse. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1906. — Dépôt, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi ayant pour objet de remplacer les prélèvements faits sur le salaire des ouvriers et des employés des deux sexes et les versements patronaux qui doivent assurer les retraites d'invalidité et de vieillesse, soit par l'établissement d'une taxe de 50 p. 0/0 sur les héritages en ligne collatérale (entre frères et sœurs excepté); soit par une augmentation progressive de tous les droits perçus sur les successions et donations et par une limitation au maximum de 2,000 francs de toutes les pensions de retraites des fonctionnaires de l'État. (Doc. parl. n° 11.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet 1906. — Dépôt, par M. Maurice Collin, d'une proposition de loi tendant à assurer la participation financière de l'État à l'organisation et au fonctionnement des retraites pour la vieillesse. (Doc. parl. n° 190.)

Salaire de la femme mariée. — *Sénat.* — Séance du 26 juin 1906. — Dépôt, par M. Gourju, d'une proposition de loi relative au libre salaire de la femme mariée. — Séance du 3 juillet : renvoi de cette proposition à la Commission déjà saisie.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 13 juillet 1906. — Dépôt, par M. Jean Cruppi, d'une proposition de loi ayant pour objet d'assurer à la femme mariée la libre disposition des salaires et gains provenant de son travail et de son activité personnelle. — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire.

Salaire minimum des mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1906. — Dépôt, par M. Basly, d'une proposition de loi tendant à l'établissement d'un salaire minimum pour tous les ouvriers employés dans les mines et minières. (Doc. parl. n° 29.)

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1906. — Dépôt, par M. Paul Constans et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 500,000 francs pour venir en aide aux ouvriers des mines, des usines et des ateliers en chômage par suite de renvoi après les grèves qui ont suivi la manifestation du 1^{er} mai 1906. (Doc. parl. n° 96.) — Renvoi à la Commission du budget.

(1) Loi du 13 juillet 1906; voir dans le présent bulletin, page 732.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1906. — Dépôt, par M. Paul Constans et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 20.000 francs pour secours aux bateliers victimes de faits calamiteux. (Doc. parl. n° 97.) — Renvoi à la Commission du budget.

Syndicats professionnels. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1906. — Dépôt et lecture, par M. Millerand, d'une proposition de loi portant modifications à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 13.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1906. — Dépôt, par M. Lémire, d'une proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. (Doc. parl. n° 34.)

Taxe du pain et de la viande. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1906. Dépôt, par le Ministre de l'Agriculture, d'un projet de loi relatif à la taxe du pain et de la viande. (Doc. parl. n° 24.)

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LE REPOS HEBDOMADAIRE.

On sait ⁽¹⁾ que le Sénat avait adopté, en 1^{re} délibération, le 15 juin 1906, la proposition de loi relative au repos hebdomadaire. Cette proposition a été discutée et adoptée en 2^e délibération, par le Sénat, au cours de ses séances des 29 juin, 3 et 5 juillet 1906.

Les principales modifications apportées par la 2^e délibération au texte adopté le 15 juin, portent sur les points suivants :

L'article 5 prévoyait que dans tout établissement de vente de denrées alimentaires au détail, qui aura fixé la repos au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourrait être réduit à une demi-journée. Au cours de la 2^e délibération le Sénat a modifié cette disposition en décidant que dans les établissements dont il s'agit le repos pourrait être donné le dimanche après-midi à la condition qu'un repos compensateur soit accordé aux employés de ces établissements.

L'article 18, adopté en 1^{re} délibération, était ainsi conçu :

Les employés et ouvriers dont les professions s'exercent exclusivement la nuit, auront droit à treize jours de repos tous les trois mois, à prendre en une fois ou par fractions suivant accord avec les patrons.

Entre les deux délibérations, la Commission avait ainsi modifié cet article 18 :

Les ouvriers boulangers auront le droit de remplacer le repos hebdomadaire par roulement prévu à l'article 3 par treize jours de repos tous les trois mois à prendre en une fois ou par fractions, suivant accord avec les patrons.

Au cours de la séance du 3 juillet, M. Doumergue, Ministre du Commerce, demanda la suppression de cet article : défendu par M. Prevet rapporteur, combattu par M. Monis, cet article 18 a été repoussé au scrutin par 170 voix contre 113. Les boulangers ne se trouvent donc pas soumis à un régime spécial.

Enfin des dispositions ont été prises dans le dernier article de la proposition de loi pour la mettre en harmonie avec les prescriptions relatives au repos hebdomadaire contenues dans la loi du 2 novembre 1892, de façon que le personnel protégé

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juin 1906, p. 621.

par cette loi ne perde du fait de la loi en discussion, aucun des bénéfices qui lui étaient accordés, en matière de repos hebdomadaire.

Le texte ainsi adopté en 2^e délibération par le Sénat, dans sa séance du 5 juillet 1906, a été transmis à la Chambre le 6 juillet; le même jour M. Zévaès déposait un rapport, et dans sa séance du 10 juillet la Chambre des députés, après avoir déclaré l'urgence, adoptait sans modifications le texte transmis par le Sénat. La loi, promulguée le 13 juillet, a été publiée au *Journal officiel* du 14 juillet.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Ain. — A Bourg, dans la *culture maraîchère*, la main-d'œuvre, et par suite la production, est moins abondante qu'au précédent trimestre; les salaires sont les mêmes : 0 fr. 20, 0 fr. 40 et 0 fr. 50 l'heure.

Allier. — A Moulins, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1905; actuellement il est de 54 heures par semaine.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, également dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant comparativement à l'époque correspondante de 1905; actuellement il est de 60 heures par semaine, et le prix moyen de la journée est de 6 francs. A Vallauris, dans la fabrique de *poteries*, il n'y a pas eu de changement.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHARLEVILLE (année 1905). — La *fonderie*, en général, a été assez favorisée en 1905, surtout dans les usines où l'on s'occupe plus spécialement de la fonte des pièces pour automobiles. Ces pièces présentent d'assez grosses difficultés d'exécution, mais l'ouvrier une fois entraîné arrive à ne plus en manquer, et le travail est très rémunérateur; aussi les mouleurs qui arrivent à un salaire très élevé dans cette spécialité ne sont pas rares. Le nombre des usines s'occupant exclusivement de ce genre de fonte est de trois, toutes sont en bonne prospérité et arrivent à recruter très facilement un personnel de choix. Les *fonderies sur modèles* ou de *fonte mécanique* ont eu aussi un bon courant d'ordres et il y a plutôt augmentation sensible sur l'année précédente; cela tient surtout à ce que la fonderie pour automobiles immobilisant à son profit la production de quelques établissements, c'est sur les autres que se sont concentrées les commandes de fonte ordinaire sur modèles. Dans la *fonderie de chauffage*, les débuts de l'année n'ont pas été brillants; la reprise s'est manifestée dès le mois de mai, juin, et un courant d'affaires très satisfaisant a été constaté jusque fin novembre, mais il y a eu ensuite ralentissement. La main-d'œuvre comme pour les fonderies sur modèles, a subi une hausse marquée, et l'on est arrivé à payer pour 10 heures de travail ce qu'on payait autrefois pour 12 heures, soit une majoration de près de 20 p. 100 sur les salaires. A noter qu'à Fumay une petite fonderie a été fermée, et n'était pas encore remise en marché fin mars.

Dans l'industrie du *nickel*, qui ne compte qu'un seul établissement, il y a eu un bon courant, mais toutes les fonderies de quelque importance se sont annexé un atelier de *nickel*, la fonte polie et nickelée étant devenue de plus en plus indispensable pour l'écoule-

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1906 et émanent de syndicats patronaux.

ment des produits décorés. Dans la *tôlerie* galvanisée, les manufactures ont eu un courant d'ordres très réguliers.

Les *forges* et *laminoirs* essaient de se spécialiser de plus en plus dans des produits de consommation régionale plus difficiles à fabriquer ou de qualité plus soignée, pour lutter contre la concurrence des aciéries et grandes forges du nord et de l'est ; l'usine des forges et clouteries réunies de Mohon, vient encore de développer sa fabrication de rivets et de chaînes soudées à l'électricité, pour faciliter l'écoulement de son aciérie Martin et de son laminoir à fil d'acier, dans la *galvanisation du fer*, la production a été active, par suite de l'extension de l'emploi de la tôle galvanisée dans les colonies, et celui toujours plus grand des fils ronces et des grillages galvanisés pour les clôtures. Les salaires ont tendance à l'augmentation et il y a plutôt manque de main d'œuvre.

Dans la *fonderie* et l'*acier coulé*, quelques établissements ont fait des approvisionnements, les commandes ont été très abondantes et plus régulières que l'an passé, c'est l'automobile qui tient toujours la suprématie ; la société ardennaise d'estampage a terminé son installation et commencé la fabrication des pièces pour automobiles. Les salaires sont toujours très élevés et ne peuvent que s'accroître, les ouvriers mouleurs étant recherchés et leur main-d'œuvre plutôt rare.

Dans les *ferrures pour matériel de chemin de fer*, la main-d'œuvre fait également défaut par suite d'une crise de trois années qui n'a pris fin qu'en octobre par un afflux excessif d'ordres importants provenant des grandes compagnies. Dans les *articles de voitures*, le nombre des établissements a augmenté de deux, et l'outillage a subi une transformation par l'installation de moutons pour forger les pièces auparavant produites à la main ; il y a difficulté de se procurer de la main-d'œuvre à cause des usines nouvelles et de l'extension que prennent les autres. La durée de travail est généralement de 10 heures et les travaux de taraudage et de tournage sont faits par des femmes et enfants, lesquels sont en assez grand nombre.

Dans la *boulonnerie*, la situation s'est heureusement modifiée depuis le mois de mars 1905 : les commandes sont abondantes, et les différentes usines de la région sont largement pourvues ; l'établissement de Signy-le-Petit, momentanément arrêté, a été remis en marche, et divers fabricants se sont outillés pour produire le boulon fini, par décolletage, sur des tours automatiques. Là aussi la main-d'œuvre se fait rare et les salaires tendent à augmenter. Dans la *fabrication de ferronnerie*, l'outillage continue à se perfectionner, mais seulement dans les parties de détail, le genre d'articles ne se prêtant pas à de grosses transformations. Dans la *fabrication de pelles et taillanderie*, la production et la vente sont assez fermes, mais les prix, toujours trop bas, laissent peu de bénéfice au producteur.

Dans les usines *métallurgiques de cuivre* de Flohimont, le travail, à la suite des grèves de l'an dernier, avait cessé dans un certain nombre d'ateliers, et un tiers de l'ancien personnel était en chômage ; grâce à l'activité des affaires, tous les ateliers ont ouvert au commencement de l'année, et l'ancien personnel est aujourd'hui au complet.

En résumé, la situation générale du marché métallurgique s'est sensiblement améliorée dans la seconde partie de l'année et il en est résulté une reprise très accentuée de toutes les industries qui en dérivent.

Dans la *tannerie*, les cours des cuirs en poils sont extrêmes et comparables à ceux des années 1874-1875. Bien que les procédés de fabrication actuels donnent un plus grand rendement, les cours des cuirs fabriqués ne sont pas en rapport avec ceux atteints par les peaux en poils, et la tannerie française est obligée de réduire sa mise de fabrication, et par suite les moulins à tan ont eu peu de travail.

Dans les *ardoisières* de Fumay, 7 sièges ont fabriqué en 1905 contre 8 en 1904 et un seul a fait des travaux de recherches. La production a été généralement faible. Par suite de l'arrêt des travaux de quelques sociétés, la main-d'œuvre a été plus commune, toutefois le nombre des ouvriers inoccupés est restreint. A Rimogne, Deville et Monthermé, il n'y a pas eu de changement.

Dans les *carrières*, la production est moyenne, et il y a affluence de main-d'œuvre. Dans la *fabrication de chaux*, il n'y a pas eu de chômage, mais simple ralentissement pendant la mauvaise saison ; la main-d'œuvre stable fait défaut, mais il y a affluence d'ouvriers de passage.

Dans les *produits réfractaires et céramiques* et dans les *verreries*, l'état du travail est resté stationnaire. Même remarque pour la *fabrication de colle forte*. Dans celle de *crayons*, le tra-

vail a été régulier, mais les affaires très calmes à cause de la concurrence étrangère. La fabrication de *pipes en terre* se maintient péniblement et la durée des heures de travail s'en trouve réduite.

L'imprimerie et la *lithographie*, après la période calme de l'été, a eu une recrudescence très accentuée d'affaires vers la fin de l'année, grâce à une activité industrielle correspondante.

Dans la *meunerie*, le nouveau procédé de blanchiment des farines par l'électricité ne paraît pas avoir donné les résultats pratiques que l'on espérait. Les efforts de la fabrication se portent sur l'amélioration de la mouture par une classification plus judicieuses des divers produits, dans le but d'améliorer la qualité des farines supérieures vendues, séparément plus cher. Les salaires restent stationnaires avec tendance à la hausse par suite du manque de main d'œuvre.

A Charleville, d'après un syndicat patronal, le travail dans la *boulonnerie* a été beaucoup plus abondant que l'an dernier à pareille époque et qu'au précédent trimestre, où les chômages étaient fréquents; la cause en est aux commandes des compagnies de chemins de fer qui arrivent toutes en même temps, après un arrêt de quatre années.

Ariège. — A Lavelanet, dans la *filature*, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à la même époque; le trimestre marque une diminution par suite de grève entre tisserands et fabricants. Même remarque pour les *apprêts de drap*. A Saint-Girons, dans la *taille de pierre*, le travail est toujours satisfaisant; la journée est de 10 heures et les salaires varient entre 0 fr. 40 et 0 fr. 45 l'heure.

Aube. — A Troyes, dans les *travaux publics et bâtiment*, l'activité est aussi grande qu'à l'époque correspondante de 1905 et en augmentation sur le précédent trimestre; la durée du travail atteint 66 heures par semaine; l'état général est satisfaisant, il n'y a pas de chômage et les salaires varient entre 0 fr. 40 l'heure pour les manœuvres et 0 fr. 45 à 0 fr. 50 pour les ouvriers.

Aude. — A Narbonne, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail est en diminution dans toutes les branches de l'industrie: plusieurs petits ateliers de *tonnellerie* ont disparu, et une usine de *moulures et menuiserie mécanique* occupant une quarantaine d'ouvriers a fermé ses portes; la fabrication des *futailles* qui se payait précédemment 2 fr. 50 pièce est descendue à 2 fr. 25 et même à 2 francs, et la moyenne des chômeurs dans les principales industries atteint environ 70 p. 100.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans la *minoterie et semoule*, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à la même époque; plusieurs usines ont fermé; la main-d'œuvre est abondante et les chômages partiels atteignent beaucoup d'ouvriers. Dans la *chaussure cousu-main*, le travail serait plutôt en baisse sur le trimestre correspondant de 1905; actuellement on ne fait que 50 heures par semaine, mais les salaires ont augmenté de 5 p. 100. Dans la *menuiserie* la situation est la même qu'au précédent trimestre, et la reprise partielle du travail n'est due qu'à l'Exposition coloniale. Dans la *maréchalerie*, même activité, mais augmentation d'un petit atelier. Dans la *pêche sardinière* de l'Estaque, le travail est moins abondant que l'an dernier à cause du mauvais temps, et les salaires en sont diminués de 20 p. 100. Dans l'entreprise de *monuments funéraires*, le travail a été moins abondant qu'en 1905 au 1^{er} trimestre correspondant et qu'au précédent trimestre.

A Arles, dans la *maréchalerie*, l'activité est toujours égale: 77 heures par semaine, plus la demi-journée du dimanche, le plus souvent.

Charente. — A Jarnac, dans la *maréchalerie*, le travail est stable; la durée est de 60 heures par semaine.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, d'après le conseil de prud'hommes, le travail reprend son activité habituelle, en raison de la saison, toutefois les *ouvriers des quais et docks* comptent encore du chômage.

Dans le *bâtiment*, d'après un syndicat patronal, il n'y a pas eu de changement; la moyenne des salaires est toujours de 4 fr. 50.

Côte-d'Or. — Dans la *meunerie*, le travail n'a pas sensiblement varié; on fait 72 heures par semaine, celles des repas comprises, et les salaires varient de 110 à 120 francs par mois. Dans la *maréchalerie*, la journée est de 12 heures, et les ferreurs ordinaires gagnent de 4 à 5 francs. Dans la fabrique de *moutarde*, le travail serait plutôt moins actif qu'à l'époque correspondante de 1905, les salaires tendraient à augmenter et les heures de travail à diminuer; actuellement la journée n'est que de 48 heures par semaine, la bonne saison tombant en automne et en hiver, la moyenne au printemps et la morte-saison en été.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 à pareille époque; le nombre des établissements s'est accru depuis le précédent trimestre, d'où augmentation d'une vingtaine d'ouvriers.

Creuse. — A Guéret, dans le *bâtiment*, il n'y a pas eu de changement appréciable, sinon pour les salaires qui sont augmentés de 0 fr. 05 l'heure.

Doubs. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BESANÇON (Année 1905). — Dans la *filature* et le *tissage*, la situation paraît stationnaire.

Dans les *constructions mécaniques et électriques*, les commandes n'ont pas sensiblement diminué, et celles venant de l'étranger ont plutôt augmenté. La fabrication des *outils* a été très active. Pour les *clouteries*, *visseries*, *boutonneries*, l'année 1906 semble s'annoncer meilleure.

Dans la petite *horlogerie*, la situation paraît s'être améliorée en 1905 et paraît devoir rester bonne. Cette industrie est localisée pour une grande partie à Besançon, où elle occupe de 7 à 8,000 ouvriers, et à Montbéliard où elle en compte 2,000 répartis dans 14 ateliers; dans le vallon de Morteau se trouvent 3 fabriques d'ébauches occupant 150 ouvriers; 50 ateliers d'établissements de montres comptant 2,500 ouvriers, et 15 ateliers dont les 500 ouvriers sont employés à la fabrication d'outils d'horlogerie. Dans la fabrique de *boîtes de montre* en métaux précieux, l'année 1905 paraît avoir été bonne: 115,871 en 1905 contre 107,183 en 1904 pour les boîtes en or, et 371,556 en 1905 contre 316,342 en 1904 pour les boîtes en argent. A cette augmentation correspond une diminution des articles similaires étrangers.

Dans les *papeteries* de Besançon-Torpes-Delaz, la production du papier a d'abord été calme, puis assez active. La fabrication de la *soie artificielle* de Chardonnat a été réduite en 1905 par suite des fluctuations de la mode qui régissent l'emploi de ces produits.

L'industrie *laitière* compte 388 établissements. La fabrication du *fromage d'Ementhal* a été active; elle s'est développée rapidement dans le Doubs en 1903 et continue de s'étendre. 23 fromageries sont exploitées, et de nouveaux châteaux sont en cours de construction. La *chocolaterie-confiserie*, *lait desséché*, compte environ 180 ouvriers à Morteau, où cette industrie se développe. Dans les *salines*, les 2 exploitations de sel gemme occupent 70 ouvriers. Dans la *fabrique d'absinthe*, la production a été active.

D'après le conseil de prud'hommes des cantons de Montbéliard et d'Andricourt, il n'y a pas eu de changement dans l'activité du travail et la situation générale de l'industrie.

Eure. — A Ezy, dans la fabrique de *peignes*, le travail est le même que l'an dernier à pareille époque, et aussi sans changement sur le précédent trimestre. Les salaires sont bons.

Gard. — A Alais, dans la *filature*, le travail est aussi abondant qu'en 1905 et qu'au dernier trimestre.

Haute-Garonne. — A Toulouse, dans la *brasserie* et l'*horticulture*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1905 et aussi actif qu'au 4^e trimestre.

Gironde. — A Bordeaux, dans l'entreprise de *couverture*, la journée a augmenté d'une heure en raison de la saison, les salaires sont rémunérateurs et il n'y a presque pas de chômage actuellement. Dans la *maréchalerie*, il y a eu diminution de travail sur l'époque correspondante de l'an dernier, et la main-d'œuvre diminue par suite de l'extension de l'automobilisme; les salaires sont toujours de 4 et 5 francs par jour. Dans la fabrique d'*eaux gazeuses*, il y a également diminution comparativement au trimestre correspondant de 1905.

Hérault. — D'après le conseil des prud'hommes de Montpellier, pour toutes les industries, sans exception, le travail est sensiblement moins actif que pendant la période correspondante de l'année dernière et que pendant le précédent semestre. Quelques petits établissements de fabrication, surtout dans la petite industrie, ont cessé de fonctionner faute de commandes suffisamment lucratives, et le personnel occupé dans les établissements est de plus en plus restreint. La proportion des ouvriers en chômage dans tous les métiers industriels est évalué à 40 p. 100 au moins, et à 50 p. 100 chez les ouvriers du *bâtiment*; cette situation a conduit le conseil municipal à voter des fonds pour donner du travail, à tour de rôle, aux nombreux inoccupés, ou tout au moins aux plus nécessiteux d'entre eux. Une des causes qui contribue à augmenter le chômage en dehors de la mévente des vins, serait le travail à la tâche, dont la durée n'est pas limitée et le prix avili; le taux des salaires, en général, reste le même, mais les prix de façon sont menacés de diminution si le chômage persiste.

Indre. — A Issoudun, dans la *meunerie*, le travail est beaucoup plus abondant que l'an dernier; actuellement on fait 60 heures.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *meunerie*, l'activité est demeurée la même, toutefois une petite usine de 3 ouvriers a disparu. Dans la *menuiserie*, l'abondance du travail a diminué; actuellement on fait la journée légale de travail, et les salaires varient de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 l'heure. Dans la *tannerie*, l'activité est à peu près la même. A Amboise, dans la même industrie l'activité a été moins grande que l'an dernier à pareille époque; la main d'œuvre, toutefois, n'est pas abondante car l'industrie des cuirs et peaux exige des ouvriers de métier et ne fait plus que peu d'apprentis; le chômage n'est guère que de 2 mois, en janvier et février, et se borne à une réduction de 2 heures de travail par jour, sans mise à pied. Les salaires sont en moyenne de 4 fr. 50, mais la grande majorité des ouvriers travaillent aux pièces et les salaires sont beaucoup plus élevés pour ces derniers. A Loches, chez les *sabotiers*, il n'y a pas eu de changement; actuellement, on fait 78 heures par semaine.

Jura. — A Salins, dans les *fromageries*, même activité que l'an dernier à pareille époque et qu'au trimestre précédent.

Loir-et-Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BLOIS (année 1905). — A Blois, les travaux du *bâtiment* ont été assez actifs, surtout à la campagne. Dans le canton de Mer, le *bâtiment* a été prospère, ainsi que dans celui de Mondoubleau; à Romorantin et à Selles-sur-Cher, il a laissé à désirer.

Dans les *carrières*, le travail a été assez actif pour l'ensemble du département, sauf dans le canton de Vendôme, où les exploitations ont été calmes. Même constatation favorable pour les *briqueteries*, *tuileries*, l'industrie *chaufournière*, etc., terre à *porcelaine* de Langon et fabrique de *carreaux*, *mosaïque* et *tuyaux de ciment* de Saint-Aignan et de Salleris.

La *fabrique de porcelaine* de Chartres est, par contre, aux prises avec la concurrence étrangère, et le prix des produits manufacturés n'est pas en voie de progression, malgré la hausse des salaires. On espère faire des agrandissements pour augmenter sensiblement la production.

Dans les *champiignonneries* des cantons de Montrichard et de Saint-Aignan, la culture prend de plus en plus d'extension et la fabrication des conserves est en croissante prospérité.

Dans la *fonderie* le courant est également bon dans les cantons de Blois, Coutres, Morée et Vendôme où, notamment, cette industrie est plus prospère depuis quelques années. La *tannerie* commence à se ressaisir du malaise que lui avait causé une surproduction générale. A Mer, cette industrie prend de l'extension. La *ganterie*, stationnaire à Blois, est en progression très sensible à Vendôme. Malgré la crise que traverse l'industrie de la *chaussure* par suite de la hausse considérable des matières premières, elle est très active à Mer, ainsi que celle des *galoches*; les salaires se maintiennent et le personnel est plus nombreux.

Dans la *chocolaterie*, la situation est favorable, et il y a également légère augmentation du personnel hommes et femmes. Même remarque pour la *biscuiterie*, dont le développement promet encore de s'étendre, grâce à des créations sans cesse renouvelées; la main-d'œuvre se recrute facilement en raison de la stabilité du travail, il n'existe pas de chômage et le salaire des femmes a tendance à augmenter. Dans la *distillerie* et *fabrique de liqueurs*, les affaires se

maintiennent, sauf pour les eaux-de-vie dont le commerce périclité en raison de l'abondance de la récolte de vins. La fabrique de *graisse alimentaire* de Vendôme est en progression sur l'année dernière. Une usine de *conserves* en construction en 1904. Dans la *brasserie* les affaires sont bonnes.

Dans la *meunerie*, la production se maintient dans de bonnes conditions pour l'ensemble des minoteries du département, notamment dans celle de Coulanges, de Saint-Aignan, de Mer, de Morée; à Droué la situation serait plutôt moins bonne, quoique à peu près stationnaire; deux moulins ont été montés à cylindre cette année, ainsi que celui de Rheil. Dans l'*agriculture*, les ouvriers agricoles deviennent de plus en plus rares, ce qui provoque l'introduction des faucheuses-moissonneuses dont l'usage se répand de plus en plus.

L'industrie des *machines agricoles*, à Oucques, augmente d'importance chaque année: une fabrique de meules a été annexée, qui paraît devoir donner des résultats; par contre, il y a eu décroissance dans l'activité de cette industrie, à Blois, en raison de la mauvaise récolte de 1905.

Dans la coupe et l'industrie du *bois*, l'activité a été particulièrement favorable; l'exploitation a été soutenue, notamment dans le canton de Saint-Aignan, où l'on compte 3 scieries à vapeur et à eau bien occupées. De même à Marchenoir, dont la forêt doit être exploitée en entier pendant une période de 5 à 6 ans, ce qui amènera une surproduction de bois pendant ce délai; on installe à cet effet une machine de 130 chevaux. Même activité industrielle à l'usine de Mondoubleau, mais l'exploitation périclité faute de bûcherons. A Romorantin, l'exploitation du bois fait toujours l'objet d'un commerce important et occupe un certain nombre d'ouvriers l'hiver, mais les prix restent faibles pour une catégorie de bois; en outre, la rareté de la main-d'œuvre forestière conduit à l'accroissement des salaires. A Salbris, cette industrie verrait son commerce décliner, par suite de l'invention de fours nouveaux de boulangerie, qui ralentit sensiblement la vente des cotrets; même remarque pour les bois de chêne et charbons de bois qui subissent la concurrence du chauffage au gaz. Seuls les états pour les mines du Nord continuent d'avoir un bon écoulement. Dans la *scierie mécanique*, le tannage par les procédés chimiques et par les extraits est une cause de l'avisement des prix.

L'industrie de la *verrière* a toujours un travail actif; les prix de façon sont maintenus, ainsi que les salaires.

A Romorantin, dans l'industrie *drapière*, la progression du travail se soutient, les commandes étant plus fortes, et les salaires plus élevés; mais les résultats seraient mauvais, le prix des produits fabriqués n'étant pas en rapport avec le cours des matières premières. Dans la *mercerie* et *bonneterie* la fabrication des corsets est satisfaisante. Dans la *lingerie* et *confection* l'activité est également bonne; les femmes gagnent 1 fr. 25; les hommes 2 francs, et dans certains endroits, ces salaires médiocres tendraient encore à baisser. Dans l'industrie *chemisère*, à Romorantin, ils augmenteraient un peu et conserveraient une tendance à la hausse. La bonneterie, notamment à Salbris, est en prospérité; l'installation de la fabrique est très avancée, un grand nombre de personnes y sont occupées et commencent à produire un travail très satisfaisant et par suite à gagner des salaires rémunérateurs. Dans l'*imprimerie* le travail est assez actif et le personnel n'a pas varié.

Haute-Loire. — Dans le canton de Saint-Didier-la-Séauve, d'après le conseil des prud'hommes, l'activité du travail n'a fait aucun progrès depuis juillet 1905: l'ouvrier travaillant sur son métier gagne toujours 4 francs par jour, et l'ouvrier travaillant à demi-façon 2 francs; à la journée, le salaire est resté aussi le même; le chômage est évalué à 15 p. 100. On espère une reprise du *ruban*, qui n'est plus actuellement à la mode.

Au Puy, dans l'*horticulture*, d'après un syndicat patronal, il y a augmentation des heures de travail en raison de la saison; il n'y a pas de chômage et les salaires sont en hausse,

Loiret. — A Orléans, dans la *charpente*, le travail est moins abondant, et l'ouvrier est payé 0 fr. 60 l'heure. A Pithiviers, dans la *culture maraîchère*, on fait actuellement 72 heures par semaine.

Lot. — A Cahors, dans le *bâtiment*, l'activité est la même qu'au trimestre correspondant de 1905 et qu'au précédent trimestre; la semaine varie entre 54 à 60 heures.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans la *batellerie* sur la Garonne, le nombre des équipages

n'a pas varié, mais la circulation reste difficile par suite de l'entretien insuffisant des passes et à cause des crues et des brouillards qui entravent les mouvements. Dans les *pêcheries*, le personnel a été plus réduit que d'habitude pendant la très mauvaise période hivernale; d'autre part, il y a grand appauvrissement des rivières, les poissons migrateurs remontant de moins en moins.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 juin.)

Ain. — A Gex, travail peu actif, 54 heures, chez les *diamantaires*. A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs, 62 heures, chez les *tullistes*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, chez les garçons *brasseurs*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de cartons*; 4 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement, 39 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons* et les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 1 chômeur, 60 heures, chez les *voyageurs, employés* et *dessinateurs*. A Bohéries, travail plus actif, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Soissons, pas de changement chez les *typographes*; travail actif, 80 heures, chez les *mécaniciens*. A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez ceux de Guise. A Chauny, travail assez actif chez les *mécaniciens*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et chez les *peintres*.

A Commeny, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, chez les *maçons*.

A Gannat, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sourciers* de Saint-Yorre. A Vichy, moitié de chômeurs chez les *terrasiers*.

Pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers *agricoles* de Buxières-les-Mines et chez ceux de Chézy. Un tiers de chômeurs chez les *bûcherons* d'Isles et Bardais, et chez ceux d'Ygrande; pas de chômeurs chez ceux de Lurcy-Lévy; pas de chômeurs chez ceux de Bourbon-l'Archambault, de Pouzy-Mésangy et de Thionne; deux tiers de chômeurs chez ceux de Saint-Plaisir.

Travail actif chez les *mineurs* de Saint-Hilaire; pas de chômeurs chez ceux de Doyet; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Montvicq; travail actif, 63 heures, chez ceux de Deneville-les-Mines.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons marchands de vins*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; 70 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *port*; pas de chômeurs chez les *comptables*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cannes, pas de changement chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail actif, 60 heures, chez les *maçons*; 37 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *port*. A Antibes, pas de changement chez les *maçons*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments* de Contes-les-Pins.

A Menton, travail actif, 60 heures, chez les *peintres*. A Vallauris, 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en poterie*.

Ardèche. — A Annonay, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres* des eaux minérales.

Ardennes. — A Mézières, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Revin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux d'Hiraumont; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Vigne-aux-bois; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Lonthermé, Laval-Dieu. A Braux, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez ceux de Fromelennes; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux des Mazures; pas de chômeurs, travail actif chez ceux de Bourg-Fidèle et de Château-Regnault. A Raucourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferronniers*.

A Fumay, travail assez actif, 44 heures, chez les *mineurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers* de Rimogne; pas de chômeurs chez ceux d'Haybes. A Charleville, 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tissus* d'Illy; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Saint-Menges; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Floing. A Francheval, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières* de l'industrie *lainière*.

Ariège. — A Saint-Girons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Lavelanet, pas de chômeurs chez les *ouvriers textiles*. A Arignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*. A La Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*. A Sentein, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la filature*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *terrassiers*.

A Rumilly-les-Vaudes, pas de changement chez les *bûcherons*.

Aude. — A Carcassonne, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *jardiniers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles* de Cazilhac; pas de chômeurs chez ceux de Névian, Willeghy, Trèbes, Pézens, Moux, Capendu, Castelnau-d'Aude, d'Argelieu, de Cuxac, d'Aude, de Gruissan, d'Hompes de Marcornigan, de Saint-Laurent; Trausse, Tourouzelle et de Peyriac-de-Mer; un quart de chômeurs chez ceux de Boutenac; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bizanet; 25 p. 100 chez ceux de Fabrezan, 13 p. 100 de chômeurs chez ceux de Ginestas; un tiers de chômeurs chez ceux de Fraissé; 14 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montlaur; 40 p. 100 chez ceux de La Palme; 11 p. 100 chez ceux de la Redoite,

A Coursan, moitié de chômeurs chez les *cultivateurs*; travail peu actif, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment* de Port-la-Nouvelle.

Aveyron. — A Millau, pas de changement chez les *teinturiers en peaux*; pas de changement chez les *tanneurs-corroyeurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; travail actif, 65 à 70 heures, chez les *gantiers et dresseurs de gants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gantiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 16 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-tripiers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les

garçons *bouchers-charcutiers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *savonniers*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures; chez les *imprimeurs-lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières de *l'imprimerie*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs et clichés*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les ouvrières du *cartonnage*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *crins*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en *chaussures militaires*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modèles*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*.

Travail actif, 60 heures, dans le *bâtiment*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *mineurs et terrassiers*, 14 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers et gâcheurs*; nombreux chômeurs chez les *peintres décorateurs*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-camionneurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-automobilistes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *aides pharmaciens*; pas de chômeurs chez les membres de *l'enseignement privé laïque*; travail peu actif chez les *cochers de place*.

A Aix, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Cassis et à Port-Saint-Louis, nombreux chômeurs chez les ouvriers du port. A La Ciotat, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Berre, travail assez actif chez les *pêcheurs*; travail peu satisfaisant chez ceux de Martignes. Pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs* de Gardanne et de Fuveau; de même, 58 heures, chez ceux de Saint-Savournin; pas de chômeurs chez ceux de Valdonne; 2 jours de chômage par semaine chez ceux de Trets; 11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers* de Fontvieille.

Calvados. — A Caen, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Condé-sur-Noireau, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*.

A Vire, pas de chômeurs chez les *typographes*, 1 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *granitiers*. A Guibray, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*. A Champagnac, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Charente. — A Angoulême, travail peu actif chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cognac, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, chez les *institutrices libres*.

Travail assez actif, 60 heures, chez les *carriers* de Saint-Même.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; de même et 60 heures, chez les *peintres*.

A Rochefort, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Marennes, pas de chômeurs chez les ouvriers en *produits chimiques*. A Châtelailon, fin de la saison chez les *pêcheurs d'huîtres*. A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, dans *l'habillement*; 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chô-

meurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *terrasiers*; travail satisfaisant chez les *employés*.

A Vierzon, travail actif, 60 et 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Torteron, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *journaliers*. A Sancoins pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif chez ceux de Graçay, 28 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de la *Guerche*; pas de chômeurs chez ceux de *Nérondes*; travail actif, 60 heures, chez ceux de Dun-sur-Auron; travail assez actif, 66 heures, chez les *carriers* de Chailvoy-Milon.

A Saint-Amand, travail actif, 60 heures, chez les travailleurs de la *bijouterie*. A Beffes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*; travail actif, 66 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Saint-Léger-le-Petit.

Pas de chômeurs, 90 heures, chez les *ouvriers agricoles* de *Nérondes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Loup-des-Chaumes; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Pierre-les-Étieux. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Chambon, d'Arpheilles, Barantheaume, Grossouvre, Groises, Méryes-Bois, Meillant, Flavigny, Levet, Venesmes, Cours-les-Barres; Morlac, Sancergues, Thaumiers et Uzay-le-Venon et chez ceux d'Apremont; pas de chômeurs chez ceux de Charenton-du-Cher, et Menetou-Couture; 33 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jussy-le-Chaudrier et chez ceux de Germigny-l'Exempt; 18 p. 100 de chômeurs chez ceux de Barlieu; 33 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Yvoy-le-Pré; travail plus actif chez ceux de Vallenay; travail actif chez ceux de Soncoins; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jouet-sur-l'Aubais; 6 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mornay-Berry; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Chapelle-Hugon et de Saint-Baudel.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant; 60 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Bort, pas de chômeurs 50 à 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, un tiers de chômeurs chez les *fendeurs de pierres*; travail actif, 0 heures, chez les *employés de commerce*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs chez les *employés*. Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Beaune, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, 14 p. 100 de chômeurs environ, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*. A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Lannion, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Creuse. — A Guéret, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les ouvriers en *tapisseries d'art*.

Dordogne. — A Périgueux, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*, travail actif, chez les *employés*. A Bergerac, pas de changement chez les *employés*. Au Bugue, fin de la morte-saison chez les *chapeliers fouleurs*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*. A Pontarlier, 9 p. 100 de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les ouvriers en *métaux*; pas de chômeurs, 70 heures, chez ceux de Valentigney. A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles* et chez les ouvriers sur *bois*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*. A Saint-Restitut, pas de changement,

30 heures, chez les *carriers*. A Romans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. A Bourg-de-Péage, travaux actifs chez les *chapeliers*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*, de même chez les ouvriers *textiles*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Vernon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

Finistère. — A Quimper, 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Morlaix, pas de changement dans l'*habillement*. A Guilvinec, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs chez ceux de Concarneau; travail passable chez ceux de Douarnenez; pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers* d'Audierne; 70 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Concarneau et de Douarnenez; moitié de chômeurs chez ceux de Guilvinec.

Gard. — A Nîmes, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *employés*. A la Grand-Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Beaucaire, travail satisfaisant chez les *charretiers*.

A Sauve, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*. A Aramon, travail toujours assez actif, 65 heures, chez les *vanniers*. A Anduze, travail actif chez les *chapeliers-fouleurs-appropriers*. A Bessèges, pas de chômeurs, 49 heures, chez les *verriers à vitres*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs-papetiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; morte-saison, 48 heures, chez les *malletiers et layetiers*; pas de changement chez les *menuisiers en fauteuils*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *employés aux écritures*, pas de chômeurs chez les *sténo-dactylographes*; travail peu actif chez les *employés de commerce*. A Revel, pas de chômeurs 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*.

Gironde. — A Bordeaux, 35 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* et *biscuitiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs*; travail normal chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *tailleurs*; travail peu actif, 48 heures, chez les *scieurs de long*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de haute futaie*; pas de chômeurs chez les *tapisseries-décorateurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *futailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*. 3 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cénac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. Au Bouscat, pas de changement, 58 heures, chez les *verriers*. A Preignac, travail peu actif, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*; travail satisfaisant chez ceux de Boutenac. A Soulac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

A Vayres, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *tonneliers*; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Barsac; 7 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez ceux de Caudrot; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Pauillac; 14 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Saint-Maixant. A Libourne, 2 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

Hérault. — Montpellier, 12 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; travail peu actif, 54 heures, dans l'habilement.

A Béziers, nombreux chômeurs chez les *cultivateurs* et *terrassiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 40 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *typo-lithographes*; 30 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers des chais*.

A Agde, 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles* et *terrassiers*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; chômage général chez les *tailleurs de pierre* et chez les *plâtriers*; nombreux chômeurs chez les *plâtriers*, 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Mèze, 27 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*; nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; moitié de chômeurs chez les *portefaix*. A Graissessac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Bédarieux, 7 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*. A Pézenas, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Cette, nombreux chômeurs, 58 heures, chez les *maçons* et *terrassiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens* de la marine du commerce; nombreux chômeurs chez les *ouvriers en bois* du Nord; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Marsillargues, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Marseillan, nombreux chômeurs chez les *bateliers*. A Palavas, travail moins actif chez les *pêcheurs*.

Pas de chômeurs, chez les *travailleurs de la terre* de Beaufort, Lieuran-lès-Béziers, d'Aspiran, d'Oupia, Montblanc et d'Abeilhan; travail actif chez ceux de Maraussan; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mauguis; moitié de chômeurs chez ceux de Cazouls-lès-Béziers; 30 p. 100 chez ceux de Nézignan-l'Évêque; travail actif chez ceux de Villeneuve-lès-Béziers; 19 p. 100 de chômeurs chez ceux de Capestang; nombreux chômeurs chez ceux de Nizas et de Lansargues; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montblanc; travail peu actif chez ceux de Nisson; 27 p. 100 de chômeurs, chez ceux d'Olonzac; 12 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sérignan; deux tiers de chômeurs, chez ceux de Servian; un tiers chez ceux de Saint-Félix-de-Lodez.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *graveurs-lithographes*.

A Fougères, pas de chômeurs, 60 heures; grève chez les *plâtriers*, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*. A Saint-Servan, travail satisfaisant dans le *bâtiment*. A Coësmes, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*.

Indre. — A Issoudun, un quart de chômeurs environ, 54 heures, chez les *typographes*. A Ambrault, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *coupeurs* et *brocheurs en chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Châteaurenault, travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Amboise, travail peu actif, 60 heures, chez les *cordonniers*.

Isère. — A Grenoble, 15 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 56 à 58 heures, chez les *palissonneurs-mégissiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *employés en pharmacie*.

A Gières, travail toujours très actif chez les *gantiers*. A Vizille, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tullistes*. A Bourgoin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Brignoud, travail satisfaisant, 84 heures, chez les *papetiers*. A Allevard, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soierie*.

A Montalieu-Vercieu, travail actif, 60 heures, chez les *ouvrières en soierie*; 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *carriers*. A Porcieu-Amblagnieu, 21 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *carriers*; 9 p. 100 de chômeurs chez ceux de Parmilieu. A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les

carriers-chaufourniers. A La Chapelle-du-Bard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

Jura. — A Dôle, travail satisfaisant chez les *bûcherons*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Salins, pas de chômeurs chez les *manœuvres*.

A Poligny, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. Pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers-résiniers* du Marensin.

Loir-et-Cher. — A Blois, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *peintres*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs stéphanois*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs de Beaubrun*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés des fabriques de rubans*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *aiguiseurs et polisseurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens* et chez les *aides pharmaciens*.

A Roanne, 17 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers textiles*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers-peintres*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Charlieu, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soieries*. Pas de changement chez les *tisseurs de La Gresle*; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Cergne. A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'atelier rubaniers*. A Chazelle-sur-Lyon, travail plus actif chez les *ouvriers en chapellerie*; travail un peu plus abondant chez les *chapeliers-fouleurs*.

A La Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de La Ricamarie et de Villars.

A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Sail-sous-Couzan, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*. A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *verriers*.

Loire (Haute-). — Au Puy, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*. A Saint-Didier-la-Seauve, 5 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *passementiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, travail peu actif chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment et de l'industrie*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Saint-Nazaire, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *dessinateurs*; de même chez les *mécaniciens navigateurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-bottiers* de Chantenay. A Châteaubriant, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Loiret. — A Orléans, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; travail actif, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*, 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montargis, travail actif, 66 heures, dans le bâtiment.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Ouzouer-sur-Trézé, Bucy-Saint-Liphard, Faverelles, Gien et Thou.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs chez les *cultivateurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, travail satisfaisant chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers* de Casteljaloux. A Marmande, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 22 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; travail actif, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

Maine-et-Loire. — A Trélazé, nombreux chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*.

A Cholet, travail actif, 60 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs et apprêteurs*. Travail actif chez les *tisserands* de Saint-Philbert-en-Mauge; pas de chômeurs chez ceux de la Seguinière, Saint-Léger et la Tessoualle.

Manche. — A Cherbourg, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *mécaniciens*.

A Avranches, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *papiers peints*; de même et 63 heures chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *pelletteries*; travail peu actif chez les *brossiers*; travail normal, 72 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *peintres*; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *plombiers*; travail actif chez les *terrassiers*; pas de changement chez les *employés*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Reims, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; de même chez les *trieurs de laine*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les *teinturiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *caissiers*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*. A Warmeriville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 91 heures, chez les *employés*. A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; moitié de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs dans le bâtiment, chez les *marbriers* et chez les *employés*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*, travail satisfaisant chez les *limonadiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-*

graphes; travail actif chez les ouvriers du *vêtement*; travail actif chez les *chape-liers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; travail peu actif, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre* ravaumeurs.

A Lunéville, travail peu actif, 60 heures, chez les *céramistes*.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*. A Olizy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Stenay. A Léroutville, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

Morbihan. — A Lorient, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Vannes, grève chez les *maçons*. A Pontivy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. Au Bons, travail assez satisfaisant chez les *pêcheurs*; de même chez ceux de Belle-Isle-en-Mer, morte-saison chez ceux de Groix.

A Port-Louis, nombreux chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Nièvre. — A Nevers, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers* et *galochiers*.

A Prémery, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A La Charité, travail actif, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Decize; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Cercy-la-Tour; travail actif, 60 heures, chez ceux de Moulins-Engilbert.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 et 60 heures, chez les ouvriers des *forges*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Sulpice, Sichamps, Cessy-les-Bois, Arquian, la Fermeté, Menestreau, Narcy, Prémery, Saint-Bonnot, Annay, Beaumont-la-Ferrière, La Chapelle-Saint-André, Giry, Menou, Sardy-les-Epiry, Perroy, Pazy, Oudan, Nofay, la Celle-sur-Nièvre, Châteauneuf Val-de-Bargis, Giez, Entrains, Champlemy et Bitry; pas de changement chez ceux de Colméry; un quart de chômeurs chez ceux de Montaron.

Nord. — A Lille, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; travail peu actif chez les ouvriers *textiles*; travail très actif, 60 heures, chez les ouvriers en *métaux*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail un peu moins actif chez les *zinguers-plombiers*; un quart de chômeurs, 66 heures, chez les *terrasiers*.

A Douai, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Jeumont, 1 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens*. Pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *marbriers* de Bellignies.

A Fresnes, 1 p. 100 de chômeurs, chez les *verriers à vitres*; pas de chômeurs, 38 heures, chez les *verriers* d'Escaupont.

A Cambrai, travail peu actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *mouleurs*. Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes* de Saint-Amand, de Sous-le-Bois et d'Onnaing. A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Sous-le-Bois; de même, 60 à 80 heures, chez ceux de Villers.

A Roubaix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 5 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les ouvriers *textiles*; grève chez les *maçons*; travail assez satisfaisant chez les *peintres*. A Valenciennes, 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Tourcoing, pas de chômeurs, 55 à 65 heures, chez les ouvriers *textiles*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*; 6 p. 100 de chômeurs, chez les *tapis-siers en grosse moquette*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 5 p. 100 de chô-

meurs, 66 heures, chez les *maçons*, 10 p. 100 de chômeurs, 60 à 69 heures, chez les *plafonneurs*. A Cousolre, pas de chômeurs; 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*. A Rosendaël, travail assez actif, 60 heures, chez les *maçons*.

A Gravelines, 13 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *port*. A Fellerries, pas de chômeurs, travail actif, chez les *tourneurs sur bois*. A Marly, 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*. A Armentières, pas de chômeurs, 62 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; de même, 72 heures, chez ceux de Lens.

A Armentières, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Halluin, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sieurs* de Gommegnies. A Walincourt, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers et orfèvres*. Au Cateau, travail actif 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Haspres, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tisserands*. A Briastres, pas de chômeurs, 60 heures, travail très actif chez les *tisseurs*; de même et 72 heures, chez ceux de Bésillers; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Cateau; pas de chômeurs, chez ceux d'Avesnes-les-Aubert et de Saint-Amand.

A Seclin, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 15 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez ceux d'Hazebrouck; 6 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez ceux d'Halluin; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez ceux de Bailleul; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Houplines; travail actif, 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nieppe;

A Caudry, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *tullistes*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Fourmies. 6 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Estaires.

A Comines, travail actif, chez les ouvriers *textiles*.

Oise. — A Beauvais, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez ceux de Compiègne; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez ceux de Compiègne.

A Saint-Pierre-ès-Champs, pas de chômeurs 60 heures chez les *galochiers*. A Méru, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*.

A Béthisy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*. A Compiègne, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Feuquières, pas de chômeurs chez les *verriers*. A Creil, pas de chômeurs chez les *comptables et employés*.

A Mouy, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. A Cuisse-la-Motte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jumelliers*.

Orne. — A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*; grève dans le *bâtiment*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, travail assez satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 78 heures chez les *cimentiers*.

A Calais, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Thiers, 3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *monteurs en coutellerie*.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* de Bressac-les-Mines. travail satisfaisant chez ceux d'Auzat-sur-Allier.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Guéthary, travail un peu plus actif chez les *pêcheurs*.

A Biarritz, pas de changement chez les *boulangers*.

A Salades-de-Béain, pas de chômeurs, chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail actif, 60 heures, chez les *plâtriers* et chez les *peintres*; travail satisfaisant chez les *employés*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *marbriers-polisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; travail peu actif chez les *marbriers-taillieurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 26 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-ferblantiers*; 15 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons-plâtriers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *taillieurs de pierre*; travail peu actif, 60 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cousstouges, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *espadrilleurs et trépointeurs*. A Fillols, travail assez satisfaisant, 56 heures, chez les *mineurs*. A Cérét, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du liège*.

10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et viticoles* de Toulouges, 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Clairà; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Salses et de Trouillas; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-de-la-Raho; pas de chômeurs chez ceux de Canet; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Estagel; travail peu actif chez ceux de Vingran; moitié de chômeurs chez ceux de Montner; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pollestres.

Rhône. — A Lyon, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-typographes*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *relieurs et doreurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers régleurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *travailleurs du cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs (mécanique)*; pas de changement chez les *ouvrières de la soie et de l'aiguille*; pas de chômeurs, 66 à 70 heures, chez les *passemmentiers*; travail plus actif chez les *tullistes à la chaîne*; travail actif, chez les *maîtres-tullistes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs tailleurs*; pas de changement chez les *coupeurs chemisiers*; grève chez les *charpentiers*; pas de changement, 50 heures, chez les *sculpteurs-mouluriers du meuble*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *balanceurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cimentiers*; travail actif, 54 heures, chez les *céramistes*; 7 p. 100 de chômeurs, chez les *comptables*; pas de changement chez les *dames employées* et chez les *employés de la soierie*; 1 chômeur chez les *sténographes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; A Givore, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *mouleurs*.

A Neuville-sur-Saône, travail actif, chez les *horticulteurs*; pas de changement chez les *travailleurs manouvriers*. A Bourg-de-Thizy, 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, chez ceux de Thizy; 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Tarare.

A Grigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

Saône (Haute). — A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Loup-sur-Semouze, 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers en ameublement*.

Saône-et-Loire. — A Chalon, travail actif, 66 heures, chez les *plâtriers peintres*. A Coublanc, travail peu actif, chez les *tisseurs*. Au Creusot, travail très satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Montceau-les-Mines, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *sciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Mâcon, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montchanin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Lavagny; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *carriers* de Nanton.

Sarthe. — Au Mans, 1 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; travail actif, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *constructeurs mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ferblantiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 60 heures, chez les *couvreurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluies*.

A Sablé, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *marbriers*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement, chez les *travailleurs du cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Saint-Michel, travail assez actif; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons* d'Arvillard.

Grève chez les *ouvriers des plâtrières* de Saint-Jean-de-Maurienne. A La Bridoire 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers tullistes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*.

Savoie (Haute-). — A Thonon, pas de chômeurs 60 heures, chez les *typographes*.

A Annecy, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*. A Tanninges, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*. A Rumilly, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*, de même à Chamonix.

Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *jardiniers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs-jardiniers*; 5 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; 14 p. 100 de chômeurs 40 à 45 heures, chez les *confiseurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries de la Seine*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* de Paris et chez les *cuisiniers* de la Seine; 25 p. 100 de chômeurs environ chez les *limonadiers-restaurateurs*; travail peu actif chez les *ouvriers de l'alimentation*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtel*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; pas de chômeurs chez les *bouchers du demi-gros*.

2 p. 100 de chômeurs environ, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *conducteurs-typographes*; travail peu satisfaisant chez les *imprimeurs de journaux*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs pour impression (papier peint)*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *stéréotypeurs galvanoplastes*; morte saison, 50 heures, chez les *graveurs d'écritures françaises*; travail satisfaisant chez les *fondeurs typographes*.

Travail satisfaisant chez les *compagnons cordonniers*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs brocheurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; travail actif, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciens* de l'article de chasse; 47 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers de la brètelte et de la ceinture*. Pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *teinturiers-dégraisseurs*; travail peu actif chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvrières en chapeaux de soie et feutre*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *casquettiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; travail satisfaisant chez les *couturières*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs tailleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs chemisiers*; pas de changement chez les *fleuristes feuillagistes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseuses*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *couleurs et garçons de l'atelier*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs découpeurs mouluriers*; travail peu actif, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *sapiniers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*.

en photographie; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures chez les *monteurs en sièges cuir*; 2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *layetiers emballleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *malletiers*; travail satisfaisant, chez les *spécialistes en tables de nuit*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compagnons charrons*; 25 p. 100 de chômeurs environ chez les *ouvriers de la voiture*.

3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *polisseurs sur tous métaux*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de précision*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *contremaîtres métallurgistes*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs en fer*; 5 p. 100 de chômeurs environ, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers*; plus de moitié de chômeurs, 57 heures, chez les *plombiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *toliers*.

Grève chez les *maçons*; travail peu actif, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; grève chez les *scieurs de pierres tendres*, 19 p. 100 de chômeurs chez les *paveurs en bois*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *chefs bardeurs*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *monteurs lavageurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *granitiers*; 4 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs modéleurs*; nombreux chômeurs chez les *scieurs de pierre*; pas de changement chez les *boucheurs à l'émeri*; légère reprise, 30 heures, chez les *façonniers sur cristaux*; travail normal chez les *graveurs sur cristaux*.

20 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie de la glace*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de bureau*; travail satisfaisant chez les *caissières-comptables* et chez les *employés de la bijouterie*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *caissières de la boucherie*; reprise chez les *placiers en fleurs et plumes*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *dames employées de commerce*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissier*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; travail satisfaisant chez les *coiffeurs*.

Travail satisfaisant chez les *cochers*; travail peu actif chez les *porteurs aux halles*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *artistes musiciens*; pas de chômeurs chez les *instituteurs libres* et chez les *membres et employés de l'enseignement privé*; 1 p. 100 de chômeurs environ chez les *gens de maison*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs de voitures automobiles*.

A Saint-Denis, 9 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *graveurs sur bois*. A Alfortville, travail satisfaisant chez les *ouvriers en pompes*. A Champigny, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Boulogne, pas de chômeurs chez les *blanchisseurs*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 25 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel garçons restaurateurs*; travail actif, 54 heures, chez les *lithographes-papetiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs-coupeurs*; travail actif, 57 heures, chez les *brossiers*, 9 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs-plombiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 15 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; travail actif, 60 heures, chez les *peintres*; un tiers de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 3/4 de chômeurs chez les *débardeurs du port*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'équipes et employés du port*.

Au Havre, 2 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; travail très satisfaisant chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; travail actif chez les *employés de restaurant navigateurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *huiliers pétroliers, savonniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *granitiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs plombiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de magasin*; 65 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers des docks*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; travail peu actif chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *aides pharmaciens*.

A Elbeuf, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

A Deville-lès-Rouen, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. Pas de chômeurs, 49 heures, chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière de Bolbec*; de même, 40 à 60 heures, chez ceux de Lillebonne. 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Malaunay.

A Arques, travail peu actif, 54 heures, chez les *menuisiers à la mécanique*. A Sahurs, 5 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*. A Dieppe; travail peu actif dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *verriers* de Nesle-Normandeuse, de Blangy et de Martainneville; pas de chômeurs, 59 heures, chez ceux d'Eau.

Seine-et-Marne. — A Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *livre*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre* du Moulin-Foulon. A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 et 78 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 17 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *maçons*, *tailleurs* et *scieurs de pierres*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Germain, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Argenteuil, travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Chaville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs*.

A Essonne, travail satisfaisant, 66 et 70 heures, chez les *papetiers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *mouleurs*. A Corbeil, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *maçons*. A Orsay, travail satisfaisant, 85 heures, dans le *bâtiment*. A Bonnières, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*. Pas de chômeurs, 70 heures, chez les *carriers* de Chevreuse; pas de chômeurs, 42 à 60 heures, chez ceux de Méry-sur-Oise.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ponceurs* et *manœuvres*. A Bressuire, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Thouars, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

Somme. — A Amiens, travail peu actif dans l'*habillement*; passable, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 4 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Albert, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*. A Villers-Bretonneux, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bonnetiers*.

A Abbeville, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures* et *employés de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

Tarn. — A Albi, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu satisfaisant chez les *chapeliers-appropriers*; 55 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*; travail assez actif dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*, chez les *menuisiers-ébénistes*, dans le *bâtiment* et chez les *employés de commerce*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons* et *charpentiers*.

A Lavaur, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Briatexte, travail peu actif dans le *bâtiment*.

A Graulhet, nombreux chômeurs, 60 heures, chez les *moutonniers*; travail satisfaisant, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Mazamet, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; 80 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *délaineurs*; 18 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *peau de mouton*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *filateurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; travail actif chez les *maçons*; un quart de chômeurs chez les *charretiers*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Grisolles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*.

Var. — A Draguignan, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Toulon, travail peu actif, chez les *travailleurs de terre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-tripiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Saint-Raphaël, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Seyne, travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*. A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Vaucluse. — A Avignon, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; travail peu actif, 60 heures, dans l'*habillement*; travail satisfaisant chez les *employés*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *caissiers et comptables*.

A Caderousse, travail actif, 60 heures, chez les *balaitiers*.

A Villeneuve-d'Avignon, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Apt, grève chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A La Chaume, nombreux chômeurs chez les *boitiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Pas de chômeurs, travail actif, chez les *tisserands* d'Evrunes, des Epesses, de Mortagne-sur-Sèvre et de Saint-Laurent-sur-Sèvre. A Mervent, pas de chômeurs, 92 heures, chez les *forestiers*.

Vienne. — A Poitiers, 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail actif, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cimentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *vitriers peintres*. A Châtelleraut, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs doreurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *batteurs et marcheurs de pâte*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, dans l'*habillement*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; travail normal, 54 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourreliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-plafonneurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvrières de la *peinture céramique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gazetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainières*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

Vosges. — A Saint-Dié, 2 p. 100 de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les ouvriers

textiles; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; 27 p. 100 de *chômeurs*, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A la Neuveville-les-Raon, pas de *chômeurs*, 72 heures, chez les *ouvriers du bois*.

A Remiremont, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; travail peu satisfaisant dans le *bâtiment*; travail satisfaisant chez les *employés*. A Arnauld, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

Pas de *chômeurs* chez les *ouvriers textiles* de Bussang, de Cornimont, du Val d'Ajol, de Saint-Laurent, de Saint-Maurice-sur-Moselle, de Golbey, de Maxonchamp, du Thillot, de Ban-de-Laveline, de Moyenmoutier et de Saint-Léonard; 11 p. 100 de *chômeurs* chez ceux de Granges.

Yonne. — A Auxerre, 3 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *typographes*.

A Sens, pas de *chômeurs*, 66 heures, chez les *métallurgistes*; pas de *chômeurs*, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de *chômeurs* chez les *bûcherons* de Lavau, de Sommechaie de Domats, de Fontenailles-sous-Andryes, des Ormes, de Perreux, de Septfonds, de Brosses, de Treigny, de Saint-et chez ceux de Moutiers, 12 p. 100 de *chômeurs* chez ceux de Saint-Fargeau.

Algérie. — A Alger, 5 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *typographes*; 40 p. 100 de *chômeurs* chez les *tailleurs de pierre*; 6 p. 100 de *chômeurs* chez les *mécaniciens de la marine*; 3 p. 100 de *chômeurs* chez les *employés en denrées coloniales*.

A Bône, pas de *chômeurs* chez les *élèves et aides en pharmacie*.

A Constantine, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *maçons plâtriers*.

A Oran, pas de *chômeurs* chez les *employés de commerce*.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Juin 1905.	Mai 1906.	Juin 1906.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	33 ^f 625	24 ^f 75	25 ^f 00
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	55 75	41 625	43 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.	50 75	59 50	61 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.	44 50	45 25	45 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	62 00	66 00	66 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	60 62	72 00	71 62
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	176 00	203 00	198 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	48 00	49 50	48 00
Quivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)	178 00	229 00	223 25
Étain Banka, idem.	380 00	522 50	485 50
Plomb, livr. à Paris, idem.	38 25	48 00	47 50
Zinc, bonnes marques, idem.	60 31	69 37	68 12
Blé à Paris, idem.	23 75	23 87	24 12
Blé à Nantes, idem.	22 35	22 80	22 95
Blé à Dijon, idem.	23 50	23 00	23 00
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.	1 38	1 40	1 31
Viande veau, idem.	1 71	1 87	1 82
— mouton, idem.	1 96	1 93	1 90
— porc, idem.	1 42	1 63	1 65

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les cinq premiers mois de 1906.

	1906. 1,000 francs.	1905. 1,000 francs.	AUGMENTATIONS en 1906. 1,000 francs.	DIMINUTIONS en 1906. 1,000 francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	400,859	389,304	11 555	„
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,789,103	1,610,425	178,678	„
Objets fabriqués.....	474,530	435,408	39,122	„
TOTAUX.....	2,664,492	2,435,137	229,355	„
AUGMENTATION en 1906 .....	.....	.....	229,355^f	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	311,509	333,170	„	21,661
Matières nécessaires à l'industrie.....	674,454	637,679	36,775	„
Objets fabriqués.....	1,237,005	1,165,305	71,700	„
Colis postaux.....	200,495	169,947	30,458	„
TOTAUX.....	2,423,463	2,306,101	139,023	21,661
AUGMENTATION en 1906 .....	.....	.....	117,362^f	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 714,605,400 francs du 1^{er} janvier au 13 juillet 1906 contre 686,276,800 francs pendant la période correspondante de 1905, soit une augmentation de : 4.12 p. 100.

Faillites. — 125 faillites et 12 liquidations judiciaires en mai 1906 (contre 115 et 9 en juin 1905).

Autorisations de bâtir à Paris. — 179 demandes en juin 1906, dont 119 pour des constructions neuves, contre 169 et 118 en juin 1905.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 1^{er} TRIMESTRE 1906.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			demeure	en extra.			demeure	en extra.			demeure	en extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement) ...	143	128	99	"	121	131	102	"	402	382	297	"
— (IV ^e —) ...	654	503	"	"	369	382	17	20	419	459	"	"
— (V ^e —) ...	109	400	139	"	134	391	133	"	124	502	116	"
— (VI ^e —) ...	456	602	275	"	391	661	265	"	428	947	262	"
— (IX ^e —) ...	194	658	86	20	163	603	89	7	174	705	81	34
— (XII ^e —) ...	108	96	72	"	87	77	59	"	89	80	70	"
— (XIII ^e —) ...	371	397	301	"	331	315	257	"	306	315	262	"
— (XIV ^e —) ...	300	392	129	"	229	377	119	"	287	518	121	"
— (XV ^e —) ...	365	781	250	"	333	742	221	"	388	662	220	"
— (XVI ^e —) ...	302	255	209	"	300	366	191	"	350	491	239	"
— (XVII ^e —) ...	277	331	210	"	198	312	189	"	198	359	211	"
Bureaux municipaux	"	"	50	105	"	"	52	276	"	"	62	248
Alençon	18	7	7	"	"	"	"	"	17	5	4	"
Amiens	52	35	4	"	47	38	7	"	37	46	3	"
Argentan	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Auxerre	76	47	42	1	74	52	38	1	66	58	46	1
Beauvais	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Besançon	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux	814	889	554	"	633	810	460	"	1,058	1,063	633	"
Boulogne-sur-Mer	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bourges	44	48	7	"	50	64	11	2	61	59	11	1
Caen	21	9	2	3	19	7	3	2	24	8	4	1
Cannes	"	"	"	"	"	"	"	"	8	9	2	"
Charleville	24	21	2	"	29	16	"	"	"	"	"	"
Château-Thierry	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chauny (Aisne)	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cherbourg	78	56	35	"	116	76	66	"	68	84	37	2
Cholet	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Compiègne	"	"	"	"	"	"	"	"	461	151	129	"

LOCALITÉS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
Coulommiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Douai.....	22	17	"	"	12	16	"	"	31	11	"	"
Dijon.....	"	"	"	"	"	"	"	"	106	57	36	3
Épinal.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Evreux.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fontainebleau.....	"	"	"	"	"	"	"	"	40	42	20	"
Guéret.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"
Joigny.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Laon.....	33	9	"	"	31	6	1	"	25	9	2	"
La Rochelle.....	131	75	26	2	119	63	28	"	92	84	34	"
Le Mans.....	407	149	30	"	302	172	18	"	327	173	22	"
Le Puy.....	31	7	"	"	17	10	"	"	18	8	"	"
Levallois-Perret (Seine).....	247	138	126	"	"	"	"	"	193	302	101	1
Lille.....	99	54	"	"	79	55	"	"	97	55	"	"
Lisieux.....	197	144	70	3	141	128	52	3	159	121	62	1
Lons-le-Saunier.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	16	1	"
Mâcon.....	92	33	15	"	66	44	22	"	53	53	22	"
Mantes (Seine-et-Oise).....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	"	"
Maubeuge (Nord).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Melun.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	19	8	1
Montargis.....	44	23	11	"	27	33	13	"	39	37	9	"
Moulins.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	129	31	12	"	74	42	17	"	66	37	16	"
Nantes.....	58	34	32	"	57	26	21	"	64	41	29	"
Narbonne.....	"	"	"	"	335	221	97	123	"	"	"	"
Nevers.....	5	"	"	"	3	"	"	"	4	"	"	"
Nîmes.....	132	64	44	"	99	57	52	"	113	84	70	"
Orléans.....	4	2	2	"	3	2	2	"	6	3	3	"
Pau.....	76	61	20	"	59	42	13	"	73	46	17	"
Provins.....	"	"	"	"	"	"	"	"	17	1	"	"
Roanne.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rouen.....	152	217	"	"	176	204	"	"	128	227	"	"
Saint-Brieuc.....	7	6	4	"	25	11	10	"	9	9	4	"
Saint-Dié.....	91	60	31	3	65	48	23	2	85	62	32	2
St-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).....	108	104	74	"	81	95	59	"	97	104	52	"
Saint-Nazaire.....	"	"	"	"	10	20	5	"	"	"	"	"
Saint-Quentin.....	190	27	14	"	199	67	49	"	132	46	22	"
Saumur.....	"	"	"	"	"	"	"	"	32	14	5	7
Senones (Vosges).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Sens.....	47	20	15	5	52	21	17	4	57	54	23	"
Soissons.....	1	1	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Troyes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Valence.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles.....	1	1	"	"	3	"	"	"	2	1	"	"
Vienne.....	36	29	5	"	55	37	3	1	38	36	5	1
Alger.....	13	15	1	"	141	36	"	"	324	248	237	"

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (1^{er} TRIMESTRE 1906.)

LOCALITÉS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Agen	68	56	45	37	65	20	7	12	"	"	"	"
Aix.	87	45	40	"	87	46	43	"	95	70	49	"
Amiens	142	46	45	68	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers	150	42	42	"	148	47	47	"	166	85	85	"
Blois	83	18	10	"	"	"	"	"	104	32	18	"
Boulogne-sur-Mer.....	84	31	29	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Carcassonne (1)	2.083	1.734	1.231	156	"	"	"	"	"	"	"	"
Chalon-sur-Saône	"	"	"	"	145	68	34	29	"	"	"	"
Cherbourg	76	15	7	3	40	15	9	1	36	21	12	5
Clermont-Ferrand	79	62	50	7	72	64	50	9	"	"	"	"
Dijon	409	82	75	6	472	158	131	19	251	177	155	12
Fougères	48	17	10	"	36	27	23	"	37	29	20	"
Marseille (2)	8,329	7,048	7,160	22,203	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne	588	56	54	334	"	"	"	"	274	116	80	126
Orléans	202	46	30	4	143	66	58	8	167	104	43	20
Reims	197	119	89	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Roanne	35	5	3	7	69	7	7	5	49	7	6	9
Saint-Étienne	276	90	53	34	293	71	38	32	267	92	68	30
Toulon	182	66	45	7	141	43	17	18	110	53	37	5
Tulle	"	"	"	"	10	6	"	"	11	5	"	"
Valence	52	28	24	"	55	49	37	"	63	47	41	"
Vierzon	45	20	10	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Voiron	47	41	45	"	155	69	102	"	114	27	52	"
Constantine (Algérie)	165	61	23	"	89	47	25	"	166	74	48	"

(1) Du 1^{er} janvier 1905 au 31 décembre 1905.(2) Du 1^{er} janvier 1901 au 31 décembre 1905.

C. — SYNDICATS PATRONAUX (1^{er} TRIMESTRE 1906).

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.	à demeure en extra.			à demeure en extra.	à demeure en extra.			à demeure en extra.	à demeure en extra.
Angers.....	Pharmaciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Beaumont (Sei- ne-et-Oise)...	Entrepr. du bâtiment...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Boucherie et charcuterie.	25	10	10	"	20	5	5	"	36	9	9	"
Id.....	Coiffeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	156	160	43	115
Carcassonne....	Patrons et ouvriers du bâ- timent.....	12	8	7	"	5	6	4	"	6	7	5	"
Chartres.....	Charcuterie.....	8	8	8	"	9	7	7	"	14	8	8	"
Évreux.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Isle-Adam (Sei- ne-et-Oise)...	Boucherie et charcuterie.	"	"	"	"	10	8	8	"	"	"	"	"
Le Havre.....	Épicerie.....	7	3	"	"	22	16	10	"	"	"	"	"
Lyon.....	Articles de voyage.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	2	"
Id.....	Maîtres teinturiers.....	6	7	3	"	15	14	7	"	"	"	"	"
Mâcon.....	Pharmaciens.....	5	4	3	"	4	3	2	"	7	6	5	"
Nîmes.....	Horticulture.....	3	2	2	"	2	"	"	"	2	"	"	"
Paris.....	Corsets.....	"	"	"	"	10	2	6	"	50	42	42	"
Id.....	Maîtres tailleurs.....	51	46	"	"	89	100	"	"	180	207	"	"
Id.....	Marchands de beurre, œufs.....	393	470	334	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Masseurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Menuiserie.....	32	10	10	"	34	12	12	"	34	11	11	"
Id.....	Limonaillers - restaura- teurs.....	"	"	411	2,099	"	"	360	1,774	"	"	547	2,317
Id.....	Teinture et nettoyage.....	"	"	"	"	52	52	30	"	"	"	"	"
Id.....	Restaurateurs - limona- diers.....	"	"	320	934	"	"	1,316	50	"	"	401	1,594
Id.....	Boucherie.....	"	"	"	"	"	"	4	"	26	5	3	1
Id.....	Papetiers.....	31	3	2	1	33	4	4	"	23	25	20	"
Id.....	Couteliers.....	18	21	16	"	22	24	19	"	702	1,239	1,331	394
Id.....	Boulangerie.....	"	"	"	"	915	1,126	318	"	702	1,239	1,331	394
Id.....	Quincaillerie.....	"	25	22	"	"	25	22	"	"	"	"	"
Id.....	Débitants de vins.....	600	400	364	165	800	430	382	182	1,140	719	600	245
Id.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	1,470	637	"	"	2,054	878
Id.....	Épicerie.....	613	864	628	"	618	690	600	"	"	"	"	"
Id.....	Épiciers en détails.....	391	419	386	"	427	409	398	"	"	"	"	"
Id.....	Produits alimentaires.....	"	"	"	"	4	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Instruments d'optique.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Reliure.....	75	38	38	"	80	30	30	"	"	"	"	"
Id.....	Électricité.....	"	"	"	"	5	6	"	"	3	9	7	"
Id.....	Travaux publics.....	3	"	1	"	"	"	"	"	9	"	"	"
Id.....	Gérants de débits de ta- bac.....	17	5	4	1	11	4	4	"	16	8	5	3
Id.....	Négoc. commissionnaires.	15	16	10	"	30	8	5	"	16	9	4	"
Id.....	Papier et industries qui le transforment.....	75	44	"	38	58	40	31	"	44	38	28	"
Id.....	Pharmaciens de France..	6	2	1	"	18	6	2	"	16	4	3	"
Périgueux.....	Pharmaciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Charretiers.....	37	35	"	"	40	32	"	"	"	"	"	"
Id.....	Associat. professionnelle des pharmaciens.....	"	2	"	"	5	1	"	"	11	1	1	"
Id.....	Boulangerie.....	10	1	1	"	20	7	4	3	40	28	24	4
Rennes.....	Charcutiers.....	"	"	"	"	11	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Relieurs.....	1	2	1	1	2	1	1	1	"	"	"	"
Toulon.....	Maîtres boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tours.....	Charcuterie.....	49	38	30	"	36	26	22	"	31	28	23	"
Toul.....	Office des travailleurs...	135	73	58	"	122	80	63	"	114	86	68	"
Versailles.....	Coiffeurs.....	7	4	3	3	11	12	9	2	7	6	4	2
Vichy.....	Id.....	"	"	"	"	8	3	3	"	"	"	"	"

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (1^{er} TRIMESTRE 1906).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				a demeure	en extra.			a demeure	en extra.			a demeure	en extra.
Arcueil (Seine).	« Les Robustes ».....	22	4	6	8	4	2	1	4	2	"	"	1
Avignon.....	Compagnons maréchaux du Devoir.....	1	3	1	"	"	3	"	"	1	"	"	"
Bayonne.....	Association amicale des employés de commerce.	"	"	"	"	"	"	"	"	3	3	"	"
Belfort.....	Employés de commerce..	3	1	3	"	3	3	3	"	"	"	"	"
Id.....	« Jeanne d'Arc ».....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Besançon.....	Union fraternelle des em- ployés de commerce..	1	"	"	"	"	"	"	"	1	1	"	"
Bordeaux.....	Compagnons charpentiers	"	"	"	"	"	"	"	"	17	21	17	"
Cambrai.....	Voyageurs et employés de commerce.....	2	"	"	"	2	3	1	"	4	2	2	"
Cornimont (Vos- ges).....	Association amicale des anciens élèves de l'école industrielle d'Épinal..	10	2	5	2	6	1	3	1	16	7	6	3
Chaprais-Besan- çon.....	« La Régionale ».....	"	"	"	"	43	45	37	50	45	56	43	11
Charleville.....	Association des employés.	"	"	"	"	"	1	"	"	1	1	1	"
Cluses.....	École nationale d'horlo- gerie.....	1	1	1	"	"	"	"	"	7	4	4	"
Dunkerque.....	« L'Abeille ».....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Havre.....	Coiffeurs.....	133	110	31	84	125	120	36	83	"	"	"	"
Id.....	École pratique d'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Vésinet.....	« La Prévoyance ».....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	1
Lyon.....	Les employés de la soie- rie.....	8	12	4	"	6	6	3	"	2	6	3	"
Id.....	Garçons de salle.....	440	243	68	155	520	218	41	157	650	297	55	222
Id.....	Union lyonnaise des com- mis et employés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	"	2	"
Marseille.....	Société phil. des commis et employés.....	"	"	"	"	15	13	11	"	"	"	"	"
Id.....	« Le Vatel ».....	65	78	63	2	80	70	65	5	"	"	"	"
Montbéliard....	Association des employés de commerce.....	2	2	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Fédération des mécani- ciens et chauffeurs....	2	"	"	"	"	"	"	"	4	2	"	1
Nevers.....	Employés de commerce et de bureau.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Nîmes.....	Société des compagnons cordonniers.....	6	4	"	2	"	"	"	"	6	6	"	2
Paris.....	Association amicale des anciens élèves de l'école municipale Colbert....	14	23	3	"	6	13	6	"	5	18	1	"
Id.....	Association amicale des anciens élèves de l'école Lavoisier.....	6	13	2	"	4	7	1	"	4	8	2	"
Id.....	Association amicale des anciens élèves de l'école Turgot.....	16	44	13	"	9	49	7	"	15	49	13	1
Id.....	Association des compa- tibles.....	207	73	53	11	215	68	45	17	199	"	49	15

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				a demeure	en extra.			a demeure	en extra.			a demeure	en extra.
Paris	« La Fraternelle »	122	582	91	491	116	580	96	484	119	602	107	495
Id.	« L'Indépendante » (limo- nadiers)	4,160	973	397	576	2,290	1,527	650	877	3,220	2,017	965	1,052
Id.	« La Genevoise »	89	46	36	10	87	53	35	18	174	105	92	13
Id.	« La Luxembourgeoise » ..	"	"	"	"	"	"	"	"	20	13	2	1
Id.	« La Sécurité de la vil- lette »	"	"	"	"	6	1	2	"	"	"	"	"
Id.	« Les vrais amis » (bou- cherie)	"	708	305	66	"	557	232	53	"	640	257	75
Id.	La « Saint-Michel »	"	402	318	1,429	"	440	347	461	"	534	416	466
Id.	« Le Soleil » (limonadiers)	"	70	25	188	"	50	17	160	"	61	22	191
Id.	« La Solidarité »	180	117	"	21	128	92	"	22	171	109	"	20
Id.	« La Solidarité herri- chonne »	"	"	"	"	"	"	3	1	10	"	1	1
Id.	« La Solidarité » (coiffeurs)	80	60	60	150	"	260	90	170	"	"	"	"
Id.	Union amicale de la Porte- Saint-Martin	"	"	"	"	250	200	80	98	250	275	80	180
Id.	« Union de l'Avenir » des garçons marchands de vins-limonadiers.	"	"	10	120	"	"	"	"	"	"	52	130
Id.	Union de la charcuterie ..	406	398	336	"	353	361	311	1	359	364	308	1
Id.	Union des chauffeurs-con- ducteurs	7	6	5	1	5	4	3	1	4	4	4	"
Id.	Union des coiffeurs	53	54	38	186	31	36	32	132	40	64	54	152
Id.	Union des employés de commerce	20	35	7	"	21	24	1	"	14	43	3	"
Id.	Union fraternelle du per- sonnel des maisons bourgeoises.	"	"	"	"	"	"	"	"	7	15	3	"
Id.	Union franco-suisse	133	83	59	17	140	83	59	17	197	160	116	28
Id.	Union générale des gan- tiers	4	1	1	"	4	7	7	"	3	2	2	"
Id.	« Union Helvétia »	"	"	126	18	"	"	96	33	"	"	162	32
Id.	Union mutuelle de l'épi- cerie	158	68	61	18	140	102	92	12	157	75	66	17
Roubaix	Association des anciens élèves de l'école natio- nale des arts industriels	7	5	6	"	8	8	8	"	4	3	6	"
Rouen	Assoc. des secrétaires et employés de mairie ..	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	« La Prévoyance mu- tuelle »	"	"	"	"	"	"	"	"	1	2	"	"
Saint-Étienne ..	Garçons d'hôtels et limo- nadiers	25	6	3	3	"	"	"	"	12	7	2	5
Id.	Association des comptables et employés	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes ..	Société académique de comptabilité	8	6	4	"	5	2	1	1	8	5	4	1
Id.	Société de prévoyance des employés	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vierzon	Soc. amicale des anc. élèv. de l'Ecole nouvelle ..	11	8	8	"	7	7	6	"	4	2	2	"
Vincennes	Union amicale des ouvriers boulangers	95	95	33	62	78	76	29	47	101	95	38	55

E. — SOCIÉTÉS DIVERSES (1^{er} TRIMESTRE 1906).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
Angers.....	Société de patronage des libérés.....	"	"	"	4	"	"	"	5	"	"	"	4
Belle-Ile (Mor- bihan).....	Société de patronage des pupilles libérés.....	"	9	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Besançon.....	Société de patronage des détenus.....	"	1	"	1	1	"	1	"	"	"	"	"
Blaye.....	Société de patronage des prisonniers libérés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Société d'assistance par le travail.....	"	"	6	6	"	"	14	4	"	"	9	4
Bourges.....	Société de patronage des prisonniers libérés....	1	"	"	"	2	"	2	"	"	"	"	"
Clermont-Ferrand	Sœurs de l'Immaculée- Conception.....	"	"	16	2	"	"	16	2	"	"	11	3
Couxon (Rhône).	Asile Saint-Léonard....	2	1	1	2	1	"	1	"	"	"	"	"
Die (Drôme)...	Asile-orphelinat.....	2	"	"	"	"	"	"	"	5	6	3	"
Dreux.....	Société de patronage des prisonniers libérés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dunkerque.....	Maison du marin.....	"	"	165	"	"	"	157	"	"	"	186	"
Grand - Quevilly (Seine-Inf.)..	Refuge.....	1	1	"	"	2	"	1	"	4	2	2	"
La Chalmelle (Marne)....	Colonie agricole de la ville de Paris.....	"	"	"	"	"	4	2	"	"	"	"	"
La Rochelle...	Maison du marin.....	134	"	99	"	132	"	84	"	"	"	"	"
Id.....	Id.....	134	"	99	"	132	"	84	"	130	"	80	"
Le Havre.....	Société par le travail...	98	"	"	"	71	6	1	5	102	5	1	4
Le Mans.....	Sœurs servantes de Marie.	12	"	"	"	14	"	"	"	27	"	"	"
Le Puy.....	Maison de filles.....	16	"	"	"	16	"	"	"	25	"	"	"
Libourne.....	Orphelinat de Saint-Paul.	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"
Lille.....	Office central des institu- tions charitables.....	119	170	38	12	93	141	25	4	117	184	54	7
Id.....	Société de patronage des libérés.....	9	"	4	"	5	"	5	"	9	"	5	"
Lyon.....	Asile protestant.....	16	66	5	"	36	90	10	"	20	77	11	"
Id.....	Société par le travail...	203	"	"	37	192	"	"	39	121	"	"	37
Id.....	Société de patronage des prisonniers libérés....	56	"	"	38	44	"	"	32	38	"	31	"
Id.....	Société philanthropique savoyenne.....	75	66	52	3	60	63	48	4	91	75	59	4
Mainvilliers (Eu- re-et-Loir)...	Société de Saint-Jean...	"	19	"	19	2	28	2	28	2	23	2	23
Marseille.....	«La Préservatrice»....	85	61	36	"	67	57	34	"	70	69	37	"
Id.....	Société par le travail...	67	15	25	"	52	12	17	"	66	12	20	"
Id.....	Société des servantes pro- testantes.....	"	"	15	"	"	"	"	"	"	"	18	"
Id.....	Société du repos du marin.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1) 61	3	29	11

(1) D'octobre 1905 à mars 1906.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Melun	Société par le travail. . .	74	36	2	34	88	45	"	45	76	42	5	37
Nancy	Maison Sainte-Marie. . .	50	166	36	4	48	144	36	4	50	130	30	4
Nantes	Asile Notre-Dame du Sa- cré-Cœur	"	16	3	"	"	8	4	"	"	15	7	"
Nice	« Le Foyer »	62	167	43	"	69	162	60	"	40	132	32	"
Paris (1 ^{re})	Société d'assistance par le travail	46	14	6	46	28	20	12	28	42	27	17	42
Id. (11 ^{re}) . . .	Société philanthropique savoisienne.	59	242	142	"	81	258	158	"	86	260	148	"
Id. (12 ^{re}) . . .	Société d'assistance par le travail.	47	"	18	"	29	"	11	"	"	"	"	"
Id. (13 ^{re}) . . .	Société de patronage des libérés.	308	"	56	"	263	"	66	"	300	"	90	"
Id.	Société philanthropique. . .	"	"	"	"	226	182	59	103	262	206	71	100
Id. (14 ^{re}) . . .	Société d'assistance par le travail.	11	8	1	13	27	10	6	2	16	3	"	2
Id.	Patronage de la Provi- dence.	"	"	"	"	4	5	"	"	6	7	"	"
Id. (15 ^{re}) . . .	Le « Toit familial »	"	"	"	"	"	"	2	27	"	"	10	22
Id. (16 ^{re}) . . .	Association générale d'Al- sace-Lorraine.	116	212	63	"	130	244	84	"	163	308	106	"
Id.	Bureau de placement phi- lanthropique.	38	33	13	"	53	27	8	"	42	37	7	5
Id. (17 ^{re}) . . .	Association de l'amie de la servante.	"	"	950	"	"	"	850	"	"	"	"	"
Id. (18 ^{re}) . . .	Société des pauvres hon- teux.	14	3	1	"	15	4	"	1	16	3	"	1
Id. (19 ^{re}) . . .	Asile de l'hospitalité de nuît.	"	"	"	5	"	"	"	1	"	"	"	24
Id.	British et American mis- sion Home.	110	132	13	10	101	96	12	2	104	117	17	5
Id.	« Home allemand »	"	8	16	"	"	14	24	"	"	15	30	"
Quimper. . . .	Les enfants de l'Adora- tion.	"	"	1	"	"	"	3	"	"	"	1	"
Remiremont. . .	Orphelinat de l'Enfant- Jésus.	2	4	2	"	"	4	"	"	"	7	"	"
Rochefort. . . .	Fourneau économique. . .	6	"	6	"	3	"	3	"	7	"	6	"
Rouen.	École professionnelle et ménagère.	4	4	3	"	2	2	2	"	3	7	2	2
Saint-Étienne. .	Société des jardins ou- vriers.	119	9	"	51	"	"	"	"	2	"	"	36
Saint - Germain- (Eure)	Orphelinat.	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"
S ^t -Hilaire(Maine- et-Loire)	École de réforme.	"	20	14	"	"	18	6	"	"	17	8	"
Toulouse. . . .	Société de patronage des libérés.	20	5	5	10	20	1	1	8	10	7	7	2
Tours.	Société de patronage des prisonniers libérés. . . .	"	3	3	"	2	1	3	"	"	1	3	"
Troyes.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes. .	Œuvre du patronage des libérés.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles. . . .	Société de patronage des libérés.	130	1	4	5	120	10	15	5	102	16	16	8

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juin 1906, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 30 syndicats patronaux comptant 962 membres;
- 79 syndicats ouvriers comptant 6,100 membres;
- 2 unions de syndicats ouvriers;
- 3 bourses du travail;

et de la dissolution de :

- 22 syndicats patronaux comptant 2,448 membres;
- 69 syndicats ouvriers comptant 3,065 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 180 membres.
- 1 union de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

13 en juin, 30 en mai, 20 en avril, 13 en mars, 4 en février, 6 en janvier et 28 antérieurement au 1^{er} janvier 1906. Total : 114.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Cher [17 mars 1906]. — Syndicat professionnel des marchands de **parapluies** (4 membres). Siège social : Office du travail, place Jacques-Cœur, BOURGES.

Doubs [4 avril 1906]. — Syndicat des **maitres-imprimeurs** de la région Franco-Comtoise (33 membres). Siège social : Grande rue, 87. BESANÇON.

Gers [11 janvier 1904]. — Chambre syndicale des **limonadiers**, maitres d'hôtel et pâtisseries de la ville d'Auch et du département du Gers (24 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-ville, AUCH.

Gironde [4 juin 1906]. — Syndicat des marchands **ambulants** et petits comestibles de la ville de Bordeaux (17 membres). Siège social : cours Saint-Jean, 119, BORDEAUX. — [10 juin 1906]. | Syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux en **ciment** carrelages et de ciment armé du département de la Gironde (15 membres). Siège social : rue des Trois-Conils, 53, BORDEAUX. — [1^{er} avril 1906]. — Syndicat général des **mandataires** courtiers et commissionnaires aux halles de Bordeaux (25 membres). Siège social : cours Saint-Jean, 82, BORDEAUX.

Isère [29 mars 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **déménagements** et transports de la région de Grenoble et des environs (24 membres). Siège social : avenue de la gare, 2, GRENOBLE.

Loiret [22 avril 1906]. — Syndicat **médical** de l'arrondissement de Pithiviers (22 membres). Siège social : place du Grand-Cloître, PITHIVIERS.

Lot-et-Garonne [24 avril 1906]. — Union du commerce de l'alimentation (**épiciers**) (23 membres). Siège social : rue des Colonels Lacué, AGEN.

Maine-et-Loire [4 décembre 1905]. — Nouveau syndicat général des **bouchers** d'Angers et des environs (37 membres). Siège social : rue Chaussée-Saint-Pierre, 1, ANGERS. — [1^{er} avril 1905]. — Union des **maraichers** d'Angers (14 membres). Siège social : rue du Quinconce, 9, ANGERS.

Manche [12 mai 1905]. — Syndicat des agents généraux et sous-agents des compagnies et sociétés françaises d'**assurances** de l'arrondissement de Coutances (23 membres). Siège social : COUTANCES.

Meurthe-et-Moselle [2 mai 1906]. — Comité des **forges** et des mines de fer de Meurthe-et-Moselle (20 membres). Siège social : rue du faubourg-Saint-Jean, 60, NANCY.

Pyrénées (Basses-) [24 mai 1906]. — Syndicat général des entrepreneurs de travaux publics et du **bâtiment** de Biarritz et région (20 membres). Siège social : BIARRITZ.

Rhône [26 mai 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs des travaux de **bâti-ments** de la ville de Givors (42 membres). Siège social : quai de la Gare d'eau, 7, GIVORS. — [12 mars 1906]. — Syndicat des **photographes** de Lyon et de la région (44 membres). Siège social : place de l'Hôpital, 1, LYON. — [2 février 1906]. — Chambre syndicale des confectionneurs en gros de **vêtements** pour hommes et enfants (12 membres). Siège social : rue de la Poulaille, 2, LYON.

Seine [26 mars 1906]. — Syndicat général des maisons et sociétés d'**alimentation** et d'approvisionnement à succursales de France (20 membres). Siège social : rue Richer, 52, PARIS-9^e. — [28 mai 1906]. — Chambre syndicale des fabricants de **baguettes** dorées pour encadrements et tentures (18 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10^e. — [15 mars 1906]. — Fédération agricole nationale des **coopératives** françaises de production et de vente (12 membres). Siège social : avenue des Champs-Élysées, 21, PARIS-8^e. — [10 juin 1905]. — Syndicat de l'**élevage** du cheval de pur sang en France (40 membres). Siège social : avenue de l'Opéra, 5, PARIS-1^{er}. — [2 juin 1906]. — Chambre syndicale des fabricants d'**étiquettes** américaines (9 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10^e. — [2 avril 1906]. — Syndicat des fabricants de **jumelles** (20 membres). Siège social : rue Corbeau, 34, PARIS-10^e. — [7 mai 1906]. — Syndicat général des **oculistes** français (250 membres). Siège social : rue Serpente, 28, PARIS-6^e. — [23 avril 1906]. — Syndicat industriel des **tailleurs sur glaces**, verres et cristaux (33 membres). Siège social : boulevard Voltaire, 128, PARIS-11^e.

Seine-Inférieure [1^{er} mai 1906]. — Chambre syndicale des marchands et marchandes des **quatre-saisons** et parties similaires du Havre et de la région (65 membres). Siège social : Bourse du travail indépendante, LE HAVRE.

Seine-et-Marne [30 janvier 1906]. — Syndicat de la **boucherie** de Melun (11 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-ville, 10, MELUN.

Vienne [4 mars 1906]. — Syndicat des maîtres **imprimeurs** de la Vienne (18 membres). Siège social : rue Carnot, 28, POITIERS. — [27 mars 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **charpente** de l'arrondissement de Poitiers (9 membres). Siège social : Place d'armes, 35, POITIERS.

Alger [6 avril 1906]. — Chambre syndicale des débitants de **boissons** du département d'Alger (78 membres). Siège social : rue Sadi-Carnot, 168, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [27 mai 1904]. — Syndicat professionnel des ouvriers en **bâtiment** du canton d'Oyonnax (295 membres). Siège social : Salle des syndicats, Grande rue, OYONNAX.

Alpes-Maritimes [2 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **abatteurs**, boudiers, tripiers et similaires de l'abattoir de Nice (27 membres). Siège social : route de Turin, 21, NICE. — [2 juin 1906]. — Syndicat des commis **épiciers**, charcutiers et parties similaires (2 membres). Siège social : NICE. — [25 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés de la Compagnie pour l'éclairage **au gaz** et à l'électricité de la ville de Nice [380 membres]. Siège social : Bourse du travail, NICE.

Aude [10 juin 1906]. — Syndicat des **comptables**, commis et employés aux écritures (34 membres). Siège social : Bourse du travail, NARBONNE. — [20 juin 1906]. — Syndicat international des ouvriers en **cuirs** et peaux (24 membres). Siège social : Bourse du travail NARBONNE.

Ardennes [15 mai 1906]. — Syndicat **métallurgiste** de Givonne et des environs (81 membres). Siège social : GIVONNE.

Bouches-du-Rhône [15 avril 1906]. — Chambre syndicale internationale des ouvriers **cordeliers**, peigneurs et parties similaires de la ville de Marseille (26 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [17 mai 1906]. — Syndicat des employés des services **médicaux** de l'asile de Saint-Pierre, à Marseille [30 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [28 mai 1906]. — Syndicat des ouvriers des **tramways** de Marseille (300 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Cantal [27 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres**, plâtriers et vitriers de la ville d'Aurillac et du département du Cantal (50 membres). Siège social : Bourse du travail, AURILLAC.

Cher [17 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **brasseurs** de Pignoux (30 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — [1^{er} juin 1906]. — Syndicat du personnel des deux sexes des établissements **militaires** de Bourges (200 membres). Siège social : rue Michel-de-Bourges, BOURGES.

Côte-d'Or [25 mars 1906]. — Syndicat des **bûcherons** et similaires du Morvan et de l'Auxois (80 membres). Siège social : SAULIEU.

Creuse [13 mars 1906]. — Syndicat des ouvriers **mineurs** et assimilés de Bosmoreau-les-Mines (93 membres). Siège social : BOSMOREAU-LES-MINES.

Gers [19 octobre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **terrassiers** et hommes de peine de la ville de Riscle (15 membres). Siège social : RISCLE.

Gironde [10 juillet 1905]. — Chambre syndicale des **employés** de Libourne (25 membres). Siège social : Athénée, rue Saint-Julien, LIBOURNE.

Hérault [14 février 1905]. — Chambre syndicale ouvrière des **marins-pêcheurs** et similaires (45 membres). Siège social : avenue de Mèze, BOUZIGUES. — [15 avril 1906]. — Syndicat des **employés de commerce** de Marseillan (31 membres). Siège social : boulevard Montesquieu, 16, MARSEILLAN. — [12 mai 1906]. — Chambre syndicale des vendeurs de **Journeaux** de Montpellier (46 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [10 mai 1905]. — « La jeunesse syndicaliste » Chambre syndicale des coupeurs en **chaussures** de la ville de Fougères (70 membres). Siège social : Bourse du travail, FOUGÈRES.

Indre-et-Loire [24 avril 1906]. — Chambre syndicale ouvrière des **bouchers**, tripiers et boyaudiers de Tours et du département d'Indre-et-Loire (35 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Isère [3 juin 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres** et carriers de Trept et des environs (110 membres). Siège social : TREPT. — [30 mai 1906]. — Union des syndicats du **tissage** de la région lyonnaise, section de Vinay (132 membres). Siège social : Mairie, VINAY. — [26 novembre 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **soierie** du canton de Vizille (180 membres). Siège social : Grande Rue, 90, VIZILLE.

Jura [4 juin 1906]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Saint-Claude et de la région (20 membres). Siège social : SAINT-CLAUDE. — [15 avril 1906]. — Syndicat des **camionneurs** et similaires de Saint-Claude (84 membres). Siège social : SAINT-CLAUDE.

Loire-inférieure [10 décembre 1905]. — Syndicat indépendant des **employés de bureau** et de commerce (75 membres). Siège social : rue de l'Héronnière, 2, NANTES. — [10 décembre 1905]. — Syndicat indépendant des **forgerons** et serruriers (86 membres). Siège social : rue de l'Héronnière, 2, NANTES. — [10 décembre 1905]. — Syndicat indépendant des employés et vendeurs de **journaux** (54 membres). Siège social : rue de l'Héronnière, 2, NANTES. — [10 décembre 1905]. — Syndicat indépendant des **manœuvres** et dockers (310 membres). Siège social : rue de l'Héronnière, 2, NANTES.

Loiret [2 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** et similaires de la ville d'Orléans et du Loiret (2 membres). Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS.

Lot-et-Garonne [27 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** de Marmande (18 membres). Siège social : Bourse du travail, MARMANDE.

Maine-et-Loire [8 janvier 1905]. — Syndicat de prévoyance des **tisserands** et similaires d'Andrézé [19 membres]. Siège social : ANDRÉZÉ. — [14 avril 1905]. — Union professionnelle des **ardoisiers** et carriers d'Angers (40 membres). Siège social : rue Desmazières prolongée, 4, ANGERS. — [2 1905]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'école nationale des **arts-et-métiers** d'Angers (28 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [1^{er} septembre 1905]. — Syndicat des **commissionnaires** publics autorisés d'Angers (38 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [2 février 1905]. — Union syndicale des vendeurs et vendeuses de **journaux** de la ville d'Angers et des environs (40 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [1^{er} mars 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **sablonniers** (27 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [2 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs d'habits** (37 membres). Siège social : place des Halles, 41, ANGERS. — [2 mars 1905]. — Union professionnelle des industries **textiles** (40 membres). Siège social : rue du Vollier, 10, ANGERS.

Marne [4 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers en **papiers peints** de Châlons-sur-Marne (50 membres). Siège social : Bourse du travail, CHÂLONS-SUR-MARNE.

Meurthe-et-Moselle [17 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Meurthe-et-Moselle (29 membres). Siège social : rue Clodion, 6, NANCY.

Morbihan [17 avril 1906]. — Syndicat des **cochers** et charretiers de Lorient et des environs (156 membres). Siège social : Bourse du travail, LORIENT.

Nièvre [18 février 1906]. — Syndicat des ouvriers des **bois** et autres industries connexes de Guipy (30 membres). Siège social : GUIPY. — [8 avril 1906]. — Syndicat patronal des **bûcherons** et ouvriers agricoles des Amognes (33 membres). Siège social : MONTIGNY-AUX-AMOGNES.

Nord [24 mars 1900]. — Union des **tisseurs** et tisseuses de Caudry (90 membres). Siège social : rue de Saint-Quentin, CAUDRY. — [27 mai 1906]. — Chambre syndicale

ouvrière des **maçons**, des manœuvres de maçons et de plafonneurs (100 membres). Siège social : rue Gambetta, 31, LILLE.

Puy-de-Dôme [11 mai 1906]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Clermont-Ferrand (17 membres). Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND. — [9 juin 1906]. — Syndicat des ouvriers **serruriers** de Clermont-Ferrand (50 membres). Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND.

Rhône [15 mars 1906]. — Union des **horticulteurs**, agriculteurs et jardiniers de Collonges-au-Mont-d'Or (65 membres). Siège social : COLLONGES-AU-MONT-D'OR. — [8 mai 1906]. — Syndicat des **coileurs** de papiers peints à façon (15 membres). Siège social : rue Pléney, 1, LYON. — [25 mai 1906]. — Syndicat indépendant des ouvriers **litiers** en fer et cuivre et similaires de Lyon (60 membres). Siège social : rue Bonnefoy, 11, LYON. — [4 mai 1906]. — Chambre syndicale des **mouleurs** ornementistes de Lyon et la région (40 membres). Siège social : Place du Pont, 14, LYON. — [30 mai 1906]. — Syndicat indépendant des ouvriers **plâtriers** de la ville de Lyon (36 membres). Siège social : avenue de Saxe, 195, LYON. — [27 décembre 1905]. — Syndicat international de **tapis-siers** (8 membres). Siège social : passage de l'Argue, 78, LYON. — [1^{er} mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **tôliers** et fumistes de Lyon (80 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON.

Savoie (Haute-) [2 juin 1904]. — Syndicat des **bâtiments** de Passy, des ouvriers de l'usine de Chedde et similaires (180 membres). Siège social : café de la Cascade, hameau de Chedde, à Passy.

Seine [23 mai 1906]. — Syndicat professionnel des **scieurs**, découpeurs et mouluriers de l'ameublement (250 membres). Siège social : rue des Immeubles industriels, 9, PARIS-11^e. — [22 mai 1906]. — Syndicat des **journaliers** des deux sexes du canton d'Ivry-sur-Seine (39 membres). Siège social : Bourse du travail, Ivry-sur-Seine. — [8 avril 1906]. — Syndicat de l'instrument de **chirurgie** et parties similaires du département de la Seine (27 membres). Siège social : boulevard Saint-Germain, 101, PARIS-6^e. — [25 avril 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers monteurs **étalagistes** (95 membres). Siège social : rue Chapon, 38, PARIS-3^e. — [14 avril 1906]. — « L'abeille » association syndicale professionnelle entre **gens de service** des maisons bourgeoises et hôtels (valets de chambres, femme de chambre cuisinières, concierge, maîtres d'hôtels et sommeliers) (2 membres). Siège social : rue Le Peletier, 18, PARIS-9^e. — [2 mai 1906]. — Syndicat jaune professionnel des ouvriers **peintres** français du département de la Seine (18 membres). Siège social : rue Joubert, 9, PARIS-9^e. — [20 juin 1906]. — Chambre syndicale des **phototypeurs** (40 membres). Siège social : rue Beaubourg, 72, PARIS-3^e. — [15 janvier 1906]. — Union syndicale des **tailleurs-appièceurs** de Paris (58 membres). Siège social : rue Dupuy, 2, PARIS. — [10 mars 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** (neuf et réparation) (35 membres). Siège social : rue de Charenton, 235, PARIS-12^e. — [8 juin 1906]. — Union corporative des ouvriers **tourneurs-décolleteurs** de France (60 membres). Siège social : boulevard Ménilmontant, 28, PARIS-11^e. — [30 janvier 1906]. — Syndicat général corporatif des **voyageurs** et représentants de commerce et de l'industrie française (300 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 8, PARIS-10^e.

Seine-Inférieure [1^{er} mai 1906]. — Syndicat des **coupeurs-chemisiers** et parties similaires de Rouen et la région (35 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — [15 mai 1906]. — Syndicat des **courtiers**, représentants et employés de commerce de Rouen (60 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — [10 mai 1906]. — Chambre syndicale des **terrassiers-carriers** de Rouen et les environs (300 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Seine-et-Marne [22 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** et parties similaires de Lieusaint (225 membres). Siège social : LIEUSAIN.

Seine-et-Oise [26 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **jardiniers** de

Seine-et-Oise et parties similaires (78 membres). Siège social : Bourse du travail, VERSAILLES.

Sèvres (Deux-) [24 février 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **doleurs** de Niort (18 membres). Siège social : Bourse du travail, NIORT.

Tarn [5 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers en **Métaux** et similaires d'Albi (36 membres). Siège social : Bourse du travail, ALBI.

Var [19 mai 1906]. — Syndicat des ouvriers de la régie indirecte du **port** de Toulon (50 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULON.

Vienne [21 janvier 1906]. — Union syndicale des vendeurs et vendeuses de **journaux** de la ville de Poitiers et environs (10 membres). Siège social : rue du Doyenné, 5, POITIERS.

Oran [26 mars 1906]. Chambre syndicale des garçons **cochers** de la ville d'Oran (72 membres). Siège social : ORAN.

3° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Côte-d'Or [7 janvier 1906]. — Fédération régionale des syndicats ouvriers du **bâtiment** de Dijon et des environs (9 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, DIJON.

Vosges [10 novembre 1905]. — Fédération des syndicats de Saint-Dié et ses environs (4 syndicats adhérents). Siège social : rue de l'Orient, 28, SAINT-DIÉ.

4° BOURSES DU TRAVAIL.

Cher [22 janvier 1906]. — Bourse du travail (11 syndicats adhérents). Siège social : LA GUERCHE.

Lot-et-Garonne [16 août 1905]. — Union des syndicats ouvriers de la **Bourse** du travail de Marmande et de l'arrondissement (7 syndicats adhérents). Siège social : salle Rigaud-Lestang, MARMANDE.

Marne [6 novembre 1905]. — Bourse du travail de Châlons-sur-Marne (11 syndicats adhérents) Siège social : rue d'Orfeuil, 1, CHÂLONS-SUR-MARNE.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Côtes-du-Nord [2 mars 1897]. — Syndicat du commerce de la **boulangerie** pour les deux cantons de Saint-Brieuc (12 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, SAINT-BRIEUC.

Gers [23 janvier 1894]. Syndicat des constructeurs du Gers (**bâtiment**) [44 membres]. Siège social : AUCH.

Gironde [30 janvier 1904]. — Syndicat **ostréicole** du bassin d'Arcachon (1973 mem-

bres). Siège social : BIGANOS. — [21 juin 1896]. — Syndicat des entrepreneurs patentés de travaux et articles **funéraires** de la ville de Bordeaux (20 membres). Siège social : rue d'Arès, 213, BORDEAUX. — [1^{er} juin 1900]. Syndicat des **grains** et farines de l'arrondissement de Libourne (29 membres). Siège social : café du Nord, LIBOURNE. — [11 décembre 1897]. — Association syndicale des **vétérinaires** de l'arrondissement de Libourne et arrondissements circonvoisins (16 membres). Siège social : café du Nord, LIBOURNE.

Hérault [8 octobre 1900]. — Syndicat des entrepreneurs de **peinture** en bâtiment (30 membres). Siège social : café de la Rotonde, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [22 mai 1905]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de la ville de Fougères (16 membres). Siège social : rue Lesueur, 6, FOGÈRES.

Loir-et-Cher [1^{er} janvier 1897]. — Chambre syndicale de la **charcuterie** de Blois (11 membres). Siège social : mairie, BLOIS. — [4 juillet 1898]. — Syndicat des maîtres **imprimeurs** de la ville de Blois (3 membres). Siège social : rue Haute, 2, BLOIS. — [25 juin 1899]. Syndicat des entrepreneurs de **sciage** mécanique de Loir-et-Cher (35 membres). Siège social : café du Théâtre, place Louis XII, BLOIS. — [11 juillet 1901]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de l'arrondissement de Vendôme et cantons limitrophes (54 membres). Siège social : rue du Change, VENDÔME.

Loire (Haute-) [2 août 1901]. — Chambre syndicale des fabricants de **dentelles** de la ville de Craponne et de la région Craonnaise (28 membres). Siège social : Hôtel de ville, CRAPONNE. — [3 janvier 1902]. Chambre syndicale de la **charcuterie** de la ville du Puy (23 membres). Siège social : Hôtel de ville, LE PUY.

Lot-et-Garonne [15 août 1899]. — Syndicat des propriétaires et locataires des usines et **minoteries** de la vallée de la Leyde et de ses affluents (10 membres). Siège social : MONFLANQUIN. — [15 mai 1903]. — Syndicat de la **boulangerie** de Villeneuve-sur-Lot (19 membres). Siège social : Hôtel de ville, VILLENEUVE-SUR-LOT.

Maine-et-Loire [1^{er} juin 1884]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de l'arrondissement de Saumur (30 membres). Siège social : café du commerce, rue d'Orléans, SAUMUR.

Manche [26 octobre 1903]. — Syndicat des agents généraux **d'assurances** des arrondissements de Cherbourg et de Valognes (19 membres). Siège social : rue Emmanuel-Liais, 95, CHERBOURG. — [20 février 1899]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de la région de Cherbourg (23 membres). Siège social : rue Christine, 2, CHERBOURG.

Meurthe-et-Moselle [20 mai 1904]. — Syndicat des marchands de **vins** et restaurateurs de Lunéville (60 membres). Siège social : Hôtel de ville, LUNÉVILLE. — [22 février 1902]. — Syndicat des représentants en **vins** et spiritueux en gros de Meurthe-et-Moselle (12 membres). Siège social : rue des Dominicains, 47, NANCY.

Nièvre [25 février 1895]. — Syndicat des **horlogers**-bijoutiers-orfèvres-graveurs de la Nièvre (8 membres). Siège social : NEVERS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Côtes-du-Nord [14 novembre 1903]. — Syndicat des **menuisiers**, sculpteurs et parties similaires de l'ameublement de la ville de Dinan (11 membres). Siège social : Hôtel de ville, DINAN.

Gers [1^{er} mai 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville d'Auch (14 membres). Siège social : Bourse du travail, AUCH. — [10 mai 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux** d'Auch (15 membres). Siège social : Bourse du travail,

AUCH. — [16 mai 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers** de la ville d'Auch (15 membres). Siège social : Bourse du travail, AUCH. — [13 avril 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers**, mécaniciens et ferblantiers d'Auch (15 membres). Siège social : Bourse du travail, AUCH.

Gironde 30 septembre 1900]. — Syndicat des chauffeurs et marins inscrits **maritimes** du port d'Arcachon (244 membres). Siège social : café du Port, ARCACHON. — [27 avril 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers fabricants de **caisses** de la ville de Bordeaux et banlieue (22 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [3 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **cimentiers** et carreleurs de la ville de Bordeaux (2 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [1^{er} septembre 1900]. — Chambre syndicale des **coupeurs-chemisiers** de Bordeaux (17 membres). Siège social : place Saint-Projet, BORDEAUX. [1^{er} novembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers des nouveaux **docks** (22 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [1^{er} septembre 1904]. — Syndicat général des **employés** de l'industrie de Bordeaux et du sud-ouest (37 membres). Siège social : rue des 3-Conils, 78, BORDEAUX. — [28 octobre 1903]. — Syndicat du personnel des usines à **gaz** de la ville de Bordeaux (250 membres). Siège social : rue de Condé, 5, BORDEAUX. — [16 juillet 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **paveurs**, batteurs, tailleurs de pavés et repinceurs du département de la Gironde (42 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [21 janvier 1905]. — Union syndicale ouvrière des **représentants** et employés de commerce des deux sexes (33 membres). Siège social : rue des Repparts, 38, BORDEAUX. — [1^{er} décembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers de **scierie** mécanique de la ville de Langon et de la région (74 membres). Siège social : salle des Écoles. — LANGON. — [10 juillet 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierre** et maçons de la ville de Libourne (18 membres). Siège social : Athénée, LIBOURNE.

Hérault [23 décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers**, plombiers et zingueurs (13 membres). Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — [17 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **jardiniers-maraîchers** de Béziers et tout ce qui s'y rattache (42 membres). Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — [9 août 1904]. — Chambre syndicale ouvrière des garçons **limonadiers**, restaurateurs et assimilés de Béziers (52 membres). Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — [10 septembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles** et similaires du Bousquet-d'Orb (7 membres). Siège social : BOUSQUET-D'ORB (LE). — [14 février 1904]. — Syndicat des travailleurs de **terre** de Candillargues (47 membres). Siège social : CANDILLARGUES. — [21 octobre 1901]. — Chambre syndicale ouvrière des **cuisiniers**, pâtisseries et confiseurs de Cette (15 membres). Siège social : Bourse du travail, CETTE. — [22 mai 1904]. — Syndicat des ouvriers des **forges** de Cette (152 membres). Siège social : Bourse du travail, CETTE. — [25 juillet 1904]. — Syndicat des travailleurs de **terre** et assimilés de Gignac (63 membres). Siège social : maison Nozerai, GIGNAC. — [1^{er} juin 1904]. — Syndicat républicain des travailleurs **agricoles** de toutes catégories de Jonquières (21 membres). Siège social : JONQUIÈRES. — [3 novembre 1902]. — Syndicat des travailleurs de **terre**, carriers et terrassiers de la commune de Lézignan-la-Cèbe (56 membres). Siège social : salle Delmas, LÉZIGNAN-LA-CÈBE. — [10 février 1904]. — Syndicat des **cultivateurs** et terrassiers (11 membres). Siège social : LEURAN-LÈS-BÉZIERS. — [1^{er} avril 1905]. — Syndicat des ouvriers **charretiers** de la commune de Marsillan (28 membres). Siège social : MARSEILLAN. — [5 mars 1904]. — Syndicat des ouvriers **jardiniers-maraîchers** de la ville de Montpellier et des environs (5 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [13 septembre 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **lithographes** et parties similaires de la ville de Montpellier et de la région (25 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [26 juin 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles** de Montpeyrroux (26 membres). Siège social : café de L'ouvrier, MONTPEYROUX. — [24 mars 1901]. — Syndicat des travailleurs de **terre**, vignerons et agriculteurs de Madaison et des environs (75 membres). Siège social : mairie, MUDAISON. — [17 janvier 1904]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** et terrassiers de quarante (255 membres). Siège social : QUARANTE. — [23 octobre 1903]. — Syndicat professionnel des ouvriers **tanneurs** de Saint-Pons-de-Thomières (29 membres). Siège social : SAINT-PONS-DE-THOMIÈRES. — [11 janvier 1904]. —

Syndicat des ouvriers **agriculteurs** et assimilés de Tressan (27 membres). Siège social : TRESSAN.

Ille-et-Vilaine [2 janvier 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers **chapeliers** appropriés de Rennes (12 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Indre-et-Loire [25 décembre 1904]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers**, sculpteurs et parties similaires de Preuilly-sur-Chaise (42 membres). Siège social : PREUILLY-SUR-CHAISE.

Jura [21 mai 1903]. — Chambre syndicale internationale des ouvriers du **bâtiment** de la ville de Saint-Claude et de la région (20 membres). Siège social : à la Grenette, SAINT-CLAUDE.

Landes [23 novembre 1900]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Mont-de-Marsan (15 membres). Siège social : avenue de Grenade, 5, MONT-DE-MARSAN.

Loire-et-Cher [3 mars 1900]. — Syndicat des **employés** Blésois (10 membres). Siège social : rue Haute, 2, BLOIS. — [18 août 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiments** de la ville de Vendôme (8 membres). Siège social : VENDÔME.

Loire [25 février 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** à vitres d'Andrézieux (30 membres). Siège social : café Bertin, avenue de la Gare, ANDRÉZIEUX. — [1^{er} novembre 1902]. — Chambre syndicale ouvrière des **bouchers**, tripiers et boyaudiers de Saint-Etienne et du département de la Loire (15 membres). Siège social : cours Victor-Hugo, 19, SAINT-ÉTIENNE.

Loiret [23 avril 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la forêt de Paucourt (28 membres). Siège social : PAUCOURT.

Maine-et-Loire [21 octobre 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **bouchers** du département de Maine-et-Loire (35 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS — [1^{er} juillet 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers**, zingueurs, chaudronniers, plombiers de la ville d'Angers (30 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [1^{er} juin 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **forgerons** d'Angers (5 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [4 août 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **jardiniers** et journaliers de la ville d'Angers (10 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [3 février 1897]. — Syndicat angevin des garçons **limonadiers**, d'hôtels, restaurateurs, officiers et assimilés (40 membres). Siège social : rue Chaperonnière, 5, ANGERS. — [22 septembre 1901]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** de la ville d'Angers (5 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [18 janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvrières en **parapluies** de la ville d'Angers (25 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [22 juillet 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers **paveurs** de la ville d'Angers (10 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [2 septembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **tourneurs** sur bois de la ville d'Angers (55 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS.

Manche [1^{er} janvier 1904]. — Syndicat des employés de **coopérative** de Cherbourg et environs (46 membres). Siège social : Bourse du travail, CHERBOURG.

Nièvre [1^{er} juillet 1901]. — Syndicat des **bûcherons** de Billy-sur-Oisy (30 membres). Siège social : BILLY-SUR-OISY. — [25 janvier 1894]. — Syndicat des ouvriers des **bois** (40 membres). Siège social : MENON. — [7 février 1904]. — Syndicat des ouvriers **tailleurs de pierres** et carriers de Moulins-Engilbert (26 membres). Siège social : rue de James, MOULINS-ENGILBERT. — [6 avril 1902]. — Union des **employés** de la ville de Nevers (15 membres). Siège social : place Sébastien, 5, NEVERS. — [5 avril 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment (section des **menuisiers**) [30 membres]. Siège social : rue de la Préfecture, 3, NEVERS. — [11 août 1900]. — Syndicat de la **menuiserie** de Nevers (29 membres). Siège social : NEVERS. — [2 mai 1898]. — Syndicat des ouvriers

tanneurs et corroyeurs de Nevers (24 membres). Siège social : Bourse du travail. NEVERS. [29 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires d'Oudan (50 membres). Siège social : OUDAN.

Sarthe [3 avril 1905]. — Syndicat indépendant « La Liberté » des ouvriers **métallurgistes** et similaires de la ville du Mans et de ses cantons (3 membres). Siège social : rue Grande, 55, LE MANS. — [2 février 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** et parties similaires du Mans et du département de la Sarthe (34 membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS. — [2 avril 1905]. — Syndicat indépendant « La Solidarité » des ouvriers de **tannerie**, corroierie, sellerie et professions connexes de la ville du Mans et de ses cantons (3 membres). Siège social : rue Grande, 55, LE MANS.

Seine [19 avril 1904]. — Association professionnelle du personnel civil de l'administration centrale de la **Marine** (72 membres). Siège social : rue Boissy-d'Anglas, 22, PARIS-8°. — [16 août 1903]. — Syndicat des **minervistes** indépendants (27 membres). Siège social : rue des Gravilliers, 19, PARIS-3°. — [30 août 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers **teinturiers** en soie de Paris et du département de la Seine (3 membres). Siège social : quai de Jemmapes, 108, PARIS-10°. — [12 juin 1900]. — Syndicat d'appui mutuel des ouvriers **terrassiers**, puisatiers et mineurs (groupe du 15^e arrondissement) [475 membres]. Siège social : Paris du travail, place Duplex, PARIS-15°.

3° SYNDICATS MIXTES.

Gironde [25 juin 1897]. — Syndicat cheverus (patrons et ouvriers du **bâtiment**) [10 membres]. Siège social : rue Causse, BORDEAUX.

Ille-et-Vilaine [9 mars 1902]. — Syndicat des **marins** de La Houle-Cancale (120 membres). Siège social : port de La Houle, CANCALE. — [1^{er} mars 1888]. — Syndicat fraternel des **jardiniers** de Rennes, dit corporation de Saint-Fiacre (50 membres). Siège social : rue Jules-Simon, 7, RENNES.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Hérault [23 janvier 1905]. — Fédération locale des ouvriers du **bâtiment** (5 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, CETTE.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

- 1^{re} SESSION (1891). — *Compte rendu des séances. — Rapports : Bureaux de placement* (M. Thévenet). — *Protection des salaires* (M. Martelin). — *Création d'un office du travail* (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25. Épuisé.
- 2^e SESSION (1892). — *Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire* (MM. Labeyrie et Delahaye). — *Sociétés coopératives de crédit* (M. Lyon-Caen). — *Habitations ouvrières* (M. Siegfried). — *Musée d'économie sociale* (M. Linder). — *Règlements d'atelier* (M. Keufer). — *Pétition des typographes de Lyon*. — 1 vol. in-4° 252 p. 3 fr.
- 3^e et 4^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — *Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire* (M. Many). — 1 vol. in-4°, 341 p. 3 fr. 30.
- 5^e SESSION (1895). — *Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail* (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p. 2 fr. 25.
- 6^e SESSION (1896). — *Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières* (M. Paulet). — *La question du chômage* (MM. Moron, Finance et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p. 1 fr. 80.
Rapport sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail. — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60. Épuisé.
Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4° de 23 p. (1899). 1 fr.
- 7^e SESSION (1897). — *Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications* (M. Keufer). — *Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics.* — 1 vol. in-4°, 299 p. 3 fr.
- 8^e SESSION (1898). — *Compte rendu. — Rapport sur le marchandage* (M. Goy). — *Note de l'Office du travail sur le marchandage.* — 1 vol. in-4°, 127 p. 1 fr. 80.
- 9^e SESSION (1900). — *Compte rendu.* — 1 vol. in-4°, 525 p. 4 fr. 50. Épuisé.
Les conseils de prud'hommes (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p. 3 fr. 60.
Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p. 1 fr.
- 10^e SESSION (1901). — *Compte rendu.* — 1 vol. in-4° de 175 p. 2 fr. 25. Épuisé.
Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p. 3 fr.
Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest. — 1 broch. in-4°, 28 p. 1 fr.
- 11^e SESSION (1902). — *Compte rendu.* — 1 vol. in-4°, 147 p. 1 fr. 80.
Apprentissage : enquête et documents (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p. 4 fr. 50.
Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p. 1 fr.
- 12^e SESSION (1903). — *Compte rendu.* — 1 vol. in-4°, 224 p. 2 fr. 70.
Les caisses de chômage. — 1 vol. in-4°, de 148 p. 1 fr. 80.
Réglementation du travail dans les industries de transport (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p. 1 fr. 50.
Enquête et documents sur le délai-congé. — 1 vol. in-4°, 104 p. 1 fr. 80.
- 13^e SESSION (1904). — *Compte rendu.* — 1 vol. in-4°, 233 p. 1 fr. 80.
Le repos hebdomadaire (rapport de M^{lle} Blondelu). — 1 vol. in-4°, 73 p. 1 fr. 50.
Le délai-congé (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p. 1 fr. 50.
- 14^e SESSION (1905). — *Compte rendu.* — 1 vol. in-4°, 135 p. 1 fr. 80.
- 15^e SESSION (novembre 1905). — *Compte rendu.* — 1 vol. in-4°, 168 p. 2 fr. 25.
L'enseignement professionnel (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p. 2 fr. 25.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.* — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893). 8 fr. Épuisé.
- Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques.* — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901). 1 fr. 50.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.* — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr. Épuisé.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des arrets et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.* — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 50. Épuisé.
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française.* — Tome 1^{er} : *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893) — Tomes II et III : *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — *Manufactures de l'État et chemins de fer.* — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — *Album graphique.* — 29 planches in-8° (1897) à fr. Épuisé.
- La petite industrie (salaires, durée du travail).* — Tome 1^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr. Épuisé.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}. (Suite.)

L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Saisie-arrest sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers.</i> — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail.</i> — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés..
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — <i>En Autriche.</i> — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés..
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : <i>Accidents.</i> — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse.</i> — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1893). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr....	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.</i> — (1899). — Tome II : <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — (1901). — Tome III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses.</i> — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Mélin, agrégé de l'Université.</i> — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).....	1 fr. 50.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques.</i> — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés..
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. <i>Dénombrement général.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Épuisé.
<i>Dénombrement des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50....	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé). chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est.</i> — 1 vol. in-4° de 870 p.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle. Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892.</i> — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
<i>Années 1893 à 1898.</i> — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr., — 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1 ^{er} volume <i>Mouvement de la population.</i> — 4 vol. in-8° de 313, 289, 105 et 384 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun....	5 fr.
<i>Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 2^e volume : Institutions d'assistance.</i> — 4 vol. in-8° de 211, 105, 103 et 103 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
Annuaire statistique. — <i>Années 1880 à 1891</i> , 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p. — (Épuisés : années 1886, 1888, et 1890 à 1902, sauf 1901), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1905). — 15 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905), chacun.....	3 fr. 50.
1904.....	4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — <i>Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905.</i> — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905.), chacun.....	5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e.

MUZARD et EBIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{er}.

Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7^e.

CHEVALIER et RIVIERE, rue Jacob, 30, à Paris-6^e.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>			
Revue du travail en juillet	785	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —	
Situation par industries	786	L'arbitrage et la conciliation en 1902, 1903 et	
Grèves en juillet	795	1904	836
Conciliation et arbitrage en juillet	802	Pays-Bas : L'œuvre du bureau central.	839
Les habitations à bon marché en France en 1905.	804	Suède : Loi sur l'arbitrage en matière de conflits	
L'application de la loi du 9 avril 1898 sur les ac-		collectifs	840
cidents du travail, en 1904. (Suite.)	812	<i>Actes et documents officiels.</i>	
Le travail dans les prisons en 1904	814	Décret du 12 juin 1906 rendant exécutoire la con-	
Situation et opérations, en 1905, de la Caisse na-		vention franco-belge du 21 février 1906. — Dé-	
tionale des retraites pour la vieillesse	822	crets et rapport du 11 août 1906, sur les mar-	
<i>Jurisprudence.</i>			
Placement : action d'un syndicat ouvrier; absence		chés des travaux publics en Algérie. — Circulaire	
de publicité. — Syndicat ouvrier : travaux effec-		du ministre du Commerce, du 20 juillet 1906,	
tués par ses membres. — Grève : fermeture d'une		sur le repos hebdomadaire. — Lettre du mi-	
usine; entrée des grévistes dans un chantier ...	823	nistre du Commerce, du 31 juillet 1906 sur la	
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>			
Allemagne : Revue du travail. — Placement. —		participation des caisses de chômage fédérées	
Grèves. — Le mouvement syndical en 1905	828	aux subventions	841
Autriche : Placement	834	<i>Renseignements divers.</i>	
Belgique : Marché du travail	834	Analyse, par département, des renseignements	
Canada : Revue du travail. — Grèves	835	fournis par les associations patronales	845
États-Unis : Revue du travail	836	Analyse, par département, des renseignements	
Italie : Grèves	836	fournis par les associations ouvrières	851
		Adjudications; prix courants divers; commerce	
		extérieur; transports; faillites; autorisations de	
		bâtir	865
		Prix au détail de certaines denrées au cours du	
		4 ^e trimestre 1905	868
		Mouvement syndical	869

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,

5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

*Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.*

Les abonnements ne sont pas reçus au ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE

2 fr. 50 par an.

POUR L'UNION POSTALE

3 fr. 50 —

PUBLICATIONS

DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Décembre 1904). Un volume in-8 de 334 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 60.

N° 2. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905) et Règlements d'administration publique du 28 février 1899. Brochure de 32 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 3. — Jurisprudence (1. Mars 1902). Un volume de 937 pages.

Prix : 10 francs — Franco 11 francs.

N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 10.

N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages.

Prix : 5 francs — Franco 5 fr. 75.

N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages.

Prix : 1 fr. 30 — Franco 1 fr. 40.

N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages.

Prix : 4 francs — Franco 4 fr. 50.

N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Brochure in-8° de 95 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages.

Prix : 3 fr. 25 — Franco 3 fr. 75.

N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Brochure de 96 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages.

Prix : 0 fr. 20 — Franco 0 fr. 30.

N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 1904. Un volume de 116 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 1904. Brochure de 34 pages.

Prix : 0 fr. 35 — Franco 0 fr. 45.

N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs.

Prix : 2 fr. 75 — Franco 3 fr. 15.

N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 44 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1903. Volume de 247 pages.

Prix : 0 fr. 85 — Franco 1 fr. 20.

L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

Les capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages.

Prix : 1 fr. 20 — Franco 1 fr. 35.

Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 15.

Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Les assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. Brochure de 28 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail,
Direction du travail,
PARIS (vif).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A monsieur le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de juillet le chômage a sensiblement augmenté parmi les ouvriers viticoles du Midi, les travaux dans les vignes et la moisson étant déjà terminés dans quelques centres. Dans le centre les ouvriers bûcherons ont trouvé assez facilement à s'occuper à la fenaïson et à la moisson. Le travail reste satisfaisant dans l'horticulture de la région parisienne.

L'activité se maintient, d'une manière générale, dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile la situation est stationnaire dans le Nord et la Marne; elle reste normale dans les Vosges et les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres; le travail est un peu plus abondant dans les centres cotonniers de la Seine-Inférieure et de la région de Roanne. Dans la soierie, pas de changement notable dans la région de Saint-Étienne; le tissage mécanique de l'Isère bénéficie d'une reprise; les usines de tissage mécanique comme les petits ateliers de la région lyonnaise sont facilement alimentés. Les industries du vêtement et de la chapellerie sont en morte-saison, notamment à Paris.

Dans les métaux, l'activité est toujours aussi grande; seuls les ferblantiers-boitiers des côtes bretonnes continuent à souffrir d'un chômage intense.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de juillet 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

Le travail a encore baissé dans l'industrie du livre à Paris. Le chômage a un peu diminué parmi les ouvriers mégissiers du Tarn. Il s'est encore accentué chez les tonneliers du Midi. Le travail a complètement repris dans la carrosserie à Paris.

1,296 syndicats, groupant 289,911 ouvriers, ont répondu, pour juillet 1906, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats 1,107, groupant 247,531 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16,786, ce qui correspond à une moyenne de 7.4 p. 100, mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris et de 6.3 p. 100 en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais. La première de ces moyennes était, le mois dernier de 8.5 p. 100; elle était de 9.6 p. 100 en juillet 1905.

L'ouvrage, pendant le mois de juillet 1906, a été jugé, par comparaison avec le mois de juin, plus abondant, par 21 p. 100 des syndicats, groupant 15 p. 100 des syndiqués; équivalent par 49 p. 100 des syndicats groupant 66 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 20 p. 100 des syndicats, groupant 19 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 750 syndicats, groupant 170,567 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 303, groupant 65,405 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1,658) accusent 2 p. 100 de chômeurs contre 2 le mois dernier et 7 en juillet 1905 : à Boulogne-sur-Mer (956) il y a 2 p. 100 de marins pêcheurs inoccupés contre 3.5 le mois dernier; le travail est très satisfaisant. Sur les côtes bretonnes, la pêche, quoique médiocre, occupe la presque totalité des marins à Douarnenez (1,433); elle est assez abondante pour les chalutiers du Bono (126); elle est moins abondante à Audierne (205), à Concarneau (400) où la sardine manque, à Guilvinec (150); la pêche aux thons a donné peu de résultat à l'île de Groix (247). A Châtelailon (1,100), la saison pour les pêcheurs d'huîtres est terminée.

D'après les réponses de 68 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 9,281 membres le nombre des chômeurs syndiqués était, à la fin de juillet, de 1,574, soit 17 p. 100 contre 14.1 p. 100 le mois dernier et 16.4 p. 100 en juillet 1905; la situation était considérée comme satisfaisante par 44 p. 100 des syndicats et 65 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 1,574 chômeurs, 1,528 sont signalés par 59 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 4,765 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 17.6, 45.5 et 32.9 p. 100 contre 14.6, 35 et 25.2 le mois dernier : le soufrage et le sulfatage des vignes ainsi que les moissons touchent déjà à leur fin dans quelques centres, d'où la recrudescence du chômage; 20 syndicats toutefois sur 59 n'accusent encore aucun chômeur. A Paris, les jardiniers (2,046) sont tous occupés, la semaine est de 60 à 70 heures; le syndicat mixte des horticulteurs (2,257) annonce 27 chômeurs au lieu de 12 le mois dernier, la saison est toujours favorable.

Les 86 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois de juillet le nombre de leurs chômeurs accusent 563 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 8,047 membres, une proportion de 7 p. 100 contre 4.6 p. 100 le mois dernier et 15.3 en juillet 1905. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 84 p. 100 des syndicats et 85 p. 100 des syndiqués. Les travaux des bois sont terminés à peu près partout mais la fenaison et la moisson donnent aux ouvriers bûcherons une occupation abondante; mais les machines agricoles leur font la concurrence dans quelques autres; on ne signale aucun chômeur dans 3 centres sur 7 dans l'Allier; dans 11 sur 22 dans le Cher; dans 9 sur 9 dans l'Yonne et dans 28 sur 32 dans la Nièvre; le chômage, atteint 17.2 p. 100 dans l'Allier pour 7 syndicats groupant 547 syndiqués; il est de 15.3 p. 100 dans le Cher pour 22 syndicats groupant 2,270 syndiqués, de 3.3 p. 100 pour 32 syndicats de la Nièvre groupant 2,784 membres et de 0 p. 100 pour 9 syndicats de l'Yonne groupant 946 membres. Enfin 4 syndicats de résiniers des Landes groupant 614 membres n'accusent que 2 chômeurs.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 64 syndicats, groupant 13,106 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en juillet, soit 1,309, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 10 p. 100 contre 12.9 le mois dernier et 14.8 en juillet 1905. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 67 p. 100 des syndicats et 77 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Bordeaux (687), les bouchers, charcutiers (125), les confiseurs-pâtisseries (455), les cuisiniers navigateurs (106) et les limonadiers (550) de Marseille, le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Caen (130), Toulouse (110) et du Mans (357), les cuisiniers (332) et les pâtisseries (260) de Bordeaux, les bouchers-charcutiers de Lyon (596), les limonadiers de Nancy (198) et Nice (700), les maîtres-d'hôtel du Havre (530). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (880) accusent 9.7 p. 100 de chômeurs contre 9.4 le mois dernier et 10 en juillet 1905; ceux de la Bourse du travail (980) 5.1 p. 100 contre 10.4 le mois dernier et 13 en juillet 1905; les garçons de cuisine (834) 6 p. 100: les pâtisseries de la Seine (1,053), 14.9 p. 100 contre 15 le mois dernier; les confiseurs (254) 15.7 contre 13.8; les biscuitiers (250) 2 p. 100; l'Aurore des limonadiers (200), 10.0 p. 100 contre 14.3: les employés d'hôtel de la Bourse du travail (200) 9 p. 100 contre 25; chez les boulangers, le syndicat de la rue Richard-Lenoir (165) accuse 0 p. 100.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de juin 1906, neuvième mois de la campagne 1905-1906, s'élevait à 2,238,924 hectolitres contre 2,001,145 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 237,779: l'augmentation porte sur les alcools de betteraves (1,100,892 hectolitres au lieu de 830,326) et de mélasses (598,080 hectolitres au lieu de 370,362). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 99,390 hectolitres, soit une différence en plus de 14,740 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de juillet 1906 (onzième mois de la campagne 1905-1906), la quantité de sucre travaillée correspondait à 1,073,248 tonnes de sucre raffiné, soit une augmentation de 429,040 tonnes sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽²⁾.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 19 juillet 1906.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 12 août 1906.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 150,000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de juillet 1906. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	d. 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	93,850	6.00	"	"	"	8.6	91.4
Loire.....	14,950	5.97	"	"	"	11.4	88.6
Gard et Hérault	14,359	6.00	"	"	"	2.1	97.9
Tarn et Aveyron	10,484	6.28	"	"	"	"	100
Provence (lignites).....	2,488	5.37	"	"	97	88.66	1.62
Isère (1)	1,622	5.79	"	"	"	10.0	"
Ouest.....	280	6.00	"	"	"	"	100
Bourgogne et Nord-Est..	9,727	6.00	"	"	"	"	100
Centre.....	9,438	5.91	"	"	"	37.9	62.1
ENSEMBLE pour la France.	157,198	6.01	"	"	0.15	11.83	88.02

(1) Manquent les renseignements de La Clarence et Carvin.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.66; il était de 5.79 en juillet 1905. D'après les réponses de 27 syndicats, le chômage serait de 0.5 p. 100 sur un effectif de 44,057 syndiqués; il était de 3.3 p. 100 le mois dernier pour 3,732 syndiqués et de 2 p. 100 en juillet 1905 pour 11,172 syndiqués; le syndicat de Lens (35,000) accuse 0.3 p. 100; celui de Montceau-les-Mines (4,992) 2 p. 100.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 1.9 p. 100 pour 20 syndicats groupant 2,086 ouvriers contre 3.1 p. 100 le mois dernier et 4.5 en juillet 1905. Dans les carrières, pas de chômeurs à Chevreuse (480). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (300), Rimogne (215), Rochefort en terre (225).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 8 syndicats, groupant 2,005 ouvriers, ressort à 3 p. 100 contre 5.1 p. 100 le mois dernier et 20.6 en juillet 1905. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, 10.5 p. 100 de sans-travail à Nice (380); ceux de Reims (140), Toulon (240), Bordeaux (541) sont tous occupés. Il en est de même des ouvriers en produits chimiques de Prémery (250). Les tordeurs d'huiles de Dunkerque (330) accusent 6.1 p. 100 de chômeurs.

Les ouvriers des papeteries d'Armoult (625), Albertville (200), Besançon (285) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 169 pour

72 syndicats groupant 4,194 adhérents, soit 4 p. 100; pour Paris, de 298 pour 7 syndicats groupant 6,534 adhérents, soit 4.6 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 4.3 p. 100, et pour Paris de 3.5 p. 100; elle était, pour le mois de juillet 1905, de 3.1 p. 100 pour la province, de 3.6 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 87 p. 100 des syndicats de province groupant 82 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 12 syndicats, équivalent par 32, moins abondant par 10 autres. Il y a 5.8 p. 100 de chômeurs contre 2.9 le mois dernier chez les imprimeurs (286) et 6.8 contre 0 chez les lithographes (117) de Marseille; 4.3 p. 100 contre 5 p. 100 à Grenoble (140); 14.5 p. 100 contre 12 à Nancy (310); 1 p. 100 chez les typographes (510) et 8 p. 100 contre 5.5 chez les lithographes de Lyon (150); 10 p. 100 chez les typographes de Lille (375); 1.9 p. 100 à Clermont-Ferrand (108); 1 p. 100 au Havre (100); 0 p. 100 à Versailles (140).

A Paris, le travail est moins satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (4,900) accuse, en dehors des grévistes, 156 chômeurs contre 110 le mois dernier et 90 en juillet 1905; les conducteurs de la *Gutenberg* (434) accusent 17.5 p. 100 de chômeurs contre 15.8 le mois dernier; les imprimeurs de journaux (220) 9.5 p. 100 contre 16. Dans la lithographie, le syndicat des imprimeurs de la Bourse du travail (150) accuse 21.3 p. 100 de sans-travail.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 25 syndicats, groupant 4,677 ouvriers, atteint 13.6 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 25.9 p. 100, elle était de 4.9 p. 100 en juillet 1905. Les tanneurs-corroyeurs de Châteaurenault (150) sont tous occupés 60 heures. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) accusent 0 p. 100 de sans-travail contre 2 le mois dernier et 4 en juillet 1905. La semaine est de 50 heures; les mégissiers et chamoiseurs de Millau (110) en ont 0 p. 100 contre 15 le mois dernier; à Grenoble, les mégissiers (504) en ont 9.2 p. 100 et font 58 heures, les palissonneurs (155) sont tous occupés, 60 heures; à Mazamet, les ouvriers des peaux et moutons (700) ont 21.4 p. 100 de chômeurs contre 18.7; les moutonniers de Graulhet (1,100) en ont 36.5 p. 100 contre 68 le mois dernier et 4 en juillet 1905; la semaine est de 60 heures pour les autres. A Paris, les pelletiers-lustreurs (300) sont tous occupés 60 heures, mais le travail est moins abondant.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 5 p. 100 pour 19 syndicats groupant 2,040 ouvriers contre 8.7 le mois dernier et 30 en juillet 1905. Les cordonniers de Romans (800) sont tous normalement occupés; les coupeurs de Fougères (350) ont 0.9 p. 100 et font 48 heures par semaine; les cordonniers d'Angers (200) sont tous occupés, mais ne font que 25 à 30 heures; ceux du Havre accusent 36.2 p. 100 de chômeurs.

Dans la ganterie, à Millau, l'*Union* (1,000), le syndicat mixte (360) et le syndicat indépendant (110) n'accusent aucun chômeur. Il en est de même à Chaumont (110).

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 76 syndicats, groupant 31,028 adhérents, était, à la fin de juillet, de 1,233, soit 3.9 p. 100; la proportion était de 5.5 p. 100 le mois dernier, elle était de 10.1 en juillet 1905.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait 4.6 p. 100 de chômeurs contre 4.6 le mois dernier et 8.5 p. 100 en juillet 1905, la

semaine serait de 60 heures, le travail est stationnaire, mais la situation reste assez satisfaisante; à Tourcoing, d'après le syndicat textile (145), le chômage serait de 3.4 p. 100 au lieu de 0 et la semaine de 50 à 60 heures; d'après le syndicat de l'industrie du tissu (347), le chômage serait de 5 p. 100 contre 10 le mois dernier, la semaine serait de 60 heures; les tapissiers en grosse moquette (305) accusent 15.7 p. 100 de chômeurs contre 6.4 le mois dernier et 60 heures par semaine; à Lille, le syndicat mixte du fil (1,404) estime le travail très abondant; à Armentières, le syndicat mixte (1,800) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait de 50 à 60 heures; à Houplines (1,522) il y a 1.4 p. 100 de chômeurs contre 0.9, la situation est estimée satisfaisante pour l'époque, la semaine est de 60 heures; à Hazebrouck (407) il y a 15 p. 100 de chômeurs contre 14.7, la semaine est toujours de 59 heures; à Halluin (1,000) le chômage est de 5 p. 100 contre 6 et la semaine de 60 heures; dans les petits centres de tissage pas de chômeurs à Avesnes-les-Aubert (540) où bon nombre de tisseurs sont occupés aux champs; 0 p. 100 à Haspres (410) et Bailleul (250); 4.5 p. 100 au Cateau (1,300) contre 2.3; 2 p. 100 au lieu de 2 à Nieppe (425). Pour l'ensemble de 15 syndicats du Nord groupant 15,089 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 3.8 p. 100 contre 3.4 le mois dernier.

Dans les Vosges, les 10 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 3.9 p. 100 de chômeurs sur 1,301 syndiqués contre 1.5 le mois dernier; la semaine est partout de 60 heures au moins; il n'y a de chômeurs que dans deux centres dont Saint-Dié (450) où l'on en signale 10 p. 100 contre 2 le mois dernier.

Dans les centres normands, à Rouen (2,000), il y a très peu de chômeurs dans le coton; la semaine est de 50 heures; le travail est plus abondant; à Lillebonne (163) tous les ouvriers cotonniers sont occupés, la semaine est de 50 heures; à Malaunay (115) pas de chômeurs, les tisseurs font 60 heures et les indienneurs 55; au Houllme (150) pas de chômeurs et 58 heures par semaine; les ouvriers cotonniers de Bolbec (160) font 48 heures sans chômeurs. A Évreux, le syndicat indépendant (161) accuse 0 chômeur et 60 heures par semaine. A Condé-sur-Noireau (120) la semaine est de 50 heures. A Flers (184), il n'y a aucun chômeur et la semaine est de 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, la semaine est de 50 heures à Bourg-de-Thizy (656) et le chômage y est de 6.9 p. 100 contre 6.1 le mois dernier; il est de 0 p. 100 au lieu de 0 à Thizy (150) où la semaine est de 55 heures; à Roanne (1,200) il y a 3 p. 100 de chômeurs contre 16.6 le mois dernier, la semaine est en moyenne de 50 heures; les pareurs (182) accusent 0 p. 100 de sans-travail contre 1.1 et 60 heures par semaine; les gareurs (120) accusent 1.7 p. 100.

Dans les Ardennes, à Saint-Menges (265), le chômage est de 11.3 p. 100 au lieu de 7.5 le mois dernier, la semaine varie de 48 à 54 heures, le travail est stationnaire; à Floing (196) il y a 20 p. 100 de tisseurs en chômage contre 20 le mois dernier, la semaine varie de 48 à 60 heures, il y a une légère reprise. Dans la Marne, à Reims il n'y a pas de chômeurs dans l'industrie lainière (350), la semaine est de 60 heures; la situation est satisfaisante pour l'époque; au Val-les-Bois (630) on ne signale également aucun chômeur, bien que le travail soit un peu moins abondant. A Amiens (300) pas de chômeurs et 60 heures par semaine.

Dans l'Ouest, à Romorantin (500), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés 60 et 66 heures, le travail est satisfaisant pour l'époque; la situation reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres : en particulier les tisserands de Cholet (660) et de Mortagne-sur-Sèvre (242) ne signalent aucun chômeur. Les tapissiers d'Aubusson (126) sont tous occupés

60 heures. A Lavelanet (502), les ouvriers textiles accusent 2 p. 100 contre 0 le mois dernier et 63 heures par semaine.

Dans la soie, le syndicat indépendant des tisseurs de Saint-Étienne (125) accuse 0 chômeur contre 0 le mois dernier et 60 heures par semaine, le travail a baissé; les ouvriers en soieries de Charlieu (150) accusent 7 p. 100 de chômeurs contre 15 le mois dernier; les chefs d'ateliers de Saint-Genest-Lerpt (150) en ont 5 p. 100 contre 0. Dans l'Isère, à Voiron, les ouvriers du tissage mécanique (2,300) accusent 1.3 p. 100 de sans-travail; la semaine est de 55 à 60 heures; malgré la morte-saison, le travail est assez abondant en raison du long arrêt cause par la grève. Dans la région lyonnaise, le travail, dans les usines de tissage mécanique, loin de faiblir, a plutôt gagné en animation depuis le mois dernier et certains genres, tels que la mousseline soie, pourraient alimenter un plus grand nombre de métiers; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique et à la main, le travail se soutient; à la campagne, les ateliers à bras subissent un ralentissement momentané dont la seule cause est la nécessité, pour une partie du personnel, de s'occuper des travaux agricoles urgents⁽¹⁾. Dans la bonneterie, 25 p. 100 de chômeurs à Moreuil (400) et 60 heures par semaine. Les ouvriers du tissage mécanique de Lyon (500) accusent 3 p. 100 de chômeurs et font 60 heures; les tisseurs de la Croix-Rousse (500) sont tous occupés 10 heures par jour, mais le travail n'est pas très abondant. A Grandris (110), le chômage est de 7.3 p. 100, le travail est plus abondant.

Dans le tulle, les tullistes de Caudry (580) ont 0 chômeur contre 2 le mois dernier et font de 50 à 55 heures; les ouvriers en tulles unis et grecs (175) font 66 heures.

Dans la teinture et l'apprêt, à Roanne, les apprêteurs (220) ont 3.2 p. 100 de chômeurs contre 0.9 le mois dernier; à Troyes, les teinturiers (250) ont 1.2 p. 100 de sans-travail contre 1.6 et font 60 heures. Les blanchisseurs et apprêteurs de Cholet (126) sont tous occupés 60 heures. A Paris, les teinturiers-dégraissers (331) sont tous normalement occupés.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 5.3 p. 100 pour 13 syndicats groupant 1,313 ouvriers et ouvrières contre 3.8 p. 100 le mois dernier et 10.3 en juillet 1905. Le travail est considéré comme plus abondant par 0 syndicat, équivalent par 7, moins abondant par 12. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 69 p. 100 des syndicats et 85 p. 100 des syndiqués; à Paris les coupeurs-tailleurs de la Bourse du travail 10 p. 100 contre 0; la couture est en morte-saison. Pas de chômeurs à Bourges (210) et Arles (150); les coupeurs de Lyon (142) en accusent 12.7 p. 100 contre 18.7.

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 16.3 p. 100 pour 7 syndicats groupant 496 ouvriers; elle était, le mois dernier, de 7.8 p. 100 et de 36.6 en juillet 1905; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (115) accusent 30.4 p. 100 de chômeurs contre 2.5 le mois dernier; les ouvrières (100) 15 contre 2; les chapeliers en fantaisie (100) 4 p. 100 contre 4.

A Boulogne-sur-Seine, le syndicat des blanchisseurs (127) accuse 14.2 p. 100 chômeurs; celui de Chaville (115) 0 p. 100.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 33 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment groupant 2,275 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 6.3 p. 100; elle était de 9.2 p. 100 le mois

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 août 1906.

précédent, de 8.8 p. 100 en juillet 1905 : la situation est estimée satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de navires du Havre (177) accusent 26.6 p. 100 de chômeurs; les calfats de Marseille (150) 26.7 p. 100. Les charpentiers d'Armentières (139) accusent 0 p. 100 de chômeurs; les ouvriers du bois d'Halluin (250) 4.8 p. 100 contre 5 le mois dernier; les menuisiers de Cannes (137), de Nice (153) 0 p. 100; 0 p. 100 également chez les menuisiers de Limoges (120) contre 50 p. 100 le mois dernier. A Paris, le syndicat libre des menuisiers (200) ne signale aucun chômeur.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 23 syndicats groupant 1,650 ouvriers, est de 7.9 p. 100 contre 6.4 p. 100 le mois dernier et 7.9 en juillet 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 57 p. 100 des syndicats et 63 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 5 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (420) au lieu de 10 le mois dernier et de 20 p. 100 en juillet 1905; l'activité a repris; 12 p. 100 chez les ébénistes de Bordeaux (125) contre 10.7 p. 100 le mois dernier; 27 p. 100 chez les menuisiers ébénistes de Toulon (108); 0 p. 100 chez les ouvriers de l'ameublement de Montbéliard (100).

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 1.4 p. 100 pour 6 syndicats groupant 148 ouvriers contre 0.9 p. 100 le mois dernier et 0.4 en juillet 1905. Le syndicat de Limoges (104) n'a pas répondu.

Chez les tonneliers, le chômage est de 41.5 p. 100 pour 18 syndicats groupant 2,760 ouvriers contre 29.6 p. 100 le mois dernier et 11.2 p. 100 en juillet 1905; le chômage est de 81 p. 100 à Méze (309) contre 81 le mois dernier; de 67 p. 100 chez les ouvriers en bois merrains de Cette (300); de 10 p. 100 à Narbonne (150) contre 4.7; 50 p. 100 à Bordeaux (1,200); de 0 p. 100 à Libourne (124) et Ambarès (100).

Dans la carrosserie, 9 syndicats groupant 6,919 ouvriers annoncent 0.9 p. 100 de chômeurs contre 15 le mois dernier et 1 en juillet 1905. A Paris, l'Union de la voiture (6,535) accuse 0.9 p. 100 contre 15.3 le mois dernier; les compagnons-charrons, 0 p. 100.

Les layetiers-emballleurs de Paris (262) ont 3.8 p. 100 de chômeurs contre 2.3; les bouchonniers de Lavardac (150), les vanniers de Fay-Billot (207) et les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (140) sont tous occupés.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 103 syndicats groupant 26,155 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de juillet, de 771, soit 4.7 p. 100; la proportion était de 5.4 p. 100 le mois dernier et de 3.9 en juillet 1905.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 1.6 p. 100 pour 18 syndicats groupant 3,146 ouvriers : le mois dernier, elle était de 5.7; elle était de 7.5 en juillet 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 80 p. 100 des syndicats groupant 77 p. 100 des syndiqués; 0 p. 100 de chômeurs à Bordeaux (125) contre 3.8 le mois dernier; 0 p. 100 à Revin (900); 2.5 à Monthermé (160) contre 3.1; 5 p. 100 à Amiens (120); 5.6 p. 100 au Havre (180); 0 p. 100 à Marseille (250); 0 p. 100 à Ferrière-la-Grande (200); à Paris, le syndicat des fondeurs en fer (600) accuse 5 p. 100 contre 25 le mois dernier et 25 en juillet 1905.

35 syndicats de métallurgistes groupant 13,194 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux accusent 0.8 p. 100 de chômeurs; la proportion était de 1.5 p. 100 le mois dernier et de 3 p. 100 en juillet 1905; la situation est estimée satisfaisante par 91 p. 100 des syndicats et 99 p. 100 des syndiqués. Le

chômage est de 1.9 p. 100 à Hautmont (315); 0.5 p. 100 à Fromelennes (210) contre 0 le mois dernier; 1.3 à Raucourt (160); 5.2 à Troyes (155); 2 p. 100 au Chambon-Feugerolles. Pas de chômeurs au Creusot (4,597), Bourges (238), Château-Regnault (315), Bourg-Fidèle (140), Saint-Amand-les-Eaux (350), Sous-le-Bois (300), Coueron (350), Langlaville-Longwy (2,780), Longwy-Bas (148), Saulnes (130), Argenteuil (154) et Sens (120). A Guérigny (497) tous les ouvriers sont occupés 48 heures par semaine sauf aux laminaires où l'on fait 60 heures.

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans-travail est de 2.1 p. 100 pour 24 syndicats groupant 4,679 ouvriers contre 4.2 p. 100 le mois dernier et 2.1 p. 100 en juillet 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 81 p. 100 des syndicats et 78 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Sous-le-Bois (120), Ferrière-la-Grande (230), Lyon (145 + 125); 2.7 p. 100 à Marseille (225) contre 6.8 le mois dernier; 1.7 à Bordeaux (298); 1.7 à Reims (181). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 45 chômeurs sur 2,510 syndiqués contre 138 le mois dernier et 12 en juillet 1905.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,691) ont 49 chômeurs contre 60 le mois dernier et 14 en juillet 1905; les ouvriers en instruments de musique (150) en ont 0 p. 100 contre 2 le mois dernier.

Dans la coutellerie pas de chômeurs chez les ébouleurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (655); 5.4 p. 100 contre 3.1 le mois dernier chez les monteurs de Thiers (700). Chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes : le chômage est complet à Guilvinec (115) et Concarneau (350); 80 p. 100 à Douarnenez (515) contre 69 le mois dernier. A Paris, les polisseurs sur métaux (620) accusent 1.6 p. 100 de chômeurs au lieu de 3.3 le mois dernier; les potiers d'étain (130), 4.6 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 148 syndicats, groupant 15,161 adhérents, était, à la fin de juillet, de 14 p. 100; elle était de 11.2 p. 100 le mois précédent et de 12.1 p. 100 en juin 1905.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 16.1 p. 100 pour 108 syndicats groupant 11,736 ouvriers au lieu de 13.5 le mois dernier et de 12.1 en juillet 1905; le chômage dépasse la moyenne notamment à Toulon (250 aides-maçons); Quimper (400), Concarneau (280), Clermont-Ferrand (200), Saint-Dié (120), Saint-Raphaël (417), Chambéry (200), Montalieu-Vercieu (350); le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Toulouse (217), Marseille (380 maçons + 150 cimentiers), Cannes (225), Beausoleil (159), Aix (239), Grenoble (300), Bordeaux (185), Albi (115), Rochefort (150), Châteauroux (100), Orléans (120), Reims (174), Bourges (100), Versailles (124), Orsay (100). Dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 72 p. 100 des syndicats et 49 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 4.3 p. 100 pour 23 syndicats groupant 2,365 ouvriers contre 5.5 p. 100 le mois dernier et 15 p. 100 en juillet 1905; le syndicat de Bordeaux (110) en accuse 6.9 p. 100 contre 0 le mois dernier; 0 p. 100 à Rouen (163). A Paris, le syndicat de la Bourse du travail (830) en accuse 2.3 p. 100 contre 7.5 le mois dernier.

7 syndicats de sculpteurs et marbriers groupant 578 ouvriers accusent 7.1 p. 100 de chômeurs contre 1.4 le mois dernier et 7.1 en juillet 1905. Les marbriers de Bellignies (120) et de Jeumont (128) sont tous occupés.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les

chaufourniers de Contes-les-Pins (130), Beffes (137), ni chez les cimentiers de Boulogne-sur-Mer (646); un seul à Saint-Léger-le-Petit (143). A Limoges, les peintres en porcelaine (450) accusent 4.6 p. 100 de chômeurs contre 2.9 le mois dernier. Les potiers de Vallauris (208) accusent 1.4 p. 100 de sans travail contre 2.8 le mois dernier. Les faïenciers de Lille (240) sont tous occupés.

Dans l'ensemble des 12 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion des sans-travail est de 8.3 p. 100 pour 923 syndiqués, au lieu de 9.6 le mois dernier; le syndicat des verriers à vitres de Fresnes (300) accuse 17 p. 100 de chômeurs comme le mois dernier; les verriers de Paris (250), 8 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries de la manutention, la moyenne du chômage pour 21 syndicats groupant 4,381 membres ressort à 39.5 p. 100 contre 53.5 p. 100 le mois dernier et 30.6 p. 100 en juillet 1905; le nombre des chômeurs est surtout important parmi les ouvriers du port de Marseille (800 sur 1,900), Saint-Louis-du-Rhône (80 sur 280), le Havre (556 sur 928). Les manœuvres de Vals-les-Bains (120) accusent 0 p. 100 de sans travail contre 0 le mois dernier; les porteurs des halles de Paris (212) sont tous occupés.

Dans les 44 syndicats de transports (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, des tramways et de la marine, camionneurs, cochers, bateliers, etc.) groupant 17,195 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ces derniers était de 2 p. 100 contre 4 p. 100 le mois dernier et 2.1 p. 100 en juillet 1905. 0.3 p. 100 chez les employés du métropolitain de Paris (2,011); 0 p. 100 chez les mécaniciens-chauffeurs de chemins de fer de Toulouse (1,100); 35 p. 100 chez les chauffeurs-mécaniciens de Rouen (197).

D'après les réponses de 50 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 8,921 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 202, soit 2.3 p. 100; la proportion était de 2.9 le mois dernier, de 4.4 en juillet 1905; à Paris, l'*Union des comptables* (578) accuse 5.2 p. 100 contre 4.7 le mois dernier, l'*Alliance sténographique* (205) 4.8 p. 100 contre 7; à Amiens (312) les employés accusent 2.8 p. 100 contre 4.8; au Havre (321) 1.5 contre 1.3; à Saint-Quentin (376) 0.3 contre 0.6; à Marseille (147) 1.4 contre 2; à Lyon (1,440) un seul chômeur contre 1 p. 100; à Toulouse (520) 4 contre 0.4; à Montpellier (394) 0.07 contre 1; 0.9 à Dijon (108) contre 0; 4.4 p. 100 à Reims (180) contre 2.2; 0.2 à Nancy (563) contre 0.6; 4 à Tours (191) contre 1.4; Chambéry (162), Dax (105).

DIVERS. — 2 syndicats de gens de maison accusent 4.7 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 556 membres contre 1.1 p. 100 le mois dernier et 1.6 en juillet 1905. 12 syndicats de coiffeurs, groupant 3,222 ouvriers, ont 3.3 p. 100 de sans-travail contre 2.4 p. 100 le mois dernier et 9.6 p. 100 en juillet 1905; le syndicat mixte de Paris (2,520) en accuse 0.8 p. 100 au lieu de 1.6 le mois dernier; le syndicat ouvrier de Lyon (150) en accuse 13.3 p. 100 contre 6.8; celui du Mans (102) 2 p. 100.

LES GRÈVES EN JUILLET 1906.

94 grèves, dont une de patrons briquetiers et une de patrons pêcheurs ont été signalées, en juillet, à la Direction du travail.

Le nombre des participants, connu pour 83 d'entre elles, est de 11,444. Il y avait eu, en juillet 1905, 66 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 53.

Ces grèves, dont 63 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	65
Réductions de salaire	2
Contestations diverses relatives au salaire	9
Demandes de diminution du temps de travail	8
Demande de repos hebdomadaire	1
Contestations relatives à la réglementation du travail	5
Demandes de réintégration d'ouvriers	5
Demandes de renvoi d'ouvriers ou contremaîtres	6

Ces grèves ont éclaté dans 39 départements et on en a compté :

24 dans le Nord, 7 dans la Seine-Inférieure, 6 dans la Seine, 3 dans la Gironde, la Loire-Inférieure, le Lot-et-Garonne, le Pas-de-Calais, les Basses-Pyrénées, le Rhône, 2 dans les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Gard, la Haute-Garonne, l'Isère, les Landes, la Lozère, la Meurthe-et-Moselle, la Seine-et-Marne et 1 dans les 21 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 22; bâtiment, 19; travail des métaux, 13; transports et manutention, 11; briquetiers, 7; agriculture, 5; travail du bois, 5; cuirs et peaux, 3; industries chimiques, 2; carriers, chapeliers, clercs d'huissier, coiffeurs, mineurs, pêcheurs, porcelainiers, typographes, 1 grève.

Des 94 grèves commencées en juillet, 67 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Dix-sept, 1 jour ou moins de 1 jour; dix, 2 jours; cinq, 3 jours; trois, 4 jours; huit, 5 jours; une, 7 jours; quatre, 8 jours; trois, 9 jours; deux, 10 jours; deux, 12 jours; une, 13 jours; une, 15 jours; une, 18 jours; une, 19 jours; une, 20 jours; une, 21 jours; une, 22 jours; une, 24 jours; une, 25 jours; une, 27 jours et deux, 28 jours.

Si l'on y ajoute 22 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 112 jours, 92 jours, 89 jours (2 grèves), 86 jours, 74 jours, 63 jours, 50 jours, 48 jours, 45 jours, 42 jours, 36 jours, 34 jours, 26 jours, 25 jours, 24 jours, 18 jours (2 grèves), 15 jours, 13 jours, 12 jours et 11 jours, on trouve 89 conflits terminés, avec les résultats suivants :

17 réussites.

42 transactions ou réussites partielles.

30 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		parbèges.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
23 janv...		Holloin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	36	1
23 mars...		Rive-de-Gier.....	Loire.....	Verriers.....	1	365	2
3 avril...		Fresneville.....	Somme.....	Serruriers.....	1	300	3
6 avril...		Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Typographes et lithographes.	2	172	4
17 avril...	15 juillet.	Paris.....	Seine.....	Ouvriers d'imprimerie.....	"	6,500	5
17 avril...	18 juillet.	Vannes.....	Morbihan.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	400	6
18 avril...		Cahors.....	Lot.....	Typographes.....	2	18	7
23 avril...	13 août.	Imziazac.....	Morbihan.....	Ouvriers de la fabrication du fer-blanc.	1	1,600	8
26 avril...	21 juillet.	Saint-Jean-de-Mau- rienne.	Savoie.....	Ouvriers de plâtreries.....	1	75	9
30 avril...	2 juillet.	Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers-zingueurs.....	"	300	10
30 avril...	28 juillet.	Paris.....	Seine.....	Tisseurs de tapis.....	1	28	11
2 mai...		Pau.....	Basses-Pyrénées	Menuisiers.....	12	70	12
10 mai...	23 juillet.	Bosmoreau.....	Creuse.....	Mineurs.....	1	117	13
10 mai...		Lunery-Rosières.....	Cher.....	Métallurgistes.....	1	700	14
10 mai...		Saint-Etienne.....	Loire.....	Mouleurs.....	30	900	15
21 mai...		Saint-Chamond.....	Loire.....	Maçons.....	"	"	16
24 mai...		Lyon.....	Rhône.....	Charpentiers.....	"	350	17
25 mai...		Bourg-Fidèle.....	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	"	18
27 mai...	16 juillet.	Fiers.....	Orne.....	Peintres.....	9	32	19
4 juin...	16 juillet.	Toulouse.....	Haute-Garonne	Charpentiers.....	69	206	20
8 juin...	3 juillet.	Paris.....	Seine.....	Casquettiers.....	1	32	21
9 juin...	12 juillet.	Cannes.....	Alpes-Maritimes	Menuisiers.....	30	160	22
9 juin...	14 juillet.	Paris.....	Seine.....	Musiciens d'orchestre.....	2	50	23
12 juin...	30 juillet.	Lille.....	Nord.....	Mécaniciens-construteurs.....	1	2,000	24
14 juin...	2 juillet.	Chalon-sur-Saône.	Saône-et-Loire	Typographes.....	1	16	25
14 juin...		Lyon.....	Rhône.....	Conducteurs-typographes	1	4	26
19 juin...	4 juillet.	Passy.....	Haute-Savoie....	Ouvr. en produits chimiques.	1	277	27
20 juin...	16 juillet.	Bressuire.....	Deux-Sèvres....	Maçons.....	5	32	28
20 juin...		Lyon.....	Rhône.....	Chapelièrs.....	1	7	29
21 juin...		Boucau.....	Basses-Pyrénées	Dockers.....	1	20	30
22 juin...	3 juillet.	Anglet.....	Basses-Pyrénées	Marins-chauffeurs.....	1	28	31
22 juin...		Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Musiciens d'orchestre.....	1	"	32
25 juin...	9 août.	Besançon.....	Doubs.....	Graveurs et guillocheurs.....	1	100	33
26 juin...		Lyon.....	Rhône.....	Typographes.....	1	11	34
27 juin...	9 juillet.	La Chapelle-Lar- geaud.	Deux-Sèvres....	Tisseurs.....	1	36	35
28 juin...	11 juillet.	Mouveau.....	Nord.....	Peigneurs.....	1	28	36
28 juin...	16 juillet.	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	121	37
29 juin...	23 juillet.	Toulouse.....	Haute-Garonne	Fondeurs et mouleurs.....	1	15	38
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} juill.	13 juillet.	Montluçon.....	Allier.....	Garçons coiffeurs.....	"	"	1
1 ^{er} juill.	25 juillet.	Moissac.....	Tarn-et-Garonne	Briquetiers.....	4	22	2
2 juillet.	2 juillet.	Paris.....	Seine.....	Clercs d'huissiers.....	1	"	3
2 juillet.	3 juillet.	Boucau.....	Basses-Pyrénées	Dockers.....	1	40	4

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} juillet 1906, a pu être déjà signalée dans le précédent

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
—	8	9	10

AU 1^{er} JUILLET 1906. (1)

1	Contestation relative au salaire pour la conduite de métiers multiples .....	.....	
2	Contre le licenciement du personnel d'un four éteint.....	.....	
3	Demande de réintégration de 2 ouvriers syndiqués.....	.....	
4	Demande de réintégration de 5 ouvriers.....	.....	
5	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.	Transaction.	
6	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
7	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
10	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.	Transaction.	
11	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.	Transaction.	
12	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.....	.....	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
14	Demande : journée de 8 heures.....	.....	
15	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire ; suppression du travail aux pièces.....	.....	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
17	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire ; repos hebdomadaire.....	.....	
18	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Lockout.	
19	Demandes : augmentation de salaire ; suppression du blanc de cêruse.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
21	Demande de réintégration d'une ouvrière.....	Transaction.	
22	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
23	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
24	Demandes : réintégration d'un ouvrier ; renvoi d'un contre-maitre.....	Transaction.	
25	Contre le remplacement d'un linotypiste par une femme..	Échec.	10 grévistes congédiés.
26	Protestation contre une réprimande.....	.....	
27	Demande : journée de 10 heures ; augmentation de salaire.	Échec.	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	28 grévistes ont quitté la localité.
29	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
30	Demande de suppression du travail aux pièces .....	.....	
31	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.	Réussite	
32	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
33	Annonce de congédiement pour une huitaine avec promesse de réembauchage dans de nouvelles conditions	Transaction.	
34	Demande de réintégration d'un ouvrier .....	.....	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
36	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
37	Réduction de salaire.....	Échec.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

EN JUILLET 1906.

1	Demandes : repos hebdomadaire ; diminution du temps de travail.....	Réussite.
2	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.
3	Contre la suppression d'un emploi de caissier.....	Transaction.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPERES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES.							
2 juillet.	3 juillet.	Lyon	Rhône	Maçons et aides	1	100	5
2 juillet.	4 juillet.	Saint - Martin-de- Valamas	Ardèche	Tisseuses	1	80	6
2 juillet.	4 juillet.	Dieppe	Seine-Inférieure ..	Ouvriers des tabacs	1	13	7
2 juillet.	5 juillet.	Samene	Gard	Tonnelliers	4	23	8
2 juillet.	10 juillet.	Bornel	Oise	Polisseurs sur métaux	1	55	9
2 juillet.	.....	Toulouse	Haute-Garonne ..	Mouleurs	1	14	10
3 juillet.	4 juillet.	La Madeleine	Nord	Briquetiers	1	"	11
3 juillet.	5 juillet.	Croix	Nord	Briquetiers	1	35	12
3 juillet.	16 juillet.	Nancy	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en limes	1	150	13
3 juillet.	24 juillet.	Limoges	Haute-Vienne	Porcelainiers	1	"	14
4 juillet.	5 juillet.	Jeumont	Nord	Maçons	1	21	15
4 juillet.	9 juillet.	Vienne	Isère	Appondeurs (textiles)	1/4	210	16
4 juillet.	22 juillet.	Grau-du-Roi	Gard	Marins-pêcheurs	"	120	17
5 juillet.	12 juillet.	Tourcoing	Nord	Peigneurs	1	60	18
5 juillet.	30 juillet.	Saint-Nazaire	Loire-Inférieure ..	Mécaniciens-constructeurs	2	1,233	19
5 juillet.	.....	Tourcoing	Nord	Fileurs	1	"	20
5 juillet.	.....	Mazamet	Tarn	Terrassiers	1	20	21
6 juillet.	11 juillet.	Roubaix	Nord	Rattacheurs	1	50	22
6 juillet.	16 juillet.	Roubaix	Nord	Briquetiers	1	28	23
7 juillet.	8 juillet.	Nantes	Loire-Inférieure ..	Dockers	1	37	24
7 juillet.	11 juillet.	Tourcoing	Nord	Bâcleurs	1	9	25
8 juillet.	11 juillet.	Boulogne	Pas-de-Calais	Employés de tramways	1	53	26
8 juillet.	18 juillet.	Rouen	Seine-Inférieure ..	Concasseurs de charbon	7	440	27
9 juillet.	11 juillet.	Bonvillers	Meurthe-et-Moselle	Terrassiers	1	120	28
9 juillet.	11 juillet.	Ypreville et Sor- quainville	Seine-Inférieure ..	Ouvriers agricoles	"	70	29
9 juillet.	.....	Tullins	Isère	Tisseuses	1	"	30
10 juillet.	11 juillet.	Montbéliard	Doubs	Terrassiers	1	26	31
10 juillet.	25 juillet.	Châtellerault	Vienne	Maréchaux-ferrants	10	13	32
10 juillet.	30 juillet.	Lyon	Rhône	Terrassiers	22	400	33
10 juillet.	7 août.	Vire	Calvados	Taillieurs de pierres	"	110	34
10 juillet.	.....	Mont-de Marsan	Landes	Mouleurs	1	60	35
11 juillet.	13 juillet.	Roubaix	Nord	Briquetiers	1	21	36
11 juillet.	16 juillet.	Mortagne	Nord	Zingouers	1	35	37
11 juillet.	16 juillet.	Roubaix	Nord	Briquetiers	1	14	38
11 juillet.	20 juillet.	Roubaix	Nord	Trieurs de déchets de laine ..	1	22	39
11 juillet.	30 juillet.	Lyon	Rhône	Ouvriers en chaussures	1	12	40
11 juillet.	8 août.	Montjoie et Gathé- mo	Manche	Taillieurs de pierres	1	210	41
11 juillet.	.....	Toulouse	Haute-Garonne ..	Peintres	"	85	42
11 juillet.	.....	Saint-Amand	Nord	Fileurs	1	22	43
12 juillet.	13 juillet.	Déville-les-Rouen ..	Seine-Inférieure ..	Lamineurs	1	18	44
13 juillet.	16 juillet.	Calais	Pas-de-Calais	Empileurs de bois	1	"	45
13 juillet.	18 juillet.	Bordeaux	Gironde	Employés de chemins de fer ..	1	119	46
16 juillet.	19 juillet.	Naujac	Gironde	Résiniers	1	38	47
16 juillet.	19 juillet.	Rouen	Seine-Inférieure ..	Maréchaux-ferrants	15	45	48
16 juillet.	24 juillet.	Agen	Lot-et-Garonne ..	Terrassiers	20	65	49
16 juillet.	24 juillet.	Tourcoing	Nord	Rattacheurs	1	31	50
16 juillet.	7 août.	Agen	Lot-et-Garonne ..	Charpentiers	13	25	51
16 juillet.	.....	Alger	Alger	Cordonniers	"	100	52
16 juillet.	.....	Aix	Bouches-du-Rhône.	Chapeliers	1	"	53

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	6	10
N JUILLET 1906. (Suite.)			
5	Demande : paie à la quinzaine (art. 3 du règlement de 1897).....	Réussite.	
6	Réduction de salaire.....	Réussite.	
7	Contestation relative au classement de 4 ouvriers.....	Réussite.	
8	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Réussite.	
9	Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
12	Demande d'augmentation de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés et embauchés ailleurs.
16	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
17	Protestation contre des procès-verbaux dressés par l'autorité maritime.....	Échec.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
21	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	Échec.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
23	Demande d'augmentation de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
32	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
35	Demande de réintégration de 4 ouvriers.....	Transaction.	
36	Demande d'augmentation de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
38	Demande d'augmentation de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
39	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
40	Demande : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un contre-maitre.....	Transaction.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
42	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
43	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
45	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
46	Demandes : commissionnement des agents; établissement d'une liste de classement; création d'une caisse de retraite.....	Transaction.	
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
48	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Échec.	
49	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
50	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
51	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
52	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
53	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
16 juillet.	.....	Aix	Bouches-du-Rhône.	Typographes.....	1	"	54
16 juillet.	.....	Tourcoing	Nord.....	Fileurs	1	84	55
17 juillet.	18 juillet.	Rixent.....	Pas-de-Calais.....	Carriers.....	"	500	56
17 juillet.	13 août.	Saint-Étienne-Val- lée-Française.	Lozère	Fileuses	1	50	57
17 juillet.	.....	Boucau	Basses-Pyrénées ..	Dockers.....	2	100	58
18 juillet.	.....	Biarritz	Basses-Pyrénées ..	Taillieurs de pierres.....	"	"	59
19 juillet.	.....	S ^t Jean-en-Royans.	Drôme	Tisseuses.....	3	340	60
20 juillet.	25 juillet.	La Rouzière	Loire-Inférieure ..	Mineurs.....	1	100	61
20 juillet.	25 juillet.	Mormant et envi- rons.	Seine-et-Marne ..	Ouvriers agricoles.....	60	1,200	62
20 juillet.	.....	La Ferté-Saint-Au- bin.	Loiret	Ouvriers en limes.....	2	14	63
21 juillet.	22 juillet.	Sainte-Cécile-d'An- d'orge.	Lozère	Terrassiers	1	"	64
21 juillet.	26 juillet.	Roubaix	Nord.....	Tisseurs	1	77	65
23 juillet.	23 juillet.	Gravelines	Nord.....	Dockers.....	1	100	66
23 juillet.	24 juillet.	Brest	Finistère.....	Terrassiers	1	40	67
23 juillet.	24 juillet.	Paris	Seine.....	Débardeurs.....	4	38	68
23 juillet.	25 juillet.	Bordeaux.....	Gironde.....	Déchargeurs de bateaux moru- tiers.	2	60	69
23 juillet.	25 juillet.	Agen	Lot-et-Garonne ..	Plâtriers	15	19	70
23 juillet.	1 ^{er} août.	Mimizan	Landes	Résiniers	60	200	71
23 juillet.	.....	Pamiers.....	Ariège.....	Métallurgistes ..	1	300	72
23 juillet.	.....	Montrouge.....	Seine	Vanniers	1	8	73
24 juillet.	25 juillet.	Paris	Seine.....	Terrassiers	1	28	74
24 juillet.	1 ^{er} août.	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs	1	40	75
24 juillet.	2 août.	Roubaix	Nord.....	Fileurs	1	60	76
24 juillet.	.....	Grasse	Alpes-Maritimes ..	Parfumeuses.....	1	54	77
24 juillet.	.....	Roubaix	Nord.....	Fileurs	1	15	78
24 juillet.	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs	1	60	79
25 juillet.	26 juillet.	Paris	Seine.....	Maçons	1	15	80
25 juillet.	26 juillet.	Lillebonne	Seine-Inférieure ..	Tisseurs	1	278	81
25 juillet.	.....	Raveau et Varennes	Nièvre.....	Ouvriers en limes.....	1	135	82
26 juillet.	27 juillet.	Changey	Haute-Marne.....	Terrassiers	1	30	83
26 juillet.	30 juillet.	Brie-Comte-Robert et environs.	Seine-et-Marne ..	Ouvriers agricoles.....	75	1,100	84
26 juillet.	30 juillet.	Ramonchamp.....	Vosges.....	Tisseurs	1	27	85
26 juillet.	.....	Châteauroux.....	Indre.....	Ouvriers en chaussures.....	6	20	86
26 juillet.	.....	Paris	Seine.....	Briqueurs.....	18	18	87
27 juillet.	8 août.	Dieppe	Seine-Inférieure ..	Terrassiers	1	60	88
28 juillet.	.....	Hem	Nord.....	Tisseurs	1	13	89
28 juillet.	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs	1	114	90
31 juillet.	1 ^{er} août.	Menton	Alpes-Maritimes ..	Terrassiers	1	20	91
31 juillet.	2 août.	Dunkerque	Nord.....	Dockers.....	5	110	92
31 juillet.	.....	Saint-Claude	Jura	Pipiers.....	50	1,443	93
31 juillet.	.....	Olizy.....	Meuse.....	Métallurgistes ..	1	100	94

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JUILLET 1906. (Fin.)			
54	Contestation relative à la réglementation du travail.....		Un des ouvriers congédiés était secrétaire du syndicat.
55	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
56	Demandes de réintégration de 2 ouvriers.....	.....	
57	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	32 grévistes congédiés faute de travail.
58	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
59	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
60	Demandes : augmentation de salaire; suppression des primes.....	.....	
61	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
62	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
63	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
64	Demande de renvoi d'ouvriers espagnols.....	Réussite.	
65	Demande de matière première de meilleure qualité.....	Échec.	
66	Demande de renvoi de 3 ouvriers.....	Échec.	
67	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Conciliation devant le juge de paix.
68	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
69	Demande : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
70	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
71	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
72	Demande de suppression d'une retenue.....	.....	
73	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
74	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
75	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
76	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
77	Demande d'augmentation de salaire.....		7 grévistes remplacés.
78	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
79	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
80	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
81	Contre le licenciement de la moitié du personnel (métiers multiples).....	Réussite.	
82	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
83	Demande : limitation de la tâche journalière.....	Réussite.	
84	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
85	Réduction de salaire.....	Transaction.	
86	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
87	Protestation contre une nouvelle taxe d'octroi.....		Échec.
88	Contre l'embauchage de 5 ouvriers italiens.....	.....	
89	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
90	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	.....	
91	Contestation relative au salaire.....	Échec.	
92	Réglementation du travail.....	Transaction.	
93	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
94	Contestation relative à la réglementation des heures de travail.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

6 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en juillet, à la direction du travail :

1° **Grève des résiniers de Mimizan (Landes).** — Les résiniers et métayers de Mimizan se sont mis en grève, le 23 juillet, en réclamant diverses modifications au tarif de résinage et aux conditions de métayage. Le juge de paix est intervenu le 28 juillet et un comité de conciliation s'est réuni le même jour et le 31 juillet. La convention suivante a mis fin au conflit :

Résinage.

1° Les résiniers auront droit à la moitié du prix des résines, moins une retenue de 6 francs par barrique au profit des propriétaires et adjudicataires, pour frais de transport et usure du matériel de gemmage;

2° Les résiniers se réservent le droit de faire 6 ou 7 amasses, selon la qualité des pins à résine; la distinction sera faite par la chambre syndicale. Ils se réservent, en outre, le droit de pouvoir toucher l'argent leur revenant sur le prix de vente des résines, vingt jours après chaque amasse. Ce prix sera basé sur la moyenne des cours de Mimizan et Pontoux;

3° La contenance réglementaire des barriques servant au transport des résines sera de 340 litres; la chambre syndicale procédera à leur vérification chaque fois que cela lui paraîtra utile, et agira en conséquence;

4° Toute distribution de pins devra être effectuée avant le 1^{er} janvier de chaque année. Les adjudicataires de pins devront s'entendre avec la chambre syndicale pour cette distribution, au point de vue du nombre de pins à allouer à chaque résinier syndiqué.

Métayage.

5° Tout propriétaire qui possède de moitié avec le métayer tous les animaux dont ce dernier a la garde, sera tenu de fournir la moitié du fourrage nécessaire à leur nourriture, si le fourrage vient à manquer dans la métairie;

6° Les redevances relatives au droit de loges à porcs, quartier de cochon et jambons, et au droit de chapons, poulets et œufs sont supprimées et remplacées par le paiement, à titre de loyer, d'une somme d'argent. Cette somme sera de 25 francs pour le premier cochon et de 10 francs pour le second. Le montant en sera payé pour la foire de Laboubeyre, en septembre. Toutefois, les métayers seront libres de donner aux propriétaires les chapons et les poulets suivant conventions entre eux;

7° Les frais de dépiquage du seigle seront supportés par le propriétaire et par le métayer dans la proportion fixée pour le partage;

8° La paille qui ne sera pas consommée sur la métairie sera partagée par moitié;

9° Les métayers paieront au propriétaire la somme de 6 francs pour loyer du jardin, suivant sa contenance actuelle;

10° Les journées données jusqu'à ce jour à titre gratuit ou à prix divers sont maintenues et rendues obligatoires, si les propriétaires l'exigent, aux prix et conditions suivantes :

1° Journées ordinaires d'hommes.....	2 ⁵⁰
2° Journées de faucheurs.....	4 00
3° Journées de femmes.....	1 25
4° Journées d'attelage à deux bêtes.....	10 00
5° Journées d'attelage à une bête.....	6 00
6° Journées d'attelage bêtes à corne.....	6 00

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Commerce, Direction du travail, Bureau des associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

11° Toutes les conditions relatives au métayage qui ne sont pas comprises dans le présent règlement sont maintenues sans modification par le syndicat;

12° Les conditions de métayage et de résinage qui font l'objet du présent règlement n'ont pas d'effet rétroactif; elles ne deviendront exécutoires qu'à partir du 1^{er} janvier 1907 pour le résinage et du 1^{er} novembre 1907 pour le métayage, sous réserves cependant que le métayer pourra pour l'année 1907, payer 25 francs pour un quartier de cochon (usages actuels) et 10 francs au lieu du jambon.

En outre, l'article 10 sera applicable dans son intégralité à partir du 1^{er} novembre 1906;

13° Le contrat est fait pour une durée de trois ans, à partir du 1^{er} janvier 1907 pour le résinage et du 1^{er} novembre 1907 pour le métayage. Ce contrat devra être dénoncé conformément aux usages locaux;

14° Tout malentendu ou froissement qui aurait pu se produire entre propriétaires et résiniers est oublié d'un commun accord, en vue du rétablissement de la concorde et de la bonne harmonie dans la commune de Mimizan.

2° Dans la grève des maréchaux-ferrants de Châtellerault, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 10 juillet. Un comité de conciliation s'est réuni le 12 et le 17; mais l'accord n'a pu s'établir.

3° Dans la grève des terrassiers d'Agen, sur recours adressé par les ouvriers au juge de paix le 16 juillet, un comité s'est réuni le 19. Les parties n'ont pu être conciliées.

4° Dans la grève des charpentiers de Toulouse, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 21 juin. Les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

5° et 6° Les juges de paix sont intervenus d'office dans une grève de métallurgistes à Pamiers, le 27 juillet, et dans la grève des briquetiers de Moissac, le 2 juillet. Dans le premier cas, les patrons n'ont pas répondu à la convocation du magistrat; dans le second, les deux parties n'ont fait aucune réponse.

LES HABITATIONS À BON MARCHÉ EN FRANCE.

EN 1905 ⁽¹⁾.

I. — LES SOCIÉTÉS D'HABITATIONS À BON MARCHÉ EN 1905.

Les sociétés d'habitations à bon marché qui veulent bénéficier des avantages de la loi du 30 novembre 1894 sont tenues de faire approuver leurs statuts par le ministre du Commerce, qui doit prendre, à cet effet, l'avis du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

Au 29 mars 1905, le nombre des sociétés régulièrement approuvées était de 106.

Depuis lors, 31 nouvelles sociétés ont obtenu l'approbation. En outre, 10 autres sont en formation ou en instance pour être approuvées, ce qui fait, pour un an, un contingent de 41 sociétés.

Les promoteurs des sociétés continuent à préférer la forme coopérative.

Les 174 sociétés d'habitations à bon marché approuvées se décomposent comme suit au point de vue de leur forme légale :

Sociétés coopératives.....	98
Sociétés anonymes.....	69
Sociétés civiles.....	7
TOTAL.....	174

Les sociétés coopératives représentent donc plus de la moitié du total (56 p. 100); mais, pour mettre en évidence la faveur croissante dont elles jouissent, il s'agit de partager ce total en deux périodes : l'une allant de 1896 à 1899, l'autre de 1900 à 1905, ainsi qu'il est fait dans le tableau suivant :

FORME DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE DES SOCIÉTÉS FORMÉES		
	De 1894 à 1899.	De 1900 à 1904.	TOTAL.
Coopératives.....	18	80	98
Anonymes.....	32	37	69
Civiles.....	1	6	7
TOTAUX.....	51	123	174
MOYENNE annuelle....	8 1/2	20 1/2	14 1/2

⁽¹⁾ D'après les rapports du Conseil supérieur des habitations à bon marché sur l'application de la loi du 30 novembre 1894 pendant l'année 1905, présentés par M. Gaston Doumergue, ministre du Commerce, à M. le Président de la République, le 1^{er} mai 1906. (*Journal officiel* du 4 mai 1906.) — Voir pour 1904, *Bulletin*, septembre 1905, p. 190.

La prédominance de courant qui porte vers les sociétés coopératives apparaîtrait avec plus de netteté encore, si l'on restreignait la comparaison au seul domaine où elle puisse sérieusement s'établir, c'est-à-dire à celui des maisonnettes isolées; car, jusqu'ici, du moins, la maison collective, à location simple, a été du ressort exclusif de la société anonyme.

Les sociétés existantes ont leur siège dans 107 villes; on en trouve 36 à Paris; 6 à Lyon et à Calais, 4 à Marseille, 3 à Douai, Amiens et Nantes, 2 à Dijon, Arras, Fontainebleau, Lille, Rouen, Maisons-Alfort, Puteaux, Saint-Amand-les-Eaux, Toulon, Tours, Valenciennes et Alger, etc.

Statuts-types. — On sait que des statuts-types de sociétés d'habitations à bon marché ont été adressés aux préfets, le 23 juillet 1903⁽¹⁾. L'adoption de ces statuts-types supprime les délais d'instruction et permet d'obtenir rapidement et sans formalités la sanction ministérielle. Elle assure encore aux sociétés naissantes l'avantage de les mettre à l'abri des improvisations dangereuses et des tâtonnements aventureux.

Les demandeurs le comprennent de plus en plus, puisque, cette année, le comité permanent a été saisi de 10 statuts absolument conformes au type et de 9 statuts qui s'en écartaient à peine.

Le comité s'est vu cependant, cette année encore, obligé de donner des conseils de prudence à certains fondateurs de sociétés coopératives, qui prenaient cette initiative avec un capital insuffisant et même sans capital initial. Dans ces conditions, l'entreprise n'est pas viable et elle expose ses adhérents, aussi bien que ses promoteurs, à d'inévitables mécomptes, dont l'effet moral, ne se bornant pas à une application malencontreuse, peut atteindre et discréditer l'idée elle-même.

Parmi les questions qu'a dû résoudre le comité permanent à propos des statuts soumis à son examen, nous ne mentionnerons plus que celle dont l'a saisi une société qui voulait se placer sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Le comité a émis l'avis que, se bornant à concéder certains avantages aux sociétés régulièrement constituées, la loi de 1894 ne saurait exclure celles qui adopteraient la loi de 1901, pourvu qu'elles soient d'ailleurs en règle avec la condition fondamentale du régime des associations, c'est-à-dire ne stipulent de bénéfices au profit d'aucun de leurs membres. Ce régime peut donc juridiquement se concilier avec la loi de 1894. Mais comme, d'autre part, on n'aperçoit pas les avantages qu'il apporterait en compensation des conditions qu'il impose, il ne semble pas qu'il y ait lieu de le recommander en général aux promoteurs des habitations à bon marché.

Fondations. — Depuis le dernier rapport, on a à enregistrer deux fondations nouvelles, celles des habitations hygiéniques des employés de la banque, du commerce et de l'industrie à Paris, et celle du Groupe des maisons ouvrières.

La première a été reconnue d'utilité publique par décret du 7 mai 1905. « Elle a pour objet l'étude et la réalisation, en dehors de toute tendance politique ou religieuse, des moyens propres à améliorer les conditions matérielles d'existence des employés de la banque, du commerce et de l'industrie à Paris et principalement de leur fournir des habitations hygiéniques à loyer restreint. » Ses moyens d'action et son organisation sont inspirés de la fondation Rothschild. Le fondateur, M. Alexandre Weill, a constitué la dotation initiale de la fondation par un versement de 1,500,000 francs.

⁽¹⁾ *Bulletin*, juin 1904, p. 528.

La seconde fondation n'est autre que le Groupe des maisons ouvrières, société civile dont les statuts ont été approuvés par arrêté ministériel du 6 novembre 1901. Fondée en 1899 au capital initial de 500,000 francs dans le système de la *Boule de neige*, cette société a reçu, depuis lors, de bienfaiteurs anonymes de nouvelles libéralités, qui atteignent des sommes considérables et ont permis la construction de maisons remarquablement aménagées. Le comité avait fait, en 1900, des réserves expresses sur sa forme juridique et exprimé des inquiétudes sur son avenir, si l'on n'en modifiait l'assiette légale. Les promoteurs avaient alors insisté pour l'approbation de leurs statuts tels qu'ils les avaient présentés; mais, depuis lors, éclairés par l'expérience, ils ont reconnu l'avantage de transformer leur société en une véritable fondation, avec la reconnaissance d'utilité publique, pour en assurer le développement et la durée. Seulement, sous sa forme actuelle, le Groupe des maisons ouvrières n'était pas apte à obtenir cette reconnaissance, puisque la société civile a pour caractères essentiels la poursuite et le partage de bénéfices. Aussi le comité permanent a-t-il été d'avis qu'elle devait commencer par opérer sa liquidation, pour attribuer ensuite son actif social à une fondation qui, elle, pourrait être reconnue d'utilité publique. Cette solution a été admise par les directeurs de la société, et ils en poursuivent actuellement la réalisation.

Le jugement définitif du concours ouvert par la fondation Rothschild ⁽¹⁾ a été rendu le 12 juillet 1905. Sept prix ont été décernés. A cause de l'éclat exceptionnel de ce concours, le crédit de 50,000 francs, primitivement annoncé dans le programme pour récompenser les lauréats, a été porté à 90,000 francs et réparti entre les sept prix et les dix-huit autres concurrents du deuxième degré, qui ont touché une indemnité uniforme.

Comme le recommandaient les instructions générales du comité de direction de la fondation, les concurrents se sont attachés à ce que l'ensemble des constructions ne pût en aucune façon éveiller l'idée de la cité ouvrière, de la caserne ou de l'hospice. — La plupart d'entre eux, et à leur tête les deux premiers lauréats, MM. Rey et Provensal, ont proscrit les cours fermées, où l'air est stagnant; ils les ont remplacées par des cours ouvertes sur les voies publiques, et ont imaginé les dispositions les plus ingénieuses pour assurer à chaque logement, dans la mesure la plus large possible, l'air, la lumière et surtout le soleil, c'est-à-dire les éléments essentiels à la vie.

Citons encore les escaliers, largement éclairés et aérés, traités, en un mot, comme le prolongement de la rue; la suppression des couloirs longs et obscurs. Chaque logement, quelle qu'en soit la composition, comprend un water-closet bien ventilé, une cuisine commode, où la famille peut, à la rigueur, prendre ses repas; des conduites d'évacuation des ordures ménagères, dont le séjour dans le logement est une cause d'encombrement et d'insalubrité; enfin, un garde-manger, des placards et armoires.

Des services généraux sont aménagés pour les 250 à 300 familles qui sont groupées dans cet ensemble d'immeubles et forment la population d'un gros bourg de 1,000 à 1,200 habitants. Ces services généraux comprennent dans plusieurs projets: une buanderie où les ménagères peuvent laver leur linge à tour de rôle, des séchoirs placés au sommet de l'immeuble, avec cases à claire-voie annexées à chaque logement; au-dessus, des terrasses avec garde corps, treillages et recourbés en volière pour permettre aux enfants d'y jouer sans danger; des cours spacieuses avec garages pour bicyclettes et petites voitures, toujours en vue de désencombrer le logement,

(1) Voir sur la fondation Rothschild et sur les conditions dans lesquelles a été ouvert ce concours *Bulletin*, septembre 1905, p. 792.

et avec un peu de verdure et de sable pour les ébats des enfants. Dans quelques projets, un chauffage central, des bains et bains-douches, des ateliers collectifs pourvus de force motrice pour les ouvriers ébénistes, qui sont nombreux dans le quartier, des salles d'enseignement ménager pour les femmes et les filles des locataires du Groupe; un restaurant coopératif pour servir de champ d'expérience pratique à cet enseignement et tirer parti des mets préparés par les élèves. . .

Aux termes du programme assigné aux concurrents, cette réalisation du maximum de bien-être pour les futurs locataires ne devait s'acheter ni par le relèvement du taux des loyers, qui ne serait accessible qu'à une aristocratie ouvrière, ni par le sacrifice du revenu net. Les concurrents se sont en général inspirés de ces considérations et, par leurs devis et leurs calculs de rendement, se sont attachés à démontrer qu'ils assuraient aux capitaux un revenu normal de 3 à 4 p. o/o, tout en ne dépassant pas un loyer modéré, qui, dans certains projets bien étudiés, descendait pour l'année à 100 francs par chambre d'au moins 12 mètres carrés et de 36 mètres cubes (non compris le water-closet et la cuisine qui sont donnés par-dessus le marché).

La fondation a tiré parti de ces études et s'est attaché ceux des sept lauréats qui avaient obtenu des prix. Elle a ainsi constitué un bureau qui est chargé de rédiger les projets et d'en surveiller l'exécution. Ces projets ont été activement étudiés pour les trois terrains que s'est procurés la fondation.

II. — BILANS DES SOCIÉTÉS.

Depuis six ans, les sociétés sont invitées à présenter leurs bilans annuels dans un cadre-type qui permet de mieux les étudier individuellement, de les comparer et d'en dégager des vues d'ensemble.

Si l'on défalque des sociétés approuvées le 31 décembre 1904, celles qui s'étaient dissoutes ou dont le premier exercice n'était pas encore clos à cette date, il reste seulement 80 sociétés (dont 36 anonymes, 43 coopératives et 1 civile), qui étaient tenues à la production de leur bilan. Elles se sont toutes conformées à cette obligation et, en général, à celle du cadre réglementaire.

De l'examen de ces bilans se dégage un certain nombre d'observations d'intérêt général.

Le Conseil supérieur a relevé dans certains bilans la faiblesse des réserves et l'exagération des emprunts par rapport au montant des actions. D'une part, les réserves sont une sage mesure de prévoyance; et, d'autre part, si le capital social doit se contenter de ce qu'on lui donne, les obligations sont beaucoup plus exigeantes, puisqu'elles ont droit au revenu stipulé par le contrat. Certaines sociétés coopératives se trouvent aujourd'hui aux prises avec de sérieux embarras pour avoir méconnu ces règles de prudence.

Il n'est pas bon, non plus, pour une société, d'acquiescer dès le début un vaste terrain, dont l'utilisation sera graduelle, tandis que le poids mort qu'elle traîne à son passif écrase le dividende de ses actionnaires.

Enfin, le Conseil supérieur signale, mais à titre absolument exceptionnel, la pratique illégale et dangereuse qui consiste à prélever le dividende sur le capital et à immobiliser une partie des ressources de la société en prêts à d'autres institutions.

Sous ces réserves, qui n'atteignent qu'un très petit nombre de sociétés, la comparabilité des autres est généralement correcte et leur situation satisfaisante.

Le tableau ci-après donne, d'après les bilans des sociétés anonymes et des sociétés

coopératives, les chiffres globaux afférents à l'exercice 1904 pour chacune de ces deux catégories et pour leur total :

DÉSIGNATION des chapitres.	SOCIÉTÉS.		TOTAUX.
	anonymes.	coopératives.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Capital social.....	5,988,900 00	3,617,832 00	9,606,732 00
Emprunts.....	6,432,081 20	2,941,329 74	9,373,410 94
Terrains et constructions.....	9,694,670 95	4,321,213 28	14,015,884 23
Amortissements versés par les acquéreurs.....	554,116 61	834,078 35	1,388,194 96
Réserve légale.....	70,406 29	9,827 43	80,233 72
Réserves diverses.....	553,913 72	33,007 05	586,920 77
Frais à amortir.....	65,173 00	57,108 78	122,281 78
Dividendes.....	2 à 4 p. 100	1 à 4 p. 100	„

III. — HABITATIONS À BON MARCHÉ EN DEHORS DE LA LOI DE 1894.

Les chiffres qui précèdent ne donnent qu'une idée très insuffisante du mouvement général des habitations à bon marché en France. Il est, en effet, des sociétés, et des plus importantes, comme la Société philanthropique et la Société des logements économiques de Lyon, qui fonctionnent en dehors de la loi de 1894, soit parce qu'elles ont préféré leur indépendance aux maigres faveurs de l'État, soit parce qu'elles n'avaient pas — comme l'exigent cette loi et son règlement de 1895 — un objet « exclusif » et s'occupaient simultanément, par exemple, non seulement de loger, mais encore de nourrir leurs locataires.

Enfin, les patrons de la grande industrie, obéissant à la double incitation de l'intérêt bien entendu et du devoir social, ont fait de grands efforts pour améliorer le logement de leur personnel et obtenu dans cette voie de remarquables résultats. Pour ne citer qu'un exemple, le Creusot, de 1887 à 1895, avait avancé à ses ouvriers, pour les aider à construire leurs maisons, la somme de 4,035,701 francs (dont 3,607,834 remboursés au 31 décembre 1895). Il possédait en outre, à cette date, sous forme de maisons isolées, 1,334 logements mis à la disposition des ouvriers pour un loyer minime et 2,092 jardins ouvriers, attenant ou non à la maison.

Dans son avant-dernière session, le Conseil supérieur avait émis le vœu que le ministre du commerce donnât les résultats produits en matière d'habitations à bon marché par l'initiative privée en dehors de la loi de 1894 ⁽¹⁾. Dans une circulaire du 16 mars 1906, M. le ministre du Commerce a rappelé aux préfets ce vœu du Conseil supérieur, en les priant d'inviter les municipalités à réunir « les éléments d'un relevé d'ensemble des habitations ouvrières construites dans leurs communes par des patrons, des sociétés, des particuliers, en dehors de celles pour lesquelles a été demandé le bénéfice de la loi de 1894 ».

IV. — ENQUÊTE SUR LE LOGEMENT.

Le ministre du Commerce a profité du dénombrement de la population, qui a eu

¹⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1905, p. 794.

lieu le 4 mars 1906, pour procéder à une enquête sur le logement urbain en France. Il s'est entendu à cet effet avec son collègue de l'Intérieur, qui a bien voulu, pour les villes de plus de 5,000 habitants, prescrire, par chaque maison, la tenue d'un bordereau, destiné à contenir les feuilles de tous les ménages qu'abrite la maison et à donner le signalement de cette dernière, avec la mesure de son « encombrement » ou « surpeuplement ». Par une circulaire du 13 janvier 1906, le ministre de l'Intérieur a envoyé aux préfets ce bordereau avec ses instructions pour le faire remplir par l'agent recenseur ⁽¹⁾.

Tandis que les autres feuilles de dénombrement seront centralisées et dépouillées à Paris, ces bordereaux, au contraire, doivent être retenus dans chaque mairie, pour y faire, par ses soins, l'objet d'un dépouillement spécial, dont les résultats seront consignés sur un état récapitulatif, envoyé au ministre du Commerce. Pour chaque type de logement défini par son nombre de pièces habitables, cet état indique le nombre des logements de ce type et le classe en catégories suivant le nombre des habitants, compris de 1 à 10, que contient le logement, et suivant que ce logement possède ou non au moins une fenêtre, une cheminée, un cabinet d'aisances spécial.

Ces états fourniront de précieux renseignements pour dresser la statistique locale des logements encombrés ou insalubres. Quoique généralement connexes, l'encombrement et l'insalubrité peuvent être distincts et doivent être étudiés à part.

V. — IMMUNITÉS FISCALES.

La loi de 1894 accorde aux entreprises d'habitations à bon marché certains avantages, notamment sous la forme d'immunités fiscales.

Les différentes exonérations dont ont bénéficié les sociétés se sont élevées, en 1905, à 150,033 fr. 42, savoir :

Contribution foncière.	41,964 ^f 58 ^c
Contribution des portes et fenêtres.	82,017 67
Taxe de mainmorte.	14,316 51
Patente.	2,395 00
Timbre et enregistrement.	5,102 41
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières.	4,237 25

En 1904, le total des exonérations avait été de 120,351 fr. 94.

VI. — AUGMENTATION DES RESSOURCES DES SOCIÉTÉS D'HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Caisses d'épargne. — La loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne autorise ces caisses « à employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune en acquisition ou construction d'habitations à bon marché, en prêts hypothécaires aux sociétés de construction ou aux sociétés de crédit qui, ne les construisant pas elles-mêmes, ont pour objet d'en faciliter la construction, et en obligations de ces sociétés ».

Le nombre des caisses qui ont pris part à ces opérations est passé, depuis l'année

⁽¹⁾ La Ville de Paris, ayant fait cette enquête en 1891 et en 1896, en a été dispensée pour le dénombrement de 1906.

dernière, de 34 à 40 sur un total de 549 caisses. Les sommes qu'elles y ont consacrées en 1905 se sont élevées à 4,191,732 fr. 56, ainsi réparties :

Acquisitions ou constructions.....	3,063,854 ^f 93 ^c
Prêts hypothécaires à des sociétés.....	916,217 63
Obligations des sociétés.....	211,660 00
TOTAL.....	4,191,732 56
Le total correspondant pour 1904 était de.....	3,457,902 45
AUGMENTATION en 1905.....	733,830 11

Par rapport à l'année dernière, cette augmentation est de 21 p. o/o. Il y a lieu toutefois de remarquer qu'au 31 décembre 1904 la fortune personnelle des caisses d'épargne étant de 160,914,807 fr. 56 et produisant un revenu de 3,919,966 fr. 84, elles auraient pu affecter aux habitations à bon marché un capital de 32 millions et un revenu annuel de près de 4 millions. Elles sont donc encore bien loin d'avoir épuisé la faculté dont elles disposent.

Bureaux de bienfaisance, hospices et hôpitaux. — Comme les caisses d'épargne, les bureaux de bienfaisance, les hospices et hôpitaux sont autorisés à employer une fraction de leur patrimoine, n'excédant pas un cinquième, à la construction d'habitations à bon marché ainsi qu'en prêts hypothécaires aux sociétés de construction ou de crédit.

Conformément à un vœu du Conseil supérieur, le ministre de l'Intérieur a envoyé des circulaires pressantes aux commissions administratives et hospitalières pour les engager à user de cette faculté légale, et, par une dépêche récente du 13 février 1906, il leur a demandé de le renseigner d'urgence sur l'application qu'elles en avaient faite.

Les réponses transmises au comité permanent sont peu nombreuses et presque toutes négatives. D'une manière générale, les administrations charitables se retranchent derrière l'absence de ressources, et d'aucunes vont jusqu'à soutenir, à l'appui de leur négation, que, dans l'étendue de leur circonscription, les populations ouvrières trouvent facilement des logements sains et à bon marché, même quand ces circonscriptions comprennent des villes où l'on connaît, par la notoriété publique, l'insalubrité de l'habitation.

Sans doute, faute de temps, l'enquête a-t-elle été incomplète et peut-être, parmi les communes qui n'ont pas répondu, en est-il qui se soient déjà résolues ou soient à la veille de se résoudre à imiter les beaux exemples que leur donnent la direction de l'assistance publique de la Seine et le bureau de bienfaisance de Nancy.

Caisse des dépôts et consignations. — La Caisse des dépôts et consignations n'a pas, jusqu'ici, prêté directement aux sociétés locales d'habitations à bon marché. C'est la *Société de crédit des habitations à bon marché* qui sert d'intermédiaire entre la Caisse et ces sociétés.

Cette société de crédit a été fondée sous la présidence de M. Siegfried au capital de 500,000 francs. La Caisse des dépôts et consignations lui avance des fonds, à un intérêt de 2 p. o/o, jusqu'à concurrence du crédit maximum de 5 millions, et la société les distribue elle-même aux sociétés locales à un taux de 3 p. o/o, l'écart de 1 p. o/o servant à couvrir les frais d'administration et à constituer une réserve contre les aléas.

Le montant des 75 prêts que la société a consentis à 38 sociétés, depuis sa fondation jusqu'au 31 décembre 1905, s'élevait, à cette dernière date, déduction faite des prêts annulés ou diminués, à la somme de 4,504,100^f

Sur cette somme, il a été remboursé 359,800

Reste pour le montant actuel des avances de la Caisse des dépôts et consignations 4,144,300

Comme la limite de ces avances est de 5,000,000

la société de crédit ne peut plus disposer que d'un reliquat de 855,700

C'est de quoi alimenter encore l'année courante, après quoi la société de crédit devra interrompre ses opérations, s'il n'intervient pas entre elle et la caisse une nouvelle convention qui augmente le chiffre du crédit.

Quoi qu'il advienne de la société de crédit, il paraît établi que l'intervention de la Caisse des dépôts et consignations aura lieu désormais, sinon exclusivement — c'est le point qui reste à trancher — mais en tout cas d'une façon prédominante, sous la forme de prêts directs.

Voici, d'après une notice de la Caisse des dépôts et consignations (26 mars 1906), les conditions auxquelles seront soumis ces prêts :

Le taux d'intérêt est de 3 p. o/o, sous la double condition :

« 1° Que la moitié des sommes dues par les acquéreurs de maisons individuelles sera couverte par des contrats d'assurance temporaire souscrits auprès de la caisse nationale d'assurance en cas de décès (cette condition ne s'applique donc pas s'il s'agit uniquement d'immeubles collectifs) ;

« 2° Que tout dividende à servir aux actionnaires soit limité à 3.25 p. o/o au maximum.

« Si la société ne remplit pas ces conditions, le taux est fixé à 3.25 p. o/o ; mais il est accordé une bonification d'intérêt de 0.25 p. o/o sur toute partie du prêt dont le remboursement en capital est garanti à la société par des contrats d'assurance temporaire.

« En cas de décès d'un assuré, dont la police a été prise en considération par la Caisse des dépôts dans les conditions susmentionnées, le montant du capital assuré par la caisse nationale au profit de la société est affecté au remboursement anticipé d'une fraction de l'emprunt correspondant. »

Quant à la durée du prêt, « elle dépend pour chaque société de ses conditions particulières de fonctionnement ».

VII. — COMITÉS LOCAUX.

Les comités locaux sont actuellement au nombre de 99, en y comprenant celui du département des Côtes-du-Nord et celui de la ville d'Ajaccio, qui sont de fondation récente, et défalcation faite de celui de la Charente, dont la dissolution a été officiellement confirmée.

La plupart d'entre eux n'ont pas fonctionné au cours de l'année 1905 ; 23 rapports peuvent retenir l'attention. Encore faut-il noter que parmi les 23 comités qui ont tenu séance, beaucoup se sont bornés à donner des renseignements sur les sociétés d'habitations à bon marché existant dans leurs circonscriptions.

L'APPLICATION DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN 1904.

(SUITE⁽¹⁾.)

1^{re} PARTIE. — Application générale de la loi.

CHAPITRE II. — Statistiques des accidents⁽²⁾.

Le tableau suivant donne le nombre total et le pourcentage d'accidents judiciairement réglés (accidents entraînant la mort ou une incapacité permanente totale ou partielle) en 1904 et du 1^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1904 :

GROUPES D'INDUSTRIES.	ACCIDENTS GRAVES SURVENUS DANS CHAQUE GROUPE			
	en 1904.		du 1 ^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1904.	
	Nombre total.	Pourcen- tage.	Nombre total.	Pourcen- tage.
Métaux	3,079	20.12	12,172	20.47
Manutention et transports.....	2,533	16.55	10,168	17.10
Travaux publics et bâtiments	2,485	16.24	10,158	17.08
Industries extractives.....	2,000	13.08	6,992	11.76
Industrie du bois.....	1,522	9.94	5,676	9.54
Industries textiles.....	848	5.54	3,681	6.19
— de l'alimentation.....	835	5.46	3,344	5.62
— chimiques.....	549	3.59	2,100	3.53
Travail des pierres et des terres au feu..	523	3.41	1,748	2.94
Papiers, caoutchouc, etc.....	423	2.76	1,524	2.56
Agriculture et forêts.....	261	1.71	998	1.68
Cuirs et peaux.....	230	1.50	813	1.37
Industries insuffisamment désignées....	15	0.10	92	0.16
TOTAUX.....	15,303	100.00	59,466	100.00

Les nombres respectifs des sinistres réglés chaque année, de 1899 à 1903, sans que soit intervenue une décision judiciaire, soit par suite de prescription acquise, soit par suite de mort sans que la victime ait laissé d'ayant droit, soit irrégulière-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juillet 1906, p. 701.

⁽²⁾ Pour la statistique des avis transmis en 1904 et 1905 par les maires à l'Inspection du travail pour son service de prévention et qui s'appliquent aux accidents suivis de mort ou ayant donné lieu à production d'un certificat médical, voir *Bulletin*, juin 1905, p. 518 et avril 1906, p. 336. — Pour la statistique des accidents judiciairement réglés en exécution de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, voir, pour les années 1899 à 1903, *Bulletin*, avril 1905, p. 302, et pour les années 1904 et 1905, *Ibidem*, décembre 1905, p. 108 et avril 1906, p. 337.

ment par suite de transactions amiables qui tendent maintenant à disparaître, sont les suivants :

ANNÉES.	NOMBRE de sinistres n'ayant pas donné lieu à décision judiciaire.	NOMBRE de sinistres observés.	POUR 100.
1899.....	592	2,799	21.15
1900.....	2,236	9,822	22.76
1901.....	1,755	11,322	15.50
1902.....	1,436	12,527	11.46
1903.....	1,119	12,274	9.12

Il est intéressant de comparer le nombre des ordonnances à celui des jugements et arrêts rendus. Le tableau ci-dessous donne, pour chaque année observée, la proportion pour 100 de ces deux catégories. Il fait nettement ressortir la part grandissante que, suivant le vœu du législateur, les accords devant les présidents de tribunaux continuent à prendre dans les règlements d'indemnités.

ANNÉES.	PROPORTION POUR 100		
	des ordon- nances.	des jugements et arrêts.	des décisions inconnues.
1899.....	31.53	47.34	21.11
1900.....	37.83	53.05	9.10
1901.....	50.05	49.18	0.77
1902.....	55.93	44.07	„
1903.....	65.49	34.51	„

En ce qui concerne la durée du délai écoulé entre l'époque de l'accident et la date de la décision judiciaire, voici la proportion des ordonnances et des jugements rendus dans le délai d'un an.

ANNÉES.	PROPORTION POUR 100	
	des ordonnances.	des jugements.
1899.....	93.85	48.21
1900.....	95.08	55.04
1901.....	95.83	50.16
1902.....	95.31	50.76
1903.....	96.10	58.28

Il y a lieu de noter au surplus que, pour l'année 1903, un grand nombre de décisions judiciaires définitives n'avaient pu être enregistrées à l'époque où les relevés ci-dessus ont été effectués.

L'administration s'est, d'autre part, préoccupée de réduire autant que possible le délai qui sépare le règlement financier de la décision judiciaire intervenue.

Pour le sinistre dont le règlement consiste dans le rachat d'une rente (ou irrégulièrement dans le versement d'un capital immédiat), ce délai est naturellement des plus brefs. Le nombre des sinistres ayant donné lieu à des règlements de cette

espèce a été de 16.18 pour 100 en 1899, de 18.47 en 1900, de 27.14 en 1901, de 32.19 en 1902, de 39 en 1903.

Lorsque le sinistre donne lieu à une constitution de rente, les tolérances administratives accordent en principe à la société un délai de deux mois, soit pour le versement du capital représentatif à la caisse nationale des retraites, soit pour l'inscription dudit capital au compte des rentes viagères de la société.

Au point de vue du délai, les règlements de ces sinistres se répartissent suivant les proportions suivantes :

ANNÉES.	PROPORTION POUR 100 DES RÈGLEMENTS INTERVENUS dans un délai			
	inférieur	supérieur	supérieur	de
	à	à 2 mois et inférieur	à	durée
	2 mois.	1 an.	1 an.	inconnue.
1899.....	20.49	43.88	8.19	27.44
1900.....	30.36	48.45	6.45	14.74
1901.....	37.66	53.85	4.06	4.43
1902.....	47.12	49.99	0.83	2.06
1903.....	59.41	39.49	0.24	0.86

Enfin, le tableau suivant fait apparaître, pour chacune des années envisagées, le nombre des sinistres initialement présumés graves, mais dont le règlement n'a définitivement donné lieu à aucune indemnité, ou n'a donné lieu qu'à une indemnité journalière seulement :

En 1899, sur 2,799 sinistres relevés.....	734
— 1900, — 9,821 —	2,904
— 1901, — 11,322 —	2,869
— 1902, — 12,527 —	3,162
— 1903, — 12,274 —	2,944

CHAPITRE III. — Procédure.

Les jugements et arrêts faisant flagrant échec aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 sont à l'heure actuelle une exception à peu près négligeable.

Cependant, il convient de signaler encore, au regard de l'application du texte non modifié de la loi du 9 avril 1898⁽¹⁾, un certain nombre d'irrégularités à nouveau relevées par le Ministère du commerce, auxquelles se sont directement livrées ou qu'ont le plus fréquemment provoquées des sociétés d'assurances, pour diminuer les charges qui leur incombait du chef d'accidents qu'elles assuraient.

A ce titre doivent être retenues tout d'abord diverses ordonnances par lesquelles des présidents de tribunaux ont encore bénévolement sanctionné des rachats de rentes inférieures à 100 francs par des capitaux insuffisants au regard du tarif prévu à l'article 28 de la loi; puis, différentes décisions qui ont homologué des remplacements de rentes allouées à des ouvriers étrangers, par l'attribution de capitaux atteignant sept, huit et jusqu'à dix fois le montant des rentes et dont la prestation dissimulait sans doute le plus souvent un accord illégal de l'assureur avec l'ouvrier

⁽¹⁾ La loi du 31 mars 1905 (voir *Bulletin*, avril 1905, p. 348) a accentué depuis par quelques heureuses précisions les avantages caractéristiques de la procédure spéciale édictée par le législateur de 1898 pour mettre en action les droits des victimes et leur assurer l'exacte attribution des indemnités que leur réserve le régime de la réparation forfaitaire.

blesse, conduit par l'appât du versement immédiat d'un capital à avancer ou à feindre un départ pour son pays d'origine; enfin, l'étrange empressement de certains juges de paix à se déclarer compétents en matière de revision et à appliquer les règles de la procédure préliminaire de conciliation du droit commun à l'action de l'article 19. Ces facilités permirent à certaines sociétés d'éluder les obligations impératives résultant pour elles de la loi du 9 avril 1898 et, en fraude de la loi, d'établir des transactions sur des décisions de justice antérieurement rendues dans les conditions et sous les garanties protectrices édictées par le législateur. A la faveur de cette condescendance judiciaire, une société a pu aller jusqu'à effectuer ainsi en justice de paix toutes ses revisions, sans aucune des sauvegardes légales voulues par le législateur.

Par contre, le dépouillement et l'examen individuel par la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales de tous les règlements de sinistres effectués par les sociétés d'assurances qu'elle contrôle a permis de dresser une statistique des fautes intentionnelles et inexcusables invoquées en justice pendant l'année 1904, et de constater que sur ce point les parties et les juges ont exactement interprété la loi et singulièrement donné raison aux prévisions qui n'entrevoient le jeu de la faute *inexcusable* que comme tout à fait exceptionnel. De l'examen des 982 jugements intervenus au cours de cette année, il apparaît que la faute *inexcusable*, du patron ou de l'ouvrier, n'a été invoquée devant les tribunaux que 22 fois (8 fois contre le chef d'entreprise et 14 fois contre l'ouvrier), et qu'elle n'a été retenue que deux fois seulement.

CHAPITRE IV. — *Modifications et extensions législatives* ⁽¹⁾.

Depuis la publication du précédent rapport, le Ministère de la marine, saisi de l'avant-projet de loi élaboré par la commission interministérielle qui avait été chargée d'étudier les modifications à apporter au mode de réparation des accidents survenus aux marins dans l'exercice de leur profession, s'est abstenu de toute réponse. Et, sur ces entrefaites, sans aucune discussion, la Chambre des députés, le 14 décembre 1905, puis le Sénat, le 16 décembre, ont adopté une proposition de loi qui se borne à refondre la loi du 21 avril 1898 et maintient les salariés de la marine marchande, au regard du risque professionnel, dans une législation d'exception.

Les travaux de la commission chargée d'étudier les difficultés relatives à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux accidents du travail survenus dans les établissements pénitentiaires ou dans les établissements hospitaliers sont achevés en ce qui concerne les premiers et sur le point de l'être en ce qui concerne les seconds. Un projet de loi est à la veille d'être déposé et le Gouvernement espère en pouvoir saisir la Chambre avant la fin de cette législature.

La situation est la même en ce qui concerne l'œuvre de la commission interministérielle instituée à l'effet d'examiner les conditions dans lesquelles la loi du 9 avril 1898 pourra être étendue aux exploitations agricoles. Cette commission s'est réunie en décembre 1904 et après une discussion approfondie a arrêté les bases générales sur lesquelles les deux administrations du commerce et de l'agriculture devaient chercher à se mettre d'accord pour préparer l'adaptation de la loi du 9 avril 1898 aux exploitations agricoles. Ces échanges de vues ainsi que la consultation officieuse de plusieurs représentants des intérêts agricoles ont eu lieu en 1905 et la commission interministérielle a achevé l'élaboration définitive du projet de loi dont la Chambre pourra sans doute être saisie à très bref délai.

⁽¹⁾ Pour la loi du 31 mars 1905 modifiant la loi du 9 avril 1898, voir *Bulletin*, avril 1905, p. 348 et 357.

Le projet de loi sur les maladies professionnelles étudié par le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail et déposé par mon prédécesseur sur le bureau de la Chambre des députés, le 16 mai dernier, écarte, après un examen approfondi de la question, l'assimilation directe de certaines maladies aux accidents proprement dits tout d'abord entrevue, et il tend à inaugurer, pour un certain nombre d'industries qui présentent notoirement des menaces de maladie professionnelles, un régime législatif nouveau, portant organisation partielle, pour ces industries, d'une assurance obligatoire contre la maladie. L'exposé des motifs du projet fait connaître les raisons décisives qui ont, après de longues discussions, incliné le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail et le Gouvernement à proposer aux Chambres cette solution. Il doit être seulement indiqué au présent rapport que la législation projetée mettrait, en définitive, à la charge des assujettis précisément les prestations que leur eût imposées, si elle eût été pratiquement réalisable, l'application pure et simple de la législation sur les accidents du travail aux maladies professionnelles, et que, de même, elle assure aux ouvriers, pour ces incapacités, selon leur nature, des indemnités calculées sur les mêmes mêmes bases que celles prévues aux articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

En ce qui concerne l'application à l'Algérie des dispositions de la loi du 9 avril 1898, le Gouvernement général a préparé le projet de loi spécial visé au précédent rapport qui, sous quelques conditions particulières d'adaptation, appelle les indigènes au bénéfice de la législation sur les accidents du travail, en même temps qu'il règle la situation propre de la main-d'œuvre étrangère dans les industries algériennes et se préoccupe d'assurer la constitution d'un fonds de garantie spécial à l'Algérie sur des bases s'écartant assez sensiblement de la même organisation pour la métropole. De nombreux échanges de vues ont eu lieu à cet égard entre le département du commerce et le Gouvernement général de l'Algérie. Le texte sur lequel ils se sont accordés a été communiqué aux autres départements intéressés et pourra sans doute incessamment être déposé sur le bureau de la Chambre.

Enfin le Ministère du commerce a élaboré et transmis dès le mois de février 1904 au Ministère des finances un projet de loi destiné à régler l'application de la législation des accidents du travail aux employés et ouvriers des exploitations de l'État, et à faire disparaître les anomalies révélées par la pratique de certaines administrations ou par le conflit de la législation sur les accidents du travail et des législations sur les pensions civiles et militaires. Les deux départements se trouvent maintenant à peu près complètement d'accord sur les bases de ce projet de loi dont le Gouvernement pourra sans doute également saisir les Chambres à très bref délai.

II^e PARTIE. — Contrôle des assurances.

Intervention du contrôle dans l'intérêt des ouvriers. — Si le service du contrôle devait surveiller dans l'intérêt du fonds de garantie le fonctionnement financier des sociétés d'assurances, il devait également, comme l'a exposé le précédent rapport, vérifier, dans l'intérêt des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit, la régularité des liquidations de rentes. Cette dernière vérification s'effectue au moyen des documents (fiches de sinistres, décisions judiciaires, états des constitutions de rentes à la caisse nationale des retraites) produits périodiquement au Ministère du commerce par les sociétés d'assurances surveillées. Elle a été longtemps rendue difficile par l'insuffisance et même l'inexactitude de ces documents, ce qui a obligé l'administration à adresser aux sociétés de nombreuses demandes de renseignements ou d'explications, afin de pouvoir utiliser les pièces qui lui étaient ainsi produites. Il faut cependant signaler qu'à la suite d'observations répétées une amélioration sen-

sible a pu être constatée et que les irrégularités matérielles sont devenues peu à peu beaucoup plus rares.

Moins fréquents également se constatent les irrégularités et les retards dans le règlement des sinistres.

Le remplacement des rentes ne dépassant pas 100 francs par an un capital de rachat inférieur au prix de la rente, calculé d'après le tarif établi par la caisse nationale des retraites, s'est rencontré moins souvent qu'au cours des années précédentes. Encore fallait-il tenir compte des règlements corrects en apparence, mais où le capital de rachat servait en réalité de base à la transaction, le chiffre de la rente étant fixé *a posteriori*, contrairement à la lettre comme à l'esprit de la loi. Contre ces irrégularités, disposent à l'heure actuelle les articles 21 et 16 § 2 de la loi du 9 avril 1898 modifiés par la loi du 31 mars 1905.

Les exemples fournis par les sociétés *l'Espérance*, *l'Industrie française*, *l'Éternelle* et la *Société générale des assurances agricoles et industrielles* ont amené l'Administration à se préoccuper tout particulièrement d'éviter que les règlements de sinistres subissent des retards. Grâce au soin qu'elle a apporté à faire appliquer strictement les dispositions de l'arrêté du 18 décembre 1902, qui prescrit la consignation d'un titre de rente 3 p. 0/0 comme garantie des règlements qui n'ont pas été effectués dans les délais réglementaires, grâce aux vérifications mensuelles auxquelles elle se livre, afin qu'autant que possible aucun retard ne lui échappe, grâce enfin aux constitutions de rentes avec effet différé qu'elle a pu décider la caisse nationale des retraites à accepter, dans les cas où les sociétés sont fondées à opérer des compensations pour paiements effectués à titre de provisions ou d'indemnité journalière sur les arrérages de la rente définitivement fixée, les retards relevés mensuellement sont, dès l'année 1903, allés en décroissant. Il y a lieu d'ajouter qu'à l'heure actuelle il suffit assez généralement d'appeler sur ces retards l'attention des sociétés pour qu'elles les fassent cesser, soit en réglant définitivement les sinistres, soit en effectuant des consignations.

En ce qui concerne les constitutions de rentes avec effet différé, dans le cas où les sociétés ont versé, à titre d'avances, de provisions ou d'indemnité journalière, des sommes supérieures à celles que la détermination du montant et de la date d'entrée en jouissance des rentes met réellement à leur charge, la caisse nationale des retraites faisait connaître au mois de mai 1903 qu'elle ne se refuserait pas à accepter des contrats de cette nature. Mais le contrôle, afin d'éviter des abus aisés à prévoir, s'est réservé d'admettre par espèces ces constitutions exceptionnelles, après examen des justifications produites par les sociétés.

Une autre cause de retard dans le règlement des sinistres était le refus opposé au patron, par l'assureur, de prendre à sa charge les indemnités attribuées à la victime ou à ses ayants droit, parce que le chef d'entreprise ne se serait pas strictement conformé aux obligations que lui imposait la police. Mises en demeure par l'Administration de régler les sinistres, sauf à exercer contre leurs assurés un recours en remboursement des sommes payées par elles, certaines sociétés se sont avisées de demander aux tribunaux de déclarer les contrats nuls afin d'échapper à tout règlement. Une société, la *Société générale des assurances agricoles et industrielles*, qui n'est plus depuis le mois de novembre 1903 admise à pratiquer les assurances contre les accidents du travail, avait surtout usé de cet expédient et était parvenue de la sorte à retarder le règlement de 31 sinistres. Les tribunaux ont d'ailleurs, dans la plupart de ces cas, refusé d'admettre les prétentions de la société qui a, au surplus, décidé spontanément de se désister de quelques instances, de telle sorte qu'elle a dû prendre à sa charge 15 règlements sur les 31 qui avaient fait de sa part l'objet de procès.

LE TRAVAIL DANS LES PRISONS

ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

EN 1904 ⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne, pour les diverses catégories d'établissements pénitentiaires : 1° le nombre moyen des travailleurs en 1904 ainsi que leur proportion avec la population moyenne détenue dans ces établissements; 2° le nombre de journées de travail effectuées ainsi que leur proportion avec le nombre total des journées de détention :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE d'établisse- ments.	NOMBRE moyen de travailleurs.	PROPORTION p. 100 du nombre des détenus.	NOMBRE de journées de travail.	PROPORTION p. 100 des journées de détention
Maisons centrales :					
Hommes	9	4,226	86	1,301,658	72
Femmes	2	514	89	158,319	75
Pénitenciers agricoles (hommes)	2	446	93	137,375	78
Maisons d'arrêt.....	367	9,229	69	2,842,872	62
Établissements d'éducation cor- rectionnelle :					
Garçons.....	18	2,327	87 ⁽²⁾	716,534	72
Filles.....	9	446	91 ⁽²⁾	137,550	79

Les maisons centrales et les pénitenciers agricoles sont affectés, en principe, à l'exécution des longues peines, c'est-à-dire aux peines de détention et de réclusion, ainsi qu'aux peines d'emprisonnement excédant un an. Les détenus à l'emprisonnement correctionnel jusqu'à un an forment, avec les prévenus, la population proprement dite des maisons d'arrêt, de justice et de correction. Quant aux établissements d'éducation correctionnelle, ils reçoivent quatre catégories de pupilles : 1° les acquittés, considérés comme ayant agi sans discernement, mais placés pour un certain nombre d'années sous la tutelle de l'Administration ; 2° les pupilles de l'Assistance publique qui ont été envoyés en correction par les tribunaux civils pour des actes d'immoralité, de violences ou de cruauté ; 3° les condamnés pour deux ans et moins et plus de deux ans ; 4° les enfants envoyés en correction par l'autorité paternelle.

⁽¹⁾ D'après la *Statistique pénitentiaire pour l'année 1904*, exposé général sur la situation des services et des divers établissements, présenté à M. le Ministre de l'Intérieur, par M. Grimanelli, directeur de l'Administration pénitentiaire, Melun, imprimerie administrative, 1906.

⁽²⁾ Au 31 décembre 1904.

Maisons centrales et pénitenciers. — Dans les maisons centrales et les pénitenciers les travaux se divisent, au point de vue de leur nature en deux grandes catégories :

1° Les travaux qui ont pour objet le service propre de l'établissement ; service intérieur économique ou agricole, entretien des bâtiments composant la maison centrale ou le pénitencier agricole, travaux divers ;

2° Les travaux industriels proprement dits ou, pour les pénitenciers agricoles, les travaux d'exploitation.

Le régime de l'entreprise générale industrielle était, en 1904, en vigueur dans deux maisons centrales d'hommes et une maison centrale de femmes ; dans les autres maisons centrales et dans les pénitenciers la main-d'œuvre des détenus était exploitée en régie, soit directement par l'État, soit par l'intermédiaire des concessionnaires.

Parmi les industries exploitées en régie directement par l'État, il faut citer comme ayant donné d'excellents résultats : l'imprimerie à Melun, le tissage des couvertures militaires à Fontevault, la fabrication des brosses pour militaires à Poissy.

Par ordre d'importance les industries exploitées sont : les meubles et lits de fer (209,122 fr. 71), la cordonnerie (202,468 fr. 04), l'imprimerie (101,463 fr. 10).

Maisons d'arrêt. — Les travaux exécutés dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction, peuvent être également divisés en travaux ayant pour objet le service intérieur de l'établissement et en travaux industriels proprement dits. Pour ces derniers le régime de l'entreprise est la règle ; la main-d'œuvre des détenus n'est exploitée en régie que dans les maisons du département de la Seine.

Par ordre d'importance les industries exploitées dans les maisons d'arrêt sont : la chaudronnerie (194,586 fr. 17) ; les agrafes, aiguilles, etc. (125,445 fr. 69) ; les papiers (découpage, pliage, etc.) (92,697 fr. 52) ; la couture, lingerie, etc. (90,333 fr. 64) ; le cartonnage (68,959 fr. 62) ; la broserie (68,921 fr.) ; la serrurerie, quincaillerie, etc. (54,264 fr. 27).

Établissements d'éducation correctionnelle. — Les pupilles de ces établissements sont occupés soit aux services économiques, soit aux travaux agricoles, soit aux travaux industriels.

La proportion des détenus occupés à chacune de ces catégories de travaux en 1904 est la suivante :

	GARÇONS.	FILLES.
	—	—
Services économiques.....	13,22	20,47
Agriculture.....	46,44	17,68
Industrie.....	40,34	61,85
	—	—
TOTAL.....	100,00	100,00

Dans ces établissements les pupilles sont occupés exclusivement dans l'établissement ou ses annexes. Il n'y a qu'une exception : la Société pour le patronage des jeunes détenus et des jeunes libérés du département de la Seine occupe tous ses pupilles (27) à titre de louage d'ouvrage chez des particuliers.

PRODUIT DU TRAVAIL.

Le tableau suivant donne, pour chacune des catégories d'établissements pénitentiaires, sauf pour les établissements d'éducation correctionnelle, pour lesquels la statistique pénitentiaire ne donne pas ces renseignements, le produit général du travail et la moyenne par journée de travail, gratifications comprises :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.	PRODUIT GÉNÉRAL du travail.	PRODUIT par journée de travail.
Maisons centrales :		
Hommes	1,664,448 ^f 70	1 ^f 2788
Femmes	141,447 46	0 8934
Pénitenciers agricoles (hommes)	94,711 35	0 6894
Maisons d'arrêt :		
Hommes	1,609,351 30	0 58
Femmes		0 48

Les industries dont l'exploitation a donné le rendement moyen par journée de travail le plus élevé sont les suivantes pour les maisons centrales d'hommes :

Horlogerie (confectionnaire), Melun	2 ^f 1758
Imprimerie (régie directe), Melun	2 1588
Meubles et lits en fer (confectionnaire)	2 0423
— (régie directe), Melun	2 0359
Cordonnerie (régie directe)	1 9849
Sommiers élastiques (confectionnaire), Melun	1 9001

Pour les maisons centrales de femmes ce sont les suivantes :

Faux-cols et manchettes (entreprise générale), Rennes	0 ^f 9883
Lingerie pénitentiaire (régie directe), Montpellier	0 7330
Bonneterie (confectionnaire), Montpellier	0 6453

Dans les exploitations agricoles des pénitenciers le rendement moyen journalier a été de 0 fr. 6744.

Le tableau suivant donne le détail des travaux exécutés tant dans les maisons centrales que dans les maisons d'arrêt, avec l'indication de leur produit :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	PRODUIT DU TRAVAIL (GRATIFICATIONS COMPRISES) dans les	
	maisons centrales.	maisons d'arrêt.
	fr. c.	fr. c.
Abat-jour.....	17,581 24	"
Agrafes, Aiguilles, Épingles, Épinglettes, Chaînes, Chainettes, Chapelets, Perles.....	7,101 49	125,445 69
Allumettes, Veilleuses, Bouchons, Boîtes d'allumettes et Boîtes à fromage..	"	5,951 24
Boissellerie.....	6,635 12	"
Bonneterie, Bas, Chaussettes et Tricotage de bas.....	9,161 99	3,852 66
Boulons.....	90,731 40	3,160 55
Broderie, Dentelles, Fleurs, Ganterie, Passementerie, Plumes.....	"	26,840 12
Brosserie, Plumexaux, Balais.....	99,099 10	68,921 00
Cardage, Dévidage, Bobinage, Moulinage, Étope, Epluchage, Triage de laine, soie, coton, crin, plumes, Filoches, Délissage de chiffons, Echar- pillage de crin.....	10,767 49	75,423 36
Cartonnage, Boîtes en carton à bougies, à allumettes, Ballons, Jouets d'en- fants, Étiquettes.....	"	68,959 62
Chapellerie.....	"	6,594 44
Chaussonnerie.....	18,201 89	194,586 17
Copies.....	"	25,313 41
Corderie, Filets, Emouchettes, Collets, Musclières.....	2,279 15	43,639 22
Cordonnerie et Piquage.....	202,468 04	29,552 73
Corroierie, Sellerie, Cuirs artificiels.....	"	26,796 51
Corsets (Fabrication et Déchiquetage).....	69,461 49	5,742 23
Couture, Lingerie, Ravadage, Raccommode de sacs.....	2,558 31	90,333 64
Découpage de papier, Papeterie, Imagerie, Sacs en papier, Plaque d'imprimés.	4,549 43	92,697 52
Ébénisterie, Menuiserie, Tourneurs, Tonneliers, Sabotiers, Galoches, Caisses en bois, l'fabrication de chaises autres qu'en fer, Râteaux.....	147,934 25	32,572 52
Enveloppes de bouteilles.....	"	22,401 72
Echalas, Margotins, Ligots et Fagots.....	"	9,625 22
Espadrilles et Sandales.....	15,056 82	17,197 94
Emboutissage.....	43,557 28	"
Faux-tols et manchettes (Couture et repassage de).....	97,177 08	"
Filature de laine, chanvre, coton et soie.....	"	7,379 66
Horlogerie, Bijouterie.....	1,349 00	14,462 03
Imprimerie.....	101,463 10	"
Marbrerie, Sculpture, Ouvrages en plâtre, Mosaïque, Gravure.....	"	4,531 78
Parapluies et Cannes.....	"	7,416 85
Pipes.....	6,211 57	"
Sacs en toile.....	13,414 44	"
Sommiers élastiques.....	21,634 26	"
Serrurerie, Quincaillerie, Coutellerie, Ferblanterie, Chaudronnerie, Cheville- rie, Blanchisserie de limes, Articles de ménage, Couverts, Cages, Paniers, Chaises et lits en fer, Meubles et lits en fer, Meubles de jardin, Treillage de fil de fer et cuivre, Ouvrage en fer et en fil de fer, Jalousies en fer, Ferrage de boules.....	226,677 08	54,264 27
Taillleurs.....	56,998 30	1,283 70
Tissage de fil, coton, laine et soie.....	78,433 49	3,088 00
Toiles et tissus métalliques, Bourses en métal.....	63,710 46	54,482 81
Tresses de paille, Jute, Cabas, Paillassons, Sparterie, Rempailage de chaises, Nattes en cheveux et en paille.....	26,550 48	45,396 85
Triage de légumes, noix, moutarde, café, Cassage de noix et d'amandes....	270 12	43,373 11
Vannerie, pelage d'osier, Liens en rotin et autres, Tressage de joncs, cannage.	4,370 69	36,136 21
Verre (Taillerie de).....	11,030 97	"
Vernissage.....	18,656 38	"
Service général (service intérieur, économique, entretien des bâtiments)....	309,857 38	311,754 82
Travaux divers.....	18,946 87	50,170 70
TOTAUX.....	1,805,896 16	1,609,351 30

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1905

DE LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEillesse⁽¹⁾.

Les versements, en 1905, ont été au nombre de 3,712,484 et se sont élevés à 81,602,739 francs, y compris les versements opérés en vertu de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, soit 17,626,468 francs. Les chiffres correspondants étaient, en 1904, de 3,768,735 versements représentant une valeur de 61,913,835 francs; il y a donc eu en 1905 une diminution de 62,812 sur le nombre et de 3,837,450 francs sur le montant des versements.

Les versements effectués en 1905 en vertu de la loi du 20 juillet 1886 se décomposent comme suit :

	VERSEMENTS COLLECTIFS.		VERSEMENTS INDIVIDUELS.		TOTAL.	
	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.
Versements à capital aliéné.....	1,911,425	25,168,432	24,099	4,656,752	1,935,548	29,825,184
Versements à capital réservé.....	1,733,114	30,103,775	38,698	4,047,310	1,771,812	34,151,086
TOTAL.....	<u>3,644,539</u>	<u>55,272,207</u>	<u>62,797</u>	<u>8,704,062</u>	<u>3,707,360</u>	<u>63,976,270</u>

La comparaison avec l'année précédente fait ressortir une diminution de 67,415 sur le nombre mais une augmentation de 1,375,765 francs sur le montant des versements collectifs. Les versements individuels présentent une augmentation de 6,016 sur le nombre et de 686,669 francs sur le montant des sommes versées.

L'accroissement constaté dans les versements des collectivités provient à la fois de l'accroissement des dépôts faits par cette collectivité et de l'accession de nouvelles collectivités.

Les versements effectués en 1905 par les sociétés scolaires de secours mutuels dépassent de 38,673 ceux de 1904.

Les versements à capital aliéné ont augmenté de 70,311 quant à leur nombre et de 1,513,272 francs quant à leur montant. Les versements à capital réservé ont diminué en nombre, et augmenté de 549,168 francs pour leur montant.

Les versements à capital réservé, opérés par les débiteurs de rentes allouées en exécution de la loi du 9 avril 1898, se sont élevés, en 1905, à 5,148 en nombre et à 17,626,468 francs en somme. Ces versements ont servi à constituer des rentes viagères ou temporaires au profit de 6,252 bénéficiaires (contre 7,930 en 1904).

Comptes nouveaux. — Le nombre des comptes nouveaux ouverts en 1905 s'élève à 195,485, savoir :

8,285	comptes individuels,
180,948	comptes ouverts au nom de membres de collectivités,
6,252	comptes ouverts en vertu de la loi du 9 avril 1898.

ENSEMBLE 195,485 comptes.

⁽¹⁾ Rapport au Président de la République. — Imprimerie nationale, 1905; extrait publié au *Journal officiel*.

Statistique des rentiers. — Les rentes en cours servies par la Caisse nationale des retraites s'élevaient, au 31 décembre 1905, à 279,380 pour un montant total de 37,870,323 francs. Elles se classent dans l'ordre ci-après, au point de vue de l'importance des titres :

MONTANT DES RENTES.				NOMBRE de rentiers.	P. 100.
Rentes de	2 à	50 francs.	.....	131,833	47.19
—	51 à	200 —	.....	109,107	39.05
—	201 à	360 —	.....	18,480	6.61
—	361 à	600 —	.....	10,413	3.73
—	601 à	1,200 —	.....	8,151	2.92
—	1,201 à	1,500 —	.....	1,396	0.50

Les 279,380 rentiers ci-dessus désignés se divisent en 153,739 hommes jouissant de 20,970,683 francs de rente, et 125,641 femmes jouissant de 16,899,640 francs de rente.

JURISPRUDENCE.

Grève; article 414 du Code pénal; entrée de grévistes dans un chantier pour tenter de débaucher des ouvriers y travaillant; menaces de coups; application de l'article susvisé.

COUR D'APPEL DE PARIS.

(Arrêt du 2 juin 1906.)

La Cour, statuant sur les appels interjetés,

Considérant qu'un groupe d'une vingtaine de grévistes, dont faisait partie Fayadas, a pénétré dans le chantier du sieur Delap et a tenté, d'après les propres termes du rapport des agents, de débaucher les ouvriers qui travaillaient en menaçant de les frapper; que ce n'est qu'à l'arrivée des gardiens de la paix que le groupe s'est dispersé;

Considérant que dans ces conditions de fait, l'introduction de ces ouvriers sur le chantier, loin d'être l'exercice de leur droit, constituait une violation du droit d'autrui; et qu'en participant à cet acte coupable, Fayadas a ainsi commis le délit prévu par l'article 414 du Code pénal;

Adoptant au surplus les motifs des premiers juges;

Considérant néanmoins qu'il y a lieu de tenir compte des bons renseignements recueillis sur le prévenu, de sa situation de famille, et de se montrer moins sévère que les premiers juges;

Par ces motifs, confirme le jugement dont est appel, réduit à un mois la peine d'emprisonnement prononcée contre Fayadas; ordonne que pour le surplus le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet, condamne Fayadas aux frais de son appel liquidés. . . .

Grève; fermeture d'une usine à la suite de désordres causés par l'introduction d'éléments étrangers au personnel; cas de force majeure; fixation par affiche de la date de réouverture; absence de protestation des ouvriers contre la fixation de cette date; absence de faute; non reprise à cette date d'un ouvrier sans avertissement préalable, ni justification; faute.

TRIBUNAL DE LA SEINE (7^e CHAMBRE).

(Jugement du 25 juillet 1906.)

Le Tribunal, ouï, en leurs conclusions et plaidoiries, Quérenet, avocat et de Dion Bouton et Compagnie; Ducos de la Haille, avocat de Bessecque; le Ministère public entendu, et après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en matière sommaire et en dernier ressort;

Attendu que de Dion Bouton et Compagnie sont appelants d'un jugement rendu contre eux par le Conseil de prud'hommes le 8 juin 1906 les condamnant à payer à Bessecque la somme de cent vingt francs pour indemnité de perte de temps par suite de chômage et brusque rupture de contrat de louage;

En la forme:

Attendu que l'appel est régulier, qu'il n'est pas d'ailleurs contesté;

Dit l'appel recevable;

Au fond:

Attendu qu'à la suite du mouvement gréviste qui s'était manifesté le premier mai dans l'industrie automobile et notamment dans un grand nombre des usines de Puteaux, une délégation d'ouvriers demanda à être reçue par de Dion pour lui présenter ses revendications, mais n'obtint qu'une réponse négative; que le quatre mai, à la sortie de midi, un referendum fut organisé sur la question de grève et qu'à la rentrée d'une heure et demie une pancarte proclama le chiffre des voix de majorité pour la grève; que peu après l'ouverture des portes l'agitation commença à se produire, prit une extension rapide dans les ateliers, grâce à la présence d'ouvriers étrangers qui s'étaient introduits dans l'usine et mettaient obstacle à la reprise du travail; que le désordre s'étant accentué et des scènes de violence s'élevant entre les ouvriers désireux de continuer leur travail et ceux qui criaient « Vive la grève », de Dion se vit dans la nécessité, à deux heures et demie, de faire siffler la sirène indiquant par la même la fermeture de l'usine; qu'un avis affiché le même jour, quatre mai, dans Puteaux, informait les ouvriers qu'en raison des incidents qui s'étaient produits à la rentrée, l'enquête ayant nécessité de surseoir à la réouverture des ateliers, la date de reprise du travail serait fixée ultérieurement;

Attendu qu'à la date du douze mai, les sieurs de Dion Bouton et Compagnie ont informé par lettre contenant une carte servant de passe une partie de leur personnel que les ateliers seraient réouverts le quinze mai et que les ouvriers pourraient se représenter pour reprendre leur travail;

Attendu que par son jugement du 9 juin 1906, le Conseil des prud'hommes reconnaît l'exactitude des faits énoncés et l'obligation pour de Dion, Bouton et Compagnie de faire évacuer les ateliers à deux heures et quart, mais déclare que si ces faits pouvaient justifier la rupture du contrat de travail le quatre mai pour une partie de leurs ouvriers, il leur appartenait de prévenir immédiatement ces derniers de cette mesure; que n'ayant pas été avertis de la rupture du contrat, ils avaient conservé l'espoir de reprendre le travail et étaient en droit de demander à réintégrer les ateliers dès leur réouverture; que de Dion, Bouton et Compagnie s'étant opposés à leur réintégration, il y avait lieu de leur allouer des dommages-intérêts;

Attendu qu'il ne peut être contesté que le quatre mai les usines ont été fermées par de Dion, Bouton et Compagnie à la suite d'un fait qui s'est produit à l'impro-

viste et indépendant de leur volonté, c'est-à-dire l'introduction d'éléments étrangers qui apportaient une cause réelle de trouble et rendaient toute continuation de travail impossible; que ce fait constituait un cas de force majeure qui mettait de Dion, Bouton, dans l'impossibilité absolue de remplir leurs engagements envers Bessecque et était une cause légitime de suspension du contrat; que Bessecque soutient, il est vrai, que le cas de force majeure qui s'est produit le quatre mai avait cessé d'exister le cinq mai et que la reprise du travail aurait pu s'effectuer dès ce jour;

Mais attendu que lorsqu'un cas de force majeure entraîne un chômage forcé, lorsque l'usine se trouve fermée pour une cause légitime, la responsabilité d'apprécier si cette force majeure a continué ou non d'exister incombe non pas au chef d'usine seul, mais également à l'ouvrier qui a le devoir, s'il estime que le chômage a pris fin, de mettre le patron en demeure de reprendre le cours du contrat; que si l'ouvrier a intérêt à s'assurer au plus tôt du travail pour faire face à ses besoins journaliers et à ceux de sa famille, le patron de son côté a un intérêt évident à voir se rouvrir ses ateliers dont la fermeture peut momentanément arrêter l'essor donné à son industrie et en compromettre le développement; que connaissant l'existence de la force majeure et la cause du chômage, Bessecque devait se renseigner sur la situation, s'enquérir à l'usine même de l'époque probable de la reprise du travail et s'il estimait que de Dion, Bouton et Compagnie prolongeaient la rentrée des ateliers au delà du temps normal, faire auprès d'eux toutes démarches utiles, soit par voie amiable, soit à la rigueur par voie judiciaire, pour les mettre en demeure de faire connaître leurs intentions pour la fixation de la date de la reprise du travail; qu'il ne justifie pas avoir fait aucune diligence; que la seule faute qui pourrait être reprochée à de Dion Bouton et Compagnie serait celle de ne pas avoir convoqué Bessecque comme il l'a fait pour tous les autres ouvriers de l'usine, qu'ils allèguent que si cette convocation ne lui a pas été adressée, c'est qu'il avait lui-même rompu le contrat de travail;

Mais attendu que s'il est établi aux débats que Bessecque a quitté l'usine avant le signal donné par la sirène qui indiquait la fermeture des ateliers, il n'est pas justifié qu'il ait eu l'intention de rompre le contrat de louage d'ouvrage; qu'on ne saurait retenir contre lui ce fait d'un départ précipité, départ dont les causes restent douteuses et incertaines; qu'en présence de l'insécurité qu'il y avait à rester dans l'usine, insécurité reconnue par de Dion Bouton eux mêmes, puisqu'ils ont ordonné peu après son évacuation immédiate, il pouvait se croire autorisé à quitter légitimement les ateliers; que de Dion Bouton n'ayant aucun motif sérieux de le congédier, a commis une faute en ne le prévenant pas qu'il n'avait pas à espérer reprendre le travail le quinze mai, époque indiquée par l'affiche comme étant celle de la réouverture de l'usine, l'empêchant de se procurer ailleurs du travail et le privant par son fait du salaire que lui assurait le délai ordinaire de prévenance; qu'ils lui doivent donc réparation du préjudice causé, que toutefois l'indemnité à laquelle il a droit doit être limitée au montant de sa semaine de délai-congé, soit trente-six francs.

Sur la demande reconventionnelle :

Attendu que la demande de Dion, Bouton et Compagnie n'est pas justifiée;

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont est appel, réduit toutefois à trente-six francs le montant de la condamnation; Dit que le jugement ne sortira son effet que jusqu'à concurrence de ce chiffre. Dit de Dion Bouton et Compagnie mal fondés dans leur demande reconventionnelle, les en déboute; Les condamne en tous les dépens de première instance et d'appel...

- I. — Placement; action d'un syndicat ouvrier en fermeture d'un bureau tenu par un cafetier ou restaurateur; recevabilité.
- II. — Placement par intermittence et uniquement en vue de rendre service à des patrons amis; absence de publicité; inapplicabilité de la loi du 14 mars 1904.

COUR D'APPEL DE BORDEAUX.

(Arrêt du 21 mars 1906.)

Attendu qu'à la demande du syndicat des garçons limonadiers agissant comme partie civile, Lafon, cafetier, rue Buffon, 5, après une information régulière, a été renvoyé devant le tribunal correctionnel de Bordeaux pour infraction à l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, concernant les bureaux de placement;

Attendu qu'en première instance, Lafon a soutenu que la procédure ainsi dirigée contre lui n'était ni valable ni fondée, nul n'ayant sans intérêt le droit de se substituer au ministère public pour la répression des crimes ou délits;

Attendu que, tout en accueillant la fin de non recevoir proposée par le prévenu, le tribunal, statuant au fond, l'a relaxé des fins de la poursuite, mais que cette décision ayant été à la fois frappée d'appel par le syndicat des garçons limonadiers et par le ministère public, il convient d'examiner le mérite de ce double appel;

Sur la recevabilité de l'action du syndicat :

Attendu qu'en instituant les syndicats professionnels, le législateur a eu surtout en vue de permettre aux ouvriers de grouper leurs intelligences et leurs efforts afin de pouvoir mieux exercer les revendications qu'ils croient être de nature à améliorer leur sort;

Attendu que la création d'un bureau de placement par un cafetier ou restaurateur peut, dans une certaine mesure, être préjudiciable aux intérêts de la classe ouvrière, puisque les conditions de travail et de salaire organisées par le syndicat ne sont point imposées à ceux qui ont recours à ce bureau de placement, et qu'à ce titre, il n'est pas douteux qu'on lui en peut faire grief;

Attendu que si, par une fausse interprétation de leur rôle ou de leur mission, les syndicats ont trop souvent commis des abus, on ne saurait néanmoins leur refuser un droit qui découle de l'esprit même de la loi; qu'il y a donc lieu d'accueillir la demande du syndicat et de réformer le jugement sur ce point;

Au fond :

Attendu que Lafon, cafetier à Bordeaux, a, par intermittences, procuré à ses amis dans l'embarras des employés ou garçons et à ceux-ci des places lorsqu'ils étaient sans travail;

Attendu qu'il n'y avait chez lui ni bureau ni registre contenant ces placements, qu'aucune affiche n'était apposée et que rien dans les services rendus ne pouvait faire supposer qu'il y eût eu bureau de placement prohibé par la loi;

Attendu, en effet, qu'en agissant comme il l'a fait, Lafon n'a eu d'autre but que de rendre service à des patrons et amis, ou d'abréger les heures si tristes du chômage de certains employés; que son caractère serviable et bien connu de tout le monde ne laisse aucun doute à cet égard; que lui demander compte de ces actes dans de telles conditions, ce serait porter une véritable atteinte à la liberté individuelle;

Par ces motifs, et ceux non contraires des premiers juges.

La Cour, après délibéré, déclare Lafon mal fondé dans sa demande de fin de non-recevoir et l'en déboute; dit que le syndicat des garçons limonadiers avait bien qualité pour faire respecter la disposition de la loi du 14 mars 1904; mais, statuant au fond, confirme, pour le surplus, la décision dont est appel,

Relaxe le prévenu et condamne la partie civile aux dépens.

Syndicat ouvrier; action en paiement de travaux effectués par ses membres; article des statuts du syndicat; irrecevabilité.

JUSTICE DE PAIX D'AUBIGNY (CHER).

(Jugement du 20 janvier 1906.)

Attendu que le sieur Dusapt n'a soulevé aucune fin de non-recevoir ni aucune contestation contre l'existence et la régularité du syndicat demandeur, ni contre la qualité et la capacité du sieur Jean Bourdon, en tant que délégué par le syndicat aux fins de l'instance; mais qu'il a conclu 1° à ce que la demande du syndicat fut déclarée non recevable, en vertu de la maxime « nul en France ne peut plaider par procureur »; 2° à ce que ladite demande fut déclarée mal fondée;

Attendu que le sieur Dusapt a, en outre, formé verbalement à l'audience du 16 décembre dernier, contre les 9 ouvriers bûcherons nommés en la citation d'instance, une demande reconventionnelle en paiement de mille francs à titre de dommages-intérêts à raison de divers faits qu'il reprochait et du préjudice qu'ils lui ont causé par leurs agissements; mais qu'il a déclaré ensuite à la même audience renoncer à cette demande sans qu'il ait été par le sieur Bourdon fait aucune objection à cet égard;

Attendu que si par son article 6, la loi du 21 mars 1884, reconnaît aux syndicats professionnels le droit d'ester en justice, c'est à la condition que les actions exercées par le syndicat aient pour objet la défense des intérêts inhérents à leur personnalité juridique, et non la défense des droits individuels de leurs adhérents; attendu que c'est en ce sens, et conformément à une doctrine constante, qu'ont été rendues de nombreuses décisions judiciaires, et notamment un arrêt de la Cour d'appel de Dijon du 23 juillet 1890, et un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} février 1893, rejetant le pourvoi formé contre l'arrêt susvisé;

Attendu qu'il résulte des débats, comme aussi des termes mêmes de la citation qui nous a saisi, qu'il s'agit, en l'espèce de plusieurs créances distinctes que les ouvriers bûcherons susnommés prétendent avoir personnellement et directement contre le sieur Dusapt, à raison de travaux effectués individuellement par chacun d'eux pour le compte dudit M. Dusapt;

Attendu qu'il est bien évident et que d'ailleurs le syndicat demandeur l'a explicitement reconnu dans son exploit introductif d'instance, que les sommes que le sieur Dusapt pourrait être condamné à payer ne sauraient entrer dans la caisse du syndicat, mais devraient, en définitive, être remises aux ouvriers nommés audit exploit et dans les parts et portions que cet exploit a précisées;

Qu'il s'agit bien au procès d'une demande tendant à la défense des droits individuels d'un certain nombre de membres du syndicat et que, par suite du principe ci-dessus rappelé, comme aussi de la règle que « nul en France ne plaide par procureur », le syndicat demandeur n'est pas recevable à ester en justice à l'occasion de la demande qui nous est soumise, laquelle ne peut être formée que par ceux ayant seuls droit et qualité pour l'intenter;

Attendu qu'il ne peut être excipé par le syndicat demandeur de ce que, aux termes de l'article 5 de ses statuts, il serait dit : « le syndicat poursuivra au besoin les réclamations justifiées des ouvriers devant les tribunaux compétents »;

Attendu en effet encore qu'il ne nous ait pas été justifié de leur dépôt régulier, partant de leur efficacité, que les statuts du syndicat demandeur ne peuvent lier que ses propres adhérents et ne peuvent être opposés à des tiers;

Attendu, d'autre part, que la clause ci-dessus rappelée ne peut évidemment s'entendre en ce sens; que le syndicat aurait le droit d'ester personnellement en justice pour le compte et au nom de ses adhérents pour la défense de leurs intérêts per-

sonnels et particuliers, sans que lesdits adhérents fussent partie aux instances ainsi engagées ; Que s'il en était autrement, cette stipulation serait inopérante comme excédant la capacité conférée par la loi aux syndicats professionnels ;

Attendu enfin qu'il n'existe entre le syndicat demandeur et le sieur Dusapt aucun lien de droit ;

Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, de déclarer le syndicat demandeur non recevable en sa demande, et que dès lors il n'y a pas à statuer sur les conclusions prises au fond par le sieur Dusapt ;

Attendu que la demande n'excède pas le taux de notre compétence en dernier ressort et que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ;

Par ces motifs,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1903, l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, ensemble l'article 130 du Code de procédure civile ;

Vidant notre délibéré et jugeant en dernier ressort,

Déclarons la chambre syndicale des ouvriers bûcherons des communes de Menetou-Salou, Saint-Palais, Quantilly et Achères, non recevable de sa demande en paiement de deux cent soixante-dix-neuf francs contre le sieur Dusapt, l'en déboute et la condamnons en tous les dépens.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juillet 1906 ⁽¹⁾. — Comme chaque année à pareille époque, les ouvriers de l'agriculture et des transports ont été particulièrement occupés.

Dans les houillères, la métallurgie, la construction mécanique, les textiles, l'industrie électrique et le bâtiment, le travail a été très actif. Dans l'ensemble la situation reste favorable.

La morte saison continue pour les typographes et quelques branches du vêtement.

D'après les rapports reçus par l'Office impérial, la demande de main-d'œuvre a été très grande dans l'Allemagne du Sud surtout ; par contre, quelques conflits ouvriers ont influencé le marché du travail à Berlin.

Placement en juillet 1906 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes, par rapport à juillet 1905, a augmenté de 6,000 ; celui des emplois vacants, de 13,000, et celui des places procurées, de 8,000 en chiffres ronds. — Voici le

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt*, août 1906.

bilan des 702 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de juin :

		DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
1906 {	Juin (pour 639 bureaux).....	210,000	197,000	131,000
	Juillet (— 702 —).....	208,000	206,000	141,000

Le mouvement syndical en 1905⁽¹⁾. — Le nombre total des ouvriers syndiqués qui s'élevait à 1,466,625 à la fin de 1904 atteignait 1,822,343 à la fin de 1905, soit une augmentation de 355,718.

Le total des recettes atteignait 31,823,098 marks, et celui des dépenses 28,618,007 et l'encaisse en fin d'année 24,656,133.

On distingue quatre groupes d'associations ouvrières ayant chacun une origine et des traditions différentes : les fédérations et syndicats locaux adhérents au parti socialiste, les syndicats Hirsch-Dünker, les syndicats chrétiens et les syndicats indépendants. Le tableau ci-dessous permet de comparer leur importance relative et leur développement en 1904 et 1905.

GROUPES.	NOMBRE DES MEMBRES		DIMINUTION en 1905.	AUGMENTATION en 1905.	RECETTES en 1905 en marks.	FOYDS de réserve en 1905 en marks.
	en 1904.	en 1905.				
Fédérations socialistes...	1,052,108	1,344,803	—	292,695	27,812,257	19,635,850
Syndicats locaux socialistes.....	20,686	27,736	—	7,050	—	—
Syndicats Hirsch-Dünker.	111,889	117,097	—	5,208	1,336,651	3,497,069
Syndicats chrétiens.....	107,556	188,106	—	80,550	2,443,122	1,249,408
Syndicats chrétiens indépendants.....	99,928	76,926	23,002	—	231,068	273,806
Syndicats indépendants..	74,458	67,675	6,782	—	— ⁽²⁾	— ⁽²⁾
TOTAL.....	1,466,625	1,822,343	29,785	385,503	31,823,098	24,656,133
AUGMENTATION NETTE.....			355,718			

Le total des syndiqués allemands est actuellement presque égal à celui des unionistes anglais (1,866,755 à la fin de 1904). Au cours de ces cinq dernières années il a augmenté de 795,074, à savoir : syndicats socialistes, 664,376 membres (soit 97.64 p. o/o); syndicats Hirsch-Dünker 25,436 (soit 27.75 p. o/o); syndicats chrétiens, 105,262 (soit 65.88 p. o/o).

Ces syndicats ont payé ensemble en 1905, 2,199,341 marks en secours de chômage, 4,211,128 en frais d'assistance judiciaire et 11,447,822 en secours de grève.

I. — Syndicats socialistes (Gewerkschaften)⁽³⁾. — Les 64 corporations centrales affiliées à la Commission générale comptaient à la fin de 1905, 1,344,803 mem-

⁽¹⁾ *Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*, n° du 4 août 1906. Organe de la Commission centrale paraissant à Berlin tous les samedis; prix d'abonnement : 50 pfennigs par trimestre.

⁽²⁾ Ces chiffres n'ont pas été donnés pour 1905.

⁽³⁾ Pour l'organisation des syndicats socialistes, voir *Bulletin* de juin 1905, p. 539.

bres⁽¹⁾ dont 74,411 femmes. L'augmentation pendant l'exercice atteint 292,695, soit 27.8 p. o/o du total. Elle est la plus forte que l'on ait jamais enregistrée.

Au commencement de 1905, 4 fédérations groupaient plus de 100,000 membres et réunissaient ainsi 634,135 syndiqués, soit 356,476 membres de plus que tous les syndicats existant en 1891 (277,659).

Le tableau suivant indique, pour les fédérations comptant plus de 15,000 membres, le nombre moyen des adhérents, ainsi que la situation financière des fédérations⁽²⁾.

FÉDÉRATIONS.	NOMBRE de membres en 1905.	NOMBRE de sections.	RECETTES en 1905.	DÉPENSES en 1905.	FONDS de réserve en 1905.
Ouvriers des métaux.....	233,323	459	5,357,728	5,387,580	2,177,198
Maçons.....	155,911	956	3,126,826	2,485,041	2,732,467
Bois.....	119,925	714	3,245,075	2,856,303	1,840,987
Mineurs.....	124,976	587	1,265,557	786,846	1,226,445
Textiles.....	66,959	338	785,670	1,078,193	188,744
Typographes.....	51,044	56	2,506,335	1,926,663	5,169,228
Ouvriers de fabriques.....	66,689	474	916,230	796,863	445,246
Commerce et transports.....	46,906	215	773,530	637,072	239,996
Charpentiers.....	42,249	622	1,093,293	880,859	919,169
Aides du bâtiment.....	46,308	308	1,017,124	836,883	401,375
Cordonniers.....	26,366	271	521,540	448,964	315,650
Tailleurs.....	28,626	279	369,672	563,220	146,144
Peintres.....	29,470	217	633,195	593,368	326,559
Tabacs.....	24,619	365	600,129	637,867	63,149
Brasseurs.....	21,697	222	436,278	426,411	118,905
Relieurs.....	16,787	104	353,654	278,639	437,687
Forgerons.....	15,820	162	242,193	226,849	78,430
Ouvriers communaux.....	17,926	51	204,370	157,444	95,842

L'augmentation des membres a été surtout sensible chez les métallurgistes (57,102), les maçons (27,061), les mineurs (49,612), les ouvriers de fabriques (17,508), ceux du bois (22,820), ceux du bâtiment (13,063); ces 6 groupements à eux seuls, ont gagné plus de 140,000 membres.

Le recensement professionnel qui devait avoir lieu en 1905 a été ajourné jusqu'en 1907; les premiers résultats ne seront pas publiés sans doute avant 1908. Il faudrait donc, si l'on veut évaluer la proportion des syndiqués par groupe d'industrie s'en rapporter aux résultats du recensement de 1895. Comme, au cours de ces 10 dernières années la population entière de l'Empire a sensiblement augmentée, les proportions de syndiqués par rapport aux ouvriers de la profession ne peuvent être que très approximatives dans plusieurs industries.

D'après le recensement de 1895, on peut évaluer à 5,145,700 (dont 940,376 femmes), le nombre des ouvriers appartenant à des métiers dans lesquels il existe des fédérations centrales. Le total des adhérents aux syndicats socialistes s'élevait en 1905 à 1,344,803, les organisations groupent donc 26.1 p. 100⁽³⁾ de la population ouvrière. Cette proportion est très variable selon les corps de métiers.

⁽¹⁾ Chiffre moyen de l'année.

⁽²⁾ Ces chiffres sont les chiffres moyens de l'année.

⁽³⁾ Cette proportion était de 5.15 p. o/o en 1895; 6.53 p. o/o en 1897; 8.19 p. o/o en 1898; 9.84 p. o/o en 1899; 11.57 p. o/o en 1900; 13.56 p. o/o en 1901; 13.51 p. o/o en 1902; 14.42 p. o/o en 1903 et 20.43 p. o/o en 1904.

Le nombre des femmes adhérentes aux syndicats socialistes a passé de 48,604 en 1904 à 74,411 en 1905 (soit une augmentation de 25,807 (ou 53.1 p. 100).

Les recettes des 64 fédérations se sont élevées en 1905 à 27,812,257 marks et les dépenses à 25,024,234 marks. Le fond de réserve restait à 19,635,850 marks. En 1904, ces chiffres étaient respectivement de 20,190,724, 16,109,903 et 12,812,128 marks.

Ces chiffres ne comprennent pas, toutefois, certaines sommes encaissées et dépensées dans les sections locales par des caisses spéciales non soumises au contrôle fédéral et qui payent des secours de chômage ou de voyage, de maladie ou de grève, etc. En outre, certaines fédérations possèdent des caisses spéciales, administrées par le Comité central, mais distinctes de la caisse corporative (caisse de propagande, de maladie, de secours au mineurs, etc.).

De 1891 à 1905 le total des sommes encaissées par les corporations s'est élevé à 126,710,621 marks; celui de leurs dépenses à 111,197,616 marks. Le montant des recettes de 1905 a été de 26 millions supérieur à celui de 1891 et celui des dépenses majoré de 23 millions environ.

Afin de pouvoir organiser leurs diverses caisses de secours, certains syndicats ont peu à peu élevé le taux des cotisations. Alors qu'en 1891 ce taux était inférieur à 0.30 par semaine dans 80 p. 100 des corporations, il ne l'est plus aujourd'hui que dans 1.6 p. 0/0 d'entre elles. Les recettes les plus élevées par tête de membre se rencontrent chez les graveurs en musique (58 marks 95), les typographes (67 m.), les sculpteurs (42.55), lithographes (44.32); et les plus faibles chez les ouvriers en fleurs et plumes (3.59), couvreurs (7.23), ouvriers en parapluies (7.25), mineurs (10.13), machinistes (10.79), etc.

Les sommes payées par les syndicats se décomposent comme suit pour la période 1891-1905 et pour l'année 1905 (en marks).

	1891-1905.	1905.
Assistance judiciaire	1,128,907	311,239
Secours de grève	33,120,243	9,674,094
Secours aux ouvriers congédiés	2,317,911	486,765
Secours de voyage	6,455,889	712,820
Secours de chômage	10,356,261	1,991,924
Secours de maladie	9,717,366	1,920,639
Secours aux invalides	1,395,015	273,960
Secours en cas de décès ou d'urgence	2,853,797	800,355
Journaux corporatifs	8,888,348	1,415,397
Placement		12,996
Bibliothèques	31,658,035	37,256
Propagande		1,305,132
Autres dépenses		2,775,816
TOTAL	108,571,772	21,718,393

Les sommes accordées à titre de secours par les fédérations à leurs membres en grève, occupent encore la première place sur le tableau de 1905 (9,674,094 contre 5,869,519 en 1904); toutefois si l'on totalise les divers secours de maladie, invalidité, décès, chômage, éducation, etc., on obtient encore un total de 6,497,702. Pendant la période 1891-1905, le total dépensé pour secours de tous genres s'est élevé à 67,345,389, dont 33,120,243 en secours de grève et 34,225,146 en autres secours.

Les secours de chômage et de voyage constituent une part importante de ces divers secours; le nombre des fédérations qui les payent a passé de 14 en 1897 à

21 en 1901, 38 en 1904 et 41 en 1905. Ces secours, chaque année plus importants, sont considérés, non seulement comme un acte de solidarité mais sont encore destinés à empêcher une baisse des salaires et à prévenir ainsi des grèves ruineuses, faites non plus pour obtenir une augmentation mais pour retrouver des salaires perdus. En 1905, le total de ces secours, payés par 40 fédérations, s'est élevé à 2,704,744 (1,991,924 marks en secours de chômage à 866,000 membres dans 41 fédérations et 712,820 en secours de voyage dans 44 fédérations) contre 2,246,245 marks en 1904.

Le tableau suivant montre quel a été le secours moyen par tête, de 1901 à 1905, dans certaines fédérations importantes :

	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.
	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
Sculpteurs.....	19.72	23.57	15.09	10.35	13.40
Typographes.....	16.59	17.70	15.09	13.20	10.78
Gantiers.....	12.60	16.18	5.22	8.98	3.38
Chaudronniers.....	7.05	9.57	6.66	4.55	4.06
Cigariers.....	10.75	10.45	6.89	4.93	4.81
Lithographes.....	•	7.07	6.10	6.01	6.20

La dépense moyenne par tête en secours de chômage, pour tous les syndicats, a été successivement de 5 marks 67 en 1901, de 5,52 en 1902, 3,95 en 1903 et 2,30 en 1905.

Le secours de chômage varie selon la fédération entre 0,62 et 3,90 par jour, (parfois jusqu'à concurrence d'une somme variant entre 20 et 246 marks par an; quant à la durée du secours elle varie entre 6 et 280 jours.

La moyenne du fonds de réserve par tête a augmenté en 1905 comme en 1904 dans presque tous les syndicats; elle était de 216 marks chez les graveurs de musique, de 148 chez les typographes d'Alsace, de 45,53 chez les chapeliers, 33,09 chez les marins, 26,07 chez les relieurs, etc.

On comptait, en 1903, 38 caisses de maladie, 7 caisses d'invalidité et 44 caisses de voyage.

Soixante et une fédérations publient un journal corporatif.

II. — *Corporations Hirsch-Dünker (Gewerkvereine)*. — Le nombre de ces corporations est tombé à 20 en 1905 (21 en 1904) avec 2,158 syndicats locaux. Quant à celui des membres, il a passé de 111,889 en 1904 à 117,097 en 1905, soit une augmentation de 5,028.

Le tableau suivant fait connaître comment se groupent les membres de ces corporations ayant plus de 5,000 membres :

CORPORATIONS.	NOMBRE de syndicats locaux.	NOMBRE des membres.
Ouvriers des fabriques.....	392	19,598
Commerçants.....	203	14,614
Constructions mécaniques.....	742	49,516
Cordonniers, ouvriers du cuir.....	141	5,210
Tisseurs.....	84	5,365
Menuisiers.....	170	8,078

Les recettes de ces corporations se sont élevées à 1,336,651 marks, les dépenses

à 1,170,219 marks. Les corporations ont payé 193,746 marks en secours de chômage, 102,899 marks en frais de propagande, 286,643 marks en secours de grève, 14,790 marks pour l'assistance judiciaire, etc. La caisse de maladie et de secours funéraires possédait un avoir de 1,279,028 marks, et les caisses centrales une réserve de 1,394,996 marks.

III. — *Syndicats chrétiens.* — Le nombre des membres des syndicats chrétiens qui était en moyenne de 112,160 en 1899, a passé à 207,484 en 1904 et 265,030 en 1905. L'augmentation s'élève donc, depuis 1899, à 152,870 et pour 1905 seulement à 57,540.

18 des corporations affiliées à l'*Union des corporations chrétiennes*, et 7 indépendantes ont fait connaître leur situation pour 1905 : les premières accusent un total de 188,106 membres et les sociétés indépendantes 76,926 membres. Le nombre total des groupements locaux atteignait 3,145 (2,333 dans les corporations adhérentes et 812 dans les autres).

Le tableau suivant fait connaître le nombre des groupements locaux, celui des membres, le montant des cotisations et le budget pour les associations comptant plus de 5,000 membres.

1^{er} SYNDICATS AFFILIÉS À L'UNION.

INDUSTRIES.	NOMBRE de grou- pements locaux.	NOMBRE moyen de membres en 1905.	MONTANT du droit d'entrée.	COTISATION hebdoma- daire.	RECETTES.	DÉPENSES.	ENCAISSE à fin 1905.
—	—	—	—	—	—	—	—
			pfennigs.		marks.	marks.	marks.
Mineurs.....	517	71,500	#	50 ⁽¹⁾	901,116	782,728	389,490
Bâtiment.....	361	20,679	50	25-75	392,609	378,511	94,777
Métallurgistes.....	310	17,563	50	15-35	265,417	214,504	132,441
Bois.....	227	8,386	50	30	162,441	143,908	72,169
Ouvriers des che- mins de fer de Bavière.....	94	19,000	50	20	191,309	129,862	332,335
Ouvriers des trans- ports.....	178	8,329	50	20	81,357	77,980	32,630

2^o SYNDICATS NON AFFILIÉS À L'UNION.

Ouvriers des chemins de fer allemands.	484	41,436	100	30-60-75 ⁽¹⁾	100,969	168,303	81,605
Ouvriers des chemins de fer de Wurtem- berg.....	37	7,500	20	20 ⁽¹⁾	17,295	17,180	15,168
Ouvriers des chemins de fer de Bade...	47	6,000	20	25	14,567	11,323	7,000
Ouvriers des postes de Bavière.....	39	8,611	100	1 mark par trim.	39,559	28,418	52,473
Société de secours mutuels (Silésie).	148	10,000	100	30 ⁽¹⁾	50,042	40,989	108,584

Les recettes de tous les syndicats chrétiens se sont élevées à 2,674,190 marks et les dépenses à 2,423,554; l'encaisse atteignait 1,523,214 marks.

⁽¹⁾ Cotisation mensuelle.

Les principales dépenses des syndicats adhérents à l'Union se décomposent comme suit :

	marks.
Propagande.....	161,393
Journaux corporatifs.....	205,155
Secours de grève.....	1,000,320
Secours de chômage et de voyage.....	13,571
Secours funéraires.....	59,933
Assistance judiciaire.....	45,457

IV. — *Syndicats indépendants.* — Quelques-unes des plus anciennes corporations allemandes sont restées en dehors des groupements précédents. Elles comprenaient ensemble, à la fin de 1905, 67,675 membres, contre 74,458 en 1904, 68,724 en 1903, 56,595 en 1902, 49,651 en 1901 et 68,994 en 1900. Ces fluctuations s'expliquent par ce fait que des corporations assez nombreuses ont adhéré au groupement chrétien, que d'autres sont allées à la fédération socialiste ou que d'autres figurent pour la première fois sur les tableaux statistiques.

Ces associations ont presque toutes un caractère purement corporatif et restent en dehors de la politique. Les plus importantes d'entre elles sont celles des employés d'hôtel (18,000), des typographes [Gutenbergbund] (2,300), des employés de bureau (4,000), des musiciens civils (12,000), des ouvriers du commerce (6,000), des employés des chemins de fer du Sud (10,000).

AUTRICHE.

Placement en juin 1906⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 878 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Juin 1906.	Mai 1906.	Juin 1905.	Juin 1906.	Mai 1906.	Juin 1905.	Juin 1906.	Mai 1906.	Juin 1905.	Juin 1906.	Mai 1906.	Juin 1905.
Hommes	27,186	34,045	21,398	43,000	48,367	39,396	17,150	21,223	14,450	40	44	37
Femmes	24,763	33,309	17,978	21,768	27,272	19,944	12,925	17,354	10,587	59	64	53
Ensemble	51,949	67,354	39,376	64,768	75,639	59,340	30,075	38,577	25,037	46	51	42

BELGIQUE.

Revue du travail en juin⁽²⁾. — Treize offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de juin 1906. Pour 1,242 offres d'emploi, il y a eu 1,294 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 104 demandes pour 100 offres. Dans les mêmes établissements, la

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, juillet 1906.

⁽²⁾ *Revue du travail*, juillet 1906.

moyenne était de 108 demandes pour 100 offres le mois précédent; l'an passé, à même époque, elle était de 96 demandes pour 100 offres. Et, ces quatre dernières années, elle représentait en moyenne, au mois de juin, 137 demandes pour 100 offres. De ce point de vue, la situation du marché du travail apparaît donc très favorable.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 146 unions professionnelles ouvrières, groupant 31,697 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de juin, 361 chômeurs, soit une proportion de 1.1 p. 100 (contre 1.3 p. 100 le mois précédent et 1.8 p. 100 en juin 1905).

De ce second point de vue, la situation actuelle apparaît donc meilleure encore que ne la représentent les offices de placement: l'accroissement général d'activité industrielle se manifeste à la fois par rapport au mois dernier et par rapport à l'époque correspondante de l'an passé.

Revue du travail en juillet 1906⁽¹⁾. — Treize offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de juillet 1906. Pour 1,037 offres d'emploi, il y a eu 1,232 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 118 demandes pour 100 offres. Dans les mêmes établissements, la moyenne était de 104 demandes pour 100 offres le mois précédent; l'an passé, à même époque, elle était de 127 demandes pour 100 offres. Et, ces quatre dernières années, elle représentait en moyenne, au mois de juillet, 164 demandes pour 100 offres. De ce point de vue, la situation du marché du travail apparaît donc toujours favorable, tout en marquant un léger recul sur le mois précédent.

En outre, 140 unions professionnelles ouvrières, groupant 31,222 membres, renfermaient, vers la seconde moitié de juillet, 1.3 p. 100 de chômeurs contre 1.1 p. 100 le mois précédent et 2.2 p. 100 en juillet 1905.

CANADA.

Revue du travail en juin 1906⁽²⁾. — L'activité a été plus grande encore qu'en mai pour les journaliers par suite des grands travaux de chemins de fer entrepris dans les provinces de Québec, Ontario et dans les États de l'Ouest. Les ouvriers des services des manufactures du bois et du bâtiment, ont été plus occupés qu'en aucune des années précédentes à pareille époque. Dans les provinces maritimes les houillères et les scieries ont dû ralentir faute de main-d'œuvre; dans divers centres, les ouvriers de fabrique ont fait défaut, et l'on a embauché les émigrants au fur et à mesure de leur débarquement. En prévision des moissons on cherche de toutes parts des ouvriers.

Grèves. — On signale 14 grèves, toutes de peu d'importance et de durée minime: 3 dans les métaux, 3 chez les journaliers, 2 dans divers métiers et 1 dans chacune des industries suivantes: bois, bâtiment, tissus, agriculture, alimentation et habillement.

⁽¹⁾ *Revue du travail en août 1906.*

⁽²⁾ *Gazette du travail, juillet 1906.*

Causes des grèves: question de salaire, 10; réduction de la journée, 1; unionisme, 1; modifications de contrat, 1; mode de paiement, 1.

Résultats: sur les 17 grèves anciennes et nouvelles terminées dans le mois, 4 succès, 4 échecs, 6 transactions; 3 résultats inconnus.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en juin 1906 ⁽¹⁾. — D'après les rapports fournis par 937 unions affiliées à la Fédération américaine du travail et groupant 85,300 membres, la moyenne des chômeurs était de 1.4 p. 100. Cette moyenne était de 0.9 p. 100 en mai, dans 888 unions groupant 90,079 membres.

ITALIE.

Grèves en juin 1906 ⁽²⁾. — 186 grèves nouvelles ont été signalées à l'Office du travail; 111 intéressaient 31,217 ouvriers.

Sur ces 111 grèves, 16 ont éclaté dans l'agriculture (intéressant 9,220 ouvriers), 4 dans les mines, 8 dans la métallurgie, 4 dans l'industrie du bois, 26 dans le bâtiment, 3 dans les industries polygraphiques, 6 dans le vêtement, 16 dans les textiles, 10 dans l'alimentation, 3 dans les transports, 1 dans les services publics, 10 dans le travail des terres et des pierres, 4 dans les produits chimiques.

106 grèves ont eu pour origine une question de salaire, 14 la durée de travail.

Sur 186 grèves anciennes et nouvelles intéressant 27,434 ouvriers, 33 ont fini par un succès, 30 par un échec et 48 par une transaction; dans 12 cas le résultat est inconnu.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juillet 1906 ⁽³⁾. — Il y a augmentation du travail par comparaison avec le mois de juin dans la construction navale légère, la chaussure et les industries de la laine.

3.6 p. 100 de chômeurs dans 272 trades-unions, groupant 595,637 membres, contre 3.7 p. 100 en juin 1906 et 5.2 p. 100 en juillet 1905.

4.99 journées de travail par semaine, en moyenne, dans 1,369 puits houillers avec 582,291 mineurs contre 4.84 en juin 1906 et 4.63 en juillet 1905.

338 hauts fourneaux en marche à la fin de juillet 1906 avec 24,300 ouvriers, contre également 338 en juin 1906 et 321 en juillet 1905.

Grèves. — 27 nouvelles grèves en juillet 1906 avec 15,977 grévistes, contre 27 grèves (9,920 grévistes) en juin 1906 et 17 (11,971 grévistes) en juillet 1905.

⁽¹⁾ *American Federationist*, août 1906.

⁽²⁾ *Bolletino dell' ufficio del Lavoro*, juillet 1906.

⁽³⁾ *Labour Gazette*, août 1906.

Causes : questions de salaires, 17 cas; protestation contre l'emploi de certaines catégories professionnelles ou de certains travailleurs, 2 cas; refus de travailler avec des non-syndiqués, 4 cas; divers, 2 cas.

Sur 28 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 16,542 grévistes : 12 succès, 11 échecs, 5 transactions.

L'arbitrage et la conciliation en 1902, 1903 et 1904⁽¹⁾. — Voici quel a été, pour chacune des trois années de la période 1902-1904, le nombre des conflits réglés soit par la médiation des tiers ou d'un conseil de conciliation, soit par l'arbitrage, avec indication du nombre des ouvriers intéressés :

	GRÈVES régliées.	OUVRIERS intéressés.	PROPORTION P. 100 par rapport au total de l'année.	
			des conflits régliés.	des ouvriers intéressés
1902.....	29	11,610	6.56	4.5
1903.....	26	21,768	6.67	18.62
1904.....	27	7,455	7.62	8.58
TOTAUX ET MOYENNES.....	82	40,833	6.95	10.5

Il ressort de ces chiffres que 6.95 p. 100 des conflits survenus pendant la période, et intéressant 10.5 p. 100 du total des ouvriers intéressés ont été réglés par la conciliation et l'arbitrage. Pour la période 1894-1901, ces moyennes s'établissaient à 5.3 et 10.5 p. 100.

La proportion des ouvriers intéressés dans des conflits réglés par un *arbitrage* ressort à 1.8 p. 100 en 1902, 16 p. 100 en 1903 et 4.6 p. 100 en 1904; pour la *conciliation*, les moyennes s'établissent respectivement à 2.8 p. 100, 2.7 p. 100 et 4 p. 100.

Si l'on examine par quel organisme ces conflits ont été réglés, on obtient, pour ces trois années réunies, les totaux suivants :

CONFLITS RÉGLÉS :	CONCILIATION.	ARBITRAGE.	TOTAL.	OUVRIERS intéressés.
Par application de la loi de 1896...	1	15	16	17,491
Par les conseils d'industrie.....	19	6	25	13,541
Par — de district ou des fédé- rations de conseils.....	1	3	4	606
Par des particuliers.....	12	25	37	9,325
TOTAL.....	33	49	82	40,963

37 conflits (soit 45.2 p. 100) ont été réglés par des particuliers, 29 par des conseils d'industrie ou de district, alors que 16 seulement ont été terminés par l'intervention du ministre du Commerce (loi de 1896). Si le nombre des ouvriers intéressés dans les conflits réglés par le ministère (17,491) constitue à la vérité le 42.7 p. 100 du total des ouvriers, cela provient de ce que le conflit des ferblantiers du Pays de Galles qui y figure, intéressait à lui seul 14,000 grévistes.

De fin juin 1903 à fin juin 1905, période que considère le dernier rapport du

⁽¹⁾ D'après les rapports annuels sur les grèves et lock-outs et d'après le 5^e rapport sur l'application de la loi de 1896 sur la conciliation, publiés par le *Board of trade*. Pour la période 1894-1901, voir *Bulletins* de mars 1903 et janvier 1904.

Board of trade sur l'application de la loi de 1896, le Ministère a été sollicité d'intervenir dans 27 cas (12 dans le bâtiment, 7 dans la métallurgie, 8 dans des industries diverses). 23 de ces conflits ont pu être réglés, à savoir 20 par des arbitres et 3 par la conciliation. Dans les 4 autres, le Ministère avait refusé d'intervenir ou n'avait pu aboutir. Dans 10 cas, il y avait eu commencement de grève.

Si l'on examine les opérations du *board of trade* pendant la période 1896-1904, c'est-à-dire depuis la première application de la loi, on constate qu'il n'a été sollicité d'intervenir que dans 181 cas; il a réglé 122 conflits (85 par arbitrage et 37 par conciliation et a refusé d'agir ou n'a pu aboutir dans 44 autres.

Par contre, si l'on examine simplement les grèves terminées, sans tenir compte des autres affaires portées en conciliation ou en arbitrage, on constate que le *board of trade*, pendant cette même période 1896-1904, n'en a réglé que 54 intéressant 39,616 personnes, alors que les conseils d'industrie en réglaient 82, intéressant 37,237 individus, les conseils de district 12 avec 1,378 personnes et les particuliers 169 avec 66,712 personnes.

Opérations des conseils permanents. — Tous les chiffres donnés ci-dessus se rapportent à des conflits dont le règlement est survenu après la cessation du travail, règlement dans lequel l'action des conseils permanents n'est pas prépondérante. Il n'en faudrait pas conclure que ces conseils n'ont qu'une action limitée et que leur fonction n'est pas efficace. Leur fonction principale consiste surtout à régler des difficultés pouvant amener une cessation de travail et à empêcher ainsi les grèves et les lock-outs; leur rôle est surtout préventif.

Les renseignements ci-dessous permettent, en effet, de constater l'importance des services qu'ils ont rendus au cours de la période 1902-1904 :

DÉSIGNATION DES CONFLITS.	1902.	1903.	1904.
Soumis aux conseils	1,462	1,633	1,418
Réglés { par le conseil lui-même.....	514	506	400
{ par arbitrage de tiers désignés par le conseil.	164	282	215
TOTAL.....	678	788	615
Retirés ou réglés en dehors du conseil.....	711	785	748
Pendants en fin d'année.....	73	60	55

NOTE. — Ces chiffres comprennent les conflits ayant entraîné une cessation de travail comme aussi ceux qui ont été réglés sans grève ni lock-out.

Si l'on totalise le nombre des affaires étudiées par les conseils (1902-1904), soit 4,513, et si l'on compare ce total à celui des affaires qu'ils ont réglées, soit 2,081, on constate que, dans 46.1 p. 100 des cas, ils ont obtenu une solution (31.4 p. 100 par leur jugement direct, 14.7 p. 100 par le jugement d'arbitres qu'ils avaient désignés).

Toutefois, on ne saurait comparer entre eux les résultats obtenus, car un conflit à lui seul intéresse souvent plusieurs centaines de mille ouvriers, alors que des centaines d'autres ne touchent souvent que très peu d'ouvriers. Pour citer un exemple récent, rappelons qu'en 1904, 2 conflits réglés avant grève par le conseil de conciliation des houillères fédérées d'Angleterre et du pays de Galles et par le conseil des mineurs du Durham intéressaient 230,000 et 107,000 ouvriers, alors que les 295 différends examinés par le conseil de Durham n'intéressaient tous que très peu d'ouvriers.

Si l'on examine comment se répartissent, par industrie, les conseils ayant exa-

miné et réglé un différend dans chacune des trois années 1902-1904, on obtient les résultats suivants (les chiffres entre parenthèses indiquent les conflits réglés) :

	1904.		1903.		1902.	
a) Conseils d'industrie						
Bâtiment.....	13	(9)	9	(7)	11	(7)
Mines, carrières.....	11	(10)	13	(12)	13	(13)
Métallurgie, constructions navales...	19	(18)	26	(23)	24	(22)
Textiles.....	1	(1)	2	(2)	1	(1)
Chaussure.....	10	(8)	12	(8)	8	(8)
Autres industries.....	6	(6)	9	(8)	7	(4)
b) Conseils de district et conseils généraux	2	(2)	2	(2)	3	(2)
TOTAL.....	62	(54)	73	(62)	67	(57)

D'autre part, si l'on étudie les opérations de ces conseils, par groupe d'industrie, pour cette même période, on établit comme suit le total des affaires qu'ils ont étudiées comme celui des affaires qu'ils ont réglées (que les conflits aient entraîné ou non la cessation du travail) :

GROUPE D'INDUSTRIE.	AFFAIRES SOUMISES aux conseils.			AFFAIRES RÉGLÉES par les conseils.		
	1904.	1903.	1902.	1904.	1903.	1902.
a) Conseils d'industrie :						
Bâtiment.....	29	15	19	13	10	11
Mines, carrières.....	1,089	1,278	1,104	399	516	424
Métallurgie, constructions navales.....	155	187	215	123	150	126
Textiles.....	8	20	10	4	7	8
Chaussures.....	84	80	82	36	59	57
Autres industries.....	48	48	26	35	42	20
b) Conseils de district.....	5	5	6	5	4	2
TOTAL.....	1,418	1,633	1,462	615	788	678

Il convient de mentionner enfin que, en dehors des conseils permanents, il existe dans diverses industries (industries du coton, constructions mécaniques, etc.) des arrangements spéciaux qui ont pour objet le règlement des différends avant toute cessation de travail.

PAYS-BAS.

L'œuvre du Centraal Bureau voor sociale adviezen (1904-05) ⁽¹⁾. — Malgré ses ressources toujours modiques, qui le laissent encore en déficit ⁽²⁾, cet office privé pour informations sociales a continué de déployer une assez bonne activité dans presque tous ses services. Entre autres, la Commission des documents est par-

⁽¹⁾ Jaarverslag (1 Juli 1904 tot 30 Juni 1905. Voir pour les exercices antérieurs : Bulletin de juin 1905, p. 549.

⁽²⁾ Une des causes capitales de ce mauvais état financier est la diminution inquiétante des membres : 597, contre 662, l'an dernier.

venue à augmenter ses moyens d'étude par quelques achats, auxquels se sont ajoutés des dons, et à établir un catalogue rationnel — actuellement sous presse — de tous les matériaux dont elle dispose; la bibliothèque s'est enrichie d'ouvrages et de périodiques nombreux, acquis ou offerts, relatifs surtout aux questions ouvrières et économiques, et a vu s'accroître dans une mesure satisfaisante les prêts et les lectures sur place. Une nouvelle publication a été décidée, qui exposera les résultats d'une enquête entreprise sur les exploitations annexes de l'agriculture.

Seul, le service des renseignements proprement dits a été peu occupé, le nombre des demandes enregistrées étant tombé de 75 (en 1903-04) à 51. Elles ont eu principalement pour objet : les caisses-maladie (11); la construction d'habitations (6); les caisses de retraites (6); des statuts pour associations ouvrières (6); la coopération (4); le projet de loi sur l'assurance-maladie, et émanaient la plupart de syndicats ouvriers et de particuliers⁽³⁾. Par ailleurs, de simples éclaircissements ont été sollicités, souvent de vive voix, et fournis de même ou en quelques lignes, dans des questions multiples telles que l'interprétation judicieuse de statuts ou d'articles de loi, l'accomplissement des formalités pour obtenir l'approbation de divers règlements intérieurs, l'organisation d'une bourse du travail, la possibilité de rattacher une caisse-maladie à une association professionnelle, etc.

SUÈDE.

Loi sur les arbitrages en matière de conflits ouvriers ⁽²⁾. — En 1902, le Gouvernement suédois avait présenté au Riksdag un projet de loi en vue de faciliter la solution des conflits entre patrons et ouvriers. Ce projet prévoyait la division du territoire en un certain nombre de districts et la désignation pour chacun d'eux d'un fonctionnaire spécial qui, sous la dénomination de « conciliateur », s'efforcerait de régler à l'amiable des différends qui lui seraient soumis par les parties intéressées. Ces « conciliateurs », comme on le voit, étaient appelés à jouer en quelque sorte le rôle d'arbitres officiels.

Les deux Chambres viennent d'adopter le projet du Gouvernement dont elles ont même étendu la portée en stipulant que cette nouvelle catégorie de fonctionnaires pourrait connaître non seulement des litiges survenus entre patrons et ouvriers, mais encore de ceux qui diviseraient respectivement les patrons ou les ouvriers, bien entendu au cas où les uns et les autres se trouveraient d'accord pour recourir aux bons offices des « conciliateurs ». Les Pouvoirs publics espèrent ainsi restreindre le nombre et l'importance des grèves, qui ont pris en Suède une extension considérable depuis l'organisation dans ce pays des syndicats ouvriers et le développement du socialisme.

⁽³⁾ L'office a encaissé en moyenne 11 francs environ par chaque demande proprement dite.

⁽²⁾ D'après un rapport adressé le 12 mai 1906 par le Ministre de France à Stockholm et communiqué par le Ministère des affaires étrangères.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 12 juin 1906 rendant exécutoire la convention franco-belge du 21 février 1906 concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Une convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail ayant été conclue, le 21 février 1906, entre la France et la Belgique et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 7 juin 1906, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION.

Le Président de la République française et S. M. le roi des Belges également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. Maurice Rouvier, sénateur, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et S. M. le roi des Belges,

M. Alfred Leghait, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants⁽²⁾ :

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Paris, le 21 février 1906.

(L. S.) Signé : ROUVIER.

(L. S.) Signé : A. LEGHAÏT.

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décrets et rapport du 11 août 1904 sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics ou de fournitures passés en Algérie⁽³⁾.

Rapport du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et du Ministre du Commerce au Président de la République.

Nous avons l'honneur de soumettre à votre signature, conformément à l'avis de M. le gouverneur général de l'Algérie, trois projets de décrets concernant l'introduction de clauses relatives au minimum des salaires dans les marchés de travaux publics ou de fournitures passés : 1° au nom de l'État ou de l'Algérie; 2° des départements; 3° au nom des communes et des établissements de bienfaisance.

Déjà cette question avait été mise à l'étude lors de la préparation des décrets du 21 mars 1902 étendant à l'Algérie certaines dispositions des décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État, des départements, des communes et des établissements de bienfaisance.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 14 juin 1906.

⁽²⁾ Voir le texte de ces articles, *Bulletin*, juillet 1906, p. 718.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 8 septembre 1904.

La commission des lois ouvrières, nommée par arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 3 août 1899, en avait admis le principe; mais le conseil du gouvernement s'appuyant d'une part, sur la prépondérance de l'élément étranger, qui figure pour les deux tiers dans l'ensemble de la main-d'œuvre européenne en Algérie, et d'autre part, sur l'inégalité d'aptitudes, frappante dans ce pays, entre ouvriers de même profession, avait exprimé la crainte que l'unification des salaires ne profitât en général aux ouvriers étrangers, au détriment des intérêts de l'État ou des unités administratives, et, sans avantage appréciable pour la main-d'œuvre française.

M. le gouverneur général de l'Algérie a consulté sur ce point la commission consultative du travail qui, dans sa première session de mars-avril 1904, a reconnu que, s'il pouvait y avoir du danger dans l'état actuel à introduire d'une façon impérative dans le décret réglant les conditions du travail dans les marchés de travaux ou fournitures passés au nom de l'État ou de la colonie, la clause relative au minimum de salaire, il y avait cependant intérêt à ce qu'on puisse y recourir chaque fois qu'il paraîtrait possible d'en faire bénéficier un nombre sérieux d'ouvriers français.

Pour ces raisons, M. le gouverneur général a considéré qu'il y avait lieu de rendre cette clause facultative pour toutes les administrations en Algérie, et nous avons approuvé les projets de décrets qu'il a soumis à cet égard.

Si vous partagez cette manière de voir sur ce point, nous avons l'honneur, Monsieur le Président, de vous prier de vouloir bien signer les trois projets de décrets ci-joints portant modification des articles 1^{er} des décrets du 21 mars 1902 sur les conditions du travail en Algérie.

PREMIER DÉCRET.

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 21 mars 1902 ⁽¹⁾, concernant les conditions du travail dans les marchés de travaux ou de fournitures passés en Algérie, au nom de l'État ou de l'Algérie, est complété ainsi qu'il suit ;

Art. 1^{er}. — Le cahier des charges, etc.

1°

2°

3°

4° Les cahiers des charges pourront, en outre, contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à payer aux ouvriers un salaire normal, égal pour chaque profession, et, dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté.

En cas de nécessité absolue, etc.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et tous les autres ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

DEUXIÈME DÉCRET.

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 21 mars 1902 ⁽²⁾ concernant les conditions du travail dans les marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom des départements de l'Algérie est complété comme suit :

Art. 1^{er}. — Les cahiers des charges, etc.

1°

2°

3°

(1) Voir *Bulletin*, avril 1902, p. .

(2) Voir la note précédente.

4° Payer aux ouvriers un salaire normal pour chaque profession, et, dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et tous les autres ministres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

TROISIÈME DÉCRET.

Le 3^e décret relatif aux marchés de travaux publics et de fournitures passés au nom des communes et des établissements de bienfaisance de l'Algérie est conçu dans les mêmes termes que le précédent.

Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, du 20 juillet 1906, sur l'instruction des demandes d'exception à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ⁽¹⁾.

L'article 8 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire des employés et ouvriers a remis au Préfet le soin d'instruire les demandes d'exceptions formées, dans les termes de l'article 2, § 2, par les chefs des établissements assujettis, et de statuer sur ces demandes par un arrêté motivé. Quelques-uns de vos collègues, déjà saisis de demandes de cette nature, ont sollicité des instructions sur la suite qui devait leur être donnée.

J'estime que vous ne devez point attendre l'élaboration des règlements d'administration publique pour apporter votre concours à l'application de la loi nouvelle, et que vous devez dès à présent recevoir les demandes qui vous sont soumises et y donner la suite prévue par l'article 8.

Toutefois, s'il s'agit de demandes de roulement formées par des établissements rentrant dans les neuf premières catégories de l'article 3, il n'y a pas lieu à statuer, le roulement étant de droit pour ces établissements. Si le roulement était demandé par des établissements vous paraissant rentrer dans les catégories 10 et 11 du même article, vous auriez à me les transmettre pour servir à l'étude du règlement d'administration publique définissant les catégories. Enfin s'il s'agissait des dérogations spéciales visées par les articles 4, 5 et 6 vous ne perdrez point de vue qu'il ne vous appartient point de statuer sur les questions qu'elles soulèvent. Vous aviserez les intéressés des suites données à ces diverses demandes.

Les demandes devront indiquer les raisons qui peuvent être invoquées par les pétitionnaires à l'appui de la dérogation spéciale qu'ils sollicitent et tout d'abord les graves difficultés que rencontrerait dans leur établissement l'application de la règle commune du repos du dimanche. Ils devront prouver la nécessité pour le public de trouver leur établissement ouvert le dimanche, ou l'impossibilité, pour la catégorie d'établissements dont ils font partie, de fonctionner normalement en fixant ce jour de repos à leur personnel. Il ne s'agit point ici, vous le comprendrez, de pures préférences ou de simples commodités tendant à faire échec aux intentions formelles du législateur, mais d'inconvénients graves, dont l'appréciation vous appartient, sous la réserve du droit d'appel des intéressés.

Vous remarquerez que les quatre exceptions prévues au paragraphe 2 de l'article 2 se trouvent énumérées à peu près par ordre d'importance, la première, le repos

⁽¹⁾ Adressée au Préfet de police et aux Préfets des départements.

collectif un autre jour que le dimanche étant considérée comme entraînant en général de moins fâcheuses conséquences sociales que la dernière, le repos par roulement. Il est donc désirable, surtout pour cette dernière exception, que les intéressés exposent les raisons qui les ont décidés à écarter les modes de repos dont l'énumération précède celui qu'ils demandent tout spécialement.

Toutes ces considérations sont indispensables pour éclairer les avis des différents corps consultatifs auxquels la loi a voulu que les demandes fussent préalablement soumises. Elles devront être pesées par vous lorsque vous serez appelé à prendre votre arrêté d'autorisation ou de rejet.

Quel que soit le régime adopté, il est indispensable que vos arrêtés ne soient point libellés de façon à engager l'Administration d'une manière définitive. Ils devront, au contraire, pouvoir être rapportés à toute époque, ou tout au moins après un délai de prévenance déterminé. Ces arrêtés peuvent en effet soulever de la part des divers intéressés des protestations légitimes dont il faut que vous puissiez ultérieurement tenir compte. En agissant ainsi vous pourrez d'ailleurs répondre plus aisément aux intentions du législateur qui a voulu que les autorisations fussent accordées plus largement au début de l'application de la loi, mais que la pratique en fût progressivement restreinte en vue de rendre de plus en plus général le repos collectif fixé au dimanche.

Vos arrêtés devront être communiqués aux officiers de police judiciaire compétents ainsi qu'à l'inspecteur divisionnaire du travail dans le ressort de qui se trouve la région intéressée. Cette communication est indispensable à l'application de la décision que vous aurez prise.

Plus que toutes les autres lois ouvrières qui l'ont précédée, la loi nouvelle a prévu la collaboration des autorités locales. C'est ce caractère essentiel qu'il convient de lui maintenir en intéressant à son bon fonctionnement les municipalités comme la police locale. En particulier le Parlement a tenu à marquer dans l'article 11 que sans le concours des officiers de police judiciaire la loi ne pourrait être convenablement appliquée. Les inspecteurs du travail ne sauraient en effet suffire au contrôle d'une multitude d'établissement disséminés. Vous devrez donc provoquer ou encourager toutes les collaborations qui vous paraîtraient de nature à faciliter l'application d'une loi si impatiemment attendue par les travailleurs.

Vous trouverez ci-contre le texte de la loi du 13 juillet 1906, et je vous adresserai des instructions complémentaires en même temps que les divers règlements d'administration publique qu'elle a prévus.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

Lettre du Ministre du commerce, de l'Industrie et du Travail, du 31 juillet 1906, sur la participation aux subventions de l'État des caisses de chômage fédérées, composées d'ouvriers de la même profession ⁽¹⁾.

Comme suite à ma lettre du 31 janvier dernier, j'ai l'honneur de vous faire connaître l'interprétation du décret du 9 septembre 1905, qu'il me paraît légitime de faire en vue de donner une satisfaction équitable aux observations contenues dans votre lettre du 3 janvier dernier.

Cette interprétation proposée par la Commission des Caisses de chômage, ne modifie pas les règles générales établies par les articles 2 et 12 dudit décret, dont vous trouverez ci-joint un exemplaire.

⁽¹⁾ Adressée au secrétaire de la Fédération lithographique française, 3, rue du Château-d'Eau, à Paris.

Dorénavant, les Caisses de chômage fédérées, composées des ouvriers de la même profession ou de la même industrie, seront admises à participer aux subventions de l'État, quel que soit le nombre des membres de chaque caisse, lorsqu'elles seront reliées entre elles par des services centraux de placement et de secours de route. Il a semblé, en effet, à la Commission qu'il n'y avait pas de différence essentielle entre une Caisse de chômage centralisée divisée en sections et des caisses fédérées, reliées par des services communs relatifs au chômage, lorsque toutefois, les comptes de ces caisses sont présentés au Ministre par la Fédération, sous sa responsabilité.

Par application de ces principes, la subvention afférente à l'ensemble de ces caisses sera calculée d'après le taux prévu au second paragraphe de l'article 12 du décret du 9 septembre 1905, si les deux services fédératifs de placement et de secours de route satisfont à la double règle prescrite par ledit paragraphe, c'est-à-dire s'ils fonctionnent dans trois départements au moins et comptent 1,000 membres actifs au minimum.

Dans ce régime, les statuts et pièces réglementaires seront présentés par la Fédération de la profession. Le contrôle des déclarations prévu par l'article 19 du décret pourra s'exercer sur chacune des caisses fédérales. La subvention sera allouée globalement ; elle sera versée à la Fédération, à charge pour elle de la répartir entre les caisses adhérentes, au prorata des indemnités versées par chacune. La décision ministérielle fera connaître, d'ailleurs, chaque semestre, la décomposition de la subvention globale faite suivant les prescriptions du décret.

J'ajoute que les demandes de subventions afférentes aux indemnités de chômage versées au cours du premier semestre de 1906 devront m'être adressées avant le 1^{er} septembre prochain.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc. ; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Maine-et-Loire. — A Angers, dans la *vannerie*, le travail a été aussi abondant qu'au premier trimestre de 1901. A Cholet, dans les *terrassements* et *maçonnerie*, il y a eu peu d'activité et la main-d'œuvre est très abondante.

Manche. — (CHAMBRE DE COMMERCE DE CHERBOURG ET DE VALOGNES (année 1905). — L'industrie du *bâtiment* subit une crise qui ne semble pas devoir prendre fin bientôt ; toutefois, à Cherbourg, les rapports entre ouvriers et patrons restent satisfaisants. Les importations dans le port ont été inférieures de 8,900 tonnes à celles de 1904, la consommation locale ayant été assez faible et les grands travaux annoncés depuis longtemps n'étant pas commencés.

Dans les *scieries mécaniques*, la situation est plutôt inférieure à celle de l'an dernier ; la cause en serait, entre autres, dans l'importation considérable des bois sciés. L'industrie des *meubles en bois et fer* n'a pas subi de changement appréciable et les affaires se sont main-

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1906 et émanent de syndicats patronaux.

tenues dans une situation normale; de son côté, la fabrication des meubles destinés à la Marine, qui s'était considérablement ralentie, a retrouvé son cours habituel.

La fabrication des *machines agricoles*, à l'exception des appareils de fabrication des beurres, écrémeuses, barattes, etc., a été à peu près nulle, par suite de la mauvaise récolte des pommes à cidre; il en est résulté un congédiement d'un assez nombreux personnel des ateliers, et cet état de choses semble devoir se prolonger un an ou deux. La *construction en fer* notamment celle des chaudières du Temple, a été plus active en 1905 qu'en 1904; l'usine a continué de s'accroître par la construction de quelques magasins annexes, il n'y a pas eu de chômage pour un ensemble d'environ 220 ouvriers, et le taux des salaires a continué à augmenter légèrement.

L'exploitation des *carrières* n'a pas retrouvé les tonnages de 1903 et années antérieures, qui avaient atteint jusqu'à 126,000 tonnes en 1901; elle n'a été que d'environ 93,000 tonnes comme en 1904, mais on espère réussir pour 1906.

Les *travaux d'entretien du port* n'ont eu qu'une activité moyenne; certains ont été achevés au cours de l'année et d'autres sont sur le point d'être commencés. Le *mouvement* du port, pour les entrées de navires, accuse un chiffre inférieur de 130 unités à celui de l'an dernier, mais le tonnage, par contre, a été supérieur de 88,497 tonnes. Le nombre des bateaux de pêche pour le quartier de Cherbourg est de 251 avec 527 hommes d'équipage; celui des ascendants, femmes et enfants, vivant du produit de la pêche de ces marins, est de 875. Cette industrie est de moins en moins satisfaisante, le poisson se faisant de plus en plus rare sur le littoral. A la Hougue le nombre des bateaux armés est de 465 pour 1,016 hommes d'équipage, et les ascendants, femmes et enfants des pêcheurs, sont au nombre de 3,000.

A Barfleur, la seule industrie qui ait subsisté est la construction des barques de pêche: deux chantiers sont en constante activité pour satisfaire non seulement la clientèle de marins de ce port, mais encore ceux des petits ports ou abris côtiers depuis Réville jusqu'à la Hague.

Dans l'arrondissement de Valognes, l'industrie des *beurres* a subi sur 1904, une nouvelle diminution qui s'élève à 1 369,874 kilogrammes; la cause en est la concurrence australienne, néozélandaise et danoise, et la grande élévation des prix de transport par chemins de fer. La fabrication de *chaux* profite d'un bon courant d'affaires grâce aux débouchés qu'offrent la Normandie et la Bretagne.

A Granville, d'après un syndicat patronal, tous les navires de grande pêche sont partis pour les bancs de Terre-Neuve.

Marne. — Dans le *bâtiment*, à Reims, il n'y a pas eu de différence sensible avec le trimestre correspondant de 1904; une maison d'un personnel de 40 ouvriers environ a disparu. Dans l'industrie *textile* le travail a été plus abondant qu'en 1904 à la même époque et égal au trimestre précédent.

Marne (Haute). — A St-Nizier, dans la *fonderie en fer*, le travail a été plus abondant comparativement au premier trimestre 1904; le produit mensuel des salaires serait plus élevé, et ceux des ouvriers occupés à la confection des modèles sont en baisse.

Mayenne. — A Laval, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1904 à pareille époque, et des chômages se sont produits au cours du présent trimestre, à cause du mauvais temps. Dans les industries *textiles*, l'activité a été la même comparativement au trimestre correspondant de 1904 et au précédent trimestre; on fait 59 heures par semaine.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, dans l'*imprimerie*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1904; actuellement on fait 60 heures.

Meuse. — A Bar-le-Duc, dans l'industrie *fromagère*, le travail aurait été moins abondant, à cause du froid; les salaires sont toujours satisfaisants: ils varient de 75 à 100 francs par mois, alors que chez le cultivateur ils n'iraient que de 45 à 70 francs.

Morbihan. — A Lorient, dans la *tannerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1904 à l'époque correspondante; depuis le 1^{er} mars on est passé de 48 à 60 heures par semaine, mais on ne prévoit pas pouvoir maintenir longtemps cette durée, car l'activité des établis-

sements est en baisse. Dans les *travaux publics* on fait 60 heures; les salaires sont en hausse: les manœuvres du bâtiment, les carriers, etc., ont obtenu 0 fr. 05 de plus par heure depuis le 1^{er} janvier.

A Poutivy, dans la *meunerie*, l'abondance du travail est à peu près la même; une minoterie incendiée est en reconstruction. Les salaires n'ont pas varié: 70, 75, 80 francs par mois pour les ouvriers; 150 à 200 francs pour les contremaîtres.

A Hennebont, dans les *travaux publics*, on faisait 74 heures par semaine fin mars; les salaires sont en moyenne de 0 fr. 35 l'heure.

A Lemariaquer, dans l'*ostréiculture*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante 1904, et en augmentation sur le précédent trimestre.

Nièvre. — A Cosne, dans le *bâtiment*, il y a augmentation de la durée du travail en raison de la saison.

Nord. — A Lille, dans l'*ameublement*, le travail est demeuré stationnaire.

Oise. — A La Croix-Saint-Ouen, dans la fabrique de *boîtes*, la durée du travail est toujours de 66 heures par semaine, il n'y a pas de chômage, mais la main-d'œuvre est en abondance.

Pas-de-Calais. — A Arras, dans la *brasserie*, il n'y a pas eu de changement. Dans la *distillerie agricole*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1905; actuellement, il y a feu continu jour et nuit et l'on fait 10 heures par poste avec 2 heures pour le repos.

A Calais, dans l'industrie saisonnière des *tulles et dentelles*, le travail est aussi abondant qu'en 1905 au premier trimestre, mais il y a hausse de 10 p. 100 sur le coton comparativement à cette période; actuellement on fait 55 heures par semaine; l'outillage est en constante augmentation depuis 1905, l'activité est grande, le chômage nul et les salaires très rémunérateurs.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, chez les *tailleurs*, le travail a été moins abondant; il y a diminution de la main-d'œuvre sur place et aussi de la durée du travail, qui n'était que de 30 à 40 heures par semaine fin mars; toutefois, il y a augmentation d'un établissement.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, dans le *jardinage*, le travail s'est maintenu à peu près égal; la semaine est d'environ 50 heures, et la main-d'œuvre et les salaires sont un peu réduits: 3 à 4 francs pour 8 à 9 heures de travail.

Haute-Saône. — A Vesoul, dans le *bâtiment*, le travail est normal; les maçons gagnent 0 fr. 45 l'heure et les tailleurs de pierre 0 fr. 60.

Saône-et-Loire. — A Rancy, dans la fabrique de *chaises*, le travail a été légèrement plus abondant qu'en 1905 au 1^{er} trimestre; actuellement la journée est de 12 à 14 heures. Les petits patrons ne gagnent guère plus de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour, et le personnel ouvrier de 1 fr. 50 à 2 fr. 50.

A Mâcon dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1905 au 1^{er} trimestre; actuellement il est de 60 heures par semaine; les salaires sont de 0 fr. 40 à 0 fr. 48 l'heure pour les maçons, 0 fr. 50 pour les charpentiers et plâtriers et de 0 fr. 50 à 0 fr. 55 pour les serruriers. Chez les *imprimeurs*, il y a augmentation de la durée du travail et une hausse de 10 à 20 p. 100 sur les salaires.

A Chalon-sur-Saône, dans l'*horticulture et la culture maraîchère* l'activité a été plus grande que l'an passé par suite d'un surcroît de production; les salaires sont toujours de 3 francs à 4 fr. 50 par jour.

Sarthe. — Au Mans, dans la fabrique de *cycles et d'automobiles*, l'état du travail est stationnaire, sa durée a toutefois diminué depuis le précédent trimestre, et les salaires ont

augmenté de 0 fr. 50 l'heure en moyenne; deux petits établissements occupant 7 ouvriers ont été créés. Dans la fabrique de *galoches* il n'y a pas eu de changement.

Savoie. — A Chambéry, dans le *bâtiment*, il n'y a pas de modification appréciable quant à l'activité du travail; la situation du personnel ouvrier s'améliore sensiblement par suite d'augmentation de salaires, mais la qualité de la main-d'œuvre laisserait beaucoup à désirer.

Haute-Savoie. — A Annecy, dans le *bâtiment* et les *travaux publics*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 à pareille époque; il y a augmentation de 5 chantiers occupant une cinquantaine d'ouvriers; on fait 10 heures par jour, et la main-d'œuvre fait défaut.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN (1^{er} trimestre 1906). — Dans la *filature de coton*, ce trimestre a présenté un peu plus d'activité, surtout en mars. Dans le *tissage*, les affaires ont été aussi un peu plus actives; les transactions avec l'Algérie ont été absolument nulles, mais on espère un avenir meilleur, grâce à la perspective d'une bonne récolte cette année. Dans l'*indienne* la situation ne s'est pas sensiblement modifiée, les demandes de réassortissement en tissus d'été étant toujours peu nombreuses.

Dans la *tannerie* la situation est normale, toutefois la morte-saison d'été commence à se faire sentir.

Dans les *produits chimiques* et les *ateliers de construction*, la situation n'a pas changé depuis le précédent trimestre. L'importation de *charbon* a donné pour le 1^{er} trimestre une plus value de 160,395 tonnes, dont 128,736 de charbon anglais et 31,659 de houilles allemandes. De son côté le *mouvement du port* de Rouen a présenté aux entrées un mouvement très actif pour la saison. Il s'est totalisé par 599,177 tonnes, dépassant de 203,367 tonnes celui du trimestre correspondant de 1905, lequel, d'ailleurs, avait été inférieur à la moyenne. Les augmentations ont porté principalement sur les houilles et les vins. Les sorties, par contre, laissent toujours à désirer: elles n'ont été que de 67,677 tonnes, inférieures de 1,215 tonnes sur le trimestre correspondant de 1905.

En résumé, si on a pu constater un peu plus d'activité au cours du 1^{er} trimestre 1906, l'état général des affaires est encore loin d'être satisfaisant.

D'après les syndicats patronaux, à Rouen, il n'y a pas de changement dans la *meunerie*; une minoterie incendiée a été reconstruite. Dans le *tissage de coton*, pas de variation, mais diminution de 800 métiers occupant environ le même nombre d'ouvriers. Cette industrie est toujours influencée par la spéculation américaine, sur le cours de la matière première. Même remarque pour la *filature*, et aussi diminution de 3 établissements représentant 26,000 broches et occupant 260 ouvriers. Dans la *teinturerie en coton filé* le travail a été un peu moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1905; cette industrie se ressent forcément de la situation faite au tissage, toutefois il n'y a pas abondance de main-d'œuvre et le recrutement du personnel est plutôt difficile; on fait 55 heures. Dans l'*imprimerie pour étoffes*, la situation est la même que l'an dernier; on fait 10 heures, mais 2 établissements, usant de la tolérance accordée par la loi, firent faire 2 heures de plus pendant 15 jours.

Dans la *serrurerie du bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante en 1905; on fait 60 heures par semaine, la main-d'œuvre est suffisante et il n'y a pas de chômage. Dans la *coutellerie*, le travail a été beaucoup moins abondant comparativement au 1^{er} trimestre 1905, et égal par rapport au précédent trimestre; les salaires varient entre 5 fr. 50, 6 francs et 7 francs selon les capacités. Dans l'*imprimerie*, le travail a été plus abondant qu'au 1^{er} trimestre de 1905, et égal à celui du trimestre précédent; il n'y a pas de chômage.

Dans l'industrie *cidricole*, le travail a été beaucoup moins actif que l'an dernier à pareille époque; actuellement on fait 75 heures environ par semaine, et les salaires sont de 3 fr. 50 à 6 francs.

Au Havre, dans le *bâtiment*, le travail a été à peu près équivalent; à Dieppe, dans la même industrie, il a été plus abondant, la situation a été meilleure au cours du 1^{er} trimestre et il n'y a pas eu de chômage. A Fécamp, dans la *brasserie de cidre*, le travail a été peu abondant par suite de la mauvaise récolte du fruit. A Saint-Saens, dans la *tannerie*, il y a eu diminution d'activité comparativement au trimestre correspondant de 1905; actuellement, on fait 60 heures comme au précédent trimestre.

A Darnetal, d'après le conseil de prud'hommes, un *tissage* occupant environ 250 ouvriers et ouvrières a fermé fin mars; l'ensemble des établissements de cette industrie en activité compte de 1,400 à 1,500 ouvriers des deux sexes; les salaires vont de 2 francs à 3 fr. 50 par jour, et le chômage persiste sans qu'il soit encore possible d'en prévoir la fin. Dans la *teinturerie* la situation n'a pas changé; elle est bonne pour le *grattage* des tissus de coton et les *apprêts* de ces tissus; moins bonne pour l'*impression sur étoffes*. La journée est de 10 heures, les salaires varient entre 0 fr. 30, 0 fr. 45 l'heure, mais le chômage atteint 2 et 3 jours par semaine. La situation reste mauvaise pour les *industries diverses*, pour la construction des *machines* le *bâtiment* et les *petits métiers*. Dans l'ensemble, le chômage atteint encore 50 p. 100 de l'effectif.

A Elbeuf, également d'après le conseil de prud'hommes, il y a peu de chômage actuellement dans le *tissage*, la *filature*, la *teinture* et l'*épinectage*. Dans le *bâtiment*, le chômage est évalué de 10 à 15 p. 100 pour l'ensemble des corporations. Dans la *cordonnerie* il n'y a pas de changement.

Seine-et-Marne. — A Melun, dans le *bâtiment*, l'état est stationnaire. La moyenne par jour des heures de travail calculée sur une année est estimée à 7 heures 9/10^e, en tenant compte du chômage légal et du chômage forcé; les salaires varient entre 0 fr. 50, 0 fr. 55, 0 fr. 60 et 0 fr. 65 l'heure, suivant les corporations et la valeur des ouvriers.

Seine-et-Oise. — A Versailles, dans la *blanchisserie*, le travail est toujours de 10 heures par jour. A Corbeil, dans le *bâtiment*, le travail aurait été aussi abondant que l'an dernier à pareille époque; considéré au point de vue du trimestre précédent, le travail a augmenté d'une heure en raison de la saison.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS (2^e semestre 1905). — Pendant le 2^e semestre 1905, la situation de la *filature de lin au mouillé*, s'est un peu améliorée; les fils fins ont même été en bonne demande pour de nouveaux articles. Les filateurs au mouillé faisant les numéros moyens ont de leur côté, un peu bénéficié de la situation favorable des fils fins. Quant aux filateurs à *sec*, qui ont plus particulièrement à souffrir de la concurrence du coton, leur nombre de broches est appelé à diminuer.

Dans le *tissage de toiles*, il y a eu chômage de plusieurs jours par semaine et même arrêt pour un certain nombre de métiers. Mais, vers le milieu du semestre, la hausse du coton et celle des lins ont provoqué une assez forte reprise de la demande en toiles de lin et en toiles de lin et coton, et les tissages purent travailler la semaine entière.

Dans l'industrie *lainière*, les filatures, dans l'ensemble, ont été moins avantagées que pendant le 1^{er} semestre, subissant le contre-coup de la situation faite à la bonneterie par le prix élevé des matières premières, qui a gêné considérablement la fabrication; toutefois le rassortiment a donné un peu d'animation en septembre et octobre, et en décembre il n'y a pas eu de chômage.

Dans la *confection*, le deuxième semestre a débuté par un bon mouvement d'affaires; les rassortiments ont procuré du travail aux coupeurs et aux ouvrières, mais cette activité n'a été que passagère à cause du mauvais temps survenu en août. En octobre, des demandes plus importantes ont assuré du travail pour un certain temps, mais la douceur de l'hiver n'a pas favorisé les rassortiments et les commissions d'été ont dû être entamées pour éviter le chômage. Pour la même raison, la confection draperie ne prend pas le développement qu'on lui voudrait voir, la confection velours a bien été suivie; de même le vêtement d'enfants; la fabrication du bourgeron, veste de travail, chemise, occupe un nombreux personnel; celle du corsage prend plus d'importance; cette industrie emploie une catégorie d'ouvrières dont le travail plus soigné ne se trouve pas assez rémunéré dans la confection de la chemise. En somme, le deuxième semestre 1905 a été passable et supérieur au premier; et il y a eu très peu de chômage chez les coupeurs et les couturières.

Dans la *bonneterie de laine*, le travail a été actif, et le deuxième semestre 1905 a été assez favorable à cette industrie; mais il l'eût été beaucoup plus si, dès décembre, la clémence de l'hiver, en coupant court aux ventes, n'avait laissé du stock chez les acheteurs et chez les producteurs. La *bonneterie de coton* a été particulièrement favorisée après un premier semestre qui avait laissé beaucoup à désirer; les ateliers n'ont pas chômé, et quelques maisons travaillant la laine ont dû occuper supplémentairement leurs ouvriers.

Dans le *tissage mécanique de velours de coton* la fabrication est restée la même, la cote de cannelé dominant toujours dans les demandes. La coupe *mécanique* fait toujours de nouveaux progrès sur la coupe à la main. Dans la *teinture*, les établissements ont moins chômé, comme de coutume, que pendant le deuxième semestre. Cette industrie locale va avoir aussi à lutter contre un important établissement similaire qui vient de se créer à Roubaix.

Dans l'*industrie sucrière*, la campagne actuelle, succédant à une crise des plus graves, paraît devoir donner de très fâcheux résultats pour la fabrique. La culture aura eu une sorte de compensation par l'exagération des rendements en poids; le stock, malgré une production très forte cette année, ne se trouverait augmenté, au 1^{er} septembre, que de 200.000 tonnes. Cette situation, pour n'être pas brillante, est moins sombre que ce qu'on prévoyait au début de la campagne et elle ne peut que s'améliorer.

Dans l'*industrie métallurgique*, le début du semestre a été médiocre en général, mais pendant le dernier trimestre l'activité est revenue et l'année s'est terminée dans de bonnes conditions; bien des ateliers de *chaudronnerie* et de *constructions mécaniques*, en fin d'année, ont travaillé dans des conditions suffisamment rémunératrices. La fabrication des *fers à cheval*, de son côté, a continué à être très active, et sa production, encore que soutenue par une augmentation notable de matériel, a pu difficilement suffire aux commandes pour la France et pour l'étranger.

La fabrication des divers *produits chimiques* a été normale dans son ensemble; elle a été très active pour les engrais phosphatés et le sulfate de cuivre. Les blanchisseries de fils ont eu un travail modéré mais régulier. En teinture, on a beaucoup travaillé pendant le deuxième semestre, et l'année, qui avait mal commencé, s'est terminée d'une manière satisfaisante pour cette importante industrie amiénoise.

Dans le *bâtiment*, la crise persiste à Amiens et s'est même encore aggravée, aucun nouveau chantier important ne s'étant ouvert depuis l'achèvement de quelques grandes constructions dont l'entreprise remontait à deux ou trois ans. Les petites constructions de la périphérie et des faubourgs ont toutefois maintenu le minimum d'activité des années précédentes. Cette constatation défavorable pour le bâtiment est encore confirmée par un syndicat patronal, pour le 1^{er} trimestre 1906.

A Péronne, dans la *brasserie*, l'activité a été un peu plus abondante en raison du manque de cidre, et les heures ont passé de 55 à 60 par semaine pour le 1^{er} trimestre; la moyenne des salaires est de 100 francs par mois et la vie locale est à bon marché.

A Friville-Escarbotin, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité est normale dans la région serrurière de Vineu, et il n'existe pas actuellement de chômeurs dans aucune industrie de ce ressort.

Var. — A Hyères, dans le *jardinage*, il y aurait eu tendance à diminution de travail comparativement à l'époque correspondante de 1906. Les hommes font toujours 60 heures et les femmes 48; les premiers, travaillant aux champs, gagnent de 3 à 3 fr. 50 par jour, et les femmes 1 fr. 50, pendant la période d'hiver; pendant la période d'été, ces salaires atteignent pour l'ouvrier 4 francs et 4 fr. 50, et il n'y a pas de chômage. Dans l'industrie, les hommes gagnent 6 francs, 6 fr. 50 et 7 francs par jour; les femmes 2 francs, 2 fr. 25 et 2 fr. 50.

Haute-Vienne. — A Limoges, dans la *serrurerie*, le travail a été moins abondant comparativement à l'époque correspondante de 1905, et il y a eu diminution de la durée quotidienne de travail sur le précédent trimestre: on ne fait que 7 à 8 heures en moyenne. Dans la *peinture et vitrerie*, il n'y a pas eu de changement, et la semaine est de 60 heures. A Saint-Junien, dans la *fabrique de gants*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 à pareille époque; actuellement tous les ouvriers et ouvrières sont occupés, le travail effectif ne dépasse pas toutefois 45 à 50 heures par semaine. L'activité a pour cause principale la demande considérable de l'Amérique du Nord, mais la consommation a diminué en France un peu partout; la main-d'œuvre fait défaut, l'exode s'étant produit parmi les ouvriers. Les salaires se sont accrus dans la proportion de 9 p. 100 depuis le 1^{er} juillet 1905 et sont en moyenne de 5 francs par jour pour les gantiers, de 3 fr. 75 pour les piqueuses et de 2 fr. 50 pour les couturières.

**Analyse, par département, des renseignements fournis
par les syndicats ouvriers.**

(Renseignements fournis à la date du 15 juillet.)

Ain. — A Gex, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*. A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, chez les *garçons brasseurs*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de cartons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tullistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *artistes musiciens*; travail actif chez les *chauffeurs-conducteurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons* et les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Bohéries, travail peu actif, 60 heures, chez les *ouvriers du tissu*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Soissons, travail actif, chez les *mécaniciens*. A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez ceux de Guise. A Villers-Cauterets, travail actif, chez les *travailleurs du bois*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *maçons* et les *peintres*.

A Commentry, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, chez les *maçons*; travail peu actif chez les *ébénistes*.

A Gannat, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Montluçon, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Pas de chômeurs, travail actif, chez les *ouvriers agricoles* de Buxières-les-Mines, de Besson, Gennetines, Pouzy-Mésangy, Thionne; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Ygrande et 30 p. 100 chez ceux de Bourbon-l'Archambault. 20 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons* d'Isles et Bardais; pas de chômeurs chez ceux de Lurcy-Lévy; deux tiers de chômeurs chez ceux de Saint-Plaisir.

Travail assez actif chez les *mineurs* de Saint-Hilaire et de Bézenet; pas de chômeurs chez ceux de Doyet; travail actif, 54 heures, chez ceux de Deneville-les-Mines.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de l'éclairage*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers, les infirmiers, les employés des eaux, les comptables*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cannes, pas de changement chez les *cuisiniers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; travail satisfaisant chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *marbriers*; pas de chômeurs, chez les *employés de tramways*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail actif, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Antibes, pas de changement chez les *maçons*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments* de Contes-les-Pins.

A Menton, travail actif, 60 heures, chez les *peintres*. A Vallauris, 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en poterie*.

A Beausoleil, travail très actif chez les *maçons*.

Ardèche. — A Annonay, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*.

A Serrières, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers et manœuvres des eaux minérales*.

Ardennes. — A Mézières, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Revin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs* et les *modeleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux d'Hiraumont; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Monthermé, Laval-Dieu. A Braux, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez ceux de Fromelennes; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux des Mazures; pas de chômeurs, travail actif chez ceux de Bourg-Fidèle et de Château-Regnault. A Raucourt, pas de chômeurs chez les *ferronniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Fumay, travail assez actif, 44 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers* de Rimogne; pas de chômeurs chez ceux d'Haybes.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tissus* d'Illy; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Saint-Menges; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Floing. A Francheval, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers* et *ouvrières* de l'industrie *lainière*.

Ariège. — A Saint-Girons, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Lavelanet, 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles*. A La Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs chez les *employés* de commerce, les *marchands de journaux*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *débardeurs*.

Aude. — A Carcassonne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés* de commerce.

A Narbonne, 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *toumeliers*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 20 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

Travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles* de Pouzouls. Nombreux chômeurs chez les *terrassiers* de Narbonne; pas de chômeurs chez ceux de Pennautier, de Névian, Willeghy, Trèbes, Pézens, Capendu, Castelnaud-d'Aude, d'Argeliers, Bages, Boutenac, Cazilhac, Tourouzelle, Gruissan, Villenoustausson et de Peyriac-de-Mer; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bizanet; 13 p. 100 de chômeurs chez ceux de Ginestas; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fraissé; 37 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Ouveillan; 12 p. 100 chez ceux de Cuxac-d'Aude, de la Redoite et de Vinassan. 12 p. 100 chez ceux de Marcorignan, de Montclair et de Durban; 15 p. 100 chez ceux de Rieux-Minervois; 50 p. 100 chez ceux de Roubia.

Aveyron. — A Millau, pas de changement chez les *teinturiers en peaux*; pas de changement chez les *palissonneurs-mégissiers*; très peu de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers* et *chamoiseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; travail actif, 60 à 70 heures, chez les *gantiers* et *dresseurs de gants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 32 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; un tiers de chômeurs chez les *cuisiniers de terre et de mer* et 11 p. 100 chez les *cuisiniers-navigateurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-tripiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers-charcutiers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*.

7 p. 100 de chômeurs, 60 heures; chez les *imprimeurs-lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de l'imprimerie*; 54 heures, chez les *imprimeurs* et *clicheurs*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *ouvrières du cartonnage*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en crins*; peu de chômeurs chez les *ouvriers en voiliers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *calfat*s; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs* et les *forgerons*.

Travail actif, 60 heures, dans le *bâtiment*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *mineurs* et *terrassiers*, 15 p. 100 de chômeurs chez les

carreleurs; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers* et *gâcheurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *peintres-décorateurs*; travail satisfaisant chez les *pêcheurs*; 45 p. 100 de chômeurs, 27 heures, chez les ouvriers des *ports* et *docks*;

2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-camionneurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-automobilistes*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *déménageurs*; pas de chômeurs chez les membres de l'*enseignement privé laïque*; pas de chômeurs chez les *cochers de place*; pas de chômeurs chez les *contrôleurs de tramways*.

A Aix, 12 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Cassis et à Port-Saint-Louis, nombreux chômeurs chez les ouvriers du port. A La Ciotat, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Berre, travail assez actif chez les *pêcheurs*; travail peu satisfaisant chez ceux de Martigues. Pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs* de Gardanne; de même, 58 heures, chez ceux de Saint-Savournin, de Bourine et de Fuveau; 2 jours de chômage par semaine chez ceux de Trets; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers* de Fontvieille.

A Arles, pas de chômeurs dans l'*habillement*.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Guibray, travail actif dans la *bonneterie*. A Lisieux, pas de chômeurs chez les *couvreurs*.

A Vire, pas de chômeurs chez les *typographes*; grève chez les *granitiers*.

A Honfleur, pas de chômeurs chez les *jardiniers*. A Allemagne, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*. A Ydes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Charente. — A Cognac, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Travail actif, 85 heures, chez les *tuiliers* de Boutiers.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Rochefort, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Marennes, pas de chômeurs chez les ouvriers en *produits chimiques*. A Châtelaillon, fin de la saison chez les *pêcheurs d'huîtres*. A Tonnay-Charente, pas de chômeurs chez les *arri-meurs du port*.

Cher. — A Bourges, travail peu satisfaisant chez les ouvriers du *gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; 65 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail très actif chez les *boulangers*.

A Châteaumeillant, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Vierzon, travail actif, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Torteron, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *journaliers*. A Sancoins, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif chez ceux de Graçay. Pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de la Guerche; pas de chômeurs chez ceux de Nérondes; travail peu actif chez ceux de Dun-sur-Auron. Travail assez actif, 66 heures, chez les *carriers* de Chalvoy-Milon; travail actif et 60 heures chez ceux de Vallenay.

A Saint-Amand, travail actif, 60 heures, chez les travailleurs de la *bijouterie*. A Beffes, à la Guerche-sur-l'Aubois, Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*; travail actif, 66 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Saint-Léger-le-Petit; 23 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron.

40 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *ouvriers agricoles* de Saint-Loup-des-Chaumes. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Chambon, d'Ârpeuilles, Barantheaume, Gros-souvre, Groises, Levet, Uzay-le-Venon, d'Apremont, Brécy, Bengy-le-Craon, La Chapelle-Hugon, Meillant, Venennes, Charenton-du-Cher; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Germiny-l'Exempt; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Barlieu; 33 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Yvoy-le-Pré; travail peu actif chez ceux de Vallenay; 33 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jouet-sur-l'Aubais; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron; 6 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jussy-le-Coudrier; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mornay-Berry; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancoins; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Thaumiers.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Brive, 20 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*. A Bort, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*.

Corse. — A Ajaccio, travail actif, 57 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *jardiniers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; un chômeur chez les *employés*. Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*. A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Lannion, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *ouvriers en tapisseries d'art*.

Dordogne. — A Périgueux, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*, travail actif chez les *cordonniers*. A Bergerac, pas de chômeurs chez les *employés*. A Sarlat, travail peu actif chez les *boitiers*.

Doubs. — A Besançon, travail satisfaisant chez les *plombiers*; pas de chômeurs, 81 heures, chez les *papetiers*; de même, et 60 heures, dans l'*habillement militaire*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*. Pas de chômeurs chez les *employés en pharmacie*. A Pontarlier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *repasseurs en horlogerie*. A Montbéliard, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; de même, et 60 heures, dans l'*ameublement*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*. A Badevel, pas de chômeurs chez les *horlogers*.

Drôme. — A Valence, 6 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers cavistes* et 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*. 9 p. 100 de chômeurs chez les *employés*. A Saint-Restitut, pas de changement, 20 heures, chez les *carriers*. A Romans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* et chez les *typographes*. Travail satisfaisant, 66 heures, chez les *carriers* et les *maçons* de Vernon.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 2 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Dreux, pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*.

Finistère. — A Brest, pas de chômeurs, 60 à 72 heures chez les *cordonniers*; de même chez les *musiciens*. A Quimper, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-*

graphes; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Salins, pas de chômeurs chez les *manœuvres*. A Guilvinec, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs chez ceux d'Andierne et de Concarneau; travail médiocre chez ceux de Douarnenez; 70 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers* de Douarnenez; tous en chômage à Guilvinec, Concarneau et Andierne.

A Concarneau, 60 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

Gard. — A Nîmes, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; travail peu actif chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs*. A la Grand'Combe et à Alais, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Sauve, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*. A Aramon, travail toujours assez actif, 65 heures, chez les *vanniers*. A Anduze, travail actif chez les *chapeliers-fouleurs-appropriers*. A Bessèges, chômage pour réparations chez les *verriers* à *vitres*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs-papetiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs* du Midi; grève chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés aux écritures*; 46 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*. A Revel, pas de chômeurs 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*.

Gironde. — A Bordeaux, 36 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* et *biscuitiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs chez les *épiciers*; pas de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; 20 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de haute futaie*; pas de chômeurs chez les *tapissiers-décorateurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ébénistes*; 50 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons* et les *brossiers*. Grève chez les *verriers*. Pas de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers du gaz*; de même chez les *ajusteurs*.

A Daignac et à Cénac, pas de chômeurs chez les *carriers*. Au Bouscat, pas de changement, 57 heures, chez les *verriers*. A Soulac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des scieries* de Podensac.

A Vayres, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *tonneliers*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Saint-Maixent; pas de chômeurs chez ceux d'Ambarès, Barsac, Pauillac, Paillet, Saint-Pardon. A Libourne, travail assez actif chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Béziers, arrêt complet chez les *cultivateurs* et *terrassiers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *bourrelliers*; 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 35 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers des chais*. Travail peu actif chez les *maréchaux-ferrants*.

A Agde, chômage complet chez les *ouvriers agricoles* et *terrassiers*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; chômage général chez les *tailleurs de pierre*, les *plâtriers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Mèze, 80 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; moitié de chômeurs chez les *portefaix*. A Graissessac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Bédarieux, 30 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers* et 65 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Pézenas, 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Cette, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *gardes des quais*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en bois merrains*; nombreux chômeurs chez les *ouvriers en bois* du Nord. A Marsillargues, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Bourziguès, travail peu actif chez les *pêcheurs*.

Pas de chômeurs, chez les *travailleurs de la terre* de Beaufort et Lodève; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Aspiran; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Abeilhan; travail assez actif chez ceux de Maraussan; 80 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mauguio; moitié de chômeurs chez ceux de Cazouls-lès-Béziers et de Lieuran-lès-Béziers; 50 p. 100 chez ceux de Nézignan-l'Évêque; 27 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-lès-Béziers; 9 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sérignan; 50 p. 100 chez ceux de Saint-Félix-de-Lodez; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux du Bousquet-d'Orb, de Loupian et Pézenas; chômage complet chez ceux de Fabrègues et de Nizas; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Oupia; 65 p. 100 chez ceux de Méze.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du cuir*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Fougères, 1 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *coupeurs en chaussures*, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *maçons*. A Coësmes, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment* et chez les *ouvriers en drap*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Nihermes, travail assez actif chez les *chemisiers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de changement chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *employés de tramways*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Châteaurenault, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tanneurs*; de même, et 66 heures, dans le *bâtiment*. A Amboise, travail peu actif, 60 heures, chez les *cordonniers*; actif dans le *bâtiment*. A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs dans les *produits chimiques*.

Isère. — A Grenoble, 8 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs-mégissiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *employés en pharmacie*.

A la Côte-Saint-André, peu de chômeurs chez les *employés de tramways*. A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tullistes*. A Allevard, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soierie*. A Voiron, travail actif dans le *tissage mécanique*.

A Montalieu-Vercieu, travail actif, 60 heures, chez les *ouvrières en soierie*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *carriers*. Pas de chômeurs chez ceux de Parmilieu. A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-chaufourniers*. A La Chapelle-du-Bard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*. Travail très abondant chez les *mineurs* à la Motte-d'Aveillans.

Jura. — A Our, 20 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*. A Dôle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Salins, pas de chômeurs chez les *manœuvres*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. Pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez la plupart des *ouvriers résiniers* du Marcssin.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; travail actif, 69 heures, chez les *peintres*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *drap*; travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* stéphanois et les ouvriers en *soie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés des fabriques de rubans*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *aides pharmaciens*; pas de chômeurs chez les *commissionnaires publics*.

A Roanne, 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers textiles*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *gareurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs chez les *employés de tramways*.

A Charlieu, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soieries*. Pas de changement chez les *tisseurs* de La Gresle; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Cergne. A Saint-Genest-Lerpt, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'atelier *rubaniers*. A Chazelle-sur-Lyon, travail un peu plus abondant chez les *chapelières-fouleurs*. A Chambon Fougères, travail actif chez les *métallurgistes*; de même chez ceux de Saint-Martin la Plaine. A La Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de La Ricamarie de Villars, de Saint-Jean de Bonnefonds.

A Firminy, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*. A Sail-sous-Couzan, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*. A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *verriers*; moitié de chômeurs dans le *bâtiment*.

Loire (Haute-). — Au Puy, un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Sainte-Florine.

Loire-Inférieure. — A Nantes, travail peu actif chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 9 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs* du bâtiment et de l'industrie; 6 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Saint-Nazaire, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens navigateurs*.

A Coueron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Châteaubriant, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A la Basse-Indre pas de chômeurs chez les *marins pilotes*.

Loiret. — A Orléans, travail satisfaisant chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; travail actif, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*, 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montargis, travail actif, 70 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Ouzouer-sur-Trézé, Gien et Thou.

Lot. — A Souillac, 17 p. 100 de chômeurs chez les *cultivateurs*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *peintres* de Cahors.

Lot-et-Garonne. — A Agen, travail satisfaisant chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs

chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Tonnerre pas de chômeurs chez les *boulangers*.

Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers* de Casteljaloux. A Marmande, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*, 35 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *tonneliers*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*. A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*.

Maine-et-Loire. — A Angers, travail actif, chez les *jardiniers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; travail satisfaisant chez les *ajusteurs* et chez les *employés*.

A Cholet, travail actif, 60 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs* et *apprêteurs*. Travail actif chez les *tisserands* de Saint-Philbert-en-Mauge; pas de chômeurs chez ceux de la Seguinière, Saint-Léger, la Tessoualle et Gesté.

Manche. — A Cherbourg, travail actif, 56 heures, chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les ouvriers en *papiers peints*; de même et 65 heures chez les ouvriers *cagistes*; travail peu actif chez les ouvriers en *pelletteries*; travail actif chez les *tonneliers*; travail normal, 72 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *peintres*; travail actif chez les *terrassiers*; 5 p. 100 de chômeurs, pas de changement chez les *employés*.

A Fismes, 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *pelletterie*.

A Reims, pas de chômeurs chez les ouvriers du *gaz*; chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; de même chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, chez les *mouleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *ajusteurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail satisfaisant, 72 heures, chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*. 10 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*. Au Val-des-Bois, pas de chômeurs dans l'industrie *lainière*. A Ay, travail peu satisfaisant chez les *vignerons*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *gantiers*; de même et 60 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*. A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*. A Bettancourt, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail satisfaisant chez les *limonadiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les ouvriers du *vêtement*; travail assez actif chez les *chapelières* et les *employés*; travail moins actif chez les *menuisiers*; travail peu actif, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Lunéville, travail actif, 60 heures, chez les *céramistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Gobbranché, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Longlaville, Saulnes et Longwy, travail actif chez les *métallurgistes*.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*. A Olizy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Lérrouville, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*. A Bar-le-Duc, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Morbihan. — A Lorient, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*. A Vannes, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; grève chez les *typographes*. A Pontivy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Rochefort-en-Terre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ardoisiers*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. Au Bons, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; mauvaise saison pour ceux de Groix.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *marins-pilotes*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* de Ploubincc. A Plémour, chômage complet chez les *ferblantiers-boitiers*.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers* et *galochiers*; de même, dans le *bâtiment*.

A Prémery, pas de chômeurs, 66 et 70 heures, chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, *travail actif*, chez les *potiers*. A La Charité, travail actif, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même et 60 heures, à Saint-Pierre-le-Moutier; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Decize; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Cercy-la-Tour; travail peu actif, 60 heures, chez ceux de Moulins-Engilbert.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Sulpice, Sichamps, Cessy-les-Bois, Arquian, la Fermeté, Menestreau, Prémery, La Chapelle-Saint-André, Menou, Sardy-les-Epiry, Perroy, Pazy, Oudan, la Celle-sur-Nièvre, Châteauneuf Val-de-Bargis, Giez, Entrains, Bitry, Ville-Langy, Sainte-Colombe, Champfleury, Cervon, Sauzay; un quart de chômeurs chez ceux de Montaron; la moitié de chômeurs à Beaumont-la-Ferrière et Murlin; 18 p. 100 à Saint-Bonnot.

Nord. — A Lille, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les *cuisiniers* et dans le *vêtement*; pas de changement pour les ouvriers *textiles*; travail très actif, 60 heures, chez les ouvriers en *métal*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail un peu moins actif chez les *zingueurs-plombiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers*; travail actif chez les *faïenciers*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *mineurs*. A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*. Pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *marbriers* de Bellignies.

A Cambrai, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *boulangers*. Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes* de Saint-Amand, de Sous-le-Bois, d'Onnaing et Hartmodt. A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Sous-le-Bois; de même, 60 à 80 heures, chez ceux de Villers.

A Roubaix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 4 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les ouvriers *textiles*; travail actif chez les *chaudronniers en fer*; pas de chômeurs, chez les *maçons*; travail assez satisfaisant chez les *peintres*. A Valenciennes, 8 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 17 p. 100 de chômeurs, chez les *charpentiers* et *menuisiers*.

A Tourcoing, 5 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*; 15 p. 100 de chômeurs, chez les *tapisiers en grosse moquette*; pas de chômeurs chez les domestiques du *roulage*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *tordeurs d'huile*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 à 69 heures, chez les *plafonneurs*. A Cousotre, pas de chômeurs; 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Marly, 10 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*. A Armentières, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*.

A Armentières, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Halluin, 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les travailleurs du *bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs* de Gommegnies et les *bûcherons* de Saint-Amand. A Walincourt, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers* et *orfèvres*. Au Cateau, travail actif 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Haspres, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tisserands*. A Briastres, pas de chômeurs, 60 heures, travail très actif chez les *tisseurs*; 3 p. 100 et 72 heures, chez ceux de Bésillers; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux du Cateau; pas de chômeurs, chez ceux d'Avènes-les-Aubert, Bailleur, Fournies.

15 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers *textiles*, 59 heures, à Hazebrouck; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Halluin; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez ceux de Bailleur; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Houplines; travail actif.

2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nieppe. A Escautpont, travail actif chez les *verriers* ;
17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fresnes.

A Caudry, pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *tullistes* et les ouvriers en *tulles* unis et grecs.

Oise. — A Beauvais, travail actif, 60 heures, chez les *typographes* ; travail satisfaisant, 60 heures, chez ceux de Compiègne ; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez ceux de Senlis. A Saint-Pierre-ès-Champs, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*. A Compiègne, travail actif, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Béthisy-Saint-Pierre, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*. A Longueil, 35 p. 100 de chômeurs, chez les *pilotes de l'Oise*. A Creil, pas de chômeurs chez les *comp-tables* et *employés*.

A Mouy, pas de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. A Cuisse-la-Motte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jumelliers*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* ; travail actif, dans le *bâtiment*. A Tinchebray, travail actif, chez les ouvriers en *peignes*. A Féquière, pas de chômeurs chez les *verriers*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, travail très satisfaisant chez les *marins-pêcheurs* ; actif chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers* ; de même et 78 heures, chez les *cimentiers* ; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Calais, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *métallurgistes* ; travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment* et chez les *pilotes*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Lens, travail assez actif chez les *mineurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes* ; pas de chômeurs chez les *lithographes* ; pas de chômeurs chez les *cuisiniers* ; de même chez les *terrassiers* ; pas de chômeurs, chez les *couvreurs* ; de même chez les *employés*.

A Thiers, 5 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *monteurs en coutellerie*.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*.

A Besse, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* de Bressac-les-Mines.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes* ; 12 p. 100 chez les ouvriers de l'*habillement* ; grève chez les *menuisiers* ; pas de chômeurs chez les *ébénistes* ; 6 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers* ; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Bayonne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Billiers, pas de chômeurs chez les *travailleurs du gave*.

A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs, chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *mécaniciens* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* ; travail actif, 60 heures, chez les *plâtriers* et chez les *peintres*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes* ; 10 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers* ; 29 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *tonneliers* ; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-ferblantiers* ; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés* ; 8 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* ; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres* ; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés* ; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Coustouges et à Lamanère, pas de chômeurs chez les *espadrilleurs* et *trépointeurs*.

A Taurinya, travail actif chez les *mineurs*.

20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles* et *viticoles* de Toulouges, 55 p. 100

de chômeurs chez ceux de Clairac; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de Salses et de Trouillas; 6 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-de-la-Raho; pas de chômeurs chez ceux de Canet; 90 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Estagel; moitié de chômeurs chez ceux de Montner; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pollestres; 25 p. 100 chez ceux d'Espira de l'Agli; 10 p. 100 chez ceux de Pezilla-de-la-Rivière; 65 p. 100 chez ceux de Rivesaltes.

Rhône. — A Lyon, travail passable chez les *cuisiniers* et satisfaisant chez les *garçons bouchers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *relieurs* et *doreurs*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *travailleurs du cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs* (mécanique); pas de changement chez les ouvrières de la *soie* et de l'*aiguille*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *passementiers*; travail actif, chez les *tullistes en dentelle*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs tailleurs*; pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement* et chez les *coupeurs chemisiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*, les *serruriers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs du meuble*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ravaleurs*; travail actif, 54 heures, chez les *céramistes*; pas de changement chez les dames *employées*, chez les *employés de la soierie* et chez les *sténographes*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce* et d'*industrie*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; travail peu actif pour les *infirmiers*.

A Neuville-sur-Saône, 3 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs manouvriers*. A Bourg-de-Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez ceux de Thizy; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Grandris.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Loup-sur-Semouze, 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *ameublement*. A Goulénans, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *verriers*.

Saône-et-Loire. — A Chalon, travail actif, 66 heures, chez les *chauffeurs*. A Coublanc, 60 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. Au Creusot, travail très satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Montceau-les-Mines, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *sciieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

A Paray-le-Monial, pas de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs*.

A Montchanin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *carriers* de Nanton.

Sarthe. — Au Mans, 1 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; travail actif, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *constructeurs mécaniciens*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

A Sablé, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *marbriers*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement, chez les *travailleurs du cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *serruriers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Albertville, travail actif, 65 heures, chez les *papetiers*.

A Aix-les-Bains, travail assez actif, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. Travail peu satisfaisant chez les *diamantaires* de Taninges.

Grève chez les ouvriers des *plâtrières* de Saint-Jean-de-Maurienne. A La Bridoire 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *tullistes*.

A Ugine, travail actif chez les *métallurgistes*. A Albertville, 18 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*. A Lovagny, 13 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

Savoie (Haute-). — A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Rumilly, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Meillerie, pas de chômeurs chez les *bateliers*.

Seine. — A Paris, pas de chômeurs chez les *jardiniers-cultivateurs*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *confiseurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 10 p. 100 chez les *pâtisseries-cuisiniers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries de la Seine*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de Paris* et 10 p. 100 chez les *cuisiniers de la Seine*; 15 p. 100 de chômeurs environ chez les *limonadiers-restaurateurs*; 2 p. 100 chez les *biscuitiers en pain d'épices*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtel*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*.

Travail satisfaisant chez les ouvriers du gaz.

3 p. 100 de chômeurs environ, 52 à 60 heures, chez les *typographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *conducteurs-typographes*; travail assez satisfaisant chez les *imprimeurs de journaux*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *stéréotypers galvanoplastes*; travail satisfaisant chez les *fondeurs typographes*.

10 p. 100 de chômeurs chez les *compagnons cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pelletiers-lustreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gantiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers de la *bretelle*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; travail peu actif chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières en *chapeaux de soie et feutre*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; travail satisfaisant chez les *couturières* et chez les ouvriers de l'*habillement*; 10 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *coupeurs tailleurs*; pas de changement chez les *fleuristes feuillagistes*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; travail actif chez les *marqueteurs-mosaïstes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs en sièges cuir*; 4 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *layetiers emballeurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *malletiers*; travail satisfaisant, chez les *spécialistes en tables de nuit*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *compagnons charrons*; 1 p. 100 de chômeurs environ chez les ouvriers de la *voiture*.

Pas de chômeurs, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *polisseurs sur métaux et nacrés en jumelles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *contremaitres métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs en fer*; chez les *mécaniciens*, travail satisfaisant; 10 p. 100 de chômeurs chez les *potiers d'étain*; plus de moitié de chômeurs, 57 heures, chez les *plombiers*; 15 p. 100 de chômeurs, chez les *mécaniciens électriciens*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs modelleurs*; 32 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et ravauteurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *endumeurs*; 2 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *plombiers colonnards*; pas de chômeurs chez les *scieurs de pierre*; 40 p. 100 de chômeurs 30 heures, chez les *graveurs sur cristaux*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *verriers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *lueurs de voitures*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *employés des bateaux mouches*; pas de chômeurs chez les *travailleurs de la compagnie des bateaux parisiens*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la bourse de commerce*; travail satisfaisant pour ceux de la *bijouterie*; reprise chez les *placiers en fleurs et plumes*. Pas de chômeurs chez les employés de la *compagnie des eaux*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *dames employées de commerce*; pas de chômeurs chez les *clercs d'huisier*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; travail satisfaisant chez les *coiffeurs*.

Travail satisfaisant chez les *cochers*; travail plus actif chez les *porteurs aux halles*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *institutrices libres* et pas de chômeurs chez les *membres et employés de l'enseignement privé*; 2 p. 100 de chômeurs environ chez les *gens de maison*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs de voitures automobiles*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *artistes lyriques* et 20 p. 100 chez les *choristes*.

A Boulogne, 14 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseurs*; à Bagneux et Chaville, pas de chômeurs chez les *blanchisseurs*. A Pantin, travail peu actif pour les *terrassiers*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, travail actif, 54 heures, chez les *lithographes-papetiers*; travail peu actif chez les *corroyeurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs et brocheurs*; travail actif, 58 heures, chez les *brossiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; travail actif, 60 heures, chez les *peintres*; un tiers de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'équipes et employés du port*. A Sotteville-lès-Rouen travail actif dans l'industrie *cotonnière*.

Au Havre, 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de magasin*; 36 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *cordonniers*; 70 p. 100 de chômeurs chez les *coilliers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs chez les *pilotes*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *pêcheurs et marins du commerce*; travail très satisfaisant chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *granitiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *couvreurs-plombiers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers des docks*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; pas de chômeurs chez les *aides pharmaciens*; travail actif chez les *typographes* et les *cochers*.

A Elbeuf, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

Pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Bolbec; de même, 50 heures, chez ceux de Lillebonne; de même 60 heures, chez ceux de Malaunay et de la Houleme.

A Arques, travail satisfaisant 60 heures, chez les *menuisiers à la mécanique*. A Dieppe, travail peu actif dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *verriers* de Nesle-Normandeuse, d'Incheville, Varimpré-Essarts; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Aumale.

A Villequier pas de chômeurs chez les *marins pilotes*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *livre*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Montreuil travail actif, 60 heures, chez les *faïenciers*; de même 55 et 60 heures chez ceux de Salins.

A Montcyrin, pas de chômeurs chez les *typographes*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre* du Moulin-Foulon. A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours pas de chômeurs chez les *carriers* et chez les *diamantaires*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, chez les *limonadiers*, de même chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *maréchaux*.

A Saint-Germain, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Argenteuil, travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Essonnes, pas de changement chez les *chapetiers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *mouleurs*. A Corbeil, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Orsay, travail satisfaisant, 70 heures, dans le *bâtiment*. Pas de chômeurs, 70 heures, chez les *carriers* de Chevreuse.

A Meulan, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. Au Pecq travail actif chez les *typographes*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, 3 p. 100 chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Nelle pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Thouars, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

A Parthenay, travail actif chez les *mécaniciens*.

Somme. — A Amiens, travail actif dans l'*habillement*; passable, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *employés*; 5 p. 100 de

chômeurs chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment. Pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Albert, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*. A Villers-Bretonneux, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bonnetiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Moreuil.

A Abbeville, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Martainville, pas de chômeurs chez les *verriers*.

Tarn. — A Albi, 40 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu satisfaisant chez les *chapeliers-appropriers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*; travail assez actif dans le bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et les *maçons*.

A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers de l'habillement, dans le bâtiment et chez les *employés de commerce*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 55 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes* et les *mouleurs en fer* et les *sculpteurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons* et *charpentiers*.

A Lavaur, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Graulhet, 36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *moutonniers*. A Dourgne, pas de chômeurs, chez les *ardoisiers*.

A Mazamet, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *délaineurs*; 21 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *peau de mouton*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *filateurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*; travail actif chez les *maçons*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typolithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et les *employés*.

A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Draguignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et chez les employés des chemins de fer du Sud. A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *confiscurs-pâtisseries*; pas de chômeurs chez les ouvriers du gaz; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 52 p. 100 de chômeurs chez les *aides-maçons*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Saint-Raphaël, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A la Seyne, travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs* et les *métallurgistes*.

A La Garde, travail actif dans le bâtiment.

Vaucluse. — A Avignon, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les artistes *musiciens*.

A Villeneuve-d'Avignon, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Apt, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, chez les *charpentiers* et *menuisiers*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*. A La Chaume, très nombreux chômeurs chez les *boitiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Pas de chômeurs, travail actif, chez les *tisserands* des Epesses, de Mortagne-sur-Sèvre et de Saint-Malo-du-Bois, Saint-Laurent-sur-Sèvre. A Mervent, pas de chômeurs, 96 heures, chez les *forestiers*.

Vienne. — A Poitiers, 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *vitriers peintres*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail normal, 54 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourreliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-plafonneurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres sur porcelaine*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce.

A Chalus, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens*.

Vosges. — A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *jonets* et *brassiers*. A Saint-Dié, travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*; travail normal chez les *mécaniciens*.

A Raon-l'Étape, travail actif chez les *carriers*. A la Neuveville-les-Raon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

A Remiremont, travail satisfaisant dans le *bâtiment*; travail satisfaisant chez les employés. A Arnould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *papeteries*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles* de Bussang, de Cornimont, du Val d'Ajol, de Remiremont, de Golbey, de Maxonchamp, du Thillot, de Ban-de-Laveline, de Moyennoutier et de Saint-Léonard; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Granges; 10 p. 100 chez ceux de Saint-Dié; travail peu actif chez ceux de Saint-Maurice.

Yonne. — A Auxerre, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Sens, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Treigny, pas de chômeurs chez les *peintres*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Lavau, de Sommechaie de Domats, de Fontenailles-sous-Andryes, de Perreux, de Septfonds, de Moutiers et de Saint-Fargeau.

Algérie. — A Alger, 25 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens de la marine*; pas de chômeurs chez les employés en *quincaillerie*.

A Bône, pas de chômeurs chez les *chauffeurs*.

A Constantine, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les employés de commerce.

Adjudications importantes en août et septembre.

CANALISATION ET ÉGOUTS.

BÉDARIEUX. — 30 août. — Mairie : travaux d'adduction d'eau	132,000 ⁱ
BEAUVAIS. — 11 sept. — Préfecture : construction d'un barrage et d'un magasin	430,000

CHEMINS DE FER.

LAON. — 22 août. — Préfecture : construction d'un chemin de fer d'intérêt local	235,000
MÉZIERES. — 3 sept. — Préfecture : construction d'un chemin de fer d'intérêt local	123,000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

COMMERCY. — 24 août. — Mairie : construction d'un pavillon (Guerre).....	263,000
VERSAILLES. — 24 août. — Mairie : construction de charpente métallique de hangar (Guerre).....	154,000
CONSTANTINE. — 25 août. — Chambre de commerce. — Construction d'un hôtel des postes.....	313,000
TOUL. — 31 août. — Mairie : Construction d'un pavillon (Guerre).....	150,000
VERDUN. — 4 sept. — Mairie : construction d'une tourelle (Guerre).....	100,000
VILLEURBANNE. — 8 sept. — Construction d'écoles.....	290,000
PARIS. — 8 sept. — Tribunal de commerce : construction d'habitations économiques (Assistance publique).....	2,596,000
— 8 sept. — Tribunal de commerce : parquetage à l'asile de de Maison-Blanche.....	180,000
— 11 octobre. — Préfecture de la Seine : couverture en ciment armé du canal Saint-Martin.....	820,000

ROUTES ET CHEMINS.

ALGER. — 29 août. — Préfecture : construction d'un chemin.....	460,000
--	---------

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juil. 1905.	Juin 1906.	Juil. 1906.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	28 ^f 00	25 ^f 00	25 ^f 50
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	51 12	43 00	46 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	51 50	61 00	64 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	42 25	45 00	45 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	60 00	66 50	69 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	71 00	71 62	67 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ...	184 00	198 00	196 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr..	49 00	48 00	52 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)...	197 50	223 25	207 80
Étain Banka, idem.....	415 00	485 50	453 50
Plomb, livr. à Paris, idem.....	43 90	47 50	43 00
Zinc, bonnes marques, idem.....	69 00	68 12	67 18
Blé à Paris, idem.....	26 12	24 12	22 75
Blé à Nantes, idem.....	#	22 95	#
Blé à Dijon, idem.....	#	23 00	#
Viande (boeuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 34	1 31	1 30
Viande veau, idem.....	1 63	1 82	1 46
— mouton, idem.....	1 91	1 90	1 75
— porc, idem.....	1 41	1 65	1 60

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les sept premiers mois de 1906.

	1906.	1905.	AUGMENTATIONS en 1906.	DIMINUTIONS en 1906.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	481,380	457,182	24,198	„
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,058,490	1,842,635	215,855	„
Objets fabriqués.....	553,645	501,355	52,290	„
TOTAUX.....	3,093,515	2,801,172	292,343	„
AUGMENTATION en 1906.....	.....	.....	292,343 ^t	.....
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	379,535	385,589	„	6,054
Matières nécessaires à l'industrie.....	790,576	749,670	41,006	„
Objets fabriqués.....	1,458,558	1,349,940	108,618	„
Colis postaux.....	227,765	191,440	36,325	„
TOTAUX.....	2,856,534	2,676,639	185,949	6,054
AUGMENTATION en 1906.....	.....	.....	179,895 ^t	.....

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 907,875,300 francs du 1^{er} janvier au 25 août 1906 contre 868,728,100 francs pendant la période correspondante de 1905, soit une augmentation de : 39,147,200 francs.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 4^e TRIMESTRE 1905,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la dénomination portée au tableau; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilogr.)	VIANDE (au kilogr.)	LARD (au kilogr.)	BEURRE (au kilogr.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne.....	0 36	1 70	1 80	3 33	9 93	0 38	"	3 52
Ardennes.....	0 32	"	1 60	3 27	"	0 30	"	3 00
Charente-Inférieure..	0 26	"	"	"	"	"	"	2 47
Doubs.....	0 31	1 80	1 90	3 64	5 28	0 22	"	4 46
Gironde.....	0 29	1 50	1 78	3 25	8 00	0 30	"	3 35
Isère.....	0 35	2 00	1 58	2 39	7 71	0 24	0 30	2 91
Loire.....	0 34	1 65	1 71	3 10	"	0 23	"	3 60
Marne.....	0 32	1 86	1 27	3 13	8 99	0 32	0 25	"
Marne (Haute-).....	0 32	1 79	1 85	2 35	8 40	0 30	0 20	"
Meurthe-et-Moselle...	0 31	1 90	1 81	2 73	7 30	0 23	"	"
Nièvre.....	0 34	1 80	1 50	"	7 97	0 21	"	2 85
Nord.....	0 31	1 90	1 94	3 35	13 50	0 66	"	2 89
Pas-de-Calais.....	0 31	1 62	1 54	2 94	"	0 58	"	"
Rhône.....	0 26	2 00	1 56	2 80	7 85	0 20	"	5 60
Saône-et-Loire.....	0 29	1 62	1 52	"	5 00	0 26	"	3 04
Seine.....	0 36	1 65	2 09	3 34	15 00	0 33	0 23	5 34
Seine-inférieure.....	0 30	"	1 43	2 84	14 00	0 67	"	4 53
Seine-et-Oise.....	0 31	1 80	1 57	3 00	11 25	0 26	0 24	4 70
Sèvres (Deux-).....	0 26	"	"	"	"	"	"	"
Vosges.....	0 30	1 59	2 10	2 80	"	0 33	"	"
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 32	1 52	1 63	3 00	10 67	0 43	0 26	3 95
Quantités vendues par l'ensemble des 689 sociétés.....	kil. 19,547,085	kil. 382,983	kil. 98,278	kil. 77,329	quint. 3,979	lit. 1,799,736	lit. 20,073	quint. 146,806

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 4^e trimestre 1905 résultent du dépouillement des rapports de 689 sociétés, dont 576, qui ont donné le nombre de leurs adhérents, groupaient 153,696 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 689 sociétés.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juillet 1906, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

24 syndicats patronaux comptant 5,588 membres;
33 syndicats ouvriers comptant 2,374 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

4 en juillet, 22 en juin, 16 en mai, 4 en avril, 1 en mars, 2 en février, 1 en janvier et 7 antérieurement au 1^{er} janvier 1906. Total : 57.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [9 1906]. — Syndicat des agents généraux de Bourg représentant les compagnies françaises d'assurances à primes fixes contre l'incendie, la vie, la grêle et les accidents (29 membres). Siège social : chez le Président, BOURG.

Alpes-Maritimes [24 juin 1906]. — Syndicat agricole, horticole et floral des Alpes-Maritimes (127 membres). Siège social : boulevard Carnot, 25, CANNES.

Ardèche [17 juin 1906]. Chambre syndicale des entrepreneurs d'Annonay (65 membres). Siège social : place Notre-Dame, 1, ANNONAY.

Bouches-du-Rhône [16 mai 1906]. — Syndicat des patrons cordonniers de la ville de Marseille (22 membres). Siège social : café de la Bourse, MARSEILLE.

Garonne (Haute) [7 mai 1906]. — Syndicat des industriels métallurgistes de Toulouse (32 membres). Siège social : boulevard Carnot, 80, TOULOUSE.

Gironde [25 juin 1906]. — Syndicat des traducteurs de toutes langues (2 membres). Siège social : cours d'Espagne, 174, BORDEAUX.

Hérault [15 juin 1905]. Syndicat des patrons coiffeurs de la ville de Cette (50 membres). Siège social : café de la Bourse, Grande rue, CETTE. — [1^{er} juin 1906]. — Association syndicale des hôteliers et restaurateurs de la ville de Montpellier et de la région (58 membres). Siège social : Hôtel du Midi, boulevard Victor-Hugo, MONTPELLIER.

Ile-et-Vilaine [26 mai 1906]. — Syndicat des négociants en grains, engrais, pommes, fourrages et minotiers des départements d'Ile-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord et du Morbihan (150 membres). Siège social : Rue de Rohan, 7, RENNES.

Morbihan [11 mai 1906]. — Syndicat des patrons pâtisseries, glaciers et traiteurs de Lorient et du Morbihan (11 membres). Siège social : cours Chazelles, 22, LORIENT.

Nord [3 avril 1906]. — Syndicat des producteurs de lait, fromage, beurre et bettraves de l'arrondissement d'Avesnes (4,145 membres). Siège social : Grand rue, LE QUESNOY.

Sarthe [1^{er} juillet 1906]. — Syndicat des patrons **coiffeurs-parfumeurs** de la ville du Mans et du département de la Sarthe (30 membres). Siège social : Crypte, rue des Fossés Saint-Pierre, LE MANS.

Seine [11 juin 1906]. — Syndicat patronal des **coiffeurs** d'Ivry-sur-Seine (20 membres). Siège social : rue du Milieu, 2 bis, IVRY-SUR-SEINE. — [10 juillet 1906]. — Fédération des comités des patrons **coiffeurs** de Paris (450 membres). Siège social : rue Scribe, 2, PARIS-9^e. — [17 juin 1906]. Association syndicale des **éleveurs** de chevaux de pur sang en France (139 membres). Siège social : avenue de l'Opéra, 5, PARIS-1^{er}. — [12 mai 1906]. — Chambre syndicale des fabricants de **limes** de Paris et du département de la Seine (22 membres). Siège social : rue Henri-Chevreau, 8, PARIS-20^e. — [29 mars 1906]. — Chambre syndicale des fabricants **souffleurs de verre** et des industries qui s'y rattachent (35 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10^e. — [14 juin 1906]. Chambre syndicale des fabricants de **verniss** et marchands de couleurs au détail et produits similaires (45 membres). Siège social : rue de Lancry, 10 PARIS-10^e.

Seine-Inférieure [11 juin 1906]. — Syndicat des **limonadiers**, hôteliers, épiciers, débitants et brasseurs du canton d'Elbeuf (25 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, ELBEUF.

Seine-et-Oise [1^{er} avril 1906]. — Syndicat de **soulangers** de la région de Nogent-Neuilly-Plaisance (32 membres). Siège social : avenue de la Station, 32, NEUILLY-PLAISANCE.

Tarn [13 mai 1906]. — Syndicat général des entrepreneurs de **battage** du Tarn (40 membres). Siège social : place du Manège, 5, ALBI.

Tarn-et-Garonne [29 septembre 1905]. — Syndicat des **bijoutiers**, horlogers, joailliers, orfèvres et des professions qui s'y rattachent de la ville de Montauban et ses environs (13 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, MONTAUBAN.

Vaucluse [11 avril 1906]. — Syndicat des **maîtres-imprimeurs** typographes et lithographes d'Avignon (2 membres). Siège social : café des Négociants, rue de la République, AVIGNON.

Vendée [9 juin 1906]. — Syndicat des **jardiniers** de Luçon (46 membres). Siège social : LUÇON.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [1^{er} juin 1906]. — Fédération des groupements des **mécaniciens et chauffeurs** des chemins de fer de France et de ses colonies (section de Moulins) (45 membres). Siège social : salle Faure, MOULINS. — [17 juin 1906]. — Chambre syndicale des employés et ouvriers **gaziers** et électriciens de l'usine à gaz et électricité de Vichy-Cusset (25 membres). Siège social : place de la République, VICHY.

Alpes-Maritimes [1^{er} juin 1906]. — Syndicat des **machinistes** de la ville de Nice (30 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE.

Aude [14 décembre 1905]. — Syndicat d'**instituteurs** et d'**institutrices** de l'enseignement libre du diocèse de Carcassonne (84 membres). Siège social : rue Neuve-du-Mail, 2, CARCASSONNE.

Charente-Inférieure [25 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières d'usines de La Rochelle-Pallice (**journaliers** ou manœuvres) (265 membres). Siège social : avenue Denfert-Rochereau, LA PALLICE.

Doubs [10 juin 1906]. — Chambre syndicale des **carriers** et similaires de Besançon (37 membres). Siège social : Bourse du travail, BESANÇON.

Gard [2 juillet 1906]. Association syndicale des ouvriers **tonneliers** de Sumène (23 membres). Siège social : SUMÈNE.

Gironde [13 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers fabricants de **balais** de la ville de Bordeaux, du département et de la région (36 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [1^{er} juin 1906]. — Syndicat des **encanteurs** et similaires des Halles de Bordeaux (26 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [10 juin 1906]. — Syndicat des ouvriers **résiniers** de la forêt du Flammant (52 membres). Siège social : Saint-Isidore, commune de MAUJAC-SUR-MER. — [2 mars 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Saint-Loubès (23 membres). Siège social : chez M. Cornet, SAINT-LOUBÈS.

Hérault [4 mai 1906]. — Chambre syndicale des **matelots** borneurs de la ville de Mèze (33 membres). Siège social : café Roux, rue Sadi-Carnot, MÈZE.

Ille-et-Vilaine [3 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'ameublement de la ville de Rennes (38 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Isère [5 novembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **chaussures** des Avenières et de la région (40 membres). Siège social : (LES) AVENIÈRES. — [1^{er} décembre 1905]. — Syndicat indépendant des ouvriers et ouvrières en **chaussures** des Avenières et de la région (37 membres). Siège social : (LES) AVENIÈRES. — [25 juin 1906]. — Syndicat des **sculpteurs** sur pierre et mouleurs de la ville de Grenoble (35 membres). Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE. — [18 mai 1905]. — Union des syndicats du **tissage** de la région lyonnaise (section de Noirans) (2 membres). Siège social : Hôtel des Bains, NOIRANS.

Landes [14 octobre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de la ville de Mont-de-Marsan (25 membres). Siège social : rue du Pèglé, MONT-DE-MARSAN. — [3 février 1906]. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires (3 membres). Siège social : au foyer du Théâtre, MONT-DE-MARSAN.

Loire-Inférieure [30 mai 1906]. — Chambre syndicale des vendeurs et porteurs de **journaux** (30 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES.

Nièvre [16 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Préporché (16 membres). Siège social : PRÉPORCHÉ. — [20 mai 1906]. — Syndicat des ouvriers en **limes** de Saint-Hélène (35 membres). Siège social : Saint-Hélène, commune de VARENNES-LES-NARCY.

Nord [23 juin 1906]. — Chambre syndicale ouvrière de l'industrie **textile** de Beauvois-Fontaine (760 membres). Siège social : Grand rue, BEAUVOIS.

Rhône [2 mai 1906]. — Syndicat des **peintres** de lettres et manigraphes de la ville de Lyon (25 membres). Siège social : rue Pléney, 1, LYON.

Savoie [2 mai 1906]. — Syndicat ouvrier des **ardoisières** de Saint-Colomban-des-Villards (86 membres). Siège social : SAINT-COLOMBAN-DES-VILLARDS.

Seine [1^{er} juin 1906]. — Syndicat de la corporation des **argileurs-mineurs** et des argileurs à ciel ouvert (44 membres). Siège social : route de Fontainebleau, 90, GENTILLY. — (2 juin 1906). — Union syndicale des ouvriers et ouvrières des industries du **papier** d'Issy-les-Moulineaux (2 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, ISSY-LES-MOULINEAUX. — [1^{er} juillet 1906]. — Syndicat des ouvriers **bijoutiers** en doré, fantaisie, mode et petit bronze (25 membres). Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS 3^e. — [20 février 1906]. — Chambre syndicale intercommunale des allumeurs de **gaz** (200 membres). Siège social : Bou-

levard Magenta, 4, PARIS, 10^e. — [27 juin 1906]. — Syndicat ouvrier de la **joaillerie** (33 membres). Siège social : rue de Richelieu, 56, PARIS, 1^{er}. — (22 mai 1906). — Syndicat des ouvriers en **persiennes** en fer, fermetures, monte-charges et parties similaires (124 membres). Siège social : rue de la Convention, 69, PARIS, 15^e. [?]. — Syndicat ouvrier des fabriques d'**engrais** complet (? membres). Siège social : boulevard Victor-Hugo, 175, SAINT-OUEN.

Seine-et-Oise [23 juin 1906]. — Syndicat corporatif des **cochers** de place et de remise de Versailles (51 membres). Siège social : rue Royale, 68, VERSAILLES.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

- 1^{re} SESSION (1891). — *Compte rendu des séances. — Rapports : Bureaux de placement* (M. Thévenet). — *Protection des salaires* (M. Martelin). — *Création d'un office du travail* (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25. Épuisé.
- 2^e SESSION (1892). — *Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire* (MM. Labeyrie et Delahaye). — *Sociétés coopératives de crédit* (M. Lyon-Caen). — *Habitations ouvrières* (M. Siegfried). — *Musée d'économie sociale* (M. Linder). — *Règlements d'atelier* (M. Keufer). — *Pétition des typographes de Lyon*. — 1 vol. in-4° 252 p. 3 fr. Épuisé.
- 3^e et 4^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — *Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire* (M. Many). — 1 vol. in-4°, 341 p. 3 fr. 30. Épuisé.
- 5^e SESSION (1895). — *Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail* (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p. 2 fr. 25. Épuisé.
- 6^e SESSION (1896). — *Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières* (M. Paulet). — *La question du chômage* (MM. Moron, Finance et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p. 1 fr. 80. Épuisé.
Rapport sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail. — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60. Épuisé.
Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4° de 23 p. (1899). 1 fr.
- 7^e SESSION (1897). — *Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications* (M. Keufer). — *Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics*. — 1 vol. in-4°, 299 p. 3 fr. Épuisé.
- 8^e SESSION (1898). — *Compte rendu. — Rapport sur le marchandage* (M. Goy). — *Note de l'Office du travail sur le marchandage*. — 1 vol. in-4°, 127 p. 1 fr. 80. Épuisé.
- 9^e SESSION (1900). — *Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 525 p. 4 fr. 50. Épuisé.*
Les conseils de prud'hommes (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p. 3 fr. 60.
Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p. 1 fr.
- 10^e SESSION (1901). — *Compte rendu. — 1 vol. in-4° de 175 p. 2 fr. 25. Épuisé.*
Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p. 3 fr. Épuisé.
Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrêt. — 1 broch. in-4°, 28 p. 1 fr.
- 11^e SESSION (1902). — *Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 147 p. 1 fr. 80.*
Apprentissage : enquête et documents (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p. 4 fr. 50.
Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p. 1 fr. Épuisé.
- 12^e SESSION (1903). — *Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 224 p. 2 fr. 70.*
Les caisses de chômage. — 1 vol. in-4°, de 148 p. 1 fr. 80.
Réglementation du travail dans les industries de transport (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p. 1 fr. 50.
Enquête et documents sur le délai-congé. — 1 vol. in-4°, 104 p. 1 fr. 80.
- 13^e SESSION (1904). — *Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 233 p. 1 fr. 80.*
Le repos hebdomadaire (rapport de M^{lle} Blondelu). — 1 vol. in-4°, 73 p. 1 fr. 50.
Le délai-congé (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p. 1 fr. 50.
- 14^e SESSION (1905). — *Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 135 p. 1 fr. 80.*
- 15^e SESSION (novembre 1905). — *Compte rendu. — 1 vol. in-4°, 168 p. 2 fr. 25.*
L'enseignement professionnel (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p. 2 fr. 25.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers*. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893). 8 fr. Épuisé.
- Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques*. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901). 1 fr. 50.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger*. — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr. Épuisé.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artels et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes*. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 50. Épuisé.
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1^{er} : Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893) — *Tomes II et III : Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — *Tome IV : Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — *Manufactures de l'État et chemins de fer*. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — *Album graphique*. — 29 planches in-8° (1897) 4 fr. Épuisé.
- La petite industrie (salaires, durée du travail)*. — *Tome 1^{er} : L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — *Tome II : Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr. Épuisé.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{IE}. (Suite.)

L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Saisie-arrest sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers.</i> — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail.</i> — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — <i>En Autriche.</i> — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : <i>Accidents.</i> — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse.</i> — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.....	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.</i> — (1899). — Tome II : <i>Cuirs et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — (1901). — Tome III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses.</i> — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Mélin, agrégé de l'Université.</i> — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901). 1 fr. 50.....	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques.</i> — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. <i>Dénombrement général.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Épuisé.
<i>Dénombrement des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50....	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé), chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est.</i> — 1 vol. in-4° de 870 p. — Tome II : <i>Population présente, région du Sud-Est.</i> — 1 vol. in-4° de 818 p., chacun.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle. Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892.</i> — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
<i>Années 1893 à 1898.</i> — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr. — 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1 ^{er} volume <i>Mouvement de la population.</i> — 4 vol. in-8° de 313, 289, 105 et 384 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun....	5 fr.
<i>Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 2^e volume : Institutions d'assistance.</i> — 4 vol. in-8° de 211, 105, 103 et 103 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
Annuaire statistique. — Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p. — (Épuisés : années 1886, 1888, et 1890 à 1904, sauf 1901), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1905). — 15 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905), chacun.....	3 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	4 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905. — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905), chacun.....	1 fr. 50.

D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e.

MUZARD et ENIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{re}.

Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7^e.

CHEVALIER et RIVIERE, rue Jacob, 30, à Paris-6^e.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL)

SOMMAIRE.

	Pages.	Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		
Revue du travail en août.....	873	
Situation par industries.....	874	
Grèves en août.....	883	
Cconciliation et arbitrage en août.....	888	
Application, en 1905, de la loi du 2 novembre 1892.....	890	
Les caisses d'assurance en cas de décès et en cas d'accident en 1905.....	899	
Résultats des élections au Conseil supérieur du travail (représentants des syndicats ouvriers).....	902	
Rapport sur les subventions aux caisses de chômage pour 1905.....	905	
Les chemins de fer d'intérêt local en 1903: accidents et institutions de retraites et de secours..	916	
<i>Jurisprudence.</i>		
Accidents du travail; impossibilité pour le débiteur de la rente de retenir les frais dus par le titulaire; aggravation d'une incapacité primitivement jugée temporaire; recevabilité d'une demande en revision. — Pension de retraite: refus d'admission. — Placement: syndicat; cotisation constituant un abonnement donnant droit au placement. — Cahier des charges: salaire minimum des ouvriers auxiliaires. — Contrat de travail à durée indéterminée: congédiement pour cause de maladie; dommages-intérêts....	917	
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		
Allemagne: Revue du travail. — Placement. — Grèves.....	922	
Autriche: Placement. — Grèves.....	923	
Belgique: Marché du travail. — Grèves. — La caisse d'épargne et de retraite en 1905. — Les accidents sur les chemins de fer en 1904.....	923	
Canada: Revue du travail.....	926	
États-Unis: Revue du travail.....	926	
Grande-Bretagne: Revue du travail. — Grèves. — Le personnel des mines et les accidents mortels en 1905. — Les grèves et lockouts en 1905....	927	
Italie: Grèves. — Les ligues des travailleurs de la terre en 1905.....	932	
<i>Actes et documents officiels.</i>		
Loi du 12 avril 1906, modifiant et complétant la loi du 30 novembre 1894, sur les habitations à bon marché. — Article 67 de la loi de finances du 17 avril 1906 (licenciement des agents d'octroi). — Décret du 24 août 1906, organisant le contrôle des jours de repos et des dérogations prévus par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. — Circulaires du ministre du Commerce, du 9 août et du 3 septembre 1906, sur l'application de la loi sur le repos hebdomadaire.....	934	
<i>Renseignements divers.</i>		
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	955	
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	959	
Adjudications; transports; prix courants divers; commerce extérieur.....	976	
Mouvement syndical.....	979	

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an. POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —
----------------------	--

PUBLICATIONS

DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Décembre 1904). Un volume in-8 de 334 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 60.

N° 2. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905) et Règlements d'administration publique du 28 février 1899. Brochure de 32 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). Un volume de 937 pages.

Prix : 10 francs — Franco 11 francs.

N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 10.

N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages.

Prix : 5 francs — Franco 5 fr. 75.

N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages.

Prix : 1 fr. 30 — Franco 1 fr. 40.

N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages.

Prix : 4 francs — Franco 4 fr. 50.

N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Brochure in-8° de 95 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages.

Prix : 3 fr. 25 — Franco 3 fr. 75.

N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Brochure de 96 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages.

Prix : 0 fr. 20 — Franco 0 fr. 30.

N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 1904. Un volume de 116 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 1904. Brochure de 34 pages.

Prix : 0 fr. 35 — Franco 0 fr. 45.

N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs.

Prix : 2 fr. 75 — Franco 3 fr. 15.

N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 44 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1903. Volume de 247 pages.

Prix : 0 fr. 85 — Franco 1 fr. 20.

L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

Les capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages.

Prix : 1 fr. 20 — Franco 1 fr. 35.

Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 15.

Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Les assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. Brochure de 28 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail,
Direction du travail,
PARIS (vir').

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois d'août, par suite de l'arrêt à peu près général des travaux dans les vignes à l'approche des vendanges et de la terminaison des moissons, le chômage a sensiblement augmenté parmi les ouvriers viticoles du Midi et les bûcherons et autres ouvriers agricoles du centre. Le travail reste abondant dans l'agriculture.

Le bâtiment et les industries qui en dépendent sont en pleine activité.

Dans l'industrie textile il y a une baisse à peu près générale de travail; l'activité reste cependant encore normale dans les Vosges et les petits centres de tissage à la main de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Dans la soierie la reprise paraît se maintenir dans le tissage mécanique de l'Isère; le travail a baissé dans le tissage lyonnais, sauf dans le tulle où tous les ouvriers sont occupés. Les industries du vêtement sont toujours en morte-saison.

Dans l'ensemble de l'industrie des métaux la même activité continue à régner; seuls les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes ne bénéficient encore d'aucune reprise.

La typographie est entrée en pleine morte-saison. Le chômage a sensi-

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'août 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. -- Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

blement diminué dans la mégisserie. L'industrie de la voiture fait toujours preuve d'une grande activité, notamment à Paris.

1,375 syndicats, groupant 285,315 ouvriers, ont répondu, pour août 1906, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats 1,176, groupant 250,888 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16,268, ce qui correspond à une moyenne de 7.5 p. 100, mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris, et de 6.5 p. 100 en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais. La première de ces moyennes était, le mois dernier, de 7.5 p. 100; elle était de 8.6 p. 100 en août 1905.

L'ouvrage, pendant le mois d'août 1906, a été jugé, par comparaison avec le mois de juillet, plus abondant, par 14 p. 100 des syndicats, groupant 21 p. 100 des syndiqués; équivalent par 57 p. 100 des syndicats groupant 61 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 29 p. 100 des syndicats, groupant 18 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 758 syndicats, groupant 156,825 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 367, groupant 62,195 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1,713) accusent 3.5 p. 100 de chômeurs contre 2 le mois dernier et 15 en août 1905 : à Boulogne-sur-Mer (956) il y a 0 p. 100 de marins pêcheurs inoccupés contre 2 le mois dernier; le travail est très satisfaisant; la pêche du maquereau a commencé. Sur les côtes bretonnes, la pêche, quoique médiocre, occupe la presque totalité des marins à Douarnenez (1,433); elle est abondante pour les chalutiers du Bono (125); elle est moins abondante à Audierne (208); la sardine manque à Concarneau (400), Tréboul (285) et Guilvinec (150); elle est meilleure à l'île de Groix (247); tous les pêcheurs sont occupés à Locmiquelic (358). A Châtelailon (1,100), la saison pour les pêcheurs d'huîtres ne reprendra qu'au 1^{er} novembre.

D'après les réponses de 71 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 9,269 membres le nombre des chômeurs syndiqués était, à la fin d'août, de 2,075, soit 22.4 p. 100 contre 17 p. 100 le mois dernier et 18.2 p. 100 en août 1905; la situation était considérée comme satisfaisante par 22 p. 100 des syndicats et 51 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 2,075 chômeurs, 2,000 sont signalés par 57 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 4,370 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 33, 54.3 et 50.3 p. 100 contre 17.6, 45.5 et 32.9 le mois dernier : comme tous les ans, les travaux dans les vignes sont arrêtés à peu près partout un mois environ avant l'époque des vendanges; d'où la recrudescence du chômage; 6 syndicats seulement sur 57 n'accusent aucun chômeur. A Paris, les jardiniers (2,050) sont tous occupés, la semaine est de 60 à 70 heures; le syndicat mixte des horticulteurs (2,185) annonce 10 chômeurs au lieu de 27 le mois dernier, la saison est toujours favorable. Pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles de Cahors (100) et d'Ay (120).

Les 93 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois d'août le nombre de leurs chômeurs accusent 1,413 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 8,827 membres, une proportion de 16 p. 100 contre 7 p. 100 le mois dernier et 23.8 en août 1905. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 71 p. 100 des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués. Les moissons sont terminées à peu près partout et le battage des grains, avec la diffusion des machines à battre, est loin d'occuper autant de bras, d'où l'augmentation sensible du chômage parmi les ouvriers bûcherons qui ne trouvent guère à s'employer qu'aux champs en cette saison; on ne signale aucun chômeur dans 2 centres sur 6 dans l'Allier; dans 12 sur 30 dans le Cher; dans 11 sur 13 dans l'Yonne et dans 24 sur 31 dans la Nièvre; le chômage, atteint 28.7 p. 100 dans l'Allier pour 6 syndicats groupant 492 syndiqués; il est de 24.1 p. 100 dans le Cher pour 30 syndicats groupant 2,574 syndiqués, de 14.7 p. 100 pour 31 syndicats de la Nièvre groupant 2,742 membres et de 3.6 p. 100 pour 13 syndicats de l'Yonne groupant 1,402 membres. Enfin 4 syndicats de résiniers des Landes groupant 580 membres n'accusent que 2 chômeurs.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 160,000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'août 1906. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de Calais ...	97,788	5.99	"	"	"	7.49	92.51
Loire.....	13,694	5.97	"	"	3.52	6.72	89.76
Gard et Hérault	14,540	5.73	"	"	"	4.75	95.25
Tarn et Aveyron	10,482	5.91	"	"	"	58.77	41.23
Provence (lignite).....	2,498	5.33	"	"	9.60	88.71	1.69
Isère	1,729	6.00	"	"	"	"	100
Ouest.....	280	6.00	"	"	"	"	100
Bourgogne et Nord-Est..	2,591	5.78	"	"	"	87.56	12.44
Centre.....	3,172	5.93	"	"	"	38.28	61.72
ENSEMBLE pour la France.	160,315	5.95	"	"	0.46	18.37	81.17

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 6.01; il était de 5.83 en août 1905. D'après les réponses de 18 syndicats, le chômage serait de 0.3 p. 100 sur un effectif de 42,715 syndiqués; il était de 0.5 p. 100 le mois dernier pour 44,057 syndiqués et de 2.4 p. 100 en août 1905 pour 9,682 syndiqués; le syndicat de Lens (35,000) accuse 0.3 p. 100 contre 0.3 le mois dernier; celui de Montceau-les-Mines (4,994) 0 p. 100 contre 2.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est

⁽¹⁾ Erratum : Lire, dans le bulletin d'août, 9.72 au lieu de 97 dans la colonne des ouvriers ayant travaillé de 4 à 5 jours (Provence).

de 2.5 p. 100 pour 18 syndicats groupant 2,103 ouvriers contre 1.9 p. 100 le mois dernier et 4.4 en août 1905. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérerville (187), Saint-Restitut (120) et Chevreuse (520). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (300), Rimogne (208), Rochefort en terre (200).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 75 syndicats, groupant 16,017 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en août, soit 1,748, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 10.9 p. 100 contre 10 le mois dernier et 13.5 en août 1905. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 73 p. 100 des syndicats et 80 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Bordeaux (960) et d'Alger (628), les bouchers, charcutiers (113), les cuisiniers (110 + 106) et les liquoristes (156) de Marseille, les maîtres d'hôtel (491) et les restaurateurs (487) de Rouen, les limonadiers d'Alger (132); le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Toulouse (110) et du Mans (364), les cuisiniers (232), les pâtisseries (267), les épiciers (340) et les limonadiers (712), de Bordeaux, les confiseurs (450) de Marseille, les cuisiniers de Nancy (150) les bouchers-charcutiers de Lyon (648), les maîtres d'hôtel de Marseille (1300). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (905) accusent 6.9 p. 100 de chômeurs contre 9.8 le mois dernier et 11 en août 1905; ceux de la Bourse du travail (980) 6.1 contre 5.1 le mois dernier; les garçons de cuisine (840) 3.6 contre 6; les pâtisseries de la Seine (1,053), 15.9 contre 14.9 le mois dernier; les confiseurs (258) 13.6 contre 15.7; les employés d'hôtel de la Bourse du travail (220) 9 p. 100 contre 9; les laitiers en gros (105) 0 p. 100. Chez les boulangers, le syndicat de la rue Richard-Lenoir (168) accuse 8.9 p. 100 contre 0; le syndicat mixte de la rue Aumaire (200), 15 p. 100.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de juillet 1906, dixième mois de la campagne 1905-1906, s'élevait à 2,349,204 hectolitres contre 2,122,986 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 226,218 : l'augmentation provient des alcools de betteraves (1,100,892 hectolitres au lieu de 830,376) et de mélasses (675,652 hectolitres au lieu de 411,544). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 106,627 hectolitres, soit une différence en plus de 21,577 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1904-1905 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin d'août 1906 (douzième mois de la campagne 1905-1906), la quantité de sucre travaillée correspondait à 1,080,311 tonnes de sucre raffiné, soit une augmentation de 430,032 tonnes sur la période correspondante de la campagne 1904-1905 ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 3,150 ouvriers, ressort à 2.5 p. 100 contre 3 p. 100 le mois dernier et 3.6 en août 1905. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Reims (150), Toulon (240), Nice (330), ainsi que les allumeurs de Paris (880) sont tous occupés. Il en est de même des ouvriers en produits chimiques de Premery (255) et des huiliers, pétroliers du Havre (382). Les tordeurs d'huiles de Dunkerque (320) accusent 4.7 p. 100 de chômeurs contre 6.1 le mois dernier; les savonniers de Marseille (325) 20 p. 100.

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 août 1906.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 septembre 1906.

Les ouvriers des papeteries d'Arnould (630), Brignoud (300) et Essonnes (450) sont tous occupés. Il en est de même des relieurs-papetiers de Toulouse (225).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 249 pour 75 syndicats groupant 3,988 adhérents, soit 7.2 p. 100; pour Paris, de 249 pour 10 syndicats groupant 6,141 adhérents, soit 4.1 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 4 p. 100, et pour Paris de 4.6 p. 100; elle était, pour le mois d'août 1905, de 2.9 p. 100 pour la province, de 4.9 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 81 p. 100 des syndicats de province groupant 77 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 7 syndicats, équivalent par 26, moins abondant par 25 autres. Il y a 4.5 p. 100 de chômeurs contre 6.8 le mois dernier chez les lithographes (112) de Marseille; 3.8 contre 4.3 à Grenoble (130); 6.7 contre 8 chez les lithographes de Lyon (180); 23.4 contre 10 chez les typographes de Lille (543); 1.7 contre 1.9 à Clermont-Ferrand (110); 0 contre 1 au Havre (110); 10.4 à Dijon (134); 4.2 à Bordeaux (355); 16.5 à Montpellier (103); 2.9 contre 0 à Versailles (140); 0 à Amiens (175).

A Paris, le travail est moins satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (3,800) accuse, en dehors des grévistes, 150 chômeurs contre 156 le mois dernier et 168 en août 1905; les conducteurs de la *Gutenberg* (434) accusent 7.6 p. 100 de chômeurs contre 17.5 le mois dernier; les imprimeurs de journaux (220) 6.5 p. 100 contre 9.5. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (150) accuse 13.3 p. 100 de sans-travail contre 21.3 le mois dernier; les stéréotypers (196) sont tous occupés.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 21 syndicats, groupant 4,258 ouvriers, atteint 14.1 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 13.6 p. 100, elle était de 3.7 p. 100 en août 1905. Les ouvriers en cuir et peaux de Lyon (412) ont 7.8 p. 100 de chômeurs. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) estiment le travail abondant, la semaine est de 50 à 54 heures; elle varie de 50 à 60 heures pour les palissonneurs (380). Les mégissiers et chamoiseurs de Millau (110) ont 13.6 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier. A Grenoble, les mégissiers (538) en ont 4.1 p. 100 contre 9.2 et font 58 heures, les palissonneurs (155) sont tous occupés, de 56 à 58 heures; à Mazamet, les ouvriers des peaux et moutons (800) ont 50 p. 100 de chômeurs contre 21.4; les moutonniers de Graulhet (1,400) en ont 7.1 contre 36.5 le mois dernier et 3 en août 1905; la semaine est de 60 heures pour les autres.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 3.2 p. 100 pour 24 syndicats groupant 2,494 ouvriers contre 5 le mois dernier et 15.5 en août 1905. Les cordonniers de Romans (897) sont tous normalement occupés; il en est de même des cordonniers de Bordeaux (280); ceux de Limoges (405) accusent 5.4 p. 100 de sans-travail; ceux de Toulon (106) 11.3; ceux de Toulouse 1.4.

Les selliers militaires de Paris (182) sont tous occupés.

Dans la ganterie, à Millau, l'*Union* (1,000), le syndicat mixte (360) et le syndicat indépendant (110) n'accusent aucun chômeur. Il en est de même à Châumont (110).

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage

d'après les réponses de 76 syndicats, groupant 26,100 adhérents, était, à la fin d'août de 1,312, soit 5 p. 100; la proportion était de 3.9 p. 100 le mois dernier, elle était de 9.5 en août 1905.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait 4.6 p. 100 de chômeurs contre 4.6 le mois dernier et 8.5 p. 100 en août 1905, la semaine serait de 60 heures, le travail est stationnaire, mais la situation reste assez satisfaisante; à Tourcoing, d'après le syndicat textile (138), le chômage serait de 7.3 p. 100 au lieu de 3.4 et la semaine de 55 à 65 heures; d'après le syndicat de l'industrie du tissu (353), le chômage serait de 5 p. 100 contre 5 le mois dernier, la semaine serait de 60 heures; à Lille, le syndicat textile (2076) accuse 5 p. 100 et une semaine de 45 à 60 heures, le travail aurait baissé dans les tissages; le syndicat de la filature de lin, chanvre et jute (476) accuse 15.3 p. 100, une semaine de 60 heures, le travail serait moins abondant; à Armentières, le syndicat mixte (1,800) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait de 50 à 60 heures; le syndicat des pareurs (120) n'accuse qu'un chômeur et 50 à 55 heures par semaine; à Houplines (1,525) il y a 0.8 p. 100 de chômeurs contre 1.4, la situation est estimée satisfaisante pour l'époque, la semaine est de 60 heures; à Hazebrouck (400) il y a 15 p. 100 de chômeurs contre 15, la semaine est toujours de 59 heures; à Halluin (1,000) le chômage est de 5 p. 100 contre 5 et la semaine de 60 heures; dans les petits centres de tissage pas de chômeurs à Avesnes-les-Aubert (540) où bon nombre de tisseurs sont occupés encore aux champs; 0 p. 100 à Saulzoir (170); 4.2 p. 100 à la Gorgue-Estaires (576); 16 p. 100 à Villers-en-Cauchies (150); 3 p. 100 au lieu de 2 à Nieppe (425). Pour l'ensemble de 19 syndicats du Nord groupant 16,496 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.2 p. 100 contre 3.8 le mois dernier.

Dans les Vosges, les 12 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0.5 p. 100 de chômeurs sur 1,528 syndiqués contre 3.9 le mois dernier; la semaine est partout de 60 heures ou moins; il n'y a de chômeurs qu'à Saint-Dié (400) où l'on en signale 2 p. 100 contre 10 le mois dernier.

Dans les centres normands, à Lillebonne (175) tous les ouvriers cotonniers sont occupés, la semaine varie de 40 à 60 heures; à Malaunay (112) pas de chômeurs, le travail est actif et la semaine est de 60 heures, les ouvriers cotonniers de Bolbec (160) font 48 heures sans chômeurs. A Évreux, le syndicat indépendant (161) accuse 0 chômeur et 60 heures par semaine. D'après l'association textile (125) les tisseurs chômeraient 4 à 15 jours par mois. A Condé-sur-Noireau (120) la semaine est seulement de 50 heures. A Flers (184), il n'y a aucun chômeur et la semaine est de 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, la semaine est de 50 heures à Bourg-de-Thizy (650) et le chômage y est de 7.1 p. 100 contre 6.9 le mois dernier; il est de 0 p. 100 au lieu de 0 à Thizy (150) où la semaine est de 55 heures; à Roanne, les pareurs (182) accusent 0 p. 100 de sans-travail contre 0 et 60 heures par semaine; les gareurs (102) accusent 1 p. 100 contre 1.7.

Dans l'Aisne, à Saint-Quentin, les tisseurs (180) sont tous occupés d'une façon satisfaisante pour l'époque. Dans les Ardennes, à Saint-Menges (265), la situation reste stationnaire. Dans la Marne, à Reims il n'y a pas de chômeurs dans l'industrie lainière (350), la semaine est de 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (500), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés 60 et 66 heures, le travail est satisfaisant pour l'époque; à Laval (600) le chômage est de 8 p. 100. La situation reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres : en particulier les tisserands de Mortagne-sur-Sèvre (241) et Saint-Léger-sous-Cholet (112) ne signalent aucun

chômeur; ceux de Cholet (700) 0.7 p. 100 seulement. Les tapissiers d'Aubusson (127) sont tous occupés 60 heures. A Lavelanet (500), les ouvriers textiles accusent 7 p. 100 contre 2 le mois dernier.

Dans la soie, les ouvriers en soieries de Charlieu (150) accusent 8 p. 100 de chômeurs contre 7 le mois dernier. Dans l'Isère, le travail est plus abondant à Montalieu-Vercieu (231).

La corporation des tisseurs lyonnais (840) accuse 15 p. 100 de chômeurs. A Grandris (110), le chômage est de 13.6 p. 100 contre 7.3.

Dans le tulle, à Saint-Quentin (108) la semaine est de 48 heures, les ouvriers en tulles unis et grecs (175) de Caudry font 66 heures avec 1.1 p. 100 de chômeurs, la situation est satisfaisante. Les tullistes réunis de Lyon (653) ont très peu de chômeurs et font 10 heures en ville, 12 heures à la campagne; les maîtres tullistes (189) sont tous occupés de 55 à 60 heures. Les passementiers à la main de Paris (140) ont 2.8 p. 100 de sans travail.

Dans la teinture et l'apprêt, à Roanne, les apprêteurs (220) ont 1.8 p. 100 de chômeurs contre 3.2 le mois dernier; à Saint-Étienne le syndicat indépendant des teinturiers (150) n'a aucun chômeur, mais la semaine n'est que 50 heures; à Lyon les apprêteurs (270) accusent 35 p. 100 de chômeurs et 48 heures par semaine. Les blanchisseurs et apprêteurs de Cholet (126) sont tous occupés 60 heures, mais le travail baisse. A Paris, les teinturiers-dégraisseurs (335) sont tous occupés.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 8 p. 100 pour 19 syndicats groupant 2,637 ouvriers et ouvrières contre 5.3 p. 100 le mois dernier et 20.5 en août 1905. Le travail est considéré comme plus abondant par 0 syndicat, équivalent par 6, moins abondant par 15. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 71 p. 100 des syndicats et 68 p. 100 des syndiqués; à Paris les coupeurs-tailleurs de la Bourse du travail (150) 50 p. 100 contre 10; les coupeurs-chemisiers (280) 2.9 p. 100. Pas de chômeurs à Bourges (210) Roubaix (250), Saint-Quentin (239), Limoges (105), les coupeurs de Lyon (135) en accusent 14.8 p. 100 contre 12.7; à Lille les coupeurs (430) en ont 2.3 p. 100; les ouvrières à l'aiguille 2.7 p. 100.

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 9.1 p. 100 pour 8 syndicats groupant 585 ouvriers; elle était, le mois dernier, de 16.3 p. 100 et de 3.7 en août 1905; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (117) accusent 39.3 p. 100 de chômeurs contre 30.4 le mois dernier; les ouvrières (100) 1 contre 15; les chapeliers en fantaisie (100) 4 contre 4. Pas de chômeurs chez les chapeliers de Chazelles-sous-Lyon (140).

A Boulogne-sur-Seine, le syndicat des blanchisseurs (106) accuse 30 p. 100 chômeurs contre 14.2; le syndicat indépendant (150) 0.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 39 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment groupant 3,105 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 3.7 p. 100; elle était de 6.3 p. 100 le mois précédent, de 4.8 p. 100 en août 1905; la situation est estimée satisfaisante par 72 p. 100 des syndicats et 84 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers d'Armenières (100) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0; les ouvriers du bois d'Halluin (300) 4 p. 100 contre 4.8 le mois dernier; les menuisiers de Cannes (135), de Nice (153) et de Limoges (120) 0 p. 100; 24.8 p. 100 chez ceux de Grenoble (105) 6.9 chez ceux de Vannes (102). A Paris, l'Union des menuisiers (572) ne signale aucun chômeur.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 24 syndicats groupant 1,664 ouvriers, est de 6.1 p. 100 contre 7.9 p. 100 le mois dernier et 9.1 en août 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats et 82 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 4.9 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (430) au lieu de 5 le mois dernier et de 30 p. 100 en août 1905 : l'activité est satisfaisante. Pas de chômeurs chez les sculpteurs-mouluriers de Lyon (115), les tourneurs de Felle-ries (100). 10.7 p. 100 chez les marbriers du meuble (103) de Paris.

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 1.7 p. 100 pour 5 syndicats groupant 178 ouvriers contre 1.4 p. 100 le mois dernier et 6.4 en août 1905. Le syndicat de Limoges (104) n'a pas répondu.

Chez les tonneliers, le chômage est de 24.5 p. 100 pour 14 syndicats groupant 1,183 ouvriers contre 41.5 p. 100 le mois dernier et 9.3 en août 1905 ; le chômage est de 73 p. 100 chez les ouvriers en bois merrains de Cette (300), contre 67 le mois dernier. Pas de chômeurs à Narbonne (150), Reims (125) et Alger (100).

Dans la carrosserie, 8 syndicats groupant 6,869 ouvriers annoncent 0 p. 100 de chômeurs contre 0.9 le mois dernier et 0 en août 1905. A Paris, l'Union de la voiture (6,541) accuse 0 p. 100 contre 0.9 le mois dernier.

Les layetiers-emballleurs de Paris (270) ont 0.8 p. 100 de chômeurs contre 3.8 ; les malletiers (190) 0 p. 100. Les bouchonniers de Lavardac (152), les vanniers de Fay-Billot (208) et les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (120) sont tous occupés.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 104 syndicats groupant 29,341 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin d'août, de 1,213⁽¹⁾, soit 4.1 p. 100 ; la proportion était de 5.4 p. 100 le mois dernier et de 4.6 en août 1905.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 0.2 p. 100 pour 15 syndicats groupant 2,556 ouvriers : le mois dernier, elle était de 1.6 ; elle était de 2.6 en août 1905 ; la situation est considérée comme satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats groupant 83 p. 100 des syndiqués ; 0 p. 100 de chômeurs à Revin (900), Fumay (350), Hiraumont-en-Rocroi (105), Saint-Quentin (100), Ferrière-la-Grande (208), Marseille (350) ; 3.8 p. 100 à Amiens (160), contre 5 le mois dernier ; à Paris, le syndicat des fondeurs en fer (600) n'a pas répondu.

32 syndicats de métallurgistes groupant 14,419 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux accusent 0.4 p. 100 de chômeurs ; la proportion était de 0.8 p. 100 le mois dernier et de 2.1 p. 100 en août 1905 ; la situation est estimée satisfaisante par 91 p. 100 des syndicats et 99 p. 100 des syndiqués. Le chômage est de 2.9 p. 100 à Hautmont (310), contre 1.9 le mois dernier ; 5.2 à Troyes (150) contre 5.2 ; 3.9 à Argenteuil (154) contre 0 ; 7.1 à Saint-Denis (170). Pas de chômeurs au Creusot (4,597), Bourges (228), Château-Regnault (310), Bourg-Fidèle (140), Fromelennes (212), Lille (2,000), Saint-Amand-les-Eaux (390), Boulogne-sur-Mer (200), Le Havre (800), Longlaville-Longwy (2,804), Hérserange (150), Saulnes (105) et Sens (120). A Guérigny (485) tous les ouvriers sont occupés 48 heures par semaine sauf aux laminaires où l'on fait 60 heures.

⁽¹⁾ Le nombre des chômeurs était, en juillet, de 1,231 et non de 771 comme il a été imprimé par erreur.

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.2 p. 100 pour 29 syndicats groupant 6,765 ouvriers contre 2.1 p. 100 le mois dernier et 1.4 p. 100 en août 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 81 p. 100 des syndicats et 93 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Sous-le-Bois (120), Jeumont (1,100), Revin (600), Tarbes (108); 1.8 p. 100 à Marseille (220) contre 2.7 le mois dernier; 1.7 à Bordeaux (298) contre 1.7; A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 18 chômeurs sur 2,430 syndiqués contre 45 le mois dernier et 10 en août 1905; 7.9 p. 100 chez les serruriers (645); 14 p. 100 chez les mécaniciens-électriciens (228).

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,643) ont 27 chômeurs contre 49 le mois dernier et 16 en août 1905; les horlogers de Cluses (150) en accusent 13.3 p. 100.

Dans la coutellerie pas de chômeurs chez les émouleurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (655); 8.2 p. 100 contre 5.4 le mois dernier chez les monteuses de Thiers (740). Chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes: le chômage est complet à Guilvinec (105); 57 p. 100 à Concarneau (350); 83 p. 100 à Douarnenez (520) contre 80 le mois dernier. A Paris, les polisseurs sur métaux (650) accusent 4.3 p. 100 de chômeurs contre 1.6 le mois dernier; les potiers d'étain (127), 10.2 p. 100 contre 4.6.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 158 syndicats, groupant 14,498 adhérents, était, à la fin d'août de 12 p. 100; elle était de 14 p. 100 le mois précédent et de 10.8 p. 100 en août 1905.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 12.5 p. 100 pour 108 syndicats groupant 10,190 ouvriers au lieu de 16.1 le mois dernier et de 10.8 en août 1905; le chômage dépasse la moyenne notamment à Toulon (250 aides-maçons), Toulouse (124 terrassiers), Clermont-Ferrand (200), Saint-Dié (110), Porcieu-Amblagnieu (295), Parmilieu (111), Montalieu-Vercieu (300); le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Toulouse (217), Marseille (345 maçons), Rochefort (140), Vannes (136), Saint-Brieuc (209), Laval (120), Châteauroux (100), Limoges (130), Reims (174), Bourges (105), Compiègne (315), Fontainebleau (106). A Paris, les tailleurs de pierre (2,200) accusent 25 p. 100 de chômeurs, les scieurs de pierres tendres (240) 0 p. 100. Dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 74 p. 100 des syndicats et 68 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 12.4 p. 100 pour 33 syndicats groupant 2,491 ouvriers contre 4.3 p. 100 le mois dernier et 11.9 p. 100 en août 1905; il y a 33 p. 100 de chômeurs à Roubaix (300), Nancy (297). A Paris les stucateurs (100) accusent 15 p. 100.

9 syndicats de sculpteurs et marbriers groupant 752 ouvriers accusent 0.5 p. 100 de chômeurs contre 7.1 le mois dernier et 4.2 en août 1905. Les marbriers de Bellignies (185) et de Jeumont (130) ainsi que les granitiers de Vire (227) sont tous occupés.

A Paris les fumistes en bâtiment (480) accusent 0.4 p. 100 de sans-travail, les monteuses-levageurs (226), 35.4.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauxfourniers de Contes-les-Pins (130), Beffes (156), ni chez les cimentiers de Boulogne-sur-Mer (649) et d'Albi (129). Les potiers de Vallauris (208) accusent 0 p. 100 de sans-travail contre 1.4 le mois dernier. Les faïenciers de Lille (240) et

de Montereau (300) sont tous occupés. Il en est de même des tuiliers-céramistes (250) de Marseille.

Dans l'ensemble des 11 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion des sans-travail est de 7.9 p. 100 pour 772 syndiqués, au lieu de 8.3 le mois dernier; le syndicat des verriers à vitres de Fresnes (300) accuse 17 p. 100 de chômeurs comme le mois dernier; les bouchers à l'émeri de Paris (116), 0 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries de la manutention, la moyenne du chômage pour 23 syndicats groupant 5,527 membres ressort à 36.6 p. 100 contre 39.5 p. 100 le mois dernier et 46.2 p. 100 en août 1905; le nombre des chômeurs est surtout important parmi les ouvriers du port de Marseille (1,000 sur 1,900), Saint-Louis-du-Rhône (80 sur 280), Nice (200 sur 800), le Havre (385 sur 770). Les manœuvres de Vals-les-Bains (120), et d'Auch (275) ainsi que les porteurs des halles de Paris (215) sont tous occupés.

Dans les 43 syndicats de transports (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, des tramways et de la marine, camionneurs, cochers, bateliers, etc.) groupant 11,575 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ces derniers était de 8.7 p. 100 contre 2 le mois dernier et 1.5 en août 1905; 13.2 p. 100 chez les marins du commerce de Marseille (5,965); 34 p. 100 chez les chauffeurs-mécaniciens de Rouen (197); 0 p. 100 chez les camionneurs du Havre (472) et de Toulon (472).

D'après les réponses de 56 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 10,455 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 208, soit 2 p. 100; la proportion était de 2.3 le mois dernier, de 3.8 en août 1905; à Paris, l'*Union des comptables* (586) accuse 5 p. 100 contre 5.2 le mois dernier, l'*Alliance sténographique* (208) 4 p. 100 contre 4.8; à Amiens (296) les employés accusent 3.7 p. 100 contre 2.8; au Havre (329) 0.3 contre 1.5; à Saint-Quentin (376) 0.3 contre 0.3; 0.1 à Lyon (1,440) contre 0.1 p. 100; 0 à Toulouse (520) contre 4; 0.5 à Montpellier (394) contre 0.07; 1.8 à Dijon (108) contre 0.9; 2.7 à Reims (180) contre 4.4; 2 à Limoges (410); 0 à Brive (105); 0.9 à Périgueux (108); 0 à Saint-Nazaire (105); 1.9 à Orléans.

DIVERS. — 3 syndicats de gens de maison accusent 4.4 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 699 membres contre 4.7 le mois dernier et 1.5 en août 1905. 15 syndicats de coiffeurs, groupant 3,368 ouvriers, ont 4.3 p. 100 de sans-travail contre 3.3 le mois dernier et 5.5 en août 1905; le syndicat mixte de Paris (2,510) en accuse 1.9 contre 0.8 le mois dernier; le syndicat ouvrier de Lyon (312) 26.6 contre 13.3.

LES GRÈVES EN AOÛT 1906.

76 grèves ont été signalées, en août, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 69 d'entre elles, est de 12,030. Il y avait eu, en août 1905, 50 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 59.

Ces grèves, dont 59 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	45
Réductions de salaire.....	5
Demandes de diminution du temps de travail.....	8
Contestations diverses relatives au salaire.....	5
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	4
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	2
Contestations relatives au repos hebdomadaire.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	8
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	14
Demande de suppression du travail aux pièces.....	1
Demande de suppression des amendes.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 35 départements et on en a compté :

8 dans l'Isère, le Nord, la Seine, 4 dans la Gironde, les Basses-Pyrénées, 3 dans la Meurthe-et-Moselle, la Somme, 2 dans l'Ardèche, l'Ariège, les Bouches-du-Rhône, la Charente-Inférieure, les Landes, la Maine-et-Loire, le Rhône, la Seine-et-Oise, le Tarn, les Vosges et 1 dans les 18 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries du bâtiment, 14 grèves; travail des métaux, 10; cuirs et peaux, transports et manutention, 9; industries textiles, 8; industries du bois, 6; alimentation, imprimerie et papiers, produits chimiques, 4; travail des terres et pierres, 3; carrières, mines, 2; ouvriers des salins, 1 grève.

Des 76 grèves commencées en août, 63 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Douze, 1 jour ou moins de 1 jour; douze, 2 jours; huit, 3 jours; six, 4 jours; sept, 5 jours; trois, 7 jours; trois, 10 jours; deux, 11 jours; deux, 12 jours; une, 14 jours; deux, 15 jours; une, 16 jours; une, 20 jours; une, 23 jours; une, 24 jours; et une, 29 jours.

Si l'on y ajoute 16 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 139 jours, 129 jours, 124 jours, 88 jours, 62 jours, 38 jours, 32 jours, 28 jours, 26 jours (2 grèves), 25 jours, 23 jours, 22 jours, 20 jours, 16 jours et 10 jours, on trouve 79 conflits terminés, avec les résultats suivants :

20 réussites.
33 transactions ou réussites partielles.
26 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
23 mars ..	.....	Rive-de-Gier	Loire	Verriers	1	365	1
3 avril ..	20 août ..	Fressenneville	Somme	Serruriers	1	300	2
10 avril ..	12 août ..	Saint-Quentin	Aisne	Typographes	6	35	3
18 avril ..	25 août ..	Cahors	Lot	Typographes	4	16	4
2 mai ..	.....	Pau	Basses-Pyrénées	Menuisiers	12	70	5
10 mai ..	.....	Lunery-Rosières	Cher	Métallurgistes	1	700	6
25 mai ..	21 août ..	Lyon	Rhône	Charpentiers	63	300	7
25 mai ..	.....	Bourg-Fidèle	Ardennes	Mouleurs	1	"	8
20 juin ..	.....	Lyon	Rhône	Chapelliers	1	7	9
22 juin ..	.....	Marseille	Bouches-du-Rhône	Musiciens d'orchestre	1	"	10
23 juin ..	24 août ..	Tourcoing	Nord	Fileurs	1	66	11
2 juillet ..	.....	Toulouse	Haute-Garonne	Mouleurs	1	14	12
5 juillet ..	.....	Tourcoing	Nord	Fileurs	1	"	13
5 juillet ..	.....	Mazamet	Tarn	Terrassiers	1	20	14
9 juillet ..	.....	Tullins	Isère	Tisseurs	1	"	15
10 juillet ..	5 août ..	Mont-de-Marsan	Landes	Mouleurs	1	60	16
11 juillet ..	.....	Toulouse	Haute-Garonne	Peintres	"	85	17
11 juillet ..	.....	Saint-Amand	Nord	Fileurs	1	22	18
13 juillet ..	20 août ..	La Ferté-S'-Aubin	Loiret	Ouvriers en limes	2	14	19
16 juillet ..	10 août ..	Alger	Alger	Cordonniers	5	350	20
16 juillet ..	10 août ..	Aix	Bouches-du-Rhône	Chapelliers	1	"	21
16 juillet ..	10 août ..	Aix	Bouches-du-Rhône	Typographes	1	"	22
16 juillet ..	.....	Tourcoing	Nord	Fileurs	1	84	23
18 juillet ..	13 août ..	Biarritz	Basses-Pyrénées	Taillleurs de pierres	4	35	24
19 juillet ..	.....	S'-Jean-en-Royans	Drôme	Tisseurs	3	340	25
23 juillet ..	2 août ..	Roubaix	Nord	Soigneuses	1	13	26
23 juillet ..	20 août ..	Montrouge	Seine	Vanniers	1	8	27
23 juillet ..	.....	Pamiers	Ariège	Métallurgistes	1	300	28
24 juillet ..	16 août ..	Tourcoing	Nord	Fileurs	1	53	29
24 juillet ..	.....	Grasse	Alpes-Maritimes	Parfumeuses	1	54	30
25 juillet ..	.....	Raveau et Varennes	Nièvre	Ouvriers en limes	1	135	31
26 juillet ..	11 août ..	Paris	Seine	Patrons briquetiers	18	18	32
26 juillet ..	17 août ..	Tourcoing	Nord	Fileurs	1	114	33
26 juillet ..	27 août ..	Châteauroux	Indre	Ouvriers en chaussures	6	20	34
28 juillet ..	.....	Hem	Nord	Tisseurs	1	13	35
31 juillet ..	20 août ..	Olizy	Meuse	Mouleurs	1	100	36
31 juillet ..	.....	Saint-Claude	Jura	Pipiers	50	1,443	37
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} août ..	13 août ..	Saint-Ouen	Seine	Terrassiers	1	300	1
1 ^{er} août ..	24 août ..	Nancy	Meurthe-et-Moselle	Monteurs en chaussures	1	30	2
1 ^{er} août ..	30 août ..	Versailles	Seine-et-Oise	Typographes	1	83	3
2 août ..	3 août ..	Les Moërs	Nord	Terrassiers	1	13	4
2 août ..	4 août ..	Voreppe	Isère	Tisseurs	1	80	5
2 août ..	4 août ..	Biarritz	Basses-Pyrénées	Menuisiers	11	85	6
2 août ..	6 août ..	Grenoble	Isère	Palissonneurs	1	26	7
2 août ..	7 août ..	Fillols	Pyrénées-Orientales	Mineurs	"	260	8
2 août ..	.....	Chambéry	Savoie	Menuisiers	"	40	9
3 août ..	4 août ..	Landres	Meurthe-et-Moselle	Terrassiers	1	"	10
3 août ..	5 août ..	Saint-Privat-de-Val- longue ..	Lozère	Terrassiers	1	35	11
3 août ..	6 août ..	Paris	Seine	Fumistes	1	12	12

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} août 1906, a pu être déjà signalée dans le précédent

NÉCESS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} AOÛT 1906 (1).

1	Contre le licenciement du personnel d'un four éteint....		Lockout.
2	Demande de réintégration de 2 ouvriers syndiqués.....	Échec.	
3	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	
4	Demande : journée de 9 heures.....	Transaction.	
5	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	.....	
6	Demande : journée de 8 heures.....	.....	
7	Demandes : journée de 8 heures; augmentation de salaire; repos hebdomadaire.....	Transaction.	
8	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
14	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	.....	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
16	Demande de réintégration de 4 ouvriers.....	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
22	Réglementation du travail.....	.....	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
24	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demandes : augmentation de salaire; suppression des primes.....	.....	
26	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
28	Demande de suppression d'une retenue.....	.....	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
32	Demande de suppression de nouvelles taxes d'octroi.....	Échec.	
33	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
36	Réglementation du travail.....	Transaction.	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

EN AOÛT 1906.

1	Demande de plus-value journalière pour travaux malsains.....	Échec.	60 grévistes remplacés.
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
3	Prolongation du temps de travail; réduction de salaire.....	Transaction.	
4	Demande de fourniture de bottes pour travail dans l'eau.....	Échec.	
5	Demande de renvoi de 2 chefs de service.....	Transaction.	
6	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
10	Demande de renvoi d'un chef de chantier.....	Réussite.	
11	Demande de renvoi de 7 ouvriers espagnols.....	Échec.	Chantier supprimé.
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
3 août ..	7 août ..	Tarnos	Landes	Dockers	1	120	13
3 août ..	7 août ..	Amplepuis	Rhône	Tisseurs	1	105	14
3 août ..	8 août ..	Amiens	Somme	Tisseurs de velours coton ..	1	50	15
3 août ..	13 août ..	Paris	Seine	Terrassiers	1	69	16
3 août ..	18 août ..	Tourcoing	Nord	Rattacheurs	1	8	17
4 août ..	9 août ..	Tonnay-Charente ..	Charente-Inférieure ..	Dockers	1	70	18
4 août ..	20 août ..	Dijon	Côte-d'Or	Mouleurs	1	13	19
4 août ..	..	Albi	Tarn	Mouleurs	1	20	20
5 août ..	10 août ..	Bordeaux	Gironde	Employés et ouvriers de tram- ways	3	133	21
6 août ..	7 août ..	Saint-Maxent	Somme	Verriers	1	25	22
6 août ..	9 août ..	Grenoble	Isère	Palissonneurs	1	13	23
6 août ..	9 août ..	Tarnos	Landes	Ouvriers d'une fabrique de ci- ment	1	20	24
6 août ..	11 août ..	Bordeaux	Gironde	Ménisiers	1	18	25
6 août ..	13 août ..	Payrin-Augmontel ..	Tarn	Fileurs	1	13	26
6 août ..	..	Biarritz	Basses-Pyrénées ..	Serruriers	10	60	27
7 août ..	11 août ..	Sentein-et-Bonac ..	Ariège	Mineurs	1	195	28
7 août ..	27 août ..	Vinay	Isère	Tisseurs	1	"	29
8 août ..	9 août ..	Znydecoote	Nord	Terrassiers	1	"	30
8 août ..	10 août ..	Fresse-sur-Moselle ..	Vosges	Tisseurs	1	53	31
8 août ..	13 août ..	Mircourt	Vosges	Typographes	1	22	32
8 août ..	20 août ..	Paris	Seine	Ouvriers en chaussures (équ- ipements militaires) ..	3	380	33
8 août ..	22 août ..	Versailles	Seine-et-Oise	Maçons	11	317	34
9 août ..	11 août ..	Lézat	Jura	Taillieurs de pierres	1	40	35
9 août ..	..	Châteaurenault	Indre-et-Loire	Ouvriers en chaussures ..	1	40	36
10 août ..	25 août ..	Bordeaux	Gironde	Mouleurs	1	56	37
11 août ..	21 août ..	Bagnères - de - Bi- gorre	Hautes-Pyrénées ..	Marbriers	1	18	38
13 août ..	14 août ..	Lyon	Rhône	Ouvriers d'une fab. de colles ..	1	315	39
13 août ..	16 août ..	Lectoure	Gers	Ouvriers du bâtiment	9	33	40
13 août ..	16 août ..	Paris	Seine	Sculpteurs sur bois	1	30	41
14 août ..	..	Bordeaux et envi- rons	Gironde	Tonnelliers	200	1,000	42
16 août ..	23 août ..	Paris	Seine	Ouvriers en limes	1	"	43
17 août ..	10 sept ..	Saint-Étienne	Loire	Plâtriers-peintres	"	1,000	44
17 août ..	..	Nancy	Meurthe-et-Moselle ..	Commis épiciers	1	"	45
18 août ..	20 août ..	Annonay	Ardèche	Mégissiers	1	25	46
20 août ..	22 août ..	Saint-Lizier	Ariège	Ouvriers en papiers	1	23	47
20 août ..	23 août ..	Concarneau	Finistère	Maçons	1	120	48
20 août ..	23 août ..	Bécon	Maine-et-Loire	Carriers	1	70	49
20 août ..	23 août ..	Paris	Seine	Typographes	1	7	50
20 août ..	24 août ..	Marseille	Bouches-du-Rhône ..	Huiliers	1	33	51
21 août ..	22 août ..	Chaumes	Seine-et-Marne	Carriers	1	33	52
21 août ..	25 août ..	Grenoble	Isère	Mégissiers	15	500	53
22 août ..	23 août ..	Bussac	Maine-et-Loire	Terrassiers	1	110	54
22 août ..	27 août ..	Roubaix	Nord	Soigneuses et bacleuses ..	1	12	55
23 août ..	26 août ..	Biarritz	Basses-Pyrénées ..	Boulangers	"	40	56
23 août ..	..	La Rochelle	Charente-Inférieure ..	Ouvriers d'usines d'engrais ..	2	335	57
24 août ..	3 sept ..	Paris	Seine	Couturiers d'habillements ..	1	21	58
24 août ..	4 sept ..	Fenilla	Aude	Terrassiers	1	40	59
24 août ..	..	Marseille	Bouches-du-Rhône ..	Ouvriers en pâtes alimentaires ..	1	"	60
27 août ..	27 août ..	La Seyne	Var	Employés de bateaux-omnibus ..	1	"	61
27 août ..	28 août ..	Annonay	Ardèche	Mégissiers	18	1,053	62
27 août ..	29 août ..	La Chapelle-d'Ar- mentières	Nord	Conducteurs de machines à battre	2	100	63
27 août ..	3 sept ..	Tourcoing	Nord	Huiliers	1	16	64

RÉPÉTÉS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AOÛT 1906. (Suite.)			
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
15	Contestation relative au salaire.....	Réussite.	
16	Demande de plus-value journalière pour travaux malsains.	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
18	Règlementation du travail; demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
19	Demande de renvoi d'un nouveau contremaître.....	Réussite.	
20	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....	
21	Demandes : augmentation de salaire; suppression d'amendes; renvoi d'un inspecteur.....	Transaction.	
22	Demande d'augmentation de la gratification hebdomadaire.	Échec.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
27	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	.....	
28	Demandes : augmentation de salaire; paye à la quinzaine.	Transaction.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
31	Contestation relative au salaire.....	Réussite.	
32	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
33	Réduction de salaire.....	Échec.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
36	Demandes : renvoi d'un contremaître; suppression de la retenue pour la force motrice.....	.....	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
38	Réduction de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
39	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
40	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
41	Demandes : renvoi d'un contremaître; suppression des fiches d'embauchage.....	Échec.	
42	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
43	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
45	Demandes : repos hebdomadaire; renvoi d'un directeur.....	.....	
46	Règlementation du travail.....	Échec.	
47	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
48	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
49	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
50	Réduction de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
51	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
52	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
53	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.	Réussite.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
55	Demandes : réintégration d'une ouvrière; renvoi d'une surveillante; 1/4 d'heure de repos pour le goûter.....	Échec.	10 grévistes remplacés.
56	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
57	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
58	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
59	Contestation relative au salaire.....	Échec.	Chantier supprimé.
60	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
61	Demande de réintégration d'un mécanicien.....	Réussite.	
62	Demande d'embauchage des 25 ouvriers d'une maison mise à l'index.....	Réussite.	
63	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
64	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÈRES.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7	
GRÈVES COMMENCÉES							
28 août ..	29 août ..	Rachecourt - sur- Marne.	Haute-Marne.	Puddeurs.....	1	50	65
28 août ..	30 août ..	Cette.....	Hérault.....	Ouvriers des salins.....	1	110	66
28 août ..	8 sept....	Amiens.....	Somme.....	Boulangers.....	"	168	67
28 août ..	.....	Grenoble.....	Isère.....	Menuisiers.....	"	250	68
29 août ..	31 août ..	Saint-Amand.....	Nord.....	Métallurgistes.....	1	350	69
30 août ..	31 août ..	Armentières.....	Nord.....	Conducteurs de machines à battre.	1	15	70
30 août ..	.....	Grenoble.....	Isère.....	Mécaniciens, moulours, etc..	"	3,000	71
30 août ..	.....	Arudy.....	Basses-Pyrénées...	Taillleurs de pierres.....	1	105	72
31 août ..	31 août ..	Grenoble.....	Isère.....	Mégissiers.....	1	88	73
31 août ..	1 ^{er} sept.	Boulogne.....	Pas-de-Calais....	Dockers.....	1	25	74
31 août ..	.....	Besançon.....	Doubs.....	Ouvriers en horlogerie.....	1	71	75
31 août ..	.....	Toulouse.....	Haute-Garonne...	Ouvrières en pâtes alimentai- res.	1	70	76

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

11 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à la direction du travail :

1° Dans une **grève des dockers à Tonnay-Charente (Charente-Inférieure)**, le juge de paix est intervenu d'office le 7 août. Un comité de conciliation s'est réuni le même jour et le 9. L'accord s'est établi entre les parties : le patron a donné pleine satisfaction aux ouvriers tant en ce qui concerne le mode de répartition du travail que sur la demande de renvoi du contremaître. Le travail a été repris à l'issue de la seconde réunion du comité.

2° La **grève des ouvriers du bâtiment de Lectoure** a pris fin de même à la suite de l'intervention du juge de paix. Le comité de conciliation s'est réuni le 15 août et les ouvriers ont obtenu la journée de dix heures et les salaires demandés, savoir : 3 fr. 50 au lieu de 3 francs, pour les maçons, 3 fr. 75 au lieu de 3 fr. 25, pour les tailleurs de pierres, 3 francs et 3 fr. 50 au lieu de 3 francs, pour les charpentiers.

3° Dans une **grève des maçons à Concarneau (Finistère)**, le juge de paix est intervenu dès le premier jour, 20 août. Un comité s'est réuni le lendemain et la reprise du travail a été décidée pour le 22 août, les ouvriers ayant obtenu satisfac-

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Commerce, Direction du travail, Bureau des associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

N ^{OS} DES GRÈVES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AOÛT 1906. (Fin.)			
65	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
66	Demande de suppression du travail aux pièces	Échec.	
67	Demande de repos hebdomadaire par roulement	Transaction.	
68	Solidarité avec les grévistes de Chambéry; demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire		
69	Demande de réintégration d'un ouvrier	Transaction.	
70	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
71	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire		
72	Demande d'augmentation de salaire		
73	Demande de réintégration de 4 ouvriers	Réussite.	
74	Réglementation du travail	Transaction.	
75	Demande d'augmentation de salaire		
76	Réduction de salaire; demande de réintégration d'un ou- vrier		

tion. Le salaire des ouvriers a été porté de 38 à 40 centimes l'heure, celui des aides-maçons de 22 à 25 centimes.

4° Une transaction a mis fin à la **grève des boulangers de Biarritz**. Sur intervention du juge de paix, un comité s'est réuni le 26 août : les ouvriers, qui demandaient, suivant catégories, 4 fr. 50, 5 francs et 5 fr. 50 (au lieu de 3 francs, 3 fr. 50 et 4 francs) ont obtenu respectivement 4 fr. 25, 4 fr. 75 et 5 fr. 25. Ils ont repris le travail le soir même.

5° et 6° Dans une **grève d'ouvriers en chaussures à Châteaurenault (Indre-et-Loire)** et dans la **grève des tonneliers de la Gironde**, des comités de conciliation se sont réunis, sur l'initiative des juges de paix; mais les parties n'ont pu trouver un terrain d'entente.

7° Sur recours adressé par les ouvriers au juge de paix, le 9 août, un comité de conciliation s'est réuni, le 14 et le 18, à l'occasion de la **grève des maçons de Versailles**. L'accord n'a pu s'établir et les patrons ont refusé de recourir à un arbitrage.

8° et 9° Dans une **grève de fileurs à Tourcoing (Nord)** et dans une **grève de tisseurs à Amplepuis (Rhône)**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix; mais les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

10° et 11° Dans une **grève de marbriers à Bagnères-de-Bigorre** et dans une **grève d'ouvriers d'usines d'engrais à la Rochelle**, les juges de paix sont intervenus d'office; mais l'offre de recourir à la conciliation et à l'arbitrage a été repoussée par les patrons.

APPLICATION, EN 1905, DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES

ET DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1848

SUR LA DURÉE DU TRAVAIL DES ADULTES ⁽¹⁾.

(Premier article.)

CHAPITRE I^{er}. — Généralités.

Le tableau suivant donne la répartition des établissements assujettis au contrôle du service de l'inspection du travail, d'après le régime légal auquel ils sont soumis :

DÉSIGNATION.

Établissements soumis à la loi des 2 novembre 1892-30 mars 1900 et à la loi du 12 juin 1893.....	158,438
Établissements soumis à la loi du 9 septembre 1848 et à la loi du 12 juin 1893.....	36,563
Établissements soumis à la loi des 12 juin 1893-11 juillet 1903 seulement.....	316,782
TOTAL.....	511,783

Le tableau qui précède ne tient compte ni des établissements soumis à ces diverses lois qui sont inspectés par le service des mines (mines, carrières et établissements annexes) ni des établissements de la guerre et de la marine, où un contrôle spécial a été institué pour des considérations tirées de l'intérêt de la défense nationale.

Au point de vue du nombre des ouvriers ou employés qui y sont occupés les établissements soumis au contrôle de l'inspection se répartissent comme suit :

	NOMBRE d'ouvriers ou d'employés.	NOMBRE d'établissements.	POURCENTAGE.
	—	—	—
De 1 à 5.....	415,323	81.12	
De 6 à 20.....	70,427	13.80	
De 21 à 100.....	21,331	4.16	
De 101 à 500.....	4,235	0.83	
Plus de 500.....	467	0.09	
	511,783	100.00	

⁽¹⁾ Analyse et extraits du rapport présenté au Président de la République par MM. les membres de la Commission supérieure du travail. (*Journal Officiel* du 17 août 1906, *Annexe*). — Cette Commission est composée de MM. Richard Waddington, sénateur, président; Poirrier, sénateur; Dron, député; Sibille, député; Sainsère, conseiller d'État; Aguillon, inspecteur général des mines; Liébaut, ingénieur, membre du comité consultatif des arts et manufactures; Briat, membre du conseil supérieur du travail; Arthur Fontaine, directeur du travail; Hubert Brice, chef du bureau de l'inspection du travail, secrétaire. — Pour l'année 1904, voir *Bulletin*, octobre 1905, p. 880.

Le tableau ci-après donne, avec le nombre absolu des différentes catégories de personnel occupé, la proportion de chacun des éléments de ce personnel relativement à l'ensemble :

	NOMBRE.	PROPORTIONS.	
		p. 100 en 1904.	p. 100 en 1905.
Enfants au-dessous de 18 ans. { Garçons.....	300,988	8.4	8.0
{ Filles.....	264,650	7.2	7.1
Filles au-dessus de 18 ans et femmes.....	797,483	22.0	21.5
Hommes au-dessus de 18 ans.....	2,363,457	62.4	63.4
TOTAL.....	3,726,578		

La proportion du personnel féminin et enfantin aurait légèrement décro, tandis que le personnel masculin adulte est en progression.

Les établissements soumis au contrôle du service et le personnel occupé dans ces établissements se répartissent suivant les chiffres du tableau ci-après dans les diverses catégories professionnelles portées à ce tableau :

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE	
	d'établissements.	d'ouvriers et d'employés.
Pêche. (Établissements ayant un caractère industriel)..	97	562
Forêts, agriculture. (Établissements ayant un caractère industriel.).....	208	1,345
Industries extractives (Industries annexes des).....	81	696
Industries de l'alimentation.....	59,041	322,962
Industries chimiques.....	4,847	106,492
Caoutchouc, papier, carton.....	2,447	75,190
Industries du livre.....	5,075	83,226
Industries textiles proprement dites.....	15,445	636,414
Travail des étoffes, vêtements.....	70,083	377,540
Travail des pailles, plumes, crins.....	1,386	15,794
Cuir et peaux.....	18,895	127,223
Industries du bois.....	55,826	282,339
Métallurgie.....	239	85,450
Travail des métaux ordinaires.....	52,002	478,380
Travail des métaux fins.....	2,075	20,063
Taille des pierres précieuses.....	136	1,935
Taille et polissage des pierres.....	3,308	20,297
Terrassement, construction en pierres.....	39,405	272,809
Travail des pierres et terres au feu.....	9,340	153,819
Manutention et transports.....	5,450	78,323
Commerce, banque.....	137,334	445,648
Professions libérales.....	10,345	34,256
Soins personnels ; service domestique.....	4,377	11,070
Service de l'État, des départements et des communes...	14,341	94,745
TOTAUX.....	511,783	3,726,578

Une des causes qui ne permet point encore de tirer, des chiffres statistiques annuels, de conclusions certaines au point de vue, soit des progrès de l'activité industrielle en France, soit des conséquences économiques et sociales des lois de protection ouvrière, est la proportion considérable, relativement à l'ensemble, des établissements que le service de l'inspection du travail n'a pu visiter jusqu'à ce jour. Sur 511,783 établissements indiqués comme existants, il en est encore 201,291 sur lesquels le service ne possède point de données provenant d'une enquête directe.

Le chiffre des établissements non encore visités était l'année précédente de 213,310. Il a donc déchu de 12,000 environ en 1905. Ce chiffre qui était descendu en 1903 à 65,923 s'est trouvé subitement accru dans des proportions élevées à la suite de l'assujettissement des établissements de commerce aux prescriptions de la loi du 11 juillet 1903.

Les établissements visités en 1904 étaient au nombre de 142,201, en 1903 de 146,137, en 1902 de 137,264. La différence en moins constatée cette année, de 600 environ sur le chiffre de l'année précédente, ne correspond en aucune façon à un nombre de visites inférieur à celui de l'an dernier. Il est constant en effet que nombre d'établissements comptés une seule fois dans ce tableau ont été plusieurs fois visités.

Quant au personnel rencontré dans les établissements visités, on peut le décomposer au point de vue de la législation spéciale qui le protège. Une première catégorie comprend le personnel qui se trouve en même temps protégé par les lois qui réglementent le travail et par celles qui assurent l'hygiène et la sécurité de ce travail. Dans la seconde catégorie se trouvent compris les travailleurs assujettis aux seules lois qui réglementent l'hygiène et la sécurité.

		PERSONNEL SOUMIS	
		aux lois de 1848-1892-1900.	à la loi de 1893-1903 seule.
Enfants au-dessous de 18 ans.	Garçons	151,030 ⁽¹⁾	9,323
	Filles	169,513 ⁽²⁾	2,331
Filles de plus de 18 ans et femmes.....		527,774	23,697
Hommes adultes.....		1,071,532	228,766
TOTAUX.....		1,919,849	264 117
TOTAL GÉNÉRAL.....		2,183,966	

Le nombre total des intéressés soumis aux lois sociales est de 3,726,578. La différence entre ce chiffre et le résultat du tableau ci-dessus fait ressortir que plus de 1,500,000 ouvriers n'ont point bénéficié en 1905 de la protection effective de l'inspection du travail.

On a vu que l'ensemble du personnel de moins de dix-huit ans qui figure dans les statistiques était de 565,638. Il convient de déduire de ce nombre 23,697 enfants, portés au tableau qui précède celui-ci, comme non soumis à la loi du 2 novembre

⁽¹⁾ Dont 1,518 âgés de 12 à 13 ans et munis du certificat d'étude primaire et du certificat d'aptitude physique.

⁽²⁾ Dont 3,743 âgées de 12 à 13 ans et munies des deux certificats.

1892. Reste donc 541,941 sur lesquels 320,543 seulement ont été visités en 1905. La protection légale n'a donc pas été réelle pour les 221,298 autres.

Aussi l'opinion semble-t-elle faite aujourd'hui que le nombre actuel des inspecteurs du travail ne saurait suffire à assurer une application convenable des lois qui réglementent le travail. C'est ce qu'a compris le Parlement lorsqu'il a accordé récemment, à titre de première augmentation, un accroissement de crédit de 32,000 francs sur le chapitre de l'inspection du travail. Il convient toutefois d'espérer que des crédits successifs viendront au cours des années suivantes permettre la réalisation du plan d'ensemble dressé par l'administration, et qui prévoit la création de 21 sections nouvelles d'inspection.

Ateliers de famille ⁽¹⁾. — Les avis sont partagés sur la question de décider si les ateliers de famille sont actuellement en accroissement ou en diminution.

C'est que la statistique des ateliers de famille est actuellement impossible à dresser d'une façon même approximative. Ce n'est point lorsque le service de l'inspection se trouve en présence de plus de 200,000 établissements industriels et commerciaux non encore visités qu'il lui faut sérieusement songer à opérer des constatations dans les établissements qui échappent à tout contrôle et dont l'existence, d'ailleurs, ne lui est révélée la plupart du temps par aucun signe extérieur. Ce n'est en réalité que dans les régions où les ateliers de famille se présentent à l'état de concurrence organisée à l'industrie réglementée, dans la bonneterie à Troyes, dans le ruban à Saint-Etienne, dans le dévidage de la soie à Roanne, que le service peut se procurer des indications sérieuses sur leur importance. Partout ailleurs ce sont plutôt des faits isolés que des constatations d'ensemble qu'apportent les rapports d'inspecteurs.

Dans l'Aube, l'industrie de la bonneterie s'exerce fréquemment dans des ateliers de famille, mais l'obligation de lutter contre les établissements industriels similaires a multiplié les moteurs dans ces ateliers et a permis de les assujettir aux prescriptions légales qui ont trait à l'hygiène et à la sécurité.

A Dijon, relate l'inspecteur divisionnaire, plus de 300 ouvriers sont employés à domicile par une fabrique de casquettes, une fabrique de parapluies, une bonneterie et plusieurs fabriques de chaussures. Des dentellières reçoivent également de l'ouvrage d'une importante maison. Dans le même département, un fabricant de limes fait travailler 250 ouvriers hors de ses ateliers.

La couture des gants, la fabrication de coutellerie dans la Haute-Marne sont pratiquées dans un grand nombre d'ateliers à domicile.

Dans la région du Nord, M. l'inspecteur divisionnaire signale deux tendances inverses, suivant la nature de l'industrie exercée.

La confection ordinaire ne se fait guère chez le patron qui trouve toujours des ouvrières en ville et aussi dans les villages. Ces femmes travaillent pour des salaires dérisoires : 25 centimes pour deux matinées, 15 centimes pour une chemise, pour un pantalon de toile. Dans la mode, l'ouvrière qui travaille chez elle a de 25 à 55 centimes pour un chapeau.

Il y a lieu de remarquer que la confection ordinaire, à très bon marché, cède actuellement le pas à des articles se rapprochant davantage du « fait sur mesure ». L'inspecteur de la deuxième section cite un grand confectionneur qui a monté un atelier mécanique dans la grande banlieue de Lille, pour ne plus donner de travail à domicile. « Le prix de revient est plus élevé, dit-il, mais le travail est mieux fait ; il est régulier et fourni à temps ».

(1) Pour la définition des ateliers de famille, voir *Bulletin*, 1905, p. 883.

L'inspecteur de la 3^e section observe, de son côté, qu'à Roubaix l'industrie de la confection pour hommes s'est considérablement développée; il existe actuellement, dans cette ville, quatre usines occupant chacune cent à deux cents ouvrières. Cette industrie ne s'est constituée qu'aux dépens des ateliers de famille.

Dans la circonscription de Rouen, l'existence d'ateliers de ce genre a été constatée dans l'industrie du triage de chiffons destinés à l'effilochage, dans la confection des chemises et enfin, dans la région de Caen, pour l'industrie de la dentelle. L'inspecteur signale, en outre, la rapidité avec laquelle ces ateliers changent de nature par suite de l'admission d'éléments étrangers à la famille et la nécessité où se trouve le service de ne jamais les perdre de vue.

Dans les régions de Nantes et de Bordeaux, la situation, à ce point de vue, serait stationnaire. Dans la région de Toulouse, l'inspecteur du Tarn signale la double tendance déjà relevée ci-dessus :

Le travail familial se généralise dans certaines professions et se restreint dans d'autres. La fabrication de la draperie à bon marché rentre dans ce dernier groupe; il y a à peine un quart de siècle, le tissage de la péruvienne, de la Castraise, s'effectuait dans une foule de petits ateliers familiaux disséminés, soit en ville, soit à la campagne. Actuellement, la plupart de ces tisserands à façon ont déserté l'atelier familial pour se grouper dans l'usine, attirés par la force mécanique qui décuple l'intensité de production.

C'est le phénomène inverse qui se produit dans la bonneterie; les fabricants de bas ont une tendance à confier au moins une partie du travail à des ouvrières du dehors auxquelles des métiers à tricoter sont loués ou vendus.

Quoi qu'il en soit, dans l'ensemble de la circonscription, le nombre des ateliers de ce genre paraît s'accroître de jour en jour.

Aucun changement notable à la situation actuelle n'est signalé dans la circonscription de Marseille.

Dans la région de Lyon des enquêtes sérieuses ont pu être faites pour certaines industries. On a constaté que les ateliers de famille existaient en grand nombre dans les industries ci-après : le dévidage et le tissage de la soie; la dentelle, la bonneterie de laine, la coutellerie et l'industrie des buscs de corsets.

CHAPITRE II. — Age d'admission.

Les contraventions relatives à l'âge d'admission au travail dans les établissements soumis à la loi de 1892 sont toujours en décroissance. On en a constaté 434 en 1905 contre 511 en 1904.

On signale, dans la circonscription de Limoges, que la surveillance du service a provoqué le remplacement d'enfants en sous-âge dans des corderies et des tuileries par des vieillards ou des infirmes.

La même chose a eu lieu depuis longtemps dans les quelques fabriques de porcelaine qui ont conservé des roues verticales pour actionner certains tours; ce sont les ouvriers tourneurs qui payaient leurs aides et de la sorte les fabricants se croyaient affranchis de toute obligation légale vis-à-vis de ces enfants, ils se sont tous soumis sans protester et, comme les autres, les enfants tourne-roues qui existent encore sont pourvus de livrets et inscrits sur les registres.

Dans les circonscriptions de Marseille et de Lyon, on signale quelques cas de falsification de livrets :

Un certain nombre d'enfants en sous-âge ont été trouvés porteurs de livrets falsifiés. Nous citerons notamment le cas d'une fillette de douze ans rencontrée dans un moulinage de la Drôme, pourvue d'un livret dont le millésime de la date de naissance avait été gratté et modifié. Cette constatation a mis le service dans la nécessité de faire une enquête. Celle-ci

ayant établi que l'auteur de la falsification était le directeur de l'usine, des poursuites furent engagées contre ce dernier en violation de l'article 49 de la loi du 2 novembre 1892. Une condamnation en police correctionnelle s'en est suivie. Dans ces divers cas, nous avons signalé les faits à l'autorité préfectorale, qui a dû inviter de nouveau les maires à ne délivrer les livrets qu'aux enfants âgés de douze ans révolus munis des certificats prescrits par la loi.

Dans les verreries de Rive-de-Gier, de faux livrets ont été délivrés sur la présentation d'états civils falsifiés ou fabriqués de toute pièce, notamment par un Italien dont les journaux ont annoncé l'arrestation pour trafics de ce genre. A la suite d'enquêtes très difficiles et très longues, le service est arrivé à découvrir quelques-unes de ces fraudes et a dressé procès-verbal pour obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur par l'usage de faux livrets. Malheureusement, les premiers coupables poursuivis ayant été couverts par l'amnistie, nos poursuites n'auront peut-être pas produit tout l'effet que nous étions en droit d'en attendre. Nous n'en continuerons pas moins à déployer la plus grande vigilance pour prévenir le retour d'aussi graves abus.

Pour commencer, tous les noms des enfants italiens employés à Rive-de-Gier ont été relevés; une liste de ces noms, rangés par commune d'origine, a été établie et remise à M. le Consul général d'Italie, à Lyon, avec prière de vouloir bien faire procéder à la vérification des dates de naissance. Enfin une démarche a été faite auprès de M. le secrétaire de la mairie de Rive-de-Gier pour lui demander de ne délivrer des livrets que sur la demande des parents, après avoir exigé de ceux-ci la justification de leur titre à les obtenir, car, il faut bien le dire, les fraudes qui se sont produites ont été parfois involontairement favorisées par la facilité trop large avec laquelle les livrets étaient accordés, puisqu'à deux jours d'intervalle, un père de famille a pu obtenir pour ses deux enfants deux livrets sous deux noms différents d'enfants qui n'habitaient ni eux ni leurs parents dans la commune.

M. l'Inspecteur divisionnaire de Lille constate que l'emploi illégal des enfants, dans les verreries de son ressort, tend à diminuer sensiblement pour les raisons ci-après :

L'emploi des enfants deviendra d'ailleurs de moins en moins nécessaire dans les verreries. Il a été rendu compte déjà, dans les rapports annuels du service, soit de la mise en pratique du soufflage mécanique des bouteilles, soit de l'installation de systèmes ingénieux pour le transport de ces bouteilles aux fours à recuire. Une révolution analogue s'accomplit actuellement dans la fabrication du verre à vitres.

M. l'Inspecteur divisionnaire de la circonscription de Paris signale pourtant, dans l'industrie de la verrerie de la région, la présence d'enfants munis de livrets majorant leur âge. Ces enfants sortaient d'un office de placement privé pour jeunes enfants et apprentis.

Le service, dit-il, ne pouvant atteindre directement les auteurs de ces faux, et les industriels ayant invoqué l'excuse de bonne foi prévue par l'article 26 de la loi de 1892, le Parquet a été saisi de l'affaire dont les suites ne sont pas encore connues.

Les industries dans lesquelles les contraventions relatives à l'âge d'admission ont été les plus nombreuses sont les suivantes :

Briqueteries et tuileries, 49; cartons, cartonnages et papeteries, 31; établissements de bienfaisance, 38; verreries et cristalleries, 28; filatures de chanvre, de lin, d'étoupes et de jute, 27; maçonnerie (entrepreneurs de), 21; chaussures (fabrique de), 17; modes, confections, couture, lingerie, 16; conserves de poissons, de légumes et de fruits (fabriques de), 15; tulles et rideaux, 15.

CHAPITRE III. — Durée du travail.

Il paraît utile de rappeler le régime compliqué institué par le législateur pour réglementer la durée du travail dans les établissements industriels.

Les enfants et les femmes ne peuvent travailler que dix heures par jour dans les manufactures, usines, chantiers, ateliers, etc. (Loi du 30 mars 1900, art. 1^{er}.)

Les ouvriers adultes ne peuvent travailler plus de douze heures par jour dans les usines et manufactures (Loi du 9 septembre 1848). Cependant les ouvriers adultes travaillant dans les mêmes locaux que des enfants ou des femmes ne peuvent faire que dix heures de travail par jour dans les manufactures, usines, ateliers et chantiers, etc. (Loi du 30 mars 1900, art. 2.)

Cette réglementation se trouve compliquée encore par l'octroi de dérogations plus ou moins étendues que les règlements accordent à certaines industries et refusent à d'autres.

Elle laisse toute liberté de durée au travail des ouvriers adultes occupés seuls en dehors des usines et manufactures, à celui des ouvriers et ouvrières des petites industries de l'alimentation, et à celui des employés et employées de magasin, de manutention, de bureau.

Depuis le 31 mars 1904, le régime de la journée de dix heures est devenu la règle générale puisqu'elle est pratiquée, sauf l'exception de distinction de locaux, dans les 158,438 établissements soumis à la loi du 30 mars 1900, tandis que la loi de 1848, qui autorise douze heures, n'est applicable qu'à 36,563 établissements.

Les réponses faites par les inspecteurs divisionnaires relativement à l'influence de la journée de dix heures sur la production sont, il faut l'avouer, ou vagues ou incomplètement motivées. Il est bien difficile d'apprécier, autrement que par les dires des industriels eux-mêmes, le taux de production d'ensemble d'une région, et la question posée appellerait une suite de réponses qui pourraient être fort différentes pour chacune des spécialités industrielles de cette région.

Certains industriels ont cherché cette année encore à maintenir l'importance de leur production en recourant à l'un des moyens que leur permettait la loi et qui consiste, soit à séparer les locaux affectés au travail des enfants ou des femmes, soit à renvoyer momentanément ou provisoirement ce personnel dont la présence limite à dix heures le travail des ouvriers adultes, soit à s'abstenir systématiquement de tout embauchage de mineurs de dix-huit ans.

L'inspecteur divisionnaire de Paris s'exprime ainsi à ce sujet :

Il est indéniable que la réduction à dix heures a provoqué, particulièrement dans les industries du fer et du bois, le renvoi des enfants et, par suite, aggravé la crise de l'apprentissage. Les patrons eux-mêmes ne sont pas sans appréhension au sujet du recrutement de leurs ouvriers pour l'avenir, mais leurs intérêts immédiats les incitent à exclure les apprentis ils ne reculent pas devant cette mesure tout en prévoyant ses effets.

Pour ne citer qu'une industrie, toutes nos grandes maisons d'emballage ont été dans la nécessité de renvoyer les enfants. Or, si la fabrication des caisses s'apprend facilement, il n'en est pas de même de l'emballage proprement dit, qui nécessite un apprentissage assez long, surtout lorsqu'il s'agit d'objets d'art ou d'objets fragiles, devant courir les risques d'un long voyage sur terre et sur mer.

Dans certaines maisons, pendant les quinze jours, le mois ou les deux mois au cours desquels le patron estime qu'il a besoin de dépasser la limite légale de la journée de dix heures pour effectuer des travaux urgents, on congédie temporairement les enfants de moins de dix-huit ans. Ce procédé est absolument regrettable. Il est, en effet, désolant et inquiétant de songer que, par intermittences, on peut impunément livrer aux dangers de la rue, aux mauvais conseils de l'oisiveté, des jeunes gens de treize à dix-huit ans.

Celui de Limoges :

Pour éviter de renvoyer les enfants, quelques industriels ont construit des locaux séparés où ils les relèguent; c'est ainsi qu'ont fait plusieurs fabriques de galoches d'Amboise quelques imprimeries de Tours ont également des ateliers distincts pour les apprentis;

Limoges, un grand décorateur sur porcelaine a établi un atelier séparé où il fait travailler les adultes, à l'exemple d'ailleurs des autres grands ateliers de décor.

Dans l'Indre-et-Loire, une fonderie a renvoyé les enfants; à Limoges, un atelier mécanique important a fait de même, ou plutôt il n'en a pas embauché de nouveaux. Dans une papeterie de paille de la Haute-Vienne, à la suite d'un procès-verbal relevé pour emploi d'adultes pendant plus de dix heures dans un atelier mixte, tous les enfants de l'usine ont été renvoyés; on les a remplacés par des adultes; ce renvoi d'enfants va être étendu à toutes les fabriques de la société générale des papeteries du Limousin; 40 enfants seront sacrifiés de la sorte; il ne faut le regretter qu'à moitié, car ces enfants faisaient une besogne de manœuvre et, en outre, étaient soumis à l'obligation de la veillée.

Les forges de Commentry qui, il y a quelques années, occupaient 150 enfants en ont seulement 80 aujourd'hui. Or, ces enfants ne sont pas indispensables à la marche de l'usine; qu'un surcroît de travail s'impose et ils peuvent être sacrifiés. Une maison de construction de machines agricoles de Vichy est dans le même cas, elle occupe 100 ouvriers; elle avait 10 enfants il y a peu de temps encore, elle n'en a plus que 3 aujourd'hui, et cela parce qu'à deux époques de l'année il se produit une poussée et que l'industrie en question ne peut bénéficier d'aucune tolérance.

Celui de Dijon :

Des renvois de femmes ou d'enfants ont continué à se produire en vue de soustraire à la loi de 1900 les ateliers où ils sont employés, et cela surtout dans ceux de ces ateliers où l'industrie exercée ne peut bénéficier d'aucune dérogation, ou bien lorsque la séparation plus ou moins effective des locaux ne peut être opérée.

L'importance de ces renvois n'a pas été précisée par tous les inspecteurs, unanimes cependant à déclarer que ces renvois n'ont pas cessé. D'après les renseignements spéciaux à quelques cas, 151 enfants ont dû quitter le travail.

Il en a été ainsi dans une sucrerie de l'Yonne, une fabrique de marbre artificiel de la Nièvre, une tréfilerie et une fabrique d'horlogerie du Doubs, un certain nombre d'importants ateliers de construction mécanique et une fabrique de meubles à Autun qui, seule, parmi les fabriques similaires de cette ville, avait conservé ses 20 apprentis. Cette suppression totale des enfants dans les usines du meuble à Autun a motivé un vote de protestation du conseil municipal contre la loi du 30 mars 1900. Des renvois d'enfants se sont également produits dans quelques chantiers de construction et de réparation de bateaux de rivière de la région de Chalon-sur-Saône, malgré la dérogation dont peut bénéficier cette industrie, mais dont la durée a été jugée insuffisante.

Le recrutement d'enfants de moins de dix-huit ans ne se fait plus dans les usines des forges d'Audincourt, sauf pour les travaux qui jouissent du bénéfice des usines à feu continu. Il en est de même dans les chantiers du bâtiment à Belfort et dans les environs.

Celui de Lille :

Il est difficile d'établir le nombre exact des renvois d'enfants opérés depuis 1900; on peut l'estimer pour l'ensemble de la circonscription à environ 1,800. Ces renvois ont été moins importants en 1905 que pendant les deux années précédentes.

Celui de Rouen :

Si les renvois de femmes ou d'enfants paraissent avoir cessé, cela tient à ce que les patrons ont déjà, presque tous, pris les dispositions auxquelles ils se sont arrêtés depuis l'application intégrale de la loi de dix heures; les uns se sont privés définitivement de la main-d'œuvre enfantine; les autres, se basant sur l'interprétation de la cour de cassation, placent dans un local spécial enfants et femmes suivant les besoins de la production, quand ce moyen est applicable dans leur industrie.

Celui de Nantes :

Les renvois d'enfants persistent alors que ceux des femmes sont insignifiants.

M. l'inspecteur de la 3^e section cite un très important atelier de construction mécanique à Nantes dans lequel se trouvait une école d'apprentissage sérieusement organisée. Cette

école a été supprimée à la suite du refus d'une autorisation pour les adultes qui ne pouvait être accordée. D'autres industriels renvoient momentanément les apprentis, lorsqu'ils ont une commande pressée exigeant des heures supplémentaires.

M. l'Inspecteur de la 5^e section (Angers) a constaté que 32 établissements ont congédié les enfants en vue de se soustraire à l'application de la loi, en 1905. Dans les autres sections, les renvois paraissent avoir été moins nombreux.

Celui de Bordeaux :

Il ne paraît pas y avoir eu renvoi de femmes ni d'enfants dans le courant de l'année 1905.

Une pratique qui tend à se propager dans certaines industries du travail des métaux consiste à congédier les enfants pendant quelques jours pour permettre aux adultes de travailler douze heures lorsqu'il se présente des commandes pressées. L'inspecteur de la 1^{re} section signale cette pratique dans un atelier de construction d'automobiles pendant le montage des voitures destinées à figurer au Salon. Il semblerait que cette industrie possède le caractère saisonnier qui peut justifier les dérogations de l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié.

J'ai constaté, dans un établissement de constructions maritimes qui possède plusieurs ateliers distincts, que le directeur déplace les apprentis d'un atelier à l'autre afin de pouvoir prolonger la durée du travail jusqu'à douze heures lorsqu'il s'agit de certains travaux. Cette façon de procéder est légale, le tableau de l'emploi du temps est enlevé lorsque l'atelier ne contient que des adultes et il est rétabli lorsque le personnel redevient mixte.

Celui de Marseille :

En vue de soustraire un chantier de constructions navales aux obligations imposées par l'article 2 de la loi de 1900, l'administration de cet établissement a renvoyé, en 1905, pendant la saison d'été, à la suite d'un procès-verbal de contravention, dix-sept apprentis occupés pendant onze heures. Dès que la saison d'hiver est venue, la journée ayant été réduite à dix heures et au-dessous, ces apprentis ont repris leur fonction dans le chantier.

Celui de Lyon :

Aucun renvoi d'enfants ne nous est signalé cette année; mais afin de pouvoir travailler douze heures, le cas échéant, beaucoup d'industriels continuent à ne plus embaucher.

Dans quelques tissages de cotonnades de Roanne, les femmes ont été partiellement remplacées au parage par des hommes et employées au dévidage, afin d'obvier à l'obligation de la simultanéité des repos.

Décret du 28 mars 1902. — Ce décret, pris en exécution de la loi de 1848, permet un certain nombre de prolongations de durée du travail en faveur des adultes occupés dans certains travaux qui, pour des raisons techniques, ne peuvent être astreints à la limite légale.

Les inspecteurs signalent que l'application de ce décret n'a donné lieu, en 1905, à aucune difficulté sérieuse.

Infractions aux dispositions relatives à la durée du travail — Il a été relevé 5,417 contraventions à la durée du travail des enfants et des femmes pendant l'année 1905. Le nombre de ces mêmes contraventions était de 6,121 en 1903 et de 5,357 en 1904.

Quant aux contraventions pour excès de durée de travail des adultes, elles ont été, l'an dernier, au nombre de 4,121 contre 2,273 en 1903 et 2,670 en 1904. Malgré cet accroissement notable, il y a lieu de supposer que bien des contraventions échappent encore aux constatations du service, en raison de l'insuffisance absolue des moyens de contrôle.

Voici les industries dans lesquelles les infractions les plus nombreuses ont été constatées à la disposition qui limite la durée du travail des enfants et des femmes :

Modes, confections, couture, lingerie, 1,455; filatures de chanvre, de lin, d'étoupes et de jute, 777; tissages de coton, 439; blanchisserie, repassage, 404; moulinage de la soie, 316; imprimeries, 264; chaussures (fabriques de), 151; filatures de coton, 125; briqueteries, tuileries, 120; travail des métaux, 114; tissage de la soie, 109.

(A suivre.)

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1905

DES CAISSES NATIONALES D'ASSURANCE

EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENT⁽¹⁾.

Caisse d'assurance en cas de décès.

Le nombre des *assurances individuelles* contractées en 1905 est de 115; le capital assuré correspondant s'élève à 188,239 francs.

Déduction faite des règlements de sinistres et des annulations, le montant total des capitaux assurés au 31 décembre 1905, est de..... 3,681,942^f

Au 31 décembre 1904 ce montant était de..... 3,550,151

Il y a eu, par suite, augmentation de..... 131,791

Il a été encaissé pour le compte des assurances individuelles 1,102 primes représentant une somme de 72,712 francs.

Les sinistres (capitaux payés au décès) s'élèvent à 48,064 francs pour 26 polices.

Les *assurances collectives*, contractées en 1905 par les sociétés de secours mutuels approuvées, sont au nombre de 173 et comprennent 29,441 membres participants.

Les primes afférentes à ces assurances s'élèvent à 188,292 francs. Les paiements de capitaux assurés, y compris les remboursements de primes, s'élèvent à 159,068 francs. L'excédent des recettes sur les dépenses, en ce qui concerne les assurances collectives, est donc de 29,224 francs.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1905.

Au 31 décembre 1905, l'actif de la Caisse d'assurance en cas de décès se composait :

1° De la valeur de 60,014 francs de rentes 3 p. 100.....	1,861,588 ^f 11°
2° Du solde du compte courant à la Caisse des dépôts et consignations.....	58,167 00
3° Des primes échues et non recouvrées et des intérêts en retard.....	13,485 46

MONTANT TOTAL de l'actif..... 1,933,240 57

⁽¹⁾ D'après les rapports de la Commission supérieure des Caisses d'assurance en cas de décès et en cas d'accident.

Le passif concerne les assurances individuelles et les assurances collectives.

Le passif provenant des assurances individuelles comprend :

1° Le montant des polices en cours de règlement.....	19,326 ^f 98 ^c
2° La valeur des polices non reconstituées à la suite des incendies de 1871.....	2,241 69
3° Les réserves mathématiques afférentes aux polices à primes soldées et à primes viagères.....	1,167,542 72
et aux polices à primes temporaires et aux assurances mixtes...	153,052 70
4° Les primes échéant en 1906 et payées par anticipation en 1905.....	386 36

MONTANT du passif correspondant aux assurances individuelles..	1,342,550 55
--	--------------

Le passif résultant des assurances collectives, calculé en tenant compte d'un excédent probable de 1.50 p. 100 ⁽¹⁾ des dépenses sur les recettes, se compose :

1° Des charges à provenir, à partir du 1 ^{er} janvier 1906, des assurances collectives en règlement ou en cours au 31 décembre 1905.....	75,665 29
2° Des charges à provenir des assurances collectives contractées en 1905 pour produire leur effet à partir du 1 ^{er} janvier 1906..	66,461 10

PASSIF TOTAL.....	1,484,676 94
-------------------	--------------

L'actif étant de.....	1,933,240 57
-----------------------	--------------

L'excédent d'actif ressort à.....	448,563 63
-----------------------------------	------------

L'excédent constaté au 31 décembre 1904 s'élevait à.....	414,794 58
--	------------

Il y a donc une augmentation de l'excédent de l'actif sur le passif en 1905 de.....	33,769 05
---	-----------

Cette augmentation résulte :

1° Des bénéfices afférents aux assurances individuelles en cas de décès, mixtes et temporaires.....	18,436 84
2° De la différence entre les charges réelles des assurances collectives et les charges probables.....	9,908 68
3° De l'excédent des revenus du portefeuille sur les intérêts attribués aux assurances individuelles.....	19,847 68

ENSEMBLE des augmentations.....	48,193 20
---------------------------------	-----------

De cette somme, il y a lieu de déduire la différence entre l'évaluation dans l'actif du portefeuille des rentes 3 p. 100 achetées en 1905, et le coût d'achat de ces rentes.....	14,424 15
--	-----------

L'augmentation de l'excédent d'actif ressort donc à.....	33,769 05
--	-----------

⁽¹⁾ Les résultats constatés jusqu'au 31 décembre 1905 sur les polices collectives souscrites du 1^{er} décembre 1890 au 1^{er} décembre 1904 se résument ainsi :

Recettes.....	1,389,071 ^f 00 ^c
Dépenses.....	1,368,581 00

EXCÉDENT des dépenses.....	20,489 00
----------------------------	-----------

Caisse d'assurance en cas d'accident.

LOI DU 11 JUILLET 1868.

Les cotisations versées en 1905 sont au nombre de 474 et représentent une somme de 2,868 francs.

Les intérêts produits par les fonds placés s'élèvent à 253,524 fr. 25.	
Les recettes totales ont été de.....	256,597 ^f 00 ^c
et les dépenses totales de.....	488 15
Ce qui porte l'excédent des recettes à.....	<u>256,108 85</u>

Depuis le début du fonctionnement de la Caisse (11 juillet 1868) jusqu'au 31 décembre 1905, il a été versé 292,749 francs de primes au nom de 45,526 assurés. Les règlements de sinistres et les frais accessoires ont entraîné une dépense de 243,389 francs, qui n'a atteint que la proportion de 83.14 p. 100 des versements et qui a laissé un excédent de 49,359 francs.

D'autre part, la subvention de l'État, un don particulier et les arrérages de rentes encaissées annuellement forment ensemble une somme de 8,476,316 francs qui, ajoutée à l'excédent ci-dessus, donne un excédent total des recettes sur les dépenses, depuis l'origine, de 8,525,675 fr. 35.

Sur les 45,526 assurances, la Caisse n'a eu à régler que 103 sinistres, dont 76 ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 27 ayant été suivis de mort.

C'est une moyenne de 2.26 accidents par 1,000 assurés.

LOI DU 24 MAI 1899.

Risques visés par les lois des 9 avril 1898 et 30 juin 1899.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1899, les opérations de la Caisse nationale ont été étendues aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, à partir du 1^{er} juillet 1899.

Le nombre des contrats en cours au 31 décembre 1905 s'élevait à 1,103 en augmentation de 16 sur le chiffre constaté au 31 décembre 1904 dont :

1) 1,107 contrats au titre de la loi du 24 mai 1899, portant sur un chiffre présumé de 26 millions de francs de salaires et correspondant à un total de primes de 547,247 francs.

2) 96 contrats au titre de la loi du 30 juin 1899, relative aux machines agricoles comportant 6,298 francs de primes.

Les recettes opérées du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1905 se sont élevées à.....	647,268 ^f 66 ^c
Les dépenses à.....	617,739 99
Soit un excédent de recettes de 29,528 fr. 67.	
Si l'on ajoute au total des recettes, en 1905, le solde du compte au 31 décembre 1904.....	334,771 04
on obtient (déduction faite des dépenses), comme solde créditeur au 31 décembre 1905, une somme de.....	364,299 71
Si l'on ajoute au solde ci-dessus :	
Les primes échues et encaissées en 1905 dans les départements mais non centralisées dans les écritures de la Direction générale.....	149,876 30
et les intérêts probables à encaisser en 1906.....	<u>2,122 25</u>

Le total des disponibilités ressort, pour 1906, à..... 516,298 26

Report. 516,298^f 26^c

D'autre part, les sommes à mettre en réserve pour faire face au paiement, soit de dépenses se rapportant à l'exercice 1905 soit de sinistres survenus depuis 1899, mais dont le règlement est reporté à 1905, s'élevant à 760,324 fr. 80, savoir :

Pour provisions de primes payées d'avance...	238,965 ^f 25 ^c	}	760,324 80
Pour frais d'administration de l'année 1905 à rembourser à la Caisse des dépôts en 1906.	43,350 44		
Pour règlement de sinistres en cours.....	412,258 91		
Pour réserves destinées à faire face à la constitution de rentes aux ayants droit de victimes d'accidents qui viendraient à décéder pendant le délai de revision (art. 19, loi du 9 avril 1898).....	65,750 20		

Cette somme de 760,324 fr. 80 est supérieure aux disponibilités de.....	244,026 54
---	------------

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Élections des représentants des bourses du travail adhérentes à la fédération des bourses, des associations ouvrières de production et des syndicats ouvriers.

Le dépouillement des bulletins et le recensement des votes auxquels ont procédé, pour l'élection de leurs représentants au conseil supérieur du travail, les *associations ouvrières de production*, les *bourses du travail* adhérentes à la fédération des bourses et les *syndicats ouvriers*, ont été effectués par les soins de la commission permanente, conformément à l'article 14 du décret du 14 mars 1903 modifié par les décrets des 27 janvier et 4 août 1904.

D'après l'article 13 de ce décret, l'élection n'a lieu au premier tour qu'à la majorité absolue des suffrages.

Les opérations électorales ont abouti aux résultats suivants qui ont été proclamés par le président de la commission permanente, dans la séance du 3 septembre ⁽¹⁾.

I. — REPRÉSENTANT ÉLU PAR LES BOURSES DU TRAVAIL ADHÉRENTES À LA FÉDÉRATION DES BOURSES.

Suffrages exprimés : 59; majorité absolue : 30.

MM. Briat (élu) : 53; Yvetot : 2; Bourderon : 1; abstentions : 3.

II. — REPRÉSENTANT ÉLU PAR LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ADHÉRENTES À LA CHAMBRE CONSULTATIVE.

Suffrages exprimés : 156; bulletins nuls : 3; majorité absolue : 79.

MM. Manoury (élu) : 146; Favaron : 7; Dumay : 2; Briat : 1.

⁽¹⁾ Ces résultats ont été publiés au *Journal officiel* du 6 septembre, p. 6,128.

III. — REPRÉSENTANTS ÉLUS PAR LES SYNDICATS OUVRIERS.

GROUPE 1. — *Mines, carrières, salines.*

Suffrages exprimés : 862 ; majorité absolue : 432.

MM. **Lamendin** (élu) : **623** ; Merzet : 35 ; Paris : 33 ; Legeay : 32 ; Dexonne : 24 ; Ducretet : 15 ; Bouveri : 14 ; Dersoir : 12 ; divers (16 candidats) : 66 ; abstentions : 8.GROUPE 2. — *Alimentation : grandes industries et commerce de gros.*

Suffrages exprimés : 800 ; majorité absolue : 401.

MM. **Comaille** (élu) : **456** ; Rousset : 229 ; Barafort : 21 ; Chireuil : 16 ; Coupat : 12 ; Derrier : 11 ; Morin : 11 ; divers (7 candidats) : 15 ; abstentions : 29.GROUPE 3. — *Alimentation : petites industries et commerce de détail.*

Suffrages exprimés : 800 ; majorité absolue : 401.

MM. **Maffre** (élu) : **413** ; Barafort : 235 ; Antourville : 25 ; **Millon** : 22 ; Rousset : 17 ; Laurens : 16 ; Beylard : 12 ; Cosmon : 11 ; divers (10 candidats) : 29 ; abstentions : 20.GROUPE 4. — *Industries chimiques, allumettes et tabacs, céramique et verrerie, fabrication du papier.*

Suffrages exprimés : 825 ; bulletins nuls : 13 ; majorité absolue : 413.

MM. **Malardé** (élu) : **756** ; Lajarrige : 25 ; Chicot : 11 ; Bartelon : 10 ; divers (5 candidats) : 21 ; abstentions : 2.GROUPE 5. — *Industrie des cuirs et peaux.*

Suffrages exprimés : 421 ; majorité absolue : 212.

MM. **Besset** (élu) : **285** ; Pin : 33 ; Routier : 10 ; divers (10 candidats) : 34 ; abstentions : 59.GROUPE 6. — *Industrie de la laine, du lin, et du jute.*

Suffrages exprimés : 2,221 ; bulletins nuls : 4 ; majorité absolue : 1,112.

MM. **Lepers** (élu) : **1,275** ; Duquesne : 383 ; Trinquet : 118 ; Martin : 106 ; Dauckart : 93 ; Clévy : 70 ; Martens : 25 ; Klein : 14 ; divers (6 candidats) : 27 ; abstentions : 110.GROUPE 7. — *Industrie du coton et ses mélanges.*

Suffrages exprimés : 2,236 ; bulletins nuls : 4 ; majorité absolue : 1,119.

MM. **Clévy** (élu) : **1,175** ; Caille : 420 ; Lepers : 170 ; Chatelet : 118 ; Baron : 93 ; Bauche : 41 ; Martin : 32 ; Grisward : 14 ; divers (10 candidats) : 49 ; abstentions : 124.GROUPE 8. — *Industrie de la soie.*

Suffrages exprimés : 515 ; majorité absolue : 258.

MM. Neyron : 211 ; Denis : 181 ; Fleck : 72 ; Durousset : 21 ; M^{lre} Rochebillard : 17 ; M. Clévy : 13.

(Ballottage.)

GROUPE 9. — *Travail des étoffes, vêtement, toilette.*

Suffrages exprimés : 287 ; bulletins nuls : 22 ; majorité absolue : 144.

MM. **Lucas** (élu) : **145** ; Montélimar : 77 ; divers (7 candidats) : 20 ; abstentions : 45.GROUPE 10. — *Travail des étoffes, vêtement, toilette.*

Suffrages exprimés : 305 ; majorité absolue : 153.

M^{lles} **Blondelu** (élue) : **213** ; Rochebillard : 74 ; M. Lucas : 6 ; M^{me} Marthiens : 3 ; M. Collinot : 1 ; abstentions : 8.

GROUPE 11. — *Industrie du bois et du bâtiment (bois).*

Suffrages exprimés : 677; bulletins nuls : 7; majorité absolue 339.

MM. Bourderon (élu) : 541; Commencas : 20; Danaucourt : 17; divers (23 candidats) : 78; abstentions : 21.

GROUPE 12. — a) *Métallurgie et construction mécanique;*b) *Chauffeurs, conducteurs, mécaniciens.*

Suffrages exprimés : 1,848; bulletins nuls : 5; majorité absolue : 925.

MM. Coupat : 665; Beylard : 397; Calais : 372; Baumler : 85; Muller 38; Briat : 31; Bostmenbrun : 30; Micholet : 21; Claverie : 12; Castellain : 10; divers (4 candidats) : 10; abstentions : 177.

(Ballottage.)

GROUPE 13. — *Travail des métaux communs et bâtiments (métaux).*

Suffrages exprimés : 1,851; bulletins nuls : 5; majorité absolue 926.

MM. Baumler : 553; Baulmier : 372; Beylard : 180; Coupat : 147; Fabre : 38; Bostmenbrun : 30; Lamaizière 22; Cleuet : 12; Wayss : 10; divers (6 candidats) : 16; abstentions : 471.

(Ballottage.)

GROUPE 14. — *Bâtiment.*

Suffrages exprimés : 575; majorité absolue : 288.

MM. Craissac (élu) : 386; Colle : 16; Leroux : 12; divers (23 candidats) : 79; abstentions : 82.

GROUPE 15. — *Transports par voie ferrée.*

Suffrages exprimés : 2,507; majorité absolue : 1,254.

MM. Guérard (élu) : 1,802; Bouvet : 481; Dousseau : 215; Pinoncely : 9.

GROUPE 16. — *Transport par terre et par eau, manutention, garçons de magasin.*

Suffrages exprimés : 1,846; majorité absolue : 924.

MM. Moreau (élu) : 1,055; Courson : 493; Camplong : 42; Brunet : 38; Chevalier : 36; Tartempion : 33; Aubin : 20; divers (15 candidats) : 38; abstentions : 91.

GROUPE 17. — *Industries relatives aux lettres sciences et arts*

(industrie du livre, instruments de précision, bijouterie, orfèvrerie, ingénieurs, artistes. etc.).

Suffrages exprimés : 1,111; bulletins nuls : 1; majorité absolue : 556.

MM. Keufer (élu) : 977; Lecerf : 25; Deschamps : 19; divers (9 candidats) : 26; abstentions : 64.

GROUPE 18. — *Commerce et administrations (commerce d'alimentation exceptés).*

(Département de la Seine.)

Suffrages exprimés : 2,179; bulletins nuls : 5; majorité absolue : 1,090.

MM. Artaud : 1,070; Claverie : 891; Cleuet 80; Besse 48; Finance 16; Vergne : 16; M^{me} Blanche Schweig : 15; divers (4 candidats) : 16; abstentions : 27.

(Ballottage.)

GROUPE 19. — *Commerce et administrations (commerces d'alimentation exceptés).*

(Départements autres que celui de la Seine.)

Suffrages exprimés : 2,179; bulletins nuls : 5; majorité absolue : 1,090.

MM. Besse (élu) : 1,091; Cleuet : 919; Claverie : 81; Artaud : 48; Coruble : 16; divers (5 candidats) : 19; abstentions : 5.

Un certain nombre de bulletins sont parvenus au ministère pendant les opérations du scrutin ou après la proclamation des résultats.

Conformément aux termes de la circulaire adressée aux syndicats, la commission n'a tenu compte que des bulletins mis à la poste le 30 août au plus tard et dont l'enveloppe portait le timbre de cette date.

Il a été procédé à un second tour de scrutin pour les représentants des groupes 8, 12, 13 et 19 dans lesquels il y a ballottage. En conséquence les syndicats inscrits à ces groupes et au groupe 18 ont reçu, à la date du 15 septembre, leurs bulletins de vote qu'ils ont dû retourner au Ministère du Commerce avant le 27 septembre.

RAPPORT SUR LES SUBVENTIONS AUX CAISSES DE CHÔMAGE

POUR L'ANNÉE 1905,

PRÉSENTÉ, LE 24 SEPTEMBRE 1906, À M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En exécution de l'article 55 de la loi de finances du 22 avril 1905, j'ai l'honneur de vous présenter le premier rapport sur la répartition du crédit ouvert au budget de mon département pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire. Ce rapport porte sur l'année 1905 ou plus exactement sur les subventions afférentes aux indemnités versées par les caisses de chômage pendant l'année 1905.

En subventionnant les caisses de chômage, l'État ne peut avoir la prétention de supprimer ou de diminuer le chômage, puisque son intervention ne porte pas sur les causes mêmes du mal. Il ne s'agit pas non plus d'un service d'assurance générale garantissant tous les chômeurs. Le crédit relativement restreint serait loin d'y suffire. L'État se propose simplement d'encourager les institutions créées par les travailleurs eux-mêmes en vue de secourir, par une indemnité régulière, ceux d'entre eux qui involontairement n'ont pas de travail.

Malgré sa portée restreinte, le nouveau service n'en a pas moins une réelle importance. Tout d'abord, il est permis de croire que les subventions de l'État favoriseront la création et le développement des caisses de chômage. Elles permettront, en outre, de recueillir des faits et des documents qui, ultérieurement, pourront servir de base à l'étude de systèmes plus généraux et plus efficaces. A ce double point de vue, le nouveau service ne manquera pas de retenir l'attention de tous ceux qui, au Parlement et dans le public, se préoccupent du problème du chômage.

Avant de faire connaître les résultats de l'exercice 1905, qui a été surtout un exercice d'organisation et de préparation, je crois utile de rappeler l'origine du crédit et d'indiquer, dans ses grandes lignes, le régime des subventions.

L'origine du crédit.

Dès qu'il fut possible d'apprécier le fonctionnement et les premiers résultats du fonds communal institué en 1901 par la ville de Gand en vue de majorer les indemnités versées par les caisses de secours contre le chômage, la question de l'intervention des pouvoirs publics en faveur de ces institutions ouvrières fut inscrite par l'un de mes prédécesseurs, l'honorable M. Millerand, à l'ordre du jour du Conseil supérieur du travail. Sur un rapport, qui lui fut soumis par la Commission permanente, le Conseil supérieur du travail étudia la question sous ses divers aspects dans sa session de novembre 1903 et, après un débat approfondi, émit une série de vœux demandant, en faveur des caisses mutuelles de secours contre le chômage, le concours financier de l'État, des départements et des communes dans une mesure limitée et proportionnelle aux efforts accomplis par les travailleurs.

Au Parlement, les vœux émis par le Conseil supérieur furent accueillis avec empressement et un grand désir de leur donner satisfaction. Dès le mois de mai 1904, plusieurs propositions de loi étaient déposées sur le bureau de la Chambre des députés. Conformément aux conclusions d'un rapport déposé, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale, par M. Millerand, la commission du budget, d'accord avec les ministres des Finances et du Commerce, inscrivit un crédit de 110,000 francs au budget de l'exercice 1905. Le Parlement vota ce crédit; puis, pour faciliter l'organisation du service et lui donner le maximum de souplesse, il confia au Gouvernement le soin de fixer, par décret, les règles de la répartition du crédit. Il se borna donc à insérer dans la loi de finances du 22 avril 1905 un article 55 ainsi conçu :

ART. 55. — L'emploi du crédit ouvert au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire sera réglé par un décret contresigné par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et par le Ministre des finances.

Un rapport annuel du Ministre du commerce au Président de la République, inséré au *Journal officiel*, rendra compte du fonctionnement du service et de la répartition du crédit.

Le décret prévu par cet article, préparé par les soins d'une commission spéciale, fut signé par votre prédécesseur le 9 septembre 1905.

Le régime des subventions.

Le chômage involontaire par manque de travail donne seul droit aux subventions de l'État; telle est, dans les termes mêmes du décret, la définition du chômage auquel s'appliquent les subventions. Les caisses de chômage sont définies par l'article 1^{er}. Ce sont « les caisses qui viennent en aide à leurs membres en chômage, soit par des secours sur place, soit par des secours de route ou de déplacement. » Cette définition, on le voit, n'est en aucune façon exclusive. Elle s'applique à toutes les caisses mutuelles, qu'elles soient fondées par des syndicats professionnels, des sociétés de secours mutuels ou d'autres associations.

L'article 2 du décret est ainsi conçu :

ART. 2. — Les subventions sont accordées :

1° Aux caisses composées de membres exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, à condition que le nombre des membres soit de 100 au minimum;

2° Aux caisses locales composées comme les précédentes et comprenant au moins 50 membres, à condition qu'elles soient subventionnées par les communes;

3° Dans les communes de moins de 20,000 habitants, aux caisses locales composées de membres appartenant à diverses professions, à condition qu'elles soient subventionnées par les communes et comprennent au moins 50 membres;

4° Aux caisses organisées en vue des secours de route par des unions d'associations et alimentées par des cotisations globales de chaque association adhérente, à condition que les ressources normales de ces associations soient constituées par les cotisations de leurs membres.

En ce qui concerne les caisses visées par les trois premiers paragraphes, ne sont considérés comme adhérents que les membres actifs ne devant pas plus de trois mois de cotisation.

Le quatrième paragraphe s'applique — ce point ne paraît pas avoir été suffisamment compris jusqu'ici par les intéressés — aux caisses de secours de route ou de viaticum fondées par la plupart des bourses du travail au profit des chômeurs de passage dans la localité.

En principe, pour participer aux subventions, les caisses de chômage doivent avoir un caractère professionnel et comprendre un minimum de 100 membres, qui est d'ailleurs abaissé à 50 dans les cas prévus par les 2° et 3° paragraphes de l'article 2.

Il semble établi, par les expériences faites, non seulement à l'étranger, mais aussi en France, que les caisses de chômage doivent remplir ces deux conditions pour présenter des chances de succès et des garanties de contrôle.

Les risques de chômage varient, en effet, beaucoup avec les professions : dans tel métier, les ouvriers sont occupés régulièrement d'un bout de l'année à l'autre et ne chôment qu'accidentellement; dans d'autres métiers, les ouvriers sont exposés périodiquement à de longues mortes-saisons. Les salaires varient également beaucoup de métier à métier. Il est donc difficile dans les caisses formées de personnes appartenant à des professions différentes, d'établir, d'une façon équitable, la cotisation à réclamer à chacun des membres et le chiffre du secours auquel il aura droit. En outre, les caisses professionnelles sont mieux placées que les autres pour contrôler les chômeurs et assurer leur placement.

Le caractère professionnel est requis, non pas de l'association qui a créé la caisse de chômage, mais de la caisse de chômage proprement dite. Il s'ensuit que des associations non professionnelles pourront parfaitement obtenir pour leurs caisses de chômage le bénéfice des subventions de l'État. Il leur suffira de créer dans leur sein, entre ceux de leurs membres qui appartiennent au même métier ou à des métiers similaires, une ou plusieurs caisses de chômage professionnelles.

Une première exception a été faite au principe de la professionnalité des caisses de chômage; elle concerne les caisses fonctionnant dans les communes de moins de 20,000 habitants. Il peut être, en effet, difficile dans ces communes de trouver cent membres de la même profession. Le décret admet donc, dans ces communes, à concourir aux subventions, les caisses de cinquante membres au moins appartenant à des professions différentes, mais à la condition qu'elles soient déjà subventionnées et, par conséquent, contrôlées par la municipalité. Une autre exception a été faite en faveur des caisses organisées uniquement en vue des secours de route par des unions d'associations.

Il y a lieu d'ajouter qu'il ne peut appartenir qu'aux municipalités, et éventuellement aux départements, de subventionner utilement les petites caisses locales. Un organisme central ne saurait assurer le contrôle d'une multitude de petites caisses, ayant droit chacune à une très faible subvention, les frais d'enquête seraient plus considérables que les subventions. Déjà plusieurs municipalités subventionnent les

caisses de leur localité. Il en est ainsi à Lyon, Reims, Cherbourg, La Rochelle, Châlons-sur-Marne, Tarbes, Limoges, Dijon, etc. A Paris, la question est à l'étude.

Aux termes de l'article 4, toute caisse de chômage qui veut participer aux subventions de l'État doit assurer un service gratuit de placement. Cette condition se justifie d'elle-même: il ne suffit pas de verser des indemnités aux chômeurs, il faut surtout les aider à retrouver un emploi.

Pour chaque caisse de chômage ou de secours de route, les subventions sont calculées d'après les règles posées par les articles 9, 10 et 12.

ART. 9. — Si l'indemnité de chômage est supérieure à 2 francs par jour, la subvention ne sera calculée que sur cette dernière somme.

ART. 10. — Si la durée de l'indemnité de chômage dépasse 60 jours par période de 12 mois, la subvention ne portera que sur les indemnités allouées à chaque chômeur pendant 60 jours.

ART. 12. — La subvention ne peut dépasser 16 p. 100 du montant des indemnités versées, en conformité des statuts, par chaque caisse pendant le semestre, sous réserve des règles posées aux articles 9 et 10.

Ce maximum est majoré de moitié pour les caisses fonctionnant dans trois départements au moins, et comptant 1,000 membres actifs au minimum.

Le décret, on le voit, laisse aux caisses pleine liberté de fixer le montant de l'indemnité de chômage et la durée de cette indemnité. Il se borne à poser, à cet égard, une double limite au delà de laquelle les sommes supplémentaires versées par les caisses n'entrent pas dans le calcul de la subvention.

Les articles 9, 10 et 12 du décret ne comportent aucune exception pour quelque motif que ce soit. En particulier, les subventions sont rigoureusement proportionnelles aux indemnités de chômage versées pendant chaque semestre. La proportion qui est uniforme pour toutes les caisses locales et pour toutes les caisses régionales, est fixée à l'avance par arrêté ministériel.

Pour les caisses locales de chômage ou de secours de route, l'article 12 du décret stipule que le taux de subventions peut être fixé à 16 p. 100 au plus des indemnités versées.

Pour les caisses de chômage ou de secours de route divisées en sections, c'est-à-dire pour les caisses fédérales, le taux de subvention peut aller à 24 p. 100, à condition que la caisse fonctionne dans trois départements au moins et compte 1,000 membres au minimum. Ce traitement beaucoup plus favorable paraît pleinement justifié.

Le caractère intercommunal ou interdépartemental de ces caisses régionales ou nationales qui leur enlève beaucoup de chances de participer aux subventions locales, leur est déjà un titre aux subventions de l'État. Elles ont en outre sur les caisses locales un certain nombre d'avantages. Le chiffre de leurs adhérents est généralement beaucoup plus élevé. D'autre part, comme ces adhérents ne sont pas groupés dans une seule localité, ils ont plus de chances de ne pas souffrir du chômage en même temps, ni au même degré. A ces divers points de vue, elles se rapprochent davantage des règles techniques qui s'appliquent aussi bien à l'assurance contre le chômage qu'à toutes les autres formes de l'assurance.

Parmi les autres dispositions du décret, il suffit de signaler les articles 6 et 7 relatifs aux clauses que doivent contenir les statuts des caisses subventionnées et l'article 19 qui prescrit les mesures de contrôle et donne ainsi, tant au Ministre qu'à la Commission des caisses de chômage, les moyens d'assurer la bonne marche du service. La Commission est spécialement chargée de préparer la répartition du crédit. Elle comprend deux membres du Parlement, deux représentants du Ministre des Finances, trois représentants du Ministre du Commerce et quatre représentants

des caisses de chômage⁽¹⁾. Après ce qui a été dit sur le taux uniforme et le calcul des subventions, il est inutile de faire remarquer que la Commission ne peut faire aucune proposition comportant une faveur à l'égard d'une caisse quelconque. Sa tâche, qui ne laisse pas d'être importante, consiste à veiller à l'application du décret et à calculer les subventions en observant les limites établies par le décret lui-même.

L'application du décret du 9 septembre 1905 a soulevé quelques difficultés relatives à la comptabilité publique et certaines objections de la part de plusieurs caisses de chômage.

Sur le premier point, les difficultés ont été aplanies par le décret du 20 avril 1906 qui modifie les articles 13 et 14 du décret du 9 septembre 1905. Pour réduire au minimum les formalités à remplir et les pertes de temps qui en résultent, le Ministre des finances a bien voulu décider que les caisses de chômage du département de la Seine ayant à recevoir des subventions ne dépassant pas 150 francs, pourraient les toucher directement à la caisse du Ministère du commerce après avoir simplement rempli un état d'émargement et un pouvoir régulier.

Quant aux réclamations relatives au régime des subventions, j'ai pensé, avec la Commission, qu'il convenait d'attendre une plus longue expérience de ce régime avant de le modifier.

Une question relative à l'interprétation des articles 2 et 12 du décret a été posée par la Fédération lithographique française. En raison de l'intérêt qu'elle présente, je crois devoir reproduire ici, dans sa partie essentielle, l'interprétation que j'ai adoptée le 31 juillet conformément à l'avis exprimé par la Commission.

« Les caisses de chômage fédérées, composées des ouvriers de la même profession ou de la même industrie, seront admises à participer aux subventions de l'État, quel que soit le nombre des membres de chaque caisse, lorsqu'elles seront reliées entre elles par des services centraux de placement et de secours de route. Il a semblé, en effet, à la Commission qu'il n'y avait pas de différence essentielle entre une caisse de chômage centralisée divisée en sections et des caisses fédérées, reliées par des services communs relatifs au chômage, lorsque toutefois les comptes de ces caisses sont présentés au Ministre par la Fédération, sous sa responsabilité.

« Par application de ces principes, la subvention afférente à l'ensemble de ces caisses sera calculée d'après le taux prévu au second paragraphe de l'article 12 du décret, si les deux services de placement et de secours de société satisfont à la double règle prescrite par ledit paragraphe, c'est-à-dire s'ils fonctionnent dans trois départements au moins et comptent 1,000 membres actifs au minimum. »

Voici maintenant les résultats d'ensemble de la répartition du crédit pour l'année 1905.

Les subventions pour 1905.

Pour chacun des deux semestres, le taux uniforme des subventions a été fixé, vu le petit nombre des demandes, au maximum prévu par l'article 12 du décret, soit

⁽¹⁾ Pour l'année 1906, la Commission des caisses de chômage est ainsi composée: Président M. Millerand, député; Membres: MM. Strauss, sénateur; Arthur Fontaine, directeur du travail; Georges Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales; Martin, directeur adjoint de la Comptabilité publique; Desforges, Inspecteur des Finances; I. Finance, sous-directeur du travail; Bonnet, conseiller prud'homme, membre de la *Solidarité*, caisse de chômage des coupeurs et brocheurs en chaussures du département de la Seine; Lavillat, membre du Conseil supérieur du travail, conseiller prud'homme, membre de la caisse de chômage de la Fédération des ouvriers mécaniciens et similaires de France; Malfait, membre de la caisse de chômage de la Fédération française des travailleurs du Livre; Martinet, membre de la caisse de chômage de la Chambre syndicale des employés de Paris. — Secrétaire, M. Fagnot, enquêteur à l'Office du travail.

pour les caisses locales 16 p. 100 du montant des indemnités versées par chaque caisse et 24 p. 100 pour les caisses divisées en sections ou caisses fédérales⁽¹⁾.

L'article 16 du décret autorise la Commission à admettre les comptes publiés par les caisses aux lieu et place des états réglementaires portant décompte des opérations. La caisse de chômage et de secours de route de la Fédération française des travailleurs du Livre qui publie, tous les trois mois, des comptes détaillés offrant toutes garanties, a bénéficié de cet article.

L'article 23 du décret permet, pour 1905, d'accorder aux caisses dispense d'une ou plusieurs prescriptions du décret. Il en a été fait application très large, notamment en ce qui concerne les dispositions des articles 6 et 7 relatives aux clauses que doivent contenir les statuts de chaque caisse. Ces articles ne pouvaient d'ailleurs être observés par les caisses dès le commencement de 1905, puisque le décret n'a été signé que le 9 septembre suivant.

Résumé des opérations du premier semestre. — 71 caisses de chômage ont présenté une demande de subvention et reçu l'état prévu par l'article 15 du décret, avec prière de le retourner au Ministère dûment rempli dans un délai permettant de le soumettre en temps utile à la Commission. Sur 71 caisses, 5 ont déclaré qu'elles ne remplissaient pas les conditions fixées par le décret, une caisse a retiré sa demande et 23 n'ont pas retourné les pièces dans le délai prescrit.

Les demandes présentées, avec pièces à l'appui, par 42 caisses ont été examinées par la Commission : 4 caisses n'avaient versé aucune indemnité de chômage au cours du semestre et 3 caisses ne rentraient pas dans l'une des catégories énumérées par l'article 2.

Sur la proposition de la Commission et par arrêté en date du 23 mars 1906, il a été alloué 13,482 francs de subvention aux 35 autres caisses.

Résumé des opérations du second semestre. — 77 caisses de chômage ayant fait des demandes ont été invitées à remplir l'un des états réglementaires. 38 caisses n'ayant pas retourné cet état dans les délais impartis, la Commission a examiné les pièces fournies par 39 caisses. Une caisse n'avait versé aucune indemnité et une autre ne comptait pas 50 membres.

Conformément aux propositions de la Commission, et par arrêté du 30 juin 1906, 37 caisses ont reçu 14,208 francs de subventions.

Le tableau I (p. 911) présente, pour chaque catégorie de caisses et pour chacun des deux semestres, le résumé des opérations et le montant des subventions allouées.

Ce premier tableau ne permet pas de suivre avec assez de précision le mouvement des caisses subventionnées. En effet, sur les 35 caisses subventionnées pour le premier semestre, 10 d'entre elles ne figurent pas dans les comptes du second semestre et inversement 12 caisses nouvelles ont été pour la première fois subventionnées pour ce second semestre. Il en résulte que 47 caisses ont été subventionnées pour l'un ou l'autre semestre, mais que 25 d'entre elles seulement l'ont été pour l'année entière.

Les opérations de ces 25 caisses font l'objet des tableaux II, III et IV, celles des 22 autres caisses étant, dans les mêmes tableaux, données en bloc et pour établir la concordance avec les totaux du premier tableau.

Dans le tableau II (p. 912), les 25 caisses subventionnées toute l'année sont classées d'après les catégories établies par le décret. Sur ces 25 caisses, il y en a deux

⁽¹⁾ Dans tous les cas où le calcul a donné une fraction de francs, les centimes ont été supprimés et la subvention portée à une unité au-dessus.

TABLEAU I. — Classement par catégories des caisses subventionnées pendant le 1^{er} et pendant le 2^e semestre de l'année.

DÉSIGNATION DES GROUPES DE CAISSES.	INDICATION des SEMESTRES.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	NOMBRE de JOURNÉES de chômage indemnisées.	MONTANT TOTAL des indemnités versées par les caisses.	INDEMNITÉS EXTRAIT dans le calcul des subventions.	SUBVENTIONS.
						francs.	francs.	francs.
CAISSES DIVISÉES EN SECTIONS OU CAISSES FÉDÉRALES.....	1 ^{er}	2	16,010	1,256	15,323	34,324	32,109	7,610
	2 ^e	2	15,660	1,446	17,475	39,033	34,727	9,061
Caisse professionnelle de 100 membres au minimum.....	1 ^{er}	27	9,657	1,479	30,026	51,013	31,887	5,595
	2 ^e	23	15,538	1,387	24,954	38,152	28,799	4,619
Caisse professionnelle de 50 à 100 membres subventionnées par la commune.....	1 ^{er}	2	125	30	498	459	459	74
	2 ^e	3	201	15	340	510	264	44
Caisse interprofessionnelle de 50 membres au minimum, subventionnées par la commune et situées dans les villes n'ayant pas 20,000 habitants.....	1 ^{er}	2	185	81	415	667	667	108
	2 ^e	2	174	46	678	1,066	1,066	172
Caisse de secours de route.....	1 ^{er}	1	"	302	"	463	463	75
	2 ^e	4	"	509	"	834	834	136
Caisse subventionnées par application de l'article 23 du décret.....	1 ^{er}	1	65	3	60	120	120	29
	2 ^e	3	293	91	901	1,072	1,072	173
TOTAUX.....	(1)		(1)	6,645	90,700	167,713	135,467	27,690

(1) Dans ce tableau, il n'y a pas lieu d'additionner les chiffres relatifs aux caisses et à leurs membres car, dans les deux cas, les mêmes chiffres ont dû être répétés deux fois, c'est-à-dire une fois pour chaque semestre.

TABLEAU II. — Classement par catégories des caisses subventionnées pendant toute l'année.

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	NOMBRE de JOURNÉES de chômage indemnisées.	MONTANT des INDEMNITÉS versées par les caisses.	INDEMNITÉS ENTRANT dans le calcul des subventions.	SUBVEN- TIONS.
					francs.	francs.	francs.
CAISSES DIVISÉES EN SECTIONS OU CAISSES FÉDÉRALES.....	2	15,835	2,702	32,798	73,357	66,837	16,674
Caisse professionnelle de 100 membres au minimum..... Caisse professionnelle de 50 à 100 membres subventionnée par la commune..... Caisse interprofessionnelle de 50 membres au minimum, subventionnées par la commune et situées dans des villes n'ayant pas 20,000 habitants..... Caisse de secours de route.....	19 1 2 1	8,156 62 180 "	2,547 17 127 630	49,966 422 1,123 "	77,824 516 1,733 955	56,123 316 1,733 955	8,997 52 280 154
TOTAUX.....	23	8,398	3,321	51,511	81,028	59,127	9,483
TOTAUX des deux groupes.....	25	24,233	6,023	84,309	154,385	125,964	26,157
CAISSES LOCALES SUBVENTIONNÉES POUR UN SEMESTRE SEULEMENT.....	22	9,449	622	6,391	13,328	9,503	1,533
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	47	33,682	6,645	90,700	167,713	135,467	27,690

TABLEAU III. — Classement des caisses d'après le nombre de leurs membres.

DÉSIGNATION.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	NOMBRE des JOURNÉES de chômage indemnisées.	INDEMNITÉS VERSÉES par les caisses.	INDEMNITÉS ENTRANT dans le calcul des subventions.	SUBVEN- TIONS.
De 50 à 100 membres.....	2	136	41	621	814 ^f	614 ^f	101 ^f
De 101 à 500 —	15	3,518	1,456	24,635	56,883	35,400	5,678
De 501 à 1,000 —	3	1,955	508	8,217	9,937	9,778	1,567
De 1,001 à 5,000 —	2	2,789	686	18,038	12,439	12,380	1,983
Au-dessus de 5,000 membres.....	2	15,835	2,702	32,798	73,357	66,837	16,674
Caisse locale de secours de route.....	1	"	630	"	955	955	154
TOTAUX.....	25	24,233	6,023	84,309	154,385	125,964	26,157
Caisse subventionnées pour un semestre seulement.....	22	9,449	622	6,391	13,328	9,503	1,533
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	47	33,682	6,645	90,700	167,713	135,467	27,690

TABLEAU IV. — Classement des caisses par groupes professionnels.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES GROUPES PROFESSIONNELS.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	NOMBRE des JOURNÉES de chômage indemnisées.	INDEMNITÉS VERSÉES par les caisses.	INDEMNITÉS EXTRAIT dans le calcul des subventions.	SUBVEN- TIONS.
I.	Agriculture, forêts et pêche.....	1	205(1)	257 (1)	1,120	1,120 ^f	1,120 ^f	180 ^f
II.	Mines et carrières.....	"	"	"	"	"	"	"
III.	Produits alimentaires.....	"	"	"	"	"	"	"
IV.	Produits chimiques.....	"	"	"	"	"	"	"
V.	Industries polygraphiques.....	4	11,347	2,490	33,155	84,006	73,047	17,198
VI.	Cuir et peaux.....	2	1,302	642	18,804	26,002	14,721	2,357
VII.	Industries textiles.....	1	338	267	4,103	2,555	2,555	410
VIII.	Travail des étoffes.....	2	442	98	1,450	1,598	1,198	193
IX.	Industries du bois et bâtiment (bois).....	1	62	17	422	516	316	52
X.	Métallurgie et travail des métaux.....	3	7,537	804	11,323	17,019	13,818	2,756
XI.	Travail des pierres et des terres.....	2	850	588	9,197	12,689	10,696	1,713
XII.	Construction.....	1	150	12	163	326	326	53
XIII.	Commerce, transport et manutention.....	5	1,760	91	3,359	5,806	5,479	881
	TOTAUX.....	22	21,053	5,266	83,186	151,697	123,276	25,723
	Caisses interprofessionnelles.....	2	180	127	1,123	1,733	1,733	280
	Caisse locale de secours de route.....	1	"	630	"	955	955	154
	TOTAUX.....	25	24,233	6,023	84,309	154,385	125,964	26,157
	Caisses subventionnées pour un semestre seulement.....	22	9,449	622	6,391	13,328	9,593	1,533
	TOTAUX GÉNÉRAUX.....	47	33,682	6,645	90,700	167,713	135,467	27,690

(1) Sur 205 membres, 128 ont chômé au cours du premier semestre (574 journées) et 129 au cours du second (546 journées).

divisées en sections ou caisses fédérales comprenant 15,835 membres. Ce sont celles de la Fédération française des travailleurs du Livre et de la Fédération des ouvriers mécaniciens de France. Elles ont versé 73,357 francs d'indemnités à 2,702 membres pour 32,798 journées de chômage. Sur un total de 27,690 francs de subventions, elles ont reçu 16,674 francs, soit plus de la moitié.

Dans les quatre catégories de caisses locales, c'est celle des caisses professionnelles de 100 membres au minimum qui est de beaucoup la plus importante. Elle se compose de 19 caisses, avec 8,156 membres, ayant reçu 8,997 francs de subvention pendant l'année.

Le tableau III (p. 913) présente un classement des 25 caisses d'après le nombre de leurs membres. Les caisses de 101 à 500 membres, au nombre de 15 avec 3,518 membres, forment la majorité du groupe. Elles ont versé 56,883 francs d'indemnités à 1,456 membres pour 24,635 journées de chômage. Elles ont reçu 5,678 francs de subventions sur 35,400 francs d'indemnités entrant dans le calcul. En dehors des deux caisses fédérales ayant l'une et l'autre plus de 5,000 membres, il faut citer deux caisses locales dont l'effectif dépasse mille adhérents : celles de la chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision du département de la Seine (1,639 membres) et celle de la chambre syndicale des ouvriers moutonniers de Graulhet (Tarn) 1,150 membres. Elles ont versé 12,439 francs d'indemnités à 686 membres pour 18,038 journées de chômage et reçu 1,983 francs de subventions.

Dans le tableau IV (p. 914), les 25 caisses sont classées par groupes professionnels. Trois groupes sont à signaler : celui des industries polygraphiques dont l'importance dépasse de beaucoup celle des autres, grâce à la présence dans ce groupe de la caisse de la Fédération des travailleurs du Livre. Le groupe de la métallurgie et du travail des métaux vient ensuite avec 3 caisses comptant 7,537 membres, dont 5,179 pour la caisse fédérale des mécaniciens. Le groupe du commerce occupe le troisième rang avec 5 caisses comptant 1,760 membres.

Pour compléter ces renseignements, voici la répartition des 25 caisses sur le territoire. La caisse de la Fédération des travailleurs du Livre possède 170 sections disséminées dans 83 départements; on peut dire qu'elle rayonne sur la France entière. La caisse de la fédération des mécaniciens possède 59 sections situées dans 37 départements.

Sur 23 caisses locales ayant 8,398 membres, le département de la Seine compte 7 caisses avec 3,098 adhérents. Les 16 autres caisses sont ainsi réparties : 3 caisses dans la Haute-Vienne, 2 dans le Nord et 1 dans chacun des 11 départements suivants : Cher, Hérault, Indre, Loire, Loire-Inférieure, Loiret, Marne, Seine-Inférieure, Somme, Tarn et Tarn-et-Garonne.

Tels sont, Monsieur le Président, les résultats généraux de la première répartition du crédit. Ces résultats sont modestes : sur un crédit de 110,000 francs, 27,690 francs seulement, soit à peu près le quart, ont pu être répartis entre les ayants droit. D'une part, le nouveau service n'a pu fonctionner que dans les derniers mois de 1905. D'autre part, la publicité n'ayant peut-être pas été suffisante, un certain nombre de caisses de chômage et un nombre plus grand d'associations ouvrières, syndicales ou autres, n'ont pas connu l'existence du crédit et les conditions de sa répartition.

Pour combler cette lacune et selon le désir exprimé par la Commission, je viens d'adresser avec le texte du décret deux circulaires, l'une aux préfets, l'autre aux associations d'ouvriers et d'employés, appelant leur attention sur les encouragements que le gouvernement de la République donne aux caisses de secours contre le chômage, — indiquant, en outre, dans la circulaire aux préfets, que le gouvernement compte à juste titre sur le concours des communes et des départements pour seconder ses efforts.

Le Parlement a d'ailleurs montré qu'il partageait la confiance du Gouvernement dans le développement graduel du nouveau service et dans l'utilité des subventions aux caisses de chômage. Bien qu'une partie seulement du crédit inscrit au budget de 1905 ait pu être employée, il s'est refusé à le réduire dans le budget de 1906.

LES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL EN 1903 ⁽¹⁾.

I. — Accidents.

Voici comment se classent les accidents de personnes survenus dans les chemins de fer d'intérêt local en 1903 :

Accidents mortels : 31 (dont 2 par le fait de l'exploitation et 49 par imprudence) causant la mort de 34 voyageurs ou étrangers et de 6 agents des compagnies.

Autres accidents : 109 (29 par le fait de l'exploitation et 80 pour autres causes) atteignant 90 voyageurs ou étrangers et 19 employés des compagnies.

Le nombre total des accidents mortels parmi le personnel s'élève à 6 ; le personnel total s'élevait, au 31 décembre 1903, à 11,553, ⁽²⁾ auquel il convient d'ajouter 1,867 ouvriers payés à la journée et 1,639 femmes employées. Si l'on considère que le chiffre du personnel du mouvement et de la traction, qui est directement exposé aux accidents, s'élève à 10,000 personnes environ, la moyenne des accidents mortels par 1,000 agents des services actifs ressort à 0.60.

II. — Institutions de retraites et de secours.

9 sociétés de chemins de fer d'intérêt local possèdent des caisses de retraites ayant fonctionné en 1903 en faveur de leurs agents. Leurs recettes totales se sont élevées à 273,409, francs se décomposant comme suit :

Prélèvement sur les traitements ou salaires (7 sociétés)....	65,089 ^f	} 273,408 ^f
Allocations des chemins de fer (9 sociétés).....	196,865	
Divers (intérêts, amendes, dons, etc., 5 sociétés).....	11,454	

Les dépenses totales se sont élevées à 241,754 fr., à savoir :

Versement à la Caisse nationale des retraites.....	216,217 ^f	} 241,754 ^f
Retraites ou compléments de retraites.....	21,072	
Divers (placements, indemnités, frais de gestion, etc.)....	6,454	

Le montant, à la fin de l'année, des capitaux réservés dans les caisses des retraites de 6 de ces compagnies, pour le service des pensions, s'élevait à 194,330 francs. Le nombre des participants, pour 9 compagnies, s'est élevé à 2,343, et celui des retraités, pour 3 compagnies, à 29.

Quant aux caisses de secours, leurs recettes ont atteint, en 1903, 46,449 francs (17 sociétés), et leurs dépenses, 50,896 francs (17 sociétés).

Le nombre des participants, dans 17 sociétés, s'est élevé à 2,490, et celui des secourus (17 sociétés), à 699.

Le montant des capitaux réservés pour le service des secours, à la fin de l'année, s'élevait à 50,389 francs.

⁽¹⁾ Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1903, 2^e partie : intérêt local et tramways. — Ministère des Travaux publics, 1906.

⁽²⁾ Le personnel, au 31 décembre 1903, se composait comme suit :

Administration centrale.....	650
Mouvement et trafic.....	4,642
Traction et matériel.....	2,973
Voie et bâtiment.....	3,288
TOTAL du personnel.....	11,553

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail; rente constituée en vertu de la loi de 1898; condamnation du titulaire de la rente aux dépens d'appel; impossibilité pour le débiteur de la rente de retenir sur la rente les frais dus par le titulaire.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 16 janvier 1905.)

La Cour,

Où M. le conseiller Moras en son rapport, M^e Devin, avocat du pourvoi en ses observations et M. l'avocat général Bonnet en ses conclusions;

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 1289 et suivants, 2001 et suivants, 1350, 1370 du Code civil, 130, 581 et suivants du Code de procédure civile, de la loi du 9 avril 1898 et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que la compagnie de Roche-La-Molière et de Firminy avait été condamnée par le tribunal de Saint-Étienne à payer une rente de 268 fr. 35 au sieur Maza, ouvrier mineur, qui avait été victime d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail; que ce jugement a été confirmé sur l'appel du sieur Maza, lequel a été condamné aux dépens, qu'il a fait alors commandement à la compagnie de lui payer les termes échus de sa rente et que celle-ci les lui a offerts sous déduction des frais exposés par elle en appel, que ces offres ayant été refusées, la compagnie a fait opposition au commandement, en concluant à son annulation et à la validation de ses offres;

Attendu que les rentes constituées en vertu de la loi du 9 avril 1898 au profit des ouvriers victimes d'accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail sont, aux termes de l'article 3 de ladite loi, incessibles et insaisissables;

Attendu que cette disposition a pour objet d'assurer à l'ouvrier blessé la totalité d'une indemnité réputée nécessaire à son existence, s'oppose à ce que le débiteur d'une rente de cette nature se paye lui-même par voie de compensation légale sur le montant de sa dette de ce qui pourrait lui être dû par l'ouvrier créancier de la rente;

Attendu que les frais en litige ne sauraient échapper à cette règle, que la compagnie les a exposés pour se défendre contre un appel injustifié et nullement en vue de faire liquider ou de conserver la créance de l'ouvrier; que celui-ci, auquel il est interdit de céder tout ou partie de sa créance, ne peut non plus être présumé avoir consenti à ce que la compagnie n'exécût son obligation de payer la rente que s'il payait lui-même les dépens;

Attendu, dès lors, que c'est à bon droit et par une juste application des textes susvisés que le jugement attaqué, qui satisfait d'ailleurs pleinement aux prescriptions de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, a validé le commandement décerné par le sieur Maza contre la compagnie aux fins de paiement de la rente qui lui avait été allouée.

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre le jugement rendu, le 15 décembre 1902, par le tribunal civil de Saint-Étienne.

Accidents du travail; aggravation d'une incapacité primitivement jugée temporaire; recevabilité d'une demande en révision; inapplicabilité du délai d'un an.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 12 avril 1905.)

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu qu'il résulte tant des qualités de l'arrêt attaqué que de l'arrêt lui-même, que Meirone, ouvrier de la société générale maritime à vapeur, a été victime d'un accident de travail le 14 mai 1900 et que l'indemnité journalière du demi-salaire lui a été servie; que, le 2 juillet 1901, un jugement du tribunal de première instance de Marseille, devenu définitif, l'a débouté de la demande qu'il avait formée d'une rente viagère par ce motif que l'incapacité dont il était atteint n'était que temporaire; que, se fondant sur une aggravation de son infirmité par suite des conséquences de l'accident, il a introduit une demande en révision de l'indemnité qui lui avait été allouée; que l'arrêt attaqué a déclaré recevable cette action en révision et commis des experts pour examiner l'état de Meirone;

Attendu qu'en statuant ainsi ledit arrêt n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Attendu, en effet, d'une part, que la loi du 31 mars 1905 ne permet plus de douter que l'indemnité, dont l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 autorise la révision, ne soit aussi bien celle qui est accordée à la victime d'un accident du travail en réparation d'une incapacité qui paraît ne devoir être que temporaire que celle qui lui est allouée, sous forme de rente viagère, lorsque l'incapacité est considérée comme permanente; que cette loi déclare que « s'il n'y a pas eu attribution de rente » le délai pendant lequel l'action en révision pourra être exercée courra « à compter de la date de laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière »; que cette disposition, introduite dans l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, le modifie sans doute en ce qu'elle donne à l'action en révision de l'indemnité journalière un point de départ nouveau, et qu'à cet égard elle ne saurait avoir un effet rétroactif, mais qu'elle interprète en même temps, de façon non équivoque, le même article; qu'elle implique nécessairement que le législateur de 1905 a estimé qu'il permettait la révision de l'une et de l'autre indemnité malgré l'imprécision de ses termes; que les rapports présentés tant au Sénat qu'à la Chambre des députés font ressortir le double caractère de la disposition nouvelle;

Attendu, d'autre part, que la demande d'indemnité que forme la victime d'un accident du travail qui se dit atteinte d'incapacité permanente et la demande en révision de l'indemnité journalière qu'elle fonde sur une aggravation de son infirmité, bien qu'elles tendent toutes deux à l'allocation de la rente viagère déterminée par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, sont juridiquement distinctes l'une de l'autre; qu'elles sont soumises à des règles propres; que, notamment, la première se prescrit par un an aux termes de l'article 18 de ladite loi, tandis que l'article 19 déclare que la seconde est ouverte pendant trois ans; que la décision, devenue définitive, qui rejette la demande d'indemnité d'un ouvrier blessé par le motif que l'incapacité dont il est atteint n'est pas permanente, ne fait pas obstacle à ce que la demande en révision de l'indemnité journalière, ultérieurement présentée par le même ouvrier à la suite du même accident, puisse être déclarée recevable.

Rejette...

I. — Pension de retraite; chemins de fer; refus d'admission à faire valoir ses droits à la retraite opposé à un ouvrier remplissant les conditions prévues; appréciation des tribunaux.

II. — Accidents du travail; rente; pension de retraite; cumul.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 27 juillet 1905.)

La Cour,

Vu l'article 1134 du Code civil, et l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que l'engagement que prend un chef d'entreprise de servir une pension de retraite à ceux de ses agents qui ont atteint un certain âge et comptent un certain nombre d'années de services, est une des conditions du contrat de louage de services intervenu entre eux, et que le droit qu'il se réserve de n'accorder la pension qu'autant que l'intéressé aura été préalablement admis à faire valoir ses droits à la retraite, ne saurait lui attribuer à cet égard un pouvoir discrétionnaire; que l'agent dont l'admission à la retraite a été refusée, alors que, n'étant pas maintenu dans ses fonctions, il remplit les conditions prévues par le contrat, peut soumettre aux tribunaux la décision qui lui fait grief;

Attendu, d'autre part, que si un agent a droit tout à la fois à une rente viagère, à raison d'un accident du travail, et à une pension de retraite, à raison de son âge et de l'ancienneté de ses services, ses deux créances n'ont pas la même cause, et que l'acquiescement de l'une n'a pas pour effet d'affranchir en tout ou en partie le chef d'entreprise de l'obligation de se libérer de son autre dette; qu'en effet, l'indemnité forfaitaire de la loi du 9 avril 1898 doit demeurer entièrement à la charge du chef de l'entreprise, qui ne peut affecter à son paiement les sommes qu'il doit à la victime à un autre titre;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Houvenaghel, alors employé au service de la compagnie du chemin de fer du Nord, a été victime d'un accident du travail qui a entraîné pour lui une incapacité permanente et totale, à raison de laquelle la compagnie a été condamnée à lui servir une rente viagère, par application des articles 1^{er} et 3 de la loi du 9 avril 1898; qu'il constate, en outre, que cet ancien agent ayant atteint l'âge de 50 ans et comptant plus de vingt ans de services actifs, remplissait, aux termes de l'article 9 du règlement des pensions de retraites de la compagnie du chemin de fer du Nord, les conditions voulues pour être admis à faire valoir ses droits à la retraite; qu'il constate enfin que la compagnie a refusé de l'y admettre;

Attendu que ledit arrêt déclare ce refus légitime, par ce seul motif que la pension de retraite réclamée par Houvenaghel ferait double emploi avec la rente forfaitaire qui lui a été allouée en exécution de la loi du 9 avril 1898; qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a reconnu le caractère juridique de l'une et de l'autre créance d'Houvenaghel et violé les articles visés;

Par ces motifs,

Casse...

Placement; syndicat; cotisation constituant un abonnement donnant droit au placement; infraction à l'article 6 de la loi du 14 mars 1904.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE (8^{me} CHAMBRE).

Jugement du 28 juillet 1906.

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi :

Donne défaut contre Moreau non comparant bien que régulièrement cité, et statuant en son absence;

En ce qui concerne Allard :

Attendu que Allard est poursuivi devant ce tribunal pour avoir en 1905 et 1906, à Paris, étant hôtelier logeur et débitant, joint à son établissement la tenue d'un bureau de placement;

Mais attendu qu'il n'est pas établi qu'il tenait le débit dans lequel le bureau de placement s'est installé, qu'au surplus ce débit était au nom de la veuve Meterat, avec laquelle Allard s'est marié depuis;

Par ces motifs,

Renvoie Allard des fins de la poursuite sans dépens.

En ce qui concerne les autres :

Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats qu'en 1905 et 1906, sous les apparences d'un syndicat professionnel dénommé « l'Union amicale des ouvriers boulangers », Moreau, Dubourg et Froutier ont, en tant que gérants et employés de ce syndicat, perçu une rétribution à l'occasion du déplacement d'un ouvrier;

Attendu que, sous les apparences d'un syndicat professionnel, ledit syndicat n'est en fait qu'un bureau de placement payant et que la cotisation des soi-disant adhérents ne constitue qu'un abonnement ou forfait leur donnant droit au placement; que dans ces conditions, les susnommés ont commis l'infraction prévue et punie par les articles 6 et 9 de la loi du 14 mars 1904 et 10 et 11 mars de l'ordonnance de police du 10 juin 1904;

Faisant application des articles 6 et 9 précités dont lecture a été donnée par le Président et qui sont ainsi conçus :

Condamne solidairement Moreau à seize francs d'amende, Dubourg à seize francs d'amende; les condamne en outre solidairement aux dépens.

**Cahier des charges; salaire minimum fixé pour les ouvriers auxiliaires,
absence de stipulation pour les apprentis.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 17 juillet 1906.)

La Cour,

Où M. le conseiller Fabreguettes en son rapport, M^e Coutard, avocat du demandeur, en ses observations, et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Statuant par défaut à l'égard du défendeur;

Sur le moyen unique pris dans ses deux branches;

Attendu qu'en imposant à Ymonet, adjudicataire de la fourniture des balances pour le service des Postes et Télégraphes, l'obligation de payer aux ouvriers 0 fr. 80 et aux auxiliaires 0 fr. 65 de l'heure, le cahier des charges de l'adjudication, dressé par le Ministère du Commerce, ne lui interdit pas de prendre des apprentis et ne fixe pas le salaire de ceux-ci;

Attendu qu'après avoir constaté « que Clarot n'établit pas avoir fait trois ans d'apprentissage spécial » le jugement attaqué déclare souverainement qu'il ne peut réclamer la qualité d'auxiliaire;

Attendu qu'en rejetant la demande dans ces circonstances, le Tribunal a donné des motifs qui suffisent pour justifier sa décision;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi . . .

Contrat de travail à durée indéterminée; congédiement pour cause de maladie après sept ans de services; faute du patron non alléguée; condamnation à des dommages-intérêts; absence de base légale.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 4 juillet 1906.)

La Cour,

Où M. le conseiller Reynaud, en son rapport, M^e Bouchié de Belle, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Donne défaut contre le défendeur;

Et statuant sur le moyen unique du pourvoi;

Vu l'article 1780 du Code civil, complété par l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1890;

Attendu, d'une part, qu'aux termes de cet article la rupture du contrat de louage de service fait sans détermination de durée, qui peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes sauf convention ou usages contraires, donne lieu à des dommages-intérêts lorsque, provoquée par la volonté d'un seul des contractants, elle constitue l'exercice abusif et préjudiciable du droit qui lui appartient; que le juge du fond doit alors relever les circonstances desquelles il fait résulter l'existence de la faute;

Attendu, d'autre part, que si, pour la fixation de l'indemnité à allouer le cas échéant, il est tenu compte du temps écoulé, la prolongation des services ne modifie pas la nature du contrat intervenu entre les parties dont les droits et les obligations demeurent les mêmes;

Attendu que pour condamner Brun, maître boulanger, à payer des dommages-intérêts à Cortier, son ouvrier congédié, le jugement attaqué ne conteste pas que l'indemnité d'une journée de travail, qu'il lui a offerte, ne fût conforme à l'usage de la profession; qu'il ne relève aucune faute commise par Brun dans l'exercice de son droit de résiliation d'un contrat de louage de service fait sans détermination de durée; qu'il se borne à constater que Cortier était resté près de sept ans au service de Brun et qu'il avait cessé son travail depuis quelques jours pour cause de maladie;

Qu'en statuant ainsi il n'a pas donné de base légale à sa décision;

Par ces motifs :

Casse le jugement rendu le 27 février 1906 par le Conseil des prud'hommes de la Seine et renvoie devant le Conseil des prud'hommes de Versailles.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en août 1906. — La situation du marché est restée favorable en août et meilleure que pendant le mois d'août de l'année dernière.

Production active dans les houillères, dans le bâtiment, la métallurgie et la construction mécanique, l'industrie électrique, les textiles et les produits chimiques. Contrairement aux années précédentes, l'activité s'est maintenue dans la typographie; reprise du travail dans la confection.

La fin des travaux agricoles et la clôture de la saison balnéaire ont ramené beaucoup d'ouvriers dans les villes.

Placement en août 1906⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes, par rapport à août 1905, a peu augmenté; celui des emplois vacants a augmenté de 15,000, et celui des places procurées, de 8,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 704 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de juillet :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
1906 { Août (pour 704 bureaux).....	206,000	212,000	139,000
{ Juillet (— 702 —).....	208,000	206,000	141,000

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt*, septembre 1906.

AUTRICHE.

Placement en juillet 1906⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 863 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Juillet 1906.	Juin 1906.	Juillet 1905.	Juillet 1906.	Juin 1906.	Juillet 1905.	Juillet 1906.	Juin 1906.	Juillet 1905.	Juillet 1906.	Juin 1906.	Juillet 1905.
Hommes	31,344	27,186	23,072	43,082	43,000	38,404	18,827	17,150	15,843	44	40	41
Femmes	21,927	24,763	16,283	19,880	21,768	17,887	11,721	12,925	10,231	59	59	57
Ensemble	53,271	51,949	39,355	62,962	64,768	56,291	30,548	30,075	26,074	49	46	46

Grèves en juillet⁽¹⁾. — 65 grèves ont été signalées en juillet au bureau des statistiques ouvrières, à savoir : 7 dans l'industrie des pierres et terres, 4 dans la métallurgie, 2 dans la construction mécanique, 6 dans le bois et le caoutchouc, 2 dans les cuirs et peaux, 5 dans les textiles, 4 dans le vêtement, 5 dans l'alimentation, 1 dans l'industrie chimique, 25 dans le bâtiment et 4 dans les transports. Le nombre des grévistes connu pour 60 conflits s'est élevé à 6.413.

Causes : demandes d'augmentation, 24 cas; journée de travail, 2 cas; ces deux causes réunies, 15 cas; autres motifs, 24.

Résultats : 11 succès, 15 transactions et 12 échecs; 27 résultats inconnus.

BELGIQUE.

Les grèves en juillet 1906⁽²⁾. — 11 grèves nouvelles, intéressant environ 1,420 grévistes et 363 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de juillet 1906. En outre, une grève, commencée en juin, intéressant 48 grévistes et 30 chômeurs forcés, a été continuée pendant tout le cours du même mois.

3 des nouveaux conflits (117 grévistes) ont affecté l'industrie textile; 2 (832 grévistes) l'industrie des mines, et 2 (180 grévistes) la tonnellerie. Les trois derniers concernaient respectivement la fonderie, le travail du marbre, les terrassements et le commerce.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, août 1906.

⁽²⁾ *Revue du travail*, 31 août 1906.

Cause des grèves : demandes d'augmentation de salaire (4), demandes de réintégration d'ouvriers congédiés (4), demandes de suppression d'amende (2), refus de laisser subsister le salaire aux pièces au salaire à la journée (1).

Résultat : des 11 grèves dont l'issue a été signalée, 1 (700 grévistes) a réussi complètement et 1 (87 grévistes) a obtenu un succès partiel. Les 9 autres (534 grévistes) ont échoué et leur échec a entraîné (dans 5 cas) des renvois d'ouvriers (83 au total).

Au point de vue territorial, les grèves de juillet se répartissent comme suit : Liège (5), Flandre orientale (4), Hainaut (2).

La caisse d'épargne et de retraite belge en 1905⁽¹⁾.

1° CAISSE D'ÉPARGNE.

La caisse d'épargne a reçu, en 1905, 3,915,078 versements représentant une somme totale de 345,804,954 francs et effectué 1,235,456 remboursements pour une somme de 345,437,561 francs. Le nombre des livrets existant au 31 décembre 1905 était de 2,311,845, et le compte total, après capitalisation, de 785,704,576 fr. L'accroissement des dépôts a atteint près de 21 millions en 1905, le nombre des livrets a augmenté de 106,793.

Au 31 décembre 1875 on comptait 106,312 livrets représentant 44,857,000 fr. Au 31 décembre 1905 ces chiffres s'établissaient respectivement à 2,311,845, représentant un capital de 785,704,576 francs; la moyenne du compte, par livret, s'élevait à 339 fr. 86.

Les livrets nouveaux créés en 1905 sont au nombre de 106,793.

Sur les 2,311,845 livrets existant à la fin de 1905, on comptait :

2,009,625 livrets de 1,000 francs et moins représentant 262.8 millions de francs.

283,181 livrets de 1,000 à 2,000 francs représentant 424.6 millions de francs.

19,039 livrets de plus de 2,000 francs représentant 76.8 millions de francs.

Prêts aux sociétés d'habitations à bon marché. — Au 31 décembre 1905 la caisse d'épargne avait avancé 59,716,604 francs à 126 sociétés de construction d'habitations à bon marché. Les prêts se répartissent de la manière suivante : 117 sociétés de crédit anonyme (56,937,506 fr.); 9 sociétés de crédit coopératives (2,779,097 fr.); 38 sociétés immobilières anonymes (2,501,603 fr.).

Le développement précédemment signalé des sociétés d'habitations à bon marché a continué en 1905. Le nombre des sociétés agréées par la caisse d'épargne, qui était en 1904 de 166, s'est élevé en 1905 à 170.

Au point de vue du taux de l'intérêt des avances consenties, le montant total des sommes avancées se subdivise comme suit : 27,790,128 francs à 2 1/2 p. 100, 32,751,603 francs à 3 p. 100 et 1,676,476 francs à 3 1/4 p. 100.

Au 31 décembre 1905 le solde des fonds déposés en comptes courants à la caisse d'épargne par les sociétés agréées se montait à 4,344,864 francs à 3 p. 100.

Rapports de la caisse avec les sociétés coopératives de crédit agricole. — Au 31 décembre 1905, 163 sociétés de crédit agricole avaient obtenu des ouvertures de crédit à la caisse d'épargne pour une somme totale de 594,832 francs. Ces ouvertures de crédit n'ont été réalisées que pour un total de 143,252 francs.

⁽¹⁾ Compte rendu des opérations de La caisse d'épargne et de retraite. — Année 1905.

2° CAISSE DE RETRAITE.

Il a été effectué, en 1905, 2,122,080 versements pour une somme de 12,685,100 francs. Ce total se compose de 1,178,252 versements à capital abandonné pour une somme de 7,125,163 francs, et de 943,828 versements à capital réservé pour une somme de 5,559,937 francs. En 1904, il y a eu 1,991,116 versements représentant 12,685,100 francs.

Les livrets créés en 1905 sont au nombre de 85,138.

Au 31 décembre 1905, le nombre des pensionnés en cours de jouissance de leur rente était de 7,332 et le montant total des rentes correspondantes s'élevait à 1,662,472 francs.

On comptait 2,097 rentes au-dessous de 12 francs, 991 de 12 à 24 francs, 1,717 de 24 à 120 francs, 826 de 120 à 360 francs, 869 de 360 à 720 francs et 832 de 720 à 1,200 francs.

3° CAISSE D'ASSURANCE.

Les polices d'assurance en cas de décès (assurances mixtes en faveur des sociétés d'habitations ouvrières), en cours au 31 décembre 1905, étaient au nombre de 23,254, représentant 53,020,988 francs de capitaux assurés (contre 21,744 et 53,646,712 francs en 1904).

Les 23,254 contrats en cours à la fin de 1905 comprenaient 1,995 contrats de dix ans, 4,820 de quinze ans, 5,866 de vingt ans et 10,584 de vingt-cinq ans.

D'après l'importance des sommes ils se divisent en 2,466 de moins de 1,000 fr., 6,163 de 1,000 à 2,000 francs, 5,708 de 2,000 à 3,000 francs, 4,904 de 3,000 à 4,000 francs et 4,013 de plus de 4,000 francs.

Ces contrats ont été souscrits par 21,894 personnes se répartissant ainsi d'après leur profession :

Ouvriers mineurs, houilleurs.....	3,177
Ouvriers des autres industries.....	12,117
Journaliers et ouvriers agricoles.....	4,131
Ménagères.....	150
Agents inférieurs d'administration.....	2,319

Les accidents sur les chemins de fer en 1904⁽¹⁾. — Voici comment peuvent se classer les accidents de personnes sur les réseaux de l'état belge en 1904 :

	NOMBRE DE PERSONNES					
	tuées			blessées		
	par le fait de l'exploitation.	par imprudence ou autres causes.	TOTAL.	par le fait de l'exploitation.	par imprudence ou autres causes.	TOTAL.
Voyageurs et personnes étrangères.....	3	51	54	154	309	463
Agents des chemins de fer....	1	28	29	68	656	724
TOTAUX.....	4	79	83	222	965	1,187

⁽¹⁾ Chemins de fer, postes, téléphone et marine, *Compte rendu des opérations en 1904*, Ministère des chemins de fer, postes et télégraphes, Bruxelles, 1905.

Le nombre total des accidents mortels parmi le personnel des chemins de fer s'élève à 79. D'autre part, ce personnel au 31 décembre 1904 se composait comme suit :

Service général.....	251
Voies et travaux.....	19,772
Traction et matériel.....	28,199
Exploitation.....	16,178
Perception des recettes et contrôle.....	1,009
TOTAL.....	65,409

Si l'on retranche de ce total 1,260 employés du service général, des recettes et du contrôle, il reste un total de 64,149 agents formant le personnel directement exposé aux accidents. La proportion des cas de mort (79) par 1,000 agents ressort donc à 1.23.

Dans les chemins de fer exploités par les compagnies on a relevé 7 décès d'agents et 13 de personnes étrangères au service, autres que les voyageurs.

CANADA.

Revue du travail en juillet. — Le travail a été particulièrement abondant pour les manœuvres grâce aux grands travaux de construction entrepris par les chemins de fer et pour les ouvriers des champs embauchés pour moissonner la plus colossale récolte que l'on ait jamais vue au Canada.

Travail actif également dans les mines, le bois, les manufactures, les transports par terre et par eau. La pêche au saumon vient de commencer en Colombie britannique où la demande de bras est grande.

Dans le bâtiment enfin on escompte une saison très féconde.

Le parlement canadien a voté récemment une nouvelle loi pour rendre plus difficile le débarquement des émigrants peu recommandables.

D'autre part, la saison est trop avancée déjà pour arriver au Canada (excepté toutefois pour les domestiques femmes) si l'on n'y a des relations ou si l'on ne possède un petit pécule pour passer l'hiver et attendre le retour de la belle saison.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en juillet 1906⁽¹⁾. — D'après les rapports fournis par 669 unions affiliées à la Fédération américaine du travail et groupant 63,500 membres, la moyenne des chômeurs était de 1.4 p. 100. Cette moyenne était de 1.5 p. 100 en juin, dans 937 unions groupant 85,300 membres.

⁽¹⁾ *American Federationist*, septembre 1906.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en août 1906 ⁽¹⁾. — Il y a augmentation du travail par rapport à juillet dans le bâtiment et la ferblanterie, mais diminution dans la chaussure et la construction navale. On signale de nombreuses augmentations de salaires dans les mines.

3.8 p. 100 de chômeurs dans 272 trades-unions groupant 596,010 membres, contre 3.6 p. 100 en juillet 1906 et 5.4 p. 100 en août 1905,

4.95 journées de travail par semaine, en moyenne, dans 1,388 puits houillers avec 507,132 mineurs contre 4.00 en juillet 1906 et 4.76 en août 1905.

337 hauts fourneaux en marche à la fin d'août 1906 avec 24,500 ouvriers, contre également 338 en juillet 1906 et 324 en août 1905.

Grèves. — 28 nouvelles grèves en août 1906 avec 8,791 grévistes, contre 27 grèves (15,977 grévistes) en juillet 1906 et 12 (7,594 grévistes) en août 1905. Causes : questions de salaires, 16 cas; protestation contre l'emploi de certaines catégories professionnelles ou de certains travailleurs, 5 cas; refus de travailler avec des non-syndiqués, 3 cas; divers, 4 cas.

Sur 29 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 10,832 grévistes : 7 succès, 15 échecs, 7 transactions.

Le personnel des mines et les accidents suivis de mort en 1905 ⁽²⁾. —

1) *Houillères.* — Le nombre des personnes employées dans les mines de charbon soumises aux lois sur les houillères s'est élevé, en 1905, à 878,373 (contre 847,553 en 1904 et 842,066 en 1903), à savoir 858,373 (soit 80 p. 100) au fond et 167,261 à la surface (20 p. 100).

Ces totaux se décomposent comme suit :

Fond.....	{ adultes, 803,641 ou 93.65 p. 100.
	{ ouvriers au dessous de 16 ans, 43,912 ou 6.35 p. 100.
	{ hommes, 145,186.
Surface.....	{ femmes, 5,929.
	{ ouvriers au-dessous de 16 ans, 16,146

Dans tous les districts d'inspection, sauf 3, on constate une augmentation du personnel.

La production totale des houillères a atteint 236,111,150 tonnes, soit 1.6 p. 100 de plus qu'en 1904.

Le total des accidents ayant eu une issue fatale s'est élevé à 963, entraînant la mort de 1,159 personnes (soit 54 accidents de moins et 104 décès de plus qu'en 1904). Sur les 1,159 victimes, 87 avaient moins de 16 ans. La mortalité moyenne s'établit : pour 1,000 ouvriers du fond à 1.49, contre 1.34 en 1904, et pour 1,000 ouvriers de la surface à 0.75 contre 0.85 en 1904.

2) *Autres mines et carrières* ⁽³⁾. — Le nombre des personnes occupées dans ces

⁽¹⁾ *Labour gazette*, septembre 1906.

⁽²⁾ *Labour gazette*, juin 1906.

⁽³⁾ Mines non soumises aux lois sur les houillères et carrières soumises à la loi de 1894.

mines s'est élevé en 1905 à 29,151 contre 29,504 en 1904, et celui des personnes employées dans les carrières à 94,819 contre 97,577 en 1904.

Depuis 5 ans, le personnel de ces mines va chaque année en décroissant, alors que le personnel des carrières, malgré ses fluctuations, reste en 1904 ce qu'il était à peu près en 1901. La production des mines a atteint 3,444,478 tonnes et celle des carrières 46,144,912 tonnes.

La mortalité moyenne s'établit à 1.58 pour 1,000 ouvriers dans les mines et à 1.04 p. 100 dans les carrières.

Le tableau suivant indique comment se divisent les totaux du personnel et les moyennes de mortalité.

	SURFACE.	FOND ou dans la galerie.	TOTAL.	MORTALITÉ MOYENNE sur 100 ouvriers.	
				à la surface	au fond.
Mines	11,865	17,286	29,151	0.25	2.49
Carrières.	34,841	59,978	94,819	0.40	1.42

Les grèves et lock-outs en 1905 ⁽¹⁾. — Le nombre des conflits ouvriers, grèves et lock-outs, survenus en 1905 dans le Royaume-Uni, s'est élevé à 358; celui des ouvriers réduits au chômage à 93,503 (dont 25,850 ont été atteints indirectement seulement). Le total des journées de travail perdues a été de 2,470,189.

Ainsi que le montre le tableau suivant, les totaux de grèves, de chômeurs et de journées de travail perdues ont été, en 1905, un peu plus élevés qu'en 1904, mais de beaucoup inférieurs à ceux des années précédentes :

	1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.
Nombre de grèves.	648	642	442	387	354	358
Nombre des chômeurs.	188,538	179,546	256,667	116,901	86,888	93,503
Total des journées de travail perdues.	3,152,694	4,142,287	3,479,255	2,338,668	1,454,220	2,470,189

Les grèves les plus importantes ont éclaté dans les mines et carrières (44,791 chômeurs, soit 47.9 p. 100 du total) où, toutefois, la proportion des chômeurs est inférieure à celle des deux années précédentes. Viennent ensuite : les textiles (15,786 chômeurs) soit 16.8 p. 100, la métallurgie (12,753 chômeurs), soit 13.6 p. 100.

Dans le bâtiment il y a augmentation sur 1902 et 1903, mais diminution sur 1904.

Dans les textiles, les grévistes ont été plus nombreux qu'en 1903 et 1904, mais beaucoup moins qu'en 1901 et 1902.

Si l'on examine l'importance des conflits d'après le nombre des journées de travail perdues, on constate que les ouvriers des mines figurent encore en première ligne pour près de 50 p. 100 de l'ensemble; puis viennent ceux du bâtiment pour 16.7 p. 100, ceux de la métallurgie pour 18.9 et ceux des textiles pour 5.1 p. 100.

Le total des journées perdues par les houilleurs, en 1905, est inférieur de plus de la moitié à celui de 1902, mais le double de celui de 1904.

Le tableau suivant réunit ces divers renseignements. Il donne, en outre, la pro-

⁽¹⁾ *Report on strikes and lock-outs in the United Kingdom, 1905*, publié par le ministère du Commerce, bureau du travail. Londres, 1906.

portion des chômeurs par rapport aux chiffres de la population ouvrière par catégorie d'industrie, pour 1905 et pour la période 1901-1905.

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	NOMBRE		NOMBRE des journées de travail perdues.	PROPORTION P. o/o du nombre des chômeurs rapporté :			
	des conflits.	des grévistes.		au total	aux chiffres de la population ouvrière ⁽¹⁾ .		
					des chômeurs.	en	pé- riode
Bâtiment	31	6,637	412,633	7.2	0.6	0.6	
Mines, carrières	106	44,791	1,255,514	47.9	7.9	13.5	
Métallurgie	70	12,753	467,571	13.6	0.9	1.3	
Textiles	67	15,786	126,483	16.8	1.3	1.2	
Vêtement	29	3,540	71,435	3.8	0.5	0.4	
Transports	11	2,112	67,089	2.2	0.2	0.2	
Autres industries	44	7,884	69,464	8.5			
TOTAL	358	93,503	2,470,189	100.0	0.9	1.5	

Si l'on considère que les moyennes 0.9 et 1.5 se rapportent exclusivement aux industries dans lesquelles des grèves ont éclaté de 1901 à 1905, et que, pendant cette même période, aucun conflit sérieux n'a éclaté dans l'agriculture, la navigation et la pêche, on peut, si l'on fait figurer le total des ouvriers de ces catégories dans le total des ouvriers du Royaume-Uni, ramener à moins de 1 p. 100 la proportion des ouvriers atteints par les grèves.

Il en ressort que, comparé à l'ensemble des ouvriers employés, le nombre des personnes atteintes par les conflits pendant *une période donnée* est, excepté pour l'industrie minière, extrêmement restreint ⁽¹⁾.

Si l'on évalue à 3 milliards le nombre des journées de travail fournies en 1905 par la population ouvrière tout entière, la proportion des journées perdues atteint environ un quart de journée par tête, et, pour la période 1901-1905, moins d'un tiers de journée.

Causes et résultats. — Au point de vue des causes et des résultats, on peut grouper comme suit (p. 930) les grèves de 1905 et les nombres totaux des ouvriers directement intéressés (67,653) ayant obtenu ou non gain de cause.

Comme à l'ordinaire, les grèves faites pour une question de salaire ont été les plus nombreuses en 1905, et ont intéressé un nombre d'ouvriers plus grand qu'en 1903 et 1904.

Sur 358 conflits, 235 (soit 65.6 p. 100) ont éclaté pour une question de ce genre, réduisant au chômage 57.25 p. 100 du personnel *directement* intéressé (contre 57.92 p. 100 en 1904, 21.71 p. 100 en 1903, 48.6 p. 100 en 1902, 52.8 p. 100 en 1901 et 61.4 p. 100 en 1900).

Comme on pouvait le prévoir dans une année de reprise générale dans le travail, les grèves pour augmentation de salaires ont été plus nombreuses que celles pour s'opposer à une réduction. En effet, sur les 235 conflits de ce genre, 84 (soit 35.2 p. 100) intéressant 35 p. 100 du total des grévistes, tendaient à une augmentation alors que 69 (soit 29 p. 100), intéressant 30 p. 100 du personnel, s'opposaient à

⁽¹⁾ Les chiffres de la population ouvrière sont ceux du rapport du Ministère de l'intérieur, excepté pour le bâtiment et les industries diverses où l'on a pris les chiffres du mouvement de 1891.

une diminution. En 1904, le total des ouvriers de cette dernière catégorie représentait 41 p. 100 du personnel.

Les grèves relatives aux heures de travail ont été peu nombreuses; celles relatives à l'unionisme ont atteint 13.8 p. 100 des chômeurs directs de l'année.

Si l'on considère les résultats des grèves, sans distinction de cause, on constate que 24.7 p. 100 environ des ouvriers ont triomphé; toutefois, si l'on mettait à part les conflits entre diverses catégories d'ouvriers (syndiqués et non syndiqués par exemple) et si l'on examinait seulement les conflits entre patrons et employés, la proportion des grévistes ayant triomphé baisserait sensiblement.

Les résultats généraux de l'année sont sensiblement en faveur des ouvriers dans les questions de salaires (16 p. 100 ont triomphé et 54 p. 100 ont obtenu une transaction.

Ainsi que le montre le tableau suivant, les patrons ont triomphé dans 33.9 p. 100 des cas et accordé un compromis dans 40.6 p. 100.

INDUSTRIE.	P. 100 DES OUVRIERS directement intéressés ayant obtenu :			
	Réussite complète.	Échec.	Réussite partielle.	Résultat inconnu.
Bâtiment.....	13.3	23.8	62.9	#
Mines.....	29.2	30.5	40.2	0.1
Métallurgie.....	18.9	55.2	25.5	0.4
Textiles.....	18.1	31.5	46.3	4.1
Vêtement.....	38.7	24.1	37.2	#
Transports.....	9.5	76.1	14.4	#
Divers.....	19.6	34.6	45.1	0.7
Employés des autorités locales.....	85.0	3.8	11.2	#
TOTAL.....	24.7	33.9	40.6	0.8

Les deux seuls groupes dans lesquels le nombre des ouvriers ayant triomphé soit supérieur à celui des ouvriers ayant échoué, sont le vêtement et les employés des autorités locales.

Voici quels ont été les résultats, pendant ces six dernières années, pour les ouvriers directement intéressés :

	1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.
Succès.....	30.0	27.5	31.8	31.2	27.3	24.7
Échec.....	27.5	34.7	31.8	48.1	41.7	33.9
Transaction.....	41.9	37.3	36.1	20.7	30.9	40.6
Résultat inconnu.....	0.5	0.5	0.3	0.0	0.1	0.8

Si l'on considère la nature des négociations qui ont précédé la solution des conflits, on constate que 71.0 p. 100 des chômeurs ont vu leurs différends tranchés directement, soit à la suite de négociations entre parties (56.2 p. 100), soit par voie d'arbitrage (3.0 p. 100 contre 4.6 p. 0/0 en 1904) ou de conciliation (12 p. 100 contre 6 p. 100 en 1904 et 1 p. 100 en 1903).

ITALIE.

Grèves en juillet 1906 ⁽¹⁾. — 179 grèves nouvelles ont été signalées à l'Office du travail ; 125 intéressaient 21,552 ouvriers.

Sur ces 125 grèves, 9 ont éclaté dans l'agriculture (intéressant 2,616 ouvriers), 6 dans les mines, 11 dans la métallurgie, 9 dans l'industrie du bois, 22 dans le bâtiment, 5 dans les industries polygraphiques, 4 dans le vêtement, 26 dans les textiles, 8 dans l'alimentation, 9 dans les transports, 2 dans les services publics, 12 dans le travail des terres et des pierres, 1 dans les produits chimiques, 1 dans les cuirs et peaux.

Sur 164 grèves anciennes et nouvelles intéressant 21,529 ouvriers, 43 ont fini par un succès, 34 par un échec et 64 par une transaction ; dans 23 cas le résultat est inconnu.

Les ligues des travailleurs de la terre en 1905 ⁽²⁾. — Le nombre des ligues de paysans existant en Italie en janvier 1906 s'élevait à 982, avec 221,913 adhérents ⁽³⁾. Ce total comprend toutes les associations d'ouvriers de la terre organisées en vue d'améliorer les conditions du travail et la résistance ; il ne comprend pas les sociétés catholiques qui ont une physionomie particulière et n'ont que peu de rapports avec les organisations paysannes.

Le tableau suivant fait connaître comment se répartissent ces ligues par province. Il indique en outre le nombre des adhérents de chaque catégorie et la proportion pour 100 des paysans syndiqués par rapport à la population agricole :

PROVINCES.	NOMBRE de ligues.	PETITS proprié- taires.	PETITS fermiers.	MÉTAYERS	OUVRIERS agricoles.	TOTAL.	PROPOR- TION
				en compte à demi, au tiers et au quart.			p. 100 de syndiqués par rapport à la population agricole.
Piémont.....	42	836	588	183	4,750	6,357	0.54
Ligurie.....	2	60	15	410	8	493	0.21
Lombardie.....	149	900	729	677	21,219	23,525	2.02
Vénétie.....	36	271	189	52	7,490	8,002	0.80
Émilie.....	456	961	1,100	8,546	80,620	91,227	11.50
Toscane.....	16	40	12	449	1,319	1,820	0.25
Marche.....	5	15	17	548	1	581	0.14
Ombrie.....	26	1,530	686	3,287	2,495	7,998	3.25
Latium.....	38	2,394	696	2,645	2,952	8,687	2.83
Abbruzzes.....	5	85	114	182	237	618	0.10
Campanie.....	19	381	971	250	3,246	4,848	0.57
Pouille.....	42	765	1,750	429	20,372	23,316	4.11
Basilicate.....	4	"	"	"	705	705	0.35
Calabre.....	"	"	"	"	"	"	"
Sicile.....	142	14,416	6,596	5,729	16,995	43,736	5.89
Sardaigne.....	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX....	982	22,654	13,463	23,387	162,409	221,913	2.30

⁽¹⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, août 1906.

⁽²⁾ *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, juillet 1906.

⁽³⁾ D'après les renseignements fournis à l'Office du travail italien par les maires en janvier 1906.

Ces ligues comprennent, en proportions diverses, des ouvriers agricoles, des métayers, des fermiers et des petits propriétaires. En 1905, elles comptaient 162,409 ouvriers des champs (73 p. 100 du total), dont 17,000 employés à titre fixe et 145,405 travaillant à la journée, 23,387 métayers, 13,463 petits fermiers et 22,654 petits propriétaires. Sur le total de 221,913 adhérents qu'elles groupaient en 1905, on comptait 182,302 hommes et 39,611 femmes.

On le voit, les ligues des travailleurs de la terre ne sont pas uniformément répandues dans tout le royaume. C'est ainsi que l'on n'en rencontre aucune en Calabre et en Sardaigne et très peu dans la Ligurie (2), les Marches (5), les Abruzzes (5) et le Basilicate (4). En Piémont elles n'existent guère que dans le district de Novare où les deux arrondissements de Vercelli et de Novare réunissent à eux seuls 5,117 syndiqués sur 6,357 que compte la province entière. En Lombardie les ligues se concentrent sur 3 points, à Crémone, Voghera et Mortara; en Vénétie, on les trouve uniquement autour de Vérone et dans le Polésino. Par contre, les ligues sont uniformément répandues dans l'Émilie (91,227 paysans syndiqués), l'Ombrie (7,098), le Latium (8,687), les Pouilles (23,316) et la Sicile (43,736).

Les organisations de petits propriétaires et de petits fermiers ne sont importantes qu'en Sicile (14,416 petits propriétaires et 6,596 petits fermiers sur 43,736 syndiqués). Celles des métayers recrutent surtout des adhérents dans l'Émilie (8,546), l'Ombrie (3,287), le Latium (2,646) et la Sicile (5,729) et les unions d'ouvriers à poste fixe dans l'Émilie et les Pouilles.

Si l'on considère la proportion pour 100 des paysans syndiqués par rapport à la population agricole, telle que l'a établie le recensement du 10 février 1901, on constate que les moyennes les plus fortes se rencontrent dans l'Émilie (11.5 p. 100), la Sicile (5.9 p. 100), les Pouilles (4.1 p. 100), l'Ombrie (3.2 p. 100), le Latium (2.8 p. 100); ailleurs, la moyenne est inférieure à celle du royaume (2.309 p. 100). Enfin, parmi les districts qui ont la plus forte proportion de syndiqués, notons ceux de Ferrare (27.9 p. 100), de Trapani (24.1 p. 100), Bologne (15.7 p. 100), Ravenne (14.4 p. 100), Syracuse (10.3 p. 100), Parme (9.3 p. 100), Reggio d'Émilie (8.3 p. 100) et Foggia (7.3 p. 100).

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.**Loi du 12 avril 1906 modifiant et complétant la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché ⁽¹⁾.**

ART. 1^{er}. — Il sera établi dans chaque département un ou plusieurs comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale. Ces comités ont pour mission d'encourager toutes les manifestations de la prévoyance sociale, notamment la construction de maisons salubres et à bon marché, soit par des particuliers ou des sociétés en vue de les louer ou de les vendre à des personnes peu fortunées, notamment à des travailleurs vivant principalement de leur salaire, soit par les intéressés eux-mêmes pour leur usage personnel.

ART. 2. — Ces comités sont institués par décret du Président de la République, après avis du Conseil général et du Conseil supérieur des habitations à bon marché. Le même décret détermine l'étendue de leur circonscription et fixe le nombre de leurs membres, dans la limite de neuf au moins et de douze au plus.

Le tiers des membres du Comité est nommé par le Conseil général, qui le choisit parmi les conseillers généraux, les maires et les membres des chambres de commerce ou des chambres consultatives des arts et manufactures de la circonscription du Comité.

Les deux autres tiers sont désignés, dans les conditions déterminées par un arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, pris après avis du Comité permanent du Conseil supérieur, visé à l'article 14 de la présente loi, parmi les personnes spécialement versées dans les questions de prévoyance, d'hygiène, de construction et d'économie sociale.

Ces comités ainsi constitués font leur règlement, qui est soumis à l'approbation du préfet. Ils désignent leur président et leur secrétaire. Ce dernier peut être pris en dehors du Comité.

Ces comités sont nommés pour trois ans.

Leur mandat peut être renouvelé.

ART. 3. — Ces comités peuvent recevoir des subventions de l'État, des départements et des communes, ainsi que des dons et legs, aux conditions prescrites par l'article 910 du Code civil pour les établissements d'utilité publique.

Toutefois, ils ne peuvent posséder d'autres immeubles que celui qui est nécessaire à leurs réunions.

Ils peuvent faire des enquêtes, ouvrir des concours d'architecture, distribuer des prix d'ordre et de propreté, accorder des encouragements pécuniaires et, plus généralement, employer les moyens de nature à provoquer l'initiative en faveur de la construction et de l'amélioration des maisons à bon marché.

Dans le cas où ces comités cesseraient d'exister, leur actif après liquidation pourra être dévolu, sur l'avis du Conseil supérieur institué à l'article 14 ci-après, aux sociétés de construction des habitations à bon marché, aux associations de prévoyance et aux bureaux de bienfaisance de la circonscription.

ART. 4. — Le département doit subvenir aux frais de local et de bureau des comités, ainsi qu'aux frais de déplacement nécessaires pour l'application de la

⁽¹⁾ Journal officiel du 15 avril 1906. — Voir Bulletin, avril 1906, p.378.

présente loi suivant le tarif et dans les conditions déterminées par le conseil général.

Il peut prendre à sa charge les jetons de présence qui seraient alloués, à titre d'indemnité de déplacement, aux membres des comités n'habitant pas la localité où se tiendraient les réunions.

ART. 5. — Les avantages concédés par la présente loi s'appliquent aux maisons destinées à l'habitation collective lorsque la valeur locative réelle de chaque logement ne dépasse pas, au moment de la construction, le chiffre fixé, pour chaque commune, tous les cinq ans, par une commission siégeant au chef-lieu du département et composée d'un juge au tribunal civil, d'un conseiller général et d'un agent des contributions directes, désignés par le préfet. Les maires seront admis à présenter verbalement ou par écrit leurs observations sur la fixation de cette valeur locative, dans leurs communes respectives.

Ce chiffre ne peut être supérieur aux maxima déterminés ci-après, ni inférieur de plus d'un quart auxdits maxima :

- 1° Communes au-dessous de 1,001 habitants, 140 francs ;
- 2° Communes de 1,001 à 2,000 habitants, 200 francs ;
- 3° Communes de 2,001 à 5,000 habitants, 225 francs ;
- 4° Communes de 5,001 à 30,000 habitants et banlieue des communes de 30,001 à 200,000 habitants, dans un rayon de 10 kilomètres, 250 francs ;
- 5° Communes de 30,001 à 200,000 habitants, banlieue des communes de 200,001 habitants et au-dessus, dans un rayon de 15 kilomètres, et grande banlieue de Paris, c'est-à-dire communes dont la distance aux fortifications est supérieure à 15 kilomètres et n'excède pas 40 kilomètres, 325 francs ;
- 6° Petite banlieue de Paris, dans un rayon de 15 kilomètres, 400 francs ;
- 7° Communes de 200,001 habitants et au-dessus, 440 francs ;
- 8° Ville de Paris, 550 francs.

Le bénéfice de la loi est acquis par cela seul que la destination principale de l'immeuble est d'être affecté à des habitations à bon marché. Toutefois, les exonérations d'impôts accordées par l'article 9 de la présente loi ne s'appliqueront qu'aux parties de l'immeuble réellement occupées par des logements à bon marché.

Bénéficieront également des avantages de la loi les maisons individuelles dont la valeur locative réelle ne dépassera pas de plus d'un cinquième le chiffre déterminé par la commission ci-dessus prévue. Seront considérés comme dépendances de la maison pour l'application de la loi, sauf en ce qui concerne l'exemption temporaire d'impôt foncier, les jardins d'une superficie de 5 ares au plus attenants aux constructions ou les jardins de 10 ares au plus non attenants aux constructions et possédés dans la même localité par les mêmes propriétaires.

Pour l'application de la présente loi, la valeur locative des maisons ou logements sera déterminée par le prix de loyer porté dans les baux, augmenté, le cas échéant, du montant des charges autres que celles de salubrité (eau, vidange, etc.) et d'assurance contre l'incendie ou sur la vie. S'il n'existe pas de bail, la valeur locative des maisons individuelles sera fixée à 5.56 p. 100 du prix de revient réel de l'immeuble. Les propriétaires devront justifier de l'exactitude des bases d'évaluation par la production de tous documents utiles (baux, contrats, devis, mémoires, etc.). A défaut de justifications ou en cas de justifications insuffisantes, la valeur locative sera déterminée suivant les règles prévues par l'article 12, § 3, de la loi du 15 juillet 1880.

Les comités de patronage certifieront la salubrité des maisons et logements qui doivent bénéficier des avantages de la loi. S'ils refusent ce certificat ou s'ils négligent de le délivrer dans les trois mois de la demande qui leur en sera faite, les intéressés pourront se pourvoir devant le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail,

qui statuera, après avis du préfet et du Comité permanent. Ils pourront soumettre à l'approbation du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail des règlements indiquant les conditions que devront remplir les constructions pour être agréées.

ART. 6. — Les bureaux de bienfaisance et d'assistance, les hospices et hôpitaux peuvent, avec l'autorisation du préfet, employer une fraction de leur patrimoine, qui ne pourra excéder un cinquième, soit à la construction de maisons à bon marché, soit en prêts aux sociétés de construction de maisons à bon marché et aux sociétés de crédit qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour objet de faciliter l'achat, la construction ou l'assainissement de ces maisons, soit en obligations ou actions de ces sociétés, lesdites actions entièrement libérées et ne pouvant dépasser les deux tiers du capital social.

Les communes et les départements peuvent employer leurs ressources en prêts, en obligations ou, dans les conditions ci-dessus spécifiées, en actions, sous réserve : 1° que les maisons ne puissent être aliénées au-dessous du prix de revient, ni louées à des prix inférieurs à quatre pour cent (4 p. o/o) de ce prix; ce revenu sera considéré comme un revenu net de toutes charges et notamment de l'amortissement en trente années pour les maisons individuelles et en soixante années pour les maisons collectives; 2° que ces emplois de fonds soient préalablement approuvés par décision du Ministre du commerce, de l'industrie et du travail, après avis du comité permanent du conseil supérieur des habitations à bon marché, aux délibérations duquel participera, pour ces affaires, le directeur de l'Administration départementale et communale au Ministère de l'intérieur.

Sous réserve d'approbation dans les mêmes formes, les communes et les départements peuvent faire apport aux sociétés susvisées de terrains ou de constructions, pourvu que la valeur attribuée à ces apports ne soit pas inférieure à leur valeur réelle, établie par expertise.

Ils peuvent de même : 1° céder de gré à gré aux sociétés susvisées des terrains ou constructions, sans que le prix de cession puisse être inférieur à la moitié de leur valeur réelle établie par expertise; 2° garantir, jusqu'à concurrence de trois pour cent (3 p. o/o) au maximum, le dividende des actions ou l'intérêt des obligations desdites sociétés pendant dix années au plus à compter de leur constitution.

La Caisse des dépôts et consignations reste autorisée à employer, jusqu'à concurrence du cinquième, le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne en obligations négociables des sociétés de construction et de crédit visées au présent article.

ART. 7. — La caisse d'assurances en cas de décès, instituée par la loi du 11 juillet 1868, est autorisée à passer, avec les acquéreurs ou les constructeurs de maisons à bon marché, qui se libèrent du prix de leur habitation au moyen d'annuités, des contrats d'assurances temporaires ayant pour but de garantir à la mort de l'assuré, si elle survient dans la période d'années déterminée, le paiement de tout ou partie des annuités restant à échoir.

Le chiffre maximum du capital assuré est égal au prix de revient de l'habitation à bon marché. Si l'assurance est contractée au moyen d'une prime unique, dont le prêteur bénéficiaire fait l'avance à l'emprunteur, le chiffre maximum indiqué ci-dessus est augmenté de la prime unique nécessaire pour assurer à la fois ledit chiffre et cette dernière prime. La prime d'assurance sera versée directement à la caisse nationale par le prêteur bénéficiaire lors de la souscription de l'assurance.

Tout signataire d'une proposition d'assurance faite dans les conditions du paragraphe 1^{er} du présent article devra répondre aux questions et se soumettre aux constatations médicales qui lui seront prescrites par les polices. En cas de rejet de la proposition, la décision ne devra pas être motivée. L'assurance produira son effet dès la signature de la police.

La somme assurée sera, dans le cas du présent article, cessible en totalité dans les conditions fixées par les polices.

La durée du contrat devra être fixée de manière à ne reporter aucun paiement éventuel de prime après l'âge de soixante-cinq ans.

ART. 8. — Lorsqu'une maison individuelle construite dans les conditions édictées par la présente loi figure dans une succession et que cette maison est occupée au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants, il est dérogé aux dispositions du code civil, ainsi qu'il est dit ci-après :

1° Si le conjoint survivant est copropriétaire de la maison, au moins pour moitié, et s'il habite au moment du décès, l'indivision peut, à sa demande, être maintenue pendant cinq ans à partir du décès et continuée ensuite de cinq ans en cinq ans jusqu'à son propre décès.

Si la disposition de l'alinéa précédent n'est point appliquée et si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue, à la demande du conjoint ou de l'un de ses descendants, pendant cinq années à partir du décès.

Dans le cas où il se trouve des mineurs parmi les descendants, l'indivision peut être continuée pendant cinq années à partir de la majorité de l'aîné des mineurs, sans que sa durée totale puisse, à moins d'un consentement unanime, excéder dix ans.

Dans ces divers cas, le juge de paix prononce le maintien ou la continuation de l'indivision, après avis du conseil de famille, s'il y a lieu ;

2° Chacun des héritiers et le conjoint survivant, s'il a un droit de copropriété, a la faculté de reprendre la maison sur estimation. Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux, s'il est copropriétaire pour moitié au moins. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité, il est procédé par voie de tirage au sort. S'il y a contestation sur l'estimation de la maison, cette estimation est faite par le comité de patronage et homologuée par le juge de paix. Si l'attribution de la maison doit être faite par la majorité ou par le sort, les intéressés y procèdent sous la présidence du juge de paix, qui dresse procès-verbal des opérations.

Les dispositions du présent article sont applicables à toute maison quelle que soit la date de sa construction, dont la valeur locative n'excèdera pas les limites fixées par l'article 5.

ART. 9. — Sont affranchies de la contribution foncière et de la contribution des portes et fenêtres, les maisons individuelles ou collectives destinées à être louées ou vendues et celles construites par les intéressés eux-mêmes, pourvu qu'elles remplissent les conditions prévues par l'article 5. Cette exemption sera d'une durée de douze années à compter de l'achèvement de la maison. Elle cesserait de plein droit si, par suite de transformations ou d'agrandissements, l'immeuble perdait le caractère d'une habitation à bon marché et acquerrait une valeur sensiblement supérieure au maximum légal.

Pour être admis à jouir du bénéfice de la présente loi, on devra produire, dans les formes et les délais fixés par l'article 9, paragraphe 3, de la loi du 8 août 1890, une demande qui sera instruite et jugée comme les réclamations pour décharge et réduction de contributions directes. Cette demande pourra être formulée dans la déclaration exigée par le même article de ladite loi de tout propriétaire ayant l'intention d'élever une construction passible de l'impôt foncier.

Les parties des bâtiments dont il est question au présent article destinées à l'habitation personnelle donneront lieu, conformément à l'article 2 de la loi du 4 août 1844, à l'augmentation du contingent départemental dans la contribution

personnelle-mobilière à raison du vingtième de leur valeur locative réelle, à dater de la troisième année de l'achèvement des bâtiments, comme si ces bâtiments ne jouissaient que de l'immunité ordinaire d'impôt foncier accordée par l'article 88 de la loi du 3 frimaire an VII aux maisons nouvellement construites ou reconstruites.

Sont exemptées de la taxe établie par l'article 1^{er} de la loi du 20 février 1849, dans les termes de la loi du 14 décembre 1875 et par dérogation à l'article 2 de la loi du 31 mars 1903, les sociétés, quelle qu'en soit la forme, qui ont pour objet exclusif la construction et la vente des maisons auxquelles s'applique la présente loi.

La taxe continuera à être perçue pour les maisons exploitées par la société ou mises en location par elle.

ART. 10. — Les actes constatant la vente de maisons individuelles à bon marché, construites par les bureaux de bienfaisance et d'assistance, hospices ou hôpitaux, les caisses d'épargne, les sociétés de construction ou par des particuliers, sont soumis aux droits de mutation établis par les lois en vigueur.

Toutefois, lorsque le prix aura été stipulé payable par annuités, la perception de ce droit pourra, sur la demande des parties, être effectuée en plusieurs fractions égales, sans que le nombre de ces fractions puisse excéder celui des annuités prévues au contrat ni être supérieur à cinq. Il sera justifié par un certificat du maire de la commune de la situation que l'immeuble a été reconnu exempt de l'impôt foncier, par application des articles 5 et 9, ou que, tout au moins, une demande d'exemption a été formée dans les conditions prévues par ces articles. Ce certificat sera délivré sans frais, en double original, dont l'un sera annexé au contrat de vente et l'autre déposé au bureau de l'enregistrement, lors de l'accomplissement de la formalité.

Le paiement de la première fraction du droit aura lieu au moment où le contrat sera enregistré; les autres fractions seront exigibles d'année en année et seront acquittées dans le trimestre qui suivra l'échéance de chaque année, de manière que la totalité du droit soit acquittée dans l'espace de quatre ans et trois mois au maximum à partir du jour de l'enregistrement du contrat.

Si la demande d'exemption d'impôt foncier qui a motivé le fractionnement de la perception vient à être définitivement rejetée, les droits non encore acquittés seront immédiatement recouvrés.

Dans le cas où, par anticipation, l'acquéreur se libérerait entièrement du prix avant le paiement intégral du droit, la portion restant due deviendrait exigible dans les trois mois du règlement définitif. Les droits seront dus solidairement par l'acquéreur et le vendeur.

L'enregistrement des actes visés au présent article sera effectué dans les délais fixés et, le cas échéant, sous les peines édictées par les lois en vigueur. Tout retard dans le paiement de la seconde fraction ou des fractions subséquentes des droits rendra immédiatement exigible la totalité des sommes restant dues au Trésor. Si la vente est résolue avant le paiement complet des droits, les termes acquittés ou échus depuis plus de trois mois demeureront acquis au Trésor; les autres tomberont en non-valeur.

La résolution volontaire ou judiciaire du contrat ne donnera ouverture qu'au droit fixe de trois francs (3 fr.).

ART. 11. — Les actes nécessaires à la constitution et à la dissolution des associations de construction ou de crédit actuellement existantes ou à créer, telles qu'elles sont définies dans la présente loi, sont dispensés du timbre et enregistrés gratis, s'ils remplissent les conditions prévues par l'article 53, paragraphe 3, n° 4, de la loi du 22 frimaire an VII. Les pouvoirs en vue de la représentation aux assemblées générales sont dispensés du timbre. Ces sociétés sont exonérées des droits de

timbre pour leurs titres d'actions et d'obligations. Toutefois elles restent soumises au droit de timbre quittance, établi par l'article 18 de la loi du 23 août 1871.

ART. 12. — Les mêmes sociétés sont dispensées de toute patente et de l'impôt sur le revenu, attribué aux actions, parts d'intérêts et obligations.

ART. 13. — Les sociétés ne seront admises au bénéfice de ces diverses faveurs qu'autant que leurs statuts approuvés par le Ministre du commerce, de l'industrie et du travail, sur les avis du comité de patronage et du conseil supérieur institué par l'article 14, limiteront leurs dividendes annuels à un chiffre maximum. Toutefois ces avis ne seront pas nécessaires lorsque les statuts seront conformes aux statuts-types arrêtés par le Ministre du commerce, de l'industrie et du travail, après avis du comité permanent.

L'approbation pourra être retirée dans la même forme, s'il est établi après enquête que les sociétés font des opérations de construction ou de crédit sur des maisons qui ne répondent pas aux conditions prévues par la présente loi.

Les sociétés actuellement existantes jouiront, au même titre que celles qui se fonderont après la promulgation de la loi, des faveurs et immunités qu'elle concède, à la condition de modifier leurs statuts, le cas échéant, conformément à ses prescriptions.

ART. 14. — Il est constitué, auprès du Ministre du commerce, de l'industrie et du travail, un conseil supérieur des habitations à bon marché auquel doivent être soumis tous les règlements à faire en vertu de la présente loi et, d'une façon générale, toutes les questions concernant les logements économiques.

Les comités de patronage lui adresseront, chaque année, dans le courant de janvier, un rapport détaillé sur leurs travaux. Le conseil supérieur en donnera le résumé, avec ses observations, dans un rapport d'ensemble adressé au Président de la République.

ART. 15. — Un règlement d'administration publique détermine les mesures propres à assurer l'application des dispositions qui précèdent, et notamment : 1° l'organisation et le fonctionnement du conseil supérieur des habitations à bon marché et des comités de patronage; 2° les dispositions que doivent contenir les statuts des sociétés de construction et de crédit, pour que ces sociétés puissent bénéficier des faveurs de la loi; 3° les conditions dans lesquelles la caisse d'assurance en cas de décès peut organiser des assurances temporaires; 4° la procédure à suivre pour l'application de l'article 8.

ART. 16. — Les emplois en valeurs locales autorisés par l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 sont étendus : 1° aux actions des sociétés visées à l'article 6, pourvu que les actions ainsi acquises soient entièrement libérées et ne puissent dépasser les deux tiers du capital social; 2° à des prêts hypothécaires, amortissables par annuités, au profit de particuliers désireux d'acquies ou de construire des habitations à bon marché, dans les termes de la présente loi.

Les diverses facultés d'emplois de fonds prévues pour les habitations à bon marché par l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 et par le présent article s'appliqueront dans les mêmes conditions : 1° pour les jardins ouvriers dont la contenance n'excédera pas 10 ares; 2° pour l'établissement de bains-douches destinées aux personnes visées à l'article 1^{er}.

ART. 17. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

ART. 18. — Les lois des 30 novembre 1894 et 31 mars 1896 sont abrogées.

Toutefois, elles restent applicables à toutes les habitations qui se trouvent actuellement en situation d'en bénéficier.

**Article 67 de la loi de finances du 17 avril 1906, relatif au licenciement
des agents d'octroi.**

(J. O. du 18 avril 1906.)

ART. 67. — Toute demande de suppression d'octroi portant création de taxe de remplacement devra être précédée d'une stipulation au profit des agents atteints par une mesure de licenciement.

**Décret du 24 août 1906 organisant le contrôle des jours de repos
et des dérogations prévus par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire⁽²⁾.**

ARTICLE PREMIER. — Dans tous les établissements spécifiés à l'article premier de la loi du 13 juillet 1906 où le repos collectif n'est pas assuré le dimanche, des affiches indiquant les jours et heures du repos hebdomadaire donné aux employés et aux ouvriers, doivent être apposées par les soins des chefs d'entreprise, directeurs ou gérants.

Dans ces mêmes établissements, lorsque le repos n'est pas donné collectivement à tout le personnel, le chef d'entreprise, directeur ou gérant, doit inscrire sur un registre spécial les noms des employés et ouvriers soumis à un régime particulier de repos et indiquer ce régime. Pour chacune de ces personnes, le registre doit faire connaître le jour et éventuellement les demi-journées choisies pour son repos.

ART. 2. — L'affiche doit être facilement accessible et lisible.

Un duplicata en est envoyé avant sa mise en service à l'inspecteur du travail de la circonscription.

Le registre est tenu constamment à jour. Il reste à la disposition de l'inspecteur et doit être communiqué aux employés et ouvriers qui en font la demande. Il est visé par l'inspecteur au cours de ses visites.

ART. 3. — Tout chef d'entreprise, directeur ou gérant, qui veut suspendre le repos hebdomadaire, en vertu soit de l'article 4, soit des paragraphes 2 et 3 de l'article 6 de la loi, doit en aviser immédiatement, et, sauf le cas de force majeure, avant le commencement du travail, l'inspecteur de la circonscription.

Il doit faire connaître à ce fonctionnaire les circonstances qui justifient la suspension du repos hebdomadaire, indiquer la date et la durée de cette suspension, et spécifier le nombre d'employés et d'ouvriers auxquels elle s'applique.

En outre, dans le cas prévu par l'article 4, lorsque des travaux urgents sont exécutés par une entreprise distincte, l'avis du chef, du directeur ou du gérant de cette entreprise mentionne la date du jour de repos compensateur assuré au personnel.

Pour les industries déterminées au paragraphe 3 de l'article 6 l'avis indique les deux jours de repos mensuels réservés aux employés et ouvriers.

ART. 4. — Dans les établissements spécifiés au paragraphe premier de l'article 6 de la loi, le chef d'entreprise, directeur ou gérant, doit, en cas de repos imposé par les intempéries, en prévenir, le jour même, l'inspecteur du travail et lui indiquer le nombre des personnes qui ont chômé. Il fait connaître, la veille au plus tard, à l'inspecteur, les jours où le repos hebdomadaire sera supprimé en compensation du chômage.

⁽¹⁾ Cet article n'est que la reproduction des conclusions du rapport présenté au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociales sur divers amendements concernant les majorations de retraites et les allocations accordées à certaines catégories d'ouvriers mineurs.

⁽²⁾ Voir cette loi *Bulletin*, juillet 1906, p. 732.

ART. 5. — Dans les cas prévus par les articles 3 et 4 ci-dessus, copie de l'avis doit être affichée dans l'établissement pendant toute la durée de la dérogation.

ART. 6. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, du 9 août 1906, à Monsieur le Préfet de police à Paris et aux Préfets des départements et concernant l'application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

Comme suite à ma circulaire en date du 20 juillet 1906⁽¹⁾, je vous adresse ci-après quelques indications complémentaires réclamées par un certain nombre de vos collègues relativement à l'instruction des demandes d'exception au repos hebdomadaire, à la rédaction de vos arrêtés et aux premières mesures destinées à assurer l'application de la loi.

1. Vous avez déjà pu être saisi, par des chefs d'établissements, de demandes formées en vue d'obtenir des exceptions non inscrites dans la loi. Il est parvenu à ma connaissance que de nombreuses demandes extra-légales avaient été formulées, comme celle de deux jours de repos consécutifs par quinzaine. A toutes ces demandes, il doit être répondu que, la loi n'ayant pas autorisé le mode de repos réclamé, la pétition n'est susceptible d'aucune suite.

2. D'autres chefs d'établissements demandent des exceptions dont la loi leur permet de droit l'exercice. C'est ainsi que des débitants de tabac, des marchands de denrées alimentaires au détail, se sont mis en instance pour obtenir les premiers le roulement, les autres l'application du paragraphe 2 de l'article 5.

Vous aurez à répondre que, les établissements dont il s'agit se réclamant de commerces ou d'industries admis par la loi au régime qu'ils sollicitent, il n'y a pas lieu d'instruire leur demande.

3. En particulier, certains établissements admis par la loi au roulement ont demandé des dérogations auxquelles ils avaient droit en vertu même de la faculté de procéder par roulement; comme par exemple l'autorisation de donner collectivement, à tout ou partie de leur personnel, le repos un autre jour que le dimanche. Il y a lieu d'observer que les établissements admis de droit au roulement ne sont soumis qu'à l'obligation déterminée par l'article 1^{er} de la loi. Dès lors que chacun de leurs ouvriers ou employés n'est pas occupé plus de six jours par semaine et jouit d'un repos d'une durée minima de vingt-quatre heures consécutives, ces établissements satisfont à la loi.

4. Il convient de remarquer que si un établissement quelconque, bénéficiant d'une des exceptions de droit prévues dans la loi, sollicitait l'une des autres exceptions prévues par les paragraphes *a*, *b*, *c* ou *d* de l'article 2, vous devriez instruire sa demande et y donner la suite qu'elle vous paraîtrait devoir comporter. Les régimes exceptionnels légaux sont en effet proposés et non imposés aux chefs d'établissement qui réunissent les conditions exigées pour y prétendre.

Toutefois, c'est avec la plus grande réserve, et pour des cas qui vous paraîtront impossibles à solutionner autrement, que vous admettez des établissements à un régime exceptionnel différent de celui que la loi leur a expressément concédé.

5. On a demandé s'il était possible, aux termes de la loi, pour les établissements

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, août 1905, p. 843.

devant donner le repos au même jour à tout le personnel, de se servir, pendant le jour de repos, d'un personnel dit « d'extra ».

La loi ne permet point cette manière de faire. Elle décide, en effet, dans son article 2, § 1^{er}, que le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche. Et si la disposition générale de l'article 1^{er} reçoit satisfaction par l'emploi dans un établissement d'un personnel permanent pendant six jours et d'un personnel d'extra le septième jour, il n'en est pas de même de la disposition du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

Les mêmes considérations s'appliquent évidemment au cas où l'établissement aurait été autorisé à transférer le repos collectif du dimanche à un autre jour.

Tout établissement organisant un tel régime doit être considéré comme donnant le repos par roulement. Toute demande d'un tel régime est donc une demande de roulement, qui ne saurait être prise en considération que pour parer aux mêmes nécessités.

6. La loi du 13 juillet 1906 a distingué à diverses reprises la fabrication et la vente, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires, donnant le roulement de droit à la fabrication des produits alimentaires de consommation immédiate et établissant un régime spécial pour la vente de denrées alimentaires au détail.

Lorsque des demandes vous parviendront dans lesquelles des exceptions différentes vous seraient demandées pour le personnel de fabrication et pour le personnel de vente dépendant d'un même établissement, vous aurez à rechercher tout d'abord si ces deux catégories de personnel sont bien distinctes et spécialisées. Cette première vérification faite, vous examinerez si les nécessités invoquées sont bien nettement différentes et si elles ne peuvent recevoir satisfaction que par l'établissement de régimes différents.

7. La question se pose de savoir ce qu'il faut entendre par les mots de l'article 8, § 4 : « Établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle. »

En particulier, on m'a demandé si l'autorisation accordée à un bazar vendant le jouet, la quincaillerie, l'ameublement, la nouveauté, etc., etc., doit être étendue aux autres établissements s'adressant à la même clientèle et vendant uniquement une seule catégorie de ces articles.

Je laisse de côté les mots *s'adressant à la même clientèle*. C'est une question de fait, délicate d'ailleurs. Par exemple, tels établissements vendent des articles chers, destinés à des clients riches, tels établissements vendent à des ouvriers, tels établissements à des gens de passage dans la localité. Mais il ne faut pas se dissimuler que cette distinction peut être dangereuse, et que s'il ne s'agit d'une clientèle *très nettement* spécialisée, les tribunaux administratifs pourraient, en cas de recours, admettre une extension large de la dérogation.

Il paraît certain que, dans un grand nombre de cas, on ne pourrait pas laisser ouvert le rayon de nouveautés d'un soi-disant bazar sans étendre la même faveur aux magasins de nouveautés; et de même pour les autres rayons.

Lors même, d'ailleurs, que l'on n'appliquerait pas ici le paragraphe 4 de l'article 8, on serait saisi de demandes directes des magasins concurrents auxquelles il serait difficile de présenter des objections dirimantes.

C'est pour cette raison qu'il faut n'accorder les exceptions à de tels établissements que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles et après en avoir bien pesé les conséquences.

Toute autorisation, en effet, qui, faisant échec au principe de la loi, aurait pour conséquence de rendre exceptionnel le repos du dimanche qui doit être général, irait à l'encontre des intentions manifestes du législateur.

Ces considérations, d'ailleurs, ne s'appliquent pas qu'aux établissements dénommés « bazars ». Beaucoup d'autres établissements, sous d'autres dénominations, groupent une grande partie des mêmes commerces. En particulier, de grandes maisons d'épicerie et comestibles tiennent à côté un grand nombre de spécialités diverses.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la question inverse — répercussion, sur tels rayons des grands magasins et bazars, des autorisations demandées par des commerces spécialisés — se pose également à votre attention et est une des plus délicates que soulève l'article 8.

8. J'appelle votre attention sur la faculté qui vous est laissée par l'article 2 de limiter vos autorisations à certaines époques de l'année. Cette faculté vous permettra de tenir compte de la situation spéciale dans laquelle peuvent se trouver certains établissements de stations balnéaires, auxquels il vous sera possible d'accorder un peu plus largement des autorisations, en les limitant aux jours pendant lesquels ces établissements ont à faire face à une affluence anormale de visiteurs et surtout de visiteurs de passage.

9. En cas de demande faite par un président de syndicat au nom de sa corporation pour une même localité, vous devrez exiger tout au moins, certifiée par le bureau du syndicat, l'indication précise des noms et adresses des chefs d'établissement, membres du syndicat, qui ont formellement adhéré à la demande. Cette infraction au principe de la spécialité des demandes, qu'il paraît utile d'admettre en vue d'une prompt application de la loi, est la seule que vous deviez accepter. Toute autre demande collective doit porter les signatures des pétitionnaires. La mention des noms des pétitionnaires vous sera indispensable au moment de prendre vos arrêtés d'autorisation.

10. Les syndicats à consulter sont les syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Pour éviter toute cause de nullité, vous devrez entendre largement cette définition un peu vague.

Un syndicat peut avoir un grand nombre d'adhérents dans une commune sans y avoir son siège. D'autre part, les spécialités intéressées ne sont pas toujours réparties en syndicats ayant le titre de chaque spécialité. Il y a donc, en dehors des syndicats spéciaux à la profession qui ont leur siège dans la commune et pour lesquels le texte ne présente aucune ambiguïté, des syndicats répondant plus ou moins à la définition de l'article 8, § 2. Il vous serait impossible de provoquer directement l'avis de chacun de ces groupements, qui ne vous sera généralement pas connu comme intéressé. Aussi, il sera prudent d'inviter les maires à faire connaître qu'une enquête est ouverte dans la commune, que la demande motivant l'enquête sera communiquée à la mairie aux syndicats intéressés pendant un mois au plus, et que lesdits syndicats devront, avec leur avis, faire connaître à quel titre ils sont intéressés à l'enquête.

11. On m'a signalé à plusieurs reprises que des syndicats, appelés à donner leur avis sur des demandes d'exceptions formées par des chefs d'établissement de leur profession, ont répondu, sans donner leur avis, que ces chefs d'établissement n'étaient pas inscrits à leur groupement. Vous insisterez auprès de ces syndicats en vue d'obtenir leur avis, la question posée au sujet d'un seul chef d'établissement étant de nature à intéresser tous les établissements similaires.

12. J'ai été à plusieurs reprises questionné sur la conduite à tenir en cas de non-réponse, dans le mois de la transmission, aux demandes d'avis adressées par les préfets aux différents corps consultatifs.

En principe, l'avis ayant été demandé dans les conditions prévues par la loi, le préfet peut passer outre et statuer sur la demande.

On m'a demandé également si un conseil municipal pouvait, dans l'intervalle des

sessions, déléguer ses pouvoirs à son bureau ou à une commission. Cette délégation ne serait pas conforme à la loi, c'est l'avis du conseil municipal qui est requis. Toutefois, si le conseil municipal, régulièrement saisi par le Préfet, n'a pas statué dans le délai d'un mois, l'avis d'une délégation du conseil, spécialement chargée par lui de la question, sans être prévu par la loi, est de nature à fournir en fait les indications que le législateur prescrit de rechercher. Vous devrez donc en tenir compte en prenant votre décision, tout en mentionnant dans vos visas que l'avis du conseil municipal ne vous est pas parvenu dans le délai légal.

Ceci dit, je ne puis que vous laisser le soin de décider dans quels cas exceptionnels, l'affaire vous paraissant grave, vous pourriez soit surseoir à statuer, soit ne prendre qu'un arrêté provisoire, une fois écoulé le délai d'un mois après que le conseil municipal a été saisi et en attendant que vous puissiez lui soumettre à nouveau la question.

13. Les enquêtes terminées, vous aurez, après étude du dossier, à statuer par un arrêté motivé. Vous devrez viser expressément les avis des corps dont la consultation est obligatoire. Vous pourrez rappeler éventuellement dans les considérants d'autres avis ou documents. Quant aux motifs à invoquer, ils ne peuvent correspondre qu'à l'un des deux ordres d'idées indiqués par le législateur à l'article 2 de la loi.

Les arrêtés devront définir les dérogations autorisées dans les termes employés par la loi sous les lettres *a*, *b*, *c*, *d* de l'article 2. Toutefois, pour la dérogation *a*, vous devrez autant que possible indiquer le jour de repos accordé, et pour la dérogation *d* définir nettement la partie du personnel à laquelle le roulement est accordé.

14. Vos arrêtés pourront être individuels ou collectifs.

S'ils sont collectifs, vous devrez désigner par noms et adresses les établissements qui sont compris au même régime.

15. Un article me paraît indispensable pour tenir compte du paragraphe 4 de l'article 8 qui prescrit que l'autorisation devra être étendue aux établissements de la même ville qui font le même genre d'affaires et s'adressent à la même clientèle.

Cet article pourrait être rédigé de la façon suivante :

« La présente autorisation sera étendue aux établissements de la ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle. Des arrêtés ultérieurs énuméreront ces établissements sur la justification fournie par leurs chefs que les deux conditions susénoncées sont remplies. »

Ces arrêtés énumératifs paraissent devoir être pris sans répétition des formalités d'enquête prévues à l'article 8, § 2. Ils sont sujets aux mêmes recours que l'arrêté de principe.

16. Enfin les règles posées par les instructions ministérielles du 10 novembre 1894 et 10 novembre 1900 au sujet de l'application, par les officiers de police judiciaire, des lois réglementant le travail, devront tout naturellement être étendues aux constatations que ces agents seront appelés à faire en vertu de l'article 11 de la loi du 13 juillet 1906. En conséquence, ils devront signaler les faits contraventionnels qu'ils auront constatés aux inspecteurs du travail afin d'éviter que ceux-ci ne verbalisent de leur côté en raison des mêmes faits et pour qu'ils puissent tenir compte des procès-verbaux dressés dans les statistiques envoyées à mon département.

Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, du 3 septembre 1906, aux Inspecteurs divisionnaires du travail, sur l'application de la loi du 13 juillet 1906.

I. — LOI DU 13 JUILLET 1906.

La loi du 13 juillet 1906 qui établit le repos hebdomadaire en faveur des ouvriers et employés n'a point déterminé de délai suspensif d'exécution. Le seul règlement d'administration publique dont la publication pût être considérée comme indispensable pour assurer l'application de la loi vient d'être promulgué, il porte la date du 24 août. Ce règlement institue les modalités du contrôle de la loi, il sera commenté plus loin.

Les autres règlements prévus par les articles 3 et 18 sont actuellement en préparation; en attendant qu'ils aient apporté les précisions nécessaires, vous aurez à user, pour les situations qu'ils doivent régler, des tolérances très larges dont l'étendue vous sera indiquée au cours de la présente circulaire.

Vous veillerez donc, dès à présent, à l'application de la loi du 13 juillet 1906 sous les réserves qui viennent d'être rappelées.

Vous devrez tout d'abord vous efforcer de faire connaître aux assujettis la réglementation nouvelle, et indiquer, pour chacun les dispositions qui l'intéressent. Jusqu'au moment où la loi pourra être considérée comme pratiquement connue des intéressés, avant d'user de mesures de coercition, vous aurez à donner toutes les explications et les *avertissements* nécessaires. Des procès-verbaux ne devront être dressés que dans des cas de refus formel d'obéissance aux prescriptions légales, ou de mauvaise volonté manifeste.

Cette règle posée, j'aborde l'examen des principales difficultés qui m'ont paru pouvoir se présenter dans l'interprétation des articles de la loi.

ARTICLE PREMIER. — *Établissements assujettis* : L'article 1^{er} définit les établissements assujettis. La loi s'applique à tout établissement « industriel ou commercial » et à « ses dépendances », « de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ». C'est à peu près la définition du champ d'action de la loi des 12 juin 1893-11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité dans les établissements industriels et commerciaux.

Une différence, cependant, est à noter.

L'énumération — qui figure à l'article 1^{er} de la loi de 1893-1903 et qui comprend tous les locaux industriels et commerciaux — est remplacée, dans la loi de 1906, par les termes généraux : « dans un établissement industriel ou commercial ».

Cette différence paraît tout d'abord de minime importance et répondre simplement à ces caractéristiques fondamentales; la loi de 1893-1903 est relative aux installations, aux locaux de travail; la loi de 1906 est relative au personnel en général. Mais les énumérations de l'article 3 du 13 juillet 1906, en précisant les mots « établissement industriel et commercial » font rentrer, sans contestation possible, dans le champ de la loi nouvelle, divers établissements dont l'assujettissement aux prescriptions de l'autre loi est contestable.

En admettant de droit au roulement les « hôtels » (art. 3, 2°), les « hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé » (art. 3, 4°), les entreprises d'informations et de spectacles, musées et expositions » (art. 3, 6°), l'article 3 suppose que ces diverses catégories d'établissements sont visées par l'article 1^{er}, et affirme l'intention du législateur d'y appliquer le repos hebdomadaire au personnel de service.

Mais ces considérations, tout en précisant certaines frontières en ce qui concerne

la loi nouvelle, ne font pas disparaître les difficultés d'appréciation qu'à déjà mises en lumière l'application de la loi de 1903.

Je rappelle que si la jurisprudence admet comme professions commerciales les agents de change, les courtiers, elle ne reconnaît pas le caractère commercial aux officiers publics (notaires), ni aux avoués, huissiers, etc., etc. La controverse qui s'était élevée pour les études de notaires, au sujet de la loi de 1903, saurait d'ailleurs moins se renouveler aujourd'hui que le bénéfice de la loi nouvelle a été refusé aux clercs de notaires par un vote explicite du Sénat.

En ce qui concerne l'Etat, la distinction s'impose, comme pour l'exécution de la loi de 1903, entre la puissance publique et les exploitations industrielles et commerciales. Je n'ai rien à ajouter aux éclaircissements contenus à cet égard dans ma circulaire du 14 avril 1906. Je vous invite à m'en référer, avant toute décision, dans tous les cas qui donneraient lieu à contestation.

La loi a excepté de son application les entreprises de transport par eau (c'est-à-dire toute la marine et la batellerie) ainsi que les chemins de fer.

Personnes assujetties. — Ce sont les « employés ou ouvriers ». Toute personne employée par un patron à un travail concordant à l'objet de son entreprise industrielle ou commerciale doit être considérée comme soumise aux prescriptions de la loi. Toute personne employée par ce même patron à des travaux ne présentant pas ce caractère, tels que soins personnels ou besogne domestique, n'est pas admise au bénéfice de la loi. C'est ainsi que le concierge d'un établissement industriel est soumis à la loi, tandis que le concierge d'une maison particulière échappe à ses dispositions.

L'obligation du repos hebdomadaire atteint tous les employés d'une entreprise : les termes de l'article 1^{er} sont absolument généraux. Une question délicate se pose en ce qui concerne les gérants d'annexes ou de succursales. Il y a lieu de distinguer entre ceux qui sont réellement chefs d'établissements et ceux qui sont de véritables employés. C'est une question d'espèce : les rivalités entre les grands magasins et le petit commerce, qui se sont déjà traduites par des controverses assez vives dans l'épicerie, amèneront très rapidement les tribunaux à préciser sur ce point. Vous ne manquerez pas de rappeler, ici comme dans toute question délicate, que c'est à eux, en définitive, qu'appartiendra l'interprétation de la loi. Il ne me paraît pas douteux d'ailleurs que ces employés, en tout état de cause, doivent être compris parmi les personnes auxquelles s'appliquent les exceptions de l'article 4 et de l'article 5, § 1^{er}.

ART. 2. — L'article 2 définit les divers modes de repos hebdomadaire : le repos du dimanche, qui est le régime normal, et les régimes d'exception.

Établissements soumis à divers régimes. — Il arrivera souvent que, dans un même établissement, le même régime ne soit pas applicable à tout le personnel ; c'est ce qui est prévu sous la lettre d) de l'article 2, parmi les régimes exceptionnels ; cela résulte aussi des dérogations prévues sous d'autres articles pour partie du personnel. Vous veillerez strictement à ce que chaque catégorie d'ouvriers ou d'employés ait le repos prescrit par la loi, et à ce qu'en aucun cas les exceptions ou dérogations autorisées ne soient étendues abusivement à une industrie, à un commerce, à un travail autre que celui qui les motive. Une surveillance sévère devra être exercée à cet égard, pour empêcher certains établissements de se libérer, par ce procédé, des obligations imposées aux entreprises concurrentes. Vous n'ignorez pas qu'actuellement une certaine inquiétude règne à ce sujet, surtout dans les milieux commerciaux. Vous auriez, en principe, à dresser procès-verbal si vous rencontriez, le jour du repos, une personne, employée en vertu d'une exception ou dérogation, occupée à un travail non visé par le texte qui a institué cette exception ou dérogation.

Repos collectif. — La loi prévoit quatre régimes différents de repos collectif : 1° le dimanche, 2° un autre jour que le dimanche, 3° du dimanche midi au lundi midi, 4° le dimanche après-midi (avec un repos compensateur d'une journée par quinzaine et par roulement). Tout établissement soumis à un de ces quatre régimes ne peut occuper aucun employé pendant la durée assignée au repos collectif, sauf pour les travaux visés aux articles 4 et 5, § 1^{er}. Il ne lui est pas permis, notamment d'assurer pendant le repos collectif, par un personnel d'extra, la marche de l'industrie ou du commerce exercés. Cette manière de faire, qui en général aurait pour objet de tourner la loi, constituerait un repos par roulement⁽¹⁾.

Commencement et fin du repos collectif. — Le repos collectif, lorsqu'il est fixé au dimanche ou à un jour déterminé de la semaine (art. 2, § 1^{er} et art. 2, § 2, lettre a), doit être pris de minuit à minuit. S'il en était autrement, le législateur n'aurait pas eu besoin d'autoriser par une stipulation expresse le repos collectif du dimanche midi au lundi midi. Voir plus loin les modalités de contrôle du repos collectif (Décret du 24 août 1906).

Repos par roulement. — En ce qui concerne le repos par roulement, les raisons de décider ne sont pas aussi formelles que pour le repos collectif. Le repos hebdomadaire n'est plus défini ici que par l'article 1^{er}, sans que soient applicables les précisions apportées pour ce dernier par l'article 2.

L'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi de 1906 s'exprime, il est vrai, à peu près en mêmes termes que l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892 : « Il est interdit d'employer pendant plus de six jours par semaine. . . . » Et pour la loi de 1892, il n'a jamais été contesté que ce jour fût le jour civil, de minuit à minuit.

Mais avec le texte de la loi de 1906, nous ne pouvons nous borner à considérer le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}. Le paragraphe 2, qui indique une durée de 24 heures, serait inutile, si, au paragraphe 1^{er}, le jour était le jour civil. D'autre part, si l'on n'adoptait pas cette interprétation, la loi ne pourrait être respectée, pour les équipes des travaux continus, qu'en fixant à midi et à minuit l'heure du commencement du travail. Une équipe de nuit, en effet, qui travaillerait de six heures du soir à six heures du matin, n'aurait pas un jour civil entier en recevant congé d'un poste : elle cesserait le travail à six heures du matin un jour pour le reprendre le lendemain à six heures du soir. Or plusieurs raisons s'opposent à ce que l'on fixe ainsi obligatoirement à minuit le commencement du poste de nuit. D'abord, c'est en général fort incommode pour les ouvriers. Ensuite, cela ne cadrerait pas avec la législation sur le travail des femmes et des enfants, aux termes de laquelle le travail de jour ne peut se prolonger après neuf heures du soir ni commencer avant cinq heures du matin ; ces personnes ne peuvent donc faire partie ni de l'équipe de jour, ni de l'équipe de nuit, quand les équipes se succèdent à midi et à minuit. Il est à noter, d'ailleurs, que dans la longue discussion sur les boulangers, au Sénat, lorsqu'on préconisait le roulement, il n'a jamais été question de reporter à minuit ou au delà de minuit le délai du travail qui est actuellement entre 5 et 8 heures du soir.

Ces difficultés ne s'étaient guère présentées avec la loi de 1892, parce qu'en principe le travail de nuit est interdit aux femmes et aux enfants dans l'industrie ; dans les usines à fond continu, le texte vague de l'article 6 avait permis de tourner la difficulté.

Ces explications peuvent motiver une autre remarque. Les équipes de nuit se rencontrent presque uniquement dans des commerces et industries admises au roulement ; il en est ainsi notamment pour tous les travaux continus par leur nature,

(1) Circulaire aux Préfets, 9 août 1906, sous le n° 5.

effectués par des équipes de jour et des équipes de nuit qui se remplacent au travail. *Quid* cependant pour une profession où le travail se ferait de nuit et non le jour, et qui ne serait pas admise au roulement de droit? Ce cas paraît assez exceptionnel, mais la loi ne nous enfermerait pas alors dans une impasse. Car, ou bien ces travaux exceptionnels pourraient commencer après minuit, ou bien le Préfet leur accorderait l'exception du dimanche midi au lundi midi ou l'un des modes de roulement.

Il y a lieu d'observer que tout établissement autorisé par la loi à donner le repos par roulement peut, *a fortiori*, donner congé à la totalité du personnel admis au roulement, un même jour, quelconque, de la semaine. Dès lors que chacun de ses ouvriers ou employés n'est pas occupé plus de six jours par semaine et jouit d'une durée minima de 24 heures consécutives, conformément aux prescriptions de l'article 1^{er}, cet établissement satisfait à la loi.

Il résulte de l'enquête faite dans diverses circonscriptions que, pour certains travaux, pour certaines localités, il faudra un assez long laps de temps pour recruter et former le personnel supplémentaire qu'entraîne l'organisation du repos hebdomadaire par roulement. Vous devrez tenir compte de ces difficultés, dès l'instant que l'établissement opérera son recrutement d'une manière progressive et continue et fera le possible pour satisfaire entièrement à la loi dans un délai raisonnable.

Voir plus loin les modalités de contrôle du repos par roulement (décret du 24 août 1906).

ART. 3. — Paragraphe 1^{er}. — *Fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate*. — Cette disposition ne concerne que la fabrication, elle ne concerne pas la vente des denrées alimentaires au détail : les facilités accordées à la vente de ces denrées sont réglées par d'autres dispositions de la loi (notamment article 5, paragraphe 2). Il suit de là qu'un dépôt de pain n'est pas compris dans l'exception, et qu'une boulangerie y est comprise. Il résulte encore des explications échangées au cours de la discussion de la loi, au Sénat, que l'on doit rattacher à la fabrication le personnel nécessaire, sur place, à l'écoulement immédiat des produits étant définis : *de consommation immédiate* ; il arrive fréquemment d'ailleurs dans la pratique, que les mêmes personnes soient employées aux deux opérations.

En dehors de ces cas, les personnels de fabrication et de vente étant distincts, le personnel de vente sera soumis, à moins d'autorisation donnée en vertu de l'article 2, au régime légal qui lui est spécial.

Paragraphe 4 et 6. — Il ne s'agit dans ces paragraphes que du personnel (employés et ouvriers). Le législateur n'a entendu viser ni les médecins dans les hôpitaux ou maisons de santé, ni les rédacteurs pour les journaux, ni les acteurs dans les théâtres, etc. Il ne semble pas douteux, au contraire, que le personnel de service et le personnel administratif soient soumis au repos hebdomadaire, avec facilité de prendre ce repos par roulement.

Paragraphe 10 et 11. — Les industries visées par ces deux paragraphes seront énumérées par un règlement d'administration publique actuellement en préparation. Tant que ce règlement n'aura pas été promulgué, vous accepterez l'organisation du repos par roulement dans toutes les industries qui pourront, dans quelque mesure que ce soit, se prévaloir des caractères définis de la loi. Toutefois, vous devrez très nettement faire connaître aux intéressés que cette mesure provisoire n'engage en rien l'avenir et que, dès l'apparition du règlement, toute organisation qui ne serait pas conforme à ses prescriptions devra cesser sans délai. Vous me ferez connaître, au fur et à mesure, toutes les industries pour lesquelles les chefs d'établissement auront ainsi réclamé le roulement.

Le même règlement peut énumérer les autres catégories d'« établissements » qui, en dehors des catégories désignées par le texte de la loi, bénéficieraient du roulement.

ment. Il ne s'agit plus ici d'établissements admis au roulement par une définition légale. Le législateur, après une énumération très large, a introduit cette soupape de sûreté dont il n'y a pas lieu de prévoir le fonctionnement immédiat. Les cas exceptionnels auront, en effet, satisfaction par la procédure des articles 2 et 8. Ce n'est que plus tard, semble-t-il, s'il paraissait utile d'uniformiser certaines autorisations de roulement accordées par les préfets, qu'il y aurait lieu d'inscrire au règlement d'administration publique l'une ou l'autre de ces catégories d'établissements non définies. En tous cas, si certains établissements de votre circonscription réclamaient le bénéfice de cette disposition, vous devriez me consulter avant de consentir une tolérance provisoire.

Un autre règlement d'administration publique doit déterminer les dérogations particulières aux spécialistes des usines à feu continu. Vous aurez aussi, en attendant la promulgation de ce règlement, à admettre, à titre purement temporaire, les diverses organisations qui vous seront proposées, mais en observant que la dérogation s'applique non à l'ensemble de l'usine à feu continu, mais seulement aux ouvriers spécialistes. Toutes les fois que la solution définitive vous paraîtra délicate, ou que la situation qui vous sera soumise vous semblera présenter un intérêt d'ordre général, vous m'en référerez sans délai, pour qu'il en soit tenu compte dans l'élaboration du règlement.

ART. 4. — Le contrôle devra éviter qu'il ne soit fait un usage abusif de la dérogation prévue par cet article, surtout lorsqu'il s'agira de « *prévenir des accidents imminents* ». Il y aura lieu de n'admettre l'usage de la dérogation que s'il y a urgence véritable, et s'il ne saurait y être paré par les simples travaux d'entretien que le chef d'établissement peut et doit normalement faire effectuer en dehors du jour de repos. La dérogation ne devra être appliquée, d'ailleurs, qu'au personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents.

Lorsqu'il s'agit des réparations de navires *en service*, l'application des mêmes principes conduit à une tolérance assez large, pour les réparations auxquelles il ne saurait être procédé en marche, auxquelles il doit être procédé dans un port. On devrait admettre au bénéfice de la dérogation de l'article 4 tous travaux de réparation et de gros entretien à faire sur des navires affectés à une ligne régulière ou sur des navires armés administrativement, lorsque la suspension du repos hebdomadaire sera reconnue indispensable pour ne pas retarder le départ régulier du bâtiment. Le personnel employé à ces travaux ne sera pas, en général, le personnel du navire, mais celui d'une autre entreprise; atelier de construction et de réparation. Il aura donc droit, aux termes mêmes de l'article 4, à un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé.

Je vous signale qu'aux termes de l'article 18, les dérogations prévues par l'article 4 ne sont pas applicables aux enfants de moins de 18 ans et aux filles mineures.

ART. 5. — Paragraphe 1^{er}. — Aux termes de l'article 18, cette dérogation qui réduit le repos hebdomadaire à une demi-journée pour certains travaux, n'est pas applicable aux enfants de moins de 18 ans et aux filles mineures.

Je vous signale qu'il a été bien spécifié, dans la discussion au Sénat, que le nettoyage des « locaux industriels » ne comportait pas le nettoyage des métiers ni de l'outillage en général. Seuls les générateurs et machines motrices, ainsi que les transmissions, sont visés par le paragraphe qui prévoit leur entretien par les personnes employées à leur conduite.

Paragraphe 2. — *Établissements de vente de denrées alimentaires.* — Ainsi que je l'ai signalé à l'occasion du paragraphe 1^{er} de l'article 3, il importe de ne pas laisser établir de confusion entre les dérogations accordées à la *vente* et celles accordées à la *fabrication* des denrées alimentaires. Vous remarquerez, en outre, qu'il s'agit ex-

clusivement ici de vente au détail. Mais, d'autre part, il s'agit de toutes denrées alimentaires et non plus seulement, comme à l'article 3, des produits alimentaires destinés à la consommation immédiate.

Il arrive très fréquemment que, dans le même établissement, il soit vendu à la fois des denrées alimentaires au détail et des marchandises non destinées à l'alimentation telles que parfumerie, ustensiles de ménage, papeterie, articles de bazar, etc. Je ne pense pas que ces établissements puissent être considérés comme n'étant pas des « établissements de vente de denrées alimentaires au détail ». Mais vous devrez dans ce cas vous attacher à ce que le commerce ordinaire des denrées alimentaires soit seul appelé à bénéficier du régime institué par la disposition qui nous occupe. Faute de quoi, tous les commerçants spécialistes concurrents seraient amenés à former des demandes en vertu de l'article 2. Vous voudrez bien relire à cet égard les explications données à MM. les Préfets par ma circulaire du 9 août.

Je crois devoir aussi attirer votre attention sur la formule employée dans cet article « une après-midi ». Le texte dit : le repos pourra être donné le dimanche après-midi, avec un repos compensateur, par roulement, et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de 21 ans et logés chez leurs patrons, etc.

Vous devrez entendre cette prescription concernant les mineurs, comme leur interdisant tout travail à partir de midi le dimanche et le jour du repos complémentaire.

Paragraphe 3. — Établissements occupant moins de cinq ouvriers et admis à donner le repos par roulement. — Par ces mots il faut entendre les établissements industriels ou commerciaux admis soit par la loi, soit par les règlements d'administration publique, soit par autorisation préfectorale, à donner le repos par roulement et occupant normalement un personnel *total* maximum de quatre personnes assujetties au repos hebdomadaire. (Voir ci-dessus, à l'article 1^{er}, la définition des personnes assujetties.)

Ces établissements sont autorisés à remplacer le repos d'une journée par semaine par deux repos d'une demi-journée, représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail.

On a demandé si cette exception pouvait s'appliquer aux cas prévus par l'article 5, paragraphe 2, ou sous la lettre *d*) de l'article 2. Aucun doute ne paraît devoir s'élever à cet égard. Dans les établissements de moins de cinq ouvriers qui donnent le repos le dimanche après midi avec repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine, cette dernière journée peut être remplacée par deux demi-journées si l'établissement compte moins de cinq ouvriers ou employés.

Si l'on cherche à préciser le sens de l'expression « représentant ensemble une journée complète de travail » on est amené à conclure que le législateur a défini en ces termes non pas la durée totale en heures de liberté des deux repos compensateurs, mais l'exonération des heures de travail. Le législateur ne pouvait plus se référer à la notion de l'article 1^{er} : repos de vingt-quatre heures consécutives. Il ne pouvait pas dire : deux repos de douze heures chacun ; c'est à peu près l'intervalle ordinaire entre deux postes de travail et le repos d'une journée n'eût été remplacé par rien du tout ou à peu près. Aussi a-t-il tenu à préciser ; il a indiqué qu'une telle demi-journée de repos était une journée où la durée du travail était réduite de moitié. Plus exactement, prévoyant que l'on pourrait donner tantôt une matinée, tantôt une après-midi, lesquelles ne comportent point même durée du travail, il a dit : « représentant ensemble une journée de travail ».

Un exemple fera comprendre la portée de cette distinction : si la journée de travail d'un employé commence à 8 heures du matin pour finir à 8 heures du soir, soit au total 12 heures, il serait contraire à la loi de donner à cet employé deux re-

pos de 8 heures à midi, car il ne se trouverait, en fait, exonéré que de huit heures de travail par semaine au lieu de douze heures. Mais on pourra lui donner une matinée et une après-midi ou deux matinées prolongées jusqu'à 1 heure après midi, ou *a fortiori* deux après-midi.

Aux termes de l'article 18, la dérogation prévue par ce paragraphe n'est pas applicable aux personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892.

Paragraphe 4. — Par les derniers mots de ce paragraphe, il faut entendre qu'un arrêté municipal doit spécifier les jours de fête locale où le repos du dimanche peut être supprimé. Cette faculté est accordée aux maires pour tout établissement où s'exerce un commerce quelconque de détail. Le contrôle du Préfet sur l'initiative du maire s'exerce dans les formes prévues par les lois sur l'organisation municipale. Vous aurez à considérer comme valable tout arrêté du maire non annulé par le Préfet ou dont l'exécution n'aura pas été suspendue par lui ⁽¹⁾.

ART. 6. — Des trois cas de suspension du repos hebdomadaire envisagés par cet article, le premier seulement (paragr. 1) peut être invoqué par toutes les catégories d'entreprises, les deux autres ne paraissent applicables qu'à l'industrie, et non au commerce, étant donnés les termes actuels de la loi.

Le règlement d'administration publique prévu par l'article 18 établira la nomenclature des industries particulières auxquelles seront limitées, lorsqu'il s'agira des femmes et des enfants, les dérogations générales énoncées à l'article 6. Mais en ce qui concerne les hommes (qu'ils travaillent ou non dans les mêmes locaux que les femmes et les enfants), c'est seulement à la définition générale et très large de la loi qu'il conviendra de se reporter, pour savoir si l'établissement est admis à la dérogation. Il appartiendra aux seuls tribunaux de décider si la définition de la loi aura été exactement interprétée par le service.

ART. 7. — Aux termes du rapport fait par M. Prévot au nom de la Commission sénatoriale, les établissements visés par cet article sont « les établissements travaillant sous le contrôle ou pour le compte de l'État, dans l'intérêt de la défense nationale ». Les dérogations (suspension quinze fois par an du repos hebdomadaire) seront accordées par les ministres dont dépendent les services qui contrôlent ou font exécuter ces travaux. Des mesures seront prises pour que les autorisations accordées soient portées à la connaissance du service. A l'inverse des dérogations prévues par l'article 6, celles-ci peuvent s'étendre aux femmes et aux enfants, sans qu'il s'agisse d'industries désignées spécialement par un règlement d'administration publique. Nous rappellerons d'ailleurs que, aux termes du décret du 15 juillet 1893 modifié, le repos hebdomadaire pouvait être éventuellement supprimé, pour les femmes et les enfants, dans les travaux intéressant la défense nationale.

ART. 8 et 9. — Ces deux articles sont consacrés à la procédure des autorisations à accorder par l'autorité préfectorale. Vous avez reçu un exemplaire de mes circulaires du 20 juillet et du 9 août 1906 adressées sur ce sujet aux préfets. Vous obser-

(1) Loi du 5 avril 1884. — ART. 94. — Le maire prend des arrêtés à l'effet :

1° D'ordonner les mesures locales sur les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité ;
2°

ART. 95. — Les arrêtés pris par le maire sont immédiatement adressés au sous-préfet ou dans l'arrondissement du chef-lieu du département, au préfet. Le préfet peut les annuler ou en suspendre l'exécution.....

ART. 96. — Les arrêtés du maire ne sont obligatoires qu'après avoir été portés à la connaissance des intéressés, par voie de publications et d'affiches, toutes les fois qu'ils contiennent des dispositions générales, et, dans les autres cas, par voie de notification individuelle. — La publication est constatée par une déclaration certifiée par le maire. — La notification est établie par le récépissé de la partie intéressée, ou, à son défaut, par l'original de la notification conservé dans les archives de la mairie. — Les arrêtés, actes de publication et de notification sont inscrits à leur date sur le registre de la mairie.

verez qu'il est prescrit aux préfets, dans la première de ces circulaires, de vous donner communication des arrêtés d'autorisation.

Sous le n° 16 de la circulaire du 9 août 1906, il est recommandé aux officiers de police judiciaire de vous signaler les faits contraventionnels qu'ils auront constatés.

Quelle sera la situation d'un établissement ayant demandé une dérogation au préfet, tant que ce dernier n'aura pas statué?

En principe, sa situation est la même que s'il n'avait formulé aucune demande. On conçoit d'ailleurs que, s'il en était autrement, un même établissement pourrait indéfiniment retarder, en ce qui le concerne, par des demandes successives et variées, l'application de la loi. Mais en pratique, et surtout au début, il y aura lieu provisoirement d'user de tolérances jusqu'à ce que le préfet ait statué, à moins qu'il ne soit indubitable que la tolérance présenterait de sérieux inconvénients ou faciliterait la fraude. Vous me signalerez les difficultés qui s'élèveraient à cet égard.

ART. 10. — Vous trouverez ci-après le texte du règlement d'administration publique du 24 août 1906 pris en exécution de cet article, ainsi qu'un commentaire de ce décret.

ART. 11. — Au cours de la discussion de la loi du 13 juillet 1906, le Parlement a nettement affirmé son intention de faire collaborer activement les autorités locales et les officiers de police judiciaire au contrôle de son exécution. Le Service de l'Inspection du travail ne saurait d'ailleurs en assumer à lui seul la surveillance. Vous aurez donc en toute circonstance à unir vos efforts à ceux des officiers de police judiciaire et à prendre les dispositions utiles pour leur assurer votre concours.

Paragraphe 2. — *Etablissements soumis au contrôle du Ministère des Travaux publics.* — Cette disposition vise d'abord les mines, minières et carrières. La délimitation entre les attributions du Service de l'Inspection du travail et des services chargés de ce contrôle spécial doit être faite d'après les règles posées à l'occasion de l'application de la loi du 2 novembre 1892, dont le texte sur la matière est à peu près identique à celui du présent paragraphe.

Les chemins de fer sont également soumis au contrôle du Ministre des Travaux publics, mais leurs ouvriers et employés sont d'une façon générale soustraits à l'application de la loi du 13 juillet 1906.

Vous recevrez d'ailleurs prochainement, pour l'interprétation des articles 11 et 17, des instructions complémentaires concertées entre les Départements du Commerce et des Travaux publics.

ART. 16. — Paragraphe 3. — Il convient d'observer que la loi nouvelle admet l'application de l'article 463 du Code pénal pour toutes les condamnations prévues par elle, sans d'ailleurs fixer de minimum au montant de l'amende.

ART. 17. — L'exception inscrite dans cet article à l'égard des entreprises de transport par eau et par chemin de fer est motivée par l'existence de dispositions spéciales à ces entreprises.

Je crois devoir vous rappeler qu'une exception analogue avait été admise en faveur des entreprises de transport par la loi du 11 juillet 1903 pour les mêmes motifs; il y aura donc lieu de faire pour l'application de la loi du 13 juillet 1906 la distinction établie par la circulaire ministérielle du 20 janvier 1904 entre le personnel employé à l'entreprise de transport proprement dite et celui qui peut être occupé dans de véritables industries ou commerces, exercés en fait par l'entreprise de transport, mais qui pourraient être exercés sous une autre raison sociale sans compromettre le fonctionnement de l'industrie de transport.

ART. 18. — Paragraphe 1^{er}. — La nouvelle loi n'a abrogé et remplacé que les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 concernant le repos hebdomadaire, et non celles qui intéressent le chômage des jours fériés.

Mais il ne vous appartient plus, il n'appartient qu'au Préfet agissant en vertu de

l'article 2, a, de reporter au jour férié, en cas de nécessité constatée, le repos collectif des femmes et des enfants employés dans l'industrie.

Il est important de préciser le champ d'application de chacun des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 18.

Le paragraphe 2 concerne les garçons de moins de 18 ans et les filles de moins de 21 ans employés soit dans le commerce, soit dans l'industrie.

Le paragraphe 3 vise les garçons de moins de 18 ans et les femmes de tout âge employés dans les établissements industriels seulement, tels qu'ils sont définis par la loi du 2 novembre 1892 et par la jurisprudence qui l'a interprétée.

Le paragraphe 4 s'applique d'abord aux enfants de moins de 18 ans et aux femmes de tout âge, dans les mêmes établissements. Comme le précédent, il a été inspiré par le souci de ne pas priver les femmes et les enfants du repos qu'ils tenaient des lois de 1874 et de 1892, dans des cas où la loi de 1906 admet des dérogations plus larges : la discussion qui s'est produite au Sénat est à cet égard très nette. Mais le même paragraphe 4 paraît devoir être applicable aussi à ces petites industries de l'alimentation que la jurisprudence n'astreint pas aux obligations de la loi de 1892, et qui semblent devoir être admises au bénéfice de l'article 6 de la loi de 1906 dans les cas prévus audit article.

Les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 qui concernent le repos hebdomadaire étant abrogées depuis le 13 juillet 1906, il en est de même des règlements pris en vertu de ses dispositions. Comme, d'autre part, le règlement prévu par le paragraphe 4 n'est pas encore promulgué, il en résulterait, en droit strict, que jusqu'à cette promulgation, en aucun cas, les femmes et les enfants ne pourraient bénéficier des dérogations prévues à l'article 6. Néanmoins, en attendant l'apparition de ce règlement, et conformément à la déclaration du Ministre au Parlement, vous aurez à admettre à l'usage desdites dérogations les établissements des industries inscrites à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893.

Mais, ainsi que nous l'avons dit, le champ d'application du nouveau règlement pourra être plus étendu que celui du 15 juillet 1893 ; outre les industries visées par ce dernier texte, il pourra comprendre les petites industries de l'alimentation. Pour ces dernières catégories, vous devez user de mesures transitoires analogues à celles que j'ai indiquées ci-dessus à propos des paragraphes 10 et 11 de l'article 3 ; c'est-à-dire que vous accepterez pour elles la suspension du repos hebdomadaire dans les conditions de l'article 6.

II. — LE DÉCRET DU 24 AOÛT 1906.

En se plaçant uniquement au point de vue des exigences du contrôle de l'application de la loi, on peut distinguer en trois catégories les différents régimes de repos hebdomadaire autorisés :

- 1° Repos collectif le dimanche ;
- 2° Régimes exceptionnels de repos hebdomadaire ;
- 3° Dérogations à l'obligation du repos hebdomadaire.

1° Repos collectif le dimanche.

C'est la règle générale, le régime que le service de contrôle doit présumer avoir été adopté sans qu'il soit besoin de l'en avertir. Aussi le décret n'exige-t-il aucune formalité d'affichage ou autre dans les établissements où ce régime est en usage.

Inversement, tout établissement, s'il ne possède ni affiche, ni registre du roulement, doit être présumé sous le régime du repos collectif le dimanche.

2° Régimes exceptionnels de repos hebdomadaire.

A. — *Repos collectifs un autre jour que le dimanche.* — Ce sont les régimes prévus par les paragraphes a) et b) de l'article 2 de la loi. Pour ces deux cas, le décret exige seulement (art. 1^{er}, § 1^{er}) l'apposition d'une affiche indiquant les jours et heures du repos hebdomadaire pour l'ensemble du personnel, et (art. 2, § 2) l'envoi de cette affiche à l'inspecteur du travail avant la mise en service du régime qu'elle indique. En aucun cas il ne doit être exigé que ces affiches portent le nom de chaque employé. Une seule affiche est prescrite pour l'ensemble de l'établissement. Elle devra être imprimée en caractères facilement lisibles et apposée dans un endroit apparent de l'établissement.

B. — *Repos non collectifs.* — Ce sont les régimes prévus par la loi dans ses articles 2, paragraphe d), 3 et 5, paragraphe 3. Le décret prescrit (art. 1, § 2, et 2, § 3) la tenue d'un registre où sont inscrits nominativement chacun des ouvriers ou employés soumis au régime de repos non collectif, avec l'indication précise du régime de repos adopté. Les mentions doivent être assez précises pour que l'inspecteur connaisse exactement les jours ou fractions de jours auxquels chaque personne inscrite obtient son repos.

Il est désirable que les chefs d'établissement cotent les pages de leur registre et y fassent figurer les personnes employées avec leurs noms, prénoms et spécialités professionnelles, soit en regard du jour ou de la fraction de jour affecté à leur repos, soit dans une colonne portant en tête l'indication de ce jour ou de cette fraction de jour. Toutefois, ces modes de tenir le registre ne sont pas obligatoires; les prescriptions du décret sont rigoureusement satisfaites si le registre, en indiquant le régime de repos, donne des indications telles que l'inspecteur puisse en déduire immédiatement le jour ou fraction de jour de repos de chaque personne inscrite.

C. — *Régimes participant à la fois aux caractères des catégories ci-dessus.* — Ce sont, tout d'abord les régimes prévus par l'article 2, § c) et l'article 5, §§ 1 et 2 de la loi. D'autre part, il arrivera que, dans le même établissement, une partie du personnel ait le repos collectif et une autre partie un repos non collectif.

Dans ces divers cas, le service devra exiger à la fois les deux formalités prescrites pour chacun des régimes adoptés : une affiche indiquera le jour ou les heures du repos collectif sans spécification de noms, et un registre nominatif indiquera pour chaque personne employée le jour ou les fractions de jour de repos donnés sous un autre régime que le repos collectif.

3° Dérogations à l'obligation du repos hebdomadaire.

Sont comprises sous cette rubrique les dérogations prévues par les articles 4 et 6 de la loi.

Le caractère accidentel de ces dérogations a amené les rédacteurs du décret à exiger que les chefs d'établissements qui veulent en user adressent un préavis aux inspecteurs du travail. Les formes de ces préavis sont indiquées aux articles 3 et 4 du décret. Je vous signale spécialement que l'article 3 du décret prescrit que le préavis sera envoyé *avant le commencement du travail* pour les dérogations de l'article 4 et des paragraphes 2 et 3 de l'article 6 de la loi et que l'article 4 du décret prescrit qu'il sera envoyé *la veille au plus tard* de la suppression du repos hebdomadaire pour la dérogation du paragraphe 1 de l'article 6 de la loi.

Dans le cas de travaux urgents pour réparer un accident, visés par l'article 4, il y aura lieu d'exiger que le préavis indique spécialement la nature et l'importance de l'accident.

Les inspecteurs devront toujours annexer dans leurs archives, aux lettres de pré-

avis, les enveloppes sous lesquelles elles leur seront parvenues, afin de pouvoir contrôler ultérieurement, par le timbre de la poste, la date exacte de l'envoi.

L'affichage du double du préavis a été prescrit non seulement en vue de montrer au personnel que la dérogation est réglementaire, mais aussi pour que les officiers de police judiciaire ou les inspecteurs du travail qui, par suite de leur absence de leur domicile n'auraient pas reçu le préavis, puissent se rendre compte que les formalités réglementaires ont été exécutées.

Si les dérogations réclamées ne vous paraissent pas justifiées, vous devrez en aviser sans délai les chefs d'établissements. En cas de continuation du travail exceptionnel il serait dressé procès-verbal.

Si malgré un avis antérieur contraire, le chef d'établissement suspendait à nouveau le repos hebdomadaire dans son établissement, il serait dressé procès-verbal.

Il en serait de même si le repos hebdomadaire était suspendu un nombre de jours supérieur à celui autorisé par la loi.

Vous trouverez en annexe le texte de la loi du 13 juillet 1906 et celui du décret du 24 août 1906, précédé du rapport au Président de la République.

Je vous prie de faire parvenir aux inspecteurs placés sous vos ordres les exemplaires ci-joints de la présente circulaire.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — Dans le canton de Bohain, d'après le conseil des prud'hommes, la *broderie* prend une certaine extension, mais la fabrication du *tissage nouveautés* laisse à désirer.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE (année 1905). — Le mouvement général de la navigation à vapeur et à voile, entrées et sorties, réunies en diminution de 1,160,000 tonneaux en 1904 sur 1903, a enregistré une reprise sensible en 1905, qui s'est traduite par un total de 15,622,700 tonneaux, contre 13,352,500 en 1904, soit une augmentation en faveur de 1905 de 2,270,200 tonneaux. Par contre, le mouvement de cabotage, à l'entrée, n'a été que de 387,088 tonnes, contre 429,843 en 1904; les sorties ont suivi également une marche décroissante qui remonte déjà à plusieurs années : 333,649 tonnes en 1904, contre 391,515 en 1903.

La fabrication de l'*alcool* dans les Bouches-du-Rhône a été de 15,663 hectolitres, dépassant de plus de 3,000 hectolitres celle de 1904. Celle de la bière a peu varié. La fabrication des *conserves de fruits et de légumes*, qui est assez importante dans le département, a donné lieu à une exportation considérable.

La *savonnerie* marseillaise a atteint en 1905 son chiffre le plus élevé par une augmentation de 3,040,054 kilogrammes sur l'année 1904. La situation des *cires* reste peu satisfaisante, et l'apreté de la concurrence dans l'industrie de la *stéarinerie* a eu pour résultat une nouvelle diminution dans les exportations et les expéditions à l'intérieur. Dans les *produits chimiques*, les usines se sont trouvées gênées pour faire face à leurs engagements. Les produits soude à

(1) Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1906 et émanent de syndicats patronaux.

l'ammoniaque ont supplanté presque complètement l'ancien procédé pour l'alimentation des savonneries de la région. Le blanc de céruse atteint aujourd'hui le plus grand écart de prix comparativement à celui du blanc de zinc, qui ne compte encore qu'une usine dans la région de Marseille; l'exportation de ce dernier produit a augmenté de 100,000 kilogrammes, mais sa fabrication n'est pas suffisante et une partie de la consommation est alimentée par les blancs de zinc d'origine allemande et américaine.

Le nombre des concessions *salinières* dans le département des Bouches-du-Rhône n'a pas varié, il est toujours de 14, mais la surface couverte a un peu augmenté; la récolte a été de beaucoup inférieure à celle des deux années précédentes, tant à cause du retard à mettre les tables salantes en travail que du mauvais temps, qui a entravé et retardé, au printemps, la cristallisation du sel. La fabrication du papier qui compte 11 établissements dans les Bouches-du-Rhône sur 400 environ pour la France-entière, n'a pas subi de changement appréciable en 1905, malgré la hausse des deux principales matières premières, les pâtes de bois et les chiffons.

Dans l'industrie des *chaux et ciments*, les usines de la région de Marseille continuent à prospérer. Les établissements du Teil ont absorbé ceux des Alpes-Maritimes, et l'on augure favorablement de cette fusion malgré les efforts de plus en plus actifs de certains pays étrangers pour se suffire à eux-mêmes. L'industrie *céramique* a vu ses exportations augmenter de 35,000 tonnes en 1905; cette plus-value a porté principalement sur les tuiles, les briques et les carreaux. La *verrière* a pris aussi un nouvel essor. Malheureusement, la main-d'œuvre fait défaut, surtout la main-d'œuvre mineure, et certaines usines, comme celles de Montredon et de Pont-de-Vivau, qui avaient des débouchés suffisants pour faire marcher tous leurs fours à plein rendement, en étaient réduites à répartir sur deux fours le personnel d'un seul.

Dans l'industrie mécanique la situation laisse à désirer : outre les travaux d'entretien et de réparations courantes exécutés par le personnel des navires et par les ateliers particuliers de certaines compagnies de navigation, notamment des Messageries maritimes, il y a eu les travaux de construction des chantiers de Port-de-Bouc; quant aux chantiers d'Arles, ils n'ont travaillé que pendant le premier semestre et sont actuellement en liquidation.

CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE (1^{er} semestre 1906). — La situation de la *raffinerie de sucre* a continué d'être normale : la main-d'œuvre a été plutôt rare, et les salaires ont une tendance à augmenter. La production des *chaux et ciments* conserve l'activité constatée en 1905, grâce au développement des travaux publics et privés, tant en France qu'à l'étranger. Dans les *charbonnages* l'outillage tend de plus en plus à substituer l'électricité à la vapeur; la production et la vente ont été assez actives pendant le 1^{er} semestre par suite des arrivages restreints de charbons étrangers; les salaires ont tendance à croître et il n'y a pas eu de chômage. Dans la *verrière*, la situation est toujours aussi bonne, la production toutefois se ressent de la pénurie d'ouvriers; le taux des salaires n'a pas varié, mais les rendements de la fabrication mécanique ayant considérablement augmenté, il en résulte une notable élévation du prix de la journée : les meilleurs ouvriers qui gagnaient de 8 à 9 francs, gagnent maintenant de 10 à 11 francs par jour. Dans la *savonnerie*, un établissement a fermé au cours du 1^{er} semestre. Également dans la *rizerie*, où l'activité est moindre; la main-d'œuvre afflue et les salaires ont tendance à augmenter. Dans la *raffinerie de soufre*, il y a eu chômage partiel à la fin du semestre pour cause de mévente, conséquence de celle des vins, qui a entraîné aussi une diminution dans la production des *produits chimiques*; dans cette industrie il y aurait aussi tendance à augmentation pour les salaires et plutôt pénurie de main-d'œuvre. Dans la *minoterie et semoulerie*, l'outillage se renouvelle lentement d'après les derniers perfectionnements, mais la production et la vente sont en décroissance, d'où excès de main-d'œuvre; la durée du travail a subi une modification en ce sens que le travail de 24 heures, lors du changement de quart, a disparu peu à peu des usages. Dans l'*industrie mécanique*, l'activité qui paraissait se dessiner dans les premiers mois n'a pas duré; l'outillage est resté le même, mais on emploie aujourd'hui pour les réparations des coques des chalumeaux à gaz qui font gagner du temps. Dans l'industrie *céramique*, la production est demeurée active à l'exportation; mais l'afflux de main-d'œuvre au 1^{er} trimestre a été suivie de pénurie au second, à cause des travaux agricoles, qui retiennent les ouvriers à partir de Mai. La *brasserie* compte un établissement de plus depuis 1906 et son outillage s'est amélioré par la création d'appareils à filtre à moult et des foudres de fer, qui remplacent les foudres de bois. Dans l'industrie du *sel marin*, il n'y a pas eu de changement depuis l'an dernier. De même dans les *cuits et peaux*, où la main-d'œuvre est normale.

D'après des syndicats patronaux, il n'y a pas eu de changement, au cours du 2^e trimestre 1906, dans les fabriques de *savons*. De même dans la *maréchalerie*, où l'on a fait, comme l'an dernier, 66 heures par semaine. Dans la *charpenterie*, le travail aurait été plutôt moins abondant qu'au 2^e trimestre 1905; la semaine est de 55 heures et les salaires ont augmenté de 12 p. 100; le chômage est assez fréquent, mais les salaires atteignent 0 fr. 70 à 0 fr. 85 l'heure; toutefois, l'état de cette industrie, à Marseille, laisserait beaucoup à désirer. Dans le *chauffage* et *funisterie*, le travail aurait peu varié comparativement à l'époque correspondante de 1905; il y a augmentation de deux petits patrons travaillant seuls; la semaine est de 60 heures. Dans l'industrie de la *parfumerie*, il n'y a pas eu de changement. La *pêche* de l'Estaque a donné un travail plus abondant que l'an dernier au 2^e trimestre, mais le prix du poisson est en baisse; les salaires, par contre, sont en hausse de 10 p. 0/0 sur le précédent trimestre, la main-d'œuvre française fait défaut et est remplacée par de la main-d'œuvre étrangère.

Calvados. — A Vire, d'après le conseil de prud'hommes, l'état d'activité du travail pendant le 2^e trimestre 1906 n'a pas varié comparativement au trimestre correspondant de 1905 et au 1^{er} trimestre 1906. Même constatation, d'après le conseil de prud'hommes de Falaise. D'après celui de Condé-sur-Noireau, le chômage était d'un jour par semaine dans l'industrie *cotonnière*. A Caen, d'après le syndicat patronal du *bâtiment*, le travail n'a pas été sensiblement plus actif qu'en 1905, à la même époque et qu'au 1^{er} trimestre 1906; la situation du personnel ouvrier est bonne pour l'ensemble du département, le chômage nul, la main-d'œuvre faisant toujours défaut; les salaires pour les maçons et les terrassiers ont augmenté de 0 fr. 05 l'heure.

Charente-Inférieure. — A Rochefort-sur-Mer, d'après le conseil de prud'hommes, le travail marche d'une façon normale dans les 46 professions soumises à sa juridiction, lesquelles comprennent 220 patrons occupant en moyenne de 1,200 à 1,300 ouvriers. Toutefois, il existe encore des chômeurs parmi les ouvriers des quais et docks, le travail de déchargement et chargement étant irrégulier.

Corrèze. — A Tulle, d'après le conseil des prud'hommes, le travail reste satisfaisant, le chômage étant presque nul dans les différentes industries, et la durée du travail, dans certaines, n'est plus que de 9 heures, au lieu de 10 avant le 1^{er} mai.

Finistère. — D'après des syndicats patronaux, le travail dans le *bâtiment*, a été moins abondant à Quimper qu'à l'époque correspondante de 1905; le chômage conduit les ouvriers à quitter les villes pour la campagne, où le travail est plus régulier. A Concarneau, dans la même industrie, il y a eu également diminution de travail; à cause de la pénurie complète de la pêche à la sardine. Dans la *tonnellerie*, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au 2^e trimestre 1905 et les salaires ont diminué de 0 fr. 50 par futaie, conséquence de la fabrication mécanique qui compte 2 nouveaux établissements.

A Morlaix, d'après le conseil de prud'hommes, le travail a suivi son cours normal; dans le *bâtiment*, notamment, il n'y a pas eu de chômage, mais un grand nombre d'ouvriers ont quitté la ville pour les environs, où le travail est plus satisfaisant.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, d'après le conseil de prud'hommes, le travail est suffisant pour tous les ouvriers de la localité et de la région; il n'y a pas eu de chômage et certaines industries ont fait 11 et même 12 heures de travail par autorisation spéciale. La chambre syndicale des entrepreneurs a fait augmenter d'un dixième les salaires des manœuvres et des terrassiers. D'après un syndicat patronal, il n'y a eu aucun changement dans la fabrication et le commerce des *cuirs* et *peaux*.

A Fougères, d'après le conseil de prud'hommes, la durée du travail dans l'industrie de la chaussure est tombée à 30 et 35 heures par semaine au lieu de 60, comme tous les ans à la belle saison. Dans le *bâtiment*, le travail est normal. Dans le *meuble*, ainsi que dans la *typographie*, la semaine est fixée à 54 heures d'après de nouveaux règlements.

Loire. — A Saint-Etienne, d'après un syndicat patronal, il n'y a pas de changement dans l'*horticulture*, comparativement à l'époque correspondante de 1905 et au précédent trimestre.

A Roanne, d'après le conseil de prud'hommes, la moyenne des heures de travail pour l'industrie textile et les autres corporations a été de 58 heures par semaine, le chômage par suite de la morte-saison a atteint 20 p. 100 chez les teinturiers et 10 p. 100 dans le tissage mécanique de cotonnades. Également à Roanne, d'après des syndicats patronaux, il n'y a eu qu'une légère différence en plus dans l'industrie cotonnière comparativement à 1905, à la même époque; les heures de travail ont diminué par rapport au précédent trimestre, par suite du chômage annuel. Dans les travaux publics la situation a été sensiblement la même qu'en 1905. A Montbrison, dans le bâtiment, le travail est resté stationnaire, toutefois, il a été un peu moins actif qu'au 2^e trimestre 1905. A Chambon-Feugerolles, dans la fabrique de limes, le travail a été plus abondant qu'en 1905 à pareille époque, et aussi actif qu'au 1^{er} trimestre 1906. Cette industrie a enregistré une grève de 50 jours, qui s'est terminée par une augmentation des salaires évaluée à 25 p. 100.

A Charlieu, d'après le conseil de prud'hommes, le travail a été plus actif qu'au précédent trimestre.

Haute-Loire. — PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE. (1^{er} semestre 1906). — Au Puy, dans la fabrique de coiffes à chapeaux, il n'y a pas eu de chômage; le matériel de fabrication est en progrès constant; dans la fabrique de casquettes, la production a été moyenne, les salaires ont tendance à augmenter. Dans la malterie, il y a afflux de main-d'œuvre et le travail a été fixé à 9 heures et demie au lieu de 10 heures. Dans la bonneterie, il n'y a pas eu de chômage et la main-d'œuvre fait parfois défaut; l'outillage reçoit sans cesse des perfectionnements. Dans les dentelles et passementerie, les travaux des champs ont ralenti la production; il n'y a pas eu de chômage et la main-d'œuvre ferait plutôt défaut.

A Brives-Charensac, dans la minoterie, draperie, poterie et tuilerie, la production a été assez soutenue. A Espaly Saint-Marcel, la papeterie, la confection, la malterie, et les fours à chaux ont fait preuve d'une activité soutenue.

A Vals, dans la corderie, la tannerie et le moulinage de la soie, l'activité a été moyenne. A Monastier, dans le dévidage et moulinage de soies, la production a été normale.

A Brioude, dans la passementerie, la mode, qui n'est plus favorable à cet article, a influencé la fabrication, et les salaires en ont été fortement réduits; le chômage a été fréquent et il y a afflux de main-d'œuvre. Dans la verrerie de verre noir de la compagnie de Vichy, la production a été active. Dans les mines de houille elle a été en rapport des nombreuses demandes de la métallurgie. Quelques petites améliorations ont été apportées aux salaires des manœuvres, qui gagnent de 0 fr. 20 à 0 fr. 30 de plus par jour. Même situation favorable pour la fabrique d'antimoine, grâce à la multiplicité des emplois des sous-produits.

A Yssingeaux, dans la passementerie et rubannerie, la production est actuellement satisfaisante; les chômages sont peu importants, et les salaires de 4 francs par jour pour l'ouvrier travaillant sur son métier et de 2 francs pour l'ouvrier travaillant à demi-façon. Dans la serrurerie et la fabrication des faux et faucilles, l'activité a été assez bonne et la main-d'œuvre suffisante.

A Saint-Didier-la-Séauve, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail s'est améliorée depuis avril dernier, mais les salaires sont restés les mêmes. La proportion des ouvriers en chômage qui était de 15 p. 100 à la fin du 1^{er} trimestre est aujourd'hui de 7 p. 100. La production est satisfaisante, mais le prix à façon est dérisoire et ne paraît pas devoir s'améliorer par suite de la concurrence étrangère.

Au Puy, d'après un syndicat patronal, le travail n'a pas varié dans l'horticulture, la main-d'œuvre est abondante à cause de la persistance de la sécheresse, et la semaine, fin juin, était de 84 heures.

Mayenne. — A Laval, d'après le conseil de prud'hommes, l'industrie des coutils continue à être satisfaisante, le chômage a sensiblement diminué et n'est plus aujourd'hui que de 5 p. 100 environ; la situation industrielle est plutôt favorable. Dans l'industrie textile, d'après un syndicat patronal, le travail est sensiblement aussi abondant qu'en 1905 à la même époque et qu'au 1^{er} trimestre 1906.

A Mayenne, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de chômage dans l'industrie des mouchoirs de couleurs, dits mouchoirs plombés de Mayenne, mais les prix de façon ont baissé de 20 p. 100 depuis 2 ans.

Les tisseurs en coutils à pantalons n'ont pas de chômage et pour eux les prix de façon se

maintiennent normalement, avec une plus-value sur ceux payés depuis 10 ans. Dans le *bâtiment*, le travail est abondant pour l'ensemble des corporations.

Meurthe-et-Moselle. — A Lunéville, d'après le conseil de prud'hommes, le travail a repris, après des arrêts successifs causés par des grèves; toutefois l'usine des automobiles qui occupait au précédent trimestre 1650 ouvriers n'en occupait plus que 1353 fin juin, mais il n'y a pas de chômage. Dans l'imprimerie, les compositeurs ont obtenu la journée de 9 heures pour le même salaire.

A Nancy, d'après un syndicat patronal, le travail courant dans l'imprimerie est à peu près le même que l'an dernier à pareille époque, grâce aux élections qui ont contribué à combler les vides qui se produisaient dans les commandes. Dans certaines maisons, surtout dans celles à journaux qui ont des machines à composer, on ne fait plus que 9 heures, mais dans les autres on fait en général 10 heures.

Meuse. — A Bar-le-Duc et dans la région, d'après le conseil de prud'hommes. Les travaux de *bâtiment* étaient en pleine activité. La *métallurgie* et les *fonderies* se maintiennent dans une bonne situation et les tissages continuent à occuper un nombreux personnel.

Orne. — A Flers, d'après le conseil de prud'hommes, le travail est assez actif dans toutes les industries et l'on ne compte pas de chômeurs; pour les *menuisiers*, *charpentiers* et *imprimeurs*, il était très abondant. Depuis le commencement de mai, on ne fait plus que 9 heures au lieu de 10 dans l'industrie du *livre*, et le salaire, qui était de 4 francs, a été maintenu. Les menuisiers et les charpentiers, de leur côté, après une grève de 3 semaines vers la mi-juin, ont obtenu la journée de 10 heures au lieu de 11, pour le même salaire de 4 francs. Les ouvriers peintres étaient en grève, fin juin, depuis 7 semaines, pour augmentation de salaires.

A La Ferté-Macé, d'après le conseil de prud'hommes, la situation laisse beaucoup à désirer dans l'industrie *cotonnière*. Le chômage n'est que partiel, mais certains tissages ne travaillent pas le samedi ou tout au moins le samedi après-midi; d'autres donnent 2 métiers à un seul ouvrier et font attendre les chaînes pendant 3 jours, ce qui réduit le salaire de moitié pendant 3 jours environ.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, d'après le conseil de prud'hommes, la situation générale de l'industrie a été satisfaisante; le chômage n'a pas dépassé p. 100, et la journée a été de 10 à 11 heures de travail, soit 2 à 3 heures de plus qu'au trimestre précédent, pour un salaire moyen de 3 fr. 50 à 5 francs par jour. Le salaire des ouvriers du bâtiment a été augmenté de 0 fr. 05 l'heure, à la suite d'une grève remontant aux mois d'avril et mai.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 août.)

Ain. — A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les garçons *brasseurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les ouvrières de l'*aiguille*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de cartons*; travail actif, 48 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 1 chômeur, 60 heures, chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*; travail actif chez les *chauffeurs-conducteurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*. A Bohéries, travail plus actif, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de*

musique; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Soissons, pas de changement chez les *typographes*; travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*. Travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs* de Guise. A Villers-Canterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et chez les *peintres*. A Commentry, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Montluçon, un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Gannat, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vichy, 9 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Besson, travail actif chez les *travailleurs de terre*.

18 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons* d'Isles et Bardais; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Lurcy-Lévy; 22 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bourbon-l'Archambault et de Thionne; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Plaisir et d'Ygrande; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy.

Travail actif chez les *mineurs* de Saint-Hilaire; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Montvicq; travail actif, 64 heures, chez ceux de Denedille-les-Mines; pas de changement chez ceux de Bézenet.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 9 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; pas de changement chez les *menuisiers*, 12 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*, un quart de chômeurs chez les ouvriers du *port*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cannes, pas de changement chez les *jardiniers*; pas de changement chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail actif, 60 heures, chez les *marbriers*; pas de changement chez les *cochers*; un quart de chômeurs chez les ouvriers du *port*. A Antibes, pas de chômeurs chez les *peintres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments* de Contes-les-Pins.

A Menton, travail actif, 60 heures, chez les *peintres*. A Vallauris, par de chômeurs, 70 heures, chez les ouvriers *potiers*.

Ardeche. — A Annonay, travail actif, 50 à 54 heures, chez les *mégissiers de rivière*; de même et 50 à 60 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

A Serrières, 4 jours de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*.

Ardennes. — A Mézières, travail moins satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Revin, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ajusteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux d'Hiraumont; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Fumay. A Braux, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez ceux de Fromelennes; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux des Mazures; pas de chômeurs, travail assez actif chez ceux de Bourg-Fidèle et de Château-Regnault. A Raucourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *feronniers*.

A Fumay, travail assez actif, 44 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers* de Rimogne; pas de chômeurs, 50 heures, chez ceux d'Haybes.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tissus* d'Ily; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Saint-Menges. A Francheval, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie *lainière*.

A Château-Regnault, pas de changement chez les *carriers*.

Arîège. — A Saverdun, travail peu satisfaisant chez les ouvriers *agricoles*. A Lavelanet, pas de changement chez les ouvriers *textiles*. A Arignac, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*. A La Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aude. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers*.

A Rummilly-les-Vaudes, travail peu satisfaisant chez les *bûcherons*.

Aude. — A Carcassonne, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; morte-saison chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, 60 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ouvriers cultivateurs*; pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 10 p. 100; de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tonneliers*; nombreux chômeurs chez les *terrasiers*.

Travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles* de Tourouzelles, Willegny, Pézens, Moux, Castelnau-d'Aude. A Bages, nombreux chômeurs chez les *ouvriers cultivateurs*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *ouvriers agricoles*; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Boutenac; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bizanet; 13 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Redorte; 18 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Argeliers; moitié de chômeurs chez ceux de Villedaigne et de Pepieux; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villenoustausson et Vinasan; un tiers de chômeurs chez ceux de Trèbes; 4 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Frichoux; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Peyriac-de-Mer; 9 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pennautier; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Névian; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Marcorignan et de Gruissan; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Durban; un quart de chômeurs chez ceux de Cuxac-d'Aude; chômage presque général chez ceux de Montclaur, Ginestas et Fraissé-de-Corbières.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Millau, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; pas de changement chez les *teinturiers en peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; travail actif, 60 à 70 heures, chez les *gantiers et dresseurs de gants*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*.

A Saint-Affrique, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 40 p. 100 de chômeurs chez les *marins, chauffeurs pêcheurs*; travail peu actif chez les *pêcheurs*; 13 p. 100 chez les *confiseurs-pâtisseries*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-tripiers*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers-charcutiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *employés liquoristes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers (terre et mer)*; pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs*; travail satisfaisant chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *savonniers*.

5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers*; pas de changement chez les *ouvrières du cartonage*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-bourreliers*; 60 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers des enclos de bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*.

Travail actif, 60 heures, dans le *bâtiment*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *maçons limousinants*; pas de changement chez les *mineurs-terrasiers*; pas de chômeurs chez les *carreleurs*; nombreux chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres-gratteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

Pas de changement chez les *employés de commerce et chez les représentants et placiers du commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-automobilistes*; pas de changement chez les *aides pharmaciens*; travail satisfaisant chez les *déménageurs*; moitié de chômeurs chez les *ouvriers des ports et docks*; travail peu actif chez les *cochers de place*.

A Aix, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cochers*. A Port-Saint-Louis, travail normal, pas de chômeurs chez les *mariniers*. 28 p.

100 de chômeurs chez les ouvriers *du port*, travail assez satisfaisant chez ceux de Cassis. A La Ciotat, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Berre, travail peu actif chez les *pêcheurs*. Pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs* de Gardanne et de Fuveau; de même, 54 heures, chez ceux de Saint-Savournin, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez ceux de Valdonne; 44 heures, par semaine chez ceux de Trets; 22 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers* de Fontvieille.

Calvados. — A Caen, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers* et *lainiers*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*.

A Vire, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *granitiers*. A Guibray, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Charente. — A Angoulême, travail peu actif chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cognac, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail assez actif 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *caissiers*; pas de chômeurs, 85 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; de même et 60 heures, chez les *peintres*.

A Rochefort, travail actif, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Marennes, pas de chômeurs chez les ouvriers en *produits chimiques*. A Châtellailon, morte-saison chez les *pêcheurs d'huîtres*. A Saint-Séverin, morte-saison chez les *bûcherons*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*, et chez les *terrassiers-puisatiers*.

A Vierzon, travail actif, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Torteron, 20 p. 100 de chômeurs, 71 heures, chez les *chaufourniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *journaliers*. A Sancoins pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif chez ceux de Graçay; 55 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de la Guérche; pas de changement chez ceux de Nérondes; travail actif, 50 à 60 heures, chez ceux de Dun-sur-Auron. Travail peu actif, 66 heures, chez les *carriers* de Chalvoy-Milon; pas de changement, 60 heures, chez ceux de Vallenay.

A Saint-Amand, 40 p. 100 de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Beffes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*; travail actif, 66 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; travail peu actif, 71 heures, chez ceux de Saint-Léger-le-Petit.

Moitié de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers agricoles* de Nérondes; 37 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Saint-Loup-des-Chaumes; pas de chômeurs, chez ceux de Saint-Pierre-les-Étieux. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Chambon, Brécly, Barantheaume, Méry-ès-Bois, 10 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Arpheuilles, 3 p. 100 chez ceux de Bengy-sur-Craon, moitié de chômeurs chez ceux de Cours-les-Barres, Feux, nombreux chômeurs chez ceux de Flavigny, 12 p. 100 chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; 75 p. 100 chez ceux de Mornay-Berry; un tiers chez ceux de Meillant, 80 p. 100 chez ceux de Sagonne, 30 p. 100 chez ceux de Sancoins; 45 p. 100 chez ceux de Thaumiers; 9 p. 100 chez ceux de Mareuil-sur-Arnon, Groises, Meillant, Levét, Venennes, Morlac, Sancergues, Apremont, Charenton-du-Cher et Menetou-Couture; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Germiny-l'Exempt; 75 p. 100 de chômeurs chez ceux de Barlieu; 30 p. 100 de chômeurs chez

ceux d'Yvoy-le-Pré; travail assez actif chez ceux de Vallenay; 62 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Chapelle-Hugon, 6 p. 100 chez ceux de Saint-Baudel.

Corrèze. — A Tulle, 51 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*. A Bort, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*.

A Brive, pas de chômeurs, 60 à 70 heures chez les *employés de commerce*.

Corse. — A Ajaccio, 13 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cordonniers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fendeurs de pierre*; travail actif, 66 heures, chez les *employés de commerce*. A Bastia, 13 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de café, hôtels, etc.*

Côte-d'Or. — A Dijon, 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *relieurs-doreurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Beaune, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*. A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Lannion, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les ouvriers en *tapisseries d'art*.

Dordogne. — A Périgueux, nombreux de chômeurs chez les *boulangers*, travail peu actif chez les *cordonniers et tanneurs*; travail actif chez les *employés*. A Bergerac, pas de changement chez les *employés*. A Sarlat, pas de chômeurs chez les *boîtiers*. Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, travail actif, *tailleurs*; pas de changement chez les ouvriers d'art; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*; travail actif chez les *repasseurs en horlogerie*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*. Travail actif, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur *bois*.

A Bardeval, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *horlogers*.

Drôme. — A Valence, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*. A Saint-Restitut, travail peu actif, 20 heures, chez les *carriers*. A Romans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes*, 60 heures, chez les *tisseurs* de même chez les ouvriers *textiles*. A Vernon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Dreux, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

Finistère. — A Brest, travail satisfaisant chez les *coiffeurs*, de même chez les *musiciens*. A Guilvinec, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Quimperlé, 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Morlaix, pas de changement dans l'*habillement*. A Douarnenez, travail actif chez les *boulangers*. Chômage général chez les

ferblantiers-boitiers d'Audierne; 57 p. 100 de chômeurs chez ceux de Concarneau, 80 p. 100 chez ceux de Douarnenez; chômage général chez ceux de Guilvinec. A Audierne, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; de même chez ceux de Concarneau, de Guilvinec et de Tré-boul.

Gard. — A Nîmes, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *carrossiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés*. A la Grand'Combe pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Beaucaire, pas de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*. A Aramon, travail toujours actif, 65 heures, chez les *vanniers*. A Anduze, travail actif, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs-appropriers*. A Bessèges, morte-saison chez les *verriers à vitres*. A Alais, 15 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs chez les *menuisiers* et *ébénistes*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail normal, 54 à 60 heures, chez les *relieurs-papetiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Revel, travail très actif chez les *ouvriers en meubles*; 11 p. 100 de chômeurs, 60-heures, chez les *terrasiers*; pas de changement chez les *peintres*; un tiers de chômeurs chez les *couvresseurs*; travail peu actif chez les *employés aux écritures* et chez les *employés de commerce*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; travail satisfaisant chez les *charretiers*; pas de chômeurs chez les *terrasiers* et chez les *coiffeurs*.

Gironde. — A Bordeaux, 39 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* et *biscuitiers*; pas de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs chez les employés de l'épicerie; 14 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; travail peu actif chez les *tailleurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; travail peu actif, 40 heures, chez les *charpentiers de navire*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *scieurs de long*; 34 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers-décorateurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charrons* et *forgerons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *futailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*. Grève partielle chez les *mouleurs*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; travail peu actif chez les *déménageurs et emballeurs*.

A Cénac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*, pas de chômeurs chez ceux de Daignac. Au Bouscat, travail actif, 57 heures, chez les *verriers*. Pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Lormont. A Souillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*.

A Vayres, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Pardon; travail normal, 84 heures, chez ceux de Caudrot; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Pauillac, grève chez ceux de Saint-Maixent et de Paillet. A Libourne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu satisfaisant chez les *menuisiers*.

Hérault. — A Montpellier, 16 p. 100 de chômeurs chez les *litho-typographes*, 40 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; travail peu actif, 54 à 60 heures, dans le bâtiment; 1 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*.

A Béziers, nombreux chômeurs chez les *cultivateurs* et *terrasiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*; 36 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers des chais*.

A Agde, nombreux chômeurs chez les ouvriers *agricoles et terrassiers*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; chômage général chez les *tailleurs de pierre*, et chez les *plâtriers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port. A Mèze, nombreux chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*. A Graissessac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Bédarieux, 60 p. 100 de chômeurs chez les *cultivateurs terrassiers*; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Pézenas, 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Bouzigues, travail assez actif chez les *pêcheurs*.

A Cette, 70 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *gardes des quais*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en bois du Nord. A Marsilargues, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Pas de chômeurs, chez les *travailleurs de terre* de Beaufort; chômage général chez ceux de Nizas; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Georges-d'Orgues; moitié de chômeurs chez ceux de Pézenas; 30 p. 100 chez ceux de Pérols; 24 p. 100 chez ceux d'Oupia, 55 p. 100 chez ceux de Lodève; 80 p. 100 chez ceux de Courmontenal; 16 p. 100 chez ceux d'Aspiran; travail satisfaisant chez ceux de Maraussan; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mauguis; nombreux chômeurs chez ceux de Cazouls-lès-Béziers; 35 p. 100 chez ceux de Nézignan-l'Évêque; 56 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-lès-Béziers; nombreux chômeurs chez ceux de Lansargues; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montblanc; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sérignan; trois-quarts de chômeurs chez ceux de Saint-Félix-de-Lodez.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des industries du cuir; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers*; travail assez actif chez les *menuisiers et ébénistes*; 15 p. 100 de chômeurs. A Fougères, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; 60 heures, chez les *métallurgistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres*. A Coësmes, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*.

Indre. — A Issoudun, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Châteauroux, travail satisfaisant chez les ouvriers en drap; pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

Indre-et-Loire. — A Tours, travail peu actif, 36 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*. A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en produits chimiques.

A Châteaurenault, travail satisfaisant, 66 heures, dans le bâtiment. A Amboise, travail actif, 60 heures, chez les *cordonniers* et dans le bâtiment.

Isère. — A Grenoble, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 56 à 58 heures, chez les *palissonneurs-mégissiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *mégissiers*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés en pharmacie*.

A Gières, travail toujours très actif chez les *gantiers*. A Brignoud, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *papetiers*.

A Montalieu-Vercieu, travail actif, 60 heures, chez les ouvrières en soie; 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*. A Portieu-Amblagnieu, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*; 30 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Parmilieu. A La Tour-du-Pin, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tullistes*. A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-chaufourniers*. A La Chapelle-du-Bard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*. A la Motte-d'Aveillans, travail très actif chez les *mineurs*.

Jura. — A Dôle, travail peu actif chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Salins, pas de chômeurs chez les *manœuvres*.

Landes. — A Mont-de-Marsau, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas

de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et chez les *maçons*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. Travail satisfaisant chez les ouvriers *résiniers* du Marensin.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les ouvriers du *drap*; travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, 27 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de changement, 60 heures, chez les *tisseurs* de Beaubrun; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; travail satisfaisant chez les ouvrières de l'*aiguille*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *employés des fabriques de rubans*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *maçons*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Charlieu, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soieries*. Pas de changement chez les *tisseurs* de La Gresle; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Cergne. A Chazelle-sur-Lyon, travail très actif chez les ouvriers en *chapellerie*. A Saint-Martin-la-Plaine, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *métallurgistes*.

A La Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de La Ricamarie, de Villars et de Saint-Jean de Bonnefonds.

A Firminy, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*. A Sail-sous-Couzan, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*. A Montbrizon, travail actif, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, travail peu actif chez les *charpentiers de navires*; 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs* du bâtiment et de l'industrie; 3 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Saint-Nazaire, 23 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *dessinateurs*; de même chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens navigateurs*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers* de Chantenay. A Châteaubriant, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Loiret. — A Orléans, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; travail assez actif, 66 heures, chez les *menuisiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montargis, travail actif, 70 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Ouzouer-sur-Trézé, Gien et Thou.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs chez les *cultivateurs*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Souillac, 37 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, travail satisfaisant chez les *cuisiniers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Tonneins, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers* de Casteljaloux. A Marmande, 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Villeneuve-sur-Lot, 25 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*. A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de changement chez les *jardiniers*; 70 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; travail peu actif chez les ouvriers en *chaussures*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*; pas de changement chez les *employés*.

A Saumur, pas de chômeurs chez les *bijoutiers*.

A Cholet, travail actif, 60 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs* et *apprêteurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. Travail actif chez les *tisserands* de Saint-Philbert-en-Mauge; pas de chômeurs chez ceux de la Seguinère, la Tessoualle et Gesté; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Léger.

Manche. — A Cherbourg, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Avranches, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; 4 jours de travail par semaine chez les ouvriers en *pelletteries*; travail actif, 65 heures, chez les *cagistes*; travail actif, 72 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *plombiers*; travail actif chez les *terrassiers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Fismes, 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *pelletteries*.

A Reims, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; de même chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; pas de changement, 60 et 66 heures, chez les *mouleurs*; travail peu actif chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*. A Ay, pas de chômeurs chez les *vignerons*. A Arc-en-Barrois, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*; travail actif, 48 heures, chez les *gantiers*. A Faye-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*, chez les *marbriers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtissiers*; travail actif chez les ouvriers du *vêtement* et de l'*habillement*; travail moins actif chez les *tailleurs*; travail assez actif chez les *chapeliers*; travail assez actif chez les *menuisiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *ravaleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Longwy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; de même chez ceux de Saulnes, de même et 70 heures, chez ceux d'Herseange.

A Lunéville, travail peu actif, 60 heures, chez les *céramistes*.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cousances-aux-Forges, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Olizy, quelques chômeurs chez les *mouleurs*; travail actif chez ceux de Stenay. A Lérouvillle, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

Morbihan. — A Vannes, 7 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *ingueurs*, et chez les *maçons* et les *tailleurs de pierres*. A Pontivy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Rochefort-en-Terre, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. Au Bono, travail assez satisfaisant chez les *pêcheurs*; travail très satisfaisant chez ceux de Groix: peu actif chez ceux de Locmiquelic.

A Sauzon, 27 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Port-Louis, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers* et *galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Prémery, travail satisfaisant chez les ouvriers en *produits chimiques*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*,

A Saint-Amand, travail actif, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A La Charité, travail actif, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Decize; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Cercy-la-Tour; travail actif, 60 heures, chez ceux de Moulins-Engilbert; pas de changement chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Sulpice, Sichamps, Cessy-les-Bois, Arquian, la Fermeté, Menestreau, Narcy, Arnay, Beaumont-la-Ferrière, La Chapelle-Saint-André, Giry, Sardy-les-Epiry, Perroy, Payz, Nolay, Ville-Langy, Sainte-Colombe, Corvol l'Orgueilleux, Châteauneuf Val-de-Bargis, Giez, Entrains, Champlemy et Bitry; nombreux chômeurs chez ceux de Montaron.

30 p. 100 de chômeurs environ chez ceux de La Celle-sur-Nièvre, de Prémery et de Montigny-aux-Amognes; 75 p. 100 chez ceux de Saint-Saulge.

Nord. — A Lille, 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-chocolatiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 57 heures 1/2, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *livre*; 5 p. 100 de chômeurs, 45 à 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *filateurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en confection*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières de *l'aiguille*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*; travail actif chez les *métallurgistes*; 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *terrasiers*.

A Douai, travail actif, 66 heures, chez les *menuisiers*; à Jeumont, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *mécaniciens*. Pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *marbriers* de Bellignies, de même et 60 heures, chez ceux de Jeumont.

A Fresnes, travail actif, 48 heures, chez les *verriers*; pas de chômeurs, 36 heures, chez ceux d'Escaupont.

A Cambrai, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 70 heures, chez les *typographes*; pas de changement, 66 heures, chez les *mouleurs*. Travail très satisfaisant chez les *métallurgistes* de Saint-Amand, de Sous-le-Bois et d'Onnaing; 3 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez ceux d'Hautmont. A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Sous-le-Bois; de même, 60 à 72 heures, chez ceux de Villers.

A Roubaix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les ouvriers *textiles*; travail actif dans le *vêtement*; pas de chômeurs chez les *chaudronniers*; 13 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons*; travail peu satisfaisant chez les *peintres*.

A Valenciennes, 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Tourcoing, 8 p. 100 de chômeurs, 55 à 65 heures, chez les ouvriers *textiles*; 5 p. 100

de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*; travail assez actif chez les *tapissiers en grosse moquette*.

A Dunkerque, 4 p. 100 de chômeurs chez les *tordeurs d'huile*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail peu actif chez les *peintres*; 9 p. 100 de chômeurs, 66 à 69 heures, chez les *plafonneurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers tailleurs de pierre*. A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Felleries, pas de chômeurs, travail actif, chez les *tourneurs sur bois*. A Armentières, pas de chômeurs, 62 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A Armentières, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; 1 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *pareurs*. A Halluin, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *travailleurs du bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de Gommegnies*. A Walincourt, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers et orfèvres*. Au Cateau, travail actif, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Saulzoir, pas de chômeurs, chez les *tisserands*; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villers-en-Cauchies. A Briastre, pas de chômeurs, 60 heures, travail très actif chez les *tisseurs*; de même et 72 heures, chez ceux de Bévillers; pas de chômeurs chez ceux d'Avesne-les-Aubert.

A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez ceux d'Hazebrouck; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Halluin; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Houplines; travail actif, 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nieppe; 4 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez ceux d'Étaires, travail satisfaisant, 60 heures, chez ceux de Fourmies.

A Caudry, 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tullistes*.

A Comines, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers rubanniers*.

Oise. — A Beauvais, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

A Senlis, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Pierre-ès-Champs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*. A Méru, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

A Béthisy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*. A Compiègne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Feuquières, pas de chômeurs chez les *verriers*. A Creil, pas de chômeurs chez les *comptables et employés*.

A Cuisse-la-Motte, travail satisfaisant chez les *jumelliers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers des soieries mécaniques*.

Orne. — A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Tinchebray, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Fiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*; travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, travail très satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; morte-saison chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers*; travail assez actif chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs chez les *employés*; moitié de chômeurs chez les *mareyeurs*.

A Lens, travail assez actif, 65 heures, en moyenne, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*.

A Calais, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 22 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *employés*.

A Thiers, 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *monteurs en coutellerie*.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*.

A Besse, pas de chômeurs, travail actif dans le *bâtiment*.

5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* de Bressac-les-Mines.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *tailleurs*; 13 p. 100 assez de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Guéthary, travail actif chez les *pêcheurs*.

5 A Pau, grève chez les *menuisiers*; travail actif, 60 heures, chez les *serruriers*. A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs, chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 2 p. 100 chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-scieurs*; pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail actif, 60 heures, chez les *plâtriers* et chez les *peintres*; travail satisfaisant chez les *employés*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 25 p. 100 chez les *pâtisseries-confiseurs*; nombreux chômeurs, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *charpentiers*; 30 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*; 20 p. de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-ferblantiers*; 16 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons-plâtriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *céramistes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; travail peu actif, 60 heures, chez les *peintres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés*, 4 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Coustouges pas de chômeurs, 80 heures, chez les *espadrilleurs* et *trépointeurs*; de même et 72 heures, chez ceux de Lananère. A Fillols, travail satisfaisant chez les *mineurs*. A Céret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du liège*.

30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles* et *viticoles* de Toulouges, nombreux chômeurs chez ceux de Clairac; 45 p. 100 de chômeurs ceux de Salses; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-de-la-Raho; pas de chômeurs chez ceux de Canet; 90 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Estagel; moitié de chômeurs chez ceux de Montner; chômage général chez ceux de Rivesaltes. 80 p. 100 chez ceux de Pezilla-de-la-Rivière; 75 p. 100 de Trouillas et de Pollestres.

Rhône. — A Lyon, 2 p. 100 de chômeurs chez les *garçonsbouchers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-typographes*; travail peu actif chez les *ouvriers en chaussure*; travail actif, 54 heures, chez les *papetiers-régleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *travailleurs du cuir*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs lyonnais*; 35 p. 100 de chômeurs, chez les *apprêteurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*; pas de chômeurs travail satisfaisant chez les *tullistes en dentelle*; pas de changement chez les *ouvrières de l'aiguille*, pas de changement chez les *ouvrières de la soie* et de l'aiguille; travail assez actif chez les *tullistes réunis*; travail assez actif, chez les *maîtres tullistes*; 15 p. 100 de chômeurs, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de changement, 35 heures, chez les *sculpteurs-mouleurs* du meuble; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; travail peu actif chez les *ferblantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; travail actif, 60 heures, chez les *briquetiers*; travail actif, 50 heures, chez les *cimentiers*; 1 tiers de chômeurs, chez les *dessinateurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de changement chez les *dames employées*, et chez les *employés de la soierie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; travail peu satisfaisant chez les *camionneurs*; pas de chômeurs chez les *emballeurs*.

A Villefranche, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Neuville-sur-Saône, travail actif, chez les *horticulteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs manouvriers*. A Bourg-de-Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Tarare; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Grandris.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Gouhenans, travail actif, 70 heures, chez les *verriers*.

A Saint-Loup-sur-Semouze, 12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *ameublement*.

Saône-et-Loire. — A Coublanc, travail peu actif, chez les *tisseurs*. Au Crenot, travail très satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Montceau-les-Mines, travail peu satisfaisant, 50 à 60 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *sieurs*.

A Mâcon, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montchanin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *carriers* de Nanton.

Sarthe. — Au Mans, 1 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

A Sablé, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *marbriers*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement, chez les travailleurs du *cuir*; grève chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers* et chez les *plâtriers* et *peintres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons* d'Arvillard.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *plâtrières* de Saint-Jean-de-Maurienne. A la Bridoire, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers *tullistes*.

A Fourneaux, travail actif, 84 heures, chez les *papetiers*. A Aix-les-Bains, travail peu actif dans le *bâtiment*.

Savoie (Haute-). — A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Lavagny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Cluses, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*. A Taninges, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*. A Rumilly, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*, de même 55 à 56 heures, à Chamoniix.

Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *jardiniers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs-jardiniers*; 9 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *confiseurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisiers de la Seine*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisiers-cuisiniers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; 6 p. 100 de chômeurs environ chez les *cuisiniers*; 20 p. 100 de chômeurs environ chez les *limonadiers-restaurateurs*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtel*; travail actif chez les *garçons laitiers en gros*.

1 p. 100 de chômeurs environ, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *conducteurs-typographes*; travail assez satisfaisant chez les *imprimeurs* de journaux; 30 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *graveurs pour impression (papier peint)*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypeurs galvanoplastes*; pas de changement, 60 heures, chez les *graveurs sur bois pour impression*; pas de changement chez les *graveurs de musique*.

Travail peu satisfaisant chez les compagnons *cordonniers*; grève chez les *finisseurs en chaussures militaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs* et chez les ouvriers de la *sellerie militaire*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers* et *mécaniciennes* de l'article de chasse; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *bretelle* et de la *ceinture*. Pas de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières en *chapeaux de soie et feutre*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; 3 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *passemmentiers* à la main; travail satisfaisant chez les *couturières*; moitié de chômeurs,

40 heures, chez les *coupeurs tailleurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs chemisiers*; légère reprise chez les *fleuristes feuillagistes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseuses*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail assez actif chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers en meubles*; 1 p. 100 de chômeurs, chez les *layetiers emballeurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *malletiers*; travail satisfaisant, chez les *spécialistes en tables de nuit*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les compagnons *charrons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *voiture*.

4 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *polisseurs sur tous métaux*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; 1 p. 100 de chômeurs environ, 60 à 66 heures, chez les *mécaniciens*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-électriciens*; travail satisfaisant, chez les ouvriers en *comptoirs d'étain*; 10 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *potiers d'étain*; pas de chômeurs, 58 heures chez les *naeriers en jumelles*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers*.

Grève chez les *maçons*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; un quart de chômeurs chez les *tailleurs de pierres ravauteurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stucateurs*; travail actif, 70 heures, chez les *fumistes*; travail peu satisfaisant, 57 heures, chez les *plombiers*; pas de chômeurs chez les *plombiers colonnards*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *scieurs de pierre tendre*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs levageurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; nombreux chômeurs chez les *sculpteurs-modelleurs*; pas de chômeurs chez les *scieurs de pierre dure*; pas de chômeurs chez les *boucheurs à l'émeri*; nombreux chômeurs, 30 heures, chez les *façonniers sur cristaux*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*.

Pas de changement chez les *dames employées aux écritures*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les employés du commerce et de l'industrie de la *glace*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; travail satisfaisant chez les *caissières-comptables*; travail peu satisfaisant chez les employés de la *bijouterie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les employés de la bourse de commerce; 2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissier*; 7 p. 100 de chômeurs chez les employés; travail satisfaisant chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

Travail moins actif chez les *conducteurs de voitures automobiles*; 2 p. 100 de chômeurs environ chez les *chauffeurs d'automobiles*; travail peu satisfaisant chez les *cochers*; travail actif chez les *porteurs aux halles*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *membres et employés de l'enseignement privé*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Fontenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *treillageurs rustiqueurs*. A Pateaux, travail assez actif chez les *blanchisseurs*; de même chez ceux de Boulogne; travail peu satisfaisant chez ceux de Vanves.

A Saint-Denis, 7 p. 100 de chômeurs, 66 et 72 heures, chez les *métallurgistes*. A Aifortville, travail satisfaisant chez les ouvriers en *pompes*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 25 p. 100 de chômeurs environ chez les *maîtres d'hôtel garçons restaurateurs*; travail actif, 54 heures, chez les *lithographes-papetiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs-coupeurs*; travail actif, 59 heures, chez les *brossiers*; travail peu satisfaisant chez les *constructeurs-mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs et brocheurs de la cordonnerie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *parqueteurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; un tiers de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 17 p. 100 de chômeurs, chez les *chefs d'équipes et employés du port*.

Au Havre, 3 1/2 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; travail satisfaisant chez les *maîtres d'hôtels et garçons navigateurs*; et chez les employés de *restaurant navigateurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *huiliers, pétroliers, savonniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* et chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *granitiers*; travail actif, chez les employés de *magasin*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port;

25 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers des docks*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; travail plus actif chez les *cochers*; travail satisfaisant chez les *camionneurs*.

A Dieppe, travail peu actif, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Bolbec; de même, 40 à 60 heures, chez ceux de Lillebonne; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Malaunay.

A Darnétal, travail peu satisfaisant chez les ouvriers *textiles*. A Saburs, pas de chômeur chez les *bûcherons*.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *verriers* de Nesle-Normandeuse, d'Incheville, et d'Aumale; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Martainneville.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les ouvriers du *livre*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre* du Moulin-Foulon. A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours pas de chômeurs, 78 heures, chez les *carriers*

A Fontainebleau, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, travail actif, chez les *limonadiers*; 29 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *serruriers-mécaniciens*; travail actif, 72 à 76 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Saint-Germain, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Argenteuil, 9 p. 100 de chômeurs chez les *brodeurs*; de même et 36 heures chez les *chapeliers*; travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Essonnes, travail satisfaisant, 60 et 66 heures, chez les *papetiers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *mouleurs*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*. A Orsay, travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Bonnières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*. Pas de chômeurs, 70 heures, chez les *carriers* de Chevreuse. A Chaville, morte-saison chez les *blanchisseurs*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*. pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ponceurs et manœuvres*. A Bressuire, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Thouars, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Melle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs* 4 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Villers-Bretonneux, travail satisfaisant chez les *bonnetiers*.

A Abbeville, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

Tarn. — A Albi, 25 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *chaux et ciments*.

A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers de l'habillement, chez les menuisiers-ébénistes, dans le bâtiment et chez les employés de commerce.

A Castres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les charpentiers; 38 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les tourneurs sur bois; pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes et chez les mouleurs; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les terrassers.

A Rabastens, 9 p. 100 de chômeurs, 69 heures, chez les maçons et charpentiers.

A Lavaur, pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons.

A Graulhet, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les moutonniers. A Dourgne, pas de chômeurs, chez les ardoisiers.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les tanneurs et chez les mégissiers; 10 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les delaineurs; moitié de chômeurs chez les ouvriers en peau de mouton; 4 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les filateurs; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers et ébénistes; travail actif chez les maçons; 10 p. 100 de chômeurs chez les charretiers.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typo-lithographes; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les cordonniers; de même chez les menuisiers et charpentiers et chez les menuisiers-ébénistes; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes; pas de chômeurs chez les zincqueurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers, chez les peintres et chez les maçons; 4 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce; pas de chômeurs chez les employés et chez les coiffeurs.

A Castelsarrazin, pas de changement chez les métallurgistes.

Var. — A Draguignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons. A Toulon, travail peu actif chez les travailleurs de terre; 5 p. 100 de chômeurs chez les confiseurs-pâtisseries; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; travail actif, 60 heures, chez les maçons; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les cordonniers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les charretiers-camionneurs. A La Garde, travail satisfaisant dans le bâtiment.

A la Seyne, travail satisfaisant chez les marins-pêcheurs.

Vaucluse. — A Caderousse, travail actif, 60 heures, chez les balaitiers.

A Villeneuve-d'Avignon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les tanneurs-corroyeurs.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les carriers. A Apt, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail actif, 54 heures, chez les typographes; travail actif, pas de chômeurs, chez les charpentiers et menuisiers; pas de chômeurs dans le bâtiment; pas de chômeurs, 66 heures, chez les peintres.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les typographes.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les mineurs. Pas de chômeurs, travail actif, chez les tisserands d'Évrune, des Épesses et de Mortagne-sur-Sèvre. A Mervent, pas de chômeurs, 90 heures, chez les forestiers.

Vienne. — A Poitiers, travail peu actif, 54 heures, chez les typographes; travail satisfaisant, 60 heures, chez les menuisiers-ébénistes; travail actif, 60 heures, chez les brossiers; de même chez les serruriers; pas de chômeurs dans le bâtiment; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les vitriers peintres. A Châtelleraut, pas de chômeurs chez les boulangers.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 15 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en chaussures; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les corroyeurs; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, dans l'habillement; pas de chômeurs, 66 heures, chez les menuisiers; travail normal, 54 heures, chez les sabotiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les carrossiers-bourreliers; pas de chômeurs, 66 heures, chez les maçons; pas de chômeurs, 66 heures, chez les terrassiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers-plafonneurs; pas de chômeurs chez les préparateurs en pharmacie; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés; pas de chômeurs, travail actif, chez les camionneurs; 6 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs.

Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.
A Saint-Dié, travail satisfaisant, 60 et 66 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail très actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *mécaniciens*; 23 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Neuveville-les-Raon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

A Remiremont, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; travail satisfaisant dans le *bâtiment*. A Arnould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *papeteries*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles* de Bussang, de Cornimont, du Val d'Ajol, ds Provenchères, de Châtel-sur-Moselle, de Saulceray, de Saint-Laurent, de Saint-Maurice-sur-Moselle, de Golbey, de Maxonchamp, du Thillot, de Ban-de-Laveline, de Moyenmoutier et de Saint-Léonard.

Yonne. — A Auxerre, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Sens, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Ravières, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Lavau, de Sommechaie, de Domats, de Fontenailles-sous-Andryes, des Ormes, de Perreux, de Septfonds, de Brosses, de Treigny, de Saint-Sauveur-en-Puisaye et de Mézelles; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Moutiers; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Fargeau.

Algérie. — A Alger, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; moitié de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A Saint-Eugène, 15 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Constantine, morte-saison chez les *tailleurs*.

Adjudications importantes nouvelles (septembre et octobre).**CANALISATION ET ÉGOUTS.**

SAINT-MARCELIN. — 15 septembre. — Mairie : travaux d'adduction d'eau.....	125,000 ^f
LYON. — 2 octobre. — Mairie : construction d'égouts.....	454,000

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

SAMOENS (Haute-Savoie). — 30 septembre. — Mairie : curage du torrent de Cleveux.....	6,200
ORAN. — 5 novembre. — Préfecture : Agrandissement du port d'Oran	17,700,000

CHEMINS DE FER.

LAON. — 26 septembre. — Préfecture : ligne d'Asfeld à Montcornet. Travaux d'infrastructure.....	128,000
MÉZIÈRES. — 17 sept. — Préfecture : chemin de fer d'intérêt local..	160,000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

ALGÉRIE. — 22 septembre. — Préfecture de Constantine : construction d'une médersa.....	155,000
PARIS. — 6 sept. — Tribunal de commerce : construction d'une usine élévatoire à Gentilly.....	145,000
———— 6 sept. — Tribunal de commerce : démolition partielle des abattoirs de Villejuif.....	„
———— 6 septembre. — Ministère des finances : manufacture d'allumettes d'Aix. Construction de nouveaux bâtiments.....	606,000
———— 6 septembre. — Ministère des finances : reconstruction du magasin de tabacs de Cahors.....	405,000
KOLÉA (Algérie). — 23 septembre. — Mairie : travaux communaux.	200,000

ROUTES ET CHEMINS.

ALGER. — 26 septembre. — Préfecture : construction de route nationale.....	100,000
LOUHANS. — 1 ^{er} octobre. — Sous-préfecture : reconstruction de ponts en bois.....	„

CLERMONT-FERRAND. — 2 septembre. — Préfecture : construction d'un chemin d'intérêt communal.	124,000
VILLEFRANCHE (Aveyron). — 20 septembre. — Sous-préfecture : construction de chemin communal.	139,000
LAURÈS (Algérie). — 30 septembre. — Empierrement de chemin. . .	100,000

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,009,548,300 francs du 1^{er} janvier au 14 septembre 1906 contre 965,893,800 francs pendant la période correspondante de 1905, soit une augmentation de : 43,654,500 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Août 1905.	Juill. 1906.	Août 1906.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	25 ^f 75	25 ^f 50	28 ^f 00
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	41 00	46 75	43 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.	47 00	64 50	65 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.	39 00	45 50	41 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	62 00	69 00	„
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	68 50	67 75	63 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	199 50	196 00	199 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	„	52 00	53 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe). ..	210 00	207 80	„
Étain Banka, <i>idem.</i>	420 00	453 50	„
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	45 00	43 00	„
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	71 50	67 18	„
Blé à Paris, <i>idem.</i>	22 50	22 75	22 25
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	„	„	„
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	„	„	„
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.	1 50	„	1 29
Viande veau, <i>idem.</i>	1 55	„	1 56
— mouton, <i>idem.</i>	1 93	„	1 75
— porc, <i>idem.</i>	1 51	„	1 51

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les huit premiers mois de 1906.

	1906.	1905.	AUGMENTATIONS en 1906.	DIMINUTIONS en 1906.
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	564,909	521,375	43,534	//
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,298,051	2,071,296	226,755	//
Objets fabriqués.....	614,212	566,403	47,809	//
TOTAUX.....	3,477,172	3,159,074	318,098	//
AUGMENTATION en 1906 .....	.....	.....	318,098^f	.....
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	448,155	449,103	//	948
Matières nécessaires à l'industrie.....	888,958	862,376	26,582	//
Objets fabriqués.....	1,656,762	1,545,213	111,549	//
Colis postaux.....	248,718	217,223	31,495	//
TOTAUX.....	3,242,593	3,073,915	169,626	948
AUGMENTATION en 1906 .....	.....	.....	168,678^f	.....

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'août 1906, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 27 syndicats patronaux comptant 929 membres;
- 48 syndicats ouvriers comptant 4,764 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 441 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 2 syndicats ouvriers comptant 93 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

18 en août, 21 en juillet, 16 en juin, 6 en mai, 9 en avril, 1 en mars, et 9 antérieurement au 1^{er} janvier 1905. Total : 80.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [17 janvier 1884]. — Syndicat de la **boulangerie** de l'arrondissement de Montluçon (130 membres). Siège social : café Riche, boulevard de Courtais, MONTLUÇON. — [5 juillet 1890]. — Syndicat des **pharmaciens** de l'Allier (51 membres) Siège social : Hôtel de ville, MOULINS (reconstitution).

Alpes-Maritimes [31 juillet 1906]. — Chambre syndicale des **brasseurs** entrepositaires de bières et fabricants de boissons gazeuses de la ville de Nice et du département des Alpes-Maritimes (17 membres). Siège social : boulevard Riquier, 11, NICE.

Aube [7 août 1906]. — Syndicat professionnel de l'**habillement** (25 membres). Siège social : rue Turenne, 1, TROYES.

Aude [22 juillet 1906]. — Syndicat des **électriciens** de l'Aude, Hérault et Pyrénées-Orientales (10 membres). Siège social : boulevard Gambetta, 9, NARBONNE.

Bouches-du-Rhône [15 août 1906]. — Syndicat des **messagers-commissionnaires** par voies rapides du sud-est de la France (7 membres). Siège social : rue des Convalescents, 2, MARSEILLE. — (15 juin 1906). — Syndicat des représentants à Marseille des compagnies ou sociétés d'**assurances** contre les accidents de toute nature (18 membres). Siège social : rue des Récollettes, 10, MARSEILLE. — (7 mai 1906). — Syndicat des maîtres **tailleurs de pierres** tendres et demi-tendres de Marseille (15 membres). Siège social : cours du Chapitre, 1, MARSEILLE.

Charente-Inférieure. [4 juin 1906]. — Syndicat régional des patrons **boulangers** des Charentes et départements voisins (76 membres). Siège social : rue de la Ferté, 7, LA ROCHELLE.

Hérault [3 août 1906]. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** de Montpellier (50 membres) Siège social : rue de la Ratte, MONTPELLIER. — [27 juillet 1906.] — Chambre syndicale des **pharmaciens** de Montpellier (9 membres). Siège social : rue de la Loge, 17, MONTPELLIER.

Indre-et-Loire [14 août 1906]. — Syndicat des **confectionneurs** pour hommes, de Tours et du département d'Indre-et-Loire (9 membres). Siège social : rue des Halles, 89, TOURS.

Loiret [5 juillet 1906]. — Syndicat de la **sellerie** et bourellerie d'Orléans et du Loiret (21 membres). Siège social : ORLÉANS.

Marne [13 août 1906]. — Syndicat patronal des **coiffeurs** de Reims (56 membres). Siège social : rue de Mars, 46. REIMS. [13 août 1906]. — Chambre syndicale patronale des **coiffeurs** de Reims et de la région (19 membres). Siège social : rue Carnot, 5. REIMS.

Nord [? 1906]. — Syndicat de l'**épicerie** en détail de Saint-Pol-sur-mer (32 membres). Siège social : avenue de la Mer, 39. SAINT-POL-SUR-MER. — [1^{er} juillet 1906]. — Chambre syndicale des loueurs de **voitures** de Tourcoing (30 membres). Siège social : Grande Place, 3, TOURCOING.

Rhône [3 juillet 1906]. — Syndicat lyonnais de l'**automobile** (7 membres). Siège social : rue Boissac, 9, LYON. — (9 septembre 1901). — Syndicat des **épiciers** de comestibles de Lyon (182 membres). Siège social : rue de la Charité, 78. LYON (reconstitution).

Sarthe [8 août 1906]. — Syndicat des marchands de **charbons** et combustibles du Mans (? membres). Siège social : place de la République, 31, LE MANS.

Savoie (Haute-) [22 avril 1906]. — Syndicat du commerce des **vins** et spiritueux en gros de la zone franche de la Haute-Savoie (30 membres). Siège social : ANNEMASSE.

Seine [27 mars 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** de Boulogne-Billancourt (65 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 37. BOULOGNE.

Seine-Inférieure [2 août 1906]. — Chambre syndicale patronale des **coiffeurs** du Havre et de la banlieue (25 membres). Siège social : rue de Normandie, 186. LE HAVRE.

Seine-et-Marne [1^{er} août 1906]. — Syndicat amical des **coiffeurs** de Melun (11 membres). Siège social : Hôtel de ville. MELUN.

Somme [2 avril 1906]. — Chambre syndicale des **géomètres-experts** du département de la Somme (13 membres). Siège social : Hôtel de l'Écu de France, rue de Noyon, AMIENS.

Tarn [? juin 1906]. — Syndicat des **imprimeurs** et papetiers de Mazamet (6 membres). Siège social : MAZAMET.

Oran [23 juillet 1906]. — Syndicat des patrons **charcutiers** de la ville d'Oran (15 membres). Siège social : domicile du Président, ORAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [1^{er} juillet 1906]. — Chambre syndicale des **fendeurs** moulinois (22 membres). Siège social : rue du Champ-de-Foire, YGRANDE.

Arriège [15 juillet 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **papetiers** du Saint Gironnais (139 membres). Siège social : EYCHEIL.

Aube [30 juin 1906]. — Chambre syndicale des **menuisiers** de Troyes et de Sainte-Savine (38 membres). Siège social : rue Petite-Tannerie, 5, TROYES.

Aude [20 juillet 1906]. — Syndicat international des ouvriers **pareurs** (11 membres). Siège social : Bourse du Travail, NARBONNE.

Bouches-du-Rhône [19 août 1906]. — Syndicat international des ouvriers **brique-teurs-fumistes** (40 membres) Siège social : bar de la Poste, rue Colbert, MARSEILLE. — [8 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et ouvrières joigneuses de l'équipement militaire (80 membres). Siège social : MARSEILLE. — [7 août 1906]. — Syndicat des ouvriers **vitriers** de Marseille (35 membres). Siège social : Bourse du Travail, MARSEILLE.

Charente-Inférieure [16 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres**, maçons et manœuvres de Pons (34 membres). Siège social : PONS.

Côtes-du-Nord [10 juin 1906]. — Syndicat professionnel de la **presse** des Côtes-du-Nord (journalistes et imprimeurs [2 membres]. Siège social : Hôtel de ville, SAINT-BRIEUC.

Drôme [14 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **bijoutiers** et similaires de Valence et Bourg-les-Valence (49 membres) Siège social : Bourse du Travail, VALENCE.

Gironde [28 juin 1906] Syndicat des employés et ouvriers de la Société française de constructions et distributions **électriques** de Bordeaux (37 membres), Siège social : rue de Lalande, BORDEAUX. — [13 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **layetiers** de Bordeaux et banlieue (50 membres). Siège social : Bourse du Travail, BORDEAUX. — [5 août 1906]. — Chambre syndicale des **morutiers** et similaires du port de Bordeaux (90 membres). Siège social : rue Lalande, 42, BORDEAUX.

Isère [26 juillet 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **galochiers**, faiseurs de bois : piqueuses et coupeurs de Saint-Symphorien d'Ozon (72 membres). Siège social : Mairie, SAINT-SYMPHORIEN D'OZON.

Jura [20 juillet 1906]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Saint-Claude (20 membres). Siège social : SAINT-CLAUDE.

Marne [4 avril 1906] Syndicat des ouvriers **maréchaux** et carrossiers et professions similaires de la région d'Épernay (52 membres). Siège social : rue Neuve, 9, ÉPERNAY.

Morbihan [2 septembre 1905]. — Syndicat départemental des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires du Morbihan (1,500 membres). Rue de l'Hôpital, LORIENT. — [25 avril 1906]. — Syndicat des **employés de commerce** de la ville de Lorient (90 membres). Siège social : Hôtel de ville, LORIENT.

Nièvre [2 janvier 1904]. — Syndicat des ouvriers des **bois** de Sardy-les-Épiry (section de Vitry-Laché) [25 membres]. Siège social : SARDY-LES-ÉPIRY.

Nord [15 juin 1906]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers en **confections** de Lille et environs (315 membres). Siège social : rue Léon-Gambetta. 31, LILLE.

Oise [5 août 1906]. — Syndicat des ouvriers du **batiment** de Pierrefonds (50 membres). Siège social : rue de Fontenoy, PIERREFONDS.

Pas-de-Calais [1^{er} juillet 1906]. — Union syndicale des ouvriers **boulangers** et parties similaires d'Arras et environs (33 membres). Siège social : rue des Trois-Visages, 24, ARRAS.

Pyrénées (Basses-) [17 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de Biarritz (90 membres). Siège social : salle des Tilleuls, avenue des Pyrénées, BIARRITZ. — [1^{er} juillet 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** de Biarritz (70 membres). Siège social : salle des Tilleuls, avenue des Pyrénées, BIARRITZ. — [9 juillet 1906]. — Chambre syndicale des **tailleurs de pierres** de la ville de Biarritz (32 membres). Siège social : salle des Tilleuls, avenue des Pyrénées, BIARRITZ.

Rhône [15 juin 1906]. — Chambre syndicale des **apprêteurs** d'étoffe réunis de Lyon et de la banlieue (250 membres). Siège social : Bourse du Travail, LYON. — [15 juillet 1906] Syndicat des garçons de **bateaux-lavoirs** de la ville de Lyon. (22 membres) Siège social : rue Rozier, 3, LYON. — Union syndicale des garçons **bouchers** et similaires de la ville de Lyon (60 membres). Siège social : bar de la Fontaine, rue de l'Ancienne Préfecture, LYON. — [2 1904]. — Syndicat des ouvriers **chaudronniers** en fer et similaires (150 membres). Siège social : rue Paul-Bert, 26, LYON. — [1^{er} juin 1906]. — Union syndicale des **clicheurs** Lyonnais (19 membres). Siège social : rue Mercière, 62, LYON. — [2 mai 1906]. — Chambre syndicale des artistes **peintres-décorateurs-ornemanistes** non patentés de Lyon (50 membres). Siège social : passage de l'Argue, 78, LYON.

Sarthe [12 juillet 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** du Mans et de de la Sarthe (35 membres). Siège social : Bourse du Travail, LE MANS.

Savoie [5 juillet 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**, cimenteurs manœuvres, terrassiers et similaires de la ville de Chambéry (22 membres). Siège social : salle de la Grenette, CHAMBERY.

Savoie (Haute-) [4 juillet 1906]. — Syndicat des ouvriers **sciurs de long**, machinistes, bûcherons et similaires de l'arrondissement d'Annecy (10 membres). Siège social : Mairie, DROUSSARD.

Seine [29 juin 1906]. — Syndicat des **coupeurs** de l'habillement (2 membres) Siège social : rue Hortense, 9, MONTROUGE. — [15 juin 1906]. — Syndicat indépendant des ouvriers en **voitures** de Neuilly et ses environs (56 membres). Siège social : rue du Pont, 11, NEUILLY-SUR-SEINE. — [7 avril 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières **boursiers**, découpeurs, riveuses, mécaniciennes (38 membres) Siège social : rue Saint-Maur, 141, PARIS, 11^e. — [1^{er} juillet 1906].

Syndicat ouvrier des professionnels des produits **chimiques** de la Seine (135 membres). Siège social : rue des Tournelles, PARIS, 4^e. — [1^{er} août 1906]. — Chambre syndicale professionnelle des ingénieurs et ouvriers **mécaniciens** de l'industrie électrique (91 membres). Siège social : rue Albouy, 8, PARIS, 10^e. — [1^{er} août 1906]. — Chambre syndicale des poseurs de **menuiserie** et agencements (52 membres). Siège social : rue des Pyrénées, 288, PARIS, 20^e. — [8 juin 1906]. — Union corporative des ouvriers **tourneurs-décolleteurs** de France (78 membres). Siège social : boulevard Ménilmontant, 28, PARIS, 20^e.

Seine-et-Marne [18 avril 1906]. — Syndicat régional des ouvriers **agricoles** de la Brie (2 membres). Siège social : rue Saint-Ambroise, 7, MELUN. — [3 juin 1906]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de la région d'Oissery (58 membres). Siège social : chez le secrétaire, OISSERY.

Tarn [10 juillet 1906]. — Syndicat des **fleurs** de Castres (11 membres). Siège social : boulevard de l'Hôpital, CASTRES.

Tarn-et-Garonne [janvier 1904]. — Chambre syndicale de la **métallurgie** de Tarn-et-Garonne (38 membres). Siège social : Bourse du Travail, MONTAUBAN.

Vienne [10 mai 1906]. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières des industries du **papier** de Poitiers (82 membres). Siège social : rue de Doyenné, 5, POITIERS.

Vosges [1^{er} juin 1906]. — Syndicat des ouvriers **carriers** et du bâtiment de Saulxures-sur-Moselotte et des environs (291 membres). Siège social : Envers de la Poirie, SAULXURES-SUR-MOSELLOTTE.

Alger [30 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** de la ville d'Alger (34 membres). Siège social : rue Sadi-Carnot, 36 bis, MUSTAPHA.

3° SYNDICATS MIXTES.

Morbihan [13 mai 1906]. — Syndicat des **marins-pêcheurs** et armateurs du canton Port-Louis (350 membres). Siège social : salle Kersaho, avenue de la République, PORT-LOUIS.

Seine [22 juin 1902]. — Syndicat de la **presse** mutualiste française (91 membres). Siège social : rue Las-Cases, 5, PARIS, 7^e.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Vaucluse [13 juin 1906]. — Fédération régionale des syndicats de la **boulangerie** de la vallée du Rhône (8 syndicats adhérents). Siège social : café Althen, place de l'Horloge, AVIGNON.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [2 1906]. — Union des syndicats et groupes professionnels (8 syndicats adhérents). Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS, 3^e — [15 octobre 1905]. — Union centrale des syndicats des **institutrices** privées (3 syndicats adhérents). Siège social : rue de L'Abbaye, 5, PARIS, 6^e.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS OUVRIERS.

Morbihan [30 août 1903]. — Syndicat des ouvriers de l'ameublement [48 membres].
Siège social : Bourse du Travail, LORIENT.

Seine-et-Oise [1^{er} octobre 1902]. — Syndicat des **carriers**, charretiers, puisatiers, plâtriers, terrassiers et aides du canton d'Argenteuil (45 membres). Siège social : ancienne mairie, ARGENTEUIL.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — <i>Compte rendu des séances. — Rapports : Bureaux de placement</i> (M. Thévenet). — <i>Protection des salaires</i> (M. Martelin). — <i>Création d'un office du travail</i> (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
2 ^e SESSION (1892). — <i>Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire</i> (MM. Labeyrie et Delahaye). — <i>Sociétés coopératives de crédit</i> (M. Lyon-Caen). — <i>Habitations ouvrières</i> (M. Siegfried). — <i>Musée d'économie sociale</i> (M. Linder). — <i>Règlements d'atelier</i> (M. Keufer). — <i>Pétition des typographes de Lyon</i> . — 1 vol. in-4° 252 p. 3 fr.....	Épuisé.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — <i>Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire</i> (M. Many). — 1 vol. in-4°, 341 p. 3 fr. 30.....	Épuisé.
5 ^e SESSION (1895). — <i>Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail</i> (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
6 ^e SESSION (1896). — <i>Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières</i> (M. Paulet). — <i>La question du chômage</i> (MM. Moron, Finance et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p. 1 fr. 80.....	Épuisé.
<i>Rapport sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail.</i> — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60.....	Épuisé.
<i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail].</i> 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	1 fr.
7 ^e SESSION (1897). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications</i> (M. Keufer). — <i>Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics.</i> — 1 vol. in-4°, 299 p. 3 fr.....	Épuisé.
8 ^e SESSION (1898). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le marchandage</i> (M. Goy). — <i>Note de l'Office du travail sur le marchandage.</i> — 1 vol. in-4°, 127 p. 1 fr. 80.....	Épuisé.
9 ^e SESSION (1900). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 525 p. 4 fr. 50.....	Épuisé.
<i>Les conseils de prud'hommes</i> (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p.....	3 fr. 60.
<i>Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes</i> (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p.....	1 fr.
10 ^e SESSION (1901). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4° de 175 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
<i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p. 3 fr.....	Épuisé.
<i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest.</i> — 1 broch. in-4°, 28 p.....	1 fr.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 147 p.....	1 fr. 80.
<i>Apprentissage : enquête et documents</i> (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p.....	4 fr. 50.
<i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p. 1 fr.....	Épuisé.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 224 p.....	2 fr. 70.
<i>Les caisses de chômage.</i> — 1 vol. in-4°, de 148 p.....	1 fr. 80.
<i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p.....	1 fr. 50.
<i>Enquête et documents sur le délai-congé.</i> — 1 vol. in-4°, 104 p.....	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 233 p.....	1 fr. 80.
<i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 vol. in-4°, 73 p.....	1 fr. 50.
<i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p.....	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 135 p.....	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 168 p.....	2 fr. 25.
<i>L'enseignement professionnel</i> (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p.....	2 fr. 25.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

<i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.</i> — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893). 8 fr.....	Épuisé.
<i>Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques.</i> — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).....	1 fr. 50.
<i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.</i> — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr.....	Épuisé.
<i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis.</i> — <i>Des arts et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.</i> — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 50.....	Épuisé.
<i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française.</i> — Tome 1 ^{er} : <i>Seine</i> . — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893) — Tomes II et III : <i>Départements</i> . — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — Tome IV : <i>Résultats généraux</i> . — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer.</i> — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique.</i> — 29 planches in-8° (1897) 4 fr.....	Épuisé.
<i>La petite industrie (salaires, durée du travail).</i> — Tome 1 ^{er} : <i>L'alimentation à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — Tome II : <i>Le vêtement à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr.....	Épuisé.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{IE}. (Suite.)

L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Salaire-arret sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. Statistique des accidents du travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : Accidents. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
2 ^e partie : Maladie, Invalidité, Vieillesse. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.....	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique. — (1899). — Tome II : Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois. — (1901). — Tome III : Métaux céramiques et verrerie (1902). — Tome IV : Bâtiment, transports et industries diverses. — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université. — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901). 1 fr. 50.....	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : Moteurs à vapeur (1900). — Tome II : Moteurs hydrauliques. — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. Dénombrement général. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Épuisé.
Dénombrement des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50.....	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : Région de Paris au Nord et à l'Est (15 départem.). — Tome II : Région du Sud-Est (27 départem.). — Tome III : Région de l'Ouest au Midi (45 départem.). — Tome IV : Résultats généraux. — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé), chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est. — 1 vol. in-4° de 870 p. — Tome II : Population présente, région du Sud-Est. — 1 vol. in-4° de 818 p. — Tome III : Population présente, région de l'Ouest et du Midi. — 1 vol. in-4° de 906 p., chacun.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — Statistique annuelle. Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892. — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
Années 1893 à 1898. — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr. — 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1 ^{er} volume Mouvement de la population. — 4 vol. in-8° de 313, 289, 105 et 384 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 2 ^e volume : Institutions d'assistance. — 4 vol. in-8° de 211, 105, 103 et 103 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun.....	5 fr.
Annuaire statistiques. — Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p. — (Épuisés : années 1886, 1888, et 1890 à 1904, sauf 1901), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1905). — 15 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905), chacun.....	3 fr. 50.
1904.....	4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905. — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905), chacun.....	5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRULT ET C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e.
MUZARD et EBIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{er}.
Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7^e.
CHEVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, à Paris 6^e.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Revue du travail en septembre.....	985	Allemagne : Revue du travail. — Placement. —	
Situation par industries.....	986	Les secrétariats ouvriers en 1905.....	1040
Grèves en septembre.....	995	Autriche : Placement. — Grèves. — Le mouvement	
Conciliation et arbitrage en septembre.....	1000	syndical en 1905. — Les dérogations à la durée	
Les syndicats professionnels, les unions de syndi-		du travail en 1905.....	1043
cats et les bourses du travail en 1905.....	1006	Belgique : Marché du travail. — Grèves.....	1047
Application, en 1905, de la loi du 2 novembre		Canada : Revue du travail. — Grèves.....	1048
1892 sur le travail des enfants et des femmes et		Etats-Unis : Revue du travail. — Le 25 ^e congrès de	
de la loi du 9 septembre 1848. (Suite et fin.)..	1020	la Fédération américaine du travail.....	1048
Conseil supérieur du travail : résultats du second		Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —	
tour de scrutin (représentants des syndicats ou-		La fermeture des magasins le dimanche. — Les	
vriers).....	1030	accidents dans les chemins de fer (personnel)	
La 16 ^e session du Conseil supérieur du travail. ..	1031	en 1905.....	1054
<i>Jurisprudence.</i>		<i>Renseignements divers.</i>	
Prud'hommes : incompétence territoriale; compa-		Analyse, par département, des renseignements	
ration sans demande de renvoi; pourvoi irrece-		fournis par les associations patronales.....	1055
vable. — Prescription pour le paiement des sa-		Analyse, par département, des renseignements	
laïres; retenues pour l'assurance.....	1034	fournis par les associations ouvrières.....	1063
<i>Mouvement social international.</i>		Commerce extérieur; transports; prix courants di-	
La conférence internationale diplomatique de		vers.....	1080
Berne pour la protection ouvrière.....	1036	Placement gratuit pendant le 2 ^e trimestre 1906...	1081
La lutte contre le saturnisme : palmarès des ou-		Mouvement syndical.....	1094
vriers couronnés par l'association internationale			
pour la protection légale des travailleurs.....	1037		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,

5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^e).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^e).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an. POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —
----------------------	---

PUBLICATIONS

DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Décembre 1904). Un volume in-8 de 334 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 60.

N° 2. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905) et Règlements d'administration publique du 28 février 1899. Brochure de 32 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). Un volume de 937 pages.

Prix : 10 francs — Franco 11 francs.

N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 10.

N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages.

Prix : 5 francs — Franco 5 fr. 75.

N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages.

Prix : 1 fr. 30 — Franco 1 fr. 40.

N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages.

Prix : 4 francs — Franco 4 fr. 50.

N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Brochure in-8° de 95 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages.

Prix : 3 fr. 25 — Franco 3 fr. 75.

N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Brochure de 96 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages.

Prix : 0 fr. 20 — Franco 0 fr. 30.

N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 1904. Un volume de 116 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 1904. Brochure de 34 pages.

Prix : 0 fr. 35 — Franco 0 fr. 45.

N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs.

Prix : 2 fr. 75 — Franco 3 fr. 15.

N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 44 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1903. Volume de 247 pages.

Prix : 0 fr. 85 — Franco 1 fr. 20.

L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

Les capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages.

Prix : 1 fr. 20 — Franco 1 fr. 35.

Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 15.

Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Les assurances sociales en France, de 1899 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. Brochure de 28 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
Direction du travail,
PARIS (vii').

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de septembre, les vendanges ont diminué sensiblement le chômage parmi les ouvriers viticoles du Midi; il a un peu augmenté, par contre, parmi les bûcherons et autres ouvriers agricoles du Centre, par suite de la sécheresse et de l'achèvement des battages dans un certain nombre de centres; le travail est toujours aussi abondant dans l'horticulture de la région parisienne.

L'activité se maintient dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile, la situation reste stationnaire dans le Nord; dans la Seine-Inférieure la semaine est réduite à 50 heures; le travail a également baissé à Reims ainsi que dans les Vosges, bien que la situation, dans ces dernières régions, reste encore satisfaisante. Dans la soie le travail est assez abondant, notamment dans les usines de tissage mécanique; il a, au contraire, baissé dans les petits ateliers de Lyon et de la campagne. Les industries de l'habillement sont toujours en morte-saison, sauf en ce qui concerne la chapellerie où le travail a repris.

Dans les industries des métaux, la situation, dans l'ensemble, reste aussi satisfaisante : les ferblantiers-boîtiers ont bénéficié, dans quelques centres,

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de septembre 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

d'une légère reprise, qui semble malheureusement ne devoir être que temporaire; par contre les couteliers de Thiers ont dû chômer partiellement par suite de la sécheresse.

Le travail n'a pas encore repris dans les industries du livre. La situation est satisfaisante, d'une manière générale, dans le meuble ainsi que dans la tannerie, la mégisserie et la ganterie.

1,302 syndicats, groupant 270,373, ouvriers, ont répondu, pour septembre 1906, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats 1,106 groupant 222.399 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 11,418, ce qui correspond à une moyenne de 5.9 p. 100, mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris, et de 5.1 p. 100 en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais. La première de ces moyennes était, le mois dernier, de 7.5 p. 100; elle était de 7.7 p. 100 en septembre 1905.

L'ouvrage, pendant le mois de septembre 1906, a été jugé, par comparaison avec le mois d'août, plus abondant, par 22 p. 100 des syndicats, groupant 20 p. 100 des syndiqués; équivalent par 56 p. 100 des syndicats, groupant 68 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 22 p. 100 des syndicats, groupant 12 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 761 syndicats, groupant 121,160 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 325, groupant 94,940 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1,762) accusent 4.5 p. 100 de chômeurs contre 3.5 le mois dernier et 6 en septembre 1905. Sur les côtes bretonnes, la sardine a fait sa réapparition à Douarnenez (1481) où l'on ne compte aucun chômeur; il en est de même au Palais (102), Locmiquélic (358); à Bono (120) le chômage est de 8.3 p. 100. A Châtelaillon (1,100), la saison pour les pêcheurs d'huîtres ne reprendra qu'au 1^{er} novembre.

D'après les réponses de 67 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 7,839 membres le nombre des chômeurs syndiqués était, à la fin de septembre, de 912, soit 11.6 p. 100 contre 22.4 p. 100 le mois dernier et 5.1 p. 100 en septembre 1905; la situation était considérée comme satisfaisante par 65 p. 100 des syndicats et 73 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 912 chômeurs, 803 sont signalés par 53 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 4,877 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 5.3, 18.6 et 27.2 p. 100 contre 33, 54.3 et 50.3 le mois dernier : comme tous les ans, les vendanges amènent une diminution sensible du chômage; 36 syndicats sur 53 n'accusent aucun chômeur. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,215) annonce 8 chômeurs au lieu de 10 le mois dernier et de 27 en septembre 1905 : La saison est toujours aussi favorable. Pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles de Cahors (130).

Les 81 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois de septembre le nombre de leurs chômeurs accusent 1,440 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 7,299 membres, une proportion de 19.7 p. 100 contre 16 p. 100 le

mois dernier et 26.9 en septembre 1905. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 58 p. 100 des syndicats et 57 p. 100 des syndiqués. Le battage des grains est déjà terminé dans nombre de centres; dans les champs, la sécheresse arrête les travaux, de sorte que le chômage a sensiblement augmenté parmi les bûcherons, occupés en cette saison aux travaux agricoles en attendant la reprise de l'exploitation des bois en octobre ou novembre; on ne signale aucun chômeur dans 1 centre sur 6 dans l'Allier; dans 9 sur 23 dans le Cher; dans 6 sur 12 dans l'Yonne et dans 14 sur 24 dans la Nièvre; le chômage, atteint 49.7 p. 100 contre 28.7 p. 100 le mois dernier dans l'Allier pour 6 syndicats groupant 507 syndiqués; il est de 30.8 contre 24.1 dans le Cher pour 23 syndicats groupant 1,672 syndiqués, de 18.6 contre 14.7 dans la Nièvre pour 24 syndicats groupant 2,044 membres et de 16 contre 3.6 dans l'Yonne pour 12 syndicats groupant 1,337 membres. Enfin 7 syndicats de résiniers des Landes groupant 950 membres n'accusent que 8 chômeurs.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur près de 160,000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de septembre 1906. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	98,237	5.93	"	"	"	16.55	83.45
Loire	12,891	5.94	"	"	"	28.68	71.32
Gard et Hérault	14,821	5.93	"	"	"	27.30	72.70
Tarn et Aveyron	9,269	5.93	"	"	"	32.57	47.43
Provence (lignites)	2,552	5.58	"	"	"	100	"
Isère	1,767	6.00	"	"	"	"	100
Ouest	280	6.00	"	"	"	"	100
Bourgogne et Nord-Est ..	9,698	5.94	"	"	"	27.80	72.20
Centre	9,617	5.94	"	"	"	12.90	87.10
ENSEMBLE pour la France.	159,132	5.93	"	"	"	22.22	77.78

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.95; il était de 5.90 en septembre 1905. D'après les réponses de 20 syndicats, le chômage serait de 0.03 p. 100 sur un effectif de 33,464 syndiqués; il était de 0.03⁽¹⁾ p. 100 le mois dernier pour 42,715 syndiqués et de 2.8 p. 100 en septembre 1905 pour 8088 syndiqués; le syndicat de Lens (30,000) accuse 0.03 contre 0.03 (et non 0.3) p. 100 les deux mois derniers.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 4.6 p. 100 pour 23 syndicats groupant 2,330 ouvriers contre 2.5 p. 100 le mois dernier et 6.1 en septembre 1905. Dans les carrières, pas de chômeurs à

⁽¹⁾ Et non de 0.3 comme il a été imprimé par erreur le mois dernier. Par suite d'une autre erreur semblable on a indiqué 0.5 p. 100 au lieu de 0.05 comme moyenne de chômage en juillet 1906.

Lérrouville (187), Saint-Restitut (125) et Chevreuse (650); un seul chômeur à Volvic (130). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (300), Rimogne (202), Rochefort en terre (150).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 54 syndicats, groupant 9,143 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en septembre, soit 779, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 8.5 p. 100 contre 10.9 le mois dernier et 10.9 en septembre 1905. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 64 p. 100 des syndicats et 70 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les cuisiniers-navigateurs (106) de Marseille, les limonadiers de Bordeaux (730), Grenoble (200) et Alger (180); le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Toulouse (110), les pâtisseries (262) de Bordeaux, les bouchers (140) de Marseille, les bouchers-charcutiers de Lyon (660), les maîtres-d'hôtel du Havre (560). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (925) accusent 7.4 p. 100 de chômeurs contre 6.9 le mois dernier et 8 en septembre 1905; ceux de la Bourse du travail (980) 7.1 contre 6.1 le mois dernier et 20 en septembre 1905; les pâtisseries de la Seine (1,324), 7.9 contre 15.9 le mois dernier; les confiseurs (260) 5.8 contre 13.6; les employés d'hôtel de la Bourse du travail (250) 27.2 contre 9; chez les limonadiers, *l'Aurore* accuse 25 p. 100, *l'Espérance* 12.7.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'août 1906, onzième mois de la campagne 1905-1906, s'élevait à 2,450,322 hectolitres contre 2,232,163 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 218,189; l'augmentation provient des alcools de betteraves (1,100,892 hectolitres au lieu de 830,740) et de mélasses (745,344 hectolitres au lieu de 446,778). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 115,418 hectolitres, soit une différence en plus de 29,766 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1904-1905⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de septembre 1906 (premier mois de la campagne 1906-1907), le nombre de fabriques dans lesquelles les travaux de défection étaient en cours d'activité, s'élevait à 15 contre 173 à l'époque correspondante de la campagne 1905-1906. La quantité de sucre travaillée à la même époque, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 43,657 tonnes, soit 16,767 tonnes de moins qu'à l'époque correspondante de la campagne 1905-1906⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 8 syndicats, groupant 1,714 ouvriers, ressort à 5.5 p. 100 contre 2.5 p. 100 le mois dernier et 7.7 en septembre 1905. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Reims (150) et Nice (360) sont tous occupés; le travail est plus abondant chez les travailleurs du gaz de Paris (4,900). Aucun chômeur chez les huiliers, pétroliers du Havre (378). Les tordeurs d'huiles de Dunkerque (330) accusent 15.1 p. 100 de chômeurs contre 4.7 le mois dernier; les savonniers de Marseille (323) 13.9 p. 100 contre 20.

Les ouvriers des papeteries d'Arnould (630), Fourneaux (100) et Albertville (150) sont tous occupés, ceux d'Etival accusent 14 p. 100 de chômeurs. Les relieurs-papetiers de Toulouse (226) accusent 0.9 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 19 septembre 1906.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 octobre 1906.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 283 pour 78 syndicats groupant 4.476 adhérents, soit 6.3 p. 100; pour Paris, de 214 pour 11 syndicats groupant 5.954 adhérents, soit 3.6 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 7.2 p. 100, et pour Paris de 4.1 p. 100; elle était, pour le mois de septembre 1905, de 5.1 p. 100 pour la province, de 3.8 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 78 p. 100 des syndicats de province groupant 62 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 3 syndicats, équivalent par 31, moins abondant par 24 autres. Il y a 2.9 p. 100 de chômeurs contre 3.8 le mois dernier chez les typographes (140) de Grenoble; 8.3 contre 6.7 chez les lithographes de Lyon (180); 14 contre 23.4 chez les typographes de Lille (430); 0 contre 0 au Havre (110); 3.9 contre 4.2 à Bordeaux (255); 5.7 contre 2.9 à Versailles (140); 0 à Amiens (170) contre 0; 3.5 à Nancy (285); 22.2 à Nantes (180); 13 à Saint-Étienne chez les imprimeurs-lithographes (170), 8.6 chez les typographes (140).

À Paris, le travail n'est pas satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (3,800) accuse 150 chômeurs contre 150 le mois dernier et 120 en septembre 1905; les imprimeurs de journaux (223) 4.9 p. 100 contre 6.5; les conducteurs de la Bourse du travail (200) 7.5 p. 100. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (152) accuse 10.5 p. 100 de sans-travail contre 13.3 le mois dernier; les stéréotypeurs (200) sont tous occupés.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 15 syndicats, groupant 4,201 ouvriers, atteint 3.5 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 14.1 p. 100, elle était de 11 p. 100 en septembre 1905. Les ouvriers en cuirs et peaux de Lyon (423) ont 14.9 p. 100 de chômeurs contre 7.8 le mois dernier. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) en ont 1 p. 100 contre 4 en septembre 1905, avec une semaine de 60 heures; les palissonneurs (380) en accusent 0 p. 100 contre 3 en septembre 1905 avec une semaine de 50 heures. Les mégissiers et chamoiseurs de Millau (140) ont 0 p. 100 de chômeurs contre 13.6 le mois dernier. A Grenoble, les mégissiers (504) en ont 4.4 p. 100 contre 4.1 et font 54 heures, les palissonneurs (155) en ont 1.3 p. 100 et font 56 heures; les moutonniers de Graulhet (1,200) accusent 0 p. 100 contre 7.1 le mois dernier et 6 en septembre 1905: la semaine est de 60 heures. Les pelletiers-lustreurs de Paris (325) ont 10 p. 100 de sans-travail.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 4.7 p. 100 pour 15 syndicats groupant 1,948 ouvriers contre 3.2 le mois dernier et 15.5 en septembre 1905. Les cordonniers de Romans (903) sont tous normalement occupés; ceux de Limoges (405) accusent 4.4 p. 100 de sans-travail contre 5.4 le mois dernier; ceux d'Angers (200) 25 p. 100.

Les selliers militaires de Paris (182) sont tous occupés; les selliers-harnacheurs (100) n'ont qu'un chômeur.

Dans la ganterie, à Millau, l'*Union* (1,000), le syndicat mixte (360) et le syndicat indépendant (110) n'accusent aucun chômeur. Il en est de même à Chaumont (110).

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 68 syndicats, groupant 26,735 adhérents, était, à la fin

de septembre de 1,343, soit 5 p. 100; la proportion était de 5 p. 100 le mois dernier, elle était de 11 en septembre 1905.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait 4.6 p. 100 de chômeurs contre 4.6 le mois dernier et 6.9 p. 100 en septembre 1905, la semaine serait de 60 heures, le travail est stationnaire, mais la situation reste assez satisfaisante; à Tourcoing, d'après le syndicat de l'industrie du tissu (343), le chômage serait de 5.2 p. 100 contre 5 le mois dernier, la semaine serait de 60 heures; les tapissiers en grosse moquette (276) accusent 10.8 p. 100; à Lille, le syndicat textile (1927) accuse 5 p. 100 et une semaine de 42 à 60 heures; à Armentières, le syndicat mixte (1,815) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait de 50 à 60 heures; à Houplines (1,500) il y a 0.8 p. 100 de chômeurs contre 0.8, la situation est estimée assez satisfaisante pour l'époque, la semaine est de 60 heures; à Hazebrouck (400) il y a 15 p. 100 de chômeurs contre 15, la semaine est toujours de 59 heures; à Halluin (1,000) le chômage est de 6 p. 100 contre 5 et la semaine de 60 heures; dans les petits centres de tissage pas de chômeurs à Comines (190), Bailleul (250); 2.6 p. 100 à Bevillers (116); 4.8 contre 4.2 à la Gorgue-Estaires (600); 0 contre 16 à Villers-en-Cauchies (150); 1 au lieu de 3 à Nieppe (425). Pour l'ensemble de 16 syndicats du Nord groupant 15,607 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 3.9 p. 100 contre 4.2 le mois dernier.

Dans les Vosges, les 10 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 1.2 p. 100 de chômeurs sur 1,284 syndiqués contre 0.5 le mois dernier; la semaine est partout de 60 heures au moins; il n'y a de chômeurs qu'à Saint-Dié (400) où l'on en signale 4 p. 100 contre 2 le mois dernier et 2 en septembre 1905.

Dans les centres normands, à Rouen, les ouvriers du coton (2,000) accusent 2.5 p. 100 et 50 heures seulement par semaine; ceux de Bolbec (160) font 49 heures sans chômeurs. A Évreux, le syndicat indépendant (160) accuse 0 chômeur et 60 heures par semaine. A Condé-sur-Noireau (100) tous les ouvriers sont occupés, mais la semaine est seulement de 50 heures. A Flers (186), il n'y aucun chômeur et la semaine est de 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, la semaine est de 55 heures à Bourg-de-Thizy (646) et le chômage y est de 8.7 p. 100 contre 7.1 le mois dernier; il est de 0 contre 0 à Thizy (150) où la semaine est de 55 heures.

Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (150) accusent 1.4 p. 100, pas de chômeurs à Floing (196); à Saint-Menges (260), les ouvriers en tissus en accusent 9.6 p. 100, on fait 60 heures dans le tissage, 54 dans les apprêts, la situation reste stationnaire. Dans la Marne, à Reims, il n'y a pas de chômeurs dans l'industrie lainière (350), la semaine est de 60 heures, le travail a baissé; on ne travaille plus que 2 ou 3 jours dans les peignages.

Dans l'Ouest, à Romorantin (500), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés de 60 à 72 heures, le travail est satisfaisant pour l'époque; à Laval (600) le chômage est de 10 p. 100 contre 8 p. 100 le mois dernier. La situation reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: en particulier les tisserands de Cholet (700), Mortagne-sur-Sèvre (240) et Saint-Léger-sous-Cholet (112) ne signalent aucun chômeur. Les tapissiers d'Aubusson (127) sont tous occupés 60 heures. A Lavelanet (508), les ouvriers textiles accusent 29.6 p. 100 contre 7 le mois dernier; ceux de la Bastide-Rouairoux (120) sont tous occupés.

Dans la soie, le syndicat indépendant de Saint-Étienne (120) accuse 1.7 p. 100 de sans-travail; les ouvriers en soieries de Charlieu (145) accusent 8 p. 100 de chômeurs contre 8 le mois dernier: le travail augmente. Dans l'Isère, le travail

est satisfaisant à Montalieu-Vercieu (230), il est moins abondant à Vizille (150). Dans la région lyonnaise, les usines de tissage mécanique sont, comme le mois dernier, abondamment alimentées par l'article mousseline soie et autres tissus à jour ainsi que par le plus grand nombre des uns teints en pièce; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique et à la main, on voit encore, mais sur un nombre de métiers sensiblement amoindri, les mêmes étoffes que les mois précédents; à la campagne, dans les ateliers à bras, le travail se répartit d'une manière plus inégale⁽¹⁾. Les ouvriers du tissage mécanique de Lyon (500) font tous 60 heures.

Dans le tulle, à Caudry (590) les ouvriers sont tous occupés et font de 56 à 58 heures par semaine, la situation est satisfaisante.

Dans la teinture et l'apprêt, à Lyon, les imprimeurs sur étoffes (200) accusent 75 p. 100 et font 30 heures. Les blanchisseurs et apprêteurs de Cholet (119) sont tous occupés 60 heures, le travail est plus abondant. A Paris, les teinturiers-dégraisseurs (350) accusent 2.3 p. 100 contre 0 le mois dernier.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 16 p. 100 pour 23 syndicats groupant 2,189 ouvriers et ouvrières contre 8 p. 100 le mois dernier et 15.5 en septembre 1905. Le travail est considéré comme plus abondant par 4 syndicats, équivalent par 13, moins abondant par 8. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 57 p. 100 des syndicats et 62 p. 100 des syndiqués; à Paris les coupeurs-tailleurs de la Bourse du travail (150) accusent 50 p. 100 contre 50; les coupeurs-chemisiers (278) 2.9 contre 2.9. Pas de chômeurs à Bourges (210) et Arles (110); les ouvrières de l'aiguille de Lille (435) en accusent 3.4 p. 100 contre 2.7 le mois dernier; les tailleurs et couturières de Nice (213) 70.4 p. 100.

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 3 p. 100 pour 9 syndicats groupant 1,134 ouvriers; elle était, le mois dernier, de 9.1 p. 100 et de 3.3 en septembre 1905; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (117) accusent 2.6 p. 100 de chômeurs contre 39.3 le mois dernier; les ouvrières (100) 0 contre 1; les chapeliers en fantaisie (100) 0 contre 4; les casquettiers (480) 0. Pas de chômeurs chez les chapeliers de Chazelles-sous-Lyon (140).

Bors. — La moyenne de chômage accusée par 42 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment groupant 3,537 ouvriers qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 5.6 p. 100; elle était de 3.7 p. 100 le mois précédent, de 10.4 p. 100 en septembre 1905: la situation est estimée satisfaisante par 77 p. 100 des syndicats et 75 p. 100 des syndiqués. Les calfats-perceurs de Marseille (130) accusent 30.7 p. 100 de chômeurs; les charpentiers de navires du Havre (177) 27.7. Les charpentiers d'Armentières (100) accusent 0 contre 0 le mois dernier; les ouvriers du bois d'Halluin (300) 7 contre 4; les menuisiers de Nice (155) 0 contre 0; ceux de Limoges (119) 0 contre 0; ceux de Tourcoing (127) 1.6; ceux de Lyon (300) 10; ceux de Vannes (102) 14.7. A Paris, l'Union des menuisiers de la Bourse du travail (595) n'accuse aucun chômeur.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 24 syndicats groupant 1,623 ouvriers, est de 7.3 p. 100 contre 6.1 p. 100 le mois dernier et 5.8 en septembre 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats et 80 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 5 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (420), au lieu de

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 octobre 1906.

4.9 le mois dernier et de 5 p. 100 en septembre 1905 : l'activité est satisfaisante; les ébénistes de Bordeaux (135) accusent 8.9 p. 100; 0 p. 100 chez les tourneurs de Felleries (104); 1.7 p. 100 chez les scieurs-découpeurs (177) de Paris.

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 0.6 p. 100 pour 6 syndicats groupant 243 ouvriers contre 1.7 p. 100 le mois dernier et 7.6 en septembre 1905. Le syndicat de Limoges (104) n'accuse aucun chômeur.

Chez les tonneliers, le chômage est de 8.8 p. 100 pour 13 syndicats groupant 969 ouvriers contre 24.5 le mois dernier et 3.4 en septembre 1905. Pas de chômeurs à Narbonne (150), Béziers (140), Reims (125) et Alger (100).

Dans la carrosserie, 6 syndicats groupant 6,868 ouvriers annoncent 0.6 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier et 2.6 en septembre 1905. A Paris, l'Union de la voiture (6,564) en accuse 0.6 p. 100 contre 0 le mois dernier; les compagnons charçons (166) 0 p. 100.

Les layetiers-emballeurs de Paris (270) ont 1.1 p. 100 de chômeurs contre 0.8 le mois dernier et 3 en septembre 1905. Les bouchonniers de Lavardac (152), les vanniers de Fayl-Billot (208) et les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (120) sont tous occupés.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 100 syndicats groupant 18,810 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de septembre, de 1,089, soit 5.8 p. 100; la proportion était de 4.1 p. 100 le mois dernier et de 3.6 en septembre 1905.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 0.9 p. 100 pour 15 syndicats groupant 3,168 ouvriers : le mois dernier, elle était de 0.2; elle était de 2.7 en septembre 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 84 p. 100 des syndicats groupant 94 p. 100 des syndiqués; 0 p. 100 de chômeurs à Revin (950), Hiraumont-en-Rocroi (100), Ferrière-la-Grande (208), Bordeaux (140), Lille (500), Maubeuge (150), Amiens (130); à Paris, le syndicat des fondeurs en fer (600) accuse 4 p. 100.

26 syndicats de métallurgistes groupant 6,237 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux accusent 3 p. 100 de chômeurs contre 0.4 le mois dernier et 2.5 en septembre 1905; la situation est estimée satisfaisante par 74 p. 100 des syndicats et 68 p. 100 des syndiqués. Le chômage est de 2 p. 100 à Hautmont (300) contre 2.9 le mois dernier; 7.7 à Troyes (143) contre 5.2; 0 à Argenteuil (136) contre 3.9; 6 p. 100 à Rive-de-Gier (250). Pas de chômeurs à Bourg-Fidèle (140), Fromelennes (210), Saint-Amand-les-Eaux (440), Anzin (780), Sous-le-Bois (300), Longwy-Bas (135), Saulne (104), Guérigny (485).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.1 p. 100 pour 28 syndicats groupant 4,598 ouvriers contre 2.2 le mois dernier et 2.2 en septembre 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 90 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Sous-le-Bois (120), Lyon (131 serruriers), Tarbes (108); 0.9 p. 100 à Tourcoing (220); 5 à Corbeil (200); 5.9 à Reims (169); 2.3 à Bordeaux (298) contre 1.7 le mois dernier. A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 36 chômeurs sur 2,480 syndiqués contre 18 le mois dernier et 42 en septembre 1905.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,621) ont 30 chômeurs contre 27 le mois dernier et 22 en septembre 1905; les ouvriers en instruments de musique (150) en ont 1.3 p. 100. Les horlogers de Cluses (150) en accusent 19.6 p. 100 contre 13.3 le mois dernier.

Dans la coutellerie, les émouleurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (660) chôment 2 jours par semaine par suite de la sécheresse; le chômage atteint 10.1 p. 100

contre 8.2 le mois dernier chez les monteurs de Thiers (612). Chez les ferblantiers-boitiers des côtes bretonnes, le chômage est complet à Guilvinec (110); 14.3 p. 100 à Concarneau (350) contre 57 le mois dernier; 78 à Douarnenez (524) contre 83 le mois dernier; 9.3 p. 100 chez les aiguiseurs-polisseurs de Saint-Étienne (108); 0 chez les ferblantiers-zingueurs de Lyon (200). A Paris, les potiers d'étain (127) accusent 8.7 p. 100 contre 10.2 le mois dernier; les ouvriers en coffre-forts (150) 0 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 144 syndicats, groupant 16,712 adhérents, était, à la fin de septembre, de 10.5 p. 100; elle était de 12 p. 100 le mois précédent et de 10.7 p. 100 en septembre 1905.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 12.3 p. 100 pour 99 syndicats groupant 12,445 ouvriers contre 12.5 le mois dernier et 11.2 en septembre 1905; le chômage dépasse la moyenne, notamment à Montalieu-Vercieu (310), Cannes (210), Rochefort (120), Épernay (306), Vannes (132), Roubaix (132), Perpignan (100), Aix-les-Bains (239), Rouen (925); le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Calais (425), Biarritz (150), Quimper (420), Saint-Servan (180), Saint-Brieuc (199), Laval (120), Limoges (130), Trept (140), Dôle (185), Orléans (105), Bourges (120), Versailles (205), Saint-Germain-en Laye (276), Orsay (100), Amiens (192), Mazamet (146), Saint-Raphaël (417). A Paris, les tailleurs de pierre (2,500) accusent 20 p. 100 de chômeurs contre 25 le mois dernier; les scieurs de pierres tendres (250) 0 p. 100. Dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 78 p. 100 des syndicats et 76 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 6.4 p. 100 pour 25 syndicats groupant 2,698 ouvriers contre 12.4 le mois dernier et 9.6 en septembre 1905; il y a 33 p. 100 de chômeurs à Roubaix (300), 0 p. 100 à Bordeaux (130), Nancy (260), Rouen (143). A Paris les stucateurs (100) accusent 14 7 p. 100 contre 15 le mois dernier; les peintres (782) 3.8 p. 100.

10 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 836 ouvriers accusent 1.1 p. 100 de chômeurs contre 0.5 le mois dernier et 7.1 en septembre 1905. Les marbriers de Bellignies (150) et de Jeumont (128) en accusent 0 p. 100; les granitiers de Viré (229) 0.4 p. 100 contre 0 le mois dernier.

A Paris les monteurs-leveurs (246) sont tous occupés.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chausfourniers de Contes-les-Pins (130), Belfes (130), Jussy-le-Chaudrier (110); 5.6 p. 100 chez ceux de Saint-Léger-le-Petit; 0 p. 100 chez les cimentiers de Boulogne-sur-Mer (650) et les plâtriers de Saint-Jean-de-Maurienne (120). Les potiers de Vallauris (208) accusent 0 p. 100 de sans-travail contre 0 le mois dernier. Les faïenciers de Lille (250) et de Montereau (300) sont tous occupés. Il en est de même des tuiliers-céramistes (250) de Marseille.

Dans l'ensemble des 11 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 9.7 p. 100 pour 1,033 syndiqués, contre 7.9 le mois dernier et 10 en septembre 1905. Les verriers d'Aniche (575) en accusent 17.4 p. 100; les boucheurs à l'émeri de Paris (116), 0 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 15 syndicats grou-

pant 2,583 membres ressort à 22.6 p. 100; elle est particulièrement élevée au Havre (208 sur 522). Parmi les autres ouvriers de manutention la moyenne du chômage est de 3.8 p. 100 pour 6 syndicats groupant 572 membres : les manœuvres de Vals-les-Bains (125), ainsi que les porteurs des halles de Paris (210), sont tous occupés.

18 syndicats de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways bateaux à voyageurs etc.) groupant 5,054 ouvriers accusent seulement 1 sans travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 24 syndicats groupant 2,180 membres, est de 6.6 p. 100, elle est de 24.7 p. 100 chez les pilotes de Longueil-Aunel (150); de 15 chez les rouliers de Tourcoing (200); de 6.3 chez les camionneurs de Lyon (190); de 1.6 chez les cochers de Reims (183), de 0 chez les camionneurs de Toulon (123) et les cochers de Marseille (140).

D'après les réponses de 64 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 9,731 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 2.9 p. 100 contre 2 le mois dernier et 2 en septembre 1905; à Paris, l'*Union des comptables* (598) accuse 5 p. 100 contre 5 le mois dernier, l'*Alliance sténographique* (211) 2.8 p. 100 contre 4; 3.6 à Amiens (329) contre 3.7; 0.9 au Havre (329) contre 0.3; 0.6 à Saint-Quentin (352) contre 0.3; 0.06 à Lyon (1,509) contre 0.1; 0 à Toulouse (325) contre 0; 0.8 à Montpellier (389) contre 0.5; 1.9 à Dijon (108) contre 1.8; 1.1 à Reims (190) contre 2.7; 2.8 à Brive (107) contre 0; 0.9 à Périgueux (108); 0 à Saint-Nazaire (106) contre 0; 3.7 à Orléans (107) contre 1.9; 3.8 à Valence (131); 0 à Dax (105); 2.6 à Lille (976); 1 à Versailles (103); 3.1 à Limoges (391).

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 2.2 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 867 membres contre 4.4 le mois dernier et 1.6 en septembre 1905. 9 syndicats de coiffeurs, groupant 3,269 ouvriers, ont 3.5 p. 100 de sans-travail contre 4.3 le mois dernier et 10.6 en septembre 1905; le syndicat mixte de Paris (2,572) en accuse 1.9 contre 1.9 le mois dernier; celui de Marseille (397) 1.2 p. 100.

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1906.

82 grèves ont été signalées, en septembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 77 d'entre elles, est de 11,265. Il y avait eu, en septembre 1905, 52 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 50.

Ces grèves, dont 59 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	41
(Sur ces 41 demandes, 10 ont eu pour objet d'assurer, pour 6 jours de travail, un salaire égal au salaire de 7 jours).	
Contestations relatives au mode d'application du repos hebdomadaire	12
Réductions de salaire	3
Contestations diverses relatives au salaire	11
Demande de suppression du travail aux pièces	2
Demandes de diminution du temps de travail	2
Demandes de suppression des amendes	3
Contestations relatives au règlement d'atelier	4
Demandes de réintégration d'ouvriers	12
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	10

Ces grèves ont éclaté dans 35 départements et on en a compté :

17 dans le Nord, 6 dans l'Isère et la Seine-Inférieure, 5 dans la Gironde, 4 dans le Pas-de-Calais et la Seine, 3 dans le Puy-de-Dôme et le Rhône, 2 dans le Jura, les Landes, la Loire, la Haute-Loire, la Marne et les Vosges et 1 dans les 20 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 23 grèves; alimentation, 12; transport et manutention, 10; bâtiment, 9; travail des métaux, 7; travail des terres et des pierres, 6; industries du bois, 5; agriculture, 3; cuirs et peaux, mines et carrières, papier et imprimerie, 2; allumettiers, 1 grève.

Des 82 grèves commencées en septembre, 69 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Dix-huit, 1 jour ou moins de 1 jour; huit, 2 jours; dix, 3 jours; six, 4 jours; cinq, 5 jours; cinq, 6 jours; cinq, 7 jours; une, 8 jours; trois, 10 jours; deux, 11 jours; trois, 14 jours; une, 16 jours; une, 17 jours et une, 18 jours.

Si l'on y ajoute 12 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 190 jours, 79 jours, 78 jours (2 grèves), 68 jours, 62 jours, 57 jours, 40 jours, 34 jours, 32 jours, 16 jours et 11 jours, on trouve 81 conflits terminés, avec les résultats suivants :

- 18 réussites.
- 32 transactions ou réussites partielles.
- 31 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
23 mars ..	29 sept. . .	Rive-de-Gier.	Loire.	Verriers.	1	365	1
2 mai ..		Pau.	Basses-Pyrénées ..	Menuisiers.	12	70	2
10 mai ..		Lunery-Rosières ..	Cher.	Métallurgistes.	1	700	3
25 mai ..		Bourg-Fidèle.	Ardennes.	Mouleurs.	1	"	4
20 juin ..	6 sept. . .	Lyon.	Rhône.	Chapeliers.	1	7	5
5 juillet. .	22 sept. . .	Tourcoing.	Nord.	Fileurs.	1	90	6
9 juillet. .	4 sept. . .	Tullins.	Isère.	Tisseurs.	1	28	7
11 juillet. .	27 sept. . .	Toulouse.	Haute-Garonne. . . .	Peintres.	61	150	8
11 juillet. .		Saint-Amand.	Nord.	Fileurs.	1	22	9
16 juillet. .	22 sept. . .	Tourcoing.	Nord.	Fileurs, rattacheurs et fa- cheurs.	1	81	10
19 juillet. .		St-Jean-en-Royans. . .	Drôme.	Tisseurs.	3	310	11
23 juillet. .		Pamiers.	Ariège.	Métallurgistes.	1	301	12
25 juillet. .		Raveau et Varennes	Nievre.	Ouvriers en limes.	1	135	13
28 juillet. .		Hem.	Nord.	Tisseurs.	1	13	14
31 juillet. .	1 ^{er} oct. . .	Saint-Claude.	Jura.	Pipiers.	50	1,443	15
2 août ..		Chambéry.	Savoie.	Menuisiers.	"	40	16
4 août ..		Albi.	Tarn.	Mouleurs.	1	20	17
9 août ..		Châteaurenault. . . .	Indre-et-Loire.	Ouvriers en chaussures. . . .	1	40	18
14 août ..		Bordeaux et envi- rons.	Gironde.	Tonneliers.	200	1,000	19
23 août ..		La Rochelle.	Charente-Inférieure	Ouvriers d'usines d'engrais ..	2	335	20
24 août ..		Marseille.	Bouches-du-Rhône	Vernisseurs.	1	"	21
28 août ..	1 ^{er} oct. . .	Grenoble.	Isère.	Menuisiers.	"	250	22
30 août ..	15 sept. . .	Arudy.	Basses-Pyrénées. . . .	Taillieurs de pierres.	13	170	23
30 août ..	1 ^{er} oct. . .	Grenoble.	Isère.	Mécaniciens, mouleurs, etc. . .	"	3,000	24
31 août ..	11 sept. . .	Toulouse.	Haute-Garonne. . . .	Vernisseurs.	1	70	25
31 août ..	10 oct. . .	Besançon.	Doubs.	Ouvriers en horlogerie.	1	71	26
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} sept. . .	5 sept. . .	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	275	1
1 ^{er} sept. . .	5 sept. . .	Rouen et environs. . .	Seine-Inférieure. . . .	Boulangers.	80	121	2
1 ^{er} sept. . .	17 sept. . .	Tourcoing.	Nord.	Tisseurs.	1	85	3
1 ^{er} sept. . .		Saint-Leger-des-Vi- gnes.	Nievre.	Verriers.	1	"	4
2 sept. . .	3 sept. . .	Le Havre.	Seine-Inférieure. . . .	Débardeurs.	1	32	5
3 sept. . .	3 sept. . .	Le Havre.	Seine-Inférieure. . . .	Dockers.	1	40	6
3 sept. . .	4 sept. . .	Neux-les-Mines. . . .	Pas-de-Calais.	Peintres.	1	10	7
3 sept. . .	5 sept. . .	La Gorgue-Estaires	Nord.	Déchargeurs de bateaux. . . .	1	"	8
3 sept. . .	6 sept. . .	Saint-Etienne.	Loire.	Tôliers-fumistes.	"	"	9
3 sept. . .	8 sept. . .	Bordeaux.	Gironde.	Boulangers.	149	400	10
3 sept. . .	14 sept. . .	Bordeaux.	Gironde.	Mouleurs.	1	21	11
3 sept. . .	17 sept. . .	Rives.	Isère.	Menuisiers.	1	13	12
3 sept. . .		Saint-Claude.	Jura.	Lapidaires.	1	20	13
3 sept. . .		Le Tréport.	Seine-Inférieure. . . .	Terrassiers.	1	25	14

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} septembre 1906, a pu être déjà signalée dans le précédent

N°	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} SEPTEMBRE 1906 ⁽¹⁾.

1	Contre le licenciement du personnel d'un four éteint....	Échec.	Usine fermée.
2	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	.....	.....
3	Demande : journée de 8 heures.....	.....	.....
4	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	Lockout.
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Grévistes remplacés.
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	.....
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Usine fermée, 26 grévistes embauchés ailleurs.
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
9	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
11	Demandes : augmentation de salaire; suppression des primes.....	.....	.....
12	Demande de suppression d'une retenue.....	.....	.....
13	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
14	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	3,000 ouvriers de diverses professions ont fait grève, par solidarité, le 28 septembre.
16	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
17	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....	.....
18	Demandes : renvoi d'un contremaître; suppression de la retenue pour la force motrice.....	.....	.....
19	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
20	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
21	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	.....
22	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	.....
24	Demandes : journée de 9 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
25	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'une ouvrière.....	Réussite.	.....
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....

EN SEPTEMBRE 1906

1	Réduction de salaire.....	Réussite.	.....
2	Demandes : repos hebdomadaire par roulement; augmentation compensatoire du salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	.....
4	Demandes : réintégration d'ouvriers : augmentation de salaire.....	.....	Les ouvriers congédiés étaient les fondateurs du syndicat.
5	Demande de repos hebdomadaire collectif, le dimanche.....	Échec.	.....
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	.....
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	.....
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
10	Demandes : repos hebdomadaire par roulement; augmentation compensatoire du salaire.....	Réussite.	.....
11	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	.....
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	.....
13	Demande de réintégration d'une ouvrière.....	.....	.....
14	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉVÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
4 sept...	5 sept...	Caen.....	Calvados.....	Débardeurs.....	1	15	15
4 sept...	10 sept...	Hyères.....	Var.....	Ouvriers des salins.....	1	80	16
5 sept...	5 sept...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	11	17
5 sept...	5 sept...	Amiens.....	Somme.....	Ouvriers de chantiers de charbons.	1	13	18
6 sept...	12 sept...	Roubaix.....	Nord.....	Ébénistes.....	1	11	19
6 sept...	13 sept...	Grenoble.....	Isère.....	Boulangers.....	"	32	20
6 sept...	13 sept...	Avesnes-lez-Aubert et région.	Nord.....	Tisseurs à la main.....	48	4,800	21
6 sept...	.....	Saint-Étienne.....	Loire.....	Cimentiers.....	"	100	22
6 sept...	.....	Lannoy.....	Nord.....	Fileuses.....	1	96	23
7 sept...	8 sept...	Toulouse.....	Haute-Garonne...	Employés de chemins de fer.	1	8	24
7 sept...	8 sept...	Lourdes.....	Hautes-Pyrénées...	Employés de tramways.....	1	47	25
8 sept...	8 sept...	Denain.....	Nord.....	Ouvriers d'aciéries.....	1	80	26
8 sept...	10 sept...	Boulogne et Ou- treau.	Pas-de-Calais...	Tonnelliers.....	3	80	27
8 sept...	11 sept...	La Rochelle.....	Charente-Inférieure	Boulangers.....	"	40	28
8 sept...	11 sept...	Camarsac.....	Gironde.....	Carriers.....	5	"	29
8 sept...	12 sept...	Libourne.....	Gironde.....	Boulangers.....	2	4	30
9 sept...	19 sept...	Angers.....	Maine-et-Loire...	Boulangers.....	"	66	31
10 sept...	11 sept...	Grazac.....	Haute-Loire.....	Terrassiers.....	1	30	32
10 sept...	17 sept...	Escaro.....	Pyrénées-Orientales	Mineurs.....	1	78	33
10 sept...	.....	S ^t -Julien-en-Born.	Landes.....	Résiniers.....	"	"	34
11 sept...	12 sept...	Charmes.....	Vosges.....	Briquetiers.....	1	40	35
11 sept...	13 sept...	Rouen.....	Seine-Inférieure..	Trieurs de déchets de coton.	1	13	36
12 sept...	12 sept...	Tours.....	Indre-et-Loire...	Boulangers.....	1	9	37
12 sept...	14 sept...	Beauvois-en-Cam- brésis.	Nord.....	Tisseurs.....	1	47	38
12 sept...	14 sept...	Pantin.....	Seine.....	Verriers.....	1	250	39
12 sept...	17 sept...	Poitiers.....	Vienne.....	Commissionnaires.....	2	13	40
13 sept...	16 sept...	Desvres.....	Pas-de-Calais....	Tonnelliers.....	2	30	41
13 sept...	18 sept...	Reims.....	Marne.....	Tisseurs.....	1	27	42
13 sept...	21 sept...	Béziers.....	Hérault.....	Charretiers.....	50	350	43
13 sept...	.....	Vinay.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	120	44
14 sept...	17 sept...	Lyon.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	84	45
14 sept...	19 sept...	Roubaix.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	27	46
14 sept...	20 sept...	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Ouvriers en chaussures.....	1	125	47
14 sept...	21 sept...	Saint-Amand.....	Nord.....	Faïenciers.....	1	17	48
14 sept...	24 sept...	Aix-les-Bains...	Savoie.....	Gordonniers.....	"	27	49
15 sept...	29 sept...	Pont-en-Royans...	Isère.....	Tisseurs.....	1	15	50
15 sept...	.....	Frévent.....	Pas-de-Calais....	Fileurs et tisseurs.....	1	850	51
17 sept...	18 sept...	Clermont-Ferrand.	Puy-de-Dôme....	Maréchaux-ferrants.....	11	17	52
17 sept...	20 sept...	Moirans.....	Isère.....	Ouvriers en papiers.....	1	"	53
17 sept...	20 sept...	Volvic.....	Puy-de-Dôme....	Terrassiers.....	1	17	54
17 sept...	1 ^{er} oct.	La Ville.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	25	55
17 sept...	5 oct...	Saint-Amand.....	Nord.....	Lamineurs.....	1	210	56
17 sept...	.....	Trévoux.....	Ain.....	Typographes.....	1	7	57
18 sept...	20 sept...	Tours.....	Indre-et-Loire...	Boulangers.....	"	13	58

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN SEPTEMBRE 1906. (Suite.)			
15	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
16	Contestation relative au salaire	Transaction.	Grévistes remplacés, embauchés ailleurs.
17	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes congédiés.
18	Demandes : repos hebdomadaire collectif, le dimanche ; augmentation de salaire	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
20	Demandes : repos hebdomadaire collectif de minuit à minuit ; augmentation compensatoire du salaire	Échec.	
21	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
22	Demande d'augmentation de salaire		
23	Demande de suppression des amendes pour retards et absences		
24	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
25	Demande de renvoi d'un directeur	Échec.	
26	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
27	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
28	Demandes : repos hebdomadaire par roulement ; augmentation compensatoire du salaire	Échec.	
29	Demandes : augmentation de salaire ; paie à jours fixes ..	Transaction.	
30	Demande de repos hebdomadaire par roulement	Échec.	
31	Demande de repos hebdomadaire par roulement	Échec.	
32	Demande de renvoi d'un contre-maitre	Échec.	
33	Demandes : augmentation de salaire ; renvoi d'un maître mineur	Transaction.	
34	Contestation relative au salaire		
35	Réduction de salaire	Réussite.	
36	Règlement d'atelier ; demande de renvoi d'un directeur ..	Transaction.	
37	Demande : maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail	Échec.	
38	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
39	Demande de réintégration de 2 ouvriers	Échec.	
40	Demande : maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail	Transaction.	
41	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
42	Refus de conduire deux métiers (mauvaise qualité des matières premières)	Transaction.	
43	Demandes : diminution du temps de travail ; repos hebdomadaire collectif ; embauchage exclusif d'ouvriers syndiqués	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
44	Demande de réintégration d'une ouvrière	Échec.	
45	Demande de renvoi d'une ouvrière	Réussite.	
46	Demande de diminution de la vitesse des métiers	Transaction.	
47	Demande d'augmentation de salaire		
48	Demandes : suppression des retenues pour malfaçon ; renvoi d'un contre-maitre	Échec.	
49	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
50	Demande de réintégration d'une ouvrière	Échec.	
51	Demandes : augmentation de salaire ; renvoi d'un contre-maitre		
52	Demande : maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail	Transaction.	
53	Demande de réintégration d'un ouvrier	Réussite.	
54	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
55	Demande de suppression de la retenue pour la force motrice	Échec.	15 grévistes remplacés.
56	Demande de réintégration de 2 ouvriers	Échec.	
57	Demande de réintégration d'un ouvrier		
58	Demande : maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail	Échec.	Grévistes remplacés.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
18 sept...	20 sept...	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	125	59
19 sept...	22 sept...	Flers.....	Orne.....	Tisseurs.....	1	200	60
19 sept...	24 sept...	Lille.....	Nord.....	Confiseurs.....	1	50	61
20 sept...	24 sept...	Clichy.....	Seine.....	Verriers.....	1	85	62
21 sept...	24 sept...	Meaux.....	Seine-et-Marne	Boulangers.....	16	20	63
21 sept...	2 oct...	Vannes.....	Morbihan.....	Boulangers.....	14	45	64
21 sept...		Laval.....	Mayenne.....	Tisseurs.....	1	45	65
22 sept...	29 sept...	Miramas.....	Bouches-du-Rhône.	Terrassiers.....	1	35	66
22 sept...	2 oct...	Bazancourt.....	Marne.....	Ouvriers en coffres-forts.....	1	131	67
22 sept...	9 oct...	Roubaix et Watre- los.	Nord.....	Tisseurs.....	1	118	68
22 sept...		Yssingaux.....	Haute-Loire.....	Ménisiers et ébénistes.....	"	18	69
23 sept...	29 sept...	Bordeaux.....	Gironde.....	Employés de chemins de fer.	1	150	70
24 sept...	24 sept...	Fleurieu-sur-Rhône	Rhône.....	Terrassiers.....	1	35	71
24 sept...	25 sept...	Baroncourt.....	Meuse.....	Terrassiers.....	1	80	72
24 sept...	25 sept...	Saint-Dié.....	Vosges.....	Bonnetiers.....	1	11	73
24 sept...	30 sept...	Gastes.....	Landes.....	Résiniers.....	"	66	74
25 sept...		La Tour-du-Pin ..	Isère.....	Tullistes.....	1	70	75
26 sept...	29 sept...	Pantin et Aubervil- liers.	Seine.....	Allumettiers.....	1	775	76
27 sept...	28 sept...	Roubaix.....	Nord.....	Bâcleurs.....	1	16	77
27 sept...	29 sept...	Pavilly.....	Seine-Inférieure..	Tisseurs.....	1	80	78
28 sept...	29 sept...	Chamalières.....	Pny-de-Dôme ..	Ouvriers en confection de vê- tements.	1	18	79
28 sept...	2 oct...	Mortagne-du-Nord.	Nord.....	Fondeurs de zinc.....	1	70	80
29 sept...	3 oct...	Roubaix.....	Nord.....	Bâcleurs.....	1	8	81
30 sept...		Saint-Claude.....	Jura.....	Boulangers.....	"	13	82

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

10 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en septembre à la Direction du travail.

1° La grève des mineurs de Lavaveix (Creuse), qui s'était déclarée le 2 mai 1906, avait pris fin le 21 mai, un accord partiel étant intervenu au cours des réunions du comité de conciliation tenues, sur l'initiative du juge de paix, les 10, 16 et 21 mai. Une seule question avait été laissée en suspens pour être résolue par un arbitrage et les parties avaient désigné leurs arbitres le 5 juin. Le comité arbitral, composé de quatre membres, avait à résoudre les questions suivantes :

1° La situation actuelle de la Compagnie des houillères d'Ahun lui permet-elle de donner une augmentation à ses ouvriers ?

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN SEPTEMBRE 1906. (Fin.)			
59	Contre la suppression du délai-congé.....	Réussite.	
60	Demande de suppression d'amendes.....	Transaction.	
61	Demandes : suppression d'amendes ; renvoi d'un contre-maître ; réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
62	Demandes de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
63	Demandes : repos hebdomadaire par roulement ; augmentation compensatoire du salaire.....	Réussite.	
64	Demandes : repos hebdomadaire par roulement ; augmentation compensatoire du salaire.....	Échec.	
65	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
66	Réduction de salaire.....	Transaction.	
67	Contestation relative au salaire.....	Échec.	
68	Demandes ; renvoi d'un contremaître ; un rattacheur de plus par métier.....	Transaction.	
69	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire ; suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
70	Demandes : augmentation de salaire ; repos hebdomadaire.	Transaction.	
1	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
2	Protestation contre une réprimande.....	Échec.	
3	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Réussite.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
6	Demandes : réintégration de 15 surnuméraires ; fourniture de bois de meilleure qualité.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
9	Demande de réintégration d'une ouvrière.....	Transaction.	
0	Contestation relative au salaire.....	Réussite.	
1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

2° Dans l'affirmative, quelle sera la majoration pour 100 à faire subir à la prime actuelle de 5 p. 100 ?

Les ouvriers demandaient que cette prime fût portée à 15 p. 100.

Le comité arbitral procéda à une enquête approfondie, se réunit les 20, 26 et 29 juin, 13 et 30 juillet et le 1^{er} août, sans pouvoir se mettre d'accord sur la sentence à rendre et sur la désignation du tiers arbitre.

Par ordonnance en date du 4 août, le président du tribunal civil d'Aubusson, en application de l'article 8 de la loi du 27 décembre 1892, avait désigné comme tiers arbitre M. le docteur Villard, président du Conseil général, sénateur, maire de Guéret.

L'arbitre a rendu, le 6 septembre, la sentence suivante :

Je soussigné, nommé par décision de M. le Président du tribunal de première instance d'Aubusson, en date du 4 août 1906, arbitre départiteur dans le différend qui existe entre la Compagnie des houillères d'Ahun et les ouvriers de cette Compagnie. . . ;

AI pris connaissance des documents et pièces nécessaires, recueilli divers renseignements utiles, tous documents, pièces et renseignements susceptibles de m'éclairer dans la solution des questions. . . qui ont été posées.

De l'examen des pièces et documents précités, il résulte que la situation financière de la Compagnie, après avoir été florissante pendant les exercices 1899-1900, 1900-1901, pros-

père pendant les exercices 1901-1902, 1902-1903, 1903-1904 et 1904-1905, semble avoir été médiocre pendant l'exercice 1905-1906 et se traduire, à la fin de cet exercice, par un bénéfice minime.

Mais considérant que la Compagnie a exécuté des travaux d'aménagement, aujourd'hui terminés, qui doivent lui permettre d'améliorer sensiblement le prix de revient actuel, notamment par la diminution des frais d'épuisement, et qu'elle doit obtenir encore, dans un avenir prochain, de meilleurs résultats en poursuivant les réformes qu'elle a commencé à apporter à son organisation;

L'arbitre soussigné estime que la prime de 5 p. 100 doit être portée à 6 p. 100, et ce, à partir du 21 mai 1906, date de la reprise du travail;

Ce chiffre d'augmentation de 1 p. 100 sur la prime est donné simplement à titre indicatif et provisoire. Il faut admettre, en effet, que la production de la mine augmentera dans un avenir très prochain, par suite, d'une part, de l'organisation meilleure de l'exploitation et, d'autre part, des efforts des mineurs pour élever le rendement, efforts d'autant plus grands qu'ils seront favorisés par de bonnes conditions hygiéniques du travail. La situation financière de la Compagnie étant améliorée, il sera juste d'augmenter, ce jour-là, le salaire des ouvriers dans la mesure la plus large possible.

2° Grève de boulangers à Rouen et environs. — Les ouvriers boulangers de Rouen et des environs avaient demandé l'application du repos hebdomadaire par roulement, avec maintien, pour six jours, du salaire antérieurement payé pour sept. Les patrons étaient disposés à accepter le repos par roulement, à la condition que leurs ouvriers leur fournissent un personnel de remplacement sûr; mais ils se refusaient à payer six jours comme sept. La grève éclata le 1^{er} septembre. 80 boulangeries sur 110 furent atteintes et 124 ouvriers sur 190 s'associèrent au mouvement. Sur intervention du juge de paix, le 3 septembre, un comité de conciliation s'est réuni le 5, et les parties ont adhéré à la convention suivante :

Les patrons acceptent le repos par roulement.

Les brigadiers seront payés 6 francs par jour, soit 36 francs la semaine.

Les seconds, 5 fr. 50 par jour, soit 33 francs la semaine, pour quatre fournées par jour.

Chaque fournée supplémentaire sera payée 1 franc.

Les patrons continueront à fournir le pain, comme par le passé.

Toutefois, il est convenu que les petits patrons qui font quatre fois trois et trois fois deux fournées par semaine, paieront les brigadiers 5 fr. 50 et les seconds 5 francs par jour.

Les patrons paieront l'extra aux frais de l'ouvrier à demeure.

Tous les ouvriers, sans distinction, qui ont cessé le travail pour faire grève, devront être repris par leurs patrons respectifs.

Les prix ci-dessus désignés seront affichés sur un tableau dans le bureau de placement des patrons, rue Martainville, n° 232.

Le travail sera repris dès ce soir.

Les délégués demandent qu'il soit constaté que toutes ces décisions ont été prises à l'unanimité des voix.

Cette convention assure aux ouvriers même salaire pour six jours que pour sept.

3° Grève des tisseurs à la main d'Avesnes-lez-Aubert (Nord) et de la région. — Les 4,800 tisseurs de batistes, toiles fines, linons et mouchoirs, travaillant à domicile pour le compte de 48 négociants et fabricants de la région de Cambrai-Valenciennes et répartis dans les communes d'Avesnes-lez-Aubert, Bévillers, Haspres, Rieux, Saint-Aubert, Saint-Hilaire, Saint-Vaast, Saulzoir, Villers en Cauchies, ont arrêté leurs métiers, le 6 septembre, à la suite des circonstances suivantes.

Au lendemain de la mise en application du tarif du 1^{er} septembre 1905, des difficultés s'étaient élevées au sujet des prix à attribuer à certains articles. La Com-

mission mixte, instituée par la convention passée, le 1^{er} août 1905, entre syndicat patronal et fédération des syndicats ouvriers, n'avait pu, dans ses séances du 2 et du 31 octobre, donner une solution à ces difficultés.

Un congrès des syndicats ouvriers s'était tenu le 4 mars 1906, à Villers-en-Cauchies, et avait élaboré un projet de tarif visant les articles en cause. Ce projet avait été transmis au syndicat patronal qui, par lettre adressée, le 19 avril, au juge de paix de Carnières, refusait d'admettre les prix proposés, dénonçait le tarif de 1905 et annonçait son intention de soumettre sous peu à l'acceptation des ouvriers un nouveau tarif.

Le 29 avril, un second congrès ouvrier se réunissait à Avesnes-lez-Aubert. Par lettre en date du 30, adressée au syndicat patronal, le congrès, prenant acte de la dénonciation du tarif de 1905, demandait aux patrons le maintien de la classification des articles établie par ce tarif, avec relèvement général de 15 p. 100.

Les patrons n'avaient pas répondu à cette demande. C'est seulement le 5 septembre que le projet de tarif établi par le syndicat patronal a été soumis aux délégués des syndicats ouvriers. Ce tarif, jugé insuffisant, a été repoussé, et la grève votée le soir même en assemblée générale. Les ouvriers maintenaient leur demande d'augmentation de 15 p. 100 sur tous les prix du tarif de 1905.

Le juge de paix de Carnières s'est rendu à Avesnes-lez-Aubert (siège du syndicat patronal), dès le 6 septembre, pour proposer le recours à la conciliation. Après un premier refus, les patrons ont finalement consenti à désigner des délégués en vue de la réunion d'un comité. Ce comité, réuni le 12 septembre, a admis la transaction suivante :

Articles classiques.

Augmentation de 10 p. 100 sur les batistes unies comprenant 500 articles.

10 p. 100 sur tous les mouchoirs en fil à deux lisières.

12 p. 100 sur les mouchoirs frou-frou fil crémé, avec tarif « decrescenda ».

5 p. 100 sur les limons unis, comprenant 450 articles.

5 p. 100 mouchoirs madras.

Articles fantaisies.

5 p. 100 mouchoirs doubles ou triples méfis paré sur rouleau, pur coton et méfis extra-blancs.

5 p. 100 sur deux ou trois laizes coton collés, mouchoirs méfis ou pur coton.

17 p. 100 sur batiste méfis et pur coton par 110 mètres toile.

Sont assujettis aux tarifs nouveaux :

Les mouchoirs en coton laminé, deux bouts;

Les cotons rouleaux.

Cette augmentation de tarif a porté le salaire moyen journalier des ouvriers, de 2 fr. 50 à 2 fr. 70 pour les hommes, de 1 fr. 70 à 1 fr. 80 pour les femmes et de 1 fr. 05 à 1 fr. 15 pour les jeunes gens.

Tous les tisseurs ont repris le travail le 13 septembre.

4° Grève de charretiers de Béziers. — Les charretiers de Béziers, par l'organe de leur syndicat, avaient présenté aux patrons la liste de revendications suivante :

1° La journée sera fixée sur un parcours de 24 kilomètres au maximum; de 24 kilomètres à 34 kilomètres l'on ne rentrera que le lendemain dans la matinée; de 34 à 40 kilomètres, l'on ne rentrera que le soir du deuxième jour;

2° Il ne sera fait qu'un voyage de toutes les localités ne dépassant pas 13 kilomètres; au-dessous de 13 kilomètres il sera fait deux voyages, sauf dans un cas de force majeure;

3° Le cammionnage de la Ville et de MM. les négociants, le service commencera à l'ouverture de la gare et se terminera à la fermeture;

4° Il sera alloué une indemnité de 1 franc à tout charretier qui fera seul un chargement de fûts pleins;

5° Aucun chargement de fûts vides à double rangée ne devra être fait par l'ouvrier seul;

6° Aucun ouvrier ne devra être embauché s'il n'est pas syndiqué;

7° Le syndicat s'engage à fournir tous les ouvriers charretiers pour assurer tout service;

8° Il sera établi par le syndicat un bureau de placement, dont le délégué sera payé par le syndicat lui-même;

9° Les hommes seront payés à raison de 35 francs par semaine, ou 6 francs par jour, ou 75 francs par mois, nourri et logé;

10° Le délégué à la permanence devra être nuit et jour à l'entière disposition des camarades syndiqués pour lui procurer son remplaçant, en vertu de l'article 7, en même temps pour MM. les patrons camionneurs, pour assurer leur service;

11° Tout ouvrier charretier syndiqué ne devra prendre que son barral et les bouteilles qui lui reviennent de droit, accordés par MM. les négociants;

Tout ouvrier ne se conformant pas à ce règlement sera mis à l'index par le syndicat pendant 15 jours et, s'il y a récidive, il sera renvoyé du syndicat, avec défense absolue aux patrons de l'occuper;

Tout ouvrier charretier non syndiqué sera mis à l'index par le syndicat; les ouvriers syndiqués travaillant pour le compte de la même administration devront aviser le patron que s'il se refuse au renvoi immédiat des non syndiqués, les camarades syndiqués cesseront immédiatement tout travail. Le syndicat appuiera de tout son pouvoir les camarades qui auront agi dans l'intérêt de la corporation;

13° Aucun ouvrier charretier ne devra être renvoyé, ni comme syndiqué, ni comme membre du bureau, ni pour fait de grève;

14° Tout patron camionneur qui ne respectera pas les prix de transport adoptés par le syndicat des patrons camionneurs sera mis à l'index par le syndicat des ouvriers charretiers;

15° Aucun ouvrier charretier ne devra remplacer un second entonneur sur n'importe quel rapport;

16° MM. les patrons camionneurs devront s'assurer un homme pour soigner leurs chevaux à l'arrivée à l'écurie;

17° Les ouvriers charretiers devront, dans le cas où ils ne pourraient reprendre leur service le lendemain, aviser eux-mêmes ou par une tierce personne, le délégué à la permanence à seule fin d'assurer le service;

18° Il ne suffira qu'à MM. les patrons camionneurs, dans le cas où un de leurs collègues dérogerait au tarif en vertu de l'article 14, aviser immédiatement le syndicat et instantanément les ouvriers qui seront à son service cesseront tout travail jusqu'au jour où il sera revenu à de meilleurs sentiments;

19° Aucun employé d'administration autre que des charretiers proprement dits ne devront conduire un équipage;

20° Un repos de 24 heures sera accordé par semaine; cette journée partira du samedi à minuit au dimanche à minuit;

21° Le présent règlement sera affiché dans toutes les écuries.

N'ayant pas reçu de réponse, les ouvriers se mettaient en grève le 13 septembre. 350 charretiers (sur 500), occupés chez les 50 patrons camionneurs de Béziers ont pris part au conflit. Par suite de l'arrêt du charroi, les négociants en vins de la ville prenaient la décision de fermer leurs chais. Ce projet a été mis à exécution le 18 septembre et 2,000 ouvriers de chais, tonneliers et entonneurs, ont été contraints à chômer.

Le juge de paix est intervenu d'office le 15. Un comité de conciliation s'est réuni le 19 et le 20. A la seconde réunion, l'accord suivant a été signé :

1° Tout ouvrier charretier qui sera embauché à la semaine sera payé à raison de 35 francs. La journée sera payée à raison de 6 francs;

2° La journée moyenne fixée pour une distance de 24 à 28 kilomètres; le maximum de

la distance de la première journée étant de 28 à 30 kilomètres, le maximum de la seconde ne pourra dépasser 13 à 15 kilomètres;

3° Les frais occasionnés par le déplacement seront payés sur facture par les patrons camionneurs;

4° Il sera alloué une indemnité de 1 franc à tout charretier qui fera seul un chargement de fûts pleins et par voyage;

5° Le patron camionneur fournira un aide pour les chargements des fûts à double rangée;

6° Sous aucun prétexte l'ouvrier charretier ne devra remplacer l'entonneur;

7° Un repos de 24 heures sera accordé par semaine et par roulement;

8° Il ne sera fait aucun renvoi pour faits de grève;

9° Le présent règlement sera affiché dans les écuries des camionneurs.

Avant la grève, la durée du travail n'était pas limitée et le salaire variait de 5 à 6 francs.

La grève a pris fin le 21 septembre.

5° Dans une **grève de vermicelliers à Toulouse**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 7 septembre. Un comité de conciliation s'est réuni le 8. L'accord n'a pu s'établir.

6°, 7°, 8°, 9°, 10°. Des recours ont été adressés par les ouvriers au juge de paix dans deux **grèves de fileurs à Tourcoing (Nord)**, dans une **grève de verriers à Rive-de-Gier (Loire)**, dans la **grève des métallurgistes de Pamiers**, dans la **grève de fileuses à Hem (Nord)**. Les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS, LES UNIONS DE SYNDICATS ET LES BOURSES DU TRAVAIL

AU 1^{er} JANVIER 1906.

I. — Le mouvement syndical en 1905.

Le mouvement syndical français, en 1905, se traduit par une augmentation tant du nombre des syndicats que de celui des syndiqués.

Les tableaux que l'on trouvera ci-après donnent l'ensemble des chiffres exprimant la situation des syndicats patronaux, ouvriers, mixtes et agricoles au 1^{er} janvier 1906.

	NOMBRE	
	des syndicats.	des adhérents.
Au 1 ^{er} janvier 1905.....	10,987	1,719,196
Au 1 ^{er} janvier 1906.....	11,841	1,809,271
DIFFÉRENCE en faveur de 1905.....	854	90,075

II. — Syndicats industriels et commerciaux.

Le nombre des syndicats industriels et commerciaux qui avaient fait le dépôt prescrit par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 et qui remplissaient d'autre part les conditions exigées pour constituer valablement un syndicat professionnel était, au 1^{er} janvier 1906, de 8,288. Le nombre de leurs adhérents était, à la même date, de 1,132,348.

Voici comment se répartissent ces syndicats :

	NOMBRE de syndicats.	DIFFÉRENCE avec 1904.	NOMBRE d'adhérents.	DIFFÉRENCE avec 1904.
Syndicats patronaux.....	3,291	+ 189	268,036	+ 16,000
— ouvriers.....	4,857	+ 232	836,134	+ 54,790
— mixtes.....	140	— 4	28,178	+ 2,395

Les départements dans lesquels il y a plus de 50 *syndicats patronaux* sont les suivants :

Seine, 670 ; Nord, 171 ; Rhône, 151 ; Bouches-du-Rhône, 141 ; Gironde, 120 ; Seine-Inférieure, 102 ; Loire, 83 ; Hérault, 64 ; Isère, 62 ; Loire-Inférieure, 61 ; Pas-de-Calais, 60 ; Seine-et-Oise, 59 ; Haute-Garonne, 53.

Voici ceux dans lesquels on compte plus de 4,000 syndiqués patronaux :

Seine, 117,068; Pas-de-Calais, 12,237; Rhône, 11,631; Nord, 9,960; Bouches-du-Rhône, 9,521; Gironde, 8,423; Seine-Inférieure, 5,444.

Les départements dans lesquels il existe plus de 100 *syndicats ouvriers* sont les suivants :

Seine, 568; Nord, 315; Rhône, 238; Bouches-du-Rhône, 201; Hérault, 166; Loire, 154; Gironde, 150; Cher, 124; Seine-Inférieure, 111.

Voici ceux dans lesquels les ouvriers syndiqués sont plus de 10,000 :

Seine, 275,426; Nord, 67,997; Pas-de-Calais, 42,359; Bouches-du-Rhône, 39,696; Rhône, 29,560; Loire, 24,765; Gironde, 21,166; Seine-Inférieure, 19,065; Hérault, 16,849; Finistère, 14,644; Saône-et-Loire, 14,108; Cher, 11,940; Loire-Inférieure, 11,400; Haute-Vienne, 10,907; Var, 10,618.

Quant aux *syndicats mixtes*, les départements dans lesquels ils sont le plus nombreux sont les suivants :

Seine, 15; Nord, 14; Maine-et-Loire, 13; Ile-et-Vilaine, 10.

Les départements dans lesquels ces syndicats ont plus de 1,000 adhérents sont :

Nord, 10,420; Seine, 8,199; Maine-et-Loire, 1,037.

Le nombre des *femmes syndiquées* était au 1^{er} janvier 1906 de 82,904, dont 7,062 dans les syndicats patronaux, 69,355 dans les syndicats ouvriers et 6,487 dans les syndicats mixtes. Il y a lieu de remarquer que la proportion des femmes dans les syndicats mixtes (23.02) est plus forte que dans les syndicats ouvriers (8.29) et surtout que dans les syndicats patronaux (2.63).

Les départements dans lesquels se trouve le plus grand nombre de patronnes syndiquées sont les suivants :

Seine, 3,582; Charente-Inférieure, 537; Bouches-du-Rhône, 476; Rhône, 230.

Ceux dans lesquels se trouvent plus de 1000 ouvrières syndiquées sont les suivants :

Seine, 22,136; Nord, 10,078; Rhône, 3,706; Haute-Vienne, 2,327; Vosges, 2,321; Bouches-du-Rhône, 2,257; Loire, 1,682; Gironde, 1,530; Aisne, 1,345; Loire-Inférieure, 1,233; Indre, 1,226; Drôme, 1,104; Finistère, 1,097.

III. — Unions de syndicats industriels et commerciaux.

L'article 5 de la loi du 31 mars 1884 autorise les syndicats professionnels régulièrement constitués à se former en Unions. Ces Unions peuvent comprendre des syndicats de même profession ou de professions différentes, et elles peuvent être formées de syndicats appartenant à une même région ou répandus sur tout le territoire.

Le nombre des Unions de syndicats industriels et commerçants s'élève à 284, comprenant 5,743 syndicats et 981,777 membres. Elles se répartissent ainsi :

107	Unions patronales	comprenant	2,127	syndicats et	220,397	membres
167	—	ouvrières	—	3,572	—	757,344
10	—	mixtes	—	44	—	4,036

En raison de ce que la plupart des unions nationales ont leur siège à Paris, c'est le département de la Seine où se trouvent le plus d'Unions : 111 avec 3,051 syndicats et 613,529 membres. Viennent ensuite : le Nord (20 unions, 385 syndicats, 60,124 membres) ; le Rhône (14 unions, 247 syndicats, 32,979 membres) ; les Bouches-du-Rhône (11 unions, 222 syndicats, 73,244 membres).

C'est dans la Seine que siègent le plus d'unions patronales (52 unions, 1,489 syndicats, 171,542 membres) ; le Rhône vient ensuite (6 unions, 124 syndicats, 13,541 membres).

La Seine comporte également le plus d'unions ouvrières (56 unions, 1,550 syndicats, 439,058 membres) ; après la Seine, il faut citer le Nord avec 16 unions groupant 341 syndicats avec 58,304 membres.

IV. — Syndicats agricoles.

Les syndicats agricoles sont généralement composés de cultivateurs exploitants et de fermiers ; mais ils peuvent aussi comprendre des ouvriers agricoles et former ainsi des syndicats mixtes. Le nombre des ouvriers agricoles y est en général très restreint.

La progression des syndicats agricoles en 1905 ressort du tableau comparatif suivant :

	NOMBRE	
	des syndicats	des membres.
Au 1 ^{er} janvier 1905.....	1,116	659,953
Au 1 ^{er} janvier 1906.....	3,553	677,150
DIFFÉRENCE en faveur de 1906.....	437	17,197

Sept départements comptent plus de 100 syndicats agricoles, ce sont : la Haute-Saône (277 syndicats, 13,799 membres) ; le Doubs (158 syndicats, 11,749 membres) ; l'Indre-et-Loire (140 syndicats, 14,314 membres) ; l'Isère (135 syndicats, 15,517 membres) ; la Marne, 125 syndicats, 22,052 membres) ; l'Aube (110 syndicats, 9,766 membres) ; l'Yonne (105 syndicats, 11,794 membres). Toutefois, le plus grand nombre de syndiqués se trouve dans la Sarthe qui ne possède que 34 syndicats pour un effectif de 26,069 membres.

Les femmes dans les syndicats agricoles sont au nombre de 10,006. Il y en a 936 dans la Marne, 451 dans le Doubs, 444 dans le Rhône, 399 dans l'Yonne.

Quant aux Unions de syndicats agricoles, il en existait au 1^{er} janvier 1906 52 groupant les 796,690 membres de 3,290 syndicats.

La Côte-d'Or comprend 3 Unions formées par 347 syndicats avec 39,368 ; le Rhône en comprend 2 formées par 334 syndicats avec 101,402 membres. La Seine ne possède qu'une Union, mais c'est la plus importante de France, le Syndicat général des Agriculteurs de France qui réunit 1,200 syndicats et 400,000 membres,

Bourses du travail.

Il existait au 1^{er} janvier 1906 125 Bourses du travail. Voici l'état comparatif des Bourses en 1904 et en 1905.

	NOMBRE		EFFECTIF total des syndicats adhérents.
	de Bourses.	de syndicats adhérents.	
Au 1 ^{er} janvier 1905.....	114	2,360	377,561
Au 1 ^{er} janvier 1906.....	125	2,481	422,336
 DIFFÉRENCE en faveur de 1905.....	 11	 121	 44,775

Il a été créé une Bourse du travail en 1905 dans les villes suivantes : Annecy, Cahors, Châlons-sur-Marne, Marmande, Mèze (Hérault), Nantes (Bourse indépendante), Pau, Puteaux, Saint-Amand (Nord), Sens, Tulle et Vichy.

STATISTIQUE GÉNÉRALE DES SYNDICATS

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	PATRONAUX.			OUVRIERS.		
		NOMBRE			NOMBRE		
		de syndicats.	de membres.	de femmes.	de syndicats.	de membres.	de femmes.
1	AIN.....	16	890	20	20	1,234	68
2	AISNE.....	45	1,540	4	51	5,440	1,345
3	ALLIER.....	31	1,480	17	82	6,623	7
4	ALPES (BASSES-).....	"	"	"	"	"	"
5	ALPES (HAUTES-).....	12	447	"	2	63	"
6	ALPES-MARITIMES.....	41	2,551	153	91	7,881	697
7	ARDÈCHE.....	8	222	2	10	1,660	"
8	ARDENNES.....	19	649	15	43	6,852	265
9	ARIÈGE.....	6	106	"	10	1,391	81
10	AUBE.....	21	1,423	21	28	2,408	290
11	AUDE.....	19	717	6	96	6,076	37
12	AVEYRON.....	8	220	12	19	2,893	"
13	BOUCHES-DU-RHÔNE.....	141	9,521	476	201	39,696	2,257
14	CALVADOS.....	28	2,128	42	23	1,171	114
15	CANTAL.....	9	264	16	6	233	"
16	CHARENTE.....	18	724	"	38	2,487	124
17	CHARENTE-INFÉRIEURE.....	29	2,058	537	37	4,201	37
18	CHER.....	32	1,250	7	124	11,940	326
19	CORRÈZE.....	10	256	1	32	1,901	10
20	CORSE.....	1	25	"	13	921	2
21	CÔTE-D'OR.....	35	2,116	15	47	3,051	201
22	CÔTES-DU-NORD.....	11	384	3	13	667	"
23	CRÈUSE.....	6	225	"	4	175	9
24	DORDOGNE.....	8	218	1	17	846	"
25	DOUBS.....	34	1,490	47	37	2,677	128
26	DRÔME.....	24	1,763	27	43	3,537	1,104
27	EURE.....	27	1,827	40	18	1,033	196
28	EURE-ET-LOIR.....	17	940	11	13	1,594	"
29	FINISTÈRE.....	44	1,320	89	80	14,644	1,097
30	GARD.....	25	1,287	1	37	3,400	156
31	GARONNE (HAUTE-).....	53	2,895	"	84	7,285	819
32	GERS.....	6	195	"	10	582	"
33	GIROUDE.....	120	8,423	200	150	21,166	1,530
34	HÉRAULT.....	64	2,883	90	166	16,849	423
35	ILLE-ET-VILAINE.....	26	1,740	44	46	4,542	258
36	INDRE.....	13	1,745	7	27	2,317	1,226
37	INDRE-ET-LOIRE.....	43	2,351	65	46	2,270	67
38	ISÈRE.....	62	2,664	"	82	9,014	255
39	JURA.....	9	297	3	20	1,924	373
40	LANDES.....	6	336	"	5	350	"
41	LOIR-ET-CHER.....	16	1,071	4	14	950	223
42	LOIRE.....	83	3,704	64	154	24,765	1,682
43	LOIRE (HAUTE-).....	13	320	8	16	1,095	"
44	LOIRE-INFÉRIEURE.....	61	3,429	142	99	11,400	1,233
45	LOIRET.....	38	1,609	21	43	2,800	230
46	LOT.....	4	272	"	16	516	47
	A reporter.....	1,342	72,077	2,211	2,213	244,529	16,917

AU 1^{ER} JANVIER 1906.

MIXTES.			AGRICOLLES.			TOTAUX.			NUMÉROS D'ORDRE.
NOMBRE			NOMBRE			NOMBRE			
de syndicats.	de membres.	de femmes.	de syndicats.	de membres.	de femmes.	de syndicats.	de membres.	de femmes.	
"	"	"	47	10,888	285	83	13,012	373	1
2	60	"	23	4,561	125	121	11,601	1,474	2
6	232	"	46	6,158	22	165	14,493	46	3
"	"	"	19	6,462	167	19	6,462	167	4
"	"	"	42	3,126	102	56	3,636	102	5
1	90	"	28	5,243	238	161	15,765	1,088	6
"	"	"	30	6,230	61	48	8,121	63	7
2	49	"	14	5,791	17	78	13,341	297	8
"	"	"	6	1,977	5	22	3,474	86	9
1	18	"	110	9,766	163	160	13,615	474	10
4	413	343	59	8,114	126	178	15,420	512	11
"	"	"	8	4,517	71	35	7,639	83	12
6	952	120	61	7,181	132	409	57,350	2,985	13
2	157	5	8	2,763	22	61	6,219	183	14
"	"	"	17	1,755	14	32	2,252	30	15
1	293	"	80	15,990	92	137	19,494	216	16
"	"	"	18	9,983	31	84	16,242	605	17
"	"	"	18	3,935	23	174	17,134	356	18
"	"	"	8	1,633	78	50	3,790	89	19
1	24	"	10	1,509	33	25	2,479	35	20
1	7	4	73	10,834	137	156	16,008	357	21
2	239	187	42	3,701	82	68	4,991	272	22
"	"	"	22	3,670	25	32	4,070	34	23
"	"	"	14	2,043	34	39	3,107	35	24
1	82	"	158	11,749	451	230	15,998	626	25
"	"	"	54	11,422	92	121	16,722	1,223	26
"	"	"	16	6,923	61	61	9,783	297	27
1	22	4	12	8,152	48	43	10,708	63	28
3	815	744	15	3,013	35	142	19,792	1,965	29
"	"	"	70	7,326	45	132	12,013	202	30
"	"	"	28	12,490	52	165	22,670	871	31
"	"	"	43	4,777	145	59	5,554	145	32
4	205	"	35	11,093	24	309	40,887	1,754	33
4	315	262	59	6,384	88	293	26,431	863	34
10	888	301	12	13,178	144	94	20,348	747	35
"	"	"	39	9,308	39	79	13,370	1,272	36
2	43	"	140	14,314	220	231	18,978	352	37
2	162	"	135	15,517	"	281	27,357	255	38
"	"	"	30	5,429	283	59	7,650	659	39
"	"	"	17	5,850	29	28	6,536	29	40
2	87	"	26	13,604	37	58	13,712	264	41
"	"	"	48	5,740	180	285	34,299	1,926	42
"	"	"	4	3,650	20	33	5,065	28	43
5	501	285	22	8,930	64	187	24,260	1,724	44
1	35	35	40	12,951	80	122	17,389	366	45
"	"	"	14	3,045	49	34	3,833	96	46
64	5,689	2,290	1,820	332,775	4,271	5,430	655,070	25,689	

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	PATRONAUX.			OUVRIERS.		
		NOMBRE			NOMBRE		
		de syndicats.	de membres.	de femmes.	de syndicats.	de membres.	de femmes.
	Report.....	1,342	72,077	2,211	2,213	244,529	16,917
47	LOT-ET-GARONNE.....	17	816	18	32	1,859	532
48	LOZÈRE.....	"	"	"	"	"	"
49	MAINE-ET-LOIRE.....	40	1,669	17	71	9,455	963
50	MANCHE.....	15	604	11	13	2,749	"
51	MARNE.....	42	2,384	23	52	3,985	349
52	MARNE (HAUTE-).....	14	514	3	16	1,415	200
53	MAYENNE.....	10	329	8	9	2,363	685
54	MEURTHE-ET-MOSELLE.....	31	2,594	22	40	8,945	810
55	MEUSE.....	8	261	2	8	807	"
56	MORBIHAN.....	15	419	28	49	7,877	50
57	NIÈVRE.....	25	962	15	79	7,985	62
58	NORD.....	171	9,960	177	315	67,997	10,078
59	OISE.....	24	1,389	8	31	1,971	169
60	ORNE.....	15	714	8	17	553	113
61	PAS-DE-CALAIS.....	60	12,237	44	51	42,359	152
62	PUY-DE-DÔME.....	26	1,235	18	50	5,909	738
63	PYRÉNÉES (BASSES-).....	31	1,206	10	40	2,451	77
64	PYRÉNÉES (HAUTES-).....	14	819	"	29	2,052	35
65	PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	10	639	2	53	5,158	189
66	RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	9	182	"	11	771	270
67	RHÔNE.....	151	11,631	230	238	29,560	3,706
68	SAÔNE (HAUTE-).....	11	608	"	9	853	166
69	SAÔNE-ET-LOIRE.....	34	1,492	27	33	14,108	205
70	SARTHE.....	21	1,620	9	29	1,731	349
71	SAVOIE.....	22	1,747	"	22	1,846	17
72	SAVOIE (HAUTE-).....	14	804	15	16	1,415	61
73	SEINE.....	670	117,068	3,582	568	275,426	22,136
74	SEINE-INFÉRIEURE.....	102	5,444	148	111	19,065	2,277
75	SEINE-ET-MARNE.....	19	1,177	7	17	1,412	166
76	SEINE-ET-OISE.....	59	3,489	59	62	3,791	203
77	SÈVRES (DEUX-).....	21	1,060	7	25	766	"
78	SOMME.....	30	1,695	104	40	6,070	617
79	TARN.....	19	697	11	51	6,931	47
80	TARN-ET-GARONNE.....	11	232	2	15	598	7
81	VAR.....	29	1,496	15	78	10,618	542
82	VAUCLUSE.....	21	673	13	25	1,508	293
83	VENDÉE.....	18	996	19	20	2,142	203
84	VIENNE.....	18	823	114	25	1,679	"
85	VIENNE (HAUTE-).....	28	1,176	12	59	10,907	2,327
86	VOSGES.....	17	1,143	17	46	8,109	2,321
87	YONNE.....	14	531	11	46	2,786	30
88	ALGER.....	18	754	5	47	6,179	444
89	CONSTANTINE.....	1	10	"	25	1,799	18
90	ORAN.....	21	616	19	27	3,422	578
91	LA GUADELOUPE.....	2	32	1	40	1,778	253
92	LA MARTINIQUE.....	1	12	"	4	465	"
	TOTAUX.....	3,291	268,036	7,062	4,857	836,134	69,355

MIXTES.			AGRICOLÉS.			TOTAUX.			NUMÉROS D'ORDRE.
NOMBRE			NOMBRE			NOMBRE			
de syndicats.	de membres.	de femmes.	de syndicats.	de membres.	de femmes.	de syndicats.	de membres.	de femmes.	
64	5,689	2,290	1,820	332,775	4,271	5,439	655,070	25,689	
"	"	"	25	3,895	57	74	6,570	607	47
"	"	"	76	3,028	8	76	3,028	8	48
13	1,037.	36	27	11,069	114	151	23,230	1,130	49
3	278	278	5	3,909	158	36	7,510	447	50
1	415	178	125	22,052	936	220	28,836	1,486	51
"	"	"	70	8,316	129	100	10,245	332	52
5	498	420	17	5,238	83	41	8,428	1,196	53
1	101	1	47	8,235	109	119	19,875	912	54
1	40	"	51	7,369	149	68	8,477	151	55
"	"	"	57	8,019	193	121	16,345	271	56
"	"	"	37	6,135	66	141	15,082	143	57
14	10,420	1,667	51	6,731	127	551	95,108	12,040	58
"	"	"	7	6,202	29	62	9,562	206	59
2	137	137	8	9,166	80	42	10,570	338	60
"	"	"	39	7,993	169	150	62,589	365	61
"	"	"	8	7,130	5	84	14,274	771	62
2	66	"	99	10,922	65	172	14,645	152	63
"	"	"	6	826	6	49	3,697	41	64
"	"	"	8	4,916	155	71	10,713	346	65
"	"	"	3	1,795	7	23	2,748	277	66
6	522	60	30	19,905	444	425	61,708	4,440	67
"	"	"	277	13,799	249	297	15,240	415	68
"	"	"	38	8,453	179	105	23,753	411	69
2	195	195	34	26,069	164	86	29,615	717	70
"	"	"	45	5,054	139	89	8,647	156	71
"	"	"	11	3,110	25	41	5,329	101	72
15	8,199	934	21	21,684	60	1,274	422,377	26,712	73
2	120	"	8	2,179	41	223	26,808	2,466	74
"	"	"	41	5,690	119	77	8,279	292	75
"	"	"	68	10,971	229	189	18,251	491	76
"	"	"	32	11,623	101	78	16,449	108	77
"	"	"	29	5,629	145	99	13,394	866	78
1	23	"	14	2,453	16	85	10,104	74	79
1	150	150	5	1,396	3	32	2,376	162	80
1	35	"	61	6,444	151	169	18,593	708	81
1	91	"	33	8,400	134	80	10,272	440	82
"	"	"	23	5,615	120	61	8,753	342	83
"	"	"	23	10,974	50	66	13,476	164	84
2	141	141	5	1,836	3	94	14,060	2,483	85
2	"	"	33	11,541	293	98	20,793	2,541	86
"	"	"	105	11,794	399	165	15,111	440	87
"	"	"	11	612	20	76	7,545	469	88
"	"	"	11	1,691	40	37	3,500	58	89
"	"	"	8	1,220	56	56	5,258	653	90
1	21	"	"	"	"	43	1,831	254	91
"	"	"	1	837	"	6	1,314	"	92
140	28,178	6,487	3,553	677,150	10,006	11,841	1,809,271	92,910	

STATISTIQUE DES UNIONS DE

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	PATRONAUX.			OUVRIERS.		
		NOMBRE			NOMBRE		
		d'unions.	de syndicats.	de membres.	d'unions.	de syndicats.	de membres.
1	AIN.....	"	"	"	1	10	275
2	AISNE.....	1	8	202	2	22	1,256
3	ALLIER.....	1	3	105	2	19	1,510
4	ALPES (BASSES-).....	"	"	"	"	"	"
5	ALPES (HAUTES-).....	"	"	"	"	"	"
6	ALPES-MARITIMES.....	"	"	"	2	25	2,014
7	ARDÈCHE.....	"	"	"	"	"	"
8	ARDENNES.....	"	"	"	2	22	3,352
9	ARIÈGE.....	"	"	"	"	"	"
10	AUBE.....	1	5	492	1	18	2,262
11	AUDE.....	"	"	"	1	62	2,989
12	AVEYRON.....	"	"	"	1	10	2,181
13	BOUCHES-DU-RHÔNE.....	3	26	2,881	8	196	70,363
14	CALVADOS.....	1	5	301	"	"	"
15	CANTAL.....	"	"	"	"	"	"
16	CHARENTE.....	"	"	"	1	5	330
17	CHARENTE-INFÉRIEURE.....	"	"	"	"	"	"
18	CHER.....	1	6	70	2	150	14,825
19	CORRÈZE.....	"	"	"	"	"	"
20	CORSE.....	"	"	"	"	"	"
21	CÔTE-D'OR.....	1	17	1,190	"	"	"
22	CÔTES-DU-NORD.....	"	"	"	"	"	"
23	CREUSE.....	"	"	"	"	"	"
24	DORDOGNE.....	"	"	"	"	"	"
25	DOUBS.....	1	12	405	3	40	5,208
26	DRÔME.....	"	"	"	"	"	"
27	EURE.....	"	"	"	1	"	"
28	EURE-ET-LOIR.....	"	"	"	1	8	346
29	FINISTÈRE.....	1	16	489	"	"	"
30	GARD.....	"	"	"	"	"	"
31	GARONNE (HAUTE-).....	2	22	454	"	"	"
32	GERES.....	"	"	"	"	"	"
33	GIROUDE.....	5	79	5,169	4	78	19,215
34	HÉRAULT.....	3	13	775	4	60	9,337
35	ILLE-ET-VILAINE.....	1	35	4,175	1	2	1,200
36	INDRE.....	"	"	"	1	7	1,390
37	INDRE-ET-LOIRE.....	3	15	558	1	26	1,071
38	ISÈRE.....	"	"	"	2	48	4,489
39	JURA.....	"	"	"	1	3	545
40	LANDES.....	"	"	"	"	"	"
41	LOIR-ET-CHER.....	"	"	"	2	8	697
42	LOIRE.....	2	42	2,988	4	46	18,944
43	LOIRE (HAUTE-).....	"	"	"	"	"	"
44	LOIRE-INFÉRIEURE.....	2	25	2,035	3	41	1,896
45	LOIRET.....	2	18	809	1	6	463
46	LOT.....	"	"	"	"	"	"
	A reporter.....	31	347	23,148	52	912	166,188

SYNDICATS AU 1^{ER} JANVIER 1906.

MIXTES.			AGRICOLÉS.			TOTAUX.			NUMÉROS D'ORDRE.
NOMBRE			NOMBRE			NOMBRE			
d'unions.	de syndicats.	de membres.	d'unions.	de syndicats.	de membres.	d'unions.	de syndicats.	de membres.	
"	"	"	"	"	"	1	10	275	1
"	"	"	"	"	"	3	30	1,458	2
2	8	251	2	24	1,491	7	54	3,357	3
"	"	"	"	"	"	"	"	"	4
"	"	"	1	15	1,728	1	15	1,728	5
"	"	"	1	19	3,964	3	44	5,978	6
"	"	"	1	8	2,781	1	8	2,781	7
"	"	"	"	"	"	2	22	3,382	8
"	"	"	"	"	"	"	"	"	9
"	"	"	1	78	7,314	3	101	10,068	10
"	"	"	1	30	4,436	2	92	7,425	11
"	"	"	"	"	"	1	10	2,181	12
"	"	"	1	225	45,000	12	447	118,244	13
"	"	"	1	13	10,559	2	18	10,860	14
"	"	"	"	"	"	"	"	"	15
"	"	"	"	"	"	1	5	330	16
"	"	"	"	"	"	"	"	"	17
"	"	"	1	5	384	4	161	15,279	18
"	"	"	"	"	"	"	"	"	19
"	"	"	"	"	"	"	"	"	20
"	"	"	3	347	39,368	4	364	40,558	21
"	"	"	1	22	1,577	1	22	1,577	22
"	"	"	"	"	"	"	"	"	23
"	"	"	1	24	6,491	1	24	6,491	24
"	"	"	1	56	4,311	5	108	9,924	25
"	"	"	1	39	9,227	1	39	9,227	26
"	"	"	1	11	4,910	2	11	4,910	27
"	"	"	"	"	"	1	8	346	28
"	"	"	"	"	"	1	16	489	29
"	"	"	1	56	3,971	1	56	3,971	30
"	"	"	1	26	13,600	3	48	14,054	31
"	"	"	1	10	238	1	10	238	32
"	"	"	"	"	"	9	157	24,384	33
"	"	"	1	29	1,091	8	102	11,203	34
2	7	375	1	40	13,812	5	84	19,562	35
"	"	"	"	"	"	1	7	1,390	36
1	9	313	"	"	"	5	50	1,942	37
"	"	"	"	"	"	2	48	4,489	38
"	"	"	1	3	3,670	2	6	4,215	39
"	"	"	"	"	"	"	"	"	40
"	"	"	"	"	"	2	8	697	41
"	"	"	"	"	"	6	88	21,932	42
"	"	"	"	"	"	"	"	"	43
"	"	"	1	4	985	6	70	4,966	44
"	"	"	1	18	21,075	4	42	22,347	45
"	"	"	"	"	"	"	"	"	46
5	24	939	26	1,102	201,983	114	2,385	392,258	

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	PATRONAUX.			OUVRIERS.		
		NOMBRE			NOMBRE		
		d'unions.	de syndicats.	de membres.	d'unions.	de syndicats.	de membres.
	Report.....	31	347	23,148	52	912	166,188
47	LOT-ET-GARONNE.....	"	"	"	"	"	"
48	LOZÈRE.....	"	"	"	"	"	"
49	MAINE-ET-LOIRE.....	"	"	"	2	14	991
50	MANCHE.....	"	"	"	"	"	"
51	MARNE.....	1	6	830	1	2	44
52	MARNE (HAUTE-).....	"	"	"	"	"	"
53	MAYENNE.....	"	"	"	"	"	"
54	MEURTHE-ET-MOSELLE.....	2	12	1,130	3	20	3,278
55	MEUSE.....	"	"	"	"	"	"
56	MORBHAN.....	"	"	"	"	"	"
57	NIÈVRE.....	1	5	103	1	9	3,984
58	NORD.....	4	44	1,820	16	311	58,304
59	OISE.....	"	"	"	2	34	1,614
60	ORNE.....	"	"	"	1	5	237
61	PAS-DE-CALAIS.....	2	11	251	1	10	2,917
62	PUY-DE-DÔME.....	"	"	"	1	108	5,000
63	PYRÉNÉES (BASSES-).....	"	"	"	1	9	432
64	PYRÉNÉES (HAUTES-).....	"	"	"	1	7	277
65	PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	"	"	"	1	132	8,328
66	RHIN (HAUT-) (BELFORT).....	"	"	"	"	"	"
67	RHÔNE.....	6	124	13,541	8	123	19,438
68	SAÔNE (HAUTE-).....	"	"	"	"	"	"
69	SAÔNE-ET-LOIRE.....	"	"	"	1	7	570
70	SARTHE.....	"	"	"	"	"	"
71	SAVOIE.....	"	"	"	1	5	191
72	SAVOIE (HAUTE-).....	"	"	"	"	"	"
73	SEINE.....	52	1,489	171,542	56	1,550	439,058
74	SEINE-INFÉRIEURE.....	3	37	4,088	4	104	13,620
75	SEINE-ET-MARNE.....	"	"	"	"	"	"
76	SEINE-ET-OISE.....	1	13	1,106	3	42	3,153
77	SÈVRES (DEUX-).....	"	"	"	"	"	"
78	SOMME.....	"	"	"	1	3	90
79	TARN.....	"	"	"	2	16	1,468
80	TARN-ET-GARONNE.....	"	"	"	"	"	"
81	VAR.....	"	"	"	1	9	12,350
82	VAUCLUSE.....	2	19	865	1	17	1,195
83	VENDÉE.....	"	"	"	1	5	425
84	VIENNE.....	"	"	"	"	"	"
85	VIENNE (HAUTE-).....	"	"	"	3	56	4,838
86	VOSGES.....	1	15	1,945	2	32	9,354
87	YONNE.....	"	"	"	"	"	"
88	ALGER.....	1	5	88	"	"	"
89	CONSTANTINE.....	"	"	"	"	"	"
90	ORAN.....	"	"	"	"	"	"
91	LA GUADELOUPE.....	"	"	"	"	"	"
92	LA MARTINIQUE.....	"	"	"	"	"	"
	TOTAUX.....	107	2,127	220,397	167	3,572	757,344

MIXTES.			AGRICOLLES.			TOTAUX.			NUMÉROS D'ORDRE.
NOMBRE			NOMBRE			NOMBRE			
d'unions.	de syndicats.	de membres.	d'unions.	de syndicats.	de membres.	d'unions.	de syndicats.	de membres.	
5	24	939	26	1,102	201,983	114	2,385	392,258	
"	"	"	"	"	"	"	"	"	47
"	"	"	1	64	2,596	1	64	2,596	48
2	8	168	1	28	21,674	5	50	22,833	49
"	"	"	"	"	"	"	"	"	50
"	"	"	"	"	"	2	8	874	51
"	"	"	"	"	"	"	"	"	52
"	"	"	1	13	2,200	1	13	2,200	53
"	"	"	1	7	402	6	39	4,810	54
"	"	"	1	4	695	1	4	695	55
"	"	"	2	47	5,695	2	47	5,695	56
"	"	"	"	"	"	2	14	4,087	57
"	"	"	2	50	2,677	22	135	62,801	58
"	"	"	"	"	"	2	34	1,614	59
"	"	"	"	"	"	1	5	237	60
"	"	"	2	25	10,634	5	46	13,802	61
"	"	"	"	"	"	1	108	5,000	62
"	"	"	1	3	11,600	2	12	12,032	63
"	"	"	"	"	"	1	7	277	64
"	"	"	"	"	"	1	132	8,328	65
"	"	"	"	"	"	"	"	"	66
"	"	"	2	334	101,432	16	581	134,381	67
"	"	"	1	248	6,260	1	248	6,260	68
"	"	"	1	20	6,284	2	27	6,854	69
"	"	"	1	14	8,935	1	14	8,935	70
"	"	"	1	6	571	2	11	762	71
"	"	"	"	"	"	"	"	"	72
3	12	2,929	1	1,200	400,030	112	4,251	1,013,529	73
"	"	"	"	"	"	7	441	17,708	74
"	"	"	1	13	693	1	13	693	75
"	"	"	1	31	3,200	5	86	7,159	76
"	"	"	"	"	"	"	"	"	77
"	"	"	"	"	"	1	3	90	78
"	"	"	"	"	"	2	16	1,468	79
"	"	"	"	"	"	"	"	"	80
"	"	"	1	16	1,206	2	25	13,556	81
"	"	"	1	2	103	4	38	2,103	82
"	"	"	"	"	"	1	5	425	83
"	"	"	1	13	1,099	1	13	1,099	84
"	"	"	"	"	"	3	56	4,838	85
"	"	"	"	"	"	3	47	11,299	86
"	"	"	2	50	6,781	2	50	6,781	87
"	"	"	"	"	"	1	5	88	88
"	"	"	"	"	"	"	"	"	89
"	"	"	"	"	"	"	"	"	90
"	"	"	"	"	"	"	"	"	91
"	"	"	"	"	"	"	"	"	92
10	44	4,036	52	3,290	796,690	336	9,033	1,778,467	

TABLEAU GÉNÉRAL DES BOURSES DU TRAVAIL EN 1906.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	SUBVENTION		SYNDICATS ADHÉRENTS		EFFECTIFS des SYNDICATS adhérents		PLACEMENTS EN 1905.			
			ANNUELLE		au 1 ^{er} janvier 1905.	au 1 ^{er} janvier 1906.	au 1 ^{er} janvier 1905.	au 1 ^{er} janvier 1906.	De-mandes.	Offres.	à de-meure en extra.	
			municipale.	départementale.								
Aisne.....	Saint-Quentin.....	1901	6,600	"	26	24	2,135	1,343	1,212	659	310	37
	Commeny.....	1896	400	"	4	5	428	360	"	"	"	"
Allier.....	Montluçon.....	1900	350	"	11	10	2,278	2,432	"	"	"	"
	Vichy.....	1905	600	"	"	17	"	947	2,133	1,470	1,182	"
Alpes-Maritimes	Nice.....	1893	8,500	500	30	33	3,840	3,398	2,190	1,525	1,016	49
	Carcassonne.....	1897	2,870	500	20	13	815	361	2,083	1,734	1,231	156
Aude.....	Carcassonne (b. ind.).....	1903	"	"	4	4	368	388	500	450	300	50
	Narbonne.....	1893	4,000	500	19	13	1,975	584	641	458	430	"
Bouches-du-Rhône.....	Aix.....	1896	1,200	1,000	8	8	236	288	987	668	584	73
	Arles.....	1901	1,000	1,000	17	9	268	751	98	97	105	150
	Marseille.....	1888	11,500	8,700	100	87	20,846	23,335	8,329	7,413	7,161	22,171
Calvados.....	Caen.....	1903	300	200	12	10	570	425	1,282	687	646	41
	Caen (bourse indép.).....	1903	600	200	5	5	278	326	1,876	1,148	488	219
Cantal.....	Aurillac.....	1899	"	"	4	4	215	200	"	"	"	"
Charente.....	Angoulême.....	1893	300	100	22	18	1,122	958	1,515	468	432	"
	Cognac.....	1892	1,200	500	15	14	500	557	1,300	900	900	"
Charente-Inférieure.....	Rocheftort-sur-Mer.....	1900	600	200	13	14	2,873	2,906	410	735	464	"
	La Rochelle.....	1900	2,600	200	10	9	1,087	609	1,450	1,200	"	925
	Bourges.....	1897	"	1,000	32	37	3,402	5,487	1,927	1,652	925	214
Cher.....	Mehun-sur-Yèvre.....	1902	300	400	5	5	230	430	"	"	"	"
	Saint-Amand.....	1903	100	300	11	11	328	548	215	126	72	54
	Vierzon-ville.....	1898	2,050	800	12	10	1,158	993	843	594	510	"
	Brive.....	1900	700	100	14	12	508	430	"	"	"	"
Corrèze.....	Tulle.....	1899	1,000	100	9	9	243	224	8	8	6	2
	Tulle (B. indép.).....	1905	"	"	"	7	"	892	"	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	1893	4,000	1,000	27	33	1,350	1,662	"	"	"	"
Côtes-du-Nord.....	Saint-Brieuc.....	1904	200	"	4	4	198	147	"	"	"	"
Dordogne.....	Périgueux.....	1898	1,000	300	11	9	653	426	311	247	116	"
Doubs.....	Besançon.....	1894	3,000	300	18	19	775	815	1,862	1,439	701	"
Drôme.....	Rouans.....	1901	1,900	500	13	16	1,298	1,852	988	627	502	"
	Valence.....	1896	1,400	650	20	15	1,214	898	2,009	895	612	"
Finistère.....	Brest.....	1904	"	"	22	22	4,352	4,352	"	"	"	"
Gard.....	Alais.....	1901	1,500	100	6	5	721	649	309	259	144	"
	Nîmes.....	1887	3,000	1,500	19	20	1,414	1,527	1,714	1,017	777	558
Garonne (H ^{te}).....	Toulouse.....	1890	10,820	500	68	74	7,880	7,649	8,133	6,483	6,186	"
Gers.....	Auch.....	1904	500	"	13	10	508	567	"	"	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	1890	12,600	"	97	99	15,217	14,334	9,191	5,180	3,064	3,744
	Agde.....	1900	1,000	1,000	6	7	662	736	"	"	"	"
	Bédarieux.....	1904	"	1,000	6	7	161	147	15	15	13	2
Hérault.....	Béziers.....	1891	4,000	1,000	27	27	1,760	1,882	1,786	888	580	"
	Cette.....	1902	5,000	1,000	29	33	3,992	5,664	150	100	55	"
	Mézès.....	1905	"	"	"	7	"	989	"	"	"	"
	Montpellier.....	1891	5,650	1,000	40	24	3,081	1,386	412	298	247	35
	Fougères.....	1900	2,500	300	9	9	1,830	1,320	393	198	139	"
Ille-et-Vilaine.....	Fougères (bours. indép.).....	1904	"	"	2	2	118	120	75	55	11	"
	Rennes.....	1893	2,500	300	28	27	1,870	2,199	3,836	2,492	2,152	"
Indre.....	Châteauroux.....	1902	2,300	300	20	20	2,221	2,093	187	251	37	18
	Issoudun.....	1904	1,000	"	6	10	204	532	67	38	30	6
Indre-et-Loire.....	Tours.....	1891	7,100	500	34	37	1,290	1,600	3,387	2,835	2,300	"
Isère.....	Grenoble.....	1893	3,000	"	40	37	2,818	4,324	3,700	2,361	2,112	249
	Voiron.....	1898	150	"	7	6	214	146	451	224	162	14
Jura.....	Lons-le-Saunier.....	1900	"	"	3	3	62	68	"	"	"	"
Loir-et-Cher.....	Blois.....	1898	"	200	7	7	278	224	1,121	340	292	"
	Rive-de-Gier.....	1904	670	200	6	6	209	532	"	"	"	"
Loire.....	Roanne.....	1892	4,500	350	24	24	2,538	3,105	783	153	133	134
	Saint-Chamond.....	1901	500	150	7	7	1,010	834	"	"	"	"
	Saint-Étienne.....	1888	31,565	500	45	50	8,942	11,141	4,688	1,752	935	758
Loire (Haute).....	Le Puy.....	1891	"	"	7	4	149	99	"	"	"	"
	Sainte-Florine.....	1897	"	"	4	4	621	640	"	"	"	"
	Nantes.....	1893	4,500	"	55	57	6,115	7,529	5,061	2,363	1,633	"
Loire-Inférieure.....	Nantes (B. indép.).....	1905	"	"	"	4	"	525	"	"	"	"
	Saint-Nazaire.....	1892	4,190	"	20	24	2,720	3,213	590	425	71	246
Loiret.....	Orléans.....	1899	2,000	"	20	25	1,124	1,398	1,933	1,218	667	"
Lot.....	Cahors.....	1904	"	"	"	13	"	410	"	"	"	"

DÉPARTE- MENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	SUBVENTION		SYNDI- CATS		EFFECTIFS des SYNDICATS		PLACEMENTS			
			ANNUELLE		ADHÉRENTS		adhérents		EN 1905.			
			muni- cipale.	dépar- temen- tale.	au 1 ^{er} janvier 1905.	au 1 ^{er} janvier 1905.	au 1 ^{er} janvier 1905.	au 1 ^{er} janvier 1906.	De- mandes.	Offres.	à de- mourir.	Effectués en extra.
Lot-et-Garonne.	Agen.....	1900	2,700	500	17	15	561	560	1,232	689	382	"
	Marmande.....	1905	200	300	"	7	"	258	"	"	"	"
	Villeneuve-sur-Lot.....	1892	200	300	6	5	112	123	240	50	45	72
Maine-et-Loire.	Angers.....	1892	3,700	"	29	29	3,267	3,525	2,250	1,528	"	1,507
	Cholet.....	1891	1,800	"	19	19	1,903	1,656	371	319	254	47
	Saumur.....	1893	1,200	"	12	13	260	437	"	"	"	"
Manche.....	Cherbourg.....	1904	3,000	"	11	9	2,595	2,515	542	253	220	33
	Châlons-sur-Marne.....	1905	500	"	"	10	"	345	"	"	"	"
Marne.....	Épernay.....	1903	"	"	7	7	627	1,083	"	"	"	"
	Reims.....	1902	6,800	500	31	28	2,602	2,679	1,777	1,618	1,456	"
Marne (Haute-).	Chaumont.....	1893	300	"	13	12	920	909	"	"	"	"
	Laval.....	1901	2,000	"	6	6	1,182	1,029	1,258	226	98	4
Mayenne.....	Lorient.....	1903	"	"	17	14	4,415	3,742	"	"	"	"
	Morbihan.....	1895	1,000	1,500	38	40	4,815	8,600	"	"	"	"
Nièvre.....	Nevers.....	1903	"	"	2	1	355	350	"	"	"	"
	Fourmies.....	1903	"	"	"	4	"	710	"	"	"	"
Nord.....	Saint-Amand.....	1905	"	"	"	4	"	110	"	"	"	"
	Aleçon.....	1900	700	50	9	9	205	231	"	"	"	"
Orne.....	Bouligne-sur-Mer.....	1892	2,000	"	13	18	1,476	2,833	721	493	432	"
	Bouligne-s.-M. (b. in.).....	1903	"	"	6	8	130	161	"	"	"	"
	Calais.....	1900	4,000	"	7	8	465	637	1,817	1,317	1,150	90
Pas-de-Calais.	Clermont-Ferrand.....	1898	1,800	1,150	29	30	1,940	2,256	1,178	1,122	937	75
	Thiers.....	1901	600	500	6	5	302	407	213	71	58	"
	Bayonne.....	1903	500	"	16	10	1,544	1,240	177	90	43	39
Pyrénées (Basses).	Pau.....	1905	"	"	"	17	"	757	46	56	44	"
	Bagnère-de-Bigorre.....	1900	"	"	4	4	122	79	"	"	"	"
Pyrénées (Htes).	Tarbes.....	1903	"	"	9	11	219	1,652	12	13	5	"
	Perpignan.....	1893	3,500	500	30	31	2,154	2,798	859	537	433	93
Pyrénées-Orient.	Belfort.....	1899	3,500	600	12	11	1,242	1,246	925	1,344	500	190
	Lyon (1).....	1891	"	"	105	105	12,550	12,550	"	"	"	"
Rhin (Haut-).	Lyon (b. indep.).....	1902	"	"	12	15	1,119	2,175	467	349	264	"
	Tarare.....	1903	1,000	"	3	4	477	241	"	"	"	"
	Chalon-sur-Saône.....	1893	1,300	"	7	7	445	501	915	739	648	37
Saône-et-Loire..	Le Mans.....	1895	3,500	"	22	23	1,483	1,553	1,279	721	521	"
	Annecy.....	1905	800	"	"	10	"	627	15	7	7	"
Sarthe.....	Boulogne-sur-Seine.....	1893	200	"	8	11	263	265	"	"	"	"
	Clichy.....	1894	"	"	7	7	2,385	2,385	"	"	"	"
	Issy-les-Moulineaux.....	1895	600	"	4	8	242	1,390	"	"	"	"
Seine.....	Levallois-Perret.....	1900	3,000	"	5	15	213	2,600	275	634	"	415
	Paris.....	1887	110,000	"	260	258	150,058	174,408	"	"	"	"
	Putaux.....	1905	"	"	"	12	"	1,917	"	"	"	"
Seine-Inférieure.	Saint-Denis.....	1902	"	"	15	15	1,724	1,724	"	"	"	"
	Elbeuf.....	1899	2,465	"	7	8	2,904	3,090	1,109	1,047	925	122
	Havre (Le).....	1901	"	"	20	22	5,814	1,680	"	"	"	"
Rouen.....	Rouen.....	1896	4,000	"	36	38	4,254	4,906	7,156	4,821	4,692	492
	Versailles.....	1890	1,000	100	19	25	1,248	1,420	493	430	245	185
Seine-et-Oise...	Niort.....	1895	1,000	250	18	15	616	413	532	625	312	85
	Amiens.....	1895	3,000	3,000	37	32	6,710	5,007	1,475	853	651	35
Somme.....	Albi.....	1899	1,000	100	8	11	871	1,170	107	53	37	2
	Castres.....	1903	1,500	100	12	13	560	575	250	180	101	79
Tarn.....	Montauban.....	1904	2,500	500	15	17	686	1,062	215	201	149	9
	Saint-Raphael.....	1904	"	1,000	6	8	549	1,228	"	"	"	"
Tarn-et-Garonne.	Toulon.....	1899	7,000	4,000	32	37	6,996	8,806	"	"	"	"
	Fontenay-le-Comte.....	1903	300	"	9	6	665	450	68	23	23	"
Vendée.....	Poitiers.....	1899	2,500	500	25	23	1,365	1,174	2,710	1,969	1,640	50
	Limoges.....	1896	9,000	1,000	53	48	5,725	6,836	1,265	1,152	940	67
Vienne.....	Auxerre.....	1904	1,000	2,000	6	9	388	653	"	"	"	"
	Sens.....	1905	400	1,000	"	9	"	927	"	"	"	"
Vienne (Haute-).	Alger.....	1892	"	"	34	34	5,697	5,697	"	"	"	"
	Constantine.....	1897	3,000	1,000	14	15	571	1,041	734	437	650	"
Yonne.....	Oran.....	1892	1,200	3,000	14	21	1,739	3,877	1,281	716	663	19
	Pointe-à-Pitre.....	1901	"	"	21	21	544	544	"	"	"	"
TOTAUX.....			370,020	52,400	2,356	2,481	377,106	422,336	116,145	78,871	58,981	3,643

(1) Fonctionnement irrégulier en 1905.

APPLICATION, EN 1905, DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES

ET DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1848

SUR LA DURÉE DU TRAVAIL DES ADULTES ⁽¹⁾.

(Suite et fin.)

CHAPITRE IV. — Travail de nuit et repos hebdomadaire.

L'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 interdit en principe le travail de nuit, c'est-à-dire celui qui s'effectue de neuf heures du soir à cinq heures du matin, aux mineurs de dix-huit ans et aux femmes.

Quant aux ouvriers adultes, la disposition relative à l'interdiction du travail de nuit ne leur est point applicable. Aussi les industries où ce travail est pratiqué sont-elles assez nombreuses. Nous ne reprendrons point l'énumération qui en a été donnée dans les rapports des années précédentes.

Les infractions à l'interdiction du travail de nuit avaient été jusqu'en 1904 en constante diminution. Elles se sont subitement accrues cette année dans une proportion sérieuse, ainsi qu'il résulte du tableau ci-après :

En 1900.....	1,534
En 1901.....	1,349
En 1902.....	1,160
En 1903.....	823
En 1904.....	813
En 1905.....	1,009

Cette recrudescence est due en grande partie à la surveillance toute particulière exercée l'an dernier sur le travail de nuit dans l'industrie de la confection et de la couture. Dans la circonscription de Paris, les contraventions se sont élevées de 268 en 1904 à 410 en 1905.

Elles proviennent également du plus grand développement de ce genre de travail dans le Nord, à la suite de la recrudescence de l'activité industrielle signalée dans cette région. Citons à ce sujet l'extrait du rapport de M. l'inspecteur divisionnaire de Lille :

Par suite de la période de prospérité que traverse l'industrie, le travail de nuit a pris une certaine extension. L'inspecteur de la 5^e section écrit que presque tous les ateliers de construction mécanique ont organisé une équipe de nuit. Si l'on compte, dit-il, les usines à feu continu classées, plus de la moitié du personnel de la section (cette section comporte environ 39,000 ouvriers) est à surveiller de jour et de nuit.

L'inspecteur de la 6^e section déclare qu'on a créé des équipes de nuit dans beaucoup d'établissements, et, à la faveur de cette organisation, des hommes de l'équipe de jour ont été occupés pendant onze, douze, treize, quatorze et même vingt-quatre heures les samedis et veilles de fêtes.

La difficulté pour les industriels de trouver du personnel a même conduit des enfants à falsifier leur livret pour se faire admettre dans les équipes de nuit des filatures de laine cardée. Ces enfants ont été poursuivis pour avoir mis obstacle au contrôle de l'inspecteur.

La durée du travail des équipes de nuit varie de dix à douze heures, elle est souvent de onze ou même de dix heures et demi par suite d'un repos accordé vers minuit. Dans plu-

seurs peignages de laine la durée du travail de l'équipe de nuit est de douze heures sans arrêt.

Le travail de nuit donne lieu à des abus qu'il est difficile de réprimer par suite de la difficulté de faire la preuve légale du dépassement de la durée du travail. Ayant été averti, dit l'inspecteur de la 6^e section, que des ouvriers étaient occupés de nuit après avoir travaillé de jour, j'ai eu les plus grandes difficultés pour établir ces infractions. Les ouvriers refusent de nous dévoiler les véritables heures de travail et de repos.

Voici l'indication des industries dans lesquelles les infractions à la disposition interdictive du travail de nuit ont été les plus nombreuses :

Modes, confections, couture, lingerie, 566 ; imprimeries, 64 ; conserves de poissons, de légumes et de fruits, 45 ; biscuits (fabrique de), 42 ; briqueteries, tuileries, 42 ; tissage de coton, 39 ; blanchisseries, repassage, 34 ; distilleries de betteraves et de grains, 26 ; cha-peaux de paille, 25 ; cartons, cartonnages et papeteries, 19 ; relieurs, 17.

Veillées. — La promulgation du travail jusqu'à onze heures du travail dans certaines industries a donné lieu en 1905 aux mêmes critiques que les années précédentes.

Travail de nuit permanent. — Ce travail est autorisé toute l'année, dans la limite de sept heures, pour certains travaux urgents tels que pliage de journaux, brochage des imprimés, etc. Ce travail est heureusement limité à un très petit nombre de personnes. Rien ne peut en effet garantir à l'inspecteur que les ouvrières employées la nuit aux travaux autorisés ne sont point occupés le jour dans d'autres industries.

Travail de nuit temporaire. — Ce travail peut être effectué, dans les limites de trente à cent vingt jours, dans quelques industries pour lesquelles on peut invoquer la nécessité de mise en œuvre immédiate de la matière première : beurreries et fromageries, confiseries, conserves alimentaires, etc.

Cette dérogation n'a point soulevé de difficultés au cours de l'année écoulée. Très utilisée les années précédentes dans la circonscription de Nantes pour les fabricants de conserves de sardine, on n'y a presque point recouru cette année en raison des résultats presque nuls de la pêche de la sardine en 1905.

Repos hebdomadaire des femmes et des enfants. — A part quelques rares exceptions, le repos hebdomadaire des enfants et des femmes est fixé au dimanche dans toutes les industries.

Dans certaines industries comme le blanchissage, le ramonage, la bourrellerie, la réparation des cycles et automobiles, le repos hebdomadaire est parfois fixé à un autre jour que le dimanche.

Dans d'autres établissements, en petit nombre, tels que des usines métallurgiques, des imprimeries, des sucreries, il est donné par roulement. Les noms des jeunes ouvriers et ouvrières soumis au roulement sont affichés, avec l'indication du jour de repos dont ils bénéficient.

L'affichage du jour du repos hebdomadaire est assez généralement observé. C'est surtout dans la petite industrie que les infractions ont été relevées.

Les contraventions en 1905 ont été au nombre de 2,746 pour inobservation du repos hebdomadaire et de 765 pour inobservation des jours fériés. Le plus grand nombre des contraventions relevées à ces deux dispositions affecte les industries suivantes :

Blanchisseries, repassage, 748 ; modes, confections, couture, lingerie, 737 ; caoutchouc et toiles cirées, 193 ; conserves de poissons, de légumes et de fruits, 183 ; imprimeries, 136 ;

briqueteries, tuileries, 100 ; cartons, cartonnages et papeteries, 97 ; établissements de bien-faisance, 80 ; serruriers, mécaniciens, 68 ; produits alimentaires, 63 ; construction mécanique, 62.

Repos hebdomadaire des adultes. — Il ne s'est produit en 1905 que fort peu de modifications aux usages qui, à défaut de toute législation, régissent le repos hebdomadaire des ouvriers adultes.

On signale cependant que l'octroi d'une journée ou tout au moins d'une demi-journée de repos par semaine tend à se développer dans le commerce. Mais dans les établissements de cette nature les habitudes varient d'une ville à l'autre et il paraît bien difficile de formuler une appréciation d'ensemble. La fermeture des établissements d'alimentation du dimanche midi ou une heure au lundi midi semble toutefois le mode le plus généralement tenté en vue de satisfaire tout ensemble aux exigences de la clientèle et aux réclamations des employés.

Il semble résulter de l'ensemble des rapports que la bonne volonté des patrons qui veulent assurer le repos hebdomadaire des employés est souvent mise en échec par d'autres patrons des mêmes spécialités commerciales, et que la législation seule peut, en intervenant avec sa force obligatoire, assurer une solution convenable de cette importante question.

Dans l'industrie, sauf les exceptions déjà mentionnées, les établissements ferment le dimanche et les ouvriers jouissent pour la plupart de trente-six heures environ de repos ininterrompu.

Usines à feu continu. — La situation des usines à feu continu ne s'est point modifiée au point de vue de la relève journalière ni au point de vue de l'alternance périodique. Le décret du 28 mars 1902 continue à y être appliqué et les alternances très étendues qu'il autorise ont pu s'y produire sans difficulté.

Les enfants occupés dans ces usines sont soumis au repos et à la durée de travail prévus par l'article 4 du décret de 1893, et on ne signale que très peu d'infractions aux dispositions de ce décret.

Il semble parfois qu'on puisse noter une tendance à la diminution du nombre de jeunes ouvriers et à leur remplacement par des adultes.

CHAPITRE V. — Tolérances accordées par les inspecteurs.

Des autorisations peuvent être accordées par les inspecteurs dans les cas suivants :

Ils peuvent :

1° Autoriser le travail de nuit du personnel protégé par la loi du 2 novembre 1892 en cas d'interruption du travail par suite d'accident ou de force majeure ;

2° Permettre dans certaines industries déterminées par règlement des prolongations temporaires de durée de travail ;

3° Autoriser temporairement, dans les mêmes industries, la suspension du repos hebdomadaire.

Autorisation du travail de nuit. — Pour récupérer le chômage résultant d'interruption accidentelle ou de cas de force majeure, le travail de nuit a été pratiqué dans la plupart des circonscriptions, mais à titre exceptionnel. C'est à peine si trois ou quatre cas ont été signalés dans les rapports. Ces cas ne présentent aucune particularité nouvelle.

Prolongation autorisée de la durée du travail. — Les industries autorisées à prolon-

ger la durée du travail, en raison de la nature de leur fabrication, sont particulièrement nombreuses. On en compte actuellement environ 50.

Les demandes de dérogation ont été, en 1905, particulièrement nombreuses.

Le nombre des jours pendant lesquels le travail du personnel protégé a été porté au delà de dix heures, a été, en 1905, de 8,782,092, en accroissement de 1,606,316 journées sur le chiffre de l'année précédente. Pour mesurer exactement l'importance de ces chiffres, il ne faut point perdre de vue que chaque autorisation de prolongation de travail d'un seul jour est multipliée par le nombre des personnes appelées à prolonger le travail. Or le nombre total des journées de travail dans l'industrie peut être évalué, sur ces bases, à 150 millions de journées pour les enfants, 200 millions pour les femmes et 525 millions pour les hommes adultes.

Voici le tableau des dérogations accordées depuis la mise en vigueur de la loi du 30 mars 1900 :

ANNÉES.	NOMBRE d'établissements.	NOMBRE DE JOURS dont la durée a été prolongée en ce qui concerne		
		les enfants de moins de dix-huit ans.	les filles de plus de dix-huit ans et les femmes	les adultes visés par la loi du 30 mars 1900.
1900.....	1,912	505,656	1,450,311	490,699
1901.....	1,917	482,190	1,410,484	985,110
1902.....	3,611	841,695	1,111,943	2,050,357
1903.....	4,451	966,600	2,376,340	2,647,874
1904.....	6,209	1,399,388	3,491,651	3,891,053
1905.....	6,824	1,785,222	4,234,293	4,368,893

Suspension du repos hebdomadaire. — L'accroissement qui s'est produit dans les autorisations relatives au repos hebdomadaire est beaucoup plus restreint que celui du tableau qui précède, ainsi que l'indique le tableau suivant, où chaque jour de repos hebdomadaire suspendu y a été multiplié par le nombre de personnes ayant travaillé pendant ce jour de repos :

ANNÉES.	NOMBRE d'établissements.	JOURS DE REPOS hebdomadaires non chômés.	
		par des enfants de moins de 18 ans.	par des femmes adultes.
1900.....	1,309	40,229	126,173
1901.....	1,491	36,766	123,213
1902.....	2,091	37,969	133,968
1903.....	2,525	38,910	168,900
1904.....	2,944	38,143	178,703
1905.....	3,248	52,125	185,701

Les industries qui ont bénéficié des plus nombreuses dérogations relatives à la durée du travail et à la suspension du repos hebdomadaire sont :

INDUSTRIES.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ayant bénéficié d'autorisations.	
	Durée du travail.	Repos hebdoma- daire.
Blanchisseries de linge fin.....	971	1,364
Confections, couture et lingerie pour femmes et enfants.	939	653
Briqueteries.....	458	11
Bâtiment (Travaux extérieurs dans les chantiers de l'industrie du).....	448	"
Tissage des étoffes de nouveauté destinées à l'habillement.....	333	9
Imprimeries typographiques.....	328	121
Conserves de fruits et confiseries, conserves de légumes et de poissons.....	308	176
Confections pour hommes.....	266	120
Chaussures (Fabrication de).....	265	53
Chapeaux (Fabrication et confection de), en toutes matières, pour hommes et femmes.....	200	177

CHAPITRE VI. — Livrets. — Registres. — Affichage.

La proportion des enfants rencontrés munis du livret prescrit par la loi de 1892, s'est manifestée à peu près la même que dans les établissements industriels visités l'an dernier.

On signale, dans toutes les circonscriptions d'inspection, des irrégularités commises par les maires au sujet de la délivrance des certificats; et tantôt la délivrance des livrets est faite sur la demande des personnes étrangères à la famille; tantôt il est remis à l'enfant sans justification d'identité.

Cette dernière irrégularité a provoqué des embauchages d'enfants en sous-âge, et le service n'a pu sévir en raison de l'exception de bonne foi opposée par les industriels.

Certains maires délivrent encore, au lieu du livret légal, d'anciens livrets d'ouvriers; d'autres les font payer par les parents contrairement à la loi. Enfin on signale dans l'Isère un maire qui tenait à la disposition de l'industriel un certain nombre de livrets signés et scellés ne portant aucune indication de noms, et que l'industriel se chargeait de remplir.

L'administration préfectorale a été informée de ces pratiques regrettables et a adressé aux maires des observations en vue d'en prévenir le retour.

En ce qui concerne les enfants étrangers, M. l'Inspecteur divisionnaire du Nord signale que cette région occupe, outre les petits italiens, un grand nombre d'enfants de nationalité belge. Ces enfants seraient, à Tourcoing seulement, au nombre de 5,000.

Il ajoute que la surveillance de ces enfants, au sujet desquels de graves abus avaient été constatés les années précédentes, va se trouver facilitée maintenant que, revenant sur une jurisprudence constamment affirmée par un des juges du tribunal de simple police de Tourcoing, un nouveau magistrat a prononcé une condamnation pour infraction aux articles 10 et 20, contre un chef d'établissement qui n'avait pu présenter qu'un livret belge, pour l'un des mineurs de dix-huit ans occupés par lui.

Enfin, à Marseille, le service a pu constater que la circulaire ministérielle du 20 avril 1899 n'était pas assez rigoureusement appliquée. Les passeports devant servir à la constitution des livrets sont parfois falsifiés, ainsi que nous avons eu l'occasion de l'établir.

Plusieurs milliers d'enfants de nationalité italienne sont journellement employés dans les filatures, les moulins, les tissages de la soie, dans les fabriques de chaux, les briqueteries, les verreries, les vermicelleries, les fabriques de chaussures, les chantiers de constructions navales en fer, dans les entreprises de maçonnerie et de terrassement, etc.

Les contraventions pour absence de livrets et non-présentation de registres qui étaient, en 1904, de 2,239, se sont élevées, en 1905, à 2,774. Il ne faut point perdre de vue, pour apprécier l'importance relative de ces contraventions, que le nombre des enfants de moins de dix-huit ans employés dans l'industrie et par suite, astreints au livret et à l'inscription sur le registre, est de 576,516.

Affiches. — Ainsi que le fait remarquer M. l'inspecteur divisionnaire de Dijon, les ouvriers paraissent ne point attacher une grande importance à l'affichage des lois et décrets. On le reconnaît, en cas de plainte de leur part, à l'ignorance maintes fois constatée où ils sont des noms et adresses des inspecteurs, alors qu'ils peuvent trouver ces renseignements au bas de l'affiche de la loi du 2 novembre 1892. Cette indifférence des ouvriers, ajoute le même inspecteur, provient de la trop grande multiplicité des affiches et surtout de la longueur des textes.

CHAPITRE VII. — Hygiène et sécurité.

Malgré l'application de la loi du 12 juin 1893 à tous les établissements industriels, les locaux où sont occupés des enfants et des femmes n'en restent pas moins soumis aux prescriptions parfois plus rigoureuses des articles 12 à 16 de la loi du 2 novembre 1892, et du décret du 13 mai 1893 qui complète l'article 13 de cette loi.

Le principal intérêt que présente le maintien d'une réglementation d'hygiène et de sécurité spéciale aux enfants et aux femmes provient de la nécessité qui se manifeste de plus en plus de limiter strictement le travail du personnel protégé aux tâches qu'il peut accomplir sans surmenage et sans danger.

Les prescriptions spéciales à l'hygiène et à la sécurité du travail des enfants et des femmes ont été, dans leur ensemble, convenablement observées en 1905.

Le tableau ci-après donne le nombre des contraventions principales relevées aux prescriptions relatives au travail du personnel protégé :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des contra- ven- tions.
Infractions aux règles générales d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi de 1892	517
Graissage de mécanismes en marche	21
Machines non protégées	868
Emploi d'enfants de moins de seize ans aux roues verticales	4
Emploi d'enfants de moins de seize ans aux métiers dits à la main	3
Emploi d'enfants de moins de seize ans aux scies circulaires	12
Emploi d'enfants de moins de seize ans au travail des lames tranchantes mécaniques	6

NATURE DES CONTRAVENTIONS.

NOMBRE
des
contraven-
tions.

Emploi d'enfants de moins de seize ans au service des robinets de vapeur.....	4
Emploi d'enfants de moins de seize ans sur des échafaudages volants, ..	1
Surcharges.....	93
Travail des machines à coudre avant seize ans.....	15
Travaux interdits aux enfants, aux filles mineures et aux femmes....	56
Travaux interdits aux enfants au-dessous de dix-huit ans.....	3
Conditions imposées aux anciens travaux.....	22

CHAPITRE VIII. — Établissements spéciaux.

Établissements de bienfaisance. — D'après M. l'Inspecteur divisionnaire de la circonscription de Paris, l'année 1905 marque un progrès quant à l'emploi d'enfants de moins de treize ans à des travaux manuels dont le caractère industriel était difficile à déterminer. Un inspecteur en fait mention en ces termes :

Nos constatations ont établi la diminution du nombre d'enfants de cet âge et la suppression du travail manuel de trois heures par jour, d'ailleurs légal, qui leur était imposé. La cause en est dans l'interdiction d'enseigner et l'obligation d'envoyer aux écoles publiques les enfants de moins de treize ans élevés dans ces établissements, par suite de l'application des lois récentes sur les congrégations. Ainsi paraissent devoir disparaître par voie indirecte la possibilité de graves abus et le véritable privilège dont jouissaient à cet égard des établissements religieux.

La plupart des inspecteurs constatent la disparition d'un certain nombre d'établissements de bienfaisance, dont la plupart fermés en exécution de la loi de 1901. Cependant, dans la région de Dijon, M. l'Inspecteur divisionnaire signale, malgré la diminution du nombre des établissements, une augmentation du personnel employé qui s'élève à 3,316 en 1905 au lieu de 2,816 en 1904.

Les établissements de bienfaisance se conforment assez exactement aux prescriptions légales : et les difficultés opposées à l'Inspecteur du travail dans l'exercice de son contrôle y deviennent de plus en plus rares.

Le tableau ci-après donne par division d'âge et de sexe le nombre total des enfants rencontrés en 1905 dans des établissements de bienfaisance :

DÉSIGNATION DU PERSONNEL.	NOMBRE d'enfants protégés par sexe.	TOTAL.
Enfants au-dessous de treize ans non munis du certificat.....	Garçons.. 2,129 Filles... 14,944	17,073
Enfants de douze à treize ans munis du certificat	Garçons.. 11 Filles... 181	192
Enfants de treize à dix-huit ans.....	Garçons.. 1,146 Filles... 21,263	22,409
Filles mineures de dix-huit à vingt un an.....		7,300
Filles majeures et femmes.....		7,233
ENSEMBLE.....		54,207

Quant aux contraventions relevées, elles étaient en 1904 de 526 et de 923 en 1905. Le tableau ci-après accuse une diminution sensible sur ces chiffres :

Livrets.....	152
Registres.....	39
Durée du travail.....	67
Affichage.....	26
Envoi de l'état trimestriel.....	32
Hygiène.....	18
Sécurité.....	#
TOTAL.....	334

Théâtres et cafés-concerts sédentaires. — L'emploi des enfants dans les théâtres a donné lieu à la constatation d'abus qu'il n'a point toujours été possible de réprimer.

M. l'Inspecteur divisionnaire de la circonscription de Paris signale l'emploi d'enfants de six ans, cinq ans, quatre ans et même trois ans et demi.

De plus, une enquête faite dans un théâtre de Paris a révélé que les répétitions avaient retenu souvent les enfants, comme les acteurs, jusqu'à une heure avancée de la nuit, et qu'il leur était même arrivé de quitter la scène à trois heures du matin. Quant aux représentations quotidiennes de la même pièce appelée à tenir longtemps l'affiche, les enfants y paraissant à la fin du spectacle devaient être présents tous les soirs jusqu'à minuit. L'inspecteur du travail qui a constaté cet abus formule le vœu suivant :

Je crois qu'il est du devoir de l'inspection du travail de demander à l'administration des beaux-arts d'apporter quelques réserves dans l'octroi des autorisations, en imposant aux directeurs l'obligation de ne pas faire figurer les jeunes enfants au delà d'une certaine heure, aussi bien pour les répétitions que pour les représentations. D'autre part, pour les pièces telles que les fées, qui se jouent très longtemps et où les enfants ne sont employés qu'à la figuration, je crois qu'on pouvait avoir deux équipes d'enfants alternant chaque jour, de telle sorte qu'ils pourraient se reposer un soir sur deux.

Dans les cafés-concerts, on n'a signalé cette année aucune contravention. L'application de la circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique interdisant l'emploi des enfants de moins de treize ans dans ces établissements semble avoir reçu une entière exécution.

CHAPITRE IX. — Commissions départementales. — Comités de patronage.

Dans 19 départements seulement, une ou plusieurs commissions départementales se sont réunies, au cours de l'année 1905. Ces départements sont les suivants :

Allier, Ardennes, Ardèche, Aube, Calvados, Côte-d'Or, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Manche, Marne, Meurthe-et-Moselle, Sarthe, Deux-Sèvres, Somme, Tarn, Yonne et territoire de Belfort.

Comités de patronage. — En dehors des deux comités de patronage qui fonctionnent à Bordeaux, il n'y a lieu de noter en 1905 que les essais tentés par M. le Préfet de l'Aube pour organiser des comités dans son département.

CHAPITRE X. — Inspection.

Le nombre de visites effectuées en 1905 a été de 166,751 contre 167,224 en 1904.

C'est dans la circonscription de Paris que l'on remarque la plus grande dimi-

nution du nombre de visites annuelles. Dans les autres circonscriptions, en effet, on peut constater, soit une diminution insignifiante, soit même une augmentation légère du nombre de visites.

Il semble résulter du rapport de M. l'Inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription que son action n'a point toujours été secondée, comme il l'eût désiré, par tous les inspecteurs ou inspectrices placés sous ses ordres. L'administration a déjà dû à diverses reprises prendre des mesures rigoureuses qui seraient nécessairement suivies d'autres exemples si les défaillances signalées venaient à se renouveler.

L'une des causes principales de cet état de choses est assurément la difficulté pour l'inspecteur divisionnaire de contrôler d'une façon effective le service des inspecteurs placés sous ses ordres. Cette difficulté a pour cause, en dehors de l'importance du nombre des inspecteurs ou inspectrices, les multiples obligations de service auxquelles ce fonctionnaire doit déjà suffire, telles que : consultations, commissions, enquêtes, rapports et demandes de renseignements occasionnant une correspondance considérable. Aussi l'idée de créer un inspecteur qui serait tout spécialement chargé du contrôle dans la circonscription de Paris a-t-elle pris corps ⁽¹⁾.

On a constaté comme précédemment l'excellence des rapports des inspecteurs avec l'autorité préfectorale, et dans la plupart des cas, l'appui que leur ont fourni les parquets.

Les rapports avec les industriels n'ont donné lieu qu'à très peu d'incidents; ils sont en général satisfaisants.

Quant aux relations des ouvriers ou des organisations avec le service, elles se sont grandement améliorées au cours des précédentes années. Les ouvriers se rendent compte de plus en plus de l'amélioration des conditions de travail et d'hygiène que leur assurent les visites du service, et ils n'hésitent plus la plupart du temps à donner leur concours aux inspecteurs pour la répression des contraventions qu'ils ont intérêt à voir disparaître.

Sur la demande d'organisations syndicales des conférences ont été faites en assez grand nombre sur les lois ouvrières. Les inspecteurs se sont bornés, dans ces conférences à exposer aux ouvriers les détails de la législation qui les protège.

On sait avec quelle réserve les ouvriers interrogés à l'atelier par l'inspecteur du travail répondent en général aux questions qui leur sont posées relativement à la durée du travail. Cette réserve, fort compréhensible en raison des représailles possibles de la part de certains patrons, ne tarderait point à disparaître si la jurisprudence inaugurée par le tribunal correctionnel de Besançon venait à se généraliser. Une ouvrière avait refusé de fournir son état civil et de répondre aux questions de l'inspecteur sur son travail journalier. Le tribunal correctionnel l'a condamnée par application de l'article 29 de la loi de 1892 à 16 francs d'amende, consacrant ainsi la thèse que les ouvriers ont pour devoir de répondre aux questions posées par les inspecteurs dans l'exercice de leurs fonctions.

CHAPITRE XI. — Pénalités.

Le nombre des procès-verbaux dressés en 1905, par le service de l'inspection du travail a été de 3,835 et les contraventions relevées dans ces procès-verbaux ont atteint 25,699. En 1904, les procès-verbaux, au nombre de 3,233, ne relevaient que 21,095 contraventions.

Le nombre des procès-verbaux dressés est depuis quelques années en constante

⁽¹⁾ Cette création a été réalisée par le décret du 11 juillet 1906 modifiant le décret du 17 mai 1905 portant organisation du corps des inspecteurs du travail.

augmentation. Il passe de 2,478 en 1902 à 2,980 en 1903, et de 3,233 en 1904 à 3,835 en 1905.

Le tableau ci-après donne les suites des procès-verbaux de 1905 :

Procès-verbaux	{	suivis de condamnations.....	3,303
		suivis d'acquittement.....	79
		encore en instance.....	263
		classés par le service.....	34
		classés par le parquet et en exécution de la loi sur l'amnistie.....	156
		TOTAL.....	<u>3,835</u>

Le nombre des acquittements a été en 1905 moindre que celui de l'année précédente. Il a passé de 90 à 79, malgré un nombre de procès-verbaux accru de 600 sur le chiffre de la précédente année.

Ce sont toujours les mêmes industries qui se font remarquer par le plus grand nombre des procès-verbaux encourus, ainsi que le montre le tableau suivant qui indique les industries qui ont été l'objet du plus grand nombre de procès-verbaux :

INDUSTRIES.	NOMBRE	
	de procès- verbaux.	de contra- ventions
Modes, confections, couture, lingerie.....	678	3,903
Blanchisseries-repassage.....	333	1,600
Maçonnerie (Entrepreneurs de).....	187	509
Imprimeries.....	167	1,042
Briqueteries, tuileries.....	156	1,182
Constructions mécaniques.....	148	1,596
Scieries mécaniques.....	132	529
Serruriers, mécaniciens.....	129	510
Travail des métaux.....	94	558

L'amnistie intervenue au cours de l'année 1905 a provoqué le classement sans suite de 100 procès-verbaux environ. Cette mesure qui tend à se renouveler périodiquement n'est pas sans influence sur la pratique suivie depuis plusieurs années par quelques industriels qui épuisent toutes les ressources que leur donne la procédure jusqu'à ce que les procès-verbaux qu'ils ont encourus soient éteints par une amnistie. Ces amnisties périodiques, escomptées à l'avance, ont pour effet de gêner considérablement l'action du service.

La loi de sursis a encore été appliquée à des condamnations correctionnelles qui, en raison des circonstances où elles s'étaient produites semblaient cependant appeler une répression exemplaire. Il s'agissait dans l'un de ces cas d'ouvrières enfermées la nuit et de refus de la part de l'industriel de laisser pénétrer dans l'atelier, le tout compliqué d'une lettre injurieuse adressée le lendemain à l'inspecteur.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

**Résultats du second tour de scrutin
pour l'élection des représentants des syndicats ouvriers ⁽¹⁾.**

Conformément aux avis publiés dans les numéros du *Journal officiel* des 27, 28 et 29 septembre 1906, il a été procédé publiquement, le samedi 29 septembre, à deux heures, au Ministère du Commerce, rue de Varenne, n° 80, sous la présidence d'une délégation de la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, au dépouillement des votes des syndicats professionnels appelés à prendre part au second tour de scrutin pour l'élection des membres ouvriers dudit Conseil.

En vertu de l'article 13 du décret du 14 mars 1903, modifié par les décrets des 27 janvier et 4 août 1904, l'élection est assurée au second tour à la majorité relative.

Les opérations électorales ont abouti aux résultats suivants qui ont été proclamés par la Commission permanente dans sa séance du 1^{er} octobre :

GROUPE 8. — Industrie de la soie.

Suffrages exprimés : 579.

Ont obtenu :

MM. Denis (Claudius) [élu] : 258; Neyron : 254; Fleck : 67.

GROUPE 12. — a) Métallurgie et construction mécanique.

b) *Chauffeurs, conducteurs, mécaniciens.*

Suffrages exprimés : 2,086; bulletins nuls : 3.

Ont obtenu :

MM. Coupât (élu) : 1,474; Calais : 399; Beylard : 84; Baumler : 43; Muller : 38; divers (4 candidats) : 13; abstentions : 35.

GROUPE 13. — Travail des métaux communs et bâtiments (métaux).

Suffrages exprimés : 2,083; bulletins nuls : 6.

Ont obtenu :

MM. Baumler (élu) : 1,057; Beylard : 788; Calais : 71; Coupât : 68; Merrheim : 13; Lamaizière : 10; Durut : 6; abstentions : 70.

**GROUPE 18. — Commerce et administrations (commerce d'alimentation exceptés).
(Département de la Seine.)**

Suffrages exprimés : 2,292.; bulletin nul : 1

Ont obtenu :

MM. Artaud (élu) : 1,215; Claverie : 1,022; M^{me} Blanche Schweig : 15; divers (2 candidats) : 7; abstentions : 33.

⁽¹⁾ Les résultats du 1^{er} tour ont été publiés au *Bulletin* de septembre, p. 902.

LA 16^e SESSION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La session ordinaire de 1906 du Conseil supérieur du travail s'ouvrira le lundi 12 novembre à 10 heures du matin, au Ministère du travail et de la prévoyance sociale, rue de Varenne, n° 80 (salle des commissions).

L'ordre du jour porte :

Élection des vice-présidents du Conseil supérieur du travail;
Élection de la commission permanente du Conseil supérieur du travail;
Discussion du rapport de M. Briat sur « l'Enseignement professionnel »;
Discussion du rapport de M. Bourderon sur « l'Inspection du travail »;
Discussion du rapport de M. Paillot sur « l'Affichage des lois ouvrières ».

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

La discussion du rapport de M. Briat sur l'enseignement professionnel figurait déjà à l'ordre du jour de la précédente session, mais cette session fut close avant que cette discussion pût être abordée ⁽¹⁾.

INSPECTION DU TRAVAIL.

Le rapport de M. Bourderon a pour objet la réorganisation du service de l'inspection du travail : il examine successivement le recrutement actuel des inspecteurs du travail en France, leurs attributions, les projets présentés par MM. Coupat et Troubat, membres du Conseil supérieur du travail, pour la réorganisation du service et l'adjonction d'inspecteurs ouvriers, la question du maintien ou de la suppression des inspectrices du travail.

Le tableau suivant indique le nombre de visites effectuées et d'infractions relevées de 1893 à 1905 par le service de l'inspection du travail, tel qu'il a été organisé par la loi du 2 novembre 1892 :

ANNÉES.	NOMBRE d'ins- pecteurs ⁽²⁾ .	NOMBRE de visites.	PÉNALTÉS.		
			Nombre de Procès- verbaux.	Nombre d'in- fractions.	Total des amendes.
1893.....	108 ⁽³⁾	68,490	98	149	3,054
1894.....	107 ⁽⁴⁾	128,800	704	6,018	23,366
1895.....	106 ⁽⁵⁾	133,734	1,332	10,635	41,456
1896.....	106	140,878	1,612	13,837	58,545
1897.....	106	146,504	1,264	9,156	39,500
1898.....	106	144,485	1,352	6,033	28,633
1899.....	106	145,911	1,837	11,607	45,567
1900.....	106	141,132	2,776	25,418	80,299
1901.....	106	146,180	2,836	20,829	88,772
1902.....	121 ⁽⁶⁾	152,185	2,478	16,374	74,944
1903.....	121	170,116	2,980	22,648	92,288
1904.....	121	167,224	3,233	21,095	83,327
1905.....	121	166,751	3,835	25,699	93,416

⁽¹⁾ Voir sur cette question, *Bulletin*, octobre 1905, p. 896.

⁽²⁾ Inspecteurs divisionnaires et inspecteurs ou inspectrices départementaux réunis. (Le nombre des inspecteurs divisionnaires n'a pas varié et est resté fixé à 11 depuis 1893.)

⁽³⁾ Le service n'a été complété à ce chiffre qu'à la fin du dernier trimestre de 1903; ce n'est en effet qu'au cours de ce trimestre que 33 inspecteurs départementaux et inspectrices reçus au concours sont entrés en fonctions.

⁽⁴⁾ Suppression d'un poste d'inspecteur.

⁽⁵⁾ Suppression d'un poste d'inspectrice.

⁽⁶⁾ Création de 14 postes d'inspecteurs et d'un poste d'inspectrice (Décret du 10 mai 1902).

Quant aux inspecteurs ouvriers du travail, il en existe déjà dans plusieurs pays.

En France, la loi du 8 juillet 1890, modifiée par les lois du 25 mars 1901 et du 9 mai 1905 a institué des délégués mineurs élus, dans chaque circonscription minière, par les ouvriers y travaillant au fond. Ces délégués sont chargés de visiter les travaux souterrains des mines, minières et carrières dans le but exclusif d'en examiner les conditions de sécurité pour le personnel qui y est occupé et, d'autre part, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles cet accident se serait produit. En outre, un arrêté du Ministre des travaux publics, en date du 13 février 1901, a institué sur le réseau des chemins de fer de l'État trois comités du travail ayant pour mission de veiller à l'application de toutes les dispositions législatives et réglementaires concernant le service des agents et ouvriers des chemins de fer; dans la composition de ces comités entrent six délégués des agents et ouvriers élus pour trois ans par les agents et ouvriers de la catégorie à laquelle ils appartiennent dans la circonscription du comité ⁽¹⁾.

En Belgique, la loi du 11 avril 1897 a également institué des délégués ouvriers à l'inspection des mines choisis par le Ministre de l'industrie et du travail sur une liste de candidats dressée tous les trois ans par les sections des conseils de l'industrie et du travail. Ces délégués sont au nombre de 38; ils reçoivent une indemnité de 1,800 francs et des frais de déplacement.

En Grande-Bretagne la section 67 de la loi sur les fabriques et ateliers de 1878 autorise le Secrétaire d'État pour l'intérieur à nommer de temps en temps, avec l'approbation du Trésor, quant au nombre et au salaire, autant d'inspecteurs (sous telle ou telle dénomination à son gré) qu'il jugera nécessaire pour l'application de la loi. En vertu de cette disposition le Secrétaire d'État a nommé, depuis 1893, 36 inspecteurs adjoints, qui ont tous réellement travaillé dans des manufactures ou ateliers, et qui sont chargés d'assister les inspecteurs en faisant exécuter les lois et règlements dans les manufactures (les manufactures se distinguent des usines par l'absence de tout moteur à vapeur, à eau ou autre). Le traitement de ces inspecteurs est de 2,500 francs au début et peut s'élever à 3,750 francs. Lorsqu'un poste d'inspecteur adjoint est créé ou devient vacant, le Secrétaire d'État propose un ou plusieurs candidats. Ces candidats doivent justifier aux commissaires du service civil qu'ils remplissent certaines conditions nécessaires pour occuper cette fonction et passer notamment un examen. Quand il y a plusieurs candidats pour un même poste, l'examen devient un concours.

Dans le Grand-Duché de Luxembourg, la loi du 22 mai 1902 concernant l'inspection du travail industriel autorise le Gouvernement à adjoindre aux inspecteurs du travail des délégués ouvriers à choisir sur une liste formée à raison de trois candidats pour chaque place vacante, par les assemblées générales des caisses de maladie de la circonscription afférente.

En Russie, la loi du 10 juin 1903 autorise les exploitants des mines et fabriques, avec le consentement des autorités administratives, à créer des doyens chargés de transmettre à la direction de l'entreprise et aux fonctionnaires chargés de la surveillance, les réclamations des ouvriers concernant l'organisation du travail dans l'établissement et les conditions d'existence des travailleurs. Ces doyens sont nommés par la direction de l'entreprise sur une liste de candidats choisis par les ouvriers.

Dans plusieurs États d'Allemagne il existe également des institutions analogues. En Bavière, la direction des chemins de fer de l'État a institué des comités de

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, mars 1901, p. 207.

délégués ouvriers, élus par les ouvriers, chargés de faire des propositions ou d'émettre des réclamations concernant les conditions du travail. En Prusse, un arrêté a institué dans les mines royales de Sarrebruck des *hommes de confiance* élus par les ouvriers pour collaborer à la surveillance des mines.

AFFICHAGE DES LOIS OUVRIÈRES.

Le développement de la réglementation du travail a amené un accroissement continu du nombre des affiches à apposer dans les établissements assujettis.

La liste des affiches dont l'apposition est prescrite dans les différentes catégories d'établissements par les lois et décrets sur le travail qui y sont applicables ne comprend pas moins de vingt affiches.

Il faut observer que le même établissement est très généralement assujéti à plusieurs des lois et des décrets énumérés dans la liste dont il s'agit. En ce cas les diverses affiches prévues par ces lois et décrets sont exigées cumulativement. En outre, la plupart des affiches dont l'apposition est prescrite dans un même établissement doivent être apposées dans toutes les salles de travail de cet établissement.

Dans ces conditions, l'application stricte de la loi sur ce point se heurte dans bien des cas à une véritable impossibilité matérielle, soit à cause de l'exiguïté des locaux, soit par suite du peu de place que laissent disponible sur les murs des caiseurs ou autres objets servant à l'industrie ou au commerce.

Il convient d'ajouter que souvent les industries, les ouvriers et les inspecteurs eux-mêmes se sont plaints que dans certaines industries, dans celles par exemple qui nécessitent le maintien de l'air à un état hygrométrique élevé, il ne soit pas possible d'entretenir un affichage convenable par un renouvellement continuuel des affiches.

Si on considère enfin que le nombre des affiches et la longueur des textes entraînent nécessairement leur impression en petits caractères, il est permis de craindre que la lecture n'en devienne difficile et que par suite le personnel intéressé ne renonce à les consulter.

L'Administration s'est préoccupée de ces difficultés et a pensé qu'il serait possible d'y remédier en remplaçant ces affiches par une brochure mise à la disposition du personnel dans un endroit désigné.

Le Comité consultatif des arts et manufactures saisi de la question a rappelé qu'il y avait un précédent en matière de chemins de fer. Son rapporteur a fourni à ce sujet les considérations suivantes :

Aux termes des articles 48 et 49 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, les concessionnaires doivent afficher leurs propositions de changement de prix et d'autre part, tenir constamment affichés dans les lieux les plus apparents des gares ou stations, les tableaux des taxes approuvées. Susceptibles d'être observées à l'origine de l'exploitation des voies ferrées, ces prescriptions n'ont pas tardé à devenir impraticables. Il a fallu recourir au système des livrets pour les tableaux des taxes homologuées et souvent pour ceux des taxes proposées, sauf à annoncer ces dernières par des affiches sommaires. Diverses décisions de justice, en particulier un arrêt de la Cour de cassation du 31 décembre 1866, ont consacré ce mode de procéder. A la vérité, il est intervenu un arrêt en sens inverse de la Cour suprême, le 20 mars 1868, mais les circonstances de l'affaire suffiraient à expliquer cet arrêt, d'ailleurs isolé.

Le Comité a pensé que la solution sanctionnée pour les chemins de fer pouvait être étendue à la législation du travail et il a émis l'avis suivant :

Les affiches détaillées pourraient être remplacées par une brochure placée dans les locaux et tenue à la libre disposition du personnel; une affiche sommaire donnerait la liste des textes contenus dans la brochure et indiquerait aux intéressés les parties du local où serait

déposée la brochure. A peine est-il besoin d'ajouter que la substitution ne serait pas nécessairement totale et qu'elle resterait purement facultative.

La commission permanente du Conseil supérieur du travail, saisie à son tour de la question, a décidé de soumettre au Conseil supérieur le projet de résolution suivant :

Une affiche unique indiquant le titre officiel des lois, et dont le texte sera fixé par décret, sera apposée dans tous les locaux de travail de chaque établissement industriel ou commercial.

L'Etat éditera ou fera éditer une brochure contenant le texte *in extenso* des lois et décrets. Cette brochure sera mise en vente au plus bas prix possible.

Le Ministère du Commerce adressera gratuitement un certain nombre d'exemplaires aux établissements où les travailleurs ont coutume de se réunir pour étudier ou discuter leurs intérêts corporatifs.

Chaque commune, par les soins du maire, sera tenue de remettre gratuitement la brochure, une fois seulement, à tout ouvrier ou ouvrière, âgé d'au moins dix-huit ans, qui en fera la demande.

Les chefs d'établissement devront mettre une ou plusieurs brochures, selon les cas, à la disposition commode des ouvriers, et ce dans les locaux où les affiches sont obligatoirement apposées.

La brochure ne pourra être imprimée que par des maisons ayant le droit d'apposer la marque syndicale sur ses travaux.

JURISPRUDENCE.

Conseil de prud'hommes ; incompétence territoriale ; comparution devant le Conseil sans demande de renvoi ; pourvoi subséquent ; irrecevabilité.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 18 juillet 1906.)

La Cour :

Sur le moyen unique ;

Attendu que Dubiez, mégissier, dont la fabrique et le domicile sont situés dans la commune de Creissels, a été assigné, par son ouvrier Fossemale, devant le conseil des prud'hommes de la commune de Millau ;

Attendu qu'ayant comparu devant ce conseil, dont l'incompétence territoriale n'était que relative, il n'a pas demandé son renvoi devant le juge de paix du canton de Millau, qui devait connaître du litige, aux termes des articles 5, § 2, de la loi du 25 mai 1838, et 5, § 1, de la loi du 12 juillet 1905 ;

Attendu que, dans ces circonstances, le tribunal civil de Millau (jugement du 9 mars 1906) devant lequel il a interjeté appel et conclu au fond, a complètement statué dans la cause ;

D'où il suit que le moyen du pourvoi, tiré de l'incompétence territoriale du conseil des prud'hommes de Millau est irrecevable ;

Par ces motifs, rejette

Prescription de six mois pour le payement des salaires des ouvriers et gens de maison ; retenues pour l'assurance opérées abusivement depuis l'application de la loi de 1898 ; reconnaissance expresse ou implicite par l'employeur de ces retenues ; prescription non opposable.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 16 juillet 1906).

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi ;

Vu l'article 2271 du Code civil ;

Attendu que la prescription de six mois édictée par l'article 2271 du Code civil est fondée sur une présomption de payement, qu'elle est par suite inapplicable au cas où celui qui l'invoque reconnaît expressément ou implicitement n'avoir pas payé la somme réclamée ;

Attendu que, par exploit du 24 juin 1904, Gaichel a assigné Roux frères, fabricants de tuiles, ses patrons, en remboursement du montant des retenues opérées sur ses salaires depuis le 1^{er} juillet 1889, date de la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898 pour le payement des primes d'assurance contre les accidents ;

Attendu que, tout en décidant que cette demande était fondée en principe et que les défendeurs ne pouvaient tirer argument de ce que les ouvriers avaient accepté « sans mot dire », pendant cinq ans, des règlements antérieurs à la loi de 1898, le jugement attaqué (Tribunal de commerce de Marseille, 12 août 1904) ne les a condamnés à rembourser à Gaichel que les retenues opérées depuis le 4 décembre 1903 jusqu'au jour de l'assignation, c'est-à-dire depuis six mois avant l'instance, sous prétexte que « jusqu'à ce jour, les frères Roux avaient pu croire, de bonne foi, n'être pas débiteurs des sommes à eux réclamées » ;

Mais, attendu qu'après avoir ainsi virtuellement constaté que les frères Roux se bornaient à nier leur dette, sans prétendre l'avoir jamais payée, le tribunal de commerce devait les déclarer irrecevables à soutenir qu'ils l'avaient prescrite ; qu'en ne le faisant pas, et en statuant ainsi qu'il vient d'être dit, il a faussement appliqué et par suite violé l'article de loi susvisé ;

Casse et renvoie devant le tribunal de commerce d'Aix...

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DIPLOMATIQUE DE BERNE POUR LA PROTECTION OUVRIÈRE.

(17-26 SEPTEMBRE 1906.)

Sur l'invitation du Conseil fédéral suisse, une conférence internationale, à laquelle étaient représentés les Gouvernements de 15 États européens, se réunit à Berne, du 8 au 16 mai 1905, et arrêta les bases de deux conventions internationales à conclure, l'une concernant l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune)⁽¹⁾ dans l'industrie des allumettes, l'autre concernant l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie⁽²⁾.

Par note circulaire du 26 juin 1905, le Conseil fédéral suisse transmet aux Gouvernements représentés à la conférence les décisions qui y avaient été prises et les consulta sur le lieu et la date où devrait se réunir la Conférence diplomatique qui paraissait indispensable au Conseil fédéral suisse pour la transformation de ces décisions en conventions.

Le 14 juin 1906, le Conseil fédéral suisse avisait les 14 Gouvernements qui avaient répondu favorablement à la note circulaire du 26 juin 1905, que l'ouverture de la Conférence internationale diplomatique pour la protection ouvrière aurait lieu le lundi 17 septembre 1906, à trois heures du soir, à Berne (salle du Conseil des États, au Palais fédéral).

La Conférence a tenu plusieurs séances, du 17 au 26 septembre. Y étaient représentées, par des plénipotentiaires, les 14 puissances suivantes : Allemagne, Autriche, Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse. Dans la dernière séance qui eut lieu dans l'après-midi du 26 septembre et qui fut publique, il fut procédé à la signature de deux conventions, l'une concernant l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, l'autre concernant l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes. La première de ces conventions fut signée par les plénipotentiaires des 14 puissances représentées, la seconde par les délégués de 7 puissances seulement. Les deux conventions sont soumises à ratification⁽³⁾.

⁽¹⁾ En allemand, le phosphore blanc est appelé phosphore jaune.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, juin 1905, p. 533.

⁽³⁾ Le texte de ces conventions sera publié ultérieurement.

LA LUTTE CONTRE LE SATURNISME.

PALMARÈS DES OUVRAGES COURONNÉS

PAR L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

Afin de combattre énergiquement les dangers d'intoxication auxquels sont exposés les ouvriers obligés de manipuler le plomb ou ses composés, l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs avait organisé des concours dont les conditions, ainsi que la liste des prix à décerner, furent publiées le 10 janvier 1905. A la suite de cette publication, 63 ouvrages sont parvenus à l'Office international du travail à Bâle jusqu'au 31 décembre 1905.

Celui-ci, en s'inspirant du classement opéré par le jury, a pris, le 13 octobre 1906, les décisions suivantes :

I. Aucun prix n'a été décerné aux deux ouvrages sur le procédé à employer pour éviter les dangers du plomb lors de l'extraction et du traitement des minerais du plomb ou de minerais contenant du plomb. L'achat de l'ouvrage 1 portant la devise : « Morgenstunde hat Gold im Munde » est proposé.

II. Des douze ouvrages sur les moyens de supprimer les dangers du plomb dans les fonderies de plomb, deux ont été couronnés. Un prix de 12,500 francs a en effet été décerné et sera partagé entre les ouvrages portant les devises : 2. « Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg » et 3. « L'homme n'est pas fait pour l'industrie, mais au contraire l'industrie pour l'homme ». L'Office propose l'achat des ouvrages portant les devises : 4. « Gesundheit ist Reichtum » et 5. « Die Hygiene sei die Freundin des Gewerbes ». Des données et des propositions intéressantes sont contenues dans les ouvrages avec les devises suivantes : 6. « Tollitur causa, tollitur effectus » ; 7. « Das höchste Gut des Menschen ist die Gesundheit » et 8. « Laurion ».

III. Aucun des douze ouvrages sur le moyen d'éviter le danger du saturnisme lors de l'emploi chimique du plomb, dans les fabriques de couleurs plombiques, céruseries, fabriques d'accumulateurs et industries similaires, n'a été couronné. L'Office propose l'achat des ouvrages portant les devises suivantes : 9. « In necessariis unitas, in dubio libertas, in omnibus caritas » ; 10. « Et super hanc petram ædificabo ».

Les ouvrages suivants contiennent des données et des propositions intéressantes :

11. « Starhemberg »,
12. « Arbeit ist des Bürgers Zierde »,
13. « Per aspera ad astra »,
14. « Salus et felicitas »,
15. « Spiro, spero »,
- 16 et 17, deux ouvrages ne portant pas de devise.

IV. Des dix-huit ouvrages sur la manière d'éviter le danger de l'intoxication saturnine dans l'industrie des badigeonneurs, peintres, vernisseurs et industries similaires, deux seulement ont obtenu un troisième prix de 937 francs chacun. Ce sont les ouvrages avec les devises :

18. « Quod felix faustum fortunatumque sit »,
19. « Die Humanität ein Zug unseres Herzens ».

On propose l'achat des ouvrages :

20. « Aus der Praxis für die Praxis » (n° II.)
21. « Sie leben und vergiften sich von der Hand in den Mund ».

Les ouvrages suivants contiennent des données et des propositions intéressantes :

22. « Kurz und bündig ».
23. « Zum Wohle für viele ».
24. « Es will alles gelernt sein ».
25. « Paintshop Hygiene ».
26. « Habenda est ratio valetudinis ».
27. Un travail sans devise.

V. Douze ouvrages ont été présentés pour résoudre la question relative à la suppression du danger du plomb dans les industries qui emploient de grandes quantités de plomb ou de composés plombiques, comme, par exemple les *fonderies de caractères d'imprimerie* et les *imprimeries* elles-mêmes. Le second prix, d'une valeur de 1,250 francs, a été décerné à l'ouvrage portant la devise :

28. « Va soli ».

et deux troisièmes prix de 937 francs chacun, aux ouvrages :

29. « Durch Nacht zum Licht ».
30. « Eile mit Weile ».

L'Office propose l'achat des ouvrages portant les devises .

31. « Licht, Luft, Reinlichkeit ».
32. « A few remarks relative to plumbism in the art of printing ».
33. « Saturne dévore ses enfants ».

Les ouvrages suivants contiennent des données et des propositions intéressantes :

34. « Siegfried ».
35. « Gesundheit ist das höchste Gut ».
36. Un ouvrage sans devise.

Les enveloppes contenant les noms des auteurs des ouvrages couronnés et de ceux proposés pour l'achat ou ayant obtenu une mention honorable, ont été ouvertes par devant notaire. Voici la liste des auteurs de ces ouvrages :

1. Prof. Dr Th. Sommerfeld, Berlin.
2. Richard Müller, Ingénieur, Ems a. Lahn. (Couronné.)
3. P. Boulon, Inspecteur divisionnaire du Travail, Lille. (Couronné.)
4. Prof. Dr Th. Sommerfeld, Berlin.
5. Dr Jos. Rambousek, Conseiller d'hygiène, Trieste.
6. Dr Imre Toth, Médecin de district, Selmeebanya (Hongrie).
7. Dr Richard Canaval, Conseiller supérieur des mines, Klagenfurth, et Privatdozent Dr Ignaz Kaup, Médecin de district, Vienne (Autriche).
8. Georg Pirce, k. k., Oberkommissär au Ministère du Commerce, Vienne (Autriche).
9. Dr P. Etz, Köln-Deutz.
10. Dr Casimiro Guidelli, Laveno, Lago Maggiore (Italie).
11. Siegfried Schneek, Directeur d'usine, Vienne (Autriche).
12. Prof. Dr Th. Sommerfeld, Berlin.
13. Kenneth Weldon Goadly (Londres).
14. Dr Theodor. Ogg, Fyvie (Ecosse).
15. Dr José Ubeda y Correal, Madrid.
16. (Sans devise). Un ouvrier domicilié en Suisse et qui désire conserver l'anonymat.

17. (Sans devise). William Helze, Jeannette (Pensylvanie).
18. *Prof. Dr Sommerfeld*, Berlin. (Couronné.)
19. *Karl Hauck*, Ingénieur, Inspecteur du travail, Tetschen. (Couronné.)
20. Louis Edgar Andés, fabricant de vernis, Vienne (Autriche).
21. Richard Halfter, Berlin.
22. Rudolf Otte, Mülheim a. Rh.
23. Willi Busch, Altenheim, Schleswig-Holstein.
24. Wilhelm Gessler, Calbe a. S.
25. Chas. E. Koons, Saint-Louis (États-Unis).
26. John Doig, peintre en bâtiment, Stirlingshire (Écosse).
27. (Sans devise). Charles H. Clakee, South Norwalk, Connecticut (États-Unis).
28. *André Ducrot*, Paris. (Couronné.)
29. *Prof. Dr Th. Sommerfeld*, Berlin. (Couronné.)
30. *Schulz*, architecte, Kiel. (Couronné.)
31. Heinrich Ritzel, compositeur, Wiesbaden.
32. William J. Manning, Washington (États-Unis).
33. Lebrasseur, Ingénieur, et Paul Razous, ancien inspecteur du travail, à Paris.
34. Otto Zunke, typographe, Berlin.
35. Karl Girkowski, Vienne (Autriche).
36. (Sans devise). Wilhelm Ehlert, Obermaschinenmeister, Berlin.

L'Office international du travail est chargé d'entamer des négociations avec les auteurs des ouvrages proposés pour l'achat ou ayant reçu une mention honorable. Il a l'intention de publier, soit *in extenso*, soit en résumé, un certain nombre d'ouvrages intéressants.

MM. les auteurs des ouvrages non mentionnés dans ce palmarès sont priés de nous faire connaître leur adresse jusqu'au 1^{er} janvier 1907, afin que nous puissions leur retourner les manuscrits. Passé ce délai, nous enverrons les manuscrits aux adresses contenues dans les enveloppes.

Par le fait d'accorder un prix à un ouvrage, de proposer son achat ou de lui décerner une mention honorable, l'Association internationale et l'Office international du travail n'assument aucune responsabilité au point de vue des données fournies et des conclusions de l'auteur de cet ouvrage.

Mais, afin de rendre plus efficace la lutte contre le saturnisme, l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs croit utile de soumettre les conclusions de ces travaux à la discussion publique et de les communiquer aux membres de sa Commission d'experts.

Elle saisit volontiers cette occasion pour remercier sincèrement les membres du jury d'avoir bien voulu lui accorder d'une façon si désintéressée leur précieuse collaboration, ainsi que tous ceux qui l'ont assistée dans cette tâche ardue et difficile.

BÂLE (Suisse), le 13 octobre 1906.

Office international du travail :

Le Directeur,

BAUER.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en septembre 1906⁽¹⁾. — Jamais, depuis six ans, on n'avait constaté dans les diverses branches du travail une activité comparable, à celle qui a régné en septembre dernier. La situation du marché, déjà favorable en août, n'a fait que s'améliorer encore, et la main-d'œuvre en plus d'un cas a fait défaut. Pour 100 offres d'emploi on n'a enregistré que 87.9 demandes contre 98.4 en août et 93.1 en septembre 1905. En 1899, année considérée jusqu'ici comme exceptionnellement prospère, la demande de travail dépassait encore l'offre de 6.9 p. o/o. Par suite de l'augmentation des emplois vacants, le nombre des places offertes s'est accru de 14 p. o/o sur septembre 1905.

Dans les mines et la métallurgie, malgré l'arrivée d'ouvriers recrutés à l'étranger, la main-d'œuvre est restée insuffisante; on a dû faire de nombreuses heures supplémentaires. Il en a été de même dans les textiles, les manufactures et le vêtement : partout on réclamait des tailleurs et des cordonniers.

Par suite de la température, le bâtiment a été très occupé. La récolte étant cette année très abondante, les travaux des champs, d'ordinaire terminés à la mi-septembre, se sont prolongés tout le mois. De toutes parts on s'est plaint du manque d'ouvriers agricoles et d'aides du bâtiment.

Les domestiques femmes ont été plus que jamais demandées.

Les Secrétariats ouvriers en 1905⁽²⁾. — On distingue en Allemagne 4 catégories de secrétariats ouvriers chargés de renseigner les travailleurs et les indigents sur des questions de droit commun ou de droit ouvrier et de les assister devant la justice : les secrétariats ouvriers libres, sans attache confessionnelle ou officielle, les secrétariats communaux, les secrétariats protestants et les secrétariats catholiques.

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*, 15 octobre 1906.

⁽²⁾ *Reichsarbeitsblatt*, septembre 1906.

En outre, des bureaux de renseignements légaux pour les femmes et des bureaux d'information générale fonctionnent encore dans diverses villes de l'empire.

Syndicats ouvriers libres ⁽¹⁾. — La commission générale des syndicats socialistes a, pour la première fois, fait figurer dans la statistique des secrétariats ouvriers qu'elle publie depuis 1901, les chiffres relatifs aux opérations, en 1905, des bureaux de renseignements des unions de syndicats (*cartells*) adhérentes. Elle a enregistré l'existence de 67 secrétariats (50 en 1904) et de 111 bureaux tenus par les bourses. 21 secrétariats ont été créés au cours de 1905; celui de Göppingen a disparu et celui d'Altona a fusionné avec celui de Hambourg.

Tous les secrétariats — celui de Magdebourg excepté — fonctionnent au bénéfice de tous les habitants du district où ils ont leur siège. 28 d'entre eux sont administrés par une Bourse du travail et 36 par une commission spéciale, 1 par la direction d'un journal (Iéna), 3 par une union de mineurs.

Comme les cotisations peu élevées des syndicats locaux ne permettent pas de fournir gratuitement des renseignements et l'assistance judiciaire, les secrétariats s'efforcent de plus en plus de restreindre leur office aux travailleurs organisés. 47 secrétariats ouverts à tout venant demandent aux travailleurs non organisés une indemnité minime (variant de 20 à 50 pfennigs) pour les travaux écrits, tandis qu'ils n'exigent des travailleurs organisés qu'une contribution volontaire. — 20 ne répondent qu'à leurs membres.

35 secrétariats n'ont aucune ressource personnelle; 29 d'entre eux ne prélèvent aucune cotisation et les 6 autres versent celles qu'ils perçoivent à la caisse de la bourse qui les entretient. Les recettes des secrétariats qui gèrent eux-mêmes leur avoir se sont élevées en 1905 à 162.064 marks (cotisations payées par les syndicats adhérents, 138,487 marks; subventions de bourses ou associations, 3,680; subventions diverses, 6,707, autres recettes, droits d'entrée, etc., 13,190 marks); — Le secrétariat de Gotha reçoit une subvention d'État de 2,000 marks et celui de Bant-Wilhelmshaven est entretenu par la commune. Les cotisations varient chez les autres entre 40 et 120 pfennigs par membre et par an.

Certains secrétariats sont confiés à des hommes d'une situation indépendante, moyennant une indemnité qui varie de 200 à 780 marks, contre laquelle ils doivent fournir le local nécessaire, ainsi que l'éclairage, le chauffage et l'ameublement. 50 secrétariats occupent 79 employés (5 gagnent jusqu'à 1,500 francs, 7 de 1,500 à 1,800, 28 de 1,800 à 2,000, 39 de 2,000 à 2,700); 38 secrétariats sont ouverts 8 heures par jour, 4, 9 heures et les autres de 6 à 8 heures 1/2. Le nombre des personnes qui ont consulté les secrétariats s'est élevé à 283,767, à savoir 262,111 ouvriers (dont 160,264 syndiqués, soit 59 p. 0/0) 11,585 patrons ou autres personnes et 872 syndicats ou autorités officielles. Sur les 282,872 consultants, 209,317 habitaient la ville où siège le bureau. — Le secrétariat de Francfort a reçu 29,709 consultants, celui de Nuremberg 19,968, celui de Hanovre 12,331 et celui de Berlin 13,287.

Le total des demandes de consultations orales ou écrites s'est élevé à 323,548. Le nombre des consultations fournies a atteint 295,374 (238,540 en 1904) dont

⁽¹⁾ Siège de ces Secrétariats: Aix-la-Chapelle, Altenbourg, Bant-Wilhelmshaven, Barmen, Bielfeld, Berlin, Cassel, Bochum, Brême, Bremerhaven, Breslau, Bromberg, Carlsruhe, Cobourg, Chemnitz, Cologne, Charlottenbourg, Crefeld, Dresde, Darmstadt, Dortmund, Dusseldorf, Duisbourg, Essen, Elberfeld, Francfort-sur-le-Mein, Forst, Fürth, Gelsenkirchen, Gera, Göppingen, Gotha, Halle, Hambourg, Hamm, Hanau, Hanovre, Harbourg, Iéna, Kassowitz, Kiel, Kronach, Landeshut, Leipzig, Lübeck, Luckenwalde, Ludenscheid, Magdebourg, Mannheim, Munich, Meissen, Neuruppin, Nordhausen, Nuremberg, Oberhausen, Osnabrück, Posen, Pforzheim, Recklinghausen, Rostock, Saint-Jean-Saarbrück, Solingen, Stuttgart, Stettin, Waldenbourg, Wiesbaden, Worms, Würzburg, Wunsiedel.

38,102 par écrit. Si l'on ajoute à ce total celui des consultations fournies par les bureaux ouverts dans les bourses (20.572) on obtient pour les 178 agences de renseignements ouvriers un ensemble de 315,946 avis ou cas d'assistance légale.

Ces consultations se répartissent, selon la nature de la réponse, comme suit :

OBJET.	NOMBRE de Secrétariats.	NOMBRE de renseigne- ments.	P. o/o.
Assurance ouvrière	67	89,286	30.3
Contrat de travail et de louage de ser- vices	67	48,498	16.4
Droit civil	67	87,018	29.4
— pénal	67	22,897	7.8
Mouvement ouvrier	55	5,297	1.8
Affaires communales et municipales	67	32,218	10.9
Affaires d'ordre industriel	58	4,704	1.6
Divers	46	5,416	1.8

Il est à noter que sur les 89,286 consultations relatives à l'assurance, 52,664 concernaient l'assurance-accident (dont 21,377 par écrit.)

Tous les secrétariats, sauf deux, se chargent de transmettre à l'inspection du travail les plaintes qui leur sont remises; 38 recueillent des statistiques, 35 s'occupent de propagande syndicale.

49 secrétariats ouvriers ont assisté des ouvriers en justice — en leur procurant des moyens de défense écrits ou même en les représentant entièrement devant la juridiction saisie. Mais les résultats effectifs de cette entremise n'ont été que dans 2,797 cas communiqués aux secrétariats; aussi peut-on dire seulement que les secrétariats ont reçu avis que leur intervention avait eu un effet favorable dans 1,444 cas, défavorable dans 497 cas et demi-favorable dans 856 autres, dont 1,504 ressortissant à l'assurance ouvrière, 135 à l'inspection et 350 au contrat de travail.

A la suite d'une résolution votée par le dernier congrès des syndicats, on a créé, puis ouvert, le 1^{er} janvier 1903, un *secrétariat ouvrier central* dont la mission consiste à « préparer et à soutenir verbalement les recours présentés par les syndiqués au bureau impérial d'assurances ». Le secrétariat central a été prié d'intervenir dans 1,308 cas contre 1,089 en 1904 et a obtenu 1,000 règlements. Il a d'autre part donné 646 consultations écrites.

2) *Secrétariats communaux* (bureaux municipaux, bureaux populaires ou offices de renseignements judiciaires). — 16 bureaux de ce genre ont fonctionné en 1905 (dont 5 organisés au cours de l'année).

Ils prélèvent en général un droit de 25 pfennigs par consultation orale et de 20 pfennigs par page pour les consultations écrites.

Celui de Hamm a donné 1,902 consultations (dont 302 relatives à l'assurance) dont 583 écrites et 1,319 orales; celui d'Ulm en a donné 273 dont 85 écrites.

3) *Offices populaires et offices de renseignements légaux protestants*. — Les offices de ce genre renseignent moyennant un droit minime (et gratuitement pour les pauvres) quiconque les consulte, sans distinction de parti ni de confession.

D'après le rapport du secrétaire général de l'association sociale chrétienne libre on en comptait 10 en 1905 (Berlin, Breslau, Bromberg, Cassel, Essen, Hagen, Leipzig, Stuttgart, Werdohl et Mülheim. L'office de Berlin a fourni 1,624 consultations (1,057 verbales) dont 350 à des autorités officielles; celui de Breslau 2,103 (dont 1,177 verbales), celui d'Essen 1,376 (dont 720 verbales), celui de Leipzig 400 environ, Werdohl 25, Bromberg 1,670, Cassel 809, Stuttgart 961.

Secrétariats catholiques. — On comptait en 1905, 63⁽¹⁾ « bureaux populaires » et « secrétariats ouvriers » organisés par le parti catholique, chargés d'assurer aux ouvriers la protection légale et de les renseigner sur les questions d'assurance, d'impôt, de loyer, de police, d'assistance, d'héritage et sur les obligations militaires et scolaires. La gratuité est accordée aux indigents ou aux personnes inscrites comme membres du bureau, moyennant une légère cotisation annuelle ; pour les autres, la rétribution exigée varie de 20 à 50 pfennigs (consultations orales) et de 25 pfennigs à 1 mark (consultations écrites).

En 1905, l'Office impérial a constaté l'existence de 40 « bureaux populaires », de 23 « secrétariats ouvriers catholiques » et de 4 « bureaux populaires et secrétariats ». 25 de ces organisations ont été fondées en 1904. 39 d'entre elles déclarent avoir donné 81,543 consultations, au courant de l'année. Les bureaux de Créfeld et de Hanovre figurent sur ces totaux pour 1592 et 6249, celui d'Aix-la-Chapelle pour près de 14,000 et celui de Berlin pour 1,730.

Ajoutons que de même que les secrétariats libres, les secrétariats catholiques possèdent depuis le 1^{er} avril 1903, un organe les représentant auprès de l'Office impérial d'assurance. Cet organe dit *Secrétariat national des associations catholiques*, fondé à Berlin par l'*Union des associations catholiques* a pour mission de renseigner moyennant un droit minime, les syndiqués chrétiens dans toutes les questions d'assurance ouvrière, de rédiger en leur lieu et place toutes les pièces nécessaires et de les représenter devant l'office impérial d'assurances.

En 1905, il est intervenu dans 481 affaires dont les 55 p. 100 se sont terminées en faveur des ouvriers. Il a fourni en outre 4,424 consultations.

Enfin, il a créé depuis 1904 des secrétariats dans 21 districts, dont plusieurs ont établi eux-mêmes des bureaux annexes dans diverses localités de ces mêmes districts.

AUTRICHE.

Placement en août 1906⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 861 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Août 1906.	Juillet 1906.	Août 1905.	Août 1906.	Juillet 1906.	Août 1905.	Août 1906.	Juillet 1906.	Août 1905.	Août 1906.	Juillet 1906.	Août 1905.
Hommes	32,706	31,344	24,966	40,964	43,082	37,370	19,127	18,827	16,774	47	44	45
Femmes	23,802	21,927	18,807	19,136	19,880	18,435	11,679	11,721	10,775	61	59	58
Ensemble	56,508	53,271	43,773	60,100	62,962	55,805	30,806	30,548	27,549	51	49	49

Grèves en août⁽¹⁾. — 63 grèves nouvelles avec 6,041 grévistes ; 1 lock-out intéressant 55 établissements et 7,000 ouvriers. 35 conflits ont éclaté dans la Basse-Autriche. On a compté 8 grèves dans les pierres et terres, 12 dans la métallurgie, 4 dans la construction mécanique, 5 dans le bois, 1 dans les cuirs et peaux, 9 dans

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, septembre 1906.

les textiles, 1 dans le vêtement, 11 dans le bâtiment, 6 dans les transports, 4 dans diverses industries.

Causes : salaires 34, durée du travail 4, durée du travail et salaires 11, diverses 14.

Résultats : 8 succès, 15 transactions, 12 échecs, 28 inconnus.

Le mouvement syndical en 1905 ⁽¹⁾. — On distingue en Autriche 3 groupes d'associations ouvrières : les *syndicats professionnels* (*Berufsgewerkschaften*), les *unions générales de syndicats* (*Allgemeine Gewerkschaftsvereine*) et les *sociétés d'éducation* (*Arbeiterbildungsvereine*).

Le premier groupe réunit des associations analogues à celles affiliées en Allemagne à la Commission centrale des syndicats socialistes ; le deuxième comprend des associations régionales et locales ; le troisième, des groupements locaux.

La statistique publiée par la commission des associations autrichiennes ne concerne, pour 1905, que les syndicats professionnels et laisse de côté les deux autres groupes d'associations qui « ne comptent plus actuellement dans la lutte économique que soutiennent les ouvriers autrichiens ».

Les syndicats professionnels groupaient, à la fin de 1905, 323,099 membres, contre 189,121 en 1904, soit une augmentation de 133,978 ou 70.85 p. 100. Ils comptaient 28,402 femmes contre 13,055 (soit une augmentation de 117.56 p. 100. Ces membres se répartissent en 47 associations centrales, 100 associations régionales ou locales et 2,964 groupements locaux, soit ensemble : 3,111 associations (contre 2,274 en 1904).

Le tableau suivant fait connaître quelles sont les industries groupant plus de 4,000 syndiqués, et quelle a été l'augmentation p. 100 en 1905.

	TOTAL à la fin de 1905.	POUR CENT de l'augmentation ou de la diminution en 1905. (+ ou -)
	membres.	
Boulangers	6,360	+ 12.56
Ouvriers du bâtiment.....	28,593	+ 93.16
Mineurs.....	17,749	+ 45.81
Typographes et fondeurs en caractères.....	11,976	+ 3.50
Ouvriers des chemins de fer.....	32,721	- 34.76
Ouvriers du fer et métallurgistes.....	46,516	+ 124.00
Ouvriers des fonderies.....	7,964	+ 75.61
Ouvriers du bois.....	23,342	+ 55.48
Ouvriers du cuir.....	4,033	+ 68.83
Papier, caoutchouc.....	15,072	+ 125.79
Tailleurs.....	5,682	- 19.87
Cordonniers.....	5,927	+ 88.87
Ouvriers des tabacs.....	4,251	+ 29.28
Textiles.....	31,457	+ 133.56
Brasseurs.....	4,834	+ 242.33
Ouvriers des transports et du commerce.....	6,020	+ 112.27
Commis de magasins.....	4,716	+ 32.43
Aides du bâtiment.....	4,800	+ 100.00

Dans l'ensemble 6 groupements seulement perdent des membres.

⁽¹⁾ Die Gewerkschaft, 25 mai 1906 et Reichsarbeitsblatt, septembre 1906.

Parmi ceux qui gagnent le plus, on remarque les ouvriers forestiers (583 p. 100), les raffineurs (383 p. 100), brasseurs (242 p. 100), tuiliers et charpentiers (169 p. 100), etc.; dans 14 industries, l'augmentation est supérieure à 100 p. 100; dans les autres elle varie de 2 à 100 p. 100.

L'augmentation est sensible surtout à Vienne (31 p. 0/0), en Bohême (30 p. 100), Moravie (11 p. 100).

On peut évaluer la moyenne des syndiqués âgés de plus de 16 ans à 14.0 p. 100 de la population industrielle. Les industries contenant proportionnellement le plus de syndiqués sont la typographie (77 p. 100) et le travail dans les ports (38 p. 100). Dans les autres la moyenne varie de 2 à 28 p. 100.

Si l'on examine la situation financière de ces associations, on constate que leur budget s'établit comme suit pour 1905 :

RECETTES.		DÉPENSES.	
	couronnes.		couronnes.
Droits d'entrée.....	119,586	Frais de secours.....	1,732,285
Cotisations.....	1,046,928	Autres dépenses.....	2,097,465
Recettes diverses.....	475,211		<u>3,829,751</u>
	<u>4,641,726</u>	Encaisse en fin d'année..	<u>811,975</u>

Le tableau suivant permet de comparer ce qu'ont été les dépenses et recettes de ces dernières années pour toutes les associations professionnelles (1896-99) et pour les syndicats seulement (1901 à 1905) :

RECETTES.		DÉPENSES.		
	couronnes.		couronnes.	
1896.....	985,171	Toutes les associations.	650,835	Toutes les associations.
1899.....	1,852,440		1,738,839	
1901.....	2,229,346		2,111,082	
1902.....	2,617,184	Syndicats professionnels seulement.	2,392,539	Syndicats professionnels seulement.
1903.....	2,942,854		2,647,066	
1904.....	3,392,970		3,004,160	
1905.....	4,641,726		3,829,751	

A la fin de 1905, l'avoir de toutes les associations s'élevait à 5,387,326 couronnes, soit une augmentation de 976,707 couronnes sur 1904. Sur cette somme les typographes figurent pour 2,400,000 couronnes, les chapeliers pour 367,000, les métallurgistes pour 450,000, les lithographes pour 272,000, les ouvriers du bâtiment pour 206,000; 5 autres groupements possèdent de 100 à 180,000 couronnes, 3 de 50 à 100,000; et 5 autres de 40 à 45,000 couronnes.

Au chapitre des dépenses figurent en première ligne les sommes suivantes payées à titre de secours :

NATURE DU SECOURS.	MONTANT des secours en couronnes.	POUR CENT de la dépense totale.
Secours de voyage.....	118,154	3.08
— de chômage.....	733,915	19.17
— de maladie.....	474,081	12.38
— d'invalidité.....	159,376	4.16
— en cas de décès.....	105,466	2.76
— extraordinaires.....	141,291	3.69
TOTAL.....	<u>1,732,285</u>	<u>45.24</u>

Depuis 1896, les sommes dépensées pour ces divers secours ont presque quintuplé ;

ANNÉES.	SECOURS de voyage.	SECOURS de chômage.	AUTRES SECOURS.	SECOURS extra- ordinaires.	TOTAL.
1896.....	25,746	102,189	140,389	12,967	281,291
1905.....	118,154	733,915	738,923	141,291	1,732,283
1896-1905.....	669,188	2,900,115	3,611,672	433,146	7,614,121

Ces dépenses forment en 1904 les 45.24 p. 100 des dépenses totales; le reste (54.76 p. 100) se répartit notamment entre les chapitres suivants : presse syndicale (14.31 p. 100), salaire des employés (8.08 p. 100), propagande (9.45 p. 100), instruction, bibliothèques (3.39 p. 100).

La dépense moyenne est passée de 17.16 couronnes à 11.52; l'encaisse par tête est tombée de 23.32 à 16.68 couronnes. La dépense supportée par chaque membre pour les divers frais de secours s'est élevée à 5.21 contre 7.46 en 1904; sur ce total le coût des secours de chômage figure pour 2.56 couronnes.

La diminution de la dépense moyenne et de l'encaisse par tête ne signifie pas que les associations aient moins fait en 1905 que les années précédentes; elle vient simplement de ce que les nouveaux membres qui n'ont payé encore qu'une partie de leur cotisation annuelle ont été compris dans l'établissement de ces moyennes.

Les dérogations à la durée du travail en 1905⁽¹⁾. — On sait que la durée du travail est limitée à 11 heures pour tout le personnel ouvrier, hommes adultes y compris.

Le nombre des établissements ayant obtenu l'autorisation de faire des heures supplémentaires en plus de la journée de 11 heures s'est élevé en 1905 à 782 (753 en 1904); si l'on rapporte ce chiffre au total des 14,000 établissements industriels relevés lors du recensement de 1902, on obtient une proportion de 5.6 p. 100.

45.1 p. 100 des établissements où l'on fait des heures supplémentaires occupaient 100 ou moins de 100 ouvriers, 20 p. 100, de 200 à 300, 11 p. 100 de 300 à 400, etc. 51.3 de ces établissements avaient déjà obtenu une dérogation à la durée du travail en 1904.

Le nombre des dérogations accordées s'élève à 1,565 (1471 en 1904); 22 autorisations n'ont pas été utilisées et 26 l'ont été en partie seulement. Le nombre des heures supplémentaires était de 1 dans 427 cas, de 1 1/2 dans 126, de 2 dans 872, de 3 dans 55. La durée de la dérogation était de 1 à 3 jours dans 438 cas, de 3 à 21 jours dans 770, de 3 à 6 semaines dans 142, de 6 à 9 semaines dans 83 et de 9 à 12 semaines dans 110.

Si l'on totalise le nombre des heures supplémentaires accordées par province, la Bohême vient en tête avec 12,109, la Basse-Autriche suit avec 10,911, la Moravie avec 10,608, etc.; la Carinthie figure pour 179 heures seulement. Par contre si l'on totalise le nombre des heures supplémentaires faites par les ouvriers (4,559,470 contre 3,840,223 en 1904), la Basse-Autriche vient en tête avec 1,839,445; la Bohême n'en compte que 968,402; la Moravie 737,138, etc.; la Carinthie 10,242. Les 3 premières provinces figurent à elles seules pour 78 p. 100 du total des heures faites.

⁽¹⁾ Die Arbeitszeit-Verlängerungen im Jahre 1905, publié par le bureau de statistique autrichien. — Vienne 1906.

Le nombre des ouvriers ayant fait des heures supplémentaires s'est élevé à 68,716.

La moyenne des heures faites par ouvrier atteint 66 contre 68 en 1904.

On a fait 1,119,617 heures supplémentaires dans le travail des pierres et la verrerie (9,254 ouvriers), 1,789,134 dans les textiles (29,751 ouvriers), 464,496 dans l'industrie mécanique (7,360 ouvriers), 279,635 dans l'alimentation (3,731 ouvriers), 218,532 dans la métallurgie (4,594 ouvriers), 221,518 dans l'industrie chimique (3,773 ouvriers), 145,966 dans le bâtiment (1,572 ouvriers), etc.

BELGIQUE.

Marché du travail en août 1906 ⁽¹⁾. — Treize offices de placement gratuit — dont cinq organisés par des communes et quatre subsidiés par elles — ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois d'août 1906. Pour 1,086 offres d'emploi, il y a eu 1,181 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 109 demandes pour 100 offres. Dans les mêmes établissements, la moyenne était de 118 demandes pour 100 offres le mois précédent; l'an passé, à même époque, elle était de 137 demandes pour 100 offres. Et, ces quatre dernières années, elle représentait en moyenne, au mois d'août, 152 demandes pour 100 offres. De ce point de vue, la situation du marché du travail apparaît donc toujours favorable, un peu plus avantageuse même que le mois précédent, contrairement à ce qui s'observe presque chaque année à pareille époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 134 unions professionnelles ouvrières, groupant 30,308 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié d'août, 592 chômeurs, soit une proportion de 1.9 p. 100 contre 1.3 p. 100 le mois précédent et 2.2 p. 100 en août 1905.

Ces dernières données, tout en confirmant l'amélioration générale par rapport à l'an passé, signalent cependant, une fois de plus, un ralentissement d'activité en août par rapport au mois précédent.

Grèves en août 1906 ⁽²⁾. — 13 grèves nouvelles, intéressant environ 3,100 grévistes et deux lock-outs, s'appliquant respectivement à 3,000 et 1,500 ouvriers environ, ont été signalés à l'Office du travail. Le premier de ces lock-outs a pris fin, par une transaction provisoire, après neuf jours de durée; le second persistait à la fin de septembre.

On a compté 6 grèves dans les textiles et 3 dans la métallurgie. Les autres conflits ont surgi respectivement dans les quatre industries ci-après : fabrication d'allumettes, imprimerie, menuiserie et carrières.

Causes : augmentation des salaires (5), grèves de solidarité ouvrière (2), lock-outs de solidarité patronale (1), réintégration d'un ouvrier congédié (1), refus d'accepter un nouveau contremaître (1), faire confier un poste recherché à une ouvrière

⁽¹⁾ *Revue du travail*, 15 septembre 1906.

⁽²⁾ *Revue du travail*, 30 septembre.

de préférence à une autre (1), empêcher un changement dans l'organisation du travail (1), obtenir l'emploi alternatif de tous les ouvriers pour empêcher le chômage complet d'une partie d'entre eux (2). Un des lock-outs, enfin, avait pour but de faire reconnaître en principe, par le syndicat ouvrier, le libre exercice du tissage sur deux métiers accouplés.

Résultats : Sur 10 grèves dont l'issue a été signalée, 2 réussites; 2 transactions; 1 grève, dite de solidarité, a pris fin en même temps que celle qu'elle avait pour but de soutenir. 4 grèves enfin (510 grévistes) ont échoué et leur échec a entraîné dans 2 cas des exclusions d'ouvriers (105 en tout).

5 grèves et 2 lock-outs ont éclaté dans la province de Liège; 2 grèves dans chacune des provinces d'Anvers, de Hainaut et des deux Flandres.

CANADA.

Revue du travail en août ⁽¹⁾. — Jamais la demande de main-d'œuvre n'a été au mois d'août comparable à ce qu'elle a été en août 1906; l'activité est restée générale et plus grande encore qu'en juillet. Les récoltes et les travaux de chemins de fer ont absorbé tous les bras disponibles; les mines, manufactures, scieries, transports et le bâtiment ont été de leur côté très occupés; dans plusieurs provinces les garçons de ferme, journaliers, meuniers, mineurs, employés d'hôtels, ont fait absolument défaut.

Comme il fallait s'y attendre il y a hausse de salaires pour les garçons de ferme et les journaliers en général; l'on signale en outre des augmentations sensibles chez les charpentiers, les ouvriers des métaux, et dans la fabrication des conserves.

Grèves. — 17 grèves ont été signalées en août; 2 dans le bois, 5 dans les métaux, 2 dans le bâtiment, 3 chez les journaliers, 1 dans chacune des industries suivantes : pêche, typographie, alimentation, transports.

Causes : question de salaires 11, durée du travail 3, divers 3.

Résultats : sur 5 grèves terminées, 2 succès, 3 transactions.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en août 1906 ⁽²⁾. — D'après les rapports fournis par 2,045 unions affiliées à la Fédération américaine du travail et groupant 123,600 membres, la moyenne des chômeurs était de 1.8 p. 100. Cette moyenne était de 1.4 p. 100 en juillet, dans 669 unions groupant 63,500 membres.

⁽¹⁾ *Revue du travail*, septembre 1906.

⁽²⁾ *American Federationist*, octobre 1906.

Le 25^e congrès de la Fédération américaine du travail ⁽¹⁾. — La Fédération américaine du travail a tenu sa 25^e convention à Pittsburg, du 13 au 25 novembre 1905; 309 délégués y possédaient 14,444 voix.

RAPPORT DU PRÉSIDENT.

Pour des raisons déjà indiquées ⁽²⁾, la partie en général la plus intéressante de la brochure du Congrès est fournie par le rapport du président de la Fédération, M. Samuel Gompers. Voici l'indication des points essentiels de ce rapport :

Développement de la Fédération. — L'année écoulée (1904-1905) a été marquée par un développement considérable du nombre des organisations affiliées, soit que l'accroissement des adhésions ait provoqué la création de groupes nouveaux, soit que des trade unions locales aient été réunies en unions internationales nouvelles. A la date du 30 septembre 1905, la Fédération se composait de : 1° 118 unions internationales (c'est-à-dire dépassant les frontières des États-Unis), constituées par environ 27,000 unions locales; 2° 33 fédérations d'État; 3° 599 unions centrales de travail; 4° 1,046 unions locales de métier et unions fédérales de travail, affiliées directement et individuellement à la Fédération américaine. Quant au nombre des travailleurs adhérents à la Fédération, le rapport du président ne l'indique pas.

Influence de la Fédération sur la situation industrielle. — A l'époque de la Convention de Boston (novembre 1903), M. Gompers avait signalé d'une façon toute spéciale le commencement de dépression économique qui se manifestait alors, et il avait invité la Convention à prendre les mesures nécessaires pour éviter les réductions de salaire dont, déjà, les employeurs faisaient l'annonce. En novembre 1905, M. Gompers put se féliciter de voir cette crise évitée grâce à l'attitude prise par la Fédération :

Nous avons eu la preuve que la déclaration et l'action des travailleurs organisés constituaient le plan le plus sage, et qu'il est meilleur de s'opposer, dès le début, à une crise industrielle, et par là de la prévenir, que de l'accepter aveuglément, puis de chercher les moyens d'en sortir. Grâce à l'attitude du travail organisé, nous avons maintenu un meilleur équilibre entre la production et la consommation.

La résistance nette décidée pour la première fois, à Boston, par les représentants de l'armée du travail, qui avaient décidé de repousser toute diminution de salaire, et l'adoption très générale de cette politique par la masse de nos camarades, ont été efficaces et, sans aucun doute, ont prévenu une crise industrielle avec tout son cortège de souffrance, de pauvreté et de misère.

Nécessité pour les unions d'allouer des secours de maladie, de chômage, etc. — M. Gompers revient sur ce point qu'il a souvent traité :

C'est pour moi un devoir d'insister près des trade unionistes sur la nécessité de rendre les unions le plus profitables possible aux travailleurs, non seulement dans leur effort direct pour maintenir et améliorer leur situation matérielle en ce qui concerne les salaires, les heures et les conditions de travail, mais aussi en leur fournissant des secours et en les protégeant contre toutes les vicissitudes de la vie; et, dans ce but, il faut qu'ils comprennent la nécessité d'établir de plus hautes cotisations dans les unions.

Il n'y a aucune bonne raison pour que nos unions, à côté de leur rôle de défense profes-

⁽¹⁾ Report of the proceedings of the twenty-fifth annual Convention of the American Federation of Labor, held at Pittsburg, Pennsylvania, November 13 to 25 inclusive, 1905. Broch. de 273 pages, Washington, 1905.

⁽²⁾ Bulletin de l'Office du travail, 1904, page 335: Le 22^e congrès de la Fédération américaine du travail.

sionnelle, ne deviennent pas les distributrices de secours de maladie, de chômage, de perte d'outils, de retraites, de route, de mort, etc., pour leurs membres. . . .

Nous ne devons pas redouter que les décisions de justice ou des poursuites entraînent des amendes pour nos organisations, et, par là, compromettent nos fonds; nous n'avons pas à nous effrayer, malgré les condamnations flagrantes d'un passé tout récent. L'accumulation de capitaux, réunis aussi bien pour l'allocation de secours que pour la défense professionnelle, en imposera le respect à la fois au public et à la magistrature. Et si, par hasard, par une interprétation perverse de la loi, les fonds d'une union étaient menacés, comme le cas s'est produit en Angleterre dans l'affaire du Taff Vale, le résultat serait, dans notre pays comme en Angleterre, une restriction dans les pouvoirs du juge pour s'attaquer, comme à plaisir, aux capitaux du travail organisé.

Préconiser ainsi, l'accumulation de capitaux, l'établissement de services de secours et l'augmentation des cotisations nécessaires à y faire face, c'est s'exposer, de la part des adversaires du trade-unionisme, au reproche de constituer des sociétés basées sur les impositions payées.

Les salariés organisés ne sont pas opposés au paiement de cotisations plus élevées, si on peut leur garantir et s'ils se sentent sûrs que leurs intérêts, en tant que travailleurs, seront non seulement protégés et favorisés, mais qu'ils peuvent s'appuyer sur leurs camarades organisés pour les soutenir dans toutes les circonstances malheureuses de la vie. . . .

C'est un fait remarquable que les unions qui se désintéressent le plus de la constitution de services de secours sont celles qui souffrent le plus de diminution d'effectif en temps de dépression économique ou à la suite d'une grève malheureuse, celles qui s'en remettent les dernières, celles, par conséquent, qui réussissent le moins à protéger les intérêts de leur corporation. . . .

Nous nous plaignons à reconnaître que les services de secours ont été établis, dans beaucoup de nos unions internationales, que des capitaux ont été rassemblés et des cotisations plus élevées établies; mais ce progrès n'est pas satisfaisant, car il n'est pas général.

Relations internationales. — Tous les efforts faits à l'étranger en vue d'affranchir la classe ouvrière, attirent, dit M. Gompers, notre attention et notre sympathie. C'est pourquoi la Fédération américaine suit avec intérêt le mouvement social en Russie. On sait que depuis longtemps elle envoie des délégués au congrès des trade unions britanniques qui, de leur côté, se font représenter tous les ans à la convention tenue par la Fédération américaine. Des pourparlers ont été engagés entre cette dernière organisation et la Commission générale des syndicats allemands pour un échange analogue de délégations.

Adversaire résolue de la guerre, la Fédération a déploré le conflit russo-japonais, et applaudi à l'initiative du président des États-Unis, qui y a mis fin.

Journée de huit heures. — Dès sa fondation, rappelle M. Gompers, la Fédération a fait campagne pour la réduction de la durée de la journée de travail, mesure d'autant plus légitime que, grâce aux perfectionnements incessants apportés dans les procédés de l'industrie, la journée de huit heures, revendiquée spécialement, n'entraînerait aucune diminution dans la production, au contraire.

En 1884, nous avons poussé l'ensemble des travailleurs à essayer d'obtenir la journée de huit heures, autant que possible d'accord avec les employeurs. Nous avons aidé nombre de corporations à établir la journée de huit heures, et les heures de travail ont été réduites pour tous. . . .

Nous insistons pour que tous les trade unionistes, tous les travailleurs et tous nos amis concentrent leur énergie sur l'établissement de la journée de huit heures.

Il faut que l'établissement de la journée de huit heures pour tous soit le principal sujet de discussion dans toutes les assemblées de nos organisations, que cette revendication soit soumise aux employeurs en vue d'un accord avec eux, et, si l'entente ne peut pas se faire, que des mesures soient préparées pour imposer la journée de huit heures.

Quant au bill instituant la journée de huit heures, il ne paraît pas près de devenir loi fédérale.

Divers. — M. Gompers appelle toute l'attention de la Convention sur le danger que fait courir aux travailleurs américains la campagne menée par les planteurs de sucre d'Hawaï, qui réclament une dérogation, à leur profit, à la loi qui exclut la main-d'œuvre chinoise de toutes les possessions américaines aussi bien que du territoire des États-Unis; — il signale les efforts récents, et couronnés d'un certain succès, tentés par la Fédération pour attirer les ouvrières dans ses organisations; — il indique de nouveau l'abus, par les tribunaux, des *injonctions*, etc.

RAPPORTS DU SECRÉTAIRE FÉDÉRAL ET DU CONSEIL EXÉCUTIF.

Situation financière. — Le rapport du secrétaire de la Fédération américaine du travail traite d'abord des recettes et des dépenses fédérales dans l'année commençant le 1^{er} octobre 1904 et finissant le 30 septembre 1905.

Pour cette période, les recettes se sont élevées à 1,078,571 fr. 60 ⁽¹⁾, et les dépenses à 1,020,084 fr. 50. Le 30 septembre 1905 l'avoir fédéral se montait à 594,180 fr. 40.

Grèves. — Sur 118 organisations affiliées, 99, plus un petit nombre d'unions locales, ont envoyé au secrétaire fédéral des rapports d'où il résulte que les grèves faites en 1904-1905 par les membres de la Fédération ont été au nombre de 1,157 avec 107,268 grévistes, et que la dépense de ces grèves a été de 13,089,914 fr. 55, dont 16,625 fr. 35 seulement au compte du *fonds de défense* constitué par les organisations locales directement affiliées à la Fédération. Sur les 107,268 grévistes, 63,350 ont reçu des secours de grève. Au point de vue de leurs résultats, 864 de ces 1,157 grèves se décomposent ainsi : réussites 458; transactions 79; échecs 210; non terminées 117. Pour le reste des grèves les indications données ne permettent pas de les faire rentrer dans cette classification.

Secours divers. — Sans parler des indemnités de grève, 59 unions internationales sur 118, donnent à leurs membres des secours d'une ou de plusieurs des catégories suivantes :

NATURE DES SECOURS.	NOMBRE d'unions internationales.	SECOURS financiers en 1904-1905.	
		fr.	c.
Secours funéraires.....	50	3,860,590	40
Secours de maladie.....	21	3,030,945	50
Secours de chômage.....	15	442,263	75
Secours de route.....	9	327,546	50
Assurance contre la perte des outils.....	4	26,938	15
Secours funéraires à la mort de la femme du socié- taire.....	4	148,960	00

Labels. — Il y a 56 organisations (y compris la Fédération américaine du travail) qui possèdent des *labels*, et 10 qui se servent de cartes, *labels* et cartes reconnus par la Fédération.

(1) La transformation des sommes indiquées en dollars a été faite à raison de 5 fr. 20 par dollar.

Propagande. — La Fédération possède 60 propagandistes ou *organisateurs salariés* (sans parler des organisateurs de district). En 1904-1905 l'œuvre de propagande a coûté à la Fédération 320,812 fr. 40.

Dans le rapport du Conseil exécutif on ne trouve à mentionner d'une façon spéciale que deux points :

Journée de huit heures. — Le Conseil exécutif rappelle que, fidèle à la tradition de la Fédération, il a, durant l'année précédente, appuyé de toutes ses forces les efforts des organisations fédérées pour une réduction de la durée quotidienne du travail. Il estime que sa campagne, déjà longue, pour la journée de huit heures « est couronnée de succès, quoique pas aussi rapidement qu'on serait en droit de l'espérer » ; et il engage les trade unionistes à fortifier numériquement et financièrement leurs organisations pour aboutir à une réussite complète.

Immigration. — Le développement de l'immigration aux États-Unis inquiète de plus en plus la Fédération américaine du travail, et le Conseil exécutif s'en occupe longuement dans son rapport. Le nombre des immigrants, écrit-il, a dépassé un million dans l'année finissant le 30 juin 1905 ; et la plupart d'entre eux sont immédiatement venus grossir l'offre de main-d'œuvre. Beaucoup s'enrôleront d'ici quelques années dans nos organisations ; mais, en attendant, ils font aux ouvriers américains une concurrence qui contrecarre leurs efforts vers de meilleures conditions de travail, et ils la feront d'autant plus longtemps que la concurrence de millions d'immigrants qui arriveront dans les années à venir fournira un sérieux obstacle à l'amélioration de leur sort.

Si donc les travailleurs américains et leurs enfants ne doivent pas être sacrifiés, il faut mettre un frein au constant envahissement du marché de main-d'œuvre, surtout à l'entrée en masse d'étrangers qui, comme hommes et comme ouvriers, sont fort inférieurs aux ouvriers des États-Unis. Il conviendrait de les soumettre à un examen au point de vue de leur instruction, à un autre pour leur état physique ; de plus, il ne faudrait pas que le passage d'Europe aux États-Unis restât le meilleur marché des passages entre l'Europe et l'Amérique, car cette situation détermine en grande partie le sens de l'immigration, etc.

Le Conseil exécutif demande à la Convention les pouvoirs nécessaires pour poursuivre selon ces vues la modification des lois sur l'immigration.

DÉCISIONS PRISES PAR LA CONVENTION.

On sait que les résolutions présentées aux conventions de la Fédération américaines du travail sont discutées à fond par les commissions compétentes, dont l'assemblée générale des délégués ne fait, en général, qu'accepter ou rejeter purement et simplement le rapport ; sauf exception les discussions ne sont pas relatées dans les comptes-rendus, ce qui enlève à ces derniers une grande partie de leur intérêt.

Parmi les résolutions adoptées à la Convention de Pittsburg il suffit de mentionner simplement celles relatives aux *injonctions*, à l'établissement de l'initiative populaire et du referendum dans les questions soit administratives, soit politiques, aux conditions du travail des enfants et des femmes, à l'adoption des divers *labels corporatifs*, etc.

Immigration. — Plusieurs résolutions avaient été présentées concernant l'immigration européenne : la commission compétente les écarta pour faire sienne la partie du rapport du Conseil exécutif qui traite cette question et dont on a lu plus haut un résumé.

La Convention s'occupa particulièrement des travailleurs chinois, japonais et coréens. Deux résolutions furent adoptées. Voici le résumé de la première :

Attendu qu'une campagne vigoureuse est faite en ce moment en vue d'amender les lois existantes de façon à permettre l'entrée des travailleurs chinois aux États-Unis et spécialement dans ses possessions du Pacifique, campagne menée : 1° par les compagnies maritimes qui transportent ces travailleurs; 2° par les planteurs de sucre des îles Hawaï, qui cherchent à avoir de la main-d'œuvre à bas prix; 3° par une partie des capitalistes des Philippines; 4° par ceux des employeurs américains qui, dans un but de gain, désirent abaisser le plus possible le *standard of life* de l'ouvrier américain, etc., la Convention réclame non seulement, l'application stricte de la législation en vigueur, mais encore son extension aux Japonais et aux Coréens.

Une autre résolution appelle l'attention du Président des États-Unis sur l'emploi illégal des Chinois dans les équipages des navires américains où parfois ils remplacent complètement les marins du pays.

D'autres résolutions visaient la concurrence de la main-d'œuvre japonaise et coréenne, dont le danger déjà très visible s'accroît rapidement. En leur lieu et place la Convention vota une résolution, adoptée en 1904 par la Convention de San-Francisco, et conçue dans le même sens que ces propositions : la Fédération réclame l'extension aux travailleurs japonais et coréens de la loi d'exclusion qui frappe les travailleurs chinois; la raison invoquée n'est pas seulement la concurrence faite avec succès aux ouvriers américains, mais aussi l'incompatibilité de race entre les peuples orientaux et la population américaine, et surtout « la colonisation systématique de ces races orientales dans les possessions américaines du Pacifique, et l'extension menaçante et en partie effectuée, de cette tactique à la côte du Pacifique et à d'autres localités occidentales des États-Unis, tactique qui constitue un danger permanent non seulement pour la paix intérieure, mais aussi pour la continuation des relations amicales entre les nations en cause. ».

Intervention dans les élections politiques. — Attendu, porte une résolution adoptée par la Convention, que, pour atteindre son but, le mouvement trade unioniste doit obtenir le vote par le Congrès de certains bills, et que les membres du Congrès s'opposent systématiquement à une telle législation, la Convention décide que les organisations affiliées à la Fédération feront campagne, au moment des élections pour le Congrès et les législatures, contre les candidats qui se seront montrés adversaires du travail organisé, et s'employeront pour les candidats favorables à la législation sociale.

Collectivisme. — Deux résolutions réclamant la socialisation de tous les moyens de production et d'échange furent repoussées par la Commission des résolutions. En séance publique il fut passé à l'ordre du jour, un délégué ayant fait remarquer que la section 8 de l'article III de sa constitution interdisait à la Fédération de s'occuper de politique, et notamment de politique socialiste, dans ses conventions.

Élection du président de la Fédération et fixation de la prochaine convention. — M. Gompers fut réélu président de la Fédération américaine du travail à l'unanimité moins deux voix. La ville de Minneapolis fut désignée comme siège de la prochaine Convention.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en septembre 1906⁽¹⁾. — Aucune modification à signaler dans le marché du travail qui est resté en septembre ce qu'il était en août; il y a amélioration pourtant par rapport à septembre 1905 excepté dans la chaussure et la ferblanterie.

3.8 p. 100 de chômeurs dans 271 trade unions groupant 598,611 membres contre 3.8 en août et 5.3 en septembre 1905; 5.30 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 581,785 ouvriers, contre 4.95 en août et 5.13 en septembre 1905; 341 hauts fourneaux, en marche à la fin de septembre avec 24,600 ouvriers contre 387 en août et 325 en septembre 1905.

Grèves. — 23 grèves nouvelles en septembre avec 17,559 chômeurs contre 28 avec 8,791 en août et 10 et 1,509 en septembre 1905.

Sur 26 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 20,251 chômeurs, 6 succès (12,749), 10 échecs (4,641) et 10 transactions (2,861). Total des journées de travail perdues 157,400 en septembre contre 109,100 en août et 257,300 en septembre 1905.

La fermeture des magasins le dimanche⁽²⁾. — Une commission parlementaire avait été chargée de faire une enquête sur la fermeture des magasins le dimanche; elle vient de publier son rapport. Elle rappelle que cette question a été examinée déjà par le comité de la chambre des lords chargé, l'an dernier, d'étudier le projet de loi déposé par lord Avebury sur la matière, comité dont elle adopte en principe les conclusions. Toutefois, comme les dépositions faites devant ce comité sont presque toutes en faveur de la fermeture obligatoire, la commission a voulu entendre les partisans de l'ouverture des magasins le dimanche; elle a particulièrement examiné les catégories pour lesquelles on pourrait faire exception si l'on adoptait une nouvelle législation (notamment pour les magasins où l'on vend des rafraichissements et pour ceux où le patron n'emploie que des membres de sa famille.)

La principale loi sur le repos hebdomadaire est l'act de 1677; elle est devenue pour ainsi dire lettre morte. Depuis douze ans elle n'est plus appliquée du tout dans un grand nombre des districts de police; elle n'est encore sérieusement en vigueur qu'à Hull⁽³⁾ et à Swansea. L'opinion publique s'est modifiée peu à peu et d'autre part les amendes édictées par la loi sont trop faibles pour être efficaces.

La commission proposerait d'exempter, dans toute loi nouvelle, les commerces de confiserie et de rafraichissements, les journaux, les pharmacies et les crémeries. Elle demande qu'on autorise la vente, pendant une partie de la journée, pour le pain, la viande, le poisson, les fruits, les légumes, la glace, et, pour le tabac, pendant les heures d'ouverture des bars. (Pour l'Ecosse où le sentiment public est très favorable à la fermeture le dimanche, les autorités locales pourraient supprimer certaines de ces exceptions).

En outre, elle voudrait que dans les quartiers habités par les israélites ceux d'entre eux qui ferment le samedi puissent ouvrir le dimanche jusqu'à midi.

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, octobre 1906.

⁽²⁾ *Labour Gazette*, septembre 1906.

⁽³⁾ Les contraventions dressées à Hull seulement représentent le 80 p. 100 du total des contraventions de ce genre.

La commission préconise le maintien du principe édicté par la loi de 1677 tempéré par les exceptions susmentionnées, mais sanctionné par des pénalités sérieuses.

Elle demande en outre « que tout employé de magasin soit assuré d'un jour de repos par semaine et ne puisse être inquiété si, par raison de conscience, il refuse de travailler le dimanche » et « que tout patron stipulant par contrat pour l'employé qu'il embauche l'obligation de travailler le dimanche, sans lui donner un jour de repos par semaine, soit passible d'une amende ».

Les accidents dans les chemins de fer (personnel) en 1905 ⁽¹⁾. — Le nombre des accidents mortels survenus chez les employés de chemin de fer en 1905 s'est élevé à 437 et celui des autres accidents ⁽²⁾ à 14,335.

Si l'on considère que le personnel des compagnies comprenait 581,664 personnes en 1904, on peut évaluer à 0.75 p. 1,000 le nombre des tués et à 24.6 p. 1,000 celui des blessés. Dans les accidents de trains on a enregistré 1 décès par 775 employés du service actif, dans les autres accidents de la traction 1 décès par 855 employés, tandis que dans les accidents autres que ceux de la voie cette moyenne tombe à 1 pour 13,504 employés.

On compte 20 décès et 641 accidents chez les mécaniciens, 20 et 800 chez les chauffeurs, 42 et 2,188 chez les porteurs, 42 et 316 chez les convoyeurs de trains, 37 et 1,366 chez les ouvriers, 90 et 1,610 chez les ouvriers de la voie, etc.

Le total des accidents de 1905 est le moins élevé que l'on ait enregistré depuis 1896, l'année 1903 exceptée.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽³⁾.

Ain. — A Bourg, dans la culture maraîchère, il n'y a pas eu de changement comparative-ment au 2° trimestre 1905; le nombre des établissements est toujours de 23 pour 35 ouvriers, et les salaires de 0 fr. 20 à 0 fr. 50 l'heure. La sécheresse a été excessive, mais il n'y a pas eu de chômage.

A Oyonnax, dans la fabrique de peignes, il y a eu augmentation de 5 petits ateliers occupant une vingtaine d'ouvriers.

Allier. — A Moulins, dans le bâtiment, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1905 et les salaires ont augmenté pour les maçons : ils sont de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 l'heure.

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, septembre 1906.

⁽²⁾ On a compté parmi les accidents tous ceux qui entraînent une impossibilité de travailler 5 heures pendant les 3 jours suivants.

⁽³⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 2° trimestre 1906 et émanent de syndicats patronaux.

Alpes-Maritimes. — A Vallauris, dans la fabrique de *poteries*, la situation est restée la même qu'au précédent trimestre.

Ariège. — A Lavelanet, dans la *filature*, par suite de grève, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à la même époque. Même constatation pour les *apprêts de draps*.

A Saint-Girons, dans la *taille de pierre*, il n'y a pas eu de changement appréciable.

Aube. — A Troyes, dans les *travaux publics* et le *bâtiment*, le travail est demeuré aussi actif; les salaires sont de 0 fr. 40 l'heure pour les manœuvres et de 0 fr. 45 à 0 fr. 50 pour les ouvriers.

Aude. — A Narbonne, dans la *menuiserie* et *ébénisterie*, le travail est encore en diminution sur l'an dernier à pareille époque; fin juin le chômage était évalué à 60 p. 100; les salaires se maintiennent entre 4 francs à 4 fr. 50 par jour.

Dans la *tonnellerie*, le travail a été moins abondant que l'an dernier à l'époque correspondante; les salaires sont en baisse : la tiercerole qui se payait 3 francs l'an passé ne se paye plus que 2 fr. 25, et le sixain 1 fr. 75 au lieu de 2 fr. 50; de sorte que l'ouvrier est obligé de travailler davantage pour gagner autant. Il s'est créé 2 nouvelles tonnellerie mécaniques occupant ensemble une cinquantaine d'hommes; par contre, 5 petits ateliers qui occupaient 60 hommes ont fermé. Le progrès de l'outillage mécanique est une des causes de la crise que subit cette industrie, déjà mise en infériorité par la création du wagon-réservoir, lequel bénéficie d'un tarif de faveur sur la voie ferrée; aussi la profession de tonnelier tend-elle à disparaître et il ne s'y fait plus que fort peu d'apprentis.

Dans l'*horticulture*, le travail a été moins abondant; les salaires ont augmenté et sont de 4 à 5 francs par jour.

Cher. — A Bourges, dans la *maréchalerie*, l'état du travail est satisfaisant et le chômage nul. Dans l'*horticulture* et la *culture maraîchère*, le travail était très abondant fin juin, et il y avait pénurie d'ouvriers.

A Jouet-sur-l'Aubois, la situation dans la fabrique de *chaux* ne s'est pas améliorée.

Eure. — A Évreux, dans la *maréchalerie*, le travail a peu varié pour le roulage du commerce et de l'industrie, mais il a complètement disparu pour la bourgeoisie et le luxe; les salaires atteignent aujourd'hui de 50 à 70 francs par mois, nourri et logé. Les bons ouvriers deviennent rares, l'apprentissage étant de moins en moins recherché.

A Ézy, dans la fabrique de *peignes*, le travail a été un peu moins abondant; toutefois la situation reste bonne, le chômage étant presque nul et la main-d'œuvre plutôt rare.

Côte-d'Or. — A Dijon, dans la fabrique de *chaussures*, il y a eu équivalence comparativement au travail fait l'an dernier à pareille époque; l'activité est d'ailleurs satisfaisante et le chômage rare.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, dans le *bâtiment*, il n'y a pas eu de changement sur le trimestre précédent.

Doubs. — A Montbéliard, dans l'*horlogerie*, même stabilité dans le travail, qui est plutôt satisfaisant. A Morteau, dans la même industrie, le travail a été beaucoup plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1905; les salaires ont aussi augmenté sensiblement; la journée est de 6 francs au lieu de 5 francs; les salaires du travail à façon se sont accrus de 20 p. 100.

Haute-Garonne. — A Toulouse, dans la *menuiserie*, l'activité du travail s'est ressentie de la grève des charpentiers; les salaires sont de 0 fr. 45 l'heure, mais ils ne sont pas considérés comme suffisants par les ouvriers, malgré la pénurie de travail.

Gironde. — A Bordeaux, dans la *serrurerie*, le travail a été aussi précaire que l'an dernier à pareille époque. Dans la *peinture*, il a été moins abondant et il y a eu légère diminution dans le nombre des établissements. Dans l'*ébénisterie*, le travail a été un peu moins actif

qu'en 1905 au 2^e trimestre. Même remarque pour la *maréchalerie*, où les salaires sont de 4 et 5 francs par jour. Dans la *sellerie*, *bourellerie*, l'activité demeure très calme, vu la cherté des matières premières; les salaires sont de 4 à 6 francs pour une moyenne de 4 fr. 50, mais malgré leur accroissement les ouvriers deviennent de plus en plus rares faute d'apprentissage. Dans la fabrication de l'eau distillée, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à la pareille époque et égal comparativement au 1^{er} trimestre 1906.

Hérault. — A Bézuric, dans les *travaux publics*, il y a eu augmentation d'heures de travail sur le 1^{er} trimestre, en raison de la saison.

A Cette, dans le *bâtiment*, il y a eu du chômage et la semaine n'était que de 50 heures fin juin.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *meunerie*, il n'y a pas eu de changement comparativement à 1905; le chômage est nul et le personnel payé au mois. Cette industrie se plaint de la surproduction, mais elle espère la diminuer un peu grâce à la loi sur le repos hebdomadaire. Dans la *menuiserie*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1905, et égal à celui du 1^{er} trimestre 1906; les salaires se maintiennent entre 0 fr. 45 et 0 fr. 55 l'heure. Chez les *sabotiers* et les *maréchaux-ferrants*, il n'y a pas eu de changement.

Isère. — A Montalieu-Vercieu, les *tailleurs de pierre* qui occupaient environ 1,500 ouvriers ont vu ce nombre tomber à 500 par suite du nouveau traité avec la Suisse et, d'autre part, le chômage est considérable.

Jura. — A Salins, dans les *fromageries*, il n'y a pas eu de changement.

Loire-Inférieure. — Même constatation à Nantes dans la *culture maraîchère*.

Loiret. — A Orléans, dans la fabrication de *couvertures* et *tricots*, le travail a été légèrement inférieur à l'an dernier à pareille époque; comparativement au précédent trimestre, il n'y a pas eu de changement. Les salaires suivent une lente progression en hausse. Dans la *charpente*, le travail a été également un peu moins abondant qu'en 1906; cette industrie compte un nouvel établissement mécanique, et les salaires sont de 0 fr. 60 l'heure.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans l'*horlogerie*, *bijouterie* et *joaillerie*, le travail a été moins abondant par suite des grèves. La *pêche* dans le bassin central de la Garonne a donné cette année de meilleurs résultats, grâce à une surveillance plus active contre l'emploi d'engins destructeurs; l'effectif des équipages employés à cette industrie a été largement augmenté, mais n'a pas encore atteint le chiffre normal d'autrefois.

Maine-et-Loire. — A Angers, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'au 2^e trimestre 1905; le nombre des établissements a diminué d'une dizaine pour un ensemble de 150 ouvriers; comparativement au 1^{er} trimestre 1906, le travail a été moins actif et la semaine n'était que de 50 heures fin juin. Dans la *vannerie*, il y a eu également diminution comparativement au trimestre correspondant de 1906 et au précédent trimestre.

A Cholet, dans l'*horlogerie*, *bijouterie*, *orfèvrerie*, le travail s'est maintenu égal tant à l'égard du 2^e trimestre 1905 que du 1^{er} trimestre 1906, et le nombre des établissements a augmenté.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, dans la *meunerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à pareille époque, par suite du déficit de la récolte du blé; même constatation par rapport au précédent trimestre, la mévente de la farine ayant coïncidé avec la cherté relative du blé.

A Reims, dans le *textile*, la situation est restée la même. A Épernay, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1905; il a été aussi actif comparativement au précédent trimestre, mais il y a eu diminution de 3 petits établissements comprenant ensemble de 20 à 25 ouvriers. Cette situation a pour principale cause la mévente des vins,

Haute-Marne. — A Chaumont, dans le *bâtiment*, même activité qu'au 2^e trimestre 1905; les salaires ont augmenté de quelques centimes de l'heure.

Morbihan. — A Lorient, dans la *tannerie*, l'activité du travail a été inférieure de plus de moitié à ce qu'elle était en 1905; les salaires sont tombés à 3 francs et 2 fr. 50 pour dix heures de travail et la main-d'œuvre disparaît de plus en plus; 2 établissements ont fermé et 3 sont en liquidation, qui occupaient ensemble une quarantaine d'ouvriers. Cet état de choses serait dû à l'automobile qui est venu enlever un stock énorme de cuirs en boucherie, rendant de ce fait la matière première inabordable.

A Hennebont, dans les *travaux publics*, la grève des forges a entraîné une diminution de travail comparative à l'époque correspondante de l'an passé. Par rapport au trimestre précédent, il y a eu également diminution d'heures de travail, et malgré cette diminution le chômage a été important par suite de congédiement.

Nord. — A Lille, dans la *construction et serrurerie en bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1905; fin juin la semaine n'atteignait que 57 heures. Dans la *maréchalerie*, l'activité aurait été plutôt moindre qu'au trimestre correspondant de 1905; les salaires restent réguliers: 30 à 40 francs pour les ferreurs, et 20 à 25 francs pour les aides.

Dans la *brasserie* du canton de Lannoy, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1905 et égal à celui du précédent trimestre.

A Roubaix, dans l'industrie de la *teinturerie et apprêts*, malgré la surproduction qui lui donne un caractère précaire, la saison a bien débuté et va en se propageant favorablement.

A Cambrai, dans la fabrique de *chicorée*, la main-d'œuvre est plutôt abondante, le travail s'est maintenu, mais avec difficulté, et la semaine n'a été que de 54 heures au cours du 2^e trimestre 1906.

Au Cateau, dans les *tissages*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 au trimestre correspondant; les salaires n'ont pas varié, mais la main-d'œuvre est toujours peu abondante à cette époque, à cause du travail des champs. Dans le *bâtiment*, le travail a été moins actif qu'au trimestre correspondant de 1905; les salaires ont subi une hausse de 10 à 20 p. 100 suivant les métiers, et il y a eu diminution du nombre d'heures de travail pendant le 2^e trimestre 1906.

A Haubourdin, dans l'*amidonnerie*, le travail a été plutôt abondant, la mode cette année étant au blanc; le nombre d'heures de travail est resté le même qu'au précédent trimestre: 10 heures par jour pour les femmes et les enfants, 11 pour les adultes dans les ateliers séparés; de même les salaires, qui varient toujours de 3 fr. 25 et 6 francs; la main-d'œuvre est abondante, le chômage nul et le salaire rémunérateur.

Oise. — A la Croix-Saint-Ouen, dans la fabrique de *boîtes*, le travail est resté normal; il était fin juin de 66 heures par semaine. La main-d'œuvre est suffisante et le personnel ne subit aucun chômage.

Orne. — A Alençon, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque; à la fin de juin les maisons faisaient en moyenne 72 heures par semaine, sauf les plâtriers, charpentiers, menuisiers, couvreurs, peintres et serruriers, qui faisaient de 60 à 66 heures.

A Laigle, dans la *bijouterie-horlogerie*, le travail est toujours difficile, par suite de concurrence des produits à bon marché, d'où un prix peu rémunérateur pour l'ouvrier rhabilleur.

Pas-de-Calais. — A Arras dans les *brosseries*, on a constaté une diminution de travail comparativement au trimestre correspondant de 1905.

A Calais, dans les *tulles et dentelles*, il n'y a pas eu plus d'activité qu'en 1905 et qu'au 1^{er} trimestre 1906, mais il y a eu augmentation du nombre d'établissements et aussi du taux des salaires pour certains articles: l'état général de cette industrie est satisfaisant, le travail mieux rémunéré que dans les autres industries textiles, le chômage nul, et la main-d'œuvre ferait plutôt défaut.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, chez les *tailleurs*, le travail a été moins abondant qu'en 1905, à pareille époque, et qu'au 1^{er} trimestre 1906. Cette industrie locale se plaint de la rareté des bons ouvriers; la cause en serait le défaut d'apprentissage.

Haut-Rhin. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BELFORT. (Année 1905). — Dans la *bonneterie tricotée laine et coton*, depuis quelques saisons, l'alimentation des métiers est relativement facile à assurer; mais depuis longtemps les ateliers sont désertés par l'ouvrier, même par celui de la campagne qui délaisse facilement le métier dès le retour de la belle saison pour le travail des récoltes, c'est-à-dire de mars à novembre.

Dans les *fers dénaturés* la sérieuse reprise des affaires constatée au début de l'année 1905 n'a fait que s'accroître vers la fin; une amélioration des prix a commencé à se produire. D'autre part, un grand surcroît d'activité a été donné à cette industrie par l'approche des majorations des droits de douane en Suisse et en Roumanie. Dans l'*électricité*, la petite construction a donné des résultats un peu meilleurs qu'en 1905, toutefois cette industrie est encore loin d'avoir retrouvé l'activité qu'elle avait en 1900, année qui marque le début de la crise. La grosse construction a encore pris cette année plus de développement: les demandes affluant, tant pour l'éclairage des villes que pour la traction et les transports de force.

La *quincaillerie*, considérée dans son ensemble a présenté pour 1905 une légère augmentation sur 1904, particulièrement pour les *pompes* et les *moteurs*, mais le chiffre d'affaires des machines agricoles a encore diminué sensiblement. Les *constructions mécaniques et électriques*, en 1905, sont entrées dans une ère nouvelle de prospérité. Pour les locomotives, qui caractérisent le genre des industries à prospérité variable, la reprise a été principalement sérieuse. Les succès des automotrices sur rails, tant à vapeur qu'électriques, a confirmé la prévision de 1904. Un bon courant d'affaires a également marqué la construction des chaudières fixes et des machines à vapeur. Les *turbines à vapeur* constituent la branche des constructions mécaniques la plus en progrès, leur emploi se répandant de plus en plus, grâce au perfectionnement obtenu dans la construction. Celle des turbines hydrauliques a suivi le grand développement des installations hydro-électriques. La construction des machines pour le tissage a repris une allure plus satisfaisante, malgré l'état de surproduction dont cette industrie souffre depuis trois ans, et l'on espère obtenir bientôt le même résultat pour la filature. D'autre part, l'industrie des câbles électriques, malgré les prévisions pessimistes de l'an dernier, a retrouvé cette année la grande activité de ses débuts, par suite du développement exceptionnel de l'emploi de l'électricité. Même constatation favorable pour les ponts roulants électriques, les charpentes métalliques et les machines-outils.

Rhône. — A Lyon, d'après des syndicats patronaux, les métiers mécaniques et le tissage à la main, surtout à la campagne, ont été plus largement alimentés que l'an dernier à pareille époque. Les prix de façon, après avoir subi un abaissement anormal, sont en voie de relèvement et la transformation de l'outillage se poursuit en faveur des métiers mécaniques en grandes largeurs et à grande vitesse; mais l'industrie de la soie souffre toujours de la surproduction et de la concurrence mondiale sur les marchés de consommation, dont la conséquence est l'abaissement des prix de l'étoffe et aussi de ceux de la main-d'œuvre. Chez les *guimpeurs*, *fleurs d'or*, il y a eu légère baisse comparative à l'année 1905, au 2^e trimestre. Les salaires sont les mêmes sauf pour quelques articles qui ont subi une diminution sensible. Des ordres parvenus de l'étranger font prévoir une reprise générale vers le mois de septembre. Dans la fabrique de *corsets* le travail a été stationnaire, le chômage peu important et la main-d'œuvre plutôt rare. Les *articles de voyage* sont en léger progrès sur l'an dernier à pareille époque et l'activité s'est maintenue la même comparative au précédent trimestre 1906. Dans la *bijouterie*, *horlogerie* et *orfèvrerie*, le travail a été égal à celui du 2^e trimestre 1905; par rapport au précédent trimestre il y a eu diminution de la durée du travail, quelques maisons ne faisant pas la journée complète, à cause de la mort-saison; les salaires sont plutôt en baisse et une maison de 10 à 20 ouvriers à liquidité. Dans la *chocolaterie*, *confiserie*, etc., le travail a été aussi abondant qu'à l'époque correspondante de 1905 et égal au précédent trimestre. Dans l'entreprise de *voitures publiques*, le travail a été moins fréquent qu'en 1905 et les salaires ont diminué en conséquence. Dans la *broserie* le travail est abondant et satisfaisant et le chômage nul.

A Thizy, d'après le conseil des prud'hommes, la situation générale de l'industrie ne s'est

pas modifiée : 7 à 8 p. 100 des ouvriers sont en chômage, et la durée du travail quotidien est de 10 heures, sauf pour quelques usines d'apprêts qui font des heures supplémentaires. Deux petits établissements industriels sont en construction à Mardoxe, canton de Thizy. D'après le conseil des prud'hommes de Tarare, l'état d'activité du travail a peu varié; le tissage des plumetis est en baisse, surtout celui des plumetis soie; la proportion des ouvriers en chômage est d'un tiers pour les apprêts; pour les autres industries elle est plus faible.

Haute-Saône. — A Lure, dans le *bâtiment*, le travail a été sensiblement aussi actif qu'au 2^e trimestre 1905; fin juin la durée hebdomadaire était d'environ 72 heures. A Vesoul, dans la même corporation, il a été plus abondant que l'année dernière à pareille époque et égal comparativement au 1^{er} trimestre 1906; le manque d'ouvriers, notamment italiens, qui assuraient le travail des chantiers, a eu pour effet une hausse des salaires : les maçons, tailleurs de pierres, charpentiers gagnent de 0 fr. 45 à 0 fr. 70 l'heure, les terrassiers de 0 fr. 40 à 0 fr. 50.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, dans l'*imprimerie*, le travail est resté stable comparativement à 1905 et au précédent trimestre; les salaires sont en hausse du fait que l'on ne fait plus que 9 heures au lieu de 10 pour le même prix.

A Chalons-sur-Saône, dans l'*horticulture* et la *culture maraîchère*, il y a une grande amélioration quant à l'activité du travail en 1906 sur 1905. Le nombre des ouvriers occupés est d'environ 250, et les salaires varient de 2 francs à 2 fr. 50 par jour, nourri et couché, pour 15 à 16 heures de travail.

A Creusot, dans le *bâtiment*, le travail a été beaucoup plus abondant qu'en 1905 à pareille époque; à la fin du trimestre il était de 66 heures par semaine. Les salaires sont en hausse : 0 fr. 45 à 0 fr. 60 l'heure chez les ouvriers, et 0 fr. 35 à 0 fr. 45 chez les manœuvres.

A Rancy, dans la fabrique de *chaises*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 et égal comparativement au 1^{er} trimestre 1906.

Sarthe. — Au Mans, dans l'industrie des *machines à battre* et dans celle des *galoches et brides à sabots*, il n'y a pas eu de changement.

Savoie. — A Chambéry, dans le *bâtiment*, les chômages ont été plus fréquents que l'année précédente par suite du mauvais temps; la situation du personnel s'est améliorée à la suite de la grève de 1905 et les salaires se maintiennent dans les limites du contrat.

Seine. — Dans l'*imprimerie* et *lithographie*, le travail pendant le 2^e trimestre 1906 a été plus abondant que pendant le trimestre correspondant de 1905, par suite du retard résultant d'une grève de 7 semaines. Dans la *lithographie*, *papier*, *dessin*, *gravure*, etc., la situation a été à peu près semblable, encore qu'un peu moins mauvaise que l'an dernier à pareille époque; la moyenne des heures de travail est de 50 heures, quelque fois moindre pendant les mois de juin, juillet, août, septembre, période où l'inactivité des affaires nuir dans l'imprimerie, dont cette industrie est tributaire. Les grèves ayant suspendu le travail pendant le mois de mai, l'activité a été fin juin encore plus grande qu'au 2^e trimestre 1905, mais l'état de cette industrie est, en somme, stationnaire.

Dans la *confection pour hommes et jeunes gens*, le travail a été moins abondant que l'an dernier à l'époque correspondante; la durée hebdomadaire de travail varie selon les magasins : peu font la semaine de 30 à 45 heures, les maisons de confection faisant faire en province, et certaines même y ayant des usines. Dans l'industrie des *faux-cols*, la production a été la même comparativement au trimestre correspondant de 1905 et au 1^{er} trimestre 1906; les salaires se maintiennent et le personnel de fabrication gagne très largement sa vie, car le chômage lui est évité, quelle que soit la période de l'année. L'outillage des *blanchisseries à neuf* s'est considérablement perfectionné depuis l'Exposition de 1905. Dans la *teinturerie en plumes pour parures*, le travail s'est maintenu satisfaisant; il y a aussi amélioration dans l'outillage et la situation du personnel est plutôt prospère. Dans l'industrie du *jute*, le travail a été moins abondant; l'état de cette industrie est d'ailleurs fort précaire. Dans la *ganterie* et *peaux de gants*, le travail a été plutôt abondant comparativement au 2^e trimestre de 1905 et stationnaire par rapport au 1^{er} trimestre 1906.

Dans la *modelage mécanique*, le travail et les salaires n'ont pas varié. Dans la *fonderie de*

cuivre et bronze d'art, la dernière grève a entraîné le retard des travaux, lesquels ont été exécutés un mois ou deux plus tard; la moyenne de la durée du travail est de 10 heures par jour. Dans le *nickel*, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1905, et les salaires sont en hausse depuis les dernières grèves. Dans la *poterie d'étain*, il a été également moins abondant qu'en 1905, ce qui entraîna de nombreux chômages. Dans l'*orfèvrerie argent*, le travail est moins abondant que l'an dernier à pareille époque, la grève ayant contraint les patrons à ne reprendre les ouvriers qu'après la morte-saison; les élévations de salaires sont constantes, définitives et individuelles. Dans la *mécanique, chaudronnerie, fonderie* et dans l'industrie du *cycle et automobile*, il n'y a pas eu de changement. Dans la *fabrique de bronze*, l'état général reste médiocre et il y a eu diminution de travail pour cause de saison. Dans la *maréchalerie*, la semaine est de 60 heures, l'état général satisfaisant; les salaires sont toujours de 45 à 51 francs par semaine.

Dans la *fabrique de billards*, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque; comparativement au premier trimestre 1906 il y a eu diminution de quelques heures par semaine; les salaires sont toujours de 0 fr. 90 l'heure, et plus, aux pièces : cette industrie subit une crise qui est due à différentes causes, notamment l'augmentation des articles nécessaires à sa fabrication. Dans l'*ameublement et l'assemblage*, l'activité n'a pas changé par rapport aux deuxièmes trimestres 1905 et au premier trimestre 1906; la main-d'œuvre reste normale et il n'y a eu qu'un peu de chômage au troisième trimestre qui est celui de la morte-saison. Chez les *ébénistes*, même activité, mais la main-d'œuvre diminue; la durée du travail ne varie guère sauf aux mois d'août, septembre et octobre, où le travail est arrêté en partie par les travaux des champs; la moyenne des heures de travail est celle des ouvriers agricoles; cette industrie végète depuis près de 25 ans. Dans la *vannerie*, les salaires sont en hausse, mais le travail n'a pas été des plus abondants.

Dans les *travaux publics*, le travail est resté aussi abondant par suite de l'exécution du Métropolitain; en province il a un peu diminué comparativement au précédent trimestre, il y a eu diminution de la durée du travail et les salaires sont en hausse. Dans les *transports*, l'activité a été la même que l'an passé à pareille époque, et fin juin on ne faisait plus que 50 à 60 heures par semaine; les salaires sont passés de 5 à 7 francs, au lieu de 4 fr. 50 à 6 francs.

Pas de changement dans l'industrie de l'*acide carbonique*. Dans la *carbonisation de bois*, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1905; fin juin, le travail variait de 10 à 11 heures par jour suivant les régions. Dans le *vernissage et décoration*, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à pareille époque; au point de vue du deuxième trimestre 1906, la durée a varié suivant les maisons entre 58, 54 et 60 heures. L'état de cette industrie est stationnaire; en général le travail se fait manuellement, quelques maisons toutefois sont outillées mécaniquement pour les spécialités, telles que : impression de décors, soit direct, soit par report ou décalque, le vernissage et le ponçage; la situation du personnel est plutôt ordinaire, malgré le nombre relativement restreint d'ouvriers. Le chômage périodique est dû à la fabrication, à époques fixes, des articles de saison. D'autres articles sont de fabrication intermittente, et bien peu ont une fabrication soutenue. Les salaires sont rémunérateurs : le travail aux pièces est payé 7, 8, 9 francs et quelquefois plus, pour 10 heures; à la journée il est de 5 à 6 francs pour le vernisseur ordinaire; de 6, 7 à 8 francs pour le vernisseur spécialiste et le décorateur.

Dans l'industrie des *confitures*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 à pareille époque; comparativement au précédent trimestre il n'a pas varié, mais il y a eu création de quelques maisons. Dans la *chocolaterie*, l'état général est resté stationnaire et la situation du personnel ouvrier est bonne, le salaire des hommes étant de 6 à 7 francs par jour. Dans la *raffinerie de sucre*, le travail a été assez actif, la consommation paraissant augmenter en raison de la baisse des prix. Dans la *fabrique d'eaux gazeuses*, le travail a été moins abondant; il y a eu diminution de 4 maisons occupant chacune 9 à 10 ouvriers. Chez les *nourrisseurs* de la banlieue le travail est à peu près le même que l'an dernier; à Paris, le nombre des établissements diminue par suite des nouveaux droits d'octroi.

A Vanves, dans la *blanchisserie*, le travail est en baisse sur l'an dernier à pareille époque et sur le précédent trimestre; il y a eu diminution de 3 établissements occupant 40 personnes. Les salaires sont de 0 fr. 55 à 0 30 l'heure.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la *meunerie*, le travail a été restreint par suite de

la rareté des blés en fin de campagne; un établissement qui avait été incendié a été reconstruit. Dans le *tissage de coton* et la *filature*, il n'y a pas eu de variation.

Dans l'industrie *cotonnière*, le travail a été abondant comparativement à l'époque correspondante de l'an passé; il y a eu aggravation de chômage comparativement au premier trimestre et l'on faisait à peine 50 heures fin juin. Dans la *teinturerie en cotons filés*, le travail a été beaucoup moins abondant que l'an dernier; les salaires sont en hausse de 8 p. 100 depuis le 1^{er} mai.

Dans l'*imprimerie*, l'état est normal, le chômage nul et les salaires unifiés; dans les différentes maisons, la durée hebdomadaire du travail est descendue à 54 heures pendant le deuxième trimestre. Dans la *scierie en bâtiment* le travail a été plus abondant qu'en 1905 à pareille époque et aussi abondant qu'au premier trimestre; l'outillage se perfectionne et s'améliore pour répondre à la concurrence qui est grande et le personnel est satisfait, mais la main-d'œuvre se fait rare, surtout pour les bons ouvriers.

Seine-et-Marne. — A Melun, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à pareille époque; les salaires ont tendance à passer de 0 fr. 55 l'heure à 0 fr. 60 et 0 fr. 65. A Lagny, dans la même corporation, il y a un arrêt dans la construction, et par conséquent, moins de travail que l'an passé à l'époque correspondante; les salaires se maintiennent : 0 fr. 50 à 0 fr. 65 l'heure. L'outillage mécanique tend à se développer de plus en plus. Le syndicat patronal constate le réveil des *tanneries* de la région, qui reprendraient de l'activité, sans être toutefois aussi nombreuses qu'il y a un certain temps. La même remarque est faite pour l'industrie de l'*optique* représentée par une maison qui occupe une centaine d'ouvriers.

Seine-et-Oise. — A Corbeil, dans le *bâtiment*, le travail paraissait aussi abondant que l'an passé à pareille époque; la situation du personnel est bonne et le chômage nul. Constatation également favorable, à Meulan, dans la même industrie. A Étampes, aussi dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 à pareille époque, et en légère diminution comparativement au premier trimestre 1906; les salaires ont augmenté de 10 p. 100 pour les maçons, ce qui a permis de réduire la journée de travail, en été, à 11 heures au maximum au lieu de 12. A l'Isle-Adam, dans la même corporation, le travail a peu varié comparativement à 1905; pendant le deuxième trimestre, il y a eu ralentissement pour certaines industries. A Beaumont, également dans le *bâtiment*, le travail se fait de plus en plus médiocre; un établissement a disparu et beaucoup d'ouvriers travaillent à leur compte.

Au Raincy, dans l'*horticulture* et la *culture maraîchère*, la situation est stationnaire; dans cette dernière corporation les salaires varient entre 0 fr. 20 et 0 fr. 40 l'heure, suivant les capacités.

Deux-Sèvres. — D'après le conseil de prud'hommes de Niort, les modifications dans la situation générale de l'industrie sont peu importantes; on constate, toutefois, dans l'industrie de la *chamoiserie* et ses dérivés, une activité inusitée. Le nombre des établissements n'a pas varié mais le personnel a été forcément augmenté; il n'y avait pas de chômage fin juin, et la journée qui était d'ordinaire de 7 à 8 heures, a monté, pour la ganterie, en particulier, à 10 et 12 heures; les prix de façon ont été augmentés dans la même proportion et tous les ouvriers travaillent aux pièces,

Somme. — A Amiens, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'au deuxième trimestre 1905, et égal comparativement au premier trimestre 1906. Dans la *brasserie*, à Péronne, l'augmentation n'a été que très légère sur 1905 à pareille époque; les salaires sont toujours d'environ 100 francs par mois. Cette industrie se plaint de la concurrence qui lui est faite par les extraits de cidre.

Vaucluse. — A Isle-sur-la-Sorgue, dans la *meunerie*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1905, les affaires n'ayant pas repris en mai et en juin; comparativement au trimestre précédent le travail n'a pas varié.

Vendée. — Aux Sables-d'Olonne, dans l'*ostréiculture*, il n'y a pas eu de changement appréciable; toutefois, cette industrie locale aurait tendance à diminuer.

Vienne. — A Châtellerault, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité était peu importante dans la *maçonnerie* et la *charpente*, mais il n'y avait pas encore de chômage en dehors des grèves survenues dans ces industries.

Haute-Vienne. — A Limoges, dans la *maréchalerie*, l'activité est restée à peu près la même. La main-d'œuvre, dans cette profession difficile et pénible, est plutôt rare, une dizaine d'années étant nécessaires pour former un bon ouvrier; les salaires varient entre 3 fr. 50, 4 francs et 4 fr. 50. Dans l'*ameublement*, le travail a été beaucoup moins actif qu'en 1905 à la même époque et qu'au premier trimestre 1906; les salaires varient entre 5 et 6 francs par jour. Dans la *peinture* et *vitrierie*, il n'y a pas eu de changement.

D'après le conseil de prud'hommes, le travail, à Limoges, a conservé son activité normale. Il n'y a pas eu de chômage dans le *bâtiment*; dans la *chaussure*, le nombre des chômeurs est évalué à 30 p. 100, et 30 autres pour 100 de l'effectif ne faisaient que 30 heures par semaine; dans la *porcelaine* et la *peinture* le chômage était de 5 p. 100; dans la *vannerie* et *corroierie*, de 15 p. 100; dans la *typographie*, de 11 p. 100 et dans la *boulangerie*, de 8 p. 100. Les *typographes* et la plupart des ouvriers du livre ont obtenu la journée de 9 heures.

Vosges. — A Épinal, dans la *filature* de l'Est, l'abondance du travail était sensiblement la même qu'en 1905 à pareille époque, et sans changement appréciable sur le premier trimestre 1906, mais la situation est loin d'être satisfaisante, malgré un outillage presque entièrement renouvelé et considéré comme parfait; le chômage est nul, la main-d'œuvre plutôt rare. Dans l'industrie *cotonnière*, le tissage battait son plein fin juin, accusant plus d'activité que pendant la période correspondante de 1905; la situation était satisfaisante, ce qui n'avait pas été constaté depuis de longues années, la mode s'étant portée sur le coton d'Égypte; par contre la *filature* de coton d'Amérique laisse beaucoup à désirer.

A Remiremont, d'après le conseil de prud'hommes, la constatation est non moins favorable pour l'industrie *textile*, dont la prospérité a amené l'agrandissement de certaines usines et la construction de nouvelles. Dans les autres industries, il n'y a pas eu de changements; dans le *bâtiment*, notamment, la marche n'était pas très active.

Yonne. — A Auxerre, d'après le conseil de prud'hommes, l'état d'activité du travail était satisfaisant; les ouvriers *métallurgistes* qui faisaient 11 heures n'en font plus que 10, pour les mêmes salaires, et ceux-ci varient, pour l'ensemble des corporations, de 0 fr. 40 à 0 fr. 60 l'heure.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 septembre.)

Ain. — A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs, 62 heures, chez les *tullistes*. A Thoiry, travail assez actif, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *garçons brasseurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de cartons*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *voyageurs, employés* et *dessinateurs*; travail actif chez les *chauffeurs-conducteurs*; nombreux chômeurs chez les *musiciens*. A Bohéries, travail peu actif, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Soissons, pas de changement chez les *typographes*; travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*. Travail peu satisfaisant,

60 heures, chez les *mouleurs* de Guise; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Hirson. A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du bois.

Allier. — A Moulins, travail actif, 60 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et chez les *peintres* et *plâtriers*.

A Commentry, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Montluçon, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Gannat, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Besson, travail actif chez les *travailleurs de terre*; de même chez ceux de Bruxières-les-Mines.

30 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons* d'Isles et Bardais; nombreux chômeurs chez ceux de Lurcy-Lévy; 22 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bourbon-l'Archambault; 80 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Plaisir; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy; pas de chômeurs chez ceux d'Ygrande.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs* de Montvicq; 3 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Deneuille-les-Mines; pas de changement chez ceux de Bézenet; pas de chômeurs, 51 heures, chez ceux de Doyet.

Alpes-Maritimes. — A Nice, travail peu actif chez les *tailleurs* et *couturières*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les ouvriers du port; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cannes, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; un quart de chômeurs chez les ouvriers du port. A Antibes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux* et *ciments* de Contes-les-Pins. A Beausoleil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Menton, travail actif, 54 heures, chez les *débardeurs du port*; A Vallauris, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les journaliers en *poterie*.

Ardèche. — A Annonay, 1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

Ardennes. — A Mézières, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Revin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Hiraumont. A Braux, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 70 heures, chez ceux de Fromelennes. A Charleville, 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs, travail actif chez ceux de Bourg-Fidèle. A Raucourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *feronniers*.

A Fumay, travail assez actif, 44 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers* de Rimogne; pas de chômeurs, 44 à 55 heures, chez ceux d'Haybes.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tissus* d'Illy et de Floing; 9 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez ceux de Saint-Menges. A Francheval, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie *lainière*. A Sedan, travail actif, 60 heures, chez les *tisseurs*.

Ariège. — A Lavelanet, 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A La Bastide-sur-Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*. A Sentein, pas de chômage, 60 heures, chez les *mineurs*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; moitié de chômeurs chez les *débardeurs*.

Aude. — A Carcassonne, 12 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, pas de chômeurs, chez les *ouvriers cultivateurs* et chez les *jardiniers*; nombreux chômeurs, 54 heures, chez les *tébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *comptables*.

Travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles* de Willeghy, Pézens, Moux, Villemoussaut, Vinassan, Trèbes, Saint-Laurent-de-la-Cabrisse, Peyriac-de-Mer, Nèvia, Monlaur, Ginestas, Cuxac-d'Aude, Capendu, Cazillac, Bizanet, Argeliers et Cuxac-d'Aude. Pas de chômeurs chez ceux de Tourouzelle, Roquefort-des-Corbières et Gruissan. Moitié de chômeurs chez ceux de Villedaigne; 3 p. 100 chez ceux de Roubia et de La Redorte; 1/3 de chômeurs chez ceux d'Holmps; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fraissé-des-Corbières et de Rieux-Minervois.

Aveyron. — A Millau, 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; pas de changement chez les *teinturiers en peaux*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; travail actif, 70 à 75 heures, chez les *gantiers* et *dresseurs de gants*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Decazeville, pas de changement chez les *mineurs*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 16 p. 100 de chômeurs chez les *marins*, *chauffeurs pêcheurs*; pas de chômeurs chez les *bouchers-tripiers*; pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *savonniers*.

Travail actif, 54 heures, chez les *ouvrières du cartonage*; 30 p. 100 de chômeurs, chez les *calfats-perçeurs*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers des enclos de bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

Pas de changement chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; travail peu actif chez les *cochers de place*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Aix, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *cuisiniers*. A Arles, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'habillement*. A La Ciotat, pas de changement, 60 heures, chez les *carriers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Martigues et à Berre, travail peu actif chez les *pêcheurs*. Pas de chômeurs, 42 heures, chez les *mineurs* de Fuveau; de même, 54 heures, chez ceux de Saint-Savournin, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez ceux de Valdonne; 50 heures, par semaine chez ceux de Trets; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers* de Fontvieille.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*.

A Vire, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *granitiers*. A Guibray, pas de chômeurs, travail actif chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, 3 p. 180 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; 11 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

Charente. — A Angoulême, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-papetiers*; travail actif chez les *tailleurs*.

A Cognac, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caissiers*; pas de chômeurs,

75 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *quais*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Rochefort, 20 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *musiciens*. A Marcennes, pas de chômeurs chez les ouvriers en *produits chimiques*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Châtelailhon, morte-saison chez les *pêcheurs d'huîtres*. A Saint-Séverin, morte-saison chez les *bûcherons*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *toiles cirées*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* et chez les travailleurs sur *métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et chez les *plâtriers*.

A Torteron, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *journaliers*. A Sancoins travail satisfaisant, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif chez ceux de Graçay; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de la *Guerche*; travail actif, 50 à 60 heures, chez ceux de Dun-sur-Auron et de Nérondes. Travail assez actif, 60 heures, chez les *carriers* de Chalvoy-Milon; pas de changement, 60 heures, chez ceux de Vallenay.

A Saint-Amand, travail normal, 60 heures, chez les *bijoutiers*. A Beffes et à La *Guerche*, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*; travail actif, 72 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Saint-Léger-le-Petit; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron; travail peu actif chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois,

25 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *ouvriers agricoles* de Nérondes; 55 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez ceux de Saint-Loup-des-Chaumes; 38 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Saint-Pierre-les-Étieux. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Chambon, Brécy, Barantheaume, Venesmes, Flavigny, Groises, Levet, Morlac, Sagonne, Uzay-le-Venon, Méry-ès-Bois, 10 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Arpheuilles, 3 p. 100 chez ceux de Bengy-sur-Craon, moitié de chômeurs chez ceux de Cours-les-Barres, Thaumiers et Neuvy-le-Barrois; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Apremont, 20 p. 100 chez ceux de Baunay, 18 p. 100 chez ceux de Charenton-du-Cher, 70 p. 100 chez ceux de Mornay-sur-Ailier; 13 p. 100 chez ceux de Meillant, 17 p. 100 chez ceux de Mornay-Berry; 30 p. 100 chez ceux de Sancoins; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Germiny-l'Exempt; nombreux chômeurs chez ceux de Barlieu; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois; nombreux chômeurs chez ceux de Grossouvre, de Saint-Baudel, travail peu actif chez ceux de Vallenay.

Corrèze. — A Tulle, 23 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*. A Bort, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *sabotiers*.

A Brive, 3 p. 100 de chômeurs, 71 heures chez les *employés de commerce*.

Corse. — A Ajaccio, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, travail actif, chez les *jardiniers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*. Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux. A Villiers-le-Duc, travail satisfaisant chez les *tâcherons agricoles*. A Beaune, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers* et chez les *couvreurs*. A Lannion, pas de chômeurs, 69 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *typographes*

Dordogne. — A Périgueux, 27 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Bergerac, pas de changement chez les *employés*. A Sarlat, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *boitiers*. Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*.

Doubs. — A Besançon, 5. p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, dans l'*habillement*; pas de changement chez les *employés en pharmacie*. A Colombier-Fontaine, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur bois*.

A Badevel, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *horlogers*.

Drôme. — A Valence, travail satisfaisant chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail actif, 54 heures, chez les *peintres et plâtriers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Saint-Resitut, travail peu actif, 40 heures, chez les *carriers*. A Romans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* et chez les *tisseurs*; de même chez les *ouvriers textiles*. A Vernon, travail normal, 66 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Pont-Audemer, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Châteaudun, travail assez actif chez les *typographes*,

Finistère. — A Quimper, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Morlaix, pas de changement dans l'*habillement*. A Douarnenez, travail un peu plus actif chez les *pêcheurs*; nombreux chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers* d'Audierne; 14 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez ceux de Concarneau, 80 p. 100 chez ceux de Douarnenez; chômage général chez ceux de Guilvinec.

Gard. — A Nîmes, travail peu actif, chez les *tailleurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *représentants de commerce*. A la Grand'Combe pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Beaucaire, moitié de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*; pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Aramon, travail toujours actif, 60 heures, chez les *vanniers*. A Anduze, travail actif, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs-approprieurs*. A Alais, travail moins actif, chez les *cordonniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-distillateurs*; travail actif, 54 à 72 heures, chez les *relieurs-papetiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 10 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *terrasiers*; grève chez les *peintres*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; grève chez les *verriers*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *comptables*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *sténo-dactylographes*; travail peu actif chez les *employés aux écritures* et chez les *employés de commerce*. A Revel, travail actif chez les *ouvriers en meubles*.

Gers. — A Auch, pas de changement, 72 heures, chez les *employés de commerce et comptables*.

Gironde. — A Bordeaux, 1 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessina-*

teurs; travail actif, 60 heures, chez les *typographes* et chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *selliers-bourreliers*; travail peu actif chez les *tailleurs*; travail peu actif, 60 heures, chez les *charpentiers de navire*; 40 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *scieurs de long*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ébénistes*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers-décorateurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs et forgerons*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *futailleurs*; grève chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; travail peu actif chez les *verriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 40 heures chez les *arrimeurs et manœuvres des bois du Nord*; moitié de chômeurs chez les *arrimeurs de bois merrains*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *sacquiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cénac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Preignac, travail peu actif, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries*; travail satisfaisant, 60 heures, chez ceux de Podensac. Au Bouscat, travail actif, 57 heures, chez les *verriers*. Pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Lormont. A Soulac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

A Vayres, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Pardon; grève chez ceux de Saint-Maixent, de Paillet, de Barsac et d'Ambarès. A Libourne, pas de chômeurs chez les *bouchers*; travail satisfaisant chez les *employés*.

Hérault. — A Montpellier, 20 p. 100 de chômeurs chez les *litho-typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; travail peu actif chez les *tailleurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; travail peu actif, 54 heures, dans le *bâtiment*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*.

A Béziers, pas de chômeurs chez les *cultivateurs et terrassiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bourreliers*; 35 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers des *chais*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Agde, 50 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et terrassiers*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; chômage général chez les *tailleurs de pierre*, et chez les *plâtriers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Mèze, 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *portefaix*. A Graissac, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Bédarieux, 40 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *carriers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Pézenas, 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 9 p. 100 de chômeurs chez ceux de Marseillan. A Bouzigues, travail peu actif chez les *pêcheurs*.

A Cette, 24 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*; 18 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *en bois du Nord*; 8 p. 100 de chômeurs, chez les *mécaniciens de la marine de commerce*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Marsillargues, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Pas de chômeurs, chez les *travailleurs de terre* de Beaufort, d'Aspiran, de Lodève, de Maraussan, de Nizas, de Nézignan-l'Évêque, d'Oupia et de Sérignan; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pézenas; 10 p. 100 chez ceux de Pérols; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux de Cazouls-lès-Béziers; moitié de chômeurs chez ceux de Lausargues; nombreux chômeurs chez ceux de Capetang.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des industries du *cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers*. A Saint-Servan, travail actif, 60 heures, dans le *bâtiment*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant chez les *musiciens*. A Fougères, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*.

Indre. — A Châteauroux, 20 p. 100 de chômeurs; 54 à 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *drap*. A Ambrault, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, travail peu actif, 12 p. 100 de chômeurs, 20 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*. A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

A Amboise, travail peu actif, 30 à 40 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 10 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *palissonneurs-mégissiers*; travail moins actif, 54 heures, chez les *mégissiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *employés en pharmacie*.

A Gières, travail toujours très actif chez les *gantiers*. A Brignoud, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *papetiers*. A Vizille, travail moins actif chez les ouvriers en *soieries*.

A Montalieu-Vercieu, travail actif, 60 heures, chez les ouvrières en *soie*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*; travail actif chez ceux de Parmilieu; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez ceux de Trept. A La Tour-du-Pin pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tullistes*. A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-chaufourniers*. A La Chapelle-du-Bard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*. A la Motte-d'Aveillans, travail actif chez les *mineurs*. A Bourgonin, travail actif, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Jura. — A Dôle, travail peu actif chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et chez les *menuisiers-ébénistes*; travail satisfaisant chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. Travail satisfaisant chez les ouvriers *résiniers* du Marensin.

Loir-et-Cher. — A Blois, 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les ouvriers du *drap*; travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, 12 p. 100 de chômeurs; 54 heures, chez les *lithographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs stéphanois*; moitié de chômeurs chez les *couturières*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *aiguiseurs et polisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés des fabriques de rubans*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs et pharmacie*; pas de chômeurs chez les *instituteurs et institutrices libres*.

A Roanne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Charlieu, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soieries*. Pas de changement chez les *tisseurs* de La Gresle; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Cergne. A Chazelle-sur-Lyon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chapellerie*. A Saint-Martin-la-Plaine, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *métallurgistes*. Au Chambon-Feugerolles, pas de changement chez les *métallurgistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Rive-de-Gier.

A La Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de La Ricamarie et de Roche-la-Molière; travail actif chez ceux de Villars.

A Firminy, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*. A Sail-sous-Couzan, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*. A Montbrizon, travail actif, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 11 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs* du bâtiment et de l'industrie; 5 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; travail peu actif chez les *musiciens*.

A Saint-Nazaire, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *dessinateurs*, de même chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens navigateurs*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers* de Chantenay. A Châteaubriant, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Loiret. — A Orléans, travail satisfaisant chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; travail peu actif, 60 à 66 heures, chez les *charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montargis, travail actif, 60 heures, dans le bâtiment.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Ouzouer-sur-Trézé et de Bucy-Saint-Liphard.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cultivateurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Souillac, moitié de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Tonneins, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers* de Casteljaloux. A Marmande, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *charpentiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Villeneuve-sur-Lot, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; travail actif, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*.

Maine-et-Loire. — A Angers, nombreux chômeurs chez les *sablonniers*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 25 à 30 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; pas de changement chez les *employés*.

A Saumur, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers-chapeletiers*.

A Cholet, travail actif, 60 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs et apprêteurs*. Travail actif chez les *tisserands* de Saint-Philbert-en-Mauge; pas de chômeurs chez ceux de la Seguinère, la Tessoualle, Gesté et Saint-Léger.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Avranches, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, travail satisfaisant, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en pelleteries*; travail actif, 72 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *plombiers*; travail actif chez les *terrasiers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Reims, 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie lainière*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail actif chez les *mécaniciens*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*. Un tiers de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment. A Arc-en-Barrois, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*.

palissonneurs; travail actif, 50 heures, chez les *gantiers*; travail satisfaisant chez les employés de la *ganterie*. A Faye-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *livre*.

Mayenne. — A Laval, 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs dans le *bâtiment* et chez les *marbriers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les employés de *commerce*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les ouvriers de l'*habillement*; travail actif chez les *tailleurs*; travail actif chez les *chapeliers*; travail assez actif chez les *menuisiers*; pas de changement, 54 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *revaleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, chez les *musiciens*.

A Longwy, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *métallurgistes*; de même chez ceux de *Saulnes*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Gobbrouches, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *mineurs*.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *typographes*.

A Cousances-aux-Forges, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*. Travail actif chez les *mouleurs* de *Stenay*. A Lérouvillle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Morbihan. — A Vannes, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et les *tailleurs de pierres*. A Pontivy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; travail peu actif chez les *peintres*.

A Hennebont, 4 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *métallurgistes*.

A Rochefort-en-Terre, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Auray, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. Au Bono, travail assez satisfaisant chez les *pêcheurs*; peu actif chez ceux de *Locmiquelic*.

A Sauzon, 4 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*. Au Palais, travail plus actif chez les *pêcheurs*; pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers des *constructions navales* et du *bâtiment*.

A Port-Louis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers* et *galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Prémy, travail satisfaisant chez les ouvriers en *produits chimiques*.

A Saint-Amand, travail actif, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A La Charité, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de *Decize*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de *Cercy-la-Tour*; travail actif, 60 heures, chez ceux de *Moulins-Engilbert*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de *Saint-Pierre-le-Moutier*; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de *Cosne*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de *Saint-Sulpice*, *Sichamps*, *Cessy-les-Bois*; travail actif chez ceux de *Guipy*; travail peu satisfaisant chez ceux de *La Celle-sur-Nièvre*, moitié de chômeurs chez ceux d'*Arquian*, 25 p. 100 chez ceux de *Beaumont-la-Ferrière*, 20 p. 100 chez ceux de *Châteauneuf*, 10 p. 100 chez ceux de *Céron*, 30 p. 100 chez ceux de *La Fermeté*, 2/3 de chômeurs chez ceux de *Ville-Langy*, des *Amognes*, *Menestreau*, *Narcy*, *Aunay*, *La Chapelle-Saint-André*, *Giry*, *Sardy-les-Epiry*, *Pazy*, *Sainte-Colombe*, *Entrains*, *Champley* et *Bitry*; moitié de chômeurs chez ceux de *Montaron*.

Nord. — A Lille, 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 14 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *livre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *selliers*; 5 p. 100 de chômeurs, 42 à 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, chez les ouvriers de l'*habillement* et de l'*équipement militaires*; 3 p. 100

de chômeurs chez les ouvrières de l'aiguille; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en métaux; travail satisfaisant chez les *métallurgistes* et chez les ouvriers de *fonderies*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*; 28 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *terrasiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les employés de *commerce* et d'*industrie*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers* de Bellignies et de Jeumont.

A Fresnes, travail actif, chez les *verriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez ceux d'Escaupont; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Aniche.

A Cambrai, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement, 70 heures, chez les *mouleurs*. A Anzin, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *métallurgistes*; de même chez ceux d'Onnaing; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Hautmont; pas de chômeurs chez ceux de Sous-le-Bois. A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Sous-le-Bois; de même, 60 à 66 heures, chez ceux de Villers.

A Reubain, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers-relieurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 5 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les *ouvriers textiles*; 17 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; travail peu satisfaisant chez les *peintres*.

A Valenciennes, 12 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Tourcoing, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers en grosse moquette*; 2 p. 100 de chômeurs, 62 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 1 p. 100 chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *domestiques du roulage*.

A Dunkerque, 15 p. 100 de chômeurs chez les *tordeurs d'huile*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *voiliers*; pas de changement chez les *charpentiers menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail peu actif chez les *peintres*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *plafonneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers tailleurs de pierre*. A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Felleries, pas de chômeurs, travail actif, chez les *tourneurs sur bois*.

A Armentières, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*. A Halluin, 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *travailleurs du bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de Gommegnies*. A Walincourt, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers* et *orfèvres*. A Rosendaël, travail peu actif, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *bûcherons*, de même chez les *métallurgistes*.

Pas de chômeurs, 84 à 90 heures, chez les *tisserands* de Villers-en-Cauchies. A Briastre et à Baillleul, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; de même et 72 heures, chez ceux de Bévillers.

A Saint-Souplet, pas de changement chez les *ouvriers textiles*; 15 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez ceux d'Hazebrouck; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Halluin; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Houplines; travail actif, 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nieppe; 5 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez ceux d'Estaires; travail satisfaisant, 60 heures, chez ceux de Fourmies.

A Caudry, pas de chômeurs, 56 à 58 heures, chez les *tullistes*.

A Maubeuge, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

A Comines, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

Oise. — A Beauvais, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Pierre-ès-Champs, 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*. A Méru, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

A Béthisy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*. A Compiègne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, dans le *bâtiment*. A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*. A Creil, pas de chômeurs chez les *comptables* et *employés*.

A Cuisse-la-Motte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jumelliers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.

Orne. — A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Tinchebray, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Alençon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, travail peu actif, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Lens, travail moins actif, 60 heures, en moyenne, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

A Calais, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Thiers, 10 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *monteurs en coutellerie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Rémy-sur-Duroille, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* de Messeix. A Volvic, travail actif chez les *carriers* et *tailleurs de pierre*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *tailleurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, dans le *bâtiment*.

A Biarritz, pas de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*; A Billère, pas de chômeurs chez les *camionneurs*.

Pyrénées (Hautes-). — A Bagnères de Bigorre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail peu actif chez les *peintres*; travail satisfaisant chez les *marbriers*. A Tarbes, 2 p. 100 chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et chez les *charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *mécaniciens*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 32 p. 100 chez les *limonadiers*; morte saison chez les *typographes*; moitié de chômeurs, 70 heures, chez les *tonneliers*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 32 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 16 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *plombiers-ferblantiers*; 20 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons-plâtriers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; travail peu actif, 60 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*, 4 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Coustouges pas de chômeurs, 80 heures, chez les *espadrilliers* et *trépointeurs*; pas de chômeurs, chez ceux de Lamanère. A Fillols, travail satisfaisant chez les *mineurs*. A Cérét, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *liège*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles* et *viticoles* de Toulouges, pas de chômeurs chez ceux de Canet, de Clair, d'Espira de l'Agly, de Tronillas, de Salses, de Villeneuve de-la-Raho, 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Rivesaltes; moitié de chômeurs chez ceux de Pollestres et de Montner; 12 p. 100 chez ceux de Pezilla-de-la-Rivière.

Belfort (Territoire de). — A Belfort, pas de 60 heures, chez les ouvriers *textiles*, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 9 p. 100 de chômeurs

54 heures, chez les *lithographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-typographes*; travail peu actif chez les ouvriers de l'*ornement d'églises*; 15 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *travailleurs du cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *tissage mécanique* et chez les *tullistes en dentelles*; nombreux chômeurs chez les *tisseurs*; 35 p. 100 de chômeurs, chez les *apprêteurs*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de changement chez les ouvrières de l'*aiguille*; nombreux chômeurs, 30 heures, chez les *imprimeurs sur étoffes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers* et les *sabotiers-galochiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs-mécaniciens-électriciens*; pas de changement, chez les *sculpteurs-mouleurs* du meuble; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serriers*; travail peu actif chez les *ferblantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômage, 60 heures, chez les *colleurs de papier peint*; travail actif, 54 heures, chez les *céramistes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de changement chez les *dames employées*, et chez les *employés de la soierie*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de changement chez les *coiffeurs*; travail peu satisfaisant chez les *camionneurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *aides pharmaciens*.

A Villefranche, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *verriers*.

A Neuville-sur-Saône, 7 p. 100 de chômeurs, chez les *horticulteurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs manouvriers*. A Bourg-de-Thizy, 9 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 55 heures, chez ceux de Thizy; pas de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Tarare. A Collonges, au Mont-d'Or, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *horticulteurs*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Froidecouche, pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *ameublement*.

Saône-et-Loire. — A Coublanc, travail peu actif, chez les *tisseurs*. A Montceau-les-Mines, travail peu satisfaisant, 50 à 60 heures chez les *mineurs*.

A Mâcon, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*.

A Montchanin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *carriers* de Nanton.

Sarthe. — Au Mans, 14 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *constructions mécaniques*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

A Sablé, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *marbriers*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; grève chez les *menuisiers*.

A Ugine, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *métallurgistes*.

Pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers des *plâtriers* de Saint-Jean-de-Maurienne. A la Bridoire, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers *tullistes*.

A Fourneaux, travail actif, 84 heures, chez les *papetiers*, de même chez ceux d'Albertville. A Aix-les-Bains, travail peu actif dans le *bâtiment*.

Savoie (Haute-). — A Thonon, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Lavagny, travail actif, 60 heures, chez les *mineurs*. A Cluses, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*. A Taninges, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

Seine. — A Paris, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs-jardiniers*; travail satisfaisant chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries de la Seine*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *biscuitiers*; travail assez satisfaisant chez les *garçons de cuisine*; 7 p. 100 de chômeurs environ chez les *cuisiniers*; 20 p. 100 de chômeurs environ chez les *limonadiers-restaurateurs*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtel*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *meuniers*.

4 p. 100 de chômeurs environ, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; travail satisfaisant chez les *imprimeurs de journaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypers galvanoplastes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *graveurs d'écritures*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypers*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *fondeurs-typographes*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *pelletteries*; pas de chômeurs, chez les *finisseurs en chaussures militaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs* et chez les ouvriers de la *sellerie militaire*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; travail toujours actif, chez les *gantiers*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *passementiers à la barre*; travail actif, dans l'*habillement*, de même chez les *casquettiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *bretelle et de la ceinture*. Pas de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie et de feutre* et chez les *chapeliers en fantaisie*; travail satisfaisant chez les *couturières*; moitié de chômeurs, 40 heures, chez les *coupeurs tailleurs*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; un tiers de chômeurs, chez les ouvrières en *cravates*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs chemisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseuses*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *teinturiers dégraisseurs*.

Pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *menuisiers*; travail actif chez les *charpentiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *layetiers emballeurs*; travail satisfaisant, chez les *spécialistes en tables de nuit*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compagnons charrons*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers de la *voiture*; pas de changement, 60 heures, chez les *mosaïstes-marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *sièges de cuir*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *scieurs-découpeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs-étalagistes*.

8 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *contremaîtres-métallurgistes*; travail normal chez les *fondeurs en fer*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-décolleteurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *coffre-forts*; travail normal chez les *soudeurs-apprêteurs en tube de cuivre*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *instruments de chirurgie*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers*; travail assez actif, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; 2 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 9 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *potiers d'étain*; 2 p. 100 de chômeurs, 56 heures chez les *nacriers en jumelles*.

Pas de changement, chez les ouvriers du *bâtiment*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres ravauteurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stucateurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *plombiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de pierre tendre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs levageurs*; 3 p. 100 de chômeurs, environ, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *enduisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *granitiers*; 17 p. 100 de chômeurs, chez les *couvreurs-plombiers*; 9 p. 101 de chômeurs chez les *sculpteurs-modelleurs*; pas de chômeurs chez les *boucheurs à l'émeri*.

Pas de changement chez les *dames employées aux écritures*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les employés du commerce et de l'industrie de la *glace*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; travail assez satisfaisant, chez les *placiers en fleurs et plumes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; travail peu satisfaisant chez les employés de la *bijouterie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; pas de chômeurs chez les *clercs d'huissier*; 6 p. 100 de chômeurs chez les employés; travail satisfaisant chez les *coiffeurs*.

3 p. 100 de chômeurs, chez les *institutrices privées*; 80 p. 100 de chômeurs, chez les *artistes dramatiques*; travail actif chez les *conducteurs de voitures automobiles*; 3 p. 100 de chômeurs environ chez les *chauffeurs d'automobiles*; travail peu satisfaisant chez les *cochers*; travail actif chez les *porteurs aux halles*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *membres et employés de l'enseignement privé*; 1 p. 100 de chômeurs, chez les *gens de maison*.

A Fontenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *treillageurs rustiques*. A Puteaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs sur étoffes*; travail assez actif chez les *blanchisseurs*. A Villemomble, travail satisfaisant chez les *jardiniers*. A Vitry, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la terre*. A Levallois-Perret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Saint-Denis, pas de chômeurs, chez les *graveurs sur bois pour impressions*. A Alfortville, travail satisfaisant chez les *ouvriers en pompes*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs de la cordonnerie*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *coupeurs-chemisiéristes*; 9 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; travail actif, 57 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers-carriers*; un tiers de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couvresseurs-plombiers*; pas de chômeurs, chez les *dessinateurs*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*.

Au Havre, 4 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; travail très satisfaisant chez les *maîtres d'hôtels et garçons navigateurs* et chez les *employés de restaurant navigateurs*; pas de chômeurs, chez les *huiliers, pétroliers, savonniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *granitiers*; travail actif, chez les *employés de magasin*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers des docks*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'équipe mécaniciens du port*; travail actif chez les *cochers* et chez les *camionneurs*.

A Dieppe, travail peu actif, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs, 49 heures, chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière* de Bolbec. A La Houllme, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

A Darnétal, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers textiles*. A Elbeuf, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Saburs, 5 p. 100 de chômeurs, chez les *bûcherons*.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *verriers* de Nesle-Normandeuse et d'Aumale.

Seine-et-Marne. — A Meaux, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre* du Moulin-Foulon. A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours pas de chômeurs, 78 heures, chez les *carriers*.

A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *scieurs-découpeurs-mouliniers*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *serruriers-mécaniciens*; travail actif, 66 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Saint-Germain, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 et 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Argenteuil, pas de chômeurs, travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Corbeil, 20 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; travail peu satisfaisant, chez les *mécaniciens*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *mouleurs*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers en *instruments de musique*. A Orsay, travail satisfaisant, 76 heures, dans le *bâtiment*. Pas de chômeurs, 65 heures, chez les *carriers* de Chevreuse; de même, et 60 heures, chez ceux de Méry-sur-Oise. A Chaville, travail actif chez les *blanchisseurs*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Thouars, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

A Melle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*; travail satisfaisant chez les *employés*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers* et chez les *menuisiers* pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures chez les *serruriers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 59 heures, dans le *bâtiment*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures* et *employés de commerce*.

A Albert, pas de chômeurs, travail actif, chez les *mouleurs*.

A Martainneville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*; 19 p. 100 chez les *chapeliers-fouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers des *chaux* et *ciments*.

A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*, chez les *menuisiers-ébénistes*, dans le *bâtiment* et chez les *employés de commerce*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; travail actif, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Rabastens, travail peu actif, 66 heures, chez les *maçons* et *charpentiers*.

A La Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*industrie lainière*.

A Lavaur, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Graulhet, travail actif, 60 heures, chez les *moutonniers*. A Dourgne, pas de changement, chez les *ardoisiers*.

A Mazamet, travail actif, 60 heures, chez les *mégissiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *détailleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*; travail actif chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Draguignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Toulon, 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charretiers-camionneurs*. A La Garde, travail satisfaisant, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Seyne, travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Raphaël, travail assez satisfaisant chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*,

Vaucluse. — A Avignon, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de changement chez les *musiciens*,

A Villeneuve-d'Avignon, 38 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Apt, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, chez les *charpentiers* et *menuisiers*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

Aux Sables-d'Olonne, travail actif, 60 heures, chez les *boitiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Pas de chômeurs, travail actif, chez les *tisserands* d'Évrunes, de Mortagne-sur-Sèvre et de Saint-Laurent-sur-Sèvre. A Mervent, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *forestiers*.

Vienne. — A Poitiers, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; travail actif, 60 heures, chez les *ferblantiers*; 5 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cimentiers*. A Châtellerault, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, travail peu actif, 4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; travail normal, 58 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourrelliers*; 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-plafonneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gazetiers*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Vosges. — A Saint-Dié, travail normal, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *carriers*. A Gérardmer, pas de chômeurs chez les *brossiers*.

A Neuveville-les-Raon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers du bois*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs chez les *employés*; travail satisfaisant dans le *bâtiment*. A Arnould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*; 1 pour 100 de chômeurs chez ceux d'Étival.

Pas de chômeurs chez les *ouvriers textiles* de Bussang, du Val d'Ajol, de Châtel-sur-Moselle, de Saint-Maurice-sur-Moselle, de Golbey, de Ban-de-Laveline et de Saint-Léonard; travail peu satisfaisant chez ceux de Fresnoy-sur-Moselle, de Maxonchamp et de Moyennantier.

Yonne. — A Auxerre, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Sens, travail actif, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Ravières, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers* *tailleurs de pierre*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Lavau, de Sommechaie, de Domats, des Ormes, de Perreux et de Treigny; un tiers de chômeurs chez ceux de Moutiers; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Fargeau; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Brosse et de Saint-Sauveur-en-Puisaye; 26 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fontenailles-sous-Andryes; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mézilles.

Algérie. — A Alger, 28 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; morte-saison chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A Saint-Eugène, moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Constantine, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *maçons*, *plâtriers* et *cimentiers*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les neuf premiers mois de 1906.

	1906.	1905.	AUGMENTATIONS en 1906.	DIMINUTIONS en 1906.
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	646,417	583,965	62,452	„
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,487,776	2,289,792	197,984	„
Objets fabriqués.....	689,872	632,513	57,359	„
TOTAUX.....	3,824,065	3,506,270	317,795	„
AUGMENTATION en 1906.....	.....	.....	317,795^f	.....
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	522,637	513,843	8,794	„
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,002,070	983,057	19,013	„
Objets fabriqués.....	1,884,701	1,748,824	135,877	„
Colis postaux.....	275,583	243,948	31,635	„
TOTAUX.....	3,684,991	3,489,672	195,319	„
AUGMENTATION en 1906.....	.....	.....	195,319^f	.....

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,362,458,400 francs du 1^{er} janvier au 19 octobre 1906 contre 1,309,722,000 francs pendant la période correspondante de 1905, soit une augmentation de : 52,736,400 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Corns fin du mois de		
	Sept. 1905.	Août 1906.	Sept. 1906.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	24 ^f 62	28 ^f 00	27 ^f 50
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	38 25	43 75	43 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.	48 75	65 20	75 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.	38 50	41 50	46 25
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	62 00	„	74 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	68 62	63 00	73 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ...	196 50	199 00	200 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr..	50 00	53 00	52 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	195 50	„	„
Étain Banka, idem.	394 50	„	„
Plomb, livr. à Paris, idem.	41 25	„	„
Zinc, bonnes marques, idem.	68 75	„	„
Blé à Paris, idem.	23 12	22 25	23 25
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 41	1 29	1 30
Viande veau, idem.....	1 61	1 56	1 73
— mouton, idem.....	2 00	1 75	1 76
— porc, idem.....	1 45	1 51	1 33

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 2^e TRIMESTRE 1906.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	ou extra.			à demeure	ou extra.			à demeure	ou extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement)...	245	208	160	"	218	189	133	"	211	175	136	"
— (iv ^e —)...	343	312	"	"	245	286	"	"	257	249	"	"
— (v ^e —)...	102	423	119	"	120	420	108	"	77	365	86	"
— (vi ^e —)...	346	802	241	"	356	772	245	"	311	505	176	"
— (ix ^e —)...	142	549	68	6	140	493	77	"	192	486	64	64
— (xii ^e —)...	93	225	72	"	83	163	58	"	54	146	41	"
— (xiii ^e —)...	294	300	244	"	330	420	291	"	"	"	"	"
— (xiv ^e —)...	262	437	123	"	252	411	109	"	235	372	98	"
— (xvii ^e —)...	389	704	272	"	439	724	300	"	437	732	285	"
— (xix ^e —)...	337	464	221	"	160	385	150	"	334	416	194	"
— (xx ^e —)...	"	"	"	"	223	339	205	"	183	312	216	"
Alençon.....	11	4	3	"	14	6	4	1	14	4	3	"
Amiens.....	19	38	3	"	18	54	4	"	25	40	4	"
Argentan.....	1	"	"	"	"	1	"	"	2	2	"	"
Auxerre.....	55	64	42	2	38	46	31	1	44	55	37	2
Beauvais.....	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Besançon.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	893	854	525	"	954	1,151	602	"	762	1,148	575	"
Boulogne-sur-Mer.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bourges.....	33	38	10	"	63	50	7	"	55	54	14	"
Caen.....	43	12	5	2	42	20	14	2	41	15	15	2
Cannes.....	13	25	8	"	12	18	10	"	17	19	10	"
Charleville.....	15	22	"	"	17	24	2	"	19	20	"	"
Château-Thierry.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chauny (Aisne).....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cherbourg.....	58	93	49	"	55	47	24	"	71	56	34	"
Cholet.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Compiègne.....	240	60	48	4	307	53	46	7	74	58	14	"
Conlommiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Douai.....	31	11	"	"	23	8	"	"	10	14	"	"

LOCALITÉS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demourer	en extra.			à demourer	en extra.			à demourer	en extra.
Dijon.....	118	88	43	"	202	119	79	4	87	59	36	"
Épinal.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Évreux.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fontainebleau.....	53	51	"	"	71	50	29	"	"	"	"	"
Flers.....	21	22	16	1	"	"	"	"	25	12	9	1
Guéret.....	"	"	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"
Joigny.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Laon.....	17	10	2	"	18	11	2	"	20	5	1	"
La Rochelle.....	79	65	22	"	76	62	21	"	87	62	23	"
Le Mans.....	275	197	17	"	232	226	24	"	198	229	12	2
Le Puy.....	23	7	"	"	25	7	"	"	18	4	"	"
Levallois-Perret.....	227	239	90	1	126	194	43	1	180	136	132	"
Lille.....	108	31	"	"	116	62	"	"	89	33	"	"
Lisieux.....	138	100	40	"	146	128	51	2	120	168	65	2
Lons-le-Saunier.....	8	9	4	"	9	10	1	"	"	"	"	"
Lyon.....	"	"	"	"	"	"	"	"	768	667	248	247
Mâcon.....	63	54	28	"	66	34	16	"	72	58	25	"
Mantes (Seine-et-Oise).....	1	"	"	"	1	1	"	"	1	"	"	"
Maubeuge.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Melun.....	14	14	"	"	14	22	3	"	2	12	3	"
Montargis.....	33	38	9	"	37	43	14	"	39	34	11	"
Moulins.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	61	38	20	"	62	48	23	"	90	41	24	"
Nantes.....	68	54	20	"	106	62	29	"	68	66	21	"
Nevers.....	5	1	"	"	4	"	"	"	5	1	"	"
Nîmes.....	109	83	61	"	71	59	44	"	72	64	43	"
Niort.....	25	22	8	"	24	19	12	"	46	26	11	"
Orléans.....	5	4	3	"	6	4	4	"	5	3	3	"
Pau.....	63	66	23	"	80	64	15	"	55	49	19	"
Provins.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Roanne.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rouen.....	48	258	"	"	112	247	"	"	53	185	"	"
Saint-Brieuc.....	9	3	3	"	7	31	4	"	10	27	5	"
Saint-Dié.....	90	64	31	3	84	62	25	2	76	55	26	4
S ^t -Germain-en-Laye.....	82	122	59	2	84	112	48	"	108	127	62	3
Saint-Nazaire.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Quentin.....	128	75	29	15	"	"	"	"	"	"	"	"
Saumur.....	21	7	"	17	17	12	3	"	"	"	"	"
Senones.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Sens.....	61	63	21	"	105	82	52	"	91	96	50	"
Soissons.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Troyes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Trouville.....	"	"	"	"	10	"	2	"	31	10	9	"
Valence.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles.....	"	"	"	"	"	3	"	"	3	"	"	"
Vienne.....	38	34	8	1	"	"	"	"	17	33	3	"
Alger.....	115	119	107	"	132	118	118	"	"	"	"	"

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (2^e TRIMESTRE 1906.)

LOCALITÉS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Agen	"	"	"	"	"	"	"	"	60	28	7	12
Aix.	82	46	43	"	78	46	42	"	71	43	47	"
Amiens	97	58	42	7	"	"	"	"	126	84	61	7
Angers.....	196	139	136	"	224	154	145	"	219	191	165	"
Blois	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Boulogne-sur-Mer.....	"	"	"	"	"	"	"	"	70	25	25	32
Cherbourg.....	61	28	15	2	1	"	"	"	7	"	"	"
Clermont-Ferrand.....	144	107	"	"	131	165	125	"	164	113	106	"
Châteauroux	"	"	"	"	"	"	"	"	4	15	4	"
Dijon.....	328	251	201	40	312	223	190	15	272	187	150	12
Fougères.	31	21	21	"	29	23	16	"	32	21	19	"
Marseille (1)	8,329	7,645	7,160	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne.....	41	31	31	"	41	36	36	"	"	"	"	"
Nice.....	"	"	"	"	"	"	"	"	102	80	70	2
Orléans	156	122	31	35	136	113	33	35	135	179	45	64
Périgueux	"	"	"	"	"	"	"	"	35	46	16	"
Perpignan	"	"	"	"	"	"	"	"	73	47	36	8
Reims	"	"	"	"	165	111	104	"	"	"	"	"
Roanne	37	7	5	31	59	11	10	28	57	19	19	35
Saint-Étienne.....	267	116	97	12	239	141	89	11	225	133	91	26
Saint-Quentin	"	"	"	"	135	82	24	14	93	58	19	2
Toulon	"	"	"	"	39	18	6	4	171	70	39	13
Tulle.....	19	10	"	"	22	12	"	"	13	12	"	"
Vierzon-Ville.....	71	52	49	"	67	46	43	"	46	45	35	"
Voiron.....	2	1	1	"	25	13	10	"	"	"	"	"
Villeneuve-sur-Lot.....	"	"	"	"	3	4	"	3	"	"	"	"
Constantine (Algérie).....	99	38	43	"	50	39	47	"	120	36	58	"
Mustapha-Alger.....	"	"	"	"	"	"	"	"	239	167	131	"

(1) Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1905.

C. — SYNDICATS PATRONAUX (2^e TRIMESTRE 1906).

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
Angers .....	.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Alais .....	.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux	Boucherie et charcuterie.	18	14	14	"	17	10	10	"	19	7	7	"
Id.	Coiffeurs	"	"	"	"	76	195	29	160	76	285	41	139
Id.	Cordonniers	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Carcassonne	Patrons et ouvriers du bâ- timent.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chartres	Charcuterie	11	9	8	"	8	9	6	"	"	"	"	"
Evreux	Boulangers	30	8	8	"	18	5	5	"	11	15	"	"
Grenoble	Coiffeurs	"	"	"	"	9	6	6	12	"	"	"	"
Le Havre	Épicerie	22	13	11	"	21	10	8	"	10	12	6	"
Lyon	Teinturiers-dégraisseurs ..	"	"	"	"	10	13	5	"	"	"	"	"
Id.	Articles de voyage	4	5	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Mâcon	Pharmaciens	3	4	2	"	4	30	2	"	6	4	2	"
Nîmes	Horticulture	2	"	"	"	2	2	2	"	2	2	"	"
Paris	Débîts de tabac.	9	3	3	"	2	7	6	1	15	7	4	3
Id.	« La Parisienne » (resta- rateurs et limonadiers)	"	"	426	3,161	528	1,966	304	3,015	"	"	422	3,401
Id.	Architectes	"	"	"	"	16	5	"	"	"	"	"	"
Id.	Union syndicale des débîts de vins et liquoristes..	"	"	"	"	2,100	1,400	845	486	906	830	775	559
Id.	Pharmaciens	11	6	2	"	13	8	2	1	4	3	"	"
Id.	Quincaillerie	"	31	26	"	"	33	27	"	"	51	43	"
Id.	Maîtres tailleurs	111	174	"	"	99	193	"	"	51	111	"	"
Id.	Épiciers en détails	396	412	385	"	381	410	372	"	360	410	348	"
Id.	Corsets	340	340	340	"	590	480	445	25	"	"	"	"
Id.	Épicerie française	"	"	"	"	704	804	622	"	604	929	591	"
Id.	Masseurs et infirmiers ..	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Papier et industries qui le transforment.	35	23	21	1	56	49	41	"	45	48	29	"
Id.	Fabricants de papier	16	4	1	1	22	"	"	"	31	4	3	"
Id.	Reliure	91	67	66	"	31	8	8	"	80	34	34	"
Id.	Boulangerie	1,125	1,512	360	1,031	1,270	1,489	373	976	1,355	1,303	418	814
Id.	Boucherie	"	"	1,189	45	"	"	1,431	"	"	"	1,320	"
Id.	Négociants commissionnai- res	6	3	7	"	30	9	2	"	10	6	4	"
Id.	Couteliers	17	21	15	"	23	19	17	"	29	35	26	2
Id.	Electricité	2	1	1	"	2	1	1	"	2	6	1	"
Id.	Instruments d'optique	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Menuiserie	34	8	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Teinture et nettoyage	50	85	44	4	66	88	43	5	44	70	38	"
Id.	Union syndicale de l'al- liance des débitants de vins.	1,342	530	463	402	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Union syndicale et mu- tuelle des restaurateurs et limonadiers	"	"	491	1,811	"	"	"	"	"	"	512	2,154
Id.	Produits alimentaires ..	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	2	"
Id.	Débîts de vins	"	"	2,151	1,225	"	"	2,114	1,129	"	"	2,280	1,547
Périgueux	Pharmaciens	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Reims	Boulangerie	20	13	10	3	15	12	5	7	18	18	11	7
Id.	Pharmaciens	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	"	"
Id.	Loneurs de voitures	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rennes	Relieurs	3	1	"	2	3	1	"	1	3	1	1	1
Saint-Etienne	Horticulteurs	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tours	Charcuterie	54	40	37	"	59	30	27	"	56	48	39	"
Id.	Coiffeurs	121	164	39	42	"	"	"	"	3	2	2	"
Id.	Office des travailleurs ..	123	90	65	"	134	82	61	"	"	"	"	"
Versailles	Coiffeurs	11	13	10	1	6	7	4	2	7	9	5	4

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (2^e TRIMESTRE 1906).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
Arcueil (Seine).	« Les Robustes ».....	"	"	"	"	4	3	3	1	6	3	2	6
Avignon.....	Compagnons maréchaux du Devoir.....	"	3	"	"	"	5	"	"	3	5	3	"
Bayonne.....	Association amicale des employés de commerce.	"	5	"	"	4	3	1	"	1	4	1	"
Belfort.....	La « Jeanne d'Arc ».....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés de commerce..	1	1	1	"	2	2	2	"	"	"	"	"
Besançon.....	Union fraternelle des em- ployés de commerce..	4	"	"	"	"	"	"	1	2	"	"	"
Id.....	« La Régionale ».....	30	48	29	"	57	87	68	67	"	"	"	"
Bordeaux.....	Compagnons charpentiers	5	11	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cambrai.....	Voysageurs et employés de commerce.....	"	"	"	"	1	1	1	"	2	"	"	"
Cornimont (Vos- ges).....	Association amicale des anciens élèves de l'école industrielle d'Épinal..	19	3	3	5	10	3	2	3	10	5	6	1
Charleville.....	Association des employés.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cluses.....	École nationale d'horlo- gerie.....	1	1	1	"	2	2	2	"	6	7	6	"
Dunkerque.....	« L'Abeille ».....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Havre.....	Coiffeurs.....	115	107	16	87	115	110	28	87	"	"	"	"
Id.....	École pratique d'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Vésinet.....	« La Prévoyance ».....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	"
Le Mans.....	Comptables.....	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Garçons de salle.....	620	342	60	282	600	474	92	382	560	554	112	512
Id.....	Institutrices.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	25	6
Id.....	Les employés de la soie- rie.....	6	4	2	"	25	23	1	"	21	14	"	"
Marseille.....	Société phil. des commis et employés.....	15	8	7	"	18	13	12	"	16	12	11	"
Id.....	« Le Vatel » des cuisiniers.	115	121	100	21	115	145	115	18	"	"	"	"
Montbéliard....	Association des employés de commerce de Mont- béliard.....	1	"	"	"	2	1	1	"	1	"	"	"
Nantes.....	Fédération des mécani- ciens et chauffeurs de France.....	4	"	"	2	4	4	4	"	2	2	2	"
Nevers.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"
Nîmes.....	Société des compagnons cordonniers du Devoir.	5	3	"	3	6	3	"	2	"	"	"	"
Paris.....	Association amicale des anciens élèves de l'école municipale Colbert....	2	22	5	"	2	14	3	"	2	14	2	"
Id.....	Association amicale des anciens élèves de l'école municipale Turgot....	13	44	3	"	12	44	7	1	16	45	6	"
Id.....	Association des comptables.....	190	77	57	13	178	78	53	18	190	72	43	25

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris	La « Quincaillerie »	19	12	7	5	28	12	7	5	18	8	5	3
Id.	La « Régionale »	"	"	"	"	"	"	"	"	69	122	59	98
Id.	La « Saint-Michel »	"	521	353	26	"	557	411	729	"	456	304	665
Id.	« La Sécurité de la vieillesse »	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	« La Solidarité » des coiffeurs	"	310	110	200	"	472	160	312	"	220	130	90
Id.	« La Solidarité »	50	38	"	15	111	52	"	13	77	44	"	11
Id.	« La Solidarité » berri-chonne	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"
Id.	« Le Bâtiment »	14	8	"	"	29	5	3	"	28	10	6	"
Id.	« Le Soleil » (limonadiers)	485	105	14	202	92	14	153	"	"	102	11	350
Id.	« Le Vatel » des cuisiniers	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	« Les vrais amis » (boucherie)	"	614	209	50	"	678	253	50	"	563	207	70
Id.	« L'Indépendante » (limonadiers)	3,220	2,181	756	1,425	3,770	2,417	1,091	1,320	3,770	2,745	1,183	1,560
Id.	Ouvriers pâtisseries et cuisiniers	130	72	70	737	106	62	62	678	130	72	72	1,119
Id.	Placement des concierges-gérants	19	14	11	"	35	27	23	"	27	21	18	"
Id.	Sommeliers d'hôtels	98	127	82	65	69	112	77	166	78	177	123	68
Id.	Union amicale de la Porte-Saint-Martin	500	300	100	160	510	477	157	320	605	587	252	313
Id.	« Union Avenir » des garçons marchands de vins	"	"	50	300	"	"	40	250	"	"	60	200
Id.	Union de la charcuterie	345	372	280	"	360	410	312	2	339	364	286	5
Id.	Union des chauffeurs-conducteurs	"	"	"	"	4	4	3	1	4	3	2	1
Id.	Union des coiffeurs	29	43	33	161	25	29	25	123	30	20	20	118
Id.	Union des employés de commerce	15	43	6	"	13	31	4	"	11	34	8	"
Id.	Union franco-suisse	195	173	135	30	176	160	121	33	168	159	128	26
Id.	Union générale des gantiers	2	2	2	"	3	3	3	"	7	6	6	"
Id.	« Union Helvétia »	"	"	174	60	"	"	165	71	"	"	251	89
Id.	Union mutuelle de l'épicerie	138	52	41	"	142	45	30	3	"	"	"	"
Roubaix	Association des anciens élèves de l'école nationale des arts industriels	3	3	5	"	4	8	8	"	6	8	8	"
Rouen	Assoc. des secrétaires et employés de mairies	1	"	"	"	2	"	"	"	2	"	"	"
Saint-Étienne	Garçons d'hôtels et limonadiers	17	12	3	9	33	33	4	29	28	28	6	22
Valenciennes	Société académique de comptabilité	6	3	2	"	7	2	2	"	8	2	2	"
Id.	Société de prévoyance des employés	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vierzon	Soc. amicale des anc. élév. de l'École nouvelle	3	4	2	"	5	4	2	"	8	5	5	"
Vincennes	Union amicale des ouvriers boulangers	60	37	40	57	105	98	38	60	"	"	"	"

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.	en extra.			à demeure en extra.	en extra.			à demeure en extra.	en extra.
Paris (11 ^e).....	Ass. de jeunes gens catho- liques.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Société d'assistance par le travail.....	29	27	7	29	57	40	10	57	64	24	9	64
Id. (111 ^e)...	Société philanthropique savoisienne.....	76	244	147	"	88	261	143	4	69	264	102	"
Id. (11 ^e)...	Bureau de placement phil- lanthropique.....	13	17	7	"	45	31	11	"	33	20	3	2
Id. (11 ^e)....	Société d'assistance par le travail.....	27	"	17	"	30	"	12	"	35	"	17	"
Id. (111 ^e)....	Société de patronage des libérés.....	260	"	66	"	228	"	47	"	211	"	54	"
Id.....	Société philanthropique.....	234	161	24	123	245	169	36	121	209	166	61	72
Id. (1111 ^e)...	Société d'assistance par le travail.....	7	"	"	"	12	4	"	4	"	"	"	"
Id.....	Patronage de la Provi- dence.....	"	"	"	"	"	7	3	1	4	6	3	1
Id. (11 ^e)....	Le « Toit familial ».....	"	"	4	7	"	"	12	11	"	"	17	13
Id. (11 ^e)....	Association générale d'Al- sace-Lorraine.....	204	286	135	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id. (11 ^e)....	Maison de l'amie de la servante.....	"	"	"	"	"	"	750	"	"	"	"	"
Id. (1111 ^e)...	Asile de l'hospitalité de nuit.....	"	"	"	29	"	"	"	27	"	"	"	51
Id.....	British et American mis- sion Home.....	127	88	12	7	117	112	18	1	65	90	10	2
Id.....	« Home allemand ».....	"	22	36	"	"	12	14	"	"	8	15	0
Quimper.....	Les enfants de l'Adora- tion.....	"	"	2	"	"	2	"	"	"	"	2	"
Remiremont....	Orphelinat de l'Enfant- Jésus.....	"	4	1	"	1	7	1	"	"	6	"	"
Rochefort.....	Fourneau économique....	3	"	3	"	3	"	1	"	3	"	2	"
Rouen.....	Ecole professionnelle et ménagère.....	2	3	2	"	"	"	"	"	"	4	"	"
Saint - Germain- (Eure).....	Orphelinat.....	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"	1	"
S ^t -Hilaire(Maine- et-Loire)....	École de réforme.....	"	19	9	"	"	23	4	"	"	28	10	"
Toulouse.....	Société de patronage des libérés.....	12	4	4	3	12	10	10	2	9	2	2	2
Tours.....	Société de patronage des prisonniers libérés....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Troyes.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes...	Œuvre du patronage des libérés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles.....	Société de patronage des libérés.....	120	"	34	4	133	21	1	5	116	34	35	5

F. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL.
(2^e TRIMESTRE 1906.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.				
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		
				à demourer en extra.	en extra.			à demourer en extra.	en extra.					
PÊCHE, AGRICULTURE, FORÊTS, MINES ET CARRIÈRES.														
Cuxac-d'Aude..	Ouvriers agriculteurs ...	"	"	"	"	15	15	"	15	"	"	"	"	
Roubia	Ouvriers agricoles	"	"	"	"	"	"	"	"	45	"	45	"	
Marseille.....	Inscrits maritimes indep.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	38	"	
Méry-ès-Bois..	Bûcherons.	"	"	"	"	"	25	14	11	"	"	"	"	
Angers	Jardiniers.	150	24	20	2	"	"	"	"	90	57	12	4	
Paris	Id.	30	42	30	"	25	60	25	"	20	40	20	"	
Id	Horticulteurs, jardiniers, cultivateurs (mixte) ..	87	65	65	"	46	34	34	"	64	37	37	"	
Le Havre.....	Pêcheurs et marins du commerce.....	"	"	57	"	"	"	85	"	"	"	117	"	
Saint-Raphaël.	Carriers.	"	"	"	"	30	"	"	30	"	"	"	"	
"	Syndicats divers	214	41	13	5	102	46	18	4	218	19	3	7	
TOTAUX.		(16 synd.) 203				(16 synd.) 182				(18 synd.) 142				11

ALIMENTATION.

Nice	Employés restaur. limon. maîtres d'hôtel	"	"	"	"	15	7	7	4	120	200	70	90
Carcassonne ..	Cuisiniers.	"	"	"	"	2	5	1	17	"	"	"	"
Marseille.....	Confiseurs et pâtisseries..	150	50	30	20	75	41	30	2	150	70	50	20
Id.	Cuisiniers (terre et mer)	56	18	11	20	"	"	"	"	50	26	12	70
Id.	Garçons bouchers et char- cutiers.	44	57	16	24	52	41	26	15	49	74	29	26
Id.	Limonadiers restaurateurs	"	981	57	924	"	61	521	"	"	"	92	680
Caen	Boulangers.	20	18	16	35	30	20	15	50	50	45	50	"
Rocheport.....	Id. (l'Emancipation)....	12	4	2	10	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Garçons limonadiers res- taurateurs et assimilés.	48	21	5	42	"	"	"	"	"	"	"	"
La Rochelle...	Boulangers.	3	"	"	16	2	2	1	16	"	"	"	"
Nîmes	Id.	"	"	"	"	10	5	2	"	8	2	"	20
Toulouse	Id.	35	70	10	60	15	30	12	25	"	40	10	66
Bordeaux.....	Cuisiniers.	63	72	17	123	67	57	16	135	47	86	37	49
Id.	Pâtisseries glaciers.	36	16	13	25	21	15	25	49	25	20	14	80
Id.	Boulangers et biscuitiers.	"	"	"	"	250	60	15	45	205	112	41	71
Id.	Employés de l'épicerie et droguerie.	"	"	"	"	"	"	"	"	70	70	70	"
Grenoble.	Employés limonadiers res- taurateurs et d'hôtels ..	38	18	7	10	28	20	17	48	14	38	11	32
Saint-Nazaire..	Boulangers.	"	"	"	"	"	"	"	"	25	35	6	29
Orléans	Id.	"	"	"	"	12	30	12	"	"	"	"	"
Id.	Garçons limonad., restau- rat., d'hôtels, cuisin..	"	"	12	10	"	"	"	"	"	"	15	20
Marmande....	Boulangers.	"	"	"	"	9	14	4	6	"	"	"	"
Agen	Cuisiniers.	4	2	1	3	6	3	1	4	4	6	3	7
Nancy	Garçons limonad., res- taurateurs et assimilés...	8	30	16	14	69	73	53	20	45	45	29	16
Roubaix.....	Boulangers.	3	50	"	50	23	20	7	13	26	21	11	10
Lille	Cuisiniers.	26	6	6	12	"	"	"	"	25	6	6	40
Clermont-Fer- rand	Id.	"	"	5	16	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon	Id.	"	"	8	89	"	"	"	"	"	10	15	80
Id.	Limonad., restaurateurs, garçons d'hôtels.....	30	"	15	120	55	40	30	16	"	"	50	150
Id.	Garçons bouchers.	90	67	64	3	"	"	"	0	102	111	81	30
Paris	Travail. de la boulangerie	"	"	"	"	"	"	2	11	"	"	17	31
Id.	Boulangers («Nouveau siècle».).....	154	129	120	10	165	150	135	15	66	200	150	16

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à domicile	en extra.			à domicile	en extra.			à domicile	en extra.
ALIMENTATION. (Fin.)													
Paris.....	Boulangers du xiii ^e	"	"	7	18	20	40	12	18	25	50	11	25
Id.....	Compagnons et aspirants boulangers.....	110	415	117	298	460	423	128	295	"	"	"	"
Id.....	Employés d'hôtels des deux sexes (mixte)...	"	68	37	7	"	50	20	8	"	47	19	5
Id.....	Confiseurs.....	50	10	18	25	40	6	8	2	60	60	10	6
Id.....	Pâtisseries de la Seine...	"	"	"	"	165	1,683	28	1,083	157	1,078	31	1,078
Id.....	Pâtisseries-cuisiniers....	"	"	64	417	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers de Paris.....	"	"	75	285	100	425	30	390	125	640	75	565
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	140	559	"	"	132	555	"	"	161	1,017
Id.....	Biscuitiers, pain d'épices et assimilés.....	4	3	"	"	"	"	"	"	15	10	"	17
Id.....	Limonadiers-restaurateurs (« l'Aurore »).....	200	50	10	40	300	25	10	15	500	150	20	130
Id.....	Limonadiers-restaurateurs et assimilés des deux sexes.....	200	57	26	31	275	198	63	135	97	232	64	168
Id.....	Sommeliers et garçons marchands de vins...	"	228	163	220	"	390	198	313	"	"	"	"
Id.....	Empl. de l'alim. (union philanthropiq. mixte).	30	1,092	168	924	62	1,466	158	1,248	"	"	"	"
Rouen.....	Maîtres d'hôtels, garçons restaurateurs.....	"	"	44	542	"	"	57	713	"	"	"	"
Le Havre.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	17	15	2
Saint-Germain- en-Laye....	Boulangers.....	18	5	5	18	24	6	5	24	"	12	4	8
Id.....	Employés limonadiers res- taurateurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	25	5	30
"	Syndicats divers.....	44	25	23	14	81	30	12	30	51	20	18	15
TOTALS.....		(44 synd.)	1,246	5,131	(41 synd.)	1,131	5,666	(44 synd.)	1,305	3,665			
INDUSTRIES DU LIVRE.													
Paris.....	Conducteurs typographes.	"	"	"	"	76	33	22	11	76	16	16	30
Id.....	Typogr. (Petits-Carreaux)	12	64	12	"	15	55	26	2	19	23	14	2
Id.....	Id. indépendants (rue des Gravilliers).....	"	"	"	"	101	707	101	"	47	39	39	"
Id.....	Lithographes (Union)...	44	16	13	3	"	"	"	"	82	50	41	9
Id.....	Id. indépendants.....	57	51	51	"	106	211	106	"	97	223	97	"
"	Syndicats divers.....	"	"	18	32	"	"	24	18	"	"	19	28
TOTALS.....		(31 synd.)	86	32	(35 synd.)	285	49	(30 synd.)	226	56			
CUIRS ET PEAUX.													
Romans.....	Ouvr. indép. de l'in- dustrie de la chaussure.	12	10	10	"	9	9	9	"	"	"	"	"
Blois.....	Ouvriers et ouvrières en chaussures.....	86	38	24	"	89	65	35	"	"	"	"	"
Saint-Junien..	Ouvriers et ouvrières de l'industrie lainière....	30	"	45	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	Syndicats divers.....	49	11	3	8	9	5	"	1	11	19	13	6
TOTALS.....		(9 synd.)	82	8	(7 synd.)	44	1	(10 synd.)	13	6			
INDUSTRIES TEXTILES.													
Lyon.....	Tullistes réunis.....	80	50	50	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Teinturiers dégraisseurs.	"	"	63	48	"	"	55	41	7	"	52	31
Id.....	Coupeurs, chemisiers, faux-cols, etc.....	16	12	10	2	16	13	10	3	"	"	"	"

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure en extra.	demeure en extra.			demeure en extra.	demeure en extra.				
INDUSTRIES TEXTILES. (Fin.)													
Paris	Passementiers à la barre.	45	8	3	5	25	25	"	25	30	25	"	25
Id.	Ouvrières blanchisseuses.	"	"	"	"	"	15	10	40	"	"	"	"
Id.	Couleurs et garçons de lavoïr.	"	"	"	"	35	"	19	8	"	"	"	"
Amiens	Couturières	"	"	"	"	"	"	"	"	38	4	"	15
Remiremont ..	Ouvriers et ouvrières de l'ind. textile (« la Fra- ternité »)	58	65	42	4	67	55	26	"	84	138	66	"
"	Syndicats divers.	133	10	5	5	25	5	5	"	47	17	5	6
	TOTAUX.	(11 synd.)	172	61	(16 synd.)	141	160	(10 synd.)	123	75			
INDUSTRIES DU BOIS.													
Toulouse.	Charrons.	6	3	2	1	"	6	6	11	"	"	"	"
Paris.	Charpentiers (la Solida- rité)	18	"	"	"	"	"	"	"	"	"	38	"
Id.	Ebénistes en photographie	"	6	11	"	12	7	9	"	"	"	"	"
Id.	Ouv. de la voiture (Union)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	28	28	"
Id.	Compagnons charrons.	46	51	38	8	54	66	43	11	68	77	58	10
Id.	Menuisiers (rue Pernety).	5	"	2	8	23	20	5	20	5	5	1	4
Id.	Layetiers-emballleurs.	5	4	2	2	6	6	6	"	20	12	8	2
Id.	Scieurs-décap. et mou- luriers à la mécanique.	"	"	"	"	25	"	13	2	"	"	"	"
"	Syndicats divers.	308	41	34	10	103	15	13	5	29	24	"	4
	TOTAUX.	(19 synd.)	87	28	(16 synd.)	95	49	(12 synd.)	103	19			
MÉTALLURGIE.													
Saint-Étienne. .	Chaudronniers en fer. . .	37	"	4	14	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.	Chefs de service et contre- maîtres des industries métallurgiques.	14	12	7	"	23	18	13	"	21	22	14	"
Id.	Mécaniciens.	"	"	"	"	55	2	13	"	350	"	18	"
Id.	Instruments de précision.	60	1	4	"	109	17	54	2	87	11	43	"
Id.	Mécaniciens électriciens. .	"	"	"	"	"	"	"	"	47	22	26	"
Id.	Polisseurs sur métaux. . .	"	"	"	"	88	31	20	"	32	11	10	"
Id.	Plombiers et similaires indépendants.	"	"	"	"	110	45	45	"	87	32	32	"
"	Syndicats divers.	47	32	19	7	151	14	"	"	88	44	12	6
	TOTAUX.	(21 synd.)	36	22	(14 synd.)	167	23	(23 synd.)	155	20			
TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENT.													
Rochefort.	Tailleurs de pierre.	50	"	20	"	20	0	"	"	20	0	"	"
Bordeaux.	Peintres en bâtiment.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	20	"	20
Montalieu-Ver- cien.	Taill. de pier ^{tes} et carriers.	"	"	"	"	"	"	"	"	100	"	"	15
Agen.	Manœuvres et terrassiers.	85	58	24	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Plouhinec.	Maçons du canton de Port- Louis.	"	"	"	"	40	8	28	4	8	4	3	1
Paris.	Pav. en bois, bétonniers.	"	"	"	"	67	39	26	13	"	"	"	"
Id.	Peintres en bâtiment.	"	"	"	"	116	32	"	81	102	21	"	87
Saint-Raphael.	Maçons.	"	"	"	"	"	"	"	50	"	"	"	"
"	Syndicats divers.	314	58	12	15	116	24	11	13	187	22	11	12
	TOTAUX.	(21 synd.)	56	20	(18 synd.)	63	163	(13 synd.)	14	135			

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à domicile.	en extra.			à domicile.	en extra.			à domicile.	en extra.
TRAVAIL DES TERRES ET PIERRES AU FEU.													
"	Syndicats divers	18	0	"	"	13	4	"	"	2	0	"	"
	TOTAUX	(2 synd.)		"	14	(2 synd.)	"	"	(1 synd.)		"	"	
MANUTENTION ET TRANSPORTS.													
Nice	Ouvriers du port	"	"	"	"	600	250	150	100	"	"	"	"
Paris	Laveurs de voitures	"	"	"	"	"	"	"	"	18	"	14	4
"	Syndicats divers	93	2	2	"	95	0	"	"	93	2	"	2
	TOTAUX	(4 synd.)		4	"	(7 synd.)		150	100	(6 synd.)		14	6
EMPLOYÉS.													
Marseille	Employés de commerce ..	"	"	"	"	32	24	21	"	37	28	25	3
Nancy	Employés	"	"	"	"	18	23	15	"	5	8	4	"
Paris	Comptables (Union)	28	25	10	1	27	9	2	1	20	15	8	1
Id	Employés du commerce et de l'industrie	65	177	34	4	110	181	50	2	94	162	41	2
Id	Caisseries comptables et employées aux écritures ..	"	"	"	"	15	"	10	"	"	"	"	"
"	Syndicats divers	149	60	34	1	91	61	44	7	106	85	48	5
	TOTAUX	(24 synd.)		78	10	(33 synd.)		107	19	(35 synd.)		197	75
COIFFEURS ET GENS DE MAISON.													
Nice	Coiffeurs	"	"	"	"	17	7	5	28	11	4	4	17
Bordeaux	Gens de maison	41	62	19	2	52	63	17	5	49	77	16	7
Nantes	Garçons coiffeurs	29	24	24	19	"	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes	Coiffeurs	3	10	7	5	6	5	5	3	"	"	"	"
Lyon	Id	20	20	20	25	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Mans	Id	7	12	12	"	2	9	5	4	8	6	6	4
Paris	Gens de maison	40	57	23	8	32	78	20	10	"	"	"	"
Id	Coiffeurs (la Solidarité) ..	80	25	25	40	100	80	80	"	65	54	51	175
Id	Id. (mixte)	40	15	"	50	40	20	10	50	"	"	"	"
Toulon	Coiffeurs	20	20	20	6	"	"	"	"	"	"	"	"
"	Syndicats divers	4	7	10	4	20	26	10	4	13	29	10	6
	TOTAUX	(12 synd.)		160	159	(11 synd.)		152	100	(8 synd.)		87	209
DIVERS.													
Paris	Artistes choristes	"	"	"	"	"	"	"	"	55	"	27	23
Id	Artistes dramatiques	"	"	"	"	400	16	48	"	200	26	"	61
Id	Artistes lyriques	"	"	"	"	"	"	"	"	108	"	41	26
Id	Artistes musiciens	60	"	"	83	42	"	"	108	"	"	"	"
Id	Chauffeurs - mécaniciens- électriciens de l'admin. de l'assistance publ.	"	"	"	"	27	16	4	10	"	"	"	"
Id	Chauffeurs - mécaniciens- électriciens	"	"	"	"	"	"	"	"	61	22	9	13
Id	Préparateurs en pharm ^{ie} ..	27	21	15	8	"	"	"	"	"	"	"	"
"	Syndicats divers	49	29	23	13	32	37	19	7	48	45	16	10
	TOTAUX	(12 synd.)		38	104	(14 synd.)		71	125	(10 synd.)		93	142
	TOTAUX GÉNÉRAUX	(226 synd.)		2,248	5,604	(230 synd.)		2,588	6,520	(229 synd.)		2,472	4,419

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de septembre 1906, le Ministère du Commerce a été avisé de la création de :

- 26 syndicats patronaux comptant 838 membres;
- 60 syndicats ouvriers comptant 3,247 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 18 membres;
- 1 union de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 16 syndicats patronaux comptant 395 membres;
- 29 syndicats ouvriers comptant 1,797 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

12 en septembre, 46 en août, 15 en juillet, 4 en juin, 3 en mai, 1 en avril, 3 en février, et 4 antérieurement au 1^{er} janvier 1906. Total: 88.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [1^{er} juillet 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **menuiserie** de Montluçon (17 membres). Siège social : rue Denis-Papin, MONTLUÇON.

Alpes-Maritimes [11 août 1906]. — Syndicat des maîtres **carriers** de Nice et des environs (26 membres). Siège social : café de Rome, place Gabrielle, NICE.

Ardèche [22 juillet 1906]. — Syndicat de défense des intérêts des **laitiers** (44 membres). Siège social : VALS-LES-BAINS.

Aube [30 août 1906]. — Syndicat des **pâtisseries**, confiseurs et biscuitiers de Troyes et du département de l'Aube (22 membres). Siège social : rue Émile-Zola, 20, TROYES.

Aude [29 août 1906]. — Syndicat patronal du commerce des **tissus** (22 membres). Siège social : Grand rue, 44. CARCASSONNE.

Bouches-du-Rhône [23 août 1906]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de la ville d'Arles (28 membres). Siège social : rue de la République. ARLES.

Côte-d'Or (24 août 1906). — Association syndicale des patrons **coiffeurs** de Dijon (55 membres). Siège social : rue des Forges, 30. DIJON. — (21 août 1906). — Syndicat des patrons **coiffeurs-parfumeurs** de Dijon (15 membres). Siège social : rue du Commerce. DIJON.

Gironde [20 juin 1906]. — Syndicat professionnel des courtiers-commissionnaires en vins de la Gironde (6 membres). Siège social : place Decazes, 6. LIBOURNE.

Hérault [1^{er} septembre 1906]. — Syndicat des **laitiers** de la ville de Montpellier (82 membres). Siège social : café des Quatre-Saisons, rue de l'Observatoire. **MONTPELLIER**.

Jura [30 août 1906]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de la ville et du canton de Morez (11 membres). Siège social : MOREZ.

Loiret [7 août 1906]. — Syndicat de la **boucherie** de Pithiviers (2 membres). Siège social : Mail ouest, 6. **PITHIVIERS**.

Meuse [10 août 1906]. — Chambre syndicale des **horlogers**, bijoutiers, orfèvres du département de la Meuse (26 membres). Siège social : rue Beaurepaire. **VERDUN**. — [17 juin 1906]. — Syndicat professionnel **horticole** de Verdun (30 membres). Siège social : rue d'Étain, 25. **VERDUN**.

Morbihan [24 août 1906]. — Syndicat des fabricants **d'eaux gazeuses** (7 membres). Siège social : café de l'Industrie, rue Victor-Massé. **LORIENT**.

Nord [21 août 1906]. — Association syndicale des patrons **coiffeurs** de Lille et de ses banlieues (201 membres). Siège social : rue des Manneliers, 5. **LILLE**.

Pas-de-Calais [5 février 1906]. Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de **bâtiments** d'Arras (93 membres). Siège social : **ARRAS**.

Saône-et-Loire [24 août 1906]. — Chambre syndicale patronale des **coiffeurs** de Mâcon et de la banlieue (15 membres). Siège social : rue Carnot, 35. **MÂCON**.

Savoie [5 février 1906]. — Union des petits **cafés** et restaurants de Chambéry (65 membres). Siège social : salle des Sociétés, à la Grenette. **CHAMBERY**.

Savoie (Haute-) [18 septembre 1906]. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** d'Annecy et de cet arrondissement (10 membres). Siège social : rue Royale, 8. **ANNECY**. — [29 août 1906]. — Syndicat des **laitiers** d'Annecy (64 membres). Siège social : chez M. Petit (Antoine), village d'Albigny. **ANNECY**.

Seine-Inférieure [26 juillet 1906]. — Chambre syndicale des marchands de **charbons** au détail de la ville de Rouen et des environs (32 membres). Siège social : rue du Petit-Porche, 8. **ROUEN**.

Seine [1^{er} août 1906]. — Chambre syndicale des marchands en gros et demi-gros de **comestibles** français et étrangers de la Seine (17 membres). Siège social : rue Coquillière, 14. **PARIS** (1^{er}). — [10 septembre 1906]. — Chambre syndicale des **hommes d'affaires** français (3 membres). Siège social : rue Lafayette, 91. **PARIS** (9^e).

Vienne (Haute-) [8 septembre 1906]. — Syndicat des **horticulteurs** et maraîchers de la région limousine. (24 membres). Siège social : salle du Muséum, rue Manigne, **LIMOGES**.

Oran [12 juillet 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **peinture** et vitrerie de la ville d'Oran (23 membres). Siège social : boulevard du Lycée, 3. **ORAN**.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [1^{er} juin 1906]. — Chambre syndicale des ouvrières **vernisseuses** de Dortan (27 membres). Siège social : **DORTAN**.

Allier [30 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Vichy-Cusset (44 membres). Siège social : place de la République, 12. **VICHY**.

Alpes-Maritimes [3 mai 1906]. — Chambre syndicale internationale des ouvriers **boulangers** de la commune de Beausoleil et ses environs [2 membres]. Siège social : BEAUSOLEIL.

Aude [28 août 1906]. — Syndicat des employés de commerce du **tissu** (50 membres). Siège social : café Glacier, boulevard des Tilleuls. CARCASSONNE. — [2 août 1906]. — Syndicat des ouvriers **terrassiers** de Feuilla (47 membres). Siège social : FEUILLA. — [2 février 1904]. — Syndicat des travailleurs **agricoles** de Thézan (15 membres). Siège social : Mairie. THÉZAN.

Bouches-du-Rhône [30 août 1906]. — Chambre syndicale des garçons d'hôtels, limonadiers, restaurateurs et assimilés d'Aix (25 membres). Siège social : cours Mirabeau, 45. AIX.

Corrèze [2 avril 1906]. — Union syndicale des garçons **coiffeurs** de la ville de Brive (16 membres). Siège social : Bourse du travail. BRIVE.

Côte-d'Or [16 août 1906]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** de Dijon (55 membres). Siège social : Bourse du travail. DIJON.

Doubs [11 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **chaussures** militaires de Besançon (23 membres). Siège social : Bourse du Travail. BESANÇON. — [16 juillet 1906]. — Association amicale des artistes **musiciens** de Besançon (40 membres). Siège social : rue Pasteur, 10. BESANÇON. — [20 août 1906]. — Syndicat des **typographes** de Pontarlier (7 membres). Siège social : PONTARLIER.

Eure [4 novembre 1905]. — « L'amicale », société des garçons **limonadiers**, de salles, d'hôtels, serveurs et chefs de cuisine de la ville d'Évreux (32 membres). Siège social : rue de l'Horloge, 39. ÉVREUX.

Gironde [2 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de navires, calfats et perceurs de Lormont (21 membres). Siège social : LORMONT.

Hérault [15 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** et calfats de marine (25 membres). Siège social : Bourse du Travail. CETTE.

Loire-Inférieure [25 février 1906]. — Syndicat des **voyageurs** et représentants de commerce de l'ouest (220 membres). Siège social : rue du Chêne d'Aron, 2. NANTES.

Lot-et-Garonne [24 août 1906]. — Syndicat des employés de **bazars**, de commerce et similaires (40 membres). Siège social : rue Pont-de-Garonne, 52. AGEN. — [1^{er} août 1906]. — Union syndicale des **employés de commerce** de Marmande (34 membres). Siège social : Bourse du Travail. MARMANDE.

Marne [12 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne (35 membres). Siège social : rue d'Orfeuil, 1. CHÂLONS-SUR-MARNE. — [15 juillet 1906]. — Syndicat des **pilotes** de la Marne pour la conduite des bateaux (14 membres). Siège social : CUMIÈRES.

Marne (Haute) [20 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvrières **gantières**, noircisseuses de Chaumont (15 membres). Siège social : Bourse du Travail. CHAUMONT. — [1^{er} juillet 1906]. — Syndicat général des travailleurs de la **peau** de Chaumont et des environs (600 membres). Siège social : Bourse du Travail. CHAUMONT.

Meurthe-et-Moselle [28 août 1906]. — « L'Union », syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Nancy (40 membres). Siège social : rue des Quatre-Eglises, 7. NANCY. — [1^{er} août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **galoches** et parties similaires de l'Est (50 membres). Siège social : rue Clodion, 6. NANCY. — [5 juillet 1906]. — Union syndicale et mutuelle des garçons **limonadiers**-restaurateurs et assimilés de la ville de Nancy et

région de l'Est (23 membres). Siège social : rue de la Faïencerie, 18. NANCY. — [12 août 1906]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières des **tabacs** en feuilles et transit de Nancy (33 membres). Siège social : rue Clodion, 6. NANCY.

Nord (23 août 1906). — Association syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Lille et ses banlieues (59 membres). Siège social : contour de l'Hôtel-de-Ville, 18. LILLE. — [30 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers porteurs des **pompes** funèbres de la ville de Lille (40 membres). Siège social : rue de Frocs, 97. LILLE. — [31 juillet 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Roubaix (29 membres). Siège social : rue du Moulin, 1. ROUBAIX. — [20 juillet 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers en **pierres** blanches de Lille, Roubaix, Tourcoing et environs (64 membres). Siège social : Grand rue, 111. ROUBAIX.

Rhône [18 août 1906]. — Syndicat national des fondés de pouvoirs et employés de **perception** (20 membres). Siège social : quai Pierre Suze, 67. LYON. — [2 janvier 1905]. — Syndicat national des employés de **trésoreries** générales et de recettes des finances (section de Lyon) (35 membres). Siège social : Trésorerie générale du Rhône, LYON.

Saône-et-Loire [8 septembre 1906]. — Syndicat des **employés de commerce** de Chalon-sur-Saône (60 membres). Siège social : Bourse du Travail, CHALON-SUR-SAÔNE.

Seine [19 août 1906]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers **blanchisseurs** de Paris et du département de la Seine (166 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, PARIS, 10°. — [6 août 1906]. — Chambre syndicale indépendante des **employés** de l'industrie et du commerce du canton d'Ivry (19 membres). Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS, 3°. — 13 mai 1906]. — Groupe syndical des **hommes de peine** de la scierie mécanique pour l'ameublement (section du faubourg) (69 membres). Siège social : rue des Immeubles industriels, 9, PARIS, 11°. — [6 août 1906]. — Syndicat indépendant des **manœuvres** industriels (31 membres). Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS, 3°. — [15 juillet 1906]. — Syndicat général des ouvriers **mariniers** et parties similaires (92 membres). Siège social : rue d'Austerlitz, 3, PARIS, 12°. — [2 juin 1906]. — Chambre syndicale des chefs d'ateliers, conducteurs, débiteurs de la **menuiserie** en bâtiment du département de la Seine (60 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 50, PARIS, 10°. — [6 août 1906]. — Syndicat indépendant des ouvriers **métallurgistes** (ajusteurs, tourneurs, mécaniciens, chauffeurs et parties similaires). (15 membres). Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS, 3°. — [2 septembre 1906]. — Syndicat des ouvriers et employés en **photographie** et parties similaires (101 membres). Siège social : Bourse du Travail, PARIS, 10°. — [19 août 1906]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers des **raffineries** et parties similaires du département de la Seine (25 membres). Siège social : rue Clisson, 53, PARIS, 13°. — [20 septembre 1906]. — Syndicat général des professionnels des **travaux** publics (67 membres). Siège social : rue Calmels, 1, PARIS, 18°.

Seine-Inférieure [16 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** d'Aumale (35 membres). Siège social : Hôtel Sajot, rue Saint-Lazare, AUMALE. — [20 août 1906]. — Syndicat des ouvriers du magasin de transit des **tabacs** du Havre (29 membres). Siège social : Hôtel de Ville, LE HAVRE. — [8 juillet 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** du Val d'Aulnoy (38 membres). Siège social : REALCAMP. — [14 septembre 1906]. — Chambre syndicale des garçons et employés **bouchers** et parties similaires de Rouen et de la région (100 membres). Siège social : Bourse du Travail, ROUEN. — [26 août 1906]. — Chambre syndicale des employés, surveillants, suiveurs et pointeurs du **port** de Rouen (47 membres). Siège social : Bourse du Travail, ROUEN.

Seine-et-Marne [18 août 1906]. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** et parties similaires de Melun et des environs (41 membres). Siège social : Hôtel de ville, MELUN. — [16 août 1906]. — Syndicat des ouvriers **couvreurs**, plombiers, zingueurs de Melun et des environs (31 membres). Siège social : Hôtel de ville, MELUN. — [28 août 1906]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** de Melun et des environs (30 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, MELUN. — [20 mai 1906]. — Syndicat des ouvriers **peintres** de Melun et

des environs (66 membres). Siège social : Hôtel de ville, MELUN. — [24 juillet 1906]. — Union syndicale des ouvriers agricoles et parties s'y rattachant (2 membres). Siège social : chez M. Noël, octave rue du Pommeret, LE PLESSIS-L'ÉVÊQUE.

Seine-et-Oise [8 juillet 1906]. — Syndicat **typographique** et des parties similaires de la région d'Argenteuil (27 membres). Siège social : ancienne mairie, boulevard Héloïse, ARGENTEUIL. — [5 mai 1906]. — Syndicat des ouvriers de la **maçonnerie**, de la pierre, des terrassiers et parties similaires de Chaville (28 membres). Siège social : Grande-rue, 57, CHAVILLE. — [1^{er} septembre 1906]. — Syndicat indépendant des ouvriers de la **cristallerie** de Sèvres (45 membres). Siège social : route de Vaugirard, 66, BAS-MEUDON. — [2 septembre 1906]. — Syndicat professionnel des ouvriers **bûcherons** de Seine-et-Oise (80 membres). Siège social : Bourse du Travail, VERSAILLES. — [2 juillet 1906]. — Chambre syndicale ouvrière des élèves en **pharmacie** et garçons de laboratoire de Versailles et de Seine-et-Oise (19 membres). Siège social : Bourse du Travail, VERSAILLES.

Vaucluse [20 août 1906]. — Syndicat des employés et employés réunis de l'asile d'**aliénés** de Montdevergues (75 membres). Siège social : asile d'aliénés, quartier de Montdevergues, AVIGNON.

Oran [6 août 1906]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de la **chaise** (73 membres). Siège social : Bourse du Travail, ORAN.

3° SYNDICAT MIXTE.

Hérault [1^{er} septembre 1906]. — Syndicat professionnel des patrons-ouvriers et ouvriers **cordonniers** de la ville de Cette (18 membres). Siège social : café de la Bourse, CETTE.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Ille-et-Vilaine [10 juillet 1906]. — Union fédérative des syndicats ouvriers du **bâtiment** de Fougères (4 syndicats adhérents). Siège social, Bourse du Travail, FOUGÈRES.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

SYNDICATS PATRONAUX.

Morbihan [9 novembre 1903]. — Syndicat des patrons **cordonniers** de la ville de Lorient (16 membres). Siège social : au Château d'eau, LORIENT. — [25 mars 1904]. — Chambre syndicale des marchands de **poissons** de la ville de Lorient (20 membres). Siège social : rue de l'Hôpital, LORIENT. — [2 mai 1900]. — Syndicat des négociants en **vins** et spiritueux de Lorient (35 membres). Siège social : Chambre de commerce, LORIENT. — [5 janvier 1903]. — Syndicat des **meuniers** des environs de Pontivy (31 membres). Siège social : au Pigeon blanc, PONTIVY. — [25 février 1887]. — Syndicat des patrons **boulangers** de Vannes et des environs (20 membres). Siège social : rue du Four, 1, VANNES.

Seine-Inférieure [13 octobre 1889]. — Syndicat de la **boucherie** de Bolbec (20 membres). Siège social : place Carnot, 10, BOLBEC. — [28 janvier 1901]. — Syndicat des entrepreneurs de **vidanges** du Havre (2 membres). Siège social : rue Jeanne Hachette, 8, LE HAVRE.

Var [4 mai 1901]. — Syndicat des marchands de **bois** et charbons (27 membres).

Siège social : route de la Valette, 5, TOULON. — [5 mai 1904]. — Syndicat des entrepreneurs de **camionnage** de Toulon (19 membres). Siège social : rue Autechoux, 24, TOULON. — [5 juin 1896]. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** de la ville de Toulouse (42 membres). Siège social : Bourse du Travail, TOULON. — [14 juin 1904]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **maçonnerie** et de travaux publics de l'arrondissement de Toulon (44 membres). Siège social : rue Molière, 12, TOULON. — [3 juin 1904]. — Syndicat des entrepreneurs **plombiers** zingueurs (32 membres). Siège social : TOULON.

Vaucluse [29 novembre 1902]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** aptésienne (22 membres). Siège social : café Giraud, Apt. — [3 octobre 1898]. — Syndicat des **laitiers** d'Avignon (20 membres). Siège social : café du Commerce, place Pie, AVIGNON.

Oran [6 novembre 1904]. — Chambre syndicale des **maitres-imprimeurs** du département d'Oran (28 membres). Siège social : Hôtel de ville, ORAN. — [31 mars 1904]. — Syndicat des patrons **maréchaux-ferrants** de la ville d'Oran (17 membres). Siège social : ORAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [6 janvier 1904]. — Chambre syndicale des **commis** et employés de la ville d'Arles (4 membres). Siège social : Bourse du Travail, ARLES. — [2 janvier 1904]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** et ébénistes d'Arles (10 membres). Siège social : Bourse du Travail, ARLES. — [2 juin 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** de la ville d'Arles (10 membres). Siège social : Bourse du Travail, ARLES. — [8 juin 1904]. — Syndicat des ouvriers du **port** et parties similaires ou connexes de la ville d'Arles (20 membres). Siège social : Bourse du Travail, ARLES. — [11 août 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** d'Aubagne (26 membres). Siège social : rue de la République, 6, AUBAGNE. — [29 janvier 1905]. — Syndicat international des ouvriers déballleurs, entrepôts et huileries de Marseille (50 membres). Siège social : rue Antoine, 2, MARSEILLE. — [25 juillet 1904]. — Union syndicale des **musiciens** indépendants (46 membres). Siège social : quai du Canal, 12, MARSEILLE.

Morbihan [23 octobre 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **charretiers** des cantons de Vannes (55 membres). Siège social : salle Saint-Patern, VANNES.

Seine-Inférieure [18 février 1904]. — Syndicat des ouvriers **verriers** d'Aumale (30 membres). Siège social : rue Saint-Lazare, 43, AUMALE. — [2 octobre 1900]. — Chambre syndicale des **chaudronniers** en cuivre de la ville du Havre (8 membres). Siège social : rue Turenne, 22, LE HAVRE. — [27 août 1903]. — Syndicat indépendant des employés de bureau du Havre (33 membres). Siège social : rue Dumé-d'Aplemont, 25, LE HAVRE. — [2 avril 1904]. — Chambre syndicale des **maitres d'hôtels**, garçons restaurateurs et limonadiers du Havre (20 membres). Siège social : rue Fontenelle, 5, LE HAVRE. — [12 septembre 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers **journaliers** du Havre (315 membres). Siège social : rue Dumé-d'Aplemont, 25, LE HAVRE. — [27 août 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers **menuisiers** et ébénistes du Havre (42 membres). Siège social : rue Dumé-d'Aplemont, 25, LE HAVRE. — [20 avril 1901]. — Syndicat des ouvriers **peintres** du Havre et de l'arrondissement (25 membres). Siège social : cercle Franklin, LE HAVRE. [1^{er} octobre 1900]. — Chambre syndicale des **charretiers-livreurs** et parties similaires de Rouen et ses environs (400 membres). Siège social : Bourse du Travail, ROUEN. — [2 mars 1903]. — Syndicat des ouvriers **cordonniers-bottiers** de Rouen et de la région (41 membres). Siège social : Bourse du Travail, ROUEN. — [8 juin 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **jointoyeurs** de Rouen et les environs (15 membres). Siège social : Bourse du Travail, ROUEN. [15 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **monteurs en chaussures** de Rouen (31 membres). Siège social : Bourse du Travail, ROUEN.

Seine-et-Oise [9 juillet 1900]. — Syndicat des travailleurs de l'union des **gaz** de Rueil

{45 membres}. Siège social : Hôtel de ville, RUEIL. — [16 mai 1900]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **blanchisseurs** de Sèvres (232 membres). Siège social : rue du Théâtre, 9, SÈVRES. — [10 juin 1901]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Versailles et de la région (10 membres). Siège social : Bourse du Travail, VERSAILLES. — [9 septembre 1902]. — Syndicat des artistes **musiciens** de l'arrondissement de Versailles (17 membres). Siège social : rue de Satory, 1 bis, VERSAILLES.

Var [1^{er} mai 1904]. — Chambre syndicale ouvrière des **marbriers** de Toulon (18 membres). Siège social : Bourse du Travail, TOLLOX. — [24 novembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers**, ébénistes et similaires de La Seyne (30 membres). Siège social : Bourse du Travail, LA SEYNE. — [13 août 1903]. — Syndicat des **représentants** et voyageurs de commerce (47 membres). Siège social : café central, boulevard de Strasbourg, TOULON.

Vaucluse [28 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **chapeliers** de paille et feutre (17 membres). Siège social : ancien corps de garde des prisons, AVIGNON. — [15 septembre 1900]. — Syndicat des ouvriers **ferblantiers**, plombiers zingueurs et parties similaires de la ville d'Avignon (34 membres). Siège social : rue Banasterie, AVIGNON. — [14 mars 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers**, zingueurs et parties similaires de Cavaillon (61 membres). Siège social : café Grégoire, CAVAILLOX.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — <i>Compte rendu des séances.</i> — <i>Rapports</i> : Bureaux de placement (M. Thévenet). — Protection des salaires (M. Martelin). — Création d'un office du travail (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
2 ^e SESSION (1892). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapports</i> : Organisation du crédit populaire (MM. Labeyrie et Delahaye). — Sociétés coopératives de crédit (M. Lyon-Caen). — Habitations ouvrières (M. Siegfried). — Musée d'économie sociale (M. Linder). — Règlements d'atelier (M. Keufer). — Pétition des typographes de Lyon. — 1 vol. in-4° 252 p. 3 fr.....	Épuisé.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapport</i> sur l'organisation du crédit populaire (M. Many). — 1 vol. in-4°, 341 p. 3 fr. 30.....	Épuisé.
5 ^e SESSION (1895). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapport</i> sur la création de chambres de travail (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
6 ^e SESSION (1896). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapports</i> : L'insaisissabilité des pensions ouvrières (M. Paulet). — La question du chômage (MM. Moron, Finance et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p. 1 fr. 80.....	Épuisé.
<i>Rapport</i> sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail. — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60.....	Épuisé.
Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	1 fr.
7 ^e SESSION (1897). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapport</i> sur le système actuel des adjudications (M. Keufer). — Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-4°, 299 p. 3 fr.....	Épuisé.
8 ^e SESSION (1898). — <i>Compte rendu.</i> — <i>Rapport</i> sur le marchandage (M. Goy). — Note de l'Office du travail sur le marchandage. — 1 vol. in-4°, 127 p. 1 fr. 80.....	Épuisé.
9 ^e SESSION (1900). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 525 p. 4 fr. 50.....	Épuisé.
Les conseils de prud'hommes (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p.....	3 fr. 60.
Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p.....	1 fr.
10 ^e SESSION (1901). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4° de 175 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
<i>Rapport</i> et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p. 3 fr.....	Épuisé.
<i>Rapports</i> sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest. — 1 broch. in-4°, 28 p.....	1 fr.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 147 p.....	1 fr. 80.
Apprentissage : enquête et documents (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p.....	4 fr. 50.
<i>Rapport</i> sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p. 1 fr.....	Épuisé.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 224 p.....	2 fr. 70.
Les caisses de chômage. — 1 vol. in-4°, de 148 p.....	1 fr. 80.
Réglementation du travail dans les industries de transport (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p.....	1 fr. 50.
Enquête et documents sur le délai-congé. — 1 vol. in-4°, 104 p.....	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 233 p.....	1 fr. 80.
Le repos hebdomadaire (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 vol. in-4°, 73 p.....	1 fr. 50.
Le délai-congé (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p.....	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 135 p.....	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 168 p.....	2 fr. 25.
L'enseignement professionnel (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p.....	2 fr. 25.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893). 8 fr.....	Épuisé.
Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).....	1 fr. 50.
De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr.....	Épuisé.
Examen du 6 ^e rapport annuel du Dép ^t du travail des Etats-Unis. — Des ateliers et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 50.....	Épuisé.
Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — Tome 1 ^{er} : Seine. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893) — Tomes II et III : Départements. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — Tome IV : Résultats généraux. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — Manufactures de l'Etat et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — Album graphique. — 29 planches in-8° (1897) 4 fr.....	Épuisé.
La petite industrie (salaires, durée du travail). — Tome 1 ^{er} : L'alimentation à Paris. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — Tome II : Le vêtement à Paris. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr.....	Épuisé.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}. (Suite.)

L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Saisie-arrest sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers</i> . — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail</i> . — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : <i>En Allemagne</i> . — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — <i>En Autriche</i> . — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie : <i>Accidents</i> . — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
2 ^e partie : <i>Maladie, invalidité, Vieillesse</i> . — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.....	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique</i> . — (1899). — Tome II : <i>Cuirs et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois</i> . — (1901). — Tome III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses</i> . — 4 vol. in-8° de 905, 896, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Mélin, agrégé de l'Université</i> . — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901). 1 fr. 50.....	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques</i> . — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.	
Dénombrement général. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Épuisé.
Dénombrement des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50.....	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux</i> . — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé), chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est</i> . — 1 vol. in-4° de 870 p. — Tome II : <i>Population présente, région du Sud-Est</i> . — 1 vol. in-4° de 818 p. — Tome III : <i>Population présente, région de l'Ouest et du Midi</i> . — 1 vol. in-4° de 906 p., chacun.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle, Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892</i> . — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
Années 1893 à 1898. — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr. — 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1 ^{er} volume <i>Mouvement de la population</i> . — 4 vol. in-8° de 313, 289, 105 et 384 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun....	5 fr.
Année 1904. — 1 vol. in-8° de 638 p.....	7 fr. 50.
Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 2 ^e volume : <i>Institutions d'assistance</i> . 5 vol. — in-8° de 211, 105, 103, 103 et 103 p. (épuisés, sauf 1902, 1903 et 1904), chacun.....	5 fr.
Annuaire statistique. — Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p. — (Épuisés : années 1886, 1888, et 1890 à 1904, sauf 1901), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1905). — 15 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905), chacun.....	3 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	4 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905. — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905), chacun.....	1 fr. 50.
	5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e.
 MUZARD et EBIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{er}.
 GEORGES ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7^e.
 CRAVAILIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, à Paris-6^e.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Revue du travail en octobre.	1101	Allemagne : Revue du travail. — Placement. —	
Situation par industries.	1102	Les cartels ou unions locales de syndicats en	
Grèves en octobre.	1111	1905.	1146
Conciliation et arbitrage en octobre.	1118	Autriche : Placement. — Grèves.	1149
Les associations ouvrières de production et les so-		Belgique : Marché du travail. — Grèves.	1149
ciétés coopératives de consommation et de cré-		États-Unis : Revue du travail.	1150
dît au 1 ^{er} janvier 1906. (1 ^{er} article : Produc-		Pays-Bas : La revue mensuelle du bureau de statis-	
tion.)	1120	tique.	1150
La population active de nationalité étrangère,		Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —	
d'après le recensement professionnel du 24 mars		Le 39 ^e congrès des Trade-Unions.	1151
1901.	1124	Italie : Grèves. — Les fédérations de métiers et les	
Statistique des travaux de secours en cas de chô-		chambres de travail au commencement de 1906.	1154
mage en 1905.	1127		
<i>Jurisprudence.</i>		<i>Actes et documents officiels.</i>	
Louage de services : règlement d'atelier suppri-		Rapport et décret du 25 octobre 1906 créant le	
mant le délai-congé. — Promesse faite à un ou-		Ministère du travail et de la prévoyance sociale.	1158
vrier blessé de lui assurer de l'ouvrage : renvoi		<i>Renseignements divers.</i>	
au bout de huit jours.	1136	Analyse, par département, des renseignements	
<i>Mouvement social international.</i>		fournis par les associations patronales.	1161
Conventions internationales de Berne sur l'interdic-		Analyse, par département, des renseignements	
tion du travail de nuit des femmes et sur l'in-		fournis par les associations ouvrières.	1168
terdiction de l'emploi du phosphore blanc dans		Commerce extérieur; transports; prix courants di-	
l'industrie des allumettes.	1138	vers.	1184
4 ^e assemblée générale de l'association internatio-		Tableau comparatif des faillites et liquidations ju-	
nale pour la protection légale des travailleurs.	1142	diciaires en 1903 et 1904.	1185
		Prix au détail de certaines denrées au cours du	
		1 ^{er} et du 2 ^e trimestre 1906.	1186
		Mouvement syndical.	1188

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^e, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr.).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr.).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE. 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE. 3 fr. 50 —

PUBLICATIONS

DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Décembre 1904). Un volume in-8 de 334 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 60.

N° 2. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905) et Règlements d'administration publique du 28 février 1899. Brochure de 32 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 3. — Jurisprudence (1. Mars 1902). Un volume de 937 pages.

Prix : 10 francs — Franco 11 francs.

N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. Brochure de 26 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

N° 5. — Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). Brochure de 63 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 10.

N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. Un volume de 449 pages.

Prix : 5 francs — Franco 5 fr. 75.

N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. Brochure de 84 pages.

Prix : 1 fr. 30 — Franco 1 fr. 40.

N° 9. — Jurisprudence. (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. Un volume de 363 pages.

Prix : 4 francs — Franco 4 fr. 50.

N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. Brochure in-8° de 95 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. Un volume de 304 pages.

Prix : 3 fr. 25 — Franco 3 fr. 75.

N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). Brochure de 96 pages.

Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.

N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. Brochure in-8° de 48 pages.

Prix : 0 fr. 20 — Franco 0 fr. 30.

N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence. 1904. Un volume de 116 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN. 1904. Brochure de 34 pages.

Prix : 0 fr. 35 — Franco 0 fr. 45.

N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905.). Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs.

Prix : 2 fr. 75 — Franco 3 fr. 15.

N° 17. — Jurisprudence. (V. Mars 1905). Un volume de 147 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.) 1903. Brochure in-8° de 34 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. Brochure de 52 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages.

Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.

L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 44 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1903. Volume de 247 pages.

Prix : 0 fr. 85 — Franco 1 fr. 20.

L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. Volume de 156 pages.

Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

Les capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages.

Prix : 1 fr. 20 — Franco 1 fr. 35.

Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages.

Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 15.

Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes.

Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.

Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des députés, le 15 avril 1905). Brochure de 61 pages.

Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

Les assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905), par le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. Brochure de 28 pages.

Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

*Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
Direction du travail,
PARIS (VII^e).*

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de d'octobre, la fin des vendanges a amené, comme tous les ans, une recrudescence de chômage parmi les ouvriers viticoles du Midi; le chômage reste au même niveau chez les bûcherons, qui depuis la fin des battages sont occupés aux semailles et à l'arrachage des betteraves et des pommes de terre, en attendant l'embauchage pour les coupes d'hiver. Le travail a baissé dans l'horticulture de la région parisienne, mais il reste néanmoins satisfaisant pour l'époque.

Le travail est très actif dans les mines.

Dans l'industrie du bâtiment, l'activité reste à peu près au même niveau que le mois dernier.

Dans l'industrie textile, la situation, d'une manière générale, reste stationnaire dans le Nord et la Normandie; l'activité se maintient dans les Vosges; elle s'est améliorée dans la région de Roanne. Dans la soie le travail est plus abondant dans les tissages de la région de Saint-Étienne; dans la région lyonnaise ce sont les usines de tissage mécanique qui montrent le plus d'activité. Le travail a repris dans les industries du vêtement et de la chapellerie.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'octobre 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

Dans les industries des métaux, la situation est toujours très satisfaisante; le chômage a diminué chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

La reprise s'accroît dans les industries du livre.

1,318 syndicats, groupant 267,740, ouvriers, ont répondu, pour octobre 1906, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,110 groupant 216.006 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 14,743, ce qui correspond à une moyenne de 7.5 p. 100, mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris, et de 6.8 p. 100 en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais. La première de ces moyennes était, le mois dernier, de 5.9 p. 100; elle était de 8.9 p. 100 en octobre 1905.

L'ouvrage, pendant le mois d'octobre 1906, a été jugé, par comparaison avec le mois de septembre, plus abondant, par 22 p. 100 des syndicats, groupant 25 p. 100 des syndiqués; équivalent par 52 p. 100 des syndicats, groupant 57 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 26 p. 100 des syndicats, groupant 18 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 766 syndicats, groupant 142,681 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 325, groupant 71,377 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1810) accusent 4 p. 100 de chômeurs contre 4.5 le mois dernier et 6 en octobre 1905; à Dunkerque (943) ils en accusent 15.9 p. 100; à Boulogne (982) 0 p. 100. Sur les côtes bretonnes, la pêche a donné d'assez bons résultats à Douarnenez (1515), Audierne (211), au Bono (125) et au Palais (95); dans le golfe de Gascogne, à Bayonne (469), les marins-pêcheurs accusent 38 p. 100. A Châtelailon (1,100), la saison pour les pêcheurs d'huîtres a commencé le 15 octobre : tous sont occupés 56 heures par semaine.

D'après les réponses de 67 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 10,139 membres le nombre des chômeurs syndiqués était, à la fin d'octobre, de 2,555, soit 25.2 p. 100 contre 11.6 le mois dernier et 28.1 p. 100 en octobre 1905; la situation était considérée comme satisfaisante par 24 p. 100 des syndicats et 52 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 2,555 chômeurs, 2,354 sont signalés par 52 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 4,472 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 44, 60.3 et 47.8 p. 100 contre 5.3, 18.6 et 27.2 le mois dernier : comme tous les ans, le chômage augmente après les vendanges pour ne diminuer qu'au moment de la taille de la vigne; 5 syndicats seulement sur 52 n'accusent aucun chômeur. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,176) annonce 17 chômeurs au lieu de 8 le mois dernier et de 67 en octobre 1905 : la situation est toujours satisfaisante; le syndicat ouvrier des jardiniers (2070) n'accuse aucun chômeur, bien que le travail ait baissé; les ouvriers agricoles de Lieusaint en accusent 18.8 p. 100. Pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles de Cahors (120).

Les 83 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois d'octobre le

nombre de leurs chômeurs accusent 1,462 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 7,732 membres, une proportion de 18.9 p. 100 contre 19.7 p. 100 le mois dernier et 27.1 en octobre 1905. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 65 p. 100 des syndicats et 60 p. 100 des syndiqués. Les battages sont terminés à peu près partout : en attendant l'embauchage des coupes d'hiver les bûcherons sont occupés aux semailles, ainsi qu'à l'arrachage des betteraves et des pommes de terre; on ne signale aucun chômeur dans 0 centre sur 6 dans l'Allier; dans 9 sur 26 dans le Cher; dans 3 sur 10 dans l'Yonne et dans 18 sur 26 dans la Nièvre; le chômage atteint 63.5 p. 100 contre 49.7 p. 100 le mois dernier dans l'Allier pour 6 syndicats groupant 521 syndiqués; il est de 22 contre 30.8 dans le Cher pour 26 syndicats groupant 2,135 syndiqués, de 11.8 contre 18.6 dans la Nièvre pour 26 syndicats groupant 2,232 membres et de 29.8 contre 16 dans l'Yonne pour 10 syndicats groupant 1,139 membres. Enfin 5 syndicats de résiniers des Landes groupant 862 membres n'accusent que 2 chômeurs contre 8 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur près de 162,000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'octobre 1906. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	97,793	6.03	9	"	"	2.78	97.22
Loire.....	14,734	5.96	"	"	"	12.36	87.64
Gard et Hérault	15,019	6.00	"	"	"	"	100
Tarn et Aveyron	10,493	5.83	"	"	"	28.69	71.31
Provence (lignites).....	2,581	5.73	"	"	"	39.21	60.79
Isère	1,757	6.00	"	"	"	"	100
Ouest.....	280	6.00	"	"	"	"	100
Bourgogne et Nord-Est..	9,725	6.00	"	"	"	"	100
Centre.....	9,611	6.00	"	"	"	"	100
ENSEMBLE pour la France.	161,993	6.00	"	"	"	5.28	94.72

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.93; il était de 5.97 en octobre 1905. D'après les réponses de 23 syndicats, le chômage serait de 0.5 p. 100 sur un effectif de 28,929 syndiqués; il était de 0.3 ⁽¹⁾ p. 100 les deux mois derniers pour 28,929 syndiqués et de 2.1 p. 100 en octobre 1905 pour 10,962 syndiqués; le syndicat de Lens (20,000) accuse 0 p. 100 contre 0.3 les trois mois derniers ⁽¹⁾; celui de Montceau-les-Mines (5,026) 2.5 p. 100.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est

⁽¹⁾ Les rectifications insérées dans le texte et en note au sujet de ces moyennes dans le *Bulletin* d'octobre 1906, page 987, doivent être considérées comme nulles et non avenues.

de 2.4 p. 100 pour 22 syndicats groupant 2,498 ouvriers contre 4.6 p. 100 le mois dernier et 5.8 en octobre 1905. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérrouville (187), Saint-Restitut (125), Volvic (150) et Chevreuse (680). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Rimogne (205), Rochefort en terre (190), 1.2 p. 100 à Fumay (346).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 52 syndicats, groupant 10,397 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en octobre, soit 1852, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 17.8 p. 100 contre 8.5 le mois dernier et 14.4 en octobre 1905. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 63 p. 100 des syndicats et 63 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Bordeaux (956), les garçons de restaurant et limonadiers de Marseille (350), Nice (900) et Alger (184), les maîtres d'hôtel de Rouen (529); le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Toulouse (110), Roubaix (110) et Calais (140), les pâtisseries (300) de Bordeaux, les bouchers de Marseille (150) et de Lyon (715), les maîtres d'hôtel du Havre (591) et les chocolatiers de Noisiel (207). A Paris, les pâtisseries de la Seine (1,348), accusent 7.9 p. 100 de chômeurs contre 7.9 le mois dernier; les confiseurs (261) 3.1 contre 5.8; les garçons de cuisine (883), 20 p. 100; les employés d'hôtel de la Bourse du travail (330) 32.3 p. 100 contre 27.2; chez les limonadiers, le syndicat de la rue Réaumur (200) en accuse 25 p. 100; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (180) n'accusent aucun chômeur.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de septembre 1906, douzième mois de la campagne 1905-1906, s'élevait à 2,528,239 hectolitres contre 2,341,355 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 186,884 : l'augmentation provient des alcools de betteraves (1,103,339 hectolitres au lieu de 846,346) et de mélasses (788,747 hectolitres au lieu de 469,669). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 132,653 hectolitres, soit une différence en plus de 45,110 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1904-1905 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin d'octobre 1906 (deuxième mois de la campagne 1906-1907), le nombre de fabriques dans lesquelles les travaux de défécation étaient en cours d'activité, s'élevait à 272 contre 291 à l'époque correspondante de la campagne 1905-1906. La quantité de sucre travaillée à la même époque, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 296,583 tonnes, soit 89,861 tonnes de moins qu'à l'époque correspondante de la campagne 1905-1906 ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 1,394 ouvriers, ressort à 0 p. 100 contre 5.5 p. 100 le mois dernier et 10.4 en octobre 1905. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Bordeaux (150), Toulon (250), Reims (160) et Nice (360) sont tous occupés; le travail est plus abondant chez les travailleurs du gaz de Paris (4,600). Les ouvriers en produits chimiques de Premery (255) n'ont pas de chômeurs.

Les ouvriers des papeteries d'Anould (630), Besançon (280), Brignoud (325), Fourneaux (100) et Albertville (250) sont tous occupés, ceux d'Étival (750) accusent

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 19 octobre 1906.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 novembre 1906.

1.6 p. 100 de chômeurs contre 14 le mois dernier. Les relieurs-papetiers de Toulouse (226) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0.9 le mois dernier; les papetiers-régisseurs de Lyon (120) 5 p. 100; ceux de Paris (125) 0 p. 100.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 171 pour 84 syndicats groupant 4.181 adhérents, soit 4.1 p. 100; pour Paris, de 244 pour 11 syndicats groupant 6.410 adhérents, soit 3.8 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 6.3 p. 100, et pour Paris de 3.6 p. 100; elle était, pour le mois d'octobre 1905, de 4.3 p. 100 pour la province, de 4.7 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 83 p. 100 des syndicats de province groupant 71 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 23 syndicats, équivalent par 34, moins abondant par 10 autres. Il y a 5.5 p. 100 de chômeurs contre 2.9 le mois dernier chez les typographes (145) de Grenoble; 6.7 contre 8.3 chez les lithographes de Lyon (149); 7.5 contre 13 chez ceux de Saint-Etienne (160); 7 contre 14 chez les typographes de Lille (400); 0 contre 0 au Havre (110); 2.3 contre 3.9 à Bordeaux (258); 1.3 à Amiens (160) contre 0; 1.8 à Nancy (280) contre 3.5; 3.7 à Versailles (135) contre 5.7; 21.7 à Alger (115).

A Paris, le travail est, en général, plus satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (3,800) accuse 117 chômeurs contre 150 le mois dernier et 210 en octobre 1905; les conducteurs de la *Gutenberg* (411) en accusent 5.2 p. 100; les imprimeurs de journaux (227) 8.4 p. 100 contre 4.9. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (160) accuse 9.4 p. 100 de sans-travail contre 10.5 le mois dernier; la *Résistance* (280) 16.8 p. 100; les stéréotypeurs (200) 1 p. 100 contre 0.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 18 syndicats, groupant 4,730 ouvriers, atteint 14.4 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 3.5 p. 100, elle était de 17.3 p. 100 en octobre 1905. Les tanneurs-corroyeurs de Châteaurenault (200) sont tous occupés. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) ont 2 p. 100 de chômeurs contre 1 le mois dernier et 4 en octobre 1905, avec une semaine de 40 heures; les palissonneurs (400) en accusent 0 p. 100 contre 0 le mois dernier, avec une semaine de 60 heures. Les mégissiers et chamoiseurs de Millau (110) ont 0 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier. A Grenoble, les mégissiers (580) en ont 11.6 p. 100 contre 4.4 et font 47 heures; les palissonneurs (155) en ont 10 p. 100 contre 1.3 et font 50 heures; les moutonniers de Graulhet (1,200) accusent 8.3 p. 100 contre 0 le mois dernier et 5.2 en octobre 1905; la semaine est de 60 heures pour les autres. Les ouvriers de la peau de mouton de Mazamet ont 63 p. 100 de chômeurs.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 3.5 p. 100 pour 19 syndicats groupant 2,327 ouvriers contre 4.7 le mois dernier et 7.2 en octobre 1905. Les cordonniers de Romans (850) sont tous normalement occupés; ceux de Limoges (425) accusent 4 p. 100 de sans-travail contre 4.4 le mois dernier et font 45 heures par semaine; ceux d'Angers (150) accusent 10 p. 100 contre 25; les coupeurs de Fougères (357) 1.1 p. 100.

Les selliers-harnacheurs de Paris (100) accusent 2 p. 100 de chômeurs contre 1 le mois dernier.

Dans la ganterie, à Millau, l'*Union* (1,000) n'accuse aucun chômeur.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 70 syndicats, groupant 23,735 adhérents, était, à la fin d'octobre, de 1,251, soit 5.3 p. 100; la proportion était de 5 p. 100 le mois dernier, elle était de 7.6 en octobre 1905.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait 4.6 p. 100 de chômeurs contre 4.6 le mois dernier et 7.5 p. 100 en octobre 1905, la semaine serait de 60 heures, le travail est stationnaire, mais la situation reste assez satisfaisante; à Tourcoing, d'après le syndicat de l'industrie du tissu (347), le chômage serait de 5.2 p. 100 contre 5.2 le mois dernier, la semaine serait de 60 heures; d'après le syndicat textile (118) le chômage serait de 3.4 p. 100 et la semaine de 50 à 60 heures; les tapissiers en grosse moquette (277) accusent 11.2 p. 100 contre 10.8; à Lille, les fileurs de lin, chanvre et jute (475) accusent 17.7 p. 100 et une semaine de 60 heures; à Armentières, le syndicat mixte (1,827) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait de 50 à 60 heures; à Houplines (1,500) il y a 1.1 p. 100 de chômeurs contre 0.8, la situation est estimée assez satisfaisante pour l'époque, la semaine est de 60 heures; à Hazebrouck (400) il y a 15 p. 100 de chômeurs contre 15, la semaine est toujours de 59 heures; à Halluin (1,100) le chômage est de 5 p. 100 contre 6 et la semaine de 60 heures; dans les petits centres de tissage pas de chômeurs à Comines (150), Bailleul (250), Villers-en-Cauchies (150), Fourmies (230); 2.4 p. 100 à Beuvillers (116) contre 2.6; 3.1 contre 4.8 à la Gorgue-Estaires (582); 0.9 au lieu de 1 à Nieppe (425). Pour l'ensemble de 20 syndicats du Nord groupant 15,097 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.4 p. 100 contre 3.9 le mois dernier.

Dans les Vosges, les 7 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 3.9 p. 100 de chômeurs sur 1,026 syndiqués contre 1.2 le mois dernier; la semaine est partout de 60 heures au moins; il n'y a de chômeurs qu'à Saint-Dié (400) où l'on en signale 10 p. 100 contre 4 le mois dernier et 0 en octobre 1905.

Dans les centres normands, à Rouen, les ouvriers du coton (2,000) estiment le travail moins abondant et la situation non satisfaisante, la semaine atteindrait toutefois 60 heures; ceux de Bolbec (160) font 49 heures sans chômeurs; ceux de Lillebonne (175) en accusent 0.6 p. 100: le travail est plus abondant. A Évreux, le syndicat indépendant (161) et l'autre (125) accusent 0 chômeur et 60 heures par semaine. A Flers (182), il n'y a aucun chômeur et la semaine est de 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, la semaine est de 54 heures à Roanne (1,000) avec 1.4 p. 100 de chômeurs; elle est de 60 heures à Bourg-de-Thizy (640) avec 7.2 p. 100 de chômeurs contre 8.7 le mois dernier.

Dans les Ardennes, à Sedan, l'Union des tisseurs (168) accuse 0 p. 100, le syndicat des tisseurs et tisseuses (230) 1.7; 34 p. 100 à Floing (196); à Saint-Menges (260), les ouvriers en tissus en accusent 9.3 p. 100 contre 9.6, avec 60 heures par semaine. Dans la Marne, à Reims, il n'y a pas de chômeurs dans l'industrie lainière (350), la semaine est de 60 heures, le travail est stationnaire. A Vienne (391) les ouvriers textiles accusent 32 p. 100 de chômeurs.

Dans l'Ouest, à Romorantin (500), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés de 60 à 66 heures, le travail est satisfaisant pour l'époque; à Angers, les ouvriers textiles (150) ont 0 chômeur et font 60 heures. La situation reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: en particulier les tisserands de Mortagne-sur-Sèvre (225) ne signalent aucun chômeur. Les tapissiers d'Aubusson (128) sont tous occupés 60 heures. A Lavelanet (520), les ouvriers textiles accusent 18 p. 100 contre 29.6 le mois dernier.

Dans la soie, le syndicat indépendant de Saint-Étienne (120) accuse 4 p. 100 de sans-travail contre 1.7 le mois dernier, le travail est plus abondant, la semaine

est de 60 heures; les ouvriers en soieries de Charlieu (150) accusent 4 p. 100 de chômeurs contre 8 le mois dernier : le travail augmente. Dans l'Isère, le travail est satisfaisant à Montalieu-Vercieu (230). Dans la région lyonnaise, les ordres de tissage, dans les usines de tissage mécanique, arrivent avec un empressement qui s'est plutôt accentué en ce qui concerne la mousseline et presque tous les articles teints en pièce; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, les commissions de nouveautés pour le printemps tardent toujours à faire leur apparition, et l'on retrouve les mêmes étoffes sur le même nombre de métiers; à la campagne, dans les ateliers à bras, le travail, depuis deux mois, s'est affaibli notablement, sauf dans les régions où l'on tisse le teint en pièce et la nouveauté ⁽¹⁾. Les ouvriers du tissage mécanique de Lyon (500) font tous 60 heures.

Dans le tulle, à Caudry, l'Union des tullistes (600) accuse 0 chômeur; les ouvriers en tulles unis et grecs (175) 1.2 p. 100. A Saint-Quentin, les ouvriers tullistes en accusent 3.7 p. 100. A Lyon, (750), ils sont tous occupés d'une façon satisfaisante.

Dans la teinture et l'apprêt, à Roanne, les teinturiers (240) accusent 3.6 p. 100, les apprêteurs (218) 0.9; à Lyon, les imprimeurs sur étoffes (200) en accusent 25 p. 100 contre 75. Les blanchisseurs et apprêteurs de Cholet (118) sont tous occupés. A Paris, les teinturiers-dégraisseurs (350) estiment le travail satisfaisant.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 7.7 p. 100 pour 20 syndicats, groupant 2,524 ouvriers et ouvrières, contre 16 p. 100 le mois dernier et 7.4 en octobre 1905. Le travail est considéré comme plus abondant par 16 syndicats, équivalent par 6, moins abondant par 2. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 77 p. 100 des syndicats et 77 p. 100 des syndiqués; à Paris les coupeurs-tailleurs de la Bourse du travail (150) accusent 20 p. 100 contre 50; les coupeurs-chemisiers (280) 4.3 contre 2.9. Pas de chômeurs à Bourges (210), Saint-Quentin (239), Arles (110), Limoges (201); les tailleurs et couturières de Nice (403) en accusent 25.3 contre 70.4 le mois dernier.

Chez les chapeliers, casquetiers, etc., la moyenne du chômage est de 2.3 p. 100 pour 11 syndicats groupant 1,180 ouvriers contre 3 le mois dernier et 2.2 en octobre 1905; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (117) accusent 2.6 p. 100 de chômeurs contre 2.6 le mois dernier; les ouvrières (100) 0 contre 0; les chapeliers en fantaisie (100) 0 contre 0; les casquetiers (494) 0 contre 0. Pas de chômeurs chez les chapeliers de Chazelles-sous-Lyon (139).

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 43 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,703 ouvriers, qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail, est de 9.7 p. 100 contre 5.6 le mois précédent et 13 en octobre 1905 : la situation est estimée satisfaisante par 64 p. 100 des syndicats et 62 p. 100 des syndiqués. Les calfatage-perceurs de Marseille (440) accusent 57.1 p. 100 de chômeurs contre 30.7 le mois dernier; les ouvriers des chantiers du Palais (180) 19.4 p. 100. Les charpentiers d'Armentières (100) accusent 0 contre 0 le mois dernier; les ouvriers du bois d'Halluin (300) 5 contre 7; les menuisiers de Limoges (110) 0 contre 0; ceux de Vannes (102) 10 contre 14.7; ceux de Doyet (109) 0. A Paris, le syndicat libre des menuisiers (201) n'accuse aucun chômeur.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 18 syndicats groupant 1,417 ouvriers, est de 3.9 p. 100 contre 7.3

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 novembre 1906.

le mois dernier et 7.5 en octobre 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 81 p. 100 des syndicats et 95 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 4.9 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (430), au lieu de 5 le mois dernier et de 20 p. 100 en octobre 1905: l'activité est satisfaisante; 0 p. 100 chez les menuisiers de Cannes (136) et les tourneurs de Felleries (100); 9 p. 100 chez les marbriers du meuble (103) de Paris.

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 0 p. 100 pour 4 syndicats, groupant 175 ouvriers, contre 0.6 p. 100 le mois dernier et 5.3 en octobre 1905.

Chez les tonneliers, le chômage est de 11.2 p. 100 pour 11 syndicats, groupant 742 ouvriers, contre 8.8 le mois dernier et 3.6 en octobre 1905. Pas de chômeurs à Cognac (104), Libourne (120) et Alger (100).

Dans la carrosserie, 6 syndicats groupant 6,896 ouvriers annoncent 1.7 p. 100 de chômeurs contre 0.6 le mois dernier et 3 en octobre 1905. A Paris, l'Union de la voiture (6,630) en accuse 1.7 p. 100 contre 0 le mois dernier; les compagnons charrons (159) 0 p. 100.

Les layetiers-emballleurs de Paris (275) ont 1.1 p. 100 de chômeurs contre 1.1 le mois dernier et 0.5 en octobre 1905. Les bouchonniers de Lavardac (150) en ont 2 p. 100; les vanniers de Fayl-Billot (209) sont tous occupés.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 98 syndicats groupant 21,656 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin d'octobre, de 716, soit 3.3 p. 100 contre 5.8 le mois dernier et 3.1 en octobre 1905.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 0.3 p. 100 pour 17 syndicats groupant 2,821 ouvriers contre 0.9 le mois dernier et 3 en octobre 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 89 p. 100 des syndicats, groupant 97 p. 100 des syndiqués; 0 p. 100 de chômeurs à Revin (950), Hiraumont-en-Rocroi (110), Vigne-aux-Bois (150), Ferrière-la-Grande (204), Lille (500), Stenay (250), Amiens (130); 3.8 p. 100 à Monthermé (160).

24 syndicats de métallurgistes, groupant 7,062 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 2 p. 100 de chômeurs contre 3 le mois dernier et 1.8 en octobre 1905; la situation est estimée satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 92 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Raucourt (160), Fumay (450), Saint-Amand-les-Eaux (500), Sous-le-Bois (300), Longwy-Bas (125), Saulne (110), Guérigny (493), Fumel (360), le Creusot (2,500); 5.7 p. 100 à Troyes (140) contre 7.7 le mois dernier; 15.9 p. 100 à Commeny (315).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 1.5 p. 100 pour 25 syndicats, groupant 6,052 ouvriers, contre 2.1 le mois dernier et 1.6 en octobre 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 81 p. 100 des syndicats et 89 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Revin (500), Corbeil (250), Lyon (133 serruriers); 6.7 p. 100 à Marseille (225); 4.3 à Reims (117) contre 5.9; 1.3 à Bordeaux (298) contre 2.3 le mois dernier. A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 18 chômeurs sur 2,810 syndiqués contre 36 le mois dernier et 21 en octobre 1905.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,594) ont 27 chômeurs contre 30 le mois dernier et 24 en octobre 1905; les ouvriers en instruments de musique (150) en ont 1.3 p. 100 contre 1.3. Les horlogers de Cluses (160) en accusent 17.5 p. 100 contre 19.6 le mois dernier.

Dans la coutellerie, les émoisseurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (660), malgré

l'abondance du travail, ne font que 28 heures par semaine par suite de la sécheresse; le chômage atteint 4.3 p. 100 contre 10.1 le mois dernier chez les mineurs de Thiers (660). Chez les ferblantiers-boitiers des côtes bretonnes, le chômage est de 86 p. 100 à Concarneau (350) contre 14.3 le mois dernier; 0 à Douarnenez (526) contre 7.8; 0 à Guilvinec (110) contre 100; 9.3 p. 100 chez les aiguiseurs-polisseurs de Saint-Étienne (108); 0 chez les tôliers-fumistes de Lyon (175); 7.4 chez les maréchaux-ferrants de Bordeaux (108).

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 154 syndicats, groupant 15,686 adhérents, était, à la fin d'octobre, de 10 p. 100; elle était de 10.5 p. 100 le mois précédent et de 12 p. 100 en octobre 1905.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 10.3 p. 100 pour 102 syndicats groupant 10,627 ouvriers contre 12.3 le mois dernier et 15.9 en octobre 1905; le chômage dépasse la moyenne, notamment à Marseille (140 cimentiers), Toulouse (131 terrassiers), Cannes (230), Porcieu-Amblagnieu (300), Épernay (306); le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Marseille (380 maçons), Toulouse (213 maçons), Calais (425), Saint-Servan (450), Saint-Brieuc (198), Montluçon (209), Auch (287), Dieppe (211), Parnell (140), Versailles (204), Orsay (100). A Paris, les tailleurs de pierre (2,500) accusent 15.6 p. 100 de chômeurs contre 20 le mois dernier. Dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 73 p. 100 des syndicats et 75 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 13.8 p. 100 pour 34 syndicats groupant 3,182 ouvriers contre 6.4 le mois dernier et 7.8 en octobre 1905; il y a 50 p. 100 de chômeurs à Roubaix (300) contre 33 le mois dernier; 25 à Nancy (200) contre 0.8; 8.3 à Bordeaux (120) contre 0; 0 à Rouen (146). A Paris les stucateurs (103) accusent 11.7 p. 100 contre 14.7 le mois dernier; les peintres (831) 2.8 p. 100 contre 3.8.

6 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 513 ouvriers accusent 1 p. 100 de chômeurs contre 1.1 le mois dernier et 4 en octobre 1905. Les marbriers de Jeumont (128) sont tous occupés; les granitiers de Vire (229) accusent 0.4 p. 100 de chômeurs comme le mois dernier.

A Paris les fumistes (642) en accusent 12.5 p. 100; les monteurs-levageurs (250) 0.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudières de Contes-les-Pins (135), Beffes (149), Albi (120); 5 p. 100 chez ceux de Saint-Léger-le-Petit (143); 0 p. 100 chez les cimentiers de Boulogne-sur-Mer (650); 19.2 chez les plâtriers de Saint-Jean-de-Maurienne (130). Les potiers de Vallauris (208) accusent 0 p. 100 de sans-travail contre 0 le mois dernier. Les faïenciers de Montereau (300) sont tous occupés. Il en est de même des tuiliers-céramistes (250) de Marseille.

Dans l'ensemble des 9 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 0 p. 100 pour 280 syndiqués contre 9.7 le mois dernier et 5.4 en octobre 1905. Les boucheurs à l'émeri de Paris (116) sont tous occupés.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 15 syndicats groupant 4,635 membres ressort à 24.5 p. 100 contre 22.6 le mois dernier; elle est

particulièrement élevée à Marseille (800 sur 1,900); Bordeaux (50 sur 150); Cette (120 sur 170), le Havre (25 sur 118); pas de chômeurs chez les débardeurs de Rouen (1,007). Parmi les autres ouvriers de manutention la moyenne du chômage est de 1.5 p. 100 pour 7 syndicats groupant 673 membres contre 3.8 le mois dernier; les manœuvres de Vals-les-Bains (120), ainsi que les porteurs des halles de Paris (212), sont tous occupés; les emballeurs en chiffons de Paris accusent 8.3 p. 100 de sans travail.

17 syndicats de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways bateaux à voyageurs, etc.) groupant 4,671 ouvriers accusent seulement 2 sans travail contre 1 le mois dernier. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 18 syndicats groupant 1,360 membres, est de 14.8 p. 100 contre 6.6 le mois dernier. elle est de 25 p. 100 chez les pilotes de Longueil-Aunel (150) contre 24.7; de 6.3 chez les camionneurs de Lyon (199) contre 6.3; de 0 chez les cochers de Marseille (140); de 65 p. 100 chez les déménageurs de Marseille (100).

D'après les réponses de 56 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 9,759 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 2.9 p. 100 contre 2.9 le mois dernier et 2.2 en octobre 1905; à Paris, l'*Union des comptables* (598) accuse 4.4 p. 100 contre 5 le mois dernier, les dessinateurs du bâtiment (198) 5 p. 100; l'*Alliance sténographique* (211) 5.2 p. 100 contre 2.8; 3.4 à Amiens (382) contre 8.6; 0 à Saint-Quentin (352) contre 0.7; 0 à Lyon (1,541) contre 0.06; 1.1 à Montpellier (380) contre 0.8; 0 à Dijon (109) contre 1.9; 1.8 à Brive (109) contre 2.8; 0.8 à Périgueux (108) contre 0.9; 3.5 à Orléans (115) contre 3.7; 0 à Dax (105); 2.6 à Versailles (114) contre 9; 0 à Alger (106); 3 à Perpignan (101); 1.2 à Chambéry (162); 10 à Nîmes (248); 2.6 à Marseille (580).

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 1.3 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 2,201 membres contre 2.2 le mois dernier et 2.2 en octobre 1905. 10 syndicats de coiffeurs, groupant 3,717 ouvriers, ont 11.4 p. 100 de sans-travail contre 3.5 le mois dernier et 9.4 en octobre 1905; le syndicat ouvrier de Paris (2,978) en accuse 9.9 p. 100.

LES GRÈVES EN OCTOBRE 1906.

107 grèves ont été signalées, en octobre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 99 d'entre elles, est de 15,271. Il y avait eu, en octobre 1905, 56 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 53.

Ces grèves, dont 74 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	60
(8 de ces demandes ont eu pour objet d'assurer, pour 6 jours de travail, un salaire égal au salaire de 7 jours).	
Demandes de repos hebdomadaire par roulement	5
Réductions de salaire	7
Contestations diverses relatives au salaire	8
Contestations diverses relatives à la réglementation du travail	5
Contestations diverses relatives aux règlements d'atelier	4
Demandes de diminution du temps de travail	9
Demande de suppression du travail aux pièces	2
Demandes de réintégration d'ouvriers	13
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	16
Solidarité	4

Ces grèves ont éclaté dans 42 départements et on en a compté :

21 dans le Nord, 12 dans la Seine, 7 dans l'Isère, 5 dans les Ardennes, l'Hérault, 4 dans les Alpes-Maritimes, l'Ille-et-Vilaine, 3 dans l'Ardèche, 2 dans les Bouches-du-Rhône, la Gironde, le Jura, la Loire, la Loire-Inférieure, le Loiret, les Pyrénées-Orientales, le Rhône, la Seine-Inférieure, la Seine-et-Marne, la Somme, les Vosges et 1 dans les 22 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Transport et manutention, 16 grèves; industries textiles, 15; alimentation, industries du bâtiment, 12; cuirs et peaux, 11; industries du bois, travail des métaux, 9; agriculture, travail des pierres et des terres, 5; industries chimiques, 4; mineurs, ouvriers en papiers, 3; choristes, fleuristes, une grève.

Des 107 grèves commencées en octobre, 82 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Treize, 1 jour ou moins de 1 jour; quinze, 2 jours; quatorze, 3 jours; onze, 4 jours; cinq, 5 jours; deux, 7 jours; deux, 8 jours; deux, 9 jours; deux, 10 jours; une, 11 jours; une, 12 jours; une, 13 jours; trois, 14 jours; une, 15 jours; deux, 16 jours; deux, 20 jours; deux, 22 jours; une, 26 jours; une, 28 jours et une, 32 jours.

Si l'on y ajoute 7 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 162 jours, 88 jours, 53 jours, 36 jours, 30 jours, 24 jours et 7 jours, on trouve 89 conflits terminés, avec les résultats suivants :

19 réussites.
39 transactions ou réussites partielles.
31 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
10 mai ...	19 oct. ...	Lunery-Rosières ..	Cher.	Métallurgistes.	1	700	1
25 mai ...	.....	Bourg-Fidèle.	Ardennes.	Mouleurs.	1	"	2
19 juillet.	.....	St-Jean-en-Royans.	Drôme.	Tisseurs.	3	340	3
23 juillet.	.....	Pamiers.	Ariège.	Métallurgistes.	1	300	4
25 juillet.	.....	Raveau et Varennes	Nièvre.	Ouvriers en limes.	3	135	5
28 juillet.	.....	Hem.	Nord.	Tisseurs.	1	13	6
4 août ..	.....	Albi.	Tarn.	Mouleurs.	1	20	7
9 août ..	5 nov. ...	Châteaurenault. ..	Indre-et-Loire.	Ouvriers en chaussures.	1	40	8
14 août ..	.....	Bordeaux et envi- rons.	Gironde.	Tonnelliers.	200	1,000	9
23 août ..	15 oct. ...	La Rochelle.	Charente-Inférieure	Ouvriers d'usines d'engrais ..	2	335	10
24 août ..	.....	Marseille.	Bouches-du-Rhône	Vernicelliers.	1	"	11
1 ^{er} sept. .	7 oct. ...	Saint-Léger-des-Vi- gnes.	Nièvre.	Verriers.	1	"	12
3 sept. ...	.....	Saint-Claude.	Jura.	Lapidaires.	1	20	13
13 sept. ...	.....	Vinsy.	Isère.	Tisseurs.	1	120	14
15 sept. ...	15 oct. ...	Frévent.	Pas-de-Calais.	Tisseurs et fileurs.	1	818	15
21 sept. ...	15 oct. ...	Laval.	Mayenne.	Tisseurs.	1	48	16
22 sept. ...	.....	Ysingeaux.	Haute-Loire.	Menuisiers et ébénistes.	"	18	17
25 sept. ...	2 oct. ...	La Tour-du-Pin ..	Isère.	Tullistes.	1	58	18
30 sept. ...	.....	Saint-Claude.	Jura.	Boulangers.	"	13	19
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} oct. ...	4 oct. ...	La Chapelle-d'Ar- mentiers.	Nord.	Ouvriers agricoles.	1	20	1
1 ^{er} oct. ...	5 oct. ...	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Employés de chemins de fer.	1	250	2
1 ^{er} oct. ...	5 oct. ...	Périgueux.	Dordogne.	Sabotiers.	3	23	3
1 ^{er} oct. ...	6 oct. ...	Fougères.	Ille-et-Vilaine.	Ouvriers en chaussures.	1	150	4
1 ^{er} oct. ...	9 oct. ...	Apt.	Vaucluse.	Cordonniers.	6	14	5
1 ^{er} oct. ...	11 oct. ...	Lyon.	Rhône.	Taillieurs de pierres.	1	4	6
1 ^{er} oct. ...	23 oct. ...	Saint-Dié.	Vosges.	Tisseurs.	1	80	7
1 ^{er} oct. ...	2 nov. ...	Paris.	Seine.	Courtiers d'abonnements.	1	130	8
1 ^{er} oct. ...	.....	Vienne.	Isère.	Ouvriers en voitures.	"	"	9
2 oct. ...	4 oct. ...	Limoges.	Haute-Vienne.	Boulangers.	22	99	10
2 oct. ...	5 oct. ...	Marseille.	Bouches-du-Rhône	Trieurs de légumes secs.	1	"	11
2 oct. ...	5 oct. ...	Paris.	Seine.	Débardeurs.	2	30	12
2 oct. ...	15 oct. ...	Saint-Amand.	Nord.	Faïenciers.	1	210	13
2 oct. ...	.....	Cerbère.	Pyrénées-Orientales	Transbordenses d'oranges.	"	300	14
3 oct. ...	5 oct. ...	Chenoié et envi- rons.	Seine-et-Marne ..	Ouvriers agricoles.	30	250	15
3 oct. ...	.....	Fontaine.	Isère.	Mégissiers.	1	15	16
4 oct. ...	9 oct. ...	Paris.	Seine.	Ebénistes spécialistes en tables de nuit.	15	100	17
4 oct. ...	16 oct. ...	Niort.	Deux-Sèvres.	Boulangers.	30	46	18
4 oct. ...	.....	Toulouse.	Haute-Garonne	Boulangers.	"	99	19

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} octobre 1906, a pu être déjà signalée dans le précédent

RÉFÉRENCES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} OCTOBRE 1906 (1)			
1	Demandes : journée de 8 heures ; augmentation de salaire.	Transaction.	Lock-out.
2	Demande de réintégration d'un ouvrier.	.....	
3	Demandes : augmentation de salaire ; suppression des primes.	.....	
4	Demande de suppression d'une retenue.		Le 22 octobre, reprise du travail, après transaction, dans une usine de Raveau (60 ouvriers).
5	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
7	Demandes : renvoi d'un ouvrier ; augmentation de salaire.		Conciliation devant le juge de paix.
8	Demandes : renvoi d'un contremaître ; suppression de la retenue pour la force motrice.	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
10	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Les ouvriers congédiés étaient les fondateurs du syndicat.
11	Demande de réintégration d'un ouvrier.	.....	
12	Demandes : réintégration d'ouvriers ; augmentation de salaire.	Transaction.	
13	Demande de réintégration d'une ouvrière.		Échec.
14	Demande de réintégration d'une ouvrière.	.....	
15	Demandes : augmentation de salaire ; renvoi d'un contremaître.	Transaction.	
16	Demandes : augmentation de salaire ; renvoi de 2 ouvrières.		Réussite.
17	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire ; suppression du travail aux pièces.	.....	
18	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
19	Demande d'augmentation de salaire.		
EN OCTOBRE 1906.			
1	Demande de maintien d'une augmentation temporaire de salaire.	Échec.	Grévistes congédiés, embauchés ailleurs.
2	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
4	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
5	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
6	Demande de maintien du travail aux pièces.	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	3 grévistes congédiés, embauchés ailleurs.
8	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
10	Demande : maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail.	Échec.	Réussite.
11	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	.....	
12	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
13	Demande : attribution d'un poste de chauffeur à un ouvrier.	Échec.	Réussite.
14	Demande : préférence d'embauchage en faveur des ouvrières syndiquées.	.....	
15	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
16	Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.		Transaction.
17	Demande d'augmentation de salaire (retour à un ancien tarif).	.....	
18	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
19	Demandes : repos hebdomadaire par roulement ; maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail.		

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉ professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
5 oct....	5 oct....	Dunkerque.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	30	20
5 oct....	8 oct....	Nice.....	Alpes-Maritimes..	Employés de chemins de fer.	1	"	21
5 oct....	9 oct....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	80	22
5 oct....	13 oct....	Saint-Girons.....	Ariège.....	Ouvriers d'une fabrique de pa- piers à cigarettes.	1	127	23
5 oct....	16 oct....	Tourcoing.....	Nord.....	Soigneuses.....	1	19	24
5 oct....	2 nov....	Volpajola.....	Corse.....	Ouvriers d'une usine d'acide gallique.	1	120	25
6 oct....	6 oct....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	350	26
6 oct....	10 oct....	Troyes.....	Aube.....	Bonneteriers.....	1	60	27
6 oct....	13 oct....	Corbeil-Essonne..	Seine-et-Oise.....	Boulangers.....	25	50	28
6 oct....	22 oct....	Rocroi.....	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	300	29
7 oct....	9 oct....	Saint-Étienne.....	Loire.....	Employés de chemins de fer.	1	90	30
7 oct....	.....	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Boulangers.....	"	50	31
8 oct....	9 oct....	Saint-Dié.....	Vosges.....	Mécaniciens-constructeurs....	1	10	32
8 oct....	17 oct....	Bellignies.....	Nord.....	Marbriers.....	1	55	33
8 oct....	.....	Cruzy.....	Hérault.....	Ouvriers agricoles.....	1	80	34
8 oct....	.....	Lille.....	Nord.....	Confiseurs.....	1	6	35
8 oct....	.....	Paris.....	Seine.....	Fleuristes.....	1	10	36
8 oct....	.....	Paris.....	Seine.....	Frotteurs-encaustiqueurs....	5	115	37
9 oct....	10 oct....	Orléans.....	Loiret.....	Ouvriers des tabacs.....	1	9	38
9 oct....	12 oct....	La Rochelle.....	Charente-Inférieure	Dockers et ouvriers des di- verses industries.	"	400	39
9 oct....	12 oct....	Lille.....	Nord.....	Ferblantiers-zingueurs.....	"	108	40
9 oct....	25 oct....	Comines.....	Nord.....	Rubaniers.....	1	430	41
9 oct....	29 oct....	Fontaine et Gre- noble.	Isère.....	Mégissiers.....	6	465	42
10 oct....	11 oct....	Wattrelos.....	Nord.....	Ouvriers d'une fabrique de colles.	1	5	43
10 oct....	12 oct....	Grenoble.....	Isère.....	Palissonneurs et teinturiers en peaux.	1	29	44
10 oct....	5 nov....	Vadencourt et Bo- héries.	Aisne.....	Tisseurs.....	1	135	45
11 oct....	11 oct....	Rouen.....	Seine-Inférieure..	Déchargeurs de bateaux.....	1	60	46
11 oct....	15 oct....	Vallauris.....	Alpes-Maritimes..	Boulangers.....	"	22	47
11 oct....	.....	Dunkerque.....	Nord.....	Dockers.....	1	42	48
12 oct....	15 oct....	Maison-Rouge.....	Seine-et-Marne.....	Ouvriers agricoles.....	"	200	49
12 oct....	16 oct....	Charleville.....	Ardennes.....	Boulangers.....	6	9	50
12 oct....	19 oct....	Reims.....	Marne.....	Cimentiers.....	1	50	51
12 oct....	22 oct....	Lury-Lévy.....	Allier.....	Ouvriers de plâtrières.....	1	20	52
14 oct....	16 oct....	Montpellier.....	Hérault.....	Boulangers.....	"	150	53
14 oct....	3 nov....	Paris.....	Seine.....	Employés de tramways.....	1	178	54
15 oct....	16 oct....	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs de tapis.....	1	8	55
15 oct....	17 oct....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	77	56
15 oct....	19 oct....	Raucourt.....	Ardennes.....	Cimentiers.....	1	7	57
15 oct....	30 oct....	Bordeaux.....	Gironde.....	Ébenistes.....	"	150	58
15 oct....	.....	Paris.....	Seine.....	Vanniers.....	1	14	59

REFRÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN OCTOBRE 1906. (Suite.)			
20	Demande : que la demi-heure de repos de midi soit comptée comme temps de travail.....	Échec.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
23	Demande : maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail.....	Réussite.	
24	Demande d'augmentation de salaire (mauvaise qualité de la matière première).....	Échec.	Après reprise du travail le 10 octobre, nouvelle grève le 12.
25	Demandes : renvoi d'un ouvrier non syndiqué; augmentation de salaire.....	Transaction.	
26	Demande de renvoi d'un nouveau chef d'équipe.....	Réussite.	
27	Contre le changement des heures de nettoyage des machines.....	Transaction.	
28	Demandes : repos hebdomadaire par roulement; maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail.....	Réussite.	
29	Demandes : renvoi de 2 ouvriers non syndiqués; réintégration d'un ouvrier, collecteur du syndicat.....	Réussite.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	70 grévistes remplacés.
31	Demandes : augmentation de salaire; suppression du portage du pain.....	Transaction.	
32	Demandes : journée de 10 heures; salaire de 11 heures..	Transaction.	
33	Demandes : augmentation de salaire; suppression de retenues.....	Réussite.	
34	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	
35	Demandes : journée de 10 heures; renvoi d'un ouvrier syndiqué; réintégration de 2 ouvriers.....	Transaction.	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
39	Solidarité avec les ouvriers des usines d'engrais, en grève depuis le 23 août.....	Échec.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
41	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail à trois métiers; renvoi d'un mesureur de pièces...	Transaction.	
42	Demandes, dans un établissement : renvoi de 2 ouvriers non syndiqués; réintégration d'un ouvrier syndiqué; travail à pleine journée.....	Échec.	Les 365 ouvriers des 5 établissements de Grenoble ont fait grève, pendant une journée, par solidarité.
43	Demandes : journée de 10 heures; salaire de 12 heures..	Transaction.	
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
45	Réduction de salaire.....	Transaction.	
46	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
48	Demande d'indemnité pour un travail pénible.....	Transaction.	
49	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
50	Demandes : repos hebdomadaire par roulement; suppression de l'entretien chez le patron; maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
51	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
52	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
53	Demande : repos hebdomadaire par roulement.....	Transaction.	
54	Demande de paiement des jours de repos hebdomadaire..	Transaction.	
55	Demandes de renvoi d'un ouvrier non syndiqué nouvellement embauché.....	Échec.	
56	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
57	Solidarité avec les cimentiers grévistes de Reims.....	Transaction.	
58	Demandes : suppression du travail aux pièces; augmentation de salaire.....	Transaction.	
59	Demandes : renvoi d'un ouvrier; augmentation de salaire.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7	
GRÈVES COMMENCÉES							
16 oct....	17 oct....	Mauves.....	Ardeche.....	Terrassiers.....	1	30	60
16 oct....	18 oct....	Grenoble.....	Isère.....	Palissonneurs et mégissiers...	1	130	61
16 oct....	18 oct....	Saint-Nazaire.....	Loire-Inférieure..	Ouv. d'une usine de briquettes	1	41	62
16 oct....	19 oct....	Montauban.....	Tarn-et-Garonne..	Cimentiers.....	1	12	63
16 oct....	20 oct....	St-Valéry-s.-Somme	Somme.....	Terrassiers.....	1	12	64
16 oct....	20 oct....	Bordeaux.....	Gironde.....	Charpentiers.....	"	200	65
17 oct....	17 oct....	Stenay.....	Meuse.....	Mouleurs.....	1	300	66
17 oct....	30 oct....	Orléans.....	Loiret.....	Boulangers.....	"	100	67
17 oct....	30 oct....	Poitiers.....	Vienne.....	Ferblantiers en articles de mé- nage.....	1	30	68
17 oct....	8 nov....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	37	69
17 oct....	.....	Lille.....	Nord.....	Tonneliers.....	1	6	70
17 oct....	.....	Paris.....	Seine.....	Gainiers.....	60	"	71
18 oct....	20 oct....	Belfort.....	Haut-Rhin.....	Fileurs.....	1	100	72
18 oct....	.....	Saint-Claude.....	Jura.....	Pipiers.....	"	2,500	73
23 oct....	24 oct....	Tourcoing.....	Nord.....	Moulineuses.....	1	18	74
23 oct....	26 oct....	Rouen.....	Seine-Inférieure..	Déchargeurs de bateaux.....	1	60	75
24 oct....	26 oct....	Revin.....	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	310	76
24 oct....	26 oct....	Cette.....	Hérault.....	Dockers.....	1	40	77
24 oct....	26 oct....	Salins.....	Jura.....	Ouvriers de salines.....	"	19	78
24 oct....	27 oct....	Montpellier.....	Hérault.....	Garçons de restaurants, d'hô- tels et de cafés.....	"	150	79
24 oct....	27 oct....	Villejuif.....	Seine.....	Teinturiers en peaux.....	1	25	80
24 oct....	29 oct....	Flourieu-sur-Saône	Rhône.....	Ouv. d'une fab. de bleu d'ou- tremer.....	1	186	81
24 oct....	9 nov....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	450	82
25 oct....	26 oct....	Lorette.....	Loire.....	Mineurs.....	1	300	83
25 oct....	27 oct....	Roubaix.....	Nord.....	Bâcleurs.....	1	10	84
25 oct....	30 oct....	Friville-Escarbottin	Somme.....	Mouleurs.....	1	"	85
25 oct....	.....	Les Mazures.....	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	46	86
25 oct....	.....	Cette.....	Hérault.....	Employés d. chemins de fer.	1	70	87
25 oct....	.....	Port-Vendres.....	Pyénées-Orientales	Dockers.....	"	"	88
26 oct....	30 oct....	Salles-d'Aude.....	Aude.....	Ouvriers agricoles.....	1	"	89
26 oct....	30 oct....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	120	90
26 oct....	30 oct....	Chantenay.....	Loire-Inférieure..	Soudeuses de boites de con- serves.....	1	50	91
27 oct....	29 oct....	Lille.....	Nord.....	Ouvriers en confection de vête- ments.....	1	12	92
27 oct....	30 oct....	Annonay.....	Ardeche.....	Mégissiers et palissonneurs..	"	950	93
29 oct....	30 oct....	Roubaix.....	Nord.....	Brasseurs.....	1	9	94
29 oct....	31 oct....	Oloron-Sainte-Ma- rie.....	Basses-Pyrénées..	Employés de chemins de fer.	1	58	95
29 oct....	1 ^{er} nov....	Paris.....	Seine.....	Choristes.....	1	6	96
29 oct....	12 nov....	Annonay.....	Ardeche.....	Ouvriers en papiers.....	2	100	97
29 oct....	.....	Vallauris.....	Alpes-Maritimes..	Potiers.....	"	300	98
29 oct....	.....	St-Jean-en-Royans.	Drôme.....	Tourneurs sur bois, scieurs à la mécanique, galochiers.....	"	120	99
29 oct....	.....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	350	100
29 oct....	.....	Boulogne.....	Pas-de-Calais.....	Tonneliers.....	"	70	101
30 oct....	31 oct....	Saint-Antoine.....	Isère.....	Terrassiers.....	1	240	102
30 oct....	1 nov....	Sin-le-Noble.....	Nord.....	Herscheurs.....	1	44	103
30 oct....	.....	Moirans.....	Isère.....	Ouvriers en papiers.....	1	110	104
31 oct....	5 nov....	Nice.....	Alpes-Maritimes..	Terrassiers.....	1	"	105
31 oct....	.....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine.....	Ouvriers en chaussures.....	11	1,500	106
31 oct....	.....	Paris.....	Seine.....	Frotteurs-encaustiqueurs.....	1	70	107

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
N OCTOBRE 1906. (Fin.)			
60	Protestation contre le surmenage.....	Échec.	Grévistes congédiés.
61	Demande de réintégration d'un ouvrier syndiqué.....	Échec.	
62	Demande de réintégration d'un chauffeur.....	Transaction.	Lock-out dans 60 établissements du 25 au 29 octobre, à la suite d'une grève dans 3 établissements.
63	Solidarité avec les cimentiers grévistes de Reims.....	Transaction.	
64	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
65	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
66	Contre la réintégration d'un ancien directeur.....	Réussite.	
67	Demande : maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail.....	Échec.	
68	Demandes : suppression du travail aux pièces; augmentation de salaire.....	Échec.	
69	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
70	Demandes : journée de 10 heures.....	.....	
71	Demande : journée de 9 heures.....	.....	
72	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Devant une menace de lock-out, la grève a été généralisée le 24 octobre.
73	Demande de réintégration d'un ouvrier syndiqué (dans un établissement).....	.....	
74	Contre la suppression d'un emploi.....	Réussite.	Lock-out.
75	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
76	Demande d'augmentation de salaire (sur un article).....	Échec.	
77	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
78	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
79	Demande : repos hebdomadaire par roulement; maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail.....	Transaction.	
80	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
81	Demandes : augmentation de salaire; paie à la quinzaine.....	Échec.	
82	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
83	Demandes de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
84	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Grévistes congédiés.
85	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
86	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
87	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
88	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
89	Menace de licenciement partiel ou de réduction de salaire.....	Transaction.	
90	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
91	Réduction de salaire.....	Échec.	
92	Réduction de salaire.....	Échec.	
93	Demande de renvoi des ouvriers non syndiqués.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
94	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
95	Demandes : journée de 10 heures; commissionnement plus rapide.....	Transaction.	
96	Demande de signature d'un engagement pour la saison.....	Échec.	
97	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire; suppression des primes.....	Transaction.	
98	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	.....	
99	Solidarité avec les tisseurs de la même localité (en grève depuis le 19 juillet).....	.....	
100	Demande de renvoi d'un nouveau directeur.....	.....	
101	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
102	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
103	Demande de diminution du temps de présence au fond.....	Échec.	Devant une menace de lock-out, la grève a été généralisée le 7 novembre.
104	Demande de réintégration de 2 ouvriers.....	.....	
105	Réduction de salaire.....	Échec.	
106	Demande d'augmentation de salaire (dans un établissement).....	.....	
107	Réduction de salaire.....		

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

14 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à la Direction du travail.

1° La **grève des métallurgistes de Pamiers** a donné lieu, en octobre, à une application de la loi sur la conciliation. La Société métallurgique qui, le 26 septembre, avait refusé de discuter, en comité, avec une délégation ouvrière comptant des personnes étrangères à ses ateliers, est revenue sur sa décision, les ouvriers ayant, de leur côté, désigné de nouveaux délégués, tous ouvriers des établissements métallurgiques. Un comité s'est réuni les 12, 13, 15, 16 et 17 octobre, l'accord s'était établi sur le chiffre de l'augmentation de salaire destinée à compenser l'effet de la retenue de 10 p. 100 dont la suppression était demandée; les parties adhéraient au chiffre transactionnel de 5 p. 100; mais, tandis que la Compagnie proposait la reprise générale du travail dans un délai de vingt à vingt-cinq jours (en raison des nécessités de remise en marche des usines), les ouvriers ont demandé que tout le personnel soit occupé suivant un roulement. Cette demande ayant été repoussée, la continuation de la grève a été votée, à mains levées, le 18 octobre.

2° **Grève des sabotiers de Périgueux.** — Les 28 ouvriers occupés par les 3 patrons sabotiers de Périgueux avaient demandé l'unification des tarifs de main-d'œuvre au taux le plus élevé. Ils se sont mis en grève le 1^{er} octobre et ont, le même jour, adressé un recours au juge de paix. Un comité s'est réuni le 4. Les ouvriers ont obtenu satisfaction. Les salaires ont été relevés, pour les creuseurs, de 4 fr. 25 à 4 fr. 50 en moyenne; pour les monteurs, de 5 fr. 50 à 6 francs en moyenne.

3° Dans une **grève d'ouvriers en papiers, à Annonay (Ardèche)**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 31 octobre. Un comité s'est réuni le 10 novembre; une transaction est intervenue et la reprise du travail a été décidée pour le lundi 12 novembre.

4° Dans une **grève de boulangers, à Charleville (Ardennes)**, le juge de paix est intervenu d'office le 13 octobre. Un comité s'est réuni le 14 et le 15 et une transaction est intervenue. Les ouvriers n'ont pas obtenu le repos hebdomadaire par roulement, non plus que la suppression de l'entretien chez le patron, la paie à la semaine à raison de 45 francs pour les brigadiers (au lieu de 120 à 140 francs par mois) et de 42 francs pour les seconds (au lieu de 120 francs par mois). Il a été décidé que les fournées supplémentaires, à partir de la huitième, seraient payés à raison de 1 franc l'une. Le travail a été repris le 16 octobre.

5° Dans une **grève d'ouvriers de plâtrières, à Lurcy-Lévy (Allier)**, le juge de paix est intervenu d'office le 17 octobre. Un comité de conciliation s'est

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

réuni le 20. Les ouvriers demandaient 30 centimes de l'heure, au lieu de 29, pour les ouvriers d'usine, 32 cent. 5 pour les mineurs ou, à la tâche, 2 francs les 1,000 kilogrammes de gypse extrait, au lieu de 1 fr. 83. L'accord s'est établi aux conditions suivantes : 30 centimes l'heure pour les ouvriers d'usine et les mineurs au temps; 1 fr. 90 les 1,000 kilogrammes de gypse pour les mineurs à la tâche. La reprise du travail a eu lieu le 22 octobre.

6° Dans une **grève d'ouvriers en chaussures, à Châteaurenault (Indre-et-Loire)**, qui avait donné lieu, au mois de septembre 1906, à la réunion d'un comité de conciliation sans que les parties eussent pu trouver un terrain d'entente, de nouvelles réunions du comité ont eu lieu les 3 et 4 novembre. Une transaction est intervenue et le travail a été repris le 5 novembre.

7° Dans une **grève de mouleurs, aux Mazures (Ardennes)**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 25 octobre. Un comité s'est réuni le 1^{er} novembre; l'accord n'a pu s'établir entre les parties.

8° De même, dans une **grève de dockers, à Dunkerque**, l'accord n'a pu s'établir au sein du comité réuni, le 15 octobre, sur l'initiative du juge de paix.

9°, 10°, 11°. Des recours ont été adressés par les ouvriers aux juges de paix, le 3 octobre, dans une **grève de courtiers en abonnements, à Paris**; le 17, dans une **grève d'employés de tramways, à Paris**; le 29, dans la **grève des charpentiers de Bordeaux**. Les patrons ne se sont pas prêtés à la procédure de conciliation ou d'arbitrage.

12°, 13°, 14. Les juges de paix sont intervenus d'office : dans une **grève de tisseurs, à Saint-Dié**, le 3 octobre; dans une **grève de mouleurs, à Revin (Ardennes)**, le 9 octobre, et dans la **grève des ouvriers en limes de Varennes (Nièvre)**, le 24 octobre. Les patrons n'ont pas répondu à la convocation lancée par les magistrats.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1906.

A. — Associations ouvrières de production.

La statistique des associations ouvrières de production a été établie sur les états annuels fournis par les préfets. Ces états ont été complétés à l'aide de l'*Annuaire de la Chambre consultative des associations ouvrières de production*, et des renseignements recueillis par la Direction du travail à l'occasion des demandes d'encouragement formées par les associations ouvrières de production : ces renseignements complémentaires ont été d'ailleurs contrôlés par les préfets.

Ont été écartées de cette statistique les sociétés de production agricole (associations vinicoles, sucreries, laiteries, etc.).

I. — RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENTS.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1906.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1906.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1906.
Ain.....	3	Report.....	69	Report.....	150
Aisne.....	1	Gers.....	2	Puy-de-Dôme.....	4
Allier.....	1	Gironde.....	14	Pyrénées (Basses)...	1
Alpes (Basses)...	1	Hérault.....	1	Pyrénées (Hautes)...	1
Alpes (Hautes)...	1	Ille-et-Vilaine.....	3	Pyrénées-Orientales...	1
Alpes-Maritimes...	1	Indre.....	6	Rhin (Haut-) [Belfort]	1
Ardèche.....	1	Indre-et-Loire.....	2	Rhône.....	20
Ardennes.....	2	Isère.....	6	Saône (Haute).....	1
Ariège.....	4	Jura.....	4	Saône-et-Loire.....	3
Aube.....	4	Landes.....	1	Sarthe.....	3
Aude.....	1	Loir-et-Cher.....	1	Savoie.....	1
Aveyron.....	1	Loire.....	15	Savoie (Haute).....	1
Bouches-du-Rhône..	7	Loire (Haute).....	1	Seine.....	136
Calvados.....	1	Loire-Inférieure....	4	Seine-Inférieure....	7
Cantal.....	1	Loiret.....	2	Seine-et-Marne.....	1
Charente.....	4	Lot.....	1	Seine-et-Oise.....	2
Charente-Inférieure.	5	Lot-et-Garonne....	8	Sèvres (Deux-).....	1
Cher.....	5	Lozère.....	1	Somme.....	2
Corrèze.....	3	Maine-et-Loire....	2	Tarn.....	3
Corse.....	1	Manche.....	1	Tarn-et-Garonne...	2
Côte-d'Or.....	1	Marne.....	1	Var.....	1
Côtes-du-Nord.....	3	Marne (Haute).....	1	Vaucluse.....	1
Creuse.....	1	Mayenne.....	1	Vendée.....	1
Dordogne.....	1	Meurthe-et-Moselle.	1	Vienne.....	3
Doubs.....	5	Meuse.....	1	Vienne (Haute).....	15
Drôme.....	1	Morbihan.....	2	Vosges.....	1
Eure.....	2	Nièvre.....	2	Yonne.....	2
Eure-et-Loir.....	1	Nord.....	4	Alger.....	3
Finistère.....	10	Oise.....	2	Constantine.....	1
Gard.....	6	Orne.....	1	Oran.....	1
Garonne (Haute)...	3	Pas-de-Calais.....	1		
A reporter....		69	A reporter....		150
			TOTAL.....		358

36 associations ont été signalées comme ayant été fondées en 1905; 28 ont été signalées comme ayant été dissoutes dans le cours de la nouvelle année.

Les 36 associations créées se répartissent ainsi par département :

Ain, 1; Bouches-du-Rhône, 1; Côtes-du-Nord, 1; Doubs, 1; Finistère, 4; Gironde, 1; Hérault, 1; Ile-et-Vilaine, 1; Indre, 1; Loire, 1; Loire-Inférieure, 1; Morbihan, 1; Rhône, 4; Seine, 15; Haute-Vienne, 1; Alger, 1.

Les 28 associations dissoutes existaient dans les départements suivants :

Bouches-du-Rhône, 4; Gironde, 1; Ile-et-Vilaine, 2; Isère, 1; Oise, 1; Puy-de-Dôme, 2; Rhône, 1; Seine, 13; Somme, 1; Tarn, 1; Var, 1.

II. — LISTE PAR PROFESSIONS.

Par professions les associations ouvrières de production se répartissent de la façon suivante :

Agriculture, forêts, mines et carrières.		Report..... 68	
		Cuirs et peaux.	
Ardoisières.....	2	Bourreliers (colliers anglais).....	1
Bûcherons.....	1	Chaussonniers.....	1
Carriers.....	3	Cordonniers.....	12
Carriers et bûcherons.....	1	Galochiers.....	1
Jardiniers.....	3	Corroyeurs.....	1
Mineurs (houille).....	3	Cuir (Fabrique de).....	3
Piqueurs de grès.....	1	Selliers.....	3
Travailleurs agricoles.....	1	Équipement et chaussures militaires.....	3
Alimentation.		Textiles et vêtement.	
Ouvriers de l'alimentation.....	2	Apprêteurs.....	1
Eaux gazeuses.....	2	Cordiers.....	1
Boulangers.....	5	Draperie (Fabrique de).....	1
Chocolaterie.....	1	Effilochage de chiffons.....	1
		Imprimeurs sur étoffes.....	3
Industries chimiques.		Tailleurs d'habits.....	3
Produits chimiques.....	1	Tisseurs.....	6
Éclairage au pétrole.....	1	Cotonniers.....	1
Photographes.....	1		
		Métaux.	
Livre et papier.		Appareils de chauffage.....	1
Cartonniers.....	2	Électriciens.....	1
Dessinateurs-chromistes.....	1	Enveloppes métalliques.....	1
Dessin industriel.....	1	Ferblantiers.....	1
Graveurs.....	1	Ferblantiers - plombiers - zingueurs.....	2
Graveurs pour impres. d'étoffes et papiers peints.....	1	Fondeurs.....	3
Imprimeurs en général.....	29	Fondeurs de cuivre.....	1
Imprimerie-papeterie.....	1	Fonderies, lamineries, tréfileries.....	1
Lithographes.....	1	Grillageurs.....	1
Photograpeurs.....	1	Horlogers.....	3
Sacs en papier.....	2	Instruments de précision.....	1
		Instruments de musique (cuivre et bois).....	1
A reporter..... 68		A reporter..... 145	

Report..... 145

Lanterniers.....	1
Limes (Ouvriers en).....	1
Mécaniciens.....	1
Modelleurs-mécaniciens.....	1
Plombiers.....	2
Robinetterie.....	1
Serruriers.....	9
Tôliers.....	1
Tôliers-fumistes.....	1

Bois.

Balaitiers.....	1
Bouchonniers.....	2
Boutonniers en os.....	1
Brossiers.....	2
Caisses (Fabriques de).....	1
Charpentiers et foudriers.....	1
Doreurs sur bois.....	1
Ébénistes.....	4
Ébénistes et menuisiers.....	2
Liège (Travail du).....	1
Manches de parapluie (Fabrique de).....	1
Meubles (Fabrique de).....	1
Peignes (Fabrique de).....	3
Pianos (Facteurs de).....	1
Sabotiers.....	1
Scierie mécanique.....	1
Tapissiers.....	1
Tonnelliers.....	2
Tourneurs sur bois, os, etc...	1
Vanniers.....	1
Voiture (Industrie de la).....	3

Bâtiment(y compris charpentiers
et menuisiers).

Bâtiment et ameublement....	2
Charpentiers.....	5
Charpentiers et menuisiers....	9
Menuisiers.....	10
Parqueteurs.....	2
Rampistes.....	1
Replanisseurs de parquets....	1
Sculpteurs-mouleurs.....	1
Bâtiment en général.....	10
Travaux publics et bâtiment..	4
Afficheurs.....	1
Carreleurs-marbriers.....	1
Casseurs de pierres.....	2
Cimentiers.....	1
Cimenteurs et paveurs.....	1

A reporter..... 177

Report..... 177

Construction d'habitations à bon marché.....	5
Constructions maritimes.....	3
Couvreurs.....	3
Couvreurs, plombiers, zincueurs.....	4
Couvreurs-plafonneurs.....	1
Frotteurs-encaustiqueurs.....	1
Granitiers et poseurs de granit.	2
Maçons.....	9
Maçons et tailleurs de pierre..	3
Paveurs.....	5
Enduiseurs.....	1
Peintres.....	14
Peintres-plâtriers.....	3
Peintres et vitriers.....	4
Plâtriers.....	4
Sculpteurs, décorateurs, ornemanistes.....	1
Tailleurs de pierres.....	5
Terrassiers.....	2
Terrassiers et paveurs.....	2
Terrassiers et maçons.....	2

**Travail des pierres,
verrerie.**

Biseauteurs et polisseurs de glaces.....	5
Diamantaires.....	2
Glaces (Tailleurs de).....	1
Lapidaires.....	1
Lunetiers.....	2
Pendules en marbre.....	1
Verriers.....	4

Transports et manutention.

Arrimeurs.....	1
Camionnage.....	1
Charbonniers du port.....	2
Ouvriers du port.....	2
Cochers.....	18
Journaliers.....	1
Déménageurs.....	2
Transports par automobile....	1
Tramways.....	1
Vidanges.....	1

Divers.

Employés de commerce, comptables.....	4
Coiffeurs.....	3
Chiffonniers.....	3

TOTAL..... 358

Les 36 associations ouvrières de production qui ont été signalées à l'Office du travail comme fondées en 1905 se répartissent de la façon suivante :

Travailleurs agricoles, 1 (Hérault); boulangerie, 1 (Seine); cartonniers, 1 (Rhône); graveurs, 1 (Rhône); imprimeurs, 2 (Seine); cordonniers, 2 (Ille-et-Vilaine, Seine); galochiers, 1 (Morbihan); fabriques de cuir, 1 (Indre); ferblantiers-plombiers, 1 (Rhône); électriciens, 1 (Seine); mécaniciens, 1 (Seine); plombiers, 1 (Bouches-du-Rhône); serruriers, 1 (Seine); ébénistes, 1 (Seine); tonneliers, 1 (Alger); voitures, 1 (Seine); menuisiers, 1 (Finistère); bâtiment, 1 (Gironde); bâtiment et travaux publics, 2 (Finistère, Seine); construction d'habitations à bon marché, 1 (Seine); couvreurs, 1 (Finistère); couvreurs-plombiers, 1 (Haute-Vienne); paveurs, 1 (Loire); peintres, 2 (Côtes-du-Nord, Finistère); peintres-plâtriers, 1 (Rhône); tailleurs de pierre, 2 (Ain, Doubs); ouvrier de port, 1 (Loire-Inférieure); transports par automobile, 1 (Seine); comptabilité, 1 (Seine); cochers, 2 (Seine).

Les 28 associations de production qui ont été signalées à l'Office du travail comme dissoutes en 1905 se répartissent ainsi :

Jardiniers, 1 (Seine); photographes, 1 (Seine); cordonniers, 3 (Ille-et-Vilaine, 2. Oise, 1); équipement et chaussures militaires, 1 (Puy-de-Dôme); fournitures militaires, 1 (Seine); draperie, 1 (Tarn); tailleurs, 1 (Rhône); bijoutiers, 1 (Seine); ferblantiers, 2 (Puy-de-Dôme, Bouches-du-Rhône); plombiers, 1 (Bouches-du-Rhône); mouluriers-scieurs-découpeurs, 1 (Seine); voitures, 1 (Seine); menuisiers, 2 (Bouches-du-Rhône, Seine); menuisiers-ébénistes, 1 (Var); bâtiment, 2 (Gironde, Somme); maçons, 1 (Bouches-du-Rhône); tailleurs de pierre et carriers, 1 (Isère); cochers, 2 (Seine); commerce, 1 (Seine); chiffonniers, 1 (Seine); théâtres, 2 (Seine).

III. — Fédérations d'associations ouvrières de production.

Paris. — Chambre consultative des associations ouvrières de production. — Paris, boulevard Sébastopol, 98; fondée le 26 novembre 1884.

Lyon. — Fédération régionale des associations ouvrières de production de la région du Sud-Est. — Lyon, cours Lafayette, 5-7; fondée en 1894.

Bordeaux. — Chambre consultative des associations ouvrières de France, section de Bordeaux. — Bordeaux, Athénée; fondée le 24 mai 1890.

(*A suivre.*)

LA POPULATION ACTIVE DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE

D'APRÈS LE RECENSEMENT PROFESSIONNEL DU 24 MARS 1901 ⁽¹⁾.

La population active de nationalité étrangère, c'est-à-dire l'ensemble des étrangers résidant en France qui exerçaient une profession rémunérée à la date du recensement (24 mars 1901), s'élevait à 600,070 individus, soit 3.04 p. 100 de la population active totale ⁽²⁾.

La proportion des étrangers exerçant en France une profession par rapport au nombre des étrangers qui y résident (1,021,438) est de 58.7 p. 100; cette proportion varie suivant les nationalités; elle est de 70,2 p. 100 pour les Autrichiens, de 67.9 p. 100 pour les Luxembourgeois, de 66 p. 100 pour les Suisses, de 65.6 p. 100 pour les Allemands, de 63 p. 100 pour les Italiens, de 58 p. 100 pour les Espagnols, de 56.5 p. 100 pour les Belges, de 40 p. 100 pour les Anglais; cette proportion de la population active totale (19,715,075) par rapport à la population présente totale (38,450,788) est de 51.3.

Au point de vue de l'âge 14.6 p. 100 des étrangers exerçant une profession avaient moins de 20 ans; cette proportion s'élevait à 17.2 pour l'ensemble de la population active.

Au point de vue du sexe les 600,070 étrangers exerçant une profession se décomposaient en 415,949 hommes et 184,121 femmes, soit 69.3 p. 100 d'hommes et 30.7 p. 100 de femmes. Pour l'ensemble de la population active ces deux proportions varient beaucoup suivant les nationalités, ainsi que l'indique le tableau suivant :

NATIONALITÉ.	NOMBRE d'individus exerçant une profession.	PROPORTION P. 100.	
		des hommes.	des femmes.
Italiens	205,933	74.2	25.8
Belges	181,700	71.4	28.6
Allemands	56,903	46.9	53.1
Suisses	46,639	67.8	32.2
Espagnols	46,164	74.4	25.6
Luxembourgeois	14,722	55.6	44.4
Anglais	14,482	52.6	47.3
Autrichiens	6,696	72.9	27.1
Divers	26,831	75.0	25.0
Français	19,115,005	65.4	34.6
Population active totale	19,715,079	65.5	34.5

C'est parmi les Allemands, les Anglais et les Luxembourgeois que la proportion des femmes est la plus élevée. C'est aussi parmi les étrangers de ces nationalités que se rencontre, comme on le verra plus loin, la proportion la plus forte de personnes exerçant des professions domestiques ⁽³⁾. Or, l'élément féminin domine de

⁽¹⁾ Voir sur le recensement professionnel du 24 mars 1901, *Bulletin*, décembre 1905, p. 1068 janvier 1906, p. 42; février 1906, p. 135; juillet 1906, p. 699.

⁽²⁾ N'ont pas été compris dans le recensement les étrangers travaillant en France, mais n'y résidant pas à l'époque du recensement. Le nombre de ces étrangers ne présente quelque importance que sur la frontière belge.

⁽³⁾ Dans le service domestique, la proportion des femmes est de 82 p. 100 pour l'ensemble; parmi les Allemands et les Luxembourgeois travaillant en France dans cette profession, elle atteint respectivement 96 et 91 p. 100.

beaucoup dans ces professions. Il faut aussi noter la proportion élevée des Anglais qui exercent des professions libérales ⁽¹⁾.

Répartition par catégories professionnelles.

Sur les 600,070 étrangers exerçant une profession, on en comptait 80,036, soit 13 p. 100 dans la pêche, les forêts et l'agriculture, 346,784, soit 58 p. 100 dans l'industrie, 81,294, soit 14 p. 100 dans le commerce, 65,570, soit 11 p. 100 dans le service domestique, 25,562, soit 4 p. 100 dans les professions libérales; 823 enfin exerçaient une profession qui n'a pu être spécifiée. Par rapport au nombre total des personnes employées dans chacune des catégories professionnelles, la proportion des étrangers est de 1 p. 100 dans la pêche, les forêts et l'agriculture, de 5 p. 100 dans l'industrie, de 4.3 p. 100 dans le commerce, de 6.9 p. 100 dans le service domestique, de 6.4 p. 100 dans les professions libérales (services publics non compris).

Le tableau suivant donne, pour chaque nationalité la répartition, par catégories professionnelles, des étrangers exerçant une profession en France.

NATIONALITÉ.	PÊCHE, forêts, agriculture.	INDUSTRIE.	COMMERCE.	SERVICE domestique.	PROFESSIONS libérales.	PROFESSIONS non spécifiées.
Italiens.....	28,814	134,144	22,618	15,986	4,132	239
Belges.....	21,548	123,166	19,973	13,167	3,685	161
Allemands.....	3,282	22,913	9,064	17,124	4,426	94
Suisses.....	6,501	20,616	9,632	7,259	2,500	131
Espagnols.....	16,620	18,790	6,827	2,576	1,324	27
Luxembourgeois....	1,478	7,126	1,741	3,569	789	19
Anglais.....	286	3,238	3,685	3,531	3,698	44
Autrichiens.....	250	3,536	1,429	766	705	10
Divers.....	1,257	13,255	6,325	1,592	4,303	99
TOTAUX.....	80,036	346,784	81,294	65,570	25,562	824

Le tableau qui suit donne la proportion p. 100 des étrangers de chaque nationalité dans chacune des grandes catégories professionnelles :

PROPORTION P. 100 DANS CHAQUE CATÉGORIE PROFESSIONNELLE.

	Pêches, forêts, agriculture.	Industrie.	Commerce.	Service domestique.	Professions libérales.	Total.
Italiens.....	13	65	10	7	2	100
Belges.....	12	68	11	7	2	100
Allemands.....	6	40	16	30	8	100
Suisses.....	14	44	21	16	5	100
Espagnols.....	36	40	15	6	3	100
Luxembourgeois....	10	49	12	24	5	100
Anglais.....	2	22	26	24	25	100
Autrichiens.....	4	53	21	11	11	100
Divers.....	5	49	24	6	16	100
ENSEMBLE.....	13	58	14	11	4	100
Français.....	43	35	9	5	8	100
Population active to- tale.....	42	35	10	5	8	100

⁽¹⁾ Parmi les Anglais exerçant en France des professions libérales, on compte 72 p. 100 de femmes.

Répartition d'après la position dans la profession.

Le tableau suivant donne la répartition des individus de chaque nationalité, d'après leur position dans la profession : chefs d'établissement, employés et ouvriers des établissements, travailleurs isolés ⁽¹⁾.

NATIONALITÉ.	CHEFS d'établis- sements.	EMPLOYÉS et ouvriers des établisse- ments ⁽²⁾ .	TRAVAILLEURS isolés.	PROFESSION non spécifiée et situation non déclarée.
Italiens.....	17,055	151,821	35,514	1,543
Belges.....	16,758	138,159	26,255	528
Allemands.....	3,508	46,304	6,777	314
Suisses.....	5,909	33,131	7,119	480
Espagnols.....	7,821	27,332	10,924	77
Luxembourgeois.....	1,302	11,446	1,846	128
Anglais.....	1,263	10,315	2,667	237
Autrichiens.....	643	4,548	1,447	58
Divers.....	3,446	15,627	7,420	338
TOTAUX.....	57,705	438,683	99,969	3,703

La proportion des chefs d'établissement de nationalité étrangère par rapport au nombre total des chefs d'établissements est de 1.2 p. 100 ; la proportion analogue est de 4.1 p. 100 pour les employés et ouvriers et de 2.4 p. 100 pour les travailleurs isolés.

Le tableau suivant donne, dans trois grandes catégories professionnelles (pêche, forêts et agriculture — industrie — commerce), la proportion p. 100, dans chaque nationalité, des chefs d'établissement, des employés et ouvriers et des travailleurs isolés :

NATIONALITÉ.	PROPORTION P. 100 DE CHAQUE NATIONALITÉ								
	des chefs d'établissement.			des employés et ouvriers ⁽²⁾ .			des travailleurs isolés.		
	Pêche et agri- cul- ture.	Indus- trie.	Com- merce.	Pêche et agri- cul- ture.	Indus- trie.	Com- merce.	Pêche et agri- cul- ture.	Indus- trie.	Com- merce.
Italiens.....	17	5	23	47	82	52	36	13	25
Belges.....	16	7	24	61	83	39	23	10	37
Allemands.....	17	7	15	59	80	67	24	13	18
Suisses.....	18	13	20	66	68	66	16	19	14
Espagnols.....	25	10	27	50	67	44	25	23	29
Luxembourgeois....	17	9	24	59	77	55	24	14	21
Anglais.....	28	14	18	56	75	69	16	11	13
Autrichiens.....	18	10	16	52	72	63	30	18	21
Divers.....	19	11	25	55	70	44	26	19	31
Ensemble des étran- gers.....	18	7	22	54	80	52	28	13	26
Population active to- tale.....	42	12	28	36	65	42	22	23	29

(1) Pour la définition de ces termes, voir *Bulletin*, février 1906, p. 135.

(2) Y compris les employés et ouvriers en chômage au moment du recensement.

Chômeurs.

Le nombre des chômeurs de nationalité étrangère est de 19,254, soit 6.3 p. 100 du nombre total des chômeurs et 4.4 p. 100 du nombre des ouvriers et employés étrangers.

La proportion varie notablement suivant les nationalités : elle est de 4.5 p. 100 parmi les Italiens, de 4.8 parmi les Belges, de 3 parmi les Allemands, de 4.2 parmi les Suisses et parmi les Espagnols, de 3.9 parmi les Luxembourgeois, de 3.3 parmi les Anglais, de 4.7 parmi les Autrichiens, de 5.5 parmi les ouvriers et employés des autres nationalités. La proportion pour les Français et les étrangers réunis est de 2.3.

Pour l'ensemble des étrangers la proportion du chômage est de 3.9 p. 100 dans la pêche, les forêts et l'agriculture, de 5.2 dans l'industrie, de 4.1 dans le commerce, de 1.8 dans le service domestique, de 2.8 dans les professions libérales : la proportion pour les Français et les étrangers réunis est respectivement 1.6 p. 100 dans la pêche, les forêts et l'agriculture, de 4.4 dans l'industrie, de 4.4 dans le commerce, de 1.9 dans le service domestique, de 1.4 dans les professions libérales (services publics non compris).

STATISTIQUE

DES TRAVAUX DE SECOURS EN CAS DE CHÔMAGE

PENDANT L'ANNÉE 1905.

Le nombre des départements dans lesquels des travaux de secours contre le chômage ont été organisés en 1905 par les communes est de 65.

Le montant des dépenses s'est élevé à 1,836,129 fr. 92 pour les 61 départements dont les chiffres ont été fournis.

Les départements dans lesquels les municipalités n'ont pas organisé de travaux de secours sont les suivants :

Alpes (Basses-); Alpes-Maritimes; Ariège; Cantal; Corrèze; Corse; Creuse; Dordogne; Doubs; Loir-et-Cher; Loire (Haute-); Lot; Lozère; Marne (Haute-); Belfort (territoire de); Rhône; Savoie; Savoie (Haute-); Seine-et-Marne; Var; Vosges.

*Départements dans lesquels les municipalités ont organisé des travaux
de secours contre le chômage.*

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
AIN	Bourg	8,037 14	15 à 18 chômeurs employés; salaire : 0 fr. 18 l'heure.
AISNE	Laon	1,683 00	45 ouvriers; 1,072 journées; salaire de 1 fr. 20 à 1 fr. 60 la journée.
	Marais	35,959 51	240 chômeurs.
	Vichy	50,002 00	82 — (atelier du travail).
	Cusset	2,818 00	39 — salaire journalier : 1 fr. 25.
ALLIER	Montluçon	10,850 20	147 —
	Montmarault	2,151 50	14 —
	12 communes diverses	2,855 00	219 —
ALPES (HAUTES) ..	Gap	6,078 10	642 chômeurs employés; 2283 journées.
	Embrun	536 86	31 — 208 —
ARDÈCHE	Vals-les-Bains	800 00	65 chômeurs employés; 282 journées
ARDENNES	Monthermé	1,405 60	46 chômeurs employés; 10 journées.
	3 communes	655 70	30 — 311 —
AUBE (1)	Troyes	4,193 75	267 chômeurs employés.
	Aille	3,854 00	40 chômeurs employés; 2,203 journées.
	Carcassonne	4,332 00	385 — 1,925 —
	Caunes	1,211 00	33 — 325 —
	Montlaur	1,973 00	31 — 986 —
	Montreal	2,670 00	255 — 1,342 —
	Rieux-Minervois	1,350 00	55 — 623 —
	Saissac	3,700 00	49 — 1,950 —
	Limoux	1,140 00	36 — 320 —
	Bizanet	2,905 00	55 — 1,162 —
	Bize	5,208 00	66 — 2,172 —
	Boutenac	1,236 00	26 — 494 —
	Canet	1,137 00	15 — 1,137 —
	Coursan	14,700 00	131 — 4,900 —
	Cuxac-d'Aude	1,502 00	78 — 601 —
	Fabrezan	3,186 00	30 — 1,593 —
	Fitou	2,000 00	34 — 800 —
AUDE	Fleury	4,535 00	50 — 1,814 —
	La Nouvelle	2,329 00	45 — 776 —
	Lézignan	8,873 00	268 — 4,300 —
	Ornaizons	1,606 00	42 — 714 —
	Ouveillan	3,975 00	49 — 1,590 —
	Marcorignan	2,700 00	14 — 1,350 —
	Moussan	6,340 00	30 — 2,540 —
	Peyriac-de-Mer	1,090 00	15 — 435 —
	Portel	1,446 00	33 — 570 —
	Roubia	1,262 00	32 — 485 —
	Saint-Marcel	4,000 00	25 — 1,600 —
	Salles-d'Aude	2,500 00	51 — 1,000 —
	Salles-d'Aude	3,220 00	30 — 1,288 —
	Sigeac	1,982 00	96 — 755 —
	Tourouzelles	1,512 00	31 — 656 —
	56 communes diverses	22,445 00	977 — 10,056 —

(1) La Société de patronage des condamnés libérés de l'Aube, qui s'est constituée en société d'assistance par le travail, a admis 6 ouvriers en 1905; elle a reçu les subventions suivantes : Conseil général, 100 francs, communes, 125 francs.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
AVEYRON.....	Rodez.....	1,524 00	83 chômeurs employés; 663 journées, salaire : 2 francs à 2 fr. 50 l'heure.
	Millau.....	4,460 00	1,784 journées; salaire : 2 fr. 50 l'heure.
BOUCHES-DU-RHÔNE	10 communes di- verses.....	5,634 50	249 chômeurs employés; 2,358 journées; salaire : 2 à 4 francs.
GALVADOS ⁽¹⁾	Caen.....	"	55 chômeurs employés; 2,022 journées.
	Falaise.....	7,605 79	61 — 9,911 —
	Lisieux.....	1,212 00	30 — 970 —
	4 communes diver- ses.....	1,525 00	" — 730 —
CHARENTE.....	Angoulême.....	59,814 00	167 chômeurs employés; 49,870 journées.
	Barbezieux.....	1,199 70	15 — 1,103 —
	Cognac.....	1,130 00	66 — 904 —
	Confolens.....	600 00	17 — 480 —
	Jarnac.....	675 00	15 — 300 —
CHARENTE-INFÉRIE ^{RE}	Marennes.....	500 00	10 chômeurs employés pendant 250 journées.
	Royan.....	1,000 00	53 chômeurs employés; 523 journées; salaire : 1 fr. 62 par jour.
	Rochefort.....	1,012 50	450 journées; salaire : 2 fr. 25 par jour.
CHER.....	8 communes.....	3,742 87	139 chômeurs employés; 1,243 journées.
CÔTE-D'OR.....	Dijon.....	29,717 73	
CÔTES-DU-NORD.....	Saint-Brieuc.....	25,984 00	250 chômeurs employés; 18,490 journées.
	Lannion.....	3,179 25	408 — 2,432 —
	2 communes.....	860 00	51 — 428 —
DRÔME.....	Romans.....	3,500 00	160 chômeurs.
	Valence.....	888 75	55 — 379 journées.
	Montélimar.....	720 00	12 — 360 —
	6 communes.....	1,611 25	79 — 793 —
EURE.....	Évreux.....	"	Des ateliers communaux emploient toute l'année 30 à 40 chômeurs pour un salaire de 1 fr. 50 par jour.
EURE-ET-LOIR.....	Bonneval.....	4,112 00	34 chômeurs employés; 1,781 journées, salaire : 1 franc à 2 francs par jour.
	Brou.....	2,515 00	16 chômeurs employés; 1,550 journées, salaire : 1 fr. 25 par jour.

(1) La Société de solidarité sociale, dont le siège est à Caen, a organisé, comme les années précédentes, un atelier de travail pour les hommes et un service de travail à domicile pour les femmes. Elle a payé 3,132 fr. 35 aux hommes sur bous de salaires de 1 franc. Le nombre des femmes employées s'élève à 840 auxquelles une somme de 1,161 francs a été versée. A Vire, l'œuvre des neiges a employé 6 ouvriers pendant 105 journées à raison de 1 fr. 50 à 2 francs par jour.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
EURE-ET-LOIR.... (Suite.)	Chartres ⁽¹⁾	9,325 00	132 chômeurs employés ; 5,682 journées, salaire : 1 franc à 1 fr. 50 par jour.
	Châteaudun.....	3,127 00	41 chômeurs employés ; 1,160 journées ; salaire : 1 fr. 20 à 3 francs par jour.
	Dreux.....	5,860 00	15 chômeurs employés ; 3,678 journées ; salaire : 1 fr. 50 par jour.
	Francourville....	2,328 00	11 chômeurs employés ; 1,164 journées ; salaire : 2 francs par jour.
	Nogent-le-Rotrou..	14,381 00	65 chômeurs employés ; 8,460 journées ; salaire : 1 fr. 50 par jour.
	84 communes....	26,983 00	673 chômeurs employés ; 30,501 journées.
FINISTÈRE.....	Brest.....	49,985 44	133 chômeurs employés.
	Lambézellec....	4,276 50	13 —
	Landerneau.....	1,660 00	10 —
	Quimper.....	7,230 00	58 —
GARD.....	Aigues-Mortes....	6,000 00	150 chômeurs, 3,000 journées.
	Nîmes.....	19,785 00	680 — 7,914 —
	Saint-Gilles.....	7,560 00	152 — 3,035 —
	Sommières.....	1,600 00	45 — 705 —
	Vauvert.....	4,200 00	35 — 2,100 —
	7 communes.....	1,650 00	565 — 955 —
GARONNE (HAUTE)-.	Toplouze.....	9,630 00	500 chômeurs employés ; 1,756 journées.
GERS.....	Auch.....	⁽²⁾ 5,000 00	
GIRONDE ⁽³⁾	Teich (Le).....	2,758 50	28 chômeurs employés ; 1,236 journées.
	8 communes.....	2,708 50	85 — 1,178 —
HÉRAULT ⁽⁴⁾	Capestang.....	12,511 30	Le prix de la journée varie de 2 francs à 2 fr. 50.
	Cazouls-les-Béziers	10,103 25	
	Florensac.....	4,549 08	
	Lunel.....	17,272 26	
	Marsillargues.....	31,057 92	

⁽¹⁾ La Société de secours et de patronage de Chartres a créé en 1896 une maison d'assistance par le travail qui a recueilli, en 1905, 30 hospitalisés. Le chiffre des salaires pour cette même année s'est élevé à 13,906 fr. 19 pour 9,468 journées.

⁽²⁾ Ce crédit est ouvert au budget de la ville d'Auch sous la rubrique « Ateliers de charité » ; il permet d'exécuter pendant la mauvaise saison des travaux par voie de régie économique.

⁽³⁾ L'Œuvre bordelaise de l'assistance par le travail a distribué en 1905 une somme de 8,573 fr. 60 pour 7,655 journées. Elle a reçu du département une subvention de 1,500 francs, et, de la ville de Bordeaux, une subvention de 1,000 francs.

⁽⁴⁾ Il existe à Montpellier une société d'assistance par le travail qui ne reçoit aucune subvention.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
HERAULT..... (Suite.)	Mèze.....	4,835 00	
	Montagnac.....	8,208 11	
	Nissan.....	6,194 25	
	Saint-Thibéry....	4,906 00	
	Sérignan.....	6,777 50	
	Valros.....	6,073 00	
	Vias.....	9,000 00	
	Villeneuve-les-Bé- ziers.....	6,961 25	
	Alignan-du-Vent..	2,222 75	
	Aspiran.....	1,163 75	
	Bassan.....	1,303 00	
	Canet.....	1,262 00	
	Castelnau-de-Guers	1,697 00	
	Caux.....	8,692 55	
	Corneilhan.....	1,000 00	
	Cruzy.....	2,306 00	
	Gigeau.....	3,556 87	
	Lausargues.....	3,000 00	
	Lespignan.....	3,500 00	
	Lézignan-la-Cebe..	3,705 00	
	Loupian.....	1,945 00	
	Maraussan.....	1,100 00	
	Maugnio.....	3,282 75	
	Maureilhan.....	2,777 50	
	Montblanc.....	3,611 50	
	Mudaison.....	1,797 50	
	Murviel-les-Béziers	2,061 00	
	Neffiès.....	3,674 65	
	Nézignan-l'Evêque.	2,065 00	
	Nizas.....	2,292 75	
	Olonzac.....	3,350 95	
	Pézenas.....	4,929 30	
	Pomerols.....	1,664 50	
	Poujet (Le).....	1,206 12	
	Poussan.....	2,730 00	
	Pouzolles.....	1,494 00	
	Puimisson.....	1,798 75	
	Roujan.....	3,551 25	
	Saint-Chinian....	1,600 00	
	Saint-Just.....	1,425 00	
	Saint-Pargoire....	3,106 25	
	Sauvian.....	1,557 00	
	Servian.....	2,367 00	
	Vendres.....	3,776 72	
	Villeveyrac.....	2,000 00	
	22 communes.....	10,016 88	
ILLE ET-VILAINE..	Rennes.....	29,999 25	1,324 chômeurs employés ; 16,216 journées 68 — 15,565 — salaire :
	Vitré.....	15,037 08	1 fr. 25 par jour.
	Hédé.....	198 00	132 journées.
INDRE.....	Châteauroux.....	8,628 75	516 chômeurs employés ; 4,385 journées.
	Issoudun.....	1,998 35	114 — 806 —
INDRE-ET-LOIRE..	Tours.....	57,787 25	314 chômeurs employés ; 14,213 journées ; salaire : 4 fr. 07 par jour.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
ISÈRE	Vienne.....	5,845 00	395 chômeurs employés; 2,338 journées, salaire à fr. 50 par jour.
	La Mure.....	213 00	" chômeurs employés; 148 journées, salaire de 1 fr. 25 à 2 francs par jour.
JURA	Saint-Claude....	8,446 89	Salaire: 0 fr. 36 l'heure en moyenne.
LANDES.....	Arrondissements de:		
	Mont-de-Marsan..	40,342 00	2,325 chômeurs employés; 30,163 journées.
	Dax.....	40,709 00	En outre, le Conseil général a voté un crédit de 8,000 fr. et le ministère de l'Intérieur a accordé une subvention de 2,500 francs au département pour secours aux chô- meurs.
	Saint-Sever.....	6,108 00	
LOIRE.....	Saint-Étienne....	87,619 79	1,743 chômeurs employés; 33,387 journées, salaire à fr. 50 par jour.
	Roanne.....	25,875 47	2,186 chômeurs employés; 8,022 journées.
LOIRE-INFÉRIEURE.	Chantenay-a-Loire		130 chômeurs employés; 1,744 journées.
LOIRET.....	Orléans.....	15,000 00	195 chômeurs employés; 8,735 journées.
	Pithiviers.....	1,031 65	8 — 799 —
	7 communes.....	1,800 15	49 — —
LOT-ET-GARONNE..	Agen.....	3,000 00	1,300 journées; salaire journalier 2 fr. 25.
MAINE-ET-LOIRE..	Angers.....	24,252 90	323 chômeurs employés; 16,168 journées.
	Trélazé.....	702 60	7 vieillards 350 —
	Beaufort.....	5,806 10	25 chômeurs employés et 16 vieillards.
	Chemillé.....	3,597 00	19 — 2,878 —
	41 communes.....	31,531 00	Somme votée à titre de secours contre le chômage.
	(1)		
MANCHE.....	11 communes.....	35,300 00	
MARNE.....	Châlons-sur-Marne	6,024 00	31 chômeurs employés; 2,677 journées.
	Épernay.....	6,188 00	84 — 2,160 —
	Reims.....	21,703 25	111 — 9,646 —
MAYENNE (2).....	Ambrières.....	300 00	12 chômeurs employés; 110 journées.
	Erné.....	3,436 90	82 — 3,106 —
	Laval.....	21,305 70	339 — 9,981 —
	Mayenne.....	14,019 48	195 — 9,556 —
MEUSE.....	Bar-le-Duc.....	4,197 97	
	3 communes.....	150 00	
MEURTHE-ET-MOS ^{elle}	Nancy (3).....	17,500 00	300 chômeurs employés; 875 journées.
	Lunéville.....	5,978 96	61 — 2,112 —

(1) Montant total des crédits inscrits à leur budget à titre de secours contre le chômage par les communes de: Avranches, Cherbourg, Coutances, Granville, Montebourg, Périers, Pieuville, Saint-Lô, Torigni-sur-Vire, Valognes, Villedieu.

(2) Il existe dans le département de la Mayenne une société d'assistance par le travail qui recueille environ 25 assistés dans sa maison de travail.

(3) L'œuvre nancéienne d'assistance par le travail a admis en 1905, 897 chômeurs qui ont fourni 14,971 journées à raison de 1 franc la journée.

DÉPARTEMENTS.	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
MORBIHAN.....	Lorient.....	10,972 55	293 chômeurs employés; 7,750 journées, salaire 1 fr. 60 par jour.
	Auray.....	1,075 00	176 chômeurs employés; 798 journées.
	Vannes.....	10,191 00	236 — " —
	2 communes.....	1,156 09	" — 824 —
NIÈVRE.....	Aunay-Cosne.....	1,000 00	20 chômeurs employés; 400 journées.
	Cosne.....	1,226 50	15 — 440 —
	Fléty.....	1,500 00	15 — 750 —, subvention départementale, 150 francs.
	Montigny.....	1,441 70	32 chômeurs employés; 25 journées, subvention départementale, 100 francs.
	Mouliens-Engilbert.	1,140 00	70 chômeurs employés; 600 journées.
	Nevers.....	1,500 00	125 — 750 —
	Raveau.....	1,500 00	115 — 480 —
	34 communes.....	9,741 30	689 — 4,290 —
NORD.....	Le Cateau.....	2,230 00	35 chômeurs employés; 1,275 journées.
	Hazebrouck.....	1,500 00	45 — 725 —
	8 communes.....	1,933 00	43 — 1,757 —
OISE.....	Beauvais.....	21,154 00	47 chômeurs employés; 10,071 journées.
	Senlis.....	3,500 00	40 — 2,760 —
	Sacy-le-Grand.....	1,950 00	11 — 780 —
	Catenoy.....	1,791 00	15 — 599 —
	Formerie.....	1,059 00	15 — " —
	Guiscard.....	161 00	2 — 80 —
ORNE.....	2 communes.....	1,400 00	55 chômeurs employés; 762 journées.
PAS-DE-CALAIS...	Hesdin.....	1,000 00	36 chômeurs employés; 625 journées.
	5 communes.....	884 00	54 — 469 —
PUY-DE-DÔME....	Clermont-Ferrand.	7,800 00	150 chômeurs employés; 2,000 journées.
PYRÉNÉES (BASSES)	Pau (1).....	15,982 11	
PYRÉNÉES (HAUTES)	Bagnères-de-Bi- gorre.....	1,793 00	40 chômeurs employés.
	Tarbes.....	1,264 00	48 — 632 journées.
	2 communes.....	221 65	96 — 118 —
(2) PYRÉNÉES-ORIENT.	Perpignan.....	7,788 00	360 chômeurs employés; 2,596 journées.
	Salses.....	1,580 00	90 — 600 —
	Canet.....	1,140 30	8 — 468 —
	Saint-Laurent-de- la-Salanque....	2,091 75	106 — 697 —
	Toulouges.....	2,837 00	75 — 945 —
	Le Soler.....	7,000 00	110 — 2,100 —
	Villeneuve-la-Raho	1,693 30	22 — 600 —
	Elne.....	3,764 63	398 — 1,194 —
	6 communes.....	3,408 10	188 — 1,198 —

(1) D'autre part, « l'Union d'assistance » de Pau a distribué, en 1905, 365 bons de travail de 0 fr. 60 et l'assistance par le travail de couture a occupé 145 femmes qui ont touché 2,520 fr. de salaire.

(2) « L'assistance par le travail de Perpignan » a occupé, pendant l'année 1905, 325 ouvriers, ce qui a entraîné une dépense de 4,689 fr. 60.

DÉPARTEMENTS.	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
RHÔNE.....	Lyon.....	.....	L'Œuvre lyonnaise de l'hospitalité de nuit et d'assistance par le travail a occupé, à l'atelier d'assistance, 1,466 hommes et 508 femmes. Elle a dépensé de ce fait 22,567 fr. 75.
SAÔNE (Haute-)..	Cenboing..... Vesoul..... 13 communes.....	1,000 00 2,500 00 3,669 75	60 chômeurs employés : 1,000 journées. 113 — 1,289 —
SAÔNE-ET-LOIRE..	Le Creusot..... Charolles..... 5 communes.....	32,400 00 3,376 80	75 chômeurs employés. 50 — Ont organisé des travaux pour les chômeurs.
SARTHE.....	Le Mans..... Mamers..... La Flèche..... Saint-Calais.....	19,972 70 2,226 86 1,082 40 610 00	400 chômeurs employés ; 9,200 journées. 28 — 2,227 — 30 — 5,412 heures. 16 — 329 journées.
SEINE-INFÉRIEURE.	Olliverville..... Graville-Sainte-Honorine..... Montivilliers..... 3 communes.....	1,380 00 1,000 00 6,000 00 990 00	20 chômeurs employés ; 730 journées. 23 — — — En outre, des travaux ont été entrepris à Barentin, Candebecc-les-Elbeuf, Rolleville, La Frenaye et Saint-Romain.
	Rouen.....	.....	L'assistance par le travail a dépensé, en 1904, 8,728 fr. 50 de salaires pour 11,825 journées de travail.
	Le Havre.....	.....	L'assistance par le travail a dépensé 24,737 fr. pour 20,929 journées. Elle a en outre fourni du travail à 112 femmes pour une somme de 6,704 fr. 10.
SEINE-ET-OISE....	27 communes....	27,497 77	384 chômeurs employés ; 6,430 journées. Le total des subventions allouées aux maisons d'assistance par le travail s'est élevé à 4,400 francs.
DEUX-SÈVRES....	Celles..... Coulonges..... Fenioux..... Le Vanneau..... Échiré..... Augé..... Azay-le-Bûlé..... Breloux..... Saint-Maixent..... Sivire..... Chavagné..... Souvigné..... Moncontant..... Parthenay..... Courlay..... 149 communes....	1,641 90 1,600 00 1,050 00 1,100 00 1,201 65 1,100 00 1,868 00 2,000 00 2,242 98 1,200 00 1,550 00 1,020 00 1,000 00 2,500 00 2,900 00 53,762 08	11 chômeurs employés ; 795 journées. 14 — 1,245 — 20 — 525 — 12 — 864 — 16 — 686 — 10 — 733 — 20 — 1,086 — 32 — 1,333 — 14 — 223 — 6 — 450 — 12 — 1,086 — 11 — 450 — 15 — 500 — 83 — 30 — 80 — 1,900 — 1,932 — 29,491 —

DEPARTEMENTS.	COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
SOMME.....	Amiens.....	.....	L'Œuvre amiénoise de l'assistance par le travail, qui reçoit une subvention de 400 francs du département et une de 600 francs de la ville, a employé 1,017 ouvriers qui ont reçu 18,794 fr. 20 pour 11,976 journées.
TAEN.....	Albi..... Gaillac..... Lavaur..... 16 communes.....	9,978 75 1,755 00 1,483 00 4,600 00	180 chômeurs employés; 6,574 journées. 50 — 1,170 — 97 — 988 — 268 — 2,621 —
TAEN-ET-GARONNE.	5 communes.....	.....	50 chômeurs employés; 1,074 journées.
VAUCLUSE.....	Cavaillon..... Pertuis.....	1,000 00 371 80	40 chômeurs employés; 400 journées. 456 — 246 —
VENDÉE.....	La Roche-sur-Yon. Festézac-le-Comte Sables-d'Olonne.. Luçon..... 6 communes.....	4,453 00 1,650 05 27,010 35 1,238 00 2,811 35	60 chômeurs employés; 2,200 journées. 77 — 1,063 — 87 — 15,481 — 56 — 594 — 104 — 1,566 —
VIENNE.....	Poitiers..... Châtelleraut... Loudun..... Montmorillon....	10,000 00 1,708 50 2,537 30 1,004 00	414 chômeurs employés; 3,910 journées, salaire de 1 fr. 75 à 2 fr. 50. 154 chômeurs employés; 797 journées; salaire, 1 fr. 50. 11 chômeurs employés; 595 journées, salaire de 2 francs à 3 fr. 50. 20 chômeurs employés; 502 journées.
VIENNE (HAUTE-).	Limoges..... Saint-Junien.....	20,732 55 4,123 15	
YONNE.....	Bléneau..... Lavan..... Rogny..... Saint-Fargeau... Saint-Martin-des- Champs..... Saint-Privé..... Sens..... 3 communes.....	3,680 00 12,909 00 1,905 00 5,516 00 2,750 00 2,864 00 2,905 42 2,543 30	115 chômeurs employés; 975 journées. 104 — 4,193 — 64 — 726 — 60 — 1,575 — 30 — 150 — 75 — 676 — 78 — 990 — 90 — 1,202 —

JURISPRUDENCE.

Louage de services à durée indéterminée ; règlement d'atelier supprimant tout délai-congé ; nécessité pour le juge de rechercher si le règlement a été connu et accepté par l'ouvrier.

COUR DE CASSATION.

(Arrêt du 16 juillet 1906)

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'article 1134 du Code civil,

Attendu que, dans le contrat de louage de services fait sans détermination de durée, les parties sont libres de fixer le délai qui devra exister entre la déclaration du congé ou du départ et la cessation du travail ; qu'elles peuvent même convenir qu'il ne sera observé, de part et d'autre, aucun délai de prévenance et écarter ainsi l'application d'usages contraires ; qu'il appartient seulement aux tribunaux, en vertu de leur pouvoir souverain d'appréciation, de rechercher si une semblable convention a été connue et librement acceptée de chacune des parties ;

Attendu que le jugement attaqué constate qu'en réponse à l'action en dommages-intérêts, pour brusque congédiement, intentée à Saint-Léger frères, blanchisseurs, par leur ancien ouvrier Baudouin, lequel avait été engagé pour un temps indéterminé, les demandeurs en cassation ont excipé des dispositions d'un règlement d'atelier dont l'acceptation par les ouvriers résultait de leur seule présence à la blanchisserie (art. 11) et suivant lequel (art. 1^{er}) chacune des parties était libre de rompre le contrat de travail sans aucun préavis ;

Attendu qu'au lieu de rechercher si ce règlement avait été connu de Baudouin, lors de son embauchage, et accepté par lui le Conseil des prud'hommes a repoussé le système de défense de Saint-Léger frères, et les a condamnés à des dommages-intérêts, sous l'unique prétexte que Baudouin avait été congédié subitement au mépris de l'usage qui prescrit un avertissement préalable de huitaine, et que « le patron ne peut, par disposition de règlement d'atelier, se soustraire à l'obligation d'observer l'usage du délai-congé » ;

En quoi il n'a pas légalement justifié sa décision et a, par suite, violé l'article de loi susvisé ;

Par ces motifs,

Casse et renvoie devant le Conseil des prud'hommes de Versailles.

Louage de services à durée indéterminée ; règlement d'atelier supprimant tout délai-congé ; renvoi immédiat sans justification ; absence de faute.

COUR DE CASSATION.

(Arrêt du 18 juillet 1906.)

La Cour,

Sur le moyen unique de cassation :

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que le règlement en vigueur à l'usine de l'Oseraie et dont les dispositions étaient connues de Bouton, qui travaillait depuis longtemps dans cet établissement, portait, en termes exprès, qu'en cas de départ de l'ouvrier ou en cas de renvoi de celui-ci la Compagnie « n'accepte ni ne donne les huit jours », et que le pourvoi ne conteste pas que ce règlement fût obligatoire pour les parties ;

Attendu qu'en vertu de la clause dont s'agit, laquelle n'avait rien de contraire à la prohibition édictée par l'article 1780, § 5, du Code civil, il était loisible à chacune des parties de mettre fin brusquement au contrat sans être tenue de donner aucun préavis à l'autre contractant; qu'à la vérité le pourvoi soutient que, malgré l'existence de cette stipulation, le Tribunal civil d'Avignon aurait dû s'expliquer sur les motifs du renvoi de Bouton;

Mais attendu que Bouton n'aurait pu obtenir légalement des dommages-intérêts qu'en établissant à la charge de la Compagnie de Saint-Gobain un abus dans l'exercice de son droit de congédiement; qu'à cet égard il s'est borné à demander, en cause d'appel, la confirmation de la sentence du juge de paix, laquelle s'était uniquement fondée pour allouer une indemnité à l'ouvrier sur ce que la Compagnie l'aurait congédié un lundi contrairement aux usages et sans observer le délai de prévenance de huitaine; mais que ces faits n'auraient eu de portée que si la Société n'avait pas été affranchie, par le règlement ci-dessus rappelé, de l'observation des délais d'usage;

Attendu que Bouton n'offrant pas de faire la preuve qui lui incombait, la Compagnie n'avait à fournir aucune justification relativement à la mesure par elle prise; que, dans ces circonstances, c'est à bon droit que le tribunal a déclaré qu'il n'avait pas à se préoccuper des motifs ayant pu déterminer la Compagnie de Saint-Gobain à se passer du concours de Bouton;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait le jugement attaqué n'a violé aucun des textes de loi visés par le pourvoi;

Rejette.

Louage de services à durée indéterminée; promesse faite à un ouvrier blessé de lui assurer de l'ouvrage pour longtemps; renvoi immédiat après huit jours sans justification, faute.

COUR DE CASSATION.

(Arrêt du 14 juin 1906.)

La Cour,

Sur le premier moyen :

Attendu que des termes du jugement attaqué, il résulte que le rapport dressé par le prud'homme Hainselin, à l'examen duquel le bureau général avait renvoyé le litige, a été lu à l'audience publique; qu'ainsi ce moyen manque en fait;

Sur les deuxième et troisième moyens réunis :

Attendu que le jugement attaqué déclare en fait que Royer, affuteur-scieur à la mécanique, avait loué ses services aux frères Fender et qu'à la suite d'un accident, dont il fut victime au cours de son travail, il était, lors de sa guérison, rentré dans leurs ateliers, sur leur promesse de lui assurer de l'ouvrage pour longtemps, et après qu'il eut décliné l'offre d'un autre patron;

Attendu qu'en violation de cet engagement Royer fut néanmoins congédié au bout de huit jours, après avoir été prévenu seulement une heure d'avance et sans que son travail, suivant les constatations des juges, ait donné lieu à des reproches justifiés;

Attendu que, dans cet état des faits, le conseil des prud'hommes, dont la décision est motivée, a pu voir dans le renvoi de Royer une faute préjudiciable de nature à entraîner la responsabilité de ses patrons aux termes de l'article 1780, § 3, du Code civil, et qu'en les condamnant à payer à cet ouvrier la somme de cent francs à titre de dommages-intérêts, il n'a violé aucun texte;

Rejette.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

CONVENTIONS INTERNATIONALES

SUR L'INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES

ET

SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DU PHOSPHORE BLANC.

(BERNE, 26 SEPTEMBRE 1906.)

On a vu⁽¹⁾ que la conférence diplomatique, réunie à Berne du 17 au 26 septembre, avait abouti à la signature de deux conventions internationales concernant : l'une, l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, l'autre, l'interdiction du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.

Voici le texte des articles des deux conventions, qui n'auront un caractère définitif, en ce qui concerne la France, qu'après approbation du Parlement et la ratification du Président de la République.

On trouvera, à la suite de la convention sur le travail de nuit, le texte d'un vœu déposé au moment de la signature de cette convention par les délégués des dix États représentés à la conférence.

Convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le travail industriel de nuit sera interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge, sous réserve des exceptions prévues ci-après.

La présente Convention s'applique à toutes les entreprises industrielles où sont employés plus de dix ouvriers et ouvrières ; elle ne s'applique en aucun cas aux entreprises où ne sont employés que les membres de la famille.

A chacun des États contractants incombe le soin de définir ce qu'il faut entendre par entreprises industrielles. Parmi celles-ci seront en tout cas comprises les mines et carrières, ainsi que les industries de fabrication et de transformation des matières ; la législation nationale précisera sur ce dernier point la limite entre l'industrie, d'une part, l'agriculture et le commerce, d'autre part.

ART. 2. — Le repos de nuit visé à l'article précédent aura une durée minimum de onze heures consécutives ; dans ces onze heures, quelle que soit la législation de chaque État, devra être compris l'intervalle de dix heures du soir à cinq heures du matin.

Toutefois, dans les États où le travail de nuit des femmes adultes employées dans l'industrie n'est pas encore réglementé, la durée du repos ininterrompu

⁽¹⁾ *Bulletin*, octobre 1906, p. 1036.

⁽²⁾ Cette Convention a été signée par les délégués de tous les États représentés à la Conférence, savoir : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède et Suisse.

pourra, à titre transitoire et pour une période de trois ans au plus, être limitée à dix heures.

ART. 3. — L'interdiction du travail de nuit pourra être levée :

1° En cas de force majeure, lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique ;

2° Dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

ART. 4. — Dans les industries soumises à l'influence des saisons, et en cas de circonstances exceptionnelles pour toute entreprise, la durée du repos ininterrompu de nuit pourra être réduite à dix heures, soixante jours par an.

ART. 5. — A chacun des États contractants incombe le soin de prendre les mesures administratives qui seraient nécessaires pour assurer sur son territoire la stricte exécution des dispositions de la présente Convention.

Les Gouvernements se communiqueront par la voie diplomatique les lois et règlements sur la matière de la présente Convention qui sont ou seront en vigueur dans leur pays, ainsi que les rapports périodiques concernant l'application de ces lois et règlements.

ART. 6. — Les dispositions de la présente Convention ne seront applicables à une colonie, possession ou protectorat que dans le cas où une notification à cet effet serait donnée en son nom au Conseil fédéral suisse par le Gouvernement métropolitain.

Celui-ci, en notifiant l'adhésion d'une colonie, possession ou protectorat, pourra déclarer que la Convention ne s'appliquera pas à telles catégories de travaux indigènes dont la surveillance serait impossible.

ART. 7. — Dans les États hors d'Europe, ainsi que dans les colonies, possessions ou protectorats, lorsque le climat ou la condition des populations indigènes l'exigeront, la durée du repos ininterrompu de nuit pourra être inférieure aux minima fixés par la présente Convention, à la condition que des repos compensateurs soient accordés pendant le jour.

ART. 8. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées, le 31 décembre 1908 au plus tard, auprès du Conseil fédéral suisse.

Il sera dressé de ce dépôt un *procès-verbal*, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des États contractants.

La présente convention entrera en vigueur deux ans après la clôture du *procès-verbal* de dépôt.

Le délai de mise en vigueur est porté de deux à dix ans :

1° Pour les fabriques de sucre brut de betterave ;

2° Pour le peignage et la filature de la laine ;

3° Pour les travaux au jour des exploitations minières, lorsque ces travaux sont arrêtés annuellement, quatre mois au moins, par des influences climatiques.

ART. 9. — Les États non signataires de la présente convention sont admis à déclarer leur adhésion par un acte adressé au Conseil fédéral suisse, qui le fera connaître à chacun des autres États contractants.

ART. 10. — Les délais prévus par l'article 8 pour la mise en vigueur de la présente convention, partiront, pour les États non signataires, ainsi que pour les colonies, possessions ou protectorats, de la date de leur adhésion.

ART. 11. — La présente Convention ne pourra pas être dénoncée, soit par les États signataires, soit par les États, colonies, possessions ou protectorats qui adhèreraient ultérieurement, avant l'expiration d'un délai de douze ans à partir de la clôture du *procès-verbal* de dépôt des ratifications.

Elle pourra ensuite être dénoncée d'année en année.

La dénonciation n'aura d'effet qu'un an après qu'elle aura été adressée par écrit au Conseil fédéral suisse par le gouvernement intéressé, ou, s'il s'agit d'une colonie, possession ou protectorat, par le gouvernement métropolitain; le Conseil fédéral la communiquera immédiatement au gouvernement de chacun des autres États contractants.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'État, colonie, possession ou protectorat au nom de qui elle aura été adressée.

Vœu.

Au moment de procéder à la signature de la Convention sur le travail de nuit des femmes, les délégués du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède et de la Suisse, convaincus de l'utilité d'assurer la plus grande unité possible à la réglementation qui sera édictée en conformité de la présente Convention,

Émettent le vœu que les diverses questions ayant trait à ladite Convention, que celle-ci aurait laissées dans le doute, puissent être, par une ou plusieurs des parties contractantes, soumises à l'appréciation d'une Commission où chaque État cosignataire serait représenté par un délégué ou par un délégué et des délégués-adjoints.

Cette Commission aurait une mission purement consultative. En aucun cas, elle ne pourrait se livrer à aucune enquête ni s'immiscer en quoi que ce soit dans les actes administratifs ou autres des États.

Elle ferait sur les questions qui lui seraient soumises un rapport qui serait communiqué aux États contractants.

Cette Commission pourrait, en outre, être appelée :

1. — A donner son avis sur les conditions d'équivalence auxquelles peuvent être acceptées les adhésions des États hors d'Europe, ainsi que des possessions, colonies, protectorats, lorsque le climat ou la condition des indigènes exigeront des modifications de détail de la Convention.

2. — Sans préjudicier à l'initiative de chaque État contractant, à servir d'organe pour l'échange de vues préliminaires, au cas où les Hautes Parties contractantes seraient d'accord sur l'utilité qu'il y aurait à réunir de nouvelles conférences au sujet de la condition des travailleurs.

La Commission se réunirait sur la demande de l'un des États contractants, mais pas plus d'une fois par année, sauf entente entre les États contractants pour une réunion supplémentaire en raison de circonstances exceptionnelles. Elle s'assemblerait dans chacune des capitales des États contractants d'Europe successivement et dans l'ordre alphabétique.

Il serait entendu que les États contractants se réserveraient la faculté de soumettre à l'arbitrage, conformément à l'article 16 de la Convention de La Haye, les questions que soulèverait la Convention en date de ce jour, même si elles avaient été l'objet d'un avis de la Commission.

Les Délégués précités demandent au Gouvernement suisse, qui accepte, de vouloir bien, jusqu'à la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications de la Convention, continuer les pourparlers pour l'adhésion au présent vœu des États dont les Délégués ne l'auraient pas signé.

Ce vœu serait transformé en Convention par les États contractants, à la diligence du Gouvernement suisse, dès qu'il aurait reçu l'adhésion de tous les États signataires de la Convention.

**Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune)⁽¹⁾
dans l'industrie des allumettes⁽²⁾.**

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à interdire sur leur territoire la fabrication, l'introduction et la mise en vente des allumettes contenant du phosphore blanc (jaune).

ART. 2. — A chacun des États contractants incombe le soin de prendre les mesures administratives qui seraient nécessaires pour assurer sur son territoire la stricte exécution des dispositions de la présente Convention.

Les Gouvernements se communiqueront par la voie diplomatique les lois et règlements sur la matière de la présente Convention qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays, ainsi que les rapports concernant l'application de ces lois et règlements.

ART. 3. — Les dispositions de la présente Convention ne seront applicables à une colonie, possession ou protectorat que dans le cas où une notification à cet effet serait donnée en son nom au Conseil fédéral suisse par le Gouvernement métropolitain.

ART. 4. — La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées le 31 décembre 1908 au plus tard auprès du Conseil fédéral suisse.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera soumise par la voie diplomatique à chacun des États contractants.

La présente Convention entrera en vigueur trois ans après la clôture du procès-verbal de dépôt.

ART. 5. — Les États non signataires de la présente Convention sont admis à déclarer leur adhésion par un acte adressé au Conseil fédéral suisse, qui le fera connaître à chacun des autres États contractants.

Le délai prévu par l'article 4 pour la mise en vigueur de la présente Convention, est porté à cinq ans pour les États non signataires, ainsi que pour les colonies, possessions ou protectorats, à compter de la notification de leur adhésion.

ART. 6. — La présente Convention ne pourra pas être dénoncée soit par les États signataires, soit par les États, colonies, possessions ou protectorats qui adhéreraient ultérieurement, avant l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications.

Elle pourra ensuite être dénoncée d'année en année.

La dénonciation n'aura d'effet qu'un an après qu'elle aura été adressée par écrit au Conseil fédéral suisse par le Gouvernement intéressé, ou, s'il s'agit d'une colonie, possession ou protectorat, par le Gouvernement métropolitain; le Conseil fédéral la communiquera immédiatement au Gouvernement de chacun des autres États contractants.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'État, colonie, possession ou protectorat au nom de qui elle aura été adressée.

⁽¹⁾ Le phosphore blanc se traduit en allemand par phosphore jaune.

⁽²⁾ Cette Convention a été signée par les délégués des sept États suivants : Allemagne, Danemark, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse.

LA 4^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALEDE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION LÉGALE
DES TRAVAILLEURS.(27-29 SEPTEMBRE 1906⁽¹⁾.)

La 4^e assemblée générale de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs s'est tenue à Genève du 27 au 29 septembre 1906.

82 délégués y assistaient, dont 14 représentaient officiellement les 11 Gouvernements suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Suède et Suisse, et 68 étaient délégués par les sections nationales.

Il résulte du rapport sur la situation financière de l'Association qu'elle comprenait, en août 1906, 12 sections nationales, contre 8 lors de la 3^e assemblée générale, en septembre 1904 ; la section britannique a été constituée à la fin de 1904, la section américaine en 1905, les sections danoise et espagnole en 1906.

Les statuts des nouvelles sections ont été approuvés par l'assemblée générale.

Le tableau suivant indique le montant des subventions en argent accordées depuis 1904, à l'association par les divers gouvernements européens :

	1904.	1905.	1906 ⁽²⁾ .	1907 ⁽³⁾ .
Allemagne.....	7,386 00	7,374 00	9,800 00	10,000
Autriche.....	3,000 00	3,125 65	3,122 00	5,000
Belgique.....	„	„	2,000 00	2,000
Danemark.....	„	„	687 29	700
États-Unis.....	1,033 75	1,000 00	1,000 00 (*)	1,000
France.....	5,000 00	3,750 00	9,000 00	9,000
Hongrie.....	„	4,716 98	3,000 00 (*)	3,000
Italie.....	1,000 00	2,000 00	2,000 00 (*)	2,000
Luxembourg.....	400 00	500 00	500 00 (*)	500
Norvège.....	„	„	688 30	700
Pays-Bas.....	4,151 10	4,137 95	4,139 75	4,150
Suède.....	„	„	1,035 20	1,000
Suisse.....	10,000 00	10,000 10	9,999 70	12,000
TOTAL.....	31,970 85	36,604 58	46,972 24	53,550

Le budget proposé pour l'année 1907 accusait en recette 70,550 francs et en dépenses 62,220 francs. L'assemblée générale a émis le vœu que le crédit relatif aux frais d'édition du *Bulletin de l'Office international du travail* fût porté pour 1907 de 14,000 à 16,000 francs, afin d'assurer la publication intégrale des lois ouvrières du travail. Elle a décidé que la subvention de 4,000 francs allouée aux sections de langue anglaise, en vue de la publication d'une édition en langue anglaise du *Bulletin*, ne sera accordée que pendant deux ans et à condition que ces

(1) Voir *Bulletin*, novembre 1904, p. 980.

(2) Les sommes marquées d'une astérisque n'étaient pas encore encaissées au 1^{er} août 1906.

(3) Subventions prévues au budget de 1907.

sections supportent les frais supplémentaires qui pourraient résulter de cette publication ⁽¹⁾.

Voici le texte des résolutions adoptées par l'assemblée en ce qui concerne les diverses questions mises à son ordre du jour :

Conventions internationales.

1° Le Bureau est chargé de remercier, au nom de l'Association, les Gouvernements qui ont donné leur adhésion aux conventions protectrices du travail, signées à Berne, le 26 septembre 1906, et de féliciter le Haut Conseil fédéral suisse du résultat de son initiative.

Exécution de la législation du travail.

Les sections sont priées de fournir au Bureau des renseignements sur les mesures édictées par les lois et règlements en vigueur dans chaque pays pour assurer et contrôler l'exécution de la législation du travail. Un questionnaire leur sera remis à cet effet par le Bureau qui, une fois en possession de ces renseignements, les utilisera pour élaborer un rapport comparatif sur les mesures prises en vue d'assurer l'application des lois ouvrières dans les différents pays.

Travail des enfants.

Le Bureau est chargé de prier les sections d'élaborer des rapports sur l'étendue et les conditions du travail industriel des enfants et les mesures légales protégeant les enfants occupés dans l'industrie. Sur la base de ces rapports de sections, le Bureau présentera à la prochaine assemblée un rapport général sur ces questions.

Travail de nuit des jeunes ouvriers.

1° Le travail de nuit est interdit pour les jeunes ouvriers d'une manière générale jusqu'à 18 ans.

2° L'interdiction est absolue jusqu'à l'âge de 14 ans.

3° Au-dessus de 14 ans, des exceptions peuvent être faites :

a) En cas de force majeure ou circonstances exceptionnelles ;
b) Dans les industries où les matières sont exposées à se gâter, en vue d'éviter une perte absolue.

4° Le travail de nuit est interdit totalement dans tous les magasins, hôtels et débits de boisson. Il l'est également dans les bureaux annexés aux établissements commerciaux et industriels.

5° Le repos de nuit aura une durée minima de onze heures consécutives ; dans ces onze heures, quelle que soit la législation de chaque État, devra être compris l'intervalle de 10 heures du soir à 5 heures du matin.

6° Des mesures de transition pourront être réservées.

7° On exprime le désir bien net que l'inspection soit sérieusement effectuée.

8° Le Comité charge une commission de rechercher les voies et moyens pour réaliser les résolutions ci-dessus. Cette commission devra présenter un rapport dans les deux ans. Chaque section a le droit de nommer deux délégués dans cette commission et de désigner des experts parmi les employeurs et les employés, qui devront assister aux délibérations de la commission.

Les Gouvernements seront informés en temps utile des réunions de cette commission, pour qu'ils puissent s'y faire représenter.

Durée maxima de la journée de travail.

L'Association internationale estime :

1° Que la limitation de la durée de la journée de travail des ouvriers et employés pré-

⁽¹⁾ Il paraît actuellement deux éditions du *Bulletin*, une en langue allemande et l'autre en langue française.

sente un intérêt capital pour la conservation et le développement de leurs forces physiques et morales ;

2° Que, quels que soient les résultats déjà obtenus ou à espérer de l'activité des organisations professionnelles, l'intervention de la loi est nécessaire pour rendre générale la limitation de la journée du travail ;

3° Que, pour être en mesure de se prononcer sur l'utilité de conventions internationales touchant ce sujet, il convient que l'Office international du travail présente à la prochaine assemblée générale des rapports sur :

a) La durée du travail des ouvriers et employés adultes ;

b) Les effets des réductions de la journée de travail déjà réalisées soit par la loi, soit par des mesures administratives, soit par l'initiative des employeurs et des organisations professionnelles ouvrières, surtout sur la capacité productive et les progrès techniques.

Dans le cas où cette enquête rencontrerait de trop grandes difficultés, l'Office international est autorisé à la restreindre à certaines industries.

Travail à domicile.

L'Association estime que les abus et les inconvénients déjà constatés, auxquels donne lieu le travail à domicile, rendent nécessaire l'action des pouvoirs publics.

Elle invite les sections nationales :

A. a) A réclamer de leurs Gouvernements respectifs des mesures légales édictant l'obligation pour les employeurs et entrepreneurs quelconques (entrepreneurs et sous-entrepreneurs) :

1° De tenir à jour un registre des personnes qu'ils occupent aux travaux de leur industrie en dehors de leur établissement ou de ses dépendances directes et de le tenir à la disposition des autorités de surveillance ;

2° De remettre à chacune de ces personnes, au moment de la commande, un bulletin indiquant exactement tant le prix de façon que le prix de fournitures, et d'afficher dans les bureaux de paye un tarif général des prix de façon en usage dans l'établissement ;

b) A étudier les moyens d'assurer une large publicité aux renseignements sur les salaires obtenus par les mesures légales préconisées par l'article précédent.

B. A poursuivre l'extension aux travailleurs à domicile de l'inspection du travail et des assurances sociales.

C. A réclamer, tant dans l'intérêt du public que des travailleurs, l'application rigoureuse aux locaux insalubres, où s'effectue le travail à domicile, des lois et règlements sanitaires généraux, et à poursuivre l'établissement de prescriptions analogues s'il n'en existe pas.

D. Pour rendre plus efficace l'initiative privée, à faciliter et, au besoin, provoquer la constitution et l'action d'organisations, tels que syndicats professionnels, ligues sociales d'acheteurs, etc.

E. Le Bureau est chargé de désigner, d'accord avec une sous-commission :

a) Les branches de l'industrie à domicile de chaque pays dont les produits entrent en concurrence sur le marché mondial avec ceux des autres pays ; ces pays de concurrence ; les conditions du travail et de production de cette concurrence ;

b) Dans quelles industries à domicile l'absence d'une assurance-maladie, les longues journées de travail, surtout des femmes et des enfants, l'insuffisance des salaires, le chômage périodique, appellent de la façon la plus urgente des mesures de protection ouvrière.

Poisons industriels.

1° En exécution de la résolution IV. A. 1° de la 3^e assemblée du Comité de l'Association internationale, l'Association prie le Bureau de faire désigner au plus tôt par les sections nationales des spécialistes chargés de faire dans leurs pays respectifs des enquêtes et de préparer avant le 1^{er} janvier 1908 des rapports sur les meilleurs moyens de combattre le saturnisme dans la fabrication et l'emploi des couleurs plombiques et dans les industries céramiques et polygraphiques.

Ces rapports, une fois établis, seront envoyés à l'Office international, qui désignera trois experts appartenant à trois nationalités différentes. Ces experts devront établir un rapport

définitif d'après ceux qui auront été établis par les soins de chaque section. Ces trois experts prendront connaissance des mémoires qui pourront leur être utiles parmi ceux qui ont été présentés au concours.

2° Le Bureau prie les sections nationales de lui présenter avant le 1^{er} mars 1908 des rapports sur l'interdiction de l'emploi des couleurs plombiques. Ces rapports indiqueront si cette interdiction a été prononcée par une loi ou par une mesure administrative; si elle s'applique uniquement aux travaux publics ou également aux travaux privés; ils feront connaître les résultats de cette interdiction, ainsi que les expériences qui ont pu être faites avec des couleurs non plombiques.

3° En exécution de la résolution IV. B. b), votée par la 3^e assemblée générale du Comité de l'Association internationale, l'Association prie le Bureau de désigner une commission de trois experts appartenant à trois nationalités différentes et qui sera chargée d'élaborer la liste définitive des poisons industriels les plus importants, classés par ordre de gravité, d'après les listes établies actuellement par les experts désignés par chaque section.

4° L'assemblée générale de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs exprime l'espoir que les Gouvernements qui n'ont pas signé la convention relative à la suppression de l'emploi du phosphore blanc se rallient dans un délai rapproché à cette mesure de préservation de la santé des travailleurs. Elle charge les sections de ces États de faire une enquête et de travailler de toutes leurs forces à la promulgation de cette interdiction.

Assurances ouvrières.

L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs constate qu'il ressort des rapports des sections nationales qu'il est possible de réaliser par une entente internationale le principe de l'égalité des nationaux et des étrangers au point de vue de l'assurance ouvrière.

En conséquence, elle invite les sections :

1° A présenter à la prochaine assemblée des délégués un projet de convention internationale, d'abord sur l'assurance-accidents, réalisant ce principe tant au point de vue du montant de l'indemnité qu'à celui des conditions nécessaires pour bénéficier de l'assurance;

2° A continuer à travailler, au moyen des législations nationales et des traités internationaux, à la réalisation de ce principe jusqu'à ce qu'il soit pleinement reconnu par une convention internationale;

3° A présenter à la prochaine assemblée des délégués un rapport sur la manière dont il conviendra de modifier les lois de leurs pays respectifs ou d'élaborer des lois nouvelles, afin qu'elles soient conformes au principe énoncé ci-dessus.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en octobre 1906 ⁽¹⁾. — Le travail est resté très actif durant tout octobre, et dans plusieurs branches de l'industrie la main-d'œuvre s'est trouvée insuffisante. Dans la métallurgie notamment, où de nouveaux établissements se sont ouverts ces mois derniers, le travail a été particulièrement abondant. Il n'est pas un centre important où l'on n'ait réclamé des serruriers, forgerons, frappeurs, etc. Travail actif également dans les mines, le vêtement, les transports, les entreprises de chargement et de déchargement. En outre, les travaux du bâtiment, gênés ordinairement en cette saison par le mauvais temps, ont pu, grâce à la douceur de l'air, se continuer activement.

Les domestiques femmes ont trouvé à s'employer facilement, et la demande d'emploi, en ce qui les concerne, est restée de 13.6 p. 100 au-dessous de l'offre; pareille activité ne s'était encore jamais rencontrée en octobre.

Placement en septembre 1906 ⁽²⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes, par rapport à septembre 1905, a augmenté de 3,000; celui des emplois vacants a augmenté de 17,000, et celui des places procurées, de 9,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 702 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données d'août :

		DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
1906	Sept. (pour bureaux).....	189,000	226,000	146,000
	Août (— 704 —).....	206,000	212,000	139,000

Les cartels ou unions locales de syndicats en 1905 ⁽³⁾. — La commission centrale des syndicats socialistes s'est efforcée, cette année encore, de dresser aussi complètement que possible la statistique des Gewerkschaftskartelle (unions locales de syndicats de professions diverses, correspondant à peu près à nos bourses de travail). Elle a adressé des questionnaires aux 480 unions existant à la fin de 1905; 465 (soit 96.9 p. 100) ont répondu. Cette proportion est la plus forte enregistrée jusqu'ici et la commission espère pouvoir, l'an prochain, dresser une statistique absolument complète.

La commission s'est surtout préoccupée des unions de syndicats socialistes. Toutefois, comme elle a relevé les totaux généraux relatifs aux unions locales de syndi-

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*, 15 novembre.

⁽²⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt*, octobre 1906.

⁽³⁾ *Correspondenzblatt*, 21 juillet 1906.

cats Hirsch-Dünker et aux corporations chrétiennes, on peut dresser comme suit le tableau des diverses unions locales allemandes :

	NOMBRE des unions locales.	NOMBRE des syndicats adhérents aux unions.	NOMBRE des membres.	NOMBRE des secrétariats ouvriers existants.
Syndicats social-démocrates	465	6,495	1,180,940	56
Syndicats Hirsch-Dünker ⁽¹⁾	145	430	"	15
Corporations chrétiennes ⁽¹⁾	94	356	"	74

Les renseignements qui suivent concernent exclusivement les unions locales des syndicats social-démocrates.

Le nombre des syndicats adhérents aux 465 unions locales a passé de 5,559 avec 924,026 membres en 1904, à 6,495 avec 1,180,940 membres en 1905. Sur ce nombre, 41 syndicats groupant 16,870 membres sont des organisations locales distinctes des syndicats social-démocrates. Par contre, 363 syndicats affiliés à des fédérations centrales adhérentes à la commission restent en dehors des unions locales.

Le nombre des membres des syndicats adhérents à des unions locales a passé de 481,718 en 1901 à 614,722 en 1902, 758,723 en 1903, 924,026 en 1904 et à 1,180,940 en 1905, il en ressort pour cette dernière année une augmentation de 256,914 membres,

Comme en 1904 le plus grand nombre de syndiqués se trouve dans les grands centres et certains districts industriels. 41 villes comptant plus de 100,000 habitants groupent à elles seules 743,634 membres (ou 59 p. 100 du total) soit 147,772 de plus qu'en 1904 (6 d'entre elles seulement accusent une diminution totale de 9,133). Le cartel de Berlin compte 224,685 membres, celui de Hambourg 64,110, Leipzig 48,897, Munich 36,522, Breslau 20,308, etc.

Toutefois, le développement syndical semble avoir été moins actif dans les grands centres que dans les petits; en effet, alors que le nombre des syndiqués socialistes allemands passe de 1,116,723 en 1904 à 1,429,408 en 1905 (soit une augmentation de 28 p. 100), le total de syndiqués des grandes villes n'augmente que de 25.6 p. 100 (Berlin fait exception toutefois et accuse une augmentation de 43 p. 100).

Au point de vue de leur importance, les unions locales se groupent comme suit :

66 groupent de 1 à 5 syndicats; 161 de 6 à 10; 94 de 11 à 15; 57 de 16 à 20, 57 de 21 à 30; 14 de 31 à 40; 10 de 41 à 50 et 6 plus de 50.

Enfin, au point de vue du nombre total des membres de leurs syndicats adhérents, les unions se divisent ainsi : 11 comptent moins de 100 membres, 50 de 100 à 200, 128 de 200 à 500, 101 de 500 à 1,000, 100 de 1,000 à 2,500, 36 de 2,500 à 5,000, 23 de 5 à 10,000, 9 de 10 à 25,000 et 7 plus de 25,000.

Les unions locales de syndicats n'ont pas seulement pour but d'organiser la propagande en faveur de l'idée syndicale et de créer des institutions communes aux diverses corporations adhérentes; elles doivent aussi enregistrer tous les faits pouvant intéresser le travail. Jusqu'ici toutefois elles ne semblent pas s'être complètement acquittées de ce dernier soin; le nombre des grèves qu'elles ont signalées pour 1904 notamment, est de beaucoup inférieur à celui enregistré par des fédérations centrales; 46 d'entre elles ont entrepris des enquêtes sur les salaires et les conditions du travail dans leur région, 21 ont fait un recensement du chômage et 67 des enquêtes diverses.

De plus en plus les bourses se préoccupent de fournir à leurs membres des ren-

seignements sur le travail et sur les questions de droit; 111 d'entre elles avaient organisé des bureaux d'information de ce genre.

26 unions possèdent une maison des corporations leur appartenant en propre ou qu'elles louent, 56 subventionnent un secrétariat ouvrier et 6 d'entre elles (Berlin, Francfort, Hambourg, Munich, Fribourg et Wundsiedel) ont en outre un secrétaire particulier dont le traitement varie entre 2,200 et 2,500 marks. 111 unions ont organisé un bureau de placement. 118 possèdent une salle de réunion, 44 une hôtellerie centrale et 227 une auberge placée sous leur surveillance. 252 ont organisé une bibliothèque commune, 39 une salle de lecture.

En 1905, 149 bourses avaient institué une commission des réclamations chargée de transmettre aux inspecteurs de fabriques les plaintes des ouvriers. 41 d'entre elles comptaient des femmes parmi leurs délégués. 195 possédaient une commission pour la défense des ouvriers du bâtiment.

Les bourses ont organisé 1,568 réunions et 2,102 assemblées générales; beaucoup de bourses par contre n'ont rien fait dans cette dernière voie et leur activité semble avoir été nulle au point de vue de la propagande.

451 unions prélèvent une cotisation par tête de membre adhérent aux syndicats affiliés; les autres s'alimentent uniquement par des cotisations volontaires ou par des impositions spéciales.

Le montant de la cotisation varie de 5 pfennigs (0 fr. 06) à 2 marks 60 pl. (3 fr. 20); dans 299 bourses, il est inférieur à 40 pfennigs par tête (0 fr. 50).

Les recettes totales de 465 bourses se sont élevées en 1905 à 512,394 marks, contre 395,712 en 1904 (dont 318,811 produits par les cotisations).

Les dépenses de ces mêmes bourses ont atteint 499,671 marks, et se décomposent comme suit :

	NOMBRE d'unions.	MARKS.
Propagande	358	40,773
Élection des délégués	175	18,787
Statistique et enquêtes	50	2,295
Bureau de placement, hôtellerie	38	10,348
Maison des corporations et locaux	46	41,883
Bibliothèque, salles de lecture, renseignements	292	128,632
Traitements, indemnités	381	95,391
Loyer, administration		
Grèves (caisse des unions)	204	34,077

L'encaisse en fin d'année s'établissait à 258,115 marks pour 442 unions.

Les dépenses de grèves ont été cette année de beaucoup supérieures à celles de l'année dernière. En effet, en dehors des 34,074 marks inscrits au tableau ci-dessus, les unions ont versé, à ce même titre, 912,792 marks sur les 948,166 marks recueillis sous forme de collectes spéciales, soit ensemble 982,243 marks (contre 307,798 en 1904): 290 unions ont payé des secours à la fois dans les grèves locales et dans des grèves étrangères à leur localité.

AUTRICHE.

Placement en septembre 1906⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 853 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Sept. 1906.	Août 1906.	Sept. 1905.	Sept. 1906.	Août 1906.	Sept. 1905.	Sept. 1906.	Août 1906.	Sept. 1905.	Sept. 1906.	Août 1906.	Sept. 1905.
Hommes	33,294	32,706	25,645	41,516	40,964	38,868	19,955	19,127	17,438	48	47	45
Femmes	37,103	23,802	30,726	30,558	19,136	29,629	20,126	11,679	19,041	66	61	64
Ensemble	70,397	56,508	56,371	72,074	60,100	68,497	40,081	30,806	36,479	56	51	53

Grèves en septembre⁽¹⁾. — 62 nouvelles grèves, avec 18,171 grévistes; aucun lock-out. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour le *bâtiment* (6), les *textiles* (8), le *vêtement* (4) et l'industrie du *bois* (10) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 8 succès, 12 transactions, 10 échecs. Causes : insuffisance des salaires, 24 cas; questions relatives à la durée du travail, 3 cas; ces deux motifs réunis, 20 cas; divers, 15 cas.

BELGIQUE.

Marché du travail en septembre 1906⁽²⁾. — 13 offices de placement gratuit — dont cinq organisés par des communes et quatre subsidiés par elles — ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de septembre 1906. Pour 1,088 offres d'emploi, il y a eu 1,361 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 125 demandes pour 100 offres. Dans les mêmes établissements, la moyenne était de 109 demandes pour 100 offres le mois précédent; et, ces deux dernières années, elle représentait en moyenne, au mois de septembre, 129 demandes pour 100 offres. De ce point de vue, la situation du marché du travail apparaît donc un peu moins favorable même que le mois précédent, tout en étant normale pour la saison.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 139 unions professionnelles ouvrières, groupant 31,400 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, octobre 1906.

⁽²⁾ *Revue du travail*, 15 octobre 1906.

de septembre, 574 chômeurs, soit une proportion de 1.8 p. 100 contre 1.9 p. 100 le mois précédent et 1.9 p. 100 en septembre 1905.

Ces dernières données confirment donc l'indication fournie par les bureaux de placement sur l'état normal, pour la saison, du marché du travail.

Grèves en septembre 1906⁽¹⁾. — 18 grèves nouvelles, intéressant environ 2,472 grévistes et un lock-out, s'appliquant à 15,000 ouvriers environ, ont été signalés à l'Office du travail. Ce lock-out a pris fin, par une transaction, après 3 semaines de durée.

On a compté 4 grèves dans les textiles, 3 dans les mines et 2 dans la métallurgie. Les autres conflits ont surgi respectivement dans 9 autres industries.

Causes : augmentation des salaires (11), réintégration d'un ouvrier congédié (3), refus d'accepter un nouveau contremaître (2), empêcher un changement dans l'organisation du travail (1).

Résultats : sur 16 grèves dont l'issue a été signalée, 5 réussites; 1 transaction; 2 grèves enfin (363 grévistes) ont échoué.

5 grèves et 1 lock-out ont éclaté dans la province de Liège; 4 grèves dans chacune des provinces de Hainaut et de la Flandre et 4 grèves dans la Flandre occidentale.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en septembre 1906⁽²⁾. — D'après les rapports fournis par 738 unions affiliées à la Fédération américaine du travail et groupant 70,700 membres, la moyenne des chômeurs était de 3.2 p. 100. Cette moyenne était de 1.8 p. 100 en août, dans 2,045 unions groupant 123,600 membres.

PAYS-BAS.

La Revue mensuelle du bureau de statistique. — Le Bureau central de statistique des Pays-Bas a transformé, à partir du 1^{er} septembre dernier, sa revue trimestrielle en une revue *mensuelle*. La revue donnera chaque mois, d'après les renseignements fournis par les chambres du travail, une revue du travail, la création et la dissolution de syndicats, les grèves et lock-outs du mois, les opérations de placements et de nombreux renseignements sur les salaires, l'assurance, l'épargne, etc., ainsi que les actes et documents officiels. En outre, elle contiendra des extraits des

⁽¹⁾ *Revue du travail*, 30 septembre.

⁽²⁾ *American Federationist*, novembre 1906.

rapports des consuls hollandais à l'étranger, ainsi que de nombreux renseignements sur le marché du travail, les grèves, le mouvement syndical, etc. à l'étranger. Le sommaire de la revue du travail, l'état des grèves, ainsi que les titres des principaux articles, les en-têtes des tableaux statistiques sont donnés à la fois en hollandais et en français.

Le *Bulletin de l'Office du travail* donnera désormais, chaque mois, la revue du travail et l'état des grèves aux Pays-Bas.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en octobre 1906 ⁽¹⁾. — Aucune modification à signaler dans le marché du travail qui est resté en octobre ce qu'il était en septembre; il y a amélioration pourtant par rapport à septembre, dans les mines, la métallurgie et les textiles.

4.4 p. 100 de chômeurs dans 271 trade unions groupant 600,122 membres contre 3.8 en septembre et 5.0 en octobre 1905; 5.49 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 598,013 ouvriers, contre 5.30 en septembre et 5.35 en octobre 1905; 344 hauts fourneaux, en marche à la fin d'octobre, avec 24,900 ouvriers contre 342 en septembre et 331 en octobre 1905.

Grèves. — 24 grèves nouvelles en octobre avec 26,028 chômeurs contre 23 avec 17,559 en septembre et 9 avec 1,050 avec octobre 1905.

Sur 20 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 7,260 chômeurs, 6 succès (1,791), 6 échecs (4,578) et 8 transactions (891). Total des journées de travail perdues 414,300 en octobre contre 147,400 en septembre et 176,000 en octobre 1905.

Le 39^e congrès des Trade Unions ⁽²⁾. — Le 39^e congrès des Trade Unions a eu lieu à Liverpool, du 3 au 8 septembre 1906, sous la présidence de M. Cummings, de l'Union des chaudronniers et constructeurs de navires en fer, président du Comité parlementaire. 1,555,000 ouvriers (chiffre maximum atteint depuis l'institution des congrès) y étaient représentés par 491 délégués, dont 30 membres de la Chambre des Communes.

Discours du Président. — En commençant son discours, M. Cummings rappelle les circonstances politiques existant au moment du précédent congrès : à ce moment, le pouvoir appartenait à un parti opposé aux revendications trade unionistes, et les Unions s'apprétaient à le combattre aux prochaines élections générales. La

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, novembre 1906.

⁽²⁾ *Trade Unions Congress, 1906. Thirty-ninth Annual Report, St-George's Hall, Liverpool.* — London, 1906. — Pour le congrès de 1905, voir *Bulletin*, janvier 1906, p. 69.

défaite des conservateurs a été écrasante, et ils ont vu se dresser en face d'eux un groupe d'une cinquantaine de députés ouvriers et un Gouvernement dans lequel se trouvent beaucoup d'amis de la classe ouvrière. On a quelquefois parlé de l'existence, depuis les élections, de deux Partis du travail. Il ne faut pas s'arrêter à cette opinion, émise dans le but de semer la discorde; il ne peut y avoir de députés ouvriers isolés du Parti du travail, car la cause du travail est trop grande, trop sacrée, trop impérative pour ne pas l'emporter sur les antipathies personnelles.

De bonne heure, le nouveau Gouvernement a déposé un bill pour modifier la législation concernant la réparation des accidents et un bill sur les conflits industriels (*Trade disputes bill*). Pour améliorer ces projets et en obtenir le vote, comme pour faire aboutir diverses autres mesures d'intérêt général (retraites pour la vieillesse, réforme agraire, etc.), il est indispensable que le Parti du travail reçoive une augmentation considérable du nombre de ses membres.

Rapport du Comité parlementaire. — Le Comité rend d'abord compte de ses actes au moment des élections générales. Il avait déjà organisé une campagne de réunions dans les principaux centres industriels quand, au mois de décembre 1905, le Parti libéral prit le pouvoir. Les élections étant désormais certaines, le Comité examina les meilleurs moyens d'appuyer les candidatures ouvrières; il fit imprimer un manifeste montrant que la seule manière d'obtenir la sanction législative pour les mesures réclamées par les congrès était de voter pour les candidats ouvriers. Dix mille exemplaires de ce manifeste furent envoyés à chaque candidat membre d'une Union participant aux congrès. D'autre part, une circulaire fut adressée aux fonctionnaires de toutes les Trade Unions pour insister sur l'importance qu'allaient avoir, au point de vue ouvrier, les élections générales, et leur demander que tous les membres de leur société fussent instamment priés de voter et de s'employer pour le candidat ouvrier. Conformément au règlement qui le régit, le Comité parlementaire donna son investiture à 51 candidats. 31 d'entre eux furent élus.

M. John Burns, qui pendant de nombreuses années avait pris part comme délégué aux congrès des Trade Unions et fut même président du Comité parlementaire, ayant été nommé membre du cabinet Campbell-Bannermann, le Comité parlementaire, « en souvenir des grands services rendus par lui à la cause du travail », lui vota une adresse de félicitations.

Continuant son compte rendu, le Comité parlementaire retrace en détail l'histoire législative du bill sur les conflits industriels (*Trade disputes bill*), bill déposé dès 1903 pour contrecarrer une jurisprudence récente limitant les droits des Trade Unions, et repris à chacune des sessions suivantes. Le 22 février 1906, pour la quatrième fois, le bill établi par les Trade Unions fut présenté; le 28 mars le Gouvernement de son côté, conformément à une promesse faite à une délégation de trois membres du Comité parlementaire, déposa un bill qui, à la vérité, suivait dans ses grandes lignes le bill rédigé par le Congrès, mais en différait sur quelques points non sans importance; le Premier ministre demanda même à la Chambre de voter, en seconde lecture, le bill du Congrès, se réservant de discuter, à l'étape suivante de la procédure parlementaire, les points, d'après lui secondaires, qui appelaient des amendements. Dans ces conditions, le bill fut voté à une majorité de 350 voix (30 mars), et celui du Gouvernement adopté sans scrutin (25 avril). La discussion en comité sur le bill du Gouvernement commença le 27 juillet; elle se termina sans que l'entente ait pu s'achever entre le Gouvernement et les défenseurs du bill rédigé par le Congrès. Mais les deux partis s'étaient mis d'accord pour chercher de nouveau à s'entendre quand le débat serait repris devant la Chambre elle-même.

Un act de 1905 sur le chômage, voté malgré l'opposition des Trade Unions, fonctionne, assure le Comité parlementaire, dans des conditions très défectueuses; non seulement il n'a que fort peu d'effets sur le chômage, mais les comités locaux qu'il institue ouvrent maintenant des bureaux de placement dans lesquels il faut absolument que les Trade Unions soient légalement représentés, sous peine de voir ces bureaux dégénérer en agences où les patrons pourront obtenir de la main-d'œuvre au-dessous des tarifs unionistes.

Le Comité parlementaire avait préparé un bill pour améliorer la législation sur la réparation des accidents. De son côté le Gouvernement présenta le 26 mars 1906 un bill sur le même objet, bill si satisfaisant que le Comité abandonna le sien. La discussion se poursuivit, devant la Chambre des communes, en pleine harmonie entre le Gouvernement et les représentants ou les amis des Trade Unions. Ce bill, voté en Comité, doit revenir devant la Chambre durant la session d'automne.

Le rapport du Comité parlementaire passe ensuite en revue les nombreuses délégations envoyées aux différents ministres, soit pour présenter des réclamations, soit pour demander l'intervention du Gouvernement, selon les instructions données par le congrès des Trade Unions.

Le rapport contient encore quelques renseignements sur la Conférence tenue par le Parti du travail le 15 février 1906, à laquelle le Comité avait envoyé deux délégués. La Conférence décida notamment de changer l'appellation de « Comité de la représentation parlementaire » en celle de « Parti du travail », plus conforme aux faits, puisque le Comité était devenu un parti parlementaire d'environ trente membres.

Le Comité parlementaire termine son rapport en se félicitant de l'œuvre accomplie à la Chambre des communes par les cinquante députés ouvriers, dont il souligne l'unité de vues et l'accord unanime sur presque toutes les questions de principe. Cependant il existe entre eux, remarque-t-il, des désaccords secondaires relativement aux méthodes à employer : le Comité « se permet de demander que tous les efforts soient faits pour unir le corps politique de la représentation industrielle à la Chambre des communes ».

Questions discutées par le Congrès. — Voici les points les plus importants examinés par le Congrès.

M. James Sexton (Union nationale des dockers, Liverpool) présenta un ordre du jour portant, que, comme l'unité d'action est la condition absolue des succès futurs du mouvement ouvrier, il y avait lieu de convoquer une réunion des représentants de toutes les sections dans le but de réaliser « une parfaite unité d'action politique par tout le pays et à la Chambre des communes, dans des conditions d'indépendance absolue » ; le Comité parlementaire était invité à faire ses efforts pour organiser cette réunion. « Laissez-moi dire, ajouta M. Sexton, que je ne vois aucune nécessité pour deux groupes du travail à la Chambre des communes. Un seul groupe et une seule politique, voilà l'unique solution. » La motion de M. Sexton fut adoptée par 756,000 voix contre 543,000.

Le congrès saisi pour la huitième fois (par M. Ben Tillett, des Dockers de Londres) d'une proposition en faveur de la conciliation et de l'arbitrage obligatoires, se prononça contre, après une vive discussion, par 938,000 voix contre 541,000.

Bien que le bill sur les conflits industriels se trouvât dans une situation favorable au moment du congrès de Liverpool, le Comité parlementaire estimait qu'il ne fallait pas encore considérer la partie comme gagnée. Un de ses membres, M. Shackleton, membre de la Chambre des communes, tout en rendant hommage aux bonnes intentions du Gouvernement, demanda au Congrès de réaffirmer le principe fondamental du bill, à savoir qu'aucun bill sur les conflits industriels ne peut être

considéré comme acceptable s'il ne garantit la complète immunité des fonds des Trade Unions, autrement dit s'il ne prend le contrepied de la fameuse décision du Taff Vale, — de plus d'inviter le Comité parlementaire à provoquer, avant la session d'automne, une réunion de tous les députés ouvriers pour examiner le bill tel qu'il est sorti de la discussion en comité à la Chambre des communes. La proposition de M. Shackleton fut adoptée à l'unanimité.

Le Congrès vota à l'unanimité une résolution (déjà adoptée par de précédents congrès) demandant aux pouvoirs publics l'établissement d'un système de pensions pour la vieillesse, pensions accordées à l'âge de 60 ans et dont le taux hebdomadaire serait de 5 shillings (6 fr. 25) au moins.

De nouveau il se déclara favorable à la généralisation des traités de paix permanents entre nations. Dans la même résolution il « protesta énergiquement contre l'accroissement incessant des armements et contre les tentatives détournées faites pour établir dans la Grande-Bretagne la conscription ou une autre forme de service obligatoire, institution nuisible aux intérêts de la classe ouvrière et propre à développer un esprit belliqueux qui ne pourrait être que dangereux pour la paix du monde ».

Le Congrès vota à la presque unanimité une résolution invitant les travailleurs organisés à continuer leurs efforts pour obtenir du Parlement et des autorités locales l'adoption du programme des Trade Union en matière d'enseignement.

Il vota encore à l'unanimité une proposition invitant « le Groupe du travail au Parlement à déposer un bill pour la nationalisation de tous les chemins de fer, canaux, mines et minières du Royaume-Uni ».

Parmi les propositions adoptées par les précédents congrès qui furent votées de nouveau, citons une proposition visant l'établissement d'un minimum national de salaires, une proposition réclamant l'établissement de la journée de huit heures ou de la semaine de 48 heures, etc.

Le Congrès, enfin, renouvela son Comité parlementaire. Le nouveau Comité comprend, sur 12 membres, 8 membres de la Chambre des communes et 3 « juges de paix ». M. Steadman, réélu secrétaire, appartient également au Parlement. Le président du Comité parlementaire, jusqu'au prochain congrès, qui aura lieu à Bath en 1907, est M. Gill, des Fileurs de coton amalgamés, membre de la Chambre des communes.

ITALIE.

Grèves en septembre ⁽¹⁾. — 122 nouvelles grèves ont été signalées à l'*Office du travail*. Sur ces divers conflits 95 intéressaient 70,488 grévistes. 19 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 10 dans les industries extractives, 17 dans la métallurgie, 4 dans le travail des pierres et des terres, 13 dans le bâtiment, 2 dans les produits chimiques, 3 dans le bois, 4 dans les industries polygraphiques, 13 dans les textiles, 5 dans le vêtement, 9 dans l'alimentation, 16 dans les transports, 7 dans diverses industries.

Causes : questions de salaires, 74 ; durée du travail, 3 ; diverses, 28 ; inconnues 11, Résultats : 23 succès, 40 transactions, 22 échecs, 20 résultats inconnus.

⁽¹⁾ *Boletino dell' Ufficio del lavoro*, octobre 1906.

Les fédérations de métiers et les chambres de travail au commencement de 1906 ⁽¹⁾. — Les associations ouvrières italiennes se groupent sous quatre formes principales ayant chacune un organisme central : les fédérations d'ouvriers de l'industrie adhérentes presque toutes au secrétariat de résistance ; les fédérations de travailleurs de la terre représentées par un secrétariat national ; les chambres de travail ayant leur fédération propre et enfin les unions professionnelles catholiques adhérentes à « l'œuvre des congrès et comités catholiques ».

Les ligues des travailleurs de la terre ont été étudiées dans un précédent bulletin ⁽²⁾ ; nous examinons ci-dessous les fédérations de métiers et les chambres de travail.

1° Fédérations d'ouvriers de l'industrie. — Le secrétariat de résistance a été organisé par le congrès de Milan (nov. 1902) auquel étaient représentées les 24 fédérations de métiers et le comité fédéral des chambres de travail. Le secrétariat a pour but d'organiser de nouvelles fédérations, de transmettre aux députés ouvriers les projets de réforme votés par les congrès qu'elle a organisés, de régler les conflits pouvant survenir entre les fédérations et de recueillir des documents statistiques, de représenter enfin les groupements ouvriers à l'office international ouvrier.

Selon la statistique présentée au congrès par M. Cabrini, on comptait en 1902 24 fédérations nationales en activité (18 d'ouvriers de l'industrie privée, 3 d'ouvriers des services de l'État, 3 d'ouvriers de services publics concédés ou exploités par des communes) et 2 en voie de formation (ouvriers des ports, cuisiniers et garçons). Ces fédérations groupaient 239,981 adhérents (ou 479,989 si l'on ajoute les travailleurs de la terre, qui, par leur secrétariat, adhèrent au secrétariat de résistance).

L'Office du travail italien, qui a déjà publié la statistique des fédérations en 1904 et 1905, s'est adressé pour la statistique du premier semestre 1906 aux comités centraux des fédérations et aux chambres de travail. Il n'a pas compris dans son enquête les associations d'employés qui feront l'objet d'une étude spéciale et quelques petites fédérations de verriers ayant surtout un caractère coopératif.

Pendant le 1^{er} semestre 1906, on comptait 157,289 ouvriers de l'industrie fédérés et répartis entre 2,642 sections ou groupements locaux. Parmi les fédérations les plus importantes figurent celles du bâtiment (26,653 membres), de la métallurgie (23,175), des marins (20,462), employés de chemins de fer (24,750). Comparé au total de 1904, il y a diminution de près de 29,000 membres dans les chemins de fer, de 3,359 chez les travailleurs de l'État et de 900 environ chez les chapeliers.

Par contre il y a augmentation de 9,862 chez les métallurgistes, de 800 chez les tailleurs et les boulangers, de 1,500 chez les infirmiers et de 3,500 chez les marins. Dans l'ensemble, les fédérations ont perdu 21,044 membres et créé par contre 362 sections nouvelles.

Il est à noter d'ailleurs que beaucoup de fédérations figurant dans la statistique existent surtout de nom et ne fonctionnent pour ainsi dire pas : de cet ordre sont celles des mineurs, coiffeurs, travailleurs des ports, céramistes, gaziers, etc.

Les fédérations ont des ressources très variables : celle du bâtiment encaisse annuellement 65,000 francs et celle des chemins de fer 100,000. 5 fédérations seulement font du placement et encore une seule, celle des chapeliers, s'en occupe-t-elle effectivement. Les secours de voyage et de chômage sont distribués par les sections seulement. On ne rencontre des femmes adhérentes que dans les fédéra-

⁽¹⁾ *Bolletino dell' Ufficio del lavoro* , janvier 1905 et septembre 1906.

⁽²⁾ *Bulletin* , septembre 1906 p. 932.

tions de chapeliers (1,000), des textiles (600 sur 5,566 inscrits) et des infirmiers (300 sur 3,246).

7 fédérations ont leur siège à Milan, 5 à Rome, 4 à Turin, et 9 dans d'autres villes.

La cotisation annuelle varie entre 1 fr. 20 et 1 fr. 40; elle atteint 11 fr. 96 chez les typographes et 7 fr. 80 chez les chapeliers.

Le tableau suivant fait connaître l'importance numérique des principales fédérations.

	SEC-			SEC-	
	TIONS.	MEMBRES.		TIONS.	MEMBRES.
Mineurs.....	14	2,065	Tailleurs.....	95	4,095
Marbriers.....	24	1,735	Chapeliers.....	37	3,590
Métallurgistes.....	100	23,175	Boulangers.....	73	4,669
Industries chimiques...	5	672	Coiffeurs.....	14	621
Céramistes.....	8	911	Infirmiers.....	96	3,246
Verriers (2 féd.).....	28	1,157	Chemins de fer (2 féd.)...	1,496	24,750
Bâtiment.....	367	26,653	Ouvriers des ports.....	26	6,580
Gaziers.....	41	3,847	Ouvriers de la mer.....	24	20,462
Bois.....	67	3,163	Ouvriers de l'État.....	54	8,412
Typo-lithographes (2 f.)...	139	9,507			
Textiles, teinture.....	49	5,566	TOTAL.....	2,642	157,289
Peaussiers.....	19	1,453			

2° *Les Chambres de travail au commencement de 1906* ⁽¹⁾. — Les Chambres du travail italiennes sont organisées sur le modèle des bourses du travail françaises. — La première a été fondée à Milan, le 6 décembre 1899, à l'instigation de la « ligue ouvrière » et de « l'association typographique; » elle groupa, dès le début, 73 syndicats.

Imitant cet exemple, presque toutes les villes importantes du nord et du sud de la péninsule eurent bientôt leur chambre du travail dont les statuts étaient copiés sur les statuts de celle de Milan. Ce fut d'abord Brescia (1890), puis Pavie, Rome et Venise (1892), Bologne et Parme (1893), Naples (1894), etc. En 1898 à la suite des troubles populaires, le gouvernement ferma les 20 chambres existantes, à l'exception de celles de Catanzaro, Velletri, Pérouse et Bologne. La chambre de Bologne, à la fin de cette même année 1898, entreprit un mouvement de propagande en faveur de la réouverture ou de l'organisation des chambres : on en compta bientôt une centaine qui se groupèrent de nouveau en fédération nationale.

La fédération nationale des chambres du travail, organisée en principe au congrès de Parme en 1893, ne commença à fonctionner réellement qu'après le congrès de Reggio d'Émilie, en 1901, qui en discuta et approuva les statuts. Elle a pour objet d'unifier l'organisation des diverses chambres, de développer l'esprit syndical, de veiller à l'application des lois ouvrières, d'organiser des fédérations de métiers, de réunir des statistiques ouvrières à l'usage des chambres, d'organiser le placement, de créer un secrétariat international pour l'émigration, etc.

⁽¹⁾ *Bolletino dell' Ufficio del lavoro*, février 1905 et août 1906.

La fédération a tenu 5 congrès : Parme (1893), Plaisance (1894), Milan (1900) Reggio (1902) et Gênes (1905). Le nombre des chambres qui s'y firent représenter a été respectivement de 12, 20, 14, 57 et 54. C'est au congrès de Gênes que le comité fédéral a fusionné avec le secrétariat de résistance comprenant 4 représentants des fédérations de métiers et 5 représentants des chambres du travail.

La première enquête statistique sur les chambres du travail (faite en 1904 en vue du congrès de 1905) relevait l'existence en 1902 de 62 organisations groupant 270,376 adhérents. A la fin de 1904 on en comptait 90 avec 3,338 syndicats et 347,449 adhérents.

L'office du travail italien s'est adressé, pour établir le nombre des chambres ayant fonctionné pendant les premiers mois de 1906, à leurs secrétaires et aux préfets ou sous-préfets. Il a enregistré l'existence de 82 organisations groupant 2,733 syndicats et 318,446 adhérents.

On en comptait, 14 en Toscane (18,603 adhérents) 13 en Émilie (138,953 adhérents), 13 en Lombardie (38,254 adhérents) et 12 dans le Piémont (19,677 adhérents); par contre il n'en existait aucune dans les Abruzzes, la Basilicate et la Sardaigne; l'Italie méridionale n'en comptait que 13 avec 36,580 adhérents. Par rapport au 2^e semestre de 1904, la diminution est sensible pour le Piémont, la Lombardie et la Campanie qui perdent 7 chambres avec 24,434 adhérents. Partout ailleurs la situation reste la même sauf dans les Pouilles qui gagnent 1 chambre et 7,215 adhérents.

Les organisations qui groupent le plus grand nombre de syndicats et de membres sont celles de Reggio d'Émilie (361 syndicats et 36,877 membres), Bologne (97 et 32,651), Gênes (73 et 22,860), Ravenne (85 et 21,792), Milan (120 et 20,613), Parme (194 et 12,032), Rome (85 et 10,637), Turin (62 et 9,189), etc. Les 2 premières comprennent les ligues d'ouvriers de la terre de la province.

Les chambres les plus riches sont celles de Milan, dont le dernier bilan accuse 55,113 francs de recettes et 54,114 francs de dépenses, Reggio d'Émilie (28,000 francs), Carrara (12,000 francs), Bologne et Parme (10,000 francs), Turin (9,000 francs), Gênes 6,000 francs et Rome (4,000 francs). Pour les 75 organisations ayant fourni des renseignements le total des recettes s'est élevé à 266,901 francs et celui des dépenses à 249,569 francs.

Sur les 82 chambres existantes, 23 seulement ont reçu des subventions municipales s'élevant ensemble à 45,285 francs; 28 sont logées gratuitement dans un édifice municipal.

30 ont organisé un bureau de placement. Toutefois si l'on excepte les bureaux de Milan et de Turin qui effectuent en moyenne chacun 2,000 placements par an et ceux de Crémone et de Brescia qui font quelques opérations de ce genre, l'existence des autres bureaux est purement nominale. 69 chambres fournissent des consultations légales et 38 des consultations médicales; 28 ont organisé ou subventionnent des cours et 34 possèdent une petite bibliothèque.

Les cotisations varient en général entre 0 fr. 50 et 0 fr. 60 par an; dans plusieurs elles oscillent entre 1 franc et 1 fr. 80. A Rimini elles atteignent 4 fr. 70, à Ferrare 5 fr. 20, à Salerne 6 francs et à Foggia 7 fr. 20. Les femmes et les enfants paient souvent des droits moins élevés; il en est de même pour les ouvriers des champs et pour tous ceux qui habitent en dehors du siège de la bourse.

On évalue à 24,000 le nombre des femmes adhérentes aux chambres. Toutefois comme beaucoup de chambres ne classent pas leurs adhérents par sexe, il est à croire que ce chiffre est inférieur à la réalité.

Le tableau suivant résume, par province, les principaux renseignements relatifs au nombre des chambres et des membres en 1904 et 1906; il donne en outre les

chiffres des recettes et des dépenses pour 1906 ainsi que le nombre des chambres s'occupant de placement, d'assistance judiciaire ou médicale, etc.

PROVINCES.	2 ^e SEMESTRE 1904.					1 ^{er} SEMESTRE 1906.							
	NOMBRE		NOMBRE			RECET- TES.	DÉPEN- SES.	BOURSES POSSÉDANT :					
	des cham- bres.	des mem- bres.	des cham- bres.	des syndi- cats.	des mem- bres.			bureau de place- ment.	assistance		cours.	biblio- thè- que.	
									judi- ciaire.	médi- cale.			
Piémont.....	16	26,834	12	182	19,677	26,871	23,920	5	7	4	3	5	
Ligurie.....	8	29,504	6	150	30,494	19,317	17,707	2	3	3	3	3	
Lombardie.....	15	49,015	13	439	38,254	85,768	84,131	7	12	6	3	9	
Vénétie.....	5	17,213	5	92	16,228	4,991	4,312	3	4	2	2	3	
Émilie.....	13	144,572	13	1,123	138,953	68,078	60,572	6	9	4	8	6	
Toscane.....	14	18,213	14	281	18,603	28,502	28,756	1	11	10	2	2	
Marches.....	3	7,005	2	59	5,380	2,732	2,632	"	1	"	"	"	
Ombrie.....	2	1,914	2	32	2,429	220	220	"	1	1	"	"	
Latium.....	2	12,228	2	106	11,848	6,690	3,499	"	2	"	"	1	
Campanie.....	4	20,195	3	89	12,708	11,500	11,500	1	2	1	"	1	
Pouilles.....	2	4,110	3	49	11,325	5,000	5,000	2	3	3	3	2	
Calabre.....	1	940	2	20	1,383	1,435	1,512	1	2	2	2	"	
Sicile.....	4	15,405	5	111	11,164	5,797	5,798	2	2	2	2	2	
Sardaigne.....	1	211	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
TOTAUX..	90	347,449	82	2,733	318,446	266,901	249,559	30	69	38	28	34	

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 25 octobre 1906 créant le Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,
AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 25 octobre 1906.

Monsieur le Président, en vous soumettant, à titre de projet, la création d'un Ministère du travail, le Gouvernement s'est proposé de réaliser une réforme accomplie, déjà, en certains pays et réclamée, depuis près d'un demi-siècle, par la démocratie française. S'il est bon, en effet, de rappeler que le ministère du travail existe déjà en Belgique et en Nouvelle-Zélande, on ne saurait oublier que l'initiative au moins théorique de cette création est due à la République de 1848. C'est Louis Blanc qui demanda à l'Assemblée constituante d'instituer un ministère du progrès et du travail. Emportée par la réaction politique de 1849, cette proposition ne fut pas discutée. Elle fut reprise en 1886 par M. Camille Raspail, sans succès. M. Vailant et quelques-uns de ses collègues la présentèrent à nouveau en 1894, en 1898, en 1903, avec des justifications nouvelles. A son tour, M. l'abbé Lemire s'en déclara partisan. Enfin, au Sénat, la Commission des finances, dans le rapport spé-

cial du Ministère de l'intérieur pour l'exercice 1906, donna son adhésion explicite à l'institution d'un Ministère du travail.

A la vérité, le Ministère du travail n'est pas à créer, il existe, mais il existe à l'état dispersé, sous espèces de services rattachés à des ministères différents et qui, pour le plus grand dommage de l'administration et de l'action gouvernementale, n'ont entre eux aucun lien de vie. Il s'agit donc simplement de constituer le nouvel organisme par la réunion de parties préexistantes, ou, en d'autres termes, de réunir des services épars pour former une administration distincte.

Le Ministère du travail doit grouper tout ce qui concerne :

- a) La réglementation du travail (heures de travail, repos, hygiène et sécurité, etc.);
- b) Les relations entre employeurs et employés (contrat de travail, associations professionnelles, différends collectifs et conciliation, etc.);
- c) Les conditions d'existence des travailleurs en cas de maladie, d'accidents du travail, de chômage, d'invalidité, de vieillesse, et, en général, les institutions d'épargne et de prévoyance qui les intéressent plus particulièrement;
- d) Les statistiques et les enquêtes relatives à tous ces objets.

En un mot, le ministère doit s'occuper de tout ce qui concerne les travailleurs, envisagés comme tels, c'est-à-dire comme liés par un contrat de travail envers d'autres personnes; dans ses attributions doit rentrer la formation de ce contrat, ainsi que les conditions dans lesquelles il doit s'exécuter pour ne compromettre ni la santé, ni la sécurité du travailleur. En même temps, il doit chercher à ménager à celui qui n'a à sa disposition que sa force de travail les moyens de subsister quand celle-ci vient à lui faire défaut momentanément ou définitivement. Les ouvriers de l'industrie ne rentrent d'ailleurs pas seuls dans cette définition du travailleur; elle comprend les employés de l'industrie et du commerce; elle comprend enfin les ouvriers de l'agriculture qui, après s'être longtemps tenus à l'écart du mouvement syndical, paraissent de plus en plus disposés à faire appel aux facultés que leur offre la loi de 1884 pour la défense de leurs intérêts professionnels. Par contre, restent en dehors de l'action du Ministère du travail, tel que nous venons de le définir, les conditions économiques de la production et de l'échange, le commerce, l'industrie et l'agriculture proprement dits.

Nous vous proposons, en conséquence, de composer comme suit le nouveau Ministère du travail :

Il comprendrait les deux directions qui, dans l'ancien Ministère du commerce, de l'industrie et du travail, s'occupaient des questions de travail et de prévoyance :

La direction du travail et la direction de l'assurance et de la prévoyance sociales.

A ces deux directions s'ajouteraient la direction de la mutualité, distraite du Ministère de l'intérieur, et la partie du service des mines, actuellement au Ministère des travaux publics, qui a pour objet la réglementation du travail dans les exploitations minières, le secours de maladie et les retraites des ouvriers mineurs.

On s'est demandé s'il ne conviendrait pas de rattacher entièrement au nouveau Ministère le service des mines. Mais, en dehors des questions de travail proprement dites, le service des mines s'occupe des recherches de mines, des concessions, des redevances, de la sécurité de la surface et de la conservation de la mine, et d'autres questions qui ne rentrent pas nécessairement dans le cadre que nous avons tracé pour le futur Ministère du travail. La sécurité des ouvriers mineurs est, d'autre part, liée si intimement à la sécurité de la surface et à la conservation de la mine, qu'une distinction entre l'une et les autres n'a pas paru possible; elles sont d'ailleurs visées par le même texte dans la loi de 1810. La réglementation de la durée du travail peut au contraire être rattachée sans inconvénient au Ministère du travail qui, depuis 1892, a d'ailleurs la surveillance des exploitations minières à ce point de vue, en ce qui concerne les enfants et les femmes. Quant à la loi sur les délé-

gués mineurs de 1890, à celles de 1894 et de 1903, sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, il est logique qu'elles ressortissent au Ministère du travail.

L'action du Ministre du travail sur les conditions d'attributions de la propriété minière et sur les stipulations du cahier des charges, qui peuvent avoir une portée sociale, serait garantie par le fait que les décrets de concession devraient porter la signature du Ministre du travail en même temps que celle du Ministre des travaux publics. D'autre part, pour assurer l'action du Ministre du travail sur les ingénieurs des mines, chargés sous son autorité de la réglementation du travail, les tableaux d'avancement et les nominations devront être arrêtés de concert entre les deux ministres.

La direction de la mutualité serait rattachée au Ministère du travail et de la prévoyance sociale telle qu'elle est organisée par le décret du 24 octobre 1906. Les directions du travail et de l'assurance et de la prévoyance sociales conserveraient dans l'ensemble leurs attributions actuelles, auxquelles s'ajouteraient, pour la première, le contrôle des lois sur la durée du travail et les délégués mineurs, et pour la seconde, celui des lois relatives aux secours de maladie et aux retraites des ouvriers mineurs.

Telles sont, Monsieur le Président, les attributions que je vous propose de donner au nouveau Ministère du travail.

Sans doute, la création de ce nouveau département ne résoudra pas les multiples questions que soulève la condition actuelle des travailleurs, mais elle en facilitera l'étude, et, par cela même, la solution. Ce sera le même esprit qui présidera désormais au progrès de la législation sociale, quelle que soit la catégorie de travailleurs auxquels elle s'appliquera. Par là sera rendue plus cohérente la législation ouvrière, plus rapide sa réforme, plus tangible la sollicitude que le Gouvernement de la République témoigne aux travailleurs.

Si vous approuvez ces propositions, je vous prie de vouloir bien signer le décret suivant.

DÉCRET.

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

ART. 2. — Ce Ministère a dans ses attributions les services actuels du Ministère du commerce, de l'industrie et du travail ressortissant : 1° à la direction du travail, sauf le Comité consultatif des arts et manufactures, les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, la dynamite et les explosifs divers ; 2° à la direction de l'assurance et de la prévoyance sociales (budget ordinaire du Ministère du commerce et de l'industrie : chapitres 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 35, 36) ; — la direction de la mutualité (budget ordinaire du Ministère de l'intérieur : chapitres 14, 15, 16, 17, 18, 19, 19 bis) ; — les services dépendant du Ministère des travaux publics, concernant l'application des lois et règlements sur les conditions du travail dans les mines, minières et carrières, ainsi que les mesures de prévoyance et d'assistance en faveur des ouvriers mineurs (budget ordinaire du Ministère des travaux publics : chapitres 3, 40, 41, 54).

ART. 3. — Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — A Bobain, d'après le conseil de prud'hommes, il y a eu, au courant du 3^e trimestre, une légère reprise dans la fabrication des *tissus fantaisie*, et le chômage était nul à la fin de septembre chez les tisseurs. La *broderie* continue à marcher dans de bonnes conditions, et le nombre des métiers augmente sans cesse.

A Saint-Quentin et à Guise, dans les *apprêts*, *blanchiment* et *teinturerie*, et dans le *bâtiment*, d'après des syndicats patronaux, il n'y a pas eu de changement.

Calvados. — A Lisieux, d'après le conseil de prud'hommes, la situation générale de l'industrie serait plutôt meilleure qu'au trimestre dernier, toutefois la moyenne du chômage était encore de 10 p. 100 dans l'*industrie lainière* et le *bâtiment* et de 15 p. 100 dans les *cuirs* et *chaussures*; il était nul dans l'*industrie linière*; la durée quotidienne du travail variait entre 8 et 10 heures et demie suivant les industries.

D'après le conseil de prud'hommes de Vire, l'activité du travail a baissé d'un quart, par suite de la sécheresse exceptionnelle qui a marqué la belle saison à partir de mai, d'où un chômage anormal correspondant. A Falaise, il n'y a pas eu de changement, ainsi qu'à Condé-sur-Noireau, où le chômage est toujours de un jour par semaine dans l'*industrie cotonnière*.

Charente. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANGOULÊME (année 1905). — La situation s'est améliorée dans les *burreries* de Montmoreaux, de Barbezieux et dans celles des environs d'Angoulême; les *boulangeries*, de leur côté, se sont bien approvisionnées; les *minoteries* et *meuneries* se sont maintenues dans des conditions favorables. Les *brasseries* restent dans une situation médiocre; les *confiseries* n'ont pas eu de changement depuis la fermeture d'un établissement. Dans les *distilleries*, la fabrication a été assez importante.

Dans les *arts* et *produits chimiques*, la production des *teintureries* et des usines à gaz est toujours satisfaisante.

Dans le *bâtiment*, les constructions de maisons particulières ont été peu abondantes et les nombreux ouvriers des différentes branches de cette industrie n'ont pas toujours été occupés. La situation de la fabrique de *caisses*, de la *tonnellerie* et *cerclerie* a été en rapport de l'importance de la récolte en vins. Mais la *menuiserie* et l'*ébénisterie* ont fait peu d'affaires, et la situation de la *carrosserie* reste mauvaise. Dans la *céramique*, la production des *tuileries* et *briqueteries* a été bonne et les fabriques de *poterie* ont été bien occupées. Dans la *batellerie* il y a amélioration par suite des dragages, mais cette industrie aurait encore plus d'importance si des travaux plus étendus étaient exécutés.

Dans les *cuirs* et *peaux* les mégisseries ont maintenu leur situation et les bottiers et corbonniers en ont eu un assez bon courant. Dans l'industrie de la *papeterie*, qui occupe encore 24 usines, la production n'a pas sensiblement varié; les établissements annexes des façonnages des papiers ont conservé leur situation satisfaisante, et une industrie de papiers gaufres pour emballage est en voie de développement; les *imprimeries*, *lithographies* et *autographies* ont eu une production active.

Dans les *industries extractives*, le nombre des ouvriers occupés dans les carrières de pierre de taille a peu diminué, la production a été assez active. Dans les importantes usines de chaux hydrauliques d'Echoisy, de Taponal, de Chasseneuil et autres centres, les conditions du travail n'ont pas varié. Même remarque à l'égard des minières établies dans les com-

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre 1906 et émanent de syndicats patronaux.

munes de Mainzac et de Charras; la mine concédée de plomb argentifère des communes d'Alloue et d'Ambernac n'a pas été exploitée en 1904.

Dans les *industries textiles*, la situation des feutres pour la papeterie était dans une situation moins favorable par suite de la hausse des laines. Dans les filatures de laine et de chanvre la fabrication a été assez active et la *draperie* a conservé sa situation satisfaisante.

Dans l'industrie *métallurgique*, le haut fourneau de la Mothe-Feuillade, éteint en 1903, n'a pas été rallumé. Quelques fonderies de deuxième fusion, travaillant seulement pour l'industrie et l'agriculture du département, ont une production restreinte et l'établissement national de Ruelle est resté dans la même situation. Dans les fabriques de *toiles métalliques* et dans les *tréfileries*, ainsi que dans les ateliers de *constructions mécaniques*, la fabrication s'est maintenue.

A Jarnac, dans la *maréchalerie*, d'après un syndicat patronal, la journée est de 10 heures, et le travail régulier; les salaires sont en hausse et s'élèvent à 30 francs par semaine.

Charente-Inférieure. — A Rochefort-sur-mer, d'après le conseil de prud'hommes, le travail suivait son cours normal pour les 46 professions de son ressort, comprenant 210 à 220 patrons occupant 12 à 1500 ouvriers; il y avait peu de chômage, même chez les ouvriers des quais et docks. Les ouvriers d'état gagnent de 4 à 5 francs par journée de 10 heures, et les manœuvres de 3 à 4 francs.

Corrèze. — A Tulle, d'après le conseil de prud'hommes, le travail était assez actif, le chômage n'était pour l'ensemble des corporations, que de 5 p. 100, sauf pour la métallurgie qui a subi un chômage forcé du fait du manque de force motrice, par suite de la sécheresse. Certaines industries ont mis en pratique la journée de 9 heures au lieu de 10.

Eure. — A Louviers, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail a été satisfaisante pendant le 2^e trimestre 1906, le chômage ayant été nul.

A Ezy, d'après un syndicat patronal, la fabrique de *peignes* a enregistré un travail moins abondant pour la corne et plus abondant pour le celluloid, comparativement au trimestre correspondant de 1905; l'état général reste satisfaisant, ainsi que celui du personnel.

Finistère. — A Morlaix, d'après le conseil de prud'hommes, le travail, notamment dans la *tonnellerie*, a complètement repris dans des conditions avantageuses, et d'une façon générale son activité a été assez satisfaisante.

A Douarnenez, d'après des syndicats patronaux, la situation est plus satisfaisante, par suite de la pêche du sprat, que le précédent trimestre, pendant lequel le travail avait été presque nul, faute de sardines. L'état de cette industrie reste très critique et la situation du fabricant comme celle du marin laisse beaucoup à désirer. Dans la *menuiserie-ébénisterie*, le travail a été moins abondant comparativement au trimestre correspondant de 1905, et égal à celui du 2^e trimestre 1906, mais il a été plus abondant dans les environs, où la semaine a atteint 70 à 72 heures. Cette industrie se ressent fortement de l'état très précaire de la pêche à la sardine. A Camaret-sur-Mer il en est comme à Douarnenez : la pénurie de la pêche entraîne le chômage, le travail se faisait aux pièces.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, d'après le conseil de prud'hommes, le travail était assez actif en raison de l'époque et le chômage nul; les salaires ont été augmentés de 0 fr. 03 l'heure pour les manœuvres, à la suite d'une entente avec les entrepreneurs, sur une démarche de la bourse du travail. Dans les *cuirs* et *peaux*, le travail a été moins actif et les salaires sont toujours de 2 fr. 50, 3 francs et 4 fr. 50 par jour.

Indre. — A Châteauroux, d'après le conseil de prud'hommes, la situation générale de l'industrie a subi peu de modification, si l'on excepte celle résultant de la saison pour les travaux de *bâtiment*, dont l'abondance a rencontré une main-d'œuvre presque insuffisante; mais les professions employant la machine périlient de plus, en plus le travail abandonnant la petite industrie; l'exemple en est donné par l'*imprimerie*, qui compte 25 p. 100 au moins de chômeurs.

Loir-et-Cher. — A Blois, d'après le conseil de prud'hommes, la *production industrielle*

tendait à diminuer sensiblement. Chez les *cordonniers en fabrique*, notamment chez les monteurs, le chômage hebdomadaire était de 2 jours environ. D'autre part, les chocolatiers quittaient l'usine dès 5 heures du soir. Partout, d'ailleurs, la journée a diminué d'une heure le matin et d'une heure le soir : il en résulte que la journée qui était en moyenne de 3 francs le trimestre précédent n'est plus que de 2 francs. On modifie un peu la façon tout en augmentant le travail, et la concurrence, à laquelle s'ajoute la surproduction, s'exerce au préjudice de l'ouvrier.

A Romorantin, d'après le conseil de prud'hommes, la fabrique de *draps* a eu un travail soutenu mais partiel à cause du manque d'outillage. Dans la fabrique de *boulons et rivets*, le travail a été très régulier. Dans la *lingerie*, il n'a été qu'intermittent. Dans le *bâtiment* le chômage a été d'un tiers, et de moitié chez les bûcherons.

Loire. — A Saint-Étienne et dans la région, d'après le conseil de prud'hommes, la reprise générale de l'industrie des *soieries* qui remontait déjà à quelques semaines, allait encore en s'accroissant à la fin du 3^e trimestre et promettait de se soutenir jusque fin octobre. Dans les articles façonnés, la hausse acquise variait de 25 à 50 p. 100, selon les genres d'articles et les métiers (les plus recherchés étaient les 8 et 12 pièces); pour les articles unis l'augmentation acquise est moitié moindre et le prix des *façons* est encore insuffisant pour répondre aux nécessités de l'existence. Il n'y avait pas d'ouvriers compagnons en chômage, sauf pour les attentes de matières en préparation, soit à la teinture, soit au dévidage et à l'ourdissage, mais il existait un certain nombre de métiers qui chômaient et qui chômeront encore, faute d'ouvriers. Toutes les industries accessoires de celle du tissage étaient en reprise, et, d'une façon générale, aucune ne comptait de chômage.

A Roanne, d'après le conseil de prud'hommes, le travail a été en pleine activité pendant le 3^e trimestre; la semaine est, en général, de 60 heures, sauf pour les employés des tramways électriques, qui font de 60 à 72 heures, et pour les boulangers qui font de 80 à 90 heures; chez les tisseurs et teinturiers la semaine a passé de 54 à 60 heures en septembre.

D'après les syndicats patronaux, le travail a été un peu moins abondant que l'an dernier, à Roanne, dans le *bâtiment* et les *travaux publics*; il y a eu, vu la saison, une légère diminution comparativement au trimestre précédent. A Chambon-Feugerolles, dans l'industrie des *limes*, le travail a été un peu plus actif qu'au trimestre correspondant 1905, par suite du retard résultant des grèves et actuellement on fait 60 heures par semaine; les salaires sont en hausse, depuis la grève, de 10 à 25 p. 100, suivant les catégories, sur les articles les plus courants.

A Charlieu, d'après le conseil de prud'hommes, le travail a été plus actif qu'au 2^e trimestre.

Haute-Loire. — Au Puy, dans l'*horticulture*, d'après un syndicat patronal, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à la même époque à cause de la sécheresse; les salaires ont diminué et ne sont plus que de 2 fr. 50 à 3 francs par jour.

A Saint-Didier-la-Séauve, d'après le conseil de prud'hommes, la situation dans le tissage du ruban ne s'est pas améliorée, le chômage n'est toutefois que de 3 p. 100 pour l'ensemble des industries, mais la concurrence étrangère se fait sentir depuis quelque temps, l'outillage de la région ne répondant plus à la mode.

Mayenne. — A Laval, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage antérieurement signalé dans l'industrie du *coutil* a complètement disparu et la situation continue à être bonne. Dans les *textiles*, d'après un syndicat patronal, l'activité est restée la même.

Meuse. — A Bar-le-Duc, d'après le conseil de prud'hommes, les travaux de *bâtiment* étaient toujours très actifs fin septembre; dans la métallurgie et les fonderies la situation était bonne et nombreux le personnel occupé; les tissages sont en pleine activité.

Dans l'industrie *fromagère*, d'après un syndicat patronal, le travail a été moins abondant qu'en 1905 au 3^e trimestre par suite du peu de lait résultant de la sécheresse; l'ouvrier gagne 80 francs l'été et 100 francs l'hiver.

Oise. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BEAUVAIS. (Année 1905). — Dans les *grains et farines*, la transformation de l'outillage est terminée. La production a été normale. Dans la *distillerie* le nombre des établissements tend à diminuer et la main-d'œuvre fait souvent défaut, surtout pour les travaux pénibles, quelques uns ont été transformés en *sucreries*. Le nombre de ces dernières baisse également; l'établissement de Margny-lès-Compiègne, qui employait 15 à 20 millions de betteraves, a disparu.

Dans les *produits céramiques*, dont les établissements sont situés en grande partie dans la vallée dite du Bray, d'où l'on tire les matières premières, la production et la vente ont été assez importantes, mais se sont ralenties par suite d'un arrêt dans les constructions modernes.

Dans l'industrie de l'éclairage, l'outillage n'a guère subi de transformation importante; à Beauvais on a installé, pour diminuer la main-d'œuvre et la fatigue des ouvriers, des outils mécaniques tels que transporteurs de coke et charbon, chargeurs et défourneurs mécaniques.

Ces appareils nécessitent le plus souvent, pour leur mise en train, l'emploi de moteurs électriques, emploi que ne peuvent faire les usines qui n'ont pas de courant à leur disposition. Dans l'industrie de la *batellerie* la fabrication des péniches tend à diminuer, conséquence du grand nombre construites en 1900 et de la concurrence du chemin de fer du Nord, dont les tarifs sont moins élevés et dont les nouveaux wagons de 40 tonnes donnent plus de facilités au commerce et à l'industrie.

Dans l'industrie *métallurgique et constructions mécaniques*, le nombre d'établissements tend à augmenter, deux nouvelles fonderies de cuivre s'étant établies à Creil, et une société devant monter une fabrique de couleurs et vernis à Montataire. Plusieurs établissements transforment leur outillage; les tréfileries et pointeries de Creil ne laminent plus le fil servant à la fabrication des pointes et clous, elles feront les petits fers ronds et carrés, les fers cornières, les fers à vitrage, les fers à T, etc. La production est très active, grâce à des commandes de l'État, des grandes compagnies de chemins de fer et de l'étranger, notamment de ponts pour la Chine, l'Égypte, et le bénéfice de ces commandes s'étend à l'ensemble des usines de Creil et des environs. La situation a été également favorable pour les machines agricoles, malgré le désarroi provenant des crises sucrières et betteravières. La transformation de l'outillage ne s'effectue que suivant les indications fournies par la mécanique industrielle. Dans l'industrie des *paillons métalliques* la production reste normale.

L'industrie du coton, qui ne compte dans l'Oise que l'usine d'Ourscamp, a un peu perdu de son importance depuis la grève de 1904. Dans l'industrie *lainière*, la production des fils et tissus de coton a été active, surtout au début de la saison d'hiver. Dans la *passementerie*, la diminution de l'emploi de cet article dans l'ameublement en a naturellement affaibli la production. Il en est de même pour le *tapis et étoffes d'ameublement*, par suite de l'élévation du prix de la matière première. Dans la *bonneterie de laine*, le nombre d'établissements tend à diminuer : à Compiègne, notamment, la fabrique de chaussons, qui occupait 150 ouvriers, a transporté son matériel dans les Vosges.

Dans les *papers peints*, l'usine de Balagny-sur-Thérain se maintient grâce à l'amélioration de ses méthodes de fabrication et au renouvellement de ses modèles. Dans l'industrie de la *chaussure*, la production s'est ressentie du surcroît de production et de la température anormale de la saison d'hiver 1904. Dans la *boutonnerie de nacre* quelques maisons de faible importance ont disparu, mais ont été remplacées par d'autres qui marchent assez régulièrement; la production a été assez active. L'industrie du bouton d'os est, par contre très précaire et tend à disparaître de la région. La *brosserie et tabletterie* a peu varié et l'industrie de la petite tabletterie de Méru et environs est toujours très précaire : la fabrication des mesures linéaires diminue chaque année; les manches de couteaux en nacre et les plaques de revolver sont encore demandés, mais leur fabrication se restreint de plus en plus en raison de la difficulté de se procurer de la matière première et de son prix élevé. L'article éventails a eu une production un peu plus active qu'en 1904. Dans les *instruments d'optique*, la production a été meilleure, ainsi que dans la *lunetterie*, où le travail se fait presque exclusivement à la main.

En résumé, la marche générale des affaires dans le département de l'Oise a été assez satisfaisante en 1905; les salaires ouvriers ont été un peu augmentés dans certaines industries, et les chômages de peu d'importance.

A Beauvais, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage a été de 20 p. 100 chez les maçons et les peintres; de 15 p. 100 chez les menuisiers et les serruriers et dans la filature; de 10 p. 100 chez les typographes; de 5 p. 100 chez les cordonniers, et nul chez les tabletiers.

A Compiègne, dans le *bâtiment*, d'après un syndicat patronal, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1904 et en diminution de durée sur le précédent trimestre.

Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON (année 1905). — Le relèvement des affaires qui s'était manifesté pendant le second semestre 1904, spécialement en faveur des étoffes de soie pure teintées en flotte, s'est maintenu pendant toute la durée de l'année 1905, et tout l'outillage, soit des métiers mécaniques, soit des métiers à bras, a été occupé régulièrement, grâce à un retour aux tissus de soie pure unis, notamment aux taffetas délaissés depuis de nombreuses années au profit des tissus mélangés de coton. Dans cet ordre d'idées il convient de citer la *mousseline de soie* dont la production a passé de 2 millions et demi en 1894 à 95 millions en 1905, soit le quart de la production totale des tissus de soie, représentant une somme de 392,750,000 francs.

Dans les *soieries unies et armures*, le fait saillant de l'année 1905 a été le déplacement du centre d'activité de la fabrication des tissus de soie teinte en fils, le mouvement américain s'étant arrêté à partir d'août et septembre au profit des producteurs d'Europe, qui furent de plus en plus occupés jusqu'à la fin de décembre.

Dans les *étoffes façonnées et de haute nouveauté*, la situation, pour faible encore qu'elle soit, s'est maintenue toute l'année, mais cette intéressante tentative de retour à la belle étoffe a fait toucher du doigt la désorganisation des petits ateliers de famille lyonnais; et pour les quelques patrons d'étoffe riche, il a fallu, un peu par économie, mais surtout à cause du petit nombre d'ouvriers capables de les tisser, que le commissionnaire acceptât des époques de livraisons très éloignées. A côté des articles riches le jupon a continué à employer une certaine quantité de damas un et deux lots. L'Orient a acheté des damas couleurs vives, des fonds trames, des voiles et crêpes brochés, peints et paillétés, mais la moire façonnée a eu peu de succès. La Chine n'a pas justifié les espérances pour les damas en teintures spéciales de ce pays. La consommation parisienne et européenne a continué ses faveurs aux étoffes légères simples et brillantes, à la mousseline, au voile, au radium, au crêpe, au taffetas brillant, aux armures dérivées de la faille française, étoffes pour une grande part unies, mais aussi avec des rayures très fines, multicolores ou brochés, avec de la broderie; le coutil ou piqué tout blanc, en coton, avec broderies perforées, a été un instant à la mode en clôture de saison de printemps; et le métal soit en brochés sur étoffe, soit en tissu tout métal pour garniture, a été en progression toute l'année et semblait devoir continuer son succès en 1906.

Dans les *tissus teints en pièces*, la production est restée considérable par suite de la part de plus en plus grande qu'y ont prise les tissus tout soie. La mousseline, la mousseline mate en particulier, a occupé de très nombreux métiers. Les crêpes de Chine ont retrouvé leur faveur et ont joui d'une grande activité dès la seconde moitié de 1905; les crêpes ordinaires, lisses, français et genre anglais ont maintenu leur production avec tendance à augmentation, ainsi que les foulards au carré destinés principalement au nord-africain; le foulard pongée a été relativement actif. Les tissus unis mélangés de coton, la taffetaline, ont conservé leur position importante mais sans fermeté accentuée; l'article moirette tout coton pour jupons a occupé de nombreux métiers pendant quelques mois, ainsi que les écharpes, les rubans découpés et les tissus voile. Les doublures, sergés, polonaises, austria, surtout ce dernier genre, ont eu une saison satisfaisante et une production supérieure à 1904. Le satin liberty a été moins recherché; les tramés laine ont été peu actifs, sauf la popelinette. En tissus imprimés, les mousselines, les satins gaufrés ont été relativement actifs, et il en a été de même des mousselines peintes, haute nouveauté. Bref, dans son ensemble, la branche des teints en pièces a plutôt été bien partagée, et la production aussi importante qu'en 1904.

Dans les *tulles unis*, l'année 1905 a été marquée par une reprise assez générale sur presque toutes les branches de la fabrique lyonnaise; et l'augmentation de la production peut être évaluée à 15 p. 100. Mais cette augmentation n'a pas suffi à absorber complètement tous les moyens de production et l'organisation du travail est toujours aussi défectueuse, par suite du grand nombre de maîtres et même de fabricants qui se font concurrence. La maline a été plus demandée que les armures; beaucoup de métiers sont restés inoccupés, ou n'ont travaillé que demi-temps, et les qualités en cours se sont avilées. Les chenilles dans les bas prix ont conservé une bonne activité et les tulles Bobins circulaires ont joui d'un bon courant d'affaires en Chantilly et Alençon, mais les qualités en gros réseau pour robes et confections se sont moins bien vendues.

Dans les *dentelles et broderies*, l'article dentelles mécanique en tous genres s'est très sensiblement relevé en 1905; le chômage annuel qui est la plaie de cette branche de la fabrication lyonnaise, a été moins prolongé; mais les quatre-rangs et autres articles à la chaîne ne sont guère sortis du marasme dans lequel ils languissent depuis longtemps. La broderie Cornely sur tulle a joui d'une grande autorité, la robe ayant été très demandée, avec ou sans intervention de brûlage chimique. La broderie suisse a occupé à peu près tout le matériel dont elle dispose. Dans tous les genres ressortissant à la dentelle et à la broderie, l'emploi de la soie artificielle a maintenu ses positions de 1904.

Dans les *passenteries*, la situation reste la même, c'est-à-dire précaire, la mode et la confection ne s'étant pas montrées favorables à ces articles.

Dans les *dorures et ornements d'église*, l'exportation soit en ornements d'église, soit en articles militaires et dorures pour les pays d'outre-mer, a fourni les ateliers d'une façon moyenne; toutefois, dès le printemps, par des échantillonnages, et à partir de septembre, par des ordres nombreux et suivis, la guimperie et la passementerie ont eu un travail rémunérateur.

Dans la *teinturerie des soies et impression des tissus*, les ateliers de teinture d'écheveaux «couleur» ont été très occupés, en dehors du chômage correspondant aux mois d'entre-saison. Il en a été de même pour tous les articles légers qui, grâce à la mode, ont utilisé tous les moyens de production. Par contre, la teinture noire a produit moins qu'en 1904 et beaucoup moins que dans les années antérieures; la teinture en pièce, soie et coton, ainsi que l'apprêt, ont eu une marche meilleure en automne et en hiver; l'article velours, teint en flottes et teint en pièces, a marché normalement, mais l'impression soie, tant à la main qu'à la machine, n'a pas donné aux ateliers leur alimentation habituelle.

Dans l'industrie des *produits chimiques*, le développement de la nouvelle branche électro-metallurgie et le recul de l'électrolyse proprement dite n'ont fait que s'accroître. La production de l'aluminium va toujours croissant, et constitue aujourd'hui le principal emploi de la force électrique des Alpes; la production était, en 1904, de 1,647 tonnes, soit 77 tonnes de plus qu'en 1903; en 1905, la deuxième usine de la Société de Froges et l'accroissement de celle de la Compagnie des produits chimiques d'Alais et de la Camargue a doublé environ cette production, et l'on annonçait la création d'une troisième usine par la Société des Forges.

La consommation de la pyrite, en France, a augmenté de 57,000 tonnes, ce qui représente un surcroît de production d'acide sulfurique d'environ 125,000 tonnes, absorbé en grande partie par l'agriculture sous forme de superphosphates. La stéarinerie reste dans un état précaire, et dans les produits pour la teinture, le phosphate de soude et l'eau oxygénée continuent à être l'objet d'une fabrication active. L'emploi des matières colorantes végétales cèdent toujours le pas devant celles dérivées du goudron de houille; l'indigo artificiel s'est substitué, depuis peu, pour les trois quarts des cas, à l'indigo naturel, mais cette fabrication est aujourd'hui entièrement d'origine étrangère; les usines lyonnaises ont abandonné les dernières fabrications de ces couleurs pour se renfermer dans celles des parfums et des produits pharmaceutiques. L'acide picrique qui, de produit colorant est devenu la base de la mélinite, a vu sa fabrication redoubler d'activité à Saint-Fons. Dans la *soie artificielle*, les usines, établies depuis quelques années, ont dû réduire leur production; cette situation n'a pas facilité la mise en route des usines construites en 1904, et il faut attendre maintenant un nouveau retour de la mode, ou des emplois nouveaux, pour justifier les créations nouvelles.

Dans la *construction de machines à vapeur*, de moteurs à pétrole, à gaz d'éclairage et à gaz pauvre, le personnel restreint a été à grand-peine occupé. Dans la construction des *locomotives* de faible tonnage pour tramways et pour chemins de fer secondaires, la spécialité lyonnaise est l'une des moins concurrencées en raison de sa réelle supériorité. La construction de la grosse locomotive n'est en progression que dans les usines importantes de la région.

La fabrication des machines pour la production des soieries, ainsi que l'emploi de la force motrice à domicile ne sont pas en progrès, mais des innovations nouvelles laissent espérer, pour cette industrie, un renouveau d'activité. Les pompes pneumatiques, les aspirantes et foulantes et les pompes à bras ont un bon courant.

En ce qui concerne l'*automobile*, ou plus exactement l'ensemble des spécialités métallurgiques qui alimente cette industrie, les affaires sont restées des plus prospères au cours de

l'année 1905, et c'est grâce à son développement considérable que Lyon a pu, sans trop de dommage, traverser, au point de vue de la main-d'œuvre, la longue période de crise de 1901 à 1905.

La *fonderie de fer*, tributaire de la construction mécanique, n'est encore que peu avantagée, mais la *fonderie de cuivre*, par suite de ses débouchés importants et variés, possède des éléments de prospérité qui s'accroissent de jour en jour. De son côté, la *fonderie d'aluminium* a continué à se développer parallèlement à l'automobile. Comme pour celle-ci, les applications diverses de l'électricité ont donné, à Lyon, naissance à de multiples industries, et la main-d'œuvre pour ces spécialités a été prise parmi l'élite du personnel métallurgique, qui a vu ses salaires hausser dans de fortes proportions; cette augmentation de salaires a eu sa répercussion dans la plupart des ateliers de métallurgie lyonnais.

Les *travaux publics* n'ont donné, dans leur ensemble, qu'une faible augmentation; la construction industrielle, notamment, n'a compté, en dehors de celle propre à l'automobile, aucune création d'usine importante; par contre, la construction privée a progressé sur 1904.

Dans l'industrie des *pâtes alimentaires*, le nombre des établissements est toujours de 7, pour un ensemble d'ouvriers et d'ouvrières d'environ 1,200; mais le caractère saisonnier de cette industrie entraîne des chômages.

Dans les *cuir*s et *peaux*, la situation a peu varié depuis 1904; toutefois, il y a eu une amélioration très sensible. Les salaires, pour l'année 1905, ont été environ de 2,400,000 francs pour Lyon et les environs, et le chômage a été insignifiant.

D'après des syndicats patronaux : le travail du tissage mécanique, qui compte 53 usines pour environ 14,000 ouvriers, ouvrières et employés, a été, pendant le troisième trimestre, plus abondant que l'an dernier pour la mousseline-soie, les tissus à jour, les unis et petits façonnés teints en pièce. La transformation de l'outillage qui consiste à délaissier les métiers étroits pour les remplacer par des métiers en grande largeur, afin de tisser l'étoffe dite *Jumelle*, tout en augmentant leur vitesse, se poursuit comme par le passé, mais elle est retardée par les mauvaises conditions économiques dans lesquelles fonctionne le tissage à façon dont la rémunération est insuffisante. Il n'y a pas de chômage, et le personnel ouvrier est plutôt insuffisant. Dans la fabrique de *corsets*, qui compte 12 établissements pour 2,500 ouvriers, l'état général est assez bon, les salaires rémunérateurs, mais la main-d'œuvre se fait rare à la belle saison. Chez les *guimpiers* et *fleurs d'or*, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à la même époque; au cours du troisième trimestre, beaucoup d'ateliers ont fermé par suite du manque de travail; d'autres n'ont fait faire que des demi-journées à leur personnel; les salaires sont toujours de 4 fr. 50 et 5 fr. 50. Dans la *teinture* et *apprêts*, qui compte 50 établissements pour 2,000 environ, le travail a été un peu moins abondant que l'année dernière à pareille époque et égal comparativement au deuxième trimestre. On espérait une reprise fin septembre.

Dans la *tannerie*, *corroierie*, etc., il y a eu diminution par rapport au deuxième trimestre; l'état de cette industrie est plutôt mauvais par suite de la difficulté d'obtenir les prix du fabriqué. Dans l'*automobile*, il y a eu un peu plus de travail qu'en 1905 à la même époque, en raison du développement de plusieurs maisons; le chômage est presque nul et les salaires s'élèvent à 0 fr. 65 l'heure, en moyenne. Dans les *pâtes alimentaires*, il y a chômage relatif pendant les mois chauds, et abondance de travail à partir d'octobre jusque fin mars; fin septembre, la durée du travail atteignait un maximum de 60 heures. Dans la *brasserie*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 au troisième trimestre, l'arrière-saison ayant été favorable; l'amélioration du matériel se continue avec des progrès marqués et la situation du personnel est bonne et le chômage nul. Dans l'*horticulture*, il n'y a pas eu de changement.

À Tarare, d'après le Conseil de prud'hommes, le travail a un peu repris et la situation générale de l'industrie est meilleure; la proportion des ouvriers en chômage est faible dans le tissage et la broderie, elle est plus forte dans les apprêts.

À Thizy, d'après le Conseil de prud'hommes, la situation de l'industrie n'a pas varié depuis le deuxième trimestre; le chômage, évalué à 10 p. o/o, provenait de l'arrêt de quelques usines par suite du manque d'eau dans la région.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 octobre.)

Ain. — A Bourg, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*. A Gex, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

Aisne. — A Saint-Quentin, 1 p. 100 de chômeurs, environ 60 heures, chez les *tisseurs*; travail actif, 60 heures, chez les ouvrières de l'*aiguille*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de cartons*; travail actif, 48 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, travail actif, 60 à 72 heures, chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*; travail actif chez les *chauffeurs-conducteurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*. A Bohéries, grève chez les ouvriers du *tissu*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Soissons, pas de changement chez les *typographes*; travail actif, 70 heures, chez les *mécaniciens*. Travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs* de Guise; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Hirson. A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Commentry, 9 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Montluçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Gannat, 30 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Besson, pas de chômeurs, chez les *travailleurs de terre*; de même chez ceux de Bu-
xières-les-Mines.

Moitié de chômeurs chez les *bûcherons* d'Isles et Bardais; nombreux chômeurs chez ceux de Lurcy-Lévy et d'Ygrande; un tiers de chômeurs chez ceux de Bourbon-l'Archambault; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Plaisir; 80 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy.

Travail actif, 54 heures, chez les *mineurs* de Saint-Hilaire; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Montvicq; 3 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Deneuille-les-Mines.

A Doyet, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *menuisiers*.

A Vichy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sourciers*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 44 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; pas de changement chez les *cuisiniers*; un quart de chômeurs chez les *tailleurs et couturiers*; pas de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les ouvriers du port; 23 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cannes, pas de changement chez les *jardiniers*; 30 p. 100 de chômeurs, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail actif, 60 heures, chez les *marbriers*; pas de changement chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du port.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments* de Contes-les-Pins.

A Antibes et à Menton, travail actif, 60 heures, chez les *peintres*. A Vallauris, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *potiers*; de même et 60 heures, chez les *journaliers en poterie*.

Ardèche. — A Annonay, 2 p. 100 de chômeurs, 40 à 54 heures, chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

A Serrières, 3 à 4 jours de travail seulement par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*.

Ardennes. — A Revin, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ajusteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Hirau-mont et de Vrigne-aux-bois; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Monthermé Laval-Dieu; 63 heures, chez ceux de Fumay. A Braux, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez ceux des Mazures; travail actif chez ceux de Bourg-Fidèle; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Fumay, travail assez actif, 44 heures, chez les *mineurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 44 à 60 heures, chez les *ardoisiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Rimogne.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tissus* d'Illly; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Menges; un tiers de chômeurs, chez ceux de Floing. A Francheval, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie *lainière*.

Ariège. — A Lavelanet, 17 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Arignac, moitié de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Sentein, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Aube. — A Troyes, travail actif chez les *filateurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *débardeurs*.

Aude. — A Carcassonne, pas de changement, chez les *cuisiniers*; morte-saison chez les *tailleurs*; travail actif, 60 heures chez les ouvriers de *l'habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, deux tiers de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers *cultivateurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *terrassiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*.

A Port-la-Nouvelle, 25 p. 100 de chômeurs, 32 à 40 heures dans le *bâtiment*.

Travail satisfaisant chez les ouvriers *agricoles* de Willeghy, Vinassan et Castelnau-d'Aude. A Bages, nombreux chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; pas de chômeurs chez ceux de Marcorignan et Pezens; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Boutenac; 25 p. 100 de chômeurs, chez ceux de La Redorte; nombreux chômeurs chez ceux d'Argeliers; un tiers de chômeurs chez ceux de Capendu; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Ginestas et de Saint-Laurent-de-la-Calrissé; 25 p. 100 chez ceux de Bizanet; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Trèbes; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Gruissan; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux de Durban; moitié de chômeurs chez ceux de Cuxac-d'Aude; chômage presque général chez ceux d'Homp, de Peyriac-de-Mer, de Tourouzelle et de Montlaur.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Millau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; pas de changement chez les *teinturiers en peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; pas de changement chez les *palissonneurs-mégissiers*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 7 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtis-siers*; pas de chômeurs chez les *bouchers-tripiers*; 17 p. 100 de chômeurs, chez les garçons *bouchers-charcutiers*; un tiers de chômeurs environ chez les *limonadiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *liquoristes*; pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs*.

Travail actif chez les ouvrières du *cartonnage*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; 12 p. 100 de chômeurs, chez les *selliers-bourreliers*; travail peu satisfaisant chez les ouvriers en *chaussures militaires*; nombreux chômeurs chez les *calfats* et *perceurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*;

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez forgerons.

15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *cimenteurs et gâcheurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 11 p. 100 de chômeurs, 50 heures chez les *maçons limousinants*; pas de chômeurs chez les *mineurs-terrassiers*; pas de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *chauffeurs-automobilistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*; travail satisfaisant chez les membres de l'enseignement primaire privé laïque; 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des ports et docks; travail peu actif chez les *cochers de place*; 65 p. 100 de chômeurs chez les *déménageurs*.

A Aix, 17 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cochers*. A Arles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'habillement.

A Cassis, travail satisfaisant chez les ouvriers du port. A la Ciotat, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Martigues et à Berre, travail actif chez les *pêcheurs*. Pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs* de Gardanne et de Fuveau; de même, 54 heures, chez ceux de Saint-Savournin; pas de chômeurs, chez ceux de Valdonne; 50 heures, par semaine, chez ceux de Trets; un tiers de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers* de Fontvieille. A Aubagne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 17 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; de même chez les *couvreurs-zingeurs*.

A Condé-sur-Noireau, travail assez actif, 55 heures, chez les ouvriers de l'industrie cotonnière.

A Vire, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail assez actif, 55 heures, chez les *granitiers*. A Guibray, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*. A Allemagne, travail peu satisfaisant chez les *carriers*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; de même et 60 heures, chez les *galochiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres-plâtriers*.

Charente. — A Angoulême, travail actif, 60 heures, chez les *relieurs-papetiers*; travail actif chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cognac, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caissiers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers des *quais*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Rochefort, 17 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Marennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en produits chimiques*; travail satisfaisant chez les *musiciens*. A Châtelaillon, travail actif chez les *pêcheurs d'huîtres*. A Saint-Séverin, morte-saison chez les *bûcherons*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'habillement; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les travailleurs sur *métaux*; pas de chômeurs,

60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre* et chez les *terrassiers-puisatiers*.

A Vierzon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *métaux*. A Torteron, un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers*. A Sancoins pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif chez ceux de Gracay; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de la Guerche; travail actif chez ceux de Nérondes. A Chateameillant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; de même chez ceux de Dun-sur-Auron; travail peu actif chez ceux de Saint-Amand. Travail peu actif, 60 heures, chez les *carriers* de Chalvoy-Milon; pas de changement, 60 heures, chez ceux de Vallenay.

A Beffes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*; travail actif, 60 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; travail actif, chez ceux de Saint-Léger-le-Petit; travail peu satisfaisant, 54 heures, chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois.

Pas de changement chez les ouvriers *agricoles* de Nérondes; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Loup-des-Chaumes. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Chambon, Brécy, Barantheaume, Sagonne, Uzay-le-Venon, Méry-ès-Bois, Groises, Levet Vallenay; travail peu actif chez ceux des Grossouvre; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Apremont; 12 p. 100 chez ceux de Charenton-du-Cher et de Feux; 13 p. 100 chez ceux de Farges-en-Septaine; 4 p. 100 chez ceux de Meillant; 40 p. 100 chez ceux de Neuvy-le-Barrois; 15 p. 100 chez ceux de Sancergues; moitié de chômeurs chez ceux de Cours-les-Barres; pas de chômeurs chez ceux de Flavigny; 20 p. 100 chez ceux de Mornay-Berry; 10 p. 100 chez ceux de Sancoins; nombreux chômeurs chez ceux de Barlieu; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Yvoy-le-Pré; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Chapelle-Hugon; 37 p. 100 chez ceux de Saint-Baudel; chômage général chez ceux de Venesmes.

Corrèze. — A Tulle, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et plâtriers*. A Bort, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *sabotiers*.

A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; de même chez les *couvreurs-zingueurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Corse. — A Ajaccio, 2 p. 100 de chômeurs, travail actif, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, travail actif, 60 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs chez les *employés*. Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux. A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Saulieu. A Beaune, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Briec, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*. A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Lannion, pas de chômeurs, 69 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, travail assez actif, chez les ouvriers en *tapisserie d'art*. A Bosmoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Dordogne. — A Périgueux, nombreux chômeurs chez les *boulangers*; travail actif chez les *cordonniers et tanneurs*; travail actif chez les *employés*. Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *papetiers*, travail peu actif dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs de bottes d'or*; travail

actif, 60 heures, chez les *repasseurs en horlogerie*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés en pharmacie*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, 56 heures, dans le *bâtiment*. A Colombier-Fontaine, 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*.

Drôme. — A Valence, 7 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; travail peu actif, 60 heures, chez les *peintres* et *plâtriers*. A Saint-Restitut, travail actif, 50 heures, chez les *carriers*. A Romans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

A Bourg-de-Péage, travail assez actif chez les *chapeliers-approprieurs*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même et 60 heures, chez les *tisseurs* et chez les ouvriers *textiles*. A Vernon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mécaniciens*; de même et 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Dreux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

Finistère. — A Quimper, 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Brest, travail satisfaisant chez les *musiciens*. A Morlaix, pas de changement dans l'*habillement*. A Douarnenez, travail assez actif chez les *boulangers*. Pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers* d'Audierne; nombreux chômeurs chez ceux de Concarneau, pas de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Douarnenez, de Guilvinec et d'Audierne, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*; travail peu actif chez ceux de Concarneau, de Guilvinec et de Douarnenez.

Gard. — A Nîmes, 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*. A la Grand'Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Beaucaire, chômage général chez les ouvriers *agriculteurs*; nombre de chômeurs chez les *charretiers*.

A Alais, travail peu actif chez les *limonadiers*. A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*. A Aramon, travail toujours très actif, 65 heures, chez les *vanniers*. A Anduze, travail actif, 60 à 70 heures, chez les *chapeliers-fouleurs-approprieurs*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, pas de chômeurs, 54 à 84 heures, chez les *relieurs-papetiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; de même, et 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *sténo-dactylographes*; de même chez les *coiffeurs*. A Revel, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *terrassiers*; grève chez les *verriers*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*.

Gironde. — A Bordeaux, 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *boulangers* et *biscuitiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *abattoirs*; travail peu actif chez les *tailleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 13 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *selliers-bourrelieurs*; travail peu actif, 60 heures, chez les *charpentiers de navire*; pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; grève chez les *ébénistes*, chez les *tonneliers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; travail peu actif chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 73 heures, chez les *futailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brassiers*, travail satisfaisant chez les *ajusteurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez

les *maréchaux ferrants*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; travail peu actif chez les *déménageurs-emballeurs*; un tiers de chômeurs chez les *sacquiers* en grains et farines.

A Cénac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers* de Lormont.

A Perignac, travail peu actif, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*; travail satisfaisant chez ceux de Podensac.

A Vayres, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Pardon; grève chez ceux de Saint-Maixent, de Paillet, de Caudrot et d'Ambarès.

A Libourne, pas de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

Hérault. — A Montpellier, 20 p. 100 de chômeurs chez les *litho-typographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maréchaux ferrants*; travail peu actif, 34 à 60 heures, dans le *bâtiment*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*.

A Béziers, pas de chômeurs chez les *bourelliers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *chais*; chômage général chez les *tailleurs de pierres*.

A Agde, nombreux chômeurs chez les ouvriers *agricoles* et *terrassiers*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; chômage général chez les *tailleurs de pierre*, et chez les *plâtriers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Mèze, nombreux chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *portefaix*. A Graissessac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Bédarieux, moitié de chômeurs chez les *cultivateurs-terrassiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Pézenas, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Bouzigues, travail assez actif chez les *pêcheurs*.

A Cette, 8 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *mécaniciens* de la marine du commerce; nombreux chômeurs chez les ouvriers en *bois* du Nord; 17 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Marsillargues, nombreux chômeurs chez les *cultivateurs*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

17 p. 100 de chômeurs, chez les *travailleurs de terre* de Beaufort, 16 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Oupia, pas de chômeurs chez ceux de Lodève, 12 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Aspiran; travail satisfaisant chez ceux de Marauzan, nombreux chômeurs chez ceux de Cazouls-lès-Béziers et de Nézignan-l'Évêque; 77 p. 100 chez ceux de Villeneuve-lès-Béziers; moitié de chômeurs chez ceux de Sérignan; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Félix-de-Lodez; travail peu actif chez ceux d'Abeilhan; deux tiers de chômeurs chez ceux de Fabrègues; 35 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Montferrier; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Maureilhan; 45 p. 100 chez ceux d'Olonzac; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Valros.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, travail satisfaisant, 63 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des industries du *cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes* et dans le *bâtiment*; travail actif chez les *musiciens*. A Fougères, 1 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs* en chaussures; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; de même et 54 heures, chez les *plâtriers*. A Coësmes, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*. A Saint-Servan, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Indre. — A Buzençais, travail actif, 57 heures, chez les *typographes*. A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *drap*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs* et *brocheurs* en chaussures; travail actif, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*. A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Amboise, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *palissonneurs-mégissiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 47 heures, chez les *mégissiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; travail assez satisfaisant chez les *plombiers-zingueurs*.

A Gières, travail toujours très actif chez les *gantiers*. A Brignoud, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Vienne, un tiers de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers textiles*. A Vizille, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Montalieu-Vercieu, travail actif, 60 heures, chez les *ouvrières en soie*; un tiers de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*. A Porcieu-Amblagnieu, 33 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*; travail peu actif chez ceux de Parmilieu; pas de chômeurs, 57 heures, chez ceux de Trept. A La Tour-du-Pin, 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tullistes*. A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-chaufourniers*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*.

Jura. — A Dôle, travail actif chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; à Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Salins, pas de chômeurs chez les *manœuvres*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 63 à 72 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. Travail satisfaisant chez les *ouvriers résiniers du Marensin*.

Loir-et-Cher. — A Blois, travail actif, 64 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 à 66 heures, dans le *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *aiguiseurs et polisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés des fabriques de rubans*; légère baisse du travail, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Roanne, 2 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers textiles*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *teinturiers*; travail satisfaisant chez les *couturières*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Charlieu, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soieries*. Pas de changement chez les *tisseurs* de La Gresle; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Cergne. A Chazelle-sur-Lyon, pas de chômeurs, travail très actif chez les *ouvriers en chapellerie*. Au Chambon-Feugerolles, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A La Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de La Ricamarie, de Roche-la-Molière, de Villars et de Saint-Jean-de-Bonnefonds.

A Firminy, 20 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*. A Sail-sous-Couzan, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*. A Rive-de-Gier, travail actif, 54 heures, chez les *verriers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, travail peu actif chez les *charpentiers de navires*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs* du bâtiment et de l'industrie; 5 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; pas de changement chez les *musiciens*.

A Saint-Nazaire, 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens navigateurs*; 60 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers* de Chantenay. A Châteaubriant, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Haute-Loire. — Au Puy, 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*; travail actif, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Ouzouer-sur-Trézé, Faverelles et Chevilly.

Lot. — A Cabors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cultivateurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, travail satisfaisant chez les *cuisiniers*; 21 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

A Tonneins, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*,

Pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers* de Casteljaloux. A Marmande, 12 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*. A Lavardac, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, travail satisfaisant, 60 heures chez les *ouvriers textiles*; travail peu actif chez les *ouvriers en chaussures*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; nombreux chômeurs chez les *manœuvres* et *terrassiers*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs* et *apprêteurs*. Travail actif chez les *tisserands* de Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs chez ceux de la Seguinrière, de La Tessoualle, de Gesté et de Saint-Léger. Travail peu satisfaisant chez ceux d'Andrézé.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; travail peu actif chez les *ouvriers en pelleteries*; travail actif, 66 heures, chez les *cagistes*; travail actif, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plombiers*; travail actif 60 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Fismes, 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en pelleteries*.

A Reims, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie lainière*; de nombreux chômeurs, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers scieurs de long*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *mouleurs*; travail actif chez les *mécaniciens*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*. A Ay, pas de chômeurs chez les *vignerons*. A Arc-en-Barrois, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

Marne (Haute-). — A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre*. A Faye-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *ravaumeurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 53 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, chez les *garçons de magasin*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Longwy, pas de chômeurs, 60 à 84 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saulnes.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Gobbranches, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Cousances-aux-Forges, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Olizy, travail assez actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail actif chez ceux de Stenay. A Léroutville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

Morbihan. — A Vannes, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *zinguers*, et chez les *tailleurs de pierres*. A Pontivy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Rochefort-en-Terre, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. Au Bono, travail assez satisfaisant chez les *pêcheurs*; travail satisfaisant chez ceux de Belle-Ile; peu actif chez ceux de Locmiquelic.

A Sauzon, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Port-Louis, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. Au Palais, 20 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers des *constructions navales* et du *bâtiment*.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers* et *galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Prémery, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

A Saint-Amand, travail actif, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A La Charité, fin de saison, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Decize; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Cercy-la-Tour; travail actif, 60 heures, chez ceux de Moulins-Engilbert; pas de changement chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Cosne, pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers en *limes*; pas de chômeurs, 66 heures dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Montigny, Giry, Guipy, Bitry, Saint-Sulpice, Sichamps, Cessy-les-Bois, la Fermeté, Menestreau, Narcy, La Chapelle-Saint-André, Giry-Sardy-les-Epiry, Perroy, Pazy, Nolay, Ville-Langy, Sainte-Colombe, Châteauneuf, Val-de-Bargis, Giez, Entrains, Champlemy; moitié de chômeurs chez ceux d'Arquian, de La Celle-sur-Nièvre et de Montaron; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Aunay, 10 p. 100 chez ceux de Beaumont, 1/4 de chômeurs chez ceux de Cervon, 35 p. 100 chez ceux de Narcy, pas de changement chez ceux de Colméry, 6 p. 100 de chômeurs chez ceux de Corvol-l'Orueilleux; travail satisfaisant chez ceux de Sainte-Colombe.

Nord. — A Lille, 7 p. 100 de chômeurs, 57 heures 1/2, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *livre*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs* de lin et chanvre; pas de chômeurs chez les ouvriers des *fonderies*; travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers*.

A Douai, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *marbriers* de Bellignies; de même et 60 heures, chez ceux de Jeumont.

A Fresnes, travail actif chez les *verriers*; pas de chômeurs, 46 heures, chez ceux d'Escaupont.

A Cambrai, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement, 70 heures,

chez les *mouleurs*. Travail satisfaisant chez les *métallurgistes* de Saint-Amand, de Sous-le-Bois et d'Onnaing; A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Villers.

A Roubaix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; 11 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures $\frac{1}{2}$ chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les ouvriers *textiles*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*; travail peu satisfaisant chez les *peintres*; un tiers de chômeurs chez les employés *dessinateurs*.

A Valenciennes, 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*.

A Tourcoing, 5 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *tissu*; travail peu actif, 60 heures, chez les *tapisiers en grosse moquette*; 70 o/o de chômeurs, 50 heures, chez les *trieurs de laine*.

A Dunkerque, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 à 60 heures, chez les *plafonneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers tailleurs de pierre*. A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Felleries, pas de chômeurs, travail actif, chez les *tourneurs sur bois*.

A Armentières, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*. A Halluin, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les travailleurs du *bois*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs de Gommegnies*. A Walincourt, travail satisfaisant, 64 heures, chez les *bijoutiers et orfèvres*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Haspres, travail actif, 60 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux de Villers-en-Cauchies. A Briastre pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 3 p. 100 de chômeurs, et 72 heures, chez ceux de Bévillers; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux d'Avesnes-les-Aubert.

A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 15 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez ceux d'Hazebrouck; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Halluin; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Houplines; travail actif, 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nieppe; 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez ceux d'Estaires; travail satisfaisant, 60 heures, chez ceux de Fourmies; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Bailleul; ouvriers de Comines.

A Caudry, pas de chômeurs, 55 à 58 heures, chez les *tullistes*.

A Comines, travail actif, 60 heures, chez les *rubanniers*.

Oise. — A Beauvais, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

A Sentis, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*.

A Méru, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

A Béthisy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*. A Compiègne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Feuquières, pas de chômeurs chez les *verriers*. A Creil, pas de chômeurs chez les *comptables et employés*.

A Cuisse-la-Motte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jumelliers*. A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*; de même 60 à 70 heures, chez les ouvriers du *bois*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés*.

Orne. — A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Tinchebray, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; travail actif, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; à Boulogne-sur-Mer, travail très satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; travail actif chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *menuisiers*; travail peu actif chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cimentiers*.

A Lens, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

A Calais, travail satisfaisant chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 à 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*, chez les *couvreurs* et chez les *ferblantiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Thiers, 4 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *monteurs en coutellerie*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, pas de chômeurs, 28 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*.

A Volvic, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* de Bressac-les-Mines; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Éloy et d'Auzat-sur-Allier.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, travail peu actif chez les *marins pêcheurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Pau, travail actif, 60 heures, chez les *serruriers*.

A Billère, pas de chômeurs chez les *camionneurs*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail actif, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; nombreux chômeurs chez les *peintres*; travail peu actif, 54 heures, chez les *marbriers tailleurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 25 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-confiseurs*; travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers*; 44 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *tonneliers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux ferrants*; 13 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *tailleurs de pierre*; travail peu actif, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Coustouges pas de chômeurs, 80 heures, chez les *espadrilleurs* et *trépointeurs*; pas de chômeurs, chez ceux de Lananère. A Fillols, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *mineurs*. A Céret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *liège*.

50 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles* et *viticoles* de Toulouges; nombreux chômeurs chez ceux de Pezilla-de-la-Rivière; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Salses; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-de-la-Raho; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Canet; 25 p. 100 chez ceux de Trouillas; 23 p. 100 chez ceux de Canobès; 57 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Espira de l'Agly; moitié de chômeurs chez ceux de Montner; 75 p. 100 chez ceux de Rivesaltes; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pollestres.

Belfort (Territoire de). — A Belfort, pas de chômeurs; travail actif chez les *typographes*, *lithographes* et *relieurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Rhône. — A Lyon, 30 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs typographes*; travail actif, 54 heures, chez les *papetiers-régleurs*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers du *tissage mécanique*; travail peu actif, 25 heures, chez les *imprimeurs sur étoffes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *passementiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tullistes en dentelle*; pas de changement chez les ouvrières de la *soie* et de l'*aiguille*; travail actif chez les *tullistes réunis*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs-mouleuriers* du meuble; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers* et *fumistes*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *mouleurs ornemanistes*; travail actif, 56 heures, chez les

céramistes; travail peu actif, 45 heures, chez les *cimentiers*; pas de changement chez les *dames employées*, et chez les *employés de la soierie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant chez les *musiciens*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *voituriers*.

A Villefranche, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Neuville-sur-Saône, travail actif, 60 heures, chez les travailleurs *manouvriers*. A Bourg-de-Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Tarare; 13 p. 100 de chômeurs chez ceux de Grandris.

A Aullins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs sur cristaux*.

A Collonges, au Mont-d'Or, pas de chômeurs chez les *horticulteurs*. A Sain-Bel, 5 jours de travail par semaine chez les *mineurs*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Froideconche, pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers et charpentiers*.

A Saint-Loup-sur-Semouse, 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *ameublement*.

Saône-et-Loire. — A Chalon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers peintres*. A Coublanc, travail peu actif, chez les *tisseurs*. Au Creusot, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Montceau-les-Mines, travail peu satisfaisant, 2 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *scieurs*.

A Mâcon, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*.

A Montchanin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *carriers* de Nanton.

Sarthe. — Au Mans, 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail moins actif, 57 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 34 heures, chez les *charpentiers*; travail actif chez les *galochiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

A Sablé, pas de changement, 65 heures, chez les *marbriers*.

Savoie. — A Chambéry, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les travailleurs du *cuir*; travail assez actif, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers et peintres*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Albertville, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; de même chez ceux de Fourneaux.

20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers des *plâtrières* de Saint-Jean-de-Maurienne. A la Bridoire, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers *tullistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*.

A Aix-les-Bains, travail peu actif dans le *bâtiment*. A Ugine, travail peu actif, 54 heures, chez les *métallurgistes*.

Savoie (Haute-). — A Thonon, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cluses, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lovagny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Passy, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *jardiniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *horticulteurs-jardiniers*; travail satisfaisant chez les *boulangers*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries de la Seine*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 25 p. 100 de chômeurs environ chez les *limonadiers-restaurateurs*; un tiers de chômeurs chez les *employés d'hôtels*; travail actif chez les *garçons laitiers en gros*.

3 p. 100 de chômeurs environ, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs

environ, 60 heures, chez les *lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *conducteurs-typographes*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypers*; travail satisfaisant chez les *imprimeurs de journaux* et chez les *sgraveurs d'écriture français*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypers galvanoplastes*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *papetiers régleurs*.

Travail satisfaisant chez les compagnons *cordonniers*; pas de changement chez les *ouvriers en chaussures militaires*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; pas de changement chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciennes* de l'article de chasse; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de la bretelle et de la ceinture*. Travail actif, 60 heures, chez les *casqueters*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de l'habillement*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvrières en chapeaux de soie*; pas de chômeurs chez les *ouvrières en chapeaux de soie et de feutre*; pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; travail satisfaisant chez les *couturières*; 22 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs tailleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs chemisiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseuses*; travail satisfaisant chez les *teinturiers dégraisseurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ménagers*; travail actif, 60 heures, chez les *charpentiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers du meuble*; 1 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *layetiers emballers*; travail satisfaisant chez les *spécialistes en tables de nuit*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compagnons charrons*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la voiture*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la broserie en soie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs-étalagistes*.

Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *contremaîtres-métallurgistes*; 7 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-décolleteurs*; de même chez les *acheveurs, coquilleurs, ciseleurs*, et chez les *soudeurs-apprêteurs en tube de cuivre*; travail peu satisfaisant chez les *batteurs d'or*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *polisseurs sur tous métaux*; travail assez actif, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de précision*; 1 p. 100 de chômeurs environ, 60 à 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *mécaniciens-électriciens*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *ouvriers en comptoirs d'étain*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *nacriers en jumelles*.

Pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *chefs tailleurs de pierre appareilleurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres ravauteurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stucateurs*; travail actif, 60 heures, chez les *fumistes*; travail satisfaisant, 10 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *plombiers*; pas de chômeurs chez les *plombiers-colonnards*; travail actif, 58 heures, chez les *scieurs de pierre tendre*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *monteurs levageurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-modeleurs*; pas de chômeurs, 50 à 54 heures, chez les *scieurs de pierre dure*; travail satisfaisant chez les *boucheurs à l'émeri*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres en bâtiment*; travail satisfaisant, 48 heures, chez les *peintres en décors*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *enduseurs*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie de la glace*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; travail peu satisfaisant chez les *employés de la bijouterie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés à la Bourse de Commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *artistes dramatiques*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *artistes musiciens*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *institutrices privées*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés en serrurerie*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *dames employées de commerce*; travail satisfaisant, chez les *placiers en fleurs et plumes*.

Travail moins actif chez les *conducteurs de voitures automobiles*; 3 p. 100 de chômeurs environ chez les *chauffeurs d'automobiles*; travail satisfaisant chez les *couchers*; travail actif, 45 heures, chez les *porteurs aux halles*; pas de chômeurs chez les *membres et employés de l'enseignement privé*; 1 p. 100 de chômeurs environ chez les *gens de maison*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *emballers en chiffons*.

A Fontenay, travail actif, 60 heures, chez les *treillageurs rustiqueurs*. A Boulogne, travail actif chez les *blanchisseurs*; un tiers de chômeurs chez ceux de Puteaux. A Villemomble, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*.

A Saint-Denis, 19 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs sur bois*. A Alfortville, travail satisfaisant, 60 à 70 heures, chez les ouvriers en *pompes*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 23 p. 100 de chômeurs, chez les *maîtres d'hôtel et garçons restaurateurs*; travail actif, 54 heures, chez les *lithographes-papetiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs de la cordonnerie*; travail peu actif, 50 heures, chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*; 7 p. 100 de chômeurs, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *brossiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *parqueteurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, chez les *dessinateurs*; un tiers de chômeurs chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les chefs d'équipes et employés du port; pas de chômeurs chez les *débardeurs du port*.

Au Havre, 4 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; travail satisfaisant chez les *maîtres d'hôtels et garçons navigateurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés de restaurant navigateurs; pas de chômeurs chez les *huiliers, pétroliers, savonniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail peu actif chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers des docks*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; travail actif chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*.

A Dieppe, travail actif, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs, 49 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Bolbec; de même et 60 heures, chez ceux de Lillebonne.

A Deville-les-Rouen, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Elbœuf, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *verriers* de Nesle-Normandeuse et d'Aumale; pas de chômeurs, 55 heures, chez ceux du Tréport.

Seine-et-Marne. — A Meaux, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les ouvriers du *livre*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre* du Moulin-Foulon. A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *carriers*; de même, 54 heures, chez ceux de Chevreuse.

A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*. A Lieusaint, 18 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *agricoles*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *serruriers-mécaniciens*; travail actif, 60 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs-scieurs de pierre-marbriers*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les employés.

A Saint-Germain, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Argenteuil, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *chapeliers*.

A Essonne, pas de changement chez les *chapeliers*. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*. A Orsay, travail satisfaisant, 54 heures, dans le *bâtiment*. A Bonnières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*. A Chaville, travail actif chez les *blanchisseurs*.

A Sèvres, travail peu actif, 60 heures, chez les *jardiniers*.

A Corbeil, 40 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; de même chez ceux de Persan.

Sèvres (Deux-). — A Niort, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Thouars, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Melle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, chez les *employés de commerce*.

Somme. — A Amiens, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail assez satisfaisant, 54 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *bijoutiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*. A Martainneville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*; pas de changement chez les *employés*.

A Carmaux, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*, dans le *bâtiment* et chez les *employés de commerce*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs; 60 heures, chez les *sculpteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*, 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Rabastens, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Lavaur, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Graulhet, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *moutonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; travail actif, 40 heures, chez les *délaineurs*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en peau de mouton*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs*; travail peu actif chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *charretiers*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Draguignan, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A Toulon, travail satisfaisant chez les *marins pêcheurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A La Garde, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A la Seyne, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 7 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *tonneliers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Villeneuve-d'Avignon, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Apt, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; travail

actif, pas de chômeurs, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; un tiers de chômeurs dans le bâtiment.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *boitiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Pas de chômeurs, travail actif, chez les *tisserands* d'Évrune, des Épesses, de Mortagne-sur-Sèvre et de Saint-Laurent-sur-Sèvre. A Mervent, 11 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *forestiers*.

Vienne. — A Poitiers, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs dans le bâtiment; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *vitriers-peintres*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement* et chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; travail normal, 60 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourreliers*; travail actif, 66 heures, chez les *maréchaux ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *plâtriers-plafonneurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *porcelainiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Vosges. — A Épinal, 2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*. A Saint-Dié, travail normal, 60 et 66 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A la Neuveville-les-Raon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du bois.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail satisfaisant dans le bâtiment; pas de chômeurs, 76 heures, chez les *employés*. A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *papeteries*; 2 pour 100 de chômeurs chez ceux d'Étival.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles* de Bussang, de Cornimont, du Val d'Ajol, de Saint-Maurice-sur-Moselle, de Golbey, de Maxonchamp, de Ban-de-Laveline, de Moyennoutier et de Saint-Léonard.

Yonne. — A Auxerre, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Sens, travail actif, 60 heures, dans le bâtiment. A Ravières, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Treigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *potiers*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Domats; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Sauveur-en-Puisaye; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fontenailles-sous-Andryes; 22 p. 100 de chômeurs chez ceux de Lavau; 20 p. 100 chez ceux de Mézilles et de Moutiers; chômage général chez ceux de Sommechaize, de Septfonds, de Treigny; moitié de chômeurs chez ceux de Saint-Fargeau.

Algérie. — A Alger, pas de chômeurs, 72 heures chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A Saint-Eugène, 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Constantine, 20 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; travail actif chez les *tailleurs*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les dix premiers mois de 1906.

	1906.	1905.	AUGMENTATIONS en 1906.	DIMINUTIONS en 1906.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	749,125	657,330	91,795	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,750,369	2,500,923	249,446	"
Objets fabriqués.....	768,886	704,747	64,139	"
TOTAUX.....	4,268,380	3,863,000	405,380	"
AUGMENTATION en 1906.....	.....	.....	405,380^f	.....
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	595,886	594,989	897	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,120,517	1,100,610	19,907	"
Objets fabriqués.....	2,106,395	1,953,597	152,798	"
Colis postaux.....	308,851	270,817	38,034	"
TOTAUX.....	4,131,649	3,920,013	211,636	"
AUGMENTATION en 1906.....	.....	.....	211,636^f	.....

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,326,025,700 francs du 1^{er} janvier au 15 novembre 1906 contre 1,269,673,800 francs pendant la période correspondante de 1905, soit une augmentation de : 56,351,900 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Oct. 1905.	Sept. 1906.	Oct. 1906.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	23 ^t 50	27 ^t 50	27 ^t 25
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	31 62	43 00	42 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	52 75	75 00	87 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	40 62	46 25	54 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	64 00	74 00	80 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	71 50	73 37	68 80
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ...	195 50	200 50	206 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.....	50 00	52 00	56 00
Quivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	194 00	"	266 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	392 00	"	522 50
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	40 00	"	55 50
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	70 62	"	75 50
Blé à Paris, <i>idem.</i>	22 87	23 25	"
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 36	1 30	1 32
Viande veau, <i>idem.</i>	1 76	1 73	1 80
— mouton, <i>idem.</i>	1 94	1 76	1 77
— porc, <i>idem.</i>	1 48	1 33	1 45

TABEAU COMPARATIF
DU NOMBRE DES LIQUIDATIONS JUDICIAIRES,
 DES CONVERSIONS DE LIQUIDATIONS JUDICIAIRES ET DES FAILLITES OUVERTES EN 1903 ET 1904
 PAR RAPPORT AU NOMBRE DES PAIRONS,
 ESTIMÉ D'APRÈS LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT DE 1901.

INDUSTRIES ET COMMERCES.	NOM- BRE de PA- TRONS. (1)	NOMBRE DES PROCÉDURES OUVERTES (2)							
		EN 1904.				EN 1903 (4).			
		Liquida- tions judi- ciaires.	Conver- sions de liqui- dations judi- ciaires en faillites.	Fail- lites ou- vertes.	Nombre de pro- cédures en décla- ration de fail- lites pour 10.000 patrons.	Liquida- tions judi- ciaires.	Conver- sions de liqui- dations judi- ciaires en faillites.	Fail- lites ou- vertes.	Nombre de pro- cédures en décla- ration de fail- lites pour 10.000 patrons.
1. Mines et carrières	9,000	6	1	18	21	19	3	16	21
2. Indust. et comm. des liquides, débits, etc.	200,000	303	53	962	51	137	87	1,098	59
3. Restaurants, hôtels	125,000	214	37	564	48	154	19	344	29
4. Autres indust. et comm. de l'aliment...	380,000	784	112	1,616	45	718	124	1,400	40
5. Fabrication et commerce des produits chi- miqu., caoutchouc, céramique, verrerie...	38,000	98	18	150	44	82	17	200	57
6. Industrie et commerce du papier, des livres et des arts polygraphiques.	30,000	39	10	103	38	50	5	131	45
7. Industries textiles proprement dites (fila- tures, tissage, teinture et apprêts, etc.)	55,000	69	11	124	25	63	12	87	18
8. Couturiers en robes	300,000	16	7	53	2	8	1	47	2
9. Autres industr. et commerces du vêtement (lingerie, chapeaux, fleurs, plumes, etc.)	230,000	371	55	718	34	402	54	607	29
10. Coiffure et soins personnels	32,000	46	4	67	22	18	3	49	16
11. Industries et commerces des cuirs et peaux, chaussures, ganterie de peau, etc....	85,000	121	17	217	28	149	17	263	33
12. Indust. et comm. du bois (sciage, charp., menuis., charroonn., boissell., etc.).	160,000	127	31	240	17	165	14	309	20
13. Ébénisterie, tabletterie, vannerie, bro- serie (industries et commerces)	40,000	71	12	148	40	69	16	137	38
14. Industries des métaux, machines et instru- ments en métal	85,000	180	29	345	39	165	31	327	36
15. Comm. de métaux, quincaill., bimbelot.	15,000	12	1	18					
16. Gravure sur métaux, horlogerie, bijou- terie, orfèvrerie, matières précieuses (industries et commerces)	23,000	65	6	135	61	41	3	112	50
17. Bâtiment (industries et commerces)	120,000	162	20	405	35	83	28	345	34
18. Transports	30,000	38	6	119	42	47	4	129	44
19. Courtiers et loueurs d'emplacements ou de matériel	7,000	47	4	83	124	11	2	61	90
20. Marchands forains, entreprises de spec- tacles, etc.	20,000	42	7	149	78	42	9	106	58
21. Agences	9,000	2	"	51	59	13	"	53	59
22. Banque, assurance	6,000	13	1	33	57	6	6	30	60
23. Agents de change, coulisiers, changeurs. Commerces insuffisamment désignés	1,000	"	"	16	160	"	"	11	110
	5	1	35	"	"	"	"	"	"
TOTAUX	2,000,000	2,804	443	6,367	54	2,742	455	5,862	32
AUTRES PROFESSIONS.									
Agriculture et produits agricoles	(3)	37	"	26	"	13	1	34	"
Pharmaciens	10,000	7	3	13	13	7	"	8	8
Notaires	9,000	"	"	1	1	"	"	2	2
Architectes	5,000	"	"	1	"	"	"	"	"
Clinique médicale	150	1	"	"	"	"	"	"	"
ENSEMBLE		2,846	446	6,408		2,762	456	5,906	

(1) Évaluation d'après les résultats du recensement de 1901.

(2) Renseignements fournis au Ministère de la Justice par les tribunaux de commerce ou par les tribunaux civils jugeant commercialement.

(3) Évaluation non indiquée, parce que la plupart des personnes rentrant dans cette catégorie ne sont pas justiciables du Code de commerce.

(4) Les chiffres inscrits dans ce tableau annulent ceux qui ont été publiés dans le Bulletin du mois de février 1905.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 1^{er} TRIMESTRE 1906,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la dénomination portée au tableau; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilogr.)	VIANDE (au kilogr.)	LARD (au kilogr.)	BEURRE (au kilogr.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne	0 31	1 74	1 80	3 31	"	0 35	"	3 87
Ardennes	0 27	"	1 56	3 36	16 00	0 50	"	3 30
Charente-Inférieure ..	0 25	"	"	"	"	"	"	"
Doubs	0 29	1 80	1 97	2 96	6 50	0 22	"	3 70
Gironde	0 28	1 50	"	3 22	8 00	"	"	3 50
Isère	0 31	2 03	1 53	2 60	7 97	0 23	"	3 60
Loire	0 33	"	1 45	3 15	"	0 22	"	3 79
Marne	0 35	2 00	1 40	3 20	10 00	0 27	0 25	"
Marne (Haute-)	0 31	"	1 88	2 84	7 00	0 25	0 20	2 02
Meurthe-et-Moselle ..	0 31	1 75	1 66	2 81	9 00	0 31	"	"
Nièvre	0 28	2 00	1 80	"	"	0 21	"	2 40
Nord	0 31	1 84	1 73	2 73	11 66	0 69	"	2 44
Pas-de-Calais	0 29	1 70	1 36	3 07	9 26	0 63	"	"
Rhône	0 31	"	1 60	2 70	8 13	0 20	"	4 25
Saône-et-Loire	0 29	"	1 39	"	"	0 20	"	4 52
Seine	0 35	1 75	1 79	2 95	17 00	0 31	0 25	4 97
Seine-et-Oise	0 29	"	2 03	3 68	"	0 21	"	5 40
Sèvres (Deux-)	0 26	"	"	"	"	"	"	"
Vosges	0 40	1 31	1 64	3 12	"	0 30	"	"
ENSEMBLE du terri- toire	0 29	1 76	1 60	2 86	12 33	0 26	0 25	3 89
Quantités vendues par l'ensemble des 594 sociétés	kil. 17,490,523	kil. 296,910	kil. 79,870	kil. 78,552	quint. 3,252	lit. 2,783,697	lit. 153,120	quint. 95,930
RAPPEL du 4 ^e trimestre 1905.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 689 sociétés	10,547,088	382,983	98,278	77,329	3,079	1,799,736	2,073	146,806
Prix moyen	0 32	1 52	1 63	3 00	10 67	0 43	0 26	3 95
RAPPEL DU 1 ^{er} TRIMESTRE 1905.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 559 sociétés	18,324,891	408,119	126,088	101,215	5,910	4,111,005	239,721	208,407
Prix moyen	0 29	1 68	1 81	2 97	8 91	0 31	0 22	3 58

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 1^{er} trimestre 1906 résultent du dépouillement des rapports de 594 sociétés, dont 376, qui ont donné le nombre de leurs adhérents, groupaient 105,862 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 594 sociétés.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 3^e TRIMESTRE 1906*d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.*

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées. Ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la dénomination portée au tableau, ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilogr.)	VIANDE (au kilogr.)	LARD (au kilogr.)	BEURRE (au kilogr.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne	0 30	1 71	"	3 04	"	0 18	"	1 05
Ardennes	0 29	"	1 57	3 09	"	0 35	"	"
Charente-Inférieure	0 26	1 80	"	2 50	"	"	0 09	"
Doubs	0 29	1 89	1 69	2 79	"	0 24	"	3 73
Gironde	0 29	"	"	"	"	"	"	"
Isère	0 34	2 09	1 80	2 50	8 51	0 21	0 29	3 47
Loire	0 32	"	"	3 09	"	0 22	"	3 79
Marne	0 27	"	"	"	"	"	"	"
Marne (Haute)	0 27	"	"	"	10 00	0 25	"	"
Meurthe-et-Moselle	0 31	1 58	1 87	2 83	"	0 29	"	3 40
Nièvre	0 27	2 00	1 80	"	8 67	0 21	"	2 57
Nord	0 31	1 81	1 93	2 98	13 60	0 54	"	2 58
Pas-de-Calais	0 32	"	2 03	3 11	11 00	0 60	"	"
Rhône	0 34	"	2 00	2 50	"	0 20	"	3 73
Saône-et-Loire	0 29	"	1 90	"	"	0 22	"	3 09
Seine	0 34	1 65	1 87	2 98	17 00	0 34	"	5 06
Seine-et-Oise	0 32	"	2 32	2 84	15 00	0 45	"	4 32
Sèvres (Deux-)	0 26	"	"	"	"	0 23	"	"
Vosges	0 35	1 63	1 81	3 00	"	0 27	"	5 00
ENSEMBLE du terri- toire	0 29	1 73	1 81	2 94	12 58	0 24	"	4 67
Quantités vendues par l'ensemble des 664 sociétés	kil. 21,325,611	kil. 211,038	kil. 69,477	kil. 92,672	quint. 1,460	lit. 2,879,388	lit. 172,557	quint. 48,225
RAPPEL du 1 ^{er} trimestre 1906.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 594 sociétés	17,190,523	296,910	79,870	78,552	3,252	2,783,697	153,120	95,930
Prix moyen	0 29	1 76	1 60	2 86	12 33	0 26	0 25	3 89
RAPPEL du 2 ^e trimestre 1905.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 644 sociétés	20,631,480	396,822	158,755	104,879	3,896	4,751,828	273,047	114,161
Prix moyen	0 28	1 65	1 70	2 70	9 00	0 30	0 24	3 70

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 2^e trimestre 1906 ont été obtenus au moyen du dépouillement des rapports de 664 sociétés dont 307 qui ont fait connaître le nombre de leurs adhérents groupaient 183,532 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 664 sociétés.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'octobre 1906, le Ministère du Commerce a été avisé de la création de :

33 syndicats patronaux comptant 1,347 membres;
52 syndicats ouvriers comptant 3,713 membres;
1 union de syndicats ouvriers;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

13 en octobre, 36 en septembre, 12 en août, 10 en juillet, 4 en juin, 1 en mai, 5 en avril, 1 en mars, 2 en janvier et 2 antérieurement au 1^{er} janvier 1906. Total : 86.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes [9 octobre 1906]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** du canton ouest de la ville de Nice et adhérents (25 membres). Siège social : rue Garnier, 1. NICE.

Ardèche [1^{er} août 1906]. — Syndicat du commerce en gros des **vins** et spiritueux des côtes du Rhône (58 membres). Siège social : maison Nivon, TOURNON-SUR-RHÔNE.

Aude [16 août 1906]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de Lézignan (8 membres). Siège social : mairie, LÉZIGNAN.

Bouches-du-Rhône [21 septembre 1906]. — Syndicat de l'union corporative des patrons **coiffeurs** de Marseille (21 membres). Siège social : rue Paradis, 63. MARSEILLE.

Calvados. [1^{er} juillet 1906]. — Syndicat de Normandie de la **teinture** et du nettoyage (22 membres). Siège social : rue Écuyère, 40. CAEN.

Doubs. [5 septembre 1906]. — Syndicat des **brasseurs** et entrepositaires de bières de Franche-Comté (10 membres). Siège social : rue Pasteur, 10. BESANÇON. — [20 septembre 1906]. — Chambre syndicale des **laitiers** bisontins (240 membres). Siège social : rue Battant, 11. BESANÇON.

Gers. [10 juillet 1906]. — Syndicat professionnel des **architectes** et experts du département du Gers (21 membres). Siège social : rue d'Étigny. AUCH.

Hérault [1^{er} août 1906]. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** de Clermont-Hérault (7 membres). Siège social : rue Nationale, CLERMONT-L'HÉRAULT.

Indre-et-Loire [6 octobre 1906]. — Syndicat des **pâtisseries** et confiseurs de la ville de Tours et du département d'Indre-et-Loire (22 membres). Siège social : rue des Halles, 89. TOURS.

Isère [15 octobre 1906]. — Chambre syndicale des **carrossiers** et charrons de Vienne et de la région (19 membres). Siège social : Hôtel Antoulin, place Saint-Maurice. VIENNE.

Loir-et-Cher. [3 août 1906]. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** de la ville de Blois (18 membres). Siège social : hôtel de ville. BLOIS. — [3 avril 1906]. Syndicat des **horlogers-bijoutiers** du département de Loir-et-Cher (24 membres). Siège social : hôtel de ville. BLOIS.

Loiret [1^{er} octobre 1906]. — Syndicat des **pâtisseries-confiseurs** d'Orléans et du Loiret (2 membres). Siège social : café de l'Europe, place du Martroi. ORLÉANS.

Manche [24 septembre 1906]. — Syndicat des **hôteliers** de Granville et de l'arrondissement d'Avranches (32 membres). Siège social : hôtel des Bains, route de Coutances. GRAY-VILLE.

Marne [20 août 1906]. — Syndicat des **pâtisseries**, confiseurs et assimilés de la Marne et départements limitrophes (20 membres). Siège social : place Saint-Timothée, 11. REIMS.

Meurthe-et-Moselle [28 septembre 1906]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de Nancy (58 membres). Siège social : rue Raugraff, 9. NANCY.

Morbihan [1^{er} avril 1906]. — Chambre syndicale des marchands **étalagistes** de la ville de Lorient (15 membres). Siège social : LORIENT. — [8 août 1906]. — Syndicat des **boulangers** de la ville de Pontivy (14 membres). Siège social : rue du Fil, 25. PONTIVY.

Nord [23 juillet 1906]. — Syndicat régional des **fondeurs** en fer du Nord (30 membres). Siège social : rue de l'Hôpital-Militaire, 116. LILLE. — [18 septembre 1906]. — Syndicat des **libraires-papetiers** et marchands de journaux de Roubaix (38 membres). Siège social : angle des rues du Bois et du Grand-Chemin. ROUBAIX.

Oise [26 avril 1906]. — Association syndicale des marchands **bouchers** de la ville de Beauvais (15 membres). Siège social : hôtel de ville. BEAUVAIS.

Pyrénées-Orientales [5 septembre 1906]. — Chambre syndicale des **expéditeurs** de Perpignan (18 membres). Siège social : café Pujol, rue de la Tet. PERPIGNAN.

Rhône [19 juillet 1906]. — Syndicat des **assureurs** contre les accidents de toute nature (16 membres). Siège social : avenue de Saxe, 166. LYON. — [8 août 1906]. — Union syndicale des patrons **charcutiers** de Lyon (201 membres). Siège social : quai de la Charité, 4. LYON.

Saône-et-Loire [15 septembre 1906]. — Syndicat union amicale des patrons **coiffeurs** de Chalon-sur-Saône et environs (38 membres). Siège social : rue Saint-Georges, 4. CHALON-SUR-SAÔNE.

Savoie [24 septembre 1906]. — Syndicat des **laitiers** de Chambéry (226 membres). Siège social : CHAMBERY.

Seine [31 août 1906]. — Syndicat patronal des artisans réparateurs **d'antiquités** et objets d'art (15 membres). Siège social : rue Villehardouin, 12. PARIS (3^e). — [11 octobre 1906]. — Chambre syndicale des négociants en **cuirs** et peaux en poil (25 membres). Siège social : rue de Lancry, 10. PARIS (10^e). — [6 octobre 1906]. — Syndicat des propriétaires d'annexes de **remonte** (11 membres). Siège social : hôtel du quai d'Orsay. PARIS (7^e).

Vaucluse [11 octobre 1906]. — Union syndicale des patrons **coiffeurs** d'Avignon (49 membres). Siège social : place de l'Horloge. AVIGNON. — [10 octobre 1906]. — Chambre

syndicale des patrons **coiffeurs** d'Avignon (10 membres). Siège social : Taverne alsacienne, rue de la République. AVIGNON.

Vienne [20 août 1906]. — Chambre syndicale des **meuniers** du département de la Vienne (21 membres). Siège social : café de l'Europe, rue Carnot. POITIERS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [11 mars 1906]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Bressolles (12 membres). Siège social : mairie. BRESSOLLES. — [4 novembre 1905]. — Syndicat des **employés** réunis de Commentry (21 membres). Siège social : Bourse du travail. COMMENTRY. — [8 septembre 1906]. — Syndicat des travailleurs **municipaux** de Commentry (21 membres). Siège social : hôtel de ville. COMMENTRY. — [1^{er} septembre 1906]. — Union fédérale des **manœuvres** et assimilés du service de la traction [Compagnie des chemins de fer P.-L.-M.] (33 membres). Siège social : boulevard de Courtais, MOULINS.

Alpes-Maritimes [28 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **serruriers** de Beausoleil (30 membres). Siège social BEAUSOLEIL.

Ardennes [10 juin 1906]. — Chambre syndicale des **camionneurs** et charretiers de l'arrondissement de Mézières (85 membres). Siège social : rue du Juif, 13. CHARLEVILLE. — [1^{er} juin 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie **lainière** et similaire de Dagny et des environs (60 membres). Siège social : Grande rue. DAGNY.

Aube [17 septembre 1906]. — Syndicat ouvrier des **cuisiniers**, pâtisseries, confiseurs de Troyes et du département de l'Aube (31 membres). Siège social : rue Turenne, 8. TROYES.

Aude [4 septembre 1906]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Carcassonne (13 membres). Siège social : Bourse du Travail, CARCASSONNE. — [26 juillet 1906]. — Syndicat des **employés de commerce** et d'industrie (84 membres). Siège social : Bourse du Travail, CARCASSONNE. — [1^{er} septembre 1906]. — Syndicat professionnel des ouvriers **maréchaux ferrants** de la ville de Carcassonne et des environs (16 membres). Siège social : Bourse du Travail, CARCASSONNE.

Calvados [22 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Caen et du Calvados (37 membres). Siège social : Bourse du Travail, CAEN. — [26 juillet 1906]. — Chambre syndicale des **employés de commerce**, de l'industrie et similaires des deux sexes de Caen (75 membres). Siège social : Bourse du Travail, CAEN. — [4 mai 1906]. — Syndicat des ouvriers et employés de l'industrie **laitière** de Basse-Normandie (285 membres). Siège social : maison Casrouge, rue de Caen, SAINT-PIERRE-SUR-DIVES.

Cantal [22 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés en **parapluies** et similaires de la ville d'Aurillac (56 membres). Siège social : Bourse du Travail, AURILLAC.

Cher [23 septembre 1906]. — Syndicat des **tanneurs**, corroyeurs et similaires d'Henrichemont (44 membres). Siège social : HENRICHEMONT. — [1^{er} juin 1906]. — Chambre syndicale des **modeleurs** et couleurs de moules (16 membres). Siège social : rue Jeanne-d'Arc, 45, MEHUN-SUR-YÈVRE.

Côte-d'Or [20 septembre 1906]. — Chambre syndicale des garçons **limonadiers**, restaurateurs, cuisiniers, pâtisseries et assimilés de Dijon (48 membres). Siège social : Bourse du Travail, DIJON.

Doubs [8 septembre 1906]. — Syndicat des ouvriers en **bâtiment** de Pontarlier (50 membres). Siège social : Hôtel de Ville, PONTARLIER.

Gironde [26 septembre 1906]. — Syndicat des manœuvres des chemins de fer [section du Midi] (160 membres). Siège social : rue Lalande, 42, BORDEAUX.

Indre-et-Loire [22 octobre 1906]. — Syndicat des cuirs et peaux et parties s'y rattachant de Chateaurenault (? membres). Siège social : CHATEAURENAULT.

Isère [1^{er} septembre 1906]. — Association grenobloise mixte des ouvriers et ouvrières boutonnières (483 membres). Siège social : rue Lesdiguières, 44, GRENOBLE. — [2 septembre 1906]. — Syndicat des ouvriers de la meunerie et parties assimilées de l'Isère (64 membres). Siège social : Bourse du Travail, GRENOBLE. — [5 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers en voitures et parties similaires (72 membres). Siège social : Bourse du Travail, GRENOBLE. — [22 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers en voitures et parties similaires (27 membres). Siège social : rue Voltaire, 27, VIENNE.

Lot-et-Garonne [20 septembre 1906]. — Union ouvrière des boulangers de la ville d'Agen (48 membres). Siège social : restaurant Canazille, place du Marché, AGEN.

Meuse [30 septembre 1906]. — Chambre syndicale des tailleurs de pierres de la Meuse (30 membres). Siège social : ruelle de l'Étang, 1, COMMERCY.

Morbihan [22 avril 1906]. — Syndicat de l'union du bâtiment de Pontivy (78 membres). Siège social : hôtel du Pigeon-Blanc, rue Saint-Ivy, PONTIVY.

Nord [1^{er} octobre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers chauffeurs et conducteurs de machines de Lille et des environs (20 membres). Siège social : rue du Chauffour, 2, LILLE. — [2 janvier 1906]. — Chambre syndicale des marchands de journaux de Tourcoing (45 membres). Siège social : rue de Dunkerque, 37, TOURCOING.

Pas-de-Calais [22 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment de Saint-Omer (102 membres). Siège social : rue Guillaume-Cléton, 56, SAINT-OMER. — [22 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvrières lingères de Saint-Omer (95 membres). Siège social : SAINT-OMER.

Pyrénées (Basses-) [9 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers manœuvres de Biarritz (50 membres). Siège social : buvette du Fronton, avenue des Pyrénées, BIARRITZ.

Savoie [3 juillet 1906]. — Syndicat mixte professionnel des ouvrières et ouvriers de l'habillement de Chambéry (76 membres). Siège social : salle des Sociétés, à la Grenette, CHAMBERY.

Seine [24 octobre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés en appareils automatiques (62 membres). Siège social : boulevard Saint-Martin, 8, PARIS, 10^e. — [4 octobre 1906]. — Union amicale des chefs maçons-plâtriers du département de la Seine (25 membres). Siège social : boulevard de la Gare, 126, PARIS, 13^e. — [16 octobre 1906]. — « Le Clavier », association amicale et professionnelle des pianistes et pianistes chefs d'orchestre (40 membres). Siège social : rue du Faubourg-Saint-Martin, 36, PARIS, 10^e.

Seine-Inférieure [21 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de l'arrondissement du Havre (90 membres). Siège social : cercle Franklin, cours de la République, LE HAVRE. — [25 septembre 1906]. — Syndicat des employés de l'épicerie du Havre et de la région (32 membres). Siège social : rue Voltaire, 70, LE HAVRE. — [29 juillet 1906]. — Syndicat des ouvriers bûcherons agricoles et travaux similaires de La Neuville-Champ-d'Oisel (26 membres). Siège social : LA NEUVILLE-CHAMP-D'OISEL.

Seine-et-Marne [29 juillet 1906]. — Syndicat des ouvriers agricoles du canton du

Lizy-sur-Ouq (200 membres). Siège social : **LIZY-SUR-OUQ**. — [27 septembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Melun et des environs (32 membres) Siège social : Hôtel de Ville, **MELUN**. — [2 septembre 1906]. — Syndicat de la **bourrellerie**, sellerie de Melun et ses environs (25 membres). Siège social : rue du Palais-de-Justice, 29, **MELUN**. — [24 septembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires de Melun et des environs (2 membres). Siège social : Hôtel de Ville, **MELUN**. — [17 juin 1906]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de l'arrondissement de Provins (266 membres). Siège social : salon des Champs-Elysées, **PROVINS**.

Seine-et-Oise [22 janvier 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **papetiers** et parties similaires des papeteries de Ballancourt (215 membres). Siège social : café de la Renaissance, place de la Liberté, **BALLANCOURT**.

Var [6 août 1906]. — Syndicat international de l'**ameublement** de Toulon (70 membres). Siège social : Bourse du Travail, **TOULON**. — [3 juillet 1906]. — Syndicat des travailleurs réunis du parc à **charbons** de la marine (56 membres). Siège social : Bourse du Travail, **TOULON**. — [1^{er} septembre 1906]. — Syndicat amical des aides **pharmaciens** de Toulon et du Var (50 membres). Siège social : Hôtel de Ville, **TOULON**.

Vaucluse [16 septembre 1906]. — Syndicat des travailleurs de la **minoterie** du département de Vaucluse : meuniers, charretiers et parties similaires (102 membres). Siège social : Bourse du travail, **AVIGNON**. — [20 juillet 1905]. — Syndicat des ouvriers **tourneurs** et sculpteurs sur bois (35 membres). Siège social : Bourse du Travail, **AVIGNON**.

Vosges [10 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** des Vosges (20 membres). Siège social : rue Dauphine, 5, **SAINT-DIÉ**.

3° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [20 septembre 1906]. — Union marseillaise des Syndicats de l'**imprimerie** (5 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du Travail, **MARSEILLE**.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1^{re} SESSION (1891). — <i>Compte rendu des séances. — Rapports : Bureaux de placement</i> (M. Thévenet). — <i>Protection des salaires</i> (M. Martelin). — <i>Création d'un office du travail</i> (M. Keufer). — 1 vol. in-4 ^e de 200 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
2^e SESSION (1892). — <i>Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire</i> (MM. Labeyrie et Delahaye). — <i>Sociétés coopératives de crédit</i> (M. Lyon-Caen). — <i>Habitations ouvrières</i> (M. Siegfried). — <i>Musée d'économie sociale</i> (M. Linder). — <i>Règlements d'atelier</i> (M. Keufer). — <i>Pétition des typographes de Lyon</i> . — 1 vol. in-4 ^e 252 p. 3 fr.....	Épuisé.
3^e et 4^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — <i>Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire</i> (M. Many). — 1 vol. in-4 ^e , 341 p. 3 fr. 30.....	Épuisé.
5^e SESSION (1895). — <i>Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail</i> (M. Depasse). — 1 vol. in-4 ^e , 165 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
6^e SESSION (1896). — <i>Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières</i> (M. Paulet). — <i>La question du chômage</i> (MM. Moron, Finance et Keufer). — 1 vol. in-4 ^e , 143 p. 1 fr. 80.....	Épuisé.
<i>Rapport sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail.</i> — 1 vol. in-4 ^e , 398 p. 3 fr. 60.....	Épuisé.
<i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898) [note de l'Office du travail].</i> 1 broch. in-4 ^e de 23 p. (1899).....	1 fr.
7^e SESSION (1897). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications</i> (M. Keufer). — <i>Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics.</i> — 1 vol. in-4 ^e , 299 p. 3 fr.....	Épuisé.
8^e SESSION (1898). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le marchandage</i> (M. Goy). — <i>Note de l'Office du travail sur le marchandage.</i> — 1 vol. in-4 ^e , 127 p. 1 fr. 80.....	Épuisé.
9^e SESSION (1900). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4 ^e , 525 p. 4 fr. 50.....	Épuisé.
<i>Les conseils de prud'hommes</i> (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4 ^e , 409 p.....	3 fr. 60.
<i>Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes</i> (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4 ^e de 55 p.....	1 fr.
10^e SESSION (1901). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4 ^e de 175 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
<i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4 ^e , 261 p. 3 fr.....	Épuisé.
<i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest.</i> — 1 broch. in-4 ^e , 28 p.....	1 fr.
11^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4 ^e , 147 p.....	1 fr. 80.
<i>Apprentissage : enquête et documents</i> (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4 ^e , 537 p.....	4 fr. 50
<i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnot). — 1 broch. in-4 ^e , 15 p. 1 fr.....	Épuisé.
12^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4 ^e , 234 p.....	2 fr. 70.
<i>Les caisses de chômage.</i> — 1 vol. in-4 ^e , de 148 p.....	1 fr. 80.
<i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4 ^e , 87 p.....	1 fr. 50.
<i>Enquête et documents sur le délai-congé.</i> — 1 vol. in-4 ^e , 104 p.....	1 fr. 80.
13^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4 ^e , 233 p.....	1 fr. 80.
<i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 vol. in-4 ^e , 73 p.....	1 fr. 50.
<i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4 ^e , 52 p.....	1 fr. 50.
14^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4 ^e , 135 p.....	1 fr. 80.
15^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4 ^e , 168 p.....	2 fr. 25.
<i>L'enseignement professionnel</i> (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4 ^e , 159 p.....	2 fr. 25.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8 ^e de 742 p. (1893). 8 fr.....	Épuisé.
Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — 1 vol. in-8 ^e de 186 p. (1901).....	1 fr. 50.
De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8 ^e de 610 p. (1893). 6 fr.....	Épuisé.
Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des Etats-Unis. — <i>Des arts et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.</i> — 1 vol. in-8 ^e de 93 p. (1893). 1 fr. 50.....	Épuisé.
Salaires et durée du travail dans l'industrie française. — <i>Tome 1^{er} : Seine.</i> — 1 vol. in-8 ^e de 611 p. (1893) — <i>Tomes II et III : Départements.</i> — 2 vol. in-8 ^e de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — <i>Tome IV : Résultats généraux.</i> — 1 vol. in-8 ^e de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'Etat et chemins de fer.</i> — 1 vol. in-8 ^e de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique.</i> — 29 planches in-8 ^e (1897) 4 fr.....	Épuisé.
La petite industrie (salaires, durée du travail). — <i>Tome 1^{er} : L'alimentation à Paris.</i> — 1 vol. in-8 ^e de 300 p. (1893). — <i>Tome II : Le vêtement à Paris.</i> — 1 vol. in-8 ^e de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr.....	Épuisé.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}. (Suite.)

L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers.</i> — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail.</i> — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — <i>En Autriche.</i> — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : <i>Accidents.</i> — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse.</i> — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (Industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.....	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique.</i> — (1899). — Tome II : <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — (1901). — Tome III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses.</i> — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.</i> — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901). 1 fr. 50.....	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques.</i> — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail).	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. <i>Dénombrement général.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Épuisé.
<i>Dénombrement des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50.....	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé), chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est.</i> — 1 vol. in-4° de 870 p. — Tome II : <i>Population présente, région du Sud-Est.</i> — 1 vol. in-4° de 818 p. — Tome III : <i>Population présente, région de l'Ouest et du Midi.</i> — 1 vol. in-4° de 906 p., chacun.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle. Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892.</i> — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
<i>Années 1893 à 1898.</i> — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr.	Épuisé.
— 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1 ^{er} volume <i>Mouvement de la population.</i> — 4 vol. in-8° de 313, 289, 105 et 384 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun....	5 fr.
<i>Année 1904.</i> — 1 vol. in-8° de 638 p.....	7 fr. 50.
<i>Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 2^e volume : Institutions d'assistance.</i> 5 vol. — in-8° de 211, 105, 103, 103 et 103 p. (épuisés, sauf 1902, 1903 et 1904), chacun.....	5 fr.
Annuaire statistique. — Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p. — (Épuisés : années 1886, 1888, et 1890 à 1904, sauf 1901), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1905). — 15 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905), chacun.....	3 fr. 50.
1904.....	4 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	1 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905. — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905.), chacun.....	5 fr.

↑ D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6°.
MUZARD et EBIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{er}.
GEORGES ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7°.
CHAVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, à Paris-6°.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>			
Revue du travail en novembre.....	1193	Russie : Décret du 15 novembre 1906 limitant la durée du travail. — La participation des ouvriers aux bénéfices dans les entreprises industrielles.	1259
Situation par industries.....	1194	<i>Actes et documents officiels.</i>	
Grèves en novembre.....	1203	Circulaires et lettre du Ministre du Travail sur le repos hebdomadaire,	
Conciliation et arbitrage en novembre.....	1208	1 ^o 6 novembre 1906 (caractère suspensif des demandes d'autorisation et des recours au Conseil d'Etat).....	1261
Les associations ouvrières de production et les sociétés coopératives de consommation et de crédit au 1 ^{er} janvier 1906. (Suite et fin.).....	1209	2 ^o 17 novembre 1906 (répartition du contrôle des établissements à Paris).....	1261
La 16 ^e session du Conseil supérieur du travail (novembre 1906).....	1222	3 ^o 19 novembre 1906 (notification des arrêtés préfectoraux).....	1262
<i>Jurisprudence.</i>			
Loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire : date d'application; gérants de succursales, gérants ou employés; circonstances de fait; hôteliers-restaurateurs; ouvriers et employés; application de la loi à tout le personnel des hôtels et restaurants.....	1232	4 ^o 22 novembre 1906 (relations des inspecteurs avec les groupements professionnels).....	1262
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>			
Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Les grèves et lock-outs en 1905.....	1241	5 ^o 30 novembre 1906 (application de la loi aux membres de la famille).....	1263
Autriche : Placement. — Grèves. — L'inspection du travail en 1905.....	1246	6 ^o 4 décembre 1906 (dérogations pendant les fêtes de Noël et du jour de l'an).....	1264
Belgique : Marché du travail. — Grèves.....	1253	État des travaux législatifs.....	1265
Canada : Revue du travail. — Grèves.....	1254	Chronique législative.....	1267
États-Unis : Revue du travail.....	1254	<i>Renseignements divers.</i>	
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Modifications survenues en 1905 dans le taux des salaires et la durée du travail.....	1254	Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	1269
Italie : Grèves en octobre 1906.....	1257	Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	1276
Pays-Bas : Revue du travail en octobre. — Le «Centraal bureau voor sociale adviezen».....	1258	Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	1293
		Mouvement syndical.....	1294

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

PUBLICATIONS

DE LA DIRECTION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

I. — Recueil de documents sur les Accidents du travail.

- N° 1. — *Lois, Règlements et Circulaires (Décembre 1904)*. Un volume in-8 de 334 pages.
Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 60.
- N° 2. — *Loi du 9 avril 1898 (modifiée par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905) et Règlements d'administration publique du 28 février 1899*. Brochure de 32 pages.
Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.
- N° 3. — *Jurisprudence (I. Mars 1902)*. Un volume de 937 pages.
Prix : 10 francs — Franco 11 francs.
- N° 4. — *Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents*. Brochure de 26 pages.
Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.
- N° 5. — *Rapports aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900. — Düsseldorf 1902)*, par le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Brochure de 33 pages.
Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.
- N° 6. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902)*. Brochure de 63 pages.
Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 10.
- N° 7. — *Jurisprudence (II. Mars 1903)*. Avec *Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7*. Un volume de 449 pages.
Prix : 5 francs — Franco 5 fr. 75.
- N° 8. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7)*. 1903. Brochure de 84 pages.
Prix : 1 fr. 30 — Franco 1 fr. 40.
- N° 9. — *Jurisprudence. (III. Novembre 1903)*. Avec *Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9*. Un volume de 363 pages.
Prix : 4 francs — Franco 4 fr. 50.

- N° 10. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9)*. 1903. Brochure in-8° de 95 pages.
Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.
- N° 11. — *Jurisprudence (IV. Mars 1904)*. Avec *Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11*. Un volume de 304 pages.
Prix : 3 fr. 25 — Franco 3 fr. 75.
- N° 12. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11)*. Brochure de 96 pages.
Prix : 1 fr. 40 — Franco 1 fr. 50.
- N° 13. — *Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail*. 1904. Brochure in-8° de 48 pages.
Prix : 0 fr. 20 — Franco 0 fr. 30.
- N° 14. — *Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence*. 1904. Un volume de 116 pages.
Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.
- N° 15. — *Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail*, par A. DAGUIN. 1904. Brochure de 34 pages.
Prix : 0 fr. 35 — Franco 0 fr. 45.
- N° 16. — *Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905)*. Brochure de 236 pages, dont 40 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix : 2 fr. 75 — Franco 3 fr. 15.
- N° 17. — *Jurisprudence. (V. Mars 1905)*. Un volume de 147 pages.
Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.
- N° 18. — *Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail*. 1905. Brochure de 62 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.

II. — Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale.

- Les Caisses d'épargne. (Législation et statistique.)* 1903. Brochure in-8° de 34 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- Applications de la législation française sur les habitations à bon marché*. 1903. Brochure de 52 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne*, par Edouard FUSTER. 1903. Brochure de 78 pages.
Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie*, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 78 pages.
Prix : 1 fr. 25 — Franco 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel*, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochure de 44 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents*. 1903. Volume de 247 pages.
Prix : 0 fr. 85 — Franco 1 fr. 20.
- L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne*. 1905. Volume de 156 pages.
Prix : 1 fr. 75 — Franco 2 francs.

- Les capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi*, par Edouard FUSTER. 1905. Volume de 95 pages.
Prix : 1 fr. 20 — Franco 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne*, par Edouard FUSTER. 1905. Brochure de 77 pages.
Prix : 1 franc — Franco 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale, de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques*. 1905. Brochure de 47 pages avec diagrammes.
Prix : 0 fr. 60 — Franco 0 fr. 70.
- Projet de code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des députés, le 15 avril 1905)*. Brochure de 61 pages.
Prix : 0 fr. 75 — Franco 0 fr. 85.
- Les assurances sociales en France, de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne (1905)*, par le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. Brochure de 28 pages.
Prix : 0 fr. 50 — Franco 0 fr. 60.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

*Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
Direction du travail,
PARIS (vir').*

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de novembre, le chômage a encore augmenté chez les ouvriers viticoles du Midi, la mévente des vins poussant les propriétaires à économiser le plus possible sur la main-d'œuvre. L'exploitation forestière d'hiver n'étant commencée que dans un très petit nombre de centres, sauf dans l'Yonne, et les travaux agricoles ayant pris fin, beaucoup d'ouvriers bûcherons restent inoccupés. Chez les horticulteurs de la région parisienne, malgré la baisse de travail causée par la saison, la situation reste très satisfaisante.

Les ouvriers mineurs sont toujours abondamment occupés.

Le chômage n'a pas sensiblement augmenté depuis le mois d'octobre dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile, la situation est plus satisfaisante dans le Nord et la région de Roanne; le travail reste actif dans les Vosges et les centres de l'Ouest. Dans la soie, le travail est très abondant dans les tissages de la région de Saint-Étienne et dans les usines mécaniques de la région lyonnaise.

Les industries de l'habillement, de la chapellerie et de la chaussure sont en pleine saison.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de novembre 1906. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève.

Dans les métaux, la situation reste, dans l'ensemble, très satisfaisante, sauf pour les fabriques de boîtes à conserves des côtes bretonnes, qui ne bénéficient que de reprises partielles et temporaires.

Le travail est abondant dans la carrosserie. Le chômage a diminué dans la tonnellerie. Le travail a complètement repris dans les industries du livre. Il est toujours abondant dans la ganterie, sauf à Saint-Junien.

1,333 syndicats, groupant 271,312, ouvriers, ont répondu, pour novembre 1906, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,147 groupant 218,534 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 15,725, ce qui correspond à une moyenne de 7.9 p. 100, mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris, et de 7.2 p. 100 en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais. La première de ces moyennes était, le mois dernier, de 7.5 p. 100; elle était de 10.4 p. 100 en novembre 1905.

L'ouvrage, pendant le mois de novembre 1906, a été jugé, par comparaison avec le mois d'octobre, plus abondant, par 18 p. 100 des syndicats, groupant 21 p. 100 des syndiqués; équivalent par 53 p. 100 des syndicats, groupant 54 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 29 p. 100 des syndicats, groupant 25 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 742 syndicats, groupant 152,114 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 355, groupant 62,766 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les pêcheurs et marins du commerce du Havre (1840) accusent 7 p. 100 de chômeurs contre 4 le mois dernier et 5 en novembre 1905. Sur les côtes bretonnes et vendéennes, le sprat est abondant à Douarnenez (1532), la pêche est mauvaise à Guilvinec, Concarneau et Locmiqueric (352); elle est abondante au Bono et au Palais, où la sardine donne en grande quantité. A Châtelailion (1,100), la saison pour les pêcheurs d'huîtres bat son plein; tous sont occupés 70 heures par semaine.

D'après les réponses de 68 syndicats d'ouvriers agricoles groupant 10,750 membres le nombre des chômeurs syndiqués était, à la fin de novembre, de 3,280, soit 30.5 p. 100 contre 25.2 le mois dernier et 26.1 p. 100 en novembre 1905; la situation était considérée comme satisfaisante par 29 p. 100 des syndicats et 52 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 3,280 chômeurs, 2,842 sont signalés par 53 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 4,865 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 48.7, 68.4 et 62.8 p. 100 contre 44, 60.3 et 47.8 le mois dernier; 6 seulement de ces syndicats n'accusent aucun chômeur : les travaux sont encore peu abondants, soit par suite du mauvais temps et de la submersion de certaines vignes en plaine, soit surtout en raison de la mévente des vins, qui pousse les propriétaires à économiser le plus possible sur la main-d'œuvre. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,267) annonce 36 chômeurs au lieu de 17 le mois dernier et de 58 en novembre 1905 : la situation est toujours satisfaisante;

le syndicat ouvrier des jardiniers (2080) n'accuse aucun chômeur, bien que le travail ait baissé; les ouvriers agricoles de Lieusaint (937) en accusent 33 p. 100 contre 18,8 le mois dernier. Pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles de Cahors (120).

Les 83 syndicats de bûcherons qui ont donné pour le mois de novembre le nombre de leurs chômeurs accusent 1,716 syndiqués sans travail, soit, sur un effectif de 8,457 membres, une proportion de 20,3 p. 100 contre 18,9 p. 100 le mois dernier et 32,8 en novembre 1905. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 61 p. 100 des syndicats et 59 p. 100 des syndiqués. Les battages et autres travaux agricoles, qui occupaient jusqu'ici les bûcherons, sont à peu près terminés; l'exploitation des bois n'a repris d'une manière générale que dans l'Yonne; elle est en retard dans le Cher et surtout dans l'Allier: on ne signale aucun chômeur dans 1 centre sur 6 dans l'Allier; dans 9 sur 22 dans le Cher; dans 18 sur 27 dans la Nièvre et dans 9 sur 11 dans l'Yonne; le chômage atteint 59,5 p. 100 contre 63,5 p. 100 le mois dernier dans l'Allier pour 6 syndicats groupant 598 syndiqués; il est de 34,7 contre 22 dans le Cher pour 22 syndicats groupant 2,064 syndiqués, de 17,9 contre 11,8 dans la Nièvre pour 27 syndicats groupant 2,352 membres et de 14,6 contre 29,8 dans l'Yonne pour 11 syndicats groupant 1,230 membres. Enfin 5 syndicats de résiniers des Landes groupant 694 membres n'accusent que 10 chômeurs contre 2 le mois dernier.

MIXES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur près de 164,000 ouvriers, soit environ les trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de novembre 1906. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais . . .	100,132	6.03	"	"	"	0.89	99.11
Loire	15,399	6.00	"	"	"	"	60
Gard et Hérault	15,467	6.00	"	"	"	2.14	97.86
Tarn et Aveyron	10,599	6.04	"	"	"	"	100
Provence (lignites)	2,574	5.78	"	"	"	64.18	35.82
Ouest	280	6.00	"	"	"	"	100
Bourgogne et Nord-Est . . .	9,709	6.00	"	"	"	3.11	96.89
Centre	9,647	5.98	"	"	"	10.40	89.60
ENSEMBLE pour la France.	163,807	6.02	"	"	"	2.55	97.45

Manquent les renseignements pour les mines de l'Isère.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 6.10; il était de 6.03 en novembre 1905. D'après les réponses de 25 syndicats, le chômage serait de 0.8 p. 100 sur un effectif de 30,521 syndiqués; il était de 0.5 p. 100 le mois dernier pour 28,929 syndiqués et de 3.6 p. 100 en novembre 1905 pour 7,735 syndiqués; le syndicat de Lens (20,000) accuse 0.5 p. 100 contre 0 le mois dernier; les deux syndicats de Montceau-les-Mines accusent, l'un (4,998) 2.1 p. 100 contre 2.5, l'autre (1,907) 0 p. 100.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 2.2 p. 100 pour 17 syndicats groupant 2,226 ouvriers contre 2.4 p. 100 le mois dernier et 10.5 en novembre 1905. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérrouville (187) et Chevreuse (840). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Rimogne (202), Rochefort en terre (180); 0.6 p. 100 à Fumay (320) contre 1.2

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 64 syndicats, groupant 13,351 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en novembre, soit 2349, la proportion de ces derniers, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 17.6 p. 100 contre 17.8 le mois dernier et 19.2 en novembre 1905. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 46 p. 100 des syndicats et 37 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Bordeaux (923), Toulouse (298), Toulon (225), Bayonne (100); les cuisiniers de Bordeaux (333); les garçons de restaurant et limonadiers de Marseille (450), Nice (900) et Alger (206); le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Troyes (240), les pâtisseries (300) de Bordeaux, les confiseurs-pâtisseries de Marseille (460), les bouchers de Marseille (150) et de Lyon (804), les maîtres-d'hôtel (590) et les restaurateurs navigateurs (170) du Havre. A Paris, les pâtisseries de la Seine (1,553), accusent 6.9 p. 100 de chômeurs contre 7.9 le mois dernier; les confiseurs (262) 3.8 contre 3.1; les cuisiniers de la rue Mandar (998) 7.9 p. 100; ceux de la Bourse du Travail (1020) 19.6; les employés d'hôtel de la Bourse du travail (510) 19.8 p. 100 contre 32.3; chez les limonadiers, le syndicat de la rue Réaumur (200) en accuse 25 p. 100 comme le mois dernier; les compagnons boulangers du *Nouveau-Siècle* (183) 10.9 p. 100.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'octobre 1906, premier mois de la campagne 1906-1907, s'élevait à 324,113 hectolitres contre 379,266 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 55,153 : cette diminution provient surtout des alcools de betteraves (262,959 hectolitres au lieu de 297,547) et de marcs et lies (7,546 contre 19,517). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est évaluée approximativement à 34,132 hectolitres, soit une différence en plus de 23,350 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1905-1906 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de novembre 1906 (troisième mois de la campagne 1906-1907), le nombre de fabriques dans lesquelles les travaux de défécation étaient encore en cours d'activité, s'élevait à 148 contre 244 à l'époque correspondante de la campagne 1905-1906. La quantité de sucre travaillée à la même époque, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 626,021 tonnes, soit 122,655 tonnes de moins qu'à l'époque correspondante de la campagne 1905-1906 ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 6,239 ouvriers, ressort à 0.6 p. 100 contre 0 le mois dernier et 4.4 en novembre 1905. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, ceux de Paris

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 18 novembre 1906.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 décembre 1906.

(4,800), Toulon (260), Reims (160) et Nice (380) sont tous occupés. Les tordeurs d'huile de Dunkerque (350) accusent 11.4 p. 100 de chômeurs.

Les ouvriers des papeteries d'Anould (630) et Brignoud (321) sont tous occupés; ceux d'Etival (735) accusent 1.6 p. 100 de chômeurs contre 1.6 le mois dernier. Les relieurs-papetiers de Toulouse (226) accusent 0.4 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier; les papetiers-régleurs de Paris (125) 0 p. 100.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 135 pour 79 syndicats groupant 5,106 adhérents, soit 2.6 p. 100; pour Paris, de 232 pour 10 syndicats groupant 6,181 adhérents, soit 3.8 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 4.1 p. 100, et pour Paris de 3.8 p. 100; elle était, pour le mois de novembre 1905, de 3.5 p. 100 pour la province, de 1.9 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 90 p. 100 des syndicats de province groupant 88 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 22 syndicats, équivalent par 28, moins abondant par 6 autres. Il y a 3.4 p. 100 de chômeurs chez les typographes (235) de Marseille, 4.5 chez les lithographes (112); 1.5 contre 5.5 le mois dernier chez les typographes (135) de Grenoble; 1.9 chez les typographes (520) et 4.4 contre 6.7 chez les lithographes de Lyon (180); 9.4 contre 7.5 chez ceux de Saint-Etienne (160) et 4.2 chez les typographes (120); 3.8 contre 7 chez les typographes de Lille (453); 0 contre 0 au Havre (110); 1.2 à Amiens (166) contre 1.3; 1 à Nancy (290) contre 1.8; 7.4 à Versailles (135) contre 3.7; 21.7 à Alger (115); 0 à Dijon (140); 3.5 à Toulouse (256).

A Paris, le travail est, en général, satisfaisant dans la typographie; le syndicat de la rue de Savoie (4,000) accuse 180 chômeurs contre 117 le mois dernier et 65 en novembre 1905; les conducteurs de la *Gutenberg* (408) en accusent 3.7 p. 100 contre 5.2. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (160) accuse 3.8 contre 9.4 le mois dernier; les stéréotypeurs (200) 0 p. 100 contre 1.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 22 syndicats, groupant 4,321 ouvriers, atteint 13.3 p. 100 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 14.4 p. 100, elle était de 16.7 p. 100 en novembre 1905. A Annonay, les mégissiers de rivière (800) ont 2 p. 100 de chômeurs contre 2 le mois dernier et 3 en novembre 1905, avec une semaine de 50 heures. Les mégissiers et chamoiseurs de Millau (110) ont 0 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier. A Grenoble, les mégissiers (532) en ont 18.4 p. 100 contre 11.6 et font de 30 à 54 heures. Les moutonniers de Graulhet (1,200) accusent 12.5 p. 100 contre 8.3 le mois dernier et 12 en novembre 1905; la semaine est de 60 heures. Les ouvriers de la peau de mouton de Mazamet (800) ont 31.2 p. 100 de chômeurs, contre 63 le mois dernier. Les pelletiers-lustreurs de Paris (391) en ont 8.8 p. 100; les ouvriers du cuir d'Amiens (430) 5.8 p. 100.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 2.9 p. 100 pour 18 syndicats groupant 1,034 ouvriers contre 3.5 le mois dernier et 7.5 en novembre 1905. Les cordonniers de Bordeaux (310) en accusent 5.8 p. 100.

Dans la ganterie, à Millau, l'*Union* (1,000) et le syndicat indépendant (110) n'accusent aucun chômeur. Il en est de même du syndicat de Chaumont (110); celui de Saint-Junien (150) en accuse 20 p. 100.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 72 syndicats, groupant 24,706 adhérents, était, à la fin de novembre, de 1,651, soit 6.7 p. 100; la proportion était de 5.3 p. 100 le mois dernier, elle était de 5.5 en novembre 1905.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (6,500) il y aurait 4.6 p. 100 de chômeurs contre 4.6 le mois dernier et 7.3 p. 100 en novembre 1905, la semaine serait de 60 heures, le travail est stationnaire, mais la situation reste assez satisfaisante; à Tourcoing, d'après le syndicat textile (197) le chômage serait de 3 p. 100 et la semaine de 60 heures.

A Lille, le syndicat de la filature du lin, chanvre et jute (320) accuse 1.8 p. 100 contre 17.7 le mois dernier, et une semaine de 60 heures; à Armentières, le syndicat ouvrier (1,840) se montre satisfait et accuse une semaine de 59 heures; le syndicat mixte (1,827) ne signale aucun chômeur, la semaine varierait de 50 à 60 heures; à Houplines (1,200) il y a 1 p. 100 de chômeurs contre 1.1, la situation est estimée satisfaisante pour l'époque, la semaine est de 60 heures; à Halluin (1,000) le chômage est de 8 p. 100 contre 5 et la semaine de 60 heures; dans les petits centres de tissage pas de chômeurs à Comines (550 + 180), Bailleul (250), Saulzoir (175), Beuvillers (110), Villers-en-Cauchies (150); 3.6 contre 3.1 à la Gorgue-Estaires (612); 2 au lieu de 0.9 à Nieppe (425). Pour l'ensemble de 19 syndicats du Nord groupant 14,579 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 3 p. 100 contre 4.4 le mois dernier.

Dans les Vosges, les 8 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 2.2 p. 100 de chômeurs sur 822 syndiqués contre 3.9 le mois dernier; la semaine est partout de 60 heures au moins; il n'y a de chômeurs qu'à Saint-Dié (450) où l'on en signale 4 p. 100 contre 10 le mois dernier et 0 en novembre 1905.

Dans les centres normands, à Rouen, les ouvriers du coton (2,000) estiment la situation non satisfaisante, le chômage n'atteint toutefois que 1 p. 100 et la semaine est de 60 heures; ceux de Bolbec (160) font 49 heures sans chômeurs; ceux de Lillebonne (175) en accusent 1.7 p. 100 contre 0.6 : le travail reste abondant. A Évreux, le syndicat indépendant (161) et l'autre (120) accusent 0 chômeur et 60 heures par semaine. A Flers (184), il n'y a aucun chômeur et la semaine est de 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, la semaine est de 60 heures à Roanne (1,000) avec 1.7 p. 100 de chômeurs contre 1.4 et 54 heures le mois dernier; la semaine est de 60 heures à Bourg-de-Thizy (645) avec 14.2 p. 100 de chômeurs contre 7.2 le mois dernier : la situation est néanmoins estimée satisfaisante pour l'époque; pas de chômeurs à Thizy (250) et 60 heures par semaine.

Dans l'Aisne, l'*Union des tisseurs* de Saint-Quentin (172) n'accuse aucun chômeur. Dans les Ardennes, le syndicat des tisseurs et tisseuses de Sedan (350) en accuse 10 p. 100 contre 1.7 le mois dernier; à Saint-Menges (270), les ouvriers en tissus en accusent 18.5 p. 100 contre 9.3, avec 45 heures par semaine: c'est la baisse de travail habituelle en cette saison. A Vienne (385) les ouvriers textiles accusent 30 p. 100 de chômeurs contre 32 le mois dernier, avec 66 heures par semaine.

Dans l'Ouest, à Romorantin (500), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés de 60 à 66 heures, le travail est satisfaisant pour l'époque; à Angers, les ouvriers textiles (150) ont 0 chômeur et font 60 heures. La situation reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres : en particulier les tisserands de Mortagne-sur-Sèvre (232) et Saint-Léger-sous-Cholet (112) ne signalent aucun chômeur. Les tapissiers d'Aubusson (129) sont tous occupés 60 heures. A Lavelanet (508), les ouvriers textiles accusent 59 p. 100 contre 18 le mois dernier.

Dans la soie, le syndicat indépendant de Saint-Étienne (120) accuse 0 p. 100 de sans-travail contre 4 le mois dernier, le travail est abondant, la semaine est de 60 heures; les rubaniers de Saint-Genest-Lerpt (150) accusent seulement 2 p. 100 de chômeurs et font 60 heures; 8 p. 100 à Gandris (120); les ouvriers en soieries de Charlieu (150) en accusent 0 p. 100 contre 0 le mois dernier : la reprise s'accroît. Dans l'Isère, le travail est satisfaisant à Montalieu-Vercieu (230); à Vizille (300) la fermeture temporaire d'une usine a causé un grand chômage. Dans la région lyonnaise, l'alimentation des usines de tissage mécanique est aussi bien soutenue que précédemment par la mousseline, les tissus légers et la plupart des unis teints en pièce; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, le travail n'est pas en augmentation sensible sur le mois passé, mais à mesure que finissent les ordres anciens, les nouveautés pour le printemps font leur apparition; à la campagne, dans les ateliers à bras, le travail continue à baisser, sauf dans les régions où l'on tisse le teint en pièce et la nouveauté⁽¹⁾. Les ouvriers du tissage mécanique de Lyon (450) sont satisfaits.

Dans la bonneterie la situation est estimée satisfaisante à Moreuil (400).

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les ouvriers tullistes (109) accusent 2.7 p. 100. de chômeurs contre 3.7; les brodeurs (186) font 50 heures. Les tullistes réunis de Villeurbanne (650) n'ont aucun chômeur et font de 58 à 60 heures.

Dans la teinture et l'apprêt, à Roanne, les teinturiers (124) accusent 8.1 p. 100 contre 3.6 le mois dernier; les apprêteurs (220) 1.8 contre 0.9; à Reims, les teinturiers (100) en accusent 2; à Lyon, les imprimeurs sur étoffes (200) en accusent 25 contre 25. Les blanchisseurs et apprêteurs de Cholet (112) sont tous occupés.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 3.1 p. 100 pour 23 syndicats, groupant 2,898 ouvriers et ouvrières, contre 7.7 p. 100 le mois dernier et 6.7 en novembre 1905. Le travail est considéré comme plus abondant par 7 syndicats, équivalent par 9, moins abondant par 4. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 74 p. 100 des syndicats et 80 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (280) accusent 5.4 p. 100 contre 4.3. Pas de chômeurs à Saint-Quentin (234), Arles (115), les couturières de Lille (472) en accusent 2.1 p. 100; les coupeurs de Lyon (125) 12.8.

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 3.2 p. 100 pour 11 syndicats groupant 1,048 ouvriers contre 2.3 le mois dernier et 12.4 en novembre 1905; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (117) en accusent 1.7 p. 100 contre 2.6 le mois dernier; les ouvrières (100) 0 contre 0; les casquettiers (483) 6.2 contre 0. Les chapeliers de Chazelles-sous-Lyon (139) en ont 0.7 contre 0.

Chez les blanchisseurs, ceux de Paris (115) accusent 8.7 p. 100; ceux de Boulogne-sur-Seine (131) 14.5.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 47 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 4,021 ouvriers, qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail, est de 8.1 p. 100 contre 9.7 le mois précédent et 12.5 en novembre 1905 : la situation est estimée satisfaisante par 56 p. 100 des syndicats et 86 p. 100 des syndiqués. Les calfats-perceurs de Marseille (130) accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 5.7 le mois dernier; les charpentiers de navires du Havre (178) 25.3; les ouvriers des chantiers du Palais (125) 32 contre 19.4. Le

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 décembre 1906.

charpentiers d'Armentières (100) accusent 0 contre 0 le mois dernier; les ouvriers du bois d'Halluin (300) 10 contre 5; les menuisiers de Vannes (100) 10 contre 10; ceux de Nantes (120) 6.7; ceux de Bordeaux (415) 12. A Paris, l'Union des menuisiers (620) n'accuse aucun chômeur.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 27 syndicats groupant 2,165 ouvriers, est de 6.3 p. 100 contre 3.9 le mois dernier et 5.2 en novembre 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 58 p. 100 des syndicats et 74 p. 100 des syndiqués. La proportion des sans-travail est de 4.9 p. 100 à Saint-Loup-sur-Semouse (450), au lieu de 4.9 le mois dernier et de 10 p. 100 en novembre 1905: l'activité reste satisfaisante; 0 p. 100 chez les menuisiers de Cannes (143); 20 p. 100 chez les ébénistes de Bordeaux (200); 0 p. 100 chez les sculpteurs-mouluriers de Lyon (120); à Paris, ces derniers (196) accusent 10.2 p. 100; les marbriers du meuble (103) 2.9 contre 9 le mois dernier.

Chez les sabotiers-galochiers, la proportion des chômeurs est de 0.8 p. 100 pour 6 syndicats, groupant 250 ouvriers, contre 0 p. 100 le mois dernier et 5.8 en novembre 1905.

Chez les tonneliers, le chômage est de 6.2 p. 100 pour 15 syndicats, groupant 1,216 ouvriers, contre 11.2 le mois dernier et 5.1 en novembre 1905. Pas de chômeurs à Cognac (204), Libourne (120) et Reims (125); 4.7 p. 100 à Narbonne (150); 10 à Alger (100) contre 0 le mois dernier.

Dans la carrosserie, 11 syndicats groupant 7,314 ouvriers annoncent 0.7 p. 100 de chômeurs contre 1.7 le mois dernier et 0.2 en novembre 1905. A Paris, l'Union de la voiture (6,635) en accuse 0.3 p. 100 contre 1.7 le mois dernier; les compagnons charçons (158) 0 contre 0. Les ouvriers en voitures de Lyon (196) en accusent 10.2 p. 100.

Les layetiers-emballeurs de Paris (275) ont 1.1 p. 100 de chômeurs contre 1.1 le mois dernier; ceux de Bordeaux (158) 0. Les vanniers de Fayl-Billot (210) sont tous occupés.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 98 syndicats groupant 18,238 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux étail, à la fin de novembre, de 706, soit 3.9 p. 100 contre 3.3 le mois dernier et 3.2 en novembre 1905.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 0.6 p. 100 pour 20 syndicats groupant 2,858 ouvriers contre 0.3 le mois dernier et 4.1 en novembre 1905; la situation est considérée comme satisfaisante par 72 p. 100 des syndicats, groupant 88 p. 100 des syndiqués; 0 p. 100 de chômeurs à Revin (950), Hiraumont-en-Rocroi (110), Vrigne-aux-Bois (130), Ferrière-la-Grande (208), Lille (500), Amiens (130), Bordeaux (135); 6.2 p. 100 à Monthermé (160).

27 syndicats de métallurgistes, groupant 5,503 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 2.6 p. 100 de chômeurs contre 2 le mois dernier et 1.7 en novembre 1905; la situation est estimée satisfaisante par 73 p. 100 des syndicats et 91 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Raucourt (180), Châteaurenault (310), Fumay (500), Saint-Amand-les-Eaux (550), Soule-Bois (350), Longwy-Bas (130), Guérigny (470); 6.3 p. 100 à Troyes (143) contre 5.7 le mois dernier; 6 à Rive-de-Gier (250); 8.4 à Saint-Denis (300); à Commentry (235), 53 p. 100 des ouvriers chôment par manque d'eau.

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 0.7 p. 100 pour 23 syndicats, groupant

6,571 ouvriers, contre 1.5 le mois dernier et 1.7 en novembre 1905. La situation est considérée comme satisfaisante par 86 p. 100 des syndicats et 92 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Saint-Étienne (250), Jeumont (1,366), Tarbes (109); 2.6 p. 100 à Marseille (190) contre 6.7 le mois dernier; 1.2 à Reims (166) contre 4.3; 1.3 à Bordeaux (300) contre 1.3; 7.5 à Lyon (133) contre 0. A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 16 chômeurs sur 2,760 syndiqués contre 18 le mois dernier et 11 en novembre 1905; les serruriers (662) sont tous occupés.

A Paris, les ouvriers en instruments de musique (150) accusent 0 chômeur contre 1.3 p. 100 le mois dernier. Les horlogers de Cluses (145) en accusent 17.2 p. 100 contre 17.5; les mouleurs de boîtes d'or de Besançon (125) 0.

Dans la coutellerie, les émouleurs de Saint-Rémy-sur-Durolle (665) sont tous occupés; les aiguiseurs-polisseurs de Saint-Étienne (108) accusent 9.3 p. 100 de chômeurs comme le mois dernier. Chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes, le chômage est de 86 p. 100 à Concarneau (350) contre 86 le mois dernier; 21.6 à Douarnenez (542) contre 0; 0 à Guilvinec (110) contre 0; 0 chez les maréchaux-ferrants de Bordeaux (108) contre 7.4.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 152 syndicats, groupant 17,293 adhérents, était, à la fin de novembre, de 11.3 p. 100; elle était de 10 p. 100 le mois précédent et de 20.1 p. 100 en novembre 1905.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 12.4 p. 100 pour 106 syndicats groupant 12,772 ouvriers contre 10.3 le mois dernier et 21.2 en novembre 1905; le chômage dépasse la moyenne, notamment à Porcieu-Amblagnieu (306), Montalieu-Vercieu (350), Quimper (410), Vannes (332), Auray (175), Roubaix (139), Clermont-Ferrand (126); le travail est par contre satisfaisant pour l'époque à Rouen (895), Bordeaux (180), Trept (142), Dôle (165), Orléans (115), Reims (201), Calais (425), Versailles (210). A Paris, les tailleurs de pierre (2,500) accusent 16 p. 100 de chômeurs contre 15.6 le mois dernier, les scieurs de pierre tendre (260) 0. Dans l'ensemble la situation est jugée satisfaisante par 63 p. 100 des syndicats et 57 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 12.1 p. 100 pour 27 syndicats groupant 2,140 ouvriers contre 13.8 le mois dernier et 18.3 en novembre 1905; il y a 50 p. 100 de chômeurs à Roubaix (300) contre 50 le mois dernier; 7.7 à Bordeaux (120) contre 8.3. A Paris les ornemanistes (428) accusent 1.2 p. 100.

5 syndicats de sculpteurs, marbriers et similaires groupant 798 ouvriers accusent 0.5 p. 100 de chômeurs contre 1 le mois dernier et 2.6 en novembre 1905. Les marbriers de Jeumont (128) et de Bellignies (400) sont tous occupés; les granitiers de Vire (229) accusent 1.7 p. 100 de chômeurs contre 0.4 le mois dernier.

A Paris les fumistes (632) en accusent 4.4 p. 100 contre 12.5 le mois dernier; les monteurs-levageurs (260) 19.1 contre 0. Les tôliers-fumistes de Lyon (200) en ont 5 p. 100.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaufourniers de Beffes (148); 0 p. 100 chez les cimentiers de Boulogne-sur-Mer (650); 35.7 chez les plâtriers de Saint-Jean-de-Maurienne (140) contre 19.2 le mois dernier. Les potiers de Vallauris (208) accusent 0 p. 100 de sans-travail contre 0 le mois dernier. Les faïenciers de Montereau (300) et de Lille (250)

sont tous occupés. Les tuiliers-céramistes (200) de Marseille accusent 25 p. 100 de chômeurs. Les ouvriers de la céramique de Limoges (1,400) n'estiment pas la situation satisfaisante.

Dans l'ensemble des 9 syndicats de verriers qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 0 p. 100 pour 471 syndiqués contre 0 le mois dernier et 11.2 en novembre 1905. Les boucheurs à l'émeri de Paris (120) sont tous occupés.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 17 syndicats groupant 3,442 membres ressort à 11.4 p. 100 contre 24.5 le mois dernier; elle est particulièrement élevée à Toulon (60 sur 120), le Havre (190 sur 475); pas de chômeurs par contre à Nice (800), Saint-Louis-du-Rhône (265), Bordeaux (150), Rouen (1,000). Parmi les autres ouvriers de manutention la moyenne du chômage est de 2.1 p. 100 pour 6 syndicats groupant 671 membres contre 1.5 le mois dernier; les manœuvres de Vals-les-Bains (120), ainsi que les porteurs des halles de Paris (212), sont tous occupés.

13 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.) groupant 2,791 ouvriers accusent seulement 8 sans travail contre 2 le mois dernier. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.) la proportion des chômeurs, pour 28 syndicats groupant 2,789 membres, est de 11.2 p. 100 contre 14.8 le mois dernier; elle est de 10 p. 100 chez les pilotes de Longueuil-Annel (190) contre 25; de 0 chez les camionneurs de Toulon (170) et du Havre (490); de 2.5 chez les cochers de Reims (157); de 32 chez les charretiers de Perpignan (137); les chauffeurs de la marine de Rouen (194) sont tous occupés.

D'après les réponses de 58 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 9,767 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était de 3.4 p. 100 contre 2.9 le mois dernier et 3.4 en novembre 1905; à Paris, l'*Union des comptables* (652) accuse 4 p. 100 contre 4.4 le mois dernier, les dessinateurs du bâtiment (421) 10 contre 5; l'*Alliance sténographique* (208) 4.8 contre 5.2; 1.8 à Amiens (330) contre 3.4; 0.2 à Lyon (1,597) contre 0; 1.8 à Dijon (109) contre 1.8; 1.8 à Brive (109) contre 1.8; 0 à Périgueux (186) contre 0.8; 4.3 à Orléans (115) contre 3.5; 0 à Dax (105); 0.9 à Versailles (114) contre 2.6; 0 à Alger (106); 2.7 à Perpignan (110) contre 3; 10 à Nîmes (248) contre 10; 3.9 à Marseille (153); 6.7 à Valence (105); 5.8 à Béziers (156); 12 à Toulon (577); 2.6 à Limoges (384); 0 à Alger (106) et Oran (255).

DIVERS. — 4 syndicats de gens de maison accusent 2.9 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 796 membres contre 1.3 le mois dernier et 2.1 en novembre 1905. 14 syndicats de coiffeurs, groupant 3,643 ouvriers, ont 5.6 p. 100 de sans-travail contre 11.4 le mois dernier et 7.4 en novembre 1905; le syndicat mixte de Paris (2,680) en accuse 2.2 p. 100; le syndicat ouvrier de Lyon (150) 30 p. 100.

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1906.

56 grèves ont été signalées, en novembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 54 d'entre elles, est de 4,170. Il y avait eu, en novembre 1905, 68 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 48.

Ces 56 grèves, dont 44 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	36
(2 de ces demandes avaient pour objet d'assurer, pour 6 jours de travail, un salaire égal au salaire de 7 jours).	
Réductions de salaire	3
Contestations diverses relatives au salaire	7
Contestations relatives à la réglementation du travail	3
Contestations relatives à l'application du repos hebdomadaire	2
Demande de suppression du travail aux pièces	1
Demandes de réintégration d'ouvriers	7
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	9
Demandes de diminution du temps de travail	3

Ces grèves ont éclaté dans 30 départements et on en a compté :

7 dans la Seine, 6 dans le Nord, 5 dans la Loire et la Seine-Inférieure, 3 dans l'Isère et la Meurthe-et-Moselle, 2 dans l'Allier, l'Hérault et les Basses-Pyrénées et 1 dans les 21 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 13 grèves; travail des métaux, 11; papier et imprimerie, 6; cuirs et peaux, 5; agriculture, forêts et pêche, bâtiment, transports et manutention, 4; industries du bois, 3; alimentation, produits chimiques, 2; infirmiers, mineurs, une grève.

Des 56 grèves commencées en novembre, 41 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Huit, 1 jour ou moins de 1 jour; quatre, 2 jours; huit, 3 jours; une, 4 jours; deux, 5 jours; une, 6 jours; cinq, 7 jours; une, 8 jours; trois, 9 jours; deux, 11 jours; une, 12 jours; une, 13 jours; une, 14 jours; une, 17 jours et deux, 19 jours.

Si l'on y ajoute 16 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 253 jours, 183 jours, 119 jours, 104 jours, 68 jours, 46 jours, 37 jours, 29 jours, 25 jours, 21 jours (2 grèves), 20 jours, 18 jours, 17 jours, 16 jours et 2 jours, on trouve 57 conflits terminés, avec les résultats suivants :

- 13 réussites.
 - 23 transactions ou réussites partielles.
 - 21 échecs.
-

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7

GRÈVES NON TERMIN						
22 mars...	30 nov...	Rive-de-Gier....	Loire.....	Verriers.....	1	365
27 mai...	26 nov...	Bourg-Fidèle....	Ardennes....	Mouleurs.....	1	41
19 juillet...		St-Jean-en-Royans.	Drôme.....	Tisseurs et ouvriers de di- verses professions.	"	460
23 juillet...	19 nov...	Pamiers.....	Ariège.....	Métallurgistes.....	1	312
25 juillet...		Varennes.....	Nièvre.....	Ouvriers en limes.....	2	75
14 août...	26 nov...	Bordeaux et envi- rons.	Gironde....	Tonneliers.....	200	1,000
22 sept...		Yssingaux.....	Haute-Loire....	Ménisiers et ébénistes....	"	18
2 oct....	8 déc...	Corbère.....	Pyrénées-Orientales	Transbordeuses d'oranges...	"	300
4 oct....		Toulouse.....	Haute-Garonne...	Boulangers.....	"	99
7 oct....		Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Boulangers.....	"	50
8 oct....	2 nov...	Paris.....	Seine.....	Fleuristes.....	1	10
8 oct....	14 nov...	Cruzy.....	Hérault.....	Ouvriers agricoles.....	1	80
15 oct....		Paris.....	Seine.....	Vanniers.....	1	14
16 oct....	6 nov...	Bordeaux.....	Gironde....	Charpentiers.....	250	500
17 oct....		Paris.....	Seine.....	Garniers.....	"	"
18 oct....	3 déc...	Saint-Claude....	Jura.....	Pipiers.....	50	2,250
25 oct....	12 nov...	Les Mazures....	Ardennes....	Mouleurs.....	1	46
29 oct....	15 nov...	Boulogne.....	Pas-de-Calais...	Tonneliers.....	"	70
29 oct....	19 nov...	Vallauris.....	Alpes-Maritimes...	Potiers.....	"	300
29 oct....	27 nov...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	350
30 oct....	15 nov...	Moirans.....	Isère.....	Ouvriers en papiers.....	1	77
31 oct....	2 nov...	Riotord.....	Haute-Loire...	Rubanniers.....	1	280
31 oct....	20 nov...	Paris.....	Seine.....	Frotteurs-encaustiqueurs...	1	79
31 oct....		Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Ouvriers en chaussures....	11	1,500

GRÈVES COMMENC						
1 ^{er} nov...	12 nov...	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Employés de tramways....	1	50
2 nov...	9 nov...	Saint-Bonnet-Tron- çais.	Allier.....	Bûcherons.....	3	50
2 nov...	12 nov...	Tarare.....	Rhône.....	Appréteurs.....	1	85
2 nov...		Cette.....	Hérault.....	Dockers.....	1	"
3 nov...	12 nov...	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs, rattacheurs et bâcleurs	1	36
5 nov...	8 nov...	Chambéry.....	Savoie.....	Taillieurs.....	"	60
5 nov...	8 nov...	Marcq-en-Barœul..	Nord.....	Mécaniciens-construteurs....	1	55
5 nov...	14 nov...	Nîmes.....	Gard.....	Ouvriers en tissus d'ameuble- ment.	1	29
5 nov...	19 nov...	Nice et Cannes...	Alpes-Maritimes..	Vermicelliers.....	"	200
5 nov...		Dax.....	Landes.....	Ménisiers.....	"	30
6 nov...	9 nov...	Candebeec-lès-El- beuf.	Seine-Inferieure..	Fileurs.....	1	11
6 nov...	12 nov...	Langon.....	Gironde....	Ouvriers de fabriques de cer- cles pour futailles.	"	14

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} novembre 1906, a pu être déjà signalée dans le précédent

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
1 ^{er} NOVEMBRE 1906 (1)		
Contre le licenciement du personnel d'un four éteint	Transaction.	Lock-out. — Grévistes remplacés, embauchés ailleurs.
Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	
Demandes : augmentation de salaire; suppression des primes		120 tourneurs sur bois, scieurs à la mécanique, galochiers, se sont mis en grève par solidarité avec les tisseurs, le 29 octobre.
Demande de suppression d'une retenue	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces		
Demande : préférence d'embauchage en faveur des ouvriers syndiqués	Transaction.	
Demandes : repos hebdomadaire par roulement; maintien du salaire de 7 jours pour 6 jours de travail		
Demandes : augmentation de salaire; suppression du portage du pain	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demandes : renvoi d'un ouvrier; augmentation de salaire.	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire		A la date du 21 novembre, la grève était limitée à un établissement, occupant 4 ouvriers.
Demande : journée de 9 heures		
Demande de réintégration d'un ouvrier syndiqué	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.	Réussite.	
Demande de renvoi d'un nouveau directeur	Réussite.	
Demande de réintégration de 2 ouvriers	Réussite.	
Réduction de salaire	Réussite.	
Réduction de salaire	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire (dans un établissement).		Devant une menace de lock-out, la grève a été généralisée le 7 novembre.
NOVEMBRE 1906.		
Demande de réintégration de 2 employés	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
Demandes : augmentation de salaire : assurance de travail toute l'année	Échec.	
Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demande de rétrogradation d'un contremaître	Échec.	
Demandes : augmentation de salaire; diminution des mises en chômage	Échec.	
Demandes : repos collectif du dimanche; augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	

let. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du Travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉ professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établissements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES COMMENCÉES						
7 nov...	8 nov...	Boulogny.....	Meuse.....	Mineurs.....	1	15
7 nov...	8 nov...	Saint-Maur.....	Seine.....	Mécaniciens-construteurs....	1	18
7 nov...	12 nov...	Revin.....	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	22
8 nov...	10 nov...	Roubaix.....	Nord.....	Bâcleurs.....	1	11
8 nov...	12 nov...	Bessé-sur-Braye.....	Sarthe.....	Ouvriers en papiers.....	1	76
10 nov...	12 nov...	Rouen.....	Seine-Inférieure.....	Ouvriers en couronnes funéraires.	1	17
12 nov...	15 nov...	Bonvillers.....	Meurthe-et-Moselle.....	Terrassiers.....	1	60
12 nov...	20 nov...	L'Étraty.....	Loire.....	Boyaudiers.....	1	9
12 nov...	23 nov...	Saint-Étienne.....	Loire.....	Ouvriers d'usine à gaz.....	1	150
12 nov...	23 nov...	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	123
13 nov...	16 nov...	Colombiers.....	Hérault.....	Ouvriers agricoles.....	1	14
13 nov...	12 nov...	Grenoble.....	Isère.....	Teinturiers et palissonneurs..	18	530
13 nov...	.....	Tence.....	Haute-Loire.....	Moulineurs de soie.....	1	45
13 nov...	.....	Paris.....	Seine.....	Plombiers-canaliseurs.....	3	201
14 nov...	21 nov...	Sainte-Enimie.....	Lozère.....	Ouvriers agricoles.....	1	32
14 nov...	3 déc...	Mons-en-Barœul.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	30
17 nov...	19 nov...	Nantes-en-Rattier.....	Isère.....	Terrassiers.....	1	280
19 nov...	6 déc...	Le Kremlin-Bicêtre..	Seine.....	Ouvriers en chapeaux de cuir bouilli.	1	25
20 nov...	21 nov...	Grenoble.....	Isère.....	Gantiers.....	1	4
20 nov...	23 nov...	Rouen.....	Seine-Inférieure.....	Dockers.....	12	450
20 nov...	27 nov...	Pouilly-sous-Charlieu.	Loire.....	Tisseurs.....	1	200
20 nov...	3 déc...	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle.....	Ouvriers en chaussures.....	1	17
20 nov...	.....	Bayonne.....	Basses-Pyrénées.....	Ébénistes.....	1	30
21 nov...	22 nov...	Roubaix.....	Nord.....	Bâcleurs.....	1	30
21 nov...	22 nov...	Bayonne.....	Basses-Pyrénées.....	Charpentiers.....	1	10
21 nov...	30 nov...	Épinal.....	Vosges.....	Tisseuses.....	1	40
22 nov...	23 nov...	Saint-Denis.....	Seine.....	Tréfileurs.....	1	20
22 nov...	29 nov...	Roanne.....	Loire.....	Typographes.....	3	273
22 nov...	.....	Dijon.....	Côte-d'Or.....	Infirmiers.....	1	30
23 nov...	12 déc...	Dieppe.....	Seine-Inférieure.....	Converseurs.....	"	40
25 nov...	28 nov...	Hyères.....	Var.....	Typographes.....	4	20
26 nov...	26 nov...	Thuellin.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	"
26 nov...	27 nov...	Saint-Prix.....	Allier.....	Terrassiers.....	1	15
26 nov...	.....	Biguglia.....	Corse.....	Pêcheurs.....	1	100
27 nov...	30 nov...	Apt.....	Vaucluse.....	Confiseurs.....	1	20
27 nov...	4 déc...	Mâcon.....	Saône-et-Loire.....	Typographes.....	3	31
27 nov...	.....	Brest.....	Finistère.....	Employés de tramways.....	1	50
27 nov...	.....	Paris.....	Seine.....	Bijoutiers.....	1	10
27 nov...	.....	Paris.....	Seine.....	Ouvr. en instrum. de précision.	1	30
29 nov...	1 ^{er} déc...	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens-construteurs....	1	130
29 nov...	4 déc...	Rive-de-Gier.....	Loire.....	Ouvriers d'aciéries.....	1	80
30 nov...	.....	Annonay.....	Ardèche.....	Ouvriers en papiers.....	1	200
30 nov...	.....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Cordonniers.....	1	40
30 nov...	.....	Rouen.....	Seine-Inférieure.....	Typographes.....	1	22

CAUSES DES GRÈVES. 8	RÉSULTATS. 9	OBSERVATIONS. 10
NOVEMBRE 1906. (Suite et fin.)		
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
Demande de réintégration de 3 ouvriers.....	Échec.	
Demandes : augmentation de salaire ; suppression des primes.	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Grévistes remplacés.
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demandes : journée de 9 heures ; salaire de 10 heures. .	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	Échec.	Grève généralisée le 16 novembre, devant une menace de lock-out.
Demande d'institution d'un « tour de chaîne ».....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demandes : renvoi d'un apprenti (dans un établissement) ; augmentation de salaire.....	.....	
Demande de renvoi d'un contremaître et de sa femme.....		10 grévistes congédiés.
Demande de paiement du jour de repos hebdomadaire.....	Échec.	
Demandes : renvoi d'un contremaître ; augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
Réduction de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'indemnité pour arrêt forcé du travail.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	
Demandes : augmentation de salaire ; paie à la journée au lieu de paie à l'heure.....	Transaction.	Les ouvriers congédiés étaient les fondateurs du syndicat.
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
Demandes : paiement de salaires arriérés ; réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
Réduction de salaire.....	Échec.	10 grévistes congédiés.
Demande : fourniture de fil de fer de meilleure qualité. .	Réussite.	
Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	
Demande de renvoi d'une directrice.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	10 grévistes congédiés.
Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire ; limitation du nombre des apprentis.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Contre la limitation du droit de pêche.....		10 grévistes congédiés.
Demandes de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demandes : repos hebdomadaire ; paiement du jour de repos.....	.....	
Contestation relative au salaire.....		10 grévistes congédiés.
Réduction de salaire.....	.....	
Demande de renvoi d'un ouvrier nouvellement embauché.	Transaction.	
Demande de réintégration de 2 ouvriers.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....		10 grévistes congédiés.
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation du salaire d'un linotypiste.....		

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

6 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en novembre, à la Direction du travail.

1° La **grève des métallurgistes de Pamiers**, qui avait donné lieu, en septembre et octobre, sur l'initiative de juge de paix à des réunions du comité de conciliation, a pris fin par une transaction, à la suite d'une nouvelle réunion du comité, tenue le 15 novembre.

L'accord suivant est intervenu :

1° Les ouvriers délégués acceptent le 5 p. 100 qui leur est accordé par la Société métallurgique de la manière suivante :

1) Pour l'atelier du puddlage, 2.5 p. 100 sur le salaire actuel et 2) la réduction de 2.5 p. 100 sur la retenue de 3 p. 100 qui a été pratiquée jusqu'à ce jour pour le déchet, ce qui constitue bien pour ces ouvriers une majoration de 5 p. 100 sur leurs salaires;

2° Pour les ouvriers du laminage, la majoration de 5 p. 100, pendant la période d'essai, sur le prix de la journée de travail basé sur la moyenne de leurs salaires gagnés pendant les 6 premiers mois de l'année 1906;

3° Enfin, la majoration également de 5 p. 100 des salaires de tous les autres ouvriers en état de grève.

Il est expliqué que le 5 p. 100 sera durable, c'est-à-dire que, lors de l'élaboration des nouveaux tarifs projetés par la Société métallurgique, il sera tenu compte de ce 5 p. 100, de telle sorte que les nouveaux tarifs ne soient pas inférieurs au tarif en vigueur avant la grève, majorés de 5 p. 100;

4° La Société métallurgique s'engage à ne renvoyer aucun ouvrier pour faits de grève ou faits connexes à la grève.

La reprise du travail a eu lieu le 19 novembre.

2°, 3°, 4° L'accord n'a pu s'établir au sein des comités de conciliation réunis, sur recours adressé par les ouvriers au juge de paix, le 6 novembre, à l'occasion de la **grève des employés des tramways de Nancy**, le 7, à l'occasion d'une **grève d'apprêteurs à Tarare (Rhône)**, le 8, à l'occasion de la **grève des menuisiers de Dax**.

5° Dans la **grève des charpentiers de Bordeaux**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 31 octobre. Les patrons n'ont pas répondu à la convocation lancée par les magistrats.

6° Dans une **grève de fleurs à Caudebec-lès-Elbeuf (Seine-Inférieure)**, les ouvriers ont également adressé un recours au juge de paix le 7 novembre. Le patron a refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT

AU 1^{er} JANVIER 1906.

(SUITE) ⁽¹⁾

B. — Sociétés coopératives de consommation.

La statistique des sociétés coopératives de consommation a été établie à l'aide des états annuels des préfets. On a utilisé, en outre, en contrôlant ses indications auprès des préfets, la statistique publiée par l'*Almanach de la coopération française de 1906* ⁽²⁾. On a utilisé également les indications fournies par les sociétés elles-mêmes sur les questionnaires trimestriels relatifs au coût des denrées.

Ont été écartés de cette statistique, quand les renseignements ont permis de les reconnaître :

- 1° Les économats et autres magasins de vente fondés par des employeurs à l'usage de leur personnel;
- 2° Les sociétés commerciales qui accordent des remises aux acheteurs ⁽³⁾;
- 3° Les sociétés pour l'achat en commun de matières premières ⁽⁴⁾;
- 4° Les syndicats agricoles ou autres qui n'ont pas constitué de sociétés coopératives de consommation distinctes ⁽⁵⁾;
- 5° Les pharmacies mutualistes.

Le nombre des sociétés coopératives de consommation de France et d'Algérie, dont l'existence avait été signalée à la Direction du travail, s'élevait, au 1^{er} janvier 1906, à 1,994, dont 784 s'occupaient exclusivement de boulangerie et 1,210 de ventes diverses. Au 1^{er} janvier 1905, le nombre total des sociétés connues de la Direction du travail était de 1967 dont 765 s'occupant exclusivement de boulangerie et 1,202 de ventes diverses.

Le tableau ci-après donne la répartition, par département, des sociétés s'occupant exclusivement de boulangerie et des sociétés de ventes diverses avec l'indication des sociétés dont la création ou la dissolution en 1905 a été signalée à la Direction du travail.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, novembre 1906, p. 1120.

⁽²⁾ Cet almanach est publié par le Comité central de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation et le Secrétariat de l'Union suisse des sociétés de consommation.

⁽³⁾ Tel est le cas des « Sociétés économiques d'alimentation » de Villeurbanne et de Reims qui ont été créées par des capitalistes réunis en société dont le siège est à Reims.

Il n'a pas été tenu compte dans les tableaux de la Société de consommation de Bernay qui a pour objet de procurer à ses adhérents des remises sur les achats qu'ils font chez certains commerçants.

⁽⁴⁾ Un certain nombre de sociétés coopératives ont été signalées comme ayant pour objet de procurer à des artisans les matières premières dont ils ont besoin : Marseille (Bouches-du-Rhône) : Société de parfumerie du syndicat des patrons coiffeurs, achat de parfumerie; Concarneau (Finistère) : Société coopérative des patrons pêcheurs et armateurs de Concarneau, achat de rognons, farines, engins de pêche, filets, cordages, etc; Tours (Indre-et-Loire) : Syndicat des cuirs et crépins, achat en commun de marchandises nécessaires aux membres pour l'exercice de la profession de cordonnier; Saint-Just-Malmont (Haute-Loire) : Union des rubaniers, fourniture d'articles concernant le ruban; Angers (Maine-et-Loire) : Société coopérative des cordonniers des bords de la Loire, vente aux ouvriers travaillant en chambre et aux petits patrons de l'outillage et des marchandises pour la fabrication des chaussures; Caudan (Morbihan) : Société coopérative ayant pour objet « l'acquisition des marchandises nécessaires à l'industrie de ses adhérents, si toutefois ces industries ne sont pas soumises à la patente »; Thiers (Puy-de-Dôme) : Économat Thiernois, matières premières pour la coutellerie; Lyon (Rhône) : Société coopérative d'approvisionnement, achat du papier nécessaire aux négociants en soieries; Paris : Société coopérative d'approvisionnement des coiffeurs.

⁽⁵⁾ C'est ainsi que l'on n'a pas fait figurer dans la statistique le Syndicat des employés des tramways O.-T.-L. qui centralise les commandes faites par les membres du syndicat sans réaliser de bénéfices et qui n'a pas constitué de société coopérative distincte.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS.	TOTAL DES SOCIÉTÉS AU 1 ^{er} JANVIER 1906.	SOCIÉTÉS NE S'OCCUPANT que de boulangerie.			SOCIÉTÉS S'OCCUPANT de ventes diverses.			SOCIÉTÉS			
			TOTAL des socié- tés au 1 ^{er} janvier 1906.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Socié- tés dont on ne connait pas le nombre des memb- res au 1 ^{er} janvier 1906.	TOTAL des socié- tés au 1 ^{er} janvier 1906.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Socié- tés dont on ne connait pas le nombre des memb- res au 1 ^{er} janvier 1906.	FON- DÉS en 1905.	DIS- SOUTES en 1906.
				Nom- bre de socié- tés.	Nom- bre de mem- bres.			Nom- bre de socié- tés.	Nom- bre de mem- bres.			
1	AIN.	16	3	2	420	1	13	4	817	9	"	"
2	AISNE.	44	25	8	1,908	17	19	3	2,112	16	2	1
3	ALLIER.	12	2	2	380	"	10	10	4,372	"	"	"
4	ALPES (BASSES).	1	"	"	"	"	1	1	417	"	"	"
5	ALPES (HAUTES).	2	"	"	"	"	2	"	"	2	"	"
6	ALPES-MARITIMES.	7	"	"	"	"	7	5	369	2	1	"
7	ARDECHE.	10	4	"	"	4	6	1	39	5	"	4
8	ARDENNES.	73	17	5	1,336	12	56	13	2,340	43	3	"
9	ARIÈGE.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1
10	AUBE.	19	2	1	167	1	17	3	1,263	14	"	"
11	AUDE.	8	4	2	300	2	4	2	64	2	1	"
12	AVEYRON.	12	11	7	2,007	4	1	"	"	1	"	1
13	BOUCHES-DU-RHÔNE.	21	9	4	749	5	12	2	191	10	1	3
14	CALVADOS.	2	"	"	"	"	2	"	"	2	"	2
15	CANTAL.	1	1	"	"	1	"	"	"	"	1	"
16	CHARENTE.	23	16	6	1,615	10	7	2	961	5	"	"
17	CHARENTE-INFÉRIEURE.	164	161	45	6,740	116	3	"	"	3	5	6
18	CHER.	25	5	2	466	3	26	4	1,663	16	"	"
19	CORRÈZE.	3	3	1	289	2	"	"	"	"	"	"
20	CORSE.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
21	CÔTE-D'OR.	12	3	3	311	"	9	9	1,635	"	3	1
22	CÔTES-DU-NORD.	3	"	"	"	"	3	"	"	3	"	"
23	CREUSE.	1	"	"	"	"	1	1	825	"	"	"
24	DORDOGNE.	6	6	6	2,973	"	"	"	"	"	"	"
25	DOUBS.	37	4	2	400	2	33	12	2,389	21	"	"
26	DRÔME.	13	1	"	"	1	12	1	400	11	1	"
27	EURE.	7	"	"	"	"	7	7	1,276	"	1	"
28	EURE-ET-LOIR.	5	"	"	"	"	5	2	788	3	"	"
29	FINISTÈRE.	10	1	1	114	"	9	9	2,736	"	"	"
30	GARD.	27	20	19	2,475	1	7	6	1,535	1	2	"
31	GARONNE (HAUTE).	1	"	"	"	"	1	1	35	"	1	1
32	GERES.	8	7	3	317	4	1	1	130	"	"	"
33	GERONDE.	58	50	49	8,012	1	8	8	2,862	"	1	"
34	HÉRAULT.	13	6	6	1,212	"	7	7	1,300	"	"	"
35	ILLE-ET-VILAINE.	4	"	"	"	"	4	"	"	4	1	"
36	INDRE.	5	2	2	464	"	3	3	373	"	"	"
37	INDRE-ET-LOIRE.	31	25	11	1,513	14	6	"	"	6	1	"
38	ISÈRE.	62	"	"	"	"	62	13	3,973	49	"	3
39	JURA.	21	1	1	76	"	20	20	2,245	"	1	"
40	LANDES.	4	2	2	390	"	2	1	50	1	"	"
41	LOIR-ET-CHER.	9	5	5	1,283	"	4	4	983	"	"	"
42	LOIRE.	61	12	4	1,128	8	49	14	4,720	35	2	"
43	LOIRE (HAUTE).	5	1	1	203	"	4	4	556	"	"	"
44	LOIRE-INFÉRIEURE.	20	4	1	182	3	16	4	1,144	12	"	"
A reporter. . .		866	413	201	37,457	212	453	177	44,563	276	28	23

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS.	TOTAL DES SOCIÉTÉS AU 1 ^{er} JANVIER 1906.	SOCIÉTÉS NE S'OCCUPANT que de boulangerie.				SOCIÉTÉS S'OCCUPANT de ventes diverses.				SOCIÉTÉS						
			TOTAL des socié- tés au 1 ^{er} janvier 1906.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Socié- tés dont on ne connaît pas le nombre des memb- res au 1 ^{er} janvier 1907.	TOTAL des socié- tés au 1 ^{er} janvier 1906.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Socié- tés dont on ne connaît pas le nombre des memb- res au 1 ^{er} janvier 1906.	FON- DÉES en 1905.	DIS- SOUTES en 1906.					
				Nom- bre de socié- tés.	Nom- bre de mem- bres.			Nom- bre de socié- tés.	Nom- bre de mem- bres.								
	Report.	366	413	201	37,457	212	453	177	44,563	276	28	23					
45	LOIRET.	8	4	2	859	2	4	"	"	4	1	"					
46	LOT.	1	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"					
47	LOT-ET-GARONNE.	4	1	"	"	1	3	"	"	3	"	"					
48	LOZÈRE.	2	2	2	206	"	"	"	"	"	1	"					
49	MAINE-ET-LOIRE.	16	3	1	129	2	13	1	35	12	"	1					
50	MANCHE.	10	"	"	"	"	10	6	4,491	4	"	"					
51	MARNE.	8	"	"	"	"	8	7	1,904	1	3	"					
52	MARNE (HAUTE-).	16	1	1	149	"	15	3	1,257	12	"	"					
53	MAYENNE.	4	1	"	"	1	3	1	400	2	1	"					
54	MEURTHE-ET-MOSELLE.	23	1	1	106	"	22	9	2,945	13	5	2					
55	MEUSE.	6	2	2	162	"	4	4	1,151	"	"	2					
56	MORRHAN.	20	16	9	2,451	7	4	"	"	4	1	"					
57	NIEVRE.	15	7	7	1,042	"	8	7	3,384	1	"	"					
58	NORD.	181	41	40	24,906	1	140	135	82,736	5	14	"					
59	OISE.	15	5	2	628	3	10	1	205	9	1	"					
60	ORNE.	2	"	"	"	"	2	"	"	2	"	1					
61	PAS-DE-CALAIS.	60	2	"	"	2	58	14	2,275	44	1	5					
62	PUY-DE-DÔME.	6	4	3	560	1	2	"	"	2	"	"					
63	PYRÉNÉES (BASSES-).	4	3	1	1,056	2	1	"	"	1	1	"					
64	PYRÉNÉES (HAUTES-).	4	"	"	"	"	4	4	226	"	"	1					
65	PYRÉNÉES-ORIENTALES.	4	"	"	"	"	4	"	"	4	"	"					
66	RHIN (H ²). [BELFORT].	14	3	2	730	1	11	4	645	7	1	"					
67	RUÉE.	88	29	7	1,963	22	59	12	6,465	47	"	"					
68	SAÔNE (HAUTE-).	12	"	"	"	"	12	2	1,164	10	"	"					
69	SAÔNE-ET-LOIRE.	98	64	21	2,058	43	34	14	2,622	20	"	2					
70	SARTHE.	10	7	2	491	5	3	"	"	3	1	"					
71	SAVOIE.	5	"	"	"	"	5	1	365	4	"	"					
72	SAVOIE (HAUTE-).	12	1	"	"	1	11	"	"	11	6	"					
73	SEINE.	111	1	"	"	1	110	5	1,001	105	6	10					
74	SEINE-INFÉRIEURE.	36	2	1	300	1	34	3	1,340	31	2	"					
75	SEINE-ET-MARNE.	22	10	4	580	6	12	2	314	10	"	"					
76	SEINE-ET-OISE.	36	4	3	825	1	32	3	389	29	"	3					
77	SÈVRES (DEUX-).	76	64	20	4,288	44	12	4	466	8	4	"					
78	SOMME.	23	7	2	330	5	16	3	612	13	1	"					
79	TAIN.	8	2	"	"	2	6	1	94	5	"	1					
80	TAIN-ET-GARONNE.	2	1	1	120	"	1	1	174	"	"	1					
81	VAR.	15	6	3	285	3	9	2	405	7	1	2					
82	VAUCLUSE.	12	9	4	480	5	3	"	"	3	"	"					
83	VENDÉE.	42	34	28	5,897	6	8	8	2,039	"	4	1					
84	VIENNE.	10	8	1	223	7	2	"	"	2	1	1					
85	VIENNE (HAUTE-).	9	5	1	165	4	4	"	"	4	1	1					
86	VOSGES.	47	"	"	"	"	47	4	871	43	9	"					
87	YONNE.	26	19	10	1,115	9	7	3	607	4	"	"					
	ALGER.	3	1	"	"	1	2	1	200	1	"	"					
	CONSTANTINE.	1	"	"	"	"	1	"	"	1	"	"					
	ORAN.	1	"	"	"	"	1	1	265	"	1	"					
	TOTAUX.	1,994	781	382	89,761	402	1,210	443	165,700	767	95	57					

Répartition des sociétés s'occupant de ventes diverses. — Parmi les 1,210 sociétés s'occupant de ventes diverses, on peut en distinguer un certain nombre ayant un objet nettement spécifique.

209 sont signalées comme se livrant à la fois à la *vente du pain et de denrées diverses* (épicerie, charbon, bière, vin). Elles se répartissent entre les départements de la manière suivante :

		Report.....	64		Report.....	123
Ain.....	3	Isère.....	10	Morbihan.....	2	
Aisne.....	2	Jura.....	3	Nièvre.....	4	
Ardèche.....	2	Loire.....	11	Nord.....	34	
Ardennes.....	5	Loire (Haute).....	1	Pas-de-Calais.....	12	
Aube.....	1	Loire-Inférieure.....	8	Rhin (Haut-) [Belfort].....	4	
Cer.....	8	Loiret.....	2	Rhône.....	2	
Doubs.....	24	Lot-et-Garonne.....	1	Saône (Haute-).....	2	
Drôme.....	3	Maine-et-Loire.....	3	Saône-et-Loire.....	20	
Eure.....	1	Manche.....	7	Sarthe.....	2	
Finistère.....	8	Marne.....	3	Seine-et-Marne.....	1	
Gard.....	4	Marne (Haute).....	1	Seine-et-Oise.....	2	
Gers.....	1	Mayenne.....	1	Vosges.....	1	
Gironde.....	2	Meurthe-et-Moselle.....	8			
A reporter.....	64	A reporter.....	123	TOTAL.....	209	

35 sociétés ont pour objet exclusif la *vente du charbon*. Elles se répartissent ainsi : Aisne [1], Ardennes [9], Aveyron [1], Bouches-du-Rhône [1], Drôme [1], Loire [1], Loiret [1], Nord [9], Rhône [9], Saône-et-Loire [1], Seine-et-Marne [1].

20 sociétés s'occupent exclusivement de *boucherie*. Elles se répartissent ainsi : Ain [1], Aisne [1], Ardennes [1], Doubs [1], Gard [1], Gironde [1], Ille-et-Vilaine [1], Indre-et-Loire [1], Landes [1], Loire [1], Meurthe-et-Moselle [1], Nord [7], Rhône [1], Vendée [1].

39 sociétés se livrent à la *vente du vin* et se répartissent ainsi : Ardennes [1], Bouches-du-Rhône [1], Charente [1], Cher [10], Gard [1], Gironde [1], Loire [5], Haute-Loire [1], Haute-Marne [2], Nièvre [1], Nord [6], Rhône [8], Vendée [1]. Quelques-unes de ces sociétés joignent à la vente du vin celle des *spiritueux*. 10 sociétés, celles du Cher, sont des *sociétés de tempérance*.

Il y a, en outre, 62 *brasseries coopératives* dans les départements suivants : Aisne [5], Nord [55], Pas-de-Calais [1], Somme [1].

A signaler, enfin, 14 *restaurants coopératifs* ainsi répartis : Cher [1], Corrèze [2], Seine [7], Seine-Inférieure [2], Seine-et-Oise [1], Haute-Vienne [1].

Quant aux 831 autres sociétés coopératives s'occupant de ventes diverses, elles ont pour objet le commerce de l'épicerie, de la mercerie, du charbon, des chaussures, des étoffes communes.

Mouvement des sociétés et de leurs adhérents en 1905. — Les deux dernières colonnes du tableau ont pour objet de montrer le mouvement des sociétés coopératives de consommation dans les divers départements pendant l'année 1905. Ces colonnes ne figurent que depuis un an dans les tableaux publiés par le *Bulletin de l'Office du travail*. Elles ont été introduites pour la raison suivante : Chaque année, dans leurs rapports, les préfets indiquent, pour la première fois, des sociétés coopératives qui fonctionnent depuis plusieurs années et qui ne leur avaient pas encore été signalées et, d'autre part, il arrive qu'ils mentionnent comme encore existantes des sociétés qui ont disparu, mais dont la dissolution n'avait pas encore été portée à leur connaissance. Le chiffre global des sociétés coopératives

signalées dans un département donné peut donc varier d'une année à l'autre sans que cette variation résulte nécessairement de la création ou de la dissolution de sociétés dans le courant de l'année. La comparaison de deux années consécutives ne saurait donc donner aucune indication sur le mouvement dans la dernière année : les chiffres portés dans les deux dernières colonnes du tableau ont pour but de remédier à cette lacune.

Pendant l'année 1905, 95 sociétés coopératives de consommation ont été fondées et 57 dissoutes. Parmi les 95 sociétés nouvelles, 20 se trouvent dans les départements du Nord [14] et de la Seine [6].

Parmi toutes les sociétés figurant au tableau statistique, 825 ont fait connaître le nombre de leurs adhérents. Elles groupent 255.461 membres. En 1904, 584 sociétés (soit 241 de moins) avaient indiqué le nombre de leurs membres. Elles groupaient 177.565 sociétaires, soit une différence de 77.896 membres.

Les sociétés coopératives de consommation dans le département de la Seine. — Les 111 sociétés coopératives de consommation du département de la Seine se partagent entre Paris et la banlieue de la manière suivante : Il y a, à Paris, 56 sociétés coopératives de consommation, 3 sociétés ont été fondées à Paris en 1905 et 4 dissoutes. Il a été signalé dans la banlieue 55 sociétés coopératives de consommation. Pendant l'année 1905, 3 sociétés ont été fondées et 6 dissoutes.

Le tableau ci-après (p. 1214) donne, par département, le nombre des sociétés coopératives d'employés de chemins de fer avec l'effectif de celles qui l'ont fait connaître.

Parmi les 103 sociétés coopératives d'employés de chemins de fer, 31 ont pour objet la boulangerie; elles se répartissent ainsi : Allier [1], Aveyron [2], Bouches-du-Rhône [1], Cantal [1], Charente [1], Charente-Inférieure [2], Cher [1], Dordogne [2], Doubs [2], Gironde [4], Loiret [1], Lot [1], Saône-et-Loire [2], Sarthe [1], Savoie [2], Deux-Sèvres [1], Tarn [1], Tarn-et-Garonne [1], Vaucluse [1], Vendée [1], Vienne [1], Haute-Vienne [1]. Les autres sociétés s'occupent de ventes diverses.

En dehors des sociétés coopératives d'employés des compagnies de chemins de fer, les plus importantes des sociétés à caractère professionnel sont celles qui groupent les *employés et ouvriers de l'État*.

Le nombre total de ces sociétés, dont l'existence a été signalée à la Direction du travail, est de 9, réparties comme suit dans les départements : 1 dans l'Aisne; 2 dans les Bouches-du-Rhône; 1 dans la Charente; 1 dans le Finistère, 1 dans la Gironde, 1 dans l'Indre-et-Loire, 1 en Seine-et-Oise, 1 dans le Var, 1 dans la Vienne.

Fédérations nationales de sociétés coopératives de consommation.

Il existait au 1^{er} janvier 1906 deux fédérations nationales : l'*Union coopérative des sociétés françaises de consommation* et la *Bourse des coopératives socialistes de France*.

1^o **L'Union coopérative des sociétés françaises de consommation** a son siège à Paris, 1, rue Christine. Voici, sur son fonctionnement, quelques renseignements dus à l'obligeance de son secrétaire général, M. Daude-Bancel :

L'*Union* comprend trois sections bien différentes et bien distinctes l'une de l'autre : le *Comité central*, l'*Office coopératif* et la *Ligue nationale d'éducation et d'instruction coopératives*.

1^o **Le Comité central.** — C'est une organisation née du premier Congrès des sociétés françaises de consommation, tenu à Paris le 25 juillet 1885. — Il a pour

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'EMPLOYÉS DE CHEMINS DE FER.

DÉPARTEMENTS.	NOM- BRE TOTAL de sociétés au 1 ^{er} jan- vier 1906.	SOCIÉTÉS AYANT fait connaître le nombre de leurs membres.		SOCIÉ- TÉS DONT on ne connait pas le nombre des mem- bres.	DÉPARTEMENTS.	NOM- BRE TOTAL de sociétés au 1 ^{er} jan- vier 1906.	SOCIÉTÉS AYANT fait connaître le nombre de leurs membres.		SOCIÉ- TÉS DONT on ne connait pas le nombre des mem- bres.
		Nombre de sociétés.	Nombre de mem- bres.				Nombre de sociétés.	Nombre de mem- bres.	
AIN.....	3	2	855	1	Report.....	56	28	12,008	28
AISNE.....	2	1	388	1					
ALLIER.....	4	4	852	"	LOT-ET-GARONNE....	"	"	"	"
ALPES (BASSES)....	"	"	"	"	LOZÈRE.....	"	"	"	"
ALPES (HAUTES)....	"	"	"	"	MAINE-ET-LOIRE....	1	"	"	1
ALPES MARITIMES....	1	1	214	"	MANCHE.....	"	"	"	"
ARDÈCHE.....	2	"	"	2	MARNE.....	2	2	1,318	"
ARDENNES.....	2	"	"	2	MARNE (HAUTE)....	1	1	950	"
ARIÈGE.....	"	"	"	"	MAYENNE.....	"	"	"	"
AUBE.....	2	"	"	2	MEURTHE-ET-MOSELLE	3	1	1,240	2
AUDE.....	"	"	"	"	MEUSE.....	2	2	839	"
AVEYRON.....	2	"	"	2	MORRHAN.....	"	"	"	"
BOUCHES-DU-RHÔNE..	4	2	191	2	NIÈVRE.....	3	3	489	"
CALVADOS.....	"	"	"	"	NORD.....	1	1	500	"
CANTAL.....	1	"	"	1	OISE.....	"	"	"	"
CHARENTE.....	1	1	330	"	ORNE.....	"	"	"	"
CHARENTE- INFÉRIEURE	2	1	450	1	PAS-DE-CALAIS.....	1	1	370	"
CHER.....	1	"	"	1	PUT-DE-DÔME.....	1	"	"	1
CORRÈZE.....	"	"	"	"	PYRÉNÉES (BASSES)...	"	"	"	"
CORSE.....	"	"	"	"	PYRÉNÉES (HAUTES)...	"	"	"	"
CÔTE-D'OR.....	2	2	911	"	PYRÉNÉES-ORIENTALES	"	"	"	"
CÔTES-DU-NORD.....	"	"	"	"	RHIN (H ^e) [Belfort]	1	1	350	"
CREUSE.....	"	"	"	"	RHÔNE.....	6	3	3,278	3
DORDOGNE.....	2	2	1,915	"	SAÔNE (HAUTE)....	1	1	864	"
DOUBS.....	2	"	"	2	SAÔNE-ET-LOIRE....	4	2	413	2
DRÔME.....	4	"	"	4	SARTHE.....	1	"	"	1
EURE.....	"	"	"	"	SAVOIE.....	2	1	365	1
EURE-ET-LOIR.....	"	"	"	"	SAVOIE (HAUTE)....	1	"	"	1
FINISTÈRE.....	"	"	"	"	SEINE.....	"	"	"	"
GARD.....	1	1	353	"	SEINE-INFÉRIEURE....	"	"	"	"
GARONNE (HAUTE)...	"	"	"	"	SEINE-ET-MARNE....	1	"	"	1
GERS.....	"	"	"	"	SEINE-ET-OISE.....	"	"	"	"
GIROUDE.....	4	3	2,123	1	SÈVRES (DEUX)....	1	"	"	1
HAINAUT.....	2	2	390	"	SOMME.....	"	"	"	"
ILLE-ET-VILAINE....	"	"	"	"	TARN.....	1	"	"	1
INDRE.....	"	"	"	"	TARN-ET-GARONNE...	1	1	120	"
INDRE-ET-LOIRE....	1	"	"	1	VAR.....	"	"	"	"
ISÈRE.....	1	"	"	1	VAUCLUSE.....	4	1	260	3
JURA.....	2	2	410	"	VANDÉE.....	1	1	540	"
LANDES.....	"	"	"	"	VIENNE.....	1	"	"	1
LOIR-ET-CHER.....	"	"	"	"	VIENNE (HAUTE)....	1	1	165	"
LOIRE.....	3	1	1,102	2	VOSGES.....	2	"	"	2
LOIRE (HAUTE)....	1	1	188	"	YONNE.....	1	1	403	"
LOIRE-INFÉRIEURE...	1	1	577	"	ALGER.....	1	1	200	"
LOIRET.....	2	1	759	1	CONSTANTINE.....	1	"	"	1
LOT.....	1	"	"	1					
A reporter.....	56	28	12,008	28	TOTAUX.....	103	53	24,672	50

objet de renseigner les coopératives sur les questions administratives ou juridiques; de fournir tous les documents nécessaires à la création d'coopératives; de représenter la coopération distributive auprès des pouvoirs publics; d'organiser la propagande et les congrès coopératifs.

Ses organes de propagande sont : l'*Union coopérative*, journal bi-mensuel (11^e année); l'*Almanach de la coopération française* (depuis 1893), suisse (depuis 1905) et canadienne (depuis 1906); des brochures et des tracts répandus à plusieurs centaines de mille d'exemplaires.

Le Comité central se tient en dehors des questions politiques ou confessionnelles.

Voici la progression du nombre de ses sociétés : 1885, 36; 1890, 59; 1895, 190; 1900, 307; 1905, 328; 1906, 333.

2° L'*Office coopératif de renseignements commerciaux et d'achats en commun pour les fédérations et sociétés coopératives de consommation*. — Cette organisation est bien définie par son titre. Elle a été fondée en novembre 1900 par le Comité central à la suite du Congrès coopératif international de juillet 1900.

L'Office coopératif vise à créer les éléments matériels et moraux nécessaires à la vie d'un magasin coopératif de gros.

Il a commencé par donner des renseignements commerciaux, puis il a fait passer des marchés pour achats en commun à ses sociétés. Son organe de renseignements commerciaux est un supplément mensuel de l'*Union coopérative* (organe du Comité central).

A l'heure actuelle, il se substitue aux sociétés et aux fédérations régionales pour l'achat de certaines denrées. Par conséquent, pour certains articles, il joue déjà le rôle de magasin de gros.

L'Office coopératif achète même, depuis plus d'un an, des marchandises pour certaines coopératives coloniales et les leur expédie. Il fait cela notamment pour l'*Orléansvillose*, d'Orléansville; la *Société des primeuristes*, d'Oran, et la *Société civile de boulangerie et d'épicerie*, de Nouméa, à la satisfaction de ces sociétés.

Voici la progression de l'Office coopératif :

ANNÉES.	SOCIÉTÉS.	OPÉRATIONS.
1900.....	28	"
1901.....	64	70.000 ^f
1902.....	100	300.000
1903.....	180	457.650
1904.....	235	675.101
1905.....	256	809.097

L'Office procure à ses sociétés, par l'Union suisse, du fromage d'Emmenthal; par l'Union hollandaise, du fromage de Hollande; par l'Union lombarde, du fromage de Gorgonzola, de la mortadelle de Bologne et du saucisson cru et, par l'Union britannique, du thé récolté par les magasins de gros anglais et écossais dans leurs plantations de l'île de Ceylan. Il leur procure encore du café neo-calédonien et du poivre cochinchinois.

3° La *Ligue nationale d'éducation et d'instruction coopératives* a été créée, en 1906, en exécution d'une décision du Congrès coopératif de 1905, sous les auspices du Comité central et de l'Office coopératif. — Elle a pour but de grouper toutes les individualités et collectivités s'intéressant à la cause coopérative et décidées à réaliser le programme de l'Union.

La ligue est essentiellement fédéraliste et décentralisatrice.

Les coopérateurs doivent fonder des sections locales de 100 membres au maxi-

mun. Ces sections doivent constituer des fédérations régionales qui éliront les membres du Comité fédéral, — organe national enregistreur et non directeur.

Cette ligue vient de créer une *Association générale de consommation pour le développement de la Coopération en France*, qui a pour objet d'envoyer des colis postaux de marchandises aux coopérateurs isolés, c'est-à-dire habitant des localités non encore pourvues de coopératives de consommation, et de les faire bénéficier ainsi, pour une part, des avantages de la coopération.

2° La **Bourse des coopératives socialistes de France** ⁽¹⁾. — Cette organisation qui a été fondée le 1^{er} décembre 1895 a son siège social 21, boulevard Saint-Marcel, à Paris. A côté de sociétés coopératives de consommation, elle comprend également d'autres organisations, telles que coopératives de production, n'occupant que des travailleurs syndiqués confédérés et ayant une clause dans leurs statuts stipulant que l'organisation devra devenir dans l'avenir la propriété collective des organisations ouvrières.

En 1905, 122 sociétés comprenant 45,316 sociétaires, adhéraient à la Bourse, dont 1 fédération comprenant 25 sociétés, 19 sociétés de production et 1 syndicat; aujourd'hui (fin novembre 1906), les coopératives adhérentes sont au nombre de 170.

La Caisse nationale de solidarité, créée par le 4^e congrès national tenu à Sotteville en 1904, et destinée à venir en aide aux sociétés dans le besoin possède, en novembre 1906, 1,587 fr. 05.

La Bourse des coopératives socialistes de France fournit aux sociétés qui en font la demande, des renseignements de toute nature, elle tient à leur disposition des conférenciers pour leurs réunions générales, fêtes, etc., elle édite des brochures de propagande, des modèles de statuts, les comptes rendus de congrès coopératifs; elle publie tous les mois un bulletin intitulé *Bulletin de la Bourse des coopératives socialistes de France*, qui tire à 8,500 exemplaires.

A la suite du Congrès d'Amiens, la fondation d'une assurance coopérative au capital de 200,000 francs avait été décidée, mais au moment du Congrès de Rouen il n'avait été encore souscrit que 339 parts de 100 francs, soit 33,900 francs, par 27 sociétés. Le Congrès de Nantes a modifié cette ancienne décision, et a transformé ce projet en étendant à toute la France l'assurance coopérative mutuelle de la Loire-Inférieure. La Bourse coopérative a fait un prêt de 2,000 francs à cette organisation pour lui permettre de se développer. La Bourse a obtenu d'une compagnie d'assurances des conditions de faveur pour les employés des coopératives assurés par son intermédiaire contre les accidents du travail; elle assure actuellement pour 3,200,000 francs de salaires; la prime à payer est de 0 fr. 50 pour 100 francs de salaires.

Fédérations régionales de sociétés coopératives de consommation. — Voici les fédérations régionales dont l'existence au 1^{er} janvier 1906 était connue de la Direction du travail :

ARDENNES. — *Union des coopératives ardennaises*, à Fumay, fondée en 1896. Cette fédération a pour but de « centraliser tous les achats et d'obtenir des maisons de premier ordre les avantages accordés aux acheteurs en gros » (art. 1^{er} des statuts). Elle comprenait, au 1^{er} janvier 1906, 22 sociétés.

⁽¹⁾ Les renseignements qui suivent ont été fournis par M. X. Guillemin, secrétaire de la Bourse des coopératives socialistes de France.

Fédération des boulangeries coopératives des Ardennes, à Château-Regnault. Objet : Achats en commun de farine. Elle comprenait, au 1^{er} janvier 1906, 16 sociétés.

AUBE. — *Fédération coopérative de l'Aube et des départements limitrophes*, à Troyes, rue de Preize, n° 16. Fondée en 1902, sans constitution légale, elle englobait, au commencement de 1906, 10 sociétés.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — *Fédération des coopératives du Midi*, à Marseille, 44, rue Belle-de-Mai. Fondée le 16 avril 1893, dissoute en 1901 et reconstituée la même année. Elle comprenait, au commencement de 1906, 10 sociétés.

CHER. — *Fédération des sociétés coopératives de la ville de Bourges*, à Bourges, rue de Lazenay. Fondée le 23 décembre 1904. Cette société passe les marches de vins pour les sociétés coopératives adhérentes.

GARD. — *Fédération des sociétés coopératives du Gard et de l'Hérault*, à Nîmes, rue Émile-Jamais, n° 12. Fondée le 5 juillet 1905, cette fédération a pour objet de grouper les achats de farine. Elle comprend 10 sociétés représentant 2,650 membres.

INDRE-ET-LOIRE. — *Syndicat des sociétés coopératives de Tours*, à Tours, impasse des Docks. Fondée en 1901, sous la forme d'une société à capital et à personnel variables, cette société a pour objet la vente du charbon aux sociétés adhérentes. Au début de 1906, 13 sociétés se fournissaient au syndicat. Le syndicat possède un magasin de gros à Tours.

ISÈRE. — *Fédération des sociétés coopératives du P.-L.-M.* à Grenoble, rue du 4-Septembre, n° 12. Cette fédération, fondée le 28 août 1899, a pour but de centraliser les achats faits par les sociétés adhérentes afin d'obtenir de meilleures conditions des fournisseurs et de développer les œuvres mutuelles de solidarité et d'assistance parmi les agents du P.-L.-M.

Elle groupe 109 sociétés coopératives englobant 45 départements; ces sociétés se répartissent ainsi : 59 sociétés du P.-L.-M. groupant 19,189 membres; 18 sociétés de la Compagnie de l'Est comprenant 9,417 membres; 32 sociétés de compagnies diverses groupant 12,575 membres, soit un groupement total de 41,231 membres.

LOIRE. — *Fédération des sociétés coopératives de consommation du département de la Loire*, à Saint-Étienne, rue Boucher-de-Perthes. Fondée en 1903.

Fédération coopérative régionale, à Roanne, rue de Clermont, n° 34. Fondée en 1900.

LOIRE-INFÉRIEURE. — *Fédération des sociétés coopératives ouvrières de Bretagne*, à Nantes, quai de Turenne, n° 9. Créée le 1^{er} janvier 1903 sans but déterminé et réorganisée le 15 février 1905 sous la forme d'une société anonyme à capital et à personnel variables. Elle a pour objet les achats en commun et se propose la création d'une minoterie à vapeur. Elle comptait, au commencement de 1906, 20 sociétés adhérentes.

NORD. — *Fédération des sociétés coopératives de la région du Nord* à Lille, 147, rue d'Arras (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, etc.). Fondée le 22 juillet 1900, sous la forme d'une société anonyme au capital de 500 francs, elle a pour objet l'achat en commun de farines et autres denrées alimentaires. Au 1^{er} janvier 1906,

13 sociétés adhérentes à la Fédération groupaient plus de 18.000 sociétaires. Les sociétés adhérentes doivent adhérer aux principes fondamentaux du parti socialiste.

PAS-DE-CALAIS. — *Fédération des coopératives du bassin houiller du Pas-de-Calais*, à Avion, rue Pierre-Letombe. Ce groupement réunit les 16 sociétés adhérentes pour l'étude des questions coopératives. Elle n'est pas constituée légalement; mais elle doit prochainement s'organiser en véritable fédération par l'achat en commun.

RHÔNE. — *Fédération des coopératives de chauffage*, à Lyon, rue de la République, n° 32. Groupement de 15 sociétés coopératives pour l'achat en gros du combustible.

SAÔNE-ET-LOIRE. — *Fédération des coopératives de Saône-et-Loire*, à Montchanin-Les-Mines. Fondée en 1904, pour l'achat en commun; cette fédération groupe 19 sociétés représentant 2,450 adhérents.

SEINE. — *Fédération coopérative régionale parisienne*, à Paris, rue Barrault, n° 84. Fondée le 28 septembre 1902, sous la forme d'une société anonyme à capital et à personnel variables, la Fédération comptait, au commencement de 1906, 60 coopératives affiliées. Elle a pour objet de centraliser et de transmettre les commandes des sociétés adhérentes. Elle a constitué en 1904 un entrepôt pour les bières.

Syndicat des cafés, thés et poivres des sociétés coopératives de consommation, à Pantin, 13, rue Auger. Cette fédération, fondée en 1886, groupant 10 sociétés, représentant environ 4.000 membres, a pour objet l'achat en gros des cafés, thés, poivres, et la torréfaction des cafés verts nécessaires à l'alimentation des sociétés adhérentes.

SEINE-INFÉRIEURE. — *Fédération des sociétés coopératives du Nord-Ouest*, à Sotteville-les-Rouen. Cette société, quoique fonctionnant depuis 1901, n'est pas encore légalement constituée.

Les adhérents des coopératives de consommation appartiennent le plus souvent aux professions les plus diverses, certaines sociétés, cependant, ne s'adressent qu'aux personnes appartenant à une profession déterminée.

C. — Sociétés de crédit populaire.

1° BANQUES POPULAIRES.

Voici, d'après les rapports des préfets, les banques populaires urbaines existantes au 1^{er} janvier 1906; 22 seulement avaient été signalées par les rapports des préfets au 1^{er} janvier 1905 :

Alpes-Maritimes....	4	Loire (Haute-).....	1	Saône-et-Loire.....	1
Bouches-du-Rhône..	1	Loire-Inférieure....	1	Seine.....	1
Charente.....	2	Lot-et-Garonne....	1	Alger.....	1
Garonne (Haute-)..	2	Morbihan.....	1		
Gers.....	1	Nord.....	3		
Loir-et-Cher.....	1	Pyrénées (Hautes-).	1		
Loire.....	1	Rhône.....	2	TOTAL.....	23

2° CAISSES RURALES.

Voici, d'après le rapport du ministre de l'Agriculture sur le fonctionnement des caisses de crédit agricole en 1905⁽¹⁾, la répartition par départements des caisses locales de crédit agricole mutuel en 1905, avec le nombre de leurs adhérents.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE		DÉPARTEMENTS.	NOMBRE	
	des caisses locales.	des adhérents.		des caisses locales.	des adhérents.
Ain.....	8	165	Lot.....	1	27
Aisne.....	12	295	Lot-et-Garonne.....	9	205
Allier.....	4	82	Lozère.....	16	388
Alpes (Basses-).....	4	88	Maine-et-Loire.....	1	20
Alpes (Hautes-).....	1	21	Manche.....	"	"
Alpes-Maritimes.....	15	881	Marne.....	29	1,676
Ardeche.....	3	67	Marne (Haute-).....	18	1,413
Ardennes.....	6	324	Mayenne.....	7	206
Ariège.....	"	"	Meurthe-et-Moselle...	9	291
Aube.....	19	948	Meuse.....	5	132
Aude.....	44	3,087	Morbihan.....	18	699
Aveyron.....	"	"	Nièvre.....	3	106
Bouches-du-Rhône....	11	399	Nord.....	16	1,278
Calvados.....	"	"	Oise.....	16	490
Cantal.....	"	"	Orne.....	"	"
Charente.....	70	1,689	Pas-de-Calais.....	8	1,709
Charente-Inférieure...	13	1,275	Puy-de-Dôme.....	6	182
Cher.....	1	8	Pyrenées (Bas-es)....	118	2,589
Corrèze.....	"	"	Pyrenées (Hautes-)...	61	1,667
Corse.....	"	"	Pyrenées-Orientales...	46	3,343
Côte-d'Or.....	17	1,288	Terr. de Belfort.....	"	"
Côtes-du-Nord.....	23	565	Rhône.....	9	284
Creuse.....	"	"	Saône (Haute-).....	40	1,091
Dordogne.....	7	136	Saône-et-Loire.....	9	294
Doubs.....	75	2,693	Sarthe.....	15	916
Drôme.....	26	1,406	Savoie.....	13	373
Eure.....	5	366	Savoie (Haute-).....	7	476
Eure-et-Loir.....	12	2,199	Seine.....	1	33
Finistère.....	"	"	Seine-Inférieure.....	8	413
Gard.....	23	1,344	Seine-et-Marne.....	9	445
Garonne (Haute-)....	13	429	Seine-et-Oise.....	24	749
Gers.....	81	1,999	Sèvres (Deux-).....	5	364
Gironde.....	42	1,606	Somme.....	4	249
Hérault.....	56	4,304	Tarn.....	3	77
Ille-et-Vilaine.....	13	275	Tarn-et-Garonne.....	3	78
Indre.....	24	1,551	Var.....	22	1,154
Indre-et-Loire.....	17	674	Vaucluse.....	2	373
Isère.....	32	1,326	Vendée.....	17	727
Jura.....	16	1,342	Vienne.....	"	"
Landes.....	16	1,011	Vienne (Haute-).....	"	"
Loir-et-Cher.....	10	1,093	Vosges.....	7	634
Loire.....	19	603	Yonne.....	14	499
Loire (Haute-).....	2	36			
Loire-Inférieure.....	19	320			
Loiret.....	3	72			
			TOTAUX.....	1,355	61,874

(1) Journal officiel du 1^{er} août 1906.

Le capital versé de ces 1,355 caisses locales s'élevait, au total, à 3,626,586 francs. Elles avaient consenti, en 1905, des prêts pour la somme totale de 44,162,573 francs. En 1904 on comptait 963 sociétés, comprenant 42,784 adhérents, ayant versé 2,405,846 francs et ayant consenti 30,235,068 francs de prêts. Soit une augmentation, en 1905, de 392 sociétés, de 19,091 membres, de 1,220,740 francs de capital versé et de 13,162,573 francs de prêts consentis.

Il convient de remarquer que le tableau précédent ne tient compte que des caisses locales rattachées aux caisses régionales.

Ces caisses régionales de crédit agricole mutuel étaient en 1905 au nombre de 65 contre 54 en 1904. En voici la liste avec l'indication des départements dans lesquels se trouvent leurs caisses locales affiliées et le nombre de celles-ci :

DÉNOMINATIONS des caisses régionales.	DÉPARTEMENTS dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.	DÉNOMINATIONS des caisses régionales.	DÉPARTEMENTS dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.
Aix.....	Bouches-du-Rhône	6	Est (Épinal)....	Vosges.....	7
Alpes-Maritimes..	Alpes-Maritimes..	15		Haute-Marne....	1
Aube.....	Aube.....	19		Aisne.....	1
	Vaucluse.....	1	Est (Nancy)....	Meurthe-et-Moselle	7
	Bouches-du-Rhône	5		Meuse.....	4
Avignon.....	Gard.....	1	Étampes.....	Seine-et-Oise....	9
	Var.....	1	Forézienne.....	Loire.....	6
	Basses-Alpes.....	1	Gâtinais.....	Seine-et-Marne...	4
Basses-Alpes.....	Basses-Alpes.....	3	Gers.....	Gers.....	63
Basses-Pyrénées..	Basses-Pyrénées..	112	Gironde.....	Gironde.....	41
	Eure-et-Loir.....	12	Gray et H ^{te} -Saône.	Haute-Saône.....	34
Beauce et Perche..	Seine-et-Oise....	1	Haute-Bretagne..	Ille-et-Vilaine....	6
	Eure.....	2	Haute-Marne....	Haute-Marne....	17
	Côte-d'Or.....	4	Haute-Normandie.	Seine-Inférieure..	8
Bourgogne et Fran- che-Comté....	Jura.....	16		Seine-et-Oise....	14
	Doubs.....	65	Ille-de-France....	Oise.....	13
Brie.....	Seine-et-Marne...	5		Seine.....	1
Briey (arrondi-se- ment de Lon- gwy).....	Meurthe-et-Mosell ^e	3	Ille-et-Vilaine...	Ille-et-Vilaine....	7
Cambrésis.....	Nord.....	11	Indre.....	Indre.....	23
	Loiret.....	3	Indre-et-Loire et Maine-et-Loire..	Indre-et-Loire....	17
	Nièvre.....	3		Maine-et-Loire....	1
	Loir-et-Cher....	1		Vendée.....	1
Centre.....	Cher.....	1	Lille.....	Nord.....	5
	Indre.....	1	Loir-et-Cher....	Loir-et-Cher....	9
	Allier.....	3	Loire-Inférieure..	Loire-Inférieure..	19
Cévennes.....	Gard.....	16	Lot-et-Garonne..	Lot-et-Garonne...	9
Châlons-sur-Mar ^{ne} .	Marne.....	17	Lozère.....	Lozère.....	16
Charente.....	Charente.....	70	Maine.....	Sarthe.....	15
Charente-Infér ^{re} ..	Charente-Infér ^{re} ..	13	Maine et Anjou..	Mayenne.....	7
Côte-d'Or.....	Côte-d'Or.....	13		Aisne.....	11
Côtes-du-Nord....	Côtes-du-Nord....	23	Marne, Aisne et Ardennes.....	Ardennes.....	6
Dauphiné.....	Isère.....	11		Marne.....	12
Deux-Sèvres.....	Deux-Sèvres.....	5		Ardeche.....	1
Dordogne.....	Dordogne.....	7		Aude.....	41
Doubs.....	Doubs.....	10	Midi.....	Gard.....	6
Drome.....	Drôme.....	12		Haut.....	56
				Pyrénées-Orient.	2
			Morbihan.....	Morbihan.....	18

DÉNOMINATIONS des caisses régionales.	DÉPARTEMENTS dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.	DÉNOMINATIONS des caisses régionales.	DÉPARTEMENTS dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.
Nyons.....	Drôme.....	5	Sud-Ouest.....	Landes.....	16
Pas-de-Calais....	Pas-de-Calais....	8		Gers.....	18
Puyméras.....	Vaucluse.....	1		Pyrénées (Basses-)	6
Pyrénées-Orient ^{les}	Pyrénées-Orient ^{ales} ..	44		Gironde.....	1
Puy-de-Dôme....	Puy-de-Dôme....	6	Tarbes.....	Hautes-Pyrénées..	61
Roannaise.....	Loire.....	9	Tarn.....	Tarn.....	3
	Allier.....	1		Tarn-et-Garonne..	2
Santerre.....	Somme.....	4	Toulouse.....	Haute-Garonne...	13
Saône-et-Loire...	Saône-et-Loire...	3		Aude.....	3
	Ain.....	8		Tarn-et Garonne..	1
	Ardèche.....	2		Lot.....	1
Sud-Est.....	Alpes (Hautes-)..	1	Var.....	Var.....	21
	Drôme.....	9	Vendée.....	Vendée.....	16
	Isère.....	21	Vexin.....	Eure.....	3
	Loire.....	4		Oise.....	3
	Loire (Haute-)...	2	Yonne.....	Yonne.....	14
	Rhône.....	9			
	Saône-et-Loire...	6			
	Savoie.....	13			
	Savoie (Haute-)..	7	TOTAUX.....		1,355

Il existe deux fédérations de sociétés de crédit.

1° *Centre fédératif du crédit populaire en France*, à Marseille, 14, rue Montaux, qui groupait, au 1^{er} janvier 1906, 612 coopératives de crédit. Le 1^{er} novembre 1906, ce nombre était de 711, dans 61 départements, l'Algérie, la Tunisie et l'île de la Réunion.

2° *L'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée*, qui a son siège à Lyon.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL ⁽¹⁾. SESSION ORDINAIRE DE NOVEMBRE 1906.

Séance du 12 novembre 1906.

La 16^e session du Conseil supérieur du travail (session ordinaire de 1906) a été ouverte le lundi matin 12 novembre, au Ministère du travail, sous la présidence de M. Viviani, ministre du travail et de la prévoyance sociale, qui a prononcé une allocution.

Le Conseil supérieur a ensuite procédé à l'élection de ses vice-présidents et des membres de la commission permanente pour l'année 1906-1907. MM. Keufer et Heurteau ont été réélus vice-présidents.

Ont été élus membres de la commission permanente : député : M. Groussier; membres patrons : MM. Borderel, Honoré, Troubat, Dévillette, Heurteau, Millet, Tournon; membres ouvriers : MM. Keufer, Moreau, Bourderon, Clévy, Coupât, Comaille, Lucas. La commission comprend, en outre, MM. Dubrujeaud, Briat et Manoury, membres de droit ⁽²⁾.

Au nom de ses collègues ouvriers, M. Keufer, vice-président du Conseil, a demandé au Ministre du travail que la loi sur le repos hebdomadaire fût exactement appliquée et que les dérogations fussent réduites au strict nécessaire.

M. Heurteau, vice-président, rappelle que, lors de la discussion du repos hebdomadaire au Conseil supérieur du travail, les membres patrons, tout en étant partisans du repos hebdomadaire, en principe, avaient fait prévoir les difficultés que l'application de la loi soulève aujourd'hui. Ces difficultés démontrent bien qu'ils étaient fondés à soutenir que cette réforme devait se faire par les mœurs et non par la loi.

M. Guérard estime qu'il faut mettre un terme aux résistances que la loi rencontre à Paris.

⁽¹⁾ Le Conseil supérieur du travail est ainsi composé :

Président : M. René Viviani, ministre du travail et de la prévoyance sociale;

19 membres élus par les Chambres de commerce et les Chambres consultatives des arts et manufactures : MM. Darcy, Troubat, Potin, Blanchet, Meyzonnier, Benoist, Tournon, Isaac, Perdoux, Mortier, Borderel, de Montgolfier, Japy, Dévillette, Heurteau, Charles-Roux, Hérissey, Honoré, Aynard;

19 membres élus par les syndicats ouvriers : M. Lamendin, Comaille, Maffre, Malarde, Besset, Lepers, Clévy, Denis, Lucas, M^{lle} Blondelu, MM. Bourderon, Coupât, Baumlér, Craissac, Guérard, Moreau, Keufer, Artaud, Besse;

8 d'entre les patrons des conseils de prud'hommes : MM. Bougouin, Millet, Bernard, Lorenzi, Perriollat, Brémont, Muret, Genin;

8 d'entre les ouvriers des conseils de prud'hommes : MM. Paillet, Lavillat, Decourcelle, Emelina, Lozach, Brès, Lambert, Rabet;

3 membres élus par le Sénat : MM. Strauss, Lourties, Fougère;

5 membres élus par la Chambre des députés : MM. Dubief, Groussier, Michel, Charles Benoist, Abel Bernard;

1 membre de la Chambre de commerce de Paris désigné par cette Chambre : M. Dubrujeaud;

1 membre du Comité fédéral des bourses du travail, élu par les bourses du travail adhérentes : M. Briat;

1 membre de la Chambre consultative des associations ouvrières de production, élu par les associations adhérentes : M. Manoury;

2 membres choisis par le Ministre parmi les membres de l'Institut et les professeurs de l'Université de Paris : MM. Raoul Jay et G. d.;

4 délégués des ministères : MM. Bonquet, Arthur Fontaine, Paulet, Mussat;

Secrétaires et secrétaires-adjoints : MM. Finance, Prunget, Fagnot, Bourdois, Dupont, Raffin.

⁽²⁾ La commission permanente a été complétée, dans la séance du 15, par la désignation de M. Strauss, sénateur.

Le Ministre a répondu que, la loi étant promulguée, le Gouvernement ne peut avoir qu'une opinion, c'est qu'elle doit être appliquée. Il l'appliquera sans brutalité dans l'exécution, mais sans fléchissement ni faiblesse.

Séances des 13, 14 et 15 novembre 1906.

Abordant la première question à l'ordre du jour, celle de l'enseignement professionnel, le Conseil supérieur a consacré ces trois séances à la discussion générale du rapport présenté par M. Briat, au nom de la commission permanente, sur le titre V du projet de loi élaboré par le Conseil supérieur de l'enseignement technique. Ce titre V, le seul dont le Conseil supérieur du travail doit s'occuper, est relatif aux cours professionnels ou de perfectionnement.

Le débat a surtout porté sur le point de savoir s'il y a lieu de rendre obligatoire, pour les apprentis et les jeunes ouvriers de 18 ans, la fréquentation de cours professionnels pendant un temps prélevé sur la durée légale du travail.

Ont pris part à la discussion : MM. Raoul Jay, Borderel, Groussier, Moreau Besse, Coupat, Touron, Lamendin, Isaac, Lozach, Perdoux, Craissac, Mortier, Blanchet. M^{re} Blondelu, M. Briat, rapporteur, et M. Bouquet, directeur de l'Enseignement technique au Ministère du commerce.

Après avoir fourni des renseignements sur les écoles professionnelles existantes, M. Bouquet a exposé l'économie du projet en discussion, qui tend à instituer, dans les localités et pour les professions où ils seront reconnus nécessaires, des cours professionnels ou de perfectionnement pour les apprentis et les jeunes ouvriers de moins de 18 ans.

Séance du 16 novembre 1906.

Présidence de M. Heurteau.

MM. Moreau, Isaac, Raoul Jay et Keufer entendus, le Conseil prononce la clôture de la discussion générale sur la question des cours professionnels.

Une motion préjudicielle de M. Isaac et plusieurs de ses collègues portant sur des modifications à introduire dans le programme de l'enseignement primaire et, notamment, sur la nécessité du travail manuel, et dont la conséquence était le renvoi du projet à l'étude du Conseil supérieur de l'enseignement technique, provoque un débat dans lequel interviennent MM. Isaac, Strauss, Touron, Japy, Bourderon, Groussier, Denis et Briat, rapporteur, et qui se termine par le rejet de ladite motion par 31 voix contre 22.

Le Conseil supérieur aborde l'examen des articles du titre V du projet élaboré par le Conseil supérieur de l'enseignement technique. Après une discussion à laquelle prennent part MM. Blanchet, Bouquet, Borderel et Briat, rapporteur, l'article 51 du projet est adopté dans la forme arrêtée par la commission permanente. Il est ainsi conçu :

Des cours professionnels ou de perfectionnement sont organisés pour les apprentis, les ouvriers et les employés du commerce et de l'industrie.

Tous les cours visés par la présente loi doivent faire l'objet d'une déclaration à la mairie de la localité dans laquelle ils sont institués.

MM. Edmond Bernard et Briat, rapporteur, parlent ensuite sur l'article 52 du projet.

Aux termes de l'article 25 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, le Conseil supérieur du travail doit présenter trois de ses membres au Ministre de l'intérieur, qui désigne l'un d'entre eux pour faire partie

du Conseil supérieur d'hygiène publique de France. A cet effet, ont été élus MM. Mallardé, Craissac et Briat, après adoption du vœu suivant, présentée par M. Borderel :

Le Conseil supérieur du travail émet le vœu qu'à l'avenir un membre ouvrier et un membre patron dudit Conseil soient délégués au Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Séance du 17 novembre 1906.

Présidence de M. Keufer.

Dans cette séance, le débat, auquel ont pris part MM. Raoul Jay, Darcy, de Montgolfier, Charles Gide, Albert Benoist, Denis, Manoury, Perdoux, Mortier, Borderel, Hérissey et Briat, rapporteur, a porté sur l'article 52 du projet qui prescrit, en principe, l'obligation et la gratuité des cours professionnels pour les jeunes gens et les jeunes filles âgés de moins de dix-huit ans employés dans le commerce ou dans l'industrie. Ces cours, d'après le projet, seraient organisés par les communes; ils pourraient aussi être organisés à l'intérieur même des établissements industriels et commerciaux.

Séance du 19 novembre 1906.

Présidence de MM. Keufer et Heurteau.

MM. Déville, Honoré, Borderel, Isaac, Meyzonier, Besse, Potin, Lavillat, Besset, Keufer, Blévy et Briat, rapporteurs, entendus sur l'ensemble de l'article 52, le Conseil supérieur a examiné les amendements à cet article déposés au cours de la discussion.

Un amendement de M. Isaac, tendant à ne rendre les cours professionnels obligatoires que dans les cas où un accord interviendra entre les chambres syndicales patronales et ouvrières pour reconnaître la nécessité des cours, a été repoussé par 27 voix contre 9, après un débat dans lequel sont intervenus MM. Isaac, Grousier, Raoul Jay, Bouquet, Touron et Briat, rapporteur.

Par 28 voix contre 18, est également repoussé, MM. Coupât, Borderel et Charles Benoist entendus, un amendement de M. Borderel tendant à ce que les cours ne soient obligatoires que lorsque la Commission locale professionnelle, instituée par le projet, en aura reconnu l'absolue nécessité.

La première partie de l'article 52 est ensuite adoptée par 28 voix contre 21. Elle est ainsi conçue :

Les cours professionnels seront obligatoires dès qu'ils auront été organisés conformément à la présente loi et sous les réserves déterminées par l'article 59 ci-après.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. Honoré, Blanchet, Raoul Jay, Touron, Coupât et Briat, rapporteur, un amendement présenté par M. Honoré, dans le but de ramener à 16 ans au plus, au lieu de 18, la limite d'âge des jeunes gens qui devront fréquenter les cours, est repoussé par 27 voix contre 22.

Un amendement de M. Heurteau, demandant que le projet ne vise pas les jeunes gens employés dans le commerce, discuté par MM. Heurteau, Besse, Manoury, Bouquet et Briat, rapporteur, est repoussé par 26 voix contre 13.

Séance du 20 novembre 1906.

Présidence de M. Keufer.

MM. Japy, Touron, Bourderon, Heurteau, Raoul Jay, Borderel, Coupât, Isaac

et Briat, rapporteur, entendus, la seconde partie du premier paragraphe de l'article 52 ainsi conçue :

Pour les jeunes gens et les jeunes filles âgés de moins de 18 ans qui sont employés dans le commerce ou dans l'industrie, soit en vertu d'un contrat d'apprentissage, soit sans contrat,

a été adoptée par 29 voix contre 23, après suppression du mot « écrit » qui figurait après les mots « en vertu d'un contrat ».

Après intervention de MM. Perdoux et Briat, rapporteur, l'addition suivante, présentée par M. Isaac, est adoptée à l'unanimité :

L'assistance aux cours ne sera pas obligatoire dans les professions dont les chambres syndicales patronales et ouvrières seront d'accord pour en constater l'inutilité.

Un amendement, présenté par M. Isaac et tendant à supprimer le second paragraphe de l'article 52, est repoussé par 30 voix contre 23, MM. Isaac, Groussier, Raoul Jay, Touron, Moreau, Heurteau, Bouquet, Fougeirol, Manoury, Lozach, Besse, Edmond Bernard et Briat, rapporteur, entendus, et ledit paragraphe est adopté après suppression du mot « essentiellement » ; il est ainsi conçu :

Les cours sont gratuits.

Une addition, proposée par M. Touron et tendant à ne prescrire la gratuité que pour les cours organisés par les communes, est repoussée par 26 voix contre 23.

Par contre, l'addition suivante, présentée par MM. Raoul Jay et Touron, est adoptée :

La fréquentation d'un cours payant, remplissant les conditions prévues par la loi, sera considérée comme dispensant de la fréquentation du cours obligatoire.

Le dernier paragraphe de l'article 52 est adopté à l'unanimité :

Ils peuvent être organisés par les chefs des établissements industriels ou commerciaux, même à l'intérieur de leurs établissements.

Le texte de l'article 52 se trouve, par suite, arrêté dans la forme suivante :

Les cours professionnels seront obligatoires dès qu'ils auront été organisés conformément à la présente loi, et sous les réserves déterminées par l'article 59 ci-après, pour les jeunes gens et les jeunes filles âgés de moins de 18 ans, qui sont employés dans le commerce ou dans l'industrie, soit en vertu d'un contrat d'apprentissage, soit sans contrat.

L'assistance aux cours ne sera pas obligatoire dans les professions dont les chambres syndicales patronales et ouvrières seront d'accord pour en constater l'inutilité.

Ces cours sont gratuits.

La fréquentation d'un cours payant, remplissant les conditions prévues par la loi, sera considérée comme dispensant de la fréquentation du cours obligatoire.

Ils peuvent être organisés par les chefs des établissements industriels ou commerciaux, même à l'intérieur de leurs établissements.

L'article 53 a donné lieu à un débat auquel ont pris part MM. Heurteau, Darcy, Mortier, Lozach, Guérard, Fougeirol, Moreau, Raoul Jay, Isaac, Albert Benoist, Touron, Groussier, Troubat, Bouquet et Briat, rapporteur. Par suite du rejet de plusieurs amendements et de l'adoption de certains autres, dont l'un avait pour objet la suppression du dernier paragraphe du texte de la Commission permanente, l'article 53 est ainsi libellé :

Les communes dans lesquelles l'organisation des cours professionnels est reconnue nécessaire, sont désignées par arrêté du Ministre du commerce et de l'industrie, après avis du Conseil municipal, des Chambres de commerce et Chambres consultatives des arts et manufactures du département ou de l'arrondissement, des syndicats ouvriers et patronaux, du Conseil de prud'hommes, du Comité départemental et du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Il est institué dans ces communes, par arrêtés ministériels, une ou plusieurs commissions locales professionnelles chargées de déterminer et d'organiser les cours obligatoires pour les besoins des professions commerciales et industrielles de la localité.

Des décrets rendus après avis du Conseil supérieur du travail et du Conseil supérieur de l'enseignement technique détermineront la composition de ces commissions pour Paris et les départements.

Le Conseil supérieur examine l'article 54. M. Tournon propose la suppression, dans le premier paragraphe, du mot « existant » après les mots « le fonctionnement des cours professionnels ». M. Fougeirol propose de supprimer la fin du second paragraphe : « Sans que cependant cette subvention puisse dépasser la moitié des dépenses de leur fonctionnement. » Après intervention de MM. Mortier, Guérard, Albert Benoist, Bouquet et Briat, rapporteur, ces modifications sont adoptées et les deux paragraphes rédigés comme suit :

La Commission locale professionnelle examinera l'organisation, les programmes et le fonctionnement des cours professionnels et adressera son rapport au Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Ceux de ces cours qui, d'après le rapport de la Commission, répondront aux besoins des professions commerciales ou industrielles de la localité, pourront, sur leur demande, être subventionnés par l'État suivant leur importance, après avis favorable de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Séance du 21 novembre 1906.

Présidence de M. Keufer.

Le troisième paragraphe de l'article 54 du projet de la commission permanente, ainsi conçu, a été adopté :

D'autre part, la commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique pourra, sur la proposition de la commission locale professionnelle et sur les rapports de l'inspecteur de l'enseignement technique et de l'inspecteur du travail, les intéressés entendus, déclarer qu'un cours est insuffisamment organisé pour répondre aux obligations de la présente loi.

A été également adoptée l'addition suivante émanant de MM. Isaac et Albert Benoist :

Néanmoins, les administrateurs de ce cours auront le droit d'en appeler au conseil supérieur de l'enseignement technique, réuni en séance plénière.

Après intervention de MM. Bouquet, Borderel, Honoré et Briat, rapporteur, le premier paragraphe de l'article 55, modifié par M. Borderel, est adopté :

S'il n'existe pas de cours professionnels dans la localité ou si les cours existants sont jugés insuffisants par la commission locale, les communes seront tenues, après avis des syndicats patronaux et ouvriers intéressés, de créer les cours professionnels jugés nécessaires et de pourvoir aux dépenses de leur fonctionnement.

Le second paragraphe est adopté avec une modification demandée par M. Albert Benoist (suppression des mots : « et les limites », après : « dans les conditions ») :

Ces cours pourront être subventionnés par l'État dans les conditions fixées par l'article précédent.

L'addition suivante, proposée par M. Japy, est adoptée :

Dans les centres industriels occupant les ouvriers de plusieurs communes, l'arrêté ministériel pourra prévoir le groupement de ces communes pour la création des cours professionnels.

L'article 56 donne lieu à un débat auquel prennent part MM. Darcy, Blanchet Borderel, Strauss, Bouquet, Albert Benoist, Honoré, Besse et Briat, rapporteur.

Au premier paragraphe, M. Borderel propose d'ajouter : « et approuvés par le comité départemental de l'enseignement technique ». Le paragraphe est en conséquence adopté dans cette forme :

Les programmes des cours professionnels communaux prévus au précédent article sont arrêtés par la commission locale professionnelle et approuvés par le comité départemental de l'enseignement technique.

Le second paragraphe est adopté sans modification :

Les membres du personnel enseignant sont nommés par le maire sur une liste de trois noms, présentés, pour chaque emploi, par la commission locale. Ils peuvent être révoqués par le maire, après avis de ladite commission.

Un amendement de M. Blanchet est adopté dans la forme suivante :

Le personnel enseignant des cours destinés aux apprentis d'une profession sera pris, dans la limite du possible, parmi les ouvriers, employés, contremaîtres, patrons, ouvrières, contremaîtresses ou patronnes ayant eux-mêmes pratiqué ce métier.

Enfin est également adopté un paragraphe additionnel proposé par M. Honoré :

En cas de désaccord entre le maire et la commission locale, le comité départemental désignera en dernier ressort les membres du personnel enseignant.

MM. Bernard, Dévillette, Perdoux, Isaac, Borderel et Briat, rapporteur, entendus, un amendement de M. Edmond Bernard au premier paragraphe de l'article 57 est repoussé et, par 29 voix contre 21, ledit paragraphe est adopté, avec l'addition des mots : « des deux sexes », proposée par M^{lle} Blondelu :

Le chef d'établissement est tenu de laisser à ses ouvriers et employés des deux sexes le temps et la liberté nécessaires pour suivre les cours obligatoires, communaux ou autres.

Sur le deuxième paragraphe, MM. de Montgolfier, Borderel, Moreau, Bouquet, Japy, Dévillette, Darcy, Guérard, Perdoux, Raoul Jay, Honoré, Blanchet, Strauss et Briat, rapporteur, prennent la parole. Deux amendements présentés par MM. Guérard et Moreau, et tendant à fixer le temps minimum à consacrer aux cours professionnels, sont successivement repoussés, l'un par 26 voix contre 21, et l'autre par 24 voix contre 16. Sur la proposition de M. Borderel, et par 22 voix contre 2, le texte du paragraphe est ainsi arrêté :

Les cours professionnels obligatoires devront avoir lieu pendant la journée légale de travail, sans que cependant le temps de travail qui y sera consacré puisse excéder huit heures par semaine.

Après rejet, par 22 voix contre 17, d'une addition, proposée par M. Perdoux, une autre addition proposée par M. Isaac et modifiée par M. Raoul Jay, est adoptée par 26 voix contre 21 :

Toutefois, cette prescription ne s'applique pas aux établissements, ateliers, magasins ou bureaux dans lesquels la durée normale du travail du personnel n'excède pas huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine.

Le troisième paragraphe est adopté :

Des dérogations pourront être apportées à cette dernière règle par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, après avis de la commission locale professionnelle.

M. Mortier, auteur d'un amendement, accepte la disposition additionnelle ci-après suggérée par le rapporteur, laquelle est adoptée :

Il sera statué sur toute demande de dérogation dans le délai d'un mois.

Après intervention de MM. Coupât, Clévy et Lozach, un amendement, présenté par MM. Lozach, Clévy et Decourcelle, est adopté par 20 voix contre 19 :

En aucun cas le temps passé au cours ne pourra entraîner pour l'ouvrier ou l'employé âgé de moins de dix-huit ans une diminution de salaire ou une prolongation, soit de la journée de travail, soit de l'apprentissage.

Enfin, après échange d'observations entre MM. Isaac, Raoul Jay, Perdoux et Briat, rapporteur, un amendement, présenté par M. Isaac, termine comme suit l'article 57 :

Les heures consacrées à l'enseignement professionnel pendant la journée légale du travail seront prises de préférence au commencement ou à la fin de la journée.

Séance du 22 novembre 1906.

Présidence de M. Heurteau.

La discussion s'engage sur l'article 58. Y prennent part : MM. Hérissé, Meyzonier, Japy et Mortier. Un amendement de M. Hérissé est rejeté par 29 voix contre 17 ; puis le texte de la commission, amendé par MM. Japy et Honoré, est adopté :

Le chef d'établissement est tenu également de s'assurer de l'assiduité au cours de ses jeunes ouvriers et employés. A cet effet, chaque élève sera muni d'un livret qui devra être visé par le professeur des cours à chaque leçon, par les parents et le chef d'établissement ou son délégué au moins une fois par semaine.

Dans le cas d'absences répétées le professeur devra en aviser les parents ou tuteur de l'enfant, l'industriel, et le professeur en avisera la commission locale professionnelle.

Après une intervention de MM. Isaac, Bouquet, Darcy, Albert Benoist, Raoul Jay et Briat, rapporteur, l'article 59, amendé par M. Isaac, est adopté :

Toutefois, le chef d'établissement est dispensé de la double obligation prévue par les articles 57 et 58 en ce qui concerne : 1° les jeunes gens et jeunes filles qui justifient d'un diplôme ou certificat délivré par une école publique ou par une école privée d'enseignement technique reconnue par l'État ou par le comité départemental de l'enseignement technique ; 2° les jeunes gens et jeunes filles qui ont obtenu leur certificat de capacité professionnelle dans les conditions déterminées par l'article 60 ci-après.

Un article 59 *bis* proposé par M. Groussier et une addition faite par M. Keufer sont adoptés, par 30 voix contre 13, après une discussion à laquelle prennent part, MM. Groussier, Moreau, Manoury, Coupât, Mortier, Borderel, Raoul Jay, Keufer et Briat, rapporteur. Le nouvel article est ainsi conçu :

Les chefs d'établissements industriels ou commerciaux qui s'obligent à enseigner la pratique de leur profession à des jeunes gens ou des jeunes filles âgés de moins de dix-huit ans

en se conformant aux dispositions de la loi du 22 février 1851, relative aux contrats sur l'apprentissage, et qui leur font suivre les cours professionnels ou de perfectionnement organisés conformément aux dispositions du présent titre bénéficieront d'une réduction de leur patente.

Le taux de cette réduction sera le rapport du nombre des enfants occupés dans les conditions ci-dessus, au nombre total des personnes employées dans l'établissement, sans que toutefois le montant de la patente puisse être réduit de plus de 20 p. 100.

Un décret d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente disposition.

Il établira que le nombre des apprentis devra être proportionnel au nombre des ouvriers occupés par le patron qui aura organisé l'enseignement professionnel dans ses ateliers.

Après intervention de MM. Darcy, Touron et Coupat, l'article 60, amendé par M. Japy (enfants incapables de suivre les cours), est adopté :

Les jeunes gens et jeunes filles qui suivent les cours professionnels sont admis, à la fin de chaque année, à concourir pour l'examen d'aptitude. Ceux qui auront subi l'examen avec succès recevront un certificat d'aptitude qui les dispensera de suivre les cours dans les années suivantes.

Ceux qui n'auront pas obtenu le certificat seront tenus de suivre les cours pendant trois ans. Après quoi ils recevront un certificat d'années d'études les dispensant à l'avenir de l'obligation de suivre les cours.

Enfin, les élèves qui, au bout d'au moins un an d'assiduité au cours, seront reconnus par leurs professeurs comme n'ayant pas les aptitudes nécessaires pour en profiter, pourront obtenir, sur la demande de leurs parents ou tuteur, une dispense pour les deux années suivantes. Toutefois la commission locale pourra dispenser des cours les enfants jugés incapables de les suivre.

Les épreuves théoriques et pratiques de l'examen sont déterminées par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie après avis de la commission locale professionnelle.

L'examen est subi devant un jury composé de l'inspecteur départemental de l'enseignement technique, ou, à son défaut, d'un délégué du préfet, président, des professeurs des cours, et d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés de la profession nommés par le préfet et choisis, autant que possible, parmi les membres de la commission locale professionnelle.

Un article 60 *bis*, proposé par M. Besse, est voté par 26 voix sur 26 votants :

Des bourses de voyage et de séjour en France, à l'étranger, aux colonies, seront instituées pour les élèves titulaires du certificat d'études professionnelles, dispensés de suivre les cours mais désirant approfondir leurs connaissances techniques.

Ces bourses seront attribuées, par concours, dans chaque département : il sera tenu compte aux candidats de leurs efforts, de leur travail et des récompenses obtenues dans le cours d'adultes organisé par l'État ou les institutions reconnues aptes à donner l'enseignement professionnel suivant les dispositions de l'article 54.

Les candidats devront avoir dix-huit ans au moins et ne pas dépasser vingt-cinq pour les jeunes filles et jeunes gens. Sous cette forme et ces dispositions, des délégations ouvrières aux expositions seront réservées aux élèves précités à la condition qu'ils soient ouvriers ou employés en exercice depuis au moins six mois.

Les bourses instituées par le présent article ne peuvent être mises à la disposition des écoles spéciales : arts et métiers, école centrale, écoles de commerce, de chimie, etc., déjà dotées des mêmes avantages.

Une nouvelle rédaction de l'article 61, présentée par M. Darcy, est adoptée à l'unanimité :

Seront dispensés de suivre les cours professionnels organisés en application des articles précédents les jeunes gens qui passeront au préalable avec succès l'examen d'aptitude visé par l'article 60.

Après un débat auquel prennent part MM. Albert Benoist, Craissac, Moreau,

Coupat, Raoul Jay, Troubat, Meyzonnier, Tournon, Isaac, de Montgolfier, Japy, Bordenel et Briat, rapporteur, l'article 62 est adopté, ainsi qu'un amendement de MM. Isaac, Japy et Craissac qui devient le dernier paragraphe dudit article :

Les cours professionnels sont soumis exclusivement à l'inspection de l'enseignement technique.

Les cours professionnels obligatoires sont en outre placés sous la surveillance de la commission locale professionnelle.

Toutefois, lorsque ces cours ont lieu à l'atelier ou dans l'usine, les inspecteurs de l'enseignement technique y ont seuls droit d'entrée.

Les inspecteurs pourront être assistés le cas échéant et sur la demande de la commission locale, de spécialistes choisis d'un commun accord par les syndicats patronaux et ouvriers de la profession et à la condition qu'ils soient acceptés par les industriels inspectés.

Séance du 23 novembre 1906.

Présidence de M. Keufer.

Conformément à une proposition acceptée au cours de la séance précédente, le Conseil supérieur a mis fin à la discussion de l'enseignement professionnel en remplaçant l'examen des articles 63 et suivants du projet, relatifs aux sanctions et pénalités, par le vote sans débat d'une déclaration, laquelle a été adoptée à l'unanimité moins une voix et qui est ainsi conçue :

Le Conseil supérieur du travail, après avoir examiné le chapitre V du projet de l'enseignement technique jusques et y compris l'article 62 ;

Considérant que le succès de la réforme et du perfectionnement de l'enseignement professionnel dépend plutôt de la bonne volonté concertée des parents et des patrons et du zèle des différentes Commissions départementales et locales, que de la menace de mesures coercitives ;

Considérant qu'il convient surtout de faire appel au sentiment de l'intérêt bien compris des divers intéressés en cause ;

Considérant toutefois qu'il est indispensable de garantir par des sanctions légales le respect de l'obligation légale et de réprimer les mauvaises volontés systématiques, déclare s'en rapporter à la sagesse du Parlement pour la rédaction des autres articles du projet.

Abordant la discussion générale du rapport présenté par M. Bourderon, au nom de la Commission permanente, sur l'inspection du travail, le Conseil supérieur a entendu MM. Raoul Jay, Mortier, Coupat, Troubat, Isaac, Briat, Guérard, Arthur Fontaine, directeur du travail, et le rapporteur.

Séance du 24 novembre 1906.

Présidence de M. Keufer.

MM. Honoré, Perdoux, Manoury, Lamendin, Besse, Besset, Mallardé ont pris la parole dans la discussion générale, puis les divers paragraphes du vœu proposé par la Commission permanente sur la question de l'inspection du travail ont été examinés.

M^{lle} Blondelu, MM. Groussier, Moreau, Briat, Tournon, Besset, Manoury, Craissac, Arthur Fontaine et Bourderon, rapporteur, entendus, le paragraphe A, amendé par M^{lle} Blondelu, et le paragraphe B, ont été adoptés :

Le Conseil supérieur du travail émet les vœux suivants :

A. — Que le recrutement de l'inspection du travail soit dorénavant assuré par deux concours distincts ;

B. — Le premier concours doit avoir un caractère plus technique, s'adressant à des candidats ayant une instruction générale plus développée.

Après intervention de MM. Manoury et Touron, le paragraphe C est mis aux voix par division et la première partie est adoptée :

Le second concours doit avoir surtout un caractère pratique.

La seconde partie est remplacée par le texte ci-après de M. Guérard qui, MM. Touron, Guérard, Brémond, Artaud, Groussier, Honoré, Heurteau, Charles Gide, Manoury, Borderel, M^{lle} Blondelu et M. Bourderon, rapporteur, entendus, est adopté par 24 voix contre 23 :

Il (le concours) ne sera ouvert qu'aux ouvriers et employés des deux sexes ayant dix années de pratique industrielle ou commerciale.

M. Manoury propose de faire suivre les mots «ouvriers et employés» du mot «syndiqués». Après une discussion à laquelle prennent part MM. Manoury, Isaac, Moreau, Lozach, Paillot, Denis, Craissac, de Montgolfier, Charles Benoist et Bourderon, rapporteur, l'addition est repoussée par 20 voix contre 17.

Par 23 voix contre 21, l'amendement suivant, présenté par M. Guérard, est adopté :

Ne pourront concourir que les candidats syndiqués depuis au moins trois ans et agréés, à la majorité des voix représentées, par les syndicats ouvriers de la corporation.

Le paragraphe D est adopté sans débat avec un amendement de M. Borderel :

D. — Les inspecteurs ayant passé le second concours ne devront jamais être nommés dans la circonscription où ils ont exercé leur profession depuis moins de cinq ans.

Les membres du Conseil supérieur du travail ne peuvent être en même temps inspecteurs du travail.

Enfin, par 27 voix sur 27 votants, MM. Touron, Raoul Jay, Heurteau, Coupât et Arthur Fontaine entendus, le vœu suivant, proposé par M. Raoul Jay, est adopté :

Le Conseil supérieur du travail appelle de la façon la plus pressante l'attention du Gouvernement et du Parlement sur l'urgence qu'il y a à augmenter considérablement le nombre des inspecteurs si l'on ne veut pas que les lois ouvrières restent lettre morte.

La session est close.

JURISPRUDENCE.

Repos hebdomadaire; règlement d'administration publique prévu par l'article 3; application de la loi non subordonnée à la promulgation du règlement; arrêté préfectoral; Conseil municipal consulté ajournant son avis; avis contraire de la chambre de commerce; absence de vice de forme; faits allégués par les demandeurs non contredits; supplément d'instruction.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 30 novembre 1906.)

Le Conseil d'État, statuant au contentieux,

Sur le rapport de la section du contentieux :

Vu la requête présentée par les sieurs Armand et Robert Jacob, exploitant un magasin de nouveautés, à Nancy, rue Saint-Dizier, n° 1, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux d'État, le 13 octobre 1906, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil : 1° annuler un arrêté, en date du 21 septembre 1906, par lequel le préfet du département de Meurthe-et-Moselle a rejeté la demande qu'ils ont présentée en vue d'être autorisés à donner le repos hebdomadaire à leur personnel du dimanche midi au lundi midi; 2° faire droit à ladite demande; attendu qu'en statuant avant qu'un règlement d'administration publique ait, conformément à l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906, énuméré les catégories d'établissements qui pourront bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement, le préfet a commis un excès de pouvoir; que le Conseil municipal, consulté, a décidé de surseoir jusqu'au moment où les règlements d'administration publique seraient promulgués; que le préfet n'a pas tenu compte de l'avis favorable de la chambre de commerce et n'a pas indiqué dans son arrêté la teneur de ces avis; que, dans ces conditions, l'arrêté attaqué n'est pas motivé conformément aux prescriptions de l'article 8 de la loi; que le commerce dominical des requérants représente 50 p. o/o de leur chiffre d'affaires annuel; qu'ainsi, en rejetant la demande d'autorisation, le préfet a violé la loi;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, en réponse à la communication de la requête, lesdites observations enregistrées, comme ci-dessus, le 10 novembre 1906, et tendant au rejet de la requête par les motifs exprimés dans le rapport du préfet du département de Meurthe-et-Moselle joint au dossier, duquel il résulte que l'arrêté attaqué n'est entaché ni d'excès de pouvoir ni de vice de forme et que l'établissement des requérants se trouve dans les mêmes conditions, au point de vue des affaires, que les autres magasins de nouveautés de la ville; que ces derniers se sont conformés à la loi;

Vu les pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 13 juillet 1906;

Vu l'article 4 de la loi du 17 avril 1906;

Oùï M. Pichat, maître des requêtes, en son rapport;

Oùï M. Romieu, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Sur le moyen tiré de ce que la loi du 13 juillet 1906 ne pouvait recevoir son application avant la promulgation du règlement d'administration publique prévu par l'article 3 de ladite loi;

Considérant que la loi du 13 juillet 1906, après avoir posé la règle que le repos hebdomadaire serait, en principe, collectif et donné le dimanche, a conféré aux préfets le droit d'autoriser, sur la demande des intéressés, des dérogations individuelles à cette règle générale; qu'elle a, d'autre part, dans son article 3, énuméré un certain nombre de catégories d'établissements qui sont admis de droit à donner le repos par roulement sans avoir besoin d'une autorisation particulière, et remis au Gouvernement le droit de compléter cette énumération par un règlement d'administration publique en y ajoutant, s'il y avait lieu, d'autres catégories d'établissements, mais qu'aucune de ses dispositions n'a subordonné l'exécution de la loi ou l'exercice du droit conféré aux préfets par ses articles 2 et 8 à la promulgation préalable d'un règlement d'administration publique ajoutant d'autres catégories d'établissements à celles qu'énumère l'article 3 et qui seules, en l'état de la législation, peuvent revendiquer le bénéfice de l'application de cet article;

Sur le moyen tiré de ce que l'arrêté attaqué serait entaché de vices de forme :

Considérant, d'une part, que si le Conseil municipal, consulté conformément à l'article 8 de la loi précitée, a décidé de surseoir à l'avis qu'il était appelé à émettre, cette circonstance ne pouvait faire obstacle à ce qu'il fût statué sur la demande des requérants; d'autre part, qu'aucune disposition de la loi n'obligeait le préfet à se conformer à l'avis de la chambre de commerce ni à relater dans son arrêté la teneur des avis prévus par l'article 8;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les moyens fondés sur l'irrégularité de l'arrêté attaqué ne sauraient être accueillis;

Sur le moyen tiré de ce que l'autorisation sollicitée par les requérants leur aurait été à tort refusée :

Considérant que, pour justifier leur demande de dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi du 13 juillet 1906, les sieurs Jacob ont soutenu notamment qu'à raison de la nature de leur clientèle, les opérations commerciales de vente et de recouvrement effectuées par eux le dimanche représentent un chiffre exceptionnellement élevé dans le total de leurs affaires annuelles et que, par suite, ils ont droit au bénéfice du paragraphe 2 du même article;

Considérant que les faits ainsi allégués, dont les requérants ont offert la preuve, et qui ne sont contredits par aucun document du dossier, pourraient, s'ils étaient établis, constituer un élément d'appréciation important des circonstances de l'affaire;

Que l'état du dossier ne permettant pas au Conseil de statuer, il y a lieu de procéder, avant faire droit, à un supplément d'instruction;

Décide :

ARTICLE PREMIER. — Les sieurs Armand et Robert Jacob sont renvoyés devant le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale pour qu'il soit, par tel fonctionnaire qu'il désignera à cet effet, procédé sur place à la vérification des faits articulés par les requérants à l'appui de leur demande de dérogation.

Le procès-verbal de cette vérification sera, dans le délai de vingt jours de la présente décision, transmis au Secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat pour être statué ce qu'il appartiendra.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Délibéré dans les séances des 23 et 30 novembre 1906.

Repos hebdomadaire, loi du 13 juillet 1906, gérants de succursales, gérants ou employés; circonstances de fait.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE D'AMIENS

(Jugement du 3 novembre 1906.)

Attendu que M. Dian, comme administrateur délégué de *La Ruche Picarde*, société anonyme dont le siège est à Amiens, est inculpé d'avoir, le dimanche 30 septembre dernier, dans la matinée, employé au travail 33 personnes à son service, dans 33 maisons de détail dites succursales, établies dans les différents quartiers de la ville d'Amiens, au mépris de la loi sur le repos hebdomadaire;

Attendu que les faits constatés sont reconnus matériellement, mais que M. Dian conteste l'applicabilité de la loi du 13 juillet 1906, en ce que ses employés seraient des gérants de succursales n'ayant pas droit au bénéfice de la loi;

I. Attendu qu'il s'agit de savoir si les 33 succursales visées au procès sont des établissements ayant leur autonomie propre, en d'autres termes si les gérants de ces succursales sont des chefs détenteurs d'une partie de l'autorité des patrons, des demi-patrons, en un mot échappant à la protection de la loi ou bien s'ils sont de simples employés protégés par la loi nouvelle;

II. Attendu que la société *La Ruche Picarde* faisant le commerce notamment des articles d'épicerie à son siège social d'Amiens; qu'elle y a des magasins de gros qui alimentent plus de 120 maisons de détail dites succursales; que chacune de ces succursales a un titulaire et plus souvent deux à responsabilité égale, le mari et la femme, ou bien la mère et la fille; qu'à Amiens même il existe des maisons de ce genre chargées de détailler la marchandise de la maison de gros;

III. Attendu que M. Dian tente de soustraire ses gérants à la qualité d'employés protégés, en soutenant qu'il leur a donné, dans leur engagement, le titre de gérant; que le cautionnement que fournissent ces agents, le mode de salaire qui les rétribue de leur travail, indiquent que ce ne sont pas de simples employés, mais des directeurs de service, et enfin parce qu'ils gèrent une caisse;

IV. Sur la qualification de gérant au civil :

Attendu que le titre pompeux donné à l'agent chargé, dans un acte civil, de débiter la marchandise de la *Ruche* dans un local appartenant à la société *La Ruche Picarde*, ne saurait désarmer la loi de 1906, qui est une loi de protection du travailleur, s'il est constant que le travailleur, appelé par convention « gérant », n'est pas un gérant dans le sens de la loi du 13 juillet 1906, que la question reste entière;

V. Sur le cautionnement :

Attendu que le fait, par un employé auquel est confiée une caisse ou bien une marchandise, d'avoir fourni un cautionnement de garantie, n'entraîne pas du tout la qualité de gérant, si le cautionnement n'est qu'une garantie contre l'infidélité ou l'incapacité de l'ouvrier : que c'est, avant tout, une charge pour l'employé et c'est tout;

VI. Sur le mode de salaire :

Attendu que le mode de salaire proportionnel à la tâche accomplie ne fait pas, par lui-même, que le tâcheron soit plus qu'un ouvrier; que tout dépend de l'ensemble des circonstances de fait pour savoir s'il y a ou non lien de subordination; qu'en l'espèce, les gérants de la *Ruche* ne choisissent ni la manière de travailler qui est la caractéristique du tâcheron, ni le lieu de vente, ni la nature, ni la qualité, ni le prix de la marchandise; que leur rôle se réduit à débiter au poids, à la mesure, les marchandises que leur confie *La Ruche*; qu'en admettant que les gérants aient bien part dans le succès de la succursale où ils travaillent, ce succès et cette part

sont bien éphémères pour l'ouvrier, puisque, si le comptoir se développe, la société a le droit d'installer, dans le même quartier, un autre comptoir qui enlève la clientèle au gérant qui l'a conquise : exemple du reste qui se rencontre à Amiens même où l'on voit plusieurs Ruches dans la même rue.

VII. Sur l'autorité du gérant :

Attendu que parmi toutes les succursales d'Amiens, il n'en est aucune employant un seul ouvrier étranger; que le gérant, d'une espèce toute spéciale, à Amiens du moins, n'a personne à qui commander; que, dans ces conditions, il n'a pas la responsabilité dont la loi du repos hebdomadaire charge le gérant; que le rôle réel du gérant, à Amiens, n'est pas de commander à autrui mais d'obéir au patron, si bien que lorsque l'article 13 assimile le gérant au patron devant la peine, devant l'amende, ce n'est pas au gérant de l'espèce qu'elle s'adresse, mais au gérant qui commande;

VIII. Sur la gérance d'une caisse :

Attendu que le gérant de la Ruche a bien une caisse, mais une caisse que le patrons ont le droit, par eux ou par leur délégué, de vider à tout instant, sans que le gérant ait seulement le droit de retenir son salaire; que c'est là une puissance moins qu'éphémère;

IX. Sur la gérance du Commerce, du matériel et des marchandises :

Attendu que les locaux où se débite la marchandise de la Ruche sont loués directement par les patrons et non par le gérant; que la patente est au nom des patrons et non au nom du gérant; que le matériel est la propriété des patrons, comme les marchandises du reste; le tout confié seulement au gérant sous garantie de cautionnement; que le gérant n'a pas de signature commerciale, ni pour lui-même ni pour ses patrons, qu'il n'a même pas de registre de commerce, sinon un simple carnet d'ordre pour contrôler avec les registres légaux qui existent à la maison de gros seulement; que le devoir du gérant est de débiter mécaniquement la marchandise au comptant et d'être à toute heure du jour et peut-être même de la nuit à la merci des patrons qui sont maîtres absolus dans leurs succursales;

X. Sur l'indépendance du gérant :

Attendu que le gérant n'a pas le droit de se distraire un instant de son comptoir; que ses heures de lever et de coucher sont réglées par les patrons; qu'il n'a même pas le droit de prendre ses repas en repos, comme un simple ouvrier; que les patrons ont le droit de le mettre à la porte, lui, sa famille et son mobilier, séance tenante, sans prévenir et sans explication, moyennant un forfait de un franc par jour pendant trente jours, ce qui fait peu par tête quand il y a femme et enfants;

Attendu que pour citer un dernier fait bien caractéristique de l'état de dépendances des gérants de la Ruche, c'est que lors de la visite des agents, le dimanche 30 septembre 1906, pour faire leurs constats dans les 33 succursales visées, chaque gérant interpellé a répondu ceci : « Les patrons n'ont pas donné d'ordre de fermer »; ou bien « Les patrons viennent de donner l'ordre de fermer »;

Conclusions : Attendu que de tout ce qui précède et qui pourrait être augmenté, il résulte que les gérants de la *Ruche Picarde*, à Amiens, ne sont pas des chefs de service ayant une indépendance même relative, ayant une autorité quelconque sur un personnel, ayant la conduite de leur propre travail, ayant la direction ou l'administration d'une œuvre personnelle; qu'ils ne sont donc pas des chefs de service dans le sens qu'a donné au mot gérant la loi du 13 juillet 1906, et que cette interprétation est conforme à l'interprétation donnée par l'unique commentateur qui a écrit sur la matière, M. Julien Boistel, sous-chef au Ministère du Commerce (Imp. Chaix, 1906, page 34, *in fine*);

Sur l'application de la loi :

Attendu qu'il reste à rechercher les articles de loi à appliquer;

1° Attendu que la police d'Amiens a relevé pour sa part 32 contraventions dans 32 établissements; que la police a constaté utilement que M. Dian avait fait travailler ses employés le dimanche 30 septembre 1906, jour de repos commun;

2° Tandis que M. l'inspecteur Moncé a verbalisé contre M. Dian parce que, admettant que M. Dian avait opté pour le travail du dimanche matin avec repos de compensation, il avait négligé de dresser un tableau des jours de repos et omis d'envoyer le tableau à l'inspecteur chargé du contrôle;

Sur le premier point :

Attendu que la loi du 13 juillet 1906, dans ses articles 1 et 2, règle toute l'économie de la loi, en imposant le repos obligatoire de l'ouvrier et de l'employé un jour sur sept, que, de plus, le jour de repos normal a été fixé au dimanche;

Attendu cependant que l'article 5 a apporté un amortissement à la rigidité de la règle en permettant notamment aux établissements vendant, telle la Ruche Picarde, au détail, des denrées alimentaires, de faire travailler leur personnel le dimanche matin, à condition de rendre au travailleur le complément du repos auquel il a droit; que cette faculté est soumise à une légère formalité : à celle de l'affichage d'un tableau indiquant les jours compensateurs pour chaque travailleur, avec obligation de transmettre ce tableau qui est un vrai contrat à l'inspecteur du travail chargé d'en contrôler l'exécution sincère;

Attendu que c'est à juste titre que le ministère public estime que M. Dian, faute d'avoir opté pour le régime de faveur et d'exception que lui offrait la loi, est tombé dans le droit commun, c'est-à-dire dans le cas des articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906, qui interdit radicalement au patron de faire travailler le dimanche; que la contravention est caractérisée et constatée.

Sur le deuxième point :

Attendu que M. l'inspecteur Moncé, en verbalisant le dimanche matin à dix heures contre M. Dian, a conjecturé en admettant que M. Dian avait opté déjà pour l'article 5, ce qui le constituait en contravention pour défaut d'affiche des jours de repos et d'envoi de cette affiche à l'inspecteur du travail, aux articles 1 et 2 du décret réglementaire du 24 août 1906;

Attendu qu'il y a erreur puisque M. Dian n'a pas opté du tout et qu'à la barre il soutient encore aujourd'hui que la loi ne le touche pas;

Attendu que dans ces conditions il appartient au juge de police de rectifier la qualification de la contravention et de l'article de loi à appliquer;

Au fond :

Attendu que le cas relevé par l'Inspecteur du travail est le même que les 32 cas relevés par la police, c'est-à-dire violation du repos hebdomadaire simplement;

Sur les circonstances atténuantes;

Attendu que l'article 16 de la loi permet au juge d'appliquer les circonstances atténuantes de l'article 463 du Code pénal; qu'en l'espèce cette concession ne doit pas être faite pour permettre au condamné de se pourvoir devant les juges d'appel, la matière ayant besoin de faire sa jurisprudence; que d'autre part, il importerait de déjouer, pour le cas où elle existerait, la spéculation qui consisterait à calculer que les bénéfices du commerce exercé indûment depuis que la loi est exécutoire, compenseraient avantageusement les frais d'une instance de simple police;

Sur la peine :

Attendu, en résumé, que M. Dian es qualités qu'il agit est convaincu d'avoir contrevenu 33 fois à cause des 33 personnes employées dans ses magasins à l'article 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906, contravention punie par l'article 13 de la même loi, lue à l'audience et ainsi conçus.

Attendu qu'il y a lieu également de le condamner aux dépens,

Par ces motifs,

Statuant contradictoirement et en premier ressort et faisant application desdits articles :

Nous Juge de paix, Président du tribunal de simple police d'Amiens, condamnons M. Dian, administrateur délégué de la Ruche Picarde, société anonyme dont le siège est à Amiens, rue Caumartin, n° 20, en 33 amendes de 10 francs, ensemble 330 francs.

Repos hebdomadaire; hôteliers-restaurateurs, définition des mots : ouvriers et employés; application de la loi du 13 juillet 1906 à tout le personnel des hôtels et restaurants.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE LILLE.

(Jugement du 3 novembre 1906.)

LE TRIBUNAL,

Vu le procès-verbal, enregistré en date du 16 septembre 1906, dressé par l'inspecteur du travail de la 2° section de la 5° circonscription;

Où le ministère public en ses conclusions et réquisitoire;

Où le prévenu en ses observations et conclusions;

Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort;

Attendu que par procès-verbal de M. l'inspecteur du travail en date du 16 septembre 1906, enregistré, le sieur Brulé (Edmond), exploitant l'hôtel-restaurant-débit de boissons, sis à Lille, rue de Paris, n° 46, est prévenu de neuf contraventions, savoir : à l'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1906, pour défaut de repos hebdomadaire à son personnel composé d'autant de personnes que de contraventions ci-dessus relatées, et dénommés-nommément et par emploi audit procès-verbal et trois contraventions pour inobservation des prescriptions des articles 1^{er} et 2 du décret réglementaire du 24 août 1906;

Attendu que le prévenu par ses conclusions, tant celles prises verbalement à la barre que celles dont il a été effectué le dépôt par écrit, a excipé : 1° de la nullité du procès-verbal pour vice de forme; 2° de l'inapplicabilité de la loi à son personnel, 3° de l'obligation d'une mise en demeure préalable à l'application du décret;

En ce qui concerne la forme :

Attendu que l'exception du vice de forme ayant été soulevée au début de la cause, en l'audience publique du 13 octobre, les débats furent pour ce motif renvoyés à l'audience publique du 20 du même mois, pour le prévenu, préciser développer et prouver, s'il échait son exception; qu'à ladite audience, le prévenu, invité à exposer le vice de forme argué, entra dans la discussion du fond et y persista malgré plusieurs rappels à la question; qu'ainsi et d'ailleurs, d'après les déclarations mêmes du prévenu, il résulte à évidence qu'il confond *forme* et *fond* et que dans sa pensée *vice de forme* équivalait et équivalait à *contestation du fond*;

Attendu, au surplus, qu'examen fait du procès-verbal, ledit acte apparaît comme régulier en la forme; que conséquemment l'exception doit être rejetée;

En ce qui concerne l'inapplicabilité de la loi :

Attendu que le prévenu prétend : 1° qu'aux termes de l'article 1953 du Code civil, le personnel des hôtels, restaurants, débits de boissons, se répartit en deux catégories, les *domestiques* et les *préposés*; que pour les préposés il veut bien assimiler les uns à des employés, les autres à des ouvriers, et par suite admettre qu'ils sont bénéficiaires de la loi, mais que pour les domestiques ils ne sont pas tenus au repos hebdomadaire, puisque la loi spécifie elle-même que ce repos n'est dû qu'aux seuls employés et ouvriers; 2° qu'au surplus, les domestiques d'hôtels-restaurants, débits de boissons, seraient-ils, comme les préposés, visés par la loi, le ministère public n'a

pas prouvé que le personnel, désigné au procès-verbal, travaillait effectivement lors du passage de l'inspecteur du travail; 3° enfin, alors même qu'il serait prouvé que ce personnel travaillait, la loi serait inapplicable en l'espèce à raison de la gêne et de la perturbation, tant privées que publiques, qu'elle créerait, sans compter la dépense excessive qu'elle imposerait;

1° Quant à ce dernier moyen :

Attendu que ni les difficultés quelconques que rencontrerait, ni les aggravations de dépenses qu'occasionnerait l'application d'une loi, ne peuvent faire échec aux prescriptions de ladite loi, lesquelles sont d'obligation stricte pour tout assujetti, tant qu'elles n'ont pas été modifiées ou abrogées par une loi postérieure; qu'au plus ces difficultés et aggravations valent comme circonstances plus ou moins atténuantes;

2° Quant au défaut de preuve par le ministère public du travail du personnel au moment du passage de l'inspecteur :

Attendu que l'inspecteur, en son procès-verbal, constate que le dimanche 16 septembre 1906 le personnel par lui relevé dans l'établissement de M. Brulé, travaillait; que le procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire, le ministère public n'avait aucune preuve à apporter à l'appui, d'autant plus que délai de huitaine ayant été, par le président de céans, offert au prévenu pour faire la preuve contraire, ledit prévenu déclara n'être pas en mesure de faire cette preuve;

3° Quant à l'inapplicabilité de la loi à tout ou partie de son personnel que le prévenu qualifie de *domestiques*;

Attendu qu'en se tenant d'une part aux termes mêmes d'*ouvriers* et *employés*, par lesquels la loi en son article 1^{er} désigne les bénéficiaires de la loi, d'autre part à la signification des mêmes termes dans la terminologie ordinaire, on serait fondé à dire que sont hors cette loi les nombreux travailleurs que cette terminologie classe sous le nom générique de *domestiques* (valets de chambre, valets de pied, laquais, cochers, palefreniers, maîtres d'hôtel, cuisiniers et aides, jardiniers, concierges, etc., cuisinières, bonnes, femmes de chambre, etc.) et qu'elle partage en deux sections, suivant qu'ils concourent ou ne concourent pas à l'exercice de la profession de leurs maîtres : les *domestiques de profession*, attachés à l'établissement industriel ou commercial; les *domestiques* proprement dits ou *gens de maison* attachés exclusivement à la personne du maître, à sa famille, aux meubles et immeubles à leur usage personnel;

Attendu que si l'on se reporte aux articles 3 et 5 de la loi, le domaine d'application de la loi n'apparaît plus aussi catégoriquement cantonné; en effet, à l'article 3, dans la série des établissements admis à donner le repos par roulement, des établissements sont inscrits pour lesquels le repos par roulement n'aurait la plupart du temps aucune raison d'être si les *domestiques de profession* qui constituent presque exclusivement leur personnel, étaient hors la loi; à l'article 5, sont nommément désignés comme bénéficiant du repos hebdomadaire « les personnes employées au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que les gardiens et concierges », toutes personnes qui ne sont ni des employés, ni des ouvriers au sens ordinaire de ces mots, mais des *domestiques de profession*;

Attendu que de ces constatations naît nécessairement la présomption que sous la rubrique *employés et ouvriers de l'industrie* et du commerce, le législateur a voulu comprendre les *domestiques de profession*;

Attendu que si pour décider des intentions réelles du législateur, on se réfère aux rapports et discussions auxquels la loi a donné lieu à la Chambre et au Sénat, on relève les déclarations suivantes qu'il importe de rapporter malgré leur longueur :

A. — Le promoteur de la loi, M. Zévaès, dans l'exposé des motifs de sa proposition en précise ainsi la portée : « Le parti socialiste a demandé pour *tous les salariés*, le repos d'un jour par semaine, ou l'interdiction légale pour *tous les patrons* et

employeurs de faire travailler plus de six jours par semaine; et en demandant cette réforme pour les salariés d'usine et d'ateliers, il est bien évident qu'il veut en étendre le bénéfice aux employés de *commerce, de magasin et de bazar*. (Chambre des députés 1900, annexe page 798.)

B. — « M. Zévaès, dit le rapporteur de la commission, M. Berry, dès les premières lignes de son rapport (Chambre des députés 1902, annexe page 20), M. Zévaès, demande à la Chambre de décider que les employés de commerce aurent droit à un jour de repos par semaine; notre commission a trouvé que dans cette forme, la proposition de M. Zévaès était *trop restreinte*; car ce n'est pas seulement les employés de commerce, mais *tous les travailleurs* qu'il faut appeler à bénéficier du repos hebdomadaire, elle a donc pensé que la mesure prise à l'égard des femmes et des enfants dans les usines, devait être généralisée à *tous les ouvriers et employés sans distinction d'âge et de sexe*. »

C. — Au cours de la discussion à la Chambre, le rapporteur nota (Chambre, séance 27 mars 1902, page 1572, col. 3, au bas) les protestations faites devant la commission par les petits *restaurateurs* sur la difficulté d'accorder le repos à leur unique *garçon* qui est *en quelque sorte leur domestique*, fait la cave, lave la vaisselle; « Et, ajoute-t-il, ce ne sont pas seulement les patrons, mais la plupart des employés de l'alimentation qui nous ont tenu ce langage; les *garçons de café* entre autres. » Presque aussitôt un membre, M. Muzet, de dire : « *Les garçons de restaurants* sont dans le même cas » et le rapporteur de répondre « évidemment ».

D. — Dans la même discussion, des déclarations du promoteur de la loi, M. Zévaès, sont à retenir : 1° (page 1573, col. 3, au bas) le Conseil du travail, réuni le 3 juin 1901 sous la présidence de M. le Ministre du Commerce, votait à l'unanimité la proposition suivante : « Le Conseil supérieur du travail émet le vœu que le repos hebdomadaire soit garanti par la loi aux *travailleurs des deux sexes employés dans les établissements commerciaux ou alimentaires* »; 2° (page 1576, col. 1) « nous sommes en train d'élaborer une loi; cette loi s'adresse aux *employeurs*, aux patrons de l'industrie comme à ceux du commerce, et elle leur dit : il vous sera interdit de faire travailler vos *ouvriers, employés, salariés*, plus de six jours par semaine; » et un membre, M. Ernant, d'ajouter : « quel que soit le sacrifice financier que la loi exigera ».

E. — Toujours dans la même discussion, un amendement fut présenté par MM. Jourde et Labussière pour intercaler dans l'énumération des professions assujetties du projet, à la suite du mot « *chantier* » la série « *ateliers cuisine des hôtels-restaurants, pâtisseries* et autres établissements des industries de l'alimentation, caves, chaix et entrepôts (page 1578, col. 3 et 1579, col. 1-2), intercalation motivée par la crainte qu'à son défaut les tribunaux n'admissent pas les travailleurs de ces catégories au bénéfice de la loi; bien que le président de la commission, M. C. Ferry, déclarât que les employés de l'alimentation sont compris dans le projet, l'intercalation fut votée par 203 voix contre 128, nonobstant l'opposition du rapporteur qui, voyant en ces travailleurs ainsi qu'en les *garçons de café*, garçons et apprentis pâtisseries, garçons d'hôtel et de restaurant plutôt des domestiques que des employés, estimait qu'ils devaient être exclus du bénéfice de la loi, à l'instar de tous les domestiques attachés aux maisons particulières.

F. — L'intercalation ci-dessus a disparu du projet de loi du Sénat et de la loi définitive, les motifs en sont donnés dans le rapport du rapporteur de la commission

du Sénat, M. Poirier (Sénat annexes page 24, col. 2 au bas) : « L'énumération que la Chambre des députés avait faite nous a paru inutile : sous notre *Rubrique générale* nous entendons comprendre toutes les entreprises désignées dans le projet de la Chambre. » D'autre part pour bien préciser la portée de la loi, le rapporteur dit en son rapport : 1° à propos de l'ensemble (page 23, col. 2) : « les établissements qui ne peuvent accorder le repos du dimanche à tout le personnel, quoique la minorité, sont nombreux, toute l'industrie et le commerce de l'alimentation, les cafés, les restaurants, les hôtels » ; 2° à propos de l'article 1^{er} (page 24, col. 1) : « le repos par roulement n'entravera pas le fonctionnement de ces établissements, ceux des industries et commerce de l'alimentation et les établissements de consommation sur place, cafés, restaurants, etc... En effet, l'ouvrier occupé habituellement dans les établissements où sera établi le repos alternatif, tels que cafés, restaurants, etc. pourra, s'il désire ne pas chômer pendant certains jours de repos, trouver assez facilement du travail ; 3° et sur l'article 2 (page 26, col. 2) « les cafés, les restaurants jouiront également des dérogations que nous avons inscrites dans la loi... Les ouvriers et les employés attachés à ces établissements, pourront jouir du repos pendant deux matinées, ce qui leur permettra de continuer le service pendant les deux après-midi qui sont généralement les plus productives, et ainsi se trouvera conciliée la question du salaire et du repos », pour ces travailleurs, qui n'ont la plupart du temps comme salaire que les seuls pourboires à eux donnés par les clients, ainsi qu'il est rappelé en un autre endroit du même rapport.

G. — Dans le même rapport au Sénat (page 24, col. 2, au bas), le rapporteur déclare que les *gens de maison* et généralement ceux qui sont par leur emploi attachés à la personne ne sont pas compris dans la loi, « parce que l'application de la loi à cette catégorie de travailleurs aurait exigé pour le contrôle l'ingérence de l'inspection dans chaque maison, dans chaque famille » ; et lors de la discussion à la séance du 25 mai 1905 (Sénat, débats 1905, page 936, col. 1), le même rapporteur insistant sur ce point : « nous n'avons pas cru non plus devoir appliquer la loi aux *gens de maison*, c'eût été, en effet, entrer dans la vie privée, en établissant un contrôle chez toutes les personnes employant des domestiques ».

Attendu que de ces extraits une conclusion s'impose unique, c'est que le législateur a eu l'intention et la ferme volonté de comprendre, sous la rubrique générale, employés et ouvriers qu'il a insérée en l'article 1^{er} de la loi tous les travailleurs (B D), tous les salariés (A D) sans distinction d'âge ni de sexe (B D) des établissements industriels, commerciaux ou alimentaires (D) ; en particulier dans ces derniers tout le personnel (F) des établissements de consommation sur place, tels que cafés, restaurants, hôtels (F) encore qu'il s'agirait du personnel des cuisines (E), plus encore des garçons de cafés (E) garçons et apprentis pâtisseries (C), garçons d'hôtel (E) et de restaurants (C E), bien que lesdits garçons soient plutôt des domestiques que des employés (E), l'exclusion étant réservée parmi les domestiques aux seuls *gens de maisons*, c'est-à-dire aux domestiques attachés à la personne (G), autrement dit aux maisons particulières (E).

Attendu que dans ces conditions, sans avoir égard à la distinction établie par le prévenu de son personnel en préposés et domestiques, sans s'arrêter à la reconnaissance de contraventions qu'il a passées à l'égard des premiers et rejetant l'exception tirée de ce qu'aux seconds le prévenu accorderait chaque jour quelques heures de congé dans l'après-midi (ce mode de compensation du repos hebdomadaire n'étant plus légal), le Tribunal doit déclarer le prévenu convaincu d'autant de contraventions à l'article 1^{er} de la loi qu'il y a eu des membres du personnel trouvés travaillant, le 16 septembre 1906, par l'inspecteur du travail ;

En ce qui concerne l'application du décret :

Attendu que ni la loi ni le décret n'imposent la formalité d'une mise en demeure par l'inspecteur aux assujettis, mais bien celle d'un préavis, dans certains cas, par les assujettis à l'inspecteur, qu'ainsi tombe l'exception soulevée par le prévenu. Attendu que l'apposition de l'affiche, l'envoi du duplicata à l'inspecteur et la tenue du registre ne sont imposés aux assujettis qu'autant que ceux-ci ont usé du droit que leur accordent les articles 2 et 3 de la loi de ne pas donner à leur personnel un repos collectif le dimanche;

Attendu qu'en l'espèce, le prévenu n'ayant pas usé de ce droit *était tenu de donner le repos collectif le dimanche*; que conséquemment il n'avait pas à remplir les prescriptions dont s'agit du décret, que, par suite, il n'a pas commis les trois contraventions relevées au procès-verbal;

Par ces motifs, et faisant application des articles 13 et 16 § 3 de la loi du 13 juillet 1906 et 162 du Code d'instruction criminelle ainsi conçus...

Le Tribunal,

Dit le sieur Brulé convaincu des contraventions dont il est prévenu à l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906, mais non des contraventions au décret réglementaire du 24 août 1906; en conséquence le relaxe de ce dernier chef de la prévention, et sur le premier le condamne en neuf amendes de 5 francs chacune, avec décimes et double decime; le condamne en outre aux dépens liquidés.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en octobre 1906 ⁽¹⁾. — La situation du marché est restée favorable, grâce à la persistance de l'heureux concours de circonstances des mois précédents. On note même, pour les principales branches d'industrie, une amélioration relativement plus sensible qu'en octobre 1905.

Commandes très abondantes aux exploitants des mines de combustibles pour les industries et aussi les maisons bourgeoises; expédition malheureusement gênée, quelquefois dans une forte mesure, par le manque de wagonnets et la rareté de la main-d'œuvre (bassin rhéno-westphalien et de Silésie). — Travail intense pour les branches essentielles de la *métallurgie*, à laquelle les bras ont également fait défaut,

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt*, novembre 1906.

jusqu'après la fin des besognes agricoles et la libération du contingent. — Nombreuses offres d'emploi dans la *construction mécanique*, les *textiles* et les industries *électrique et chimique*, avec heures supplémentaires indispensables. — Une certaine tiédeur générale du *bâtiment*, explicable par l'approche de la mauvaise saison; néanmoins, en quelques endroits encore, bonne moyenne, à raison de la douceur relative de la température. — Même cause d'un courant d'affaires satisfaisant pour les *brasseries*. — Mais conséquences contraires quant au *vêtement*. — Travail abondant à l'actif du *livre*, de différents *commerces de détail* ainsi que des industries des *jouets* et de l'*alimentation* favorablement influencées par les prochaines fêtes de la Noël.

Placement en octobre 1906⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes, par rapport à octobre 1905, a augmenté de 12,000; celui des emplois vacants, de 31,000, et celui des places procurées, de 13,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 633 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de septembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
1906 { Oct. (pour 633 bureaux).....	226,000	213,000	146,000
{ Sept. (— 702 —).....	208,000	206,000	141,000

Les grèves et lock-outs en 1905⁽²⁾. — Le nombre total des grèves ayant éclaté en 1905 s'est élevé à 2,448; sur ce nombre, 2,403 se sont terminées au cours de l'année en question. C'est sur ces dernières que, sauf indication contraire, portent exclusivement les données statistiques que nous résumons ci-dessous⁽³⁾.

Le total des ouvriers ayant pris part à ces 2,403 conflits s'est élevé à 408,145 (dont 121,382 ouvriers âgés de moins de 21 ans) répartis entre 14,481⁽⁴⁾ exploitations employant 776,984 personnes. 3,665 de ces exploitations (soit 25.3 p. 100 du total) ont été entièrement suspendues. Le nombre des ouvriers réduits indirectement au chômage s'est élevé à 12,015.

On a compté 2,212 grèves *offensives* (92.1 p. 100) avec 399,242 grévistes et 14,133 établissements intéressés, et 191 grèves *defensives* (7.9 p. 100 du total) avec 8,903 grévistes et 348 établissements intéressés.

En général, les grèves ont été d'assez courte durée; à ce point de vue, elles se classent comme suit: 1 à 5 jours (879), 6 à 10 jours (392), 11 à 20 jours (327), 21 à 30 jours (199), 31 à 50 jours (190), 51 à 100 jours (171); 169 ont duré moins d'un jour et 76, 101 jours et au-dessus.

1,628 grèves (soit 67.7 p. 100) ont atteint 1 établissement, et 775 (soit 32.3 p. 100) plusieurs établissements (27 de ces dernières ont embrassé plus de 50 exploitations. La moyenne des grévistes par conflit a été de 68.8 et celle des établissements atteints par une grève, de 6.0.

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, novembre 1906.

⁽²⁾ *Streiks und Aussperrungen im Jahre 1905*; publication de l'Office impérial de statistique, Berlin, 1905, Puttkammer et Mühlbrecht.

⁽³⁾ Voir les principes directeurs de la statistique gréviste en Allemagne: *Bulletin*, décembre 1905, page 1092, note ⁽³⁾.

⁽⁴⁾ Pour 12,820 établissements (88.5 p. 100), la grève s'était étendue à toute l'entreprise; pour 1,661 autres, dans une partie seulement des ateliers (11.5 p. 100).

Le relevé ci-dessous permet de comparer le mouvement gréviste de 1905 avec celui des six années précédentes :

ANNÉES.	GRÈVES.	GRÉVISTES.		CHÔMEURS forcés.	ÉTABLISSE- MENTS atteints.	PERTES PÉCUNIAIRES.	DURÉE des grèves en journées.
		(Nombres absolus.)	(Proportion p. 100 par rapport au personnel total des établis- sements atteints.)				
1899.....	1,288	99,338	38.68	10,122	7,121	5,375,000 ^f	environ 3,265,881
1900.....	1,433	122,803	41.10	9,007	7,740	6,750,000	— 3,188,654
1901.....	1,056	55,262	39.13	7,420	4,561	5,625,000	— 2,311,573
1902.....	1,060	53,912	41.13	6,272	3,437	3,000,000	— 1,325,833
1903.....	1,374	85,603	43.10	13,811	7,000	5,125,000	— 2,815,491
1904.....	1,870	113,180	41.51	6,788	10,321	5,375,000	— 2,622,998
1905.....	2,403	408,145	52.52	12,015	14,481	37,250,000	— ?

Les industries les plus atteintes ont été (le calcul portant ici sur les grèves commencées, soit 2,448 pour 1905) :

	NOMBRE DE GRÈVES					
	en 1905.	en 1904.	en 1903.	en 1902.	en 1901.	en 1900.
Bâtiment.....	865	747	527	470	378	496
Bois et tabletterie.....	372	406	200	139	113	197
Pierres et terres.....	121	96	80	71	102	99
Métaux.....	187	156	153	73	98	89
Alimentation.....	54	79	42	38	69	77
Vêtement.....	171	73	76	61	67	73
Textiles.....	86	30	64	106	58	73
Industrie du cuir.....	76	38	35	20	43	44
Machines, instruments et appareils.....	160	85	78	48	38	66
Mines.....	44	21	12	14	21	56
Commerce.....	73	48	39	9	18	47
Transports.....	92	55	29	16	14	58
Industries polygraphiques.....	39	23	23	„	„	„
Industrie du papier.....	27	21	16	„	„	„
Industrie chimique.....	„	24	14	„	„	„

Sur les 2,448 grèves commencées, 971 (soit 39,7 p. 100) ont éclaté au printemps, 650 (26.5) en été, 533 (21.8) en automne et 294 (12.0) en hiver.

Au point de vue territorial, ces 2,448 grèves se répartissent comme suit : 1,424 (58.2 p. 100) en Prusse; 305 (12.5) en Saxe; 201 (8.2) en Bavière; 148 (6.0) à Hambourg, etc. Dans le total relatif à la Prusse (1,424), Berlin figure pour 250 (17.5 p. 100); les provinces rhénanes pour 213 (15.0); le Brandebourg pour 185 (13.0); la Saxe pour 135 (9.5); le Hanovre pour 129 (9.1); la Westphalie pour 126 (8.8); la Silésie pour 125 (8.8), etc.

L'intervention de syndicats s'est produite dans 1,806 grèves (soit dans 75.15 p. 100 du total) se décomposant en 1,111 grèves n'atteignant qu'un établissement et 695 grèves collectives⁽¹⁾. Les ouvriers ont échoué totalement dans 625 grèves sur 1,806 soutenues par un syndicat, obtenu une transaction dans 826 et triomphé entièrement dans 355.

⁽¹⁾ L'intervention syndicale s'est produite surtout dans les grèves affectant les industries ci-après : bâtiment : 71 p. 100 des conflits, bois 88.2, métallurgie 76.5, pierres et terres 64.5, constructions mécaniques 79.9, alimentation 83.3, vêtement 84.8.

En ce qui concerne la proportion des grévistes rapportée au total des ouvriers de la profession, on a utilisé les chiffres du recensement professionnel de 1895 tels qu'il figurent encore à l'annuaire statistique de l'empire allemand pour 1904. Le total de la population industrielle intéressée par les grèves étudiées au tableau ci-dessous s'élevant à 11,037,572, la moyenne des grévistes ressort dans l'ensemble à 3.6 p. 100 des ouvriers de l'industrie.

Les résultats pour l'ensemble des grèves, soit 2,403, se résument ainsi :

RÉSULTATS.	NOMBRE de grèves.	PROPORTION p. 100 par rapport au total des grèves.	NOMBRE des grévistes.	PROPORTION p. 100 par rapport au total des grévistes.	NOMBRE d'établisse- ments atteints.	PROPORTION p. 100 par rapport au total des établis- sements atteints.
Succès.....	528	22.0	25,034	6.1	1,704	11.8
Transactions.....	971	40.4	122,351	30.0	9,076	62.7
Echecs.....	904	37.6	260,760	63.9	3,201	25.5
TOTAL....	2,403	100.0	408,145	100.0	14,481	100.0

Quant au mode de solution des différends, il est intéressant de noter l'intervention médiatrice des conseils de prud'hommes dans 96 cas, en conformité de la loi du 29 juillet 1890.

Des poursuites judiciaires ont été exercées au cours de 424 conflits, et 544 ont provoqué l'intervention directe ou indirecte de la police, sans conséquences pénales.

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE			RÉSULTATS.		
	de GRÈVES.	de GRÉVISTES	D'ÉTA- BLISSE- MENTS atteints.	RÉUS- SITE.	TRANS- ACTION.	ÉCHEC.
Bâtiment.....	865	59,893	5,408	228	316	321
Bois et tabletterie.....	378	17,939	1,122	75	163	134
Métaux.....	187	12,059	1,687	32	67	88
Pierres et terres.....	121	5,751	346	32	43	46
Machines, instruments et appareils.....	158	19,482	331	29	72	59
Vêtement.....	171	25,195	1,928	29	98	44
Textiles.....	86	12,526	158	16	36	34
Alimentation.....	54	5,380	574	7	18	29
Commerce.....	83	5,575	332	20	24	29
Travail du cuir.....	76	4,674	828	15	39	22
Transport.....	92	3,819	271	22	35	35
Industries polygraphiques.....	37	1,332	47	11	13	15
Industrie du papier.....	27	14,043	67	4	9	14
Industrie chimique.....	9	541	19	"	3	6
Mines.....	41	231,453	282	6	23	15

LOCK-OUTS. — Les lock-outs ont été au nombre de 263, dont 254 levés au cours de l'année 1905. Ces derniers ont affecté 3,859 établissements et 188,526 ouvriers ⁽¹⁾ parmi lesquels, en première ligne, les travailleurs du *bâtiment* (3 819), les *dockers* et les *métallurgistes* (811). Principale cause : dans 193 cas sollicitude des patrons avec des confrères dont le personnel s'était mis en grève. Les prétentions patronales aboutirent, de point en point, dans 65 lock-outs; partiellement dans 147, et tombèrent dans les 42 autres. 188 des conflits ont été soulevés et maintenus à l'instigation de syndicats patronaux. Les conseils de prud'hommes s'érigèrent 13 fois en comité de conciliation.

Le relevé ci-dessous permet de comparer toutes ces données avec celles des six années précédentes.

ANNÉES.	NOMBRE de lock-outs.	ÉTABLISSEMENTS atteints.	OUVRIERS renvoyés.
1899.....	28	427	7,026
1900.....	38	607	9,085
1901.....	38	238	5,414
1902.....	51	948	10,305
1903.....	96	1,714	35,273
1904.....	132	1,115	23,760
1905.....	263	3,859	118,665

Du tableau ci-dessous ressortent l'importance, les causes et les résultats des grèves dans les groupes industriels les plus importants.

NOMBRE DE GRÈVES
OÙ LES CAUSES CI-DESSOUS ONT ÉTÉ INVOQUÉES.

Salaires.			Temps de travail.			Autres motifs divers.					
Demande		Divers.	Main- tien ou diminution de la durée du travail.	Sup- pression ou réduction des heures supplé- men- taires.	Divers.	Modifica- tion ou maintien du mode de paye.	Renvoi de supé- rieurs.	Réinté- gration d'ouvriers congé- diés; renvoi ou non- embaucage de travail- leurs.	Établis- sement, maintien ou modifica- tion de tarifs de salaires.	De- mande de congé le 1 ^{er} mai.	Causes ne rentrant pas dans les ru- briques ci- contre.
de main- tien.	d'aug- men- tation.										
22	617	1,081	152	23	104	43	19	148	88	4	212
14	240	128	113	13	43	16	7	58	60	5	106
12	110	74	46	11	31	8	5	46	31	"	73
8	81	23	18	2	7	9	"	19	21	"	28
15	89	6	33	4	11	2	7	47	20	"	48
6	76	24	18	5	11	6	1	22	36	1	9
2	56	18	12	"	5	2	6	20	13	1	31
1	27	18	17	1	7	"	1	21	13	"	30
2	52	16	9	1	12	1	"	9	16	"	16
3	46	35	27	4	5	4	10	21	4	24	30
2	65	58	19	4	19	3	1	14	15	1	33
"	17	22	18	1	2	5	1	10	7	"	27
1	17	11	10	"	2	1	2	6	8	2	7
"	8	2	2	"	"	1	"	1	"	"	3
3	35	14	14	5	1	1	1	6	1	"	27

(1) 3,739 autres travailleurs durent chômer par contre-coup.

AUTRICHE.

Placement en octobre 1906⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 816 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			NOMBRE DE PLACEMENTS par rapport aux offres.			NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.		
	Oct. 1906.	Sept. 1906.	Oct. 1905.	Oct. 1906.	Sept. 1906.	Oct. 1905.	Oct. 1906.	Sept. 1906.	Oct. 1905.	Oct. 1906.	Sept. 1906.	Oct. 1905.
Hommes	31,592	33,294	25,102	43,794	41,516	38,650	20,176	19,955	16,984	41	48	44
Femmes	34,748	37,103	24,802	35,229	30,558	30,778	21,323	20,126	16,548	61	66	54
Ensemble	66,340	70,397	49,904	79,023	72,074	69,428	41,499	40,081	33,442	53	56	48.

Grèves en octobre⁽¹⁾. — 71 grèves nouvelles avec 6,440 grévistes, 2 lock-outs intéressant 187 ouvriers; 9 grèves ont éclaté dans les textiles, 8 dans l'alimentation, 6 dans le vêtement, 10 dans le bâtiment, etc. Résultats : 8 succès, 12 transactions, 16 échecs, 35 résultats inconnus. Causes : questions de salaires (27), durée du travail (4), les 2 causes réunies (20), divers (20).

L'inspection du travail en 1905⁽²⁾. — Comme en 1904, l'Autriche était, en 1905, divisée en 34 circonscriptions d'inspection avec un personnel de 84 inspecteurs ou agents ainsi répartis : 1 inspecteur en chef, 8 divisionnaires, 16 inspecteurs de 1^{re} classe, 20 de 2^e, 2 inspecteurs spéciaux (l'un pour la navigation intérieure et l'autre pour les transports en commun à Vienne), 31 commissaires, 3 contrôleurs et 3 employés au bureau de l'inspecteur central. Les frais du service se sont élevés à 619,770 couronnes (non compris le traitement des inspecteurs spéciaux).

Malgré la création récente de circonscriptions nouvelles, l'inspecteur en chef se plaint de l'insuffisance numérique de son personnel qui ne peut que très difficilement s'acquitter de fonctions de jour en jour plus absorbantes; le nombre des visites, comme celui des rapports à rédiger augmente chaque année, alors que le nombre des agents du service ne s'accroît pas en proportion.

(22,665)⁽³⁾ visites ont été effectuées, dont 295 (198) la nuit et 436 (343) le dimanche, dans 22,677 (21,242) établissements nettement industriels comptant un personnel total de 932,502 (893,463) ouvriers se décomposant comme suit : 645,534 ouvriers du sexe masculin, soit les 70.20 (66.66) p. 100 et 277,968 du sexe féminin, soit les 29.60 (27.60) p. 100. Les 94.2 (94.2) p. 100 étaient des adultes (personnes de plus de 16 ans), et les 5.8 (5.8) avaient moins de 16 ans. Cette dernière catégorie comprenait 454 garçons et 72 fillettes au-dessous de 14 ans, formant ensemble une proportion de 0.05 (0.07) p. 100.

22,279 établissements ont été inspectés une fois, 1,188 deux fois et 153 trois

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau.*

⁽²⁾ *Bericht der K. K. Gewerbe-Inspectoren über ihre Amtstätigkeit im Jahre 1905.*

⁽³⁾ Les nombres entre parenthèses sont les données correspondantes de 1904.

fois ou plus. Le service a visité 17,501 établissements soumis à l'assurance-accident (soit 16.7 p. 100 du total de ces établissements) 8,729 établissements exploités industriellement (soit 67.5 p. 100 du total) et 8,843 établissements n'employant pas de moteur.

Indépendamment d'une correspondance assez active avec les autorités, les institutions d'ordre public, etc. — 16,645 (12,275) consultations, avis et rapports — l'inspection a été consultée dans 3,817 (3,399) circonstances délicates par les industriels ou leurs représentants. Les ouvriers, de leur côté, se sont adressés au service dans 5,674 (5,760) cas pour se plaindre ou demander des renseignements. A signaler de plus l'intervention parfois heureuse des inspecteurs, dans 208 (105) grèves et 4 (3) lock-outs à la requête des parties ou sur le désir des autorités publiques.

Des procès-verbaux ont été dressés dans 1,107 (955) cas, contre 1,289 (1,235) patrons au sujet de 2,190 (2,372) contraventions. Ces procès-verbaux ont abouti dans 350 (278) cas à des mises en demeure; dans 29 (44) à des blâmes dont plusieurs avec menace de pénalités, dans 214 (185) à des amendes pour une somme globale de 9,001 (7,955) francs environ; dans 24 (17) cas à la fermeture de l'établissement; dans 41 (51) à l'exécution dûment contrôlée des mesures réclamées par l'inspection; dans 23 (13) cas à des non-lieux ou acquittements en faveur des chefs d'industrie.

La proportion des travailleurs illicitement occupés a légèrement baissé par rapport à l'année dernière: 0.13 en 1905 contre 0.15 p. 100 en 1904. Parmi eux les enfants de moins de 14 ans représentent presque 36.5 (43) et ceux de moins de 12 ans, presque 4.3 (6.4) p. 100. On les a rencontrés surtout dans les verreries, les carrières, les briqueteries-tuileries, les petits établissements pour le travail du bois et dans les manufactures d'allumettes. L'emploi des adolescents a donné lieu à des infractions moins nombreuses que l'an dernier et du même genre: travail d'un caractère non industriel imposés aux apprentis, conduite des machines, besognes pénibles ou dangereuses assignées à des jeunes gens que leurs forces encore trop faibles y rendaient impropres, etc. Quant aux femmes, les illégalités sont provenues la plupart du travail de nuit dans les teintureries, blanchisseries, tuileries, imprimeries et fabriques de cellulose et de carton, etc.

Durée du travail et repos. — L'agitation syndicale en faveur de la réduction de la journée a continué à porter ses fruits; dans les grandes villes, notamment, soit à la suite de grèves, soit par une concession volontaire des patrons, certains métiers ont obtenu de faire des heures moins longues.

Dans les industries non exploitées en fabrique, le service a constaté des journées trop longues (imprimeries, hôtels et auberges, scieries et tuileries des districts montagneux, ateliers de cordonniers et tailleurs des grandes villes.)

Dans les fabriques, les infractions à la journée légale de onze heures ont été plus fréquentes que l'an dernier; on les a signalées, comme une pratique courante, dans des fabriques de ciment et de majolique où les ouvriers faisaient jusqu'à 24 heures de suite. Dans une fabrique de magnésie, à travail continu, où les équipes alternent à 6 heures du matin et à 6 heures du soir, on faisait travailler les ouvriers de l'équipe de nuit de midi à 1 heure et demie, pendant le repas de l'équipe de jour. Dans les usines à marche continue, le personnel continue à préférer les équipes de 24 heures à celles de dix-huit heures, dit-il, « de pouvoir bénéficier du repos complet du dimanche ».

Le service a reçu environ un millier de demandes d'heures supplémentaires et 300 déclarations de prolongation de la journée. Il est à noter que, malgré le supplément de salaire qu'ils touchent, les ouvriers ne font pas toujours volontiers ces

heures supplémentaires et le service a reçu plusieurs plaintes à ce sujet. Dans un cas, le personnel a refusé catégoriquement à cause de la grande chaleur; dans un autre, les ouvrières répondirent que la nécessité de vaquer aux soins du ménage les empêchait de faire plus de 11 heures par jour « attendu qu'elles perdraient déjà assez de temps pour aller à l'atelier et en revenir ». Dans la circonscription de Trente, le service n'a accordé aucune autorisation d'heures supplémentaires.

Les *pauses* sont, en général, assez bien observées. Dans les grandes villes, le nombre des maisons accordant une heure et demie pour le repas de midi n'a pas augmenté; par contre, il y a tendance à diminuer la journée en fermant plus tôt le soir.

Repos dominical. — Le repos du dimanche est toujours aussi mal appliqué dans les établissements n'ayant pas le caractère de fabriques. Toutefois, dans plusieurs circonscriptions, on signale que les serruriers, les menuisiers, tailleurs, cordonniers, tanneurs — rebelles jusqu'ici — l'observent mieux aujourd'hui. Dans l'alimentation, beaucoup de patrons négligent de donner un repos compensateur en place du dimanche: un fabricant de salaisons de Vienne croyait se mettre en règle avec la loi en faisant compter comme jours de repos les jours de grande chaleur où l'on ne travaillait pas la viande par crainte de la voir se corrompre.

Livrets. — Les contraventions relatives aux livrets ont été fréquentes surtout dans les établissements employant des ouvriers étrangers. Les Italiens n'ont généralement qu'un passeport, un certificat de bonne vie et mœurs ou leur livret militaire.

Dans plusieurs cas, les inspecteurs ont constaté (surtout dans le Tyrol) que l'on avait effacé sur les livrets des jeunes ouvriers leur âge véritable pour y inscrire un âge autorisant leur admission à l'atelier. Ailleurs, les livrets ne portaient que l'indication de l'année de la naissance sans celle du mois ou du quantième.

On a trouvé des ouvriers embauchés sans aucun papier, dans les boulangeries, tuileries, chauxfourneries, etc. Dans la petite industrie, les maîtres excusent l'absence du livret en disant que les ouvriers du pays n'en ont pas besoin ou que leur livret est déposé à la mairie ou au bureau de la corporation.

Règlements de travail. — Certains règlements sont si mal rédigés qu'il devient impossible à l'ouvrier de s'y reconnaître. D'autres contiennent des dispositions absolument illégales; c'est ainsi que l'un fixait à douze heures la journée de travail, qu'un autre obligeait les ouvriers à avoir des mouchoirs de poche pour remplacer les crachoirs réglementaires et qu'un troisième leur interdisait de se laver les mains pendant le travail pour éviter une perte temps.

Peu de plaintes au sujet de l'observation du *délai-congé*.

Salaires. — Le *payement des salaires* se fait presque partout à la fin de la semaine et a donné lieu à peu de réclamations. Dans les grandes villes, où l'on observe de plus en plus le repos dominical dans l'alimentation, les ouvrières, désireuses de faire leurs emplettes le samedi, demandent que la paye ait lieu ce jour-là pendant le repos de midi et non plus le soir; plusieurs grands patrons ont déjà fait droit à cette juste demande.

Au sujet des *retenues* on signale que certains patrons retiennent 0 fr. 60 par semaine pour l'entretien des water-closets et que d'autres prélèvent plus qu'il ne convient pour l'assurance en arrondissant à leur profit les centimes.

Dans une tuilerie, les ouvriers étaient payés avec des jetons qu'ils ne pouvaient échanger qu'à la cantine du patron ou dans des magasins désignés par lui.

Nature et installation des ateliers. — Bien que l'on ait constaté une sérieuse

amélioration dans l'organisation des ateliers et bien que beaucoup d'entre eux aient une installation modèle au point de vue de l'hygiène et de la protection contre les accidents, de nombreux patrons n'ont encore tenu aucun compte des observations qui leur ont été faites.

Grâce à l'active collaboration des médecins attachés au service et grâce aussi à la fermeté de l'autorité qui ne délivre une autorisation d'industrie que lorsque les locaux de travail sont convenables, on constate une notable amélioration dans la petite industrie et surtout dans l'alimentation. Par contre, on rencontre encore dans l'industrie du drap et de la chaussure des locaux encombrés et sombres, aménagés dans les caves ou sous les combles, offrant à l'ouvrier un cube d'air respirable insuffisant.

Le service a dû exiger de sérieuses transformations dans un certain nombre de petits établissements qui se développant peu à peu avaient adopté la force mécanique et se trouvaient de ce fait soumis à l'autorisation.

Dans le district de Prague, le service a découvert plusieurs établissements dont il ignorait l'existence et qui, depuis de longues années, échappaient à son contrôle. Il trouva dans des caves régulièrement inondées à chaque crue du fleuve, des fabriques de limes, des pâtisseries (dont une avec 40 fours), une fabrique de produits chimiques à moteur mécanique, etc.

L'enquête faite par l'inspecteur de Vienne sur la fabrication des articles en *celluloïd* fait ressortir que cette industrie n'est dangereuse que lorsque, près des locaux de travail, on laisse s'accumuler des poussières de *celluloïd*; en cas d'incendie, les flammes se propagent partout avec une effrayante rapidité. Avec de la propreté — et si l'on a sous la main les moyens d'éteindre un commencement d'incendie — cette industrie n'est guère plus dangereuse que toute autre où l'on manipule des matières facilement inflammables.

Cette industrie d'ailleurs n'est guère exercée que par de petits patrons ou par des travailleurs à domicile non soumis à la loi. Beaucoup d'entre eux négligent toute prudence; l'atelier leur sert souvent de cuisine, de chambre à coucher et de salle à manger; ailleurs, c'est dans la cave même que l'on emmagasine les articles fabriqués.

15 inspecteurs se plaignent de l'absence d'issues ou escaliers de secours en cas d'incendie et signalent plusieurs patrons coupables d'une négligence impardonnable. Comme l'année dernière, ils ont rencontré des établissements où, en cas d'incendie, le personnel risquait de périr entièrement, des ateliers encombrés dont les issues naturelles étaient obstruées par des matériaux de toutes sortes, des dépôts de matières inflammables logés dans les combles ou sous les ateliers, des portes dont la clef était introuvable, des escaliers en bois débouchant près des machines, etc.

Les rapports signalent peu d'infractions aux prescriptions relatives à l'éclairage naturel ou artificiel et il y a progrès sensible à ce point de vue. L'arrêt rendu le 21 septembre 1904 par le tribunal administratif et qui oblige le patron à assurer l'éclairage des locaux de travail a eu pour résultat de forcer certains fabricants de porcelaine à installer la lumière électrique dans leurs ateliers éclairés jusque-là avec du pétrole payé par les ouvriers.

Dans la petite industrie où l'on adopte de plus en plus l'éclairage à l'acétylène, le service a constaté plus d'une irrégularité dans les installations. L'article 14 de la circulaire du 17 février 1905 qui régit la fabrication des appareils à acétylène oblige quiconque veut s'éclairer avec ce gaz à n'employer que des appareils autorisés. Il s'ensuit que plusieurs personnes, et notamment des inventeurs dont les modèles ont été autorisés, s'occupent d'installations d'acétylène, sans avoir pour cela les connaissances nécessaires. On a signalé plusieurs accidents dus à l'imperfection de ces appareils; les inspecteurs ont dû les faire enlever.

Au point de vue du *chauffage* on signale une innovation intéressante dans une fabrique de wagons. Afin d'éviter les mauvaises odeurs et de répartir également la chaleur, on amène, à l'aide d'un ventilateur, de l'air pur dans une chambre garnie de tubes métalliques dans lesquels passe de la vapeur; l'air réchauffé au contact des tubes arrive dans un distributeur qui le répartit entre les diverses bouches aménagées dans le plancher de l'atelier. On règle la température en accélérant ou modérant l'arrivée de la vapeur.

On signale, dans une boulangerie de Vienne, l'installation d'un four électrique; ce mode de chauffage plus propre, plus sain et plus égal que le chauffage ordinaire permet en outre d'exécuter dans un même local plusieurs sortes de travaux. Comme l'on cuit surtout après minuit, le patron peut obtenir à bon compte le courant électrique dont il a besoin. Enfin, une blanchisserie de Prague emploie actuellement des fers à repasser chauffés à l'électricité.

Dans beaucoup d'établissements anciens on s'est très peu préoccupé, lors de la construction des édifices de la *ventilation* des ateliers et lorsque le service exige des modifications indispensables, le patron objecte que ces travaux vont arrêter son exploitation. De ce chef les inspecteurs rencontrent de sérieuses difficultés. Les grandes maisons qui disposent de force mécanique, adoptent de préférence la ventilation artificielle qui ne donne cependant pas toujours des résultats satisfaisants. On cite une excellente installation à Vienne: à l'aide de ventilateurs puissants l'air pur est introduit dans les ateliers par des ouvertures aménagées dans le plancher, tandis que l'air impur s'échappe par des orifices pratiqués dans le plafond ou dans les parois. En hiver, cet air pur est chauffé avant de pénétrer dans les ateliers.

La ventilation ordinaire, déjà souvent difficile dans certains établissements, l'est encore plus dans ceux où flottent des buées, des vapeurs, des gaz ou des poussières. On parvient, dans plusieurs ateliers, à faire disparaître ces buées en faisant arriver de l'air chaud et sec qui les absorbe et que l'on expulse ensuite à l'aide de ventilateurs puissants; la même installation permet en outre d'amener ensuite, si l'on veut, de l'air frais, afin d'abaisser la température. Dans une fabrique de vis, afin d'enlever les vapeurs que produit le décapage, on entoure les cuves d'un cloisonnage aboutissant à une cheminée d'appel s'élevant très haut au-dessus du toit; on accède aux cuves par des ouvertures ménagées dans la cloison et fermées par des châssis tendus de toile; en outre, le métal est immergé mécaniquement dans les cuves.

Les inspecteurs continuent à prescrire l'évacuation des *poussières*, autant que possible, à l'endroit même où elles prennent naissance; plusieurs ont rencontré des installations parfaites. Dans une fabrique d'outils, les 60 machines employées sont reliées à une machine d'aspiration qui pompe la sciure de bois et la refoule dans un silo aménagé près des chaudières; cette machine déplace 35,000 mètres cubes d'air à l'heure et renouvelle ainsi l'atmosphère de l'atelier six fois par heure.

L'inspecteur d'Innsbruck signale la triste situation des ouvriers des fabriques de silicate de fer à fours électriques; il a pu, dans un cas au moins, faire modifier les fours et diminuer la production des poussières.

Dans tous les nouveaux établissements, l'installation des *chaudières* n'a donné lieu à aucune observation. Dans les anciens, difficiles à transformer radicalement, on se plaint de la chaleur excessive, de la lumière insuffisante et de l'accès difficile des salles. Dans beaucoup on continue à utiliser les pièces situées au-dessus des chaudières, comme ateliers de réparations, séchoirs, entrepôts, salles de travail, logements, etc.

Dans un établissement de bains, les chaudières étaient logées dans un sous-sol avec, immédiatement au-dessus, des salles de séchage et le dortoir du personnel; la transformation était d'autant plus nécessaire que la chambre de chauffe n'avait aucune

issue directe sur l'extérieur et n'était pas éclairée; la chaudière, vieille de trente ans était devenue dangereuse.

Quinze inspecteurs signalent que dans cinquante et un cas le service des chaudières était assuré par des ouvriers ne présentant pas les qualités exigées par la loi. A Vienne, dans une fabrique de cuirs, la chaudière en marche n'était surveillée par personne, ailleurs elle l'était par un jeune garçon, le gardien étant d'ordinaire employé dans d'autres parties de l'usine.

Si l'on excepte la région alpestre où dominent les moteurs à eau, la machine à vapeur reste encore employée dans la majorité des industries.

Le service se félicite cependant de voir adopter de plus en plus, un peu partout, et notamment dans les petits ateliers, des moteurs électriques actionnant une ou plusieurs machines. Divers rapports contiennent des observations importantes sur les sources de dangers que présentent ces moteurs et sur les précautions que réclame leur usage.

Les moteurs à gaz sont également en faveur; dans 6 circonscriptions on a trouvé 20 de ces moteurs, relativement nouveaux en Autriche, d'une force totale de 500 chevaux; presque tous, installés dans des locaux distincts, remplissaient les conditions requises. Quant aux moteurs à benzine, on les rencontre surtout dans les serrureries et les moulins à eau; dans certaines circonscriptions ils tendent à remplacer les moteurs électriques. Un inspecteur attribue à leur adoption dans les carrières des environs de Trieste, où ils actionnent des treuils, l'augmentation du rendement des carrières et l'abaissement sensible du prix de revient des gros blocs extraits.

Dans la petite industrie, les *logements* assignés aux ouvriers sont toujours aussi insalubres que par le passé. Dans la boulangerie, notamment, la situation est déplorable; elle est mauvaise encore dans beaucoup d'auberges. Chez les loueurs de voitures, beaucoup de cochers ou garçons couchent toute l'année à l'écurie; dans les tuileries, les ouvriers dorment à côté des fours ou dans des greniers sans air; dans les fabriques de drap et de tabac enfin le service a dû réclamer énergiquement plus d'air, plus de propreté et plus de lumière dans les dortoirs.

Quant aux *cabinets d'aisance*, on a constaté non seulement qu'ils étaient souvent en nombre insuffisant, sales et mal situés, mais que souvent aussi ils faisaient totalement défaut.

L'aménagement de vestiaires, de bains et de lavabos convenables à l'usage des ouvriers se fait très lentement, même dans les grands établissements. Dans la circonscription de Czernowitz où les raffineries de pétrole n'ont pas de bains, presque tous les ouvriers de ces établissements étaient atteints de la gale de la paraffine.

Maladies professionnelles. — « Il ressort avant tout de divers rapports, dit l'inspecteur en chef, que les ouvriers sont bien plus exposés aux maladies professionnelles qu'on ne le croit généralement; on signale chaque année de nouvelles manifestations morbides qui forcent le service, de plus en plus attentif, à exiger des patrons plus de soins et plus de prudence. »

On a signalé cette année 2 cas seulement de *nécrose* (contre 8 en 1904); 13 cas de *septicémie charbonneuse* (presque toutes dans les couperies de poils), et quelques cas de petite vérole dans des entreprises de désinfection de literie. Des cas de *gale de la paraffine* ont été constatés chez les ouvriers presseurs d'une fabrique de naphte; « cette affection nullement contagieuse et peu dangereuse dit un inspecteur, réparaît si l'ouvrier néglige de laver les parties de son corps qu'a souillées l'huile minérale; on l'évite avec de la propreté ».

On a relevé 15 cas de *saturnisme*, dont 4 chez les peintres en bâtiment ou en lettres, 2 dans des fabriques de tuyaux de plomb, 1 dans une fabrique de minium, 1 dans une poterie, 1 dans une fonderie de plomb, etc.

Si l'on peut attribuer plusieurs de ces cas à l'absence de précautions du patron (mauvais état des fours de fusion, absence ou insuffisance de lavabos, etc.), il faut reconnaître aussi que souvent les ouvriers manquent de la prudence la plus élémentaire : un inspecteur visitant une fabrique de plomb pendant le repas de midi, trouva des ouvriers mangeant sur les établis mêmes; ailleurs, ils négligeaient de se laver les mains avant de manger. Dans certains ateliers de décoration sur porcelaine, on place les objets à décorer dans des boîtes ouvertes sur le devant et dans lesquels des tubes d'aspiration viennent enlever les poussières nocives.

Dans une fabrique de chapeaux de feutre, où l'on emploie des mordants au mercure, les ouvriers passent chaque semaine la visite du médecin qui consigne ses observations dans un registre de service. On n'y a relevé aucun cas d'*hydrargisme* pendant l'année : comme il y a là des ouvriers occupés depuis plusieurs années déjà, on peut en conclure que l'observation stricte des mesures édictées assure une immunité à peu près absolue.

L'inspecteur de Pilsen avait signalé l'an dernier plusieurs cas d'*affection pulmonaire* dans une corderie, chez les jeunes ouvriers que l'on fait courir sans relâche pour la confection des cordes : l'autorité a enjoint au patron d'avoir à transformer son installation et à adopter des machines.

Dans une fabrique de velours où les ouvrières devenaient anémiques à force de courir le long de leur métier, on a installé un ruban sans fin qui promène le couteau sur la trame, longue parfois de 35 mètres; les ouvrières peuvent ainsi rester immobiles.

On a signalé de nombreux cas d'*eczéma* aux mains ou aux pieds chez des chapeliers, bétonneurs, tanneurs, verriers, etc., des cas d'inflammation du rein chez des fabricants d'engrais chimiques et de déviation de la colonne vertébrale chez des imprimeurs sur étoffes.

Malgré toutes les précautions prises, l'*ankylostomiasis* a fait son apparition dans une mine de magnésie; l'autorité a aussitôt édicté des mesures rigoureuses et l'épidémie a pu être enrayée.

En terminant, le service appelle l'attention sur des affections encore peu étudiées et qui sont pourtant générales dans certains métiers. Il signale notamment la surdité dont souffrent presque tous les vieux forgerons, et l'affaiblissement de la vue qui atteint les puddleurs et les ouvriers des hauts fourneaux dont les yeux sont brûlés par l'aveuglante lumière du fer en fusion.

Accidents du travail. — Le nombre des accidents survenus dans les fabriques et déclarés au service s'est élevé à 75,048 (69,088 en 1904), dont 595, soit 0,8 p. 100 ont été suivis de mort. L'augmentation par rapport à 1904 (5,960) est sensible dans les mines (57.1 p. 100), la métallurgie (16.5 p. 100), la construction mécanique (16.4 p. 100), l'industrie chimique (18.6 p. 100). Bien que déjà très élevé, le total des accidents reste au dessous de la réalité, car il s'en faut que tous soient déclarés au service.

Les accidents les plus nombreux ont été signalés dans les industries suivantes : bâtiment, 17,301 (dont 191 mortels); métallurgie, 15,129 (33 mortels); construction mécanique, 11,768 (22 mortels); travail des pierres et terres, 5,882 (109 mortels); alimentation, 5,655 (62 mortels); bois, 4,376 (41); industries chimiques, 2,355 (18), etc.

BELGIQUE.

Revue du travail en octobre 1906 ⁽¹⁾. — Quatorze offices de placement gratuit — dont cinq organisés par des communes et quatre subsidiés par elles — ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois d'octobre 1906. Pour 1,218 offres d'emploi, il y a eu 1,613 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 132 demandes pour 100 offres. Dans les mêmes établissements, la moyenne était de 125 demandes pour 100 offres le mois passé et, l'année précédente, en octobre, elle était de 120 demandes pour 100 offres. De ce point de vue, la situation du marché du travail apparaît donc légèrement inférieure à celle du mois précédent et de l'année dernière à pareille époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 142 unions professionnelles ouvrières, groupant 31,225 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renvoyaient, vers la seconde moitié d'octobre, 589 chômeurs, soit une proportion de 1.9 p. 100 contre 1.8 p. 100 le mois précédent et en octobre 1905.

Ces derniers nombres confirment donc l'indication fournie par les offices de placement, quant au très léger affaiblissement du marché du travail pendant le mois d'octobre écoulé.

Les grèves en octobre 1906 ⁽²⁾. — Quatorze grèves nouvelles, intéressant 1,578 grévistes et 1,102 chômeurs forcés, ont été signalés à l'Office du travail en octobre 1906. Huit grèves commencées en août ou en septembre et intéressant 578 grévistes et 175 chômeurs forcés se sont poursuivies durant tout le mois. Enfin, dans le lock-out, déclaré en septembre dans l'industrie verviétoise, le travail n'a repris complètement que le 12 novembre.

On a compté cinq grèves dans les textiles, quatre dans les houillères, deux dans les métaux, une dans la fabrication des brosses et une dans la fabrication des produits chimiques.

Causes : Question de salaire (9), renvoi de contremaîtres (3), réintégration d'ouvriers congédiés (1), refus d'accepter une diminution de salaire (1).

Résultats : Des seize grèves dont l'issue a été signalée, six (avec 401 grévistes) ont réussi; une (28 grévistes) a été terminée par transaction. Neuf grèves, enfin (1,538 grévistes) ont échoué, leur échec entraînant, dans trois cas, des renvois d'ouvriers (187 au total).

Au point de vue territorial, les conflits du mois d'octobre se répartissent comme suit : Flandre occidentale (5); Flandre orientale (3); provinces d'Anvers (2), de Hainaut (2) et de Liège (2).

⁽¹⁾ *Revue du travail*, 15 novembre 1906.

⁽²⁾ *Revue du travail*, 1^{er} décembre 1906.

CANADA.

Revue du travail en septembre ⁽¹⁾. — Aussitôt la récolte achevée, les ouvriers occupés aux champs ont trouvé à s'employer au battage des grains, à la construction des chemins de fer ou à divers travaux municipaux d'amélioration; malgré cet appoint sérieux, la demande de main-d'œuvre pour ces divers travaux est restée considérable.

L'activité a été plus grande encore qu'en août dans le bâtiment, aussi grande dans les mines et le bois, et les manufactures. Situation excellente dans la typographie et l'alimentation.

Grèves. — 15 grèves nouvelles ont été signalées en septembre, intéressant les mines (2), le bâtiment (4), les transports (5), le bois (2), l'alimentation (1) et les travaux de terrassement (1).

Causes : Questions de salaires (8), durée du travail et salaires (3), diverses (4).

Résultats : Sur 11 grèves anciennes et nouvelles terminées en septembre, on a compté 4 succès, 3 transactions et 4 échecs.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en octobre 1906 ⁽²⁾. — D'après les rapports fournis par 577 unions affiliées à la Fédération américaine du travail et groupant 69,177 membres, la moyenne des chômeurs était de 0.8 p. 100. Cette moyenne était de 3.2 p. 100 en septembre, dans 738 unions groupant 70,700 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en novembre 1906 ⁽³⁾. — L'activité a été générale excepté dans le bâtiment et les constructions navales, cette dernière industrie se trouvant atteinte par la grève de la Clyde. Environ 160,000 ouvriers ont bénéficié en novembre d'une augmentation représentant près de 90,000 francs par semaine. 4.5 p. 100 de chômeurs dans 271 trade unions groupant 604,370 membres contre 4.4 en septembre et 4.7 en octobre 1905 : 5.50 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 590,299 ouvriers, contre 5.49 en septembre et 5.32 en octobre 1905 ; 342 hauts fourneaux, en marche à la fin de novembre avec 24,900 ouvriers contre 344 en octobre et 334 en novembre 1905.

⁽¹⁾ *Revue du travail*, octobre 1906.

⁽²⁾ *American Federationist*, décembre 1906.

⁽³⁾ *Labour Gazette*, décembre 1906.

Grèves. — 21 grèves nouvelles en octobre avec 20,408 chômeurs contre 24, avec 26,028 en octobre et 19 avec 3,567 en novembre 1905.

Sur 22 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 17,664 chômeurs, 10 succès (17,664), 7 échecs (16,166) et 5 transactions (2,942). Total des journées de travail perdues : 517,800 en novembre contre 414,300 en octobre et 169,800 en novembre 1905.

Modifications survenues, au cours de l'année 1905, dans le taux des salaires et la durée de la journée de travail ⁽¹⁾.

Salaires. — Les variations dont il est question ici sont définies comme des changements survenus dans le taux des salaires par heure ou par semaine d'une certaine catégorie d'ouvriers, sans aucune modification concomitante dans les conditions du travail exécuté.

Les travailleurs agricoles, les marins et les employés de chemins de fer sont traités à part et ne figurent pas dans les chiffres ci-dessous.

La réduction de salaire qui dure depuis 1901 s'est continuée en 1905, mais dans de bien moindres proportions. Des le 2^e semestre, une hausse générale se dessinait pour se continuer pendant les six premiers mois de 1906 dans les principales industries, le bâtiment excepté. La diminution constatée en 1905 est due presque tout entière aux réductions imposées dans les mines, le bâtiment et la construction navale : il y a eu augmentation par contre dans la métallurgie, les textiles et chez les employés des administrations publiques.

En 1905, le total des ouvriers atteints par une réduction s'est élevé à 689,000 ; 319,000 ont bénéficié d'une augmentation nette de 407,500 francs par semaine, 250,000 ont perdu 462,500 francs par semaine, tandis que 120,000, après des hausses et des baisses diverses se trouvaient, en fin d'année, dans la même situation qu'au début. Dans l'ensemble la réduction s'établit à 54,225 francs par semaine.

Le tableau suivant fait connaître la nature des fluctuations dans chaque industrie :

PROFESSIONS.	NOMBRE DES OUVRIERS pour lesquels il y a eu :		P. o/o du total des ouvriers de la pré- sensation.	DIFFÉRENCE par semaine.
	Augmen- tation.	Diminution.		
Bâtiment.....	421	11,326	1.1	— 25,950
Mines et carrières.....	9,622	201,346	24.1 ⁽²⁾	— 355,875
Métallurgie, construction navale.....	51,173	34,834	8.3	+ 16,800
Textiles.....	224,165	272	26.2	+ 215,875
Vêtement.....	60	"	"	+ 350
Divers.....	4,118	1,794	"	+ 4,300
Employés civils.....	29,745	14	"	+ 58,325
TOTAL.....	319,304	249,586	7.3	— 54,225

Dans les mines, le chiffre des ouvriers ayant bénéficié d'une augmentation est insignifiant ; au contraire, sur les 249,586 ouvriers qui ont eu à supporter une réduction, 194,000 étaient employés dans des mines de charbon.

⁽¹⁾ Report on changes in rates of wages and hours of labour, 1905.

⁽²⁾ Ce chiffre est celui des ouvriers des houillères ; pour les autres mines, la proportion tombe à 16.6 p. 100 et dans les carrières à 9.7 p. 100.

La réduction subie par les houilleurs s'élève à 336,775 francs par semaine.

Dans les autres industries — le bâtiment excepté — il y a hausse. Si l'on considère le mouvement des salaires au cours de ces dix dernières années, on constate que par suite de la hausse constante des cinq années 1896-1900 l'augmentation s'établissait à 10,941.075 francs par semaine à la fin de 1900. De 1901 à fin 1905 les salaires baissent d'une façon ininterrompue et les ouvriers reperdent 5,722.700 fr. par semaine à la fin de 1905. Dans l'ensemble, le gain par rapport à 1895 ressort encore en 1905 à 5,218,375 francs par semaine.

Le tableau suivant fait connaître à la suite de quelles négociations et à combien d'ouvriers des augmentations ont été accordées ou des réductions ont été imposées.

MODE DE RÈGLEMENT.	NOMBRE d'ouvriers intéressés.	POUR CENT des ouvriers dont les salaires ont été modifiés.
<i>Après une grève :</i>		
Négociations entre parties ou leurs représentants.	12,756	1.89
Bureaux de conciliation, médiation.....	950	0.14
Arbitrage.....	468	0.07
TOTAL.....	14,184	2.10
<i>Sans grève :</i>		
Négociations entre parties ou leurs représentants.....	338,920	49.2
Bureaux de conciliation, commissions mixtes, médiation.....	301,283	44.2
Arbitrage.....	"	"
Échelles mobiles.....	31,502	4.5
TOTAL.....	674,705	97.9
TOTAL GÉNÉRAL.....	688,889	100.0

Sur 100 ouvriers atteints par une fluctuation de salaires, 2.1 ont pris part à une grève ou ont été atteints par un lockout; cette moyenne est supérieure à celle de 1904 (1.41 p. 0/0), qui était la plus basse que l'on ait jamais enregistré et à peu près égale à celle de 1901 qui était tombée à 1,42 p. 0/0.

Si l'on considère les modes de règlement par industrie, on obtient les résultats suivants :

	NOMBRE D'OUVRIERS dont les salaires ont été arrangés par :			
	Échelle mobile.	Médiation, arbitrage.	Négocia- tions directes entre les parties ou leurs repré- sentants.	Total.
Bâtiment.....	"	950	10,797	11,747
Mines { houillères.....	"	189,090	11,656	200,746
{ mines et carrières.....	351	230	16,231	16,812
Métallurgie.....	31,151	27,981	53,284	112,416
Textiles.....	"	87,000	224,437	311,437
Vêtement.....	"	"	60	60
Divers.....	"	450	5,462	5,912
Services civils.....	"	"	29,759	29,759
TOTAL.....	31,502	305,701	351,686	688,889
PROPORTION p. 100.....	4.6	44.4	51.0	100

Heures de travail. — Les modifications de la durée du travail ont été peu importantes en 1905; elles ont atteint 95,985 ouvriers: 90,179 ont bénéficié d'une réduction nette de 65,265 heures par semaine. Ces chiffres sont, de beaucoup, les plus élevés que l'on ait enregistrés depuis 10 ans (1896 et 1902 exceptés); le tableau suivant en fait foi.

ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire.	ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire.
1895.....	22,735	1.94	1901.....	29,276	2.01
1896.....	108,271	0.73	1902.....	1,057,507	0.58
1897.....	70,632	4.03	1903.....	7,447	2.04
1898.....	39,049	2.10	1904.....	16,792	1.46
1899.....	35,949	3.54	1905.....	95,985	0.64
1900.....	57,726	4.12			

L'élévation du chiffre relatif à 1902 vient de ce que la loi du 17 août 1901 a fait réduire la durée du travail dans les ateliers textiles, à partir du 1^{er} janvier 1902 à 55 heures et demie par semaine.

Les ouvriers du bâtiment (90,000) forment à eux seuls les 96 p. 100 du total de ceux ayant obtenu une réduction. 70,000 d'entre eux, occupés à Londres ont vu modifier leur journée de travail en hiver. Parmi les 3,000 autres ouvriers intéressés on comptait 1,920 gardes des douanes et entrepôts de Londres qui ne font plus que quarante-huit heures au lieu de cinquante-huit, 1,121 typographes et 695 ouvriers ouvriers de la métallurgie et de l'alimentation.

ITALIE.

Grèves en octobre 1906 ⁽¹⁾. — 105 grèves nouvelles ont été signalées en novembre à l'Office du travail d'Italie, dont 84 intéressaient 15,692 ouvriers.

Ces 105 grèves se répartissaient ainsi suivant les industries : textiles, 16; vêtement, 11; agriculture, 11; métallurgie et construction mécanique, 6; bâtiment, 14; transport, 7; mines et carrières, 5; cuirs et peaux, 2; alimentation, 7; industrie céramique, 5; métaux précieux, 2.

Les questions de salaire ont été invoquées dans 64 grèves; les questions de durée du travail dans 12 grèves; questions diverses, 21.

Sur les 30 grèves terminées dont le résultat a été connu, 21 se sont terminées par une réussite complète, 35 par une réussite partielle, 30 par un échec.

⁽¹⁾ D'après le *Bollettino dell' Ufficio del lavoro*, novembre 1906.

PAYS-BAS.

Revue du travail en octobre 1906 ⁽¹⁾. — Le travail s'est ralenti sensiblement dans les industries du bâtiment et l'on compte de nombreux chômeurs parmi les charpentiers, maçons, peintres et terrassiers.

Peu de chômeurs par contre dans la métallurgie et les textiles, et travail satisfaisant dans la construction navale et l'industrie du livre. Regain d'activité dans le vêtement, travail abondant chez les diamantaires, confiseurs, fabricants de conserves et de cacao. La situation est restée stationnaire dans la chaussure; elle s'est améliorée dans les tabacs et la sellerie.

Grèves en octobre. — 10 grèves ont été signalées en octobre au bureau central de statistique, à savoir 5 dans le bâtiment et 1 dans chacune des industries suivantes : tabletterie, docks, couture, tonnellerie, portage de journaux. Dans 5 cas les ouvriers réclamaient une modification de salaire.

Sur 7 grèves anciennes et nouvelles en octobre, 2 ont abouti à un succès, 3 à une transaction, 1 à un échec.

5 grèves ont pris fin à la suite de négociations entre les parties, l'une des 2 ou les 2 parties étant représentées par des syndicats.

2 lockouts intéressant 18 ouvriers ont été prononcés en octobre; 2 lockouts (dont 1 ancien et un nouveau) se sont terminés à la suite de négociations directes entre les parties.

Le « Centraal Bureau Voor Sociale adviezen » ⁽²⁾. — Pendant sa 7^e année d'existence (1^{er} juillet 1905 — 30 juin 1906), cet office privé d'informations sociales a dû déployer, du fait de consultations plus nombreuses, une activité inusitée à laquelle ont participé, dans une égale mesure, ses diverses sections : commissions des documents, des habitations ouvrières, de la bibliothèque, etc.

Les demandes de renseignements examinées et satisfaites — 67 contre 51 pour le dernier exercice — ont d'ailleurs porté sur des sujets plus variés, savoir notamment :

Statuts de syndicats ouvriers et d'autres associations sous le régime de la loi de 1855 (rédaction, correction, etc.)	20
Règlements de caisses-maladie	7
Sociétés de construction d'habitations	7
Statuts de coopératives	7
Caisses de retraites	} 2
Règlements d'ateliers	
Conseils d'arbitrage pour ouvriers de la ville	
Conseils de fabrique	
Règlements pour des bourses du travail	
Aperçu des conditions sociales aux Pays-Bas	

⁽¹⁾ Revue mensuelle du bureau central de statistique des Pays-Bas, 1^{er} décembre 1906.

⁽²⁾ Jarsverlag (1 Juli 1905 tot 30 Juni 1906). Voir pour les exercices antérieurs : *Bulletins* de juin 1905, p. 549, et d'août 1906, p. 839.

Situation des employés de magasin à l'étranger	}	1
Résultats de la participation aux bénéfices		
Clauses d'adjudication sur le salaire minimum et la durée de travail maxima (appréciation)		
Contrat de travail collectif (rédaction)		
Statuts pour une caisse de secours-décès		
Aperçu du syndicalisme néerlandais		
Exposé des conditions les plus favorables pour une commune ayant à supporter les risques déterminés par la loi sur les accidents du travail, ...		
Situation, au point de vue de l'assurance-accidents obligatoire, des travailleurs d'une coopérative de production		

Quant à la qualité des demandeurs, ceux-ci se répartissent ainsi : 35 syndicats ouvriers; 12 employeurs; 3 communes; 17 particuliers ou autres organes en dehors des associations ouvrières.

Par ailleurs, le « Centraal Bureau » a pris texte de certaines questions d'un haut intérêt ou d'ordre très général pour publier des mémoires substantiels : par exemple, sur les petites industries rurales (la 1^{re} partie vient de paraître); sur les clauses des cahiers de charges d'adjudications relatives au salaire et à la durée du travail (étude complémentaire).

Spécialement, le service de la bibliothèque a pris une grande extension, surtout le prêt à domicile. On s'est efforcé de l'enrichir de documents (livres, périodiques, articles de journaux) sur les divers contrats du travail, en particulier sur celui d'ordre collectif.

Toutefois, malgré tous ces efforts et l'utile besogne accomplie, l'Office parvient difficilement à augmenter le nombre des adhérents, qui est aujourd'hui de 632 (597 l'an dernier), parmi lesquels :

- 441 membres ordinaires,
- 73 syndicats ouvriers,
- 22 autres associations,
- 96 donateurs.

Aussi la situation financière se solde-t-elle par un déficit de 1510 francs, moindre, à vrai dire, que celui prévu au budget.

RUSSIE.

La participation des ouvriers aux bénéfices dans les entreprises industrielles ⁽¹⁾. — Les déceptions éprouvées par les ouvriers russes dans l'ordre des revendications politiques ne les ont pas découragés dans leurs revendications sociales; et si l'organisation syndicale est encore à l'état rudimentaire, si l'organisation patronale est encore inexistante, il s'est cependant produit, depuis l'oukase du 17-30 octobre, des tentatives intéressantes de groupements en vue de la défense des droits des ouvriers. Celles-ci ont déjà, dans certaines catégories d'industrie, eu pour résultat une amélioration des salaires.

⁽¹⁾ D'après un rapport du 30 octobre 1906 du chargé d'affaires de France à Saint-Petersbourg, obligeamment communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

Dans la province de Moscou — l'exemple est très typique — les ouvriers viennent d'obtenir pacifiquement ce que les luttes sanglantes de l'automne dernier n'avaient pu leur assurer : la participation aux bénéfices.

Le principe est admis, mais les modes d'application diffèrent suivant les usines et il paraît intéressant d'en signaler quelques-uns.

A l'usine de construction de chaudières de l'ingénieur Barry, chaque ouvrier reçoit, à la fin de l'exercice, une prime égale au nombre de ses années de service multiplié par trois fois le montant de son salaire quotidien. L'ouvrier le moins favorisé reçoit de la sorte de 15 à 30 roubles.

La Société de filature de laine Danilow, à Moscou, a décidé, lors de sa dernière assemblée générale, de prélever, au profit des ouvriers, une somme de 40 copecks sur chaque poud de laine peignée. Ce prélèvement est appelé, vu les affaires considérables de la Société, à produire plusieurs millions de roubles, et la part revenant à chaque ouvrier s'élèvera à 25 ou 30 roubles au moins.

Voici encore un autre système appliqué dans l'usine des frères Tchezverikof, à Govoditsche (district de Bogavaditsk). Un prélèvement de 5 p. o/o sur les bénéfices nets de l'exercice est réparti entre tous les ouvriers, sans tenir compte du nombre des années de service, mais les hommes reçoivent une part entière, les femmes deux tiers de part, et les apprentis un tiers de part. D'après un calcul approximatif, la part s'élèverait à 35 roubles environ.

Il ne paraît pas douteux que l'exemple donné par les industriels de Moscou n'entraîne ceux de l'est et du midi à adopter des mesures à peu de chose près identiques.

Décret du 15 novembre 1906, limitant la durée du travail ⁽¹⁾. — La question de la limitation de la durée du travail vient d'être réglée en vertu d'un décret du Conseil des ministres, qui a été confirmé le 15 novembre et va entrer en vigueur six semaines après sa promulgation.

Selon ce décret, la journée aux ateliers est limitée à douze heures; mais les ouvriers ayant deux heures de relâche pour dîner, le travail ne durera que dix heures. Donc, la question des relevées est résolue : il ne pourra y en avoir que deux; avec une journée de huit heures, il y en aurait forcément eu trois. Et c'est précisément cette troisième relevée que les ouvriers avaient ambitionnée le plus.

La journée normale des buralistes et des commis est également limitée à douze heures; mais quarante jours par an, le service peut être augmenté de deux heures de plus. Ces quarante jours seront, chaque fois, indiqués par une ordonnance spéciale.

Certaines entreprises commerciales font exception à la règle : les bains publics, chauds et froids, et les débits de victuailles et de liqueurs fortes soit consommées sur place, soit emportées ailleurs, auront une journée de quinze heures.

Le contrôle de la journée ouvrière sera confié aux inspecteurs de quartier, ainsi qu'aux conseils ruraux et municipaux, et aussi à la police. Toute infraction à ce règlement sera punie, soit de prison, jusqu'à la durée d'un mois, soit d'une amende, jusqu'à la somme de 100 roubles.

⁽¹⁾ Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg* du 18 novembre/1^{er} décembre 1906, communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du 6 novembre 1906, du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur le caractère suspensif des demandes d'autorisation et des recours au Conseil d'État, en matière de dérogations au repos hebdomadaire⁽¹⁾.

Je suis informé que, dans un grand nombre de villes, la concurrence faite, par les commerçants qui n'observent pas le repos hebdomadaire, à ceux qui se sont soumis sans délai à la loi nouvelle, tend à provoquer la réouverture le dimanche des magasins de ces derniers.

Il est indispensable de ne pas laisser se perpétuer un semblable état de choses et je considère que si les faits qui ont été portés à ma connaissance venaient à se reproduire, la responsabilité des divers services chargés du contrôle serait gravement engagée.

A l'effet de faire cesser cette concurrence illégitime, vous devrez informer sans aucun délai les agents placés sous vos ordres que les demandes d'autorisation adressées au Préfet en vertu de l'article 8 de la loi, non plus que les recours au Conseil d'État contre les refus de ces autorisations, n'ont aucunement pour effet de suspendre l'obligation du repos hebdomadaire. Tant que le Préfet n'a pas statué, le pétitionnaire n'acquiert aucun droit nouveau du fait qu'il a formulé une demande. Quant au recours au Conseil d'État, il n'a d'autre effet que de suspendre l'effet de la décision du Préfet, c'est-à-dire de laisser le chef d'établissement qui a demandé l'autorisation dans la situation de droit où il se trouvait avant cette décision.

Il y aura lieu également d'exiger l'application de la loi aux membres de la famille du patron lorsqu'ils sont véritablement des employés ou ouvriers, ou qu'ils remplacent effectivement les employés ou ouvriers de l'établissement qui prennent leur repos.

Lettre du 17 novembre 1906, du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, au Préfet de Police, sur la répartition du contrôle des établissements assujettis à la loi sur le repos hebdomadaire entre les inspecteurs du travail et les commissaires de police à Paris.

Vous m'avez signalé que des infractions à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire avaient été constatées à la fois chez le même commerçant par l'inspecteur du travail et par le commissaire de police du quartier.

J'ai l'honneur de vous informer que, pour éviter le mécontentement que pourrait provoquer chez les intéressés le retour de faits de cette nature, j'ai décidé, conformément à vos dispositions, que le contrôle des établissements assujettis à cette loi serait divisé entre les commissaires de police et les inspecteurs du travail de la façon suivante :

Dans tous les commerces de détail ci-après : bazars, chaussures, confections, nouveautés, chapeaux, chemiseries, lingerie, merceries; — dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail (article 5, paragraphe 2); — dans les hôtels, magasins de fleurs naturelles et établissements de bains (article 3), ainsi

⁽¹⁾ Adressée aux Préfets et inspecteurs divisionnaires du travail.

que dans les salons de coiffure, le commissaire de police du quartier sera spécialement chargé d'assurer l'application de la loi.

Dans les établissements suivants, admis de droit à donner le repos par roulement : fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate (boulangers, pâtisseries, charcutiers, glaciers), restaurants et débits de boissons, débits de tabacs, les commissaires de police inspecteurs des poids et mesures seront spécialement chargés des vérifications et sanctions nécessaires.

Le contrôle de l'exécution des dispositions de la loi dans tous les autres établissements sera réservé aux inspecteurs du travail qui s'abstiendront de faire, dans les établissements énumérés plus haut, des visites de contrôle uniquement destinées à contrôler la loi du 13 juillet 1906.

Il va sans dire que si, au cours de tournées motivées par la surveillance de l'application des autres lois de protection ouvrière, l'inspecteur est amené à constater des infractions à l'obligation du repos hebdomadaire, il aura à relever ces infractions dans des procès-verbaux dont il donnera connaissance au commissaire de police plus particulièrement chargé de la surveillance de l'établissement intéressé.

Circulaire du Ministre du Travail, du 19 novembre 1906, sur la notification des arrêtés préfectoraux pris en vertu de l'article 8 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ⁽¹⁾.

Pour compléter les instructions des 20 juillet et 9 août 1906 sur les autorisations accordées conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 13 juillet 1906, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les arrêtés d'autorisation devront être communiqués aux conseils municipaux, chambres de commerce et associations professionnelles consultées en même temps qu'ils sont notifiés aux pétitionnaires.

Cette communication est indispensable pour la sauvegarde du droit des intéressés autres que les pétitionnaires de déférer des arrêtés à la censure du Conseil d'État.

Circulaire du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, du 22 novembre 1906, sur les relations des inspecteurs du travail avec les groupements professionnels ⁽²⁾.

Par sa circulaire du 19 janvier 1900, un de mes prédécesseurs vous a signalé que la découverte des infractions aux lois qui réglementent le travail ne devait pas être abandonnée au hasard des visites, mais qu'elle devait être le résultat d'une préparation méthodique et sûre pour laquelle il convient d'envisager comme indispensable l'aide des travailleurs qui sont les témoins constants de ces infractions. « Il importe donc, aux termes de cette circulaire, que des relations suivies s'établissent entre les représentants des syndicats professionnels auxquels les ouvriers ont confié la défense de leurs intérêts et les inspecteurs à qui l'État a confié la mission de faire respecter les lois de protection ouvrière . . . » Et plus loin : « Chaque inspecteur devra d'abord entrer en relations, oralement ou par lettre, avec les secrétaires des bourses du travail et des unions locales des syndicats de sa section ;

⁽¹⁾ Adressée aux Préfets.

⁽²⁾ Adressée aux inspecteurs divisionnaires.

il leur donnera son adresse et les priera de lui signaler toutes les infractions aux lois protectrices du travail qu'ils pourraient connaître. Il s'adressera ensuite aux secrétaires des syndicats ne faisant pas partie d'unions locales ou de bourses du travail. . . . »

Vous n'ignorez pas qu'à la même date le Ministre du Commerce, faisant appel à l'esprit d'initiative et à la vigilance des syndicats professionnels, les invitait à donner leur concours au service de l'Inspection du travail.

En vous rappelant la nécessité de vous conformer aux instructions qui vous ont été données précédemment, je tiens à vous signaler de la façon la plus expresse combien l'aide des travailleurs devient indispensable lorsqu'il s'agit de l'application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. La constatation des infractions à cette loi ne peut très généralement être faite que le dimanche et, bien souvent même, que pendant une partie de la journée du dimanche. Les inspecteurs du travail ont des sections d'inspection trop étendues pour qu'il leur soit possible d'assurer à eux seuls, ce jour-là, une surveillance effective de l'ensemble des établissements soumis à leur contrôle. Ce contrôle resterait donc inefficace si leur attention n'était pas attirée spécialement sur ceux des établissements où des infractions sont à prévoir.

De ce caractère intermittent des infractions à la loi sur le repos hebdomadaire résulte également pour les agents chargés du contrôle l'obligation de donner suite, dans le plus bref délai possible, aux indications qu'ils peuvent recevoir de la part des organisations intéressées. Seules, des raisons impérieuses de service pourraient excuser un retard qui, dans le cas contraire, aurait pour résultat, en ajournant l'application effective de la loi, d'aliéner au service une collaboration précieuse.

Je vous prie de faire parvenir aux agents placés sous vos ordres les exemplaires ci-joints de la présente circulaire.

Circulaire du 30 novembre 1906, du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur l'application aux membres de la famille de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire⁽¹⁾.

La circulaire, en date du 6 novembre dernier, que je vous ai fait parvenir, appelait des instructions plus précises qui sont d'autant plus nécessaires que l'application de la loi du 13 juillet 1906 soulève des questions de plus en plus délicates.

Je vous ai recommandé de veiller à l'application de la loi aux « membres de la famille » qui sont réellement les employés et ouvriers de l'établissement et, en réitérant cette invitation, j'appelle votre attention sur les distinctions indispensables qu'un contrôle à la fois vigilant et juste doit respecter, sous peine de rendre excessif un principe en lui-même équitable.

Les « membres de la famille » auxquels la loi est applicable devront être distingués soigneusement :

1° La femme ne peut se voir appliquer la loi du 13 juillet 1906. Elle est, en fait, l'associée du mari, et je vous prie de donner à ce terme le sens le plus large. Il ne s'agit pas ici d'association civile ou commerciale, et votre contrôle n'a pas à connaître des contrats de mariage;

2° Les enfants concourent, avec la femme, à la gestion commerciale ou industrielle du patrimoine dont la garde appartient au père. La loi du 13 juillet 1906 est muette à leur sujet. Mais je pense que l'intention du Parlement serait méconnue si on leur appliquait la loi du repos hebdomadaire;

⁽¹⁾ Adressée aux Préfets et inspecteurs divisionnaires du travail.

3° Les parents, à un titre quelconque, qui sont, au sens civil ou commercial du mot, des associés, échappent également à la loi, non en qualité de « membres de la famille », mais en qualité d'associés, chacun d'eux représentant une part dans la gérance ou dans la direction;

4° Les « membres de la famille » (autres que la femme, les enfants, les associés), s'ils sont employés et ouvriers, ont droit au repos hebdomadaire. Aucune exception n'est faite à ce sujet dans la loi.

Mon attention a été appelée par de nombreux commerçants sur la violation de la loi consistant, pour un chef d'établissement, à demander à ses parents le travail du dimanche et à accroître ainsi, sous une forme illégitime, l'activité de l'établissement, le dimanche, au détriment de commerçants loyaux qui acceptent la loi. Je vous recommande de ne souffrir, de ce chef, aucun manquement.

Je saisis une fois de plus l'occasion de vous rappeler que la loi doit être appliquée avec fermeté, mais sans brusquerie ni brutalité. Si une difficulté pratique, même secondaire, vous surprend, avant de la trancher, veuillez m'en référer, afin que je vous donne les indications nécessaires.

Je vous prie de porter la présente circulaire à la connaissance des agents placés sous vos ordres.

Circulaire du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale du 4 décembre 1906, sur les dérogations au repos hebdomadaire dans la période des fêtes de Noël et du jour de l'an ⁽³⁾.

J'ai été consulté par un grand nombre de Préfets sur la question de savoir si la loi du 13 juillet 1906 leur permettait d'accorder aux commerçants de leur département qui ont un surcroît de travail considérable pendant la période des fêtes de Noël et du Jour de l'An, une dérogation particulière à l'obligation du repos hebdomadaire.

J'ai l'honneur de vous informer qu'aucune disposition de la loi n'autorise les Préfets à statuer en cette matière; c'est aux maires qu'il appartient, dans les localités où les dimanches de la fin de décembre et du début de janvier peuvent avoir le caractère de fêtes locales, de faire une application du dernier paragraphe de l'article 5 de ladite loi.

M. le Préfet de police, à Paris, a autorisé les magasins de détail à suspendre le repos pendant les deux derniers dimanches de décembre et le premier dimanche de janvier; mais il a statué en vertu de ses pouvoirs municipaux.

En vue d'éviter les interventions intempestives des divers services chargés du contrôle de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire, je vous prie d'inviter les maires qui prendraient des arrêtés dans le sens que je viens d'indiquer à communiquer les copies de ces arrêtés aux inspecteurs du travail dont dépend leur commune, ainsi qu'aux autres fonctionnaires chargés de la surveillance de l'exécution de ladite loi.

³ Adressée aux Préfets et inspecteurs divisionnaires du travail.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de novembre 1906.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 novembre 1906. — Dépôt, par M. Leboucq, d'une proposition de loi tendant à compléter et à modifier les articles 23 et 30 de la loi du 9 avril 1898 et à réprimer les manœuvres délictueuses d'intermédiaires spéculant sur les accidents du travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 437.)

Accidents du travail dans l'agriculture. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre 1906. — Dépôt, par le Ministre du travail, d'un projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 364.)

Accidents du travail. — **Algérie.** — *Chambre des députés.* — Séance du 8 novembre 1906. — Dépôt, par le Ministre du travail, d'un projet de loi concernant la responsabilité des accidents du travail dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 400.)

Accord franco-italien. — **Accidents du travail.** — *Chambre des députés.* — Séance du 12 novembre 1906. — Dépôt, par le Ministre du travail, d'un projet de loi portant approbation d'un arrangement signé le 9 juin 1906 entre la France et l'Italie, concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 426.)

Ateliers de famille. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 novembre 1906. — Dépôt, par MM. Ledin et Vidon, d'une proposition de loi portant application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900 aux ateliers de famille énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 480.)

Caisse de prévoyance des marins français. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 novembre 1906. — Dépôt, par M. Lamy, d'une proposition de loi tendant à modifier certains articles de la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins français.

Composés du plomb. — *Sénat.* — Séances des 22, 23, 27 et 29 novembre 1906. — Discussion, en première délibération, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur l'emploi des composés du plomb dans les travaux de peinture en bâtiment.

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 8 novembre 1906. — Adoption, en première délibération, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés et déterminant la juridiction des conseils de prud'hommes, en ce qui concerne le contrat de louage dans le commerce et l'industrie.

Coopération agricole. — *Sénat.* — Séance du 22 novembre 1906. — Dépôt, par M. Jean Dupuy, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles. (Doc. parl. n° 407.)

Délégués mineurs. — **Accidents du travail.** — *Chambre des députés.* — Séance du 6 novembre 1906. — Dépôt, par M. Basly, d'une proposition de loi tendant à faire bénéficier les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs des dispositions de la loi du

9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 399.)

Durée du travail. — Conférence internationale. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre 1906. — Dépôt, par M. Grillon, d'une proposition de loi ayant pour objet la limitation des heures de travail au moyen d'une conférence internationale. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 379.)

Habitations à bon marché. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 novembre 1906. — Dépôt, par MM. Ribot et Siegfried, d'une proposition de loi relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 439.)

Journée de huit heures. — Salaire minimum. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre 1906. — Dépôt, par M. Vaillant, d'une proposition de loi ayant pour objet l'institution de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières et pour tous les employés et employées. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 374.)

Journée de huit heures et salaire minimum pour les ouvriers de l'État. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre 1906. — Dépôt, par M. Vaillant, d'une proposition de loi tendant à l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées des travaux, emplois et services de l'État. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 375.)

Ministère du Travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre 1906. — Dépôt, par le Ministre des finances, d'un projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1906, de crédits supplémentaires se rattachant à la création du Ministère du travail et de la prévoyance sociale et d'un Sous-Secrétariat d'Etat au Ministère de la guerre. — Renvoi à la Commission du budget. (Doc. parl. n° 367.) — Rapport Mougeot, déposé le 6 novembre. (Doc. parl. n° 398.) — Séance du 8 novembre : déclaration de l'urgence. — Adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 8 novembre 1906. — Transmission du projet de loi, adopté par la Chambre. — Rapport Gauthier, déposé le 13 novembre. (Doc. parl. n° .) — Séance du 16 novembre. — Adoption ⁽¹⁾.

Monopole de la rectification de l'alcool. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre 1906. — Dépôt, par M. Guillemet, d'une proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraites en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. — Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

Participation aux bénéfices. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre 1906. — Dépôt, par MM. Émile Constant et Cazauvieilh, d'une proposition de loi tendant à régler la répartition des bénéfices réalisés par l'exploitation des concessions ou monopoles accordés par l'État et constitués en sociétés. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 378.)

Rachat de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre 1906. — Dépôt, par le Ministre des travaux publics, d'un projet de loi autorisant le Ministre des travaux publics à ouvrir la procédure du rachat à l'égard de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Doc. parl. n° 368.)

Repos hebdomadaire. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre 1906. — Dépôt, par M. Cornand, d'une proposition de loi tendant à l'extension des dispositions de la

⁽¹⁾ Loi du 16 novembre 1906.

loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 385.)

Repos hebdomadaire. — *Chambre des députés.* — Séance du 8 novembre 1906. — Dépôt, par M. Trouin, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 406.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 20 novembre 1906. — Dépôt, par M. Georges Berry, d'une proposition de loi ayant pour objet d'apporter des modifications partielles à la loi votée le 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. — Demande d'urgence, rejet au scrutin. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 440.)

Saisie-arrêt sur les salaires. — *Sénat.* — Séance des 13, 19, 20 et 22 novembre 1906. — Discussion en deuxième délibération et adoption, avec modifications, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 29 novembre 1906. — Transmission de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés.

Secours de chômage. — **Bateliers du canal du Berry.** — *Chambre des députés.* — Séance du 12 novembre 1906. — Dépôt, par M. Paul Constans, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'Intérieur un crédit de 20,000 francs pour secourir les familles des bateliers nécessiteux du canal du Berry, victimes du chômage durant l'été de 1906. — Renvoi à la Commission du budget.

Sociétés de secours mutuels. — **Assistance médicale.** — *Sénat.* — Séance du 22 novembre 1906. — Dépôt, par M. Audiffred, d'une proposition de loi tendant à autoriser, à titre d'essai, un certain nombre de sociétés de secours mutuels urbaines ou cantonales groupées en unions, à se charger de l'exécution de la loi sur l'assistance médicale gratuite.

Syndicats professionnels. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre 1906. — Dépôt, par M. Lemire, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 380.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 30 novembre 1906. — Dépôt, par M. Vaillant, d'une proposition de loi portant modification à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. — Renvoi à la Commission du travail.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LE MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

Le *Bulletin* du mois de novembre ⁽¹⁾ a publié un rapport de M. G. Clemenceau, Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, suivi d'un décret, en date du 25 octobre 1906, créant un Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le 5 novembre suivant, le Ministre des Finances déposait un projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1906, de crédits supplémentaires se rattachant à la création

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, novembre 1906, p. 1158.

du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Ce projet de loi est venu en discussion devant la Chambre des députés dans la séance du 8 novembre.

Après une intervention de MM. Charles Benoist et Beauquier, la Chambre a entendu M. René Viviani, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. L'affichage du discours du Ministre a été voté par 368 voix contre 129. Le projet de loi a été ensuite adopté par 512 voix contre 20.

Transmis le même jour au Sénat, le projet de loi est venu en discussion devant la Haute-Assemblée le 16 novembre suivant. Après avoir entendu M. René Viviani Ministre du Travail, le projet de loi est adopté par 237 voix contre 12. La loi portant ouverture, sur l'exercice 1906 de crédits supplémentaires se rattachant à la création du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été promulguée le 16 novembre 1906.

LA SAISIE-ARRÊT SUR LES SALAIRES AU SÉNAT.

La Chambre des députés avait adopté le 1^{er} avril 1898 une proposition de loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des employés et ouvriers. Cette proposition de loi avait pour but d'améliorer la procédure de la saisie-arrêt pour en diminuer les frais et empêcher que la cession puisse être faite en dehors de la volonté bien manifestée du débiteur. Mais elle maintenait le principe de la saisissabilité et de la cessibilité du dixième du montant du salaire posé par la loi du 12 janvier 1895.

La proposition de loi fut transmise au Sénat le 4 avril suivant et, le 19 novembre 1901, M. Chovet déposait au nom de la Commission un rapport concluant à l'insaisissabilité complète des salaires⁽¹⁾. Le Sénat ne partagea pas cette manière de voir et, le 25 novembre 1902, il renvoya à la commission un contre-projet Savary, conforme, dans les lignes générales, à la proposition de la Chambre. Après dépôt d'un rapport supplémentaire Savary, la proposition était adoptée en première délibération par le Sénat le 3 novembre 1905.

Cette proposition est revenue devant le Sénat, en deuxième délibération, dans les séances des 13, 19, 20 et 22 novembre dernier.

Le texte adopté en deuxième délibération par le Sénat apporte à la législation actuellement en vigueur (Loi du 12 janvier 1905) les modifications suivantes :

En ce qui concerne les cessions, la volonté du débiteur devra toujours être clairement exprimée. A cet effet, la cession ne pourra être consentie que par une déclaration souscrite par le cédant en personne devant le greffier de la justice de paix de sa résidence.

Aucune saisie-arrêt ne pourra être faite qu'après une tentative d'arrangement devant le juge de paix ; à défaut d'arrangement, s'il y a titre ou s'il n'y a pas contestation sérieuse sur la créance, ou en cas de non-comparution du débiteur, le juge permettra la saisie-arrêt.

L'exploit de saisie-arrêt délivré par l'huissier sera supprimé et remplacé par une lettre recommandée envoyée par le greffier au tiers-saisi.

Le tiers-saisi se libérera en versant tous les trois mois, les sommes retenues entre les mains du greffier.

La répartition des sommes encaissées sera faite au greffe par le juge de paix assisté du greffier. Ces répartitions ne pourront avoir lieu que lorsque la somme à distribuer représentera, frais déduits, un dividende de 35 p. o/o au moins : il ne sera pas fait de distribution de sommes au-dessous de 100 francs. Ces mesures ont

⁽¹⁾ Bulletin, décembre 1902, p. 914.

pour but de diminuer les frais des répartitions en rendant celles-ci moins nombreuses.

En outre le Sénat a ajouté un tarif des allocations à recevoir par les greffiers pour les actes et formalités prévus par la proposition de loi. La proposition de loi modifiant le texte de la Chambre sur un certain nombre de points de détail, a été retournée à la Chambre des députés le 29 novembre 1906.

LE REPOS HEBDOMADAIRE À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Dans la séance de la Chambre des députés du 20 novembre 1906, M. Georges Berry a déposé une proposition de loi ayant pour but d'apporter des modifications partielles à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. Après lecture de sa proposition de loi, M. Georges Berry a demandé l'urgence.

M. René Viviani, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a pris la parole pour combattre l'urgence et demander le renvoi de la proposition à la commission du Travail :

Je considère que cette loi, qu'on a tant critiquée sans l'étudier, contre laquelle on a rassemblé tant d'émotions et tant de colères, si elle avait été mieux interprétée et mieux méditée, aurait apparu aux intéressés non pas comme l'instrument brutal dont on a dit que nous voulions meurtrir les intérêts des citoyens, mais comme un instrument parfaitement souple, contenant, avec les inconvénients inhérents à toute loi sociale, les avantages dont les citoyens peuvent très bien s'accomoder.

.....
Mais étant données aussi les difficultés en présence desquelles cette loi se trouve, je déclare nettement au nom du Gouvernement, qui en a délibéré, que je n'accepterai aucune modification quelle qu'elle soit et quelles que soient les mains qui l'apportent à cette tribune.

Après intervention de plusieurs orateurs, dont MM. Maujan et Labori, M. Georges Berry retira sa demande d'urgence et déclara se rallier au renvoi à la commission. M. Jaurès reprit pour son compte la demande d'urgence déposée par M. Georges Berry, afin qu'un scrutin pût intervenir sur cette question.

Le renvoi à la commission fut adopté au scrutin par 456 voix contre 4 et la demande d'urgence fut repoussée au scrutin par 352 voix contre 177.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Aude. — A Narbonne, d'après le conseil des prud'hommes, le travail a été un peu plus abondant qu'au 2^e trimestre; toutefois, il y avait 30 p. 100 de chômeurs chez les tonneliers; 40 p. 100 chez les cultivateurs, jusqu'à l'ouverture des travaux de la taille de la vigne; 2 p. 100 chez les tailleurs et 1 p. 100 chez les maçons.

Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES (1^{er} semestre 1906). — L'industrie des

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre 1906 et émanent de syndicats patronaux.

machines agricoles n'a guère amélioré sa situation et son état est resté à peu près stationnaire. Même remarque pour la *céramique*. Dans les *poteries de grès*, la situation demeure satisfaisante. Dans les *tuileries mécaniques* et les *fours à chaux*, il y a tendance depuis quelque temps à un ralentissement, conséquence de la diminution de la construction. Dans les *verreries*, la fabrication des articles à bas prix tend à se développer; par contre, celle des articles de luxe diminuerait plutôt.

Dans la *tannerie*, la situation est très prospère. Même remarque pour l'industrie des *essieux* et celle du *méthylène*. La situation est très satisfaisante pour les *ustensiles de ménage en fer battu*, la *bijouterie*, les *équipements militaires*, la *reliure* et *cartonnage*; elle est satisfaisante dans les *carrières de pierres*, la *batellerie*. Dans les *bois de charpente*, la situation est bonne; la *métallurgie* fait preuve d'une grande activité. Dans les *toiles cirées*, il y en a aussi beaucoup, mais cette industrie éprouve de grandes difficultés pour la main-d'œuvre. La situation de la *carrosserie* est satisfaisante, et la *carrosserie automobile* tend à se développer dans le Cher. D'autre part, la *confection de lingerie* a été l'objet de nombreuses commandes.

A Bourges, d'après des syndicats patronaux, le travail a été très peu actif dans la *maçonnerie*, et sa durée n'atteignait que 48 heures par semaine fin septembre. Dans l'entreprise de *peinture*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 à la même époque et stationnaire comparativement au trimestre précédent. Dans la *charpente*, la *menuiserie* et la *serrurerie*, il n'a pas varié. Dans la *maréchalerie*, qui compte 98 établissements syndiqués pour un personnel approximatif de 200 ouvriers, la situation est bonne, et les salaires sont de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour. Dans l'*horticulture* et la *culture maraîchère*, le travail est régulier, et sa durée hebdomadaire était de 60 heures fin septembre.

A Jouet-sur-l'Aubois, dans la *chaux hydraulique*, la situation est restée stationnaire.

Hérault. — D'après le conseil des prud'hommes de Montpellier, le travail a été moins actif que pendant la période correspondante de l'an dernier et plus actif qu'au 2^e trimestre. Au cours du 3^e trimestre, le chômage a été de 30 p. 100 chez les maçons, tailleurs de pierre, plâtriers, terrassiers, couvreurs, paveurs et quelques autres corporations; de 20 p. 100 chez les menuisiers, les ébénistes, les tapissiers, les serruriers, les ferblantiers, les mécaniciens, les peintres, les imprimeurs, les sculpteurs, les coiffeurs, les tailleurs d'habits, les cordonniers, les tonneliers, etc.; de 15 p. 100 chez les forgerons, les tailleurs d'indes, les bourrelliers, les carrossiers, les confiseurs, les chocolatiers, garçons d'hôtel et de café, etc. Ce chômage est attribué, pour la plus grosse part, à la mévente des vins.

D'après le conseil de prud'hommes de Cette, le travail était très actif chez les ouvriers du port par suite des arrivages de vins d'Espagne et d'Algérie et d'avoine. Chez les plâtriers et maçons, le chômage était évalué à 25 p. 100; chez les tonneliers, où le travail était plus actif qu'au 2^e trimestre, à 15 p. 100; à 15 p. 100 également chez les charpentiers de navires et à un tiers chez les ouvriers des bois merrains; chez les métallurgistes à 18 p. 100. Les typographes ne comptaient pas de chômeurs.

A Lodève, également d'après le conseil de prud'hommes, grâce à des commandes de l'Administration de la Guerre, toutes les manufactures de draps étaient en pleine activité fin juin, et la situation n'avait pas encore changé. A Béziers, les différentes industries n'ont pas subi de grand chômage par suite des préparatifs et travaux de vendanges.

A Montpellier, d'après des syndicats patronaux, la mévente des vins continue à influencer défavorablement le bâtiment. Même remarque touchant cette industrie à Béziers, où toutefois les travaux de vendanges ont donné un travail temporaire à un grand nombre d'ouvriers.

Isère. — CHAMBRE DE COMMERCE DE VIENNE (année 1905). — Dans la *draperie*, la faveur accordée en 1904 par la consommation à l'article « nouveautés » a continué, maintenant l'activité de la fabrique viennoise. Dans la *filature*, la mode pour les genres « nouveautés » a valu à cette industrie une activité exceptionnelle à laquelle n'a pu répondre l'insuffisance du matériel que l'incendie d'une fabrique a encore accentuée; on s'occupe de faire venir et d'installer de nouvelles machines. Dans la *chapellerie*, l'industrie de la cloche pour chapeaux de feutre-laine aurait eu une production plutôt supérieure à 1904, évaluée à 200,000 kilos de produits fabriqués pour environ 250,000 kilos de laine consommés. Mais l'augmentation des salaires, à laquelle s'ajoute la rareté de la main-d'œuvre, ont beaucoup réduit les bénéfices. Dans la *soierie*, les tissages s'alimentent surtout avec la mousseline dont la vogue persiste, mais, en raison des bas prix de façon, la situation reste difficile.

Dans la *minoterie*, la situation, mauvaise depuis plusieurs années, ne s'est pas améliorée. Bourgoise, qui est à peu près le centre de la vaste région productrice de blé dans l'Isère, a été exceptionnellement éprouvée en 1901 par la maladie du grain, sa maigreur et sa pauvreté en gluten. La prochaine récolte paraît devoir être meilleure sous le rapport de la quantité.

La *papeterie* semble toucher au terme du profond malaise qui a pesé si longtemps sur elle; les commandes affluent. La *stéarinerie* reste dans une situation difficile, sans que l'on puisse prévoir une amélioration.

Les mines d'antracite de Communay emploient 300 ouvriers tant au jour qu'au fond, et l'extraction a été en 1905 de 40,000 tonnes de charbon marchand; cette industrie se plaint de l'insuffisance des moyens de transports qui ralentit son développement. Les mines de zinc de la Poipe ont occupé, en 1905, 93 ouvriers au fond et 31 au jour, avec un salaire moyen de 4 fr. 78 pour les premiers et 4 fr. 09 pour les seconds. L'extraction a été de 12,916 tonnes de minerai brut, zinc et plomb sulfuré, d'où on a retiré, comme produits marchands, 190 tonnes de galène et 3134 tonnes de blende, représentant un total de 547,000 francs. Cette mine, dans laquelle des travaux considérables ont été faits ces dernières années, paraît entrer dans une période prospère et rémunératrice.

L'industrie des *chaux et ciments* ne s'est pas améliorée: plusieurs des principales usines de la région ne mettent en œuvre que la moitié de leur production, d'autres ont réduit les heures de travail. L'arrêt de la construction dans la ville de Lyon est une des causes principales de cet abaissement dans la production.

Dans la *métallurgie*, les constructions mécaniques ont un bon courant depuis 1904. Les ateliers qui travaillent pour la Guerre, la Marine et les chemins de fer étaient surchargés; ceux qui construisent pour l'industrie privée sont suffisamment occupés. Les usines métallurgiques de la Loire étaient en pleine activité: dans les *fonderies de première fusion*, la situation était bonne; tous les hauts fourneaux marchaient; même activité dans les fonderies de deuxième fusion.

A la Tour-du-Pin, d'après le conseil de prud'hommes, aucun chômage n'avait été constaté fin septembre pour l'ensemble des industries. Les salaires n'ont pas varié, mais dans la tisserie, spécialement, la qualité laissant beaucoup à désirer, le gain mensuel a diminué d'environ 10 p. 100.

D'après des syndicats patronaux: à Grenoble, la *feronnerie et serrurerie* a eu plus d'activité qu'en 1905 à pareille époque et le nombre des établissements a subi une légère augmentation; fin septembre, on faisait 60 heures par semaine comme au trimestre précédent; les salaires ont un peu augmenté depuis la dernière grève et atteignent maintenant 0 fr. 50 l'heure en moyenne. A Vienne, dans le *bâtiment*, le travail est normal; les salaires se sont accrus de 0 fr. 05 à 0 fr. 10 l'heure. Même remarque dans l'industrie *drapière*, quant à l'activité du travail.

Haute-Savoie. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANNECY. (1^{er} semestre 1906.) — Dans la *filature et tissage de coton*, le travail a été un peu plus actif par suite de l'absence de docks chez les grossistes; la main-d'œuvre est toujours rare et il n'y a pas eu de chômage. Dans la *chapellerie feutre et paille* l'activité reste peu active. Même remarque pour la *papeterie*. Dans la *métallurgie*, la reprise active du travail constatée au précédent semestre s'accroît de plus en plus; mais le manque de matières premières, en particulier de l'acier brut, entraîne de fréquentes réductions de travail. Dans la fabrication des *bois de galoches*, la disparition d'une maison importante a encore accentué la situation précaire de cette industrie. La *bonneterie* n'a pas, pour le moment, tendance à une plus grande activité; il n'y a pas de chômage et la main-d'œuvre est suffisante. Dans la *tannerie et corroierie* le travail a été moins actif que l'an dernier; l'absence de chômage ne serait dû qu'aux sacrifices que s'impose le patronat. Dans l'*horlogerie* la situation ne s'est pas améliorée. Dans la fabrique de *chlorates et perchlorates alcalins* de l'usine de Chedde, la production a été un peu plus faible; dans celle de *carbure de calcium et de produits électro-métallurgiques* de l'usine du Pont du-Giffre, l'activité a été un peu plus grande par suite de la reprise des affaires métallurgiques. Dans l'usine de *charpenterie, menuiserie et parqueterie* d'Annemasse, le travail n'a été réellement actif que pendant les trois premiers mois du semestre. Dans la fabrique de *pâtes alimentaires*, à Thonon, l'activité du travail se maintient, mais sans accuser d'amélioration.

D'après un syndicat patronal, il n'y a pas eu de changement dans l'état de la pêche, à Thonon, au cours du 3^e trimestre.

Seine. — Renseignements communiqués par la préfecture de police (1^{er} semestre 1906). Le tableau suivant donne, pour les principaux établissements de l'industrie, l'effectif des ouvriers employés à la fin du 4^e trimestre de 1905 et des 1^{er} et 2^e trimestres 1906, avec l'indication de la durée courante et des salaires pendant le 1^{er} semestre de 1906.

	NOMBRE d'établis- sements consi- dérés.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS			DURÉE du travail quotidien en heures.	SALAIRES quo- tidien (hommes)
		fin dé- cembre 1905.	fin mars 1906.	fin juin. 1906.		
Grands ateliers de chemin de fer.....	5	8,498	8,448	8,448	10	5 à 10.
Gaz.....	5	2,930	2,175	1,975	10 et 11	3 à 7,50 ⁽¹⁾
Constructions mécaniques.....	25	5,595	5,808	5,595	11	12 ⁽²⁾ .
Charpentes en fer.....	8	515	535	545	11	8 ⁽³⁾ .
Serrurerie.....	13	1,449	1,470	1,442	10	6 à 9.
Chaudronnerie et ferblanterie.....	12	1,470	1,460	1,435	10	5 à 8.
Fonderies.....	17	1,875	1,900	1,855	10	7 à 8.
Chemin de fer métropolitain.....	1	450	#	450	10	6 à 9.
Compagnie générale des voitures à Paris....	1	400	400	400	"	"
Compagnie générale des omnibus.....	1	356	356	356	"	"
Vélocipédie.....	6	1,984	1,950	2,029	10	10 à 12.
Automobilisme.....	12	7,380	7,470	7,525	10 et 11	9 à 12 ⁽¹⁾ .
Bronzes d'art et d'ameublement.....	8	545	540	540	"	7 à 8.
Petits bronzes dits de piété.....	3	44	53	47	"	"
Horlogerie, mécanique de précision.....	12	2,432	2,432	2,535	10	8 à 10.
Bijouterie en doublé.....	6	670	670	670	10	6 à 10.
Joaillerie et orfèvrerie.....	3	475	475	475	10	6 à 9.
Menuiserie et scieries mécaniques (ameuble- ment).....	11	850	875	840	10	6 à 9,50.
Ébénisterie.....	8	881	840	830	10	8 ⁽³⁾ .
Tapiserie.....	5	572	592	635	10	6 à 7 ⁽⁴⁾ .
Pianos et orgues.....	6	1,180	1,165	1,180	10	8 à 9.
Papiers peints.....	4	820	805	815	10	8,50 ⁽⁵⁾ .
Couleurs, vernis, produits chimiques.....	3	390	386	370	10	5 à 7,50.
Chapellerie.....	6	430	435	480	9 et 10	5 à 8.
Vêtements sur mesure.....	7	239	234	239	10	6 à 10.
Couture et confection.....	23	5,710	6,089	5,519	10	4 à 9 ⁽⁶⁾ .
Lingerie et chemiserie.....	10	1,332	1,322	1,335	10	6 (2 et 5)
Fleurs et plumes.....	4	722	727	757	10	4 à 6 ⁽⁷⁾ .
Passenteries et câblés à coudre.....	5	1,020	1,020	1,070	10	4 à 7.
Boutons.....	6	615	540	505	10	7 ⁽⁸⁾ .
Teinture et blanchisserie.....	5	872	872	872	10	7,50 ⁽⁹⁾ .
Typographie et lithographie.....	16	4,724	4,603	4,583	9	8 à 11.
Reliure et brochage.....	5	1,465	1,470	1,440	10	7 à 8.
Fonderies de caractères.....	7	735	740	730	10	5 à 8.
Carrosserie.....	9	585	575	615	10	8 ⁽³⁾ .
Sellerie.....	3	112	97	107	10	7 ⁽³⁾ .
Charronnerie.....	4	530	515	555	10	5 à 8.
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	13	1,228	1,290	1,090	10	5 à 8.
Chaussures.....	10	2,870	3,415	3,385	10	7 (3 et 8).
Caoutchouc et jouets.....	3	400	400	340	10	5 à 7,50 ⁽⁹⁾ .
Raffineries.....	5	3,995	4,000	4,030	10	5 à 7 ⁽¹⁰⁾ .
Confiseries, chocolateries et conserves alimen- taires.....	10	4,125	4,105	4,110	10 et 11	5 à 7.
Emballage et cartonnage.....	9	550	545	590	10	9 ⁽¹¹⁾ .
Chiffons en gros.....	4	921	910	910	10	5 à 7 ⁽¹¹⁾ .

(1) Selon les spécialités. (2) Maximum. (3) Salaire moyen. (4) Les Femmes : 3 et 4 francs. (5) Ou-
vriers. (6) Les Ouvrières 20 francs par semaine. (7) Les femmes : 3 fr. 50. (8) Les femmes : jusqu'à
3 fr. 50 (9) Les femmes : de 2 et 3 francs. (10) Les femmes jusqu'à 3 francs. (11) Les femmes : de 2 à
3 fr. 50.

Les diverses spécialités qui composent l'industrie du bâtiment ont été, pendant tout le cours du semestre écoulé, en excellente situation, exception faite des nombreuses grèves qui ont atteint plusieurs de ces spécialités. Les demandes en autorisation de bâtir déposées au bureau de la voirie, durant le 1^{er} semestre 1906, sont au nombre de 697; le plus fort chiffre a été atteint en mars avec 135 demandes pour une moyenne de 116.

Les grands ateliers de nos Compagnies de chemins de fer sont toujours très animés; dans ceux du métropolitain on compte le même effectif. A la compagnie du gaz le semestre s'est terminé avec la diminution habituelle des effectifs embauchés pour la saison d'hiver.

Dans la mécanique, les constructeurs-mécaniciens ont eu des commandes assez abondantes pour occuper constamment leur personnel, il y a même eu des augmentations d'effectif dans plusieurs maisons. Dans les usines de charpentes de fer, le travail a été également très suivi. Dans la chaudronnerie et ferblanterie le courant a été des plus actifs. Dans les fonderies de divers métaux les commandes ont été assez abondantes. Dans les bronzes d'art et d'ameublement les effectifs sont restés les mêmes qu'au 2^e semestre 1905; dans les petits bronzes dits de piété, la situation reste peu satisfaisante.

Les horlogers ont eu un bon courant de production, ainsi que les mécaniciens de précision et les fabricants d'appareils électriques et d'instruments de chirurgie; une maison a été particulièrement favorisée et son personnel s'est accru sensiblement; par contre, une autre, comprise dans la grève des ouvriers électriciens-mécaniciens qui a éclaté le 8 mars, avait vu son effectif réduit de 50 ouvriers fin juin. Dans la bijouterie en doublé, malgré la grève, il y a eu une grande activité, ainsi que dans l'orfèvrerie et la joaillerie. A signaler la réunion de deux maisons en une, dans le courant de mai, après la grève.

Dans la menuiserie et les scieries mécaniques, la besogne a été suffisante pour alimenter tous les effectifs, et la grève des menuisiers du bâtiment n'a pas retardé les commandes. Chez les ébénistes un certain ralentissement a marqué le premier semestre: une maison a disparu, et chez une autre les ouvriers ébénistes-vernisseurs ont été en grève du 21 au 23 février; en outre, une grève générale des ouvriers du meuble a éclaté le 2 mai et ne s'est terminée que les 29 et 30 juin. Les tapissiers ont occupé très facilement leur personnel, lequel aurait plutôt augmenté. Dans les manufactures de pianos, orgues et harmoniums, le personnel est resté au complet.

Dans les papiers peints, il y a eu une légère fluctuation dans les effectifs, mais la fabrication a conservé une bonne activité. Dans les fabriques de couleurs, vernis et produits chimiques, le trimestre s'est terminé dans d'assez bonnes conditions. Même remarque chez les chapeliers et chez les apprêteurs de matières premières. Une maison qui avait interrompu sa fabrication l'an dernier l'a reprise en mars avec 10 ouvriers; et à la fin de juin elle en occupait 40, chiffre de son ancien effectif. Chez les tailleurs sur mesure le travail s'est bien soutenu, en dehors d'une grève, qui a duré du 2 au 16 mai. D'un autre côté, les couturières et confectionneuses ont été très occupées, et ce n'est guère, comme d'habitude, que depuis le commencement de juin qu'elles sont entrées en morte-saison: à signaler, toutefois, dans cette importante corporation, une grève qui a duré du 2 au 16 mai, et la liquidation d'une maison qui a licencié son personnel dans le courant de mars. Chez les lingères et les chemisiers, le semestre a été excellent. Même remarque favorable pour les fleurs et plumes. Dans les passementeries et câblés à coudre, le semestre a été très favorable; une maison a vu son effectif augmenter de 50 unités. Dans les boutons, la production a été assez abondante, mais une maison importante a vu son personnel tomber à 120 ouvriers fin juin, au lieu de 250 fin décembre. Dans les teintureries et blanchisseries, les commandes ont été assez nombreuses pour occuper tout le personnel ouvrier.

Dans la typographie et lithographie, il y a eu un peu moins d'animation; en outre, les deux branches d'industries ont été gravement atteintes par les grèves; dans la plupart des imprimeries, la journée est maintenant de 9 heures, et les heures faites en plus sont considérées comme heures supplémentaires. Dans la reliure et brochage le travail a été régulier, ainsi que dans les fonderies de caractères.

Dans la carrosserie, les travaux ont été très productifs et le personnel ouvrier est resté au grand complet; une maison a partiellement disparu par suite de la démolition d'un de ses immeubles et les 35 ouvriers qu'elle occupait ont été licenciés. Chez les selliers le courant a été assez satisfaisant et le travail suffisant pour alimenter tout le personnel. Même remarque dans la charronnerie, où les effectifs ont peu varié.

Dans les différentes parties de l'industrie peaussière, les affaires ont été médiocres et

plusieurs maisons ont dû diminuer leurs effectifs. Dans les manufactures de *chaussures*, les commandes ont été diversement réparties, certaines maisons ayant conservé leurs effectifs au complet et d'autres ayant dû les diminuer. On compte une nouvelle installation d'ateliers remontant aux premiers mois de l'année et occupant 650 ouvriers. Dans les manufactures de *caoutchouc* et *jouets*, la production a été normale, mais les effectifs ont subi de légères fluctuations.

Dans les *raffineries*, le semestre a été des plus productifs et la main-d'œuvre a été constamment occupée. Dans les diverses branches de l'*alimentation*, le semestre a donné aussi un résultat satisfaisant. Même remarque favorable pour l'*emballage* et le *cartonnage*, où les commandes ont été très abondantes et régulières. Dans les *chiffons en gros* les ouvriers et ouvrières ont eu un travail soutenu.

Au point de vue du commerce, la *draperie en gros* a été très favorisée; les articles de blanc ont donné un résultat assez satisfaisant, ainsi que ceux de la *bonneterie*; la *mercerie* a eu un bon courant; dans les *soieries*, la moyenne semestrielle a été très avantageuse. Dans le trafic en gros des articles *nouveautés pour dames* il y a eu beaucoup d'animation et la plupart des voyageurs sont rentrés de la province avec de fortes commissions. Dans le commerce de détail, les grands magasins ont été plus ou moins favorisés.

Dans la *vélocipédie*, la production a été très active. Une maison d'un effectif d'une cinquantaine d'ouvriers a transféré en mars ses ateliers à Montluçon. Dans l'*automobile* l'activité s'est étendue à tous les ateliers, mais quelques grèves ont éclaté dans différentes maisons. En outre, une grève générale a éclaté parmi les mécaniciens pour automobiles et chez les constructeurs mécaniciens; après transaction, le travail a été repris le 10 juin.

Le mouvement des voyageurs français et étrangers dans les hôtels et maisons meublées de la Capitale pendant le 1^{er} semestre 1906 a été plus animé que pendant le semestre correspondant de 1905. Il s'est élevé à 350,718 unités pour les Français, soit une moyenne mensuelle de 58,453 voyageurs; le plus fort du mouvement a été atteint en mars (65,456). Les étrangers ont donné un total de 209,157 voyageurs, soit une moyenne de 34,856; le plus fort du mouvement a été atteint en avril avec 46,078 voyageurs. Le premier semestre de 1905 n'avait donné que 339,305 voyageurs français et 190,168 voyageurs étrangers.

D'après des syndicats patronaux⁽¹⁾ : l'industrie du *jute* a eu la même activité qu'au trimestre correspondant de 1905, et la durée du travail est restée de 60 heures par semaine, comme au trimestre précédent. Dans la *broderie*, le travail a été moins abondant comparativement au 3^e trimestre de 1905; et il y a eu diminution de la durée du travail sur le précédent trimestre; cette diminution est attribuée à la défaveur de la mode. Même remarque pour la *passenterie*, *mercerie* et les *fleurs et plumes*, avec cette différence que la durée hebdomadaire du travail a été la même qu'au 2^e trimestre. Chez les *maîtres tailleurs*, le travail a aussi été moins abondant que pendant la période correspondante de 1905. Dans l'industrie des *équipements militaires*, qui compte 47 établissements syndiqués pour 11,000 ouvriers et ouvrières, le travail a été plus abondant qu'en 1905, au trimestre correspondant, mais ce n'est qu'en raison du retard des commandes; la main-d'œuvre se fait rare, faute d'apprentis. Dans la *corderie*, l'activité du travail est restée la même; de même dans l'industrie de la chaussure de Paris, où la durée hebdomadaire du travail a un peu augmenté.

Dans le *vernissage-décoration*, le travail a été moins abondant qu'en 1906 à pareille époque et qu'au précédent trimestre. Dans l'*encadrement*, le travail a été aussi abondant qu'en 1905 au 3^e trimestre; la durée moyenne du travail journalier est tombée de 10 à 9 heures, vu la morte-saison, qui dure de 2 à 3 mois; le personnel chôme peu, les maisons faisant des sacrifices pour conserver les bons ouvriers; les salaires suivent la marche du travail, qui donne très fort de janvier à mai, période où l'on manque plutôt d'ouvriers. Dans la *statuaire* et l'*ameublement*, la réduction du personnel a été très sensible et il y aurait eu licenciement complet dans certaines maisons. Dans la *sparterie*, le travail a été moins abondant qu'en 1905 à pareille époque, toutefois il reste régulier, mais ne compte que 50 à 60 heures par semaine, à cause de la concurrence qui lui est faite par les articles similaires provenant de la Chine, du Japon et de la Belgique; l'outillage se transforme et le tra-

(1) Plusieurs de ces syndicats patronaux ont leur siège social à Paris, mais leurs adhérents sont répartis sur tout le territoire français.

vail mécanique remplacera bientôt la plus grande partie de la main-d'œuvre. Dans la *cannerie*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 à pareille époque.

Dans les *stéarineries* et *saonneries*, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au 3^e trimestre 1905. Dans la *confiserie*, le travail a été assez abondant. Pas de changement dans les fabriques d'*eaux gazeuses* et d'*acide carbonique*. Les salaires sont restés les mêmes dans les raffinerie de sucre. Les entrepositaires de bières des environs de Paris, au nombre de 115, occupant 600 ouvriers, accusent une diminution de 8 établissements occupant 35 ouvriers; la journée est de 10 heures, les salaires sont stationnaires.

Dans l'*imprimerie typographique*, le travail a été un peu moins abondant qu'en 1905 à pareille époque, par suite de la grève d'avril-mai; au cours du 3^e trimestre 1906, la moyenne de la durée hebdomadaire du travail a été, suivant les spécialités, de 8, 9 et 10 heures; le nombre des établissements est resté le même, mais celui des ouvriers a baissé; les salaires sont en hausse d'environ 10 à 12 p. 100. Dans l'*imprimerie lithographique*, le travail a été plus abondant qu'en 1905 à pareille époque; la durée du travail est toujours de 10 heures. Dans la *lithographie, dessin et gravure*, le chômage a été un peu moins sensible que l'année dernière pour la période correspondante; la moyenne des heures de travail est de 50 par semaine, sauf pendant les mois de juillet, août et septembre qui sont peu favorables à cette corporation. La situation du personnel ouvrier serait bonne si l'abondance de la main-d'œuvre n'entraînait parfois du chômage. Dans la fabrique de *papiers*, le travail aurait été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1905; au cours du 3^e trimestre 1906, sa durée hebdomadaire a été la même, les usines opérant à feu continu. Dans les *toiles cirées*, il a été également très abondant, et sa durée de 54 à 60 heures suivant les établissements, comme au trimestre précédent.

Dans le *modelage mécanique*, qui compte 45 établissements syndiqués pour 400 ouvriers, le travail a été aussi abondant qu'à l'époque correspondante de 1905 et qu'au 2^e trimestre 1906; quelques petits établissements nouveaux, occupant chacun 4 à 5 ouvriers, se sont créés. Même remarque pour la *maréchalerie*, où la durée du travail hebdomadaire est toujours de 60 heures; on constate dans cette industrie un déplacement lent mais continu de la cavalerie vers la banlieue. Dans la *fonderie en cuivre et en bronze d'art*, le travail avait repris et les ouvriers faisaient une moyenne de 55 à 60 heures par semaine. Même remarque pour la fabrique de *limes*, où le travail a été un peu plus abondant qu'à l'époque correspondante de 1905. Dans la fabrique de *jumelles*, il n'y a pas eu de changement quant à l'activité du travail et au taux des salaires, qui sont toujours de 0 fr. 75 l'heure, en moyenne; l'équilibre entre la main-d'œuvre et les besoins se maintient et il n'y a pas de chômage. Chez les fabricants d'*horlogerie*, qui comptent 60 établissements syndiqués pour 2,000 ouvriers, il y a eu un peu plus d'abondance de travail comparativement à l'époque correspondante de 1905; les déplacements et villégiatures ont entraîné une diminution de la durée du travail sur le trimestre précédent. Dans l'*horlogerie en gros*, le travail a été plus abondant et le nombre des établissements s'est augmenté d'une unité occupant 80 ouvriers; la situation de cette industrie est meilleure, son outillage se transforme et devient de plus en plus automatique, la main-d'œuvre se faisant très rare. Dans l'*orfèvrerie, joaillerie, bijouterie*, etc., la situation est sensiblement la même que dans la statuaire et l'ameublement. Dans la *bijouterie imitation et fantaisie*, le travail était plus abondant qu'au 3^e trimestre 1905, grâce à un mouvement d'affaires remontant à quelques mois. Dans les *industries électriques*, qui comptent 310 établissements syndiqués, il n'y a pas eu de changement quant à l'activité et à la durée du travail.

Dans les *houillères de France*, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1905; les charbons font plutôt défaut, ainsi que la main-d'œuvre. Dans l'industrie des *produits pharmaceutiques*, il n'y a pas eu de changement depuis le 2^e trimestre. Même remarque pour l'industrie de l'*acide carbonique*, les *eaux gazeuses* et pour la *brosserie*, qui compte 8 établissements nouveaux, pour 35 ouvriers.

A Boulogne, dans le *bâtiment*, qui compte 65 établissements syndiqués pour près de 800 ouvriers, le travail est resté stationnaire comparativement à 1905; sa durée est de 50 heures par semaine, en moyenne. A Arcueil-Cachan, dans la *blanchisserie*, le travail a été plutôt en diminution sur le trimestre correspondant de l'an dernier, et il n'a été que de 30 heures par semaine au cours du 3^e trimestre 1906.

tissus traverse une période des plus satisfaisantes; grâce aux modifications apportées à l'outillage et aux apprêts, la fabrication a été transformée et les anciens genres sont peu à peu abandonnés pour faire place à de nouveaux articles rivalisant avec ceux des fabriques du Nord. Les industries connexes ont profité de cette activité et les *teinturiers, filateurs* et *apprêteurs* ont eu tous leurs ouvriers occupés. Dans la fabrication des *meubles* et des divers articles en bois, la production est normale, sauf pour les petits meubles et les articles en bois ouvré, dont la fabrication subit un ralentissement momentané, sans chômage, mais une recrudescence d'activité est prévue pour l'exécution des commandes du nouvel an.

Dans les *fonderies* et *ateliers de constructions métalliques*, l'ensemble du travail est satisfaisant, quoique inégalement réparti entre les divers ateliers.

A Graulhet, dans la *mégisserie*, les difficultés n'ont pas diminué et la production n'atteint que le tiers de la normale.

D'après un syndicat patronal, dans l'*imprimerie* et *papeterie*, à Mazamet, le travail n'a guère varié comparativement au trimestre correspondant de 1905 et au 2^e trimestre 1906; les salaires sont toujours de 2 fr. 50 à 4 francs; le chômage est rare, sauf de juin à septembre.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 novembre.)

Ain. — A Bourg, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Thoiry, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*. A Oyonnax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *garçons brasseurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, chez les *tisseurs*; travail actif, 60 heures, chez les ouvrières de l'*aiguille*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de cartons*; travail satisfaisant, 50 heures, chez les *brodeurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de changement, 53 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* et chez les *couvreurs-zingueurs*; travail actif, 60 à 72 heures, chez les *voyageurs, employés* et *dessinateurs*; travail actif chez les *chauffeurs-conducteurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce* et d'*industrie*; travail actif chez les *musiciens*. A Bohéries, travail actif chez les ouvriers du *tissu*.

A Château-Thierry, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*. Travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs* de Guise; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Hirson. A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bois*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons* et *aides-maçons*; de même et 48 heures chez les *peintres et plâtriers*.

A Commeny, travail assez actif, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Montluçon, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Besson, pas de chômeurs, chez les *travailleurs de terre*; de même chez ceux de Bu-
xières-les-Mines.

Chômage général chez les *bûcherons* d'Isles et Bardais; de même chez ceux de Lurcy-Lévy; 6 p. 100 de chômeurs chez ceux de Bourbon-l'Archambault; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Plaisir; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy; trois quarts de chômeurs chez ceux d'Ygrande.

Travail actif, 54 heures, chez les *mineurs* de Saint-Hilaire; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Montvicq; 3 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Deneuille-les-Mines; pas de chômeurs chez ceux de Doyet; pas de changement chez ceux de Bézenet.

A Vichy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sourciers*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 70 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 25 p. 100 de chômeurs, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les ouvriers du port; 18 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cannes, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du port.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments* de Contes-les-Pins.

A Menton, travail assez actif, 60 heures, chez les *peintres*. A Vallauris, pas de chômeurs, 68 heures, chez les ouvriers *potiers*; de même et 60 heures, chez les journaliers en *poterie*.

Ardèche. — A Annonay, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers de rivière*; travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes* et chez les *maçons*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

A Serrières, 2 à 3 jours de travail seulement par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*.

Ardennes. — A Revin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Hiraumont, de Renwez et de Vrine-aux-bois; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Monthermé-Laval-Dieu. A Braux, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez ceux de Givonne; travail assez actif chez ceux de Bourg-Fidèle; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Châteauneuf-Regnault et de Raucourt; de même, 63 heures chez ceux de Fumay, 60 et 72 heures chez ceux de Fromelennes.

A Fumay, travail assez actif, 44 heures, chez les *mineurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 44 et 60 heures, chez les *ardoisiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Rimogne; pas de changement chez les *carriers* de Châteauneuf-Regnault.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tissus* d'Illy; 18 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez ceux de Saint-Menges; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs* de Sedan. A Francheval, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie *lainière*. A Mézières, 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

Ariège. — A Lavelanet, nombreux chômeurs chez les ouvriers *textiles*.

Aube. — A Troyes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 60 heures, chez les *filateurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*. A Rumilly-les-Vandes, pas de changement chez les *bûcherons*.

Aude. — A Carcassonne, pas de changement, chez les *cuisiniers*; morte-saison chez les *tailleurs*; travail actif, 60 heures chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; nombreux chômeurs chez les *terrassiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Narbonne, 90 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers *cultivateurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles* de Willeghy, Vinassan, Castelnaud-d'Aude, de Cazilhac, d'Homp et de Pezens. A Bages, nombreux chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; de même chez ceux de Fraissé-des-Corbières; 18 p. 100 de chômeurs chez ceux de Marcorignan; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux de Boutenac; 38 p. 100 de chômeurs, chez ceux de La Redorte; 32 p. 100 de chômeurs chez ceux de Rieux-Minervois; 10 p. 100 chez ceux de Salles-d'Aude; pas de chômeurs chez ceux de Villemoustausson; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Argeliers; moitié de chômeurs chez ceux d'Ouveillan et de Pennautier; un tiers de chômeurs chez ceux de Puicherie; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Peyriac.

de-Mer; 40 p. 100 chez ceux de Bizanet; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Trèbes; 65 p. 100 de chômeurs chez ceux de Gruissan; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux de Durban; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux Cuxac-d'Aude; chômage presque général chez ceux de Tourouzelle, de Coursan, de Genestas de Paraza, de Pezella de la Rivico et de Fort-La Nouvelle.

Aveyron. — A Millau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; pas de changement chez les *teinturiers en peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; pas de changement chez les *palissonneurs-mégissiers*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 12 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de changement chez les *marins-navigateurs* et chez les *maîtres-d'hôtel garçons navigateurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-tripiers*; 14 p. 100 de chômeurs, chez les garçons *bouchers-charcutiers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers liquoristes*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 4 p. 100 chez les *imprimeurs lithographes*; 2 p. 100 chez les *imprimeurs et clicheurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuirs*; nombreux chômeurs chez les *ouvriers en chaussures militaires*; travail actif, 54 heures, chez les *ouvrières du cartonnage*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *voiliers*; travail assez actif, 52 heures, chez les *cordiers*; de même et 60 heures chez les *ouvriers en chapellerie de paille*; pas de chômeurs chez les *calfats et perceurs*; pas de chômeurs, 24 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

30 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *cimenteurs et gâcheurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *peintres gratteurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tuyaux-céramistes*.

Pas de changement chez les *employés de commerce*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de changement chez les *représentants de commerce*; pas de chômage chez les *charretiers camionneurs*; 13 p. 100 de chômeurs, chez les *coiffeurs*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *chauffeurs-automobilistes*; travail satisfaisant chez les membres de l'enseignement primaire privé laïque; travail peu actif chez les *cochers de place*.

A Aix, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *mécaniciens*; A Arles, travail peu actif, chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*.

A Cassis, travail satisfaisant chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs chez ceux de Port-Saint-Louis-du-Rhône. A la Ciotat, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

Pas de chômeurs, 42 heures, chez les *mineurs* de Gardanne, de Fuveau et de Saint-Savournin; travail actif, 50 heures, chez ceux de Trets; pas de chômeurs chez ceux de Valdonne. A Berre, 17 p. 100 de chômeurs, chez les *pêcheurs*; un tiers de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers* de Fontvieille.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *couvreurs-zingueurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; de même et 54 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*.

A Vire, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail assez actif, 54 heures, chez les *granitiers*. A Guilbray, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres-plâtriers*.

A Champagnac-les-Mines, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Charente — A Angoulême, 11 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs*.

A Cognac 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; de même et 50 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *caissiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et maçons*; travail très actif, 54 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, 28 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*, de même chez ceux de Pons. A Marennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cuvriers en produits chimiques*; pas de chômeurs chez les *arrimeurs du port*; travail satisfaisant chez les *musiciens*. A Châtellillon, travail actif chez les *pêcheurs d'huîtres*.

Cher. — A Bourges, 37 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers sur *toiles cirées*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *métallurgistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre* et chez les *terrassiers-puisatiers*.

A Vierzou, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *métaux*. A Torteron, 20 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *chaufourniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *journaliers*. A Sancoins 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif chez ceux de Graçay; 55 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de la *Guerche*. A Saint-Amand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *bijoutiers*; travail actif chez ceux de Nérondes. A Chateaufort, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez ceux de Dun-sur-Auron. Travail actif, 50 heures, chez les *carriers* de Vallenay.

A Beffes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*; travail actif, 54 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; travail satisfaisant, 54 heures, chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois.

60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles* de Nérondes; 37 p. 100 de chômeurs, 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Chailvoy-Milon, chez ceux de Saint-Loup-des-Chaumes. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Séverin, La Chapelle, Chambon, Brécy, Sagonne, Méry-ès-Bois, Groises et Levet; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Apremont; 18 p. 100 chez ceux de Charenton-du-Cher; 12 p. 100 chez ceux de Farges-en-Septaine; nombreux chômeurs chez ceux de Barlieu, La Guerche; 15 p. 100 chez ceux de Sancergues; pas de chômeurs chez ceux de Flavigny; 15 p. 100 chez ceux de Mornay-Berry, 60 p. 100 chez ceux de Sancoins; moins de chômeurs chez ceux d'Yvoy-le-Pré; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois; travail satisfaisant chez ceux de Venesmes.

30 p. 100 chez ceux d'Arpheuilles; 55 p. 100 chez ceux Thaumiers; 80 p. 100 chez ceux d'Uzay-le-Venon; un tiers chez ceux de Vallenay.

Corrèze. — A Tulle, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; chez les *peintres* et *plâtriers*. A Bort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Brive, 11 p. 100 pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, travail actif, 66 heures, chez les *employés de commerce*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres*.

Côte-d'Or. — A Dijon, travail actif, 60 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*. Pas de chômeurs, 56 heures, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-

Cîteaux, de même et 48 heures chez ceux de Saulieu. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Beaune, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 42 à 60 heures chez les ouvriers du *bâtiment*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*. A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Lannion, un tiers de chômeurs, 69 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Creuse. — A Guéret, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*. A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, travail assez actif, chez les ouvriers en *tapisserie d'art*.

A Bosmoreau, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Dordogne. — A Périgueux, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif chez les *cordonniers* et *tanneurs*; travail actif chez les *employés*. Au v'igue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-joueurs*. A Bergerac, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

Doubs. — A Besançon pas de chômeurs, 50 heures, chez les *scarriers*; travail actif dans l'*habillement*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs de boîtes d'or*; travail actif, 60 heures, chez les *repasseurs en horlogerie*; pas de changement chez les ouvriers d'*art*; un tiers de chômeurs, 48 heures chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés en pharmacie*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; travail actif, 48 heures, dans le *bâtiment*. A Colombier-Fontaine, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Baderel, pas de changement, 63 heures chez les *horlogers*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail actif, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Saint-Resitut, travail peu actif, 20 heures, chez les *carriers*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* et chez les ouvriers *textiles*. A Vernon, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A Pont-Audemer, travail actif, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; de même et 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Dreux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*. A Châteaudun, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

Finistère. — A Quimper, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*. A Morlaix, pas de changement dans l'*habillement*. A Douarnenez, travail assez actif chez les *boulangers*. Pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers* d'Audierne et de Guilvinec; nombreux chômeurs chez ceux de Concarneau, 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Douarnenez. Travail peu actif chez les *pêcheurs* de Concarneau, de Guilvinec; travail assez satisfaisant chez ceux de Douarnenez.

Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs chez les *cordonniers*; travail peu actif chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés*. A la Grand'Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Beaucaire, chômage général chez les ouvriers *agriculteurs*; un tiers de chômeurs chez les *charretiers*.

A Alais, travail peu actif chez les *linonadiers*. A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures,

chez les *bouquetiers*. A Aramon, travail toujours actif, 60 heures, chez les *vanniers*. A An duze, travail actif, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs-appropriers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 40 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, 1 chômeur, 54 à 72 heures, chez les *relieurs-papetiers*; travail peu satisfaisant chez les *ouvriers en chaussures*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de changement chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *malletiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Gironde. — A Bordeaux, 30 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers* et *biscuitiers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs chronomètres*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glacières*; travail actif chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres et lisseurs en teinture*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail peu actif, 60 heures, chez les *charpentiers de navire*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charçons*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; travail actif, 54 heures, chez les *sciurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *broisseurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *layetiers*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *vanniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*, travail satisfaisant chez les *ajusteurs*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *maréchaux ferrants*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; pas de chômeurs chez les *sacquiers* en grains et farines.

A Cénac, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Daignac; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers* de Lormont.

A Podéniac, travail actif, 60 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*; travail satisfaisant chez ceux de Podensac.

A Vayres, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez ceux de Pauillac, de Paillet, de Saint-Loubès et de Saint-Pardon A Libourne, pas de chômeurs chez les *bouchers* et *charcutiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *employés*. A Souillac-sur-Mer, travail peu actif chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*.

Hérault. — A Montpellier, 50 p. 100 de chômeurs chez les *litho-typographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 4 p. 100 de chômeurs dans l'*habillement*.

A Béziers, 60 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; chômage général chez les *tailleurs de pierres*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *employés en nouveautés*.

A Agde, nombreux chômeurs chez les *ouvriers agricoles* et *terrassiers*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; chômage général chez les *tailleurs de pierre*, et chez les *plâtriers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Mèze, deux tiers de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *portefair*.

A Bédarieux, nombreux chômeurs chez les *cultivateurs-terrassiers*; pas de changement chez les *carriers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; un tiers de chômeurs chez les *charvetiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Pézenas, 80 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Graissessac, travail actif chez les *mineurs*. A Marseillan, 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; moitié de chômeurs chez les *bateliers* et *portefair*.

A Cette, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens* de la marine du commerce; 20 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en bois* du Nord; 17 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Marsillargues, moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

Pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre* de Beaufort; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Oupia; 55 p. 100 de chômeurs chez ceux de Lodève; un quart de chômeurs chez ceux d'Aspiran; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vias; nombreux chômeurs chez ceux de Cazouls-lès-Béziers, de Capestang, de Lansargues et de Nézignan-l'Évêque; moitié de chômeurs chez ceux de Sérignan; deux tiers de chômeurs chez ceux de Fabrègues.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, travail satisfaisant, 69 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des industries du *cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes* et dans le *bâtiment*; travail actif chez les *musiciens*. A Fougères, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A Coësmes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*. A Saint-Servan, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Indre. — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *drap*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*. A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*. A Issoudun, 17 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Amboise, pas de chômeurs chez les *cordonniers*.

Isère. — A Grenoble, 16 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs, 30 à 54 heures, chez les *mégissiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Bourgoin, travail assez actif, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, chez les *galochiers*.

A Voiron, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*.

A Brignoud, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Vienne, un tiers de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Vizille, nombreux chômeurs chez les ouvriers en *soieries*; pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Montalieu-Vercieu, travail actif, 60 heures, chez les ouvrières en *soie*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*. A Porcieu-Amblagnieu, 30 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*; travail actif chez ceux de Parmilien et chez ceux de Trept. A La Tour-du-Pin, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tullistes*. A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers-chaufourniers*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. Aux Arenières, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

Jura. — A Dôle, travail actif chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 50 et 54 heures, chez les *maçons*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. Travail satisfaisant chez les ouvriers *résiniers* du Marensin.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; travail peu actif, 48 heures, chez les *peintres*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les ouvriers du *drap*; travail actif, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, nombreux chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, chez les *imprimeurs-graveurs*; pas de chômeurs, chez les *couturières*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs chez les *tisseurs*;

9 p. 100 de chômeurs chez les *employés des fabriques de rubans*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; travail satisfaisant chez les *couturières*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *aiguiseurs et polisseurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *maçons et couvreurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Saint-Genest Lerpt, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'atelier *rubaniers*.

A Charlieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soieries*. Pas de changement chez les *tisseurs* de La Gresle et de La Cergne. A Chazelle-sur-Lyon, 1 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les ouvriers en *chapellerie*. Au Chambon-Feugerolles, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A La Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de La Ricamarie, de Roche-la-Molière, de Villars et de Saint-Jean-de-Bonnefonds.

A Firminy, 10 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons*. A Sail-sous-Couzan, travail actif, 50 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*. A Rive-de-Gier, 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; travail actif, 54 heures, chez les *verriers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, très nombreux chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 6 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment* et de l'industrie; 8 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; pas de changement chez les *musiciens*.

A Saint-Nazaire, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens navigateurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ferblantiers-boitiers* de Chantenay.

Haute-Loire. — A Saint-Didier-la-Séauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers*.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; travail actif, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs, chez les *coiffeurs*.

A Montargis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *jardiniers*; travail assez actif, 48 à 50 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Ouzouer-sur-Trézé, Gien et Chevilly.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cultivateurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Souillac, un tiers de chômeurs, 50 heures, chez les *agriculteurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, nombreux chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant chez les *cuisiniers*; travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

A Tonneins, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

Pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers* de Casteljaloux. A Marmande, pas

de changement chez les *boulangers* ; 27 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers-ébénistes* ; 8 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers* ; 9 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Villeneuve-sur-Lot, travail peu actif, 35 à 40 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Lavardac, pas de changement chez les *bouchonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 16 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers *textiles* ; 11 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers* ; travail actif, 60 heures, chez les *mécaniciens* ; nombreux chômeurs chez les *manœuvres* et *terrassiers* ; pas de changement chez les *employés* ; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Cholet, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *blanchisseurs* et *apprêteurs*. Travail actif chez les *tisserands* de Saint-Philbert-en-Mauges ; pas de chômeurs chez ceux de la Seguinère, de La Tessoualle, de Gesté et de Saint-Léger.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, travail satisfaisant, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints* ; travail peu actif, 56 heures, chez les ouvriers en *pelletteries* ; travail actif, 65 heures, chez les *cagistes* ; travail actif, 48 heures, chez les *maçons* ; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres* ; travail peu actif, 48 heures, chez les *terrassiers*.

A Fismes, chômage général chez les ouvriers en *pelletteries*.

A Reims, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers* ; 2 p. 100 de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *teinturiers* ; 35 p. 100 de chômeurs chez les *trieurs de laine* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes* ; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes* ; travail actif chez les *mécaniciens* ; peu de chômeurs, 51 heures, chez les *tailleurs de pierre* ; de même, et 48 heures, chez les *maçons* ; 12 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres* ; 3 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *lithographes-papetiers* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers* ; de même chez les *bouchonniers*. A Arc-en-Barrois, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Chaumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs* ; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *gantiers*.

Marne (Haute-). — A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *livre*. A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de changement chez les *boulangers* ; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *tailleurs* ; travail assez actif, 60 heures, chez les *chapeliers* ; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement* ; peu actif, 54 heures, chez les ouvriers en *limes*.

A Longwy, pas de chômeurs, 60 et 84 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A Homécourt, pas de chômeurs chez les *mineurs* ; de même chez ceux de Manéville.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, travail normal, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Lérouvillle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

Morbihan. — A Vannes, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers* ; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *voitures* ; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons* ; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *zingueurs*. A Pontivy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Rochefort-en-Terre, pas de chômeurs, travail actif chez les *ardoisiers*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussure* ; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*. Au Bono, travail assez satisfaisant chez les *pêcheurs* ; peu actif chez ceux de Locmiquelie.

A Sauzon, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Port-Louis, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. Au Palais, travail satisfaisant chez les *pêcheurs* ; 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *constructions navales* et du *bâtiment*.

Nièvre. — A Nevers, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles* ; pas de

chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers* et *galochiers*; pas de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*; travail actif chez les *peintres* et *plâtriers*.

A Saint-Amand, travail actif chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A La Charité, fin de saison, 52 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Decize; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Cercy-la-Tour.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Guipy, Bitry, Saint-Sulpice, Beaumont-la-Ferrière, Mourlin, Dompierre, Montigny-aux-Amagnes, Sichamps, Cessy-les-Bois, Narcy, La Chapelle-Saint-André, Giry, Sardy-les-Epiry, Perroy, Pazy, Nolay, Châteauneuf, Val-de-Bargis, Entrains, Champlemy, d'Arquian; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Celle-sur-Nièvre; deux tiers de chômeurs chez ceux d'Aunay, 1/3 de chômeurs chez ceux de Cernon, 55 p. 100 de chômeurs, chez ceux de La Fermeté; 2/3 chez ceux de Giry; 1/2 chez de Montaron; 60 p. 100 chez ceux de Preporché; 70 p. 100 chez ceux de Sainte-Colombe; 55 p. 100 chez de Villé-Longy.

Nord. — A Lille, 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures 1/2, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *faïenciers*; 4 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *selliers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fleurs de coton*; travail actif, chez les *couturières*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs* de lin; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des fonderies*; travail actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail assez actif, 54 heures, chez les *terrasiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Douai, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *mineurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*. Travail satisfaisant, 50 à 60 heures, chez les *marbriers* de Bellignies; de même et 60 heures, chez ceux de Jeumont.

A Fresnes, travail actif chez les *verriers*; pas de chômeurs, 46 heures, chez ceux d'Escaupont.

A Cambrai, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. Travail satisfaisant chez les *métallurgistes* de Saint-Amand, de Sous-le-Bois et d'Onnaing; A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*. A Jeumont, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 75 heures, chez ceux de Villers.

A Roubaix, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 4 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les *ouvriers textiles*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; moitié de chômeurs chez les *peintres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *employés dessinateurs*.

A Valenciennes, 7 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Tourcoing, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

A Dunkerque, 11 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tordeurs d'huiles*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 1/4 de chômeurs chez les *maçons*; 16 p. 100 de chômeurs, 50 à 54 heures, chez les *plafonneurs*. A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers* à la pendule.

A Armentières, travail actif, 59 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; travail assez actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Halluin, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du bois*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs* de Gommegnies. A Walincourt, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers* et *orfèvres*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Saulzoir, travail actif, 72 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux de Villers-en-Cauchies. A Briastre pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Bévillers.

A Seclin et à Saint-Souplet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Halluin; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Houplines; travail actif, 2 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez ceux de Nieppe; 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez ceux d'Estaires; travail

satisfaisant, 60 heures, chez ceux de Fourmies; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Bailleul.

A Comines, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; travail peu actif, 60 heures, chez les *rubanniers*. Au Cateau, nombreux chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Rosendéal, 30 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons*.

Oise. — A Beauvais, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; 5 o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Méru, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

A Béthisy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*. A Compiègne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*. A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*. A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Cuise-la-Motte, travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *jumelliers*. A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. A Saint-Pierre-ès-Champs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des scieries *mécaniques*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail normal, 48 heures, chez les *ferblantiers* et chez les *granitiers*. A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Tinchebray, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; travail actif, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Boulogne-sur-Mer, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *cordonniers*; travail peu actif chez les ouvriers du *bois* et du *bâtiment*; travail peu actif chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *élementiers*; pas de chômeurs chez les *employés*. A Lens, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *menuisiers*.

A Lens, 1/2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Calais, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 42 à 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs* et chez les *ferblantiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Thiers, 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, travail très satisfaisant, 66 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*.

A Besse, travail satisfaisant chez les travailleurs de la *pierre* et du *bâtiment*.

A Volvic, 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *mineurs* de Bressac-les-Mines; pas de chômeurs chez ceux de Meisseix.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, travail peu actif chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Pau, pas de changement chez les *ébénistes*; travail actif, 60 heures, chez les *employés*.

A Billère, pas de chômeurs chez les *camionneurs*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail actif, 54 heures, chez les *plâtriers* et chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, travail peu actif chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; travail peu actif chez les *maçons-plâtriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Coustouges pas de changement chez les *espadrilleurs et trépointeurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Lananère. A Fillols, travail satisfaisant chez les *mineurs*. A Cérét; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *liège*.

70 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et viticoles* de Toulouges; moitié de chômeurs chez ceux de Salses; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-de-la-Raho; 38 p. 100 de chômeurs chez ceux de Canet; 36 p. 100 chez ceux de Trouillas; 66 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Espira de l'Agly; 85 p. 100 chez ceux de Rivesaltes; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pollestres; moitié de chômeurs chez ceux de Montner; un tiers de chômeurs chez ceux de Canohès; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Clairà; 90 p. 100 chez ceux d'Estagel.

Belfort (Territoire de). — A Belfort, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes, lithographes et relieurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Rhône. — A Lyon, 60 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, travail peu actif, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers du *tissage mécanique*; travail peu actif, 35 heures, chez les *imprimeurs sur étoffes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; travail actif chez les *tullistes à la chaîne*; travail très satisfaisant, 60 heures, chez les *tullistes en dentelle*; pas de changement, 50 heures, chez les *sculpteurs-mouluriers* du meuble; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers et fumistes*; travail actif, 54 heures, chez les *céramistes*; fin de saison, 50 heures, chez les *cimentiers*; pas de changement chez les *comptables*; chez les *dames employées* et chez les *employés de la soierie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *voituriers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*;

A Grigny, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

A Villeurban, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Villeurbane, pas de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *tullistes*.

A Bourg-de-Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Thizy; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Grandris.

A Collonges, au Mont-d'Or, pas de chômeurs chez les *horticulteurs*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Loup-sur-Semouse, 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *ameublement*.

Saône-et-Loire. — A Chalon, 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers peintres*. A Coublanc, travail peu actif, chez les *tisseurs*. A Montceau-les-Mines, 2 p. 100 de chômeurs environ chez les *mineurs*. 30 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *scieurs*.

A Mâcon, travail moins actif, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Montchanin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers* de Nanton.

Sarthe. — Au Mans, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, 57 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en

voitures; travail actif, 48 heures, chez les coureurs; 9 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs.

A Sablé, pas de changement, 65 heures, chez les marbriers.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les travailleurs du cuir; pas de chômeurs chez les menuisiers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les plâtriers et peintres; 1 chômeur chez les employés de commerce.

A Albertville, travail moins actif, 72 à 84 heures, chez les papetiers de Venthon; travail actif, 54 heures, dans le bâtiment. A Fourneaux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les papetiers.

35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des plâtrières de Saint-Jean-de-Maurienne.

A Ugine, travail peu actif, 70 heures, chez les métallurgistes.

Savoie (Haute-). — A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes.

A Cluses, 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les horlogers.

A Taninges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les diamantaires.

A Passy, travail moins satisfaisant dans le bâtiment.

Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les jardiniers; 2 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les horticulteurs-jardiniers; 10 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; 8 p. 100 de chômeurs chez les cuisiniers de la Seine; 20 p. 100 de chômeurs chez les cuisiniers de Paris; 4 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les confiseurs; 7 p. 100 de chômeurs chez les pâtisseries de la Seine; pas de chômeurs chez les bouchers; 25 p. 100 de chômeurs environ chez les limonadiers-restaurateurs; 20 p. 100 de chômeurs chez les employés d'hôtels; 6 p. 100 de chômeurs chez les garçons laitiers en gros.

4 p. 100 de chômeurs environ, 54 à 60 heures, chez les typographes; 2 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les lithographes; 4 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les conducteurs-typographes; 8 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs-chromistes; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les graveurs pour impression; pas de chômeurs, 60 heures, chez les phototypistes; travail satisfaisant chez les graveurs d'écriture français; pas de chômeurs, 60 heures, chez les stéréotypistes galvanoplastes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les pape- tiers régleurs.

8 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers en pelleteries; travail peu satisfaisant chez les compagnons cordonniers; pas de chômeurs chez les ouvriers en chaussures militaires; pas de chômeurs, 60 heures, chez les selliers-harnacheurs; travail toujours actif chez les gantiers; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les selliers et mécaniciennes de l'article de chasse; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la bretelle et de la ceinture. Travail peu actif chez les casquiers; pas de changement chez les ouvriers de l'habillement; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières en chapeaux de soie; pas de chômeurs chez les ouvrières en chapeaux de soie et de feutre; travail satisfaisant chez les couturières; moitié de chômeurs, 60 heures, chez les coupeurs-tailleurs; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les coupeurs-chemisiers; 9 p. 100 de chômeurs chez les blanchisseurs; pas de changement chez les teinturiers dégraisseurs; 3 p. 100 de chômeurs chez les garçons de lavoie.

Pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les menuisiers; travail actif, 60 heures, chez les charpentiers; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les marbriers du meuble; 4 p. 100 de chômeurs, 71 heures, chez les layetiers emballeurs; travail satisfaisant chez les spécialistes en tables de nuit; pas de chômeurs, 54 heures, chez les compagnons charrons; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers de la voiture; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en sièges cuir; 10 p. 100 de chômeurs chez les scieurs-découpeurs-mouluriers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les mosaïstes-marqueteurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les monteurs-étalagistes.

Travail satisfaisant, 60 heures, chez les contremaîtres-métallurgistes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les serruriers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'emporte-pièce; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en scies; pas de chômeurs, 60 heures, chez les bijoutiers en doré, fantaisie, etc.; pas de chômeurs chez les batteurs d'or; travail actif, 60 heures, chez les ouvriers en instruments de musique; 3 p. 100 de chômeurs environ, travail actif, chez les mécaniciens.

Pas de changement chez les *maçons*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres ravauteurs*; travail actif, 54 heures, chez les *sumistes*; 7 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *plombiers*; pas de chômeurs chez les *plombiers-colonnards*; travail actif, 54 heures, chez les *scieurs de pierre tendre*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *monteurs levageurs*; travail moins actif, 42 heures, chez les *peintres*; travail moins actif chez les *sculpteurs-modéleurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; travail satisfaisant chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *biseauteurs-polisseurs* et *argenteurs de glaces*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *comptables* et *teneurs de livres*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 4 p. 10 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs chez les employés du commerce et de l'industrie de la *glace*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; travail peu satisfaisant chez les employés de la *bijouterie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clerks d'huissiers*; pas de changement chez les *placiers en fleurs et plumes*.

Travail peu satisfaisant chez les *conducteurs de voitures automobiles*; 1 p. 100 de chômeurs environ chez les *chauffeurs d'automobiles*; travail assez satisfaisant chez les *cochers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mariniers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; travail actif, 49 heures, chez les *porteurs aux halles*; pas de chômeurs chez les *membres et employés de l'enseignement privé*; 3 p. 100 de chômeurs environ chez les *gens de maison*.

A Villemomble, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *jardiniers*.

A Saint-Denis, 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Alfortville, travail satisfaisant, 60 à 72 heures, chez les ouvriers en *pompes*.

A Champigny, pas de chômeurs, 42 heures, dans le *bâtiment*.

A Montrouge, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs de l'habillement*. A Boulogne, travail satisfaisant chez les *blanchisseurs*. A Neuilly, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*. A Fontenay-sous-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *treillageurs-rustiqueurs*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 22 p. 100 de chômeurs, chez les *maîtres d'hôtel* et *garçons restaurateurs*; travail actif, 54 heures, chez les *lithographes-papetiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs de la cordonnerie*; travail peu actif, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*; 18 p. 100 de chômeurs, chez les *confectionneuses*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *brossiers*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *parqueteurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaudronniers*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs chez les *chefs d'équipes et employés du port*; pas de chômeurs chez les *débardeurs du port*; pas de chômeurs chez les *employés du port*.

Au Havre, 7 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 2 1/2 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *maîtres d'hôtels* et *garçons navigateurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de restaurant navigateurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modéleurs*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers des docks*; 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port; pas de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens de la marine*; travail actif chez les *camionneurs*, faible chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*.

A Dieppe, travail peu actif, 48 heures, dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs, 49 heures, chez les ouvriers de l'industrie cotonnière de Bolbec; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Lillebonne.

A Deville-les-Rouen, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Elbeuf, 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers* de Nesle-Normandeuse, de Martainville et d'Aumale. A Sahuis, 4 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les ouvriers du *livre*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Noisiel, pas de changement chez les *chocolatiers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*. A Lieusaint un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers agricoles*. A Souppes, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, travail peu actif chez les *limonadiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *scieurs-découpeurs*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *serruriers-mécaniciens*; travail actif, 48 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; 11 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Germain, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Argenteuil, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *chapeliers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *mouleurs*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *ouvriers en instruments de musique*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A Bonnières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs de pétrole*.

A Corbeil, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Chevreuse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; de même chez ceux de Méry-sur-Oise.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*, pas de chômeurs chez les *doleurs*.

A Thouars, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Melle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, chez les *employés de commerce*.

Somme. — A Amiens, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en cuir*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *bijoutiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif, 36 heures, dans le *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*. A Moreuil, travail actif chez les *bonnetiers*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *mineurs*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Castres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; nombreux chômeurs chez les *tourneurs sur bois*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; travail moins actif chez les *sculpteurs*.

A Rabastens, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Lavaur, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*. A Briatexte, pas de chômeurs, travail actif dans le *bâtiment*.

A Graulhet, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *moutonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*. A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; travail actif, 40 heures, chez les *délaineurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en peau de mouton*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *charretiers*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; de même et travail actif chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Castelsarrasin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Septfonds, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de paille*.

Var. — A Draguignan, 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*. A Toulon, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; travail actif chez les *carretiers*. A La Garde, travail satisfaisant, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Seyne, travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Saint-Zacharie, 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *potiers*. A Hyères, deux tiers de chômeurs chez les *cochers*.

Vaucluse. — A Avignon, 30 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 15 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Villeneuve-d'Avignon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Apt, 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*.

Aux Sables-d'Olonne, chômage général, 48 heures, chez les *boitiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Pas de chômeurs, travail actif, chez les *tisserands* d'Évrunes, des Épesses, de Mortagne-sur-Sèvre et de Saint-Laurent-sur-Sèvre. A Mervent, 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *forestiers*.

Vienne. — A Poitiers, travail actif, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; travail actif, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *cimentiers*; 7 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *vitriers-peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre ravauteurs*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, nombreux chômeurs chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *relieurs et doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement* et chez les *tailleurs*; travail actif, 66 heures, chez les *menuisiers*; travail actif, 60 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourreliers*; travail actif, 66 heures, chez les *maréchaux ferrants*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-plafonneurs*; travail peu actif, 48 heures, chez les *céramistes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Chalus, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *jeuillardiers*.

A Saint-Junien, 20 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.

Vosges. — A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*. A Saint-Dié, travail normal, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers textiles*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 66 heures, chez les *mécaniciens*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*.

A la Neuveville-les-Raon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du bois. A Gérardmer, travail actif chez les ouvriers en *jouets*,

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *carriers*.

A Remiremont, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; travail satisfaisant dans le *bâtiment*. A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *papeteries*; 2 pour 100 de chômeurs chez ceux d'Étival.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *textils* de Bussang, de Cornimont, du Val d'Ajol, de Châtel-sur-Mouille, de Provenchères, du Thillot, de Golbey, de Maxonchamp, de Ban-de-Laveline, de Moyenmoutier et de Saint-Léonard.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Sens, travail actif, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Treigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *potiers*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Domats, des Ormes, de Moutiers, de Lavau, de Brosses, de Septfonds, de Sommechaie, Saint-Sauveur-en-Puisaye et de Fontenailles-sous-Andryes; 20 p. 100 chez ceux de Mézilles; 55 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Fargeau.

Algérie. — A Alger, 35 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *charpentiers*; un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A Oran, travail plus actif chez les *employés de commerce*.

A Constantine, travail satisfaisant chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; travail actif chez les *employés de commerce*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les onze premiers mois de 1906.

	1906.	1905.	AUGMENTATIONS en 1906.	DIMINUTIONS en 1906.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	850,756	736,283	114 473	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,999,945	2,775,295	224,650	"
Objets fabriqués.....	849,972	779,317	70,655	"
TOTAUX.....	4,700,673	4,290,895	409,778	"
AUGMENTATION en 1906			409 778 ^f	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	665,608	684,827	"	19,219
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,241,851	1,214,811	27,040	"
Objets fabriqués.....	2,342,914	2,171,144	171,770	"
Colis postaux.....	338,411	299,615	38,796	"
TOTAUX.....	4,588,784	4,370,397	237,606	19,219
AUGMENTATION en 1906			218,387 ^f	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,441,872,600 francs du 1^{er} janvier au 14 décembre 1906 contre 1,388,681,000 francs pendant la période correspondante de 1905, soit une augmentation de : 53,191,600 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Nov. 1905.	Oct. 1906.	Nov. 1906.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	24 ^f 75	27 ^f 50	27 ^f 50
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	37 75	43 00	42 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.	56 37	75 00	87 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.	40 87	46 25	51 25
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	66 00	74 00	"
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	74 37	73 37	70 62
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ...	194 00	200 50	204 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr. .	49 50	52 00	58 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe) ..	206 00	"	"
Étain Banka, idem.	417 00	"	"
Plomb, livr. à Paris, idem.	44 50	"	"
Zinc, bonnes marques, idem.	71 56	"	"
Blé à Paris, idem.	23 12	23 25	23 25
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 36	1 30	1 39
Viande veau, idem.	1 81	1 73	1 90
— mouton, idem.	1 90	1 76	1 91
— porc, idem.	1 44	1 33	1 52

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de novembre 1906, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

34 syndicats patronaux comptant 5,829 membres;
74 syndicats ouvriers comptant 6,370 membres;
1 bourse du travail.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

23 en novembre, 38 en octobre, 14 en septembre, 8 en août, 1 en juillet, 1 en juin, 3 en mai, 3 en avril, 1 en février, 2 en janvier et 10 antérieurement au 1^{er} janvier 1906. Total : 109.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX. .

Alpes-Maritimes [3 octobre 1906]. — Chambre syndicale du progrès de la **coiffure** de Nice et de la région (20 membres). Siège social : avenue de la Gare, 18, NICE. — [? octobre 1906]. — Chambre syndicale des patrons **confiseurs-pâtisseries** des Alpes-Maritimes (47 membres). Siège social : avenue de la Gare, 20, NICE.

Calvados [9 septembre 1906]. — Syndicat des **laitiers** fournisseurs de la ville de Caen (65 membres). Siège social : hôtel de ville, CAEN.

Charente-Inférieure [1^{er} janvier 1906]. — Comité de défense **salicole** et agricole de l'Ouest (5,000 membres). Siège social : rue Admyrault, 4, LA ROCHELLE.

Doubs [1^{er} décembre 1904]. — Société de **médecine** de Besançon et de la Franche-Comté et Union syndicale des médecins du Doubs (66 membres). Siège social : Grande-Rue, 73, BESANÇON.

Drôme [25 octobre 1906]. — Syndicat **médical** de la Basse-Isère (11 membres). Siège social : place Jacquemart, 1, ROMANS.

Ile-et-Vilaine [1^{er} novembre 1906]. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** de la ville de Rennes (50 membres). Siège social : rue de Nantes, 98, RENNES.

Indre-et-Loire [24 novembre 1906]. — Chambre syndicale de la **meunerie** d'Indre-et-Loire (52 membres). Siège social : TOURS.

Isère [5 novembre 1906]. — Syndicat des constructeurs **mécaniciens** et chaudronniers de Grenoble et de la région (5 membres). Siège social : Chambre de Commerce, GRENOBLE. — [3 novembre 1906]. — Syndicat des **laitiers** de Saint-Marcellin et des communes environnantes (51 membres). Siège social : SAINT-MARCELLIN.

Loir-et-Cher [15 septembre 1906]. — Syndicat des **pâtisseries-confiseurs** de Blois et de la région (12 membres). Siège social : hôtel de ville, BLOIS.

Loiret [20 septembre 1906]. — Chambre syndicale des agents **d'automobiles**, cycles, du Loiret et départements limitrophes (membres). Siège social : Bourse du commerce, ORLÉANS.

Manche [1^{er} avril 1905]. — Union syndicale des patrons **coiffeurs** (20 membres). Siège social : rue Tour-Carrée, 44, CHERBOURG.

Marne [27 octobre 1906]. — Syndicat des marchands de **combustibles** de Châlons-sur-Marne (12 membres). Siège social : rue Thiers, 13, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [4 octobre 1906]. — Syndicat des **pâtisseries**, confiseurs et assimilés de Châlons-sur-Marne et de l'arrondissement (7 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 8, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [6 novembre 1906]. — Chambre syndicale des **tonneliers** de la ville de Reims et ses environs (18 membres). Siège social : rue de l'Étape, 21, REIMS.

Nord [2 novembre 1906]. — Chambre syndicale de la **boucherie** hippophagique de Lille et environs (21 membres). Siège social : Grande-Place, 38, LILLE.

Pas-de-Calais [5 novembre 1906]. — Syndicat de la **boulangerie** de Béthune (13 membres). Siège social : Grand-Place, 2, BÉTHUNE. — [6 juillet 1906]. — Syndicat des marchands **forains** et colporteurs de toutes catégories (30 membres). Siège social : boulevard des Écoles, 75, LENS.

Pyrénées (Basses-) [6 novembre 1906]. — Syndicat des **horticulteurs** de Bayonne-Anglet-Biarritz (18 membres). Siège social : BIARRITZ. — [5 novembre 1906]. — Syndicat des propriétaires **d'hôtels**, pensions et maisons meublées de Biarritz et de la région (45 membres). Siège social : Hôtel d'Angleterre, BIARRITZ.

Sarthe [2 octobre 1906]. — Union syndicale des **limonadiers**, hôteliers et débitants du Mans (3 membres). Siège social : rue des Minimes, 39, LE MANS. — [16 novembre 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **menuiserie** de la ville du Mans et du département de la Sarthe (3 membres). Siège social : LE MANS.

Savoie [1^{er} novembre 1906]. — Syndicat des maîtres **cordonniers** d'Aix-les-Bains (14 membres). Siège social : rue de la Dent-du-Chat, 6, AIX-LES-BAINS.

Seine [1^{er} octobre 1906]. — Syndicat des **pharmaciens** de la banlieue parisienne du Sud-Est (11 membres). Siège social : rue du Liégar, 37, IVRY-SUR-SEINE. — [5 octobre 1906]. Chambre syndicale des **maîtres imprimeurs** de musique (10 membres). Siège social : rue de La Tour-d'Auvergne, 22, PARIS. — [18 octobre 1906]. — Union centrale des **opticiens** de France (29 membres). Siège social : rue du Faubourg-Poissonnière, 55, PARIS (9^e). — [2 novembre 1906]. — Syndicat patronal des **peintres** en décors (bois et marbres) de Paris et du département de la Seine (15 membres). Siège social : rue du Faubourg-Montmartre, 72, PARIS (9^e). — [9 octobre 1906]. — Chambre syndicale de la **publicité** (40 membres). Siège social : rue Thimonnier, 4, PARIS (9^e). — [11 octobre 1906]. — Chambre syndicale des fabricants de **tripes** à la mode de Caen (20 membres). Siège social : rue Montorgueil, 48, PARIS (2^e). — [2 juillet 1905]. — Syndicat des patrons **blanchisseurs** de Saint-Maur (20 membres). Siège social : boulevard National, 2, SAINT-MAUR.

Seine-Inférieure [26 septembre 1906]. — Syndicat des **commerçants** détaillants de la ville de Dieppe (48 membres). Siège social : rue de la Boucherie, 26, DIEPPE.

Vienne (Haute-) [5 avril 1906]. — Syndicat des **épiciers** de détail de la Haute-Vienne [35 membres]. Siège social : rue Pont-Hérisson, 7, LIMOGES.

Alger [9 novembre 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **plomberie**, zinguerie et assainissement des villes d'Alger et de Saint-Eugène (20 membres). Siège social : ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [25 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** et similaires du canton de Commentry (280 membres). Siège social : Bourse du travail, COMMENTRY. — [26 août 1906]. — Syndicat des travailleurs de **terre** de Meillard (31 membres). Siège social : MEILLARD. — Fédération des **mécaniciens** et chauffeurs des chemins de fer du P.-O. (103 membres). Siège social : rue Barathon, 54, MONTLUÇON. — [30 octobre 1906]. — Syndicat des **employés de bureau** et de commerce (27 membres). Siège social : rue des Potiers, 56, MOULINS. — [16 octobre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** et travaux similaires du canton de Neuilly-le-Réal (62 membres). Siège social : NEUILLY-LE-RÉAL. — [7 octobre 1906]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Pierrefitte-sur-Loire (90 membres). Siège social : PIERREFITTE-SUR-LOIRE.

Alpes-Maritimes [25 août 1906]. — Syndicat des ouvriers **colleurs** en papiers peints de la ville de Cannes (20 membres). Siège social : quai Saint-Pierre, 3, CANNES. — [15 octobre 1906]. — Syndicat international des **commis** et employés de Cannes (102 membres). Siège social : Bourse du travail, CANNES. — [18 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **vermicelliers** des deux sexes et parties similaires de la ville de Cannes (40 membres). Siège social : Bourse du travail, CANNES. — [2 octobre 1906]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Vallauris (22 membres). Siège social : maison Degioanni (Joseph-Antoine), rue des Mûriers, VALLAURIS. — [28 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **enfourneurs** de Vallauris (52 membres). Siège social : maison Féraud (Julien), VALLAURIS.

Aube [10 septembre 1906]. — Chambre syndicale des **charretiers**, camionneurs et charbonniers du département de l'Aube (30 membres). Siège social : Bourse du Travail TROYES.

Charente-Inférieure [22 décembre 1905]. — Union syndicale indépendante du personnel de l'usine Bertrand fils et C^{ie} (**filature**) [25 membres]. Siège social : LA ROCHELLE.

Creuse [1^{er} mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Lavaveix-les-Mines et des Fourneaux (665 membres). Siège social : LAVAVEIX-LES-MINES.

Doubs [26 octobre 1906]. — Syndicat des **employés de commerce** et de l'Industrie de Besançon (54 membres). Siège social : Bourse du Travail, BESANÇON. — [17 octobre 1906]. — Syndicat des ouvriers **restaurateurs-limonadiers** et assimilés de Besançon et de Franche-Comté (43 membres). Siège social : Bourse du Travail, BESANÇON.

Gironde [4 octobre 1906]. — Syndicat des **garçons de magasins** et livreurs de la ville de Bordeaux et de la banlieue (40 membres). Siège social : Bourse du Travail, BORDEAUX. — [8 septembre 1906]. — Association syndicale des marchands de **journaux** de Bordeaux et de la banlieue (56 membres). Siège social : Athénée, BORDEAUX.

Hérault [11 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **jardiniers**, maraîchers et fleuristes de la ville de Montpellier et des environs (25 membres). Siège social : Bourse du Travail, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [20 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés à l'heure de la **confection** militaire (15 membres). Siège social : Bourse du Travail, RENNES.

Loire-Inférieure [2 septembre 1906]. — Chambre syndicale des **pêcheurs** de Passay et de la région (64 membres). Siège social : Passay, commune de la CHEVROLIÈRE.

Loiret [13 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **céramistes** d'Orléans et de l'arrondissement (? membres). Siège social : Bourse du Travail, ORLÉANS. — [9 août 1906]. — Syndicat des ouvriers **charretiers**, cochers et cochers livreurs de l'arrondissement d'Orléans (? membres). Siège social : Bourse du Travail, ORLÉANS. — [14 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **pâtisseries** et cuisiniers de l'arrondissement d'Orléans (24 membres). Siège social : Bourse du Travail, ORLÉANS. — [1^{er} octobre 1906]. — Syndicat des ouvriers **pâtisseries-cuisiniers** non affiliés à la boulangerie (? membres). Siège social : rue Charles-Sanglier, 21, ORLÉANS.

Lot-et-Garonne [1^{er} septembre 1906]. — Syndicat des ouvriers du **cycle** et de l'automobile (21 membres). Siège social : Bourse du Travail, AGEN.

Manche [30 septembre 1906]. — Chambre syndicale ouvrière des ouvriers **coiffeurs** de Cherbourg (18 membres). Siège social : Bourse du Travail, CHERBOURG.

Marne [18 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **verriers** [verre noir] de Coucy (96 membres). Siège social : hôtel Larzillière, COUCY. — [1^{er} novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **verriers** [verre noir] de La Neuville (110 membres). Siège social : route Nationale, 44, LA NEUVILLE. — [6 septembre 1906]. — Chambre syndicale des gérants des succursales des sociétés **d'alimentation** de Reims et de la région (57 membres). Siège social : rue Gambetta, REIMS. — [26 novembre 1906]. — Chambre syndicale des **cochers**

d la Compagnie des cochers de place et de remise de Reims (55 membres). Siège social : Bourse du Travail, REIMS. — [11 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **verriers** [verre noir] de Reims (191 membres). Siège social : Bourse du Travail, REIMS. — [9 novembre]. — Syndicat national des travailleurs des **chemins de fer** de France et des colonies [groupe de Vitry-le-François] (111 membres). Siège social : chez M. Heurlaut, avenue de la Gare, VITRY-LE-FRANÇOIS.

Marne (Haute-) [8 novembre 1906]. — Syndicat national des travailleurs des **chemins de fer** de France et des colonies [section de Chaumont] (61 membres). Siège social : café de Paris, rue des Chamarandes, CHAUMONT.

Meurthe-et-Moselle [12 octobre 1906]. — Syndicat national des travailleurs des **chemins de fer** de France et des colonies [section de Nancy] (450 membres). Siège social : rue Clodion, 6, NANCY.

Morbihan [?] . Chambre syndicale de la **chaussure** de Lorient (185 membres). Siège social : Bourse du Travail, LORIENT.

Nièvre [2 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et agricoles de Champvert (45 membres). Siège social : CHAMPVERT. — [4 février 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** de Saint-Léger-des-Vignes (95 membres). Siège social : rue Sernelle, SAINT-LÉGER-DES-VIGNES.

Nord [1^{er} octobre 1906]. — Chambre syndicale des **mouleurs** et parties similaires de Denain (50 membres). Siège social : rue Thiers, 15, DENAIN. — [15 octobre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers et apprentis **carreleurs** de Lille et environs (50 membres). Siège social : rue Léon-Gambetta, 31, LILLE. — [1^{er} septembre 1905] — Chambre syndicale des marchands **forains** et forains du Nord et du Pas-de-Calais (90 membres). Siège social : rue d'Arras, 147, LILLE. — [15 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **tailleurs**, apieceurs, pompiers, culottières et giletières de Lille et ses environs (51 membres). Siège social : rue Léon-Gambetta, 31, LILLE. [21 octobre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisserands** du rayon industriel de Quiévy (25 membres). Siège social : QUIÉVY. — [19 août 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers en **pierres** bleues de Roubaix-Tourcoing et environs (20 membres). Siège social : rue de l'Alma, 172, ROUBAIX. — [15 juin 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et manœuvres de Tourcoing (100 membres). Siège social : rue du Chêne-Houpline, 102, TOURCOING.

Oise [6 mars 1904]. — Chambre syndicale des **verriers** de Saint-Germer (40 membres). Siège social : SAINT-GERMER.

Pyrénées (Basses-) [?] octobre 1906]. — Association syndicale de l'ameublement de la ville de Pau (30 membres). Siège social : Bourse du Travail, PAU.

Rhône [18 octobre 1906]. — Syndicat de l'union des ouvriers **boulangers** de Lyon (147 membres). Siège social : rue Lebrun, 1, LYON. — [?]. — Union syndicale des **cuisiniers** de Lyon et de la banlieue (52 membres). Siège social : rue Buisson, 10, LYON. — [1^{er} novembre 1906]. — Syndicat des employés et ouvriers des **forces motrices** du Rhône et similaires (31 membres). Siège social : Bourse du Travail, LYON. — [15 octobre 1906]. — Chambre syndicale des employés du **funiculaire** Croix-Paquet et du tramway de Caluire (45 membres). Siège social : Grande rue de Cuire, 6, LYON.

Saône-et-Loire [2 février 1902]. — Chambre syndicale ouvrière des **limonadiers-restaurateurs** et assimilés du département de Saône-et-Loire (90 membres). Siège social : hôtel des Champs-Élysées, place de la Barre, MÂCON.

Sarthe [2 novembre 1906]. — Syndicat des préparateurs en **pharmacie** de l'Ouest (2 membres). Siège social : LE MANS.

Savoie [15 octobre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la Savoie (19 membres). Siège social : café des Négociants, place de l'Hôtel-de-Ville, CHAMBERY.

Seine [12 septembre 1906]. — Chambre syndicale du personnel de la Compagnie des **tramways** Nord-Parisiens (70 membres). Siège social : boulevard de la Brèche, 52, EPINAY. — [1^{er} octobre 1906]. — Société amicale des ouvriers **boulangers** du département de la Seine (230 membres). Siège social : rue des Martyrs, 2, PARIS, 9^e. — [28 octobre 1906]. — Syndicat ouvrier des **encaustiqueurs** en bâtiment (100 membres). Siège social : rue des Cendriers, 55, PARIS, 20^e. — [19 novembre 1906]. — Chambre syndicale des employés du Pavillon 4 — volailles et gibiers — des **halles** centrales de Paris (150 membres). Siège social : maison Weber, rue de Vanvilliers, 19, PARIS, 1^{er}. — [30 août 1906]. — Société des conducteurs **lithographes** du département de la Seine (75 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, PARIS, 10^e. — [20 novembre 1906]. — Union syndicale du personnel des costumes des **théâtres** subventionnés (48 membres). Siège social : avenue de Saint-Ouen, 70, PARIS.

Seine-Inférieure [30 octobre 1906]. — Syndicat des **employés de commerce** de l'arrondissement de Dieppe (40 membres). Siège social : Arcades de la Bourse, 13, DIEPPE. — [8 novembre 1906]. — Chambre syndicale des **employés de commerce** (33 membres). Siège social : Bourse du Travail, ROUEN.

Seine-et-Marne [8 octobre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Coulommiers et de Seine-et-Marne (42 membres). Siège social : rue de Paris, 3, COULOMMIERS. — [10 septembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **maçons** et parties similaires de Melun et des environs (106 membres). Siège social : Hôtel de ville, MELUN. — [1^{er} août 1906]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** et parties similaires du canton de Mornant (784 membres). Siège social : rue de Paris, MORNANT. — [23 septembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Thieux et Nantouillet (55 membres). Siège social : THIEUX.

Sèvres (Deux-) [2 août 1906]. — Syndicat des **employés** de bureau et parties similaires (38 membres). Siège social : Bourse du Travail, NIORT.

Vaucluse [23 octobre 1906]. — Union syndicale des ouvriers **coiffeurs** d'Avignon (47 membres). Siège social : café de l'Entr'acte, place de l'Horloge, AVIGNON. — [4 octobre 1906]. — Chambre syndicale des **coupeurs** en chaussures de la ville d'Avignon (17 membres). Siège social : Bourse du Travail, AVIGNON. — [8 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **cuisiniers** de la ville d'Avignon (40 membres). Siège social : rue République, 35, AVIGNON. — [26 octobre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **marbriers** de la ville d'Avignon (15 membres). Siège social : Bourse du Travail, AVIGNON. — [20 octobre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **mouleurs** de la ville d'Avignon (20 membres). Siège social : Bourse du Travail, AVIGNON.

Alger [25 octobre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** de Blida (60 membres). Siège social : rue Magnin, 12, BLIDA.

Oran [17 septembre 1905]. — Chambre syndicale des **charretiers**, **camionneurs** et **aides** de la ville d'Oran (185 membres). Siège social : Bourse du Travail, **ORAN**.

3° BOURSE DU TRAVAIL.

Alpes-Maritimes [1^{er} janvier 1906]. — Bourse du Travail de Cannes (27 syndicats adhérents). Siège social : Palais de Justice, rue Le Poussin, **CANNES**.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

I. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

1 ^{re} SESSION (1891). — <i>Compte rendu des séances. — Rapports : Bureaux de placement</i> (M. Thévenet). — <i>Protection des salaires</i> (M. Martelin). — <i>Création d'un office du travail</i> (M. Keufer). — 1 vol. in-4° de 200 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
2 ^{de} SESSION (1892). — <i>Compte rendu. — Rapports : Organisation du crédit populaire</i> (MM. Labeyrie et Delahaye). — <i>Sociétés coopératives de crédit</i> (M. Lyon-Caen). — <i>Habitations ouvrières</i> (M. Siegfried). — <i>Musée d'économie sociale</i> (M. Linder). — <i>Amalgames d'atelier</i> (M. Keufer). — <i>Pétition des typographes de Lyon</i> . — 1 vol. in-4° 252 p. 3 fr.....	Épuisé.
3 ^e et 4 ^e SESSIONS (déc. 1893-janv. 1894). — <i>Compte rendu. — Rapport sur l'organisation du crédit populaire</i> (M. Many). — 1 vol. in-4°, 341 p. 3 fr. 30.....	Épuisé.
5 ^e SESSION (1895). — <i>Compte rendu. — Rapport sur la création de chambres de travail</i> (M. Depasse). — 1 vol. in-4°, 165 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
6 ^e SESSION (1896). — <i>Compte rendu. — Rapports : L'insaisissabilité des pensions ouvrières</i> (M. Paulet). — <i>La question du chômage</i> (MM. Moron, Finance et Keufer). — 1 vol. in-4°, 143 p. 1 fr. 80.....	Épuisé.
<i>Rapport sur la question du chômage, accompagné de documents réunis par l'Office du travail.</i> — 1 vol. in-4°, 398 p. 3 fr. 60.....	Épuisé.
<i>Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898)</i> [note de l'Office du travail]. 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	1 fr.
7 ^e SESSION (1897). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le système actuel des adjudications</i> (M. Keufer). — <i>Note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics.</i> — 1 vol. in-4°, 299 p. 3 fr.....	Épuisé.
8 ^e SESSION (1898). — <i>Compte rendu. — Rapport sur le marchandage</i> (M. Goy). — <i>Note de l'Office du travail sur le marchandage.</i> — 1 vol. in-4°, 127 p. 1 fr. 80.....	Épuisé.
9 ^e SESSION (1900). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 525 p. 4 fr. 50.....	Épuisé.
<i>Les conseils de prud'hommes</i> (Documents et enquête de l'Office du travail). — 1 vol. in-4°, 409 p.....	3 fr. 60.
<i>Enquête sur la législation de conseils de prud'hommes</i> (Enquête de l'Office du travail). — 1 broch. in-4° de 55 p.....	1 fr.
10 ^e SESSION (1901). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4° de 175 p. 2 fr. 25.....	Épuisé.
<i>Rapport et documents sur la réglementation du travail dans les bureaux et magasins</i> (M. Dalle) et dans les petites industries de l'alimentation (M. Barafort). — 1 vol. in-4°, 261 p. 3 fr.....	Épuisé.
<i>Rapports sur diverses modifications à la législation des prud'hommes et sur les renvois par suite de saisie-arrest.</i> — 1 broch. in-4°, 28 p.....	1 fr.
11 ^e SESSION (1902). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 147 p.....	1 fr. 80.
<i>Apprentissage : enquête et documents</i> (rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 537 p.....	4 fr. 50
<i>Rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du conseil supérieur</i> (M. Fagnot). — 1 broch. in-4°, 15 p. 1 fr.....	Épuisé.
12 ^e SESSION (1903). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 224 p.....	2 fr. 70.
<i>Les caisses de chômage.</i> — 1 vol. in-4°, de 148 p.....	1 fr. 80.
<i>Réglementation du travail dans les industries de transport</i> (Rapport de M. Moreau). — 1 vol. in-4°, 87 p.....	1 fr. 50.
<i>Enquête et documents sur le délai-congé.</i> — 1 vol. in-4°, 104 p.....	1 fr. 80.
13 ^e SESSION (1904). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 233 p.....	1 fr. 80.
<i>Le repos hebdomadaire</i> (rapport de M ^{lle} Blondelu). — 1 vol. in-4°, 73 p.....	1 fr. 50.
<i>Le délai-congé</i> (rapport de M. Manoury). — 1 vol. in-4°, 52 p.....	1 fr. 50.
14 ^e SESSION (1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 135 p.....	1 fr. 80.
15 ^e SESSION (novembre 1905). — <i>Compte rendu.</i> — 1 vol. in-4°, 168 p.....	2 fr. 25.
<i>L'enseignement professionnel</i> (Rapport de M. Briat). — 1 vol. in-4°, 159 p.....	2 fr. 35.

II. — ENQUÊTES ET DOCUMENTS.

<i>Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.</i> — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893). 8 fr.....	Épuisé.
<i>Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques.</i> — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).....	1 fr. 50.
<i>De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.</i> — 1 vol. in-8° de 610 p. (1893). 6 fr.....	Épuisé.
<i>Examen du 6^e rapport annuel du Dép^{te} du travail des États-Unis. — Des arts et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.</i> — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893). 1 fr. 50.....	Épuisé.
<i>Salaires et durée du travail dans l'industrie française.</i> — Tome 1 ^{er} : <i>Seine</i> . — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893) — Tomes II et III : <i>Départements</i> . — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). — Tome IV : <i>Résultats généraux</i> . — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897). Chacun 7 fr. 50. — <i>Manufactures de l'État et chemins de fer.</i> — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896) 1 fr. 50. — <i>Album graphique.</i> — 29 planches in-8° (1897) 1 fr.....	Épuisé.
<i>La petite industrie (salaires, durée du travail).</i> — Tome 1 ^{er} : <i>L'alimentation à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893). — Tome II : <i>Le vêtement à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 2 fr. 50 et 5 fr.....	Épuisé.

PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}. (Suite.)

L'industrie du chiffon à Paris. — 1 vol. in-8° de 118 p. (1903).....	1 fr. 50.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche. — I. <i>Résultats financiers</i> . — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892). — II. <i>Statistique des accidents du travail</i> . — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie : En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). — En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893), chacun 1 fr. 50.....	Épuisés.
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche. 1 ^{re} partie : <i>Accidents</i> . — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894). — 1 fr. 50.....	Épuisé.
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse</i> . — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895). 2 fr.....	Épuisé.
Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50.....	Épuisé.
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899). 2 fr.....	Épuisé.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895). 5 fr.....	Épuisé.
Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.....	Épuisé.
Maladies professionnelles. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1903).....	1 fr. 80.
Les associations ouvrières de production. — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.....	Épuisé.
Les associations professionnelles ouvrières. — Tome I ^{er} : <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industrie polygraphique</i> . — (1899). — Tome II : <i>Cuirs et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois</i> . — (1901). — Tome III : <i>Métaux céramiques et verrerie</i> (1902). — Tome IV : <i>Bâtiment, transports et industries diverses</i> . — 4 vol. in-8° de 905, 895, 679 et 821 p., chacun.....	5 fr.
Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — <i>Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université</i> . — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901). 1 fr. 50.....	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1889-1901). — 1 vol. in-8° de 320 p. (1902). 3 fr. 50.	Épuisé.
Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement. — 1 vol. in-8° de 678 p. (1905).	6 fr.
Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899. — Tome I ^{er} : <i>Moteurs à vapeur</i> (1900). — Tome II : <i>Moteurs hydrauliques</i> . — (1901). — 2 vol. in-4° de 235 et 224 p., chacun 3 fr. 50.....	Épuisés.
Documents sur le marchandage, chômage, minimum de salaire, conseils de prud'hommes (voir publications du conseil supérieur du travail) :	

III. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES. — STATISTIQUE.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891. Dénombrement général. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.....	Épuisé.
Dénombrement des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50.
Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899). 7 fr. 50....	Épuisé.
Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896. — Tome I ^{er} : <i>Région de Paris au Nord et à l'Est</i> (15 départem.). — Tome II : <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.). — Tome III : <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV : <i>Résultats généraux</i> . — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. (Tome I ^{er} épuisé), chacun.....	10 fr.
Résultats statistiques du recensement général de la population de 1901. — Tome I ^{er} : <i>Introduction, population légale ou de résidence habituelle pour la France entière; population présente, régions de Paris, du Nord et de l'Est</i> . — 1 vol. in-4° de 870 p. — Tome II : <i>Population présente, région du Sud-Est</i> . — 1 vol. in-4° de 818 p. — Tome III : <i>Population présente, région de l'Ouest et du Midi</i> . — 1 vol. in-4° de 906 p. — Tome IV : <i>Population présente, résultats généraux</i> . 1 vol. in-4° de 1,022 p., chacun.....	10 fr.
Statistique générale de la France. — <i>Statistique annuelle. Années 1888-89; 1890; 1890-1891-1892</i> . — 3 vol. in-8° de 341, 145, 641 p. (1890, 1890-91-92, épuisés), chacun.....	7 fr. 50.
Années 1893 à 1898. — 6 vol. in-8° de 259, 259, 237, 235, 304 et 197 p., chacun 5 et 6 fr. — 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1 ^{er} volume <i>Mouvement de la population</i> . — 4 vol. in-8° de 313, 289, 105 et 384 p. (épuisés, sauf 1902 et 1903), chacun....	5 fr.
Année 1904. — 1 vol. in-8° de 638 p.....	7 fr. 50.
Années 1899 et 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 2 ^e volume : <i>Institutions d'assistance</i> . 5 vol. — in-8° de 211, 105, 103, 103 et 103 p. (épuisés, sauf 1902, 1903 et 1904), chacun.....	5 fr.
Annuaire statistique. — Années 1880 à 1891, 12 vol. in-8° de 559, 664, 612, 630, 678, 674, 718, 723, 503, 516, 553, 535 pages; années 1892-94 et 1895-96, 2 vol. in-8° de 773 et 624 p.; années 1897 à 1904, 8 vol. in-8° de 520, 653, 615, 583, 592, 528, 631 et 545 p. — (Épuisés : années 1886, 1888, et 1890 à 1904, sauf 1901), chacun.....	7 fr. 50.
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1905). — 75 vol. in-8° (épuisés, sauf 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905), chacun.....	3 fr. 50.
Statistique des grèves de 1890 à 1899. — Broch. in-8° de 28 p.....	4 fr. 50.
Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-1899, 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904-1905. — (Épuisés, sauf 1902 et 1904-1905), chacun.....	1 fr. 50.
	5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, quelques-uns des volumes indiqués comme épuisés :

MM. BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}, rue des Beaux-Arts, 5, Paris-6^e.
MUZARD et EBIN, place Dauphine, 26, à Paris-1^{er}.
Georges ROUSTAN, quai Voltaire, 5 et 17, à Paris-7^e.
CHAVALIER et RIVIÈRE, rue Jacob, 30, à Paris-6^e.

1906

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS

LISTE DES ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

EN FRANCE

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XIII

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS.

ANNÉE 1906.

	Pages.
Janvier	1
Février	105
Mars	225
Avril	313
Mai	425
Juin	545
Juillet	669
Août	785
Septembre	873
Octobre	986
Novembre	1101
Décembre	1193

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCE

(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE).

I. — Lois, décrets, arrêtés et règlements.

	Pages.
1904.	
22 mai..... DÉCRET appliquant à l'Algérie les dispositions du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du 21 mars 1848 sur le marchandage.....	374
1905.	
29 décembre. Loi sur la caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents.....	171
1906.	
28 février... ARRÊTÉ (Commerce). — Fixation du taux des subventions de l'État aux caisses de secours contre le chômage involontaire.....	277
1 ^{er} mars..... DÉCRET réglementant le travail des enfants et l'hygiène et la sécurité des travailleurs en Algérie.....	370
22 — DÉCRET concernant les précautions à prendre contre l'incendie dans les établissements industriels et commerciaux.....	504
2 avril..... LOI concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs.....	375
12 — LOI étendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	502
12 — LOI modifiant et complétant la loi du 30 novembre 1894, sur les habitations à bon marché.....	934
17 — ARTICLES 59, 65 et 66 de la loi de finances du 17 avril 1906, concernant : 1 ^o la modification de la loi du 22 mars 1902 sur les accidents du travail; 2 ^o l'incessibilité et l'insaisissabilité des pensions de retraite; 3 ^o l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs...	617
17 — Article 67 de la loi de finances (licenciement des agents d'octroi)...	940
19 — Articles 18 et 19 de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande.....	618
20 — DÉCRET modifiant le décret du 9 septembre 1905 relatif aux subventions aux caisses de chômage.....	505
23 — LOI créant des sociétés de crédit maritime.....	618
9 mai..... ARRÊTÉ (Travaux publics) sur la durée du travail et des repos des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains de chemins de fer. (Modification des deux décrets du 4 novembre 1899.).....	735
12 juin..... DÉCRET rendant exécutoire la Convention franco-belge du 21 février 1906, (Réparation des dommages résultant des accidents du travail.).....	841
29 — ARRÊTÉ (Commerce) fixant le taux des subventions aux caisses de chômage pour le second semestre 1906.....	737
13 juillet... LOI sur le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers...	732
11 août..... DÉCRETS et rapport sur les conditions du travail dans les marchés des travaux publics en Algérie.....	841
24 — DÉCRET organisant le contrôle des jours de repos et des dérogations prévus par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire....	940

25 octobre...	Rapport et décret créant le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale	1158
---------------	--	------

II. — Lettres et circulaires ministérielles.

1905.

27 février...	Lettre du Ministre des Finances, sur l'assujettissement à la patente des sociétés coopératives de consommation.....	619
23 septembre.	Circulaire (Finances). Application des articles 9 et 10 de la loi du 13 avril 1905 relatifs à l'assujettissement à la patente des sociétés coopératives de consommation, économats, etc.....	76

1906.

5 avril....	CIRCULAIRE (Commerce) sur l'ingérence des agents d'affaires en matière d'accidents du travail.....	506
14 —	Circulaire (Commerce). Application de la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements publics.....	507
19 —	CIRCULAIRE (Commerce) sur les précautions à prendre contre l'incendie dans les établissements industriels et commerciaux.....	508
20 juillet...	CIRCULAIRE (Commerce) sur le repos hebdomadaire (instruction des demandes d'exception).....	843
31 —	LETTRE (Commerce) sur la participation des caisses de chômage fédérées, composées d'ouvriers de la même profession, aux subventions de l'État.....	844
9 août....	CIRCULAIRE (Commerce) à M le Préfet de police à Paris et aux préfets des départements et concernant l'application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.....	941
3 septembre	CIRCULAIRE (Commerce) aux inspecteurs divisionnaires du travail, sur l'application de la loi du 13 juillet 1906.....	945
6 novembre.	CIRCULAIRE (Travail et Prévoyance sociale) sur le caractère suspensif des demandes d'autorisation et des recours au Conseil d'État, en matière de dérogations au repos hebdomadaire.....	1261
17 —	LETTRE (Travail) au Préfet de police, sur la réartition du contrôle des établissements assujettis à la loi sur le repos hebdomadaire entre les inspecteurs du travail et les commissaires de police à Paris....	1261
19 —	CIRCULAIRE (Travail) sur la notification des arrêtés préfectoraux pris en vertu de l'article 8 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.....	1262
22 —	CIRCULAIRE (Travail) sur les relations des inspecteurs du travail avec les groupements professionnels.....	1262
30 —	CIRCULAIRE (Travail) sur l'application aux membres de la famille de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.....	1263
4 décembre.	CIRCULAIRE (Travail) sur les dérogations au repos hebdomadaire dans la période des fêtes de Noël et du jour de l'an.....	1264

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XIII

DU

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Janvier-Décembre 1906.

NOTA. — Sous chaque rubrique de la table, on trouvera, autant qu'il y aura lieu, l'indication des articles concernant :

1° Les actes officiels (français) : lois, décrets, arrêtés et circulaires ministériels;

2° La chronique législative;

3° La jurisprudence française;

4° Le mouvement social en France;

5° Le mouvement social et la législation des pays étrangers (ceux-ci classés par ordre alphabétique).

Au nom de chaque pays, dans la table, on trouvera l'indication des diverses rubriques sous lesquelles sont classés des faits relatifs à ce pays.

Pages.

Abattoirs. — Voir ACCIDENTS (jurisprudence.)

Accidents. — Voir ACCORDS INTERNATIONAUX; — ASSURANCES; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL; — SYNDICATS.

ACTES OFFICIELS : Loi du 29 décembre 1905 sur la Caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession.....	171
Loi du 12 avril 1906 étendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	502
Article 59 de la loi de finances du 17 avril 1906 concernant la modification de la loi du 22 mars 1902 sur les accidents du travail.....	617
Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, en date du 5 avril 1906, adressée aux secrétaires de bourses du travail, sur l'ingénierie des agents d'affaires en matière d'accidents du travail.....	506
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les accidents du travail dans l'agriculture.....	182
Exposé de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	377

JURISPRUDENCE :

1° *Applicabilité de la loi du 9 avril 1898.*

Transformation de vieux pavés en poudre de grès; transport de gravats et de mâchefer pour le compte de tiers.....	261
Abattoir; ouvrier bouc écoré blessé dans l'échaudoir réservé à son patron.....	261
Ouvrier marié tombé à l'eau du pont d'un bateau en satisfaisant un besoin naturel; risque professionnel.....	346
Charretier attaché à une scierie à vapeur; chargement, dans un pré appartenant à l'entrepreneur, du foin destiné à la nourriture de ses chevaux.....	600
Agent de chemins de fer blessé par l'explosion d'un pétard d'alarme qu'il avait emporté chez lui, au vu et au su de ses chefs.....	719
Rente constituée en vertu de la loi de 1898; condamnation du titulaire de la rente aux dépens d'appel.....	917
Pustule charbonneuse; déclaration en vertu de la loi du 9 avril 1898.....	344

2° *Inapplicabilité de la loi de 1898.*

Tuberculose pulmonaire aggravée par un accident du travail.....	345
Ouvrier blessé en jouant avec ses camarades après la fin de la journée de travail.....	347
Travail à forfait en dehors de la direction et du contrôle du patron.....	599
Aggravation d'une incapacité primitivement jugée temporaire; recevabilité d'une demande en révision; inapplicabilité du délai d'un an.....	918
Rente; pension de r. traite; cumul.....	919

STATISTIQUES ET RAPPORTS :

Statistique des accidents du travail déclarés en 1905, dans les professions soumises à la loi du 9 avril 1898 (sauf les mines et les chemins de fer).....	336
Statistique des accidents du travail par branches d'industrie, d'après les ordonnances et jugements rendus en 1905, en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898.....	337
Les accidents de chaudières et récipients à vapeur en 1904.....	250
— sur les chemins de fer d'intérêt local en 1903.....	916
— de mer en 1904.....	707
— dans les mines et autres exploitations minérales en 1904.....	247
Statistique comparée des accidents mortels survenus dans les houillères de différents pays, de 1866 à 1904 (France, Prusse, Grande-Bretagne, Belgique).....	351
Hygiène et sécurité des travailleurs en 1904 : Relevé des accidents du travail (lois du 12 juin 1893-11 juillet 1903).....	143
L'application en 1904 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents.....	701, 812
Situation et opérations en 1905 de la caisse nationale d'assurance en cas d'accident.....	901

AUTRICHE : Les accidents du travail. Voir : INSPECTION.

BELGIQUE : Les accidents sur les chemins de fer en 1903..... 363
— en 1904..... 925

CANADA : Les accidents du travail en 1905..... 365

GRANDE-BRETAGNE : Les accidents dans le personnel des chemins de fer en 1905. 1055
Les accidents mortels dans les mines de 1873 à 1904..... 274
Le personnel des mines et les accidents mortels en 1905.. 927

Accords internationaux. — Voir : ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS. — CONFÉRENCE INTERNATIONALE DIPLOMATIQUE DE BERNE.

ACTES OFFICIELS :

1° *Épargne.*

Arrangement franco-italien du 20 janvier 1906 relatif au transfert des dépôts entre les caisses d'épargne ordinaires des deux pays..... 348

2° *Accidents.*

Pages.

Conventions internationales concernant l'application aux ouvriers étrangers des législations nationales sur la réparation des accidents du travail ;

- | | |
|---|-----|
| 1) Arrangement franco-belge du 21 février 1906..... | 718 |
| Décret du 12 juin 1906 rendant exécutoire la convention franco-belge
du 21 février 1906..... | 841 |
| 2) Ordonnance du conseil fédéral allemand du 22 février 1906 en faveur
des ouvriers belges..... | 719 |
| 3) Arrangement du 15 avril 1906 entre la Belgique et le grand-duché de
Luxembourg..... | 714 |
| 4) Arrangement du 2 septembre 1905 entre l'empire allemand et le grand-
duché de Luxembourg..... | 716 |

3° *Travail de nuit ; phosphore.*

Conventions internationales sur l'interdiction du travail de nuit des femmes et sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (Berne, 26 septembre 1906). 1138

CHRONIQUE LÉGISLATIVE. — La législation internationale du travail..... 379

Adjudications de travaux publics.

ÉTATS MENSUELS..... 204, 303, 402, 534, 646, 865 et 976
Pour les conditions du travail dans les adjudications de travaux publics,
Voir : ALGÉRIE ; — SALAIRES.

Adultes. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL ; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ ; — INSPECTION DU TRAVAIL. — RECENSEMENT.

Affichage des lois ouvrières. — Voir : CONSEIL SUPÉRIEUR ; — INSPECTION DU TRAVAIL.

Age d'admission. — Voir : FEMMES ET ENFANTS ; — INSPECTION DU TRAVAIL.

Agents d'affaires. — Voir : ACCIDENTS.

Agents des chemins de fer, des gares, des trains, de la voie. — Voir : ACCIDENTS (jurisprudence) ; — CHEMINS DE FER ; — DURÉE DU TRAVAIL ; — INSPECTION.

Agriculture. — Voir : ACCIDENTS ; — GRÈVES ; — RECENSEMENT ; — SALAIRES.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les accidents du travail dans l'agriculture.....	182
DANEMARK : Salaires et durée du travail des ouvriers agricoles.....	606
ITALIE : Les ligues des travailleurs de la terre en 1905.....	932
Les grèves dans l'agriculture et l'industrie (1902 et 1903).....	609

Algérie (application des lois ouvrières à l'). — Voir : ACCIDENTS (mines).

ACTES OFFICIELS : Décret du 22 mai 1904 appliquant à l'Algérie les dispositions du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du 21 mars 1848 sur le marchandage.....	374
Décrets et rapports du 11 août 1904 sur les conditions du tra- vail dans les marchés de travaux publics ou de fournitures passés en Algérie.....	841
Décret du 1 ^{er} mars 1905 sur la réglementation du travail des enfants et sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs en Algérie.....	376
Application des lois ouvrières à l'Algérie.....	331

Alimentation.

Prix au détail de certaines DENRÉES d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

3 ^e trimestre 1905.....	219
4 ^e — 1905.....	868
1 ^{er} — 1906.....	1186
2 ^e — 1906.....	1187
Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sucre, huiles, suifs, coton, laines, soies, métaux, etc.) :	
(ÉTATS MENSUELS) : 206, 304, 403, 535, 647, 764, 866, 977, 1080, 1184	
	et 1293

Allemagne. — Voir : ACCORDS INTERNATIONAUX ; — ASSURANCES ; — CONFÉRENCE INTERNATIONALE ; — GRÈVES ; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ ; — INSPECTION DU TRAVAIL ; — PLACEMENT ; — MINÉRALE (INDUSTRIE) ; — REVUE DU TRAVAIL ; — SECRÉTARIATS OUVRIERS ; — SYNDICATS.

Allumettes. — Voir : ACCORDS INTERNATIONAUX ; — MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Apprentis. — Voir : SALAIRES.

Arrangements internationaux. — Voir : ACCORDS INTERNATIONAUX.

Associations. — Voir : COOPÉRATION ; — CRÉDIT ; — RETRAITES ; — SECOURS MUTUELS ; — SYNDICATS.

Association internationale pour la protection légale des travailleurs.

Palmarès des ouvrages couronnés par l'association internationale pour la protection légale des travailleurs (lutte contre le saturnisme).....	1037
4 ^e assemblée générale de l'association internationale (Genève 27-29 septembre 1906).....	1142

Assurances. — Voir : ACCIDENTS ; — ASSOCIATION INTERNATIONALE. — SALAIRES.

JURISPRUDENCE : Prescription pour le paiement des salaires ; retenues pour l'assurance opérée abusivement..... 1035

1^{re} Assurance-accidents et décès.

Situation et opérations, en 1905, de la caisse nationale d'assurance en cas de décès.....	899
Situation et opérations, en 1905, de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents.....	901
Application, en 1905, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents : contrôle des assurances.....	816
AUTRICHE : L'assurance-accidents en 1903.....	604
BELGIQUE : Les caisses d'assurance en cas de décès en 1905.....	925

2^{de} Assurance-maladie.

ALLEMAGNE : L'assurance contre la maladie en 1903.....	266
AUTRICHE : L'assurance contre la maladie en 1903.....	602

Ateliers (nature et installation des). — Voir : HYGIÈNE ; — INSPECTION.

Ateliers de famille. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Australasie. — Voir : CHÔMAGE ; — DURÉE DU TRAVAIL.

Autorisations de bâtir.

ÉTATS MENSUELS..... 206, 305, 404, 536, 647 et 765

Autriche. — Voir : ASSURANCE ; — DURÉE DU TRAVAIL ; — GRÈVES ; — HYGIÈNE ;
— INSPECTION DU TRAVAIL ; — PLACEMENT ; — REVUE DU TRAVAIL ; — SYNDICATS.

Banque coopérative. — Voir : COOPÉRATION.

Banques populaires. — Voir : COOPÉRATION.

Belgique. — Voir : ACCIDENTS ; — ACCORDS INTERNATIONAUX ; — ASSURANCES ; —
CHEMINS DE FER ; — CLASSES MOYENNES ; — DÉCES ; — ÉPARGNE ; — GRÈVES ;
— MINÉRALE (industrie) ; — RETRAITES ; — SECOURS MUTUELS.

Bibliographie.

BELGIQUE : 311 ; — DANEMARK : 311 ; — ÉTATS-UNIS : 104, 424 ; — FINLANDE :
424 ; — JAPON : 424 ; — MEXIQUE : 424 ; — NORVÈGE : 311, 424 ; — PAYS-
BAS : 311, 424 ; — SERBIE : 312 ; — SUÈDE : 312.

Bois (industrie du). — Voir : DURÉE DU TRAVAIL (JOURNÉE DE 8 HEURES).

Boucher. — Voir : ACCIDENTS (JURISPRUDENCE).

Bourses des coopératives socialistes. — Voir : COOPÉRATION.

Bourses du travail. — Voir : CONSEIL SUPÉRIEUR ; — CHAMBRE DU TRAVAIL
(Italie).

Les syndicats professionnels, les unions de syndicats et les bourses du travail au
1^{er} janvier 1906..... 1006

Boutiques. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL (Sud-Australie).

Buées. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Caisses d'épargne. — Voir : ÉPARGNE.

Caisse nationale des retraites. — Voir : RETRAITES.

Caisses rurales. — Voir : COOPÉRATION.

Canada. — Voir : ACCIDENTS ; — GRÈVES ; — REVUE DU TRAVAIL (Sud-Australie).

Carrières. — Voir : ACCIDENTS.

Cartels. — Voir : SYNDICATS.

Céruse (blanc de). — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Chambres de travail. — Voir : SYNDICATS.

ITALIE : Les fédérations de métier et les chambres de travail au commencement
de 1905..... 1155

Chaudières. — Voir : ACCIDENTS.

Charretier. — Voir : ACCIDENTS.

Chauffeurs. — Voir : CHEMINS DE FER.

Chemins de fer. — Voir : ACCIDENTS ; — PRUD'HOMMES ; — RETRAITES.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du Ministre des Travaux publics du 9 mai 1906, modifiant les deux arrêtés du 4 novembre 1899 sur la durée du travail et des repos : 1° des mécaniciens et des chauffeurs ; 2° des agents des trains.....	735
RECETTES DES CHEMINS DE FER :	
États mensuels. 206, 305, 404, 535, 617, 765, 867, 977, 1080, 1184	et 1293
Les chemins de fer de l'Europe au 1 ^{er} janvier 1905.....	264
— — — d'intérêt local en 1903 (accidents, retraites et secours)....	916
Le contrôle du travail des agents de chemins de fer en 1904.....	575
BELGIQUE : Les accidents sur les chemins de fer en 1903.....	363
— — — — — 1901.....	925
Caisse de retraites et de secours des ouvriers des chemins de fer de l'État en 1903.....	363
GRANDE-BRETAGNE. Les accidents dans les chemins de fer (personnel) en 1905..	1055

Chômage. — Voir : FÉDÉRATION AMÉRICAINE DU TRAVAIL ; — RECENSEMENT ; — SYNDICATS.

ACTES OFFICIELS : Arrêté (commerce) du 28 février 1906 fixant le taux des subventions de l'État aux caisses de secours contre le chômage involontaire.....	277
Décret du 20 avril 1906, modifiant le décret du 9 septembre 1905, relatif aux subventions aux caisses de chômage.....	505
Arrêté du 29 juin 1906, fixant le taux des subventions à allouer aux caisses de chômage pour le 2 ^e semestre de 1906.	737
Lettre du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, du 31 juillet 1906, sur la participation aux subventions de l'État des caisses de chômage fédérées, composées d'ouvriers de la même profession.....	844
Les employés et ouvriers en chômage en 1901 (recensement du 24 mars 1901).	699
La population active de nationalité étrangère (recensement du 24 mars 1901) : les chômeurs.....	1127
Rapport sur les subventions aux caisses de chômage pour 1905.....	905
Subvention de l'État, des départements et des communes aux caisses de chômage	251 et 695
Statistique des travaux de secours en cas de chômage, par départements :	
en 1904.....	147
en 1905.....	1127
AUSTRALASIE : Le chômage à la fin de 1905 dans les différents états d'Australie.	487
DANEMARK : Les subventions aux caisses de chômage.....	727
NORVÈGE : Le chômage des ouvriers syndiqués de septembre 1904 à septembre 1905.....	616

Chronique législative.

Accidents. — Les accidents du travail dans l'agriculture.....	182
Extension de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail..	377

	Pages.
<i>Accords internationaux. — La législation internationale du travail.....</i>	379
<i>Délégués mineurs (Retraites des).....</i>	182 et 379
<i>Les habitations à bon marché.....</i>	378
<i>Marins. — Conditions du travail des marins.....</i>	280
<i>Le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.....</i>	1267
<i>Le repos hebdomadaire au Sénat.....</i>	621 et 742
<i>— — — à la Chambre.....</i>	1269
<i>Retraites. — Inaccessibilité et insaisissabilité des pensions de retraites.....</i>	620
<i>Les retraites ouvrières.....</i>	78, 180 et 278
<i>Saisie-arrêt. — La saisie-arrêt sur les salaires au Sénat.....</i>	1268

Classes moyennes.

BELGIQUE : Création d'un office des classes moyennes.....	163
---	-----

Comités de patronage. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Commerce extérieur de la France. — Voir REGENSEMENT.

ÉTATS MENSUELS.. 206, 305, 403, 535, 647, 765, 867, 978, 1080, 1184 et 1293	
Tableau des importations et exportations en 1904 et 1905.....	206

Commissions départementales. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Conciliation et arbitrage. — Voir : GRÈVES.

ÉTATS MENSUELS..... 16, 120, 240, 328, 446, 570, 686, 802, 888, 1000,	
1118 et 1208	
La conciliation et l'arbitrage en 1904.....	459
GRANDE-BRETAGNE : L'arbitrage et la conciliation en 1902, 1903 et 1904.....	837
SUEDE : Loi sur les arbitrages en matière de conflits ouvriers.....	840

Conditions du travail dans les travaux publics (adjudications). —

Voir : ALGÉRIE; — SALAIRES.

Conférence internationale diplomatique de Berne. — Voir : ACCORDS INTERNATIONAUX.

La Grande-Bretagne et la Conférence de Berne.....	350
Convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes et sur l'interdiction du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes (Berne, 26 septembre 1906).....	1138
La conférence internationale diplomatique de Berne pour la protection ouvrière (17-26 septembre 1906).....	1036

Congédiement. — Voir : CONTRAT DE TRAVAIL; — DÉLAI-CONGÉ; — RÈGLEMENTS D'ATELIER; — SAISIE-ARRÊT.

Congrès.

ÉTATS-UNIS : Le 26 ^e congrès de la Fédération américaine du travail.....	1049
GRANDE-BRETAGNE : Le 38 ^e congrès des Trade-unions.....	69
Le 39 ^e — — —	1151

Conseils de métier. Voir : SYNDICATS (GRANDE-BRETAGNE).

Conseils permanents. Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Conseil supérieur du travail.

1° *Élections.*

Élection des représentants des syndicats ouvriers en 1906, liste électorale, réclamations.....	477
Résultats des élections des représentants des bourses du travail adhérentes à la fédération des bourses, des associations ouvrières de production et des syndicats ouvriers (1 ^{er} tour) [3 septembre].....	903
Résultats du second tour de scrutin pour les représentants des syndicats ouvriers. 2° 16 ^e session du Conseil supérieur.....	1030
Ordre du jour : Enseignement professionnel.....	1031
— Inspection du travail.....	1031
— Affichage des lois ouvrières.....	1033
Compte rendu de la 16 ^e session.....	1222
Enseignement professionnel.....	1222
Inspection du travail.....	1230

Consommation. — Voir : COOPÉRATION.

Constructions navales. — Voir : MARINS.

Contrat de travail. — Voir : DÉLAI-CONGÉ; — DURÉE DU TRAVAIL; — SALAIRES.

JURISPRUDENCE.

Contrat de durée indéterminée :

Initiative de la rupture du contrat.....	157
Délai de prévenance; suppression par un règlement d'atelier; caractère licite de cette clause.....	343
Maladie; résiliation; abus de droit à établir.....	343
Congédiement pour cause de maladie après sept ans de services; faute du patron non alléguée.....	921
Congédiement avant l'expiration du contrat; insuffisance ou inanité des griefs; dommages-intérêts.....	257
Promesse faite à un ouvrier blessé de lui assurer de l'ouvrage pour longtemps; renvoi immédiat après huit jours sans justification.....	1136
Règlement d'atelier supprimant tout délai-congé; nécessité de rechercher si le règlement a été connu et accepté par l'ouvrier.....	1136
Règlement d'atelier supprimant tout délai-congé; renvoi immédiat sans justification; absence de faute.....	1136

Conventions internationales. — Voir : ACCORDS INTERNATIONAUX; — ASSOCIATION INTERNATIONALE.

Convention syndicale.

JURISPRUDENCE : Employeur non syndiqué; application de la convention syndicale ayant force d'usage.....	46
Exécution de convention syndicale à la suite de grèves; condamnation à des dommages envers le syndicat ouvrier.....	156

Coopération. — Voir : CONSEIL SUPÉRIEUR.

ACTES OFFICIELS : Lettre du Ministre des finances, du 17 février 1905, sur l'assujettissement à la patente des sociétés coopératives de consommation.....	619
Extrait de la circulaire du Ministre des Finances, du 23 septembre 1905, concernant l'application des articles 9 et 10 de la loi du 19 avril 1905 sur les pauciers aux sociétés coopératives de consommation, éconômats, etc.....	76

JURISPRUDENCE : Consommation; personnalité civile distincte des adhérents; livraison de médicaments achetés en gros.....	156
Production. — Privilège des ouvriers sur les sommes dues aux entrepreneurs de travaux publics.....	711

Statistique.

Les associations ouvrières de production, de consommation et de crédit en France :	
au 1 ^{er} janvier 1905.....	37 et 124
— 1906.....	1120 et 1109
Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit en 1905.	341
ITALIE : Le mouvement coopératif à la fin de 1901.....	73
SUISSE : Union suisse des sociétés de consommation en 1904.....	75

Couchage du personnel. — Voir HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Application, en 1904, du décret du 28 juillet 1904 sur le couchage du personnel.	35
--	----

Crédit maritime.

Loi du 23 avril 1906 créant des sociétés de crédit maritime.....	618
--	-----

Crédit populaire. — Voir : COOPÉRATION.

Danemark. — Voir : AGRICULTURE; — BIBLIOGRAPHIE; — CHÔMAGE; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES; — SALAIRES.

Débitant de boissons. — Voir : PLACEMENT (jurisprudence).

Décès. — Voir : ASSURANCES; — SYNDICATS (GRANDE-BRETAGNE).

La caisse d'assurances en cas de décès en 1905.....	899
BELGIQUE : La caisse d'assurances en cas de décès en 1905.....	925

Délai-congé, délai de prévenance. — Voir : CONTRAT DE TRAVAIL; — GRÈVES; — PRUD'HOMMES; — RÈGLEMENTS D'ATELIERS.

JURISPRUDENCE : Règlement d'atelier; indemnité convenue en cas de brusque départ; retards d'application; cas-ation.....	599
Règlement d'atelier supprimant tout délai-congé.....	258 et 343
Règlement. — Nécessité de rechercher si le règlement était connu de l'ouvrier.....	1136
Règlement. — Renvoi immédiat sans justification.....	1136
Ouvrier ciseleur travaillant chez un fabricant de meubles; application du délai-congé en usage dans la catégorie du patron..	709

Délégués mineurs.

ACTES OFFICIELS : Loi du 2 avril 1906, concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs.....	375
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Retraites des délégués mineurs.....	182 et 379

Demande reconventionnelle. — Voir : PRUD'HOMMES.

Durée du travail. — Voir : ASSOCIATION INTERNATIONALE; — FÉDÉRATION AMÉRICAINE; — FEMMES ET ENFANTS; — INSPECTION; — MANUFACTURES DE L'ÉTAT; — REPOS HEBDOMADAIRE.

	Pages.
ACTES OFFICIELS : Arrêté du ministre des Travaux publics du 9 mai 1906, modifiant les deux arrêtés du 4 novembre 1899 sur la durée du travail et des repos : 1° des mécaniciens et des chauffeurs; 2° des agents des trains.....	735
Application, en 1905, des lois du 2 novembre 1892 et 9 septembre 1848. 890 et 1020	
— La journée de 8 heures dans l'industrie privée au commencement de 1905.....	463
La journée de 9 heures dans les manufactures de l'État (tabacs, allumettes, monnaies et médailles).....	592
Les manufactures de tabacs et d'allumettes de l'État en 1904 (durée du travail). 471	
Le contrôle du travail des agents de chemins de fer en 1904.....	575
AUTRICHE : Les dérogations à la durée du travail en 1905.....	1046
DANEMARK : Salaires et durée du travail des ouvriers agricoles.....	606
ÉTATS-UNIS : La durée du travail en 1904.....	63
Rapport des salaires et de la durée de travail (1890-1904).....	168
GRANDE-BRETAGNE : Modifications survenues, en 1905, dans les salaires et la durée du travail.....	1255
RUSSIE : Décret du 15 novembre 1906 limitant la durée du travail.....	1260
SUD-AUSTRALIE : L'application de la loi sur la fermeture des boutiques (2 ^e trimestre 1904).....	730

Enseignement professionnel. — Voir : CONSEIL SUPÉRIEUR.

Épargne.

Arrangement franco-italien du 20 janvier 1906, relatif au transfert des dépôts entre les caisses d'épargne ordinaires des deux pays.....	348
Situation et opérations de la Caisse nationale d'épargne en 1904.....	41
Les caisses d'épargne des principaux pays d'Europe en 1902.....	263
BELGIQUE : La Caisse d'épargne et de retraites belge en 1905.....	924
ITALIE : Les caisses d'épargne postales en 1899, 1900 et 1901.....	275

Errata.....	224 et	312
-------------	--------	-----

Espagne. — Voir : GRÈVES.

Établissements de bienfaisance. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Établissements assujettis au contrôle du service de l'inspection.

Application en 1905 de la loi du 2 novembre 1892 et de la loi du 9 septembre 1848.....	890
Recensement professionnel du 24 mars 1901 : établissements.....	135 et 312

Établissements pénitentiaires. — Voir : PRISONS.

Établissements publics, établissements spéciaux. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL.

États-Unis. — Voir : CONGRÈS; — DURÉE DU TRAVAIL; — FÉDÉRATION AMÉRICAINE; — REVUE DU TRAVAIL; — SALAIRES; — SYNDICATS.

Étrangers. — Voir : RECENSEMENT.

Exploitations commerciales. — Voir : ACCIDENTS; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Faillites.

ÉTATS MENSUELS.....	206, 305, 404, 536, 647 et	765
Tableau comparatif du nombre des liquidations judiciaires, des conversions de liquidations judiciaires et des faillites ouvertes en 1903 et 1904 par rapport au nombre des patrons, estimé d'après les résultats du recensement de 1901.		1185

Fédérations. — Voir : BOURSES DU TRAVAIL; — CHAMBRES DE TRAVAIL; — COOPÉRATION; — SYNDICATS.

Fédération américaine du travail. — Voir : REVUE DU TRAVAIL.

Le 25 ^e congrès de la fédération américaine du travail.....	1049
--	------

Femmes et enfants. — Voir : ACCORDS INTERNATIONAUX; — ASSOCIATION INTERNATIONALE; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — TRAVAIL DE NUIT.

ACTES OFFICIELS : Décret du 1 ^{er} mars 1905 sur la réglementation du travail des enfants et sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs en Algérie.....	370
Application, en 1905, de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes et de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail des adultes.....	890 et 1020

Filature de soie.

Les filatures de soie en 1904.....	256
------------------------------------	-----

Grande-Bretagne. — Voir : ACCIDENTS; — CONCILIATION; — CONFÉRENCE INTERNATIONALE; — CONGRÈS; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INDUSTRIE; — REPOS HEBDOMADAIRE; — REVUE DU TRAVAIL.

Grèves. — Voir : CONCILIATION; — CONVENTION SYNDICALE; — FÉDÉRATION AMÉRICAINE; — SYNDICATS.

JURISPRUDENCE : Faute contractuelle antérieure du patron non établie; inobservation du délai-congé; affichage des ouvriers congédiés.....	481
Entrée de grévistes dans un chantier pour tenter de débaucher des ouvriers y travaillant; application de l'article 414.....	823
Fermeture d'une usine à la suite de désordres causés par l'introduction d'éléments étrangers au personnel; fixation par affiche de la date de réouverture.....	824
ÉTATS MENSUELS DES GRÈVES EN :	
FRANCE : 11, 224 (erratum), 115, 235, 323, 435, 554, 679, 795, 883, 995, 1111 et	1203
ALLEMAGNE.....	54, 161, 265, 352, 486 et 601
AUTRICHE.....	55, 488 (1 ^{er} trimestre 1906), 602, 721, 923, 1043, 1149 et 1246
BELGIQUE.....	61, 163, 273, 488, 605, 722, 923, 1047, 1150 et 1253
CANADA.....	364, 365, 489, 606, 723, 835, 1048 et 1254
ESPAGNE : 4 ^e trimestre 1905.....	164
GRANDE-BRETAGNE : 67, 170, 274, 366, 492, 609, 710, 836, 927, 1054, 1151 et	1255
ITALIE.....	72, 170, 274, 500, 836, 932, 609, 1154 et 1257
PAYS-BAS : Les grèves en octobre 1906.....	1258

Statistiques récapitulatives.

FRANCE : Les grèves et les recours à la conciliation et à l'arbitrage en 1905....	454
ALLEMAGNE : Les grèves et lock-outs en 1905.....	1242
AUTRICHE : Les grèves en 1904.....	270

	Pages.
Les grèves en 1905 (chiffres provisoires).....	162
CANADA : Les grèves et lock-outs en 1905	489
DANEMARK : Les grèves et lock-outs en 1904.....	163
Les grèves et lock-outs de 1897 à 1904.....	724
GRANDE-BRETAGNE : Les grèves et lock-outs en 1905.....	928
ITALIE : Les grèves en 1902 et 1903 (chiffres définitifs).....	609
RUSSIE : Les grèves de 1895 à 1904.....	366

Habitations à bon marché.

ACTE OFFICIEL : Loi du 12 avril 1906 modifiant et complétant la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché.....	934
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les habitations à bon marché.....	378
Les habitations à bon marché en France en 1905.....	804

Houillère (Industrie). — Voir : ACCIDENTS; — MINÉRALE (INDUSTRIE).

Hygiène et sécurité. — Voir : ACCORDS INTERNATIONAUX; — ASSOCIATION INTERNATIONALE; — DÉLÉGUÉS MINEURS; — INSPECTION DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Décret du 1 ^{er} mars 1905, sur la réglementation du travail des enfants et sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs en Algérie.....	370
Décret du 22 mars 1906, concernant les précautions à prendre contre l'incendie dans les établissements industriels et commerciaux.....	504
Circulaire du Ministre du Commerce, du 14 avril 1905, sur l'application de la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements publics.....	507
Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, du 19 avril 1906, sur les précautions à prendre contre l'incendie dans les établissements industriels et commerciaux.....	508
Application, en 1904, de la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.....	17 et 139
Application, en 1905, des lois du 2 novembre 1892, 12 juin 1893 et 9 septembre 1848.....	1025
Le contrôle du travail des agents de chemins de fer en 1904.....	582
ALLEMAGNE : L'évacuation des buées dans les teintureries.....	54
AUTRICHE : L'évacuation des buées.....	61
GRANDE-BRETAGNE : L'évacuation des buées dans les teintureries.....	68

Immigration. — Voir : FÉDÉRATION AMÉRICAINE DU TRAVAIL.

Imprimerie. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL (journée de 8 heures).

Incapacité. — Voir : ACCIDENTS (jurisprudence).

Incendie. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Industrie (Personnel et établissements). — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; — INSPECTION; — MANUFACTURES DE L'ÉTAT; — RECENSEMENT; — SALAIRES.

Établissements industriels et personnel en 1901. — Voir : RECENSEMENT.	
Établissements assujettis au contrôle du service de l'inspection (application en 1905 de la loi de 1892 et de la loi de 1848).....	890

GRANDE-BRETAGNE : Le personnel des mines en 1905.....	927
NORVÈGE : Le personnel des établissements industriels à la fin de 1904.....	276

Industries insalubres. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Inspection du travail. — Voir : ACCIDENTS; — CONSEIL SUPÉRIEUR; — DÉLÉGUÉS MINEURS; — DURÉE DU TRAVAIL; — FEMMES ET ENFANTS; — HYGIÈNE.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du Ministre du Travail du 22 novembre 1906 sur les relations des inspecteurs du travail avec les groupements professionnels.....	1262
Application, en 1904, de la loi du 12 juin 1893 - 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité.....	17 et 139
Application, en 1905, de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes et de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail des adultes.....	890 et 1020
ALLEMAGNE : L'inspection du travail dans les fabriques et les établissements assimilés en 1903.....	353
L'inspection des mines en 1903.....	486
AUTRICHE : L'inspection du travail en 1904.....	55
L'inspection du travail en 1905.....	1246
PORTUGAL : L'inspection du travail en 1904.....	74
SUÈDE : L'inspection du travail en 1904.....	501

Italie. — Voir : ACCORDS INTERNATIONAUX; — AGRICULTURE; — CHAMBRES DE TRAVAIL; — COOPÉRATION; — ÉPARGNE; — GRÈVES; — SYNDICATS.

Journée de huit heures. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Législation du travail. — Voir aux diverses rubriques.

Application des lois ouvrières à l'Algérie.....	331
---	-----

Liquidations judiciaires. — Voir : FAILLITES.

Livrets. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Luxembourg. — Voir : ACCORDS INTERNATIONAUX.

Magasins. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; — REPOS HEBDOMADAIRE.

Maladie. — Voir : ASSURANCE; — CONTRAT DE TRAVAIL (JURISPRUDENCE); — SYNDICATS.

Maladies professionnelles. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION.

Manufactures de l'État. — Voir : ACCORDS INTERNATIONAUX; — DURÉE DU TRAVAIL.

Les manufactures de tabacs et d'allumettes de l'État en 1904 (personnel et salaires).....	471
La journée de neuf heures dans les manufactures de l'État (tabacs, allumettes, monnaies et médailles).....	592

Marchandage.

Décret du 22 mai 1904 appliquant à l'Algérie les dispositions du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du 21 mars 1848 sur le marchandage.....	374
---	-----

Mariniers. — Voir : ACCIDENTS (JURISPRUDENCE).

Marins. — Voir : ACCIDENTS; — CRÉDIT MARITIME.

ACTES OFFICIELS : Loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins français.....	171
Articles 18 et 19 de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande.....	618
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Conditions du travail des marins.....	280

Mécaniciens. — Voir : CHEMINS DE FER.

Mer. — Voir : ACCIDENTS.

Métaux. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; — MINÉRALE (INDUSTRIE).

PRIX COURANTS d'un certain nombre de métaux sur la place de Paris. —	
ÉTATS MENSUELS :	206, 304, 403, 535, 647, 764, 866, 977, 1080, 1184 et 1293

Minérale (Industrie). — Mineurs. — Voir : ACCIDENTS; — DÉLÉGUÉS MINEURS; — RETRAITES.

ACTES OFFICIELS : Article 66 de la loi de finances du 17 avril 1906 relatif à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	617
Conditions principales de l'industrie houillère en 1904.....	339
Comparaison de la production houillère et métallurgique des principaux pays en 1904.....	340
Les accidents dans les mines et autres exploitations minérales en 1904.....	247
Statistique comparée des accidents mortels survenus dans les houillères des différents pays (Prusse, Grande-Bretagne, Belgique, France).....	351
Les sociétés de secours mutuels des mineurs en 1903 et 1904.....	595
ALLEMAGNE : L'inspection des mines en 1903.....	486
GRANDE-BRETAGNE : Les accidents mortels dans les mines de 1873 à 1904.....	274
Le personnel des mines et les accidents mortels en 1905...	927

Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

ACTES OFFICIELS : Rapport et décret du 25 octobre 1906 créant le Ministère du travail et de la prévoyance sociale.....	1158
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le Ministère du travail et de la prévoyance sociale....	1267

Morbidité. — Voir : ASSURANCE; — MALADIE.

Mortalité. — Voir : ASSURANCE; — SECOURS MUTUELS.

Tables de mortalité de la population française d'après le recensement du 24 mars 1901.....	587
--	-----

Norvège. — Voir : CHÔMAGE; — INDUSTRIE (STATISTIQUE DE); — REVUE DU TRAVAIL; — SALAIRES.

Octrois.

ACTES OFFICIELS : Article 67 de la loi de finances du 17 avril 1906, relatif au licenciement des agents d'octroi.....	940
---	-----

Office international du travail. — Voir : ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

Offices populaires; offices de renseignements. — Voir : CLASSES MOYENNES; — SECRÉTARIATS OUVRIERS.

Offices du travail.

PAYS-BAS : L'œuvre du Central bureau for soziale adviezen en 1904-1905..... 839
 — — — — — en 1905-1906..... 1258
 La revue mensuelle du bureau central de statistique des Pays-Bas... 1150

Participation aux bénéfices.

RUSSIE ; La participation aux bénéfices dans les entreprises industrielles..... 1259

Patentes. — Voir : COOPÉRATION.

Pays-Bas. — Voir : GRÈVES; — OFFICES DU TRAVAIL; — REVUE DU TRAVAIL.

Pêche. — Voir : RECENSEMENT.

Petits patrons. — Voir : RECENSEMENT.

Phosphore. — Voir CONFÉRENCE INTERNATIONALE.

Convention internationale sur l'interdiction du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes. (Berne, 26 septembre 1906.)..... 1138

Placement.

JURISPRUDENCE : Débitant de boissons gérant le bureau de placement d'un syndicat patronal..... 159
 Action d'un syndicat ouvrier en fermeture d'un bureau tenu par un cafetier ou restaurateur; recevabilité..... 826
 Placement par intermittence et uniquement en vue de rendre service à des patrons amis; absence de publicité; inapplicabilité de la loi du 14 mars 1904..... 826
 Syndicat; cotisation constituant un abonnement donnant droit au placement; infraction à l'article 6 de la loi du 14 mars 1904..... 919
 PLACEMENT GRATUIT, ÉTATS TRIMESTRIELS : 4^e trimestre 1905 : 207 (syndicats ouvriers et mixtes); 405 (bureaux municipaux, bourses, syndicats, sociétés diverses).
 1^{er} trimestre 1906 : 648 (syndicats);
 766 (bureaux municipaux, etc.).
 2^e trimestre 1906 : 1081.
 ALLEMAGNE : Placement gratuit.. 54, 161, 265, 352, 485, 601, 720, 828,
 922, 1146 et 1242
 AUTRICHE : — 55, 162, 269, 362, 602, 721, 834, 923,
 1043, 1149 et 1246

Poisons industriels. — Voir : ASSOCIATION INTERNATIONALE.

Population. — Voir : RECENSEMENT.

Portugal. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Poussières. — Voir : HYGIÈNE.

Prévenance (délai de). — Voir : CONTRAT DE TRAVAIL; — DÉLAI-CONGÉ.

Prévoyance.

ACTES OFFICIELS : Loi du 29 décembre 1905, sur la caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession..... 171

Prisons.

Le travail dans les prisons et autres établissements pénitentiaires en 1904..... 818

Production (associations de). — Voir : COOPÉRATION.

Produits chimiques. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Professions (population par). — Voir : RECENSEMENT.

Protection ouvrière. — Voir : CONFÉRENCE INTERNATIONALE.

Prud'hommes.

JURISPRUDENCE : Jugement rendu par cinq membres; nullité..... 50
Compagnies de chemins de fer : incompétence..... 50
Demande reconventionnelle fondée exclusivement sur la demande principale: définition..... 49
Ouvrier ciseleur travaillant chez un fabricant de meubles; application du délai-congé en usage dans la catégorie à laquelle appartient l'industrie exercée par le patron..... 709
Partage; renvoi de l'affaire à une audience ultérieure sous la présidence du juge de paix..... 710
Partage des voix; présidence du juge de paix le plus ancien de la circonscription..... 711
Incompétence territoriale; comparution devant le conseil sans demande de renvoi..... 1034

Pustule charbonneuse. — Voir : ACCIDENTS (jurisprudence).

Recensement.

Recensement professionnel du 24 mars 1901 :

Évaluation du nombre des employés et ouvriers et du nombre des petits patrons, par sexe et par âge..... 42 et (erratum) 224
Nombre des établissements..... 135 et (erratum) 312
Chômage : employés et ouvriers..... 699
La population active de nationalité étrangère..... 1124
Tables de mortalité de la population française d'après le recensement..... 587

Tableau comparatif du nombre des liquidations judiciaires, des conversions de liquidations judiciaires et des faillites ouvertes en 1903 et 1904 par rapport au nombre des patrons, estimé d'après les résultats du recensement 1185

Récipients à vapeur. — Voir : ACCIDENTS.

Registres. — Voir : INSPECTION.

Règlements d'atelier. — Voir : CONTRAT DE TRAVAIL; — DÉLAI-CONGÉ; — INSPECTION.

Renvoi. — Voir : CONTRAT DE TRAVAIL.

Repos hebdomadaire. — Voir : INSPECTION.

ACTES OFFICIELS : Loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers	732
Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, du 20 juillet 1906, sur l'instruction des demandes d'exception à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire	843
Décret du 24 août 1906 organisant le contrôle des jours de repos et des dérogations prévus par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire	940
Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, du 9 août 1906, à M. le Préfet de police à Paris et aux Préfets des départements et concernant l'application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire	941
Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, du 3 septembre 1906, aux Inspecteurs divisionnaires du travail, sur l'application de la loi du 13 juillet 1906 et du décret du 24 août 1906	945
Circulaire du 6 novembre 1906, du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur le caractère suspensif des demandes d'autorisation et des recours au Conseil d'État, en matière de dérogations au repos hebdomadaire	1261
Lettre du 17 novembre 1906, du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, au Préfet de Police, sur la répartition du contrôle des établissements assujettis à la loi sur le repos hebdomadaire entre les Inspecteurs du travail et les Commissaires de police à Paris	1261
Circulaire du Ministre du Travail, du 19 novembre 1906, sur la notification des arrêtés préfectoraux pris en vertu de l'article 8 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire	1262
Circulaire (Travail) du 22 novembre 1906 sur les relations des Inspecteurs du travail avec les groupements professionnels	1262
Circulaire du 30 novembre 1906, du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur l'application aux membres de la famille de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire	1263
Circulaire du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale	

du 4 décembre 1906, sur les dérogations au repos hebdomadaire dans la période des fêtes de Noël et du jour de l'an.....	1264
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le repos hebdomadaire.....	621 et 742
JURISPRUDENCE : Convention patronale en vue de la fermeture des magasins le dimanche; démission; affranchissement de toute obligation syndicale.....	598
Règlement d'administration publique prévu par l'article 3; application de la loi non subordonnée à la promulgation du règlement.....	1232
Gérants de succursales; gérants ou employés.....	1234
Hôteliers-restaurateurs, définition; ouvriers et employés.....	1237
Application, en 1905, des lois du 2 novembre 1892 et 9 septembre 1848: repos hebdomadaire.....	1020
GRANDE-BRETAGNE : La fermeture des magasins le dimanche.....	1054

Retenue. — Voir : SALAIRES.

Retraites. — Voir : MANUFACTURES DE L'ÉTAT; — SECOURS MUTUELS; — SYNDICATS.

ACTES OFFICIELS : Loi du 2 avril 1906 concernant la participation des délégués mineurs à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs.....	375
Article 65 de la loi de finances du 17 avril 1906, relatif à l'incessibilité et à l'insaisissabilité des pensions de retraites.....	617
Article 66 de la loi de finances du 17 avril 1906, relatif à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	617
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les retraites des délégués mineurs.....	182 et 379
Incassibilité et insaisissabilité des pensions de retraite.....	620
Les retraites ouvrières.....	78, 180 et 278
JURISPRUDENCE : I. — Chemins de fer; refus d'admission à faire valoir ses droits à la retraite opposé à un ouvrier remplissant les conditions prévues.....	919
II. — Accidents du travail; rente; pension de retraite; cumul.....	919
Situation et opérations, en 1905, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	822
Le contrôle du travail des agents de chemins de fer en 1904 (examen des règlements des caisses de retraites, etc.).....	584
Les caisses de secours et de retraites des chemins de fer d'intérêt local en 1903..	916
BELGIQUE. — Caisse de retraites et de secours des ouvriers des chemins de fer de l'État.....	363
La Caisse d'épargne et de retraites en 1905.....	924

Revue du travail.

Le *Bulletin* contient chaque mois une *Revue du travail* en France et aussi, d'ordinaire, en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne, au Canada, aux États-Unis.

Pour la France, cette *Revue* se compose :

- 1° D'une situation par industries;
- 2° De l'analyse des renseignements fournis par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et par les correspondants;
- 3° Des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Les paginations qui correspondent, pour chaque mois, à ces différentes rubriques, sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

REVUE DU TRAVAIL.

DATE	MOIS auxquels se rapportent les faits constatés (sauf indication contraire).	France.			Alle- magne	Bel- gique.	Gran- do- Bre- tagne.	Canada.	États- Unis.
		Situa- tion par indus- tries.	Renseignements des associa- tions patro- nales.	des associa- tions ou- vrières.					
		Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.
Janv..	Déc. 1905....	1	79 ⁽¹⁰⁾	84	53 ⁽⁴⁾	61 ⁽⁴⁾	67	#	63 ⁽⁴⁾
Fév..	Janv. 1906....	105	183 ⁽¹⁶⁾	187	162 ⁽²⁾	162 ⁽²⁾	170	#	165 ⁽²⁾
Mars.	Février.....	225	282 ⁽¹⁶⁾	287	265 ⁽³⁾	#	273	#	273 ⁽³⁾
Avril.	Mars.....	313	380	385	352	362 ⁽⁵⁾	366	364 ⁽²⁾ et ⁽³⁾	365
Mai..	Avril.....	425	511	518	485 ⁽⁶⁾	488	492	489 ⁽⁵⁾	491 ⁽⁶⁾
Juin..	Mai.....	545	625	631	601 ⁽⁸⁾	#	609	606 ⁽⁶⁾	609 ⁽⁸⁾
Juil..	Juin.....	669	743	749	720	721 ⁽⁹⁾	730	723 ⁽⁹⁾	729 ⁽⁹⁾
Août.	Juillet.....	785	845	851	828	{ 834 ⁽¹⁰⁾ 835 ⁽¹¹⁾ }	836	835 ⁽¹⁰⁾	836 ⁽¹⁰⁾
Sept..	Août.....	874	955	959	922	#	927	926 ⁽¹¹⁾	926 ⁽¹¹⁾
Oct..	Septembre....	985	1055	1063	1040	1047 ⁽¹³⁾	1054	1048 ⁽¹³⁾	1048 ⁽¹³⁾
Nov..	Octobre.....	1102	1161	1168	1146	1149 ⁽¹⁴⁾	1151	#	1150 ⁽¹⁴⁾
Déc..	Nov.....	1193	1269	1276	1241 ⁽¹⁵⁾	1253 ⁽¹⁵⁾	1254	1254 ⁽¹⁵⁾	1254 ⁽¹⁵⁾

Voir en outre : Revue du travail dans l'État de New-York (4^e trim. 1905), p. 500.
 --- en Norvège (décembre 1905), p. 170.
 --- aux Pays-Bas (octobre 1906), p. 1258.

Russie. --- Voir : DURÉE DU TRAVAIL; --- GRÈVES; --- PARTICIPATIONS AUX BÉNÉFICES.

Saisie-Arrêt.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La saisie-arrêt sur les salaires au Sénat.....	1268
JURISPRUDENCE : Saisie-arrêt; loi du 12 janvier 1895; indemnité de congédie- ment; inapplicabilité.....	344

Salaires. -- Voir : INSPECTION; -- MANUFACTURES DE L'ÉTAT; -- SAISIE-ARRÊT.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La saisie-arrêt sur les salaires au Sénat.....	1268
--	------

- (1) Revue du travail en septembre et octobre } 1905.
 (2) décembre }
 (3) janvier 1906.
 (4) novembre 1905.
 (5) février.....
 (6) mars.....
 (7) mars et avril.
 (8) avril.....
 (9) mai.....
 (10) juin..... } 1906.
 (11) juillet.....
 (12) juillet et août
 (13) août.....
 (14) septembre...
 (15) octobre.....
 (16) pendant le 4^e trimestre 1905.

	Pages.
JURISPRUDENCE : Prescription de six mois pour le payement des salaires des ouvriers et gens de maison ; retenues pour l'assurance opérées abusivement.....	1035
Retenue sur les salaires ; convention alléguée par le patron ; preuves à la charge du patron	483
Salaires payés inférieurs aux salaires prévus au cahier des charges ; irrecevabilité de l'action formée par la commune	260
Cahier des charges ; salaire minimum fixé pour les ouvriers auxiliaires, absence de stipulation pour les apprentis.....	920
Salaires moyens, par départements, des ouvriers agricoles à la fin de 1904....	44
Personnel et salaires dans les manufactures de l'État en 1904.....	471
DANEMARK : Salaires et durée de travail des ouvriers agricoles.....	606
ÉTATS-UNIS : Les salaires de 1890 à 1904.....	165
GRANDE-BRETAGNE : Modifications survenues en 1905 dans les salaires et la durée du travail.....	1525
NORVÈGE : Salaires moyens de 1885 à 1900.....	614
 Samedi après midi (Repos le). — Voir : DURÉE DU TRAVAIL (ÉTATS-UNIS ET SUD-AUSTRALIE).	
 Secours (Caisse de). — Voir : FÉDÉRATION AMÉRICAINE DU TRAVAIL ; — RETRAITES ; SYNDICATS.	
 Saturnisme. — Voir : ASSOCIATION INTERNATIONALE ; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.	
Palmarès des ouvrages couronnés par l'association internationale pour la protection légale des travailleurs ; lutte contre le saturnisme.....	1037
La quatrième assemblée générale de l'association internationale pour la protection des travailleurs (27, 29 sept. 1906).....	1112
 Secours mutuels.	
Les sociétés de secours mutuels en 1902.....	242
— des mineurs en 1903 et 1904.....	595
BELGIQUE : Les sociétés de secours mutuels en 1905.....	722
 Secrétariats ouvriers.	
ALLEMAGNE : Les secrétariats ouvriers en 1905.....	1040
 Séricicole (Industrie).	
Les filatures de soie en 1904.....	256
 Statistiques ouvrières (bureaux de). — Voir : OFFICES DU TRAVAIL.	
 Subventions. — Voir : COOPÉRATION ; — CHÔMAGE.	
 Suède. — Voir : CONCILIATION ; — INSPECTION DU TRAVAIL.	
 Suisse. — Voir : COOPÉRATION.	
 Syndicats. — Voir : CHÔMAGE ; — CONSEIL SUPÉRIEUR ; — CONVENTION SYNDICALE ; — CRÉDIT MARITIME ; — GRÈVE ; — SECRÉTARIATS OUVRIERS ; — PLACEMENT.	
 ACTES OFFICIELS : Circulaire (travail) du 22 novembre 1906 sur les relations	

	Pages.
des inspecteurs du travail avec les groupements professionnels.....	1262
JURISPRUDENCE : Action en paiement de travaux effectués par les membres; article des statuts du syndicat; irrecevabilité.....	827
Refus d'embaucher des ouvriers syndiqués; esprit de malveillance à l'égard du syndicat; faute.....	479
Refus d'engager des artistes syndiqués; abus de droit; préjudice moral causé au syndicat.....	480
Dissolution à la suite d'une condamnation prononcée contre le syndicat; action en responsabilité intentée personnellement aux administrateurs du syndicat.....	259
Démission; affranchissement de toute obligation syndicale. (Convention patronale en vue de la fermeture générale des magasins le dimanche).....	598
ÉTATS MENSUELS du mouvement syndical 101, (décembre), 220, 306, 414, 537, 660, 775, 869, 979, 1094, 1188 et	1294
Les syndicats professionnels, les unions de syndicats et les bourses du travail au 1 ^{er} janvier 1906.....	1006
ALLEMAGNE : Le mouvement syndical en 1905.....	829
Les Cartels ou Unions locales de syndicats en 1905.....	1146
AUTRICHE : Le mouvement syndical en 1905.....	1044
ÉTATS-UNIS : Le 25 ^e congrès de la fédération américaine du travail.....	1049
GRANDE-BRETAGNE : Les Trade-Unions et fédérations en 1904.....	492
Le 38 ^e congrès des Trade-Unions (1905).....	69
Le 39 ^e — (1906).....	1151
ITALIE : Les ligues des travailleurs de la terre en 1905.....	932
Les fédérations de métier et les chambres de travail au commencement de 1906.....	1155
NORVÈGE : Le chômage chez les ouvriers syndiqués (sept. 1904, sept. 1905)....	616
 Tabacs. — Voir : MANUFACTURES DE L'ÉTAT.	
 Teintureries. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.	
 Textiles. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL (JOURNÉE DE 8 HEURES); — TISSAGE ET BOBINAGE.	
Prix au détail d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (coton, laine, soie); — ÉTATS MENSUELS : Voir ALIMENTATION.	
Les filatures de soie en 1904.....	256
 Théâtres et cafés-concerts. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.	
 Tissage et bobinage.	
Enquête relative aux modifications à apporter à la loi du 7 mars 1850 sur le tissage et le bobinage.....	689
JURISPRUDENCE : Loi du 7 mars 1850 : introduction dans la chaîne d'un nombre de fils supérieur à celui indiqué sur les listes des ouvriers...	484
 Tolérances. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL; — DURÉE DU TRAVAIL.	
 Trade-unions. — Voir : SYNDICATS.	
 Travail à forfait. — Voir : ACCIDENTS (JURISPRUDENCE).	

Travail à domicile. — Voir : ASSOCIATION INTERNATIONALE.

Travail de nuit. — Voir : ACCORDS INTERNATIONAUX; — ASSOCIATION INTERNATIONALE; — CONFÉRENCE INTERNATIONALE.

Convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes (Berne, 26 septembre 1906)	1138
Application en 1905 des lois des 2 novembre 1892 et 8 septembre 1848 (travail de nuit)	1020

Travaux publics. — Voir : ALGÉRIE; — COOPÉRATION; — SALAIRES.

Travaux de secours. — Voir : CHÔMAGE.

Tuberculose. — Voir : ACCIDENTS (JURISPRUDENCE).

Verrerie. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL (JOURNÉE DE 8 HEURES).

Avis aux ouvriers verriers français engagés pour l'Espagne	62
--	----

Vêtement. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL (JOURNÉE DE 8 HEURES).

Vieillesse. — Voir : RETRAITES.
